Comité scientifique international
pour la rédaction d'une Histoire générale de l'Afrique (UNESCO)

HISTOIRE GENERALE DE L'AFRIQUE

V. L'Afrique du XVIe au XVIIIe siècle

DIRECTEUR DE VOLUME : B. A. OGOT



Éditions UNESCO

HISTOIRE GÉNÉRALE DE L'AFRIQUE

Comité scientifique international pour la rédaction d'une Histoire générale de l'Afrique (UNESCO)

HISTOIRE GÉNÉRALE DE L'AFRIQUE

V

L'Afrique du XVIe au XVIIIe siècle

Directeur de volume :
B. A. Ogot

Éditions UNESCO

Les idées et opinions exrimées dans cet ouvrage sont celles des auteurs
et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'UNESCO. Les appellations
empolyées dans cette publication et la présentation des données
qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise
de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones
ou de leurs autorités, ni quant à leurs frontières ou limites.

Publié en 1999 par l'organisation des Nations Unies
pour l'éducation la science et la culture
7, place de Fontenoy,
75352 Paris 07 SP

Composé par les Éditions du Mouflon, Le Kremlin-Bicêtre 94270, France

Imprimé par Imprimerie Hérissey, 27003 Évreux

ISBN 92-3-201711-3

© UNESCO 1999

Table des matières

Préface 9
Présentation du projet 15
Chapitre premier
La lutte pour le commerce international et ses implications pour l'Afrique
M. MALOWIST 19
Chapitre 2
Les structures politiques, économiques et sociales africaines durant la période considérée
P. DIAGNE 43
Chapitre 3
Les mouvements de population et l'émergence de nouvelles formes sociopolitiques en Afrique
J. VANSINA 67
Chapitre 4
L'Afrique dans l'histoire du monde : la traite des esclaves à partir de l'Afrique et l'émergence d'un ordre économique dans l'Atlantique
J. E. INIKORI 99
Chapitre 5
La diaspora africaine dans l'Ancien et le Nouveau Monde
J. E. HARRIS 139

Chapitre 6
L'Égypte sous l'Empire ottoman
R. VESELY 167
Chapitre 7
Le Soudan de 1500 à 1800
Y. F. HASAN ET B. A. OGOT 205
Chapitre 8
Le Maroc
M. EL FASI 237
Chapitre 9
Algérie, Tunisie et Libye: les Ottomans et leurs héritiers
M. H. CHÉRIF 271
Chapitre 10
La Sénégambie du XVIe aux XVIIIe siècle: évolution des Wolof, des Seereer et des Tukuloor
B. BARRY 301
Chapitre 11
La fin de l'Empire songhay
M. ABITBOL 341
Chapitre 12
Du Niger à la Volta
M. IZARD et J. KI-ZERBO 369
Chapitre 13
Les États et les cultures de la côte de haute Guinée
C. WONDJI 411
Chapitre 14
Les États et les cultures de la côte de la Guinée inférieure
A. A. BOAHEN 443
Chapitre 15
Les Fon et les Yoruba, du delta du Niger au Cameroun
E. J. ALAGOA 483
Chapitre 16
Les États hawsa
D. LAYA 503
Chapitre 17
Le Kānem-Borno: ses relations avec la Méditerranée, le Baguirmi et les autres États du bassin du Tchad
B. M. BARKINDO 541
Chapitre 18
Des savanes du Cameroun au haut Nil
E. M'BOKOLO 457

Chapitre 19
Le Royaume du Kongo et ses voisins
J. VANSINA 601
Chapitre 20
Le système politique luba et lunda: émergence et expansion
NDAYWEL È NZIEM 643
Chapitre 21
La Zambézie du Nord: la région du lac Malawi
K. M. PHIRI, O. J. M. KALINGA et H. H. K. BHILA 665
Chapitre 22
La région au sud du Zambèze
H. H. K. BHILA 697
Chapitre 23
L'Afrique australe
D. DENOON 743
Chapitre 24
La corne de l'Afrique
E. HABERLAND 765
Chapitre 25
La côte orientale de l'Afrique
A. I. SALIM 815
Chapitre 26
La région des Grands Lacs, de 1500 à 1800
J. B. WEBSTER, B. A. OGOT et J. P. CHRÉTIEN 843
Chapitre 27
L'intérieur de l'Afrique de l'Est: les peuples du Kenya et de la Tanzanie (1500-1800)
W. R. OCHIENG' 897
Chapitre 28
Madagascar et les îles de l'océan Indien
R. K. KENT 921
Chapitre 29
L'histoire des sociétés africaines de 1500 à 1800: conclusion
B. A. OGOT 969
Notice biographique des auteurs 981
Membres du Comité scientifique international 987
Abréviations et liste des périodiques 989
Bibliographie 995
Glossaire 1057
Index 1091

Préface

par
M. Amadou-Mahtar M'Bow
Directeur général
de l'UNESCO (1974-1987)

Longtemps, mythes et préjugés de toutes sortes ont caché au monde l'histoire réelle de l'Afrique. Les sociétés africaines passaient pour des sociétés qui ne pouvaient avoir d'histoire. Malgré d'importants travaux effectués, dès les premières décennies de ce siècle, par des pionniers comme Leo Frobenius, Maurice Delafosse, Arturo Labriola, bon nombre de spécialistes non africains, attachés à certains postulats, soutenaient que ces sociétés ne pouvaient faire l'objet d'une étude scientifique, faute notamment de sources et de documents écrits.

Si *L'Iliade* et *L'Odyssée* pouvaient être considérées à juste titre comme des sources essentielles de l'histoire de la Grèce ancienne, on déniait, en revanche, toute valeur à la tradition orale africaine, cette mémoire des peuples qui fournit la trame de tant d'événements qui ont marqué leur vie. On se limitait, en écrivant l'histoire d'une grande partie de l'Afrique, à des sources extérieures à l'Afrique, pour donner une vision non de ce que pouvait être le cheminement des peuples africains, mais de ce que l'on pensait qu'il devait être. Le « Moyen Âge » européen étant souvent pris comme point de référence, les modes de production, les rapports sociaux comme les institutions politiques n'étaient perçus que par référence au passé de l'Europe.

En fait, on refusait de voir en l'Africain le créateur de cultures originales qui se sont épanouies et perpétuées, à travers les siècles, dans des voies qui leur sont propres et que l'historien ne peut donc saisir sans renoncer à certains préjugés et sans renouveler sa méthode.

De même, le continent africain n'était presque jamais considéré comme une entité historique. L'accent était, au contraire, mis sur tout

ce qui pouvait accréditer l'idée qu'une scission aurait existé, de toute éternité, entre une « Afrique blanche » et une « Afrique noire » ignorantes l'une de l'autre. On présentait souvent le Sahara comme un espace impénétrable qui rendait impossibles des brassages d'ethnies et de peuples, des échanges de biens, de croyances, de mœurs et d'idées entre les sociétés constituées de part et d'autre du désert. On traçait des frontières étanches entre les civilisations de l'Égypte ancienne et de la Nubie, et celles des peuples subsahariens.

Certes, l'histoire de l'Afrique nord-saharienne a été davantage liée à celle du bassin méditerranéen que ne l'a été l'histoire de l'Afrique subsaharienne, mais il est largement reconnu aujourd'hui que les civilisations du continent africain, à travers la variété des langues et des cultures, forment, à des degrés divers, les versants historiques d'un ensemble de peuples et de sociétés qu'unissent des liens séculaires.

Un autre phénomène a beaucoup nui à l'étude objective du passé africain : je veux parler de l'apparition, avec la traite négrière et la colonisation, de stéréotypes raciaux générateurs de mépris et d'incompréhension et si profondément ancrés qu'ils faussèrent jusqu'aux concepts mêmes de l'historiographie. À partir du moment où l'on eut recours aux notions de « Blancs » et de « Noirs » pour nommer génériquement les colonisateurs, considérés comme supérieurs, et les colonisés, les Africains eurent à lutter contre un double asservissement économique et psychologique. Repérable à la pigmentation de sa peau, devenu une marchandise parmi d'autres, voué au travail de force, l'Africain en vint à symboliser, dans la conscience de ses dominateurs, une essence raciale imaginaire et illusoirement inférieure, celle de *nègre*. Ce processus de fausse identification ravala l'histoire des peuples africains dans l'esprit de beaucoup au rang d'une ethnohistoire où l'appréciation des réalités historiques et culturelles ne pouvait qu'être faussée.

La situation a beaucoup évolué depuis la fin de la seconde guerre mondiale, en particulier depuis que les pays d'Afrique, ayant accédé à l'indépendance, participent activement à la vie de la communauté internationale et aux échanges mutuels qui sont sa raison d'être. De plus en plus d'historiens se sont efforcés d'aborder l'étude de l'Afrique avec plus de rigueur, d'objectivité et d'ouverture d'esprit, en utilisant — certes avec les précautions d'usage — les sources africaines elles-mêmes. Dans l'exercice de leur droit à l'initiative historique, les Africains eux-mêmes ont ressenti profondément le besoin de rétablir sur des bases solides l'historicité de leurs sociétés.

C'est dire l'importance de l'*Histoire générale de l'Afrique*, en huit volumes, dont l'UNESCO a commencé la publication.

Les spécialistes de nombreux pays qui ont travaillé à cette œuvre se sont d'abord attachés à en jeter les fondements théoriques et méthodologiques. Ils ont eu le souci de remettre en question les simplifications abusives auxquelles avait donné lieu une conception linéaire et limitative de l'histoire universelle, et de rétablir la vérité des faits chaque fois que cela était néces-

saire et possible. Ils se sont efforcés de dégager les données historiques qui permettent de mieux suivre l'évolution des différents peuples africains dans leur spécificité socioculturelle.

Dans cette tâche immense, complexe et ardue, vu la diversité des sources et l'éparpillement des documents, l'UNESCO a procédé par étapes. La première phase (1965-1969) a été celle des travaux de documentation et de planification de l'ouvrage. Des activités opérationnelles ont été conduites sur le terrain : campagnes de collecte de la tradition orale, création de centres régionaux de documentation pour la tradition orale, collecte de manuscrits inédits en arabe et en « ajami » (langues africaines écrites en caractères arabes), inventaire des archives et préparation d'un *Guide des sources de l'histoire de l'Afrique*, à partir des archives et bibliothèques des pays d'Europe, publié depuis en neuf volumes. Par ailleurs, des rencontres entre les spécialistes ont été organisées où les Africains et des personnes d'autres continents ont discuté des questions de méthodologie et ont tracé les grandes lignes du projet, après un examen attentif des sources disponibles.

Une deuxième étape, consacrée à la mise au point et à l'articulation de l'ensemble de l'ouvrage, a duré de 1969 à 1971. Au cours de cette période, des réunions internationales d'experts tenues à Paris (1969) et à Addis-Abeba (1970) eurent à examiner et à préciser les problèmes touchant la rédaction et la publication de l'ouvrage : présentation en huit volumes, édition principale en anglais, en français et en arabe, ainsi que des traductions en langues africaines, telles que le kiswahili, le hawsa, le fulfulde (peul), le yoruba ou le lingala. Sont prévues également des traductions en allemand, russe, portugais, espagnol, chinois[1], de même que des éditions abrégées, accessibles à un plus vaste public africain et international.

La troisième phase a été celle de la rédaction et de la publication. Elle a commencé par la nomination d'un Comité scientifique international de trente-neuf membres, comprenant deux tiers d'Africains et un tiers de non-Africains, à qui incombe la responsabilité intellectuelle de l'ouvrage.

Interdisciplinaire, la méthode suivie s'est caractérisée par la pluralité des approches théoriques, comme des sources. Parmi celles-ci, il faut citer d'abord l'archéologie, qui détient une grande part des clés de l'histoire des cultures et des civilisations africaines. Grâce à elle, on s'accorde aujourd'hui à reconnaître que l'Afrique fut, selon toute probabilité, le berceau de l'humanité, qu'on y assista à l'une des premières révolutions technologiques de l'histoire — celle du néolithique — et qu'avec l'Égypte s'y épanouit l'une des civilisations anciennes les plus brillantes du monde. Il faut ensuite citer la tradition orale qui, naguère méconnue, apparaît aujourd'hui comme

1. Le volume I est paru en anglais, arabe, chinois, coréen, espagnol, français, hawsa, italien, kiswahili, peul et portugais ; le volume II en anglais, arabe, chinois, coréen, espagnol, français, hawsa, italien, kiswahili, peul et portugais ; le volume III en anglais, arabe, espagnol et français ; le volume IV en anglais, arabe, chinois, espagnol, français et portugais ; le volume V en anglais et arabe ; le volume VI en anglais, arabe et français ; le volume VII en anglais, arabe, chinois, espagnol, français et portugais ; le volume VIII en anglais et français.

une source précieuse de l'histoire de l'Afrique, permettant de suivre le cheminement de ses différents peuples dans l'espace et dans le temps, de comprendre de l'intérieur la vision africaine du monde, de saisir les caractères originaux des valeurs qui fondent les cultures et les institutions du continent.

On saura gré au Comité scientifique international chargé de cette *Histoire générale de l'Afrique*, à son rapporteur ainsi qu'aux directeurs et auteurs des différents volumes et chapitres d'avoir jeté une lumière originale sur le passé de l'Afrique, embrassé dans sa totalité, en évitant tout dogmatisme dans l'étude de questions essentielles comme la traite négrière, cette « saignée sans fin » responsable de l'une des déportations les plus cruelles de l'histoire des peuples et qui a vidé le continent d'une partie de ses forces vives, alors qu'il jouait un rôle déterminant dans l'essor économique et commercial de l'Europe ; la colonisation avec toutes ses conséquences sur les plans de la démographie, de l'économie, de la psychologie, de la culture ; les relations entre l'Afrique au sud du Sahara et le monde arabe ; le processus de décolonisation et de construction nationale qui mobilise la raison et la passion de personnes encore en vie et parfois en pleine activité. Toutes ces questions ont été abordées avec un souci d'honnêteté et de rigueur qui n'est pas le moindre mérite du présent ouvrage. Celui-ci offre aussi — en faisant le point de nos connaissances sur l'Afrique et en proposant divers regards sur les cultures africaines, ainsi qu'une nouvelle vision de l'histoire — le grand avantage de souligner les ombres et les lumières, sans dissimuler les divergences d'opinions entre savants.

En montrant l'insuffisance des approches méthodologiques longtemps utilisées dans la recherche sur l'Afrique, cette nouvelle publication invite au renouvellement et à l'approfondissement de la double problématique de l'historiographie et de l'identité culturelle qu'unissent des liens de réciprocité. Elle ouvre la voie, comme tout travail historique de valeur, à de multiples recherches nouvelles.

C'est ainsi d'ailleurs que, en étroite collaboration avec l'UNESCO, le Comité scientifique international a tenu à entreprendre des études complémentaires afin d'approfondir quelques questions qui permettront d'avoir une vue plus claire de certains aspects du passé de l'Afrique. Ces travaux, publiés dans la collection « Histoire générale de l'Afrique : études et documents », viendront utilement compléter le présent ouvrage[2]. Cet effort sera également poursuivi par l'élaboration d'ouvrages portant sur l'histoire nationale ou sous-régionale.

2. Douze numéros de cette série sont parus ; ils portent respectivement sur : n° 1 – Le peuplement de l'Égypte ancienne et le déchiffrement de l'écriture méroïtique ; n° 2 – La traite négrière du XVe au XIXe siècle ; n° 3 – Relations historiques à travers l'océan Indien ; n° 4–L'historiographie de l'Afrique australe ; n° 5 – La décolonisation de l'Afrique : Afrique australe et corne de l'Afrique ; n° 6 – Ethnonymes et toponymes ; n° 7 – Les relations historiques et socioculturelles entre l'Afrique et le monde arabe ; n° 8 – La méthodologie de l'histoire de l'Afrique contemporaine ; n° 9 – Le processus d'éducation et l'historiographie en Afrique ; n° 10– L'Afrique et la seconde guerre mondiale ; n° 11– Libya Antiqua ; n° 12 – Le rôle des mouvements d'étudiants africains dans l'évolution politique et sociale de l'Afrique de 1900 à 1975.

Cette *Histoire générale de l'Afrique* met à la fois en lumière l'unité historique de l'Afrique et les relations de celle-ci avec les autres continents, notamment avec les Amériques et les Caraïbes. Pendant longtemps, les expressions de la créativité des descendants d'Africains aux Amériques avaient été isolées par certains historiens en un agrégat hétéroclite d'*africanismes;* cette vision, il va sans dire, n'est pas celle des auteurs du présent ouvrage. Ici, la résistance des esclaves déportés en Amérique, le fait du « marronnage » politique et culturel, la participation constante et massive des descendants d'Africains aux luttes de la première indépendance américaine de même qu'aux mouvements nationaux de libération sont justement perçus pour ce qu'ils furent : de vigoureuses affirmations d'identité qui ont contribué à forger le concept universel d'humanité. Il est évident aujourd'hui que l'héritage africain a marqué, plus ou moins selon les lieux, les manières de sentir, de penser, de rêver et d'agir de certaines nations de l'hémisphère occidental. Du sud des États-Unis jusqu'au nord du Brésil, en passant par les Caraïbes ainsi que par la côte du Pacifique, les apports culturels hérités de l'Afrique sont partout visibles ; dans certains cas même, ils constituent les fondements essentiels de l'identité culturelle de quelques éléments les plus importants de la population.

De même, cet ouvrage fait clairement apparaître les relations de l'Afrique avec l'Asie du Sud à travers l'océan Indien, ainsi que les apports africains aux autres civilisations dans le jeu des échanges mutuels.

Je suis convaincu que les efforts des peuples d'Afrique pour conquérir ou renforcer leur indépendance, assurer leur développement et affermir leurs spécificités culturelles doivent s'enraciner dans une conscience historique rénovée, intensément vécue et assumée de génération en génération.

Et ma formation personnelle, l'expérience que j'ai acquise comme enseignant et, dès les débuts de l'indépendance, comme président de la première commission créée en vue de la réforme des programmes d'enseignement de l'histoire et de la géographie dans certains pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre m'ont appris combien était nécessaire, pour l'éducation de la jeunesse et pour l'information du public, un ouvrage d'histoire élaboré par des savants connaissant du dedans les problèmes et les espoirs de l'Afrique et capables de considérer le continent dans son ensemble.

Pour toutes ces raisons, l'UNESCO veillera à ce que cette *Histoire générale de l'Afrique* soit largement diffusée, dans de nombreuses langues, et qu'elle serve de base à l'élaboration de livres d'enfants, de manuels scolaires et d'émissions télévisées ou radiodiffusées. Ainsi, jeunes, écoliers, étudiants et adultes d'Afrique et d'ailleurs pourront avoir une meilleure vision du passé du continent africain, des facteurs qui l'expliquent, et une plus juste compréhension de son patrimoine culturel et de sa contribution au progrès général de l'humanité. Cet ouvrage devrait donc contribuer à favoriser la coopération internationale et à renforcer la solidarité des peuples dans leurs aspirations à la justice, au progrès et à la paix. Du moins est-ce le vœu que je forme très sincèrement.

Il me reste à exprimer ma profonde gratitude aux membres du Comité scientifique international, au rapporteur, aux directeurs des différents volu-

mes, aux auteurs et à tous ceux qui ont collaboré à la réalisation de cette prodigieuse entreprise. Le travail qu'ils ont effectué, la contribution qu'ils ont apportée montrent bien ce que des hommes venus d'horizons divers, mais animés d'une même bonne volonté, d'un même enthousiasme au service de la vérité de tous les hommes, peuvent faire, dans le cadre international qu'offre l'UNESCO, pour mener à bien un projet d'une grande valeur scientifique et culturelle. Ma reconnaissance va également aux organisations et gouvernements qui, par leurs dons généreux, ont permis à l'UNESCO de publier cette œuvre dans différentes langues et de lui assurer le rayonnement universel qu'elle mérite, au service de la communauté internationale tout entière.

Présentation du projet

par
*le professeur Bethwell Allan Ogot**
président du Comité scientifique international
pour la rédaction d'une Histoire générale de l'Afrique

La Conférence générale de l'UNESCO, à sa seizième session, a demandé au Directeur général d'entreprendre la rédaction d'une *Histoire générale de l'Afrique*. Ce travail considérable a été confié à un Comité scientifique international créé par le Conseil exécutif en 1970.

Aux termes des statuts adoptés par le Conseil exécutif de l'UNESCO en 1971, ce Comité se compose de trente-neuf membres (dont deux tiers d'Africains et un tiers de non-Africains) siégeant à titre personnel et nommés par le Directeur général de l'UNESCO pour la durée du mandat du Comité.

La première tâche du Comité était de définir les principales caractéristiques de l'ouvrage. Il les a définies comme suit à sa deuxième session :

- Tout en visant à la plus haute qualité scientifique possible, l'*Histoire générale de l'Afrique* ne cherche pas à être exhaustive et est un ouvrage de synthèse qui évitera le dogmatisme. À maints égards, elle constitue un exposé des problèmes indiquant l'état actuel des connaissances et les grands courants de la recherche, et n'hésite pas à signaler, le cas échéant, les divergences d'opinion. Elle préparera en cela la voie à des ouvrages ultérieurs.
- L'Afrique est considérée comme un tout. Le but est de montrer les relations historiques entre les différentes parties du continent trop souvent subdivisé dans les ouvrages publiés jusqu'ici. Les liens historiques de l'Afrique avec les autres continents reçoivent l'attention qu'ils méritent et sont analysés sous l'angle des échanges mutuels et des influences multilatérales, de

* Au cours de la sixième session plénière du Comité scientifique international pour la rédaction d'une *Histoire générale de l'Afrique* (Brazzaville, août 1983), il a été procédé à l'élection d'un nouveau Bureau, et le professeur Ogot a été remplacé par le professeur Albert Adu Boahen.

manière à faire apparaître sous un jour approprié la contribution de l'Afrique au développement de l'humanité.

• L'*Histoire générale de l'Afrique* est, avant tout, une histoire des idées et des civilisations, des sociétés et des institutions. Elle se fonde sur une grande diversité de sources, y compris la tradition orale et l'expression artistique.

• L'*Histoire générale de l'Afrique* est envisagée essentiellement de l'intérieur. Ouvrage savant, elle est aussi, dans une large mesure, le reflet fidèle de la façon dont les auteurs africains voient leur propre civilisation. Bien qu'élaborée dans un cadre international et faisant appel à toutes les données actuelles de la science, l'*Histoire* sera aussi un élément capital pour la reconnaissance du patrimoine culturel africain et mettra en évidence les facteurs qui contribuent à l'unité du continent. Cette volonté de voir les choses de l'intérieur constitue la nouveauté de l'ouvrage et pourra, en plus de ses qualités scientifiques, lui conférer une grande valeur d'actualité. En montrant le vrai visage de l'Afrique, l'*Histoire* pourrait, à une époque dominée par les rivalités économiques et techniques, proposer une conception particulière des valeurs humaines.

Le Comité a décidé de présenter l'ouvrage, portant sur plus de trois millions d'années d'histoire de l'Afrique, en huit volumes comprenant chacun environ huit cents pages de textes avec des illustrations, des photographies, des cartes et des dessins au trait.

Pour chaque volume, il est désigné un directeur principal qui est assisté, le cas échéant, par un ou deux codirecteurs.

Les directeurs de volume sont choisis à l'intérieur comme à l'extérieur du Comité par ce dernier qui les élit à la majorité des deux tiers. Ils sont chargés de l'élaboration des volumes, conformément aux décisions et aux plans arrêtés par le Comité. Ils sont responsables sur le plan scientifique devant le Comité ou, entre deux sessions du Comité, devant le Bureau, du contenu des volumes, de la mise au point définitive des textes, des illustrations et, d'une manière générale, de tous les aspects scientifiques et techniques de l'*Histoire*. C'est le Bureau qui, en dernier ressort, approuve le manuscrit final. Lorsqu'il l'estime prêt pour l'édition, il le transmet au Directeur général de l'UNESCO. Le Comité, ou le Bureau entre deux sessions du Comité, reste donc le maître de l'œuvre.

Chaque volume comprend une trentaine de chapitres. Chaque chapitre est rédigé par un auteur principal assisté, le cas échéant, d'un ou de deux collaborateurs.

Les auteurs sont choisis par le Comité au vu de leur *curriculum vitæ*. La préférence est donnée aux auteurs africains, sous réserve qu'ils possèdent les titres voulus. Le Comité veille particulièrement à ce que toutes les régions du continent ainsi que d'autres régions ayant eu des relations historiques ou culturelles avec l'Afrique soient, dans la mesure du possible, équitablement représentées parmi les auteurs.

Après leur approbation par le directeur de volume, les textes des différents chapitres sont envoyés à tous les membres du Comité pour qu'ils en fassent la critique.

Au surplus, le texte du directeur de volume est soumis à l'examen d'un comité de lecture, désigné au sein du Comité scientifique international, en fonction des compétences des membres ; ce comité est chargé d'une analyse approfondie du fond et de la forme des chapitres.

Le Bureau approuve en dernier ressort les manuscrits.

Cette procédure qui peut paraître longue et complexe s'est révélée nécessaire car elle permet d'apporter le maximum de garantie scientifique à l'*Histoire générale de l'Afrique*. En effet, il est arrivé que le Bureau rejette des manuscrits ou demande des réaménagements importants ou même confie la rédaction d'un chapitre à un nouvel auteur. Parfois, des spécialistes d'une période donnée de l'histoire ou d'une question donnée sont consultés pour la mise au point définitive d'un volume.

L'ouvrage sera publié, en premier lieu, en une édition principale en anglais, en français et en arabe et en une édition brochée dans les mêmes langues.

Une version abrégée en anglais et en français servira de base pour la traduction en langues africaines. Le Comité scientifique international a retenu comme premières langues africaines dans lesquelles l'ouvrage sera traduit : le kiswahili et le hawsa.

Il est aussi envisagé d'assurer, dans la mesure du possible, la publication de l'*Histoire générale de l'Afrique* en plusieurs langues de grande diffusion internationale (entre autres, allemand, chinois, espagnol, italien, japonais, portugais, russe, etc.).

Il s'agit donc, comme on peut le voir, d'une entreprise gigantesque qui constitue une immense gageure pour les historiens de l'Afrique et la communauté scientifique en général, ainsi que pour l'UNESCO qui lui accorde son patronage. On peut en effet imaginer sans peine la complexité d'une tâche comme la rédaction d'une histoire de l'Afrique, qui couvre, dans l'espace, tout un continent et, dans le temps, les quatre derniers millions d'années, respecte les normes scientifiques les plus élevées et fait appel, comme il se doit, à des spécialistes appartenant à tout un éventail de pays, de cultures, d'idéologies et de traditions historiques. C'est une entreprise continentale, internationale et interdisciplinaire de grande envergure.

En conclusion, je tiens à souligner l'importance de cet ouvrage pour l'Afrique et pour le monde entier. À l'heure où les peuples d'Afrique luttent pour s'unir et mieux forger ensemble leurs destins respectifs, une bonne connaissance du passé de l'Afrique, une prise de conscience des liens qui unissent les Africains entre eux et l'Afrique aux autres continents devraient faciliter, dans une grande mesure, la compréhension mutuelle entre les peuples de la terre, mais surtout faire connaître un patrimoine culturel qui est le bien de l'humanité tout entière.

Bethwell Allan OGOT
8 août 1979
Président du Comité scientifique international
pour la rédaction d'une *Histoire générale de l'Afrique*

CHAPITRE PREMIER

La lutte pour le commerce international et ses implications pour l'Afrique

M. Malowist

Si l'on trace la carte géopolitique du monde en l'an 1500, on voit apparaître un certain nombre de grandes régions relativement autonomes qui entretiennent, à des degrés divers, des rapports mutuels d'ordre soit commercial soit conflictuel. Il y a, d'abord, l'Extrême-Orient, représenté par le Japon et la Chine, qui, avec les régions du Pacifique et de l'océan Indien comprenant les îles Moluques, Bornéo, Sumatra et l'Inde elle-même, est la source d'approvisionnement du monde en épices. Il y a, ensuite, le Moyen-Orient qui couvre une vaste zone comprenant la péninsule arabe, l'Empire safavide et l'Empire ottoman, lequel englobe bientôt l'Afrique du Nord. Puis, c'est l'Europe avec les Slaves, les Scandinaves, les Allemands, les Anglo-Saxons et les Latins, qui tous restent confinés dans ses frontières. Enfin, il y a l'Afrique, avec son rivage méditerranéen au nord et ses côtes de la mer Rouge et de l'océan Indien qui prennent une part croissante au commerce international avec l'Extrême-Orient et l'Orient.

La période qui s'étend de 1500 à 1800 voit s'établir un nouveau système géo-économique orienté vers l'Atlantique, avec son dispositif commercial triangulaire reliant l'Europe, l'Afrique et les Amériques. L'ouverture du commerce atlantique va permettre à l'Europe, et plus particulièrement à l'Europe occidentale, d'augmenter son ascendant sur les sociétés des Amériques et d'Afrique. Dès lors, elle joue un rôle moteur dans l'accumulation de capital générée par le commerce et le pillage organisés à l'échelle mondiale. L'émigration d'Européens vers les comptoirs commerciaux d'Afrique et des territoires d'Amérique du Nord et du Sud donne naissance à des économies annexes qui se constituent outre-mer. Celles-ci joueront, à long terme, un

rôle décisif par leur contribution à la montée en puissance de l'Europe qui assied sa domination sur le reste du monde.

De l'avis des historiens, la période qui va de 1450 à 1630 a été marquée dans la plupart des pays européens, en particulier pour ceux de l'Ouest et du Sud-Ouest, par une formidable expansion économique, politique et culturelle. Avec le temps, la division du continent en un Nord-Ouest avancé sur le plan économique, une péninsule ibérique relativement peu développée et un vaste Centre-Est se développant rapidement mais également de plus en plus tributaire des marchés occidentaux s'accentue.

La période est aussi marquée par un mouvement d'expansion outre-mer qui atteint d'immenses territoires situés en bordure de l'Atlantique, et même dans le Pacifique. La côte africaine est touchée par ce mouvement dès le début du XVIe siècle, encore que l'Afrique du Nord connaisse une situation différente de celle de la région située au sud du Sahara. La Méditerranée est le théâtre d'une âpre rivalité opposant l'Espagne, le Portugal, la France et l'Afrique du Nord musulmane, tandis que l'influence de l'Empire ottoman ne cesse de grandir.

En 1517, les Ottomans s'emparent de l'Égypte, puis soumettent une grande partie de la péninsule arabe et établissent peu à peu leur domination sur Tripoli, Tunis et Alger, où des régences ottomanes sous protectorat turc se multiplient. Celles-ci font planer une grave menace sur les navires européens et sur les côtes méridionales de l'Italie et de l'Espagne. Au Maroc, cependant, les Portugais parviennent à asseoir leur emprise sur une grande partie de la côte, jusqu'à Agadir et Safi, alors que les Castillans s'établissent à Tlemcen et Oran[1].

Ces conquêtes sont d'une grande importance, car elles assurent aux Portugais le contrôle des débouchés de certaines grandes routes du commerce de l'or et des esclaves établi, depuis des siècles, entre le Soudan occidental et les côtes méditerranéennes à travers le Sahara et le Maghreb. Les débouchés de certains autres grands axes, d'orientation nord-sud et est-ouest, sont aux mains des Turcs et de représentants plus ou moins autonomes de l'Empire ottoman en Afrique (Alger, Tunis et Tripoli). Ces événements interviennent près d'un siècle après le début de l'expansion portugaise en Afrique occidentale, ce qui explique que les Européens[2] détournent à leur profit une partie du trafic de l'or et des esclaves, auparavant destiné au monde musulman. Il en résulte une réduction de l'approvisionnement en or du Maghreb, problème dont l'étude approfondie permettrait sans aucun doute de mieux comprendre la conquête de la boucle du Niger par les Marocains, en 1591, qui leur permit de s'assurer la maîtrise de certains circuits du commerce de l'or et des esclaves reliant l'Afrique occidentale au Maghreb et à l'Égypte. La célèbre campagne du pacha Djūdar est un exemple typique des grandes conquêtes qui marquent le XVIe siècle. Il est bon d'ajouter que ce pacha est lui-même un renégat de souche ibérique et que son armée, composée princi-

1. Voir chapitre 9.
2. V. Magalhães Godinho, 1969, p. 184-217.

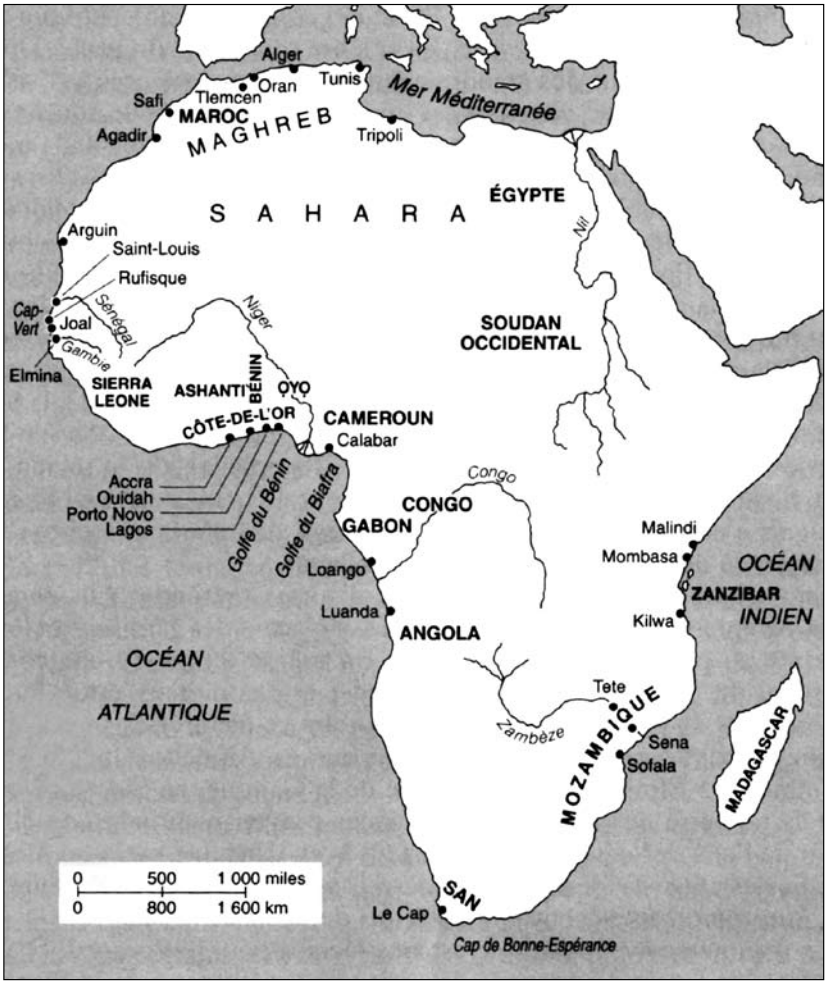
palement d'hommes de la même origine, perpétue la tradition des conquêtes espagnoles et portugaises[3].

On pensait à juste titre, à l'époque, que la côte de l'Afrique occidentale et de l'Afrique orientale resterait longtemps sous la domination économique et politique du Portugal, qui exerçait aussi une certaine influence culturelle sur ses partenaires commerciaux africains. Pendant tout le XVe siècle et au début du XVIe siècle, les Portugais réussissent à établir de nombreux comptoirs sur la côte occidentale et à faire participer la population du littoral et ses chefs au commerce avec les Européens. À partir de 1481-1482, la forteresse d'Elmina devient le comptoir le plus important de la Côte-de-l'Or. D'autres comptoirs prennent également de l'ampleur dans la région, tels Axim, Shamma et Accra. Lorsqu'ils établissent de nouveaux comptoirs, les Portugais s'efforcent d'obtenir l'autorisation des chefs autochtones et d'acheter, de diverses façons, leur bienveillance.

En Afrique orientale, ils emploient d'autres méthodes: ils écrasent Sofala, Mombasa et d'autres villes côtières, y placent des garnisons et lèvent un impôt au profit du roi du Portugal. En même temps, ils cherchent à s'emparer du commerce de l'or, de l'ivoire et des métaux entre la côte, l'arrière-pays et l'Inde. Les divers comptoirs et factoreries portugais en Afrique ne connaissent pas tous le même succès. Au début du XVIe siècle, le commerce à Elmina, à l'embouchure de la Gambie, en Sierra Leone et à Sofala rapporte de substantiels bénéfices provenant principalement de l'achat de l'or à des conditions avantageuses et, dans une moindre mesure, du trafic des esclaves fournis par l'arrière-pays. Arguin, la plus ancienne des factoreries portugaises, continue toutefois de décliner[4].

Le commerce avec l'Afrique est très lucratif pour le Portugal. D'après les calculs de Lúcio de Azevedo, les gains de la Couronne, qui s'élevaient à quelque 60 millions de réaux dans les années 1480, atteignent déjà 200 millions sous le règne du roi Manuel (1491-1521) et pas moins de 279,5 millions en 1534[5]. De toute évidence, cette progression s'explique non seulement par les échanges avec l'Inde mais aussi et surtout par les relations économiques avec l'Afrique. En outre, ce formidable apport de métal précieux venant du continent noir permet à Jean II et à son successeur, Manuel, de stabiliser la monnaie d'argent, de frapper le *cruzado*, pièce d'or de grande valeur, et, surtout, de renforcer la flotte et de développer l'administration étatique et coloniale[6]. Cette dernière mesure a une grande portée, à la fois politique et sociale, car elle offre à l'aristocratie et à la petite noblesse la possibilité d'obtenir de nombreuses charges aussi prestigieuses que lucratives. Ainsi, la fâcheuse opposition de l'aristocratie à la politique centralisatrice de la monarchie prend fin et la cohésion de l'État est renforcée.

3. Voir chapitre 2.
4. V. Magalhães Godinho, 1969, p. 185-188.
5. V. Magalhães Godinho, 1978, vol. II, p. 51-72.
6. M. Malowist, 1969, p. 219.



1.1. Afrique : les principaux points de contact du commerce européen du XVIe au XVIIe siécle (carte établie par J. Jilkes).

Le commerce avec l'Afrique, et plus tard avec l'Inde, accélère grandement l'ascension de la classe des négociants portugais, encore relativement peu favorisés au XVe siècle. On pourrait donc penser, au cours de ce premier quart du XVIe siècle, que le Portugal est entré dans une phase d'expansion économique et politique durable. Cet espoir est toutefois ruiné par le caractère rétrograde et statique de la structure socio-économique du pays. L'expansion outre-mer nécessite d'importants investissements financiers et, pour acheter de l'or et des esclaves, il faut déverser sur les rivages africains de grandes quantités d'objets en fer, en bronze et en cuivre, ainsi que des textiles bon marché, sans parler de l'argent, des produits alimentaires et du sel. Or, ces biens ne sont pas produits au Portugal et doivent être achetés d'abord à des marchands étrangers ou à Bruges, puis sur les grandes places commerciales européennes de l'époque. En outre, le développement de la flotte est tributaire des importations de bois d'œuvre et d'autres produits forestiers provenant essentiellement des pays Baltes, qui fournissent également un certain volume de céréales dont la production, au Portugal, est insuffisante depuis le XIVe siècle[7]. Cet état de fait n'a encore jamais été étudié de façon approfondie, mais il est évident que le produit du commerce extérieur a dû en grande partie être affecté à l'importation des marchandises nécessaires au commerce avec l'Afrique. Le Portugal ne peut accroître sa production intérieure, en raison de son faible potentiel démographique (au milieu du XVIe siècle, il ne compte, en effet, que 1 400 000 habitants)[8] et de la très vive concurrence de l'étranger, notamment pour les produits industriels, très demandés sur le marché portugais depuis de longues années.

Le formidable essor économique de l'Europe se traduit sur le continent, à partir de 1470, par une hausse progressive des prix qui devient spectaculaire pendant la seconde moitié du XVIe siècle et touche principalement les produits agricoles et industriels. On ne s'est pas encore penché sur le rapport entre l'élévation des prix et la progression des bénéfices que le Portugal a tirés de son commerce d'outre-mer; il semble toutefois qu'il ne soit pas à l'avantage du Portugal. Le monopole du négoce avec l'Afrique ou avec l'Inde, qui procède de surcroît d'une tout autre conception économique, ne lui est pas d'un très grand secours. L'important investissement dont s'accompagne l'expansion outre-mer n'est rentable pour le Portugal que s'il peut imposer à ses partenaires noirs des conditions d'échange qui lui soient favorables, c'est-à-dire s'il peut acheter bon marché et vendre cher. Pour cela, il faut limiter, voire interdire, l'accès aux comptoirs aux immigrants européens, surtout aux ressortissants de pays autres que le Portugal, moyennant l'entretien d'une flotte suffisamment puissante pour être véritablement dissuasive. C'est là une entreprise extrêmement coûteuse, qui se révèle presque au-dessus des moyens du Portugal[9].

7. A. da Silva Costa Lobo, 1904, p. 83.
8. V. Magalhães Godinho, 1978, vol. II, p. 25.
9. *Ibid*., p. 185-203.

Déjà, à partir de 1470, le Portugal doit soutenir un conflit armé avec la Castille. Grâce à la supériorité temporaire de sa flotte et à ses mouvements diplomatiques, il réussit à l'éliminer de l'Afrique occidentale aux termes des traités d'Alcaçovas et de Tordesillas, conclus respectivement en 1481 et en 1494, et en vertu des droits exclusifs sur l'expansion économique et politique dans le sud-est de l'Atlantique accordés au Portugal par le pape Alexandre VI. La découverte et la conquête de l'Amérique, ainsi que la politique européenne en général détournent la Castille de l'Afrique. Les relations entre le Portugal et ses autres rivaux, sur la côte de l'Afrique occidentale puis en Afrique orientale, évoluent toutefois de façon très différente, du fait, notamment, que ces pays rivaux sont économiquement plus avancés que le Portugal.

Les souverains portugais, Jean II et Manuel, sont contraints de demander l'aide des grands financiers italiens et du sud de l'Allemagne. Les banquiers italiens, florentins en particulier, qui se sont établis à Lisbonne et à Anvers ou qui y ont des agents, leur accordent des prêts en numéraire ou en marchandises, d'une valeur considérable, qui seront ultérieurement remboursés en espèces ou en marchandises importées d'outre-mer. À partir de 1480 et peut-être même plus tôt, certains de ces banquiers, comme Bartolomeo Mar-Chioni, Sernigi et d'autres, prennent une part active aux échanges commerciaux avec l'Afrique et rétribuent en conséquence le roi du Portugal. La comptabilité de ce dernier, à Bruges puis à Anvers, révèle l'étroite dépendance financière de la Couronne vis-à-vis de grosses entreprises comme celles des Frescobaldi, Affaitati et Fuggers[10]. Au premier stade de l'expansion, les souverains du Portugal réussissent à s'assurer la mainmise sur l'importation de l'or en provenance d'Afrique et, dans une large mesure, sur la traite des esclaves, ou du moins à en conserver les bénéfices indirects. Ils y parviennent grâce à un système de licences qu'ils accordent, moyennant des droits élevés, à des négociants, portugais essentiellement et, ici ou là, étrangers. Souvent, lorsque les temps sont difficiles, la Couronne portugaise renonce à ses droits en Afrique au profit des négociants (sauf à Elmina). Les licences précisent les limites de la zone géographique dans laquelle les opérations commerciales sont autorisées.

Vers 1525, les Portugais commencent à éprouver des difficultés à trouver de l'or, même dans la région d'Elmina[11]. Ils ne sont déjà plus en mesure, semble-t-il, d'offrir suffisamment de marchandises en échange sur les côtes d'Afrique. Or, le vaste arrière-pays d'Elmina et d'Accra est, sans nul doute, encore riche en or. Cette situation profite particulièrement aux rivaux européens des Portugais — à savoir les négociants français, anglais et hollandais — étant donné qu'ils disposent de plus gros moyens financiers et n'ont pas de frais d'importation, leurs marchandises étant presque exclusivement d'origine métropolitaine. Enfin, la France, l'Angleterre et la Hollande ne succombent pas encore sous le poids d'une administration pléthorique qui réglemente le commerce extérieur et régit la vie dans les

10. C. Verlinden, 1957, p. 624-625 ; V. Rau, 1966.
11. M. Malowist, 1969, p. 492-500.

colonies. L'appareil administratif portugais est à la fois coûteux et lent à s'adapter aux fluctuations constantes qui sont le propre du commerce extérieur. En Afrique, les marchands qui arrivent de France, d'Angleterre ou de Hollande ont les moyens d'acheter en plus grande quantité et de vendre à meilleur prix que ceux du Portugal. Des documents datant des années 1570 montrent que les Portugais ont conscience de cette situation mais qu'ils sont incapables d'y remédier.

La traite des esclaves

C'est surtout l'or, auparavant exporté vers les pays islamiques, qui attire à l'origine les Portugais vers l'Afrique noire. Toutefois, ils ne tardent pas à s'apercevoir que l'Afrique renferme une autre marchandise également fort prisée des Européens : les esclaves. Bien que différente de l'esclavage pratiqué par les Européens, la tradition d'exporter des esclaves vers les pays arabes n'en plonge pas moins ses racines dans le passé d'une grande partie du continent, du Soudan en particulier. Aux XVe et XVIe siècles, cette tradition semble avoir aidé, dans une certaine mesure, les Portugais à se procurer régulièrement des esclaves dans une grande partie de l'Afrique occidentale, notamment en Sénégambie, partenaire économique de longue date du Maghreb. Les Portugais, qui pénètrent de plus en plus profondément dans les régions du sud-est de l'Afrique de l'Ouest, appliquent avec succès les pratiques commerciales utilisées en Sénégambie. Comprenant le caractère indispensable de la coopération des chefs et des marchands locaux, ils s'emploient à les intéresser à la traite des esclaves. Ils n'ignorent pas qu'il peut en résulter une intensification des conflits entre les divers peuples et États africains, les prisonniers de guerre devenant le principal objet de ce commerce, mais ils cessent très tôt d'y opposer des objections morales car, comme beaucoup d'autres en Europe, ils croient que la traite ouvre aux Noirs la voie du salut : n'étant pas chrétiens, ils auraient été damnés pour l'éternité s'ils étaient restés dans leur pays.

Très rapidement, un autre argument est avancé : les Noirs sont des descendants de Ham, qui a été maudit, et sont de ce fait condamnés à l'esclavage perpétuel[12]. Ce sont là des motivations idéologiques qu'il faut se garder de sous-estimer. À cela s'ajoutent les esclaves noirs apparus en Europe à une époque où le trafic des esclaves blancs en provenance de la zone de la mer Noire avait pratiquement disparu, époque à laquelle on commence à identifier l'esclave au nègre, les autres représentants de la race noire étant alors inconnus.

Pendant tout le XVe siècle et au début du XVIe siècle, le principal débouché du « bois d'ébène » est l'Europe, en particulier le Portugal et les pays sous domination espagnole, ainsi que les îles de l'Atlantique —

12. C'est le sentiment de nombreux auteurs portugais. Voir G. E. de Zurara, 1994 ; J. de Barros, 1552-1613.

telles Madère, les Canaries, les îles du Cap-Vert et, plus tard, l'île de Sao Tomé —, mais dans une certaine mesure seulement compte tenu de leur faible superficie. La traite négrière à Madère, dans les îles du Cap-Vert et, plus particulièrement, dans l'île de Sao Tomé a pour origine première l'introduction de la culture de la canne à sucre et du coton. En l'absence d'un tel impératif économique, l'esclavage n'a guère de raisons de se développer sur le continent européen. Les Africains introduits au Portugal et dans les territoires espagnols sont essentiellement employés dans les villes, comme domestiques ou artisans peu qualifiés. Rien n'indique qu'ils aient joué un rôle de quelque importance dans l'agriculture, sur laquelle reposait l'économie européenne. V. Magalhães Godinho évalue entre 25 000 et 40 000[13] le nombre des esclaves amenés d'Arguin entre 1451 et 1505. Les autres régions d'Afrique exportaient fort peu d'esclaves à l'époque, si ce n'est à destination des pays musulmans. D'après P. D. Curtin, le nombre des esclaves arrachés à l'Afrique par les Européens entre 1451 et 1600 s'élève à environ 274 000. Sur ce nombre, l'Europe et les îles de l'Atlantique en reçurent 149 000, l'Amérique espagnole 75 000 et le Brésil environ 50 000[14]. Ces chiffres sont très significatifs du début de la traite atlantique, c'est-à-dire de la période qui précède le prodigieux essor des grandes plantations dans le Nouveau Monde. Ils corroborent la thèse selon laquelle la découverte et le développement économique de l'Amérique par les Blancs ont donné son impulsion à la traite, instaurée principalement, ainsi qu'il est généralement admis, pour pallier la pénurie aiguë de main-d'œuvre dont souffraient les colonies espagnoles. La population locale y était en effet trop peu nombreuse pour exécuter les lourdes tâches de production que lui imposaient les Espagnols[15]. Il est indéniable que le début de la période moderne voit, en Amérique, une forte concentration de Noirs dans les plaines à climat tropical. Cependant, toutes les tentatives faites pour employer massivement des Noirs à l'exploitation des mines des Andes se soldent par un échec, alors qu'une multitude d'Indiens parviennent à y survivre. À son apogée, vers la fin du XVIe siècle, Potosi ne compte que quelque 5 000 Africains dans une population totale d'environ 150 000 âmes[16]. Là encore, on n'a pas réussi à les faire travailler dans les mines.

Les premiers Africains introduits en Amérique viennent d'Europe, amenés par les conquistadores (qui sont leurs maîtres). Originaires de Sénégambie pour la plupart, ils ont d'abord été conduits en Europe ou y sont nés. On les appelle *ladinos* en Amérique parce qu'ils connaissent l'espagnol ou le portugais et qu'ils ont été plus ou moins influencés par la civilisation ibérique. On pense d'eux le plus grand bien, contrairement aux *bozales* qui,

13. V. Magalhães Godinho, 1962, p. 193.
14. P. D. Curtin, 1975*b*, p. 259, tableau 7.1.
15. Voir chapitre 4.
16. J. Wolff, 1964, p. 158-169 et 172-174.

venus directement d'Afrique, sont marqués par une tout autre culture[17]. Déjà forte dans les Antilles dès le début du XVIe siècle, la demande de main-d'œuvre noire s'accroît rapidement avec l'expansion territoriale des conquêtes espagnoles. En raison du taux élevé de mortalité chez les Indiens et du fait que le clergé et la Couronne de Castille ne parviennent guère à défendre leurs intérêts, elle ne cesse d'augmenter et l'approvisionnement en esclaves noirs, en provenance non seulement d'Europe mais aussi et surtout d'Afrique, devient un souci primordial des nouveaux maîtres de l'Amérique.

Les Portugais ont également de sérieux problèmes en Afrique. Durant tout le XVe siècle, ils ont porté un intérêt croissant au commerce des esclaves et, au cours du XVIe siècle comme par la suite, les territoires capables de leur en fournir en grand nombre suscitent de plus en plus leur convoitise. C'est dans cette optique qu'il faut placer la pénétration portugaise au Kongo (où il n'y avait ni or ni argent), entamée au début du XVIe siècle, et la conquête ultérieure de l'Angola, qui est précédée par l'essor rapide du commerce des esclaves dans l'île de Luanda. Se procurer de grandes quantités d'esclaves est également le souci des colons de l'île de Sao Tomé, non seulement parce qu'ils en ont besoin pour leurs plantations mais aussi parce qu'ils en vendent aux colonies espagnoles d'Amérique et, à partir de la fin du XVIe siècle, également au Brésil portugais. La population noire de ce pays, qui n'est alors que de quelques milliers d'individus, connaît au siècle suivant une brusque augmentation, de l'ordre de 400 000 à 450 000 personnes, imputable au développement des plantations de canne à sucre[18].

La conquête de l'Amérique et la demande de main-d'œuvre posent également des problèmes considérables à la Couronne de Castille. Fournir des esclaves aux colons est indispensable et, simultanément, les finances royales en tirent une abondante source de revenus par le biais du système des licences (ces licences sont accordées aux négociants qui s'engagent à importer un certain nombre d'esclaves pour le compte des colons au cours d'une certaine période, généralement de cinq ans). Or, le prix des licences suit l'accroissement de la demande d'esclaves. R. Mellafe affirme à juste titre que c'est par intérêt financier que la Couronne autorise l'importation d'un très grand nombre d'esclaves noirs[19]. Parmi les premiers à obtenir ces licences, qui concèdent souvent un monopole, on trouve non seulement des aristocrates proches du Trône (comme Gouvenet, le chancelier de Charles Quint, en 1518), mais aussi et surtout de grands capitalistes comme la famille Welser, Heinrich Ehinger et Jérôme Seiler en 1528[20], sans doute au titre de leurs projets de peuplement et d'exploitation minière au Venezuela. Le fait est que ce pays compte de

17. R. Mellafe, 1975, p. 14, 15, 19, 21.
18. F. Mauro, 1960, p. 179-180.
19. R. Mellafe, 1975, p. 39.
20. G. Scelle, 1906, p. 122-136.

très bonne heure des Africains amenés, entre autres, par des financiers et des conquistadores qui les ont achetés comme esclaves aux Portugais en Afrique ou en Europe. Inévitablement, toutefois, ceux qui souhaitent se livrer à la traite des esclaves tentent de se passer du coûteux intermédiaire portugais, en acquérant et en vendant pour leur propre compte le « bois d'ébène ». En Afrique, il leur faut surmonter les obstacles dressés par les Portugais, alors qu'en Amérique, ils doivent recourir à la contrebande, la Couronne de Castille n'autorisant que les titulaires de licences à importer des esclaves. Cette difficulté n'est pas difficile à surmonter du fait que les colons espagnols d'Amérique, constamment à court de main-d'œuvre, sont également disposés à traiter avec les contrebandiers qui déchargent leurs cargaisons dans des ports clandestins. Ce commerce interlope, du reste favorisé par les officiers coloniaux espagnols qui trouvent dans la corruption un moyen d'améliorer leur solde, attire tout particulièrement les étrangers. Ceux-ci se font souvent payer en or ou en argent, dont l'exportation d'Amérique espagnole à titre privé n'est officiellement autorisée que jusqu'à Séville et Cadix, centres de la puissante administration coloniale de Castille. Les particuliers ne peuvent, en principe, exporter ni or ni argent d'Espagne.

Tout semble donc favoriser l'exportation de Noirs d'Afrique vers l'Amérique ; la traite négrière ne connaît cependant sa pleine expansion que lors de la création des grandes plantations de canne à sucre. En Amérique espagnole tout d'abord, puis au Brésil, il apparaît très vite que la population indienne ne peut supporter la dure cadence de travail imposée dans les plantations, alors que les Africains y font d'excellents ouvriers. Dans l'exploitation minière en revanche, le rôle des Noirs semble avoir été très discret, sauf peut-être dans l'île de Saint-Domingue, au Venezuela et dans certaines régions tropicales du Mexique.

On voit donc que dès le début du XVIe siècle, et en particulier au cours de la deuxième moitié de ce siècle, l'Afrique joue un rôle extrêmement important, bien que peu enviable, de fournisseur de main-d'œuvre et d'une certaine quantité d'or à une économie mondiale en plein essor.

Il faut toutefois préciser que la situation des Portugais est de plus en plus précaire. Au Maroc, ils se voient infliger de graves revers par les chérifs (*shārīf*) saadiens qui parviennent, pendant un certain temps, à entraîner la population dans une guerre sainte contre les infidèles. En 1541, ils perdent Agadir et sont contraints peu après, en raison de difficultés financières, d'abandonner la quasi-totalité de leurs ports marocains. L'année 1560 voit la première faillite de la Couronne portugaise. Le maintien d'un empire colonial a procuré d'énormes bénéfices à une partie de l'aristocratie et de la petite noblesse, ainsi qu'à quelques marchands, mais il a ruiné la Couronne et son Trésor, et fait peser un fardeau de plus en plus lourd sur une grande part de la population.

L'émergence de nouvelles puissances européennes

Les Français, à partir de 1520, et les Anglais, à partir de la deuxième moitié du XVIe siècle, se révèlent être en Afrique de dangereux rivaux pour les Portugais. Dès la fin du XVIe siècle, cependant, les Hollandais sont encore plus dangereux qu'eux. Au début, on ne voit à l'œuvre que des marchands français isolés, comme le célèbre Dieppois Jean Ango, ou des compagnies commerciales. Ni le roi de France, ni la Couronne d'Angleterre ne sont directement associés au commerce avec l'Afrique. François Ier tente même, sans succès, en 1531, 1537 et 1539, d'obtenir de ses sujets qu'ils s'abstiennent de faire des expéditions en Afrique pour ne pas compromettre ses relations avec le Portugal à une époque où la France est en conflit ouvert avec les Habsbourg d'Espagne. Des marchands de Rouen, de La Rochelle et de Dieppe ont déjà envoyé leurs navires en Afrique. En 1525, le roi du Kongo capture un petit navire français qu'il remet, avec son équipage, aux Portugais[21]. La présence française est particulièrement sensible dans la région du Cap-Vert et du Sénégal. Les Français pillent souvent, dans ces eaux, les vaisseaux portugais qui rentrent chargés de cargaisons d'or africain ou de marchandises embarquées en Inde. Beaucoup d'autres ports français (Le Havre, Honfleur) participent, au cours du XVIe siècle, à cette expansion française. Nantes va peu à peu y prendre une place prépondérante. Dans le dernier quart du XVIe siècle, la position de la France en Sénégambie est très forte, notamment dans des centres comme Gorée, Portudal, Joal et Rufisque (Rio Fresco), en pays Wolof. Les Français apportent des textiles de Normandie et de Bretagne, des alcools, des objets en métal, voire des armes à feu. Il semble même que ce soit ce dernier commerce qui fasse pencher la balance en faveur de la France, car la Couronne portugaise a longtemps interdit, avec beaucoup d'obstination, ce type d'exportation en Afrique, alors que les souverains locaux brûlaient de s'en procurer. Les Français achètent surtout de l'or et de l'ivoire, mais aussi du poivre de Guinée (malaguette), des peaux et de l'huile de palme. Les esclaves n'occupent pas, à cette époque, une place importante dans leurs acquisitions. Au milieu du XVIe siècle, les Français se présentent comme de dangereux rivaux pour les Portugais sur la Côte-du-Poivre et la Côte-de-l'Or[22]. Il semble qu'ils exportent en Afrique beaucoup plus de denrées que les Portugais, ce qui se révèle particulièrement préjudiciable aux intérêts de ces derniers dans la région d'Elmina. C'est ainsi qu'en 1556, les Français et les Anglais apportent une telle quantité de denrées et les vendent à des prix si bas que, à Elmina, l'agent portugais est dans l'incapacité d'acheter de l'or[23]. Cependant, il s'agit là d'un cas exceptionnel et, par la suite, les Portugais redressent la situation. L'expansion française a sans doute été quelque peu freinée à l'époque des guerres de

21. A. Brasio, 1952, vol. I, p. 138, 153.
22. C. A. Julien, 1948, p. 177; G. Martin, 1948, p. 4.
23. G. Martin, 1948; J. W. Blake, 1942.

religion, mais c'est là une hypothèse qui reste à confirmer. Il semble que des armes à feu aient été vendues à des souverains locaux sur les côtes du Cameroun. C'est cependant au Sénégal que les Français sont le plus solidement implantés ; ils y coopèrent souvent avec les *tangomãos* émigrés des îles du Cap-Vert, qui sont pour la plupart des mulâtres. Ils chassent les Portugais de l'embouchure du Sénégal et de la Gambie, mais se voient à leur tour obligés de céder la place aux Anglais, à la fin du XVIe siècle[24].

La pénétration de ces derniers en Afrique, au XVIe siècle, est analogue à celle des Français. Ils commencent par nouer de solides relations économiques avec le Maroc à partir de 1541, année où les Portugais sont expulsés de la plupart des ports qu'ils tenaient sur l'Atlantique, lesquels sont désormais ouverts aux navires d'autres pays européens. De 1550 à 1565 environ, les compagnies commerciales anglaises lancent plusieurs expéditions dont le récit a été conservé. Elles explorent les côtes de l'Afrique de l'Ouest jusqu'au golfe du Bénin, où elles achètent surtout de l'or, des peaux et un petit nombre d'esclaves. Les récits des Portugais montrent qu'à la fin du XVIe siècle, les Anglais sont en contact avec la population de la Côte-de-l'Or, encore qu'ils ne se montrent guère intéressés par le trafic des esclaves[25]. On sait même qu'en 1623, Richard Jobson refuse d'acheter des esclaves noirs en basse Gambie alors qu'à la même époque, les Portugais y sont fort actifs dans ce domaine et coopèrent avec des trafiquants africains[26]. On sait encore peu de choses sur la pénétration anglaise dans les autres régions d'Afrique de l'Ouest. À la fin du XVIe siècle, toutefois, leur position est très forte aux confins de la Sénégambie d'où ils réussissent à chasser non seulement les Portugais mais aussi les Français. En 1588 est créée la première compagnie anglaise de commerce avec la « Guinée » à l'initiative, principalement, de marchands de Londres et d'Exeter qui ont déjà pris une part active à des expéditions commerciales dans l'estuaire de la Gambie[27]. Rien ne permet, cependant, d'affirmer que cette compagnie se soit beaucoup développée. Les Anglais trouvaient peut-être, à la fin du XVIe siècle, que le pillage des navires castillans dans les eaux de l'Atlantique leur rapportait plus que le commerce avec l'Afrique.

C'est précisément à cette époque que les Hollandais font leur apparition sur les côtes du continent noir. Ils sont alors en guerre avec l'Espagne et se refusent à respecter le partage de l'Atlantique décrété par le pape. Ils traitent le Portugal, alors gouverné par Philippe II, en ennemi. Les capitaux énormes amassés par leurs négociants et la puissance de leur flotte leur permettent de pénétrer plus profondément en Inde et en Afrique que les Anglais et les Français. Un historien hollandais, H. Terpestra, estime que les premières expéditions hollandaises en Afrique sont le fait de compagnies créées principalement par des commerçants de moyenne envergure cherchant à faire

24. L. Silveira, 1946, p. 16, 17, 35-37, 44-46.
25. T. S. Willan, 1959, p. 94-97, 139 ; J. W. Blake, 1942, vol. II, p. 129, 133, 138, 150-155.
26. R. Jobson, 1623, p. 112.
27. Voir note 25.

fructifier rapidement leurs capitaux. Les expéditions dans les Indes orientales sont, au contraire, organisées par de grands capitalistes, qui sont souvent de riches émigrants d'Anvers et peuvent faire des investissements à plus long terme[28].

De 1593 à 1607, environ deux cents navires appareillent de Hollande pour l'Afrique; en 1610 et 1611, il y en aurait eu, dit-on, une vingtaine par an. Les Hollandais viennent à Gorée, en 1594 et 1595, et, quelques années plus tard, ils atteignent le cap du Bénin où ils achètent des cotonnades et des cauris, qu'ils vont échanger, sur la Côte-de-l'Or, contre de l'or et de l'argent. En 1611, ils construisent le port de Nassau, en Morée, sur la Côte-de-l'Or; ce sera leur premier comptoir fortifié sur la côte occidentale de l'Afrique. Ils développent également le commerce avec la région d'Accra[29]. Les Portugais ne peuvent rivaliser avec eux parce que la richesse des Hollandais et la grande efficacité de leurs réseaux commerciaux leur permettent de vendre à bon marché de grandes quantités de produits. Cela les avantage aussi par rapport aux Anglais et aux Français. Ils exportent des objets en fer, en bronze, en cuivre et en étain, des textiles à bon marché d'origines diverses, des alcools, des armes, différents ornements, des produits d'usage courant, voire des lunettes qui sont diversement appréciées. Grâce à la vente de ces produits (dont l'ampleur surprend véritablement Pieter de Marees en 1601-1602[30]), les quantités d'or amenées de l'arrière-pays sur la Côte-de-l'Or augmentent encore, mais surtout au profit des Hollandais. Ils importent aussi du sucre de l'île de Sao Tomé, jouant pendant quelque temps un rôle prédominant dans ce commerce, et acheminent le produit semi-fini vers leurs raffineries d'Amsterdam[31].

La pénétration des Hollandais en Afrique de l'Ouest est un phénomène plus ou moins spontané. En 1617, ils sont si puissants en Sénégambie qu'ils occupent une place prépondérante dans l'île de Gorée et qu'ils supplantent, dans une large mesure, non seulement les Portugais mais aussi les Anglais et les Français à Joal, Portudal et Rufisque. Ils conservent cette position de force pendant plus de cinquante ans. En même temps, leurs navires mouillent à Loango, sur la côte du Kongo et sur celle de l'Angola. Ils se montrent au début, comme les Anglais et les Français, très peu intéressés par le commerce des esclaves. Vers 1600, toutefois, s'ouvre une nouvelle phase de la pénétration européenne en Afrique, au cours de laquelle le commerce des esclaves va prendre une importance croissante, y compris pour les Hollandais. Cette évolution s'annonce avec l'achat d'esclaves à Elmina, Accra et Arda, au Bénin et dans le delta du Nil, ainsi qu'à Calabar, au Gabon et au Cameroun. Ces esclaves sont vendus aux planteurs de l'île de Sao Tomé (qui appartient alors aux Hollandais) en échange de sucre ou acheminés vers le Brésil. Il s'agit notamment de Wolof acquis dans le delta

28. H. Terpestra, 1960, p. 341, 324.
29. K. Ratelband, 1953, p. XXI-XXV, LXXV, LXXXIII; P. de Marees, 1605.
30. P. de Marees, 1605.
31. K. Ratelband, 1953, p. XCV, CXV, p. 114, 118 et suiv.

du Sénégal ; selon O. Dapper, ils sont très réputés pour leur grande vigueur et conviennent bien pour le travail dans les plantations[32]. La conquête de l'Angola, en 1641, est étroitement liée aux besoins des Hollandais au Brésil, suivant en cela l'exemple des Portugais[33]. Les Hollandais perdent le nord-est du Brésil et sont expulsés d'Angola en 1648. Néanmoins, l'association étroite de ces deux territoires, qui repose sur la traite des esclaves, persiste jusqu'au XIXe siècle.

Tout au long de cette période, l'Afrique orientale n'intéresse que médiocrement les Européens. Les Portugais, qui tiennent Sofala et ont assujetti politiquement d'autres villes côtières, ne pénètrent pas à l'intérieur. Sur le Zambèze, ils ne poussent pas plus loin que Tete et Sena, où ils achètent de petites quantités d'or sur les marchés locaux[34]. Le volume de l'or et peut-être des autres biens acheminés de l'arrière-pays vers la côte est déjà en diminution au milieu du XVIe siècle, et rien n'indique qu'il se soit accru par la suite. Cette réduction des arrivages d'or à Sofala a des conséquences tout à fait néfastes pour des villes comme Kilwa, Mombasa ou Malindi qui avaient connu une grande activité avant l'arrivée des Portugais, à l'époque où elles fournissaient de l'or et d'autres produits aux acheteurs venus d'Inde et d'Arabie. Ce déclin s'explique peut-être par le fait que les musulmans ont dû mettre fin à leurs activités commerciales sur la côte de l'Afrique orientale, mais il semble que des troubles se soient également produits au voisinage des routes que suivaient les négociants entre les ports et l'arrière-pays[35]. La question demande à être approfondie. Les populations côtières ont tenté en vain de faire intervenir les Turcs de la péninsule arabique contre les Portugais. L'expansion de l'*imāmat* d'Oman sur le littoral et dans les îles de l'Afrique de l'Est, qui s'amorce au XVIIe siècle, entraîne, peu avant 1700, certains changements en obligeant les Portugais à se confiner dans le seul Mozambique[36] mais ce n'est qu'à la fin du XVIIIe siècle et au XIXe siècle que ces changements deviennent vraiment très marqués.

En ce qui concerne la pointe sud de l'Afrique, les premiers signes d'une pénétration européenne se manifestent au XVIIe siècle, lorsque la Compagnie hollandaise des Indes orientales encourage la création de colonies de paysans hollandais (et allemands) auxquels est donné le nom de Boers. Le phénomène reste toutefois presque négligeable au XVIIe siècle et même longtemps après. Cependant, la pression des Boers qui réduisent les San en esclavage ou les chassent de leurs terres, quand ils ne les exterminent pas, augure mal de l'avenir pour la population africaine[37].

32. *Ibid.*, p. 8, 10, 27-35, 40-61 ; O. Dapper et A. F. C. Ryder, 1965.
33. M. Malowist, 1969, p. 569.
34. J. L. de Azevedo, 1947, p. 189-201 ; V. Magalhães Godinho, 1969, p. 253-275.
35. V. Magalhães Godinho, 1962, p. 272-273.
36. *Ibid.*, p. 273 ; R. Oliver et G. Mathew, 1963, vol. I, p. 141, 142.
37. Voir chapitre 23.

L'Afrique comme réservoir de main-d'œuvre

P. D. Curtin estime à 274 000 le nombre de Noirs acheminés à travers l'Atlantique entre 1541 et 1600. En quelques années, ce nombre est porté à 1 341 000 personnes et il atteint 6 millions au XVIIIe siècle. Selon les calculs faits d'après ces chiffres par F. Mauro, et considérés comme valables par P. D. Curtin, le nombre d'esclaves envoyés au Brésil entre 1575 et 1675 est de l'ordre de 400 000 à 450 000, et atteint près de 2 millions au XVIIIe siècle[38]. Tout au long du XVIIIe siècle, la fourniture de main-d'œuvre noire aux Antilles britanniques et françaises s'accroît dans des proportions considérables, celle vers Cuba augmente aussi. Ces chiffres témoignent d'un changement d'attitude radical, quoique progressif, des Européens envers l'Afrique. Ce continent cesse, à leurs yeux, d'être une riche source d'or pour devenir d'abord et avant tout un réservoir de main-d'œuvre sans lequel la création et l'exploitation de nombreux grands domaines européens en Amérique seraient purement et simplement impossibles. Cette évolution, sensible dès le milieu du XVIIe siècle, devient tout à fait nette vers 1700. Le développement rapide des plantations de canne à sucre est la principale cause de cette énorme augmentation de la demande de main-d'œuvre noire. Le processus, qui s'amorce dès le XVe siècle à Madère, aux Canaries, aux îles du Cap-Vert, et plus particulièrement à Sao Tomé au cours de la deuxième moitié du XVIe siècle, atteint le Brésil où il prend de très grandes proportions dans la région du Nord-Est. L'occupation hollandaise, loin de l'interrompre, le renforce encore. La situation ne se modifie que lorsque les Hollandais, chassés du Brésil, commencent à appliquer les techniques de raffinage du sucre qu'ils y ont mises au point dans les îles de la Caraïbe, îles qui peu à peu vont être essentiellement dominées par les Anglais et les Français. Vivement concurrencées par ces nouvelles plantations, celles du Brésil n'occupent plus que le second rang dans l'économie nationale. Avec l'exploitation des mines d'or et de diamants du Brésil central (et plus tard, au XIXe siècle, avec le développement de la culture du café dans le Brésil méridional), la demande et l'importation d'esclaves ont, aux XVIIIe et XIXe siècles, presque triplé par rapport à celles du XVIIe siècle[39].

En même temps, l'approvisionnement en esclaves des planteurs anglais et français de la Caraïbe augmente considérablement. Dans les colonies anglaises, le nombre des esclaves passe de 264 000 au XVIIe siècle à 1 400 000 au XVIIIe siècle. La situation est la même dans les îles occupées par la France, notamment à Saint-Domingue où près de 790 000 esclaves, dont la plupart viennent directement d'Afrique, sont amenés au XVIIIe siècle[40]. La culture de la canne à sucre fait également son apparition à Cuba, où elle crée des besoins très semblables en main-d'œuvre. Le Surinam

38. P. D. Curtin, 1971*b*, p. 259; F. Mauro, 1960, p. 179, 180.
39. P. D. Curtin, *op. cit.*
40. *Ibid.*

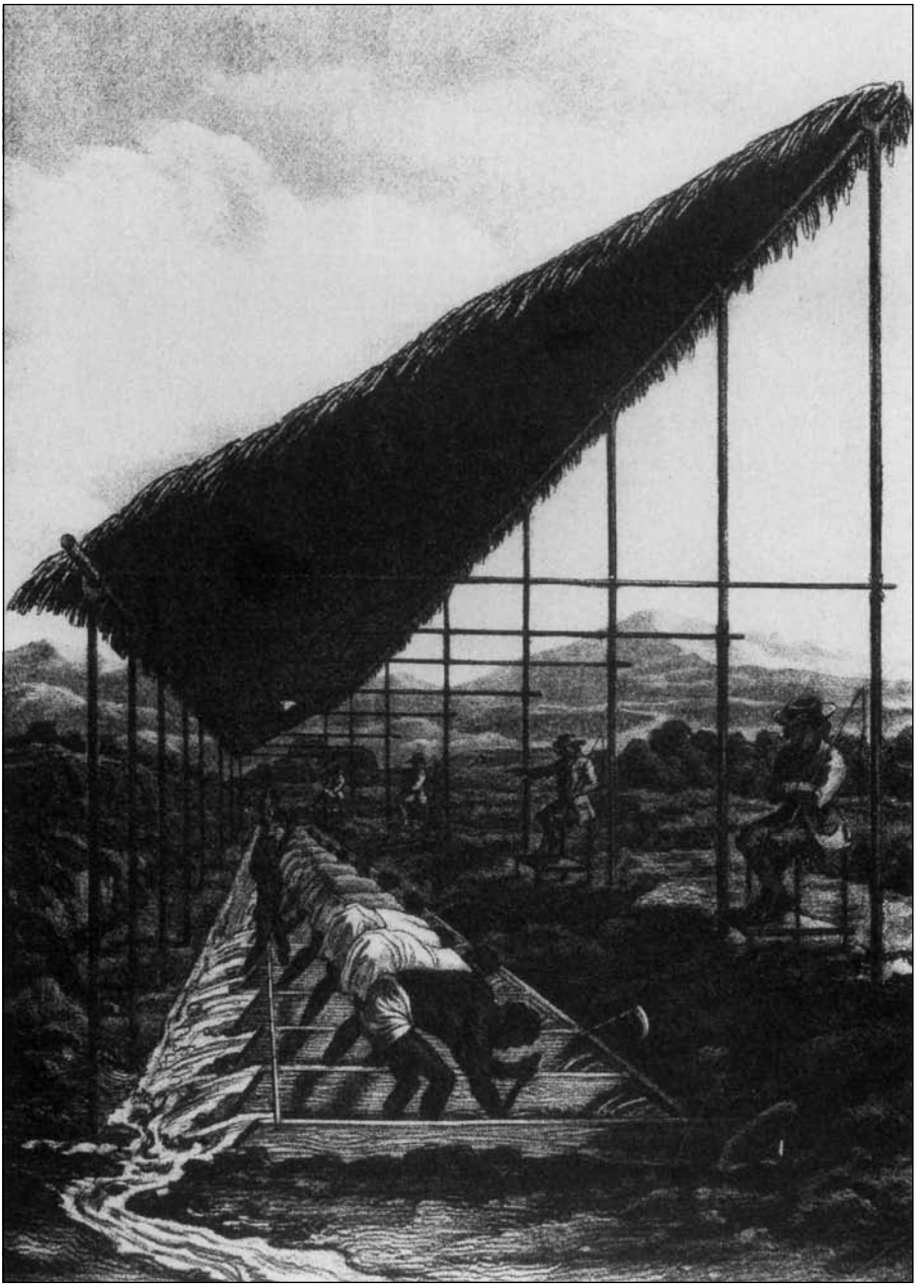
hollandais, les plantations anglaises et françaises d'Amérique centrale et la partie septentrionale de l'Amérique du Sud absorbent des esclaves noirs en grand nombre. En Amérique du Nord, les plantations de tabac de Virginie et les plantations de riz du Maryland fournissent les bases d'un nouvel essor de la traite des Noirs. Elle connaît une forte progression au XVIIIe siècle, où près de 400 000 esclaves sont amenés dans les colonies anglaises[41]. Au XIXe siècle, le développement des plantations de coton transforme le sud des États-Unis d'Amérique en un immense territoire dont l'économie repose sur l'esclavage. Dans les colonies du Nord, où prédomine la culture des céréales dans les petites et moyennes exploitations, ce type d'importation de main-d'œuvre demeure très limité.

La demande de main-d'œuvre noire dans les colonies américaines impose à l'Europe occidentale une tâche d'une ampleur sans précédent, notamment à une époque caractérisée par des changements radicaux dans la répartition des forces économiques et politiques. Dans la deuxième moitié du XVIIe siècle, le déclin de l'Espagne et du Portugal est de plus en plus évident. La Hollande, alors à l'apogée de sa puissance, commence à être lentement évincée par l'Angleterre et la France qui connaissent un développement économique rapide et exercent, à partir de la fin du XVIIe siècle, une influence de plus en plus importante sur la nature et l'ampleur de la pénétration blanche en Afrique, tandis que les Espagnols et même les Hollandais ne jouent plus qu'un rôle relativement marginal. En ce qui concerne les Portugais, leur succès dans la conquête de l'Angola leur permet de conserver une position favorable dans cette zone importante pour le trafic des esclaves.

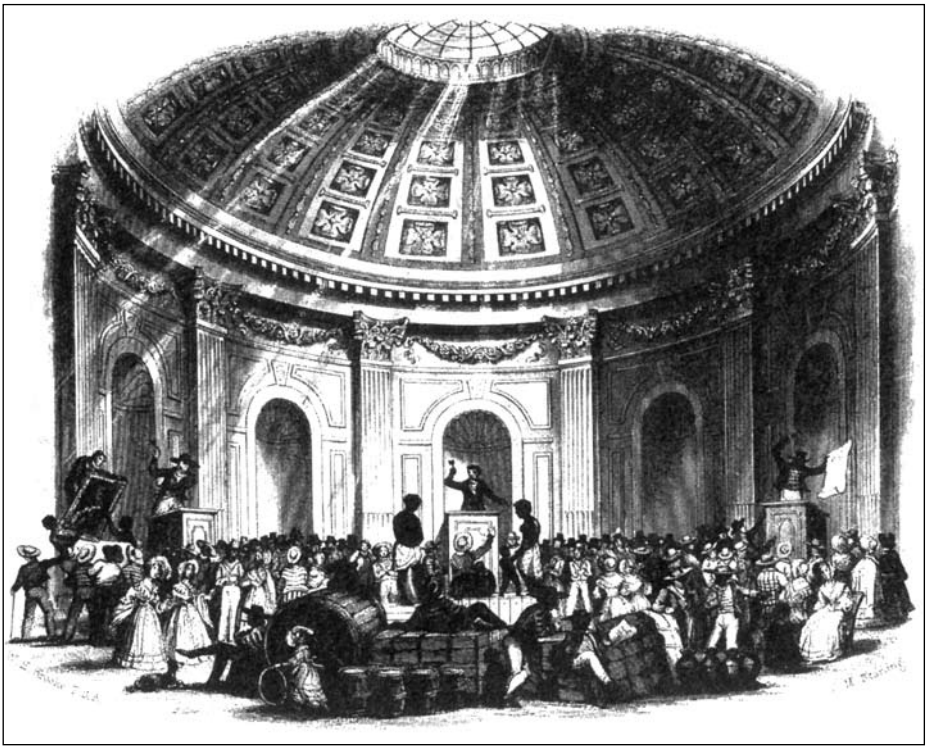
Au XVIIe siècle, la Hollande et l'Angleterre, puis la France et un certain nombre d'autres pays créent des compagnies qui assurent le commerce avec l'Afrique et l'acheminement des esclaves vers l'Amérique. Il se produit donc une concentration des ressources à ces fins. Les compagnies obtiennent de leurs gouvernements respectifs le monopole du commerce avec l'Afrique, ce qui leur permet d'imposer les prix qui leur conviennent. En contrepartie, elles sont tenues d'entretenir les anciens forts et d'en construire de nouveaux pour protéger les comptoirs européens situés sur les côtes africaines. À cet égard, l'action des compagnies anglaises, hollandaises et françaises renforce la position des Européens en Afrique. Les forts européens se multiplient rapidement tout au long des XVIIe et XVIIIe siècles, notamment en Côte-de-l'Or et dans son voisinage immédiat.

En même temps, l'Afrique devient un lieu d'affrontement pour les Européens. Il ne faut pas voir là un simple écho de la rivalité des grandes puissances en Europe. Les négociants et les compagnies commerciales s'efforcent de s'assurer le contrôle des comptoirs les mieux situés sur la côte africaine. Ils profitent, pour cela, des périodes de guerre, de sorte que les possessions des différents groupes rivaux d'Européens, dont chacun est appuyé par son gouvernement, changent fréquemment de mains. Les

41. *Ibid.*



1.2. Lavage des boues diamantifères par des esclaves noirs au Brésil.
[© The Wilberforce Museum, Hull.]



1.3. Vente de marchandises, de tableaux et d'esclaves dans la Rotunda, à La Nouvelle-Orléans, en Amérique.
[© The Wilberforce Museum, Hull.]

gouvernements en question désirent avant tout développer les plantations américaines, qui reposent sur l'exploitation de la main-d'œuvre noire, et accroître les bénéfices qu'ils retirent du commerce des esclaves. Il est, dès lors, inconcevable que non seulement les grandes puissances mais aussi d'autres pays de moindre importance puissent laisser l'Afrique livrée à elle-même. Même la Suède, le Danemark et la Prusse tentent d'intervenir dans les affaires africaines, quoique sans grand succès et, finalement, s'en retirent.

Les résultats des compagnies ne sont cependant pas aussi brillants que prévu. Les deux plus grandes compagnies anglaises ne sont pas très actives. La Royal African Company, qui est fondée en 1672 et dans laquelle le roi d'Angleterre lui-même a des intérêts, se heurte à des difficultés constantes quoiqu'elle contrôle, dans le dernier quart du XVIIe siècle, une part importante du commerce extérieur de l'Afrique passant par la côte occidentale. Sa politique est très critiquée par les planteurs américains des colonies anglaises et par de nombreux négociants de la métropole[42]. Les premiers protestent

42. D. P. Mannix, 1963, p. 29-30.

contre les prix élevés des esclaves qu'elle impose, tandis que les négociants anglais qui n'en sont pas membres veulent eux aussi avoir accès aux côtes africaines et au lucratif commerce des esclaves. À partir de 1689, la compagnie voit ses privilèges diminuer progressivement et elle perd son monopole. Elle disparaît au milieu du XVIIIe siècle.

Une ère de commerce libre avec l'Afrique s'était déjà ouverte quelques années auparavant en Angleterre. Ce sont des négociants de Liverpool — principal centre, pendant près d'un demi-siècle, de ce que l'on a appelé le « commerce triangulaire » — qui sont les plus puissants. Ce commerce est organisé de la manière suivante: les négociants de Liverpool expédient leurs vaisseaux, chargés de produits anglais, vers les côtes africaines où ils les échangent contre des esclaves qu'ils transportent en Amérique pour les vendre aux planteurs des colonies anglaises, espagnoles et portugaises. En échange, ils rapportent en Angleterre des produits coloniaux[43]. Au XVIIIe siècle, les traités commerciaux que les Anglais obligent l'Espagne et le Portugal à signer leur permettent d'accéder plus aisément aux possessions de ces deux pays en Amérique. Les Indes occidentales anglaises, en particulier la Barbade et la Jamaïque, sont, aux XVIIe et XVIIIe siècles, une zone d'implantation forcée et massive des Africains qui y sont employés à la culture de la canne à sucre, puis à celle du coton et du café[44]. Ces deux îles vendent des esclaves aux planteurs de tabac et de riz de Virginie et du Maryland, qui sont de plus en plus nombreux, en échange de céréales et d'autres produits des colonies d'Amérique du Nord.

La remarquable réussite des négociants de Liverpool au XVIIIe siècle s'explique, on le sait depuis longtemps, par le très rapide essor de l'industrie dans les Midlands, notamment de la métallurgie à Birmingham et de l'industrie textile à Manchester. Les commerçants de Liverpool sont en mesure de fournir aux Africains, de façon régulière et à des prix plus modiques que ceux des autres Européens, des couteaux, des armes et d'autres objets en métal très appréciés, ainsi que des produits textiles. Tout au long du XVIIIe siècle, l'Angleterre s'affirme progressivement comme le pays qui entretient les liens économiques les plus étroits avec la côte africaine. Son influence se fait sentir du Sénégal jusqu'aux confins du Cameroun. Si elle doit abandonner à la France, en 1799, ses avant-postes au Sénégal, elle renforce sa position en Gambie et en Sierra Leone. Elle joue également le premier rôle dans le trafic d'esclaves qui s'intensifie au milieu du XVIIe siècle en Côte-de-l'Or. Le commerce auquel elle se livre dans la baie du Biafra et au cap du Bénin, y compris à Calabar, est de la plus haute importance pour elle. Le nombre des esclaves transportés au XVIIIe siècle est nettement supérieur à 1 300 000. Les exportations d'esclaves à partir d'Ouidah, de Porto Novo, de Lagos et d'autres ports de cette côte augmentent considérablement[45]. Les Anglais ne sont pas les seuls prota-

43. *Ibid.*, 1963, p. 69-74.
44. K. D. Patterson, 1967, p. 16-29.
45. P. D. Curtin, 1971*b*, p. 259, 267.

gonistes européens sur cette scène. Bien que leurs positions soient moins marquées, la Hollande et, en particulier, la France avec les marchands de Nantes sont de plus en plus actifs sur la Côte-des-Esclaves, au Sénégal, dans la région du Cameroun et à Loango. L'Angola, qui est vers la fin du XVIIe siècle le principal réservoir de main-d'œuvre noire, reste, pendant la deuxième moitié du XVIIIe siècle, sous l'influence du Portugal qui continue d'approvisionner massivement le Brésil en esclaves.

Les tentatives de colonisation commencent en Angola, où des Européens, peu nombreux au début, viennent s'installer. En revanche, sur le littoral du Cap-Vert et au Kongo, la pénétration européenne reste purement commerciale. Les factoreries et les colonies créées par les Européens (comme Saint-Louis, fondé en 1626) sont dispersées et uniquement établies sur la côte, à proximité de baies bien abritées et, généralement, d'agglomérations africaines. Elles sont, pour les négociants blancs, le centre de certaines activités assez considérables mais de portée limitée. Elmina et Accra, mais aussi Ouidah, Porto Novo, Badagri, l'Ancien et le Nouveau Calabar, qui sont célèbres au XVIIIe siècle, constituent, ainsi que d'autres comptoirs, des lieux de rencontre entre les Blancs et les Noirs qui les approvisionnent en esclaves en échange de produits européens. En général, les souverains africains se réservent la priorité dans ce commerce, mais des négociants noirs jouent aussi un rôle fort important. Même en Angola, les Portugais ne capturent eux-mêmes qu'un petit nombre d'esclaves, laissant à des agents recrutés au sein de la population locale le soin de les acheter ou de les capturer dans l'arrière-pays.

Il est difficile de savoir sur quelle étendue de territoire le commerce des esclaves s'est pratiqué; Herskovits et Harwitz se trompaient, semble-t-il, en affirmant que seule la population du littoral avait été décimée par la traite des esclaves[46]. Il est certain que les régions jouxtant les ports sont celles qui ont le plus souffert mais, dès le XVIe siècle, des informations circulent sur les longs voyages que les esclaves doivent accomplir pour venir de zones reculées d'Afrique jusqu'aux ports où ils sont embarqués. Au XVIIIe siècle, lorsque l'exportation des Africains devient massive, il faut pénétrer à l'intérieur des terres pour se procurer des esclaves car, à cette époque, les principaux fournisseurs sont les souverains de pays puissants comme l'Ashanti et le Dahomey, ainsi que des trafiquants de Calabar. Il est probable que leur terrain de chasse se situait au cœur même du continent, au nord des territoires où ils résidaient[47]. Les anciens États africains comme le Bénin ou l'Ọyọ sont beaucoup moins touchés. Le Kongo qui, au XVIIIe siècle, entre dans une période de désintégration complète n'a jamais joué un rôle important comme fournisseur d'esclaves.

Les Européens ne songent pas particulièrement, à cette époque, à une expansion territoriale en Afrique (sauf en Angola), puisqu'ils se procurent des esclaves là où ils vendent rhum, armes et autres marchandises, c'est-à-dire dans leurs comptoirs et dans les nombreuses baies qu'ils contrôlent.

46. M. J. Herskovits et M. Harwitz, 1964.
47. J. D. Fage, 1969*a*.

Ils ne sont pas encore prêts à entreprendre la conquête du continent noir, notamment parce qu'ils supportent mal son climat et parce qu'ils sont désarmés devant les maladies tropicales. Les Européens, de même que les Brésiliens et les premiers Nord-Américains qui commencent à faire leur apparition sur le continent africain, mettent donc tout en œuvre pour gagner l'amitié des souverains africains en leur fournissant généreusement les marchandises qu'ils désirent. Aux XVIIe et XVIIIe siècles, la communauté d'intérêts très particulière qui unit les trafiquants d'esclaves européens à leurs fournisseurs (c'est-à-dire les souverains, les dignitaires et les commerçants africains) se renforce encore. Il convient de noter à ce propos que le mouvement en faveur de l'abolition de l'esclavage, lancé dans la deuxième moitié du XVIIIe siècle, se heurte, en Angleterre, à une résistance vigoureuse de la part non seulement des planteurs des Indes occidentales mais aussi, dans une large mesure, des marchands de la métropole. On découvrira plus tard que les rois de l'Ashanti et du Dahomey, et très certainement d'autres souverains africains, se sont eux aussi fermement opposés à l'arrêt de la traite des esclaves.

Aux XVIIe et XVIIIe siècles, la zone à laquelle les Européens s'intéressent le plus est la côte occidentale de l'Afrique. Le commerce des esclaves est très réduit sur la côte orientale et ce n'est qu'au XVIIIe siècle que les trafiquants européens y font leur apparition. La très grande distance qui la sépare des marchés américains élève de sérieux obstacles, bien que nullement insurmontables, à l'acheminement des Africains vers les colonies du Nouveau Monde. De nombreux habitants de la région qui correspond à l'actuel Mozambique doivent donc accomplir un voyage particulièrement long et tragique pour parvenir de l'autre côte de l'Atlantique, notamment au Brésil. Selon P. D. Curtin, le nombre d'esclaves arrachés à l'Afrique centrale et à l'Afrique du Sud-Est entre 1711 et 1810 pour être acheminés en Amérique est de l'ordre de 810 000, ce qui représente 24 % du nombre total des esclaves importés[48]. On manque cependant de renseignements sur le nombre d'esclaves originaires de la côte orientale et de son arrière-pays. Un petit nombre d'esclaves noirs a été exporté par les Français après qu'ils se furent rendus maîtres de l'île de la Réunion et de l'île Maurice. En Afrique de l'Est, les exportations d'esclaves à destination de l'Arabie par les sujets de l'*imām* d'Oman sont en augmentation au XVIIIe siècle. Lorsque ce trafic se réoriente vers Zanzibar, il a des effets tragiques pour la population de l'Afrique centrale et de l'Est. Il semble cependant que ce soit surtout au XIXe siècle qu'elle ait été décimée par les razzias des négriers arabes.

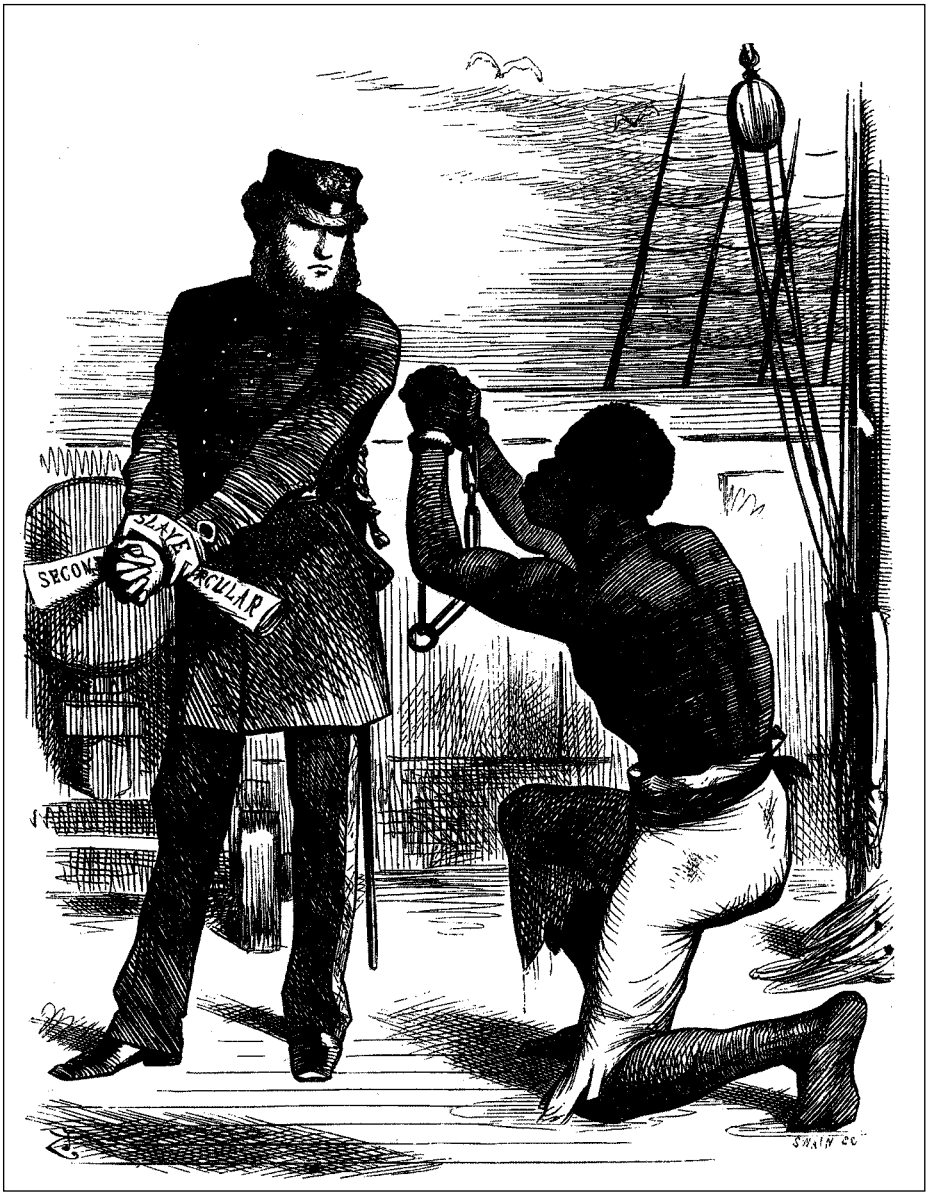
En Afrique du Nord, les Européens ne mettent fin aux activités des pirates barbaresques qu'au XVIIIe siècle, les privant ainsi de leur principale source de revenus. Il serait intéressant de savoir si ce fait eut une influence quelconque sur la politique de l'élite gouvernante d'Alger et de Tunis, qui était alors étroitement associée aux expéditions des pirates, et notamment sur sa politique à l'égard des communautés autochtones.

48. P.D. Curtin, 1971*b*, p. 267.

L'expédition effectuée vers le fleuve Niger en 1591 ne semble pas avoir eu d'effet durable au Maroc. Les conquérants se sont très vite affranchis de la métropole et leurs descendants (Arma) ont créé de petits États qui ont d'ailleurs été éphémères. On ne trouve pas trace de changements importants survenus dans le commerce entre le Maroc et la boucle du Niger. Des esclaves et de petites quantités d'or ont continué à être exportés du Soudan occidental. Le trafic des esclaves semble avoir été considérable puisque, à la fin du XVIIe siècle, les sultans du Maroc possèdent une armée d'esclaves qui, pendant une certaine période, ont aussi exercé une forte influence sur la politique du pays.

Conclusion

L'histoire des contacts de l'Afrique avec le reste du monde, du XVIe au XVIIIe siècle, peut être brièvement caractérisée comme suit: la côte occidentale et son arrière-pays sont la zone la plus fortement en contact avec le reste du monde. Au début, c'est à l'or africain que s'intéressent les Européens, puis, à partir de la deuxième moitié du XVIe siècle, le trafic des esclaves passe au premier plan. Il sert à assurer le développement économique d'une grande partie de l'Amérique et de la Caraïbe, et a aussi pour effet d'accélérer l'accumulation de capital en Europe (surtout en Angleterre) et en Afrique. À cette époque, la pénétration européenne en Afrique est de type protocolonial et revêt un caractère essentiellement commercial. Les échanges entre les deux parties sont inégaux car les Blancs exportent des produits bon marché en échange desquels ils se procurent une très abondante main-d'œuvre. De ce fait, s'ils n'essayent pas de conquérir le continent, ils n'en causent pas moins un grave préjudice à l'Afrique sur le plan démographique. Il semble aussi que l'on ait généralement sous-estimé le rôle de débouché joué par l'Afrique dès les XVIe et XVIIe siècles pour de nombreux produits de l'industrie européenne. Les avantages que l'Afrique a retirés de ces contacts se limitent à l'introduction de la culture du maïs et de diverses variétés de manioc. On ne saurait soutenir que cela compense l'hémorragie démographique, sans parler des souffrances infligées aux innombrables êtres humains qui ont été arrachés à leur milieu et emmenés dans de lointaines contrées où tout leur était étranger pour y être astreints à un dur labeur dans les plantations.



1.4. Dessin satirique politique intitulé « Hommes et frères !! »
[© The Wilberforce Museum, Hull.]

CHAPITRE 2

Les structures politiques, économiques et sociales africaines durant la période considérée

P. Diagne

Sous la poussée notamment de facteurs internes d'ordre démographique ou écologique ou de forces extérieures telles que le commerce des esclaves, le christianisme, l'islam et le capitalisme, les structures sociales, économiques et politiques africaines n'ont cessé de se transformer entre 1500 et 1800. Le présent chapitre étudie ces transformations et les nouvelles structures qui sont apparues et fait ressortir que, dans la plupart des régions du continent, la fameuse immuabilité des structures ou des institutions africaines est un mythe historique sans fondement réel.

Les nouvelles structures sociales

L'islam et le christianisme

C'est d'abord dans le domaine social que le changement se fit sentir et que de nouvelles structures apparurent. Dans le domaine religieux, les philosophes et les religions d'Europe et du Moyen-Orient commencèrent leur poussée, le christianisme et l'islam devenant des forces politiques dans des régions où ils étaient jusqu'alors inconnus. Le problème religieux devint crucial pour des civilisations qui, du fait même de leur vision du monde, avaient jusque-là ignoré ce genre de conflit.

Tout le terrain gagné par le christianisme dans les zones côtières de l'Afrique orientale au cours de cette période fut perdu lorsque fut assassiné le père Gonçalo da Silveira, prêtre portugais qui s'était efforcé de soumettre

le *mwene mutapa* Nogoma à l'influence chrétienne et portugaise en 1560. L'islam, en revanche, progressait en Éthiopie avec les conquêtes d'Aḥmad Grañ (1531–1535)[1] et celle des *mai* du Borno et des *askiya* du Songhay au Sahara et au Soudan occidental.

Des sociétés de captifs aux sociétés d'esclaves

Le deuxième changement important fut le remplacement, dans la majeure partie de l'Afrique, d'un système propre à l'Afrique noire, celui du *jonya*, par un système importé d'Europe et du Moyen-Orient, celui de l'esclavage.

Le *jonya* (du terme mande *jon* qui signifie captif) était surtout répandu au Soudan occidental et dans la région du Niger et du Tchad. Un *jon* (*jaam* en wolof, *maccuba* en fulfulde, *bayi* en hawsa) était lié à une lignée. Il n'était pas cessible, possédait la majeure partie de ce qu'il produisait et, dans les sociétés où régnait ce système, il appartenait à une catégorie sociopolitique intégrée à la classe dominante; il était donc citoyen à part entière de l'État et appartenait à son appareil politique. En tant que système et catégorie sociale, le *jonya* joua un rôle considérable et original dans les États et empires du Ghana, du Takrūr, du Mali, du Kānem-Borno, de l'Ashanti, du Yoruba et du Monomotapa (Mwene Mutapa)[2]. L'élite des esclaves royaux (les *jon tigi* mande, les *farba* des *jaami buur* du Takrūr et les *sarkin bayi* des Hawsa) appartenait à la classe dominante de l'État et de la société. Elle exerçait un certain pouvoir, amassait des fortunes et pouvait même posséder elle-même des esclaves comme les *jombiri jon* mande et les esclaves des captifs du Dahomey[3].

En revanche, l'esclavage oriental et occidental, tant sous sa forme ancienne que sous sa forme coloniale qui se répandit en Afrique au XVIIIe. siècle, visait essentiellement à établir un mode de production faisant de l'esclave, pratiquement privé de droits, un bien immobilier ou une marchandise négociable et cessible. Les esclaves formaient parfois le gros de la population active d'une société, comme dans le système athénien et dans les plantations coloniales en Arabie médiévale ou en Amérique post-colombienne. Ce phénomène engendra un conflit qui devait continuer à déchirer le continent africain jusqu'au XXe siècle.

Une instabilité croissante et des guerres continuelles contribuèrent, sur le plan démographique tout au moins, à l'expansion du *jonya* au XVIe siècle, tant et si bien que ce système commença à s'implanter dans les mêmes régions que l'esclavage de type ancien ou de type colonial, dans

1. Voir le chapitre 24.
2. Les *macamos* étaient des groupes d'esclaves entourant le *mwene mutapa*, c'est-à-dire l'équivalent des prisonniers royaux soudanais (*furba jon*, *tonjon* ou *jaami buur*).
3. L'étude de l'esclavage dans les sociétés africaines a fait l'objet de plusieurs ouvrages importants, tel celui qui a été publié en 1977 sous la direction de S. Miers et I. Kopytoff. Il dénombre toutes les institutions auxquelles on peut appliquer le terme esclavage et s'efforce de définir celui-ci dans le contexte autochtone africain. Voir C. Meillassoux, 1975; P. E. Lovejoy, 1981; A. G. B. Fisher et H. G. Fisher, 1970.

le cadre des nouvelles structures sociales. Dans les régions où les institutions islamiques furent introduites, comme chez les Songhay, les Hawsa et dans les villes d'Afrique orientale, les deux systèmes furent souvent confondus.

Avec la création d'États musulmans ou d'émirats — qui occupèrent progressivement tout le Soudan occidental grâce aux *djihād* et aux révolutions de Karamokho Sambegu au Fouta-Djalon vers 1725 et de Sulaymān Baal au Fouta Toro en 1775 — les traditions et le droit musulmans s'implantèrent dans la région et l'esclavage remplaça le système du *jonya*. La fondation du califat de Sokoto par ʿUthmān dan Fodio au début du XIXe siècle accéléra le processus que renforcèrent encore l'islamisation des Négro-Berbères du Sahara et la conquête du pays par les *ḳabīla* arabes hassanes, en transformant progressivement le système semi-féodal des *Ḥarāṭīn*[4] (qui associait une aristocratie guerrière et des peuplades sédentaires conquises) en un système ressemblant plus ou moins à l'esclavage. Mais le *jonya* survécut parmi l'aristocratie traditionnelle du Soudan occidental et de la région du Niger-Tchad qui n'avaient guère, voire pas du tout, subi l'influence musulmane. Jusqu'à la conquête coloniale, le *jonya* garda quelque influence dans les États wolof, seereer, hawsa, kānembu et yoruba. Avec ses *furba jon*, l'empire de Ségou rappelle celui des *mansa* et leur *tonjon*. Jusqu'à la conquête coloniale, les États de Kayor, Siin et Yatenga furent dans une très large mesure sous la domination de l'élite guerrière ou administrative de la classe des captifs.

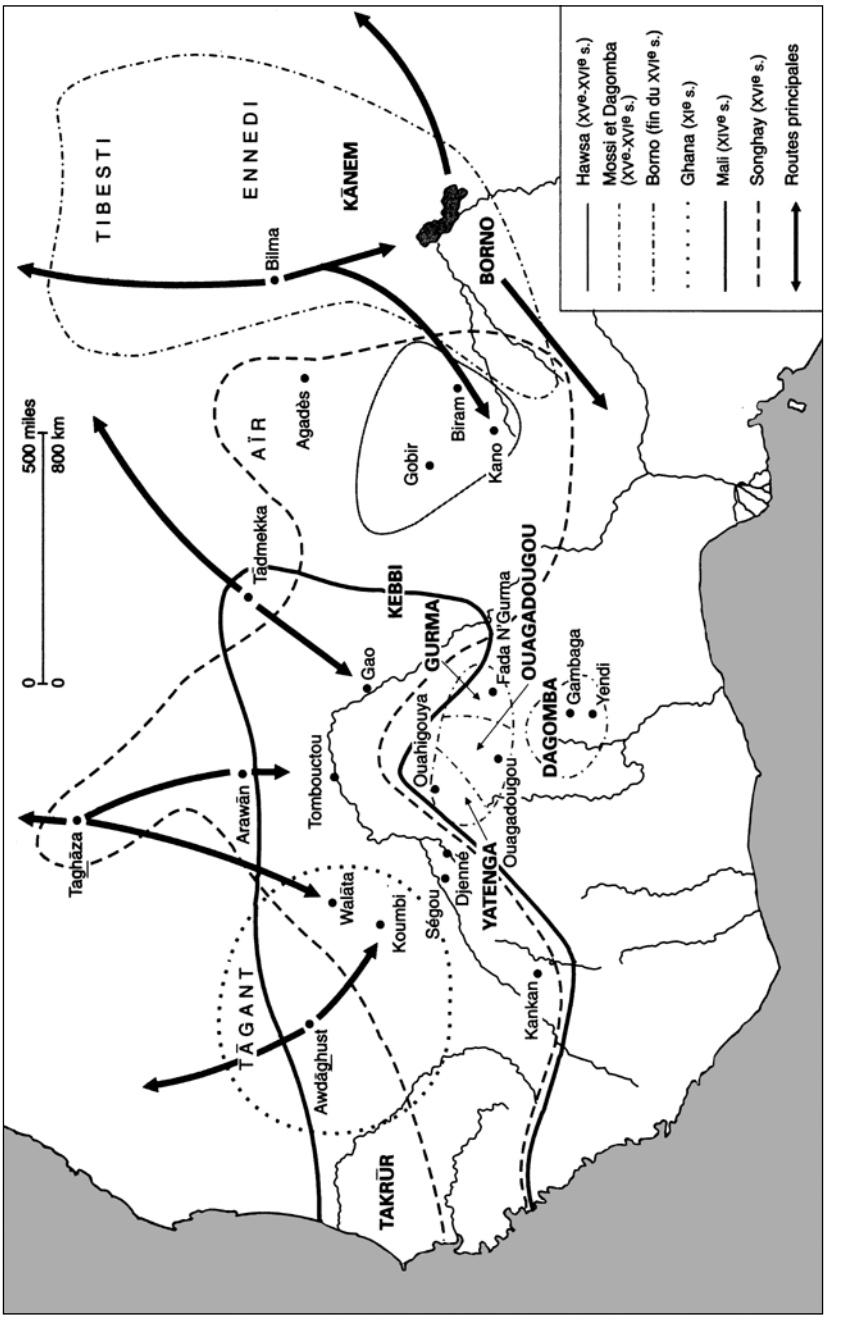
L'expansion des structures féodales

Le troisième changement tient aux structures féodales qui, intactes ou modifiées, se répandirent parmi les civilisations agraires d'Afrique.

En tant que structure politique, mode de production ou système socio-économique, le féodalisme supposait non seulement des liens d'allégeance, de vassalité et de suzeraineté, mais offrait aussi la possibilité de spéculer et de tirer profit des moyens de production. Peu importait que ce droit fût fondé sur la propriété foncière, la domination territoriale ou la possession d'une personne, d'un bien ou de certains moyens de production. Il se trouve que c'est la propriété foncière qui, dominant la pensée, les systèmes de gouvernement et les structures politiques et socio-économiques de l'Europe et du Moyen-Orient, caractérisait les régimes féodaux occidentaux et orientaux qui s'implantèrent dans les civilisations d'Afrique, essentiellement agraires. Leur influence s'exerçait partout où l'occupation des terres ou la domination d'un territoire entraînait la perception de taxes, de droits, de loyers, de droits de métayage et de fermage, ou l'emploi d'ouvriers agricoles.

Les structures socio-économiques des territoires situés au sud du Sahara différaient de celles de l'Europe et du Moyen-Orient, et du régime féodal en particulier. Il n'y avait pas de spéculation sur les moyens de pro-

4. Des serfs, à l'origine.



2.1. Entités politiques du Sahel entre les XIe et XVIe siècles.
[*Source :* d'après une carte dessinée par P. Ndiaye, Département de géographie, Université de Dakar.]

duction, même dans les sociétés et États de classe de cette région, et ce en raison des conditions historiques et écologiques. Avant l'apparition du droit islamique ou du *mailo* (régime foncier) d'inspiration occidentale (qui introduisit un système de fermage en Ouganda en 1900), la terre n'était pas une source de revenus en Afrique noire. La propriété de type européen, soit le droit d'user et de disposer des biens et même des personnes (c'est-à-dire des esclaves), n'existait pratiquement pas. Ceux qui s'appropriaient ou transmettaient une parcelle de terrain ou une zone de chasse, de pêche ou de cueillette ne se prévalaient que d'un droit de jouissance qui excluait la spéculation lucrative ou le droit de vente. Les sociétés agraires du sud du Sahara donnèrent donc naissance au *lamana* — système d'occupation des terres qui ne prévoyait ni la location des terres, ni fermage ni métayage, encore que des taxes imposées par l'État, les autorités et les chefs étaient perçues sur la production agricole et pastorale. L'économie propre à l'Afrique noire était axée avant tout sur la production destinée à la consommation. L'homme produisait ce dont il avait besoin mais ne possédait pas les moyens de production.

Les interactions entre les différentes structures sociales créèrent des sociétés hybrides et hétérogènes qui ont été, en général, assez mal décrites par les érudits aveuglés par des notions préconçues de l'histoire. Du XVIe au XVIIIe siècle, il existait donc des zones marginales où un féodalisme dénaturé voisinait avec le *lamana*. Néanmoins, dans la plupart des régions où la production était destinée aux échanges, le régime de type féodal dominait et le système de production pour la consommation (*lamana*) avait été soit éliminé, soit transformé.

En Égypte, le système turc des *beylik* (beylicats) encouragea le développement du régime féodal et le régime ottoman se substitua à une noblesse de propriétaires fonciers qui avait elle-même instauré tout un système de rapports entre les feudataires et les suzerains. Comme en Europe au Moyen Âge, cette aristocratie rurale était protégée par les *odjak* (forteresses et garnisons turques). Les grands chefs locaux gouvernaient soit un *ʿarsh;* (zone ethnique), soit un *dwar* (camp de tentes) selon leur système hiérarchique. Ils soumettaient des *khames* (vassaux, serfs) et de petites communautés, comme le faisait le Makhzen. Au Sahel et dans le Sahara mauritanien, les familles religieuses et les *djuad* (chefs guerriers) soumirent des confédérations de petites communautés qu'ils transformèrent en fiefs sous prétexte de fraternité religieuse ou en exerçant leur droit de conquête. Dans le sud de l'Oranie, les Awlād Sīdī Shaykh imposèrent un tribut aux nomades chaamba, qui leur prêtèrent serment d'allégeance. Les guerriers hassan imposèrent les mêmes obligations d'allégeance (*worma*[5]) aux familles *ḥarāṭīn* et de marabouts au nord du fleuve Sénégal et prélevèrent le *muud al-hūrum* sur les Fulbe.

Les beys concédaient souvent aux principaux dignitaires turcs et autochtones du Maghreb d'importantes propriétés qu'ils exploitaient

5. Le terme *worma* a introduit l'idée d'allégeance ou de vasselage dans les langues du Takrūr où cette relation n'existait pas jusqu'alors.

suivant le système du métayage, du fermage ou de la location. Comme en Égypte, l'activité économique était aux mains du beylicat qui avait le monopole des industries manufacturières, des moulins, des arsenaux, de la frappe de la monnaie, des chantiers de construction et s'attribuait en outre le produit de la piraterie. Il avait la haute main sur le commerce des céréales, de l'huile, du sel et des textiles, et contrôlait les routes commerciales (c'est-à-dire les points d'arrivée des caravanes et les ports) ainsi que le commerce extérieur. Sa surveillance s'exerçait sur les guildes d'artisans et de négociants. La classe moyenne des négociants elle-même servait d'intermédiaire au régime ottoman.

Dans le reste de l'Afrique du Nord et dans le nord de l'Éthiopie, le régime féodal se développa différemment du fait des conditions écologiques qui rendaient la concentration de la propriété difficile dans certaines régions. Les grandes propriétés beylicales du Maghreb, qui s'étendaient sur de vastes superficies, entraînèrent la généralisation de la distribution d'*azel* (fiefs) exploités suivant le système du *khammāsat* (fermage) avec partage sur la base du cinquième. Au niveau régional, le régime était encore celui des *milk* (petites exploitations familiales) et des *ʿarsh* (exploitations communautaires ou de groupe) mais toujours dans le cadre de la superstructure féodale de spéculation.

En Égypte et dans le reste de l'Afrique du Nord, plusieurs siècles de domination gréco-romaine avaient déjà ouvert la voie à la féodalité, c'est-à-dire au système *d'iḳṭāʿ* des Mamluk. Sous l'occupation grecque et romaine, ces régions étaient devenues les greniers de ces empires qui y avaient développé le domaine public (*ager publicus*) et le colonat à l'aide de la main-d'œuvre esclave et de la paysannerie totalement opprimée et exploitée. Au sud du Sahara, le passage au régime féodal se fit sous la poussée d'une influence extérieure.

Dans le nord de l'Éthiopie, par exemple, apparut une aristocratie foncière qui créa de grands domaines, parce que la noblesse éthiopienne avait perverti les principes de la filiation double et du partage égal des héritages, ce qui donna naissance à des « familles » transgénérationnelles. Les membres de la noblesse s'approprièrent également le bétail et les produits de la terre. L'économie de la région reposait sur l'agriculture de labour et un grand nombre des membres de la nouvelle noblesse purent transmettre à leurs héritiers l'intégralité des domaines qu'ils venaient d'acquérir. De même, le pouvoir politique fut progressivement concentré entre les mains de ce groupe ; il devint donc crucial, pour accumuler des richesses, de détenir une charge politique. C'est ce qui explique l'existence, dans le nord de l'Éthiopie, d'une tendance très nette à une plus grande différenciation des classes reposant sur l'accumulation de la propriété foncière et du pouvoir politique[6].

Ce régime semi-féodal fut étendu par les chrétiens de l'Éthiopie du Nord aux zones du Sud où furent créées des *ketema* (villes de garnison) habitées par

6. Voir chapitre 24. Voir également A. Hoben, 1975.

une *neftenia* (noblesse foncière) colonisant les *gasha* (terres occupées). Les *gabar* (paysans) qui cultivaient les terres au profit de la noblesse foncière étaient, comme les *fallāḥīn* (sing, *fallāh*), plus ou moins des serfs ou, tout au moins, des tributaires ou des clients obligés de payer le *gabir* ou *siso*, suivant qu'ils étaient métayers ou fermiers.

Dans la région des Grands Lacs, surtout dans la zone sud qui comprend une grande partie de l'actuelle Tanzanie occidentale, le Burundi, le Rwanda et l'Uvira au nord-est du Zaïre, le système de la « clientèle » constituait un régime semi-féodal qui réglait les relations entre pasteurs et agriculteurs. Il s'agissait d'une sorte de contrat entre le donateur (le pasteur) qui fournissait le bétail et le bénéficiaire (l'agriculteur) qui mettait ses services et ceux de sa famille et des générations à venir à la disposition du donateur et de ses héritiers. Ces contrats variaient selon les sociétés et se modifièrent également au fil des années[7]. Au Takrūr, un *surga* ou *dag* acceptait de son propre gré d'être entretenu par un homme riche ou par un homme politique influent. Il semble que ces rapports relevant de structures quasi féodales soient dus non à des causes extérieures mais à une évolution interne.

Les principaux facteurs qui contribuèrent à l'adoption du système socio-économique féodal ottoman furent la propagation du régime de l'émirat musulman avec l'arrivée des *askiya* dans le Soudan occidental, l'expansion de l'empire des *mai* islamisés du Borno et l'introduction du droit coranique à la suite de conversions et de *djihād*. Chez les Songhay, les *askiya* conservèrent une partie de la structure socio-économique traditionnelle. Comme l'aristocratie éthiopienne qui avait colonisé le sud de l'Éthiopie, ils introduisirent de nombreuses innovations dans les régions qu'ils conquirent. L'*askiya* Muḥammad et ses successeurs distribuèrent des concessions à la manière des Mamluk ; ils créèrent des *iḳṭāʿ* (fiefs) sur les terres (*kharādj*) arrachées à des non-musulmans et donnèrent à leurs favoris non pas les serfs, les terres qui n'étaient pas cessibles ou leur propriété, mais l'usufruit des droits, taxes et redevances payables à l'État. Les chroniques (*ta'rīkh*) fourmillent de renseignements sur ce point.

Dans les émirats, c'est le droit islamique des *djihād* qui fut adopté, ce qui renforça l'implantation des structures socio-économiques féodales ou semi-féodales européennes et moyen-orientales. Les *almamia* du Fouta Toro, du Fouta-Djalon et du califat de Sokoto étaient tout simplement calqués sur les régimes foncier et fiscal ottomans. Le *jom leydi* (maître de la terre), les *jom lewre*, *jom jambere* et *jom jayngol*[8] (qui avaient la jouissance des terres au Fouta) furent progressivement intégrés non dans des systèmes d'allégeance féodaux mais dans une structure socio-économique de type féodal.

7. E. Mworoha, 1977, chap. 3 et 4. Voir également le chapitre 26 ci-après.
8. *Jom lewre* : premier occupant et défricheur de la terre ; *jom jambere* : personne ayant le droit de défricher la terre avec une hache ; *jom jayngol* : personne ayant le droit de défricher la terre en la brûlant.

Le nouveau système juridique établi par les émirats fut à l'origine d'une spéculation de type féodal sur les terres. Les *njoldi* (droits symboliques dus au maître de la terre[9]), les *kawngal* (droits sur les zones de pêche), les *yial* (droits sur les terrains de chasse), les *hore kosam* (droits sur les pâturages) et les *gobbi* (droits sur les mines) furent transformés en droits annuels payables aux détenteurs du pouvoir et perçus sous la supervision de l'État. La charge de collecteur des impôts elle-même devint vénale, comme la plupart des charges officielles du système. Le métayage, le fermage et la location des terres se généralisèrent. Dans les régions islamisées, le nombre des paysans sans terres, qui avaient été dépossédés par la conquête ou par le nouveau système juridique, augmenta considérablement. Les *refo rekk* (serfs) seereer, les *samba remoru*, les *baadolo* et les *navetaan* du Takrūr ainsi que les *tala-kawa* hawsa devinrent les équivalents des *khames*, *ḥarāṭīn*, *fallāḥīn* et *gaba* de la Méditerranée et du Sahara. Le *leydi hujja* (terme fulfulde signifiant bail) équivalait à introduire le régime foncier ottoman. Le *njoldi* représentait la location annuelle du sol et le *cootigu* le droit payable par les fermiers, métayers et sous-fermiers. Le système musulman oriental de contrôle des terres était appliqué dans les *bayti maal* ou *leydi maal* et dans les *leydi janandi*, qui appartenaient à l'État, ainsi que dans les *ḥabūs*, qui appartenaient à la communauté religieuse. Mais les terres n'étaient qu'en partie soumises aux formes maghrébines de vassalité. Il existait encore certains cas d'exonération d'impôt du type *makhzen*[10]. L'allégeance due au titre du *leydi urum* se manifestait par le *worma* (lien de vassalité), ainsi que par l'impôt *muud al-hurum* ou *muudul horma*.

Ainsi à partir du XVIe siècle, il y eut conjugaison de structures socio-économiques d'origines différentes. Il s'ensuivit l'apparition d'un nouvel ordre social, c'est-à-dire d'un gouvernement de type autoritaire ou apparenté à l'émirat[11] dans lequel des structures féodales étaient superposées au *lamana* africain. Cette transformation des structures socio-économiques influa sur la forme de l'État *mansaya* : au Soudan occidental et au Nigeria, qui furent islamisés, l'institution musulmane de l'émirat remplaça le *mansaya* ou s'y superposa. Dans le golfe de Guinée et en Afrique centrale et orientale, où des chefs chrétiens firent leur apparition parmi les Mani Kongo et les Mwene Mutapa, l'influence de la monarchie féodale chrétienne se fit de plus en plus évidente.

9. Ces droits, qui étaient payés en nature (céréales, pièces de gibier, hydromel, poulets, chèvres, etc.), avaient à l'origine une signification surtout rituelle, c'est-à-dire qu'ils étaient considérés comme des offrandes à « l'esprit du lieu » qui était occupé. Ils étaient offerts au moment de la prise de possession, parfois au moment des récoltes, et la plupart du temps lors des funérailles et des cérémonies de succession au *laman*, ou premier occupant.

10. Les *ḳabīla makhzen* étaient exemptées d'impôts et leurs terres étaient placées sous le contrôle de l'autorité centrale. En échange, les chefs *makhzen* percevaient des impôts sur les *ḳabīla* voisines, les *raia*.

11. L'expression « régime autoritaire ou apparenté à l'émirat » désigne ici les formes sociales hybrides qui apparurent en Afrique noire à la suite des contacts avec l'islam. Voir P. Diagne, 1967.

L'évolution de l'architecture et des arts

Enfin, il y eut également quelques réalisations importantes dans les domaines de l'architecture et des arts. Les bâtisseurs des villes de la vallée du Nil, du Maghreb, du Soudan et de la côte ainsi que les constructeurs des palais yoruba, de ce que l'on appelle aujourd'hui les ruines du Zimbabwe, des maisons, palais et mosquées de la côte orientale de l'Afrique et des *tata* qui ceignent les villes hawsa étaient à la fois des architectes, des maçons, des décorateurs et des urbanistes. Les cases rondes ou pyramidales de pierre ou de pisé et les maisons à étages des Joola appartiennent à la même tradition architecturale que la Koutoubia de Marrakech, le tombeau de l'*askiya* à Gao et celui des califes du Caire. La période précédente avait déjà porté très loin le souci d'une architecture de qualité comme en témoignent les ruines d'Awdāghust, de Koumbi, de Kilwa, de Djenné et d'Axum. Après le XVIe siècle, l'architecture continua de se renouveler surtout peut-être au Soudan occidental et au Nigeria, mais les villes d'Afrique du Nord et de la vallée du Nil périclitèrent en même temps que leur prospérité déclinait. Il reste que les *askiya*, qui reprirent la tradition en Afrique occidentale, furent de grands bâtisseurs, à l'instar de leur contemporain au Maroc, Abū 'l-ʿAbbās al-Manṣūr.

Sonni ʿAlī et l'*askiya* Muḥammad reprirent la construction du grand canal longeant le Niger. Au Maroc, l'avènement d'al-Manṣūr coïncida avec une vague de grands travaux publics qui fut néanmoins passagère. Les traditions architecturales du Sahel et du monde islamique se propagèrent de plus en plus vers le sud. Le style architectural soudanais, dont les mosquées de Sankoré et de Djenné étaient les prototypes, s'imposa à partir du XVIe siècle. L'*askiya* Muḥammad bâtit Tendirma de toutes pièces et fonda la mosquée de Sīdī Yaḥya. C'est dans ce contexte que se formèrent d'importants corps de maçons, d'ébénistes et de décorateurs qui, au Soudan occidental et dans le Maghreb, donnèrent naissance à des fraternités et à des castes.

En Éthiopie, la période Gondar (de 1632 à 1750 environ) vit l'apparition de nouveaux styles architecturaux encouragés par la Cour. À Gondar et dans d'autres villes, les familles impériales successives firent édifier de grands et beaux palais, des châteaux, des églises et des bibliothèques dont la décoration intérieure était très raffinée[12]. Dans les régions côtières de langue kiswahili d'Afrique orientale, la période comprise entre 1700 et 1850 connut d'importantes innovations architecturales : renouvellement des éléments de décor et des motifs ornementaux, originalité dans la conception même des maisons dont la construction témoignait d'une grande maîtrise, en particulier pour les moulures en plâtre. Cette évolution de l'architecture entraîna l'essor d'activités annexes telles que la sculpture sur bois et, notamment, celle des portes et l'ébénisterie[13].

12. Voir le chapitre 24.
13. J. de V. Allen, 1974. Voir également P. S. Garlake, 1966.

Les nouvelles structures économiques

De grandes structures économiques apparurent au cours de cette période : le système des castes qui remplaça le système des guildes ou corporations, l'économie de pillage, principalement dans l'Afrique du Nord et de l'Est, et l'économie des entrepôts ou comptoirs, surtout en Afrique centrale et occidentale.

Une économie artisanale et une société de castes et de guildes

La civilisation urbaine médiévale avait contribué à la division du travail en favorisant l'artisanat et les industries manufacturières. Mais ce développement fut inégal au XVIe siècle suivant la région ou le type de société, et différentes tendances se manifestèrent selon les contextes sociaux.

Dans les civilisations du Soudan occidental, de la région du Niger-Tchad et du Sahara, par exemple, l'artisanat ainsi que les activités industrielles et manufacturières se développèrent dans le cadre d'un système de castes plus ou moins fermées et constituées autour de lignées. Sous l'influence croissante des civilisations du Takrūr et du Sahara, ce système eut tendance à se figer, surtout dans les régions du sud du Sénégal, les territoires des Mande et des Hawsa. Celui du Takrūr s'implanta dans le Kayor, le Jolof, le Siin et le Saalum avec l'émigration de certains de ses membres. Le *nyamankala* (système de castes) mande accorda pendant longtemps un statut élevé à la profession de forgeron jusqu'à ce que les Takruriens occupent la région à la suite de *djihād*. Ainsi, Sumaguru Kanté, qui joua un rôle important dans l'accession au pouvoir de la dynastie des Mansa et dans la constitution de l'État du Mali, était à l'origine un forgeron. Les ouvriers travaillant le métal jouissaient d'une grande estime chez les Fon et les Yoruba mais, dans ce cas aussi, l'influence des immigrants venus du Takrūr et du Sahara devait renverser la tendance dominante. Au Songhay, les *askiya* gouvernaient déjà une société dans laquelle le système de castes s'était implanté, stratifié et enraciné.

À la fin du XVIIIe siècle, la révolution torodo renforça le système de castes au Takrūr en accentuant les divisions entre les classes. Les paysans sebbe, les pêcheurs subalbe et même les bergers nomades fulbe buruure furent progressivement méprisés. Ils ne furent pas assimilés aux *benangatoobe* (cordonnier ou *sakkeebe*, forgerons ou *wayilbe*, griots ou *gawlo*, etc.) et firent l'objet d'une ségrégation de la part des *nangatoobe* (castes supérieures). L'élite des marabouts torodo déprécia de plus en plus l'aristocratie des Ceddo et des Denyanke qu'elle avait vaincue ainsi que tout ceux qui n'étaient pas membres des dynasties maraboutiques pouvant prétendre à des charges élevées. Dans les sociétés négro-berbères du Sahara, les divisions religieuses, ethniques et raciales se cristallisèrent peu à peu en castes hiérarchisées.

Un dernier aspect important de l'organisation de l'industrie ou de l'artisanat de l'époque tient au degré de contrôle exercé par l'État. Dans

les civilisations méditerranéennes, il y avait généralement monopole d'État pour un certain nombre d'activités telles que le tissage, la construction navale, la fabrication des armes, le raffinage et le commerce extérieur. Mais les États de l'Afrique noire n'exercèrent que rarement cette prérogative, même lorsque l'industrie des armements se développa[14]. Cette période fut marquée par le contraste entre la polyvalence des différentes catégories de la population campagnarde et la nette spécialisation des citadins. Dans l'agriculture et l'élevage, la division du travail et la spécialisation professionnelle ne s'étaient que très peu marquées. Agriculteurs, pêcheurs, éleveurs et chasseurs exerçaient tous de nombreux autres métiers tels que ceux de forgeron, de vannier, de maçon, de bûcheron, de charpentier, de tisserand ou de cordonnier, selon les besoins. Il arrivait que les femmes ou certains groupes d'âge soient spécialisés dans certains types de métiers (comme le travail des métaux, du bois et du cuir) qui jouèrent un rôle dans la formation des castes.

Les industries d'État s'accrurent: des manufactures d'armes et même des chantiers navals, pour la construction de flottes maritimes et fluviales s'implantèrent tant au Soudan occidental et sur la côte occidentale de l'Atlantique que dans les pays méditerranéens et de l'océan Indien.

La multiplication des guerres redonna parfois un nouvel essor au travail des métaux. Au XVIe siècle, Sonni ʿAlī réorganisa les arsenaux du Songhay, en fixant des objectifs annuels de production aux ateliers. La métallurgie se perfectionna en Égypte où l'on commença à fabriquer de l'acier de Damas, tandis que le travail du fer, du cuivre, de l'or et de l'argent occupait d'importantes communautés. L'industrie des métaux précieux en Égypte et en Afrique du Nord continuait à s'approvisionner en or à Wādī Allaga en Nubie, à Sofala et au Soudan occidental. Les forgerons mande, organisés en castes, exportèrent leurs techniques dans les nouvelles villes que le commerce atlantique faisait surgir de la côte. Les *garassa*, *tëgg* et *maabo* soudanais, qui fabriquaient des charrues, des haches, des sabres, des sagaies, des pointes de flèche et des instruments usuels, perfectionnèrent leur art et réparaient des armes à feu à la fin du XVIIIe siècle. C'est dans ce secteur que les nouvelles techniques furent le plus rapidement assimilées. L'artisanat de l'or et de l'argent stimula le commerce dans les souks des villes du Maghreb, de l'Égypte et du Soudan occidental. Les joailliers berbères et wolof se distinguaient dans le travail de l'or et des bijoux en filigrane. La frappe de la monnaie d'or (pratiquée depuis longtemps au nord et sur la côte swahili, en particulier à Zanzibar et à Kilwa) progressa vers le sud, jusqu'à Nikki. Les Swahili fabriquaient également de magnifiques bijoux et d'autres objets d'or et d'argent. La céramique devint industrielle, la poterie (tout comme la vannerie) demeurant l'apanage des femmes. L'industrie du verre continua son expansion et se propagea dans l'ensemble du pays Yoruba, chez les Nupe, chez les Hawsa, ainsi qu'en Égypte et au Maghreb. Chez les Shona

14. C'est surtout au XIXe siècle qu'elle prit un grand essor dans cette région.

du sud du bassin du Zambèze, l'extraction minière était très développée et les mines d'or et de cuivre constituèrent le fondement de l'économie de la région jusqu'au XVIIIe siècle[15].

Le travail du cuir était surtout florissant au Nigeria, où l'élevage fournissait une abondante matière première. La cordonnerie des nouveaux centres urbains qu'étaient Kano, Zaria et Abeche concurrençait la maroquinerie et Siyu, dans l'archipel de Lamu, devint la capitale du travail du cuir en 1700 et un gros exportateur d'articles en cuir. Du XVIe au XVIIIe siècle, la vannerie et le tissage des tapis prirent également une place importante parmi les industries de la région du Niger-Tchad. La fabrication du papier, qui avait remplacé le papyrus, se développa surtout en Égypte sous l'influence de Samarkand[16]. Le Soudan suivit le mouvement et commença progressivement à fabriquer des manuscrits: les corans du Kānem étaient vendus dans tout le monde musulman[17]. Les industries alimentaires qui s'étaient multipliées au Moyen Âge dans les villes du Nord et du Soudan occidental s'implantèrent également dans les villes nigérianes. L'Afrique du Nord, en particulier l'Égypte, se spécialisa dans la culture de la canne à sucre et le raffinage du sucre. L'extraction de l'huile d'olive, de palme et d'arachide, la boucherie, la boulangerie et l'épicerie conservèrent généralement leur caractère artisanal. Dans le domaine des textiles, la culture et le tissage du coton étaient bien implantés sur le plateau du Zimbabwe et dans la vallée du Zambèze dès le XVIe siècle[18]. Les cités-États swahili, également, étaient réputées pour leurs tissus: Paté, par exemple, produisait de la soie de très grande qualité[19] et le coton y était cultivé, filé et tissé. En Afrique centrale, les tissus de raphia des Kongo furent renommés du XVe au XIXe siècle.

L'économie de pillage

Le commerce avec des centres urbains éloignés avait joué un rôle important dans l'économie africaine avant le XVIe siècle, favorisant la productivité, l'épanouissement des civilisations urbaines et l'établissement de liens étroits entre les villes et les zones rurales qui avaient progressivement transformé la vie des campagnes. Mais entre 1500 et 1800, le règne de l'économie de pillage — conséquence de l'expansionnisme espagnol et portugais qui, à partir de 1600, fut à la fois violent et destructeur — entraîna le déclin des ports et des villes marchandes qui s'étaient enrichies grâce au négoce transsaharien au Moyen Âge. Ce déclin fut surtout apparent à partir de 1592, date à laquelle les rois chrétiens d'Espagne et du Portugal commencèrent à expulser du Maghreb, de Tunis et d'Alger les importantes colonies de juifs et de musulmans qui s'y étaient établies.

L'Espagne, qui avait occupé La Palma dans les îles Canaries, s'empara de Tenerife en 1495, puis de Melilla en 1496. En 1505, elle s'était installée

15. D. N. Beach, 1980 *a*, p. 26-30.
16. G. Nachtigal, 1879-1881.
17. G. Nachtigal, 1876.
18. D. N. Beach, 1980*a*, p. 30-32.
19. G. S. P. Freeman-Grenville, 1962*b*, p. 142.

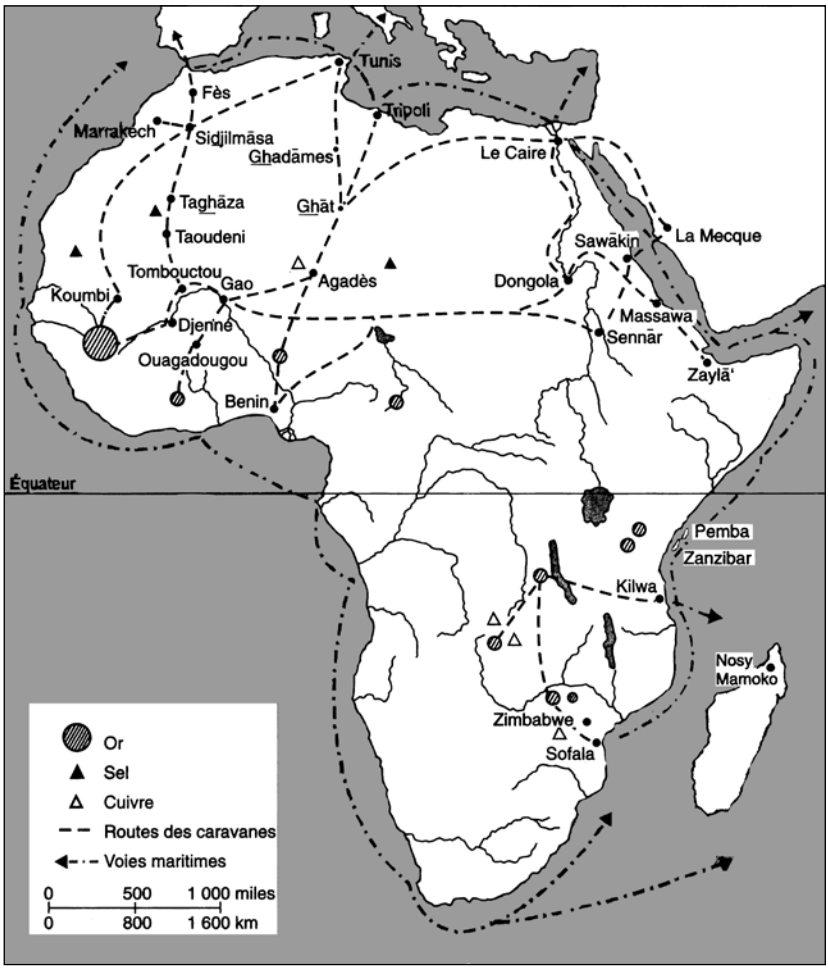
à Mers el Kébir (Al-Marsa Al-Kabīr) et, la même année, les Portugais occupaient Agadir. En 1508, c'était le tour de Safi et, en 1509, le cardinal Ximenes s'emparait d'Oran tandis qu'Alger passait sous domination espagnole, suivie en 1510 par Bougie; Tunis, Cherchel et Alger payaient toutes un tribut à l'Espagne. En 1513, le Portugal avait étendu sa domination jusqu'à Azemmour.

Cette situation mit les Arabo-Berbères et la Sublime-Porte dans l'obligation de résister à l'agression européenne; des corsaires, naviguant sous pavillon ottoman, contribuèrent à redresser l'équilibre des forces. En 1514, l'un des frères Barberousse, Abū Yūsuf, reprit Djidjellī ainsi qu'Alger, et son frère Khāyr al-Dīn consolida cette reconquête. La Tunisie et l'Algérie repassèrent sous la domination ottomane et devaient y rester, du moins nominalement, jusqu'au XIXe siècle, en dépit des expéditions de Charles Quint (qui fut vaincu devant Alger en 1541). Sinān Pasha occupa Tripoli au nom de la Sublime-Porte, en 1551, puis Tunis en 1574. Au milieu du XVIe siècle, le Maroc affirma son indépendance après avoir repris Agadir, Safi et Azemmour au Portugal, grâce au *djihād* des Banū Saʿād, fondateurs de la dynastie chérifienne. À al-Makhazen, Abū 'l-ʿAbbās al-Manṣūr, allié de la reine Élisabeth Ire d'Angleterre, mit en déroute une armée de 20 000 Portugais.

En dépit de leurs affrontements avec les puissances européennes, les États d'Afrique du Nord continuèrent de préserver leur liberté mais leur évolution fut entravée, au XVIe siècle, par l'effondrement de l'ordre économique international. Les ports du Maghreb et du reste de l'Afrique du Nord vécurent donc surtout du produit de la piraterie, de tributs et de droits, plutôt que du commerce ou de nouvelles industries. Les principales activités des États leur étaient dictées par la logique de l'économie de pillage. C'était désormais les corsaires turcs qui, succédant à la classe des négociants médiévaux, étaient chargés d'assurer la prospérité de l'élite militaire ottomane. Les ports de Salé (Maroc), d'Alger, de Tunis et de Tripoli jouissaient de la protection d'une flotte de corsaires qui, au XVIIe siècle, connut son âge d'or dans la Méditerranée.

En 1558, 35 galères et 25 brigantins pratiquaient la piraterie avec comme port d'attache Alger, qui ne comptait à l'époque que 20 000 habitants. La ville n'en était pas moins dans une situation économique déplorable. En 1580, elle fut frappée par la famine et perdit un tiers de sa population. Elle continua quand même à attirer les immigrants et comptait, au XVIIIe siècle, 100 000 habitants, dont 25 000 esclaves chrétiens. Au XVIe siècle, Tripoli avait une population de 40 500 âmes — 3 500 Turcs, 35 000 Arabo-Berbères et 2 000 chrétiens. Ses corsaires répandaient la terreur dans la Méditerranée, théâtre des opérations livrées contre l'Europe et, pendant tout le XVIIIe siècle encore, l'instabilité fut continuelle dans la Méditerranée occidentale. Les régences ottomanes d'Alger et de Tunis étaient presque constamment en guerre avec l'une ou l'autre des puissances européennes, les affrontements alternant avec les traités, et cette situation ne pouvait que nuire au capitalisme mercantile et à la classe des négociants.

C'est dans ce contexte que s'inscrit l'expédition marocaine contre les Songhay du Soudan occidental, ainsi que les *djihād* que les communautés



2.2 Routes et relations commerciales en Afrique au XVIe siècle.
[*Source*: d'après une carte dessinée par P. Ndiaye, Département de géographie, Université de Dakar.]

musulmanes d'Afrique noire entreprirent, sous l'influence du Maghreb, contre des comptoirs de la côte atlantique. Le souverain marocain Abū 'l-ʿAbbās al-Manṣūr, qui avait vaincu les Portugais, s'efforça, après la défaite des Songhay en 1591, de rouvrir la route de l'or et de la traite des esclaves. En 1593, la prise de Tombouctou lui permit d'acheminer 1 200 esclaves à travers le Sahara. L'expédition du pacha Djūdar hâta la ruine de ce commerce en mettant fin à ce qui avait été le plus grand, sinon le plus puissant empire du Soudan occidental au XVI[e] siècle.

La Tripolitaine et l'Égypte eurent moins à souffrir des conséquences du déclin du commerce saharien et conservèrent leurs routes transsahariennes traditionnelles. La Sublime-Porte, qui s'était établie en Égypte et à Tripoli, soutint le Kānem-Borno en signant une alliance avec lui et en lui fournissant des armes, et put ainsi préserver le commerce Nord-Sud (essentiel pour son propre ravitaillement) jusqu'au XIX[e] siècle.

Mais les sociétés de cette région n'échappèrent pas au déclin général. La civilisation orientale dont elles faisaient désormais partie était en complète décadence et les structures féodales dont celle-là était dotée ne facilitaient pas l'expansion de ses zones d'influence dans la Méditerranée, l'océan Indien ou à l'intérieur, dans la région du Niger-Tchad et au Soudan occidental.

L'économie de pillage, dont la piraterie en Méditerranée faisait partie, contribua très certainement au ralentissement de la croissance économique et technique de la région située au sud de la Méditerranée. Mais les structures socio-économiques et politiques jouèrent également un rôle dans la stagnation et le sous-développement de cette région et de son arrière-pays. Le déclin de l'Afrique méditerranéenne entraîna celui de tout un sous-système qui avait joué un rôle dominant dans la géographie économique et politique du monde médiéval.

Tous les pays du Nil et de l'Afrique orientale, ainsi que ceux de la région du Niger-Tchad et du Soudan occidental, furent touchés à des degrés divers. Comme l'indique le chapitre 28 consacré à Madagascar, la période comprise entre 1680 et 1720 était connue, dans la partie occidentale de l'océan Indien, sous le nom d'« époque des pirates ». Les pays directement en contact avec les nouvelles puissances européennes furent physiquement bouleversés par l'économie de pillage, mais pâtirent également de n'avoir pu ranimer une structure socio-économique de plus en plus influencée par un Orient arriéré. Ils souffraient d'un autre handicap, leur incapacité à établir rapidement les rapports de force nécessaires pour ne pas être victimes de l'inégalité du système des échanges de l'époque.

Le déclin des campagnes : la paysannerie frappée par la pauvreté et l'insécurité

L'économie de pillage entraîna la stagnation des échanges commerciaux entre les villes et la campagne et influa par conséquent sur leurs rapports. Jusqu'alors, leurs activités et productions avaient été complémentaires. Les

villes avaient brisé le cercle vicieux de l'agriculture de subsistance, accentué la division du travail et fait lever les germes de la société nouvelle. Elles avaient fourni l'environnement nécessaire au développement scientifique et technique et à la croissance du commerce et des industries spécialisées. Elles avaient créé de nouvelles valeurs économiques, sociales et culturelles et étaient à l'avant-garde du progrès. Elles avaient donné naissance à de nouvelles techniques de production et à des modes de consommation plus élaborés. C'étaient les industries et les commerces urbains qui avaient jusqu'alors encouragé le développement à grande échelle de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de la chasse, et des industries qui s'y rapportaient. Elles avaient également été à l'origine de la culture industrielle de la canne à sucre et du coton, et de la culture des plantes tinctoriales telles que la garance, l'indigotier, le safran et le henné, ainsi que des plantes odoriférantes. Les installations hydrauliques, les routes et l'élevage du bétail pour la laine, le lait et la viande, toutes ces activités devaient leur essor aux villes.

Le XVIe siècle, toutefois, devait bouleverser cet univers et le plonger dans la crise. Le dépeuplement des villes entraîna le déclin de l'économie des campagnes, causant l'appauvrissement généralisé des paysans et le retour à l'état sauvage de vastes superficies de terres arables. Exposés à une insécurité croissante, les habitants des campagnes allèrent se réfugier au fin fond des forêts où, coupés de la civilisation de consommation des villes, ils en revinrent de plus en plus à une autonomie familiale ou communautaire en pratiquant une agriculture de subsistance. Les paysans maghrébins et égyptiens produisaient leur huile d'olive et leurs céréales et élevaient des animaux domestiques. Les paysans de la côte Ouest — la côte atlantique —, qui produisaient de l'huile de palme et cultivaient le manioc et l'igname, apprirent à cultiver aussi les bananes et le maïs. Les éleveurs-agriculteurs de la savane remplissaient leurs granges de riz, de millet et de fonio, et fabriquaient leur propre beurre de karité, leur huile d'arachide et de palme. Les échanges de denrées alimentaires et le troc étaient les principales formes de commerce.

Cette vie champêtre fut à nouveau bouleversée par le commerce des esclaves qui vida les campagnes : lorsque les guerres entre aristocraties rivales ne fournirent plus un nombre suffisant de prisonniers, l'habitude fut prise d'organiser des razzias dans les campagnes, surtout au sud du Sahara. Privée d'hommes valides, l'économie rurale périclita : des régions habitées depuis longtemps se dépeuplèrent et, dans certaines zones, la population continuellement harcelée en revint à une économie nomade de chasse et de cueillette, quittant souvent la zone de la savane pour celle de la forêt.

Les modes de production eux-mêmes régressèrent. On connaît les rapports étroits qui unissent l'innovation, le besoin des techniques avancées et l'abondance des ressources ; la rareté de ces dernières dans les campagnes africaines accentua la régression ou la stagnation technique.

L'aristocratie guerrière détourna à son profit une grande partie de la main-d'œuvre paysanne ce qui, en Afrique noire en particulier, eut des conséquences démographiques désastreuses dans la campagne. Les élites au pouvoir

délaissèrent l'agriculture au profit des razzias pour lesquelles elles utilisaient les services des hommes libres et des esclaves qu'elles capturaient.

Il devint de plus en plus difficile aux paysans de nourrir ces élites oisives, en particulier dans les régions dévastées du Soudan occidental et du Niger-Tchad où la population, qui pratiquait la culture sèche et une agriculture nomade extensive, avait de plus en plus de mal à subvenir à ses besoins. Les *baadolo*, les *samba remoru* (paysans pauvres du Takrūr) et les *talakawa* (agriculteurs et éleveurs indigents du pays des Hawsa et de la région du Niger-Tchad) en vinrent à constituer la grande masse de la paysannerie dans la zone de la savane. Leur vie était aussi dure que celle des *fallāḥīn* égyptiens, des *gabar* éthiopiens et des *ḥarāṭīn* et *kh*ames sahariens et maghrébins.

L'oppression de la paysannerie africaine par les élites rurales et urbaines s'accrut lorsque l'étau fiscal se resserra. Le droit musulman turc permettait d'augmenter les impôts dans les terres *daru khurudj* (non islamisées). Quant aux musulmans, ils furent obligés de payer non seulement le *zakāt* (le seul impôt qu'un musulman était tenu de payer) mais également le *kharādj*. Par ailleurs, la pratique du fermage et du métayage encouragea la spéculation foncière.

La généralisation du marché noir dont faisait l'objet le droit de percevoir des impôts locaux entraîna l'alourdissement, dans les pays musulmans, des charges fiscales que les élites faisaient peser sur les paysans et les artisans ruraux. Le pillage des zones rurales ainsi que la capture et l'asservissement des masses paysannes atteignirent des proportions gigantesques. À la *galag* (taxe) payable au dirigeant politique de l'aristocratie du Takrūr s'ajoutait le *moyal* (littéralement la spoliation) qui donnait le droit aux membres de l'élite de s'approprier des biens chaque fois que l'occasion s'en présentait.

Dans ce contexte, les chefs des *djihād* et des mouvements chrétiens messianiques n'eurent aucun mal à s'assurer le soutien massif de la paysannerie. Les chefs religieux promettaient l'égalité lorsque l'ordre serait revenu. Ils rendaient les aristocraties traditionnelles et les Européens responsables de tous les troubles et de l'injustice sociale.

À partir du XVIIe siècle, le rôle politique de la paysannerie s'accrut. Des révoltes de paysans causées par le déclin des campagnes balayèrent le continent comme une révolution religieuse, ouvrant ainsi la voie à la résistance à la conquête coloniale. Ces révoltes n'étaient pas le fait de prisonniers ou d'esclaves mais de la classe la plus importante et la plus lourdement exploitée, celle des petits paysans. Dans le Fouta sénégalais, la révolution torodo qui reçut l'appui des *samba remoru* (paysans sans terre) était dirigée à la fois contre le *muudul horma*, imposé par les *ḳabīla* mauresques, et contre l'écrasant régime fiscal des musulmans orientaux qui avait été introduit par l'aristocratie denyanke islamisée. Le déclin et l'effondrement de l'économie rurale varièrent en nature et en ampleur, la fossilisation économique étant directement proportionnelle au sous-développement des villes mercantiles traditionnelles et de leurs classes dominantes.

Les pays du Nil et de l'océan Indien

Les répercussions de l'économie de pillage sur les pays du Nil et de l'océan Indien furent tout aussi désastreuses. Le commerce faisait la réputation des ports de l'Afrique orientale depuis le XIe siècle. S'ils n'égalaient pas les villes du Soudan occidental et d'Afrique du Nord en taille ou en influence, ils n'en constituaient pas moins le cadre d'une importante civilisation commerciale et urbaine en contact avec l'Arabie, la Perse, l'Inde, la Chine et la Méditerranée[20]. L'invasion portugaise marqua le début de l'effondrement de ce complexe commercial urbain. 1502 vit le début de la désastreuse occupation portugaise et, la même année, Kilwa et Zanzibar devinrent les tributaires du Portugal. En 1505, Francisco de Almeida mit à sac Kilwa et Mombasa et construisit ensuite le fort Santiago à Kilwa. Il interdit tout commerce entre ces villes, et les négociants les quittèrent pour s'installer à Malindi et aux Comores. Lamu (Lamou) et Paté furent occupés. Le processus de dislocation de l'économie avait commencé.

À l'exception de Luanda et de Mozambique, aucun des comptoirs fondés par les Portugais, puis par les Hollandais, les Anglais et les Français n'approchait par la taille une ville moyenne du Soudan occidental, ni même les ports swahili et d'Afrique orientale de la période comprise entre le Xe et XVIe siècle.

L'économie de comptoir ou d'entrepôt

Si l'économie de pillage se généralisa dans les régions situées en bordure de la Méditerranée, du Nil et de l'océan Indien, c'est l'économie de comptoir ou d'entrepôt qui devint la structure dominante le long de l'océan Atlantique. Les comptoirs ne se souciaient guère d'innover. Théâtres de la violence et du pillage, les nouveaux comptoirs maritimes étaient des forteresses avant d'être des centres de civilisation commerciale.

Sur les côtes de Guinée et d'Afrique équatoriale, les Portugais, fondateurs de l'économie de comptoir au XVIe siècle, pillaient plus qu'ils n'achetaient. Ils n'avaient pas grand-chose à offrir sur le plan économique, ils imposaient des tributs. Les marchandises qu'ils échangeaient étaient rarement le produit de leur travail, à part le vin et les barres de fer venant du Portugal. Ils achetaient des produits locaux et régionaux dans le pays Akan (sel, tissus, pagnes) qu'ils échangeaient ensuite contre de l'or, des esclaves, du cuir, de la gomme, de l'ivoire, de l'ambre, de la civette, des cauris et d'autres marchandises sur la côte du Nigeria, au Kongo ou en Angola. En Sénégambie, ils s'établirent dans les ports et devinrent de prospères négociants.

Les comptoirs ne contribuèrent nullement à la prospérité locale. Avant 1800, Albreda, Cacheu, Santiago du Cap-Vert, Elmina, Ketu, Calabar et São Salvador, qui étaient les plus importants, comportaient chacun moins de 5 000 habitants. L'économie de comptoir reposait sur le commerce trans-

20. UNESCO, *Histoire générale de l'Afrique*, vol. IV, chap. 18.



2.3 Sandale de cuir soudanais, fabriquée dans la région de Kano. Des marchandises de ce genre étaient exportées en grandes quantités vers l'Afrique du Nord.
[*Source :* H. Barth, *Travels and discoveries in Northern and Central Africa*, New York, Harper and Brothers, 1857. © Royal Commonwealth Society Library, Londres.]



2.4 Sac de cuir provenant de la région de Tombouctou.
[*Source :* H. Barth, *Travels and discoveries in Northern and Central Africa*, New York, Harper and Brothers, 1857. © Royal Commonwealth Society Library, Londres.]

atlantique des esclaves. Au moment où ce commerce était à son apogée, aucun des comptoirs ne servait de centre pour l'écoulement des produits artisanaux locaux ni de débouché aux activités commerciales ou industrielles de l'importante population autochtone. Les comptoirs pour la traite des esclaves étaient avant tout un instrument de dépeuplement. Les statistiques ne concordent pas quant au nombre d'esclaves déportés ou au nombre de victimes de la traite des esclaves en Afrique : les chiffres varient entre 25 et 200 millions[21].

La contribution directe et indirecte de l'économie de comptoir à la prospérité mondiale fut cependant considérable. Après la découverte des mines africaines, ce sont les comptoirs qui fournirent une partie importante de l'or et de l'argent mondiaux. En outre, c'est par eux que transita, pour l'essentiel, la main-d'œuvre qui mit en valeur le continent américain. En fait, les comptoirs étaient l'âme du commerce mondial, la source de l'industrie, des finances et du capitalisme européen et international. La France, l'une des grandes puissances du XVIIIe siècle, en est un bon exemple. Son commerce qui, en 1716, représentait 100 millions de livres était passé en 1789 à 400 millions de livres et, pendant cette même période, son excédent commercial passait de 36 à 57 millions de livres. Les exportations des Indes occidentales à destination de la France représentaient à elles seules 126 millions de livres en 1774 et 185 millions en 1788. Pendant cette période, les importations des comptoirs pour toute la Sénégambie n'excédèrent pas 5 millions de livres[22].

En outre, l'économie de pillage reposait sur une spéculation à sens unique. Contrairement à ce que l'on pense en général, il n'y eut pas de véritable commerce triangulaire sur des bases égales avant le milieu du XVIIIe siècle. Les navigateurs européens qui prirent en main le commerce des comptoirs (en particulier les Portugais, comme nous l'avons déjà dit), n'y investirent rien. Les produits européens n'étaient guère importants dans la masse des échanges. Le fer, le cuivre, les textiles et la quincaillerie qui, aux XVIIIe et XIXe siècles, devaient rivaliser avec les produits locaux n'eurent que fort peu d'importance aux XVIe et XVIIe siècles. Les Portugais étaient surtout des intermédiaires. Les marchandises de valeur qu'ils avaient obtenues par le troc étaient exportées vers l'Amérique ou l'Europe. Ils enlevaient en fait ce commerce aux négociants locaux.

Ainsi, en s'implantant solidement dans le réseau économique, les navigateurs européens brisèrent le cours normal des échanges interafricains et établirent leur propre monopole d'intermédiaires opérant dans les comptoirs. Il n'y eut plus de commerce proprement africain entre Saint-Louis et Portendick, Grand Lahou et Elmina, l'Angola et le Kongo ou Sofala et Kilwa. Les *pombeiros*, les *lauçados* et les *tangomãos* (intermédiaires) s'attribuèrent le monopole du commerce. La majeure partie des échanges dépendait des monopoles portugais, espagnol, néerlandais et français. Les intermédiaires portugais, qui habitaient soit dans les comptoirs, soit dans l'arrière-pays,

21. Voir le chapitre 4.
22. P. D. Curtin, 1969.

opéraient sur des marchés et des *feiras* (foires) qu'ils défendaient par la force.

Le réseau portugais fut utilisé par les autres puissances maritimes à partir du XVIe siècle. Le seul obstacle aux activités des monopoles était l'opposition des gouvernements africains, lorsqu'ils étaient capables de résistance, ainsi que les difficultés et les risques auxquels se heurtaient les Européens pour parvenir aux comptoirs consacrés à la traite des esclaves de l'intérieur des terres. Ce fut une période d'affrontement entre les *lançados*, les intermédiaires et les marchands d'esclaves de la côte guinéenne, d'une part, et les compagnies, de l'autre, les premiers demandant, par des pétitions adressées à Santiago et à Gorée, d'avoir le champ libre. Les nombreux renseignements dont nous disposons sur les échanges commerciaux dans les comptoirs-forteresses et dans les entrepôts saisonniers de l'époque des Portugais jusqu'à l'arrivée des Hollandais, des Français et des Anglais font état de violences et de conflits incessants. Les comptoirs de l'Atlantique et de l'océan Indien furent détruits et rebâtis ; ils changèrent plusieurs fois de mains au cours de la lutte menée par les puissances maritimes européennes, ottomanes et omanaises contre la résistance opiniâtre des dirigeants locaux, qui exigeaient des redevances — *duties* ou *curva*[23] —, lesquelles leur étaient versées ou refusées.

Outre les risques du métier, l'économie de comptoir avait une caractéristique principale : elle ne favorisait en rien la constitution d'une classe de négociants. Elle aurait pu susciter, sur la côte, un phénomène comparable au commerce transsaharien dont le succès avait été assuré par les relations villes-campagne ainsi que par la croissance de l'artisanat et des industries. À l'exception des négociants européens, la plupart des habitants des comptoirs étaient des *laptos* (intermédiaires autochtones). En 1582, sur les 15 000 habitants que comptaient Santiago et Fogo, 13 400 étaient des esclaves et 1 600 des Européens qui détenaient tous les leviers de l'économie. Avant le XIXe siècle[24] il n'y avait pas, dans les comptoirs de l'Atlantique (sauf dans ceux de la côte de Loango), de classe de trafiquants d'esclaves autochtones comparable à celle qui avait existé à Kilwa, à Mogadiscio, à Mombasa et dans les ports de la Méditerranée.

Enfin, les innovations techniques qui avaient révolutionné l'Europe n'eurent que peu de répercussions. L'économie africaine souffrit surtout de la concurrence du commerce et des industries européens. À partir du XVIIIe siècle, les commerçants européens ruinèrent les industries et artisanats locaux de la côte en détruisant les réseaux traditionnels. En accaparant les ports, ils paralysèrent les relations entre la côte et l'arrière-pays. Ainsi, les États européens qui annexèrent les zones côtières délimitèrent leurs zones d'influence (portugaise, néerlandaise, française et anglaise) avant même la conquête coloniale. Ce faisant, ils déterminèrent le développement et la géographie politique de ces régions au XVIIIe siècle. De la poussée du Maroc en pays Songhay jusqu'aux péripéties des guerres intestines

23. *Curva* dans les zones sous influence portugaise et *duty* dans les régions de langue anglaise.
24. P. Diagne, 1976.

du Soudan occidental, la plupart des bouleversements politiques africains s'expliquent par le processus de dislocation entamé par les puissances européennes au XVIe siècle.

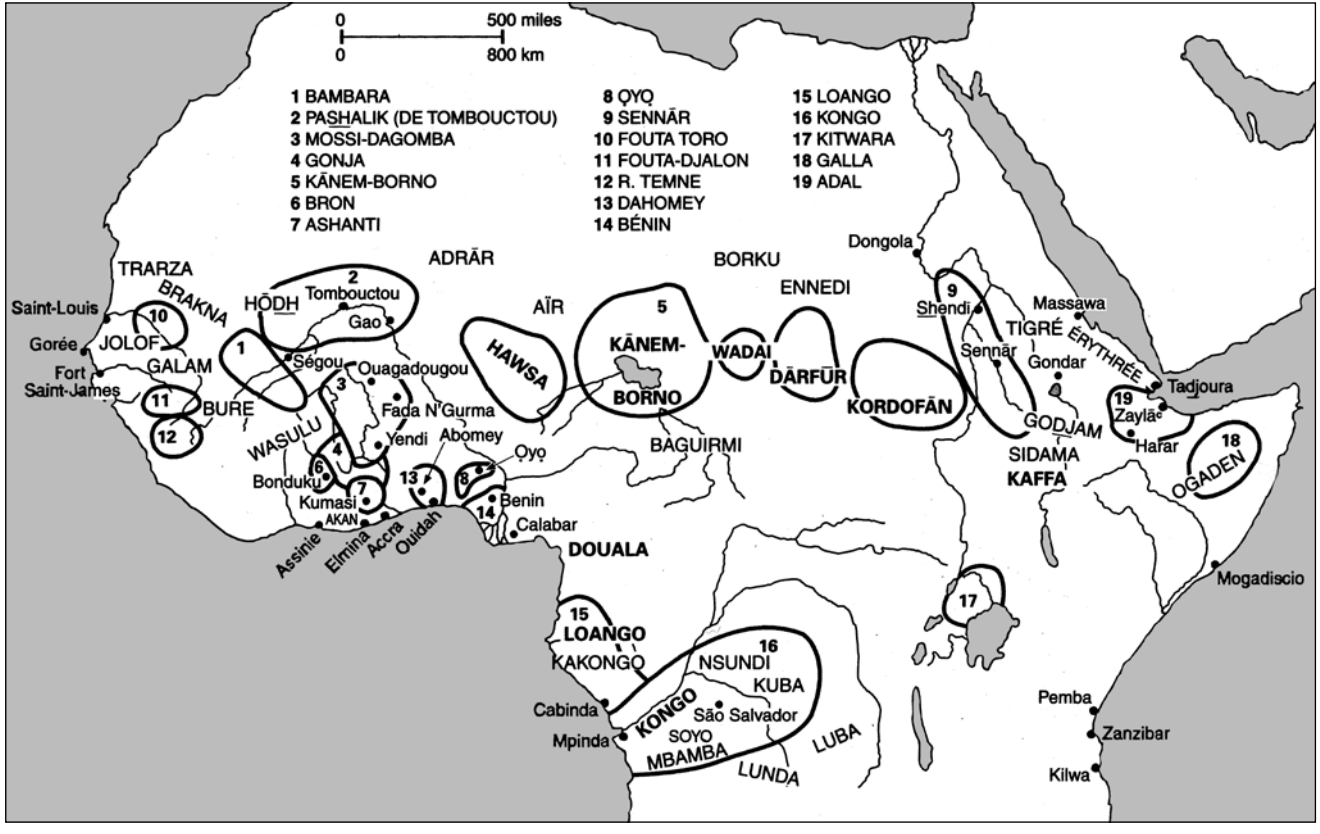
Les nouvelles structures politiques

La scène politique africaine avait déjà atteint un certain niveau d'équilibre et de stabilité pendant la période comprise entre le XIIe et le XVIe siècle. Au XVIe siècle, l'Afrique méditerranéenne représentait, au sein de l'Empire arabo-ottoman, un sous-système dont le Maroc, l'Ifrīḳiya et la Tripolitaine constituaient une partie. L'Égypte était une entité à part. La région du Nil, comprenant la Nubie et l'Éthiopie, reliait le Sud à l'État des Grands Lacs du Bunyoro-Kitara, aux cités-États swahili et à la partie sud du Zambèze qui, à la fin du XVIe siècle, était dominée par l'État de Mutapa. Quant à l'Afrique australe, elle ne comptait encore que peu de structures étatiques. En Afrique centrale, il existait deux systèmes politiques, l'un sous la domination des Royaumes kongo et tio, l'autre sous celle du Royaume luba. Mais les habitants des forêts n'étaient pas organisés en États. Les régions du Soudan occidental et du Niger-Tchad étaient limitrophes mais leurs frontières se modifiaient sans cesse. Elles étaient toutes les deux en contact avec la Nubie et l'Éthiopie.

L'évolution de la carte politique devait traduire les pressions exercées par les forces extérieures et leurs répercussions. Les guerres intestines qui bouleversaient la scène politique anéantirent les frontières en place et l'équilibre des forces. De nouveaux États firent leur apparition : soit ceux qui étaient les mieux armés, comme celui du Kānem-Borno, soit ceux qui avaient le plus de débouchés maritimes, comme le Kayor en Sénégambie, le Dahomey dans le golfe de Guinée, l'Angola en Afrique centrale et le royaume des Changamire dans la partie sud du Zambèze.

La nature de l'État africain elle-même se modifia. De vastes régions sans souverains ni chefs, qui avaient été jusqu'alors habitées par des agriculteurs, des chasseurs ou des bergers nomades, furent conquises et transformées en États dotés de structures centralisées. Aux structures villageoises des Bantu et des Kabyles ou des Berbères du Sahara se substituèrent les *makhzen* maghrébins, les *mansaya* ou *farinya* autocratiques d'Afrique noire[25] le féodalisme des beylicats ottomans ou le système des émirats musulmans. Le pouvoir politique passa de plus en plus des mains des chefs de clan et de communauté ethnique et des *laman* (chefs de territoire) à celles des aris-

25. Le terme *farinya* vient de *fari* et de pharaon qui signifient chef en soninke, mande, etc. Le *mansaya* mande était un système politique à la tête duquel se trouvait une polyarchie comprenant une élite de civils ou de prêtres, d'hommes libres ou d'esclaves, de membres de castes ou de guildes et de nobles ou de roturiers. Les revenus provenaient des impôts que les détenteurs du pouvoir percevaient sur le commerce et les marchandises. Il ne s'agissait pas d'une aristocratie foncière ou d'une classe de propriétaires qui, parce qu'elle s'était approprié les moyens de production, avait droit à une part de l'excédent des richesses produites.



2.5. Espaces politiques du Sahara à l'équateur au XVIIᵉ siècle.
[*Source:* d'après une carte dessinée par P. Ndiaye, Département de géographic, Université de Dakar.]

tocraties politiques de la *mansaya*, de la noblesse foncière de la *neftenia*, des beylicats et sultanats maghrébins, des émirats soudanais ou même des *mani* (rois bantu christianisés) entourés à la mode européenne de leurs princes, comtes et chambellans.

À partir du XVIe siècle, la vie politique se concentra de plus en plus dans les zones côtières, les ports qui servaient de base aux corsaires et les comptoirs. L'aristocratie y prélevait la dîme. Les gouvernements africains s'étaient dotés de services chargés de percevoir l'impôt sur le commerce étranger. Les *alcaid* méditerranéens avaient comme équivalents les *alkaati*, les *alkaali* ou simplement les *alcaid* de Gorée, de Portudal, de São Salvador, de Sofala et de Kilwa. De nombreux traités furent conclus pour tenter de codifier ce système fiscal. Le Maroc, la Tunisie, l'Algérie et la Tripolitaine signèrent à plusieurs reprises des accords commerciaux et des traités d'amitié de courte durée avec les Européens et même avec les Américains. En 1780, la guerre entre le Maroc et l'Espagne se termina par le Traité d'Aranjuez, qui redéfinissait les frontières des deux pays et codifiait leurs relations commerciales. Environ à la même époque, l'Algérie, qui était en guerre avec les États-Unis d'Amérique, contraignit cette nouvelle nation à payer une rançon aux pirates; les États-Unis d'Amérique versèrent au Maroc 10 000 dollars pour la même raison. À partir de 1796, ils versèrent 83 000 dollars par an à Tripoli et, en 1797, 21 000 dollars à Alger auxquels s'ajoutèrent 642 000 dollars pour obtenir la libération de certains de leurs ressortissants.

À la fin du XVIIIe siècle, l'aristocratie de Saint-Louis, en Sénégambie, se partageait 50 000 livres, soit un dixième du budget d'une colonie qui tirait ses recettes du commerce extérieur. Au XVIe siècle, les Portugais levaient tribut dans les ports swahili de Sofala, Kilwa et Mombasa.

Il fallut des guerres, la destruction des comptoirs (par les Zimba au Mozambique au XVIe siècle, par exemple) et des interdictions frappant les échanges (comme ce fut fréquemment le cas en Sénégambie, en Angola et au Kongo) pour convaincre les puissances européennes et leurs négociants de recommencer à payer un impôt. Mais ces sources de revenus plus ou moins régulières furent à l'origine de guerres qui déchirèrent l'aristocratie et les classes dominantes dans l'ensemble du continent.

Les entités politiques représentaient surtout des régions qui avaient su atteindre un certain équilibre et se développer en tenant compte de la situation intérieure. Les dimensions de ces entités et la stabilité de leurs frontières ainsi que de leur gouvernement étaient variables (quelques-unes d'entre elles gardèrent leur forme initiale jusqu'à la conquête coloniale). Certaines étaient des confédérations d'États, d'autres des États unitaires ou des chefferies à juridiction limitée. Dans quelques cas même, il s'agissait d'un clan ou d'un *lamana* indépendant dans lequel les premiers occupants menaient une existence autonome.

L'instabilité introduite par l'économie de pillage et l'économie de comptoir donna donc naissance, entre le XVIe et le XVIIIe siècle, à des États et à des économies qui ne pouvaient plus asseoir leur évolution économique, sociale et politique sur des bases cohérentes et organisées.

CHAPITRE 3

Les mouvements de population et l'émergence de nouvelles formes sociopolitiques en Afrique

J. Vansina

La nature de la mobilité de la population

L'un des principaux points sur lesquels l'histoire de l'Afrique précoloniale diffère de celle de l'Europe et de la plus grande partie de l'Asie est la mobilité des différentes catégories de la population, en particulier des cultivateurs. Les cultivateurs africains des régions tropicales et subtropicales ont été beaucoup plus mobiles que les paysans européens ou asiatiques qui, pratiquant une culture intensive, renouvelaient chaque année la fertilité de la même parcelle. Dans la plus grande partie de l'Afrique, la culture devait être extensive et les mêmes terres ne pouvaient être travaillées plusieurs années consécutives. La population était donc beaucoup moins enracinée sur une terre particulière. Elle était plus mobile qu'ailleurs. Il en allait de même des éleveurs, bien que leurs techniques d'adaptation à leur milieu fussent plus comparables à celles des pasteurs asiatiques, en particulier de ceux d'Asie centrale, et à la transhumance pratiquée en Europe. Quoi qu'il en soit, cette mobilité de la population est une caractéristique essentielle dont il faut tenir compte dans toute étude et toute reconstitution du passé africain, et il importe d'en évaluer soigneusement l'influence sur les sociétés et les cultures[1].

1. La bibliographie de la mobilité de la population africaine se confond avec la bibliographie de l'histoire même de l'Afrique. Dans le présent chapitre, il sera surtout fait référence aux autres chapitres du volume V; le lecteur devra donc se reporter à leurs bibliographies respectives.

Le présent volume permet de constater l'existence de nombreuses migrations, de celles des *trekboer* du Cap à celles des Somali et des Oromo de la corne de l'Afrique, des Ngbandi de l'Oubangui[2] des Jaga (Djaga) d'Afrique centrale, des Touareg de la boucle du Niger, des Mane de Sierra Leone, des Fulbe de toute l'Afrique occidentale et de tous les peuples de Madagascar. Tout semble s'être passé comme si, entre 1500 et 1800, aucun peuple n'était resté à la même place. Dès la fin du XVIe siècle, des voyageurs portugais voyaient une corrélation entre les migrations des Mane, des Jaga, des Zimba et des Oromo à partir de l'Afrique occidentale, centrale et orientale[3]. Toutes ces migrations, disaient les Portugais, étaient le fait d'une masse indistincte de vagabonds. Les migrants représentaient pour eux l'antithèse d'une vie stable et bien réglée : ils étaient des barbares par opposition aux peuples civilisés. On trouve des traces de ce stéréotype jusqu'en 1963, sous la plume de Trevor Roper qui réduit l'histoire de l'Afrique « aux pérégrinations absurdes de tribus barbares[4] ». C'est parce que ce stéréotype a pris naissance au XVIe siècle que le présent chapitre s'inscrit dans le volume V. Mais une étude des mouvements de population aurait pu trouver place dans n'importe quel autre volume de cette *Histoire*. Nous verrons qu'à l'échelle du continent, ils ne sont pas spécialement caractéristiques de la période 1500-1800.

L'histoire de l'Afrique a donc été en grande partie considérée longtemps comme « une suite de migration sans trêve[5] », comparable à l'histoire des grandes invasions qui ont détruit l'Empire romain et que rappellent des épithètes comme Hun ou Vandale. Outre ce qu'elle a de péjoratif, cette manière de voir réduit les différents mouvements de population à des migrations, qui plus est à des migrations massives, interdisant de comprendre ce qui s'est passé dans chaque cas particulier.

Le mot migration désigne le déplacement d'une population qui passe d'un pays à un autre pour s'y établir. En zoologie, il désigne également le déplacement saisonnier de certaines espèces animales mais, s'agissant de groupes animaux, le terme exact est transhumance. Telles sont les définitions des dictionnaires. Le concept de migration exprime donc un changement dans le rapport qui existe entre les hommes, l'espace et le temps, ce qui suppose une altération de ce rapport. Dans ce sens très général, il est alors préférable d'employer l'expression mouvement de population. Les causes

2. H. Burssens, 1958, p. 43.

3. A. Merensky exprimait encore la même opinion en 1883. Il reliait les migrations des Oromo à celles des Jaga, des Fulbe et des Zimba, mais non à celles des Mane. Il soutenait en outre que les Zimba avaient poussé des Bantu du Sud-Est à s'établir au sud du Limpopo ! Merensky était un missionnaire du Transvaal et ses théories reflétaient les prétentions des Boers sur l'Afrique du Sud. Les interprétations de ce genre ont laissé l'impression que l'Afrique subsaharienne avait connu un gigantesque bouleversement au XVIe siècle. Cette impression est fausse et résulte d'un amalgame de faits destiné à étayer certaines visions subjectives du monde. On trouvera une critique générale de cette tradition historiographique dans J. C. Miller, 1973, p. 122-126.

4. T. Roper, 1963.

5. P. E. H. Hair, 1967.

de ces mouvements relèvent de l'organisation de l'espace. Ils peuvent se produire parce que le rapport entre le nombre des hommes et la quantité des ressources a changé à la suite, par exemple, d'un accroissement excessif de la population ou d'une modification catastrophique du climat, ou parce que les hommes essaient de réorganiser leur espace et ses ressources sur un territoire relativement étendu. En Afrique, les principales structures de l'espace étaient les États et les réseaux commerciaux.

Comme les Européens dans leurs ouvrages, les Africains soulignaient l'importance des migrations dans leurs traditions orales. Un grand nombre de ces traditions ayant pour but d'expliquer la création du monde, elles se référaient fréquemment à des peuples ou à des individus fondateurs venus d'ailleurs, d'un lieu des origines. D'autres mythes affirmaient au contraire que les hommes sont issus du sol et que c'est pour cette raison qu'ils en sont propriétaires. Mais c'est la croyance en une migration originelle qu'ont retenue les savants étrangers puisqu'elle confirmait leurs opinions préconçues. Ils imaginaient d'incessantes invasions faisant s'entrechoquer les peuples de l'Afrique comme des boules de billard : chaque conquête produisait une nouvelle vague de réfugiés (*restvolker*) qui partaient chercher asile dans des régions lointaines ou qui chassaient eux-mêmes d'autres peuples. Dès le commencement de l'anthropologie moderne, Ratzel introduisit l'idée que les migrations suffisaient à expliquer les similitudes sociales et culturelles. Plus tard, l'école des *kulturkreise* considéra les cultures comme le résultat de la superposition de cultures primitives, superposition due elle-même à d'innombrables migrations. Ce sont Frobenius et Baumann qui introduisirent ces théories dans les études africaines.

Malgré les apparences, la fameuse errance africaine n'est qu'un stéréotype sans fondement. Hair a montré, dans un article décisif, la remarquable « stabilité » de toutes les langues de la côte occidentale, du Sénégal au Cameroun[6], et cette constatation peut s'étendre à la plupart des sociétés de cultivateurs de l'Afrique à partir du XVIe siècle. La tentation actuelle est au contraire de croire que les migrations sont un produit de l'imagination et de dénier toute mobilité aux individus et aux groupes. Comme si la stabilité culturelle ou linguistique supposait nécessairement l'immobilité des hommes.

Le concept de stabilité, comme celui de migration, se réfère à une relation entre les hommes, l'espace et le temps, le premier exprimant une absence de changement. Ces deux concepts, cependant, ne sont que des généralisations approximatives d'événements réels du passé dont on a gommé les particularités. Ce sont, par ailleurs, des concepts relatifs. Pourvu que l'on considère une région suffisamment vaste, comme celle qui s'étend à l'est et au nord du Nil blanc, la « migration » des Jie (Djie)[7], par exemple, devient stabilité et apparaît comme une forme d'adaptation au sol et au climat. À l'opposé, le déplacement d'un village sur une distance de dix kilomètres peut être

6. P. E. H. Hair, 1967.
7. J. E. Lamphear, 1976.

qualifié de migration. Il en va de même pour le temps : il faut considérer de longues périodes pour percevoir les « migrations » de certains peuples qui se déplacent lentement pendant plusieurs siècles (par exemple celle des Bantu, qui a peut-être duré deux mille ans). Enfin, le terme de migration peut être appliqué à des déplacements individuels aussi bien que collectifs. Dans ce chapitre, nous le réserverons aux déplacements de communautés ayant au moins la dimension d'un village.

Pour comprendre les faits historiques, il faut d'abord étudier les déplacements normaux, ordinaires, qu'entraîne la recherche de moyens de subsistance. Nous pourrons alors mieux comprendre, par opposition, les déplacements inhabituels, anormaux, et voir comment se produisent, concrètement, les différents mouvements de population. Nous pourrons alors examiner les types de faits qui témoignent aujourd'hui de ces mouvements de population inhabituels et, pour conclure, nous passerons rapidement en revue les principaux mouvements de population que l'Afrique a connus entre le XVIe et le XVIIIe siècle et qui sont étudiés dans les chapitres suivants.

L'utilisation des terres et la mobilité

Les hommes disposent essentiellement de quatre moyens de tirer leur nourriture du milieu où ils vivent : la chasse associée à la cueillette, l'élevage, la culture du sol et la pêche. À ces quatre types d'activités correspondent quatre formes de déplacements ordinaires. Comme il s'agit de déplacements habituels, normaux, à l'intérieur d'un territoire déterminé, ils ne peuvent être qualifiés de mouvements de population et encore moins de migrations.

Les chasseurs et ceux qui pratiquent la cueillette parcourent un territoire qui reste relativement stable tant que la densité de la population est adaptée à son mode de vie. Ils vivent dans des campements et se déplacent fréquemment à l'intérieur du territoire, en général toutes les deux semaines, comme les Pygmées de l'Ituri[8] ou les Kung San du Botswana[9]. Ils doivent en effet suivre le gibier et trouver en quantité suffisante les végétaux dont ils se nourrissent. Leurs déplacements varient aussi en fonction des saisons. Des déplacements saisonniers ont lieu, par exemple, dans les zones forestières à l'époque de la récolte du miel ou encore aux abords du désert du Kalahari, à l'époque de la fructification ou quand les mammifères se rapprochent ou s'éloignent des points d'eau. Malgré leur forte mobilité, ces groupes peuvent exploiter les mêmes territoires pendant très longtemps.

8. C. M. Turnbull, 1961 et 1966 ; P. Schebesta, 1952 ; R. B. Lee, 1968 et 1979 ; L. Demesse, 1978 et 1980. M. Sahlins (1972) a montré que ce mode de vie offre une assez grande sécurité et permet une richesse relative, ce qui a des conséquences historiques évidentes.
9. UNESCO, 1963 ; E. E. Evans-Pritchard, 1940.

Les éleveurs aussi sont mobiles. Les animaux dont ils tirent leur subsistance ont besoin d'eau, d'herbe et de sel. Ces aliments se rencontrent en quantité plus ou moins grande selon les saisons. Au Sahara par exemple, les nomades vivent en général en bordure du désert ou près des grandes oasis pendant la saison sèche et pénètrent loin à l'intérieur du désert quand arrivent les pluies[10]. Il s'agit là de transhumance et les parcours sont souvent les mêmes d'une année à l'autre. Dans les régions très peu peuplées et très irrégulièrement arrosées par les précipitations, comme dans le nord du Fezzān, les nomades ne suivaient pas chaque année les mêmes trajets, mais leurs déplacements restaient réguliers si on les considère sur une période de dix ans au moins[11]. Les éleveurs de chameaux comme les Rigeibat du Sahara occidental peuvent parcourir ainsi d'énormes distances. Des chassés-croisés complexes ont souvent lieu entre des communautés nomades élevant des espèces différentes, chameaux, chèvres, bovins ou moutons, en fonction des besoins propres à chaque espèce. Les parcours des Touareg et des Fulbe se recoupaient dans le Sahel, tout comme les parcours des éleveurs nomades de bovins (les Baḳḳāra) du Soudan recoupaient ceux des éleveurs de chameaux qui vivaient plus au nord, comme les Kabābīsh. En outre, les nomades effectuaient quelques cultures et échangeaient de la nourriture avec ceux qui se consacraient à la chasse ou à la cueillette et avec lesquels ils pouvaient entrer en contact ; c'est ce que faisaient les *trekboer* d'Afrique du Sud au XVIIIe siècle. Les nomades pouvaient aussi acheter des légumes auprès des agriculteurs. Dans ce cas, en bordure de leurs parcours, on trouvait nécessairement des cultivateurs. Ainsi, des catégories de la population, qui exploitaient les ressources naturelles de façons diverses et complémentaires, coexistaient, chacune avec sa mobilité propre, dans une même zone. L'élevage toutefois dépendait plus que la chasse ou la cueillette des variations climatiques, notamment à court terme[12]. Mais si les variations pluviométriques avaient des effets sensibles sur l'élevage, il ne subissait pas les conséquences de la sécheresse de façon aussi désastreuse que l'agriculture, en particulier céréalière.

Les cultivateurs connaissaient eux aussi une certaine mobilité puisqu'ils pratiquaient une culture itinérante, laissant en jachère les terres qu'ils avaient cultivées l'année précédente pour en défricher de nouvelles. Les villages devaient se déplacer quand les champs devenaient trop éloignés. À une époque récente, ces déplacements avaient lieu en moyenne tous les dix ans, avec des extrêmes de cinq et vingt ans. Les meilleures terres étaient celles qui étaient fertilisées à la fois par l'irrigation et par un alluvionnement annuel, mais elles étaient rares. L'Égypte ancienne en offre un exemple et

10. *Ibid.*
11. A. Cauneille, 1957.
12. Les récentes sécheresses n'ont guère modifié les déplacements des San à l'intérieur de leur territoire, tandis qu'elles ont réduit leurs voisins, les cultivateurs et éleveurs tswana, à la famine. Il semble que certains éleveurs, comme les Khoi près du désert de Kalahari, se fassent temporairement chasseurs-cueilleurs (San) pendant les sécheresses.

a donné naissance à l'agriculture d'oasis. La stabilité des cultures fixait ainsi la population. Si l'on excepte l'Égypte et les rizières inondées de la côte occidentale de la Guinée, les cultures permanentes étaient très rares en Afrique parce qu'il n'était généralement pas possible d'appliquer des méthodes efficaces de fertilisation intensive.

La plupart des villages se déplaçaient donc, mais tant que la densité de la population restait faible, ils suivaient un trajet plus ou moins circulaire à l'intérieur d'un territoire stable. Leur mobilité était peut-être plus grande avant l'introduction du manioc, qui devint un des produits agricoles de base au début du XVIIe siècle. Par ailleurs, la mobilité de la population et la direction de ses déplacements ne dépendaient pas seulement de l'état des sols. En effet dans plusieurs régions, par exemple dans toute la forêt tropicale humide de l'Afrique centrale, les cultivateurs avaient également recours à la chasse, notamment au piégeage, et ne dédaignaient pas la cueillette. Ainsi, chez les Nzabi du Gabon, l'emplacement du village pouvait être choisi en fonction des besoins des chasseurs autant que des cultivateurs[13]. Il pouvait en résulter un ensemble complexe de déplacements, mais ceux-ci ne dépassaient pas les limites d'un territoire déterminé. Les variations climatiques étaient le principal danger qui menaçait les cultivateurs. Les récoltes risquaient d'être détruites lorsqu'il pleuvait trop ou trop peu, ou quand les précipitations étaient précoces ou tardives. Les famines étaient possibles même près de l'équateur, dans une zone pourtant bien arrosée. Par exemple à Loango, près de Pointe-Noire au Congo, ce n'était pas l'absence des pluies qui était ennuyeuse mais leur périodicité. L'absence de pluie après les plantations était catastrophique, de même que des pluies trop abondantes empêchant toute plantation. Les années « normales » étaient assez rares. Les cultivateurs de Zambie devaient se constituer des réserves de nourriture pour faire face à une sécheresse qui se produisait tous les cinq ans environ[14]. Les sécheresses étaient le plus fréquentes à proximité des déserts, mais elles n'épargnaient complètement aucune région. En général deux années successives de sécheresse provoquaient la disette et trois pouvaient entraîner une famine, car les réserves de nourriture provenant d'autres activités que la culture du sol s'épuisaient rapidement quand la population était trop nombreuse.

Chez les cultivateurs, les éleveurs et les cueilleurs, il y avait donc une densité maximale et une densité optimale de la population, variables selon son environnement immédiat, c'est-à-dire selon la nature du sol, les précipitations, la topographie, les possibilités d'approvisionnement supplémentaires, l'état des techniques et le régime de partage ou de distribution des ressources. Le rapport entre la superficie des terres arables et le nombre des cultivateurs pouvait varier sans conséquences graves lorsque les techniques agricoles changeaient aussi. Sinon, il devait se rétablir par un mouvement de population vers le territoire ou hors de celui-ci, ou encore par des mesures de régulation.

13. G. Dupré, 1982.
14. J. Allan, 1965.

Les pêcheurs étaient sédentaires et déplaçaient rarement leurs villages. Mais les variations saisonnières du régime des cours d'eau pouvaient les amener à faire des expéditions lointaines. Ils s'installaient alors dans des campements ou sur des bancs de sable, comme sur le Zaïre ou le Kasaï, parfois à des centaines de kilomètres des villages où ils avaient laissé leur famille. De telles expéditions étaient caractéristiques des bassins du Zaïre, du Niger et de la Bénoué, et fournissaient le modèle d'un mouvement migratoire. Les pêcheurs les plus sédentaires étaient ceux qui vivaient sur le littoral ou au bord des grands lacs. Grâce à leurs bateaux, ils disposaient d'un moyen de transport peu coûteux et nombre d'entre eux devinrent des commerçants, servant d'intermédiaires entre diverses communautés. Ils pouvaient aussi, le cas échéant, se déplacer avec leurs possessions très loin de chez eux. Ainsi les pêcheurs, qui avaient moins besoin de se déplacer que d'autres, étaient tout aussi prêts à le faire que les chasseurs ou les éleveurs et, en cas de besoin, ils le faisaient plus facilement qu'eux.

Nous n'avons exposé jusqu'ici que les principaux facteurs des mouvements de population ordinaires. Quand un groupe avait une économie complexe ou vivait en symbiose avec d'autres groupes, les conditions et la forme de ses déplacements étaient elles-mêmes plus complexes. Imaginons un village de cultivateurs proche de la boucle du Congo, fournissant des produits agricoles à des pêcheurs et à des chasseurs-cueilleurs en échange de viande, de poisson, de poteries et peut-être encore d'autres produits. Les chasseurs et les cultivateurs devaient coordonner leurs déplacements mais ils ne pouvaient s'éloigner trop des villages des pêcheurs qui, eux, étaient sédentaires. Par ailleurs, il va de soi que des communautés habituées à se déplacer pouvaient le faire pour d'autres motifs que des raisons économiques. Le départ d'un groupe était souvent hâté par un accroissement de la mortalité, par des conflits avec d'autres groupes ou par la nécessité de se défendre. Cela était surtout vrai des cultivateurs qui, à la différence des éleveurs, n'étaient pas obligés de transhumer, chaque année, pendant quelques semaines pour sauvegarder leur production. Ils partageaient cette liberté avec les chasseurs-cueilleurs alors que, paradoxalement, ils ne disposaient pas des moyens de transport que possédaient les éleveurs et les pêcheurs !

La mobilité des individus était également considérable. Les femmes épousaient souvent un homme d'un autre village, les fils allaient vivre dans la famille de leur mère, les frères pouvaient suivre une de leurs sœurs chez son mari. Les esclaves, les otages, les marchands et les pèlerins, de même que les sorciers réputés et les chasseurs, et peut-être encore d'autres spécialistes très demandés, circulaient beaucoup d'un groupe à l'autre. La mobilité individuelle était au moins aussi grande en Afrique que dans les autres parties du monde. Le stéréotype d'après lequel certaines ethnies africaines n'avaient aucun contact avec le monde extérieur n'est pas plus fondé que le stéréotype opposé de l'errance perpétuelle.

Dans les sections suivantes, nous ne traiterons que des mouvements de population collectifs et inhabituels, mais il convient de souligner que la

distinction entre déplacements ordinaires et déplacements extraordinaires était beaucoup plus ténue dans le cas des individus, même s'ils pouvaient, en s'additionnant, produire des résultats spectaculaires. On peut ainsi considérer la traite des esclaves après 1660 comme un événement ordinaire concernant des individus. Or, le transport des esclaves vers l'Amérique du Nord et du Sud est de loin le mouvement de population le plus important que l'Afrique ait connu. Il représente un déplacement supérieur par son ampleur à tout autre mouvement de population, exception faite, peut-être, des plus grandes migrations africaines.

L'urbanisation suppose également un mouvement de population. Au début du XIVe siècle, la ville de Zimbabwe comptait peut-être 10 000 habitants[15]. Cette concentration résultait d'une migration intérieure : la ville avait probablement absorbé une centaine de villages. Après l'épuisement des terres cultivées à Zimbabwe, les habitants, qui ne pouvaient plus y vivre en permanence, l'abandonnèrent et retournèrent dans les villages[16]. Leur dispersion représente également un mouvement de population important[17]. L'urbanisation et la traite des esclaves mises à part, nous avons très peu de renseignements sur les déplacements des individus et même des familles. Pour mieux les connaître, il faudrait savoir dans quelles proportions la densité de la population a varié selon les décennies et les régions. Mais il est certain que des déplacements individuels ont eu lieu et il ne faut jamais oublier qu'ils pouvaient suffire à modifier sensiblement la densité d'une population. Les accroissements démographiques ont toujours été considérés comme dus à des accroissements naturels, alors qu'ils pouvaient tout aussi bien résulter de l'immigration. L'inverse vaut aussi pour une diminution de la population.

La typologie des mouvements inhabituels de population

Les mouvements inhabituels et collectifs de population se divisent en deux grandes catégories : les courants migratoires et les migrations proprement dites. Les mouvements de la première catégorie sont des mouvements progressifs et lents qui étendent à de nouveaux territoires les formes habituelles de la mobilité et de la production alimentaire. La migration proprement dite est un mouvement subit, qui diffère nettement

15. D. N. Beach, 1980*a*.
16. P. S. Garlake, 1973 ; D. N. Beach, 1980*a*. Cet exemple montre bien les contraintes exercées sur le peuplement par l'agriculture itinérante et l'élevage pratiqué sur des pâturages naturels.
17. Voici un autre exemple qui montre de façon frappante comment les déplacements individuels, quand ils sont très nombreux, peuvent changer complètement la répartition de la population dans une région limitée. La ville de Jenné-Jeno, au Mali, se développa à partir de 200 avant J.-C. environ et surtout après 250 de notre ère. Son déclin après l'an 1000 est contemporain de l'essor de la ville de Ojenné, située à trois kilomètres seulement. Jenné-Jeno était entouré de villages satellites dont le développement avait suivi le sien et dont le déclin précéda son abandon vers 1400. Voir R. J. McIntosh et S. Keech-McIntosh, 1982.

de ces formes habituelles. Un courant migratoire n'implique pas nécessairement l'abandon du territoire d'origine, sauf parfois à long terme, alors que cet abandon est la règle pour la migration. Ces deux catégories de mouvements de population se subdivisent en plusieurs types. Un courant migratoire est dit d'expansion quand il agrandit le territoire d'un groupe et s'intitule diaspora quand il est discontinu et se traduit par la fondation d'établissements séparés. Par ailleurs, on distingue les migrations de masse, les migrations de bandes et les migrations d'élites, qui sont respectivement le fait d'une population entière, d'une fraction de la population (généralement une bande de guerriers pillards) ou de groupes très restreints ou même d'individus, dont l'arrivée provoque d'importants changements dans la société qui les accueille. Les migrations d'élites se confondent presque avec les déplacements individuels, mais nous en parlerons ici à cause de leur fréquence et de leurs effets et parce qu'elles sont souvent assimilées aux autres types de migrations.

L'importance historique et l'ampleur d'un mouvement de population dépendent du nombre de personnes qui se déplacent, de la distance parcourue, de la durée du mouvement, de ses causes, c'est-à-dire des facteurs qui poussent une population à émigrer et de ceux qui attirent les immigrants, et enfin de ses conséquences. Il faut tenir compte de tous ces aspects dans chaque cas, mais ils ne peuvent servir à établir une classification parce que leur signification est trop variable. Ainsi, la distance n'est pas significative en elle-même : plusieurs centaines de kilomètres au Sahara peuvent équivaloir à moins de cinquante kilomètres dans une région très peuplée. Les causes sont très diverses. Ce ne sont pas toujours des catastrophes naturelles comme les sécheresses. Les motifs qui incitent ou obligent une population à quitter le lieu où elle vit (causes répulsives) et les attraits de celui où elle veut s'établir (causes attractives) se mêlent de façon si variable qu'il y a, sous ce rapport, presque autant de types de déplacements que de cas particuliers. Le nombre de personnes qui se sont déplacées est souvent inconnu et, si on dispose de chiffres, ils ne sont généralement pas assez sûrs pour fonder une typologie. Nous n'avons donc pris en considération que les caractéristiques du mouvement lui-même avec ses causes et ses effets. Nous décrirons successivement les cinq types que nous avons distingués, sans perdre de vue la valeur purement pratique de notre typologie.

Les expansions

Étant donné la mobilité naturelle de la plus grande partie de la population africaine, les expansions sont innombrables. Elles présentent des caractéristiques différentes selon le mode de vie de la société considérée. L'agriculture itinérante devient expansion quand elle suit une direction donnée de préférence à une trajectoire aléatoire ou circulaire. Les cultivateurs se déplacent par village ; le déplacement d'un grand nombre de villages d'une communauté ou de leur totalité est une expansion lorsqu'il s'effectue dans une seule direction. Les expansions résultent de déplace-

ments peu fréquents (tous les dix ans ou plus) sur des distances qui sont en général assez courtes (de dix à vingt kilomètres). Elles peuvent donc durer très longtemps sans que la population en mouvement cesse jamais de paraître sédentaire.

Dans la forêt, l'expansion des Mongo vers le sud, partis de la grande boucle du Zaïre, avait commencé bien avant le XVIe siècle et se poursuivait encore à la fin du XIXe siècle dans la plus grande partie de la région comprise entre le Zaïre à l'ouest et le Lomami à l'est. Leur but semble avoir été les attrayantes vallées du Kasaï inférieur et du Sankuru ainsi que la riche région située plus à l'est, en bordure de la forêt. Cette expansion a provoqué un courant à partir des centres de peuplement assez denses situés entre l'équateur et le premier parallèle sud, en direction des vallées fluviales et des bordures forestières[18].

Les expansions pouvaient facilement s'accélérer ; il suffisait de parcourir une distance plus grande à chaque déplacement ou de se déplacer plus fréquemment, peut-être tous les deux ou trois ans. Elles devenaient alors un phénomène conscient, qui répondait à des intentions précises, souvent motivées par une attraction. Ainsi pendant un demi-siècle seulement, les Nzabi du Gabon-Congo, quittant leurs terres situées à l'est de la grande boucle de l'Ogooué, se sont dirigés vers le sud-ouest afin de se rapprocher des routes commerciales et de pouvoir exploiter de nouvelles ressources minérales[19]. Les Fang de la Comoé supérieure ont gagné l'estuaire du Gabon en vingt ans seulement, puis ont continué leur expansion à une allure à peine moins rapide pendant quarante ans encore en direction du delta de l'Ogooué. Chacun de leurs villages ne se déplaçait qu'à des intervalles de quelques années, mais il pouvait parcourir alors jusqu'à quarante kilomètres. Ces déplacements ont été bien étudiés dans leurs modalités. Les Fang n'ont jamais été forcés d'abandonner leur mode de vie habituel. Leurs villages se déplaçaient successivement, chacun dépassant à son tour ceux qui le précédaient. Cette progression se déroulait dans un milieu naturel uniforme. Les chasseurs effectuaient des reconnaissances au cours de leurs expéditions habituelles[20].

Les expansions des éleveurs suivaient un schéma différent. En général, des jeunes quittaient les pâturages du groupe pour s'établir avec leur bétail sur des pâturages vierges. Comme ils les trouvaient là où des pluies trop rares ou trop irrégulières rendaient impossible la culture du sol, leur expansion était soumise, dans une large mesure, aux conditions naturelles. C'est ainsi que les Masaï ont progressé, aux XVIIe et XVIIIe siècles, jusqu'à ce que toutes les terres propres à l'élevage fussent occupées[21]. Un autre exemple est celui, bien connu, des *trekboer* d'Afrique du Sud. Des

18. J. Vansina, 1981.
19. G. Dupré, 1982, p. 25-39.
20. P. Alexandre, 1965, p. 532. Mais le point de vue de cet auteur sur l'expansion des Fang dans son ensemble est erroné. Voir C. Chamberlin, 1977, p. 23-80.
21. T. T. Spear, 1981, p. 63-66.

colons européens de la deuxième génération s'établirent près du Cap à partir de 1680 environ. Dès le début, les éleveurs se plaignirent d'être trop nombreux, bien que la population fût clairsemée. Le sol était aride, et ils avaient besoin de vastes pâturages. Au début du XVIIIe siècle, une famille se sentait à l'étroit lorsqu'elle pouvait apercevoir de chez elle la fumée de la cheminée d'une maison voisine. Emmenant une partie du bétail, les cadets partaient alors dans un chariot tiré par des bœufs et s'installaient ailleurs. Jusqu'en 1780 environ, cette expansion se poursuivit dans des régions occupées principalement par d'autres éleveurs (groupe khoi) dont les *trekboer* prenaient la place. Mais ils se heurtèrent ensuite à une frontière constituée par les terres beaucoup mieux arrosées que celles qu'ils avaient traversées et qu'occupaient les cultivateurs et les éleveurs xhosa[22].

Dans certains cas, les parcours des éleveurs étaient très longs et reliaient plusieurs lieux de séjour. Les Awlād Sulaymān de Libye se déplaçaient, en fonction des saisons, entre le golfe de la Grande Syrte près de la Méditerranée et les oasis du Fezzān, en Libye du Sud. Une défaite désastreuse subie en 1842 près de Tripoli les obligea à abandonner le pôle de la Grande Syrte. Ils empruntèrent alors, pour se rendre au sud du Fezzān, la route des caravanes qui menait au Borno, allant d'abord vers le Borku puis vers le Kānem, malgré la résistance déterminée des Touareg dont ils traversaient les territoires. Ils atteignirent le lac Tchad vers 1850 et, après quelques échecs initiaux, en vinrent à dominer en 1870 toute la région comprise entre le Fezzān et le Tchad[23]. Comme cette expansion se fit grâce aux victoires de bandes armées, on est tenté d'y voir une migration de bandes. Mais dans l'ensemble, elle est tout à fait semblable aux expansions d'autres éleveurs. En déplaçant l'un des pôles de transhumance, elle eut pour effet l'occupation d'un nouveau territoire.

Même les chasseurs-cueilleurs pouvaient suivre des courants migratoires. Cela pourrait expliquer, par exemple, la présence de chasseurs baka au Cameroun oriental. Ces Pygmées, qui parlent des langues oubanguiennes, vivent plus à l'ouest que les cultivateurs qui appartiennent au même groupe linguistique. Plutôt que d'une migration massive, il s'agit probablement d'un mouvement parti de la vallée supérieure de la Sanga et destiné à étendre progressivement vers l'ouest le territoire de chasse des Baka[24].

Les vastes mouvements d'expansion sont le signe d'une nouvelle répartition de la population. Ils s'accompagnent souvent d'une colonisation de zones antérieurement exploitées de façon plus extensive. Une des tendances les plus profondes et les plus durables de l'histoire de l'Afrique est cette progression inexorable des hommes gagnant en nombre toujours plus grand sur un espace toujours plus vaste et adaptant de mieux en mieux leur milieu naturel à leur mode de vie au lieu de se laisser déterminer et limiter par lui. Ainsi, l'expansion des peuples de langue bini dans la forêt de l'ouest du

22. L. Fouché, 1936, p. 134-136.
23. D. D. Cordell, 1972; E. Rossi, 1968.
24. J. M. C. Thomas, 1979.

Niger a commencé au début de l'ère chrétienne et n'a probablement pris fin qu'aux environs de 1200 avec le développement de la ville de Benin[25]. Nous connaissons mal l'expansion des Igbo à l'est du bas Niger, mais nous savons qu'elle était déjà bien commencée vers 1800 (Igbo-Ukwu) et qu'elle a eu pour effet la mise en valeur de la forêt et, par conséquent, la transformation complète du paysage, ainsi qu'un accroissement sensible de la population. Alors que les cultivateurs de langue bini se sont simplement adaptés au milieu préexistant afin de le soumettre à une nouvelle forme d'exploitation, les cultivateurs igbo ont détruit l'environnement originel. Il est donc naturel que ces expansions se soient généralement faites à partir de régions relativement peuplées vers des terres qui l'étaient faiblement. Elles ont contribué à augmenter la densité de la population de chaque région du continent à mesure que s'accroissait la population générale de l'Afrique. On ne peut attribuer ces mouvements à la « surpopulation » que dans le sens très limité où certaines communautés, comme les *trekboer*, se sont étendues malgré leur faible densité parce qu'elles s'estimaient elles-mêmes trop nombreuses. La surpopulation est une mesure relative de la pression exercée sur la terre par les techniques d'exploitation en vigueur. Une nouvelle technique pouvait soulager cette pression, tout comme la régulation de la population ou l'émigration.

Les mouvements d'expansion ont dû se produire très tôt en Afrique. Les chasseurs et les cueilleurs ont été amenés à étendre leurs territoires, suivis par les communautés qui exploitaient leur milieu de façon plus intensive. Dans certains cas, les expansions avaient pour cause une lente détérioration des ressources entraînées par un changement de climat, le plus spectaculaire du genre étant le dessèchement du Sahara. L'archéologie de la Mauritanie montre comment ce phénomène a chassé peu à peu les cultivateurs de cette région vers le sud entre – 1500 et l'essor du royaume du Ghana vers 700[26].

Des expansions plus rapides comme celles des Fang, des Nzabi ou des Awlād Sulaymān sont attribuables à d'autres causes. Les Fang et les Nzabi ont été attirés par des routes et des centres commerciaux. Les Awlād Sulaymān ont quitté la Tripolitaine à la suite d'une défaite militaire ; ils se sont dirigés vers le Tchad parce qu'ils savaient qu'une route commerciale y menait.

Les expansions des cultivateurs n'ont jamais eu pour cause une catastrophe comme une famine ou une épidémie. Lorsqu'ils subissaient une crise trop grave, ils ne pouvaient conserver leur mode de vie et leurs structures économiques, sociales et politiques s'effondraient. S'ils abandonnaient alors leur territoire, c'était pour émigrer en masse et en désordre. Il ne s'agissait donc pas d'une simple expansion. D'ailleurs ces cas semblent avoir été extrêmement rares.

Un peuple en expansion ne chassait pas nécessairement les autres peuples qu'il rencontrait sur son chemin. Souvent, il se mêlait à eux et de

25. P. J. Darling, 1979.
26. J. Devisse, 1982, p. 171-173.

nouvelles sociétés émergeaient. Les autochtones adoptaient alors la culture des nouveaux venus, comme dans le cas des Fang. Ou bien de cette fusion résultaient une société et une culture nouvelles. Ainsi, l'expansion des Mongo vers le sud a donné naissance à divers peuples, dont les fameux Kuba[27]. Quand la fusion n'avait pas lieu, les autochtones devaient abandonner peu à peu leur territoire : c'est ce qui arriva aux chasseurs san et peut-être aussi aux éleveurs khoi devant l'expansion des groupes de langue bantu du Sud-Est (mais une partie des Khoi a peut-être été assimilée). Apparemment, il n'est presque jamais arrivé qu'un peuple chassé de son territoire envahît à son tour un territoire voisin. Les expansions ont fait peu de réfugiés parce que les communautés n'étaient généralement pas importantes.

Les diasporas

La diaspora est un mouvement de population discontinu qui a pour effet la fondation d'établissements séparés de la population mère. Toutes les diasporas sont liées au commerce ou à des pèlerinages, sauf peut-être celles des pasteurs fulbe, répandus dans toute l'Afrique occidentale. Les Fulbe n'ont pas rencontré de résistance parce que leur diaspora s'est limitée à des niches écologiques inoccupées dont les autres peuples ne tiraient que des ressources secondaires. En fait, il est préférable de considérer le déplacement des Fulbe comme une simple expansion comparable à celles des Turkana, des Nandi ou des Masaï dans le nord du Kenya et en Tanzanie[28].

Le commerce est à l'origine des diasporas les plus typiques. Les établissements des Phéniciens, des Grecs et des Arabes sur la côte de la corne de l'Afrique, les places fortes des Européens et la colonie du Cap ont tous été fondés par des marchands étrangers venus d'outre-mer. Le commerce fluvial et la pêche ont joué un rôle important dans l'histoire des diasporas. L'histoire des Bobangui, entre 1750 et 1850, en est un exemple. Les habitants d'un grand village situé à l'embouchure de l'Oubangui fondèrent des établissements et des comptoirs tout le long du Zaïre jusqu'à l'embouchure du Kasaï. Ils se mêlèrent à d'autres peuples et leur domination s'étendit pour former une nouvelle ethnie, les Bobangui[29]. Les Swahili et leur culture se sont répandus de la même façon en Afrique orientale, des côtes de la Somalie et du Kenya jusqu'à l'île d'Ibo, au large du Mozambique, et aux Comores. Des Swahili se sont probablement établis au Moyen Âge dans le nord-est de Madagascar[30]. Des diasporas ont également suivi les routes commerciales terrestres. Des marchands mande ont ainsi fondé des comptoirs jahanka entre le haut Niger et la côte du Sénégal, et des comptoirs jula (dyula) entre le haut Niger et la côte du pays Akan. Des marchands yarse de langue mossi ont organisé un réseau de comptoirs en pays Mossi.

27. J. Vansina, 1978.
28. Voir le chapitre 27.
29. R. Harms, 1981.
30. UNESCO, *Histoire générale de l'Afrique*, vol. IV, chap. 18.

D'autres diasporas sont dues au pèlerinage annuel à La Mecque (*ḥādjdj*). Les pèlerins voyageaient le plus souvent seuls ou par petits groupes. Quand, pour une raison quelconque, ils ne pouvaient continuer leur voyage, ils s'établissaient là où ils avaient dû s'arrêter. C'est ainsi que les Takruriens, originaires d'Afrique occidentale, se sont établis au Soudan au XIXe siècle, de la même façon que les *djallāba* (marchands) qui venaient en général de la région de Dongola, ont fondé des villages à proximité des routes commerciales qu'ils empruntaient. Les *marabtin bilbaraka* de Barḳa descendaient pour la plupart de pèlerins d'Afrique du Nord.

Les peuples dispersés restaient en relation avec leur pays d'origine soit par le commerce, soit parce qu'ils vivaient près des routes suivies par les pèlerins. Dans certains cas, cette relation n'était plus directe ou pas très longtemps maintenue avec les liens d'origine. Par exemple, au XVe siècle, les habitants de Sofala étaient en liaison plus étroite avec Kilwa qu'avec les villes situées plus au nord et ils n'entretenaient plus de rapports particuliers avec l'archipel de Lamu ou avec les îles Bajun, qui étaient au cœur du pays Swahili. C'était la conséquence de leur éloignement progressif. De même Cerné, sur la côte atlantique du Maroc, était une colonie de Carthage (et non de Tyr). Même les colonies européennes tendaient à se détacher de leur métropole pour nouer des relations commerciales avec d'autres colonies. Les colons du Cap se sentaient plus proches de l'empire hollandais des Indes orientales organisé autour de Batavia que de la Hollande, le Mozambique a dépendu directement de Goa pendant des siècles, tandis qu'après 1648, l'Angola devenait pratiquement une colonie brésilienne.

Les diasporas sont des mouvements de population très visibles; elles supposent l'existence de réseaux de communication étendus et se multiplient avec le développement des routes commerciales. Si certaines ont commencé bien avant 1500, la plupart de celles que nous connaissons en Afrique appartiennent à la période suivante et témoignent d'un nouvel aspect de la maîtrise de l'espace par l'homme. Elles ont eu lieu là où des populations bien établies commençaient à avoir des économies complémentaires ou à échanger des produits avec d'autres continents. Leur présence est un signe de la lutte humaine pour s'établir dans l'espace.

Les migrations de masse

Une migration de masse a lieu quand tout un peuple — hommes, femmes et enfants — emportant tout ce qu'il possède, abandonne sa terre et parcourt de longues distances en une ou plusieurs années. Ces gigantesques mouvements de population sont liés à de véritables catastrophes. La population migrante peut être très nombreuse. C'est ainsi qu'en 429, pressés par les Wisigoths, 80 000 Vandales seraient passés d'Espagne en Afrique à l'appel d'un gouverneur byzantin révolté. Mais cette migration résultait d'une redistribution générale de la population de l'Europe[31]. La plus grande invasion qu'a subie l'Afrique du Nord fut celle des Banū Hilāl

31. C. Courtois, 1955.

et des Banū Sulaym à partir de 1052. Elle serait due à une suite de sécheresses survenues en Arabie. Elle se poursuivit jusqu'aux environs de 1500, date à laquelle elle atteignit la Mauritanie. Avec les courants migratoires des Arabes vers le Soudan et le Tchad, elle modifia la carte culturelle de toute l'Afrique du Nord qui s'est entièrement arabisée[32]. Les véritables migrations de masse sont spectaculaires et leurs conséquences sont considérables ; il n'est donc pas étonnant qu'elles soient assez rares. Entre 1500 et 1800, la seule véritable migration de masse fut celle des Oromo, à laquelle il faut joindre les déplacements qu'elle provoqua chez d'autres peuples. Au XIXe siècle, les seules migrations de masse furent celles des Nguni, migrations bien connues qui bouleversèrent l'Afrique, du Cap à Nyanza.

Les migrations de masse étaient des entreprises difficiles. Des éclaireurs devaient aller reconnaître le terrain. Il fallait approvisionner les migrants, qui ne pouvaient plus subvenir à leurs besoins de la même façon qu'avant le départ. La nécessité se faisait généralement ressentir d'une nouvelle organisation sociale et politique, qui était souvent de type militaire. Les migrants devaient donc s'adapter à de nouveaux milieux naturels, inventer de nouvelles formes économiques et sociales et ils étaient souvent amenés à se livrer à des coups de main et au pillage, même s'il s'agissait d'éleveurs se déplaçant avec leurs troupeaux. Les membres d'autres sociétés partiellement ou complètement désorganisées pouvaient se joindre aux migrants, dont le nombre augmentait ainsi progressivement. Les migrations pouvaient aussi se faire par à-coups, suscitant de graves affrontements et provoquant des mouvements de réfugiés, des migrations secondaires ou des expansions rapides. En bref, ces mouvements de population tiennent du cataclysme et bouleversent les relations de l'homme avec l'espace sur d'immenses étendues. Même quand la migration initiale se déroulait assez rapidement, les mouvements de population qu'elle provoquait pouvaient durer plus d'un siècle, jusqu'à la fixation des derniers réfugiés. Ainsi, la migration des Oromo commença peut-être vers 1530-1540, mais la région qu'ils traversèrent ne retrouva sa stabilité que vers 1700. Il est vrai que les grandes expansions duraient beaucoup plus longtemps encore.

Notre description s'applique aux cas les plus extrêmes. Dans les périodes plus anciennes et moins bien connues, il est souvent difficile de distinguer les migrations de masse des expansions rapides mais massives, en particulier lorsqu'il s'agit de pasteurs. C'est ainsi que la progression des Luo à travers de nombreux milieux différents pendant plusieurs siècles est souvent considérée comme une migration de masse. Elle était le fait de communautés entières, et provoqua de nombreux mouvements secondaires, bouleversant une vaste région, principalement à l'est du Nil blanc. D'autres déplacements importants du même genre se produisirent, à la même époque, dans le sud du Soudan et le nord de l'Ouganda. Pourtant, le déplacement des Luo dura très longtemps, peut-être cinq siècles, et ce que

32. UNESCO, *Histoire générale de l'Afrique*, vol. III, chap. 4, 5, 15 et 16.

nous en savons[33] nous laisse penser qu'il s'agissait d'un courant migratoire plutôt que d'une migration de masse, les Luo se déplaçant généralement avec leurs troupeaux et s'arrêtant pour cultiver le sol. Certaines phases de la migration des Oromo présentent les mêmes caractères. Ces exemples montrent qu'une migration de masse ressemble parfois beaucoup à une expansion massive et qu'elle peut s'accompagner aussi de courants migratoires. Il y a cependant une grande différence entre les deux, fondée sur les capacités de production et la structure militarisée d'un vaste peuple en marche. Les processus ne sont pas identiques.

Courants migratoires et migrations de masse peuvent se combiner. Le déplacement des Luo fut dans l'ensemble une expansion; mais on peut considérer comme une migration de masse l'explosion soudaine des Luo du Kenya qui, au XVIIIe siècle, envahirent des régions très peuplées pour s'emparer de nouvelles terres par la force. Au contraire, le déplacement des Oromo prit d'abord la forme d'une migration de masse puis, à la fin du XVIIe siècle et surtout au début du XVIIIe siècle, il se transforma en expansion.

Comme les migrations de masse sont des bouleversements cataclysmiques, on les explique en général par des causes également cataclysmiques, par exemple par de brusques variations climatiques comme des sécheresses suivies de famines et d'épidémies. Mais elles n'ont pas toujours des causes de ce genre. La migration des Vandales, par exemple, est liée à d'autres migrations et à la chute de l'Empire romain, elle n'a pas été provoquée par une catastrophe naturelle. Certains auteurs ont expliqué par une surpopulation relative les migrations des Banū Hilāl et des Oromo et le *Mfecane*; mais jusqu'à maintenant, ils n'ont pas apporté beaucoup de preuves à l'appui de leur hypothèse. Celles qu'ils donnent viennent en fait de ce qu'ils soutiennent que les migrations de masse avaient toutes pour cause une brusque diminution des ressources par rapport au nombre des hommes. Un tel raisonnement n'est pas valable parce que, s'il est vrai que le *mécanisme* des migrations redistribue les hommes dans l'espace, leur *cause* peut varier. La pression démographique n'est qu'une des causes possibles. Ainsi, qu'une pression démographique se soit exercée ou non sur les Oromo, c'est la destruction réciproque des royaumes chrétien et musulman qui a déclenché, sinon la migration des Oromo elle-même, du moins la direction qu'elle a prise[34]. Des archéologues essaient d'établir que la population s'était accrue dans les régions d'où le *Mfecane* est parti. Mais l'accroissement démographique ne suffit pas à expliquer ce soulèvement de la population. Il faudrait le relier à ce qu'on sait de la prédominance que les chefs militaires avaient acquise et aux mouvements de population qui semblent avoir précédé le *Mfecane* au Zimbabwe[35]. La pression démographique fut peut-être un facteur de toutes les migrations de masse — ne serait-ce qu'en raison du nombre

33. Voir le chapitre 26.
34. Voir le chapitre 24.
35. UNESCO, *Histoire générale de l'Afrique*, vol. VI, chap. 4, 5, 7 et 9 et vol. V, chap. 22. Voir également, D. N. Beach, 1980*a*, p. 320.

même des migrants — mais elle ne fut dans aucun cas la cause unique d'une migration.

Les migrations de bandes

La migration de bandes, toujours armées, met en jeu des effectifs relativement peu nombreux, surtout des hommes jeunes, ne représentant qu'une fraction de la population. Ses conséquences, si spectaculaires soient-elles, sont moins graves que celles des migrations de masse et moins durables que celles des grands courants migratoires. En général, des bandes de guerriers partaient à la conquête de nouveaux territoires, parfois, mais non nécessairement, sous la conduite d'un chef unique. Dans le cas des Zimba, Santos parle du chef d'un petit *kraal* qui, avide de gloire, « résolut de quitter son pays à la tête d'une bande armée dans l'intention de détruire, de piller et de festoyer…[36] ». Les bandes jaga n'ont peut-être pas eu de chef unique. Celles des Tyokosi étaient composées de mercenaires[37]. Dans certains cas (Jaga et Zimba, par exemple), les bandes ont fini par se disperser après avoir été vaincues; dans d'autres cas (Mane, Tyokosi, Imbangala), elles ont réussi à fonder une chefferie ou un royaume.

Les bandes pouvaient commettre de grands ravages mais leurs migrations, moins importantes que les migrations de masse, causaient moins de désordre, provoquaient moins de migrations secondaires et s'amplifiaient moins par l'incorporation de migrants étrangers. Elles duraient moins longtemps que les autres mouvements de population dont nous avons parlé jusqu'ici. Dans la plupart des cas, elles tenaient principalement à des causes attractives, mais les causes répulsives ont parfois joué un rôle au moins aussi important, par exemple l'expansion des *trekboer* qui a poussé des Korana et Gonaqua à émigrer vers les fleuves Orange et Caledon[38]. Les migrations de bandes résultaient parfois de la formation d'un État (les Zimba et le Maravi, les Tyokosi et l'Ashanti) ou de l'extension de relations commerciales dont les migrants désiraient tirer profit (cas des Jaga). Il est possible, mais cela n'est pas vraiment prouvé, que la surpopulation ait joué un rôle à la suite d'une sécheresse subite ou d'une autre calamité du même genre dans la région d'origine des migrants (cas des Imbangala). Une des principales difficultés que posent les migrations de bandes est de savoir si elles faisaient ou non partie d'une migration de masse. Ainsi, l'invasion du Zimbabwe par les Ndebele et celle de la Zambie par les Kololo[39] font partie d'un soulèvement de masse, le *Mfecane*. Et il n'est pas absolument certain que les migrations des bandes jaga et imbangala aient été, comme tous les historiens le croient, des mouvements de population isolés, ou bien des migrations de masse, ou encore qu'elles aient fait partie de mouvements de plus grande ampleur.

36. M. D. D. Newitt, 1982, p. 156.
37. Voir les chapitres 12 et 14.
38. Voir le chapitre 23.
39. UNESCO, *Histoire générale de l'Afrique*, vol. VI, chap. 5.

Le cas des Imbangala est intéressant. Des bandes se formèrent près du fleuve Kwango, peut-être à la suite de changements survenus à l'intérieur de l'État du Lunda, alors en pleine expansion. À ces bandes se mêlèrent des marginaux venus des États d'Ovimbundu et de Mbundu. Les Imbangala se livrèrent au pillage pendant plusieurs années en tant qu'alliés des Portugais qui se taillaient une colonie en Angola. Ils s'établirent vers 1620, juste assez loin des Portugais pour être hors de leur portée, près du Kwango, chassant la population de la région qui émigra jusqu'au Kasaï. La région où se formèrent les premières bandes imbangala n'était pas surpeuplée. Leur migration ne modifia pas le rapport entre le nombre des hommes et la quantité des ressources entre le Cuanza et le Kasaï. Mais elle aboutit à la formation d'un État, le royaume du Kasanje, qui devint le principal centre de rassemblement des esclaves exportés de l'intérieur de l'Afrique vers Luanda. Dans le cas des Imbangala, donc, il ne s'agit de rien de plus que d'une réorganisation des structures sociopolitiques et du commerce[40].

Les migrations d'élites

Les traditions orales qui racontent la fondation des États se réfèrent volontiers à des migrations d'élites : le premier roi est un étranger, souvent un chasseur ; il est venu d'ailleurs, seul ou avec quelques compagnons ; ce déplacement est le fait d'un nombre insignifiant de personnes et, pourtant, il a d'immenses conséquences sociales et culturelles. Au Malawi, par exemple, on attribuait la fondation de l'État du Maravi au clan des Phiri dont les ancêtres étaient venus, disait-on, du pays Luba, situé très loin au Shaba, tandis que le royaume et les chefferies du Nord auraient été fondés par divers étrangers prestigieux et apparentés, les Ngulube[41].

Certains de ces récits sont probablement dénués de fondement réel et ne font qu'exprimer l'idée générale selon laquelle le roi doit être d'origine étrangère parce que c'est un être à part, enveloppé d'une aura de mystère et de sacré. Le fondateur de la monarchie ne peut donc que venir du pays qui passe pour le plus prestigieux ou, au contraire, pour le plus éloigné de la civilisation locale. D'autres récits, cependant, reposent sur un fond de vérité. Par exemple, un récit kuba rapporte qu'un Bushoong exilé, Shyaam a Mbul a Ngoong, revint dans son pays par l'ouest et unifia des chefferies rivales en un royaume. Ce récit atteste que le Kuba a pour le moins subi des influences de l'Ouest. On a pu démontrer l'existence de ces influences sur le plan linguistique et d'un rayonnement ultérieur à partir de la cour royale. Il semble donc qu'une domination culturelle se soit exercée sur le Kuba[42]. En revanche, il est peu probable que l'arrivée d'une seule personne et encore moins le retour d'un exilé aient suffi à établir cette domination.

40. J. C Miller, 1976 ; J. Vansina, 1966*a*.
41. Voir le chapitre 21.
42. J. Vansina, 1978, p. 59-65 et 187.

Si l'on peut négliger les migrations d'élites dans une étude des mouvements de population, elles peuvent offrir un intérêt considérable pour une étude du développement des formations socioculturelles, en particulier des États. Elles ne modifient pas le rapport entre une population et ses ressources dans un espace déterminé, mais quand elles ont pour effet la transformation de la hiérarchie sociale, elles conduisent à une redistribution des ressources et, par conséquent, à une nouvelle répartition spatiale de la population. On se reportera donc, pour un examen détaillé de la question, au chapitre 2.

Les sources de l'histoire des mouvements de population

Les principales sources de l'histoire des mouvements de population sont, en Afrique, des traditions orales, des faits linguistiques, des documents archéologiques et des textes. Mais leur exploitation présente des difficultés. Des données mal interprétées ont parfois conduit à inventer des migrations qui n'ont jamais existé. Il convient donc de dire un mot sur ces sources avant de présenter les principaux mouvements de population de la période 1500-1800.

Les traditions orales ne peuvent garder le souvenir d'une longue expansion parce qu'elle n'a que si peu modifié la vie quotidienne et qu'elle s'est déroulée si lentement que la population en a à peine pris conscience. Par conséquent, une tradition est suspecte lorsqu'elle prétend qu'un mouvement ayant les caractères d'une expansion a conduit toute une population d'un endroit déterminé à un autre. Aucune tradition orale ne peut embrasser l'ensemble d'une migration de masse, car c'est un événement qui se déroule à une trop grande échelle. Les traditions ne peuvent en rapporter que des épisodes. Elles ont d'ailleurs tendance à confondre les migrations de masse avec les migrations de bandes qui, elles, restent dans la mémoire populaire parce que, tout en étant également spectaculaires, elles se déroulent dans un espace limité. On se souvient souvent en partie de l'expansion des diasporas : les habitants d'un village savent de quels autres villages sont successivement venus leurs ancêtres. Enfin, on se rappelle généralement avec précision les migrations d'élites : la tradition orale rapporte, par exemple, les déplacements que la famille qui régna sur le Mangbetu avait effectués pendant deux siècles avant de fonder ce royaume[43].

Mais le chercheur risque de se tromper s'il oublie que les traditions sont des idéologies et traduisent une cosmologie. Si un peuple croit que toutes choses proviennent d'un lieu unique, il croira évidemment qu'une migration l'a mené de ce lieu originel vers celui qu'il occupe actuellement. L'existence d'un paradis implique celle d'une migration originelle. Les Kuba, par exemple, prétendent être venus des régions d'aval et être sortis d'un océan ;

43. C. Keim, 1979 ; Colonel Bertrand, s. d..

les Fang et les Komo se croient originaires d'un endroit situé en aval ou en amont de tel fleuve, aux limites du monde qu'ils connaissent. Tous ces peuples s'orientent en effet d'après le sens d'un cours d'eau; ils ne peuvent donc décrire leurs déplacements que par rapport à ce système d'orientation. Leurs traditions relatives à des migrations n'ont aucun fondement historique, excepté celles qui se réfèrent aux plus récentes migrations de masse ou d'élites quand elles mentionnent des sites proches et connus[44].

Des thèmes très répandus comme celui de la fondation d'un royaume par un chasseur étranger s'expliquent également par des raisons idéologiques. On rencontre ce thème chez les Igala du bas Niger, dans les royaumes de la savane méridionale et de la région des Grands Lacs, dans le royaume du Shambaa en Tanzanie, ou encore dans l'État du Fipa entre les lacs Tanganyika et Rukwa. C'est un stéréotype, qui s'apparente à un autre thème, propre au Sahel du Sud entre l'Atlantique et le Nil, celui du guerrier étranger qui tue un serpent pour en délivrer le peuple (exploit comparable à la victoire de saint Georges sur le dragon). Tous ces récits ne reflètent pas la migration d'une élite, mais l'idéologie d'un État[45]. Cependant, comme il est possible que cet État ait effectivement été fondé par un étranger ou par un petit groupe d'étrangers, il faut essayer de vérifier le fondement de ces récits en tenant compte de leur signification symbolique précise et de leur valeur idéologique. Nous savons par exemple que les rois du Rwanda ne sont pas descendus du ciel, mais des indices linguistiques les relient aux princes de Nkole. De même, nous savons que le premier roi du Burundi, Ntare le Hirsute, n'est pas sorti de la brousse ou de la forêt, mais l'examen des traditions ne nous permet pas de savoir avec certitude s'il était ou non d'origine étrangère[46].

En interprétant les traditions, on commet souvent aussi l'erreur qui consiste à prendre la partie pour le tout. Les traditions relatives à l'origine des Kamba, des Meru et des Kikuyu du Kenya semblent avoir, dans chacun des cas, étendu à toute la population ce qui n'est peut-être vrai que pour une petite partie de celle-ci[47]. Il en va de même pour le Royaume mang-betu: après sa création, vers 1800, son fondateur établit et imposa une nouvelle généalogie et donna au royaume un nom qui avait probablement appartenu à l'un de ses propres ancêtres.

D'une manière générale, les traditions orales relatives à l'origine d'un peuple sont d'autant plus suspectes qu'elles contiennent en grand nombre certains thèmes stéréotypés, qui se retrouvent même dans l'histoire des clans, des lignages, des villages ou des familles. La présence de ces thèmes nous aide donc à déterminer dans quelle mesure une tradition constitue une source d'informations sûre.

44. J. Vansina, 1978, p. 39-40; C. Chamberlin, 1977, p. 26-34. On notera la relation qui existe entre l'eau stagnante et le système d'orientation des Fang fondé sur le sens des cours d'eau.
45. J. S. Boston, 1969; S. Feierman, 1974, p. 70-90; J. R. Willis, 1981, p. 10-44; T. Reefe, 1981, p. 23-40; E. Mworoha, 1977, p. 96-105.
46. J. P. Chrétien, 1981*a*.
47. B. A. Ogot, 1967, p. 106-261; G. Muriuki, 1974; J. A. Fadiman, 1973; K. Jackson, 1978.

On a souvent recours à la linguistique, mais les faits de langage sont plus difficiles à interpréter que les traditions dans les nombreux cas où les explications linguistiques ne sont pas les seules possibles. La règle générale est que, lorsque deux populations de langues différentes se mêlent, la population la plus importante finit par imposer sa langue à l'autre. C'est pourquoi aussi bien une migration qu'une expansion massives conduisent généralement à la diffusion de la langue de la population en mouvement. En revanche, quand à la suite d'une diaspora ou d'une migration de bandes, un groupe restreint entre en contact avec une population autochtone plus nombreuse, c'est lui qui abandonne sa langue. La plupart des exceptions que semble comporter cette règle ne sont qu'apparentes. Une population conserve sa langue après une diaspora quand elle est assez dense et qu'elle reste en relation avec son pays d'origine, mais il n'est pas rare qu'elle apprenne en outre la langue des autochtones. Les bandes migrantes conservent, elles aussi, leur langue quand elles ne se mêlent pas à d'autres peuples. Ce fut le cas des Tyokosi et des Mende de Sierra Leone. En revanche, les bandes imbangala ont abandonné leur langue parce qu'elle avait disparu dans leur région d'origine.

Cependant, la règle de l'assimilation linguistique par la population la plus nombreuse comporte aussi de véritables exceptions, qui s'expliquent par le prestige qu'avait dans certains cas la langue minoritaire. Les langues ndebele et kololo ont respectivement survécu au Zimbawbe et en Zambie, après la conquête de ces pays, non seulement parce qu'elles étaient celles des conquérants mais surtout parce que, peu après la conquête, on a commencé à les écrire et à les enseigner dans les écoles. Autrement, elles auraient été absorbées par les langues majoritaires, le shona et le luyi, de la même façon que le français fit place à l'anglais à la cour d'Angleterre plusieurs siècles après la conquête normande.

Une deuxième règle fondamentale est que la langue absorbée laisse toujours des traces dans celle qui l'absorbe : mots d'emprunt, locutions (calques), noms propres, particularités morphologiques et syntaxiques. L'étude de ces traces peut nous renseigner sur les relations entre les populations. Citons, à titre d'exemple, l'influence du khoi et du san sur les langues bantu du sud-est de l'Afrique, la très forte influence du kikongo sur une langue issue de la diaspora d'un groupe d'origine septentrionale, le bobangi, ou encore les emprunts du kiswahili à des langues étrangères[48].

La linguistique permet même de distinguer les différents types de mouvements de population. Les diasporas sont les plus faciles à identifier parce qu'elles aboutissent à des situations de plurilinguisme prolongées et, parfois, à la formation de créoles. L'afrikaans est un créole comme le montrent les modifications considérables de la morphologie et de la syntaxe et les rapports lexicaux du malais, du portugais, du bantu et du khoi (ou du san). Le bobangi est un créole formé de langues bantu étroitement apparentées. Les langues issues d'une diaspora se caractérisent par la simplifi-

48. R. Anttila, 1972 ; T. Bynon, 1977 ; W. P. Lehmann, 1962 ; A. Meillet, 1925.

cation de la grammaire et par l'origine multiple du lexique. Les expansions donnent lieu à beaucoup moins d'emprunts linguistiques sauf dans les cas où elles mettent en contact des populations d'égale importance numérique. Les langues qui en résultent conservent les principaux toponymes des langues qu'elles absorbent, et leur font quelques emprunts. Les expansions, contrairement aux migrations de masse, aboutissent à une répartition des langues qui, sur une plus grande étendue que celle où s'est déroulé le déplacement, correspond assez bien aux relations de parenté supposées entre les communautés. Par exemple, si l'on pense que les Fang et les groupes voisins qui leur étaient apparentés n'ont pas émigré en masse, c'est notamment parce que leur zone linguistique est contiguë à d'autres zones. Mais le fait qu'elle divise les langues en deux zones inégales donne à croire qu'ils ont précipité leur déplacement. Une population qui émigre en masse, comme le firent les Oromo, impose sa langue dans des régions qui se répartissent très irrégulièrement, mais qui peuvent cependant former une zone unique ou, du moins, une zone principale. Cette répartition ne correspond que dans une faible mesure aux relations de parenté. On remarque de nombreux emprunts dans les langues des communautés qui se sont jointes aux migrants. Les migrations de masse produisent souvent des mélanges entre plus de deux langues. C'est pourquoi nous considérons comme improbable une migration massive des Langi dont la langue, le luo, n'a subi l'influence que d'une seule autre langue, le karimojong[49]. La prédominance du luo indique que ceux qui parlaient cette langue étaient les plus nombreux au moment du mélange, fait qui n'est pas reflété par les traditions orales. Une bande migrante, lorsqu'elle est assez nombreuse, impose sa langue dans la région où elle s'établit et, dans les régions qu'elle ne fait que traverser, laisse des traces dans les langues qui ne sont pas trop proches de la sienne. Le jaga et le zimba, contrairement au mane, à l'imbangala et à d'autres, n'ont laissé aucune trace.

La principale difficulté que pose l'utilisation de la linguistique est qu'à moins d'étudier en détail les emprunts suivant la méthode « des mots et des choses » (*Worter und Sache*), on ne peut savoir s'il faut les attribuer à d'autres causes que les mouvements de population : relations commerciales, influence de la langue officielle d'un État ou de la langue parlée par une famille régnante (kuba par exemple), ou encore prestige d'une langue religieuse. On a rarement étudié en détail les langues africaines du point de vue qui nous intéresse ici ; il est certain qu'une telle étude présenterait de grandes difficultés, mais elle pourrait donner des résultats précieux. Il est urgent d'organiser un vaste programme de recherches dans ce domaine.

On a souvent affirmé l'existence d'expansions ou de migrations en s'appuyant sur l'archéologie après la découverte, en divers endroits, d'éléments de la culture matérielle (objets) ou de coutumes très semblables ou identiques (par exemple l'incinération matérialisée par des urnes funéraires). Ces affirmations présupposent le raisonnement suivant : il est improbable que des

49. J. Tosh, 1978, p. 17-34.

éléments semblables, en particulier dans la fabrication et la décoration des objets, aient été inventés de manière indépendante en divers endroits ; il faut donc que ces éléments aient été diffusés. Quand il s'agit par exemple des coutumes funéraires ou de la poterie, on explique la diffusion par une migration. Cependant, les archéologues se sont éloignés de cette théorie[50] dans la mesure où ils se sont aperçus que les inventions indépendantes étaient plus fréquentes qu'ils ne le croyaient et que la diffusion peut se faire par bien d'autres voies que par celle des migrations.

Les mouvements de population n'en sont pas moins, semble-t-il, à l'origine de nombreuses diffusions. Il est difficile, par exemple, de ne pas supposer l'existence d'un mouvement de population quand on constate qu'un style nouveau de poterie s'est uniformément répandu dans plusieurs régions qui se caractérisaient auparavant par des styles nettement différents. C'est pour cette raison qu'on pense qu'une migration ou une expansion s'est produite, vers l'an 1000, de l'Afrique du Sud-Est vers le Zimbabwe. La réalité de ce mouvement de population supposé, appelé le *kutama*, semble confirmée autant qu'elle peut l'être par l'archéologie[51]. Il est pourtant concevable — quoique peu probable — que le nouveau style se soit répandu à la faveur d'une mode, sans mouvement de population.

Il y a malheureusement beaucoup d'autres cas douteux. Quand on introduit dans l'histoire de la poterie trop de styles de transition, non seulement la différence entre les styles consécutifs s'efface, mais encore il n'est plus légitime d'attribuer les innovations à des migrations. On se retrouve devant les résultats d'une analyse et non devant l'interprétation des phénomènes eux-mêmes. Des erreurs de ce genre dans l'analyse des données archéologiques ont été commises dans l'étude de certains sites, comme celui de Zimbabwe.

Certains auteurs concluent encore à l'existence de migrations en se fondant sur la répartition de caractéristiques ethnographiques. Cette méthode, autrefois en vogue, a maintenant perdu tout crédit. Il est tout à fait déraisonnable, par exemple, de croire que les Fang sont venus par migration de l'Oubangui pour la raison qu'ils connaissaient l'arbalète comme certains peuples de cette région. Ou de croire, à cause de la forme de leurs chapeaux, de leurs coiffures de guerre ou de leurs hauts-fourneaux, que les Beti du Cameroun sont venus du nord[52]. Les caractéristiques ethnographiques peuvent se répandre sans mouvement de population. Leurs similitudes peuvent être dues au hasard ou à des inventions indépendantes les unes des autres. Elles ne prouvent rien quand elles ne s'accompagnent pas de similitudes linguistiques, et même s'il y a eu diffusion, il reste à prouver qu'elle est due à un mouvement de population.

L'élaboration de thèses générales à partir de données disparates peut aussi engendrer des erreurs grossières. Un exemple parmi les plus connus est celui des prétendues migrations des Fang. On a cru que les Fang, les

50. W. Y. Adams *et al.*, 1978.
51. T. N. Huffman, 1978.
52. P. Laburthe-Tolra, 1981, p. 61-65.

Bulu, les Beti et les Ntumu étaient tous venus du nord, qu'ils avaient traversé la Sanaga ensemble, ou séparément pour ce qui est des Bulu, et que, fuyant des agresseurs, ils s'étaient établis dans un milieu naturel qui leur était inconnu, la forêt humide[53]. Mais cette thèse se fondait sur un amalgame de traditions disparates qui, pour une grande part, étaient l'expression d'une cosmologie. Rien ne prouve que les Fang soient originaires d'une autre région que celles des sources de la Comoé, du Ntem et de l'Ivindo. Les déplacements qu'ils ont effectués après 1840 environ n'avaient pas le caractère d'une migration de masse; il s'agissait d'une expansion rapide[54], et ce mouvement n'avait aucun rapport avec ceux qu'on attribue aux Bulu, aux Beti et aux Ntumu.

La migration des bandes jaga pose un problème particulièrement difficile. Elle aurait eu lieu en 1568. Elle a été rapportée pour la première fois en 1591 d'après le témoignage d'un Portugais qui était arrivé dans la région plusieurs années plus tard et qui l'avait quittée en 1583. De nombreux auteurs ont examiné la question. Certains d'entre eux sont aujourd'hui convaincus que les Jaga n'ont jamais existé. La thèse la plus radicale est que les Portugais ont inventé cette migration afin d'intervenir dans les affaires du royaume du Kongo à l'occasion d'une querelle de succession[55]. D'autres auteurs maintiennent que des immigrants ont pénétré au Kongo en 1568, mais ils pensent que la plupart des Jaga ont été des paysans du Kongo qui s'étaient révoltés[56]. Le débat ne sera peut-être jamais clos.

Les principaux mouvements de population de 1500 à 1800

Une partie seulement de l'Afrique a connu, du XVIe au XVIIIe siècle, de grandes redistributions de population aboutissant à la formation de sociétés et de cultures nouvelles. Il s'agit, d'une part, de la région de la corne de l'Afrique située au sud de l'Abbay, ou Nil bleu supérieur, et correspondant à peu près à la Somalie et au nord du Kenya, et, d'autre part, de la zone située à l'est du Nil blanc, au nord du lac Nyanza et au sud du Sobat. Plusieurs mouvements de population se sont produits dans ces régions. Le plus spectaculaire fut l'émigration des Oromo en Éthiopie vers 1535. D'autres groupes oromo ont émigré ou se sont étendus vers le sud jusqu'au fleuve Tana et même jusque dans l'arrière-pays des villes côtières. À compter du début du XVIe siècle, les Somali ont connu de vastes mouvements d'expansion. Ces mouvements n'ont guère été étudiés et sont par conséquent mal connus. Il est vrai que leur étude est compliquée par les vicissitudes du combat titanesque qui a opposé l'Éthiopie et l'émirat d'Aḥmad Grañ: vers

53. P. Alexandre (1965) est le dernier tenant de cette thèse. Voir aussi H. Ngoa, 1981.
54. C. Chamberlin, 1978.
55. F. Bontinck, 1980; J. C Miller, 1973 et 1976.
56. J. K. Thornton, 1978; A. Wilson, 1979.

1700, toute une partie de l'Éthiopie était sous la domination des Oromo, les chrétiens et les musulmans avaient perdu tout pouvoir dans le Sud-Est, les Somali et les Oromo se disputaient les bonnes terres jusqu'au Tana, tandis que la population sédentaire, numériquement moins importante qu'eux, était chassée du Shungwaya, région côtière limitée au sud par la frontière entre la Somalie et le Kenya. Ces groupes, les ancêtres des Miji-Kenda, s'établirent dans de gros villages fortifiés (les *kaya*), à l'arrière des principales villes portuaires du Kenya[57].

Plus à l'ouest, les mouvements de population avaient commencé beaucoup plus tôt, peut-être vers l'an 1000, avec la « migration » des Luo le long du Nil blanc. Nous ne possédons pas de renseignements sûrs concernant ce qui s'est passé auparavant à l'est du Nil. Mais il est certain qu'un grand nombre de communautés s'est déplacé, notamment le groupe appelé Karamojong, et plus à l'est, les Turkana, ainsi que des Nilotes du Sud tels les Nandi et les Masaï. Tous ces peuples, sauf les Luo, pratiquaient essentiellement l'élevage comme les Oromo et les Somali. Ils étaient tous à la recherche de terres « libres », c'est-à-dire ayant une densité de population relativement faible, qu'ils exploitaient de façon plus intensive que les chasseurs-cueilleurs ou que les éleveurs qui les avaient d'abord occupées[58]. Leurs déplacements dépendaient dans une large mesure des conditions naturelles. Les Luo avaient besoin de terres bien arrosées, les Karamojong recherchaient des pluies plus abondantes que les Nilotes du Sud et les Masaï qui, eux-mêmes, ne pouvaient vivre dans des régions aussi sèches que les nomades éleveurs de chameaux, les Somali et les Oromo méridionaux. Ces derniers, qui élevaient des bovins dans leur pays d'origine, ont pu occuper de nouvelles terres en devenant éleveurs de chameaux. Ce cas d'un groupe qui a changé de mode de vie est exceptionnel. En général, chaque population se caractérisait par l'exploitation des ressources propres à un milieu déterminé et par une organisation défensive qui reposait sur une division en classes d'âge. Elle s'efforçait en outre d'occuper un territoire aussi grand que possible. Toutefois dans certains cas, à la fin des expansions, des conflits armés ont opposé des communautés qui avaient le même type d'économie : ainsi les Luo du Kenya se sont emparés des terres de leurs voisins au XVIIIe siècle et différents groupes masaï se sont disputés des terres au XIXe siècle. Ces conflits s'expliquent manifestement par une trop forte pression démographique.

Ces mouvements de population se rattachent, au moins jusqu'au XVIIIe siècle, à l'histoire de l'occupation des terres marginales. Les terres les mieux arrosées, en bordure du Nil, furent originellement occupées par des cultivateurs qui pratiquaient aussi l'élevage. Ils repoussèrent tous les nouveaux arrivants. Ceux-ci, établis sur de moins bonnes terres, cherchèrent à en accroître l'étendue. Ils entrèrent de plus en plus souvent en concurrence les uns avec les autres à mesure que leur nombre augmentait. Cette mobilité fait ressortir la stabilité qui prévalait à la même époque dans

57. Voir les chapitres 24 et 25. Voir aussi T. T. Spear, 1978.
58. Voir les chapitres 26 et 27.

la plus grande partie du continent. En effet, presque partout, de vastes régions étaient occupées par des peuples dont l'économie était adaptée au milieu naturel et à la densité de la population. Sur l'ensemble du continent, l'homme avait maîtrisé l'espace, sauf dans les terres marginales où le combat se poursuivait.

L'hypothèse a été émise que la sécheresse avait joué un rôle primordial dans les mouvements de population du nord-est de l'Afrique[59]. Il est vrai que le climat africain est devenu plus sec, en corrélation avec une petite ère glaciaire qui aurait duré de 1450 à 1750. Le Sahel occidental a également connu la sécheresse à cette époque. L'effondrement du Songhay, ensuite occupé sans grand succès par les Marocains[60], eut pour conséquence la considérable expansion qui conduisit les Touareg au sud de la boucle du Niger où ils se heurtèrent aux Fulbe. Mais ces déplacements n'eurent pas la même étendue que ceux du nord-est de l'Afrique. Même la progression des Maures ou l'évacuation de la région de l'Aïr par les Hawsa du Gobir qui se retirèrent vers le sud, bien qu'elles puissent être attribuées à l'aridité, ne s'en déroulèrent pas moins comme des déplacements réguliers de frontières culturelles et ethniques en rapport avec une variation des limites climatiques. Les hommes conservaient la maîtrise de leur espace. Les grands mouvements de population déclenchés par les Banū Hilāl, les Banū Sulaym et d'autres groupes arabes au Soudan et au Tchad avaient pris fin. Même les conditions climatiques défavorables entre 1600 et 1750 n'ont pas changé, dans son ensemble, le mode d'occupation du sol, exploité de façon extensive. La sécheresse, pas plus que l'effondrement du puissant Empire éthiopien, ne suffisent donc probablement pas à expliquer la mobilité générale de la population dans le nord-est de l'Afrique. Ce qui nous paraît fondamental, ce sont plutôt les tensions qui existaient entre, d'une part, des régions où la population était relativement dense, comme le cœur du pays Oromo et peut-être les montagnes de l'Éthiopie méridionale du côté du Nil, et, d'autre part, des régions moins peuplées comme le nord de l'Ouganda et du Kenya et les rifts du Kenya et de la Tanzanie. En 1700, ces dernières régions avaient été occupées par de nouvelles communautés qui, par leur système économique et leur organisation sociale, pouvaient atteindre une densité relativement élevée.

Ailleurs, les mouvements de population étaient beaucoup moins importants. À l'extrême sud de l'Afrique, les *trekboer* colonisaient le veld de Karroo, chassant ou massacrant les éleveurs de cette région et, en Namibie, les Herero et les Namib s'étendaient au détriment des autochtones san et dama. Les bords du Kalahari se peuplaient, comme les terres arides du nord de l'Ouganda et du nord du Kenya. Mais au sud-est, un déséquilibre considérable commençait à se manifester: en effet, la population de cette région s'accroissait trop par rapport à ses ressources. Les premiers signes d'instabilité furent peut-être les déplacements des Tonga vers le nord, en direction du sud-est du Zimbabwe, et les migrations de bandes

59. Voir le chapitre 26.
60. Voir les chapitres 11 et 16.

de pillards au Zimbabwe même. À la même époque, le sud du Zimbabwe cessa de recevoir des communautés venues du nord, où les terres étaient meilleures[61]. Au XIXe siècle, le premier grand mouvement de population partit de là.

Durant toute la période qui nous intéresse, dans la forêt humide d'Afrique centrale et dans la savane de l'actuelle République centrafricaine, des populations se déplaçaient en masse, mais lentement, pour maintenir un juste rapport entre le nombre des hommes et la quantité des ressources. Nous avons parlé du courant migratoire des groupes mongo qui, partant de centres fortement peuplés proches de l'équateur, se dirigèrent vers le sud. L'immigration a entraîné la formation du Royaume kuba et celle de puissantes chefferies situées au nord du Kasaï inférieur. Plus à l'est, des groupes de langue mongo se sont établis dans des parties faiblement peuplées de la savane. Divers centres de peuplement assez dense se sont constitués ça et là entre le Zaïre et l'Oubangui. Une population comme celle des Ngbandi de la vallée de l'Oubangui pouvait alors encore s'étendre vers le sud au-delà du fleuve. Mais au XVIIIe siècle, apparurent des signes de surpopulation relative et la seconde moitié du siècle vit la naissance d'un nouveau peuple, les Zande. Ils s'étendirent rapidement à l'est vers le Nil, en fondant successivement plusieurs chefferies. Dans les prairies de l'actuelle République centrafricaine et du Cameroun, des cultivateurs, notamment les Gbaya et les Banda, se déplaçaient lentement, mais c'est un mouvement sur lequel nos connaissances sont encore très limitées[62]. Dans l'ouest de la forêt humide d'Afrique centrale, un courant migratoire constant menait la population de la région du confluent du Mbam et de la Sanaga vers des régions moins peuplées, au sud et peut-être aussi à l'ouest, tandis que, partant d'un petit centre de peuplement de Guinée équatoriale, d'autres communautés se dirigeaient vers le nord[63].

Comme, dans leurs déplacements, les différentes populations tenaient toujours compte de leur propre densité et de celle des populations voisines, de petits courants migratoires se sont produits presque partout, même en Afrique de l'Ouest et du Nord, ainsi qu'on le voit dans les chapitres traitant de l'histoire de chaque région. Ces expansions se déroulaient dans un ordre plus grand que celui des migrations de masse, ce qui est le signe d'une véritable stabilité.

La plupart des petits mouvements de population se rattachaient à la formation ou à la chute d'un État. En Afrique occidentale, le démantèlement de l'État jolof, vers 1520, n'en a peut-être provoqué aucun, mais c'est le déclin de l'empire du Mali qui semble avoir poussé les Soso (Susu), les Baga et les Nalu à quitter le Fouta-Djalon et les Mane à émigrer par bandes au Liberia et en Sierra Leone, qu'ils ravagèrent en partie avant d'y fonder de nouvelles chefferies et d'y donner naissance à de nouvelles cultures. C'est là l'origine des Mande, par exemple. Le développement des États mossi n'est

61. Voir le chapitre 23.
62. Voir le chapitre 18.
63. D. Birmingham et P. Martin, 1983 ; P. Burnham, 1975 et 1980, p. 10-39.

sans doute pas étranger à l'établissement des Dogon, venus du sud, sur les falaises de Bandiagara, ni à la fondation, plus au sud, de Gonja par des bandes mande. La formation de l'État ashanti amena les Akwamu de la région de la Volta à se déplacer sur une faible distance et, conséquence plus importante, des groupes baoulé et agni à s'étendre vers le sud-est[64]. Les bandes de guerre tyokosi, qui devaient s'établir dans le nord du Togo, comprenaient des hommes de l'Ashanti et du Mande et faisaient la guerre pour le compte d'un des royaumes mossi.

En Afrique centrale, les mouvements que nous connaissons sont moins nombreux. L'expansion de l'empire du Lunda, puis celle du royaume yaka du Kwango provoquèrent la migration de bandes armées, dont les plus connues sont celle du Lunda méridional et celle qui fonda le royaume du Kazembe. Plusieurs communautés, qui vivent aujourd'hui près du 5e parallèle sud entre le Kwango et le Kasaï, ont commencé avant le XIXe siècle à se déplacer vers cette région, peut-être à la suite d'incursions des Yaka et des Lunda, peut-être aussi parce que les terres y étaient meilleures et les pluies plus régulières que dans leur pays d'origine[65]. Au Malawi, des bandes armées se mirent en mouvement de façon spectaculaire après la création des États maravi et lunda vers 1600[66]. Partis du Malawi, les Zimba ravagèrent d'abord le nord du Mozambique et l'arrière-pays de Kilwa. Ils auraient ensuite — mais était-ce la même bande ? — ravagé les terres côtières vers le nord jusqu'à Malindi et au-delà. Une autre bande s'établit dans les montagnes du Zimbabwe, mais elle fut détruite par la suite. On ne peut pas, en général, rattacher avec certitude au développement ou au déclin d'un État les petites expansions et les incursions des peuples du Zimbabwe. Il y a quelques exceptions : l'expansion des Manyika vers les montagnes désertiques de l'Inyanga et trois expéditions de moindre importance parties de l'État du Changamire. Au Zimbabwe, les autres petits mouvements de population avaient principalement pour but la colonisation de terres faiblement peuplées, situées dans le Sud. C'est sans doute à Madagascar qu'on voit le plus clairement comment les mouvements de population pouvaient se rattacher à la formation de chefferies et de royaumes : par exemple, les migrations des Maroserana, auxquels se sont jointes des communautés alors que d'autres fuyaient devant eux. En 1500, la population de l'île conservait une grande mobilité car il y avait encore des terres inoccupées. En 1800, la plus grande partie de l'île était organisée en États de types différents. L'espace avait été maîtrisé. Toutefois, dans ce processus, la formation des États avait joué un rôle plus important à Madagascar que dans d'autres régions d'Afrique[67].

Sur le continent, la formation d'États se limite à une partie de la Tanzanie centrale, à la Tanzanie méridionale et au nord du Mozambique. Dans ces régions, la formation des États bena, sangu, hehne, makua (makwa) lundu

64. Voir les chapitres 10, 11, 12, 13, 14 et 15. Voir également C. H. Perrot, 1982.
65. Voir les chapitres 19 et 20.
66. Voir les chapitres 21 et 22. Voir aussi D. N. Beach, 1980*a*.
67. Voir le chapitre 28.

et yao, et l'unification de certains États nyamwezi contribuèrent à fixer la population[68].

La considérable extension des routes commerciales au sud du Sahara entraîna de nouvelles diasporas et amplifia les anciennes. Elle provoqua aussi d'autres mouvements de population, qui se déroulèrent le plus souvent sur de courtes distances. Les diasporas les mieux connues sont, d'ouest en est, celles des Jahanka, des Joola, des Yarse, des Hawsa, des Bobangui, des Vili, des Hungaan, des Bisa, des Yao et des Swahili. Il faut y ajouter les diasporas européennes : les Français sur la côte du Sénégal, les Portugais à Luanda et au Mozambique, les agents des Portugais (*lançados*, *pombeiros* et personnel des *prazos*) et les Hollandais du Cap furent les Européens dont l'établissement eut la plus grande influence sur le continent africain durant cette période.

Les diasporas européennes et africaines prirent une part croissante à la traite des esclaves à mesure que les routes commerciales étaient plus fréquentées, mieux organisées et qu'elles pénétraient plus loin dans les terres. La population qui vivait à proximité de ces routes se déplaçait parfois pour s'en rapprocher davantage ou, au contraire, pour s'en éloigner. Ainsi, les Itsekiri s'étendirent vers la côte voisine afin d'accéder à la route maritime qui conduisait au Bénin. Les Efik, qui vivaient près d'Arochuku, s'établirent à Old Calabar, sur la Cross River, où ils fondèrent un port important[69]. Les Duala (Douala) descendirent le cours du Wouri pour des raisons similaires au XVIIIe siècle. De nombreux habitants du Gabon se rapprochèrent progressivement du delta de l'Ogooué pour participer activement au commerce. D'autres communautés s'éloignèrent au contraire des routes commerciales en direction de la Ngounié[70]. Celle qui vivait entre le Kwongo et le Kasaï semble avoir fui les marchands et les pillards, tandis que les Bemba de Zambie se rapprochèrent d'une route commerciale établie au XIXe siècle. De nombreux habitants du Zimbabwe semblent s'être éloignés de l'agitation créée par les *feiras* portugaises avec la colonisation du Sud. Tous ces mouvements de population étaient limités. Ils traduisaient seulement l'effort de certains groupes pour s'adapter au développement du commerce et à une vaste réorganisation des rapports sociaux et politiques. Des mouvements du même genre se sont produits au voisinage des routes commerciales et des nouveaux centres politiques d'Afrique du Nord.

Conclusion

En 1500, les hommes avaient maîtrisé l'espace depuis longtemps dans la plus grande partie de l'Afrique et exploitaient d'une façon ou d'une autre la totalité du sol. Comme dans la majeure partie du continent la densité de population était faible, les expansions réglaient les problèmes dus à une

68. Voir le chapitre 27.
69. Voir le chapitre 15.
70. Voir le chapitre 18.

trop forte utilisation du sol. La principale exception était celle de l'Afrique orientale, de la corne au Zambèze, y compris Madagascar, mais à l'exclusion de la région des Grands Lacs. La moitié nord de cette zone se caractérisait par des migrations de masse, par de nouveaux modes de peuplement et par la rapide expansion de plusieurs communautés d'éleveurs. Dans la moitié sud, comprenant Madagascar, où la culture du sol occupait une place plus importante qu'au nord, une nouvelle organisation sociale et la formation d'un système de royaumes et de chefferies contribuèrent à fixer la population et à intensifier l'exploitation du sol.

Les sécheresses et les famines ne suffisent pas à expliquer les migrations de masse et les expansions rapides qui ont eu lieu dans la moitié nord de cette zone. En effet, en Afrique de l'Ouest et du Nord, les populations voisines du Sahara n'ont réagi à des sécheresses comparables que par de lentes expansions.

L'accroissement démographique n'a sans doute pas eu de conséquences graves dans l'ensemble de l'Afrique durant cette période puisqu'il était facilement compensé par les mouvements de population. Les nouvelles techniques qui, en intensifiant l'exploitation du sol, permettaient l'accroissement de la population, n'apparaissent qu'en des points isolés: la Basse-Casamance, le pays Igbo, les prairies du Cameroun où l'on cultivait divers végétaux, les montagnes de la région des Grands Lacs, au bord du rift occidental, où l'on pratiquait l'irrigation et la culture intensive des bananes, le plateau kukuya où l'on appliquait de nouvelles méthodes de fertilisation, ou encore la vallée du haut Zambèze, dont les crues servaient à l'irrigation, étaient et sont encore des exceptions en Afrique occidentale et centrale. On pratiquait depuis des millénaires une culture intensive dans les oasis d'Afrique du Nord et en Égypte, où se trouve la plus grande oasis du monde. Il nous est impossible d'expliquer ici en détail pourquoi l'accroissement démographique n'a pas été plus considérable, mais il nous faut du moins rappeler qu'un très grand nombre d'Africains ont quitté le continent, notamment à cause de la traite des esclaves vers l'Amérique. Il est remarquable que l'Afrique occidentale et centrale, où la traite avait lieu, ait connu une plus grande stabilité que l'Afrique orientale, et que, si la traite a provoqué des mouvements secondaires, elle n'ait pas causé de redistribution massive de la population.

Hors d'Afrique orientale, la mobilité de la population dépendait essentiellement de l'essor et du déclin des États et de l'extension des réseaux commerciaux. Malgré la disparition de quelques-uns des principaux États du Sahel en Afrique occidentale, les différents États d'Afrique exerçaient leur domination sur une plus grande partie du continent à la fin du XVIIIe siècle qu'au début du XVIe. Des troubles se produisaient aux frontières de chaque nouvel État au moment de sa formation.

L'Afrique de l'Ouest et du Nord a possédé, bien avant le XVIe siècle, un réseau étendu de routes et d'établissements commerciaux. Il y avait également quelques routes commerciales en Afrique centrale, mais elles ne se sont multipliées qu'aux XVIIe et XVIIIe siècles. C'est à cette époque qu'elles ont relié pour la premiére fois l'Atlantique à l'océan Indien. Les diasporas

ont proliféré avec l'extension du commerce. L'exploitation des ressources a pu se faire à plus grande échelle, de même au point de vue politique, les États se sont étendus sur de plus vastes territoires que les chefferies ou les confédérations de villages. Les routes commerciales, en reliant l'Afrique aux autres continents, la soumettaient à la hiérarchisation de l'espace mondial, c'est-à-dire à une organisation qui, après 1500, sera de plus en plus dominée par l'Europe.

Il faut replacer dans une durée plus longue les trois siècles que nous avons considérés ici. La population de l'Afrique a connu une stabilité beaucoup plus grande et a beaucoup mieux maîtrisé l'espace pendant cette période que pendant les cinq siècles précédents. Au XIXe siècle, à la suite d'un accroissement démographique en Afrique australe que seule une révolution technique aurait pu compenser, l'Afrique australe et orientale allait être bouleversée par le *Mfecane*. Mais l'instabilité ne s'est pas étendue au reste du continent. Les Africains avaient réussi, dans l'ensemble, à maîtriser l'espace bien avant le XVIe siècle. Un juste rapport entre la population, les ressources de la terre et les techniques assurait une situation stable où les diverses cultures pouvaient produire des œuvres raffinées et l'organisation sociale se compliquer, comme en témoigne l'essor des villes.

Cependant, comme ce chapitre l'a également montré, nous connaissons encore mal les mouvements de population. En ce qui concerne l'Afrique, la démographie historique et l'histoire des techniques n'en sont qu'à leurs débuts. Nous avons besoin de données plus nombreuses, et surtout il nous faut remplacer les notions vagues comme celle de « migration » par des instruments d'analyse beaucoup plus précis. Nous pourrons alors mieux décrire un élément fondamental de l'histoire de l'Afrique : la lente et progressive colonisation du continent par ses habitants.

CHAPITRE 4

L'Afrique dans l'histoire du monde : la traite des esclaves à partir de l'Afrique et l'émergence d'un ordre économique dans l'Atlantique

J. E. Inikori

Sans doute y eut-il dans la Méditerranée de l'Antiquité des ventes d'esclaves originaires de l'Afrique subsaharienne, mais il ne s'agissait que de cas isolés et il fallut attendre le IXe siècle pour que l'exportation d'esclaves d'Afrique noire vers le reste du monde prenne réellement de l'ampleur[1]. Approvisionnant essentiellement le pourtour méditerranéen (y compris l'Europe méridionale), le Moyen-Orient et certaines régions d'Asie, ce commerce dure plusieurs siècles puisqu'il ne s'éteindra qu'au début du XXe siècle, mais les « quantités » annuelles ainsi exportées ne sont jamais très importantes. En revanche, dès que le Nouveau Monde, à la suite du voyage de Christophe Colomb en 1492, s'ouvre à l'exploitation européenne, un trafic d'esclaves africains portant sur des effectifs beaucoup plus importants vient s'ajouter à l'ancien : c'est la traite dite transatlantique des esclaves, pratiquée du XVIe au milieu du XIXe siècle, les deux trafics se poursuivant simultanément pendant près de quatre siècles et arrachant des millions d'Africains à leur patrie. À ce jour, la place de ce commerce dans l'histoire mondiale n'a pas encore été convenablement mise en lumière.

Il faut observer que le trafic des esclaves ne s'est pas limité à l'Afrique. Le monde a en effet largement connu le servage et le commerce des esclaves dès l'Empire romain. Les documents historiques permettent aisément de constater que tous les peuples du monde ont, à une époque ou à une autre, vendu certains des leurs comme esclaves dans des contrées lointaines. On

1. R. A. Austen, 1979 ; R. Mauny, 1971.

apprend ainsi que la mission envoyée au VIe siècle pour convertir le peuple anglais au christianisme n'était pas sans rapport avec la vente, sur le marché de Rome, d'enfants anglais, victimes des luttes fréquentes entre les peuples anglo-saxons qui vendaient comme esclaves les prisonniers capturés au cours de leurs combats[2]. Il en va de même d'autres territoires européens. Pendant des siècles, les ethnies d'Europe orientale et centrale (et surtout les Slaves, dont le nom a donné le mot « esclave ») ont fourni des esclaves au Moyen-Orient et à l'Afrique du Nord.

Il reste que, du point de vue de l'histoire mondiale, le commerce d'exportation d'esclaves originaires d'Afrique, en particulier la traite transatlantique, est un phénomène unique à plusieurs égards. Son ampleur même, son étendue géographique et son régime économique — en matière d'offre, d'emploi des esclaves et du négoce des biens qu'ils avaient produits — sont autant de traits qui distinguent la traite des esclaves africains de toutes les autres formes de commerce d'esclaves.

La difficulté d'en déterminer la place exacte dans l'histoire du monde est directement liée à la question des origines historiques de l'ordre économique mondial contemporain. La controverse que cette dernière suscite tient à un certain nombre de facteurs : d'abord, à la tyrannie qu'exercent sur les chercheurs les paradigmes différents qui conditionnent leurs modes de pensée respectifs ; ensuite, à l'intrusion des influences politiques dans les explications des hommes de science ; enfin, à l'inexactitude de l'information mise à la disposition de nombreux spécialistes. À titre d'exemple, nous retiendrons les vues de quelques scientifiques éminents sur le sujet.

Dans son analyse des origines historiques de l'ordre économique international, l'économiste noir W. A. Lewis, qui a reçu le prix Nobel pour ses travaux, affirme que « la contribution du tiers monde à la révolution industrielle de la première moitié du XIXe siècle aura été négligeable[3] ». Dans la perspective inverse, celle des effets de l'évolution de l'économie internationale sur les économies du tiers monde, feu Bill Warren déclare : « Rien ne prouve qu'un processus quelconque de sous-développement se soit engagé dans les temps modernes, et en particulier dans la période écoulée depuis que l'Occident s'est imposé sur les autres continents. Les faits tendraient plutôt à corroborer la thèse opposée, à savoir qu'un processus de développement est intervenu, au moins à partir de la révolution industrielle anglaise, à une allure très accélérée par rapport à toutes les périodes antérieures, et que ce phénomène procédait directement de l'influence de l'Occident […][4]. »

À son tour, dans une perspective politique, P.T. Bauer, spécialiste d'économie du développement, a déclaré : « En acceptant les sempiternel-

2. On rapporte qu'un moine romain, voyant un jour un enfant anglais vendu sur le marché de Rome, fut tout attristé à la pensée que les Anglais n'étaient pas des chrétiens. Plus tard, ce moine devenu pape sous le nom de Grégoire le Grand ordonna, en 596, à un groupe de moines de partir évangéliser le peuple anglais. Voir T. Cairns, 1971, p. 50.
3. W. A. Lewis, 1978, p. 6.
4. B. Warren, 1980, p. 113.

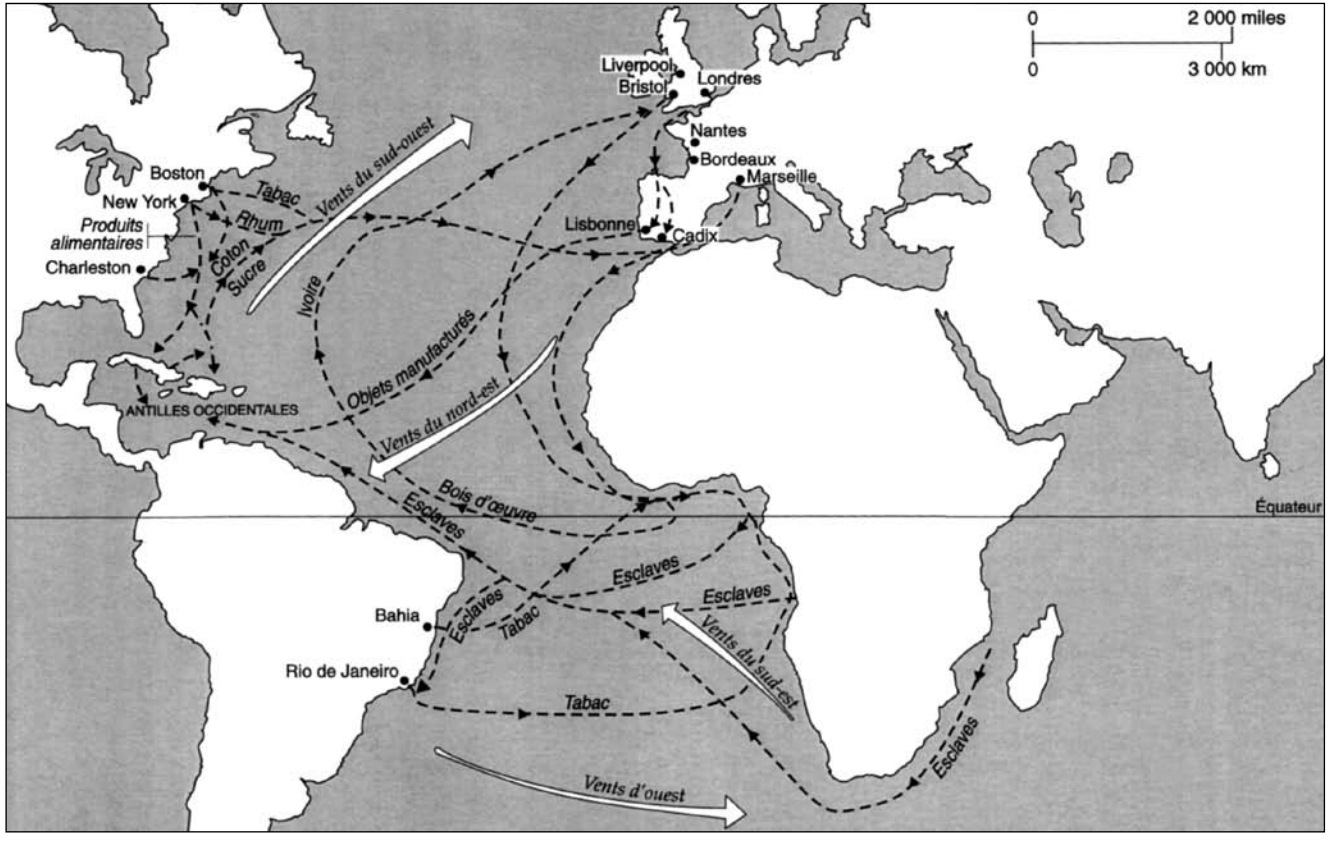
les accusations qui le rendent formellement responsable de la pauvreté du tiers monde, l'Occident ne fait qu'exprimer et cultiver son sentiment de culpabilité. C'est ce qui a affaibli la diplomatie occidentale tant à l'égard du bloc soviétique, beaucoup plus virulent sur le plan idéologique, qu'envers le tiers monde. Et l'Occident en est arrivé de la sorte à s'abaisser devant des pays aux ressources négligeables et sans aucune puissance réelle. Pourtant, il peut être démontré que ces allégations sont sans fondement. Elles ne sont acceptées sans discussion que parce que le public occidental ne connaît pas concrètement le tiers monde, et à cause d'un sentiment répandu de mauvaise conscience. L'Occident ne s'est jamais porté aussi bien et ne s'en est jamais senti aussi mal[5]. »

Sans être, loin de là, celles de la majorité, ces opinions se retrouvent cependant sous la plume de bien des auteurs qui ont écrit sur la question. On peut relever dans chacune d'elles des traces des trois facteurs indiqués plus haut, mais il est particulièrement frappant de constater qu'aucune d'entre elles ne paraît tenir compte de la traite transatlantique des esclaves africains. Cette omission est, semble-t-il, assez courante dans les études des origines historiques de l'ordre économique mondial contemporain, peut-être parce que les historiens de la traite des esclaves africains n'ont pas mis en parallèle ses effets à l'échelle mondiale.

Dans ce chapitre, nous tenterons d'analyser les conséquences de la traite des Noirs dans le contexte de l'évolution de l'ordre économique mondial à partir du XVIe siècle, pour essayer de mieux comprendre les questions économiques internationales de notre temps. On peut définir l'ordre économique comme étant un système singulier de relations économiques englobant plusieurs pays auxquels, simultanément, il assigne des fonctions et octroie des récompenses par le mécanisme d'un réseau d'échanges commerciaux. Le développement d'un tel système de relations économiques internationales entraîne, dans ses différents pays membres ou sous-régions, une évolution des structures économiques, sociales et politiques qui permet au système de continuer à fonctionner uniquement par le jeu des forces du marché. Parvenu à ce point, il ne peut subir de modification importante que par une intervention politique délibérée, éventuellement occasionnée par un changement de régime dans un ou plusieurs des pays qui en font partie.

Nous partons ici de l'idée qu'un premier ordre économique qui a cimenté une vaste portion du monde composée de diverses régions — l'Europe occidentale, l'Amérique du Nord, l'Amérique latine, les Antilles et l'Afrique — est apparu dans la zone de l'Atlantique au XIXe siècle. L'Europe occidentale et, plus tard, l'Amérique du Nord en formaient le centre, la périphérie étant occupée par l'Amérique latine, les Antilles et l'Afrique, et ses structures économiques, sociales et politiques correspondaient à cette organisation. L'extension de l'ordre économique atlantique à l'Asie et au reste de l'Europe, aux XIXe et XXe siècles, a abouti à l'ordre économique mondial

5. P. T. Bauer, 1981, p. 66.



4.1. Le commerce atlantique au XVIIIe et au début du XIXe siècle.
[*Source :* d'après A. G. Hopkins, 1973. Carte reproduite avec l'aimable autorisation de Longman Group UK Ltd.]

moderne, qui n'a connu depuis lors que des changements somme toute mineurs. Il importe d'observer que même au sein de l'ordre élargi, la position centrale ou périphérique des régions le constituant est restée la même qu'au XIXe siècle. L'évolution des XIXe et XXe siècles n'a fait qu'adjoindre un ou deux nouveaux territoires aux deux centres, alors que la périphérie s'en est trouvée considérablement agrandie.

Nous essayerons surtout, dans ce chapitre, de démontrer que la traite des esclaves d'Afrique aura été un facteur clé dans l'avènement de l'ordre économique atlantique au XIXe siècle. Pour développer cet argument, nous tenterons de mettre en évidence, d'une part, le rôle de cette traite et de l'esclavage pratiqué en Amérique dans la transformation capitaliste de l'Europe occidentale (et tout particulièrement de la Grande-Bretagne) et de l'Amérique du Nord, et, d'autre part, celui des mêmes facteurs dans l'apparition de structures de dépendance en Amérique latine, dans la Caraïbe et en Afrique vers le milieu du XIXe siècle. Faute de place et vu l'étendue de la zone considérée, il ne nous est pas possible d'entrer dans le détail des sous-régions. L'analyse est donc axée essentiellement sur les grands problèmes généraux.

Méthodologie

Dès qu'il s'agit d'étudier la société, on se heurte à une question capitale qui s'oppose à la communication entre spécialistes et peut à l'occasion susciter de violents désaccords, celle des cadres de référence conceptuels qui, étant différents selon les chercheurs, leur font voir différemment les mêmes réalités sociales. C'est ce qui explique en grande partie les controverses où se perdent les discussions sur le sous-développement et la dépendance et dont on trouve la trace dans les opinions précédemment citées. La pomme de discorde est en l'occurrence la question de savoir s'il convient ou non de considérer les changements sociaux comme un tout pour les besoins de l'analyse. Dans la pratique, l'attitude des chercheurs semble dépendre pour beaucoup, en la matière, du cadre conceptuel dont ils disposent. D'un côté, on retient une vision indifférenciée de tous les changements sociaux considérés comme porteurs de développement économique et social. À l'opposé, en particulier chez les théoriciens du sous-développement et de la dépendance, les changements sociaux sont différenciés entre eux, selon la direction qu'ils prennent, l'une aboutissant au développement économique, l'autre au sous-développement et à la dépendance. Toutefois, dans les deux cas, il s'agit de changements qui peuvent donc, l'un comme l'autre, être étudiés dans une perspective historique.

Lorsqu'on envisage les processus historiques qui ont abouti à l'état actuel des économies nationales de par le monde, la vision indifférenciée du changement social se révèle incapable d'offrir une explication satisfaisante. Toutes les sociétés ont connu des changements au fil des siècles. Si tout changement social aboutissait, en fin de compte, au développement

économique, la plupart des économies du monde devraient, à l'heure actuelle, être développées. Or, selon toutes les définitions admises du « développement économique », quelques-unes d'entre elles seulement peuvent être qualifiées de développées. Dans leur grande majorité, elles se trouvent encore dans une situation telle qu'elles ne peuvent espérer le devenir un jour que moyennant des mesures absolument draconiennes, du genre de celles qui ont été prises par la Russie stalinienne ou la Chine. Il s'ensuit que le changement social qui, à travers les siècles, les a conduites à leur situation actuelle est un phénomène différent d'un processus de développement. Il s'agit d'un processus historique qui, pour certains analystes, a les caractéristiques d'un processus de sous-développement et de dépendance pouvant être distinguées de celles du processus de développement.

Examinons de plus près la démarche des théoriciens du sous-développement et de la dépendance. Le changement social est à la base de la structuration économique, sociale et politique. Une certaine combinaison de structures économiques, sociales et politiques favorise le développement économique mais d'autres, au contraire, y font obstacle. Les processus de changement social qui engendrent les structures favorables au développement doivent être considérés comme des processus de développement tandis que les autres, générateurs de structures constituant en définitive des entraves au développement qui ne peuvent être supprimées que par des interventions politiques rigoureuses, doivent l'être comme des processus de sous-développement et de dépendance. Analytiquement, par conséquent, on peut distinguer trois types d'économies : non développée, développée et sous-développée.

Pour l'intelligence de l'analyse qui va suivre, il convient de définir ces trois termes. Par économie développée, il faut entendre une économie possédant de solides liaisons structurelles et sectorielles internes, s'appuyant sur une technique évoluée et sur des structures sociales et politiques qui permettent une croissance autonome[6]. L'expression économie sous-déve-loppée et dépendante désigne, quant à elle, une économie privée d'articulations structurelles et sectorielles du fait de l'existence de certaines structures internes héritées de relations internationales antérieures, dont la nature rend extrêmement difficile, sinon impossible, l'implantation d'une technique évoluée et de solides liaisons sectorielles et structurelles internes, engendrant ainsi une situation où l'expansion ou la contraction de l'économie dépend entièrement de l'extérieur[7].

6. Par liaisons structurelles, nous entendons celles qui existent, à l'intérieur du secteur minier et industriel, entre l'extraction minière, l'industrie des biens d'équipement et celle des biens de consommation. Par liaisons sectorielles, nous voulons dire des liaisons entre le secteur industriel et minier, l'agriculture, les transports et le commerce. Pour qu'une économie puisse être qualifiée de développée, il faut que les différentes branches de l'industrie soient pleinement développées et reliées entre elles et que tous les secteurs de l'économie soient solidement intégrés. C'est le seul moyen d'entretenir une croissance autonome et d'éliminer la dépendance.

7. Il faut distinguer la situation de dépendance totale vis-à-vis de l'extérieur de l'interdépendance entre les économies appartenant au système du commerce mondial. Comme le dit T. dos Santos

Enfin, l'économie non développée est celle qui ne possède ni les structures du développement, ni celles du sous-développement et qui reste donc libre de s'engager aisément dans l'une ou l'autre direction, selon le genre d'occasion qui se présente[8].

Pour comprendre les effets planétaires du processus de création de l'économie internationale, il nous faut donc voir de plus près quelles sortes de structures économiques, sociales et politiques il a engendrées dans les différentes économies en cause. Il sera ensuite possible de déterminer lesquelles de ces structures correspondent au développement ou, à l'inverse, au sous-développement et à la dépendance. À cet effet, il sera particulièrement utile de recourir à une hypothèse importante des théoriciens du sous-développement et de la dépendance, à savoir qu'à l'époque mercantiliste[9] la transformation capitaliste des pays qui allaient former les noyaux (centres) de l'économie mondiale en formation produisit en même temps une consolidation et un nouveau prolongement des formations sociales précapitalistes dans les territoires qui allaient en constituer la périphérie[10].

S'il en fut bien ainsi, le développement des pays des zones centrales produisit du même coup les structures de dépendance et de sous-développement de la périphérie. Le présent chapitre s'organise autour de cette hypothèse pour la mettre à l'épreuve des faits historiques.

L'ampleur de la traite des esclaves africains

On ne peut apprécier à sa juste valeur le rôle de la traite des esclaves d'Afrique dans l'histoire du monde sans une estimation aussi proche que possible de la réalité du volume de ce commerce à travers les siècles. À cet égard, des progrès considérables ont été faits dans l'évaluation de son plus impor-

(1973, p. 76): « Une relation d'interdépendance entre deux ou plusieurs économies, ou entre ces économies et le système commercial mondial, devient une relation de dépendance lorsque quelques pays peuvent impulser eux-mêmes leur expansion alors que d'autres, qui sont en situation de dépendance, ne peuvent assurer la leur qu'à travers celle des pays dominants […]. »

8. Il ne faut pas confondre ce type d'économie avec les économies sous-développées. B. Warren (1980, p. 169) a tort, assurément, d'affirmer qu'« il n'y a pas de raison d'abandonner l'idée que le sous-développement est l'absence de développement, mesuré en termes de pauvreté par rapport aux pays capitalistes évolués ». Même dans une perspective littéraire, le terme sous-développement ne prend tout son sens que s'il désigne un processus de transformation capitaliste qui est bloqué et, par conséquent, inachevé. Cette situation ne saurait être assimilée à l'état d'arriération naturelle auquel se réfère la notion de non-développement.

9. La période 1500-1800 est d'ordinaire considérée comme l'ère du mercantilisme marquée essentiellement par la lutte entre pays d'Europe occidentale pour la domination, à leur profit exclusif, du commerce mondial alors en pleine expansion.

10. Selon l'analyse de Marx, les formations sociales précapitalistes sont constituées par le mode de production communiste primitif, le mode de production antique, le mode de production fondé sur l'esclavage et le mode de production féodal. Il y a quelques autres variantes des modes de production précapitalistes. Pour une analyse utile des problèmes posés par les formations sociales précapitalistes, voir J. G. Taylor, 1979.

tant domaine, la traite transatlantique, à partir des estimations publiées en 1969 par P. D. Curtin[11]. Depuis lors, d'autres spécialistes ont publié les résultats de recherches détaillées s'appuyant sur différents éléments de ces estimations. Le tableau 4.1 offre une comparaison de ces estimations avec celles de Curtin pour les composantes correspondantes[12].

Tableau 4.1. Estimations du volume de la traite transatlantique des esclaves faites depuis 1976

Auteur	Composante considérée	Nombre d'esclaves	Estimation de Curtin pour la même componsante	Différence (%)
J. E. Inikori	Exportations britanniques d'esclaves à partie de l'Afrique (1701-1808)	3 699 572	2 480 000[a]	49,2
C. A. Palmer	Importations espagnoles d'esclaves (1521-1595)	73 000	51 300[b]	42,3
E. Vila Vilar	Importations espagnoles d'esclaves (1595-1640)	268 664	132 600[c]	102,6
L. B. Rout, Jr	Importations espagnoles d'esclaves (1500-1800)	1 500 000	925 100[d]	62,1
D. Eltis	Exportations transatlantiques d'esclaves à partir de l'Afrique (1821-1843)	1 485 000	1 104 950[e]	34,4
D. Eltis	Importations brésiliennes d'esclaves (1821-1843)	829 100	637 000[f]	30,0
D. Eltis	Exportations transatlantiques d'esclaves (1844-1867)	634 700	539 384[g]	17,7
R. Stein	Exportations françaises d'esclaves (1713-1792/1793)	1 140 257	939 100[h]	21,4

a. J. E. Inikori, 1976; P. D. Curtin, 1969, tableau 41, p. 142.
b. C. A. Palmer, 1976, p. 2-28; P. D. Curtin, 1969, tableau 5, p. 25.
c. E. Vila Vilar, 1977*b*, p. 206-209; P. D. Curtin, 1969, tableau 5, p. 25.
d. L. B. Rout, Jr, 1976; P. D. Curtin, 1969, tableau 77, p.268.
e. D. Eltis, 1977; P. D. Curtin, 1969, tableau 67 (p. 234) et 80 (p. 280).
f. D. Eltis, 1979; P. D. Curtin, 1969, tableau 67 (p. 234) et 80 (p. 280).
g. D. Eltis, 1981; P. D. Curtin, 1969, tableau 67 (p. 234) et 80 (p. 280).
h. R. Stein, 1978; P. D. Curtin, 1969, tableau 49, p. 170.

11. P. D. Curtin, 1969.
12. J. E. Inikori, 1976; P. D. Curtin, R. Anstey et J. E. Inikori, 1976.

Comme ce tableau permet de le constater, tous les résultats des recherches effectuées depuis 1976 tendent à prouver que les chiffres de Curtin sont beaucoup trop faibles. Une grande partie de la traite transatlantique des esclaves n'a pas encore fait l'objet de recherches détaillées. Celles que David Eltis a consacrées aux importations brésiliennes d'esclaves entre 1821 et 1843 demandent à être étendues aux XVIe, XVIIe et XVIIIe siècles. Le volume des exportations d'esclaves effectuées par la Grande-Bretagne aux XVIe et XVIIe siècles n'a pas encore été chiffré dans le détail. Et il en va de même de bien d'autres domaines de la traite. Lorsque ces recherches auront été faites, on pourra disposer de chiffres globaux reposant entièrement sur les travaux détaillés des spécialistes. Il reste que les estimations résultant des recherches faites depuis 1976 font clairement apparaître une configuration de laquelle on peut raisonnablement inférer des statistiques pour l'ensemble de ce commerce. Ce qui est très intéressant dans ces estimations, c'est qu'elles couvrent tous les siècles où le volume de la traite a été important. Elles donnent à penser, en particulier, que les révisions en hausse les plus substantielles à apporter aux estimations de Curtin concernent vraisemblablement les XVIe et XVIIe siècles, période pour laquelle on manque d'études détaillées.

Vu l'ampleur et la répartition des corrections qui se sont imposées à la suite des recherches faites depuis 1976, une révision en hausse de quelque 40 % des chiffres globaux de Curtin porterait, semble-t-il, les estimations à un niveau raisonnablement proche du volume réel de la traite transatlantique. Le total de l'ordre de 11 millions d'esclaves exportés auquel aboutissent les estimations de Curtin passe ainsi à 15 400 000[13].

En ce qui concerne la traite à travers le Sahara, la mer Rouge et l'océan Indien, les estimations disponibles sont moins sûres car elles reposent sur un ensemble de données moins fiable à l'exception, toutefois, de celles de Raymond Mauny[14] et de Ralph Austen[15]. Mauny dénombre 10 millions d'esclaves pour la période 1400-1900 et Austen parvient à un total de 6 856 000 pour la période 1500-1890, soit 3 956 000 pour la traite transsaharienne et 2 900 000

13. Paul Lovejoy a donné une interprétation pour le moins étonnante des résultats de ces recherches. Plutôt que d'étudier la configuration des révisions qui se dégagent de ces recherches et de procéder par inférence statistique, il en retient un assortiment discutable de chiffres, les mélange avec des chiffres de Curtin non révisés (qui constituent une importante proportion de l'ensemble) et en arrive à ce qu'il appelle une « nouvelle estimation ». Cette nouvelle estimation, proclame-t-il, confirme l'exactitude des premières estimations de Curtin. Voir P. E. Lovejoy, 1982. Outre les erreurs d'appréciation qui entachent sa sélection, la chose la plus curieuse dans son « estimation » est qu'il se sert des chiffres mêmes de Curtin pour confirmer l'exactitude de ses estimations. C'est d'autant plus trompeur que les recherches faites depuis 1976 montrent indiscutablement que les chiffres avancés par Curtin pour la période antérieure à 1700 sont ceux qui appellent les révisions en hausse les plus importantes. Or, ce sont aussi ceux que Lovejoy utilise le plus. À mon avis, sa méthode n'est pas à recommander. Si nous sommes obligés de nous servir de chiffres globaux dans nos travaux divers avant que les recherches nécessaires n'aient été menées à bien, le mieux est de recourir à l'inférence statistique sur la base des résultats de recherches plus récentes.

14. R. Mauny, 1971.

15. R. A. Austen, 1979.

pour le trafic de l'océan Indien et de la mer Rouge. Dans l'ensemble, les estimations d'Austen semblent reposer sur des bases plus sûres et doivent par conséquent être préférées à celles de Mauny. Ainsi, globalement, ce sont environ 22 millions d'individus qui ont été exportés d'Afrique noire vers le reste du monde entre 1500 et 1890.

La transformation capitaliste de l'Europe occidentale et de l'Amérique du Nord à l'époque de l'esclavage et de la traite des esclaves

Au moment où Christophe Colomb prend pied aux Antilles, en 1492, les économies de l'Europe occidentale sont par définition sous-développées. L'agriculture de subsistance et le travail artisanal indépendant demeurent les activités économiques dominantes par la proportion de la population active qui s'y consacre. Les activités manufacturières font encore intégralement partie de l'agriculture et n'occupent que partiellement une main-d'œuvre agricole qui consomme directement l'essentiel de ce qu'elle produit. Les structures sociales et politiques font que la distribution du produit social est encore commandée par des mécanismes de coercition extra-économiques.

Cependant, durant trois ou quatre siècles avant l'arrivée de Colomb dans le Nouveau Monde, l'Europe occidentale a connu quelques changements structurels importants. L'accroissement de la population et sa redistribution régionale au Moyen Âge ont considérablement stimulé le commerce interrégional et international et, par conséquent, ont permis d'importantes transformations institutionnelles dans un certain nombre de pays[16]. Durant cette période, la production pour les marchés intérieurs et extérieurs des pays d'Europe occidentale s'est accrue tandis que la production de subsistance commençait à décliner. D'importantes innovations ont été introduites dans l'organisation des terres et du travail afin d'en rationaliser l'utilisation, et tout particulièrement le droit de propriété foncière. Ces changements se sont accompagnés d'une certaine évolution des structures sociales. Tous ces faits nouveaux, intervenus entre la fin du Moyen Âge et 1492, ont largement contribué à donner aux économies d'Europe occidentale les moyens de traiter les possibilités offertes par l'apparition du système atlantique à la suite du débarquement de Colomb aux Amériques.

Certes, toutes les économies de l'Europe occidentale ont pris part aux changements apparus à partir de la fin du Moyen Âge, mais très différemment

16. Pour un échange animé des points de vue sur ces changements, voir D. C. North et R. P. Thomas, 1970 et 1973; D. C. North, 1981; R. S. Lopez, 1976; D. B. Grigg, 1980. On n'oubliera pas le débat ouvert sur le sujet par R. Brenner, 1976; J. P. Cooper, 1978; M. M. Postan et J. Hatcher, 1978; P. Croot et D. Parker, 1978; H. Wunder, 1978; E. Le Roy Ladurie, 1978; G. Bois, 1978; R. Brenner, 1982.

d'un pays à l'autre. L'Angleterre, en particulier, à la faveur à la fois du commerce de la laine et de l'expansion démographique, a connu les changements les plus remarquables observés au cours de cette période[17].

En résumé, il y a deux éléments à retenir de l'évolution de l'Europe occidentale au cours des siècles qui ont précédé la naissance du système atlantique si l'on veut véritablement comprendre ce qui s'est passé entre le XVIe et le XIXe siècle. D'une part, la commercialisation des produits issus de l'activité économique a gagné toute l'Europe occidentale, renforçant ainsi les lois du marché — d'où la facilité avec laquelle les répercussions du système atlantique ont été absorbées, directement et indirectement, par tous les systèmes économiques de la région. D'autre part, ce sont les différences de niveau, très sensibles d'un pays à l'autre, dans les changements institutionnels de cette période qui, conjuguées à de nouvelles différences dans les possibilités d'accès aux perspectives offertes par le système atlantique au cours des siècles suivants, expliquent l'inégalité des rythmes de transformation capitaliste des pays d'Europe occidentale entre le XVIe et le XIXe siècle.

Pour analyser l'impact du système atlantique naissant sur les économies d'Europe occidentale, il convient de distinguer deux périodes: de 1500 à 1650 et de 1650 à 1820.

Durant la première période, les économies et les sociétés de la région atlantique n'étaient pas encore dotées des structures nécessaires pour permettre aux forces en présence sur le marché d'assurer totalement le fonctionnement d'un système économique unique capable de répartir fonctions et profits entre ses membres. En conséquence, l'Europe occidentale usa de sa supériorité militaire pour acquérir la maîtrise des ressources d'autres économies et d'autres sociétés de la région. C'est la raison pour laquelle le processus de transformation de l'Europe occidentale engagé avant Colomb se poursuivit ensuite à peu près sur le même modèle, la plupart des échanges internationaux de marchandises ayant lieu à l'intérieur de l'Europe, car les richesses du reste de la zone atlantique ne coûtaient rien ou presque rien à l'Europe occidentale.

C'est surtout l'or et l'argent qui inondèrent l'Europe occidentale à cette époque-là. Ils provenaient principalement des colonies de l'Amérique espagnole, le commerce de l'or ouest-africain ayant décliné à mesure que la traite des esclaves et l'esclavage prenaient de l'ampleur. Une fois arrivés en Espagne (les quantités importées entre 1503 et 1650 figurent dans le tableau 4.2), l'argent et l'or du Nouveau Monde étaient distribués dans toute l'Europe occidentale.

La mise en circulation du métal précieux comme monnaie d'échange accéléra le processus de commercialisation au sein des activités économiques dans cette zone. C'est l'interaction de l'augmentation rapide de cette manne monétaire et de l'expansion démographique contemporaine qui produisit le

17. J. E. Inikori, 1984.

phénomène connu, dans l'histoire européenne, sous le nom de révolution des prix du XVIe siècle. Les conditions ainsi créées devaient jouer un rôle particulièrement important dans l'avènement de l'agriculture capitaliste en Europe occidentale, et tout spécialement en Angleterre[18].

L'importation de métal précieux américain donna aussi un coup de fouet aux échanges internationaux en Europe même. Seuls les Espagnols et leurs navires étaient légalement autorisés à transporter des marchandises en provenance et à destination de l'Amérique espagnole, Cadix et Séville étant les deux seuls ports du continent où ils pouvaient embarquer ou débarquer. En outre, les colonies espagnoles d'Amérique n'avaient pas le droit de produire leurs propres articles manufacturés. Cependant, leurs richesses minières encourageaient la classe dominante espagnole à s'en remettre à d'autres pays européens pour les diverses importations destinées à satisfaire les besoins des Espagnols d'Espagne et de l'Amérique espagnole. Les échanges commerciaux de Cadix et Séville avec l'Amérique espagnole étaient eux-mêmes sous le contrôle de marchands d'autres pays européens par le biais de toutes sortes d'arrangements secrets[19].

Tableau 4.2. Quantités d'argent et d'or importées des Amériques en Espagne de 1503 à 1650

Période	Argent (onces)	Or (onces)
1503-1510	—	175 133
1511-1520	—	322 859
1521-1530	5 256	172 453
1531-1540	3 040 373	510 268
1541-1550	6 263 639	880 323
1551-1560	10 692 168	503 361
1561-1570	33 258 031	406 740
1571-1580	39 456 766	332 595
1581-1590	74 181 368	426 881
1591-1600	95 507 751	686 107
1601-1610	78 082 734	414 959
1611-1620	77 328 761	312 383
1621-1630	75 673 829	137 214
1631-1640	49 268 753	43 739
1641-1650	37 264 124	54 369

Note : Vu l'ampleur de la contrebande, les chiffres officiels ne peuvent fournir qu'un ordre de grandeur total des importations.

Source : C. M. Cipolla, 1976, p. 210, d'après E. J. Hamilton, 1934, p. 42

18. E. J. Hamilton, 1929; J. D. Gould, 1964.
19. A. Christelow, 1948; J. O. McLachlan, 1940.



4.2. Pièce de monnaie espagnole à l'effigie de Ferdinand et Isabelle, 1474-1504. Un grand nombre de ces pièces fut mis en circulation.
[© M. Holford.]

C'est ainsi qu'au XVIe siècle, l'Espagne devint le foyer, au sein de l'Europe occidentale, d'un vaste commerce international dominé par la Hollande, la France et l'Angleterre, et par le canal duquel le précieux métal des Amériques était injecté dans les grandes économies de la région et alimentait le processus de leur transformation. L'argent et l'or latino-américains quittaient l'Espagne quelques mois après y être arrivés, tant et si bien qu'on a pu dire que «l'Espagne trayait la vache et le reste de l'Europe buvait le lait[20]», et ce pendant tout le XVIIe siècle et jusqu'au XVIIIe siècle.

La seconde période (1650-1820) est dominée par la structuration économique et sociale des pays de la zone atlantique, le processus de transformation capitaliste de l'Europe occidentale en venant à être subordonné au système atlantique. Pour apprécier pleinement le rôle de celui-ci dans le développement économique de la région à cette époque, il faut le replacer dans le contexte de la crise générale qui secoue l'Europe occidentale au XVIIe siècle.

L'expansion économique européenne liée à la croissance des importations d'or et d'argent des Amériques et à la poussée démographique mar-

20. A. Christelow, 1948.

que le pas lorsque les effets de ces deux facteurs s'atténuent. Les importations de métal américain, qui ont atteint leur maximum entre 1590 et 1600, diminuent et l'expansion démographique se ralentit à mesure que les sociétés européennes ajustent leur comportement en la matière aux perspectives économiques. La situation est aggravée par la politique de nationalisme économique frisant la guerre commerciale adoptée, au XVIIe siècle, par un certain nombre de pays d'Europe occidentale et, en particulier, par la France. Du fait des barrières douanières érigées par la France, l'Angleterre et d'autres pays pour protéger leurs industries nationales, la situation économique dégénère en crise générale et le commerce intrarégional s'effondre[21]. Le processus de transformation capitaliste est arrêté net dans un certain nombre de pays et la régression s'installe dans les autres, le plus durement touché étant l'Italie qui, de la position de « pays le plus urbanisé et le plus industrialisé d'Europe passa à l'état de zone paysanne arriérée typique […][22] ».

La nature et l'origine de la crise du XVIIe siècle indiquent clairement que pour mener à bien son processus de transformation capitaliste, l'Europe occidentale avait besoin de beaucoup plus d'ouvertures économiques que le continent ne pouvait à lui seul en offrir. Comme le fait remarquer le professeur Hobsbawm, « la crise du XVIIe siècle ne peut s'expliquer par les insuffisances purement techniques et organisationnelles face aux exigences de la révolution industrielle[23] ». Elle ne saurait s'expliquer davantage par la pénurie de capital. « Les Italiens du XVIe siècle, poursuit Hobsbawm, avaient probablement entre leurs mains les plus grandes concentrations de capitaux européens, mais ils ne surent manifestement pas les investir. Ils les immobilisèrent en bâtiments et les dilapidèrent en prêts à l'étranger […]. » Mais les Italiens avaient un comportement rationnel : « S'ils dépensèrent massivement leurs capitaux de façon non productive, ce fut peut-être simplement parce qu'il n'était plus du tout possible de se lancer dans des investissements progressifs au sein de ce "secteur capitaliste". Les Hollandais du XVIIe siècle pallièrent un engorgement financier similaire en investissant dans les objets de valeur et les œuvres d'art…[24] ».

Ainsi, l'explication de la crise réside dans le manque de possibilités économiques en Europe de l'Ouest et, donc, tant que cette région demeura tributaire de ses seules possibilités économiques, ses chances de connaître une transformation capitaliste complète furent à peu près nulles.

Les changements intervenus entre 1650 et 1820 dans la structuration économique et sociale des régions extra-européennes de la zone atlantique offrent autant d'immenses possibilités que de défis à relever, qui transforment du tout au tout le paysage économique de l'Europe occidentale dans son ensemble, mais plus encore des pays les mieux placés pour saisir ces

21. R. Davis, 1969, chap. 2 et 3.
22. E. J. Hobsbawm, 1954, p. 36.
23. *Ibid.*, p. 42.
24. *Ibid.*, p. 42-43.

occasions. Dans le Nouveau Monde, la production de métaux précieux continue de jouer un rôle important, en particulier lorsque le Brésil entre dans sa phase de grande production au XVIIIe siècle, mais l'élément capital de la structuration économique et sociale des pays de la région à ce moment-là fut le considérable essor de l'agriculture de plantation. Sur le continent nord-américain, il s'agit surtout de tabac et de coton, mais en Amérique latine et aux Antilles, le sucre règne en maître. Vu l'ampleur des opérations, la logique de l'économie nouvelle commande un repeuplement complet du Nouveau Monde.

Un commerce très actif s'organise autour du transport maritime des marchandises d'Afrique et des Amériques : les esclaves africains vont vers les Amériques et les produits agricoles et métaux précieux des Amériques partent pour l'Europe occidentale. À titre d'exemple, les quantités de sucre légalement importées des Amériques en Europe occidentale atteignent au minimum 151 658 tonnes par an en 1740-1750 et 193 005 tonnes en 1760-1770[25]. Étant donné que les pays d'Europe occidentale possédant des colonies américaines imposent des restrictions sur les mouvements de marchandises à l'entrée et à la sortie de ces colonies, la distribution des produits américains en Europe par leurs soins devient un facteur primordial de la croissance des échanges intra-européens aux XVIIe et XVIIIe siècles[26]. Les principaux bénéficiaires de cette évolution sont l'Angleterre, la France et la Hollande. Dans le cas de l'Angleterre, la valeur officielle du commerce extérieur (importations et exportations) passe de 8,5 millions de livres par an en moyenne en 1663-1669 à 28,4 millions en 1772-1774 et à 55,7 millions en 1797-1798[27] presque uniquement, ou directement, grâce à l'expansion du système atlantique. Il en va de même pour la France et la Hollande. Pour l'Angleterre, les réexportations des produits du Nouveau Monde atteignent 37,1 % de ses exportations totales en 1772-1774 et, pour la France, 33,2 % en 1787[28]. Ce n'est pas par hasard qu'un spécialiste français d'histoire économique a pu dire : « Le XVIIIe siècle peut véritablement être appelé le stade atlantique du développement économique européen. Le commerce extérieur, et spécialement le commerce avec les Amériques, était le secteur le plus dynamique de toute l'économie (le volume du commerce colonial de la France, par exemple, avait décuplé entre 1716 et 1787), sans compter que la demande de l'outre-mer stimulait la croissance d'un large éventail d'industries en même temps qu'une spécialisation et une division du travail plus poussées. Du fait de la supériorité du transport maritime sur les transports terrestres, l'économie européenne du XVIIIe siècle

25. R. Sheridan, 1970, tableau I, p. 22.
26. R. Davis, 1967 et 1969, chap. 2 et 3.
27. Pour 1663-1669 et 1772-1774, voir R. Davis, 1969, p. 92, 119 et 120 ; pour 1797-1798, voir P. Deane et W. A. Cole, 1967, tableau 13, p. 44. Les chiffres relatifs à 1797-1798 concernent la Grande-Bretagne, les autres l'Angleterre et le Pays de Galles. Tous les chiffres recouvrent la totalité des importations, des exportations nationales et des réexportations. Les chiffres du XVIIIe siècle sont en prix constants de 1697-1700.
28. P. Kriedte, 1983, tableaux 39 et 40, p. 124 et 128.

était organisée autour d'un certain nombre de grands ports maritimes, dont les plus prospères étaient ceux qui se taillaient la part du lion dans le commerce colonial, comme Bordeaux et Nantes ; chacun de ces ports, implanté à l'embouchure d'un fleuve, avait ses propres industries, mais aussi son arrière-pays industriel dont il constituait le débouché[29]. »

Les nouvelles possibilités économiques engendrées par l'expansion du système atlantique entraînent des créations d'emplois qui stimulent la croissance démographique dans toute l'Europe occidentale après le recul observé au XVIIe siècle[30], contribuant ainsi puissamment à l'essor des marchés intérieurs anglais, français et hollandais. Un tel essor, en se conjuguant avec la progression des exportations, est à l'origine de l'augmentation de la demande qui, à son tour, suscite les inventions et les innovations techniques des révolutions industrielles des XVIIIe et XIXe siècles en Europe occidentale. C'est ainsi que l'expansion phénoménale de la production des biens de consommation, des échanges, de l'activité financière et des transports maritimes intervenue dans la zone atlantique entre 1650 et 1820 fournit aux pays d'Europe occidentale les possibilités économiques requises pour surmonter la crise du XVIIe siècle, briser le carcan des structures économiques et sociales traditionnelles et achever le processus de transformation capitaliste. Le premier pays à y parvenir est l'Angleterre. Les forces libérées par ce processus et les enseignements qui s'en dégagent vont en faciliter l'achèvement rapide dans les autres pays d'Europe occidentale qui ont su mettre à profit (directement ou indirectement) les possibilités créées par l'expansion du système atlantique.

Dans le Nouveau Monde aussi, la région qui, en 1783, allait constituer les États-Unis d'Amérique, mais qui, au XVIIe siècle et jusqu'à 1776, était composée de territoires coloniaux, limités à ce titre par des contraintes politiques importantes, prit néanmoins dès cette époque part à cette expansion, à plusieurs égards de façon très appréciable. Lorsque Colomb avait débarqué aux Amériques, ces territoires étaient probablement les plus éloignés de tout développement économique de la zone atlantique. Leur densité démographique était parmi les plus faibles du Nouveau Monde et leur organisation économique et sociale était inexistante par rapport à celles des civilisations anciennes de l'Amérique du Sud. Après leur occupation par les colons britanniques, ces territoires restèrent presque entièrement sous le régime de l'économie de subsistance pendant des décennies. L'élargissement des possibilités de produire pour vendre intervenu aux XVIIIe et XIXe siècles sera directement lié à l'expansion que le système atlantique connut du milieu du XVIIe au XIXe siècle[31].

29. F. Crouzet, 1964.

30. Il est désormais bien établi que la croissance de la population de l'Angleterre au XVIIIe siècle s'explique par un abaissement de l'âge au mariage et une augmentation de la nuptialité, eux-mêmes dus à un accroissement des possibilités d'emploi. Pour plus de détails, voir J. E. Inikori, 1984. L'analyse repose sur les données présentées par E. A. Wrigley, 1983, et D. N. Levine, 1977.

31. J. F. Shepherd et G. M. Walton, 1972.

Tableau 4.3. Recettes totales au titre des exportations de marchandises et des exportations d'invisibles de l'Amérique du Nord britannique, 1768-1772 (en milliers de livres sterling)

Région	1768	1769	1770	1771	1772
Grande-Bretagne et Irlande	1 658	1 852	1 818	2 113	2 135
Ensemble des Antilles	979	1 131	1 272	1 287	1 498
Europe méridionale et îles de la Méditerranée	520	805	741	721	762
Afrique	16	30	25	18	34
Total	3 173	3 818	3 856	4 139	4 429

Note : les exportations d'invisibles proviennent en grande partie des transports maritimes.

Tableau 4.4. Importations de l'Amérique du Nord britannique, 1768-1772 (en milliers de livres sterling)

Région	1768	1769	1770	1771	1772
Grande-Bretagne et Irlande	2 908	2 151	3 112	5 382	4 135
Ensemble des Antilles	524	767	792	676	939
Europe méridionale et îles de la Méditerranée	81	85	80	69	88
Afrique	56	189	85	104	265
Total	3 569	3 192	4 069	6 231	5 427

Source : J. F. Shepherd et G. M. Walton, 1972.

Les tableaux 4.3 et 4.4 permettent de mesurer la participation de ces territoires au système atlantique dans les années qui précédèrent immédiatement la Déclaration d'indépendance et la formation des États-Unis d'Amérique. En moyenne, la valeur annuelle totale du commerce atlantique de l'Amérique du Nord britannique s'établit, pour cette période, à 8,4 millions de livres (importations et exportations de marchandises plus exportations d'invisibles). Pour une population totale de 2,2 millions d'habitants en 1770[32], cela s'établit donc à 3,8 livres par habitant. L'ampleur de la participation au système atlantique stimule la croissance du marché intérieur et la production de biens destinés à être échangés sur le marché, de même qu'elle encourage la spécialisation, accroît les revenus par habitant et influe sur les taux de migration vers cette région.

À mesure que, sous l'influence de ce système, les colonies britanniques d'Amérique du Nord passent progressivement des activités de subsistance aux productions marchandes, il devient possible de distinguer

32. J. Potter, 1965, tableau 1 (a), p. 638.

trois types de régimes économiques, celui du sud de la région, celui du centre et celui du nord (essentiellement la Nouvelle-Angleterre). Possédant à la fois de riches ressources naturelles et une main-d'œuvre africaine asservie bon marché, les colonies du Sud vont être incitées à développer l'agriculture de plantation, riz et tabac d'abord, puis coton. Celles du Centre, pour leur part, se lancent dans des cultures alimentaires dans des exploitations de type familial. Quant aux colonies du Nord, relativement pauvres en ressources naturelles agricoles mais dotées de ports naturels en eau profonde et de ressources forestières permettant d'envisager la construction navale, elles ne tardent pas à se spécialiser dans le commerce et les transports maritimes[33].

Ainsi, le Sud produit pratiquement tous les produits agricoles exportés vers l'Europe, cependant que le Nord assure l'essentiel des exportations d'invisibles — transports maritimes, négoce et assurances notamment — et que les colonies du Centre fournissent des denrées alimentaires et quelques services à l'exportation. Dans le Sud, la production est tributaire de la main-d'œuvre servile africaine, mais c'est en Europe qu'elle trouve son principal débouché. L'expansion du système des plantations cultivées par des esclaves entraîne, aux Antilles (britanniques et non britanniques), une restructuration économique instaurant une division du travail avec l'Amérique du Nord : les Antilles offrent ainsi un vaste marché aux denrées alimentaires des colonies du Centre ainsi qu'aux services (transport maritime et autres) de celles du Nord. Les trois sous-régions de l'Amérique du Nord sont donc liées, sur le plan économique, au système esclavagiste des Amériques, en matière soit de production, soit de commercialisation[34].

Ces diverses modalités de participation au système atlantique à l'époque coloniale vont y engendrer des structures économiques et sociales différentes. Dans le Centre et le Nord, la production repose sur le travail libre de la main-d'œuvre blanche qui, généralement, est propriétaire des terres qu'elle cultive

33. D. C. North, 1961.

34. Les colonies du Sud étaient liées au système de l'esclavage en matière de production et celles du Centre et du Nord l'étaient au niveau du marché, étant donné que c'étaient les plantations des Antilles cultivées par des esclaves qui créaient les marchés de produits alimentaires et de services dont les colonies du Nord et du Centre étaient fortement tributaires à cette époque. Les recettes tirées des principales exportations de biens et services qui sont indiquées ci-après (moyenne annuelle pour 1768-1772, en livres sterling) donnent une idée de la structure du commerce d'exportation de l'Amérique du Nord durant la période coloniale : tabac, 766 000 ; transports maritimes, 610 000 ; pain et farine, 410 000 ; riz, 312 000 ; poisson, 287 000 ; indigo, 117 000. Globalement, ces six catégories représentaient 64,4 % des recettes d'exportation totales de l'Amérique du Nord britannique pendant la période considérée. Le tabac et le riz étaient cultivés par les esclaves des plantations des colonies du Sud, le pain et la farine provenaient des exploitations familiales des colonies du Centre et le poisson et les services de transport maritime étaient fournis en grande partie par les colonies du Nord. (Ces chiffres sont tirés de J. F. Shepherd et G. M. Walton, 1972, p. 258.) Les importations consistaient surtout en produits manufacturés et provenaient principalement d'Angleterre, pays qui ne conservait pour sa consommation qu'une faible partie des exportations des colonies : le tabac allait presque exclusivement à l'Angleterre et à l'Écosse, mais plus de la moitié des quantités annuelles était réexportée vers l'Europe continentale.

et les revenus sont assez également répartis. Dans le Sud, la prédominance de l'agriculture de plantation tributaire de la main-d'œuvre servile africaine se traduit par une forte proportion d'esclaves dans la population, la constitution de latifundia et une répartition extrêmement inégale des revenus. Sur les 697 000 esclaves que comptent les États-Unis en 1790, 642 000 se trouvent dans les États du Sud, où ils représentent 36 % de la population totale[35]. Alors que dans le Nord et le Centre, les structures favorisent la croissance d'un marché intérieur axé sur les produits de grande consommation, dans le Sud, elles la limitent et encouragent l'importation de produits de luxe étrangers. Et c'est ainsi que, durant la période coloniale, les colonies du Centre et du Nord auront jeté les bases d'une croissance économique autonome, tandis que dans le Sud s'établissaient des structures de dépendance.

Après l'accession à l'indépendance, l'économie des États du Sud va rester tributaire des esclaves africains à qui ils doivent entièrement la phénoménale expansion de leur production de coton enregistrée entre 1790 et 1860[36]. En conséquence, les structures économiques et sociales de l'époque coloniale se maintiennent dans le Sud, et même dans les nouveaux territoires gagnés par les plantations de coton au XIXe siècle. En 1850, sur une population totale de 8 983 000 habitants dans le vieux et le nouveau Sud, il y a 3 117 000 esclaves, soit une proportion de 34,7 %[37]. La répartition des terres et des revenus demeure inégale et les structures de dépendance se trouvent encore renforcées.

Cependant, avec l'accession à l'indépendance, le gouvernement politiquement indépendant des États-Unis d'Amérique adopte des mesures économiques qui, progressivement, rendent le Sud dépendant non plus de l'Europe occidentale mais des États du Nord. Avec la protection du gouvernement, les armateurs et les négociants des États du Nord-Est prennent en mains le transport maritime du coton du Sud vers l'Europe et l'importation des produits manufacturés européens destinés aux planteurs du Sud et à leurs esclaves[38]. Parallèlement, l'expansion de la production de coton dans

35. J. Potter, 1965, tableau 2, p. 641.

36. La production de coton des États du Sud passe en effet de 4 000 balles de 500 livres en 1790 à 3 841 416 balles en 1860. Entre 1850 et 1860, quelque 76,5 % en sont exportés (voir H. U. Faulkner, 1924, p. 201-202).

37. J. Potter, 1965, tableau 11, p. 680.

38. Un texte du 4 juillet 1789 autorise une réduction de 10 % des droits à l'importation aux États-Unis pour les marchandises transportées par des bateaux américains et appartenant à des Américains. Un autre, du 20 juillet 1789, impose un droit de 6 cents la tonne de marchandises aux navires de cette catégorie et de 30 cents la tonne aux navires étrangers et de construction étrangère entrant dans les ports américains. Les deux textes encourageaient l'expansion de la construction navale et de la flotte marchande dans le nord-est des États-Unis. Le tonnage officiel du commerce extérieur passe de 123 893 tonnes en 1789 à 981 000 tonnes en 1810. Dans le même temps, les importations transportées par des navires appartenant à des nationaux passent de 17,5 à 93 % du total et les exportations de 30 à 90 %. En 1862, le tonnage du transport maritime enregistré au titre du commerce extérieur aura atteint 2 496 894 tonnes, et le Sud fournit 75 % environ des exportations des États-Unis, dont 60 % de coton et 15 % de tabac, riz et sucre raffiné. (Pour tous ces chiffres, voir H. U. Faulkner, 1924, p. 201, 202, 218, 219, 228 et 233.) Ce sont les revenus directement et indirectement tirés des exportations du Sud et les gains des propriétaires de navires et négociants exportateurs et importateurs du Nord-Est qui posent les bases de l'industrialisation des États-Unis de 1790 à 1860. Voir D. C. North, 1961.

le Sud ouvre un marché de plus en plus important aux produits alimentaires, stimulant ainsi la croissance des productions alimentaires commerciales et l'afflux d'immigrants dans les territoires de l'Ouest. Cette spécialisation régionale centrée sur les plantations du Sud et leurs esclaves entraîne la création d'un vaste marché intérieur qui favorise, dans le Nord-Est, l'essor d'industries dont la production concurrence directement les biens importés et qui sont soutenues par des mesures gouvernementales de protectionnisme. De la sorte, jusqu'en 1860, l'industrialisation des États-Unis repose principalement sur les plantations d'esclaves du Sud : ce pays a tiré parti de son indépendance politique à point nommé pour manipuler les forces à l'œuvre dans la zone atlantique au profit de son économie, en s'appuyant sur les structures favorables mises en place dans les colonies du Nord et du Centre au cours de la période coloniale[39]. Les structures de dépendance des États du Sud auront donc joué le rôle de condition *sine qua non* de la transformation capitaliste des États du Nord et de l'Ouest.

L'apparition des structures du sous-développement en Amérique latine et aux Antilles

Selon notre définition, les pays d'Amérique latine et les Antilles avaient des régimes économiques non développés à l'époque où Colomb arriva dans la région. Cette absence générale de développement tenait à trois grands facteurs : la population, la géographie et l'isolement par rapport au reste du monde.

La question de la taille probable de la population de toutes les Amériques en 1492 a fait couler beaucoup d'encre : les estimations vont de 8,5 à 112 millions d'habitants[40]. D'après les recherches de l'école de Berkeley, il semble toutefois qu'un chiffre situé entre 50 et 100 millions d'habitants[41] soit plus plausible. Par rapport à l'immensité du territoire, une telle population, même dans la fourchette supérieure, était très modeste. Qui plus est, elle était concentrée en gros dans trois zones : l'Amérique centrale, où se trouvaient les royaumes antiques des Aztèques et des Mayas ; l'Empire inca de l'ancien Pérou et l'île caraïbe d'Hispaniola, aujourd'hui divisée entre Haïti et la République dominicaine[42]. Le reste du Nouveau Monde était

39. Pour plus de détails au sujet de l'Europe occidentale et de l'Amérique du Nord, voir J. E. Inikori, 1979 et 1981.

40. B. Keen et M. Wasserman, 1980, p. 30-31.

41. Pour les estimations de l'école de Berkeley, voir W. Borah et S. F. Cook, 1963 ; voir aussi S. F. Cook et W. Borah, 1971-1974. Pour une synthèse, voir W. M. Denevan, 1976.

42. À partir de divers documents d'origine indienne et espagnole et à l'aide de méthodes statistiques très élaborées, W. Borah et S. F. Cook ont chiffré la population du Mexique central avant la conquête entre 18,8 et 26,3 millions d'habitants (W. Borah et S. F. Cook, 1967, p. 205). Ils estiment par ailleurs la population d'Hispaniola entre 7 et 8 millions d'habitants en 1492 (B. Keen et M. Wasserman, 1980, p. 30). Les estimations de Cook et Borah ont été néanmoins critiquées comme étant trop élevées.

extrêmement peu peuplé : avant la conquête, la densité démographique de l'Amérique latine était, selon certains, inférieure à dix habitants au kilomètre carré sur plus de 90 % de sa superficie[43].

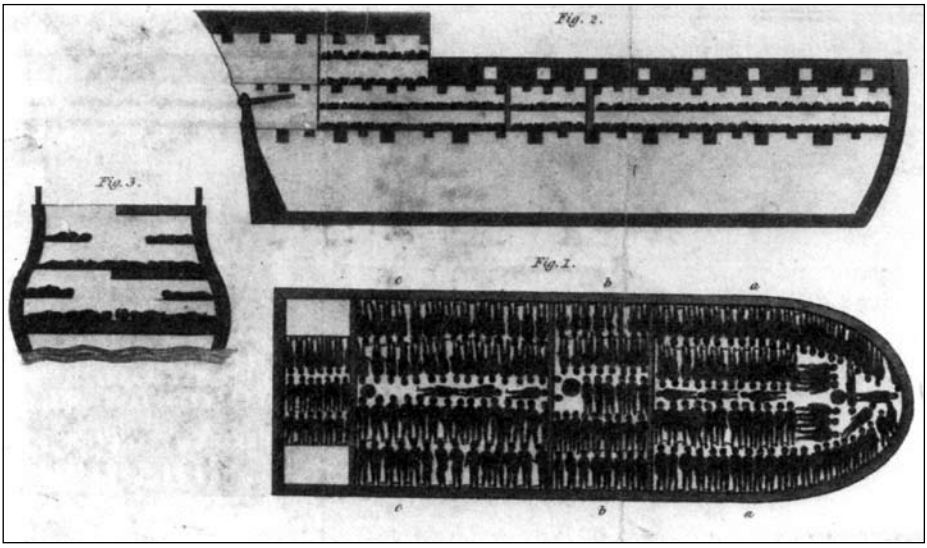
La faible densité de la population dans de vastes zones de l'Amérique précolombienne nuisait au développement des échanges et à la division du travail. En outre, les régions très peuplées étant éloignées les unes des autres et séparées des régions peu peuplées par des forêts épaisses, des montagnes et de profondes vallées, les communications étaient difficiles et le commerce intra-américain s'en trouvait limité. En l'occurrence, le commerce maritime aurait pu jouer un rôle important en repoussant la frontière des échanges commerciaux du littoral vers l'intérieur, comme en Amérique du Nord aux XVIIIe et XIXe siècles, mais cela ne fut pas possible car, jusqu'en 1492, les Amériques demeurèrent isolées du reste du monde. De ce fait, leurs richesses naturelles ne prirent guère de valeur marchande et, partant, n'apportèrent pratiquement rien à la population et aux échanges.

Ainsi s'explique le fait qu'en 1492, les anciennes civilisations d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud, qui avaient atteint un niveau élevé de développement culturel, ne l'étaient pas du tout sur le plan économique. Il leur manquait un système d'échange des marchandises avec le reste du monde pour donner à leurs ressources une valeur économique, encourager leur population à se multiplier et à s'installer dans de nouveaux territoires, stimuler les échanges intra-américains et déclencher le processus de transformation capitaliste.

Or, les possibilités commerciales ouvertes par l'arrivée des Européens en 1492 apparurent dans des conditions qui devaient aboutir en fait à des structures de sous-développement plutôt que de développement. Tout d'abord, les pays d'Europe occidentale s'assurèrent par la force la maîtrise des ressources naturelles de l'Amérique latine et des Antilles. Humiliée et démoralisée, puis accablée de travail et décimée par des maladies introduites par les Européens, la population indienne diminua dans toute la région — comme le prouve assez l'écroulement démographique du Mexique central au XVIe siècle. Comprise, d'après les estimations, entre 18,8 et 26,3 millions d'habitants avant la conquête européenne, elle tomba à 6,3 millions en 1548 et à 1,9 million en 1580. En 1605, elle n'était plus que de 1,1 million d'habitants[44].

Cette quasi-annihilation de la population indienne eut deux conséquences importantes. D'une part, la phénoménale expansion de la production de biens destinés au commerce maritime avec l'Europe et l'Amérique du Nord enregistrée entre le XVIe et le XIXe siècle ne fut possible que grâce à l'importation massive de main-d'œuvre africaine servile. D'autre part, les terres cultivables d'Amérique latine et des Antilles passèrent aux mains des colons européens et furent regroupées en de vastes domaines qui prirent plus tard le nom de latifundia (*haciendas* ou *fazendas*). Comme on le verra plus loin, ces deux phénomènes créèrent des possibilités commerciales qui stimulèrent la

43. A. Morris, 1981, p. 52.
44. W. Borah et S. F. Cook, 1967, p. 204.



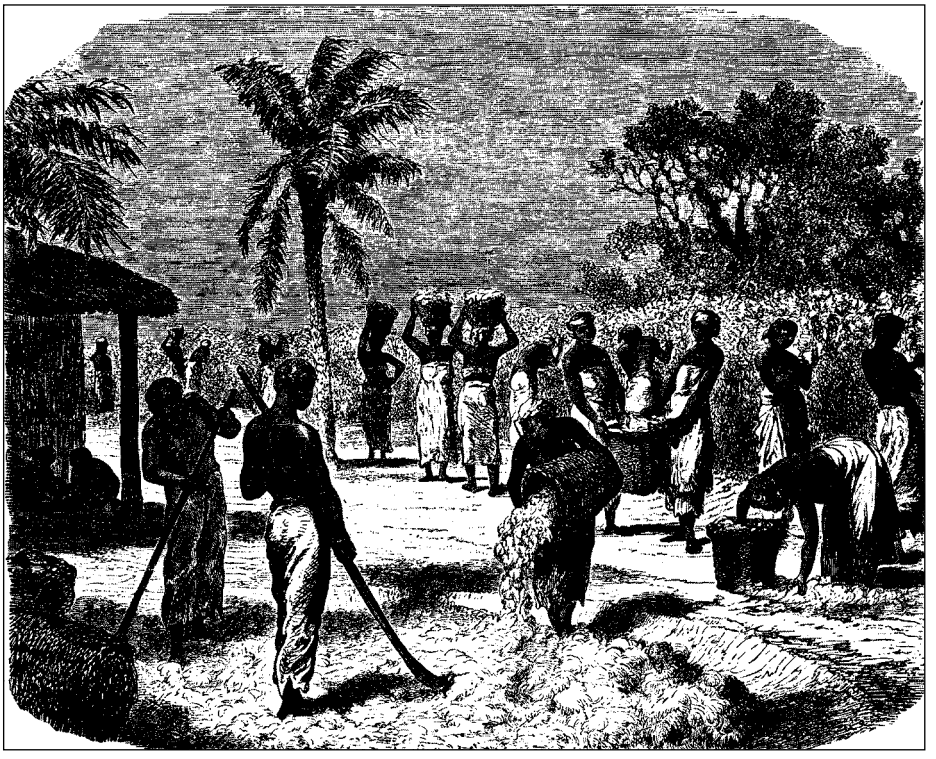
4.3. Plan et coupe d'un navire négrier européen.
[© The Hulton-Deutsch Collection, Londres.]

transformation capitaliste de l'Europe occidentale et de l'Amérique du Nord tout en engendrant le sous-développement et la dépendance en Amérique latine et aux Antilles.

Du fait de l'ampleur des importations d'esclaves en contrebande dans l'Amérique espagnole des XVIe et XVIIe siècles, il est pratiquement impossible de chiffrer l'apport de la main-d'œuvre africaine servile à l'extraction de métaux précieux de cette région durant cette période[45]. Il semble toutefois que, d'après un recensement réalisé par le clergé, l'effectif de la population d'origine africaine se soit élevé, en 1796, à 679 842 personnes au Mexique et à 539 628 au Pérou[46]. L'exactitude de ces chiffres est

45. Les données, dont E. Vila Vilar fait état (1977*a*, p. 272-273), donnent une idée de l'ampleur des importations en contrebande: « D. Fernando de Sarria, le vice-gouverneur de Carthagène, a pu vérifier qu'entre 1616 et 1619, des droits n'avaient été acquittés que pour 4 816 Noirs, alors qu'en réalité il en était entré 6 000 en un peu plus d'un an (entre mai 1619 et décembre 1620). Il soutenait que les bateaux qui arrivaient avec 15, 25, 37 et 45 "pièces" à bord en avaient en fait 200, 300 ou 400. Le *visitador* (inspecteur) Medina Rosales témoigna qu'il était de pratique courante chez les négriers, lorsqu'ils acquittaient les droits d'entrée, de déclarer beaucoup moins de "pièces" qu'ils n'en transportaient en réalité; il avait eu la preuve qu'un vaisseau déclarant 68 "pièces" en transportait 440, qu'un autre qui en déclarait 45 en avait 200 à bord et qu'un autre encore, qui en avait déclaré 65, en avait débarqué 260; il affirmait enfin qu'en l'espace d'un an, du 10 juin 1620 au 18 juillet 1621, 6 443 "pièces" d'esclaves étaient entrées dans le port de Carthagène. Juan de Orozco, trésorier de Santa Marta, écrivait au Roi en 1631 que tous les bateaux qui arrivaient chargés de Noirs transportaient 400 "pièces", alors que les droits n'étaient acquittés que pour 100; et D. Martin de Saavedra, président de l'*audiencia* de Saint-Domingue, certifia qu'en 1637, un vaisseau négrier faisant route vers Carthagène avec 150 "pièces" enregistrées à bord en transportait en réalité 300. » Voir aussi C. A. Palmer, 1976; L. B. Rout, 1976, p. 61-66.
46. J. E. Inikori, 1976, p. 204.

évidemment sujette à caution, mais ils montrent à tout le moins que la main-d'œuvre servile africaine était vitale pour l'économie du Mexique et du Pérou de l'époque coloniale. Au Brésil, la production de sucre pour l'exportation fut entièrement assurée par les esclaves africains durant ces deux siècles et, au XVIIIe siècle, alors que le boom de l'or y amena de nombreux marchands et capitalistes miniers européens, la production effective demeura pratiquement tributaire de leur travail. C'est d'ailleurs ce que confirme la composition ethnique de la population brésilienne au XVIIIe et au XIXe siècle. En 1798, sur une population de 3 250 000 habitants, il y avait 1 988 000 personnes d'origine africaine, dont 1 582 000 esclaves. En 1872, quelque 5,8 millions d'individus sur une population totale de 9,9 millions d'habitants étaient d'origine africaine et, parmi eux, il y avait 1,5 million d'esclaves[47]. Autrement dit, la population d'origine africaine représentait



4.4. Esclaves noirs travaillant dans une plantation de café au Brésil, vers 1870.
[© The Mary Evans Picture Library.]

47. T. W. Merrick et D. H. Graham, 1979, tableau III-2, p. 29. La population indienne était de 252 000 personnes en 1798 et de 386 955 en 1872, contre 1 010 000 et 3 787 289 Européens respectivement.

61,2 % de la population totale du Brésil en 1798, et 58 % en 1872. Les communautés serviles étaient concentrées dans les régions qui fournissaient l'or et les produits agricoles destinés à l'Europe et l'Amérique du Nord. Ainsi, sur les 1 566 416 esclaves que comptait le Brésil en 1873, 1 233 210 (soit 79,2 %) se répartissaient entre six provinces produisant pour l'exportation : Bahia, Pernambouc, Rio de Janeiro, São Paulo, Minas Gerais et Rio Grande do Sul[48], la plus forte concentration, soit 351 254 personnes, se trouvant dans le Minas Gerais, la province productrice d'or.

Aux Antilles, la prédominance de la production pour l'exportation, assurée par une main-d'œuvre d'origine africaine, se retrouve dans la transformation de la composition ethnique de la population après 1650. Avant le milieu du XVIIe siècle, les économies antillaises étaient centrées sur l'agriculture de subsistance, la production pour l'exportation restant négligeable. À partir de la seconde moitié du siècle, des importations massives d'esclaves africains et l'expansion de l'agriculture de plantation permirent un accroissement rapide de la production pour l'exportation, tandis que la production de subsistance subit un recul spectaculaire. Ainsi, la population globale de la Barbade, de la Jamaïque et des îles Sous-le-Vent passa de 33 000 Blancs et 22 500 esclaves africains en 1660 à 32 000 Blancs mais 130 000 esclaves africains en 1713[49]. En d'autres termes, la population servile passa de 40,5 % de la population totale en 1660 à 80,2 % en 1713. De même, dans les Antilles françaises, la population globale de la Martinique et de Saint-Domingue était constituée de 6 786 Blancs et 7 397 esclaves africains en 1678-1681[50] mais, en 1780, sur un total de 514 849 habitants, il n'y avait que 63 682 Blancs pour 437 738 esclaves africains et 13 429 Noirs affranchis[51]. Ainsi, la population d'origine africaine des Antilles françaises passa de quelque 52 % de la population totale vers la fin du XVIIe siècle à 88 % environ en 1780.

C'est cette transplantation massive de main-d'œuvre africaine en Amérique latine, aux Antilles et dans les territoires du sud de l'Amérique du Nord qui entraîna l'expansion phénoménale de la production et du commerce des biens de consommation que la zone atlantique connut entre le XVIe et le XIXe siècle et qui, à son tour, suscita des possibilités et lança des défis stimulants sous l'influence desquels le processus de transformation capitaliste fut mené à bien dans les grands pays d'Europe occidentale et en Amérique du Nord, cependant qu'en Amérique latine et aux Antilles le même processus historique engendrait des structures de sous-développement et de dépendance.

Du fait que la population de cette région comptait une forte proportion d'esclaves, la grande majorité de ses habitants gagnait beaucoup trop peu pour pouvoir intervenir normalement sur le marché. La création d'un marché intérieur de produits de grande consommation s'en trouva donc

48. R. B. Toplin, 1972, appendice, p. 288-289.
49. Chiffres établis d'après R. S. Dunn, 1972, p. 312.
50. R. Sheridan, 1970, p. 35 et 49.
51. E. Williams, 1970, p. 153.

fortement compromise. Faute d'un marché intérieur en expansion qui aurait drainé des ressources au profit d'une production industrielle destinée à la consommation intérieure, les bénéfices de l'activité minière et de l'agriculture de plantation servaient à acheter des articles manufacturés importés d'Europe, ou étaient rapatriés en Europe pour y financer l'investissement et la consommation. Cet état de chose fut encore aggravé par les lois coloniales qui imposèrent des restrictions sur l'implantation d'activités industrielles en Amérique latine et aux Antilles pendant toute la période coloniale. Dans ces conditions, l'ensemble de cette région offrit un marché stimulant aux industriels d'Europe occidentale, et plus particulièrement aux industriels britanniques qui fournissaient les colonies britanniques aussi bien que l'Amérique espagnole et portugaise, directement ou par l'intermédiaire de l'Espagne et du Portugal[52]. À titre d'exemple, la valeur officielle des exportations britanniques (presque uniquement d'articles manufacturés) à destination des Antilles britanniques entre 1714 et 1773 s'éleva au total à 43,4 millions de livres. Pour la même période, la valeur officielle des produits exportés vers la Grande-Bretagne par ces colonies ressort à 101,3 millions de livres[53]. Voilà qui montre bien l'importance des marchés du Nouveau Monde pour les fabricants britanniques, ainsi que l'ampleur du volume des ressources rapatriées des riches plantations coloniales cultivées par des esclaves[54].

Le non-développement industriel fit naître, en Amérique latine et aux Antilles, des systèmes économiques boiteux, dont les secteurs minier et agricole étaient étroitement liés aux économies de l'Europe occidentale et, plus tard aussi, à celle des États-Unis. À cette évolution s'associa l'apparition d'empires économiques en relation directe avec l'exportation et l'importation, seules activités auxquelles les magnats des mines et les oligarchies agraires d'Amérique latine et des Antilles voyaient un intérêt. La prospère classe de marchands apparue à la faveur d'une situation qui dura du XVIe au XVIIIe siècle se consacra elle aussi à ces activités. L'extrême inégalité de répartition de la propriété et des revenus liée au régime de la plantation et à l'esclavage excluait, pour tout autre groupe, la possibilité de rivaliser en matière de pouvoir politique et économique avec la triade constituée par les

52. A. Christelow, 1948; J. O. McLachlan, 1940; H. E. S. Fisher, 1963.

53. E. Williams, 1970, p. 151.

54. Trait commun à toutes les économies de plantation fondées sur l'esclavage du Nouveau Monde, le niveau de la production tendait à dépasser celui de la consommation dans le territoire de production. C'était aussi le cas en Amérique du Nord britannique. Entre 1714 et 1773, les plantations coloniales du Sud, Caroline, Virginie et Maryland, exportèrent vers la Grande-Bretagne pour 46,6 millions de livres de marchandises officiellement, alors que pour la Nouvelle-Angleterre, New York et la Pennsylvanie (colonies sans esclaves), le chiffre ne fut que de 7,2 millions de livres. En revanche, les importations de même provenance des trois colonies du Sud n'atteignirent, pour la même période, que 26,8 millions de livres de marchandises contre 37,9 millions pour les trois autres (E. Williams, 1970, p. 151). La production était donc concentrée dans les territoires couverts de plantations cultivées par des esclaves et la consommation dans les territoires sans esclaves de l'Atlantique. Ces derniers tiraient leur pouvoir d'achat essentiellement de la vente de produits alimentaires, de la fourniture de services maritimes et marchands aux plantations avec esclaves des Antilles et des colonies du sud de l'Amérique du Nord britannique.

propriétaires des mines, l'oligarchie agraire et les marchands. Ainsi, même après que les principaux pays d'Amérique latine eurent obtenu l'indépendance politique au XIXe siècle, les gouvernements continuèrent à favoriser la production de matières premières destinées à l'exportation et l'importation d'articles manufacturés, qui furent encore encouragées par les résultats des révolutions industrielles du XIXe siècle en Europe occidentale et aux États-Unis d'Amérique. Celles-ci, purs produits du système atlantique, devaient en effet entraîner une explosion de la demande de produits alimentaires et de matières premières de toutes sortes. Simultanément, la réduction des coûts de production qui en résultait fit tellement baisser les prix des produits manufacturés échangés dans la zone atlantique qu'il ne fut pas rentable, pour les jeunes pays indépendants d'Amérique latine, de créer leur propre secteur industriel. Aussi, vers le milieu du XIXe siècle, les pays d'Amérique latine et des Antilles en sont-ils au point où leurs structures économiques et sociales les enfoncent dans le sous-développement et la dépendance.



4.5. Esclaves noirs coupant la canne à sucre dans une plantation des Antilles, vers 1833. [*Source : The Saturday Magazine*, 1833. © The Mary Evans Picture Library.]

Les premières bases des structures de dépendance en Afrique

Dans un de ses articles, Christopher Wrigley écrivait: « […] il y a une conclusion inattendue qui semble bien s'imposer à la suite des travaux archéologiques récents, c'est que le peuplement intensif de l'Afrique subsaharienne ne remonte pas à l'époque où sont apparus les premiers signes d'une agriculture ou du travail du fer, mais à un millier d'années au plus, au début de ce que l'on nomme, dans l'Afrique bantu, le dernier âge du fer. Si c'est exact, cela ouvre des perspectives radicalement nouvelles. Il y a maintenant lieu de penser que l'expansion démographique progressait à un rythme rapide au moment des premiers contacts avec les Européens […].[55] »

Les indices indirects dont nous disposons étayent fortement cette conclusion. Les sources locales africaines font unanimement état de migrations générales de la population dans la première moitié du présent millénaire. Bien qu'elles leur attribuent souvent des causes politiques, ces mouvements de population n'étaient certainement pas sans relation avec une augmentation du rapport de l'effectif de la population aux ressources disponibles dans les établissements les plus anciens, qui obligeaient certains groupes à se mettre en route vers des territoires vides d'habitants ou peu peuplés[56]. En outre, les XIVe et XVe siècles sont souvent cités comme une période de l'histoire de l'Afrique marquée par d'importants changements dans l'organisation et la technique de la production tant agricole que manufacturière, suivie, après le XVIe siècle, d'une longue période de stabilité et de stagnation[57]. Là encore,

55. C. C. Wrigley, 1981, p. 18. D'après les calculs de Thurstan Shaw, l'Afrique avait une population de 2 millions d'habitants aux environs de 10 000 avant J.-C. et de 5 millions aux environs de 3000 avant J.-C. (T. Shaw, 1981, p. 589). Par ailleurs, Posnansky affirme que la population totale de l'Afrique subsaharienne avant l'an 1000 de notre ère était « très inférieure à 10 millions d'habitants » (M. Posnansky, 1981, p. 727). Pour l'année 1500, Shaw en est arrivé à la conclusion que les données archéologiques font pencher en faveur du chiffre de 20 millions d'habitants pour la population de l'Afrique de l'Ouest (T. Shaw, 1977, p. 108). Si l'on rapproche tous ces chiffres, il semblerait que la population de l'Afrique de l'Ouest se soit accrue rapidement entre 1000 et 1500. En effet, si l'on admet qu'en l'an 1000, un tiers de la population de l'Afrique subsaharienne vivait en Afrique de l'Ouest, alors la population de cette région a dû passer d'environ 3 millions d'individus aux environs de l'an 1000 à quelque 20 millions aux environs de 1500.

56. Selon Jan Vansina, la plupart des migrations intervenues dans les régions de la forêt humide africaine avant 1600 étaient des mouvements de zones très peuplées vers des zones à faible densité de population (J. Vansina, 1981, p. 758). De son côté, Dike, à propos des migrations vers le delta du Niger aux XVe et XVIe siècles, décrit des mouvements analogues, en l'occurrence du Bénin vers le delta (K. O. Dike, 1956, p. 22-25). Voir également le chapitre 3.

57. Pour la Sénégambie, Curtin affirme que la période du XVIIe au XIXe siècle fut marquée par une relative stabilité de la technique agricole, après les progrès accomplis au cours des deux siècles précédents (P. D. Curtin, 1975, p. 13-15). Voir aussi M. Malowist (1966) et la discussion ainsi ouverte entre A. G. Hopkins (1966) et Malowist. H. N. Chittick voit aussi les XIVe et XVe siècles comme des périodes de très grande prospérité sur la côte de l'Afrique orientale (H. N. Chittick, 1977, p. 209). Le processus paraît avoir été amorcé sensiblement plus tard à l'intérieur de l'Afrique orientale. Comme le disent A. C. Unomah et J. B. Webster (1976, p. 272): « Les années 1500 à 1800 furent marquées par des mouvements de population considérables dans toute cette région [l'intérieur de l'Afrique de l'Est]. Des zones très peu peuplées furent colonisées, des sociétés plus nombreuses y furent créées et de nouveaux États furent fondés. »

une croissance démographique rapide au cours des siècles précédents a nécessairement dû jouer un rôle important dans ces changements.

Il ressort donc des données disponibles que les sociétés africaines étaient prises dans de grands processus de transformation à l'époque de l'arrivée des Européens, vers la fin du XVe siècle. Des découvertes archéologiques faites dans les années 70 indiquent que leur transformation sociale et économique était alors déjà très avancée dans un certain nombre de cas[58]. Toutefois, le début du processus étant encore relativement récent à l'époque, les structures économiques et sociales demeuraient fondamentalement conformes au modèle que nous qualifions de non-développement. La population totale était encore très réduite par rapport à la superficie des terres agricoles disponibles et elle était disséminée sur tout le continent, en groupes séparés par de grandes distances et des obstacles géographiques difficilement franchissables[59]. L'apparition d'un immense désert entre l'Afrique noire et les territoires de la Méditerranée et du Moyen-Orient (centres du commerce international pendant de nombreux siècles) va limiter les échanges de l'Afrique noire avec le reste du monde à des articles de très grande valeur mais relativement peu coûteux à transporter: l'or et les esclaves. Ces deux éléments freineront les progrès de la division du travail, la croissance du commerce intra-africain, la création des mécanismes institutionnels du marché et la transformation des modes de production précapitalistes dont la prépondérance demeurait écrasante. Il fallait donc que l'expansion démographique en cours se poursuive pendant quelques siècles encore afin que le rapport de la population aux terres agricoles atteigne un niveau suffisant pour pousser plus avant la différenciation sociale et l'organisation économique et politique. Il fallait aussi développer le commerce extérieur des matières pondéreuses — produits agricoles, minerais et produits industriels, notamment — pour qu'en relation avec les facteurs internes, il accélère le processus de transformation structurelle.

58. Voir, par exemple, T. Shaw, 1970. Selon Northrup, « pris dans leur ensemble, les vestiges d'Igbo-Ukwu sont les traces matérielles d'un artisanat très évolué du point de vue du savoir-faire et des qualités artistiques. Bien que les découvertes d'Igbo-Ukwu soient à la fois plus riches et plus anciennes que d'autres matériels dont on dispose, elles ne s'écartent en rien des tendances générales du développement culturel du Nigeria méridional. Pourtant, ces industries artisanales ne sont que le sommet d'une économie dont les indices découverts à Igbo-Ukwu ne permettent guère de connaître la base. Malgré ce manque d'information directe, il est bien évident que de tels spécialistes et leur clientèle n'ont pu exister que dans une société produisant un excédent agricole capable d'assurer leur subsistance » (D. Northrup, 1978, p. 20).

59. En Afrique orientale, les villes relativement prospères du littoral n'ont pas établi de relations commerciales régulières avec l'intérieur avant une époque déjà avancée du XVIIIe siècle. Comme le dit Roland Oliver: « Les raisons de cette étrange disjonction entre la côte et l'intérieur sont certainement en grande partie d'ordre géographique. Derrière l'étroite bande de plaine côtière, le pays s'élève, en direction du grand plateau central, par terrasses successives couvertes d'un maquis sec et épineux, hostile et difficile à traverser… Ainsi est-ce au centre du sous-continent, à 1 300 kilomètres ou plus de la mer, que se trouve, à l'âge du fer tout du moins, le foyer de population dense et de sociétés le plus importantes » (R. Oliver, 1977*b*, p. 621-622). Voir aussi A. C. Unomah et J. B. Webster, 1976p. 272.

L'établissement d'une liaison commerciale maritime entre l'Afrique et l'Europe de l'Ouest à partir de la seconde moitié du XVe siècle paraît tout d'abord offrir le genre de possibilités dont l'Afrique noire a besoin pour réaliser une transformation économique et sociale rapide. Le commerce de l'or prend son essor, celui de certaines productions agricoles, comme le poivre, commence, et une certaine impulsion est même donnée à la production des tisserands africains lorsque les Portugais et les Hollandais prennent part à la distribution des tissus africains en différents points de la côte d'Afrique[60].

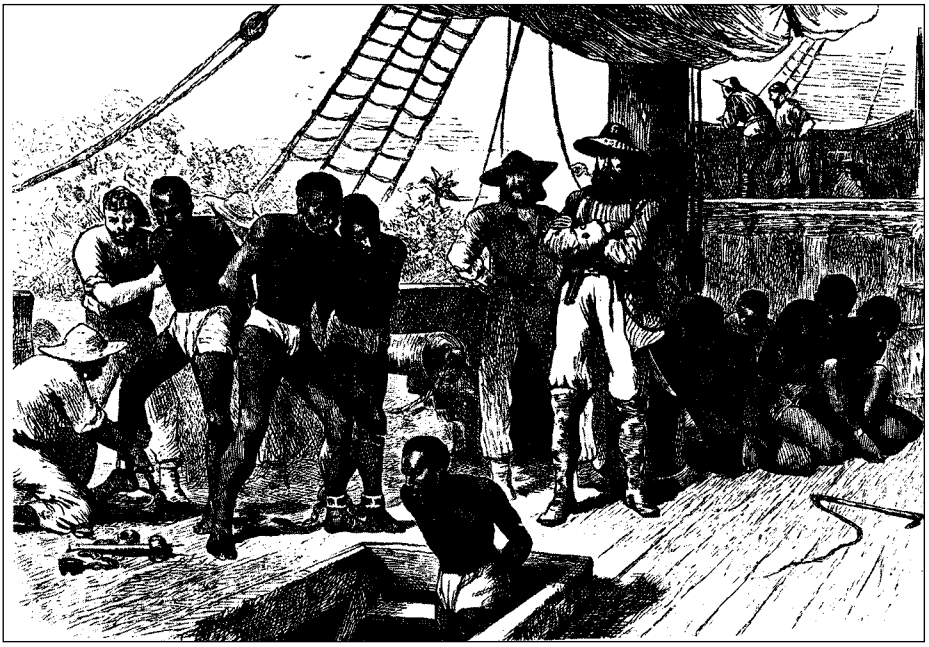
Ces premiers changements sont toutefois de courte durée. Dès que les immenses ressources des Amériques sont accessibles à l'Europe occidentale, c'est-à-dire à partir de 1492, et une fois que la population indienne y a été pratiquement éliminée par la conquête et les ravages des maladies introduites par les conquérants européens, le rôle de l'Afrique dans le système économique atlantique se modifie. La population dont elle aurait eu besoin pour s'assurer les conditions internes d'une transformation complètes de ses structures économiques et sociales est transférée en masse aux Amériques, où elle est employée à développer sur une grande échelle des productions marchandes. Les conditions créées par ce transfert massif de population freinent, trois siècles durant, l'essor de la production de biens en Afrique, que ce soit pour le commerce intérieur ou pour l'exportation, et y jettent les bases de structures de dépendance.

Première perte infligée par cette migration forcée, l'essor démographique en cours s'interrompt et de vastes zones du continent se vident purement et simplement de leurs habitants. Nous avons précédemment situé aux alentours de 22 millions le nombre d'individus acheminés d'Afrique noire vers le reste du monde entre 1500 et 1890, soit 15,4 millions outre-Atlantique et 6,9 millions vers le Sahara, la mer Rouge et l'océan Indien. Encore faut-il interpréter correctement ces chiffres, qui représentent les exportations effectives, pour les relier aux processus démographiques intervenus en Afrique au cours de cette période.

Le principal problème est de déterminer dans quelle mesure ces exportations ont réduit la capacité de reproduction de la population d'Afrique noire. Cela exige une analyse de la composition par âge et par sexe de la population exportée, parce que c'est le nombre des femmes en âge d'être mères qui l'indique.

Dans le cas de la traite à travers le Sahara et la mer Rouge, il y avait une forte proportion de femmes jeunes et belles du fait de l'importance relative de la demande de concubines. Le rapport, dans ce secteur géographique de la traite, était de deux femmes pour un homme suivant une évaluation généralement admise, qui ne s'appuie sur aucune donnée sûre, mais qui se trouve confirmée par les résultats des recensements de la population d'esclaves noirs en Égypte au XIXe siècle faisant apparaître un rapport d'environ trois femmes pour un homme[61].

60. Pour ces premiers changements, voir J. W. Blake, 1932, 1977 et A. F. C. Ryder, 1969.
61. G. Baer, 1967.



4.6. Embarquement des esclaves à bord d'un navire négrier européen.
[© The Hulton-Deutsch Collection, Londres.]

Pour la traite transatlantique, des recherches nous ont fourni des indications certaines sur ce rapport pour un effectif de 404 705 Africains importés dans divers territoires du Nouveau Monde aux XVIIe, XVIIIe et XIXe siècles[62] soit, d'après les estimations, quelque 3 % des exportations totales d'esclaves vers les Amériques. Si la taille et la dispersion dans le temps et dans l'espace de l'échantillon sont tout à fait satisfaisantes, il pèche cependant par une surreprésentation de la région Congo-Angola, qui constitue à elle seule plus de 50 % du total, et par la non-représentation de l'Afrique de l'Est, encore qu'on puisse raisonnablement lui attribuer une participation à peu près équivalente à celle de l'Afrique de l'Ouest. Globalement, l'échantillon fait apparaître une proportion de 32,9 % de femmes sur un total de 404 705 esclaves.

Élément important, l'examen des données relatives à la traite transatlantiques révèle des écarts à peu près constants entre les proportions d'hommes et de femmes suivant les régions d'Afrique d'où proviennent les esclaves.

62. Ces chiffres proviennent de J. E. Inikori, 1982, p. 24 (129 570 esclaves); H. S. Klein, 1978, tableau 3, p. 30 (55 855 esclaves); H. S. Klein, 1975, tableau 9, p. 84 (181 909 esclaves, provenant pour la plupart d'Angola); J. Mettas, 1978, cité par P. Manning, 1981 (12 697 esclaves); D. Northrup, 1978, appendice D, p. 335–339 (24 502 esclaves); K. D. Patterson, 1975, p. 80 (172 esclaves).

C'est ce qui ressort clairement de l'analyse d'un échantillon de 43 096 esclaves faite par l'auteur[63].

Tableau 4.5. Proportion d'hommes et de femmes parmi les esclaves provenant de différentes régions d'Afrique, 1764-1788

Région d'Afrique	Hommes (%)	Femmes (%)
Gambie	72,10	27,90
Côte des Alizés	65,70	34,30
Côte-de-l'Or	66,80	33,20
Ouidah	57,80	42,20
Bénin	49,96	50,04
Bonny	58,80	43,50
Calabar	56,50	41,20
Gabon	68,80	31,20
Angola	68,20	31,80

Source: J. E. Inikori, 1982, tableau 2, p. 23.

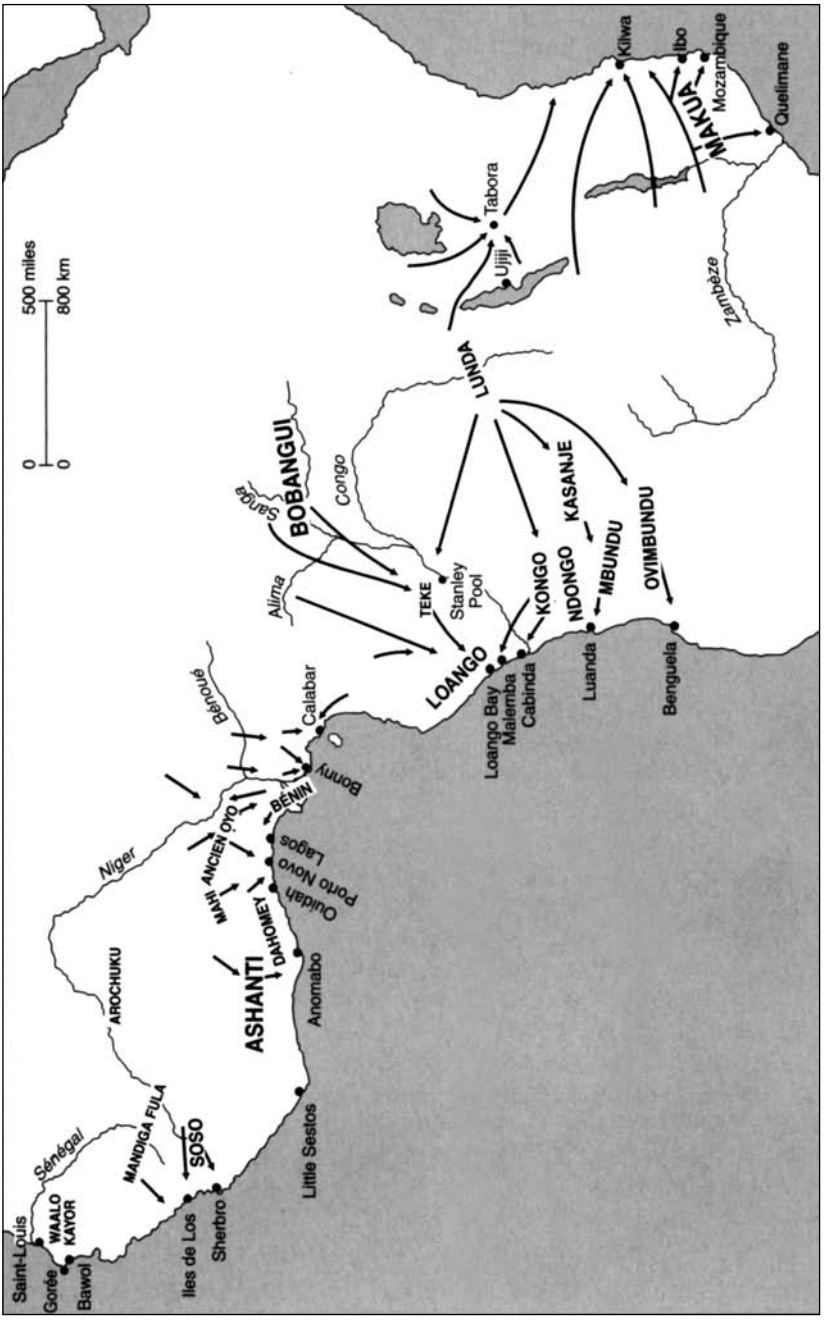
Les écarts régionaux indiqués par cet échantillon se trouvent confirmés par un autre de 55 855 esclaves débarqués aux Antilles entre 1781 et 1798[64].

Tableau 4.6. Proportion d'hommes et de femmes parmi les esclaves débarqués aux Antilles par région d'origine (1781-1798)

Région d'Afrique	Total	Hommes (%)	Femmes (%)
Sénégambie	190	67,50	32,50
Sierra Leone	5 544	64,90	35,10
Côte des Alizés	3 420	70,60	29,40
Côte-de-l'Or	2 721	64,40	35,60
Golfe du Bénin	315	54,50	45,50
Golfe du Biafra	18 218	56,90	43,10
Congo-Angola	12 168	69,90	30,10
Origine inconnue	13 279	65,30	34,70

Source: H. S. Klein, 1978, tableau 3, p. 30.

63. J. E. Inikori, 1982, tableau 2, p. 23. L'échantillon couvre la période 1764-1788 et il est constitué d'esclaves importés à la Jamaïque.
64. H. S. Klein, 1978, tableau 3, p. 30.



4.7. Les sources d'approvisionnement en Afrique de la traite transatlantique aux XVIII[e] et XIX[e] siècles (d'après J. E. Inikori).

Il est évident, d'après ces deux séries de données, que c'est la région du Nigeria, entre le golfe du Bénin et le golfe du Biafra, qui exportait la plus forte proportion de femmes, entre les deux cinquièmes et la moitié des exportations totales. En revanche, l'autre grande région exportatrice, celle du Congo-Angola, expédiait régulièrement une proportion d'hommes supérieure à la moyenne ; comme elle est surreprésentée dans l'échantillon des 404 705 esclaves, la proportion de femmes sur ce total y est sans doute sous-estimée. Cette variation selon les régions de la composition par sexe de la population exportée est très importante pour évaluer l'impact démographique des exportations d'esclaves à l'échelon microrégional.

Pour l'ensemble de l'Afrique noire, les données analysées ci-dessus montrent que le nombre de femmes exportées chaque année était tel que la capacité de reproduction de la région s'en trouvait considérablement réduite. Compte tenu des pertes supplémentaires causées par les exportations vers les Amériques (mortalité entre le moment de la capture et celui de l'arrivée au terme du voyage, décès dus aux combats et famines accompagnant les captures) ainsi que de l'exportation de 6,9 millions de Noirs (dont une majorité de femmes) vers le reste du monde, tout indique que la population de l'Afrique noire a diminué en valeur absolue au moins entre 1650 et 1850.

Ce déclin global ne s'est pas uniformément réparti entre les sous-régions du continent. En faisant la relation entre les écarts régionaux sur la proportion entre les sexes, recensés plus haut, et la répartition par région d'origine des exportations totales, on peut avoir une assez juste idée de l'impact démographique de la traite des Noirs au niveau microrégional[65]. Cette analyse amène à penser que les territoires d'où provenaient les effectifs considérables

65. Les chiffres qui suivent donnent une idée, sur la base des données actuellement disponibles, de la répartition par région d'origine des effectifs totaux d'esclaves exportés par la traite atlantique.

Sous-région d'Afrique	Exportations du XVIIIe siècle (%)	Exportations du XIXe siècle (%)
De la Sénégambie à la Côte-de-l'Or	24,8	10,3
Golfe de Bénin	23,2	17,5
Golfe du Biafra	14,8	12,9
Centre de l'Afrique de l'Ouest	37,5	48,0
Afrique du Sud-Est	—	11,4

Ces pourcentages ont été calculés à partir des données récapitulées par P. E. Lovejoy (1982). Si la méthode de Lovejoy et ses chiffres globaux sont certainement contestables, certaines des données sont utiles, et la répartition en pourcentage qui en découle peut être provisoirement retenue comme approximation. Si l'Afrique orientale exportait déjà de nombreux esclaves vers les îles de l'océan Indien au XVIIIe siècle, ce ne fut pas le cas en direction des territoires atlantiques avant le XIXe siècle. Il faut en outre tenir compte du grand nombre d'esclaves que l'Afrique de l'Est continentale expédia dans les plantations de girofliers de Pemba et de Zanzibar au XIXe siècle lorsqu'on étudie l'impact démographique de la traite des esclaves sur l'Afrique de l'Est.

exportés par le golfe de Bénin, le golfe du Biafra et le Congo-Angola ont nécessairement subi un grave dépeuplement[66].

Par ailleurs, comme c'est en grande partie par la force, notamment dans le cadre d'opérations militaires, que la population exportée était réduite en esclavage, le commerce des esclaves eut un effet fortement perturbateur sur les structures sociales et politiques africaines. Tel était déjà l'avis de certains observateurs contemporains. En 1679, le directeur général de la Compagnie hollandaise des Indes occidentales sur la Côte-de-l'Or (l'actuel Ghana), Heerman Abramsz, rapportait que depuis l'introduction des armes à feu consécutive à l'essor de la traite des esclaves, « l'ensemble de la Côte est entré dans une sorte d'état de guerre. Tout a commencé en l'an 1658 et, peu à peu, les choses sont allées si loin qu'aucun des passages ne pouvait plus être utilisé et qu'aucun des marchands ne pouvait passer[67] ».

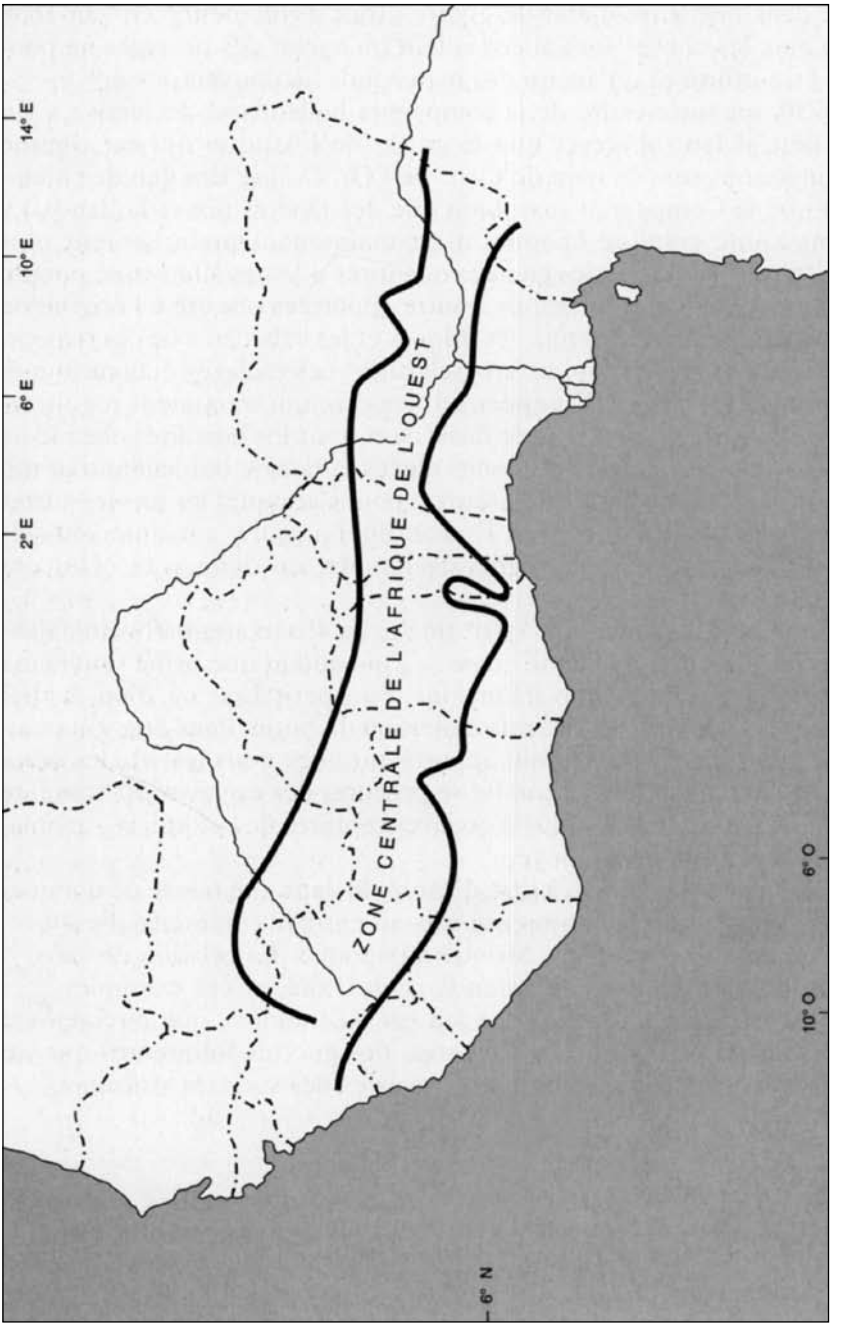
En 1730, un autre cadre de la compagnie hollandaise déclarait : « En premier lieu, il faut observer que la partie de l'Afrique qui est connue depuis longtemps sous le nom de Côte-de-l'Or, à cause des grandes quantités d'or que la Compagnie aussi bien que des navires privés hollandais y achetaient à une certaine époque, n'est maintenant pratiquement plus qu'une Côte des Esclaves ; les grandes quantités d'armes à feu et de poudre que les Européens y ont de temps à autre apportées ont été à l'origine de guerres effroyables entre les rois, les princes et les cabécères de ces régions, qui réduisaient leurs prisonniers en esclavage ; ces esclaves étaient immédiatement achetés par les Européens à des prix qui montaient régulièrement, réveillant ainsi sans cesse le désir de rouvrir les hostilités chez leurs vainqueurs, qui, dans l'espoir de profits élevés et faciles, oubliaient tout travail et utilisaient toutes sortes de prétexte pour s'attaquer les uns les autres ou raviver leurs vieilles querelles. En conséquence, il y a maintenant très peu de commerce chez les Nègres de la côte, en dehors de celui des esclaves […].[68] »

Plus tard dans le courant du XVIIIe siècle, un observateur africain, Olaudah Equiano, écrit dans la même veine : « Pour autant que je me souvienne de ces batailles, c'étaient des incursions d'un petit État ou d'un district dans un autre, pour capturer des prisonniers ou du butin. Peut-être y étaient-ils poussés par ces marchands qui apportaient chez nous les articles européens dont j'ai parlé. Cette façon de se procurer des esclaves est courante en Afri-

66. On dispose de plus en plus de données qui, correctement interprétées, tendent nettement à indiquer qu'une forte proportion des exportations par les golfes du Bénin et du Biafra provenait de la partie de la zone centrale de l'Afrique de l'Ouest qui s'étend de la frontière orientale du Nigeria à la frontière orientale du Ghana. Cette zone, en particulier dans sa portion nigériane, alimenta aussi considérablement la traite transsaharienne des esclaves qui capturait surtout des femmes. Comme les exportations par les golfes comprenaient elles-mêmes beaucoup de femmes, il apparaît certain que les densités démographiques généralement faibles observées dans la région à partir du XIXe siècle sont imputables à la traite des esclaves.

67. Heerman Abramsz à l'Assemblée des Dix, le 23 novembre 1679, dans A. van Dantzig, 1978, p. 17. L'Assemblée des Dix était l'organe directeur de la Compagnie en Hollande.

68. Extrait du procès-verbal de la réunion des directeurs de la Chambre de Zélande tenue le 7 février 1730, cité par A. van Dantzig, 1978, p. 240.



4.8. La zone centrale de l'Ouest africain.
[*Source*: d'après M. B. Gleave et H. P. White, 1969, p. 124. Carte publiée avec l'aimable autorisation de l'American Geographical Society.]

que ; et je crois qu'il a plus d'esclaves capturés de la sorte, et par enlèvement, que par tout autre moyen[69].»

Ces observations, choisies à titre d'exemple dans une masse de données analogues, montrent le lien étroit qui existait entre le commerce d'esclaves et la fréquence des guerres en Afrique à l'époque. La relation de cause à effet était, bien entendu, d'une grande complexité, et ces exemples n'en donnent qu'une idée sommaire. Le fait est, néanmoins, que directement et indirectement ce commerce a favorisé des guerres fréquentes qui ont désorganisé les structures politiques et sociales des sociétés africaines[70].

L'une des distorsions les plus importantes a été la création d'aristocraties militaires qui acquirent une telle influence politique qu'elles déterminèrent la ligne politique de presque tous les grands États africains de l'époque. L'existence d'un vaste marché d'exportation pour les captifs les a incités à voir dans la guerre le moyen de se procurer des prisonniers à vendre plutôt que des nouveaux territoires dont les ressources naturelles et humaines auraient pu être exploitées au profit de la classe dirigeante moyennant leur intégration effective dans un État plus vaste. Cela eut, pour ces États, un double effet négatif sur leurs dimensions mêmes et sur leur stabilité politique intérieure, et c'est aussi ce qui explique que beaucoup de ceux qui se formèrent au cours de cette période ne parvinrent jamais à une véritable stabilité politique et s'effondrèrent assez rapidement, soit de l'intérieur, soit au tout premier signe de menace de la part d'un ennemi redoutable.

Dans plusieurs sociétés africaines, l'existence de ces aristocraties militaires et leurs interactions sur la situation économique du moment favorisa aussi l'essor du mode de production fondé sur l'esclavage. Sous l'influence structurelle du commerce d'exportation d'esclaves, d'abord à travers le Sahara et la mer Rouge puis, de façon plus vaste, à travers l'Atlantique, les diverses formes d'assujettissement de l'individu qui existaient depuis longtemps en Afrique se transformèrent en institutions plus ou moins inspirées de la conception occidentale de l'esclave comme chose possédée. D'importantes fractions de la population des grandes sociétés africaines en vinrent à être soumises à cette situation par des individus qui, soit comme marchands, soit comme fonctionnaires de l'État, étaient directement ou indirectement en relation avec le commerce d'esclaves. Moyennant ces structures déjà en place et vu la pénurie de ressources humaines par rapport aux terres cultivables disponibles, l'essor du « commerce légitime » qui suivit, au XIXe siècle, l'élimination de la demande extérieure d'esclaves provoquera par la suite une expansion du mode de production esclavagiste en Afrique[71].

69. Cité par P. D. Curtin, 1967, p. 77. Les produits européens auxquels Equiano fait allusion sont des armes à feu, de la poudre à canon, des chapeaux et des perles. Sa description donne à penser que ces articles étaient amenés dans son pays natal par les marchands aro du sud-est du Nigeria.

70. Pour plus de détails, voir J. E. Inikori, 1982.

71. Pour plus détails, voir J. E. Inikori, 1982 et, en particulier, G. Meillassoux, 1982 ; voir aussi P. E. Lovejoy, 1983 ; S. Miers et I. Kopytoff, 1977 ; P. Manning, 1981.

Ces processus historiques, qui se sont étendus sur plus de trois siècles, ont eu globalement pour conséquence en Afrique de détourner le processus économique du développement pour l'orienter vers le sous-développement et la dépendance. L'arrêt de l'expansion démographique qui s'était poursuivie jusqu'au XVIe siècle interrompit des processus qui avaient abouti à l'expansion du commerce intra-africain, à la création de marchés intérieurs et des institutions correspondantes, à la commercialisation de l'agriculture et à une généralisation de la division du travail. La faible densité de la population sur toute la surface du continent, où d'immenses régions comme la zone centrale de l'Ouest africain étaient même pratiquement vides d'habitants, retarda l'essor de la production commerciale. Et l'expansion du mode de production fondé sur l'esclavage intervenue au cours de cette période dans de vastes régions d'Afrique ne fit que freiner davantage encore le développement des marchés intérieurs et de la production commerciale. Qui plus est, la traite transatlantique faisait obstacle de diverses façons au développement des échanges de produits avec l'Europe, qui aurait stimulé la croissance du commerce intra-africain et de la production à des fins commerciales[72]. Aussi, vers le milieu du XIXe siècle, la production alimentaire de subsistance demeurait-elle en Afrique l'activité économique prépondérante, et de très loin. Par là même se trouvaient pratiquement supprimées toute formation de capital dans l'agriculture et, partant, toute augmentation de productivité pour les cultures alimentaires destinées au marché intérieur. W. A. Lewis a brillamment démontré que les prix payés aujourd'hui aux producteurs africains sur le marché mondial pour leurs produits de base sont déterminés par le faible niveau des recettes tirées par les cultivateurs africains des denrées alimentaires qu'ils produisent pour le marché intérieur, du fait de leur productivité réduite[73]. Ce dont W. A. Lewis ne semble pas se rendre compte, c'est que cette faible productivité de l'agriculture vivrière remonte au XVIIe siècle, qu'elle hérite de trois siècles d'une histoire dont le passif est encore alourdi par l'impact économique du colonialisme au XXe siècle.

Le caractère embryonnaire de la division du travail et l'étroitesse des marchés intérieurs ne pouvaient que nuire au développement des activités manufacturières au-delà du stade artisanal. Et cette industrialisation devait

72. On trouvera une analyse détaillée de cette question dans J. E. Inikori, 1983. Voir aussi J. E. Inikori, 1982, introduction.

73. Comme l'écrit Arthur Lewis: « Un paysan du Nigeria pouvait cultiver ses arachides avec autant de soin et de savoir-faire qu'un fermier australien en apportait à soigner ses moutons, mais le rendement était bien différent. Le juste prix, pour employer l'expression médiévale, aurait récompensé l'égalité de compétence par l'égalité de rémunération. Mais le prix du marché laissait au Nigérian pour ses arachides un niveau de vie à 700 livres à l'hectare et à l'Australien pour sa laine un niveau de vie à 1 600 livres à l'hectare, non point à cause d'une différence de compétence, ni pour des questions d'utilité ou de productivité marginales de l'arachide et de la laine, mais parce que c'étaient là les quantités de nourriture que leurs cousins pouvaient produire sur les fermes familiales. C'est dans ce sens fondamental que les dirigeants du monde moins développé dénoncent l'injustice de l'actuel ordre économique international, à savoir que les termes factoriels de l'échange reposent sur le jeu mercantile des coûts de substitution et non sur le juste principe d'un salaire égal pour un travail égal » (W. A. Lewis, 1978, p. 19).

encore être contrecarrée par l'importation sans frein de produits manufacturés en provenance d'Europe et d'Orient et échangés contre des captifs. Ainsi, avec des marchés intérieurs réduits, des secteurs agricole et industriel non capitalisés, une multitude d'États de petites dimensions aux mains de marchands et de guerriers vivant de l'esclavage, l'Afrique réunissait parfaitement les conditions voulues pour devenir tributaire des économies industrialisées de la zone atlantique tant pour la vente de ses matières premières que pour l'achat des produits manufacturés et des services dont elle avait besoin. Les bases de la dépendance économique étaient donc solidement établies vers le milieu du XIXe siècle, époque à laquelle la traite des esclaves prit fin. À partir de la fin du siècle, la domination coloniale allait parachever l'édifice.

Conclusion

On peut à présent tirer les conclusions des faits et de l'analyse qui précèdent. Lorsqu'en 1492, Christophe Colomb débarqua aux Amériques, les économies de la zone atlantique étaient toutes, par définition, non développées. En Europe occidentale comme en Afrique et aux Amériques, l'activité manufacturière en était au stade de l'artisanat et faisait partie intégrante de l'agriculture, secteur de très loin prépondérant. Partout prédominaient des modes de production précapitalistes. Dans ces conditions, les économies de la zone atlantique ne pouvaient fonctionner avec efficacité au sein d'un système unique régi par le jeu des forces du marché. Aussi l'Europe occidentale avait-elle dû, au début, user de sa supériorité navale et militaire. Vers le milieu du XIXe siècle, de grands écarts se creusèrent entre les économies des diverses régions de la zone atlantique : les industries mécanisées se concentrèrent en bordure de l'Atlantique, au nord-ouest de l'Europe et au nord-est des États-Unis d'Amérique, cependant que la majeure partie de la zone atlantique se consacrait aux productions de base — produits alimentaires destinés à la vente et agriculture de plantation dans l'ouest et le sud des États-Unis, agriculture de plantation aux Antilles, exploitation minière, élevage extensif du bétail et agriculture de plantation en Amérique latine et, enfin, agriculture de subsistance et, occasionnellement, récolte de produits naturels destinés à l'exportation en Afrique (après l'époque de la traite des esclaves). La structuration économique et sociale de la zone atlantique a désormais abouti à un système économique unique régi par les forces du marché. Seule une intervention politique délibérée dans l'un ou plusieurs des États qui la composent peut dorénavant transformer radicalement des structures et une division internationale (mais aussi interrégionale) du travail solidement établies. Hormis cette éventualité, la situation ne peut plus que se perpétuer, à mesure que les régions bien placées de la frange de l'Atlantique continuent de l'exploiter à leur avantage du point de vue économique et politique.

Les faits et l'analyse que nous avons présentés montrent amplement que cette évolution découle en fin de compte du commerce d'exportation des esclaves d'Afrique. Les faits font ressortir à l'évidence que la révolution industrielle, tant dans l'Angleterre du XVIIIe siècle et du début du XIXe que dans le nord-est des États-Unis au XIXe siècle, n'aurait pas pu avoir lieu sans l'expansion phénoménale de la production et du commerce de marchandises que la zone atlantique avait connue entre le XVIe et le XIXe siècle et qui devait aussi être à l'origine des révolutions industrielles ultérieures du XIXe siècle dans le nord-ouest de l'Europe. Et c'est, sans l'ombre d'un doute, la main-d'œuvre servile africaine fournie par la traite qui a rendu possible cette extraordinaire expansion.

Alors même que celle-ci stimulait le développement du travail libre salarié, qui allait devenir la forme dominante de l'activité économique, dans le nord-ouest de l'Europe et le nord-est des États-Unis, le reste de la zone atlantique vit s'épanouir un mode de production fondé sur l'esclavage. En Amérique latine, aux Antilles et dans les États du sud des États-Unis tout particulièrement, son expansion allait créer les conditions d'un développement inégal qui facilita le rapide essor du capitalisme ailleurs dans la zone atlantique. La concentration, au XIXe siècle, des industries mécanisées dans ces régions de la bordure atlantique fut rendue possible par le vaste marché que ce modèle de développement inégal leur offrit. Les faits viennent donc étayer l'hypothèse que le processus historique qui produisit le capitalisme dans le nord-ouest de l'Europe et le nord-est des États-Unis entraîna, du même coup, une consolidation et une extension des modes précapitalistes de production en Afrique, en Amérique latine, aux Antilles et dans les États du sud des États-Unis.

S'appuyant sur les conditions créées par l'ordre économique déjà établi dans la zone atlantique au XIXe siècle, les régions de la bordure atlantique, équipées des instruments de leurs industries mécanisées, se lancèrent, sur le front économique et politique, à l'assaut de l'Asie, des territoires du Pacifique et du reste de l'Europe, et c'est de là que sortit finalement l'ordre économique mondial contemporain. Il importe de relever qu'à l'époque, entre le XVIe et le XIXe siècle, où l'ordre économique atlantique était en train de se construire, l'Europe occidentale n'était pas en mesure d'établir avec l'Asie une liaison commerciale solide reposant sur l'échange de leurs produits respectifs. En effet, elle resta pendant plusieurs siècles tributaire de l'or et de l'argent des Amériques pour entretenir des relations commerciales avec l'Asie, faute de pouvoir lui proposer des articles que celle-ci aurait jugés plus intéressants que ses propres produits. Il suffit pour s'en convaincre d'examiner la composition des exportations vers l'Asie de la Compagnie anglaise des Indes orientales aux XVIIe et XVIIIe siècles[74].

Une forte proportion des achats faits par l'Europe occidentale en Asie à cette période fut par ailleurs réexportée vers l'Afrique et les Amériques.

74. P. Kriedte, 1983, tableau 25, p. 84.

Tableau 4.7. Exportations vers l'Asie de la Compagnie britannique des Indes orientales

Période	Exportations totales (moyennes décennales en livres sterling)	Métaux précieux (%)
1661-1670	133 464	67,0
1691-1700	332 613	71,4
1721-1730	650 008	83,6
1751-1760	988 588	65,7

Source : P. Kriedte, 1983, tableau 25, p. 84.

Au XIXe siècle, en revanche, l'Europe de l'Ouest et l'Amérique du Nord étaient désormais capables d'intégrer solidement les systèmes économiques de l'Asie à l'ordre économique atlantique, car les Asiatiques ne résistaient plus que très difficilement aux produits de leurs industries mécanisées. Les textiles des filatures anglaises et nord-américaines se déversaient à présent sur l'Asie, forçant la région à produire des matières premières pour faire face à la demande sans cesse croissante des industries nouvelles. C'est ainsi qu'en s'appuyant sur des empires coloniaux, l'ordre économique atlantique s'étendit au reste du monde pour produire l'ordre économique mondial du XXe siècle, dont on est donc en droit de dire qu'il s'est construit au départ avec la sueur et le sang des Africains. La population de l'Afrique ayant été, à cette fin, transférée de force aux Amériques à une époque où le continent avait besoin de faire augmenter sa population et son commerce extérieur de marchandises pour développer sa production et transformer ses structures sociales précapitalistes, tous les changements dans ce sens furent stoppés. Et c'est ainsi qu'à l'aube du XXe siècle, l'Afrique était la plus retardée, sur le plan économique, des grandes régions du monde. Entre la fin du XIXe et le milieu du XXe siècle, la domination coloniale contribua considérablement à la maintenir à cette place — mais c'est là une question qui déborde le cadre du présent chapitre.

CHAPITRE 5

La diaspora africaine dans l'Ancien et le Nouveau Monde

J. E. Harris

L'Europe et les Amériques

Faute de documents, on ne sait pas exactement quand des Africains sont arrivés pour la première fois en Ibérie ou, plus généralement, en Europe. Il est probable, cependant, que des Africains originaires du nord et du sud du Sahara se sont aventurés en Ibérie à l'époque lointaine où les échanges commerciaux transsahariens étaient intenses.

Des Africains participèrent également à la campagne musulmane en Ibérie, en 711. Les siècles qui suivirent, marqués par des guerres incessantes entre l'islam et la chrétienté, virent des Africains combattre comme soldats et travailler comme esclaves. En fait, dès le XIIIe siècle, les marchands d'esclaves maures venaient vendre aux foires de Guimarães, dans le nord du Portugal, des Africains originaires des contrées situées au sud du Sahara[1].

La prise de Ceuta par les Portugais, en 1415, ouvrit l'ère de la pénétration du continent africain par les Européens. En 1435, les Portugais atteignirent le Sénégal; en 1483, ils étaient au Kongo. À partir de 1441, des Africains furent déportés à Lisbonne: ce fut le prélude à l'immigration forcée des Africains, la traite négrière qui allait se poursuivre jusqu'à l'époque moderne. En fait, entre 1450 et 1500, le Portugal importa chaque année, selon les estimations, de 700 à 900 esclaves africains. On évalue à une centaine de mille le nombre des esclaves présents au début du XVIIe siècle au Portugal et dans l'archipel

1. A. Luttrall, 1964, p. 64.

de Madère sous domination portugaise. En 1468, la Couronne portugaise instaura le système des *contratos*, équivalent de l'*asiento* espagnol (monopole), sur le commerce des esclaves au sud du fleuve Sénégal.

Il fallait justifier l'accroissement du nombre des esclaves africains, c'est ce que firent les bulles des papes Nicolas V (1454) et Calixte III (1456) en présentant l'expansion portugaise en Afrique comme une croisade ayant pour objectif de christianiser le continent africain. Dans cette optique, l'asservissement des Africains par les chrétiens était considéré comme étant de l'intérêt même des autochtones « païens ». Le mythe biblique qui faisait des descendants de Cham, l'un des fils de Noé, des maudits voués à l'esclavage vint en outre renforcer cet argument. Cette dimension biblique et religieuse, de grande portée, venait fonder et justifier très opportunément les idées passées relatives à la nature « inférieure » et « sauvage » des Africains[2].

En Espagne et au Portugal, les esclaves noirs travaillaient dans les mines, dans les fermes ou à des travaux de construction ; ils étaient soldats, gardes, domestiques, courriers, débardeurs, ouvriers dans les fabriques et, dans le cas des femmes, concubines. Même ceux ou celles qui n'étaient pas des esclaves occupaient immanquablement les emplois les plus humbles et les plus durs.

La vente et l'exploitation des esclaves étaient un phénomène essentiellement urbain puisque la main-d'œuvre africaine était acheminée vers les ports et les villes. Les principales zones urbaines concernées furent Barcelone, Cadix, Séville et Valence en Espagne, et Lisbonne au Portugal. La vie en milieu urbain offrait aux esclaves de nombreuses occasions de s'échapper et, dans certains cas, d'acheter leur liberté. Il n'est donc pas surprenant que les Noirs « libres » se soient également rassemblés pour la plupart dans les milieux urbains ; ils s'y efforcèrent de cultiver un esprit communautaire et de se doter d'institutions correspondant à leurs intérêts. C'est ainsi que des confréries religieuses virent le jour à Barcelone aux alentours de 1455, à Valence en 1472 et à Séville en 1475. Ces organisations patronnaient des activités récréatives, des fêtes, des réunions sociales ; elles se procuraient l'argent nécessaire pour racheter et libérer d'autres esclaves ; elles achetaient également des terrains afin de disposer de lieux de sépulture pour les Noirs, qui devaient en général être inhumés à part[3].

Certains Noirs affranchis réussirent à assumer des fonctions importantes dans la société espagnole. Cristóbal de Meneses devint un éminent prêtre dominicain ; Juan de Pareja et Sebastián Gómez étaient peintres ; quant à Leonardo Ortez, il fit une carrière de juriste. Juan de Valladolid fut chargé de la surveillance des Noirs à Séville en 1475. Plus remarquable encore est le cas de Juan Latino, lettré de race noire, qui obtint deux diplômes à l'Université de Grenade, l'un en 1546, l'autre en 1556. Il enseigna dans cette université, bien qu'il n'eût jamais reçu apparemment de nomination officielle[4].

2. J. Walvin, 1972, p. 10-12, 32-47 et 115-152.
3. L. B. Rout, 1976, p. 15-16.
4. *Ibid.*, p. 18 ; V. B. Spratlin, 1938.

Même si des serviteurs africains accompagnaient l'espagnol Nicolas Ovando lorsqu'il inaugura le poste de gouverneur d'Hispaniola en 1502 et malgré l'insistance avec laquelle Pierre Bartolomé de Las Casas et d'autres demandèrent que l'on accroisse le trafic négrier, ce n'est qu'en 1518 que l'État définit une politique officielle en matière de traite négrière pour le Nouveau Monde : cette année-là, Charles Ier du Portugal proclama l'*asiento do Negroes*, ce qui eut pour effet d'intensifier la concurrence dans le commerce des esclaves africains.

Bien qu'il fût sous la domination espagnole entre 1580 et 1640, le Portugal s'attribua en 1600 un véritable monopole en ce domaine : il passa un contrat avec l'Espagne aux termes duquel il s'engageait à fournir aux colonies espagnoles des esclaves africains ; en 1640, ce fut au tour des Hollandais d'obtenir ce contrat, puis des Français, en 1701. En 1713, à la suite de la guerre de la Succession d'Espagne, ce monopole échut à l'Angleterre, sous la forme de l'*asiento*. C'est ainsi que l'Angleterre devint le plus gros marchand d'esclaves du monde.

Avant même que les Anglais ne devinssent les fournisseurs exclusifs des pays étrangers, le nombre des Africains résidant en Angleterre ne cessait de croître. En effet, dès 1530, date à laquelle William Hawkins atteignit les côtes de l'Afrique occidentale, les voyages permirent d'importer en Angleterre des esclaves africains. En 1556, Élisabeth Ire observait qu'il y avait trop de « moricauds » en Angleterre et que l'on devrait les renvoyer en Afrique. À partir du XVIIIe siècle notamment, les planteurs antillais prirent l'habitude, lorsqu'ils séjournaient dans leur pays d'origine, d'amener avec eux des esclaves africains assumant les fonctions de domestiques et de gardes du corps. Les officiers de marine et de l'armée de terre, ainsi que les capitaines des vaisseaux négriers, faisaient de même. Le fait de posséder des serviteurs noirs était devenu une marque de distinction. On en vint peu à peu à considérer partout la possession d'esclaves noirs comme le symbole d'une condition sociale élevée et personne n'ignora plus, désormais, que l'on pouvait se procurer une main-d'œuvre domestique à bon marché. On insérait dans les journaux des annonces pour vendre des « nègres ».

La plupart de ces Africains étaient acheminés vers les zones urbaines, ce qui leur a permis parfois de s'évader en se fondant dans la foule, de trouver facilement à vendre leurs services et d'avoir des relations étroites avec des Européens libéraux opposés à l'esclavage. Les journaux de Londres, de Bristol, de Liverpool et d'ailleurs publiaient non seulement des annonces proposant des esclaves, mais lançaient également des appels incitant les esclaves fugitifs à revenir chez leurs maîtres. Les enlèvements augmentaient à mesure que s'accroissait la demande d'esclaves. En Angleterre, les chasseurs d'esclaves étaient passés maîtres dans l'art de traquer et de capturer les Africains, qui ne bénéficiaient d'aucune protection légale et n'avaient aucun statut social. Les esclaves ainsi capturés étaient souvent retrouvés et réclamés par des Européens du fait même de leur couleur, et nombre d'entre eux étaient identifiés par leurs propriétaires grâce aux marques qui leur avaient été faites

sur la peau. Leur couleur faisait donc des Africains les cibles désignées des trafiquants d'esclaves en Europe comme en Afrique ; l'influence psychologique de la domination des Blancs sur les Noirs ne saurait être surestimée. Le processus de déshumanisation de l'Africain était donc bien engagé dès le XVIIIe siècle[5].

La présence d'Africains en Angleterre rendait de plus en plus nécessaire l'octroi d'un statut. Certains Anglais pensaient que la conversion au christianisme devait leur apporter la liberté et leur conférer les droits des « civilisés ». Grandville Sharp fut l'un de ceux qui luttèrent pour l'abolition de l'esclavage. Dès 1767 et commençant par le cas de l'Africain Jonathan Strong, il se fit le champion de la cause des esclaves africains en en sauvant un certain nombre et luttant devant les tribunaux pour leur liberté. La cause la plus importante qu'il eut à plaider fut, en 1772, celle de James Summerset, un esclave qui s'était évadé et avait été repris. La communauté africaine de Londres suivit de très près cette affaire car ses membres mesuraient toute l'importance que son issue pouvait avoir pour eux. Lord Mansfield, qui statua sur cette affaire, n'abolit pas l'esclavage pour autant, mais il décida que le maître d'un esclave ne pourrait plus légalement contraindre ce dernier à l'accompagner dans ses voyages à l'étranger. Cette décision marqua le début du recul de l'esclavage en Angleterre. À cette époque, on estimait à 15 000 environ le nombre d'Africains qui résidaient dans ce pays, certains d'entre eux vivant dans le dénuement, comme des parias[6].

En France, on commença à prêter de plus en plus attention à la présence africaine sur le territoire à partir du XVe siècle. C'est à cette époque que des marins français firent des incursions dans différentes régions côtières de l'Afrique occidentale, notamment dans la zone des îles du Cap-Vert et du fleuve Sénégal. Nombre d'entre eux ramenèrent des Africains en France, d'abord comme preuve de la réalité de leur voyage et, par la suite, pour les vendre comme esclaves. En 1595, le capitaine portugais Alvarez d'Almeida constata qu'en Afrique, de nombreux autochtones parlaient français et avaient séjourné en France.

Bien qu'on trouvât dans ce pays, à cette époque, des esclaves africains, il est certain que le développement de l'esclavage en France n'était pas délibéré à l'origine. Un tribunal royal proclama même, en 1571 : « La France, mère de la liberté, ne permet aucun esclave. » Cependant, la pratique en la matière variait selon les cas : certains Africains étaient asservis tandis que d'autres restaient théoriquement libres dans un milieu hostile. Plusieurs observateurs ont constaté une présence africaine dans certaines villes françaises comme Angers, Lyon, Orléans, Nantes et Paris. Ils étaient employés comme serviteurs, domestiques, voire comme pages dans des familles nobles ; certains d'entre eux participaient à des défilés et à d'autres formes de festivités. D'autres se distinguèrent sur les champs de bataille.

5. F. O. Shyllon, 1974, p. 5-10.
6. *Ibid.*, p. 17-23 et 141-164.

Ce fut le cas des soldats noirs du régiment Saxe-volontaires, originaires de Guinée, du Kongo et de Madagascar, qui se couvrirent de gloire au XVIIe siècle, en Europe[7].

Toutefois, le Noir le plus célèbre dans les annales de l'armée française fut Alexandre Davy Dumas, né de père français et de mère noire esclave. Les générations suivantes de cette famille Dumas se firent un nom dans le métier des armes et dans les lettres. Les Africains vivant en France étaient cependant, dans leur grande majorité, des domestiques dont la vie n'était pas aussi dure que celle de leurs frères en esclavage.

À partir de la fin du XVIIe siècle, les Africains arrivèrent en France en nombre important et, durant tout le XVIIIe siècle, la politique royale permit aux Français propriétaires d'esclaves en Amérique de les amener en France. C'est ainsi que les Français commencèrent à s'habituer à voir des Noirs parmi eux.

Les écrits se rapportant à la présence africaine dans d'autres régions d'Europe sont fort peu nombreux. On sait toutefois qu'un certain nombre d'Africains, en particulier des envoyés et des pèlerins éthiopiens, se sont rendus en Europe à la fin du Moyen Âge. Au XVe siècle, des moines éthiopiens et d'autres africains, y compris, dans certains cas, des esclaves, vivaient à Venise, au Vatican et dans les villes voisines[8].

Les Vénitiens étaient en même temps marchands et propriétaires d'esclaves. Il semble que la plupart de ces esclaves aient été d'origine européenne et asiatique, mais certains cependant étaient africains. De fait, la traite des Africains s'est accrue après que la chute de Constantinople eut entraîné une diminution du trafic en mer Noire. La majorité des esclaves africains auraient été acquis dans des ports égyptiens, ce qui donne à penser qu'ils provenaient en partie de la vallée du Nil, au Soudan[9].

La rareté des documents ne permet pas de dresser un tableau général de la vie des Africains à Venise et dans les régions voisines. D'après certains témoignages, ils auraient été assimilés par les familles du lieu, ce qui explique leur disparition presque totale à la fin du XVIIIe siècle. Il convient aussi d'ajouter que l'interdiction de pratiquer certains métiers qui était faite aux personnes de condition servile a été probablement préjudiciable aux esclaves et aux domestiques africains. Cependant, certains observateurs ont noté que les esclaves bénéficiaient de la protection de la loi. Tous devaient être baptisés, ce qui a peut-être contribué à adoucir leur situation[10]. Il reste que l'esclavage était un état de servitude et d'inégalité assorti de contraintes physiques et psychologiques que l'on se doit d'étudier plus longuement avant de parvenir à des conclusions définitives.

7. I. B. Kake, 1948, p. 73-85.
8. T. Tamrat, 1977 ; W. L. Hansberry, 1965.
9. R. Smith, 1979.
10. *Ibid*., p. 53 et 57.



5.1. Général Alexandre Davy Dumas, 1762-1806.
[The Moorland-Spingarn Research Center, Howard University, Washington, D. C.]

Mais c'est dans les Amériques que l'on put observer les effets les plus déterminants et les plus dramatiques de la dispersion des Africains[11]. Pendant la majeure partie du XVe siècle, la traite négrière resta essentiellement un phénomène limité à la Caraïbe, à l'Amérique centrale et à l'Amérique du Sud, lié au développement des plantations portugaises au Brésil et hollandaises dans les Guyanes. La phase suivante de ce trafic, au XVIe siècle, coïncida avec la participation africaine à l'exploration des Amériques. 30 Africains accompagnaient Balboa lorsqu'il explora le Mexique où l'un d'entre eux aurait semé du blé et moissonné la première récolte ; 200 Africains firent partie de

11. Au nombre des sources auxquelles on peut se référer figurent J. E. Inikori, 1982, et P. D. Curtin, 1969.

l'expédition d'Alvarado à Quito, d'autres participèrent à celle de Pizarro au Pérou. Le plus célèbre d'entre eux est sans doute Estevanico, qui joua un rôle important dans l'exploration par les Espagnols du Nouveau-Mexique et de l'Arizona. Des Africains participèrent également aux expéditions françaises au Canada (notamment aux côtés des missionnaires jésuites) et à la conquête de la vallée du Mississippi[12].

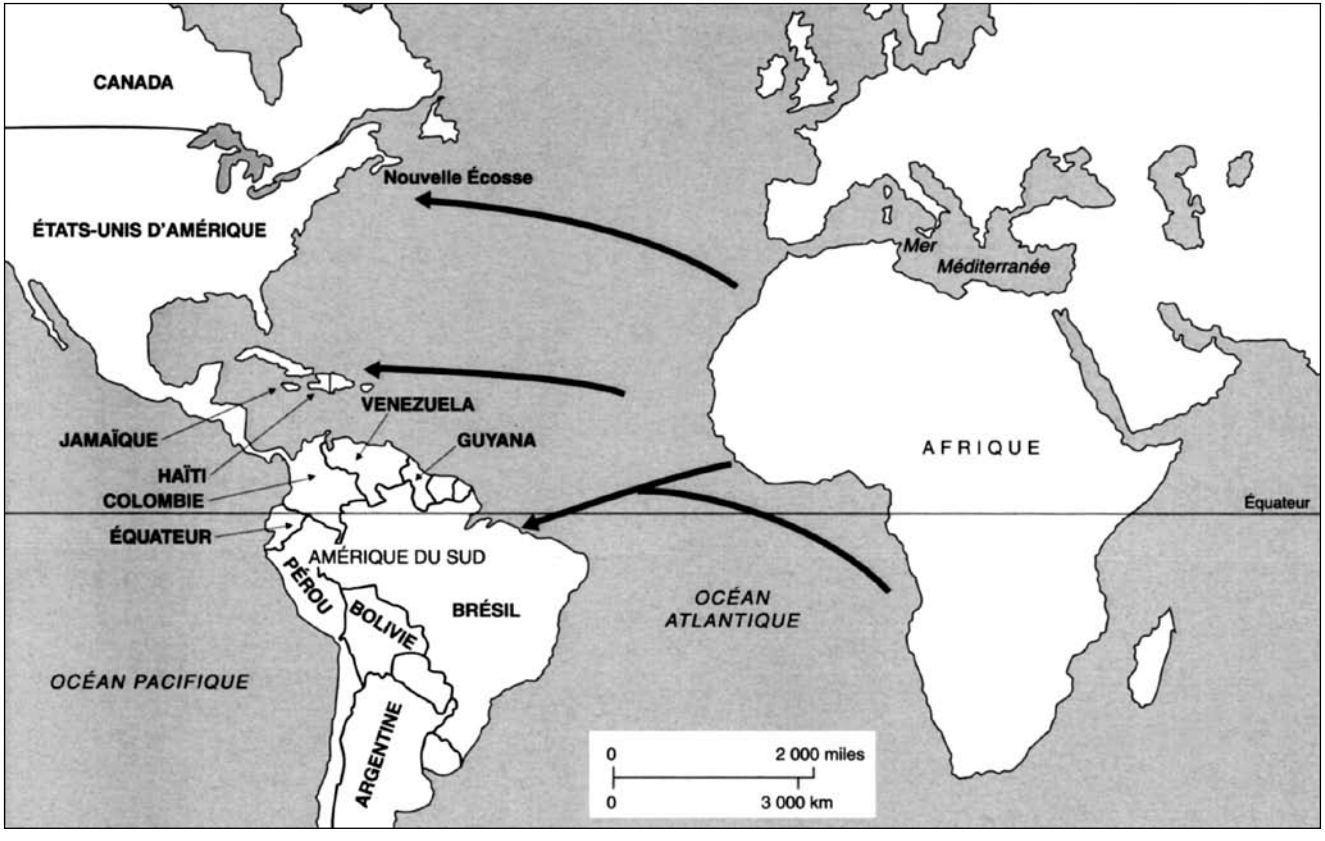
En 1619, un vaisseau hollandais débarqua 20 « nègres » à Jamestown en tant que domestiques travaillant sous contrat. L'introduction de cette main-d'œuvre africaine suscita une demande de travailleurs noirs et diverses pratiques furent instituées qui restreignaient leur liberté, notamment celle de choisir un travail à leur convenance. Cela aboutit à l'institutionnalisation de l'esclavage dans les colonies anglaises d'Amérique du Nord en 1660. À la fin du siècle, l'Africain fut légalement réduit à la condition d'esclave, de simple objet dont le maître pouvait disposer à sa guise, sans égard pour sa qualité d'être humain, et qui n'avait aucune raison d'espérer que l'État mette un frein à son exploitation. Ce système d'asservissement visait à assurer un profit économique maximal et se fondait sur la croyance des Européens dans l'infériorité intrinsèque de l'Africain du fait même de la couleur de sa peau et de son type physique, croyance qui avait valeur d'argument[13].

Pendant ce temps, l'Angleterre et l'Espagne luttaient pour s'imposer dans la Caraïbe. En 1627, l'Angleterre prit la Barbade et, en 1655, la Jamaïque. Les plantations locales de canne à sucre exigeaient une main-d'œuvre importante : elle fut presque décuplée, au cours des quarante années qui suivirent, par l'arrivée d'un grand nombre d'esclaves de la Côte de-l'Or, d'Angola, du Kongo, du Nigeria, du Dahomey et, après 1690, de Madagascar.

Les Anglais et les Français affirmèrent leur suprématie dans la Caraïbe lors des dernières décennies du XVIIe siècle. L'esclavage à la Jamaïque et à la Barbade se développa rapidement et constitua un modèle pour l'Amérique du Nord. Par ailleurs, dans la zone des Caraïbes, apparurent des centres d'« aguerrissement » où les esclaves africains étaient « dressés ». Mais du fait qu'un grand nombre de ces Africains « aguerris » connaissaient bien les conditions régnant dans les îles caraïbes et, parfois même, participaient à des conspirations et à des révoltes, ils servaient aussi de modèle à la résistance des esclaves en Amérique du Nord.

Les conspirations et révoltes d'esclaves ont représenté la forme ultime de la lutte pour se libérer de l'esclavage, et les plus fréquentes et les plus graves eurent généralement lieu dans les régions à forte densité d'esclaves noirs. En Guyane britannique, par exemple, les esclaves en vinrent à former jusqu'à 90 % de la population totale ; ils étaient également fort nombreux à la Jamaïque, au Brésil et à Saint-Domingue (Haïti) et légèrement moins à Cuba. Aux États-Unis en revanche, les Noirs n'étaient majoritaires que dans deux États, le Mississippi et la Caroline du Sud.

12. R. W. Logan, 1940 ; J. W. Johnson, 1941.
13. L'ouvrage de J. H. Franklin (1967) constitue la source d'information la plus sûre dont on dispose sur les Noirs aux États-Unis d'Amérique.



5.2. Les Amériques et l'Afrique.
[*Source:* d'après une carte établie par le Dr Dulal C. Goswani, Département de géologie et de géographie, Université Howard, Washington, D. C.]

Si l'on exclut celle de Saint-Domingue, les révoltes d'esclaves africains les plus graves qui eurent lieu dans les Amériques furent celles de la Jamaïque et de la Guyane. La première d'entre elles fut la guerre des Marrons qui éclata à la Jamaïque en 1725, lorsque des bandes d'esclaves s'enfuirent dans les montagnes et y fondèrent leur propre communauté. En 1739, les Anglais se virent contraints de conclure un traité avec le capitaine Cudjoe, originaire de la Côte-de-l'Or, qui accepta de renvoyer tous les esclaves fugitifs en échange du droit à l'autonomie et à l'exonération d'impôts.

La Guyane, formée des régions de l'Essequibo, de la Berbice et de la Demarara, connut une série de grandes révoltes au XVIIIe siècle qui atteignit son point culminant au XIXe siècle, avec celle de 1823.

Dans les années 1740, la résistance noire amena les Hollandais à conclure un traité d'amitié avec le chef coromante Adoe. Lui et ses partisans s'étaient lancés dans un programme d'extermination totale des Européens, mais leur action ne toucha qu'une petite zone. Vers le milieu du siècle, un autre groupe conduit par un chef coromante tenta, en vain, de prendre le pouvoir dans la colonie. Mais les années 1760 sont particulièrement dignes d'intérêt ; elles ont été marquées par la grande rébellion de 1763-1764 à laquelle prirent part Africains et créoles sous la direction de Cuffy et où certains observateurs ont cru reconnaître un prélude à la révolte de Saint-Domingue. Au Mexique, des esclaves africains fomentèrent d'importantes révoltes aux XVIe et XVIIe siècles afin de susciter l'émergence de communautés africaines et des efforts semblables furent poursuivis par les Marrons au Panama, en Colombie et au Venezuela, par les Noirs au Pérou et par les esclaves aux îles Leeward et Windward, à Cuba et en d'autres lieux[14].

Mais c'est au Brésil que, avant la révolte de Saint-Domingue, la lutte armée des Africains prit une ampleur sans précédent et dura le plus longtemps. Des révoltes de portée limitée ont de tout temps jalonné l'histoire de l'esclavage au Brésil mais c'est dans l'État de Palmares que se maintint, pendant presque tout le XVIIe siècle (de 1605 à 1695), une communauté africaine autonome estimée à 20 000 membres qui étaient essentiellement des Bantu de la région du Kongo et de l'Angola. Ils souhaitaient modeler leur société sur celle dont ils étaient originaires et ils résistèrent aux Hollandais comme aux Portugais avant d'être finalement vaincus en 1695[15].

Ces luttes de libération témoignent de l'éveil du nationalisme de la diaspora africaine dans la Caraïbe et en Amérique latine. Il ne s'agissait pas seulement, pour les Africains, d'assouvir un besoin de revanche ou de fuir dans les montagnes, mais aussi de créer des zones politiquement autonomes où ils seraient à même de se défendre contre leurs ennemis. Dans ces luttes, les religions africaines, comme l'*obeah* et le culte vaudou

14. R. Price, 1973 ; R. Bastide, 1971 ; O. D. Lara, 1979 ; R. Mellafe, 1964 ; C. F. Guillot, 1961 ; G. A. Beltran, 1958 ; M. A Saignes, 1967 ; F. B. Figueroa, 1961 ; J. J. Uribe, 1963 ; F. Ortiz, 1916 ; E. V. Goveia, 1965 ; UNESCO, 1979.

15. C. Moura, 1959 ; L. Luna, 1968 ; S. B. Schwartz, 1970 et 1977 ; R. K. Kent, 1965 ; E. D. Genovese, 1979 ; D. H. Porter, 1970, p. 37-40.

par exemple, ont été un puissant facteur d'organisation. L'islam a joué un rôle semblable, en particulier à Bahia où il a contribué à rassembler les Hawsa et les Yoruba[16].

En Amérique du Nord, durant la même période, les Africains fomentèrent également des complots en chaîne et déclenchèrent plusieurs insurrections[17]. La plupart des plantations étaient situées loin des zones qui auraient pu être propices à la rébellion telles que les montagnes de la Jamaïque ou la jungle de Guyane. Cependant, un très grand nombre d'esclaves des colonies méridionales de l'Amérique du Nord décidèrent de se réfugier chez les Indiens ou dans d'autres communautés; c'est ainsi qu'en Floride, des esclaves s'enfuirent chez les Indiens séminoles et effectuèrent avec eux des raids contre les plantations voisines. Des insurrections éclatèrent également en Virginie et au Maryland au début du XVIIIe siècle, dès qu'il devint évident que le système des contrats allait être remplacé par l'asservissement à vie et après que les deux Carolines eurent adopté, dans les plantations, un mode de production intensif en profitant du statut des esclaves tel qu'il existait dans la Caraïbe.

En 1730, des complots d'esclaves furent découverts dans trois colonies — la Virginie, la Caroline du Sud et la Louisiane. Les meneurs étaient des Africains qui avaient été auparavant mêlés à des révoltes en Afrique occidentale. L'année suivante, une mutinerie se déclara à bord d'un vaisseau négrier au large de Rhode Island et, quatre ans plus tard, des esclaves embarqués à bord du négrier *Dolphin* parvinrent à tuer leurs ravisseurs au prix de leur propre vie. La révolte la plus grave de cette période éclata en 1739 en Caroline du Sud, au moment où Cudjoe faisait échec à l'armée britannique dans les montagnes de la Jamaïque. On l'a appelée la rébellion de Caton[18].

Des troubles similaires se produisirent dans les colonies septentrionales d'Amérique du Nord, qui comptaient moins de 3 000 Africains pour une population blanche presque six fois supérieure et où il n'y avait pas de plantations. En 1712, un groupe conduit par un Africain de la Côte-de-l'Or tenta d'incendier la ville de New York. La même chose arriva à Boston en 1723. En 1741, des Africains tentèrent à nouveau de mettre le feu à New York; les circonstances de ce nouvel épisode, qui eut le plus grand retentissement, font encore l'objet d'analyses divergentes. Deux ans avant la signature de la Déclaration d'indépendance, la panique s'empara à nouveau de Boston. Il est révélateur que ce premier cycle de complots et de révoltes en Amérique du Nord ait été, en général, le fait d'Africains qui étaient arrivés depuis peu en Amérique et qui luttaient encore contre l'asservissement. En 1772, dans plusieurs régions des colonies américaines, certains suggérèrent que l'on déportât en Afrique ou dans les Antilles tous les Noirs affranchis, qui étaient considérés comme les instigateurs de la résistance[19]. La pendaison

16. E. Ignace, 1970.
17. H. Aptheker, 1944; E. D. Genovese, 1979.
18. *Ibid.*
19. *Ibid.*

et des traitements brutaux attendaient ceux qui étaient surpris à se livrer à des activités subversives. Des conditions qui servaient de soupapes de sûreté existaient en Amérique du Nord, contrairement à la Caraïbe. Dans la zone septentrionale des colonies nord-américaines, par exemple, il était possible de s'évader. Au nord comme au sud et au Canada, différents groupes d'Européens, notamment les Quakers, s'opposaient à l'esclavage et étaient prêts à aider les fugitifs. Néanmoins, entre 1700 et 1750, de nombreux Africains d'Amérique du Nord furent, semble-t-il, influencés par les rébellions des Marrons de la Caraïbe.

Entre 1750 et 1775, les événements dont dépendait le sort des Africains tendaient vers leur point culminant aussi bien en Amérique du Nord que dans la Caraïbe. L'affirmation de la suprématie britannique allait de pair avec le développement du mouvement anti-esclavagiste en Grande-Bretagne. Cette situation aboutit, en 1772, au fameux arrêt de lord Mansfield, aux termes duquel il était désormais illégal de détenir un individu en esclavage dans les îles Britanniques. Dans les colonies américaines, chez les Blancs, un mouvement en faveur de l'indépendance politique à l'égard de la Couronne se créa. Il s'ensuivit un débat philosophique sur la question de savoir si les Noirs, eux aussi, devaient ou non être libres.

Les colonies nord-américaines proclamèrent la Déclaration d'indépendance en 1776. Cependant, cela faisait longtemps que de nombreux Africains qui y vivaient exigeaient leur liberté et il était donc naturel que les Africains instruits, qu'ils soient esclaves ou affranchis, se retrouvent côte à côte avec les Européens pour revendiquer le droit à la liberté. Certains de ces Africains combattirent les Anglais aux côtés des Blancs. C'est un Noir, Crispus Attucks, qui fut la première victime de la lutte contre l'Angleterre en 1770, prélude de la guerre d'Indépendance au cours de laquelle des Noirs prirent les armes et entrèrent dans l'histoire sous leurs noms africains. Quelques-uns désertèrent et les Anglais leur accordèrent la liberté[20].

De Saint-Domingue, colonie française, où la population mulâtre était devenue assez importante, un groupe de volontaires de couleur vint soutenir les colons qui livraient bataille aux Anglais à Savannah, en Géorgie. En Amérique du Nord, la lutte pour la liberté avait commencé, mais elle avait pris un tour singulier; les Européens d'Amérique désiraient se libérer de la tutelle britannique, tandis que les Africains, qui voulaient s'affranchir d'une double domination — celle des Anglais et celle des colons américains —, devaient lutter sur deux fronts.

Les Africains de la diaspora américaine faisaient partie intégrante d'un monde dominé par l'hégémonie européenne où des forces économiques et intellectuelles puissantes s'employaient à réorganiser les structures politiques et sociales. Parmi les Africains, certains comprenaient le jeu de ces forces et, par leur seule présence à l'intérieur de ce système européen aussi bien que par leurs actes, ils influaient sur les décisions prises par les Européens. Il est vrai

20. B. Quarles, 1961, est la meilleure source sur le sujet.

qu'ils étaient divisés : certains étaient convaincus que le salut passait par l'assimilation des valeurs et des idéaux européens ; d'autres, au contraire, tenaient à affirmer leur africanité et étaient prêts à risquer leur vie pour protester et résister contre la répression dont ils étaient l'objet de la part des Européens.

Une des voies du salut était l'expérience menée en Sierra Leone à la suite de la décision de justice de lord Mansfield, statuant en 1772 que le maître ne pouvait forcer son esclave à quitter l'Angleterre. Une assez importante communauté noire s'était constituée à Londres à la suite de cet arrêt et de l'afflux d'Africains émancipés pour avoir combattu dans les rangs anglais contre les forces indépendantistes américaines. Les abolitionnistes entreprirent alors de mettre en œuvre l'idée de réinstaller les Africains libérés en Afrique, avec l'espoir qu'une société fondée sur le travail libre y propagerait le christianisme, développerait une économie de type occidental et contribuerait à l'abolition de la traite. En 1787, plus de 400 Africains libérés furent ainsi envoyés d'Angleterre en Sierra Leone pour s'y installer. C'était la première fois qu'une suite concrète était donnée à l'idée du rapatriement en groupes d'anciens esclaves africains.

La première tentative organisée et autofinancée par des Africains pour atteindre cet objectif se déroula sous l'égide de Paul Cuffee, aux États-Unis d'Amérique. Cuffee avait été impressionné par les perspectives qu'ouvrait l'expérience de la Sierra Leone et il se fixa comme objectif de regrouper les Noirs qui souhaitaient revenir en Afrique. Il voulait en outre développer les échanges commerciaux avec l'Afrique. Les idées et les efforts de Cuffee eurent peu d'effet dans l'immédiat si l'on excepte le rapatriement de 38 Noirs en Afrique, en 1814. Cependant, son exemple allait être une source d'inspiration pour les générations futures[21].

Alors que les Européens des États-Unis étaient en voie de former une communauté solide et entreprenaient de créer des institutions qui fussent l'expression de leur culture et le signe de leur indépendance, les Africains, dont les sentiments de désenchantement et de déception étaient renforcés par l'orgueil racial, mirent en place eux aussi un certain nombre de structures. Ils commencèrent à se dire « Africains », geste important puisque la plupart d'entre eux avaient été enlevés à leur famille alors qu'ils n'étaient encore que des enfants et n'avaient pratiquement rien sur quoi fonder et cultiver leur identité ethnique. Les statuts en vigueur interdisaient aux Noirs de parler des langues africaines ou de pratiquer leur religion et la vente des esclaves divisait fréquemment les familles.

Néanmoins, en 1787, un pasteur méthodiste africain des États-Unis, Richard Allen, pour protester contre la politique de ségrégation visant à l'isoler, lui et d'autres, dans une église pour Blancs où ils avaient coutume de célébrer le culte, se retira et forma la Free African Society, société dont les objectifs étaient à la fois religieux et sociaux. Dans d'autres régions des États-Unis, les Africains suivirent la même démarche et donnèrent parfois

21. H. N. Sherwood, 1923.

le même nom à leurs associations bénévoles. À la même époque, Prince Hall, un pasteur de Boston, homme d'affaires né à la Barbade et qui avait été admis au sein de la Maçonnerie par des soldats britanniques pendant la guerre d'Indépendance, tenta d'obtenir le droit de fonder une loge dont les membres seraient des Noirs affranchis. Devant le refus des Maçons de race blanche, il s'adressa aux Maçons de rite écossais qui lui accordèrent l'autorisation d'organiser une loge africaine dont il serait le grand maître. C'était la première fois qu'une confrérie de style occidental, rassemblant des Noirs, voyait le jour. En un sens, c'était pour ces derniers la continuation d'une coutume de l'Afrique, la formation de sociétés secrètes. Ces activités jetèrent les bases de ce qui allait constituer les deux types d'institutions les plus puissantes des Africains-Américains au cours du XIXe siècle — les loges et les organisations religieuses —, qui unirent les Noirs à l'échelle nationale[22].

En 1787, une autre institution importante vit le jour, créée non pas à l'initiative des Noirs mais par des Blancs qui désiraient leur venir en aide. Ce fut la Free African School de New York qui fut fondée par la Manumission Society et admit en son sein 40 étudiants.

En se plaçant sous le signe de l'Afrique, les Noirs marquaient certes leur volonté d'affirmer leur identité en s'appuyant sur leurs traditions et sur leur culture originelle. Toutefois, ces organisations étaient porteuses de valeurs occidentales comme l'épargne, la théologie puritaine, l'importance accordée à la promotion de l'individu par le travail et l'instruction, l'attention portée aux personnes défavorisées et l'idée qu'il fallait se mettre au service de la société. Telles étaient les motivations de George Liele, par exemple, qui fonda des églises baptistes aux États-Unis et à la Jamaïque à la fin du XVIIIe siècle. Les Africains devaient tirer parti de ces idées par la suite pour défendre les intérêts de leurs congénères vivant dans d'autres régions. Ces actions novatrices entreprises par des Noirs américains allaient contribuer ultérieurement à favoriser l'émergence d'une identité communautaire aux États-Unis, à la Caraïbe et en Afrique.

La plupart des personnalités afro-américaines éminentes de cette époque étaient des autodidactes ou n'avaient fréquenté l'école que pendant quelques années. Cela n'empêcha pas certains d'entre eux de réaliser des choses importantes : Phyllis Wheatley, née en Afrique vers 1753, devint un poète renommé ; Gustavus Vassa, né au Bénin en 1745, déporté en Amérique puis en Angleterre, participa activement au mouvement anti-esclavagiste et fut l'auteur d'un ouvrage capital qui condamnait l'esclavage, *The interesting narrative of the life of Oloudah Equiano, or Gustavus Vassa*. Benjamin Banneker, surnommé parfois l'Éthiopien, devint un mathématicien et un astronome éminent ; il établit un almanach et fut l'un des membres de la commission qui détermina et dessina les plans de la ville de Washington[23].

22. A. Hill et M. Kilson, 1969.

23. Ses contemporains parlaient de Banneker comme « de la preuve vivante que les facultés de l'esprit n'ont rien à voir avec la couleur de peau ». Voir J. H. Franklin, 1967, p. 157.



5.3. Phyllis Wheatley, une domestique qui, au XVIIIe siècle, devint un poète de renom. [The Moorland-Spingarn Research Center, Howard University, Washington, D. C.]



5.4. Benjamin Banneker, Noir libre qui devint un mathématicien et inventeur éminent. Il fut un des concepteurs des plans de Washington, D. C.
[The Moorland-Spingarn Research Center, Howard University, Washington, D. C.]

Les Noirs qui vivaient en Europe contribuèrent eux aussi à la lutte menée en faveur de la liberté et de la dignité humaine. Après avoir étudié dans les universités de Halle et de Wittenberg, Anton Armo revint en Côte-de-l'Or pour aider ses compatriotes[24]. De même, Philip Quacoe et Jacobis Capitein, tous deux originaires de la Côte-de-l'Or, firent leurs études en Europe et revinrent ensuite travailler dans leur pays. Ottobah Cagoano, affranchi aux termes de l'arrêt Mansfield, en 1772, écrivit *Thoughts and sentiments on the evil and wicked traffic of the slavery and commerce of the human species*. Les lettres d'Ignatius Sancho, publiées après sa mort, font de lui

24. A. G. Armo, 1968.

également l'un des plus importants porte-parole des Africains de l'étranger. En outre, un certain nombre d'émissaires africains, dont des représentants du Kongo, de l'Éthiopie, de la Guinée et de la Côte-de-l'Or, furent actifs en Europe[25]. Sur le continent comme aux États-Unis, les Africains en lutte trouvèrent quelques alliés chez les Blancs, comme la Société des amis des Noirs qui avait son siège à Paris.

C'est d'abord en Amérique, cependant, que la lutte de libération acquit une dimension réellement internationale. Dans l'ensemble de l'Amérique, de petits groupes de Noirs avaient conquis leur liberté, quelques-uns n'avaient jamais été asservis, mais tous s'efforçaient de mener leur vie à leur façon et, bien que n'étant pas à même d'influer sur la politique générale du pays, ils suivaient avec intérêt l'évolution de la situation des Noirs dans le monde. Ces Noirs, ainsi que ceux qui étaient demeurés asservis, furent profondément influencés par les événements qui survinrent dans l'île de Saint-Domingue (Haïti).

Deux ans seulement après que les États-Unis d'Amérique eurent adopté la constitution qui donnait à l'esclavage une sanction morale et légale, une révolution éclatait en France aux cris de: « Liberté ! Égalité ! Fraternité ! » Ce mouvement ébranla la structure de la colonie française de Saint-Domingue, couverte de riches plantations de canne à sucre, où un demi-million d'esclaves et 24 000 gens de couleur affranchis vivaient sous la domination de quelque 32 000 colons français, renommés pour leur opulence et la cruauté avec laquelle ils traitaient leurs esclaves. La population africaine affranchie, qui comprenait quelques propriétaires d'esclaves, prit au sérieux le slogan de la Révolution française et exigea l'égalité totale avec les Blancs. Puis, en 1791, la grande masse des Noirs commença à bouger sous l'influence d'un ouvrier agricole illettré, Boukman, qui avait recours à un rituel vaudou pour s'attacher ses partisans, liés par le serment prêté en secret à la manière africaine, et les inciter à se soulever contre leurs maîtres. Le gouvernement révolutionnaire de Paris décida d'envoyer une armée pour rétablir l'ordre. C'est alors qu'apparut sur la scène politique un personnage hors du commun, un esclave cultivé, chrétien, né dans la diaspora de père africain et exerçant les fonctions de cocher, Toussaint, qui prit le nom de Louverture[26].

Toussaint demanda à la population de soutenir sa petite armée par des actions de guérilla. Il mit cinq ans à vaincre les troupes de Napoléon, avec l'aide de la fièvre jaune, et il rétablit l'ordre et la prospérité en Haïti. On célébra dans le monde entier son génie militaire, ses capacités d'administrateur, son humanité et son habileté politique. Sa réputation se répandit comme une traînée de poudre et atteignit les Noirs des États-Unis grâce aux marins noirs qui jouèrent un rôle important dans la diffusion des informations dans le monde noir.

Le succès du mouvement de libération africain en Haïti provoqua un sentiment de panique chez les Blancs des États-Unis qui craignaient de voir les Afro-Américains revendiquer eux aussi leur liberté. On créa une

25. W. Rodney, 1975; W. L. Hansberry, 1965.
26. C. L. R. James, 1963; P. M. Fontaine, 1970.

législation plus rigoureuse, on renforça les contrôles de police et l'on prit des mesures visant à restreindre la liberté de mouvement des Noirs dans le pays et à empêcher l'arrivée de nouveaux immigrants noirs, en particulier ceux de Haïti. Cependant, les succès remportés par les Noirs de Haïti avaient donné des idées à leurs frères des États-Unis. C'est ainsi que Haïti et Toussaint Louverture devinrent des symboles dont s'inspirèrent, dans d'autres régions des Amériques et de la Caraïbe, les Noirs qui aspiraient à la liberté et envisageaient même d'accéder à l'indépendance.

Un événement de grande portée a marqué le début du XIXe siècle aux États-Unis. Un pasteur noir, Gabriel Prosser, organisa une marche sur Richmond, en Virginie, et prit la tête du millier d'esclaves qui marchèrent sur la ville. Ils comptaient obtenir, grâce à cette manifestation, leur liberté ; mais, la nouvelle s'étant ébruitée, le gouverneur put faire appel à la milice pour rétablir l'ordre. De nombreux Noirs — dont Prosser — furent arrêtés et exécutés. Mais l'exemple et le legs de Haïti n'en demeurèrent pas moins vivaces.



5.5. Toussaint Louverture, de Haïti.
[The Moorland-Spingarn Research Center, Howard University, Washington, D. C.]

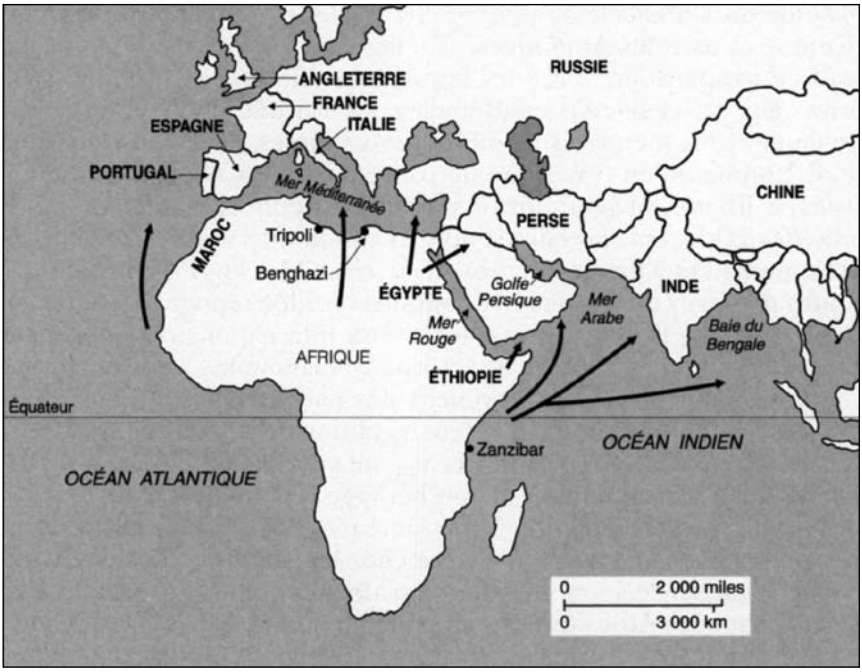
L'aube du XIXe siècle ouvrit une ère nouvelle pour les Africains vivant en Europe et dans les Amériques. Quelles que fussent les différences, au niveau de l'application, entre les législations européennes et américaines relatives aux Noirs asservis et affranchis, les attitudes demeuraient fondamentalement les mêmes. Les différents systèmes juridiques en vigueur tant en Europe qu'en Amérique ne concédaient aux Noirs ni l'égalité, ni une réelle liberté, et pourtant, il y avait plusieurs exemples d'une plus grande flexibilité, les contraintes de leur condition s'assouplissaient ici ou là. Ils apprenaient à lire et à écrire, même quand les lois l'interdisaient, il y avait des mariages interraciaux, même si cette idée répugnait à la majorité de la population, et les voyages, locaux ou internationaux, facilitaient la création de véritables réseaux de relations. Néanmoins, les Africains de la diaspora savaient bien qu'ils restaient des parias en terre étrangère. En outre, ils se rendaient compte que leur condition de déshérités était la sanction de leur appartenance à une race et une culture africaines, d'où l'aspiration à sauver le peuple noir et son héritage qui animait leurs tentatives d'organisation communautaire. Cette unité psychologique continua de prévaloir; elle devint une source de force chez les peuples africains et donna finalement naissance au mouvement panafricain des XIXe et XXe siècles.

Cependant, les Africains de la diaspora ne purent échapper à l'influence de l'environnement physique et social où ils avaient été transplantés. Leur langue et leur mode de vie changèrent, leurs valeurs et leurs objectifs se transformèrent. Leur idée du monde, d'eux-mêmes et des autres fut modelée par plusieurs siècles d'imprégnation de culture euro-américaine et le souvenir de leur héritage africain, quoique solidement ancré en eux, finit par s'estomper, voilé par les années d'absence et d'éloignement. Les Africains de la diaspora en Europe et en Amérique sont ainsi devenus des intermédiaires culturels entre les Africains autochtones et les Euro-Américains.

L'Asie

Alors que la migration forcée des Africains en Europe et aux Amériques constitue un chapitre relativement récent de l'histoire mondiale, le commerce des esclaves en Asie est un phénomène historique permanent bien plus ancien. *Le périple de la mer Érythrée*, écrit vers 50 de notre ère, nous apprend qu'on exportait des esclaves de la corne de l'Afrique et rien n'autorise à penser que c'était là le premier exemple de traite négrière.

Il semble bien que les contacts et les échanges entre les peuples vivant de part et d'autre de la mer Rouge remontent à l'époque de la préhistoire. Mais à partir du VIIe siècle, avec la naissance de l'islam, un processus d'unification culturelle s'instaura dans la zone de l'océan Indien et de la mer Rouge. Plusieurs villes côtières d'Afrique orientale furent islamisées et les musulmans jouèrent un rôle de plus en plus déterminant



5.6. L'Afrique, l'Europe et l'Asie.
[*Source:* d'après une carte établie par le Dr Dulal C. Goswani, Département de géologie et de géographie, Université Howard, Washington, D. C.]

dans le domaine commercial, y compris dans le trafic des esclaves. L'importance de ce phénomène dans différentes régions de l'Asie est mise en lumière par les révoltes des Zandj qui éclatèrent en Mésopotamie au IXe siècle. L'extermination des Zandj ne peut faire oublier que leur révolte a contribué à la ruine du califat abbasside et a mis fin à la construction de barrages dans le sud de l'Iraq, activité dans laquelle H. Deschamps voit « le premier modèle de la grande entreprise tropicale édifiée sur des troupeaux d'esclaves noirs ». Un peu plus tôt, au VIIIe siècle, deux esclaves noirs avaient été vus à la cour de l'empereur de Chine et, au XIIe siècle, des habitants de Canton utilisaient de la main-d'œuvre servile africaine[27]. Certains écrits de l'époque nous rappellent que le commerce des esclaves originaires de l'Afrique orientale s'est poursuivi de façon ininterrompue. Al-Masʿūdī en parla au XIe siècle, al-Idrīsī au XIIe siècle et, au XIVe, Ibn Baṭṭūta décrivit la prospérité qui régnait à Kilwa et qui n'était pas sans lien avec la traite des Noirs.

27. UNESCO, 1979 et 1980; C. M. Wilbur, 1967, p. 93; E. Bretschneider, 1871, p. 13-22. En ce qui concerne la diaspora africaine en Arabie et en Asie avant la période qui nous intéresse, voir UNESCO, *Histoire générale de l'Afrique*, vol. III, chap. 26, qui fait le point sur la question.

Il est regrettable que les historiens de la diaspora africaine n'aient pas mieux examiné tout ce qui touche à la côte nord de la Méditerranée. La Turquie et les pays voisins mériteraient, en particulier de ce point de vue, une étude approfondie puisque cette région fut durant de nombreux siècles un entrepôt important pour les esclaves en provenance de Tripoli et de Benghazi, ainsi qu'une zone de transit pour le trafic à destination des régions de l'intérieur. À cet égard, l'achat à Constantinople, en 1696, de plusieurs jeunes Africains pour l'empereur de Russie Pierre le Grand mérite d'être mentionné puisque, parmi eux, figurait Abram Petrovitch Hannibal, l'arrière-grand-père d'Alexandre Pouchkine. Hannibal était, semble-t-il, né en Éthiopie où il avait été capturé par les Turcs. Combien d'autres esclaves africains arrivèrent en Russie et dans les régions voisines en passant par la Turquie, nul ne peut le dire, mais leur nombre fut probablement peu élevé. Cette situation, et le fait que l'esclavage en Russie ait été aboli au cours du premier quart du XVIIIe siècle, expliquent peut-être pourquoi la condition des Africains dans ce pays était celle de domestiques et non d'esclaves[28]. Quoique insuffisante, la documentation dont on dispose permet néanmoins de penser que l'esclavage et les contraintes qui y étaient liées ne se sont pas développés en Russie.

La plupart des esclaves importés en Asie étaient des enfants, les filles étant plus nombreuses que les garçons. Embarqués dans les ports de la côte orientale de l'Afrique, les esclaves étaient habituellement transportés jusqu'à al-Mukha (Mocha), port arabe sur la mer Rouge. À partir de là, un grand nombre d'entre eux étaient réexpédiés à destination d'al-Hudaydeh (Hodeida), de Djeddah (Djidda), de La Mecque et d'autres entrepôts d'Arabie. D'autres étaient rembarqués à destination de ports du golfe Persique tels que al-Shariḳah (Sharjah), Sour, Mascate, Bandar 'Abbās, Bandar-e Lengeh, Bahrein, Būshahr (Bushire), Koweit et Basra. Les ports indiens recevaient habituellement leurs cargaisons d'al-Mukha ou du golfe Persique, mais, parfois, certains contingents venaient directement d'Afrique orientale. Parmi les ports indiens, citons Bombay, Goa, Surat, Karikal, Pondichéry, Calcutta et différents points de la côte du Kutch, du Gujarât et du littoral de l'Asie du Sud-Est et de la Chine, à quoi s'ajoutaient plusieurs îles de l'océan Indien[29].

En Arabie, Oman occupait une position clé dans la stratégie maritime et commerciale du Moyen-Orient et constituait le fer de lance de la participation arabe à la traite négrière. Sa capitale, Mascate, commandait l'accès au golfe Persique par où étaient convoyés un grand nombre d'esclaves africains. En 1784 et 1785, les Arabes d'Oman s'emparèrent successivement des ports de Kilwa et de Zanzibar, sur la côte orientale de l'Afrique; ils allaient désormais affirmer leur souveraineté sur plusieurs villes de la côte. Après que le sultan

28. Pouchkine a célébré son héritage africain dans l'un de ses poèmes; voir D. Magarshack, 1969, p. 12-17; A. Perry, 1923; B. Modzalevskii, 1907; N. Malevanov, 1974,; B. Kozlov, 1970; A. Blakeley, 1976.

29. J. E. Harris, 1977, p. 264-268.

d'Oman se fut assuré le contrôle de Zanzibar et de certaines régions de la côte orientale de l'Afrique, à la fin du XVIIIe siècle, on eut de plus en plus besoin d'esclaves pour récolter les clous de girofle et les noix de coco dans les plantations arabes de la région[30].

Au Yémen et dans l'Hadramawt, vivaient des communautés d'origine noire africaine dont l'implantation remontait à une époque lointaine. Il semble qu'elles étaient essentiellement d'origine éthiopienne et qu'à Aden, l'une d'entre elles constituait un groupe comparable à la caste des intouchables en Inde. Dans plusieurs autres régions d'Arabie du Sud, des esclaves noirs venus d'Afrique servaient dans l'armée des sultans locaux; on trouvait également parmi eux des concubines et des domestiques, des eunuques, des hommes d'équipage et des débardeurs, des administrateurs et des ouvriers agricoles travaillant dans les marais salants et les plantations de canne à sucre et de dattes[31].

Des Africains furent dispersés sur de nombreuses îles de l'océan Indien. Les Hollandais se procurèrent des esclaves en Afrique orientale et à Madagascar pour les transporter en Indonésie. Les Français et les Anglais fondèrent des colonies d'esclaves, originaires d'Afrique orientale, dans l'île Bourbon (actuelle Réunion) et l'île Maurice de l'archipel des Mascareignes. De fait, un observateur a noté que, de 1670 à 1810, on importa dans les Mascareignes environ 160 000 esclaves venant de Madagascar, de la côte orientale de l'Afrique, d'Afrique occidentale et des Indes. Pour ce qui est de l'île Bourbon, on a estimé le nombre des esclaves, en 1808, à 53726, la plupart d'entre eux étant originaires de Madagascar et du Mozambique[32]. L'essor de la traite négrière au XIXe siècle favorisa le développement des communautés africaines des îles Mascareignes. Mais, avant cette période, s'était constituée une communauté de créoles dont l'influence allait se faire sentir tout au long des XIXe et XXe siècles. On sait, par ailleurs, que des Africains allèrent jusqu'en Malaisie avec des marchands et des pèlerins musulmans de retour de La Mecque[33].

La présence d'esclaves africains semble avoir été sensiblement plus importante en Asie du Sud que dans les autres régions du continent[34]. Cela venait probablement de ce que les relations commerciales avec l'Afrique étaient plus anciennes et plus intenses qu'avec toute autre région. La domination que les musulmans exerçaient sur la côte occidentale de l'Inde, région prospère, et la présence indienne en Afrique orientale expliquaient ces relations privilégiées. Quoi qu'il en soit, dès le XIIIe siècle, les esclaves africains furent nombreux en Inde. Ainsi, la reine Raziya, qui régnait sur le sultanat de Delhi, fut séduite par

30. Pour plus de détails, voir le chapitre 25.
31. R. B. Serjeant, 1967, p. 67 et 287; J. E. Harris, 1971, p. 39-41.
32. UNESCO, 1979.
33. R. Maxwell, 1932. Il s'agit là d'un autre domaine qui mérite une étude sérieuse.
34. L'immense territoire que représente l'Asie du Sud aujourd'hui n'était pas alors unifié; il se composait d'une mosaïque d'entités ethniques et politiques différentes. L'Inde étant le plus grand pays à s'être constitué sur ce territoire et englobant la plupart des régions évoquées dans la présente section, nous avons décidé d'utiliser cette désignation ici.

un esclave *ḥabshī* (africain)[35] un certain Djalalud-ud-dīn Yāḳūt, qu'elle nomma maître des écuries royales. Un autre Africain, Mālik Sarvar, esclave du sultan Muḥammad de Delhi, devint vice-sultan en 1389[36].

La seconde moitié du XVe siècle vit s'affirmer une présence africaine dans une autre région du nord de l'Inde, le Bengale. Des Africains y avaient émigré, venant de la zone côtière de Calcutta, de la région de Dacca et de plusieurs provinces de l'intérieur. Le souverain du Bengale, Rukn-ud-dīn-Barbak (1459-1474), avait pris l'habitude de confier aux Africains loyaux à son égard de hautes charges dans l'administration et dans l'armée. C'est ainsi que ses 8 000 esclaves-soldats africains comptaient plusieurs officiers noirs de haut rang.

La mort de Barbak marqua le début d'une période d'instabilité. En 1486, Shāhzāda, un eunuque chef des gardes du palais, s'empara du pouvoir à la tête d'un groupe d'Africains et prit le titre de Barbak Shah. Mais il fut ensuite assassiné par Amir-ul-Imona Malih Andil (Indīl Khān), africain comme lui, qui était resté fidèle à l'ancien souverain. Indīl Khān devint Saif-ud-dīn-Firuz et régna trois ans. Lorsqu'il mourut, c'est Nasr-ud-dīn Muḥammad qui lui succéda, un jeune garçon qui n'avait pas encore atteint sa majorité et dont l'identité reste incertaine; mais on sait que le régent, Ḥabesh Khān, était africain. En 1490, un autre Africain, soldat de la garde royale, Sīdī Badr, s'empara du pouvoir avec une armée de 30 000 hommes dont 5 000 Éthiopiens; il monta sur le trône et devint Hams-ud-dīn Abū Nasr Muzaffar Shah. Après sa mort en 1493, les Africains furent écartés des fonctions qu'ils occupaient et expulsés du royaume. Mais, bien qu'ils n'aient pas exercé le pouvoir très longtemps, ils ont marqué cette période de leur empreinte[37].

Dans le Gujarât, des Africains servirent dans l'armée à partir du XIIIe siècle, et peut-être même plus tôt. À cette époque, ils représentaient un facteur politique et économique important dans la région. En 1576, le gouvernement du Gujarât aurait payé un tribut de 400 esclaves, des « enfants de chefs hindous et d'Abyssiniens »[38]. Certains de ces Africains étaient des descendants des Noirs qui avaient été capturés et réduits en esclavage lors de l'invasion de l'Éthiopie par les Arabo-musulmans en 1527. D'autres avaient été amenés au Gujarât en 1531 par Mustafā bin Bahrām, un capitaine de l'armée turque qui aidait les Indiens musulmans à se défendre contre le Portugal[39]. En 1537, les services gouvernementaux de la ville d'Aḥmadābād n'employaient pas moins de 5 000 Africains[40]. Il semble bien que cette première implantation africaine au Gujarât ait constitué le noyau à partir duquel les Africains émigrèrent par la suite vers d'autres points de la région[41].

35. *Ḥabshī* et *siddi* sont deux termes interchangeables par lesquels on désignait les Africains en Asie. Pour un aperçu historique général de cette question, voir J. E. Harris, 1971.
36. R. G. Majumdar, 1951, p. 186-187 et 698-702; W. Haig, 1937, vol. III, p. 251-252.
37. *Ibid.*, p. 214 et 215.
38. K. K. Basu, 1932.
39. M. S. Commissariat, 1957, vol. II, p. 470.
40. Ḥadjdjī al-Dabir (s. d.), p. 407 et 447.
41. On trouvera des commentaires sur les grands personnages du Kutch, dont certains étaient des Africains, et des miniatures les représentant, dans l'article de B. N. Goswamy et A. L. Ballapeceola, 1978.

Plusieurs de ces Africains du Gujarât se distinguèrent au XVIe siècle. Yākūt Sabit Khān Ḥabshī (Ulūgh Khān), Khayrāt Khān et Jhujhar Khān furent des chefs militaires éminents; Ikhtiyar-ul-Mulk leva une armée de quelque 20 000 hommes, comprenant des Afghans, des Rajputs, des Gujaratis et des Africains, pour affronter les troupes de l'empereur mogol Akbar. Ikhtiyar fut vaincu, mais il gagna l'estime d'Akbar et des Gujaratis. Un Africain, ancien esclave, Shaykh Sayyid al-Ḥabshī Sultani, servit comme soldat dans l'armée de Jhujhar Khān. Une fois sa carrière militaire terminée, il acheta des terres, fit le pèlerinage de La Mecque, puis défricha et exploita son domaine, ce qui lui permit de nourrir quotidiennement des centaines d'indigents. Il fonda en outre une bibliothèque qui attira de nombreux érudits[42].

En 1573, Sayyid (Ṣa'īd) fit édifier une mosquée à Aḥmadābād; le chronogramme de sa construction est ainsi conçu: « Pour l'amour de Dieu il a érigé cette mosquée, et le constructeur est Ṣa'īd. » La mosquée de Sīdī Ṣa'īd est réputée pour la simplicité de sa conception: un toit reposant sur des arcades et de très belles fenêtres cintrées ajourées d'entrelacs exquis et de motifs floraux. James Fergusson, spécialiste bien connu de l'architecture indienne et orientale, remarque à propos de cette mosquée: « Le talent et la justesse avec lesquels les formes végétales ont été stylisées semblent insurpassables […] mais peut-être est-ce encore la façon dont le motif se développe sur toute la surface qui révèle la supériorité de la technique. On peut voir dans les marbres précieux d'Agra et de Delhi quelques spécimens exquis d'entrelacs, mais ils sont loin d'être aussi beaux[43]. »

Selon Fergusson et l'un de ses collègues: « Ces motifs se rapprochent peut-être plus de l'œuvre de la nature que tout autre détail architectural qui ait jamais été conçu, fût-ce par les meilleurs architectes de la Grèce antique ou du Moyen Âge[44]. »

M. S. Commissariat a noté: « Cette merveilleuse mosquée, célèbre dans le monde entier, est le dernier fleuron de la grande période créatrice de l'architecture islamique du Gujarât[45]. »

Un autre Africain, Sīdī Bashīr, construisit une mosquée célèbre à Aḥmadābād. Elle est unique en ce qu'elle possède deux minarets « qui tremblent », chacun comprenant trois étages. Lorsque l'on fait trembler l'un des minarets, la vibration se transmet à l'autre. Ce style était tout à fait nouveau pour l'époque.

Non loin du Gujarât se trouve l'île de Janjira, qui était anciennement l'un des centres de l'activité commerciale prospère qui s'étendait à tout le nord-ouest de l'Inde et englobait la région correspondant à ce qui est aujourd'hui la ville de Bombay et la côte du Kônkân. S'il faut en croire les traditions locales, les *siddi* de Janjira étaient les descendants des Africains arrivés du Gujarât en 1489. Un Éthiopien, qui était entré au service du *niẓām*

42. Ḥadjdjī al-Dabir (s. d.), p. 441-443, 448, 471 et 508-524; E. D. Ross, 1921, vol. II, p. 640-643.
43. J. Fergusson, 1876, p. 236-237.
44. J. Fergusson et T. Hope, 1866, p. 86-87.
45. M. S. Comissariat, 1957, p. 505.

(roi) d'Aḥmadnagār, se déguisa en marchand et débarqua dans l'île trois cents caisses de marchandises. Ces « marchandises » comprenaient des soldats *siddi* qui, dès qu'ils en eurent reçu l'ordre, prirent possession de l'île, nommèrent l'un des leurs roi et fondèrent ainsi la première des dynasties des *nawab* (rois) *siddi*. La plupart des Africains de l'île de Janjira descendent probablement des esclaves qui avaient été importés d'Afrique orientale[46].

À partir de 1530, les Portugais exercèrent une domination politique et économique sur plusieurs régions de la côte occidentale de l'Inde, notamment sur la côte du Kônkân où de nombreux esclaves africains furent importés. Il n'en arrivait jamais plus de six ou dix à la fois, mais jusqu'à 1740, date à laquelle Français et Anglais menacèrent sérieusement la suprématie portugaise sur les mers, les importations d'esclaves se poursuivirent de façon quasi régulière. Ces esclaves venaient pour la plupart au Mozambique, mais les Portugais avaient également capturé des esclaves africains lorsqu'ils avaient mis en déroute les Arabes de Mascate à Diu, en 1670. Ils employaient habituellement les leurs à des tâches commerciales, agricoles ou domestiques et à divers travaux subalternes. Certains reçurent une formation de prêtre et de professeur d'école religieuse, surtout à Goa qui devint le quartier général des Portugais pour leurs colonies d'Asie et d'Afrique orientale.

Durant toute cette période, l'île de Janjira conserva son autonomie. Au XVIIe siècle, les *siddi*, qui comprenaient la majorité des musulmans de l'île, en étaient devenus les plus gros propriétaires fonciers. Un conseil des anciens réunissant les principaux chefs *siddi* choisit un *nawab* qui joua le rôle de souverain temporel et spirituel. Avec l'avis du conseil, il pouvait nommer et révoquer les fonctionnaires civils et religieux. Après avoir assis leur autorité politique, les *siddi* de Janjira étendirent leur influence à l'ensemble de l'île et à certaines zones des côtes indiennes. Ils établirent leur hégémonie sur la côte du Nord-Ouest grâce à leur puissance navale. En 1616, ils firent alliance avec Mālik Ambar, roi *ḥabshī* du Deccan, dans l'Inde centrale. Les deux armées s'unirent pour combattre les Mogols et les luttes durèrent des années. Le jugement du spécialiste indien, K. M. Panikkar, qui affirme que les opérations navales des maîtres de Janjira obligèrent les Mogols à constituer une flotte indienne, nous donne quelque idée de l'importance du rôle joué par ces *siddi*. Sir Jadunath Sarkar, historien indien spécialiste des questions militaires, a pu écrire que « les Abyssiniens de Janjira représentaient une puissance redoutable[47] ».

Au XVIIe siècle, la Compagnie britannique des Indes orientales tenta à plusieurs reprises de négocier une alliance avec les *siddi*, qui exerçaient leur domination sur la côte indienne du Kônkân. Ces derniers continuèrent néanmoins à s'affirmer dans cette zone comme puissance indépendante et, par la suite, ils négocièrent également avec les Hollandais. Ce n'est qu'en 1759 que les Anglais parvinrent à contenir leur puissance ; Janjira ne se soumit à la domination coloniale britannique qu'au XIXe siècle.

Les *siddi* de Janjira exercèrent une influence considérable sur l'histoire de l'Inde. On ne voit pas très bien comment ils parvinrent à s'assurer une

46. J. E. Harris (1971, p. 80-87) étudie l'histoire de Janjira.
47. K. M. Panikkar, 1945, p. 8 ; J. Sarkar, 1919, vol. IV, p. 237-238.



5.7. Mālik Ambar, roi africain qui régna en Inde au XVIIe siècle.
[The Ross-Coomaraswamy Collection, avec l'aimable autorisation du Museum of Fine Arts, Boston (MA).]

telle prééminence sur les groupes autochtones mais il est indubitable que leur religion (ils étaient musulmans) et leur supériorité technique dans les domaines naval et militaire ont constitué pour eux des atouts majeurs. Que ce petit groupe d'immigrés africains ait pu infléchir à ce point la politique et l'action de la Grande-Bretagne, du Portugal et de la Hollande, sans parler des États indiens de la région, est un fait de première importance.

Des Africains s'installèrent également en plusieurs points de la côte de Malabar. Au XVIIe et au XVIIIe siècle, des juifs noirs, descendants d'esclaves africains, quittèrent le Cochin et le Kerala, dans le sud de l'Inde, pour venir s'établir sur la côte de Malabar. Ils travaillaient en général comme domestiques et contractèrent des mariages avec les autochtones et d'autres juifs[48]. Ce sont les Portugais qui obligèrent les esclaves africains à s'installer en différents points de la côte de Malabar, notamment aux alentours de Goa, qui allait devenir une des places fortes du Portugal au XVIe siècle. Les esclaves noirs servirent dans l'armée comme soldats à Goa et à Ceylan, ainsi qu'à Macao, au XVIe et au XVIIe siècle[49].

L'Italien Pietro della Valle, lettré et voyageur, signale que des Noirs d'Afrique occidentale et orientale (originaires de Guinée et du Mozambique) étaient convoyés par mer vers les territoires portugais[50]. En Inde portugaise, les esclaves noirs accomplissaient des tâches domestiques sur tout le territoire, y compris celle de transporter l'eau dans d'immenses jarres. Les Portugais en faisaient également des porteurs et des gardes pour leurs escortes. Quant aux femmes, ils les prenaient souvent comme maîtresses.

Une autre région de l'Inde, le Deccan, fut le théâtre d'une spectaculaire ascension, celle de l'Africain Mālik Ambar, un Éthiopien qui avait été vendu comme esclave en Éthiopie, au Hedjaz, à al-Mukha et à Bagdad avant d'aboutir finalement en Inde. Ambar passa la plus grande partie de sa vie à Aḥmadnagār, où vivaient plusieurs milliers d'Africains. Lui-même recruta un millier de ces Noirs pour sa garde personnelle.

L'importance historique d'Ambar tient au fait que, devenu le chef d'une puissante armée combattant sous la bannière du roi d'Aḥmadnagār, il s'opposa à plusieurs attaques des Mogols et, de son vivant, empêcha les empereurs mogols de conquérir le Deccan. Pendant près d'un quart de siècle (1602-1626), il régna en maître absolu sur la région qui entourait Aḥmadnagār. Durant cette période, il fonda des villes, fit aménager des canaux et des systèmes d'irrigation, favorisa l'expansion du commerce avec l'Asie et l'Europe, attira à sa cour lettrés et poètes, et fit construire quelques-uns des plus imposants édifices du Deccan[51].

L'action de Mālik Ambar ne fait que confirmer l'importance de ces deux points : premièrement, des Africains ont joué, en tant qu'individus, un rôle important dans l'histoire de l'Inde ; deuxièmement, ces mêmes Africains sont

48. A. M. Pescatello, 1972.
49. C. R. Boxer, 1969.
50. E. Grey, 1892, p. 50-51.
51. J. E. Harris, 1971, p. 91-98.

parvenus à s'assurer le soutien et à gagner l'estime des Indiens les plus divers tout en restant fidèles à eux-mêmes.

Conclusion

L'histoire du peuple africain est à ce point perdue sous l'angle de la traite esclavagiste intercontinentale qu'il est nécessaire de souligner que des Africains se sont rendus de leur propre gré d'un continent à l'autre, notamment des marchands, des ecclésiastiques, des marins, des aventuriers et autres. Il est indispensable d'étudier cette présence ancienne de Noirs libres à l'étranger si l'on veut dresser un tableau suffisamment exhaustif et réaliste de la civilisation mondiale.

Ce fut cependant la traite intercontinentale des esclaves qui, plus que tout autre facteur, a été à l'origine de la présence des Noirs dans le monde entier[52] et ce furent la nature de cette traite et les conséquences qu'elle a eues, en particulier en Amérique et dans la Caraïbe, qui ont poussé les Africains à se lancer dans des luttes pour leur liberté lesquelles, avec les années, ont suscité dans les consciences le souci généralisé de la rédemption de l'Afrique et de la libération des Noirs du monde entier. Ce processus a pris forme au début de l'époque moderne et a montré, vers 1800, qu'il avait une réelle assise internationale ; Toussaint Louverture est en effet apparu à cette occasion comme un symbole international de la liberté des Noirs. En dépit de la domination coloniale, ce processus s'est poursuivi et pourrait bien être la conséquence historique la plus importante de la diaspora africaine.

52. Voir le chapitre 4.

CHAPITRE 6

L'Égypte sous l'Empire ottoman

R. Vesely

Au XVIe siècle, une nouvelle grande puissance islamique fait irruption dans l'histoire du continent africain et des pays arabes, l'Empire ottoman, formé en Asie Mineure et dans la péninsule des Balkans, qui place sous sa coupe une grande partie des pays arabes d'Asie occidentale et d'Afrique du Nord.

C'est à partir de 1516 que l'État des sultans mamluk de Syrie et d'Égypte s'effondre sous les coups de l'armée ottomane. Les relations entre Égyptiens et Ottomans étaient tendues depuis 1480, mais en 1514, à la suite de la première campagne victorieuse entreprise par le sultan Selim Ier pour mettre un terme à l'essor rapide de la puissance perse sur sa frontière orientale, les maîtres de l'Égypte sont amenés à prendre fermement position contre la menace ottomane. Selim va répondre par la force. Deux ans plus tard, au cours de sa deuxième campagne contre la Perse, il décide de briser une fois pour toutes la coalition mamluk-safavide (nom de la dynastie syrienne).

Le 24 août 1516, une bataille a lieu dans la plaine de Marḏj Dabiḳ, au nord de Halab, à l'issue de laquelle l'armée ottomane écrase les troupes mamluk. Acquise grâce à sa supériorité technique, la victoire de l'armée ottomane a été également facilitée par la défection en faveur d'une fraction pro-ottomane dans le camp mamluk : les troupes commandées par l'émir Khāyr Bey, vice-régent de Halab, ont en effet déserté au moment critique. Fort de sa victoire, le sultan Selim occupe alors Damas sans guère rencontrer de résistance et s'empare de toute la Syrie et de la Palestine jusqu'au désert

du Sinaï, faisant de la Syrie un État tampon entre la frontière orientale de l'Empire ottoman et l'Égypte [1].

Cependant, les efforts évidemment déployés par les nouveaux chefs pour reprendre en mains la Syrie, combinés à l'insistance des conseillers du Sultan et des émirs mamluk qui ont rallié le camp ottoman après la bataille de Halab et le poussent à couronner sa campagne par la conquête de l'Égypte, incitent Selim à poursuivre sa marche. Sans grande difficulté, il parvient alors en vue du Caire et met en déroute les troupes mamluk, commandées par Tūmān Bey, le dernier des sultans mamluk, lors d'une courte bataille, livrée à Raydāniyya le 23 janvier 1517. C'est alors la fin du sultanat mamluk.

La victoire des Ottomans sur les Mamluk n'a pas été due à la seule supériorité militaire, qui n'en est que la cause la plus évidente. La différence des situations économiques et politiques entre les deux États en est la raison principale. En Europe et en Asie Mineure, l'Empire ottoman étendait son emprise sur des territoires qui avaient une vie économique évoluée, fondée sur l'extraction de minerais et l'exploitation de matières premières. Ces activités se concentraient dans un certain nombre de centres de production aux relations commerciales internationales intenses, ce qui ouvrait de larges perspectives de croissance à l'Empire. L'État mamluk, en revanche, n'avait pratiquement aucune ressource minière et s'appuyait presque exclusivement sur l'agriculture et le commerce international transitant sur son territoire, dont l'élément principal, le commerce des épices d'Orient, était tombé peu de temps auparavant aux mains des Portugais, avec pour conséquence un déclin rapide des bénéfices. Par ailleurs, les importations de métaux précieux d'Afrique étaient en nette régression. Pendant longtemps, l'État mamluk s'était efforcé de résoudre ces problèmes par une utilisation systématique des réserves économiques internes, complétée par des confiscations et un alourdissement de la fiscalité, toutes mesures qui suscitaient parmi les autochtones la haine de la caste étrangère mamluk qui les exploitait et l'espoir d'une délivrance qu'apporterait la chute du régime.

La victoire de Selim à Marḏj Dabiḳ en 1516 allait avoir des répercussions profondes pour l'Asie occidentale et pour l'Afrique du Nord. Elle scellait le destin du sultanat mamluk d'Égypte, tout en épargnant à la Perse le choc d'une nouvelle invasion ottomane, et sauvait la Syrie d'une destruction certaine, lui assurant au contraire une période de stabilité qui allait lui permettre de se renforcer et, ironie du sort, de devenir à terme une menace permanente pour les Ottomans. La conquête de l'Égypte allait également modifier la politique ottomane, désormais axée sur la maîtrise des routes maritimes de la Méditerranée, et amener l'Empire à entreprendre la conquête d'autres pays arabes d'Afrique du Nord.

1. Aḥmad b. al-Ḥāḏjḏj Abū 'l-ʿAlī, 1962, p. 143.



Le 6.1. sultan Selim Ier, conquérant de l'Égypte.
[© The Hulton-Deutsch Collection, Londres.]

Les territoires nouvellement conquis comprenaient des régions revêtant une très grande importance économique et politique, mais aussi stratégique. L'Égypte offrait un intérêt tout particulier du fait de son agriculture intensive, de sa nombreuse population et de sa situation sur la mer Rouge qui imposait à ses nouveaux maîtres la tâche de continuer la lutte contre les Portugais pour la suprématie dans l'océan Indien. En outre, le prestige des sultans ottomans fut rehaussé par le fait qu'ils devinrent — comme avant eux les sultans mamluk — les gardiens des deux villes saintes de l'islam, La Mecque et Médine, et ceux des routes de pèlerinage d'Asie et d'Afrique.

Avant de quitter l'Égypte en septembre 1517, Selim plaça Khāyr Bey, l'ancien émir mamluk, à la tête de la province d'Égypte qu'il décida de maintenir à l'état d'entité administrative unique. Le temps qu'ont duré les fonctions de Khāyr Bey peut être considéré comme la période de transition

vers l'autorité ottomane sans partage sur le territoire nouvellement conquis. Khāyr Bey se vit confier la gestion de l'ensemble du territoire de l'ancienne Égypte, en dépit du fait qu'il ne disposait que de moyens limités pour appuyer son autorité. Il gouverna l'Égypte davantage en vassal du Sultan qu'en administrateur de province, bien que son mandat lui eût été renouvelé en termes officiels de telle sorte qu'il demeura en fonctions jusqu'à sa mort, en 1522. Il conserva son titre mamluk de *Malik al-umarā* (roi de ceux qui commandent), tenant sa cour selon le rituel des sultans mamluk. Il s'entoura également d'anciens dignitaires mamluk disposés à servir le nouveau régime, leur confiant non seulement des tâches importantes dans la gestion des finances mais aussi des charges politiques et militaires. En outre, les modalités de l'ancienne administration ne furent en rien modifiées et le personnel administratif demeura pour ainsi dire inchangé. L'organisation de la justice continua de reposer sur un système de quatre juges suprêmes, un pour chaque école de droit.

Le revenu de la province fut laissé par Selim à l'entier contrôle de Khāyr Bey. Quant aux présents régulièrement envoyés par Khāyr Bey à Istanbul, siège du pouvoir ottoman, ils représentaient des cadeaux payés sur ses deniers en témoignage de son allégeance personnelle au Sultan plutôt que des redevances de la province au Trésor de l'État.

Khāyr Bey déploya de grands efforts pour contrôler les ressources matérielles de la province. C'est pour y parvenir, mais aussi pour réduire le pouvoir politique des dignitaires mamluk, qu'il abolit les *iḳṭāʿ* (fiefs féodaux) encore existants et les incorpora aux biens de l'État, leurs anciens détenteurs se voyant attribuer des salaires fixes versés par le Trésor provincial. Il révisa aussi le régime de la donation. Ces mesures permirent de faire un recensement cadastral complet et de mettre à jour les registres. Elles permirent en outre à Khāyr Bey de s'acquitter du devoir qui lui incombait : assurer l'approvisionnement en blé des deux villes saintes, La Mecque et Médine.

Les pouvoirs de Khāyr Bey n'étaient cependant pas illimités. Le sultan Selim avait laissé un fort contingent de troupes stationné en Égypte, destiné à consolider le pouvoir ottoman et dissuader, le cas échéant, les Mamluk de toute tentative pour se ressaisir du pouvoir. Ces troupes étaient composées de deux corps d'infanterie, à savoir un détachement de janissaires et un détachement d'*ʿazabān*, et de deux corps de cavalerie, celui des *tüfenkçiyān* et celui des *gönüllüyān*. Les janissaires avaient pour mission la plus importante de garder la citadelle du Caire, centre administratif, siège du gouvernement et du Trésor de la province. Les *ʿazabān* étaient chargés de surveiller les routes menant au Caire et de former les garnisons des fortins construits dans les zones agricoles pour assurer leur protection contre les raids des nomades. Les deux détachements de cavalerie étaient utilisés pour assurer l'application progressive des nouvelles décisions de Khāyr Bey sur l'ensemble du territoire égyptien. Afin de maintenir son autorité sur ces unités mal disciplinées, Khāyr Bey forma ses propres troupes de cavalerie, recrutées parmi d'anciens et de nouveaux mamluk.



6.2. Des janissaires. Miniature turque du XVIe siècle.
[Topkapi Museum, Istanbul. © Sonia Halliday Photographs.]

Au moment de la mort de Khāyr Bey, en 1522, le processus d'incorporation du Caire, l'ancienne capitale d'un État indépendant pendant des siècles et ramené au rang de province ottomane, était pleinement lancé et tout paraissait indiquer qu'il était sur le point d'aboutir.

L'administration ottomane et les conflits au sein de la classe dirigeante

Le début de la nouvelle période — qui s'ouvrit à la mort de Khāyr Bey — fut marqué par une révolte contre la suprématie ottomane. Outre une timide tentative d'insurrection contre le premier vice-régent organisée par deux administrateurs régionaux mamluk, et rapidement réprimée, une tentative plus sérieuse de libération de l'Égypte prit la forme d'une révolte déclenchée par le nouveau vice-régent Aḥmad Pasha en 1524. Celui-ci se proclama sultan d'Égypte et battit sa propre monnaie. Il réussit à se gagner l'appui de quelques « tribus » arabes et à prendre la citadelle du Caire. Mais il fut ensuite expulsé du Caire après avoir été trahi par les chefs bédouins qui l'avaient d'abord soutenu[2].

À la lumière de ces événements, il devint évident que le gouvernement d'Istanbul devait définir en termes clairs le statut de l'Égypte au sein de l'organisation de l'Empire ottoman. C'est ce qui fut fait par un acte juridique spécial, le *Ḳānūn Nāme*, qui visait à réglementer la vie politique, militaire, civile et économique de l'Égypte. Ce décret introduisit en fait, en Égypte, le système d'administration ottoman. Dans le cadre de ce système, le vice-régent, dénommé *wālī*, qui avait toujours eu le rang de pacha, se voyait attribuer certains privilèges que n'avaient pas les vice-régents des autres provinces et qui étaient inspirés des formes en usage à la cour d'Istanbul. Il recevait comme siège la citadelle du Caire, capitale des anciens sultans. Quatre fois par semaine, il convoquait une réunion du *Dīwān*, principal conseil exécutif de la province, composé des commandants des corps de troupe, de représentants des Administrations des finances et de la cour, des commandants des ports et d'autres hauts dignitaires. Le prestige attaché à la fonction de *wālī* fut encore renforcé par la création de sa garde personnelle, appelée *Müteferriḳas*, exactement comme la garde personnelle du Sultan à Istanbul[3].

Le *Ḳānūn Nāme* reprenait un certain nombre de formes et de coutumes administratives des Mamluk en matière d'administration civile et financière. L'Égypte était divisée en quatorze districts placés sous l'autorité d'un *kāshif* qui avait la charge d'entretenir le système d'irrigation et de lever l'impôt sur

2. La révolte d'Aḥmad Pasha est en général reliée à des plans ourdis par les Safavides contre les Ottomans et qui comportaient aussi des activités subversives en Égypte.
3. En outre, la réception d'un nouveau vice-régent par les dignitaires locaux était réglée par un cérémonial spécial.

les cultivateurs. La région située au sud d'Asyūṭ fut laissée sous la tutelle des *shaykh* arabes du groupe des Hawwāra qui avaient obtenu la souveraineté sur ce territoire après 1517 et que Khāyr Bey avait aussi reconnus comme régents du haut Nil.

Une section importante du *Ḳānūn Nāme* était celle qui instituait officiellement les *odjaḳ*, troupes impériales introduites en Égypte par Selim I^cr^[4]. Les janissaires furent récompensés de leur loyauté pendant la révolte d'Aḥmad Pasha en devenant l'appui principal du pouvoir du Sultan : leur commandant, l'*agha*, était l'un des membres les plus éminents du *Dīwān* et, en outre, la Monnaie égyptienne était installée dans leur cantonnement situé à l'intérieur même de la citadelle. Les Mamluk furent eux aussi récompensés par la création d'un nouvel *odjaḳ*, celui des *umerā-i-sherākise* (émirs circassiens) auquel s'intégrèrent progressivement des Mamluk du Caire, tout comme dans l'*odjaḳ* des *müteferriḳas* ou dans celui des *ghaushes*, corps central des messagers créé par le *Ḳānūn Nāme*.

Toutes les troupes cantonnées en Égypte recevaient une solde régulière versée par le Trésor provincial égyptien. Les plus hauts dignitaires — le *wālī*, le juge suprême (qui remplaçait à lui seul les quatre juges suprêmes) et les vingt-quatre hauts dignitaires de l'armée et de l'Administration, les *sandjaḳ bey* — recevaient un salaire annuel, le *sāliyāne*, versé par le Trésor égyptien.

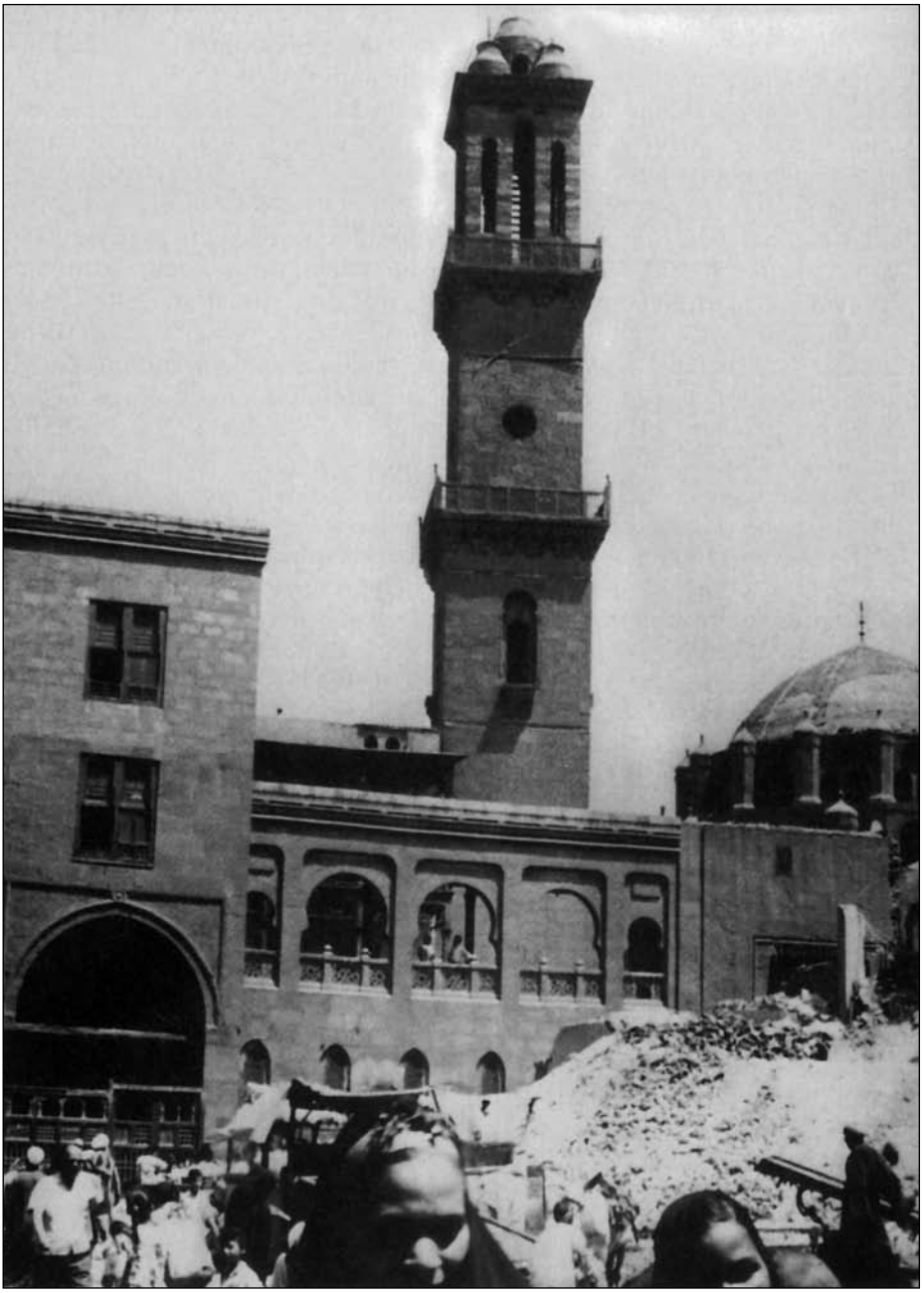
Ces salaires et émoluments étaient payés sur la recette de l'impôt foncier, des impôts et droits perçus sur les activités productrices et commerciales des habitants des bourgs et des cités, et de la capitation à laquelle étaient assujettis les adeptes d'autres religions que l'islam. Ces impôts étaient perçus dans le cadre d'un nouveau système administratif et financier mis en place en Égypte et en vertu duquel à chaque village ou groupe de villages correspondait un *muḳata'āt*, qui était une circonscription à la fois financière et administrative. Chaque *muḳata'āt* était administré par un responsable civil appelé *emīn*[5].

L'ensemble du système fiscal reposait sur le fermage féodal payé sous la forme d'un impôt foncier[6] qui était levé par les administrateurs de chaque région. Les impôts appliqués aux habitants des villes étaient levés par des *kāshif*, appelés *emīn* (percepteurs dans ce cas-là), qui touchaient un salaire annuel fixe indépendant du montant de la recette des impôts. Les *shaykh* arabes de la région d'Asyūṭ se voyaient attribuer, chacun, dans le cadre du

4. Les troupes ottomanes étaient composées des six *odjaḳ* suivants : celui des *müteferriḳa*, des *cavushan*, des *gönüllüyān*, des *tüfenkçiyān*, des *'azabān* et des *mustahfizān*. Sulaymān leur en adjoignit un septième, celui des *Çerākise* (des Circassiens). Voir A. K. Rafik, 1963, p. 144-146.

5. S. J. Shaw, 1962*a*, p. 31.

6. Le rendement de l'impôt foncier n'était pas connu avec exactitude à l'époque de la promulgation du *Ḳānūn Nāme*, le recensement cadastral n'étant pas encore achevé, ce qui n'eut pas lieu avant 1576. Toutefois, comme grâce à l'ordre et à la sécurité qui régnaient en Égypte au XVIe siècle les campagnes égyptiennes prospéraient et la superficie des terres arables s'augmentait de terres remises en culture ou de nouveaux champs, ce ne fut que le plan cadastral de 1608 qui présenta l'inventaire complet de toutes les terres agricoles.



6.3. Façade en faïence de la chambre funéraire d'Ibrāhīm, *agha* des janissaires, vers 1062/1652, dans la mosquée d'Aḳṣunḳur (747/1346-748/1347).
[Institut d'égyptologie, Université Charles, Prague.]

système de l'*iltizam*, une circonscription dans laquelle ils pouvaient, en qualité de *multazim*[7], lever des impôts et en conserver le produit à condition de garantir le travail agricole et de verser une part fixe de leur recette au Trésor provincial en échange du privilège octroyé.

À partir de 1525, l'excédent dégagé après couverture des dépenses était envoyé chaque année à Istanbul et non plus au Hedjaz. L'envoi régulier de ce *hazne* ou *hazine* (trésor) était l'une des tâches les plus importantes du vice-régent. Au cours du XVIe siècle, le *hazine* fut envoyé régulièrement et son montant total dépassa plusieurs fois la somme convenue de 400 000 guldens[8]. Une certaine somme d'argent était également consacrée à l'achat de denrées agricoles destinées aux cuisines du Sultan. L'Égypte s'acquittait par ailleurs de ses obligations envers La Mecque et Médine[9].

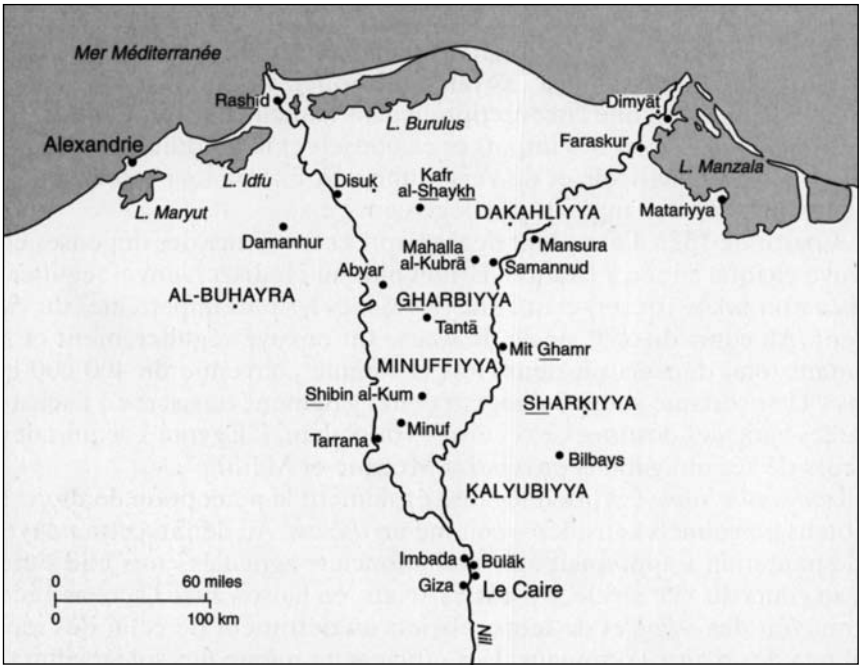
Le *Ḳānūn Nāme* égyptien légalisa également la perception de droits sur les biens personnels considérés comme un *iltizam*. Au début, cette nouvelle réglementation s'appliquait aux avoirs fonciers agricoles, puis elle s'étendit, au cours du XVIe siècle, à d'autres avoirs, en liaison avec l'accroissement du pouvoir des *oḏjaḳ* et de leurs officiers au détriment de celui des représentants des maîtres ottomans. Les officiers, et même des soldats du rang, s'octroyèrent progressivement toutes les fonctions permettant de contrôler les richesses tandis que les percepteurs étaient peu à peu réduits à des rôles de simples fonctionnaires sans aucune influence sur la collecte de l'impôt ou sur tout autre aspect de la politique fiscale.

Ce processus était à l'image du changement qui s'opérait dans les rapports politiques au sein de la classe dirigeante. Vers la fin du XVIe siècle, le pouvoir politique dans le pays se cristallisa autour de deux groupes distincts : d'une part, les dépositaires officiels du pouvoir politique, nommés par le gouvernement central, avec à leur tête le *wālī*, et, d'autre part, les *oḏjaḳ* et leurs officiers et les *sanḏjaḳ bey* et leurs mamluk. Bien qu'il n'eût pas de caractère officiel, ce groupe-là disposait du pouvoir militaire et économique et, à partir de la fin du XVIe siècle, il se mit à peser d'un poids de plus en plus manifeste dans la vie politique de l'Égypte.

7. Selon le système de l'*iltizam* qui, vers 1658, remplaça le système du *muḳataʿāt*, les terres appartenant à chaque village ou groupe de villages étaient proposées aux enchères publiques. Les plus offrants (*multazim*) acquéraient le droit de lever des impôts auprès des paysans, les terres devenant ainsi leurs *iltizam*.

8. Correspondant à 16 millions de paras d'argent égyptiens.

9. Il y eut une réorganisation générale du système des donations créé par les sultans mamluk pour La Mecque et Médine, les sultans ottomans en ajoutant de nouvelles. L'Égypte envoyait non seulement des sommes d'argent considérables mais aussi des dons en nature et, en particulier, du blé au Hedjaz. En outre, elle versait aussi un don pour la *Kaʿba*, prélevé sur un compte de fonds spéciaux.

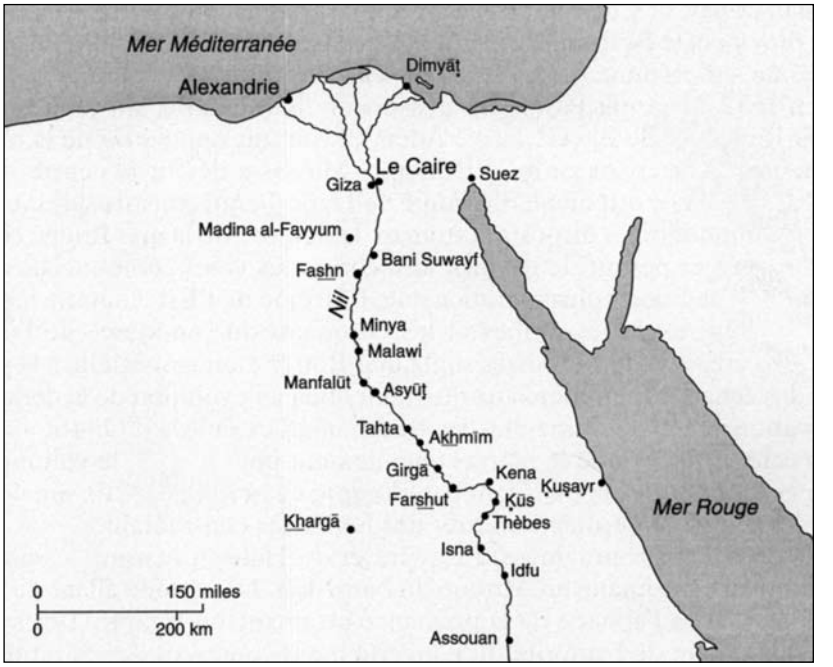


6.4. La basse Égypte (*al-Delta*).
[*Source:* d'après ʿAbd al-Rahim ʿAbd al-Rahman et Wataru Miki, *Village in Ottoman Egypt and Tokugawa Japan. A comparative study*, Institut pour l'étude des langues et des cultures de l'Asie et de l'Afrique, Tokyo, p. II. Carte publiée avec l'aimable autorisation du professeur Wataru Miki, Université Keio, Tokyo.]

L'influence ottomane en Afrique du Nord-Est

Au XVIe siècle, l'Égypte joua un rôle important dans la politique expansionniste de l'Empire ottoman. Sa position géographique faisait d'elle le trait d'union naturel entre la Méditerranée et l'océan Indien. La route commerciale qui amenait les marchandises d'Orient en Europe passait par la mer Rouge et l'Égypte[10]. À l'époque de la conquête de l'Égypte par le sultan Selim en 1517, le commerce avec l'Orient était aux mains des navigateurs portugais. Une fois l'Égypte soumise, il restait aux Ottomans à éliminer, si possible, les Portugais de l'océan Indien, ou au moins à s'efforcer de faire obstacle à leur pénétration en mer Rouge.

10. Entre 1560 et 1570, il fut même envisagé de creuser un canal à travers l'isthme de Suez. La suggestion, faite par le grand vizir Meḥmed Pasha Soḳollu, tomba ensuite dans l'oubli.



6.5. La moyenne Égypte et la haute Égypte (*al-Saïd*).
[*Source :* d'après ʿAbd al-Rahim ʿAbd al-Rahman et Wataru Miki, *Village in Ottoman Egypt and Tokugawa Japan. A comparative study*, Institut pour l'étude des langues et des cultures de l'Asie et de l'Afrique, Tokyo, p. II. Carte publiée avec l'aimable autorisation du professeur Wataru Miki, Université Keio, Tokyo.]

Une bonne occasion d'intervenir dans l'océan Indien leur fut fournie par le gouverneur du Gujarât lorsqu'il insista auprès du sultan Sulaymān pour obtenir de l'aide contre les Portugais qui avaient occupé le port de Diu. La campagne fut confiée au vice-régent d'Égypte, Sulaymān Pasha. Sur la route de Diu, en 1538, il prit Aden, au Yémen, qu'il soumit à l'Administration ottomane. Bien que n'ayant pas réussi à chasser les Portugais de Diu, il débarqua au port de ḳuṣayr en haute Égypte et, après avoir atteint Assouan, il poursuivit sa marche le long du Nil jusqu'au nord de la Nubie. Il expulsa les tribus arabes de la vallée du Nil et atteignit Wādī Halfa. Sur l'île de Sāy, il construisit une forteresse qui allait devenir l'avant-poste le plus méridional de l'Égypte ottomane.

L'autorité était difficile à maintenir dans cette région éloignée de la haute Égypte qui était dominée par les *shaykh* hawwāra. Au milieu du XVIe siècle, il fallut y rétablir la suprématie ottomane. Une expédition commandée par l'ancien *wālī* du Yémen, Özdemir Pasha, réoccupa Ibrīm, Assouan et Sāy, et

y établit des garnisons de troupes bosniennes. Une nouvelle province, le Berbéristan, fut créée et placée sous l'autorité d'un *kāshif*, lui-même subordonné directement au *wālī* du Caire.

En 1557, Özdemir Pasha prit possession de Massāwa, sur le littoral de la mer Rouge, et de Zaylāʿ, face à Aden, et conquit une partie de la région intérieure appartenant au roi d'Éthiopie. Massāwa devint le centre d'une nouvelle province ottomane d'Afrique, le Ḥabesh, qui constitua dès lors un élément important du dispositif ottoman de défense de la mer Rouge contre les Portugais et permit de garantir la sécurité des voies commerciales vers le Yémen et le littoral plus méridional de l'Afrique de l'Est. Comme les Portugais avaient exclu les Arabes et les Ottomans du commerce de l'océan Indien, la création de ces postes sur la mer Rouge était essentielle à la poursuite des échanges commerciaux qui, pour obéir à l'évolution de la demande internationale, se détournaient des traditionnelles épices d'Orient au profit du café. Étant donné le nouvel engouement pour le café, le volume des échanges commerciaux transitant par l'Égypte ne perdit guère de son importance et ce pays continua d'en tirer des bénéfices considérables.

La création des provinces d'Égypte et du Ḥabesh marqua le sommet de l'influence ottomane en Afrique du Nord-Est. La période allant de 1517 à 1580 constitua l'apogée de la puissance ottomane en Égypte. Les symptômes du déclin de l'autorité du gouvernement central et de ses représentants n'étaient pas encore apparus; au contraire, leur pouvoir allait en se renforçant. En 1575, par exemple, dans la partie méridionale du pays, les régions situées au sud de la ville de Girgā furent réunies en une entité administrative unique, et c'est ainsi que la province de Haute-Égypte vit le jour en 1583, les chefs hawwāra étant alors remplacés, en tant qu'administrateurs, par un dignitaire envoyé par Le Caire.

La Haute-Égypte avait, de tout temps, occupé une place à part dans l'organisation politique des États de la vallée du Nil. Elle se distinguait du reste de l'Égypte par ses traits politiques, ses systèmes sociaux, ses particularités ethniques et religieuses et sa géographie. Du fait qu'elle était si différente, elle avait été à maintes reprises le refuge de mouvements dirigés contre le pouvoir en place[11]. Son importance politique fut renforcée par le rôle économique qui était le sien, du fait, notamment, qu'elle commandait les routes commerciales et le trafic sur le Nil. L'intérêt et le respect portés par les Ottomans à ce territoire essentiel se traduisirent concrètement par le statut spécial qui lui fut attribué dans le cadre de la gestion administrative de l'ensemble de la province égyptienne.

11. La sous-province de Haute-Égypte était aussi très vaste et sa superficie s'accrut même au cours du XVIIe siècle. En 1640, les *ḳabīla* arabes furent expulsées de la région de Bahnasā, en 1694 de la région d'Asyūṭ et d'Aftīh et, en 1698, des environs d'Assouan, de Manfalūt et de Minya.

Ainsi, l'administrateur de la Haute-Égypte, tout comme celui de l'ensemble de l'Égypte, portait le titre de *wālī* et venait au second rang dans la hiérarchie administrative, juste après l'administrateur de la province entière. Le poste était tenu exclusivement par un dignitaire du rang de *sandjaḳ bey*. Le vaste dispositif administratif et financier dont il avait la charge était organisé selon le système en vigueur dans la basse Égypte. Son importance politique et son loyalisme étaient également soulignés par l'effectif considérable des forces armées placées à sa disposition.

Les conflits militaires internes

La période de paix interne inaugurée par la répression de la rébellion d'Aḥmad Pasha en 1524 dura approximativement soixante ans. Dans les années 1580, la situation de dépendance dans laquelle l'Égypte se trouvait à l'égard du développement socio-économique général de l'Empire ottoman l'amena à ressentir les premiers symptômes de difficultés économiques qui ne tardèrent pas à déclencher des conflits féroces entre les diverses composantes de la caste militaire dirigeante.

Quelques révoltes militaires éclatèrent entre 1598 et 1609, fomentées par les cavaliers économiquement faibles du corps des *spahi*, qui avait été le plus durement touché par la récente inflation galopante. Les premiers épisodes de ces luttes internes eurent pour effet d'affaiblir la position des vice-régents, qui ne parvenaient à s'acquitter de leurs obligations envers le Sultan qu'en exploitant la rivalité entre le corps des *spahi* et l'armée restée loyale des *odjaḳ* tout en s'efforçant de pondérer les deux groupes pour préserver la paix dans la province. Ces révoltes aboutirent également à l'exclusion définitive du corps des *spahi* de la lutte pour le pouvoir qui opposait entre eux les *odjaḳ*.

Les années suivantes virent s'accroître l'importance des vingt-quatre *sandjaḳ bey*, qui formaient un groupe analogue, à certains égards, à celui des grands émirs de l'ancien sultanat. De par leur rang, ils étaient habilités à remplir les charges politiques les plus élevées. En règle générale, jusque vers 1620, ils occupaient les fonctions de *serdar*, c'est-à-dire de commandant de corps de troupes stationnées en Égypte ou opérant hors de ses frontières. Il leur était confié en outre le commandement des unités d'escorte du *hazine* égyptien envoyé à Istanbul (charge dite de l'*amīr al-khazna*) et celui des troupes de protection des caravanes de pèlerins en route vers La Mecque (charge dite de l'*amīr al-Ḥadjdj*). C'est aussi parmi eux que fut désigné l'administrateur de la Haute-Égypte. En tant que *defterdār*, ils étaient également placés à la tête de l'Administration des finances de la province. À titre d'indice de leur influence politique croissante, signalons qu'au début du XVII[e] siècle, c'est l'un d'eux qui fut appelé à exercer les fonctions de *ḳā'im maḳam* (adjoint du vice-régent).

Tout en jouant habilement des pouvoirs économique et militaire des vice-régents, les beys consolidèrent les positions qu'ils avaient graduellement

acquises, gagnant, en tant que percepteurs, le contrôle d'une grande partie des avoirs fonciers.

Leur premier pas à découvert sur la scène politique fut la déposition, en 1631, du vice-régent, Mūsā Pasha, qu'ils remplacèrent par un vice-régent adjoint de leur choix, Riḍwān Bey al-Faḳārī, qui était issu de leurs rangs. Malgré les protestations de Mūsā Pasha, la Sublime-Porte entérina leur volonté. Ainsi se créa un précédent qui autorisa la procédure à se répéter à plusieurs reprises ensuite. Bien que la raison invoquée pour la déposition de Mūsā Pasha eût été l'assassinat de Ḳaytās Bey et la confiscation de ses biens, les motifs des beys et des *odjaḳ* étaient en vérité beaucoup plus profonds : Mūsā Pasha avait commencé à réviser à la baisse leurs émoluments. En 1517, les militaires avaient été autorisés à percevoir des *himāye* (redevances de protection), qui étaient en principe des dépôts de garantie protégeant les habitants des villes conquises contre le pillage. Même les habitants du Caire les avaient versés. Au fil des ans, cependant, ces redevances n'avaient cessé de s'alourdir, devenant pour les soldats un moyen de s'enrichir en exploitant la population urbaine. Mūsā Pasha avait voulu mettre fin à ce qui constituait une taxation illégale des citadins, et c'était ce qui avait causé sa perte. Quant aux *odjaḳ*, qui venaient de renforcer leur position en admettant parmi eux des commerçants et des artisans qui bénéficiaient désormais des mêmes privilèges qu'eux sous forme de droits d'extorsion, ils étaient trop puissants pour que le gouvernement d'Istanbul prétendît mettre un terme à leurs menées.

Mūsā Pasha fut donc remplacé par Riḍwān Bey al-Faḳārī qui gouverna comme vice-régent jusqu'à sa mort en 1656. Il était la personnalité la plus remarquable de la Faḳārīya, qui était une association politique regroupant des beys et leur suite mamluk. À cette association s'opposait un autre parti, la Ḳāsimīya, qui était également formé de beys et de leur suite et qui, comme la Faḳārīya, recherchait aussi des alliés parmi les nomades et les gens des villes. À cela s'ajoutait le fait que la lutte entre ces deux groupes partageait également les *odjaḳ*, les janissaires se rangeant avec la Faḳārīya et les *ʿazabān* avec la Ḳāsimīya, si bien que vers la fin du XVIIe siècle, c'était l'ensemble de la société égyptienne qui se trouvait divisée en deux camps.

Riḍwān Bey consolida sa position en obtenant du Sultan un décret qui le nommait commandant à vie de la caravane des pèlerins, tandis que son allié ʿAlī Bey était nommé à vie *wālī* de Haute-Égypte par un autre décret du Sultan. La Faḳārīya était donc bien placée dans la vie politique, avec ses principales personnalités solidement établies au sommet de la hiérarchie de la province. Autour de 1650, elle dominait complètement Le Caire. Cependant, après la mort de Riḍwān Bey, des hommes plus jeunes s'emparèrent des positions clés au sein de la Faḳārīya, y faisant preuve d'une témérité qui suscita des désaccords parmi ses membres et entraîna bientôt son effondrement.

En 1660, après avoir chassé la Faḳārīya du Caire, la Ḳāsimīya réussit, avec l'appui du vice-régent, à obtenir (pour une courte durée) la charge de vice-

régent de Haute-Égypte, ainsi que celle de vice-régent adjoint de la province. Cependant, avant qu'elle ait pu consolider sa position, son chef Aḥmad Bey Boshnagī fut assassiné, en 1662, sur ordre du vice-régent lui-même.

Ces événements témoignaient des efforts de la Sublime-Porte pour restaurer son autorité sur l'Égypte. Une preuve incontestable de son succès, dû à une habile exploitation des dissensions entre les partis concurrents, fut le fait que, dès 1661, il lui fut possible de suspendre tout le personnel non militaire dans les sept *odjaḳ* et d'imposer aux *multazim* un accroissement de 20 % des versements prélevés sur leurs fiefs, afin de combler le déficit du *hazine* provoqué par la forte inflation. Ces mesures suscitèrent le mécontentement, mais la cour d'Istanbul passa outre et prit des mesures supplémentaires. En 1670, Ḳara Ibrāhīm Pasha reçut l'ordre d'appliquer une réforme fiscale en Égypte en s'appuyant sur l'armée. Après un remaniement radical du budget et quatre années d'intenses négociations avec toutes les parties intéressées, il réussit à doubler le montant du *hazine*, qui passa de 15 à 30 millions de paras. (Certains fiefs importants demeuraient aux mains des *odjaḳ* et cela, Ḳara Ibrāhīm dut le confirmer en 1672.)

Les principes de cette réforme établirent les références pour la résolution des problèmes fiscaux durant toute la période qui suivit, jusqu'en 1798. Les résultats acquis, toutefois, ne furent pas de longue durée et, rapidement, le montant du *hazine* baissa de nouveau. Cela, parce que la décision de réduire l'influence économique des *odjaḳ* (dont les ressources financières comprenaient à la fois des bénéfices légaux et des prélèvements illicites) au bénéfice du Trésor de l'État vint trop tard. La légalisation, en 1672, des titres sur les fiefs encore existants renforça la position des janissaires et des *ʿazabān*, c'est-à-dire des *odjaḳ* qui s'étaient partagé le *mukataʿāt* le plus lucratif[12], au détriment des *ghaushes* et des *müteferriḳas*. La réforme fiscale accomplie transforma un système jusque-là ouvert, dans lequel il était possible d'opérer facilement des changements dans la répartition des fiefs, en un système clos dont les divers groupes étaient engagés dans une vive controverse.

Le nouvel état de choses amené par l'affaiblissement de la position du pacha au cours de la première moitié du XVIIe siècle et par l'élimination des coteries de beys dans les années 1660 permit aux *odjaḳ* de s'emparer des réseaux qui exploitaient les habitants des villes[13]. Les beys, qui n'avaient

12. Les janissaires étaient les bénéficiaires des recettes des douanes de tous les ports égyptiens à l'exception de Suez dont la recette revenait au vice-régent. Les *ʿazabān* contrôlaient les bénéfices des greniers à blé et des ports de débarquement de Būlāḳ et du Vieux Caire, ainsi que la taxe sur les jeux.

13. L'ambition qu'avaient les *odjaḳ* d'être légalement titulaires de *mukataʿāt* et de créer des sources de revenus illicites était renforcée par le rapprochement incessant qui avait lieu entre eux et la population locale et les incitait de plus en plus fréquemment à se livrer à une activité économique et à accepter des commerçants et des artisans dans leurs rangs. Leurs clients étaient en particulier de riches marchands de café. Ce rapprochement fut à la base de la perception par les *odjaḳ* de l'*himāye* et d'un prélèvement de 10 % sur l'héritage d'un client décédé. Les nouveaux membres des *odjaḳ* ne perdaient rien à l'affaire. Les *odjaḳ* leur donnaient une protection au titre de laquelle ils se trouvaient exemptés des dispositions légales généralement en vigueur et qui faisait d'eux les bénéficiaires d'un statut préférentiel lié aux intérêts des *odjaḳ*.

aucun moyen de participer à cette exploitation, continuaient de tirer leurs revenus des propriétés agricoles, ce qui faisait d'eux les exploiteurs de la population rurale.

Entre 1670 et 1750 environ, la vie politique devint encore plus compliquée. Elle était influencée non seulement par les dissensions entre les *odjaḳ* mais aussi par les conflits que créaient en leur sein des affiliations divergentes. L'attitude des factions internes était déterminée à la fois par leur relation avec le puissant *odjaḳ* des janissaires et leur liaison avec l'un des vieux partis, Faḳārīya et Ḳāsimīya. La rivalité entre les deux partis s'était déjà transposée à l'intérieur des *odjaḳ* eux-mêmes, dans lesquels chacun d'eux créait son propre groupe au moyen duquel il s'efforçait de dominer l'*odjaḳ* entier. Ainsi, les deux éléments de base du pouvoir économique et politique de la classe dirigeante étaient l'objet de conflits : la possession, et leur éventuelle redistribution, des fiefs et les prélèvements illégaux sur les résultats de l'activité économique des membres des *odjaḳ* ainsi que les redevances perçues illicitement pour la protection des commerçants et des artisans dépendant des *odjaḳ*[14].

L'*odjaḳ* dans lequel les relations étaient le plus tendues était celui des janissaires, dont la position dominante s'appuyait sur la détention des fiefs ou réseaux urbains les plus rentables. Pendant près de vingt ans, le janissaire Bashodabashi Küchük Meḥmed fut le protagoniste de la lutte au sein de cet *odjaḳ*. En 1680, il fut expulsé d'Égypte à la suite du conflit qui l'opposait aux principaux officiers de son *odjaḳ*. Mais il y revint plus tard et il rejoignit sans tarder l'*odjaḳ* des *gönüllüyān*, où il gagna l'appui de l'*agha* qui l'introduisit auprès de la Faḳārīya. Avec l'aide du chef de ce parti, Ibrāhīm Bey, Küchük Meḥmed réussit, en 1692, à débarrasser l'*odjaḳ* des janissaires de ses commandants kasīmī et, à partir de là, à s'en assurer la domination. Peu après, il fit approuver par les plus hauts dignitaires de l'ensemble des sept *odjaḳ* sa décision d'abolir certaines redevances de protection et toutes les autres redevances illégales exigées par les percepteurs janissaires et *ʿazabān* des douanes d'Alexandrie, de Rashīd et de Būlāḳ. Avec l'appui du *wālī*, il réussit à faire exécuter sa décision. La principale raison de cette « nouvelle orientation », qui était incontestablement favorable aux couches inférieures de la population des bourgs et des villes et qui mua de nombreux membres de l'*odjaḳ* des janissaires en ennemis jurés de Meḥmed regroupés autour de Mustafā Ḳazdoghlu, se trouva sans doute dans la crainte de voir se reproduire les émeutes de 1678 qui avaient été causées par l'inflation continue et par une forte hausse du cours du blé.

14. Ces dispositions fiscales, contraires aux principes de la loi islamique (*sharīʿa*) comme à la r - glementation en vigueur, furent critiquées comme des abus (*maẓālim*) et les dirigeants de l'État central demandèrent expressément leur suppression, en particulier afin de prévenir d'éventuelles difficultés politiques. L'essentiel de la charge de l'exploitation était supporté par les couches populaires, dont la situation fut aggravée par de mauvaises récoltes et leur cortège de prix forts, de famines et d'épidémies. Vers la fin du XVIIe siècle (en 1678, 1687 et 1695), la résolution des contradictions au sein de la classe dirigeante s'accompagna aussi des premières émeutes importantes dans le peuple, lesquelles influencèrent de toute évidence l'attitude des principaux agents politiques.

Durant l'été 1694, la tension atteignit un degré critique dans l'*odjaḳ* des janissaires. En outre, le faible débit du Nil provoqua, cet été-là, une hausse subite du prix du blé. Fidèle aux principes de sa politique, Küchük Meḥmed prit des mesures contre les spéculateurs potentiels en fixant le prix du blé et en organisant sa distribution de telle manière que les intermédiaires ne pussent y prendre part. Ces mesures eurent pour effet de rapprocher l'opposition janissaire et l'*odjaḳ* des *ʿazabān* qui tenaient les magasins de céréales. Le conflit atteignit son point culminant avec l'assassinat de Küchük Meḥmed, qui permit aux *odjaḳ* de retrouver la jouissance de leurs fiefs perdus en même temps que la liberté de décider des prix des denrées alimentaires. Il s'ensuivit une hausse brutale des prix de tous les articles de première nécessité qui déclencha une famine, en 1695, suivie de l'épidémie de 1696. Il fallut les crues abondantes du Nil de 1697 pour mettre fin à cette période difficile.

Depuis 1688, l'état de crise se trouvait amplifié par une érosion continue de la valeur de la monnaie et, vers 1692, la situation était extrêmement grave. Pour essayer de combler le déficit du *hazine*, l'Administration provinciale augmenta de 4% les impôts dus par les *iltizam*, ce qui n'empêcha pas la Sublime-Porte d'exiger que le *hazine* fût envoyé en monnaie d'or ou d'argent. Cette exigence se heurtait à une vive opposition des *odjaḳ* auxquels la dépréciation de la monnaie procurait de gros bénéfices, tout comme à leurs clients, les marchands. Ce fut leur opposition qui fit échouer, en 1697, la tentative de réforme financière et de transformation du système fiscal conçue par l'expert financier Yāsīf al-Yahūdī[15].

Une nouvelle série de hausses des prix résultant d'un afflux de monnaies dévaluées provenant des autres régions de l'Empire, au début du XVIIIe siècle, offrit aux janissaires l'occasion de subtiliser aux *ʿazabān* le monopole du commerce des céréales. Une fois encore, le problème principal s'avéra être celui de la perception de l'*himāye* auquel aucun des *odjaḳ* n'était disposé à renoncer. Pour sortir de l'impasse, un compromis qui éludait le problème principal mais revêtait une forme acceptable pour les *odjaḳ* fut trouvé. Il fut décidé que les pièces dévaluées ne pourraient être utilisées que pour leur poids de métal et que des pièces d'argent fin (*fidda dīwānī*) seraient frappées à leur place. Simultanément, la liste des prix des articles de première nécessité était publiée et l'exportation de café vers les pays chrétiens était interdite. Le décret portant création de monnaie contribua sans doute à ralentir le déclin du para égyptien, mais les décisions acceptées furent sans effet sur le principal problème socio-économique, à savoir les redevances de protection. C'est pourquoi la tension demeura vive entre les *odjaḳ*, une nouvelle crise politique se profilant à l'horizon.

Cette crise éclata vers 1710, avec pour cause première les problèmes soulevés par les exportations de café à destination des pays chrétiens. L'aug-

15. La réforme proposait, entre autres, l'estampillage de la monnaie, la perception d'un droit de 10% sur le café en stock, l'établissement d'un monopole d'État sur la torréfaction du café, l'apposition d'une marque de fabrique sur les textiles et l'imposition des maisons et boutiques par l'État.

mentation rapide de leur volume, correspondant à une demande européenne sans cesse croissante, fit s'envoler les prix du café. Les négociants en gros et leurs protecteurs janissaires en tirèrent de tels bénéfices que les autres *odjaḳ* en furent outrés. Le problème de l'*himāye* revint donc sur le devant de la scène. Il n'y avait pas moyen de le résoudre sans ambiguïté en coupant court à toute discussion à cause de la division qui régnait dans l'*odjaḳ* des janissaires entre partisans de la Faḳārīya et partisans de la Ḳāsimīya. Le différend fut alors à l'origine d'un affrontement d'une férocité sans précédent au sein de l'*odjaḳ*, et même les beys s'en mêlèrent.

Le personnage le plus important de l'affaire était le janissaire Bashodabashi Ifrandj Aḥmad, qui était en faveur de la participation de ses condisciples aux activités économiques. Il était soutenu par la Faḳārīya, mais cela n'empêcha pas la Ḳāsimīya d'obtenir son expulsion de l'*odjaḳ* en 1707. Au début de l'année 1709, la tension avait atteint un degré tel que les janissaires se trouvaient isolés en face de rivaux unis et Ifrandj Aḥmad, avec l'appui de la Faḳārīya, fut réintégré dans l'*odjaḳ*. La mesure fut suivie de l'expulsion des officiers favorables à la Ḳāsimīya qui s'étaient prononcés pour l'expulsion d'Ifrandj Aḥmad en 1707. Cet acte cimentait la position de la Faḳārīya dans l'*odjaḳ* et l'unité des partisans de la politique d'Ifrandj Aḥmad, mais un coup grave fut porté aux janissaires par un décret envoyé d'Istanbul qui établissait les principes de la politique officielle de la Sublime-Porte sur les problèmes de l'heure. Il mettait fin sur-le-champ à tous les abus et aux relations de faveur existant entre protecteurs militaires et civils. En outre, il contenait l'ordre de déplacer la Monnaie, qui devait quitter l'enceinte du cantonnement janissaire pour un nouveau bâtiment.

À la fin de l'année 1710, la crise fut encore aggravée par une rupture entre les deux beys qui se trouvaient à la tête de la Faḳārīya, Ayyūb et Ḳaytās, ce dernier passant à la Ḳāsimīya, et par le retour des dignitaires expulsés. Le fragile équilibre du pouvoir se trouvait ainsi compromis et la crise dégénéra en conflit armé dans lequel les beys se trouvèrent eux aussi ouvertement impliqués. Le chef de la Faḳārīya, Ayyüb Bey, et le *wālī* de Haute-Égypte, Maḥmūd Bey al-Kabīr, se rangèrent aux côtés des partisans d'Ifrandj Aḥmad, tandis que leurs rivaux recevaient le renfort du chef de la Ḳāsimīya, Aywaz Bey, d'Ibrāhīm Shanab, de Meḥmed Bey Ḳutamish et de Ḳaytās Bey, transfuge de la Faḳārīya. Après un siège de deux mois, en juin 1711, la résistance des janissaires qui tenaient la citadelle s'effondra. Les beys de la Faḳārīya s'enfuirent d'Égypte et Ifrandj Aḥmad fut exécuté.

Les événements de 1711 eurent pour effet apparent d'amoindrir l'influence non seulement de l'*odjaḳ* des janissaires mais aussi des autres *odjaḳ*, épuisés qu'ils étaient par vingt années de luttes incessantes. En même temps, ces événements ramenaient au premier plan les beys et leurs Mamluk. Depuis le milieu du XVIIe siècle, non seulement les *sandjaḳ bey* mais aussi les membres de la hiérarchie militaire ottomane formaient leurs propres clans de Mamluk. Vers la fin du XVIIe siècle et le début du XVIIIe siècle, les esclaves affranchis et les Mamluk de nombreuses « maisons » telles que la Ḳazdughlīya, la Ḳutamishīya, la Balfīya, la Djulfīya, détenaient déjà la majorité des charges et contrôlaient nombre de fiefs et réseaux urbains. Après

1711, l'Égypte connut une période d'une vingtaine d'années durant laquelle la scène politique se modifia puisque les beys se mirent à en occuper de nouveau le devant.

Le règne des *oḏjaḳ* sur l'Égypte, malgré les crises économiques et politiques qu'il avait connues vers sa fin, avait présidé à de grands changements économiques et sociaux. La production agricole avait augmenté et le commerce des marchandises égyptiennes était actif et des plus lucratifs, ses bénéfices n'étant surpassés que par ceux du commerce de transit, notamment par ceux du café qui avaient largement contribué à la prospérité générale. La bonne santé de l'économie allait de pair avec un taux de croissance démographique élevé, de sorte qu'une main-d'œuvre abondante était employée à la culture extensive des terres agricoles et aux activités de production et de commerce en pleine expansion dans les villes. À cette époque, la population du Caire atteignit 300 000 habitants et dépassa donc le pic de 250 000 habitants du début du XIVe siècle, époque de sa plus grande prospérité.

Un problème permanent était posé par la monnaie dont la dépréciation devenait de jour en jour plus manifeste après les revers essuyés par l'Empire ottoman en Europe. Cela dit, l'Égypte n'était cependant pas affectée outre mesure par les événements qui survenaient sur les champs de bataille européens : les échanges commerciaux continuaient à se faire normalement et la participation des *oḏjaḳ* égyptiens aux guerres était négligeable. Dans ces conditions de paix, les *oḏjaḳ* connaissaient une mutation progressive sur le plan social. Les troupes étaient en garnison permanente en Égypte et leurs membres se mêlaient à la société locale, le plus souvent par le biais du mariage. Ils ne se distinguaient des gens du pays que par leur statut militaire, quelques privilèges et les devoirs qui leur incombaient. Cependant, durant ces temps de paix, leur discipline se relâcha énormément et leurs qualités militaires se détériorèrent de plus en plus.

Après 1711, la lutte pour le pouvoir se poursuivit à deux niveaux : entre les groupes politiques distincts et au sein de chacun d'eux. En 1714, Ḳaytās Bey, le chef de la Ḳāsimīya, parti de la majorité du moment, fut exécuté par ses subordonnés qui s'emparèrent alors de la *riyāsa* (du commandement). Mais après la mort prématurée de l'un d'eux, Ibrāhīm Bey Abū Shanab, Ismāʿīl Bey, le fils d'Aywaz Bey, devint leur chef unique et leur suprématie s'éteignit. Une opposition se forma parmi les Mamluk d'Abū Shanab, la Shanabīya, qui fit cause commune avec les beys de la Faḳārīya contre Ismāʿīl Bey pour l'évincer, avec toute la fraction aywazide, de la ḳāsimīya. L'homme porté à la tête de la Shanabīya forma alors un duumvirat avec Dhū 'l-Faḳar, le chef de la Faḳārīya. Cette union, qui équivalait à un compromis politique, était dictée par une nouvelle crise économique qui fut précipitée par la chute de Meḥmed Bey Cherkesī, le premier chef de la Shanabīya. Afin de soulager la tension montante, il avait tenté, comme d'autres avant lui, d'obtenir des *oḏjaḳ* qu'ils allègent les impôts et renoncent à percevoir des taxes illicites. Les *oḏjaḳ* étaient disposés à négocier, mais lorsqu'il fallut en venir à expulser de leurs rangs les négociants et les Arabes hawwāra, ils lui opposèrent une fin de non-recevoir qui marqua aussi la fin de sa carrière politique et conduisit à son assassinat.

Les luttes incessantes entre les beys offrirent aux vice-régents, à partir de 1720, l'occasion de renforcer leur autorité. C'était à cette seule fin qu'ils prenaient part aux conflits et leurs intrigues contribuèrent directement à l'assassinat d'Ismāʿīl Bey ainsi qu'à la chute de Meḥmed Bey Cherkesī. Puis, après l'effondrement de la Ḳāsimīya, en 1729, ils continuèrent activement cette politique avec la Faḳārīya, alors dirigée par trois hommes, Meḥmed Bey Ḳutlumush, le janissaire Kāḫya ʿUthmān (Osmān) et l'*ʿazab* Kāḫya Yūsuf.

La rivalité entre ces trois chefs offrit à Bakir Pasha, en 1736, une occasion de tenter de transférer au Trésor de l'État les taxes tant légales qu'illicites que percevaient les *odjaḳ*. Il brisa la résistance que ceux-ci lui opposaient par la liquidation physique de leurs trois représentants. Cependant, cette action n'avait pas l'approbation de la Sublime-Porte, qui, dans l'intérêt de l'État, interdisait strictement l'aliénation des fiefs des *odjaḳ*. Les nouveaux chefs de la caste militaire égyptienne, représentés par ʿUthmān Bey Dhu 'l-Faḳar et le janissaire Kāḫya Ibrāhīm Ḳazdoghlu, se rangèrent avec les *odjaḳ* en refusant de se soumettre. Leur attitude était en outre appuyée à l'unanimité par les représentants des *ʿulamā'* (fraternités religieuses).

Avec l'arrivée d'Ibrāhīm Ḳazdoghlu à la tête de l'*odjaḳ* des janissaires, la Ḳazdughlīya prit le devant de la scène. C'était une puissante faction de la Faḳārīya, qui n'avait pas fait parler d'elle jusqu'alors. Ses chefs n'avaient pas rang de *sandjaḳ bey* mais, de ce fait, aucun d'entre eux n'ayant été assassiné, le groupe était resté relativement homogène. À partir de 1743, l'année où Ibrāhīm Kāḫya força ʿUthmān Bey à émigrer, lui-même devenant par là le seul chef de l'appareil militaire du pays, la Ḳazdughlīya régna en parti unique et maintint sa position jusqu'en 1798.

Après qu'ʿUthmān Bey eut quitté le pays, Ibrāhīm Kāḫya fit cause commune avec Riwḍān qui était le *kāḫya* des *ʿazabān* et le chef de la Djulfīya. une petite faction de la Faḳārīya. Leur duumvirat inaugura, à partir de 1744, dix années de règne sans partage des deux plus puissants détachements militaires d'Égypte. Les deux hommes ne prirent pas le rang de *sandjaḳ bey* mais chacun d'eux nomma trois de ses mamluk dans la corporation des beys. Riwḍān Kāḫya s'adonna dès lors à son passe-temps favori, la construction, tandis qu'Ibrāhīm Kāḫya faisait de l'Égypte son domaine privé. Il s'adjugea les ressources matérielles les plus rentables, se constitua un puissant clan de mamluk et s'enrichit par tous les moyens.

Cependant, le pouvoir apparemment stabilisé des duumvirs dissimulait des symptômes de la faillite prochaine des structures socio-économiques sur lesquelles s'était jusque-là appuyé le pouvoir militaire[16].

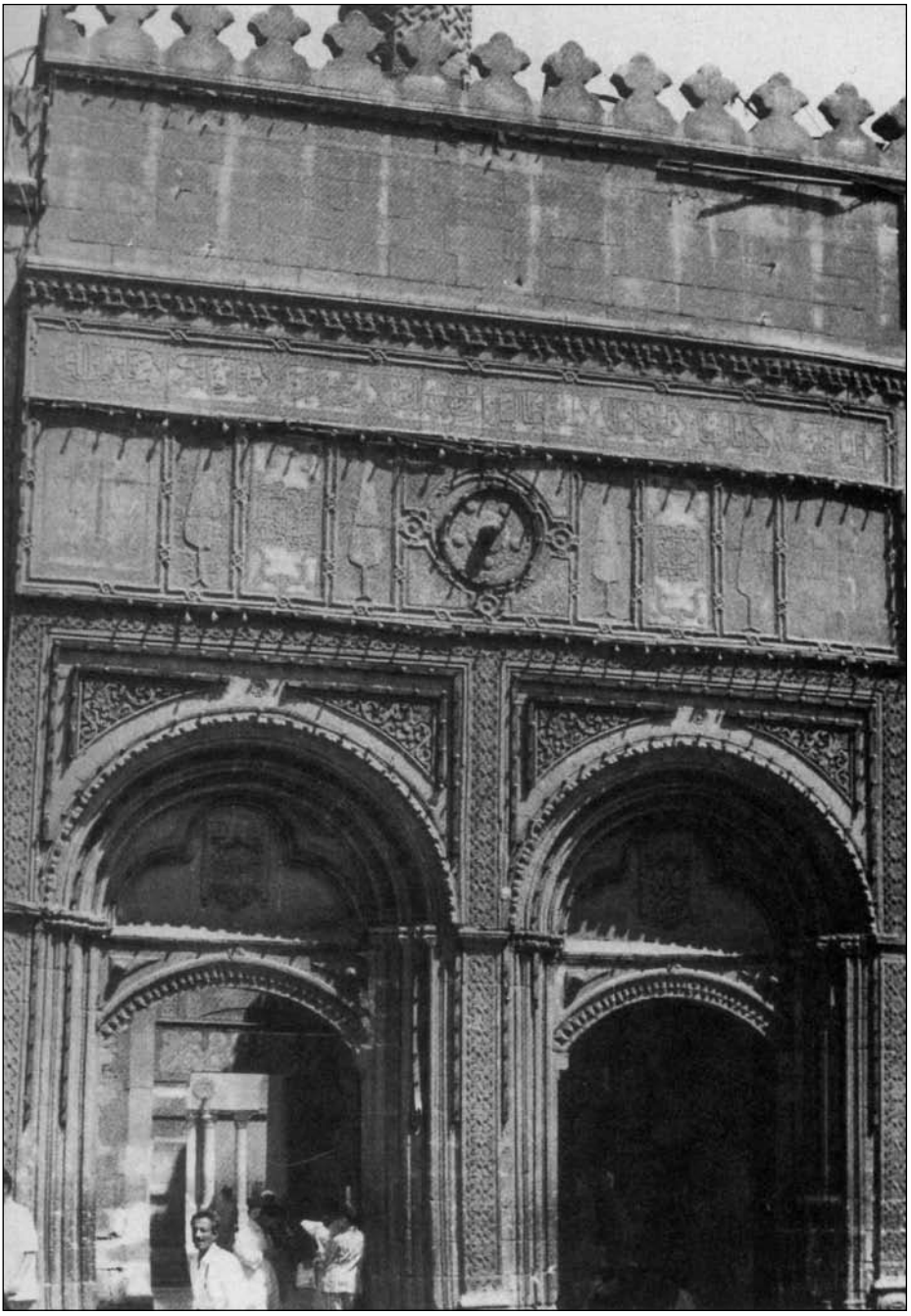
16. Dans le système traditionnel d'exploitation, les *odjaḳ* faisaient bénéficier leurs clients d'une certaine partie des privilèges qui étaient l'exclusivité de la classe dirigeante. Cet avantage disparut du système instauré par le duumvirat où l'exploitation était aggravée par des confiscations, des emprunts forcés et autres mesures draconiennes affectant tout particulièrement les marchands. Les deux potentats se partageaient le butin selon une clé de répartition convenue et connue de tous.

Au cours des dix années que dura le duumvirat, l'autorité collective qui avait été celle des *odjaḳ* fut remplacée par l'exercice du pouvoir personnel par ceux qui se révélèrent être deux despotes. Ce n'est qu'à la bonne situation économique du pays, et notamment à la stabilité des prix et de la monnaie, que la paix intérieure dut d'être maintenue. Les contradictions que recelait la conjonction d'un régime politique dur et d'une situation économique favorable se manifestèrent peu après la mort d'Ibrāhīm Kāḥya, en 1754. Riwḍān Kāḥya avait péri le premier, lors d'une révolte des janissaires provoquée par sa proposition d'imposer une nouvelle taxe sur le café. Bien que le motif de la révolte fût la volonté des *odjaḳ* de défendre leurs privilèges de plus en plus érodés, elle était aussi l'expression d'un antagonisme envers les Mamluk qui, ayant accédé aux rangs de bey et d'officier des *odjaḳ*, étaient désormais en mesure d'accéder au pouvoir politique et économique. Le déclin du pouvoir politique des *odjaḳ* fut directement lié à celui de leur puissance économique, entre 1720 et 1750, années durant lesquelles ils perdirent certains privilèges lucratifs et virent baisser le rapport des taxes prélevées sur d'autres ressources, en particulier sur le commerce des épices et du café, ce dernier commençant à souffrir de la concurrence du café des Antilles. Les *odjaḳ* subirent également le contrecoup de l'appauvrissement des marchands mis en coupe réglée par les duumvirs. Après 1760, leur pouvoir s'affaiblit au fur et à mesure qu'ils se transformaient en simples réserves des suites mamluk dont les membres pouvaient porter le titre d'officier.

L'évolution culturelle

La fin de la souveraineté du sultanat mamluk et la transformation de l'Égypte en province (*wilāya*) de l'Empire ottoman eurent d'importantes répercussions sur l'activité culturelle égyptienne qui refléta très distinctement, dans son évolution, le nouvel ordre des relations sociales, économiques et nationales. L'éducation en fut aussi influencée, de même que la langue arabe dans son rôle de véhicule de l'expression culturelle.

Après la chute du sultanat mamluk, Le Caire cessa d'être le foyer spirituel du monde sunnite, position qui avait été la sienne depuis 1261. La singularité de la ville était alors renforcée par la présence des califes abbassides et celle de différentes universités regroupées autour de l'antique mosquée al-Azhar vers laquelle convergeait tout ce que l'islam comptait d'hommes « en quête de connaissance ». Ils arrivaient au Caire pour élargir le champ de leur savoir, pour enseigner dans un des nombreux *madrasa* existant dans la ville ou pour occuper une charge importante dans l'Administration de l'État, dont l'autorité politique et la prospérité économique faisaient de la capitale une cité bouillonnante d'activités. Bien qu'al-Azhar fût demeurée, même après 1517, une école des plus prestigieuses pour les étudiants des pays arabes, ceux qui voulaient réussir leur carrière au service de l'État se trouvaient de plus en plus souvent obligés d'aller étudier dans les écoles d'Istanbul qui préparaient



6.6. La mosquée de Muḥammad Bey Abū 'l-Dahab, 1188/1774.
[Institut d'égyptologie, Université Charles, Prague.]

leurs élèves à servir dans n'importe quelle partie du vaste empire. Quant aux postes de professeur dans ces écoles, ils étaient aussi très recherchés et servaient souvent de tremplins pour accéder aux charges élevées et honorifiques de la fonction publique. Istanbul et d'autres villes de la partie centrale de l'Empire occupaient désormais la place qui avait été sans conteste celle du Caire jusqu'à 1517, et cela même aux yeux des sujets arabes du Sultanat ottoman.

L'incorporation de l'Égypte et d'autres pays arabes dans l'Empire ottoman, où l'utilisation du turc-ottoman prédominait dans la vie publique et culturelle, fut une nouvelle et tangible étape du déclin de l'importance de la langue arabe en tant que médiateur de la culture arabo-islamique. C'était à travers la grande littérature néo-persane et la littérature en langues turques qui fleurissaient à cette époque que s'exprimait la culture spirituelle islamique. La perte de l'indépendance politique des pays arabes entraîna également la disparition de la langue arabe dans les affaires publiques, ce qui compromettait du même coup son utilisation dans la littérature. Celle-ci, à l'exception des thèmes mêlant le droit et la religion mais comprenant les textes scientifiques, était suscitée et lue par la classe dirigeante qui ne connaissait pas l'arabe mais était capable d'apprécier les œuvres écrites en turc ou en persan. Qui plus est, la culture persane traversait, précisément entre le XVe et le XVIIIe siècle, une période d'une fertilité remarquable qui formait un contraste frappant avec les expressions culturelles et littéraires des régions de langue arabe.

Comme dans toutes les autres provinces arabes de l'Empire ottoman, la culture de l'Égypte tomba sous la férule politique, sociale et culturelle du puissant occupant turc-ottoman et se trouva peu à peu intégrée dans la nouvelle version turque-ottomane de la civilisation islamique. À travers le processus dialectique des influences mutuelles au sein de cet ensemble culturel, elle conserva néanmoins un caractère propre qui allait devenir le point de départ et le régulateur du réveil national arabe aux XIXe et XXe siècles. Cette singularité se retrouva dans la littérature arabe et égyptienne, entre les XVIe et XVIIIe siècles, bien que celle-ci fût passée au second plan des activités littéraires officielles. Cette période, ordinairement décrite comme celle du grand déclin de la littérature arabe, n'apporta rien de nouveau dans les genres classiques, mais elle introduisit bel et bien une nouvelle orientation de la production littéraire. Les textes en langue arabe étaient écrits à l'intention de lecteurs appartenant aux couches moyennes de la population des villes, notamment les *ʿulamāʾ* des catégories subalternes, l'élite des clercs, les commerçants et les artisans, tous de langue maternelle arabe. De cette orientation naquit le caractère populaire marqué de cette littérature, manifeste aussi bien dans ses genres que dans son langage.

C'est en poésie que cette tendance s'affirma de la manière la plus apparente. En liaison avec l'expansion des ordres derviches, la poésie mystique *ṣūfī* (soufie) conquit un large public et acquit une grande popularité notamment à travers des œuvres, marquées par l'influence d'Ibn al-Fārid, qui

chantait les louanges du prophète Muḥammad[17]. Gloire lui était également rendue dans les *mawlid* qui étaient des récits légendaires sur Muḥammad écrits en prose.

Un nouveau genre poétique fit son apparition à cette époque, celui des satires dont la plus remarquable est le *Hazz al-kuhūf* [En secouant les têtes de paysans] par al-Shirbīnī, de 1787. Son auteur ridiculise la stupidité et la grossièreté des paysans aussi bien que l'étroitesse d'esprit et la vanité des *ʿulamāʾ*, par le commentaire d'un poème satirique écrit par un poète villageois fictif du nom d'Abū Shaduf ibn Udjayl (Père de la Balance, Fils de Veau). La langue employée dans cette œuvre est l'arabe parlé dans les campagnes égyptiennes. Dans un de ses poèmes, « Ḳasid Abū Shaduf », il traite de l'exploitation des paysans par l'Administration et la famille et des injustices qu'ils ont à subir. Ḥasan al-Badrī al-Ḥidjāzī (mort en 1719) était un autre poète de renom. Outre un recueil de poèmes sur des thèmes religieux, il écrivit un ensemble de satires, œuvres de moraliste commentant des événements remarquables et faisant la critique de la société contemporaine.

En dehors de cette poésie s'adressant à un large public, et dont l'un des auteurs fut aussi le chancelier d'Azhar, ʿAbdullāh al-Shubrawī (mort en 1758), qui écrivit un petit recueil de poèmes d'amour et d'élégies sur les saisons ainsi que des panégyriques de Muḥammad et d'autres éminentes personnalités, on vit apparaître un courant poétique formaliste relevant de l'excentricité précieuse. Son représentant en Égypte fut Abdullāh al-Idkāwī (mort en 1770), qui écrivit aussi en prose des textes dans le même esprit que les œuvres de son contemporain Yūsuf al-Hifnāwī (mort en 1764).

La prose populaire narrative s'enrichit d'une nouvelle œuvre, un roman sur la conquête de l'Égypte par Selim Ier dont le protagoniste était le dernier sultan mamluk, Tūmān Bey, livrant un combat inégal à l'agresseur. Ce roman fut écrit par Aḥmad ibn Zunbul, également auteur d'une relation historique concise de cet événement qui fournit sa trame au roman.

La littérature scientifique ne connut, quant à elle, aucun renouveau. Au contraire, elle continua de décliner. Elle fut caractérisée par le manque d'originalité dans le traitement des connaissances et par des commentaires stériles sur les écrits des grands noms du passé qui faisaient autorité. L'idéal islamique, auquel les idéologues ottomans essayaient d'intégrer leur société, n'admettait aucune analyse critique. Les commentaires et gloses, très en vogue à l'époque, bien que reflétant très précisément les goûts d'alors, n'étaient pas capables de présenter une image objective de la société[18].

17. Muḥammad ibn Riḍwān al-Suyūti (mort en 1766) fut l'auteur d'un de ces poèmes populaires. Quoiqu'à un moindre degré, à cause de leur caractère rhétorique, une certaine popularité s'attachait aussi aux écrits d'Āʿisha al-Bāʾūniya et à ceux du médecin ʿAbd al-Raḥmān al-Humaydī (mort en 1587).

18. Il parut notamment un certain nombre de petits traités sur les problèmes du moment, en particulier dans le domaine du droit appliqué, sans parler de guides pratiques abrégés qui prenaient souvent la forme de manuels.

À cet égard, l'historiographie eut davantage de possibilités. Cependant, en Égypte, elle souffrait d'un manque de commanditaires et de gens intéressés par les écrits historiques. Si l'on met à part les écrits d'Ibn Iyās qui, quoique se terminant en 1552, sont considérés comme faisant partie de l'historiographie des Mamluk, les ouvrages produits par les historiographes du XVIe au XVIIIe siècle ne sont pas de bonne qualité, notamment au niveau de la méthodologie. Seuls quelques livres de cette période peuvent être considérés comme de réelles chroniques riches en éléments judicieusement présentés[19]. Très souvent, les autres ouvrages se réduisent à de ternes listes chronologiques de sultans, de vice-régents et de juges suprêmes, ou à de brefs résumés de l'histoire de l'Égypte jusqu'à l'époque de l'auteur[20]. On trouve aussi quelques traités détaillés sur certains événements marquants, qui s'appuient souvent sur une expérience personnelle[21]. Un certain nombre de fascicules historiques furent rédigés en vers, d'autres en langage courant[22]. Si la dernière chronique mamluk d'Ibn Iyās relate les premières années de la période ottomane, les dernières décennies du XVIIIe siècle sont décrites dans le plus important ouvrage du genre écrit au XIXe siècle, la chronique d'al-Djabarti, qui est le tout dernier texte de son espèce dans la littérature arabe de la période féodale.

Le simple commentaire, s'il s'avéra souvent stérile, donna toutefois le jour à une œuvre d'importance écrite par Muḥammad Murtadā al-Zabīdī (mort en 1791): les nombreux volumes du dictionnaire *Tādj al-arūs*, commentaire de l'*Al-Ḳāmūs* d'al-Fīrūzabādī. La philologie fut également traitée par al-Khafādji (mort en 1659), également auteur d'un important ensemble de biographies de personnalités éminentes.

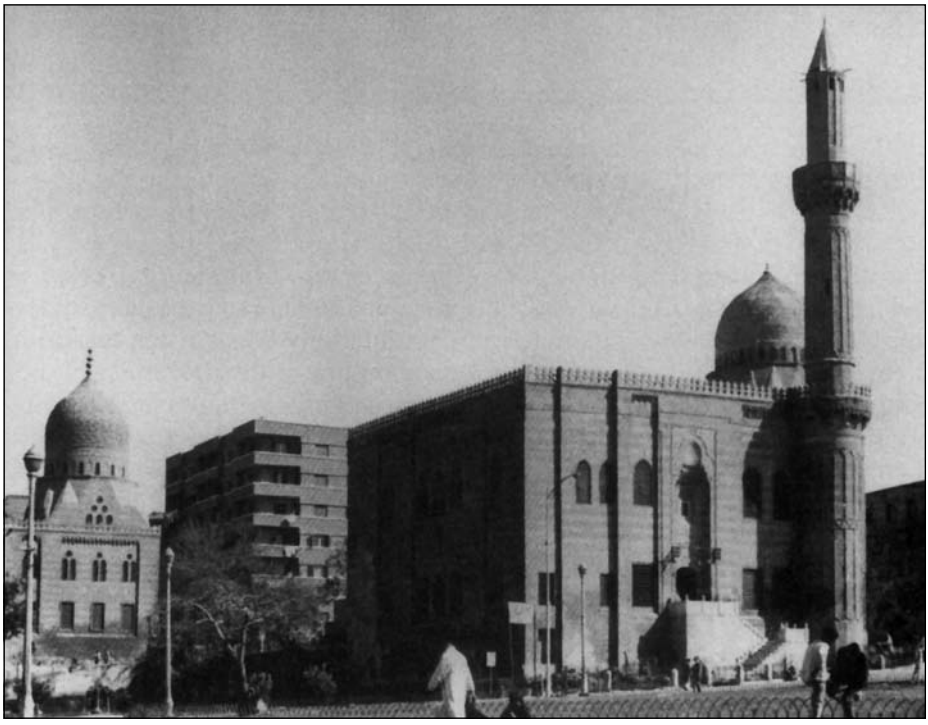
Les traités sur les routes des pèlerinages de La Mecque et de Médine ainsi que les textes sur les lieux de pèlerinage, les tombeaux de personnalités renommées, en particulier ceux des hommes de science et des saints, constituaient un genre littéraire très apprécié.

La vénération des saints, expression de la foi des fidèles, était liée à l'extension rapide des ordres derviches et à l'intérêt suscité par les mystiques. Les uns et les autres jouissaient d'une grande popularité en Égypte depuis le XVIe siècle. Le plus connu était l'Aḥmadīya, ordre fondé par Aḥmad al-Badawī (mort en 1276), dont le tombeau à Ṭantā était le centre d'un culte spécial. Cet ordre avait de nombreuses ramifications telles la Bayyūmīya, la Shaʿrāwīya et la Shinnāwīya. Parmi les ordres influents, il faut citer la Ḳādirīyya, la Rifāīya et la Nakshbandīya, tandis que l'Ibrāhimīya, la Demirdāshīya, la Bakrīya et bien d'autres encore étaient de moindre envergure. Les ordres derviches avaient à leur tête un représentant des descendants du Prophète (*nakīb al-ashrāf*),

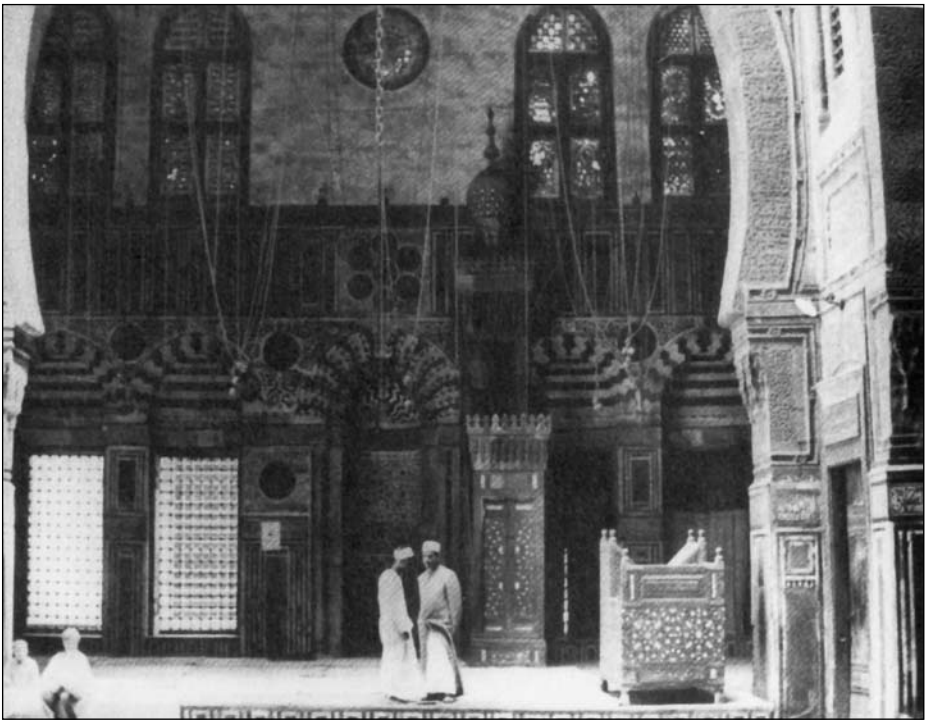
19. Par exemple, la chronique de la période allant de 1517 à 1737, rédigée par Aḥmad Chelebi.
20. Ce genre de texte est typiquement représenté par les livres d'al-ʿShākī, de Marʿī ibn Yūsuf et d'al-Sharkāwī.
21. Le meilleur d'entre eux est le livre d'al-Sālihi, intitulé *Waḳʿat al-Sanādjik* [Les désaccords des *sandjaḳ bey*/], qui traite de la révolte des beys de la Faḳārīya en 1660.
22. Notamment le livre en vers d'al-Ghamrī et les chroniques de Dermirdesh en langage courant.

qui était un *shaykh* de la famille al-Bakrī dont l'origine remontait au premier calife Abū Bakr. Les ordres derviches étaient associés à des catégories sociales déterminées et incluaient notamment dans leurs rangs certains groupes sociaux et des représentants de certaines professions. La structure sociale des ordres et leur solide organisation conféraient à leurs chefs un pouvoir politique certain qui leur permettait d'avoir une influence sur la vie publique. Outre cette importance politique, les ordres avaient aussi un rôle culturel. Ils contribuaient à l'éducation d'une foule de gens, en faisant accéder leurs membres à la culture spirituelle par la littérature, essentiellement par la poésie. Ce contact suscitait par ailleurs un intérêt individuel pour le mot écrit, qui pouvait être à l'origine de créations originales. La poésie mystique fut cultivée par un certain nombre de poètes comme la pléiade des membres de la famille al-Bakrī, tels ʿAbdullāh al-Shaʿrāwī, Aḥmad al-Dardīr et d'autres, qui ne se conformaient pas toujours entièrement aux dogmes de l'islam dans leurs poèmes, leurs traités et les conférences qu'ils donnaient dans le cercle de leur confraternité.

Pendant tout le XVIIIe siècle, l'Égypte ignora les avantages qu'offraient les presses d'imprimerie, en dépit du fait que des livres turcs aussi bien qu'arabes commencèrent à être imprimés à Istanbul dès 1729. La copie manuscrite continuait d'être le seul moyen de multiplier les œuvres littéraires.



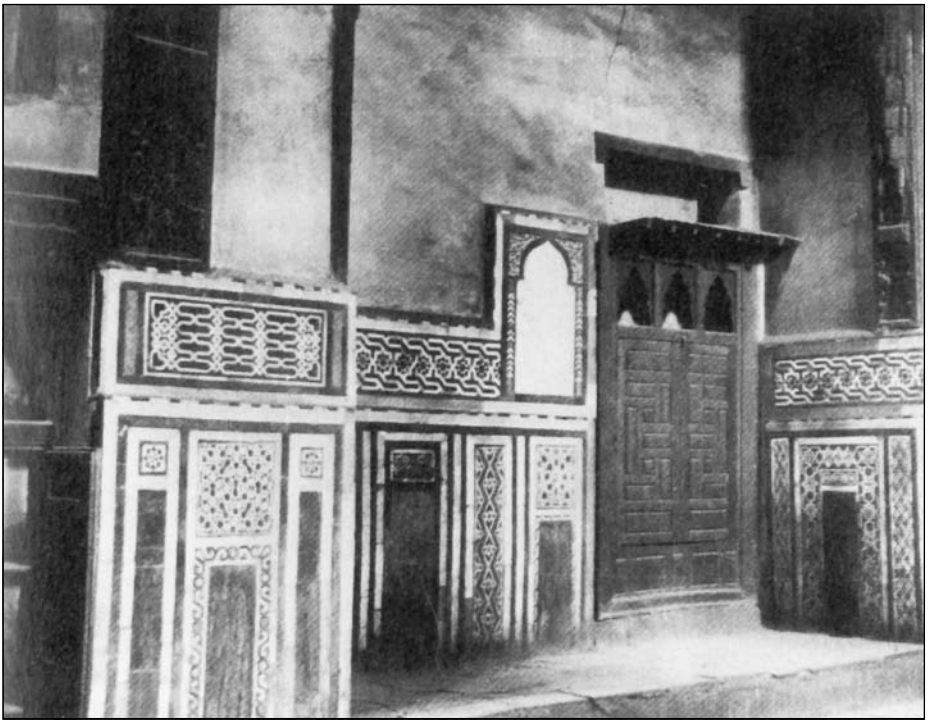
6.7. La mosquée de Maḥmūd Pasha, 975-1568.
[Institut d'égyptologie, Université Charles, Prague.]



6.8. L'*īwān* de la mosquée d'Aḥmad al-Burdaynī, 1025/1616-1038/1629.
[Institut d'égyptologie, Université Charles, Prague.]

Le Caire et d'autres villes musulmanes sont encore embellies par nombre de monuments architecturaux édifiés pendant la période ottomane. Une place à part est occupée par des édifices voués au culte ou à l'éducation et dont la construction fut financée sur des fonds spéciaux constitués par des donateurs qui furent des vice-régents, de hauts dignitaires des *odjaḳ*, des beys et même plus d'un sultan ottoman et autres membres de la dynastie. De même que le fonds matériel des dotations est souvent constitué d'objets profanes, de même ces édifices comportent divers éléments spécifiquement égyptiens, évidemment en moins grande part que les éléments ottomans d'importation. On les trouve dans la conception architecturale d'ensemble et, surtout, dans le décor, avec l'emploi du stuc, des fenêtres colorées, etc.[23], les éléments importés se retrouvant principalement dans la forme de la *manāra* (le grand dôme central), la décoration murale en faïence et les motifs floraux peints sur les plafonds et les murs[24]. Les vestiges des

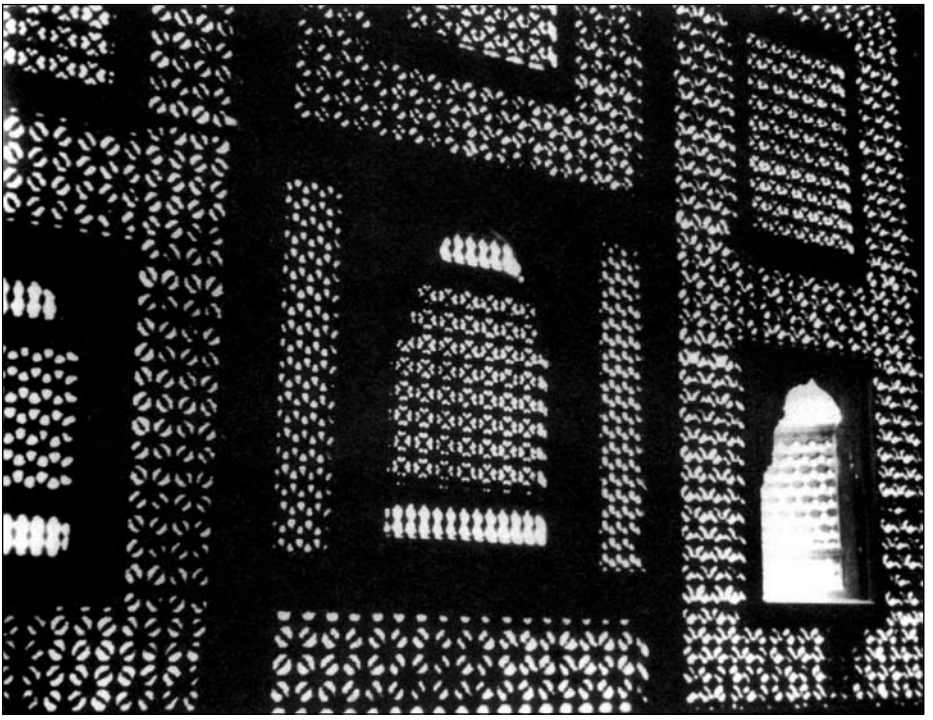
23. C'est dans la mosquée d'al-Burdaynī (à partir de 1611) que les éléments locaux sont le plus utilisés.
24. Les mosquées les plus connues sont celles de Sulaymān Pasha, dans la citadelle du Caire (1538), de Sinān Pasha, à Būlāḳ (1571), et la mosquée Mālika Safīya (1610). La mosquée de Muḥammad Bey Abū 'l-Dahab (1774) offre une bonne synthèse de ces différentes influences.



6.9. La pièce principale (*ḳaʿa*) de la maison de Djamāluddīn al-Dahabī, 1047/1637. [Musée Ulmer, Ulm.]

maisons privées confirment aussi que leur architecture conservait, en général, des caractéristiques traditionnelles[25]. Bien que la décoration intérieure fît une place plus grande aux éléments de style ottoman alors au goût du jour, en particulier aux panneaux décoratifs en faïence, le marbre et le bois étaient toujours largement utilisés de façon traditionnelle. Les amples dimensions de ces demeures et le confort qu'elles offraient témoignent du modernisme en matière de logement des citadins aisés, ce dernier étant lui-même révélateur des changements progressifs que connaissait la société égyptienne et de l'importance croissante des marchands, dont le groupe formait déjà l'embryon de la future classe bourgeoise. Ces changements suivaient, en Égypte, le rythme de l'évolution de tout l'Empire ottoman, avec un léger temps de retard, toutefois, sur ceux qui se produisaient dans la région européenne et en Syrie.

25. Par exemple, la maison de Zaynab Khatun (1713), celle de Djamāluddīn al-Dahabī (1637) et celle d'al-Sihaymī (1648-1796).



6.10. L'écran de bois (*machrabia*) de la maison de Djamāluddīn al-Dahabī, 1047/1637. [Musée Ulmer, Ulm.]

Le déclin économique et les tentatives pour obtenir l'indépendance

Après la mort d'Ibrāhīm Bey et de Riḍwān Kāḫya, la Ḳazdughlīya fut déchirée par des conflits féroces. Pendant une courte période, un certain nombre de beys se succédèrent à sa tête, tous anciens mamluk d'Ibrāhīm Kāḫya. Le titre honorifique de *shaykh al-balad*, inusité jusqu'alors, fut conféré à l'un d'entre eux, Ḥusayn Bey Sābundjī, en 1756[26].

Le *shaykh al-balad* suivant, ʿAlī Bey al-Ghazzāwī, qui évinça Ḥusayn Bey en 1757, avait affaire à l'opposition d'un groupe conduit par ʿAbd al-Raḥmān, influent janissaire *kāḫya*. Ce dernier, désireux de préserver sa position influente dans la coulisse des affaires publiques, décida de remplacer al-Ghazzāwī par un bey qu'il considérait comme son homme, ʿAlī Bey dit *al-Djinn* (le diable). Profitant d'un départ d'al-Ghazzāwī pour La Mecque, en 1760, il fit accepter son homme par les beys comme nouveau *shaykh al-balad*.

26. Le premier à porter ce titre officieux, qui désignait seulement un grade supérieur parmi les beys égyptiens (grand parmi les grands), fut, semble-t-il, Meḥmed Bey Cherkesī.

ʿAlī Bey se révéla vite comme un homme extraordinairement ambitieux et énergique. Il établit fermement sa position en Égypte[27] et, grâce à ses relations auprès de la Sublime-Porte, il réussit à se faire considérer par Istanbul comme le seul homme capable de mettre de l'ordre dans la situation désastreuse de l'Égypte.

À l'époque de l'ascension de ʿAlī Bey au pouvoir, les relations entre l'Égypte et la Sublime-Porte étaient relativement tendues. La cause en était le déficit sans cesse accru du *hazine* égyptien, dont le montant total atteignait plusieurs dizaines de millions de paras. C'est la raison pour laquelle le gouvernement d'Istanbul décida d'intervenir militairement en Égypte en 1761. ʿAlī Bey exploita l'inquiétude qui régnait du côté égyptien et l'irritation croissante de la cour pour obtenir, en 1763, en échange de la promesse de mettre la province en règle vis-à-vis de toutes ses obligations financières, outre une aide financière, l'autorisation de conserver tous les biens confisqués à ses adversaires. Il s'engagea à payer la dette accumulée au titre du *hazine* pendant les dix dernières années (91 millions de paras) et à livrer la somme de 50 millions de paras rapportée par la vente des privilèges confisqués[28].

La dureté des mesures répressives qu'il prit à l'encontre de tous les détenteurs de grosses fortunes ou d'influence politique entraîna la formation d'une opposition. À sa tête se trouvait Ṣāliḥ Bey qui partit pour la Haute-Égypte en 1765 afin de rejoindre le *shaykh* Humām, chef pratiquement indépendant des Arabes hawwāra qui donnaient déjà asile à bon nombre d'adversaires de ʿAlī Bey.

Malgré la menace que représentait ce groupe qui avait la Haute-Égypte en mains, ʿAlī Bey tenta une campagne contre lui. Mais le chef de l'expédition, Ḥusayn Bey Kashkash, ancien mamluk d'Ibrāhīm, retourna le corps expéditionnaire qui lui avait été confié contre ʿAlī Bey et, avec la coopération des éléments de l'opposition du Caire, le contraignit à quitter l'Égypte pour la Syrie. Toutefois, l'année suivante, ʿAlī Bey rentra en Égypte avec l'appui de la Sublime-Porte, se réconcilia avec Ṣāliḥ Bey et, en 1768, renversa Ḥusayn Bey Kashkash et Khalīl Bey qui avaient formé le duumvirat régnant sur l'Égypte en son absence.

Sitôt qu'il se fut acquitté de la promesse faite à la Sublime-Porte de payer les arriérés du *hazine*, ʿAlī Bey modifia radicalement sa politique. Toujours en 1768, il déposa le vice-régent, se nommant lui-même aux postes de vice-régent et de vice-régent adjoint. Une nouvelle fois, en 1769, il fit la preuve de sa volonté de réunir entre ses mains à la fois la charge de chef titulaire de l'Administration égyptienne et le pouvoir politique réel, en tant que *shaykh*

27. Afin de neutraliser l'influence du reste de la Ḳazdughlīya, ʿAlī Bey promut au rang de *sandjaḳ bey* le mamluk d'Ibrāhīm Kāḥya, Ismāʿīl, et deux mamluk de son propre clan, Muḥammad Bey Abū 'l-Dahab et Aḥmad Boshnak, connu plus tard sous le nom de *al-Djazzār* (le Boucher). Par la même occasion, il se débarrassa de chefs plus anciens, tels que ʿAbd al-Raḥmān', le chef de la Ḳazdughlīya qui était un janissaire *kāḫya*, et Ṣāliḥ Bey, le dernier représentant marquant de la ḳāsimīya.

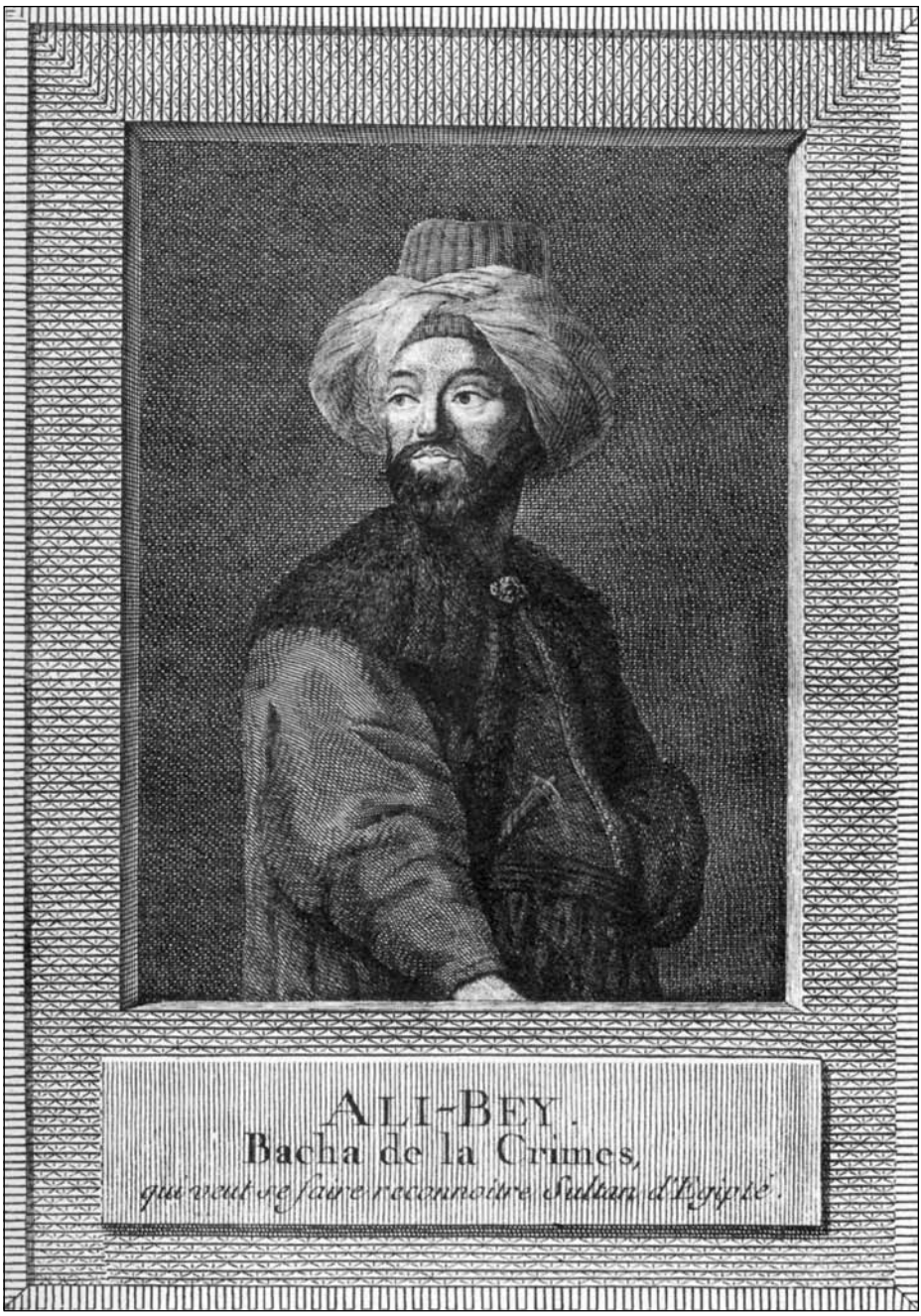
28. Les fiefs confisqués ou ceux dont les détenteurs étaient morts furent redistribués à de nouveaux bénéficiaires contre le paiement d'une taxe exceptionnelle, dénommée *hulwān*, qui représentait en général huit fois le revenu annuel du fief.

al-balad, en déposant le nouveau *wālī* peu après sa nomination. Toutefois, bien qu'il fût devenu le véritable maître de l'Égypte, dont l'assujettissement au Sultan n'était plus que de pure forme, ʿAlī Bey ne se résolut pas à se proclamer souverain indépendant. Cela ne l'empêcha pas d'usurper le droit de battre sa propre monnaie et de faire citer son nom dans les prières du vendredi. Il s'efforça aussi d'employer toutes les ressources matérielles exclusivement pour consolider son pouvoir économique et politique, c'est-à-dire pour renforcer l'armée et développer l'agriculture et le commerce. Et c'était le même objectif qu'il poursuivait en ouvrant des négociations commerciales avec les principaux États d'Europe.

Son ambition[29], qu'il dissimulait intelligemment en désir de servir son sultan, eut l'occasion unique d'être satisfaite, en 1770, lorsque les devoirs de sa charge l'autorisèrent à s'engager dans la lutte de succession des émirs hāshimite de La Mecque. Le règlement de la succession par une intervention égyptienne et le remplacement, à Djeddah, du vice-régent ottoman par un bey égyptien étaient une victoire sans ambiguïté de ʿAlī Bey sur la suprématie du Sultan au Hedjaz. Très probablement stimulé par ce succès, ʿAlī Bey commença à caresser l'idée d'unifier sous son règne, fût-ce même dans le cadre de l'Empire ottoman, les régions qui avaient jadis constitué le territoire du Sultanat mamluk, c'est-à-dire, en plus de l'Égypte, le Hedjaz, (sous la férule de la dynastie vassale des Ḳatādites hāshimī) et la Syrie.

La même année 1770, ʿAlī Bey vit se présenter l'occasion d'étendre son emprise à la Syrie. La mauvaise tournure que prenait la guerre contre la Russie et la destruction de la marine ottomane par la flotte russe à Cheshme excluaient pratiquement la possibilité qu'une mesure de rétorsion fût prise contre l'usurpateur, d'autant plus que le vice-régent de Damas se trouvait en difficulté du fait de la rébellion de l'administrateur d'Akka et de Galilée, le *shaykh* Zāhir ʿUmar. De plus, ʿAlī Bey avait pris contact avec les chefs de la flotte russe opérant en Méditerranée orientale, pour les inciter à soutenir ses actions de décentralisation et pour s'assurer leur aide en cas de besoin. Malgré l'indécision initiale d'Ismāʿīl Bey, qui commandait les troupes envoyées par ʿAlī Bey en renfort auprès du *shaykh* Zāhir ʿUmar, les armées alliées renforcées par de nouvelles unités sous le commandement de Muḥammad Bey Abū l'-Dahab réussirent à vaincre les troupes du gouvernement et à occuper Damas. Peut-être par crainte des représailles de la Sublime-Porte, ou parce qu'elle se montrait disposée à nommer Muḥammad Bey à la tête de l'Égypte s'il se débarrassait de ʿAlī Bey, celui-ci et Ismāʿīl Bey assurèrent alors le Sultan de leur loyauté et s'en retournèrent au Caire avec leur armée. Contraint de chercher refuge en Haute-Égypte au début de 1772, Muḥammad Bey se joignit aux Arabes hawwārī et aux partisans de la Ḳāsimīya. Et lorsque l'expédition punitive montée contre les rebelles du Sud fit défection et se joignit à eux, avec son commandant Ismāʿīl Bey, le pouvoir de ʿAlī Bey s'effondra. Les forces alliées vainquirent les troupes loyales à ʿAlī Bey au printemps 1772, et ce dernier dut remettre sa charge à

29. Elle lui valut d'être surnommé *Bulut Kapan*, c'est-à-dire Attrape-Nuages.



6.11. ʿAlī Bey, vice-régent d'Égypte.
[© The Mansell Collection, Londres.]

Muḥammad Bey. Avec l'appui de ses alliés de Syrie et de Palestine, il tenta un retour, mais ses rares partisans furent dispersés et lui-même mourut peu après en captivité.

Bien que ʿAlī Bey eut été inspiré par le passé de l'Égypte, certains aspects de sa carrière étaient plutôt annonciateurs de ce qui était à venir : la manière forte qu'il employa pour se débarrasser de ses adversaires et, en particulier, ses activités dans la péninsule arabique et en Syrie, l'intérêt qu'il attacha à tirer parti des ressources économiques du pays et l'autonomie politique croissante qu'il s'arrogea par rapport au gouvernement central. Si sa réussite fut de courte durée, ce fut incontestablement à cause de l'immensité de son ambition sociale et politique qui fut entravée par le système des « maisons » mamluk et par l'instabilité de leur loyauté.

Cependant, dans la même période, on peut observer les symptômes d'une crise socio-économique de longue durée qui se prolongea, avec des intensités variables, jusqu'au début du XIXe siècle. L'intérêt que ʿAlī Bey avait porté à l'agriculture était motivé par la nécessité d'accroître la recette du fermage féodal, car ce fut avant tout dans les campagnes que s'appliqua sa dure politique fiscale. Ce fut là, sans aucun doute, une des causes principales de la paupérisation des agriculteurs et de leur fuite vers des villes qui ne pouvaient pourtant pas leur offrir des moyens d'existence suffisants, car de plus en plus d'artisans et de commerçants se trouvaient appauvris par les mesures qui leur étaient imposées, telles que taxes à payer d'avance et droits de succession exorbitants. Or cet appauvrissement, provoqué par l'exploitation sans pitié de toutes les couches de la population, ne fit que s'accentuer au fil des ans, et une série d'épidémies ajouta à leur horreur.

Avec le témoignage de loyauté que lui donna le nouveau *shaykh al-balad* en s'acquittant comme il le fit de ses obligations, la Sublime-Porte se prit à espérer que celui dont elle avait appuyé l'accession au pouvoir était enfin un homme qui lui serait entièrement dévoué. En 1775, Muḥammad Bey envoya plus de 130 millions de paras au titre de la contribution annuelle au Trésor et monta une expédition militaire contre le *shaykh* Ẓāhir ʿUmar, conformément aux ordres du Sultan. Mais il fut tué pendant le siège d'Akka, ce qui marqua la fin de l'engagement de l'Égypte en Syrie. Les troupes égyptiennes évacuèrent le territoire occupé et les beys cessèrent désormais de s'intéresser à la Syrie pour ne plus s'intéresser qu'à l'Égypte.

Les rivalités qui nourrirent la lutte pour le pouvoir parmi les membres de l'élite mamluk après la mort de Muḥammad Bey furent, elles aussi, exploitées activement par la Sublime-Porte. Elle soutenait tout potentat qui, en échange du droit de confisquer les domaines de ses rivaux vaincus, s'engageait à envoyer à la Sublime-Porte la plus grande part des taxes perçues auprès des nouveaux détenteurs des fiefs. Cette attitude, qui témoignait d'un changement important dans le fonctionnement du système des fiefs, était symptomatique du fait que la Sublime-Porte n'avait nulle intention d'intervenir directement dans les affaires de l'Égypte, se contentant d'utiliser les luttes qui opposaient les Mamluk entre eux pour en tirer le maximum de ressources financières.

Les principaux protagonistes de la lutte pour le pouvoir suprême, qui dura près de dix ans, furent trois beys de la Ḳazdughlīya : Ismāʿīl, un ancien mamluk d'Ibrāhīm Kāḥya, et deux anciens mamluk de Muḥammad Bey Abū 'l-Dahab, Murād Bey et Ibrāhīm Bey. Le premier épisode de cette lutte fut conclu lorsque ces derniers réussirent, en conjuguant leurs efforts, à forcer Ismāʿīl et ses partisans à quitter l'Égypte, en 1778. Le deuxième épisode résonna du bruit des combats entre les deux vainqueurs. Ibrāhīm, bien que reconnu officiellement comme *shaykh al-balad*, se heurtait à Murād Bey qui l'empêchait d'être entièrement maître de la situation. Cette rivalité offrit à la Sublime-Porte l'occasion de manœuvrer et de manipuler les deux adversaires dans le seul but d'accroître autant que possible le montant annuel du *hazine*. Elle ne fut cependant pas en mesure de tirer pleinement parti de cette possibilité, et les deux hommes confisquèrent à leur profit une part croissante des ressources matérielles de la province, et jusqu'aux privilèges expressément réservés à certaines charges qu'ils n'étaient pas habilités à détenir[30].

À partir de 1778, ils prirent progressivement le contrôle de l'ensemble de l'Administration de la province, s'étant emparés de toutes ses ressources financières qu'ils utilisaient à leurs propres fins et, en particulier, pour couvrir les frais de leur combat singulier. Ibrāhīm Bey ne s'acquittait plus du tout de ses obligations de *shaykh al-balad*, ou alors il n'envoyait à Istanbul qu'une petite fraction de la somme convenue. La Sublime-Porte fut ainsi amenée, en 1784, à considérer que ses intérêts en Égypte étaient en danger lorsque les deux rivaux, s'étant réconciliés, décidèrent de gouverner la province d'un commun accord, à un moment qui coïncidait avec le début d'une crise économique (elle prit fin en 1792). Il était dès lors à peu près certain que les duumvirs ne seraient plus disposés à payer les arriérés des cinq années précédentes.

Cette présomption était suffisante pour justifier la décision de rétablir le contrôle direct du gouvernement central sur l'Égypte au moyen d'une intervention militaire. En juillet 1786, un corps expéditionnaire ottoman débarqua à Alexandrie et à Rashīd, sous le commandement de Ḥasan Pasha. Il dispersa, au cours de son avancée, les troupes mamluk mais Murād Bey et Ibrāhīm Bey battirent en retraite vers la Haute-Égypte avec le reste de leurs forces. La restauration de l'autorité du Sultan devait être accomplie par un certain nombre de mesures que Ḥasan Pasha devait prendre. Sa première tâche était de briser la puissance militaire des deux usurpateurs et de refondre, à partir des éléments mamluk demeurés loyaux, un instrument se pliant avec obéissance aux exigences de la Sublime-Porte. Cet objectif devait être atteint par la création d'une nouvelle promotion de beys et de commandants de garnison nommés parmi les membres de diverses « maisons » mamluk. L'autorité morale du Sultan devait être renforcée par un certain nombre d'édits soulignant le caractère islamique de son régime, en même temps

30. Comme, par exemple, le revenu de l'Office des douanes de Suez, accaparé en 1779 et qui était antérieurement réservé, en tant qu'*iltizam*, au vice-régent ; il était constitué surtout par les droits d'importation perçus sur le café.

que la tyrannie des deux rebelles, tout en faisant par ailleurs des promesses d'allégements fiscaux et de retour aux justes principes du Ḳānūn Nāme.

Étant donné que le but principal de l'expédition punitive était le rétablissement du versement régulier au *hazine*, Ḥasan Pasha établit un certain nombre de décrets fiscaux qui visaient à garantir l'exécution des obligations de la province d'Égypte envers la Sublime-Porte, d'une part, et des villes saintes du Hedjaz, d'autre part. Mais avant d'avoir pu faire appliquer ces décrets, il fut rappelé pour être chargé ailleurs d'autres missions militaires.

L'intervention militaire ne produisit pas les résultats escomptés. Cela, entre autres, parce que Ḥasan Pasha ne réussit pas à soumettre les deux beys rebelles. En outre, la division virtuelle de l'Égypte en une partie basse, gouvernée par le représentant du Sultan, et une partie haute, dominée par les deux rebelles, fut acceptée comme un état de fait, surtout à partir du moment où ces derniers, après une retraite momentanée en Nubie, eurent rétabli leur contrôle sur tous les points occupés en Haute-Égypte en 1787 par les troupes ottomanes ou loyalistes. Même si Ḥasan Pasha apporta certains changements parmi les détenteurs des titres et des charges, nommant Ismāʿīl Bey au rang de nouveau *shaykh al-balad*, le régime des Mamluk demeura intact, si bien que toutes les conditions restaient réunies pour que les mêmes difficultés ressurgissent du passé.

La crise politique qui suivit la mort de Muḥammad Bey Abū 'l-Dahab fut sérieusement aggravée, à partir de 1783, par des difficultés économiques telles que de mauvaises récoltes accompagnées de famines, de hausses des prix et de la dépréciation de la monnaie. Ces difficultés étaient encore accentuées par une atmosphère politique orageuse, par la désorganisation de l'Administration et par des charges fiscales trop lourdes. La tournure dramatique que prenaient les événements fut couronnée par une épidémie plus meurtrière que les précédentes et qui éclata en 1791 ; elle eut du moins le mérite de simplifier la situation politique car on compta, parmi ses victimes, un grand nombre de beys loyalistes, dont Ismāʿīl Bey. C'est ainsi que Murād et Ibrāhīm furent en mesure, l'été de la même année, d'entrer de nouveau au Caire sans coup férir et de rétablir leur règne sur toute l'Égypte.

La Sublime-Porte consentit à les laisser gouverner à condition que toutes leurs obligations fussent remplies normalement. En vue de garantir l'exécution de ces obligations, la Sublime-Porte et les deux hommes signèrent, en 1792, un accord stipulant la somme totale à payer et le mode de paiement. Sans doute l'accord fut-il respecté, mais à contrecœur et pas dans sa totalité. Le retour au pouvoir des deux beys ramenait aussi le dur régime d'exploitation que l'Égypte avait connu avant l'expédition de Ḥasan Pasha, et ses conséquences pour l'économie furent encore plus désastreuses. Le pays était désorganisé par l'anarchie politique des dix années précédentes, par les traumatismes économiques et le pillage incessant auquel étaient soumises toutes les ressources et les réserves de son économie, cela à un degré tel que toutes les tentatives qui furent faites pour enrayer le déclin général échouèrent, en dépit du fait que, hormis une infime partie, tous les moyens drainés par le dispositif fiscal demeuraient en Égypte. La situation critique de l'économie traduisait purement et simplement l'État d'oppression politique dans lequel

la société tout entière était maintenue sous le contrôle rigoureux de la mince frange que constituaient les beys mamluk et leurs clans. Le gouvernement central n'avait pas la force qu'il eût fallu pour les éliminer et les conditions nécessaires et suffisantes n'étaient pas encore apparues pour qu'une telle action prît naissance à l'intérieur de la société égyptienne elle-même. La première impulsion fut donnée par l'expédition militaire française, qui atteignit la côte égyptienne sous le commandement de Napoléon Bonaparte au cours de l'été 1798.

Conclusion

La période historique commencée par la chute du sultan mamluk, en 1517, et conclue par l'expédition française de 1798 fut une ère durant laquelle le développement de la société égyptienne fut déterminé par sa propre dynamique interne mais aussi par l'évolution de la société de l'Empire ottoman dont elle était une des composantes. Toutefois, à la différence des parties européennes de l'Empire ottoman, l'Égypte demeura aux confins de l'évolution politique pendant la plus grande partie de cette période, car son développement socio-économique n'avait pas atteint le stade auquel allaient se manifester les premiers symptômes de l'existence de la bourgeoisie en tant que nouvelle classe sociale. L'évolution de sa société ne franchissait donc pas les frontières du dernier stade de la formation sociale connue sous le nom de féodalité[31].

L'incorporation de l'Égypte en son sein constitua, pour l'Empire ottoman, une avancée notable à plusieurs égards, en renforçant son potentiel économique et sa puissance politique. De grands changements furent cependant introduits dans les relations entre le gouvernement central et la province d'Égypte, qui créèrent une atmosphère constamment chargée de tensions entre les deux parties. La source des conflits se trouva d'abord, comme dans d'autres provinces, dans la sphère des relations politiques et économiques. Le déclin graduel de la puissance politique et économique ottomane entraînait dans son sillage des heurts sociaux de plus en plus fréquents et féroces, dont les effets conjugués à ceux des crises politiques et des chocs économiques provoquèrent la formation de forces décentralisatrices. Celles-ci avaient pour objectif la maîtrise de l'économie et des institutions politiques du pays et ne s'accompagnaient pas de l'ambition de créer un État indépendant.

La montée des forces séparatistes dans l'Égypte du dernier tiers du XVIIIe siècle n'était nullement un phénomène isolé dans les pays arabes de l'Empire ottoman. Des États aux degrés plus ou moins grands d'indépendance se constituèrent en Tripolitaine, en Iraq et en Syrie au cours du XVIIIe siècle, certains à partir des possessions héréditaires de leurs princes.

31. L'auteur n'ignore pas le caractère spécifique de cette formation particulière dans les pays d'Asie occidentale et d'Afrique du Nord, tel qu'en ont traité bon nombre d'érudits (voir *Encyclopédie de l'Islam*, cf. *iḳṭāʿ*).

Dans le cas de l'Égypte, cependant, certains événements propres au premier stade du développement des forces séparatistes annonçaient les caractéristiques que prendrait cette région aux XIXe et XXe siècles. Il n'est que de rappeler les activités des beys égyptiens dans la péninsule arabique et en Syrie, analogues aux premiers pas de la politique expansionniste de Meḥmed ʿAlī, ou encore le peu d'empressement manifesté par les beys aussi bien que par Meḥmed ʿAlī à se défaire entièrement, en tant que dirigeants pratiquement indépendants, de la tutelle du Sultan ottoman.

L'expédition de Ḥasan Pasha, en 1787, présente un certain nombre de traits communs avec celle de Bonaparte, tant par sa conduite que par les formes qu'elle prit et les effets qu'elle eut sur les peuples soumis. Elle révéla aussi l'insuffisance militaire du régime mamluk et sa vulnérabilité en cas d'attaque par un ennemi plus fort que lui. L'expédition napoléonienne ne devait laisser aucun doute à ce sujet. En outre, l'expédition ottomane, en tant que tentative pour détruire les forces décentralisatrices et pour resserrer les liens entre la province et le gouvernement central, apparaît comme la première action annonciatrice du sens dans lequel les efforts de l'État ottoman allaient se déployer au cours du XIXe siècle.

L'intérêt croissant que suscitaient chez les dirigeants de l'Égypte les territoires limitrophes du leur, leurs contacts avec les représentants de puissances étrangères ou leurs efforts pour nouer des relations commerciales indépendantes avec d'autres régions sont autant d'indices du fait que l'Égypte sortait de son isolement séculaire et commençait à participer activement à l'évolution en cours dans sa région. L'isolement dont l'Égypte était en train d'émerger lentement prit définitivement fin avec le commencement de l'expansion coloniale française en Méditerranée orientale. Dans le contexte des problèmes de plus en plus ardus formant ce qu'on a appelé la question d'Orient et de l'expansion du domaine colonial des puissances européennes, l'Égypte allait devenir un pays de toute première importance sur l'échiquier de la politique mondiale.

CHAPITRE 7

Le Soudan de 1500 à 1800

Y. F. Hasan et B. A. Ogot

La période qui nous intéresse ici a été caractérisée par des mouvements de population allant de l'intérieur du Soudan[1] vers l'extérieur et de l'extérieur vers l'intérieur. Dans le Nord, la lente pénétration des Arabes musulmans, venus au fil du temps s'installer en grand nombre, était déjà très avancée au début de notre période[2] et devait aboutir à l'assimilation progressive des Nubiens chrétiens et d'autres ethnies au sein du grand monde panislamique. Le processus d'assimilation culturelle et ethnique y a fonctionné dans les deux sens : il a entraîné, d'un côté, l'arabisation et l'islamisation de nombreux peuples soudanais et, de l'autre, l'indigénisation des immigrants arabes.

L'influence de la culture islamique et arabe sur le Soudan méridional a été négligeable, les énergies expansionnistes des Nilotes du Sud étant parvenues à mettre un terme à la progression des Arabes vers le sud ainsi qu'à la diffusion de l'islam. À vrai dire même, jusqu'à la fin du XVIIIe siècle, les Nilotes et, plus particulièrement, les Shilluk et les Jieng (Dinka) firent peser une réelle menace aux frontières des États musulmans du Nord.

1. Le nom de Soudan désigne ici la partie orientale du *Bilād al-Sūdān* qui comprenait, à l'époque médiévale, le royaume chrétien de Nubie, puis les Sultanats islamiques de Fundj et de Fūr, et qui, dans le présent chapitre, équivaut sensiblement au territoire de la moderne République du Soudan. L'usage officiel du terme Soudan pour désigner une entité politique ou administrative date du régime turco-égyptien en place de 1821 à 1885.
2. UNESCO, *Histoire générale de l'Afrique*, vol. IV, chap. 16.

Ce chapitre traitera donc principalement de l'établissement et de l'expansion des deux États musulmans de la savane (les Sultanats fundj et fūr), de leurs rapports mutuels et de leur interaction avec les sociétés africaines non musulmanes qui étaient elles aussi, à cette époque, en train d'émerger d'un mélange de groupes linguistiques et culturels divers.

On y verra aussi que l'expansion de l'islam constitue un facteur important de l'histoire du Soudan du XVIe au XVIIIe siècle.

Le processus d'arabisation et d'islamisation progressant vers le sud fut stoppé, durant cette période, sur la ligne de partage des eaux (composées du Sudd, du Baḥr al-Ghazāl et du Baḥr al-ʿArab), et ainsi s'est établie la frontière culturelle entre ce qu'on en est venu à appeler le Soudan septentrional et le Soudan méridional. L'existence de cette frontière culturelle est un profond déterminant de notre interprétation de l'histoire du Soudan moderne.

Vues du Soudan méridional, les relations entre les deux régions ont été présentées surtout sous l'angle de l'agression et de l'exploitation économique que le pays a subies du fait des expéditions armées des Fundj dans la région du haut Nil, puis de celles des Fūr dans la région du Baḥr al-Ghazal. Au Nord, en revanche, on avait tendance jusqu'à une époque récente à rendre compte des changements économiques et sociaux en fonction du rôle joué par les immigrants musulmans et souvent arabes, les « sages étrangers », venus du nord ou de l'est. C'est dans cette perspective qu'on y explique la formation de l'État au Soudan septentrional, et non en s'appuyant sur une analyse historique des bases économiques des États en cause et de leur formation sociale et culturelle.

Au XXe siècle, le « Nord » est présenté comme arabe et musulman et le « Sud » comme africain (ou négroïde) et « païen » (ou « animiste »), et la frontière qui les sépare prend un caractère toujours plus religieux et ethnique. Une telle conception fut largement répandue par les écrits des anthropologues et des administrateurs coloniaux. Des deux côtés de la frontière idéologique, on a vu se développer des expressions, des préjugés raciaux complexes qui tendaient à définir chacune des deux régions comme une entité raciale et religieuse à part entière ayant peu de contacts, voire aucun, avec l'autre.

La réalité historique était évidemment beaucoup plus complexe que cela. Premièrement, la « frontière » entre ces deux régions a toujours été très mouvante et ne se déplaçait pas toujours vers le sud ou l'ouest. Par exemple, à partir du milieu du XVIIe siècle et jusqu'en 1861, les Shilluk qui occupaient le haut Nil repoussèrent la frontière vers le nord jusqu'à Alays et, de là, ils pillèrent le Sultanat fundj et les monts Nūba.

Deuxièmement, outre qu'elle était constamment mouvante, la frontière représentait une vaste zone qui, dans la région du haut Nil par exemple, s'étendait sur plusieurs centaines de kilomètres. Il en était de même dans la région occidentale. Ce que les envahisseurs du Sultanat fūr, les *djallāba* (commerçants), et les Baḳḳāra considéraient comme la frontière constituait, vers 1800, un immense territoire[3]. De plus, à l'intérieur de la

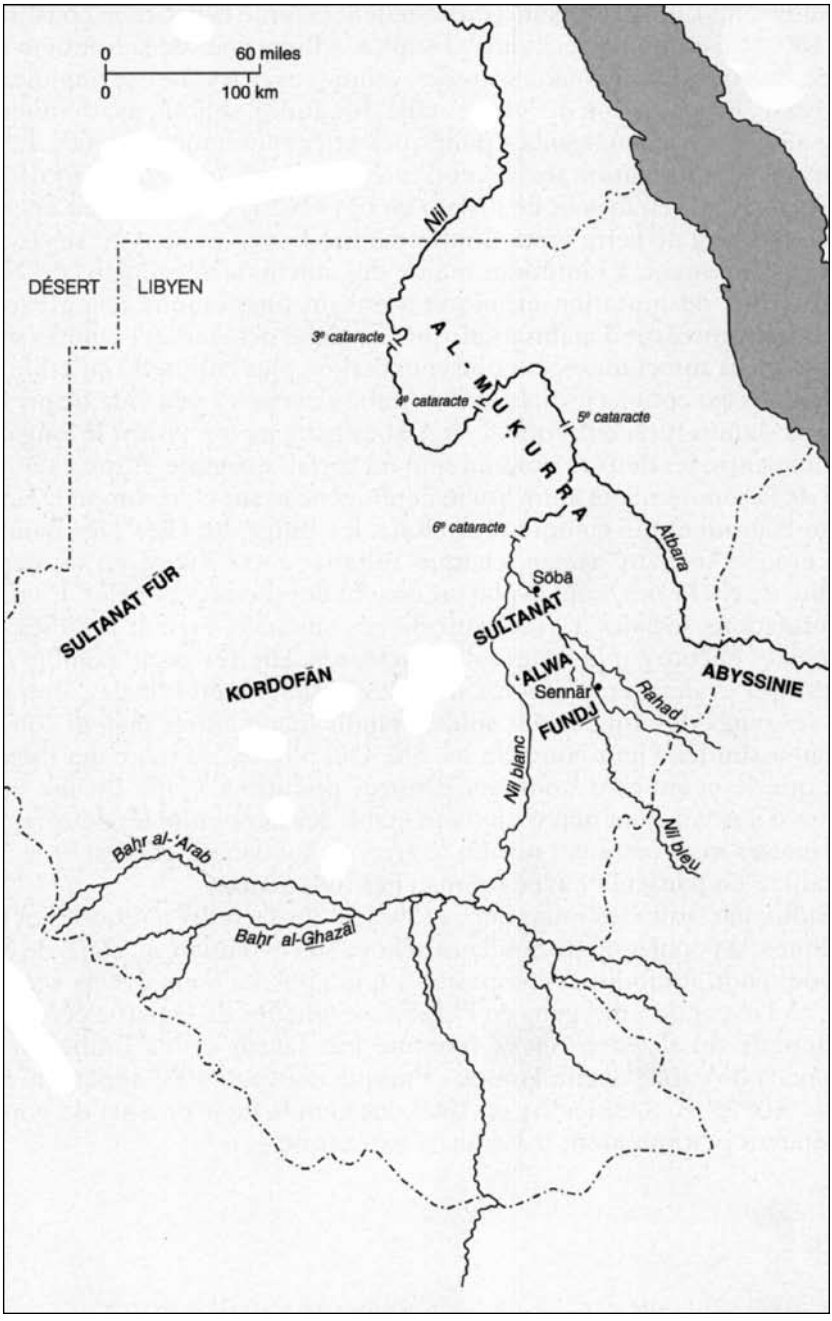
3. R. S. O'Fahey, 1980, p. 137-139.

frontière elle-même, des transformations culturelles, ethniques et sociales se produisaient sans cesse, la population devenant arabe, fūr, fundj, shilluk, naath (nuer) ou jieng au gré des circonstances politiques et économiques. En fait, le processus de transformation sociale et d'intégration ethnique qu'avait déclenché l'arrivée des Arabes et de l'islam en pays Nūba et Bēdja était encore à l'œuvre le long de cette vaste frontière entre le XVIe et le XVIIIe siècle.

Troisièmement, à l'intérieur même des sultanats musulmans du Nord, le processus de mutation ethnique a été un phénomène complexe. Et d'abord, le processus d'arabisation, qui a englobé des Arabes et toutes sortes de Soudanais autochtones, eut une connotation plus culturelle qu'ethnique. À quelques exceptions près, le terme Arabe s'est peu à peu vidé de presque toute sa signification ethnique. Les Arabes baḳḳāra qui vivent le long de la frontière entre les deux régions en sont un parfait exemple. Autre exemple : celui de la communauté autochtone hétérogène ayant en commun la langue bongo-bagirmi et qui comprend les Kara, les Binga, les Gala[4], les Banda et les Feroge. Au XVIIIe siècle, chaque sultanat a été divisé en un certain nombre de chefferies, dont la plupart étaient des sociétés plurales. En outre, les formations sociales à l'intérieur de ces sultanats étaient rendues plus complexes encore par le facteur de l'esclavage. Un très grand nombre d'esclaves, qui avaient été capturés dans les régions méridionales, entraient dans les rangs des armées des sultans tandis que d'autres étaient complètement assimilés à leur nouvelle société. Qui plus est, la traite des esclaves ainsi que le commerce frontalier d'autres produits comme l'ivoire et les plumes d'autruche ont non seulement établi des liens entre les deux régions soudanaises mais ont aussi mis en contact le Soudan en général et la zone frontalière en particulier avec les marchés mondiaux.

Enfin, par suite des migrations et du jeu des facteurs politiques et économiques, la population du Soudan a achevé son évolution, au cours de cette période, pour atteindre la composition que nous lui connaissons actuellement. À l'exception des gens de l'Ouest, originaires de la partie centrale et occidentale du *Bilād al-Sūdān* (comme les Takrūr et les Fulbe) et des Rashayida d'Arabie, aucun groupe ethnique nouveau n'est apparu au Soudan au XIXe et au XXe siècle ; en 1800, les grands mouvements de population étaient pratiquement parvenus à leur terme.

4. Pour ce groupe linguistique, voir A. N. Tucker et M. A. Bryan, 1966, p. 10-19.



7.1. Royaumes et sultanats du Soudan (d'après Y. F. Hasan).

L'État ʿabdallābi

Dans la deuxième moitié du XVᵉ siècle, une confédération de *ḳabīla* arabes conduite par leur chef ʿAbdallāh, surnommé Djammāʿ (le Rassembleur) a réussi à conquérir le royaume d''Alwa[5]. Contrairement à ce que l'on pense généralement, la conquête de Sōbā n'a pas été entreprise en commun par les Fundj et les Arabes, elle est le seul fait de ces derniers. Elle fut le signe de la suprématie des Arabes et marqua le début de leur influence sur le *Bilād al-Sūdān* oriental[6].

ʿAbdallāh Djammāʿ et ses descendants, les ʿAbdallābi, fixèrent le siège de leur gouvernement à Ḳerri, au nord de Sōbā, sur le Nil. Sōbā perdit donc de son importance et lorsque Daudi Reubeni y passa, en 1523, elle était en ruine[7]. Le choix s'était probablement porté sur Ḳerri parce qu'elle était d'accès facile pour les Arabes du Buṭāna, dont l'appui était essentiel aux ʿabdallābi. Elle permettait également de contrôler les voies de passage, notamment commerciales, le long de la vallée du Nil et, au-delà, sur la rive occidentale du fleuve.

Il n'est pas facile de déterminer l'étendue du nouvel État. Il semble que les ʿabdallābi aient exercé leur autorité sur les Arabes vivant dans le nord de la Gezira, dans le Buṭāna, à l'est du Nil, et peut-être sur quelques groupes bēdja. Les chefferies arabisées qui s'échelonnaient entre Shandī et la frontière égyptienne, et qui semblent avoir participé à l'attaque des Arabes contre Sōbā, restèrent fidèles au chef de la confédération arabe. Leurs relations ne sont pas bien connues mais, plus tard, les ʿAbdallābi, en tant que suzerains, ont eu le pouvoir de confirmer la désignation des nouveaux chefs.

L'État ʿabdallābi indépendant ne dura pas assez longtemps pour créer ses propres institutions. Au début du XVIᵉ siècle, il dut affronter un ennemi puissant: les Fundj, peuple d'éleveurs nomades qui progressait le long du Nil bleu. Les deux mouvements de migrants entrèrent en lutte probablement pour s'assurer la possession des pâturages du nord de la Gezira. À Arbadjī, en 1504, les Fundj vainquirent les ʿAbdallābi et réduisirent leur roi à accepter leur suzeraineté[8]. Les ʿAbdallābi continuèrent à administrer la partie nord du Sultanat fundj en tant que feudataires, jusqu'à la conquête turco-égyptienne de 1820.

Le Sultanat fundj

Les Fundj étaient des nomades éleveurs de bovins dont l'origine lointaine a donné lieu à maintes hypothèses contradictoires. La tradition soudanaise

5. Pour plus de détails, voir UNESCO, *Histoire générale de l'Afrique*, vol. IV, chap. 16, p. 442-443.
6. P. M. Holt, 1960; Y. F. Hasan, 1972, p. 23-26.
7. S. Hillelson, 1933, p. 60.
8. J. Bruce, 1805, vol. III, p. 370-372 et vol. VII, p. 96.

évoque leur royaume sous le nom de *al-Sultana-al Zarḳa*[9] (le Sultanat noir). Daudi Reubeni, qui s'y rendit en 1522-1523, écrit que leur monarque était un musulman noir régnant sur une nation composée de Noirs et de Blancs[10], c'est-à-dire d'autochtones et d'Arabes. Au cours de son voyage à Sennār, en 1772, le voyageur écossais James Bruce rapportait que les Fundj descendaient de pillards shilluk venus du Nil blanc[11]. Les traditions soudanaises, probablement d'origine arabe, leur attribuent cependant un ancêtre arabe, descendant d'un réfugié omayyade venu par l'Abyssinie. Celui-ci aurait épousé une princesse indigène et hérité de son autorité. Les traditions soudanaises en parlent comme de « l'homme béni » qui a apporté de nouvelles coutumes[12].

On ne sait pas exactement à quelle date la dynastie fundj s'est réclamée d'une ascendance omayyade. Si l'on se fonde sur les observations de Reubeni, on sait au moins que le roi ʿUmāra Dunḳus, qui vainquit les ʿAbdallābi, était musulman. Mais il semble qu'en raison de l'influence de la nouvelle société musulmane sur laquelle s'exerçait leur hégémonie et de leurs relations commerciales et culturelles avec l'Égypte, les Fundj aient été rapidement islamisés[13]. Comme d'autres peuples convertis vivant en marge des sociétés musulmanes, les Fundj voulaient être considérés comme des Arabes et se réclamèrent par conséquent d'ancêtres arabes. Ce faisant, ils espéraient rehausser leur prestige dans le monde arabe et renforcer leur autorité morale sur leurs sujets arabes. Mais il importe de noter qu'Ibn (fils de) Dayf Allāh, lorsqu'il parle des élites dirigeantes, les appelle « rois des Fundj » et « rois des Arabes » (c'est-à-dire rois des ʿAbdallābi et des Djaʿaliyyūn), laissant entendre ainsi qu'il existait une différence ethnique entre les deux groupes[14].

Ayant établi leur suzeraineté sur les territoires des ʿAbdallābi, les Fundj administrèrent leur domaine à partir de Sennār qui devint le siège de leur gouvernement. Le *shaykh* (chef) des ʿAbdallābi, tout en conservant théoriquement son autonomie dans ses anciens domaines, devint un vassal des Fundj et porta le titre de *māndjil* ou *māndjuluk* que les rois fundj conféraient à leurs grands feudataires. Il semble bien cependant qu'il y ait eu dès le début des rapports antagonistes entre les Fundj et leurs vassaux.

Voulant secouer la domination fundj, le *shaykh* Adjīb Ier, qui prit le pouvoir au milieu du XVIe siècle, défia les Fundj, les vainquit et les repoussa en Éthiopie. Sous le règne de Dakīn (vers 1569-1585/1586), les Fundj réussirent à retrouver leur ancienne suprématie, mais ils durent reconnaître à Adjīb Ier le droit de nommer les juges dans ses domaines. La politique de

9. *Zarḳa* (*azraḳ*) signifie noir(e) dans l'arabe soudanais parlé.
10. S. Hillelson, 1833, p. 55-60.
11. J. Bruce, 1805, vol. VII, p. 96.
12. Y. F. Hasan, 1965.
13. P. M. Holt, 1967, p. 20; J. L. Spaulding, 1972.
14. Y. F. Hasan, 1965; Ibn Dayf Allāh Muḥammad ʿAbd Nur, 1973, p. 61-90.

Dakīn, qui voulut réorganiser le royaume et appliquer une nouvelle réglementation, semble avoir détruit l'équilibre fragile entre les deux groupes et avoir conduit Adjīb à entrer en rébellion ouverte. À Karkodj, à quelques kilomètres au nord de Sōbā, une armée fundj infligea une défaite écrasante aux ʿAbdallābi vers 1612 au cours d'une bataille où Adjīb Ier trouva la mort. Son clan se réfugia alors à Dongola (Dūnḳulā). Un accord fut négocié entre les ʿAbdallābi et les Fundj par l'entremise du *shaykh* Idrīs wad al-Akbār, influent dignitaire religieux[15]. À l'exception d'Arbadjī qui passait sous la juridiction fundj, le *statu quo* était rétabli : les descendants d'Adjīb, avec le titre de *wad ʿAdjīb*, continuèrent à gouverner directement les territoires du Nord jusqu'à Hadjar al-'Asal, à exercer leur autorité sur la plupart des chefferies nomades et, indirectement, sur les clans et les chefferies qui vivaient dans la vallée du Nil jusqu'à la troisième cataracte, c'est-à-dire jusqu'à la frontière de la Nubie ottomane. Cet accord permit au Sultanat de connaître une longue période de stabilité. Cependant, vers le milieu du XVIIe siècle, la chefferie shayḳīyya se révolta contre l'hégémonie des ʿAbdallābi et se déclara indépendante du Sultanat fundj[16].

L'expansion du Sultanat fundj

Il semble que les Ottomans, qui avaient conquis l'Égypte en 1517, aient vu avec inquiétude l'autorité du Sultanat fundj s'étendre jusqu'à la basse Nubie qui dépendait à l'origine des ʿAbdallābi. Bien que des affrontements frontaliers aient été signalés, les Ottomans ne sont pas vraiment intervenus avant le règne du sultan Sulaymān le Magnifique (1520-1566). Pour écarter la menace que les Portugais faisaient peser sur la mer Rouge, les Ottomans envoyèrent une expédition navale dans l'océan Indien et décidèrent de s'emparer de l'Éthiopie, alliée des Portugais. À son retour de cette expédition, Özdemir reçut l'ordre de mettre fin à la « rébellion » des Fundj en Nubie, où deux factions rivales se battaient. Özdemir s'empara, sur la frontière, des forteresses stratégiques d'Ibrīm et d'al-Dirr. À Sāy, entre la deuxième et la troisième cataracte, il construisit une forteresse qui marquait la limite méridionale de l'Égypte ottomane. Cette nouvelle province, connue dès lors sous le nom de Berbéristan (c'est-à-dire pays des Berbères ou Nubiens), semble avoir été effectivement administrée par les Ottomans après l'installation de garnisons bosniennes dans les forteresses d'Assouan, d'Ibrīm et de Sāy[17].

Après avoir quitté le poste de gouverneur du Yémen en novembre 1554, Özdemir Pasha eut plusieurs entretiens avec le Sultan, au cours desquels ils examinèrent les affaires d'Égypte, du Yémen et du Habesis-

15. Aḥmad b. al-Ḥadjdj Abū 'l-ʿAlī, 1961, p. 8-9; Ibn Dayf Allāh Muḥammad ʿAbd Nur, 1973, p. 63, 227 et 296.
16. Y. F. Hasan, 1972, p. 63-75.
17. G. Örhanlü, 1974, p. 1-2, 21-22; P. M. Holt, 1961.

7.2. Le port de Sawākin (gravure du XIXe siècle).
[*The Illustrated London News*, 1888. © The Mary Evans Picture Library.]

tan[18]. Il fut ensuite chargé de conquérir le Habesistan. Après de minutieux préparatifs en Égypte, l'expédition remonta le Nil. À Assouan, Özdemir perdit le contrôle d'une armée indisciplinée et dut mettre fin à la campagne. On comprit alors que l'expédition n'avait pas été dirigée contre le Habesistan mais contre le Fundjistān (pays des Fundj). Plus tard, en 1577, un certain Sulaymān Pasha reçut l'ordre d'entreprendre la conquête du Fundjistān. Mais cette campagne n'eut jamais lieu[19]. Finalement, la frontière égyptienne fut solidement établie à Hannīk, en 1622, après quelques combats entre les ʿAbdallābi et les Ottomans. Hannīk est à égale distance de la troisième cataracte et de Mushu, le poste-frontière fundj le plus septentrional[20].

L'administration de la Nubie ottomane était confiée à un responsable portant le titre de *kashif*. Cette charge devint héréditaire et appartint à la famille du premier *kashif*, qui vivait à al-Dirr. De la même manière, les descendants des premiers soldats bosniens qui s'étaient mariés avec des autochtones continuèrent à tenir garnison dans les forteresses ottomanes de la région.

Ce serait également Özdemir qui aurait créé une base militaire ottomane pour lutter contre les Portugais et les Éthiopiens : Sawākin, qui dépendait en principe des Mamluk d'Égypte, passa sous la suzeraineté ottomane et Massawa fut annexée en 1557. À partir de là, la bande côtière qui s'étend entre ces deux ports constitua la province du Habes. À Sawākin stationnait une garnison ottomane commandée par un gouverneur ayant le rang de *sandjak*. Une fois que fut levée la menace exercée par les Portugais, Sawākin redevint le principal débouché commercial du Sultanat fundj. Les rapports entre le gouverneur ottoman et les Fundj, d'abord inamicaux, se détériorèrent encore avec le temps jusqu'à prendre la forme de confrontations armées. En 1571, selon des sources ottomanes, les Fundj (ou peut-être, pour être plus précis, les Bēdja) attaquèrent Sawākin et l'assiégèrent pendant trois mois. Cependant, étant donné les relations commerciales actives qui s'étaient nouées entre les deux parties, une atmosphère plus amicale finit par s'établir. Sawākin prit une importance qui ne devait pas lui être contestée avant le début du XXe siècle. Le clan arabisé des Bēdja, les Ḥadāriba, qui avait jadis dominé la région de ʿAydhāb, jouait un rôle de premier plan dans la vie commerciale. Par la suite, ce fut parmi eux que les Ottomans choisirent les souverains locaux, connus sous le nom d'émir (*amīr*)[21].

Au début du XVIIe siècle, les Fundj avaient apparemment consolidé leur position à Sennār. Les territoires qu'ils administraient directement

18. Les sources ottomanes utilisent les termes Habesistan ou Abyssinie pour désigner tous les territoires au sud de l'Égypte, jusqu'à l'île de Zanzibar ou au Mozambique en Afrique orientale. Voir G. Örhanlü, 1974, p. 21.
19. *Ibid*., p. 34-35 et 77.
20. P. M. Holt, 1961, p. 24.
21. G. Örhanlü, 1974, p. 76.

s'étendaient d'Arbadjī jusqu'au sud de Fazūghlī, ce qui était sans doute la limite nord de la frontière éthiopienne. L'expansion de la domination Fundj vers l'ouest, à travers la Gezira jusqu'au Kordofān, avait été entreprise par le sultan ʿAbd al-Ḳādir. Vers 1554, il affronta victorieusement les chefs de Saḳadī et des collines de Moya. Les deux chefs furent maintenus à leur poste après s'être convertis à l'islam et avoir accepté de payer un tribut annuel[22]. Il semble que la pression croissante exercée par les communautés nilotiques sur le Nil blanc aux dépens de Sennār ait abouti à une confrontation entre les Fundj et les Shilluk qui vivaient surtout dans la région du Nil blanc. Le sultan Bāḍī II Abū Diḳn (vers 1645-1718), dont le règne fut l'âge d'or du Sultanat, établit une tête de pont à Alays, sur le fleuve, et y installa une garnison fundj. L'administration d'Alays fut confiée à un membre de la dynastie qui, par son rang, venait immédiatement après le chef des ʿAbdallābi. À partir de cette position stratégique, les Fundj étaient en mesure de surveiller tous les mouvements effectués de l'autre côté du fleuve et d'exercer leur autorité sur les Shilluk, qui semblent avoir conclu une alliance avec eux[23].

Les Fundj pénétrèrent ensuite dans les monts Nūba, l'une des principales régions pourvoyeuses d'esclaves. Le royaume islamisé de Taḳali, qui venait d'y être créé, fut réduit à la condition d'État vassal[24]. De la même manière, les Fundj étendirent leur suzeraineté sur les montagnes du nord d'al-Dāyr et du Kordofān, qui devaient devenir plus tard le théâtre de luttes intenses avec les Musabbaʿāt. Les nombreux prisonniers capturés parmi les Nūba non musulmans des « montagnes » furent installés dans des villages, autour de Sennār. Ils formaient la garde chargée de la protection du Sultan. Leur nombre s'accrut encore au fil des nouvelles incursions dans les montagnes et des achats. La création d'une armée d'esclaves au service d'un souverain avait des précédents dans les annales de l'Islam : une mesure identique avait été prise par le calife abbasside al-Muʿtaṣim et par le Sultan du Dārfūr au XVIIIe siècle. Cela n'allait pas sans inquiéter sérieusement les guerriers traditionnels, c'est-à-dire l'aristocratie fundj, et celle-ci se révolta sous le règne de Bāḍī III (le Rouge, 1692-1716). Bien que le Sultan parvînt à contenir la révolte, l'aristocratie fundj n'en fut pas moins capable d'affirmer son pouvoir et elle déposa le fils de Bāḍī III, Unsa III, accusé de mener une vie dissolue. Cet événement marqua la fin de la lignée directe de ʿUmāra Dunḳus. Le prince Nūl succéda en 1720 à Unsa III.

En dépit de l'intervention de l'aristocratie fundj, l'État continuait à reposer sur cette armée d'esclaves. Une autre crise s'ouvrit sous le règne de Bāḍī IV

22. J. Bruce, 1805, vol. VI, p. 368.
23. Aḥmad b. al-Ḥadjdj Abū 'l-ʿAlī, 1961, p. 9-10; Y. F. Hasan, 1972, p. 68; R. S. O'Fahey et J. L. Spaulding, 1974, p. 61-63.
24. Certains historiens ne sont pas d'accord sur les relations existant entre les Fundj et les Taḳali à l'époque. La première théorie, selon laquelle il s'agissait d'une relation de vassalité, a été contestée par J. Ewald, 1983, p. 10.

Abū Shullūkh (1721-1762), le dernier des véritables souverains fundj. Dans la première partie de son règne, considéré comme « juste et prospère », Bāḍī IV laissa les affaires de l'État aux mains de son ministre Dōka. À la mort de celui-ci, il condamna au bannissement les *ahl al-usūl* (les hommes de haute lignée et de rang élevé) et, avec l'appui de l'armée d'esclaves nūba et de réfugiés fūr, il exerça un pouvoir arbitraire. Pour se débarrasser des notables fundj qui s'opposaient à lui, Bāḍī les envoya faire la guerre aux Musabba'āt qui avaient empiété sur les territoires fundj dans le Kordofān. Après quelques revers, l'armée fundj, sous le commandement de Muḥammad Abū Likaylik, remporta une victoire décisive en 1747. Par la suite, Abū Likaylik conserva le commandement des forces fundj au Kordofān et en fut le vice-roi pendant quatorze ans[25].

Entre-temps, les Fundj avaient mené deux guerres contre l'Éthiopie; elles avaient été principalement déclenchées par des conflits frontaliers mais ni l'une ni l'autre ne modifia radicalement la situation. L'histoire des relations entre Fundj et Éthiopiens offre de nombreux exemples de coopération positive et d'interdépendance économique. Pour les chrétiens d'Éthiopie, Sennār représenta pendant longtemps la seule ouverture continentale sur le monde extérieur. C'est par là qu'arrivaient leurs évêques d'Égypte et c'est là qu'ils vendaient ou achetaient des marchandises aux négociants. C'est par là également que les missionnaires chrétiens d'Europe arrivaient jusqu'en Éthiopie — le pays du prêtre Jean.

La première guerre d'Éthiopie éclata au début du XVIIe siècle. Après avoir été déposé, le sultan ʿAbd al-ḳādir se vit accorder l'asile politique par l'empereur d'Éthiopie Susenyos qui le nomma gouverneur de Chelega, d'où l'on pouvait surveiller les mouvements des caravanes le long de la frontière. Le Sultan fundj qui régnait alors s'en inquiéta car, en dépit d'échanges de présents entre l'Empereur et Bāḍī Ier, les relations s'étaient détériorées et la frontière était le théâtre d'escarmouches et d'enlèvements d'esclaves. Les incidents de frontière s'aggravèrent en 1618 et 1619; un grand nombre de soldats, dont quelques-uns étaient armés de mousquets, y participaient. Comme les deux souverains menaient cette guerre loin de leur capitale, elle ne constituait une menace grave ni pour l'un ni pour l'autre. Elle se termina néanmoins en faveur de l'Éthiopie[26].

La deuxième guerre d'Éthiopie commença par des incursions dans la région de Ḳalābāt-Dinder destinées à imposer la levée de tributs. En mars 1744, Iyasu II marcha, à la tête d'une importante armée éthiopienne, sur Sennār. Les deux armées se livrèrent une bataille rangée sur les rives du Dinder au cours de laquelle les Éthiopiens furent mis en déroute, leur empereur n'ayant pu échapper à la mort que de justesse. Le mérite de cette victoire éclatante de l'armée fundj fut attribué au prince des Musabba 'āt, Khamīs Djunḳul, et à ses partisans qui s'étaient réfugiés à Sennār. Bien que les rela-

25. Aḥmad b. al-Ḥadjdj Abū 'l-ʿAlī, 1961, p. 9-10; P. M. Holt, 1961, p. 20-22; Y. F. Hasan, 1972, p. 71-77.
26. W. Aregay et S. H. Selassie, 1971, vol. VI, p. 65-66.

tions entre Sennār et Gondar soient restées tendues pendant de nombreuses années, les routes commerciales restèrent ouvertes. La victoire des Fundj fut célébrée par Bāḍī IV et ses sujets avec une grande ferveur religieuse. Elle eut des échos jusqu'à Istanbul et l'on raconte que le calife ottoman se serait déclaré « heureux de la victoire de l'islam »[27].

Les progrès de l'islam

L'instauration du Sultanat fundj-ʿabdallābi donna au pays une certaine unité et une certaine stabilité qui facilitèrent la pénétration de l'islam. Ce fut l'œuvre de lettrés musulmans, qui transmirent les préceptes de l'islam et firent connaître le mysticisme *ṣūfī*. Ils étaient bien accueillis par les souverains qui les encourageaient à venir s'installer dans le pays. Jusqu'alors, l'islam ne s'était répandu que par l'intermédiaire de deux groupes : les commerçants pour une part, mais surtout les Arabes nomades. Les premiers, avec lesquels les contacts se maintinrent pendant plus de neuf siècles, agissaient en propagateurs de l'islam. Le commerce et le prosélytisme sont toujours allés de pair en marge des sociétés islamiques. Les seconds, bien qu'ils fussent peu versés dans la doctrine islamique et qu'ils n'aient guère été animés par un zèle religieux, ont joué un grand rôle dans l'expansion de l'islam, notamment par leurs mariages avec des Soudanais autochtones. L'islamisation était le corollaire normal de l'arabisation[28]. L'action des uns et des autres était parfois renforcée par celle de quelques maîtres.

Au cours de la première période fundj, le nombre de ces maîtres devait augmenter ; ils venaient d'Égypte, du Hedjaz, du Yémen et du Maghreb. Toutefois, la plupart d'entre eux étaient nés dans le pays et ils étaient quelques-uns à avoir étudié au Caire ou dans d'autres lieux saints. Au milieu du XVIe siècle, Maḥmud al-ʿArakī, le premier lettré musulman soudanais, créa à son retour du Caire dix-sept écoles sur le Nil blanc. Vers 1570, Ibrāhīm al-Būlād ibn Djābir, un descendant de Ghalām Allāh ibn ʿAyd, fut le premier à fonder son enseignement sur les deux manuels malékites : le *Risāla* d'Abū Zayd al-Ḳayrawānī, et le *Mukhtasar* de Khalīl ibn Isḥāḳ. Cet enseignement fut à l'origine de la prédominance du rite malékite dans la région qui fut encore renforcée par l'influence culturelle du Maghreb et du *Bilād al-Sūdān*, où l'école malékite tenait la première place.

Les premiers lettrés musulmans cherchaient avant tout à enseigner la loi musulmane, la *sharīʿa*, et son application. Leurs efforts pour transmettre un enseignement orthodoxe et pour élever le niveau de la connaissance religieuse se heurtaient à de graves difficultés, dans un pays étendu, isolé et arriéré. L'islam orthodoxe, avant d'y prendre racine, avait été précédé par un islam plus populaire et moins exigeant.

27. *Ibid.*, p. 67-68, Aḥmad b. al-Ḥadjdj Abū 'l-ʿAlī, 1961, p. 21-22.
28. J. S. Trimingham, 1949, p. 82.

La plupart des *ṣūfī tarīḳa*, ou ordres religieux, sont venus du Hedjaz. Le premier, et peut-être le plus populaire, fut la Ḳādirīyya, fondé par ʿAbd al-ḳādir al-Djīlānī (1077-1166), de Bagdad. Il fut introduit au Soudan par Tʿādj al-Dīn al-Baḥārī, lui aussi de Bagdad, qui vint de La Mecque en 1577 sur l'invitation d'un marchand soudanais qui y était allé en pèlerinage. Il demeura sept ans dans la Gezira, au cours desquels il initia à la Ḳādirīyya de nombreuses personnalités soudanaises (parmi lesquelles le *shaykh* ʿAdjīb Ier) qui en assurèrent le succès.

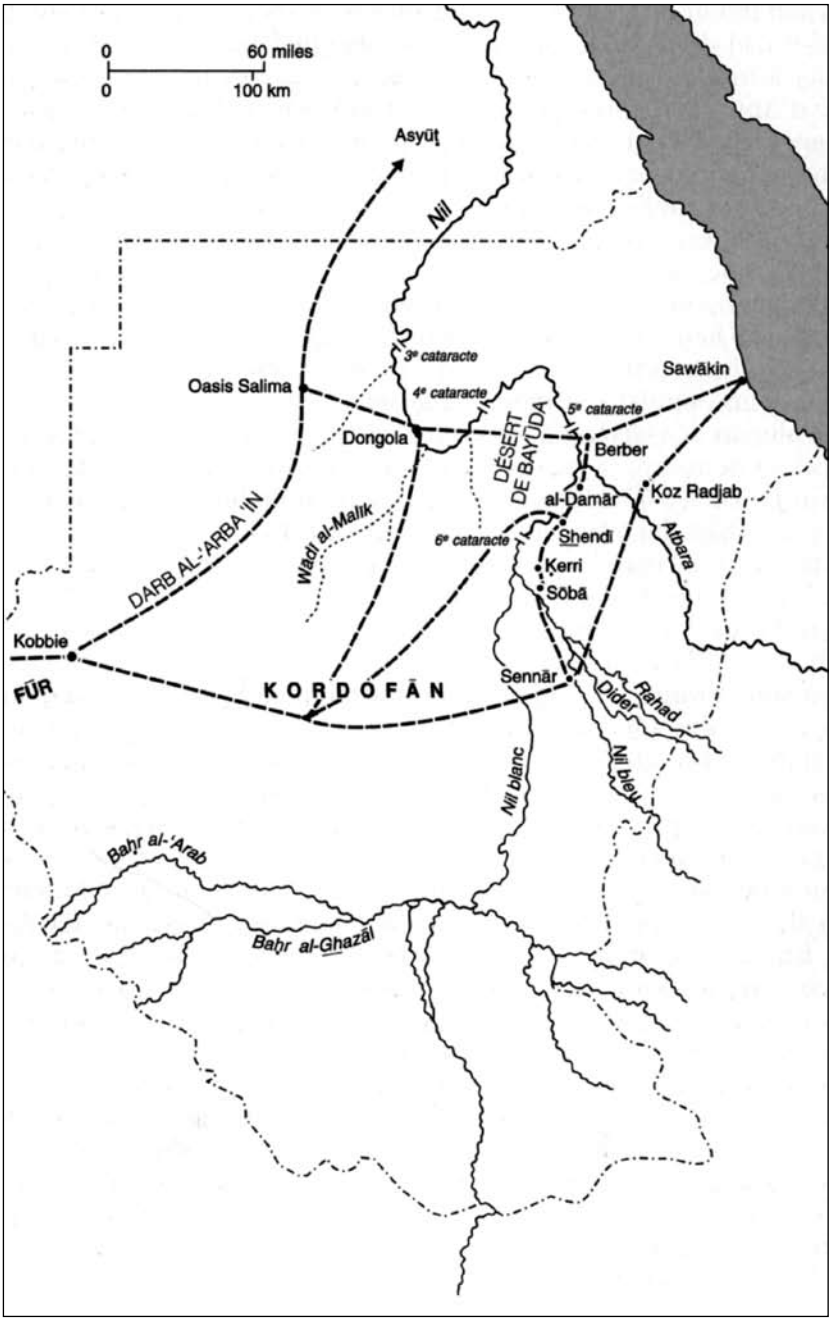
Un autre ordre, la Shādhiliyya, fut introduit au Soudan par un membre de la *ḳabīla* des Djaʿaliyyūn qui avait étudié au Hedjaz, Hamād ibn Muḥammad al-Madjdhūb (1693-1776). Cet ordre, désormais appelé Madjdhūbbiyya dans le pays, se transforma, avec le clan des Madjādhīb, en une théocratie ethnique, installée au sud du confluent de l'Atbara, région où elle joua un rôle temporel et spirituel important.

Au moment ou le soufisme commença à se répandre dans le Sultanat fundj, il avait déjà perdu beaucoup de son importance dans le monde musulman. Entaché de certaines pratiques hétérodoxes, il avait cessé d'être un moyen d'approfondir les croyances religieuses. La population, qui manquait d'une solide formation religieuse, croyait qu'une certaine *baraka* (bénédiction ou bonté) émanait des hommes saints et qu'ils jouaient un rôle d'intermédiaire entre l'homme et Dieu. Ils croyaient aussi que ces pouvoirs ou ces fonctions mystiques pouvaient être transmis aux descendants du saint homme ou se manifester après sa mort. Cette attitude conduisit à donner une grande importance au culte des saints. Les maîtres *ṣūfī* recevaient généralement des terres ou étaient exempts d'impôts et quelques-uns d'entre eux eurent une influence politique considérable, comme Idrīs wad al-Akbār et les Madjādhīb. Les souverains et leurs sujets finirent par les révérer encore plus que les juristes.

Toutefois, au XVIIe siècle, les deux fonctions, celle des religieux et celle des juristes, ne se distinguaient plus l'une de l'autre. Les juristes, devant la situation flatteuse occupée par leurs rivaux, s'efforçaient de rattacher l'enseignement du droit à l'autorité *ṣūfī*. Cette évolution était visible dans la vie quotidienne locale, puisque le titre de *fakī* (dérivé de l'arabe *faḳīh*, juriste, *pl. fuḳahāʾ*) s'appliquait sans discrimination aux juristes et aux mystiques.

Les nombreux centres religieux qu'ils créèrent et leur grande influence personnelle permirent aux *fakī* de donner une certaine stabilité et une certaine continuité à la société mouvante et hétérogène des Fundj: leur enseignement de la doctrine islamique représentait un élément unificateur et à la fidélité qui leur était témoignée se superposait une fidélité plus large à l'islam. Leur zèle missionnaire ne se limita pas au Sultanat fundj, mais rayonna jusqu'au Kordofān, au Dārfūr et à Borno. De fait, de célèbres juristes soudanais attirèrent des disciples de toute la région située entre la Gezira et le Borno[29].

29. C'est ainsi qu'al-Ḳaddal comptait 1 500 étudiants du Takrūr et Arbāb al-Khashin 1 000 étudiants de la région située entre la Gezira et le Borno.



7.3. Les routes commerciales du Soudan (d'après Y. F. Hasan).

L'islam progressa de la même manière dans le Kordofān et dans le Sultanat fūr nouvellement créé. Le Dārfūr subit l'influence de courants islamiques venus du Maghreb et du *Bilād al-Sūdān* central, puis, de plus en plus, du Royaume fundj. Ces influences se firent sentir dans le Kānem et, de là, dans toute la région, bien avant le XI[e] siècle[30].

Le commerce et l'État

Un certain nombre de grandes routes commerciales traversaient les Sultanats fūr et fundj en direction de l'Égypte et de la mer Rouge. Ces routes ont grandement contribué à resserrer les liens culturels et économiques de la région avec le monde extérieur. D'une manière générale, le commerce lointain allait de pair avec les intérêts des sultans fundj et fūr, comme de la plupart des souverains de la zone soudanaise. Il bénéficiait de leurs encouragements et de leur protection. Les esclaves, l'or, les plumes d'autruche et autres produits de l'Afrique s'échangeaient contre de fines étoffes de coton, des bijoux, des armes et divers autres articles de luxe. Outre les droits de douane qu'ils percevaient au passage, les sultans avaient besoin d'objets de luxe pour entretenir leur prestige et récompenser leurs fidèles partisans.

Le commerce extérieur se faisait le long de deux grands axes orientés ouest-est et sud-nord. Le premier reliait le Borno-Wadai à Sennār par Kobbie — principal centre commercial du Dārfūr — et le Kordofān. De là, il desservait Ḳoz Radjab et Sawākin, soit directement, soit en passant par Shandī. Sur cette voie, dite la route du Soudan, circulaient les marchandises mais aussi des pèlerins musulmans.

Par cette route, le Soudan oriental s'ouvrait aux influences culturelles du Soudan occidental et de l'Afrique du Nord. Elle était suivie par les lettrés musulmans africains qui entretenaient des relations étroites avec la vallée du Nil et le Hedjaz. Son point de départ semble avoir été le Dārfūr qui attirait aussi les pèlerins des pays situés à l'ouest du lac Tchad. Au début du XIX[e] siècle, elle traversait la ceinture soudanaise jusqu'au Fouta Toro à l'ouest. Parce qu'elle était beaucoup plus courte et qu'elle entraînait moins de frais de voyage que d'autres itinéraires, elle était également empruntée par les pèlerins qui n'avaient pas les moyens de traverser le désert égyptien en compagnie des caravanes. La plupart d'entre eux voyageaient à pied, vivant de charité et jouissant de la protection du peuple musulman. Certains d'entre eux, parmi lesquels des lettrés, s'installèrent dans l'est du Soudan, mais il ne faut pas les confondre avec certains mouvements migratoires de peuples de l'Afrique occidentale, comme les Fulbe qui avaient créé des communautés importantes, notamment dans le Dārfūr, au début du XIX[e] siècle. Ces pèlerins semblent avoir eu une activité commerciale importante en cours de route, vendant des ânes, des livres et autres marchandises. Ils inscrivaient aussi des formules sur des amulettes.

30. Y. F. Hasan, 1971 ; Ibn Dayf Allāh Muḥammad ʿAbd Nur, 1973, p. 3-23.

La seconde route commençait à Sennār, d'où des caravanes partaient deux fois par an pour l'Égypte. Elle passait par Ḳerri (et plus tard par Halfāyat al-Mulay), traversait directement le désert de Bayūda (ou partait d'un point situé plus en aval sur le Nil) et gagnait Asyūt, en Haute-Égypte, par Dongola et Salima. Toutefois, en raison des troubles provoqués par le soulèvement des Shayḳīyya au XVIIIe siècle, elle fut abandonnée au profit d'une autre qui longeait la rive orientale du fleuve. Celle-ci partait de Sennār, passait par Shandī et al-Damār, franchissait l'Atbara et gagnait Berber, puis traversait le désert de Nubie sous la protection des Arabes 'abābda pour aboutir à Isna, en Haute-Égypte.

Dans l'oasis de Salima, la route du Nil rejoignait la *Darb al-'Arbaʿīn*, ou route des Quarante Jours, principale artère du commerce fūr avec l'Égypte qui, elle, partait de Kobbie, passait par Suwaynī, le dernier poste-frontière des Fūr, et rejoignait Asyūt par le désert en passant par les oasis de Salima et de Khārdja. Une autre route se dirigeait vers le nord-ouest en direction de Tripoli et de la Tunisie, en passant par le Fezzān[31].

Grâce à son vaste arrière-pays et à sa position stratégique, Sennār devint un important centre commercial. Dans la description qu'il en donne en 1701, le père Krump écrit: « De toute l'Afrique, du moins pour ce qui est des pays maures, Sennār est peut-être la plus grande cité commerciale. Les caravanes y arrivent sans cesse, du Caire, de Dongola, de Nubie, de l'autre rivage de la mer Rouge, d'Éthiopie, du Dārfūr, du Borno, du Fezzān et d'autres royaumes. C'est une cité libre et les hommes de toutes nationalités et de toutes religions peuvent y vivre sans empêchement d'aucune sorte[32]. »

La plupart des étrangers qui se rendaient à Sennār étaient des marchands, quelques-uns des artisans. Il semble que la plus grande partie du commerce ait été aux mains des Soudanais nilotiques *djallāba* (commerçants). Agents intermédiaires entre Sennār et l'Égypte, les Danāḳia et les Djaʿaliyyūn de Shandī acquirent une expérience commerciale et des capitaux suffisants pour s'aventurer vers de nouveaux territoires. Les *djallāba*, par leur esprit d'entreprise, jouèrent aussi un rôle important dans le commerce fūr et ont été à l'origine du développement de centres commerciaux au Dārfūr. Si les *djallāba* du Soudan et de Haute-Égypte étaient les principaux bailleurs de fonds du commerce lointain, ce commerce, son organisation et sa protection relevaient, semble-t-il, de l'autorité des sultans de chacun des pays. Parfois, les sultans envoyaient leurs propres caravanes au Caire[33]. Au Dārfūr, le commerce lointain était plus ou moins soumis au contrôle de l'État. C'est grâce à ces caravanes commerciales que le Sultanat fūr se fit mieux connaître du monde extérieur.

La prédominance commerciale de Sennār devait souffrir de la rivalité entre Fundj et Fūr, qui se disputaient le Kordofān, et des raids des Shilluk, qui compromettaient la sécurité sur la route de Kobbie (al-ʿObeyd) à

31. R. S. O'Fahey et J. L. Spaulding, 1974, p. 6-9; P. M. Holt, 1961, p. 12-14; Y. F. Hasan, s. d. et 1977; U. al-Naqar, 1972, p. 92-113.
32. T. Krump, 1710.
33. R. S. O'Fahey et J. L. Spaulding, 1974, p. 68.

Sennār. C'est pourquoi les caravanes préférèrent prendre la direction du nord, vers Shandī[34]. Quand Bruce passa dans cette ville, en 1773, c'était un grand centre commercial, régi de façon autonome par Saʿdāb Djaʿaliyyūn[35]. Au début du XIXe siècle, Shandī avait acquis une telle importance qu'elle avait, d'après Burckhardt, supplanté Sennār comme grand rendez-vous des caravanes nubiennes et lieu d'échange entre Fūr et Éthiopiens[36].

À l'est, les ḥadāriba de Sawākin pratiquaient aussi le commerce lointain, notamment entre la mer Rouge et le Nil. Ils achetaient des produits africains et des esclaves à Shandī et les échangeaient contre des produits venus de l'Inde à Sawākin, qui était le marché d'esclaves le plus important après Le Caire et Massawa[37].

L'acheminement des esclaves vers le nord par le Nil était un phénomène ancien. Les Arabes le pratiquèrent à leur tour quand ils conclurent le traité de Baḳt avec les Nubiens. Quatre cents esclaves étaient expédiés chaque année de Nubie et le monde arabe commença à les apprécier comme domestiques. Excellents archers, ils formaient des unités combattantes très prisées. Les Toulounides (868-935), les Ikhshidides (935-969) et les Fatimides (969-1171) d'Égypte recherchaient les esclaves noirs pour les enrôler dans les rangs de leurs armées.

Il en résulta une augmentation de la demande d'esclaves noirs. Cependant la Nubie, étant donné la faible densité de sa population, ne pouvait répondre aux besoins du monde musulman et les commerçants arabes durent puiser à d'autres sources au sud et au sud-ouest de cet État. C'est ainsi que les Arabes (le terme, utilisé sans précision, englobe les Arabes et leurs sujets) contribuèrent à relancer le commerce des esclaves et à lui donner une importance qu'il conserva jusqu'aux dernières décennies du XIXe siècle. Les esclaves furent d'abord des Nubiens et des Bēdja puis, avec l'accroissement de la demande, ils furent importés du Kordofān, du Dārfūr et, progressivement, du Baḥr al-Ghazāl, du Borno-Wadai et d'autres territoires du *Bilād al-Sūdān* central. Les esclaves offerts sur le marché de Shandī à la fin du XVIIIe siècle comprenaient des Éthiopiens, des Nūba du Kordofān ou étaient originaires du Dārfūr, du Borno et du Dār Silla.

Les esclaves devaient leur état aux conquêtes, enlèvements ou achats, et le rôle des négociants arabes a été différent selon l'époque et le lieu. Toutefois, il semble bien que, dans l'ensemble, les commerçants arabes ne se soient pas procuré directement les esclaves (sauf au XIXe siècle) mais qu'ils se soient surtout adressés à des fournisseurs ou à des intermédiaires locaux. Les commerçants et leurs fournisseurs tiraient pleinement parti des coutumes et des institutions anciennes qui se prêtaient à leur négoce. Les marchands arabes étaient dans l'ensemble satisfaits lorsqu'ils pouvaient se

34. J. L. Burckhardt, 1819, p. 321-322.
35. J. Bruce, 1805.
36. J. L. Burckhardt, *op. cit.*
37. On trouvera une étude plus détaillée de cette question dans Y. F. Hasan, s. d. et 1977; R. S. O'Fahey, 1970; J. L. Spaulding, 1971, p. 150; T. Walz, 1975.

procurer des esclaves par des moyens pacifiques en échange des produits qu'ils colportaient.

La demande extérieure d'esclaves noirs destinés aux armées se réduisit à l'époque des Ayyubides (1172-1251) qui congédièrent leurs troupes noires pour les remplacer par des esclaves blancs. Les Mamluk pratiquèrent la même politique (1251-1517) et sous leur administration, l'armée fut presque uniquement composée d'esclaves blancs.

Toutefois, la demande de soldats noirs se maintenait dans certaines autres régions, notamment dans les jeunes Sultanats fundj et fūr, où ces esclaves constituaient l'essentiel de l'armée. Au XIXe siècle, Muḥammad ʿAlī Pasha, vice-roi d'Égypte, recruta d'abord des esclaves noirs pour se constituer une nouvelle armée. La plupart d'entre eux furent achetés au Soudan. Le vice-roi renonça à son projet de constituer une armée de Noirs mais, pendant tout le XIXe siècle, l'armée égyptienne compta encore un important contingent de soldats soudanais.

Le déclin du Sultanat fundj

La décadence commerciale manifeste de Sennār s'était accompagnée d'un déclin politique. Avec l'aggravation des mesures répressives prises par Bāḍī IV, certains membres de l'aristocratie fundj qui avaient accompagné Abū Likaylik au Kordofān, et dont les familles avaient été très douloureusement touchées, persuadèrent le général de déposer le Sultan. Abū Likaylik entra à Sennār avec son armée, déposa Bāḍī et le remplaça, en 1762, par son fils Nāṣir. Le succès remporté par la révolte de Likaylik marque une date importante dans l'histoire du Sultanat. Le *shaykh* Muḥammad Abū Likaylik et ses successeurs, les *wazir*, devinrent dès lors les souverains héréditaires réels ou les régents de l'État jusqu'à sa chute. Les sultans fundj n'étaient plus que des marionnettes entre les mains des régents hamadj. Le chroniqueur fundj résume bien ce déplacement du pouvoir : Bāḍī, écrit-il, « fut le dernier roi maître du pouvoir et avec lui prit fin la véritable monarchie. Après lui, le pouvoir de lier et de délier passa aux Hamadj[38] ».

Le terme de Hamadj était appliqué par les Arabes soudanais à certains peuples anciens de Gezira qui, bien que considérés comme des descendants des Djaʿalī, n'étaient ni des Fundj, ni des Arabes. L'hégémonie hamadj, sous la conduite d'Abū Likaylik, représente probablement la résurgence d'un ancien peuple qui avait été arabisé et islamisé[39].

À la mort d'Abū Likaylik, vers 1777, les rois fundj conspirèrent avec les gouverneurs des provinces, notamment les ʿAbdallābi, pour chasser leurs régents. Les descendants d'Abū Likaylik, se disputant le pouvoir entre eux, se trouvaient dans une situation difficile. En fait, les cinquante dernières

38. J. L. Burckhardt, 1819, p. 310.
39. Aḥmad b. al-Ḥadjdj Abū 'l-ʿAlī, 1961, p. 21 ; R. S. O'Fahey et J. L. Spaulding, 1974, p. 94.

années du Sultanat fundj furent marquées par des intrigues, des révoltes et des guerres civiles entre factions rivales.

Dans le Nord, l'autorité des chefs ʿAbdallābi sur la vallée du Nil déclinait aussi : les Saʿdāb de Shandī et les Madjādhīb d'al-Damār étaient devenus pratiquement autonomes. Les guerriers shayḳiyya, qui dominaient la région de Dongola, étaient constamment attaqués par les Mamluk d'Égypte. En 1811, ces derniers échappèrent au massacre organisé par Muḥammad ʿAlī, établirent un camp à Dūnḳūla al-ʿUrdī et combattirent les Shayḳīyya. À l'ouest, les Fundj, harcelés par le Sultanat fūr, finirent par être chassés du Kordofān. Lorsque les forces turco-égyptiennes approchèrent de Sennār en 1821, le Sultanat était trop faible pour opposer la moindre résistance.

Le Sultanat fūr

Le Sultanat fūr était l'un des États islamiques de la zone de savane du *Bilād al-Sūdān*, situé aux confins occidentaux du *Bilād al-Sūdān* oriental. À l'ouest, il était séparé du sultanat de Wadai par un certain nombre de petits royaumes semi-indépendants, dont les deux sultanats se partageaient l'allégeance. À l'est, les plaines du Kordofān, qui séparaient les Sultanats fūr et fundj, étaient l'enjeu d'un conflit d'ordre essentiellement économique entre les deux États. Les Mussaba'āt, cousins des sultans fūr, étaient aussi à couteaux tirés avec les États rivaux et tentaient de consolider leur domination sur le Kordofān. Le désert de Libye au nord et le Baḥr al-ʿArab au sud limitaient l'État par des frontières naturelles. La région centrale, dominée par le Djabal Marra, berceau du Sultanat fūr, était le carrefour de nombreuses routes commerciales, sources de prospérité économique et voies d'influences culturelles et de migrations humaines.

Les origines du Sultanat fūr sont mal connues, du fait de la rareté des sources écrites. Selon la tradition orale, l'État fūr a été précédé par deux dynasties autochtones, celles des Dādjū et des Tundjūr. Le royaume Dādjū fut à son apogée aux XIIIe et XIVe siècles. Au début du XVe siècle, les Dādjū perdirent la maîtrise du commerce et les Tundjūr leur succédèrent. Ces derniers imposèrent leur autorité d'abord sur la région centrale puis, peu à peu, sur le Dārfūr et certaines parties du Wadai[40].

Ce fut probablement sous le règne des Tundjūr (environ 1400-1600) que l'influence de l'islam se fit sentir dans la région pour la première fois. Elle était due aux nombreux contacts commerciaux noués avec le monde musulman et à la pénétration d'immigrants arabes[41]. Cependant, l'islamisation véritable de la région ne commença qu'avec la création du Sultanat fūr, au début du XVIIe siècle.

40. Y. F. Hasan, 1972, p. 72-82.
41. *Ibid*., p. 82-85 ; P. M. Holt, 1961 ; R. S. O'Fahey et J. L. Spaulding, 1974, p. 121.

Le Sultanat devait son nom aux Fūr, communauté soudanaise qui vivait aux alentours du Djabal Marra et qui, par ses origines, se rattachait peut-être aux peuples de l'ouest du Baḥr al-Ghazāl. On ne sait pas exactement pourquoi les Fūr sont descendus de leur montagne pour s'installer dans la savane.

Selon R. S. O'Fahey, le Sultanat fūr, comme les autres États islamiques de la zone soudanaise, est le résultat du commerce lointain. Il s'est constitué par suite de l'intensification des échanges le long de la route des Quarante Jours[42]. De nombreux spécialistes ont noté que l'expansion de l'islam était associée au commerce ; dans le cas du Sultanat fūr, il a joué un rôle important dans le développement de l'État lui-même et le renforcement de ses contacts avec les peuples voisins.

Le Sultanat kayra dura de 1640 environ à 1874. Il fut rétabli en 1898, puis finalement annexé par le Soudan anglo-égyptien en 1916. Sulaymān Solongdungu en fut probablement le fondateur historique (environ 1640-1660). Il a laissé le souvenir d'un conquérant qui a chassé les Tundjūr et annexé la région située autour du Djabal Marra. Dans ses campagnes, il était secondé par des groupes arabes, notamment des nomades éleveurs de chameaux et de bétail, comme les Ḥabāniyya, les Maʿāliyya, les Rizayḳāt et les Misayriyya.

La politique d'expansion et de consolidation amorcée par Sulaymān Solongdungu fut poursuivie par ses successeurs qui progressèrent en direction du nord et du nord-ouest. Aḥmad Bukr b. Mūsā (environ 1682-1722) annexa l'État du Dār Ḳimr à l'importance stratégique. Cette expansion mit la dynastie kayra en contact avec les Zaghāwa dont les territoires devinrent une source de conflits entre les sultanats du Wadai et du Dārfūr. Les Kayra consolidèrent leur position dans le Dār Zaghāwa par des mariages et par leur appui à certains des groupes en lutte. Les conflits pour la possession des territoires frontaliers se terminèrent en faveur du Sultanat kayra, et le Wadai continua à payer le tribut qu'il versait antérieurement aux rois tundjūr. Toutefois, le sultan Yaʿḳūb refusa de le payer, envahit le Dārfūr et pénétra jusqu'à Kabkābiyya, important centre commercial. Après deux années de préparatifs militaires, durant lesquelles il put se procurer des armes, notamment des armes à feu, au Caire, Bukr chassa les envahisseurs hors du pays[43].

Jusqu'à la fin du XVIIIe siècle, l'histoire politique du Dārfūr a été dominée par la lutte entre deux factions de la dynastie kayra : les sultans, qui cherchaient à centraliser le pouvoir entre leurs mains, et les autres princes, qui voulaient renforcer les pouvoirs de la dynastie dans son ensemble. Ce conflit avait éclaté parce que le sultan Bukr avait exprimé la volonté que chacun de ses fils lui succède l'un après l'autre. Or il n'avait pas moins d'une centaine d'enfants, dont cinq montèrent sur le trône fūr. Son premier successeur, Muḥammad Dawra, commença par éliminer ses frères ou par les exiler dans le Djabal Marra. Puis il désigna son propre fils, Mūsā, pour lui succéder. Cependant, il changea bientôt d'avis et remplaça Mūsā par le plus

42. R. S. O'Fahey, 1971, p. 87.
43. R. S. O'Fahey et J. L. Spaulding, 1974, p. 126-128 ; Y. F. Hasan, 1972, p. 86-88.

jeune frère de celui-ci, ʿUmar Lei. Mūsā répondit en se révoltant contre son père. Lorsque ʿUmar Lei arriva au pouvoir, l'hostilité s'accrut entre lui et ses oncles, les fils de Bukr. Sulaymān ibn Aḥmad Bukr alla se réfugier auprès des Musabbaʿāt qui, après avoir vainement essayé de s'emparer du trône kayra, durent émigrer au Kordofān. Sulaymān ne parvint pas à s'assurer l'appui des Mussabaʿāt et pas davantage celui du Sultan du Wadai. Mais ces entreprises conduisirent ʿUmar Lei à envahir le Wadai vers le milieu du XVIII[e] siècle. Après de violentes batailles, le Sultan du Wadai, Muḥammad Djawda, défit l'armée fūr et captura le Sultan.

Le conflit se poursuivit pendant le règne du sixième sultan, Abū 'l-Ḳāsim b. Aḥmad Bukr. Pour renforcer sa propre position, il combattit ses frères et recruta une armée d'esclaves plutôt que de faire appel aux guerriers traditionnels. De cette façon, « il s'aliéna définitivement les hommes libres de son pays en leur préférant des esclaves, en comblant ceux-ci de richesses et de postes honorifiques[44] ».

De nombreux dignitaires s'insurgeaient contre l'idée que l'autorité du Sultan puisse dépendre d'une armée d'esclaves. De fait, il se produisit une tension analogue à celle qu'avait connue le Sultanat fundj sous le règne de Bāḍī IV.

Au cours de la bataille qu'il livra aux troupes du Wadai, Abū 'l-ḳāsim fut abandonné par les chefs de guerre traditionnels et leurs hommes, et il resta seul avec ses esclaves. Il perdit cette bataille et fut blessé. La vieille noblesse fūr et les guerriers traditionnels proclamèrent un nouveau sultan, Muḥammad Tayrāb ibn Aḥmad Bukr, qui suivit l'exemple de ses prédécesseurs et constitua à son tour une armée permanente d'esclaves, la *kurkwā* (le corps des lanciers, en fūr). Des esclaves turundj des monts Nūba, les Dading du Dār Tama et d'autres encore y furent incorporés. L'un des membres de la *kurkwā*, l'eunuque Muḥammad Ḳurra, devint l'un des premiers chambellans du roi. Plus tard, il obtint une distinction plus importante encore et fut nommé *āb shaykh*, poste auquel était attachée une grande autorité[45].

Faute de pouvoir s'étendre vers l'ouest aux dépens de son redoutable ennemi, le Sultan du Wadai Tayrāb conclut avec lui un traité qui resta en vigueur pendant une centaine d'années. Il se tourna alors vers l'est, contre les Musabbaʿāt qui devaient avoir repris le contrôle du Kordofān après le retrait d'Abū Likaylik en 1761-1762. Ce changement de direction devait avoir d'autres motifs. Tayrāb voulait empêcher les Mussabbaʿāt d'arriver à constituer un État fort dans le Kordofān. Mais il avait peut-être aussi des motifs d'ordre économique et voulait avoir la haute main sur les routes commerciales ainsi que sur les réserves d'esclaves et d'or du Kordofān méridional. L'arrivée d'un grand nombre de *djallāba*, connus pour leur esprit d'entreprise, et de nombreux maîtres religieux venant du Sultanat fundj tout comme la multiplication des liens commerciaux avec l'Égypte avaient peut-être inspiré la décision du Sultan. Son objectif immédiat était

44. G. Nachtigal, 1971, vol. IV, p. 285.
45. R. S. O'Fahey et J. L. Spaulding, 1974, p. 129-137 et 171-175 ; Y. F. Hasan, 1972, p. 87-88.

probablement de chasser du Dārfūr ses frères et les autres membres de la vieille noblesse fūr afin de permettre à son fils Ishāḳ de prendre sa succession. À la tête d'une importante armée, Tayrāb attaqua Hāshim, Sultan du Kordofān. Celui-ci, abandonné par son armée, se réfugia dans le Sultanat fundj, tandis que le Kordofān restait aux mains des Fūr, et devait le rester jusqu'à la conquête turco-égyptienne. Tayrāb lui-même mourut à Bara.

La succession donna lieu à une lutte entre les partisans d'Ishāḳ et ses oncles, les fils d'Aḥmad Bukr. Muḥammad Ḳurra réussit à gagner l'appui de la deuxième faction pour ʿAbd al-Raḥmān, le plus jeune fils d'Aḥmad Bukr. ʿAbd al-Raḥmān était un jeune homme pieux et instruit qui n'avait ni relations avec les tribus, ni l'appui des nouvelles forces de l'État. Il sortit vainqueur de la guerre civile. Le nouveau sultan récompensa Muḥammad Ḳurra en le nommant *āb shaykh*, rang qui n'était inférieur qu'à celui du sultan. De 1790 environ à 1804, Muḥammad ḳurra fut l'homme fort de l'État[46].

Pour marquer sa victoire, ʿAbd al-Raḥmān construisit, en 1741-1742, une nouvelle résidence royale (*fāshir*) à Khor Tandalti, à l'est du Djabal Marra. Jusqu'alors, les sultans fūr n'avaient pas de capitale fixe. L'établissement d'une telle capitale à al-Fāshir et la consolidation des forces de centralisation et d'islamisation sous le règne de ʿAbd al-Raḥmān marquèrent l'apogée du Sultanat kayra. Ce règne vit se resserrer les liens avec l'extérieur, grâce au commerce et à l'arrivée de maîtres religieux. L'État tirait profit des courants d'échanges qui empruntaient la route des Quarante Jours. G. W. Browne, qui voyageait au Dārfūr entre 1793 et 1796, décrit ainsi le rôle de son dirigeant : « Le roi est le principal commerçant du pays : il fait non seulement transporter une grande quantité de ses propres marchandises par chaque caravane qui se rend en Égypte, mais il fait aussi vendre dans les pays voisins du Soudan, par ses esclaves et ses hommes, et pour son propre compte, des marchandises importées d'Égypte[47]. »

Les sultans utilisaient le commerce pour affermir leur situation politique, en achetant des armes, des armures et des produits de luxe pour récompenser la fidélité de leurs subordonnés et de leurs alliés.

L'infiltration des Djaʿalīyyūn et des Danāḳia stimula le commerce et la religion. ʿAbd al-Raḥmān échangeait des présents avec le Sultan ottoman qui lui conféra le titre honorifique de *al-Rashīd* (le Juste). Il correspondit aussi avec Bonaparte en 1799, lors de l'occupation française de l'Égypte.

L'adoption de l'islam se fit probablement beaucoup plus lentement au Dārfūr que dans le Sultanat fundj. Elle s'accéléra à partir du XVIIIe siècle. On attribue au sultan Sulaymān Solongdungu l'adoption de l'islam comme religion de la cour et l'introduction de pratiques religieuses islamiques. Certaines familles religieuses du Dārfūr affirment que leurs ancêtres se sont installés dans le Sultanat sous le règne de Sulaymān. Toutefois, les

46. P. M. Holt, 1961, p. 26-28 ; R. S. O'Fahey et J. L. Spaulding, 1974, p. 134-140 ; Y. F. Hasan, 1972, p. 91.
47. G. W. Browne, 1799, p. 301.

religions africaines, avec leurs rites et leurs pratiques, coexistèrent pendant un certain temps avec l'islam à la cour de Kayra[48]. Par la suite, l'influence de l'islam fut encouragée par Aḥmad Bukr qui fit construire des mosquées et des écoles, pendant que Muḥammad Tayrāb faisait venir des livres religieux d'Égypte et de Tunisie. ʿAbd al-Raḥmān al-Rashīd, lui-même un érudit musulman, encouragea les juristes et les mystiques des autres pays à venir s'installer dans son sultanat. Ce fut le cas, notamment, de l'Arabe tunisien, ʿUmar al-Tunisi, suivi bientôt par son fils Muḥammad dont la description du Dārfūr est l'une des principales sources de l'histoire de ce pays[49]. D'autres savants arrivèrent d'Égypte, du Hedjaz, du Soudan nilotique et de l'ouest du *Bilād al-Sūdān*. C'est de cette dernière région que vint Mālik al-Futāwī qui, membre d'une famille religieuse, instruisit ʿAbd al-Raḥmān avant son accession au trône. Il devint ensuite ministre du sultan Muḥammad al-Faḍl. Étant donné que l'exécution des décisions de justice était réservée au Sultan et aux dignitaires auxquels la coutume en reconnaissait traditionnellement le droit, ʿIzz al-Dīn al-Djāmī ne fut probablement nommé *grand ḳāḍī* (juge suprême au tribunal de la *sharīʿa*) qu'à titre de conseiller.

Pour les attirer dans son pays, le Sultan offrait des terres à ceux qui enseignaient les préceptes de l'islam grâce au système de la *hakura*, ou exemption d'impôts, comme c'était le cas dans le Sultanat fundj; certains de ces personnages jouèrent un rôle de médiateur[50].

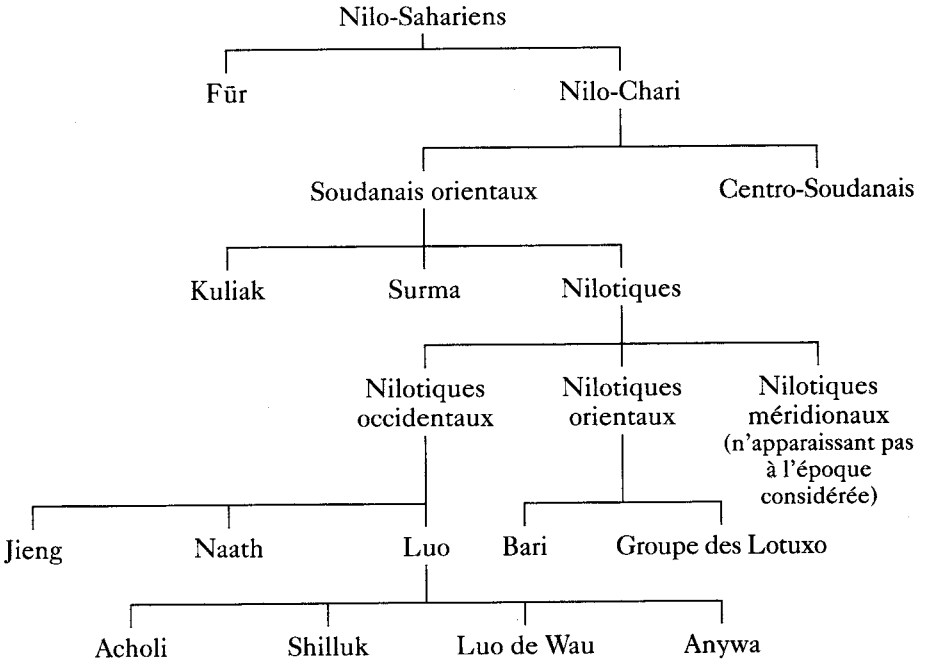
À la fin du XVIIIe siècle, il apparaît clairement que le Sultan et ses plus proches collaborateurs, qui n'étaient affiliés à aucune tribu, avaient largement contribué au développement du commerce extérieur et adopté les institutions islamiques pour l'administration du pays. Cet état de choses contribua à modifier la structure ethnique de l'État et à affaiblir les anciennes pratiques religieuses qui s'étaient maintenues pendant un certain temps. L'apparition d'une nouvelle classe de marchands, de juristes et de mystiques a facilité cette évolution. Cependant, la dynastie kayra, bien qu'ayant des ancêtres arabes, avait ses racines dans la communauté fūr. Si l'arabe était utilisé dans la diplomatie et le commerce, le fūr était resté la langue de la cour.

À la mort de ʿAbd al-Raḥmān vers 1802, son fils Muḥammad al-Faḍl lui succéda avec l'aide de Muḥammad Ḳurra. Le nouveau sultan entra bientôt en conflit avec celui-ci, dont il avait fait son propre ministre, et il le fit assassiner. Muḥammad al-Faḍl régna pendant quarante ans, et c'est au cours de cette période que s'amorça le déclin de l'État[51].

48. Y. F. Hasan, 1972, p. 90-91.
49. Muḥammad ibn ʿUmar al-Tunisi, 1965.
50. Y. F. Hasan, 1971, p. 83-85; R. S. O'Fahey, 1971, p. 87-95.
51. R. S. O'Fahey et J. L. Spaulding, 1974, p. 162-164 et 167; Y. F. Hasan, 1972, p. 95-96; R. S. O'Fahey, 1970, p. 3 et 9.

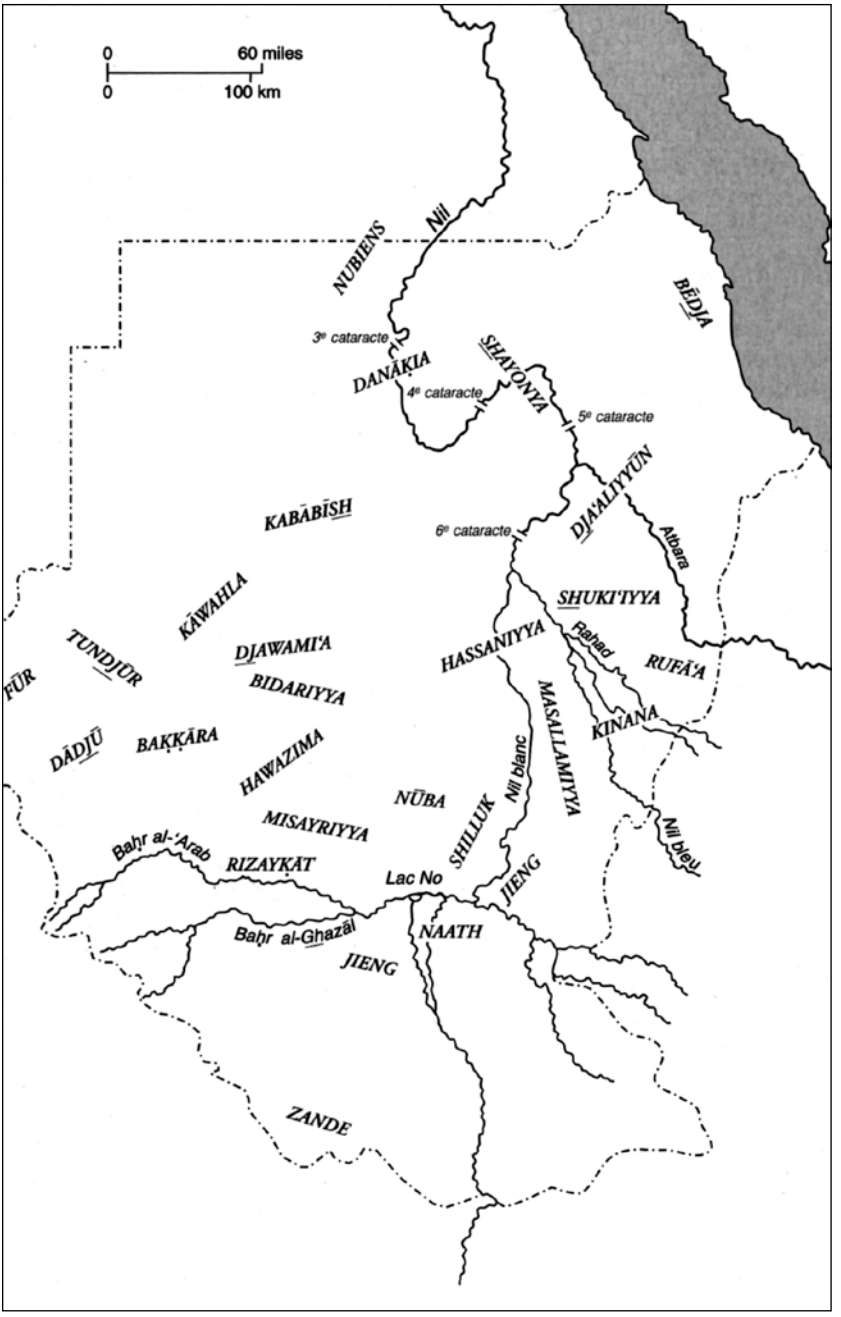
Le Soudan méridional

Malgré de sérieuses études anthropologiques entreprises par d'éminents chercheurs comme W. Hofmay, D. Westermann, C. G. Seligman, E. Evans-Pritchard et ses nombreux étudiants, et F. M. Deng sur les Jieng, les Naath, les Anywa, les Shilluk et les Azande, la recherche historique sur le Soudan méridional en est encore à ses débuts. Il en va de même des études archéologiques, généralement concentrées sur le Soudan septentrional, et de la recherche linguistique historique[52].



Cependant, certaines grandes lignes se dégagent des rares données dont nous disposons. Ainsi, des sources linguistiques font apparaître de plus en plus clairement que les cultures nilotiques et, probablement, celles du Soudan central ont leurs racines au Soudan méridional[53]. Il ressort également de ce que nous savons que la plupart des groupes linguistiques qui ont joué un rôle dans l'histoire du Soudan méridional appartiennent à la famille nilo-saharienne de Greenberg.

52. Pour une évaluation de l'étendue de notre ignorance, voir J. Mack et P. Robertshaw, 1982.
53. C. Ehret, 1982.



7.4. Les peuples du Soudan (d'après Y. F. Hasan).

Une grande partie du Soudan méridional et de l'Ouganda septentrional a probablement été occupée par des communautés parlant les langues du Soudan central jusqu'aux dernières décennies du premier millénaire, époque à laquelle la région commença à être colonisée par des peuples de langues nilotiques orientale et occidentale. En fait, l'un des grands thèmes historiques de la période qui nous intéresse est la « nilotisation » progressive des habitants du Soudan méridional qui parlaient auparavant la langue du Soudan central. Aujourd'hui, la région est occupée essentiellement par les Nilotes ; seuls les Moru et les Madi, qui vivent à l'ouest du Nil blanc, témoignent de l'ancienne présence de peuples parlant la langue du Soudan central.

Roland Oliver s'est employé à faire une synthèse des données archéologiques de l'âge du fer sur la préhistoire de cette région et cette synthèse tend à confirmer ce que les sources linguistiques nous ont appris[54]. Selon lui, il y avait à l'âge du fer deux centres de cultures, l'un à l'est des marécages du Nil, aux frontières soudano-éthiopiennes, et l'autre sur le plateau ferrugineux du bassin Nil-Congo. Ces deux cultures — la première nilotique et l'autre bantu — étaient séparées par les cultures du Soudan central et, donc, évoluaient indépendamment l'une de l'autre. À mesure que les Nilotes se déplaçaient vers le sud et les régions bantu, elles se sont interpénétrées. Oliver estime que c'est à la suite de ce brassage avec les Nilotes que les communautés de langue bantu ont commencé à pratiquer intensivement l'élevage.

En ce qui concerne le Soudan, Oliver distingue, chez les Nilotes, deux périodes à l'âge du fer, dont la première coïncide avec la dernière période de l'âge du fer chez les Bantu. Dans la région équatoriale de l'Ouest et celle de Baḥr-al-Ghazāl, cette période est associée aux éleveurs de l'âge du fer, les Luel, qui élevaient des bovins sans bosse et construisaient des tertres pour se protéger des inondations à la saison des pluies. J. M. Stubbs, C. C. T. Morison, S. Santandrea et G. Lienhardt pensent que les Luel représentaient probablement la première vague des peuples luo venus du nord. Leur poterie était généralement sobre ou ciselée à l'aide de molettes en fibres torsadées.

À cette période a succédé la dernière période de l'âge du fer des Nilotes, celle qui nous intéresse ici. Cette période de transition semble avoir coïncidé avec l'apparition des bovins à bosse dans la région de Baḥr al-Ghazāl et la pratique généralisée de la transhumance, en particulier chez les Jieng. Les bovins à bosse se sont probablement répandus vers le sud avec les Arabes baḳḳāra après la chute du royaume de Dongola. Il est également intéressant de noter que cette pénétration arabe au Soudan septentrional et central, aux XIIIe et XIVe siècles, a non seulement coïncidé avec les migrations nilotiques occidentales mais qu'elle en est peut-être aussi la cause[55].

54. R. Oliver, 1982. Voir aussi son chapitre dans J. Mack et P. Robertshaw, 1982.
55. D. W. Cohen, 1973 ; I. Hrbek, 1977, p. 78-80.

L'expansion rapide des Nilotes occidentaux et orientaux vers le sud et l'est peut donc être rattachée à l'apparition de l'élevage intensif qui s'est généralisé grâce à l'introduction des bovins à bosse et qui, associé à la culture des céréales, était un mode de production alimentaire adapté aux régions les plus sèches. Ainsi les Nilotes purent-ils occuper de nombreux territoires jusqu'alors évités par les communautés de langue bantu.

Le royaume des Shilluk

Au Soudan méridional, les Shilluk représentaient l'élément le plus important du groupe des Luo du Nord, les autres éléments étant les Luo du Baḥr al-Ghazāl et les Anywa qui vivaient de part et d'autre de la frontière soudano-éthiopienne. Sous la direction de leur chef, Nyikang (environ 1490-1517), les Shilluk se sont tout d'abord installés près de Malakal, après avoir vaincu et chassé les Fundj qui habitaient ce qui devait bientôt devenir le cœur de la région shilluk, entre Tonga au sud et Muomo au nord. C'est par cette région, située au confluent du Nil et du Sobat, que l'on a accès au lac No, d'où la très grande importance stratégique qui lui était sans doute accordée. Dans ce petit groupe de langue luo étaient incorporés, entre autres, des éléments fundj et nūba, et ce sont ces divers éléments représentant des cultures et des traditions économiques différentes qui, rassemblés dans le creuset de l'histoire, ont formé ce qui est devenu la nation shilluk à partir de la deuxième moitié du XVIIe siècle.

Au cours de ce siècle de formation, les Shilluk établirent dans leur royaume une économie mixte à base d'élevage et de culture des céréales. Essentiellement sédentaire, cette population ne pratiquait pas la transhumance, contrairement aux Jieng et aux Naath. Les Shilluk vivaient dans des villages éparpillés, sur 150 kilomètres, le long de la rive occidentale du Nil entre Muomo et Tonga.

Les frontières et l'interdépendance socio-économique

Au début du XVIIe siècle, la rive occidentale du Nil était déjà surpeuplée et la situation ne s'était pas améliorée au XIXe siècle puisque, selon G. Schweinfurth, c'était de toutes les régions d'Afrique connues du reste du monde, y compris la vallée du Nil en Égypte, celle où la densité de la population était la plus forte[56]. Les Shilluk commencèrent à progresser en direction de deux zones frontières. Au nord, ils tentèrent de prendre possession de la vallée du Nil blanc, entre Muomo et Alays, territoire d'environ 480 kilomètres parsemé d'îles et d'épaisses forêts de mimosa. La région était impropre à l'agriculture, mais fournissait en abondance du

56. G. Schweinfurth, 1873, p. 85.

gibier, du poisson et du miel. À partir du règne d'Odak Ocollo (environ 1600–1635) et jusqu'en 1861, ceux que l'on appelait les Shilluk du Fleuve restèrent maîtres de cette région que les musulmans nommaient Baḥr Scheluk.

La deuxième zone frontière était comprise entre le Nil et les monts Nūba. La tradition fait une si large place aux activités des Shilluk et des Nūba dans cette région qu'elle devait avoir la même importance pour les deux peuples avant son occupation par les Arabes baḳḳāra au cours de la seconde moitié du XIXe siècle.

Voici ce qu'écrivent à ce propos R. S. O'Fahey et J. L. Spaulding dans leur ouvrage, *The kingdoms of the Sudan*: « Les XIVe et XVe siècles furent, dans les régions du Soudan situées le long du Nil, une période de changement, d'ajustement à l'apport culturel et économique des pays voisins et de composition avec deux groupes d'envahisseurs, les Arabes et les communautés de langue nilotique, en particulier les Shilluk. L'unification de la Nubie au début du XVIe siècle peut être considérée tant comme une réaction nubienne contre les envahisseurs que comme une réaction positive aux nouvelles conditions économiques et sociales créées par les forces d'invasion[57]. »

C'est dans ce contexte plus vaste qu'il faut replacer l'histoire des Shilluk au cours de cette période. Ils se sont tournés vers les régions frontalières du nord et de l'ouest qui offraient un intérêt économique et constituaient ce que P. Mercer a appelé « une autre source d'approvisionnement[58] ». En outre, elles permettaient d'accueillir l'excédent de population.

Les traditions shilluk nous apprennent, par exemple, que pendant le règne du *reth* (roi) Odak Ocollo, les Shilluk ont soutenu le Dārfūr dans la lutte contre le Sultanat fundj pour la maîtrise du commerce sur le Nil blanc. Après la capitulation du Taḳali, les Fundj et les Shilluk se retrouvèrent face à face le long du Nil blanc, apparemment épuisés par une trentaine d'années de guerre.

Mais cette trêve fut bientôt rompue par l'arrivée d'un autre peuple de langue *jii*[59] — les Jieng — qui envahit le sud du Fundj à partir de 1630[60]. Tout au long des XVIIe et XVIIIe siècles, les Jieng se répandirent dans le sud de la Gezira, ce qui eut pour effet de modifier progressivement l'équilibre des forces dans la région. Leur présence était une telle menace tant pour les Shilluk que pour les Fundj que ceux-ci unirent leurs forces contre les Jieng, qu'ils considéraient comme leur ennemi commun. Ils réussirent à les empêcher de gagner le nord ou l'ouest et les repoussèrent même à l'est, vers la frontière éthiopienne.

57. R. S. O'Fahey et J. L. Spaulding, 1974, p. 15.
58. P. Mercer, 1971, p. 414.
59. Ceux qui utilisent cette langue sont les peuples de langue nilotique des régions occidentales qui comprennent les Luo ainsi que les Jieng et les Nuer (Naath). Ils utilisent tous le *jii*, qui signifie « peuple », d'où leur nom.
60. R. S. O'Fahey et J. L. Spaulding, 1974, p. 61-63.

L'alliance que les Fundj et les Shilluk conclurent contre les Jieng marqua le début d'une interdépendance socio-économique que les Shilluk établirent à différentes époques avec des groupes divers — les Fundj, les *djallāba*, les Arabes baḳḳāra, les pirates arabes, les marchands européens et les mahdistes —, habituellement pour exploiter les Jieng. Le fait que les Shilluk se soient à maintes reprises associés à divers groupes pour exploiter un peuple apparenté de langue *jii* prouve bien que ces alliances socio-économiques n'avaient pas encore d'idéologie. L'idéologie raciale ou ethnique au Soudan méridional devait être un phénomène postérieur à la période de la Mahdiyya. Les historiens qui s'intéressent aux divers types de dépendances socio-économiques devraient étudier les relations entre les différents groupes du haut Nil — les Shilluk, les Fūr, les Fundj, les Nūba, les Arabes, les Jieng et les Naath — pour comprendre ce qu'était alors la mobilité des frontières et comment divers groupes furent intégrés dans des systèmes socio-économiques différents.

Le développement des institutions politiques et sociales

Pendant la seconde moitié du XVIIe siècle, il se produisit une évolution politique qui devait avoir une influence considérable sur le développement socio-économique du pays Shilluk. Malgré sa diversité, la population acquit un sentiment d'unité nationale et une administration plus centralisée fut mise en place sous la direction du *reth*. L'une des principales conséquences de cette réforme fut l'établissement progressif d'un monopole royal sur les ressources économiques ainsi que sur le commerce intérieur et extérieur.

Trois noms sont associés à cette réforme dans l'histoire des Shilluk: Abūdhok, reine et fille du *reth* Bwoc, et l'une des nombreuses femmes influentes dans l'histoire des Shilluk, son demi-frère Dhokoth et Tugo, le fils de ce dernier. Le *reth* Dhokoth (environ 1670-1690) doit sa célébrité aux raids qui l'ont mené en aval du Nil et vers l'ouest dans les monts Nūba. La grande famine de 1684 (connue en arabe sous le nom d'*umm laham*) est probablement à l'origine de la fuite vers le nord de nombreux Shilluk venus piller le Baḥr Scheluk ou s'y installer. C'est à la grande famine et aux Shilluk qu'a été imputée la destruction de dix-sept écoles religieuses situées entre Alays et le confluent du Nil bleu et du Nil blanc[61]. Les razzias de Dhokoth furent extrêmement fructueuses et permirent également de faire de nombreux captifs. Originaires pour la plupart de la région située à l'est de Kākā, ils furent réinstallés à Athakong où ils firent partie de la garde personnelle du *reth* Dhokoth.

61. Ibn Dayf Allāh Muḥammad ʿAbd Nur, 1973, p. 95 et 344; P. Mercer, 1971, p. 410.

Les succès militaires et économiques du *reth* Dhokoth expliquent en grande partie la centralisation des pouvoirs du *reth*, que paracheva son fils et successeur Tugo (environ 1690-1710). Celui-ci fonda le village de Fachoda qui devint la résidence permanente du *reth*. Auparavant, les *reth* shilluk gouvernaient de leur village natal et y étaient enterrés. C'est aussi Tugo qui institua les rites complexes de la cérémonie d'investiture des *reth* shilluk. Sa réputation s'étendit rapidement tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du royaume. Il semble également qu'il y ait eu une corrélation entre le degré de centralisation politique et l'apparition d'une hiérarchie sociale dans la société shilluk.

Au début du XVIIIe siècle, le Sultanat fundj se désintégrait, comme on l'a vu plus haut. À mesure que l'autorité des Fundj sur le Nil blanc déclinait, celle des Shilluk progressait. En 1772, lorsque James Bruce se rendit à Sennār, il ne faisait aucun doute pour lui que les Shilluk étaient les maîtres d'Alays[62] et qu'ils avaient poussé leurs incursions jusqu'au confluent des deux Nil. Brun-Rollet confirma par la suite cette indication et ajouta que le site de l'actuelle ville de Khartoum avait été un centre important jusqu'en 1780, date à laquelle des pillards shilluk l'avaient détruite et en avaient massacré tous les habitants[63].

Les deux dernières décennies du XVIIIe siècle ont vu l'effondrement final du Sultanat fundj, ce qui permit aux Shilluk de renforcer leur suprématie sur le Nil blanc. Le voyageur anglais, George William Browne, qui séjourna dans le Dārfūr pendant quatre ans (1793-1796) et écrivit un livre sur le commerce dans la région, indique que les Shilluk étaient totalement maîtres du fleuve à Alays, où ils organisèrent un service de navette permettant aux caravaniers circulant entre Sennār et al-ʿObeyd de traverser le Nil[64].

Le déclin du pouvoir shilluk

Pendant le règne du *reth* Nyakwaa (environ 1780-1820), les Jieng, probablement les branches Rueng et Ngok, émigrèrent en masse de l'autre côté du fleuve Sobat. Les Shilluk qui, pendant un siècle et demi, avaient eu la maîtrise totale de la région du Nil blanc du lac No, au sud, jusqu'à Alays, au nord, durent donc y accepter la présence d'autres populations de langue *jii*. Mais ce n'était pas tout. Un an après le décès de Nyakwaa, les armées de Muhammad ʿAlī Pasha, vice-roi d'Égypte, envahirent le Soudan, mirent fin à l'administration fundj et installèrent la domination turco-égyptienne afin d'exploiter le Soudan au bénéfice de l'Égypte. L'affrontement avec les Shilluk qui régnaient en maîtres le long du Nil blanc était inévitable. En dépit d'une résistance soutenue des Shilluk, il est de

62. J. Bruce, 1805, vol. VI, p. 390.
63. C. E. J. Walkley, 1935, p. 277.
64. W. G. Browne, 1799, p. 452-453.

fait qu'à partir de 1821 la frontière shilluk a constamment reculé vers le sud devant l'invasion progressive des Arabes et le régime turco-égyptien.

Pour dominer le Nil blanc, les Shilluk devaient être maîtres des voies navigables. Cette maîtrise dépendait de leurs pirogues, c'est-à-dire de la puissance de leur marine. Ils possédaient un grand nombre de bateaux et étaient d'excellents rameurs. Pour leurs raids ou expéditions militaires, ils partaient en groupes de trente ou quarante pirogues. Ils constituaient donc une force militaire considérable dans la région. Nous citerons une fois encore Mercer: « […] avant la création des chantiers navals turcs du Nil blanc, rien dans la région n'approchait les pirogues shilluk[65]. » Mais un chantier naval turco-égyptien fut créé à Mandjara, en 1826, et la suprématie navale des Shilluk sur le Nil blanc commença de décliner.

Les peuples du Baḥr al-Ghazāl

La région située au sud du Bahr al-Ghazāl et à l'ouest d'une ligne allant de Meshra al-Reḳ et Rumbek au point de rencontre entre les frontières du Soudan, du Zaïre et de l'Ouganda modernes était occupée par des ethnies appartenant à deux grandes familles linguistiques, les Oubanguiens (Niger/Congo) et les Soudanais du Centre (Sahara/Nil), qui y étaient installées depuis très longtemps. En fait, il semble que les Soudanais du Centre aient vécu dans cette région pendant de nombreux millénaires avant l'ère chrétienne, soit près de Bahr al-ʿArab, soit dans la région de Wau[66]. Installés uniquement le long des cours d'eau, ils vivaient de la culture des céréales, de l'élevage et de la chasse. C'est à eux que nous devons le site de Djabal Tûkyï (5° 19' de latitude N. et 30° 27' de longitude E.) qui remonte à environ 180-220 avant notre ère[67]. Avant 1800, on a rencontré des peuples parlant ces langues depuis la région de Hofrat-en-Nahas jusqu'aux frontières de la forêt tropicale humide au sud et des deux côtés du Nil supérieur jusqu'au lac Albert.

Les Oubanguiens sont arrivés de l'ouest (République centrafricaine) et se sont généralement installés à l'ouest des communautés parlant le soudanais central, ou entre ces communautés, ce qui est compréhensible étant donné la faible densité de population de la région. Ils étaient des agriculteurs et fondèrent leur économie sur l'igname avant de passer à la culture des céréales ou des bananes selon l'endroit où ils se trouvaient. Ils n'élevaient pas de bétail, ce qui implique une attitude fondamentalement différente à l'égard de la richesse, et notamment de la dot, de celle des peuples du Soudan central[68].

65. P. Mercer, 1971, p. 410.
66. C. Ehret, 1974, p. 86; N. David, 1982, p. 80-81.
67. N. David, 1982, p. 81-82.
68. D. E. Saxon, 1982; N. David, 1982, p. 88-91; L. Bouquiaux et L. Hyman, 1980, p. 807-822.

Nous savons très peu de choses sur la vie de ces peuples avant 1800 car les événements survenus au XIXe siècle ont entraîné la dissolution de leurs communautés. En 1800, des marchands d'esclaves venus du Dārfūr exerçaient déjà leur négoce dans le Dār Fertīt et le Dār Banda, au sud du Hofrat-en-Nahas, tandis que les Zande commençaient à conquérir les régions situées le plus au sud. Les Zande assimilèrent les populations qu'ils attaquaient et, ailleurs, en particulier dans le Nord, il se produisit un fort courant migratoire vers la région centrafricaine à mesure que les peuples de langue banda et d'autres encore fuyaient les marchands d'esclaves. Les recherches de F. Santandrea[69] nous donnent une autre explication du silence des traditions orales sur l'histoire ancienne : il n'existait pas, dans la région, de grandes unités politiques, ce qui suffit à expliquer la relative facilité de la conquête zande et signifie également que les traditions des clans, celles des familles qui dirigeaient les petites unités vivant dans des colonies dispersées, des hameaux ou parfois des villages, ne remontaient pas très loin. Il n'existe pas de tradition orale sur ce qui s'est passé avant 1800. Les seules généalogies qui remontent plus loin — entre 1650 et 1705 — sont celles des familles dirigeantes de trois clans bongo[70]. Elles nous indiquent simplement que ces clans étaient déjà installés dans la région de Wau-Tonj au XVIIIe siècle et que leur organisation sociale était légèrement plus évoluée que celle des autres groupes qui y vivaient également, moins cependant que celle de leurs voisins, les Nilotes. L'ampleur de la résistance à la centralisation apparaît également dans la tradition bongo. Plusieurs unités politiques bongo suivirent Ngoli, héros de la résistance contre les Zande. Mais celui-ci fut assassiné par les « chefs de clans rivaux » au moment où il venait de repousser les Zande[71].

Tout ce que l'on peut dire de la période étudiée dans ce chapitre, c'est que le Dārfūr a commencé à exercer officieusement sa domination sur le Dār Fertīt bien avant 1800 et qu'il exigeait des habitants de la région du Hofrat-en-Nahas le paiement d'un tribut tandis que certaines familles arabes ou fūr prenaient la tête de petits groupes installés dans la région de Raga. Des recherches s'imposent dans toute cette région où l'on pourrait peut-être encore recueillir des données sur les modes de vie, les échanges commerciaux et d'éventuels mouvements migratoires avant 1800.

69. F. Santandrea, 1964 et 1981.
70. F. Santandrea, 1964, p. 136-138.
71. *Ibid.*, p. 132

CHAPITRE 8

Le Maroc

M. El Fasi

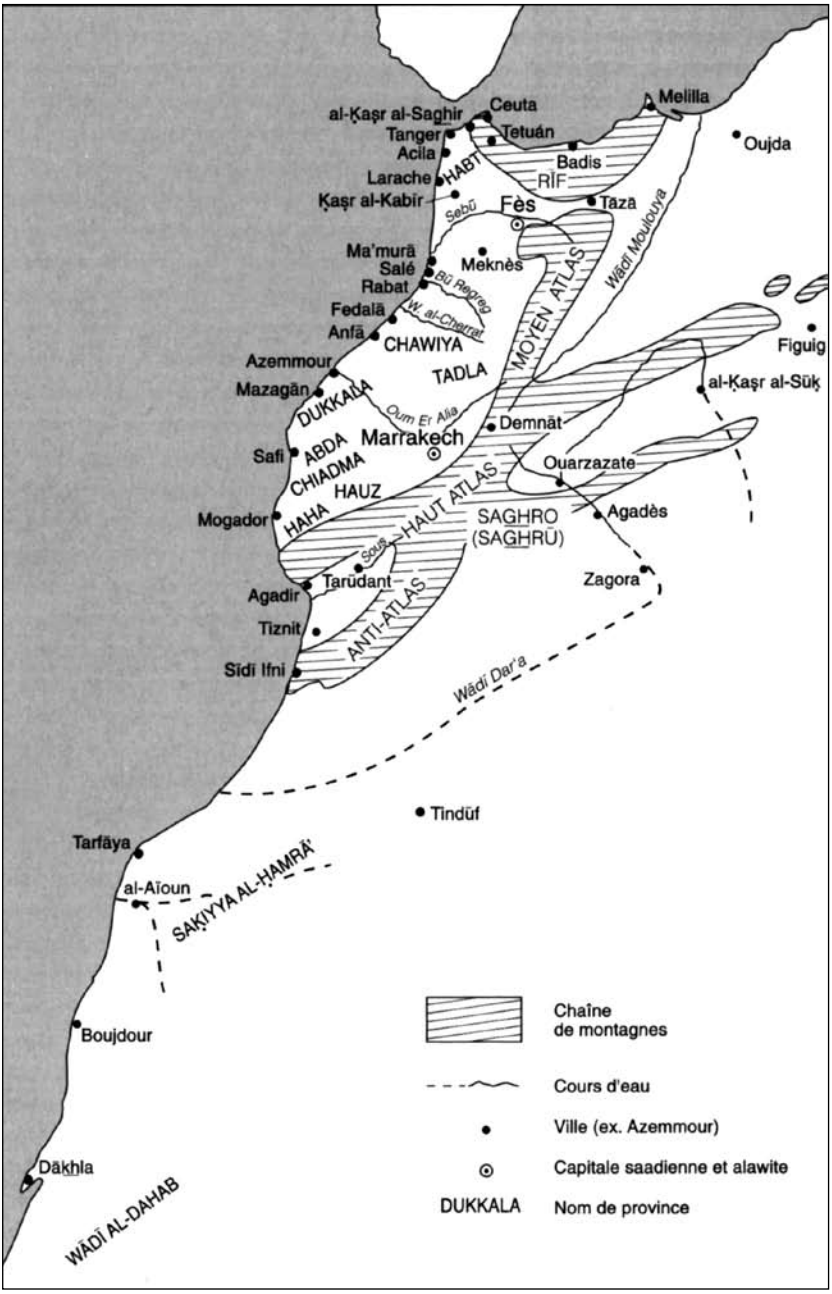
On a vu, dans le volume IV, comment l'Espagne et le Portugal avaient, au XVe siècle, lancé leur offensive contre l'Afrique du Nord et, en particulier, contre le Maroc. Les Portugais, à partir de 1415, année où ils conquirent Ceuta, prirent] pied peu à peu en de nombreux points du littoral atlantique dont ils firent les bases de lancement de leurs incursions dans l'arrière-pays marocain.

Tous ces événements eurent de vives répercussions et suscitèrent une forte résistance ainsi qu'un puissant désir de libérer les places conquises. Les différents *shaykh* des *zāwiya*[1] et confréries religieuses attisèrent cet état d'esprit et l'employèrent à affermir leur pouvoir et à préparer la population au combat contre ces envahisseurs, lesquels étaient considérés comme de nouveaux croisés.

Quelques *shārīf* du Darᶜa avec, à leur tête, Abū ᶜAbd Allāh, surnommé al-Ḳāʾim bi-ʾAmr Allāh (Celui qui se soulève sur l'ordre de Dieu), se désignèrent alors pour combattre les infidèles et leur faire évacuer les places qu'ils occupaient dans le pays. La proclamation au pouvoir d'al-Ḳāʾim bi-ʾAmr Allāh, en 1511, marqua l'avènement de la dynastie des Saadiens. La lutte dura une quarantaine d'années. Elle était dirigée, d'une part, contre les Portugais et, d'autre part, contre les rois wattasides.

Dans le Sud marocain, les Portugais étaient si peu en sûreté qu'ils ne quittaient plus leurs enceintes fortifiées. Dès lors, le déclin de la colonisation portugaise ne fit que s'accélérer. Les coups portés aux postes fortifiés

1. La *zāwiya* est, entre autres, un centre culturo-religieux. Quand elle est fortifiée et abrite des défenseurs de la foi, on l'appelle *ribāt*.



8.1. Le Maroc aux XVIe et XVIIe siècles (d'après M. El Fasi).

portugais par les *sh̲ārīf* et les chefs religieux (que les historiens européens appellent marabouts) se multiplièrent et leurs assauts furent souvent sanglants.

Les Portugais étaient également menacés au nord par les combattants de Salé qui ne cessaient de harceler Acila (Arzila) et les autres *presidios* occupés par les Portugais. Et c'est ainsi qu'ils furent chassés d'al-Maʾmurā (appelée aujourd'hui al-Mahdiyya), à l'embouchure du Sebū.

Pendant cette période, les luttes entre la nouvelle dynastie des Saadiens installés dans le sud du pays et la vieille dynastie des Wattasides-Mérinides causaient au Maroc les plus grands préjudices car elles affaiblissaient les uns et les autres et les empêchaient de libérer tous les postes occupés par les Portugais. Heureusement, à la suite d'une bataille indécise entre le sultan wattaside Aḥmad et le *sh̲ārīf* Aḥmad al-Aʿraḏj, qui eut lieu au Tadla en 1527, fut conclu un traité stipulant que les Saadiens garderaient le Sous et Marrakech, et que le reste du pays serait conservé par le Sultan avec, toujours, Fès pour capitale.

Ces dispositions permirent au Maroc de jouir de douze années de paix. Les Saadiens en profitèrent pour accroître et organiser leurs forces et pour se consacrer à la lutte contre les Portugais.

C'est alors qu'un événement important eut lieu. Le gouverneur du Sous, le *sh̲ārīf* Muḥammad al-Mahdī, avait intensifié la culture de la canne à sucre sur ses terres[2] et développé le commerce du sucre. Mais les Portugais avaient le monopole de l'exportation de ce produit à partir du port d'Agadir qu'ils occupaient encore. Le sultan saadien décida alors de libérer celui-ci. Cette place portugaise était appelée par ses occupants Santa-Cruz du Cap d'Aguer. Muḥammad al-Sh̲aykh avait déjà levé une armée capable d'affronter les Portugais et de leur faire évacuer Agadir. Avec l'aide de l'artillerie, il assiégea la ville mais il dut attendre six mois pour pouvoir ouvrir une brèche dans ses défenses. La prise d'Agadir eut un retentissement considérable au Portugal et eut pour conséquence immédiate l'évacuation de Safi et d'Azemmour (1542). Mais Mazagān (al-D̲jadīda) resta aux mains des Portugais parce qu'elle était plus facile à défendre.

Ces victoires des *sh̲ārīf* les firent apparaître comme les champions du *d̲jihād* et Muḥammad al-Sh̲aykh comme le héros de la libération nationale, ce qui lui assura dans le pays un prestige considérable. Il pouvait dès lors reprendre la lutte contre les Wattasides et tenter de reconquérir le nord du Maroc, que ceux-ci continuaient à gouverner selon les termes du Traité de Tadla.

Muḥammad al-Sh̲aykh, après avoir chassé son frère et rival Aḥmad al-Aʿraḏj au Tafilālet, fut libre d'en finir avec les Wattasides. Il entreprit d'occuper Fès, dont la possession lui assurerait le pouvoir suprême au Maroc.

2. On sait que la production de sucre datait du haut Moyen Âge. Le Maroc en était le premier exportateur. Voir D. de Torres, 1667, chap. XXXV; P. Berthier, 1966. Les recherches de P. Berthier ont été encouragées par l'université où travaillait l'auteur de ce chapitre, dans les années 50; elles constituent le meilleur travail sur le sujet.

La lutte entre l'ancienne et la nouvelle dynastie dura une dizaine d'années et fut couronnée par l'entrée de Muḥammad al-Shaykh à Fès le 13 septembre 1554. Mais le plus grand sujet d'inquiétude de ce prince était constitué par la menace que faisaient peser sur son pays les Turcs d'Alger. Il pensait en effet que le seul danger que pouvait courir le Maroc venait de la puissance ottomane, laquelle avait subjugué tous les pays arabes d'Orient et d'Occident, ce que les Marocains, suivant leur traditionnel attachement à l'indépendance, ne pouvaient admettre. Le Sultan décida alors, pour préserver son pays d'une invasion turque, d'entreprendre de chasser les Ottomans d'Afrique. Déjà, en 1550, Tlemcen avait été pris par les deux fils aînés du Sultan saadien, ʿAbdallāh et ʿAbd al-Raḥmān, mais la réaction turque avait été immédiate. Le pacha d'Alger, ayant levé une grande armée commandée par un converti, Ḥasan Corsa (les historiens appellent les convertis européens qui étaient au service des États du Maghreb des renégats), l'envoya combattre les troupes marocaines, qui furent vaincues; Tlemcen fut alors réoccupé par les Turcs (en 1552).

Pour parvenir à mettre à exécution son grand projet de conquérir l'Algérie, Muḥammad al-Shaykh rechercha l'alliance de l'Espagne. Des pourparlers furent engagés avec le comte d'Alcaudete, gouverneur espagnol d'Oran, et les deux parties s'entendirent pour monter une expédition contre Alger. Deux mille cavaliers espagnols payés par le Sultan devaient suivre l'opération conduite par les Marocains. Les Turcs eurent vent de ces préparatifs, ce qui amena Ṣālaḥ Raʾīs à demander à la Sublime-Porte de l'argent et des renforts pour attaquer la ville d'Oran qui était alors occupée par les Espagnols. Sur ces entrefaites, Ṣālaḥ Raʾīs mourut et ce fut Ḥasan Corsa qui commanda l'attaque d'Oran. Mais les vaisseaux turcs qui devaient assiéger par la mer la place espagnole furent rappelés pour combattre la flotte chrétienne d'Andrea Doria qui menaçait le Bosphore. C'est alors que le Sultan, débarrassé d'un rival dangereux, put entreprendre la conquête de l'Algérie. Il commença par investir Tlemcen et réussit à l'occuper.

En 964 de l'hégire (1557 de l'ère chrétienne), le sultan Muḥammad al-Shaykh fut assassiné par un officier de sa garde stipendié par le pouvoir ottoman. Cette fin dramatique ne changea en rien la détermination des Saadiens de continuer à œuvrer pour expurger le Maroc de toute occupation étrangère et de le défendre contre toute nouvelle intrusion d'une puissance étrangère (fût-elle musulmane, comme l'était l'Empire ottoman, qui avait étendu sa domination à tous les pays arabes comme nous l'avons indiqué plus haut). C'est dire que le nouveau calife, Abū Muḥammad ʿAbdallāh, qui fut proclamé sultan sans aucune contestation après l'assassinat de son père, poursuivit la politique tracée par son prédécesseur. Il fut surnommé al-Ghālib Billāh (le Vainqueur par l'appui de Dieu).

Le nouveau sultan, quoiqu'il n'eût pas assouvi sa vengeance contre les assassins de son père, considéra qu'il pouvait se retourner contre les Portugais et essayer de les déloger de Mazagān. Il entreprit alors de reconstituer l'armée, d'acquérir les armes les plus perfectionnées et de procéder à un vaste travail

psychologique, aidé en cela par les *zāwiya* et les chefs des confréries. On notera en particulier que Sīdī Aḥmad u Mūssā (qui exerçait une très grande influence dans le Sous et jouissait d'une renommée de sainteté nationale) ameuta toutes les *ḳabīla* aussi bien contre les Turcs que contre les Portugais. Quand, donc, al-Ghālib Billāh se sentit assez fort pour investir Mazagān (appelée alors al-Briza et, plus tard, al-Djadīda), il s'y prépara et leva une grande armée composée de fantassins et de cavaliers dotés d'un armement très perfectionné, comprenant 24 pièces d'artillerie dont 10 de gros calibre parmi lesquelles le fameux *Maymūm* (porte-bonheur).

Cette tentative de libérer Mazagān, bien qu'elle ne fût point couronnée de succès, montra aux Portugais qu'ils avaient affaire à une nouvelle puissance authentique. De son côté, le Sultan, considérant que les menaces du Portugal sur l'intérieur du pays étaient écartées, se consacra à la prospérité de son royaume en encourageant le commerce avec les États européens, en particulier avec la France. Un document nous apprend, par exemple, qu'un acte d'association entre le Maroc et des marchands de Rouen fut établi en 1570 pour permettre à ceux-ci d'établir des relations commerciales avec le Maroc, principalement avec les villes de Safi, de Tarūdant et de Marrakech[3].

Dans le domaine de l'architecture, on sait que al-Ghālib Billāh fut l'un des plus grands bâtisseurs de la dynastie saadienne. Ainsi fit-il construire une grande mosquée à Marrakech. Il restaura, par ailleurs, la mosquée almohade de l'actuelle kasba d'Agadir. D'une façon générale, l'art marocain, hérité des anciennes dynasties, se chargea de plus d'ornements et gagna en splendeur.

Le règne de Moulay ʿAbdallah al-Ghālib Billāh fut dans l'ensemble calme et prospère. Le Sultan mourut paisiblement en 1574, après dix-sept ans de règne.

Sa succession fut plus difficile. Enfreignant la règle ancienne qui veut que le droit de l'aîné mâle de la famille passe avant celui de l'aîné des enfants du souverain défunt, on proclama sultan Muḥammad, fils d'al-Ghālib Billāh. Ceci ouvrit pour le Maroc une ère, heureusement fort brève, de troubles qui s'acheva par la victoire de la bataille des Trois Rois. Le nouveau sultan prit le titre d'al-Mutawakkil, mais il est resté connu surtout sous le surnom d'al-Maslukha.

Moulay ʿAbd al-Mālik, l'aîné des princes saadiens et oncle d'al-Maslukha, estima que c'était à lui que revenait l'héritage du trône. Après la proclamation au pouvoir du fils d'al-Ghālib Billāh à Fès, il se réfugia à Sidjilmāsa, puis à Alger et, finalement, à Constantinople. Il entra dans l'armée ottomane et prit part à la reconquête de Tunis par les Turcs, en y faisant preuve d'un grand courage. À son retour à Constantinople, il trouva donc le calife dans les meilleures dispositions pour l'aider à reconquérir le royaume de ses ancêtres. Dans cet esprit, Murād chargea le *wālī* d'Alger, el-Hadj ʿAlī, de mettre à la disposition du Saadien une petite troupe armée. Arrivé au Maroc à la tête

3. H. de Castries, 1905-1936, vol. I, p. 303.

de cette armée, Moulay ʿAbd al-Mālik ne rencontra aucune résistance car le peuple lui était complètement acquis. Al-Mutawakkil fut abandonné par son armée et il ne lui resta plus qu'à fuir, laissant Moulay ʿAbd al-Mālik entrer à Fès, le 31 mars 1576, où il fut accueilli par la population avec un enthousiasme délirant.

Al-Mutawakkil s'évada alors vers le sud. Poursuivi et battu par le Sultan sur le Wādī al-Cherrāt entre Rabat et Fedāla, il put encore s'enfuir et réussit à réoccuper Marrakech. Le vice-roi de Fès, Moulay Aḥmad, frère du Sultan, fut chargé de le contraindre à quitter la ville et de le faire prisonnier. Le premier de ces ordres fut exécuté, mais al-Mutawakkil réussit une dernière fois à s'évader. Il se dirigea vers le nord et demanda au gouverneur de Vélez de la Gomera de lui donner asile dans sa ville. Le roi Philippe II, consulté sur la question, autorisa le gouverneur à accueillir le fugitif à condition qu'il ne fût accompagné que d'une dizaine des membres de sa famille.

Quant à Moulay ʿAbd al-Mālik, une fois délivré, au moins provisoirement, du fardeau que représentait al-Mutawakkil, il se mit à réorganiser l'État, à renflouer ses finances, à reconstituer son armée, et il fit de son frère, Moulay Aḥmad, le calife de Fès.

Pour renflouer le trésor public qu'il avait trouvé vide, il aurait pu avoir recours à de nouveaux impôts. Mais il jugea que cela ne ferait qu'appauvrir le pays au lieu de l'enrichir. Il envisagea donc des moyens plus efficaces qui ne mettaient pas en cause les finances de ses sujets : il renforça la marine, fit construire de nouveaux navires et restaurer ou rénover les anciens. De nombreuses professions en bénéficièrent et les échanges commerciaux avec le reste du monde, notamment avec l'Europe, s'intensifièrent. Cette politique fut couronnée de succès et eut des conséquences heureuses dans tous les domaines.

Mais cette réussite fut également due à la personnalité de Moulay ʿAbd al-Mālik, qui jouissait d'une solide réputation auprès des Européens. En effet, nombreux sont les auteurs étrangers qui ont fait son éloge. Notons, en particulier, le portrait très flatteur que l'écrivain et poète français Agrippa d'Aubigné traça de ce roi. Il nous apprend, entre autres choses, que le sultan saadien « connaissait les langues espagnole, italienne, arménienne et slave (russe). Il était aussi un excellent poète en arabe[4] ».

La bataille des Trois Rois

Le Portugal s'était forgé, au XVIe siècle, un puissant empire comportant de vastes territoires en Amérique, en Asie et en Afrique. Au moment où le sultan saadien al-Mutawakkil détrôné se réfugia à Vélez de la Gomera, régnait sur cet empire le jeune roi Don Sebastián qui rêvait, depuis sa plus tendre enfance, de conquérir le Maroc et, à partir de là, de poursuivre la conquête de tout le Maghreb pour, enfin, se diriger vers l'Orient et déli-

4. T. A. d'Aubigné, rééd. 1981/1995.

vrer de la dépendance musulmane le tombeau du Christ. Al-Mutawakkil, cherchant un appui pour reconquérir le trône saadien, s'adressa au roi d'Espagne qui refusa de l'accueillir ou de lui accorder le moindre soutien pour son entreprise désespérée. C'est alors qu'il prit contact avec le roi Don Sebastián. Celui-ci n'attendait que cette occasion car, ayant décidé contre l'avis de ses conseillers de monter l'expédition à laquelle il pensait depuis toujours, il trouva dans l'arrivée du dissident marocain l'argument décisif pour convaincre tous ses opposants. Quant à l'opinion publique portugaise, qui était travaillée par la propagande des ultras (retrouvés surtout dans les rangs du clergé), elle était enthousiaste et encourageait fortement la folle expédition préparée par le jeune roi.

De son côté, Moulay ʿAbd al-Mālik, mis au courant de tous ces préparatifs, essaya de détourner le jeune roi du Portugal de cette entreprise téméraire ; ce n'était pas qu'il doutât de ses possibilités, ni de son courage (et ce d'autant moins qu'il était soutenu par son peuple et particulièrement par le mouvement religieux djazūlite et par son chef, Abū'l-Maḥāsin Yūsuf al-Fāsī[5]) mais, tenant à préserver son peuple et son pays des malheurs de la guerre et désirant œuvrer pour le maintien de la paix, il décida d'essayer de convaincre Don Sebastián de renoncer à son expédition. À cette fin, il lui écrivit une lettre qui est unique dans l'histoire diplomatique, tant par le fond que par l'émouvant accent de sincérité, de sagesse et de désir de paix qui s'en dégage. Les archives françaises ont conservé la traduction italienne de ce document, qui a été publiée par le comte Henry de Castries dans ses *Sources inédites de l'histoire du* Maroc. En voici l'essentiel : « Ce que vous vous apprêtez à faire, c'est-à-dire à venir me faire la guerre dans mon pays, est une injustice et une agression qui ne sont pas raisonnables, puisque je ne vous veux aucun mal, n'en pense aucun et que je n'ai entrepris contre vous aucune mauvaise action. Alors comment vous permettez-vous de me priver de mon droit et de le donner à un autre en échange de promesses illusoires qu'il est incapable de tenir tant que je serai en vie ? Vous venez pour m'expulser de mon royaume, alors que vous ne pouvez, avec tout ce que vous possédez et ce qui se trouve dans vos États, réaliser ce désir. Et ne croyez pas que c'est la couardise qui me dicte ces paroles. Sachez au contraire que si vous passez outre à ces recommandations, vous vous exposerez à une destruction certaine. Je suis d'ailleurs disposé à m'entendre avec vous en tête-à-tête, à l'endroit que vous désignerez. Je fais tout cela dans le dessein de vous préserver de cette destruction. J'ajoute que j'accepterai de me présenter avec vous devant votre tribunal, lequel n'enlève rien à personne pour le donner à un autre de façon illégale et injuste. Et j'accepte d'avance le jugement de ce tribunal. […] Dieu m'est témoin pour tout ce que je dis ! Et sachez que je suis informé que dans votre entourage, certains nobles vous donnent des conseils qui vous mèneront à l'échec[6].»

Cette lettre, qui témoigne du haut sentiment de responsabilité et du profond amour de la paix du sultan Moulay ʿAbd al-Mālik, révèle aussi son

5. Le chef du djazūlisme shadilite est le onzième ancêtre de l'auteur de ce chapitre.
6. H. de Castries, 1905-1936, p. 383-387.

sens diplomatique car, en plaçant Don Sebastián devant sa responsabilité, il faisait savoir en même temps par cet avertissement que le véritable agresseur et fauteur de troubles dans la région méditerranéenne, c'était bien le jeune roi du Portugal. Malgré cela, Don Sebastián continua ses préparatifs de guerre.

Un autre exemple de la connaissance qu'avait Moulay ʿAbd al-Mālik de la psychologie et du caractère de Don Sebastián apparaît dans ce que rapportent les historiens marocains. Sachant, disent-ils, que le roi du Portugal se considérait comme le parfait exemple de la chevalerie, du courage et de l'intrépidité, et qu'il était imbu des sentiments les plus nobles, Moulay ʿAbd al-Mālik lui écrivit ce qui suit quand il apprit le débarquement portugais à Acila : « Ce n'est pas une marque de chevalerie ni de noblesse d'âme que de se jeter sur des gens désarmés et vivant paisiblement dans leur bourgade, sans attendre que ses rivaux arrivent pour se mesurer à soi. Si donc tu es un véritable chrétien, attends là où tu es jusqu'à ce que j'en atteigne les parages. »

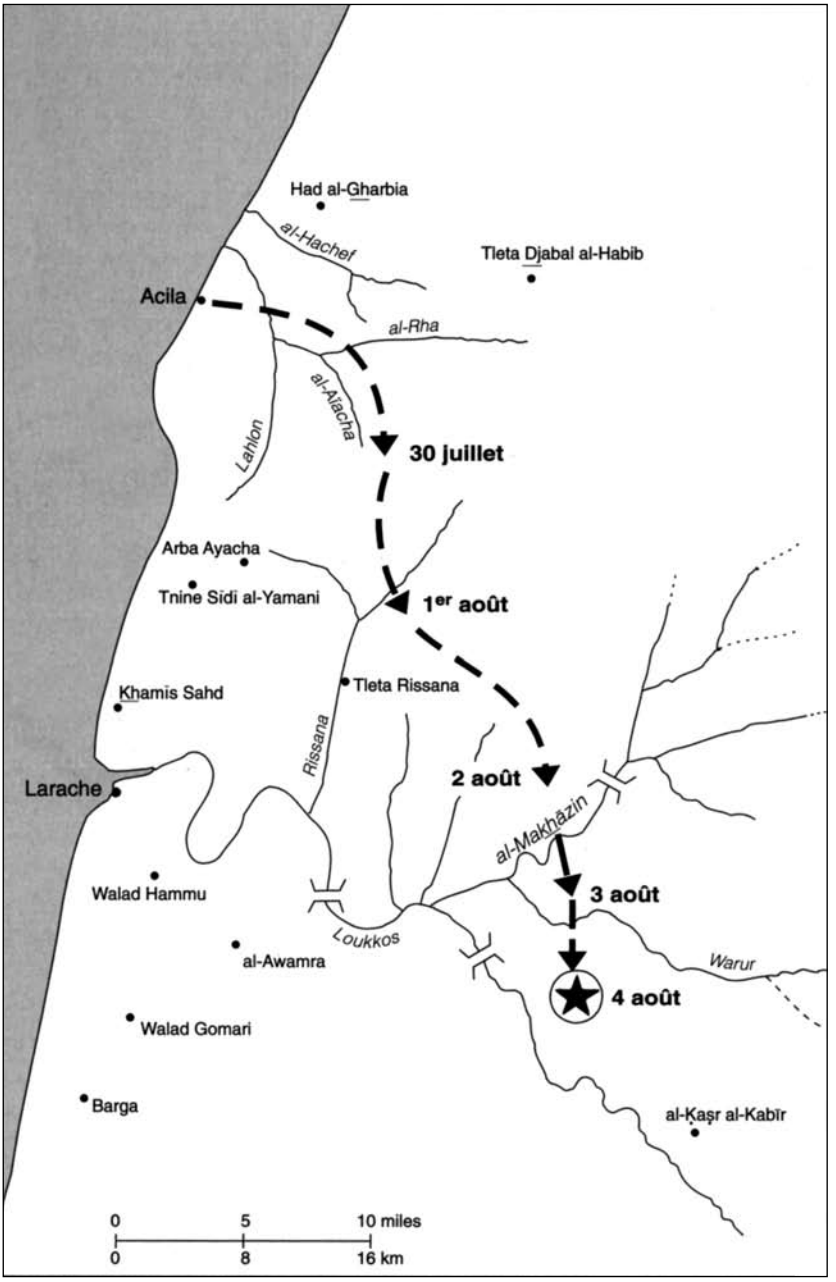
Lorsque Don Sebastián reçut cette lettre, les membres de son entourage, Muḥammad al-Maslukh en particulier, lui conseillèrent de ne point obtempérer car, selon eux, c'était un piège ; il fallait au contraire s'empresser d'attaquer pour occuper, d'abord, Larache (al-Arïsh) et, ensuite, al-Ḳaṣr al-Kabīr. Mais la haute idée qu'il avait de l'honneur empêcha Don Sebastián d'exposer sa réputation à un déshonneur infamant. Il décida donc de ne pas bouger d'Acila, où il séjourna pendant dix-neuf jours, jusqu'à la veille de la bataille.

On ne trouve pas trace de cette correspondance dans les documents européens[7]. En revanche, on signale que le roi Don Sebastián hésitait entre l'itinéraire maritime pour investir la ville de Larache et la route terrestre. Un conseil de guerre fut tenu à Acila pour étudier les deux possibilités. La majorité des membres de ce conseil, et al-Maslukha en tête, inclinaient pour la voie maritime. Mais le roi préférait la voie terrestre, choix qui lui permettait de prouver sa bravoure et ses talents guerriers. Ce fut son avis qui l'emporta.

Les troupes saadiennes parties de Marrakech vers le nord virent leurs rangs grossir sans cesse de très nombreux volontaires. Par ailleurs, le Sultan avait enjoint son frère, calife à Fès, de le devancer à al-Ḳaṣr al-Kabīr avec les contingents de Fès et de sa région, notamment avec le corps d'élite des jeunes archers de la capitale (les *rima*), et d'y opérer une jonction avec les adeptes locaux de la *zāwiya* djazūlī.

Moulay ʿAbd al-Mālik avait en effet choisi al-Ḳaṣr al-Kabīr pour y établir son poste de commandement parce que cette ville était proche des possessions portugaises à partir desquelles le roi du Portugal devait lancer son attaque. En outre, c'était le centre du mouvement djazūlite dirigé par Abū 'l-Maḥāsin Yūsuf al-Fāsī qui y habitait et y avait sa *zāwiya*[8].

7. Les commentaires qui l'accompagnent sont dus uniquement aux historiens marocains.
8. Pour tout ce qui concerne ce grand homme, voir : *Kitāb al-Istiḳṣā'*, de A. al-Nāṣirī, dans H. de Castries, 1905-1936, vol. V, p. 131, 134, 135 et 138 ; E. Lévi-Provençal, 1922, p. 240-247 ; J. Berque, 1982, p. 137-145.



8.2. Les étapes du cheminement de Don Sebastián vers le site de la bataille des Trois Rois à Wādī al-Makhāzin, du 30 juillet au 4 août 1578 (d'après M. El Fasi).

Quand l'armée saadienne y arriva, elle y trouva Moulay Aḥmad et 1e corps d'élite des jeunes archers de Fès. Moulay ʿAbd al-Mālik chargea ceux-ci, après que Don Sebastián eut traversé le Wādī al-Makhāzin (qui a donné son nom à cette bataille décisive), de détruire le pont qui enjambait le fleuve pour empêcher les Portugais, une fois vaincus, de se frayer un chemin vers la mer, ordre qui fut exécuté dans la nuit du 3 au 4 août 1578.

Le lendemain eut lieu la bataille, dite des Trois Rois, qui doit être considérée comme l'une des plus importantes de l'histoire de l'humanité et, plus particulièrement, de l'histoire du Maroc et de l'islam. Cette bataille porte chez les historiens arabes le nom de Wādī al-Makhāzin et, chez les historiens espagnols et portugais, celui de bataille d'Alcazarquivir.

Le jour de la bataille

Après de minutieux préparatifs qui aboutirent à la création de l'une des plus grandes armées de cette époque et ayant installé sa base à Tanger, le roi Don Sebastián se dirigea sur al-Ḳaṣr al-Kabīr, centre de l'état-major de Moulay ʿAbd al-Mālik.

Dans la matinée du lundi de la fin du mois *djumada'* II de l'an 986 de l'hégire, correspondant au 4 août 1578, les deux camps se préparèrent à la bataille. Ce fut un jour historique, le point culminant de longs siècles de luttes entre musulmans et chrétiens. Ayant débuté en Espagne, les combats s'étaient étendus au Maroc. Ce fut aussi le jour auquel Don Sebastián s'était préparé depuis son enfance et qui marquait, à ses yeux, le début de la conquête du monde. Mais pour les musulmans, ce fut le jour où des milliers de martyrs tombèrent en défendant leur juste cause.

Les forces des deux camps se préparèrent à attaquer, chacune employant sa propre tactique. L'armée chrétienne était disposée sur le champ de bataille en carré, un corps de légionnaires formant la ligne de front. Les troupes allemandes tenaient le flanc droit, les espagnoles et les italiennes le flanc gauche. La cavalerie, moins nombreuse que l'infanterie, se déployait le long de chaque aile. Un petit corps de partisans de Muḥammad « l'Écorché » (composé de 300 à 600 hommes selon les sources) venait renforcer cette armée.

Quant à l'armée marocaine, elle se déployait en formation de croissant du centre duquel le roi Moulay ʿAbd al-Mālik, d'une litière, dirigeait le combat. En effet, si la maladie qu'il avait contractée en venant de Marrakech et qui s'était aggravée avait immobilisé son corps, son esprit restait sain et actif. Les bords de ce croissant trouvaient les cavaliers, son centre étant occupé par l'infanterie et l'artillerie.

Après la prière de l'aurore, les mercenaires se jetèrent sur le flanc gauche des musulmans, les prenant totalement par surprise. Le sultan ʿAbd al-Mālik, voyant s'amorcer la débandade de ses troupes, se leva de sa litière et, tirant son épée, parvint à s'ouvrir un chemin devant lui. Son action donna un nouvel élan de courage à ses soldats. Malheureusement, il succomba à cet effort mais, avant de rendre l'âme, comme la bataille ne faisait que commencer, il ordonna à ses serviteurs de cacher sa mort.

Alors que la bataille s'animait et que beaucoup d'hommes tombaient dans les deux camps, les musulmans avançaient toujours tandis que les chrétiens cédaient du terrain, tant et si bien qu'ils finirent par s'enfuir dans les champs vers le pont qu'ils trouvèrent détruit. Ils se jetèrent alors dans le fleuve pour le traverser mais ils furent emportés par le courant et périrent noyés.

Cependant, Don Sebastián résistait, faisant preuve du plus grand courage. Mais cela ne le sauva point. Il succomba en effet sur le champ de bataille, au milieu de milliers de ses soldats et de ses serviteurs dévoués. Muḥammad l'Écorché essaya de s'enfuir, se jeta dans la rivière où il se noya. Son corps fut repêché et apporté à Aḥmad al-Manṣūr qui fut proclamé roi après la victoire (de laquelle il tira précisément son nom : al-Manṣūr, le Victorieux).

Le nombre exact des tués dans les deux camps reste inconnu. On peut cependant penser que le nombre de musulmans morts au champ d'honneur s'éleva à plusieurs milliers. Dans le camp des Portugais et de leurs alliés, il n'y eut presque aucun rescapé puisque ceux qui ne furent pas noyés et presque tous ceux qui restèrent en vie furent faits prisonniers. Les récits traditionnels veulent que le nombre des prisonniers chrétiens frôle les 14 000.

Pendant que des négociations étaient entamées sur l'échange du corps de Don Sebastián contre une rançon, celui-ci fut emmené tout d'abord à Fès, mais al-Manṣūr était trop fier pour accepter quelque échange que ce soit, et ce d'autant plus que les rançons déjà perçues pour les prisonniers, en particulier pour les nobles, lui avaient rapporté des sommes qui, d'après certains historiens, furent à l'origine de son surnom al-Dhahabī (le Doré). La quantité d'or versée par les Portugais fut en effet plus grande que celle que rapporta la conquête du Soudan. Al-Manṣūr, campant sur ses positions, décida donc, au cours des pourparlers qui eurent lieu au sujet de la rançon des prisonniers, d'informer le roi d'Espagne Philippe II qu'il était prêt à renvoyer le corps du roi sans autre forme de procès.

Les conséquences de la bataille des Trois Rois

Cette bataille décisive eut des conséquences considérables qui marquèrent pendant de longs siècles d'une part l'islam et le Maroc, d'autre part l'Europe et le Portugal. La victoire donna aux Saadiens un nouveau souffle de jeunesse et apporta au Maroc paix et prospérité dans les domaines économique et culturel. En outre, grâce aux rançons versées en échange des milliers de prisonniers portugais, la dynastie saadienne devint très riche et sa renommée s'étendit dans le monde entier.

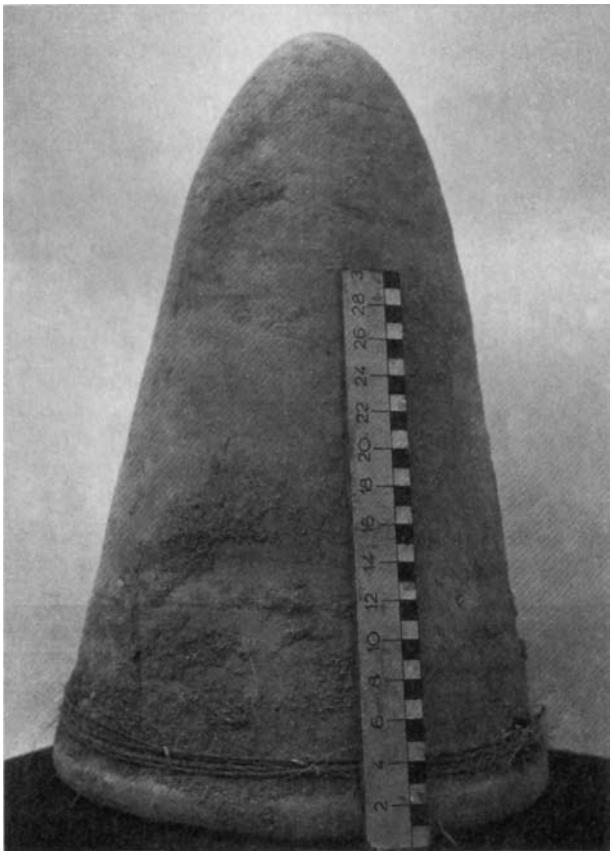
En ce qui concerne le développement économique, un cas particulier doit retenir notre attention. L'industrie du sucre, qui avait connu un moment de stagnation (alors que le Maroc en était le premier exportateur mondial), connut un essor considérable.

Et il en fut de même dans tous les domaines industriels comme dans celui des arts. L'architecture[9] en particulier, sous l'impulsion des Saadiens et de la

9. L'architecture avait stagné pendant un certain temps à la suite de l'affaiblissement de la dynastie wattaside.

bourgeoisie enrichie, se perfectionna pour atteindre un degré de raffinement remarquable, comme en témoignent les chefs-d'œuvre qui subsistent encore, particulièrement à Marrakech. Mais leur stabilité retrouvée et animés par un puissant sentiment de fierté, les Marocains encouragèrent l'émergence de nombreux talents artistiques, poétiques et littéraires, manifestes notamment dans les œuvres de ʿAbd al-ʿAzīz al-Fishtālī et d'al-Maḳḳarī ibn al-Ḳāḍī.

Les répercussions de la bataille des Trois Rois ne furent pas moindres sur le plan de la politique internationale. Il en découla en effet un affaiblissement considérable de l'influence portugaise dans le cas du monde musulman et, plus particulièrement, dans celui des « pays du Golfe ». Quoi qu'il en soit, cette bataille suspendit tout danger venant des croisés pour les pays de l'Orient. Elle fut en effet la dernière en son genre et arrêta net toute velléité des partisans de l'idée de croisade. Elle eut aussi pour effet de renforcer la puissance de l'Empire ottoman, et c'est à juste titre que les Européens considèrent cette victoire marocaine comme la victoire de tous les musulmans, du fait précisément de la solidarité musulmane qu'elle a symbolisée.



8.3. Moule à pain de sucre découvert en 1960 lors des fouilles de la sucrerie de Chichāwa. [© Ministère des affaires culturelles, Maroc.]

Inversement, elle eut pour conséquence d'amener les Ottomans à renoncer à toute idée de conquérir le Maroc, lequel resta le seul territoire arabe non soumis à l'influence des Turcs. Cela permit à la langue arabe de garder, dans ce pays, sa clarté et son authenticité et de continuer à y jouer son rôle pendant de longs siècles. Le style de la littérature épistolaire et des décrets émanant des secrétariats royaux resta pur de toute influence étrangère. Et c'est ainsi que les textes écrits à l'époque saadienne et alawite (et jusqu'au règne de Moulay Hasan Ier) paraissent l'avoir été à l'époque glorieuse des Omeyyades en Espagne et des Almoravides, des Almohades et des Mérinides au Maroc.

Si nous nous sommes étendus sur cette bataille des Trois Rois, c'est à cause de l'importance qu'elle avait en elle-même et pour le Maroc. Le professeur Lévi-Provençal ne s'est pas trompé en remarquant ce qui suit : « Il ne faut pas faire aux historiens marocains le reproche de s'étendre longuement sur cette célèbre bataille et de lui donner l'extrême importance qu'elle a eue réellement […]. On a la preuve aujourd'hui que, plus encore que la conquête du Soudan, le rachat de la noblesse portugaise faite prisonnière au cours de cette bataille valut au sultan Aḥmad al-Manṣūr une richesse extrême (de là son surnom al-Dhahabī, le Doré). Toutes les puissances européennes à court d'argent tentèrent de négocier des emprunts au Maroc. L'empire des Chorfa pratiqua même une politique d'alliance et peu s'en fallut, surtout si ʿAbd al-Mālik n'avait pas succombé, qu'il n'entrât comme l'Empire ottoman dans le concert européen[10]. »

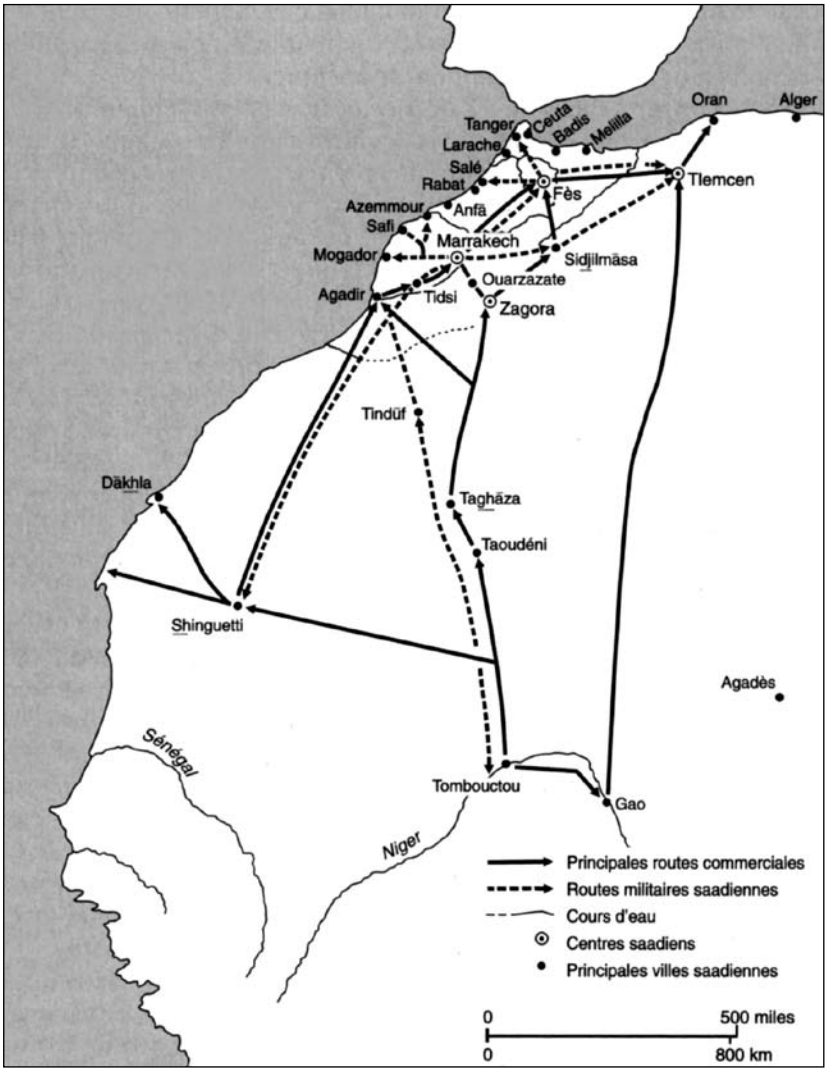
L'expansion des Saadiens au XVIe siècle

Le règne d'al-Manṣūr dura un quart de siècle que le Sultan voua à la consolidation du pouvoir saadien, au développement de son royaume dans tous les domaines et à l'établissement de relations économiques avec les principaux États de l'époque.

Après la victoire de Wādī al-Makhāzin, il se consacra à la libération des villes qui étaient encore entre les mains des Européens : Acila, Tanger, Ceuta et Mazagān. Il réussit à faire évacuer Acila par ses occupants en 1589. Tanger ne devait être libérée qu'au siècle suivant par le sultan alawite Moulay Ismāʿīl et Mazagān (al-Djadīda) par son petit-fils Muḥammad III. Quant à Ceuta, elle passa sous la coupe du roi d'Espagne, Philippe II, qui hérita du royaume du Portugal. Elle dépend encore aujourd'hui, avec Melilla et trois autres *presidios*, de l'Espagne.

Cette réussite parfaite d'al-Manṣūr l'incita à aller voir au-delà des frontières du Maroc pour rétablir la situation qui prévalait du temps des Almoravides et réaliser l'unité de l'islam. En réalité c'était là un prétexte et la vraie motivation de cette campagne était le désir d'expansion qui habitait et habite toujours toutes les grandes puissances. C'est pourquoi il ne faut pas juger les

10. E. Lévi-Provençal, 1922, p. 107, note 1.



8.4. L'empire d'Aḥmad al-Manṣūr (1578-1603) (d'après M. El Fasi).

événements historiques d'après nos conceptions et nos idéaux actuels. Il faut se rappeler que l'histoire, d'Alexandre le Grand à Napoléon, comme avant et après eux, compte un grand nombre de conquérants.

Mais dans le cas de cette expédition vers le Soudan, al-Manṣūr fut désavoué par l'opinion marocaine, ce qui est extraordinaire pour cette époque et tout à l'honneur du Maroc. En effet, avant d'entreprendre cette campagne, il avait réuni un conseil de guerre auquel il exposa son projet. « Presque tous, dit H. Terrasse dans son *Histoire du Maroc*, désapprouvèrent l'entreprise comme comportant trop de risques et surtout parce qu'il s'agissait de faire la guerre contre les musulmans[11]. » Cette opinion fut aussi celle des *ʿulamāʾ*, les vrais représentants du peuple. Et c'est cela qui compte dans l'appréciation de cet événement historique.

Mais al-Manṣūr passa outre à tous ces conseils et décida seul l'expédition du Soudan, comme l'appellent les historiens marocains. Il ne nous paraît pas utile de la décrire en détail : tous les ouvrages traitant de l'histoire du Maroc, aussi bien en arabe que dans les langues européennes, s'étendent sur cet événement[12], mais nous devons évoquer ses faits saillants.

Al-Manṣūr mourut en 1603, après avoir fait du Maroc un État prospère, unifié et envié. Une période d'instabilité marqua alors le pays car, comme il arrive souvent après la disparition d'un dirigeant, ses successeurs se disputent le pouvoir et se livrent à d'interminables luttes intestines. Dans le cas d'al-Manṣūr, ce sont ses fils et petits-fils qui ensanglantèrent le Maroc pendant un demi-siècle. Cette situation engendra l'apparition de plusieurs prétendants au pouvoir en plus des membres de la famille saadienne.

Dans toutes les régions du pays, des membres de confréries religieuses se soulevèrent au nom du patriotisme pour rétablir la paix et combattre les Portugais et les Espagnols qui avaient profité de la faiblesse des derniers Saadiens pour investir les côtes du Maroc.

Le plus célèbre et le plus sincère de ces chefs de la guerre contre les premiers colonisateurs des temps modernes est sans conteste Abu ʿAbdallah Muḥammad al-ʿAyyāšhī de Salé. Chef de guerre aimé de certains et redouté par d'autres, il réussit pour un temps à pacifier les zones placées sous son autorité, en particulier la ville de Fès. Malgré tous ses succès, il ne prétendit jamais au pouvoir suprême parce qu'il était un véritable saint. Il fut assassiné sur l'ordre de ses ennemis, les Morisques de Rabat, en 1051 de l'hégire (1641 de l'ère chrétienne).

En 1046 (1636/1637), pour la seule et unique fois au Moyen Atlas, le petit-fils d'un *shaykh*, dont la science et la sainteté étaient unanimement reconnues, se souleva et se déclara sultan de tout le Maroc. Ce prétendant s'appelait Muḥammad ibn M'ḥammad ibn Abū Bakr al-Dalāl. Son grand-père avait fondé une *zāwiya* dans le Moyen Atlas dont l'emplacement reste incertain de nos jours après sa destruction par le deuxième roi alawite, al-Rashīd ibn al-Shārīf. Elle était devenue un centre d'études islamiques presque aussi

11. H. Terrasse, 1949-1950, vol. II, p. 203.
12. *Ibid.*, p. 202-205 ; A. al-Nāṣirī, 1954-1956 ; H. de Castries, 1905-1936, vol. V, p. 195-198 et 209-218 ; Cossac de Chavrebière, 1931, p. 330-334. Voir aussi chapitre 11.

prestigieux que l'Université Ḳarāwiyyīn de Fès. Plusieurs sommités dans le domaine des sciences islamiques du XIe siècle de l'hégire (XVIIe siècle de l'ère chrétienne) sont passées par la *zāwiya* de Dila.

Le fils d'Abū Bakr Muḥammad suivit les traces de son père et continua de gérer les affaires spirituelles et intellectuelles de la *zāwiya* qui prit encore plus d'ampleur. À sa mort, son fils le remplaça.

Après la mort d'al-Manṣūr en 1012 (1603), dix de ses descendants se disputèrent le pouvoir pendant un peu plus d'un demi-siècle. Deux rois pendant cette longue période ont pu régner pendant plus de vingt ans entrecoupés de victoires de leurs frères ou cousins qui prirent le pouvoir et le perdirent ensuite, sans parler des prétendants parmi les chefs de *zāwiya* et d'autres aventuriers. D'autres rebelles, prétendants au trône, rendirent la vie dure aux Saadiens au nord et au sud du pays. Dans la région de Tanger, al-Khaḍr Ghaylān, un disciple de Muḥammad al-Ayyāshī, prétendit poursuivre les luttes contre les Portugais entreprises par le grand défenseur de l'islam. Le plus remarquable dans ces événements, c'est que tous ces prétendants au trône du Maroc se présentaient comme des sauveurs de l'unité du pays et des champions de la stabilité du pouvoir.

Les Ghanāte étaient une faction des A'rāb (nomades arabes) qui avaient été expulsés du Caire par les Fatimides et avaient envahi le Maghreb par vagues successives, détruisant tout ce qu'ils rencontraient sur leur chemin, maisons, forêts et toutes traces de civilisation. Au VIe siècle de l'hégire (XIIe siècle de l'ère chrétienne), ils furent introduits au Maroc par l'Almohade Yaʿḳūb al-Manṣūr. Les Almohades, les Mérinides et les Saadiens se servirent d'eux comme mercenaires dans leurs guerres intestines ou à l'extérieur du Maroc. En définitive, ils s'installèrent dans les plaines fertiles de la côte atlantique, expulsant leurs habitants vers les montagnes du Moyen Atlas, et c'est à eux qu'est due la véritable arabisation du Maroc.

En 1069 (1658/1659), sous le règne d'Abū al-ʿAbbās Aḥmad ibn Muḥammad al-Shaykh ibn Zaydān, un caïd des Shbanāte, appelé ʿAbd al-Karīm ibn Abū Bakr al-Shbāni et connu sous le nom de Ḳarrum al-Ḥādjdj, se souleva à Marrakech contre le sultan Aḥmad connu sous le nom de Moulay al-ʿAbbās (pourtant sa mère était une Shbanāte). Celle-ci lui conseilla d'aller vers ses oncles maternels pour essayer de les rallier à sa cause. Le Sultan fut capturé par le caïd qui le mit à mort, se déclara sultan et occupa le palais royal de Marrakech. Son règne dura une dizaine d'années marquées par les exactions, les injustices et la cruauté. La misère s'établit, surtout dans le sud du pays. Exaspérés par ces malheurs qui s'abattirent sur le pays, jusqu'à ses partisans et ses fidèles voulurent se débarrasser de ce tyran. L'un d'eux le surprit dans son palais et le tua net d'un coup de javelot. Son fils Abū Bakr ibn ʿAbd al-Karīm prit sa suite et régna un certain temps jusqu'à sa mort, qui survint quarante jours avant l'arrivée du sultan alawite Moulay al-Rashīd à Marrakech.

Les premiers sultans de la dynastie alawite

Tous les prétendants au trône et à l'unification du Maroc qui ensanglantèrent le pays après la mort d'al-Manṣūr échouèrent dans leurs tentatives. L'honneur d'établir un pouvoir fort, durable et sain devait échoir à la dynastie chérifienne des Alawites qui, depuis trois siècles et demi, règne sur le Maroc. Cette longévité est due aux principes politiques que les sultans alawites ont toujours appliqués: tout d'abord l'attachement profond à l'intégrité du pays; ensuite la fidélité à tous les nobles idéaux de la civilisation musulmane; enfin l'intérêt porté au développement des études à tous les niveaux.

On voit par là qu'au contraire des motivations qui étaient à la base de la constitution de toutes les dynasties antérieures, à l'exception des Mérinides, les Alawites ne sont pas apparus comme les champions d'une mission religieuse. Leur but était uniquement politique: unifier le pays, établir un pouvoir stable et fort et généraliser l'enseignement.

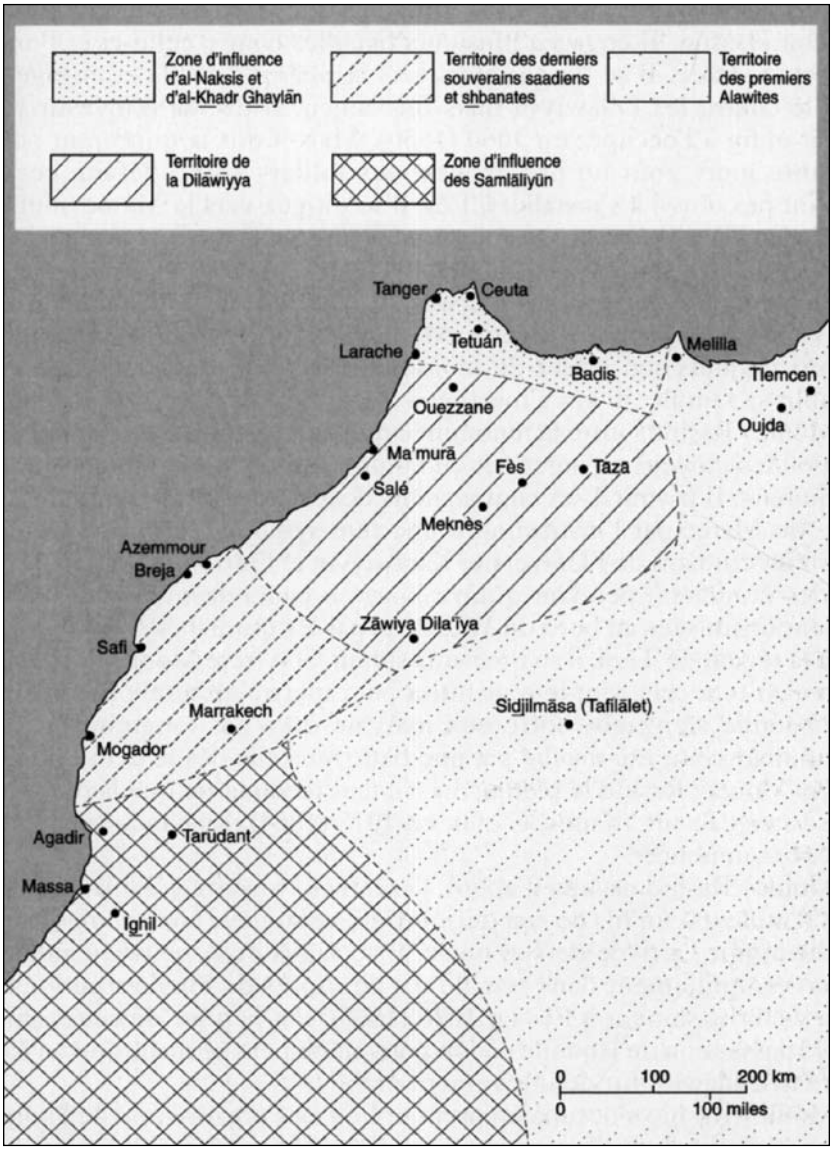
Mais d'abord, qui sont ces Alawites? C'est une famille dont la généalogie avec le Prophète est établie de façon scientifique par les grands savants du Maroc: al-Arabī al-Fāsī, son neveu, le *shaykh* al-Islām, ʿAbd al-Ḳādir, al-Imām al-Yūsī et d'autres cités par l'auteur du *Kitāb al-Istiḳsā*"[13].

Les descendants de la famille formèrent une aristocratie religieuse qui acquit un grand prestige auprès de tous les habitants de la région de Tafilālet. L'arrière-petit-fils d'al-Ḥasan, Moulay ʿAlī al-Sharīf, devint très célèbre. Il eut neuf fils dont Moulay al-Sharīf qui vécut toute sa vie à Tafilālet et dont la renommée s'étendait sur tout le Sud marocain. L'instabilité qui régnait au Maroc incita les Filālī à le proclamer sultan. À ce moment-là, comme nous l'avons déjà vu, le Maroc était partagé entre les Dīlawīyya du Moyen Atlas, qui occupaient Fès, Ibn Ḥassūn, qui régnait sur le Sous et le Haut Atlas, al-Khadr Ghaylān, qui dévastait le Nord-Ouest, et d'autres aventuriers qui profitaient de cette instabilité pour piller villes et villages sans vergogne.

Dans la région de Tafilālet même, une famille occupait une forteresse, Tabousamt, et s'opposait aux chérifs alawites. Les uns étaient appuyés par les Dilāwīyya et les autres par Abū Ḥassūn. Des combats eurent lieu entre les deux parties. Moulay al-Shārīf fut capturé et emprisonné par Abū Ḥassūn. Il fut délivré par son fils, Moulay M'ḥammad. Son père abdiqua en sa faveur et il fut intronisé roi du Maroc en 1050 (1640). Ainsi commençait la dynastie alawite. Le mot alawite[14] vient du nom de Moulay ʿAlī al-Shārīf de Marrakech, l'ancêtre de la lignée. Cette dynastie est aussi appelée Ḥasanī ou Filālī, c'est-à-dire de Tafilālet, l'ancienne Sidjilmāsa.

Moulay M'ḥammad ne fut pas reconnu par son frère, Moulay Rashīd, et quitta le Tafilālet. Il commença par errer dans les villes et les *ḳablīa* du Sud et du Nord. Il alla dans la vallée du Todgha, à Demnāt, à la *zāwiya* de Dila et à Fès.

13. A. al-Nāṣirī, 1954-1956, vol. VII, p. 3-4.
14. D'une façon générale, le mot alawite est employé pour désigner tous les descendants de ʿAlī, cousin et gendre du Prophète. Mais les Alawites de Syrie n'ont rien à voir avec le calife ʿAlī.



8.5. Les principautés du Maroc septentrional au début du XVIIe siècle (d'après M. El Fasi).

Quant à son frère, il leva une armée et se dirigea vers le Darʿa occupé par Abū Ḥassūn. Il engagea plusieurs batailles contre celui-ci et l'expulsa de cette contrée. Il se dirigea alors vers la *zāwiya* de Dila et engagea une bataille contre les Dilāwiyya mais fut vaincu. Il décida d'investir Fès et réussit enfin à l'occuper en 1060 (1650). Mais il dut la quitter au bout de quarante jours pour ne pas exposer ses soldats à une défaite certaine. N'ayant pas réussi à s'installer à Fès, il se dirigea vers le Maroc oriental. Il occupa la ville d'Oujda et s'avança vers Tlemcen. Toute la région de l'Ouest algérien fut investie par ses troupes.

Un accord ayant été ensuite conclu entre Moulay M'ḥammad et les Turcs qui gouvernaient l'Algérie, Moulay Rashīd retourna à Oujda. Poursuivant toujours son projet de monter sur le trône du Maroc que venait d'établir sa famille, il vint s'installer à Tāzā.

Moulay Rashīd, outre la renommée qu'il avait acquise, eut alors à sa disposition les moyens en argent et en hommes pour mener à bien son projet de toujours. Il promit à ses compagnons de les récompenser une fois sur le trône du Maroc par l'institution d'une fête symbolique qui consisterait à choisir un étudiant de l'Université Ḳarāwiyyïn et l'introniser sultan des *tolba* (roi des étudiants) pendant quinze jours au cours desquels des festivités seraient organisées au bord du Wādī Fāz par les étudiants[15]. Ayant conquis toute la région de Tāzā, il se proclama sultan. Son frère Moulay M'ḥammad, apprenant tout cela, vint le rencontrer pour mettre un terme à ses exploits. Une bataille s'engagea entre eux mais ne dura pas longtemps, Moulay M'ḥammad ayant été touché par une balle mortelle dès le début de la rencontre. Moulay Rashīd le pleura, mais il faut reconnaître que la mort de son frère arrangeait ses affaires. C'était en 1075 (1664). La conquête du Maroc pouvait commencer.

Moulay Rashīd occupa d'abord Tāzā. Il alla ensuite à Tafilālet, berceau de la famille, où un fils de son défunt frère se souleva contre lui. Quand ce rebelle apprit l'arrivée de son oncle, il se sauva et le nouveau sultan put entrer tranquillement dans sa ville natale. Après de longues péripéties, il entra victorieusement à Fès en 1076 (1666). Par la prise de cette capitale, sans la possession de laquelle aucun pouvoir ne peut se maintenir au Maroc, la dynastie alawite fut définitivement établie.

Moulay Rashīd s'occupa en premier lieu de l'organisation de l'administration. Il distribua de l'argent aux *ʿulamāʾ* et en fit ses conseillers particuliers. Il nomma *ḳāḍī* de la capitale le savant Ḥamdūn al-Mazwār. Toutes ces actions lui valurent l'attachement des Fāsī, connus pour leur répugnance à accepter le premier venu sans l'avoir au préalable jugé digne de leur confiance.

Il passa les deux années suivantes à pacifier tout le nord du Maroc et, à la fin de l'année 1078 (1668), il se prépara à réduire la *zāwiya* de Dila qui constituait encore le seul pouvoir, bien qu'affaibli, dans la région du Moyen Atlas. Arrivée dans la plaine du Fāzāz, l'armée d'al-Rashīd rencontra les

15. Cette tradition estudiantine a duré jusqu'à l'époque moderne où elle est tombée dans l'oubli. Je l'ai rétablie au début de l'indépendance alors que j'étais ministre de l'éducation nationale et recteur des Universités marocaines. Depuis, elle est retombée en désuétude.

troupes de Muḥammad al-Ḥadjdj al-Dilāʿī qui essuyèrent une défaite sans précédent dans leur histoire. Moulay Rashīd entra dans la *zāwiya* avec ces troupes, traita ses occupants avec humanité et ne versa pas une seule goutte de sang. Il ordonna que l'on transfère le vieux Dilāʿī à Fès pour qu'il y habite avec tous les membres de sa famille. Ceci se passa au cours du premier mois de l'année 1079 (1668).

Après cette victoire, il ne restait plus à Moulay Rashīd qu'à réduire les derniers îlots d'insoumission au sud du Maroc. Au mois de *safar* 1079 (juillet 1668), il décida de libérer Marrakech des Shbanāte. Il réussit à occuper la ville, s'empara d'Abū Bakr ibn Ḳarrum al-Ḥādjdj al-Shabānī ainsi que de certains membres de sa famille et les fit mettre à mort.

Le dernier pouvoir local qui durait encore dans le Sous était celui des Samlālīyūn. Le fondateur de cette principauté était mort en 1070 (1659), remplacé par son fils Muḥammad. En 1081 (1670), Moulay Rashīd investit la ville de Tarūdant, l'occupa et se dirigea vers la forteresse d'Ighīl, capitale des Samlālīyūn. Il s'en empara et tua les membres de cette famille maraboutique ainsi que ses plus fervents partisans. Avec cette victoire, tout le Maroc était purifié et le pouvoir alawite définitivement établi.

Un an et demi plus tard, en 1082 (1671), Moulay Rashīd trouva la mort dans un accident de cheval. L'histoire que nous avons tracée des derniers Saadiens et du début de la dynastie alawite est surtout événementielle parce que les troubles qui régnaient alors, l'insécurité et l'instabilité du pouvoir ne permettaient pas aux arts et aux lettres de se manifester. C'est seulement avec Moulay Rashīd que le Maroc renoua avec ses traditions culturelles et se lança dans de nouvelles réalisations sociales et économiques. Moulay Rashīd estimait beaucoup les savants et les hommes de lettres. Il avait lui-même étudié à l'Université Ḳarāwiyyīn.

Il fit construire la plus grande *madrasa* (école coranique primaire et secondaire) de Fès, modestement appelée Madrasa Cherraṭīn[16], du nom de la rue où elle a été bâtie. Il en fit construire une autre à Marrakech. Parmi ses œuvres monumentales, on lui doit la construction du pont sur le Wādī Sebū à quinze kilomètres à l'est de Fès.

Au point de vue économique, il prêta aux commerçants des sommes considérables pour encourager leurs activités et, ainsi, entraîner la prospérité de toute la population. Il mena à bien une réforme monétaire qui consistait à réduire la valeur de la mouzouna de 48 à 24 fels. La forme des pièces de bronze frappées à son époque fut modifiée, elles devinrent rondes. Parmi ses œuvres sociales, il faut signaler son intérêt pour la question de l'eau, surtout dans les régions désertiques; il fit ainsi creuser de nombreux puits dans les déserts du Maroc oriental, en particulier dans le Darʿa par où passaient les caravanes commerciales et celles des pèlerins qui se dirigeaient vers La Mecque.

D'une façon générale, les historiens sont unanimes pour déclarer que le règne de Moulay Rashīd fut marqué par un essor remarquable dans tous les

16. Quand j'étais recteur de l'Université Ḳarāwiyyīn, je l'ai officiellement rebaptisée al-Madrasa al-Rashidīyya.

domaines, par une longue période de paix et par une prospérité appréciable après les longues années de troubles et de misère que le pays avait connues.

Le règne de Moulay Ismāʿīl

L'histoire de Moulay Ismāʿīl regorge de faits éminents. Ce souverain a, en effet, achevé l'œuvre commencée par ses deux frères et qui consistait à unifier le Maroc en le mettant sous la domination d'un seul trône, comme au temps de sa puissance et de sa grandeur passées. C'est également lui qui a affermi les assises de l'État fondé par ses deux frères et jeté les bases de l'État marocain qui a sauvegardé jusqu'à présent le patrimoine du Maroc. C'est enfin lui qui a veillé à ce que la loi musulmane soit enseignée dans toutes les contrées du Maroc, afin d'assurer au pays l'unité religieuse aussi bien que politique.

Il s'intéressait énormément aux questions relatives à la religion musulmane et son prosélytisme s'adressait même aux rois d'Europe tels que Louis XIV et James II d'Angleterre, auxquels il écrivit, les invitant à embrasser l'islam. Il observait strictement les préceptes de la loi musulmane et menait une vie austère, n'ayant jamais bu, de toute sa vie, de boisson enivrante. Certains historiens l'ont décrit comme étant cruel, violent, despote et porté à la colère sans autre prétexte que le plaisir de voir couler le sang. Toutes ces allégations sont fausses. Ce qui les poussait à forger cette image de lui, c'est qu'ils ajoutaient foi aux dires des captifs européens qui, naturellement, étaient traités à la manière de l'époque, c'est-à-dire par la violence. Chacun de ces prisonniers, remis en liberté et de retour dans sa patrie, se mettait à décrire, avec exagération, les épreuves qu'il avait endurées, si bien que l'idée de la violence et de la cruauté de Moulay Ismāʿīl s'accrédita dans l'esprit des Européens.

Par ailleurs, des ambassadeurs du Sultan étaient envoyés dans les capitales européennes: Ibn Ḥaddū à Londres et al-Ḥadjdj Muḥammad Tamīm successivement à Paris et à Versailles. Réciproquement, des délégations envoyées par les États européens venaient solliciter son amitié. Il entretenait des relations personnelles avec les rois d'Angleterre et de France et intervenait dans les affaires de ces deux États où il avait des agents de renseignements, ce qui lui permettait d'être largement au courant de ce qui s'y passait. Il était perspicace en politique. Ainsi disait-il: « Le roi d'Espagne est un enfant, qui laisse au Ciel le soin de gouverner son pays; celui d'Angleterre n'est pas libre dans ses actes; celui d'Autriche a nécessairement besoin de satisfaire les grands électeurs. Seul le roi de France gouverne réellement. » Par ce dernier, il faisait allusion à Louis XIV qui était vraiment, à l'époque, l'un des plus grands monarques d'Europe.

Tel est le souverain qui a accédé au trône du Maroc après la mort de son frère Moulay Rashīd. Son intronisation eut lieu le mercredi 16 *dhū'l-Ḥi*djdj 1082 (16 avril 1672).



8.6. Le sultan Moulay Ismāʿīl.
[Mausolée Muhammad V, Rabat. Avec l'aimable autorisation du Conservateur.]

Les notables des villes et des *ḳabīla* vinrent lui prêter serment d'allégeance, excepté ceux de Marrakech. Son neveu, en effet, Aḥmad ibn Muḥriz, ayant appris la mort de son oncle Moulay Rashīd s'était rendu précipitamment dans cette ville et avait demandé à ses habitants de le proclamer sultan. Il eut l'appui d'un grand nombre de partisans, surtout parmi les gens du Sous. Moulay Ismāʿīl n'eut donc d'autre ressource que de prévenir ce danger avant qu'il ne s'aggravât. Peu de jours après son intronisation, il marcha contre son neveu et le combattit ainsi que les *ḳabīla* du Hauz qui s'étaient ralliées à lui. Il les vainquit, pénétra dans Marrakech et pardonna aux habitants leur manque d'empressement à lui prêter serment d'allégeance, les excusant à cause de la rébellion de son neveu. Ce dernier avait pris la fuite après sa défaite, mais avait recommencé à comploter, incitant les habitants de Fès à se révolter et à le proclamer sultan, ce qu'il réussit à obtenir.

Ayant pris connaissance de cette agitation, Moulay Ismāʿīl décida de s'occuper tout d'abord de son neveu. Il marcha contre lui, l'obligea à prendre la fuite une deuxième fois vers le Sahara. Puis il se dirigea vers Fès qu'il assiégea jusqu'à sa soumission, mais ensuite il décida de faire de Meknès sa capitale. De retour dans cette ville, il donna l'ordre de construire des palais, des maisons, des murailles, des écuries, des entrepôts et autres bâtiments de ce genre. Il y fit aménager des jardins et des bassins, si bien que cette ville se mit à concurrencer Versailles (que Louis XIV, ayant abandonné Paris, avait choisi pour capitale). À Meknès, les travaux de construction durèrent plusieurs années.

Quant à Aḥmad ibn Muḥriz, après avoir tenté vainement par deux fois de prendre le pouvoir dans les deux capitales du Sud et du Nord, il essaya une troisième fois de se soulever contre son oncle. Il investit pour la seconde fois Marrakech qu'il occupa en 1085 (1674/1675) et transforma en place forte. Son oncle vint l'y assiéger. Le siège dura près de deux ans au bout desquels ibn Muḥriz, n'en pouvant plus, s'enfuit une fois de plus vers le Sous. Moulay Ismāʿīl fit alors son entrée à Marrakech et, cette fois-ci, il donna l'ordre à son armée de châtier ceux des habitants qui avaient soutenu ibn Muḥriz.

Parmi les événements de politique intérieure survenus sous le règne de Moulay Ismāʿīl, on peut signaler la révolte de trois de ses frères, Moulay al-Ḥarrān, Moulay Hāshim et Moulay Aḥmad, qui éclata à la fin du mois de *ramaḍān* 1089 (1678/1679). Les rebelles furent reconnus et soutenus dans leur mouvement par la *ḳabīla* des Aït 'Attā. Le Sultan marcha contre eux, à la tête d'une armée imposante, et les deux parties se rencontrèrent au Djabal Saghrū. La victoire échut à Moulay Ismāʿīl, dont les soldats firent preuve d'un grand courage, et provoqua la fuite des trois frères vers le Sahara.

La situation d'ibn Muḥriz, réfugié dans le Sous, connut des hauts et des bas pendant que son oncle, absorbé par les importantes questions intérieures et extérieures de l'État, ne pouvait s'occuper entièrement de lui. En 1096 (1684/1685), alors qu'il se trouvait à Meknès, Moulay Ismāʿīl apprit que son frère al-Ḥarrān et son neveu ibn Muḥriz s'étaient alliés et avaient occupé la ville de Tarūdant. Le Sultan marcha contre eux à la tête d'une immense armée et assiégea Tarūdant. Pendant le siège, ibn Muḥriz fut tué. Ainsi prit fin l'aventure de ce révolté qui, pendant plus de quatorze ans, avait causé

maints soucis à Moulay Ismāʿīl. Quant à Moulay al-Ḥarrān, il demeura assiégé à Tarūdant. Lorsque, finalement, l'armée royale prit d'assaut la ville, il s'enfuit dans le Sahara.

Les campagnes militaires de Moulay Ismāʿīl pour récupérer les villes marocaines occupées par les Européens

Le Maroc, avant l'avènement de la dynastie alawite, était partagé entre les agitateurs et les chrétiens et était convoité par toutes les autres nations; cet état de fait avait été causé par les trahisons et les troubles dont furent responsables les derniers rois saadiens, comme nous l'avons vu. Moulay M'ḥammad puis son frère Moulay Rashīd étaient parvenus à mettre un terme à cette situation et à unifier le Maroc sous la domination d'un seul trône et d'un seul roi. Leur frère, le grand Moulay Ismāʿīl, s'inscrivit dans leur lignée. C'est à lui qu'échut le rôle, après avoir consolidé l'œuvre de ses deux prédécesseurs, de parachever l'unification du Maroc en liquidant la colonisation chrétienne.

La reprise d'al-Mahdiyya

Le port d'al-Mahdiyya, qui s'appelait alors al-Maʿmurā, était l'un des plus importants du Maroc. Les corsaires des différentes nations tentaient de l'occuper. De ce port, qui dépendait de Salé, ville habitée alors par des Andalous, partaient les vaisseaux marocains pour combattre les Espagnols et autres ennemis. Profitant de la faiblesse des Marocains résultant des querelles entre les fils d'al-Manṣūr, les Espagnols l'occupèrent, en 1023 (1614) jusqu'au moment où Moulay Ismāʿīl décida de le leur reprendre. Il marcha contre cette ville, l'assiégea, la priva d'eau, l'occupa en 1092 (1681) et fit prisonniers tous les Espagnols qui s'y trouvaient.

La reprise de Tanger

Tanger était tombée sous la coupe des Anglais après qu'un de leurs rois eut épousé une princesse portugaise. Moulay Rashīd avait tenté de réintégrer cette ville au Maroc, mais il mourut avant de la libérer. Étant donné l'importance qu'elle avait, Moulay Ismāʿīl fit tout son possible pour la récupérer et chargea pour cela l'un de ses plus grands généraux, ʿAlī ibn ʿAbdallāh al-Rīfī, de l'assiéger. Ici la version marocaine diffère de la version européenne quant à la cause de l'évacuation de cette ville par les Anglais. Si les deux versions s'accordent pour dire que les Anglais ont évacué Tanger sans coup férir et après avoir démoli les tours et les fortifications, les historiens marocains, en revanche, affirment que les Anglais ont agi ainsi en représailles à la sévérité du siège que leur avait fait subir le général ʿAlī al-Rīfī. Quant aux historiens européens, ils prétendent que cette évacuation a eu lieu pour des raisons de politique intérieure: le gouvernement et le parlement anglais craignaient de voir le duc d'York, qui s'était converti au catholicisme, prendre Tanger comme base d'opérations pour attaquer le roi Charles II et prendre le pouvoir. C'est pourquoi le souverain anglais aurait donné l'ordre à lord Dartmouth d'évacuer Tanger.

Malgré tout, ces derniers historiens reconnaissent, entre autres causes de cette évacuation, la difficulté qu'avaient éprouvée les Anglais à repousser les attaques des Marocains. L'expérience nous a suffisamment prouvé que les Européens n'ont jamais abandonné un seul pouce de terre musulmane occupée sans y avoir été contraints et battus.

Quoi qu'il en soit, l'armée, conduite par le général ʿAlī ibn ʿAbdallah al-Rīfī, pénétra dans Tanger au mois de *rabiʿ I* 1095 (février 1684). Sans perdre de temps, le général se mit à reconstruire ce qu'avaient démoli les Anglais et à restaurer les mosquées, les murailles, les tours et tout ce qu'ils avaient détruit durant leur séjour et au cours de leur fuite.

La reprise de Larache

La perte de Larache fut des plus catastrophique pour les musulmans du Maroc, car cette ville n'avait pas été occupée *manu militari* par l'ennemi espagnol mais elle lui avait été cédée par l'un des rois du Maroc en échange de son appui pour reprendre le pouvoir dont il prétendait avoir été frustré. Tandis que les fils et petit-fils d'al-Manṣūr le Saadien se disputaient le trône, les Européens essayaient de tirer profit de cette situation, désirant tous occuper Larache qui était alors un centre stratégique important. Or, Muḥammad Shaykh s'était enfui en Europe pour demander aux rois étrangers de lui prêter main forte contre ses deux frères. Mais le roi d'Espagne, Philippe III, fut mis au courant de cette intention et des négociations s'engagèrent, à l'issue desquelles le prétendant au trône marocain accepta de céder Larache au roi d'Espagne à condition d'être aidé à reconquérir son trône. Le marché conclu, Muḥammad Shaykh rentra à Fès et les Espagnols occupèrent Larache en 1019 (1610). Larache demeura sous la domination espagnole pendant plus de quatre-vingts ans, jusqu'à l'avènement de Moulay Ismāʿīl. Ce grand roi lança contre cette ville une importante armée, l'assiégea et empêcha les Espagnols d'en sortir pendant plus de cinq mois. De violents combats s'engagèrent entre assiégeants et assiégés, couronnés par l'éclatante victoire des Marocains. La reprise de Larache, qui eut lieu le mercredi 18 *moharram* 1101 (1cr novembre 1689), causa aux Marocains une immense joie qui n'avait d'égale en intensité que la douleur qu'ils avaient éprouvée lors de sa perte.

La reprise d'Acila

Le port d'Acila, quant à lui, était tombé aux mains des Portugais au début du règne des Banū Waṭṭās. Récupéré par les premiers rois saadiens, il fut repris une seconde fois par les Portugais. Passant ainsi de mains en mains, il finit par échoir aux Espagnols. Lorsque le général Ibn Ḥaddū en eut terminé avec Larache, il reçut l'ordre du Sultan de se diriger vers Acila pour l'assiéger. À bout de force, les assiégés demandèrent d'avoir la vie sauve, ce qui leur fut accordé, sous réserve de l'approbation du Sultan. Mais, craignant de subir le pire, ils s'enfuirent nuitamment sur leurs vaisseaux. Les Marocains pénétrèrent alors dans Acila en 1102 (1691).

Les armées de Moulay Ismāʿīl

La milice des Wadāya

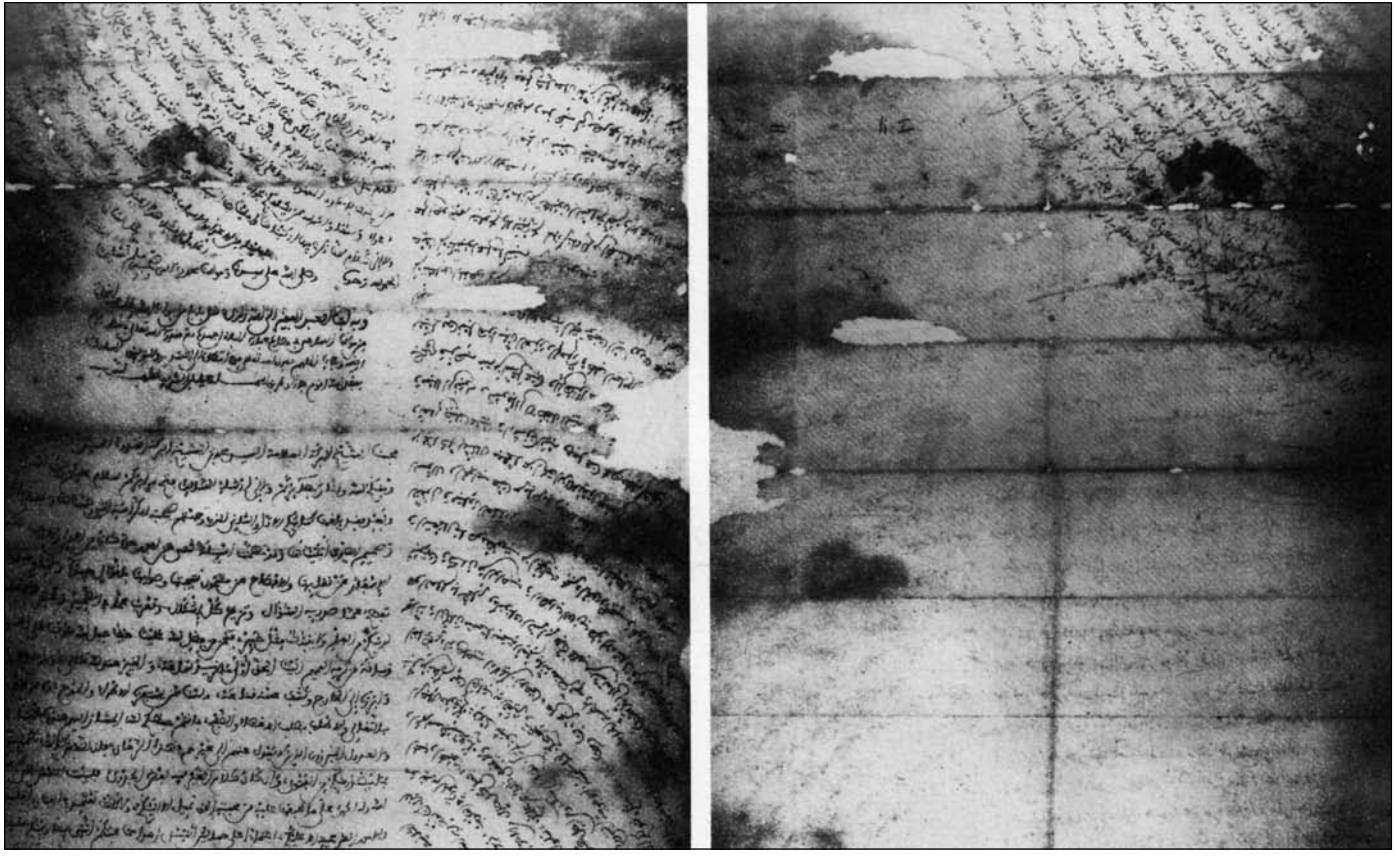
Les rois marocains recrutaient leurs soldats soit au sein de *ḳabīla* de leur clan, soit au sein de *ḳabīla* alliées. Les Almoravides, par exemple, s'appuyaient sur les *ḳabīla* sanhādja (lamtūna, lamta et autres), tandis que les Almohades avaient l'appui des *ḳabīla* maṣmūda. Il en fut ainsi jusqu'à l'avènement des Saadiens. Ils recrutèrent leurs soldats parmi les *ḳabīla* de Bédouins arabes introduits au Maroc du temps d'al-Manṣūr l'Almohade et qui s'étaient établis au sud du pays. Les Saadiens constituèrent, à partir de ces *ḳabīla*, une milice connue sous le nom de milice des Wadāya. Les Wadāya s'étaient dispersés à la suite de la décadence des Saadiens. Au cours de son séjour à Marrakech, Moulay Ismāʿīl eut l'idée de les rassembler et d'en faire des soldats pour renforcer son pouvoir. Ces nouvelles recrues reçurent des uniformes et furent emmenées à Meknès, la capitale. On leur adjoignit des hommes de Shbanāte et de Zirāra. Leur nombre ayant augmenté, Moulay Ismāʿīl les divisa en deux groupes. Le premier fut envoyé à Fès tandis que le second demeurait au Riyād, à Meknès.

La milice des Bawākhir

Moulay Ismāʿīl réfléchissait beaucoup aux causes qui rendent les nations fortes, stables et redoutables. Il finit par comprendre que cela résultait de leur puissance militaire. Mais il comprit aussi que leur décadence découlait de la trop grande autorité acquise par les militaires et leurs chefs. Il décida alors de créer une milice composée d'esclaves. Ces gens-là sont naturellement portés à l'obéissance, condition essentielle de la discipline, et, comme ils sont à la merci de leurs maîtres, ils sont naturellement portés à leur obéir.

Moulay Ismāʿīl pensait à cela lorsqu'il organisa la milice des Wadāya, ainsi que nous l'avons dit plus haut. Un des secrétaires du Makhzen. Muḥammad ibn al-Ḳāsim ʿAlīlīsh[17], dont le père était également secrétaire d'al-Manṣūr le Saadien, lui dit un jour: « Le roi avait une milice d'esclaves et je possède le livre sur lequel mon père les avait inscrits. » Il lui fit voir ce registre et lui apprit qu'il y avait encore, dans la région de Marrakech, un grand nombre de ces esclaves, qu'il lui était possible de les rassembler et de les inscrire de nouveau sur un registre spécial pour les faire travailler dans l'armée. Moulay Ismāʿīl lui confia cette tâche et ordonna par écrit aux chefs des tribus de la région de lui prêter aide et assistance. ʿAlīlīsh se mit donc à rechercher ces esclaves et parvint à tous les enrôler. Il fit si bien que, dans toutes ces tribus, il ne resta plus aucun Noir, fût-il esclave, métis ou libre de condition. L'opinion publique fut scandalisée par cette mesure, notamment les *ʿulamāʾ*, dépositaires de la loi islamique qui interdit l'exploitation des hommes libres.

17. Contrairement à ce qui est mentionné dans A. al-Nāṣirī, 1954-1956, vol. IV, p. 26, où lui est attribué le nom de ʿUmar ibn Ḳasīm. En vérité, je possède une lettre manuscrite de ce secrétaire, adressée au vizir al-Yaḥmadi et signée Muḥammad ibn Ḳāsim. Le même nom est donné à ce personnage dans une lettre adressée par Moulay Ismāʿīl à notre ancêtre le *shaykh* al-Islām Sīdī Muḥammad ibn ʿAbd al Ḳādir al-Fāsī. Al-Ḍuʿa ysjif-Ribātī le nomme également ainsi.



8.7. Lettre nº 12 de la correspondance entre le sultan Moulay Ismāʿīl et le *shaykh* al-Islām Sīdī Muḥammad al-Fāsī.
[S. E. M. El Fasi.]

Cette question fit naître une longue polémique entre le roi et les *ʿulamāʾ* de Fès et entraîna une correspondance fournie, dont une célèbre partie existe encore, entre Moulay Ismāʿīl et le *shaykh* al-Islām Abū 'l-Suʿūd al-Fāsī[18].

Pour revenir à Moulay Ismāʿīl, je dois formuler cette observation générale à son sujet. Si, comme le prétendent les Européens, il était réellement farouche, cruel et despote, un simple savant, n'ayant d'autre force que celle de la foi et du droit, ne lui aurait pas tenu tête. Mais Moulay Ismāʿīl, qui craignait Dieu et respectait ses lois, était persuadé qu'il agissait conformément à la loi musulmane dans cette affaire qu'il considérait comme le plus grand bien réalisé en faveur du Maroc et de l'islam. Ce qui l'encourageait davantage à maintenir sa position, c'est le fait que sa responsabilité dans cette affaire était atténuée par le rôle joué par Muḥammad ibn Ḳāsim ʿAlīlīsh dans la réduction en esclavage des hommes de condition libre, lequel prétendait que ces derniers, ou tout au moins leurs pères, avaient déjà été esclaves du temps des Saadiens. De plus, Moulay Ismāʿīl avait l'accord de certains *ʿulamāʾ* plus accommodants, tels que ce savant qui écrivit au *shaykh* al-Islām al-Fāsī, sans la dater ni la signer, une lettre dans laquelle il lui disait notamment : « Que ne disiez-vous dans votre lettre [celle adressée à Moulay Ismāʿīl] : notre seigneur, victorieux par la grâce de Dieu, et guidé dans toutes ses actions et particulièrement dans le recrutement de ces esclaves avant leur réduction en esclavage et les précautions prises à l'égard de la loi musulmane. Cette question ayant été étudiée à fond, il ne reste plus rien à faire après toutes les justifications qui ont été avancées. Tout est entre les mains de notre seigneur — que Dieu le rende victorieux ! — qui agit conformément à nos propres directives et à celles des autres *ʿulamāʾ* ; tout cela, afin d'avoir la conscience tranquille, que Dieu le garde éternellement pour nous-mêmes et pour tous les musulmans ! Il possède d'ailleurs à ce sujet une documentation amplement suffisante pour convaincre tout sceptique et critique. Parler ainsi, c'est dire la vérité. C'est ce que vous auriez dû faire, sans crainte de contrevenir en aucune façon aux lois divines et humaines. J'espère que vous vous montrerez plus conciliant dans votre correspondance adressée à notre seigneur, que Dieu lui accorde son appui !, afin qu'il en soit satisfait. C'est parce que je vous estime que je vous ai donné ce conseil. »

La correspondance échangée à ce sujet entre le Sultan et les *ʿulamāʾ* s'est prolongée jusqu'à la mort de Sīdī Muḥammad ibn ʿAbd al-Ḳādir al-Fāsī, en 1116 (1704/1705), et avait certainement débuté dans la dernière décennie du XIe siècle de l'hégire. Cependant, la première des lettres de cet échange qui nous soit parvenue est celle datée du 28 *dhu 'l-ḳaʿda* 1104 (juillet 1693). Le souverain y demandait à Sīdī M'ḥammad d'étudier l'argumentation de ʿAlīlīsh relative à la réduction des hommes libres en esclavage, de préciser si cette opération était conforme à la loi et de dire s'il l'approuvait ou non. Ce savant avait sans nul doute répondu franchement à cette question, ou alors il avait insinué que la loi ne permettait pas de réduire des hommes libres en esclavage. Le désaccord s'aggrava au point que le Sultan, irrité,

18. A. al-Nāṣirī, 1954-1956, vol. IV, p. 42.

écrivit une lettre[19] au sujet de laquelle l'auteur d'*al-Istiḳsā'* dit : « Au même mois de *dhū 'l-ḳaʿda* de la même année, c'est-à-dire en 1108 (1696–1697), le *ḳāḍī* et les *ʿulamā'* de Fès reçurent du Sultan un lettre leur reprochant de ne pas avoir approuvé la réduction en esclavage des hommes inscrits sur le registre. Une deuxième lettre parvint, dans laquelle le monarque faisait l'éloge de la population de Fès, critiquait sévèrement les *ʿulamā'* et ordonnait la destitution du *ḳāḍī* et des officiers publics de cette ville[20]. »

Le premier écrit auquel faisait allusion ce passage de *al-Istiḳsā'* fait partie de ma collection personnelle. Il fait état de questions nombreuses et réitérées se résumant en ceci : le Sultan avait jugé nécessaire et indispensable d'organiser une armée pour défendre le territoire de l'Islam. Il développa dans cette longue lettre son point de vue sur l'institution de cette armée d'esclaves et demanda au destinataire de la distribuer aux *ʿulamā'* et de leur demander leur réponse. Nous ne possédons qu'une seule de ces réponses, celle de Sīdī M'ḥammad dans laquelle il est catégorique : « Quant à celui dont on ne pourrait prouver la condition d'esclavage, il y a unanimité entre les savants pour dire qu'il est libre et qu'il n'est nullement permis de le posséder ni de disposer de sa personne soit en le vendant, soit de toute autre manière, car les hommes naissent libres. »

C'est alors que le monarque, pour convaincre le *shaykh* al-Islām de la nécessité d'organiser l'armée des Bawākhir, eut recours au moyen suivant : par lettre datée du mois de *djumādā' I* 1110 (décembre 1698), il le prenait à témoin qu'il avait affranchi tous ces esclaves, dont il avait constitué une milice, et qu'il les avait gardés en gens de mainmorte pour assurer la défense du territoire de l'Islam.

Nous ignorons quelle fut la réponse de Sīdī M'ḥammad. Cependant, dans une correspondance à ce sujet, dont la date n'est pas loin de celle de la mort du savant (*radjab* 1115/automne 1703), nous trouvons une indication qui n'a pas de rapport direct avec le sujet mais qui a trait à l'enrôlement des habitants de Fès dans le corps des archers. Il semble que le Sultan ait également consulté le savant au sujet de cette dernière question et qu'il ait reçu une réponse non satisfaisante. Il profita alors de cette occasion pour lui adresser une longue lettre, dont on trouvera le texte intégral dans le recueil des lettres de Moulay Ismāʿīl cité plus haut.

L'année suivante, Sīdī M'ḥammad mourut et Moulay Ismāʿīl continua à demander leur accord aux *ʿulamā'* de Fès. L'affaire connut diverses péripéties jusqu'en 1120 (1708/1709), date à laquelle le monarque les contraignit finalement à approuver le *Dīwān al-ʿAbīd* (Registre des esclaves).

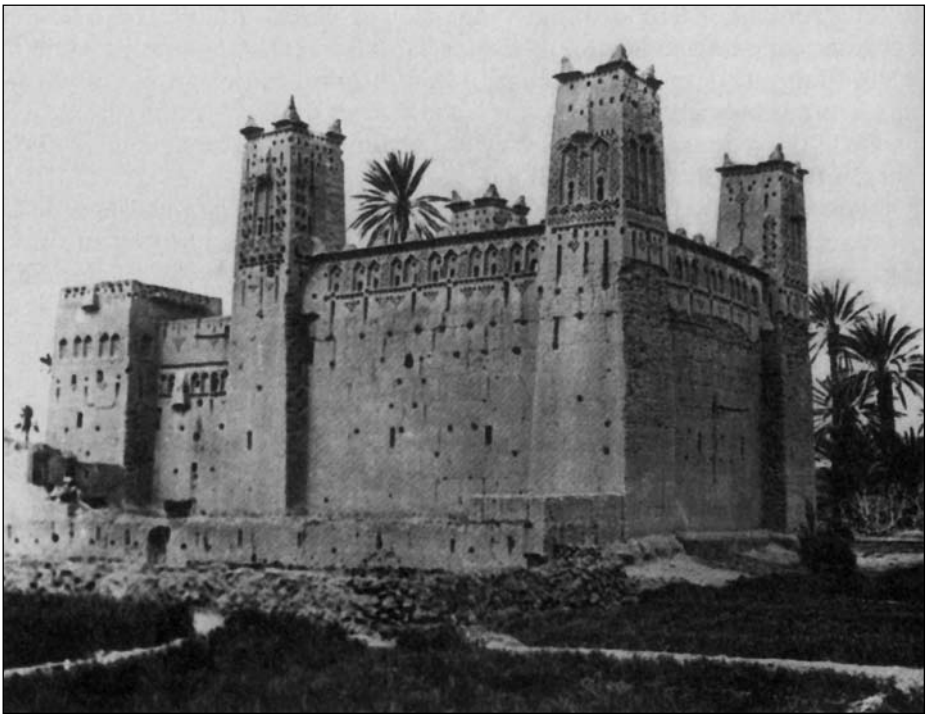
Tel est l'historique de la création de la milice des Bawākhir, que nous avons tracé brièvement, certes, mais en nous appuyant sur des documents importants et uniques. Cette milice, à son début, a contribué dans une très

19. Cette correspondance, d'une importance capitale d'un point de vue historique, social, juridique et religieux, a été publiée par l'auteur de ce chapitre avec reproduction photographique de documents, dans la revue *Hesperis-Tamuda*, dans un numéro spécial publié en 1962 à l'occasion du troisième centenaire de l'accession au pouvoir de Moulay Ismāʿīl.

20. A. al-Nāṣirī, 1954-1956, vol. IV

large mesure à faire régner la paix et la sécurité dans le pays unifié. Moulay Ismāʿīl avait en effet fait construire des forteresses et des citadelles (*ḳaṣaba*) dans toutes les régions du Maroc, des frontières algéro-marocaines jusqu'aux confins méridionaux du Sahara. Des garnisons furent envoyées dans ces forteresses et les fils des soldats, qui étaient venus avec leur famille, recevaient une formation spéciale, ce qu'il importe de mentionner ici.

Grâce à cette puissante milice, Moulay Ismāʿīl réussit à faire recouvrer au Maroc sa force et son prestige aux yeux des grandes nations de l'époque, qui commencèrent alors à le redouter. Cette milice lui permit également, ainsi que nous l'avons dit plus haut, de faire régner la sécurité au Maroc et de rendre à ses habitants confiance et tranquillité d'esprit.



8.8. Walad Dāwūd Aït Hamū, ou la *ḳaṣaba* de Manṣūr à Skoura, dans la province de Ouarzazate, probablement construite au XVIIIe siècle.
[© Ministère des affaires culturelles, Maroc.]

Moulay Ismāʿīl nomme ses fils vice-rois dans les différentes régions du Maroc

Cette désignation compte parmi les faits qui ont causé à Moulay Ismāʿīl les plus grandes difficultés. Ce souverain, en effet, avait un très grand nombre d'enfants dont le chiffre, à sa mort, s'élevait à 500 garçons et autant de filles.

Il ne pouvait donc les satisfaire tous. Aussi aurait-il mieux valu pour lui d'appliquer dès le début, la solution à laquelle il parvint finalement, après d'amères expériences.

En 1111 (1699/1700), il répartit ainsi les provinces marocaines entre ses fils: Moulay Aḥmad (surnommé al-Dhahabī) fut envoyé au Tadla avec 3 000 soldats noirs; Moulay ʿAbd al-Mālik fut envoyé au Darʿa à la tête de 1 000 cavaliers; Muḥammad al-ʿAlem dans le Sous, avec 3 000 cavaliers; Moulay al-Maʾmūn al-Kabīr à Sidjilmāsa. Ce dernier s'établit à Tizīmī, avec 500 cavaliers, mais il mourut deux ans plus tard. Il fut remplacé par Moulay Yūsuf en 1113 (1701/1702). Moulay Zaydān fut envoyé au Maroc oriental. Il lança des expéditions contre les Turcs et il pénétra même une fois dans la ville de Mascara où il saccagea le palais de l'émir ʿUthmān Bey. Son père le destitua, étant donné le pacte qui l'unissait au calife ottoman, et le fit remplacer par Moulay Hāfiḍ.

Ceux des fils aînés de Moulay Ismāʿīl qui n'avaient pas obtenu de vice-royauté se sentaient lésés. Bien plus, certains tentèrent d'occuper des provinces par la force, tel Moulay Abū Naṣr, qui attaqua son frère Moulay ʿAbd al-Mālik, le battit et s'empara du Darʿa. Le prince vaincu prit la fuite. Le Sultan envoya son fils Moulay Sharīf pour reprendre à Abū Naṣr la province du Darʿa, laquelle lui fut attribuée en remplacement de ʿAbd al-Mālik qui s'était montré incapable de se défendre. Sur ces entrefaites, Moulay Muḥammad al-ʿAlem se souleva dans le Sous, se fit proclamer sultan et marcha sur Marrakech qu'il assiégea et occupa. Moulay Ismāʿīl envoya contre lui son fils Moulay Zaydān, qui combattit le révolté pendant deux ans. Ayant vu les conséquences fâcheuses de cette expérience, les disputes qu'elle provoquait entre ses fils de son vivant, certains allant jusqu'à revendiquer le trône, Moulay Ismāʿīl se mit à envoyer au Tafilālet tous ses fils qui avaient atteint l'âge de la puberté. Il les faisait installer chacun dans une maison, la plupart du temps en compagnie de leur mère; il leur donnait un lot de palmiers et une terre à cultiver ainsi qu'un certain nombre d'esclaves pour les aider dans leurs travaux. Le souverain avait ainsi agi sagement, car il avait un trop grand nombre de fils pour leur faire mener à tous une vie princière à Meknès ou dans les autres villes du Maroc. En les envoyant à Sidjilmāsa, il avait résolu ce problème. En 1130 (1717/1718), il destitua tous ses fils, excepté Moulay Aḥmad al-Dhahabī, gouverneur du Tadla, qui avait réussi dans sa tâche puisque, durant les vingt années ininterrompues de ses activités, il n'y eut, dans sa province, aucun soulèvement ni dirigé contre lui ni fomenté par lui contre son père.

À la suite de cette mesure, le pays connut la paix et la tranquillité et l'œuvre d'édification de Moulay Ismāʿīl durant les dix dernières années de sa vie fut manifeste. Les Marocains s'adonnèrent au commerce et à l'agriculture et contribuèrent au développement des richesses du pays, encouragés qu'ils étaient par une sécurité totale. Aussi, les historiens s'accordent à affirmer que, durant cette période, il n'y avait plus de voleurs ni de bandits de grand chemin, et cela grâce aux mesures sévères prises tant contre les coupables d'un crime que contre leurs complices. Il découla de cette situation un grand

bien-être et une aisance de vie, grâce aux moyens dont disposait l'écrasante majorité de la population.

Moulay Ismāʿīl était demeuré cinquante-sept ans sur le trône. Aucun roi du Maroc, ni même de tout l'islam, antérieur ou postérieur, n'a régné durant une aussi longue période, excepté al-Mustanṣir al-ʿUbaydī, qui fut proclamé roi à l'âge de sept ans et qui régna jusqu'à l'âge de soixante-sept ans. Moulay Ismāʿīl mourut le samedi 28 *radjab* 1139 (21 mars 1727).

Les successeurs de Moulay Ismāʿīl

Après le décès de Moulay Ismāʿīl arriva ce qui devait arriver, c'est-à-dire que ses nombreux fils qui, déjà de son vivant, se disputaient le pouvoir régional que leur avait accordé leur père, se mirent à se soulever pour accéder au pouvoir suprême. Pendant des dizaines d'années, aucun de ces prétendants n'arriva à établir un pouvoir solide et durable. Le premier d'entre eux, Moulay ʿAbdallah, fut intronisé et destitué plusieurs fois.

Le rôle de la milice des Bawākhir, qui avait été créée pour maintenir l'ordre et faire régner la tranquillité, fut désastreux. Des institutions identiques dans les dynasties musulmanes depuis les Abbassides de Bagdad jusqu'aux Ottomans, avec leurs janissaires, furent une calamité pour ces dynasties et pour les peuples qui en pâtissaient.

Vers la fin du XVIIIe siècle, un grand roi, Sīdī Muḥammad ibn ʿAbdallāh ou Muḥammad III, accéda au trône du Maroc. Il rétablit l'ordre, renforça le pouvoir royal et fit du Maroc un pays respecté par toutes les nations.

Il s'intéressa en premier lieu à l'essor du commerce et, pour cela, il entreprit de moderniser les ports, en particulier celui de Mogador appelé depuis lors Essaouira (la petite muraille ou, d'après une autre étymologie, le petit plan, parce qu'un plan de la construction de ce port circulait parmi les ouvriers). Il conclut des accords commerciaux avec certains États européens, en particulier, en 1757, avec le Danemark sur ses relations privilégiées avec le port de Safi.

Sur un autre plan, Muḥammad III fut un réformateur[21] : il s'intéressa directement à l'Université Ḳarāwiyyīn de Fès et rédigea des textes réformant les programmes des études, modifiant les textes à étudier, les disciplines à enseigner, etc.

Au point de vue religieux, il était partisan de la pureté originelle de l'islam, qui exclut ce que l'on appelle le maraboutisme, c'est-à-dire le culte des saints et le fait de leur demander d'intercéder auprès de Dieu en faveur des hommes. Ces tendances fondamentalistes restèrent pourtant limitées parce qu'en cette fin de XVIIIe siècle, le mouvement wahhabite en Arabie réclamait des réformes beaucoup plus radicales que celles voulues par Muḥammad III. Au cours de cette période, celui-ci était en excellents termes avec le *sharīf* de La Mecque, Sourour, auquel il avait donné une de ses filles en mariage.

21. *Ibid.*, chapitre sur le règne de Muḥammad III.

Comme les Wahhabites étaient les ennemis des *shārīf* de La Mecque, Muḥammad III prit soin d'éviter des réformes s'apparentant de trop près à l'idéologie wahhabite. Il n'empêche que durant son règne et celui de son fils, Moulay Sulaymān, le pouvoir des confréries diminua très sensiblement.

Sur le plan des relations extérieures, Muḥammad III continua, tout au long de son règne, à conclure des accords avec les nations étrangères. Il reconnut l'indépendance des États-Unis d'Amérique, proposa l'abolition de l'esclavage à Louis XV et appuya l'Empire ottoman dans son conflit avec l'Empire russe. En 1767, il expulsa les Portugais de Mazagān[22], mais la mort le surprit lors des préparatifs du siège de Ceuta.

En conclusion, on peut dire que le règne de Muḥammad III fut le facteur essentiel de la stabilité de l'État et du pouvoir de la dynastie alawite. Son amour de la paix fit qu'il ne recourut à la guerre que pour la libération de Mazagān, tandis que toutes les questions internes ou externes étaient résolues par la négociation et le dialogue. D'une façon générale, cette politique sage et réaliste eut des résultats favorables pour le peuple marocain qui put jouir, pendant cette deuxième moitié du XVIIIe siècle, d'une prospérité générale et d'une sécurité totale.

22. Le nom de cette ville située sur la côte atlantique, au sud de Casablanca, n'est pas d'origine étrangère, comme on le pense souvent ; c'est le nom d'une tribu berbère, les Banū Mazghawa, qui vivait aux alentours de Mazagān. Ce même nom est celui que portait la ville d'Alger, pour les mêmes raisons, et qui s'appelle chez les géographes et les historiens arabes Jazu' un Bani Mazghawa.

CHAPITRE 9

Algérie, Tunisie et Libye : les Ottomans et leurs héritiers

M. H. Chérif

Le début du XVIe siècle a été marqué par une profonde crise qui anéantit les vieilles structures étatiques maghrébines et ce qu'elles supposaient d'équilibres antérieurs. Surmontée grâce à l'intervention ottomane dans les pays d'Alger, de Tunis et de Tripoli (et celle des *shārif* des provinces sahariennes au Maroc), la période de troubles ouvrit la voie à un nouvel ordre qui mit plus ou moins longtemps à émerger selon les pays, mais qui finit par assurer une certaine stabilité au Maghreb jusqu'à la crise structurelle qui, au début du XIXe siècle, allait annoncer la domination du régime colonial.

Quel est le sens profond de la crise qui ouvre notre période ? De quelle façon les Ottomans ont-ils contribué au rétablissement de la stabilité du Maghreb au XVIe siècle ? Dans quelle mesure, d'une part, restèrent-ils étrangers à la société qu'ils dominèrent et, d'autre part, s'intégrèrent-ils aux pays conquis ? Il est évident que la situation a différé (mais jusqu'à quel point ?) d'Alger à Tunis et de Tunis à Tripoli, comme il est patent que le XVIIIe siècle — époque de relative stabilité — présente d'autres caractéristiques que le siècle précédent, marqué par les tâtonnements et les fluctuations.

La crise du XVIe siècle et la solution ottomane au Maghreb

Cette crise sévissait à travers tout le monde arabe de l'époque : crise économique, due en partie au détournement des principales routes commerciales et attestée par le recul de l'économie monétaire au profit d'une

économie de subsistance; crise sociale — et politique — consécutive à l'affaiblissement des forces d'intégration ou de domination unificatrice de la société (forces politico-militaires, classe des grands marchands et des *ʿulamāʾ*, les lettrés de l'islam); crise culturelle du fait du rejet de l'innovation et d'un attachement pathologique aux choses du passé — idées, comportements, coutumes et goûts. Cette crise multiforme était d'autant plus dangereuse que la rivale Europe s'éveillait, à l'époque, économiquement (grandes découvertes, essor du capitalisme marchand…), politiquement (progrès de la centralisation, puis des monarchies absolues) et culturellement (la Renaissance renouvelait alors la pensée, les habitudes et les techniques).

Seuls les Turcs osmanli, aux confins du monde musulman, réussissaient en partie à s'adapter aux conditions de leur époque, par l'adoption de certaines techniques ou idées modernes (armes à feu, organisation militaire et administrative efficace…). Toute limitée que fût cette réponse ottomane au défi de l'époque (elle ne se fondait pas sur de sérieuses transformations intérieures de la société musulmane), elle ne constituait pas moins une solution pour des sociétés et des États en pleine déliquescence, fortement exposés à la menace extérieure, comme ceux du Maghreb au début du XVIe siècle.

La crise interne maghrébine

Le Maghreb, à la fin du « Moyen Âge[1] », est en pleine crise: affaissement démographique, désarticulation de l'économie et de la société, incurable faiblesse politique.

Les multiples causes sous-jacentes à cela sont essentiellement d'ordre structurel. Il y a, d'abord, la redoutable proximité du désert et ses brutales avancées sur des portions substantielles du Maghreb en cas de sécheresse durable ou d'abandon prolongé de la mise en valeur des terres, et ce fut précisément le cas à la fin du « Moyen Âge »; ensuite, la juxtaposition de modes de production et de sociétés très différents (*gabaʿil* arabes ou arabisés, communautés montagnardes berbères, populations rurales sédentaires, citadins); puis, la malléabilité même des éléments unificateurs de la société, qu'ils soient d'ordre social, économique ou spirituel; enfin, la stagnation technique et culturelle.

On a souvent invoqué la responsabilité des nomades hilāliens[2] dans la décadence maghrébine des derniers siècles du « Moyen Âge »: on a déjà

1. Le terme Moyen Âge est inadéquat en matière d'histoire musulmane. Nous l'empruntons toutefois à l'historiographie européenne en tant que convention universellement admise. Ajoutons aussi que la fin du XVe siècle constitue un réel tournant non seulement pour l'Europe mais également pour les autres civilisations: avec les armes à feu, le développement du commerce mondial et les débuts du capitalisme, commence véritablement l'époque moderne.

2. Groupes arabes de haute Égypte, qui ont envahi le Maghreb à partir du milieu du XIe siècle, notamment les plaines de l'intérieur, et ont subjugué ou converti à leur genre de vie et à leur culture les anciens peuples de ces régions.

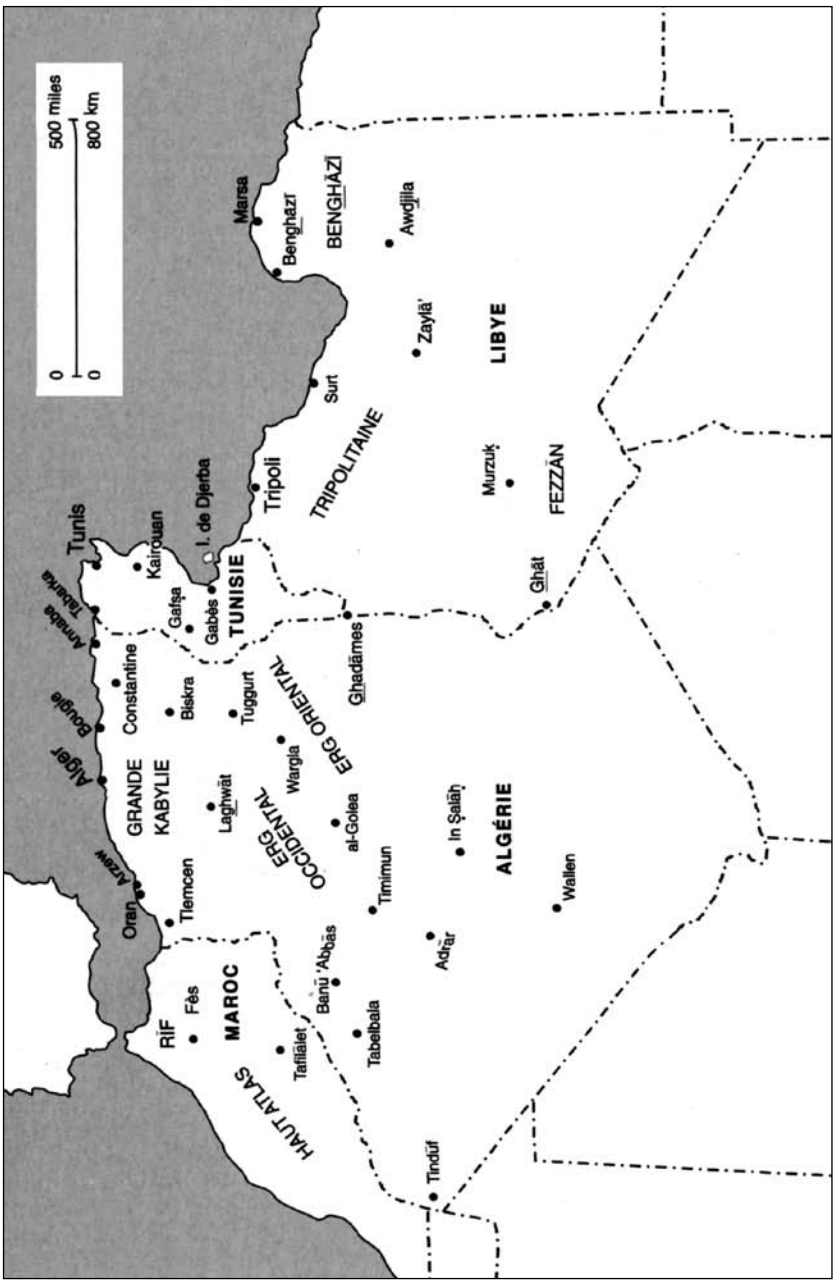
fait justice de l'accusation, du moins de son manque de nuance et de son côté partisan[3]. Il n'en reste pas moins que les groupes arabes (ou arabisés sous leur influence), par leurs activités et leur organisation, par leur division en clans opposés ou alliés (mais toujours distincts), par leur genre de vie et leur éthique guerrière (leur « noble irrégularité », comme disait Jacques Berque), constituaient un élément de faiblesse dans l'ensemble maghrébin, le « ventre mou » du Maghreb, si l'on peut dire. Que les années calamiteuses se répétassent ou qu'une grave crise politique affaiblît le pouvoir central, et aussitôt ces tribus de reprendre leurs courses belliqueuses pour trouver de nouveaux moyens de subsistance ou participer à la lutte générale pour le pouvoir.

Comme en Europe, épidémies et famines ont décimé la population maghrébine au cours des XIVe et XVe siècles : l'ensemble des habitants du Maghreb ne devait pas dépasser les 3 à 6 millions à l'époque. On imagine sans peine les effets de cette chute démographique : production réduite, mise en valeur des terres compromise dans un pays perpétuellement menacé par l'avancée du désert, insécurité grandissante dans un territoire presque vide. À la même époque, les trésors d'Amérique, déversés à Séville à partir de 1503/1505, allaient faire perdre pratiquement toute leur valeur aux monnaies que l'ancien monde stockait et contribuer à la puissance de ceux qui les détinrent d'abord (les Ibériques), puis de ceux qui les captèrent en participant au nouveau système économique mondial (Hollandais, Anglais et Français en particulier)[4].

Le lent déclin qui minait les cités maghrébines depuis les XIe et XIIe siècles, à quelques exceptions près (certaines villes bien placées sur les grands axes commerciaux ou sur les côtes) et sauf quelques répits plus ou moins prolongés (au XIIIe siècle, par exemple), se mua en rapide décadence à l'extrême fin du XVe siècle et au cours des premières décennies du suivant : paralysie du monde des affaires, ralentissement des échanges commerciaux, généralisation de la pénurie alimentaire et de la misère. Léon l'Africain attribuait invariablement cette misère, qu'il constatait partout, aussi bien dans les cités que dans les régions de cultures sédentaires, à l'oppression fiscale — pesant jusqu'à l'absurde sur les populations encore soumises à l'impôt — et aux déprédations commises par les nomades.

Les nomades, en effet, se libéraient du joug étatique et étendaient leur emprise et leur genre de vie pastoralo-guerrier à la plus grande partie du pays : ils profitaient du vide créé par la dépopulation et la faiblesse de la mise en valeur agricole, comme ils cherchaient à se procurer par la violence de quoi subsister en soutirant des surplus alimentaires aux communautés plus faibles qu'eux. Le fait est que les zones de cultures sédentaires se rétrécirent devant leur offensive. On arriva au cas limite de champs de céréales grands comme des mouchoirs de poche, cultivés dans des enclos ceints de murailles. Léon l'Africain, qui les remarqua dans les environs de Tunis, concluait : « Pensez

3. J. P. Poncet, 1967.
4. I. Wallerstein, 1974.



9.1. L'Algérie, la Tunisie et la Libye du XVIe au XVIIe siècle.

à la quantité de grains que l'on peut tirer d'un petit enclos muré, entretenu avec tant de soin et de travail ! […] Personne n'en récolte assez pour la moitié de l'année[5]. »

Dans ce contexte commença le naufrage des États multiséculaires des Zayyānide (ou Banū ʿAbd al-Wādid) à Tlemcen et des Ḥafṣide à Tunis. Leurs ressources s'amoindrirent du fait de la désorganisation du commerce et de la réduction du volume des biens imposables. L'inefficacité des troupes ainsi que de la bureaucratie, déjà négligées, s'accentua encore ; s'y ajoutaient les effets des concessions (*iḳṭāʿ*) de terres ou d'impôts, accordées par les souverains impécunieux aux puissants groupes guerriers. Bientôt, les cités plus ou moins éloignées du centre du pouvoir allaient prendre leur autonomie (Tripoli, Bougie, Constantine dans le cas du Royaume ḥafṣide), et les grands groupes régner en maîtres sur les espaces qu'ils dominaient. Le *Bilād al-Makẖzen* (pays soumis à l'autorité étatique) se réduisit progressivement à une zone plus ou moins restreinte autour de la résidence du Sultan, outre quelques îlots d'obéissance un peu plus éloignés. Et encore, l'insécurité y était grande : le Sultan ḥafṣide devait défendre lui-même, les armes à la main, ses troupeaux razziés par des nomades presque sous les murs de sa résidence, au début des années 40 du XVIe siècle[6].

La domination des Zayyānide à Tlemcen à partir de la fin du XVe siècle et celle des ḥafṣide à Tunis et dans l'est du Maghreb aux alentours de 1530 étaient déjà bien ébranlées quand les Espagnols et les Ottomans prirent pied dans leurs possessions.

L'intervention étrangère dans le Maghreb central et oriental

Le vide politique ou la moindre résistance maghrébine explique aisément que cette intervention ait eu lieu ; mais elle répondait avant tout aux besoins ou aux desseins des conquérants. Leurs initiatives doivent être replacées dans le contexte des passions religieuses de l'époque : l'esprit de croisade chez les Espagnols, qui venaient à peine d'achever la *reconquista* de leur terre ; la défense de *Dār al-Islām*, associée à l'idéal de conquête (celui du *ġẖāzīww*)[7] chez les Ottomans. Les places côtières maghrébines offraient par ailleurs un intérêt stratégique certain aux deux protagonistes, soit pour protéger leurs propres possessions des assauts de l'adversaire (qui pouvait bénéficier de la complicité des minorités religieuses : musulmans d'Andalousie, chrétiens des Balkans), soit pour servir de bases lors d'une éventuelle offensive[8]. Soulignons aussi que les débuts de l'offensive hispanique au Maghreb, à partir de 1505, suivirent de peu les premiers arrivages de métaux précieux d'Amérique, en 1503-1504[9] qui donnaient aux Espagnols les moyens de mener une politique d'expansion vigoureuse.

5. J. Léon l'Africain, 1956, vol. II, p. 383.
6. Ibn Abī Dīnār, 1967, p. 169.
7. A. Temini, 1978 ; K. R. Sahli, 1977.
8. F. Braudel, 1928 et 1935.
9. H. Chaunu et P. Chaunu, 1955, vol. VIII, chap. 2, p. 14 et suiv.

Les Espagnols au Maghreb central et oriental

De 1505 à 1574, les rois d'Espagne déployèrent des efforts répétés pour s'assurer de solides points d'appui sur les côtes maghrébines: qu'il nous suffise de rappeler les grandes expéditions de Pedro Navarro en 1505-1511 (contre Oran, Bougie et Tripoli), celles du Saint Empereur romain en 1535-1541 (contre Tunis et Alger), celles enfin de don Juan d'Autriche qui reprit Tunis aux Turcs en 1573 (deux ans après sa grande victoire de Lépante sur la flotte turque). Les résultats furent cependant limités, car la conquête de l'intérieur du Maghreb et la conversion des indigènes se révélèrent rapidement impossibles. Les Espagnols se contentèrent d'occuper quelques villes ou *presidios* (Oran de 1509 à 1708 puis de 1732 à 1792, Tripoli de 1510 à 1551) et d'édifier quelques puissantes forteresses en terre africaine comme le Peñon à l'entrée d'Alger (de 1511 à 1529) ou La Goulette dans l'avant-port de Tunis (de 1535 à 1574): dans ce dernier cas, il s'agissait de tenir cette ville en respect et, surtout, de surveiller la rive méridionale du détroit de Sicile.

Cette politique d'occupation restreinte dut être complétée par la recherche constante d'alliés ou de protégés locaux. Les plus célèbres furent les sultans ḥafṣide, qui pratiquèrent un subtil jeu de bascule entre Espagnols et Ottomans à partir de 1535: le dernier, Muḥammad (1573-1574), accepta même de partager son pouvoir à Tunis avec le commandant chrétien de la capitale. Tout comme les Ḥafṣide, les derniers Zayyānide de Tlemcen contractèrent une alliance intermittente avec les Espagnols, jusqu'à la prise de leur capitale par les Turcs et leur disparition finale, en 1551-1554. Les Ibériques ne dédaignèrent pas non plus l'alliance des chefs de moindre importance, tels les Shābbiya, maîtres de Kairouan et de la Tunisie centrale vers 1550, ou les Banū Amīr et Banū Rāshid dans la région d'Oran.

Mais, d'une façon générale, la barrière religieuse et culturelle était telle qu'aucun rapprochement durable entre Espagnols et chefs locaux n'était possible. Ce dont profitèrent, bien entendu, les Turcs musulmans.

Les Ottomans en lutte contre les Espagnols

Les premiers Turcs à mener la lutte contre les chrétiens au Maghreb furent les *ra'īs* corsaires. Ils agirent d'abord à titre privé, mais en accord avec les souverains locaux et avec la complicité de la population, tels les frères Barberousse, ʿUrūdj (ou ʿArrūdj) et Khidhr (ou Khayruddīn), des toutes premières années du siècle à 1519. Vers cette date, après l'échec et la mort de ʿArrūdj, Khayruddīn fit appel au Sultan ottoman dont il reconnut la suzeraineté: c'était le début des Régences (*iyāla*) maghrébines (ou barbaresques).

Grâce aux janissaires et aux armements fournis par Istanbul, l'Algérie fut progressivement soumise par Khayruddīn puis par ses successeurs, en particulier Ṣālaḥ Raʾīs (1552-1556) et le tout-puissant *beylerbey* des *oǰaḳ* de l'Ouest, Kiliidj, ou ʿIldj ʿAlī (1568-1587). L'est de l'Ifrīḳiya fut le théâtre d'un long duel hispano-turc d'une quarantaine d'années (1534-1574), où intervinrent activement — mais non toujours à leur avantage — souverains ḥafṣide et chefs locaux, comme les Shābbiya de Kairouan, et où s'illustrèrent de prestigieux corsaires tels que Torgut, ou Dragut (vers le milieu du siècle et jusqu'à

sa mort devant Malte en 1565). Les principales étapes de la conquête turque à l'est du Maghreb furent la prise de Tripoli en 1551, de Kairouan en 1557, de Djerba en 1558 et, enfin, de Tunis à deux reprises, en 1569 puis en 1574. Après cette date, aussi bien les Espagnols que les Ottomans furent appelés sur d'autres théâtres d'opérations et la situation se stabilisa au profit des Turcs qui restèrent maîtres du Maghreb central et oriental, à l'exception de l'enclave d'Oran – Mers-el-Kébir (Marsa el-Kabīr) et de l'îlot de Tabarka.

L'organisation des Régences ottomanes

Provinces militaires excentrées, les « *odjaḳ* de l'Ouest » — comme on appelait les nouvelles provinces africaines — ne furent jamais parfaitement intégrées au système politico-militaire ottoman : pas de tribut régulier, ni d'administration directe de la part de la métropole, pas d'introduction d'institutions caractéristiques de l'Europe, comme celle des *timār* (fiefs), en Afrique du Nord. Dépendantes au départ d'un chef de guerre unique, le *beylerbey* d'Alger, les trois Régences maghrébines furent différenciées après la mort de l'omnipotent Killidj en 1587.

Chaque province était confiée à un pacha, nommé par Istanbul, et qu'assistait le *Dīwān* (conseil des officiers supérieurs turcs). La milice des janissaires, composée de quelques milliers d'hommes, assurait la défense du pays, y maintenait un minimum d'ordre, jouait un rôle actif dans le recouvrement des impôts et le fonctionnement de l'« administration » : autant dire qu'elle constitua dès le départ le pilier central du nouveau régime et que ses membres s'installèrent en seigneurs et maîtres dans les territoires qu'ils avaient conquis. À ce corps des janissaires étaient associés les corsaires : venant de l'archipel grec, d'Albanie ou des pays européens proches (Italie, Provence, Espagne…), tous convertis à l'islam (mais plus ou moins sincèrement pour certains), ces corsaires, tout comme leurs homologues de la milice, étaient uniformément pris pour des Turcs et assimilés à la caste des conquérants dont ils partageaient le statut privilégié.

Le Makhzen (l'administration) remplissait quelques fonctions relativement simples : la collecte des impôts destinés à couvrir les frais de la guerre et l'entretien du corps des conquérants installé dans le pays ; le maintien de l'ordre public et l'exercice de la justice, du moins dans les cités habitées par la population sédentaire soumise ; le service postal. Une petite équipe de scribes (*khudja*) et de comptables, quelques hauts personnages politiques (y compris le pacha) ou religieux (dont le *ḳāḍī*, ou magistrat, faisait partie) et, surtout, des militaires de tout rang remplissaient ces multiples tâches. Avec le temps, le Makhzen dut recruter des auxiliaires dans le pays : des soldats tels les Kabyles ou des cavaliers indigènes entrés au service des Turcs ; des civils comme les scribes arabes, les conseillers en tout genre, les intendants ou les paysans assujettis à l'impôt (*lazzām*), etc.

Pour le reste, les institutions locales continuèrent à régir la société, sauf intervention occasionnelle des nouveaux maîtres. Citons le cas des communautés locales qui continuèrent à obéir à leurs propres chefs élus (*shaykh*) et à leurs coutumes (*ʿurf*). Rappelons aussi celui des institutions religieuses qui

ne cessèrent de rendre la justice (sauf atteinte grave à l'ordre public ou affaire impliquant des Turcs), d'assurer le culte, de dispenser l'enseignement et de pratiquer la charité.

Aussi légère et rudimentaire que fût la nouvelle organisation ottomane, elle apportait au Maghreb ce dont il avait le plus besoin, à savoir l'adaptation à son époque, celle des temps modernes : une armée disciplinée et maniant les armes à feu, une administration relativement centralisée, le drainage d'une part des flux monétaires circulant en Méditerranée par le biais de la course. Le nouveau régime fut généralement bien accueilli par les cités, directement exposées aux attaques chrétiennes et menacées d'asphyxie par l'autonomie retrouvée des campagnes. Il le fut également par les hommes de religion, en particulier les *'ulamā'*, partisans d'un pouvoir fort. Enfin, certains se mirent à son service par intérêt, choix ou tradition, tels que l'élite citadine, de grands personnages ruraux et certaines communautés (*makhzen*). Contre les Turcs, se dressèrent tous ceux qui avaient profité de la liberté des débuts du XIe siècle : les communautés rurales qui disposaient de leur propre organisation sociale et guerrière et qui ne trouvaient chez les nouveaux maîtres que dure férule et lourde exploitation. Aussi fallut-il aux Turcs de longues guerres pour soumettre l'intérieur du pays (du moins ses régions intéressantes) et pour y implanter des camps armés (*mah'alla*) qui leur permettaient d'y lever les impôts et d'y imposer un minimum d'ordre. Ils passèrent aussi maîtres dans l'art de dresser une *saff* (confédération) contre une autre. N'ayant pas le pouvoir d'assurer leur emprise sur la région par la seule force des armes, la diplomatie devenait entre leurs mains un puissant instrument de coercition.

Le XVIIe siècle maghrébin : à la recherche de l'équilibre

Inchangée ou presque dans son ensemble par l'épisode ottoman, la société maghrébine se remettait peu à peu, au XVIIe siècle, de la crise du siècle précédent ; ses cités côtières connaissaient même un certain essor et la situation de sa population sédentaire s'était peut-être aussi améliorée. Elle n'était, cependant, pas à l'abri des crises graves (épidémies, famines, guerres civiles) qui l'éprouvaient épisodiquement. La classe dirigeante turque subissait certaines transformations internes du fait de l'entrée de nouveaux éléments en son sein, mais aussi de par son relatif enracinement au Maghreb. Chez les gouvernants et les gouvernés, les intérêts, les horizons et les personnalités se diversifièrent, et les luttes, longues et compliquées, se multiplièrent entre factions opposées tout au long de ce siècle. Dans le domaine des relations extérieures, certains problèmes s'amplifièrent, notamment ceux des rapports avec la métropole, Istanbul, et de la course barbaresque, qui était à son apogée entre 1600 et 1650. L'écart se creusait entre les Régences à mesure que leur évolution politique suivait des orientations divergentes.

La société du Maghreb ottoman au XVIIe siècle

L'Afrique du Nord ottomane comprenait les groupes socio-économiques suivants : les citadins, les paysans des faubourgs, les paysans semi-sédentaires qui pratiquaient la transhumance durant un à trois mois par an, les bergers nomades qui voyageaient loin de leur *watan* (terre natale), les chameliers nomades du grand désert et les habitants sédentaires des oasis. Les principales couches urbaines comprenaient les notables, religieux et marchands, les travailleurs, les *kulughli* (descendants prospères d'immigrants ottomans mariés à des autochtones), les militaires ottomans et les fonctionnaires impériaux civils.

La population rurale était divisée en *ḳabīla*[10], qui étaient des communautés censées appartenir à un même lignage patrilinéaire. La généalogie servait à justifier les motifs et les modalités de l'attribution de la gestion des affaires de divers petits groupes à un *shaykh* élu qu'assistait un conseil informel composé des chefs des petites *ḳabīla*. Au-dessus des *ḳabīla*, se trouvait le *saff* (pl. *sufuf*), confédération formée par des alliances entre *ḳabīla*. Ainsi se formaient des unions stables soit établies au sein d'une même zone écologique, soit réunissant des communautés relevant de sphères écologiques et économiques différentes, comme des chameliers, des bergers, des agriculteurs semi-sédentaires et des groupes urbains. Certains groupes territoriaux élaborèrent des structures hiérarchiques centralisées durables, telles les grandes principautés touareg (groupes d'obédience *amenokal*). Des alliances étaient également nouées entre des *ḳabīla* au titre de la fréquentation d'un même sanctuaire ou de l'adhésion à un même *tarīḳa* (confrérie).

Les historiens auraient donc tort de voir dans cette population rurale une mosaïque de groupes et de factions dont la rébellion ou la soumission aux Ottomans était affaire de caprice. Ce fut, à l'inverse, la dynamique des mutations écologiques et des changements d'union des *sufuf* qui détermina l'attitude de rébellion ou de coopération des groupes. L'existence des *sufuf* signifie en outre qu'un système politique unique fonctionnait dans de vastes étendues du Maghreb. La politique urbaine n'entrait que pour une part modeste dans ce contexte plus large. Il y avait, face à l'opposition des *sība* (blocs dissidents), de grands blocs alliés ou assujettis au Makhzen.

Le XVIIe siècle se distingue des siècles précédents par cette amélioration de la stabilité territoriale et par la diminution concomitante des troubles, au moins dans les régions bien arrosées du Maghreb, avec le Makhzen nouvellement consolidé et le système du *saff*.

Si la majeure partie de la population des campagnes parlait arabe, il restait d'assez importantes communautés berbérophones, souvent encore ibadites. Elles vivaient dans des régions où elles avaient trouvé refuge, comme les montagnes du Djabal Nafūsa tripolitain, celles de l'Awrās (les Aurès) et de grande Kabylie au Maghreb central et, à l'ouest, les montagnes de l'Atlas et du Rif. Les communautés berbères se distinguaient des communautés arabes par la constante réussite de leurs actes de résistance aux Ottomans. Elles la devaient

10. *Ḳabīla* (pl. *ḳabā'il*). Dans l'*Histoire générale de l'Afrique*, le pluriel s'écrit *ḳabīla*.,

à la difficulté d'accès aux zones dans lesquelles elles s'étaient réfugiées et à leurs systèmes de défense perfectionnés. Une telle réussite leur permit de rester très attachées aux diverses formes de la culture berbère. Elles ne se départirent pas de leur attitude de défiance à l'égard des nouvelles autorités ottomanes, conservèrent leur identité berbère et, dans l'ensemble, sauvegardèrent leur autonomie, refusant, par exemple, de payer l'impôt. Celles qui ne purent pas maintenir leur autonomie furent arabisées. Observons, toutefois, que certaines régions surpeuplées, notamment la Kabylie, devinrent des zones de recrutement de soldats réguliers au service d'Alger ou de Tunis (les célèbres Zwāwa) et, peut-être aussi, des foyers de dispersion d'ouvriers saisonniers et de colporteurs ruraux (l'émigration de la main-d'œuvre, attestée au XIXe siècle, existait certainement déjà antérieurement).

Les zones villageoises (Sahel tunisien, par exemple), les oasis méridionales, les régions productrices de blé sous contrôle urbain (régions du *hanshir* tunisien et des *h'aoush* algériens), les plaines entourant les villes (Sahel d'Alger et Manshiya de Tripoli, par exemple), étaient autant de lieux habités par une société bien différente de celle des communautés montagnardes. Ses membres menaient une existence sédentaire. Certaines liaisons commerciales les mettaient en rapport avec le monde extérieur, ils bénéficiaient d'un régime de propriété foncière (*milk*) solidement établi ou mieux défini que celui des montagnards et ils subissaient l'influence de l'économie et de la culture citadines, tous éléments qui suggèrent l'existence de structures sociales et de rapports sociaux complexes, de mentalités et de comportements plus proches de ceux des citadins que de ceux des Bédouins. L'omniprésent lignage patrilinéaire se doublait de rapports hiérarchiques semblables à ceux qui liaient le propriétaire des moyens de production au *khammā* (métayer dont le loyer représente un cinquième des récoltes) dans les grandes régions céréalières; certaines spécialisations faisaient leur apparition (fonctions artisanales, religieuses ou «administratives») dans cette société; les valeurs citadines telles que la soumission à l'autorité s'y propageaient plus facilement qu'en milieu montagnard, et l'influence du droit écrit — essentiellement canonique — s'y faisait plus nettement sentir. Ces traits, manifestement structurels, ont dû être accentués au XVIIe siècle (et encore davantage au siècle suivant) avec l'amélioration, modeste mais réelle, de la sécurité, la consolidation de la société urbaine et l'extension de son influence, et, enfin, l'établissement de relations avec les États mercantilistes européens: ces relations ont dû favoriser l'extension des cultures d'exportation et du système économico-social qui les sous-tendait, en particulier les grands domaines céréaliers cultivés par des *khammā*.

Quant aux oasis, grâce à leur éloignement de la mer et des pouvoirs centraux ainsi qu'au maintien des échanges caravaniers avec l'Afrique profonde ou avec l'Orient, elles abritaient des sociétés très homogènes desquelles émergeaient des oligarchies ou des dynasties locales au pouvoir bien affirmé, telle celle des Fāsī au Fezzān.

Les cités, de leur côté, pour moins prestigieuses que celles de l'Orient arabe ou musulman qu'elles aient été, n'en affirmaient pas moins leur présence et leur influence dans l'ensemble maghrébin. Il s'agissait des capitales côtières comme Alger, Tunis et Tripoli, mais aussi des anciennes métropoles comme Kairouan, Constantine ou Tlemcen. Héritiers de véné-

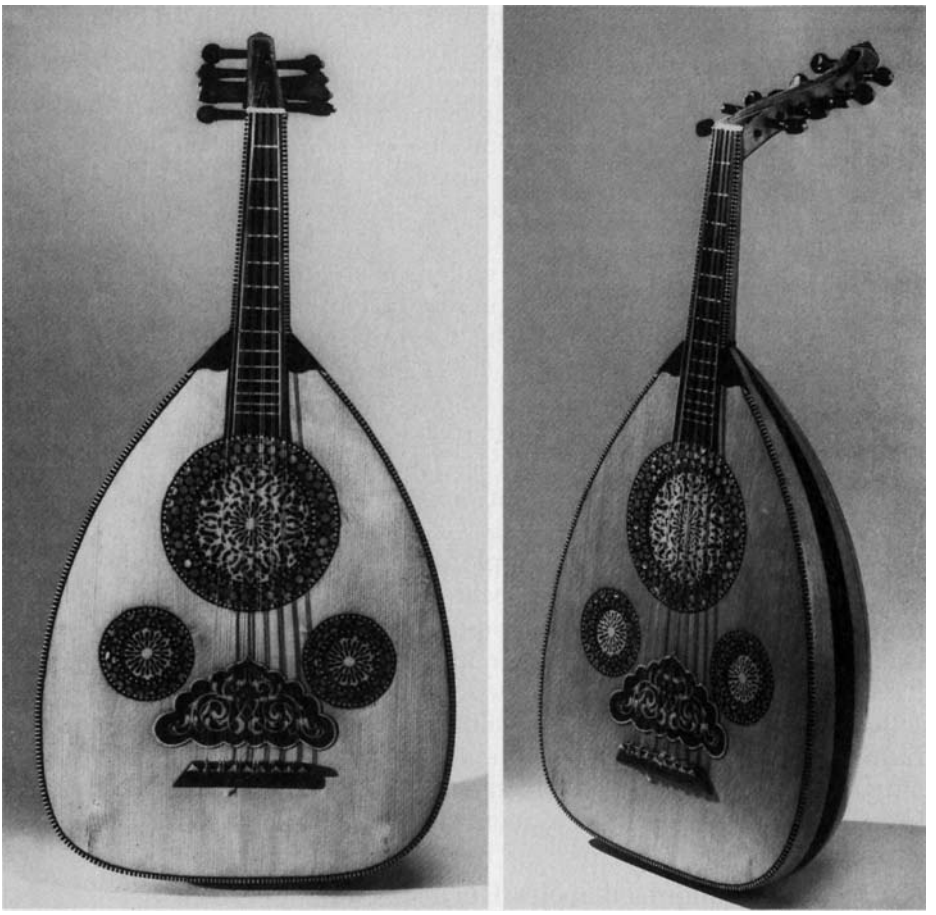
rables traditions ou stimulés par de nouvelles découvertes, le commerce et l'artisanat reprirent vigueur à partir de la première moitié du XVIIe siècle. Signalons, à titre d'exemple, l'essor de l'industrie de la chéchia (bonnet en laine rouge) à Tunis grâce à l'arrivée des Musulmans ou Morisques chassés d'Espagne après 1609, et celui du textile de luxe dans la plupart des villes maghrébines. Le commerce, quant à lui, a été favorisé surtout dans les cités côtières, d'abord par la course et les produits et l'argent qu'elle rapportait, puis par les liens établis avec le capitalisme marchand européen à partir de la fin du XVIIe siècle essentiellement. Le *ʿilm* (savoir religieux) amorçait une reprise progressive après la crise du XVIe siècle grâce à la relative prospérité matérielle des cités qui se traduisait par l'augmentation du nombre des *wakf* (fondations religieuses). Cette reprise devait également beaucoup aux nouvelles autorités turques qui accordèrent en priorité leur protection aux savants hanéfites de leur rite, mais aussi aux malékites locaux, pour des raisons peut-être plus temporelles que spirituelles (recherche de la légitimation de leur pouvoir extrinsèque et en grande partie militaire).

La classe dirigeante se situait au sommet de la hiérarchie politique et sociale. Constituée en principe d'éléments turcs militaires, elle s'ouvrit en fait à d'autres catégories. Ce furent d'abord les chrétiens convertis à l'islam qui furent invariablement appelés Turcs en dépit de noms tels que Francīs, Inglīz, Kūrsū (Corse), Sardu (Sarde) et autres appellations d'origine peu touranienne. Ils furent à leur apogée vraisemblablement dans la première moitié du XVIIe siècle, car ils étaient les introducteurs de la modernité et de la technique européennes, surtout en matière militaire et maritime. Ils jouèrent un rôle très actif non seulement dans ces domaines (comme les capitaines corsaires en particulier) mais aussi dans les divers postes politiques et administratifs (on en vit même un devenir *dey*, chef de la milice turque, dans les pays tunisien et tripolitain à l'époque). Dans ces deux Régences, les Turcs léguèrent assez tôt à leurs enfants nés de femmes autochtones (les *kulughli*) les charges et privilèges qui leur étaient réservés, en les considérant comme turcs à part entière. Plus exclusivistes, les Turcs d'Alger refusèrent de le faire et provoquèrent de la sorte une grave insurrection des *kulughli*, qui se solda par la défaite de ces derniers et leur exclusion totale du système, du moins entre 1630 et 1680 environ.

Autre différence au niveau de la classe dirigeante entre Alger et les deux autres Régences, ici on admit progressivement certains autochtones comme conseillers, secrétaires, *ḳāʿīd-lazzām* (fermiers soumis à l'impôt) et même commandants des forces supplétives militaires recrutées dans le pays, alors qu'à Alger, l'exclusion des autochtones resta la règle. Bref, la classe dirigeante amorça, au XVIIe siècle, un rapprochement avec les élites locales de Tunisie et de Tripolitaine, alors qu'elle campa farouchement sur sa position d'étrangère à Alger. Comment expliquer cette différence ? Elle devait essentiellement tenir à la force ou à la faiblesse des élites locales : puissantes à Tunis grâce à leurs traditions historiques et à leurs activités, fortes à Tripoli grâce au grand commerce, elles n'étaient guère solidement implantées dans Alger, ville nouvelle créée pratiquement par les Turcs au XVIe siècle.



9.2. Vase en terre cuite du XVIIe siècle, destiné à contenir de l'huile et d'autres liquides, provenant du district de Kallaline à Tunis. Hauteur : 45 cm.
[© Musée des arts africains et océaniens, Paris. Photo : R. Chuzeville.]



9.3. Luth (*ʿūd*) de fabrication tunisienne, à onze cordes et côtes de melon, de type égyptien, avec un corps ovoïde en bois collé et des incrustations de nacre. Longueur : 81 cm.
[© Collection Musée de l'homme, Paris. Photo : D. Ponsard.]

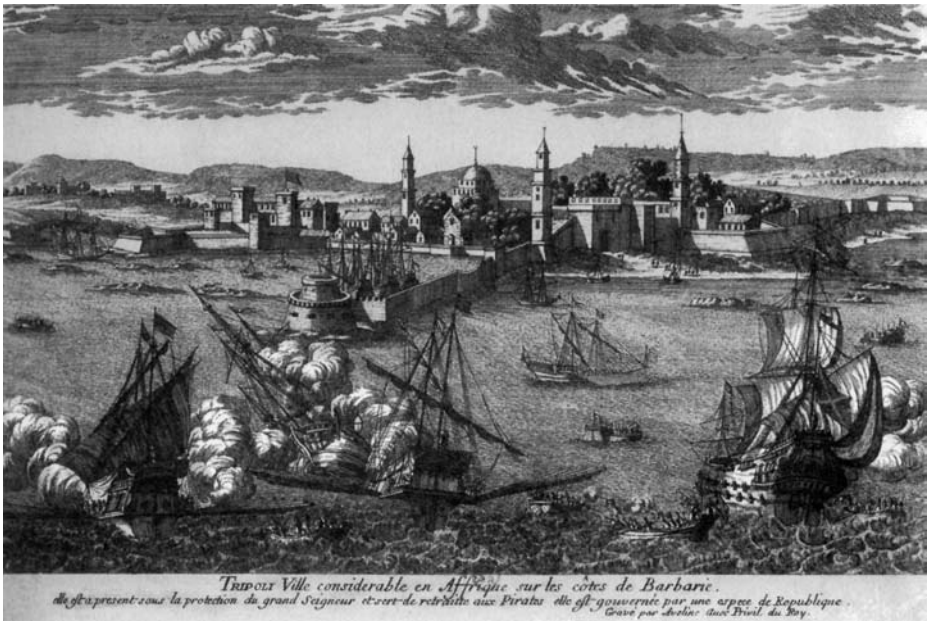
Les régimes politiques dans les Régences au XVIIe siècle

Provinces ottomanes en principe, les trois Régences acquirent une large autonomie vis-à-vis de leur métropole dès le début du XVIIe siècle, du fait de l'incapacité d'Istanbul bien plus que par volonté d'indépendance des provinces. Mais, au-delà de ce trait commun, elles connurent une évolution divergente au XVIIe siècle, qu'explique la différence de composition de leurs classes dirigeantes et de leurs sociétés.

C'est à Tunis que l'évolution fut le plus rapide. Dépossédé tôt de tout pouvoir réel par les officiers supérieurs de la milice réunis dans le *dīwān*, le pacha tunisien fut néanmoins maintenu en tant que symbole de l'allégeance ottomane. Mais ces officiers supérieurs, à leur tour, durent céder la place

au sein du *dīwān* aux représentants des janissaires en 1591. Le régime de démocratie militaire ainsi instauré ne dura pas longtemps : dès 1598, le chef unique turc — le *Dey* — confisqua tous les pouvoirs et instaura un régime autocratique qui tenta de tenir l'équilibre entre les intérêts de la caste turque et ceux des notables locaux. Vers 1630, émergea une nouvelle autorité dans le pays, celle du bey ou commandant des troupes de l'intérieur. Exercée par un *mamlūk* (affranchi) d'origine génoise, Murād, cette fonction permit à son titulaire de faire la conquête de l'intérieur du pays aux dépens des grandes confédérations jusque-là indépendantes. Disposant des ressources de l'intérieur du pays et des forces militaires, en partie turques et en partie recrutées parmi les autochtones, contractant alliance avec les notables locaux, le Bey consolida peu à peu sa position, concentra le pouvoir au sein de sa famille (la dynastie mouradite) et entreprit une véritable politique monarchique conforme aux traditions du pays et aux intérêts des notables locaux. Il put l'emporter en définitive sur son rival, le *Dey*, chef de la milice turque, notamment au cours du conflit armé de 1673. Mais le triomphe mouradite fut de courte durée : la crise générale de la fin du XVIIe siècle, l'affaiblissement de la milice turque qui avait été l'instrument d'unification le plus efficace, les luttes intestines entre beys rivaux, les intrigues ou interventions d'Alger et, enfin, la réaction proturque d'un officier supérieur de la milice eurent raison de cette première expérience de monarchie « semi-nationale », en 1702.

À Tripoli, la même évolution fut esquissée, mais avec quelque retard : nomination d'un *dey* en 1603/1604, politique analogue à celle des Mouradites tunisiens entre 1630 et 1672 environ, prépondérance beylicale notamment au



9.4. Vue de la ville et du port de Tripoli. Gravure française du XVIIIe siècle, de F. A. Aveline. [© Bibliothèque nationale, Paris.]

temps de Murād al-Maltī entre 1679 et 1686, victoire finale du bey *kulughli*, Aḥmad Kāramānlī, en 1711. Cette évolution vers un régime monarchique mieux intégré au pays fut toutefois contrecarrée ou retardée, à Tripoli, par de multiples facteurs : les interventions intempestives d'Istanbul qui essayait de reprendre le pouvoir effectif dans le pays (vers 1610 et 1689), la toute-puissance des confédérations bédouines (les Maḥāmīd, Tarhüna et autres) que le pouvoir turc de Tripoli ménageait, incapable de les détruire, l'autonomie toujours combattue mais toujours reconquise des provinces orientale (Benghāzī) et méridionale (Fezzān), enfin la modestie des ressources propres du pays. Le pouvoir dépendait en définitive d'un équilibre entre Turcs et notables citadins (ces derniers enrichis par le contrôle du grand commerce caravanier et l'artisanat), entre intérêts maritimes et terrestres, entre cités et grandes *ḳabīla*, entre centre et provinces. De ce fragile équilibre, naissait l'instabilité.

Ce fut à Alger que le régime conserva le plus longtemps ses caractères originels de province militaire turque. Le pacha y garda une partie de ses prérogatives jusqu'en 1659, après quoi le *dīwān* des officiers supérieurs de la milice (les *agha*) s'empara du pouvoir. Non pour longtemps, car un *dey*, représentant d'abord les *ra'īs* (capitaines) corsaires, puis les janissaires, réussit à l'emporter après 1671. Mais son pouvoir resta précaire, exposé à l'humeur de la soldatesque, aux conflits de clans ou aux aléas de la conjoncture : de 1671 à 1710, pas moins de onze *dey* occupèrent la charge suprême ; la plupart d'entre eux furent renversés et tués lors des révoltes



9.5. Vue de la ville et du port d'Alger. Gravure française du XVIII[e] siècle, de F. A. Aveline. [© Bibliothèque nationale, Paris.]

des janissaires. Ce fut donc un régime militaire qui se démocratisa tout au long du XVIIe siècle, mais au seul profit des éléments de base de la caste turque, faute d'existence d'un fort groupe de notables locaux — citadins — qui eussent pu exercer leur influence sur le régime politique comme à Tunis ou même à Tripoli. Ce régime n'échappa toutefois pas à la nécessité historique de concentration du pouvoir entre les mains d'un *dey*, mais celui-ci ne réussit à l'emporter sur les tendances égalitaires ou aristocratiques de la caste turque que tard au XVIIIe siècle.

Excluant les notables du pays (à Alger) ou les associant peu à peu à l'exercice et aux avantages du pouvoir, les régimes des Régences restèrent proches d'Istanbul. Leur politique vis-à-vis des communautés rurales fut toute de rigueur, fondée en grande partie sur l'utilisation des forces armées et visant à pressurer les sujets autant que le permettait leur capacité de contribution ou leur pouvoir de résistance. Il est à noter, toutefois, que dès le XVIIe siècle, la classe dirigeante commença à utiliser certaines forces locales — en s'appuyant sur des alliances avec des groupes ou sur des chefs locaux — pour imposer sa domination, du moins à Tunis. Cela dit, d'une façon générale, les rapports de force continuèrent à l'emporter sur toute autre politique, d'où la propension des Bédouins à la révolte, leur appui quasi spontané à tout prétendant au pouvoir et l'instabilité, en définitive, des régimes maghrébins au XVIIe siècle.

C'est essentiellement les ressources externes des trois Régences qui leur permirent de survivre et de réussir dans certaines limites.

Les revenus externes : course et commerce

Une certaine historiographie coloniale réduisit abusivement l'histoire des pays maghrébins, à l'époque moderne, à celle de la course assimilée à la piraterie. La déformation est manifeste dans la mesure où la course, aussi éloignée de la piraterie que la guerre terrestre pouvait l'être du banditisme, n'intéressa qu'une frange étroite de la société maghrébine, dans la mesure aussi où elle dut compter, dans la deuxième moitié du XVIIe siècle, avec les intérêts mercantiles des grands États européens et de leurs alliés locaux. Qu'en fut-il au juste de cette course et de ce commerce ?

La course maghrébine au XVIIe siècle

Héritière des grandes luttes menées par les Ottomans contre leurs ennemis chrétiens au XVIe siècle, la course devint l'apanage des Régences turques maghrébines après que la Turquie eut fait la paix avec les Espagnols en Méditerranée et que les provinces ottomanes d'Occident eurent acquis leur liberté, d'action. La course continua à être organisée ou étroitement contrôlée par les divers États maghrébins et leurs principaux dignitaires : elle obéissait à certaines règles, même si celles-ci étaient souvent transgressées au cours d'une action aventureuse et violente par définition. Pratiquée essentiellement par des Turcs, des Albanais ou par des chrétiens convertis et à leur profit, elle resta le monopole d'une fraction de la classe dirigeante ottomane ; une bonne partie des matériaux comme la plupart

des techniques utilisés pour la construction des bateaux provenaient de l'étranger. Aussi la course ne cessa-t-elle jamais de faire figure d'activité marginale, sinon étrangère, dans la vie maghrébine d'alors — même si les profits qui en étaient tirés étaient élevés et son poids politique et militaire, important. Sa finalité était multiple : guerre sainte par excellence, elle contribuait à la justification de la conquête et du pouvoir turcs dans les Régences ; rapportant gros grâce à la rançon des esclaves et aux prises de bateaux chrétiens, elle était une activité extrêmement lucrative pour les armateurs et les corsaires qui s'y adonnaient, pour les États qui prélevaient une part non négligeable sur les bénéfices et, indirectement, pour l'ensemble de la population des ports corsaires qu'animait ce trafic un peu particulier ; enfin, la course contribuait à faire craindre les États qui la pratiquaient pour les coups qu'elle était capable de porter au commerce même des grands États européens.

Il est évident que son importance varia beaucoup d'une époque à l'autre. Son autonomie dans les Régences se dessinant aux alentours des années 80 du XVIe siècle, elle profita à sa façon de la prospérité de la Méditerranée, à la fin de ce siècle et au début du suivant, puis atteignit incontestablement son apogée à la faveur des guerres européennes de la première moitié du XVIIe siècle. Perfectionnant leurs armements par l'adoption de vaisseaux ronds et de bateaux du type Berthon (grâce à l'appui intéressé de Hollandais, d'Anglais et d'autres), les Régences purent constituer des flottes considérables : vers 1610-1630, Alger aurait entretenu quelque 80 vaisseaux et Tunis de 30 à 40 bâtiments de toutes tailles[11]. La deuxième moitié du siècle assista au déclin irréversible de la course maghrébine avec l'accroissement de la puissance de feu des flottes européennes et le progrès du mercantilisme des grandes puissances chrétiennes. À partir des années 80 du XVIIe siècle, la France et l'Angleterre imposèrent aux Régences le respect de leur marine et de leur commerce ; la course se maintint alors contre les ressortissants des petites puissances chrétiennes, avec l'assentiment tacite ou les encouragements secrets des grandes qui y voyaient un moyen d'éliminer la concurrence de leurs rivaux (les Italiens, les Espagnols…) moins bien lotis qu'elles. Il fallait désormais des circonstances exceptionnelles comme les guerres européennes (celles de la fin du XVIIIe siècle et du début du XIXe siècle en particulier) pour que la course maghrébine pût reprendre véritablement — mais temporairement — sa liberté d'action.

Les progrès du commerce européo-maghrébin au XVIIe siècle

Il peut paraître paradoxal de parler de progrès du commerce au cours de ce siècle de la course. En fait, celle-ci n'a jamais totalement entravé les transactions pacifiques, d'une part, et son déclin s'est amorcé dès la deuxième moitié du XVIIe siècle, d'autre part. Ce changement serait dû, en premier lieu, à l'influence des grands États européens acquis au mercantilisme et

11. P. Grandchamp, 1937.

capables, à partir d'un certain moment, d'imposer leurs vues aux dirigeants maghrébins. Ceux-ci, de leur côté, se partageaient en une faction militaire (restant prépondérante à Alger) et en une faction civile, favorable au commerce et l'emportant sur sa rivale essentiellement à Tunis (au cours du dernier tiers du XVIIe siècle). C'est dans ces conditions que les relations commerciales avec l'Europe s'affirmèrent, mais sur de nouvelles bases et au profit de nouveaux partenaires.

Le commerce de transit traditionnel déclina fortement, sauf pour ce qui concerne les relations transsahariennes à travers la Tripolitaine (d'un côté, pacotille européenne, métaux, sel, etc., de l'autre, poudre d'or, esclaves, plumes d'autruche, séné) et à l'exception de la vénérable et imposante caravane de pèlerins entre le Sud marocain et La Mecque à travers les oasis algériennes, tunisiennes et les relais tripolitains puis égyptiens. À part ces exceptions, ce qui allait dorénavant l'emporter en quantité et en valeur, ce furent les échanges commerciaux maritimes imposés par les États européens et à leur profit essentiellement.

Les produits agricoles maghrébins prenaient une part de plus en plus importante dans les exportations vers l'Europe: les céréales, en particulier, faisaient l'objet d'une demande toujours plus soutenue de la part des provinces méridionales de l'Europe occidentale. En fonction de cette demande et pour résoudre une situation financière difficile, les États maghrébins participèrent activement au commerce d'exportation des produits agricoles, soit en en collectant certains (les céréales par exemple), soit en signant des contrats d'exclusivité avec des *lazzām* pour certains d'entre eux (cas typique des cuirs dont les Juifs livournais s'assurèrent le monopole d'achat et d'exportation dès la fin du XVIIe siècle à Tunis), soit en prélevant de fortes taxes sur les produits ruraux à l'exportation (la *teskere*, ou permis d'exportation, constituait le moyen de taxation le plus courant). Les articles artisanaux venaient en second dans les marchandises exportées mais ils l'étaient surtout en direction d'autres pays musulmans: chéchias de Tunis, produits textiles de luxe, cuirs travaillés.

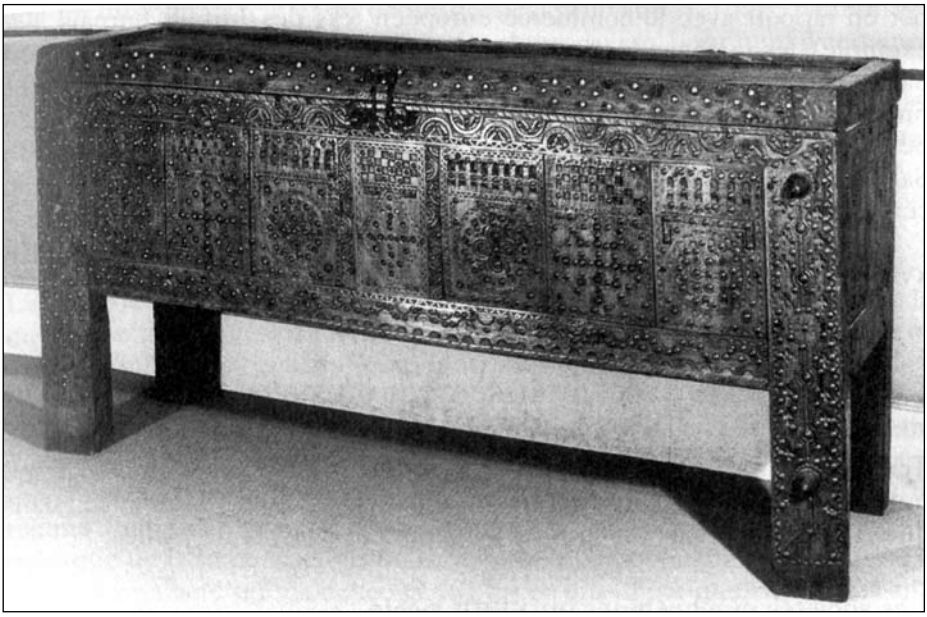
À l'importation, outre les inévitables produits de luxe destinés à une élite restreinte, l'on rencontrait les instruments destinés à s'assurer la maîtrise de l'intérieur du pays, comme les armes (en dépit des interdictions officielles), les devises, le papier à écrire et, enfin, certains produits destinés à l'artisanat local (les laines et les matières tinctoriales pour les chéchias dominaient les importations en valeur, à la fin du XVIIe siècle, à Tunis).

Incontestablement, les principaux bénéficiaires de ces rapports commerciaux étaient les États européens, leurs marchands et transporteurs, à l'initiative desquels ils furent établis. Les grandes expéditions navales des années 70 et 80 du XVIIe siècle se proposaient essentiellement de réduire la course et d'asseoir le commerce européen sur des bases confortables: sécurité des sujets chrétiens garantie, réduction des droits à l'importation (à 3% *ad valorem* pour les Anglais, puis pour les Français), possibilité de faire sortir les produits du pays moyennant certaines redevances et à certaines conditions. C'était le début de la politique des traités inégaux.

Paradoxalement, ces traités furent en général acceptés par les dirigeants maghrébins, non seulement par crainte de la puissance de feu européenne mais aussi par intérêt, puisqu'ils tiraient du commerce mari-



9.6. Foulard brodé algérien, en mousseline, soie naturelle et fils d'or et d'argent, datant de la fin du XVIIe ou du XVIIIe siècle.
[© Réunion des musées nationaux.]



9.7. Coffre de mariage du XVIIIe siècle provenant de Kabylie, en Algérie (*ḳabīla* des Aghil^cAlī), en bois de cèdre, laiton et fer. Longueur : 198 cm.
[© Musée national des arts africains et océaniens, Paris. Photo : R. Chuzeville.]

time de substantiels profits, outre l'acquisition de produits européens et d'armes leur permettant de contrôler l'intérieur du pays. Par ailleurs, quelques groupes sociaux y trouvaient également leur intérêt : les fermiers assujettis à l'impôt en rapport avec le commerce européen (cas des Juifs livournais, par exemple), les marchands détaillants, les fabricants de chéchias qui dépendaient des chrétiens pour les matières premières et pour l'écoulement des produits finis (le transport vers le Levant était assuré par les Européens), peut-être enfin certaines catégories de producteurs (les oléiculteurs du Sahel tunisien ou les propriétaires des grands domaines producteurs de céréales).

Il est évident que ces diverses tendances, apparues à la fin du XVIIe siècle, allaient se prolonger et se confirmer au siècle suivant.

Le XVIIIe siècle : accomplissement ou sursis ?

Traditionnellement, les historiens traitent le XVIIIe siècle ottoman comme une époque de crise ou d'accélération du phénomène de décadence : dans quelle mesure est-ce vrai pour les Régences ou *sandjaḳ* de l'Ouest ?

Les sociétés maghrébines au XVIIIe siècle

Par rapport à la situation qui prévalait au siècle précédent, il est évident que le Maghreb n'a pas enregistré de changements fondamentaux : mêmes procédés de production, même architecture sociale, mêmes institutions, mentalités et habitudes inchangées. Pourtant, des progrès peuvent y être perçus, au moins dans certaines régions ou dans certains groupes : extension des cultures céréalières dans les grands domaines, propagation du précieux figuier de Barbarie bien au-delà des régions de colonisation andalouse où il fut d'abord introduit. On pourrait multiplier les indices optimistes, mais on ne pourra jamais arriver à totaliser une somme de changements ou de progrès suffisante pour bouleverser les procédés de production et les structures sociales.

Celles-ci conservaient leurs traits distinctifs hérités d'un passé lointain (communautés patrilinéaires majoritaires, division en communautés…) ou proche (classe dirigeante venant de l'étranger, hiérarchie ethnique dans les cités). Les seuls changements notables sont ceux qu'introduisirent le service de l'État d'un côté, le développement du commerce avec l'Europe de l'autre : consolidation de certaines familles de notables locaux à la tête de communautés rurales, à certains postes religieux (*zāwiya*, confréries distinguées et honorées par le pouvoir), à des charges administratives (gouvernements de provinces), ou vénales (affermages divers). Le cas est célèbre de l'ascension de certaines familles *kulughli* dans les beylicats algériens comme celle d'al-Gullī à Constantine et de Bū-Shlaghīm à Oran ; non moins célèbre est l'exemple des familles juives algériennes de Bacri et Bushnāk, qui ont joué un rôle prépondérant dans les relations d'Alger avec l'Europe à la fin du XVIIIe siècle et au début du siècle suivant. À Tunis, l'affermage (*lizma*) des provinces, la concession des douanes, etc., permirent à certaines familles de devenir riches et puissantes, puisque des Banū ʿAyyād et des Djallūlī finirent par donner à l'État ses agents les plus précieux : elles et leurs homologues moins illustres finirent d'ailleurs par conférer à l'État tunisien une stabilité remarquable, plus grande qu'ailleurs.

L'État tunisien au XVIIIe siècle

La Tunisie était, au XVIIIe siècle, l'État du Maghreb le plus affirmé et le mieux intégré, pour des raisons à la fois géographiques (plaines largement ouvertes sur la mer) et historiques (notables influents dans les cités, longues traditions monarchiques).

Il continuait toutefois de constituer une province de l'Empire ottoman, dirigée par un *veli* (gouverneur) nommé par Istanbul ; la caste turque ne cessait d'y exercer sa prééminence du point de vue politique et social, et le régime continuait à s'appuyer sur la milice des janissaires et à pratiquer la politique de la force vis-à-vis de la majorité de la population. Mais en réalité, la suzeraineté turque devenait de plus en plus théorique, dans la mesure où le bey de Tunis jouissait d'une totale autonomie. La classe dirigeante ottomane incluait les *kulughli*, totalement intégrés dans la société locale, et s'ouvrait de plus en plus aux notables locaux. La milice des janissaires était cantonnée

dans un rôle strictement militaire, totalement écartée de la vie politique, et lui faisaient contrepoids d'autres corps armés recrutés dans le pays (*awāwa*, spahis « arabes », cavaliers montagnards). Les effets de la politique de la force, enfin, étaient atténués par la pratique beylicale des alliances avec les notables locaux et, notamment, les chefs religieux, gagnés par maints procédés et avantages à la dynastie. Concluons des constatations qui précèdent que le régime tunisien, au XVIIIe siècle, possédait une double nature, explicable à la fois par ses origines (conquête militaire étrangère) et par son adaptation progressive au milieu des notables locaux; cette dualité de caractère pourrait aisément expliquer à la fois les difficultés du régime puis sa réussite au XVIIIe siècle.

À la faveur de l'invasion du pays par les troupes turques d'Alger, en 1705, un officier *kulughli*, Ḥusayn b. ʿAlī, se fit proclamer bey, dirigea la résistance à l'envahisseur et, profitant de sa victoire, élimina ses rivaux et fonda un régime semi-monarchique durable. Cantonnant les Turcs dans des tâches purement militaires et leurs représentants — pacha et *dey* — dans un simple rôle honorifique (mais nécessaire, car il concrétisait la suzeraineté ottomane), il prit appui sur les *kulughli*, les Andalous et les notables locaux et réussit une centralisation relativement poussée: sur le plan économique, elle se traduisit par l'acquisition à bas prix des produits agricoles (*mushtarā*), dont une partie était livrée aux négociants européens. « Le Bey s'empare tellement de tout le commerce qu'on peut le regarder comme le seul marchand de l'État », écrivait, vers 1730, le consul français à Tunis, de Saint-Gervais, non sans exagération[12].

Mais les contradictions s'accumulaient: entre les tentatives de centralisation et le caractère surtout segmentaire de la société rurale, entre la mise à l'écart des Turcs de la vie politique et le statut de province ottomane de la Régence, entre l'économie de subsistance et le grand commerce auquel était relié le *beylik*. En 1728, le neveu du Bey, ʿAlī Bāshā, se révolta: il fut aussitôt suivi par une partie du pays qui se partagea en partisans du révolté (les *bāshiya* ou pachistes) et en fidèles du bey régnant (les *Ḥusayniya* ou husseinistes). La crise dura jusqu'en 1762. D'abord marquée par le triomphe de ʿAlī Bāshā de 1735 à 1756, puis par celui des fils de Ḥusayn b. ʿAlī, ponctuée d'invasions du pays par les troupes d'Alger envoyées au secours de l'un ou de l'autre rival, notamment en 1735 et 1756, elle fut parsemée de révoltes sporadiques de certaines communautés jusqu'en 1762.

La Régence connut de nouveau la paix après cette date et jusqu'au lendemain de 1815, à l'époque de ʿAlī Bey (1759-1782) et de Ḥ'ammādï Pasha (1782-1814). Ce fut une époque relativement faste malgré quelques fléaux comme la terrible peste de 1784-1785 ou les famines de 1777-1778 et de 1804, mais qui n'auraient fait que rétablir l'équilibre compromis entre les ressources du pays et le volume de la population. Les revenus d'origine externe augmentèrent considérablement, du fait de l'intensification des rapports commerciaux avec l'Europe jusqu'en 1790, de la forte demande européenne en produits alimentaires au cours des guerres napoléoniennes (1792-1814) et, enfin, de la reprise vigoureuse de l'activité corsaire à la faveur de ces mêmes guerres. Ceci permit à l'État d'alléger sa pression fiscale ou du moins de ne

12. De Saint-Gervais, 1736.



9.8. Panneau de céramique du XVIIIe siècle, provenant du district de Ḳallaline, à Tunis, utilisé comme décoration murale intérieure.
[© Musée national des arts africains et océaniens, Paris. Photo : R. Chuzeville.]

pas l'accentuer, ce qui eut pour effet de réduire les tensions politiques. Ajoutons à ces causes économiques ou fiscales les résultats positifs de la politique d'alliance avec les notables de tout bord, poursuivie par les beys de l'époque. Comme preuves de cette réussite, nous pouvons évoquer, d'une part, l'absence de révoltes graves de 1762 jusqu'au lendemain de 1815 et, d'autre part, le triomphe du bey de Tunis dans ses guerres contre l'étranger : Venise (1784-1792), Tripoli (1793-1794) et, surtout, Alger (1807) qui mit fin à une domination qui durait depuis 1756.

Cette période d'équilibre et de succès, dont bénéficia Tunis pendant plus d'un demi-siècle, se termina peu après 1815, avec la reprise de l'expansion européenne dans de nouvelles conditions, défavorables pour tous les pays non européens : une nouvelle ère s'ouvrait, annonçant l'impérialisme colonial.

La Régence d'Alger au XVIIIe siècle

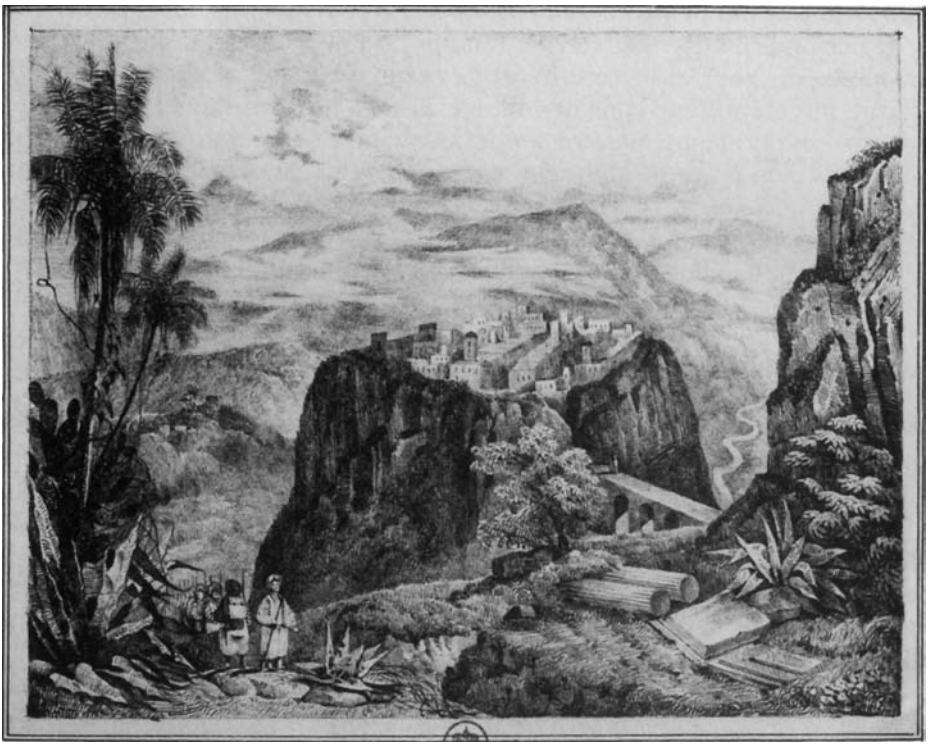
Nous avons déjà vu que, parmi les trois Régences maghrébines, celle d'Alger conserva le plus longtemps une classe dirigeante allogène et militaire. Ceci ne l'empêcha pas toutefois de connaître certaines transformations.

Malgré son déclin prononcé, la course continuait à être pratiquée sélectivement à l'encontre de certains pays chrétiens comme l'Espagne ; pour en prévenir les effets sur leurs bâtiments marchands, les pays nordiques et certains États italiens, comme Venise, consentaient à verser un tribut à Alger. Mais, parallèlement à la course, le commerce avec les grands États mercantilistes comme la France et l'Angleterre se développait : celles-ci étaient particulièrement intéressées par l'achat de céréales qui se fit d'abord à l'est, par le « Bastion de France », près d'Annāba, à la Calle, puis à l'ouest par Arzew et, enfin, par Oran après sa récupération par la Régence, en 1792.

Autre source de revenus d'origine externe, la guerre contre les États voisins rapporta gros à la classe dirigeante d'Alger, en particulier les interventions à Tunis au profit de prétendants au pouvoir, en 1735 puis en 1756, qui donnèrent un butin considérable ramassé à l'occasion et un tribut — déguisé — acquitté par Tunis de 1756 jusqu'aux alentours de 1807.

À l'intérieur du pays, les impôts continuaient à être prélevés de la façon la plus traditionnelle qui soit au moyen de la *mah'alla* (expédition armée) et au profit de la caste exclusiviste turque. Rappelons que les *kulughli*, ces métis de Turcs et de femmes autochtones, étaient exclus de la milice et des hautes fonctions de l'État. Cette politique ne cessa pas de susciter des oppositions : les innombrables insurrections kabyles, dont celle de 1767-1772 qui s'acheva par une réduction considérable des impôts, en sont la preuve. Plus graves semblaient être les soulèvements de la population d'Oranie, sous la conduite des confréries religieuses, et les révoltes du Constantinois, dirigées par les seigneurs féodaux locaux, au début du XIXe siècle, car ils dénotaient une certaine prise de conscience anti-turque et marquèrent le renouveau de l'influence des chefs locaux au moment où la milice des janissaires montrait des signes de faiblesse.

La décadence de cette milice n'était pas catastrophique en elle-même puisque le même phénomène s'était produit également à Tunis et à Tripoli,



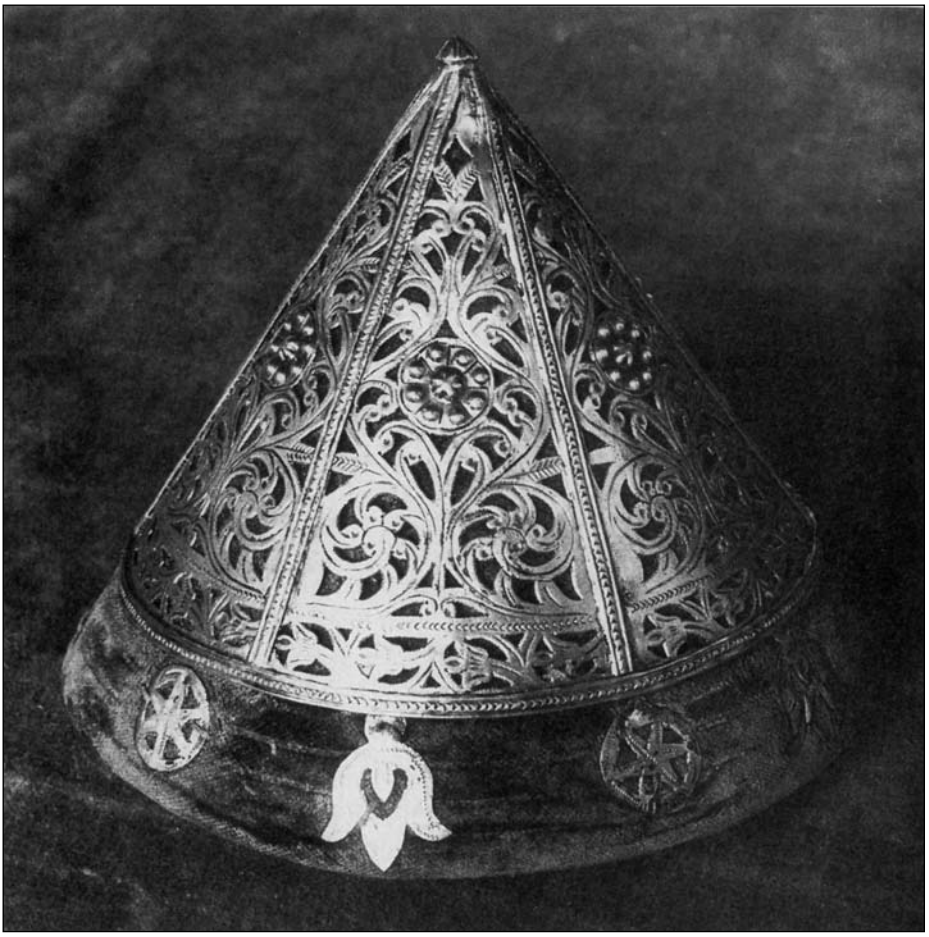
9.9. La ville de Constantine, telle que la représentait une lithographie française du XIXe siècle.
[© Bibliothèque nationale, Paris.]

et qu'il était annoncé depuis longtemps à Alger. Depuis la fin du XVIIe siècle, un chef unique — le *dey* — tendait à accaparer le pouvoir ; il fut de plus en plus soutenu, au XVIIIe siècle, par un corps restreint de dignitaires turcs au sein duquel il était choisi. Ainsi, la démocratie militaire, chère aux janissaires et au *rā'īs* turcs, était-elle progressivement battue en brèche. Le régime algérien y gagna en stabilité et en efficacité : de 1671 à 1710, sur les onze *dey* qui prirent le pouvoir, un seul conserva la charge jusqu'à sa mort naturelle ; de 1710 à 1798, sur les neuf *dey* qui parvinrent à la charge suprême, sept moururent de mort naturelle. Citons également le cas de la longueur exceptionnelle du règne de Muḥammad b. ʿUthmān, qui dura de 1766 à 1791, et qui conféra à l'État algérien une stabilité incontestable.

Dans les provinces, l'évolution était encore plus nette, car les beys de Constantine, du Titteri et de l'Ouest, disposant d'un nombre restreint de janissaires, durent nécessairement prendre davantage appui sur le corps des notables et chefs locaux. On vit même des beys *kulughli* rattachés par les liens du sang aux grandes familles locales (les Quilī à Constantine, les Bū-Shlaghim ou la famille de Muḥammad b. ʿUthmān al-Kabīr dans l'Ouest). Bref, mieux

intégrés dans le pays, moins militarisés qu'à Alger, les beys des provinces montrèrent nettement que le régime algérien évoluait sur le modèle tunisien et même tripolitain.

Cette évolution se fit sentir tardivement dans la capitale même : prenant appui sur les *kulughli* et les Zwāwa, le *dey* ʿAlī Khödja, à la fin de 1817, extermina la milice des janissaires ou ce qu'il en restait et échappa définitivement à l'influence des militaires turcs, comme les beys de Tunis et de Tripoli un siècle plus tôt. On pouvait dès lors escompter une nationalisation plus rapide du régime algérien, mais la conquête française de 1830 mit fin à une évolution amorcée peut-être trop tard ou dans des conditions trop défavorables, alors que le divorce était déjà consommé entre la population et ses dirigeants.



9.10. Coiffe conique en argent du XVIIIe siècle, provenant d'Algérie. Hauteur : 15 cm.
[© Musée national des arts africains et océaniens, Paris. Photo : R. Chuzeville.]

La Régence de Tripoli au XVIIIe siècle

À l'instar de ce qui s'était déroulé à Tunis au début du XVIIIe siècle, un officier *kulughli*, Aḥmad Ḳāramānlī, s'empara du pouvoir à Tripoli, en 1711, et fonda une dynastie beylicale, appelée à régner jusqu'en 1835. La réussite de cette famille est due à plusieurs facteurs. Tout d'abord, la longue durée des règnes : Aḥmad exerça le pouvoir de 1711 à 1745, ʿAlī de 1754 à 1793 et Yūsuf de 1794 à 1832. Le deuxième facteur de réussite a été l'existence de multiples alliances entre les *kulughli* et les grandes familles citadines de Tripolitaine. Le troisième, et peut-être le principal, a résidé dans l'importance des revenus du *beylik* d'origine externe : la course, réactivée après 1711, puis entre 1794 et 1805, et ce qu'elle entraînait comme revenus directs (les prises et les rançons des prisonniers) et indirects (les tributs par lesquels de nombreux États européens achetèrent la sécurité de leurs bâtiments marchands) ; le grand commerce transsaharien (à travers le Fezzān dont Tripoli s'était assuré le contrôle par des expéditions répétées) et méditerranéen (avec Livourne et le Levant). Ce commerce a sans doute été à l'origine de la puissance du groupe de commerçants des cités tripolitaines et de la prospérité de la colonie juive, à la fin du XVIIIe siècle et au début du suivant.

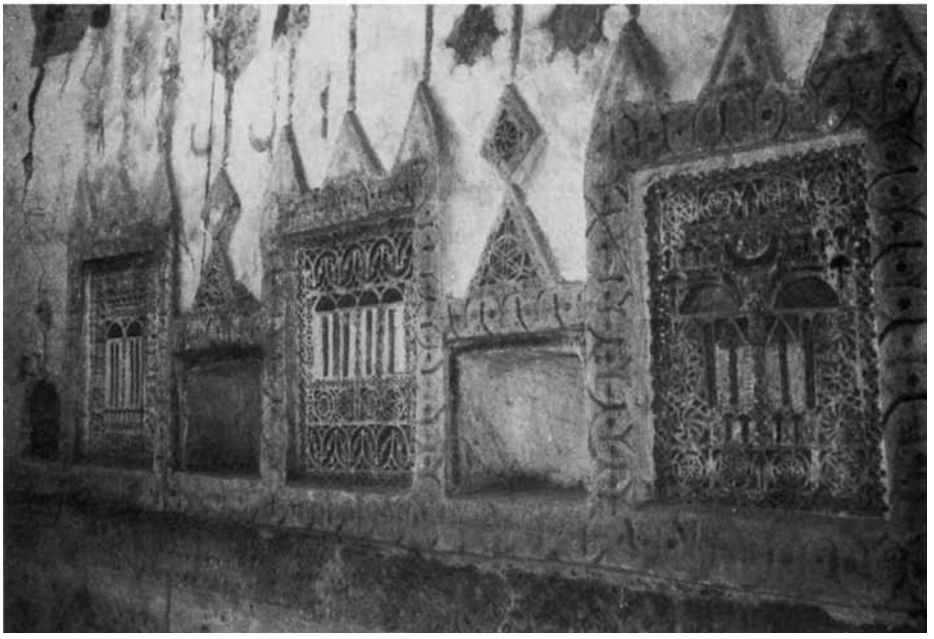
La Régence de Tripoli connut, au cours de ce siècle, de sérieux problèmes. Les catastrophes naturelles, tout d'abord, furent légion : citons, par exemple, la famine de 1767-1768 et la terrible peste de 1785. D'une façon générale, les ressources propres du pays étaient limitées, d'où les graves tensions entre l'État aux exigences élevées (car il vivait à l'heure de la modernité) et la population aux capacités contributives modestes.

La deuxième source de problèmes pour l'État résidait dans l'organisation de la majeure partie de la population en deux grandes confédérations aux effectifs fluctuants. Les Ottomans ne pouvaient gouverner sans l'appui de l'une ou de l'autre. Or, elles étaient en lutte perpétuelle et les adversaires du régime de Tripoli étaient systématiquement taxés de rébellion. Lorsque des prétendants rivaux au trône obtenaient des soutiens dans les confédérations concurrentes, des guerres civiles éclataient, telle celle qui, de 1791 à 1793, opposa divers membres de la famille Ḳāramānlī les uns aux autres.

En troisième lieu, Istanbul ne renonça pas à reprendre la réalité du pouvoir à Tripoli, le « ventre mou » du Maghreb ottoman. En 1793, par exemple, un officier turc, ʿAlī Burghūl, entra à Tripoli et en chassa les Ḳāramānlī ; étendant son entreprise à Djerba, en territoire tunisien, il s'attira la riposte du bey de Tunis qui le délogea de Tripoli et y rétablit comme bey, en 1794, un des Ḳāramānlī concurrents. Le règne de Yūsuf Ḳāramānlī inaugura une première période de prospérité. Il déjoua les manœuvres d'abord tentées par les États-Unis d'Amérique pour le déposer. Plus tard, toutefois, il fut obligé d'accepter des traités avec la Grande-Bretagne et la France qui supprimaient pratiquement la course et les redevances de protection. Ainsi fut perdue une source de revenus de première importance, perte que le commerce transsaharien ne pouvait suffire à compenser.



9.11. Vue partielle d'une rue de la ville saharienne de Ghadāmes, Libye. [© P. Mazzari, Schio (Italie).]



9.12. Salle de séjour d'une maison de la vieille ville, Ghadāmes, Libye.
[© Dr Al-Saghayar A. Bahimmi, Tripoli.]

Il fallut renforcer la fiscalité, au prix d'une vigoureuse opposition en milieu rural, tandis que grandissait à Tripoli le mécontentement nourri par la diminution du niveau de vie. La dynastie finit par y perdre son crédit. De plus, Yūsuf commit de graves erreurs de calcul dans ses rapports avec la population du Djabal Nafūsa et avec le *saff*, dirigé par les Awlād Sulaymān du Surt et du Fezzān, erreurs qui entraînèrent la perte des assises rurales de son pouvoir. Par ailleurs, le mécontentement s'enflait au sujet du pouvoir croissant des consulats de France et de Grande-Bretagne à Tripoli, par l'intermédiaire desquels ces puissances intervenaient à l'occasion dans les relations entre Libyens.

Ainsi s'explique le bon accueil réservé au corps expéditionnaire ottoman qui débarqua à Tripoli en mai 1835, marquant la reprise en mains directe par la Sublime-Porte des affaires de la Libye.

Enfin, la dernière source de difficultés pour la Régence consistait dans les tentatives chrétiennes pour réduire la course et imposer des conditions commerciales favorables à Tripoli. La guerre la plus célèbre qui ait été déclarée à la course est celle que menèrent contre elle les États-Unis, à leurs débuts sur la scène internationale, de 1801 à 1805 : elle se termina tout de même par une paix de compromis. Tel n'était plus le cas après 1815, quand les Européens parvinrent à imposer unilatéralement leurs conditions. Ils éliminèrent la course et ouvrirent le pays à leur commerce aux conditions qui leur convenaient. Ils se mirent à exiger du régime tripolitain des indemnités à tout propos et hors de propos : pour insulte à son consul, la France exigea le paiement de 800 000 francs en 1830 ; pour insulte au fils de son consul, l'Angleterre réclama pas moins de 200 000 piastres. Ses ressources financières épuisées, l'État tripolitain se trouva complètement paralysé, miné en plus par des révoltes qu'il était incapable de réprimer : ce fut une proie facile pour l'Empire ottoman qui s'y réinstalla durablement, en mai 1835.

Conclusion

Le Maghreb traversait une grave crise au XVIe siècle, provoquée essentiellement par son inadaptation à l'époque des armes à feu, des monarchies centralisatrices et des trésors d'Amérique. Les Ottomans apportèrent la solution aux pays du Maghreb central et oriental en y installant des appareils — militaires et administratifs — modernes, capables d'en assurer la défense extérieure et d'y faire régner le minimum d'ordre compatible avec la survie de l'ensemble. Mais en même temps qu'ils assumaient ces fonctions, ils imposaient aux sujets une dure férule, accompagnée d'une sévère exploitation des ressources (quand cela leur était possible), non étrangère à la stagnation des sociétés autochtones. Aussi le Maghreb ottoman superposa-t-il des États et des classes dirigeantes modernes, dominateurs et exploiteurs, à des sociétés traditionnelles, dominées et exploitées. Mais il est évident que la situation différait quelque peu d'Alger à Tunis ou à Tripoli et d'un siècle à l'autre.

Devenant rapidement autonomes par rapport à Istanbul (sans jamais rompre l'allégeance officielle qui les rattachait à leur métropole), les « *odjaḳ* de l'Ouest » se différencièrent peu à peu en États particuliers et volontiers antagonistes : pas moins d'une dizaine de guerres opposèrent les régimes de Tunis et d'Alger entre 1600 et 1800. Ces États connurent une évolution quelque peu différente (ou au rythme différent) au cours des XVIIe et XVIIIe siècles. Alors que la classe dirigeante ottomane s'ouvrait progressivement aux *kulughli* et aux notables locaux à Tunis et à Tripoli, elle se raidissait, par contre, à Alger dans une attitude nettement exclusiviste : il s'ensuivit l'apparition de monarchies semi-nationales au XVIIIe siècle dans les deux premiers pays, et la longue continuation d'un régime fortement influencé par ses origines conquérantes et étrangères à Alger. Notons toutefois que l'évolution générale des Régences vers une plus grande intégration dans le pays et une plus forte centralisation de type monarchique se fit également sentir dans la Régence algérienne, mais d'abord au niveau des provinces puis, tardivement — à partir de 1817 —, dans la capitale. Ajoutons enfin que c'est cette évolution distincte et quelque peu différente des trois Régences (accentuée plus tard par la diversité des situations coloniales) qui va déterminer la partition du Maghreb en États particuliers tels que nous les connaissons encore aujourd'hui.

Un autre ensemble de problèmes déterminants dans l'histoire du Maghreb ottoman a trait à ses rapports avec l'Europe chrétienne. De celle-ci provenaient en bonne partie les instruments de la modernité qui conféraient aux États et aux classes dirigeantes maghrébins les moyens d'exercer leur hégémonie sur la population locale : armes à feu et armées modernes, papier à écrire, devises et métaux précieux et, enfin, hommes introducteurs des techniques et idées nouvelles. Autant dire que les rapports avec l'Europe étaient vitaux pour les classes dirigeantes du Maghreb : ce furent d'abord des rapports de guerre (la course), instaurés par les militaires ottomans, à leur initiative et essentiellement à leur profit. Ce furent ensuite des rapports de paix — principalement marchands — imposés par les grands États mercantilistes et volontiers acceptés par la fraction civile des classes dirigeantes maghrébines et de leurs alliés locaux. Ces rapports profitèrent d'abord au capitalisme européen qui en eut l'initiative, puis aux États maghrébins (et à leurs associés locaux) tant qu'ils furent capables de défendre leurs intérêts et leurs points de vue face à leurs protagonistes européens, jusqu'en 1815 environ — une date qui clôt manifestement une période et en ouvre une autre, celle de la prépondérance européenne exclusive.

CHAPITRE 10

La Sénégambie du XVIe au XVIIIe siècle : évolution des Wolof, des Seereer et des Tukuloor

B. Barry

La Sénégambie, qui englobe les bassins du fleuve Sénégal et du fleuve Gambie, est quelque peu éloignée de la boucle du Niger, à mi-chemin entre le Sahara et la forêt. C'est pour cela qu'elle est restée, jusqu'au XVe siècle, sous la dépendance des États du Soudan et du Sahara. La mise en valeur de sa façade atlantique, avec l'arrivée des Portugais, lui donna alors toute son importance géopolitique car elle devint un axe de pénétration de la domination économique et politique de l'Europe en pleine expansion et le débouché des produits de l'intérieur du Soudan occidental vers l'Atlantique.

Malgré les variantes régionales sur le plan géographique et, surtout, la diversité du peuplement — wolof, fulbe, mande, seereer, tukuloor, joola, nalu, baga, tenda —, la Sénégambie ne connut qu'un seul destin lié à la convergence, sur cette pointe ouest-africaine, des influences du Soudan, du Sahara et de la forêt. Cette unité fut renforcée, à partir du XVe siècle, par l'influence du commerce atlantique dont le rôle fut alors déterminant sur l'évolution économique, politique et sociale des États de la Sénégambie.

Le commerce portugais de l'or, de l'ivoire, du cuir et des esclaves détourna, dès le XVe siècle, les voies commerciales de l'intérieur vers la côte et provoqua, au cours du XVIe siècle, la dislocation de la confédération du Jolof qui fut suivie par la montée du Royaume denyanke dans la vallée du fleuve Sénégal et du royaume du Kaabu (Gabu) vers les rivières du Sud.

Au cours du XVIIe siècle, le partage de la côte en zones d'influence hollandaise, française, anglaise et portugaise coïncida avec l'intensification de la traite négrière qui demeura, tout au long du XVIIIe siècle, la

pierre angulaire du commerce atlantique. Celle-ci engendra le règne de la violence que renforçait le caractère guerrier et arbitraire des régimes *sebbe* (sing. *ceddo :* chef de guerre), symbolisés par les règnes respectifs du *Damel-Teen* du Kayor et du Bawol, Lat Sukaabe Fall, et du *Satigi* du Fouta Toro, Samba Gelaajo Jeegi. Face à la violence des *sebbe*, l'islam constitua alors le seul rempart contre l'arbitraire de l'aristocratie. À la fin du XVIIe siècle, les adeptes de l'islam prirent les armes lors de la guerre des marabouts et, malgré leur défaite, fomentèrent les trois révolutions du Bundu, du Fouta-Djalon et du Fouta Toro au cours du XVIIIe siècle. Ainsi, l'opposition entre régimes *sebbe* et théocraties musulmanes constitua la toile de fond de l'histoire de la Sénégambie soumise aux conséquences du commerce atlantique.

Le monopole portugais et la refonte de la carte politique au XVIe siècle

Pointe occidentale de l'Afrique, la côte de la Sénégambie correspond à la partie du littoral africain ayant la plus grande ouverture sur l'ouest. Le pays est resté longtemps, jusqu'au XVe siècle, une dépendance du Soudan et du Sahara avant de subir l'influence de l'Atlantique avec l'arrivée des Portugais qui investirent cette région. Le commerce portugais de l'or, de l'ivoire, des épices et bientôt des esclaves provoqua le détournement des routes commerciales vers l'Atlantique. Cette première victoire de la caravelle sur la caravane donna lieu, dès le milieu du XVIe siècle, à de profondes mutations politiques, économiques et sociales et, en particulier, à la refonte de la carte politique de la Sénégambie.

Le commerce portugais

La Sénégambie, sous la dépendance du Mali, fut investie très tôt, le long du fleuve Gambie, par des Jula mandingue qui relièrent, à partir des *escales* du Wuuli, du Niani, du Niumi et du Kantora, la boucle du Niger au commerce de la kola, du fer et de l'indigo des régions forestières. Les conquérants mande fondèrent ainsi, au sud de la Gambie, le royaume du Kaabu qui domina, au nom du Mali, toute la Sénégambie méridionale et une partie de la Sénégambie septentrionale dans la mesure où la dynastie gelowar du Siin et du Saalum était d'origine kaabunke[1].

Mais, dès le milieu du XVIe siècle, la crise de succession qui se produisit à la mort du *mansa* Sulaymān, en 1360, favorisa la création de la confédération du Jolof dont le souverain, Njajaan Njaay, étendit l'autorité à l'ensemble de la Sénégambie septentrionale entre le fleuve Gambie et le fleuve Sénégal. L'hégémonie de la Confédération fut très tôt ébranlée

1. Y. Person 1974*a*, p. 7.



10.1. La Sénégambie du XVIe au XVIIIe siècle (d'après M. Abitbol, 1979).

avant sa dislocation définitive, au XVe siècle, par l'invasion dirigée par Koly Tengella, qui quitta le Sahel malien avec de nombreux Fulbe pour s'installer dans les hauts plateaux du Fouta-Djalon. À partir de 1490, les nombreux compagnons de Koly ou de son fils se dirigèrent vers le nord pour fonder, dans la vallée du Sénégal, la dynastie denyanke du Fouta Toro. Au cours de leur exode, ils sapèrent au passage l'autorité des principautés mande de la Gambie et, malgré la résistance des Beafada, ils bouleversèrent complètement l'équilibre politique de la Sénégambie[2].

La naissance du régime denyanke coïncida ainsi avec l'arrivée des Portugais, premiers Européens à explorer le littoral africain. Ils s'installèrent, vers 1445, à Arguin pour détourner vers l'Atlantique le commerce du Soudan et de la Sénégambie traditionnellement dirigé vers le nord par la voie saharienne. Finalement, après des tentatives de pénétration dans l'arrière-pays, l'échec de la construction d'un fort, en 1448, sur les bords du fleuve Sénégal, dont la navigation était gênée par les chutes du Felu, et la présence effective du Mali en Gambie obligèrent les Portugais à se confiner sur la côte.

À partir des îles du Cap-Vert, les Portugais firent du cabotage commercial le long de la côte et aux embouchures des fleuves Sénégal et Gambie. Ils s'implantèrent fermement au bord des rivières du Sud et en Gambie, région qui occupait une position stratégique dans le commerce interrégional de la Sénégambie. Le commerce portugais de l'or, de l'ivoire, des peaux, des épices et des esclaves se greffa sur l'ancien circuit du commerce interrégional de la kola, du sel, des cotonnades, du fer et de l'indigo. Mieux, les Portugais investirent très tôt l'important centre commercial du Wuli, point de départ des caravanes reliant la Gambie au haut Sénégal vers le nord et à la boucle du Niger vers l'est, obligeant ainsi le Mali alors en déclin à se tourner davantage vers l'Atlantique pour écouler son or.

Le commerce de l'or du Soudan qui se déversait désormais dans les foires du Wuli et du Kantora tint une place de choix dans le commerce portugais et contribua largement à rompre les liens qui existaient entre, d'une part, la région du Bambuk et du Bure et, d'autre part, la boucle du Niger et le Sahara, transformant celle-là en une composante de la Sénégambie. Le commerce du cuir, qui portera sur 150 000 peaux, son record, en 1660 à la suite de la forte demande européenne, constitua, après l'or, le second produit d'exportation de la Sénégambie. À cela s'ajoutait l'ivoire, la cire et, surtout, les esclaves pour lesquels la Sénégambie, à mi-chemin entre l'Europe et l'Amérique, était la première et la principale source d'exportation, par mer, vers l'Europe au cours du XVIe siècle. Cette traite des esclaves fut particulièrement importante au moment de la mise en valeur des îles Canaries, des îles du Cap-Vert, de Madère et, plus tard, au début de l'essor de l'économie de plantation dans le Nouveau Monde. Walter Rodney

2. J. Boulègue, 1968, p. 177.

estime que 5 000 esclaves par an au moins étaient exportés à partir des rivières du Sud entre 1562 et 1640. D'ailleurs, dès le début, les Portugais qui échangeaient des chevaux contre des esclaves encouragèrent, dans les îles du Cap-Vert, une économie de plantation qui leur permit de produire du sucre, du coton et de l'indigo et de s'imposer dans le commerce interrégional de la Sénégambie[3]. Les Afro-Portugais (les *lançados* ou *tangomãos*) devinrent ainsi progressivement les intermédiaires indispensables entre le commerce européen et la Sénégambie qui connut, dès la seconde moitié du XVIe siècle, de profondes mutations économiques, sociales et, en particulier, politiques.

La refonte de la carte politique des États de la Sénégambie dans la deuxième moitié du XVIe siècle

Malgré son importance relative, le commerce portugais entraîna, dès le XVIe siècle, une crise économique et politique le long des rivières du Sud et accéléra la dislocation de la confédération du Jolof dans la Sénégambie septentrionale.

La crise intervint d'abord dans la région des rivières du Sud, qui commandaient le commerce interrégional de la Sénégambie, en raison de la domination que le Portugal y avait très tôt exercée.

La crise fut ainsi précoce dans la région comprise entre la rivière Casamance et le Rio Cacheu, largement investie par les commerçants capverdiens. Ici, les Baïnuk et les Kasanga, qui étaient très habiles dans le tissage et la teinture, devinrent rapidement les principaux clients pour le coton en provenance des îles du Cap-Vert. Leur prospérité provenait également de leurs productions agricoles nécessaires à la fois aux résidents européens et au ravitaillement des cargaisons d'esclaves. Cette position avantageuse des Baïnuk provoqua le conflit avec les *lançados* qui demandèrent, en 1570, l'aide de Mansa Tamba, roi des Kasanga. La rivalité entre Baïnuk de Buguendo et Bishangor, d'une part, et les États kasanga, stimulés par les intérêts portugais, d'autre part, ne s'acheva que vers 1590 avec la mort de Mansa Tamba du Kasa[4].

Mais dès le départ, le commerce des esclaves — pierre angulaire des activités commerciales des Portugais — perturba profondément la situation économique, politique et sociale de la région des rivières du Sud. En effet, les Mande se spécialisèrent dans la chasse aux esclaves à une grande échelle et consolidèrent la puissance du Kaabu qui contrôlait, de ce fait, tout le territoire entre le fleuve Gambie et le Fouta-Djalon. Le Kaabu profita alors des désastres causés par le passage des troupes de Koly Tengella chez les Baïnuk, les Papel, les Kasanga et les Beafada pour imposer sa loi dans la majeure partie de la région des rivières du Sud et tirer davantage parti du commerce maritime.

3. W. Rodney, 1970*b*, p. 153-161.
4. G. E. Brooks, 1980, p. 19.

De même, les habitants des îles Bijagos s'organisèrent de façon systématique pour participer activement à la chasse à l'homme sur le continent. En effet, tandis que les femmes se consacraient à l'agriculture, à la pêche et à la construction des maisons, les hommes fabriquaient des *almadies*, ces fameuses embarcations qui constituaient une véritable flottille de guerre leur permettant de semer la terreur dans la région des rivières du Sud. Ainsi, la mosaïque des populations de cette zone, Baïnuk, Joola, Papel, Balante, Nalu, Landuma et Baga, furent les premières victimes de la traite négrière. De ce fait, la tendance à l'isolement, surtout chez les Joola, s'intensifia dans cette région de mangrove où la nature était propice au refuge. Cependant, ce furent les groupements minoritaires dans le pays Tenda, les Bassari, les Koniagui et les Badyaranke vivant entre les massifs du Fouta-Djalon et les rivières du Sud, qui furent les principales victimes de la traite des esclaves[5].

La crise économique, politique et sociale fut donc précoce dans la région des rivières du Sud où elle figea dans l'isolement certaines communautés côtières au profit de la puissance continentale du Kaabu. L'évolution politique des États lignagers des rivières du Sud vers des formes monarchiques élaborées fut bloquée par la pression des peuples voisins et par la violence engendrée par la chasse à l'homme qui suscitèrent, dans ces communautés, davantage de réflexes de défense et d'isolement. Ce blocage se renforça pratiquement jusqu'au XIXe siècle, au moment de la conquête coloniale.

En revanche, le Kaabu devint la puissance dominante dans la région après le déclin définitif de l'empire du Mali. Véritable puissance militaire, il contrôla à son profit le réseau commercial baïnuk et beafada tout en mettant la main sur les principautés mande le long du fleuve Gambie. Le *farim* du Kaabu resta le plus actif chasseur d'esclaves de la région. Les Maane et les Saana, qui constituaient la dynastie naanco souveraine à Kansala, renforcèrent leur caractère guerrier et symbolisèrent, dès le début, le règne des *sebbe* qui dominèrent la vie politique en Sénégambie pendant l'ère de la traite négrière. La conquête du Siin et du Saalum par la dynastie gelowar originaire du Kaabu témoigna largement de la puissance de ce royaume.

Les XVIe et XVIIe siècles constituèrent sans aucun doute l'apogée du royaume du Kaabu qui s'imposa, à la place du Mali, dans toute la zone des rivières du Sud jusqu'au triomphe de la révolution théocratique du Fouta-Djalon, laquelle marqua un coup d'arrêt à son expansion vers l'intérieur des terres au début du XVIIIe siècle. Mais cette expansion du Kaabu coïncida avec l'intensification de la traite négrière et, surtout, avec l'accaparement du commerce des rivières du Sud par les Européens. L'initiative du commerce interrégional des rivières du Sud, si vital à l'ensemble de la Sénégambie, passa des peuples autochtones aux Portugais qui s'incrustèrent dans l'ancien

5. W. Rodney, 1970*b*, p. 110.

circuit nord-sud de la côte et réduisirent les Beafada, les Baïnuk et, surtout, les Mande et les Bijagos à une activité de chasseurs d'esclaves ou de simples courtiers du commerce atlantique vers l'intérieur.

De même, la partie septentrionale de la Sénégambie entre le fleuve Gambie et le fleuve Sénégal connut à son tour une profonde et durable refonte de sa carte politique dès la deuxième moitié du XVIIe siècle.

La confédération du Jolof, déjà ébranlée par l'invasion massive de Koly Tengella, se désintégra sous l'influence du commerce portugais qui, en favorisant les provinces côtières, accéléra l'émiettement politique de la Sénégambie. C'est ainsi qu'Amari Ngoone proclama, après sa victoire de Danki sur le *buurba* jolof, l'indépendance de la province maritime du Waalo, à l'embouchure du fleuve Sénégal, du Bawol au sud-ouest, reléguant ainsi le Jolof proprement dit à l'intérieur des terres. Le territoire du Jolof fut ainsi considérablement réduit, le pays n'eut plus de relations directes avec le commerce atlantique devenu dominant et fut aussi coupé, au nord, du commerce transsaharien par la puissance du Royaume denyanke du Fouta Toro[6].

Cette dislocation du Jolof se fit à la suite de nombreux combats qui inaugurèrent l'ère de la violence des seigneurs de la guerre. Les monarchies *sebbe* instaurèrent la violence non seulement dans les rapports entre les États de la Sénégambie mais aussi dans les relations politiques et sociales à l'intérieur de chaque État. Le même processus donna naissance, par ailleurs, aux royaumes du Siin et du Saalum qui, tous deux, s'émancipèrent définitivement de l'empire du Jolof au cours du XVIe siècle.

Après la dislocation de la confédération du Jolof, le *damel* du Kayor, Amari Ngoone, tenta un moment d'imposer son hégémonie en annexant le Bawol et une partie du Waalo, en particulier l'embouchure du fleuve Sénégal, point de passage du commerce atlantique. Il prit le titre de *damel-teen*, inaugurant ainsi une longue suite d'unions temporaires entre le royaume du Kayor et celui du Bawol. En effet, le rêve de tout *damel* du Kayor était de devenir *teen* du Bawol et vice versa. Mais, très tôt, le duel entre le Kayor et le Bawol empêcha le *damel* de réaliser son ambition de réunir à son tour les anciennes provinces de la confédération du Jolof sous son autorité. Cet échec favorisa par contre la montée en puissance du Royaume denyanke du Fouta Toro.

Le *satigi* du Fouta Toro, que les sources européennes désignent sous le nom de « Grand Ful », profita de son côté de la dislocation du Jolof pour étendre sa domination à la majeure partie de la Sénégambie septentrionale. La dynastie denyanke atteignit ainsi son apogée au début du XVIIe siècle sous le règne de Samba Lamu. Le Fouta Toro, par l'occupation de l'embouchure du fleuve Sénégal et d'une partie du Sahel malien et mauritanien, avait désormais la double vocation de contrôler le commerce du Soudan vers le Sahara et le commerce européen par la mer[7].

6. J. Boulègue, 1968, p. 212.
7. *Ibid.*, p. 244.

Le partage de la côte sénégambienne et la réaction musulmane au XVIIe siècle

Dès le début du XVIIe siècle, le monopole portugais fut battu en brèche par l'arrivée successive des Hollandais, des Anglais et des Français. Ces nouvelles puissances européennes investirent la côte d'Afrique et entreprirent la grande aventure de l'encerclement de l'Afrique.

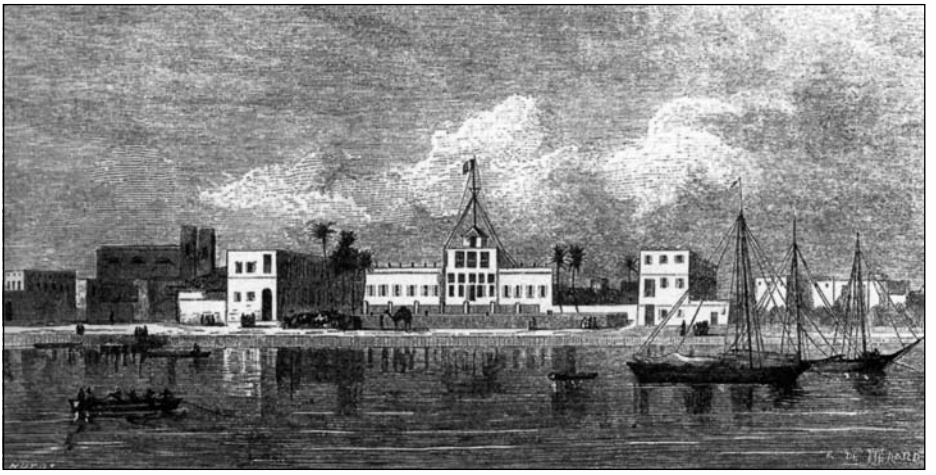
Les puissances européennes s'engagèrent ainsi dans une vive compétition et s'imposèrent de ce fait en Sénégambie, en créant des zones d'influence jalousement gardées par des comptoirs fortifiés établis le long de la côte à Arguin, Saint-Louis, Gorée, au fort Saint James, à Cacheu et Bissau.

Ces comptoirs servaient avant tout d'entrepôts pour les esclaves dont le commerce devint, dès la deuxième moitié du XVIIe siècle, la principale activité des puissances européennes sur la côte d'Afrique. Ce trafic intense avec son corollaire, la chasse à l'homme, fut à l'origine de profondes crises économiques, politiques et sociales. La traite négrière engendra ainsi la violence dans les rapports entre les États, la militarisation du pouvoir et le progrès de l'islam militant. Ainsi, dès la fin du XVIIe siècle, la Sénégambie fut le théâtre d'un vaste mouvement maraboutique qui tenta d'unifier les États de la vallée du fleuve Sénégal pour lutter contre les effets nocifs de la traite négrière qui commençaient déjà à se faire sentir.

Les comptoirs et le partage de la côte

La refonte de la carte politique alla de pair avec la recrudescence de la violence entre les États et le développement de la traite négrière qui accéléra l'émiettement politique de la Sénégambie. Elle coïncida aussi avec l'arrivée des Hollandais, des Français et des Anglais dont la présence sur la côte sénégambienne se consolida, dès la deuxième moitié du XVIIe siècle, au détriment du monopole portugais. En effet, la traite négrière, devenue la pierre angulaire du mercantilisme colonial à la suite de l'essor de l'industrie sucrière dans le Nouveau Monde, précipita le partage de la Sénégambie en zones d'influence par la construction de comptoirs fortifiés le long de la côte.

Dès 1621, les Hollandais s'installaient à Gorée suivis, en 1659, par les Français à Saint-Louis, en face de l'embouchure du fleuve Sénégal, tandis que les Anglais construisaient, en 1651, le fort Saint James à l'embouchure du fleuve Gambie. Les Portugais, ainsi éliminés progressivement de la Sénégambie septentrionale, se confinèrent, en dehors de leur base permanente dans les îles du Cap-Vert, à Cacheu et Bissau. Mais ils étaient déjà obligés de partager avec les nouvelles puissances européennes le riche marché de la région des rivières du Sud. En tout cas, la construction d'un chapelet de comptoirs fortifiés le long de la côte paracheva la réorientation du commerce de la Sénégambie vers la mer.



10.2. Saint-Louis, à l'embouchure du fleuve Sénégal. Dessin de E. de Bérard, d'après Nouveaux.
[*Source : Le tour du monde*, Paris, Hachette, 1861, vol. III. © Hachette, Paris.]

Le fort Saint-Louis, à l'embouchure du fleuve Sénégal, permit aux Français de contrôler tout le commerce qui se faisait le long du fleuve de février à mai, dans les différentes *escales* du désert du Waalo, à Coq et à Terrier Rouge dans le Fouta Toro. La construction du fort Saint-Joseph, à la fin du XVIIe siècle dans le Gajaaga, assura le monopole français dans toute la vallée du fleuve Sénégal, de son embouchure jusqu'à sa partie amont, porte du Soudan. La France tenta ainsi de faire de ce fleuve le centre de gravité du commerce de la Sénégambie septentrionale en attirant vers des *escales* le commerce d'Arguin et de Portendick, sur la côte mauritanienne, et celui du Soudan, concentré dans la boucle du Niger[8].

L'île de Gorée, occupée au départ par les Hollandais, reprise par les Portugais en 1629 et 1645 avant de passer aux mains des Anglais, en 1667, et enfin des Français, en 1677, détenait le monopole du commerce le long de la Petite Côte. Ainsi, à partir de là, les Français commercèrent avec le Kayor à l'*escale* de Rufisque, avec le Bawol à l'*escale* de Portudal et, enfin, avec le Siin à celle de Joal. Gorée tenta aussi d'étendre sa sphère d'influence vers le sud, en Gambie, avec la factorerie d'Albreda et dans la région des rivières du Sud à Bissau et Cacheu. Les Français s'y heurtèrent à la concurrence des Portugais et surtout des Anglais, solidement établis en Gambie. En effet, le fort Saint James, construit au départ par les Anglais, contrôlait tout le commerce le long du fleuve Gambie avec les *escales* de Jufure et de Bintang, jusqu'au niveau des chutes de Barakunda avec les *escales* de Sutuku et de Fatatenda dans le Wuli.

8. B. Barry, 1972, p. 111-126.

Chaque principauté mande installée le long du fleuve Gambie, qui offrait l'énorme avantage d'être navigable toute l'année, était une *escale* possible pour les commerçants anglais. Les Anglais étaient ainsi bien placés pour conquérir les *escales* de la Petite Côte au nord, celles des rivières du Sud et, surtout, pour concurrencer dangereusement le commerce français dans le haut du fleuve[9]. La Gambie disposait de bonnes infrastructures pour attirer dans son orbite le commerce du Soudan, ce qui explique pourquoi la région a été très tôt colonisée par l'empire du Mali. Les Portugais, éliminés du Nord, se replièrent donc dans la région des rivières du Sud où ils créèrent les comptoirs de Bissau et de Cacheu. Mais, déjà, c'étaient les *lançados* des îles du Cap-Vert qui y maintenaient la présence d'un Portugal dont la puissance économique en Europe n'était plus en mesure de faire face à la concurrence des Anglais, des Français et des Hollandais.

La Sénégambie était ainsi verrouillée sur toute sa façade maritime par une série de fortifications construites de préférence dans les îles et dont la fonction essentielle était de détourner vers l'océan le commerce de la région. Ces constructions permanentes avaient un double objectif, celui de protéger chaque zone d'influence ainsi délimitée contre la concurrence des autres puissances européennes et celui de limiter les dangers d'une union des États de la Sénégambie contre le monopole du commerce européen.

La présence massive des Hollandais, des Français et des Anglais, faisant suite à celle des Portugais en Sénégambie (qui n'avait son pareil, à l'époque, qu'en Côte-de-l'Or), était en étroite relation avec l'émergence du mercantilisme colonial. En effet, après le Portugal et l'Espagne, cette fièvre de l'accumulation de la richesse gagna les autres puissances atlantiques qui se lancèrent alors à la conquête des marchés de l'Afrique, de l'Asie et du Nouveau Monde.

Chacune des puissances européennes, tout en construisant des comptoirs fortifiés sur la côte d'Afrique, créa des compagnies à chartes dont l'objectif était le monopole du commerce maritime. Ces dernières, dont la sphère d'influence dépassa souvent les limites de la Sénégambie, étaient respectivement la Compagnie hollandaise des Indes occidentales créée en 1625, la Compagnie française des Indes occidentales créée en 1665 et, enfin, la Royal African Company créée par les Anglais en 1672. Ayant toutes reçu l'aval des monarchies, elles symbolisaient la montée des États-nations en Europe et reflétaient en même temps la compétition qui s'installa dès lors entre ces puissances pour la conquête des marchés.

Dans une certaine mesure, les compagnies à chartes permirent à la noblesse, qui cédait du terrain sur le plan économique à la bourgeoisie dans la métropole, de se consacrer au commerce d'outre-mer sans risquer une déchéance sociale. C'est pour toutes ces raisons que les rivalités sur le

9. P. D. Curtin, 1975, p. 105-109.

continent européen eurent immédiatement un écho en Sénégambie où les comptoirs de commerce passèrent d'une puissance à l'autre en fonction de l'équilibre des forces sur le plan local ou métropolitain.

Dans ce contexte, les Hollandais, qui ébranlèrent les premiers monopoles portugais, furent éliminés dès 1677 par les Anglais et les Français de la côte sénégambienne à l'exception d'Arguin et de Portendick sur la côte mauritanienne où, en raison de l'importance croissante du commerce de la gomme, ils se maintinrent jusqu'à la première moitié du XVIIIe siècle. La Sénégambie resta alors partagée entre la zone d'influence française, de Saint-Louis à Gorée, et la zone d'influence anglaise en Gambie, tandis que Français et Anglais disputaient aux Portugais les rivières du Sud. La possession de la Sénégambie demeura d'une importance vitale en raison de sa proximité de l'Europe et de l'Amérique à un moment où l'essor des plantations s'accélérait et faisait tripler, entre 1651 et 1700, la demande en esclaves noirs à destination des Antilles françaises et anglaises[10].

Saint-Louis, Gorée, Fort Saint James, Cacheu et Bissau se transformèrent en véritables entrepôts d'esclaves acheminés vers la côte à partir des marchés intérieurs pour attendre les bateaux négriers à destination du Nouveau Monde. Mais tant que la chasse à l'homme et l'acheminement des esclaves vers la côte à partir de la boucle du Niger ne furent pas systématiquement organisés, ce furent les peuples côtiers, plus particulièrement ceux de Sénégambie, qui demeurèrent encore la source principale de ce trafic négrier.

La proximité de la Sénégambie à la fois avec l'Europe et avec l'Amérique et l'ouverture plus tardive des grands marchés d'esclaves dans le golfe de Guinée et en Angola expliquent l'importance de la Sénégambie dans ce commerce des esclaves, qui en était à ses débuts aux XVIe et XVIIe siècles. Il semble clair que Philip D. Curtin a sous-estimé la participation de cette région à ce trafic qu'il réduit à moins de 10 % du total après 1640, et cela malgré l'absence de statistiques fiables[11]. Toutefois, l'importance de ce commerce en Sénégambie n'est pas un mythe, comme le montre bien le témoignage de P. Lemaire en 1682 : « On donne en échange à ces nègres de la toile de coton, du cuivre, de l'étain, du fer, de l'eau-de-vie et quelques bagatelles de verre. Le profit qu'on tire de ce commerce est de 800 %. Les cuirs, l'ivoire et la gomme se portent en France et quant aux esclaves, on les envoie aux îles françaises de l'Amérique pour travailler au sucre. On en a de meilleurs à dix francs pièce et on les revend plus de cent écus. Pour quatre ou cinq pots d'eau-de-vie, souvent on aura un assez bon esclave, ainsi la dépense est moins dans l'achat que dans le transport à cause des grandes dépenses des vaisseaux[12]. »

Il n'est certes pas possible d'évaluer quantitativement les exportations de la Sénégambie, mais il est nécessaire de mettre en évidence les rapports

10. *Ibid.*, p. 102.
11. *Ibid.*
12. P. Lemaire, 1695, p. 68.

d'échange inégal qui s'établirent dès cette époque entre Européens et Sénégambiens et, surtout, les conséquences de ce commerce atlantique dominant sur l'évolution historique de cette région. L'importance de cette traite des esclaves est d'ailleurs attestée par l'existence d'une profonde crise politique et sociale qui fut à l'origine d'un vaste mouvement maraboutique dans la vallée du fleuve Sénégal, quelques années après la construction du fort Saint-Louis.

La guerre des marabouts

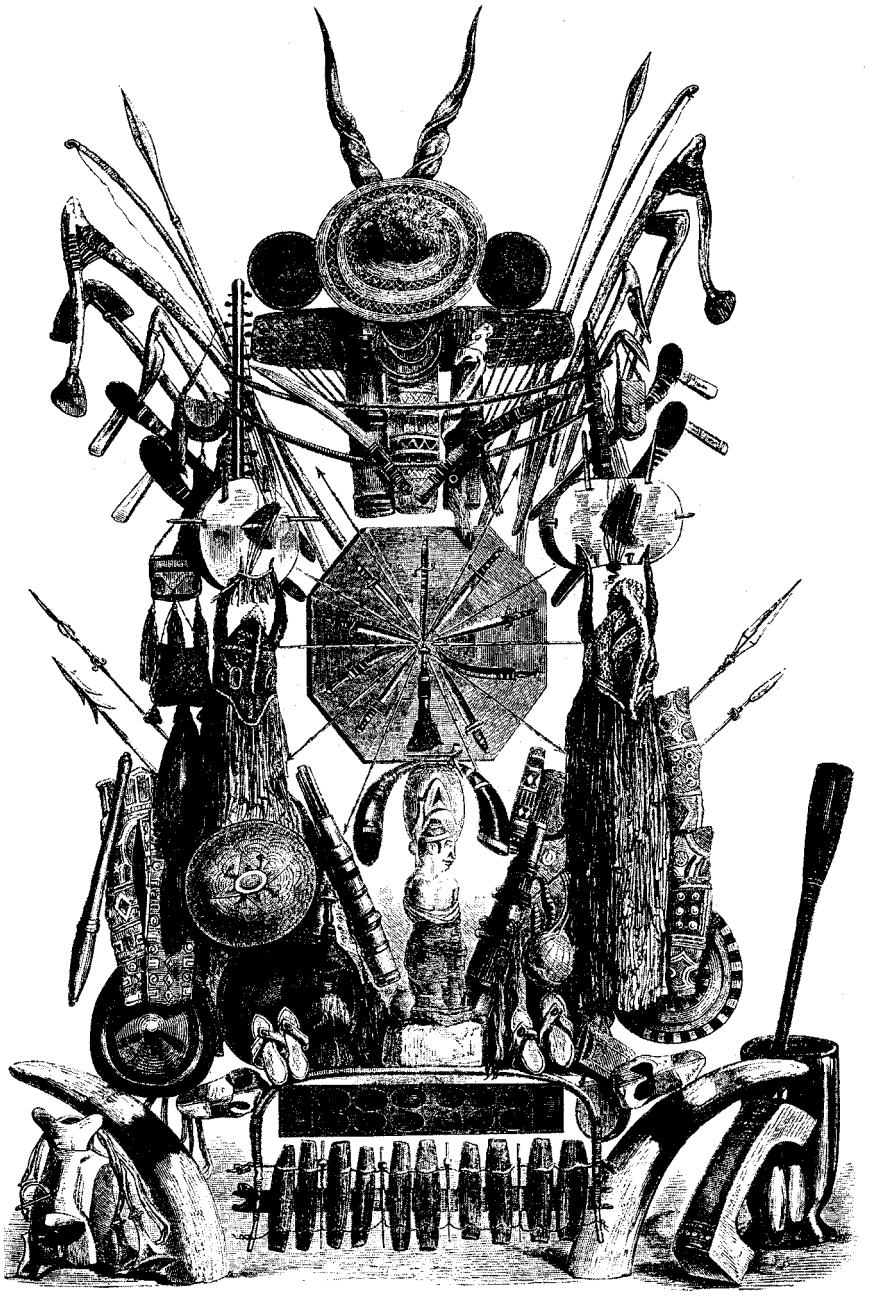
En effet, la Sénégambie, après la refonte des États au cours du XVIe siècle sous l'influence du commerce portugais, connut dès la fin de la deuxième moitié du XVIIe siècle une profonde crise économique, politique et sociale. Cette crise fut surtout manifeste dans la partie septentrionale du pays et elle était liée à l'intensification à la fois de la traite négrière et du commerce atlantique dans son ensemble.

Le mouvement maraboutique, dirigé au nom de l'islam par le marabout maure Nāṣir al-Dīn, rendit bien compte de la grave crise suscitée dès cette époque par la présence européenne en Sénégambie[13]. En effet, le mouvement maraboutique sous le couvert de l'islam puritain partit du sud de la Mauritanie actuelle où la société berbère connaissait, dans son ensemble, une profonde crise économique du fait du déclin du commerce transsaharien, qui s'était accentué depuis l'installation des Français à Saint-Louis en 1659.

L'île de Saint-Louis, par sa position stratégique à l'embouchure du fleuve Sénégal, draina désormais tout le commerce de la vallée vers l'Atlantique, brisant la complémentarité séculaire entre les Berbères nomades du Chamama et les agriculteurs sédentaires du fleuve. Le monopole commercial de Saint-Louis priva ainsi les Maures non seulement de la main-d'œuvre servile utilisée depuis des siècles dans la production et le trafic avec l'Afrique du Nord, mais aussi des céréales dont la vallée était le grenier pour les pays du Sahel, au nord du fleuve Sénégal. La multiplication des entrepôts d'esclaves sur la côte réorienta le commerce des grains vers les comptoirs pour satisfaire les besoins croissants des cargaisons d'esclaves pendant la longue attente et lors de la traversée vers le Nouveau Monde. Cette crise économique exacerba l'antagonisme politique et social qui opposait les guerriers hasaniyya, d'origine arabe, les Banū Maghfar et les marabouts d'origine berbère, les Ṣanhādja.

La société berbère était prise dans un étau qui se resserrait sous l'effet de la descente vers le sud des guerriers hasaniyya et du monopole de Saint-Louis qui détournait à son profit le commerce de la vallée du fleuve Sénégal. Nāṣir al-Dīn suscita alors un mouvement religieux fondé sur l'islam puritain pour sauver la société berbère en voie de désintégration par la conquête de la vallée du fleuve Sénégal, vitale à l'économie du Sahel. La lutte entre les

13. B. Barry, 1972, p. 135-159. J'ai étudié dans le détail ce mouvement maraboutique.



10.3. Trophée composé d'armes et d'autres objets du Sénégal. Dessin de J. Pelcoq à l'Exposition coloniale française.
[*Source : Le tour du monde*, Paris, Hachette, 1861, vol. III. © Hachette, Paris.]

guerriers hasaniyya et les Berbères de la classe maraboutique se prolongea ainsi par la proclamation de la guerre sainte (*djihād*) dans les royaumes de la vallée du fleuve Sénégal. Dans son foyer d'origine, le mouvement de Nāṣir al-Dīn était une tentative pour régler la vie politique et sociale selon les enseignements de la *sharīʿa* (loi islamique) dans son orthodoxie la plus pure, en mettant fin au pouvoir arbitraire des guerriers hasaniyya par l'instauration d'une véritable théocratie musulmane.

La proclamation du *djihād* dans les royaumes de la vallée du fleuve était motivée par des considérations à la fois économiques et religieuses : la reconquête du marché des céréales, des esclaves, la conversion de la population et la purification des pratiques de l'islam. Dès 1677, le succès de la guerre sainte au Waalo, au Fouta Toro, au Kayor et au Jolof fut largement facilité par la profonde crise que connaissait la Sénégambie septentrionale du fait des conséquences pernicieuses de l'intensification de la traite négrière dans la deuxième moitié du XVIIe siècle. Ce furent essentiellement ces conséquences de la chasse à l'homme organisée à une grande échelle qui furent à la base des principaux thèmes du credo du mouvement de Nāṣir al-Dīn.

Ce mouvement puritain, voire réformiste, s'opposa d'abord à la poursuite de la traite négrière et condamna vigoureusement la tyrannie des rois qui participaient activement à cette chasse à l'homme[14]. L'absence de données numériques n'est pas un argument suffisant pour nier l'évidence des conséquences désastreuses, sur le plan économique, politique et social, de la traite négrière[15].

14. Chambonneau, le principal témoin de ces événements, a bien mis en évidence les causes du mouvement de Nāṣir al-Dīn qui, en tant que grand serviteur de Dieu, avait mission « d'à monstrer tous les Roys de changer de vie en faisant mieux et plus souvent le Sala, se contentant de trois ou quatre femmes, chassant tous les griots baladins et gens de plaisir autour d'eux, et enfin que Dieu ne vouloit point qu'ils pillassent leurs sujets encore moins les tuer ou les prendre captifs ». Il poursuit : « Dieu ne permet point aux Roys de piller, tuer n'y faire captifs leurs peuples qu'il les a au contraire, pour les maintenir et garder de leurs ennemis les peuples n'estant point faits pour les Roys, mais les Roys pour les peuples. » Jusque-là, ce mouvement maraboutique était connu dans sa phase mauritanienne grâce aux *Ta'rīkh* d'origine berbère, publiés par Ismāʿīl Hamet. C'est le texte de Chambonneau, contemporain du mouvement, publié par C. I. A. Ritchie, qui éclaire davantage sur la dimension véritable de cette révolution musulmane jusque dans les États du fleuve Sénégal. Voir C. I. A. Ritchie, 1968, p. 338 et 339.

15. Tous les voyageurs qui visitèrent la région après Chambonneau sont unanimes à considérer que le succès du mouvement tubenan ou maraboutique est dû aux effets de la traite négrière. En 1682, Lemaire parle du *Brak* qui faisait des esclaves dans son pays à la moindre offensive et montre bien que le succès du mouvement maraboutique est dû à la promesse faite aux habitants du Waalo de « les venger de la tyrannie de leurs roys ». Gaby, après Lacourbe en 1689, dira de même : « Les roys n'ont droit d'imposer aucun tribut sur leurs peuples. Tout leur revenu consiste en captifs et bétails. Ils vont souvent piller leurs sujets sous prétexte qu'on a mal parlé d'eux ou que l'on a volé ou tué de manière que personne n'est en sûreté de ses biens et de sa liberté puisqu'ils les emmènent captifs et c'est ce qui a causé une révolution dans leur royaume. » Tous ces témoignages n'ont pas empêché Philip D. Curtin de fermer les yeux sur notre interprétation du contexte économique, politique et social de ce mouvement maraboutique. Voir P. D. Curtin, 1975, p. 50.

Mais dès le début, ce mouvement maraboutique était avant tout une réaction d'autodéfense du commerce transsaharien face au monopole de plus en plus puissant du comptoir de Saint-Louis. À cet égard, il s'opposait non seulement au monopole commercial de Saint-Louis dans la vallée du fleuve Sénégal, mais aussi et surtout à la poursuite de la traite négrière, c'est-à-dire à l'exportation massive de la force de travail qui perturbait de façon décisive cette région.

Cette opposition à la traite négrière ne signifia nullement une quelconque volonté de supprimer l'esclavage domestique ni la vente au compte-gouttes des esclaves, une pratique séculaire dont le développement dans le cadre du commerce transsaharien n'avait jamais engendré une crise aussi aiguë que celle de la traite atlantique. Il faut ajouter que l'islam, qui servait ici de prétexte au mouvement maraboutique, changea dès lors de caractère. En effet, de religion d'une caste minoritaire de marchands et de courtisans dans les cours royales, il devint réaction populaire de résistance contre l'arbitraire des aristocraties au pouvoir et contre les effets nocifs du commerce atlantique dans son ensemble.

Avec la complicité des musulmans autochtones et le soutien des masses populaires, le mouvement maraboutique, comme un raz-de-marée, balaya successivement les aristocraties au pouvoir dans le Fouta Toro, au Waalo, au Kayor et au Jolof sans rencontrer de vive résistance. Après la défaite de ces quatre royaumes, Nāṣir al-Dīn procéda au remplacement des aristocraties déchues par des chefs religieux acquis à la cause et que Chambonneau appelle *buur jullit* ou grands maîtres de la prière. Ce fut le triomphe, dans tout le nord de la Sénégambie, des théocraties musulmanes sous l'autorité politique et spirituelle de Nāṣir al-Dīn avec des caractères spécifiques dans chacun de ces royaumes ainsi investis par le mouvement maraboutique.

Au Fouta Toro, malgré l'absence de détails sur ces événements, la victoire des marabouts fut fulgurante et, surtout, la participation de la population au renversement du pouvoir des *satigi* fut massive et violente. Au Waalo, le *brak* Fara Kumba Mbodji résista vivement mais il fut submergé par le nombre des partisans du mouvement maraboutique recrutés dans la campagne du Fouta Toro. Sa mort, au cours du combat, permit au parti maraboutique de s'installer et de nommer un *brak* fantoche, Yerim Kode, d'origine royale, qui accepta les conditions du système théocratique mis en place par Nāṣir al-Dīn[16].

Au Kayor, la tradition orale est plus explicite sur les circonstances du succès du mouvement maraboutique qui profita largement de la crise politique au sein de l'aristocratie. Ici, le mouvement maraboutique dirigé par le *Xaadi* se rallia à la cause de la *Linger*, Yaasin Bubu, destituée de son titre par le nouveau *damel*, Decce Maram Ngalgu, au profit de sa mère. Yaasin Bubu se convertit à l'islam, entraînant avec elle une partie de la classe dirigeante

16. B. Barry, 1972, p. 137-142. Notre interprétation du mouvement au Waalo a été dans cet ouvrage faussée par une confusion malheureuse faite avec les événements du Kayor.

(*garmi*) et sa clientèle. Elle épousa le marabout Njaay Sall qui tua le *damel* Decce Maram Ngalu, et installa au pouvoir un autre souverain, Mafaali Gey, converti lui aussi à l'islam par ambition politique. Mais Mafaali fut tué à son tour quelque temps après, pour non-respect des lois coraniques, par le marabout Njaay Sall qui se proclama vice-roi dans le cadre du mouvement « tubenan » de Nāṣir al-Dīn. L'assassinat de Mafaali entraîna une scission dans le mouvement maraboutique avec les *garmi* qui, en perdant leurs prétentions au trône du Kayor, firent appel au *buur* saalum, Maxureja Joojo Juuf[17].

Mais en 1674, la mort de Nāṣir al-Dīn lors d'une bataille contre les guerriers hasaniyya en Mauritanie, ainsi que les contradictions internes manifestes dans les vice-royautés des États du fleuve Sénégal, accélérèrent le déclin du mouvement. Ce déclin permit aux Français de Saint-Louis, dont les activités commerciales furent pratiquement suspendues jusqu'à la défaite totale du mouvement maraboutique en 1677, d'intervenir directement pour apporter leur appui militaire aux aristocraties déchues du Fouta Toro, du Waalo, du Kayor et du Jolof. Leur réaction a plusieurs explications. Ils voulaient d'abord empêcher la consolidation, dans la vallée du fleuve Sénégal, d'un vaste ensemble politique qui, sous le couvert de l'islam, pouvait leur dicter désormais ses conditions commerciales. Ensuite, ils voulaient rétablir le trafic des esclaves si nécessaires à la prospérité des plantations du Nouveau Monde, donc au commerce triangulaire. C'est donc parce qu'ils avaient pleinement conscience de la menace que faisait planer directement sur leurs intérêts le mouvement maraboutique que les Français de Saint-Louis apportèrent leur soutien militaire et financier aux différentes aristocraties déchues pour les aider à reconquérir leur pouvoir[18]. Malgré le témoignage si évident de Chambonneau, Philip D. Curtin, sous prétexte de « décoloniser l'histoire africaine », tend à nier toute interférence entre la présence européenne et l'évolution des sociétés sénégambiennes qu'il étudie en vase clos[19]. Pour défendre des

17. L. G. Colvin, 1974, p. 587-589; M. Diouf, 1980, p. 122-123.

18. Chambonneau, témoin des événements, est, là encore, tout à fait formel en ce qui concerne la participation du comptoir de Saint-Louis à l'anéantissement du mouvement maraboutique. Dans une première campagne entre mai et le 20 juin 1674, de Muchin obtint le soutien des chefs du Waalo et il remonta à nouveau la rivière pendant 60 lieues aux premiers jours de juillet 1674 avec « les mesmes bastiments et d'autres petits bateaux de sorte que la flotte estant plus forte que le premier voyage, elle auroit fait peur à toutes celles des Nègres quand elles auraient este toutes ensemble […]. Cette Armée Navalle redescendrait après un mois et demi où a leur arrivée au mois d'août, ce ne furent que feux de joye et divertissements, il y fut bruslé un Burguly de paille ». C. I. A. Ritchie, 1968, p. 345-346.

19. C'est là le défaut majeur de l'ouvrage par ailleurs fort documenté de Philip D. Curtin sur la Sénégambie. Je n'ai jamais tenté de nier aux sociétés africaines leur dynamique interne propre, mais j'ai voulu affirmer que leur évolution est, depuis le XVe siècle, de plus en plus déterminée par la présence européenne. Cette présence a incorporé l'Afrique dans le système capitaliste en formation, inaugurant dès le départ le processus de sa dépendance qui se poursuit encore aujourd'hui, comme par le passé, par l'alliance entre le capital étranger et les classes dirigeantes africaines. Sous prétexte de « décoloniser l'histoire africaine », on ne peut pas nier cette évidence à moins d'avoir pour objectif de perpétuer la dépendance de l'Afrique. Voir à ce propos le compte rendu de P. D. Curtin, dans B. Barry, 1972, (P. D. Curtin, 1973*b*).

intérêts qui leur tenaient à cœur, les Français apportèrent leur soutien logistique au *brak* du Waalo, Yerim Kode, qui abandonna le parti maraboutique au Fouta Toro, au Jolof et au Kayor. Ainsi, en 1677, le mouvement était pratiquement éliminé au profit des anciennes aristocraties rétablies dans leurs prérogatives. L'échec de cette première réaction populaire contre la traite négrière et l'arbitrage des pouvoirs établis eut des conséquences durables sur l'évolution des royaumes de la Sénégambie.

En Mauritanie, foyer d'origine du mouvement, la défaite des marabouts berbères assura la pérennité du pouvoir politique des guerriers hasaniyya qui fondèrent les émirats du Trarza et du Brakna. Leur pression militaire fut constante dès le XVIIIe siècle sur les États de la rive gauche du fleuve Sénégal avec l'intensification du commerce de la gomme qui permit aux Maures de participer dès lors avec profit au commerce atlantique. La guerre des marabouts, connue sous le nom de mouvement tubenan dans les textes européens et de *shurbuba* dans les chroniques berbères, eut des conséquences plus durables que le mouvement almoravide qui, au XIe siècle, était parti de la même région.

Le mouvement almoravide s'était lancé à la conquête du Nord tandis que le mouvement de Nāṣir al-Dīn s'était tourné vers le sud. Malgré son échec, celui-là influença désormais l'orientation inexorable des Berbères du Chamama attirés par le commerce atlantique vers la vallée du fleuve Sénégal. Ils participèrent de plus en plus à l'histoire politique, économique et religieuse de la Sénégambie. D'un côté, les émirats du Trarza et du Brakna prirent part à la violence généralisée dans les rapports entre les États de la vallée du Sénégal et, de l'autre côté, les marabouts zwāwiya continuèrent à tisser des liens étroits avec les partis maraboutiques en place dans les royaumes de la Sénégambie, participant ainsi à la contestation par l'islam des pouvoirs militaires. Dès la fin du XVIIe siècle, le Chamama faisait partie intégrante de la Sénégambie.

Cette longue guerre des marabouts déclencha, dans toute la région, une série de famines et, surtout, la répression des musulmans qui firent ainsi considérablement s'accroître le commerce des esclaves au profit du comptoir de Saint-Louis et de l'aristocratie triomphante. La défaite des marabouts assura donc la continuité de l'expansion commerciale de Saint-Louis avec la complicité de l'aristocratie, seule bénéficiaire des avantages du commerce atlantique. La France, à Saint-Louis, avait définitivement écarté le danger de la création d'un vaste ensemble politique qui aurait pu lui imposer ses conditions commerciales dans la vallée du fleuve Sénégal.

L'émiettement politique s'accentua à cause des guerres civiles pour la conquête du pouvoir et de celles que se livraient les différents royaumes pour alimenter le commerce des esclaves. L'utilisation des armes à feu se généralisa et des pouvoirs autocratiques et militaires s'imposèrent dans tous les royaumes avec les *sebbe* ou les captifs de la couronne utilisés comme un instrument de l'arbitraire des aristocraties au pouvoir. Néanmoins, la victoire de Saint-Louis renforça la contradiction entre l'aristocratie et le reste du peuple de plus en plus tourné vers l'islam qui constituait désormais le

principal courant d'opposition aux régimes en place dans l'ensemble de la Sénégambie.

Dès cette époque, de nombreuses familles maraboutiques quittèrent les régions côtières et la vallée du fleuve Sénégal pour se réfugier à l'intérieur des terres, en particulier au Bundu et au Fouta-Djalon où elles tentèrent de consolider l'autonomie des communautés musulmanes. Les révolutions musulmanes dans ces deux régions au début du XVIIIe siècle marquèrent ainsi le triomphe de l'islam militant comme réaction aux conséquences de la traite négrière. L'opposition entre théocraties musulmanes et règnes des *sebbe* domina ainsi l'histoire de la Sénégambie au cours du XVIIIe siècle, le siècle par excellence de l'ère des négriers.

L'impact de la traite négrière : pouvoir *ceddo* et révolution musulmane au XVIIIe siècle

Le commerce atlantique dans son ensemble et, plus spécialement, la traite négrière accentuèrent la crise politique, économique et sociale des États de la Sénégambie tout au long du XVIIIe siècle.

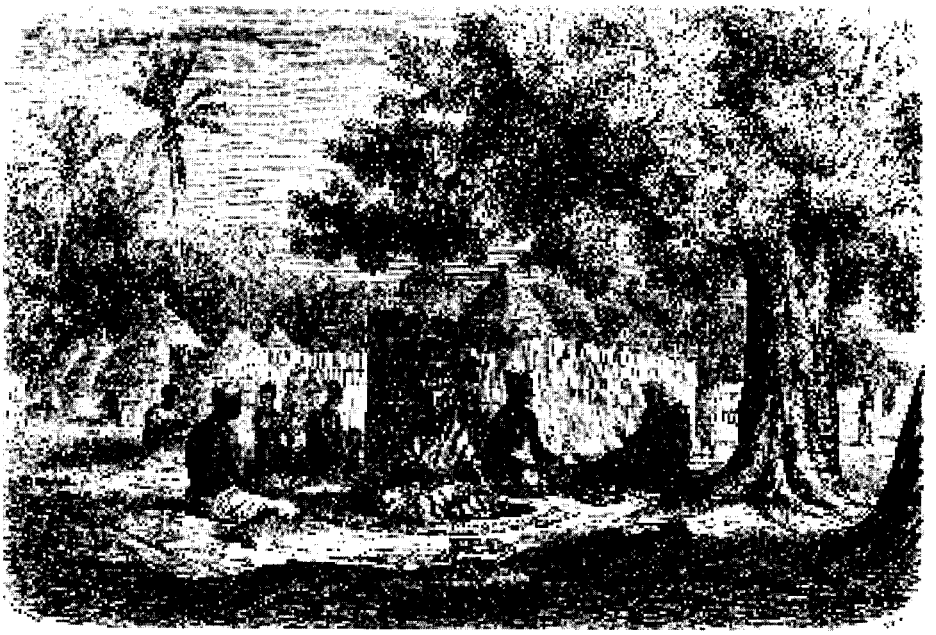
Dans cette atmosphère de violence généralisée, les aristocraties *sebbe* renforcèrent leur caractère guerrier et imposèrent la centralisation du pouvoir monarchique grâce au soutien des esclaves de la couronne. En réaction à l'arbitraire de l'aristocratie, les communautés musulmanes constituèrent des enclaves dans les États ou organisèrent les révolutions du Bundu, du Fouta-Djalon et du Fouta Toro.

Le renforcement du pouvoir *ceddo* et les crises politiques

Les royaumes wolof du Kayor, du Bawol, du Waalo et seereer du Siin et du Saalum évoluèrent de même vers le renforcement et la centralisation du pouvoir monarchique.

Le Kayor, sous le règne de Lat Sukaabe Fall, constitua à tous les égards l'exemple parfait de l'évolution d'un régime *ceddo* vers un régime autocratique qui symbolisait l'avènement des seigneurs de la guerre en Sénégambie. Lat Sukaabe Fall (1695-1720) est considéré par la tradition comme un usurpateur qui profita des troubles au Kayor pour réunir les deux couronnes du Bawol et du Kayor sous le titre de *damel-teen*. Il imposa le monopole royal sur la vente des esclaves et l'achat des armes à feu et renforça, de ce fait, le pouvoir monarchique en éliminant les branches royales dorobe et gelowar au profit de sa *meen* (famille maternelle), les Geej. Il favorisa ses partisans au sein des lignages détenteurs de charges héréditaires et multiplia les alliances matrimoniales pour créer un vaste réseau de clientèle qui constitua désormais une donnée permanente de la vie politique.

Lat Sukaabe mit en place une véritable réforme des institutions pour assurer l'intégration des marabouts dans le système politique en tirant les



10.4. Un chef wolof dans sa demeure. Dessin exécuté sur le vif par E. de Bérard.
[*Source : Le tour du monde*, Paris, Hachette, 1861, vol. III. © Hachette, Paris.]

leçons du danger que le mouvement maraboutique représentait depuis Nāṣir al-Dīn. Il désigna des *serin lamb* (détenteurs de nouvelles juridictions) pour attirer les branches cadettes du parti maraboutique. D'origine *garmi* ou *doomi Buur*, les *serin lamb* devinrent des agents du pouvoir central chargés de la défense des frontières et ils adoptèrent très vite les mœurs militaires du parti *ceddo* au pouvoir. En revanche, les *serin jakk* refusèrent tout compromis avec le pouvoir *ceddo* et, tout en se consacrant aux activités religieuses et à l'enseignement, ils continuèrent à polariser le mécontentement des masses paysannes soumises au pillage de l'aristocratie *ceddo*[20].

Mais le renforcement du pouvoir central et, en particulier, de son matrilignage geej gêna considérablement les intérêts du commerce français dans la mesure où Lat Sukaabe Fall, à la tête du Kayor et du Bawol, put désormais imposer ses prix aux comptoirs de Gorée et aux factoreries de Rufisque et Portudal. Il fut par ailleurs partisan de la liberté du commerce pour toutes les nations européennes. En 1701, il fit arrêter André Brué, le directeur général de la Compagnie du Sénégal, qui voulait imposer

20. Les réformes particulièrement intéressantes de Lat Sukaabe Fall ont été mises en évidence par Lucy Colvin et largement explicitées par Mamadou Diouf et Abdoulaye Bara Diop. Voir L. G. Colvin, 1974, p. 587-597 ; M. Diouf, 1980, p. 124-130 ; A. B. Diop, 1981, p. 167 et 226.

le monopole commercial de la France dans cette zone au détriment des Anglais de Gambie[21].

Le règne de Lat Sukaabe fut particulièrement intéressant car il marqua véritablement l'avènement des seigneurs de la guerre dans les Royaumes wolof et seereer. Ce monarque s'imposa grâce à son aptitude à résoudre à son profit les conflits politiques internes et, aussi, grâce au monopole royal sur l'importation des armes. Cependant, à sa mort, les Français profitèrent de la crise de succession pour empêcher par tous les moyens la réunification du Kayor et du Bawol sous l'autorité d'un seul souverain comme ce fut le cas sous le règne de Maysa Ten Wejj, en 1736. D'ailleurs, les conflits de succession entre les souverains du Kayor et ceux du Bawol constituèrent la source majeure d'approvisionnement pour le commerce des esclaves et, par conséquent, pour la fourniture d'armes à ces nouveaux seigneurs de la guerre qui régnèrent sans partage sur les Royaumes wolof de la côte[22].

Le Waalo constitue un autre exemple frappant de cette crise politique et sociale due à l'intervention régulière des Français de Saint-Louis dans la lutte de succession qui opposa les trois familles royales : les Tejek, les Loggar et les Joos. Cette politique d'intervention se fit à un moment où la conjoncture économique changea du fait de l'importance croissante du commerce de la gomme. En effet, dès le début du XVIIIe siècle, en raison des besoins de l'industrie textile en Europe, le commerce de la gomme, jusque-là monopolisé par les Maures des émirats du Trarza et de Brakna, aida les Français non seulement à résoudre la crise économique de la fin du XVIIe siècle mais aussi à exercer une pression constante sur les royaumes de la vallée du Sénégal. Le Waalo, le Kayor, le Jolof et le Fouta Toro furent les derniers à subir les conséquences de cette nouvelle contradiction, créée par le désir des Français d'attirer, à leur seul profit, le commerce de la gomme vers les comptoirs du fleuve Sénégal. Cette volonté était dictée par la vive concurrence à laquelle les Hollandais et les Anglais soumettaient les Français dans les *escales* d'Arguin et de Portendick sur la côte mauritanienne. Cette concurrence fut à l'origine de la première guerre de la gomme qui, de 1717 à 1727, eut des conséquences durables notamment sur l'évolution du royaume du Waalo[23].

Ainsi, après l'échec de l'expédition de Rigaudière, en 1723, pour récupérer les factoreries mauritaniennes alors aux mains des Hollandais, Brué, commandant du comptoir de Saint-Louis, rechercha l'alliance du *beecio*, Malixuri, *kangam* (chef de province) de Roos Beecio. Cette alliance avait pour objectif d'amener Alichandora, l'émir du Trarza, à remettre le fort d'Arguin aux Français et, aussi, de contrebalancer l'hostilité du *brak* du Waalo et du *damel* du Kayor vis-à-vis du comptoir de Saint-Louis. Fort de l'appui de Saint-Louis, Malixuri se rebella dès 1724 contre le *brak* du Waalo, Yerim Mbanik. Cette tentative de sécession était significative de la politique des Français de Saint-

21. J. Boulègue, 1968, p. 171-193.
22. C. Becker et V. Martin, 1975.
23. A. Delcourt, 1952, p. 240.

Louis qui visa ensuite l'émiettement politique à l'intérieur des États pour mieux défendre ses intérêts[24].

D'ailleurs, dès l'échec de la médiation entre le comptoir de Saint-Louis et Alichandora, Malixuri perdit le soutien de la Compagnie du Sénégal, ce qui précipita sa défaite au profit du *brak* Yerim Mbanik. Ce dernier, avec une armée de 200 ou 300 cavaliers et 3 000 fantassins, dont la moitié portait des armes à feu, devint en 1734 l'un des plus puissants rois de la région. C'est pourquoi ses successeurs, ses deux frères Njaag Aram Bakar (1733-1757) et, surtout, Naatago Aram Bakar (1756-1766), purent exercer leur hégémonie sur les royaumes voisins, en particulier sur le Kayor, ruiné à l'époque par la famine et sept ans de guerre civile. Ils revendiquèrent alors la possession de tout le territoire à proximité de l'estuaire du Sénégal et tentèrent de s'approprier les droits versés par Saint-Louis au *damel*.

Cette politique manifeste d'hégémonie du Waalo fut brisée par les Anglais qui occupèrent Saint-Louis à partir de 1758, après les multiples harcèlements que lui avait fait subir le *brak*, Naatago Aram, alors assez puissant pour y imposer sa loi puisqu'il en contrôlait la voie d'accès au commerce fluvial. En raison de son rôle de portier du fleuve, le *brak* Naatago Aram exigea à plusieurs reprises l'augmentation des taxes et du prix des esclaves. En 1764, par deux fois, il bloqua les échanges commerciaux de Saint-Louis et interdit l'accès à la partie amont du fleuve par le Waalo. Les Anglais réagirent et apportèrent leur aide au *damel* du Kayor, Makoddu Kumba Jaaring, qui, dès août 1765, réussit à récupérer la plus grande partie de son territoire annexée par le Waalo.

Le gouverneur anglais O'Hara, après avoir songé un moment à construire un fort sur le continent pour assurer la sécurité du commerce de Saint-Louis, profita de la mort de Naatago Aram pour briser à jamais la puissance du Waalo. Manifestement désireux de tirer de la région le plus d'esclaves possible pour ses propres plantations dans la Caraïbe, il donna des armes aux Maures qui envahirent toute la vallée du Sénégal. En 1775, dans le seul royaume du Waalo, les Anglais récupérèrent plus de 8 000 esclaves en moins de six mois. L'abondance des esclaves sur le marché était telle qu'on échangeait, à cette date, un esclave contre un pagne dans les rues de Saint-Louis[25].

Cette véritable hémorragie humaine coïncida avec le début d'une longue guerre civile qui dura près de vingt-neuf ans, au cours de laquelle les deux familles royales Loggar et Joos tentèrent de récupérer le pouvoir monopolisé depuis le début du XVIIIe siècle par la famille Tejek. En effet, la succession au trône du Waalo des deux frères, Aram Bakar et Naatago Aram Bakar, symbolisait le triomphe du matrilignage tejek sur les deux autres matrilignages joos et loggar, selon un processus identique à celui de l'origine du monopole geej dans le Kayor.

Mais le Waalo subit très tôt la pression des Maures trarza de plus en plus puissants du fait de l'importance de la gomme. Ils intervinrent régulièrement dans les querelles de succession qui ruinèrent complètement la

24. B. Barry, 1972, p. 186-189.
25. *Ibid.*, p. 208-210.



10.5. Guerriers du Waalo.
[*Source : Le tour du monde*, Paris, Hachette, 1861, vol. III. © Hachette, Paris.]

puissance de ce royaume, désormais incapable d'avoir une politique indépendante et de générer une dynamique interne susceptible de favoriser l'émergence de véritables seigneurs de la guerre de l'envergure de Lat Sukaabe Fall.

Les royaumes seereer du Siin et du Saalum connurent une évolution analogue à celle des Royaumes wolof. Mais l'histoire du Siin fut marquée par l'étroitesse de ses frontières et le contexte global de violence l'obligea davantage à se fermer aux influences extérieures et à pratiquer une agriculture extensive pour garder sa cohésion. Le *Buur* siin instaura néanmoins un centralisme administratif très poussé pour contrôler les *sax-sax* nommés dans chaque village par le pouvoir central. En revanche, l'évolution du Saalum fut différente à cause de son extension territoriale, du caractère cosmopolite de sa population et, surtout, du fait de sa position commerciale avantageuse sur l'axe du fleuve Saalum. Les riches salines assurèrent ainsi au *Buur* des revenus importants qui lui permirent de participer à la traite des esclaves et d'assurer l'expansion du Saalum vers la Gambie[26].

Le Fouta Toro, sous le régime des Denyanke depuis Koly Tengella, connut une évolution identique à celle des Royaumes wolof par la permanence des conflits entre les prétendants au pouvoir, par l'usage de la violence et l'emploi massif des armes à feu. Cette crise politique endémique favorisa l'intervention fréquente des Maures et du comptoir de Saint-Louis avant tout soucieux de satisfaire ses besoins en esclaves et en gomme.

Dès le début, l'absence de règle de succession précise des *satigi* favorisa la guerre entre les différents prétendants sans compter les multiples usurpations rendues possibles par la puissance des chefs de guerre *sebbe*. Dans ce contexte de violence, Bubakar Sire fit appel, en 1716, aux Marocains et leur donna ainsi l'occasion de s'immiscer dans les affaires du Fouta Toro désormais mis en demeure de payer le *muudul horma* (impôt céréalier)[27]. Par ailleurs, le Fouta Toro participa directement à la lutte qui opposa Alichandora, l'émir du Trarza et du Brakna. Cette situation fut à l'origine de l'intervention croissante du Maroc qui envoya ses troupes, les célèbres Orman, pour régler les affaires de la vallée du fleuve Sénégal depuis le Waalo jusqu'au Gajaaga.

En effet, Alichandora, chassé et dépossédé par les puissants voisins du nord, les Ulad Dellim, demanda en 1720 l'aide du Sultan du Maroc. Il voulait mettre un terme à l'hégémonie du Brakna dans le sud de la Mauritanie actuelle, tandis que le *Shārīf* désirait en réalité faire reconnaître sa suzeraineté sur les émirats maures au sud du Maroc. Mais les Orman, forts de 5 000 hommes, selon Saint-Robert, n'obéirent pas aux ordres et mirent tous les pays riverains du fleuve à feu et à sang. Ils finirent par se diviser en deux factions dont l'une s'allia au Trarza tandis que l'autre prenait le parti du Brakna. Alichandora, battu en 1722 par la faction alliée au Brakna, se réfugia chez le *beccio* Malixuri, dans le Waalo. À partir de cette date, les Orman intervinrent activement lors des crises de succession qui furent nombreuses pendant

26. M. A. Klein, 1968, p. 26-29.
27. O. Kane, 1974, p. 245.

cette première moitié du XVIIIe siècle au Fouta Toro. Ainsi, entre mai 1721 et décembre 1724, la confusion était totale car Bubakar Sire et Bubu Mūsā se succédèrent à un rythme infernal sur le trône des *satigi* jusqu'au moment où le légendaire Samba Gelaajo Jeegi s'empara du pouvoir avec l'aide des Orman de Gaidy et du commandant du fort Saint-Joseph, en 1725[28].

Samba Gelaajo Jeegi (1725-1731) fut le prototype du seigneur de la guerre dont les exploits, le goût du risque, la témérité et le courage alimentent encore les récits légendaires des griots du Fouta Toro. *Sambayel mo Lamotako* [le petit Samba qui ne règne pas] (pour avoir usurpé le pouvoir par la force sans être intronisé) avec sa célèbre jument, Umulatum, et son fameux fusil, *Bubu Lowake* (*bubu* signifiant qu'il n'est pas nécessaire de charger), symbolisa à tous égards la violence dans la vie politique au Fouta Toro.

Samba Gelaajo Jeegi fut le chef *ceddo* par excellence qui, avec son armée de *sebbe* pourvue d'armes à feu, livra quarante-cinq batailles durant son règne, au son des *bawdi peyya yiyan* (tambours de sang) et des *dadde yiyan* (chants de guerre ou chants de sang)[29].

Son épopée, encore merveilleusement chantée au Fouta Toro, a été magnifiquement évoquée dans les deux versions qu'en ont publiées Amadou Ly et Amadou Abel Sy[30]. Cette évocation poétique de la geste *ceddo* à travers l'épopée de Samba Gelaajo Jeegi est encore chantée par les *sebbe* dans leurs chants de guerre. Le *gumbala*, hymne à la bravoure et au courage, est avant tout le chant épique de la mort dans lequel le *ceddo* assume sa destinée de guerrier, sa fidélité à ses ancêtres et à l'éthique de sa caste. Ainsi, ce qui frappe surtout dans le *gumbala*, c'est la poésie virile faite de violence et de mort, de chevauchées fantastiques et de démesure. C'est une poésie macabre, un hymne au guerrier, au cheval, au fusil et à la lance :

Celui-là c'est l'homme qui disait…
Par les prières de ma mère,
Par les prières de mon père,
Ne me tuez pas mon Dieu d'une mort honteuse,
Celle de mourir dans mon lit
Parmi les pleurs des enfants
Et les gémissements des vieillards[31].

De même les *lenngi*, chantés uniquement par les femmes *sebbe* à l'occasion des mariages ou des circoncisions, sont des chansons héroïques évoquant le mépris de la mort et la sauvegarde de l'honneur. Les chanter permet donc de réaffirmer l'appartenance des futurs époux à la caste des *sebbe* et de leur rappeler les valeurs qu'ils doivent perpétuer[32]. Mais cette épopée de Samba Gelaajo Jeegi est malheureusement évoquée en dehors de son véritable contexte historique dominé par la violence née de la traite

28. *Ibid*., p. 246.
29. O. Kane, 1970*b*.
30. A. Ly, 1977 ; A. A. Sy, 1979.
31. A. A. Sy, 1979, p. 365-367.
32. *Ibid*., p. 438-439.

négrière et qui explique, en définitive, l'émergence de ce type de seigneur de la guerre nourri à l'éthique *ceddo*. La situation de violence permanente qui régnait au Fouta Toro était imputable à deux facteurs. Le Maroc, par l'intermédiaire de son armée d'Orman, entendait contrôler les émirats maures intégrés dans le circuit atlantique grâce au commerce de la gomme et des esclaves. De son côté, le comptoir français de Saint-Louis était présent dans la vallée du fleuve Sénégal d'amont en aval avec pour objectif principal de tirer le maximum d'esclaves de la région. Tous ces facteurs externes créèrent une situation d'instabilité chronique au Fouta Toro où l'aristocratie militaire des Denyanke se disputa constamment le pouvoir du *satigi* en faisant appel soit aux Maures et à leurs alliés orman, soit aux Français. Ainsi, Samba Gelaajo Jeegi, allié aux Maures, tenta par la suite de se rapprocher des Français de Saint-Louis pour secouer la tutelle marocaine. En 1725, il réclama des armes, de la poudre et des balles contre une centaine de captifs et il demanda à la Compagnie du Sénégal de construire un fort dans sa capitale de Jowol. Mieux encore, en juillet 1725, il essaya de protéger les intérêts des Français contre le pillage des Maures. C'est peut-être cette alliance qui lui permit de régner sans interruption au Fouta Toro de 1725 à 1731 malgré les prétentions de ses deux rivaux Bubu Mūsā et Konko Bubu Mūsā[33].

Mais les Français, loin de leur base Saint-Louis, ne purent mettre définitivement fin à la pression qu'exerçaient les Maures qui, dès cette époque, « tenaient la Négrite rampante sous eux[34] ». D'ailleurs les Français finirent par utiliser certaines factions pour faire courber l'échine de Konko Bubu Mūsā et avantager leur allié, Samba Gelaajo Jeegi de nouveau en exil au Bundu. En effet ce dernier, dont l'armée était constituée par une faction d'Orman enrôlés par Saint Adon pour 2 000 barres de marchandises, reconquit le pouvoir entre 1738 et 1741 contre Konko Bubu Mūsā. Mais il resta prisonnier de ses alliés, Orman et Maures, et il tenta en vain d'obtenir des Français la construction d'un fort à Jowol pour se débarrasser de leur tutelle. Il mourut quelque temps après dans des circonstances obscures. Pour la tradition, il est mort selon l'idéal de courage du guerrier *ceddo*, c'est-à-dire de la main traîtresse de sa femme soudoyée par ses ennemis durant son second exil au Bundu : « Tu as mis du *lalo* dans mon repas et cela à la suite de notre conversation de l'autre jour. Je sais que je mourrai en mangeant ce repas, mais je le mangerai tout de même. On ne dira jamais que j'ai eu peur de la mort. Je ne recule jamais devant la mort si je recule devant le déshonneur[35]. »

Peu importe d'ailleurs les circonstances de la mort de Samba Gelaajo Jeegi, ce héros légendaire de la violence sacralisée dans ce Fouta Toro miné par la guerre, car dès 1752, le nouveau *satigi*, Sube Njaay, tenant son *fergo* au Galam, fut chassé à son tour par Yaye Hoola entouré de ses guerriers qui pillèrent le Bundu avec l'aide du Xaaso et des Orman. Le Fouta Toro semblait au fond de l'abîme, car les *satigi* se succédèrent à un rythme infernal au

33. O. Kane, 1974, p. 246-247.
34. *Ibid*., p. 248.
35. O. Kane, 1970*b*, p. 924.

profit des Maures qui dominèrent ce pays où toutes les conditions étaient désormais réunies pour le succès de la révolution musulmane de 1776[36].

Le Gajaaga, en amont du fleuve, était aussi intégré, dès la fin du XVIIe siècle, dans le circuit du commerce atlantique qui fit considérablement augmenter les activités des commerçants soninke à la croisée des trois régions écologiques de la Sénégambie, la côte, la savane et le Sahel. Mais, malgré la dynamique du commerce soninke qui faisait du Gajaaga le principal fournisseur des pays de la boucle du Niger en sel et en marchandises européennes et de la Sénégambie occidentale en cotonnades, le pays connut la même situation de crise politique et sociale liée à la traite négrière et à l'invasion des Orman que le Fouta Toro. La crise politique qui commença, vers 1700, par la lutte entre le *tunka*, Naame de Maxanna, et son cousin, Maxan de Tamboukane, dans la province du Kammera, se prolongea, en 1730, par la guerre entre le Gwey et le Kammera provoquée par la déposition du *tunka* Muusa Jaabe de Ciaabu au profit de Bukari Sette de Maxanna, proclamé à cette occasion chef de la confédération du Gajaaga.

Ces tensions se multiplièrent et aboutirent à une série de guerres civiles, entre 1744 et 1745, qui détruisirent à jamais l'unité de la Confédération soninke, favorisant ainsi l'invasion du pays en 1750 par le Xaaso allié aux Bambara du Kaarta. L'envahisseur xaasonke fut écarté mais le Gwey et le Kammera furent affaiblis par des disputes interminables qui compromirent durablement l'avenir de la confédération du Gajaaga[37].

Les renseignements sont rares sur l'évolution du royaume du Kaabu qui domina la Sénégambie méridionale jusqu'au triomphe de la révolution musulmane au Fouta-Djalon. Mais la puissance du Kaabu, qui se maintint au-delà du XVIIIe siècle, était fondée sur le commerce des esclaves qui renforça considérablement le caractère guerrier du Royaume nanco. Le *Mansa* du Kaabu était dès lors capable de livrer, vers 1738, 600 esclaves par an uniquement aux Portugais, tandis que la région des rivières du Sud, sous contrôle kaabunke, en exportait des milliers. Le Kaabu affermit donc son autorité sur les provinces côtières tout en razziant ses voisins de l'arrière-pays, les Bajaranke, les Fulakunda, les Koniagui et les Bassari. Avec Baram Mansa, mort vers 1705, le Kaabu semblait au faîte de sa puissance, dirigé par l'aristocratie nanco. Mais l'état de guerre permanente consolida du même coup la position des *khorin* (chefs de guerre au niveau provincial) ainsi que celle des guerriers soninke célèbres pour leur consommation abusive de *dolo* (alcool). Ici aussi, comme le révéla la crise politique du XIXe siècle, les dissensions entre les trois lignages royaux de Sama,

36. « Le pays des Foulah ne présente jamais que la même chose à dire. Il est toujours la proye des Maures et on ne prend plus garde aux révolutions qui y arrivent parce qu'ils n'influent en rien sur la situation du pays. Nous payons la coutume au roy qui se trouve en place. Cela va rondement aujourd'hui. » Archives nationales françaises, Col. C6-16, *Lettre du Conseil supérieur du Sénégal, 25 juillet 1752*. « Le pays des Foulah a changé de Roy. C'est presque tout ce que nous avons à en dire, car il est assez indifférent sur quelle tête tombe cette couronne toute la puissance étant toujours réellement entre les mains des Maures. » Archives nationales françaises, Col. C6-14, *Lettre du Conseil supérieur du Sénégal, 20 juin 1753*.

37. A. Bathily, 1975.

Pacana et Jimara furent à l'origine de multiples guerres civiles pour imposer un pouvoir central unique dans le royaume. Cette situation, attestée au XIXe siècle par une documentation abondante, expliqua le succès des guerres saintes dirigées par la suite à partir du Fouta-Djalon et du Bundu, et des révolutions musulmanes internes contre l'État soninke du Kaabu[38].

Les révolutions musulmanes au XVIIIe siècle

La défaite militaire du mouvement maraboutique de Nāṣir al-Dīn dans la deuxième moitié du XVIIe siècle fut suivie par l'intensification de l'action souterraine de l'islam contre le pouvoir *ceddo* et les conséquences désastreuses de la traite négrière dans l'ensemble de la Sénégambie.

À l'intérieur des États contrôlés par les puissantes aristocraties militaires, les communautés musulmanes se renforcèrent pour conquérir progressivement leur autonomie politique et sociale sous la direction de familles maraboutiques très influentes. Mais, de plus en plus, ces communautés musulmanes, reliées entre elles par de nombreux liens religieux, politiques et économiques qui s'étaient noués au-delà des frontières nationales, dans toute la Sénégambie, entreprirent soit de créer de nouveaux États, soit de s'emparer du pouvoir sur place par la violence et la proclamation de la guerre sainte.

Ainsi, dès la fin du XVIIe siècle, Maalik Sy fonda la théocratie musulmane du Bundu qui fut suivie, au début du XVIIIe siècle, par la révolution musulmane au Fouta-Djalon menée par Karamokho Alfa. Après le succès des musulmans dans cette région située aux confins de la Sénégambie, il fallut attendre la deuxième moitié du XVIIIe siècle pour assister au triomphe du parti maraboutique torodo dirigé par Sulaymān Baal dans le Fouta Toro, bastion du régime denyanke. Ce triple succès révéla à la fois la continuité et la solidarité du mouvement maraboutique dans l'ensemble de la Sénégambie dont l'histoire sera, à partir de cette date, dominée par la lutte entre théocraties musulmanes et pouvoir *ceddo*.

La révolution musulmane au Bundu

La répression, dirigée contre les marabouts après la défaite de Nāṣir al-Dīn, provoqua le départ massif de nombreux musulmans du Fouta Toro vers le Bundu où Maalik Sy fonda, vers 1690, la première théocratie musulmane dans les confins de la Sénégambie. Maalik Sy était sans doute un continuateur du mouvement maraboutique et il fit partie de cette pléiade de leaders musulmans dont l'éducation religieuse s'était faite à Pir ou à Kokki, au Kayor, en relation étroite avec les *zāwiya* berbères.

Né à Suyuma près de Podor, Maalik Sy, après avoir achevé son éducation religieuse, voyagea à travers la Sénégambie pour s'établir finalement à la limite du Gajaaga avec l'autorisation du *tunka* de Ciaabu. Mais cette alliance, scellée entre Maalik Sy et le *tunka* qui lui accordait ainsi une concession territoriale, selon la coutume du Jonnu, fut rapidement rompue en raison

38. M. Mané, 1978, p. 128.

de la position stratégique du Bundu au terminus des routes commerciales de la Gambie[39]. En effet, Maalik Sy, installé dans cette région cosmopolite où cohabitaient Bajaranke, Koniagui, Bassari, Jaxanke, Soninke et de nombreux Fulbe venus du Fouta Toro, profita de la faiblesse du Gajaaga pour proclamer la guerre sainte. Il créa ainsi l'État théocratique du Bundu, grâce à son prestige religieux et à l'organisation militaire qu'il mit en place avec l'appui des musulmans venus pour la plupart du Fouta Toro après la défaite du mouvement maraboutique[40].

En fait, Maalik Sy prit le parti des marabouts jaxanke dont les intérêts commerciaux étaient constamment menacés par les pillages de l'aristocratie militaire du Gajaaga. Le parti musulman s'assura dès lors le contrôle de la Falémé dont l'importance commerciale et la richesse agricole constitueront, au cours des siècles suivants, le fondement de la puissance de la dynastie sisibe[41]. Maalik Sy prit alors le titre d'*almamy* qui est la déformation, en fulfulde, d'*al-imān*, titre déjà porté par Nāṣir al-Dīn.

Philip D. Curtin met bien en évidence les liens religieux et familiaux qui existaient entre le mouvement de Nāṣir al-Dīn et la révolution au Bundu. Maalik Sy, à défaut d'avoir participé directement à la guerre des marabouts, fut dans tous les cas un fervent disciple qui réalisa une partie des objectifs politiques et religieux du parti maraboutique[42].

La documentation fait défaut pour expliquer les causes du succès de cette première révolution musulmane, mais il est évident que les communautés musulmanes cherchèrent à s'implanter loin de la côte, aux confins de la Sénégambie, pour échapper à la politique d'oppression du pouvoir *ceddo*. Le destin du Bundu fut dès lors lié à celui des communautés musulmanes du Fouta Toro et du Fouta-Djalon dont il constituait le trait d'union. Remarquablement situé sur les routes commerciales reliant la boucle du Niger aux comptoirs de la Gambie, le Bundu se consolida progressivement sous la dynastie des Sisibe au détriment du Gajaaga[43].

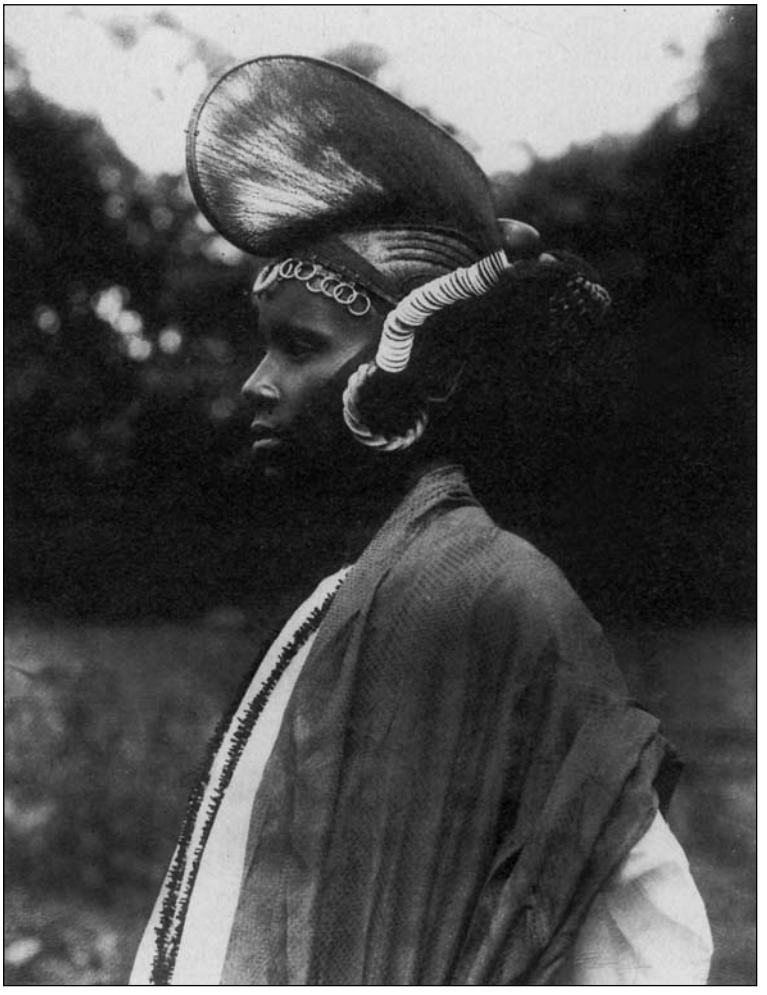
La révolution musulmane au Fouta-Djalon

La révolution musulmane au Bundu, couronnée de succès, fut suivie, quelques années plus tard, par celle du Fouta-Djalon qui eut lieu dans des conditions à peu près identiques. Le destin du massif montagneux du Fouta-Djalon, cet obstacle naturel devenu, au cours des siècles, le refuge des Jallonke, des Soso et des Fulbe, fut complètement bouleversé au cours des XVIe et XVIIe siècles. En effet, l'invasion de Koly Tengella et, surtout, l'essor du commerce atlantique suscita très tôt une puissante acculturation et accéléra du même coup le mouvement des habitants du Soudan vers la forêt ou la côte, les hauts plateaux du Fouta-Djalon constituant un lieu de transit privilégié. Par ailleurs, cette plaque tournante fut économiquement revalorisée grâce à l'existence d'un important cheptel appartenant aux pas-

39. A. Bathily, 1975, p. 57-59.
40. P. D. Curtin, 1971*a*, p. 20-22.
41. A. Bathily, 1975, p. 58.
42. P. D. Curtin, 1971*a*, p. 22.
43. S. Diagne, 1975, p. 1.

teurs fulbe venus massivement après le XVe siècle, attirés par l'abondance des pâturages de ces hauts plateaux.

Le Fouta-Djalon, désormais intégré dans le circuit du commerce atlantique, fut le théâtre d'une profonde transformation économique, politique et sociale qui fut à l'origine de la révolution musulmane du début du XVIIIe siècle. Walter Rodney explique remarquablement le contexte économique, politique et social de cette révolution de 1725, qui aboutit à la création de l'État théocratique du Fouta-Djalon par le parti maraboutique. Il montre le caractère schématique de l'hypothèse qui consiste à présenter cette révolution comme une simple lutte entre de pauvres hères, les Fulbe, et leurs maîtres et exploiteurs, les Jallonke.



10.6. Femme fulbe au Fouta-Djalon.
[*Source :* Institut fondamental d'Afrique noire (IFAN Cheikh Anta Diop), Dakar. Photo : G. Labitte.]

En effet, au cours du XVIIe siècle, les Fulbe devinrent probablement le groupe social le plus riche et le plus puissant du pays, grâce à la conjugaison de trois facteurs. D'abord l'accroissement considérable de la population d'origine fulbe en provenance du Bundu, du Fouta Toro, du Macina et du Sahel fut favorisé par la recherche de nouveaux pâturages. Ensuite, l'expansion du commerce atlantique donna un formidable coup de fouet au commerce du bétail et du cuir et renforça, par là, la position économique des Fulbe, propriétaires de bovidés. Enfin, l'apparition du militantisme islamique servit d'idéologie à la construction d'un nouvel ordre économique, politique et social[44].

A ce propos, il apparaît de plus en plus clairement que la révolution musulmane au Fouta-Djalon, comme celle du Bundu, fut une réaction au contexte de violence et de bouleversement engendré par la traite négrière. En effet, les leaders de la révolution musulmane au Fouta-Djalon ne venaient pas exclusivement du Macina mais aussi de la vallée du fleuve Sénégal où ils avaient noué des liens directs avec le mouvement maraboutique de Nāṣir al-Dīn.

Philip D. Curtin et N. Levtzion ont tous les deux fait bien ressortir les liens religieux, politiques et matrimoniaux qui existaient entre les différentes familles maraboutiques du Fouta Toro, du Bundu et du Fouta-Djalon[45]. La route reliant la vallée du fleuve Sénégal aux hauts plateaux du Fouta-Djalon par la Falémé est une donnée permanente de l'histoire du peuplement de la Sénégambie, que l'itinéraire de Shaykh ʿUmar, au XIXe siècle, illustre bien. Le Bundu était le relais de ce mouvement maraboutique, vaincu à la fin du XVIIe siècle au Fouta Toro mais triomphal au Fouta-Djalon au début du XVIIIe siècle, grâce à la participation des diverses communautés fulbe, mande et jaxanke de la région. Dans ce contexte de la chasse à l'homme organisée à grande échelle par le puissant État du Kaabu, la révolution musulmane au Fouta-Djalon apparut comme la victoire du parti maraboutique dont l'objectif majeur était d'assurer la sécurité de la communauté musulmane.

Cette révolution musulmane, dans son essence, était loin d'être une guerre ethnique opposant les pasteurs fulbe aux cultivateurs jallonke sédentaires. La tradition montre bien le caractère multi-ethnique de cette révolution dirigée, au départ, par douze marabouts fulbe et dix marabouts mandingue, certainement d'origine jaxanke. Le mouvement se heurta, par contre, à l'opposition des chefs de Kafu, des Jallonke, ainsi qu'à celle des Fulbe non musulmans qui vivaient dans la brousse avec leurs troupeaux. Il est certain que les Fulbe musulmans, qui voulaient abolir les impôts sur le bétail, s'allièrent dans cette circonstance aux Jula Mande ou Jaxanke, dont la vocation commerciale avait toujours été associée à la pratique de l'islam, pour créer un vaste ensemble politique remplaçant les petites chefferies jallonke désormais incapables d'assurer la sécurité de la population dans le contexte de la traite négrière.

44. W. Rodney, 1968, p. 274-276.
45. P. D. Curtin, 1971*a*, p. 21-22 ; N. Levtzion, 1971*a*.

La révolution musulmane ne fut certainement pas le fait de pasteurs errant à travers la brousse sans attaches mais de musulmans de toute origine solidement établis dans cette zone de refuge des hauts plateaux du Fouta-Djalon. Le parti maraboutique, dont la plupart des membres avaient été formés dans le célèbre centre d'enseignement jaxanke de Jaxaba, sur le Bafing, se consolida en fait grâce à la participation de nombreux Fulbe qui étaient en mesure d'exploiter leurs importants troupeaux dans le cadre d'une sédentarisation progressive. Le commerce du bétail et du cuir vers la côte fut à l'origine de leur puissance économique, tandis que l'islam leur apporta l'idéologie nécessaire à la construction d'un nouvel ordre politique et social.

Ainsi, après la victoire du parti maraboutique à la suite de la guerre sainte déclenchée contre les différentes aristocraties jallonke au pouvoir, les leaders musulmans créèrent la confédération du Fouta-Djalon, à la tête de laquelle ils placèrent Ibrahima Sambegu, dit Karamokho Alfa, chef du lignage sediyanke de la famille Barry de Timbo, avec le titre d'*almamy*. La Confédération était divisée en neuf provinces ou *diwe* (sing. *diwal*), dont les chefs portaient le titre d'*alfa* et étaient choisis parmi les chefs de la guerre sainte. La division territoriale correspondait ainsi, au départ, au territoire libéré par chacun des chefs de la révolution musulmane. Ainsi, Karamokho Alfa, l'*almamy* et chef de la confédération du Fouta-Djalon, était avant tout l'*alfa* du *diwal* de Timbo, la capitale. Dès le départ, le pouvoir de l'*almamy*, siégeant à Timbo, était largement limité par la grande autonomie accordée aux chefs des provinces de Labé, Buriya, Timbi, Kebaali, Kollade, Koyin, Fugumba et Fode Haaji, ainsi que par l'existence d'un conseil des anciens jouant le rôle de parlement à Fugumba, la capitale religieuse[46].

La théocratie musulmane du Fouta-Djalon émana ainsi d'une série de campagnes militaires opposant le parti maraboutique aux chefs jallonke de Kafu qui défendirent avant tout leur souveraineté politique. Mais la guerre sainte qui assura la victoire du parti maraboutique à la célèbre bataille de Talansan se prolongea par la tentative de conversion à l'islam des communautés non musulmanes à l'intérieur du massif du Fouta-Djalon. À ce moment-là, les musulmans se heurtèrent à la farouche opposition des pasteurs fulbe qui nomadisaient dans les lieux depuis des siècles et qui étaient hostiles à l'islam, synonyme à leurs yeux de sédentarisation et de contrôle politique et économique. Cette opposition émanait de ceux qui constitueront par la suite cette classe de Fulbe de brousse, située au bas de l'échelle sociale, qui sera exploitée par la classe maraboutique au pouvoir. Sa seule existence doit mettre fin à toute interprétation raciale et schématique de la révolution musulmane comme le résultat d'une invasion de Fulbe venus asservir les autochtones jallonke. Tout ceci rend compte de l'étendue des hostilités dans le temps et de la lenteur avec laquelle se consolida le

46. T. Diallo, 1972, p. 28.



10.7. La vieille mosquée de Labé, Fouta-Djalon.
[*Source :* Institut fondamental d'Afrique noire (IFAN Cheikh Anta Diop), Dakar. Photo: G. Labitte.]

régime théocratique obligé de créer une nouvelle structure politique pour remplacer celle du Jallonke Kafu tout au long de la première moitié du XVIIe siècle[47].

À la mort de Karamokho Alfa, vers 1751, le pouvoir de l'*almamy* revint à Ibrahima Sory, connu sous le nom de Sory Mawdo (Sory le Grand). Le leader religieux du *djihād* céda alors la place au commandant en chef de l'armée qui engagea le Fouta-Djalon dans une politique agressive contre les pays voisins, au nom du *djihād*. En réalité, cette politique dissimulait la plus grande forme de chasse aux esclaves de l'époque, destinée à satisfaire les besoins internes de l'aristocratie au pouvoir et, surtout, la demande croissante des négriers de la côte.

Comme dans le cas du royaume du Dahomey ou de la Confédération ashianti, l'évolution de l'histoire du Fouta-Djalon ne peut se comprendre en dehors du contexte global de la traite négrière qui dominait alors le commerce transatlantique. Ces royaumes, constitués au départ pour réagir contre les conséquences désastreuses de la chasse à l'homme, se consolidèrent pour participer à leur tour et avec profit à ce commerce, soit parce

47. N. Levtzion, 1975, p. 208.

qu'ils devaient se défendre contre les royaumes voisins, soit parce qu'ils étaient attirés par l'appât du gain. L'islam n'était alors qu'une idéologie parmi tant d'autres pour maintenir et consolider le pouvoir de l'autocratie en place.

Sory Mawdo s'engagea de ce fait dans une série de guerres contre les pays voisins pour se procurer des esclaves et du butin avec l'aide du chef du royaume jallonke du Solimana. Mais la coalition fut battue en 1762 par Konde Burama, le roi du Sankaran, qui, dès 1762, était en mesure d'occuper Timbo grâce à la défection du Solimana. Il fallut un sursaut national pour arrêter son armée aux portes de Fugumba et ce ne fut que vers 1776 que Sory Mawdo élimina définitivement le danger qu'il représentait. La défaite du Sankaran inaugura alors une longue période de domination du Fouta-Djalon sur le Solimana à l'est de Timbo. Cette victoire consolida considérablement le pouvoir de l'*almamy* Sory Mawdo qui imposa l'autorité de la faction militaire sur celui de la faction religieuse jusqu'à sa mort en 1791.

La disparition de Sory Mawdo fut à l'origine d'une période politique trouble, car son fils Sadu fut assassiné dès 1797-1798 par les partisans de ʿAbdulay Bademba, lui-même le fils du premier *almamy*, Karamokho Alfa. C'est de cette époque que date certainement le système d'alternance au pouvoir des familles Alfaya, pour les descendants de Karamokho Alfa, et Soriya, pour les descendants de Sory Mawdo. Cette dualité du pouvoir, qui reprit à son compte les structures politiques des royaumes *sebbe* ayant deux ou plusieurs lignages royaux, affaiblit considérablement le pouvoir central ; elle permit également au Conseil des Anciens, chargé de faire respecter la *sharīʿa*, de contrôler le pouvoir de l'*almamy* et aux chefs de province de consolider leur autonomie.

Malgré cette faiblesse inhérente au système politique, le royaume du Fouta-Djalon fut en mesure de sauvegarder son indépendance jusqu'à l'époque de la conquête coloniale et, même, de s'étendre au-delà de ses frontières. Mais le nouveau régime perdit peu à peu son caractère révolutionnaire car le parti maraboutique, une fois la sécurité assurée à l'intérieur du massif du Fouta-Djalon, se transforma en aristocratie religieuse et militaire qui participa activement à la traite négrière. Comme partout ailleurs, le commerce des esclaves devint un monopole de l'État qui contrôlait les routes commerciales et organisait les caravanes vers la côte. La prédominance de la traite négrière est une donnée permanente du XVIIIe siècle car les Européens délaissaient les produits comme l'or, l'ivoire et les cuirs au profit des esclaves. Thomas Winterbottom, en visite à Timbo en 1794, explique bien la dynamique de ce système de la traite négrière qui obligeait les *almamy* à faire la guerre pour obtenir les esclaves qui constituaient le seul et unique produit d'échange contre les marchandises européennes[48].

48. T. Winterbottom, 1803.

Dès lors, la guerre sainte perdit son caractère religieux et l'islam servit de prétexte à la chasse à l'homme parmi les infidèles aux frontières du Fouta-Djalon. La prédominance des esclaves dans les échanges avec les produits européens expliqua le caractère oppressif du nouveau régime à l'égard de non-musulmans qui, réduits massivement en esclavage, étaient vendus sur la côte ou simplement parqués dans des *runde* (villages d'esclaves). La création de ces *runde* constitua l'institution la plus caractéristique du nouveau régime du Fouta-Djalon au cours du XVIIIe siècle[49]. En effet, l'intensification de l'esclavage national avait pour fonction non seulement d'assurer les besoins alimentaires de l'aristocratie politique et religieuse mais aussi de satisfaire la demande en céréales des bateaux négriers pour la nourriture des esclaves. Le Fouta-Djalon, par sa position centrale entre les États bambara et la côte, participait aux razzias ou achetait des esclaves pour sa production interne et vendait en même temps le surplus sur la côte pour obtenir les marchandises européennes et le sel nécessaires à son économie pastorale. Ce trafic amena ainsi au Fouta-Djalon, aux XVIIIe et XIXe siècles, un nombre incalculable d'esclaves de toutes origines, Bambara, Kisi, Jallonke, Fulbe, Bassari et Koniagui.

Cette présence massive d'esclaves, qui ne peut s'expliquer en dehors du contexte de la traite négrière, a contribué à fausser l'étude de l'évolution interne du Fouta-Djalon. En effet, pour de nombreux historiens, l'histoire de ce pays n'est que le résultat de l'invasion massive de Fulbe venus asservir les anciens habitants jallonke, invasion qui a envenimé le conflit qui opposait les deux ethnies. Or, il s'avère clairement que toute l'évolution interne du Fouta-Djalon a été dominée par la constitution d'une société hiérarchisée, inégalitaire par excellence, fondée sur l'islam comme idéologie du pouvoir. Les musulmans se distinguaient des non-musulmans par les droits de l'homme libre dont ils jouissaient pleinement tandis que les seconds avaient un statut servile au sein de la nouvelle société gérée par la *sharī'a*. La prédominance de la langue et de la culture fulbe ne doit pas empêcher de comprendre la véritable dynamique de l'évolution interne qui se caractérisait par l'existence de classes sociales bien distinctes fondée sur l'idéologie musulmane.

En effet, au-delà de la distinction fondamentale entre *rimbe* (sing. *dimo*, hommes libres) et *maccube* (esclaves), il existait, au sein de la société dominante des hommes libres, une hiérarchisation qui reflétait avant tout des rapports d'inégalité et d'exploitation. Parmi les *rimbe*, on distinguait, au sommet de la hiérarchie, les *las li*, c'est-à-dire l'aristocratie du sabre et de la lance et celle du livre et de l'encrier. Cette aristocratie était composée par les descendants des grandes familles maraboutiques ayant déclenché la guerre sainte et qui monopolisaient le pouvoir sans partage. Il s'agissait donc de la classe politique et religieuse avec ses nombreux vassaux et subordonnés qui exploitait l'importante masse des esclaves concentrés dans les *runde*.

49. W. Rodney, 1968, p. 280-282.

La société fulbe du Fouta-Djalon comprenait ensuite la grande masse des hommes libres dont la condition dépendait de leur position par rapport à la classe politique dominante ou de la classe maraboutique détentrice du savoir. Ainsi, au bas de l'échelle sociale, trouvait-on les Fulbe de brousse, descendants pour la plupart des Fulbe convertis tardivement à l'islam après le *djihād*. Ne possédant presque pas d'esclaves, ces Fulbe de brousse travaillaient eux-mêmes la terre alors que cette tâche était considérée comme impure par les membres de l'aristocratie. Ayant pour seule richesse leur bétail, ils étaient taillables et corvéables à merci par l'ensemble de la classe dirigeante politique et maraboutique. Cependant, l'intensification de l'esclavage national, en étroite corrélation avec la traite atlantique, constitua le fait majeur de l'évolution des sociétés sénégambiennes au cours du XVIIIe siècle. Cette concentration d'esclaves dans les *runde* au Fouta-Djalon et dans la région des rivières du Sud était si importante qu'on assista, à la fin du XVIIIe siècle, à une série de révoltes serviles.

Ce type d'esclavage fut indéniablement à l'origine de la révolution culturelle au Fouta-Djalon, où la classe maraboutique et politique, dispensée du travail agricole, pouvait se consacrer à l'enseignement. En effet, d'après le témoignage de Winterbottom qui visita Timbo en 1794, le nouveau régime favorisait largement l'implantation des écoles coraniques dans tous le pays. La solide organisation politique et sociale qui reposait désormais sur la *sharī'a* et l'interdiction de la vente des musulmans épargnèrent au Fouta-Djalon le triste spectacle de l'anarchie et du dépeuplement[50]. C'est ce qui explique le contraste entre le surpeuplement et la relative pauvreté en ressources naturelles de ce massif montagnard. Le royaume théocratique connut, par conséquent, une certaine stabilité garantie à son profit par la classe dirigeante musulmane qui assurait la sécurité et l'unité de la communauté musulmane. La révolution musulmane, malgré ses limites, fut suivie par une véritable révolution culturelle dans la mesure où les marabouts ne tardèrent pas à traduire le Coran en fulfulde afin de faciliter l'instruction religieuse de la grande masse de la population. Cette révolution culturelle fut sans aucun doute accélérée par Cerno Samba Mombeya qui, dans son célèbre ouvrage, *Le filon du bonheur éternel*, lance un manifeste pour l'utilisation de la langue fulfulde comme instrument d'éducation religieuse du peuple :

> *Je citerai les Authentiques en langue peul pour te faciliter la compréhension.*
> *En les entendant, accepte-les.*
> *À chacun, en effet, seule sa langue permet de saisir ce que disent les Authentiques.*
> *Nombres de Peul ne pénètrent pas ce qui leur est enseigné par l'arabe et demeurent dans l'incertain.*
> *Reposer sur l'incertain, dans les œuvres du Devoir, ne suffit pas en paroles, ne suffit pas en agir.*
> *Qui cherche la Clarté, d'incertitude dépourvue,*
> *qu'il lise donc en peul, ces vers du petit homme*[51] *!*

50. T. Winterbottom, 1803, p. 8.
51. A. I. Sow, 1971, p. 43.

Il en résulta non seulement l'émergence d'une abondante et riche littérature en fulfulde mais également une islamisation plus profonde des masses populaires. Ainsi, l'islam des cités urbaines du Moyen Âge, comme Tom-bouctou et Djenné, devint, grâce à la révolution musulmane au Fouta-Djalon, un islam populaire qui inspira par la suite la création d'une série d'États théocratiques dans l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest. À ce propos, le Fouta Toro constituait le troisième maillon de cette longue chaîne de révolutions musulmanes triomphantes qui marquèrent la Sénégambie au cours du XVIIIe siècle.

La révolution musulmane au Fouta Toro

Après le Bundu et le Fouta-Djalon, l'islam triompha au Fouta Toro dans la deuxième moitié du XVIIIe siècle grâce au parti maraboutique torodo. Ici davantage qu'au Bundu et qu'au Fouta-Djalon, la liaison fut plus nette entre le mouvement torodo et le mouvement maraboutique de Nāṣir al-Dīn de la fin du XVIIe siècle, car le premier fut le prolongement direct du second dans ses manifestations et dans ses objectifs fondamentaux. En même temps, le mouvement torodo, en étroite relation avec les *zāwiya* maures, s'inspira largement du succès du *djihād* au Bundu et au Fouta-Djalon du début du XVIIIe siècle. Ainsi, les leaders du parti maraboutique torodo, Sulaymān Baal et ʿAbd al-Ḳādir, étaient d'anciens élèves des écoles de Pir et de Kokki au Kayor, écoles qui avaient tissé des liens serrés avec les *zāwiya* daimani de Mauritanie. Ces héritiers spirituels du mouvement de Nāṣir al-Dīn séjournèrent alors au Fouta-Djalon ou au Bundu pour consolider leur foi et instaurer un régime théocratique au Fouta Toro, où la crise latente du régime denyanke favorisa le triomphe de la révolution torodo.

Parce que le Fouta Toro était proche de Saint-Louis, les sources de documentation européennes furent nombreuses et permirent, davantage qu'au Bundu et au Fouta-Djalon, de mettre en lumière les conditions politiques, économiques et sociales du succès de l'islam. Il apparaît nettement que la crise constatée au Waalo, dans le delta du Sénégal, au cours du XVIIIe siècle s'est répétée au Fouta Toro, dans la moyenne vallée du fleuve, en raison de l'importance de la traite négrière atlantique et du voisinage des émirats du Brakna et du Trarza.

La crise de succession, déclenchée vers 1716 par Bubakar Sire, se prolongea tout au long du XVIIIe siècle et plongea le Fouta Toro dans l'insécurité et les guerres civiles. Cette situation s'aggrava dans la deuxième moitié du XVIIIe siècle à cause de l'intensification de la traite négrière organisée par le nouveau gouverneur anglais, O'Hara, qui favorisa ainsi l'occupation du Fouta Toro par les Maures brakna et trarza. Dans ces conditions, la révolution torodo fut non seulement dirigée contre le régime denyanke désormais incapable d'assurer la sécurité dans le pays mais aussi contre la domination du Brakna et la vente des musulmans comme esclaves. De ce fait, ce parti torodo, dirigé par Sulaymān Baal, remporta dès le départ une victoire militaire contre les Ulad ʿAbdallāh à Mboya, abolissant ainsi le *muudul horma*, le tribut céréalier payé annuellement aux Maures. Après avoir imposé son autorité dans le

Fouta Toro central, le parti torodo mit fin à plusieurs siècles de domination denyanke et interdit, dès juillet 1776, tout commerce anglais vers le Galam en réaction contre les pillages organisés en 1775 par O'Hara pour se procurer des esclaves[52].

La victoire du parti torodo coïncida avec la mort de son prestigieux leader, Sulaymān Baal, dont la succession fut alors assurée par ʿAbd al-Ḳādir Kan, choisi pour son érudition religieuse afin de consolider le nouveau régime théocratique. ʿAbd al-Ḳādir, élu *almamy*, emprunta de nombreuses pratiques cérémoniales au Fouta-Djalon tout en maintenant certaines traditions du régime denyanke — certains de ses chefs conservant leurs domaines pour avoir rallié le parti torodo. Il procéda en outre à une redistribution des *bayti* (terres vacantes), tout en confirmant dans leurs droits les puissantes familles torodo qui possédaient la majeure partie du Fouta Toro central, principalement ceux des trois « Abe », les Bosseyabe, les Yirlabe et les Hebbyabe. Dès le départ, le pouvoir de l'*almamy* ʿAbd al-Ḳādir fut limité par ces trois familles d'où provenait la majeure partie des grands électeurs du *Jaggorde*, les plus célèbres étant les Ac de Rindiaw, la famille de ʿAlī Dundu, dominante dans le Bosea, et celle de ʿAlī Sīdī Yirlabe et de ʿAlī Mamadu. ʿAbd al-Ḳādir consolida néanmoins le nouveau régime et étendit son influence religieuse au-delà des frontières du Fouta Toro où son succès fit naître de grands espoirs de changement au sein des communautés musulmanes, qui constituaient déjà de puissantes enclaves dans les États wolof et seereer. L'exemple du Fouta Toro accentua ainsi les tensions entre les réformateurs musulmans et les classes dirigeantes *sebbe* du Waalo, du Jolof, du Kayor et du Bawol. De nombreux paysans émigrèrent alors au Fouta Toro pour y trouver la sécurité désormais assurée par le nouveau régime qui interdisait toute traite de musulmans. De plus, ʿAbd al-Ḳādir encouragea l'éducation religieuse dans chaque village et la construction de mosquées sous la direction d'un *imām* chargé de faire respecter la loi coranique dans le nouvel État théocratique.

Le régime torodo, qui se consolida au Fouta Toro, se lança en 1786 à la conquête du Trarza où ʿAbd al-Ḳādir voulait imposer, comme au Brakna, son autorité et le paiement d'un tribut. Avec l'aide du Brakna déjà soumis, il battit le Trarza dont l'émir, Ely Kowri, trouva la mort sur le champ de bataille. Cette victoire de ʿAbd al-Ḳādir, célébrée dans une *ḳaṣīda* par Mukhtar Wuld Buna, disciple de la *zāwiya* maure des Daimani, concrétisa le triomphe de l'islam conçu un siècle auparavant par Nāṣir al-Dīn contre les guerriers hassaniyya qui bloquaient les routes commerciales. ʿAbd al-Ḳādir se considéra alors, à juste titre, comme le commandeur des croyants, l'héritier légitime de Nāṣir al-Dīn. Il eut donc pour ambition d'imposer la loi islamique aux souverains du Waalo, du Jolof et du Kayor, et d'étendre son autorité sur la partie amont du fleuve.

Mais dès 1790, le nouveau *damel* du Kayor, Amari Ngoone Ndeela, nia l'allégeance de ses prédécesseurs au Fouta Toro et réprima sévèrement

52. O. Kane, 1973, p. 622.

les velléités d'indépendance des réformateurs dans les enclaves musulmanes de la province du Njambur. Au cours d'une bataille, il tua l'envoyé de l'*almamy*, Tapsir Ḥammādī Ibra, et les survivants, en particulier le fils du marabout de Koki, firent appel à ʿAbd al-Ḳādir pour sauver la cause de l'islam. L'*almamy* organisa alors une grande expédition militaire de près de 30 000 personnes, y compris des femmes et des enfants, dans l'intention de coloniser le Kayor.

Cette expédition aboutit au désastre de Bungoy où la grande armée fut battue grâce à la tactique de la terre brûlée organisée de main de maître par le *damel* Amari Ngoone. De nombreux Futanke furent vendus aux négriers et ʿAbd al-Ḳādir fut fait prisonnier au Kayor et renvoyé plus tard au Fouta. Le *damel* Amari Ngoone était désormais assuré que tout risque d'invasion était définitivement écarté. La tradition orale conserve encore le souvenir de sa magnanimité car il défendit alors avec conviction la laïcité de l'État *ceddo* face au prosélytisme religieux de l'État théocratique que ʿAbd al-Ḳādir voulait imposer par la guerre sainte[53]. Mais le baron Kélédor suggéra que la victoire du parti *ceddo* était due au soutien apporté par les négriers de Saint-Louis et de Gorée au *damel* Amari Ngoone contre l'*almamy* ʿAbd al-Ḳādir[54]. Ce soutien s'expliquait par l'opposition de l'*almamy* à la vente des musulmans et aux multiples conflits qui opposaient le Fouta Toro et Saint-Louis entre 1787 et 1790, empêchant les bateaux de remonter le fleuve et, surtout, le ravitaillement de l'île en mil[55].

La défaite de Bungoy amorça alors le déclin de l'autorité de ʿAbd al-Ḳādir qui était contestée au Fouta Toro par ʿAlī Sīdī du Yirlabe et ʿAlī Dundu du Bosea, tous deux membres influents du *Jaggorde*. Hostile au rigorisme religieux de ʿAbd al-Ḳādir, la puissante famille torodo de Thierno Molle obligea l'*almamy* à quitter la capitale pour Kobbilo, dans ses propres terres, tandis que les nouveaux princes, ʿAli Sīdī et ʿAlī Dundu, bien qu'illettrés, s'imposèrent comme les seuls intermédiaires entre le pouvoir central et les provinces occidentales et orientales du Fouta Toro.

Cette contestation interne du pouvoir coïncida avec l'intensification des hostilités entre le Fouta Toro et le comptoir de Saint-Louis, dont le trafic fluvial fut interrompu entre 1801 et 1803. Saint-Louis non seulement refusa de payer les taxes habituelles mais aussi lança une expédition punitive, avec 12 bateaux, pour brûler une dizaine de villages du Fouta Toro occidental et capturer 600 prisonniers qui appartenaient, pour la plupart, à la classe dirigeante torodo. En 1805, le Fouta Toro prit sa revanche et, comme l'arrêt des activités commerciales portait préjudice aux deux parties, accepta, dès 1806, un nouvel accord confirmant celui de 1785.

ʿAbd al-Ḳādir, privé depuis quelques années des armes et des marchandises dont il avait besoin pour renforcer son autorité de plus en plus contestée, s'engagea alors dans une expédition vers l'amont du fleuve pour réprimer

53. D. Robinson, 1975, p. 201-208.
54. L. G. Colvin, 1974, p. 601 ; baron R. Kélédor, 1829, p. 129.
55. D. Robinson, 1975, p. 202.

les pillages de l'*almamy* Sega, au détriment des marabouts du Bundu. Il fit exécuter Sega et nomma à sa place son propre candidat, Ḥammādī Pate, provoquant ainsi l'alliance entre Ḥammādī Aïssata, chef malheureux mais populaire du Bundu, et le roi du Kaarta.

L'hostilité croissante de Saint-Louis et l'opposition interne grandissante des membres du *Jaggorde* empêchèrent alors ʿAbd al-Ḳādir de rompre cette alliance. Évincé du pouvoir par le *Jaggorde*, il s'allia au Gajaaga et au Xaaso mais il fut tué, en 1807, par les forces du Bundu et du Kaarta qui jouissaient de la complicité du parti torodo de la deuxième génération. Sa mort ouvrit alors la voie au triomphe du *Jaggorde* qui pouvait imposer désormais un *almamy* dévoué à sa cause et assurer à ses membres une large autonomie dans leurs fiefs respectifs[56].

Comme au Bundu, au Fouta-Djalon et dans les royaumes *sebbe*, les chefs du parti maraboutique, formé au départ d'érudits, cédèrent la place à un pouvoir politique aux mains d'une aristocratie guerrière sans aucune relation avec le savoir religieux. Le pouvoir devint le monopole de lignages héréditaires désormais engagés dans une vive compétition et on assista à la naissance d'une nouvelle oligarchie torodo sans rapport avec l'idéal de la révolution de 1776. Néanmoins, la révolution musulmane consolida à jamais le caractère islamique de l'État et de la société au Fouta Toro, ce qui ne fut pas le cas des régimes *sebbe* encore en place dans les royaumes wolof et seereer de la Sénégambie septentrionale.

L'échec de ʿAbd al-Ḳādir dans sa tentative d'imposer l'islam comme idéologie d'État dans les Royaumes wolof fut largement compensé par une nette avancée des partis maraboutiques autochtones. Les musulmans, de plus en plus nombreux, tentèrent de combattre de l'intérieur la violence *ceddo*. Au Kayor en particulier, la défaite de ʿAbd al-Ḳādir à Bungoy provoqua l'exode massif des musulmans de la province du Njambur vers la péninsule du Cap-Vert où ils contribuèrent à fonder une théocratie ayant Jal Joop à sa tête. Les exilés du Njambur soutinrent l'opposition des Lebu aux exactions des *alkaati* du *damel* et encouragèrent la tendance séparatiste vis-à-vis du pouvoir central du Kayor. Cette indépendance, acquise après plusieurs années de résistance de la part du parti maraboutique, consacra la première rupture territoriale et le triomphe de l'islam dans le royaume du Kayor[57].

Conclusion

L'évolution de la Sénégambie du XVIe au XVIIIe siècle fut profondément marquée par l'impact du commerce atlantique qui révélait déjà les débuts du processus de dépendance de l'Afrique noire vis-à-vis de l'Europe. Le système du troc (or, ivoire, gomme, cuir et esclaves) sans occupation territoriale fut, dès la deuxième moitié du XVIe siècle, à l'origine du détournement

56. *Ibid*., p. 209-214.
57. M. Diouf, 1980, p. 134-139.

des voies commerciales de l'intérieur des terres vers la côte. Au cours de cette période, la confédération du Jolof se disloqua pour donner naissance aux royaumes du Waalo, du Kayor, du Bawol, du Siin et du Saalum, tandis que le Royaume denyanke s'imposait dans la vallée du Sénégal. Dans la région des rivières du Sud, en revanche, le commerce portugais ruina le commerce interrégional baïnuk, beafada, nalu et baga, et favorisa l'augmentation de la puissance militaire du Kaabu qui prit la relève de l'empire du Mali déclinant.

Très rapidement, la prépondérance de la traite négrière dans les échanges au XVIIe siècle aboutit au partage de la côte en zones d'influence et à la construction de comptoirs fortifiés de commerce. Elle renforça également le caractère violent des régimes *sebbe* qui, en réaction, donnèrent naissance à un vaste mouvement maraboutique hostile aux aristocraties militaires. Après l'échec du mouvement maraboutique de Nāṣir al-Dīn (1673-1677), les adeptes de l'islam militant s'organisèrent au Bundu, au Fouta-Djalon et au Fouta Toro.

Toutefois, à la fin du XVIIIe siècle, les États théocratiques perdirent à leur tour et progressivement leur caractère révolutionnaire au moment où l'Europe songeait à supprimer la traite négrière dont le rôle dans l'accumulation du capital s'achevait. L'Europe tenta alors d'intégrer la Sénégambie au système capitaliste, alors élaboré, en tant que son fournisseur extérieur direct de matières premières destinées à l'industrie. La Sénégambie, déjà considérablement ravagée par la profonde crise politique, économique et sociale de l'ère des négriers, n'était plus en mesure de résister efficacement à la conquête militaire qui sera entreprise par l'Europe dans la deuxième moitié du XIXe siècle.

CHAPITRE 11

La fin de l'Empire songhay

M. Abitbol

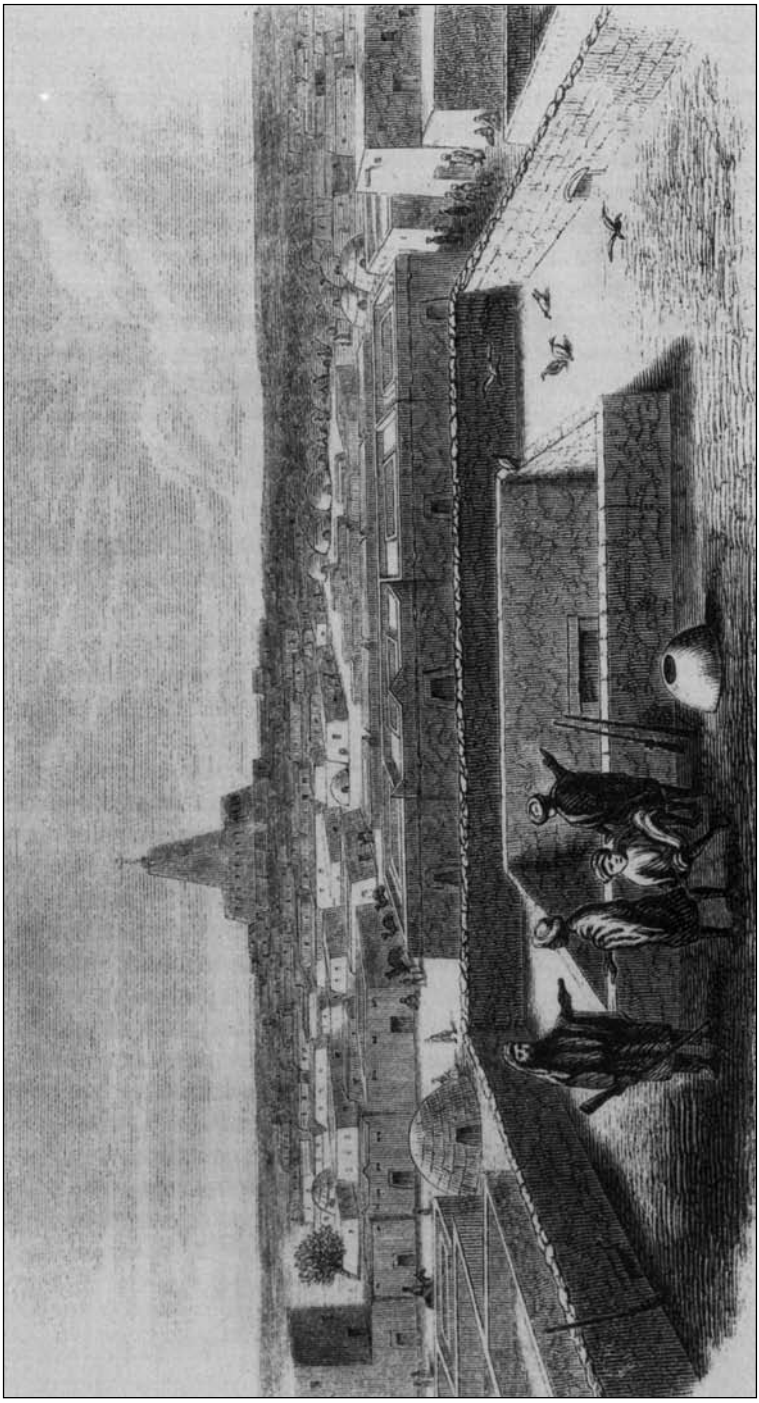
L'effondrement de l'Empire songhay

Les mobiles de l'invasion marocaine

Investi du pouvoir après la bataille de Wādī al-Makhāzin en 1578, Moulay Aḥmad al-Manṣūr ne pouvait accéder au trône saadien sous des auspices plus favorables. L'issue victorieuse de cette bataille contre le Portugal le plaçait parmi les grands défenseurs de l'islam tandis que les richesses considérables que lui valut le rachat des captifs chrétiens le hissaient au premier rang de la scène mondiale.

Calife, *imām* et prince des croyants, il aspirait à réunir « en une seule et même pensée » tous les musulmans et à renouveler la tradition du *djihād*. Aussi, les subsides qu'il se proposait de tirer de la saline saharienne de Taghāza ne seraient-ils destinés qu'à renflouer le *Bayt al-māl* ((le Trésor) en prévision de cette tâche, tandis que les esclaves que lui fournirait la conquête du Songhay ne seraient utilisés que pour servir dans la flotte qui irait ultérieurement attaquer les infidèles. Mais ces nobles visées n'excluaient pas — tant s'en faut — la présence d'autres mobiles, bien tangibles ceux-là, et qui étaient l'or et les esclaves du Soudan[1].

1. Cette phase de l'histoire des relations entre le Maroc et le Soudan occidental est très documentée. Nous nous bornerons à en citer les principales sources. Du côté soudanais : al-Saʿdī, 1964 ; M. Kaʿti, 1913-1914 ; O. Houdas, 1966. Parmi les sources marocaines : al-Fishtālī, 1964 ; A. al-Nasiri al-Slawi, 1936 ; al-Wafrani, 1888-1889. Parmi les sources européennes, citons H. de Castries, 1923, pour un récit complet de l'invasion marocaine par un anonyme espagnol.



11.1. Panorama de Tombouctou vu de la terrasse du voyageur.
[H. Barths, 1857. © Royal Commonwealth Society Library, Londres.]

Les esclaves devaient tout particulièrement travailler dans les sucreries du Sud marocain, qui avaient été durement touchées lors des affrontements militaires des décennies précédentes[2]. Quant à l'or soudanais, ses arrivages avaient fortement diminué depuis la montée de l'Empire songhay dans la boucle du Niger. À deux reprises déjà, les prédécesseurs d'al-Manṣūr avaient tenté de bouleverser cette conjoncture en effectuant un raid sur Wazzān entre 1537 et 1547 et en s'emparant de Taghāza vers 1556-1557. Mais dans un souci évident de ne pas compromettre l'écoulement du sel en Afrique noire, le grand-père d'al-Manṣūr, al-Mahdī, s'était accordé avec l'*askiya* Dāwūd sur le partage des redevances perçues sur place[3].

Toutefois le commerce soudanais du Maroc n'en était pas moins à l'abri de toutes menaces. De la part des Portugais d'abord, qui, en 1565, avaient tenté de parvenir à Tombouctou en passant par le fleuve Sénégal[4]. De la part des Turcs, surtout, dont certaines initiatives pouvaient donner à penser qu'ils entendaient étendre leurs voies d'approvisionnement vers le Maghreb méridional. Citons pour mémoire l'expédition de Ṣālaḥ Ra'is à Wargla, en 1552, la conquête du Fezzān en 1557 par Dja'far Pasha et l'expédition de Ḥasān Veneziano au Touat (Tūwāt) vers 1579[5].

Enfin, les espoirs fondés par les Saadiens sur Taghāza se dissipaient au fur et à mesure que s'intensifiait l'exploitation par les Songhay de la nouvelle saline de Taghāza al-Ghizlān (Taoudéni)[6].

En 1582, al-Manṣūr passa à l'attaque en s'emparant des oasis de Touat et de Gourara; officiellement présentée comme une opération visant à rétablir l'ordre dans une contrée ayant « secoué le joug royal », le réel objectif de cette attaque était la conquête du Soudan et la constitution d'un vaste empire sur les flancs méridionaux des possessions ottomanes d'Afrique[7].

En 1583, le roi du Borno, May Idrīs Alawoma, offrit à al-Manṣūr l'occasion inespérée de réaliser ses ambitions. Craignant vraisemblablement l'avance des Turcs à partir du Fezzān dans ses territoires, May Idrīs implora l'aide d'al-Manṣūr auquel il demanda des armes à feu pour combattre les communautés non musulmanes des « confins du Soudan ». Le souverain marocain y consentit après avoir obtenu du roi du Borno un *bay'a* (acte d'allégeance) dûment rédigé et signé[8].

L'année suivante, un corps expéditionnaire marocain pénétra dans le Sahel atlantique, en direction du Sénégal, mais il dut rebrousser chemin dans des circonstances mal élucidées[9].

L'assaut contre l'Empire songhay faillit être donné en 1586 mais, devant les difficultés de l'opération, al-Manṣūr recula l'échéance de cinq

2. P. Berthier, 1966.
3. al-Sa'dī, 1964, p. 163-164; al-Fishtālī, 1964, p. 55.
4. A. Teixeira da Mota, 1969.
5. E. Rossi, 1936, p. 74-75; A. G. P. Martin, 1908, p. 119-123.
6. al-Fishtālī, 1964, p. 55.
7. *Ibid*., p. 36-40.
8. *Ibid*., p. 61-63; A. al-Nāṣirī, 1954-1956.
9. al-Fishtālī, 1964, p. 60-61; E. Fagnan, 1924, p. 415-416; al-Sa'dī, 1964, p. 194.

ans, laps de temps qu'il mit judicieusement à profit pour préparer et équiper son armée, réunir tous les renseignements disponibles sur l'état de l'empire des *askiya* et, enfin, pour convaincre les notables de son propre royaume — commerçants, *ʿulamāʾ* et officiers militaires — du bien-fondé et de la solidité de son plan.

Tondibi et les causes de l'effondrement songhay

Le 30 octobre 1590, une colonne marocaine composée de 3 000 à 4 000 soldats accompagnés de plusieurs centaines d'auxiliaires quitta Marrakech sous le commandement du pacha Djūdar. Elle franchit le Haut-Atlas puis descendit la vallée du Darʿa jusqu'au pays Ktawa d'où elle pénétra dans le Sahara. Au terme d'une marche forcée de soixante jours, l'armée marocaine arriva sur les bords du Niger le 1er mars 1591 et, onze jours plus tard, elle atteignit Tondibi à une cinquantaine de kilomètres à peine de la capitale songhay, Gao.

L'*askiya* Isḥāḳ II attendit jusqu'au dernier moment pour mobiliser ses troupes. Il put néanmoins aligner une force considérable contre l'envahisseur, mais face aux armes à feu des Marocains, les troupes songhay furent écrasées après une journée de résistance héroïque, le 12 mars 1591[10]. Ainsi s'effondrait le dernier grand empire sahélien dont les souverains, entièrement absorbés par leurs querelles intestines, n'avaient pas accordé toute l'attention voulue aux menaces marocaines.

Depuis la chute du grand *askiya* Muḥammad al-Ḥādjdj, en 1529, la cour de Gao était en effet devenue le théâtre de luttes implacables entre les différents prétendants au trône, luttes qui se transformaient rapidement en séditions menaçant l'Empire d'éclatement. C'est ainsi que cinq ans à peine avant l'invasion marocaine, l'Empire songhay fut pratiquement divisé en deux à la suite de la révolte du *balama* al-Ṣaḍḍuḳ dont les quartiers généraux étaient à Tombouctou. La sédition fut certes étouffée par Isḥāḳ II, mais, faute de temps, il n'eut guère la possibilité de refaire l'unité du pays[11].

Sur le plan économique, le Songhay subissait depuis plusieurs décennies les effets d'une conjoncture marquée par les incidences négatives du commerce portugais sur le littoral. En outre, les revers militaires au Dendi, au Borgu et dans le pays Mossi — réservoirs traditionnels des esclaves de l'Empire — ainsi que la perte de Taghāza en 1585, rendaient plus aiguës les conséquences sociales de ces bouleversements conjoncturels qu'allaient aggraver des calamités naturelles de toutes sortes — épidémies, sécheresse, disettes[12].

Enfin, vaste ensemble territorial, l'Empire bâti par Sonni ʿAlī et l'*askiya* Muḥammad ne disposait pas de l'ossature ethnique et socioculturelle qui

10. al-Fishtālī, 1964, p. 64-71; al-Wafrani, 1888-1889, p. 160-162; M. Kaʿti, 1913-1914, p. 263-275; al Saʿdī, 1964, p. 194.
11. M. Kaʿti, 1913-1914, p. 230-239 et 246-254; al-Saʿdī, 1964, p. 197-206.
12. M. Kaʿti, 1913-1914, p. 164, 174 et 230; al-Saʿdī, 1964, p. 151-182 et 195.

avait conféré naguère une plus grande unité à ses deux grands devanciers dans la région, le Ghana et le Mali : les Songhay n'avaient pu constituer, en effet, un trait d'union entre les différents peuples formant l'Empire. Leur poids était particulièrement faible sous le grand *askiya* Muḥammad, plus proche des valeurs arabo-berbères de Tombouctou que de la tradition de Gao et de Kūkya (Koukya), à laquelle d'ailleurs il était étranger de par sa naissance. Capitale politique, certes, Gao pas plus que l'arrière-pays songhay proprement dit n'était le moteur de l'Empire, dont le centre de gravité se trouvait paradoxalement en territoire conquis, à Tombouctou et à Djenné.

La mise en place du Pashalik marocain

Poursuivant les restes de l'armée songhay, Djūdar pénétra à Gao, abandonnée par ses habitants. Isḥāḳ II, qui disposait toujours de la maîtrise du fleuve, ne tenta aucune contre-offensive et préféra, au contraire, négocier avec Djūdar les conditions de son retour au Maroc. Déçu du pitoyable aspect de Gao et conscient du mauvais état physique de ses hommes, le Pacha marocain se montra disposé à accepter les offres de l'*askiya*. Mais al-Manṣūr ne l'entendit pas ainsi : il révoqua Djūdar sur-le-champ et le remplaça par le deuxième dignitaire de l'armée marocaine, Maḥmud b. Zarḳūn, auquel il assigna une seule tâche : la conquête totale du Soudan et la destruction des diverses forces soudanaises qui, dans un désordre général, avaient tenté de combler le vide laissé par la déroute des soldats songhay[13].

Dès son arrivée, le pacha Maḥmud s'employa à détruire complètement le pouvoir politique songhay. Il s'empara ainsi de la capitale traditionnelle songhay, Kūkya (Koukya), força Isḥāḳ II à quitter le pays pour aller chez les Gurmanche où il trouva la mort, tendit un guet-apens mortel à son successeur désigné, Muḥammad-Gao, puis tenta de décimer les dernières poches de résistance songhay dans le Dendi (1592-1594)[14].

Ayant ainsi écarté définitivement la menace songhay, le Pacha revint à Tombouctou pour y démanteler la classe des lettrés en tant que force politique : des dizaines de *ʿulamāʾ* furent ainsi massacrés ou exilés au Maroc. Parmi ces derniers se trouvait le célèbre Aḥmad Baba dont la renommée allait s'étendre de « la région du Sūs (Sous) jusqu'aux villes de Bougie et d'Alger »[15].

Maḥmud b. Zarḳūn trouva la mort dans une embuscade que lui tendit la résistance songhay au Bandiaa, en 1594[16]. Il n'eut guère le temps d'achever l'occupation effective de la région avoisinante de Djenné, objectif qui fut confié de nouveau à Djūdar mais qui, très tôt, allait s'avérer irréalisable. Les Marocains devaient faire face, en effet, à la farouche opposition des Fulbe,

13. al-Saʿdī, 1964, p. 220-221 ; al-Fishtālī, 1964, p. 170-171 ; H. de Castries, 1923, p. 473.
14. al-Saʿdī, 1964, p. 230-234 ; M. Kaʿti, 1913-1914, p. 275-276 et 287-295 ; al-Fishtālī, 1964, p. 83-87.
15. M. Kaʿti, 1913-1914, p. 300-308 ; al-Saʿdī, 1964, p. 258-266 ; al-Wafrani, 1888-1889, p. 170.
16. al-Saʿdī, 1964, p. 268.

des Bambara et des Mande (Malinke) groupés pour un temps autour de la personne du *mansa* Maḥmud. À l'issue d'une série d'escarmouches peu concluantes, un certain *modus vivendi* fut établi entre les Marocains installés à Djenné et les principaux peuples de la région qui acceptèrent « en paroles seulement » l'occupation marocaine[17].

Les soldats d'al-Manṣūr furent contraints, dans ces conditions, de limiter leur ambition à l'occupation effective de quelques ports fluviaux et ils installèrent des *ḳaṣaba* (garnisons permanentes) à Djenné, Wandiaka, Kubi, Konna, Sébi, Tendirma, Issafay, Kabara, Tombouctou, Bamba, Bourem, Gao et Kūkya (Koukya)[18]. Pour des raisons économiques évidentes, la plupart des garnisons furent situées sur l'axe fluvial Djenné-Tombouctou tandis que de part et d'autre du Niger, qui constituait l'épine dorsale du Pashalik, s'étendaient de vastes zones dans lesquelles l'influence marocaine ne s'exerçait que par intermittence.

Par ailleurs, les pachas ne cherchèrent pas à bouleverser l'administration locale qu'ils maintinrent en l'état où l'avaient laissée les Songhay. Toute nomination de chef autochtone devait obtenir l'aval du pacha qui accordait l'investiture aussi bien aux *ḳāḍī* et aux *imām* des grandes villes qu'aux *ardo* fulbe et aux *amenokal* touareg, mais, ce faisant, les représentants marocains n'agirent pas différemment des *askiya* et, comme eux, ils n'intervinrent que très rarement dans le choix des candidats.

Les garnisons marocaines ne vivaient pas repliées sur elles-mêmes et n'étaient ni des enclaves ni des camps retranchés. D'après la conception d'al-Manṣūr, les fruits de la conquête auraient été éphémères si, à la phase de la pacification, ne succédait une action aux effets plus durables, à savoir la colonisation du pays et son peuplement par des Maghrébins susceptibles d'y faire souche.

C'est ainsi que l'on vit affluer au Soudan des populations guish du Sous et des Haha en même temps que des éléments ma'ḳil et djussham dont al-Manṣūr voulait se débarrasser en raison des troubles qu'ils suscitaient dans son royaume, tandis que, à partir de 1599, les légionnaires d'origine chrétienne venus avec Djūdar étaient rapatriés au Maroc[19].

17. al-Fishtālī, 1964, p. 94; al-Sa^cdī, 1964, p. 273-279.

18. Les Marocains érigèrent ultérieurement deux autres *ḳaṣaba*, l'une à Gundam et l'autre à Arawān.

19. al-Fishtālī, 1964, p. 93 et 113-115. Il va sans dire qu'à la suite de ces initiatives, les descendants des soldats marocains ne répondirent que très peu au cliché largement répandu de soldats vaguement islamisés (en raison de leur prétendue ascendance chrétienne ou « renégate »), plus hispanophones qu'arabophones.

L'espace politique soudanais jusqu'à la fin du XVIIIe siècle

L'expérience post-impériale des peuples de la boucle du Niger : traits généraux

Dans le climat d'incertitude et d'insécurité qui résulta de la chute de l'Empire songhay et de l'irruption de forces ethno-sociales — Touareg, Fulbe, Maures, etc. — qui, jusqu'alors, avaient été tenues à l'écart des zones de culture et des centres urbains, le pouvoir politique allait être capté désormais par tous ceux qui disposaient des moyens d'assurer la défense et la protection effective de leur peuple.

D'un bout à l'autre du Sahel nigérien, le chef politique était avant tout un guerrier, sans autre légitimité que celle que lui conféraient ses armes et, presque toujours, sans grandes prétentions territoriales. Aux imposantes constructions étatiques du passé allait succéder une mosaïque de principautés et de royaumes dont les limites dépassèrent rarement les contours d'une ethnie, d'un clan, d'une ville ou même d'une série de bourgades[20].

Plutôt porté vers la tradition du terroir que vers les valeurs universelles véhiculées par les lettrés musulmans, le chef politique des XVIIe et XVIIIe siècles — contrairement à ses prédécesseurs — était rarement au centre d'une configuration religieuse ou cosmique.

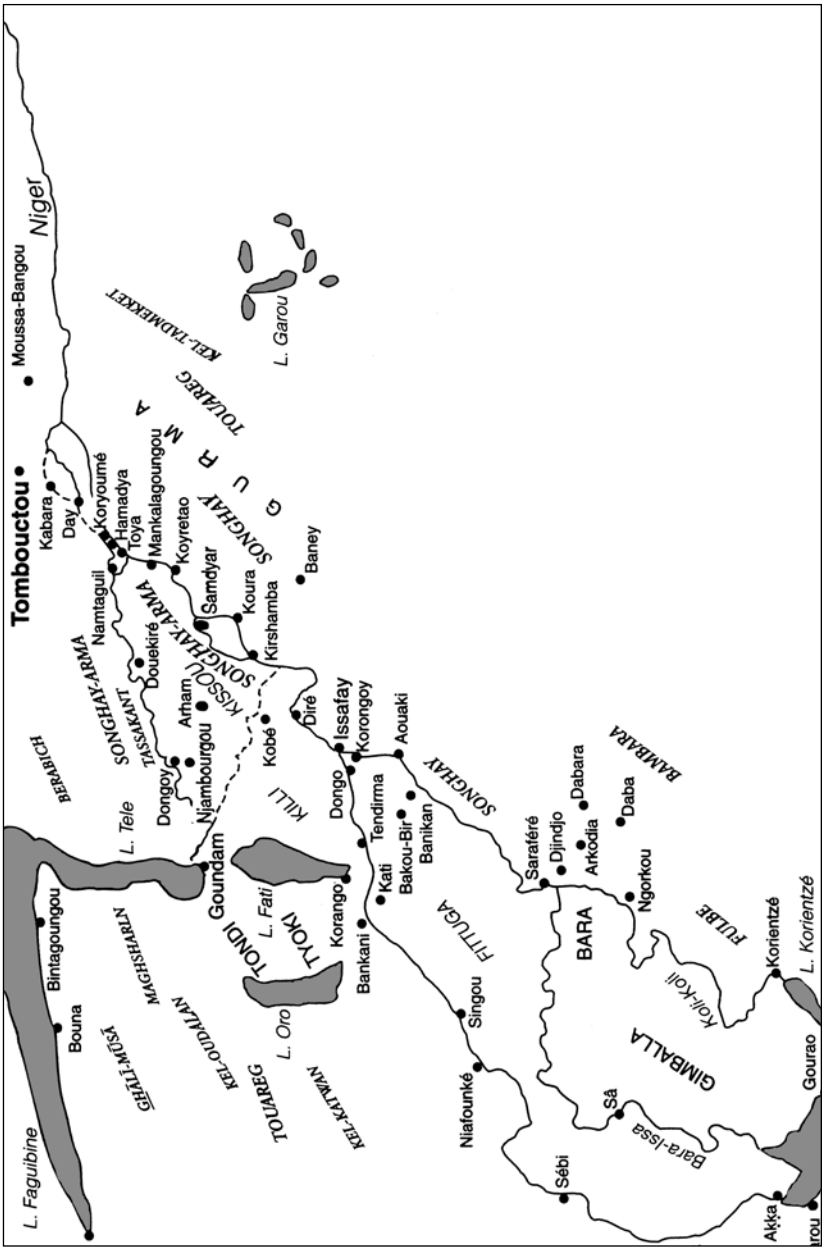
L'islam, qui naguère avait si brillamment contribué à la formation des empires soudanais, cessa ainsi pour un temps de jouer un rôle politique notoire. Mais il ne poursuivit pas moins sa longue marche, à travers les pistes de la savane, porté de plus en plus loin par les commerçants jula qui ne répugnèrent pas à servir les chefferies et les royaumes non musulmans jalonnant les routes commerciales, du Sahel à la forêt.

Tombouctou, Djenné et les Arma

Laissés à leur sort et coupés d'une métropole qui cessa, à partir de 1618, de nommer les principaux dignitaires du Pashalik ou d'y envoyer des renforts, les derniers survivants de l'armée d'al-Manṣūr et leurs descendants, les Arma, allaient demeurer les maîtres légitimes de la région de Tombouctou jusqu'au début du XIXe siècle.

Militairement amoindri, l'État des pachas devait faire preuve en effet d'une longévité remarquable et se perpétuer, avec des structures pratiquement intactes, jusqu'à l'avènement de Shaykhū Aḥmadu. Pourtant, avant la fondation de l'empire fulbe du Macina, la boucle du Niger ne manquait pas de forces en mesure d'annihiler les vestiges de l'ancienne colonie marocaine : il y avait, en premier lieu, les Bambara de Ségou qui non seulement n'étendirent jamais leur domination à Tombouctou mais évitèrent même de pénétrer à Djenné. Il y avait, ensuite, les puissantes confédérations touareg

20. M. Abitbol, 1979.



11.2. La région de Tombouctou (d'après M. Abitbol).

des Kel-Awllimiden et, surtout, des Kel-Tadmekket qui, malgré leur victoire écrasante de 1737 sur les Arma, ne songèrent jamais à s'emparer du pouvoir politique à Tombouctou. De même, le très influent groupe clérical des Kunta, par l'intermédiaire de ses *zāwiya* de l'Azawad, se borna à offrir sa médiation et ses bons offices aux Arma et à leurs adversaires nomades. Les Kunta n'entrèrent à Tombouctou qu'à la veille seulement de la conquête de la ville par les Fulbe, vers 1826.

À l'origine, aucune règle bien précise ne semblait régir la nomination aux différentes fonctions officielles du Pashalik et, en premier lieu, à celle de pacha. À partir du milieu du XVIIe siècle, cependant, avec l'arrivée au pouvoir de la première génération d'Arma nés sur place, on assista à l'ébauche de règles de transmission du pouvoir, fondées sur la rotation des principales fonctions entre les trois grandes divisions auxquelles appartenaient tous les Arma. La division à laquelle il échoyait d'occuper momentanément les fonctions de pacha désignait ainsi son candidat qui devait obtenir l'aval du reste des troupes. Dans le cas contraire, le tour passait à une autre, et ainsi de suite, jusqu'à l'élection d'un candidat accepté de tous[21].

Les conséquences inéluctables d'un tel système furent de deux sortes : d'une part, la fréquence des interrègnes — il se passait souvent plusieurs mois avant que les divisions se mettent d'accord sur le choix d'un candidat —, d'autre part, la brièveté des « règnes », le pacha étant obligé de démissionner aussitôt qu'un seul des « grands de l'armée » le désavouait[22]. Dans ces conditions, il était inévitable que les mêmes personnes fussent rappelées plus d'une fois au pouvoir. Ceci devait entraîner la cristallisation d'un certain nombre de grandes familles ou de lignages se démarquant du reste de la société arma par la puissance politique et par l'emprise économique cumulées à la suite d'un accès répété au pouvoir. Il se créa ainsi une « classe dirigeante » arma ou, pour reprendre le langage des chroniques locales, une « classe de chefs »[23].

De 1646 à 1825, cent quarante-cinq pachas furent nommés à Tombouctou, la plupart d'entre eux étaient issus des trois lignages des Tazarkini, Mubarak al-Dar'i et al-Za'ri. À ce dernier lignage appartenait le pacha Manṣūr b. Mas'ūd al-Za'ri qui, en 1716, s'empara du pouvoir par la force, exila tous ses opposants et instaura à Tombouctou un régime de terreur sans pareil dans les annales de la ville. Excédée par ses abus, la population finit par se soulever en 1719 et, après avoir chassé de la ville le Pacha et ses *legha* (hommes de main), elle restaura l'ancien système politique arma, avec son instabilité chronique, ses luttes intestines entre les divisions et ses longs interrègnes[24].

21. O. Houdas, 1966, p. 21, 50-51 et 136-137.
22. Il n'était pas rare qu'un pacha soit contraint de démissionner le jour même de sa nomination.
23. O. Houdas, 1966.
24. *Ibid*., p. 70-85.

En 1766, les Arma élirent un pacha, Bā-Haddū b. Abū-Bakr al-Darʿi qui, fait exceptionnel, demeura à son poste pendant plus de huit ans. Mais à sa mort, en 1775, la ville resta sans pacha pendant dix-huit ans. Ce long interrègne n'amena pas pour autant la disparition définitive des institutions arma : lorsqu'en 1794, les grandes divisions qui, entre-temps, étaient devenues de véritables clans ethniques s'accordèrent sur le choix d'un pacha, celui-ci, al-Muṣṭafā al-Tazarkini, rétablit toutes les anciennes fonctions du pashalik[25].

Sous le règne de son successeur, Abū-Bakr b. Aḥmad al-Dar'i, la fonction de pacha devint héréditaire et à sa mort, en 1815, ses deux fils Muḥammad et ʿUthmān lui succédèrent. Le *ḳā'id* ʿUthmān fut le dernier pacha de Tombouctou[26].

Faisant suite à son déclin militaire et à l'instabilité chronique du pouvoir central, le Pashalik allait se fragmenter, dès la fin du XVIIe siècle, en plusieurs unités quasiment autonomes, autour de chacune des grandes *ḳaṣaba* de Gao, Bamba, Tombouctou et Djenné. Tout en continuant à reconnaître l'autorité formelle mais lointaine de Tombouctou, chaque garnison élisait ses propres chefs dans une indépendance totale. Les pachas, quant à eux, intervenaient rarement dans les affaires de ces garnisons auxquelles ils ne faisaient appel qu'en cas de menace grave venant du dehors.

Aussi autonome que les autres *ḳaṣaba* arma, la garnison de Djenné ne fut pas inquiétée, au cours du XVIIIe siècle, par les Bambara de Ségou. En 1754, peu de temps avant la mort présumée du *biton* (commandant) Mamari Koulibali, une armée bambara parvint jusqu'à Gomitigo, à une dizaine de kilomètres de Djenné, mais Djenné elle-même fut épargnée par les assaillants[27].

L'administration arma demeura intacte tout au long de la période examinée : le *ḳā'id* de Djenné continua à être nommé par ses pairs arma excepté lors de la montée au pouvoir, à Tombouctou, d'un pacha entreprenant : en mars 1767, le pacha Bā-Haddū procéda directement à la nomination du nouveau gouverneur de Djenné, le *ḳā'id* Alfa b. Masiḳ, qui eut pour successeur le *ḳā'id* Aḥmad b. Shārīf. Celui-ci resta en fonction jusqu'à sa mort en 1772[28].

Les liens commerciaux et les relations politiques entre Tombouctou et Djenné ne furent jamais interrompus : en 1773, deux messagers vinrent annoncer à Djenné la mort du pacha Bā-Haddū[29]. Vers 1786, deux *ḳā'īd* de Tombouctou se rendirent avec leurs troupes à Djenné pour y soumettre une bande de pillards qui avait trouvé refuge dans la ville[30]. En 1794, on apprenait à Tombouctou la mort du gouverneur de Djenné, le *ḳā'id* Abū-Bakr b. Saʿīd,

25. Voir la *Chronique de Tombouctou*, Bibliothèque nationale, Paris, Fonds arabe, Ms 5259, f. 25-26 et 32*r*.
26. *Ibid*., f. 34 ; B. de Mézières, 1912, p. 36-37 ; R. Caillié, 1828, vol. II, p. 306-308.
27. Institut de France, Fonds Gironcourt, Ms 2405, pièce 5, f. 7 et 13.
28. Bibliothèque nationale, Paris, Fonds arabe, Ms 5259, f. 26*v*.
29. *Ibid*.
30. *Ibid*., f. 30*r* et *v*.

et, l'année suivante, le pacha de Tombouctou faisait appel à son successeur et aux commerçants de Djenné pour réapprovisionner la ville en cauris[31].

En 1796 cependant, l'explorateur écossais Mungo Park apprenait à Ségou que Djenné appartenait formellement au Royaume bambara, bien qu'en fait, elle fût gouvernée par « les Maures »[32].

Devrait-on interpréter cette information comme l'indication d'un « protectorat » bambara sur Djenné ? Les sources locales dont nous disposons ne permettent guère une telle hypothèse ; leur lecture confirme plutôt l'affirmation de René Caillié, d'après lequel Djenné vivait « seule et indépendante » jusqu'à sa conquête par les Fulbe du Macina, vers 1819[33].

Les Songhay du Dendi

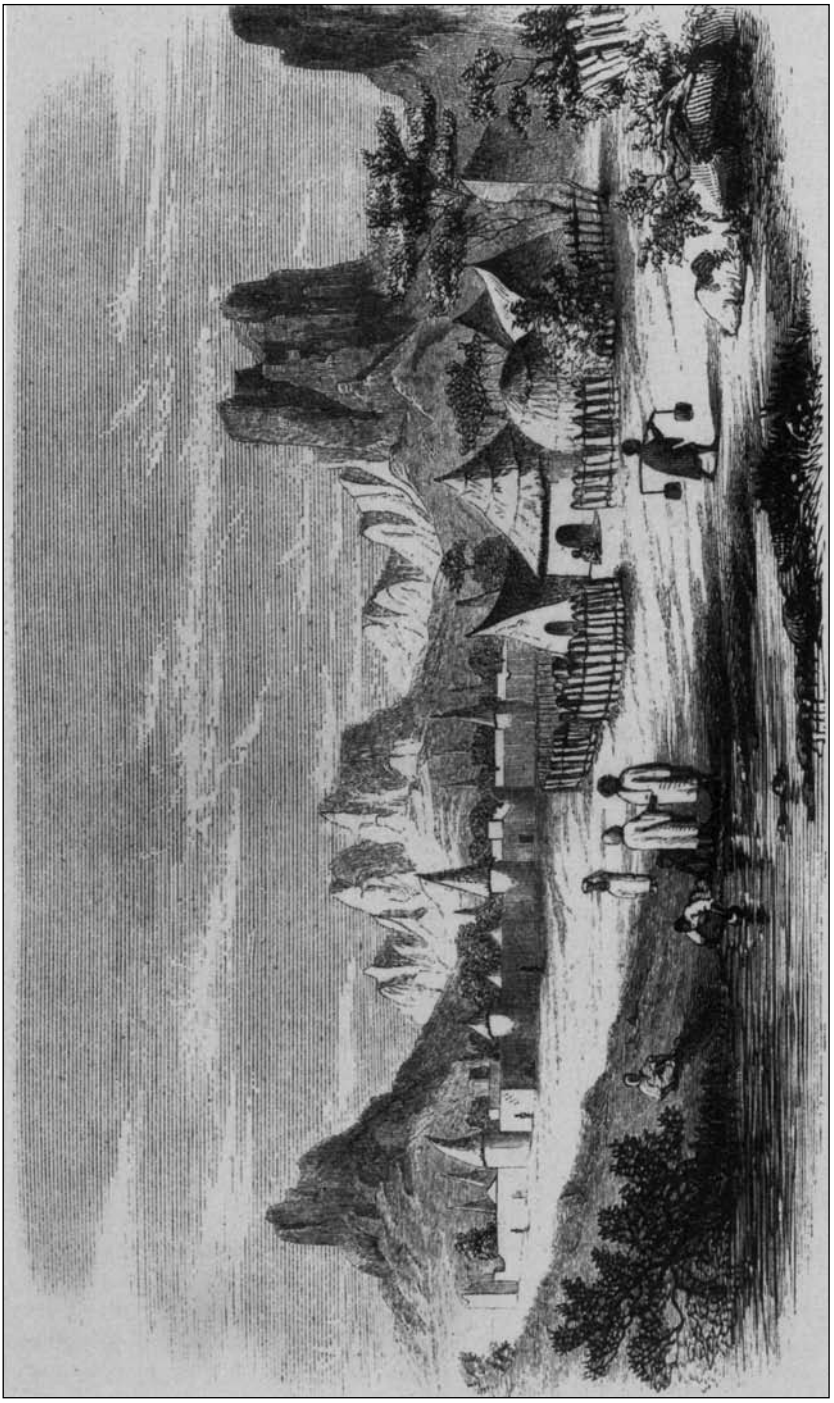
Chassés de Gao et ayant perdu en l'espace de quelques mois deux rois et des dizaines de membres de la famille impériale, les Songhay groupés autour de l'*askiya* Nuh réussirent à freiner l'avance des Marocains dans le Dendi. Tirant la leçon de leurs défaites successives en batailles rangées, ils passèrent à une guerre d'embuscades et, grâce à l'aide que leur fournit le Kebbi[34], ils tinrent en échec les soldats du pacha Maḥmud b. Zarḳūn qui trouva la mort dans le Bandiagara. Mais son successeur, le pacha Manṣūr b. ʿAbd al-Raḥmān (1595-1596), leur fit payer cher leur victoire : battu et obligé de laisser une partie de son peuple entre les mains des Marocains, Nuh se retira au Dendi, où il fut destitué par ses frères en 1599, tandis que les Marocains nommaient un *askiya* aux Songhay restés sur place[35].

Revenant progressivement à la religion traditionnelle africaine, les Songhay du Dendi se morcelèrent en plusieurs royaumes, bien que jusqu'au milieu du XVIIe siècle, ils soient parvenus à préserver leur unité.

En 1630, ils signèrent un accord de paix avec les Marocains qui, par la suite, commencèrent à intervenir dans leurs affaires intérieures et à arbitrer leurs conflits de succession. En 1639, par exemple, le pacha Masʿūd al-Zaʿri pénétra avec ses troupes à Lulami, la capitale du Dendi, pour y installer un nouveau roi[36].

Ce dernier fut déposé aussitôt après le départ des troupes marocaines. Mais cette manifestation de ressaisissement fut sans lendemain : déchirés et divisés en petites entités politiques insignifiantes, les Songhay du Dendi cessèrent d'être un facteur politique de taille dans la région. Ils réussirent toutefois à maintenir leur liberté jusqu'au début du XIXe siècle malgré la forte pression exercée sur eux par les nomades fulbe et touareg du Liptako et de l'Aïr.

31. *Ibid.*, f. 32*r* et *v*.
32. M. Park, 1980.
33. R. Caillié, 1828, vol. II, p. 206.
34. Pour la lettre de menaces adressée par le Sultan du Maroc au *Kanta* du Kebbi, voir A. Ganun, 1964, p. 127-132.
35. al-Saʿdī, 1964, p. 270.
36. *Ibid.*, p. 394-395, 399-400 et 423.



11.3. Un village songhay.
[H. Barths, 1857. © Royal Commonwealth Society Library, Londres.]

Les royaumes bambara de Ségou et du Kaarta

Après la dislocation de la marche occidentale du Songhay et après l'échec du *Mansa* du Mali devant Djenné, en 1599, les paysans bambara du Niger se retrouvèrent dans une situation périlleuse face aux incursions fulbe et arma.

Divisés en plusieurs *kafu* (provinces), dont les chefs, marka et musulmans, entretenaient des relations assez correctes avec Djenné et Tombouctou, les Bambara, adeptes de la religion traditionnelle africaine, firent appel pour leur protection aux confréries traditionnelles des chasseurs ou à des clans spécialisés qui, tel celui des Samaké, assimilèrent très vite les méthodes de combat des Marocains[37].

Dans un mouvement qui ressemble fort à une jacquerie, les Bambara se révoltèrent au milieu du XVIIe siècle contre leurs chefs marka et c'est probablement dans ces circonstances que se distingua le clan des Koulibali, appelé à fonder les royaumes de Ségou et du Kaarta[38].

À Ségou, Biton Koulibali (1712-1755) imposa son autorité avec l'aide de ses *ton-dyon*, captifs ou anciens captifs pour la plupart. Mais à peine eut-il assuré sa position que, vers 1739, son royaume fut attaqué par les Jula de Kong, commandés par Famaghan Wattara. Ces derniers restèrent dans le pays jusqu'en 1745, lorsque leur parvint la nouvelle de la mort du *Faama* de Kong, Sékou Wattara[39].

Affaibli, Biton Koulibali consacra le reste de sa vie à consolider son royaume en se débarrassant de la concurrence de ses cousins massassi, installés au nord-ouest de Ségou, dans la région de Murdia. Vers 1754, il entra en guerre avec eux, détruisit leur capitale, Sunsana, et captura leur chef, Foulakoro, qui fut mis à mort à Ségou. À la suite de cette défaite, les Massassi, conduits par Sébamana (1754-vers 1758), se dirigèrent vers le Kaarta où ils établirent leur hégémonie[40].

À la mort de Biton Koulibali, le royaume de Ségou traversa une assez longue période d'anarchie qui ne prit fin que vers 1766, à la suite de la montée au pouvoir d'une nouvelle dynastie fondée par Ngolo Diarra. Après avoir restauré l'unité du royaume, celui-ci engagea des opérations militaires de grande envergure dans le Macina, le Fuladugu et même dans le pays Mossi et le Yatenga. Les excellentes relations qui le lièrent aux Kunta de l'Azawad et à leur chef, Shaykh al-Mukhtār (1729-1811), l'amenèrent, semble-t-il, à ménager Tombouctou.

Ngolo eut pour successeur son fils Monzon (vers 1789-1808) qui fut le véritable organisateur du royaume de Ségou. Tout comme Biton Koulibali avant lui, il eut à faire face à la rivalité des Massassi qui, depuis 1754, avaient étendu leur pouvoir à un large territoire compris entre le Kingui

37. al-Saʿdī, 1964, p. 276.
38. *Ibid*., p. 406-420 ; voir également C. Monteil, 1924 ; L. Tauxier, 1942.
39. O. Houdas, 1966, p. 112-113.
40. P. Marty, 1927, p. 367-369.

et le Bélédougou. En 1792, ils s'emparèrent même de Nyamina, sur le Niger, coupant ainsi l'un des principaux axes de ravitaillement de Ségou. La riposte de Monzon fut terrible : après avoir délivré Nyamina, il se tourna vers le Kaarta, pilla la capitale Guémou et obligea le roi massassi, Désékoro, à prendre la fuite dans le Guidimak. Monzon s'attaqua ensuite aux Maures Awlād M'Bark dans la région de Nioro pour avoir refusé de lui apporter leur concours dans sa guerre contre le Kaarta. À son retour à Ségou et suivant ainsi l'exemple de son père, il plaça ses fils à la tête des chefferies dans les territoires conquis, mettant à leur disposition d'importants contingents de soldats[41].

Monzon mourut en 1808, suivi, trois ans plus tard dans la région de Tombouctou, par Shaykh al-Mukhtār. La disparition presque simultanée de ces deux personnages ne fut pas étrangère à l'effervescence qui allait régner dans la boucle du Niger jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Shaykhū Aḥmadu, les forces fulbe et touareg que les deux chefs avaient réussi plus ou moins à tenir en bride y ayant une large part de responsabilité.

Fulbe et Touareg

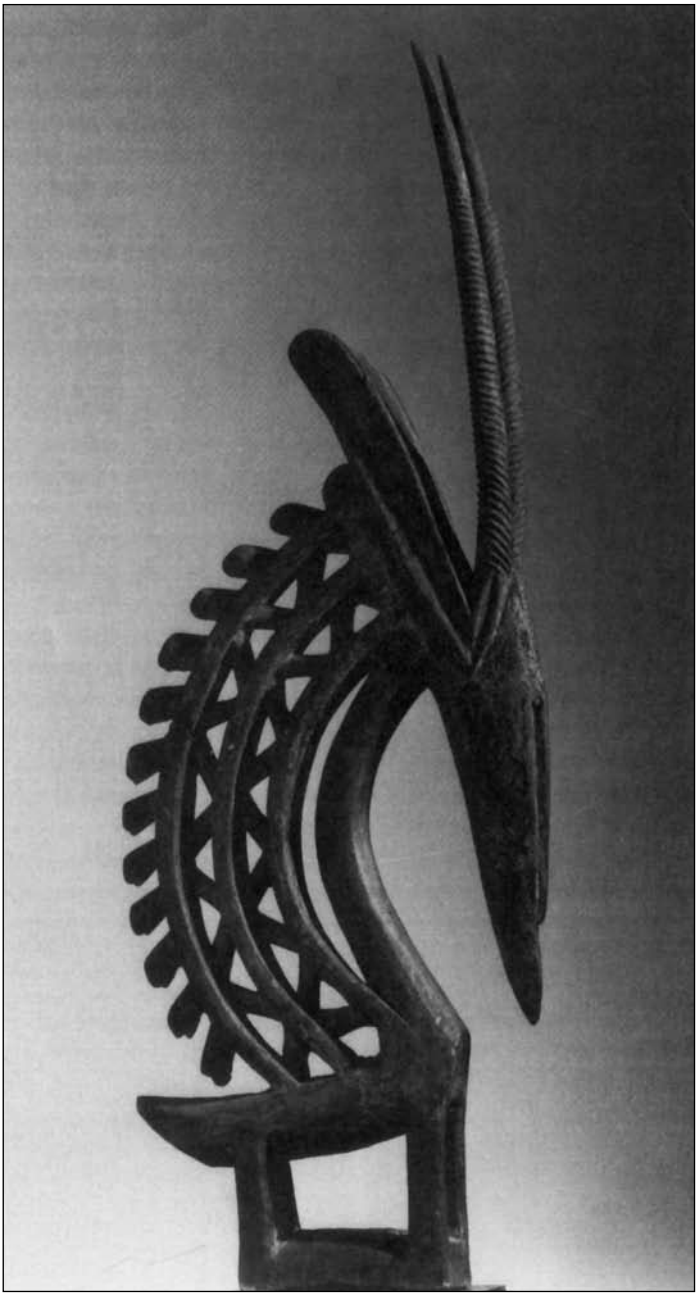
La désorganisation sociale est à compter parmi les principales conséquences de l'effondrement de l'Empire songhay. Une situation marquée, dès la fin du XVIe siècle, par l'avance irrésistible des nomades sahariens en direction du bassin du Niger et de la zone lacustre s'étendant au sud de Tombouctou.

Dans le Macina, la prépondérance fulbe était totale. Résistant farouchement aux assauts des Marocains de Tombouctou et de Djenné, les Fulbe préservèrent leur indépendance cependant que s'accélérait leur mouvement de migration vers le Fouta-Djalon, à l'ouest, et vers le Liptako et le pays Hawsa, à l'est. Soumis aux raids des armées bambara de Ngolo et de Monzon, ils durent cependant accepter, au cours de la deuxième moitié du XVIIIe siècle, la suzeraineté de Ségou, tandis que commençait dans le Kounari un lent processus de sédentarisation et d'islamisation de ces pasteurs.

L'expansion des Touareg de l'Adrar — Kel-Tadmekket et Kel-Awllimiden — fut aussi contemporaine de l'occupation marocaine. Tandis que les premiers restèrent dans l'ombre jusqu'à la fin du XVIIe siècle, les seconds pesèrent très tôt de tout leur poids sur le bassin oriental du Niger, notamment entre Gao et le Dendi.

Interceptant les communications entre Tombouctou et son avant-port, Kabara, intervenant dans les conflits entre chefs arma et pillant les villages agricoles du fleuve, ils allaient devenir un vrai fléau pour Tombouctou. Tout au long du XVIIIe siècle, ce ne furent qu'affrontements et échauffourées entre des Touareg, le plus souvent victorieux, et des Arma amoindris, allant de défaite en défaite.

41. C. Monteil, 1924, p. 66-90 et 110-116.



11.4. Coiffe à l'effigie d'une antilope, utilisée par les Bambara dans les rites mettant en scène la naissance mythique du fondateur de l'agriculture.
[© Werner Forman Archive, Londres.]

En mai 1737, l'*amenokal* Oghmor ag Alad écrasa les forces arma à Toya, leur occasionnant des pertes considérables: de 300 à 350 morts, parmi lesquels le pacha en exercice[42]. Mais en dépit de cette défaite, les chefs d'autres factions touareg, dont celle des Kel-Awllimiden, devaient continuer à venir à Tombouctou pour y recevoir l'investiture des pachas[43].

En 1770, les Tadmekket vinrent assiéger Tombouctou, réduisant sa population à la famine, après le meurtre par un groupe d'Arma de leur *amenokal* Habatīt[44]. La ville ne fut sauvée que grâce à l'intervention du *shaykh* des Kunta, al-Mukhtār al-Kabīr, qui parvint à réconcilier le pacha Bā-Haddū et le successeur de Habatīt, l'*amenokal* Hammiyuk. Aux termes de l'accord conclu entre les deux parties, en août 1771, les Arma s'engagèrent à verser une caution aux Touareg en chevaux et en poudre d'or[45].

Mais à la suite de la violation par les Touareg de ce pacte, le *shaykh* ôta son soutien moral à Hammiyuk et lui opposa un rival, provoquant ainsi la dislocation des Tadmekket en deux branches rivales: les Tingirigif et les Irriganaten. Simultanément, il gagna la confiance des Awllimiden et de leur chef, Amma ag Ag Shaykh, qui, profitant de la désunion des Tadmekket, allait essayer d'étendre son hégémonie aux nomades sahariens de la région de Tombouctou. Les Awllimiden devinrent ainsi la principale force d'appui des Kunta qui, au fur et à mesure de l'affaiblissement des Arma, parvinrent, avec grand succès, à combler le vide politique qu'ils laissaient dans la région et à limiter les effets de l'anarchie qui en résultait. Mais jusqu'à la constitution de l'empire fulbe du Macina, ils se gardèrent de s'arroger des droits politiques à Tombouctou ou de faire disparaître les derniers vestiges du pouvoir arma. C'est ainsi que, obéissant à un vieil usage, le puissant *amenokal* des Kel-Awllimiden, Kawa ag Amma, allait se rendre encore, en juillet 1796, à Tombouctou, pour y recevoir l'investiture du pacha Abū-Bakr[46].

Le Soudan occidental et le monde extérieur

En dépit du détachement progressif du Maroc d'après al-Manṣūr, les pachas de Tombouctou firent montre d'une fidélité à toute épreuve à l'égard des derniers sultans de la dynastie saadienne. La *khuṭba* (sermon fait à la mosquée) du vendredi fut ainsi récitée chaque semaine au nom des souverains de Marrakech qui prenaient le soin d'annoncer officiellement aux pachas de Tombouctou et aux chefs des garnisons de Djenné et de Gao la nouvelle de leur accession au trône.

Lorsqu'en 1659 fut assassiné le dernier monarque saadien, le *bay'a* (serment d'allégeance) qui liait les pachas à la dynastie devint aussitôt caduc.

42. O. Houdas, 1966, p. 168-178.
43. *Ibid.*, p. 253.
44. Bibliothèque nationale, Paris, Fonds arabe, Ms 5259, f. 26*v*-27*v*.
45. *Ibid.*, f. 28*v*; voir aussi Bibliothèque nationale, Paris, Ms 5334, le *Kitab al-Tarā'if*, par le fils du *shaykh* al-Mukhtār.
46. Bibliothèque nationale, Fonds arabe, Ms 5259, f. 32*r*; Institut de France, Fonds Gironcourt, Ms 2406, pièce 75 (*Ta'rikh Fittuga*).

Tout naturellement, la *khuṭba* cessa, en 1660, d'être récitée au nom des descendants de Moulay Aḥmad al-Manṣūr « dans tout le Takrūr, de Koukya à Bina[47] ». Dix ans plus tard, après que la dynastie alawite se fut emparée du pouvoir au Maroc, les Arma renouvelèrent cependant leur allégeance au trône marocain, à Moulay al-Rashīd puis à Moulay Ismā'īl[48].

Mais contrairement aux Saadiens, les Alawites n'allaient accorder que peu d'attention au Sahel nigérien. L'orientation de leur politique fut plus mauritanienne que soudanaise. Tandis que les Européens se disputaient Arguin et le trafic de la gomme, Moulay Ismā'īl allait implanter solidement son autorité en Mauritanie, en soutenant l'émir des Trarza et même en dépêchant, de temps à autre, en direction de la vallée du Sénégal, des troupes plus ou moins régulières, les Orman, qui, jusqu'en 1720, allaient terroriser toutes les régions riveraines du Sénégal[49]. Maîtres du Fouta Toro où ils faisaient et défaisaient à volonté les *satigi* (dirigeants), ils exercèrent une très vive pression sur la population du haut Sénégal dont les captifs allaient grossir les rangs de la fameuse armée noire des '*abid* formée par le Sultan marocain. Ses expéditions dévastatrices la conduisit jusqu'au Bondu et au Bambuk et, surtout, au Galam où elle mit en péril, à diverses reprises, le comptoir français de Saint-Joseph.

Les Arma continuèrent malgré tout à vouer un certain respect aux monarques alawites et, s'il faut en croire l'Anglais J. G. Jackson, le *Pashalik* de Tombouctou aurait continué à verser un tribut d'allégeance aux successeurs de Moulay Ismā'īl[50].

Avec l'arrivée au pouvoir du sultan Sīdī Muḥammad (1757-1790), la politique soudanaise du Maroc allait connaître un nouveau départ, grâce à la réactivation du commerce transsaharien. À la manière des derniers rois saadiens, le Sultan alawite se désignait dans sa correspondance avec les gouvernements européens comme le « souverain de Gao et de Guinée ». Ce qui ne serait que pure prétention s'il n'y avait pas le témoignage dans ce sens du très digne de foi consul anglais, J. Matra, qui servit au Maroc entre 1786 et 1806[51].

Cela semble d'ailleurs correspondre à la manière dont au Soudan même on se représentait le statut de Tombouctou à la veille du *djihād* fulbe. C'est du moins ce que donnent à penser quelques textes émanant d'un lettré du Macina, Nuh b. al-Tahir, qui fut l'un des plus proches collaborateurs de Shaykhū Aḥmadu. L'un d'entre eux annonce l'avènement du dernier calife de l'islam, c'est-à-dire de Shaykhū Aḥmadu. Il fut adressé au « Sultan du Gharb et de Marrakech et de ses dépendances de Tombouctou, Arawān, Bū-Jbeiha, Taoudéni, du Sous Proche et du Sous Extrême ainsi que du Touat[52] ».

47. O. Houdas, 1966, p. 145.
48. *Ibid*., p. 185; Bibliothèque nationale, Fonds arabe, Ms 6399, f. 214-2188.
49. A. Delcourt, 1952; B. Barry, 1972.
50. J. G. Jackson, 1811, p. 296.
51. Archives nationales, Paris, Fonds des affaires étrangères, B1, 831; R. Hallet, 1964, p. 81.
52. Bibliothèque nationale, Fonds arabe, Ms 5259, f. 74-78.

Cette classification est peut-être dénuée de tout fondement. Mais, replacée dans son contexte historique et socioculturel, l'évolution politique de Tombouctou, si elle traduit bien l'autonomie interne de l'ancien territoire marocain des bords du Niger, est comparable à maints égards à l'évolution des Régences barbaresques des XVIIe et XVIIIe siècles, dans lesquelles la souveraineté de Constantinople n'était plus qu'une fiction, mais une fiction pas totalement vide de sens.

L'évolution économique et sociale

Calamités naturelles et environnement humain

Assurément, le Soudan occidental n'était plus, à la fin du XVIIIe siècle, ce pays éblouissant et prospère dont parlait al-Manṣūr en 1591.

Au tournant du XVIIe siècle, une série de calamités s'abattit sur la région : sécheresses, disettes, épidémies, famines décimèrent la population et détruisirent les récoltes, rendant plus aiguës les tensions entre nomades et sédentaires. À partir de 1639, les périodes de répit se firent plus brèves et les crises plus longues et plus incisives. Cette année-là, la famine éclata d'abord dans la région de Djenné qui, de tout temps, avait été le grenier de la boucle du Niger. Du delta central, elle se répandit ensuite, durant quatre années consécutives, dans toute la boucle. La détresse qui s'ensuivit fut probablement à l'origine du mouvement social qui précéda la montée du royaume bambara de Ségou[53].

Au XVIIIe siècle, les années « normales » furent exceptionnelles. Après une première disette de sept ans, entre 1711 et 1718, le Soudan occidental allait connaître, à partir de 1738, l'une de ses plus graves famines qui toucha toute la zone sahélienne ainsi qu'une bonne partie du Maghreb[54].

En 1741, le fléau se combina avec une épidémie de peste et prit une ampleur catastrophique, à tel point que « des gens mangèrent des cadavres d'animaux et d'êtres humains ». Les guerres et les luttes dont cette période fut particulièrement chargée, mettant aux prises toutes les communautés soudanaises, donnaient une touche apocalyptique à ce sombre paysage[55]. Les effets de la disette commencèrent à s'estomper à partir de 1744 mais la peste demeura à l'état endémique, faisant irruption de temps à autre, comme en 1748-1749, entre 1762 et 1766 et, surtout, entre 1786 et 1796[56].

Ainsi, autant sinon plus que des méfaits des hommes, la boucle du Niger eut à souffrir de violents déséquilibres de la nature qui marquèrent profondément sa démographie et son paysage.

53. al-Saʿdī, 1964, p. 339.
54. O. Houdas, 1966, p. 14, 63, 102, 105 et 191-192 ; P. Marty, 1927, p. 562 et 565.
55. O. Houdas, 1966, p. 116-119.
56. Bibliothèque nationale, Paris, Fonds arabe, Ms 5259, f. 24*r*-*v*, 26*r*-*v* et 31*v*-32*v*.

Véritable confluent ethnique, le territoire compris entre Tombouctou, les Grands Lacs et le Niger devenait, pendant une bonne partie de l'année, une mosaïque de peuples et une zone de contact entre deux civilisations : le monde pastoral et le monde rural sédentaire. Or, comme les bons pâturages sont aussi les meilleures terres agricoles, ce contact fut le plus souvent générateur de conflits d'autant plus graves qu'il n'existait dans la région aucune force politique en mesure de limiter l'extension des terrains de parcours au détriment des champs de culture, et vice versa.

La saison chaude devenait ainsi une période d'insécurité et de troubles dans toute la région. À cette époque de l'année, les Kel-Tadmekket côtoyaient, à l'est et au sud de Tombouctou, les Bérabich, les Kel-Maghsharen, les Kel-Katwan, les Ghālī-Mūsā et autres *baydan* (nomades) qui, de l'Aklé mauritanien, descendaient vers Rās al-Mā' et jusqu'à la bordure septentrionale du Macina où ils disputaient aux Fulbe leurs maigres pâturages saisonniers.

La tension était à son comble à la fin de la saison chaude, lorsque avec l'arrivée des pluies les paysans commençaient les premiers travaux agricoles : un reflux désordonné ou trop lent des nomades suffisait à compromettre sérieusement les récoltes.

Production locale et échanges régionaux

Dans l'ensemble, l'agriculture recula dans les zones limitrophes du désert. Mais, parallèlement à ce processus, il y eut par endroits une réelle intensification de la colonisation agricole, comme le montrent les migrations bambara, dans le Bara, et les débuts de la sédentarisation des Fulbe du Macina ainsi que l'installation définitive de certains groupements touareg ou sous l'influence des Touareg (Kel-Antasar) aux alentours de Tombouctou.

En outre, grâce à l'incomparable voie de communication qu'est le Niger et grâce au maintien, voire à l'extension des réseaux d'échanges traditionnels, le commerce interrégional devait aider à pallier les conséquences désastreuses des déséquilibres de la nature.

À Djenné, la production vivrière locale était enrichie par les apports de l'arrière-pays de San, consistant en une gamme diversifiée de produits : arachides, farine de baobab, karité, miel, oignons secs, piments, haricots, fonio. À ces produits il faudrait ajouter le coton, l'indigo, le séné servant à la fabrication du savon, la laine, la cire, le fer du Bendougou et, bien entendu, les deux principaux articles importés de la zone forestière, les noix de kola et l'or[57].

En quittant Djenné en direction de Tombouctou, les embarcations accostaient à Koubaka à côté de laquelle allait se développer, au XVIIIe siècle, la localité de Sofara où les Jula de Kong installèrent une station d'engraissement de chevaux[58]. Au confluent du Niger et du Bani se trouvait Isaqa, la future Mopti, où se tenait un important marché de comestibles et d'artisanat[59].

57. R. Caillié, 1828, vol. II, p. 210-217 ; C. Monteil, éd. de 1971, p. 11-14.
58. R. Caillié, 1828, vol. II, p. 236 ; al-Saʿdī, 1964, p. 303 et 488-489.
59. R. Caillié, 1828, vol. II, p. 239-240 ; al-Saʿdī, 1964, p. 303.

À la sortie du lac Debo, la navigation s'effectuait sur les deux bras principaux du fleuve, l'Issa-Bar à l'ouest et le Bara-Issa à l'est. Jusqu'à la création de Saraféré, Sâ était la principale enclave du Bara-Issa. Dans la région de Tombouctou, les plus grands terrains de culture se trouvaient près des lacs Télé, Oro et Fati ainsi que dans les lits des marigots. Avec la venue des Marocains au Soudan, la culture du blé se propagea dans cette zone. Mais cette céréale n'avait pas conquis les paysans de la région. Les Arma et les commerçants maghrébins des grandes villes étaient les seuls à consommer du pain[60]. Au nombre des plantes industrielles, citons le tabac et la gomme arabique dont on récoltait de grandes quantités dans les environs de Goundam et du lac Faguibine[61].

En outre, la vie commerciale de Tombouctou était sous-tendue par une importante activité artisanale: conditionnement des barres de sel, tissage et confection de vêtements, tannerie, cordonnerie, orfèvrerie, poterie, fabrication d'outils agricoles et d'armes blanches. Chaque secteur de l'artisanat était le monopole d'une corporation ethno-professionnelle. C'est ainsi que tous les teinturiers étaient originaires de Sansanding tandis que les Arma avaient l'exclusivité de la fabrication des chaussures[62].

Le bassin oriental du Niger fut certainement le plus touché par les calamités naturelles, et ce dès l'époque songhay. La détérioration graduelle des conditions écologiques et climatiques ainsi que son isolement des circuits d'échanges, à la suite de la déchéance de Gao, forcèrent ses habitants à devenir nomades.

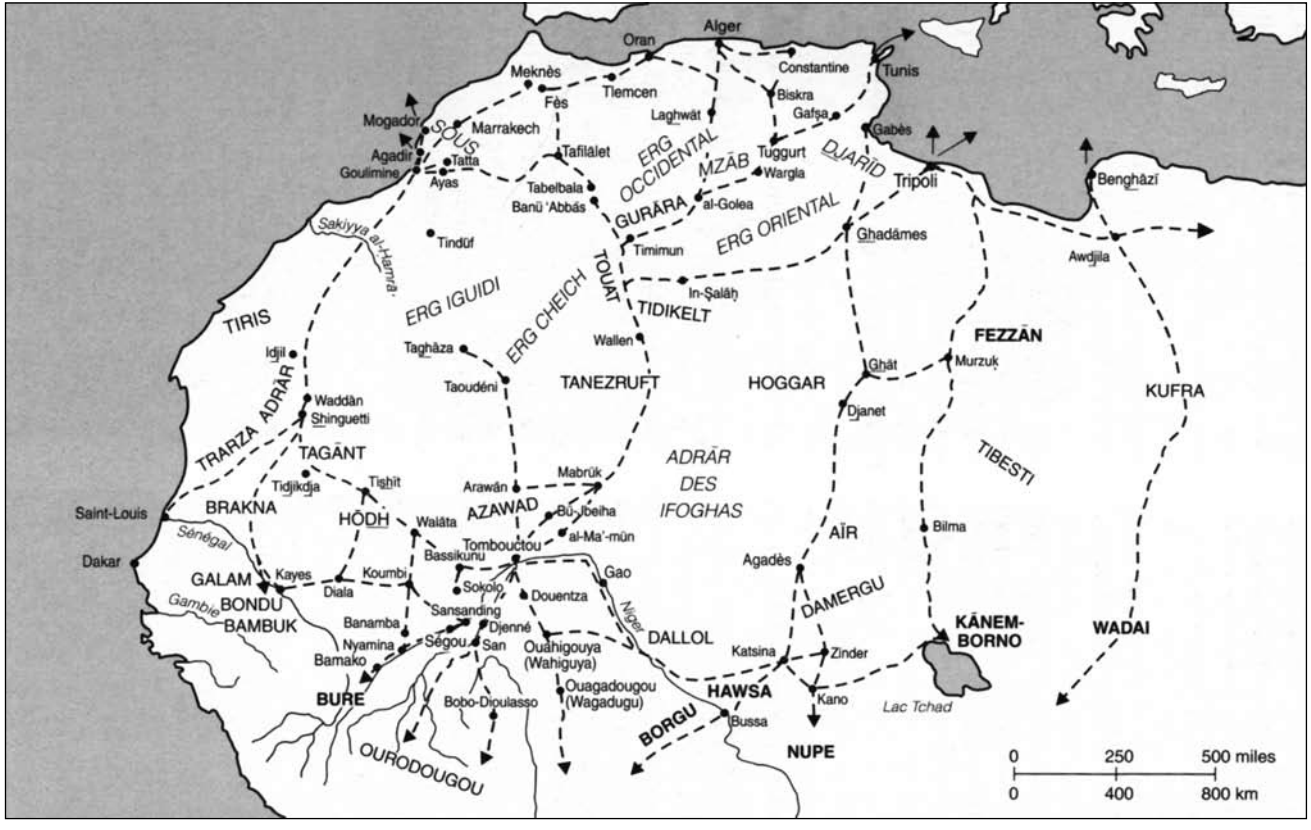
Le commerce transsaharien à l'heure de la traite atlantique

En dépit des changements politiques qui affectèrent la région dès la fin du XVIe siècle, l'organisation commerciale de la boucle du Niger resta établie sur des bases géographiques, économiques et sociales qui survécurent aussi bien à la conquête marocaine qu'à l'intensification du trafic européen sur le littoral africain. Contournant les difficultés d'ordre politique et militaire consécutives à l'affaiblissement des pouvoirs centraux bordant le désert du Sahara, le commerce transsaharien demeura la principale activité économique de vastes zones du Maghreb et du Sahel. Ce qui changea inexorablement à partir du XVIe siècle fut non pas le volume des échanges mais la signification économique de ce commerce quant aux perspectives de développement des pays et des régions qui y étaient impliquées.

Les routes

Après 1591, l'axe Dar^ca — Taghāza — Tombouctou devint la voie royale des échanges entre le Maroc saadien et le Soudan occidental: il était fréquenté aussi bien par les convois militaires que par les caravanes de marchands, organisées et surveillées par les hommes du Sultan. Cet itinéraire allait être

60. O. Houdas, 1966, p. 117.
61. R. Caillié, 1828, p. 314-321.
62. A. Dupuis-Yacouba, 1921, p. 25-28, 38-39, 61-63 et 79-80.



11.5. Les routes du commerce transsaharien du XVIe au XVIIIe siècle (d'après M. Abitbol).

le premier touché par les troubles qui suivirent la mort d'al-Manṣūr. Les commerçants délaissèrent peu à peu le Darᶜa et Taghāza au profit du Sous et du Tafilālet où les chefs religieux locaux exerçaient une influence favorable. Et c'est ainsi que moins d'un demi-siècle après la conquête marocaine, la configuration du réseau routier retrouvait pratiquement sa physionomie de l'époque médiévale. Les changements les plus durables furent ceux qui affectèrent sa partie sahélo-soudanaise.

L'axe atlantique

La relance de cet axe, qui correspondait dans sa partie saharienne à l'ancienne Trīḳ Lamtūnī, fut poursuivie avec plus d'ampleur par les Alawites dans les années 20 du XVIIe siècle.

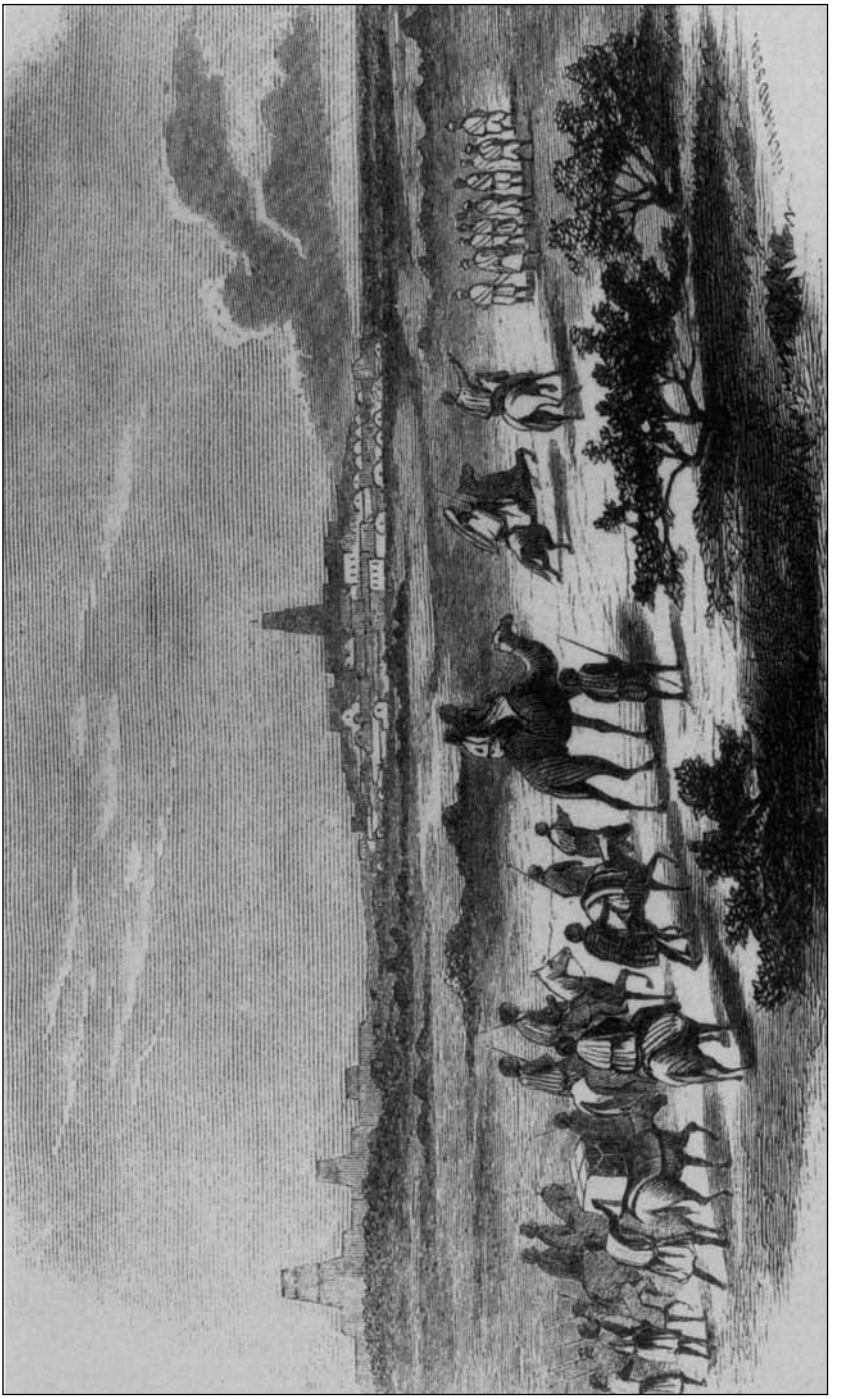
Sous Moulay Ismāᶜīl, les caravanes descendant de Taghawust et de Goulimine traversaient les territoires des Maᶜḳil qui, à des titres divers, avaient lié leur sort à la dynastie chérifienne. Il convient également d'insister sur le rôle des Tadjukant, maîtres de tout le trafic caravanier entre le Sud marocain et l'Adrar mauritanien[63].

En outre, la diffusion au Sahara occidental de doctrines religieuses telles que la Ḳādirīyya et la Tidjānīyya fit naître un puissant mouvement de circulation des hommes et des idées entre les centres religieux du Sud marocain et du Sahara méridional : Aḳḳa, Tindūf, Smāra, Shinguetti et Boutlimit furent des centres notoires de la Ḳādirīyya autant que d'importants relais commerciaux. De Shinguetti ou de Wadān, les caravanes gagnaient Saint-Louis du Sénégal par le pays Trarza, le Galam par le pays Brakna et le Hōdh en suivant la piste du Dhār conduisant à Tishīt et à Walāta. Au Galam, la prépondérance du commerce maure était totale malgré la présence du fort français de Saint-Joseph[64]. Plusieurs pistes descendaient du Hōdh en direction des royaumes bambara du Kaarta et de Ségou par les relais de Diara du Kingui, Goumbou, Bassikounou et Sokolo[65].

Les caravanes maures parvenaient jusqu'à Ségou, Banamba et même Nyamina, mais c'était à Sansanding que s'effectuait la majeure partie du trafic avec le pays Bambara. Point de rupture de charge pour les pirogues remontant le Niger depuis les rapides de Sotouba et port de commerce du royaume de Ségou, Sansanding cessa progressivement d'être tributaire de Djenné pour son approvisionnement en produits sahariens. À la fin du XVIIIe siècle, ses circuits commerciaux étaient aussi denses que ceux de la métropole du Bani[66].

Les caravanes de Walāta entretenaient également des liaisons directes avec Djenné via Rās al-Māʾ et Tombouctou[67].

63. P. Marty, 1920-1921, vol. III, p. 97-98 et 132-134.
64. Cela ressort clairement de la correspondance des commandants du fort conservée aux Archives nationales, Paris, sous-collection Colonies, C6.
65. M. Park, 1980 ; A. Golberry, 1802, p. 287-288.
66. M. Park, 1980 ; R. Caillié, 1828, vol. II, p. 380.
67. O. Houdas, 1966, p. 21-25, 102-104 ; H. Barth, 1857-1858, vol. V, p. 481-482.



11.6. Voyageurs approchant de Tombouctou.
[H. Barths, 1857, © Royal Commonwealth Society Library, Londres.]

L'axe oriental

Partant du Tafilālet marocain, ce faisceau routier traversait le Touat qui était aussi le lieu de transit des grandes caravanes de pèlerins marocains. À Timimoun, la route du Touat au Soudan s'embranchait sur les pistes du Maghreb central : al-Golea - Mzāb - Laghouat (Laghwāt) et al-Golea - Wargla - Touggourt - Tozeur - Gafsa, toutes deux contrôlées par les nomades shaamba et ughramma dont l'unique profession était de guider et de protéger les caravanes[68].

Plus au sud, à In-Ṣalāḥ, s'effectuait la jontion avec la piste de Ghadāmes qui, disputée tout au long du XVIIIe siècle par Tripoli et Tunis, écoulait les produits soudanais dans les deux capitales. Ses marchands, qui comptaient parmi les plus riches négociants de Tombouctou, entretenaient des relations permanentes avec le pays Hawsa par Ghāt et Agadès ainsi qu'avec le Borno par Murzuk et Bilma[69].

En quittant le Tidikelt, les caravanes longeaient la bordure occidentale de l'Ahnet puis, après la très difficile traversée du Tanezrouft, arrivaient dans l'Azawad où se trouvaient les campements kunta. Dispensateurs de services, de savoir et de *baraka* (bénédictions), arbitres de la plupart des conflits entre nomades et entre nomades et sédentaires, les Kunta jouèrent un rôle précieux dans la région. Leur seule présence en faisait les meilleurs garants et les protecteurs les plus efficaces des routes conduisant à Tombouctou[70].

D'Arawān et de Bū-Jbeiha, quelques caravanes se rendaient directement à Bamba ou à Gao mais, évidemment, c'est Tombouctou qui attirait la majeure partie du trafic sur cette voie[71].

Après s'être acquittés de quelques présents aux chefs arma de la ville, les commerçants maghrébins étaient pris en charge par des *diatigui* qui leur offraient hospitalité, moyens de déplacement et, éventuellement, une garde armée[72]. Pour un grand nombre de voyageurs, le périple ne se terminait pas à Tombouctou. Les produits maghrébins étaient acheminés à Djenné par les mêmes hommes. Ce n'est qu'en amont de Djenné que se dessinait une nouvelle infrastructure des échanges dont les réseaux jula formaient la trame essentielle.

Les réseaux jula

Djenné était reliée par deux artères principales à la zone forestière et aux pays producteurs d'or et de kola. La première, vers le sud-ouest, se dirigeait vers le Bure ou aux confins du pays du kola, le Wurodougou ; la seconde, vers le sud-est, se dirigeait vers Kong et l'Ashanti[73].

68. E. Carrette, 1844, p. 91 ; A. Daumas-Chancel, 1848, p. 111-116 ; H. Duveyrier, 1859, p. 6-7, 16-17 et 19-24.
69. L. de Tassy, 1757, vol. II, p. 180-182 ; R. Hallet, 1964, p. 82-84 ; E. Carrette, 1844, p. 143.
70. Bibliothèque nationale, Paris, Fonds arabe, Ms 5334, f. 79*r*, P. Marty, 1920-1921, vol. I, p. 27 et 49-51.
71. H. Barth, 1857-1858, p. 457-458.
72. O. Houdas, 1966, p. 138 et 203.
73. R. Caillié, 1828, vol. II, p. 99-103 ; L. G. Binger, 1892, vol. II, p. 141-142.

De Kong, Djenné recevait noix de kola et or du Lobi et de la Côte-de-l'Or. Les deux produits remontaient avec les mêmes marchands jula qui écoulaient les barres de sel de Taoudéni jusqu'à Buna. Ils complétaient leurs charges avec des cotonnades ainsi que des articles européens, commercialisés autour de Kumasi[74].

Parallèlement à cette voie, les Yarse du groupe mossi avaient établi des liaisons directes entre Tombouctou et le pays Ashanti, contournant Djenné et le delta intérieur, par Douentza, Korientze, Aouaki et Diré ou par Ouahigouya, Bandiagara, Konna et Korientze.

En dehors de ces routes secondaires mossi, il semble qu'un très faible trafic se soit effectué entre Tombouctou et le pays Hawsa, par la voie fluviale jusqu'à Ansongo, Dallol et Mauri. Cette route était celle prise par les pèlerins qui, une fois parvenus à Kano, remontaient vers le Fezzān puis, via Awdjila et Sīwa, atteignaient l'Égypte[75].

Les exportations marocaines en direction du Soudan occidental étaient des plus variées: elles comportaient des produits locaux, depuis des céréales jusqu'aux ouvrages religieux en passant par des vêtements de soie et du tabac de Meknès, ainsi que des produits du Levant (épices, soie) ou européens (textiles, sucre, café, thé, verroterie et armes à feu).

Dans le Maghreb central, le commerce soudanais constituait la principale source d'activité des provinces du Touat, du Mzāb, du Souf et du Djérid (Djarīd). Il incluait une gamme très diversifiée de produits, allant du tissu indigo et des *turkedi* de Kano aux noix de kola de l'Ashanti, consommées dans tout le Sud maghrébin où vivaient d'importantes communautés noires[76].

Très varié et ininterrompu, ce commerce procurait, semble-t-il, d'énormes bénéfices[77]. Certes la portée économique de ces échanges peut sembler discutable ou même insignifiante dans la conjoncture de l'époque. Mais un fait demeure toutefois: le commerce transsaharien ne drainait pas que des marchandises. Il véhiculait aussi des idées et des valeurs, une civilisation en somme.

Les produits d'échange

Le sel n'entrait que très peu dans les échanges entre Maghrébins et Sahélo-Soudaniens. Depuis le début du XVIIe siècle et en dépit de la présence de *ḳā'id* marocains tant à Taghāza qu'à Taoudéni[78] les villes du Niger avaient accès aux salines sahariennes par des réseaux distincts et autonomes: les

74. L. G. Binger, 1892, vol. I, p. 316-317 et 373-374. On trouvait des étoffes rouges, dites de Kumasi, au milieu du XVIIIe siècle à Tombouctou; O. Houdas, 1966, p. 96.
75. Bibliothèque nationale, Paris, Fonds arabe, Ms 5713, f. 30-1.
76. R. Leselle, 1957; L. Valensi, 1967.
77. Voir, entre autres, les estimations de G. Lemprière, 1891, p. 290; J. Graberg, 1834, p. 146; L. Godard, 1859, p. 117-120; Prax, 1845.
78. La présence de *ḳā'id* marocains à Taoudéni est signalée jusqu'à la veille de la conquête française. Voir le rapport Pichon sur la région d'Arawān, Archives nationales du Sénégal, IG 254.

azalai maures et touareg. Dans ces conditions, la diversification des produits exportés au Soudan se présentait comme une nécessité impérieuse pour les caravanes venant du nord. En outre, à côté des articles d'exportation traditionnels qu'étaient l'or, les esclaves et l'ivoire, le Soudan devait écouler quelques produits manufacturés (tissus et bijoux) dont la part s'accrut au fur et à mesure que les envois en or et en esclaves baissaient ou stagnaient[79].

Tout en n'atteignant jamais les immenses quantités transportées immédiatement après la conquête marocaine, l'or soudanais figurait dans le chargement de toutes les caravanes revenant du Soudan. À la fin du XVIIe siècle, on assista à un net accroissement des exportations d'esclaves, à la suite de la constitution par Moulay Ismāʿil de l'armée des *ʿabīd* et, durant la deuxième moitié du XVIIIe siècle, ce fut au tour de la gomme arabique d'occuper un rôle important dans les exportations soudanaises en direction du Maroc. L'ouverture du port de Mogador allait offrir aux caravanes soudanaises un nouveau débouché maritime où elles écoulaient, outre les articles déjà cités, de grandes quantités de plumes d'autruche et d'ivoire.

Évolution culturelle et religieuse

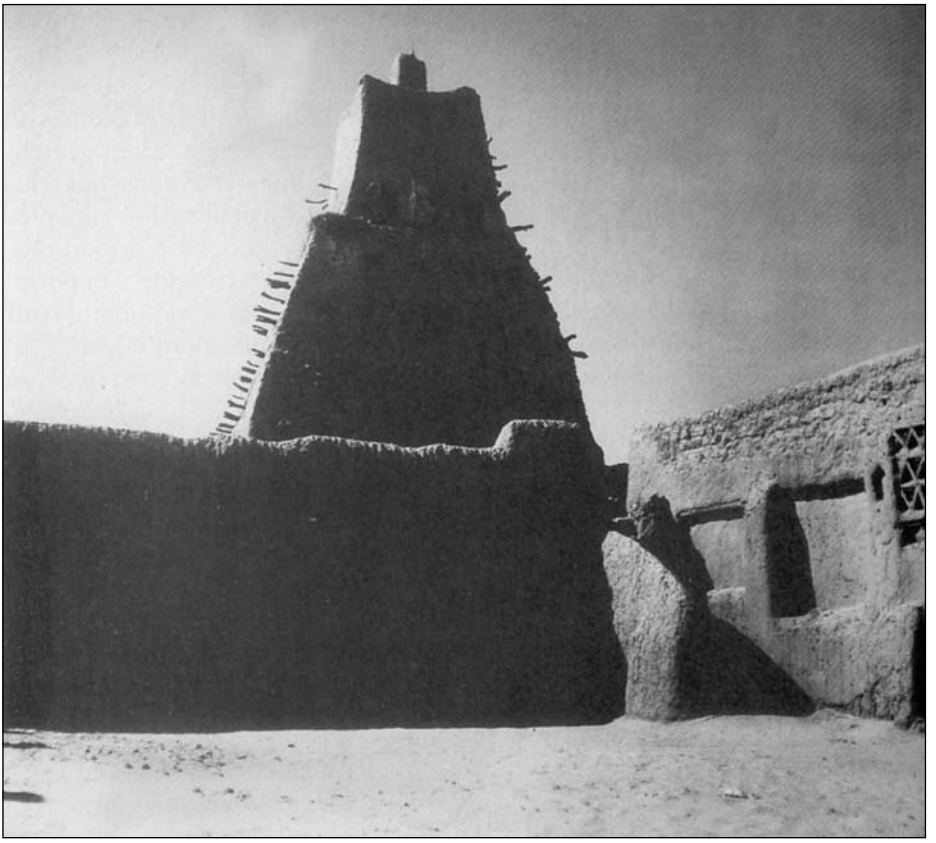
L'islam soudanais à la veille des *djihād* du XIXe siècle

La période examinée est souvent décrite comme ayant été une ère de décadence et de stagnation culturelle. Cette idée a besoin d'être révisée si l'on entend par là un recul ou une régression de la culture islamique. Par le biais des échanges ininterrompus de part et d'autre du Sahara, par celui des *zāwiya*, des confréries et des groupes maraboutiques et par les réseaux très structurés des commerçants jula, l'influence de l'islam a continué de toucher à des degrés divers toutes les communautés de la vallée du Niger.

Au début du XIXe siècle, René Caillié devait constater qu'à Tombouctou et à Djenné, tous les habitants étaient en mesure de lire et d'écrire l'arabe. La meilleure preuve de la grande diffusion de ce puissant moyen de communication est fournie par l'abondance des sources écrites dont l'historien dispose pour cette région : les fameuses chroniques de Tombouctou, les *taʾrīkh*, ont toutes été rédigées entre le XVIIe et le XIXe siècle.

Contrairement à la période médiévale, l'islam n'était plus seulement un phénomène urbain. Il n'était plus véhiculé exclusivement par les *ʿulamāʾ* citadins ni organiquement lié à un groupe social exclusif, celui des commerçants, ou attaché à une activité économique spécifique. Gagnant la campagne, l'islam touchait désormais aussi bien les paysans bambara que les pasteurs fulbe. Ses nouveaux agents de diffusion étaient les tribus maraboutiques berbères ou soudanaises qui avaient fait de l'étude et de la diffusion de la parole du Prophète leur principale occupation.

79. R. Caillié, 1828, vol. II, p. 383-384 ; Prax, 1845, p. 344.



11.7. Une mosquée à Tombouctou.
[© Werner Forman Archive, Londres.]

L'apparition des groupes maraboutiques (*zuwaya* ou *insilimen*) est l'un des aspects les plus spectaculaires de la stratification ethno-sociale qui prit corps à la lisière méridionale du Sahara au cours de la deuxième moitié du XVIIe siècle. À la suite de bouleversements démographiques ou de conflits armés, encore mal élucidés, la société nomade se scinda, du Sénégal à l'Aïr, en deux strates bien distinctes: d'un côté, les populations « guerrières », de l'autre, des tribus cléricales jouissant d'un grand prestige religieux et adonnées entièrement à l'étude et à la pratique du droit et de la mystique islamiques. Leurs *zāwiya* attiraient des étudiants aussi bien que des marchands des caravanes en quête de protection. Judicieusement installés le long des routes commerciales, nombre de ces sanctuaires devinrent par la suite d'importants relais caravaniers. Tel fut, par exemple, le cas des localités d'Arawān et de Bū-Jbeiha (au nord de Tombouctou), fondées par la tribu maraboutique des Kel al-Sūḳ qui allait être, par la suite, supplantée sur son propre terrain par les Kunta. Ou celui de Mabrūk et d'al-Maʾmūn,

également d'anciens campements des Kel al-Sūḳ qui allaient devenir, au XVIIIe siècle, deux des centres les plus importants du rayonnement kunta sous le *shaykh* al-Mukhtār.

Éclipsant les *'ulamā'* urbains, les *shaykh* du désert allaient être les maîtres à penser de la plupart des promoteurs des *djihād* du XVIIIe et du XIXe siècle : ce fut auprès des Aït Dayman de Shinguetti que l'émir ʿAbd al-Ḳādir du Fouta Toro commença ses études, avant le *djihād* de 1775 ; ce fut également au sein de la fraction insilimen des Aït Awari de l'Aïr que ʿUthmān dan Fodio rencontra son maître, Djibrīl ibn ʿUmar. L'influence des Kunta sur Shaykhū Aḥmadu est chose connue autant que l'influence des Ida-u-ʿAlī de Shinguetti sur al-Ḥādjdj ʿUmar Tall.

Renouant d'une certaine façon avec la tradition almoravide, l'islam maraboutique se distinguait par son militantisme qui tranchait nettement sur le syncrétisme tolérant caractérisant « l'islam noir » des villes soudanaises et des centres jula. Par ailleurs, en s'apparentant assez tôt à des confréries ou à des ordres religieux aussi universels que la Ḳādirīyya (dont les principaux représentants au Soudan étaient les Kunta), l'islam maraboutique offrait à ses adeptes plus qu'une voie religieuse : une structure d'encadrement dépassant les entités d'identification traditionnelles — ethnies, tribus, clans, etc.

Tandis que l'islam soudanais traditionnel était étroitement lié au pouvoir et aux chefs, l'islam maraboutique d'avant le *djihād* pénétrait, lui, par la base de la pyramide sociale, sous l'action conjuguée des confréries et des pasteurs qui, au XIXe siècle, allaient partir à la conquête religieuse de tout le Sahel. Force de ralliement et d'émancipation politique et sociale, il s'attira ainsi la masse des Tukuloor du Fouta Toro luttant contre le pouvoir établi de la dynastie des Denyanke ; il s'attira également les Fulbe du Macina, secouant le joug des Bambara et des *ardo*, ou encore les Fulbe et les cultivateurs du pays Hawsa contre l'hégémonie des pouvoirs royaux établis à Gobir, Kano, Katsina et en d'autres lieux.

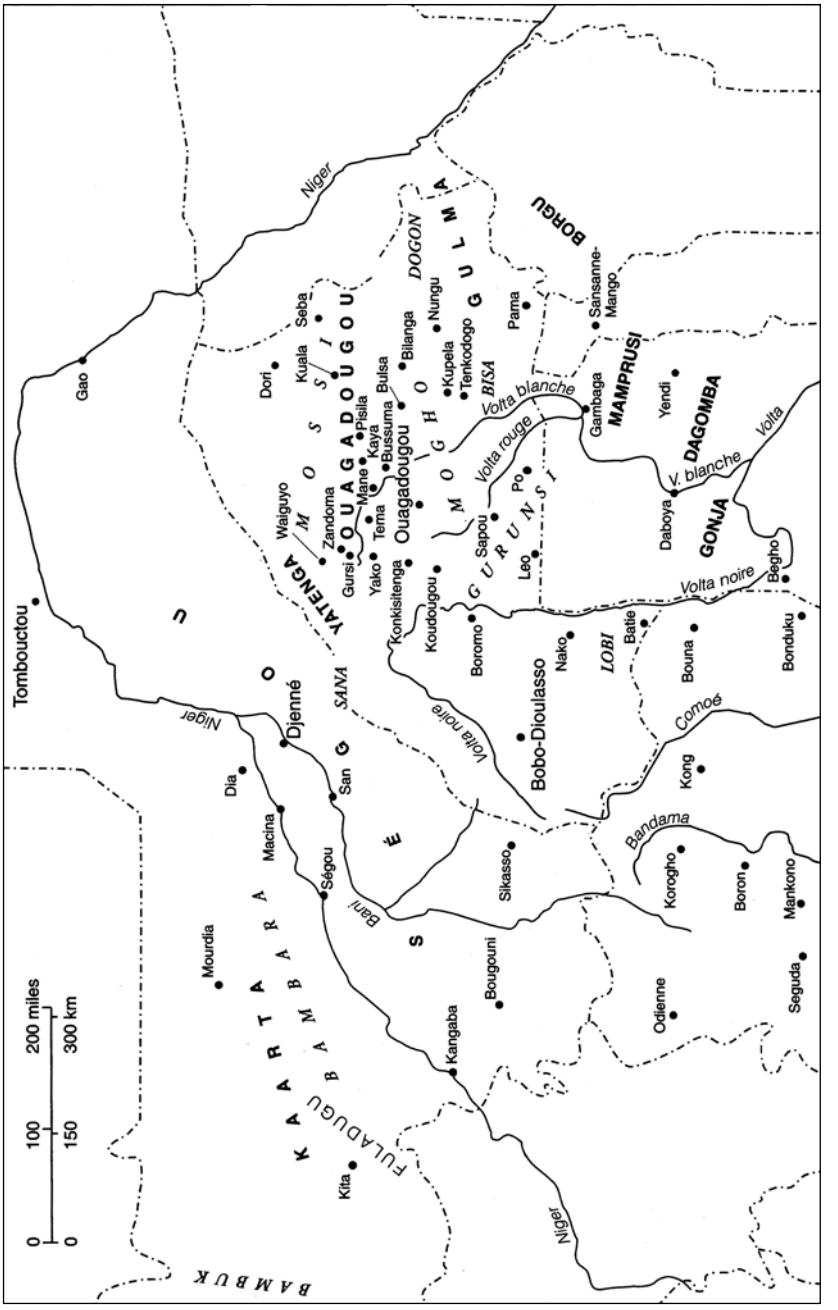
CHAPITRE 12

Du Niger à la Volta

M. Izard J. Ki-Zerbo

Après la chute de l'empire de Gao en 1591, à la suite de l'invasion marocaine, les fondements du pouvoir politique régissant la région de la boucle du Niger s'effritèrent. Il se créa donc un vide politique majeur que d'autres pouvoirs allaient peu à peu combler. Le pouvoir se décentralisa durant les siècles suivants, sous l'effet non seulement de forces centrifuges venant du cœur de l'empire écroulé mais aussi de forces d'intégration qui opérèrent sur ses pourtours. Dans la boucle du Niger et le bassin supérieur des Volta, quatre pôles se constituèrent ainsi aux XVIIe et XVIIIe siècles : les royaumes bambara de Ségou et du Kaarta, les royaumes mossi, les royaumes de Kong et du Gwiriko, enfin les royaumes gulmanceba. Bien entendu, l'arrière-plan de la scène politique était constitué par un grand nombre d'ethnies à pouvoir non centralisé. L'on a parlé de « tribalisation » du pouvoir durant cette période, en particulier sous l'influence de la traite des Noirs qui, même pour des pays aussi éloignés de la côte que la boucle du Niger et les pays voltaïques, constituait la toile de fond du système économique[1]. Mais le mot « tribalisation » est néanmoins déplacé parce que, comme nous le verrons, les royaumes africains s'appuyaient sur une base géographique nécessairement hétérogène au point de vue ethnique. En d'autres termes, la tradition du Mali et de Gao se poursuivait ici encore ; néanmoins, elle s'exerçait désormais à une échelle plus réduite, avec d'autres moyens et dans un contexte de plus en plus

1. Les Bambara étaient sur la liste des négriers et il n'est pas impossible que leur sursaut du XVIIe siècle soit lié aussi aux chasses à l'homme de l'époque.



12.1. La région Niger-Volta du XVIe au XVIIIe siècle.

dominé par des facteurs extérieurs, mais aussi par des chocs internes qui structuraient de nouveaux édifices politiques. Par ailleurs, nous verrons comment certains facteurs d'ensemble, d'ordre socio-économique et religieux, qui n'ont rien de « tribal », ont influé sur ces processus de restructuration, avant de provoquer, à la fin du XVIIIe siècle, les premières fêlures annonciatrices des bouleversements du XIXe siècle.

Les peuples, les chefferies et les royaumes

Les royaumes bambara de Ségou et du Kaarta, du XVIe au XIXe siècle

L'évolution politique

Les royaumes bambara[2] ont des origines qui, sans être anciennes, sont obscurcies par la variété des traditions orales et des chroniques. Celles-ci, recueillies ou établies par des voyageurs, des officiers et administrateurs européens juste avant et après la conquête, ainsi que par des traditionalistes africains, sont fixées maintenant par des écrits assez disparates. La succession des monarques n'est pas toujours la même, *a fortiori* la durée des règnes[3].

Cependant, cette étude concerne le développement des sociétés qui ont donné naissance et formé des hommes illustres, plutôt que leurs actes mêmes. C'est pourquoi nous nous attarderons surtout, après une évocation nécessaire du flux des événements, à l'organisation et aux rapports de forces qui ont motivé ces peuples, du XVIe au XIXe siècle.

Une autre question contestée est celle des peuples responsables de l'initiative historique dans les royaumes bambara. Tauxier est catégorique à cet égard : « En définitive, écrit-il, les Bambara n'ont jamais été capables par eux-mêmes de fonder des royaumes : les rois de Ségou et du Kaarta étaient d'origine fulbe, ceux de Sikasso et de Kong étaient d'origine mande-jula. Quant au Bambara du peuple, c'est un vrai nègre, assez inférieur, mais relativement travailleur et cultivateur[4]. » Quand on sait que le bambara est aussi une langue mande et que les métissages datent de la nuit des temps, on conçoit que notre principale préoccupation, aujourd'hui, soit ailleurs[5]. Et cela, bien que les alliances biologiques et politiques (ainsi

2. Les Bambara s'appellent eux-mêmes les Bamanaw. Nous nous en tiendrons néanmoins ici à l'orthographe officielle et actuelle de leur nom.

3. De ce point de vue, les ouvrages qui sont le plus souvent concordants sont, d'une part, A. Raffenel, 1846, et L. Tauxier, 1942, et, d'autre part, M. Delafosse, 1912 et 1913, et C. Monteil, 1924. Pour la chronologie, nous suivrons de préférence les deux premiers.

4. L. Tauxier, 1942, p. 8.

5. Plus loin, L. Tauxier (1942, p. 16), à propos de l'anthropologie physique, écrit : « Quatrefages et Hamy concluent, p. 359, que les nègres mandingue et bambara qui habitent la haute vallée du Niger semblent participer aux deux races hawsa et soudanienne, la seconde représentant les nègres inférieurs, les vrais nègres, la race hawsa représentant une race nègre supérieure ou

que les guerres) aient été nombreuses entre les Bambara et les Fulbe, par exemple pour repousser le dernier empereur du Mali, *mansa* Magan (1645), ou l'offensive de Kong. S'il est certain que les origines premières des Bambara se perdent dans des ténèbres insondables, les mouvements contemporains se reflètent dans les traditions qui permettent d'affirmer qu'ils sont autochtones dans la boucle du Niger depuis fort longtemps, précédés sans doute par les Bozo et mêlés également aux Soninke et aux Soso, aux Malinke, aux Fulbe, etc. Quand, à leur propos, Raffenel évoque une légende d'origine qui parle du pays de Toron, à une lune de marche de Ségou, il ne s'agit manifestement pas là du Toron de Wasulu situé assez près au sud-ouest. En fait, l'existence d'une *sanankunya* (parenté à plaisanterie) entre Koulibali (Kurubari) et Keita ou Touré démontre des relations fort anciennes entre Bambara et Malinke[6] qui, par ailleurs, parlent deux dialectes de la même langue.

Quoi qu'il en soit, le récit de la migration des ancêtres éponymes des dynasties bambara reproduit le thème de la traversée du fleuve qu'on retrouve dans tant de légendes sur les origines en Afrique. Deux frères, Baramangolo et Niangolo, poursuivis par un ennemi et n'ayant pas de pirogue, traversèrent le fleuve (Baoulé ou Niger) en bénéficiant des services d'un énorme *m'polio* (silure) qui les sauva *in extremis*[7].

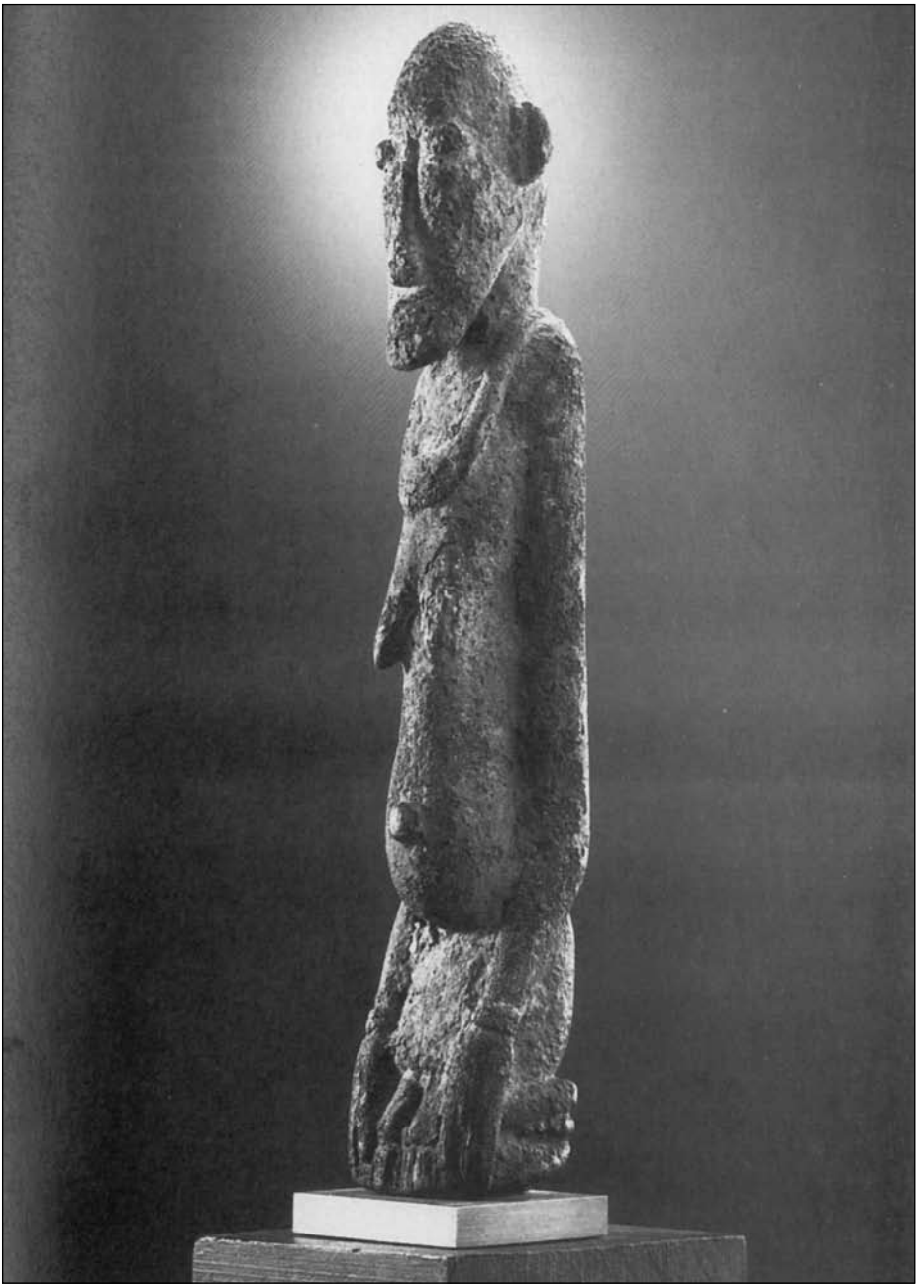
Ce qui frappe, dans ce récit originel, c'est l'association rapide qui s'instaure, de gré parfois, de force souvent, avec les Soninke (Marka). Ceux-ci étaient des marchands installés dans la région depuis de longs siècles, parfois comme négociants d'esclaves, et peu portés vers le métier des armes, contrairement aux nouveaux venus. C'est ainsi que sur la rive droite du Niger, l'un des deux frères, Baramangolo, demanda asile aux Buare de Ségou, des Soninke, qui lui accordèrent un territoire, séparé du leur il est vrai, mais qui permettait aux Bambara nouveaux venus de prendre en main la défense de tout le royaume de Ségou. Pendant ce temps, l'autre frère, Niangolo, après avoir traversé le fleuve, édifiait une *tata* (place fortifiée) à Baïko. Les Marka de cette région, après avoir tenté en vain de la prendre d'assaut, finirent par s'accommoder de rapports pacifiques et complémentaires avec les nouveaux venus. Jusqu'au moment où des captifs, amenés du Toron par des Jula, se libérèrent et vinrent grossir considérablement les forces de Niangolo. D'où passage (graduel sans doute) du statut de réfugié à celui de protecteur de leurs hôtes, puis à celui de maître. Ce processus apparaît nettement à travers la plupart des témoignages sur les origines du pouvoir bambara.

Un autre trait dominant de cette histoire, sur ce segment moyen du Niger, stratégique parce que c'est la zone où la courbe du fleuve atteint un

métissée d'éléments éthiopiens ou hamitiques. »

6. R. Pageard, 1957. Certains auteurs expliquent la marginalisation de ce peuple au temps des *mansa* du Mali par son refus de se plier au pouvoir malien et à la religion islamique. D'où leur nom, *Ban mâ na*, « refus du maître ».

7. Le fait qu'ils aient passé le fleuve sans pirogue serait à l'origine du patronyme Koulibali (de *kulu*, pirogue, et *bali*, privatif), mais il y a d'autres étymologies.



12.2. Statuette soninke représentant un hermaphrodite agnouillé. Bois sculpté, patiné par le sang des sacrifices. Hauteur: 29 cm.
[© G. Berjonneau. ART 135, Boulogne-Billancourt.]

point culminant vers le désert et les routes d'Afrique du Nord, et qui, de ce fait, avait polarisé le pouvoir politique depuis quatre siècles en unifiant les deux rives, résidait dans la difficulté que le pouvoir fût partagé. C'est pourquoi les deux royaumes frères de Ségou et du Kaarta ne cessèrent de s'agresser mutuellement en mobilisant pour cela des peuples qui s'étendaient, à certains moments, des rives du Sénégal au nord de la Haute-Volta (actuel Burkina Faso).

Il n'est d'ailleurs pas facile de raccorder les deux ancêtres primordiaux et légendaires des dynasties bambara aux premiers leaders historiquement repérés. C'est ainsi que du côté de Ségou, il nous est dit que l'un des descendants de Baramangolo fut Kaladian Koulibali, présenté par nombre d'auteurs comme l'arrière-grand-père de Mamari Koulibali par Danfassari et Soma[8]. Kaladian, sur lequel la tradition orale est muette, apparaît comme ayant presque rétabli la grandeur du Mali au XVIIe siècle, en particulier en reprenant Tombouctou aux Marocains[9].

Durant cette période, au Kaarta, sur la rive gauche du Niger, Sunsan (vers 1635), fils de Niangolo, aurait, d'après la légende de Nioro, fondé Sunsana, près de Mourdia. Son propre fils Massa (vers 1666) fut un grand cultivateur doublé d'un géniteur prolifique qui maria systématiquement ses dizaines de filles non point à des princes impossibles à rallier à sa cause mais à de pauvres gens, à condition qu'ils viennent habiter à ses côtés et qu'ils épousent aussi sa propre cause. Les razzias auxquelles il se livrait périodiquement attiraient également beaucoup d'aventuriers qui n'étaient admis auprès de lui qu'à condition d'avoir au préalable fait leurs preuves en tant qu'agriculteurs[10]. Le fils de Massa, Benefali (vers 1710-1745), continua dans la même voie et étendit considérablement le pouvoir des Massassi par des méthodes alliant habilement la vie patriarcale des champs et la brutalité des coups de main militaires.

Succédant à Benefali, son frère Foulakoro ne put éviter le premier choc grave entre les Massassi et les rois de Ségou. Ces derniers, en effet, étaient plus puissants que les Massassi parce que leur territoire englobait les vallées du fleuve et de ses principaux affluents, la population y était plus nombreuse et ses activités plus variées puisqu'elle comptait des paysans et guerriers bambara, des commerçants soninke et jula, des éleveurs fulbe et maures, des pêcheurs et transporteurs somono et bozo, etc. Cette puissance de Ségou était contrebalancée par le complexe de supériorité des Massassi qui se prévalaient d'une noblesse plus authentique, surtout après le changement de dynastie à Ségou.

Or Foulakoro avait en face de lui, à Ségou, un monarque génial, le vrai fondateur du royaume, Mamari Koulibali (1712-1755). Arrière-petit-fils de Baramangolo, Mamari, qui était doté d'une force physique peu commune et

8. C. Monteil, 1924, p. 21 ; L. G. Binger, 1892, vol. II, p. 386.
9. L. Tauxier, 1942, p. 63.
10. C'est Massa qui a donné son nom à la dynastie. Massassi signifie « fils de Massa », mais aussi « descendants de roi ».

dont la mère préparait du *dolo* (bière de mil) ainsi que de l'hydromel, devint vite le chef d'un *ton* (association de garçons circoncis au même moment), d'où son nom de Biton ou Tiguiton. Chasse, cultures et beuveries communes, sans compter les canulars montés avec ses compagnons, firent bientôt de Mamari un leader social, puis politique, en marge des institutions gérontocratiques et religieuses du pays[11]. Un conflit devait s'ensuivre sur les plans interne et externe au *ton*. À l'intérieur, une première tension provint du fait que, normalement, les réunions se succédaient chez les différents membres de l'association. Or Mamari décida de monopoliser l'assemblée hebdomadaire du lundi, encaissant ainsi seul les contributions de ses invités. Mais le choc principal opposa Mamari aux commerçants soninke dont le jeune champion, Kassum, fut finalement tué après plusieurs démêlés[12]. Sa puissance montante ayant inquiété les anciens, Mamari rompit avec la gérontocratie en éliminant les plus âgés de Donkouna et de Banankoro pour se concilier les plus jeunes.

Quand les adultes de ces villages en appelèrent à l'aide, Mamari en profita pour consolider ses acquis intérieurs par des victoires extérieures. L'une contre Kong, qui offrit de l'or aux Wattara pour s'assurer de leur soutien, l'autre contre les Massassi.

La première intervention de Kong, vers 1725, ne fut repoussée par Mamari que grâce à la coalition avec les Fulbe du Macina qui étaient en train de coloniser le Fouladougou (pays du haut Bakoy autour de Kita). En effet, Sékou Wattara se serait même attaqué au pays Malinke et aurait donc été pris en étau entre les Bambara de Ségou et les Fulbe de Fouladougou. La seconde attaque de Kong fut repoussée grâce à l'appui des Tyero Somono qui lancèrent des essaims d'abeilles contre sa cavalerie[13]. Après avoir délivré San et refoulé les Senufo, le maître de Ségou réduisit néanmoins les lourdes taxes qui pesaient sur les habitants de Kong.

À cette époque, Foulakoro régnait dans le Kaarta[14]. Il était engagé dans le siège de Murdia. Cette cité demanda de l'aide à Mamari qui n'attendait que ce signal pour intervenir. Il battit et fit prisonnier Foulakoro qui périt en captivité. Les Massassi durent encore s'éloigner plus à l'ouest. Mamari Koulibali, dit Biton, s'imposa aussi à l'ensemble du pays Bambara, y compris à Bélédougou. Le Macina et Djenné furent placés sous son autorité et il se fit construire des palais par un architecte de Djenné. Enfin, en 1751, il conquit facilement Niani, la capitale du Mali décadent, dont le chef, Massa Maghan Keita, lui paya tribut. Il en fut de même pour les pachas de Tombouctou

11. Le processus de formation de l'État bambara à partir de l'institution sociale du *ton* sera détaillée ci-dessous.

12. C'est ainsi qu'en proposant de régler les amendes avec des bœufs, Kassum voulut attirer l'association sur le terrain des biens meubles où les Soninke étaient sûrs de dominer.

13. L. Tauxier, 1942, p. 74. À noter que les Jula, eux aussi, élevaient souvent des abeilles qui pouvaient se révéler fort utiles en temps de guerre.

14. Épisode omis par la tradition rapportée par Tammoura et Monteil, mais dont font état Robert Arnaud et Adam. Foulakoro aurait, de surcroît, séduit Bassana, une des filles de Mamari. Voir L. Tauxier, 1942, p. 75.

quand la flottille et la cavalerie de Biton eurent débarrassé la boucle du Niger des Touareg qui y commettaient des exactions.

Les successeurs de Biton furent, quant à eux, des souverains de piètre envergure, à commencer par son fils Denkoro (1755-1757), un orgueilleux sanguinaire qui s'était emparé de la hache d'or, symbole du pouvoir royal, et qui fut vite exécuté par les chefs de guerre. La moyenne des règnes n'excéda plus trois ans. Seul Ngolo Diarra (1766-1790) régna suffisamment longtemps pour mettre en œuvre une réelle politique. Mais il lui fallut d'abord se débarrasser de Nankoroba Nzangue, puis faire prêter serment aux chefs militaires sur des objets magiques dont Mamari lui-même lui avait confié la garde. Il mit ainsi fin à l'agitation des chefs *ton-dyon*, qui étaient devenus des mercenaires, et restaura une vraie monarchie qu'il concrétisa en abandonnant Ségou-Koro pour s'installer en aval, à Ségou-Si-Koro. Gomme Biton, il se fit construire des palais à Djenné et Tombouctou et c'est lui qui affermit la mainmise des Bambara sur le Macina et sur Tombouctou où, désormais, les fonctionnaires civils, descendants des « Marocains » (Arma), furent contrôlés par des chefs de guerre bambara. Sa campagne contre le chef fulbe Sila Makan Yero le mena dans le pays Dogon. De nombreux Fulbe émigrèrent alors vers le Wassalu et le Ganadougou[15]. Ngolo, malgré son grand âge, partit en expédition contre le Yatenga, échoua et mourut sur le chemin du retour. Il avait créé à Ségou une nouvelle dynastie.

Après lui, les conflits internes reprirent. Seul Monson Diarra (1792-1808) permit à la puissance de Ségou de se manifester de San à Tombouctou et du pays Dogon au Kaarta[16]. Mais ce dernier ne dépérissait pas encore. Après Foulakoro, mort en captivité sous le règne de Mamari, le Kaarta avait repris de la vigueur grâce aux razzias et aux dépens du Bélédougou, du Bambuk et du pays Khassonke. Après Deniba Bo (1758-1761), Sira Bo Koulibali (1761-1780), un grand guerrier, fixa la résidence royale à Guemou. Il s'empara de la moitié du Bakhounou en profitant du fait que Ngolo Diarra était occupé au nord et à l'est. Il pilla Kita, gros bourg malinke situé dans le Fouladougou et, profitant d'une querelle entre deux clans diawara, les Sagone et les Dabora, il chassa ces derniers qui se réfugièrent au Boundou (Bundu) ou à Ségou, cependant que les Sagone, considérés comme libres, furent dispensés du tribut mais soumis à l'obligation de fournir un contingent de guerriers en cas de conflit.

L'organisation sociopolitique des royaumes bambara

Ce qui frappe dès l'abord dans le passage des Bambara à la structure étatique et à la définition d'institutions aptes à diriger de vastes communautés, c'est la formule très originale qu'ils ont inventée pour concilier des usages proprement bambara avec les impératifs inhérents à la vie de royaumes pluri-ethniques de grande envergure. En effet, rien apparemment n'a été

15. L. Tauxier, 1942, p. 96, citant L. G. Binger, 1892.
16. C. Monteil, 1924, p. 89.

emprunté à l'extérieur. Et le plus génial, c'est d'être parti du fonctionnement d'une banale association de base (*ton*) pour forger graduellement les rouages de l'État. Opération qui, si elle n'est pas exceptionnelle dans l'histoire de l'Afrique, a ici l'avantage de nous montrer dans un raccourci saisissant, en l'espace de quelques décennies, le passage des « clans aux empires »[17].

Au royaume de Ségou. Le point de départ du royaume a été le *fla-n-ton* (union de pairs) dirigé par Mamari Koulibali. Un *fla-n-ton* (ou *ton*) était une association de jeunes gens ayant vécu ensemble le rite initiatique de la circoncision[18]. En principe, ces promotions successives étaient structurées en trois groupes : les jeunes, les adultes et les doyens.

Les *ton-den* (membres) élisaient un *ton-tigui* (chef) qui pouvait être aussi bien un esclave domestique qu'un fils de notable. En effet, la première caractéristique du *fla-n-ton* résidait dans l'égalitarisme absolu entre les originaires de tous les groupes sociaux, qui contrastait avec la hiérarchie clanique ou gérontocratique ambiante.

Les autres gestionnaires de l'association comprenaient le préposé aux partages et à l'observation des statuts, l'appariteur qui convoquait les assemblées et, parce qu'il proclamait les décisions, était surnommé le *ton-djeli* (griot du *ton*), et le *ton-masa* (chef du *ton*), porte-parole du *ton-tigui*. L'entraide mutuelle et la mise en commun des moyens pour participer à la vie sociale constituaient les objectifs du *ton*.

Nous avons vu comment Mamari Koulibali avait fortifié son groupe contre les tentatives de récupération par le groupe rival des jeunes Soninke de Kassum et contre les plus âgés qui s'opposaient à son plan, d'abord en leur qualité de *faaya* (pères), puis en mettant en avant les exigences du travail agricole. En éliminant physiquement les anciens de Donkouna et de Banankoro, Mamari rompait avec l'autorité gérontocratique et se substituait à elle en tant que *faa* (père) des *ton-den*. Or, de nombreux autres membres de la société, au fil des succès de leur leader, s'étaient agrégés au groupe de départ : débiteurs insolvables, condamnés graciés, captifs en rupture de ban, jeunes en quête d'aventure. Ces nouvelles recrues furent admises avec le statut de *ton-dyon* (captifs du *ton*). Mais après le massacre des vieux, Mamari convoqua les *ton-den* et leur fit brutalement couper les cheveux à la manière des *ton-dyon*[19]. La tradition met à ce moment dans la bouche de Mamari une phrase capitale : « Nous ne croquerons plus ensemble les arachides du *ton*, nous ne boirons plus ensemble la bière du *ton* ; je suis le fils de Dieu ! » C'est alors que d'aucuns se seraient écriés : « Que la *ton* d'aujourd'hui (*bi-ton*) est cruelle ! » D'où le surnom de Biton conféré à Mamari.

Quand les membres de l'association, qui finalement correspondait à la force armée de l'État bambara, affluèrent, il ne fut plus question de *fla-n-ton* mais de *foroba-dyon* (captifs du grand champ commun) ou de *furuba-dyon*

17. *Ibid*., p. 290 et suiv.
18. En fait, le *fla-n-ton* réunissait les membres de trois promotions successives de circoncis.
19. Trois touffes de cheveux échelonnées du front à la nuque.

(captifs de la Grande Union) dont les premiers *ton-dyon* constituèrent l'aristocratie. Cette structure fut renforcée encore par l'affiliation des *ton-dyon* aux cultes dont Mamari était le grand maître, par l'affectation des contingents de *ton-dyon* à la tutelle de ses propres parents, par le choix du *ton-masa* non plus parmi les *ton-dyon* mais parmi ses esclaves personnels et, enfin, par la règle qui veut que le *foroba-dyon* le demeure à vie et que ses enfants naissent et demeurent *foroba-dyon* comme lui-même.

L'aboutissement de ce processus à la fois d'abstraction mais aussi de personnalisation et d'accumulation du pouvoir, et plus précisément des armées, autour du chef de cette machine politico-militaire fut l'attribution du titre de *faama*[20] c'est-à-dire de seigneur détenteur du pouvoir suprême. La confusion de ce statut avec celui de patriarche d'une communauté familiale fut l'une des graves contradictions du système puisque, au départ, les biens accumulés par les contributions, les razzias et les prises de guerre demeuraient dans le Trésor public (*foroba*) et profitaient à la communauté. Mais la fiction communautaire n'a que brièvement masqué la privatisation des biens d'État, jusqu'au moment où le serment collectif, synallagmatique, engageant le *ton-tigui* lui-même lors de son élection, fut remplacé par le serment unilatéral imposé à ses électeurs par Ngolo Diarra. Le *faama* disposa alors d'un pouvoir discrétionnaire sur les biens de l'État qu'il utilisa en faveur des militaires les plus valeureux, en leur donnant de quoi « réparer les déchirures de leurs blouses ». Certes, le souverain était entouré d'un sénat consultatif de 40 membres (guerriers, religieux, etc.), mais ces notables lui avaient juré fidélité lors des rites occultes organisés sur une île du Niger et avaient fait allégeance après l'investiture.

Une autre contradiction majeure du système fut la tentative des successeurs de Mamari de transformer les *foroba-dyon* en serfs d'État voués à l'agriculture, ce qui provoqua une grave crise de résistance de la part des guerriers. Mais à la longue, certains des chefs militaires tentèrent de se retirer sur leurs terres, ce qui entraîna des représailles terribles du pouvoir central.

Il est toutefois certain que, exception faite des règnes de très fortes personnalités comme Mamari Koulibali et Ngolo Diarra, l'esprit égalitariste et presque anarchique du *fla-n-ton* n'avait jamais complètement disparu. C'est lui qui poussa l'assemblée des *ton-dyon* à supprimer purement et simplement Denkoro, le fils et successeur de Mamari, « pour changer la semence ». Au départ, les *ton-dyon* tenaient parfois le *faama* à leur merci, par exemple en refusant les ordres de mobilisation et les feuilles de route. Néanmoins, bien que les assemblées générales des *ton-dyon* du lundi et du jeudi aient persisté longtemps, à la longue elles « n'eurent plus un rôle délibérant, ni même consultatif, que dans les circonstances graves[21] ». Le conseil des chefs militaires se substitua de plus en plus à l'assemblée géné-

20. Mamari Koulibali fut ainsi à la fois *faa* (père d'une communauté biologique) et *faama*, littéralement « homme de puissance, d'autorité ». Voir C. Monteil, 1924, p. 303. Ce titre typiquement mande passera aux souverains jula, y compris samori.
21. C. Monteil, 1924, p. 309.

rale. Mais ce conseil lui-même s'affaiblit au fur et à mesure que certains de ses membres s'éloignaient de Ségou avec l'extension même du royaume, accentuant de ce fait le glissement vers l'autocratie du *faama* désormais influencé surtout par son entourage immédiat. Néanmoins, pour ranimer l'attachement des troupes à sa personne par un contact personnel, le *faama* convoquait encore l'assemblée au moins une fois l'an pour la réitération des serments de loyalisme, l'accomplissement de rites religieux et l'incorporation des jeunes recrues.

L'armée de Ségou. Lors de l'élection du souverain, les insignes royaux étaient l'arc, le carquois et la hache d'or — symboles non équivoques de l'activité principale de l'État. En effet, la tradition orale nous parle des performances de cette armée des *faama* de Ségou, en particulier pour le siège des villes : utilisation de béliers pour ébranler les murs ou les palissades et d'échelles pour les escalader, jets de flèches enflammées pour provoquer des incendies. L'unité de base de l'armée était le *señ* (littéralement le pied). Plusieurs *señ* constituaient un *bolo* (bras). Quand l'armée se présentait en ordre de bataille, elle offrait, au centre, son corps principal composé de *sofa* et appelé *disi* (poitrine). Ce gros de la troupe était flanqué, à droite et à gauche, de *bolo* dénommés respectivement *kini-n-bolo* (bras droit) et *numa-n-bolo* (bras gauche), composés de *foroba-dyon* encadrés par des *ton-dyon*. Derrière le *disi* venait un corps de réserve formé de *ton-dyon* éprouvés, le *ton-koro-bolo*. Seul le *faama* désignait le *keletigui* (chef d'une expédition ou maître de la guerre).

Outre cette armée régulière, il y avait bien entendu des contingents alliés ou volontaires, équipés eux aussi par le *faama* ou par des négociants liés par contrat au souverain.

Les armes se composaient de haches (celles des chefs étaient en métaux précieux), de flèches, de lances et de fusils dont les premiers, du genre tromblon, semblent être venus de Kong. Les tambours jouaient un rôle important, tel le grand *tabala*, lié à chaque souverain et qui annonçait la guerre, ou encore le *dunuba* qui, habilement joué, transmettait des messages de place en place sur des distances considérables. Il y avait aussi des trompes et des xylophones.

L'animateur de tout cet ensemble était le griot chargé d'armer les cœurs pour les combats, par exemple la veille des expéditions où des chefs de guerre s'engageaient alors par serment à accomplir tel ou tel exploit.

L'armée fut le lieu privilégié du brassage « national ». S'y trouvaient mêlés des gens de toute extraction sociale, ethnique et géographique. Un ancien captif pouvait commander à des nobles et tel Fulbe marchait à la tête d'un contingent composé de Bambara. Les jeunes étaient donc attirés par ce système, assurés qu'ils étaient, s'ils survivaient, de vite faire fortune. En effet, un quart du butin revenait au roi, un quart aux chefs religieux, et un quart aux Somono qui assuraient les transports fluviaux, le quart restant revenait aux troupes, sans compter les razzias individuelles des soldats rattachés à un commandement autonome de type « proconsulaire ».

L'organisation de l'ensemble territorial était concentrique, comme dans la plupart des royaumes africains, partant du noyau originel le long du Niger et de Ségou-Koro, la capitale, pour s'étendre à Kirango et aux territoires annexés au fil des ans, en passant par la bande axiale longeant le fleuve de Kangaba jusqu'à Tombouctou. Cet espace privilégié de l'action étatique des rois de Ségou avait reçu un nom fort imagé, le *too-daga*, la marmite de *too* (pâte de mil qui constituait le plat principal des Bambara). Pour la gestion des biens provenant de ces territoires, le fils aîné jouait un rôle particulier qui s'accroissait avec l'âge de son père, de façon à le préparer à ses futures responsabilités. Par la confusion croissante entre les biens d'État et la richesse personnelle, les fils aînés des rois furent généreusement dotés et leurs résidences jalonnèrent le cours du Niger. Dans les régions périphériques, le pouvoir était quasiment délégué soit aux chefs autochtones, soit aux gouverneurs désignés par Ségou.

Deux communautés furent particulièrement mises à contribution pour l'organisation de l'armée et du royaume : les Somono et les Fulbe. En effet, le Niger était l'artère maîtresse du royaume, indispensable pour l'approvisionnement en poisson, pour les transports civils et la logistique militaire. Les Somono, pêcheurs de leur état, furent donc enrôlés au service de l'État, renforcés par les *foroba-dyon* et requis pour les transports et la fourniture du poisson, sous forme de redevance, étant entendu que leur groupe bénéficiait de la protection spéciale du roi et qu'ils avaient toute latitude pour organiser à leur guise leur travail professionnel sur les plans technique et rituel.

Il en fut de même pour les Fulbe grâce à l'institution des *foroba-fulaw* (fonctionnaires fulbe) qui n'étaient que pour une petite minorité des Fulbe, ethniquement parlant. Hommes libres, ils furent renforcés par des *foroba-dyon* et astreints à l'élevage des troupeaux publics. Leurs fils comme ceux des Somono gardaient le statut de leur père. À ces deux groupes, il faut ajouter les nombreux *foroba-dyon* établis comme paysans dans des terroirs agricoles pour les besoins des souverains de Ségou.

Dans le royaume du Kaarta. L'organisation sociopolitique des Massassi était analogue à celle du royaume de Ségou, mais elle était plus autocratique. Lors de l'intronisation du roi, certains rites étaient particulièrement chargés de sens. Le chef des *ton-dyon* prenait la direction de la maison royale et retirait tous leurs bijoux aux femmes du roi défunt pour les remettre dans le trésor royal. C'était à un représentant de la famille alliée des Kassi Konare qu'il revenait de faire asseoir le nouvel élu sur la peau de mouton, de le coiffer d'un bonnet rouge et de lui passer les anneaux d'or et les bracelets d'argent. Puis il lui adressait un discours rappelant les orientations politiques du prédécesseur et ce que le clan royal attendait de lui. Le chef des *ton-dyon* se prosternait alors pour jurer allégeance et soumission au nom de toutes les troupes. La succession royale n'a jamais posé de problème chez les Massassi car ils contrôlaient fermement le pays par l'intermédiaire des gouverneurs de province et des chefs de corps d'armée. Par ailleurs, le corps des *sofa*, directement lié au roi, était très fortement structuré et permettait

de dissuader les chefs des *ton-dyon* de toute velléité de révolte. Enfin, le chef supérieur des *ton-dyon* était un homme du souverain et tous les chefs, tous les corps de troupe et les alliés du clan étaient membres de la confrérie qui vénérait l'esprit protecteur du clan.

Bref, le clan des Massassi apparaît comme plus homogène que celui de Ségou parce qu'il n'a pas été, à l'origine, enfermé dans le cadre d'une institution locale préexistante. Il s'est formé et développé librement, sous l'initiative de la famille Massassi qui s'en est toujours jalousement assuré la direction[22].

Sur le plateau central voltaïque, les royaumes mossi[23] du XVIe au XIXe siècle

Les origines[24]

Le phénomène majeur qui s'est produit durant cette période sur le plateau voltaïque est incontestablement la structuration des royaumes mossi dont les premières formations datent du milieu du XIIe siècle. Si, comme les auteurs le font généralement, on considère la Na Gbewa et la Na Nedega des traditions mossi comme une seule et même personne, on voit que par Naaba Rawa et Naaba Zungrana (les fils de Naaba Wedraogo, lui-même fils de Yennenga, fille de Na Nedega), les dynasties mossi sont liées aux royaumes mamprusi, nanumba et dagomba. Avec Naaba Wubri — dont l'avènement à la tête du futur royaume de Ouagadougou[25] date de 1495 environ — et Naaba Yadega, petit-fils agnatique de Naaba Wubri, qui fonda le royaume du Yatenga vers 1540, commença le processus de structuration politique des royaumes mossi qui se développera durant les deux siècles suivants.

Des trois royaumes fondés par les descendants de Na Gbewa (mamprusi, nanumba, dagomba), seul le Royaume dagomba joua un rôle de premier plan à partir de Na Nyaghse (1460-1500)[26]. Les règnes suivants, du début du XVIe siècle[27] au milieu du XVIIe siècle, sont très mal connus. Il y est question surtout de conflits dynastiques internes. Or, dès la seconde moitié du XVIe siècle, le Royaume gonja est créé par un chef mande, Naaba[28].

Dans la seconde moitié du XVIIe siècle, les rois du Gonja lancèrent des expéditions à partir de Yagbum, la capitale. Une de ces guerres, conduite contre le Dagomba par Lata-Jakpa (vers 1623-vers 1667) les conduisit à

22. C. Monteil, 1924, p. 330. L'auteur rapproche cette structure de celle du Khasso.
23. À propos de Moose ou de Mossi, il convient de rappeler que le singulier est moaga, le pays le Mogho, la langue le more; le vrai nom de Ouagadougou en more est Wogodogo, mais, par conformité avec l'orthographe actuelle, nous utiliserons Ouagadougou.
24. Pour les origines, voir UNESCO, *Histoire générale de l'Afrique*, vol. IV, chap. 9.
25. *Ibid.*
26. Sur le groupe des royaumes mamprusi-nanumba-dagomba, voir H. A. Blair et A. Duncan-Johnstone, 1932; S. J. Eyre-Smith, 1933; E. F. Tamakloe, 1931, p. 193.
27. N. Levtzion, 1964*c*.
28. J. Goody, 1967.

la victoire. Na Dariziegu du Dagomba fut tué et le Gonja s'empara de Daboya, centre de production de sel. Mais en 1713, le Dagomba, sous le règne de Na Zangina converti à l'islam, refoulait une nouvelle invasion du Gonja écrasé à la bataille de Tunuma (Tuma). La paix signée alors mit fin aux agressions du Gonja qui, sous Lata-Jakpa, harcelait d'ailleurs aussi le Royaume nanumba.

Or, vers 1740, éclatait au sein même du Dagomba un conflit successoral grave opposant Na Garba, nouvellement nommé, à un prince, candidat malheureux au trône. Prenant avantage des turbulences que connaissait le Dagomba, le souverain des Ashanti, Opoku Ware, lança en 1744 une expédition contre Yendi afin de soutenir le parti hostile au nouveau roi. Na Garba, fait prisonnier, ne fut libéré que contre l'engagement d'envoyer à Kumasi un tribut annuel de 2 000 captifs, chiffre énorme, même compte tenu de la quote-part du Gonja oriental[29]. Ce traité devait peser lourdement sur l'avenir du Dagomba condamné désormais à trouver sans cesse de nouvelles sources d'approvisionnement en captifs. Les guerriers dagomba avaient ainsi comme principale fonction la chasse à l'homme dans les ethnies moins structurées sur les plans politique et militaire. Des mercenaires furent recrutés à cet effet. À la fin du XVIIIe siècle, le Dagomba n'était qu'un relais de l'influence de l'Ashanti, ressentie jusqu'aux confins du Mogho (pays Mossi).

Le royaume de Ouagadougou

Dans l'histoire du Mogho central et méridional, on compte, entre 1500 et 1800, 23 successeurs de Naaba Wubri. Les *nanamse* (princes) avaient jusque-là étendu considérablement leur emprise territoriale puisqu'elle atteignait la région de Yako et Gursi, et ils prétendaient ainsi à l'héritage de Naaba Rawa dont l'autorité avait couvert une grande partie du bassin de la Volta blanche[30]. Le règne de Naaba Kumdumye[31], fils de Naaba Nyingnemdo qui avait établi le pouvoir moaga sur la vieille localité de Ouagadougou (Wogodogo), commença par un conflit dynastique aux conséquences très graves. En effet, une concurrence pour le trône s'était établie avec un autre candidat, Naaba Yadega. Ce dernier, débouté, bénéficia néanmoins du soutien de l'aînée de ses sœurs, Pabre[32], qui détourna en faveur de son frère les prérogatives royales de Naaba Wubri. Avec ces insignes de la légitimité royale, Naaba Yadega gagna Gursi et, après s'être débarrassé brutalement de son ancien tuteur Naaba Swida, il conquit la région qui porta ensuite son nom, le Yatenga (de *Yadega-tenga*: terre de Yadega)[33].

29. Voir le chapitre 14.
30. UNESCO, *Histoire générale de l'Afrique*, vol. IV, chap. 9.
31. M. Izard, 1970, vol. I, p. 150-170.
32. La régence entre l'annonce du décès du roi et la nomination de son successeur était assurée par la fille aînée du roi défunt, appelée *napoko*. Pabre était une *napoko*.
33. C'est peut-être à partir de Naaba Kumdumye que les souverains descendant de Naaba Wubri ont pris le titre de *mogho naaba* (*naaba* du pays Mossi), comme pour affirmer leur souveraineté sur l'ensemble du territoire, malgré la sécession de Yadega.

Naaba Kumdumye installa ses fils à Yako et Téma, futurs commandements indépendants. En effet, l'implantation moaga dans les territoires occupés ou revendiqués était encore très lâche. En casant des princes dont la loyauté n'était pas au-dessus de tout soupçon, le roi faisait d'une pierre deux coups : il occupait le terrain politiquement et il tempérait l'impatience de candidats virtuels à la couronne. Mais, contradictoirement, c'est par cette voie que certains commandements périphériques se transformèrent en royaumes ou principautés indépendantes. Il ne s'agissait pas là d'un processus mécanique et général. Néanmoins, certaines dynasties solidaires, à leur naissance, du souverain qui les avait créées, allaient progressivement l'être de moins en moins à mesure qu'elles s'éloignaient généalogiquement et territorialement de la lignée royale.

D'autres fils du monarque furent envoyés à Mane, à Konkistenga (nom dérivé de Naaba Konkise), ainsi qu'à Busuma (Boussouma). Ses successeurs continuèrent cette politique qui était destinée à créer, semble-t-il, entre eux et le Yatenga un écran protecteur constitué par ces marches septentrionales.

À la fin du XVIe siècle, Naaba Kuda déplaça la résidence royale pour s'installer à Sapone, ce qui dénotait un développement encore embryonnaire de l'appareil d'État. Il installa lui aussi ses fils dans des régions comme Laale, Zorgo et Riziam.

Après un siècle presque vide d'informations sur le royaume de Ouagadougou, le XVIIIe siècle débute par le règne d'un usurpateur fulbe, Naaba Moatiba (1729-1737)[34]. Qu'il ait aimé guerroyer s'explique bien par le fait qu'il a dû se défendre contre les princes mossi coalisés. Il serait mort empoisonné et son nom, comme celui de ses descendants, a été supprimé de la généalogie officielle de la cour.

Naaba Warga (1737-1744) eut un règne assez court mais riche en initiatives visant à structurer fortement la monarchie[35]. Les guerres se succédèrent certes, peut-être pour ramener sous le pouvoir de Ouagadougou les commandements régionaux qui, comme Yako, Mane et Tatenga (Riziam), cherchaient à se libérer de sa tutelle. Le Tatenga avait pratiquement acquis son indépendance et son chef, Naaba Manzi, était même expansionniste. Mais Naaba Warga fut aussi un grand législateur. D'après Yamba Tiendrebeogo, il codifia l'annonce rituelle des *zabyuya* lors de la cérémonie d'investiture des chefs, les trois déclarations solennelles qui sont faites alors. La première consistait en un remerciement aux grands électeurs, la deuxième indiquait le programme d'action du nouveau chef, avec souvent une mise en garde voilée aux adversaires, la troisième, enfin, était une manifestation du caractère du chef. Parallèlement, Naaba Warga organisa la cour royale en créant deux corps de serviteurs, l'un formé de

34. Ce nom serait une déformation du prénom musulman Modibo. Cette usurpation jette sans doute une lumière sur l'obscurité du siècle précédent, pour indiquer qu'il a dû être très troublé.

35. Y. Tiendrebeogo, 1964, p. 25-32. Il est possible que ce roi ne soit pas à l'origine de toutes les initiatives que l'auteur lui attribue, car c'est une figure plus controversée qu'il ne paraît dans son ouvrage.

Mossi, l'autre de captifs, chacun d'eux comprenant des *sorondamba* (jeunes serviteurs) et des *bilbalse* (serviteurs adultes). De plus, certaines charges furent confiées à des eunuques, cependant que Naaba Warga mettait en place le système du *pogsyure* (*napogsyure*) royal, système de capitalisation et de distribution des femmes, assurant au groupe des serviteurs royaux les conditions de sa reproduction. En effet, les filles reçues ou rassemblées étaient attribuées en mariage à des serviteurs, et les premiers nés de ces unions étaient voués soit au service royal pour les garçons, soit à la capitalisation en vue du *napogsyure* pour les filles.

En matière de droit criminel, Naaba Warga institua peut-être le châtiment de la castration. Il aurait codifié le droit coutumier tel qu'il existait lors de la période précoloniale, sans que toutes ses initiatives nous apparaissent avec précision. Bref, la fin du XVIIe siècle et la première moitié du XVIIIe siècle voient la mise en place définitive du système politique moaga, et cela aussi bien au Yatenga que dans le Mogho central et méridional. Après le long règne pacifique de Naaba Zombre (1744-vers 1784) et celui de Naaba Kom (1784-vers 1791) qui, le premier, laissa l'influence islamique se répandre, le règne de Naaba Saaga (1791-1796) fut marqué par des troubles intérieurs annonciateurs des bouleversements du XIXe siècle[36].

Les petits royaumes du Mogho central

Les petits royaumes et les chefferies du Mogho méridional ne sont pas encore bien connus, malgré un apport notable de données dû aux travaux de Jonzo Kawada. Tel est le cas de l'énigmatique royaume de Tankudgo (Tenkodogo)[37].

À l'est et au nord-est, en revanche, trois royaumes se détachent : Bulsa, Busuma[38] et Tatenga, le dernier dominant dans la région au XVIIe siècle et le deuxième (Busuma) au XVIIIe siècle. La principauté de Bulsa remonte sans doute au début du XVIe siècle avec l'installation de Naaba Namende, fils et *kurita*[39] de Naaba Wubri.

Le royaume de Busuma, lui, intégra successivement les chefferies qui, au début du XVIIe siècle, étaient encore dispersées dans cette zone : le Naamtenga (région de Luda) au début du XVIIIe siècle, puis la chefferie de Pisila et, enfin, le Salmatenga (région de Kaya). Mais le sort du futur royaume se joua dans la seconde moitié du XVIIIe siècle quand l'État voisin du Tatenga, fondé par un fils de Naaba Kuda, vit accéder au pouvoir un redoutable et ambitieux guerrier, Naaba Manzi. Néanmoins, à la fin du

36. L. Frobenius, 1911-1913 et 1924.

37. J. Kawada, 1979. Notons que Tankudgo signifie « la vieille montagne » et, donc, que la transcription administrative actuelle Tenkodogo ne vient pas de *teng kudgo*, « la vieille terre », comme cela a été souvent rapporté.

38. Sur Busuma et Bulsa ainsi que Mane et Tema, voir G. Chéron, 1924 ; M. Izard, 1970, vol. II, p. 230-252.

39. Le *kurita* du roi est son représentant sur terre après sa mort ; *kurita* signifie « mort-régnant ». Choisi parmi les fils qui ont peu de chances de régner, il est désormais exclu du trône ; il est exilé loin de la cour car il lui est interdit de rencontrer le successeur de son père.

XVIIe siècle, Naaba Ruubo du Busuma, avec l'aide de Mégé et de Salogo, renversa la situation et réussit à éliminer au cours d'une bataille le terrible Manzi, dont le fils Wema ne put que se retrancher dans les limites du massif de Riziam, qui allait encore être amputé au XIXe siècle au profit du Yatenga.

Le Yatenga[40]

Les successeurs de Naaba Yadega, dont nous avons dit dans quelles conditions il s'était exilé de Ouagadougou, n'exercèrent leur autorité que sur une zone peu étendue, en transférant peu à peu, à partir de Gursi et de Lago, leurs résidences royales vers le nord, tout au long du XVIe siècle. Or, le Nord était occupé par le royaume de Zandoma, sous l'autorité des descendants de Naaba Rawa. L'action politique et militaire de Naaba Lambwega consista justement à démanteler l'héritage de Naaba Rawa, cependant qu'à l'est, il intégra les anciennes chefferies kurumba du Lurum[41].

À la fin du XVIIe siècle et au début du XVIIIe, les descendants de Naaba Lambwega s'employèrent à investir l'espace du royaume considérablement élargi, en y implantant des chefferies mossi réservées à des princes, en colonisant le Lurum, en contenant les Fulbe du Macina et du Jelgoji, mais aussi en maintenant le *statu quo* territorial intérieur au pays Moaga[42]. C'est ainsi que, vers le milieu du XVIIIe siècle, commencèrent avec Yako[43] une série d'affrontements qui allaient durer jusqu'au début du XIXe siècle et qui visaient à prendre le contrôle des petites chefferies de Busu-Darigma et de Nyesga. Naaba Nabasere mourut à cette tâche.

Le règne de Naaba Kango

À la mort du fils de Naaba Nabasere, Naaba Piiyo (1754), à qui l'on doit sans doute l'introduction des premiers fusils au Yatenga, son frère cadet, Naaba Kango, accéda au pouvoir. À peine élu, il fut violemment contesté par des princes menés par Naaba Wobgo. Contraint de renoncer au trône et de s'exiler avec une poignée de fidèles compagnons, il gagna Kong puis Ségou où il obtint l'appui des Koulibali pour reconquérir son trône. En 1757, à la tête d'une armée de mercenaires comprenant des fusiliers bambara et des archers bwaba et samo, il revint au Yatenga. Mais son séjour dans des centres renommés pour leurs échanges économiques et leur pluralisme poli-

40. L. Tauxier, 1917 ; M. Izard, 1970, 1980 et 1981, vol. II, p. 275-381.

41. Les Kurumba (Fulse en more) occupaient une vaste région allant du nord du Gulma au Yatenga ; ils auraient créé le « royaume » de Lurum qui occupait une partie du Jelgoji actuel (région de Jibo). Le roi, résidant à Mengao, portait le titre d'*ayo* ou de *lurum'ayo*, ou encore de *lurun'yo*.

42. C'est ainsi que le *naaba* de Zitenga (capitale, Tikare), au sud-est du Yatenga, était considéré comme un *kombere* du Yatenga. Un *kombere* est un chef régional disposant d'une large autonomie marquée principalement par le droit de nomination des chefs locaux. En fait, le Zitenga était indépendant du Yatenga.

43. D. Nacanabo, 1982.

tique l'avait transformé et ce n'était plus le même prince qui rentrait dans son pays. Sa politique en donna la preuve éclatante. Ayant battu Naaba Wobgo qui s'exila, Naaba Kango commença son règne par un acte spectaculaire : il refusa de faire le voyage d'intronisation du *ringu* qui, seul, conférait au souverain du Yatenga, simple *naaba* (chef) à sa nomination, la dignité de *rima* (roi)[44]. Ce refus de faire légitimer son pouvoir fut une rupture décisive avec le passé.

De même, il fonda la capitale, Waiguyo (Ouahigouya), vers 1780, non loin de l'ancienne résidence royale de Biisigi ; c'était une nouvelle ville autour d'un vaste palais construit dans le style malien et regroupant ses compagnons d'exil. Jusqu'alors, les résidences royales étaient des localités ordinaires. Pour la première fois, une capitale ne comprenait que des représentants de l'appareil d'État, la société politique et les gens de la maison du roi, libres et captifs. Là encore, Naaba Kango affichait sa volonté de rompre avec la coutume et d'organiser souverainement un pouvoir qu'il ne devait qu'à lui-même, dans le sens de la centralisation, par le renforcement du corps des serviteurs royaux[45]. Le nom de la nouvelle capitale, Waiguyo, est d'ailleurs tout un programme : « Venez saluer, faire acte de soumission. » Cette sommation s'adressait avant tout aux membres du lignage royal, *nakombse* royaux (princes du sang) jusque-là prépondérants, qui avaient soutenu Wobgo l'usurpateur et qu'il fallait maintenant réduire à merci grâce à l'action des serviteurs royaux. C'était un tournant radical dans le rapport des forces politiques au sein de la monarchie moaga. Mais jusqu'à la colonisation, les princes ne se tinrent pas pour vaincus et le pôle du pouvoir oscilla dangereusement entre eux et l'autorité du Palais. Celui-ci fut réorganisé. Le maître de la guerre d'Ula devint chef militaire suprême, avec intégration de sa fonction au *cursus honorum* de la cour, de sorte qu'elle cessa d'être héréditaire pour permettre de récompenser les mérites personnels de guerriers valeureux.

Pour imposer l'ordre, gravement troublé par les années d'instabilité, Naaba Kango réprima sans pitié le banditisme. Des voleurs et assassins furent brûlés vifs ; le même sort fut réservé aux mercenaires bambara de Ségou utilisés contre Yako, puis accusés d'être devenus des agitateurs. L'indiscipline des chefs fut rigoureusement châtiée, ainsi d'ailleurs que toute magnificence ostentatoire interprétée en haut lieu comme une façon outrecuidante de rivaliser avec le train de vie royal.

Le massacre des guerriers bambara déclencha-t-il une expédition de Ségou contre le Yatenga ? Aucune tradition moaga n'en fait état, alors que des récits bambara existent à ce sujet[46]. Quoi qu'il en soit, Naaba Kango, qui entendait ménager aux captifs royaux une place de choix dans le système de gouvernement, avait besoin d'accroître considérablement leur nombre.

44. *Rima* et *ringu* ont pour radical commun le verbe *ri* qui signifie absorber, manger une nourriture qui ne se mâche pas.
45. M. Izard, 1975.
46. M. Izard, 1970, vol. II, p. 320-328.

Certains étaient pris parmi les prisonniers de guerre, mais la plupart étaient capturés au cours de razzias contre les villages dogon de la plaine du Gondo et les villages kurumba de l'Est et du Nord-Est.

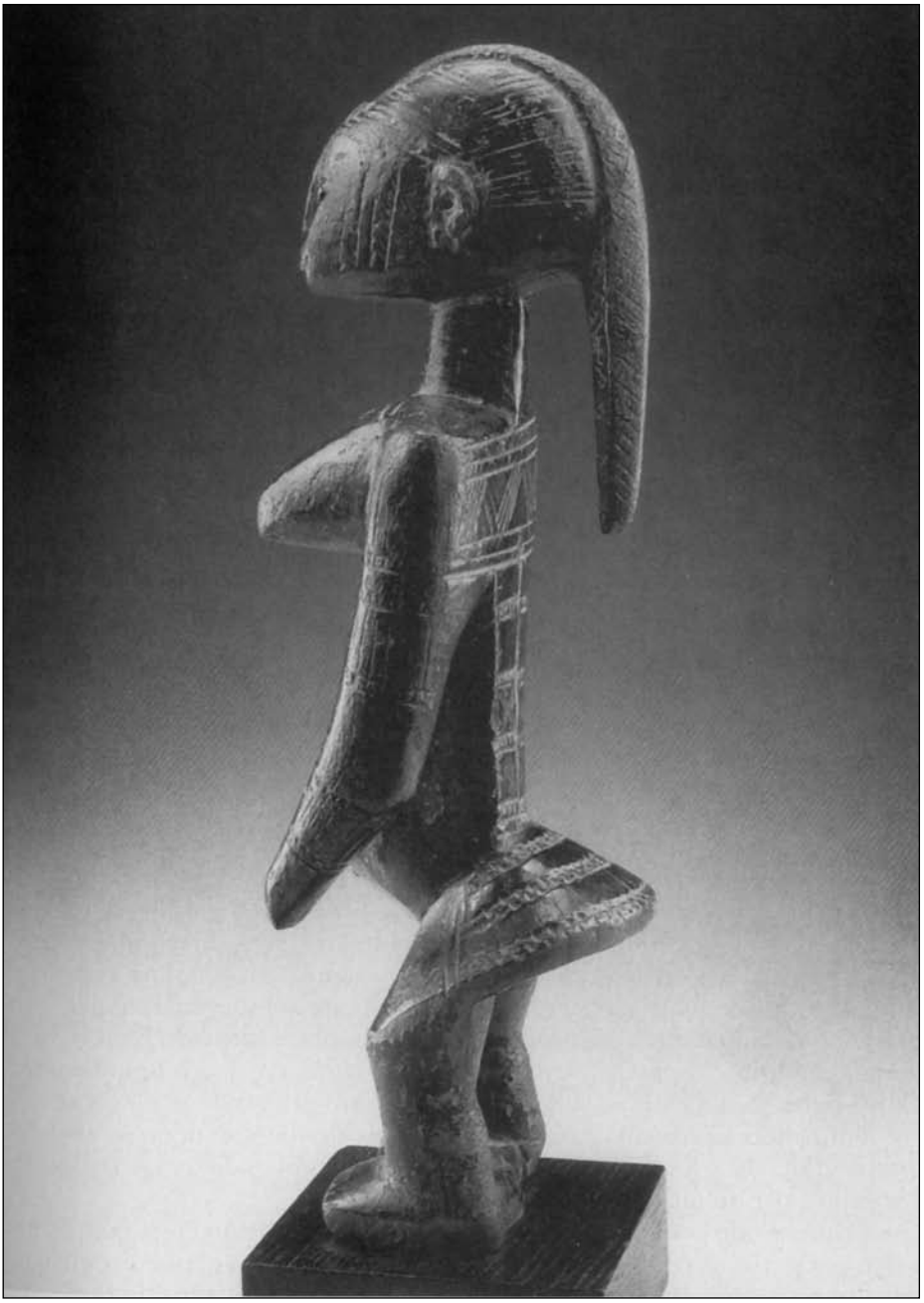
La guerre de Naaba Kango contre Yako fut un succès politico-militaire mais demeura sans lendemain, les hostilités devant reprendre au début du XIXe siècle.

Quand Naaba Kango mourut en 1787, il fut enterré dans sa capitale et non dans le cimetière royal. Il faut croire que sa fin fut un soulagement pour beaucoup, car il était sans pitié. La rancœur des princes était telle qu'ils firent étouffer la seule fille du roi défunt. Mais l'aristocratie de cour, restée fidèle, réussit à désigner comme successeur l'un de ses compagnons de toujours, Naaba Saagha (1797-1803).

Les structures sociopolitiques du Mogho

Lorsqu'on parle de royaumes mossi, il faut entendre par là non pas des États correspondant à une société homogène, qui serait « l'ethnie » moaga, mais des formations sociopolitiques composites nées de la conquête, par des guerriers appelés mossi, du bassin de la Volta blanche. Encore qu'il ne faille pas se faire de cette conquête une idée rudimentaire et romantique, en imaginant des cavaliers déferlant vague après vague. Le processus d'intermariages[47] et d'infiltration par colonisation lente opérée par des paysans mossi, qui se poursuit jusqu'à nos jours, a été sans conteste beaucoup plus déterminant. Mais chaque fois qu'un espace était conquis, il était organisé selon le « modèle » sociopolitique des Mossi. Au sens strict du terme, les Mossi étaient les détenteurs du pouvoir politique dans les royaumes mossi ; ils admettaient appartenir tous à la descendance en ligne agnatique de Naaba Wedraogo. Si nous prenons le cas du Yatenga, nous constatons que la population, à la fin du XIXe siècle, correspondait à trois sociétés distinctes : la société moaga, la société silmiga (fulbe) et la société silmi-moaga. Seule la première correspondait à la population du royaume dans la mesure où elle était soumise à l'autorité du roi, le *Yatenga naaba*. Les Fulbe et Silmiise avaient, en quelque sorte, le statut d'hôtes, sur la base de contrats d'établissements réservant à ces pasteurs une large bande de territoire dans la partie nord du pays. Installés depuis le XVIIe siècle dans le Yatenga, les Fulbe créèrent des villages permanents à partir desquels était organisée la transhumance du bétail. C'est dans ces lieux fixes que vivaient les *rimaibe* (captifs), astreints au travail de la terre. Il est peut-être abusif de parler de société silmi-moaga, mais il faut bien faire une place à part à ces petits éleveurs sédentaires, assez nombreux dans le sud-est du Yatenga. Leur nom composé, Silmi-Mossi, indique qu'ils étaient issus du métissage par ailleurs prohibé d'hommes fulbe (Silmiise) et de femmes mossi. Venus de la chefferie de Tema au XVIIIe siècle, établis dans des hameaux jouxtant des terroirs villageois mossi,

47. Rappelons que le premier roi de Ouagadougou, Wubri, était lui-même le fruit d'un mariage entre un prince moaga et une autochtone.



12.3. Statuette mossi commémorant un ancêtre féminin. Bois sculpté, patine naturelle. Hauteur: 47 cm.
[H. Dubois, Bruxelles.]

ils ne relevaient pas de l'autorité moaga et passèrent finalement sous la tutelle assez lointaine du centre politico-religieux fulbe de Todyam, dans l'est du royaume.

Mais qu'en était-il de la société moaga elle-même ? Ses clivages internes étaient liés à la distinction que faisaient les Mossi entre le *naaba* (chef), les *naabiise* (fils de chefs) et les *nakombse*, sing. *nakomgba* (fils ou descendants de fils de princes qui n'étaient pas devenus chefs). Cette distinction reposait sur l'une des règles d'accès à une fonction de chef, selon laquelle on ne pouvait pas devenir chef si l'on était fils de chef. De ce fait, un *nakomgba* ne pouvait plus espérer détenir le *naam* (pouvoir). Donc, d'un point de vue strict, en dehors de la minorité des chefs et fils de chefs, tous les autres Mossi se disant descendants de Wedraogo pouvaient être considérés comme des *nakombse*. D'où une définition restreinte du statut de *nakomgba* qui distinguait cette classe de celle des *talse* ou hommes du commun. C'est ainsi qu'au Yatenga, n'étaient *nakombse* que les descendants en ligne agnatique du douzième *Yatenga naaba*, tous les autres Mossi, sauf les chefs et fils de chefs, étant considérés comme des *talse*. Le *nakombga* royal (lignage royal) était lui-même divisé en cinq branches correspondant chacune, en principe, à une génération de princes. Très tôt, on semble avoir donné au lignage royal cette profondeur générationnelle constante (cinq générations), l'accession d'une nouvelle génération se traduisant par la sortie du lignage royal de la génération la plus ancienne et son passage dans le groupe des *talse*. Ce système était lié à la nécessité pour tout nouveau roi de pourvoir ses fils en commandements villageois, alors que ces derniers étaient en nombre limité ; d'où, dans les villages, le remplacement régulier de dynasties locales anciennes par de nouvelles.

Disposant de commandements villageois, les *nakombse* correspondaient à une catégorie de détenteurs du pouvoir au-dessous des chefs. Il y en avait deux autres : les *tasobnamba* (maîtres de la guerre) et les gens de la maison du roi. Les maîtres de la guerre étaient choisis dans les plus anciennes couches généalogiques des *nakombse*, c'est-à-dire dans les lignées dynastiques antérieures à la formation du Yatenga et dans les deux premières générations dynastiques de ce dernier. Les maîtres de la guerre, qui n'avaient pas toujours des fonctions militaires, étaient donc des notables locaux de souche ancienne, alors que le pouvoir local des *nakombse* était toujours d'origine récente. Par ailleurs, avec Naaba Kango, des serviteurs royaux libres ou captifs d'origine étaient investis de commandements locaux à titre individuel, et cela en rupture avec la norme traditionnelle d'incompatibilité entre les fonctions d'autorité et les fonctions de service. Il s'agissait, pour le pouvoir central, de créer un front de colonisation moaga vers le pays Fulbe à l'est. En ce qui concerne les offices de cour, il faut se dire que la structure qui prévalait au sommet de la hiérarchie politique autour du roi était celle-là même qu'on retrouvait autour de chaque chef local. Trois dignitaires assistaient le chef : le *togo-naaba*, porte-parole du chef qui s'occupait des cérémonies rituelles ; le *balum-naaba*, qui réglait les problèmes d'intendance et de gestion domestique ; le *weranga-naaba*, qui entretenait les chevaux. C'étaient là les *nesomba* (les hommes de bien) du

chef. Ces postes étaient interdits à des non-Mossi ainsi qu'aux *nakombse* et aux hommes de caste comme les forgerons.

Au niveau de la cour royale, on retrouvait le même noyau de dignitaires, mais s'y en ajoutait un quatrième, le *bin-naaba* ou *rasam-naaba* (chef des captifs royaux), chacun d'entre eux étant à la tête d'importants groupes de serviteurs[48]. Ainsi donc, les membres du lignage royal trop directement concernés par les luttes dont l'enjeu était l'accès à la fonction royale n'auraient su servir le roi. Finalement, les détenteurs institutionnels du pouvoir étaient en réalité divisés en deux sous-ensembles aux intérêts opposés, ceux — les maîtres de la guerre et les serviteurs royaux — sur lesquels le roi s'appuyait pour gouverner et ceux — les *nakombse* — contre lesquels il gouvernait. Et cette division était poussée très en avant chez les Mossi, puisque ces hommes issus du commun, qui occupaient les grandes charges de l'État, étaient en même temps les grands électeurs du nouveau *mogho-naaba* et étaient parfois investis de commandements territoriaux. Or des conflits intérieurs avaient toujours jalonné l'histoire de tous les royaumes mossi. Ils concernaient presque systématiquement le mode de transmission du pouvoir, là même où s'entrechoquaient les intérêts rivaux des nobles et l'expérience politique des ministres du roi, hommes du commun mais investis du pouvoir de désigner parmi les ayants droit celui qui leur semblait le meilleur. Généralement, la rivalité principale opposait les frères cadets et les fils du souverain en place.

Au monde du pouvoir, dont faisaient partie les captifs royaux, s'opposait par ailleurs le monde de la terre. Les gens ou les fils de la terre étaient en principe les descendants des peuples autochtones, forgerons exclus. Dépossédés de tout pouvoir politique, ils avaient la charge des rituels de la terre qui concernaient autant la fertilité du sol et les récoltes que le contrôle social et la pérennité du groupe local. Au *naaba* s'opposait ainsi le *tengsoba*, prêtre de la terre et détenteur du sacré. Cette dualité se projetait jusque dans le domaine cosmogonique avec le couple divin : Naaba Wende, le roi-Dieu, et Napaga Tenga, la reine-Terre, encore que le roi-Dieu Wende ne disposait d'aucun autel ni d'aucun culte rituel.

Mais la définition du groupe des gens de la terre s'était sensiblement modifiée au cours des siècles par le fait que des Mossi authentiques avaient fini par intégrer le groupe des autochtones et par se prévaloir de ce statut pour devenir chefs de terre. Un tiers environ des prêtres de la terre du Yatenga étaient d'origine moaga. Certains Mossi étaient devenus d'ailleurs des forgerons et des Yarse.

Il faut noter aussi, à côté du prêtre de la terre, l'existence du *bugo* (prêtre de la fertilité) doté de son propre autel, le *tiido*. Cette fonction, ouverte même aux *nakombse* et aux forgerons, semblait être d'origine dogon.

48. À la cour du roi de Ouagadougou, autour du *mogho-naaba* se trouvait le *widi-naaba*, porte-parole politique, le *gounga-naaba*, qui avait compétence militaire, le *larhle-naaba* qui, en plus de ses attributions militaires, était préposé aux rites, le *balum-naaba* et le *kamsaogo-naaba*, eunuque chargé du harem. S'y ajoutait le *tasoba*, chef de guerre.

L'intégration du monde du pouvoir et du monde de la terre dans un système unitaire dont le roi était l'élément central s'opéra par le biais de grands rituels annuels qui associaient le souverain aux détenteurs du pouvoir, aux prêtres de la terre et aux prêtres de la fertilité. Les Mossi du Yatenga, comme les Kurumba, avaient un calendrier annuel solaire divisé en mois lunaires, le retard de l'année lunaire sur l'année solaire étant rattrapé au moyen du doublement d'un mois tous les trois ans. Après la *filiiga* (fête des remerciements de début d'année), avaient lieu les cérémonies de la *napusum* (salutation au roi), à l'occasion desquelles, en trois manifestations distinctes, les serviteurs royaux, les maîtres de la guerre et les *nakombse* rendaient hommage au roi et lui offraient des présents. Ce début de l'année correspondait approximativement au solstice d'hiver. La période suivante, qui allait du deuxième au sixième mois, était occupée par un grand cycle cérémoniel appelé *bega*, qui associait le roi et tous les dignitaires de la terre dans des sacrifices destinés à assurer une bonne récolte. Les fêtes du *bega* s'achevaient au début de la saison des pluies. L'activité rituelle reprenait à la période des récoltes, avec deux fêtes des prémices, l'une pour les maîtres de la guerre, l'autre pour les prêtres de la fertilité.

Ce système politico-religieux fort complexe donna sa cohérence à une société étatique constituée par des groupes de diverses origines et qui avaient, pour les plus importants d'entre eux, conservé généralement plusieurs traits culturels provenant de leur passé pré-étatique, à commencer par leur stratification sociopolitique propre. Ainsi, la division de la société en quatre grands groupes fonctionnels — gens du pouvoir, gens de la terre, forgerons et artisans, commerçants — se retrouvait, à quelques différences près, chez les Kurumba ou Fulse, au point qu'il semblait bien que ce soit aux Kurumba que les Mossi du Yatenga aient emprunté leurs représentations relatives aux forgerons qui formaient ici un groupe endogène, ce qui n'était pas le cas dans le reste du Mogho.

S'agissant de la société dans son ensemble, tous les groupes ethniques se divisaient en deux : les communautés de descendance et les communautés locales.

Dans cette société composite, patrilinéaire et patrilocale, le terme *budu* désignait tout groupe de descendance depuis la plus large et la plus ancienne jusqu'à la plus restreinte dans le cadre de l'unité exogame de référence. Ce dernier sens était le plus usuel. La société était donc composée de *budu* tel que celui des *nakombse* royaux. Détenteur d'une histoire propre, marqué par le nom d'un fondateur et un lieu de fondation, le *budu* définissait son identité particulière par l'existence d'un *bud-kasma* (chef), d'un *kiims' rogo* (sanctuaire des ancêtres) et de son propre quartier où résidait le *bud-kasma* et où se trouvait le *kiims'rogo*, ainsi que par la détention, en général non exclusive, d'un ou de plusieurs *sonda* (noms collectifs) qui étaient des devises dont un mot clef servait de nom patronymique.

Le patrilignage n'existait territorialement qu'à son premier niveau de segmentation, la *saka* (section). Elle était divisée en *yiiya* (sing. *yiiri*, maison), qui étaient les unités de production et de consommation, elles-mêmes

divisées en unités plus petites, les *zakse*, qui, de nos jours, correspondent aux ménages économiquement parlant. L'on privilégiait le travail dans les champs communs de la maison, au bénéfice du *yiir-kasma* (chef du *yiiri*), les réserves du chef de famille faisant l'objet d'une redistribution en dernière instance après épuisement des greniers des chefs de ménage.

Les sections appartenant à un même lignage étaient en général dispersées et relevaient, de ce fait, de plusieurs entités villageoises. En d'autres termes, le village moaga[49] était plurilignager tandis que, corrélativement, le lignage était plurivillageois, l'unité lignagère locale la plus large étant la section.

Le Gulma et le Borgu

Pendant longtemps, la rive Gulma (ou Gurma) du Niger, c'est-à-dire la rive droite en aval de la boucle, a été très mal connue du point de vue historique. Cette situation a changé grâce aux recherches conduites par l'historien voltaïque Georges Madiega dans la partie nord du pays Gulmance. Il est maintenant possible de fournir des informations encore lacunaires mais scientifiquement fondées sur le Gulma.

Les Dogon (Kumbetieba en gulmancina) formaient l'une des plus anciennes populations du Nord-Gulma. Après eux vinrent ceux que l'on appelle aujourd'hui les Tindamba (les gens de la terre)[50] qui seraient originaires du pays Moaga actuel mais appartiendraient à la souche pré-moaga de la population, et les Woba, venus du sud. Le Nord-Gulma a également été une zone de peuplement kurumba; il est possible que l'ethnonyme Koarima, par lequel les Gulmanceba du Sud désignaient ceux du Nord, soit une déformation du terme Kurumba. Dans le Sud-Gulma, pour lequel notre information demeure très insuffisante, on trouve, parmi les anciens occupants, des Tindamba et des Woba. Ces derniers ont certainement occupé un très vaste territoire avant d'être submergés et partiellement assimilés par les Gulmanceba et d'autres peuples fondateurs d'États. Ainsi, les Woba du Gulma et les Waba du Borgu (Nord-Bénin actuel) ne formeraient qu'un seul et même groupe.

Sur ces populations anciennes devait s'établir un pouvoir étranger, celui des Bemba ou Buricimba (sing. Buricima), qui allaient donner naissance aux formations étatiques gulmanceba. Nous ne disposons pas encore d'un cadre chronologique satisfaisant pour la haute histoire gulmance, mais l'on peut faire état des deux hypothèses majeures de Georges Madiega: premièrement, les ancêtres des Mamprusi ont traversé le Gulma avant

49. On a discuté sur la pertinence de l'emploi du terme « village » pour désigner la plus large unité d'habitat chez les Mossi. Or, même si l'appariement des sections ne constitue pas des communautés villageoises comme dans l'Ouest voltaïque, on n'en est pas moins en présence d'entités pertinentes du point de vue de la logique des rapports économiques et sociaux, ne serait-ce que par le croisement du système des unités de commandement, incarné par un chef local, et des unités de maîtrise de la terre représentées par un prêtre de la terre.
50. Y. G. Madiega, 1982.

l'arrivée des Buricimba ; deuxièmement, les premières dynasties gulmanceba sont contemporaines des premières dynasties mossi. Il apparaît donc raisonnable, en l'état actuel de nos connaissances, de situer le début de l'histoire étatique gulmance vers le XVe siècle, à la fin du XIVe au plus tôt. À l'origine des États gulmanceba est associée la figure d'un ancêtre historico-mythique, Jaba. Était-ce un chef guerrier comme Naaba Wedraogo de l'histoire moaga ? Il ne le semble pas car les pouvoirs qui lui étaient attribués relevaient généralement plus de la magie que des aptitudes militaires. Ce qui semble certain, c'est que les liens généalogiques établis par les Mossi entre les descendants de Na Gbewa et de Jaba (appelé Jaba Lompo par les Mossi, alors que Jaba et Lompo seraient deux personnages distincts, le second étant le fils du premier) ne sont que des élaborations tardives imaginées à la cour du *mogho-naaba* pour justifier une quasi-assimilation du pouvoir gulmance au pouvoir moaga pendant la période coloniale. À moins que ce ne soit l'inverse et que l'organisation administrative coloniale des anciennes chefferies d'État, donnant une sorte de prééminence absolue au *mogho-naaba*, ait conduit certains à lui trouver un fondement dans l'histoire. Tout indique qu'il faut traiter indépendamment les unes des autres, du point de vue de l'origine des dynasties, les hégémonies mossi et gulmanceba.

D'où venaient les Buricimba ? Comme en bien d'autres zones de l'Ouest africain central, nous trouvons dans le Gulma des conquérants originaires du Borno. Mais, en vérité, rien ne permet actuellement de savoir de quelles migrations guerrières l'Empire gulmance est né. On sait au moins que le premier centre politique gulmance a été Lompotangu ou Sangbantangu, au sud-est de Nungu (Fada N'Gourma). De Lompotangu, les Buricimba se déplacèrent vers Kujuabongu, au sud de Pama. Les ruines qui marquent cette seconde étape de la pénétration buricimba indiquent que nous avons là les vestiges d'une ancienne capitale, celle de la première formation politique gulmance, qui devait être le centre d'où partirent les conquérants pour donner naissance aux dynasties actuelles. Précisons que les Buricimba ne furent pas, à l'époque, les seuls fondateurs de royaumes dans cette région. La dynastie de Jakpangu est d'origine berba, celle de Gobnangu est d'origine hawsa. On compte aussi des dynasties dont les fondateurs venaient du Yanga, zone de contact entre Mossi et Gulmanceba, et dont les chefs actuels peuvent être rattachés à la descendance de Naaba Wedraogo. Les dynasties gulmanceba du Yanga sont celles de Boarigu, Komin-Yanga, Sudugo, Kamseongo, Dogtenga et Yutenga.

L'expansion buricimba se poursuivit de façon continue au cours des XVIe et XVIIe siècles et l'on peut situer vers le milieu du XVIIIe siècle l'apogée de la domination gulmance. À ce moment-là, les Gulmanceba contrôlaient un vaste territoire, sans doute très peu peuplé, limité au sud par le Royaume mamprusi et le Borgu, à l'est par le Torodi et les derniers vestiges de l'Empire songhay, au nord par les zones sahéliennes de peuplement kurumba, songhay et fulbe, et à l'ouest par les chefferies mossi de Tuguri, Bulsa, Kupela et Tankudgo. Les futurs émirats fulbe du Liptako

(région de Dori) et du Yaga (région de Seba) étaient alors sous domination gulmance, et ce n'est qu'au début du XIXe siècle que les Fulbe refoulèrent les Gulmanceba vers le sud.

Au milieu du XVIIIe siècle, deux grands royaumes se partageaient l'essentiel du territoire du Nord-Gulma : Bilanga et Kuala, auxquels s'ajoutaient trois formations étatiques de petite taille : Piala, Bongandini et Con, qui étaient plus récents. À partir du village de We, au nord-est de Nungu, que les Buricimba avaient atteint vers le milieu du XVIe siècle, eut lieu une véritable explosion du pouvoir gulmance en direction du nord, d'où un extrême éparpillement des chefferies régionales et locales que des chefs habiles entreprirent par la suite de fédérer en royaumes.

Si, grâce aux investigations de Georges Madiega, nous connaissons désormais l'histoire du Nord-Gulma, celle du Gulma central et méridional demeure des plus obscures. Situation d'autant plus préjudiciable à une vision d'ensemble de l'histoire du Gulma que nous avons, dans le Sud, onze royaumes dont l'un, celui de Nungu, revêt une importance particulière du fait du statut de son souverain, le *nunbado* (le chef de Nungu)[51]. Nungu avait été fondé par Yenbadri, descendant de Jaba, vers le milieu du XVIIIe siècle. C'était l'époque où le Gulma méridional était envahi par les Tyokosi, mercenaires mande appartenant au groupe des Wattara (que l'on retrouve à Kong et à Bobo-Dioulasso), originellement au service des rois mamprusi et conduits par un chef venu du Gonja. Les Tyokosi se fixèrent d'abord dans le nord du Togo actuel, puis ils lancèrent des expéditions contre les royaumes gulmanceba, tout en poursuivant leur carrière de mercenaires. Ainsi, le chef de Pama demanda-t-il l'appui des Tyokosi contre le chef de Kujuabongu. Yendabri, souverain de Nungu, prit bientôt la tête d'une coalition de royaumes pour expulser les Tyokosi du Gulma. Autour de lui se groupèrent les rois de Pama, Macakoali, Boarigu et Botu, ainsi que les chefs mossi de Bulsa, Kupela et Tankudgo. Sous les coups de leurs adversaires, les Tyokosi se retirèrent alors dans leur capitale, Sansane-Mango, que les alliés assiégèrent[52]. Vainqueur, Yendabri a-t-il profité de son succès pour affermir son autorité à la tête de la ligue qu'il avait constituée ? Ce qui est sûr, c'est qu'au XVIIIe siècle, le *nunbado* devint une sorte de souverain supérieur d'une partie du Gulma, son autorité en dehors de son propre royaume étant d'ailleurs plus spirituelle que politique. « Le *nunbado*, écrit Georges Madiega, exerçait une autorité directe sur Nungu […]. Il exerçait également une lointaine domination sur les *diema* (royaumes ou chefferies régionaux) des *batieba* (rois ou chefs régionaux) qui n'étaient pas de la lignée de Lompo. Les dynasties qui en étaient issues le considéraient simplement comme le *nikpelo* (aîné) de la lignée. » Dans ce texte, Lompo est considéré comme le fils de Jaba[53]. Progressivement, le *nunbado* prit ainsi figure de principal souverain du

51. *Bado* est l'équivalent de *naaba* chez les Mossi.

52. R. Cornevin, 1964 ; D. Rey-Hulman, 1975. Nous suivons aussi le compte rendu de Y. G. Madiega, 1978.

53. Voir ci-dessus : le personnage unique des traditions mossi (sans doute tardives), Jaba Lompo, est remplacé dans les traditions gulmanceba par deux personnages : Jaba et son fils Lompo.

Gulma, cependant que sa résidence royale devenait la principale localité du pays, du fait notamment du rôle économique qu'y jouaient les commerçants hawsa (ces derniers appelaient Nungu Rojo ou Fada N'Gourma). Il reste difficile, aujourd'hui, d'interpréter les relations qu'entretenait le *nunbado* avec les souverains gulmanceba. L'existence d'une confédération gulmance est peu probable et l'autorité réelle du *nunbado* était sans doute aussi territorialement limitée que celle des autres rois, dont plusieurs étaient d'ailleurs plus puissants que lui. Mais le *nunbado* a bénéficié d'un prestige moral et rituel exceptionnel, dans la mesure où il a été — tardivement — considéré comme l'héritier direct de Lompo et, donc, de son « père » Jaba. Le commerce hawsa a fait le reste : Nungu est devenu un important centre de transit caravanier est-ouest.

Le Borgu[54] s'étend au sud-est du Gulma. Son histoire est assez confuse, avec plusieurs formations étatiques dont la plus ancienne semble avoir été celle de Busa, point de dispersion des guerriers wasangari. Ici encore, les chefs affirmaient que les dynasties royales étaient originaires de Borno. L'aristocratie militaire wasangari imposa son pouvoir à des peuples très anciennement installés — dont certains d'origine pré-gulmance — qui, aux XVIe et XVIIe siècles, accueillirent des groupes mande (le busa est une langue du groupe des Mande du Sud), lesquels assuraient la jonction commerciale entre le nord du Ghana et le pays Hawsa. Busa atteignit son apogée au XVIe siècle, avant de décliner. Les autres royaumes, tel Nikki, sont plus ou moins directement issus de Busa. Au XVIIIe siècle, Nikki était en guerre avec le royaume de Nupe. De Nikki sont issues les petites formations de Kaiama, Paraku, Kuande et Kandi. Rappelons qu'on donne aux formations étatiques du Borgu le nom de Royaumes bariba, du nom de l'un des principaux peuples autochtones de la région.

Les peuples à pouvoir non centralisé

Ces peuples sont ainsi désignés faute d'une meilleure qualification[55]. S'agissant ici de ceux qui étaient implantés autour des hauts bassins de la Volta, il faut rappeler l'ancienneté de leur formation, soit dans leur site actuel, soit ailleurs[56]. Bien que ces peuples, contrairement aux sociétés centralisées, n'aient pas dominé la scène politique ni le flot des événements, il ne faut pas minimiser leur contribution. D'abord, ils constituaient le fonds humain sur lequel se sont greffés biologiquement les apports extérieurs. En effet, les peuples dits « conquérants » sont rarement arrivés par vagues déferlantes qui engloutissaient et anéantissaient tout devant eux. Les Mossi, par exemple, sont le résultat d'un brassage de groupes ethniques divers réunis par un ensemble de chefferies, sous l'autorité d'un

54. M. Izard, 1975.

55. Les expressions « société sans État » ou « sociétés acéphales » sont à rejeter. Mais même l'expression « peuple à pouvoir non centralisé » est critiquable parce qu'elle est négative et parce qu'elle se réfère seulement au pouvoir politique. Sans compter qu'un peuple de ce type peut devenir à son tour centralisé (les Bambara), puis cesser de l'être.

56. UNESCO, *Histoire générale de l'Afrique*, vol. IV, chap. 9.

roi apparemment absolu mais gouvernés par une coutume rigoureuse. Or, dans ce processus d'expansion, la progression tenace des paysans mossi fut sans conteste plus importante que l'établissement des contingents de cavaliers. Cette imprégnation lente du tissu humain préexistant fut un phénomène à double sens, grâce aux mariages mixtes ainsi qu'aux échanges culturels et économiques.

Les apports biologiques furent si importants que Dim Delobsom a précisé que le terme même de moaga (plur. mossi) signifie mélangé métissé[57]. On ne saurait trop insister à cet égard sur le rôle des Nioniosse très tôt signalé par de nombreux auteurs[58]. Ce brassage biologique fut tel que les gens du Yatenga traitaient les Mossi du Mogho central de Gurunsi, alors qu'à Ouagadougou, ce qualificatif était attribué seulement aux Mossi de Koudougou, qui étaient voisins des Gurunsi. Mais les habitants du Yatenga eux-mêmes n'ont pas échappé aux apports des peuples mande de la boucle du Niger, qui ont eu une influence militaire décisive sur l'histoire du Yatenga quand Naaba Kango eut recours aux forces de Ségou. Or, ces mêmes peuples mande se mêlaient depuis très longtemps à la population par le biais de leurs commerçants, ancêtres professionnels et même biologiques du groupe important des Yarse (voir ci-après). Ce sont de tels brassages biologiques qui, très probablement, sont à la base des *rakire* (parentés à plaisanterie) entre Mossi et Samo (Sana). Sur les plans culturel et économique, ici comme ailleurs, par exemple dans la région des Grands Lacs, l'apport des peuples autochtones a souvent été minimisé, voire occulté. L'on a vu comment, dans le domaine de la structuration politique et religieuse, les Dogon (en particulier pour le prêtre de la terre) et les Kurumba avaient contribué au système du pouvoir dynastique au Yatenga. Rien que par la gestion des rites agraires, grâce au ministère des prêtres de la terre qui étaient généralement issus du peuple autochtone, ils influençaient considérablement et en permanence la vie quotidienne de tous les paysans sans exception. Mais au plus haut niveau politique aussi, le descendant du chef des autochtones, qui devint le *naaba* de Ouagadougou[59], joua un rôle très important dans l'intronisation du *mogho-naaba*.

Si l'esclavage s'est intensifié au cours de cette période, généralement aux dépens des peuples autochtones, en particulier des Gurunsi et des Fulse (ou Kurumba), il a surtout pris de l'ampleur avec l'essor de la traite sur la côte de Guinée et ses répercussions furent ressenties jusque dans l'Empire ashanti et les pays du Nord qui en étaient tributaires.

Les peuples autochtones, qu'ils aient été de culture mande ou voltaïque, acceptaient les échanges mais refusaient la domination, stratégie qui fut très efficace jusqu'à la période coloniale. Naaba Kumdumye mourut dans une des premières expéditions vers Boromo. On peut supposer qu'il tentait de faire

57. A. D. Delobsom, 1929. Certes, l'auteur ajoute que ce jugement quelque peu défavorable émanait des nobles à l'encontre des gens du commun ; mais la tradition (voir Y. Tiendrebeogo, 1964) rapporte que la propre mère de Wubi, premier roi de Ouagadougou, était une autochtone.
58. *Ibid.* ; R. Pageard, 1969.
59. Ouagadougou (Wogodogo), au sens restreint, est le quartier où habite le chef autochtone.

passer sous contrôle moaga la zone comprise entre les Volta rouge et noire. Ce grand dessein échoua et la Volta rouge, à quelques avancées locales près, devint la frontière occidentale naturelle du Mogho.

Les Gurunsi[60] et les Bwaba qui peuplaient cette région ont, malgré l'absence d'État centralisé, développé une personnalité très forte. Les Gurunsi, dont les principaux centres étaient Pô, Leo, Sapouy et Rep, débordèrent dans le Ghana actuel. Vivant retranchés par familles dans des cases à l'architecture remarquable, ils étaient farouchement opposés à toute forme de hiérarchie politique complexe. Souvent, le prêtre de la terre ou les sociétés de masque constituaient un lien entre les familles. Vers l'est cependant, il existait une structure plus organisée, dirigée par un chef de canton entouré d'une cour et d'un conseiller religieux préposé au culte de son *kwara* (symbole magique).

Les Bwaba[61], eux, se seraient constitués en entité spécifique entre le Xe et le XVe siècle. Ils ne reconnaissent pas d'autorité politique au-dessus de celle du village. La religion du Do constituait aussi un ciment entre les initiés d'un même village et entre ceux de villages voisins.

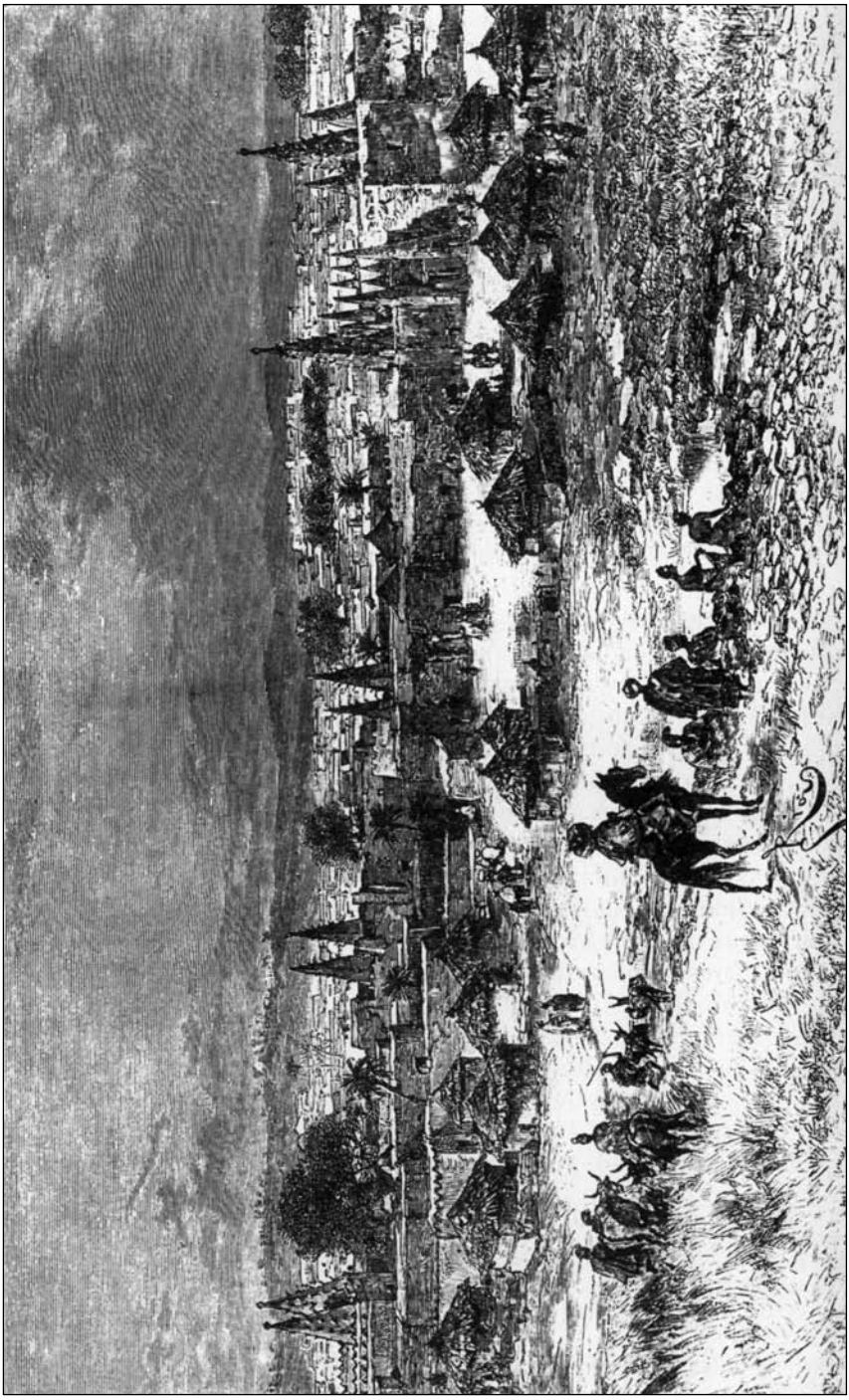
Proches du Yatenga vivaient les Samo[62] du Nord dont l'habitat regroupé se distinguait par des silos à grains géants. Leur organisation politique consistait en des confédérations assez stables de dizaines de villages autour de quelques pôles politiques correspondant au canton mande (*kafu*). Le système san reposait à la fois sur des alliances claniques, par exemple entre les chefs zerbo et les forgerons, et sur des coalitions territoriales. Avant de monter sur le trône, Naaba Kumdumye et d'autres princes, dont Naaba Yadega, avaient guerroyé contre les Saña. Naaba Kango, par la suite, tenta de faire entrer le pays San du Nord-Est dans le giron du Yatenga, mais il n'y parvint pas. Guerriers expérimentés, paysans farouchement attachés à leur liberté, les Saña résistèrent à nouveau aux pressions du Yatenga, comme ils l'avaient fait auparavant, au temps de Naaba Yadega et sous le règne de Naaba Lambwega notamment, et comme ils devaient le faire encore tout au long du XIXe siècle. Durant cette dernière période, d'ailleurs, leur pays servit de base de repli pour les princes du Yatenga qui y réunirent des mercenaires pour faire ou défaire les rois de Waiyugo. Quant aux Bisa apparentés aux Saña et séparés d'eux après une querelle clanique, ils étaient basés au sud-est du Mogho. Ils firent eux aussi montre d'une résistance remarquable malgré des échanges culturels mutuels et un tribut en captifs à la fin du XVIIIe siècle. Mais ils semblent avoir été en expansion jusqu'à la période coloniale.

Le sud-ouest de l'actuel Burkina Faso était pour ainsi dire vide d'habitants, à part les Bwaba qui venaient y chasser jusque sur les rives de la Buguriba. Vers 1730, les Kulango se répandirent sur les terres où, dix ans

60. En fait, il n'y a pas de peuple qui s'appelle lui-même Gurunsi (sing. Gurunga en more), mais des Nunuma, Lela, Sisala, Kô, Kasena, etc.

61. J. Capron, 1973. Les Bwaba ont une parenté non linguistique mais culturelle avec les Bobo. Voir A. Le Moal, 1976.

62. Le terme Samo vient de l'appellation mande Samogo. Mais ce peuple s'appelle lui-mêne Saña (sing. San).



12.4. Vue générale de Kong.
[*Source* : L. G. Binger, 1892. © Royal Commonwealth Society Library, Londres.]

plus tard, les Pwa (Puguli) allaient s'établir avec l'autorisation des Bwaba. Ils furent suivis, en l'espace d'une cinquantaine d'années, par les Dorobe et les Gan, qui s'installèrent d'abord à Nako, ainsi que par les premiers Dyan, les Lobi et les Wiile et, enfin, par les Birifor, qui occupèrent la région de Batie abandonnée par les Lobi.

Kong et le Gwiriko

Il ne faut pas oublier que les commerçants jula, appelés Wangara, étaient à l'œuvre sur les routes de la forêt, où l'on trouvait de l'or et de la kola (d'où le nom de Worodugu), depuis l'époque des empires soudanais (du Xe au XVe siècle). Mais à partir du XVIe siècle, un fait nouveau fit son apparition sur la côte du golfe de Guinée : la traite des Noirs et le commerce des armes à feu. Ce seul événement suffit à faire comprendre pourquoi des groupes de Jula, tantôt marchands, tantôt militaires, tantôt encore missionnaires musulmans, s'enfoncèrent de plus en plus dans les zones de savanes où s'accroissaient les échanges des denrées dont la demande s'accentuait sous la pression du nouveau cours des choses. Ce furent des Jula qui contribuèrent à l'établissement du grand centre d'échanges de Begho. La route de Begho fut bientôt reliée à celle qui traversait l'actuelle Côte d'Ivoire, du pays d'Assinie à Bobo et Bamako par Yassako. Tandis que les Diomande s'installaient dans le Centre-Ouest, les Wattara firent de Boron et de Mankono des carrefours commerciaux. À la fin du XVIe siècle fut créé le royaume de Gonja et, à la fin du XVIIe siècle, après la destruction de Begho, des réfugiés jula se retirèrent dans le Royaume abron (bron) et créèrent Bondoukou.

Certaines circonstances importantes donnèrent une vigoureuse impulsion aux activités des Jula à partir du XVIIe siècle : d'abord, la chute de l'empire de Gao ; ensuite la création de l'Empire ashanti qui constituait un pôle considérable d'approvisionnement en or, armes, sel et produits manufacturés ; enfin, le fait que les savanes voltaïques étaient des zones de peuplement assez dense dans le cadre de sociétés pour la plupart sans pouvoir politique centralisé et qui, de ce fait, pouvaient fournir le « bois d'ébène », sans compter le bétail et l'or, que les pays côtiers attendaient. On comprend donc que les Dagomba aient organisé, sur leur propre modèle politique, le royaume *kulango*[63] de Bouna, en pays Lorhon. C'était un royaume très centralisé qui s'appuyait sur des districts militaires administrés par des princes. Les gisements d'or du Lobi furent exploités par eux, peut-être en concurrence avec le Royaume abron, d'où les luttes sanglantes durant les XVIIe et XVIIIe siècles.

En effet, les Abron du groupe akan, après s'être imposés aux Koulango méridionaux, disputaient à Bouna le contrôle de la route du Nord par la Comoé. C'est la consolidation de leur pouvoir par deux grands chefs, Tan Date (XVIIe siècle) et Kousounou (début du XVIIIe siècle), qui attira les Jula

63. *Kulango :* « ceux qui ne redoutent pas la mort ».

à Bondoukou. Mais les Baoulé décidèrent bientôt de fermer le fleuve Bandama au commerce du Nord. Les Jula, refoulés vers l'ouest, voulurent ouvrir la route de la Comoé en direction de Bassam afin d'atteindre, par ce détour, les forts des pays Nzima et Fanti.

C'est dans ce contexte général qu'allait se créer un nouvel ensemble d'établissements à la fois commerciaux, politiques, militaires et religieux sur l'initiative des Jula. Au milieu du XVIIIe siècle, des bandes armées descendues de Ségou, les Diarrasouba, écartèrent les Senufo et créèrent un royaume mande (Nafana) à Odienne.

Les Senufo appartenaient au groupe linguistique voltaïque. Regroupés par clans autour de Korogho, Seguela, Odienne et Kong, la chute du Mali a semblé leur avoir ouvert des possibilités d'expansion territoriale vers le nord jusqu'à Sikasso et Bougouni, où ils adoptèrent cependant le bambara, et vers le sud jusque dans la région de Bouaké où ils furent absorbés dans le bloc baoulé. À l'est, ils donnèrent naissance à des groupes isolés comme les Nafana qui furent extracteurs d'or à Begho, avant de passer sous la coupe des Abron. Quant aux Pallaka, ils tombèrent sous la domination de Kong. Les Senufo, en effet, étaient avant tout d'excellents paysans qui exploitaient avec efficacité le terroir de leurs villages compacts. Égalitaristes et indépendants, ils ne connaissaient qu'une seule collectivité de très grande envergure qui contribuait à régler aussi la hiérarchie sociale, le Poron, à caractère religieux. Par ailleurs, ils avaient des artistes consommés qui, depuis des temps reculés, produisaient certains des grands chefs-d'œuvre du style symboliste négro-africain. Ce n'est que vers le XIXe siècle que les Senufo se mirent eux aussi à bâtir quelques royaumes centralisés, par exemple avec la dynastie des Traoré du Kenedougou (Sikasso), peut-être par mimétisme à l'égard des Mande.

Ceux-ci, au début du XVIIIe siècle, ajoutèrent un centre prestigieux à la série des établissements jula : Kong. Cette région semble avoir été anciennement occupée, sinon organisée, par les Tiefo, comme le suggère le chapelet de villages tiefo qui relie encore Noumoudara à Kong. C'est là que des Mande keita et koulibali, devenus par la suite des Wattara, se sont imposés aux autochtones. L'un d'entre eux, Sékou Wattara, élimina, au début du XVIIIe siècle, les autres groupes jula et régna à Nafana et à Kong grâce à une puissante armée où servaient des Senoufo sous les ordres d'officiers jula. Cette force militaire lui permit de conquérir une partie de l'ouest de la haute Volta jusqu'au Dafina (boucle de la Volta noire).

Par la suite, les forces de Kong s'imposèrent au pays Turka, au Folona, saccagèrent la région de Sikasso, une partie du Minianka et du Macina, et arrivèrent même à Sofara, en face de Djenné, sur l'autre rive du Bani. Nous avons vu comment cette expédition fut finalement refoulée par Biton Koulibali. En effet, après la mort de Sékou Wattara (1740), l'empire fut profondément ébranlé en raison de sa vastitude, de son hétérogénéité et de l'absence d'un système solide de gestion. Enfin, une scission intervint : la caste des guerriers non musulmans jula et senufo, les Sohondji, fit sécession des Jula dits Salama, adonnés au commerce et à la religion musulmane.

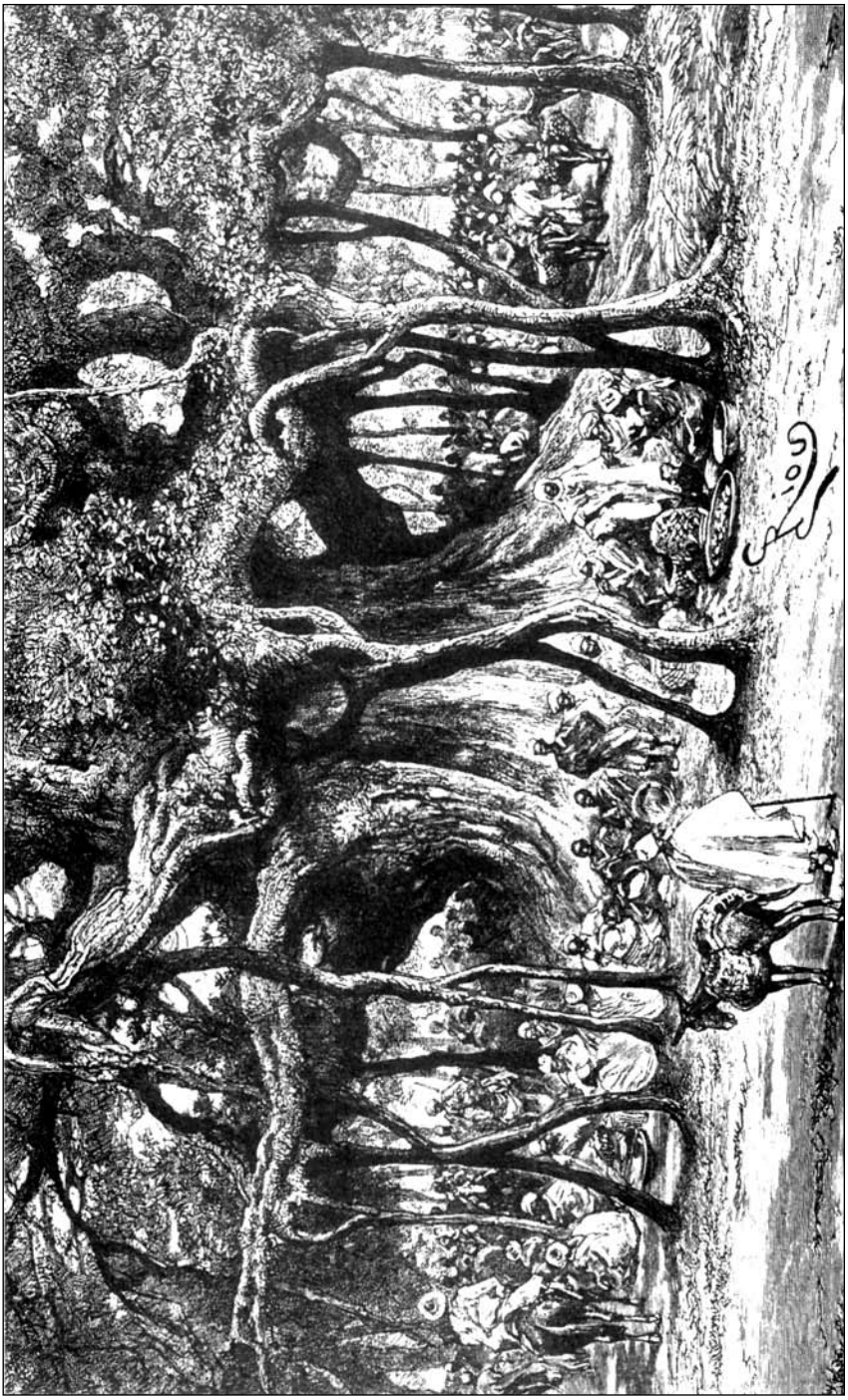
Car Kong était devenue une métropole du savoir islamique. Mais sa tentative pour contrôler Djenné montra à l'évidence que le grand dessein des Wattara était avant tout économique : il s'agissait de contrôler sur la plus grande distance possible les routes commerciales qui unissaient la forêt à la boucle du Niger. Après l'échec de ce projet grandiose, les groupes jula se rabattirent sur des entreprises plus limitées. L'une des plus audacieuses fut la création du royaume de Gwiriko[64]. C'est là que fut fondée par Famaghan Wattara, autour de Sya (Bobo-Dioulasso)[65] une réplique du royaume de Kong, dans une région située autour de la ligne de partage des eaux du Banifin, sous-affluent du Niger, de la Comoé et de la Volta noire. Quand on sait que ces deux derniers cours d'eau traversent des placers d'or dans leur cours moyen ou inférieur et que la première rivière conduit par le Bani vers la région de Djenné, on comprend le caractère stratégique de la décision de Famaghan qui, par ailleurs, refusait de faire acte d'allégeance à ses jeunes neveux de Kong, les fils de Sékou. Il s'empara plus ou moins complètement et durablement des pays Tiefo et Dafin, ainsi que du Bwamu (pays des Bwaba). À Bobo, il soumit et s'allia les Bobo Jula arrivés de Djenné après les Bobo Fing, vers le XIe siècle. Ses successeurs, Kere Massa Wattara (1742-1749) et Magan Oule Wattara (1749-1809), ne purent que contenir à coups de répression (comme en 1754 contre le gros bourg bwa de San) les révoltes des peuples soumis à la domination jula. Celle-ci était avant tout économique, même quand elle se présentait sous couleur de prosélytisme.

La vie économique du Niger au bassin des Volta

C'est aussi au milieu du XVIIIe siècle, à l'arrivée des Bobo Jula, que J. B. Kietegha fixe la période de grande production de l'or de la Volta noire. Les nouveaux venus monopolisèrent l'extraction de l'or de Poura, en y apportant des améliorations techniques. Mais Kietegha émet l'hypothèse que les exploitants de la première période (du XVe siècle au milieu du XVIIIe siècle) étaient déjà des Mande-Jula perçus par les Gurunsi de Poura comme des Mossi[66].

Les commerçants étaient des plus actifs et les routes marchandes extrêmement fréquentées dans les moitiés ouest et nord des régions situées entre le Niger et le bassin des Volta. Mais, au cours des XVIIe et XVIIIe siècles, même dans les royaumes mossi et chez les peuples à pouvoir politique non centralisé comme les Gurunsi, à un système économique de base essentiellement agricole vint graduellement se greffer un réseau d'échanges mar-

64. *Gwiriko :* « au bout de la longue étape », en jula.
65. N. Levtzion, 1971*b*; E. Bernus, 1960; D. Traoré, 1937. Sur la *Chronique de Gonja* à partir de laquelle a pu être établie une chronologie fiable pour les événements relatés dans ce paragraphe, voir J. Goody, 1967 et N. Levtzion, 1971*b*.
66. J. B. Kietegha, 1983, p. 158.



12.5. Marchands offrant leurs produits à l'ombre d'un banyan.
[*Source* : L. G. Binger, 1892. © Royal Commonwealth Society Library, Londres.]

chands portant sur des produits exotiques et qui mobilisait de plus en plus de commercants professionnels.

En pays Moaga, dans une zone à la pluviométrie irréguliére de quasi-monoculture du mil sur un sol épuisé, chaque décennie comprenait en moyenne deux mauvaises et deux très mauvaises années; les disettes, voire les famines, n'étaient pas rares au Yatenga, comme sous le règne de Naaba Zana à la fin du XVIIe siècle et au début du XVIIIe ainsi que dans les années 1830[67]. Au mil, l'aliment de base, s'ajoutaient le maïs, plante de soudure, l'arachide (ou pois de terre), le haricot, le sésame et quelques herbes potagères. Principale plante à usage artisanal, le coton semblait être cultivé depuis longtemps. Les Yarse musulmans ont été associés au tissage dès le début de l'histoire moaga et les rouleaux de cotonnade qu'ils fabriquaient allaient grossir le chargement des caravaniers de l'axe nord-sud, route commerciale dont ils contrôlaient presque exclusivement le trafic. Les Marase (Songhay), specialisés dans la teinturerie, utilisaient l'indigo. De nombreuses plantes étaient récoltées, qu'il s'agisse d'herbes potagères ou d'aliments de substitution utilisés dans les périodes de disette, les principaux étaient le néré dont le fruit a de multiples usages et la noix de karité, à partir de laquelle on fabrique la graisse végétale utilisée dans la cuisine.

À l'époque pré-moaga du Lurum (jusqu'au XVe-XVIe siècle), les Kurumba avaient auprès d'eux des Marase qui faisaient le commerce du sel saharien. La formation des États mossi du Nord, dont le Yatenga, eut un double effet sur le commerce caravanier. D'une part, les Marase ont été supplantés par les Yarse, d'autre part, ces derniers ont ajouté au commerce du sel saharien celui des noix de kola achetées sur les lieux de production, dans la périphérie septentrionale du monde ashanti. Le régne de Naaba Kango donna une impulsion nouvelle au commerce comme le prouve, entre autres, la prospérité du bourg de Yuba, prés de Waiguyo, qui remonte à cette époque.

Le XVIIIe siècle présida à la formation de grosses agglomérations de commerçants dans lesquelles les Marase se joignirent aux Yarse. Ceux-là n'avaient plus les moyens de maintenir un système commercial autonome car les Kurumba avaient perdu leur indépendance, et jusqu'à leur identité à la suite de la domination du pays par les Mossi (Yatenga) et par les Fulbe (Jelgoji). Les gros marchés du royaume (Yuba, Gursi, etc.) étaient les terminus des caravanes transportant sel et kola. Les Yarse du Yatenga formaient un groupe de commerçants dynamique qu'on retrouvait non seulement à Tombouctou, point de départ des caravanes transportant du sel, mais aussi dans la vallée du Bani et dans tout le Macina. Il est possible que la stratégic de Naaba Kango en direction de Ségou ait visé à assurer l'implantation de ces Yarse dans les pays voisins du Yatenga. En effet, en pays Moaga, ces commerçants avisés vivaient en symbiose avec

67. L'inventaire des famines du Mogho n'a pas encore été fait.

les dirigeants mais avec des compromis : en échange de certains privilèges (droit de grâce, dispense de prestations, escortes armées), ils s'engageaient à ne favoriser aucune subversion, à vendre en priorité au *naaba*, à le bénir et à le soutenir par des rituels appropriés et même, à l'occasion, à servir d'agents de renseignements[68].

Si l'unité de compte pour les commerçants était le cauri, d'autres unités avaient cours dans le commerce caravanier comme dans les échanges courants — la coudée de bande de coton notamment — et divers systèmes d'équivalence étaient appliqués entre le cauri, la coudée, la plaque de sel, le captif et le cheval.

À côté des Yarse, qui joignaient à l'artisanat du coton le commerce à longue distance, les forgerons associaient métallurgie lourde, métallurgie d'affinage, poterie (par les femmes) et commerce d'exploitation vers le Mogho central, pauvre en minerai de fer. Le Yatenga était en effet l'une des grandes régions métallurgiques du centre de l'Ouest africain et le commerce des produits finis (fers, armes et outils) procurait aux forgerons des revenus non négligeables.

Le choix même du site de Waiguyo n'était sûrement pas exempt d'arrière-pensées d'ordre économique. Frobenius[69] rapporte une tradition selon laquelle Naaba Kango voulait faire de sa capitale un dépôt de sel. Il est possible aussi que ce soit du règne de Naaba Kango que date la création d'un corps de chefs de marché d'origine captive, chargés de la perception d'une taxe royale sur les denrées importées. Déjà Naaba Zombre avait créé, dans le royaume de Ouagadougou, un corps de chefs de marché dont les titulaires, recrutés parmi les captifs, étaient chargés de la perception d'une taxe royale sur les produits importés. Certes, il s'agissait là de fournir à la cour des revenus supplémentaires, mais cela visait aussi à réduire les droits à taxation des chefs locaux, souvent très sévères avec les commerçants.

Il faut toujours garder en mémoire la terrible logique que la traite négrière, durant cette période où elle était le plus intense sur presque toutes les côtes d'Afrique noire, introduisait dans la mécanique des flux commerciaux comme dans le contenu des rapports sociopolitiques, dès l'instant où l'on a mis en équation les armes, les esclaves et le pouvoir politique. Nous l'avons constaté chez les plus grands rois de l'époque : les Massassi, ceux de Ségou, Naaba Kango du Yatenga, les Wattara de Kong et de Bobo, sans compter les souverains du Dagomba et de l'Ashanti. Mais l'activité esclavagiste des rois était démultipliée et alimentée par la multitude des chefs locaux qui, de gré ou de force, entraient dans le jeu politique par ce genre d'affaires.

Nous avons vu comment, dans le système bambara, le statut de captif avait été génialement institutionnalisé en récupérant purement et simplement l'institution préexistante des *ton-den* pour créer des *ton-dyon*. Mais si

68. A. Kouanda, 1984, p. 248.
69. L. Frobenius, 1924, p. 281.

cette idée est venue à Mamari Koulibali, c'est qu'elle était « dans l'air du temps » et qu'elle existait dans la pratique sociale depuis des siècles.

Un pas supplémentaire fut franchi avec les *foroba-dyon* proprement dits (esclaves de la couronne). C'étaient des prisonniers de guerre rassemblés en contingents dont chacun se définissait par le *faama* qui l'avait constitué. Ils étaient en général destinés à être vendus comme des produits marchands fabriqués par la guerre : en bambara, des *san'dyon* (esclaves du commerce). Acquise par une communauté, la femme accédait à la qualité de *woloso* (littéralement, né(e) dans la maison) dès qu'elle avait engendré un enfant, et l'homme pouvait acquérir le même statut dès que son maître lui faisait assez confiance pour cela. Par la suite, le *woloso* devenait *dyon goron* lorsqu'il se substituait à ses enfants et payait une indemnité annuelle à son maître. Mais dès l'instant où il accédait à la qualité de *woloso*, l'esclave devenait le membre d'une caste. Il ne pouvait plus être vendu et jouissait du droit de propriété et de transmettre son héritage à ses enfants, si bien que ses conditions de vie, sinon son statut, étaient préférables à celles d'un homme libre mais pauvre qui était susceptible de basculer du jour au lendemain dans la captivité. On comprend donc pourquoi tant de gens finissaient par s'accommoder des pouvoirs d'un protecteur et d'un maître dans ce XVIIIe siècle si tourmenté, exactement comme dans le haut Moyen Âge européen. Certes, la condition de *woloso* s'imposait à sa descendance à perpétuité, même si, comme il arrivait dans les cours royales, une minorité des hommes de caste s'élevait aux dignités les plus grandes. Bien que leur position même ait interdit à toute personne du commun de faire allusion à leur statut antérieur, cette marque persistait dans l'opinion collective, ineffaçable[70].

C'est ainsi que les Diarra, de la famille du grand roi Ngolo Diarra, n'arrivaient pas à effacer le souvenir du statut servile de leur ancêtre, qui suscitait les sarcasmes des Massassi du Kaarta. Le cas de Ngolo nous montre cependant que les portes n'étaient pas fermées pour les plus habiles des captifs. En principe, ils étaient soumis à l'arbitraire du maître mais, dans la pratique, en recourant aux bons offices de personnalités bien en vue, ils pouvaient infléchir les décisions d'en haut[71]. Même dans le système moaga si rigide, où chacun naissait et mourait en gardant le même statut, sans transfert ni interruption possibles[72], un eunuque, le *kamsaogo-naaba*, était investi de lourdes responsabilités. Il est vrai que d'autres eunuques destinés à la même charge étaient vendus au Fezzān, à l'Afrique du Nord et au Proche-Orient[73].

70. A. Raffenel, 1846, vol. I, p. 371.
71. C. Monteil, 1924, p. 301.
72. Le roi ne pouvait pas destituer ou dégrader un noble. Le chef qu'il voulait supprimer recevait de lui une flèche empoisonnée avec laquelle il devait se suicider, sinon c'était la guerre.
73. Y. Tiendrebeogo, 1964.

L'islam et les religions traditionnelles africaines

C'était un lieu commun très répandu avant et après la conquête coloniale[74] de dire que les Bambara et les Mossi avaient élevé des barrières considérables à l'encontre de l'islam en Afrique occidentale. Il s'agit là d'une affirmation simpliste qui mérite d'être révisée. En effet, l'islam, à l'œuvre depuis le VIIIe siècle au moins, a accentué son influence dans les grands empires depuis celui du Ghana jusqu'à celui de Gao. Mais déjà, dans ces contextes, il y eut des obstacles et des résistances. Au XVIIIe siècle encore, les Fulbe jelgoobe et feroobe, qui avaient quitté le Macina pour le Nord-Est voltaïque, étaient souvent adeptes de religions traditionnelles[75].

Mais justement, pendant un millénaire, du VIIIe au XIXe siècle, l'islam n'a cessé de s'étendre dans toute cette région de diverses et nombreuses façons : par le biais des commerçants, des hommes de prière, par la violence au besoin, tout en sachant contourner les obstacles et s'adapter aux contextes spécifiques présentés par la multiplicité des peuples, en particulier lorsque ceux-ci apparaissaient comme quelque peu réfractaires. En réalité, les peuples de l'intérieur de l'Ouest africain ne jetaient pas sur l'islam, ou plus tard sur le christianisme, le même regard que les adeptes de ces religions lorsqu'ils jugeaient les religions traditionnelles du continent. C'est dans un esprit syncrétique que les Bambara ont, au départ, abordé l'islam dont la présence les incitait à remettre à l'honneur le dieu suprême, Maa Ngala, le souverain au-dessus des esprits honoré par des cultes particuliers. Ayant ainsi assimilé l'islam, les rois de Ségou et de Kaarta virent que rien ne les empêchait de consulter les ministres de ce grand dieu, les marabouts, tout en restant fidèles à leurs propres cultes dont ils étaient presque d'office les grands prêtres, ainsi qu'au magicien. Celui-ci était censé invoquer l'Énergie universelle et invisible en provoquant ainsi une sorte de matérialisation de son désir. Le magicien « nommait » et donc créait ce qu'il appelait de ses vœux[76].

Bien que pratiquant de tels rites, les Koulibali, y compris les chefs les plus éminents, participaient aux fêtes religieuses musulmanes, du moins par leur présence et en offrant de riches présents aux marabouts sarakolé. La fête de la *tabaski* (sacrifice) coïncidait d'ailleurs, selon Raffenel, avec les états généraux du clan des Massassi qui impliquaient des rites occultes — comme ceux du Komo et de Makongoba — et des serments d'allégeance. Or, ces mêmes Bambara reproduisaient tant bien que mal les gestes des officiants au cours de la prière musulmane et certains sacrifiaient même un mouton. Ces syncrétismes qui, simultanément, se développaient avec le christianisme dans le culte afro-américain au Brésil, en Haïti et à Cuba, sont l'une des caractéristiques de l'esprit religieux négro-africain. C'est ainsi que, si les

74. C. Monteil, 1924, p. 23 et suiv.
75. I. P. Diallo, 1981.
76. UNESCO, *Histoire générale de l'Afrique*, vol. I, chap. 8.

appels aux esprits n'avaient pas fourni une réponse claire et satisfaisante, l'intervention du marabout était alors sollicitée et accueillie avec piété, aussi bien par Mamari Koulibali que par Tonmasa, Ngolo et d'autres Koulibali. Biton versait d'ailleurs la *zakāt* aux marabouts de Djenné et entretenait un groupe de 40 devins, dont les Kamite, qui, bien que musulmans, étaient aussi prêtres d'un *faro* (litt., esprit du fleuve Niger, culte religieux). Denkoro le sanguinaire, au moment où il fut intercepté et assassiné par Tonmasa, se disposait à aller faire ses ablutions, suivi de son fidèle forgeron porteur d'une *satala* (bouilloire).

Les forgerons-magiciens n'ont d'ailleurs pas éprouvé de difficulté à adopter la divination géomantique importée par les musulmans[77]. Certes, le successeur de ʿAlī Bakary, islamisé à Tombouctou et ayant appris l'arabe auprès d'un *shaykh* de la famille des Bekkai, a été rapidement assassiné avec tous les membres de sa famille, et l'on a attribué cette élimination au fait qu'il voulait interdire la consommation de *dolo* (bière de mil) et le culte des génies ou des ancêtres. En fait, rien n'est moins sûr, puisque l'ambitieux Tonmasa, qui mena tous ces massacres, devait peu après liquider aussi Dion Kolo, le dernier fils de Mamari.

Ce qui est certain, c'est que l'islam se présentait aux Bambara avec des institutions qui ne niaient pas systématiquement les leurs, par exemple la polygamie, le divorce, la répudiation, l'esclavage. Par ailleurs, les marabouts eux-mêmes ne faisaient rien qui aurait pu rebuter les néophytes bambara. C'est ainsi qu'à Dia[78], sans doute une des métropoles les plus anciennes de l'islam au Soudan occidental, l'enseignement s'accommodait largement aux coutumes autochtones et faisait une large place à la magie[79]. Les marabouts les plus nombreux en milieu bambara étaient les Marka, les Bozo et les Somono, qui se réclamaient des grands maîtres de l'islam maure ou fulbe et, par eux, relevaient de telle ou telle confrérie. En effet, certaines ethnies comme les Soninke, les Marka, les Fulbe et Torodbe, anciennement islamisées et bénéficiant de la tolérance religieuse, servaient de ferment permanent et de modèles. Il en va de même pour les pêcheurs bozo et somono que la tradition mêle aux premiers pas du clan des Koulibali de Ségou.

Bref, cette ouverture réciproque profitait largement aux deux parties en présence : elle associait les dirigeants musulmans au pouvoir et empruntait des voies endogènes pour amener ces peuples vers la foi coranique ; mais aussi elle contribuait à renforcer le pouvoir des monarques qui, face à l'hétérogénéité ethnique et sociale de leurs États, ne pouvaient s'offrir le luxe de dissensions religieuses. Bref, « le païen, en tirant profit de l'islam suivant ses propres concepts, le soudanise, si bien qu'entre ces deux pôles, islamisme

77. L'un des termes pour désigner le consultant *turndala* (devin par le sable) est dérivé de l'arabe *al-tareb* (la terre), alors que les autres sont proprement soudanais — *buguridala* et *kyekyedala*, de *buguri* (poussière) et *kyekye* (sable).
78. Dia est situé sur la rive gauche du Niger, dans le Macina.
79. P. Marty, 1920-1921, vol. IV.

et paganisme, existe une infinité d'états intermédiaires qui les relient l'un à l'autre et qui, selon l'angle sous lequel on les observe, apparaissent tantôt comme une islamisation du soudanais et tantôt comme une soudanisation de l'islam[80] ».

Du moins les choses en étaient là dans la boucle du Niger avant les *djihād*, si dissemblables par ailleurs, de Sekou Aḥmadu Barry et de al-Ḥādjdj ʿUmar. En pays Mossi, c'est probablement du règne de Naaba Kom, fils de Naaba Zombre (vers 1744-vers 1784), que date le début de l'influence musulmane à la cour de Ouagadougou.

L'islam voltaïque n'est surtout pas né d'une pénétration par le nord, contrairement à ce que le processus d'expansion historique de l'islam à travers le Sahara pourrait laisser croire. Bien au contraire le Yatenga, jusqu'à la période coloniale, resta un pays pratiquement fermé à l'islam, en dépit ou à cause de la présence sur son territoire de deux importantes minorités musulmanes : les Fulbe et les commerçants yarse. Des recherches ont montré que l'islam s'était répandu dans le bassin des Volta à la suite des commerçants et des guerriers jula, selon un axe nord-sud à l'ouest de la zone voltaïque, le long de la vallée de la Volta noire, et que la ville de Bobo-Dioulasso a été l'une des principales plaques tournantes du prosélytisme musulman, de même que le *dafing* (clan) marka des Sanogho en fut l'un des vecteurs les plus actifs par ses lettrés et ses marabouts.

Les fondateurs du Gonja étaient des Mande musulmans. De Gonja, l'islam passa en pays Dagomba. Levtzion situe la pénétration de l'islam chez les Dagomba au milieu du XVIIe siècle, au moment où, pour des raisons de sécurité, la capitale de leur royaume fut transférée de Yendi Dabari sur le site actuel de Yendi, plus à l'est[81] Dans ces régions, les centres commerçants devinrent bientôt des centres religieux marqués par la présence de *malam* (savants musulmans). C'est derrière les caravanes de la kola que les propagateurs de la foi pénétrèrent dans le bassin de la Volta blanche. Le premier souverain dagomba converti fut Na Zangina, qui régna au tout début du XVIIIe siècle. Il est possible que la conversion du roi des Dagomba ait facilité la conclusion d'une paix durable avec le Gonja.

L'islam pénétra en pays Mamprusi à peu près à la même époque. Gambaga, la principale place économique, devint très vite un centre musulman. C'est ainsi que l'islam s'introduisit par le sud, à la fin du XVIIIe siècle, dans le Mogho, sous le règne du *mogho-naaba* Zombre. Le souverain de Ouagadougou avait une mère musulmane ; l'islam lui était donc familier. Il ne se convertit cependant pas, mais prit l'habitude de faire les prières quotidiennes et se montra favorable aux musulmans, prosélytes compris. C'est sous Naaba Dulugu (vers 1796-vers 1825) que le pas décisif fut franchi. Le *Mogho-Naaba* se convertit officiellement, il fit construire la première mosquée de Ouagadougou et fit de l'*imām* de cette ville l'un des premiers dignitaires de la cour. Ce premier islam moaga, comme celui qui prévalait

80. C. Monteil, 1924, p. 332.
81. N. Levtzion, 1968, p. 194-203.

alors dans les royaumes mamprusi et dagomba, était un islam aristocratique dont la pratique n'était, pour le *Mogho-Naaba* comme pour tous les autres chefs et dignitaires, nullement exclusive du respect de la religion traditionnelle. Ils étaient loin de tenter d'imposer la religion nouvelle à leurs sujets. C'est ainsi que, musulman convaincu, Naaba Dulugu semble avoir craint que l'islam ne fasse de trop rapides progrès dans le royaume. Il éloigna son fils aîné, le futur Naaba Sawadogo, et destitua le chef de Kombisiri, l'un et l'autre très fervents musulmans, peut-être un peu trop enclins à faire du prosélytisme autour d'eux. L'on voit donc que dans le Royaume bambara comme au sein du Mogho, bien qu'il y ait eu une ouverture réelle à l'égard de l'islam, la religion traditionnelle demeurait malgré tout sur ses gardes et cherchait, en attendant, des formules de compromis. Pour les deux autres pôles politiques de cette époque, l'empire de Kong et du Gwiriko, d'une part, les royaumes gulmance, d'autre part, l'attitude générale était nettement différente. À Kong comme chez les Bobo Jula, la religion islamique était à la fois une raison et un moyen de vivre, si bien que leur politique imbue de foi militante préludait aux *djihād* et aux conquêtes du XIXe siècle, par Samori en particulier. En revanche, les Gulmanceba étaient des adeptes résolus de la religion traditionnelle.

Conclusion

Pour les pays de la boucle du Niger et du haut bassin des Volta, la période du XVIe au XVIIIe siècle est sans conteste une phase de structuration étatique.

Les États jula, mossi, gulmanceba et bambara ont tous été, conformément à une tradition ancienne dans cette région, des ensembles pluriethniques. Même si l'ethnie dominante s'octroyait certains privilèges, elle était elle-même la résultante et le moteur d'un brassage interethnique. Il ne s'agissait donc pas d'États ethniques. Les appareils politiques parfois très sophistiqués édifiés ici étaient néanmoins vulnérables, principalement du fait de l'absence quasi générale de textes écrits les régissant.

Par ailleurs, des contradictions internes minaient les États concernés. En premier lieu, la dévolution du pouvoir a souvent suscité de graves problèmes. Quand Naaba Kumdumye de Ouagadougou casait les candidats malheureux à la chefferie pour les calmer, les écarter, mais aussi disséminer dans l'espace le pouvoir dynastique, il ne se doutait pas que son successeur, Naaba Warga, aurait à guerroyer contre les descendants de ces chefs. De même, des « compagnons » de Biton Koulibali installés par lui devenaient parfois des gouverneurs incontrôlables. Cette difficulté politique se doublait d'un problème social, car les princes non intégrés au système du pouvoir se rabattaient sur les paysans qui étaient ainsi surexploités sans pitié.

Ces premières contradictions en masquaient une autre aussi redoutable : celle qui opposait l'entourage royal, formé d'hommes du commun, et les parents du roi, tenus en respect par une série de mesures dont la plus

caractéristique a été la politique menée par Naaba Kango de Waiguyo. Chez les Bambara, la rapidité du passage à l'État permit de mettre en évidence la confrontation entre les trois instances qui s'opposaient, le clan, l'association politique (*ton*) et l'État territorial, conflits qui ne s'atténuèrent que sous des souverains de stature exceptionnelle.

Enfin, il ne faut pas minimiser la question religieuse. Certes, jusqu'à la fin du XVIIIe siècle, les États mossi et bambara ont réussi à maintenir avec les groupes musulmans (soninke, jula, yarse) un *modus vivendi*, une sorte de compromis fondé sur la tolérance, le syncrétisme, un échange de services qui consacrait la collaboration entre ces classes dirigeantes. En effet, comme le montre surtout le cas des Yarse, les musulmans, dans cette région, étaient souvent des commerçants indispensables à l'État. Mais il faut noter une différence entre les États mossi et bambara, d'une part, et l'empire de Kong et les royaumes gulmanceba, d'autre part. À Kong, à Bobo et dans le Kenedougou, c'était le modèle de l'islam militant qui s'exprimait, alors que chez les Yarse du Mogho et les Soninke de Ségou et du Kaarta, il y avait un parti pris de s'abstenir de faire de la politique et même, au départ pour les Yarse, d'éviter le prosélytisme, la religion traditionnelle ayant un statut officiel. Mais ne s'agissait-il pas là d'un simple décalage, qui s'explique parce que le rapport des forces était encore loin du seuil de rupture ? Le cas limite ici est celui des Gulmanceba qui passèrent brutalement d'un pouvoir inspiré par la religion traditionnelle à la soumission aux Fulbe musulmans, après le *djihād* du Liptako, dès le début du XIXe siècle.

Quoi qu'il en soit, la formation de l'État dans cette région s'inscrivait dans un cadre économique global qui menaçait à terme ces expériences politiques. En effet, tous ces pays étaient situés entre la limite sud du Sahara et la côte atlantique contrôlée de plus en plus par les Européens, dont la politique commerciale refaçonnait à leur avantage les circuits commerciaux, la structure et les termes de l'échange : l'offre et la demande furent donc progressivement bouleversées. Dans le circuit économique que chaque dirigeant tentait de contrôler dans sa région, le poids relatif des denrées liées à la conquête et à la conservation du pouvoir (chevaux, armes, captifs) ne cessait d'augmenter. D'où l'ombre de l'esclavagisme qui se profilait derrière ces processus auxquels les peuples à pouvoir politique non centralisé étaient loin d'assister passivement.

Certes, par rapport aux dirigeants africains de la côte confrontés directement aux Européens et qui n'avaient d'autre choix que la soumission ou la guerre, un sursis était donné à ces pays de l'intérieur qui semblaient conduire librement leur destin. Mais celui-ci était déjà inscrit dans un processus qui dépendait de plus en plus de l'extérieur. C'est pourquoi les hégémonies de cette région n'ont pas souvent disposé de la durée nécessaire pour établir un État de droit créant la stabilité et l'ordre dont nous parlent les chroniqueurs pour les empires précédents. Néanmoins, le fait primordial ici, c'est que, dans des circonstances difficiles, la preuve a été faite de la capacité des gens à bâtir l'État à partir de matériaux proprement africains.

CHAPITRE 13

Les États et les cultures de la côte de haute Guinée

C. Wondji

Introduction

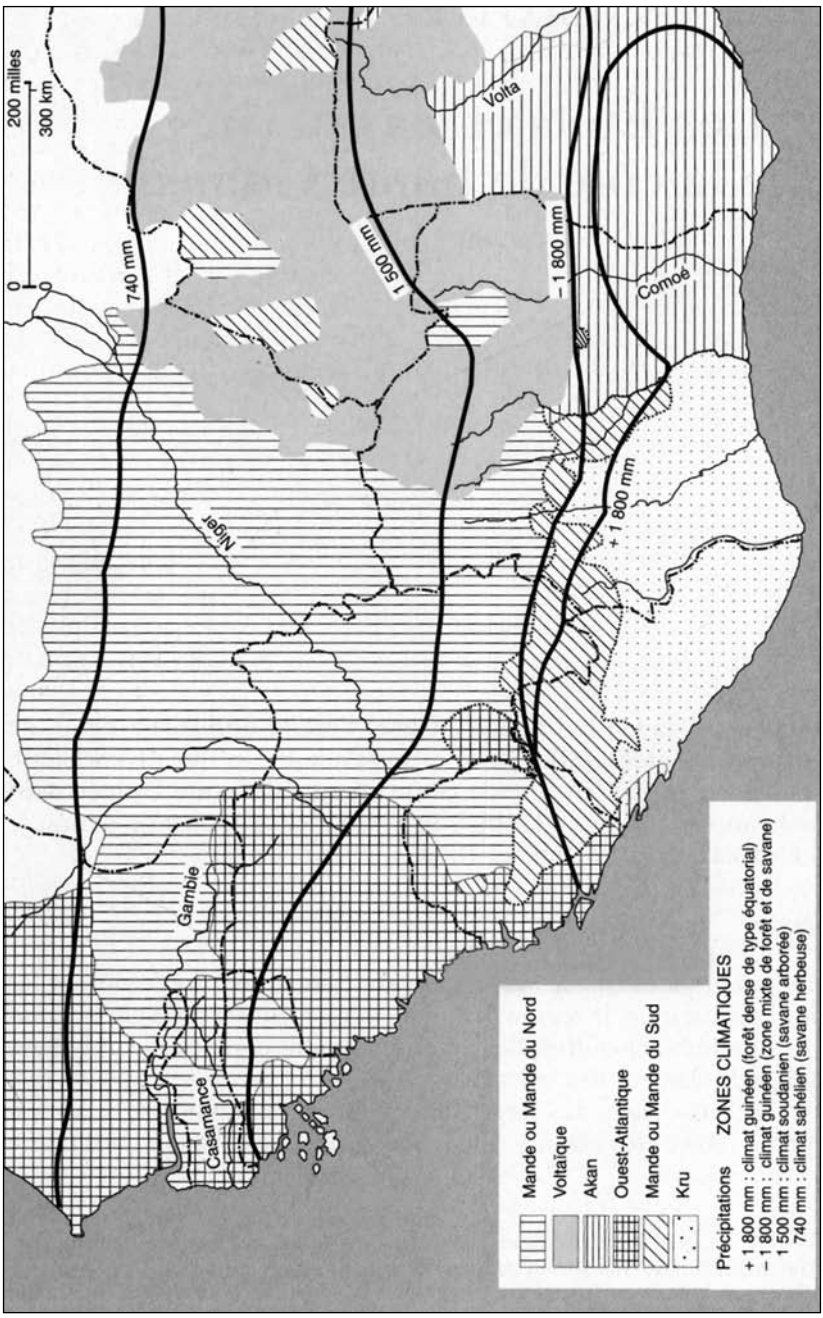
De la Casamance à la Côte d'Ivoire incluse, s'étend une vaste région de côtes et de forêts, habitée par des peuples aussi nombreux que divers. Cette région dépasse largement le cadre de ce qu'on appelle haute Guinée dans la tradition historiographique[1]. L'objet du présent chapitre est de définir le sens de son évolution entre 1500 et 1800.

Les sociétés

Par rapport aux grandes masses ethniques du Soudan où prédominent les sociétés de type étatique, la région examinée ici est caractérisée par de multiples petites unités socioculturelles essentiellement organisées sur la base des lignages, des clans et des villages.

En effet, la population des pays guinéens frappe d'abord par son morcellement en nombreuses ethnies. De la Casamance à la Tanoé, plus d'une centaine d'ethnies et de sous-groupes ethniques occupent l'espace compris

1. La zone côtière ouest-atlantique (Guinée) fut divisée en Guinée supérieure ou haute Guinée (*Upper Guinea*), allant du Sénégal au cap des Palmes, et Guinée inférieure, ou basse Guinée (*Lower Guinea*), allant du cap des Palmes au delta du Niger, dans la baie du Biafra. Au sens où l'emploie W. Rodney, l'expression *« Upper Guinea Coast »* désigne la côte comprise entre la Gambie et le Cape Mount. La Côte d'Ivoire ne fait donc pas partie de la haute Guinée telle que la délimite la tradition historiographique même si, d'un point de vue strictement anthropologique, l'ouest du pays appartient à cette région.



13.1. Principaux groupes de population d'Afrique de l'Ouest (d'après C. Wondji)

entre la savane au nord et le littoral au sud d'une part, entre les massifs montagneux du Fouta-Djalon, de la Dorsale guinéenne et la côte située à l'ouest et au sud-est d'autre part.

Cette multiplicité des groupes humains explique les nombreuses différences linguistiques qui affectent le paysage culturel où chaque ethnie, parlant une langue distincte de celle de ses voisines, est consciente de son originalité. Les variantes dialectales se multiplient parfois au sein d'une même langue, limitant étrangement l'intercompréhension linguistique à l'intérieur d'une même ethnie. Aussi chaque ethnie devient-elle le lieu de frappantes diversités : les Joola (Dyola) se différencient en Floup (Felup), Bayotte, Blis-Kaniara, Kassa et Fooni ; les We de Côte d'Ivoire, situés au nord (Facobli) et au centre (Duékoué), comprennent assez mal leurs parents Nidrou du Sud (Toulepleu) ; les Baga se divisent en Baga-Sitémou, Baga-Foré et Baga-Kakissa[2].

Malgré la diversité des ethnies et des langues, due au chevauchement constant des flux migratoires, il existe des entités linguistiques plus vastes. En effet, trois grandes familles de langues, subdivisées elles-mêmes en groupes et sous-groupes, se partagent l'espace compris entre la Casamance et la Tanoé. Dans la famille des langues mande, le sous-groupe mande-sud est prépondérant, le mande-nord apparaissant seulement ici sous la forme du mandingue parlé en Gambie, Casamance, Guinée-Bissau, Sierra Leone et au Liberia. Au sud des langues mande et le long du littoral, de la Casamance au Liberia, les langues dites ouest-atlantiques se répartissent elles aussi en groupes nord et sud. Moins homogènes que les précédentes, elles offrent une variété interne reflétant la complexité ethnique décrite ci-dessus. Enfin, vers l'est et le sud-est, les langues dites kwa englobent les parlers Kru-Bété et Akan, qui présentent la même hétérogénéité que les langues ouest-atlantiques[3].

Les difficultés d'une synthèse historique

Retracer l'évolution, entre les XVe et XIXe siècles, des pays de la côte ouest-africaine de la Casamance à la Côte d'Ivoire incluse est une des tâches les plus difficiles et les plus ingrates des historiens de l'Afrique. Il s'agit non seulement de peuples et de sociétés qui, pour la plupart, ont été récemment intégrés à des États dont l'histoire nationale est en voie de reconstitution mais aussi de territoires qui, n'ayant pas tous appartenu aux grandes entités politiques du passé précolonial africain, posent à l'historien une foule de délicats problèmes méthodologiques.

Les difficultés sont d'abord liées aux sources mêmes de cette histoire. Après le XVe siècle, les sources écrites européennes, de plus en plus nombreuses et précises à mesure que le commerce s'intensifie, fournissent des

2. Pour les Joola, voir C. Roche, 1976, p. 28-46 ; pour les We et les Baga, voir D. T. Niane et C. Wondji, s. d.
3. J. H. Greenberg, 1980.

matériaux pour la connaissance de la côte atlantique africaine. En rapport avec les intérêts mercantiles des nations d'Europe, elles sont inégalement réparties selon les périodes et les régions : abondantes pour la Sénégambie, la Côte-des-Rivières et le secteur allant de la Côte-de-l'Or au delta du Niger, elles le sont moins pour la côte s'étendant entre le Liberia et la Côte d'Ivoire actuels. Avant le XVe siècle, et même au XVIe siècle, elles sont pratiquement inexistantes pour certains secteurs de cette côte. Si elles reflètent les préjugés des Européens en rapport avec leur nationalité et les idées de leur temps, elles permettent cependant une bonne connaissance de la zone côtière : cadre géographique, activités économiques et systèmes de gouvernement des peuples visités, us et coutumes. Mais la côte est mieux connue que l' arrière-pays pour lequel il faut attendre les missions de pénétration du XIXe siècle.

Insuffisantes ou inexistantes, ces sources écrites ont besoin d'être complétées ou suppléées par l'archéologie, les traditions orales et d'autres types de sources. Il faut dire que dans ce domaine, les possibilités sont fort inégalement réparties, sinon encore très limitées. Si l'archéologie de la zone sèche soudano-sahélienne est en train de se développer, celle de la zone humide guinéenne est encore balbutiante, malgré les fouilles réalisées en Casamance, Guinée-Conakry, Sierra Leone et Côte d'Ivoire, et qui révèlent des traces d'occupation humaine remontant au troisième millénaire avant J.-C. Les recherches en matière de tradition orale ont fait des progrès décisifs dans les secteurs mande et fulbe mais, ailleurs, elles n'ont pas encore donné leur pleine mesure parce que l'indispensable connaissance des langues ou de leurs nombreux dialectes ainsi que l'analyse préalable des sociétés et des cultures supposent la mise en œuvre d'enquêtes multiples et patientes dont les fruits n'apparaîtront qu'au prix de longs efforts. De plus, à la lumière des quelques résultats déjà enregistrés, il semble que la tradition orale remonte rarement au-delà du XVIIe siècle. Enfin, si l'on excepte les groupes mandephones où l'homogénéité des langues mande facilite des recoupements suggestifs et féconds, la linguistique historique en est encore au stade des promesses dans cette région de complexité et de discontinuité linguistiques étonnantes.

Les difficultés sont ensuite liées au morcellement sociopolitique caractéristique de cette région. D'une part, les historiens des États issus du partage colonial font souvent plus de place aux peuples des parties soudaniennes qu'à ceux du littoral, simplement évoqués à l'occasion de développements concernant les premiers. D'autre part, aucune étude historique d'ensemble de ces peuples côtiers et forestiers n'est possible à l'heure actuelle, sans la connaissance exacte de l'histoire de chacun d'eux. Aussi, les Soso de Guinée, groupe mande, sont-ils mieux connus que leurs compatriotes baga et les Agni du sud-est de la Côte d'Ivoire, groupe akan, plus compréhensibles que leurs concitoyens lagunaires et kru situés à l'ouest.

Les allusions faites par les voyageurs européens de l'époque mercantiliste, les observations des ethnologues actuels et les études des historiens peuvent-elles nous permettre de franchir les difficultés du morcellement

pour construire une synthèse historique chronologiquement charpentée ? Nous nous heurtons ici au problème de la ligne générale de l'évolution ou du point de départ des dynamismes historiques, dont les clefs ne sauraient nous être fournies par les récits d'une tradition orale aussi morcelée que disparate.

Coller à la réalité historique vécue par les peuples eux-mêmes, restaurer le temps de l'Afrique occidentale dans sa partie la plus dynamique (le Soudan), mais ne jamais perdre de vue le train de l'histoire du monde, telles sont les considérations qui guideront l'organisation de notre étude. En tout état de cause, entre les impulsions historiques du Soudan et celles du commerce européen, la côte ouest-africaine joue un rôle d'articulation majeure et, selon les siècles, telle ou telle de ses parties s'active, se réanime et se stabilise.

Les mouvements de population

Les initiatives mande

Dans la région comprise entre la Gambie et les rivières de Guinée et de Sierra Leone, il faut remonter au XIIe siècle pour constater les traces d'une première avancée des Mande (Malinke) vers l'océan Atlantique. Recueillies en Gambie, Casamance et Guinée-Bissau, les traditions orales font état d'une colonisation agricole malinke entre la fin du XIIe et le début du XIIIe siècle. On signale des villages de paysans parmi les autochtones baïnuk, balante et autres. Au sein de ces groupes épars dominaient les clans fati (musulmans) et sane, adeptes de la religion des ancêtres, noyaux originels des familles régnantes du futur empire du Kaabu (Gabu).

À cette migration paysanne pacifique succéda la migration conquérante des soldats de Tiramaghan Traoré, l'un des généraux émérites de Sundjata. La conquête des territoires atlantiques des Joola, Balante et Baïnuk, facilitée par la complicité des premiers colons, permit au Mali d'avoir une large ouverture sur la mer, à la fin du XVe siècle, et de dominer les territoires compris entre la Gambie et la Sierra Leone[4].

Si l'on analyse plus avant les traditions se rapportant à cette expansion vers l'ouest, on s'aperçoit qu'elle a peut-être été la conséquence de certaines caractéristiques sociales et économiques de la société mande. Du fait de l'existence de la règle de succession collatérale — les frères succédant les uns aux autres jusqu'à ce que le dernier homme de la génération la plus ancienne meure —, il était difficile pour les fils de dirigeants de succéder à leur père. Nombre d'entre eux, après avoir rassemblé les membres de leur famille qui souhaitaient les accompagner ainsi que des guerriers et des esclaves, partirent vers l'ouest pour y fonder leur propre État. Une grande

4. S. M. Cissoko, 1972, p. 1-3 ; B. K. Sidibé, 1972, p. 5-13 ; W. F. Galloway, 1974.

partie de ces groupes migrants était aussi animée par le désir de participer aux échanges commerciaux de plus en plus nombreux dans la région de la frontière occidentale et d'avoir sa part de la richesse qui allait augmentant. On ne saurait donc voir uniquement dans ces mouvements des conquêtes militaires ne mettant en cause que des guerriers : d'autres membres de la société mande, tels que des commerçants, des chasseurs, des fermiers désireux de tirer profit du commerce avec l'Occident ou de trouver des régions où se fixer, ainsi que des artisans et des esclaves prirent activement part à l'expansion vers l'ouest. Les mouvements migratoires se sont également traduits par des échanges multiples entre les divers groupes ethniques et linguistiques, lesquels ont donné lieu à de nouveaux brassages.

Les populations du littoral et de l'arrière-pays en 1500

L'histoire du peuplement du littoral et de la forêt avant les navigations européennes des XVe et XVIe siècles est assurément l'une des taches d'ombre les plus épaisses de l'histoire ouest-africaine. Sans doute quelques sources écrites, relatives aux empires soudanais et au commerce de l'or, peuvent-elles nous renseigner sur les peuples de Sénégambie, des Rivières du Sud et de la Côte-de-l'Or, c'est-à-dire sur les secteurs nord-ouest et sud-est de cette région. Entre ces deux secteurs, on se perd en conjectures, face aux notations rapides des voyageurs portugais et aux traditions orales parfois déroutantes de certains peuples de l'intérieur qui affirment « avoir toujours été là ».

Dans les Rivières du Sud, entre la Gambie et le Cape Mount

En Sénégambie méridionale : Casamance et Guinée-Bissau. La plupart des peuples vivant dans ce secteur étaient déjà en place à l'arrivée des Portugais, comme l'attestent A. da Cà da Mosto et V. Fernandes[5]. Trois groupes principaux occupaient les estuaires et les basses vallées des rivières : les Baïnuk ou Banhun, peuple d'origine mande venu de l'est au XIVe siècle ; les Joola, venus sans doute du sud (Rio Cacheu) avant le XVe siècle ; les Balante, originaires de l'Est et qui se sont imposés aux Baïnuk avant le XVe siècle. À ces grands groupes se rattachaient les petits peuples apparentés entre eux du littoral et de l'hinterland immédiat : Kasanga, Papel, Beafada, Bijagos. En arrière de ces groupes littoraux, sur les bassins moyens et supérieurs des rivières situées entre la Gambie et le Rio Grande, se trouvaient les Mande qui, arrivés de l'est à partir des XIIe et XIIIe siècles, repoussèrent les autres peuples à l'ouest, vers la mer. À la suite de ces Mande étaient venus, au XVe siècle, les Fulbe, originaires du Macina[6].

5. Voir par exemple A. da Cà da Mosto, 1937 ; V. Fernandes, 1951.
6. C. Roche, 1976, p. 21-66 ; W. Rodney, 1970*b*, p. 6-8 ; J. Richard-Molard, 1949, p. 108.

En Guinée-Conakry et en Sierra Leone. C. Fyfe et W. Rodney ont étudié le peuplement de cette région. Les découvertes archéologiques de Yengema en pays Kono (Sierra Leone), confirmées par des recherches linguistiques, ont permis à G. Fyfe d'avancer que, contrairement à une opinion très répandue, la Windward Coast était peuplée depuis fort longtemps, c'est-à-dire depuis le troisième millénaire avant l'ère chrétienne. Les plus anciens habitants auraient été les Limba de Sierra Leone qui parlaient une langue différente des autres langues du voisinage; ils occupaient les Scarcies. Arrivèrent ensuite les Temne et les Baga, aux langues apparentées. Venus du nord, les Temne passèrent du Sénégal au Fouta-Djalon puis, de cette montagne, ils gagnèrent la plaine côtière. Ce fut, enfin, le tour des Kissi et des Bulom, deux groupes apparentés, qui remontèrent la vallée du Niger jusqu'à sa source. Jadis unis, Kissi et Bulom se séparèrent: les premiers restèrent à l'intérieur, tandis que les seconds continuèrent jusqu'à la mer[7].

À la fin du XIIe siècle, des mouvements consécutifs à la chute du Ghana et du Soso amenèrent les Soso au Fouta-Djalon où se trouvaient déjà Jallonke, Baga, Nalu, Landuma et Tyapi. Il s'ensuivit une mêlée de peuples qui aboutit à quelques mouvements migratoires vers l'ouest. Des fractions de ces peuples allèrent vers la côte et ses environs immédiats: les Nalu s'installèrent dans le secteur compris entre Rio Tomboli et Rio Nuñez; les Baga, entre Rio Nuñez et Rio Componi; les Landuma-Tyapi, dans l'immédiat hinterland des Nalu et des Baga. Enfin, les Temne restèrent à l'intérieur jusqu'au début du XVIe siècle, n'atteignant la mer qu'à la fin de ce même siècle. Quant aux Bassari et Koniagui du groupe tenda, venus de la moyenne Gambie jusqu'au Fouta-Djalon, ils y restèrent jusqu'à l'arrivée des Fulbe au XVe siècle[8].

À la fin de ce siècle, la pression des Fulbe sur les Soso-Jallonke-Baga et les Temne déclencha de nouveaux mouvements migratoires qui permirent aux Baga de s'étendre sur la côte du nord au sud, entrant ainsi en contact avec les Bulom. En arrière des Baga et des Nalu, quelques fractions soso-jallonke cherchaient déjà à atteindre la mer. La plupart des peuples les plus anciens appartenaient au groupe appelé ouest-atlantique.

De Cape Mount au Bandama — le Liberia et la Côte d'Ivoire occidentale

Cette région est le domaine des Kru, peuples de langue kwa. Ce sous-secteur côtier est celui du commerce de la malaguette ou « graine de paradis ». L'arrière-pays est le domaine de la grande forêt et des hauteurs orientales de la Dorsale guinéenne, d'où sa très faible ouverture sur le monde des savanes soudaniennes.

Les navigateurs européens de la fin du XVe siècle ont rencontré des peuples sur cette côte, depuis le cap Mesurado jusqu'au cap Lehou. Les descriptions de D. Pacheco Pereira et d'E. de la Fosse font penser aux Kru,

7. C. Fyfe, 1964, p. 149-165.
8. W. Rodney, 1970 *b*, p. 1-15.

Bassa et Grebo[9]. Faut-il en conclure qu'un peuplement kru ancien existait déjà sur cette côte au XVe siècle ? S'appuyant sur le *sickle-cell trait* ou « taux de siclémie[10] », C. Fyfe constate qu'il est très insignifiant chez les Kru et admet qu'ils ont dû longtemps vivre isolés sans se mêler aux autres peuples. Y. Person en conclut une vieille implantation des Kru sur le littoral forestier[11]. Il faut donc supposer que le mouvement de ces peuples, depuis l'intérieur jusqu'à la côte, a commencé avant les navigations européennes, c'est-à-dire avant le XVe siècle, puisque certains auteurs signalent la présence de groupes kru sur les hautes montagnes au nord-est du Liberia[12]. L'archéologie et les recherches en tradition orale montrent aussi l'ancienneté du peuplement de cette région. À l'ouest du Bandama, on a rencontré des outils préhistoriques dans les vallées alluviales du bassin du Sassandra et des cavernes très anciennes dans l'interfluve Bandama-Sassandra, témoignant d'une occupation humaine qui remonte au mésolithique. Un historien de tradition orale, l'Ivoirien A. L. T. Gauze, a révélé l'existence d'un vieux peuple, les Magwe, venu du nord et qui a suivi le fleuve Bandama jusqu'à son embouchure. Ce peuple, ancêtre des Bete-Dida, s'est répandu dans la forêt occidentale, entre les fleuves Sassandra et Bandama, pendant le premier millénaire de l'ère chrétienne[13].

Il faut enfin supposer que les savanes préforestières, au nord de la forêt de la Côte d'Ivoire, du Liberia et de la Guinée-Conakry actuels, étaient occupées à la même époque par les groupes mande du Sud : Guerze, Manon, Toma, Dan, Gouro, Toura et Gagou. Au XVe siècle, ceux-ci avaient sans doute commencé à s'enfoncer dans la forêt méridionale, sous la pression des Mande du Nord (Mandingue) venant du haut Niger. La dynamique de cette poussée nord-sud avait dû amener de nombreux îlots kru sur la frange maritime de la forêt.

Les mouvements de population de la Sierra Leone à la Côte d'Ivoire

Au XVIe siècle, de nouveaux peuples venus de l'intérieur s'ajoutèrent à ceux que les Portugais avaient trouvés dans la deuxième moitié du XVe siècle. Il s'agissait essentiellement des Mande, que les difficultés politiques et économiques du Mali au XVIe siècle devaient pousser à se déplacer en direction du sud, sur les routes menant à la forêt et au littoral. Cette expansion vers la zone préforestière était le fait de guerriers, mais aussi de marchands : « Bloqués vers le nord, les guerriers de la savane s'enfoncent dans le Sud, au milieu des galeries forestières aussi loin que survivent leurs chevaux. Ils suivent le pas pressé des colporteurs en quête de kola, qui

9. D. Pacheco Pereira, 1937, p. 99-115 ; E. de la Fosse, 1897, p. 180-190.
10. Pour les spécialistes de médecine tropicale, le taux de siclémie indique la présence de l'hémoglobine S, gène de la drépanocytose, qui serait le résultat d'une mutation provoquée par la présence du paludisme. Son absence chez les Kru de la forêt d'Afrique occidentale montre qu'ils ont occupé la forêt à une époque très ancienne où elle était exempte de paludisme. Voir A. Schwartz, 1993.
11. C. Fyfe, 1964, p. 152-153 ; Y. Person, 1970.
12. C. Behrens, 1974, p. 19-38.
13. A. L. Y. Gauze, 1969 et 1982.

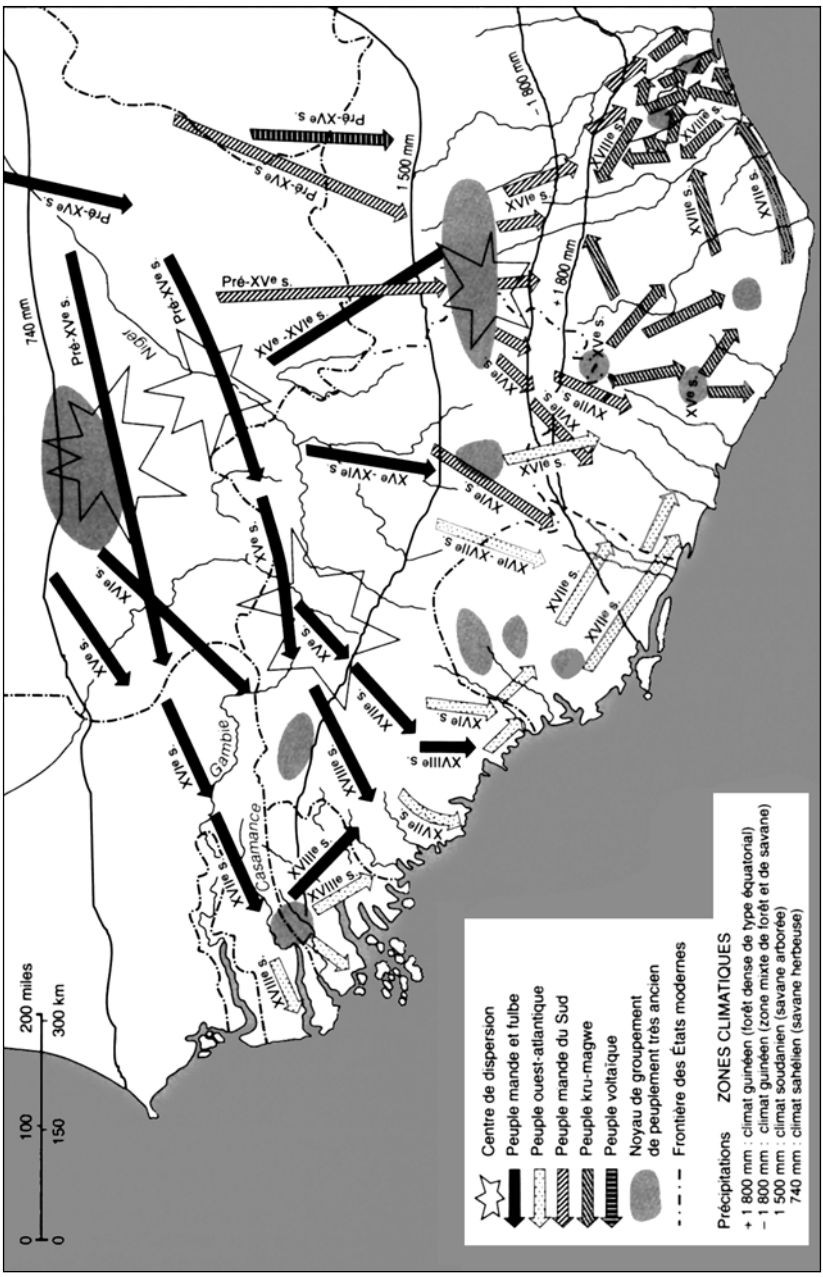
portent jusqu'aux franges de la grande sylve la langue et la civilisation des Mandingue depuis les confins de la Sierra Leone et les sources du Niger, dans l'Ouest, jusqu'aux rives du Bandama[14]. »

Le premier mouvement mande a été celui des Kono-Vai, venus du haut Niger au tournant des XVe et XVIe siècles, sous la direction du clan mande des Camara. Ils parvinrent à Bopolou, dans le nord-ouest de l'actuel Liberia, et gagnèrent la côte en suivant les rivières Mano et Moa qui coulent en Sierra Leone et au Liberia. D'après Holsoe *et al.*, les Vai, désireux de trouver du sel et d'ouvrir des routes commerciales vers l'intérieur, migrèrent en direction du littoral entre 1500 et 1550. Au début du XVIIe siècle, ils occupaient les embouchures de ces rivières, tandis que leurs parents kono étaient dans l'immédiat hinterland[15].

Au milieu du XVIe siècle, les Mane-Sumba, un groupe d'envahisseurs mande venus du haut Niger, arrivèrent sur les côtes de la Sierra Leone et du Liberia. L'origine de cette migration reste encore imprécise, mais Y. Person y voit un aspect majeur du mouvement des Mande vers le sud et précise que les Mane suivirent le Niger jusqu'à Kouroussa, gagnèrent le Konyan puis le Liberia. Enfin, les Mane atteignirent la côte en 1545 à Cape Mount, après avoir suivi les rivières Mona et Moa. De Cape Mount, ils remontèrent la côte vers le nord, écrasèrent les peuples autochtones de Sierra Leone et firent une incursion vers le Fouta-Djalon à travers les Scarcies. Repoussés par les Soso alliés aux Fulbe, ils durent retourner sur le littoral, qu'ils occupèrent du Liberia aux îles de Los, en fusionnant avec les premiers habitants.

La composition exacte des groupes qui animèrent ce courant migratoire n'est pas encore élucidée : qui sont les Mane ? Qui sont les Sumba ? Pour J. D. Fage, les guerriers mande (les Mane) auraient recruté des auxiliaires ou des Sumba parmi les peuples kru et les peuples ouest-atlantiques. Mais Y. Person pense que l'invasion aurait été dirigée par une aristocratie malinke, qui avait engagé des guerriers mande du Sud, en particulier des Toma ; ces derniers seraient les Sumba. En tout état de cause, cette invasion eut des conséquences sociales et culturelles très importantes pour tous les peuples de cette zone et à cette époque — Mande du Sud, Kru et « Ouest-Atlantiques » —, avec la destruction du fameux royaume des Sape, suivie de l'instauration d'une nouvelle société politique dirigée par les Mande. Les peuples de cette côte furent répartis en quatre royaumes, eux-mêmes subdivisés en chefferies ou principautés : le royaume de Bulom (des îles de Los au cap Tagrin), le royaume de Loko (autour de Port-Loko), le royaume de Bouré (du chenal de Sierra Leone à l'île Sherbro) et le royaume de Sherbro. Ensuite eut lieu l'intégration socioculturelle de ces peuples : ayant utilisé, au cours de leur conquête, les Bulom et les Temne contre les Limba, les Soso et les Fulbe, ainsi que les peuples kru de la Côte-des-Graines contre les Kissi et les Bulom, les Mane déclenchèrent un processus

14. Y. Person, 1981, p. 624.
15. C. Fyfe, 1964, p. 159 ; S. E. Holsoe, 1967 ; S. E. Holsoe, W. L. d'Azevedo et Gay, 1974.


0 100 200 miles
0 150 300 km
Centre de dispersion
Peuple mande et fulbe
Peuple ouest-atlantique
Peuple mande du Sud
Peuple kru-magwe
Peuple voltaïque
Noyau de groupement de peuplement très ancien
Frontière des États modernes
Précipitations ZONES CLIMATIQUES
+ 1 800 mm : climat guinéen (forêt dense de type équatorial)
– 1 800 mm : climat guinéen (zone mixte de forêt et de savane)
1 500 mm : climat soudanien (savane arborée)
740 mm : climat sahélien (savane herbeuse)
740 mm
1 500 mm
+ 1 800 mm
Niger
Gambie
Casamance
Pré-XVe s.
Pré-XVe s.
Pré-XVe s.
Pré-XVe s.
Pré-XVe s.
Pré-XVe s.
XVe s.
XVe s.
XVe s.
XVe s.
XVe s.
XVe s.
XVe s.
XVe s.
XVe-XVIe s.
XVe-XVIe s.
XVe-XVIIe s.
XVIe s.
XVIe s.
XVIe s.
XVIe s.
XVIe s.
XVIe s.
XVIe s.
XVIe s.
XVIe s.
XVIe s.
XVIIe s.
XVIIe s.
XVI

de croisement des races qui permit l'installation de l'influence mande dans cette région ; les Loko, une fraction des Temne, adoptèrent la langue mande ; les Temne gardèrent leur culture ouest-atlantique mais eurent des chefs mande ; les Kru conservèrent leur langue kwa et subirent l'influence politique des Mande. Enfin, les Mane apportèrent des innovations dans le domaine militaire : armes, tactique, sièges et fortifications accrurent la vigueur guerrière des peuples du littoral par le perfectionnement de l'art de l'offensive et de la défense. À la fin du XVIe siècle, les envahisseurs paraissaient avoir été naturalisés et, au début du XVIIe siècle, il n'y avait plus de Mane authentiques[16].

Au XVIe siècle, un groupe de Mande du Sud, les Malinke du clan Camara du haut Niger, s'établit au Liberia et dans la partie occidentale de la Côte d'Ivoire et suscita non seulement la poussée des Kono et des Vai vers les côtes de la Sierra Leone et du Liberia mais aussi celle des Toma, des Guerze et des groupes apparentés (Galla, Manon) vers les forêts des actuelles Républiques de Guinée et du Liberia. Dans le même temps, les Diomande, frères des Camara, progressaient vers l'est, s'installaient à Touba (Côte d'Ivoire) et en chassaient les Dan-Toura qui allaient occuper le secteur de Man (Côte d'Ivoire), plus au sud. S'avançant plus à l'est encore, les Malinke pénétrèrent dans le Worodougou (secteur de Séguéla-Mankono, en Côte d'Ivoire) et provoquèrent le déplacement des Gouro vers le sud et le sud-est, jusque dans la forêt[17].

Cette poussée nord-sud et nord-ouest/sud-est des Mande du Sud exerça une pression sur les Kru qui s'enfoncèrent plus profondément dans la forêt, en direction de la côte. Étudiant le peuplement kru du Liberia, C. Berhens pense qu'au milieu du XVIe siècle, le mouvement nord-sud était déjà accompli, les Kru ayant quitté le Nord-Est libérien pour s'installer sur la côte. Dans le secteur ivoirien, les mouvements semblent plus tardifs. Notons, chez les We, l'exemple des Nidrou de Toulepleu : ils vivaient d'abord dans la savane mais en furent chassés et entrèrent dans la forêt au milieu du XVIe siècle[18]. À la même époque, les Dida Zehiri avaient dû quitter Divo pour l'embouchure du Bandama, dans l'actuel pays des Avikam (Grand-Lahou)[19].

Les mouvements de population aux XVIIe et XVIIIe siècles

Par rapport à celui des siècles précédents, le mouvement des peuples qui caractérise les XVIIe et XVIIIe siècles affecta toute la zone côtière et subcôtière, et s'exprima par des flux migratoires pluridirectionnels : ils ne furent pas seulement orientés du nord vers le sud ou de l'intérieur vers la côte mais aussi sud-nord, est-ouest et ouest-est. Le secteur allant du Liberia à la Tanoé en fut le plus affecté. D'après Warren L. d'Azevedo,

16. J. D. Fage, 1969*b*, p. 37-39 ; Y. Person, 1964 ; C. Fyfe, 1964, p. 158-159.
17. Y. Person, 1964, p. 325-328.
18. A. Swartz, 1971.
19. M. Sékou-Bamba, 1978, p. 167-168.

ces mouvements de population ont été pour une large part suscités par le désir de contrôler la traite des esclaves laquelle, à son tour, a donné lieu à des conflits et, partant, à la formation d'alliances militaires et commerciales entre les ethnies et à l'intérieur de celles-ci. Cette situation a débouché sur l'établissement de liens culturels étroits entre les divers groupes ethniques de la région[20].

De la Gambie à la Sierra Leone

En Casamance et Guinée-Bissau. Les XVIIe et XVIIIe siècles ne connurent pas l'arrivée de nouvelles communautés dans cette région mais, avec l'essor de la traite des Noirs, on assista à une mêlée de peuples, due en particulier aux raids dévastateurs des Mande soutenus par l'expansion du Kaabu (Gabu) alors à son apogée. L'attrait des marchandises européennes stimulait les razzias d'esclaves qui suscitaient à leur tour la résistance des groupes agressés. D'où les guerres interminables auxquelles aucun peuple n'échappa. Dans le Rio Cacheu au XVIIe siècle, elles mirent aux prises Baïnuk, Kasanga, Papel, Joola et Balante.

Certains groupes se montrèrent particulièrement agressifs, tels les Bijago et les Beafada des îles qui attaquèrent les Nalu et les Balante, peuples de la terre ferme. Mais les Mande et leurs vassaux kasanga, les plus actifs lors des razzias d'esclaves, harcelèrent constamment les Bijago, les Joola, les Balante et les Baïnuk. Pour échapper à la pression esclavagiste, de nombreux peuples cherchèrent refuge dans les marécages inaccessibles de la côte, abandonnant aux Mande la domination des rivières menant vers l'intérieur[21].

En Guinée-Conakry et Sierra Leone. L'influence croissante du commerce atlantique sur les habitants de la zone soudanienne, l'expansion de l'islam que provoqua la révolution fulbe du Fouta-Djalon au XVIIIe siècle, tels furent les phénomènes qui constituèrent l'arrière-plan du mouvement des peuples dans ce secteur aux XVIIe et XVIIIe siècles.

Les Fulbe de la guerre sainte musulmane déclenchèrent, dans le premier tiers du XVIIIe siècle, le mouvement des peuples du groupe tyapi vers les côtes de l'actuelle République de Guinée. Il s'agit là de l'accentuation d'un mouvement très ancien. En effet, aux XVe et XVIe siècles déjà, sous la pression des Mande et des Fulbe, des fractions baga, nalu et landuma en provenance du Fouta-Djalon avaient occupé la zone littorale et les Portugais les rencontrèrent aux embouchures des rivières Nuñez et Pongo. Mais la révolution islamo-fulbe, qui se déclencha entre 1720 et 1730, les expulsa définitivement de leur ancien lieu de résidence. Refusant l'autorité des maîtres de la nouvelle religion, perdant de dures batailles dont celle de Talansam (1725-1730) pour les Baga, les derniers groupes quittèrent le Fouta-Djalon pour venir sur la côte : les Landuma abandonnèrent le Mali pour le bassin supérieur de la

20. W. L. d'Azevedo, 1959 et 1962.
21. W. Rodney, 1970*b*, p. 1-15 ; J. Suret-Canale, éd. de 1976, p. 456-511.

Nuñez et les Baga vinrent de Labé pour occuper le littoral entre Rio Pongo et les Scarcies[22].

Un autre mouvement majeur fut celui qui amena sur la côte par vagues puissantes les Soso-Jallonke. Repoussés du Fouta-Djalon, les Soso progressèrent lentement vers le littoral déjà occupé par les Nalu et les Baga. Mais le mouvement atteignit sa plus forte amplitude en 1760 lorsque, sous la conduite de Soumba Toumane, les Soso envahirent les Baga et créèrent la chefferie de Toumania dans l'immédiat hinterland de la presqu'île de Kaloum. Ils accueillirent leurs parents jallonke chassés eux aussi de la montagne du Fouta par les Fulbe et dominèrent ainsi, à la fin du XVIIIe siècle, le littoral compris entre le Rio Pongo et la Sierra Leone[23].

Mais tous les habitants du Fouta-Djalon ne furent pas expulsés. Les peuples du groupe tenda, situés sur les contreforts nord-ouest du pays, résistèrent aux Fulbe musulmans. Il en fut ainsi des Koniagui et des Bassari qui échappèrent à l'emprise des envahisseurs dès le XVe siècle, même si quelques-uns d'entre eux participèrent aux équipées de Koly Tenguella au XVIe siècle. Des symbioses s'opérèrent cependant: les Badyaranke résultaient d'un mélange de Tenda et de Malinke-Sarakolle, tandis que les Fulbe parvinrent à islamiser quelques groupes devenus les Tenda-Boeni[24].

Autres agents moteurs de ce mouvement des peuples en Guinée et Sierra Leone, les Mande du Nord furent à l'origine des migrations toma, guerze et manon en Guinée forestière, de celles des Mende en Sierra Leone et des Quoja en Sierra Leone et au Liberia. Il faut distinguer ici les mouvements liés au processus déjà ancien de descente des Malinke vers le sud et la mer de ceux qui découlent de l'expansion de l'islam dont les Malinke furent les agents au même titre que les Fulbe.

Dans le premier cas, signalons qu'au XVIIe siècle, le mouvement des Malinke du Konyan fit passer les Toma (Loma), les Guerze (Kpelle) et les Manon (Mani) des savanes préforestières au nord de Beyla (secteurs de Kerouane et Bissandougou) vers la forêt guinéo-libérienne, dans laquelle ils continuèrent à s'enfoncer tout au long de ce siècle. À la même époque, venant de l'est, d'autres Mande suivaient le même itinéraire que les Mane, pénétraient en Sierra Leone où ils se mêlèrent aux Kissi, aux Bulom, aux Loko et aux Temne pour donner, à la fin du XVIIe siècle et au début du XVIIIe siècle, le peuple mende[25]. Celui-ci allait longtemps rester à l'intérieur des terres, n'atteignant la mer qu'au XIXe siècle. Dans la troisième décennie du XVIIe siècle, d'autres Mande venus de l'intérieur et mêlés aux Kru libériens allaient donner naissance à l'hégémonie des Quoja et des Karou qui domina le littoral depuis le cap Verga jusqu'au cap Mesurado[26].

22. Dr Méo, 1919.
23. J. Suret-Canale, éd. de 1976, p. 504-510.
24. A. Delacour, 1912; F. de Coutouly, 1912.
25. K. Little, 1951; A. P. Kup (1961*b*) suggère que les Mende sont les descendants des guerriers sumba et mane qui sont arrivés dans l'hinterland de la Sierra Leone au XVIe siècle, quelque temps après la migration des Vai.
26. Pour les Toma, Guerze et Manon, voir J. Suret-Canale, 1970, p. 169 et suiv., et S. S. Bouet et L. Y. Bouet, 1911. Pour les Mende, Quoja et Karou, voir C. Fyfe, 1965, p. 159 et O. Dapper, éd. de 1686, p. 256-274.

Dans le second cas, les Mande agirent comme des propagateurs de la religion. Dominant le commerce et l'islam, ils créèrent des écoles coraniques (notamment chez les Bena-Soso et les Kouranko) et vécurent, jusqu'au XVIIIe siècle, en groupes réunissant exclusivement lettrés et commerçants au sein de la population côtière agricole. Mais avec l'avènement de la révolution musulmane au Fouta-Djalon, ils s'associèrent aux Fulbe pour convertir ou assujettir les Soso, les Baga, les Bulom et les Temne. Ils occupèrent ainsi la Mellacorée au XVIIIe siècle, organisèrent des chefferies mande musulmanes et furent présents sur toute la côte, de l'île de Matacong jusqu'à la rivière Saint-Paul. À la fin du XVIIIe siècle, il y eut cependant des résistances à l'islamisation chez les Soso et les peuples « ouest-atlantiques » lorsque, à travers l'alliance confessionnelle pullo-mandingue, l'*almamy* du Fouta-Djalon s'efforça d'imposer son autorité à toute la région. Baga, Bulom et Temne refusèrent de reconnaître cette autorité, tout comme le royaume de Falaba au nord-est de Port-Loko, dirigé par un groupe soso farouchement opposé à l'islam. Toutefois, la société des rivières de Guinée et de Sierra Leone n'allait pas échapper à l'influence du Fouta-Djalon ni à celle, plus politique et culturelle, des commerçants-marabouts mande[27].

Du Liberia au Bandama

Les migrations qui contribuèrent à la mise en place des peuples de ce secteur aux XVIIe et XVIIIe siècles sont d'abord la poursuite des mouvements nord-sud, c'est-à-dire de la savane vers la forêt et le littoral, qui avaient commencé aux XVe et XVIe siècles. Elles s'expliquent ensuite par les bouleversements du monde akan au tournant des XVIIe et XVIIIe siècles, et par le contexte à la fois attractif et répulsif de la côte à cette même époque. Il en résulta des flux migratoires d'orientation diverse (nord-sud, est-ouest, sud-nord, ouest-est) qui prirent parfois, en milieu forestier, une allure nettement circulaire.

Les Mande et les We. L'invasion des Quoja-Karou qui s'abattit sur les côtes de la Sierra Leone et du Liberia montre que la poussée mande continuait encore à s'exercer au XVIIIe siècle sur les peuples de la forêt et du littoral. Les Mande du Nord n'avaient pas cessé leur progression vers le sud et le sud-est et, traversant la Sassandra, ils atteignirent le Bandama. Leur mouvement accéléra celui des Mande du Sud: les Dan poursuivaient leur descente sud-sud-est en Côte d'Ivoire (vers Touba-Man) et sud-sud-ouest (vers Danané en Côte d'Ivoire et dans la forêt libérienne); les Gouro et les Gagou allaient toujours en direction du sud-sud-est vers le Bandama et même au-delà (vers Bouaké pour les Gouro et vers Tiassalé et Dabou pour les Gagou)[28].

Cette poussée mande vers le sud ne fut pas sans conséquences sur le mouvement des We qui poursuivaient leur progression vers la forêt, notamment des We de Toulepleu en Côte d'Ivoire (vers Nidru et Bewa) qui rejoignirent les Guiglo dans la forêt au milieu du XVIIe siècle et atteignirent la

27. Sur l'islam et les peuples « ouest-atlantiques », voir W. Rodney, 1970*b*, p. 229-239; C. Fyfe, 1964, p. 162-164; J. Suret-Canale, éd. de 1976, p. 509-510.
28. A. Clérici, 1962, rééd. de 1963, p. 24.

rivière Cavally entre la fin du XVIIe siècle et le début du XVIIIe. En liaison avec la poussée akan et les remaniements du monde kru libérien, d'autres migrations allaient s'effectuer au XVIIIe siècle, en provenance du sud-ouest (Zibiao), du nord-est (Zarabaon) et du nord (Sémien)[29].

Les Magwe-Kru. S'agissant du peuplement kru libérien, G. Berhens pense que les Kru ont occupé la côte d'est en ouest. Durant le XVIe siècle, ils se sont subdivisés en Bassa, Krahn, Grebo, etc., puis, au milieu du XVIIe siècle, ils ont occupé le comté actuel de Grand-Bassa, après avoir lutté contre les Berkoma et les Quoja dans la région de Cape Mount. L'hégémonie karou exprime, selon C. Behrens, la volonté des Kru de contrôler toute la Côte-des-Graines du Liberia à la Sierra Leone. Ainsi, les Kru de Grand-Cess, situés à l'ouest du cap Palmas, sont-ils venus du pays Grebo à la fin du XVIIe siècle et au début du XVIIIe siècle. Un mouvement est-ouest a donc succédé au mouvement nord-sud originel[30].

S'agissant du peuplement kru de la Côte d'Ivoire, il semble qu'un mouvement ouest-est ait suivi le mouvement nord-sud. Ainsi les Kru de Grand-Béréby sont-ils venus du Liberia vers la Côte d'Ivoire, à la suite d'une fragmentation de groupes guerré (We) descendus du nord. De l'ouest (forêt de Taï-Grabo, vallée du Cavally) provint aussi la majorité des Bakwe et des Neyo qui appartenaient probablement au même courant migratoire.

Cette grande vague migratoire a conduit d'importantes fractions du groupe magwe (les Bete, les Godie et les Dida) du bassin du Cavally, à l'ouest, vers le bassin de la Sassandra et au-delà, vers le Bandama. Elle alimenta le peuplement de l'interfluve Sassandra-Bandama jusqu'à la fin du XVIIIe siècle.

Les mutations politiques et les changements socio-économiques

La création des routes maritimes (fin XVe-début XVIIe siècle)

Ouvert à la circulation et au commerce, le littoral de cette région allait devenir, de la fin du XVe au début du XVIIe siècle, un pôle d'attraction pour les habitants de la côte ou de l'arrière-pays et pour les commerçants soudanais de l'intérieur. Cette ouverture commença bien avant le XVe siècle et l'arrivée des caravelles portugaises, lorsque l'expansion mande relia le Soudan nigérien à la côte atlantique, de la Sénégambie jusqu'à la Côte-de-l'Or. Des initiatives proprement africaines, comme on l'a vu, précédèrent la découverte portugaise et expliquent que, loin d'être un véritable cul-de-sac, la frange maritime de la zone guinéenne présentait, à la fin du XVe siècle, une double ouverture : vers l'intérieur et vers l'extérieur du continent africain.

29. A. Swartz, 1971.
30. C. Behrens, 1974, p. 19-38.

Les facteurs internes de l'ouverture maritime

Colonisation agricole spontanée, conquête militaire et politique vers l'ouest, le Mali créait ainsi les conditions d'une expansion commerciale des Mande dans la zone côtière aux XIVe et XVe siècles. À partir de 1312, et de la Casamance jusqu'à la Sierra Leone, des corporations de Joola reliaient les pays littoraux à l'axe du Niger. En effet, devenues provinces occidentales du Mali, la Gambie et la Casamance échangeaient leurs produits agricoles (riz, mil) et artisanaux (tissus de coton) contre le fer et autres métaux en provenance de l'intérieur du continent. Les cités commerçantes du Kantor étaient au cœur de ces échanges qui utilisaient les voies d'eau, en particulier la Gambie et la Casamance dont les embouchures étaient reliées par un cabotage intense. De même, un autre trafic allait de l'axe du Niger à la forêt, où les Jula échangeaient du sel, du cuivre, des cotonnades et du poisson contre des noix de kola et, parfois, contre de l'huile de palme. Au XVe siècle, l'économie de cette zone du Nord-Ouest était donc tournée vers l'intérieur, et les pays Kissi et Temne étaient déjà touchés par l'influence malinke à partir du haut Niger (à Doma et Hamana)[31].

Au-delà de la Sierra Leone, entre le Liberia et la Côte-de-l'Or, il est difficile de préciser à cette époque les points d'attache du commerce jula, même si les noms de Monrovia et Grand-Lahou sont parfois cités. Il est cependant prouvé qu'à Elmina au XVe siècle, les Jula apportaient des marchandises en provenance de la boucle du Niger, puisqu'ils sont signalés à Begho dès la première moitié de ce siècle.

L'espace commercial des Mande s'appuyait ainsi sur un réseau de routes et d'étapes-marchés dont la zone préforestière était abondamment pourvue et qui se prolongeait vers la côte par les vallées alluviales et les grands axes fluviaux. C'est ce que note un observateur portugais, V. Fernandes : « Ils (les Malinke) trafiquent de leurs marchandises très loin vers l'intérieur et plus loin qu'aucun autre peuple de cette région et ils vont même jusqu'au château de Mina par l'intérieur[32]. »

Les facteurs externes : les explorations portugaises

Il est maintenant hors de doute que les Portugais furent les premiers Européens à explorer les côtes ouest-africaines au XVe siècle, après que la mise au point de la caravelle leur eut permis de doubler le cap Bojador en 1434. Ils étaient sur l'île d'Arguin en 1443, au Sénégal et en Gambie entre 1445 et 1456, en Sierra Leone et au Liberia en 1460-1462. Entre 1462 et 1480, ils exploraient tout le golfe de Guinée, atteignant l'actuelle Côte d'Ivoire en 1469-1470 et la Côte-de-l'Or en 1470-1471[33].

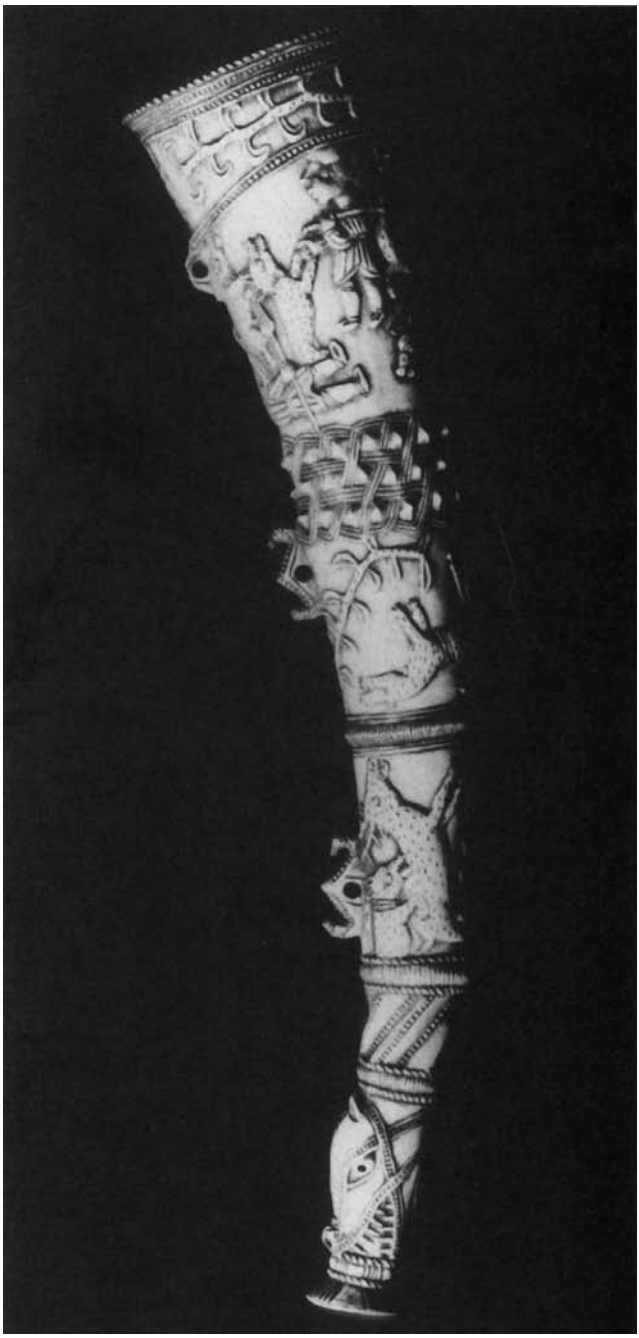
31. D. Y. Niane, 1975*a*, p. 67-88.
32. Cité par D. Y. Niane, 1975*a*, p. 83.
33. R. Mauny, 1970 ; A. F. C. Ryder, 1964 ; A. Teixeira da Mota, 1975.



13.3. Salières en ivoire sculpté du XVIe siècle, provenant de l'île Sherbro (Bulom), Sierra Leone. Hauteur : 43 cm.
[© Musée Luigi Pigorini, Rome. Photos : (à gauche) Pelligrini, (à droite) Rossini.]

De 1481 à 1560, les côtes de l'Afrique occidentale passèrent donc sous l'influence portugaise. Les Lusitaniens, en quête d'or et d'épices, articulèrent leur empire maritime naissant avec l'espace commercial mande qui, depuis le XIVe siècle, était en plein essor grâce à l'expansion du Mali. Ne voulaient-ils pas avoir accès à l'or du Galam, du Bambuk, du Bure, du Lobi et de l'Ashanti ? La légende de cet or avait hanté l'Europe et sa possession était nécessaire à l'achat des épices et des produits d'Orient qui avaient tant de valeur sur les marchés européens.

Les documents portugais de l'époque, tels les registres méticuleusement tenus par le trésorier de la Casa de Guiné, nous fournissent une liste instructive des marchandises qui, excepté l'or, constituaient la cargaison



13.4. Cor de chasse en ivoire sculpté du XVIe siècle, provenant de l'île Sherbro (Bulom), Sierra Leone. Hauteur : 43 cm.
[© Musée Luigi Pigorini, Rome. Photo : Rossini.]

qu'amenaient à Lisbonne les caravelles revenant des sites nouvellement découverts de la côte occidentale de l'Afrique, et sur lesquelles étaient perçus des droits de douane. On y trouve du riz, du copal, de la civette, des nattes et des sacs en fibre de palme ainsi que des objets en ivoire sculpté, des cuillers, des bols à pied et des olifants notamment. Ce dernier groupe d'articles est particulièrement intéressant parce que les spécimens qui ont été conservés — aujourd'hui traités comme des objets rares par les musées qui les détiennent sur trois continents — et dont les plus beaux exemplaires sont attribués sans conteste aux Bulom de l'île de Sherbro témoignent du haut degré artistique et d'habileté technique qu'avaient atteint les peuples du littoral avant d'entrer en rapport avec les Européens. Par ailleurs, ils représentent les tout premiers spécimens connus de sculpture africaine à avoir été introduits en Europe et qui étaient fortement appréciés par des collectionneurs occidentaux admiratifs[34].

Pendant tout le XVIe siècle, les Portugais exercèrent leur prépondérance maritime et commerciale sur la côte ouest-africaine, depuis Arguin jusqu'à l'Angola. Dans la Guinée supérieure, ils utilisèrent les voies fluviales pour aller chercher l'or du Soudan, notamment en Gambie, en Casamance et en Guinée-Bissau. Ils firent du commerce sur la côte et dans les embouchures des fleuves sans volonté d'occupation territoriale. Dans la zone qui constituait à cette époque la porte océane du Mali, ils contribuèrent à l'intensification des relations entre, d'une part, la Côte-des-Rivières et, d'autre part, la haute Gambie, le haut Sénégal et le haut Niger. Les bassins aurifères du Bambuk et du Bure étaient ainsi progressivement déconnectés du bassin du Niger et du Sahara au profit de la frange maritime atlantique[35].

Ainsi, dans les principaux secteurs de cette côte de Guinée, du nord-ouest au sud-est, les routes commerciales continentales jula conduisaient, au XVIe siècle, aux positions occupées sur le littoral par les Portugais. L'or soudanais gagnait donc Lisbonne en même temps que le « faux poivre » ou malaguette, vendu à bas prix sur les marchés d'Anvers où il concurrençait le vrai poivre des îles[36]. Ainsi se réalisait l'articulation des espaces commerciaux mandingue et européen et s'amorçait la prépondérance économique du trafic saharien.

La navigation européenne et l'ouverture commerciale

Les Portugais connurent cependant des difficultés à cause des pirates français et anglais qui naviguaient le long de la côte de Guinée à partir de 1530. Leur prépondérance fut également menacée par la concurrence des Pays-Bas. Maîtres de Gorée (1621), d'Elmina (1637) et d'Arguin (1638), les Hollandais arrachèrent le monopole de la Guinée à un Portugal déjà affaibli par son annexion à l'Espagne en 1580. Dans la dernière décennie du XVIe siècle, les bateaux hollandais commencèrent à fréquenter l'Afrique

34. A. F. C. Ryder, 1964; A. Teixeira da Mota, 1975.
35. B. Barry, 1981.
36. F. Braudel, 1946.

occidentale et dix ans plus tard, les Pays-Bas faisaient plus de commerce que la plupart des nations européennes rassemblées : avec un total de deux cents voyages entre 1593 et 1607, ils passèrent à vingt voyages par an un peu plus tard. En 1614 par exemple, il y avait simultanément trente-six vaisseaux hollandais au large de la côte d'Elmina[37], sonnant le glas de la prépondérance portugaise.

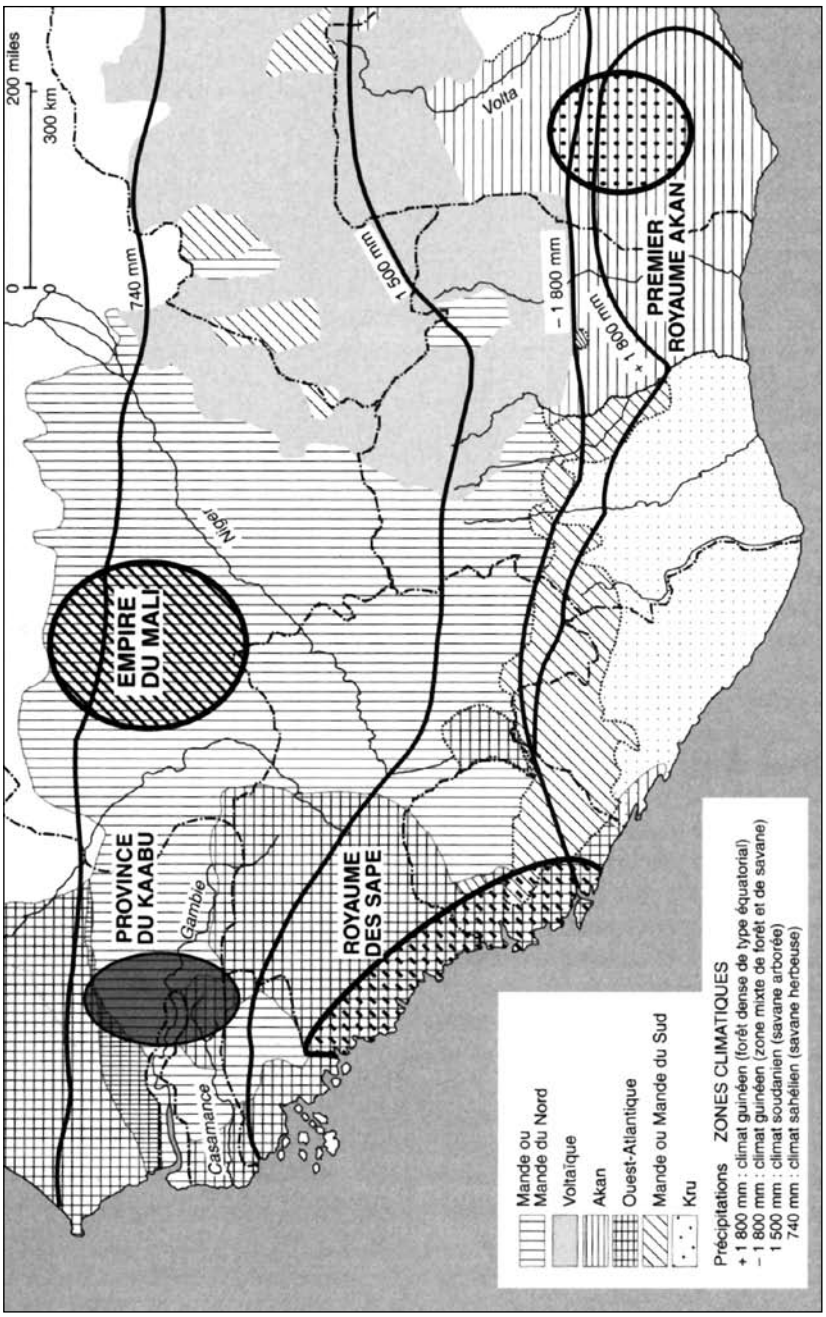
Mais d'une prépondérance à l'autre, la côte atlantique s'était transformée en un front commercial ouest-africain de type nouveau et allait devenir le lieu d'un intense trafic maritime au XVIIIe siècle. Au début de ce siècle, les Portugais avaient cependant achevé l'ouverture commerciale et mis en place la stratégie qui allait prévaloir au cours des siècles suivants.

Les formations sociales anciennes et le « Royaume des Sape»

La civilisation ouest-atlantique, qui s'étendait de la Casamance avec les Joola à la Sierra Leone avec les Temne, se caractérise par son adaptation au milieu écologique des basses terres et des eaux stagnantes, d'où l'agriculture des marécages, l'extraction du sel, la riziculture inondée et l'utilisation des voies d'eau, pour le transport et les communications, dans des embarcations appelées *almadies*. Organisés en sociétés villageoises sans esclaves ni castes, mais avec des classes d'âge et des associations de travail, les Joola avaient déjà atteint l'âge du fer lorsqu'ils entrèrent en contact avec les Mande. Refusant le qualificatif primitif attribué aux peuples « ouest-atlantiques », W. Rodney[38] insiste sur l'ingénieuse adaptation de ces peuples au milieu naturel, montre les relations d'échanges qui existaient entre eux, perçoit leur homogénéité sociale et culturelle à travers les langues, l'habillement et les coutumes. Ils n'avaient pas de structure étatique originelle, mais avaient une unité de civilisation et de culture. Riziculture inondée et « Royaume des Sape » sont-ils les expressions historiques de cette unité ? Le fait de savoir si la riziculture inondée est une de leurs inventions ou a été empruntée aux Mande fait l'objet d'une controverse entre certains historiens, notamment entre P. Pélissier et B. Davidson[39].

L'organisation sociale et politique pose moins de problèmes que la riziculture inondée. Tous les auteurs reconnaissent, en effet, que le régime des castes, la succession patrilinéaire et la structure étatique sont des institutions d'origine étrangère. Ainsi, sous l'influence mande véhiculée par l'expansion vers l'ouest de l'empire du Mali, les différents peuples de la côte étaient organisés en chefferies et principautés soumises à la suzeraineté du *mandimansa*, l'empereur du Mali. Au XVe siècle, les Portugais observèrent l'existence de ces « provinces occidentales » (royaume de Fogni, de Casa, etc.), mais signalèrent la présence, vers le sud, du « Royaume des Sape ». Celui-ci pose un autre problème : était-il une grande confédération englobant les

37. A. F. C. Ryder, 1965 *b*, p. 217-236.
38. W. Rodney, 1970*b*.
39. Pour cette discussion, voir P. Pélissier, 1966, p. 42-44 ; B. Davidson, 1965, p. 132-135. L'*Oryza glaberrima* est le riz rouge, ou riz africain, opposé à l'*Oryza sativa*, ou riz blanc, d'origine asiatique.



13.5. Les principaux États de l'Afrique de l'Ouest avant le XVIe siècle (d'après C. Wondji).

peuples baga, nalu, landuma, limba et temne, comme le pense D. T. Niane ? Était-ce un royaume formé entre le cap Verga et le cap Sainte-Anne, à la suite du glissement vers le sud des Tyapi, Landuma, Baga et Nalu menés par des chefs mande, comme le suppose J. Suret-Canale ? Dans l'état actuel des connaissances, il est difficile de choisir entre ces deux hypothèses[40]. Plus important encore, gardons-nous d'accepter aveuglément ce qui semble être une explication diffusionniste de l'ensemble des institutions et des systèmes sociaux et politiques de la région, surtout en ce qui concerne la succession patrilinéaire et les structures étatiques.

Le Kaabu : de l'émancipation à l'hégémonie (*du XVIe au XVIIe siècle*)

Si la diffusion des influences mande avait permis l'émergence de chefferies et protoroyautés en Sénégambie méridionale, l'établissement du commerce atlantique allait favoriser, au XVIe siècle, la naissance de nouveaux États sur les ruines de l'hégémonie malienne. En effet, l'expansion du Mali vers l'océan Atlantique, à travers le bassin de la Gambie, avait abouti, au XVe siècle, à la mise en place de structures politico-militaires situées sur la bordure occidentale de l'Empire mande, tels les petits royaumes de Gambie, Casamance et Guinée-Bissau. Leurs souverains versaient un tribut au *mansa* du Mali, par le truchement de ses *farba* ou *farim*. Mais au XVe siècle, c'était le *farim* du Gabu, situé à l'est de la rivière Geba, qui percevait le tribut des chefs mande de toute la Gambie.

Située entre la moyenne Gambie, le Rio Grande et le Fouta-Djalon, la province malienne du Kaabu contrôlait le commerce du Kantor qui traitait l'or de la Falémé et du Bambuk. Au XVIe siècle, le Kaabu annexa la province de Sankola, située un peu au sud de la haute Casamance, et devint une province puissante, bien qu'elle dépendît encore du Mali. Le vieil empire s'affaiblissait cependant sous les coups du Songhay et la plupart de ses provinces occidentales se libérèrent de sa tutelle, les *farim* s'érigeant en rois indépendants. Ainsi fit le Kaabu en 1537.

Après son émancipation, le Kaabu unifia tous les pays mande situés entre la Gambie, la haute Casamance et le haut Geba, et il se substitua au *mansa* du Mali dans cette région. Il étendit ensuite sa domination aux peuples kasanga, balante, joola (les Floup) et beafada. Son *farim* « était parmi eux comme un empereur » qui exerçait son autorité sur toute la Sénégambie méridionale et contrôlait le commerce de cette région, jusqu'aux confins de la Guinée et de la Sierra Leone[41].

Le commerce atlantique et les peuples des Rivières du Sud

Tandis que les commerçants lusitaniens affrontaient la concurrence et l'opposition des Mande, ils attiraient dans leurs établissements du littoral les peuples « ouest-atlantiques », et étaient ainsi en contact direct avec les Joola, les Balante, les Papel et les Kasanga.

40. Pour cette autre discussion, voir F. Mahoney et H. O. Idowu, 1965, p. 141 ; D. Y. Niane, 1975*b*, p. 51 ; J. Suret-Canale, éd. de 1976, p. 507.
41. S. M. Cissoko, 1972, p. 3-8 ; D. Y. Niane, 1975*b*, p. 49-51.

En Sierra Leone, les Bulom, les Temne et les communautés voisines participaient activement à ce commerce. Les Bulom, qui échangeaient du sel marin contre l'or venu du Mali, vendaient maintenant cet or aux Portugais contre des cotonnades, des clochettes de cuivre et divers ustensiles métalliques. À la fin du XVIe siècle, les Temne, désireux de profiter du trafic maritime, atteignirent l'estuaire de la Sierra Leone, coupant le peuple bulom en deux.

Au XVIe siècle, cette région de la Guinée supérieure était devenue méconnaissable. Non seulement les Portugais y avaient installé de nombreuses colonies marchandes, mais aussi ils couvraient totalement les peuples de cette côte grâce aux points de contact qu'ils avaient établis avec les Mande dans les bassins moyens et supérieurs des rivières. Si les liens avec l'arrière-pays étaient ainsi intensifiés, les liens entre le Nord et le Sud étaient considérablement renforcés: les Cap-Verdiens allaient directement vers les rivières de la Sierra Leone, vendant au passage leur coton aux tisserands baïnuk et kasanga; entre le Cacheu et la Nuñez circulaient des tissus imprimés; enfin, les produits de l'artisanat côtier parvenaient jusqu'aux Scarcies suivant la route inverse de l'ancien commerce de la kola[42].

La zone côtière, nouveau front commercial ouest-africain (XVIIe-XVIIIe siècle)

En ouvrant la côte ouest-africaine au commerce mondial, les grandes explorations européennes engagèrent les pays guinéens dans un processus de développement historique sans précédent: intensification des échanges, mouvements de la population de l'intérieur vers la côte, apparition de sociétés nouvelles, tels furent, aux XVIIe et XVIIIe siècles, les principaux changements. Ils provoquèrent la marginalisation progressive de la zone soudanaise qui, pour survivre, dut se lier au commerce atlantique en donnant une nouvelle impulsion aux routes qui menaient à la forêt et à la mer.

L'implantation et la consolidation du commerce européen

Trois traits caractérisent l'évolution du commerce européen sur les côtes ouest-africaines aux XVIe et XVIIIe siècles: l'implantation définitive, voire la consolidation, de ce commerce grâce à une organisation systématique des échanges; l'importance croissante de la traite négrière qui prit, au XVIIIe siècle, une ampleur sans précédent dans l'ensemble des transactions; l'âpre concurrence que se livrèrent les nations européennes pour la possession de bases en Afrique de l'Ouest.

Au XVIIe siècle, le commerce européen s'ancra définitivement dans la région, avec le développement de la puissance maritime des Hollandais qui parachevèrent l'organisation du système mercantiliste mondial par l'instauration des compagnies à chartes. Passant des petites sociétés commerciales à une organisation de grand style, les Hollandais créèrent,

42. W. Rodney, 1970*b*, p. 71-94.

en 1621, la Compagnie des Indes occidentales. Dotée d'une charte lui accordant pendant vingt-quatre ans le monopole sur le commerce d'Amérique et d'Afrique, du tropique du Cancer au cap de Bonne-Espérance, elle disposait de la garantie militaire et navale de l'État et poursuivit en toute sécurité son expansion commerciale et coloniale. Appuyant son action sur les forts et les factoreries, les premiers servant à protéger les approvisionnements et les secondes à échanger les produits, la Compagnie contribua à l'essor commercial de la Hollande dans la première moitié du XVIIe siècle. Routiers des mers, les Hollandais redistribuaient en Europe les produits qu'ils importaient d'Asie, d'Afrique et d'Amérique, en particulier de grandes quantités d'or et d'ivoire, et réalisaient ainsi d'énormes bénéfices. Maîtres des océans, ils pourvoyaient en esclaves les colonies américaines des autres nations européennes (Espagne, Portugal, France et Angleterre) qui leur reconnurent, en 1641, le monopole commercial sur toute la côte de Guinée.

Entre 1650 et 1672, la prépondérance hollandaise allait être entamée. Trois facteurs y contribuèrent: l'essor des plantations américaines, donnant un coup de fouet à l'économie sucrière, exigeait un approvisionnement accru en main-d'œuvre servile et, donc, une intensification de la traite négrière qui profitait de la montée concomitante de l'industrie manufacturière en Europe occidentale (armes à feu en particulier); dans ce contexte, les nations européennes voulurent s'arracher à la dépendance hollandaise. Aussi, la France et l'Angleterre s'engagèrent-elles dans une lutte sans merci contre le monopole de la Hollande. Elles se dotèrent donc, à cette période où le commerce négrier était devenu hautement compétitif, des mêmes instruments de puissance que leur grande rivale. Ce fut alors la période de succès de leurs compagnies à chartes avec, chez les Anglais, la Company of Royal Adventurers (1660) puis la Royal African Company (1672) et, chez les Français, la Compagnie française des Indes occidentales (1664) puis la Compagnie de Guinée (1685). Il y eut aussi des compagnies suédoises, danoises, portugaises et brandebourgeoises.

Toutes les nations européennes imitèrent alors le système d'organisation mis au point par les Hollandais, parce que des marchands isolés ne pouvaient se lancer dans le commerce avec l'Afrique de l'Ouest sans qu'ils fussent membres ou eussent le soutien d'une compagnie nationale. Seules des compagnies puissantes étaient capables de supporter les frais de construction et d'entretien des forts. Entre 1640 et 1750, de nombreux forts et comptoirs furent bâtis sur les côtes africaines, mais changèrent constamment de propriétaires au gré des luttes que se livraient les nations esclavagistes. Il y en avait en Sénégambie et surtout en Côte-de-l'Or, mais aucun entre les deux. La lutte contre la Hollande se termina par le Traité d'Utrecht qui donna le privilège de l'*asiento* à l'Angleterre en 1713.

À l'abri de ces forts et autour des comptoirs, les Européens entreprenaient l'exploitation commerciale de la zone côtière atlantique. De Gorée à l'île Sherbro, en Sierre Leone, le commerce était florissant, mais aucune compagnie française ou anglaise ne put y imposer son monopole à cause des nombreux îlots côtiers et îles du large où n'importe quel bateau qui désirait

commercer avec les marchands mulâtres de ce secteur pouvait mouiller l'ancre. Cette partie de la côte fut donc un terrain de chasse libre pour les négriers de toutes les nations qui n'étaient pas liés aux grandes compagnies. Au XVIIIe siècle, aucun système de forts n'existait dans ce secteur, revendiqué par le Portugal mais dont l'autorité ne s'exerçait effectivement qu'aux environs du comptoir de Cacheu. Les compagnies à chartes ne portèrent aucune attention à la Côte-des-Graines et à la Côte d'Ivoire aux XVIIIe et XVIIIe siècles, parce que la malaguette n'était plus prisée sur le marché mondial, l'ivoire connaissait également un déclin et les difficultés d'accostage tenaient les bateaux éloignés de la côte. Un fort français construit à Assinie, au sud-est de la Côte d'Ivoire à la fin du XVIIe siècle, fut abandonné quelques années plus tard. Toutefois, la demande croissante d'esclaves en Amérique encouragea les marchands individuels à s'intéresser à ce secteur côtier vers 1700[43].

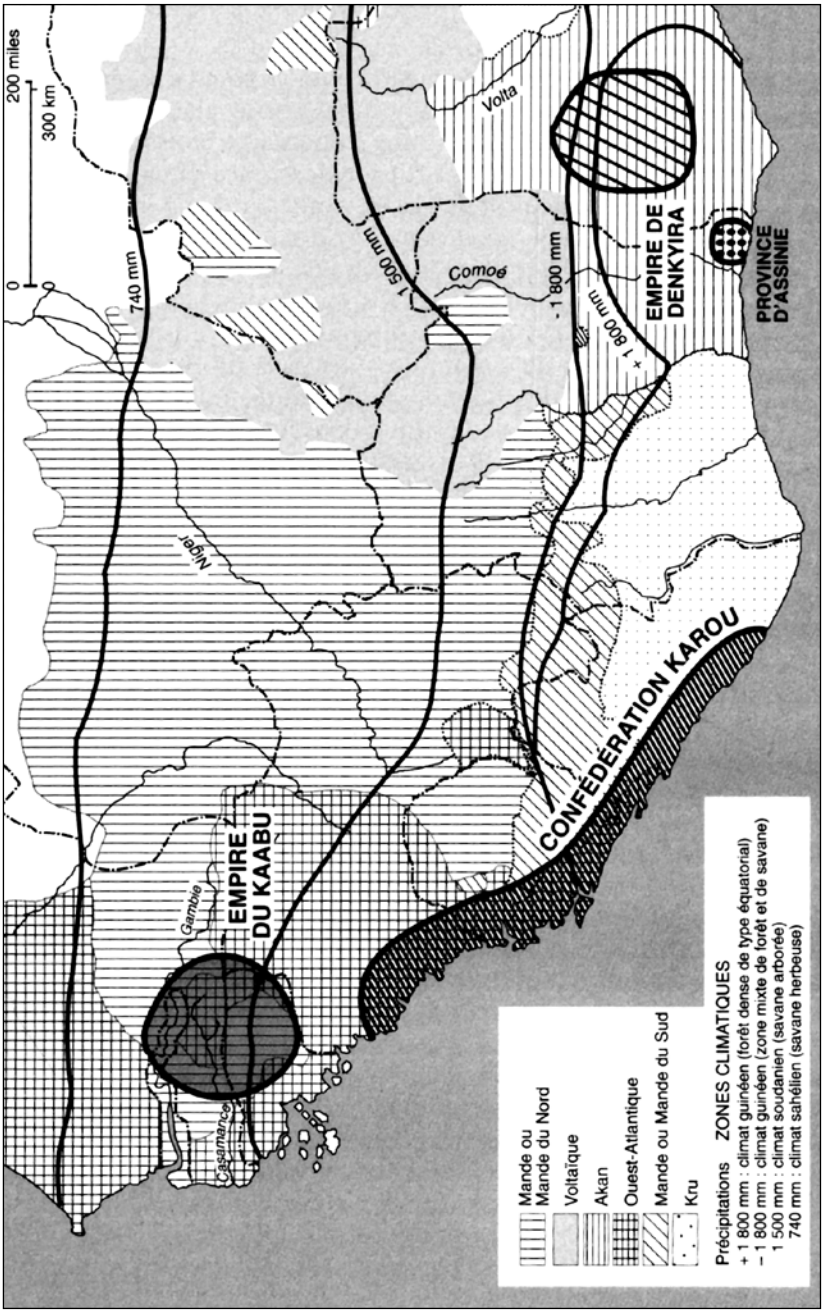
Les changements au Soudan

Parallèlement à l'implantation du commerce européen, les régions intérieures soudanaises étaient affectées par d'importants changements qui eurent des conséquences décisives sur l'évolution de la zone côtière comprise entre la Casamance et la Bandama.

Au Soudan, dans le monde mande en particulier, le commerce atlantique dominé par l'esclavagisme eut plusieurs effets. Sur le plan socio-économique, les relations avec la côte prirent une importance croissante et l'influence de la traite s'accompagna de la diffusion des armes à feu par les marchands jula. Sur le plan socioculturel, l'islam ayant perdu sa force avec la chute des grands empires, la classe dirigeante se scinda en deux fractions rivales, l'une pratiquant la religion traditionnelle et politique et l'autre constituée de marabouts et de marchands. S'appuyant sur la cavalerie et les fusils qu'elle avait achetés, la première se constitua en aristocratie militaire ; soutenant les progrès de l'islam vers les pays du Sud, la seconde fomenta des révolutions politico-religieuses. Royautés militaires bambara dans le premier cas, révolutions islamo-fulbe dans le second allaient tenter de résoudre la crise sociale née de la dislocation des empires et de la généralisation de la traite négrière.

Après le morcellement politique consécutif au déclin des grands ensembles, des hégémonies de substitution essayèrent de restructurer, au XVIIIe siècle, les différentes régions de l'intérieur. Au nord et au nord-ouest, l'empire du Grand Foul naquit au XVIIe siècle sur les décombres du Songhay, mais céda la place à l'empire du Kaarta dans la deuxième moitié du XVIIIe siècle. Le long de l'Atlantique, les pays issus du démembrement du Mali furent unifiés par le Kaabu (XVIIe-XVIIIe siècle), puis le Fouta-Djalon (XVIIIe-XIXe siècle). Au centre, le long du Niger, la prise en mains se fit sous l'égide des Bambara de Ségou, au début du XVIIIe siècle, avec Biton Koulibali. Mais vers le sud, du haut Niger au Bandama et jusqu'à

43. J. D. Fage, 1969*b*, p. 65-73.



Les 13.6. principaux États de l'Afrique de l'Ouest au XVIIe siècle (d'après C. Wondji).

l'est, en zone voltaïque-senufo, les Jula accrurent leur influence grâce à leur supériorité numérique et à leur richesse : ils organisèrent l'empire de Kong au XVIIIe siècle pour garantir la circulation sur les routes commerciales qui menaient du moyen Niger à la forêt et à la Côte-de-l'Or ; à l'ouest du Bandama, ils créèrent des métropoles marchandes afin de contrôler les voies qui conduisaient à la mer et vers les zones de la forêt où poussaient les kolatiers[44].

De la même façon que le commerce transsaharien avait, dans une large mesure, encouragé l'hégémonie politique soudanaise le long de la bande du Sahel entre le VIIe et le XVIe siècle, l'intensification du commerce avec l'Europe a favorisé l'émergence d'hégémonies politiques sur le littoral et dans l'arrière-pays au XVIIe et au XVIIIe siècle. Parallèlement à ces mutations politiques, des changements socio-économiques (qui ont fait l'objet d'interprétations diverses) ont affecté les peuples des régions du littoral d'où partaient les principales routes commerciales menant vers l'intérieur.

Les hégémonies sublittorales du Nord-Ouest : du Kaabu au Fouta-Djalon

Au XVIIe siècle, le Kaabu s'affirma comme la grande puissance du secteur des Rivières du Sud, depuis la Gambie jusqu'à la Sierra Leone. Organisé en douze provinces mande confédérées qui recouvraient des enclaves fulbe ainsi que des groupements baïnuk, balante et joola, le Kaabu était dirigé par un *mansa* suprême (résidant à Kansala) qui s'appuyait sur une aristocratie de fonctionnaires-soldats et sur une cavalerie permanente. Ce royaume, devenu empire, contrôla le commerce de la vallée de la Gambie et des fleuves de Guinée (Casamance, Rio Cacheu, Rio Geba) au bord desquels se trouvaient les comptoirs européens (Cacheu, Farim, Ziguinchor, Bissao, Geba, Albreda et Saint James). À la fin du XVIIe siècle, Mansa Biram vendait 600 esclaves par an, achetait des marchandises variées et percevait des droits de douane par l'intermédiaire de ses percepteurs patentés, les *alcali*[45].

Parallèlement à l'hégémonie du Kaabu s'affirmait, dans la deuxième moitié du XVIIIe siècle, celle de la confédération islamo-fulbe du Fouta-Djalon. Issue de la révolution musulmane qui secoua le massif guinéo-soudanien vers 1725-1730, elle devint progressivement la plaque tournante des relations entre la Côte-des-Rivières et l'arrière-pays. Situé à la confluence des rivières du haut Niger qui vont vers la mer, le Fouta-Djalon allait se poser en concurrent sérieux des Mande du Kaabu qu'il combattit jusqu'à leur effondrement au XIXe siècle. Mais avant cette date, une répartition des influences s'ébaucha lentement entre ces deux hégémonies dans l'ensemble des pays côtiers et intérieurs compris entre la Gambie et la Sierra Leone[46].

44. Y. Person, 1981, p. 47-55.
45. S. M. Cissoko, 1972, p. 10.
46. J. Suret-Canale, éd. de 1976, p. 486-504 ; W. Rodney, 1970*b*, p. 223-239.

L'hégémonie côtière des Karou en Sierra Leone et au Liberia

L'histoire des Karou a été écrite par O. Dapper. Au commencement était le royaume de Quoja situé autour de Cape Mount et qui fut conquis par des peuples venus de l'intérieur: les Karou et les Folgia. Or les Quoja avaient placé les peuples de Sierra Leone (Bulom, Quilliga et Carrodoboe) sous leur protectorat et leur avaient affecté des gouverneurs de province qui régnaient comme des vice-rois. Le royaume de Quoja avait aussi autorité sur les peuples du Rio Sestos, des Galla de l'Est et du cap Mesurado. Les Karou, ayant conquis le royaume de Quoja, le divisèrent en deux grandes parties: le Quojabercoma (pays des Quoja) et le Veybercoma (pays des Vai). Les dirigeants karou auxquels était soumis directement le territoire qui s'étend du cap Verga, au nord, jusqu'au cap Mesurado au sud, étaient des chefs de guerre dont les soldats endurcis, armés de flèches empoisonnées, eurent souvent le dessus sur les autres peuples de la région. Rois absolus, défenseurs et garants du royaume, ils se succédaient de père en fils. Ils eurent à réduire les révoltes des provinces conquises, à repousser les agressions des peuples voisins (Dogo, Gebbe, Manou) et à défendre constamment l'intégrité de l'empire. Mais ils n'en restaient pas moins alliés des Folgia et des Manou de l'intérieur avec lesquels existaient des rapports de vassalité.

En effet, à l'intérieur de la Sierra Leone et du Liberia, dans les bassins supérieurs des rivières Moa, Mano et Saint-Paul, se trouvait une nébuleuse de peuples, probablement d'origine mande et placés sous la suzeraineté des Manou: Folgia, Karou, Hondo, Galla et Quoja avaient les mêmes structures et coutumes, obéissaient aux mêmes sociétés secrètes et étaient reliés par une chaîne de vassalité croissante qui montait de la côte vers l'intérieur jusqu'au *mandi-mani*, le seigneur des Manou, le plus grand suzerain de toute la région. Et, malgré leur puissance militaire, les Karou dépendaient des Folgia qui dépendaient à leur tour des Manou. Car les peuples côtiers descendaient des peuples de l'intérieur, mais dépendaient de leur bon vouloir pour les échanges commerciaux[47].

L'hégémonie karou avait pour fonction la régularisation de ces échanges entre les hommes de la côte et ceux de l'intérieur. Leur système économique se fondant principalement sur le commerce avec les Européens, les Karou réalisaient d'importants bénéfices dans la mesure où ils étaient les seuls relais d'échanges. De plus, ils revendiquaient à leurs vassaux les marchandises européennes et aux Européens celles de leurs vassaux. Dans ces conditions, la domination politique et militaire était nécessaire au maintien d'un tel système et la sphère karou apparaissait avant tout comme un espace commercial indispensable au fonctionnement du système mercantiliste négrier dans cette région aux XVIIe et XVIIIe siècles.

Le commerce européen et les peuples compradores *du littoral*

L'essor du commerce aux XVIIe et XVIIIe siècles suscita parmi les peuples du littoral la formation de groupes marchands qui jouèrent le rôle d'intermé-

47. O. Dapper, éd. de 1686, p. 252-274.

diaires entre les navires européens et les sociétés africaines de l'intérieur. Ce fut le cas des *mestizos* (métis) et des créoles des rivières de Casamance, Guinée et Sierra Leone.

Des lançados *portugais aux métis et créoles des rivières de Guinée et Sierra Leone*

Afro-Portugais issus des colons portugais des XVe et XVIe siècles, ou Anglo-Africains descendant des marchands britanniques des XVIIe et XVIIIe siècles, les groupes mulâtres constituèrent une population très particulière dont l'influence fut déterminante sur l'évolution historique du littoral compris entre la Gambie et la Sierra Leone.

Lançados *et Afro-Portugais*. À l'origine de l'influence portugaise en Afrique de l'Ouest, il y eut les migrations volontaires mais, surtout, les nombreux exilés qui peuplèrent les Rivières du Sud et les îles de l'Atlantique (Cap-Vert surtout) à partir du XVe siècle. Parmi eux, des marchands aventuriers et des agents des compagnies commerciales : les *lançados*. W. Rodney définit ces derniers comme des gens qu'on lance (*lançar* : jeter) parmi les Noirs pour faire du commerce. Presque toujours Portugais, les *lançados* pouvaient aussi être des Grecs, des Espagnols, voire des Indiens. Ils recrutaient des *grumetes* africains (auxiliaires) et fréquentaient les vallées du Sénégal, de la Gambie, de la Casamance et des petites rivières de Guinée. Très nombreux dans les secteurs de Cacheu et de Geba (une partie de l'actuelle Guinée-Bissau), on les trouvait aussi en Sierra Leone (Port Loko). À la fin du XVIe siècle et au début du XVIIIe ils avaient pénétré le pays Soso et opéré une jonction avec les commerçants mande de l'intérieur.

Très vite, les *lançados* jetèrent les bases d'une communauté afro-portugaise : établis dans les villages, vivant très près des Noirs, ils épousèrent des femmes ou prirent des maîtresses africaines. La langue portugaise devint une *lingua franca* locale presque autant parlée que le mande. Les *lançados* allaient ainsi assurer la pérennité de la présence portugaise au cours des siècles suivants, malgré le déclin de la métropole.

Les *lançados* et leurs descendants dirigeaient le commerce local en haute Guinée aux XVIIe et XVIIIe siècles. Mais la composition raciale du groupe changea notablement : le flot des migrants étant moins important au XVIIe siècle, le nombre des Portugais de souche métropolitaine devint inférieur à celui des mulâtres ; la masse des *lançados* comprit de plus en plus d'enfants de sang mêlé, ces *filhos da terra* [enfants de la terre] qui dominèrent, au milieu du XVIIe siècle, le pays Beafada et Port Loko. Il faut noter que la proportion des Africains tendait à augmenter, malgré l'accroissement naturel des métis qui devenaient de plus en plus noirs et se distinguaient à peine des Africains de souche.

A la fin du XVIIIe siècle, la communauté des Afro-Portugais comprenait donc peu de Blancs et beaucoup de Noirs, mais elle était dirigée par les métis qui lui avaient imprimé ses principaux caractères socioculturels.

Les *lançados* avaient donné naissance à un groupe socioculturel nouveau sur les côtes africaines. Parlant la langue portugaise, s'habillant à la mode

européenne, habitant des maisons rectangulaires aux murs blanchis et avec des vérandas, ils acceptaient cependant les coutumes africaines, jusques et y compris les tatouages et les marques ethniques. Ils pratiquaient un catholicisme peu authentique où le port de la croix se mêlait à la croyance fervente aux gris-gris, où la célébration des saints chrétiens n'empêchait pas l'hommage aux ancêtres.

Des liens d'amitié ont d'abord soudé les *lançados* aux peuples de la côte : Bibiana Vaz de Cacheu, par exemple, coopéra étroitement avec les Papel et Baïnuk et possédait une propriété à Farim, chez les Mande. Des liens de parenté intégrèrent certains d'entre eux à la vie sociale, politique et culturelle des peuples africains : petit-fils d'un roi mane de Sierra Leone, José Lopez de Moura intervint fréquemment dans la vie politique de ce secteur : il en fut, en effet, le plus grand faiseur de rois dans la deuxième moitié du XVIIIe siècle. Enfin, d'autres *lançados* étaient tout simplement des Africains européanisés, tel Francisco Correia, Mande du Geba qui parlait très bien le portugais, était très instruit et s'habillait élégamment à l'européenne[48].

Mais ce groupe afro-portugais tirait sa puissance de sa fonction de classe de *compradores*. Ses membres n'avaient pas d'activités productives, mais étaient des pourvoyeurs de biens pour les bateaux européens et avaient des activités commerciales saisonnières en rapport avec les activités agricoles des Africains autochtones. Réalisant ainsi d'importants bénéfices, ils subissaient les attaques des compagnies commerciales européennes qui tentaient de les court-circuiter.

Mais si la plupart d'entre eux étaient contraints d'avoir recours aux bateaux européens, il en était d'assez riches pour s'en passer. Telles étaient les grandes familles mulâtres de cette époque : les Vaz de Rio Cacheu et de la Nuñez, les Tomba Mendez et la famille d'Antonio Vaz en Gambie, celle de Sittel Fernando du Rio Pongo et de la Nuñez, et de José Lopez de Moura en Sierra Leone. La famille Bibiana Vaz s'était illustrée dans le secteur de Cacheu au XVIIe siècle : établie à Cacheu parmi les Papel, Bibiana avait une maison chez les Baïnuk et une autre à Farim, chez les Mande ; elle avait une petite navette, c'est-à-dire un vaisseau à deux mâts ; son frère Ambrosio résidait à Cacheu et son neveu Francisco tenait un important commerce dans le Rio Nuñez. L'équivalent de la *senhora* Bibiana Vaz est le *senhor* José Lopez de Moura, maître de la Sierra Leone et l'homme le plus riche de cette région dans la première moitié du XVIIIe siècle.

Entre ces riches commerçants mulâtres et les compagnies commerciales existaient de multiples contradictions, en particulier celle qui opposait les partisans du commerce libre et sans entraves à ceux de la réglementation et des monopoles. Ces intermédiaires durent lutter contre les prétentions des compagnies commerciales à se passer de leurs services, donc à amenuiser leurs profits. C'est ainsi que de 1684 à 1685, Bibiana Vaz s'opposa au capitaine José Gonçalves Doliveira, major de la Compagnie de Cacheu, qui

48. Pour tous les détails sur les Afro-Portugais, voir W. Rodney, 1970*b*, p. 200-222.

refusait aux bateaux étrangers la permission de commercer dans le secteur même s'ils avaient payé leurs droits d'amarrage. Menés par Bibiana Vaz, les marchands afro-portugais s'opposèrent à cette mesure, firent des pétitions et s'entendirent avec les Papel qui obligèrent Doliveira à autoriser le commerce avec les Anglais.

La volonté des groupes marchands intermédiaires de prendre en charge les destinées économiques et politiques du littoral, en prônant la liberté du commerce contre le monopole des grandes compagnies européennes, se retrouva en Sierra Leone dans la lutte que mena José Lopez de Moura contre la Royal African Company. Cette compagnie britannique cherchait surtout à briser l'alliance des souverains africains et des mulâtres, c'est-à-dire à supprimer le rôle de ces derniers en tant qu'intermédiaires. Conduits par Lopez de Moura, les mulâtres réagirent contre ce danger qui menaçait leur existence et, au plus fort de la lutte, détruisirent la factorerie de la Compagnie qui ne put jamais reprendre ses activités en Sierra Leone.

Des marchands aventuriers anglais aux Anglo-Africains de Sierra Leone. Un autre groupe de mulâtres dans cette région, celui des Anglo-Africains de Sierra Leone, s'est constitué au XVIIIe siècle. Vers 1800, il regroupait près de 12 000 personnes, parmi lesquelles les Tucker, les Rogers, les Corker et les Cleveland formaient les familles principales.

Venus d'Angleterre au XVIIe siècle, les Tucker, les Rogers et les Caulker (devenus ensuite les Corker) furent d'abord impliqués dans le commerce des compagnies anglaises. Ils se marièrent à des femmes africaines et pénétrèrent la société autochtone au sein de laquelle ils furent particulièrement liés à la classe dirigeante. Les Rogers et les Corker étaient apparentés à la famille royale de l'île Sherbro. La mère de James Cleveland était kissi, ce qui donna lieu, comme chez les Afro-Portugais, à la constitution d'un groupe social culturellement hybride où un homme tel que James Cleveland occupa une position éminente dans la société secrète poro.

Serviteurs de la compagnie commerciale, les ancêtres des Anglo-Africains effectuèrent d'abord de menus travaux dans les factoreries: magasiniers, charpentiers, serruriers. Mais ils devinrent très vite d'importants intermédiaires commerciaux et s'enrichirent considérablement. Vers 1690, les Tucker dominaient l'île Sherbro et, au milieu du XVIIIe siècle, Henry Tucker en était le plus important représentant. Dans la deuxième moitié du XVIIIe siècle, James Cleveland perça en Sierra Leone[49].

Afro-Portugais et Anglo-Africains constituaient donc, aux XVIIe et XVIIIe siècles, un groupe social aux fonctions économiques précises, un milieu culturel où les Européens et les Africains, les Blancs et les Noirs se rencontraient. Conscients de ce rôle, ils parvinrent à s'imposer aux Blancs et aux Noirs. Mais conscients de leurs intérêts, ils exploitaient les Africains dont ils tiraient d'énormes profits et s'ils se révoltèrent contre le monopole

49. *Ibid*

rigide des compagnies commerciales, ils n'en étaient pas moins des agents au service du capitalisme mercantile européen.

Le commerce et les peuples de la Côte-des-Graines à la Côte-des-Dents

Au-delà du cap Mesurado et jusqu'au cap Lahou, l'essor du commerce européen aux XVIIe et XVIIIe siècles n'a pas donné naissance à des groupes marchands très dynamiques au sein de la population kru. Mal relié à l'arrière-pays soudanais, ce secteur côtier comptait cependant de nombreux villages bâtis aux embouchures des rivières et abondait en produits très variés. Les bateaux anglais et hollandais s'approvisionnaient en malaguette à la rivière Sestos, au cap Palmas et à Cavally, et en esclaves à Bassa, Drewin et Saint-André. Ils achetaient de l'ivoire partout.

Malgré sa richesse en cette matière, le faible dynamisme économique de la région s'explique sans doute par la crise de la malaguette et la mentalité de ses habitants, pauvres et plus soucieux de recevoir des cadeaux que d'organiser des rapports commerciaux avec les Européens. Le pays de la rivière Saint-André y faisait toutefois exception, qui offrait aux bateaux son or, ses esclaves et ses « dents d'éléphants » pesant plus de deux cents livres. Ses chefs, « affables et dignes », étaient drapés dans des pagnes comme leurs homologues de la côte des Quaqua.

Conclusion

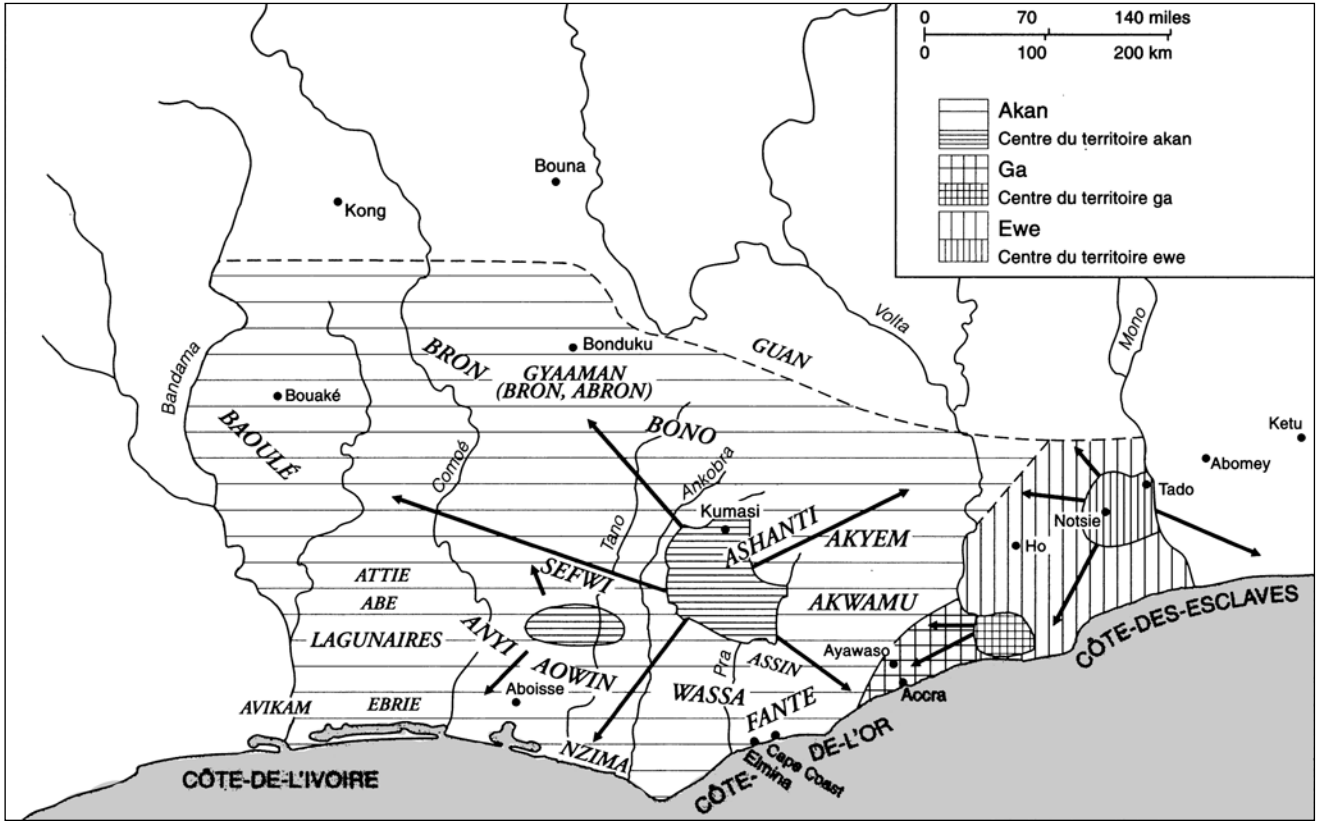
Malgré les difficultés inhérentes à l'élaboration d'une synthèse historique digne de ce nom, force est de constater que les peuples et les pays de cette région ont connu globalement une unité d'évolution entre 1500 et 1800. Ils sont passés d'un isolement relatif à une intégration progressive dans les circuits d'un marché mondial que les navigations européennes atlantiques avaient mis en place dès les grandes découvertes; cette intégration a été accompagnée de mouvements migratoires de l'intérieur vers la côte et de mutations sociales et politiques décisives, partout où la population a cherché à tirer parti des occasions que lui offrait le commerce européen.

CHAPITRE 14

Les États et les cultures de la côte de la Guinée inférieure

A. A. Boahen

Pour les peuples de la côte de la Guinée inférieure, c'est-à-dire ceux qui vivent sur le territoire compris entre le sud des actuels Côte d'Ivoire et Bénin, ou entre les fleuves Bandama et Mono, et plus particulièrement pour les Akan, les Ga et les Ewe, la période 1500-1800 est probablement l'une des plus révolutionnaires de leur histoire. Cette période a vu, premièrement, l'achèvement des migrations de ces peuples depuis leurs diverses terres d'origine jusqu'aux régions où ils sont actuellement établis ainsi que la formation de la plupart des groupes ethnolinguistiques qui perdurent encore aujourd'hui. Deuxièmement, cette période a présidé, d'une part, à l'intensification des échanges commerciaux et culturels entre ces peuples et ceux du Soudan occidental, du Sahara et du Maghreb et, d'autre part, à l'ouverture atlantique d'une voie de communication et de commerce entièrement nouvelle d'abord avec l'Europe, puis avec les Amériques. Troisièmement, c'est à cette époque que s'est manifestée la tendance vers une centralisation de plus en plus grande des États et l'évolution vers des entités politiques — royaumes ou empires — de plus en plus vastes. À vrai dire, il s'en est faliu de peu que la région tout entière ne finisse alors par être organisée en un seul empire sous le règne d'une dynastie unique. Enfin, cette période fut celle d'une transformation radicale du cadre social et culturel traditionnel et de la formation de nouvelles cultures, de nouvelles classes et de nouvelles religions. Ces quatre thèmes constituent le sujet du présent chapitre.



14.1. Les peuples akan, ga et ewe (d'après A. A. Boahen).

Les migrations et la formation de nouveaux groupes ethnolinguistiques

Vers l'an 1500, d'après les sources tant orales qu'écrites dont on dispose, on peut dire que si quelques-uns de ces peuples avaient pénétré dans certaines des régions où on les trouve aujourd'hui et s'y étaient déjà établis, la plupart d'entre eux vivaient encore concentrés dans leurs divers berceaux. Certains Akan s'étaient enfoncés vers le sud jusqu'à la côte, dans les régions situées au sud-est de l'actuelle Côte d'Ivoire et au sud-ouest du Ghana[1]. Mais l'immense majorité d'entre eux vivaient encore dans leur région d'origine, celle du bassin Ofin-Pra, notamment dans les actuelles régions Adansi et Amanse, où ils se répartissaient en huit groupes de clans matrilinéaires : les Ada, les Osudoku, les Shai, les La, les Ningo, les Kpone, les Gbugbla et les Krobo.

Les Ga-Mashi, les Nungua et les Tema avaient depuis longtemps rompu leurs liens avec les Adangbe, établis dans le bassin inférieur de la Volta autour des collines de Lolorvor, et avaient fondé un grand nombre de communautés dans les plaines d'Accra, au nord de la région côtière où ils vivent aujourd'hui[2]. Selon l'archéologue Ozanne, Ayawaso, qui est considéré comme le dernier de ces établissements, fut fondé vers la fin du XVIe siècle[3].

Par ailleurs, les Ewe du Togo et du Ghana actuels n'avaient pas même commencé leurs migrations et ils étaient tous concentrés dans leur troisième foyer ancestral de Nuatsie, ou Notsie, dans le territoire actuel du Togo, les deux premiers étant des Tado et des Ketu[4].

La phase finale de dispersion de ces peuples dans les régions où ils se trouvent de nos jours s'étendit entre 1500 et 1800 et, en particulier, au XVIIe siècle et dans les premières décennies du XVIIIe. En partie pour des raisons économiques (pour exploiter les régions aurifères et riches en kola nouvellement découvertes), en partie pour des raisons sociales (pression démographique), mais, surtout, pour des raisons politiques, les peuples akan, ga-adangbe et ewe commencèrent à se disperser par petits groupes d'un même lignage et par clans dans toutes les directions. Les Akan, par exemple, émigrèrent au XVIe siècle d'abord vers le nord et l'est, dans les actuelles régions de Kumasi, Mampong et Akyem, et vers le sud et le sud-ouest, dans les régions de Wassa, Igwira, Sanwi et Assini. Au XVIIe siècle, davantage d'Akan se déplacèrent en différents groupes constitués de clans matrilinéaires vers le nord, dans les actuelles régions ashanti et ashanti-akyem et de Kwahu, vers le nord-ouest, dans les régions de Kulango et vers le sud-ouest, dans les régions de Wassa, Sefwi et les zones de lagunes de la Côte d'Ivoire. En l'espace d'un demi-

1. A. A. Boahen, 1977.
2. C. C. Reindorf, 1898, p. 6-12.
3. P. Ozanne, 1962, p. 69.
4. N. L. Gayibor, 1977, p. 11-15 ; H. W. Debrunner, 1965, p. 3-10 ; C. M. K. Mamattah, 1979.

siècle, de 1680 à 1730, il y eut, pour des raisons essentiellement politiques, une migration considérable et persistante des Akan des régions de Kumasi, d'Anwianwia et de Denkyira vers les actuelles régions nzima, aowin, sefwi, ahafo et bono du Nord, ainsi que vers les régions anyi et baoulé de Côte d'Ivoire. Vers le milieu du XVIIIe siècle, il semblerait que le flux des Akan émigrant de leurs terres d'origine et des régions voisines se soit tari.

Tandis que les Akan se répandaient hors du berceau de leur civilisation, les Ga continuaient de se disperser vers la côte à partir des régions de l'intérieur, attirés surtout par la présence des Européens et les perspectives économiques qu'elle ouvrait sur le littoral. Les Ga-Mashi, les Nungua et les Tema furent les premiers à migrer au XVIe siècle. Ils furent suivis, au XVIIe siècle, par les peuples osu et teshi. Leurs parents, les Adangbe, commencèrent eux aussi à se répandre au sud et au nord, dans les plaines d'Accra, au cours des XVIe et XVIIe siècles. Ce sont ceux d'entre eux qui émigrèrent vers les régions montagneuses du nord-est qui devinrent les Manya Krobo d'aujourd'hui. D'autres, au XVIIe siècle, partirent vers la côte et fondèrent des établissements comme Ningo, Prampram et Ada.

Cependant, les plus mouvementées de toutes ces migrations furent sans aucun doute celles qu'entreprirent les Ewe. Vers la fin du XVIe siècle ou pendant la première moitié du XVIIe, principalement pour des raisons politiques, pour échapper notamment à la tyrannie de leur roi Agokoli, ils quittèrent Notsie scindés en deux grands groupes, les Ewe du Sud (Dagboawo ou Dzieheawo) et les Ewe du Nord ou Ewe de l'intérieur (Demeawo ou Numeawo)[5]. Le groupe du Sud, ainsi que ses ramifications, qui se dirigea vers la côte était formé des Anlo et des Tongu, tandis que les groupes du Nord qui occupèrent la partie centrale et le nord de l'actuelle région de la Volta méridionale étaient constitués d'Asogli, de Hopke, d'Akpini et d'Awudome. À leur arrivée dans leur région de destination, des sous-groupes et des groupuscules s'en détachèrent et allèrent s'établir un peu plus loin. Ce processus de fission et de diffusion se poursuivit tout au long des XVIIe et XVIIIe siècles, si bien que, vers la fin de la période, le groupe anlo était composé de sous-groupes anlo, afife, ave, xevi, veta, some, kliko, flawu (ou aflao), dodze et avenori ; les Tongu comprenaient, quant à eux, des sous-groupes agave, bakpa, bato, dofo, fievie, fodzoku, mofi, mefa, sokpoe, tefle, togome, volo et vume ; enfin, les Asogli s'étaient de même subdivisés en Ho, Akoefe, Hodzo, Kpenoe, Takla, Adaklu, Abutia, Agotime, Akoviefe, etc.[6].

Cependant, les peuples ne firent pas que se disperser ou migrer. Ils subirent aussi certaines transformations ethnolinguistiques. En ce qui concerne les peuples ewe et ga-adangbe, qui migrèrent vers des régions qui étaient soit pratiquement vides d'habitants, soit peuplées de façon éparse par des communautés anciennes telles que les groupes dits Togo résiduel et Togo central et les Guan, ils furent en mesure de conserver leur pureté

5. C. M. K. Mamattah, 1979, p. 121-122.
6. *Ibid.*, p. 147 et 155-158.

ethnique et linguistique. Par exemple, la principale influence des communautés guan sur les Ga fut religieuse. En revanche, nombreux furent les Akan qui émigrèrent dans des zones qui semblent avoir été assez densément peuplées par des habitants parlant des langues différentes et ayant également des cultures et des institutions différentes. Les comptes rendus portugais des années 1480 à 1500 indiquent qu'il y avait sept villages sur la Côte-de-l'Ivoire à l'est du fleuve Bandama, et Pacheco Pereira précisait, vers 1550 : « Nous ne savons rien des échanges commerciaux qui peuvent avoir lieu dans ce pays, mais ce que nous savons, c'est qu'il est densément peuplé[7]. » Ces habitants devaient être les Adisi à l'ouest et les Ewotre, les Agwa, les Kompa et les Mono à l'est, et c'est du mélange des deux groupes et des Akan nouvellement arrivés que furent issus les groupes mbalo, alladian, ebrie, eotile, avikam, etc., connus collectivement sous le nom de Lagunaires. De manière analogue, ce fut le mélange des derniers migrants akan et de certains peuples préexistants qui donna naissance aux Anyi, aux Baoulé et aux Sefwi. C'est à la suite de cela que les Akan se scindèrent pour former les deux grands groupes qu'ils constituent aujourd'hui, à savoir les Akan de l'Est et les Akan de l'Ouest entre lesquels, Diabate insiste sur ce point, « il n'y a pas intelligibilité linguistique immédiate ». Chacun de ces groupes s'est à nouveau subdivisé, en fonction de tendances principalement politiques, en un certain nombre de sous-groupes. Ainsi, les Akan de l'Est sont aujourd'hui divisés en Ashanti, Akuapem, Akyem, Akwamu, Bron (Abron) ou Gyaaman, Wassa, Kwahu, Fante, Assin, Denkyira et Gomua, qui parlent tous pratiquement la même langue, le twi, tandis que les Akan de l'Ouest sont les Anyi, les Baoulé, les Nzima, les Ahanta, les Sanwi (Afema), les Aowin et les Sefwi, qui parlent des dialectes leur permettant de se comprendre mutuellement.

Les institutions sociopolitiques de tous ces groupes dans leurs nouveaux foyers font apparaître, au XVIe siècle, des similitudes et différences. Les Ga-Adangbe et les Ewe vivaient les uns et les autres en colonies indépendantes éparpillées par groupes issus de clans et de patrilignages majeurs et mineurs. Les Adangbe, par exemple, étaient subdivisés en neuf clans : Asinodze, Blaka, Kpoku, La, Lekpodze, Lenodze, Nangla, Sepote et Shalom. Dans chaque groupe, chaque lignage avait son propre dieu principal dont les prêtres étaient les chefs du groupe. Cependant, vers la fin du XVe siècle, les Ga-Mashi s'étaient donné un roi qui tenait sa cour à Ayawaso.

Les Akan, quant à eux, vivaient dans des villes gouvernées par un roi ou une reine et des villages dirigés par des chefs et tous constitués de familles appartenant aux huit clans matrilinéaires en lesquels ils se subdivisaient, à savoir les Ekoona (Asanwule chez les Nzima), les Oyoko (Anona chez les Fante ou Alonroba ou Nvavile chez les Nzima et Anyi et Dwum ou Dwimina chez les Fante), les Asenee, les Agona et les Bretuo (Twidan

7. Cité par T. F. Garrard, 1980, p. 48.

chez les Fante), les Asakyiri, les Aduana ou les Atwea (Aberadze chez les Fante et Asamangama ou Akwea chez les Nzima)[8]. Chaque famille avait un *abusuapanin* (chef), de même que chaque clan. Chaque famille ou clan avait un ou des dieux qui lui étaient propres, tout comme chaque village ou centre de colonisation, leurs prêtres étaient investis de pouvoirs considérables et, chez les Ga et les Ewe, ils agissaient en tant que chefs non seulement religieux mais aussi politiques. Autrement dit, la société était déjà divisée en trois grandes classes : une aristocratie dirigeante composée de prêtres et de rois, la masse des citoyens ordinaires et les esclaves domestiques, relativement peu nombreux. Cependant, ce cadre social fut profondément transformé à la suite des événements politiques et économiques qui eurent lieu entre le XVIe et le XVIIIe siècle.

Les changements économiques sur la côte de la Guinée inférieure

Sur le plan économique, de profonds changements aussi bien internes qu'externes survinrent entre 1500 et 1800 dans les territoires de la Guinée inférieure. À l'intérieur de la région, les activités économiques déjà existantes se poursuivirent et prirent une ampleur considérable. Elles comprenaient la cueillette, l'agriculture, l'élevage, la chasse, la pêche, la récolte du sel et l'exploitation des gisements d'or[9]. La cueillette était une activité quasi générale, elle se concentrait sur la récolte des noix de kola dont les arbres poussaient à l'état sauvage dans les régions forestières de la Côte-de-l'Or, en particulier dans celles qui recouvrent maintenant l'Ashanti, l'Ahafo et l'Akyem, patrie du peuple akan de l'Est. Ces noix entraient dans la plus grande part des échanges entre les Akan, les Gur ainsi que les peuples de langues mande et hawsa de la savane et des régions occidentales du Soudan.

Cependant, tandis que se poursuivait la cueillette, l'agriculture proprement dite prenait de plus en plus d'importance avec, notamment, la culture du plantain, de la banane, de l'igname et du riz. À ces cultures traditionnelles vinrent s'ajouter, aux XVIe et XVIIe siècles, toute une série de cultures nouvelles introduites sur la côte de la Guinée par les Européens qui les avaient importées d'Asie et des Amériques : le maïs, le manioc, certaines espèces d'ignames, la tomate, l'oignon, l'aubergine, l'avocat, la patate douce, les agrumes et l'arachide[10]. L'adoption rapide de ces cultures par les petits exploitants eut évidemment pour effet de diversifier l'économie agricole des régions de la côte de la Guinée et a certainement largement contribué à l'accroissement de la population.

8. A. A. Boahen, 1966*b*, p. 4.
9. K. B. Dickson, 1969, p. 72-89.
10. J. P. Murdock, 1959, p. 21-24 ; D. G. Coursey, 1966.

L'élevage de la volaille, des moutons, des chèvres et des porcs ainsi que la pêche et la chasse faisaient partie des activités économiques du pays. La pêche était la principale ressource des Ewe, des Ga et d'autres peuples du littoral comme les Fante, les Ahanta, les Nzima et les Lagunaires. Quant à la chasse, tous y participaient, armés d'abord de javelots, de gourdins, d'arcs et de flèches puis, plus tard, de fusils.

C'est sans aucun doute entre 1500 et 1800 que deux de ces activités du secteur primaire, la récolte du sel et l'extraction de l'or, acquirent une extrême importance. Le sel était produit presque exclusivement par les habitants du littoral[11]. De même, l'exploitation aurifère était le domaine réservé de la population des zones forestières de l'intérieur, en particulier des Akan qui vivaient dans la région de Wassa et dans les régions mentionnées dans les comptes rendus européens des XVIe et XVIIe siècles sous les noms d'Arcanie ou d'Akannie, ou encore d'Arcania, c'est-à-dire les actuelles régions ashanti, kwahu et akyem[12], ainsi que les régions brong, ahafo, abron ou gyaaman et baoulé. C'étaient les mêmes régions qui produisaient la noix de kola, principal article du commerce avec le Soudan occidental et septentrional. L'extraction de l'or dans ces régions se faisait de deux manières, qui étaient, d'une part, le tamisage des sols alluviaux prélevés dans le lit des cours d'eau ou le fond d'anciennes vallées alluviales et, d'autre part, le *nkoron* (extraction en profondeur). Il semble que le tamis était employé depuis des temps très anciens, tandis que la mine de fond fut probablement introduite chez les Akan par les Mande vers le XIIIe ou le XIVe siècle[13].

L'exploitation des mines d'or était une activité soumise à un contrôle rigoureux de l'État et constituait la principale source de revenus de ses dirigeants. Cette activité atteignit son apogée pendant la seconde moitié du XVIIe siècle, durant laquelle furent produites quelque 2 millions d'onces d'or[14]. L'industrie aurifère, au cours des trois siècles étudiés, demeura le monopole exclusif des Akan et tous les efforts faits par les Européens, en particulier les Hollandais, pour y participer directement se heurtèrent à une résistance indomptable[15].

Simultanément, une autre activité économique se développa, et ce toujours plus au fil des années, le commerce, dans laquelle les esclaves allaient jouer un rôle de première importance en tant que porteurs. Il convient ici de bien faire la distinction entre commerce intérieur et commerce extérieur. Le commerce entre les Ewe, les Ga et les Akan est bien antérieur au XVIe siècle. Le poisson et le sel que les Ewe, les Ga et les Fante tiraient de la mer, aussi bien que les poteries produites par les Adangbe, étaient

11. On trouvera une impressionnante description des différentes manières dont le sel était récolté sur la côte de la Guinée dans W. Bosman, 1967, p. 308-309.
12. A. A. Boahen, 1973.
13. T. F. Garrard, 1980, p. 24-25; I. G. Wilks, 1962*c*, p. 166.
14. T. F. Garrard, 1980, p. 166.
15. W. Bosman, 1967, p. 80.

échangés contre de l'or, des *tweapea* (bâton à mâcher), de l'ivoire et des aricles en fer ou en autre métal fabriqués par les Akan de l'intérieur. Les traditions orales s'accordent avec les récits européens de l'époque pour indiquer que ces activités de commerce interne se poursuivirent pendant la période étudiée, en prenant même une ampleur et un volume croissants, et qu'elles avaient lieu sur des marchés ou le long d'itinéraires locaux et régionaux. Bosman, parlant du commerce du sel entre la côte et l'intérieur, écrit : « Il est difficile d'imaginer les vastes richesses que les Nègres se procurent en bouillant le sel et s'ils (les Fante) étaient toujours, ou du moins la plupart du temps, en paix, ceux qui se livrent à cette activité amasseraient en peu de temps des sommes phénoménales, car tous les Nègres de l'intérieur sont obligés de faire venir leur sel du littoral, d'où il est aisé de déduire qu'il doit leur coûter très cher[16]. »

Plus importante encore fut l'évolution du commerce extérieur. Il se divisait en deux secteurs : le plus ancien, tourné vers les régions de la savane et du Soudan occidental, et celui, transatlantique, qui établissait des relations avec l'Europe d'abord, puis avec les Amériques. Il ressort clairement des sources arabes, comme la *Chronique de Kano*, des comptes rendus portugais datant des trois dernières décennies du XVIe siècle, mais aussi des traditions orales que vers 1500, les Ga, les Ewe et les Akan échangeaient avec les Guan et les Gur au nord de leur territoire, avec les Hawsa du nord du Nigeria vers le nord-est et avec les Mande de la boucle du Niger vers le nord-est de l'or, des noix de kola, des textiles, des esclaves et du sel. Entre le XVIe et le XVIIIe siècle, ces liens furent renforcés, notamment grâce aux Akan qui se livrèrent à un commerce ininterrompu avec les Mande et les Hawsa tout au long du XVIe et du XVIIe siècle[17]. Avec l'émergence et l'expansion du Songhay aux XVe et XVIe siècles, et dans l'ordre et la paix qui s'ensuivirent, le commerce entre les Akan et les Mande prospéra et ce fut pour organiser efficacement son contrôle que les Jula établirent un certain nombre de postes de commerce ou d'étapes tels que Bobo-Dioulasso, Kong, Bondoukou, Buna et Begho entre la boucle du Niger et les pays producteurs d'or du Sud. Un indice supplémentaire de la vitalité de ce commerce est l'opulence que connurent au XVIe siècle les villes de Djenné et de Begho, principaux entrepôts du commerce du Nord-Ouest, et qu'attestent sources écrites et vestiges archéologiques. Sur ces marchés, les Akan échangeaient surtout de l'or, des noix de kola et, plus tard, des articles importés d'Europe contre des tissus, des couvertures, des tapis turcs, de la soie bleue et rayée, de la maroquinerie, des articles en fer et en laiton et du sel[18].

On a cru un temps que la chute du Songhay vers la fin du XVIe siècle et l'insécurité qui en découla avaient provoqué la ruine du commerce sur les routes du Nord-Ouest. Mais il a été montré de façon convaincante que cela

16. *Ibid.*, p. 308.
17. Pour des détails précis, voir A. A. Boahen, 1977.
18. V. Lamb, 1975, p. 86-92.

n'a pas été le cas et que, au contraire, le volume des échanges avait même plutôt augmenté au cours du XVIIIe siècle[19]. Ce fut certainement avec l'intention d'en tirer profit que les Ashanti dirigèrent leur expansion dans cette direction et conquirent Gyaaman (ou Abron), Banda et Bono au cours des premières décennies du XVIIIe siècle. De tels échanges ont continué même jusqu'au XIXe siècle sur les nouveaux marchés tels Ateboubou et Kintampo.

Le commerce des Akan avec le pays Hawsa et le Borno continua aussi pendant ces trois siècles. Il était déjà actif et relativement important au début du XVIe siècle, comme l'attestent les dires d'un témoin oculaire, Léon l'Africain, qui visita le Songhay et le pays Hawsa à cette époque[20]. Il s'accrut en intensité et en volume surtout aux XVIIe et XVIIIe siècles avec l'essor des États mole-dagbane de Mamprusi, du Dagomba, du Nanumba et du Mossi et, également, de l'État hawsa. Rien ne témoigne mieux de sa santé que la prospérité que trouvèrent les explorateurs et voyageurs européens du XVIIe et du XIXe siècle dans des villes comme Kano et Katsina, en pays Hawsa, et surtout Salaga, au nord de la Côte-de-l'Or, qui était alors le principal entrepôt méridional du commerce du Nord-Est.

Si l'or des Akan était exporté en pays Hawsa au cours du XVIe siècle, il semble que cette exportation particulière cessa pendant le XVIIIe siècle, probablement à cause de la forte concurrence exercée dans ce domaine par les Européens. Mais la kola provenant des territoires des Akan continua d'être l'article principal du commerce avec le Nord-Est au cours des trois siècles. Les noix de kola étaient réexportées du pays Hawsa et du Borno jusque dans le Sahara et les États barbaresques. Lucas rencontra à Tripoli, vers 1780, un chérif qui lui décrivit le commerce entre Tripoli et l'Empire ashanti[21]. Ces noix de kola étaient transportées par des caravanes de bœufs, d'ânes, de chevaux et d'esclaves. En échange, les Akan importaient des cotonnades, des couvertures, des tapis turcs, des blouses, des sandales et d'autres articles en cuir, du natron, des articles en laiton et des perles de verre rouge. Il est certain, cependant, que durant ces trois siècles, un autre courant d'échanges beaucoup plus important et beaucoup plus volumineux se développa par ailleurs : le commerce entre les peuples de la côte de la Guinée inférieure et ceux d'Europe et des Amériques, autrement dit le commerce transatlantique. Cette branche-là prit naissance lorsque les Portugais jetèrent l'ancre devant la côte de l'actuel Ghana, en 1471. Ils furent suivis, au XVIe siècle, par les Français, les Anglais et les Hollandais et, au XVIIe siècle, par les Danois, les Suédois et les Brandebourgeois. Toutefois, les représentants de ces deux dernières nationalités évacuèrent la côte guinéenne en 1661 et 1732 respectivement. Le commerce direct avec les Antilles commença en 1518 lorsque la première cargaison d'esclaves y fut envoyée directement d'Afrique de l'Ouest à bord d'un navire espagnol. Avec le continent nord-américain, il débuta en 1619 avec le débarquement

19. E. W. Bovill, 1968, p. 195 ; J. R. Willis, 1971 ; E. A. McDougall, 1980 ; C. C. Stewart, 1976.
20. J. Léon l'Africain, 1956 ; N. Levtzion, 1968, p. 14-22.
21. J. Beecham, 1841, p. 149-155.

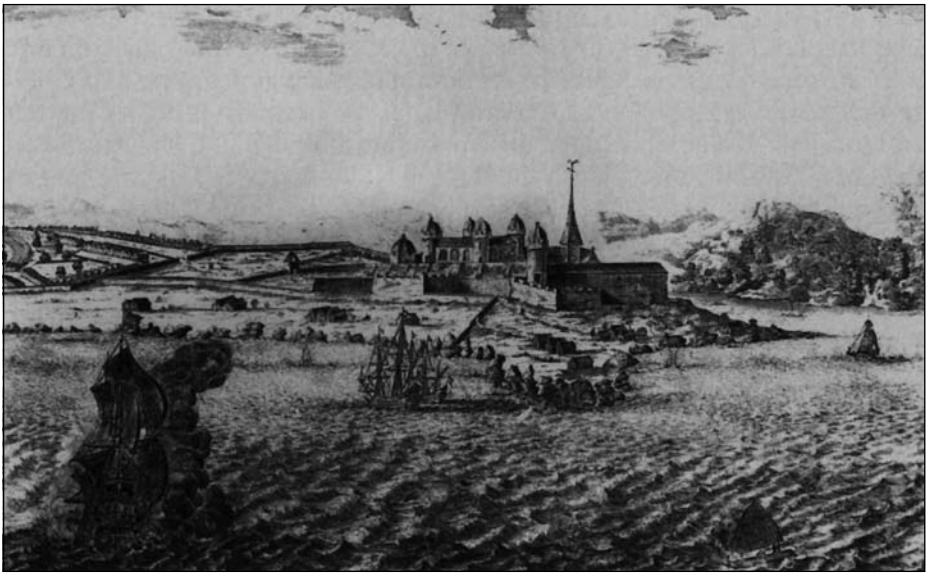
par une frégate hollandaise du premier chargement d'esclaves ouest-africains à Jamestown, dans l'État de Virginie[22]. Et vers le milieu du XVIIe siècle, le commerce triangulaire reliant la côte de la Guinée, l'Europe et les Amériques était en plein essor.

Les articles que vendaient les peuples de la côte de la Guinée inférieure aux Européens qui venaient les voir varièrent selon les régions et d'un siècle à l'autre. Jusque vers la fin du XVIIe siècle, les Akan de la région comprise entre les fleuves Bandama et Ankobra leur vendaient surtout de l'ivoire, tandis que les Akan et les Ga vivant entre l'Ankobra et la Volta se spécialisaient dans l'or. Il semble bien que pendant tout le XVIe siècle, il n'y eut pour ainsi dire aucun commerce entre les Ewe et les Européens sur la portion de côte comprise entre la Volta et le Mono. Les Portugais évitaient la plupart du temps cette zone et faisaient voile directement de la région d'Accra vers Ouidah au Dahomey et Benin au Nigeria[23]. Il fallut attendre à peu près le milieu du XVIIe siècle pour voir les Hollandais et les Danois établir des liens commerciaux avec cette région, la principale marchandise qu'on y achetait étant les esclaves.

C'est à la suite de cette spécialisation que la côte de la Guinée inférieure fut divisée par les commerçants européens du XVIe et du XVIIe siècle en trois: la Côte-de-l'Ivoire, la Côte-de-l'Or et la Côte-des-Esclaves. Cependant, il n'est pas douteux que jusqu'a la fin du XVIIe siècle, le commerce de l'or fut de beaucoup plus important que celui de toutes les autres marchandises confondues sur la côte de la Guinée inférieure et il revêtit une importance capitale aussi bien pour les Européens que pour les Africains. Toutes les nations européennes sans exception s'efforcèrent de prendre pied sur la Côte-de-l'Or, d'où le nombre incroyable de forts et de châteaux qui furent construits sur le littoral entre l'Ankobra et la Volta au cours des trois siècles étudiés. D'après Lawrence, il y eut en tout 42 forts et châteaux construits en Afrique de l'Ouest, du Sénégal au Cameroun, et sur ce nombre, pas moins de 32 se trouvaient sur le littoral de la seule Côte-de-l'Or, alors que pas un ne fut construit sur toute la côte du Nigeria[24].

Cependant, durant la deuxième moitié du XVIIe siècle et tout au long du XVIIIe le commerce d'exportation des Ga et des Akan de l'Est vers l'Europe connut une mutation profonde. Les documents du XVe siècle et des premières décennies du XVIe montrent, on ne peut plus clairement, que des esclaves étaient alors importés du Bénin, de Sao Tomé et d'Ouidah en Côte-de-l'Or pour être utilisés dans les mines d'or. En avril 1529, 2 060 esclaves furent importés du Bénin en Côte-de-l'Or et, en 1535, 80 de Sao Tomé à Elmina[25]. Mais à partir du milieu du XVIIe siècle, les Ga et les Akan de la Côte-de-l'Or commencèrent à exporter des esclaves, et cela en

22. A. A. Boahen, 1971, p. 315; voir aussi UNESCO, 1979, document 12.
23. H. W. Debrunner, 1965, p. 21-23.
24. A. W. Lawrence, 1969, p. 12-13.
25. W. Rodney, 1969*a*.



14.2. Le fort Saint-Georges à Elmina, tel qu'il était au temps des Portugais.
[*Source :* O. Dapper, éd. de 1686. © Fondation Dapper, Paris.]

nombre croissant, à tel point que vers 1710, le commerce des esclaves avait pris le pas sur celui de l'or. Dès 1704, le représentant des Pays-Bas à Elmina, William de la Palma, déclarait que « les Nègres […] s'intéressent maintenant davantage à la traite des esclaves qu'au commerce de l'or car elle leur rapporte davantage[26] ». William Smith, un Anglais qui visitait la côte fante en 1726, remarquait avec dégoût : « Pourquoi cette région s'appelle la Côte-de-l'Or, je n'en sais rien[27]. » Le nombre d'esclaves exportés de la Côte-de-l'Or continua d'augmenter au fil de la première moitié du XVIIIe siècle. Selon Daaku, à la fin du XVIIe siècle, de 5 000 à 6 000 esclaves étaient exportés chaque année de la Côte-de-l'Or et leur nombre passa à 6 000 ou 7 000 au XVIIIe siècle. Si l'on en croit P. D. Curtin, 474 000 esclaves au total[28] quittèrent la Côte-de-l'Or au XVIIIe siècle. Il faut préciser que les chiffres de P. D. Gurtin ont suscité une controverse passionnée quant à leur exactitude mais en tout état de cause, chacun s'accorde à reconnaître qu'il a certainement sous-estimé le nombre d'esclaves exportés d'Afrique de l'Ouest, surtout au cours du XVIIIe siècle[29], dans une proportion se situant entre 7,3 et 18,4 %. Les territoires ewe ont aussi exporté de très nombreux

26. Collections Furley [F. C.], voir W. de la Palma au X, 31 août 1704. Voir aussi K. Y. Daaku, 1970*a*, p. 46-47.
27. W. Smith dans T. Astley, 1745, vol. 4, p. 138.
28. P. D. Curtin, 1969, p. 221.
29. J. E. Inikori, 1976; P. D. Curtin, R. Anstey et J. E. Inikori, 1976; R. Stein, 1978. Voir aussi le chapitre 3 ci-dessus.

esclaves au cours de ce même siècle, notamment après 1730, époque à laquelle les Akwamu arrivèrent dans la région.

Dès lors, la question qui se pose est celle de savoir pourquoi, au XVIIIe siècle, la traite des esclaves a supplanté le commerce de l'or. Trois grandes réponses peuvent être apportées à cette question. La première est qu'il y eut un accroissement considérable de la demande d'esclaves après l'introduction du système des plantations dans la culture de la canne à sucre dans les îles de la Caraïbe et sur le continent américain à partir de 1640, demande qui persista tout au long des XVIIe et XVIIIe siècles[30]. La deuxième raison réside non seulement dans l'intensification des guerres mais aussi dans l'utilisation accrue des armes à feu à partir de 1650, d'où une augmentation considérable du nombre des prisonniers de guerre qui, ne pouvant être gardés sur place, devaient donc être exportés. Ce n'est pas par pure coïncidence que les trente dernières années du XVIIe siècle et la première moitié du XVIIIe, qui virent l'apogée de la traite des esclaves, furent précisément aussi l'époque de l'émergence et de l'expansion des Empires denkyira et akwamu, puis de l'Empire ashanti. Non moins significatif est le fait que la majorité de ces esclaves étaient des prisonniers de guerre ou des captifs des razzias[31]. La troisième raison, qui est une conséquence de la deuxième, est le paiement d'un tribut en esclaves par les États vassaux aux trois nouveaux empires. On sait que la plupart des États vassaux des Denkyira, des Akwamu et, surtout, des Ashanti payaient leur tribut sous cette forme. Il faut ajouter que, tout comme l'industrie de l'or, la fourniture d'esclaves aux Européens sur la Côte-de-l'Or était un monopole exclusif des Africains eux-mêmes.

Si les Ewe, les Ga et les Akan de l'Est commencèrent à exporter plus d'esclaves que d'or à partir de la fin du XVIIe siècle, les Akan de l'Ouest, qui vivaient sur la Côte-de-l'Ivoire, continuèrent quant à eux à exporter avant tout de l'ivoire et de l'or tout au long des XVIIe et XVIIIe siècles.

En Guinée inférieure, les importations subirent elles aussi des transformations radicales en volume comme en qualité au cours de la période étudiée. Vers la fin du XVe siècle et pendant tout le XVIe siècle, elles comportaient principalement des articles d'habillement dont la plupart étaient fabriqués non pas en Europe mais plutôt dans les États barbaresques, ainsi qu'en Afrique de l'Ouest, au Bénin et en Côte-de-l'Ivoire[32]. Les vêtements des États barbaresques, mentionnés dans les premières sources écrites portugaises sous les noms de *lanbens*, *hallabens* et *aljaravais*, les étoffes du Bénin ainsi que les tissus quaqua de la Côte-de-l'Ivoire étaient déjà très populaires le long de la Côte-de-l'Or avant l'arrivée des Portugais qui mirent à profit l'existence de cette demande pour se lancer dans le commerce du vêtement. Les exportations de tissus quaqua et du Bénin se poursuivirent certainement au XVIIe siècle. Outre les textiles, les autres produits d'importation, d'après la liste donnée par Pacheco Pereira vers 1500, étaient composés par des bracelets de laiton, des mouchoirs, des coraux et certains

30. J. E. Inikori, 1976, p. 4-5.
31. P. E. H. Hair, 1965 ; P. D. Curtin, 1969.
32. V. Lamb, 1975, p. 84-85.

« coquillages rouges auxquels ils attachent un prix comparable à celui que nous donnons aux pierres précieuses, du vin blanc et des perles bleues qu'ils nomment coris[33] ».

Au XVII[e] siècle, la liste des produits d'importation s'était considérablement allongée. On peut lire, au début de ce siècle, sous la plume de Pieter de Marees, la description suivante des marchandises apportées par les seuls Hollandais : « Grandes quantités de tissus de lin léger dont il se consomme beaucoup car ils s'en servent pour se vêtir, puis de grandes quantités de bassines de toutes tailles, utilisées pour la boisson, la lessive, comme urnes funéraires ; jarres, pots de cuivre rouge, marmites ; fer pour pointes de sagaies, coutelas ; grandes quantités d'étoffe d'indienne rouge, bleue, jaune et verte, qu'ils portent en guise de ceinture autour de la taille pour suspendre leurs couteaux, leurs bourses, etc. Serges espagnoles, couteaux hollandais, grandes quantités de perles de Venise de toutes sortes et de toutes couleurs, qu'ils cassent et meulent puis enfilent sur des cordons d'écorce pour les vendre, épingles dont ils font des hameçons de pêche, loupes et petits pots à lait en cuivre. Mais les articles les plus demandés et les plus utilisés parmi eux sont la toile de lin, les objets en cuivre et en laiton, les bassines, les marmites, les couteaux et les coraux[34]. »

Il est évident, d'après cette liste, que les importations provenaient désormais surtout d'Europe, notamment les textiles et les perles. Il faut ensuite observer que cette liste ne mentionne pas d'armes à feu, sans doute parce que les importations de fusils et de poudre à canon ne commencèrent pas vraiment avant 1640, date à laquelle les Anglais et les commerçants interlopes se mirent à vendre des armes sur la côte[35]. Elles eurent un tel succès qu'en 1658, les Hollandais déclaraient qu'« il n'y a que les mousquets qui se vendent bien » et que « les indigènes partent en campagne avec des milliers de ces armes[36] ». À partir de 1660, les Hollandais levèrent le veto qu'ils avaient mis à l'exportation des armes à feu et commencèrent à en vendre de grandes quantités en Afrique de l'Ouest. Entre 1673 et 1704, la Compagnie royale africaine expédia à elle seule près de 66 000 armes à feu et plus de 9 000 barils de poudre à canon sur la côte d'Afrique de l'Ouest, dont la plus grande partie fut vendue sur la Côte-de-l'Or. Le volume du commerce des armes à feu continua de croître pendant tout le XVIII[e] siècle, au long duquel elles demeurèrent l'article le plus demandé sur la Côte-de-l'Or et finirent par constituer l'ossature du commerce anglais avec l'Afrique de l'Ouest. Selon Inikori, de 1750 à 1807, un volume total de 49 130 368 livres de poudre à canon fut exporté de Grande-Bretagne vers l'Afrique de l'Ouest, soit une moyenne annuelle de 847 075 livres[37].

On a calculé que la valeur des exportations de l'Afrique de l'Ouest vers l'Angleterre, à l'exclusion de la traite des esclaves, entre 1750 et

33. D. P. Pereira, 1937.
34. P. de Marees, 1605, vol. VI.
35. R. A. Kea, 1971 ; K. Y. Daaku, 1970*a*, p. 148-152.
36. Collections Furley [F. C.]. Rapport de Valkenburgh au XIV, juin 1658.
37. J. E. Inikori, 1977.

1807 fut de 5 443 682 livres sterling (900 000 livres en valeur or), tandis que celle des esclaves exportés par les marchands anglais se montait à elle seule à 53 669 184 livres sterling. En comptant que la part de l'Angleterre dans ce dernier commerce était de 45 %, la valeur totale des exportations de l'Afrique de l'Ouest au cours de la deuxième moitié du XVIIIe siècle a été estimée à 131 361 920 livres sterling soit, en moyenne, 2 264 861 livres sterling par an[38].

Les effets de l'évolution économique

Les conditions économiques sur la côte de la Guinée inférieure changèrent du tout au tout entre 1500 et 1800 et ces changements eurent plusieurs conséquences. L'une d'elles se caractérisa par l'apparition d'un réseau complexe de routes commerciales principales et secondaires qui, d'abord, relièrent entre eux les peuples de la région, puis les mirent en contact avec les Mole-Dagbane et les Hawsa du Nord-Est et avec les Mande du Nord-Ouest, ainsi qu'avec les États barbaresques et le monde musulman à travers le Sahara. Enfin, ce réseau s'étendit, à travers l'Atlantique, d'abord à l'Europe puis, à partir du XVIe siècle, aux Amériques. Au centre de ce réseau se trouvait la ville de Kumasi.

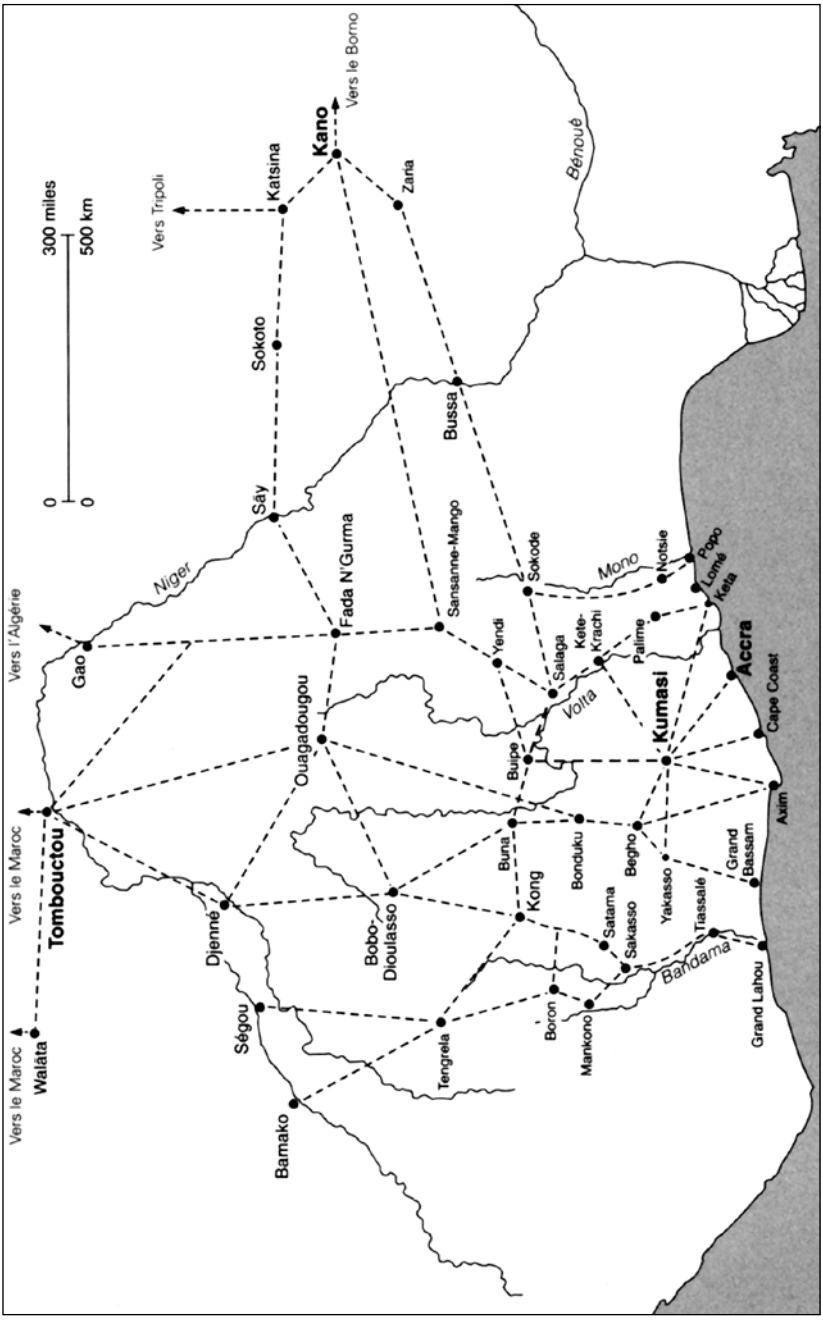
Cette multiplication des routes favorisa l'émergence d'un certain nombre de centres urbains généralement situés le long des grands axes et servant d'entrepôts, de marchés ou de terminus, tels Kong, Bobo-Dioulasso, Buna, Begho et Bondoukou au nord-ouest, Salaga, Yendi et Sansanne-Mango au nord-est, Tiassalé, Sakasso, Yakasso, Krinjabo, Kumasi, Kete-Krachi et Akwamufie au sud.

Sur la côte elle-même, la présence des Européens eut pour effet d'accélérer la croissance des villes du littoral au détriment de celles de l'arrière pays qui avaient, jusque-là, été les capitales des États côtiers. À la fin de la période étudiée, les premières avaient rompu avec les secondes et s'étaient transformées en États urbains indépendants. Ainsi, Mouri s'était séparée d'Asebu, Cape Coast de Fetu, Elmina d'Aguafo et Anomabo de Mankesim.

Ces relations spéciales nouées avec l'Europe eurent une autre répercussion: l'intégration de l'économie de la côte de la Guinée inférieure, d'une part, dans le système économique plus vaste formé par les pays d'Europe occidentale et d'Amérique, et, d'autre part, dans celui du monde mande-hawsa-musulman. Il faut cependant préciser que ce dernier lien s'affaiblit progressivement tandis que les relations avec l'Europe et les Amériques allèrent se renforçant.

Cette integration freina ou empêcha le développement économique et industriel en Guinée inférieure. Le plus destructeur, le plus ignoble et

38. J. D. Fage, 1969*a*; W. Rodney, 1969*a*.



14.3. Les principales routes commerciales des bassins de la Bandama, de la Volta et du Mono (d'après A. A. Boahen).

le plus inhumain de tous les commerces, la traite des esclaves, non seulement prit progressivement la place du commerce des produits naturels mais, aussi, il vida la région de la main-d'œuvre dont elle avait besoin ainsi que de nombre de ses artisans et de ses artistes de valeur. En outre, au lieu d'exporter des marchandises de nature à faciliter la croissance des industries existantes et à stimuler les efforts créatifs des Ewe, des Akan et des Ga, l'Europe exporta quantité d'articles de grande consommation à bas prix, défaisant ainsi le tissu industriel de la région ou l'empêchant de se consolider. En bref, au cours des trois siècles qui nous occupent, s'il y eut bien croissance de l'économie en Guinée inférieure, il n'y eut aucun développement économique et, pire encore, comme l'Europe régnait en maître sur les importations et les exportations, ce fut elle qui en tira tous les bénéfices. Nous touchons là aux racines du processus de sous-développement qu'allaient accentuer, au siècle suivant, l'abolition de la traite des esclaves et l'avènement du colonialisme en Afrique.

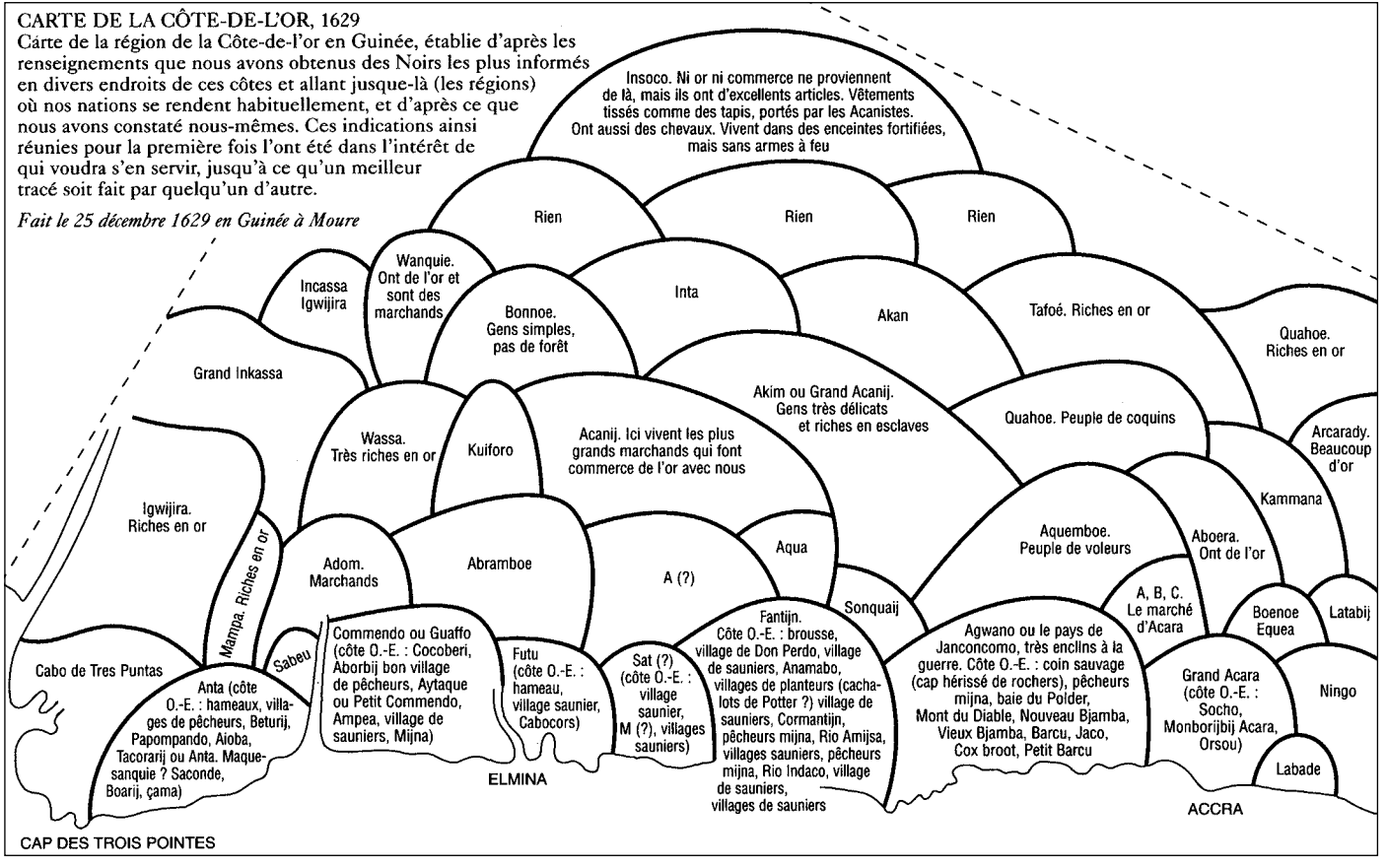
L'évolution politique sur la côte de la Guinée inférieure

Les changements politiques survenus entre 1500 et 1800 furent encore plus radicaux que les mutations économiques.

Le processus de formation de l'État avait commencé au début de la période et un certain nombre d'États s'étaient déjà constitués tant sur la côte que plus au nord, dans les régions de la savane. Les Portugais, à leur arrivée, trouvèrent certainement les États côtiers d'Ahanta, de Shama Aguafo, de Fetu, d'Asebu, d'Agona et d'Accra, ainsi que l'agglomérat d'États moledagbane — Mamprusi, Dagomba, Nanumba et Ouagadougou — et l'État akan de Bono dans la zone de la savane[39]. Ce fut vers le milieu du XVIe siècle et au début du XVIIe que le premier royaume akan qui avait émergé au milieu du XVe siècle, Bono, atteignit le sommet de sa puissance et de sa gloire grâce au commerce lucratif entre les Mande et les Akan qui avait Begho pour centre[40].

Au cours du XVIe siècle, les Ga-Mashi, les Nungua et les Tema furent rejoints dans les plaines d'Accra par les Labadi et les Osu et, tous ensemble, ils fondèrent un nombre croissant de foyers de peuplement. Avant 1300, les Ga ignoraient les rois mais avaient pour chefs des prêtres. Vers 1600, cependant, ils avaient adopté la fonction séculière du roi, probablement empruntée à leurs voisins akan et adangbe. Au cours des premières décennies du XVIIe siècle, certains des Ga quittèrent l'intérieur pour s'établir sur la côte, où les attiraient évidemment la présence des Européens. Les Ga-Mashi, les Nungua et les Osudoku furent les premiers à émigrer. Ils furent suivis des La qui fondèrent Labadi sur des terres confisquées aux Nungua, tandis que

39. A. A. Boahen, 1966*b* et 1977.
40. C. K. Effah-Gyamfi, 1978.



14.4. Reconstitution d'une carte de la Côte-de-l'Or datant de 1629.

les Osu conquéraient leur territoire aux dépens des Osudoku. La dernière principauté ga à être fondée sur la côte fut Teshi, construite sur un territoire offert par des Nungua à un groupe qui avait émigré de Labadi. Toutes ces villes de la côte reconnaissaient cependant la suzeraineté du *mantse* (roi) ga, demeurant à Ayawaso qui resta la capitale du royaume jusqu'en 1680, année où elle fut déplacée sur la côte.

Il semblerait que sur le plan politique, au cours du XVIe siècle, se soient formées chez les Akan un certain nombre de petites communautés et de villes-États ou chefferies dans le bassin Pra-Ofin, liées entre elles non par l'allégeance à un même souverain mais par des parentés, des liens agnatiques et de clan, toutes se trouvant par ailleurs imbriquées dans le réseau des routes commerciales déjà mentionné. Cependant, selon la tradition orale d'Adansi, il y aurait eu, au milieu de ce siècle, une opération de centralisation menée, sous l'influence du clan et des États urbains regroupés autour de Fomena et d'Akrokyere, par leur chef Awurade Basa, le roi de Fomena[41]. Si cette action aboutit à la formation de la confédération des États adansi dans la région, elle précipita aussi l'émigration, précédemment évoquée, de certains peuples akan vers le nord et le sud. Tous ces émigrants fondèrent à leur tour dans ces régions des chefferies, des villes-États et des principautés telles que Kwahu, Akyem Abuakwa, Akyem Kotoku et Akwamu, ou Wassa, Twifo, Igwira et Adom plus au sud, et enfin Tafo, Suntreso, Kaasa et Amakom qui font partie maintenant de la municipalité de Kumasi[42].

Le processus de formation de l'État semble s'être accéléré entre 1580 et 1630. C'est du moins ce qui ressort d'une carte des plus révélatrices des États du sud de la Côte-de-l'Or entre le Tano et la Volta, tracée par un cartographe hollandais le 25 décembre 1629, et montrant quelque 38 États et royaumes. Tous sauf deux, le Grand Incassa et l'Incassa Igwira[43], ont été identifiés depuis et existent encore dans les mêmes régions.

Ces États furent fondés par les groupes de Ga et d'Akan déjà mentionnés. Étant donné qu'un si grand nombre d'États virent le jour sur un espace aussi restreint, il est bien évident qu'ils ne pouvaient qu'être de petite taille. À vrai dire, il semblerait que beaucoup d'entre eux aient été soit de simples villes-États, soit de petites chefferies. Toutefois, quoique de tailles diverses, ils étaient probablement tous organisés sur le même mode. Chacun d'eux avait à sa tête un seul dirigeant, ou un roi et une reine. Dans certains États, comme la Confédération adansi, les familles royales des différents États assumaient à tour de rôle le pouvoir. Dans les États unitaires, le roi était choisi, conformément au principe matrilinéaire dans le

41. K. Y. Daaku, 1969, p. III.
42. K. Y. Daaku, 1966, p. 10-13.
43. Le Grand Incassa et l'Incassa Igwira ont été identifiés par certains érudits, comme Fynn et Porter, comme étant les États sefwi dont l'émergence est étudiée ci-après. Toutefois, l'hypothèse est douteuse car les traditions orales ne font aucune mention de ceux-là, ni référence à la moindre relation avec eux. Voir R. Porter, 1974, p. 37; J. K. Fynn, 1971.

cas des Akan, dans la famille royale dudit État qui était d'ordinaire la première famille ou le premier clan à être arrivé sur les lieux. Il était entouré d'un Conseil composé des chefs des familles ou des clans qui constituaient l'État et était, plutôt qu'un dictateur, le premier parmi ses pairs. Chaque État avait ses propres dieux dont certains étaient des éléments naturels, comme des fleuves, des lacs ou des rochers, et dont les prêtres exerçaient une influence considérable sur la société.

La période allant de 1630 à environ 1670 fut marquée essentiellement par deux catégories d'événements politiques dans les régions peuplées de Ga et d'Akan. La première fut la consolidation et la croissance régulières des États portés sur la carte de 1629 et la seconde fut l'émergence de nouveaux États. Il est tout à fait clair, d'après les sources orales, que des royaumes comme ceux d'Akwamu, de Denkyira, d'Accra ou de Ga, de Fante, de Wassa et d'Adom s'agrandirent considérablement et, dans la plupart des cas, de façon pacifique. Les Ga, par exemple, étendirent leur royaume à partir de la côte et des plaines adjacentes vers le nord, jusqu'à inclure les principautés guan situées en dessous des collines d'Akuapem où ils établirent leur importante ville-marché d'Abonse (A, B, C sur la carte de 1629), et vers l'ouest où ils absorbèrent les principautés guan d'Awutu et de Senya. Il est certain que le royaume atteignit sa plus grande extension territoriale et l'apogée de sa puissance sous le règne du roi Okai Akwei, qui dura d'environ 1640 jusqu'en 1677.

C'est également pendant cette période que l'État aduana d'Akwamu se transforma en un puissant royaume occupant les régions correspondant aujourd'hui à Asamankese, Kade et Nsawam, ainsi que la région d'Akuapem, tandis que le Denkyira, rompant avec la Confédération adansi après une série de guerres qui eurent lieu entre 1650 et 1670, s'implantait solidement dans la région du confluent de l'Ofin et du Pra[44]. Les Fante de la côte étendirent aussi leur territoire vers l'intérieur et les récits européens de l'époque sont pleins d'allusions aux guerres qui eurent lieu entre eux et, plus au nord, les peuples etsi[45]. Les territoires wassa et adom, au sud et à l'ouest, élargirent de même leurs frontières à cette époque.

Les guerres denkyira-adansi du milieu du siècle (1650-1670) et bono accélérèrent énormément l'allure des migrations, vers le sud et vers l'ouest, dans les régions forestières habitées par des peuples plus anciens comme les Adisi, les Ewotre, les Agwa, les Kompa et les Lagunaires. Ce furent ces nouveaux groupes qui fondèrent non seulement Aowin, dans la région de l'actuelle Wassa Amanfi, avec pour capitale Enyini Nsu située près du village d'Anwianwia[46], mais aussi les trois États sefwi d'Anwhiaso, de Bekwai et de Wiawso, dans le Sud, ainsi que des États comme Assini, Abripiquem et Ankobra et de nombreuses villes le long du littoral. Établi dans l'une des plus riches régions aurifères et au bord de la principale route commerciale

44. I. G. Wilks, 1957; K. Y. Daaku, 1970*b*, p. 144-161.
45. A. A. Boahen, 1965, p. 175-180.
46. Communication personnelle de H. Diabaté (1977).

reliant les marchés du Nord, Begho et Bondoukou, à la côte, Aowin était devenu, vers 1670, un royaume très puissant et très riche[47].

Certains des migrants des régions denkyira-adansi partirent aussi vers le nord et ce furent eux qui fondèrent les États oyoko de Kumasi, Kokofu, Dwaben, Nsuta et, plus tard, de Bekwai, ainsi que les États bretuo de Mampong et Afigyaase, tous dans un rayon d'une cinquantaine de kilomètres autour de Kumasi. D'autres encore fondèrent l'État aduana de Gyaaman, ou Abron, plus au nord, parmi les Gbin, les Nkoran, les Nafana, les Fantara et les Kulango qui occupaient cette région[48].

D'après les indications dont on dispose, il paraît certain que tous les nouveaux États qui naquirent durant cette période avaient les mêmes structures que celles qui existaient déjà. Dans le cas des États sefwi et aowin, par exemple, à la structure socio-politique préexistante, des compagnies d'*asafo* (guerriers) regroupées autour des quartiers d'habitation se surimposaient le système de clans très évolué des Akan et les institutions de la royauté fondées sur des élections matrilinéaires.

Cependant, entre 1570 et 1600, il y eut dans ces régions une authentique révolution politique marquée non pas par la naissance de nouveaux États mais par la centralisation de ceux qui existaient déjà, l'Aowin et le Denkyira étant, semble-t-il, les premiers à s'engager sur cette voie. Entre 1670 et 1690, non seulement l'Aowin conquit les États sefwi du Nord et de l'Ouest mais il s'étendit aussi loin vers l'ouest en annexant des villes comme Keteso, Yawu, Brako et Sikasso, toutes dans l'actuelle Côte d'Ivoire[49].

Au moment même où l'Aowin était en pleine expansion vers le nord et l'ouest, le Denkyira se lançait aussi dans des conquêtes territoriales pratiquement dans toutes les directions à partir de sa capitale, Abankieso, située au confluent de l'Ofin et du Pra. Par une série de brillantes campagnes militaires, les chefs agona du Denkyira conquirent, au nord, tous les États adansi ainsi que les États pré-ashanti de la région de Kumasi et, au sud, Assin et Twifo. Entre 1686 et 1690, le Denkyira vainquit non seulement l'Aowin mais aussi les États sefwi et le Wassa au sud-ouest, ainsi que les royaumes côtiers d'Adom et de Fetu[50]. En 1690, il dominait le sud-ouest de la Côte-de-l'Or et certaines parties de la Côte-de-l'Ivoire[51].

À la même époque, l'Akwamu s'imposait également dans les régions du Sud-Est. À partir de leur nouvelle capitale, Nyanoase, située près de l'actuelle Nsawan, les chefs akwamu lancèrent leur première attaque contre le Royaume ga dont ils achevèrent la conquête en 1681. À partir de là, ils se tournèrent vers l'ouest et conquirent le royaume côtier d'Agona en 1689. Leurs dernières campagnes, entre 1702 et 1710, leur permirent de se rendre maîtres non seulement des États adangbe, à l'est, et de Kwahu, au nord, mais

47. K. Y. Daaku, s. d.
48. E. A. Agyeman, 1965, p. 36-39; A. Clérici, 1962, p. 27-28.
49. K. Y. Daaku, s. d.
50. *Ibid.*, p. 156-160.
51. W. Bosman, 1967, p. 72-73.

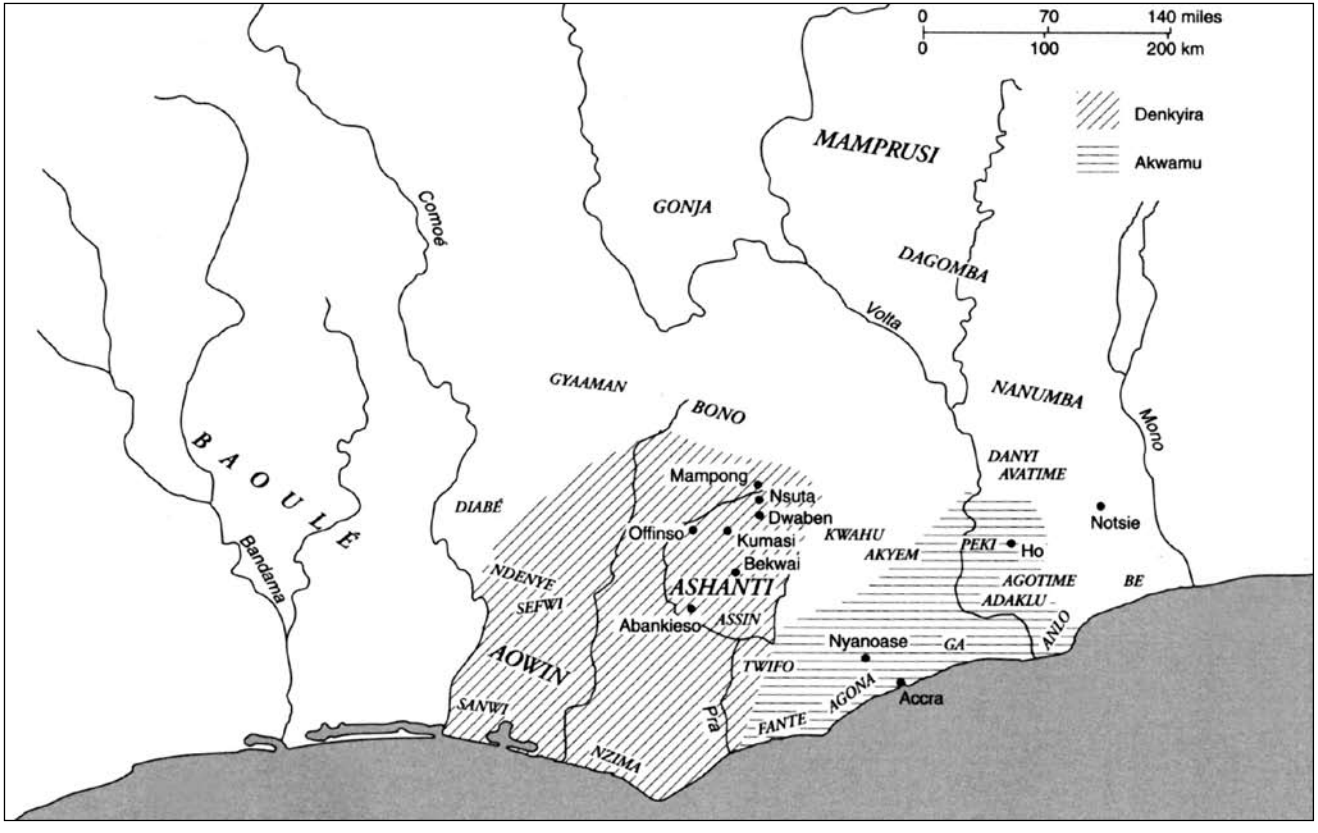
aussi, après avoir traversé la Volta, de soumettre les États ewe de Peki, Ho et Kpandu[52].

Les dispositifs administratifs mis en place par les Denkyira et les Akwamu pour gouverner leurs empires étaient pratiquement les mêmes. L'empire était divisé en deux: la région métropolitaine et la région provinciale. La première était constituée par le territoire entourant la capitale où siégeait l'*omanhene* (roi), qui régnait sur tout l'empire. Il avait sous son autorité toute une série de dignitaires ou de rois qui s'acquittaient d'un certain nombre de fonctions à la cour, tels le *batahene* (ministre du commerce), le *sanaahene* (ministre des finances), le *gyaasehene* (ministre de l'intérieur), l'*akyeamehene* (ministre des affaires étrangères et linguiste en chef) et le *sumankwaahene* (ministre des affaires religieuses). À des fins politicomilitaires, chaque État était subdivisé en ailes, trois dans le cas du Denkyira, cinq dans celui de l'Akwamu. Les subdivisions denkyira étaient l'*akumatire* (aile droite), le *kyeremfem* (aile gauche) et l'*agona adontendom* (avant-garde)[53]. Les ailes akwamu étaient le *benkum* (aile gauche), le *nifa* (aile droite), l'*adonten* ou *krontire* (avant-garde), le *kyidom* (arrière-garde) et le *gyaase*. À la tête de chacune des ailes se trouvait le roi d'une ville ou d'un État de la région métropolitaine, voire celui de la capitale même. Il exerçait le pouvoir politique sur cette aile en temps de paix et devenait l'*osafohene* (chef de guerre) en temps de guerre. Tous les chefs d'aile étaient membres du conseil que consultait l'*omanhene*. La partie provinciale de l'empire était formée de tous les États qui avaient été conquis et annexés. Chacun d'entre eux continuait à être gouverné par son propre roi mais était placé soit directement sous l'autorité de l'*omanhene*, soit sous celle d'un chef d'aile. Chaque État était tenu de payer un tribut annuel et de combattre dans l'aile de son chef en cas de guerre.

Étant donné que le Denkyira fut le premier État à former un empire et qu'il avait trois ailes alors que l'Akwamu en avait cinq (dont trois identiques aux siennes), il est manifeste que l'Akwamu emprunta au Denkyira le nouveau système politico-militaire impérial et se contenta de l'améliorer en y ajoutant deux ailes, le *kyidom* et le *gyaase*.

Beaucoup d'historiens ont ramené l'histoire politique de la Côte-de-l'Or presque exclusivement à celle de l'ascension de l'Empire ashanti. Mais le cours des événements politiques fut beaucoup plus complexe que cela. Tout d'abord, le XVIIIe siècle vit naître et s'imposer un certain nombre d'États autres que l'Empire ashanti. Ensuite, il vit, d'une part, la renaissance, certes de courte durée, de l'Aowin et, d'autre part, le renversement du Denkyira et de l'Akwamu par l'Ashanti et par l'Akyem respectivement. Puis il connut l'apogée du Royaume fante dans son ampleur territoriale et, enfin, l'ascension de l'Empire ashanti notamment reconnu comme l'événement le plus brillant de tous.

52. I. G. Wilks, 1957; K. Y. Daaku, 1970*b*, p. 153-156.
53. J. K. Kumah, 1966, p. 33-35; K. Y. Daaku, 1970*b*. p. VIII.



14.5. Les États de la côte de la Guinée inférieure en 1700 (d'après A. A. Boahen).

Nzima, les États aowin ou anyi de Sanwi, Ndenye, Diabe, Moronou et Bettie, les nombreuses principautés baoulé, tels sont les États qui se formèrent au XVIIIe siècle. Après avoir été défaits par les Denkyira peu après 1680, les Aowin, ou Anyi, quittèrent la region d'Anwianwia sous la direction de leur chef Amo Aseman et, traversant le Tano, reconstituèrent leur royaume autour d'Enchi après avoir conquis l'État préexistant d'Agwa (Sohié et Anabula). Ils ne l'avaient pas encore pleinement consolidé lorsqu'ils furent attaqués par les Ashanti, en 1715, qui obligèrent certains d'entre eux à émigrer vers l'ouest, où ils fondèrent le royaume de Sanwi en conquérant les Aqua, les Aboisse, les Abakulo et les Ekuebo, puis les Eotile[54]. Ayant établi leur capitale à Krinjabo, ils ne tardèrent pas à s'emparer d'Assin, s'assurant par là le contrôle des échanges entre l'arrière-pays et la lagune d'Aby.

Au nord de Sanwi apparurent les autres États anyi de Ndenye et Diabe, fondés au même moment que Sanwi par la colonne de réfugiés d'Anwianwia qui se dirigea vers le nord-ouest[55] jusque dans la région qui avait été occupée par les Agwa, les Abure et d'autres Lagunaires. Jusque vers 1715, les Anyi de Ndenye faisaient acte d'allégeance à Aowin, mais une partie d'entre eux se rebellèrent contre cet état de fait et s'en allèrent fonder le royaume de Bettie. Une fraction des Anyi, les Monfwe, traversa la Gomoé pour créer le royaume de Moronou[56]. Si nous ne savons rien des relations existant entre ces deux États, nous savons en revanche que Ndenye fut définitivement soumis à l'autorité des Ashanti. Perrot et Gross s'accordent à penser que Ndenye servait l'*ashantihene* par l'intermédiaire de l'État sefwi de Wiawso, mais des études plus récentes confirment que, comme le soutient Daaku, cet intermédiaire était en fait le *bantamahene* de Kumasi[57].

Au nord-ouest des Anyi, entre les fleuves Comoé et Bandama, naquirent aussi, au cours de la première moitié du XVIIIe siècle, une foule de principautés ou de chefferies baoulé. Il ressort à l'évidence des traditions orales sur les fondateurs de ces États qu'ils arrivèrent en deux vagues distinctes de la Côte-de-l'Or[58]. La première amena les Baoulé Alanguira à peu près au même moment que les Anyi, soit vers 1700, qui, eux, venaient du Denkyira vaincu par les Ashanti en 1700-1701. Ils s'établirent d'abord dans la région de l'actuel canton d'Agba et, à partir de là, certains s'en allèrent vers l'ouest vivre parmi les Guro et les Koro.

La seconde vague, composée d'Assabu, qui était beaucoup plus grosse que la première, arriva de Kumasi à la suite du conflit de succession qui éclata à la mort d'Osei Tutu en 1717. Selon leurs traditions orales, ils étaient conduits par leur reine Abla Poku qui sacrifia son fils à l'esprit du

54. Communication personnelle de H. Diabaté, 1977. Voir aussi R. A. Horowitz, 1974, p. 330-379; H. Diabaté, 1977; A. Clérici, 1962, p. 27-31.
55. C. H. Perrot, 1970 et 1974.
56. A. Clérici, 1962, p. 27-31.
57. C. H. Perrot, 1970 et 1974; K. Y. Daaku, 1971.
58. J. P. Chauveau, 1979, p. 24-25; A. Clérici, 1962, p. 28-29; T. C. Weiskel, 1980, p. 5-8.

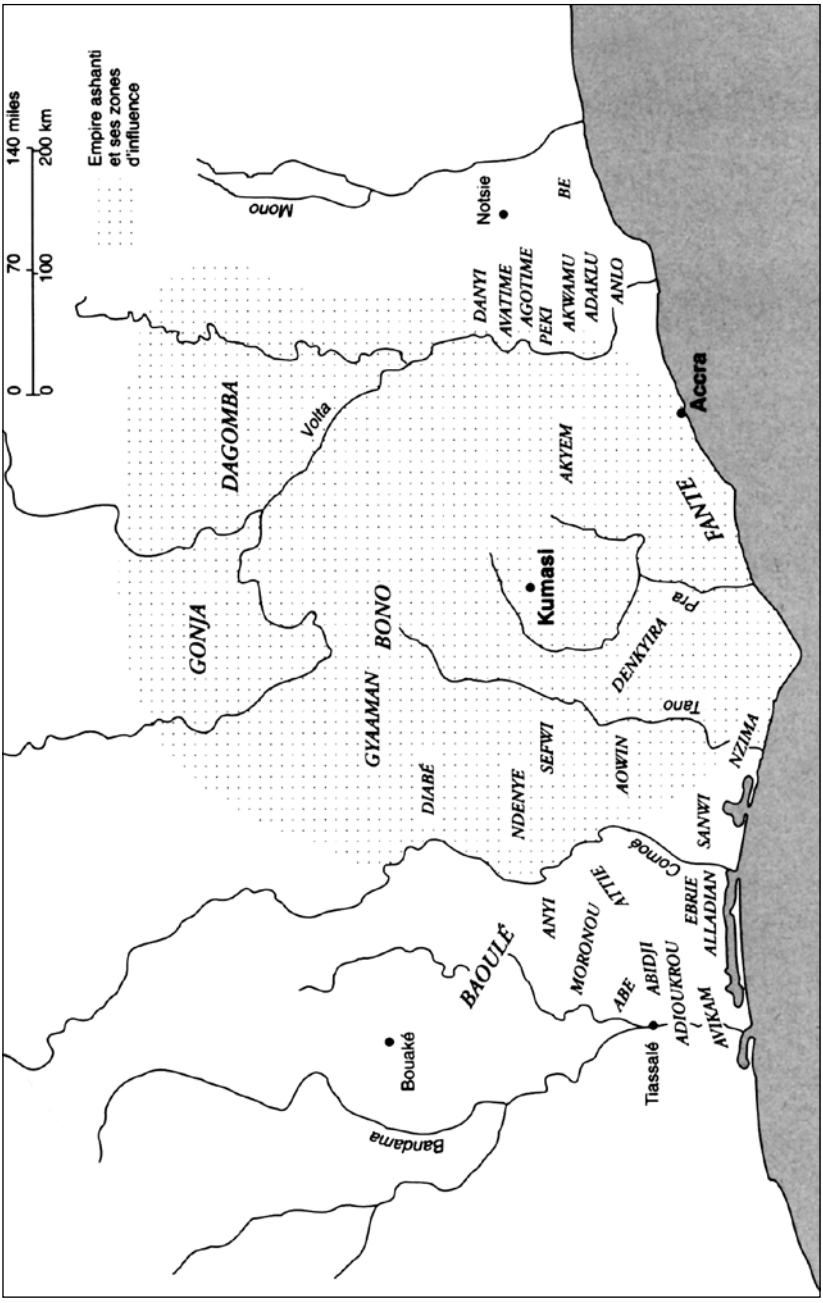
fleuve Comoé pour leur permettre de le traverser, d'où leur nom de Baoulé, qui signifie « le petit enfant est mort ». Après quoi, certains allèrent droit au nord pour former l'Ando, tandis qu'un autre groupe se dirigea vers le sud et s'établit à Grande-Morie parmi les Attie et les Abe. Le reste, toujours sous la conduite d'Abla Poku, fit route au sud en traversant la Bandama puis continua dans la même direction et s'établit dans la région de Bouaké. Le groupe qui se fixa là était divisé en huit grandes familles ou clans : les Faafuwe, les Nzipri, les Aitu, les Nanafowe, les Warebo, les Saafowe, les Agba et les Ngan[59]. Il semblerait qu'Akwa Boni, qui succéda à Abla Poku, sut imposer son autorité aux Baoulé, aux Mande et aux Malinke qui occupaient la région de Warebo. Mais après sa mort, le royaume se morcela en chefferies indépendantes. Tous les nouveaux envahisseurs se mêlèrent rapidement aux Guro, aux Malinke, aux Senufo et aux Goli pour former le peuple baoulé d'aujourd'hui.

Ce fut à cette époque que naquit dans la même région le Royaume nzima, créé par trois frères, Annor Blay Ackah, Bua Kpanyili et Amihere II, qui réussirent à imposer leur autorité aux trois États déjà constitués de Jomoro, Abripiquem et Ankobra, grâce à la fortune qu'ils avaient amassée en faisant du commerce avec les Européens. Le plus célèbre de ces trois frères, Amihere II, devint extrêmement riche dans les années 1760. Il réussit à étendre les frontières du nouveau royaume ainsi qu'à en accroître la population en favorisant délibérément l'implantation d'étrangers. Connu dans les comptes rendus européens sous le nom d'Apollonia, ce nouvel État domina l'extrémité sud-ouest de la Côte-de-l'Or pendant tout le XVIIIe siècle.

Certains des États préexistants tels que l'Abron, le Sefwi, le Wiawso, l'Aowin et le Fante accrurent leur puissance et leur influence. L'Aowin, par exemple, semble avoir regagné son indépendance sur le Denkyira durant la dernière décennie du XVIIe siècle et, considérablement renforcé par l'afflux des réfugiés qui fuyaient les guerres ashanti-denkyira, il fut en mesure d'étendre sa domination sur les États sefwi et entreprit la conquête des régions du Nord productrices d'or et d'ivoire pendant les dix premières années du XVIIIe siècle. Cet État était même devenu si puissant et si conquérant que, sous le commandement d'Ebri Moro, ses hommes envahirent l'Ashanti en 1718-1719, attaquèrent et pillèrent la capitale Kumasi et s'en retournèrent chez eux avec un riche butin de guerre et quelques captifs, dont certains membres de la famille royale ashanti[60].

Au début du XVIIIe siècle également, les chefs de l'État d'Abron conquirent le Kulango au sud et une partie du Nafana au nord, étendirent leur autorité à l'ouest jusqu'à la rive de la Comoé et se rendirent de la sorte maîtres des routes commerciales reliant Bondoukou à Kumasi et Krinjabo. En même temps, l'Abron se mua en un État très particulier, à vrai dire unique en son genre, car il était formé d'éléments akan, kulango, nafana et mande. La position politique dominante était occupée par les envahisseurs

59. A. Clérici, 1962, p. 28-29 ; J. P. Chauveau, 1974.
60. K. Y. Daaku, s. d. ; J. K. Fynn, 1971, p. 43.



14.6. Les États de la côte de la Guinée inférieure en 1750 (d'après A. A. Boahen).

akan, qui conservaient leurs clans et leur système matrilinéaire d'héritage ainsi que leur système judiciaire et certains aspects de leur religion traditionnelle. Mais ils adoptèrent une partie du folklore, des chants et des danses des Kulango et des Nafana sans toucher par ailleurs à leurs structures sociales et à leur organisation politique au niveau rural et villageois. En outre, certains parmi ces trois groupes adoptèrent la religion islamique introduite par les Mande-Jula qui eurent aussi une forte influence sur le système économique du royaume[61].

Ce fut aussi pendant la première décennie du siècle que les Akwamu repoussèrent les limites territoriales de leur empire jusque sur l'autre rive de la Volta[62]. Et ce fut en partie pour répliquer à cette expansion akwamu et, plus tard, à celle de l'Ashanti et de l'Akyem, dont il va maintenant être question, que les Fante conquirent aussi, vers 1730, les États côtiers voisins, Aguafo et Fetu à l'ouest, et l'État d'Agona à l'est[63]. Ces conquêtes leur donnèrent la maîtrise de la bande côtière comprise entre l'embouchure du Pra et la frontière du Royaume ga.

Encore plus saisissants furent les changements politiques qui survinrent dans les régions de la forêt centrale entre la Comoé et la Volta entre 1500 et 1800. Le premier de ces événements politiques fut la défaite et la chute de l'Empire denkyira à l'issue d'une série de guerres menées, entre 1699 et 1701, par la jeune confédération d'États ashanti. Cette défaite fut suivie de la conquête de tous les États vassaux du Denkyira : les États sefwi (1701-1702), twifo (1712-1713) et wassa (1713 et 1726). Les Ashanti ne s'arrêtèrent pas là et conquirent l'Aowin (1715-1721), le Nzima (1715) et l'État anyi de Ndenye (1715) au sud-ouest, ainsi que le Wendi (1711-1714), le Bono (1723-1724), l'État abron (1731-1740) et le Gonja (1732) au nord-ouest[64]. Ainsi, en 1730, la totalité de la région comprise entre la Comoé et la Volta était sous contrôle ashanti.

Le deuxième événement politique de l'époque fut la défaite de l'Akwamu par les Akyem Abuakwa et leurs alliés les Ga, les Kotoku et les Agona en 1731[65]. Cette défaite entraîna non seulement l'expulsion des chefs akwamu de leurs territoires d'origine — et c'est de l'autre côté de la Volta qu'ils fondèrent leur capitale actuelle d'Akwamufie — mais aussi l'annexion de la totalité du bassin de Birim-Densu par les Akyem Abuakwa. Ainsi, en 1733, toute la région comprise entre la Comoé, à l'ouest, et la Volta, à l'est, avait été partagée entre les Ashanti, les Akyem et les Fante.

Le dernier pas qui restait à franchir pour achever le processus de centralisation fut accompli entre 1731 et 1750 lorsque les Ashanti conquirent non seulement les Akyem Kotoku et les Akyem Abuakwa (1742) et l'État ga (1744-1745), au sud, mais aussi le Gonja oriental et l'État dagomba (1744),

61. M. Toure, 1974, p. 463-478.
62. I. G. Wilks, 1957.
63. A. A. Boahen, 1965, p. 180-182.
64. Pour des détails sur ces campagnes militaires et ces conquêtes, voir J. K. Fynn, 1971, p. 40-83 ; K. Y. Daaku, 1970, p. 173-181 ; I. G. Wilks, 1975, p. 18-29.
65. F. Addo-Fening, 1980.

au nord de la Volta, ainsi que les États krakye et bassa (1744-1745) au nord-est[66]. Au milieu du XVIIIe siecle, l'Empire ashanti occupait donc une zone comprise entre la moitié intérieure de la Comoé à l'ouest et la Volta à l'est, et au-delà de la Volta au nord jusqu'à la mer au sud, à l'exclusion seulement de l'État fante situé directement au sud de Kumasi. Les Fante maintinrent leur souveraineté tout au long du XVIIIe siècle, grâce, notamment, à leur habileté diplomatique et, aussi, au ferme appui dont ils bénéficièrent de la part des Britanniques de la côte dont la politique consistait à empêcher les Ashanti d'établir leur domination sur l'ensemble du littoral[67].

La structure et le gouvernement de cet empire n'étaient pas fondamentalement différents de ceux de l'Akwamu et du Denkyira. Comme eux, il était divisé en deux parties : l'Ashanti métropolitain et l'Ashanti provincial ou, selon les termes d'Arhin, le Grand Ashanti. L'Ashanti métropolitain ne consistait pas simplement en une ville ou un État, comme dans le cas du Denkyira ou de l'Akwamu, mais, et c'est là une des différences les plus marquantes entre ces deux empires et lui, il était formé de tous les États préexistants dans un rayon d'une cinquantaine de kilomètres autour de Kumasi — à savoir le Dwaben, le Kokofu, le Bekwai, le Nsuta, le Mampong, l'Offinso, l'Asumenya, le Denyasi, l'Adansi et le Kuwamu — qui, tous, reconnaissaient l'*ohene* (roi) de l'État de Kumasi comme leur *ashantihene* (roi suprême) et Kumasi comme leur capitale, qui voyaient dans l'*Asomfo* (le Tabouret d'Or) l'âme et le symbole sacré de l'unité et de la permanence de la nation ashanti et qui étaient représentés par leur propre *omanhene* au Conseil de l'*asanteman*, organe du gouvernement non seulement de la fédération mais aussi de l'Empire tout entier. Pour des raisons politiques et militaires, l'Ashanti métropolitain était divisé, comme l'Akwamu, en cinq ailes portant exactement les mêmes noms : *benkum*, *nifa*, *adonten*, *kyidom* et *gyaase*. Chacun des États le composant était organisé sur le même modèle.

La deuxième partie de l'Empire, le Grand Ashanti, était formée de tous les États conquis et réduits à l'état de vassaux ou de dépendances par les Ashanti. Ces États n'avaient pas de représentants directs au Conseil de l'*asanteman* ni aucun accès direct auprès de l'*ashantihene*, mais chacun d'eux se soumettait à ce dernier par le biais d'un intermédiaire, l'*adamfo* (« État client »), s'il n'en était pas déjà un, représenté par un des rois ou un des États membres de la confédération, ou encore un des chefs d'aile de l'État de Kumasi résidant habituellement à Kumasi. Ainsi, le Krakye et le Bassa faisaient acte d'allégeance à Kumasi par l'intermédiaire du *dwabenhene*, le Gonja par celui du *mamponghene*, l'Atpebubu et le Denkyira par l'intermédiaire, respectivement, de l'*adontehene* et de l'*akwamuhene* de Kumasi[68]. Mis à part leur assujettissement à un de ces rois, les États étaient pour l'essentiel libres de disposer d'eux-mêmes et tout ce qui était attendu d'eux était le paiement de leur tribut annuel et leur participation aux guerres des Ashanti. Ce fut pour renforcer ce système par ailleurs très libéral d'administration provin-

66. I. G. Wilks, 1975, p. 18-29 ; J. K. Fynn, 1971, p. 57-80.
67. Pour plus de détails, voir A. A. Boahen, 1965, p. 182-185, et 1974.
68. I. G. Wilks, 1975, p. 39 et 151.

ciale que, pendant les quarante dernières années du siècle, des représentants ashanti furent nommés à demeure dans certains États provinciaux en qualité de commissaires régionaux de district[69].

C'est donc une véritable révolution politique, à la fois physique et structurelle, que connurent les régions forestières et côtières de la Guinée inférieure entre 1670 et 1750. Les trente-huit États figurant sur la carte de 1629 firent tout d'abord place aux trois grands empires d'Aowin, de Denkyira et d'Akwamu qui, dès 1750, étaient réunis en un seul et unique empire, celui des Ashanti.

La raison première de l'essor de ces empires et de la centralisation des États fut que les quatre empires en question avaient à la fois la volonté de s'étendre et l'argent nécessaire pour acheter des armes et des munitions : la production d'or était concentrée sur leur territoire et les noix de kola, denrées principales du commerce avec le Nord, provenaient pour l'essentiel de l'Akwamu et de l'Ashanti. En outre, de par leur situation géographique, ces États jouaient le rôle d'intermédiaires commerciaux entre les régions de la côte et celles de la savane.

En s'étendant vers le nord et vers le sud, ils entendaient s'assurer la maîtrise des principales routes commerciales, mais aussi des autres régions productrices d'or et de noix de kola. La présence des Européens sur la côte les stimulaient également dans cette démarche. Au milieu du XVIIe siècle, le commerce avec les Européens était en effet devenu beaucoup plus lucratif que les échanges avec les régions de la savane et le désir de chacun des pays de l'intérieur de s'étendre jusqu'à la côte pour être en mesure de commercer directement avec les Européens et s'enrichir ainsi le plus possible s'avéra irrésistible. Rien d'étonnant donc à ce que, tôt ou tard, les uns et les autres se soient frayé par les armes un chemin jusqu'à la côte, l'Aowin, absorbant les régions constituant l'Apollonia, le Denkyira repoussant ses frontières jusqu'à l'Ahanta et au Fetu, l'Akwamu conquérant les Royaumes agona et ga du littoral et les Ashanti se rendant finalement maîtres de l'ensemble et entrant en contact direct avec les Européens.

Les États qui constituèrent l'Ashanti métropolitain obéissaient à une motivation qui n'était pas seulement économique, mais aussi politique. Tous avaient été non seulement conquis par le Denkyira mais aussi soumis à un traitement si tyrannique et si oppressif de la part de leurs conquérants qu'ils n'attendaient que les chefs qui sauraient réunir leurs forces et renverser le joug denkyira. Le fait que les Denkyira gouvernèrent les pays conquis en oppresseurs est attesté non seulement par les traditions orales des États pré-ashanti mais aussi par les sources européennes de l'époque. Ainsi, en 1701, le directeur général du Comptoir hollandais d'Elmina, J. Van Sevenhuysen, notait : « Les Denkyira se sont de longue date montrés très belliqueux, fiers de leurs victoires et insupportables pour leurs voisins. » Bosman, autre observateur contemporain, signalait de son côté : « Le Denkyira, poussé par ses grandes richesses et puissances, a acquis tant d'arro-

69. A. A. Boahen, 1965, p. 342-344.

gance qu'il s'est mis à regarder tous les autres Nègres avec l'œil du mépris, ne les estimant guère plus que des esclaves; ce qui a fait de lui l'objet de leur haine commune, chacun souhaitant impatiemment sa chute[70]. » Il ne manquait à ces États que de pouvoir se regrouper derrière un ou plusieurs chefs, qu'incarnèrent Osei Tutu et Opoku Ware, les fondateurs de l'Empire ashanti.

Par ailleurs, ces États étaient, au début de leurs entreprises expansionnistes, libres de toute ingérence dans leurs affaires intérieures. C'est là un facteur essentiel car il explique pourquoi les États akyem et ceux du littoral, quoique non dépourvus d'argent et de motivation, ne parvinrent pas à se constituer en empires: les premiers pris en sandwich entre les États en expansion, le Denkyira puis l'Ashanti, à l'ouest, et l'Akwamu à l'est, furent en permanence sur la défensive pendant les XVIIe et XVIIIe siècles. De la même façon, les États côtiers étaient constamment en butte aux interventions des nations européennes rivales présentes sur la côte, interventions qui, de temps à autre, déclenchaient des conflits armés comme celui qui opposa les Komenda et les Hollandais après 1690. En fait, pendant ces deux siècles, la ligne de conduite politique des Européens fut principalement d'empêcher qu'un seul État imposât son autorité sur la côte. C'est là un handicap dont n'eurent pas à souffrir les États d'Aowin, du Denkyira, d'Akwamu et l'Empire ashanti; situés loin à l'intérieur des terres, ils furent initialement à l'abri de toute ingérence directe des Européens, ce qui leur permit d'asseoir suffisamment leur puissance avant d'entrer en contact avec eux.

Il est toutefois deux autres facteurs dont il faut tenir compte pour comprendre l'essor des trois empires: l'adoption d'une technique nouvelle et la façon remarquable dont ils étaient gouvernés. À partir de la deuxième moitié du XVIIe siècle, les fusils et la poudre devinrent les denrées européennes les plus prisées; l'or et les autres richesses dont disposaient les dirigeants de ces États leur permettaient d'acheter toutes les munitions dont ils avaient besoin. L'acquisition d'armes à feu eut pour effet d'accélérer considérablement le processus d'expansion. La façon traditionnelle de faire la guerre consistait, pour les deux camps ennemis, à s'aligner face à face en rangs serrés et à se battre avec des lances, des épées, des haches, des couteaux, des arcs et des flèches et même à mains nues. Ce mode d'affrontement fut modifié par l'utilisation des fusils: le corps de la troupe fut divisé d'abord en trois ailes combattantes (Denkyira) puis en cinq (Akwamu et Ashanti). Cette nouvelle formation militaire fut ensuite superposée à la structure politique traditionnelle centrée sur le roi gouvernant entouré du conseil des chefs de clan et de lignage. N'eût été la qualité de leurs chefs, ces États n'auraient pas pu adapter leur façon traditionnelle de combattre et leurs vieilles structures politiques à la nouvelle technique.

Nous ne savons pas grand chose à l'heure actuelle au sujet des rois aowin, mais les sources orales comme les documents européens sont unanimes pour reconnaître que les souverains du Denkyira, de l'Akwamu et de l'Ashanti

70. W. Bosman, 1967, p. 74-75.

étaient exceptionnellement courageux, subtils et compétents. Il s'agit, pour les rois denkyira en question, de Werempi Ampem, de Boadu Akafu Brempon et, en dernier lieu, du plus illustre de tous, Boa Amponsem, tandis qu'au même moment, les Akwamu avaient à leur tête Ansa Saskrakru, Basua et Akwono, et les Ashanti Osei Tutu et Opoku Ware[71]. Ce furent ces rois qui, par une brillante série de campagnes militaires entreprises à point nommé et soigneusement coordonnées, convertirent leurs petits royaumes en ces empires énormes.

De nombreux historiens tiennent que la montée en puissance de ces empires a résulté de la traite des esclaves. Fage, par exemple, a soutenu que « dans l'ensemble, il est probablement juste de dire que la traite des esclaves dans son fonctionnement a eu tendance à intégrer, à renforcer et à développer une autorité territoriale militaire en affaiblissant, en revanche, des sociétés plus segmentaires. On peut certes discuter pour savoir si ce fut un bien ou un mal mais, d'un point de vue historique, cela peut apparaître comme un mouvement chargé de sens et peut-être plus ou moins inévitable[72] ».

Clérici et d'autres sont d'avis qu'« on peut même dire que ces royaumes (le Dahomey et l'Ashanti), qui n'existaient pas auparavant, sont nés de la traite[73] ». Si cela est vrai d'autres parties de l'Afrique de l'Ouest, ça ne l'est pas de la région qui nous intéresse ici. Nous avons vu que la traite des esclaves sur la Côte-de-l'Or n'est pas vraiment devenue une activité économique notable avant les premières années du XVIIIe siècle. Or, les entreprises expansionnistes dont nous parlons commencèrent entre 1670 et 1690. Autrement dit, du moins sur la Côte-de-l'Or, la traite des esclaves fut la conséquence et non la cause du processus d'édification des États.

Rien de comparable aux bouleversements politiques qui viennent d'être évoqués ne se produisit dans les territoires akan à l'ouest du Tano, ni dans les régions ewe à l'est de la Volta, foyer des Lagunaires, des Anyi et des Baoulé. La situation politique en 1800 y était sensiblement la même que cinquante ou cent ans auparavant, avec une organisation en petits royaumes ou principautés dont chacun était constitué d'une association de groupes familiaux aux liens relativement lâches appartenant à divers clans par lesquels leurs origines remontaient à un ancêtre commun.

En 1800, le territoire ewe était encore morcelé en une foule de *dukowo* indépendants (divisions territoriales, ou ce qu'Amenumey appelle des « chefferies ou seigneuries ») de tailles variables allant de Wodze, consistant en une seule ville, à Anlo, composé de 36 villes et villages, tous complètement indépendants les uns des autres et éparpillés sur de grandes superficies[74]. Vers 1900, il n'y avait pas moins de 120 *dukowo* en pays Ewe. Chacun d'eux était gouverné par un *fia* (roi) qui était élu patrilinéairement dans un ou deux lignages des familles fondatrices. Il était assisté d'un conseil des anciens qu'il devait consulter sur chaque décision à prendre. Sous son autorité se trouvaient

71. On trouvera un compte rendu détaillé du rôle joué par les souverains dans J. K. Fynn, 1975 ; A. A. Boahen, 1965 ; K. Y. Daaku, 1970*b*,. J. K. Kumah, 1966 ; I. G. Wilks, 1957.
72. J. D. Fage, 1969*a*.
73. A. Clérici, 1962, p. 67.
74. D. E. K. Amenumey, 1969 ; C. K. Nukunya, 1969.

les chefs des villages du *dukowo* et chaque village était de même composé de lignages qui avaient chacun son chef. À l'échelon du village ou de la ville, chaque mâle adulte et sain de corps participait à des réunions publiques au cours desquelles étaient discutés les problèmes intéressant le village ou la ville avant qu'une décision fût prise par le chef et les anciens. Plusieurs raisons expliquent pourquoi les Akan de l'Ouest, du bassin du Tano-Bandama, et les Ewe du bassin de la Volta-Mono ne renforcèrent pas leurs structures socio-politiques. Premièrement, les deux zones continuèrent à accueillir des migrations de l'extérieur tout au long des XVIIe et XVIIIe siècles tandis que se poursuivait aussi, jusqu'au XIXe siècle, la tendance au morcellement et à l'implantation de foyers de peuplement de plus en plus petits. Vers 1800, par conséquent, ces peuples ewe et akan de l'Ouest n'étaient pas suffisamment fixes pour s'embarquer dans des guerres d'expansion. Deuxièmement, ces migrants fuyaient eux-mêmes les hégémonies centralisatrices ou la conduite tyrannique de leurs anciens maîtres. Ils n'étaient donc vraisemblablement pas pressés de recréer les structures socio-politiques auxquelles ils avaient eux-mêmes échappé. Troisièmement, dans le cas des Ewe, la motivation économique pour bâtir un État faisait défaut. Pour reprendre les termes d'Amenumey, « le pays Ewe manquait du stimulant économique qui est le préalable indispensable à l'évolution vers des entités politiques centralisées. C'est la production d'excédents économiques qui fournit le premier motif de centralisation[75] ».

Sans or, sans ivoire ou sans noix de kola, les Ewe ne pouvaient pas participer activement à l'ancien et lucratif commerce atlantique Nord-Sud. Aux XVIIe et XVIIIe siècles, la principale exportation de la région était celle des esclaves. Or, on l'a vu, ce commerce n'était pas de ceux qui garantissaient la paix, la stabilité et un gouvernement ordonné, aussi ne pouvait-il stimuler une expansion politique ou une centralisation.

Les Akan de l'Ouest, en revanche, avaient de l'or, de l'ivoire et des noix de kola, mais comme les routes commerciales vers le nord étaient aux mains des Mande, des Senufo, des Kulango et des Akan de l'Est, en particulier des Ashanti, ils tiraient un bénéfice réduit du commerce de ces denrées. Ils n'avaient pas non plus part au commerce lucratif qui s'effectuait au nord-est avec le pays Hawsa et le Borno. En fait, ils n'avaient pas véritablement les moyens de se lancer dans une aventure expansionniste de grande envergure.

Si aucun État ou empire centralisé d'importance n'a vu le jour dans ces régions, c'est aussi en raison d'un autre facteur, d'ordre écologique[76]. Tout d'abord, pendant les siècles qui nous occupent ici, les Européens, rebutés par l'environnement de ces zones côtières, notamment par les lagunes, les évitèrent et, par conséquent, les Ewe et les Akan de l'Ouest établis à l'intérieur des terres n'avaient pas les mêmes motifs économiques que les Ga et les Akan de l'Est pour pousser au sud jusqu'à la côte.

Une dernière raison, qui est probablement la plus importante, fut la constante ingérence dans leurs affaires politiques que les habitants de ces

75. D. E. K. Amenumey, 1969.
76. C. Wondji, communication personnelle.

régions eurent à subir de la part de leurs voisins plus puissants. Les Akan de l'Ouest eurent, quant à eux, à faire face aux menaces des Sefwi et, plus spécialement, des Ashanti tout au long du XVIIIe siècle. De manière analogue, les Ewe eurent constamment à souffrir, à partir de 1680, de l'ingérence active dans leurs affaires internes d'abord des rois de Grand et de Petit Popo, puis des Akwamu et, au XVIIIe siècle, du Dahomey à l'est et de tous les conquérants ashanti à l'ouest.

Transformations sociales et culturelles en Guinée inférieure

Le changement le plus évident qu'apportèrent ces trois siècles dans le domaine social et culturel fut d'ordre démographique. La population de la côte de la Guinée inférieure s'accrut considérablement aux XVIe et XVIIe siècles du fait de l'introduction d'un grand nombre de cultures vivrières — maïs et certaines variétés d'ignames surtout — originaires du Nouveau Monde et d'Asie. C'est là un fait incontestable qu'attestent les sources européennes de l'époque. On s'accorde toutefois à reconnaître désormais qu'au XVIIIe siècle, en raison essentiellement de la traite des esclaves, cette population demeura stationnaire, ou même diminua, comme l'a montré Inikori[77], et qu'elle serait actuellement bien supérieure à ce qu'elle est si la traite transatlantique n'avait pas existé.

Par ailleurs, la structure sociale était devenue plus complexe. En 1500, la société comportait trois classes : une aristocratie dirigeante composée d'une élite religieuse (les prêtres) et d'une élite politique (les rois et les reines), les citoyens ordinaires et les esclaves domestiques. Toutefois, l'élite religieuse qui, au départ, occupait le sommet de la pyramide sociale, avait cédé le pas à la fin de la période considérée à l'élite politique, sauf chez les Ga-Adangbe et les Ewe. En outre, l'accroissement phénoménal de l'activité économique, notamment de l'exploitation des gisements aurifères et du commerce lointain, ainsi que les nombreuses guerres d'expansion territoriale et de domination politique avaient entraîné une augmentation du nombre d'esclaves domestiques. Ceux de Guinée inférieure avaient, à cette époque, le droit de posséder des biens et d'épouser des citoyens libres. Certains étaient même nommés à des postes de responsabilité et pouvaient hériter des biens de leurs maîtres. Ils étaient considérés en fait comme membres à part entière de la famille. Au moment où s'achève la période examinée, la plupart d'entre eux étaient parfaitement intégrés à la société dans laquelle ils vivaient et ne pas divulguer leur origine était, notamment chez les Akan, une règle sacrée.

On vit enfin se constituer, en particulier sur la côte entre le Tano et la Volta, du fait essentiellement de l'essor du commerce et de la présence européenne, trois classes inconnues de la société traditionnelle : une classe

77. J. E. Inikori, 1979, p. 68-71.

de salariés, une classe indépendante de riches commerçants et de princes marchands, et un groupe mulâtre[78]. La première se composait d'individus employés par les Européens de la côte comme ouvriers, charpentiers, maçons, interprètes, greffiers et secrétaires, courtiers en or, fonctionnaires, ambassadeurs ou agents de relations publiques. Les comptes rendus européens de l'époque fourmillent de références à leur égard. Certains d'entre eux étaient instruits et servaient d'intermédiaires entre les Européens et les détenteurs du pouvoir traditionnel ainsi que leurs sujets.

La deuxième classe était constituée par des groupes ou des particuliers africains qui, par leur propre travail dans l'agriculture ou le commerce, avaient acquis de fantastiques richesses et un pouvoir supérieur à celui des dirigeants traditionnels. Se classent dans cette catégorie des gens comme John Ahenakwa et John Claessen de Fetu, Asomani d'Akwamu, John Kabes de Komenda, John Konny d'Ahanta et John Currantee d'Anomabo (connu aussi dans la tradition orale sous le nom d'Eno Baisie Kurentsi), tous installés sur le littoral de la Côte-de-l'Or. Sur le littoral oriental de la Côte-de-l'Ivoire, apparurent également les Kosehirange et les Essouma, qui remplissaient les fonctions d'intermédiaires ou de courtiers entre les Européens, d'une part, et les Avikam, les Eotile, les Abouré, les Sanwi, les Aowin et les Sefwi de l'intérieur, d'autre part. À l'aube du XIXe siècle, les Kosehirange en particulier étaient devenus extrêmement puissants et jouaient, grâce à leur richesse et à leur prestige, un rôle déterminant dans le choix des chefs de lignage[79]. Le commerce entre la côte et l'arrière-pays était actif et tous, aussi bien les gens du commun que les dirigeants traditionnels, pouvaient y participer. Enfin et surtout, les habitants des zones des forêts se trouvaient dans une situation particulièrement lucrative puisqu'ils étaient à la fois intermédiaires dans les échanges Nord-Sud et producteurs des principaux biens d'exportation. Dans ces conditions, il n'est pas déraisonnable de supposer que s'il n'y eut pas formation d'une classe de salariés, du moins dut-on assister à l'émergence d'un groupe formé non seulement de chefs traditionnels fortunés mais aussi de riches princes marchands indépendants. Malheureusement, les sources européennes aussi bien que les traditions orales sont muettes à son sujet.

Quant au troisième nouveau groupe, celui des mulâtres, il était le fruit d'unions entre des négociants européens et des femmes africaines. Il était disséminé tout le long de la côte de Guinée inférieure. Bien que certains hommes de l'époque, comme Bosman, aient tracé des mulâtres un portrait très peu flatteur, les traitant d'« engeance de bâtards […] faite d'un ramassis de scélérats de basses mœurs infidèles aussi bien aux Nègres qu'à nous[80] », certains d'entre eux, comme Geenlendonck, Bosman, Barter, Gordon et, surtout, les descendants de Richard Brew jouèrent un rôle très important dans la vie commerciale et politique de la région aux XVIIe et XVIIIe siècles[81].

Un autre facteur devait modifier considérablement la configuration sociale de la Guinée inférieure : l'introduction du christianisme et de l'édu-

78. K. Y. Daaku, 1970*b*, p. 96-143.
79. Données tirées d'une communication de C. Wondji.
80. W. Bosman, 1967, p. 141-142.
81. M. A. Priestley, 1969.

cation occidentale d'une part, de l'islam de l'autre, du fait respectivement des Européens et des commerçants mande et hawsa. Les Hollandais et les Anglais créèrent les uns et les autres des écoles primaires dans leurs châteaux de Cape Coast, d'Elmina et d'Accra, tandis que la Society for the Propagation of the Gospel envoyait des missionnaires à Cape Coast vers 1750. De plus, quelques-uns parmi les mulâtres et les enfants des chefs traditionnels furent envoyés à l'étranger faire des études et certains, comme Christian Pedersen, Svane, Capitein et Philip Quacoe, revinrent au pays transformés en professeurs ou en missionnaires. Ainsi, vers 1800, il existait une élite, restreinte il est vrai, de gens instruits et quelques convertis au christianisme dans certaines villes de la côte comme Accra et Cape Coast.

Bien avant le christianisme, l'islam et la culture musulmane s'étaient répandus le long des itinéraires commerciaux du Nord, d'abord dans la partie septentrionale au Ghana au XIVe siècle, puis dans les territoires ashanti et baoulé au milieu du XVIIIe siècle. À la fin de ce siècle, il existait certainement à Kumasi un quartier musulman très prospère avec une école coranique et, selon Wilks, le dernier *ashantihene* de ce siècle, Osei Kwame (1777-1801), fut déposé en raison de son adhésion à la religion musulmane[82].

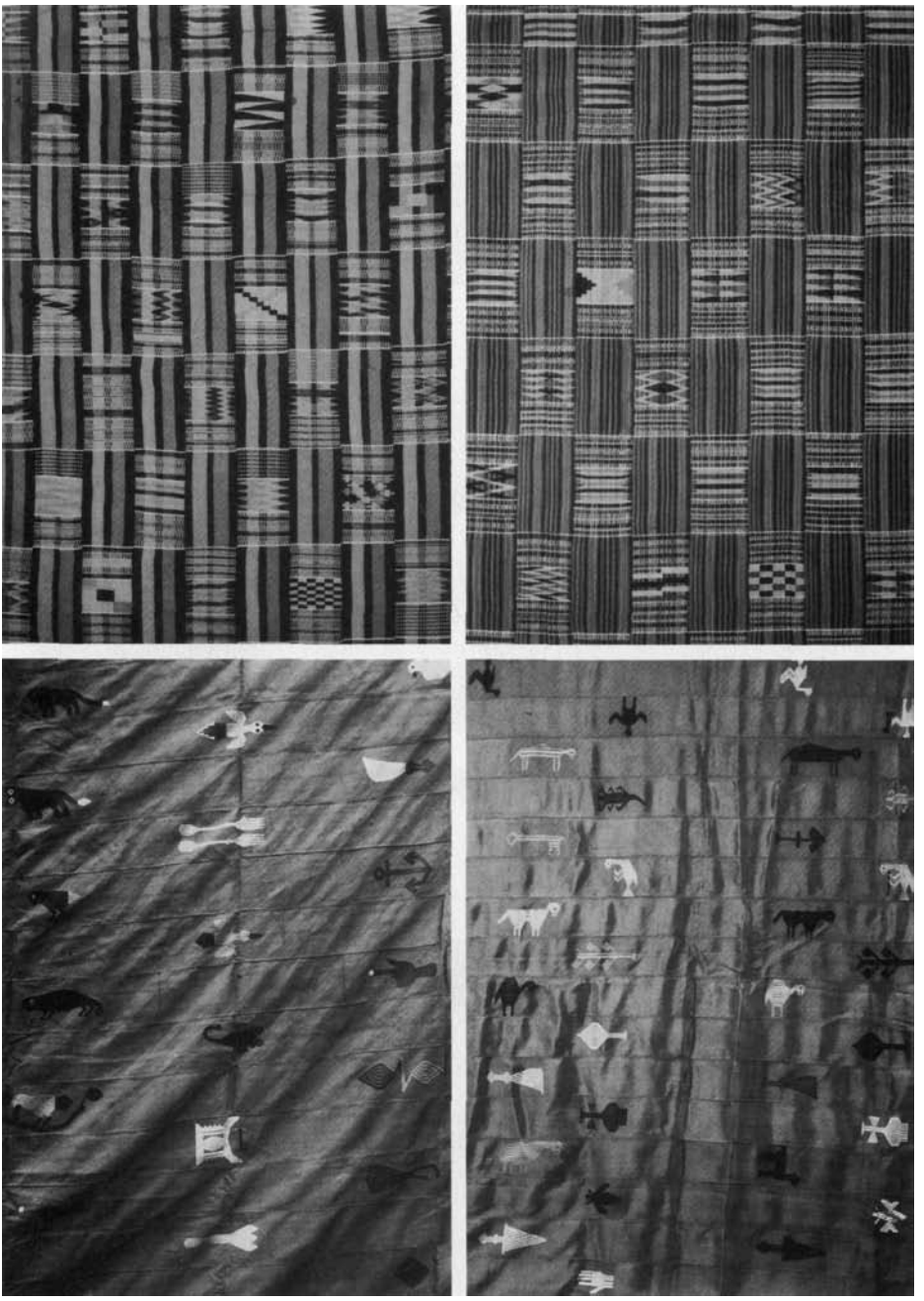
Il faut signaler toutefois qu'à la fin de la période considérée, l'influence tant du christianisme que de l'islam parmi les peuples de la côte de Guinée inférieure demeurait dans l'ensemble très limitée, même si la lecture et l'écriture de l'arabe et des langues européennes y étaient fermement implantées.

Les trouvailles archéologiques qui ne cessent de s'accumuler[83] montrent que, vers 1800, les sociétés de la côte guinéenne maîtrisaient parfaitement les arts et métiers de la poterie, de la sculpture (sur bois, sur ivoire et en argile), du tissage, de l'orfèvrerie et de la fonte d'objets (en bronze, en cuivre et en or), certains groupes s'étant spécialisés dans des domaines particuliers. Leur musique, leur utilisation du tambour et leurs danses n'étaient pas moins élaborées.

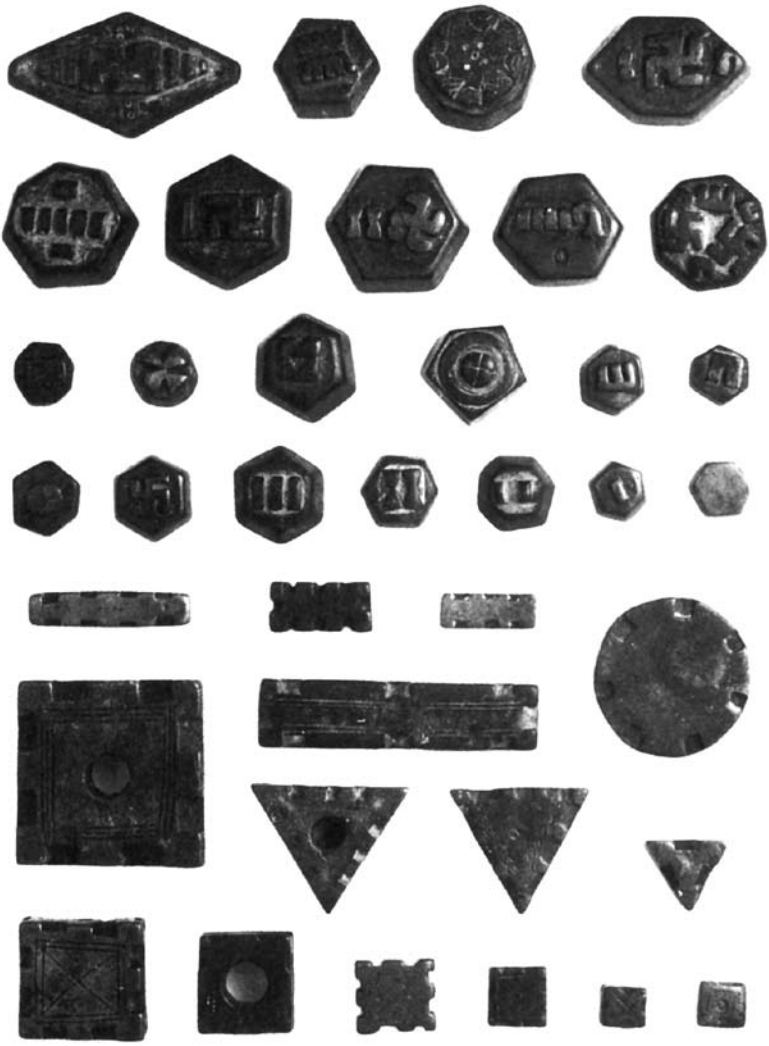
L'art de la poterie, dont on a pu dire qu'il était l'un des plus anciens pratiqués par l'homme et qui, au Ghana, remonte au néolithique supérieur (après –3000 avant notre ère)[84], avait atteint un haut niveau de perfectionnement au début du XVIIIe siècle, notamment chez les Adangbe qui exportaient leurs produits jusqu'à Bondoukou sur la Côte-de-l'Ivoire. Selon Anquandah, ce furent les Ashanti qui élevèrent cet art à son plus haut niveau en produisant « certaines des plus belles pièces polymorphes, ornées de motifs extrêmement complexes, comme l'*abusua kuruwa* (vase clanique) et la jarre à vin rituelle *mogyemogye*, utilisée pour les libations sur le Tabouret d'Or[85] ».

La gravure et la sculpture sur bois, sur ivoire et en argile connurent également un essor considérable pendant cette période, notamment chez les Akan qui confectionnaient des tabourets en bois, des tambours, des embouts d'ombrelle et des récades de linguiste. Cet art de la sculpture sur bois atteignit son plus haut niveau de perfection au XVIe siècle, époque où, pour citer Aquandah, les rois denkyira « élaborèrent l'idéologie politique et culturelle

82. I. G. Wilks, 1961 et 1966*a*.
83. J. Anquandah, 1982.
84. *Ibid*., p. 53.
85. *Ibid*., p. 40.



14.7. Tissages d'Afrique de l'Ouest. En haut, tissus *kente*, soies ashanti; en bas, tissus *adanudo*, soies ewe.
[*Source :* V. Lamb, 1975. Photos : A. Lamb.]



14.8. Poids en laiton akan servant à peser la poudre d'or. Les formes géométriques (ci-dessus) furent en usage à partir du XVe siècle ; les formes figuratives (ci-contre), en usage à partir du XVIIe siècle, servaient aussi à illustrer des maximes et des proverbes populaires.
[*Source :* T. F. Garrard, 1980, p. 280. Photos utilisées avec l'aimable autorisation de T. F. Garrard.]



liée au tabouret adanse[86] ». Les Européens qui, comme Bosman, visitèrent la côte du Ghana aux XVIIe et XVIIIe siècles furent frappés par la beauté des trompettes en ivoire à embouchure latérale qu'ils y trouvèrent. Parmi les objets les plus connus de cet art figurent les *akuaba* (poupées de fécondité) en bois et en argile et les portraits en argile sculpté, notamment de rois et de reines défunts.

L'art du tissage fut lui aussi porté à un très haut point pendant cette période. Selon une étude, le tissage, notamment sur métiers horizontaux

86. *Ibid.*

étroits, serait probablement né dans la vallée du Nil, plutôt que dans le Maghreb occidental, et de là se serait étendu au Soudan occidental puis aux régions peuplées par les Akan, les Ewe et les Ga[87]. Si l'on ignore la période exacte où cet art fut introduit dans les régions forestières et côtières de la Guinée inférieure, il est à peu près certain que ce fut avant l'arrivée des Portugais. Aux XVIe et XVIIe siècles, le tissage des vêtements se répandit dans toute la région. Brun et Barbot signalent l'un et l'autre que des pièces de tissu à six bandes, confectionnées en Côte-de-l'Ivoire, étaient exportées vers la Côte-de-l'Or. Selon la carte de 1629, Nsoko, l'actuel Begho, était devenu un important centre de tissage « où sont fabriqués comme des tapis, des étoffes que portent les Acaniens[88] ». Les tisserands de la région fabriquaient aussi des couvertures appelées par les Akan *kassa, bomo* et *nsaa*, qui aujourd'hui encore sont très prisées par eux. Mais incontestablement, comme l'a très clairement montré Lamb, c'est au XVIIIe siècle que l'art du tissage a atteint chez les Akan et les Ewe sa pleine perfection, ce dont témoignent les tissus multicolores *kente* des Akan, aujourd'hui réputés, et les somptueuses étoffes *adanudo* des Ewe, dont l'origine remonte à cette époque[89]. Les étoffes *adinkra*, larges tissus imprimés de motifs et de symboles traditionnels akan, acquirent leur renommée dans la région de Brong et furent ultérieurement copiées par les Ashanti.

Incontestablement toutefois, c'est dans l'orfèvrerie et la fonte, notamment d'objets en or et en laiton, que les peuples de la côte de la Guinée inférieure en général, et notamment les Akan, excellèrent tout particulièrement. Les orfèvres, utilisant essentiellement la méthode de la cire perdue, produisaient des objets d'une finesse exquise : poignées de sabres, bagues, breloques, chaînes et diadèmes, essentiellement en or et en argent. Il convient de signaler que leur art était florissant dès avant l'arrivée des Européens. C'est toutefois aux XVIIe et XVIIIe siècles que, mettant à profit l'habileté de leurs artisans musulmans, les Brong d'abord puis les Denkyira, et plus particulièrement les Ashanti, portèrent cet art à un degré de perfection inégalé depuis lors. Les orfèvres akan fabriquaient aussi par milliers des poids en or, ou plutôt en laiton, géométriques et figuratifs, qui attirent particulièrement les touristes européens et que l'on trouve désormais dans tous les grands musées d'art du monde[90]. Les fondeurs étaient eux aussi très habiles et fabriquaient des objets, en laiton surtout, d'un très grand raffinement : cassettes pour la poudre d'or et récipients à beurre de karité par exemple.

Tous les spécialistes s'accordent à reconnaître que c'est au XVIIIe siècle, avec l'émergence de l'Empire ashanti, que les arts et l'artisanat de la côte de la Guinée inférieure ont atteint leur apogée. Les rois ashanti de cette époque ne se bornèrent pas à étendre leur pouvoir territorial et politique mais

87. V. Lamb, 1975, p. 219.
88. S. Brun, 1624 ; J. Barbot, 1732.
89. V. Lamb, 1975, p. 91-99.
90. On trouvera une étude captivante sur les poids en or akan dans T. F. Garrard, 1980, p. 171-363.



14.9. Nana Otuo Siriboe II, *omanhene* de l'État dwaben, vêtu d'un riche tissu *kente* et portant quelques-uns des insignes royaux en or.
[Avec l'aimable autorisation du roi Nana Otuo Siriboe II.]

s'efforcèrent par tous les moyens d'encourager les arts et l'artisanat. Après la défaite du Denkyira, du Tekyiman et de l'Akyem, ils rassemblèrent les meilleurs artisans et orfèvres de ces États et les envoyèrent à Kumasi[91]. De plus, comme l'a souligné Anquandah, « lorsqu'ils créèrent la confédération ashanti, ils regroupèrent tous les arts et artisanats au voisinage de la capitale, Kumasi[92] ». C'est ainsi qu'un certain nombre de centres spécialisés furent créés : Ahwiaa pour la fabrication de tabourets, Bonwire pour le tissage d'étoffes *kente*, Tafo pour la poterie, Fumesua pour le travail du fer et Krofofrom pour la fonte du laiton. En outre, l'*ashantihene* installa à Apagyafie un groupe d'orfèvres et d'autres artisans qu'il avait ramené de Denkyira et qui avait pour tâche de façonner les parures royales. Il institua également l'*Asomfo* (le Tabouret d'Or), dont le premier occupant, Nana Tabiri, était le fils d'un chef denkyira[93].

C'est ce mélange d'expériences, de connaissances et de traditions artistiques différentes qui permit aux rois ashanti du XVIIIe siècle, soucieux

91. *Ibid*., p. 198.
92. J. Anquandah, 1982, p. 40.
93. T. F. Garrard, 1980, p. 299.

essentiellement de faire en sorte que leur pouvoir et leur majesté soient « reflétés dans des formes artistiques de la plus haute qualité », de porter le développement culturel du peuple akan à son plus haut niveau d'excellence. Ils créèrent ce que l'on a pu décrire comme une culture et une civilisation dorées symbolisées par les parures royales d'un très grand raffinement, les somptueuses étoffes multicolores *kente*, le protocole très élaboré en usage à leur cour et les poids à peser la poudre d'or, véritables objets d'art qui éblouirent les Européens qui visitèrent Kumasi, leur capitale, au XVIIIe siècle et dans les premières décennies du XIXe siècle[94]. Malgré les avancées du colonialisme et les anathèmes des missionnaires chrétiens iconoclastes aux XIXe et XXe siècles, l'art des orfèvres a constamment survécu et les artisans, notamment ashanti, continuent de fabriquer de superbes parures en or et en argent.

Conclusion

La période allant de 1500 à 1800 apporta des changements véritablement révolutionnaires dans la vie des États et des peuples de la côte de la Guinée inférieure. Elle vit évoluer jusqu'à son aboutissement le processus politique tendant vers une centralisation de plus en plus poussée. Sur le plan économique, elle vit se produire l'éclipse du commerce de l'or et de l'ivoire, supplanté par l'abominable traite des esclaves, et le déplacement des centres de gravité commerciale et économique de l'intérieur vers des régions situées plus au sud et sur le littoral, cependant que se forgeaient des liens commerciaux très solides entre la côte de la Guinée inférieure, les Amériques et l'Europe : ce furent les débuts de l'intégration de l'économie locale au système économique international. Mais surtout, ce fut une période de changements sociaux, caractérisée par l'émergence de classes nouvelles (encore que le phénomène fût à coup sûr très limité et localisé essentiellement à la côte), la phase initiale de l'alphabétisation, l'introduction de l'éducation occidentale et du christianisme, les progrès de la religion musulmane et la floraison de cultures autochtones s'exprimant surtout par le tissage et le travail des métaux. Ce furent incontestablement des siècles de grand dynamisme pour les peuples de la côte de la Guinée inférieure, et cela d'autant plus qu'ils s'achevèrent en les laissant entièrement maîtres de leur propre destinée.

94. *Ibid.*, 1980, p. 47-48 ; M. D. McLeod, 1981, p. 72-76 ; J. Anquandah, 1982, p. 39-44 et 100-112.

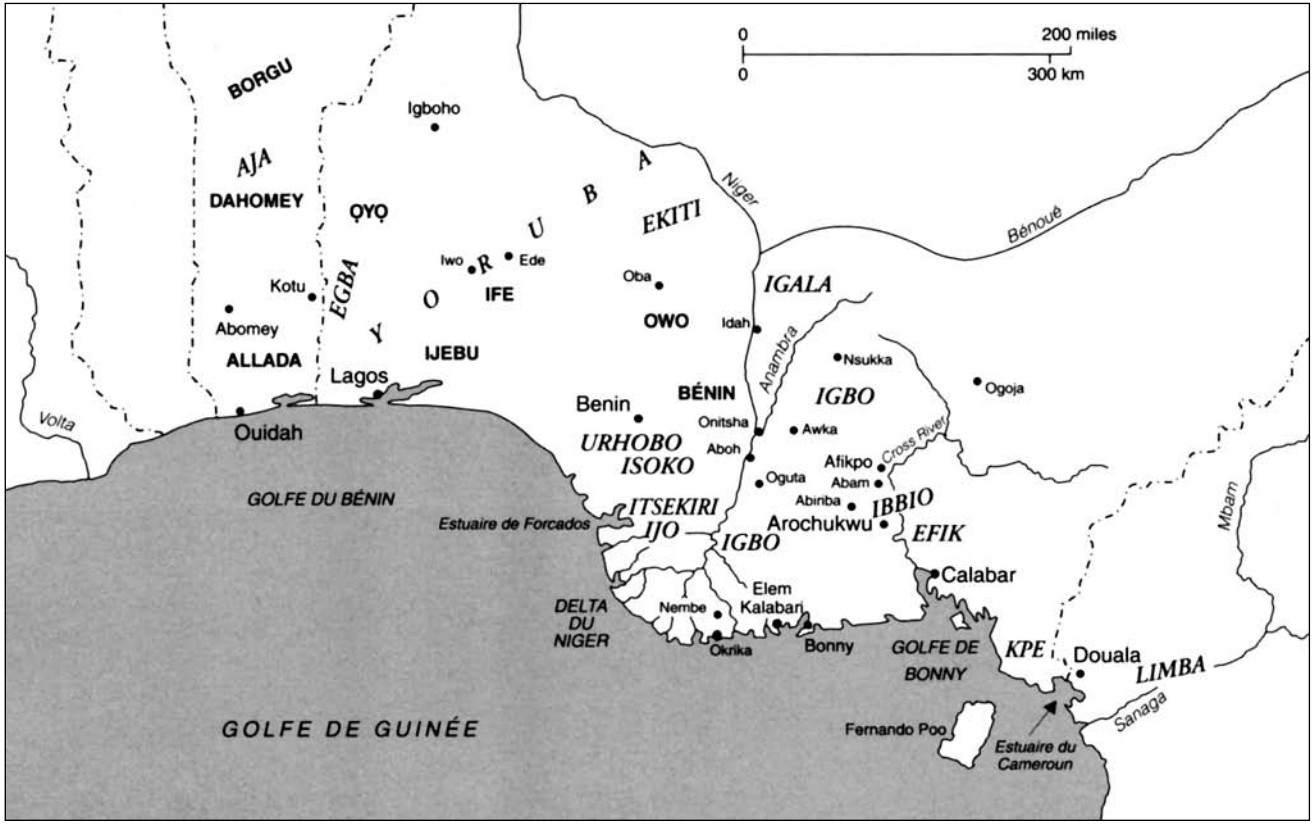
CHAPITRE 15

Les Fon et les Yoruba, du delta du Niger au Cameroun

E. J. Alagoa

Ce chapitre a pour thème la région qui s'étend de la vallée de la Volta, à l'ouest, au fleuve Cameroun, à l'est. Elle est recouverte dans sa majeure partie de forêts tropicales, bordées par la savane et la brousse au nord. Sa partie occidentale est également couverte de savanes, de la frontière du Nigeria à la Volta. On peut aussi définir cette zone comme le territoire compris entre la côte du golfe du Bénin et la baie de Bonny (autrefois Biafra) dans le golfe de Guinée. Les peuples qui vivent dans cette partie de la forêt guinéenne et dans la savane environnante sont les Fon, ou Aja de la République du Bénin actuelle, les Yoruba, les Ijo du delta du Niger au centre, les Ibo au nord-est du delta, les Ibibio et diverses ethnies du Cameroun méridional.

Les langues de cette région appartiennent toutes à la famille du nigéro-congolais, la majorité d'entre elles relevant de la sous-famille du kwa. L'efik/ibibio et les autres langues de la région du Nigeria située à la frontière du Cameroun, ainsi que celles de ce pays, sont étroitement apparentées au bantu de l'Afrique centrale, orientale et méridionale. La partie orientale de cette région est donc, de bien des manières, une extension du grand ensemble linguistico-culturel bantu de l'Afrique occidentale. Les peuples et les cultures de cette zone frontalière forment un trait d'union entre l'Afrique occidentale et l'Afrique bantu. Parmi les groupes kwa, les Yoruba et les Ibo sont les plus importants du point de vue démographique et de la répartition géographique, puisqu'ils sont entre 8 et 12 millions. Les Edo forment également un vaste groupe qui comprend de nombreux peuples s'étendant de l'intérieur des terres au delta et à sa périphérie



15.1. Le delta du Niger et le Cameroun du XVIe au XVIIIe siècle.

occidentale. Il inclut, entre autres, les Isoko et les Urhobo ainsi que, au nord, des ethnies comme les Ishan (Esan). Parmi les langues kwa, l'ijo est la langue qui diffère le plus de ses voisines, l'ibo, l'edo et le yoruba[1] dans le delta du Niger.

Cette différence relativement grande entre, d'une part, l'ijo et, d'autre part, l'ibo, l'edo et le yoruba est en partie le résultat de la longue période pendant laquelle il a été une langue à part entière. Des estimations glottochronologiques ont montré qu'elle a duré plus de 5 000 ans, signe de la stabilité des communautés linguistiques de la région. Le temps nécessaire à l'évolution des divers dialectes au sein même du groupe ijo, entre le delta central et le delta oriental, par exemple, est estimé à 1 000 ou 2 000 ans. La même estimation de 2 000 ans a été faite pour le yoruba et une langue qui lui est apparentée, l'igala.

Cette longue continuité dans l'histoire de la région doit rester présente à l'esprit lorsqu'on cherche à évaluer les changements qui se seraient produits avec l'arrivée des Européens sur la côte à la fin du XVe siècle. On peut noter que les développements prédominants qui eurent lieu dans la savane et l'arrière-pays imprégnèrent pendant très longtemps les communautés de cette région et ne furent supplantés qu'il y a relativement peu de temps par l'influence européenne venue de la côte atlantique.

Au XVIe siècle, les activités européennes commencèrent à prendre une certaine importance dans les baies du Bénin et de Bonny. Les Portugais atteignirent le Bénin en 1486 et établirent des relations avec les *oba*. Ils firent du commerce avec la population en divers points de la côte. Au fil des siècles, l'activité commerciale européenne s'orienta peu à peu du nord vers le sud et la côte elle-même devint le creuset de tous les changements.

La traite des Noirs constitua évidemment le centre de l'activité européenne du XVIe au XVIIIe siècle. La région étudiée ici constitua alors l'un des principaux marchés d'esclaves sur la côte de l'Afrique occidentale. Certains États, comme le royaume du Dahomey, durent en grande partie leur formation et leur croissance à ce commerce. Le développement des autres États, du delta du Niger au Cameroun, fut influencé par les bénéfices qu'ils en retiraient. D'autres communautés, notamment celles qui étaient organisées sous des formes non étatiques, en étaient plutôt les victimes et constituèrent des réservoirs d'esclaves. D'une manière ou d'une autre, chaque communauté était touchée par les troubles, la dépopulation et les changements qui résultaient de la traite des Noirs.

Pendant cette période donc, l'impact de ce trafic a essentiellement été d'intégrer les communautés africaines à l'économie mondiale en tant que réserves d'esclaves destinés à travailler dans les plantations américaines. L'accroissement de la traite locale a entraîné des transformations sociales et politiques au sein même des communautés. L'arrivée d'Africains contraints a également été à l'origine d'une évolution importante dans le Nouveau

1. K. Williamson, 1971.

Monde. Mais ce qui transparaît à travers les récits oraux traditionnels des communautés, c'est l'effet qu'eut la traite sur le destin des lignées, des groupes ou des dynasties.

Le royaume fon du Dahomey

Le développement politique du royaume du Dahomey et des États voisins d'Allada, d'Ouidah, de Popo et de Jakin fut lié, dans une grande mesure, aux activités des marchands d'esclaves européens sur la côte et à l'influence du royaume yoruba d'Ọyọ, situé au nord-est de ces États. À la lumière d'une étude de cette région par Akinjogbin[2], on s'aperçoit que les événements qui s'y sont déroulés avant le début du XIXe siècle renvoient directement aux effets provoqués par la traite et aux tentatives faites par le royaume d'Ọyọ pour imposer son autorité.

Ainsi, les institutions traditionnelles des petites communautés et des États de cette zone ont été affaiblies par l'introduction de la traite des Noirs et, à la fin du XVIIe siècle, on constatait un vide politique. C'est dans de telles circonstances que les fondateurs du royaume du Dahomey rétablirent l'ordre en créant une nouvelle forme d'organisation politique à partir des divers groupes des peuples aja, comprenant les Egun (Gun), les Fon, les Arada et d'autres peuples de la partie méridionale de l'actuelle République du Bénin. Au début du XVIIIe siècle, le Dahomey était devenu une puissance centrale de la région. Entre 1724 et 1727, son chef, Agaja, entreprit la conquête des petits États, plus anciens, qui entouraient Abomey. Ceci provoqua une intervention de l'Ọyọ, qui ne voulut cependant pas imposer son propre système. Après 1730, le Dahomey se soumit à sa tutelle politique et accepta de s'intégrer à l'économie de la traite, en coopération avec les marchands européens de la côte. Mais l'étude à laquelle nous faisons allusion conclut que « l'insuffisance même de cette économie » mit un terme à cette brève période de prospérité. La crise qui commença en 1767 culmina avec la chute de la dynastie agaja en 1818 et avec l'avènement de la nouvelle dynastie de Gezo.

Celle-ci s'adapta pleinement à la traite des Noirs et en fit les fondements de sa puissance. Elle bénéficia de l'effondrement du royaume d'Ọyọ et des guerres qui déchirèrent le pays Yoruba au XIXe siècle. Deux influences prédominèrent alors en pays Aja : les Yoruba, notamment les Ọyọ, et la traite des esclaves sur la côte.

Les rapports entre les communautés aja et les Yoruba de l'Est et du Nord-Est étaient anciens et étroits. La tradition rappelle, même parmi les communautés qui étaient récemment arrivées de l'ouest, qu'elles sont issues de territoires situés en pays Yoruba. Celle d'autres communautés évoque une migration directe à partir des territoires Yoruba. Ces traditions orales n'ont

2. I. A. Akinjogbin, 1967, p. IX, et 1976.



15.2. Tête commémorative, du XVe ou du XVIe siècle, provenant du Bénin (Nigeria); bronze fondu avec incrustations de fer. Hauteur: 22 cm.
[National Museum of African Art. Eliot Elisofon Archives, Smithsonian Institution, Washington, D. C. Photo: B. Fleisher.]

pas pris naissance à la suite des agissements ọyọ-yoruba, tant militaires que politiques, qui se déroulèrent du XVIIe au XIXe siècle. Il y a, en fait, des États d'origine et de culture yoruba dans cette zone, et leurs affinités culturelles sont fortes. Les différents royaumes aja sont par exemple liés aux Ketu, une communauté migrante de Yoruba de Ile-Ife.

Les États de la région étaient donc en grande partie organisés selon un système semblable à celui des Yoruba. Le royaume « père », ici, était Allada, fondé vers 1575, qui joua le rôle d'Ile-Ife en pays Yoruba. L'essor

du Dahomey, en tant qu'État centralisé qui annexa tous les autres et s'organisa de manière nouvelle, heurta la tradition et provoqua des interventions de l'Ọyọ, qui rompaient, jusqu'à un certain point, avec les traditions militaires. Si elles étaient destinées à limiter la puissance guerrière du Dahomey, elles n'eurent pas que des effets négatifs. La paix imposée par l'Ọyọ empêcha le jeune Dahomey de dissiper toute son énergie dans des aventures militaires et lui permit, par là, de renforcer sa structure politique. Certains aspects de l'organisation Ọyọ furent repris, par exemple le système de l'*ilari*, introduit par Tegbesu, le dernier membre de la dynastie fondatrice. Ce fut finalement la stabilité même de ce régime interne qui permit au Dahomey de se libérer de la tutelle de l'Ọyọ au XIXe siècle.

Quels ont été les effets de l'arrivée des Européens et de la traite sur la vie des peuples du pays Aja ? Il importe de souligner ici que les États de cette région étaient encore faibles au début du XVIe siècle, moment où la traite commençait. Les enlèvements et les rapts des plus faibles par les plus forts s'avérèrent extrêmement destructeurs ; il est probable qu'ils ont considérablement réduit la force de travail agricole et artisanale. L'économie du pays en fut étranglée et les règles sociales détruites. L'insécurité et la force prévalurent sur le respect dû aux autorités, aux anciens et à la famille.

Les rivalités provoquées par le désir que s'implantent chez eux des centres commerciaux européens détruisirent également le type de rapports traditionnels qui existait entre les États. Dès le début du XVIIe siècle, les Hollandais installèrent des agents à Assim, la capitale d'Allada, l'État « père ». Les Français, qui n'avaient pu établir de missions chrétiennes dans ce pays, créèrent un centre de commerce concurrent à Ouidah, en 1671. La rivalité économique entre les deux royaumes s'instaura et les liens traditionnels déjà affaiblis s'altérèrent encore plus. C'est dans cette atmosphère de cynisme vis-à-vis des valeurs de la société, d'insécurité et de compétition politique et commerciale que des émigrants venus du nord d'Allada créèrent le royaume du Dahomey.

Ces émigrants s'installèrent à Abomey, hors de la portée des Européens, vers 1625, et tentèrent de mettre sur pied un nouveau système politique qui pût échapper aux troubles de l'époque. Ils rejetèrent la conception traditionnelle de l'État, qui le considérait comme une version élargie de la famille, et le comparèrent plutôt à un pot perforé, symbolisé par le roi. Pour que le pot perforé puisse garder de l'eau, chaqué citoyen devait boucher un trou avec son doigt, devait se fondre entièrement dans un État absolu. C'est le développement obstiné de cette idée d'un État fort et centralisé avec un monarque absolu auquel on devait une fidélité également absolue qui va distinguer le Dahomey des autres États. Et c'est ainsi qu'il va pouvoir survivre à la traite, aux attaques de l'Ọyọ, et soumettre peu à peu tous les États voisins.

Il faut observer ici que le rôle prédominant attribué à la traite des Noirs dans l'histoire du Dahomey, tel qu'il est présenté ci-dessus, a été



15.3. Tête commémorative, en laiton, d'un *oba* du Bénin (Nigeria). Selon des récits populaires, le dernier roi de la dynastie mythique des Ogiso, qui régnait sur le Bénin avant l'arrivée des Yoruba, fut détrôné à l'issue d'une révolte. Il fut remplacé par un prince d'Ife, du nom d'Oranmiyan, fils de l'*oni* d'Oduduwa. Depuis cette époque, la coutume voulait que l'*oba* du Bénin fût décapité après sa mort, que son crâne fût envoyé à Ife pour y être enterré dans l'enceinte sacrée (*orun oba ado*); et qu'en retour, une tête commémorative en laiton fût envoyée au Bénin et placée sur l'autel des ancêtres royaux. À la fin du XIVe siècle, le sixième *oba*, Oguola, aurait proposé de faire venir un fondeur de métal d'Ife au Bénin pour y enseigner son art. On rapporte que l'*oni* lui envoya Ighehae. Ce maître, qui est peut-être mythique, est aujourd'hui vénéré comme le fondateur de l'*igun eromwon*, la corporation des fondeurs, et un sanctuaire lui est dédié. Le sexe masculin de cette tête commémorative est indiqué par les trois raies verticales surmontant chaque œil (une femme en aurait quatre). L'*oba* date de l'époque dite moyenne, qui se situe entre le milieu du XVIe siècle et la fin du XVIIe. Les incrustations de fer verticales, caractéristiques de l'époque antérieure, ont disparu; le cou et le menton sont cachés derrière vingt anneaux de corail et le traitement du visage est désormais dépourvu de tout réalisme. La plus grande épaisseur du métal est peut-être due à la technique de fonte, devenue moins rigoureuse, mais elle avait aussi une justification pratique, car son poids rendait ainsi la tête plus apte à porter les aiguilles d'ivoire sculpté qui, selon la coutume, étaient insérées dans l'ouverture circulaire de la coiffe. Hauteur: 23 cm. [Photo: J. Ploskonka.]

mis en question par certaines recherches modernes. Peukert[3] critique directement les deux points principaux, que l'histoire du Dahomey ait été déterminée par la traite des Noirs et que son économie ait été archaïque, dans la mesure où son commerce extérieur était monopolisé par la monarchie et où les échanges internes s'opéraient plus par redistribution que par libre jeu du marché. À la place de ces vieilles hypothèses, on affirme que : l'État dahoméen n'entrait pour pas plus de 20 % dans le commerce extérieur du royaume, les 80 % restants étant aux mains de petits marchands ; le commerce atlantique ne représentait qu'un peu plus de 2,5 % de l'économie dahoméenne ; même en matière de commerce extérieur, les esclaves et les fusils ne constituaient pas les articles principaux. Par exemple, les importations de tabac brésilien étaient plus importantes que celles des fusils.

Voilà qui invite à une révision des anciens schémas et forme de nouvelles bases de recherches.

Les royaumes yoruba

L'histoire des communautés yoruba du sud-ouest du Nigeria peut être brièvement résumée.

Surgit d'abord le problème de concordance entre les traditions orales sur leurs origines et les données archéologiques. Il concerne essentiellement les traditions faisant d'Ile-Ife le centre de la formation et l'origine de tous les royaumes yoruba, l'endroit où leurs chefs recevaient la couronne ornée de perles. Ife, bien sûr, a mérité une extrême attention à cause de son art naturaliste incomparable (bronze et terre cuite) qui est mondialement connu depuis que Frobenius a déclaré qu'il prouvait l'existence d'une colonie grecque au cœur de l'Afrique. Il faut ensuite se pencher sur l'essor militaire et politique de l'Ọyọ, dont certains estiment qu'il a coexisté avec l'autorité spirituelle des *oni* d'Ife sur l'ensemble du pays Yoruba. L'Ọyọ devint le porte-drapeau du pouvoir yoruba dans les zones septentrionales et occidentales de la région. Son rôle principal dans les affaires des Fon et de leur voisin est bien connu. Il entretint aussi des rapports étroits et directs avec les Nupe et les Borgu, que les Yoruba appelaient respectivement les Tapa et les Ibariba. L'Ọyọ avait également, semble-t-il, des relations avec les Hawsa et, par eux, avec le commerce transsaharien. Enfin, il faut considérer la nature du développement politique, culturel et social dans d'autres communautés et royaumes yoruba.

La primauté d'Ife dans l'histoire yoruba vient de plusieurs facteurs. Son fondateur, Oduduwa, venait, dit-on, du ciel ou de La Mecque, ses fils et ses petits-fils créèrent tous les autres États yoruba. Des interprétations de ces

3. W. Peukert, 1978. Voir les comptes rendus de P. Manning, R. A. Austen et A. van Dantzig, 1980.

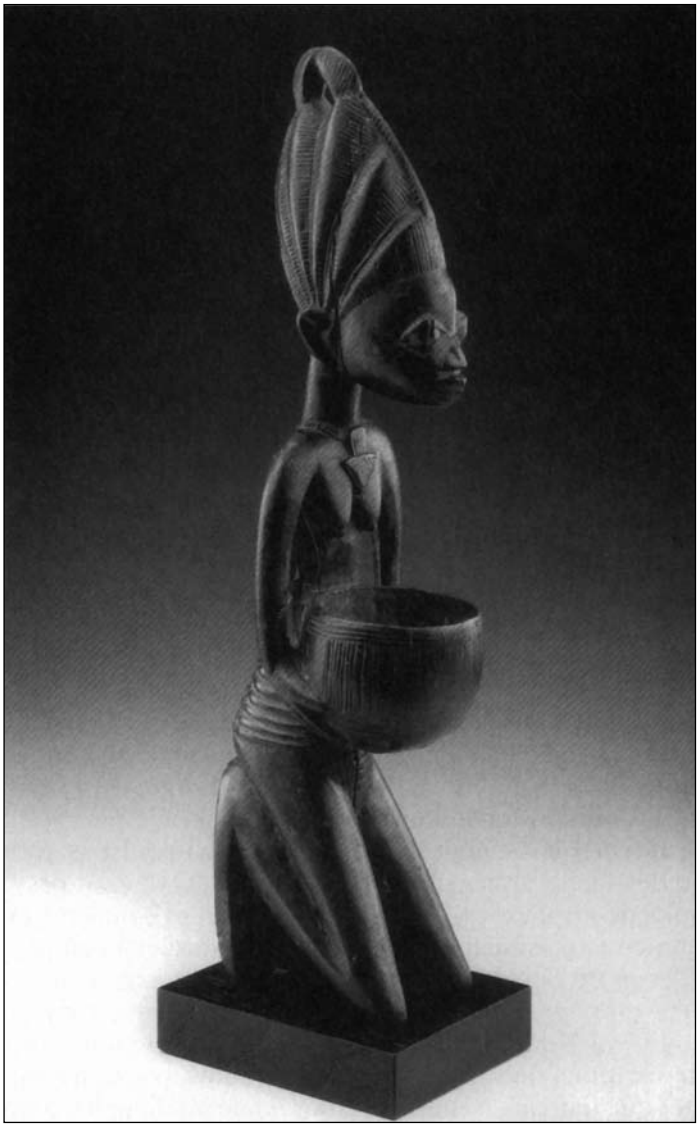
traditions indiquent qu'Oduduwa, ou un groupe d'émigrants, arriva dans la région il y a 1 000 ans environ, mais que les terres étaient déjà occupées — peut-être par les Ibo des traditions ife[4]. Certains noms de lieux des traditions orales indiquent aussi l'existence de mini-États et les noms de certaines des 400 divinités peuvent être ceux des chefs de ces États avant leur unification. En outre, la migration issue d'Ife ne se déroula pas en une seule fois mais à différentes périodes. On sait par ailleurs que les couronnes n'étaient pas toutes obtenues directement d'Ife.

Les célèbres bronzes d'Ife ont contribué à confirmer les traditions qui évoquent les rapports entre ce lieu (ou le pays Yoruba) et le royaume edo du Bénin, à l'est d'Ife. Mais ils relient également Ife à Nupe et aux régions entourant le Niger. Des ressemblances évidentes ont été trouvées entre les grands bronzes fondus à Nupe et ceux d'Ife. De même, il est apparu que « La Mecque » des traditions orales ne renvoie à aucun endroit du Moyen-Orient, de l'Égypte ou de Méroé, mais à des régions situées juste au-delà du Niger, au nord de l'actuel territoire yoruba. En outre, l'art d'Ife a été comparé aux terres cuites nok du Nigeria central, malgré l'intervalle de temps qui sépare les deux cultures (de 900 avant J.-C. à environ 200 après J.-C. pour Nok, et d'environ 900 à 1300 après J.-C. pour l'apogée de l'art d'Ife).

Non seulement l'Ọyọ devint le plus important des royaumes yoruba, mais il montra des caractéristiques particulières. Certaines d'entre elles sont liées à la proximité géographique de Nupe et du Borgu. Par exemple, l'État s'appuyait plus sur des fonctionnaires d'origine servile pour l'organisation militaire et sociale qu'il n'était d'usage dans les autres États yoruba. Dans le domaine des forces armées, la suprématie de l'Ọyọ était probablement due à l'emploi de cavaliers et d'archers, inspiré par ses contacts très précoces avec le commerce transsaharien et les États du Nord et à peu près contemporain de l'essor du Songhay au XIVe siècle. L'Ọyọ a sans doute pu se procurer des chevaux, de la potasse (*kanun*), du sel gemme (*obuotoyo*), entre autres produits du Nord, tout en exportant des noix de kola, du beurre de karité et des produits tirés des palmiers[5]. Ces contacts extérieurs, ainsi que le fait d'être situé dans la savane, lui permirent de modifier les concepts qu'il partageait avec les autres royaumes yoruba. Par exemple, l'instauration du *sango* (ou culte du tonnerre) au sein du système religieux est une innovation qui lui est propre.

La naissance de l'Ọyọ est liée à Ife et au Bénin, puisque son fondateur, le légendaire Oranyan (Oranmiyan) aurait régné à la fois sur Ife et sur le Bénin avant de se rendre à Ọyọ. Mais d'autres États existaient déjà dans cette zone, tels Iwo, Owu et Oba dans la région ibomina, Ira dans la région ibolo, Oyokoro, Ikoyi et d'autres. L'Ọyọ fit finalement de plusieurs d'entre eux des États vassaux, y compris Owu, au sud, et Ede, au sud-est. L'expansion de l'Ọyọ fut stoppée par les Ijesha qui habitaient la forêt, car la cavalerie ne pouvait pas

4. A. Obayemi, 1976.
5. I. A. Akinjogbin, 1976, p. 380.



15.4. Statuette féminine yoruba consacrée au cuite d'Obatala, l'*orisha* de la créativité. Elle est ordinairement vêtue d'un tissu blanc comme les prêtres et les adorateurs de ce dieu, porte un bracelet de fer et, ici, un collier de perles blanches avec un pendentif. Le récipient qu'elle tient est destiné à recevoir l'offrande du sang blanc de l'escargot, symbole de paix et de calme. Elle représente l'élément féminin de l'*orisha*, dont l'élément masculin est figuré par une statuette tenant un éventail et un chasse-mouches. Il ne faut pas confondre cette porteuse de vase avec l'*olumeye*, ou vase à noix de kola, qui est représenté par une figure maternelle beaucoup plus grande tenant un récipient qui est souvent doté d'un couvercle. Hauteur : 49 cm.
[H. Dubois, Bruxelles.]

intervenir dans les régions boisées. Les Ijebu et les pays escarpés des Ekiti échappèrent aussi au contrôle direct de l'Ọyọ. Le royaume du Bénin, à l'est, constitua également une barrière à son expansion et, selon la tradition orale, les deux États établirent une frontière d'arbres dans la ville d'Otun. L'Ọyọ créa une route commerciale jusqu'à la côte, à travers le territoire des Egba et des Egbado, au sud-ouest du pays Yoruba, et c'est par là que l'emprise de l'Ọyọ gagna le Dahomey.

Ce pouvoir se développa dans des conditions difficiles : au XVe siècle, les chefs de l'Ọyọ furent chassés de l'ancien Ọyọ (Ọyọ Ile ou Katunga). Ils se réfugièrent à Kasu, chez les Borgu, puis à Igboho. Ne se laissant pas abattre pour autant, le régime réorganisa son armée et se lança dans une nouvelle politique militariste. La ville d'Ikoyi devint la résidence de ces guerriers *eso* qui se consacraient à « l'entraînement pour le combat ». Au début du XVIe siècle, l'Ọyọ avait reconquis son territoire et repoussé les Nupe. L'amitié initiale entre les Ọyọ et les Borgu se détériora et les premiers cherchèrent à marcher sur les seconds.

L'Ọyọ resta en dehors de la sphère d'influence européenne directe jusqu'au XIXe siècle. Il put ainsi consolider ses principales institutions et mener son expansion de façon indépendante. Son aventure au Dahomey a peut-être quelque chose à voir avec la participation au commerce de la côte. Mais selon d'autres traditions orales, il serait resté à l'écart de la traite esclavagiste et aurait évité tout contact avec les Européens, à cause de l'expérience précoce qu'il avait eue de leur duplicité : 800 messagers envoyés saluer un soi-disant ami sur la côte ne revinrent jamais. En tout cas, l'une des marchandises européennes les plus prisées — les fusils — ne fit son apparition qu'au XIXe siècle dans cet État.

Les zones du pays Yoruba situées hors de l'expansion de l'Ọyọ, à l'est et au nord, étaient constituées de petits États, dans la région d'Ekiti, et d'autres ensembles, comme celui des Igala, qui avaient tendance à lier ce qui se passait en pays Yoruba aux processus qui se déroulaient dans la vallée du Niger-Benoué.

D'autres États, comme ceux des Owo et des Ijebu, semblent avoir été beaucoup plus liés au royaume edo du Bénin qu'à l'Ọyọ. Les œuvres d'art exhumées à Owo montrent qu'au XVe siècle, les formes plastiques de cette région renvoyaient déjà aux styles d'Ife et du Bénin, mais aussi qu'il existait un troisième style indépendant, qui formerait peut-être le prototype des deux autres, mieux connus.

Le delta du Niger

L'histoire du delta du Niger est liée à celle de certaines parties de la région côtière, à l'est du Cameroun et à l'ouest des lagunes de Lagos. Ainsi, jusqu'au XIXe siècle, et jusqu'à ce que les importations européennes, en divers points de la côte, viennent les interrompre, les routes commerciales tra-versaient la région d'est en ouest, et du nord au sud. Les tissus fabriqués dans

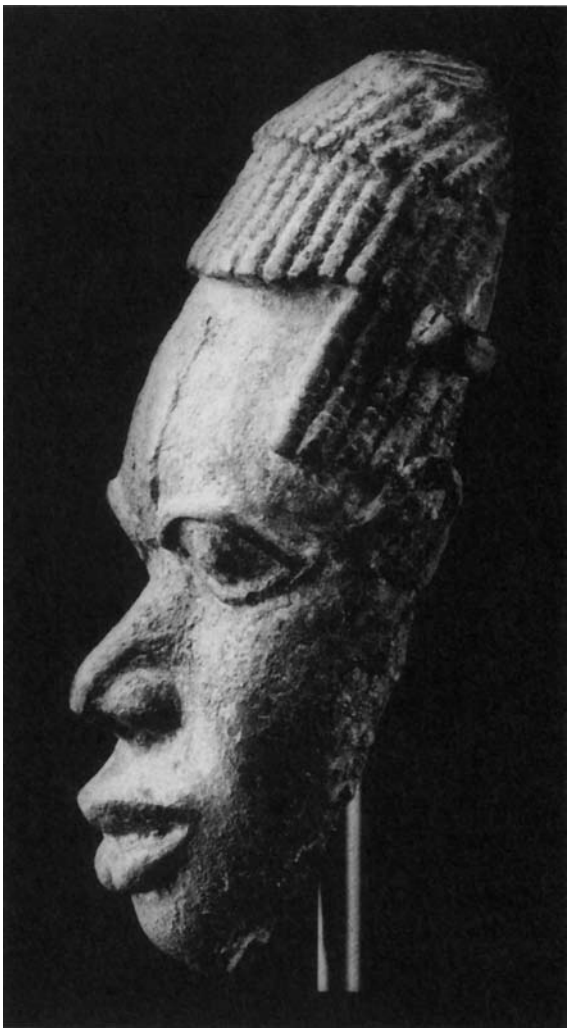
la région d'Ijebu (zone yoruba) étaient vendus dans le delta occidental et semblent avoir été revendus aussi loin que Nembe, dans le delta oriental. Le Royaume itsekiri (delta occidental), par exemple, était lié aux Ijebu, comme le montre la similitude de leurs langues, même si les Itsekiri affirmaient également que leurs chefs venaient du royaume du Bénin, et son système politique était en effet semblable à celui du Royaume edo. Les Itsekiri avaient emprunté également certaines de leurs valeurs culturelles aux Ijo du delta occidental, parmi lesquels ils vivaient, et ils commerçaient (poteries, sel, tissus) avec les États du delta oriental, particulièrement avec Nembe.

Dans la partie occidentale du delta du Niger, Ode Itsekiri, la capitale de ce royaume, était le centre du pouvoir politique. Quand les Portugais arrivèrent dans cette zone, ils entrèrent en contact principalement avec les Itsekiri et essayèrent à la fois de répandre le christianisme en leur sein et d'établir des rapports commerciaux avec eux. Un autre centre de commerce existait déjà dans l'estuaire des Forcados, mais les Portugais, traversant le delta occidental, gagnèrent la terre ferme à Ughoton, qu'ils utilisèrent comme base de contact avec la capitale du Royaume edo, Benin. Les Itseriki quittèrent en partie Ode Itseriki au XVIIIe siècle pour s'établir dans l'estuaire du Bénin, là où il était possible et plus facile de s'adonner au commerce transatlantique[6]. C'était essentiellement à partir de ces nouveaux centres, comme Bobi, qu'ils servaient d'agents du royaume du Bénin et d'intermédiaires pour l'exportation des produits des peuples de l'intérieur, comme les Urhobo, les Isoko et les Ibo de l'Ouest.

Les Ijo de la partie occidentale du delta du Niger étaient organisés essentiellement en communautés non étatiques et participaient au commerce d'outre-mer par des actes de piraterie. Les Gbaramatu, de l'estuaire de l'Escravos, les Ogulagha et les Iduwini, de l'estuaire du Forcados, semblent avoir profité de ce système commercial. Les bronzes trouvés chez ces groupes ijo, ainsi que chez les Mein et les Kabowei, peuvent être des signes de la prospérité apportée par le commerce intérieur et extérieur, ainsi que par les contacts avec le Bénin et d'autres centres de l'arrière-pays.

Les Ijo du centre du delta formaient le noyau du groupe. Les traditions orales évoquent des migrations de cette zone vers l'est et l'ouest du delta ainsi que des migrations de ces régions vers les périphéries du delta. D'après les estimations lexicostatistiques de la distance séparant l'ijo et les langues yoruba, edo et ibo, il est possible d'affirmer que les premiers peuplements du delta ont été établis il y a près de 5 000 ans. Les études paléontologiques d'un noyau de peuplement trouvé près de Nembe, dans le delta oriental, montrent que la vie humaine était possible en ce lieu, il y a 3 000 ans[7]. Selon les estimations linguistiques et les traditions orales, cependant, les actuelles communautés du delta oriental se seraient installées dans cette zone il y a au moins 1 000 ans. La datation au carbone 14 d'objets trouvés sur les sites

6. P.C. Lloyd, 1963.
7. M. A. Sowunmi, 1978.



15.5. Masque en bronze du XVIIe siècle qui était porté à la taille, provenant du Bénin (Nigéria). Hauteur: 9, 3 cm. [H. Dubois, Bruxelles.]

de Ke et Saikiripogu (Ewoama) ne permet que d'affirmer que la région était habitée avant 800 après J.-C.

Les fouilles pratiquées dans la partie orientale du delta du Niger par les docteurs Anozie et Nzewunwa, qui succédèrent à l'enquête sur les traditions orales effectuées par le professeur Alagoa, ont ouvert de nouvelles perspectives sur l'histoire du delta du Niger[8]. Ces fouilles ont montré que les premiers habitants savaient exploiter les crustacés de l'eau salée du delta et qu'en outre, ils élevaient certains animaux. L'abondance de poteries trouvées dans des sites comme Onyoma indique une économie complexe, en partie agri-

8. E. J. Alagoa, 1972 et 1976; F.N. Anozie, 1976.

cole — les traditions orales parlent de dattes, de poivre et de bananes — et en partie commerciale car la majeure partie des produits agricoles provenait de l'arrière-pays. Les fouilles ont également découvert des traces de forges, ce qui permet aussi de conclure à l'existence des contacts avec l'arrière-pays, pour les matières premières en tout cas, mais également pour les produits finis. On trouve de nombreux objets de laiton ou de bronze à ciel ouvert dans de nombreux endroits du delta, mais un seul objet a été retrouvé *in situ*, à Onyoma, un présent funéraire.



15.6. Plaque en bronze du XVIIe siècle, provenant du Bénin (Nigeria), qui montre un guerrier portant un constume de corail matelassé et tenant une lance et une épée. Les deux guerriers qui l'escortent de chaque côté portent un bouclier. Tous trois portent des colliers de dents de léopard et leur poitrine est ornée de clochettes. Entre eux se trouvent deux petits musiciens. Hauteur : 39 cm.
[H. Dubois, Bruxelles.]

Les objets artistiques du delta du Niger sont essentiellement constitués par des autels ou des masques de danse en bois sur lesquels sont sculptés des esprits des eaux ou des ancêtres. Les fouilles ont mis au jour un nombre restreint mais significatif de masques en terre cuite de Ke et des figurines anthropomorphes d'Onyoma. Ce sont les uniques représentations du genre parmi les terres cuites nigérianes, mais l'une des têtes humaines d'Onyoma a des traits qui rappellent les terres cuites de Nok et d'Ife par le modelé des yeux.

La traite des Noirs et, antérieurement, le commerce intérieur à longue distance ont joué un grand rôle dans la formation des États du delta oriental du Niger, comme Bonny, Elem Kalahari (Nouveau Calabar), Okrika et Nembe. D'après les traditions orales, il semblerait que leurs fondateurs soient venus de zones situées dans les régions d'eau douce du delta central et se soient adaptés à la vie dans le delta oriental, dont les eaux sont salées, c'est-à-dire, entre autres, qu'ils soient passés d'un système économique fondé sur la pêche et l'agriculture à un autre fondé sur la pêche, l'exploitation saline (par ébullition) et le commerce. Il y eut également toute une adaptation sociopolitique, et des institutions royales furent érigées à partir du XIIIe siècle. La traite transatlantique accéléra le rythme de ces transformations, et l'on a appelé le type d'État constitué au XVIIIe siècle l'État-cité ou l'État commerçant[9]. La traite des esclaves amena la prospérité sur laquelle s'appuya le pouvoir de l'*amanyamabo* (roi) et de l'élite dirigeante. Elle entraîna aussi la création d'un système de recrutement de la main-d'œuvre et d'accroissement de la population destiné à fournir des hommes aux forces armées de ces États.

Le pays Igbo

Un certain nombre de sites remontant à l'âge de la pierre, au cœur du pays Igbo, laissent à penser que cette région a été peuplée depuis plus longtemps que sa culture ne l'indique. Un abri rocheux, à Afikpo, a révélé des outils de pierre et des poteries vieux de 5 000 ans. Des sites semblables ont été découverts dans la région de Nsukka. Le docteur Anozie, de l'Université du Nigeria, étudie actuellement une carrière, mise au jour également à Nsukka. Il paraît évident que l'agriculture existait dans cette région il y a au moins 3 000 ans, et particulièrement la culture de l'igname. Les autres cultures locales comprennent l'huile de palme, l'*okro*, l'*egusi* et quelques variétés de noix de kola. Certaines cultures importantes comme le manioc, le riz, le taro, la banane et le plantain, ont été introduites par l'intermédiaire de la traite transatlantique, ainsi que d'autres plantes originaires des Amériques. Le manioc a fait son apparition dans le delta du Niger (d'abord dans sa zone occidentale, puis il a

9. K. O. Dike, 1956; G. I. Jones, 1963.

gagné l'est) au XVIIe siècle, mais ne s'est imposé en pays Igbo que deux ou trois siècles plus tard.

Les traditions orales dans des lieux comme Nri lient l'origine de l'agriculture aux pères fondateurs. L'artisanat du fer s'est implanté lui aussi très tôt et l'art du bronze de cette région est devenu mondialement célèbre grâce aux fouilles d'Igbo-Ukwu[10]. Les bronzes de cette zone sont issus d'une tradition différente de celle d'Ife et du Bénin; leur beauté et leur qualité n'en sont pas moins exceptionnelles. Ils sont liés à la royauté divine et au centre rituel de Nri. Les prêtres de Nri exerçaient leur autorité sur de vastes portions du pays Igbo, ils avaient le pouvoir de nommer les titulaires des charges d'*ozo* et d'*eze*, et de lutter contre les sacrilèges. L'*eze Nri* contrôlait aussi l'*ifejioku* (la « force de l'igname »). C'est peut-être le revenu rapporté par les prêtres itinérants qui a amené la prospérité qui, à son tour, a permis d'asseoir les fondements de cet art du bronze.

Les prêtres de Nri jouaient un rôle vital en pays Igbo, à cause de l'organisation à petite échelle des communautés fondée sur le système des titres. Mais certains groupes igbo, à l'ouest du Niger et sur la rive orientale du fleuve, adoptèrent les institutions royales en entrant en contact avec des communautés possédant des institutions similaires. Ainsi, les royaumes d'Aboh, d'Onitsha et d'Oguta, avec leur *obi*, ont-ils apparemment emprunté ce titre à l'*oba* royal du Bénin. Ces États étaient formés par des émigrants venus de zones soumises à l'influence du Bénin aux XVIe et XVIIe siècles. D'après les traditions orales de ces groupes, il semble que ces migrations se produisirent sous le règne de l'*oba* Esigie (1517-1550 environ) au Bénin. On suppose que des guerres ou des troubles survenus dans les régions orientales du royaume du Bénin poussèrent certains groupes à émigrer vers l'est et à y créer des États sur le modèle de celui qu'ils avaient quitté.

D'autres États situés sur les rives du Niger, comme Osomari, affirment que leurs ancêtres venaient du royaume igala d'Idah, au nord. Mais l'influence igala était probablement plus prononcée parmi les Igbo septentrionaux de la vallée d'Anambra et dans la région Nsukka. Nous savons qu'il y eut des raids igala dans cette zone, tandis que les Nri affirment avoir un ancêtre commun avec les Igala. Les États igbo situés au bord du Niger furent les premiers à participer à la traite des Noirs puis, au XIXe siècle, au commerce de l'huile de palme, en collaboration avec les États du delta du Niger. Les groupes igbo du Nord commerçaient avec les Igala et d'autres groupes septentrionaux.

Le système sociopolitique igbo était conçu pour réglementer des unités plus vastes que les villages et les villes. L'un de ses mécanismes de contrôle consistait en la sanction religieuse d'un oracle. Les oracles s'étaient établis en différents lieux et à différentes époques, dans le pays Igbo, tels Kamalu (Etche), Igwe Kala (Umunoha), Agbala (Awka), Ibini Okpube ou Long Juju (Arochukwu). Les deux derniers avaient exercé l'influence la plus impor-

10. T. Shaw, 1970.



15.7. Plaque de bronze ornementale du XVIe siècle, provenant du Bénin (Nigeria), qui montre un chef portant ses insignes : une coiffure à haut col de perles de corail, un collier de dents de léopard, des bracelets et des anneaux de cheville. Il ne s'agit pas d'un *oba* car il arbore sur la poitrine une cloche de guerre protectrice, accessoire que ne portait pas le roi. La tête de léopard qui décore le costume de guerre est censée terrifier l'ennemi. Il est accompagné de deux guerriers jouant, l'un d'une trompette, l'autre d'une double clochette, et d'un serviteur qui porte son épée de cérémonie. Quoique rapprochés, ces trois personnages sont plus petits, signe d'un rang inférieur. La représentation des Portugais, avec leurs casques à plumes, leurs longs cheveux, leurs barbes et leurs pourpoints boutonnés permet de dater cette plaque de l'époque de l'*oba* Esigie. En 1515, il reçut en effet le renfort militaire des Portugais dans une guerre avec l'*Ata* des Igala. Le motif quadrifolié gravé dans le fond est connu sous le nom d'*owen iba ede ku* [le soleil n'oublie pas un jour] ; il est associe à Olokun, le dieu de l'eau. Des centaines de ces plaques décoraient les grands piliers rectangulaires qui soutenaient les baldaquins tendus au-dessus des multiples cours du palais de l'*oba* du Bénin. Leur agencement reflétait la complexité des thèmes illustrés. Hauteur : 45,7 cm.
[Photo : J. Ploskonka.]

tante parce que certains groupes de la communauté avaient activement fait savoir qu'ils croyaient en eux. Ainsi, les forgerons awka qui travaillaient dans les marchés et étaient répartis dans tout le pays Igbo et le delta du Niger avaient favorisé la réputation de l'oracle Agbala. Mais celui d'Aro-chukwu devint plus important encore grâce aux marchands aro, les plus importants trafiquants d'esclaves, qui parlèrent haut et fort de lui. Le réseau commercial aro se développa probablement simultanément à la traite des esclaves qui passait par l'estuaire de la Cross River et le port de Calabar. Mais les Aro en arrivèrent également à commercer avec les États du delta qui étaient en plein essor dès le XVIIe siècle. Les marchands aro fon-dèrent des établissements commerciaux et des marchés dans tout le pays Igbo, et utilisèrent l'oracle pour se procurer des esclaves. À la différence des prêtres de Nri, les Aro étaient enclins à la violence. Ils engageaient des guerriers d'Abam, d'Edda, d'Ohafia, d'Abiriba et autres avec lesquels ils partageaient leur butin.

Les zones du pays Igbo privées de gouvernements forts et centralisés souffrirent probablement plus des raids destinés à capturer des esclaves. On sait qu'au XVIIIe siècle et au début du XIXe les ports du delta oriental du Niger étaient les principaux centres d'exportation des esclaves de l'Afrique occidentale. La plupart de ces esclaves venaient de l'arrière-pays igbo. Dans cette zone également, il régnait un climat d'insécurité considérable et l'agitation était à son comble au sein des communautés et des institutions.

La vallée de la Cross River et le Cameroun

Les peuples qui habitent cette région ont des langues et des origines historiques semblables. La grande majorité de leurs langues appartiennent à la famille du bantu et forment une extension, au nord-ouest de l'Afrique occidentale, des grandes langues bantu de l'Afrique centrale, orientale et méridionale.

Le plus grand groupe ethnique de la vallée de la Cross River, celui des Ibibio, est établi depuis si longtemps dans la région qu'il ne possède plus de traditions orales évoquant une migration de l'extérieur. Dans les parties septentrionales de la vallée, la région d'Ogoja est occupée par une vaste gamme de peuples dont les traditions orales évoquent les migrations de la vallée de la Bénoué, plus au nord, ou du Cameroun. Certaines communautés du groupe ibibio, ou qui lui sont étroitement apparentées, comme les Andoni (sur la frange de la partie orientale du delta du Niger) et les Ibeno (Ibuno), affirment également venir du Cameroun. Par ailleurs, les communautés du Cameroun, comme les Isangele, sont d'origine ibibio.

Les communautés de cette région étaient en grande partie organisées en systèmes politiques non centralisés, d'une extrême complexité. Les organisations par groupes d'âge, aussi bien que les sociétés secrètes, permettaient un contrôle social et politique efficace. Parmi les Ibibio, la

société *Ekpo* était largement répandue. Mais les *Mgbe* (Société secrète du léopard) du nord de la vallée de la Cross River et des Cameroun devinrent les *Ekpe* – de l'État efik de l'estuaire de la Cross River. Ils devinrent donc la société secrète la plus connue et la mieux organisée de toutes celles de la région.

Les Efik sont étroitement apparentés aux Ibibio puisque leur territoire, Uruan Ibibio, sur la rive occidentale de la Cross River, est tout proche. Selon certaines traditions orales, ils auraient vécu antérieurement à Ibom, près d'Arochukwu, en pays Igbo. Ils auraient quitté ce lieu à cause de guerres auxquelles participaient des groupes appelés les Akpa, peut-être liés aux communautés connues sous ce nom dans la vallée de la Bénoué, comme les Jukun. Ces premiers contacts des Efik sont importants parce que leur établissement définitif à Ikot Etunko (Creek Town), Obutong (Old Town) et Atakpa (Duke Town), au début du XVIIe siècle, a fait de ces lieux les centres les plus importants de la traite des Noirs dans la région.

L'État efik, sis dans la partie inférieure de la Cross River et maintenant connu sous le nom de Calabar, exportait des esclaves de l'arrière-pays igbo à partir du centre de rassemblement d'Arochukwu, qui les capturait grâce à ses oracles et à ses mercenaires. La plupart des esclaves vendus à Calabar étaient des Ibibio et des membres des groupes de la vallée de la Cross River ainsi que des régions avoisinantes du Cameroun.

Le problème posé par la traite fut en partie responsable de la restructuration de l'*Ekpo* ibibio et du *Mgbe* ekoi en une seule société, l'*Ekpe*, à Calabar. Il en résulta une société organisée en classes unifiant les éléments aristocratiques libres et gardant le contrôle sur les esclaves et les pauvres. Il y eut également un renforcement des règles politiques et sociales, un maintien plus grand de l'ordre et un système d'impôts. À cause des influences communes de la traite des Noirs et des liens transatlantiques, Calabar se structura selon des organisations fondées sur les lignages semblables aux « chambres » des États du delta oriental. Mais il en différait parce qu'il possédait des entreprises agricoles sur la terre ferme, dans lesquelles la majorité de ses esclaves était concentrée et isolée. Un autre trait le distinguait de ces États : les esclaves étaient maintenus à l'écart de tout alors que dans les États du delta, ils étaient intégrés à une société de danseurs masqués, l'*Ekine* ou *Sekiapu*.

Les groupes les plus importants de la côte du Cameroun étaient constitués par les communautés bantu du Nord-Est : les Kpe-Mboko, les Duala, les Limba et les Tanga-Yasa. Ils étaient faits de pêcheurs, de cultivateurs et de chasseurs. La plupart d'entre eux étaient organisés en petites unités villageoises mais, au XVIIIe siècle, les Bubi, les Duala et les Isuwu créèrent des ensembles politiques plus vastes. Ils étaient soit liés à la traite des Noirs, soit ils en tiraient bénéfice. Le fleuve Cameroun devint donc un centre mineur de traite des esclaves par rapport à l'estuaire de la Cross River. Les rapports entre les deux étaient du reste étroits.

La société secrète constituait également un bon moyen de contrôle social et politique. Chez les Duala, les Isuwu et les groupes voisins, le *Jengu*, fondé

sur la vénération des esprits des eaux, devint la plus prestigieuse de la région côtière du Cameroun.

Conclusion

L'élément extérieur prédominant dans l'histoire de cette région de marais côtiers et de forêts équatoriales du XVe au XVIIIe siècle est la traite des Noirs. Mais il reste difficile de mesurer sa part d'influence sur les facteurs de changement interne qui présidaient à l'évolution de la région bien avant son apparition.

Dans les traditions orales de nombreux peuples, elle est présentée comme une activité qui a apporté prospérité et accroissement démographique. C'est le cas des communautés côtières, qui jouaient ici le rôle d'intermédiaires: elles ne faisaient pas elles-mêmes la chasse aux esclaves ou la guerre pour en capturer, mais les achetaient à d'autres groupes, pour les vendre aux négriers ou pour en garder certains. Les États du delta du Niger et l'État efik de Calabar appartiennent à cette catégorie. La traite était essentiellement un facteur de transformation économique, sociale (intégration et contrôle des esclaves) et politique (modifications de la base du pouvoir dues à des différences dans le domaine de la richesse et de la main-d'œuvre).

Le royaume fon du Dahomey illustre un autre type de participation à la traite, consistant à fournir activement des esclaves aux négriers. Les Aro et leurs alliés mercenaires jouèrent un rôle semblable en pays Igbo. On peut les caractériser comme des chasseurs d'hommes. Il semble que ces communautés aient bénéficié de la traite, mais aux dépens d'un développement normal de leur système social, politique et moral qui s'effondra devant la violence qu'engendrait le trafic des esclaves.

La troisième catégorie de communautés touchées par la traite est constituée par ses victimes. Il s'agit de celles d'où provenait la majeure partie des esclaves vendus sur la côte et qui étaient situées dans diverses parties du pays Yoruba, du pays Igbo et du pays Ibibio, entre autres. Les raids, les enlèvements, les guerres, le mépris généralisé de la valeur humaine, tout cela a brisé le système social et économique de ces communautés. Des villages furent détruits ou dispersés, des fermes abandonnées, les gens vivaient dans la terreur.

Face à ce sinistre tableau, on a parfois soutenu que la traite négrière a sorti ces régions d'Afrique tropicale de leur isolement. D'une existence obscure et éloignée des centres civilisés du Nord, elles seraient devenues l'avant-garde de la culture et seraient entrées en contact avec le reste du monde. En un mot, la traite des Noirs aurait intégré ces communautés à l'économie internationale. En outre, l'introduction de cultures alimentaires comme le maïs, le manioc, le riz, etc., aurait peut-être rétabli l'équilibre en suscitant un regain de vitalité démographique. Ce ne sont là qu'hypothèses abstraites. Pour les peuples africains de la région, l'époque de la traite est un cauchemar généralement enfoui dans les recoins les plus obscurs de leur mémoire.

CHAPITRE 16

Les États hawsa

D. Laya

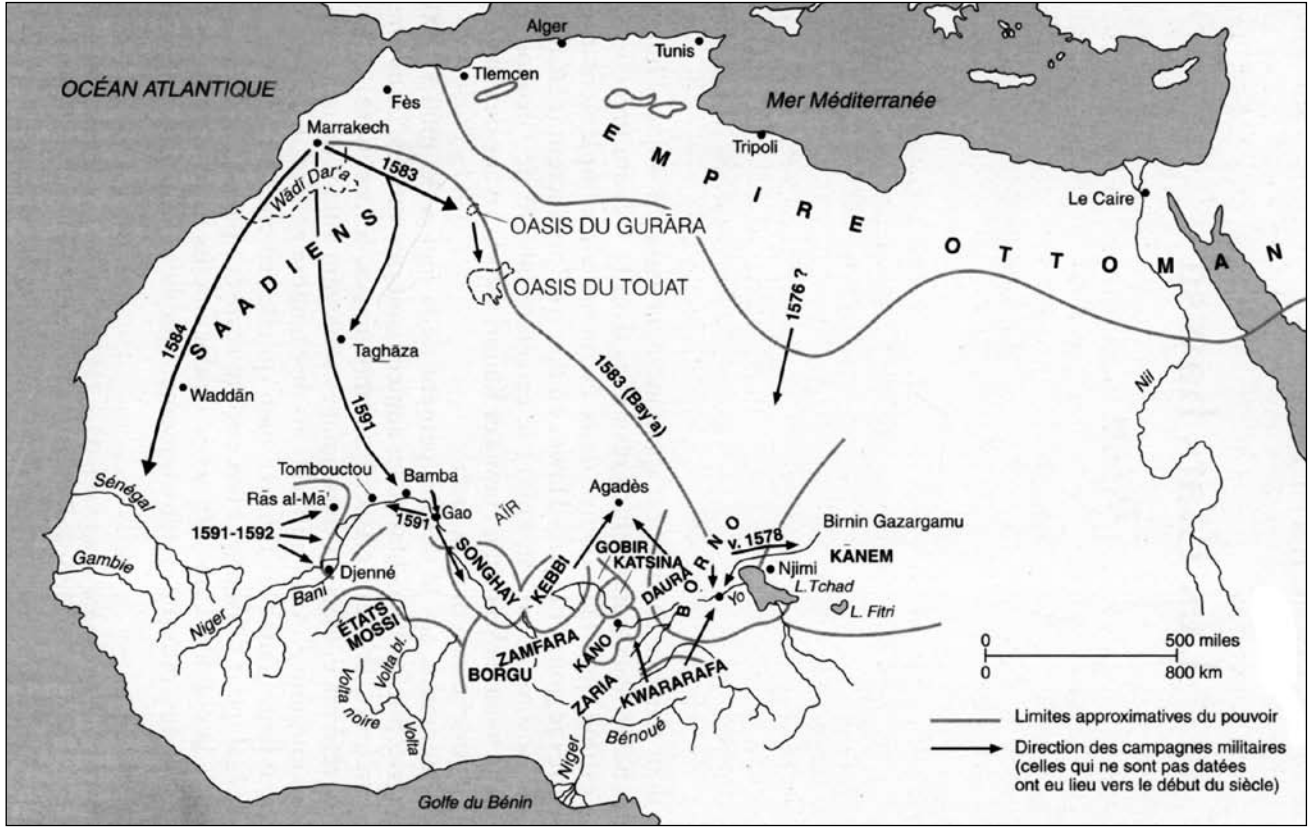
La région dont traite ce chapitre est spontanément associée, aujourd'hui, à l'idée de richesse. Aux potentialités résumées dans le volume précédent, un auteur estime qu'il faut ajouter deux éléments : la complémentarité entre les autres régions et le pays Hawsa en tant que producteur (céréales, cuir, fer) et consommateur (or, kola) ; le caractère intégré de l'économie ouest-africaine avec les Wangara, Hawsa et Kanuri dans la savane, les Fante, Bini, Ijaw et Arochukwu dans la forêt[1].

La documentation sur le développement de la région de 1500 à 1800 est très inégale. Sur les États hawsa, les sources sont très variées. Dans une première catégorie, on peut classer les témoignages, les enquêtes et les ouvrages de référence, mais les témoignages soulèvent autant de contestations que les enquêtes[2]. À ces publications de caractère général, facilement accessibles, il faut ajouter les thèses : bien qu'elles soient de niveau académique inégal, pour l'essentiel elles ont été réalisées par des chercheurs appartenant à la région[3]. Une autre série de documents est constituée par les comptes rendus, presque systématiquement publiés, de séminaires orga-

1. UNESCO, *Histoire générale de l'Afrique*, vol. IV, p. 324-325 ; M. Adamu (dir. publ.) s. d.*c.*

2. J. Tilho, 1911 ; Y. F. Urvoy, 1936 ; J. Léon l'Africain, 1956 ; al-Saᶜdī, 1964 ; E. Séré de Rivières, 1965 ; B. Hama, 1966 ; H. E. S. Fisher, 1975 et 1977 ; J. F. A. Ajayi et M. Crowder 1971, 2ᵉ éd., 1976 ; J. Ki-Zerbo, 1978 ; T. H. Hodgkin, 1979 ; O. Ikime, 1980 ; M. Kaᶜti, 1913-1914 ; M. Hiskett, 1984.

3. B. Hama, 1966, 1967*a* et 1967*b* ; M. Adamu, 1968 ; M. B. Alkali, 1969 ; M. H. Piault, 1970 ; A. Salifou, 1971 ; G. Nicolas, 1975 ; D. M. Hamani, 1975 ; N. Echard, 1975, p. 34-97 ; M. Karimou, 1977 ; G. Na-Dama, 1977 ; M. Adamu, 1978 ; Y. B. Usman, 1981 ; M. Saley, 1982.



16.1. L'Afrique du Nord et le Soudan central en 1600.
[*Source :* d'après J. F. A. Ajayi et M. Crowder, 1976, vol. I, p. 286. Carte adaptée avec l'aimable autorisation de Longman Group UK Ltd.]

nisés régulièrement, auxquels participent des spécialistes venant de divers pays et qui traitent notamment de l'histoire et de l'archéologie[4]. Enfin, le point de vue des intéressés[5] est exposé dans des documents publiés en anglais ou en hawsa. En ce qui concerne la *Chronique de Kano* par exemple, la version anglaise, éditée il y a très longtemps, est corrigée par la version hawsa, laquelle comporte encore des erreurs d'interprétation du texte original et des fautes d'impression. Une réédition de toutes ces sources dans les délais les plus brefs est souhaitable. Mais les débats qu'elles suscitent en soulignent la qualité exceptionnelle. C'est là une preuve de la vitalité et de la rigueur de la recherche en cours : la permanente remise en question constitue la garantie que les insuffisances actuelles seront progressivement corrigées.

On trouve des informations indirectes sur le Nupe et le Kwararafa dans quelques-unes des publications citées plus haut. Sur le Borgu, il est actuellement difficile de donner des éléments nouveaux, en attendant la publication de la thèse de feu Musa Idrīs[6].

L'état de la documentation impose un traitement partial des diverses entités politiques, qui résulte de l'inégal développement de la recherche et, peut-être aussi, de la position relativement périphérique du Borgu, du Kwararafa et du Nupe au cours de la période considérée.

Les États hawsa

L'évolution politique

Chaque fois que l'on se penche sur l'histoire du Soudan central à partir du XVIe siècle, il est d'usage d'évoquer le poids spécifique du Soudan occidental, soit du Mali, du Songhay et de l'Empire du Kānem-Borno. Cela est légitime parce que nombre d'incertitudes demeurent, au sujet du XIVe siècle en particulier[7]. Le XVIe siècle s'ouvre avec la campagne de l'*askiya* Muḥammad en Azbin : les recherches en cours[8] expliqueront pour quelles

4. Y. B. Usman, 1979*b ;* Y. B. Usman et M. Alkali, 1983 ; B. O. Barkindo, 1983 ; M. Adamu (dir. publ.) s. d.*c ;* H. W. El-Ḥasnāwī, 1982.

5. H. R. Palmer, 1967 ; M. A. al-Hajj, 1968 ; A. A. Dokaji, 1978 ; Y. F. Urvoy, 1978 ; R. M. East, 1979. Pour les débats, voir M. Last, 1983 et dans M. Adamu (dir. publ.) s. d.*c ;* M. G. Smith, 1983.

6. J. Lombard, 1965 ; O. Bagodo, 1978 ; D. M. Debourou, 1979. Pour la thèse de M. Idrīs, l'espoir est d'autant plus grand que le soin en incombe à des spécialistes jouissant de la plus grande renommée ; voir M. Adamu, 1979, note 89.

7. L'extension de l'autorité du Mali sur Tādmekka ou Takedda, affirmée par Ibn Khaldūn, a été rejetée par H. S. Fisher (1977, p. 265). Il s'agit du lieu où mourut le *mansa* Sakura, à son retour de pèlerinage ; voir D. Lange, 1977, p. 73, note 19 (4). De même, le nom Zaghai désigne, selon un informateur d'Ibn Khaldūn, le Takrūr ; si c'est le nom du pays où l'on exportait, selon Ibn Baṭṭūta, le cuivre de Tādmekka, on peut l'identifier avec Songhay, Zaghāwa ou, plus simplement, Zaghai, nom initial de Birnin Katsina ; voir J. M. Cuoq, 1975, p. 319 et 343 ; M. Last, 1983, p. 73.

8. D. M. Hamani, 1975.

raisons cette région a suscité autant de convoitises à plusieurs reprises. Muḥammad était également mû par un sentiment de nostalgie à l'égard des empereurs *sarakunan noma* (maîtres des cultures)[9], c'est-à-dire du *mai* du Kānem faisant expérimenter la culture de la canne à sucre et du *mansa* du Mali faisant couper la tête au voleur de *kafi*. En effet, la guerre va prendre une autre dimension et se transformer en entreprise dont l'objectif fondamental sera de « manger » ce que le labeur des producteurs a permis d'accumuler. Enfin, la dernière raison réside dans le fait que l' ouest et l'est du Soudan étant mieux connus, on avait jusqu'à cette époque accordé peu d'attention aux transformations qui se produisaient dans le Soudan central. Or, il sera rapidement intégré au réseau commercial et idéologique qui unissait les sociétés du Soudan occidental avec le monde musulman. Son évolution politique va être appréhendée à travers les relations avec les États voisins, les conflits entre le Kano et le Katsina, ainsi que les intermèdes du Kebbi, du Zamfara et du Gobir.

Le cadre chronologique retenu ici s'appuie fondamentalement sur des travaux qui donnent une vue d'ensemble très suggestive, malgré quelques difficultés et des différences ponctuelles[10]. On peut distinguer les trois périodes suivantes.

De 1500 à 1620, les États se consolident, toutefois les conflits entre le Kano et le Katsina sont aigus, le Kebbi restant la puissance dominante du Hawsa occidental. Dans ses relations avec ses voisins, le Songhay est définitivement éliminé et le *mai* du Borno ne peut que s'indigner du comportement très peu aristocratique du *sarkin* du Kano Muḥammad Kisoki (1509-1565).

Entre 1620 et 1730, le Kano s'achemine vers la formation d'un véritable califat[11], au moment où le Zamfara et le Gobir se renforcent à la suite du déclin du Kebbi. Le Kwararafa accentue ses traits d'État prédateur.

La période qui va de 1730 à 1808 marque l'effondrement du Zamfara et l'apogée du Gobir.

Les relations avec les régions avoisinantes

Bien que les relations du pays Hawsa avec ses voisins soient de mieux en mieux étudiées, des controverses persistent sur l'interprétation qu'en font différents auteurs.

Concernant le Songhay[12], on a accordé une importance exagérée à la puissance de l'*askiya* Muḥammad. Ses enjeux économiques et politiques peuvent être analysés à la lumière des sources émanant du Kano: ʿAbdullāh Barja (1438-1452) a ouvert la route Gwanja-Kano-Borno au moment où les

9. J. M. Cuoq, 1975, p. 209 (Kānem) et p. 266-267 (Mali).
10. H. R. Palmer, 1967; M. B. Alkali, 1969; G. Na-Dama, 1977; D. Lange, 1977; Y. B. Usman, 1978 et 1981; I. Maïkassoua, 1982.
11. M. Last, 1983, p. 67-91.
12. UNESCO, *Histoire générale de l'Afrique*, vol. IV, chapitre 2, p. 308-317; L. E. Kubbel, 1974, p. 97.

Sunni organisaient l'ouest de leur empire. On peut en conséquence et sans peine admettre le point de vue de Kubbel pour qui l'*askiya* « ne connaissait qu'un moyen » de s'opposer à l'intensification des échanges par la route orientale : s'en assurer le contrôle par la conquête militaire. La conséquence essentielle de sa campagne en Azbin fut l'émergence du Kebbi en tant qu'État indépendant en 1516. Le Songhay tentera de regagner sa puissance perdue sur cet État[13]. L'*askiya* Muḥammad Benkan Kiriai (1531-1537) dirigea une expédition contre lui vers 1533 : « Le *kanta* infligea une honteuse défaite à son adversaire qui s'enfuit avec toute son armée […]. Le prince arriva à Kagho et, depuis cette époque, aucun des *askiya* ne mena d'expédition contre le *kanta*. » En fait, une autre fut organisée en 1552 sous le règne de l'*askiya* Dāwūd (1549-1583) : un traité de paix mit fin au conflit en 1553. Et le *kanta* Dāwūd (vers 1589-1613) accueillera et aidera la résistance songhay : malgré les menaces du Sultan du Maroc, il ne cédera pas, confiant en sa puissance militaire et peut-être aussi désireux de ménager les éléments songhay qui, ayant soutenu le premier *kanta*, étaient représentés par un dignitaire de haut rang, le *gulma*[14].

L'Azbin[15] offrira le prétexte à l'affrontement entre le Kebbi et le Borno. Ce dernier avait étendu son influence grâce à la conquête d'Agadès vers 1532, la signature de traités avec divers groupements touareg et la nomination d'un délégué. Le Kebbi multipliant les razzias, le Borno fut appelé au secours en 1561. D'abord victorieuse à Surame, l'armée du Borno, forte de 100 000 combattants, fut contrainte de se retirer : le *kanta* la défit à Nguru mais, sur le chemin du retour, mourut dans un village du Katsina[16]. Puis, à la fin du siècle, une crise dynastique survint en Azbin. Déposé par Muḥammad ben al-Mubārak (vers 1601), Yūsuf sollicita l'appui du *kanta* Dāwūd qui, désireux d'y maintenir son influence, fut contraint de l'aider à deux reprises pour lui permettre de vaincre son rival soutenu par le Borno : ce succès freina les visées des *mai* sur l'Azbin[17]. Ce dernier atteignit son apogée sous le règne de Muḥammad al-Mubārak (vers 1653-1687). Profitant des conflits continuels entre le Gobir et le Hawsa oriental (Kano et Katsina), et entre le Zamfara et le Kebbi, Muḥammad envoya, en 1674, une expédition dirigée par son fils Agabba : l'Adar fut conquis, ce qui accéléra le déclin du Kebbi[18]. Dès lors, il revint au Zamfara et au Gobir de réduire l'influence de l'Azbin dans la zone de Kwanni. En 1675, l'armée du Zamfara massacra dans une embuscade environ 700 Touareg kel owi. La même année, l'Azbin prit sa

13. al-Saᶜdī, 1964, p. 146-147 et 168 ; J. O. Hunwick, 1971, p. 285. Sur le contexte politique vers 1590, voir Z. Dramani-Issifou, 1982, p. 186, 207, 218-219. La chronologie du Kebbi appelle des réserves ; M. Alkali fixe à 1554 et al-Saᶜdī à 1561 la date de la mort de Kanta Ier ; l'auteur de ce chapitre retient la première date.
14. M. B. Alkali, 1969, p. 62-63
15. J. O. Hunwick, 1971, p. 283-284 ; H. S. Fisher, 1977*a*, p. 266 ; voir chapitre 17 ci-après.
16. Y. B. Usman, 1981, p. 31-32 ; voir chapitre 17 ci-après.
17. M. B. Alkali, 1969, p. 76 ; J. O. Hunwick, 1971, p. 283.
18. M. B. Alkali, 1969, p. 78-84 ; R. A. Adeleye, 1971, p. 585-586 ; D. M. Hamani, 1975, p. 91 ; G. Na-Dama, 1977, p. 217-225.

revanche, car le Zamfara laissa sur le champ de bataille un millier de morts. Le Gobir, qui pillait la même zone, fut attaqué et battu par l'Azbin vers 1689. Enfin, devenu sultan, Agabba marcha sur Surame en 1721, et tua le *kanta* Aḥmadu. En 1722, la cour du Kebbi se replia vers l'ouest. Cependant, l'Azbin entrait dans une période de crises dynastiques et de catastrophes, ce qui propulsa en avant de la scène le Zamfara et le Gobir.

Avant 1561, le Borno était dans une position de force. Le *sarkin* du Kano ʿAbdullāhī (1499-1509), attaqué par le *mai*, adopta une attitude d'humilité qui poussa l'assaillant à s'en aller. Le contexte politique du Kano est difficile à décrire ; on peut simplement dire que la reine mère Auwa était parvenue à contenir une rébellion fomentée par un *dagaci* qui occupait des fonctions importantes à la cour. Les raisons qui le poussèrent à agir ne sont pas claires. Mais son successeur, Muḥammad Kisoki (1509-1565), marcha sur la cité bornoane de Nguru et donna l'ordre de s'emparer uniquement des chevaux et des vêtements. Surpris par cette attaque, le *mai* prit l'initiative, l'année suivante, d'attaquer le Kano, mais dut s'en retirer encore une fois[19]. Ces faits ont été commentés par deux historiens[20]. Quand on se penche sur la situation intérieure des deux États, on découvre que le Kano sortait vainqueur d'un long conflit avec le Katsina, alors qu'Idrīs Katakarmabe (vers 1497-1519) devait consolider les fruits de sa victoire. L'humiliation infligée par Kisoki est le signe de la puissance du Kano au moment où le Borno connaissait une dissension interne et plusieurs années de famine : en tout cas, la seconde attaque contre le Kano semble avoir eu lieu avant Idrīs Alawoma (1564-1594).

Le Kano ne tarda pas à subir les assauts répétés du Kwararafa : entre 1582 et 1618, ses habitants furent contraints de chercher refuge à Daura. Le souverain de Kano fut à nouveau chassé en 1653 et, en 1671, la population se réfugia une fois de plus à Daura. Selon Palmer, le traité de paix signé entre le Kano et le Katsina (vers 1649-1651) a été inspiré par la peur du Kwararafa qui devait être battu par le Borno en 1680[21].

Pour être objectif, il faudra tenir compte de la situation politique de chacun des États concernés, qui n'en étaient pas au même stade d'évolution. Ces conflits suggèrent, au-delà de la rentabilité des activités de pillage, un équilibre instable entre puissants voisins.

La lutte pour l'hégémonie

Léon l'Africain présente Kano comme une ville dont les « habitants sont des artisans civilisés et de riches marchands ». En revanche, le Katsina apparaît comme un royaume rural et pauvre. Il faut rappeler ici que la route Gwanja-Kano-Borno avait été ouverte entre 1438 et 1452. Par ailleurs, Agadès

19. H. R. Palmer, 1967, p. 112-113. Il y a une différence entre le texte anglais et la version hawsa qui laisse entendre, s'il n'y a pas de faute d'impression, que le *dagaci* était sur le point de se rendre à Kagara (une localité).
20. Y. B. Usman, 1983, p. 181-184 ; M. Last, 1983, p. 68-74. Sur la situation au Borno, voir D. Lange, 1977, p. 79-81 et le chapitre 17 ci-après.
21. H. R. Palmer, 1967, p. 83, 116 et 121-122.

avait remplacé, au XVe siècle, Takedda comme centre caravanier, faisant du Katsina un terminus de la route caravanière transsaharienne et un entrepôt pour tout le pays Hawsa[22].

Selon un article récent, il faut reconsidérer l'explication des conflits militaires entre les deux États par la concurrence pour le contrôle du terminus transsaharien, car on ignore tout sur la nature et l'ampleur de ces guerres, ainsi que sur la toile de fond politique et générale qui les sous-tendait. Il convient donc de se pencher à nouveau sur ces conflits, en donnant si possible les raisons qui les ont déclenchés, le nom de l'agresseur et le lieu de la rencontre, et en précisant la situation politique interne et externe qui prévalait alors.

Le premier conflit[23] éclata donc sous le règne de Rumfa (vers 1463-1499). Ce souverain avait accumulé tant de richesses qu'il fut le premier à se faire escorter par des eunuques — dans leurs plus beaux atours lors de la guerre contre le Katsina — et à leur confier des charges officielles. On ne connaît pas les raisons du conflit mais, au Katsina, s'étaient succédé Korau, Ibrāhīm Sura et Aliyu Murābit: face à de tels souverains, il n'est pas étonnant que la guerre ait duré onze ans, sans issue décisive.

Le deuxième conflit eut lieu à l'époque d'Abū Bakr Kado (vers 1565-1573), alors qu'Ibrāhīm Badankarī (vers 1565-1573) régnait au Katsina. Les Katsinawa vinrent jusqu'aux portes de Kano et campèrent à Salanta, remportèrent la victoire et rentrèrent chez eux.

Certainement pour venger cette défaite, Muḥammad Shāshīrī (vers 1573-1582) organisa une expédition contre le Katsina, où régnait Muḥammad Wari (vers 1575-1587). La bataille eut lieu à Kankiya, non loin du Katsina. « Les Katsinawa remportèrent la victoire à cause de leur supériorité numérique », dit-on. La guerre civile éclata alors à Kano: le souverain échappa à la mort mais fut déposé.

Ces trois premiers conflits semblent avoir de sérieuses causes politiques: pour une raison que l'on ignore, le Kano a attaqué sans succès; les Katsinawa sont venus aux portes de Kano remporter la victoire, puis le Kano est allé non loin du Katsina se faire battre. De ce point de vue, au moins une source du Katsina[24] affirme que celui-ci a été, à un moment donné, sous la dépendance du Kano.

Le conflit suivant éclata[25] au cours du règne de Muḥammad Zakī du Kano (vers 1582-1618). Au Katsina se succédèrent Muhammad Wari (vers 1575-1587), Sulaymān (vers 1587-1600) et ʿUthmān Nayinawa (vers 1600-1618). La situation devient ensuite confuse, avec peut-être un changement dynastique, car même la chronologie est moins précise. Le Katsina, malgré tout, était si puissant que le Kano appréhendait d'éventuelles attaques; un auteur souligne que,

22. J. Léon l'Africain, 1956, p. 2 et 476-477; H. R. Palmer, 1967, p. 109; J. O. Hunwick, 1971, p. 275-276; R. A. Adeleye, 1971, p. 562-563.
23. H. R. Palmer, 1967, p. 111-112 et 115-116. La thèse de ʿAbdullāhī Mahadi sur Kano n'a pu être consultée.
24. I. Dankoussou, 1970, p. 28.
25. H. R. Palmer, 1967, p. 81 et 116-117; I. Dankoussou, 1970, p. 30; R. A. Adeleye, 1971, p. 580; Y. B. Usman, 1978 et 1981, p. 63.

pour se protéger contre l'ennemi, les guerriers, sur les conseils des dignitaires, adoptaient *cokana* et *dirki* comme talismans, avant de se lancer dans l'attaque. Cette précaution n'empêcha pourtant pas le Kwararafa d'envahir le Kano, qui fut battu et en ressortit affaibli. Peu après, Muḥammad Zakī, du Kano, consulta les *ʿulamāʾ* et se procura un talisman à un prix très élevé. Convenablement protégé, le Kano vint attaquer les campements militaires du Katsina. L'agresseur fut le vainqueur.

Dès qu'il accéda au pouvoir, Muḥammad Nazaki (vers 1618-1623) fit une proposition de paix au Katsina qui, au lieu de l'accepter, lança une nouvelle attaque : la rencontre eut lieu à Karaye, non loin de Kano, et le Katsina fut vaincu. Le *wambai* de Kano fut affecté à Karaye, d'où il lança de conti-nuelles attaques contre le Katsina[26].

Sous le règne de Kutumbi (vers 1623-1648), le prince du Kano, Bako dan Kutumbi, continua à faire pression sur le Katsina : il pilla une ville grace à ses 90 cavaliers vêtus de cottes de mailles et leurs 600 chevaux. Puis un autre conflit éclata, l'assassinat au Katsina d'un esclave appartenant à un représentant du Kano en mission servant de prétexte. Kutumbi installa un camp militaire à Dugazawa, imposant au Katsina un siège prolongé. Il organisa une seconde expédition, mais son armée, surprise, fut mise en déroute et lui-même trouva la mort à Rumarawa, à la frontière entre le Katsina et le Kano. Son successeur, al-Hādjdjī, fut destitué après huit mois de règne et remplacé par Shekarau (vers 1649–1651) qui parvint à conclure la paix après des négociations menées par les *ʿulamāʾ*. La puissance du Katsina s'affirma encore avec Muḥammad Wari (vers 1631-1641), Muḥammad Uban Yara (vers 1641-1671) et Muḥammad Jan Hazo (vers 1671-1684), sans qu'il y eût rupture du traité de paix[27].

Il y eut donc une longue lutte de nature politique pour s'emparer de l'hégémonie dans le Hawsa oriental. Le Borno et le Kwararafa, comme on l'a vu, ont dû s'appuyer sur leurs voisins, mais la situation qui prévalait dans le Hawsa occidental était une autre donnée dont le rôle n'est pas à négliger.

Les intermèdes

Jusqu'à la fin du XVIe siècle, le Kebbi ne craignait aucun ennemi, pas même le Maroc. Parmi les conditions particulières de la consolidation de cet État, un auteur a avancé l'hétérogénéité de son peuplement, la polarisation des protestations contre la domination songhay et l'intérêt que les chefs militaires avaient à maintenir l'indépendance. Cependant, rien ne prouve que le Kebbi ait envahi la région ou ait eu des prétentions sur le Songhay[28].

Son indépendance, précisément, a modifié la situation politique dans le bassin de la Rima : le nord-est du Zarma fut intégré à son territoire, réduisant d'autant le champ de pillage du Zamfara[29]. Des affrontements en découlèrent :

26. R. A. Adeleye, 1971, p. 581 ; Y. B. Usman, 1981, p. 33.
27. H. R. Palmer, 1967, p. 118-119 ; R. A. Adeleye, 1971, p. 581.
28. M. B. Alkali, 1969, p. 58-67.
29. Les données sur le Zamfara sont tirées de G. Na-Dama, 1977 ; sur ses rapports avec le Kebbi, voir p. 220-228.

après Taritu (vers 1531), ce fut Zartai qui, au milieu du siècle, mena une série d'attaques à l'issue incertaine et qui se conclurent par la signature d'un traité de paix. Le Kebbi gagna ainsi en tranquillité et, après avoir battu le Borno en 1561, il ocuupa une position centrale dans la vie politique du Hawsa : « Il devint rapidement la plus formidable puissance militaire du monde hawsa[30]. » On ne connaît pas la nature exacte de ses liens politiques avec les autres États. Pour certains auteurs, la plupart d'entre eux payaient tribut au *kanta*, ce que d'autres contestent : le Zamfara, par exemple, a été attaqué une seule fois par le Kebbi et rien ne permet d'avancer que le premier ait été vassal du second. Quoi qu'il en soit, ils eurent tous les deux à redouter le Gobir[31].

De l'Azbin, la capitale du Gobir avait été transférée dans le pays Hawsa, à Birnin Lalle précisément, au centre d'une zone bien arrosée et très peuplée, le Gulbin Tarka. Elle aurait été fondée vers 1450. Le pouvoir y demeura jusque vers 1600, date à laquelle une attaque lancée par les Touareg dégénéra en massacre. Les Gobirawa furent contraints de poursuivre leurs pérégrinations vers le Kufan Kuturu et Hisatau, dans le Gulbi Maradi, plus au sud. (Le dernier souverain du Hisatau[32], Muḥammad Mai Gici, y fut tué par celui du Katsina, inquiet des empiétements sur son territoire et soucieux de ne pas perdre le contrôle de la route Katsina-Tessawa-Azbin.) Les Gobirawa se dirigèrent ensuite vers le nord-ouest et fondèrent la « nouvelle » Gwazan Rama (vers 1685-1690). De cette cité, Uban Doro lança des attaques non seulement contre le Kebbi mais aussi contre le pays Yoruba et le Gurma. Son successeur, Soba, attaqua l'Adar, le Kebbi et le Maradi. En outre, il noua des relations amicales avec le Zamfara, ce qui ouvrit aux paysans et commerçants du Gobir les portes d'Alkalawa.

Cette extension progressive du Gobir vers le sud entraîna une nouvelle modification de la situation politique. Le Kebbi, gardant sa position, s'enrichit et prospéra au point que « la vieille aristocratie militaire […] fut éclipsée par une nouvelle aristocratie d'argent[33] ». Son déclin s'amorça au moment où se confirmait la puissance du Zamfara. Au milieu du XVII[e] siècle, celui-ci est dirigé par des souverains énergiques, s'appuyant sur l'islam. On peut juger de la place qu'il occupait par ses rapports avec le Katsina[34] qui furent excellents

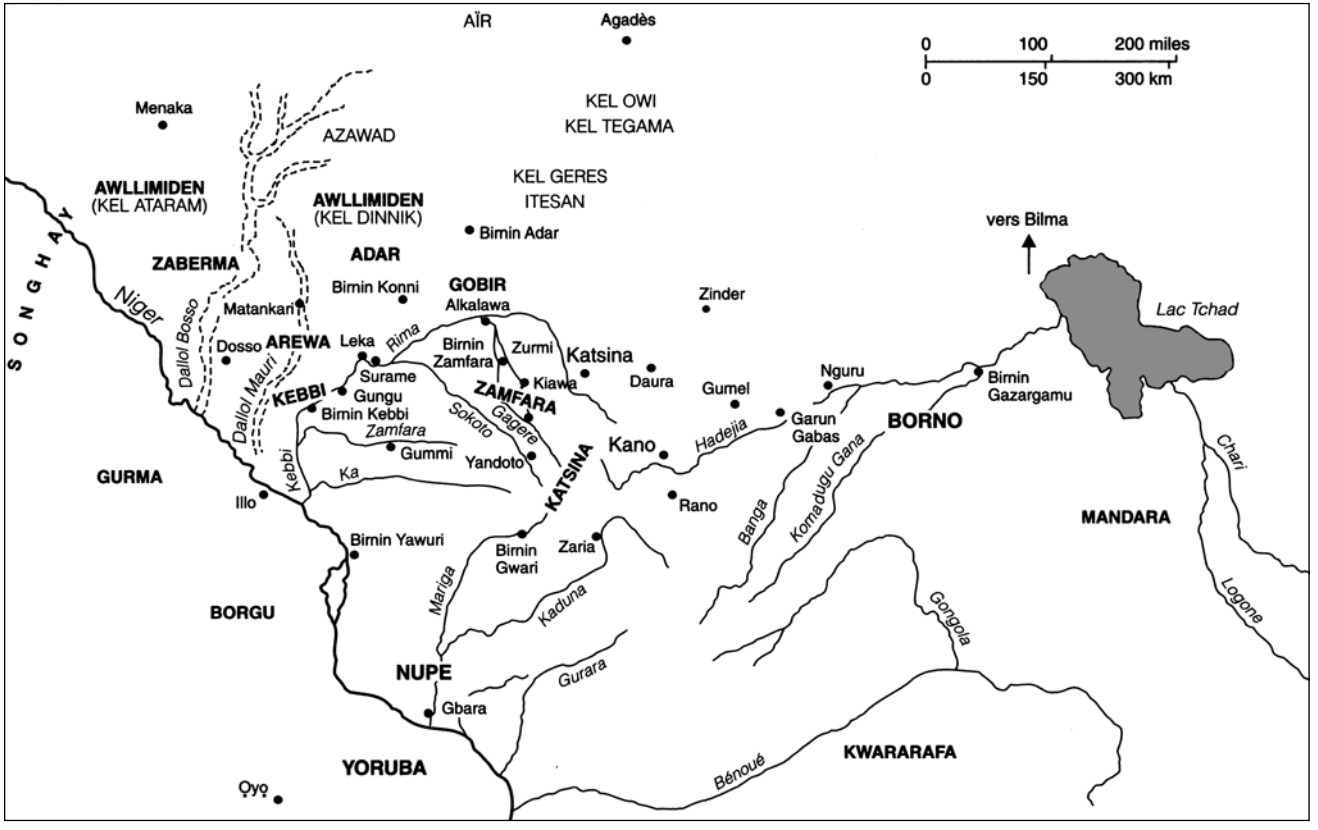
30. D. M. Hamani, 1975, p. 83.

31. Des précisions sur le système de la *sarauta* du Gobir sont données par Ibn Baṭṭūṭa dans J. M. Cuoq, 1975, p. 323. Citant un témoin oculaire, l'auteur dit que le souverain était enterré avec quelques membres de son entourage, des esclaves et 30 fils et filles de notables. L'aspect religieux d'une telle tradition était frappant, bien que sa portée politique soit pourtant évidente. Les recherches archéologiques retrouveront sûrement le site de la capitale du Gobir. Les faits nouveaux ainsi que la chronologie antérieure à 1700 sont tirés des travaux de Maïkassoua. Les résultats de ses recherches sont attendus avec d'autant plus d'intérêt que le Gobir est un cas qui intrigue les chercheurs, par exemple J. E. G. Sutton, 1979, p. 192-195, et G. Nicolas, dans M. Adamu (dir. publ.), s. d.*c.*

32. I. Maïkassoua, 1982, p. 39-45. Les découvertes de J. Tilho (1911) et Y. B. Usman (1978 et 1981) font penser que ces événements ont dû se produire entre le début du règne de Sulaymān (vers 1587-1600) et la fin de celui de ʿUthmān Tsagarana, souverain du Katsina (vers 1600-1618).

33. D. M. Hamani, 1975, p. 85.

34. G. Na-Dama, 1977, p. 231-234 ; Y. B. Usman, 1981, p. 30-31.



16.2. Le pays Hawsa avant 1800.
[*Source:* d'après J. F. A. Ajayi et M. Crowder, 1976, vol. I, p. 286. Carte adaptée avec l'aimable autorisation de Longman Group UK Ltd.]

jusqu'au jour où un prince du Zamfara fut tué par Muḥammad Uban Yara (vers 1641-1671). Le *sarkin* Zamfara Zaudai projeta de venger cet assassinat et se heurta à l'opposition des dignitaires qui avancèrent comme argument les bonnes relations entre les deux États. Toutefois, sa mort fit avorter le projet. Les grands électeurs lui donnèrent comme successeur son frère Aliyu, premier souverain musulman du Zamfara. Sa politique était sans nul doute liée au développement de l'islam dans le Katsina, puisqu'il construisit des mosquées dans les villes. Alors le Zamfara, abandonnant les raids sporadiques, concentra ses forces sur les grandes villes du Kebbi. Sulaymān organisa, en 1674, une grande attaque: l'armée du Kebbi, forte de 6 000 combattants et soutenue par un contingent de l'Adar, fut mise en déroute, de nombreux soldats étant capturés. La même année, le Kebbi perdit l'Adar, qui lui fut arraché par le prince Agabba, comme on l'a vu. On était devant une série de défaites, et non une action concertée de l'Azbin, du Gobir et du Zamfara[35]. Après cette victoire, le Zamfara devint la principale puissance de la zone; sa force est attestée par la victoire que le commandant de sa cavalerie, Yakubu dan Mazuru, remporta à Yargana sur l'armée du Kano, du temps de Muḥammad Shārīf (vers 1703-1731); c'est après sa défaite que celui-ci fit ceindre de remparts de nombreuses villes[36].

Le Zamfara s'était donc relevé après la défaite subie devant l'Azbin, mais la puissance militaire du Gobir allait elle aussi croissant: « Sous son règne [celui de Kumbari, vers 1731-1743], il y eut une guerre féroce entre le Kano et le Gobir. Le *Sarkin* du Gobir se nommait Soba. Chaque fois que les Gobirawa infligeaient une défaite aux Kanawa, ceux-ci prenaient leur revanche l'année suivante. Cet état de choses persista longtemps[37]. » En effet, Ibrāhīm Babārī (vers 1741-1770), successeur de Soba, envoya auprès d'al-Hādjdjī Kabi (vers 1743-1753) une délégation chargée de faire la paix, mais ce dernier refusa. Une année plus tard, Babārī prit l'initiative d'attaquer et la rencontre de Dumi se transforma en déroute complète pour le Kano, « à cause de la puissance magique de Babārī ». Les massacres de part et d'autre ne prirent fin qu'à la mort de Kabi. Rapidement, le Gobir souffrit des diverses restrictions que lui imposait le *sarkin* Zamfara, inquiet de ce voisin remuant; il se contenta de riposter, d'abord par quelques opérations de harcèlement puis, à la faveur d'une crise dynastique, il détruisit Birnin Zamfara vers 1762[38].

Cette évolution eut des répercussions importantes sur la situation politique des régions périphériques. À l'est[39], le Sultanat de Damagaram fut créé vers le début du XVIIIe siècle, tandis que les États tsotsebaki se renforçaient puis se divisaient. Cette zone, qui marque la transition entre le Borno et le pays Hawsa, était extrêmement sensible aux évolutions sur les plans politique et culturel.

35. M. B. Alkali, 1969, p. 78-79; D. M. Hamani, 1975, p. 91; G. Na-Dama, 1977, p. 224-225.
36. H. R. Palmer, 1967, p. 123; G. Na-Dama, 1977, p. 224-225.
37. H. R. Palmer, 1967, p. 124-125; G. Na-Dama, 1997, p. 240-245.
38. G. Na-Dama, 1977, p. 378-386.
39. Sur le Damagaram, voir A. Salifou, 1971, p. 31-42. Sur les États tsotsebaki, voir M. Saley, 1982, p. 24-58.

Au nord-ouest[40], l'histoire de l'Adar est mieux connue mais ses liens avec le Kurfay ne sont pas clairs, ce dernier étant rattaché tantôt à l'Adar, tantôt au Borno, selon les comptes rendus, même si la proximité de l'Arewa fait pencher la balance en faveur du Borno. La date de création d'un pouvoir politique dans cette zone est très discutée, mais les diverses dynasties se rattachent tantôt au Borno, tantôt à Daura.

Selon les traditions des Zarma et des Gobirawa, les liens du Zarma, c'est-à-dire de la région la plus orientale de l'Empire songhay, avec le pays Hawsa remontent à l'époque où le Gobir faisait partie de l'Azbin[41]. À cette époque, cette zone a constitué l'enjeu de luttes entre le Kebbi, le Zamfara et le Gobir. On pense que le Kebbi en fut éliminé en 1722. Auparavant, toutefois, son rôle politique avait été déterminant dans le Zarmatarey, où son nom est associé à la cavalerie protégée par les *lifidi* (caparaçons) qui semait la terreur et la désolation.

À l'ouest enfin, et sur la rive *gurma* (droite) du fleuve Niger, certaines dynasties gulmanceba revendiquent une origine soudano-centrale, bornoane ou hawsa, et les fouilles archéologiques semblent étayer cette thèse, du moins pour ce qui est des zones avoisinant la rive *hawsa* (gauche) du fleuve Niger[42].

Tout à fait au sud, dans la zone occupée par les Kebbi, les Yawuri, les Nupe et les Borgu, le développement et l'implantation réelle des Zarma-Songhay n'ont pas été clairement démontrés: dans la mythologie de ce peuple, au nombre des divinités les plus puissantes figurent *Manda Hausakoy*, un forgeron-pêcheur de Yawuri, et *Dongo*, un chasseur du Borgu, dont les attributs sont exactement les mêmes que ceux de *Shango* dans la culture yoruba[43].

Néanmoins, la situation était devenue beaucoup plus stable après la défaite du Zamfara en 1762. Le Katsina parvint, malgré une crise interne, à vaincre le Gobir, tandis qu'au Kano[44], Babba Zaki (vers 1768-1776) se sentit contraint de terroriser ses collaborateurs.

L'organisation politique et administrative

Ainsi, malgré les conflits militaires qui avaient atteint une intensité inquiétante, cette multitude d'États se maintint: après les sévères défaites qu'ils subirent, les souverains du Kebbi et du Zamfara se replièrent sur un territoire réduit pour préserver leur pouvoir. Le processus d'instauration et de

40. Sur l'Adar, voir D. M. Hamani, 1975, p. 25-125; N. Échard, 1975, p. 34-97. Sur l'Arewa, voir M. H. Piault, 1970, p. 49-124; M. Karimou, 1977.

41. Sur les relations entre Gobirawa et Zarma, voir B. Hama, 1967*a*, 1967*b* et 1968; B. Gado, 1980; I. Maïkassoua, 1982. Sur l'influence du Kebbi dans le Zarmatarey, voir M. B. Alkali, 1969, p. 90-96.

42. G. Y. Madiega, p. 30-41 (origine bornoane des Bemba) et p. 50-54 (dynasties du Gobnangu et de Jabo). Sur les données archéologiques, voir B. Gado, 1980, p. 35-119.

43. Voir Séminaire de la Fondation SCOA, 1981, p. 45-109.

44. H. R. Palmer, 1967, p. 126; R. A. Adeleye, 1971, p. 588-593; Y. B. Usman, 1981, p. 92-93.

transformation[45] du système de la *sarauta*, tel qu'il s'est développé dans le Soudan central, peut en partie expliquer ce phénomène.

Le *sarki*

À la tête de l'État, c'est-à-dire avant tout un *kasa* (territoire), se trouvait le *sarki*[46], dont l'ancêtre s'était emparé du pouvoir politique : au Kano, au Katsina et au Zamfara, il avait été arraché des mains d'un grand prêtre tandis qu'au Kebbi c'était un *magaji* (guerrier), qui s'était élevé au rang de *sarki*.

La désignation, parmi les princes, du successeur au trône relevait de la compétence d'un collège électoral. Au Katsina, il comptait quatre membres[47]. Pour le Kebbi, il est difficile d'affirmer ou de nier son existence à l'époque, mais il y est apparu plus tard. Au Zamfara, au Gobir et à Kano, il prit le nom de *Tara* (les Neuf[48]), suivi de celui de l'État. Les titres et fonctions au sein de ces collèges électoraux étaient variables mais on peut toutefois distinguer : un notable à la fonction très ancienne, qui s'est perdue dans l'oubli, le *basace*, au Zamfara ; des gouverneurs de cités et régions importantes, cinq au Zamfara et sept au Gobir, la différence provenant du fait que ce dernier avait ajouté deux adjoints à la liste du Zamfara ; des hauts fonctionnaires, trois au Zamfara, deux au Gobir et neuf à Kano.

Le collège électoral comprenait des représentants de dynasties évincées, tels les Durbi à Katsina, ou régnantes (les Ubandoma au Gobir).

Le choix d'un successeur devait recevoir l'accord unanime des grands électeurs. Une fois qu'il avait été désigné, on procédait au rituel d'intronisation. Le collège électoral était aussi le Conseil du *sarki* et il n'était pas rare que, pour une raison ou une autre, le Conseil s'opposât au *sarki* ou que ce dernier en exclût un membre[49].

Le gouvernement

Le *sarki* exerçait son autorité à travers trois groupes de responsables : les membres de la dynastie, les fonctionnaires et les gouverneurs de villes et de

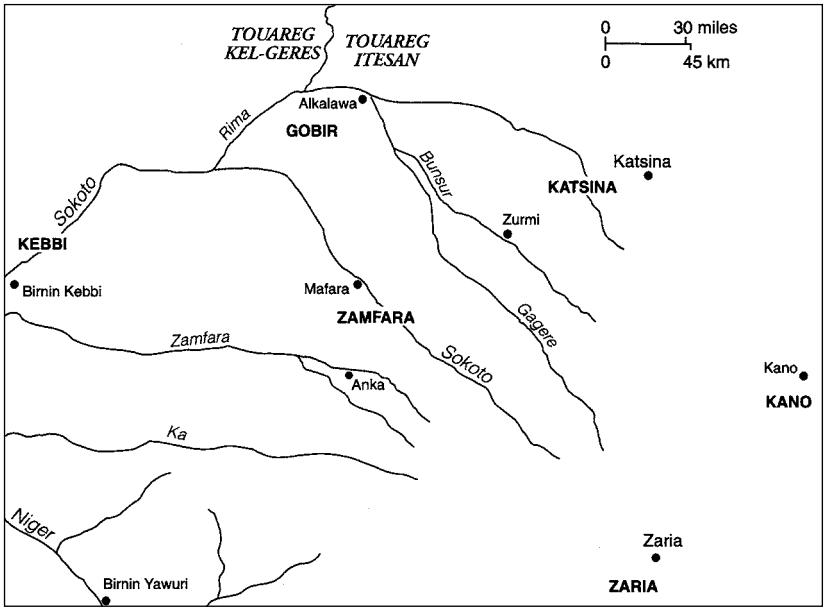
45. Une synthèse a été faite par A. Mahadi dans M. Adamu (dir. publ.), s. d.*c* ; voir également M. B. Alkali, 1969, p. 43-62 ; G. Na-Dama, 1977, p. 80-89 ; Y. B. Usman, 1981, p. 5-19 ; le point de vue sociologique est exposé par N. Perchonock dans M. Adamu (dir. publ.), s. d.*c*. Le schéma général rappelle les informations données par les sources écrites au sujet du Soudan occidental ; voir J. M. Cuoq, 1975, p. 99 (forêt sacrée du Ghana), p. 108 (repas du *Kanda* à Kāw-Kāw), p. 122 (pierre magique des Amima), etc.

46. Les discussions sur la signification du terme se poursuivent ; on doit noter que la sœur du souverain porte, au Zamfara, le titre d'*asarki ;* voir G. Na-Dama, 1977, p. 345.

47. *Galadima*, *kaura*, *durbi* et *yandaka* ; voir Y. B. Usman, 1981, p. 78.

48. Au Zamfara : *danau*, *basace*, *sarkin rafi*, *sarkin tudu*, *sarkin bazai*, *sarkin kaya*, *magajin gari*, *ubandawaki* et *galadima* ; voir G. Na-Dama, 1977, p. 86-87. Au Gobir : *ubandawaki*, *ubandoma*, *sarkin rafi babba* et *karama*, *sarkin tudu babba* et *karama*, *magajin kukuta*, *sarkin bazai*, *sarkin kaya ;* voir I. Maïkassoua, 1982, p. 47-48. Pour Kano, les dictionnaires donnent la liste ci-après : *galadima*, *madaiki* (*madawaki ?*), *wambai*, *makama*, *sarkin dawaki maituta*, *sarkin D. tsakanin gida*, *sarkin bai*, *giroma* et *dan iya*. Même si tous appartenaient à la noblesse, ils assumaient des fonctions administratives et/ou militaires, mais cette composition semble très récente puisque des personnages aussi importants que le *dagaci*, le *barde* et le *santuraki* n'y figurent pas.

49. Voir ci-dessous ce qui est arrivé à Zaudai au Zamfara. Au Kano, Kisoki nomma son frère Dakare dan Iya à la place du *barde* dans le Conseil des Neuf ; voir H. R. Palmer, 1967, p. 112-113.



16.3. Les États hawsa au XVIIIe siècle.
[*Source :* d'après P. E. Lovejoy, 1980, p. 55.]

régions. Les membres de la dynastie étaient chargés de fonctions importantes. S'agissant de différentes générations d'hommes, les frères et les enfants du souverain portaient le plus souvent des titres attestant qu'ils avaient une charge administrative. La variété dans le nombre et la fonction des titres ne facilitent pas l'établissement d'une liste unique[50].

La sœur du souverain jouait un rôle politique de premier plan, même si c'était à travers le culte traditionnel. Au Zamfara, elle s'appelait *asarki* ou *inna*[51], le Gobir utilisant ce dernier nom. L'histoire de Kano est marquée par la présence de princesses célèbres ; sans l'intervention énergique de la *madaki* (reine mère), Auwa ᶜAbdullāhī (1499-1509) aurait sûrement été chassé par une rébellion. Son fils Kisoki gouverna la ville avec l'appui de *madaki* Auwa, sa grand-mère, d'Iya Lamis, sa mère, et de Gulli, le frère d'Auwa. Sous le règne de Shārīf (vers 1703-1731), un dignitaire de Kano se fit apporter des instruments de musique de Yawuri. Il les garda trois mois et les remit à *madaki* Maryama « parce qu'elle est allée jusqu'à la limite du pouvoir : elle n'avait pas sa pareille dans les sept États hawsa[52] ».

50. Sur Maradi, voir P. H. David, 1969, p. 657 et 665-666. Sur le Damagaram du XIXe siècle, voir A. Salifou, 1971, p. 117-133. Sur le Zamfara, voir G. Na-Dama, 1977, p. 348.
51. G. Na-Dama, 1977, p. 345-348.
52. H. R. Palmer, 1967, p. 112-113 et 123 ; R. M. East, 1979, p. 38.

Ce que l'on peut considérer comme le gouvernement central comportait plusieurs catégories de fonctionnaires.

Premièrement, les dignitaires de la cour géraient les affaires du palais et de la cité. Leur nombre et leurs tâches variaient d'un État à l'autre, mais ils remplissaient avant tout des fonctions administratives. Au Katsina on remarquait surtout le *galadima* (qui représentait le *sarki*), l'*ajiya* (trésorier), le *turaki* et le *shantali* (chefs du protocole), et le *madawaki* (officier chargé des écuries royales)[53]. Ils pouvaient jouer le rôle d'intermédiaires entre le *sarki* et les gouvernements régionaux. Au Kebbi, la sécurité intérieure relevait du *magajin gari*, du *galadiman gari* et du *doka ;* le *magajin baberi* semblait chargé des affaires extérieures, le *maishanu* rassemblait le bétail dû à l'État[54].

Deuxièmement, les représentants des corporations étaient nommés au sein de chaque profession, telle que celle des forgerons, des tisserands, des teinturiers, des tanneurs, des maçons, des bouchers et des chasseurs. Ils étaient chargés des relations avec les différentes catégories socioprofessionnelles, et tout particulièrement de la perception des redevances à verser à l'État. À l'occasion, les forgerons et les chasseurs, par exemple, fournissaient des contingents à l'armée.

Troisièmement, les groupes autochtones avaient leurs propres représentants. Le village de Sarkin Naya et la région de Sarkin Mazum conservèrent leurs titres après que le Gobir eut établi sa capitale à Hisatau[55]. Les Maguzawa du Kano furent dispersés sur ordre de Bugaya (vers 1385-1390) mais ils furent rappelés par Kukuna (vers 1652-1660), qui les laissa se livrer, pendant trois semaines, à leur sport favori, les combla de richesses et confirma dans son rang leur patriarche Zanko, de qui il attendait chaque année un tribut en journées de travail[56]. On est amené à se demander si quelques États n'avaient pas imposé le statut d'esclave ou de tributaire à certains autochtones.

Quatrièmement, les nombreux immigrants pouvaient avoir leurs propres représentants. Dans le Gobir, le *sarkin azbin* s'occupait des relations avec les Touareg vivant sur le territoire ; il en était de même du *sarkin fullani* pour les Fulbe (Gobir, Zamfara, Katsina, Kano) et du *sarkin sillubawa* pour les Sillube (Kano, Katsina). De ce point de vue, la situation des Fulbe au Kebbi est riche d'enseignements[57]. Les titres de *galoji* et *magajin sangeldu* ne pouvaient être conférés qu'à des Fulbe en contact avec les pasteurs ; en revanche, celui de *dikko*, créé au XVIIIe siècle, a été porté pour la première fois par un Fulbe dont la mère était la fille du souverain.

Cinquièmement, la communauté islamique était partout présente avec ses *mallamai* (érudits). S'agissant du gouvernement régional ou,

53. Y. B. Usman, 1981, p. 80.
54. M. B. Alkali, 1967, p. 73-107.
55. I. Maïkassoua, 1982, p. 48.
56. H. R. Palmer, 1967, p. 107 et 120-121.
57. M. B. Alkali, 1969, p. 34-35 et 113.

plus exactement, du quadrillage territorial, il existait quatre catégories de fonctionnaires :

- les gouverneurs de certaines cités avaient une légitimité indépendante de la dynastie ; c'était le cas de Rano, Gaya, Dutse, Karaye (au Kano), Maska, Samri, Dugui (au Katsina) et Zurmi, Kiawa, Tunfafi, Bakura (au Zamfara). Leurs rapports avec le souverain pouvaient être très difficiles car, en fin de compte, ils avaient un statut de vassal : ceux de Kano étaient prompts à entrer en rébellion et Dadi (vers 1670-1703) fut contraint de tuer Farin Dutse, le gouverneur de Gaya[58] ;
- les gouverneurs d'autres cités et régions étaient soit des nobles dont les ancêtres s'étaient alliés à la dynastie tout en conservant leur propre légitimité, soit des fonctionnaires. Le Zamfara illustrait le premier cas : le *danau* devait son titre au nom de sa ville de résidence, un important centre commercial d'où il surveillait les routes qui menaient au sud et à l'ouest du Kebbi[59] ; le gouverneur de Bazai résidait au nord, tandis que celui de Kaya était passé de Kayatau, au nord, à Maradun, au centre du territoire. Dans le Kebbi, l'*innamme* surveillait la frontière occidentale[60]. Au Katsina[61], le *marisa* (littéralement le « démolisseur ») résidait à Gwiwa, d'où il surveillait la frontière orientale tandis que le *gatari* (littéralement « la hache») de Ruma, veillait sur la frontière du nord-ouest. Deux titres assez curieux existaient au Zamfara : le *sarkin tudu* (le gouverneur des collines), qui contrôlait l'est du territoire, et le *sarkin rafi* (le gouverneur des vallées), qui s'occupait des villages à la confluence des rivières Bunsuru et Gagare. La topographie elle-même avait-elle donné naissance à ces titres ?
- les autres gouverneurs se sont transformés en simples rouages administratifs. Les immigrés gardaient une hiérarchie locale, l'*ardo* ou le *rugga* chez les Fulbe, par exemple ;
- certains titres enfin découlent de l'évolution historique de la région. Dans le Kebbi, le *kokani* fut chargé des relations avec la population après la conquête de Kwanni ; la charge de *sabaru* fut créée vers 1650 pour assurer la sécurité des routes vers Kwanni et l'Azbin, que le Zamfara et le Gobir pillaient[62].

Tous ces dignitaires, nobles, roturiers ou esclaves, exerçaient des fonctions civiles mais, à l'occasion, ils se transformaient en vaillants guerriers qui recrutaient leur propre armée.

58. H. R. Plamer, 1967, p. 122.
59. G. Na-Dama, 1977, p. 86-87.
60. M. B. Alkali, 1969, p. 108 ; le titre, au départ, était conféré à un dignitaire d'origine servile.
61. Y. B. Usman, 1981, p. 80.
62. M. B. Alkali, 1969, p. 73-74 et 108-109 ; on ne sait pas ou résidait le *kokani*.

L'organisation militaire

La création du Kebbi fut l'expression du rôle croissant des chefs militaires dans les affaires de l'État[63]. Les premiers compagnons du *Kanta*[64] étaient issus des grandes familles du pays mais, par la suite, les éléments qui avaient participé à la lutte pour l'indépendance eurent droit à deux représentants dont l'un, le *kunduda*, était le chef militaire du Kebbi. Au sud-ouest du Katsina, la proximité du Zamfara, du Kebbi et du Katsina entravait la formation d'un grand État autour de Kwiambani, Birnin Gwari, Koriga, etc. Les très nombreux immigrants katsinawa souhaitaient que la zone proche du Katsina en fasse partie mais, constamment convoitée par ses voisins, elle devra se contenter d'une dépendance à l'égard du Katsina[65].

On l'a vu, la nécessité de se protéger contre les voisins, même éloignés comme l'Azbin, le Borno et le Kwararafa, d'assurer la sécurité des frontières et des routes renforça cette fonction ; le nombre des chefs militaires augmenta, une hiérarchie s'instaura et l'efficacité s'accrut. Le titre le plus élevé variait selon les États : *kunduda* (au Kebbi), *kaura* (au Katsina), *ubandawaki* (au Zamfara et au Gobir) ; au Kano, il semble qu'il se soit agi du *galadima*.

La stratégie et la tactique se modifiaient en même temps que les armes se perfectionnaient. En cas de mobilisation, on faisait appel au service de différentes catégories socioprofessionnelles, tels les chasseurs et les forgerons. Les hommes se battaient au sabre, à la lance, au couteau, ils utilisaient également des arcs et des flèches et se protégeaient avec des boucliers (en peau d'oryx au Zamfara avant qu'il n'en vienne du Nupe). L'armée comprenait deux grands corps, l'infanterie, subdivisée en archers et lanciers, et la cavalerie. En outre, le Kebbi disposait d'une flottille fluviale[66].

Le cheval, provenant essentiellement de l'Azbin et du Borno, faisait l'objet de soins particuliers. Le souverain en importait et construisait des écuries : le *Kanta* du Kebbi, par exemple, en avait dans trois localités différentes. Le rôle militaire du cheval transparaît aussi dans le nombre et le rang

63. Voir J. P. Smaldone, 1977, pour une étude d'ensemble. M. B. Alkali, 1969, G. Na-Dama, 1977, Y. B. Usman, 1981, et A. Salifou, 1971, donnent des informations sur le Kebbi, le Zamfara, le Katsina et le Damagaram du XIXe siècle.

64. UNESCO, *Histoire générale de l'Afrique*, vol. IV, p. 305-306. Le *Kanta* était entouré par le Magajin Kulalo, le Magajin Leka, le Galandu, le Mayalo, le Lelaba et le Takwamba (noms de personnes) ; s'y sont joints le *gulma* (pour l'élément songhay) et le *kunduda* (pour l'élément kwararafa) ; voir M. B. Alkali, 1969, p. 59, 61, 72 et 114.

65. Y. B. Usman, 1981, p. 83-84.

66. M. B. Alkali, 1969, p. 11. On se demande quel rapport peut exister entre le « petit canot fait d'un seul tronc d'arbre creusé » qu'Ibn Baṭṭūṭa prit à Tombouctou et les « petites barques très étroites, faites de la moitié d'un tronc d'arbre creux » observées par Léon l'Africain à Djenné. Il est permis de douter que la flottille de Sonni ʿAlī Ber ait pu être efficace avec de tels engins et le Sultan du Maroc n'avait certainement pas demandé au *Kanta* du Kebbi de les lui envoyer. L. E. Kubbel (1974, p. 87) se demande à juste titre si les *abara*, pirogues monoxyles du Hawsa (Kebbi et Nupe) ne parvenaient pas jusque dans la région de Tombouctou-Djenné.

des titres qui s'y rattachent: *ubandawaki*[67], *madaki/madawaki* (commandant de la cavalerie et/ou commandant en chef de l'armée), *sarkin dawaki* (général de la division de cavalerie). Cette place s'explique aussi par l'innovation que constituaient l'acquisition de *sulke* (cottes de mailles) et la confection du *lifidi* (caparaçon): le *sarkin lifidi* (général de la cavalerie lourde) et le *lifidi* (commandant en chef de celle-ci) étaient les plus hauts gradés.

Le fusil avait été introduit au Kano[68] sous le règne de Dauda (1421-1438) par un prince bornoan, mais il faudra attendre trois siècles c'est-à-dire le règne de Kumbari (vers 1731-1743) pour qu'il soit importé de Nupe: Babba Zaki (vers 1768-1776) sera le premier souverain à créer un corps de fusiliers pour sa garde personnelle. Le Borno adopta le fusil alors que le Songhay[69], qui en avait mesuré l'efficacité à ses dépens, ne s'est point soucié de récupérer ceux que les soldats marocains, pendant un demi-siècle (de 1591 à 1640), avaient abandonnés; le Hawsa semble avoir délibérément ignoré une arme que ses richesses pouvaient lui permettre de se procurer même si, comme on l'a suggéré, le Borno a cherché à s'opposer à de tels achats. Or, le Songhay et le Hawsa ne pouvaient se vanter ni de vouer au culte du cheval plus de dévotions que le Borno, ni d'avoir, plus que le Borno et les Mande, utilisé le travail servile et participé à la traite des Noirs.

La tactique militaire consistait à mener des attaques-surprises, à tendre des embuscades, à se battre au corps à corps et à assiéger l'ennemi. L'accélération de la fortification des cités se justifiait aussi par le recours fréquent au siège et à l'incendie. Les campagnes militaires étaient minutieusement préparées et, fréquemment, les érudits faisaient des prières pour la victoire de l'armée.

Dans cette région où le développement économique s'était accéléré, le perfectionnement de l'art militaire conduisit à l'intensification du pillage. Il n'est pas aisé de faire la différence entre la guerre de conquête ou de consolidation, la répression d'une rébellion, la guerre d'intimidation et la razzia. Le Gobir, en tant qu'État, a été contraint de se battre constamment pour assurer sa survie: sa durée, après l'acquisition d'un territoire relativement riche et peuplé, mérite que l'on continue à s'interroger sur la signification de son existence. L'aristocratie politique, administrative et militaire se livrait au pillage comme le montre clairement la *Chronique de Kano*: elle s'enrichit, fit des dons aux souverains et aux érudits. Au Kano, en deux siècles, c'est-à-dire entre 1573 et 1768, elle acquit une telle puissance qu'elle poussa à la guerre, participa aux complots, étala ses richesses

67. Il faut éviter de confondre la signification du titre avec les fonctions qui y sont afférentes; voir A. Salifou, 1971, p. 124; un glossaire des titres militaires est donné par J. P. Smaldone, 1977, p. 216-219. A. Salifou cite, par ordre de leurs qualificatifs, neuf races de chevaux connues dans le Damagaram du XIXe siecle, p. 153-154.

68. H. R. Palmer, 1967, p. 109, 124, 126.

69. Au cours d'une embuscade, Ibnou Bentsi massacra 400 fusiliers marocains, mais semble avoir jeté leurs fusils dans le fleuve; M. Ka^ti, 1981, p. 294-295. Jusqu'en 1640, les Songhay du Dendi avaient la possibilité de récupérer les fusils, mais on n'en trouve aucune trace dans les traditions recueillies à ce jour.

et sa générosité et inquiéta le souverain : Kukuna obligea Madawaki Kuma à faire le tour de la cité monté sur un âne conduit par de jeunes servantes ; Babba Zaki s'amusa à constamment terroriser ses collaborateurs et n'hésita pas à les humilier[70].

Le nombre total de dignitaires variait d'un État à l'autre : le Gobir en avait 22 (13 nobles et 9 roturiers) et le Katsina 46 (16 nobles et 30 roturiers)[71].

Les ressources

L'État hawsa avait mis au point un système très ingénieux de quadrillage territorial et de taxation procurant aux finances publiques les ressources nécessaires à son fonctionnement. Les sources de revenus étaient au nombre de quatre.

Les impôts, les taxes et les droits de douane

Les impôts, taxes et droits de douane constituaient la source la plus régulière de revenus et comportaient :

- le *kudin kasa* (redevance foncière), qui était versé par les exploitants agricoles. L'unité prise en considération semblait être le *gandum gida* (champ familial). Au Kano, Naguji (vers 1197-1247) fut le premier à avoir fixé à 1/8 de la récolte l'impôt que chaque agriculteur devait verser. Il y avait des taxes aussi bien sur les cultures de plaine que sur les autres, telles que l'indigo et l'arachide[72] ;
- le *kundin sana'a* (taxe professionnelle), qui était versé par les artisans et les commerçants. Au Kebbi, chaque saunier donnait au Kanta une calebasse de sel par an[73]. Avec l'essor de l'artisanat et du commerce, et grâce à la création de corporations, ces taxes pouvaient représenter un revenu substantiel pour l'État ;
- le *kudin hito* (droit de douane), qui était perçu sur certains produits entrant sur le territoire. Au Kebbi, outre ce droit d'entrée, les caravanes allant du Dallol Fogha vers le Hawsa et le Nupe-Gwanja devaient s'en acquitter d'un autre, tout comme celles allant du Hawsa au Gwanja ; par ailleurs, le sel allant vers le Zarmatarey et l'Arewa était soumis à une taxe ;
- le *jangali* (impôt sur le bétail)[74], était versé par les éleveurs, notamment par les Fulbe. Au Kano, il a été prélevé pour la première fois par Kutumbi (vers 1623-1648) : 280 animaux fournis par 4 groupements, en fonction certainement de l'importance de leurs troupeaux. C'est à

70. H. R. Palmer, 1967, p. 120 et 126.
71. J. Tilho, 1911, p. 519-521. Pour le Damagaram du XIXe siècle, une liste très détaillée, impressionnante par sa longueur (plus de 50 titulaires) est donnée par A. Salifou, 1971, p. 117–136.
72. Y. B. Usman, 1981, p. 83 ; H. R. Palmer, 1967, p. 101.
73. M. B. Alkali, 1969, p. 103-106.
74. L'auteur pense que ce substantif est formé à partir de *jaba*, prendre, arracher, et sous-entend l'idée d'extorquer ; mais la forme correcte est *jab(u) ngal*, *janngal*. Sur le Kano, voir H. R. Palmer, 1967, p. 118-120 et 123-124 ; la première mention du *sarkin fullani* est faite sous Shārīf, un siècle après, mais rien ne laisse supposer que le titre n'existait pas auparavant.

cette occasion qu'a été créée la charge de *sarkin shanu* (percepteur de l'impôt sur le bétail). Au Kebbi, les Fulbe qui nomadisaient payaient le *kudin haki* (droit de pacage), tandis qu'un dignitaire, le *nono*, collectait le lait et le beurre destinés au souverain.

Les dons

Gouverneurs, dignitaires et autres personnalités envoyaient au souverain un *gaisuwa* (cadeau fait à un supérieur). Quelque aspect que l'on considère, c'était un acte politique par lequel l'intéressé rendait hommage au *sarki*, espérant en retour jouir de ses bonnes grâces. La valeur du cadeau était proportionnelle au rang de celui qui le faisait et, en échange, le souverain[75] ne manquait pas, à l'occasion, de manifester soit sa satisfaction soit son mécontentement. Le pillage constituait un moyen ordinaire pour se procurer de quoi composer le *gaisuwa*. Ceux qui étaient nommés à des charges élevées faisaient également des cadeaux au *sarki*.

Le butin

Le pillage rapportait des esclaves, des chevaux, du bétail et divers biens. Ces derniers étaient vite consommés, alors que les chevaux et leur équipement augmentaient les capacités de combat. La *Chronique de Kano*[76] souligne la valeur accordée au cheval entre 1582 et 1623. Vainqueurs des Katsinawa à Garaya, « les Kanawa prirent 400 chevaux et 60 caparaçons; nul ne saurait dire le nombre de morts et de prisonniers ». Peu après, le *wambai* se constitua, certainement au détriment du Katsina, une équipe de 100 cavaliers vêtus de cottes de mailles et une réserve de 1 000 chevaux. Les esclaves, eux, étaient vendus ou répartis dans les grands domaines royaux, dont le Kano offrait encore l'exemple le plus probant: jaloux du *sarkin* Dawaki Magari, Kutumbi se lança dans un raid qui lui permet de laisser, à son retour, 500 esclaves à Indabo, domaine qui lui était réservé.

Les autres ressources

Le *sarki* avait à sa disposition une infinité de mesures pour remplir les caisses de l'État. Un peu partout, lorsque le souverain pardonnait une offense, le bénéficiaire devait payer le *kudin laifi* (taxe de pardon). On peut, grâce à la *Chronique de Kano*, suivre le processus de création des impôts, taxes et autres redevances au profit de l'État. Shārīf (vers 1703-1731) instaura sept taxes jugées oppressives, parmi lesquelles une redevance sur le mariage de toute jeune fille. Son successeur Kumbari (vers 1731-1743) augmenta la taxe versée par les négociants du marché de Kasuwa Kurmi à un point tel que celui-ci périclita; l'année suivante, il exigea des érudits une redevance: les Arabes s'en allèrent au Katsina et les Talakawa s'éparpillèrent dans tout le pays.

75. Nazaki fut très satisfait du cadeau que lui fit Wambai Giwa, tandis que Kutumbi, son successeur, n'apprécia pas le geste du *sarkin* Dawaki Mar. Voir H. R. Palmer, 1967, p. 117-118.
76. *Ibid.*, p. 117 et 123; R. M. East, 1979, p. 28

Considérations générales

Le développement du système de la *sarauta* conduisit, pour les besoins de l'édification et de la gestion de l'État, les roturiers et les esclaves aux plus hautes fonctions quand ils jouissaient de la plus grande confiance. Ainsi, dans la région, les esclaves royaux et surtout les eunuques en vinrent à constituer un rouage indispensable de l'État.

Il se créa de ce fait une opposition entre le *mai sarauta* (dirigeant) et les *talakawa* (dirigés) qui s'accentua au point que l'on disait du *sarkin* Kano Kumbari (vers 1731-1743) qu'il « aimait ses conseillers et haïssait le peuple ».

À un moindre degré, les gouverneurs de cités et de régions étaient des opposants potentiels. Les rébellions fréquentes de ceux de Gaya et de Dutse illustrent les nombreuses frictions entre souverain et vassaux dans l'histoire du Kano.

L'aristocratie politique, administrative et militaire constituait un groupe homogène qui s'enrichit grâce à diverses méthodes d'exploitation, allant du prélèvement sur les revenus issus du pillage au cadeau politique, pratiquement obligatoire. Cette aristocratie adopta un genre de vie à la mesure de ses moyens, s'entoura d'un faste indispensable à son prestige, en même temps qu'elle devint difficile à contrôler, à cause de la vénalité et de la corruption. Ce mélange fut favorable à la naissance d'une idéologie qui voulait nier son essence aristocratique, sans pouvoir dissimuler la capacité d'oppression du système, admirablement traduite par les diverses acceptions du mot *iko* (le pouvoir).

Ce système[77], Diagne le considère comme une monarchie oligarchique caractérisée par une interdépendance étroite entre le monarque et les oligarques. De son côté, critiquant la notion de cité-État, Usman estime que ce qui caractérise l'État hawsa, « c'est l'existence de nombreux centres urbains qui constituent les cellules d'une communauté politique à laquelle les immigrants de diverses origines étaient intégrés pour devenir des Katsinawa, des Kebbawa, des Kanawa, chaque centre maintenant par ailleurs sa personnalité juridique et un certain degré d'autonomie vis-à-vis de la capitale et des autres[78] ».

Les relations économiques

Une revue très succincte de quelques domaines de la production et de la distribution est indispensable pour mieux comprendre ensuite les rapports sociaux.

L'agriculture et l'élevage

Le pays Hawsa est resté, au cours de la période considérée, avant tout une région de *manoma* (paysans) qui en exploitaient de façon très judicieuse les

77. P. Diagne, 1967, p. 244-252.
78. Y. B. Usman, 1981, p. 53.

potentialités agricoles grâce à des techniques variées (engrais, rotation et association des cultures). Leurs outils étaient aussi nombreux qu'ailleurs en Afrique, avec une gamme de houes adaptées à la nature du sol et à l'usage qui allait en être fait. L'essentiel de la main-d'œuvre provenait de la *gida* (famille élargie) et du *gayya* (système d'entraide). Il convient de signaler la tradition du *bukin duku* (la fête des Mille): il s'agissait de prouver que l'on pouvait atteindre la production de mille gerbes de mil ou de sorgho. On s'y préparait soigneusement sur les plans technique, matériel et psychologique. Si l'on réalisait Ia performance, on était nommé *sarkin poma* (maître des cultures)[79].

Le paysan cultivait du mil, du sorgho, du riz, du maïs, de l'arachide, des haricots, du maïs et aussi du coton, de l'indigo, du henné, du tabac et des oignons. Le karité, le tamarin et le *nere* étaient également récoltés, tout comme le miel. La pêche et la chasse étaient des activités largement répandues. Le musc de civette (*jibda*) était prélevé et utilisé en parfumerie.

L'élevage domestique n'était pas négligeable; si les chèvres étaient égorgées à l'occasion de certaines cérémonies, les ânes servaient de moyen de transport, surtout pour les commerçants. Mais le pays Hawsa a attiré de nombreux Fulbe[80], Azbinawa et Arabes shuwa, pasteurs depuis plusieurs siècles. Des Touareg kel-geres, itesan et kel-tegama transhumaient vers le nord et le centre du Zamfara pour faire paître leurs troupeaux de chameaux, de chèvres et de moutons pendant la saison sèche, si bien que certains y élurent domicile. Les Fulbe, avec leurs ovins et leurs bovins, s'implantèrent dans plusieurs régions du Katsina (à la confluence de la Karaduwa et du Bunsuru), du Kebbi (à Gulbin Kebbi, Dallol Boso, Fogha, Mauri) et du Zamfara (région arrosée par les rivières Bunsuru, Cagare et Sokoto). Une étroite association entre l'agriculture et l'élevage se créa et de véritables centres d'économie agro-pastorale existaient dans la région d'Ingawa, au Katsina, par exemple[81].

L'artisanat

La variété et le niveau technique de l'artisanat étaient déjà remarquables à l'époque de Léon l'Africain[82], notamment le travail du fer, du bois et du cuir, la vannerie et la poterie. Quant au tissage et à la teinturerie, ils connurent un essor spectaculaire. La matière première était abondante, surtout pour le fer et le coton, et une forte demande a entraîné l'amélioration de la qualité des produits artisanaux. La spécialisation a été poussée très loin: la maroquinerie semble s'être différenciée de la cordonnerie, tandis que le

79. Sur cette tradition, voir G. Nicolas, 1975, p. 114-117 et p. 297-299; G. Na-Dama, 1977, p. 91-101.

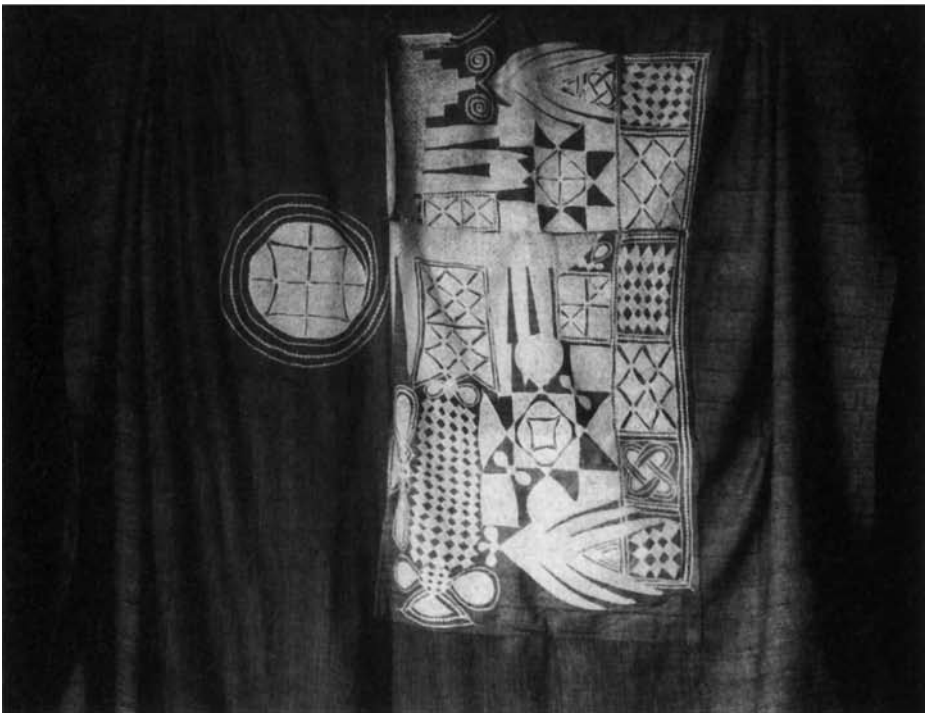
80. Sur les migrations d'une partie des Fulbe dans le Borno et le Hawsa, voir M. Idrissou, 1979. Cependant B. Hama (1968, p. 92-96) affirme que certains Fulbe sont venus directement du Sahara au Soudan central et au moyen Niger en passant par l'Azawad. Les recherches archéologiques menées dans la région d'In Gall-Tegiddan Tesemt ont mis au jour des squelettes de bovins; on dispose d'une seule date, 1435 (voir F. Paris, 1984, p. 1-75). La discussion reste donc ouverte.

81. M. B. Alkali, 1969, p. 34-35, 73 et 113-114; G. Na-Dama, 1977, p. 110-120, 169-184 et 197-199; Y. B. Usman, 1981, p. 64-67 et 73-75.

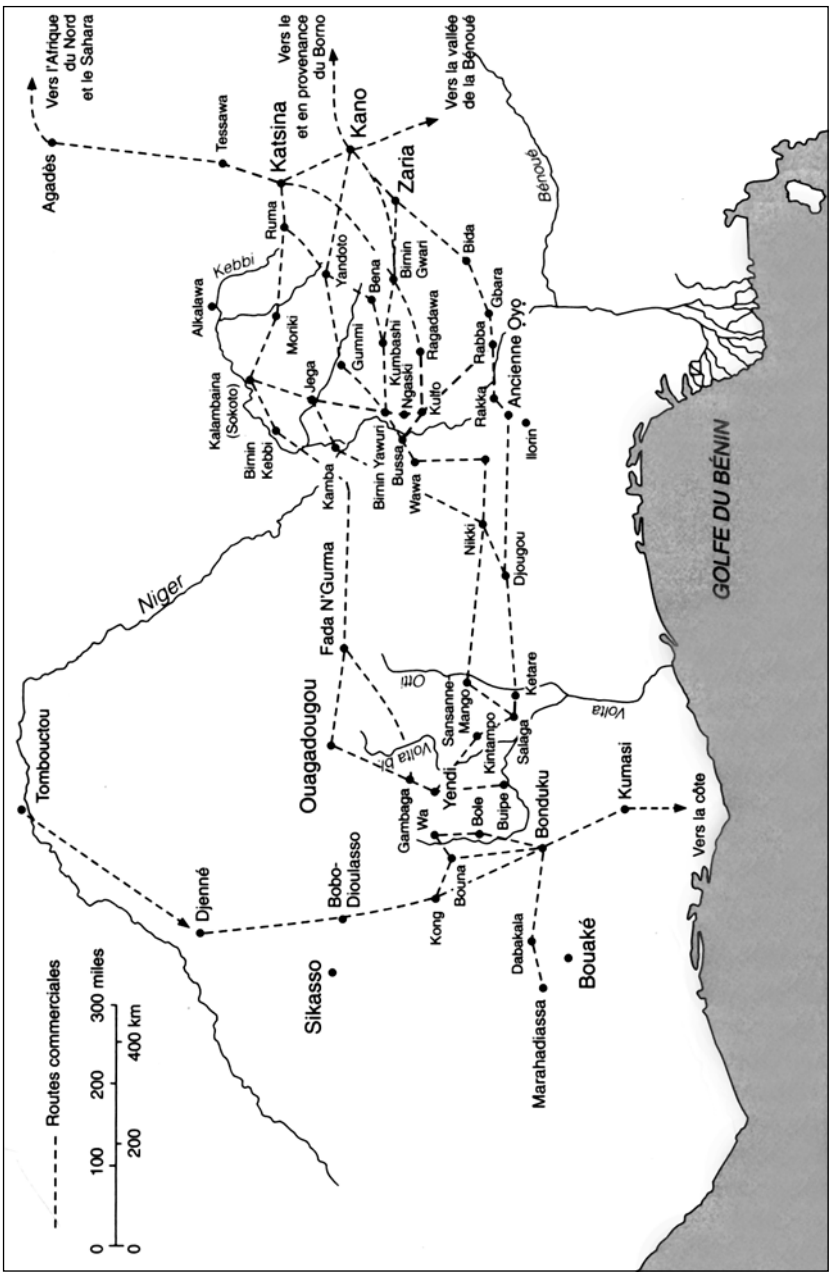
82. Y. B. Usman, 1981, p. 472-479.



16.4. Pagne hawsa appelé *goranka da nono*, littéralement « il y a du lait dans ta gourde ».
[Photo : M. Addo.]



16.5. Robe hawsa portée par les hommes, où se manifeste une forte influence islamique. Faite de coton bleu teint à l'indigo et ornée de broderies de soie.
[© Werner Forman Archive, Londres, Collection Wallace.]



16.6. Les routes commerciales entre le pays Hawsa et le bassin de la Volta.
[*Source :* d'après M. Adamu, 1978, p. 58.]

filage, le tissage, la teinturerie, la couture et la broderie devinrent bien distincts; il se créa un système de corporations[83] ayant chacune un représentant chargé de ses intérêts et de ses rapports avec l'État.

On note également une tendance à la spécialisation des groupes. Au Kebbi, le tissage et la teinturerie étaient aux mains des Kebbawa; le Zamfara a attiré des tisserands et des teinturiers du Kano. Mais, dans le Kebbi et au Zamfara, les Zoromawa[84], venus du Macina au XVI[e] siècle, étaient spécialisés dans la bijouterie d'argent ainsi que dans la poterie; au Kano cette dernière était l'apanage des Bambadawa.

Les objets fabriqués étaient variés: cuir, sandales, harnachements et selles étaient exportés; les bijoux, qui étaient considérés comme des produits de luxe, étaient achetés par les riches; la qualité des vêtements (tuniques et pagnes) était réputée. Pour ce qui est du tissage et de la teinturerie, le pays Hawsa se classait parmi les régions produisant ce qu'il y avait de mieux.

Le commerce

Le stéréotype du *bahaushe* (négociant)[85] s'était imposé et on ne saurait minimiser son intégration aux réseaux commerciaux de l'Afrique de l'Ouest et à la classe des commerçants internationaux (Wangara, Jula, Mossi, Kanuri) de la savane. Toutefois, ce sont des surplus agricoles abondants et un artisanat florissant, qui offrait une gamme variée d'objets, qui furent à l'origine de l'activité commerciale du pays Hawsa.

Les marchés avaient une aire d'influence très variable. Certains, d'importance locale, offraient des caractéristiques tant sociales qu'économiques: les jours de marché amenaient, au-delà des échanges, une vie sociale intense faite d'échanges d'informations, de jeux, etc. Plus important était le marché régional, où les produits locaux étaient vendus et les objets importés de première nécessité achetés. Il se situait parfois sur une route commerciale et occupait alors une position privilégiée: le Kebbi, par exemple, veillait sur le Kwanni et le Katsina sur le Tessawa. À l'intérieur du Zamfara, les marchés du Nord et Nord-Est (Baje, Fahai, Birnin, Zamfara, etc.) fournissaient coton, indigo, tabac, oignon et bétail, tandis que ceux du Sud (Kiawa, Jata, Tsohuwar, Barrago, etc.) abondaient en grains. Le haut Kebbi envoyait du fil, des étoffes et des esclaves vers le bas Kebbi qui livrait filets, harpons, peaux et *abara* (grandes pirogues monoxyles)[86].

L'accroissement du commerce intérieur, conséquence et facteur du développement du pays Hawsa, n'a pas beaucoup attiré l'attention. Cependant, son essor fit augmenter les revenus de l'État grâce au prélèvement de

83. Les plus couramment citées sont celles des maçons, forgerons, tisserands, teinturiers, tonneliers, tanneurs, cordonniers; les barbiers et les bouchers ne sont pas faciles à classer. Le représentant des tonneliers du Kebbi, nommé par le souverain, s'appelait *sakke*, nom très répandu dans toute la savane du Soudan occidental.

84. Il s'agit des Jawambe (une fraction des Fulbe) à qui les Malinke donnent le nom de Jogorame; voir P. J. Shea, 1983, p. 111.

85. Voir H. E. S. Fisher, 1975, p. 84-92 et 1977, p. 269-287; et surtout M. Adamu, 1978 et 1979, p. 60-104.

86. G. Na-Dama, 1977, p. 137-142; M. B. Alkali, 1969, p. 41-42.

diverses taxes et aux nombreux *gaisuwa* que les commerçants devaient faire.

Le commerce extérieur restait entre les mains du pays Hawsa, mais des Azbinawa, des Arabes, des Kanuri et des Wangara y prenaient part. Quand on l'évoque, l'image des caravanes s'impose à l'esprit. Que l'*azalai* allât du Kawār à Gao, que l'*ayari* reliât l'Azbin au pays Hawsa ou que le *fatake* se dirigeât du Kano vers le Gwanja, leur premier souci était de prendre toutes les dispositions pour assurer la réalisation de leur mission[87]. Les mesures de sécurité que chaque souverain prenait sur son territoire pour protéger les caravanes qui payaient des taxes à l'État qu'elles traversaient ont déjà été évoquées.

Avant de présenter la situation d'ensemble des États hawsa, il faut signaler quelques variantes régionales[88]. Au Zamfara, le *karfi* réunissait tout ce que les *sarakunan rafi* (percepteurs de l'impôt sur les pâtures) avaient collecté. Dans cet État, le sel et le natron de Nguru, recueillis sur les rives du lac Tchad, avaient été commercialisés avant le sel de Bilma et celui du Dallol Fogha. De même, le cheval *dan Bahar*, venant du Baḥr al-Ghazāl, très apprécié dans tout le pays Hawsa, était utilisé pour la cavalerie et le croisement avec les espèces locales. Quant au Kebbi, il envoyait du sel vers Nupe, Ilọrin et Gwanja, dont il recevait tuniques et noix de kola.

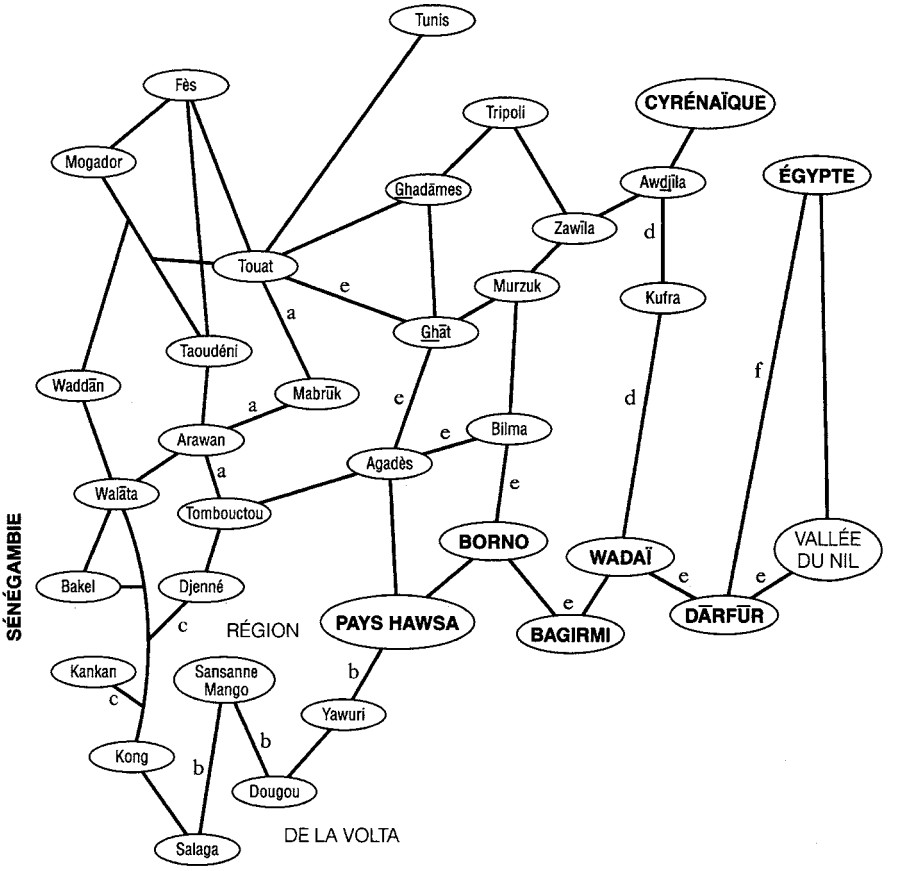
Plusieurs marchés internationaux se situaient à l'intérieur et à la périphérie de la région. Au nord, Agadès et Bilma restaient les centres de liaison avec l'Afrique du Nord; au centre, le Katsina et le Kano servaient de relais dans les relations nord-sud et est-ouest; au sud, Zaria, Birnin Gwari et Birnin Yawuri permettaient aux différents réseaux commerciaux de s'étendre jusqu'au Yoruba, au Nupe, au Borgu et au Gwanja (et à Tombouctou pour Yawuri). La quantité de marchandises qui transitait dans le pays Hawsa était impressionnante.

Le Sahara et l'Azbin y envoyaient des produits arabes et européens, notamment des miroirs, du papier, mais surtout des chevaux (de la race *dan Azbin*, dite aussi *bagazam*, de l'Azbin), des chameaux, des dattes, du henné, du sel (*balma*, du nom de la cité de Bilma), des épées, etc. Une partie du sel et des épées ne faisait qu'y transiter à destination du Sud. En contrepartie, le pays Hawsa les approvisionnait en esclaves, vêtements, étoffes, mil, cuirs et peaux, fer, poudre d'or et noix de kola du Gwanja.

Le Borno offrait chevaux (*dan Bahar* ou *bhargazal*), natron, sel, et recevait en échange objets métalliques, poudre d'or et noix de kola du Gwanja.

À destination du Gwanja, du Borgu, du Nupe et du Yoruba, le pays Hawsa exportait sel, épées, condiments, cuirs, peaux, vêtements et tissus, esclaves et chevaux; il en recevait divers produits européens, du fer produit localement, de l'antimoine, des esclaves et des eunuques, des fusils de Nupe (pour le Kano) et des noix de kola du Gwanja pour tous.

87. Pour plus de détails, voir H. E. S. Fisher, 1977, p. 267-269; G. Na-Dama, 1977, p. 149-151.
88. G. Na-Dama, 1977, p. 253-254; M. B. Alkali, 1969, p. 42.



Route a : prit de l'importance après la fondation, au XVII[e] siècle, de Mabrūk qui reliait le Touat à la boucle du Niger.

Route b : la « route de la kola » reliant le pays Hawsa à la région de la Volta. Cette route s'est développée à partir de l'émergence de Salaga comme centre du commerce de la noix de kola au XVIII[e] siècle.

Route c : reliait Kankan, fondée à la fin du XVII[e] siècle principalement aux fins du commerce de la kola, à Djenné sur la boucle du Niger.

Route d : l'ancienne route de Cyrénaïque à Koufra, prolongée jusqu'à Wadaï à la fin du XVIII[e] siècle, faisant ainsi la liaison avec la route du Soudan.

Route e : la route du Soudan, itinéraire est-ouest reliant la vallée du Nil aux royaumes de la savane du Dārfūr, du Wadaï et du Baguirmi, et qui allait jusqu'au Maroc par le Borno et l'Aïr.

Route f : du Caire au Dārfūr, par Dongola en Nubie.

16.7. Représentation schématique des principales liasions commeciales et caravanières à travers le Sahara et le Soudan occidental et central vers 1215.
[*Source :* d'après M. Hiskett, 1984, p. 321. Adapté avec l'aimable autorisation de Longman Group UK Ltd.]

Les rapports sociaux

Malgré la très forte immigration en pays Hawsa, le critère ethnique avait perdu sa signification; le critère religieux lui-même était si peu sûr que la défaite de Muḥammad Alwālī est imputée à la profanation du *dirki*[89]. C'est la raison pour laquelle nous distinguerons trois catégories sociales fondamentales.

Les producteurs de biens matériels

Les paysans en constituaient la catégorie sociale la plus importante. L'intensification et l'amélioration de l'exploitation des terres, dissimulées par l'importance des rites agraires mais bien soulignées par la célébration de la fête des Mille, allaient introduire des changements notoires. Jusqu'au XVe siècle, la main-d'œuvre était surtout constituée par la famille étendue. Or il est clair que certaines populations furent soumises à un statut de type hilotique: les Mazumawa perdirent leur indépendance dès que le Gobir atteignit la région de Birnin Lalle. Par ailleurs, la dispersion des Maguzawa sur ordre de Bugaya et leur réunion par Kukuna[90] semblent signifier un changement de statut puisque Zanku, leur patriarche, n'était pas un électeur alors que le *sarkin* Mazum devait être consulté, au moins pour la forme; les Maguzawa de Fankui étaient collectivement dépendants, tributaires donc, mais leurs rapports avec l'État étaient différents de ceux qui liaient le souverain, le *sarkin* Kano, à son vassal, le *sarkin* Gaya. La dernière catégorie de main-d'œuvre était constituée par les esclaves.

À côté des paysans venait la grande variété des artisans. Leur spécialisation avait permis d'atteindre les niveaux de qualité déjà évoqués. De très nombreux esclaves exerçaient des métiers artisanaux, à la demande et au profit de leur maître, tout au moins au début.

Un grand nombre d'éleveurs s'étaient sédentarisés, employant des esclaves aussi bien pour la production des céréales que la garde des animaux. Ce processus a accéléré leur intégration à la communauté politique.

Que les producteurs aient été libres, tributaires ou esclaves, ils étaient membres d'une communauté politique et leurs rapports avec l'État étaient codifiés. Une différenciation se marqua progressivement, en fonction de la richesse et de la proximité par rapport à l'appareil de l'État.

Les commerçants

Au XVe siècle, le Gwanja était relié au Borno par le Kano; quelques années plus tard, les Azbinawa apportaient du sel dans le Gobir, tandis que des commerçants du Gwanja se rendaient au Katsina, où s'installaient des Kanuri et des Arabes. Plus tard, les Kambarin Barebari, originaires du Borno, allaient se distinguer dans le commerce à longue distance, mais la documentation actuelle ne met pas en évidence de spécialisation selon le groupe ethnique. Cependant, les commerçants se divisaient en plusieurs catégories, depuis

89. H. R. Palmer, 1967, p. 127.
90. *Ibid.*, p. 107 et 121.

le grossiste engagé dans le *fatauci* (commerce sur de grandes et moyennes distances) jusqu'au revendeur qui organisait le *kasuwanci* (commerce de détail)[91].

Il s'était constitué un groupe d'*attajirai* (riches commerçants) parmi lesquels, certainement, figuraient les marchands d'esclaves, de chevaux, de noix de kola et de vêtements. Dans le Zamfara[92], des aristocrates et des commerçants faisaient augmenter la valeur du *gandaye* par leurs esclaves. On manque d'informations sur la production de céréales ou de cultures industrielles (coton par exemple). En revanche, les liens entre commerçants et érudits ont toujours paru très étroits.

Les intérêts communs constituaient le principal facteur d'unité des commerçants; même une éventuelle spécialisation sur une base ethnique ne pouvait s'instaurer que si elle permettait d'augmenter les profits. Les commerçants offraient à l'aristocratie des produits de luxe et n'hésitaient pas à émigrer quand ils s'estimaient trop lourdement imposés; des Arabes quittèrent le Kano pour le Katsina car le Kumbari avait fait augmenter la pression fiscale[93].

Entre 1500 et 1800, les différents sous-groupes wangara et les Hawsa ont réussi à relier entre eux les réseaux commerciaux de toute l'Afrique de l'Ouest et à former la bourgeoisie des principales villes, selon Ki-Zerbo[94]. Les commerçants ont continué à s'affirmer en tant que classe, tout en perfectionnant leurs techniques et en véhiculant, à leur profit, la foi islamique.

L'aristocratie

La classe dirigeante englobait les *masu sarauta*, c'est-à-dire tous ceux qui exerçaient, à un titre ou à un autre, une parcelle de pouvoir politique. Elle se subdivisait en plusieurs catégories.

Le *sarki* se trouvait à la tête de la noblesse qui comprenait les familles princières, les familles gouvernant les cités semi-autonomes et les provinces vassalisées, ainsi que les représentants des diverses nationalités, azbinawa, arabe shuwa et fulbe en particulier. Exerçant diverses fonctions au sein de l'appareil de l'État, la noblesse tendait à devenir un groupe homogène, dont les liens matrimoniaux renforçaient la cohésion: ʿAbdullāh Barja (1438-1452) fut le premier souverain du Kano qui ait épousé une fille du *sarkin* Dutse, une du *sarkin* Shira, une du *sarkin* Kano et une du *galadima*[95].

Tous les dignitaires nommés par le *sarki* pour assurer le fonctionnement de l'État formaient la deuxième catégorie. D'origine roturière ou servile leur position leur donnait accès à la richesse et à la considération, à cause des cadeaux qu'ils recevaient mais, surtout, des opérations de pillage. Parfois, ils

91. *Ibid*., p. 109-111; M. Adamu (dir. publ.), s. d.*c;* UNESCO, *Histoire générale de l'Afrique*, vol. IV, p. 323.
92. G. Na-Dama, 1977, p. 147-148.
93. H. R. Palmer, 1967, p. 124.
94. J. Ki-Zerbo, 1978, p. 175.
95. H. R. Palmer, 1967, p. 110.

remplissaient des fonctions militaires essentielles[96]. Le *wambai* Giwa, ayant décidé d'agrandir la ville de Kano pour faire plaisir à Nazaki (vers 1618-1625), « chaque jour venait sur le chantier avec un millier de plats de nourriture et cinquante bœufs jusqu'à la fin de la construction » ; il fut destitué par le *sarki* suivant. Cette catégorie de l'aristocratie finit par contrôler l'État. Par exemple, elle poussa Muḥammad Nazaki à se rebeller contre le Katsina et elle s'opposa à l'attaque contre le Katsina projetée par Zaudai. Le déclin du Kebbi commença à partir du moment où les dignitaires exerçant des fonctions militaires s'étaient tellement enrichis qu'ils se désintéressèrent des affaires de l'État.

L'aristocratie, en premier lieu les princes et les esclaves royaux, confisquait les biens des *talakawa*, en particulier lorsque le souverain montrait des signes de faiblesse.

Deux aspects nous semblent dominer la question des rapports sociaux. La vente de Noirs par certains souverains et la participation du Kawār et du Zawīla à la traite des esclaves sont soulignées par al-Yaʿkūbī dès 891. Par ailleurs, au sujet du *mai* du Kānem, Arku (vers 1023-1067), on peut lire : « Pensant un jour à l'abondance de ses esclaves, il en installa 300 à Dirkou, 300 à la mosquée de Saguedine et 300 à Zaylan. » Tels semblent être les premiers indices[97] de l'exportation à partir de la région et de l'utilisation interne des esclaves. Au Kano[98], Tsamia (vers 1307-1343) refusa 200 esclaves que les adeptes de la religion traditionnelle lui offraient, mais le Kwararafa fut contraint d'en livrer à Yaji (vers 1349-1385) et à son fils Kanajeji (vers 1390-1410). ʿAbdullāh Barja (1438-1452) étant sur le point de partir en guerre, le *galadima* Dawuda le pria de se reposer et alla guerroyer à sa place : « tous les deux mois, il envoyait un millier d'esclaves au *sarkin* de Kano qui, lui, lui faisait parvenir tous les jours des chevaux, des vêtements et des caparaçons ». À la fin de la campagne, il avait réuni 21 000 esclaves répartis dans 21 villages, tous baptisés *indabo*. Contrairement à l'opinion d'un spécialiste[99] qui y voit un déplacement de population, on se trouve en présence d'une véritable expédition, bien organisée et rentable. Une preuve en est fournie par l'apparition de la catégorie des Indabawa (Rumfa enlèvera leurs filles) distincts des Maguzawa : on doit même dire que le terme *indabo* rappelle le soninke *debe*, le fulfulde *debeere* et le songhay *dabey*. Les *indabo* se consacrèrent à des activités de production artisanales et surtout agricoles. Au Katsina, la cité de Tsagero était un domaine royal dans lequel on maintenait de grands effectifs d'esclaves ; des princes y étaient même envoyés[100]. Les villes de la zone de Gozaki, au sud, intensifièrent leurs relations avec Kano et Zazzau (Zaria) : la culture du coton dans les

96. *Ibid.*, p. 117 (Kano); D. M. Hamani, 1975, p. 85 (Kebbi); G. Na-Dama, 1977, p. 351 (exactions).
97. J. M. Cuoq, 1975, p. 49; D. Lange, 1977, p. 67.
98. H. R. Palmer, 1967, p. 103-112.
99. M. Hiskett, 1984, p. 101-102.
100. Y. B. Usman, 1981, p. 43-49; P. E. Lovejoy, 1983, p. 113.

grands domaines que comptait la région finit par dépendre des esclaves importés de Zazzau, une partie du coton étant exportée vers Kano.

Qu'il ait été une marchandise, un serviteur, un haut fonctionnaire ou un producteur dépendant, l'esclave a joué un rôle dans l'essor de l'économie et l'édification de l'État dans la région. Mais la question de l'exportation doit être étudiée en fonction de l'origine de la demande en Europe et même en Orient, avant même que le commerce atlantique commence à revendiquer sa part. La contribution de l'esclavage à la prospérité de la région sera mieux dégagée lorsqu'on l'aura distingué de toutes les autres formes de dépendance. De ce point de vue, le passage du statut de *bawa* (captif) à celui de *bacucane* (esclave né à la maison) se rencontre dans d'autres régions de la savane : le *woloso* (mandingue), le *forso* (songhay) et le *dimaajo* (fulfulde) étaient les équivalents du second terme hawsa. La recherche devrait se pencher sur l'évolution de l'esclavage au cours de cette période où le développement des rapports marchands simplifia la stratification sociale. Il y a déjà quelques éléments de réponse, et on ne peut dire que le sort de l'esclave était préférable à celui du *talaka*[101].

On peut considérer que les *masu sarauta* (aristocrates) s'opposaient aux *talakawa* qui étaient des producteurs libres mais sans aucun pouvoir politique. Au fur et à mesure que l'aristocratie, les lettrés et les commerçants s'enrichirent, la distinction glissa pour se faire, au niveau économique, entre les *masu arziki*, ou *attajirai* (les riches) et les *talakawa* (les pauvres). Le *bawan sarki* (esclave royal) cessa d'être un *talaka* tant sur le plan politique qu'économique. Il en résulta une clarification de la situation car les différences ethniques et religieuses, reléguées au second plan, laissaient face à face les détenteurs du pouvoir et les citoyens de deuxième catégorie.

La culture et la religion

L'évolution politique et économique entraîna de nombreuses transformations dans le domaine de la culture. Sur le plan matériel, par exemple, l'architecture s'améliora, et les cités rivalisent encore aujourd'hui par leurs styles. Dans le domaine de la musique, certains instruments se sont imposés (*kakaki, algaita*) tandis que les orchestres étaient intégrés au cérémonial royal : on ne peut que remercier les lettrés d'avoir mentionné quelques *kirari* (chants de louanges) dédiés à des souverains et à des personnalités du Kano. Dans ce domaine, le pays Hawsa se caractérisait à la fois par sa richesse et son unité culturelles, résultant d'une homogénéisation qui a fait du guber, sous le nom de *hawsa*, l'un des plus grands véhiculaires africains[102].

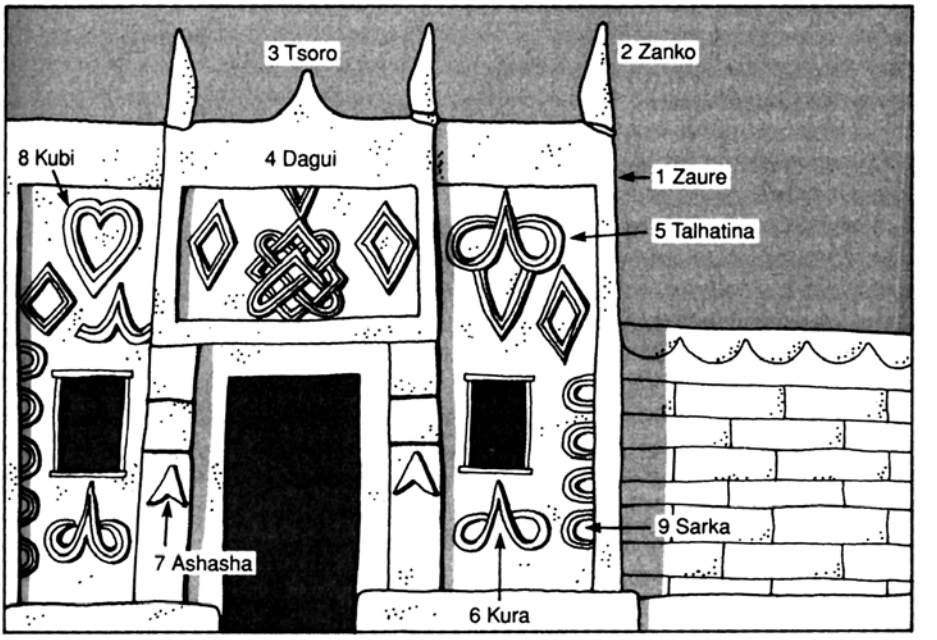
101. F. Cooper, 1979. Voir également la bibliographie donnée par P. E. Lovejoy, 1983. Une attention spéciale est accordée à l'Empire songhay par L. E. Kubbel, 1974 ; ses réflexions présentent un grand intérêt pour toute la savane. La présence du terme *talaka* dans de nombreuses langues africaines (tamajaq, kanuri, hawsa, fulfulde, songhay, gulmanceba, moore, etc.) doit être relevée. Il correspond à peu près au *badolo* du Takrūr. Mais dans le Takrūr et dans le Kebbi, deux expressions soulignent la place de l'agriculture dans l'économie de la savane : les *samba remooru* et les *bakabban kumbu* sont tous des paysans retournés à la terre.
102. J. Léon l'Africain, 1956, vol. I, p. 16.

En ce qui concerne la religion, au début du XVIe siècle l'islamisation se limitait aux commerçants et à l'élite politique qui s'en servait pour consolider le pouvoir central. Or la fin de la période sera marquée par une accentuation de la lutte ouverte entre l'aristocratie politique et les érudits[103], la *Chronique de Kano* et la *Chronique des Wangarawa* permettent de suivre, de l'intérieur, l'évolution de leurs rapports.

Il y eut une affluence forte et régulière de savants à Kano[104]. Sous le règne de Kisoki (1509-1565), plusieurs érudits arrivèrent. Le premier, Shaihu Ba-Tunashe, apporta le livre *Ashafa*, accueillit l'année suivante un étudiant du Zazzau qui devint son principal disciple, demanda et obtint la construction par le souverain d'une mosquée pour le sermon du vendredi pour les Rumawa. Quant au deuxième, Dan Gwarandume, il élut domicile là où Abū Bakr Kado, le successeur de Kisoki, avait lu le livre cité plus haut. Le troisième, Shaihu Abdussalami, introduisit trois livres. Abū Bakr, qui obligea les princes à apprendre le Coran, fut le premier à en avoir lu un. Puis ce fut un groupe de trois frères venu du Borno: Shaihu Kursiki refusa le poste de *ḳāḍī*, que Magume accepta, Kabi restant un simple érudit. Trois autres, Watasanu, Buduru et Kudu, vinrent par la suite. Sous le règne d'Abū Bakr Kado (vers 1565-1573), immigra un second groupe d'érudits formé de Tama, Malam Shārīf, Getso et Wuri; ils venaient du Baguirmi (ou de Lagumi selon certaines sources), avaient séjourné d'abord au Katsina avant de s'installer à Godiya, où Tama, le leader, se maria. Muḥammad Zakī (vers 1582-1618) épousa une fille de Tama et fit instaurer le culte du *cokana* et du *dirki* avant d'attaquer le Katsina. C'est à cause des érudits que les Katsinawa ne saccagèrent pas le Kano. Cependant, celui-ci attaqua à son tour un matin où l'on célébrait la fête de *Ramāḍān* et fut victorieux. Finalement, les érudits négocièrent la paix entre le Kano et le Katsina entre 1648 et 1651. Le Kano occupait donc une place privilégiée à cette époque, attirait beaucoup d'érudits dont au moins un tiers venait du Borno. Ils apportaient des livres et, souvent, avaient beaucoup voyagé. L'un d'eux, Kursiki, resta éloigné du pouvoir tandis que l'autre, Tama, devint le beau-père du souverain.

À Birnin Katsina[105], on pouvait distinguer plusieurs groupes qui descendaient de Wālī Abū ʿAbdullāhī b. Masānī, de Malam Buhārī (qui avait décliné une invitation à s'installer dans la capitale), de Malam ʿUthmān (venu du Borno), etc. Dans d'autres cités, vivaient de très nombreux lettrés, différents par leurs antécédents, leur ethnie et leur lieu d'origine. Cette intelligentsia, répartie sur un territoire dont la population et les dirigeants se considéraient comme islamisés, n'assumait aucune haute responsabilité dans le gouvernement: consciente d'être un groupe à part, elle garda ses distances à l'égard du pouvoir.

103. H. E. S. Fisher, 1975, p. 92-97; R. A. Adeleye, 1971, p. 596-601; S. A. Balogun, 1980; M. Hiskett, 1984, p. 68-109.
104. H. R. Palmer, 1967, p. 112-116 et 120-122.
105. Y. B. Usman, 1981, p. 71-76.



16.8. La façade décorée d'une maison de Birni à Zinder.

Significations de la décoration « parlante », données par le maître artisan de Zinder, Dandibi, et consignées par son neveu, Cheffou Malam.

1. Le vestibule : *zaure.*
2. Les cornières : *zanko* (la crête du coq) est le nom d'un type de tresse fait de cheveux de femmes.
3. Le pignon du fronton : *tsoro,* la tresse du lutteur (à laquelle est attachée son talisman) qui effraie l'ennemi.
4. L'entrelacs qui décore le fronton : *dagui* est le terme utilisé pour désigner les broderies des robes portées par les hommes hawsa — l'empreinte du lion —, signe qui indique les espoirs de grandeur.
5. La croix d'Agadès : *talhatina,* ce bijou des orfèvres hawsa au service des maîtres touareg devait être interprété comme un symbole de fécondité par Jean Gabus.
6. Le signe placé sous chaque fenêtre : *kura* (l'hyène) représente le crochet auquel on suspend un gobelet.
7. La lame de l'épée, *ashasha,* de chaque côté de l'entrée, est placée sur les piliers appelés *dogari,* les gardes du prince.
8. *Kubi :* symboles tirés des jeux de cartes — apport personnel de Dandibi.
9. Motif de broderie connu sous le nom de *sarka,* qui est un des principaux thèmes de la décoration traditionnelle (comme on le voit dans le palais du sultan à Daura, berceau du peuple hawsa). On l'appelle aussi *durgusum taguwa,* ou lanières de fils.



16.9. Pages décorées d'un Coran hawsa en miniature, fin XVIIe-début XVIIIe siècle.
[© Werner Forman Archive, Londres, collection privée.]

La particularité du Zamfara[106] résidait dans le fait que l'islam s'y était implanté tardivement, probablement parce que la plupart de ses centres urbains étaient éloignés des grandes cités et des routes caravanières du Soudan central. Néanmoins, il est possible que des érudits kanuri aient participé à la conversion du souverain à l'islam. Contrairement aux autres États, l'*imām* d'Anka bénéficiait d'un véritable fief; sa demeure était un sanctuaire et un lieu de refuge pour quiconque encourait la colère des dirigeants. Trois autres fonctions étaient réservées aux érudits: le *limanin ciki* était responsable de l'éducation de la famille royale, tandis que le *dan kodo* et le *dan dubal* étaient des conseillers aux affaires religieuses, les gardiens de l'histoire du Zamfara et chargés de prier pour la victoire de l'armée. Le premier souverain musulman régna vers 1670 et Babba (vers 1715) fit faire la prière par 100 lettrés pour le succès du Zamfara contre le Kebbi.

Pour ce qui est de leurs revenus, les érudits comptaient sur la générosité de l'aristocratie qui participait à leur confort matériel et, certainement, leur offrait de l'argent. Cependant, l'objectivité des lettrés est difficile à prendre en défaut, même lorsqu'il s'agit de leur propre situation. Ainsi, le *shaykh* ʿAbd al-Raḥmān Zagaiti[107] fit des prières pour que ses descendants soient des puits de science et qu'ils puissent devenir les conseillers du souverain; Rumfa donna à chacun des deux fils du *shaykh*. deux domaines, tandis que le *wambai*, résidant à Karaye, gratifia Ḥabībullāhi, le troisième fils, d'un fief, en récompense de ses bénédictions. On peut en conclure qu'à Kano au moins, les érudits pouvaient bénéficier des revenus de grands domaines.

106. G. Na-Dama, 1977, p. 185-187 et 320-326.
107. M. A. al-Hajj, 1968, p. 11 et 14. Seul le professeur Hunwick a essayé de retrouver le Wangara (Diakhite?) dont le chroniqueur voulait transcrire le nom; voir J. O. Hunwick, 1971, p. 278.

Leur esprit critique se reflète aussi dans la *Chronique de Kano*[108]. Muḥammad Shārīf (vers 1703-1731) avait instauré sept mesures relevant du *zalunci* (injustice), parmi lesquelles le relèvement constant du taux de l'impôt, la taxe sur le mariage des jeunes filles, etc. Son successeur, Kumbari (vers 1731-1743), exigea des érudits qu'ils paient un impôt. À cause de cela, les Arabes s'en allèrent au Katsina (où régnaient la paix et la prospérité) et les *talakawa* désertèrent la cité.

Les fréquents déplacements des érudits et l'introduction des livres ont déjà été avancés pour expliquer l'éveil intellectuel de la région. Mais c'est forcément à l'existence de centres d'enseignement et, surtout, à l'usage de l'*ajami* à Kano et au Katsina au XVIe siècle que l'on doit cet éveil. En effet, une *madrasa* avait été créée à Katsina après le passage d'al-Balbali[109] et il est probable que l'usage de l'*ajami* n'ait pas encore été en vigueur au début du XVIe siècle, encore que, selon certains, il était introduit sous le règne de Rumfa. Les érudits écrivaient en arabe, fulfulde et hawsa. Or, entre 1500 et 1800, l'appartenance à la même communauté politique, l'urbanisation et le développement économique, les mouvements de population, l'essor de l'enseignement et de la littérature, tous ces éléments ont accéléré la simplification des rapports sociaux. Les exemples du Kano, du Katsina et du Zamfara démontrent que le lieu d'origine des érudits est plus facile à déterminer que leur groupe ethnique : l'est (Borno) occupait la première place au Kano et au Zamfara, tandis que l'ouest (Malle au sens large) prédominait au Katsina. Priant pour la victoire militaire ou consultés sur des questions juridiques, rejetant les sollicitations ou conseillers écoutés, les érudits en vinrent à peser de façon déterminante dans la vie sociale, notamment à travers les *wa'zi* (sermons). Plusieurs noms méritent d'être cités. Au Zamfara[110], parmi les plus célèbres, on a retenu Ramaḍān b. Aḥmadu (un Fezzanais), Hashimu Bazanfane (un maître de Shehu ʿUthmān), Maman Tukur dan Binta et al-Mustafa Gwani, un Kanuri qui affronta ʿUthmān, en voyage dans le Zamfara, sur la présence simultanée des hommes et des femmes lors des sermons.

Deux noms se détachent dans le Katsina[111] : Abū ʿAbdullāhi b. Masānī b. Muḥammad al-Barnāwī al-Kashinawī (vers 1595-1667), né à Katsina de parents bornoans, et celui que les traditions locales considèrent comme son élève, Muḥammad al-Sabbāgh al-Kashinawi, plus connu sous le nom de Dan Marina, très actif vers 1650. Ils furent tous les deux à l'origine d'une véritable renaissance intellectuelle qui allait s'exprimer dans le poème composé par Dan Marina, à la gloire du *mai* ʿAlī, vainqueur du Kwararafa vers 1680. On doit signaler également Muḥammad al-Kashinawi, mort vers 1741, dont beaucoup d'ouvrages ont subsisté, ainsi que Muḥammad b. ʿAbd al-Mahman al-Barnāwī, mort vers 1755, dont les travaux inspirèrent ʿUthmān.

108. H. R. Palmer, 1967, p. 123-125. La version hawsa y apporte des corrections importantes.
109. M. Hiskett, 1984, p. 80-83.
110. G. Na-Dama, 1977, p. 252 et 325.
111. I. Dankoussou, 1970, p. 38-52 ; Y. B. Usman, 1981, p. 71-72 et 1983, p. 199-200 ; M. Hiskett, 1984, p. 81-82 ; A. M. Kani, dans M. Adamu (dir. publ.), s. d.*c.*

Cependant, c'est incontestablement Malam Djibrīl dan ʿUmaru qui se détache du groupe[112]. Né et mort dans l'Adar, ayant effectué plusieurs pèlerinages, cet érudit au savoir encyclopédique était préoccupé par la réforme de l'islam au Soudan : après un échec chez les Touareg de l'Adar, il se rendit auprès des princes hawsa dont il souleva l'hostilité. Il eut comme élèves ʿUthmān (ʿUsmān) et ʿAbdullāhī dan Fodio. Malgré ses critiques à l'égard de certaines prises de position de Djibrīl, ʿUthmān se considérait comme son disciple et continuateur. La seconde moitié du XVIIIe siècle fut marquée par une activité intellectuelle débordante et des discussions entre érudits, simple forme de contestation de l'ordre établi par les *masu sarauta*.

Conclusion

À la veille du *djihād*, les rapports entre États s'étaient considérablement apaisés. Le Kebbi et le Zamfara avaient été vaincus, mais les autres étaient confrontés à de graves difficultés. Au Kano, la paix et la stabilité alternaient au rythme de deux désaccords très sérieux entre le *sarki* et les dignitaires : ceux-ci interdirent à Babba Zaki (vers 1768-1776) de résider à Takai tandis que Muḥammadu Alwālī (vers 1781-1807) refusa de leur donner les 40 bovins destinés au *dirki* qu'il fit massacrer à coups de hache. Dans le Gobir, Bawa (vers 1777-1789) instaura pour la première fois l'impôt sur une variété de maïs et quelques éleveurs de cet État durent y payer le *jangali* à plusieurs reprises au cours de la même année. Deux crises dynastiques secouèrent le Katsina en 1767 et 1796. On note donc un peu partout des risques d'instabilité provenant de la résistance des dignitaires, une plus grande tyrannie et une opposition larvée des *talakawa*. Le pouvoir politique avait atteint un seuil d'oppression qui n'épargnait pas les érudits ; eux seuls osaient, ouvertement, combattre l'ordre établi[113].

L'historiographie du Soudan central se dégage peu à peu de l'apologie du *djihād* pour se pencher sur les transformations intervenues au cours des périodes antérieures.

Sur le plan économique, on a exagéré l'immobilisme apparent qui semblait caractériser la période s'étendant de 1600 à 1790. Il est vrai que ni la roue ni le moulin à vent n'étaient utilisés et le fusil était même dédaigné. Mais, déjà vers 1582-1586, les « Takrouriens » de Gao discutaient âprement avec des « Soudanais » qui prétendaient que Kano était plus importante et plus grande que Gao[114]. Et malgré de très nombreuses catastrophes naturelles[115], la région connut un développement extraordinaire, expliqué trop souvent par

112. D. M. Hamani, 1975, p. 136-141 ; A. M. Kani, dans M. Adamu (dir. publ.), s. d.*c.*

113. H. R. Palmer, 1967, p. 126-127 ; R. M. East, 1979, p. 42-43 ; G. Na-Dama, 1977, p. 396-402 ; M. A. al-Hajj, 1979 ; Y. B. Usman, 1981, p. 84-99.

114. Sur l'immobilisme, voir H. E. S. Fisher, 1975, p. 66-67. Sur la discussion au sujet de Kano et Gao, voir M. Kaʿti, 1981, p. 262.

115. Entre 1539 et 1564, 1639 et 1688, 1697 et 1715, 1729 et 1750, par exemple ; voir J. Maley, 1981, p. 57-81 ; P. E. Lovejoy, 1983, p. 69-70.

le commerce : celui-ci s'intensifia grâce à l'intervention, sous diverses formes, de l'État. Cependant, on ne devrait pas sous-estimer les progrès réalisés dans les secteurs de la production et de la transformation : ils valurent à la région une réputation telle que rapidement de nombreuses missions européennes s'y rendirent, sous couvert de motifs scientifiques (problème du cours du Nil et du Niger par exemple).

Sur le plan politique, malgré les conflits armés, aucun État n'a disparu au cours de la période. Le Ghana, le Mali et le Songhay se sont effrités, peut-être parce qu'ils étaient des empires ; le Kānem-Borno, qui en était un, a joui d'une longévité remarquable. Entre les deux, le succès économique du pays Hawsa a relégué à l'arrière-plan la grande stabilité de l'État en tant qu'institution. Son caractère bureaucratique et oppressif a été mis en valeur par les mesures introduites par Shārīf à Kano. L'une d'elles est appelée *kwaro ;* nombreux sont ceux qui en ignorent la traduction. Si l'orthographe est correcte et si la lecture est bonne, c'est un terme vieilli signifiant « échanger une pièce de monnaie contre des cauris » : ceux-ci ayant été introduits dans le pays Hawsa sous le règne de Sharīf, il en aurait imposé la circulation. Un auteur a fait une fausse interprétation du mot *kwaro* (sans doute à cause d'une faute d'imprimerie) : il a pensé qu'il s'agissait de la taxe sur les produits de la cueillette, payée dans le Damagaram par exemple. Quelle que soit l'interprétation retenue, il faut relever la minutie de la gestion de l'État hawsa. C'est ce qu'atteste la clairvoyance de Muḥammadu Alwālī qui avait accumulé dans son palais des réserves alimentaires en prévision de troubles et de famines, mais il ne put éviter celles-ci[116]. En fait, l'appareil de l'État était efficace et peu de modifications y seront apportées par les régimes suivants.

116. H. R. Palmer, 1967, p. 125 ; R. M. East, 1979, p. 37-38.

CHAPITRE 17

Le Kānem-Borno : ses relations avec la Méditerranée, le Baguirmi et les autres États du bassin du Tchad

*B. M. Barkindo**

Au XIIIe siècle, l'État musulman du Kānem était l'un des plus étendus du *Bilād al-Sūdān*. Le pouvoir des *mai* (rois) sefuwa s'étendait sur le vaste territoire qui, du sud au nord, va des rives orientales du lac Tchad aux oasis du Fezzān, mais une telle expansion ne s'était pas accompagnée de mesures économiques et politiques adéquates. La formation, par différents groupes ethniques, d'entités plus ou moins autonomes et distinctes de la principale dynastie régnante sefuwa empêcha l'instauration d'un système politique centralisé. Le Kānem, en majeure partie désertique ou semi-désertique, manquait en outre des matières premières indispensables à la viabilité d'un aussi grand ensemble.

Une crise grave devait aboutir, à la fin du XIVe siècle, à l'effondrement de l'État du Kānem. Le *mai* ʿUmar b. Idrīs (1382-1387) partit à la tête des Magumi (dont la famille royale constituait un lignage) et de ses partisans pour le Borno, à l'ouest du lac Tchad, région aux richesses naturelles ahondantes et où la dynastie avait déjà établi des vassaux. En réalité, un grand nombre d'immigrants du Kānem y avaient précédé les Sefuwa et s'y étaient installés, en particulier dans le Sud et l'Ouest[1].

À leur arrivée au Borno, les Sefuwa semblent avoir cherché avant tout à bâtir une économie régionale forte, capable de soutenir un système politique

* Je tiens à remercier le professeur Philip Shea et John Lavers des commentaires et suggestions utiles qu'ils ont faits après avoir lu la première rédaction de ce chapitre.

1. Voir à ce propos B. M. Barkindo, 1971

bien organisé dont ils auraient été l'élément dominant. Toutefois, au cours du siècle qui suivit leur implantation, ils se heurtèrent à de multiples difficultés mettant parfois en péril leur existence même : incessantes querelles intestines, crises dynastiques, attaques périodiques des Bulala et puissance excessive de certains dignitaires[2].

Le *mai* ʿAlī Gaji et la fondation du Califat de Borno (vers 1465-1497)

L'avènement de ʿAlī ibn Dunāma, plus connu sous le nom de ʿAlī Gaji, mit un terme aux dissensions internes, ce qui lui permit d'affermir son pouvoir au sein de la branche de la dynastie régnante à laquelle il appartenait. Lorsque, vers 1471, les Bulala vinrent à nouveau razzier le Borno, ʿAlī Gaji les affronta et les défit, sans chercher toutefois à tirer parti de cette victoire.

Aux environs de 1472, ʿAlī Gaji fit construire la forteresse de Birnin Gazargamu au confluent du Yobe et du Gana[3]. Elle devint la capitale des Sefuwa et le resta aussi longtemps qu'ils dominèrent le Borno. D'autres établissements fortifiés ont probablement été fondés à la même époque en plusieurs autres endroits[4].

ʿAlī Gaji est considéré comme un rénovateur de l'islam qui tenta d'éliminer, du moins au sein du groupe dirigeant, les tendances syncrétistes de plus en plus affirmées des Sefuwa. Il s'efforça également de mettre sur pied un authentique État islamique. Conformément à la tradition instaurée par ses prédécesseurs et en accord avec la ferveur islamique de son époque, il s'entoura de *ʿulamāʾ* (lettrés musulmans) auprès desquels il prenait conseil avant toute décision importante. Citons, parmi ces conseillers, Aḥmad b. ʿAbd al-Kuwwata, qui fut son *ḳāḍī al-kabīr* (juge suprême), et Masbarma ʿUmar b. ʿUthmān, *wazir* et premier *imām* du royaume[5].

De nombreux dignitaires jouissant d'un pouvoir excessif, en particulier le *kaigama* et le *yerima* qui, en période de crise, faisaient et défaisaient les *mai* à leur gré, perdirent une partie de leurs prérogatives[6]. C'est peut-être de l'époque de ʿAlī Gaji que date l'organisation du harem royal, avec les quatre épouses et un certain nombre de concubines titrées[7]. La charge du *chiroma* (héritier présomptif) remonte peut-être aussi à cette époque.

Au cours de son pèlerinage à La Mecque, vers 1484, ʿAlī Gaji aurait été investi du titre de *khalīfa* du Takrūr par le prétendant abbaside ʿAbd al-ʿAzīs

2. *Ibid.*
3. *Brief Dīwān*.
4. Le panégyrique de ʿAlī Gaji le présente comme « celui qui détient les hautes cités et les longues lames ».
5. H. R. Palmer, 1936, p. 21-22 et 23-28.
6. H. Barth, 1965, vol. II, p. 589.
7. H. R. Palmer, 1967, p. 158.

b. Yaʿḳūb[8]. Dès lors, les souverains du Borno se proclamèrent *khalīfa*, titre que leur reconnurent finalement de nombreux lettrés et dirigeants du *Bilād al-Sūdān*[9].

Les facteurs propices ou défavorables à l'expansion du Califat de Borno (1497-1564)

La politique de ʿAlī Gaji fut poursuivie par son fils et successeur Idrīs b. ʿAlī (vers 1497-1519), connu sous le nom de Katakarmabe, qui en consolida les acquis et tenta d'agrandir le royaume. Pendant une bonne moitié de siècle, toutefois, Katakarmabe et ses successeurs durent parer à de multiples menaces qui les détournèrent des objectifs qu'ils s'étaient fixés.

Le premier problème auquel se heurtèrent les Sefuwa fut la reprise, à la mort de ʿAlī Gaji, des attaques des Bulala, apparemment décidés à contrecarrer les changements économiques et politiques survenant au Borno[10]. Dès son accession au pouvoir, Katakarmabe dut faire face à une de leurs offensives. Non seulement il parvint à leur infliger une défaite, mais il rentra en vainqueur à Ndjīmī, l'ancienne capitale sefuwa, qui ne fut toutefois jamais réoccupée. Après avoir conclu un accord avec les Bulala, Idrīs regagna le Borno, mais la trêve fut de courte durée car les hostilités reprirent par intermittence et elles se poursuivirent jusque sous le règne d'Idrīs Alawoma (1564-1596).

Les *mai* sefuwa durent faire face à une autre difficulté : l'avènement, à cette époque, de nombreux États dans le bassin du Tchad et dans d'autres parties du Soudan qui les obligea à changer ou à modifier leurs objectifs pour régler leurs problèmes avec chacun d'entre eux.

Au début du XVIe siècle, le bassin du Tchad abritait une constellation de jeunes et petits royaumes établis le long des frontières méridionales du Borno — Baguirmi, Mandara, États de Kotoko, Bolewa du nord de Daniski, Yamta et Margi notamment[11]. Les dangers de cette situation n'échappèrent pas aux *mai*. Certains de ces États furent attaqués et contraints de reconnaître, sous une forme ou une autre, l'hégémonie des Sefuwa. Dans l'ensemble, toutefois, ceux-ci tentèrent de nouer des relations pacifiques avec nombre de ces États naissants. Très tôt, tous ceux que nous avons cités coopérèrent avec les Sefuwa. Les *mai* cherchaient sans aucun doute à se servir de ces jeunes principautés pour mettre sur pied une économie régionale, car ils les encouragèrent à développer l'économie locale dans leurs zones respectives et à établir des relations commerciales régulières avec le Borno. À la faveur de cette association, les jeunes principautés adoptèrent de nombreux traits culturels du Borno, ce qui a pu favoriser leur essor[12].

8. *Brief Diwān*, p. 5-9.
9. J. E. Lavers, 1971, p. 32.
10. B. M. Barkindo, 1971.
11. Pour plus de détails, voir B. M. Barkindo, 1980, p. 204-241.
12. *Ibid.*

De nombreux États firent également leur apparition à la même époque en pays Hawsa. Katsina et Kano devinrent bientôt les villes terminus de la piste transsaharienne ainsi que des entrepôts sur la route Ouest-Est par laquelle l'or et la noix de kola en provenance du pays des Akan étaient transportés jusqu'au Borno[13]. Plus au nord, la route transsaharienne fut légèrement déviée lorsque Agadès se développa et supplanta Takedda comme entrepôt.

Le Borno dut se trouver dans l'obligation de réagir face à ces changements. La nouvelle route commerciale qui le reliait au pays Hawsa devint bientôt peu sûre pour les voyageurs en raison des razzias des Ngizim et des Bedde ainsi que des Bulala. Des efforts considérables furent sans doute faits pour tenter de la protéger, mais il fallut attendre l'avènement d'Idrīs Alawoma pour que ce problème commençât à trouver une solution. L'insécurité sur la route commerciale et la lutte pour le contrôle des nouveaux établissements qui ne tardèrent pas à s'implanter le long de la route ont probablement alimenté les conflits qui opposèrent le *mai* Idrīs Katakarmabe à deux souverains du Kano, ʿAbdullāhī (vers 1499-1509) et Muḥammad Kisoki (vers 1509-1564)[14].

Le Borno fut sans doute également contraint de s'adapter au nouveau tracé de la route transsaharienne. Non seulement il entretenait avec Takedda des relations de longue date, mais il devait souhaiter contrôler le nouvel entrepôt d'Agadès. L'entreprise devenait d'autant plus urgente qu'à la même époque, le Songhay parvenait lui aussi au faîte de sa puissance et qu'en 1501 et en 1515, l'*askiya* Muḥammad (vers 1493-1528) avait lancé des expéditions militaires contre Agadès avec l'intention d'amener cette région dans la sphère d'influence de l'Empire[15]. Les détails de ces luttes sont mal connus : aux environs de 1532, le Borno aurait entrepris une campagne militaire et conquis la ville[16]. Toutefois, l'essor du Kebbi sous Muḥammadu Kanta (vers 1516-1554) réduisit à néant les efforts du Songhay comme ceux du Borno. Agadès resta une source de préoccupation pour les *mai* sefuwa pendant presque toute la période où ils furent au pouvoir.

Entre approximativement 1480 et 1520, le *Bilād al-Sūdān* connut une période d'intense islamisation. À l'est, le Sultanat fundj, qui avait été fondé vers 1504, se convertit bientôt à l'islam. À l'ouest, de nombreux lettrés venus du Mali, d'Afrique du Nord, d'Égypte et des oasis sahariennes se rendirent en pays Hawsa et contribuèrent à l'islamiser. Plus à l'ouest, l'Empire songhay atteignit son apogée sous l'*askiya* Muḥammad, dont le règne fut marqué par une poussée de ferveur musulmane dans cette région. Il est intéressant de noter qu'au cours de son pèlerinage à La Mecque (vers 1496-1498), ce souverain obtint d'être investi du titre de calife du Takrūr[17], exactement comme, dix ans plus tôt, le *mai* ʿAlī Gaji.

13. H. R. Palmer, 1967, p. 109 ; P. E. Lovejoy, 1978, p. 185-186 ; Y. B. Usman, 1981, p. 16.
14. H. R. Palmer, 1967, p. 113.
15. J. O. Hunwick, 1971, p. 221.
16. *Ibid.*
17. J. O. Hunwick, 1962. L'*askiya* cherchait sans doute à renforcer sa position au sein de l'Empire et à défier le Borno, seule autre grande puissance de la région.

La ferveur islamique qui caractérisait cette période offrit des possibilités nouvelles aux *mai* du Borno. Les souverains sefuwa étaient musulmans depuis le XIe siècle ; ʿAlī Gaji avait été investi de Ia dignité de calife une dizaine d'années avant l'*askiya* qui fut le seul, semble-t-il, à contester ouvertement son titre ; enfin, les dirigeants du Borno s'entouraient traditionnellement de *ʿulamāʾ* respectés : tous ces éléments contribuèrent à donner aux *mai* un avantage sur les autres souverains. La chronique rédigée par Masbarma ʿUmar b. ʿUthmān pour Idrīs Katakarmabe et celle de l'*imām* Aḥmad b. Farṭūwa, consacrée plus tard au règne d'Idrīs Alawoma, apparaissent comme des tentatives pour légitimer les prétentions des *mai* au titre de calife. Le déclin et la chute de l'Empire songhay à la fin du XVIe siècle leur permirent d'obtenir finalement cette primauté.

Le Borno devint également un grand centre intellectuel fréquenté par des lettrés du *Bilād al-Sūdān* et d'autres parties du monde musulman[18]. La reconnaissance par de nombreux *ʿulamāʾ* des prétentions des *mai* du Borno contribua grandement à asseoir l'influence culturelle du Borno dans une grande partie de ces États. En pays Hawsa, cette évolution fut sans doute pour beaucoup dans l'instauration d'un tribut (*gaisuwa* ou *tsare* en hawsa) versé régulièrement par les dirigeants musulmans de cette région au calife du Borno[19].

C'est à compter du règne d'Idrīs Katakarmabe que des documents commencent à faire état de relations diplomatiques et commerciales entre les Sefuwa et les différents pouvoirs du littoral nord-africain. Vers 1512, Idrīs envoya une mission diplomatique et commerciale aux Espagnols, qui venaient d'occuper Tripoli, afin de renouer des liens commerciaux avec cette région. Ces relations furent maintenues par ses successeurs, quels qu'aient été les détenteurs du pouvoir en Tripolitaine[20]. Lorsque les Ottomans furent établis au Maghreb, Dunāma b. Muḥammad leur envoya, vers 1555-1556, une ambassade qui conclut avec Tighūrt Pasha un traité « d'amitié et de commerce », renouvelé par leurs successeurs respectifs[21]. Des liens solides furent probablement aussi noués avec l'Égypte car, outre que celle-ci se trouvait sur la route du pèlerinage à La Mecque, il semble qu'elle entretenait également avec le Borno des relations commerciales[22], encore que nous ne disposions sur ce point que d'indications fragmentaires.

Les descendants d'Idrīs Katakarmabe poursuivirent sa politique face aux incursions des Bulala et aux problèmes posés par l'apparition de nouveaux États. De plus, vers 1561, une guerre opposa le Kebbi au Borno pour le contrôle d'Agadès, conflit qui semble avoir tourné au désavantage du Borno.

18. J. E. Lavers, 1971.
19. H. R. Palmer, 1967, p. 9-10 et 83 ; A. Hassan et A. S. Naibi, 1952.
20. D. Girard, *L'histoire chronologique du royanme de Tripoli*, Bibliothèque nationale, Paris, ms français (ancien fonds) 12219, 12220.
21. *Ibid.*
22. J. E. Lavers, 1982.

La mise en place d'une économie régionale forte et d'un système politique centralisé. L'essor des Kanuri (vers 1564-1677)

La plupart des spécialistes s'accordent à situer l'apogée du Borno sous le règne d'Idrīs b. ʿAlī (1564-1596), appelé après sa mort Alawoma, dont les douze premières années au pouvoir sont relatées dans le panégyrique que lui consacra son *imām*, Aḥmad ibn Furṭūwa[23]. En politique intérieure, il était considéré comme un innovateur sur le plan militaire et administratif en même temps qu'un propagateur de l'islam, tandis qu'en politique extérieure, il apparaissait comme un aussi fin diplomate que les principaux souverains musulmans de l'époque.

Son principal objectif, lorsqu'il accéda au pouvoir, sembla être de réaliser le rêve de ses ancêtres : doter son pays d'un système économique et politique puissant. Il fut le premier *mai* qui tenta de prendre bien en main l'ensemble de la province métropolitaine. La cavalerie, pièce maîtresse de son armée, fut réorganisée. Celle-ci comptait également un corps de mousquetaires turcs, dont déjà ses prédécesseurs avaient renforcé les effectifs. Des embarcations de dimensions accrues furent apparemment construites pour franchir plus facilement les cours d'eau. Ce fut fort d'une telle armée qu'Idrīs se lança dans de nouvelles conquêtes.

La plupart des groupes hostiles que le *mai* ne put soumettre ni par la persuasion ni par la contrainte furent attaqués sans répit jusqu'à leur reddition. Ce fut le cas, notamment, des Ngafata, des Talata, des Dugurti, des Maya, des Ngizim et des Bedde. Certains, comme les Mukhulum, qui se soumirent après avoir été battus, durent s'engager à verser un tribut en blé pour conserver leurs foyers[24]. D'autres comme les Ngafata, les Talata et les Dugurti, considérés comme irréductibles, furent expulsés hors de la métropole[25].

Pour les remplacer, d'autres groupes, originaires, comme on le verra, pour la plupart du Kānem, vinrent s'installer au Borno. Et de fait, la vaste modification démographique qu'Idrīs Alawoma provoqua ainsi dans la métropole fut l'une de ses contributions majeures à l'histoire du Borno. Cette méthode, ainsi que les nombreux mariages mixtes avec des femmes esclaves capturées pendant les hostilités ou échangées avec des États satellites comme le Mandara et le Baguirmi contribuèrent pour une part non négligeable à l'essor et à la propagation du groupe kanuri dans la métropole.

Dans le sud du pays, un certain nombre de *ribāṭ* (avant-postes fortifiés) furent construits pour contenir les assauts de groupes insoumis, tels les Gamergu, et le Borno conclut avec les souverains des États satellites des accords solennels portant sur l'organisation conjointe d'expéditions militaires contre ces éléments rebelles[26].

23. A. ibn Furṭūwa, 1862.
24. *Ibid*., p. 238.
25. *Ibid*., p. 219. Les Dugurti émigrèrent au Kānem.
26. B. M. Barkindo, 1980, chap. 5.

Le règlement définitif des problèmes posés par le Kānem

Après la pacification et l'intégration de la majeure partie de la métropole, Idrīs Alawoma porta son attention vers le Kānem pour mettre fin une fois pour toutes à la menace que celui-ci faisait planer sur le Borno. Il se fixa, semble-t-il, trois objectifs: l'anéantissement total de la force militaire et du pouvoir politique des Bulala, la destruction aussi complète que possible des structures économiques de l'État du Kānem et le transfert au Borno du maximum de communautés.

Alawoma dirigea plusieurs expéditions au Kānem, où il battit les Bulala et les poursuivit sans relâche[27]. Il attaqua tout aussi impitoyablement d'autres groupes comme les Kananiya, qui soutenaient les Bulala, n'ayant de cesse qu'il les eût affaiblis[28]. Au cours d'une de ces expéditions, trois des vallées les plus fertiles du Kānem furent dévastées, certaines de leurs villes les plus importantes, dont Ikima, Aghafi et Ago, furent détruites et leur population vint s'installer au Borno[29].

Les Tubu, les Koyam, les Kulu et les Arabes shuwa (choa) faisaient partie de ces groupes originaires du Kānem et contraints de s'établir au Borno. Les deux derniers groupes, qui possédaient du bétail, furent disséminés le long de la rive méridionale du lac Tchad ainsi que sur les territoires situés à l'ouest de la métropole[30]. Les Tubu et les Koyam furent incités à se lancer dans le commerce tant au Borno même qu'avec les régions voisines du pays Hawsa et du Fombina[31]. Quant aux Koyam, qui étaient des chameliers, ils allaient en partie servir dans la chamellerie créée comme unité de transport de l'armée[32]. De nombreux groupes furent également installés dans la région située au nord du lac, par où les Bulala avaient l'habitude de passer pour attaquer le Borno. D'autres, en particulier les Tubu, furent établis aux limites du désert, à la fois pour des raisons stratégiques et pour participer à la production et à la vente du sel de Bilma et de Muniyo. Il y eut certainement d'autres groupes, eux aussi employés à des fins économiques ou militaires, sur lesquels nous ne possédons encore aucune information.

Dans les vingt dernières années du XVI[e] siècle, Idrīs Alawoma avait déjà atteint la plupart des objectifs qu'il s'était fixés et le Kānem fut partagé d'un commun accord entre le Borno et les Bulala, lesquels acceptèrent une tutelle assez souple du Borno[33].

27. H. R. Palmer (1967, p. 14) suggère que ces expéditions auraient eu lieu vers 1571-1575.
28. *Ibid*., p. 64-66.
29. *Ibid*., p. 49.
30. En ce qui concerne les Kulu, *ibid*., p. 49. En ce qui concerne les Shuwa, voir J. C. Zeltner, 1979, p. 22.
31. H. Barth, 1965, vol. II, p. 31; G. Nachtigal, 1881, vol. II, p. 148; B. M. Barkindo, 1980, p. 164 et 286-290.
32. H. R. Palmer, 1967, p. 55.
33. J. E. Lavers, 1980, p. 199.

Les réformes intérieures

C'est vraisemblablement vers 1571 qu'Idrīs Alawoma fit le pèlerinage de La Mecque[34]. À son retour, il tenta d'introduire un certain nombre de réformes visant à aligner son pays sur les autres États islamiques. Sur le plan politique, il s'efforça, apparemment sans succès, de séparer le pouvoir judiciaire du pouvoir exécutif[35]. Il semble toutefois être parvenu à instituer une cour d'appel ou « lettrés et imams débattaient devant l'émir ʿAlī des points litigieux de la loi et du dogme[36] ».

Le *mai* Idrīs aurait fait construire des mosquées en briques à la place des anciens édifices de roseaux. La cour attira un grand nombre de lettrés d'Afrique du Nord qui, d'ailleurs, lui conférèrent un caractère cosmopolite.

L'essor d'une puissante économie régionale

Les conquêtes d'Idrīs Alawoma, les changements démographiques qu'il provoqua et ses autres réformes aboutirent à créer une puissante économie régionale ayant pour base les 20 000 km^2 que représentait la métropole. Trois grands centres de commerce semblent avoir émergé, le premier tout à fait à l'est, le second à l'extrême opposé et le troisième à mi-chemin entre les deux premiers, autour de Birnin Gazargamu[37].

À l'est, les Buduma et les Kānembu[38] pêchaient de facon quasi industrielle sur les bords du lac Tchad, tandis que les riches pâturages attiraient un grand nombre d'éleveurs nomades kānembu, shuwa et fulbe[39]. Les Kānembu et les Buduma sédentaires produisaient également du *kilbu* (natron) et du *manda* (sel)[40]. L'accroissement démographique et le développement économique permirent l'essor rapide d'importants centres urbains dans la région, dont Munguno, Kauwa, Burwa et Ngurno.

L'extrémité occidentale du pays était également riche en vastes gisements de natron, exploités par les Manga et les Tubu[41], alors qu'au sud, d'importantes communautés d'agriculteurs, tels les Ngizim et les Bedde, se regroupaient. Par suite de la politique menée par Idrīs Alawoma et ses successeurs directs, la population immigrée de cette zone fut plus hétérogène que celle de la région orientale. Une grande partie des centres urbains qui s'y créèrent alors — Nguru Ngilewa, Mashina Kabshari et Maja Kawuri — eurent de ce fait un caractère cosmopolite plus accusé que les villes de l'Est.

34. H. Barth (1965, p. 596) pense que le pèlerinage d'Idrīs aurait eu lieu dans la neuvième année de son règne, soit en 1571, ce qui cadre avec la date donnée par H. R. Palmer pour le début des expéditions au Kānem (voir note 27). Ces dates corroborent la chronologie de D. Lange (1977) que nous suivons ici.
35. J. E. Lavers, 1971, p. 37.
36. H. R. Palmers, 1936, p. 33-36. Elsami devait, 170 ans plus tard, lui donner le nom de *burguram ;* voir S. W. Koelle, 1968, p. 276.
37. M. N. Alkali, 1983, p. 64-69.
38. P. M. Redmond, dans M. Adamu (dir. publ.) s. d.*c.*
39. M. N. Alkali, 1978, p. 158.
40. P. E. Lovejoy, dans M. Adamu (dir. publ.) s. *d.c.*
41. *Ibid.*

Birnin Gazargamu et ses environs formaient le troisième grand centre d'activités. Situé sur la route commerciale qui traversait le pays d'est en ouest, il jouissait d'un accès direct et aisé aux deux autres régions. Deux voies navigables, le Yobe et le Gana, servaient en particulier au transport du poisson et le bétail était acheminé d'est en ouest le long de leurs rives. Birnin Gazargamu se trouvait, de plus, au terminus de la piste caravanière Borno-Kawar-Tripoli ainsi que de la principale route reliant la région au pays Hawsa. Aussi la ville était-elle le véritable centre nerveux de l'économie du pays et son vaste marché accueillait un grand nombre de négociants étrangers[42]. La vallée fertile (grâce à des travaux d'irrigation) du Yobe abritait un grand nombre de Kanuri, groupe en pleine expansion qui s'était établi à Birnin Gazargamu et dans bien d'autres centres urbains. Sous le règne d'Idrīs Alawoma, les Kanuri commencèrent à essaimer, atteignant et dépassant les rives du Gana au sud et du Garu Kime au nord.

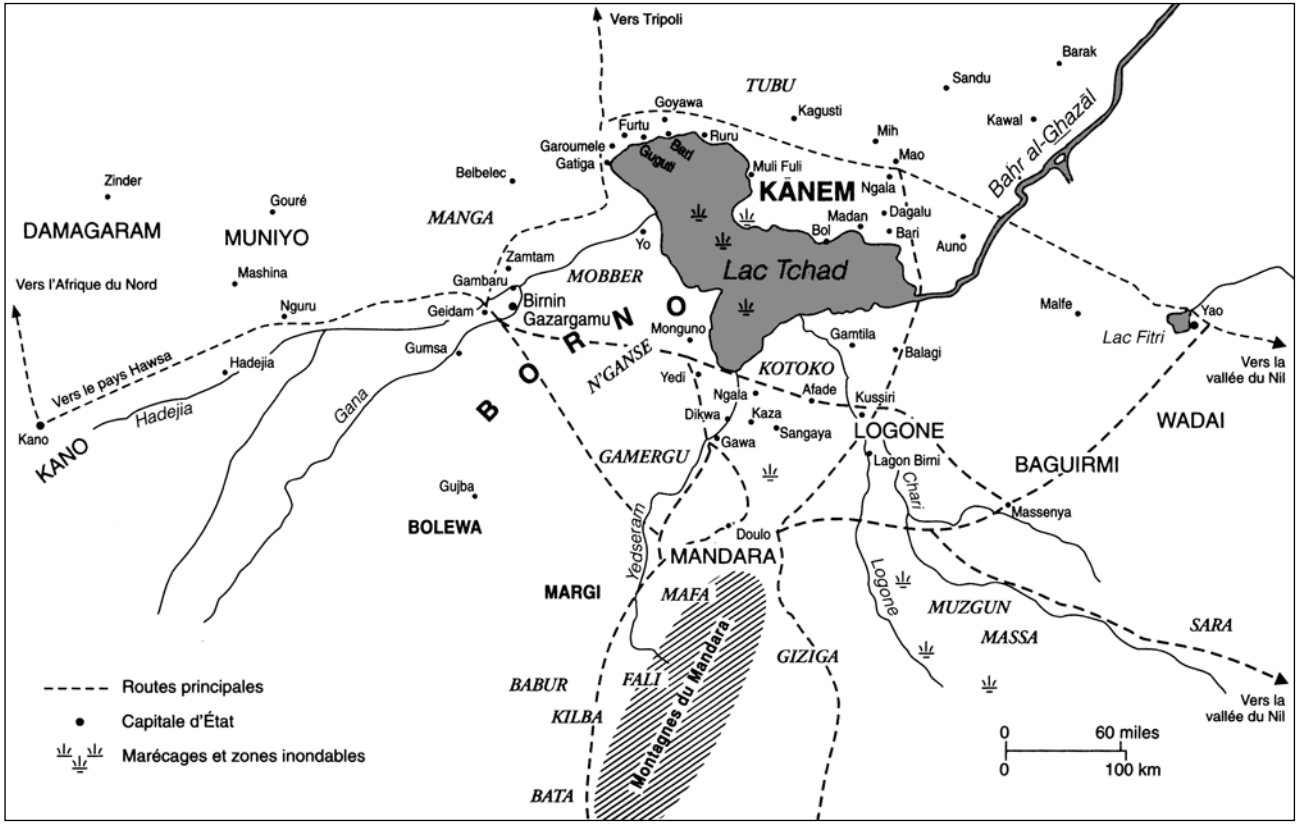
Le Borno chercha également à renforcer le contrôle qu'il exerçait sur les États satellites. C'est ainsi qu'il obtint du Mandara la fourniture régulière de fer et d'esclaves, tandis que le Kotoko et le Baguirmi l'approvisionnèrent en peaux de bêtes, en ivoire et en esclaves.

L'apparition des industries de base entraîna le développement d'activités auxiliaires comme la poterie, le tissage, le travail du cuir, la teinturerie et les transports[43].

Le commerce du natron et du sel s'étendit jusqu'à la côte atlantique, le pays Hawsa, le bassin de la Volta et, vers le nord, jusqu'à Azbin et Adrar. Le poisson séché était l'un des principaux produits entrant dans les échanges à l'intérieur de la métropole et avec le Mandara, le pays Hawsa et les oasis sahariennes. Esclaves, eunuques, peaux, ivoire, parfums, cuirs et or étaient parmi les marchandises acheminées à travers le Sahara jusqu'en Afrique du Nord et en Égypte, d'où étaient envoyés en échange chevaux, harnais, armures, cuivre, bronze et divers produits expédiés d'Europe et d'Afrique du Nord pour être redistribués au Borno ainsi que dans d'autres parties du *Bilād al-Sūdān*.

À partir du règne d'Idrīs, les Sefuwa encouragèrent, semble-t-il, différentes ethnies vivant sur le pourtour du bassin du Tchad à se lancer dans des activités commerciales. Nous avons vu ce qu'il en était des Tubu et des Koyam. Les Kotoko et les Mandara semblent s'être rendus à Kano[44], des commerçants komboli du Baguirmi s'établirent dans la vallée de Zamfara[45], tandis que les Tubu s'installèrent à Zaria sous le *Kadella*[46]. Fait remarquable, tous ces peuples étaient considérés comme originaires du Borno[47], dont ils

42. M. S. Ibn Isḥāḳu, 1929, p. 544-547.
43. M. N. Alkali, 1978, p. 152.
44. Anonyme, 1967, p. 112-114.
45. P. E. Lovejoy, 1973*b*. *Komboli* est la forme kanuri du mot baguirmi *umboli* signifiant commerçant.
46. A. Smith, 1970, p. 88-89. Au sujet du titre de *kadella* et de sa diffusion au Borno et dans les régions voisines, voir B.M. Barkindo, 1980, p.179
47. Anonyme, 1967, p. 112-114.



17.1. Le Borno, le Kānem et leurs voisins immédiats au XVIIIe siècle.
[*Source :* adaptation d'une carte dessinée par John F. Antwi, Département de géographie, Université Bayero, Kano, d'après B. M. Barkindo.]



17.2. Tisserand du Borno fabriquant des bandes de coton (*gabaga*) qui servaient à confectionner les vêtements.
[© A. von Duisburg, *Im Lande des Chegbu von Borno*, Berlin, D. Reimer Verlag, 1942.]

avaient sans doute contribué à diffuser la culture naissante en pays Hawsa et dans d'autres régions. Ce fut grâce à son économie régionale, au contrôle qu'il exerçait sur les échanges commerciaux et à sa position de chef de file de l'islam dans la région que le Borno put jouer un rôle prépondérant au *Bilād al-Sūdān* durant cette période.

Les *mai* n'intervinrent guère dans les activités commerciales proprement dites, se bornant à assurer la sécurité en protégeant les routes des maraudeurs, tels les Ngizim et les Touareg, et en concluant des accords avec les régimes au pouvoir au Sahara et en Afrique du Nord afin de garantir la libre circulation des marchandises entre les États comme entre les particuliers[48]. Les dirigeants sefuwa semblent s'être davantage préoccupés de l'organisation des marchés, par souci d'encourager l'afflux des commerçants et, naturellement, pour en tirer des revenus. Dans la capitale et dans d'autres grands centres, les *wasili* (commerçants d'Afrique du Nord) étaient considérés comme les hôtes des autorités. Un *wasiliram* (quartier spécial) leur était réservé et le

48. J. E. Lavers, 1980, p. 206.

zanna arjindama (un dignitaire) veillait sur leurs intérêts[49]. Dans les marchés, le *mala kasuube* contrôlait les opérations en s'efforçant de vérifier l'équité et l'honnêteté des transactions les plus importantes. Chaque corps de métier, chaque branche de l'artisanat nommait à sa tête un représentant reconnu par les autorités qui aidait le *mala kasuube* à administrer le marché et à percevoir les taxes.

Les relations diplomatiques d'Idrīs Alawoma avec les sultans de Turquie et du Maroc

La découverte de certains documents a attiré l'attention de plusieurs spécialistes[50] sur les relations diplomatiques qu'Idrīs Alawoma a entretenues avec les Ottomans et les Saadiens. Notre intelligence de ces relations reste toutefois limitée : nous ne disposons, en effet, que de documents unilatéraux, puisqu'ils portent, pour l'essentiel, sur les réponses aux lettres envoyées par Idrīs. L'hypothèse généralement avancée selon laquelle le grand objectif d'Idrīs était de se procurer des armes pour poursuivre ses guerres n'apparaît désormais plus fondée.

Le Borno, rappelons-le, avait noué des relations avec les Ottomans dès leur arrivée au Maghreb. De 1549 environ, date à laquelle ils s'emparèrent du Fezzān, jusque vers 1570, ces relations furent apparemment cordiales. Les choses changèrent vers 1571, lorsque les autorités ottomanes portèrent brusquement le tribut annuel du Fezzān de 1 140 à 3 000 *mi<u>th</u>kal* d'or[51]. Cette décision autoritaire coïncida avec une période de famine et une bonne partie de la population dut émigrer en pays Hawsa et au Borno. Les autorités ottomanes du Fezzān obligèrent ceux qui étaient restés, dont beaucoup étaient des vieillards, à combler la différence. Ils lancèrent des expéditions contre bon nombre de forteresses des oasis sahariennes sous le prétexte de rattraper ceux qui se soustrayaient à l'impôt, mais il s'agissait en fait de pure maraude. Même les pèlerins ordinaires en provenance du pays Hawsa et du Borno furent retenus et soumis à l'impôt, et s'ils mouraient durant le voyage, leurs biens étaient confisqués[52].

Ce fut vraisemblablement au cours de cette période qu'Idrīs fit le pèlerinage de La Mecque et put ainsi se rendre compte par lui-même de la situation. Il se rendit alors, très certainement, au Kawār pour recevoir la soumission et les doléances du peuple de Jado, autre victime, sans doute, des Ottomans[53].

L'intérêt que le Fezzān présentait pour le Borno[54] et la nécessité d'une route sûre, aussi bien pour les pèlerinages que pour le commerce, furent

49. M. N. Alkali, 1983, p. 72.
50. Voir, par exemple, B. G. Martin, 1972 et M. A. al-Hajj, 1983.
51. C. Orhanlu, 1969. Je suis reconnaissant à John Lavers de m'avoir fourni la traduction en anglais de ce document.
52. *Ibid.*
53. A. ibn Furṭūwa, 1862, p. 203.
54. Sur les intérêts du Borno au Fezzān, voir B. G. Martin, 1969; J. E. Lavers, dans M. Adamu (dir. publ.) s. d.*b.*

sans doute les motifs qui poussèrent Idrīs à envoyer, vers 1574 à Istanbul, une ambassade de six membres chargées de trois requêtes précises : garantie de la sécurité de la personne et des biens de tous les voyageurs en provenance du Borno qui traversaient le territoire ottoman ; bonne gestion ou, à défaut, cession au Borno de toutes les forteresses récemment acquises au sud du Fezzān, y compris Guran ; coopération des deux puissances contre les agissements des Touareg et de tout autre peuple qui chercherait à troubler la paix dans le secteur. Il ne fut apparemment fait ni demande ni mention d'armes[55].

Dans sa réponse, en date du 5 mai 1577, le sultan Murād III accéda à toutes ces demandes, à l'exception de la cession de la forteresse de Guran qu'il promit néanmoins de bien gérer à l'avenir[56]. Des missives furent expédiées aux gouverneurs généraux de Tripolitaine et d'Égypte, ainsi qu'à l'administrateur du district du Fezzān, les informant des demandes d'Idrīs et leur donnant l'ordre de s'y plier[57]. À la suite de cette ambassade, les relations commerciales et diplomatiques se poursuivirent entre les deux puissances sous le signe de l'entente cordiale et de l'avantage mutuel.

Quant à l'ambassade envoyée vers 1583 par Idrīs au sultan al-Manṣūr du Maroc, elle n'avait peut-être pas non plus pour seul objectif de lui demander des armes, comme on a pu l'affirmer.

La victoire du Maroc à Ḳaṣr al-Kabīr (Ksar al-Kébir) en 1578 fut généralement saluée comme une victoire idéologique de l'islam sur la chrétienté[58]. Non seulement le Borno mais aussi les principales puissances musulmanes — Alger, les Ottomans et le Songhay — envoyèrent des délégations pour féliciter le Sultan du Maroc[59]. Au-delà de cette démarche diplomatique normale, Idrīs devait aussi s'inquiéter des projets d'expédition commune des Ottomans et des Saadiens visant les oasis sahariennes, voire le Soudan[60]. Avec un sens très poussé de la diplomatic, il chercha apparemment à y faire échec en proposant, à la place, une intervention commune du Borno et du Maroc dans cette même région qui, à cette époque, était redevenue assez peu sûre. D'après des sources marocaines, cette ambassade aboutit à l'acceptation des requêtes du Borno qui, en contrepartie, devait reconnaître al-Manṣūr comme le calife de l'époque[61].

Contrairement à l'opinion de certains auteurs, les négociations ont probablement été extrêmement satisfaisantes pour les deux parties. Pour le Maroc, faire reconnaître son califat par l'une des grandes puissances du Soudan constituait une victoire idéologique et renforçait sa position à l'égard

55. On trouvera une reproduction du projet de réponse de Murād à Idrīs dans C. Orhanlu, 1969 et dans M. A. al-Hajj, 1983.
56. C. Orhanlu, 1969.
57. *Ibid.*
58. D. Yahya, 1981, p. 105.
59. *Ibid.*
60. *Ibid.*, p. 112. En 1581, les Ottomans proposèrent au Maroc d'engager une action commune « pour améliorer la situation ».
61. *Ibid.*, p. 150-151. Yahya recommande la prudence au sujet de l'acceptation par Idrīs du paiement du *bay'a* à al-Manṣūr.

du Songhay[62]. Pour Idrīs, le prix à payer n'était pas trop lourd s'il éliminait le danger d'une action commune — réelle ou supposée — du Maroc et des Turcs contre le Borno ou toute autre région où il avait des intérêts.

Les événements qui ont marqué les quinze dernières années du règne d'Idrīs Alawoma restent mal connus. Le *mai* s'est vraisemblablement employé à consolider ses réformes et ses innovations au Borno. Vers la fin de son règne, l'un de ses principaux sujets de préoccupation était sans doute l'essor rapide des États du Mandara et du Baguirmi. Non seulement le Mandara renonça à participer aux expéditions communes contre les Gamergu comme il s'y était engagé auprès d'Idrīs, mais il entreprit de favoriser la création de zones tampons entre ses frontières et le Borno. Idrīs se trouva forcé d'y mener plusieurs expéditions mais connut surtout des revers[63]. Au Baguirmi, ʿAbdullāh b. Lubetko (vers 1561-1602), qui pourtant dut probablement à l'assistance du Borno d'être monté sur le trône, commença à créer des difficultés. C'est alors qu'il venait de partir en campagne contre ʿAbdullāh qu'Idrīs aurait été assassiné par un Gamergu.

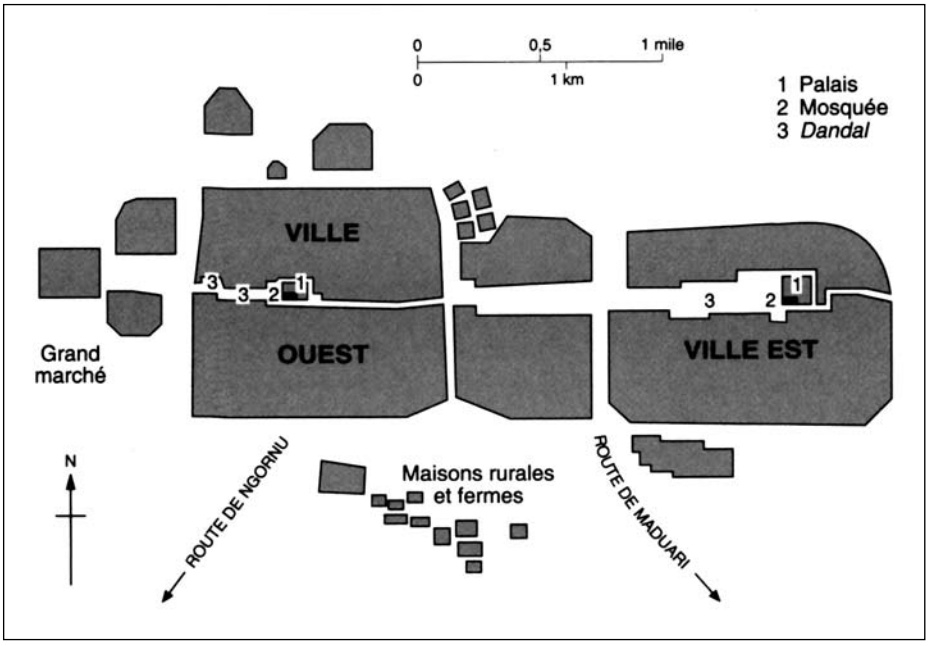
Contrairement à l'opinion de certains auteurs, la mort d'Idrīs Alawoma n'a pas entraîné la chute de l'Empire du Borno. De fait, c'est plus probablement sous le règne de ses quatre successeurs directs (vers 1596-1677) que les conquêtes d'Idrīs furent consolidées et que l'appareil administratif de l'Empire prit sa forme définitive. C'est également cette époque qui vit les Kanuri s'affirmer enfin comme une ethnie dotée d'une culture propre.

La société et la culture kanuri

Le mot kanuri commença probablement à être employé au début du XVIIe siècle[64]. Il désignait l'ethnie dominante du Borno, sur laquelle les *mai* sefuwa s'étaient appuyés pour bâtir leur pouvoir. Les Kanuri sont le produit du métissage des Magumi, venus du Kānem, et des autochtones de langue tchadienne du Borno, ainsi que de la fusion de leurs cultures respectives, processus qui, on l'a vu, s'accéléra sous l'impulsion de la politique d'Idrīs Alawoma. Le groupe se ramifia lui-même en de nombreux sous-groupes distincts, qu'il ne nous appartient pas d'explorer ici en détail. La culture kanuri formait la base de la civilisation du Borno, telle qu'elle fut diffusée au-delà des frontières de la métropole à la faveur des voyages entrepris par les Kanuri ou adoptée par d'autres groupes qui leur étaient politiquement ou économiquement soumis ou associés, ou qui furent islamisés par eux.

Les Kanuri vivaient pour la plupart dans des villages et leurs cases rondes, faites d'une charpente de bois ou de murs de terre surmontés d'un toit de paille conique, étaient regroupées en plusieurs enclos, souvent entourés de *sugedi* (claies). Dans les agglomérations plus importantes, cases et mos-

62. À l'époque, al-Manṣūr songeait déjà à envahir le Songhay, ce qu'il finit par faire en 1591.
63. B. M. Barkindo, 1980, chap. 5.
64. Il apparaît pour la première fois dans un poème satirique de Muḥammad al-Tahir b. Ibrāhīm al-Fallati (mort en 1776), repris par M. Bello, s. d.



17.3. Plan de Kukawa, capitale du Borno au XIXe siècle, construite suivant un plan doublant la forme traditionnelle des villes kanuri.
[*Source:* d'après H. Barth, 1857, vol. II, p. 50-51. Adaptation faite avec l'aimable autorisation de Longman Group UK Ltd.]

quées étaient généralement construites en terre et les habitations des plus riches habituellement protégées par de hauts murs eux aussi en terre[65].

La plupart des villes et des villages kanuri avaient un plan en forme de U, au centre duquel courait le *dandal*, ou rue principale, orienté vers l'ouest et menant jusqu'au palais du gouverneur local, flanqué de la mosquée principale.

À Birnin Gazargamu et dans certaines grandes villes comme Nguru, Mashina et Gambaru, les habitations étaient en général rectangulaires avec d'épais murs de terre et un toit plat. Les palais royaux, notamment ceux de Birnin et de Gambaru, les grandes mosquées de ces deux villes et les résidences des plus hauts dignitaires, comme celles du *galadima* de Nguru et du *mashinama* de Mashina, étaient entourés d'impressionnantes murailles de briques cuites[66] qui, de la deuxième moitié du XVIe siècle jusqu'au début du XVIIIe siècle, restèrent, semble-t-il, l'un des traits les plus caractéristiques de la culture kanuri[67]. L'usage a dû en être instauré à l'époque où les conquêtes

65. A. von Duisburg, 1942, p. 92-95.
66. A. D. H. Bivar et P. L. Shinnie, 1960.
67. H. R. Palmer (1936, p. 253) mentionne un palais construit en briques par Muḥammad b. Ḥamdūn (vers 1729-1744).

et l'insécurité rendaient nécessaires de telles fortifications. Birnin Gazargamu et toutes les villes de quelque importance étaient également encerclées d'un *garu* (rempart de terre) et d'un *belaga* (fossé) qui renforçaient leur système de défense.



17.4. Un mur du palais d'été du *mai* à Gambaru, construit vers 1570-1580.
[*Source :* H. R. Palmer, 1967. Avec l'aimable autorisation de la Royal Geographical Society, Londres.]

Les Kanuri se reconnaissent à leur langue et à leur apparence physique. Hommes et femmes portaient des marques verticales caractéristiques sur chaque joue. Les cheveux des jeunes filles étaient relevés en une *kela yasku* tandis que ceux des femmes mariées étaient coiffés en *jurungul* (couronne)[68]

Les femmes mâchaient des noix de kola et se teignaient les dents avec la *gorongo* ou *fure* (fleur du tabac)[69], elles se coloraient les mains et les pieds au *nalle* (henné) et ornaient d'une perle de corail ou d'un clou de métal l'une de leurs narines. Elles portaient habituellement des *gimaje* (longues robes de coton teint), celles qui étaient d'un rang élevé se ceignaient la tête d'un *kalaram* (turban).

68. D. Denham. 1826, vol. II, note de la p. 144 ; G. Rohlfs, 1857, vol. II, p. 7 ; R. E. Ellison, 1936, p. 529 ; I. Imam, 1969, p. 514. Les coiffures ont changé plusieurs fois de style au Borno, aussi est-il difficile de déterminer ce qu'il en était aux époques les plus éloignées (Usman Geidam, Amina et Jakingi Mala, communication personnelle).
69. Le tabac fut introduit au Borno au XVIIe siècle. Cette coutume remonte donc probablement à cette époque.

Les hommes étaient vêtus de *tobe* (amples tuniques ouvertes en coton écru ou teint en bleu). Les membres des classes supérieures en avaient un grand nombre, taillées dans de coûteuses étoffes d'importation et, à la fin du XVIIIe siècle, ils arboraient d'énormes turbans incommodes, usage qui semble avoir été emprunté aux Ottomans du siècle précédent[70].

Les rites nuptiaux kanuri présentaient certains traits culturels spécifiques dont une analyse appropriée mettrait en lumière les nombreuses sources d'inspiration : rites islamiques, éléments de culture magumi et de différentes cultures pré-islamiques du Borno[71]. Le *nyia* (contrat de manage) se conformait au rite islamique, mais beaucoup des autres rituels qui le précédaient ou le suivaient trahissaient des influences multiples, tel le *kalimbo barata* au cours duquel les amies de la jeune mariée allaient couper dans la brousse des branches épineuses de *kalimbo* avec lesquelles le jeune époux et son témoin étaient censés être battus. Citons encore le *kalaba*, cérémonie finale du mariage, qui comportait une lecture du Coran et dont certains éléments semblent avoir repris des rites initiatiques pré-islamiques[72].

La société kanuri était très hiérarchisée et formée de deux grandes classes elles-mêmes divisées en plusieurs sous-classes : la *kontuowa* (classe dirigeante ou noble) et le *tala'a* (les roturiers). Chaque classe et sous-classe se différenciait par son langage, son costume, son habitat, son style architectural et son mobilier. La position sociale dépendait de l'appartenance à telle ou telle ethnie, des activités exercées, de la naissance, de l'âge et du lieu de résidence. Il était possible de s'élever dans la société en s'enrichissant, en nouant des liens avec la classe dirigeante ou en accédant à un métier prestigieux[73].

L'un des aspects les plus remarquables du système socio-politique kanuri est l'importance de cette hiérarchie entre les deux classes. En public, l'individu de rang inférieur devait toujours témoigner des marques de respect aux personnes de condition plus élevée. Il était en outre tenu de rendre des *nona* (visites de politesse) à son père social, qui pouvait le charger, à cette occasion, de n'importe quelle mission[74]. En contrepartie, celui-ci veillait à la satisfaction de ses besoins essentiels et défendait ses intérêts dans la société. Selon Cohen, l'atout le plus précieux dont pouvait disposer un Kanuri sur le plan socio-économique et politique était peut-être d'avoir un grand nombre de personnes qui dépendaient de lui et qui lui étaient subordonnées[75].

L'islam constituait, rappelons-le, un des fondements de la culture kanuri. Profondément enraciné dans la vie quotidienne de l'homme ordinaire, il en imprégnait même les traditions populaires. De nombreux termes propres à

70. D. Denham, 1826, vol. I, illustration en face de la p. 230.
71. R. E. Ellison, 1936, p. 531-532 ; I. Imam, 1969, p. 515.
72. Le *kalimbo barate* et certains éléments du *kalaba* semblent avoir été empruntés par les Magumi au peuple que l'on appelle les Sao, qu'ils auraient trouvé à leur arrivée au Borno et avec lequel ils se seraient alors mêlés.
73. R. Cohen, 1970.
74. *Id.*, 1965, p. 363.
75. *Ibid.*, p. 364.

l'islam ont été assimilés par les Kanuri au point de perdre leur sens original. C'est ainsi que le mot *kasalla*, qui désignait toute opération de lavage et s'appliquait même aux animaux, était une forme dérivée de l'arabe *sallah*, qui signifie prières[76].

Le Borno était devenu, à cette époque, un centre intellectuel attirant de nombreux étudiants et lettrés du *Bilād al-Sūdān*, d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. Il s'était spécialisé dans la pratique du *tafsīr* (commentaire du Coran) rédigé en kānembu[77]. De fait, il semble que ce soit du XVIIe siècle que date l'usage d'écrire la langue du Borno en caractères arabes[78].

Deux types de lettrés coexistaient. Les premiers occupaient des fonctions religieuses officielles; les *imām*, les *ḳāḍī*, le *mainin kinendi* (conseiller religieux et juridique du *mai*), le *talba* (chef de la police et magistrat), le *khazin* (trésorier) et le *wazir* étaient les grands *ʿulamāʾ* qui aidaient le *mai* à gouverner selon les préceptes islamiques. Leurs charges étaient héréditaires et réservées à quelques grandes familles de lettrés. Ils étaient, semble-t-il, des érudits et, pour la plupart, des esprits pieux, mais le caractère institutionnel de leurs charges, en les associant au pouvoir temporel, les éloigna de plus en plus des lettrés indépendants de la cour, lesquels leur reprochèrent d'approuver les *bidʿa* (innovations religieuses) et les *ada* (traditions nationales) par opportunisme politique[79].

Les lettrés les plus austères vivaient loin de la cour et des villes, dans des *malamti* (familles d'érudits) établies en zone rurale, où ils enseignaient et propageaient la religion. Tout au long de l'histoire des Sefuwa, la plupart de ces lettrés bénéficièrent du soutien et de la protection des *mai*, desquels beaucoup reçurent également des *maḥram*[80]. Ce fut cette classe de lettrés qui contribua à répandre l'islam dans les régions rurales de la métropole ainsi que dans les États voisins. Ce fut d'elle aussi, toutefois, que partit le premier mouvement de contestation contre le régime des Sefuwa.

Ajoutons que la plupart des *mai* s'efforcèrent d'accroître leur puissance non seulement en protégeant les *ʿulamāʾ* mais encore en faisant étalage de leur piété et en devenant eux-mêmes des lettrés. Cette méthode, qui semblait notamment être destinée à renforcer les croyances pré-islamiques attribuant aux dirigeants des pouvoirs surnaturels[81] — le détenteur du savoir était en effet réputé avoir accès à des forces occultes —, fut adoptée par les souverains de nombreux États voisins dont le système religieux et politique prenait modèle sur celui du Borno[82].

76. S. W. Koelle, 1968, p. 114. Pour plus de détails, voir J. E. Lavers, 1971.
77. A. D. H. Bivar et P. L. Shinnie, 1960, p. 199-205.
78. *Ibid.*
79. M. Bello, s. d.
80. Les *maḥram* sont des documents par lesquels le *mai* accordait des privilèges à certaines familles de lettrés et à quelques groupes de commerçants, et les exemptait de l'impôt et du service militaire. Les différents types de *maḥram* sont décrits dans H. R. Palmer, 1936 et 1967.
81. C'est ainsi que ʿAlī b. ʿUmar était considéré comme un homme instruit, pieux et doté de pouvoirs miraculeux. Il accomplit le *ḥadjdj* à cinq reprises et mourut près du Caire alors qu'il revenait de son cinquième pèlerinage.
82. Concernant par exemple le Mandara, voir B. M. Barkindo, 1979, p. 44.

L'organisation politique

Le *mai* était le chef de la maison royale, le chef suprême de l'État et le *larde kangema* (propriétaire nominal de l'ensemble des terres). Il symbolisait l'unité et la continuité de l'État. En tant qu'*amīr al-mu'minīn* (commandeur des croyants), il était le chef de tous les musulmans et le juge suprême pour tous les litiges, qu'ils aient relevé du droit public ou du droit privé[83].

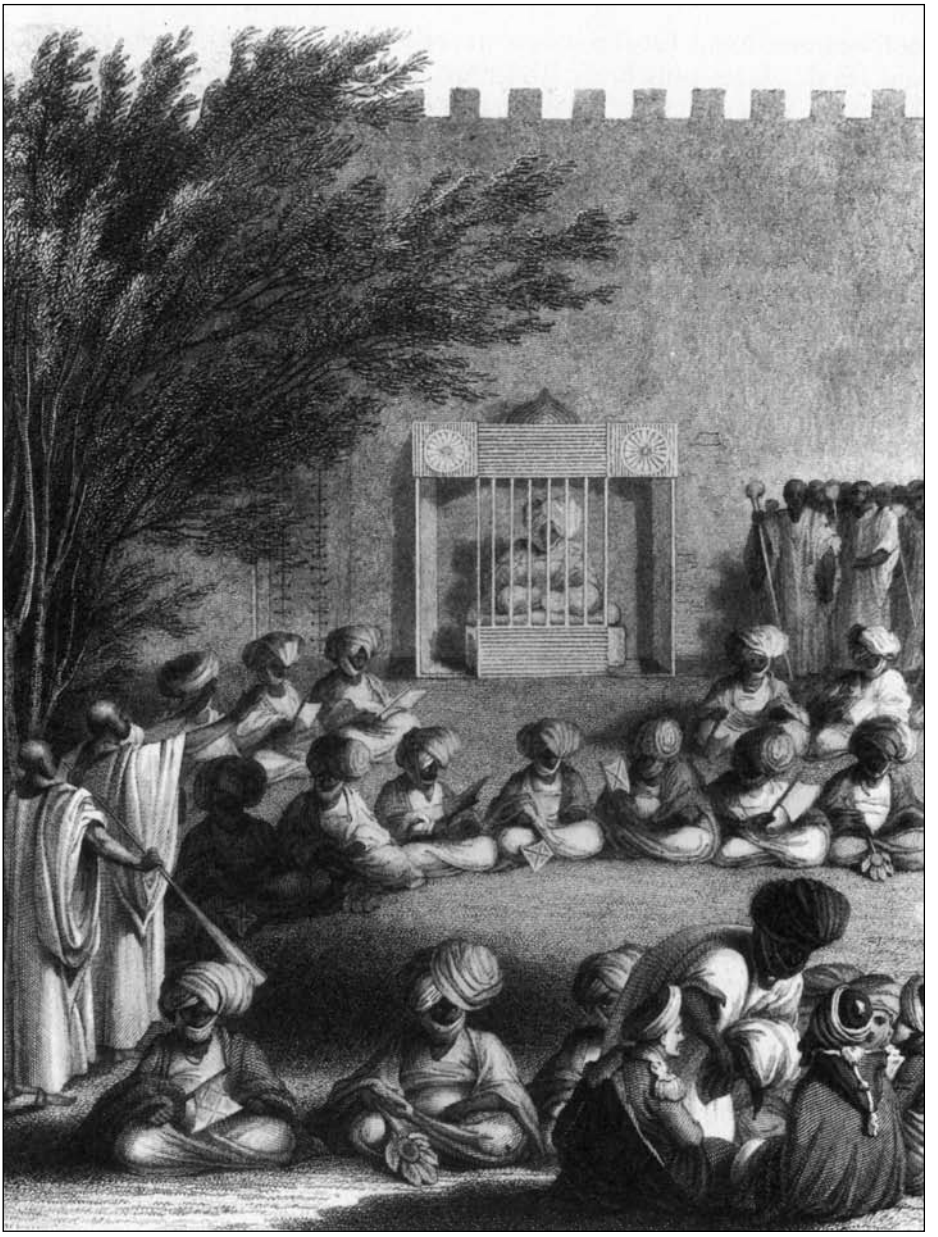
Une grande partie des attributs sacrés des *mai* de l'époque pré-islamique, tels qu'ils ont été décrits de manière saisissante par al-Muhallabī au Xe siècle[84], semblaient avoir survécu à l'islamisation. Le *mai* continuait de vivre la plupart du temps en reclus, n'apparaissant en public que dans le *fanadir* (cage) et on ne pouvait s'adresser à lui directement[85]. Les lettrés musulmans semblent avoir accentué à plusieurs égards l'aura sacrée du *mai*. C'est ainsi que l'auteur d'*Idara* proclama que Dieu « a fait de certains des rois et a parfait les qualités de ceux qui ont été choisis pour être rois […][86] ».

Au XVIe siècle, Ibn Furṭūwa se fit l'écho des convictions professées par de nombreux musulmans dans le reste du monde lorsqu'il remarqua : « Le pays où règne un mauvais sultan est préférable à celui qui n'en a pas[87]. »

Le *mai* était choisi parmi les *maina* (princes) dont le père était monté sur le trône, mais la succession ne se faisait pas toujours sans heurts. À l'opposition que manifestaient, à l'intérieur du pays, d'autres branches de la dynastie royale s'ajoutaient, à l'extérieur, les rébellions d'États vassalisés auxquels l'interrégne pouvait apparaître comme une période propice à un soulèvement. Aussi fut-il toujours nécessaire de désigner le nouveau *mai* dans les délais les plus brefs. Toutefois, l'institution du *chiroma* qui, nous l'avons vu, avait été créée aux premiers temps de la dynastie, ne semble pas avoir fonctionné correctement[88]. En fait, depuis le *mai* Idrīs b. ʿAlī (vers 1677-1696), sinon plus tôt, les *mai* ne montèrent apparemment sur le trône qu'après avoir éliminé les prétendants rivaux, pratique qui semble empruntée à la culture ottomane[89].

Les autres membres de la maison royale — les quatre épouses titrées du *mai*, dont la première portait le titre de *gumsu*, les concubines, ainsi que les princes et les *mairam* (princesses), auxquels s'ajoutaient la *magira* (reine mère) et la *magram* (sœur officielle du roi) — étaient subordonnés au roi. La *gumsu* avait la charge d'administrer le palais. Quant à la *magira*, elle détenait le plus grand nombre de fiefs du royaume et avait le droit d'y accorder l'asile. La *magram* supervisait habituellement la préparation des repas du *mai*.

83. M. N. Alkali, 1985.
84. J. F. P. Hopkins et N. Levtzion, 1981, p. 171.
85. R. Cohen, 1970.
86. Muḥammadu Yanbu, dans J. F. A. Ajayi et B. Ikara, 1985.
87. A. ibn Furṭūwa, 1862.
88. C'est ainsi que le *chiroma* d'Idrīs Alawoma lui-même, Biri, ne fut pas son successeur immédiat.
89. B. M. Barkindo, 1979, p. 41-42.



17.5. Réception de la mission Denham-Clapperton par le *mai* du Borno entre 1820 et 1830. [*Source :* D. Denham, 1826. © Royal Geographical Society, Londres.]

Les épouses royales étaient en général choisies dans les famillies des principaux personnages de l'État[90], tandis que les princesses étaient données en mariage aux grands dignitaires religieux et à certains *torwe* (détenteurs de titres expressément désignés)[91]. Les princes résidaient, pour la plupart, hors du palais et leurs activités étaient strictement surveillées, mais certains recevaient des fiefs. Les plus importants d'entre eux étaient le *chiroma* (héritier présomptif) et le *yerima* (gouverneur des provinces du Nord) qui, étant toujours un *maidugu* (petit-fils d'un précédent *mai*), ne pouvait lui-même prétendre au trône.

Au sommet de l'appareil de l'État, le *majlis*, normalement présidé par le *mai*, se composait des principaux notables militaires et religieux du royaume, lesquels auraient été au nombre de douze, encore que ce chiffre varie selon les sources. La plupart des conseillers musulmans déjà mentionnés y siégeaient, ainsi que les principaux chefs militaires: le *yerima*, le *kaigama* et *le galadima*. D'autres sources y font également siéger des esclaves influents du *mai*, dont certains étaient des eunuques. La *noguna* (cour du *mai*), composée de tous les notables présents dans la capitale, se réunissait quotidiennement.

Les villes, villages et communautés ethniques se trouvaient regroupés en *chidi* (fiefs), dont les grands dignitaires de l'État étaient les *chima* (feudataires). Ils avaient la responsabilité de maintenir l'ordre sur leur domaine ainsi que d'y collecter les impôts et d'y lever des troupes pour l'armée. Tous, à l'exception du *galadima*, résidaient dans la capitale, déléguant leurs pouvoirs à leur *chima gana* (sous-vassal). Le *mai* pouvait confisquer, réduire ou redistribuer les fiefs selon son bon plaisir. Au niveau local, le peuple avait ses propres dirigeants, les *mbarma* ou *bulala*.

Durant la période étudiée, les Sefuwa tirèrent notamment leurs ressources du *zakāt* (aumônes), du *dibalram* (droits de péage routiers), des *kultingo* (tributs) ainsi que des butins de guerre. Toutes les personnes qui prenaient part à la collecte des impôts en prélevaient un certain montant pour eux-mêmes, et les grands feudataires s'en réservaient une bonne part, versant ce qui restait en tribut au *mai*. Toutefois, le souverain et ses vassaux étaient censés redistribuer l'essentiel de leurs revenus sous forme de cadeaux à leurs subordonnés qui, à leur tour, devaient agir de même.

L'âge d'or du Borno

C'est au XVIIe siècle, et non au siècle précédent comme le voulait la tradition, que l'on doit situer l'âge d'or du Borno. Les conquêtes d'Idrīs furent poursuivies et affermies tandis que de nouvelles réformes étaient élaborées pour faciliter l'administration d'un empire toujours plus vaste. C'est sous le règne de ʿUmar b. Idrīs (vers 1619-1639) que furent institués le *galadima* de Nguru et l'*alifa* de Mao au Kānem, sorte de vassaux jouissant d'une relative

90. G. C. Lethem, 1919.
91. J. C. Petterson, 1920.

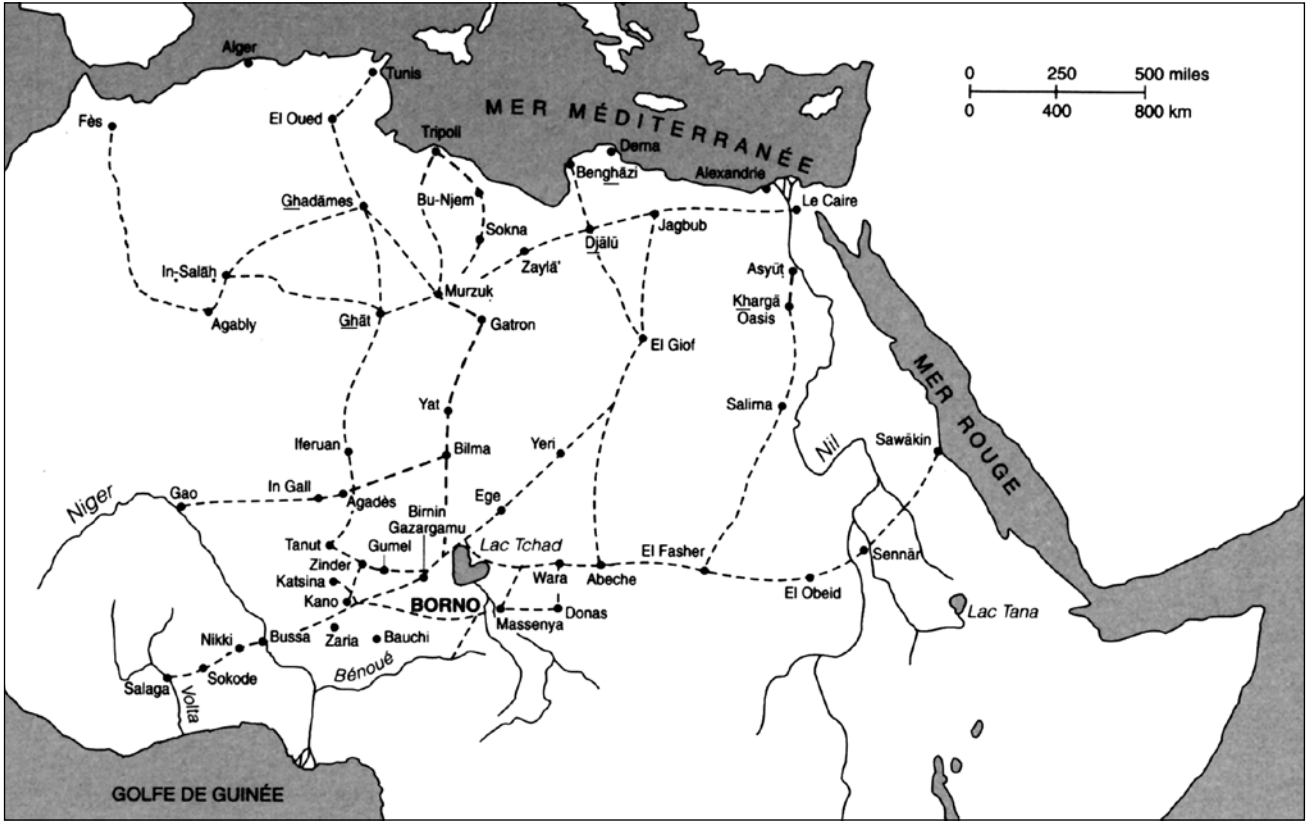
autonomic et à qui était confiée la charge d'administrer respectivement les extrémités occidentales et orientales du territoire[92]. Des États tampons furent créés à Muniyo et Mashina (puis, au siècle suivant, à Gaskeru, Tunbi et Damagaram) aux limites du désert, afin de protéger la métropole des attaques des Touareg[93].

C'est durant cette période que ʿAbd al-Karīm b. Jame (vers 1611-1655), qui avait étudié au Borno, fonda le Wadai, sans aucun doute avec la bénédiction du Borno. L'apparition de cet État contint en effet pour un certain temps l'expansionnisme du Baguirmi dans ce qui était considéré comme un territoire borno. À l'instar des autres États voisins, le Wadai se retrouva dans l'orbite politique, culturelle et commerciale du Borno[94].

Les relations diplomatiques et commerciales avec le littoral méditerranéen entrèrent alors dans une phase particulièrement dynamique. Les échanges commerciaux allaient prendre une telle ampleur que, vers 1636, Muḥammad Saḳizli (vers 1633-1649), le pacha de Tripoli, écrivit au *mai* ʿUmar pour lui proposer que leurs deux pays en partageassent le monopole avec le Sultan du Fezzān[95] — projet qui, au bout de quelques années, se révéla irréalisable. Les relations avec l'Égypte devaient elles aussi être bonnes, du fait non seulement de l'existence d'échanges commerciaux mais encore de la situation de ce pays sur la route de La Mecque. C'est probablement à cette époque que de nouvelles cultures venues du bassin méditerranéen, et en particulier d'Égypte, comme le maïs, la tomate et la pastèque, furent introduites au Borno[96].

Au XVIIe siècle, en particulier sous le règne de ʿAli b. ʿUmar (vers 1639-1677), le Borno devint la première puissance du *Bilād al-Sūdān*. Non seulement il fut un centre intellectuel et culturel, mais il détenait alors toutes les mines de sel facilement exploitables de Muniyo, de Bilma et autour du lac Tchad. Ses liens commerciaux étroits avec le littoral méditerranéen lui permirent de jouer un rôle prépondérant dans la redistribution des produits importés de cette région dans les États du Soudan central[97]. Il jouissait, à l'intérieur de ses frontières, d'une économie locale florissante. Le *mai* était reconnu comme le chef incontesté des États islamiques de la région et le Borno était considéré comme le quatrième sultanat de l'islam[98]. La majorité de ces États semblaient s'être inféodés de plein gré au calife pour bénéficier de sa *baraka* (bénédiction) et de sa protection, et pour obtenir les produits dont ils avaient besoin. C'est la remise en question de cet équilibre qui entraîna le déclin, puis la chute, des Sefuwa.

92. A. Benisheikh, 1983, p. 41 ; J. E. Lavers, 1980.
93. J. E. Lavers, 1980, p. 209.
94. G. Nachtigal, 1874, p. 50.
95. D. Girard, *op. cit.*, ms 12219.
96. Les termes utilisés pour désigner le maïs (*masara*, c'est-à-dire égyptien) et la pastèque (*bambus massarabe*, c'est-à-dire melon d'Égypte) en kanuri et dans bien d'autres langues du pourtour du lac Tchad et des États hawsa étayent encore la thèse de l'origine égyptienne de ces cultures.
97. P. E. Lovejoy, 1978.
98. M. Kaʿti, 1913-1914, p. 65. Le *Taʾrikh* ayant été plusieurs fois remanié, le passage cité a pu être rédigé à un moment quelconque entre 1591 et 1655.



17.6. Routes caravanières reliant, au XVIII[e] siècle, le Borno à l'Afrique du Nord et à la vallée du Nil.
[*Source :* adaptation d'une carte établie par John F. Antwi, Département de géographie, Université Bayero, Kano, d'après B. M. Barkindo.]

Les *mai* qui se succédèrent pendant la fin du XVIIe siècle et la première moitié du XVIIIe siècle s'efforcèrent de préserver le système dont ils avaient hérité et il semble qu'ils y soient parvenus. Le Borno de l'âge considéré comme classique par les traditions orales se confond, pour l'essentiel, avec l'organisation mise en place par les Sefuwa telle qu'elle existait au XVIIIe siècle.

Les crises de la fin du XVIIIe siècle

À partir du règne de ʿAlī ibn Dunāma (vers 1742-1792), on peut dire que le Borno traversa une période de crises qui atteignit son point culminant avec le *djihād* du XIXe siècle.

À l'ouest, les Bedde intensifièrent leurs raids sur les routes commerciales conduisant au pays Hawsa, cependant qu'au nord, les incursions des Touareg d'Agadès se multiplièrent et finirent par aboutir, vers 1759, à la perte des importantes mines de sel de Bilma puis à l'abandon de nombreuses villes en bordure du désert[99]. Ces événements précipitèrent l'émigration vers le sud du groupe manga qui s'établit en pays Hawsa, dans les États sosebaki et la province de Ngazir.

Au Baguirmi, Muḥammad al-Amīn (vers 1751-1785) rejeta la suzeraineté du Borno et lança une série d'attaques contre ses frontières orientales tandis que, de son côté, le Wadai, sous Jawda (vers 1747-1795), poursuivait sa politique expansionniste en direction du Baḥr al-Ghazāl[100]. Ces attaques déclenchèrent les migrations des Tubu, des Kānembu et des Arabes shuwa au Kānem et dans le Borno métropolitain[101], qui se disputèrent alors les pâturages lors de conflits exacerbés par de longues périodes de famine.

Vers 1781, le Mandara se révolta et, après plusieurs batailles, infligea une défaite sévère aux forces du Borno[102]. Ce fut ensuite au tour des États sosebaki[103] et, vers 1785, du Gobir de se soulever[104].

Devant l'insécurité, les famines et la difficulté de trouver des pâturages, de nombreux nomades fulbe abandonnèrent le Borno métropolitain pour le pays Hawsa, le Mandara et le Fombina, mais ils ne trouvèrent nulle part la paix et la sécurité qu'ils recherchaient[105], ce qui explique probablement en partie le rôle prépondérant qu'ils jouèrent dans le *djihād*.

Les *ʿulamā'* indépendants de la cour et les simples musulmans attribuèrent la crise à la corruption grandissante des dirigeants sefuwa et à

99. J. E. Lavers, 1980, p. 208.
100. G. Nachtigal, 1874, p. 100-101 ; J. E. Lavers, 1980, p. 208.
101. Anonyme, s. d.
102. B. M. Barkindo, 1980, p. 390-391.
103. I. Landorein, 1910-1911, p. 427 et 429.
104. A. ibn Mustafā, en particulier ms 49, f. 46 et 76.
105. Pour le pays Hawsa, voir Y. B. Usman, 1981 ; pour le Madara, voir B. M. Barkindo, 1980 ; pour le Fombina, voir A. Saʿad, 1977.

l'impuissance des *mai* à mettre un frein au syncrétisme qui se répandait dans le peuple. Les *ʿulamāʾ* de la cour furent également blâmés pour avoir toléré la religion de plus en plus dégénérée des dirigeants. D'autres lettrés, tels les *karabiwa mallam*, tentèrent de se retirer complètement de la société qu'ils jugeaient corrompue. Lorsque le *djihād* éclata, les États vassaux hawsa demandèrent au *mai* de remplir ses obligations de calife et de protecteur et de leur venir en aide. Le fait que, loin d'y parvenir, il ne pût même pas éviter d'être chassé de sa propre capitale marqua la fin de son hégémonie.

Il faut toutefois noter que, si le *djihād* a contribué à faire perdre aux Sefuwa leurs États vassaux et à mettre fin à leur domination, le système administratif et socio-économique édifié par les *mai*, en particulier dans le Borno métropolitain, subsista encore, quoique modifié, bien après le début du XXe siècle.

CHAPITRE 18

Des savanes du Cameroun au haut Nil

E. M'Bokolo

Cette partie de l'Afrique risquerait de beaucoup souffrir à être comparée avec les autres régions pour lesquelles les connaissances historiques aux époques considérées ici sont à la fois plus abondantes, plus cohérentes et plus sûres. Cette particularité ne vient pas seulement de ce que la recherche s'est intéressée à cette zone d'une manière trop peu systématique et, dans l'ensemble, trop récemment. Elle s'explique aussi par le fait que, pour les périodes antérieures au XIXe siècle, les moyens mêmes de la recherche apparaissent fort limités. Là où les organisations politiques ont pris la forme d'États, ceux-ci se sont constitués, dans la plupart des cas, assez tard, aux XVIIIe et XIXe siècles. Aussi les traditions historiques orales chez ces populations faiblement hiérarchisées apparaissent-elles peu explicites et excèdent-elles rarement quelques générations, cinq à six dans le meilleur des cas. Quand elles existent, elles se rapportent souvent à l'histoire individuelle de tel ou tel lignage et posent, outre les difficiles problèmes habituels d'interprétation, celui de leur articulation et de leur intégration à une vision globale de l'évolution de l'ensemble de la région. Toute synthèse fondée sur ce premier type de sources est donc nécessairement provisoire. Mais les autres sources n'abondent guère. Quelques relations de voyage existent à partir du XVIe siècle pour les zones les plus fréquentées par les étrangers, telle la côte atlantique qui est relativement bien décrite, tandis qu'elles font défaut pour la bordure septentrionale proche du monde musulman qui n'a été réellement explorée par des voyageurs musulmans qu'au XIXe siècle. Enfin l'archéologie, la linguistique historique et l'ethnolinguistique n'en sont qu'à leurs débuts.

Il n'existe, par ailleurs, aucun élément liant entre elles les différentes parties de cette région. La forêt est certes l'élément physique prépondérant d'autant plus que, du XVIe au XVIIIe siècle, elle devait couvrir une plus grande superficie qu'aujourd'hui, mais la savane est largement dominante dans la région depuis longtemps. La faible densité de la population semble constituer un autre trait commun, toutefois, hier comme aujourd'hui, elle ne saurait masquer l'existence de quelques noyaux de densité relativement élevée, en particulier dans la savane et le long des cours d'eau. Quant aux différents peuples, leurs langues, leurs modes de vie et leurs formes d'organisation sont fort hétérogènes. Ces diversités et les inévitables inégalités dans la connaissance conduisent à privilégier l'approche par régions.

La bordure septentrionale

La partie septentrionale de cette région, des plateaux du Cameroun central, à l'ouest, jusqu'au Nil, à l'est, est la zone pour laquelle les connaissances historiques manquent le plus. Il est significatif, par exemple, que les meilleures chronologies dont nous disposons actuellement ne proposent guère de faits au-delà de 1800[1]. Avant le début du XIXe siècle, l'historien se trouve, selon la belle formule d'E. M. Chilver, « dans le domaine de la conjecture raisonnable », ces conjectures ne pouvant être formulées qu'à l'intérieur de cadres géographiques relativement restreints. En effet, la tendance qu'ont prise les travaux ethnologiques et historiques à s'enfermer d'abord dans les cadres très étroits des ethnies puis, plus récemment, dans ceux des États contemporains rend très difficile et très aléatoire toute synthèse à l'échelle de la zone. Il semble donc plus raisonnable d'essayer de définir des micro-zones présentant une relative homogénéité culturelle ou, tout au moins, une relative communauté de destin dans la période qui nous intéresse.

Les plateaux du Cameroun central

Ces prairies relativement fertiles ont probablement connu un peuplement très ancien, en tout cas antérieur aux mouvements de population dont les conséquences sont encore visibles et qui remonteraient aux XVIe et XVIIe siècles[2]. Deux indices au moins témoignent de cette ancienneté. En premier lieu, la végétation qui, composée aujourd'hui de savane arborée, était autrefois une forêt dense. Toutefois, cette modification écologique, dont la chronologie n'est pas établie et dont les mécanismes apparaissent fort complexes, pourrait tout aussi bien être attribuée à l'action lente et progressive de communautés humaines compactes qu'à celle, brutale, d'une population peu nombreuse d'immigrants, voire à des influences climatiques.

1. Voir, par exemple, P. Kalck, 1980 ; E. M. Chilver, 1981.
2. C. Tardits, 1981, p. 14 et 459-484 ; T. Eyongetah et R. Brain, 1974, p. 34.

L'autre indice est constitué par la présence de nombreux outils en pierre qui atteste une occupation humaine durable antérieurement à la diffusion de la métallurgie du fer: celle-ci aurait eu lieu ici dans la deuxième moitié du premier millénaire. Il reste cependant impossible d'identifier ces anciens habitants. S'agit-il de chasseurs pygmées dont il subsiste quelques descendants sur les rives du Mbam? Avons-nous au contraire affaire à des peuples parlant des langues proto-bantu et ne maîtrisant pas encore la métallurgie? On ne saurait non plus écarter l'hypothèse de mouvements et de brassages anciens de peuples assez différents.

Les faits commencent à se préciser seulement à partir du XVIe siècle. Les mouvements de population auxquels se réfèrent les traditions ont mobilisé des masses d'hommes fort hétérogènes: groupes de parents ou d'alliés, communautés compactes et imposantes, mais aussi individus isolés. Tout semble indiquer que les migrants étaient peu nombreux: s'ils ont réussi à dominer politiquement les peuples trouvés sur place (ce qui témoigne d'une supériorité technique), ils ont systématiquement abandonné leur langue d'origine pour adopter celle du pays d'accueil. Il n'est pas exclu que le même phénomène se soit produit pour les institutions politiques. Les traditions révèlent également les innombrables raisons de ces mouvements: querelles internes; recherche du minerai de fer et du bois pour le travailler; quête de nouvelles terres, provoquée peut-être par l'introduction du maïs ou l'essor de la culture du palmier à huile; commerce du sel; pression d'envahisseurs venus du nord. Le facteur nordiste, en particulier les raids d'envahisseurs fulbe, qui est bien connu au XIXe siècle, a commencé à jouer plus tôt, dès le milieu du XVIIIe siècle, peut-être même avant: le livre célèbre préparé à la demande et sous le contrôle de Njoya, roi du Bamum, *Histoires et coutumes des Bamum*, se réfère à des envahisseurs à cheval pour une époque correspondant au XVIIIe siècle. En outre, la langue mbum parlée sur les plateaux du Cameroun central comporte, dans son vocabulaire et dans sa syntaxe, de nombreux emprunts au fulbe (variante de l'adamawa). Il semble donc que les Fulbe poussèrent les Mbum vers le sud, cette dernière migration provoquant celle des Fang et des Beti.

Cette bousculade incessante, étalée sur plusieurs siècles, s'accompagnant de constants brassages et d'emprunts dans tous les sens, est l'un des principaux facteurs qui rendent compte d'une remarquable homogénéité culturelle de la population du Cameroun central[3]. Tous les peuples qui la composent parlent des langues bantoïdes ou semi-bantu. Les institutions politiques et sociales présentent de nombreuses similitudes: les communautés sont organisées en chefferies, parfois en royaumes, dans lesquels le chef jouit d'un pouvoir sacré et dirige un corps plus ou moins important de fonctionnaires, avec l'aide d'une princesse de haut rang (la reine mère ou la sœur du roi), et la moitié mâle de la société se partage entre les nombreuses associations — sociétés secrètes et/ou groupes militaires — ayant des fonctions rituelles ou

3. T. Eyongetah et R. Brain, 1974, p. 36-38; M. McCulloch *et al.*, 1954, p. 11 et suiv.

de maintien de l'ordre. Les techniques sont souvent comparables, surtout dans la métallurgie du fer et du cuivre. Dans toutes ces sociétés, le forgeron est censé détenir, outre son savoir-faire, des pouvoirs magiques et il apparaît en bonne place dans les récits mythologiques et les traditions historiques. Cette homogénéité, qui était bien établie vers 1800, s'était progressivement constituée au cours des siècles antérieurs.

Parmi ces multiples peuples, trois méritent qu'on leur porte particulièrement attention. Le premier est celui des Tikar, important parce que de nombreux autres peuples des plateaux camerounais prétendent en être issus ou en ont subi de très fortes influences[4]. Ces Tikar auraient eu pour ancêtre un commerçant originaire du Borno qui se serait établi et aurait fait souche chez les Mbum. Les différentes traditions des Tikar fixent leur point de départ dans le nord-est du Cameroun (Tibati, Banyo, Kimi, Ndobo). Le terme *tikar* était d'abord le surnom du premier groupe des Mbum qui quittèrent leur pays pour la région des plateaux : il finit par s'appliquer à tous les émigrés mbum et aux peuples qu'ils avaient conquis. L'essentiel de cette grande migration se situerait au XVIIe siècle et aurait été provoqué par des pressions fulbe, des dissensions internes et la recherche de nouvelles terres. En arrivant dans la région de Bamenda, les Tikar rencontrèrent les Tumu qu'ils finirent par dominer après avoir été leurs alliés. Mais, rançon de la victoire, ils adoptèrent la langue des vaincus et leurs institutions, en particulier les titres politiques et les sociétés secrètes. Plusieurs groupes parmi les vaincus préférèrent émigrer à leur tour vers l'ouest et le nord-ouest. Ces Tikar fondèrent plusieurs États, notamment le royaume de Nso, dont les caractéristiques allaient se transmettre aux autres monarchies de la région : royauté sacrée ; culte des rois défunts ; hiérarchie politico-sociale rigide ; détention exclusive de certains titres ou fonctions par les princes et les princesses ; existence d'une importante noblesse palatiale ; organisation, au niveau de chaque village, de sociétés secrètes masculines.

La fondation du Royaume bamum est le fait d'un groupe d'émigrants apparentés à la dynastie royale des Tikar de Nso[5]. La chronologie précise de ces événements est difficile à reconstituer. Notons seulement que dans *Histoire et coutumes des Bamum*, on dénombre dix rois depuis le fondateur Ntchare jusqu'à Kuotu, dont le règne a précédé immédiatement celui de Mbuembue, datant de la première moitié du XIXe siècle. Ntchare fut, selon certaines traditions, expulsé de Rifum et, selon d'autres, émigra volontairement avec plusieurs compagnons pour aller s'installer là où vivent actuellement les Bamum. Ce fut d'abord un conquérant qui écrasa quelque dix-huit souverains dont certains des peuples s'enfuirent tandis que d'autres se rallièrent à Ntchare. C'est à lui que les Bamum doivent la fondation de leur capitale, Foumban, alors appelée Mfomben (de *fom*, ruines, et *mben*, les anciens habitants vaincus). Ntchare se chargea aussi

4. C. Tardits, 1980, p. 80-89 ; T. Eyongetah et R. Brain, 1974, p. 38-41.
5. Cette histoire a été complètement revue par G. Tardits, 1981, p. 83-126.

de doter le royaume d'institutions politiques inspirées, pour la plupart, de celles des Tikar : il créa un important corps de dignitaires, parmi lesquels les *kom ngu* (conseillers du royaume) avec lesquels il se partagea les terres alors disponibles ; il forma deux sociétés secrètes dont l'une, le *ngiri*, ne regroupait que les princes et l'autre, le *mitngu*, était ouverte au reste de la population sans distinction de rang social (descendants des peuples conquis, grands serviteurs de l'État, conseillers du royaume…). Cependant, les Bamum abandonnèrent le tikar pour adopter la langue des vaincus, le mben. Les neuf rois qui succédèrent à Ntchare ont été fort peu valorisés par la tradition codifiée des Bamum qui dit de chacun d'eux qu'« il vécut longtemps sans rien faire, vivant de ce que les mains de Ntchare avaient fait ». En fait, ce ne furent pas des conquérants : l'expansion territoriale ne devait commencer qu'au début du XIXe siècle, sous le règne de Mbuembue. Le royaume connut même, en plus des dissensions internes, la menace sérieuse d'envahisseurs venus du nord (Chambe et Fulbe), surtout au XVIIIe siècle. Cependant, cette période fut marquée par une évolution significative. La forte extension de la polygamie royale contribua à la multiplication des lignages princiers (61 à la fin du XVIIIe siècle). La noblesse palatiale s'accrut aussi sensiblement (27 lignages de grands serviteurs formés à cette époque) ; le roi recrutait ses serviteurs de préférence parmi les jumeaux et les fils de princesses. L'évolution matérielle et sociale reste mal connue. À la fin du XVIIIe siècle, le royaume comptait peut-être de 10 000 à 12 000 habitants, parmi lesquels les esclaves — réduits à cet état par suite de fautes ou de dettes — étaient peu nombreux. L'économie, essentiellement agricole, était ouverte aux échanges extérieurs, les Bamum ayant de très bonne heure importé du sel, du fer, des perles, des cotonnades et des objets en cuivre.

Quant aux Bamileke, leur histoire ancienne est assez étroitement liée à celle des deux groupes précédents[6]. Le terme lui-même, dont l'origine et la signification sont toujours discutées, a été incorrectement appliqué à de nombreux groupes (une centaine de chefferies) qui partageaient certes une culture commune mais qui ne se qualifiaient pas eux-mêmes de Bamileke. Tous venaient du nord, de la région aujourd'hui occupée par les Tikar. Leur migration vers le sud aurait commencé au XVIIe siècle et serait à mettre en relation avec les mouvements de population tikar et les pressions fulbe. Étalée dans le temps et ayant eu lieu en plusieurs vagues successives, elle a été le fait de plusieurs catégories de la population. Ces migrants occupèrent l'actuel pays Bamum, où ils eurent le temps de fonder plusieurs villages avant d'en être, pour la plupart, expulsés par les Bamum qui assimilèrent ceux qui restèrent. Parmi les différents groupes bamileke, les Baleng furent les premiers à traverser le Nun, sans doute au début du XVIIIe siècle, suivis peu après par les Bandeng, les Bapi, les Bafoussam. L'établissement de ces groupes dans leur habitat actuel allait se poursuivre jusqu'au XIXe siècle. Les différentes chefferies présentaient

6. T. Eyongetah et R. Brain, 1974, p. 43-46 ; C. Tardits, 1981.

des traits communs avec les sociétés politiques des plateaux camerounais (existence d'un chef, importance des conseils, rôle des associations). Elles s'en distinguaient, d'une part, par leur très grande indépendance les unes envers les autres ainsi que par l'existence de nombreuses sous-chefferies relativement autonomes et, d'autre part, par la très grande mobilité de leurs habitants qui, apparemment ancienne, semble avoir été liée à une croissance démographique assez bonne et au système d'héritage qui transférait à un seul héritier la totalité des biens, acculant les autres fils à obtenir une terre de la part du chef ou à aller s'établir ailleurs.

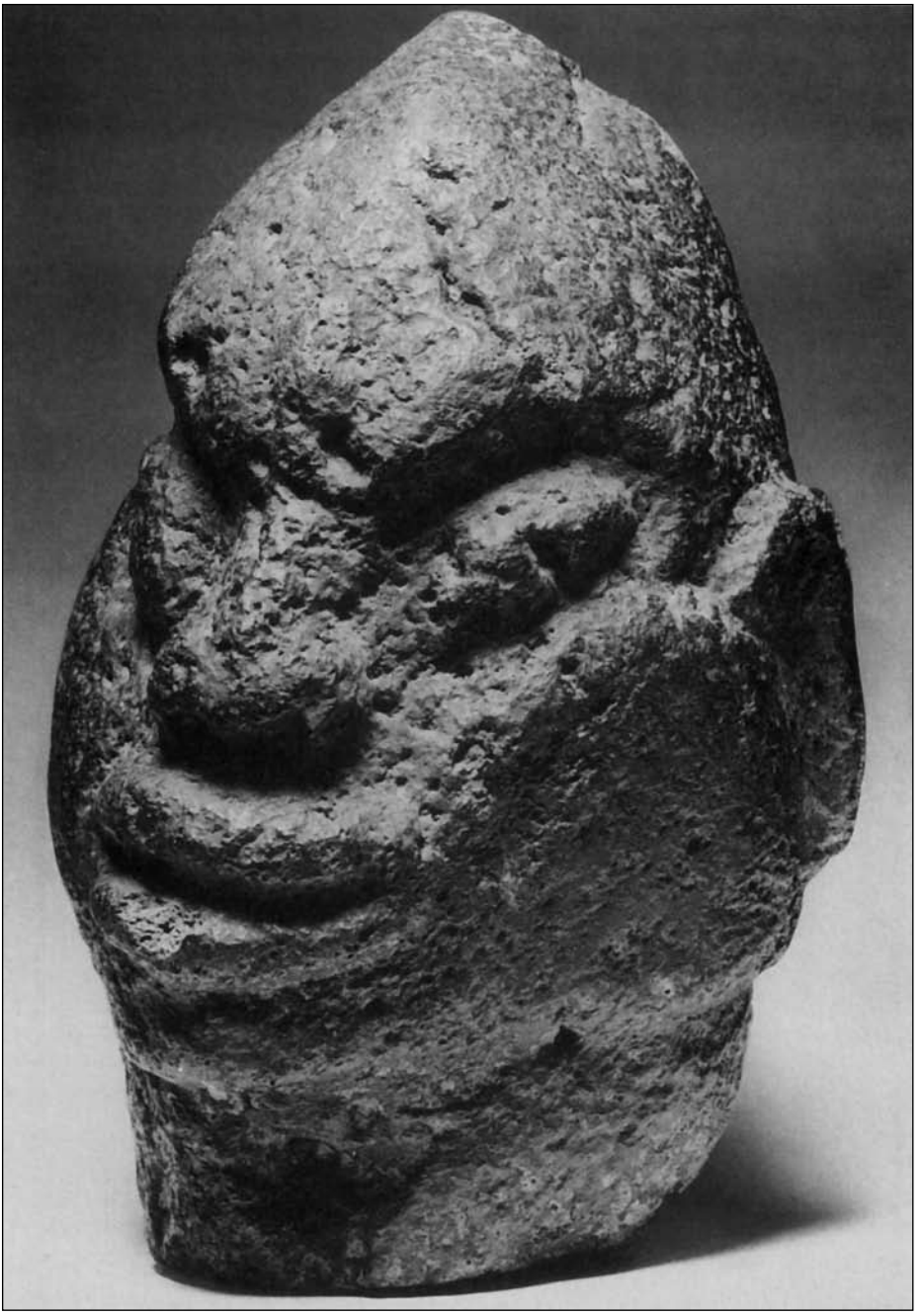
Les régions de l'Uele et de l'Oubangui

À regarder de près les hypothèses et les conclusions en présence, on éprouve le sentiment persistant que la connaissance des régions de l'Uele et de l'Oubangui, du moins pour les périodes antérieures au XIXe siècle, n'a guère progressé depuis les travaux des premiers anthropologues, en particulier ceux de Hutereau, de Calonne-Beaufaict et Lagae[7]. Chez les chercheurs contemporains reviennent constamment les mêmes expressions qui traduisent le caractère très approximatif des connaissances (« vraisemblances », « science conjecturale », « conclusions provisoires ») autant que l'extrême complexité des phénomènes étudiés (« confusion », « fouillis des races », « puzzle »).

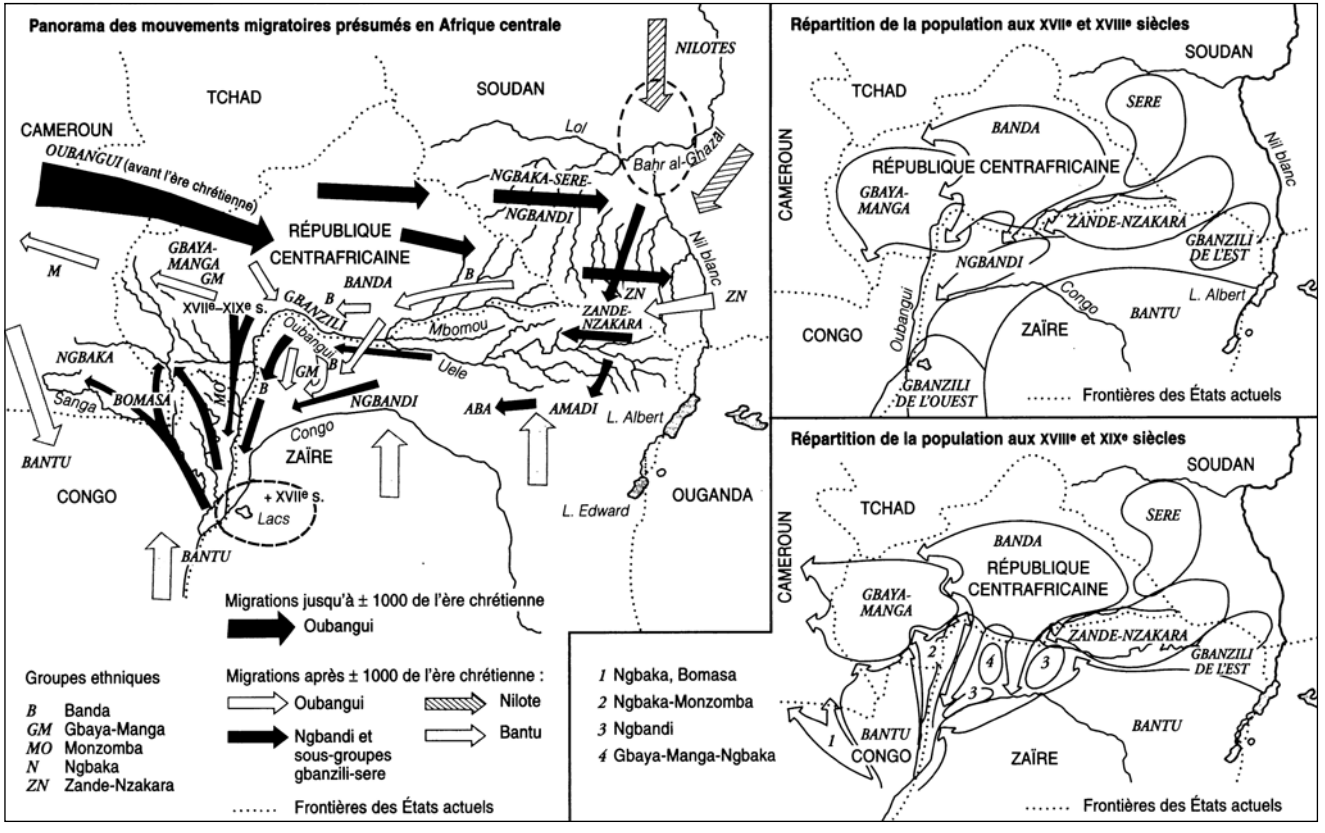
La question la plus ardue est indiscutablement celle du peuplement de ces régions. Malgré des divergences mineures, relatives aux qualificatifs les plus adéquats pour désigner les groupes humains, tous les travaux s'accordent à reconnaître trois types de peuplements : les populations néolithiques, les Bantu et les Soudanais. Les principales difficultés apparaissent dès qu'on veut cerner rigoureusement les péripéties et les modalités du peuplement ainsi que le contenu et les formes successives des relations entre ces différents peuples.

Traditionnellement, par commodité plus que par choix, on distinguait deux sous-ensembles, celui de l'Oubangui et celui de l'Uele[8]. La région de l'Oubangui, aujourd'hui peuplée essentiellement par des Soudanais — Banda, Ngbaka et Ngbandi parlant des langues de la famille de l'adamawa oriental —, aurait été occupée jusqu'au XVIIe siècle par des Bantu qui en auraient eux-mêmes pris possession aux dépens de populations mal connues dont il ne reste aujourd'hui que des outils néolithiques. Ces Bantu ne sont guère mieux connus dans la mesure où la plupart d'entre eux se sont acculturés aux Soudanais. Ceux-ci auraient commencé à s'introduire dans la région au XVIIe siècle ou au début du XVIIIe siècle, en provenance du Dārfūr et du Kordofān avec, en premier, ceux qui allaient former le groupe ngbandi, suivis par les Banda et les Ngbaka. La succession de peuplements dans la région de l'Uele, aujourd'hui dominée par les peuples

7. A. de Calonne-Beaufaict, 1921 ; A. Hutereau, 1922 ; C. R. Lagae, 1926.
8. J. Vansina, 1966*b*, p. 27-52 ; A. de Calonne-Beaufaict, 1921, p. 135-149 ; E. de Dampierre, 1968, p. 156.



18.1. Tête en tuf volcanique, Uele, date inconnue.
[Museum Rietberg, Zurich. © Photo: Wettstein et Kauf (Von der Heydt Collection).]



18.2. Migrations de population dans les régions de l'Uele et de l'Oubangui.
[*Source*: d'après L. Bouquiaux et L. Hyman, 1980, p. 811 et 821.]

zande et « zandéisés » et par les Mangbetu, semble sensiblement différente. Jusqu'au XVIe siècle, voire au début du XVIIe siècle, les bassins de l'Uele, du Mbomu et de l'Aruwimi auraient été occupés par des communautés néolithiques dont les survivants actuels seraient les Momvu, les Logo et les Makere. Ces habitants, de petite taille, utilisaient des outils en bois, en os et surtout en pierre polie (haches, meules, pierres de fronde). Sur ce fond sont venus se greffer deux groupes de populations traditionnellement représentés comme des envahisseurs. Ces migrations originelles eurent lieu du XVIe au XVIIIe siècle. Il y eut, d'une part, les Soudanais à partir desquels devaient se constituer les peuples mangbetu, ngbandi et zande : un premier mouvement les conduisit dans le sens nord-sud jusqu'à l'Oubangui et au Mbomu et, de là, ils suivirent une direction ouest-est. Le XVIIe siècle vit, d'autre part, l'arrivée de Bantu venant du sud et remontant les cours d'eau. Les groupements ethno-politiques se formèrent à cette époque (du XVIIe au début du XVIIIe siècle).

D'autres chercheurs ont proposé une synthèse couvrant l'ensemble des régions de l'Oubangui et de l'Uele[9]. Leur argumentation s'appuie essentiellement sur des données linguistiques et ethno-linguistiques et distingue trois grandes phases de peuplement. Il y aurait eu d'abord, au cours du premier millénaire avant J.-C., un mouvement de grande ampleur, orienté d'ouest en est et amenant jusqu'au Nil les proto-oubanguiens : les Gbaya-Manga s'établirent à l'ouest, les Banda au centre, les Ngbaka-Sere-Ngbandi dans le triangle formé par le Bahr al-Ghazāl et le Nil blanc, et les Zande-Nzakara au sud entre l'Uele et le Nil. Ces populations se trouvaient encore à cet emplacement vers 1000 après J.-C. lorsque se produisit une poussée nilotique venue du nord qui eut d'abord pour effet de faire éclater le groupe ngbaka-sere-ngbandi et d'en pousser plusieurs éléments vers le sud, notamment les Ngbandi dans l'interfluve Oubangui-Zaïre où ils rencontrèrent les Pygmées et les Bantu. Cette poussée nilotique repoussa aussi vers l'ouest, dans les régions arrosées par l'Uele et le Mbomu, les Zande-Nzakara. La troisième phase de peuplement, commencée au XVIIIe siècle, correspond à la poussée des Bantu venant du sud et fuyant les effets du commerce négrier.

Cette synthèse est séduisante, quoiqu'elle appelle au moins deux réserves fondamentales. D'une part, il semble difficile de parler de migrations, si cette notion doit correspondre à de grandes masses de population en mouvement : dans les cas les mieux connus, ceux des Zande et des Mangbetu, les processus en action relèvent du domaine de la politique plutôt que de la démographie puisque les envahisseurs représentaient une élite, remarquablement organisée sur les plans technique et politique, qui se contenta de regrouper les populations locales en chefferies et en royaumes. D'autre part, il serait fallacieux de suggérer que les États et les groupes ethniques, dont on connaît l'histoire au XIXe siècle, ont de tout temps existé. Or toutes les traditions, en particulier les généalogies

9. L. Bouquiaux et L. Hyman, 1980.

des clans majeurs, montrent que ce fut seulement au cours du XVIIe siècle que des « conglomérats de peuples » (selon E. de Dampierre) se formèrent à partir des différentes vagues de migrations : les Nzakara, de langue apparentée au zande, les Baza de langue ngbandi et les Mbomu de langue zande. À la même époque, quelques clans commencèrent à émerger : les Vou-Kpata chez les Nzakara, les Bandia chez les Bangbandi (sing. Mongbandi), les Bakunde et les Vungara chez les Mbomu. Les développements postérieurs, qu'il faut dater probablement du XVIIIe siècle, permirent à deux clans, les Vungara et les Bandia, de s'imposer aux dépens des autres. Installés d'abord sur le Shinko, l'un des affluents du Mbomu, les Vungara se firent reconnaître comme les seuls chefs des Mbomu en éliminant les Bakunde. Commença alors leur longue migration vers l'est et le sud, qui devait durer jusqu'à la fin du XIXe siècle et au cours de laquelle ils allaient vaincre, se subordonner, assimiler ou s'allier les peuples les plus hétérogènes. Ce fut surtout leur habileté à organiser politiquement ces populations qui constitua le ciment de la société zande : celle-ci apparaissait à cette époque plus qu'aujourd'hui comme « un extraordinaire puzzle de clans et de lignages déracinés » (selon E. de Dampierre) liés par leur commune allégeance à l'aristocratie dirigeante des Vungara. Quant aux Bandia, leur point de départ fut le haut Oubangui, en aval des confluents du Mbomu et de l'Uele. Leur expansion connut un temps fort au XVIIIe siècle grâce à Ngubenge qui fit la conquête du pays Nzakara et contribua à pousser vers l'est les Vungara[10].

La civilisation matérielle de ces peuples est mal connue, les informations assez nombreuses disponibles pour le XIXe siècle ne pouvant s'appliquer qu'avec beaucoup de précaution aux siècles antérieurs[11]. Il semble cependant probable que les aristocraties conquérantes aient pratiqué de longue date et avec efficacité la chasse. Chez les Zande, ce fut une activité noble : bien qu'ils aient acquis leurs talents d'agriculteurs auprès des populations conquises et quel que fût l'intérêt de leurs princes pour l'agriculture, les travaux des champs restèrent l'apanage des femmes, des subordonnés et des esclaves. Le travail du fer était tenu en haute estime et dans certains groupes, comme celui des Ngbandi, les forgerons se rassemblaient au sein d'associations professionnelles très fermées. L'important réseau fluvial formé par l'Oubangui, l'Uele, le Mbomu, l'Aruwimi et leurs multiples affluents fut à la base d'un commerce actif : les marchés réguliers avaient lieu tous les cinq à sept jours et l'on y échangeait principalement des produits artisanaux (couteaux et lances en fer), des vivres et des animaux (poissons, chèvres, chiens) ainsi que des esclaves. Ce commerce allait connaître un essor spectaculaire à mesure que les échanges réalisés par les Européens sur la côte atlantique faisaient sentir leurs effets de plus en plus loin vers l'intérieur des terres.

10. E. de Dampierre, 1968, p. 156-173 ; E. E. Evans-Pritchard, 1971, p. 267-278 et 414-435.
11. En plus des auteurs précédemment cités, voir P. Denis, 1961, p. 7-20.

Les sociétés côtières et le commerce transatlantique

Les XVIe, XVIIe et XVIIIe siècles correspondent, pour les pays forestiers de l'Afrique centrale, à la mise en place et au développement sur une large échelle du commerce côtier, qui devait se réduire très tôt au trafic négrier. La frange côtière, qui connut des bouleversements de toutes sortes suscités par ces échanges d'un type nouveau, ne constitua que le maillon final d'une longue chaîne commerciale qui pénétra de plus en plus loin à l'intérieur du continent. Ainsi, à la fin du XVIIIe siècle, cette chaîne remontait jusqu'au haut Mungo, aux *grasslands* (riches terres) du Cameroun, au haut Ogooué et gagnait, par le fleuve Congo (Zaïre), l'Oubangui.

Les peuples

L'état de la population et des sociétés dans la zone côtière au début du XVIe siècle reste encore mal connu et continue d'alimenter les controverses entre spécialistes. Il est probable que, située immédiatement au sud du foyer originel de dispersion des peuples bantuphones et à mi-chemin entre les deux centres d'éclosion de systèmes étatiques que furent la côte de Guinée et le Kongo, cette région a dû connaître une évolution complexe aussi bien dans son peuplement que dans son organisation politique, sociale et culturelle dont les phases majeures restent obscures. Ainsi, par exemple, les traditions relatives aux origines et aux migrations se révèlent bien maigres : pour les populations duala et apparentées, on ne peut retracer les routes précises des migrations que depuis la vallée de la Sanaga ; pour les Mpongwe du Gabon, ainsi que pour les Mitsogo et les Okande, le seul point de départ identifié est le haut Ivindo. Les écrits des navigateurs et des commerçants européens n'apportent guère plus de précisions. Émanant d'hommes préoccupés par l'utilité et la rentabilité des pays qu'ils fréquentaient, ces textes nomment des lieux, décrivent des ressources, indiquent les modes de peuplement mais ne précisent pas l'identité des groupes humains. Ils montrent cependant que l'ensemble de la région était occupé, même si l'on ne sait pas toujours par qui. Ainsi, selon l'*Esmeraldo de Situ Orbis*, écrit vers 1505 par D. Pacheco Pereira, « tout le rivage de la mer, depuis (la) Serra de Fernam do Poo jusqu'au Cap de Lopo Gonçalves, a une population dense. […] Cette contrée est très près de l'équateur, que les anciens déclaraient inhabitable, mais l'expérience a montré qu'il en était autrement[12] ». La *Relation du Royaume du Congo et des contrées environnantes* publiée à Rome en 1591 confirme ce peuplement ancien : « L'île de Saint-Thomas entretient un commerce avec les gens qui habitent sur le continent, lesquels ordinairement se rassemblent aux embouchures de leurs rivières[13]. »

12. D. P. Pereira, 1937.
13. F. de Pigafetta, 1591.



18.3. Vue de face et de biais d'une statuette royale kuba, assise devant une planche de mascara.
[British Museum, Londres. Reproduit avec l'aimable autorisation de The Trustees.]

Qui étaient ces gens ? Pour la côte elle-même, nous disposons de deux types de sources complémentaires. Les relations de voyage et, en particulier, la *Description de l'Afrique* d'O. Dapper, qui contient une liste des nombres utilisés par la population de la côte, permettent d'affirmer que, vers 1660, celle-ci était indiscutablement de langue bantu[14]. Ces mêmes sources écrites permettent de dater le règne de plusieurs souverains cités dans les traditions orales. Ainsi l'apogée du règne de Mulobe, troisième roi historique des Duala, peut être situé vers 1650 : cette précision autorise à repousser au XVIe siècle les faits et gestes de son grand-père Mbedi et au-delà du XVIe siècle ceux du légendaire Mbongo, auxquels se réfèrent les Duala et les peuples apparentés[15].

Si l'on peut donc admettre un peuplement bantu de la côte dès le début du XVIe siècle, on est encore réduit à des conjectures pour les régions voisines de l'intérieur. Ainsi, pour la région de Minlaaba et le pays Beti, on a pu établir, sans indication chronologique, six niveaux de peuplement dont le plus ancien serait constitué par les Pygmées, suivis par des chasseurs-cueilleurs comme les Ola, puis par différents groupes bantu — Maka Muumbo, Beti, Basa — dont les migrations se sont prolongées jusqu'au XIXe siècle[16]. Plus au sud, dans l'actuel Gabon, le tableau est beaucoup plus précis. À la fin du XVe siècle, les Portugais trouvèrent dans la région de l'estuaire des populations mpongwe, qui étaient arrivées à une date inconnue sur la côte où elles avaient trouvé des Pygmées. Autour de ces Mpongwe vivaient peut-être déjà les Akele et les Seke. Les territoires du bas Ogooué (cap Lopez et lagune Fernán Vaz) ne comportaient pas encore de populations bantu dont l'établissement dans la région fut postérieur au développement du commerce avec les Européens : le peuplement y était sans doute à dominante négrilles. Le seul État organisé se trouvait dans l'estuaire du Gabon. D'après la description tardive qu'en a laissée Dapper au XVIIe siècle, le roi portait le titre de *mani pongo* : le mot *mani*, d'essence kongo, peut suggérer une influence directe ou indirecte du modèle politique du Royaume du Kongo, à moins que ce ne soient les commerçants européens, habitués au Kongo, qui l'aient appliqué par commodité à cette monarchie[17]. À l'extrémité sud, le Royaume du Loango était bien établi vers 1500 puisque tous les récits de navigation du début du XVIe siècle se réfèrent nommément au Mani Loango et à Mbanza Loango. Les seules incertitudes, difficiles à lever, concernent sa fondation et son extension. Certaines traditions font du Loango un État dérivé du Royaume du Kongo, dont le fondateur aurait été un parent du premier roi du Loango. Selon d'autres traditions, la fondation du Royaume de Loango découla de processus internes à la société vili. Il est possible que le Loango ait entretenu avec le Kongo des relations étroites, peut-être de vassalité, jusque vers la fin du

14. O. Dapper, 1668.
15. E. Ardener, 1956 et 1968 ; M. Mdoumbe-Moulongo, 1968 ; H. Ngoa, 1969.
16. P. Laburthe-Tolra, 1977, p. 77-413.
17. J. A. Avaro, 1981, p. 23-30 et 39-59 ; E. M'Bokolo, 1981, p. 11-28 ; K. D. Patterson, 1975, p. 1-25.

XVe siècle. Quant à son extension, le Loango fit sentir son influence, plutôt d'une manière discontinue, jusqu'au cap Sainte-Catherine et, peut-être, jusqu'au cap Lopez. Comme dans beaucoup d'États d'Afrique centrale, le roi avait surtout des fonctions rituelles. Fondée par une famille de forgerons, l'institution de la royauté était liée au culte du feu : à son couronnement, chaque *maloango* allumait le *ntufia* (feu sacré) qui devait brûler jusqu'à sa mort ; des flambeaux allumés à ce feu étaient transportés religieusement dans les capitales provinciales et, de là, dans les foyers lignagers. Un autre rituel important concernait la pluie, dont le roi était responsable. Chaque année, au début de la saison des pluies, un grand festival avait lieu dans la capitale. Le peuple, après avoir remercié le roi pour sa protection, le suppliait de faire tomber la pluie. Une fois les festivités terminées, le roi, dressé sur son trône, tirait une flèche vers le ciel et, rapporte un témoin, « il y avait ce jour-là une grande réjouissance, parce que souvent il pleuvait ». Le plus remarquable dans cette société était sans doute l'organisation très complexe de l'économie. L'agriculture vivrière très dynamique allait de pair avec un artisanat très diversifié : fabrication de tissus de raphia destinés à l'habillement et à servir de monnaie ; travail de l'ivoire, du cuivre et du bois de teinture ; production de sel. Écoulés sur les marchés locaux, notamment celui de Buali, la capitale du royaume, ces produits gagnaient aussi des marchés extérieurs au royaume. Un réseau commercial, fondé sur l'alliance entre les chefs vili de Loango et ceux des peuples voisins, permettait d'atteindre l'estuaire du Gabon, le pays Kunyi et le Pool Malebo, dominé par les Teke[18]. Le commerce atlantique ne fut donc pas créateur dans cette région, il donna seulement une intensité et une ampleur nouvelles à un système d'échanges déjà bien établi.

Le commerce atlantique

L'histoire locale du commerce atlantique dans cette partie de l'Afrique est encore mal connue : les livres de comptes des commerçants européens, dont beaucoup n'ont pas été retrouvés, sont souvent fragmentaires. Aux XVIIe et XVIIIe siècles, nombre de descriptions de l'Afrique centrale présentent comme originales et certaines des informations de deuxième, voire de troisième main. On peut néanmoins avancer dès à présent certains faits avérés.

Le commerce fut d'abord le monopole du Portugal, dont les navigateurs Fernaõ do Po et Lope Gonçalves arrivèrent respectivement à l'île Formosa et au Gabon en 1472 et en 1473. Il ne se mit à prendre de l'ampleur qu'après 1500, lorsque les Portugais s'établirent définitivement dans l'île de Sao Tomé : celle-ci avait besoin d'esclaves pour ses propres plantations de canne à sucre, tout en servant d'entrepôt pour les cargaisons à destination des Amériques. Les îles de Principé et d'Annobom, désertes avant l'arrivée des Portugais, furent également peuplées par des esclaves capturés sur les côtes voisines.

18. P. M. Martin, 1972, p. 1-32 ; R. Gray et D. Birmingham, 1970, p. 141-146.

Le commerce semble avoir été relativement peu important. À la fin du XVIe siècle, des révoltes d'esclaves, dont les plus importantes eurent lieu à Sao Tomé en 1574 et 1586, ruinèrent le commerce portugais dans la région. Les Hollandais entrèrent en scène après 1598: ils créèrent de nouveaux centres d'échanges à l'embouchure du Wouri (Douala), dans l'estuaire du Gabon, et au cap Lopez, et éliminèrent les Portugais du Loango. Une nouvelle étape fut franchie vers 1660: le commerce négrier connut dès lors un développement massif qui allait se prolonger jusqu'au milieu du XIXe siècle. La France et la Grande-Bretagne devinrent les principales puissances marchandes dans la région, mais l'activité des Portugais, des Hollandais et des Danois réussit à maintenir une situation de concurrence, ce qui eut pour effet d'augmenter régulièrement le prix des esclaves et de multiplier les points de vente sur la côte.

L'importance précise de ces échanges est difficile à mesurer. Jusqu'à un certain point, la position de ces pays, au fond du golfe de Guinée, constituait un obstacle à leur essor. En effet, les bateaux négriers suivaient souvent la « petite route », ce qui les obligeait à s'arrêter aux différentes stations négrières de la côte atlantique, de la Sénégambie à Calabar, avant d'atteindre le Cameroun, le Gabon et le Loango: ces trois points se situaient ainsi à bout de course, lorsque la cargaison des bateaux était déjà presque complète. L'autre route, la « grande route », permettait d'éviter ces haltes intermédiaires et, en tirant le meilleur parti des vents et des courants marins, d'arriver directement au sud du cap Lopez et de commencer la traite à Loango ou dans les ports voisins. Les capitaines négriers préféraient aussi les esclaves achetés à Loango et plus au sud, « la fleur de la traite, doux et tranquilles, façonnés à la servitude […], toujours contents de leur sort », tandis que ceux du Gabon et du Cameroun avaient la réputation de mal supporter les effets physiques et les contraintes de l'esclavage[19].

On en arrive ainsi aux nuances suivantes. Sur la côte du Cameroun, les échanges entrèrent dans leur phase la plus active vers 1750[20]. L'estuaire du Wouri et, plus particulièrement, Douala en étaient les principaux centres. Là venaient essentiellement des navires hollandais, quoique de 1732 à 1759, sur les 153 expéditions commerciales organisées par la Middelburgsche Commercie Company vers l'Afrique, 10% seulement d'entre elles aient été destinées au Cameroun[21]. Mais on ignore toujours le nombre des navires hollandais appartenant à d'autres compagnies et celui des bateaux anglais dont tout indique qu'ils venaient nombreux dans la région. Douala se ravitaillait essentiellement dans le Nord et le Nord-Est; aucune relation marchande n'est attestée à cette époque avec le Sud. Vers le nord, le Mungo donnait accès aux *grasslands* ou les guerres chamba fournirent, à partir de 1750, de nombreux esclaves. Vers le nord-est, le Wouri conduisait au pays Nun-Mbam. En l'état actuel des connaissances, toute estimation chiffrée de ce trafic serait hasardeuse.

19. L. Degrandpré, 1801, cité par E. M'Bokolo, 1981, p. 17.
20. E. Ardener, 1968; J. Bouchaud, 1952, p. 79-104.
21. R. A. Austen et K. Jacobs, 1974, p. 7.



18.4. Masque fang porté par un membre de la société Ngil, association d'hommes organisée en fonction d'initiations déterminées et dont les membres maintenaient l'ordre dans la communauté et la protégeaient contre les mauvais sorts. Hauteur : 70 cm.
[Collection Musée de l'homme, Paris. © Photo : D. Destable.]]

Cette incertitude a conduit certains historiens à minimiser les exportations d'esclaves au profit d'autres produits, en particulier l'ivoire dont les Hollandais prélevèrent d'importantes quantités au XVIIIe siècle. Au Gabon, le principal centre d'échanges fut la région de l'estuaire, le cap Lopez ne commença à participer activement au commerce atlantique que sous le règne de Reombi-Mpolo (vers 1790-1810). Ici encore, malgré la rareté des données chiffrées, le commerce négrier fut de quelque importance si l'on en juge par la gravité du conflit qui opposa les Portugais aux Hollandais au sujet de la possession du Gabon au début du XVIIIe siècle et par le nombre de navires envoyés dans cette région par le port français de Honfleur : aux esclaves venaient s'ajouter d'importantes quantités d'ivoire, de cire et de bois de santal. Ces derniers produits étaient fournis par les chasseurs et cueilleurs kele et fang de la région voisine. Les esclaves venaient du moyen Ogooué qui fournissait aussi le cap Lopez. Le commerce du Loango est en définitive le mieux connu. Le commerce négrier proprement dit dura relativement peu de temps par rapport à celui de la Côte-des-Esclaves ou de l'Angola : commencé sur une large échelle vers 1670, il était presque inexistant en 1780. Jusqu'au milieu du XVIIe siècle, le Loango fournissait surtout de l'ivoire, des bois de teinture et des tissus de raphia, très recherchés dans toute l'Afrique centrale comme monnaie : ainsi, 2 ou 3 bateaux portugais de Luanda venaient annuellement chercher de 6 000 à 7 000 pièces de tissu avec lesquelles les Portugais payaient leurs soldats. Le nombre des esclaves exportés par la côte du Loango (Loango, Malemba, Cabinda), qui était de 100 par an vers 1639, passa à 12 500 par an pour la période 1762-1778 et à 13 000-14 000 par an entre 1780 et 1790[22]. Les livres de comptes des capitaines négriers ont laissé des indications précieuses sur l'origine ethnique des esclaves achetés par les Européens à Loango. Les Vili de Loango ne figuraient que rarement parmi ces esclaves destinés aux marchés extérieurs. Trois groupes dominaient : les Mayombe, voisins immédiats des Vili, les Monteque (Teke du Pool Malebo) et les Quibangue (Bubangui et « gens d'eau » des fleuves Congo et Oubangui). Ce dernier nom montre que, à son extension maximale, la traite atlantique avait touché le cœur du continent. Vers 1780, Loango perdit son importance au profit d'Apomande au cap Lopez et de Malemba et Cabinda, ports respectifs de deux petits États, Kakongo et Ngoyo, autrefois vassaux du *maloango*.

Des dynamismes complexes

Pour une région aussi restreinte, l'analyse des effets de ce système d'échanges intenses et prolongés doit être menée avec rigueur et finesse. L'une des tendances, relativement ancienne, de la recherche privilégie les effets destructeurs du commerce atlantique[23]. Les pertes démographiques, résultant des exportations d'esclaves mais aussi des guerres pour les capturer et

22. R. Gray et D. Birmingham, 1970, p. 149.
23. R. F. D. Rinchon, 1929 ; W. Rodney, 1972.

des maladies venues d'Europe et des Amériques, prennent dans cette perspective une importance cruciale. Walter Rodney, s'appuyant sur l'exemple du Loango, a mis en lumière la stagnation technique provoquée par les importations massives des marchandises européennes et américaines et la ruine des artisanats métallurgiques et textiles locaux[24]. Une autre tendance, plus récente, de la recherche serait plutôt portée à atténuer les pertes mesurables subies par les sociétés africaines. Ainsi, pour Philip Curtin, les « trois migrations transatlantiques » (exportation des esclaves d'Afrique vers les Amériques et, dans l'autre sens, diffusion de maladies inconnues et de plantes vivrières nouvelles) ont peut-être vu leurs effets s'équilibrer[25]. Le débat reste ouvert. On se contentera ici de souligner, en rapport avec ces échanges, les dynamismes de tous ordres et les mutations de longue durée touchant aussi bien l'organisation sociale et les structures politiques que le peuplement et les mentalités.

En importance, l'une des toutes premières mutations fut l'introduction de cultures vivrières originaires des Amériques : maïs, manioc, arachides, haricots, tabac[26]. À partir d'environ 1600, il suffira de deux siècles et demi pour voir ces cultures se substituer, parfois en les éliminant, aux anciennes plantes, bananes, sorgho, millet, ignames. La diffusion de ces cultures ne se limita pas à la zone côtière mais gagna rapidement l'intérieur des terres, parfois en longeant les routes marchandes, parfois indépendamment de celles-ci. Le manioc connut le succès le plus fulgurant. Signalé sur la côte du Loango dès 1608, il était déjà cultivé en pays Teke à la fin du XVIIe siècle. Cet essor repose sur plusieurs facteurs. Son rendement était nettement supérieur à celui des ignames. Il offrait aussi une grande sécurité contre les aléas climatiques et les désordres sociaux puisque sa racine pouvait rester en terre, sans dommage, pendant au moins deux ans. Plante à usages multiples, ses feuilles étaient comestibles, tandis que sa racine se prêtait à plusieurs techniques de transformation et de conservation : l'une d'elles permettait de fabriquer un pain fameux (*chikwangue* chez les Kongo) qui se conservait pendant environ six mois. Au cours du XVIIIe siècle, le manioc se répandit dans toute la cuvette congolaise en suivant le cours du fleuve Congo (Zaïre) et de ses multiples affluents. Plus lentement sans doute et de manière moins spectaculaire, le maïs, dont la présence sur la côte est attestée avant 1600, se substitua au sorgho. Les autres cultures furent progressivement intégrées dans les différents systèmes d'assolement. L'ampleur et la rapidité de ces mutations sont telles que J. Vansina a parlé, à juste titre, d'une véritable « révolution agricole ». Elles témoignent d'abord d'une très grande capacité d'innovation technique des communautés paysannes d'Afrique centrale. Il reste cependant difficile d'interpréter leurs effets. Ont-elles contribué, comme on l'a souvent souligné, par une alimentation plus sûre et plus diversifiée, à une plus grande résistance physique de la population et à une plus

24. W. Rodney, 1972, p. 103-123.
25. P. D. Curtin, 1969, p. 270-271.
26. J. Vansina, 1978*b*.

forte croissance démographique ? Rien n'est moins sûr. La valeur nutritive du manioc est médiocre et l'on a constaté, du moins au XIXe siècle, des signes graves de malnutrition chez les peuples qui l'ont utilisé le plus, comme les Tio et les Mboshi. D'une manière plus générale, les vastes défrichements que ces cultures ont nécessités ont peut-être facilité la multiplication des moustiques et la diffusion de la malaria et de la fièvre jaune. Au niveau social, cette révolution agricole contribua, avec le commerce lui-même, à créer une nouvelle division du travail : les nombreuses tâches agricoles — défrichements, cultures, conditionnement des produits — furent progressivement délaissées par les hommes, qui préféraient se consacrer au commerce plus rémunérateur, et confiées aux femmes et aux esclaves. L'intensification de l'esclavage domestique et des autres formes de dépendance fut une conséquence directe de ces mutations agricoles.

Dans les régions les plus proches de la côte, soumises aux contacts directs avec le commerce étranger, les transformations revêtirent une très grande complexité. Ce fut aux XVIIe et XVIIIe siècles que le peuplement se stabilisa et que commença un processus de redistribution qui allait s'achever au XIXe siècle. Ces mouvements de population furent particulièrement complexes au Cameroun et au Gabon : le XVIIe siècle vit l'occupation de l'estuaire du Gabon par de nouveaux clans mpongwe et le XVIIIe l'arrivée des Orungu au cap Lopez et des Nkomi à Fernán Vaz[27]. Au cours du XVIIIe siècle, commença la lente dispersion des Fang quelque part depuis la rive droite de la Sanaga en direction de la mer[28]. Quant aux structures politiques, le commerce côtier eut des incidences assez contradictoires[29]. Dans un cas seulement, parmi les Orungu du cap Lopez, il détermina la constitution d'un État fort, centralisé, dont le clan royal — Abolia ou Alombe — détenait le monopole exclusif du commerce avec les Européens. La formation ou le renforcement de cet État eut lieu assez tard, à l'époque où la traite battait son plein, sous le règne de Rwombi-Mpolo (vers 1790-1810). Partout ailleurs sur la côte, ce fut le mécanisme inverse qui opéra, celui d'un éclatement des centres d'autorité et d'un morcellement du pouvoir politique. Dans ce cas, l'organisation du commerce, du côté africain, ne fut pas le monopole de l'État : la concurrence bénéficia à quelques individus, princes, roturiers, voire anciens esclaves, qui formèrent une nouvelle aristocratie, jalouse de ses privilèges et avide de pouvoir politique. À Douala, la rivalité se cristallisa entre la famille de Bela (« King Bell ») et celle de Ngando (« King Akwa ») pour aboutir à une rupture définitive au début du XIXe siècle. Au Gabon, la rive droite de l'estuaire était contrôlée par les deux branches du clan aguekaza et la rive gauche par les clans asiga et agulamba. Au Loango, ce furent des hommes nouveaux — courtiers, commerçants, caravaniers et autres intermédiaires — qui connurent la meilleure fortune, ayant les moyens d'acheter la terre auprès du roi et de rassembler

27. H. Bucher, 1977, p. 149-170 ; J. A. Avaro, 1981, p. 97-146 et 175-193.
28. P. Alexandre et J. Binet, 1958, p. 13-17 ; P. Laburthe-Tolra, 1977, p. 410-411.
29. J. A. Avaro, 1981, p. 143-146 ; J. R. Brutsch, 1950, p. 213-216 ; P. M. Martin, 1972, p. 158-174 ; E. M'Bokolo, 1981, p. 19-28.



18.5. Masque de style nguni du Gabon. Porté par un danseur sur échasses, il représente l'esprit d'une jolie jeune femme revenu sur terre, après sa mort, pour prendre part à une cérémonie funèbre en tant que membre de la communauté des vivants. Hauteur: 26 cm.
[Collection Musée de l'homme, Paris. © Photo: M. Delaplanche.]

dans leur entourage de nombreux subordonnés libres ou serviles : on cite, à la fin du XVIIIe siècle, l'exemple de roturiers possédant la bagatelle de 700 subordonnés qui guerroyaient ou cultivaient la terre pour leur compte. Le Maloango en fut réduit à vendre à ces nouveaux riches de hautes charges de l'État. Il est certain qu'à Douala, au Gabon comme au Loango, la condition du peuple allait en se dégradant. Fait social significatif, le vocabulaire ancien de ces sociétés est étonnamment riche en termes désignant les très nombreuses formes de dépendance et les différents degrés de servitude. Les mentalités collectives subirent aussi des inflexions majeures, quoique, sur ce terrain encore négligé par la recherche, il soit nécessaire d'avancer avec prudence. On voit ainsi apparaître ou se développer au XVIIIe siècle de nouvelles pratiques magiques et de nouvelles conceptions de la maladie dont le centre est l'individu, et non plus le groupe familial, et l'objectif principal est d'assurer la protection contre de multiples agressions[30]. Cette évolution est sans doute liée à une insécurité plus grande comme le montre très nettement le cas du Loango : dans le royaume traditionnel, toute personne pouvait en appeler à la justice royale ; il suffisait qu'elle se rendît à la capitale en empruntant des routes spéciales, *nzila si nzambi* (chemins de dieu) ou *nzila ivanga nzambi* (chemins créés par dieu), qui assuraient une complète immunité ; or, au XVIIIe siècle, les traditions abondent en exemples de violation flagrante de cette immunité.

L'axe du fleuve Congo et le grand commerce congolais

Évoquant le fleuve Congo (Zaïre) comme « une ligne de départ », le géographe Gilles Sautter a remarquablement souligné le rôle du majestueux fleuve d'Afrique centrale : « Le Congo n'est pas seulement, par ses chenaux et ses îles largement étalées, un monde original qui se juxtapose aux zones [voisines]. Il représente aussi, pour ces dernières, un facteur de coordination et d'intégration régionale. Son influence est à la fois directe, comme plan d'eau régulateur, et indirecte, en tant que grande voie navigable, offerte aux initiatives humaines[31]. »

En effet, jusqu'à la colonisation, le fleuve a agi comme un puissant trait d'union entre les différents peuples de l'immense cuvette congolaise. Ce rôle ne concerne pas seulement le fleuve lui-même, dans sa partie navigable, en amont du Pool Malebo, il est également dû à ses multiples affluents, en particulier l'Alima, la Likouala, la Sangha, l'Oubangui sur la rive droite et le Kwa, la Ruka, l'Ikelemba et la Lulonga sur la rive gauche. Depuis des temps visiblement très anciens s'est organisé un remarquable système d'échanges, qui n'a cessé de gagner en ampleur et en complexité et de façonner la plupart des sociétés humaines riveraines du fleuve et de ses affluents.

30. J. M. Janzen, 1979 ; E. M'Bokolo, 1983.
31. G. Sautter, 1966, p. 231.

Une économie d'échanges ancienne

De très nombreux indices témoignent de cette ancienneté. Certes, pour des raisons évidentes, les traditions ne remontant guère au-delà d'une quinzaine de générations, le peuplement de la région reste difficile à retracer dans ses péripéties chronologiques et dans le détail de ses orientations. Il est cependant possible, avec le secours de la linguistique, de distinguer deux mouvements principaux. Le premier et le plus ancien est un mouvement de grande ampleur qui a conduit ces peuples de langue bantu dans cette région depuis leur foyer originel de dispersion : ce mouvement semble avoir été orienté du nord-ouest vers le sud-est. En effet, la plupart de ces peuples appartiennent, dans la classification de Guthrie, à la zone C. Quelques langues présentent aujourd'hui encore de très fortes parentés avec certaines langues nigéro-camerounaises : il en est ainsi du bobangui avec le tunen et le jawara[32]. Ces éléments laissent à penser qu'une migration eut lieu directement de la zone originelle nigéro-camerounaise vers l'habitat actuel en suivant les cours d'eau, en particulier la Sangha, qui constituaient les routes les plus commodes dans cette région de marécages et de forêt dense. Dès la fin du XVe siècle et le début du XVIe les écrits portugais citent plusieurs peuples, notamment les Bolia, les Boma et les Tio, dans leur emplacement actuel[33]. Il faut noter, à côté de ce premier mouvement, des mouvements de faible ampleur, probablement plus tardifs et orientés d'est en ouest, qui ont conduit progressivement à la stabilisation et à l'individualisation de certains groupes. Ainsi, dans le « pays des rivières », traversé par la Likouala-Massaka et ses affluents, tous les peuples situent leur origine à l'est, de l'autre côté du fleuve[34].

Ces derniers mouvements ont sans doute contribué à créer les conditions ou à élargir les bases d'une économie d'échanges, en répartissant la population sur des zones écologiques complémentaires, fronts d'eau, terres inondables et, plus rarement, terres sèches. En effet, les activités agricoles et la pêche se pratiquent concurremment pendant la saison sèche, qui est aussi celle des basses eaux du fleuve et de ses affluents. La population a donc dû choisir, les gens d'eau privilégiant la pêche, dont les produits étaient traditionnellement dotés d'une grande valeur et qu'ils n'avaient pas de mal à échanger contre des vivres ou des produits de l'artisanat.

L'archéologie vient heureusement à l'appui de ces assertions. D'abord, il est remarquable que toutes les strates connues de la préhistoire zaïro-congolaise se retrouvent autour du Pool Malebo, témoignant ainsi d'une rare continuité aussi bien dans la densité du peuplement que dans la diversité des activités humaines. S'agissant plus particulièrement des échanges, deux sites sont très révélateurs. Dans le premier, situé à Kingabwa près de Kinshasa, sur la rive droite du Pool Malebo, on a exhumé plusieurs types de poteries dont l'un, à la décoration très raffinée, a été retrouvé dans d'autres

32. J. H. Greenberg, 1963, p. 35-38 ; J. D. Fage et R. A. Oliver, 1970, p. 131-140.
33. J. Vansina, 1965, p. 78, 80, 81, et 1973*b*, p. 439-446 ; G. Sautter, 1966, p. 363.
34. G. Sautter, 1966, p. 212, 243-247.

sites mineurs de la région de Kinshasa et le long du fleuve, jusqu'au lac Mai Ndombe. Datées de 1450 à 1640, ces poteries sont les meilleurs indices de relations commerciales très anciennes le long du Congo (Zaïre) et de ses affluents. Dans le second site, à Mafamba, près du confluent du Kwa et du Congo, on a découvert de très nombreuses pipes d'argile, de styles très variés, dont la plupart n'ont pas servi, ce qui suggère que Mafamba en était un centre de production ou un entrepôt redistribuant cette marchandise dans la région.

Les poteries et les pipes sont loin d'épuiser la gamme des marchandises échangées. Il semble que deux produits aient dominé dans les échanges à longue distance : le camwood, ou poudre rouge, en tant que cosmétique, et le cuivre tiré des gisements du bas Congo. En revanche, leur faible valeur d'échange et les coûts élevés de transport restreignaient à des échanges locaux, dans un rayon restreint, des produits dont la matière première était relativement facile à trouver et la technique de production assez rudimentaire, tels que le sel, les tissus, les nattes et les paniers[35]. Ces échanges, déjà florissants avant le XVe siècle, allaient être particulièrement activés par le développement du commerce sur la côte atlantique.

La greffe du commerce atlantique et ses conséquences

Cette greffe se fit en plusieurs phases[36]. Dans un premier temps, de la fin du XVe siècle à 1560 environ, ce fut le Royaume du Kongo qui joua le rôle essentiel. Dès 1529, les documents d'origine portugaise indiquent que la région du Pool Malebo était l'un des principaux fournisseurs d'esclaves, grâce aux routes qui la reliaient à Mbanza Kongo (São Salvador) et à Mpinda. Au milieu du XVIe siècle, les Anziques (Tio, Teke du Pool) formaient d'importants contingents de la population servile du Pérou, de Colombie et du Brésil. Ces esclaves étaient alors acheminés en même temps que quantité d'ivoire, de tissus de raphia et de bois rouge. En sens inverse, le Pool se mit à recevoir des *nzimbu* (coquillages qui servaient de monnaie au Royaume du Kongo), des perles, des tissus et des alcools européens. La période 1560-1750 correspond à un déclin du commerce du Kongo, sans que cela ait entraîné dans le Pool et ses annexes une réduction des échanges des produits destinés à l'exportation. En effet, alors que le Kongo souffrait de la concurrence croissante de l'Angola et de troubles intérieurs provoqués notamment par les Jaga, ces mêmes Jaga s'installèrent dans les régions comprises entre le Pool et la côte, contrôlant le royaume de Bungu, la province kongo de Nsundi et les mines de cuivre de Mindouli. Par conséquent, le déclin des routes reliant le Pool à la côte par le Kongo fut largement compensé par le dynamisme nouveau de l'axe Pool-Loango. Une troisième phase s'ouvrit vers 1750 pour se prolonger jusqu'au milieu du XIXe siècle : le bassin du Congo et de ses affluents devint alors le principal pourvoyeur d'esclaves pour les Amériques, un réseau de routes caravanières

35. P. de Maret, F. van Noten et D. Cahen, 1977, p. 495, 497-498 ; R. Harms, 1981, p. 20-23.
36. R. Harms, 1981, p. 24-28.

particulièrement dense le reliant à une multitude de ports situés de part et d'autre de l'embouchure du fleuve, soit Loango, Cabinda, Boma, Ambrizette, Ambriz et Luanda.

Tout au long de ces trois phases, le Pool Malebo, lieu de rupture de charge entre les pistes et les routes terrestres qui contournaient les rapides non navigables du Congo et les voies fluviales situées en amont, fut aussi le point de jonction entre le grand commerce congolais et le commerce atlantique. L'effet d'entraînement de celui-ci sur l'économie régionale repose sur des mécanismes aisés à comprendre : le commerce d'exportation mobilisait des marchandises de très forte valeur, ce qui eut pour effet de rendre rentables les transports à longue distance sur le Congo et ses affluents. Du coup, le commerce des produits d'usage local, même transportés sur de longues distances, devint à son tour rentable, ce qui stimula les spécialisations régionales. Le grand commerce fut donc non pas une simple superposition mais une articulation complexe d'un système d'échanges orienté vers le monde extérieur et d'un autre système orienté vers la satisfaction des besoins régionaux. Chacun reposait cependant sur des produits, des règles et des structures spécifiques.

L'aire géographique correspondant à ces niveaux d'échanges ne cessa de s'étendre à partir de 1500 environ. Vers 1690, le Pool Malebo entretenait des relations commerciales permanentes et actives avec le bas Kasaï et les pays de l'Alima. Un siècle plus tard, l'Oubangui était parfaitement intégré à cet espace commercial de même que toutes les rivières intermédiaires et leurs affluents, Alima, Likouala, Sangha sur la rive droite, Lulonga, Ruki, Mfimi, lac Mai-Ndombe, Kasaï et Kwango sur la rive gauche. La seule incertitude concerne la profondeur de la pénétration commerciale le long de ces différents cours d'eau. Ce fut seulement au XIXe siècle, semble-t-il, que la frontière commerciale avança jusqu'au confluent de l'Oubangui et de l'Uele.

Le long de ces voies d'eau et, notamment, à leurs confluents existaient de très nombreux marchés dont le dénombrement complet devrait être permis par l'archéologie. Les plus gros se trouvaient évidemment à la croisée des chemins les plus importants, c'est-à-dire dans le Pool Malebo où l'on en comptait quatre dès le XVIIIe siècle et peut-être avant : Ntamo et Kinshasa sur la rive gauche, Mpila et Mfwa sur la rive droite. Selon les estimations des observateurs du XIXe siècle, chacun de ces quatre marchés abritait en permanence de 3 000 à 5 000 habitants, auxquels il faut ajouter les gens de passage, nombreux surtout pendant la saison commerciale. Celle-ci correspondait à la saison sèche, d'avril-mai à septembre, avec une très forte concentration des affaires en août. Pendant la saison des pluies, on assistait à un ralentissement des activités, mais les marchandises destinées à l'étranger continuaient de s'exporter et les petits marchés en amont du Pool restaient ouverts.

Faute de statistiques, il est très difficile de se faire une idée exacte du volume des échanges. De rares indices sont cependant disponibles. Au XIXe siècle, la pirogue type, dont les dimensions ne semblaient pas avoir changé depuis le milieu du siècle précédent, mesurait 15 mètres de long sur 80 à 90 centimètres de large et pouvait transporter de 1,5 à 3 tonnes de marchandises. La capacité moyenne d'un pagayeur était de l'ordre de 65 à 90 kilos, transportés sur

environ 80 kilomètres par jour en descendant le fleuve et sur 50 kilomètres en le remontant. Au XIXe siècle, alors que le commerce des esclaves avait disparu, on estimait qu'il passait au Pool au minimum une tonne de marchandises par jour et jusqu'à 40 tonnes au plus fort de la saison commerciale[37].

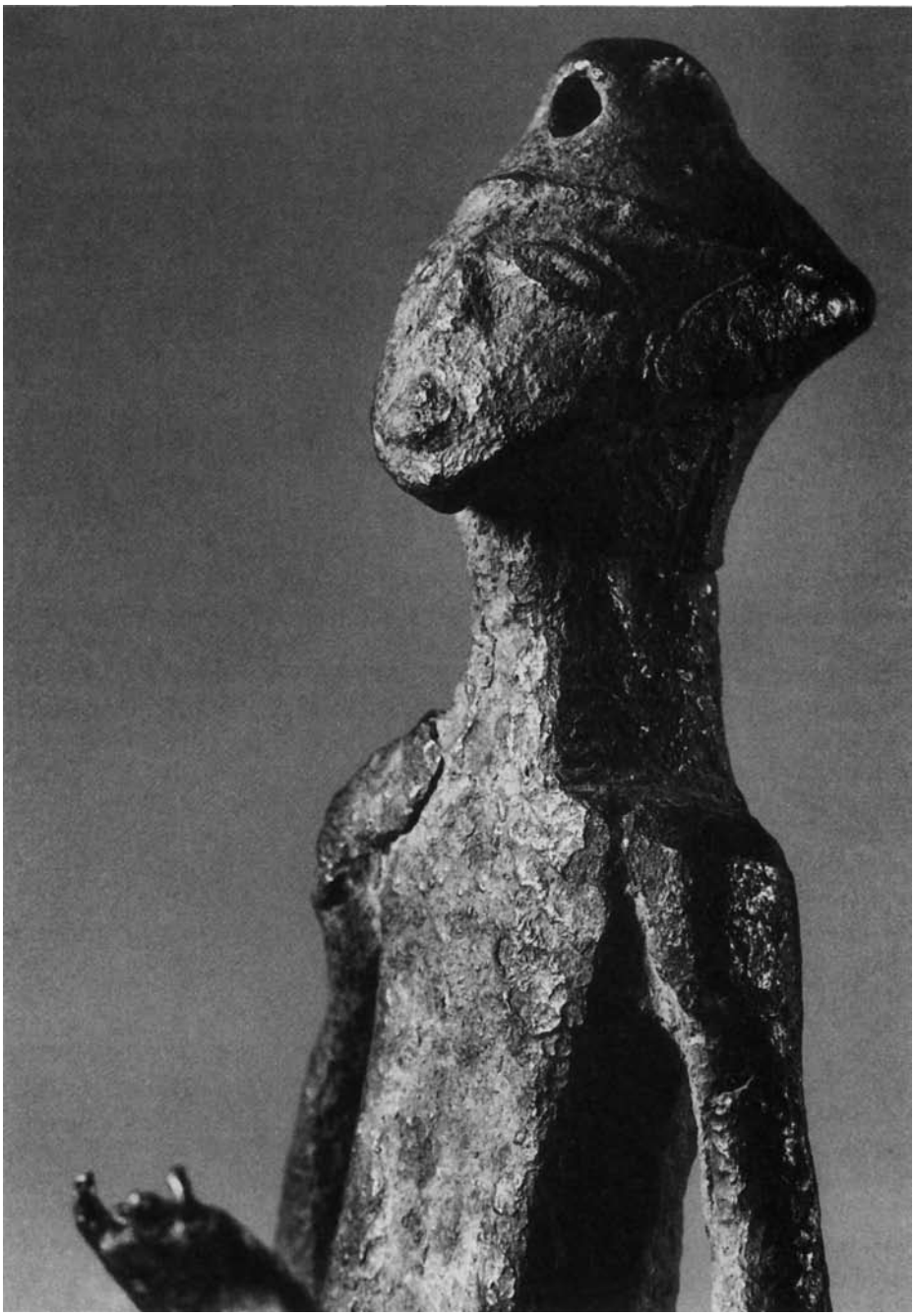
Le système d'échanges orienté vers le monde extérieur reposait principalement sur deux marchandises : les esclaves et l'ivoire. Les esclaves, dont le commerce connut un véritable boom après 1750, provenaient principalement de quatre régions : le bassin de la Lulonga, les pays de l'Alima, le pays Boma situé entre le confluent du Congo et du Kwa et le lac Mai-Ndombe, et le bassin de l'Oubangui. À titre d'exemple, le trafic négrier dans la vallée de la Lulonga révèle l'extrême complexité de ces échanges : autour du principal marché, Basankusu, existaient de très nombreux villages où les esclaves se livraient à l'agriculture en attendant d'être vendus ; une partie des esclaves vendus suivait le cours du fleuve pour être exportée ; une autre partie remontait le cours de l'Oubangui pour être vendue aux Loi en échange de l'ivoire destiné aux marchés du Pool et de la côte atlantique[38]. C'est dire que les esclaves, marchandise d'exportation par excellence, servaient aussi localement. Cette situation était due non seulement aux mutations de l'agriculture déjà signalées mais aussi aux nécessités des échanges et aux transformations des structures sociales et politiques. Ainsi, les peuples riverains du Kwa achetaient aux Boma des esclaves chargés de transporter leurs marchandises jusqu'au Pool et vice versa.

Chez les Tio, l'esclavage domestique était si développé que le mot *mboma* (homme de l'ethnie boma) en vint à désigner toute personne stupide ou de condition inférieure. Avec l'essor du commerce négrier, on vit se multiplier les mécanismes d'asservissement. Chez les Bobangui, le principal peuple commerçant du bassin du Congo, on faisait une distinction entre *montonge*, esclave capturé, et *montamba*, esclave vendu par ses parents, ce qui indique à quel point les valeurs sociales avaient été bouleversées par le commerce négrier. Celui-ci était perçu dans toute la région comme un commerce de luxe et un trafic honteux : commerce de luxe parce qu'il ne profitait qu'à une infime minorité, les chefs de lignage et de village ainsi que les intermédiaires bobangui ; trafic honteux puisque dans les négociations marchandes, on répugnait à utiliser le mot « esclave », lui préférant l'euphémisme allusif de « chien ».

La deuxième marchandise d'exportation, l'ivoire, apparaît dans les textes portugais dès le XVIe siècle comme l'un des produits les plus rémunérateurs. L'utilisation locale de l'ivoire était ancienne puisqu'on en faisait des bracelets et des épingles à cheveux. Mais il semble que, comparé au cuivre qui servait aussi à fabriquer bijoux et parures, sa valeur d'échange soit restée assez faible dans la région.

La densité des troupeaux d'éléphants était élevée en zone forestière, en particulier dans le bassin de la Sangha et dans la vallée de la Lulonga et de ses deux affluents, le Lopori et la Maringa. La chasse à l'éléphant était

37. J. Vansina, 1978*a*, p. 255-258.
38. R. Harms, 1981, p. 30-31.



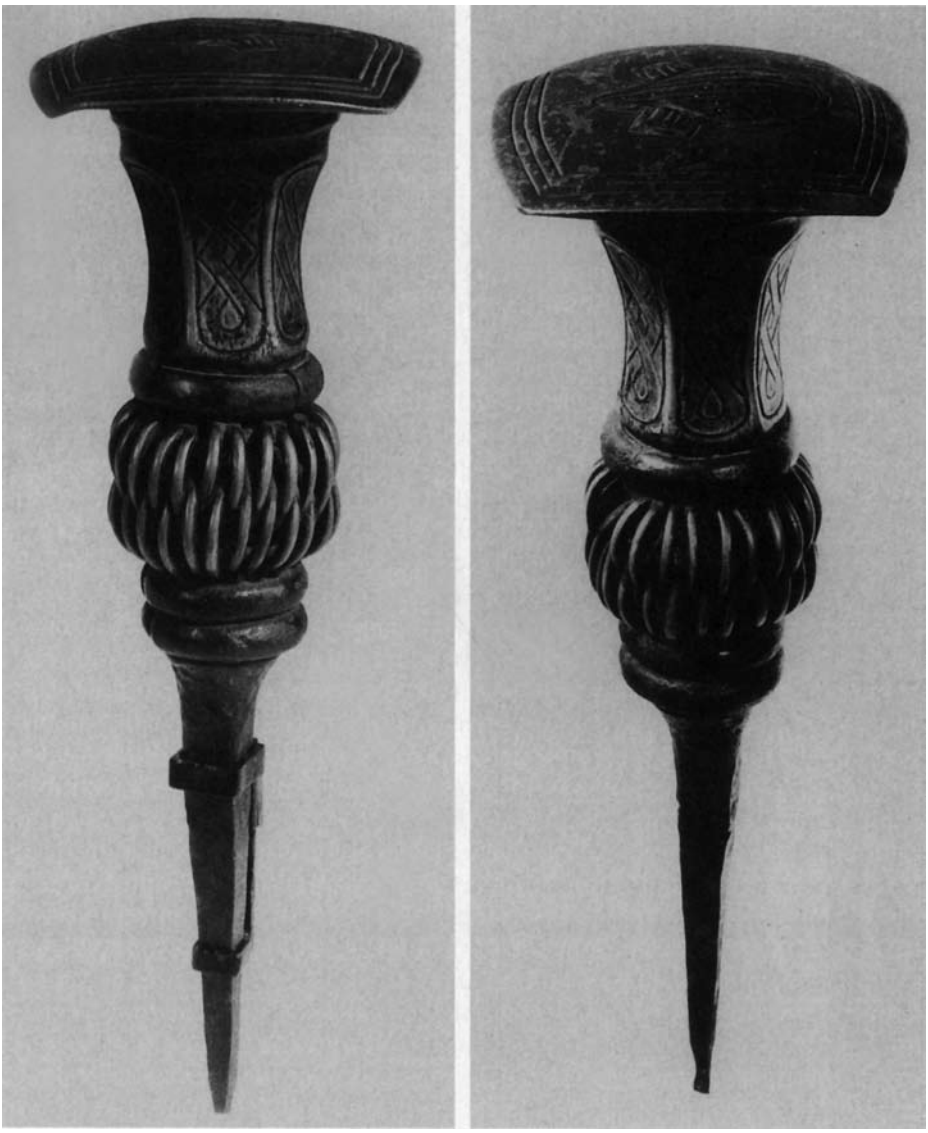
18.6. Statuette kuba en fer forgé, vers 1515. Hauteur: 18,7 cm.
[Etnografisch Museum, Anvers.]

un quasi-monopole des Pygmées mais le réseau des droits sur les animaux abattus était si complexe que les chasseurs en tiraient en définitive peu de profit : chez les Likuba, les chefs accaparaient les deux défenses, ne laissant au chasseur que la viande ; chez les Tio et les Mboshi, les chefs prenaient de droit l'ivoire qui avait touché la terre lors de la chute de l'éléphant ; en outre, chez les Tio, le reste de l'ivoire était divisé en trois parts, la première pour le chasseur, la seconde pour le maître de la terre, la troisième pour le chef politique. Jusqu'à la fin du XVIIIe siècle, l'ivoire suivit les mêmes routes et passa entre les mêmes mains que les esclaves qui représentaient, en valeur, l'essentiel des échanges. Le rapport entre les deux marchandises ne devait s'inverser qu'après 1830. La gamme des produits reçus en échange et provenant de la côte, limitée d'abord au sel, aux coquillages *nzimbu* de Luanda, aux tissus et aux perles, s'élargit vers le milieu du XVIIe siècle avec l'introduction d'objets métalliques, en particulier les couteaux, et des miroirs. Le XVIIIe siècle connut une augmentation spectaculaire des fusils et de la poudre, des produits à base de cuivre et d'étain, et des boissons alcoolisées.

La circulation de ces objets dans le bassin du Congo est mal connue. Il semble que l'organisation même des échanges, la valeur relative des produits selon les lieux et la diversité des goûts en aient empêché une distribution égale. Jusque vers 1750, on eut affaire à un « commerce fractionné », chaque groupe ethnique contrôlant une portion du fleuve ou de ses affluents : ce système facilita la confiscation de certains produits fortement valorisés, tels que les miroirs et la porcelaine. La vitesse de circulation de ces marchandises fait aussi l'objet de spéculations depuis que Stanley a estimé, vers 1880, à cinq ans la durée moyenne qu'un article européen mettait pour passer de la côte à l'Oubangui.

Le commerce des produits d'usage strictement local couvrait la même aire, ou une aire à peine plus grande, que le commerce des marchandises d'exportation. Ainsi, les pays du haut Ogooué produisaient des objets en fer qui arrivaient dans la zone du fleuve par l'intermédiaire des Kukuya et des Tio. Il n'était pas rare de voir des individus ou des groupes s'engager dans les deux commerces à la fois : le long du Kasaï et de ses affluents, les Nunu et les Ntomba produisaient depuis le XVIIIe siècle des poteries, du sel et de l'alcool de canne à sucre pour le marché du fleuve Congo, en même temps que l'ivoire et la gomme destinés à la côte ; de même les Bobangui, intermédiaires privilégiés dans toute la région, fabriquaient des produits divers, essentiellement d'origine artisanale, destinés aux marchés locaux.

Ce commerce local se rapportait à deux types principaux de marchandises. Les produits vivriers bénéficiaient d'un énorme marché parce que, à partir du XVIIIe siècle, le niveau élevé et sans cesse croissant de la demande extérieure conduisit de nombreux villages à se spécialiser dans le commerce. C'était le cas, en particulier, au Pool, dans les vallées de l'Alima, de la Likouala-Massaka et de la Sangha ainsi que dans les centres commerciaux de la zone forestière qui ne parvenaient plus à l'autosuffisance alimentaire. Le manioc, cultivé et transformé par les femmes, était l'un des produits les plus recherchés. Le palmier à huile fournissait des denrées variées : l'huile de consommation, dont les profits de la vente étaient partagés entre le proprié-



18.7. Enclume kuba. Hauteur: 28 cm.
[Institut des musées nationaux du Zaïre.]

taire de l'arbre, l'homme qui avait escaladé celui-ci pour couper le régime et la femme qui en avait extrait l'huile ; le vin de palme, produit exclusivement par les hommes. Le sel représentait un autre produit d'importance vitale, qu'il s'agît de sel gemme venant du pays Mboshi ou de sel végétal fabriqué surtout par les peuples riverains des voies d'eau. Ces mêmes peuples fournissaient de nombreuses espèces de poissons, frais ou fumés selon des techniques très au point. On trouvait enfin du tabac et des alcools locaux.

L'artisanat contribua également à alimenter le commerce. Il était l'œuvre de spécialistes : dans les sociétés d'agriculteurs, les femmes se chargeaient de la production agricole alors que l'artisanat était l'apanage des hommes ; en revanche dans les sociétés de pêcheurs, la capture des poissons revenait aux hommes, ce qui libérait les femmes pour les travaux d'artisanat. Les fabrications les plus recherchées étaient les suivantes : les nattes, une spécialité des « gens de terre » par opposition au « gens d'eau » ; le camwood, ou poudre rouge, produit par les femmes ; les tissus de raphia pour lesquels les Tio étaient fort réputés ; les outils en fer ; la poterie, fabriquée dans la plupart des villages mais selon des techniques et avec des décorations différentes, ce qui en stimulait les échanges ; les pirogues enfin, de toutes dimensions, les grandes destinées au commerce mesurant jusqu'à 20 mètres et davantage, tandis que les petites, de l'ordre de 3 mètres de long, servaient aux déplacements sur de courtes distances entre les villages de pêcheurs[39].

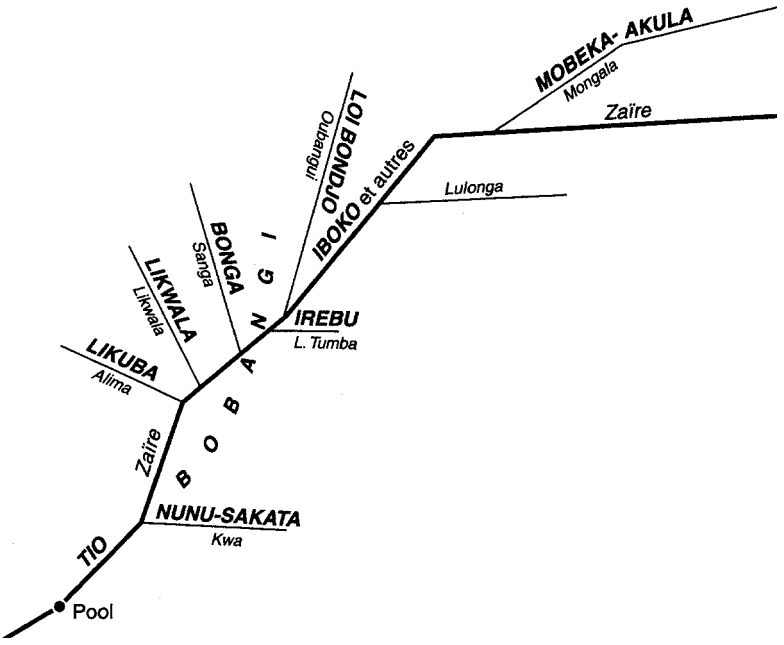
Les différences étaient donc grandes entre les deux types d'échanges. Le commerce orienté vers l'étranger reposait sur une économie de destruction — arrachement des hommes de leur terre, chasse — peu soucieuse de la reproduction des richesses sur lesquelles il reposait : il ne profita qu'à une très petite minorité. Le commerce des produits locaux était fondé sur une économie de production, qui ne cessa de s'élargir au cours des siècles et qui contribua soit au maintien soit à l'amélioration des techniques villageoises : les bénéficiaires en furent les petites gens, les hommes autant que les femmes, chacun selon le volume de sa production.

Des sociétés très diversifiées

Ces échanges, qui durèrent très longtemps, agirent comme un facteur d'unification progressive des différents peuples du bassin du Congo, malgré les obstacles qui tendaient à préserver les particularismes. Au nombre de ces obstacles figurait l'organisation même du commerce — le commerce fractionné — qui resta rigide jusqu'au milieu du XIXe siècle : le fleuve et ses affluents étaient découpés en sphères d'influence contrôlées chacune par un groupe ethnique, par exemple les Sakata et les Nunu sur le Kwa et le Mfimi, les Likuba sur l'Alima et les Loi sur le bas Oubangui. Ce fut seulement au cours du XVIIIe siècle que les Bobangui se mirent à régner sur l'ensemble de l'axe Congo-Oubangui. La méfiance présida longtemps aux relations entre les différents partenaires et les pillages n'étaient pas

39. G. Sautter, 1966, p. 272-278 ; J. Vansina, 1973*b*, p. 276-281 ; R. Harms, 1981, p. 51-69.

rares. Pour s'en préserver, les expéditions commerciales étaient imposantes, réunissant 10 grandes pirogues ou davantage, mues chacune par 30 à 60 pagayeurs. Les conflits d'intérêts débouchaient parfois sur de véritables guerres: ce fut le cas entre les deux groupes les plus engagés dans les échanges, les Bobangui et les Tio, qui ne devaient conclure un accord durable qu'au début du XIXe siècle. Parmi les nombreux facteurs d'unification, il faut retenir d'abord les techniques commerciales elles-mêmes. Ainsi, à partir du XVIIIe siècle, l'ensemble de la région se mit à adopter les mêmes monnaies pour les transactions — tissus de raphia, *nzimbu*, cauris, numéraires en cuivre — qui semblent avoir été localement en concurrence avec des monnaies d'utilisation plus restreinte. De même, la pratique très répandue du crédit créa de longues chaînes de solidarité dans toute l'aire commerciale. La conduite fructueuse du commerce exigeait aussi le déploiement de stratégies d'alliances étendues: alliances matrimoniales et, surtout, fraternités de sang qui créaient entre les partenaires de nombreuses obligations (protection et hébergement, solidarité financière en cas de dette, aide militaire, soutien moral et financier lors des deuils). Le commerce du fleuve agit ainsi comme un creuset, brassant les peuples, diffusant les mêmes pratiques et croyances, facilitant l'accession à l'hégémonie du bobangui, langue des échanges par excellence. Cette communauté de civilisation, dont la formation s'accéléra au XVIIIe siècle, allait s'épanouir entre 1850 et 1880.



18.8. Peuples et zones d'influence le long de l'axe Congo-Zaïre.
[*Source:* d'après R. Harnes, 1981, p. 76.]

Cette unité progressive allait de pair avec une certaine diversité, liée en partie aux multiples formes d'insertion et d'adaptation des peuples au grand commerce congolais.

En effet, tous ne se livraient pas au commerce. Dans cette région dominée par l'omniprésence de l'eau, la pêche, l'une des plus anciennes activités de la population bantu du bassin congolais, resta le fondement de nombreux groupes. Les sociétés de pêcheurs se caractérisaient d'abord par leur très grande mobilité dans l'espace, déterminée par les variations de la hauteur des eaux et par les déplacements réguliers des bancs de poissons : les hommes habitaient, selon la saison, les villages fixes ou les campements de pêche construits pendant les basses eaux et abandonnés lors de la remontée du niveau du fleuve. Sur le plan social et politique, il existait un très net décalage entre les unités politiques et les unités économiques. L'unité politique de base resta le village : l'autorité du chef, d'essence plutôt rituelle et religieuse, s'exerçait exclusivement dans ce cadre étroit ; nombre d'aspects dans la vie des villages échappaient à son contrôle, en particulier le va-et-vient incessant des pêcheurs entre le village et les campements de pêche et l'activité des éphémères équipes de pêcheurs. Les unités économiques de base étaient précisément ces équipes aux structures extrêmement lâches : elles ressemblaient à des associations volontaires, fondées à l'initiative d'un pêcheur réputé et regroupant quelques-uns de ses parents auxquels s'ajoutaient des individus s'engageant volontairement pour la durée de la campagne de pêche. Ainsi les cellules familiales sur lesquelles étaient fondés les villages se disloquaient pour les besoins de la pêche. Si ce système encourageait un certain individualisme, il garantissait aussi une nourriture régulière dans chaque famille car la malchance éventuelle de certains parents était toujours compensée par la réussite de ceux qui participaient aux équipes plus heureuses[40].

Les exemples sont nombreux de ces sociétés du bassin du Congo, intégrées certes à l'économie d'échange, mais profitant de cette nouvelle situation économique pour développer leurs activités productives. Ce particularisme économique explique sans doute, au moins en partie, la permanence de structures politiques originales des très nombreux groupes mongo, dont l'histoire reste encore fort mal connue[41].

Quant aux peuples qui se sont spécialisés dans les activités marchandes, leur évolution se révéla très hétérogène comme le montre celle, contrastée, des Bobangui et des Tio. Les détails de la longue migration des Bobangui depuis le moyen ou le bas Oubangui jusqu'au Pool Malebo sont très difficiles à reconstituer. Selon les premiers administrateurs coloniaux, écrivant vers 1885, leur établissement sur le fleuve Congo remontait à deux ou quatre générations, c'est-à-dire seulement au début du XIXe siècle. Or, les sources européennes citent de nombreux esclaves quibangue sur la côte au XVIIIe siècle alors que le *Diaire congolais 1690-1701* de Fra Luca da

40. R. Harms, 1981, p. 111-125.
41. G. Van der Kerken, 1944 ; G. Hulstaert, 1972.

Caltanisetta évoque l'arrivée d'immigrants non identifiés au Pool au cours du XVIIe siècle[42]. Ce qui est certain, c'est que cette société de pêcheurs au départ se convertit très rapidement au commerce, qui devint le fondement exclusif de toute la vie sociale. Il y eut désormais confusion entre unité politique et unité économique. La société bobangui reposait sur des firmes commerciales appartenant à de riches commerçants qui, elles-mêmes, ne s'appuyaient pas sur les liens de parenté car chaque commerçant s'efforçait plutôt d'acquérir des subordonnés, femmes et esclaves, sur lesquels son autorité était plus grande que sur des parents et des privilégiés. C'était une société largement ouverte, présentant une grande mobilité sociale : il suffisait d'être actif et heureux en affaires pour s'enrichir et obtenir ainsi le moyen d'augmenter le nombre de ses subordonnés, d'accéder à la puissance et de prétendre à des titres politiques dont le plus élevé, celui de *mokondzi* (chef), renforçait la position de son détenteur à la tête de son entreprise, lui facilitait la conclusion d'alliances dans toute la région et le faisait participer aux conseils chargés de régler les différents problèmes liés au commerce.

Quant aux Tio, ils avaient la chance unique d'être installés au plus important croisement des routes commerciales et au principal point de rupture de charge du réseau commercial congolais. Apparemment, le commerce n'avait pas réussi à bouleverser les structures politiques du royaume. Celui-ci, malgré le sentiment d'une origine commune et d'une identité culturelle, était très largement décentralisé. À la base de l'édifice se trouvaient les chefferies assez autonomes : le chef détenait des prérogatives rituelles importantes mais des attributions politiques limitées ; il ne pouvait pas interdire l'installation de nouveaux venus sur son territoire ni s'opposer, en cas de dissension grave, au départ définitif de ses sujets mécontents. Cette situation se retrouvait au niveau le plus élevé de la hiérarchie : l'*ôkoo* (le roi, déformé par les Européens en *makoko*) avait surtout un rôle spirituel ; la réalité du pouvoir temporel appartenait à quelques hauts dignitaires tels que le *ngaailiino*, chargé de percevoir le tribut et de diriger l'administration, et le *muidzu*, juge suprême du pays. Contrairement aux chefferies, la dignité d'*ôkoo* n'était pas héréditaire : le roi était élu parmi les chefs les plus importants du royaume et par ses pairs, réunis dans un collège de onze électeurs présidé par le *ngaailiino*. Cette structure très ancienne conserva l'essentiel de ses caractéristiques jusqu'à la colonisation. Ce fut au niveau social que se manifestèrent insidieusement les modifications les plus durables. Il y eut d'abord une dissociation de plus en plus nette entre les riverains du fleuve, qui se réservèrent les activités commerciales, et les Tio de l'intérieur, qui se spécialisèrent dans la production agricole pour le marché du fleuve (manioc et tabac). Ces travaux agricoles intensifs exigeaient une main-d'œuvre toujours plus nombreuse, ce qui contribua à l'accumulation de femmes et à l'acquisition d'esclaves en nombre croissant. Parmi les riverains du fleuve, ceux qui profitèrent le plus du commerce furent les chefs, notamment au Pool, qui surent bien exploiter leur droit exclusif de vendre les hommes et l'ivoire. En revanche, les chefs

42. G. Sautter, 1966, p. 243-245 ; P. M. Martin, 1972, p. 124.

et dignitaires établis loin du Pool, comme le roi qui résidait à Mbe, à plus de cent kilomètres au nord, ne participaient qu'incidemment au commerce en y envoyant leurs subordonnés : détenteurs du pouvoir politique, ils avaient un pouvoir économique moins grand que celui des riverains du fleuve.

Ces économies marchandes des Bobangui et des Tio n'étaient pas devenues capitalistes. On y réalisait des profits importants mais ceux-ci ne pouvaient pas être investis dans le secteur productif. On ne pouvait acheter la terre ni la force de travail sinon sous la forme servile. La monnaie, acceptée dans certaines transactions, n'était pas « un équivalent universel » permettant de tout acheter : accumulée sous ses diverses formes, elle donnait bien lieu à des prêts, mais le plus souvent sans intérêt ; certains biens et certains services sociaux et rituels, tels que les amendes et la dot, échappèrent toujours à l'emprise monétaire.

Le tableau ainsi dessiné des populations et des sociétés d'Afrique centrale montre d'une manière saisissante leur indiscutable diversité ainsi que leurs innombrables aptitudes à innover, même dans des situations très contraignantes. Il indique aussi, par les lacunes mêmes de la connaissance, les directions dans lesquelles les chercheurs devraient s'engager de manière urgente : celle, d'une part, d'une vaste recherche, avec de gros moyens, destinée principalement à la collecte de nouveaux matériaux (archéologie, traditions orales) et celle, d'autre part, d'une élaboration théorique poussée notamment dans l'étude des structures sociales, de l'évolution culturelle et de l'histoire des mentalités.

CHAPITRE 19

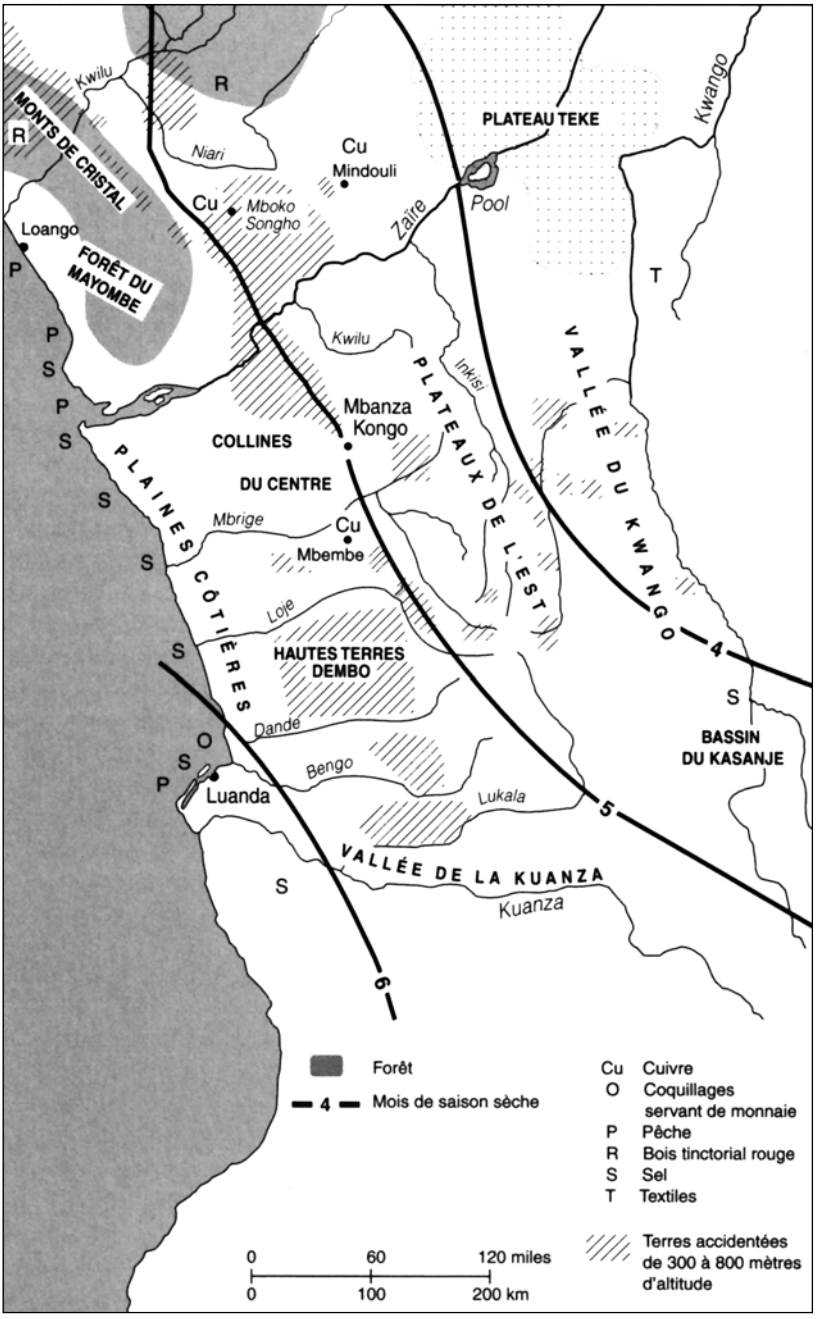
Le Royaume du Kongo et ses voisins

J. Vansina
(*à partir d'une contribution de T. Obenga*)

La partie occidentale de l'Afrique centrale, au sud des forêts équatoriales, est habitée par des peuples parlant des dialectes de la langue kikongo et de langues étroitement apparentées[1]. Cette unité est renforcée par une unité culturelle profonde. Ce groupe ethnolinguistique occupe un territoire allant du Gabon méridional au plateau de Benguela et de l'océan jusque bien au-delà du Kwango. Au nord-est, ce complexe a toujours avoisiné une aire teke centrée sur les plateaux bateke et, au sud, une aire ovimbundu sur le plateau de Benguela. L'histoire de cette région est bien documentée depuis le XVIe siècle. Pour la période allant de 1500 à 1800, on estime à plus d'un demi-million le nombre de pages écrites à l'époque contemporaine, chiffre jamais atteint pour n'importe quelle autre partie du continent de taille comparable.

Depuis un siècle, de nombreux textes et guides ont été publiés[2], tandis qu'une école historiographique s'est développée depuis le XVIIe siècle[3]. Il est évident que ce chapitre ne peut être qu'une introduction où même la bibliographie plus récente se doit d'être sélective.

1. M. A. Bryan, 1959, p. 56-62; T. Obenga, 1969 et 1970.
2. Aperçu des sources contemporaines: A. Brasio, 1952-1971; T. Filesi et E. de Villapadierna, 1978; L. Jadin, 1961 et 1975; et les travaux de A. Felner, L. M. Jordão, J. Cuvelier et F. Bontinck. Bibliographies dans W. G. L. Randles, 1968; J. K. Thornton, 1983*b*. Parmi les auteurs du passé: G. Cavazzi, 1965 (1687); O. de Cadornega, 1940 (1681); O. Dapper, 1668; L. Degrandpré, 1801; F. de Pigafetta, 1591; A. Proyart, 1776; E. da Silva Correa, 1937 (1782), sont les plus importants.
3. J. K. Thornton, 1983*b*, p. XVII-XX, pour l'historiographie récente.



19.1. Topographie et ressources naturelles du Kongo (d'après J. Vansina)

Le mouvement historique de ces terres fut fort différent aux XVIe et XVIIe siècles de ce qu'il sera par la suite. En effet, les grands espaces furent organisés par l'homme qui utilisa des structures politiques pour former des États. Mais après 1665 environ, ces espaces furent réorganisés sur une échelle plus vaste encore, les États devenant bien moins importants, qui obéissait aux impératifs d'une structure économique particulière : celle à laquelle la traite intensive des esclaves a donné naissance. Aussi aborderons-nous les premiers siècles en privilégiant l'histoire des royaumes pour ne nous pencher sur le commerce que lorsque sa dynamique en aura provoqué le déclin.

Les potentialités de ces régions sont conditionnées par l'orographie et par le régime des pluies. Les terres fertiles se retrouvent dans les vallées où la saison sèche est courte. Mais cette saison varie de deux à six mois suivant la latitude et suivant l'éloignement de la côte, celle-ci étant plus sèche. Le caractère généralement montagneux des territoires explique pourquoi la population, dans sa quête d'un environnement meilleur, était inégalement répartie, des contrées peuplées, de la taille d'un petit district ou d'un centre provincial, alternant avec des déserts. La région la plus favorisée par la diversité des environnements se situait au nord du fleuve Zaïre/Congo, de la côte à la région appelée Mayombe. On y trouvait, de plus, des gisements miniers (cuivre, plomb, fer) intéressants. C'est là que virent le jour les deux plus grands États de la côte : les Royaumes du Kongo et du Loango.

Depuis 400 ans avant l'ère chrétienne au moins, des agriculteurs parlant des langues bantu occidentales étaient installés au nord et au sud du bas Zaïre, y cultivant ignames, légumes et palmiers. Ce peuplement fut renforcé par l'arrivée, de l'est, de communautés parlant des langues bantu orientales entre le IIe et le Ve siècle. Celles-ci cultivaient des céréales et élevaient, là où la mouche tsé-tsé le permettait — en Angola surtout —, des bovins. Avant cette arrivée, la métallurgie du fer avait pénétré dans la région dès l'an 100 ou même plus tôt. Enfin, la culture de la banane vint compléter le système de production, peut-être au cours du VIe siècle[4].

Dès lors, les organisations sociopolitiques devinrent plus complexes et des chefferies se formèrent entre l'océan et le fleuve, en amont du Pool. Ce fut dans la zone la plus riche au nord du bas Zaïre, dans la région de Mayombe, que la division du travail régional fut le plus poussée. Vers 1500, les riverains de la mer fournissaient le sel et le poisson et avaient converti la plaine côtière de Loango, vers l'estuaire du Zaïre, en une immense palmeraie produisant de l'huile de palme. Les riverains de l'estuaire étaient potiers et, à l'intérieur des terres, on produisait du cuivre et du plomb de Mboko Songho à Mindouli et du fer dans la région de Manyanga (Nsundi). Plus au nord, près de la lisière de la grande forêt, on cultivait le palmier raphia et on produisait des tissus en grande quantité. Enfin, là et au cœur

4. J. Vansina, 1984*b*.

de la forêt, des produits forestiers tels que le bois tinctorial rouge étaient échangés contre des produits de la savane. C'est ici que prit naissance la civilisation kongo. La civilisation teke, quant à elle, s'est développée sur les plateaux mais à partir d'emprunts à des groupes vivant à la lisière de la forêt et voisins des groupes kongo, et d'apports — au moins de conception politique — venant du moyen Zaïre/Congo. Le Royaume teke mentionné dès 1507 est peut-être le plus ancien de tous. Du moins il était réputé l'être au XVIIe siècle[5].

Le Royaume du Kongo prit naissance dans la chefferie vungu, au nord du fleuve[6]. À cette époque, des chefferies et même de petits royaumes et des conglomérats de chefferies couvraient tout le pays en aval du fleuve, aussi bien au nord qu'au sud. Le père du Royaume du Kongo, Nimi Lukeni, fonda Mbanza Kongo à l'emplacement actuel de São Salvador et son royaume se constitua autant par alliance avec le chef local, le *kabunga*, et avec un roi qui, plus à l'est, dirigeait le Mbata dans la vallée de l'Inkisi, que par la conquête d'autres territoires vers la mer et vers la basse vallée de l'Inkisi. La date de la formation du royaume est inconnue. Certains auteurs soulignent la durée d'un processus qu'ils font débuter, par raisonnement analogique, au IXe siècle[7]. D'autres se limitent à la date de la fondation de ce royaume qu'ils placent au plus tard vers 1400, au plus tôt un bon siècle auparavant[8].

Les érudits s'accordent à penser que la création du Royaume tio est probablement plus ancienne, quoique ce consensus ne repose en fait sur aucune donnée solide. Quant au Royaume du Loango qui se créa non loin de Vungu, au nord du fleuve, certains pensent qu'il a connu son apogée au XVIe siècle tandis que d'autres, arguant du fait qu'il n'attira pas l'attention de la métropole portugaise avant 1576, avancent qu'il n'était pas encore fort développé, ni probablement très ancien à cette date. Au sud du Kongo, l'État de Ndongo dont le roi portait le titre de *ngola*, qui donna ensuite le mot Angola, était en formation vers 1500. Contrairement au Kongo ou au Loango, qui étaient des coalitions de grandes provinces, le Ndongo se constitua par l'agglomération d'un grand nombre de petites chefferies, confirmant ainsi la tendance à une organisation étatique aux origines bien moins profondes qu'au Kongo et au Loango. En outre, vers 1520, il était encore en partie dépendant du Kongo, tout comme les chefferies dembo qui le séparaient du Kongo proprement dit.

5. O. Dapper, 1668, p. 219 (traduction allemande, 1670).
6. J. Vansina, 1963.
7. Pour le raisonnement, voir M. M. Dufeil, 1980-1981.
8. W. G. L. Randles, 1968, p. 18.



19.2. Poterie yombe.
Hauteur: 37,5 cm.
[Institut des musées nationaux du Zaïre.]

Une hégémonie: le Kongo

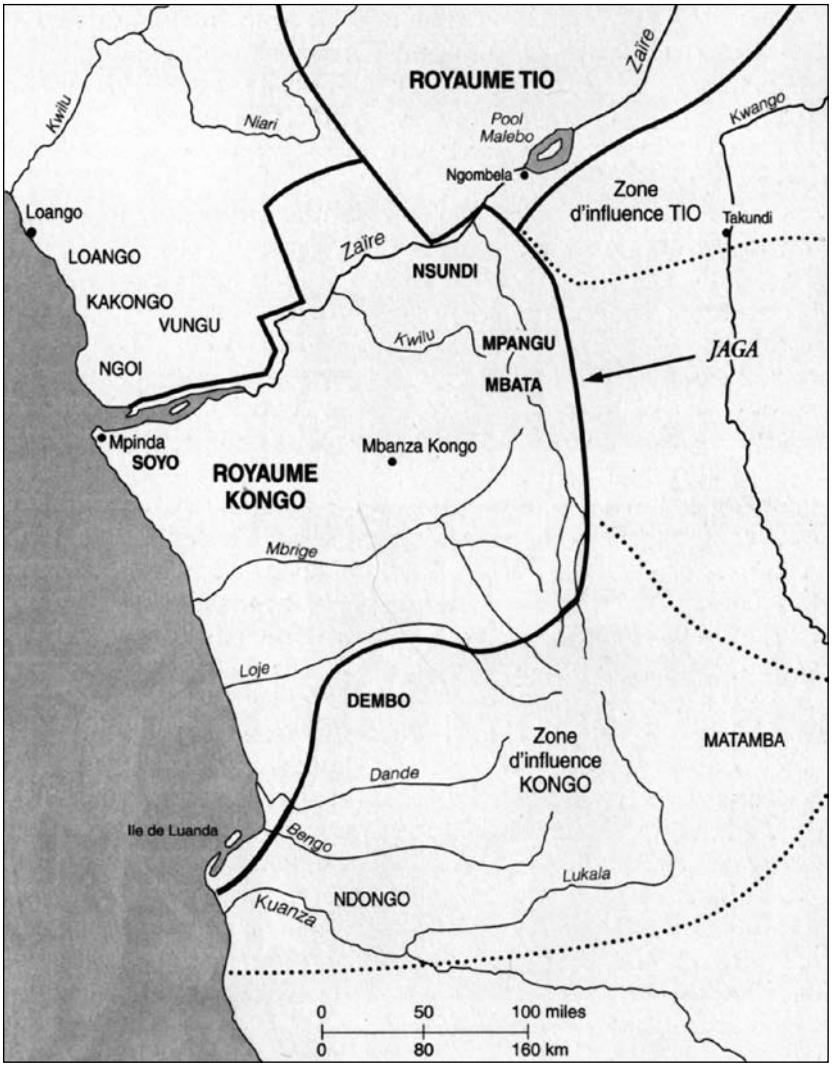
Aux XVe et XVIe siècles, un seul État, le Kongo, exerçait une hégémonie sur toute la région entre le plateau de Benguela et les plateaux bateke, et de la mer au-delà du fleuve Kwango. Vers 1500, les frontières de l'État lui-même suivaient la rive du fleuve Zaïre, de l'embouchure jusqu'à son confluent avec l'Inkisi, et dépassaient le fleuve par endroits vers le nord, notamment au Manyanga. Il incluait le bassin de l'Inkisi et toutes les terres au sud jusqu'à la Loje. Il était en expansion vers le sud et peut-être vers le Kwango, influençait toutes les formations politiques, à l'exception du Royaume tio, et levait parfois des tributs sur elles. Le royaume à proprement parler était très peuplé, mais nous ne disposons que d'estimations

très approximatives pour déterminer le nombre de ses habitants. La plupart des auteurs acceptent le chiffre de 2 millions, mais un auteur avance qu'il y avait 4, et même 8 millions d'habitants, tandis qu'un autre refuse de dépasser le demi-million[9]. Les régions influencées par le Kongo ont eu au plus une population égale à celle du Royaume. Celle du Royaume tio devait être fort basse, sauf autour du Pool Malebo.

Vu le rôle crucial du Kongo dans l'évolution historique de la région, il convient de présenter le schéma de son organisation. Il était divisé, à la base, en une grande ville, la capitale Mbanza Kongo, et la campagne. Trois couches sociales bien définies coexistaient. La noblesse, les villageois et les esclaves se différenciaient par leur statut légal, leurs occupations et leur style de vie. La langue exprimait cet écart par une terminologie qui opposait les notions de « civilisation » et de « politesse », associées à la vie urbaine, au concept de « rusticité », propre à la campagne. Le même vocable signifiait « esclave » et « captif de guerre », indiquant par là la provenance des esclaves[10]. La noblesse était la charpente du royaume et la ville en était le moyeu. Les nobles vivaient en ville, sauf lorsqu'ils devaient occuper des commandements en province. La haute noblesse se composait des parents du roi ou de l'un de ses prédécesseurs. Elle était composée de maisons bilatérales liées entre elles par des alliances matrimoniales et par le fait que des individus appartenaient à plusieurs maisons à la fois. Face aux villages, la noblesse formait bloc. La matrilinéarité déterminait l'accès à la terre, la résidence et la succession à la tête du village[11]. La cohésion sociale était bien plus faible entre villages qu'au sein de la noblesse. Ici, le roi nommait ses proches parents aux postes clefs en matière de gouvernement des provinces, de magistrature supérieure ou d'administration fiscale. La royauté était élective, le conseil royal comprenant 12 membres, dont 4 femmes, représentant, selon A. Hilton, les clans des grands-parents du roi[12]. Malgré cette institution, les luttes pour la succession ont été monnaie courante. À la suite de l'une d'entre elles opposant les seigneurs du Nord à ceux de la capitale et du Sud, Nzinga Mbemba, connu aussi sous le nom d'Afonso Ier, succéda à son père Nzinga Nkuwu en 1506[13].

Les rois, grands polygames, avaient beaucoup d'enfants et leur maison atteignait rapidement de grandes proportions. Après vingt-cinq ans de règne,

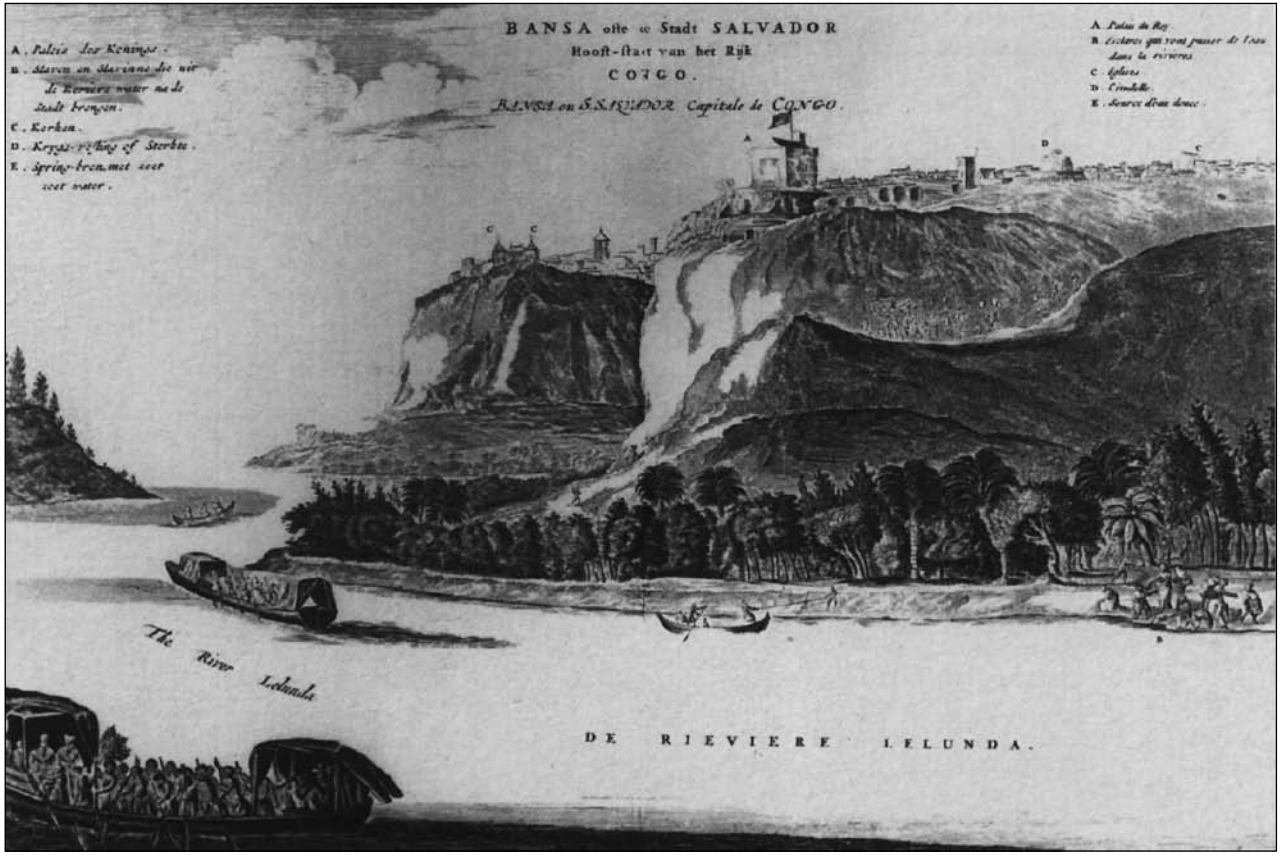
9. J. K. Thornton, 1977*a*; W. G. L. Randles, 1968, p. 146-148.
10. J. K. Thornton, 1983*b*, p. 17 et 21-22; J. van Wing et C. Penders, 1928: *kifuka* (urbanité), *kifuka kia utinu* (cour du roi), *uvata* (rusticité), *vata* (cultiver), *evata* (village). Ce dictionnaire, qui date de 1650-1652, fut établi sans doute par Reboredo, chanoine et cousin du roi, et reste une des sources principales pour l'étude des mentalités.
11. A. Hilton, 1985, donne une série d'indications; la preuve vient de J. van Wing et C. Penders, 1928: *unguri* (parenté), *unguri ankana* (seigneurie, titre encore en usage vers 1900 parmi les Suku du Sud) et *nguri* (mère). Le préfixe *u-* indique l'abstrait et l'expression traduite par « seigneurie » indique que l'on percevait un territoire comme une parenté élargie, *unguri* signifiant « le principe de la mère ».
12. A. Hilton, 1985, p. 194.
13. L. Jadin et M. Dicorato, 1974, p. 54-64.



19.3. Le Kongo et ses voisins au XVIe siècle (d'après J. Vansina).

Afonso avait 300 petits-fils et arrière-petits-fils[14] et sans doute autant de neveux et de petits-neveux. L'épouse principale du roi devait être une fille ou une sœur du gouverneur de Mbata, province où le gouvernement était héréditaire dans la parenté matrilinéaire des Nsaku Lau. Le prince régnant là se mariait à son tour avec une proche parente du roi. D'une branche de sa parenté, les Nsaku Vunda, provenait le dignitaire religieux suprême du

14. *Ibid*., p. 181.



19.4. São Salvador, capitale du Kongo, sur le site de Mbanza Kongo.
[Fondation Dapper, Paris.]

Royaume, le *mani kabunga* (seigneur) de Mbanza Kongo, qui était responsable du culte de l'esprit territorial de la région de la capitale. Les deux seigneurs des Nsaku intronisaient le roi. On voit clairement comment s'est constitué le Royaume à l'origine.

Le Kongo, gouverné par un réseau de parents du roi, n'en était pas moins fortement centralisé. Le roi nommait les gouverneurs territoriaux sauf celui de Mbata et, après 1491, celui du Soyo où se trouvait le port du Royaume, à Mpinda. Il démettait les gouverneurs et autres fonctionnaires à son gré. La noblesse n'avait pas de charges héréditaires, vivait, oubliée, à Mbanza Kongo : à chaque génération, sa hiérarchie était redéfinie par rapport aux nouveaux rois. La centralisation était encore favorisée par l'existence d'une monnaie dont l'émission était contrôlée par le roi. Il s'agissait de



19.5. Vase *nzimbu*.
[Musée universitaire de Kinshasa, Zaïre.]

coquillages d'*Olivancilaria nana*, appelés *nzimbu*, provenant des pêcheries de l'île de Luanda qui faisait partie du Royaume. La centralisation était également militaire. Vers la fin du XVIe siècle, la garde royale, composée d'esclaves, comprenait de 16 000 à 20 000 hommes[15] et était la seule force armée permanente du Royaume. En cas de guerre à l'étranger, les paysans étaient enrôlés dans des unités territoriales. Chaque maison de nobles, cristallisée autour d'un grand homme, avait aussi ses gens (subordonnés et esclaves) et la maison royale disposait, en outre, d'esclaves envoyés par toute la noblesse.

L'idéologie de la royauté (*nkisi*) découlait des conceptions religieuses en général. Trois cultes importants y jouaient un rôle : celui des ancêtres, dont le lieu sacré était le bosquet du cimetière royal, celui des esprits territoriaux, l'esprit de Mbanza Kongo étant servi par le *mani kabunga* (nom donné au clergé s'occupant des esprits, du niveau de village à celui du royaume) et le culte des sortilèges royaux. Cette notion de *nkisi* était fondamentale. Les chrétiens reprirent ce terme avec le sens de « sacré ». L'église était « la maison du *nkisi* », la Bible « le livre du *nkisi* », le prêtre le *nganga* du *nkisi*[16], *nganga* étant le terme consacré pour un expert religieux, surtout en *nkisi*. Les maladies et infortunes étaient attribuées à des *ndoki* (sorciers), que des *nganga ngombo* (devins) pouvaient découvrir, parfois à l'aide d'ordalies. L'emploi d'oracles, y compris l'oracle du poison dans l'administration de la justice, se rapportait à cette notion ainsi que le soupçon perpétuel que le roi était sorcier. La royauté était sacrée. On s'adressait au roi en l'appelant *Nzambi Mpungu* (Créateur Suprême), l'étiquette et les cérémonies de la cour exprimaient cette sacralité qui était confirmée par la cérémonie d'investiture. En leur donnant sa *tumba* (bénédiction), le roi signifiait qu'il protégeait les officiers royaux et, en général, il garantissait la fécondité, et ceci surtout par son pouvoir sur le régime des pluies[17]. Il était lui-même le *nkisi* du pays, au sens réel et profond du terme.

Les structures des royaumes voisins différaient, mais leur idéologie était presque identique. Ces royaumes étaient moins centralisés que le Kongo. Au Loango, les maisons nobles n'avaient pas supplanté les groupements matrilinéaires et cette classe était bien moins cohérente qu'au Kongo[18]. Le Ndongo n'avait pas d'ossature territoriale au-dessus du niveau de la petite chefferie et c'est son système militaire qui devait y suppléer[19].

15. F. de Pigafetta, 1591, p. 120 ; A. Hilton, 1985, p. 196.
16. F. Bontinck et D. Ndembe Nsasi, 1978 : *nzo amuquissi* (p. 269), *nganga* (p. 269), *muquissi mucanda ua ucua* (p. 268), *unganga* (p. 271), *uquissi* (sainteté, p. 271) ; J. van Wing et G. Penders, 1928 : *mukisi* (maléfice, sortilège, crime d'empoisonnement) mais *ukisi* (sainteté, divinité, volonté divine) et *kia ukisi* (saint, sacré).
17. O. Dapper, 1668, p. 583. Pour *tumba*, voir la communication personnelle de T. Obenga.
18. En général, voir P. M. Martin, 1972 et O. Dapper, 1668, qui donnent une très longue description du Loango.
19. Sa structure est décrite par B. Heintze, 1970 et 1977 (pour le Kisama).



19.6. Nobles kongo du Royaume du Loango portant des tabliers en fourrure de chat. [*Source :* O. Dapper, 1686, © Fondation Dapper, Paris.]

La victoire d'Afonso Ier marqua le début du règne le plus long que connut le Kongo : de 1506 à 1543. Le rôle de ce roi a été crucial. Il ouvrit le pays au Portugal, entraînant ainsi une réorganisation économique et politique considérable et une assimilation voulue d'éléments du christianisme qui s'y implanta de façon définitive. Chrétien depuis 1491 et protecteur des rares missionnaires avant 1506, ce chef de faction, une fois roi, fit rapidement de l'Église catholique la religion d'État, dirigée par son fils Henrique, de 1518 à 1536, en tant qu'évêque consacré à Rome. Par la suite, l'évêché tomba sous le contrôle du Portugal. La traite s'intensifia à partir de 1514. Afonso Ier tenta d'en devenir maître, tout comme le souverain du Portugal avait voulu le faire, par l'organisation de monopoles royaux puis, en 1526, de l'abolir. Cela ne réussit pas et même les monopoles royaux furent constamment battus en brèche par les Afro-Portugais de Sao Tomé et les voisins du Royaume tant sur la côte du Loango qu'au Ndongo et même à Luanda, partie intégrante du Royaume. Le roi utilisa les revenus procurés par la traite des esclaves et le commerce de l'ivoire et des tissus de raphia pour faire venir des techniciens et, surtout, des missionnaires portugais. Avant la fin de son règne, la vie sociopolitique avait été transformée. Le fossé entre noblesse et gens du commun s'était creusé.

La noblesse devint lettrée et chrétienne et était partie prenante dans la traite des esclaves. Les gens du commun étaient durement exploités[20]. La maison royale fut renforcée par l'importation d'esclaves du Pool et au-delà pour la garde royale et par la croissance de la descendance d'Afonso, au point que sa succession en fut affectée. Tous les rois suivants furent des descendants d'Afonso, issus de l'une ou l'autre de ses trois filles principales. Le nombre toujours croissant de prétendants au trône conduisit à une scission de la maison royale en maisons ennemies et enfin, après 1665, à une guerre civile qui détruisit le Royaume tel qu'il avait été avant cette date. La présence de Portugais en ville introduisit une dimension politique nouvelle. Liés par mariage à diverses maisons nobles, ils étaient scindés en Afro-Portugais et envoyés métropolitains qui animèrent des partis opposés à la cour jusqu'en 1665 et qui intervinrent dans toutes les luttes de succession.

Le commerce intercontinental, qui avait été très faible avant 1506, s'intensifia avec la traite des esclaves. Celle-ci fut mal organisée de 1515 à 1526, date à laquelle elle fut effectivement régularisée. Dès lors, seuls des étrangers, provenant surtout du Pool et peut-être de la vallée du Kwango, et des criminels devenaient esclaves. La communauté mulâtre de la capitale envoyait des *pombeiros* (agents), mot provenant de *pombo*, le nom des gens du Pool en kikongo, au Pool dès avant 1529. L'origine première de ces esclaves reste inconnue. Beaucoup étaient bateke, mais il en venait certainement d'autres régions d'où ils étaient acheminés au Pool par les fleuves. Les exportations totalisaient environ de 4 000 à 5 000 esclaves par an jusque vers 1540 et de 6 000 à 7 000 ensuite[21]. Les importations devaient être plus importantes à partir du Pool, vu le grand nombre d'esclaves, à Mbanza Kongo, qui non seulement formaient les rangs de la garde royale mais aussi travaillaient dans les exploitations agricoles entourant la capitale, sans compter ceux qui étaient affectés au port de Mpinda et dans la suite des nobles de province. Outre ce commerce contrôlé, une traite clandestine menée par les habitants de Sao Tomé vit le jour surtout après 1526 (cessation d'exportations du Royaume du Bénin), aux confins nord et sud du Royaume, mais sans prendre de réelle ampleur sauf au Luanda où les guerres d'expansion de Ndongo permirent la capture d'un grand nombre d'esclaves.

Le Portugal s'intéressa beaucoup aux produits miniers du pays et voulut mettre la main dessus. Tout au long du XVIe siècle, les Portugais crurent que le Kongo recelait des mines d'or dont ils voulurent s'assurer l'exploitation. Le roi du Kongo, quant à lui, tenait à garder un contrôle étroit sur l'exploitation du cuivre de Bembe et la fabrication du fer à Mbanza Kongo. Les différents rois qui se succédèrent ne permirent jamais la prospection minière et freinèrent même les exportations de cuivre qui, avant 1506, avaient attisé les convoitises portugaises. De son côté, le souverain portugais interdit la vente de navires au Kongo et s'opposa aux tentatives qu'il fit pour établir son propre système de transport vers Sao Tomé ou vers l'Europe. Les Portugais gardèrent le contrôle du commerce et en firent un instrument d'échange qui leur était favorable. La

20. L. Jadin et M. Dicorato, 1974, p. 179 : « Veillez aussi à ce que les grands de votre Royaume ne fassent pas subir au petit peuple de mauvais traitements » (fin 1529).
21. *Ibid.*, p. 203 (1536) ; P. E. Lovejoy, 1983, p. 37-38.

cour du Kongo utilisa les revenus qu'elle en tirait pour payer les techniciens et les missionnaires portugais ainsi qu'une partie des frais d'études au Portugal de nobles du pays. Mais dès le début également, une bonne partie de ces revenus fut absorbée par l'importation de tissus, de vin et d'objets de luxe que le roi redistribuait à la noblesse. Ces produits d'importation devinrent rapidement une nécessité ostentatoire pour la noblesse et dès la fin du règne d'Afonso Ier la totalité des revenus leur fut consacrée.

Sous les successeurs d'Afonso Ier, les mêmes tendances se poursuivirent, malgré les tentatives de Diogo Ier de limiter les effets de l'incursion européenne. La puissance relative du Kongo diminua, surtout par rapport au Ndongo qui se fortifiait grâce, notamment, au trafic clandestin avec Sao Tomé. En 1561, le Kongo s'isola presque totalement du Portugal. Mais la mort consécutive de deux rois au cours d'une guerre contre les Tio du Pool en 1566 et 1567 entraîna un désarroi qui tourna à la catastrophe avec l'irruption de guerriers, appelés les Jaga, provenant de l'est.

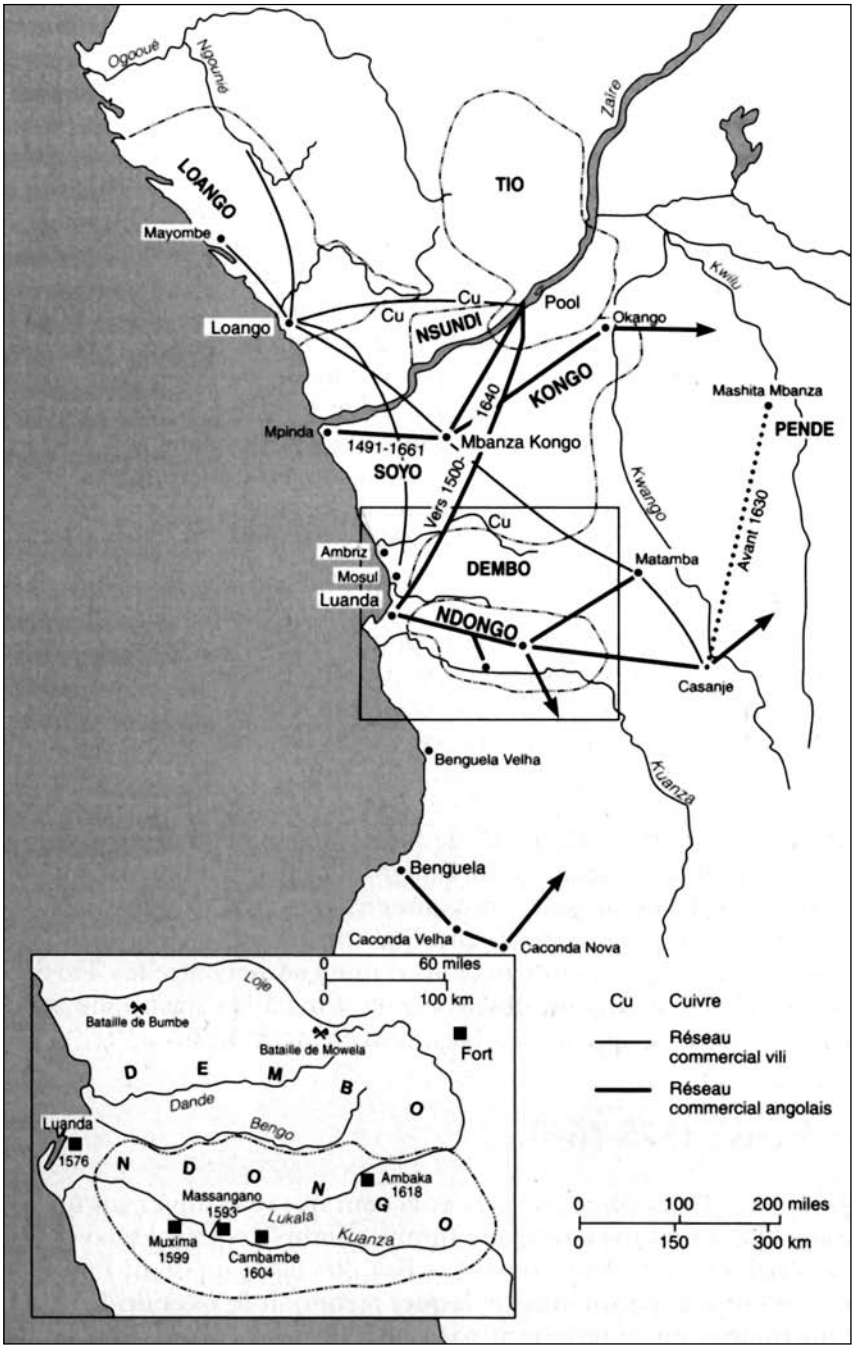
Trois États : 1575-1640

Les Jaga défirent les forces royales et la cour dut se réfugier sur une île du bas Zaïre. De nombreux réfugiés furent vendus comme esclaves par les Jaga aux habitants de Sao Tomé. Le roi dut faire appel au Portugal qui envoya un corps expéditionnaire, lequel reconquit le pays de 1571 à 1573. Mais les troupes ne se retirèrent pas avant 1575 ou 1576. L'hégémonie du Kongo dans la région était détruite car, en 1575, fut fondée la colonie de l'Angola et les Portugais vinrent commercer en grand nombre à Loango à partir de la même année.

L'identité des envahisseurs du Kongo n'a jamais été établie[22]. Le nom Jaga (en kikongo : Yaka) est utilisé dans les sources comme synonyme de barbare et appliqué à toute une série de groupes guerriers plus ou moins nomades. Les premiers Jaga apparurent à l'est du Mbata, ou au sud du Pool, et de là gagnèrent les rives du Kwango. L'invasion doit être rattachée aux guerres kongo-tio et probablement à la cessation de toute traite dès 1561. On pense que de nombreux villageois, excédés par l'exploitation de la noblesse, vinrent grossir les rangs des envahisseurs. Ils désiraient certainement avoir leur part de la richesse engendrée par la traite car, une fois victorieux, ils reprirent à leur compte la vente des esclaves sur la côte. Aucune donnée, même indirecte, ne permet d'appuyer la suggestion qu'une sécheresse poussa les Jaga à envahir le Kongo.

Paulo Dias de Novaes, ayant séjourné à la cour du Ndongo, fit tant et si bien qu'il obtint un contrat de conquête et de colonisation de la cour portugaise. Cette colonie serait appelée Angola, du titre du roi du Ndongo. Arrivé en 1575, il fonda Luanda en 1576 et s'adonna à la traite des esclaves, tentant de

22. Le dernier article dans un débat qui a inclus D. Birmingham, J. Vansina, J. C. Miller, J. K. Thornton, F. Bontinck et A. Hilton (de 1963 à 1981 !) est de A. Hilton, « The Jaga reconsidered », qui se propose d'y voir les ancêtres des Yaka du Kwango.



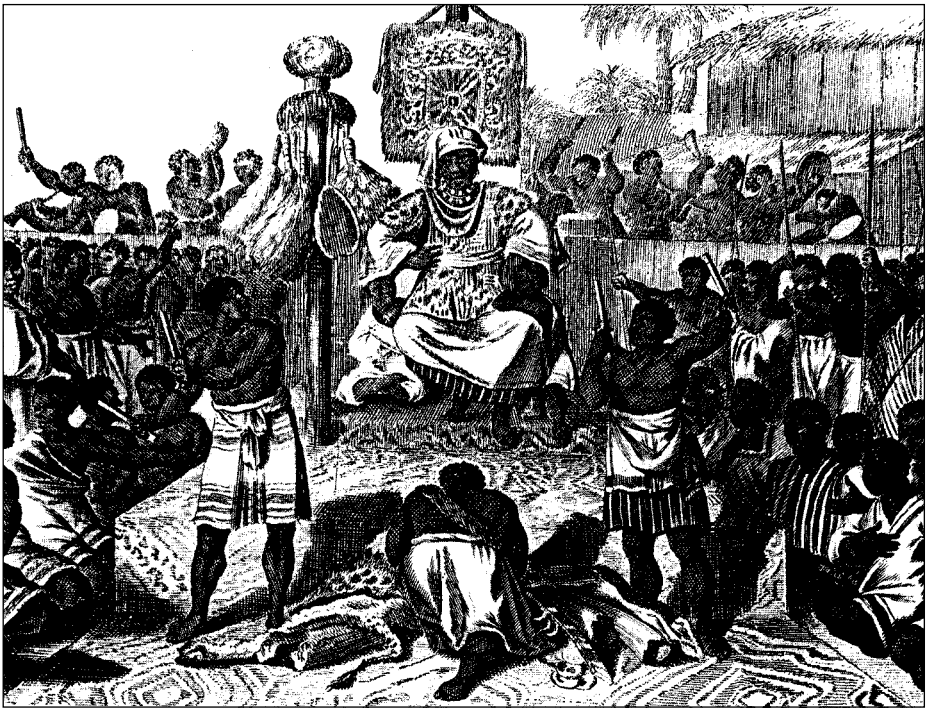
19.7. Les royaumes et le commerce de la région kongo au XVIIe siècle avec, en médaillon, la carte du Ndongo (d'après J. Vansina).

supplanter une communauté d'Afro-Portugais issus de Sao Tomé qui l'y avait précédé. Ce groupe, lui cédant la place, s'installa à la cour du *ngola*. Mais en 1579, des pressions métropolitaines forcèrent Dias à exécuter son contrat. Le roi du Ndongo, informé, fit préventivement massacrer tous les Portugais de sa cour et fournit ainsi le prétexte d'une guerre qui allait durer près d'un siècle, jusqu'en 1671. Au début, la fortune des armes varia, le jeu des alliances locales étant partagé entre les adversaires. Toutefois, les Portugais réussirent, non sans peine, à ériger quelques fortifications à l'intérieur des terres. Dès 1612, cependant, une alliance se noua entre les Portugais et des Mbangala (appelés Jaga), des communautés de guerriers nomades qui vivaient de rapines dans la région dès avant 1600. Avec leur aide, surtout avec celle des Jaga Kasanje, ils occupèrent une grande partie du royaume de 1617 à 1621 et son roi se réfugia à l'est du pays. Les alliés saccagèrent la région conquise ce qui ruina le pays tout entier. Même la traite des esclaves s'interrompit et la famine se mit à sévir[23]. Aussi un traité de paix fut-il élaboré en 1622 et 1623, le *ngola* étant représenté par sa sœur, Nzinga Mbande, qui fut baptisée et nommée Anna à Luanda. Mais elle prit la tête d'un parti anti-portugais ; le roi mourut au début de 1624 (meurtre ou suicide ?) et Nzinga devint régente, puis reine en 1626. Entretemps, les Jaga Kasanje occupaient toujours la meilleure partie du Ndongo. Aussi la guerre reprit-elle en 1626 contre Nzinga, mais aussi contre Kasanje, et les Portugais tentèrent d'imposer un roi fantoche. Au cours des opérations, Kasanje trouva une base dans la vallée du Kwango en 1626, à partir de laquelle il édifia l'État imbangala dans les années 1630, tandis que Nzinga conquit le royaume de Matamba et y créa un centre d'opposition formidable au régime portugais[24]. Lorsque les Hollandais occupèrent Luanda, elle était toujours en campagne et s'allia à eux.

La colonie de l'Angola, dirigée par un gouverneur nommé tous les trois ans par Lisbonne, était divisée entre la ville de Luanda et quelques *presidios*. Luanda était régie par un conseil municipal et un gouverneur, tandis que des capitaines militaires administraient les territoires avoisinant leurs *presidios*. La structure administrative était féodale au sens strict du terme, découlant légalement de contrats de vassalité qui liaient les *soba* (chefs subalternes) à la cour portugaise *via* leur lien avec les *amos* (seigneurs portugais) puis, plus tard, *via* le contrat de vassalité avec le gouverneur et les capitaines. Les revenus de l'État et de ses représentants dérivaient des exactions féodales, toutes payables en esclaves, qu'elles aient été dues en biens ou en corvées. Ce régime ne fut modifié qu'au XVIIIe siècle, par l'introduction d'un impôt de capitation et la réduction des liens de vassalité à un instrument légal justifiant les droits souverains du Portugal[25].

Entre-temps, le Kongo se rétablit. Malgré la disparition de son hégémonie et de lentes mutations dans la structure de la classe noble, le Royaume resta solide, s'étendant même vers l'est. Mais son territoire diminua au sud, surtout en 1622, avec la perte des pêcheries de l'île de Luanda et celles de terres à l'intérieur de la ville de Luanda. Une importante armée kongo, d'ori-

23. D. Birmingham, 1966, p. 30-89.
24. B. Heintze, 1977 ; J. C. Miller, 1975*a* et 1976, p. 151-264.
25. B. Heintze, 1970.



19.8. La cour du roi du Loango, 1668.
[*Source :* O. Dapper, 1686. © Fondation Dapper, Paris.]

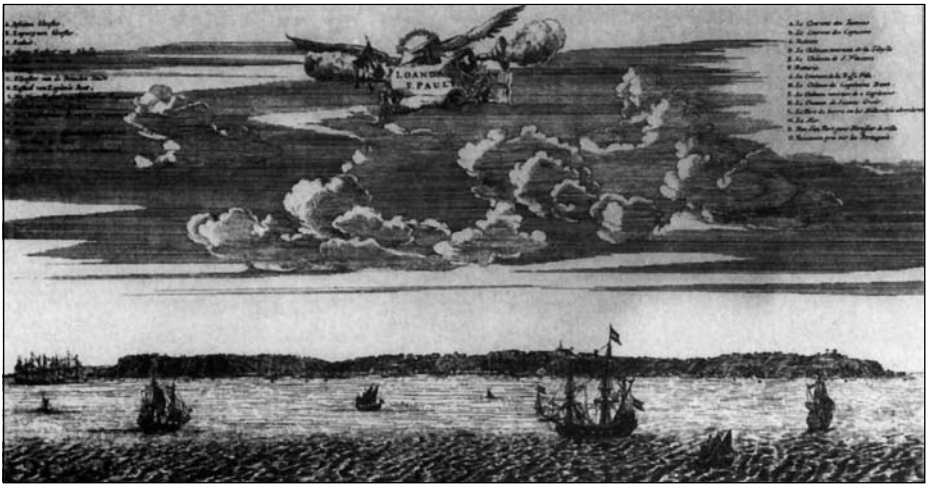
gine provinciale, fut battue par les Angolais, alliés aux Jaga, à Bumbe, mais la guerre s'arrêta là, enrayée surtout par une mobilisation générale kongo. Le Kongo réussit également à contrer d'autres tentatives de colonisation portugaise par une alliance diplomatique avec le Vatican et en opposant le Portugal à l'Espagne et même les deux pays aux Pays-Bas. Sa perte la plus sérieuse fut celle de la province maritime de Soyo, avec le port de Mpinda. Après 1636, cette province devint indépendante, quoique son prince gardât le droit d'intervenir dans l'élection du roi du Kongo. La même année, la maison noble dominante perdit l'élection au profit d'une maison rivale. Et les électeurs furent tellement affaiblis qu'en 1641, Garcia II, fort du soutien de sa maison, se passa de leur appui et prit le pouvoir[26].

Dès avant 1600, le Loango était devenu une grande puissance. Son territoire allait de la lagune Fernán Vaz jusqu'au sud de Pointe-Noire et il incluait probablement la majeure partie de la vallée de la Ngounié et une partie de la plaine du Niari. Son influence culturelle, transmise par le commerce, s'étendait plus loin encore. On en trouve même des traces au nord

26. J. K. Thornton, 1983*b*, p. XIII ; J. Vansina, 1965, p. 101-104, 107-109, 130-134 et 138-142.

de l'estuaire du Gabon. Mais nous ne savons presque rien de son évolution politique avant 1700[27].

Le Loango faisait le commerce de l'ivoire, produit entre autres par des Pygmées, des peaux, du bois rouge, des tissus de raphia, mais exportait relativement peu d'esclaves. Ce trafic avait lieu avec des Afro-Portugais faisant un cabotage très fructueux entre la côte du Bénin, Sao Tomé, Loango et Luanda. Les tissus de raphia du Loango devinrent la monnaie courante en Angola, où ils se mirent à concurrencer ceux de l'est du Royaume du Kongo dès 1600[28]. De plus, les Hollandais arrivèrent au Loango et au Soyo à la même époque. Loango, qui n'était pas catholique comme Mpinda, leur offrait une meilleure base commerciale et, dès le début, le roi collabora avec eux[29]. Les navires hollandais apportaient de meilleures marchandises à meilleur marché que les Portugais. Ils achetaient aussi du cuivre mais, surtout, ils vendaient des fusils et de la poudre. Le résultat fut que les commerçants de la côte du Loango, les Vili, qui organisaient le trafic des caravanes vers l'intérieur des terres, étendirent leurs réseaux d'une façon étonnante. Déjà, dès 1626, on les voit au sud du Dande[30] et, vers 1650, ils commercent à Mbanza Kongo et même au Matamba et au Kasanje. Leur route principale conduisait au Pool, en passant par les gisements miniers du Nsundi, où les Vili extrayaient le fer et peut-être le cuivre. Le long de la côte, ils s'avancèrent loin au Gabon, jusqu'au confluent de la Ngounié et de l'Ogooué.



19.9. Le port de Luanda au XVII[e] siècle.
[*Source :* O. Dapper, 1686. © Museum national de l'Angola, Luanda.]

27. P. M. Martin, 1972, p. 1-32 ; D. Ngoie Ngalla, 1978 et 1982.
28. P. M. Martin, 1972, p. 33-52.
29. *Ibid.*, p. 42-45.
30. B. Heintze, 1977 ; P. M. Martin, 1972, p. 69-70.

À cette époque, le réseau vili concurrençait les réseaux existants non seulement pour la vente d'ivoire ou de tissus mais aussi pour la traite des esclaves. Le réseau du Kongo et de l'Angola fut bouleversé par la création de Luanda qui, dès le début, exporta plus d'esclaves que Mpinda, les premières exportations oscillant entre 12 000 et 13 000 esclaves par an, surtout des prisonniers de guerre[31]. En 1625, le total des esclaves exportés légalement s'élevait à 11 000, chiffre qui diminua de 1618 à 1640, sans cependant descendre beaucoup plus bas que 10 000 par an. Très rapidement après le début du trafic, les esclaves étaient de plus en plus souvent achetés à l'intérieur des terres, soit au Pool (sans passer par Mbanza Kongo), soit au marché d'Ocanga, sur le Kwango. De là, une route caravanière traversait le Kwango pour s'enfoncer vers le Kwilu[32]. Enfin, à partir de 1630, des esclaves venant d'au-delà du Kwango commencèrent à arriver à Luanda, en provenance de Matamba et de Casange, la capitale du Kasanje.

Ces événements défavorisèrent le Kongo, puisque sa capitale n'était plus l'entrepôt obligatoire des marchandises et des esclaves, qui continua cependant à faire le trafic des esclaves, mais à moins grande échelle qu'auparavant. En outre sa monnaie fut fortement dépréciée, les Portugais ayant importé d'autres coquillages que le *nzimbu*. En 1619, celui-ci avait perdu les deux tiers de sa valeur, et le roi les deux tiers de ses revenus[33]. Mais il parvint à redresser la situation et la monnaie reprit graduellement son ancienne valeur. Les revenus du roi et de la noblesse durent finalement souffrir beaucoup plus du détournement commercial vers Luanda et Loango.

À cette époque furent introduites d'abord la culture du maïs (entre 1548 et 1583) puis, peu après 1600, celle du manioc, du tabac[34] et sans doute des haricots, des arachides et d'autres plantes américaines, à l'exception des agrumes qu'on trouvait sur la côte avant 1600. Le porc est mentionné à partir de 1583[35] et il s'agissait sans doute d'un animal importé. Il se répandit surtout au Kongo et en Angola central.

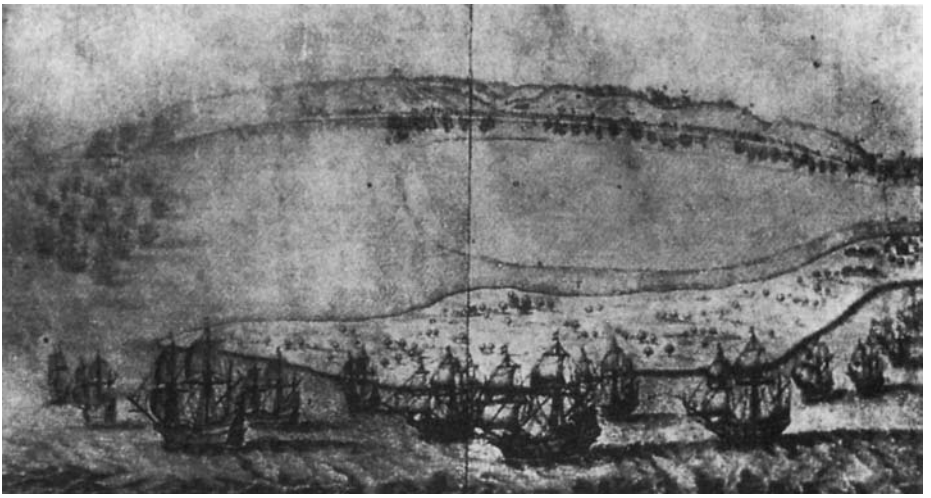
Les plantes importées du Nouveau Monde transformèrent l'agriculture au XVIIe siècle, notamment après 1650, car elles permirent d'augmenter les rendements et, grâce au manioc, d'éviter les disettes lors de sécheresses occasionnelles ou en temps de guerre. Le manioc finit par être cultivé tout au long des routes commerciales, car il assurait également le ravitaillement des esclaves. Le niveau général de nutrition en fut amélioré. Mais dès 1560, la variole fit son apparition, importée d'Europe, et devint un fléau récurrent.

31. B. Heintze, 1977.
32. Pour Ocanga, L. Jadin et M. Dicorato (1974, p. 175, note 9) pensent que déjà, en 1529, le pluriel de *pumbo* se référait à ce marché. Mentionné comme royaume dès 1584, puis comme tête d'une route de caravanes, Ocanga est régulièrement cité jusque vers 1640. On sait que vers 1680, le marché et la route vers le Kwilu furent abandonnés par les marchands. Des influences kongo et européennes diverses ont sans doute pénétré par cette route jusque au pays Kuba (J. Vansina, 1978, p. 187-191). Le célèbre site de Mashita Mbanza se trouvait peut être sur cette route, non loin du Kwilu (Kodi Muzong, 1976, p. 179-183)
33. J. Cuvelier et L. Jadin, 1954, p. 306-312.
34. J. Vansina, 1978, p. 11-13.
35. B. Heintze, 1977, p. 773 ; A. Brasio, 1952-1971, vol. II, p. 510.

La première moitié du XVIIe siècle vit donc évoluer les conditions nutritionnelles et sanitaires, et présida à l'apparition de la traite des esclaves. Tout ceci a fatalement entraîné une nouvelle dynamique démographique dont nous ignorons le détail. Mais en Angola notamment, la population a dû diminuer[36].

Vers un ordre nouveau : 1641-1700

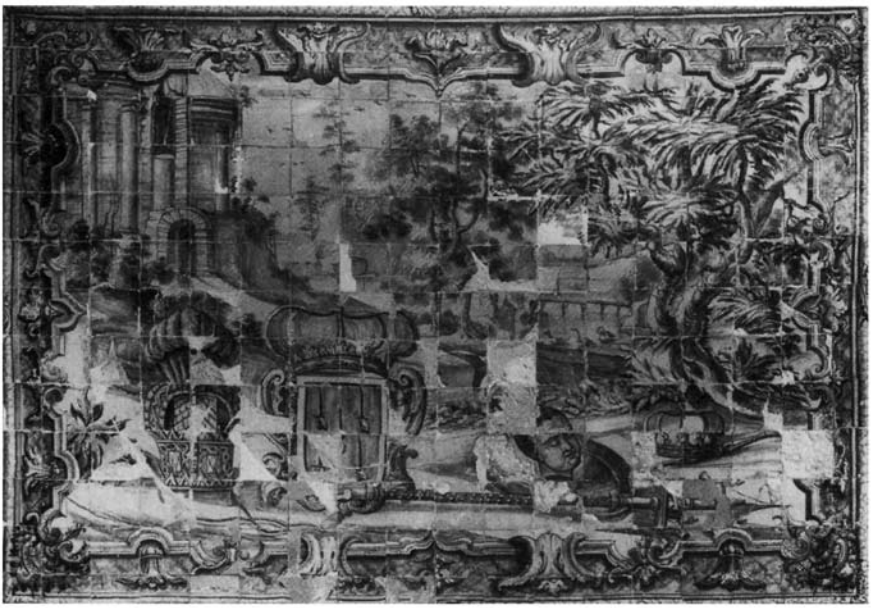
Les Hollandais prirent Luanda en 1641 et occupèrent une vaste partie de la colonie angolaise avant qu'une flotte, armée au Brésil, ne les en chasse en 1648[37]. Dès lors, les Brésiliens dominèrent le commerce de l'Angola, totalement jusqu'en 1730 et partiellement par la suite. En 1641 également, Garcia II devint roi au Kongo et, comme Nzinga, s'allia aux Hollandais. La Restauration les laissa face à face avec une grande armée portugaise avec laquelle il fallut traiter. Le Kasanje, qui était resté à l'écart des guerres,



19.10. La baie et la ville de Sao Paulo de Launda pendant l'occupation hollandaisc vers 1640. [© Museum national de l'Angola, Luanda.]

signa un traité d'amitié avec les Portugais et devint leur allié pendant plus d'un siècle. Entre-temps, et à partir de 1645, était arrivé au Kongo un afflux de missionnaires capucins italiens, ce qui aida Garcia II à composer avec

36. Même J. K. Thornton (1981*b*), dont le modèle nous semble trop optimiste (p. 685, un quart plutôt qu'un tiers de femmes parmi les esclaves et omission des jeunes enfants), conclut à un déclin de la population au XVIIIe siècle (p. 713).
37. C. R. Boxer, 1952 ; A. da Silva Rego, 1948.



19.11. Panneau décoratif en carreaux de céramique de la façade principale de l'église Notre-Dame-de-Nazareth, à Luanda, 1665.
[© Museum national de l'Angola, Luanda. Photo : D. Wade.]



19.12. Détail du panneau précédent représentant la tête du roi Antonio Ier, qui est enterré dans l'église.
[© Museum national de l'Angola, Luanda. Photo : D. Wade.]

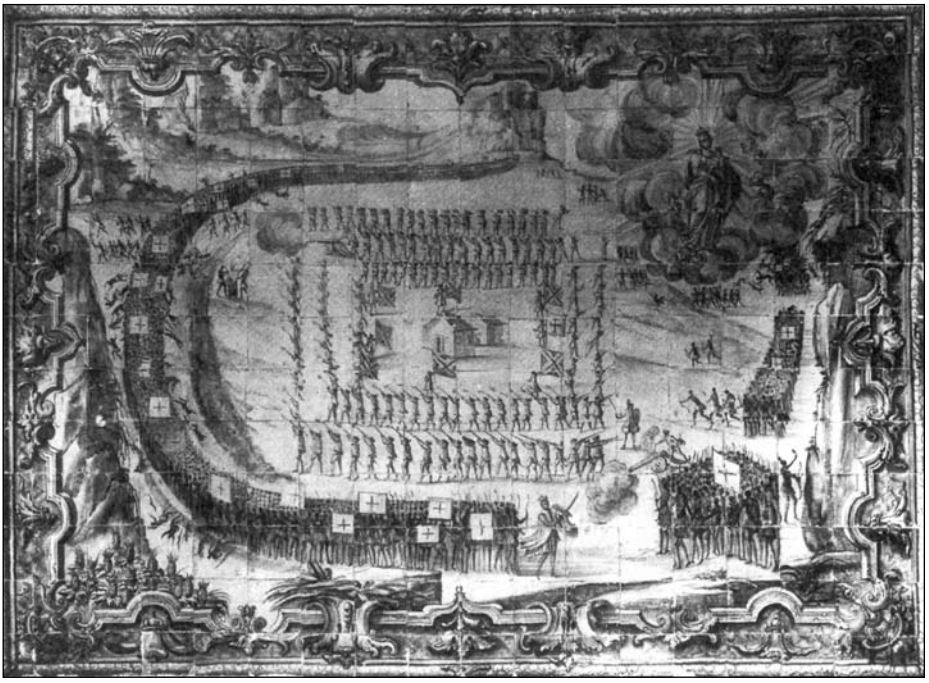
les Portugais. La nouvelle poussée missionnaire au Kongo puis en Angola allait amener 400 missionnaires — presque tous au XVIIe siècle — et hâter la christianisation de nombreuses régions rurales du Kongo, même quand ce royaume s'effondra, car les dissensions au sujet du traité aboutirent à son invasion par les Angolais. Antonio Ier du Kongo déclara la guerre, assembla tous ses nobles et fut battu à la bataille de Mbwila en 1665, sans conteste la plus grande bataille du siècle[38]. Il y perdit la vie avec quantité de nobles. Mais une seconde armée portugaise fut si désastreusement battue au Soyo en 1670 que l'Angola mit fin à ses tentatives de conquête au Kongo. En 1671, le dernier vestige du Ndongo fut conquis et, vers 1680, la paix avait été imposée au Matamba (Nzinga), au Kasanje et aux chefs au sud de la moyenne Kuanza. La conquête était terminée.

Le Royaume du Kongo ne se remit pas de la bataille de Mbwila. La succession royale entraîna rapidement une guerre civile entre maisons nobles qui s'envenima et provoqua une première destruction de Mbanza Kongo en 1666 et son abandon total en 1678. La ville étant le pivot du système politique, tout s'écroula. Quand enfin un roi unique retourna à Mbanza Kongo en 1709, son royaume n'était plus une entité centralisée mais un ensemble de principautés souvent encore déchirées par des luttes internes entre prétendants. Tout se défit, sauf le Soyo qui eut quand même les plus grandes difficultés à rester uni et dut abandonner quelques districts. La noblesse, ayant déserté Mbanza Kongo entre 1666 et 1678, dut s'adapter à une vie rurale et lutta pour regagner le pouvoir. Pendant et après cette période, une bonne partie d'entre elle traversa le fleuve vers le nord pour aller y fonder de petites principautés au Mayombe et entre les fleuves Zaïre et Niari.

Ce fut un bouleversement total et terrible, qui renversa les fondements mêmes de la société et remit sa vision du monde en question, à tel point qu'apparurent des prophétesses. En 1704, une Jeanne d'Arc, Dona Beatrice Kimpa Vita, commença à prêcher un christianisme rénové, appelé l'antonianisme. Elle rejetait les missionnaires et les Blancs mais, surtout, elle exhortait les rivaux pour le trône à abandonner cette lutte, à restaurer un roi et à repeupler Mbanza Kongo. Elle eut une grande audience populaire (elle-même appartenait à la petite noblesse) et elle convainquit un candidat au trône de s'établir à Mbanza Kongo, où elle lui ceignit le front de la couronne noire antonienne. Mais en 1706, elle fut capturée par le prétendant Pedro II et brûlée en tant qu'hérétique. Son mouvement perdura encore quelques années[39]. Pedro II restaura le royaume et repeupla Mbanza Kongo, mais ne put effacer les traces d'une évolution politique de quarante années.

Avec le Kongo disparut l'organisation d'un grand espace. Son cadre structurel, comme celui de l'Angola, devint dorénavant économique, son ossature étant formée par les routes commerciales et ses pivots par les lieux de transbordement. L'Angola, agrandi vers 1680, se retrouva affaibli aussi.

38. C. R. Boxer, 1960*a*; J. K. Thornton, 1983*b*, p. 73-83.
39. A. C. Gonçalves, 1980.



19.13. Panneau décoratif en carreaux de céramique de l'église Notre-Dame-de-Nazareth, à Luanda, représentant la bataille de Mbwila.
[© Museum national de l'Angola, Luanda. Photo : D. Wade.]

Ni les gouverneurs ni la *Camara* de Luanda ne parvinrent plus à s'imposer ni aux *quimbares* et aux *ovimbali* (Afro-Portugais), qui font alors leur apparition dans les sources documentaires, ni aux commerçants brésiliens. Le contrôle de la colonie leur échappa de plus en plus. Au Loango, l'État semblait encore fort. Mais en 1701, le roi étant mort, une « sœur » de vingt-cinq ans tenait la régence et son conseil gouvernait. Il fallut plus d'un an pour élire un nouveau roi[40]. Dans un royaume si tourné vers le commerce, on se serait attendu à ce que les membres du conseil de régence fussent aussi des dirigeants d'entreprises commerciales et que la royauté, malgré tout son prestige religieux, commençât à être repensée quant à son autorité sur le commerce.

À la périphérie des zones de traite des esclaves, des États se fortifièrent par un commerce croissant qu'ils contrôlaient ou, du moins, ils restèrent solides tant qu'ils le contrôlaient. Le Kasanje était devenu une grande puissance sur le Kwango parce qu'il contrôlait un flux d'esclaves croissant après 1648, dont une partie, vers 1680, provenait du lointain Lunda. En édifiant son royaume à partir d'éléments fort divers dès 1630, il déplaça une partie de la popula-

40. P. M. Martin, 1972, p. 162-163.

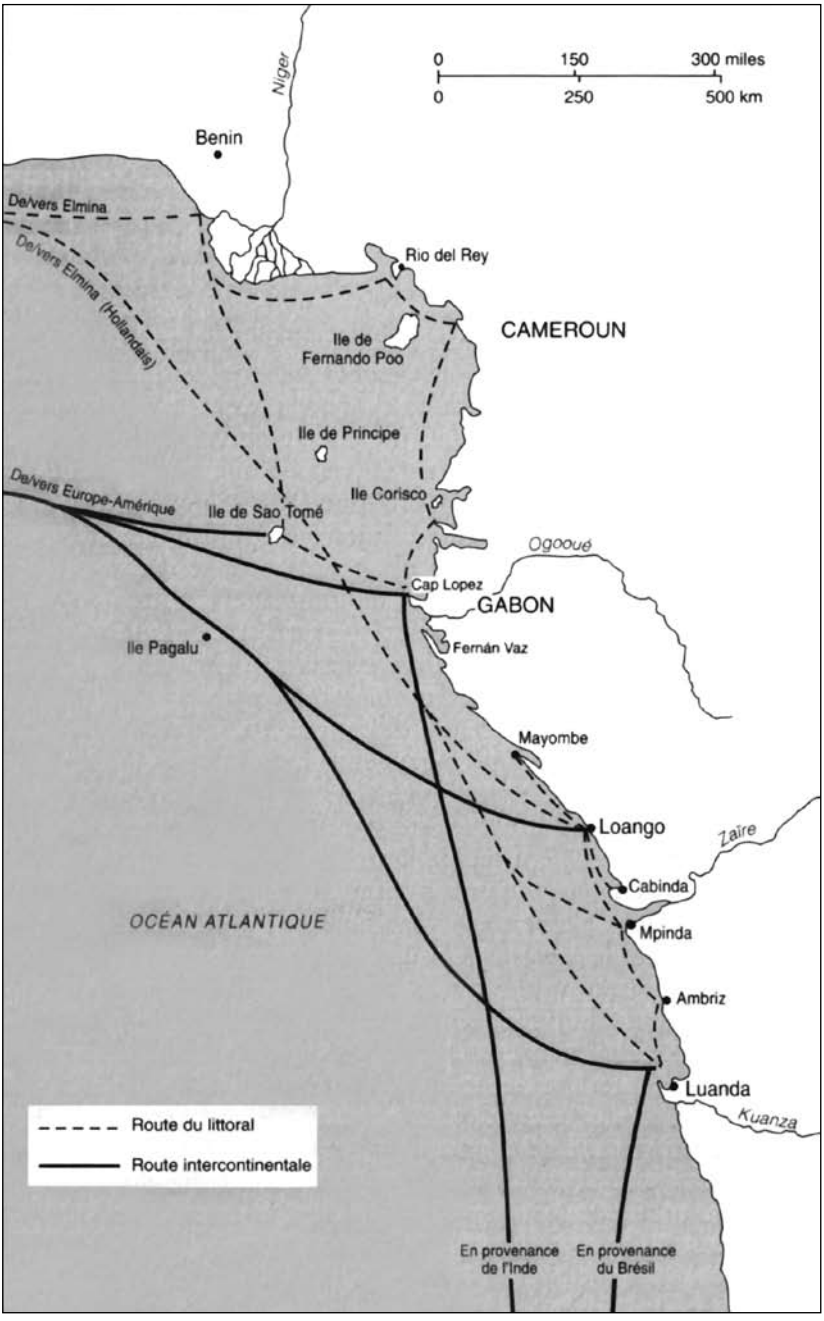
tion originelle, les Pende, qui durent émigrer outre-Kwango[41]. De peur d'être razziés, les Pende partirent vers le nord-est, en direction de Mashita Mbanza, une agglomération près du Kwilu, puis vers l'est jusqu'au moyen Kasaï, où ils formèrent des chefferies[42]. Au nord, le Royaume tio se maintint, apparemment sans grands changements, mais on mentionne d'autres royaumes dans cette région dont certains se sont probablement formés au XVIIe siècle[43].

La conquête hollandaise et la Restauration eurent des effets économiques importants. Les monnaies, tissus et *nzimbu* furent dévalués. Le carré de raphia, de 12 reis en 1640 tomba à 5 reis en 1649. Malgré cette chute, le gouvernement ne réussit pas à introduire une monnaie de cuivre et le cours du tissu remonta. À Soyo, il était à 10 reis en 1813. Le *nzimbu*, lui, chuta de 2 000 reis le *cofo* (l'unité) en 1640 à 1 600 en 1649. Les guerres civiles accélérèrent cette baisse jusqu'à 800 reis en 1698, après quoi il se stabilisa à 1 000 reis environ[44]. Ces évolutions ne furent pas uniquement dues au mouvement politique mais commencèrent à refléter une transformation économique qui allait être radicale.

En Angola, celle-ci consista en la réorganisation de la traite des esclaves par les Brésiliens, qui fournissaient capital, navires et marchandises européennes et agissaient, par leurs agents de Luanda et de Benguela, de concert avec les organisateurs de caravanes, les esclavagistes afro-portugais. Les capitaux portugais étaient investis au Brésil et non directement en Angola, et il en fut ainsi jusque vers 1730. Comme ils faisaient défaut en Angola, les commerçants poussaient à la guerre qui générait des captifs à acheter. Les grandes firmes de Lisbonne calculaient que les bénéfices se faisaient sur les marchandises et non sur les esclaves, et essayaient d'en posséder le moins possible. Elles importaient des marchandises achetées aux capitaines et aux Afro-Portugais contre des lettres de change qui étaient converties en sucre du Brésil ou en ivoire local[45], leur principal débouché étant le Brésil.

Toute différente était la situation sur la côte de Loango. À cause d'une insatiable demande d'esclaves émanant des colonies des Antilles, les navires anglais et français y firent leur apparition à partir des années 1660-1665 et ils se lancèrent dans une concurrence forcenée avec les Hollandais qui, eux aussi, commençaient à acheter des esclaves en grand nombre. Ici, le commerce triangulaire était mené par des compagnies financées en Europe. La traite des esclaves, favorisée initialement par les troubles au Kongo, se développa ensuite essentiellement grâce aux achats, et non plus aux captures. La fourniture régulière d'esclaves par les caravanes vili qui les achetaient sur des marchés aussi lointains que le Pool ou Casange était bien supérieure à l'apport que constituaient les prisonniers de guerre. C'est dans ces conditions que débuta la véritable traite des esclaves qui prit toute son ampleur au XVIIIe siècle.

41. Kodi Muzong, 1976, p. 91-169.
42. *Ibid*., p. 170-267.
43. Notamment le Royaume borna de « Giriboma », voir E. Sulzmann, 1983.
44. J. Cuvelier, 1946, p. 309-312.
45. J. C. Miller, 1979, 1983, p. 134-135, et 1984.



19.14. Les routes maritimes d'Afrique centrale aux XVIIe et XVIIIe siècles (d'après J. Vansina).

Les transformations sociales et culturelles des XVIe et XVIIe siècles

Nous traiterons ici surtout du Kongo puisque nous sommes le mieux informés à son sujet. La division en trois couches sociales, celle des *mwisikongo* (nobles), celle des *babuta* (sing, *mubata*, paysans) et celle des *babika* (sing. *mubika*, esclaves) persistera jusqu'à la période comprise entre 1666 et 1678, chaque couche ayant ses propres structures sociales. Un changement général se produisit dans la noblesse d'abord, puis dans le monde rural. La première et les termes qui la désignaient disparurent vers 1700.

Le terme *ekanda* (dont la racine est *kanda*), attesté dès cette époque, signifie aujourd'hui « matriclan » ou « matrilignage ». Il désignait alors la « famille » — matrilinéaire certainement[46] — mais aussi « la tribu, la famille, la république », c'est-à-dire toute communauté. Les gens d'un village constituaient un *ekanda*, tout autant qu'un groupe matrilinéaire à l'intérieur de ce village ou que la communauté des chrétiens. Le village était conçu comme appartenant à un groupe de parenté matrilinéaire, descendant de son fondateur, lequel était représenté par le leader du village, le *nkuluntu* (littéralement « le vieux »). En réalité, vu que les femmes suivaient leur mari et que les fils n'allaient pas toujours habiter dans le village de leur oncle, le groupe villageois, toujours petit au Kongo ancien, était uni par un lien territorial, même si le *nkuluntu* tenait compte des différentes branches des clans autres que le sien dans la direction de son monde. En d'autres termes, il prenait conseil auprès d'eux. Le village possédait en fait les droits sur la terre et l'esprit qui vivait sur cette terre était perpétué par le *kitomi* du village. Idéologiquement, ces droits appartenaient au matrilignage du fondateur mais, en pratique, le village faisait corps. On le voit notamment par l'existence d'associations telles que *khimba*, le *nzo longo* ou le *kimpasi*, tous cultes d'initiation de garçons ou cultes thérapeutiques, qui différaient d'ailleurs de région en région. Le mariage définissait le lignage et la parenté en général. On préférait des mariages entre cousins croisés et on ne versait pas de dot, exception faite de quelques cadeaux allant à la femme elle-même[47]. Savoir si les branches locales matrilinéaires étaient liées de village en village, formant des grands clans qui comportaient des sections nobles et paysannes, demeure un mystère. Nous pensons que ce n'était pas le cas. Les villages étaient en fait fortement isolés les uns des autres, malgré le réseau que les mariages avaient tissé.

Au fil du temps, le pouvoir du matrilignage et du village s'était affaibli. Les villageois étaient déjà sévèrement exploités vers 1525. Ils se révoltèrent peut-être avec les Jaga en 1568 et des rébellions eurent lieu sous le règne de Garcia II. À ce moment-là, période de répressions et de calamités naturelles, le

46. La plupart des auteurs ont tendance à faire remonter les institutions sociales connues des XIXe et XXe siècles à cette époque, ce qui ne se justifie pas. Même A. Hilton n'échappe pas complètement à ce défaut.

47. A. Hilton, 1985. La reconstruction proposée ici est faite d'après une série de petites indications et par analogie encore avec ce qui est connu sur les organisations villageoises récentes. Il s'agit d'un modèle qui n'est pas contredit par les sources.

kimpasi, culte cherchant à bannir le *mpasi* (la souffrance, l'indigence, le besoin, la calamité ou l'affliction), fut très en vogue. Le sort des villageois devint de plus en plus précaire au fur et à mesure que l'intervention de la noblesse, même à ce niveau, augmentait : elle venait y chercher des concubines et faisait surveiller le village par les fils qui en naissaient. Le statut de la femme rurale en général a souffert le plus et la distinction entre épouse et esclave (personne sans lignage) s'effaça de plus en plus car l'épouse devint progressivement une personne sans parenté locale pour la défendre. Au XVIIe siècle, on en vint, même pour les hommes, au point que d'aucuns se réfugièrent comme *fuku* (subordonnés) dans les maisons nobles et que des villageois marquaient leurs enfants au fer (pas leurs neveux) pour leur épargner l'esclavage[48].

Les maisons nobles bilatérales croissaient en taille et en importance, suivant le modèle de la maison royale. Elles utilisaient un grand nombre d'esclaves. Leurs dirigeants avaient de grands harems dont les femmes provenaient d'autres familles nobles ou rurales. Ils payaient des dots élevées pour leur épouse principale, s'assurant ainsi la propriété des enfants à venir, la dot allant à la femme. De cette façon, les dames nobles virent leur importance économique et politique grandir. Elle s'accentua encore plus, lors des scissions dans les plus grandes maisons, grâce au maintien d'une idéologie matrilinéaire résiduelle. La grande division de la maison issue d'Afonso Ier n'était-elle pas fonction de la descendance de trois de ses filles ? La femme aînée d'une maison bilatérale en était l'étendard.

En fait, la position des descendants patrilinéaires — des fils — prit de l'importance. Les biens mobiliers acquis par le commerce appartenaient aux fils qui, après 1550 environ, ne prenaient plus le nom de leur père mais un nom de famille portugais symbolisant leur maison. Toutefois, les héritages étaient moins riches qu'on ne pourrait le penser. Tout bien acquis de par l'exercice de fonctions publiques (tributs, amendes, dons) revenait au roi après la mort ou la révocation du titulaire et l'on pense que la même coutume prévalait à l'échelon inférieur pour les fonctions dont disposaient les grands seigneurs.

Les maisons connurent deux types d'évolution différents après 1666. Au Soyo, le caractère patrilinéaire de la maison régnante s'accentua, négligeant de plus en plus les neveux pour les fils, y compris les fils de mère esclave. Finalement, au XIXe siècle, le Soyo entier, rural ou non, adopta l'idéologie patrilinéaire. Mais au Kongo, les nobles, ayant perdu leur ville, durent se créer une nouvelle place dans le monde rural. Les grandes maisons fondirent comme neige au soleil et leur place fut prise, vers 1700, par de grands ensembles matrilinéaires, les *mvila* (clans). Le gouvernement s'était décentralisé, ruralisé[49].

Les esclaves, captifs de guerre au début puis mis au travail dans les champs de la capitale ou dans la domesticité, ne formèrent pas longtemps une couche sociale unique. Une nouvelle distinction essentielle prit forme : esclave à vendre et esclave domestique, que l'on ne pouvait plus vendre. Ces derniers étaient attachés aux maisons nobles et certains groupes, tels que les esclaves royaux (de la garde et autres) et ceux des missions, devinrent des groupes auto-

48. A. Hilton, 1985, p. 203 (enfants). *Fuku*, de *fuka* : couvrir, abriter ; *mfuka* : dette ; *mfuku* : utilité, profit ; *kifuka* : urbanité, politesse, c'est-à-dire le comportement d'un client.
49. *Mvila* n'est pas mentionné avant le XIXe siècle.

nomes et puissants localement qui le restèrent jusqu'au XIXe siècle. Comme les esclaves à vendre étaient exportés, ces malheureux ne formèrent jamais de groupes cohérents. Au XVIIe siècle, la mobilité sociale était plus grande pour les esclaves domestiques que pour les villageois. Ils étaient membres d'une maison noble, la manumission était courante et les enfants de femmes esclaves mais de père noble étaient les égaux ou presque des nobles de même rang que leur père. Au village, seul le fils d'une concubine de noble au petit pied pouvait espérer une promotion sociale. Et au fil du temps, on vit ainsi au Kongo les trois catégories sociales se réduire à deux qui furent stables : la noblesse qui tirait profit de ses relations avec la main-d'œuvre et les sujets exploités. Néanmoins, comme l'a prouvé Thornton[50], il faut souligner aussi le mode de vie différent de ces deux catégories stables. La noblesse urbaine, lettrée, affichant volontiers son catholicisme, se logeait, se vêtait, se nourrissait et se distrayait d'une façon tout à fait différente de celle des ruraux.

En Angola, la structure sociale autochtone, qui comportait les mêmes catégories qu'au Kongo, la noblesse y formant toutefois un corps unique moins uni, était coiffée par la classe des Portugais. Mais ici, comme partout en Afrique centrale, l'apparition d'une catégorie afro-portugaise — commerçants métis, de culture et langue aussi bien angolaises ou kongolaises que portugaises — venait compliquer la situation. Ce groupe s'était d'abord formé à Sao Tomé, en se mélangeant avec des nobles kongo, puis avait essaimé vers la capitale du Kongo et Luanda. Après 1575, un groupe se forma dans la capitale du Ndongo mais une partie resta à Luanda et, de là, émigra à Benguela et à l'intérieur des terres, près des chefs-lieux de *presidios*, en 1615. Vers 1680, deux grands groupes existaient, l'un autour de la forteresse d'Ambaka, l'autre à Cacunda Velha qu'il avait fondée en 1680. Vers cette époque, firent leur apparition les termes *quimbares* et *ovimbali* qui allaient désigner cette catégorie sociale pendant les deux siècles suivants. C'est surtout sur le plateau de Benguela que ces groupes se répandirent au XVIIIe siècle. Ils n'étaient ni les chefs ni les vassaux de personne et représentaient une population fluctuante de caravaniers et de commerçants qui travaillaient de concert avec des chefs africains et se mariaient dans la noblesse locale[51].

L'histoire des religions et des idéologies est marquée, en surface, par l'apparition du catholicisme qui, au Kongo, se diffusa d'abord au sein de la noblesse citadine et dans les chefs-lieux de province. La structure ecclésiastique resta surtout portugaise jusqu'en 1645, date à laquelle les missionnaires capucins italiens entreprirent une christianisation intense qui se poursuivit jusque vers 1700 au Kongo. Une très grande partie de la population fut baptisée et la religion s'était implantée jusque dans les villages reculés. En Angola, le catholicisme, imposé par les conquérants, ne progressa pas en dehors de la colonie, sauf au Matamba, et il ne se propagea pas au Loango, malgré la conversion d'un roi en 1663[52].

L'évolution des idées et des pratiques religieuses au Kongo montre que la doctrine chrétienne influença l'ancienne religion tout en coexistant avec elle.

50. En parlant du Royaume du Kongo.
51. J. L. Vellut, 1972, p. 94-99 ; J. C. Miller, 1983, p. 132-135.
52. J. K. Thornton, 1983*a*.

A. Hilton a réuni des documents sur l'existence de croyances en un groupe d'esprits célestes autres que ceux liés au soleil et à la lune. C'étaient là des conceptions totalement étrangères dans d'autres parties de l'Afrique centrale. Par ailleurs, les formes de pensée de l'ancienne religion furent reprises dans les exposés du catholicisme, comme le prouve le catéchisme de 1624[53]. La notion de *nkadi ampemba* en est un ancien exemple[54]. *Nkadi* est un esprit ancestral dangereux et *mpemba* (l'au-delà) renforce la notion d'ancêtre. La terminologie chrétienne provient du domaine des *nkisi*, des *ndoki* et des *nganga*, le *nkisi* devenant « le sacré » et « la grâce ». Les missionnaires combattirent les rites du *kitomi*, de la sorcellerie, du culte des ancêtres et des associations thérapeutiques (*kimpasi*, *marinda*), mais s'accommodèrent de la médecine pratiquée par les *nganga*. Les capucins utilisèrent les processions et les prières s'y rapportant pour remplacer les rites de fécondité et pouvaient pratiquer l'exorcisme. Les croyances et pratiques de la religion ancienne différaient dans le détail de région en région et ces éléments locaux ne trouvèrent pas d'écho dans le catholicisme, exception faite de ceux de Mbanza Kongo.

Dès le XVIe siècle, on peut parler d'une seule religion où éléments chrétiens et anciens s'étaient fondus, du moins chez les nobles, et cette religion se répandit surtout au XVIIe siècle, ce qui explique que Garcia II fut en même temps le défenseur du catholicisme et celui des *kitomi*. On le surnomma même « le Sorcier »[55]. Cette nouvelle religion fut à l'origine du vaudou haïtien.

Différents mouvements religieux étaient déjà connus vers 1630, époque à laquelle une première tentative pour établir une église autochtone fut déjà faite[56]. Les premières confréries à Mbanza Kongo et la venue des capucins provoquèrent une recrudescence des rites *kimpasi* et une remontée d'influence des *kitomi* à la cour. Parmi la noblesse, le culte des ancêtres avait décliné dès l'époque d'Afonso Ier et un rituel d'inhumation dans les églises, lié aux confréries, prit sa place. Il est possible que l'adoration des saints, notamment de saint François et de saint Antoine, ait en partie rempli l'ancien rôle que jouait le culte des grands ancêtres. Enfin, la Réforme introduite par les Hollandais et combattue par les rois kongo n'en eut pas moins une certaine influence sur laquelle on ne dispose encore que de peu de renseignements.

En 1704, Dona Beatrice prêcha une réforme profonde, qui ne s'expliquait pas seulement en référence à la situation politique. Elle proposait une africanisation radicale. Parce qu'elle prétendait être en relation directe avec le ciel, on considérait que c'était une *munaki* (prophétesse). La Sainte Famille était noire et de Mbanza Kongo, les symboles qu'elle utilisait, évocateurs de la région, étaient liés à l'eau, au sol et à la végétation locale, rappelant notamment ceux des cultes thérapeutiques dirigés par des femmes. Elle fut peut-être aussi influencée par certains aspects de la Réforme. Mais elle reconnaissait le pape, malgré son désir de chasser les missionnaires blancs

53. F. Bontinck et D. Ndembe Nsasi, 1978.
54. Mentionné par E. Lopes en 1583 (*ncariampemba*) — voir F. de Pigafetta, 1591 — et en 1624 ; F. Bontinck et D. Ndembe Nsasi, 1978, p. 269 ; A. Wilson, 1978.
55. W. G. L. Randles, 1968, p. 110.
56. L. Jadin, 1967.

qui falsifiaient la révélation. Bref, sa vision était encore plus syncrétique que la religion pratiquée de son temps[57].

On a dit qu'après 1700, le Kongo rejeta le catholicisme. Il n'en est rien. En réalité, les missionnaires chrétiens de la fin du XIXe siècle, immergés dans une ambiance colonialiste, n'admirent pas le catholicisme autochtone, partie désormais intégrante de la religion kongo. Mais si nous examinons le vocabulaire kikongo moderne, nous retrouvons la même terminologie religieuse et la continuité est frappante.

Les arts sont le reflet de la culture. Mais rien ne survit des arts de la représentation, tels que la musique, la danse, l'art oral[58]. En revanche, des objets d'art ont survécu au Kongo, parallèlement à de nombreux textes les concernant. Fabriqués pour symboliser des différences de classe (art vestimentaire par exemple)[59], des notions politiques (emblèmes, objets de cérémonie) et des concepts religieux (art chrétien, objets de divination, statues d'ancêtres et d'esprits, masques), ces objets étaient commandés par la cour, l'Église catholique, les dirigeants des villages et de cultes villageois, et même par les chefs de famille.



19.15. Ruines de l'ancien palais de l'évêque de Mbanza Kongo (São Salvador), de 1548, photographiées en 1955.
[© Museum national de l'Angola, Luanda.]

57. A. C. Gonçalves, 1980 ; L. Jadin, 1961 ; J. Cuvelier, 1953, ont donné les sources connues.
58. T. Obenga, 1981.
59. Bas-reliefs et pictogrammes furent réunis notamment sur les épées de cérémonie et sur les couvercles d'ustensiles en poterie de la région située au nord du fleuve.

Quoique l'étude des arts kongo d'un point de vue historique n'en soit qu'à ses débuts, il s'en dégage de manière frappante une continuité d'éléments stylistiques, alliée à un dynamisme des formes qui assimile les nombreuses influences européennes. Ainsi, on retrouve la décoration géométrique entrelacée à angles aigus sur un emblème royal d'avant 1553 (une trompe en ivoire), sur des tissus de 1650 à 1800 environ et sur des vanneries, des tambours et des nattes du XIXe et même du XXe siècle. Ou encore un motif caractéristique de la sculpture du XIXe siècle figure déjà sur le blason kongo du début du XVIe siècle. L'influence européenne fut forte et se manifesta dans l'introduction d'une architecture en pierre (églises et palais), de symboles du pouvoir (épées, couronnes, drapeaux, vêtements) et surtout d'objets religieux (médailles, Agnus-Dei, statues, crucifix et peintures — un peintre espagnol travailla au Kongo avant 1650). On a attribué presque toutes les caractéristiques des arts kongo, surtout de la statuaire et des arts graphiques, à l'influence chrétienne. Mais tant en sculpture qu'en art graphique, ces assertions restent sans fondement, les données tendant à démonter le contraire.

Ainsi, on a négligé jusqu'ici les manifestations de l'art graphique ancien dont survivent des dessins rupestres de différentes périodes. Au XVIIe siècle, nous trouvons, à côté de dessins stylisés, une série de pictogrammes manifestement dérivés de l'écriture et qui sont à l'évidence une expression de la culture populaire. Les lettres ont été employées comme symboles et transformées. Cet usage du pictogramme perdura et se mélangea à la production décorative géométrique. Cela est évidemment un acquis inspiré par l'introduction de l'écriture. Mais à côté de ces dessins, une tradition figurative plus variée continuait d'exister, comme en témoignent les bas-reliefs narratifs et les peintures murales des XVIIIe et XIXe siècles.

La sculpture produisit d'abord de nombreux objets chrétiens, crucifix et poignées de cannes surtout, mais aussi statues de saints. Et l'on y retrouve des éléments du canon des proportions européen. Mais la stylisation alliée au réalisme kongo s'y manifestent dès le début. Au fil du temps, le canon européen est graduellement ramené à un canon que l'on retrouve dans la sculpture ordinaire et dont le plus ancien exemple connu date d'avant 1694.

Les artistes ont utilisé une très grande variété de matière (cuivre, ivoire, bois, pierre, céramique, fibres, tissus) et ont appliqué leur art sur les objets les plus divers, jusqu'aux ustensiles de cuisine. Les premières chroniques vantent déjà les tissus de raphia kongo, brodées ou travaillées en velours. Même le clergé les utilisa pour se tailler des vêtements sacerdotaux, en supplément de ceux qu'il importa, d'Italie notamment, et desquels les artistes kongo s'inspirèrent. La sculpture d'objets du culte de l'ancienne religion fut défendue, combattue et les œuvres détruites à différentes époques, notamment sous Afonso Ier, Garcia II et par Kimpa Vita. Mais la demande pour ces objets, notamment pour le *kimpasi* sous Garcia II, ne se tarit jamais. La plupart des sculptures chrétiennes furent faites avant 1700 et nombreuses sont celles qui sont parvenues jusqu'à nous. L'influence de l'Europe se fit sentir également dans la fonte d'épées d'apparat et la fabrication d'étendards brodés de blasons et de symboles.

L'art kongo rayonna vers le nord et l'est du XVIe au XVIIIe siècle. La diffusion des masques dits « blancs » du Gabon a son origine dans les mas-



19.16. Masque ndongo du Loango.
[Rijkmuseum voor Volkenkunde, Leyde.]

ques du Kongo du Nord et a sans doute accompagné l'expansion du Loango, surtout au XVIIe siècle. La technique de fabrication du velours de raphia fut transmise par la route de l'Okango vers l'est et fut le précurseur des « velours du Kasaï », kuba notamment. Il semble bien que des éléments d'art kongo gagnèrent également les Amériques[60].

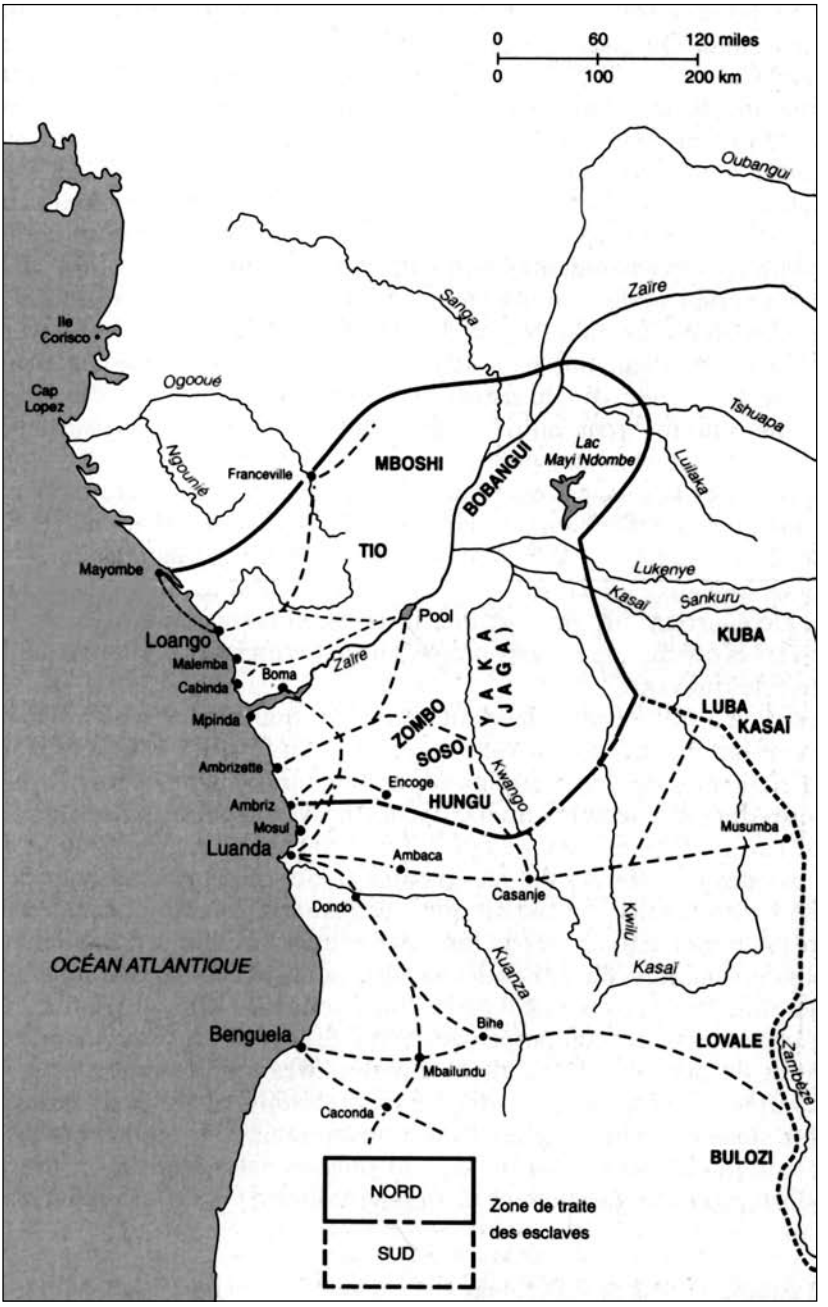
Le XVIIIe siècle : les régions du Nord

Au XVIIIe siècle, l'organisation de l'Afrique centrale occidentale fut entièrement modifiée : les réseaux commerciaux prirent le pas sur les États. Au déclin des États correspond celui des anciennes classes dominantes, tandis qu'une classe marchande les remplace ou les complète. Nous avons déjà vu que deux réseaux de traite des esclaves coexistaient : l'un, portugais, s'étendant de l'Angola au Brésil, l'autre au nord, domaine d'autres puissances européennes, mais où le commerce sur terre restait fermement entre les mains des Africains.

Ce commerce des régions du Nord, de la côte de Loango, était alimenté par des compagnies qui finançaient tout le commerce triangulaire. Les Néerlandais, par exemple, étaient représentés par la Compagnie des Indes occidentales, dont les capitaux provenaient de tous les États des Pays-Bas, de l'Allemagne septentrionale et des pays de la Baltique. À chaque étape de ce commerce intercontinental, une concurrence acharnée opposait les nationalités et les compagnies européennes les unes aux autres, et faisait monter les prix même plus que la demande accrue d'esclaves aux Antilles et en Amérique du Nord ne le fit. Ceci entraîna une expansion du commerce et des routes commerciales, les esclaves venant à être exportés de plus en plus loin. Cette demande progressa de façon régulière de 1665 à 1755 environ, puis se mit à croître de façon démesurée pour atteindre son maximum d'intensité entre 1755 et environ 1797, date à laquelle les guerres européennes mirent une fin provisoire à la traite des esclaves[61].

Le premier centre du commerce se situa d'abord à Loango puis, après 1750, il se déplaça à Malemba. Vers 1780, Cabinda était le port le plus fréquenté mais il fut supplanté par Borna, situé dans l'estuaire du Zaïre, après 1800. Les marchands européens louaient des entrepôts dans les ports et y échangeaient leurs marchandises contre des esclaves, par l'intermédiaire des courtiers, les *mercadores* de 1700 qui prirent ensuite des titres locaux, comme celui de *mafouk*[62]. Le courtier était indispensable car les systèmes monétaires n'étant pas identiques, il fallait convenir de valeurs d'échange. Pour ce faire, on établissait une unité de marchandise, le paquet, correspondant à une unité de valeur en esclaves, l'esclave type étant l'adulte de sexe masculin. On discutait d'abord de la valeur du paquet et de sa composition. Celle-ci se divisait

60. R. F. Thompson et J. Cornet, 1982, p. 141-210.
61. P. D. Curtin, 1969 ; J. C. Miller, 1983, p. 146-151 ; P. E. Lovejoy, 1983, p. 46-54.
62. Voir R. F. D. Rinchon, 1929 et 1964, pour des cas concrets ; N. Uring, 1928, p. 26-28, pour les *mercadores*.



19.17. La traite des esclaves en Afrique centrale au XVIIIe siècle (d'après J. Vansina).

en trois parties : la première était faite de fusils et de poudre, la deuxième de tissus et la troisième de marchandises diverses, surtout en métal (coutellerie, bassines de cuivre, etc.). Une fois un accord obtenu sur le paquet, on négociait l'échange de personnes, évaluées par rapport à la valeur de l'esclave type, contre des marchandises évaluées par rapport à la valeur du paquet standard. On pouvait substituer d'un commun accord un type de marchandise à un autre, par exemple, une partie des tissus à des perles ou des miroirs ou une qualité de tissu à une autre. L'Européen calculait en fonction du prix d'achat des marchandises en argent européen. Le courtier calculait en fonction des monnaies en cours sur la côte et à l'intérieur. La monnaie de raphia, toujours en vigueur vers 1700, fut remplacée par une monnaie en tissus importés au cours du XVIIIe siècle, mais qui n'était pas partout acceptée à l'intérieur des terres pour toutes les marchandises. Les perles, par exemple, étaient des objets de parure à Loango mais une monnaie d'échange à Manianga et une monnaie d'appoint au Pool. Outre les frais d'achat, le marchand européen devait payer des taxes et offrir des cadeaux au roi local et au notable responsable du commerce européen. Le courtier, lui, touchait une forte commission sur le prix de vente des esclaves qui était remis aux propriétaires des esclaves par l'intermédiaire du chef de caravane.

Environ un million d'esclaves et de petites quantités d'ivoire, de cuivre et de cire furent exportés au XVIIIe siècle[63] tandis que les tissus et les armes formaient le gros des importations. On estime que 50 000 fusils par an furent importés durant la seconde moitié du siècle, avec la poudre correspondante, et la quantité d'aunes de tissus devait être encore plus élevée[64].

Les caravanes étaient dirigées par des guides qui entretenaient des relations institutionnalisées (en tant que « camarades ») avec les dirigeants des centres commerciaux situés le long des routes. C'étaient d'habiles négociateurs en matière de droits de passage et ils avaient une connaissance approfondie des grands marchés de l'intérieur du pays, tel celui du Pool. Les caravanes étaient composées de ces guides et d'une multitude de gardes armés et de porteurs. Elles allaient parfois très loin, voyageant de nombreux mois, et consacraient parfois toute la saison des pluies à l'agriculture vivrière sur le chemin de l'aller. Elles transportaient non seulement les produits européens mais aussi du sel, du poisson salé et séché et des marchandises produites localement, notamment les bijoux de Loango. En cours de route, elles pouvaient acheter d'autres produits locaux pour les revendre ailleurs, pratiquant ainsi une espèce de cabotage terrestre.

La principale route reliait les ports au Pool où débarquaient les esclaves provenant du fleuve et de ses affluents. Des transporteurs spécialisés en vinrent à former des ethnies, la plus connue étant celle des Bobangui qui abandonna la pêche pour le commerce et dont le réseau commercial s'étendait de l'Oubangui au Kwa à partir du milieu du XVIIIe siècle. Ces

63. D'après les chiffres de P. D. Curtin, 1969, et de P. E. Lovejoy, 1983, 982 000 esclaves furent embarqués entre 1660 et 1797.

64. P. Martin, 1970, p. 153. Cette estimation, confrontée aux calculs de van Alstein, semble un peu élevée, mais les chiffres sont de l'ordre de dizaines de milliers par an (voir R. F. D. Rinchon, 1964).

transporteurs fluviaux participaient aussi largement au commerce d'autres produits, puisque la navigation fluviale permettait profitablement d'embarquer des marchandises pondéreuses de valeur réduite. Aussi le fleuve et ses affluents furent-ils le théâtre d'un commerce intense de poteries, de poisson, de nattes, de nourriture, de bière, de bois rouge et d'autres denrées achetées ici et vendues là, ce qui favorisa les spécialisations régionales. Cette zone de la traite des esclaves avait atteint l'Oubangui, la basse Tshuapa et les régions proches du lac Mayi Ndombe bien avant 1800[65] et continuait de s'étendre parallèlement à l'accroissement de la demande en esclaves. Nous ne savons rien de son extension le long de la Lukenye, du bas Kasaï et du Kwilu, mais il semble que ces rivières ne furent pas vraiment touchées par ce trafic, et nous en ignorons la raison. Un embranchement de la route du Pool filait vers le nord du Congo, en passant par la Franceville actuelle, jusqu'aux pays Mbeti et Mboshi et concurrençait, en matière de traite des esclaves, la voie fluviale qui remontait l'Ogooué. D'autres routes caravanières sillonnaient le Kongo, atteignant Matamba et Casanje sur le haut Kwango, les Vili étant concurrencés ici par des transporteurs régionaux dont les plus connus furent les Zombo et les Soso. À partir de 1750 environ, la capitale du nouvel État yaka du Kwango devint un pivot de la traite des esclaves où affluaient les captifs des campagnes militaires incessantes que les Yaka menèrent au-delà du Kwango[66].

La traite des esclaves septentrionale était tellement lucrative, par rapport à celle de l'Angola, qu'elle repoussa les limites de celle-ci vers Luanda et Casanje, ce qui provoqua des opérations militaires portugaises contre le port de Mosul (plus tard Ambriz) et conduisit à l'occupation d'Encoge (1759), au Kongo central, puis de Cabinda, en 1783. Les Portugais en furent chassés par une escadre française appuyée par des forces locales. En somme, les solutions militaires ne réussirent pas à arrêter la progression du trafic le long de la côte du Loango.

Nous commençons seulement à connaître les effets de la traite des esclaves et ignorons encore beaucoup ce qu'ils furent d'un point de vue démographique notamment: un million d'esclaves signifie peut-être près de deux millions de personnes arrachées à leurs foyers[67], dont un tiers de femmes[68], et même si elles provenaient d'une aire immense, il est vraisemblable qu'une

65. R. Harms, 1981; E. Sulzmann, 1983. On en retrouve des traces sous forme de chopes provenant du Westerwald (en Allemagne occidentale) et datant du XVIIIe siècle, qui furent retrouvées entre Ruki, Mayi Ndombe et Mbomboyo.

66. Sur les Yaka, voir M. Plancquaert, 1971; J. K. Thornton, 1981*a*, p. 5 et 8; D. Birmingham, 1966, p. 148-152.

67. À cause de la mortalité sur les routes et dans les baraquements. Les chiffres pour l'Angola donnés par J. C. Miller, 1979, p. 103, note 90, indiquent une mortalité de deux tiers avant l'embarquement. Ces chiffres sont exagérés et la traite était plus mortelle en Angola que sur la côte septentrionale, notamment sur les routes. Doubler les chiffres des exportations n'est certainement pas exagéré et reste sans doute en dessous de la réalité.

68. H. S. Klein, 1972, p. 914. Ceci s'applique à la traite en général mais vaut pour l'Angola au XIXe siècle et pour l'ensemble de la traite néerlandaise. Les chiffres relatifs aux enfants (p. 903-905) étaient d'environ 5% pour cette zone.

réelle chute démographique s'ensuivit dans l'ancien Kongo et au Mayombe, même si nous sommes incapables d'en estimer l'importance. Ailleurs, ce fut surtout l'accroissement démographique de la population qui fut ralenti.

En revanche, les effets économiques de la traite sont mieux connus. Au nord du Zaïre, une vaste portion du territoire se constitua en un ensemble aux spécialisations régionales complémentaires. Ici, on produisait du raphia, là du tabac, là du vin de canne à sucre, là de l'ivoire, là encore des produits alimentaires, des objets en fer, des poteries, des canots, etc. Ceci entraîna un appauvrissement technique dans chacune de ces parties. Les Tio, par exemple, abandonnèrent la fonte du fer, la fabrication de canots et, en partie, jusqu'au tissage et à la poterie, car ils trouvaient que c'était avantageux de les importer des régions avoisinantes. Mais la vitalité économique de l'ensemble allait en grandissant, favorisée notamment par l'essor de la batellerie.

Les effets sociaux et politiques de la traite des esclaves furent spectaculaires. Les courtiers et les notables responsables de ce trafic acquirent une importance sans cesse croissante dans les cours de Loango, de Ngoyo et de Kakongo, et purent s'entourer d'une suite nombreuse, grâce aux richesses qu'ils avaient acquises, supplantant ainsi l'ancienne noblesse liée à la maison royale. Les pouvoirs royaux en souffrirent. Au Loango, le conseil royal présida au remplacement de la noblesse d'extraction par ces notables, les titres étant vendus au plus offrant par le roi. Le système de succession s'altéra[69] et ce furent les conseillers qui élurent le roi et qui favorisèrent de longs conseils de régence. Il advint que vers ou avant 1750, la lignée royale s'éteignit. Six factions se disputèrent le trône, mais le *kitomi* royal réussit finalement à imposer un roi neutre au prix d'un affaiblissement radical de son pouvoir. Peu après, la nouvelle lignée royale se scinda et la royauté devint si faible qu'après 1787, on ne nomma plus de roi. En outre, les provinces éloignées comme le Mayumba firent sécession à partir de 1750.

Le Royaume tio connut également des difficultés. Les grands seigneurs commerçant à leur compte s'étaient enrichis et adoptèrent une nouvelle idéologie qui légitimait leur sécession. Ce pouvoir spirituel, centré sur un talisman, le *nkobi*, pouvait se passer du soutien d'esprits terrestres. À partir de 1780 environ, l'État tio fut en proie à une guerre civile et ne s'en remit que vers 1830. L'idéologie *nkobi* servit de justification à une série impressionnante de nouveaux chefs qui prirent le pouvoir ou incorporèrent à leur propre juridiction la région s'étendant de Makoua, à l'ouest des plateaux teke (kukuya), jusqu'à Tsayi, région située près de la route de Loango au Pool.

Dans le bassin du moyen Zaïre, l'extension de la traite des esclaves raviva les mouvements de population, toutefois limités, et les hostilités tant dans la région du Mayi Ndombe que plus au nord, tandis que de fortes concentrations de population commencèrent à se former sur le fleuve, aux points de passage obligés, qui devinrent des villes marchandes au XIXe siècle[70]. Entre Loango et le Pool, enfin, une immigration de nobles kongore supplanta les

69. P. Martin, 1970. F. Hagenbucher Sacripanti, 1973, quoique confus, le confirme et donne des détails.
70. J. Vansina, 1983*b*, p. 112-113.

villages teke, notamment dans la région des mines de cuivre de Mindouli. Mais à côté de petites chefferies, ce furent surtout des villages autonomes qui se multiplièrent sur l'axe Loango-Pool. Ces villages s'entendirent pour entretenir les marchés en commun par l'institution du tribunal du marché, les juges provenant des différents villages. L'association *lemba* cimenta leurs alliances.

Au Kongo même, la doctrine chrétienne et, surtout, l'Ordre du Christ auquel appartenaient les dirigeants formèrent la base de l'idéologie du pouvoir qui gravitait autour du roi, qui n'était qu'un *nkisi* suprême, et les anciennes missions, dirigées par leurs anciens esclaves. Les unités territoriales se fragmentèrent sans cesse (le syndrome kongo)[71] parfois jusqu'au niveau du village. À l'est de Mbanza Kongo, on vit les transporteurs zombo adopter l'institution des juges de marché ou encore admettre le principe d'une rotation entre familles principales pour le gouvernement de petites chefferies comportant quelques villages seulement. Mais en même temps apparaissaient de grands clans, les *mvila*, structurés en lignages territorialisés. Ce réseau de clans devint le ciment unissant les villages autonomes, leur offrant un terrain à la fois d'entente et de compétition.

Ces transformations s'accompagnèrent de changements culturels importants. Le rôle des grands ancêtres — liés aux clans — s'accrut. Les cimetières et les églises, notamment de Mbanza Kongo, s'agrandirent. La notion de *zombi*, espèce de mort vivant[72] se développa tout comme la confusion entre saints et grands ancêtres. L'enterrement des gens importants était encore assez simple vers 1700[73] mais, bientôt, il gagna en magnificence.

Le linceul disparut et fut remplacé par un empaquetage si énorme du cadavre qu'il fallut tracer des routes et utiliser des chariots pour emmener le corps au cimetière, du moins près de la côte. Au XIXe siècle, le corps ainsi empaqueté se mit à ressembler à une poupée géante et un petit reliquaire fit son apparition. Les têtes ou bustes en bois posés sur ces sortes de cercueil au XVIIIe siècle se transformèrent en statues de bois ou de pierre, ou en monuments en céramique qui ornaient les tombes où l'on plaçait également de plus en plus d'objets importés et brisés[74]. Ce fut dans la région de Boma et du Mayombe que prit naissance cette évolution. Au sud du fleuve, les stèles funéraires d'Ambriz en furent la contrepartie[75].

Les cultes collectifs thérapeutiques eurent partout de plus en plus d'adeptes. Le *lemba* était un de ces *nkisi* déjà ancien au Loango mais qui se transforma. Ce fut un *nkisi* de protection pour les élites qui pouvaient payer les droits d'entrée élevés. Quand un homme important tombait malade, le prêtre *lemba* venait le soigner. Pour guérir, il devait devenir membre initié de l'association, avec sa première épouse. L'idéologie du culte sacralisa les alliances entre familles des élites (le mariage, les membres de la cellule

71. S. Broadhead, 1971, 1979 et 1983.
72. Déjà mentionné en 1701 par N. Uring, 1928, p. 47.
73. *Ibid*., p. 35-36.
74. R. F. Thompson et J. Cornet, 1982.
75. Museu de Angola, Luanda, 1955, n° 137-146 (Ambrizette), p. 86-87.



19.18. Pharmacie portative lemba (*nkobi*) en écorce, au couvercle orné d'un motif de pétales caractéristique, provenant de Ngoyo. Hauteur : 24 cm.
[*Source :* J. M. Janzen, 1982. Avec l'aimable autorisation de la Section d'ethnographie, Musée royal de l'Afrique centrale, 1980, Tervuren, Belgique.]

lemba), la légitimation des juges et chefs de parenté initiés et, indirectement, celle des tribunaux de marché. Différentes formes du *lemba* se développèrent après 1700, dont une à Haïti où le *lemba* Petro était le quatrième vaudou[76].

Le christianisme se maintint mais évolua. La rareté de prêtres étrangers ou locaux laissa l'initiative aux anciens aides des missionnaires, leurs esclaves et, à la cour, à l'entourage du roi. Les bas-reliefs d'Ambriz nous montrent des scènes de crucifixion où la lance est devenue un python, rappelant Mbumba ou Bomba, lié à la traite et aux richesses, tandis que des tambourineurs accompagnent la scène. La statuaire chrétienne demeura et fut sans doute fabriquée au Soyo et à Mbanza Kongo, tout comme les crucifix, emblèmes d'autorité et, dans ce rôle surtout judiciaire, emblèmes du *nkangi* (le sauveur). D'autres types de croix furent créés, comme le *santu*, qui représentait les sortilèges liés à la divination par la chasse, utilisés pour découvrir la cause d'infortunes collectives. Telles étaient les deux faces d'un même culte officiel.

L'Angola au XVIIIe siècle

Comme on l'a dit, la traite des esclaves en Angola prit son essor bien avant celle du Nord. Orienté surtout vers le Brésil, le système était fractionné à l'extrême comparé à celui du Nord[77] puisque, avant 1730, y intervenaient : le marchand exportateur au Portugal, les courtiers au Brésil, les transporteurs maritimes, marchands d'esclaves à Luanda ou à Benguela, les caravaniers afro-portugais et les seigneurs et marchands africains qui vendaient des esclaves sur les marchés. La même compagnie pouvait contrôler plusieurs de ces éléments, mais il était exceptionnel qu'elle les contrôle tous, même dans le cas de ceux situés au Brésil et au Portugal. Chacun tentait d'éviter les risques et de maximiser les profits, le plus gros risque étant *o risco dos escravos* : celui de voir mourir les esclaves de malnutrition, de maladies non soignées et de mauvais traitements. Et toutes ces causes de mortalité n'étaient que le résultat d'économies sur la nourriture, la qualité des soins médicaux et la compétence des gardiens. Chaque partie du système tentait de rejeter la responsabilité et, donc, d'attribuer le droit de propriété des esclaves, sur une partie plus faible qu'elle. Les compagnies portugaises et brésiliennes étaient bien placées, les transporteurs maritimes, les marchands de Luanda et de Benguela ainsi que les caravaniers étaient les plus faibles. Ce sont eux qui tentèrent de diminuer les frais aux dépens des esclaves, ce qui entraîna une grande mortalité parmi ces derniers. J. C. Miller[78] rapporte une estimation de la mortalité : elle aurait été de la moitié des esclaves entre le marché d'achat et le port d'embarquement puis, ensuite, de 40 % à Luanda, en attendant l'embarquement.

76. J. M. Janzen, 1982.
77. Voir en particulier H. S. Klein, 1972 ; J. C. Miller, 1975*b*, 1979 et 1984.
78. J. C. Miller, 1979, p. 103, note 90.

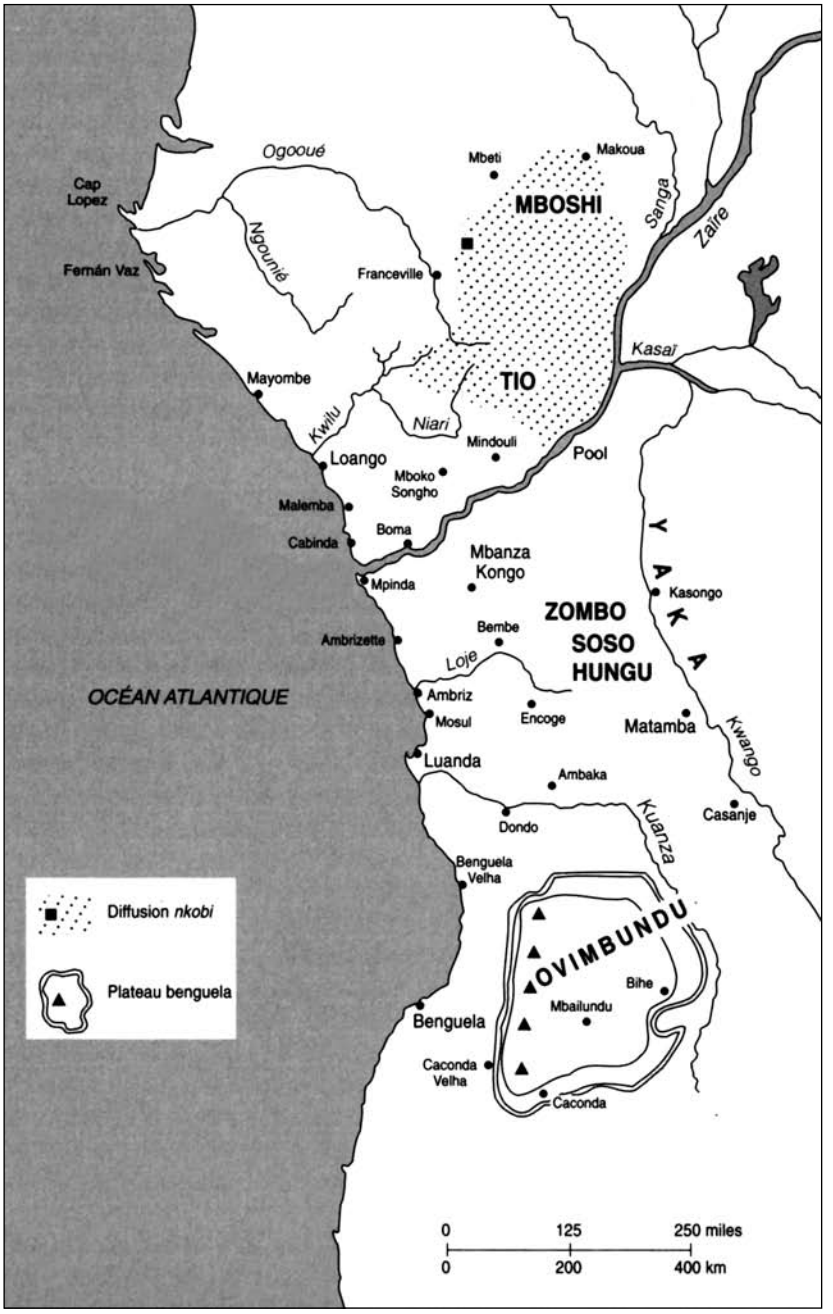
Ces chiffres peuvent sembler exagérés, leur auteur étant un homme d'une compagnie pombaline en concurrence avec ce système entre 1770 et 1780, mais ils sont en fait plausibles. Les pertes en mer variaient suivant l'état de santé des esclaves embarqués et le degré d'entassement et oscillaient entre 10 et 15 % du total embarqué[79].

Le paquet, appelé *hanzo* en Angola, était fourni à crédit au caravanier, le liant à son commanditaire qui, de cette façon, pouvait calculer son approvisionnement en esclaves. Ce paquet se composait surtout de tissus de Goa ou d'Europe et d'eau-de-vie du Brésil, de sel local, de perles et parfois de quelques armes. Les frais des caravaniers (pour les porteurs surtout, qui étaient recrutés par les fonctionnaires de l'État à l'intérieur des terres, et pour la nourriture) étant importants et les risques qu'ils couraient élevés (attente au marché africain surtout et fuite et mort d'esclaves), ils se retrouvaient vite endettés et, de cette façon, totalement dépendants de leur créancier. Mais à partir de 1760 environ, les caravaniers commencèrent à vendre leurs esclaves à n'importe quel marchand de Luanda ou de Benguela et tentèrent de redresser leur situation avec les marchandises obtenues. Le commanditaire souffrit alors d'une perte sèche[80].

Après 1730, les compagnies métropolitaines portugaises revinrent à Luanda pour y vendre les marchandises européennes, les Brésiliens se retirant à Benguela. La concurrence entraîna l'arrivée de grandes quantités de marchandises et stimula la traite des esclaves. Les navires amenèrent également nombre d'immigrants pauvres, de condamnés de droit commun, d'aventuriers qui cherchaient à s'enrichir par la traite des Noirs, surtout en tant que caravaniers. Une lutte opiniâtre se déclencha entre *quimbares* et nouveaux venus. Ces derniers, en tant que marchands, avaient l'appui total des hautes autorités de Luanda, mais les *quimbares* jouissaient du soutien des autorités provinciales et, en général, de celle des chefs africains des marchés intérieurs. Ils luttaient contre les nouveaux marchands par la contrebande d'esclaves qu'ils revendaient aux Français, aux Anglais ou aux Hollandais et contre les nouveaux caravaniers en leur faisant payer des sommes exorbitantes pour leurs porteurs, vivres, transbordements fluviaux, etc., jusqu'au moment où ceux-ci se joignaient à eux, habituellement après avoir fait faux bond à leur commanditaire. Les Brésiliens et les *quimbares* réussirent non seulement à se maintenir à Benguela mais à augmenter leurs exportations d'esclaves au point que le volume en devint égal à celui de Luanda. Mais les compagnies portugaises réussirent, grâce à leurs capitaux et aux appuis administratifs dont elles jouissaient, à éluder le « risque esclaves ». Elles achetaient non pas des esclaves mais de l'ivoire ou des effets de commerce payables au Brésil[81].

Au début du siècle, les gouverneurs soutenaient les Brésiliens. Plus tard, et surtout avec les réformes du marquis de Pombal en métropole, ils leur

79. P. E. Lovejoy, 1983, p. 47.
80. E. da Silva Correa, 1937 ; J. C. Miller, 1979, p. 90-91.
81. J. C. Miller, 1983, p. 141-151.



19.19. L'Afrique centrale occidentale au XVIIIe siècle (d'après J. Vansina.).

préférèrent les grandes compagnies de Lisbonne. Les jésuites, alliés des Brésiliens, furent chassés en 1660, et avec Francisco Innocencio de Sousa Coutinho (1664-1672)[82] la métropole s'efforça vigoureusement de rétablir son hégémonie sur l'Angola. De Sousa Coutinho tenta de reprendre le contrôle des postes administratifs de l'arrière-pays, d'imposer des règlements pour la traite des esclaves sur les marchés de l'intérieur et de diversifier l'économie du pays. Ni lui ni ses successeurs n'y parvinrent. Les Afro-Portugais émigrèrent une fois de plus, principalement vers le plateau de Benguela où de massives campagnes militaires, à partir de 1772, ne réussirent qu'à accélérer l'émergence de deux grands royaumes, le Mbailundu et le Bihé, le second devenant notamment un havre pour les *quimbares*. Une nouvelle tête de pont du commerce vers l'intérieur du pays y fut créée et les caravanes atteignirent le haut Zambèze, en pays Lozi, avant 1794. Les esclaves étaient acheminés vers Benguela en évitant Luanda. Luanda continua à drainer les esclaves par le Royaume de Kasanje. Les Imbangala partaient en caravane vers le nord-est, atteignant le moyen Kasaï et les Luba qui y habitaient avant 1755. Mais leur axe principal était la route de Casanje à Mussumba, capitale de l'Empire lunda.

Car l'Empire lunda prit forme pendant ce siècle. Des campagnes militaires incessantes ramenèrent des esclaves en grand nombre, tandis que des régions assujetties les tributs en esclaves affluaient à la capitale. Après 1750, l'Empire en vint à créer le Royaume de Kazembe sur le Luapula et à ouvrir des voies de communication avec Tete et Zumbo au Mozambique. Avant cette date, l'expansion vers l'ouest avait atteint le Kwango. Un capitaine y fonda le Royaume yaka entre 1740 et 1760, ce qui entraîna la fuite de milliers de Hungu au Kongo de 1761 à 1765[83]. Ce grand État yaka occupa une bonne partie de la vallée du Kwango en aval du Kasanje et élargit son territoire de conquêtes vers l'est, en direction du Kwilu, d'où de nombreux captifs furent ramenés pour être vendus aux Zombo, aux Soso et aux Vili, mais aussi aux Imbangala et à des caravanes passant par Nkoje. Ces conquêtes et razzias provoquèrent, à la fin du XVIIIe siècle et surtout au XIXe siècle, des mouvements de population importants du Kwango vers le Kwilu, les gens fuyant devant les Yaka.

En Angola, l'emprise de la traite des esclaves était telle que, malgré les efforts de De Sousa Coutinho et d'autres, le pays ne put diversifier son système économique par manque de capitaux autres que ceux issus de la traite. La colonie continua de dépendre du Brésil sur le plan économique et, vers 1800, encore 88 % de ses revenus provenaient de la traite des esclaves avec le Brésil et un peu moins de 5 % seulement de l'ivoire envoyé au Portugal.

82. R. Delgado, 1948-1955.

83. Soit 1 032 000 esclaves également, d'après les chiffres de D. Birmingham, 1966, P. D. Curtin, 1969, H. S. Klein, 1972, et P. E. Lovejoy, 1983. Voir aussi J. C. Miller, 1975*b* et 1979. 2 millions dans ce cas est certainement une sous-estimation. Le chiffre réel pourrait être plus près de 3 millions. Pour la démographie, voir J. K. Thornton, 1977*a*, 1977*b*, 1980 et 1981*b*. Il admet (1981*b*, p. 713) une diminution de la population, mais son modèle sous-estime le nombre de femmes (pour lui, un quart et non un tiers) et d'enfants (pour lui, aucun embarqué). Or ces chiffres sont cruciaux en matière de démographie.

CHAPITRE 20

Le système politique luba et lunda : émergence et expansion

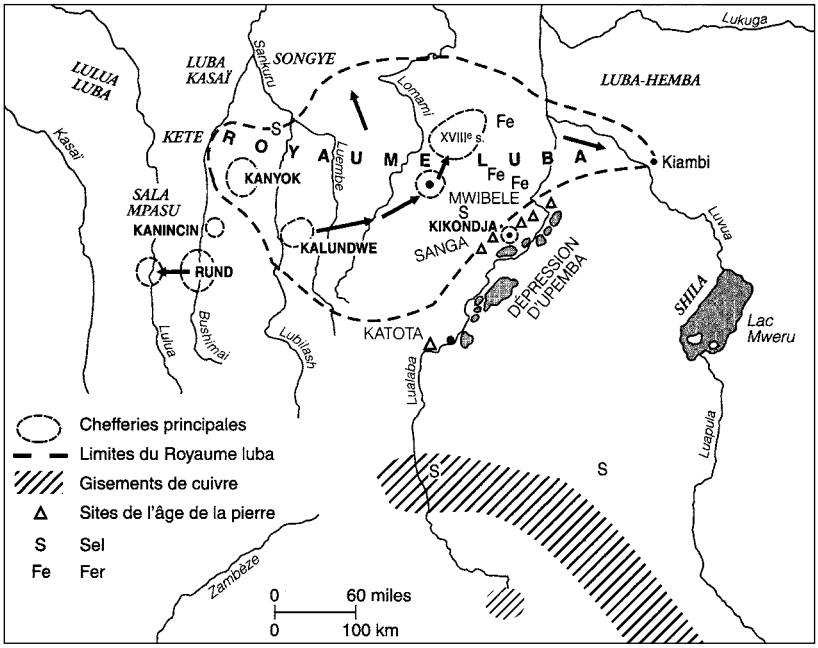
Ndaywel è Nziem

L'histoire des Luba retrace l'itinéraire d'un seul et même système politique qui a émergé au Shaba, dans l'actuelle République du Zaïre, avant de toucher une grande partie de la savane méridionale, pratiquement du Kwango au Zambèze[1]. Les cheminements individuels d'une série de sociétés se sont ainsi tissés à partir des mêmes impulsions ; on peut ainsi affirmer d'emblée que ce fait constitue une manière de démonstration de la capacité d'unification des peuples africains qui existait déjà à l'âge précolonial.

L'expression de ce qui rapproche et ce qui différencie les États luba et lunda s'entend dans leurs noms mêmes, qui désignent moins des faits ethniques précis que deux réseaux politico-culturels au sein desquels est apparue une multitude de références ethniques distinctes. Ainsi l'histoire luba, quand elle est évoquée, couvre aussi bien les réalités concernant les Luba actuels du Shaba (les Luba shankadi) et du Kasaï (les Luba lubilanji) que celles relatives aux Songye, Kanyok, Kete, Sala Mpasu, Bindji et Lulua ; l'histoire lunda, pour sa part, se réclame aussi bien des groupements rund (les Lunda au sens restreint) que lozi, ndembo, luena, imbangala, etc. (les Lunda au sens large)[2]. Du reste, la classification linguistique dont font l'objet les langages

1. Ce système politique a touché trois pays d'Afrique centrale : le Zaïre, l'Angola et la Zambie.

2. Une abondante documentation existe sur ces peuples, qui inclut des travaux ethnographiques anciens : H. A. Dias de Carvalho, 1890 ; C. van Overbergh, 1908 ; R. Colle, 1913 ; E. Verhulpen, 1936 ; L. van den Byvang, 1937 ; P. Denolf, 1954 ; E. d'Orjo de Marchovelette, 1950-1951 ; L. Duysters, 1958 ; W. F. Burton, 1956 ; mais aussi des travaux plus récents qui sont essentiellement des thèses de doctorat inédites. Qu'on envisage l'histoire de la région à partir des matériaux



20.1. Les États du Shaba avant 1700 (d'après J. Vansina).

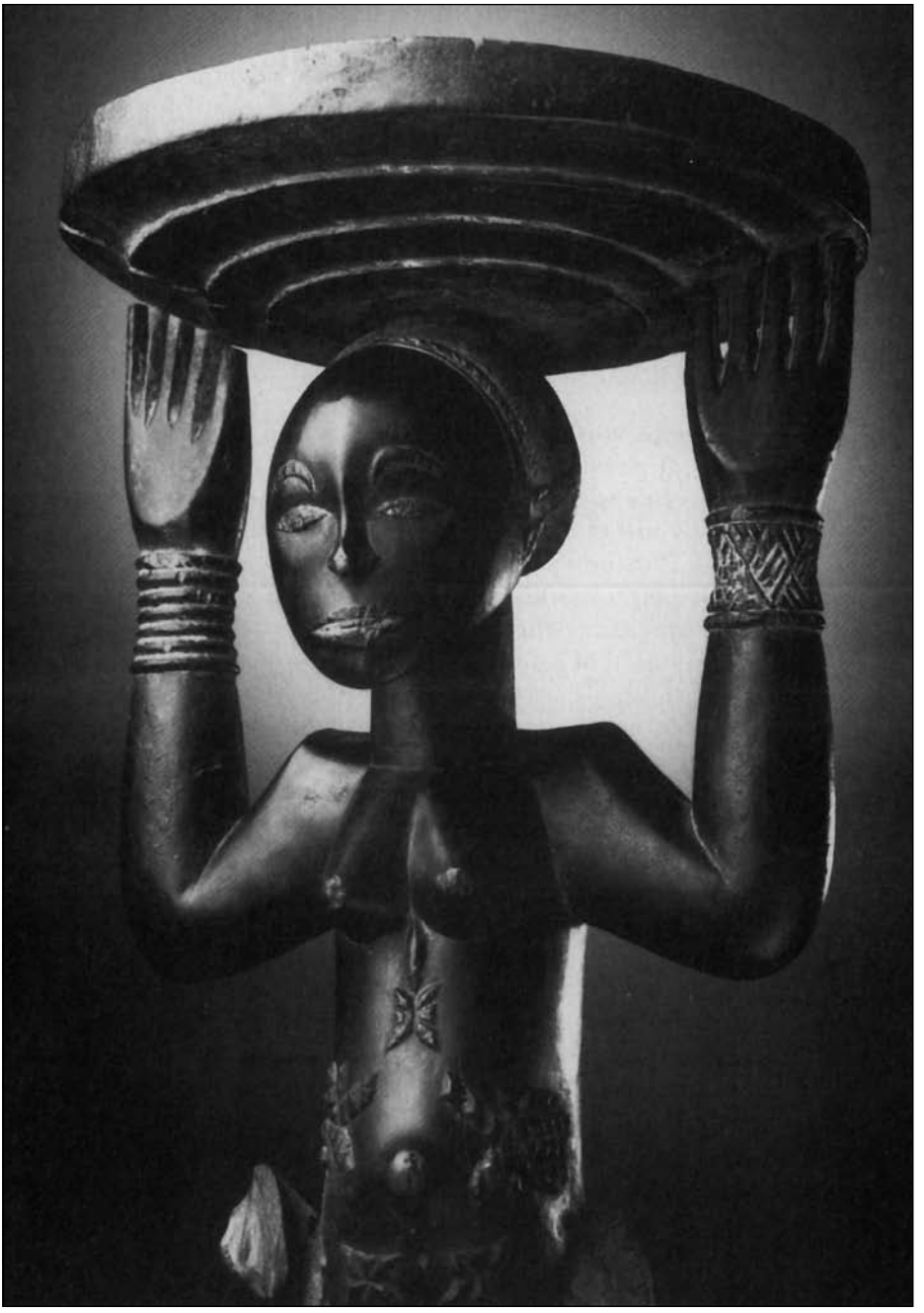
luba et lunda est révélatrice de ces rapports entrecroisés. Si M. Guthrie les classe tous dans la zone L, les langues lunda appartiennent au groupe 50 et se démarquent de la sorte des langues luba, qui forment le groupe 30. Cela témoigne donc avec éloquence à la fois des analogies et des différences qui existent entre ces deux phénomènes linguistiques[3].

Tout le monde s'accorde pour attribuer aux ancêtres des Luba les objets mis au jour grâce aux fouilles archéologiques qui ont été effectuées dans la dépression de l'Upemba, à Sanga et ailleurs[4]. Des insignes du pouvoir, courants par la suite chez les Luba, apparaissent au plus tard au XIIIe siècle, en même temps que des preuves attestant la formation de deux chefferies à Katoka et à Sanga. Ces deux chefferies n'annoncent pourtant pas de manière directe le Royaume luba. En l'occurrence, on ne peut guère remonter, sans risque de se tromper, au-delà de 1700 dans la chronologie fondée sur la tradition orale.

bemba (A. D. Roberts, 1973), luba (T. Q. Reefe, 1977; J. C. Yoder, 1977) ou lunda (J. C. Miller, 1972*b*; J. L. Vellut, 1972; W. F. Pruitt, 1974; R. E. Schechter, 1976; J. J. Hoover, 1979), on finit par rejoindre la problématique de ceux qui traitent ces cultures comme un ensemble (S. A. Lucas, 1968; L. de Heush, 1972; B. Crine-Mavar, 1973; S. K. N'dua, 1978; R. J. Papstein, 1978).

3. M. Guthrie, 1948, p. 54. De l'avis des linguistes de Tervuren, c'est tardivement que les deux groupes de locuteurs auraient cohabité (A. Coupez, E. Evrard et J. Vansina, 1976).

4. UNESCO, *Histoire générale de l'Afrique*, vol. IV, chap. 22; J. Vansina, 1984*a*, p. 564-570.



20.2. Hemba, Zaïre : siège à caryatide unique, dont le piédestal a été détruit par l'usure. À noter les scarifications proéminentes et la qualité des bracelets. Hauteur : 35 cm.
[© G. Berjonneau, ART 135, Boulogne-Billancourt.]

Tous ce que nous savons, c'est que le grand royaume luba, comme beaucoup d'autres, est né et s'est développé avant la formation de l'État rund, lui-même à l'origine de l'Empire lunda. La tradition orale ne permet pas de dater la constitution de l'État rund[5], mais il est mentionné en 1680. Depuis combien de temps existait-il ? C'est là une question à laquelle nous ne pouvons répondre.

L'émergence des États luba et lunda

Le Shaba et les régions voisines de la Zambie et de l'Angola sont couverts de bois, les sols y sont pauvres et la saison sèche y est très longue. En général, les meilleures terres se situent dans les vallées fluviales et leur qualité diminue du nord au sud et d'est en ouest, les plus mauvaises se trouvant en Angola oriental. Plus on va vers le nord, plus les risques de sécheresse diminuent. Mais la partie méridionale semi-aride du pays, le Sud-Est surtout, contenait d'immenses richesses minérales (cuivre, fer et sel).

Dans ces conditions, il ne faut pas s'étonner que la population vécût dispersée dans des enclaves de terres fertiles, à proximité ou non des grands gisements, les vastes étendues quasiment inhabitées qui séparaient ces enclaves étant utilisées principalement pour la chasse. Cette répartition de la population explique l'emplacement des premières organisations territoriales, petites chefferies correspondant chacune à un îlot de peuplement. Ainsi, le groupe d'établissements sanga devint la chefferie kikondja, tandis qu'en amont, Katota, à l'autre extrémité du système lacustre du Lualaba, en forme une autre. Dans ces deux zones, la population était composée de pêcheurs et d'agriculteurs. Il y avait beaucoup d'autres chefferies encore, toutes situées dans les vallées des principaux cours d'eau et où les habitants étaient essentiellement des agriculteurs; il s'agissait notamment de Kalundwe, Kanyok, Kanincin, Nsanga, Mpimin, de la chefferie rund à ses débuts et de diverses chefferies bemba.

Aucun de ces groupements de population ne vivait isolé. Ils étaient liés par le commerce et, vraisemblablement aussi, par des mariages. Du nord venaient le raphia et l'huile de palme, du Lualaba le poisson, du sud le cuivre et le sel, et du centre vers le sud l'huile de *mbafu*. Mis à part le cuivre, le transit des produits suivait généralement un axe nord-sud, depuis les confins de la forêt équatoriale au nord jusqu'en Zambie centrale. Rien n'atteste l'existence d'un important commerce est-ouest précoce. Les échanges étaient assez importants pour que l'on commence à se servir de monnaies au plus tard en l'an 1000. Celle de la dépression de l'Upemba fut la croix de cuivre vers 1300. En 1500, ces croix virent leur poids normalisé et, en 1600, leur taille s'était considérablement réduite: elles pouvaient ainsi servir dans les petites comme dans les grandes transactions. Mais une telle réduction peut également être interprétée

5. Les tentatives faites en ce sens reposaient toutes sur l'émigration supposée des Kinguri de la capitale rund vers l'Angola. Nous savons maintenant qu'il s'agit là d'une élaboration plus tardive de la tradition remontant au plus tôt à 1700 environ; voir J. K. Thornton, 1981*a*.

comme le signe d'une dévaluation. Après 1700, ces croix disparaissent et, au XIXe siècle, ce sont les perles importées qui servent de monnaie[6].

C'est dans ce contexte que s'est développée l'idéologie politique qui devait plus tard constituer les fondements du grand royaume luba. Elle reposait sur deux principes imbriqués : le *bulopwe*, théorie relative au caractère sacré de la royauté, et le principe du gouvernement par l'intermédiaire d'une association fermée. Dans la portion la plus au nord de la région, en pays Songye, et à l'est, ce dernier type de gouvernement devint dominant, mais, dans le centre du royaume, un équilibre s'établit entre les deux principes, encore que celui du caractère sacré de la royauté l'emportait visiblement.

Selon certaines traditions, c'est le petit royaume kalundwe, fondé entre les fleuves Luembe et Lubilash par une coalition de trois clans, qui a été le précurseur du Royaume luba[7]. Sa capitale était dans la région de Cifinda. L'un de ses rois, Kongolo (« Arc-en-Ciel »), la quitta pour en fonder une autre dans les plaines de Mwibele, non loin du lac Boya, au cœur même de la région qui allait devenir l'État luba. Selon d'autres récits, Kongolo venait d'ailleurs. L'épopée raconte de manière pittoresque comment il fut vaincu et tué par Kalala Ilunga — Ilunga le Chasseur, un étranger venu de l'est —, qui transféra sa capitale à Munza, plus près d'un district riche en minerai de fer et non loin de puits salants. Kalala, en tant que *mwine Munza* (maître de Munza), représente le père fondateur correspondant à l'idée que les Luba se faisaient de leur roi. Il est fort possible que Kongolo n'ait pas été un personnage authentique, mais les traditions sont néanmoins acceptables en ce qui concerne l'emplacement des premières capitales. Or, elles nous apprennent que, contrairement à ce qui s'est passé dans le cas de presque toutes les autres chefferies, la capitale du Royaume luba était située non pas dans la vallée fluviale mais au cœur même des grandes plaines qui s'étendent au nord de la dépression de l'Upemba. Distinct des autres, ce royaume domina, dès ses débuts peut-être, les Kalundwe à l'ouest et les Kikondja au sud. Par ailleurs, il contrôlait les principales routes commerciales nord-sud. Il devait néanmoins rester d'assez petite taille jusqu'à la fin du XVIIe siècle.

Pendant ce temps, plus à l'ouest, d'autres unités politiques se constituaient. La principale d'entre elles, Nkalany, était située dans la vallée de Mbuji Mayi et résultait de la fusion d'une demi-douzaine de petits territoires dirigés par des *tubung* (maîtres de la terre). Au nord, leurs voisins kete avaient une organisation similaire, tandis qu'au nord-ouest, les Sala Mpasu, qui leur étaient le plus proche par le langage et la culture matérielle, avaient un système politique très différent, fondé sur l'âge, d'une part, et qui permettait, d'autre part, aux personnalités les plus fortes de monopoliser le pouvoir. Les Sala Mpasu rejetaient la succession en matière politique (transmission des fonctions), empêchant par là même la formation d'une aristocratie.

Rien ne laissait vraiment prévoir que les territoires rund pourraient un jour constituer un empire. En effet, les terres qui s'étendaient plus au nord avaient

6. P. de Maret, 1981, p. 139-143.
7. Pour un examen critique des traditions, voir T. Q. Reefe, 1977 et 1981 ; pour les notations des traditions historiques, voir H. Womersley, 1984.

une population plus dense, les sols y étaient meilleurs, l'agriculture beaucoup plus avancée et, en outre, elles étaient mieux situées par rapport aux routes commerciales nord-sud. Pourtant, à un moment donné, les *tubung* du Nord se trouvèrent unis sous l'autorité d'un homme des territoires rund. Mais ils ne formaient qu'une petite chefferie située sur le bras d'une rivière. La tradition raconte pourquoi le chef Nkond céda le pouvoir à sa fille Rweej (Rueji) qui épousa Cibinda Ilunga, « Ilunga le Chasseur », lequel venait de la cour luba. Rweej, à son tour, lui céda les insignes du pouvoir. L'épisode du chasseur est à l'évidence un mythe que l'on retrouve ailleurs dans la région[8]. L'histoire raconte que Cibinda Ilunga organisa la cour sur le modèle luba. Même sur ce point, la tradition ne peut être que partiellement juste, car les historiens ont découvert que les Rund et les Luba se sont mutuellement influencés[9].

Il convient de rapporter également un autre élément des traditions. Selon Carvalho, le pouvoir passa, après la phase de la conquête, au premier fils de Rweej, Yav, qui devint *mwant Yav* (le seigneur Yav), celui-là même dont le nom allait constituer un titre politique pour qualifier l'aristocratie de cette nouvelle cour. À sa mort, le pouvoir passa à son frère Naweej, qui s'avéra être le véritable organisateur de l'Empire. Mais les versions recueillies plus récemment nous présentent une Rweej stérile. Afin de ne pas compromettre la succession, elle donna à son mari une seconde épouse, Kamonga, qui lui donna des enfants. Cette situation justifie l'existence institutionnelle de deux dignitaires féminins à la cour de *mwant Yav :* la *swan murund* ou *swana mulunda*, la mère symbolique de la société, qui est la perpétuation du rôle joué par une Rweej stérile et pourtant fondatrice de l'Empire, et la *rukonkesh* ou *lukonkeshia*, la reine mère, qui tient le rôle joué par Kamonga et toutes celles qui se retrouvèrent par la suite dans la même situation.

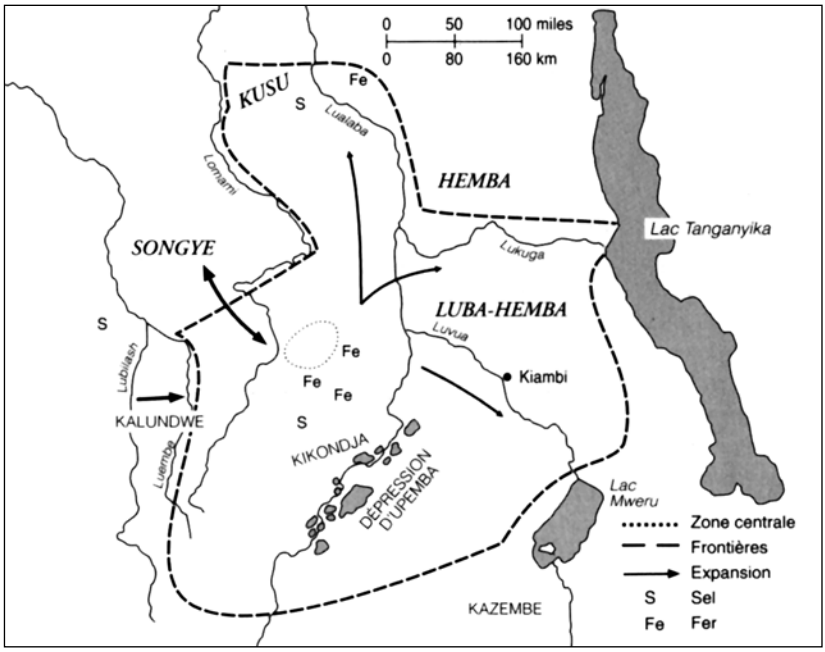
Plus couramment, on parle de l'existence de la mère du côté droit (*swan murund*) qui doit être démarquée de la mère du côté gauche (*rukonkesh*). C'est cette dernière qui a donné naissance au successeur.

Ces témoignages sont nécessaires pour comprendre les différentes institutions qui se sont façonnées après l'intervention du chasseur luba : d'abord la création de deux aristocraties féminines, l'une symbolisant la fécondité sociale et l'autre la fécondité biologique, ensuite l'élaboration d'un titre de royauté sur la base du titre de *mwant* (chef) auquel fut ajouté le nom du premier roi.

Les Luba : organisation interne et expansion jusqu'en 1800

Comme dans le cas de *mwine Munza*, un État se forma dans les plaines sous l'effet d'influences venues de la rive orientale du Lualaba. Il englobait, au sud de la dépression de l'Upemba, le Royaume kikondja, et, à l'ouest, le

8. H. A. Dias de Carvalho, 1890 ; P. Pogge, 1880. L'épisode où Nkond maudit ses fils rappelle celui de Noé sous l'arbre et a sans doute été inventé plus tard.
9. T. Q. Reefe, 1981, p. 75-78.



20.3. Le Royaume luba aux XVIIIe et XIXe siècles (d'après J. Vansina).

Royaume kalundwe. À la même époque, ou un peu plus tard, il s'étendit plus encore vers le sud-est jusqu'au cours inférieur du Luvua.

La fondation du royaume puis le début de sa consolidation engendrèrent des perturbations dans la région : un certain nombre d'émigrants quittèrent le cours inférieur du Luvua pour fonder un État shila sur la rive ouest du lac Mweru et le long du cours inférieur du Luapula[10]. Il est probable que ce récit ne concerne en fait que le groupe qui dirigeait le Shila avant 1750, et non pas la majorité de ses habitants. Il est même concevable que ces chefs ne fussent nullement originaires du Royaume luba ; on leur aurait prêté cette origine prestigieuse alors qu'ils venaient de Kiambi, sur le bas Luvua. De même, nous apprenons que les Kanyok, au nord-ouest, furent assujettis par des immigrants luba qui organisèrent (ou fondèrent) un royaume sur leur territoire. Plus tard, au début du XIXe siècle, les Kanyok rejetèrent le joug luba[11].

Mais, selon les récits, l'émigration la plus importante eut lieu vers le nord. À la suite des troubles qui accompagnèrent la fondation du Royaume luba, puis des guerres de succession et des famines, des groupes de Luba kasaï quittèrent le Shaba en direction du nord et se dispersèrent sur les rives du Lubilash, où ils trouvèrent des terres mieux irriguées[12]. La famine

10. M. Musambachime, 1976, p. 15-32.
11. J. C. Yoder, 1977 et 1980, p. 88 et 90.
12. P. Denolf, 1954 ; M. Kalanda, 1959, p. 83 ; Kabongo Mukendi, 1973, p. 48-50 ; L. M. Mpoyi, 1966, p. 34-36.



20.4. Kuba, centre du Zaïre: coupe rituelle céphalomorphe destinée aux libations de vin de palme, portant des incrustations de cauris sur le cou et la poignée, et de laiton sur la bouche, les tempes et l'arrière de la tête. Hauteur: 18 cm.
[© G. Berjonneau, ART 135, Boulogne-Billancourt.]

est présentée comme l'un des principaux motifs de déplacement dans de très nombreuses traditions de groupes apparentés du Kasaï : celle-ci, disent-elles, explique non seulement leur fuite du Shaba mais aussi le fait qu'ils aient quitté le Lubilash, au Kasaï, pour émigrer vers l'ouest en direction du fleuve Lulua. Elles mettent l'accent sur le caractère réellement dynamique des mouvements de population. Mais nous ne pouvons admettre que tous les Luba kasaï aient quitté le Shaba en une ou deux vagues. Il est probable, en revanche, qu'à chaque famine, un certain nombre d'habitants du Sud aient émigré vers le nord et que ce phénomène se soit poursuivi au moins jusqu'au début du XIXe siècle[13]. Le cibuba et les langues et dialectes apparentés qui sont parlés dans la région diffèrent très nettement du kiluba parlé au Shaba. Cela signifie que le Kasaï central a été occupé par des groupes parlant cette langue pendant des centaines d'années, tout comme le nord du pays entre le Lubilash et le Lualaba a été occupé par les Songye, dont le parler constitue une autre branche de la famille des langues luba.

Si, au sud, en pays Shila et Kanyok, une variante du système politique luba du Shaba a été mise sur pied, cela ne s'est pas produit au Kasaï. Dans cette région, soit l'organisation politique était limitée au village et aux terres lui appartenant, soit le pouvoir était accordé, pour la vie ou même pour une période limitée, au plus offrant, système que l'on retrouve généralement dans certains groupes songye. Les Luba kasaï empruntèrent également aux Kanyok certains insignes et certaines pratiques politiques. La plupart des groupes songye étaient toutefois organisés de manière très différente. Vers 1880, et vraisemblablement depuis plusieurs siècles, les Songye vivaient dans de vastes centres agricoles, véritables villes dirigées par l'association Bukishi, aux droits d'adhésion très élevés et soumise à l'autorité de chefs et de quelques notables titrés[14]. Ce modèle politique différait également de celui existant dans le grand royaume luba.

L'organisation de l'État était conçue comme une pyramide de pyramides. À l'échelon du village, les liens entre les familles étaient patrilinéaires. Par ailleurs, les relations entre les villages étaient conçues sur le modèle des relations entre lignées, encore que chacun de ces villages eût un chef en titre issu d'une certaine famille qui tenait son autorité de ses rapports avec un *vidye* (esprit) local. À l'échelon supérieur, le Royaume était gouverné de la capitale (perçue comme un sommet dans les expressions s'y référant) dont le tracé même reflétait cette structure : résidence royale, résidences des fonctionnaires titrés des deux sexes, séparées selon la fonction (militaire, civile). En son centre, on distinguait aisément le lieu dévolu au *bulopwe* (charge royale). Le tracé de la ville révélait ensuite, bien que moins clairement, la présence du *Bambudye*, l'association fermée qui aidait le roi à gouverner. Le roi était censé ne pas avoir de lignée ou de clan, même si normalement la fonction se transmettait de père à frère ou à fils. Mais les Luba voyaient cela comme une rotation au pouvoir de différentes lignées, celles des mères des rois. Ainsi, le

13. Les Luba sont entrés en contact avec les Kuba vers 1750 et ont immigré (les Bena Coofa) au tout début du XIXe siècle.
14. N. Fairley, 1978, p. 118-160.

roi était à la fois au-dessus du combat politique et lié par parenté à nombre des différents chefs. Il se trouvait au sommet de la pyramide des pyramides de la parenté. Le titre de *mulopwe* signifie l'indivisibilité du pouvoir, le pouvoir qui ne peut être partagé[15]. Les rites de l'investiture (l'inceste royal, par exemple) et les insignes du pouvoir soulignaient le caractère unique et la suprématie du souverain ainsi que sa condition de simple titulaire de la charge : le *mulopwe* n'était qu'un roi dans une lignée de rois. Ceux qui l'avaient précédé étaient de puissants ancêtres avec leurs lieux de dévotion et s'exprimaient par la voix des femmes attachées à ces lieux.

Le *mulopwe* était entouré d'une famille de fonctionnaires. Il y avait d'abord son harem, qui reflétait les véritables alliances politiques assurant la cohésion du royaume. Les fonctionnaires veillaient au versement du tribut sous forme de *mingilu* (corvée), de *milambu* (impôts payables en nourriture, en produits locaux tels que sel, fer, raphia, paniers, etc.) ou de présents offerts lors de l'investiture de *kugala* (dignitaires). L'administration territoriale était entre les mains des *bilolo* (sing. *kilolo*), responsables chacun d'une *kibwindji* (région), choisis normalement par les habitants de la région en question dans la famille dirigeante du district et confirmés dans leurs fonctions par la cour, mais parfois imposés par celle-ci, auquel cas il s'agissait généralement d'un parent proche du roi. L'administration centrale supervisait la collecte du tribut, organisait l'armée (chargée de lever ce tribut par la force) et conseillait le roi par l'intermédiaire du *tshidie* (conseil des notables) et du *tshihangu* (cour de justice). Les principaux fonctionnaires étaient le *twite* (qui remplaçait le roi pour des questions relevant du domaine séculier), le *nabanza* (gardien des insignes royaux et superviseur des rites), le *lukunga* (premier juge), le *mwana mwilamba* (chef de l'armée), le *mwine lundu* (gardien de la tradition et, notamment, de la constitution non écrite), le *fumwa pamba diyumbi* (le sorcier, mais aussi le devin du roi), la *ndalamba* (la reine mère, qui avait un rôle rituel)[16].

En outre, ces fonctionnaires, ainsi que d'autres probablement, participaient aux réunions du *Bambudye* qui avait des ramifications partout. Nous ne savons pas exactement comment cette association fonctionnait, car ses secrets n'ont pas été révélés. Mais son rôle consistait à exercer un contrôle à la fois religieux et séculier sur le pays et même sur le roi, tout en prônant continuellement l'idéologie luba et celle de l'État[17].

Dans la pratique, les cours locales étaient organisées sur le même modèle que la capitale, et les chefs locaux, qui détenaient certains objets sacrés, avaient des liens avec les cultes territoriaux locaux, souvent rendus aux esprits de leurs propres ancêtres. Ainsi, dans le Royaume, les forces centrifuges étaient toujours puissantes. Les guerriers du roi constituaient la force coercitive concrète qui assurait l'unité du pays. Mais il n'y avait pas d'armée permanente, de sorte que la force idéologique que représentait le *Bambudye* était très importante. Cela signifiait aussi qu'un lourd tribut (et

15. J. van Avermaet et B. Mbuya, 1954 ; S. K. N'dua, 1978, p. 337 ; T. Q. Reefe, 1975, p. 11.
16. J. Vansina, 1965, p. 57-58 ; K. Y. Tundu, 1981, p. 83-99.
17. T. Q. Reefe, 1981, p. 46-48.



20.5. Luba, sud du Zaïre : pommeau d'une canne cérémonielle, en forme de tête humaine ornée d'une coiffure très haute surmontée de deux personnages se tenant par la taille. Longueur totale : 164 cm.
[© G. Berjonneau, ART 135, Boulogne-Billancourt.]

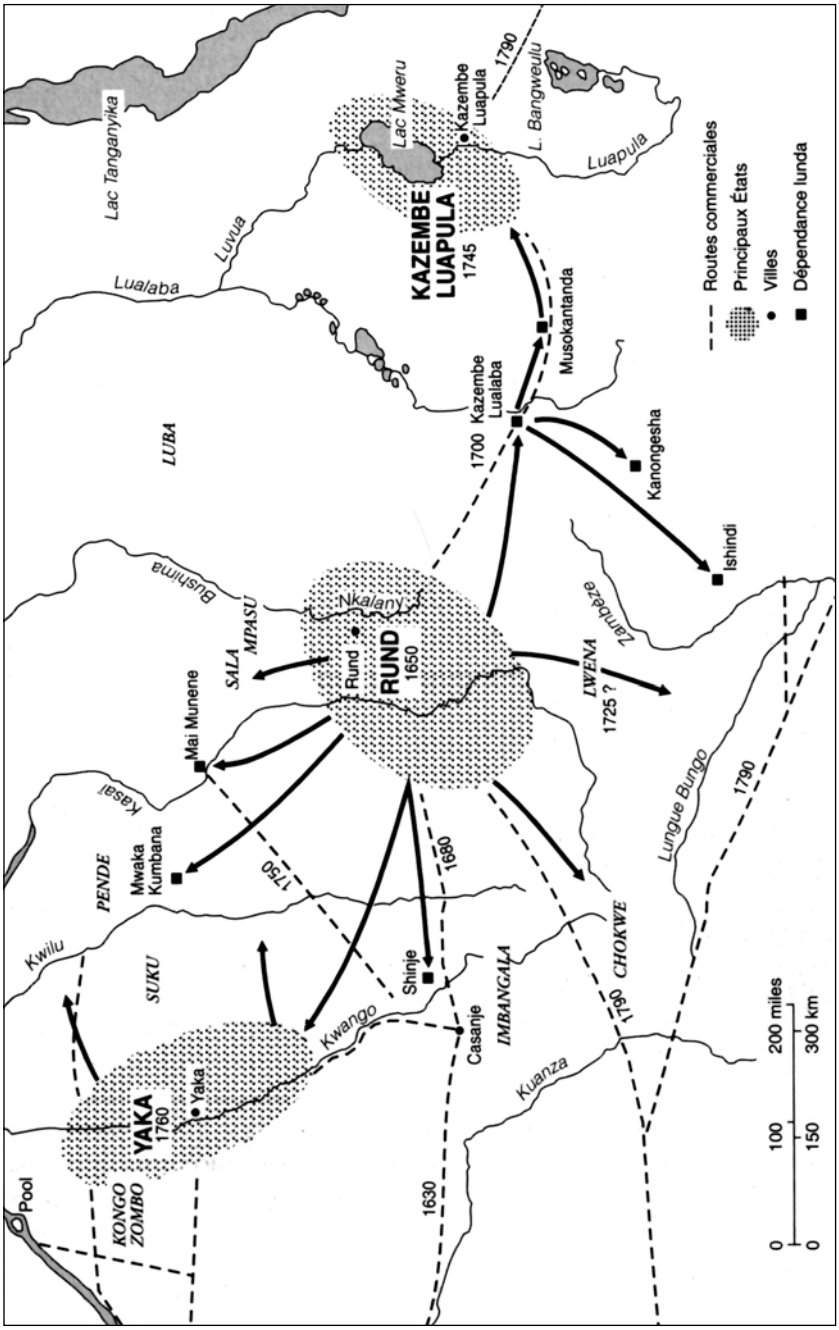
de nombreuses traditions en parlent) ne pouvait être perçu que lorsque les districts centraux étaient disposés à soutenir le roi dans sa lutte contre l'un d'entre eux ou contre d'autres.

Compte tenu de cette situation, il n'est pas surprenant que le Royaume ne se soit pas rapidement étendu. Nous disposons de peu de données sur l'histoire du territoire jusque vers 1700[18] et jusqu'au règne du roi Kadilo. À cette époque eurent lieu, au nord, des campagnes militaires contre les villes songye voisines « mais, au bout du compte, Kadilo fut vaincu. À la suite de cela, une alliance fut conclue avec certaines villes songye et, à la fin du siècle, l'influence songye se fit sentir dans les affaires de l'État lors



20.6. Luba, Zaïre : arme cérémonielle dont la poignée recouverte de laiton torsadé s'achève en une tête sculptée. Lame de fer incisée. Longueur : 37 cm.
[© M. Aeschiman, Genève.]

18. *Ibid.*, p. 107-124 et p. 58-59 pour les dates.



20.7. L'Empire lunda au XVIIIe siècle (d'après J. Vansina).

d'une crise de succession[19] ». La véritable expansion du Royaume eut lieu dans la vallée du Lualaba, le long du Luvua (Kiambi) et au sud de la dépression de l'Upemba. Cette expansion marqua le pas lors de la grave crise de succession qui eut lieu de 1780 à 1810 environ. À ce moment-là, les Kanyok se libérèrent de la domination luba, et l'influence politique et culturelle songye fut à son apogée, ainsi que l'illustre l'introduction de la société buka sandji. L'expansion reprit ensuite, vers l'est, avec la conquête des terres comprises entre le fleuve Luluaba et le lac Tanganyika et, vers le nord, avec une percée militaire le long du Luluaba jusqu'à Buli[20]. Les explications données au sujet de cette expansion[21] ne sont pas totalement convaincantes. Mieux vaut reconnaître que la logique interne de cette dynamique nous échappe encore plutôt que de vouloir à tout prix l'expliquer par le désir d'accéder aux routes commerciales ou aux matières premières, dont nous ne savons aujourd'hui presque rien.

Les Lunda : organisation interne et expansion jusqu'en 1800

Le Royaume rund devint un empire lunda au XVIIIe siècle. Nous ne savons pas tout de la manière dont il était organisé au départ mais connaissons toutefois certains titres portés à la cour. Nous savons aussi que cette organisation avait un caractère militaire beaucoup moins marqué que celui du Royaume luba, mais surtout nous connaissons assez bien les principes sociaux et politiques qui la régissaient.

La transmission du titre de *tubung* avait été matrilinéaire, mais celle du titre de roi et des titres portés à la cour était bilatérale. La représentation imaginaire de la société était fondée sur la succession en matière de fonctions et sur la parenté perpétuelle. Cela signifie que chaque détenteur d'une charge, d'un titre par exemple, était censé se transformer en son prédécesseur : il prenait son nom, les femmes et les enfants de son prédécesseur devenaient les siens, tout comme sa personnalité et sa famille. La parenté était donc perpétuelle. Si, par exemple, le premier détenteur d'un titre était le petit-fils du roi, le neveu d'un autre dignitaire et l'oncle d'un *mwant a ngaand* (chef de district local), cinq générations plus tard, le détenteur du même titre était encore le petit-fils du roi, le neveu d'un certain dignitaire et l'oncle du *mwant a ngaand*. Les ravages du temps étaient niés.

Avec ces principes, il était possible d'imaginer l'État comme une organisation gouvernée par une seule famille, dont le chef était l'empereur, le *mwant Yav*. Il était toujours possible d'incorporer de nouveaux chefs en leur donnant un lien de parenté (gendre, par exemple, à la suite d'un mariage) et en leur assurant une fonction stable dans l'Empire. Les historiens ont

19. N. Fairley, 1978.
20. T. Q. Reefe, 1981, p. 124-128.
21. A. Wilson, 1972.



20.8. Luba, *Zaïre* : pommeau d'une canne, en forme de femme scarifiée portant un collier de perles. Longueur totale : 160 cm. [© H. Dubois, Bruxelles.]



20.9. Luba, *Zaïre* : pommeau d'une canne, en forme de femme scarifiée, les mains aux épaules. Longueur totale : 80 cm. [© H. Dubois, Bruxelles.]

souligné, à juste titre, le fait que la succession en matière de fonctions et la parenté perpétuelle avaient fourni le mécanisme permettant l'intégration de vastes territoires. En outre, l'organisation de l'Empire sur un modèle familial avait automatiquement pour conséquence la régulation des relations entre fonctionnaires. La division fondée sur la notion de génération était rigoureuse[22]. Ainsi, tous les « fils » et tous les « neveux » devaient obéissance à tous les « pères » et à tous les « oncles », et tous les « petits-fils » étaient les alliés de leurs « grands-pères ». Une division liée à l'ascendance directe ou à une situation de nature à engendrer une affinité venait s'ajouter à la précédente. Les « beaux-fils » étaient les subordonnés de leurs « beaux-pères » et, par là, les « fils de la sœur » avaient une position ambiguë vis-à-vis de leurs « oncles maternels ».

Ainsi, pour les Rund, l'État était une vaste famille, très vaste en vérité puisque l'Empire finit par s'étendre du Kwango jusqu'au-delà du Luapula. Mais c'était une famille de guerriers et une famille qui prospérait grâce à l'esclavage. En 1700 environ, les guerriers lunda soumirent la population vivant à la périphérie de l'Empire, en assurèrent l'intégration puis continuèrent leur route. Vers 1750-1760, de puissants royaumes se constituèrent du pays Yaka sur le Kwango au pays Kazembe sur le Luapula, tout le long d'un axe est-ouest où se trouvaient les ressources minérales du Shaba, qui permettait l'accès aux marchés portugais sur le Zambèze et sur lequel débouchaient les routes commerciales allant du pays Rund au territoire imbangala sur le Kwango.

Les mailles de l'administration impériale étaient lâches. L'Empire était constitué par un royaume central et des royaumes périphériques dont les chefs se contentaient de payer de temps en temps un tribut à la cour[23]. Dans le centre de l'Empire, l'échelon le plus bas de l'organisation territoriale était le canton gouverné par le *mwant a ngaand* qui continuait à hériter cette fonction selon des règles de succession matrilinéaires. Au-dessus de lui se trouvait le *cilol*, désigné par la capitale et qui gouvernait un district. Au centre, les *tubung* et les fonctionnaires titrés assistaient le roi.

Mais, pour contrôler les *bilolo*, le roi avait créé des fonctionnaires spéciaux, les *tukwata* (sing. *kakwata*), qui sillonnaient le pays avec un détachement militaire pour contraindre les *bilolo* à payer un tribut. En dehors de ces forces, il existait une importante organisation militaire dirigée par un *kazembe* (général). Avant 1700 déjà, des *kazembe* étaient désignés pour prendre la tête de corps expéditionnaires envoyés dans des régions lointaines. Le titre lui-même était conféré à n'importe quel guerrier sanguinaire ayant tué un dangereux ennemi[24]. Le *kazembe* avait tous les pouvoirs sur son propre terrain

22. Ce modèle est clairement apparenté à celui des Sala Mpasu qui n'étaient même pas organisés en chefferie. Mais les groupes d'âge et les « hommes forts » de leur organisation correspondent aux catégories d'âge et aux titres que l'on trouve chez les Rund. Voir W. F. Pruitt, 1973.
23. J. L. Vellut, 1972, p. 70.
24. Là encore, on relève le parallèle avec le « chasseur de têtes » des Sala Mpasu ; W. F. Pruitt, 1973.

d'opérations, hors du centre de l'Empire. Mais une fois le territoire intégré à l'Empire, soit il perdait ses prérogatives, soit il devenait un chef à part entière, un *kilolo* de l'empereur.

La *mussumba* (capitale) était conçue comme le campement d'une armée installée pour la nuit, avec une ligne de front et une avant-garde, des ailes et un centre. Le cœur en était occupé par le palais royal où résidait le *mwant Yav* (empereur), la *swan murund* (reine mère symbolique appelée Rweej), la *rukonkesh* (reine mère chargée des problèmes « logistiques » de la cour) et les dignitaires, parmi lesquels figuraient, en premier lieu, des chefs militaires comme le *kalala*, qui commandait l'avant-garde, et le *swan mulopwe*, héritier présomptif et commandant en chef. C'est l'empereur qui détenait le pouvoir; son titre, *mwant Yav* (« seigneur de la vipère »), faisait référence à la distance existant entre le roi et les autres hommes, mais évoquait aussi son ambivalence puisqu'il représentait à la fois la paix et la guerre, la prospérité et la destruction.

Le rôle de l'empereur lunda était beaucoup moins ritualisé et son pouvoir plus despotique que cette parenté n'aurait pu le laisser supposer. Il y a peu de temps encore, on pensait que l'expansion de l'Empire lunda avait commencé avec l'émigration de guerriers vers le Kwango. Mais des recherches ont montré que les traditions concernant cette prétendue première vague d'émigration n'étaient que des interpolations tardives dues à des contacts commerciaux entre les Imbangala et les Rund[25]. De fait, l'expansion débuta avant 1700. La première conquête eut lieu vers le sud-est, en direction des puits salants du Lualaba, près de la ville actuelle de Kolwezi; de là, vers 1700, un groupe dissident appartenant à la génération suivante et dirigé par Musokantanda et Kanongesha partit vers le sud, en direction de la Zambie actuelle, et fonda un État en pays Ndembu après avoir assimilé une partie des autochtones mbwela et en avoir chassé une autre partie vers le sud[26]. On se demande si les Lunda n'ont pas participé encore plus tôt à la formation du Royaume lozi. Les historiens admettent qu'ils aient pu, de bonne heure, exercer une influence sur les Bulozi, mais on n'a pas encore la preuve qu'ils aient été en contact avec eux. Étant donné que l'expansion lunda vers le sud a débuté après 1700, il est probable que le Royaume lozi était déjà constitué quand l'influence lunda commença à se faire sentir dans la région[27].

Des puits salants du Lualaba, les généraux lunda, lors d'une nouvelle campagne militaire, allèrent vers le sud, en direction des mines de cuivre, et atteignirent la très riche vallée du Luapula. L'armée lunda repoussa une attaque luba et assujettit les chefs du Shaba (dont l'un portait le nom de Katanga), ainsi que l'État shila du Luapula. Cet État se développa et, dans la deuxième moitié du XVIIIe siècle, le *kazembe* du Luapula était le maître d'un

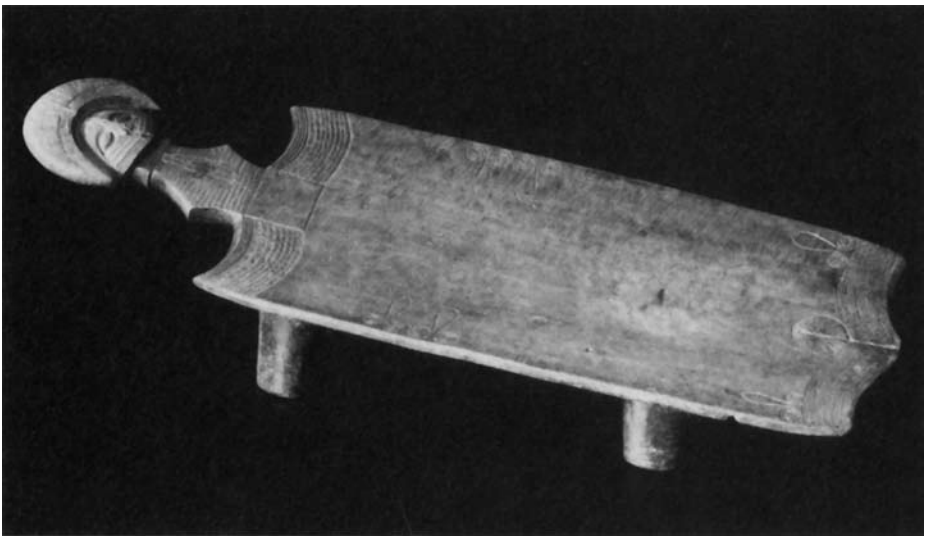
25. J. K. Thornton, 1981*a*.
26. R. E. Schechter, 1980, p. 113-124, et 1976.
27. M. Mutumba, 1973, p. 213-214.

vaste royaume aux assises solides[28]. Peu après leur installation, les Lunda du Royaume kazembe entrèrent en contact avec les Portugais de Sena et de Tete. Une mission conduite par de Lacerda visita le nouveau royaume de 1798 à 1799[29]. Elle fut impressionnée par le pouvoir militaire du Kazembe ainsi que par la sévérité des mesures coercitives qui continuaient d'être prises par la cour à l'encontre des habitants. Cette mission portugaise inaugura une période de relations commerciales intenses entre le Kazembe et le bas Zambèze. L'autonomie du Kazembe vis-à-vis de la capitale (*mussumba*) s'en trouva renforcée, à tel point que le paiement du tribut, effectué régulièrement dans les années 1790, était devenu dans les années 1830 un échange équitable de présents[30].

Vers le nord et l'ouest, l'expansion lunda fut étroitement liée au développement du commerce des esclaves en Angola. Les relations avec la traite des esclaves angolaise datent des années 1670 au plus tard[31] et s'intensifièrent après 1730[32]. Les Imbangala mirent au point un système de commerce caravanier grâce auquel ils importaient dans la capitale lunda des produits européens (vêtements, perles et vaisselle) qui étaient, pour l'aristocratie locale, des objets de luxe et devinrent des emblèmes du pouvoir. Les Lunda n'acceptèrent pas les fusils, préférant rester fidèles à leur sabre, le *mpok*[33]. En retour, ils exportaient des esclaves capturés, au début, dans les seules régions septentrionales et orientales de l'Empire central rund, précisément dans le Sala, le Mpasu, le Kete, le Kanincin et même le Kanyok. Plus tard, des captifs mbwela originaires du nord de la Zambie et de l'est de l'Angola furent, à leur tour, intégrés à ce trafic. Pendant ce temps, la demande d'esclaves au sein même de l'Empire lunda augmentait. Ils étaient destinés aux travaux des champs autour de la capitale, et à la culture du manioc le long des principales routes du pays, dans des lieux isolés; ils servaient également de passeurs ou de porteurs dans les caravanes qui franchissaient les grands espaces désertiques s'étendant du Kwango au Nkalany et au Lualaba[34].

Peu après 1700, des expéditions militaires eurent également lieu vers l'ouest et, aux alentours de 1750, des chefs lunda avaient atteint le Kwango. L'Angola oriental, pays des Lwena, était leur premier objectif. Plusieurs petits États furent créés, notamment par Kiniama. Dans cette région, les chefs lunda vinrent coiffer d'assez grandes organisations locales dont la structure reposait sur une filiation matrilinéaire très ancienne. Le *mwangana lunda* (chef) joua au début le rôle d'arbitre dans le règlement des querelles, et la population locale accepta également de croire aux grands pouvoirs surnaturels

28. E. Labrecque, 1949-1951, p. 27; M. W. Kolungwe, 1974, p. 50.
29. J. Vansina, 1965, p. 133.
30. J. Vansina, 1966*b*, p. 165-174; F. J. M. de Lacerda e Almeida, 1944, p. 175-261; A. C. P. Gamitto, 1960, vol. II, p. 9-130.
31. O. De Cadornega, 1940, vol. III, p. 219.
32. Probablement après 1665; J. K. Thornton, 1981*a*, p. 6.
33. M. Leitão Correia, 1938, p. 25.
34. J. L. Vellut, 1972.



20.10. Chokwe, Angola et Zaïre : lit rituel (?) en bois avec quatre pieds, prolongé par une tête portant une coiffure chokwe typique et décorée de sculptures rappelant les boucles d'oreilles appelées *ukulungu*. Long. : 131 cm.
[© G. Berjonneau, ART 135, Boulogne-Billancourt.]

que ces émissaires lunda étaient censés détenir. Si l'on en croit la généalogie, l'arrivée des premiers chefs lunda dans la région remonte à 1750 environ, mais le processus s'amorça certainement une bonne génération plus tôt, ne serait-ce que parce qu'à cette date, des chefs lunda étaient déjà installés sur la rive orientale du Kwango[35]. À l'ouest de la Lwena, diverses chefferies chokwe, minungo et songo furent également créées par les Lunda dans un environnement analogue, excepté en pays Shinje, où un royaume existait déjà[36]. Parmi ces peuples, les Chokwe devaient par la suite se révéler les plus importants. Même au XVIIIe siècle, ils furent utiles à l'Empire en tant que métallurgistes, sculpteurs et chasseurs. Les Lunda du Centre faisaient venir leurs armes et des objets sculptés de cette région car eux-mêmes étaient de piètres métallurgistes et sculpteurs[37].

Les envahisseurs lunda capturaient des esclaves lors de leurs conquêtes. Ils construisirent de grands camps fortifiés pourvus de fossés et de palissades[38]. Dans la vallée du Kwango, ils trouvèrent des chefferies yaka, suku,

35. C. M. N. White, 1962, p. 15-18 ; J. K. Thornton, 1981*a*, p. 5 et note 29 (Shinje et Malonda).
36. Les preuves apportées par la tradition lunda et par l'étude stylistique de l'art pratiqué à la cour lunda portent sur une période plus tardive (XIXe siècle), mais peuvent fort bien être valables (en tout cas en ce qui concerne le métal) pour la deuxième moitié du XVIIIe siècle. La sculpture des Chokwe à cette époque témoigne de l'influence stylistique de la Renaissance et du rococo portugais.
37. M. Leitão Correia, 1938, p. 25. On a trouvé des fortifications de ce type dans l'Empire central, chez les Kanyok et en pays Luba. La technique militaire s'est répandue dans toute la région.
38. *Ibid*.

et peut-être d'autres encore à Okango, organisées selon le modèle kongo. Ils s'en rendirent maîtres. De nombreux habitants prirent la fuite, mais les structures ne furent pas détruites. Les Lunda préféraient installer des *bilolo* (chefs) supérieurs ou équivalents à ceux déjà en place. Il en résulta un système politique complexe à trois étages où même l'idéologie de l'État reconnaissait l'existence et des « autochtones » et des envahisseurs lunda. Mais le chef des Yaka, le *kiamfu* (mot dérivé du titre impérial *Yav*) ne put contrôler tous ses hommes. Un État semi-indépendant, l'État du Pelende, se forma au nord, tandis qu'un groupe (les Sonde-Luwa) émigra vers l'est du moyen Kwango pour y fonder ses propres chefferies[39].

Une fois établis, les rois yaka commencèrent à lancer des expéditions en direction du Kwilu afin de capturer des esclaves qu'ils vendaient aux marchands angolais, kongo et vili. D'importants troubles s'ensuivirent. Le Royaume suku résista victorieusement mais, ailleurs, la population s'enfuit vers le nord-est, d'où les fortes densités de population observées au XIXe siècle le long du cinquième parallèle sud[40].

Une dernière poussée eut lieu de l'ouest du fleuve Kasaï vers le nord, probablement le long de la vallée du Tshikapa. Les Lunda fondèrent, dans cette région, deux petits États : le premier, situé près des grandes chutes du Kasaï, avait pour capitale Mai Munene et devint rapidement un important marché pour les caravanes en provenance du Kwango ; l'autre était Mwaka Kumbana sur le Loange. Dans ces deux zones, les Lunda se mêlèrent, d'une part, à des immigrants récents, les Pende, et, d'autre part, aux autochtones. Les systèmes politiques qui résultèrent de cette fusion ressemblaient beaucoup moins à l'organisation du Rund central que les systèmes instaurés dans d'autres États lunda. Cela était dû à l'influence politique exercée par les Pende dans la région et au fait que des chefferies pende indépendantes subsistaient dans les environs[41].

Conclusion

En 1800, l'action conjuguée de l'expansion luba et lunda avait assuré la structuration de l'ensemble des savanes d'Afrique centrale, à l'est du Kwango. Ces peuples avaient diffusé, dans toute cette zone, une culture commune, c'est-à-dire une vision du monde commune, des rituels communs, des emblèmes et des symboles communs. Certains objets, comme la coiffure à cornes lunda, se retrouvent du Kwango au Lualuba. Certaines institutions, comme les *mukanda* de garçons, qui existaient depuis 1650 environ à l'ouest du Kwango, se généralisèrent d'abord grâce au Pende, puis par l'intermédiaire des Lunda, tandis qu'au nord elles étaient introduites chez

39. M. Plancquaert, 1971 ; J. K. Thornton, 1981*a*.
40. Les groupes ethniques appelés aujourd'hui Mbala et Ngongo émigrèrent vers le nord à la suite des raids yaka.
41. Kodi Muzong, 1976, p. 268-342.

les Kuba par les Pende[42]. Cette diffusion était en partie facilitée par l'existence des routes commerciales, mais aussi par les raids. La mobilité de la population, liée notamment aux mariages, était étonnamment forte. Du fait que les femmes allaient vivre avec leur mari et que les noms de clan étaient transmis par la mère, la diffusion des noms était considérable. On retrouve ainsi les mêmes noms du Kwango au Kasaï et du Kasaï au Luapula.

D'un autre côté, l'expansion lunda a provoqué de grands ravages. Il ne faut pas sous-estimer la nature militariste des États lunda, ni l'ampleur de la chasse aux esclaves telle qu'elle était pratiquée. S'il est fort probable que les faibles densités de population constatées dans le sud du Kwango et l'est de l'Angola sont en partie imputables à ces activités, il est certain, en revanche, que la concentration de population observée le long du cinquième parallèle, entre le Kwango et le Kwilu, en est la conséquence directe. Cet aspect, joint à la présence d'une culture politique commune du Kwango au Luapula, demeure, pour les habitants de cette vaste région, le legs de ces siècles.

42. J. Vansina, 1983*a*, p. 332-333, et 1978, p. 204-205 ; Kodi Muzong, 1979, p. 136 et 163.

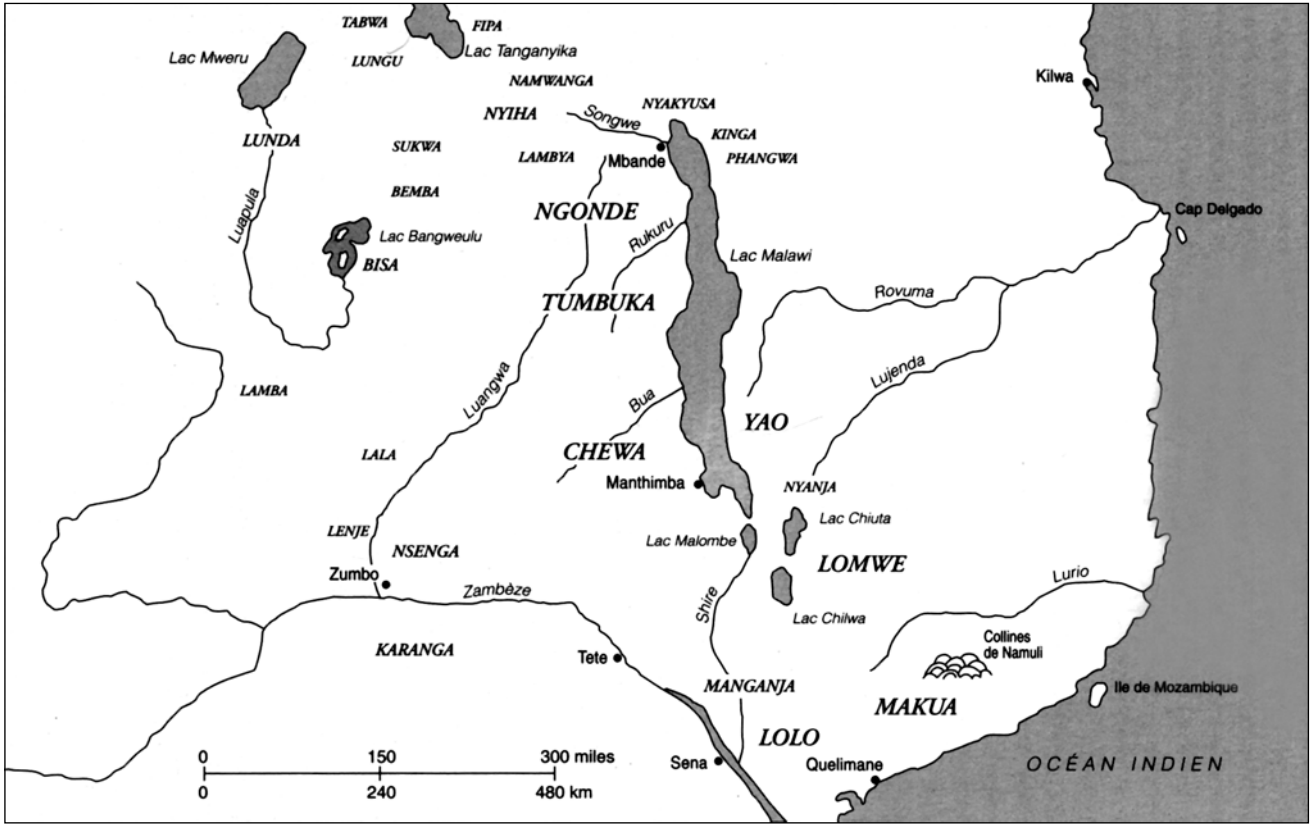
CHAPITRE 21

La Zambézie du Nord : la région du lac Malawi

K. M. Phiri, O. J. M. Kalinga et H. H. K. Bhila

La région étudiée dans ce chapitre est limitée au sud par le Zambèze, au nord par les fleuves Songwe et Rovuma, à l'ouest par le Luangwa et à l'est par l'océan Indien. La partie sud de cette région était dominée par le groupe linguistique des Chewa et par leurs sous-groupes, les Manganja de la basse vallée du Shire et les Nyanja installés à l'extrémité sud du lac Malawi. À l'ouest du territoire chewa vivaient les Nsenga et à l'est le groupe linguistique lolo-makua-lomwe ainsi que les Yao. La partie septentrionale, à l'ouest du lac Malawi, était comprise entre la zone périphérique des Chewa-Tumbuka, située à son sud, et le fleuve Songwe, plus au nord. Trois familles linguistiques occupaient cette zone : les Tumbuka, les Ngonde-Nyakyusa et les Sukwa-Lambya-Nyiha. En 1500, les habitants de la zone sud et les Tumbuka du nord appartenaient tous à cet « ensemble matrilinéaire parlant le bantu du centre » qui s'étendait du sud Zaïre, à l'ouest, jusqu'à l'océan Indien, à l'est. Au cours des siècles qui suivirent, les Tumbuka adoptèrent néanmoins le système patrilinéaire. Les Ngonde-Nyakyusa et les Sukwa-Lambya-Nyiha avaient, quant à eux, une structure patrilinéaire qui datait des tout débuts de leur tradition historique. La région comprend aujourd'hui l'est de la Zambie, la totalité du Malawi et le nord du Mozambique.

Pendant la période qui nous intéresse, la zone sud fut dominée, au cours du XVe siècle, par l'arrivée des Maravi et par l'essor de leurs États dont l'expansion se poursuivit, aux XVIe et XVIIe siècles, jusqu'à englober les Nsenga à l'ouest et les Lolo-Makua-Lomwe à l'est. La population du Nord était organisée, au XVIe siècle, en petits groupes de clans autonomes,



21.1. Ethnies de la région au nord du Zambèze au XVIIIe siècle.
[*Source :* d'après A. D. Roberts, 1973, p. XXV. Carte adaptée avec l'aimable autorisation de Longman Group UK Ltd.]

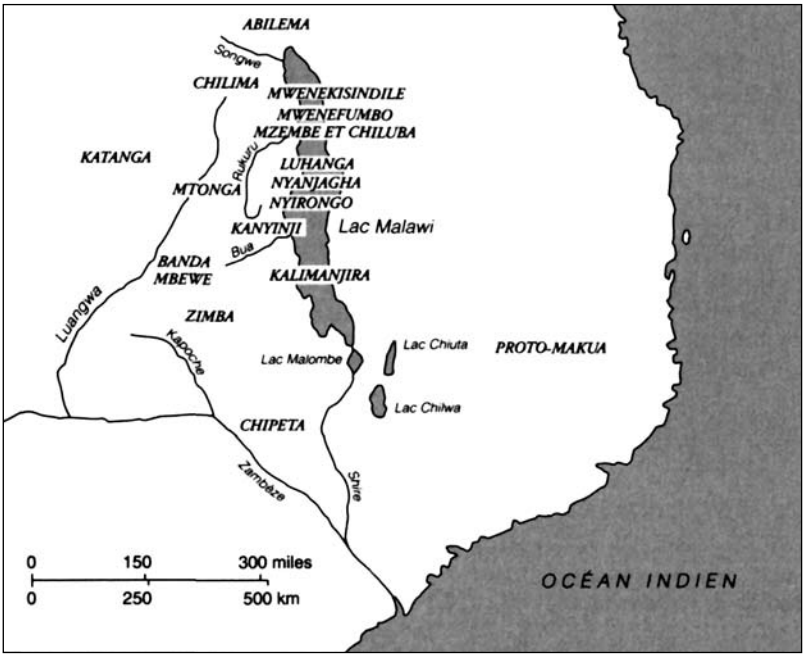
à l'exception des chefferies simbowe et mbale situées respectivement dans la plaine de Karonga et dans la région montagneuse de Phoka. Vers la fin de ce siècle, cependant, un groupe d'immigrants — les Ngulube — fonda les États de Lambya, Ngonde, Chifungwe, Sukwa et plusieurs chefferies nyakyusa. Pendant la même période, l'expansion des Maravi à l'intérieur de la zone périphérique des Tumbuka-Chewa entraîna l'instauration de nouvelles chefferies chewa — notamment celles de Kanyenda, Kabunduli, Kaluluma et Chulu — qui imposèrent leur loi à la population tumbuka : c'est ainsi que prirent naissance, pour l'essentiel, le peuple et la langue tonga. Au XVIIIe siècle, le commerce de l'ivoire constituait un facteur de première importance dans l'une et l'autre zones. La zone sud fut alors marquée par le déclin des États maravi, leur remplacement par de nouveaux États et l'expansion des Yao qui, se répandant à l'extérieur pour commercer, finirent par fonder leurs propres États. Un groupe d'immigrants de la région de Nyamwezi — les Balowoka — vint s'établir parmi les Tumbuka, créant des sphères d'influence économique qui, avec le temps, se transformèrent en entités politiques. Les États anciennement installés au sud du Songwe restèrent cependant à l'écart de ces nouveaux mouvements commerciaux jusqu'au cœur du XIXe siècle.

Longtemps avant le XIe siècle, la région avait connu des vagues successives d'immigration à l'âge du fer et, notamment, celles qui avaient amené les premiers ancêtres de ses modernes habitants bantuphones. L'archéologie nous a beaucoup éclairés sur cette question. Elle nous apprend, par exemple, que la région fut d'abord occupée par une population qui se servait du fer, produisait des aliments et parlait peut-être bantu dès 300 après J.-C. Jusqu'au XIe siècle, ces habitants de l'âge du fer se distinguaient par la fabrication de poteries aussi étroitement apparentées les unes aux autres que celles des Mwavarambo et des Mwamasapa au nord, des Kapeni, Nkope et Longwe au sud[1]. Au XIIe siècle, cependant, ces premières traditions de poterie commencèrent à faire place à de nouveaux styles tels ceux de la poterie mawudzu et luangwa, dont l'apparition a été associée à l'arrivée des premiers ancêtres des peuples bantuphones modernes[2].

Il semble donc que l'arrivée et l'installation de l'actuelle population de langue bantu aient eu lieu à partir de l'an 1200. Les nouveaux arrivants venaient du nord par clans ou par groupes de clans ; une fois dans la région, ils évincèrent ou assimilèrent les agriculteurs et les chasseurs-cueilleurs qui s'y trouvaient.

Au Malawi septentrional, les premiers des habitants bantu actuels formaient principalement une population sans État, en d'autres termes prédynastique. Elle comprenait, entre autres, les clans des Sikwese, Chilima, Silumbu, Simwayi, Namwenes (de la plaine de Karonga), Chiluba, Mzembe Luhanga, Nyanjagha, Nyirongo, Kanyinji et Mtonga, que des immigrants

1. G. Y. Mgomezulu, 1981, p. 450-451 ; K. R. Robinson, 1966, p. 183-188 ; K. R. Robinson et B. Sandelowsky, 1968.
2. G. Y. Mgomezulu, 1981, p. 450-451.



21.2. Groupes prédynastiques du Zimbabwe septentrional (d'après K. M. Phiri et O. J. M. Kalinga).

ultérieurs plus puissants s'efforcèrent avec plus ou moins de bonheur d'organiser en États.

En Zambie orientale, à l'est du Luangwa, les ancêtres des actuels habitants bantuphones étaient, dit-on, les Katanga. Plus à l'est, dans le Malawi central, ils comprenaient un certain nombre de clans que l'on a désignés sous le terme assez vague de « proto-Chewa », notamment appliqué aux clans banda, mbewe et zimba qui se réclamaient originaires de cette zone. Dans la tradition orale, les proto-Chewa sont parfois appelés les *Kalimanjira* (ceux qui ouvrent la voie) pour avoir débarrassé le pays des semi-nomades qui l'occupaient auparavant, les Batwa et les Kafula. Dans certaines parties centrales du Malawi, leur nom est aussi associé à un mythe de création locale selon lequel l'homme et tous les oiseaux malawiens qui l'entourent auraient été créés sur la montagne de Kapirintiwa, à la frontière du Malawi et du Mozambique occidental[3].

On ne peut, en revanche, être aussi affirmatif en ce qui concerne les origines et la formation des communautés lolo-makua-lomwe et yao

3. Les principales sources concernant les interactions entre les ancêtres des Bantu de l'époque actuelle et les premiers habitants de cette région sont les suivantes: H. L. Vail, 1971, 1972*a* et *b*, 1974; H. W. Langworthy, 1969*b*; H. M. Phiri, 1975*b*; A. J. William-Myers, 1978*b*.

du Mozambique septentrional. Aucune tradition n'indique clairement la façon dont elles occupèrent les territoires qui sont les leurs aujourd'hui. Cela tient sans doute au fait qu'ayant investi leur pays il y a de nombreux siècles, elles ont depuis longtemps perdu le souvenir de leurs origines exactes. Au début du XVI[e] siècle, les Lolo occupaient déjà le sud-ouest du Mozambique septentrional, tandis que les Makua et d'autres groupes de langue lomwe habitaient la côte qui fait face à l'île de Mozambique ainsi que l'arrière-pays jusqu'aux hautes terres de l'Ouest. Le pays des Yao se trouvait au nord-ouest de celui des Makua, entre le fleuve Rovuma au nord et le Lujenda au sud[4].

Dans la zone nord, les premiers habitants parlant le bantu moderne dont on ait gardé la trace s'établirent dans un territoire compris entre le fleuve Songwe et le cours méridional du Rukuru. Ils se composaient des clans sikwese, chilima, mwenekisindile et mwenefumbo, installés dans les plaines de Chipita et de Karonga, ainsi que des clans mzembe et chiluba de la région montagneuse de Phoka au sud-est de Karonga. Ils provenaient, affirment leurs traditions, de la rive nord-ouest du lac Malawi et sont peut-être apparentés aux Abilema dont on pense qu'ils vécurent dans l'Unyakyusa avant que ne s'y établisse la lignée des Lwembe[5]. Cependant, peu de temps après, des groupes de nouveaux arrivants qui, dans la plupart des cas, étaient plus puissants que les clans déjà en place, commencèrent aussi à s'infiltrer dans la région. Ils comprenaient, notamment, les Simbowe qui occupèrent la plaine de Karonga et les Mbale qui investirent la région de Phoka. Eux aussi venaient du nord, les Mbale affirmant être partis d'une zone située au sud du lac Victoria pour émigrer dans la région du lac Malawi.

C'est probablement au XIV[e] siècle que se produisit la migration des Mbale vers les hautes terres de Phoka. Les nouveaux immigrants étaient d'excellents fondeurs de fer et ils n'eurent aucun mal à établir des relations de bon aloi avec les autochtones mzembe et chiluba, dont ils devinrent tributaires pour l'approvisionnement en denrées agricoles et, du moins en partie, en charbon dont ils avaient besoin pour leurs fours. De leur côté, les Mzembe et les Chiluba dépendaient des Mbale pour la fabrication des armes et des outils agricoles en fer[6]. Il semble donc qu'il y ait eu une migration générale

4. L'histoire orale du Mozambique septentrional n'a pu faire l'objet de recherches sur le terrain avant 1975 en raison des luttes de libération nationale qui s'y déroulaient. L'état des choses est probablement différent aujourd'hui, le Centro de Estudos Africanos de Maputo travaillant actuellement à redresser la situation. Par ailleurs, les traditions historiques des Yao du Malawi ont fait l'objet d'un recensement systématique. Voir K. Lapukeni, P. Rashid, N. Kumwembe et J. B. Webster, 1978; K. M. Phiri, M. Vaughan et D. Makulini, 1978; R. B. Misomali, G. Mkondiwa et H. K. Bhila, 1978; Y. B. Abdallah, 1919*a;* L. D. Soka, 1953; E. A. Alpers, 1975*a*. Les Yao, selon leurs propres traditions, proviennent de la région du « mont Yao », entre les fleuves Rovuma et Luambala. Alpers affirme que les Makua se répandirent dans d'autres régions du nord du Mozambique à partir des monts Namuli situés au cœur du Mozambique septentrional.

5. M. Wilson, 1958. Pour un résumé des traditions concernant les migrations de la population de langue bantu moderne vers les plaines de Chipita et de Karonga, voir O. J. M. Kalinga, 1985.

6. K. Msiska, 1978*a* et *b*.

vers le sud qui suivit principalement le couloir qui sépare le lac Tanganyika du lac Malawi. Il est même probable qu'une partie de ces migrants s'enfonça davantage encore vers le sud, dans le centre du Malawi ou la zone de langue chewa.

Entre la région de Phoka, au nord, et celle des Chewa, au sud, vivaient divers clans de langue tumbuka. La plaine de Nkamanga ainsi que les vallées de Henga et de Kasitu avaient pour principaux occupants les Luhanga, les Kachali, les Nyirongo, les Mtika et les Nyanjagha. Certains de ces groupes semblent s'être répandus, vers l'est, aussi loin que sur les rives du lac et, vers l'ouest, jusqu'à la vallée du Luangwa, dans ce secteur de l'est de la Zambie qu'on appelle aujourd'hui le district de Lundazi[7]. Les Nsenga, habitants actuels de cette région, semblent s'être cristallisés en « tribu » sous l'effet d'influences réciproques entre lignées tumbuka, arrivant de l'est, et immigrants apparentés aux Luba-Lunda venus, eux, de l'ouest. Ils utilisent une langue qui est proche du tumbuka et partagent avec les habitants du Tumbukaland des noms de clan identiques. Aux XVIIIe et XIXe siècles, ils servirent en quelque sorte de pont entre les Tumbuka à l'est et les Bisa à l'ouest.

Ainsi donc, avant une date qui se situe aux alentours de 1500, toute la région s'étendant du fleuve Songwe, au nord, jusqu'au Zambèze, au sud, se trouva, à quelques enclaves près, dotée d'une organisation politique où prédominaient les communautés de petite taille. Chacun des différents groupes était composé de chefferies territorialisées, l'autorité reposant sur une hiérarchie à deux niveaux. Le pivot de cette forme d'organisation politique était le chef local, représentant de l'autorité suprême dans un secteur donné. Muni de ces pouvoirs, il exerçait son autorité sur un groupe de villages étroitement apparentés entre eux et structurés en fonction du lignage, le sien propre étant généalogiquement le plus ancien. À la communauté de villages dont il était ainsi entouré le chef rendait des services d'ordre religieux, judiciaire ou militaire et il bénéficiait en retour de la fidélité et de la soumission de tous les siens.

Bien que politiquement et parfois physiquement divisée en sphères d'influence liées aux ethnies ou aux clans, la région du lac Malawi jouissait d'un certain degré de cohésion sociale et religieuse. C'est notamment l'appartenance religieuse qui assurait la cohésion au sein des différents groupes sociolinguistiques et entre eux. En effet, dans la majeure partie de cette région, l'activité religieuse se manifestait aussi bien au niveau local qu'au niveau territorial. Tandis qu'au niveau local son rôle était d'assurer le bien-être moral et matériel de la population, au niveau territorial, elle devait favoriser la coopération culturelle et écologique[8].

Pour la plupart des habitants de cette partie de l'Afrique, la vie religieuse impliquait, outre la vénération des ancêtres et la possession par

7. H. L. Vail, 1972*b*.
8. Cette théorie est fermement défendue par T. O. Ranger, 1973, et par M. J. Schoffeleers, 1979*a*, p. 6-23.



21.3. Masque utilisé par la société secrète Nyau, institution la plus révérée des peuples chokwe et maravi.
[© K. M. Phiri.]

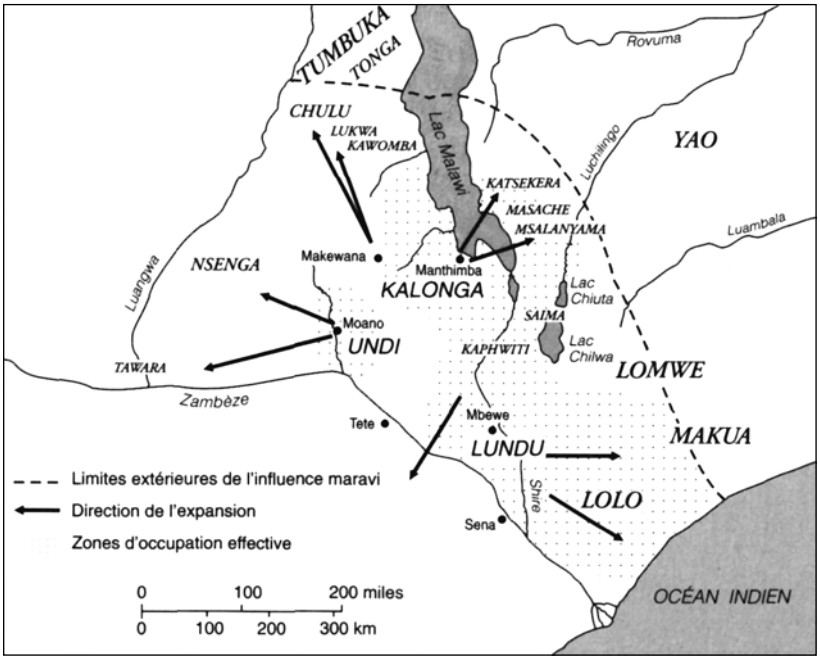
les esprits, l'art des faiseurs de pluie et la pratique de la sorcellerie. Chez les peuples de langue chewa, par exemple, le rôle de la société secrète Nyau était extrêmement important car elle permettait d'exprimer et de théâtraliser les mythes ethniques de la création, le code moral, etc. Ce qu'on mettait en scène, lors d'une représentation nyau, c'était notamment l'interdépendance entre le monde naturel et celui de l'esprit, ainsi que le mythe chewa de la création selon lequel, au tout début, hommes, animaux et esprits vivaient en harmonie. Mais la principale manifestation de la vie religieuse territoriale était constituée par les cultes de la pluie. Couvrant de vastes secteurs, un certain nombre de ces cultes étaient consacrés à un dieu ou à un esprit reconnus sur toute la surface du territoire et relevaient d'une élite composée de prêtres et de fonctionnaires. Les cultes chikha-n'gombe et chisumphe, propres aux Tumbuka et aux Chewa, appartenaient à cette catégorie.

Il a été démontré qu'au moins à l'intérieur de la région à structure matrilinéaire s'étendant de la zone périphérique des Tumbuka-Chewa, au nord, jusqu'à la vallée du Zambèze, au sud, il existait un très haut degré d'interaction et de chevauchement entre les divers cultes religieux territoriaux. D'un bout à l'autre de cette région, la divinité était représentée de la même manière. Chez les Tumbuka et les Chewa, par exemple, elle avait la configuration physique d'un serpent, était assimilée à la puissance masculine et jouissait des services de plusieurs épouses. De même, les fonctionnaires voués à son service étaient en état de possession et on les isolait, partout de façon identique, en raison de leur rôle singulier à l'intérieur de la société. Notant ces similitudes de structures entre les divers cultes de la pluie au nord du Zambèze, Schoffeleers a émis l'hypothèse que les différents cultes du Malawi, du Mozambique et du Zimbabwe provenaient peut-être d'un tronc culturel commun[9]. Quoi qu'il en soit, il reste que la religion constitua alors un important moyen de communication et d'interaction entre des peuples qui autrement eussent été politiquement divisés.

Chez les Chewa et les peuples apparentés de la zone sud, les vagues structures politiques qui prévalaient avant 1500 furent considérablement transformées ou modifiées par l'émergence des États maravi au début du XVIe siècle et par leur expansion jusqu'au cours du siècle suivant[10]. Aux XVIe et XVIIe siècles, ce sont donc les Maravi qui dominaient l'histoire politique de la Zambézie du Nord tout comme, aux XVe et XVIe siècles, l'État mutapa dominait celle de la Zambézie du Sud.

9. M. J. Schoffeleers, 1979*a*, p. 22-23. Voir également H. L. Vail, 1979; M. J. Schoffeleers, 1979*b*. Sur les aspects religieux du Nyau, voir M. J. Schoffeleers, 1976; N. E. Lindgren et M. J. Schoffeleers, 1978.

10. La seule preuve permettant de dater l'arrivée des Maravi dans la région du lac Malawi est de nature archéologique. Les dates que donne le carbone 14 utilisé sur les sites d'occupation maravi qui ont été fouillés se situent entre 1420 et 1480, ce qui permet de penser que ce peuple a fait son apparition au XVe siècle. Voir K. R. Robinson, 1972, p. 61-63; M. J. Schoffeleers, 1973, p. 48-53. Le Dr M. D. D. Newitt (1982, p. 47-48), cependant, est d'avis que les Maravi n'occupèrent pas les rives du bas Zambèze avant le début du XVIe siècle.



21.4. L'expansion maravi vers 1650 (d'après K. M. Phiri).

Tout le monde s'accorde aujourd'hui à penser que les Maravi étaient un groupe d'immigrants originaires de la région de Luba, dans le sud-est du Zaïre, et que c'est à partir de l'ouest qu'ils pénétrèrent dans le Malawi central après avoir traversé l'immense plateau du nord-est de la Zambie. Ayant atteint l'extrémité sud du lac Malawi, ils s'y établirent et ne tardèrent pas à imposer leur loi à la population proto-chewa qui occupait la région. Après y avoir affermi leur assise, ils se lancèrent dans une campagne d'expansion territoriale, s'appropriant toute la moitié inférieure de la région du lac Malawi. Ils instaurèrent ainsi une confédération d'États qui, dès le début du XVII[e] siècle, incluait la plus grande partie de la Zambie orientale, le centre et le sud du Malawi ainsi que le nord du Mozambique. C'est ainsi qu'ils en vinrent à exercer une influence politique et militaire sur une vaste région.

L'apparition de l'État maravi reste cependant un phénomène sur lequel les historiens de la Zambézie du Nord sont loin d'avoir fait toute la lumière. Personne ne peut dire au juste comment cet État s'est constitué ni grâce à quels facteurs il s'est imposé dans la région.

Selon une hypothèse, les Maravi envahirent le pays déjà structuré en groupes et, comme ils disposaient de tous les symboles du pouvoir organisé, ils mirent cet avantage à profit pour s'imposer en tant que classe dominante à ce qui devait être alors une population autochtone sans organisation éta-

tique[11]. Cette théorie, qui insiste sur les origines extérieures de la royauté et des institutions politiques maravi, minimise peut-être l'imbrication complexe des idéologies et des pratiques respectives des autochtones et des immigrants ainsi que les conséquences possibles de ce phénomène sur la formation des États de la région. Andrew Roberts, par exemple, soutient que même si, dans certaines parties de l'Afrique tropicale, les invasions et les conquêtes ont pu être des moments décisifs dans la création des États, il reste aussi aux historiens à s'interroger, au sujet de la prise de pouvoir par les nouveaux arrivants, sur le rôle joué par les techniques et les idées qu'ils apportaient avec eux[12]. Et d'imaginer alors ce qui se serait passé dans une société socialement et économiquement différente où un groupe disposant d'idées et de techniques pouvant servir à l'exploitation efficace de l'environnement naturel ou à la résolution d'anciens conflits ou de querelles ancestrales se serait trouvé, du même coup, en position de dominer les autres.

D'autres théories ont eu la faveur de divers auteurs. L'une d'elles met en relief le rôle des facteurs démographiques. Agnew, par exemple, parle d'une dynamique géographique — fertilité du sol, pluviosité adéquate, subsistance assurée — qui, depuis les temps les plus anciens, aurait entraîné sur la bordure ouest du lac Malawi une concentration de population plus forte que dans les régions avoisinantes situées à l'est ou plus à l'ouest. C'est cet accroissement de population et le caractère excédentaire de la production qui auraient favorisé l'instauration et le développement du pouvoir dynastique[13].

Une autre hypothèse fait intervenir le facteur commercial en soutenant que la formation d'un État au XVe ou au XVIe siècle à l'extrémité méridionale du lac Malawi a répondu à la nécessité d'avoir un pouvoir capable de contrôler l'essor du commerce de l'ivoire empruntant les voies navigables du réseau Shire-Zambèze entre la rive sud du lac et la côte est de l'Afrique. L'argument consiste à dire que ce fut en exerçant leur contrôle sur la croissance de ce commerce que les premiers *kalonga* (nom donné aux chefs suprêmes maravi) accrurent leur pouvoir[14].

Enfin, il y a l'hypothèse controversée selon laquelle l'État maravi serait le produit, hors toute dialectique, de l'interaction entre le groupe des nouveaux venus maravi-phiri et les habitants autochtones proto-chewa. À ce sujet, les traditions orales chewa précisent en particulier comment, après

11. Cette théorie a été avancée pour la première fois par R. A. Hamilton (1955*a*, p. 21). Une étude sérieuse des traditions orales chewa l'amena à la conclusion qu'une transformation politique de première importance s'était produite au XIVe ou au XVe siècle et qu'un groupe d'envahisseurs politiquement structuré et connu sous le nom de clan de Phiri se superposa alors à une population implantée depuis longtemps mais insuffisamment organisée. Depuis lors, cette théorie a été reprise par plusieurs auteurs, dont M. G. Marwick, 1963, p. 377-378; M. J. Schoffeleers, 1972*a*, p. 96-99.
12. A. D. Roberts, 1976, p. 84.
13. S. Agnew, 1972, p. 32-33.
14. E. A. Alpers, 1975*a*, p. 46-49.

une phase initiale de conflit, furent établies les modalités d'une relation acceptable, suivant laquelle les envahisseurs maravi-phiri auraient exercé le pouvoir dans le pays tandis que les autochtones proto-chewa auraient été les « propriétaires du sol »[15]. Quant à ce qui aurait pu pousser les autochtones à accepter de se soumettre à l'autorité des immigrants, il est permis de supputer que ce fut peut-être la force de l'organisation maravi fondée sur les liens de parenté. Aux époques ultérieures, en effet, ce fut elle qui permit de cimenter l'unité des diverses subdivisions maravi lors de leur dispersion.

La tradition orale, principale source d'information sur l'histoire ancienne de la région, est assez pauvre sur les circonstances exactes de la création de l'État maravi. Elle rapporte simplement que sous la conduite du *kalonga* Chidzonzi, qui était à la tête du lignage royal phiri le plus ancien, les Maravi fondèrent leur premier royaume autour de Mankhamba et de Manthimba, au sud-ouest du lac Malawi. Le *Kalonga* installa son quartier général à Manthimba ou Maravi et choisit le village de Mankhamba (qui existait probablement avant l'arrivée des Maravi) comme centre religieux du royaume. Par ailleurs, il s'entoura de fonctionnaires qui l'assistaient dans l'administration de l'État, notamment du commandant de l'armée, *khombe*, du bourreau public, *mkomba*, et du responsable du partage des terres, *mgawi*. En outre, selon les sources écrites portugaises, Manthimba serait devenu un centre commercial et politique important au plus tard au XVII[e] siècle. D'après un témoin, c'était en 1624 un lieu très peuplé, à moins de 3 kilomètres du lac, qui avait établi des relations commerciales fructueuses avec des marchands portugais de Tete, une ville sur le Zambèze[16].

La tradition orale constitue aussi le seul témoignage des mécanismes institutionnels qui assuraient la cohésion de l'État du Kalonga. L'un d'entre eux était le culte de *mlira*. Une fois par an, vers le mois de septembre, des chefs de plusieurs lignages royaux phiri étaient invités à Manthimba pour la vénération rituelle de *mlira*, l'esprit du grand *kalonga* Chinkhole qui avait amené leurs ancêtres dans le pays lors de la migration en provenance du nord. Cette cérémonie se terminait par le brûlage de la brousse de Manthimba, qui s'étendait sur une distance considérable le long du lac, de Mankhamba au sud jusqu'aux berges de la Chilua au nord. On estime que ce rituel était une manifestation extérieure du culte de la royauté et un facteur d'intégration important à l'intérieur de l'État maravi. Un autre élément aussi fondamental pour l'unité du royaume était la façon dont les postes publics étaient attribués. On dit que le *Kalonga* avait nommé certains chefs de clans à de hautes fonctions dans son État : les Banda, un grand clan proto-chewa, étaient les gardiens (*amatsano*) du sanctuaire du

15. M. J. Schoffeleers, 1973, p. 47-60 ; K. M. Phiri, 1975*a*, p. 47-51 ; M. J. Schoffeleers, 1979*a*, p. 147-161.

16. Il s'agit de Luiz Marianno, résident portugais de Sena en 1624. Ses observations sur l'état de « l'Empire maravi » à cette époque sont résumées dans J. Batalha-Reis, 1889.

Kalonga à Mankhamba, tandis que les Mwale, sous la conduite du *khombe*, commandaient les guerriers du *Kalonga*. Les traditions à cet égard soulignent clairement l'influence des chefs de clans n'appartenant pas aux Phiri ou aux Maravi dans les décisions concernant la propriété foncière, la distribution des richesses et la guerre[17].

La capacité du *Kalonga* à mener personnellement les affaires de son royaume a peut-être commencé à diminuer vers le dernier quart du XVIe siècle, lorsque l'expansion de l'État s'amorça. Celle-ci fut réalisée par des chefs de jeunes lignages phiri. Ils furent envoyés hors de la région de Manthimba-Mankhamba, vers les territoires voisins. Mpinganjila fut détaché à l'est, dans les terres contiguës à la rive est du haut Shire. Nyangu partit vers le sud pour occuper le pays situé sur la rive ouest du haut Shire. Changamire s'empara de la région correspondant à l'actuelle Kirk Range, à l'ouest de Manthimba et Chauma s'installa au nord-ouest de Mankhamba tandis que Chinsamba prit possession du pays au nord de la région de Manthimba-Mankhamba. L'ensemble des territoires contrôlés par le *Kalonga* et ces chefs subordonnés formèrent le noyau central de la confédération maravi tout au long de son évolution au XVIIe siècle.

L'expansion des Maravi se fit aussi par le truchement de l'envoi des parents les plus âgés du *Kalonga* vers des terres lointaines au sud et au sud-ouest de cette région. Ce détachement était peut-être un geste calculé de la part des premiers *kalonga* afin d'éloigner d'éventuels prétendants au trône de Manthimba. Kaphwiti et Lundu émigrèrent dans la vallée du bas Shire et la colonisèrent. Kaphwiti, l'aîné des deux, eut d'abord toute la vallée sous son autorité, puis il perdit une grande partie de son pouvoir au profit de Lundu. La suprématie de Kaphwiti fut, du reste, de courte durée. Elle avait été mystérieusement ébranlée dès 1572, puisqu'on rapporta alors que Lundu gouvernait la plus grande partie de la vallée, de la cataracte de Mamvera ou Murchison, au nord, jusqu'au confluent du Zambèze et du Shire au sud. Le désir de contrôler le commerce de l'ivoire de Sena avec les Portugais explique probablement l'élargissement de la zone d'influence de Lundu, tout comme il peut avoir mené au déclin des Kaphwiti qui furent par la suite coupés de ce commerce[18].

Ce fut le *Lundu* qui, après s'être imposé dans la vallée du bas Shire, organisa l'expansion des Maravi vers l'est, dans les pays Lolo et Makua. Leur pénétration dans cette partie du nord du Zambèze commença au milieu du XVIe siècle. D'après l'analyse linguistique de l'histoire de Nurse, les Maravi ou Chewa présents dans cette région du nord du Mozambique et les Lolo et les Makua auraient commencé à être confrontés les uns aux autres vers 1560 au plus tard[19].

17. I. Linden, 1979, p. 188-193; K. M. Phiri, 1975*a*, p. 52-55; S. J. Nthara, 1968 (1re éd. 1948), p. 17-24.
18. Pour un compte rendu des positions relatives occupées par le *Kaphwiti* et le *Lundu* dans la vie politique précoloniale de la vallée du bas Shire, voir H. H. K. Bhila, 1977. L'expansion du royaume du *Lundu* fait l'objet d'une étude exhaustive dans J. dos Santos, 1901. Voir également E. A. Alpers, 1968, p. 20-22; M. J. Schoffeleers, 1968, p. 143-159.
19. G. T. Nurse, 1977, p. 126.

L'invasion et la conquête maravi du pays Lolo-Makua tenaient d'abord en grande partie au fanatisme des guerriers du *Lundu*, que certains historiens de l'Afrique orientale ont identifiés aux célèbres pillards zimba de la fin du XVIe siècle[20]. S'ils ont raison, le *Lundu* doit avoir engagé une armée mercenaire composée d'habitants farouches de la région située à l'ouest de la vallée du bas Shire[21]. Selon dos Santos, les Zimba étaient venus dans cette région avant de partir pour Sena où ils dispersèrent les Portugais et leurs alliés africains en 1592. Ils traversèrent ensuite le Mozambique du Nord et saccagèrent les villes de Kilwa et de Mombasa. Ce n'est qu'à leur arrivée à Malindi, au nord de la côte du Kenya, qu'ils furent vaincus par une alliance entre les habitants swahili de la ville et les Segeju, un peuple de l'arrière-pays qui était en bons termes avec le sultan de Malindi[22].

Par ailleurs, le succès des guerriers du *Lundu* à l'est venait aussi de ce que les groupes lolo et makua n'avaient pas d'État. On a dit des Lolo en particulier qu'ils « n'avaient jamais été brillants ou importants et ne semblaient pas vouloir l'être ». Leur système politique était morcelé. Les fonctions gouvernementales étaient assumées par des chefs de village assistés par des conseils d'anciens. Ensemble, ils prenaient des décisions concernant toutes les affaires militaires, judiciaires et religieuses de leurs collectivités. Comme les Lolo, les Makua étaient également dotés d'un système politique peu cohérent, mais des lignages appartenant à un même clan se réunissaient parfois dans les moments difficiles sous la conduite de l'autorité lignagère la plus puissante. Sous cette impulsion et par suite de la pression exercée par les Portugais, des chefferies importantes se formèrent au sein des Makua de la côte à la fin du XVIe siècle[23].

Les guerriers du *Lundu* vainquirent cependant les Lolo et les Makua et les réunirent dans un État vassal que les habitants portugais du bas Zambèze appelaient « Bororo ». Dans cet État conquis, sur lequel on est mieux informé que sur n'importe quel aspect de l'histoire des Makua-Lolo avant 1800, les Maravi créèrent plusieurs chefferies pour gouverner leurs sujets, dont certains devinrent des vassaux de second rang. Politiquement, il était indiqué pour beaucoup de Makua de revendiquer des origines maravi. Culturellement, toutefois, une large synthèse des coutumes et des traditions des Maravi et des Makua s'opéra, surtout dans la région de Quilimane[24].

Ainsi, au début du XVIIe siècle, le *Lundu* gouvernait un vaste territoire au nord du Zambèze, allant du bas Shire à l'ouest et presque jusqu'à l'océan

20. N. J. Hafkin, 1973, p. 10-14.
21. Schoffeleers (1980, p. 15-19), cependant, suggère que les Zimba pourraient venir de la rive méridionale du Zambèze d'où les guerres d'expansion coloniale portugaises les auraient dispersés entre Sena et Tete.
22. J. dos Santos, 1901, p. 290-304.
23. On trouvera la meilleure description du système politique des Lolo et des Makua au XVIe siècle dans J. dos Santos, 1901, p. 308. Maviamuno et Mauruka sont des exemples de puissants chefs makua ayant fait leur apparition à l'époque, leurs relations avec les Portugais sont étudiées de façon exhaustive par E. A. Alpers, 1975*a*, p. 14-85.
24. N. J. Hafkin, 1973, p. 15-22.

Indien à l'est. Non seulement il passait pour être la « personne la plus puissante dans l'Empire maravi après le *Kalonga* », mais ses guerriers descendaient de temps en temps jusqu'à la zone makua de la côte pour piller des colonies portugaises[25].

Le *Lundu* assurait la cohésion de son vaste royaume avec l'aide de généraux et de vassaux loyaux, issus de jeunes lignages au sein de son clan royal. En outre, son État possédait une assise économique puisque les différents peuples qui le composaient vivaient du sel, du fer et des tissus de coton (*machila*) produits par les sujets manganja du *Lundu* dans la basse vallée du Shire. La religion des Manganja constituait un autre facteur d'unification de l'État. Fondée sur le culte de Mbona, dont le sanctuaire principal était à Khulubvi dans la basse vallée du Shire, sa théologie renfermait de nombreux éléments traduisant l'indignation du peuple devant l'abus du pouvoir royal et de ses prérogatives. Le culte officiel de la souveraineté du *Lundu* trouva donc de nombreux adeptes à travers un grand territoire s'étendant du berceau du royaume du *Lundu*, dans la basse vallée du Shire, au delta du Zambèze, sur la côte orientale[26].

Le prestige considérable dont jouissait le *Lundu* dans la partie orientale de la confédération maravi ne fut pas unanimement reconnu. Le *Kalonga*, qui, lui, était maître d'un vaste territoire au sud-est du lac Malawi et à l'est du haut Shire, commença à éprouver de vives inquiétudes devant son pouvoir croissant. Ainsi, entre 1620 et 1640, l'expansion des Maravi à l'est fut entravée par les violentes rivalités internes survenues entre le *Kalonga* et le *Lundu*[27]. Plus tard, les conquêtes maravi se déplacèrent de l'est vers le sud-ouest. Dans cette dernière région, Undi établit alors son propre royaume qu'il élargit par la suite, comme l'avait fait le *Lundu* dans le bas Shire et plus à l'est.

D'après une version des traditions relatives à la création du Royaume d'Undi, le *Kalonga* aurait envoyé le fondateur occuper les plaines sablonneuses voisines du pays Nsenga. Une autre interprétation suggère cependant que le départ d'Undi vers le sud-ouest aurait été provoqué par un conflit important au sein du clan phiri au pouvoir à Manthimba[28]. La seconde version semble plus fiable car la plupart des traditions à ce sujet veulent qu'Undi ait quitté Manthimba avec un grand nombre de compagnons après une querelle avec le *Kalonga* suscitée, notamment, par des questions de succession politique et de partage des tributs.

À l'ouest, Undi et ses gens réussirent à coloniser la région longeant la rivière Kapoche, un affluent du Zambèze. À partir de là, ils étendirent ensuite les limites de leur nouveau royaume jusqu'au confluent du Zambèze et du Luangwa. Là, les guerriers d'Undi entrèrent en conflit avec les Tawara

25. M. Barreto, 1899, p. 475 ; E. Axelson, 1960, p. 132-133.
26. E. A. Alpers, 1975*a*, p. 25-26 ; E. C. Mandala, 1977, p. 39-41 ; M. J. Schoffeleers, 1972*b*, p. 76.
27. R. A. Hamilton, 1954 ; E. A. Alpers, 1975*b*, p. 517.
28. H. W. Langworthy, 1969*a*, p. 148-163 ; K. M. Phiri, 1977, p. 9.

sur le Zambèze et les Nsenga sur la rive du Luangwa inférieur. Cependant, les avis sont partagés sur l'étendue exacte de la domination des Maravi sur les Nsenga à cette époque.

Les historiens qui étudient la question du point de vue du Malawi affirment en général que le premier événement important de l'histoire des Nsenga fut cette invasion de leur pays par Undi et ses guerriers au milieu du XVIIe siècle. Cette attaque aurait été menée par Chimwala, le neveu classificatoire d'Undi, et aurait eu pour but, à l'origine, d'assujettir Mundikula, alors à la tête du clan nsenga le plus grand et le plus important, à savoir celui des Mwanza. Cependant, d'après William-Myers, l'un des rares chercheurs à avoir envisagé la question du point de vue zambien, les trois quarts environ des Nsenga de la rive est du Luangwa se sont trouvés, à un certain moment du début de leur histoire, dans une position de dépendance vis-à-vis d'Undi. On peut en conclure que pendant ses phases d'expansion, l'État d'Undi renfermait souvent plusieurs chefferies nsenga, mais même alors, ce phénomène ne touchait pas tous les Nsenga en tant que tels. Aucune tradition ne mentionne, par exemple, que les Nsenga du Sud-Ouest, près de Feira en Zambie, aient fait partie de « l'empire » d'Undi[29].

Quoi qu'il en soit, il reste à savoir comment et jusqu'à quel point Undi a pu s'assurer un pouvoir politique sur les Nsenga. La thèse traditionnelle soutient qu'avec ses subordonnés, ils eurent recours à la violence et créèrent des relations de parenté perpétuelle, suivant lesquelles les chefs nsenga vaincus étaient reconnus comme « fils » ou « neveux » des chefs maravi. Une thèse plus convaincante a cependant été avancée, à savoir que le commerce et la famine ont sans doute joué un rôle crucial dans l'extension de l'influence d'Undi sur les peuples voisins. Il a été prouvé qu'il jouissait d'une grande autorité auprès des marchands portugais de Tete, ce qui lui permettait d'avoir, indirectement, une certaine emprise sur les négociants des États voisins. Par ailleurs, les chefferies nsenga le long de la vallée du Luangwa souffraient d'une famine endémique et leurs habitants venaient souvent chercher de l'aide dans le territoire d'Undi, plus fertile que le leur. Le contrôle ainsi que la réglementation du commerce et du secours aux victimes de la famine plaçaient Undi dans une position extrêmement forte par rapport aux peuples et aux États voisins[30].

En outre, tout porte à croire qu'Undi et ses parents royaux permirent aux chefs nsenga sous leur emprise de gérer les affaires de leurs clans et de leurs régions tant qu'ils envoyaient un tribut sous forme d'ivoire et d'esclaves aux quartiers généraux d'Undi sur la Kapoche. Néanmoins, à partir de l'époque de la conquête, les Maravi adoptèrent le système nsenga de chefferies et l'adaptèrent à leurs propres coutumes. Ceci explique que les principales

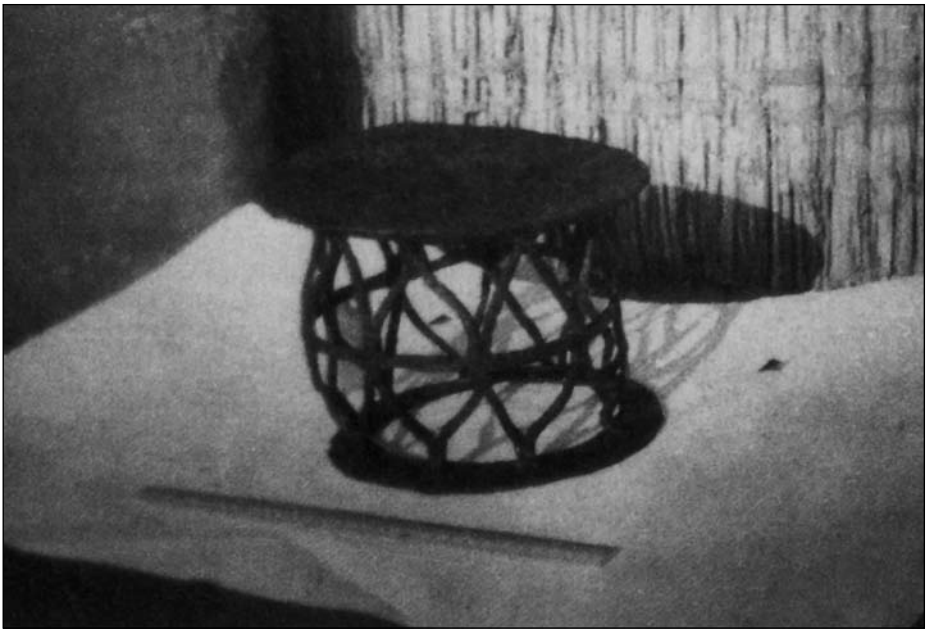
29. Parmi les sources qui montrent le point de vue maravi, citons E. H. Lane-Poole, 1934, p. 39-41 ; H. W. Langworthy, 1969*a*, p. 215-216. Une opinion très intéressante sur le sujet est celle de A. J. William-Myers, 1978*a*.

30. G. M. Theal, 1899-1903, vol. III, p. 480-481 ; J. D. Clark, 1965, p. 276-280.

lignées des Mundikula (ou Kalindawalo), Chimfombo et Chifuka affirment qu'Undi les avait autrefois nommés chefs.

Les Maravi et leurs associés chewa essaimèrent aussi vers le nord, jusqu'au pays Tumbuka. Parmi les chefs princiers d'origine maravi qui émigrèrent dans cette direction, on peut citer Chulu, Kaluluma, Kanyenda et Kabunduli. Leur présence dans cette région entraîna la création de groupes sociolinguistiques mixtes, parmi lesquels les Tonga des districts de Khota-Khota et de la Nkhata-Bay sont les plus caractéristiques.

Chulu et Kaluluma, par exemple, pénétrèrent dans la région du sud du Tumbuka, connue sous le nom de Chimaliro, et dans les plaines environnantes. Ils y rencontrèrent un groupe tumbuka, indépendant du point de vue économique mais peu organisé sur le plan des institutions. La coopération politique ou militaire entre les différents clans tumbuka — Zimba, Kanyinji, Nyirongo, Mtonga, etc. — était réduite. La façon dont Chulu et Kaluluma prirent le pouvoir sur une population parlant essentiellement tumbuka fait cependant l'objet d'interprétations divergentes dans les traditions orales des Chewa et des Tumbuka. En ce qui concerne Kaluluma, les légendes chewa affirment que les Tumbuka l'avaient à l'origine bien accueilli, de même que ses compagnons. Plus tard, ils décidèrent toutefois de s'insurger contre lui mais il les écrasa dans la bataille qui s'ensuivit. La version des Tumbuka, elle, est plus élaborée. Elle rapporte que les chefs tumbuka donnèrent la permission à Kaluluma de s'installer dans la région en tant qu'homme du



21.5. Le tabouret royal en fer du chef Kanyenda de Khota Khota au Malawi central, probablement du XVIIe siècle.
[Muséum de Malawi, Blantyre.]

peuple. Cependant, peu de temps après, il se mit à parcourir les villages tumbuka, obligeant tout le monde à le reconnaître pour chef et forçant les chefs tumbuka à l'aider à porter la meule (*mphelo*) sur laquelle son tabac à priser préféré était moulu. En signe de protestation, les Tumbuka essayèrent de le chasser mais il résista et les vainquit[31].

Ces traditions suggèrent que les Tumbuka, ignorant l'institution du chef territorial, voulurent résister aux premières tentatives que les Maravi firent pour la leur imposer. Il est possible aussi que le conflit ait eu une origine économique. En effet, comme les Chewa étaient des immigrants qui n'avaient pas encore d'assise économique solide, ils ont peut-être puisé trop largement dans les réserves de leurs hôtes tumbuka.

Kanyenda et Kabunduli émigrèrent dans ce qui devait devenir le pays Tonga. Ils étaient tous les deux originaires du cœur de l'Empire maravi près du cours d'eau Linthipe, au sud. Ils arrivèrent ainsi à Khota Khota, au milieu de la rive occidentale du lac. Là, Kabunduli se sépara de Kanyenda et continua vers le nord, jusqu'à l'actuel pays Tonga, en passant par Chimaliro à l'ouest. Il y fut vite renommé pour avoir rassemblé autour de lui les groupes tonga autrefois disséminés et qu'il avait visiblement vaincus et soumis à son autorité. Sa réputation grandissant, il fut suivi par plusieurs familles chewa provenant du cœur du Chewa, comme les Kapunda Banda, qui affirment être partis de la région de Chauwa pour arriver dans ce qui est maintenant la partie est de Lilongwe[32].

Ce mélange des Maravi avec les habitants d'origine du Tonga explique les particularités que présente aujourd'hui la société tonga. Le chitonga, la langue de la région, est un intermédiaire entre les langues tumbuka et chewa. Par ailleurs, les Tonga constituent le seul groupe du Malawi septentrional où la descendance et l'héritage s'effectuent encore par la ligne maternelle. Ceci montre que, du point de vue historique, le groupe tonga a agi comme un pont entre l'ensemble matrilinéaire chewa du Sud et l'ensemble patrilinéaire tumbuka-phoka du Nord.

Pour les peuples chewa-maravi, le XVIIe siècle fut un « âge d'or » : grâce à leur expansion territoriale, ils se distinguèrent comme les puissances avec lesquelles il fallait compter au nord du Zambèze. Même les Portugais, cantonnés qu'ils étaient dans leurs colonies le long du fleuve, furent contraints de coopérer avec eux. Cela parce que les Maravi ne limitèrent pas leurs entreprises à la zone située au nord du Zambèze. Entre 1590 et 1640 environ, ils intervinrent activement dans ce qui était la zone d'influence portugaise au sud du Zambèze. Ils s'intéressaient aux riches mines d'or et d'argent des domaines du *Monomotapa* (ou *Mwene Mutapa*) et s'employèrent à exercer un certain contrôle sur les échanges empruntant le cours du Zambèze[33].

31. H. L. Vail, 1971 ; T. C. Young, 1932, p. 186 ; S. S. Murray, 1922, p. 224.
32. F. Kwaule et E. J. Chakwera, 1978 ; J. van Velsen, 1959 ; C. Z. Mphande, 1969 ; F. R. Mkandawire, 1978.
33. D. N. Beach, 1980*a*, p. 125-128 ; M. D. D. Newitt, 1982, p. 158-160.

C'est ainsi que pendant deux générations, au début du XVIIe siècle, les Portugais, d'Angoche sur la côte est à Tete en remontant le Zambèze, utilisèrent les Maravi comme partenaires dans leurs campagnes contre les Karanga ou les Shona, au sud du fleuve, et contre des ennemis locaux dans le voisinage immédiat de leurs établissements sur le Zambèze. En 1608, par exemple, les habitants portugais de Tete reçurent 4 000 hommes de la part du *kalonga* Muzula pour leurs combats contre les ennemis locaux du *monomotapa* Gatsi Rusere, qui était alors un allié des Portugais. Six ans plus tard, en 1614, les Portugais de Sena demandèrent l'aide du *Lundu* pour former une expédition armée en direction de Chicoa, au nord-ouest de Tete, afin de chercher de l'argent. L'assistance du *Kalonga* fut encore sollicitée par les Portugais en 1623. Cette fois, il envoya des milliers de guerriers de l'autre côté du Zambèze afin d'aider les Portugais à éliminer certains chefs karanga qui provoquaient des troubles dans leur pays après la mort de Gatsi Rusere. Plus tard, les hommes du *Kalonga* se retirèrent de leur côté du fleuve, chargés de leur butin d'or et de bétail. En 1635 encore, les guerriers du *Lundu* assistèrent les Portugais pour écraser un soulèvement de chefs swahili dans le district d'Angoche (Quelimane), au nord du delta du Zambèze[34].

En outre, certains faits indiquent que les Portugais coopèrent avec les Maravi par nécessité plutôt que par choix. Jusqu'à la fin du XVIIe siècle, les habitants portugais de Sena et de Tete craignaient les Maravi et les considéraient comme de « très mauvais voisins », contrairement aux Lolo et aux Makua qui ne leur causaient aucun ennui[35].

L'expansion maravi eut plusieurs conséquences. En particulier, la création de l'État du *Lundu* à l'est de la vallée du bas Shire permit au culte de Mbona chez les Manganja de mieux étendre son influence qu'il ne l'aurait pu autrement. Elle eut peut-être aussi des répercussions significatives sur les plans économique et culturel. Le commerce de l'ivoire devint prospère à l'intérieur du territoire appartenant à la confédération maravi au XVIIe siècle. La région au nord du Zambèze connaissait donc un essor économique considérable. Il est possible que « l'Empire maravi » ait aussi contribué à une plus grande similarité culturelle entre les différentes populations matrilinéaires de cette province, puisqu'elles ont les mêmes noms de clan et un système de descendance commun[36].

Tandis que les Maravi élargissaient leur influence à travers la zone méridionale au cours des XVIe et XVIIe siècles, le Nord était envahi par les immigrants ngulube venus du nord-est. Comme l'arrivée des Maravi dans le sud, celle des Ngulube constitue un événement majeur dans l'histoire de la zone septentrionale[37]. En outre, leur apparition permet d'avoir des

34. A. Gomes, 1959, p. 183; G. M. Theal, 1899-1903, vol. III, p. 395; E. A. Alpers, 1975*a*, p. 54-56.
35. G. M. Theal, 1899-1903, vol. III, p. 480; M. D. D. Newitt, 1973, p. 80.
36. E. A. Alpers, 1975*a*, p. 56-58. Alpers estime également qu'il devint de moins en moins rentable pour la plupart des peuples de l'Afrique centrale de l'Est de participer à ce commerce. La ressemblance qui existe entre les institutions sociales des différentes ethnies de la région a été relevée par J. B. Webster, 1977, p. 4-5.
37. O. J. M. Kalinga, 1985, p. 41-63.

dates assez précises puisque les listes royales et les généalogies complètes remontent à l'époque de leur arrivée. Le seul problème est que, malgré la relative fiabilité des listes royales, il n'est pas toujours facile de déterminer le nombre de règnes par génération dynastique parce que les informateurs n'expliquent pas toujours clairement le mode de fonctionnement du système de succession. La liste royale des Kyungu qui régnaient sur l'Ugonde, par exemple, contient 15 noms jusque vers 1940. On peut penser qu'ils représentent au minimum 9 générations dynastiques. La liste des *Mwaulambya*, souverains d'Ulambya, contient 16 noms avant 1940, qui représentent un maximum de 12 générations dynastiques[38]. Il est intéressant aussi d'observer que les souverains fondateurs de l'Ugonde, de l'Ulambya et de l'Unyiha étaient à peu près contemporains, les fondateurs de l'Ulambya ayant sans doute précédé les autres de quelques générations seulement.

Le *Mwaulambya*, pionnier de la migration ngulube, traversa la rivière Songwe, au sud des monts Misuku, et pénétra dans ce qui deviendra l'Ulambya. Il y rencontra les clans sikwese et chilima. Il exerça son autorité politique par des moyens plus pacifiques que le *Kyungu*, qui devait bientôt envahir la plaine de Karonga. Ceci venait en partie de ce que les compagnons du premier étaient probablement moins nombreux que ceux du second. Par conséquent, le *Mwaulambya* était plus complaisant que le *Kyungu*, dont les proches conseillers étaient exclusivement choisis parmi ceux qui l'avaient accompagné pendant au moins une partie de la migration. En revanche, les fonctionnaires principaux du *Mwaulambya* étaient issus des familles locales, celles-ci partageant le prestige et le pouvoir politique avec les nouveaux dirigeants[39]. De même, les Msukwa gouvernèrent les clans simwayi et silumbu sans avoir besoin de trop recourir à la force. L'Ulambya comme le Misuku furent fondés sur un compromis.

Aujourd'hui, la situation linguistique reflète dans une certaine mesure la force numérique des différents groupes d'immigrants qui créèrent des chefferies ainsi que les moyens par lesquels ils prirent le pouvoir et, plus tard, gouvernèrent le peuple. Le cilambya et la langue de Kameme sont des dialectes issus du nyiha autochtone, tandis que le kyangonde et le kinya-kyusa sont des dialectes de la langue des peuples ngulube. En d'autres termes, le *Mwaulambya*, Kameme et leurs gens furent intégrés sur le plan linguistique alors que dans l'Ugonde et l'Unyakyusa, les autochtones furent assimilés par les immigrants. Le cisukwa moderne est un dialecte du ndali (une entité linguistique au nord de la Songwe), compris par ceux qui parlent le nyiha et relativement plus facile à apprendre pour les Ngonde que le nyiha même. Le cisukwa est donc un intermédiaire entre les langues nyiha et ngonde.

Le *Kyungu*, Kameme et leurs compagnons migrèrent vers la plaine de Karonga en passant par l'Unyiha, l'Uiwa et l'Unamwanga puis, à l'ouest, par l'Ulambya et le Misuku. Bien que les traditions de la cour ngonde affirment que leurs ancêtres avaient établi un pouvoir politique dans l'Unamwanga et dans l'Uiwa, celles de ces régions contestent ce fait et citent l'Ubisa et,

38. *Id.*, 1975 et 1978, p. 57-61.
39. *Id.*, 1978, p. 55-66, et 1977.

surtout, le pays Luba comme patrie d'origine de leur actuelle lignée de souverains. En tout cas, peu de temps après son arrivée à Karonga, Kameme retourna s'installer dans la région immédiatement à l'ouest de l'Ulambya. Il y établit sa domination sur la population, qui était essentiellement d'origine nyiha, même si un grand nombre de Mambwe et de Namwanga migrèrent ultérieurement vers les chefferies de Kameme. La façon dont ce dernier créa son État n'est pas claire. Manifestement, il était plus petit que celui de son frère, le *Kyungu*, qui fonda son royaume dans un État existant déjà et gouverné par le clan simbowe.

Simbowe est le nom d'un clan et certains éléments suggèrent que c'était un titre utilisé par une longue dynastie. Ce clan venait d'Unyiha, dans la Tanzanie actuelle, et s'était installé sur le mont Mbande dans la partie centre-ouest de la région bordant le lac, près de Karonga. Les fondements du pouvoir de Simbowe sont mal connus, mais il semblerait qu'il ait été un marchand et ait fait partie d'un réseau commercial s'étendant jusqu'à la côte Est. Des fouilles archéologiques effectuées par Robinson à Mbande et dans la région environnante ont permis de trouver des objets façonnés, notamment des perles de verre, de la porcelaine et des coquilles de conus. Robinson conclut même que ces objets dataient de la période allant du XVe au XVIe siècle et qu'ils appartenaient probablement à l'époque pré-portugaise, durant laquelle le pouvoir et l'influence commerciale arabes étaient à leur apogée[40].

Les rapports de Simbowe avec la population locale ne semblent pas avoir été aisés ; lors de l'arrivée du *Kyungu* et de ses gens, celui-ci forma une alliance avec les Mwenekisindile, qui étaient les gardiens d'un important sanctuaire religieux associé à un culte du serpent. Il semble en effet que les Mwenekisindile aient aidé le *Kyungu* à préparer et à lancer l'attaque contre Simbowe. À Mbande, le *Kyungu* prit le pouvoir par la force et, petit à petit, il réussit à rétablir l'ordre. Une fois installés, le *Kyungu* et ses gens conservèrent leur suprématie sur leurs nouveaux sujets en créant un centre rituel consacré au culte de leurs ancêtres royaux. Le *Kyungu* ne fréquentait pas ce centre mais il donna sa bénédiction à Mulwa, un haut fonctionnaire qui l'avait accompagné et qui devint le responsable de ce nouveau lieu de culte. En outre, des adultes du royaume assistaient à une cérémonie annuelle au cours de laquelle on éteignait tous les feux pour ensuite en allumer d'autres, à partir du feu central de la cour royale. Pendant cette cérémonie, la population réaffirmait sa fidélité envers le *Kyungu*[41]. Les sujets devaient aussi, plus régulièrement, lui verser un tribut et travailler dans les jardins royaux. Le *Kyungu* et ses fonctionnaires s'établirent plus solidement dans la région en s'unissant par le mariage aux familles locales.

Avant l'arrivée du clan kyungu, il semble que la population ait voué un culte au dieu suprême au moyen d'esprits intermédiaires comme le serpent divin. Les Kyungu se servirent de leurs ancêtres comme médiums pour adorer leur propre dieu suprême, Ngulube, introduisant ainsi et promouvant la vénération des ancêtres royaux. Au fur et à mesure que la population acceptait

40. Le passage suivant s'inspire d'O. J. M. Kalinga, 1979*a*.

41. Pour plus de détails, voir R. J. Mwaipape, *History and social customs of the Ngonde of Northern Malawi* (manuscrit inédit achevé en 1982).

ce culte, elle adoptait aussi la divinité du *kyungu*. Il devint prêtre-roi et communiquait avec les ancêtres royaux. Pour les Ngonde, il devint le représentant vivant de dieu. Sa santé déterminait leur bien-être et leur prospérité et, afin de les conserver, il devait rester dans sa résidence. Au moindre symptôme de maladie, il était immédiatement étouffé par ses conseillers, les *makambala*. Lorsque la vénération des ancêtres acquit plus de popularité dans la région, le culte du serpent, associé au clan kisindile, perdit de son influence.

Ces événements eurent lieu sous les règnes des quatre premiers *kyungu*, soit entre 1600 et 1720 environ. Peu de temps après la mort du troisième *kyungu*, son fils et successeur, Mwakalosi, renonça au trône, craignant que les *makambala* le tuent s'il tombait malade. Il refusa également que tous ses fils sauf un soient tués. Ces deux coutumes avaient pour but d'éviter tout conflit de succession. Les *makambala* protégeaient aussi leur propre position en veillant à ce que le souverain fût choisi par eux. La crise ouverte par le refus de Mwakalosi d'accéder au trône prit fin lorsque les *makambala* firent de son frère Magemo le nouveau *kyungu*.

Les chefferies de Kameme, Mwaulambya et Msukwa encouragèrent aussi la vénération des ancêtres royaux. Mais elles se rapprochèrent davantage des Nyiha par l'esprit et la langue, et les coutumes consistant à étouffer le monarque, à restreindre ses déplacements et à assassiner les enfants royaux ne firent jamais partie de leur histoire. Néanmoins, toutes ces chefferies témoignent de l'introduction dans la région d'une nouvelle forme d'organisation politique qui réunit la religion et la politique sous la férule de chefs ayant une plus grande élévation d'esprit et davantage de prestige qu'auparavant, et qui fonda les rapports entre les citoyens sur des liens plus politiques que de parenté[42].

Une crise plus profonde encore survint dans le Royaume ngonde à la mort du *kyungu* Magemo dont le seul successeur, Mwangonde, était trop jeune pour monter sur le trône. Le fils de sa sœur, Kasyombe, prit alors sa place. Or, le père de ce dernier, un Ndali, gouvernait une petite région dans la partie nord-ouest de la plaine de Karonga. Lorsque son fils accéda au pouvoir, vers 1750, cette province fut donc incorporée dans un royaume ngonde élargi.

L'accession au trône de Kasyombe entraîna un autre changement important, à savoir l'affaiblissement des pouvoirs des *makambala*, au profit du *kyungu*. Kasyombe avait été élevé à Ngana, dans le nord du Royaume. Il voulut faire personnellement une tournée dans son pays et il mit fin à la coutume de tuer les enfants mâles des *kyungu*. Le nombre des princes se mit à augmenter, ce qui provoqua un nouveau renforcement des pouvoirs du monarque, en particulier après que certains de ses successeurs, tels que Mwangonde (environ 1785-1839), eurent cédé des portions de territoire à quelques princes, assurant ainsi l'influence des *kyungu* à travers toute la région[43]. Toujours est-il qu'en 1800, le Royaume ngonde avait certainement une solidité suffisante pour commencer à faire valoir ses vues dans les affaires politiques concernant l'ensemble de la région au sud de la Songwe.

42. O. J. M. Kalinga, « Ngonda and Lambya historical texts ».
43. O. J. M. Kalinga, 1985, p. 180-250 ; R. J. Mwaipape, 1982, p. 34-41.

Ainsi, entre le milieu du XIIIe siècle et le milieu du XVIIIe siècle, la région située au sud de la Songwe s'était structurée en plusieurs étapes. La chaîne originelle de sanctuaires religieux liés au culte du serpent fit place à une combinaison de clans prépondérants et, finalement, aussi bien dans le Nord que dans le Sud, plusieurs États furent fondés : l'Ulambya, le Kameme, le Misuku, l'Ugonde et le Mwaphoka Mwambale au nord et le Kanyenda, le Kabunduli, le Kaluluma et le Chulu au sud. Dans le Nord, les fondateurs ngonde et nyakyusa avaient introduit le kyangonde comme nouvelle langue tandis que dans le Sud, la fusion des populations et des langues tumbuka et chewa donnait naissance à la langue chitonga. Le centre de la région était dominé par les Tumbuka. Leurs clans d'origine, le Luhanga et plusieurs branches des Mkandawire furent rejoints par les Munthali, provenant des monts Ndali au nord de la Songwe. Plus à l'ouest, dans la région de la Luangwa, les clans tumbuka comprenaient les Zolokere, les Mwavintiza, les Goma et d'autres. Ces groupes tumbuka ne possédaient pas de gouvernement centralisé. Leur histoire ancienne est extrêmement difficile à établir car leurs généalogies sont peu fournies et ils connaissent mal leur organisation avant le XVIIIe siècle. Les événements les plus significatifs dans cette région au XVIIIe siècle eurent cependant lieu en pays Tumbuka. Ceux-ci seront étudiés ultérieurement.

Les changements d'ordre religieux intervenus sur les bords du lac près de Karonga après la création de l'État ngonde se firent aussi ressentir dans la zone d'influence des Maravi. La Confédération maravi comprenait une série de sanctuaires pré-maravi ou proto-chewa consacrés à la pluie et situés à Msinja, dans ce qui est aujourd'hui la partie ouest de Lilongwe. Chacun des créateurs d'un État maravi essayait d'exercer son autorité sur le sanctuaire qui tombait sous sa juridiction. Ils désiraient jouer un rôle dans la désignation des fonctionnaires responsables de ce lieu saint, l'assuraient de leur assistance et de leur protection et, en général, ils y effectuaient un pèlerinage chaque année. Le *Kalonga* et Undi essayèrent tous deux d'avoir ainsi la haute main sur le sanctuaire de Msinja, tandis que dans la vallée du bas Shire, le *Lundu* réussissait à asseoir fermement son autorité sur celui de Mbona, à Nsanje. Étant donné ce degré de participation des souverains dans les affaires concernant les cultes de la pluie, leur théologie devint progressivement syncrétique. Elle commença à adapter la vénération des esprits des ancêtres royaux, alors que des mythes de création purement chewa, comme ceux qui prévalaient à Nyau, furent supprimés[44].

Cependant, le changement religieux le plus marquant de cette période eut lieu là où les dynasties ne parvinrent pas à avoir une emprise sur les cultes de la pluie préexistants. Ils créèrent alors souvent leurs propres cultes, qui essayaient de rivaliser avec les autres. Il s'agissait de cultes royaux et leur fonction était notamment de défier la famille royale. Pour cette raison, on a avancé que leur lien avec le peuple était plutôt faible. Le roi ou son remplaçant présidait les cérémonies destinées à faire pleuvoir et d'autres rites.

Vers le milieu du XVIIIe siècle, alors qu'au nord les Ngonde s'inquiétaient de l'équilibre du pouvoir au sein de factions internes et entre les institutions

44. M. J. Schoffeleers, 1979*b*, p. 152-160 ; I. Linden, 1979, p. 188-193.

religieuses, la Confédération maravi commença à s'affaiblir. Ce déclin se concrétisa surtout par des sécessions vis-à-vis de la suprématie du *Kalonga*, du *Lundu* et d'Undi ou par des révoltes contre eux. Plusieurs chefs de la région de Lilongwe du Malawi moderne se rebellèrent contre le *Kalonga*. Au cours de la même période, Undi fut également confronté aux soulèvements menés par Biwi et ses autres subordonnés, tandis qu'à l'est, les Lolo et les Makua se révoltaient aussi contre la souveraineté du *Lundu*[45].

Mais les facteurs à l'origine du déclin de ces royaumes qui avaient été puissants au XVIIe siècle ne sont pas évidents. En ce qui concerne Undi, les Portugais qui envahirent son royaume lors de la ruée vers l'or entre 1740 et 1760 jouèrent un rôle minime dans l'affaiblissement de son autorité. On a également avancé que l'autorité d'Undi et du *Kalonga* fut sapée par la répugnance croissante de la *makewana* (qui administrait le sanctuaire central des Chewa à Msinja, à Lilongwe) à utiliser son pouvoir rituel dans l'intérêt des dynasties dirigeantes du *Kalonga* et d'Undi. En effet, contrairement aux médiums *svikiro* qui servaient fidèlement la cause de l'État mutapa, au sud du Zambèze, la *makewana* et ses subordonnés qui invoquaient les divinités de la pluie n'exerçaient pas toujours leur autorité de façon à soutenir la royauté maravi[46]. Notons que les anciennes *makewana* avaient joué un rôle déterminant pour l'unité religieuse des royaumes du *Kalonga* et d'Undi. Elles étaient chargées de l'exécution des cérémonies religieuses dont les souverains dépendaient pour le bien-être des leurs. Par ailleurs, les *makewana* du XVIIIe siècle manifestèrent aussi des ambitions séculières. Elles se forgèrent leur propre sphère d'influence dans les royaumes du *Kalonga* et d'Undi, et elles envoyèrent même une fois des guerriers razzier les terres du *Kalonga*. Comme la *makewana* et ses acolytes appartenaient aux clans proto-chewa des Banda et des Mbewe, leur résistance au *Kalonga* et à Undi traduisait probablement une tentative des proto-Chewa de réaffirmer leur autonomie. Toujours est-il que la défection de la *makewana* signifiait que le *Kalonga* et Undi étaient privés des sanctions mystiques qu'ils avaient jusqu'alors infligées à leurs sujets par son intermédiaire.

Enfin, l'apparition d'un nationalisme makua-lolo au XVIIIe siècle fut déterminant dans la diminution de l'influence du *Lundu* à l'est du Shire. D'après Hafkin, les Makua devinrent, à cette époque, extrêmement préoccupés de puissance, à la grande surprise des observateurs contemporains qui avaient jusque-là sous-estimé leur capacité militaire[47]. Leur nationalisme était avant tout dirigé contre les Portugais. Les Makua du littoral, en particulier, étaient rebutés par le « diviser pour régner » qui inspirait la politique des Portugais, ainsi que par les pratiques commerciales capricieuses de certains d'entre eux. Cependant, ce fut seulement quand ils commencèrent à obtenir des armes à feu des marchands d'esclaves français et brésiliens que les Makua provoquèrent impunément les Portugais. Sous la conduite de chefs puissants comme Mauruka et Murimuno, ils menèrent une guerre d'usure implacable contre ces étrangers et leurs alliés africains, de 1749 jusqu'à la fin du siècle. Le défi lancé

45. K. M. Phiri, 1975*a*, p. 78-79 ; A. F. Isaacman, 1972*b*, p. 14-15.
46. A. F. Isaacman, 1972*b*, p. 15.
47. N. J. Hafkin, 1973, p. 23-26.

par les Makua du littoral à l'impérialisme portugais sur la côte du Mozambique a certainement poussé les Makua et les Lolo de l'arrière-pays à lancer des campagnes similaires contre la domination étrangère. Mais dans les régions intérieures, ce furent les Maravi qui, plus que les Portugais, suscitèrent l'hostilité des Makua-Lolo. L'autorité maravi commença alors à être ébranlée de Quelimane, à l'est, jusqu'au mont Murambala sur le Shire, à l'ouest[48].

Pendant la période étudiée, les peuples du nord du Zambèze furent aussi profondément influencés par les relations économiques croissantes qu'ils entretenaient avec le monde extérieur[49]. Celles-ci remontaient à l'époque, antérieure à 1500, de la domination commerciale arabe et swahili sur la côte est et le long du Zambèze. La fréquence de ces contacts était toutefois assez limitée avant l'arrivée des Portugais et, en particulier, avant leur établissement sur les rives du Zambèze, au milieu du XVIe siècle. En effet, à dater de ce moment, les marchands portugais remontèrent régulièrement le Shire à partir de Sena pour échanger avec les Manganja des objets en fer, des tissus de *machila*, du sel et de l'ivoire contre les étoffes, les perles et les objets en cuivre qu'ils apportaient d'Europe. Avec certains de ces produits manganja, comme les articles en fer et les tissus *machila*, les Portugais menèrent d'autres affaires dans le territoire du Monomotapa, au sud du Zambèze[50]. Un peu plus haut sur le fleuve, ceux qui étaient installés à Tete établirent des relations commerciales avec le royaume d'Undi et le cœur de la Confédération maravi, jusqu'au haut Shire et à la rive sud du lac Malawi. Avec la création, en 1716, d'une *feira* à Zumbo, les Portugais eurent accès au marché de l'ivoire dans plusieurs sociétés, poussant ainsi à l'ouest jusqu'en Zambie centrale[51]. Mais ce furent la création et l'extension des *prazos* zambéziens qui jouèrent un rôle décisif dans l'expansion de l'influence commerciale portugaise au nord du Zambèze.

Les *prazos* apparurent lorsqu'un certain nombre de colons portugais ou goanais s'installèrent comme chefs politiques sur des terres ayant initialement appartenu aux peuples africains autochtones. Le phénomène eut son origine autour de Sena à la fin du XVIe siècle et, petit à petit au cours du XVIIe siècle, il s'étendit à d'autres parties de la vallée du bas Zambèze[52]. D'après Axelson, l'attribution des *prazos* à des colons portugais importants était considérée par la Couronne de Lisbonne comme un moyen d'encourager l'initiative privée dans le processus de colonisation de la vallée du Zambèze. Par ailleurs, elle espérait qu'avec la perspective d'acquérir des terres, les immigrants seraient attirés par le Zambèze, où leur venue était nécessaire pour augmenter le peuplement portugais.

Au XVIIIe siècle, les *prazos* dominaient toute la région du bas Zambèze, depuis le delta du Luabo ou du Zambèze à l'est jusqu'à Chicoa, à mi-chemin

48. A. Rita-Ferreira, 1966, p. 34; E. C. Mandala, 1977, p. 43-44; E. A. Alpers, 1975*a*, p. 104-113.

49. Ce sujet est bien étudié par E. A. Alpers, 1975*a*, Introduction.

50. G. M. Theal, 1899-1903, vol. III, p. 480-481; E. A. Alpers, 1975*a*, p. 25-27; E. C. Mandala, 1977, p. 41.

51. N. Sutherland-Harris, 1970; M. D. D. Newitt, 1973, p. 75-79; T. I. Mathews, 1981, p. 23-31.

52. Pour une analyse complète du phénomène, voir A. F. Isaacman, 1972*b*; M. D. D. Newitt, 1973; E. Axelson, 1960.

entre les villes de Tete et de Zumbo, à l'ouest. À cette époque, il y avait deux façons couramment établies d'acquérir ces terres. L'une était la conquête : en général, le conquérant blanc s'appropriait la terre en exploitant les divisions existant parmi ses occupants africains. L'autre consistait à demander des terres en compensation d'un service particulier rendu à un chef local.

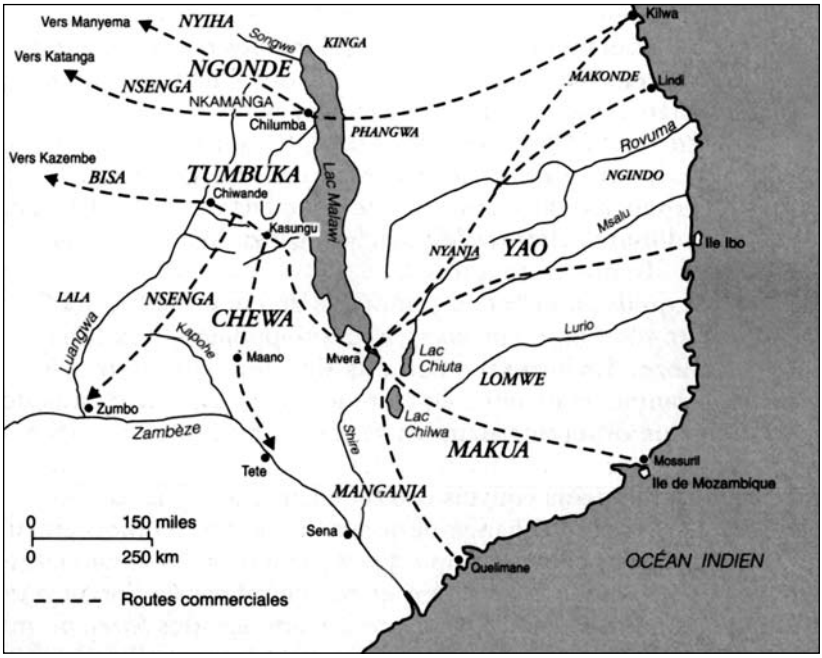
Les grands *prazos* étaient plus que des propriétés privées. Ils correspondaient à des zones de juridiction à l'intérieur desquelles les propriétaires, communément connus sous le nom de *prazeros*, « avaient un pouvoir absolu de justice, déclaraient la guerre, imposaient le tribut et se rendaient souvent coupables de grandes cruautés ». Parmi les nombreuses questions touchant à ces *prazos* qui présentent un intérêt pour l'historien, il en est deux qui ont un relief particulier : d'une part, les rapports complexes qu'ils entretenaient avec les États africains voisins et, d'autre part, leur impact économique sur le reste de la région au nord du Zambèze.

Les *prazeros* étaient célèbres pour la brutalité avec laquelle ils traitaient les Africains de leur entourage, serviteurs volontaires ou sujets asservis. En outre, la plupart d'entre eux établirent des relations diplomatiques et militaires avec les États africains voisins dans le but avoué d'exploiter leurs ressources humaines. Les Chikunda, par exemple, qui travaillaient comme serviteurs auprès des *prazeros*, étaient recrutés dans différentes sociétés africaines au nord et au sud du Zambèze. De cette façon, les *prazeros* avaient accès à la main-d'œuvre chez les Makua, Manganja, Sena, Kalanga, Tonga, Tawara, Nsenga, Tumbuka et autres[53].

Par l'intérêt qu'ils portaient au commerce de l'or et de l'ivoire, les *prazeros* jouèrent un rôle important dans le développement des échanges au nord du Zambèze. En utilisant certains de leurs serviteurs chikunda (*vashambadzi*) comme médiateurs, ils établirent un réseau de relations commerciales avec les différents peuples africains de la région : Manganja, Chewa, Nsenga, Lenje et Lunda du Sud. Ces habitants de l'intérieur de la province fournirent à leurs convois commerciaux du cuivre, de l'ivoire, de la cire et des esclaves, en échange de tissus, de perles, d'objets en cuivre, de boissons alcoolisées et de sel importés. À partir de 1740 environ, les *prazeros* participèrent aussi à l'extraction et au commerce de l'or au nord du Zambèze, en particulier dans le royaume d'Undi. Là, des *bares*, ou mines, furent ouvertes à Michonga, Maano (la capitale du pays d'Undi), Java et Muchinga. Les mineurs portugais ou goanais de Tete s'efforcèrent d'être les seuls propriétaires des gisements et de tous les moyens de production essentiels. En échange de ce privilège, ils offraient des cadeaux et des redevances symboliques à Undi et à ses subordonnés. Dans ce système de production, environ 3 500 onces d'or furent extraites annuellement jusque dans les années 1780, époque à laquelle les ressources commencèrent à diminuer[54].

Malheureusement pour les *prazeros* et la communauté portugaise du Zambèze en général, cette ruée vers l'or leur fit perdre le marché de l'ivoire. Les gisements suscitèrent un intérêt démesuré par rapport à leur productivité.

53. A. F. Isaacman, 1972*a*.
54. *Id.*, 1972*b*, p. 70-71 ; M. D. D. Newitt, 1973, p. 79-84.



21.6. Routes du commerce de l'ivoire en Afrique centrale orientale au XVIIIe siècle. [*Source :* d'après E. A. Alpers, UCLA.]

Pendant ce temps, le commerce de l'ivoire tomba de plus en plus entre les mains d'autres concurrents intéressés par le marché de l'ivoire au nord, en l'occurrence les Yao, peuple qui, singulièrement, participa aux échanges commerciaux avec des régions lointaines à travers toute l'Afrique centrale de l'Ouest.

Les Yao firent leur apparition en tant que nation commerciale dominante à la fin du XVIIe siècle et au début du XVIIIe siècle ; la façon dont ils acquirent cette position et ce statut fait l'objet de deux interprétations assez proches. Abdul Sheriff prétend que leur orientation vers le commerce à destination de la côte était due à une réaction en chaîne. En d'autres termes, il est possible qu'ils aient tout simplement été sensibles aux influences commerciales qui avaient d'abord touché leurs voisins ngindo et makua-lomwe, plus proches qu'eux de la côte. Webster a avancé que ce qu'il y avait de spectaculaire dans la réaction des Yao face aux contacts commerciaux de la côte, c'était qu'ils habitaient un pays montagneux où ni l'agriculture ni la chasse n'étaient rentables. Leurs voisins nyanja ou chewa à l'ouest étaient de meilleurs cultivateurs et les Lomwe, à l'est, étaient de meilleurs chasseurs[55].

D'après la tradition orale yao, telle que l'a rapportée Yohanna B. Abdallah, ce sont les Chisi qui furent les pionniers du commerce à destination de la côte. Ils tiraient, dit-on, leurs moyens de subsistance de leur habileté dans le travail

55. A. M. H. Sheriff, 1971, p. 208-217 ; J. B. Webster, 1977, p. 3-6.

du fer et du commerce local des objets en fer. Il se peut donc qu'une fois que le pays Yao fut suffisamment fourni en articles de ferronnerie, les Chisi aient transporté leurs marchandises plus loin, jusqu'au moment où ils établirent des relations avec la côte. Une fois cette étape franchie, le développement ultérieur des activités commerciales des Yao fut facilité par la formation, entre 1635 et 1698, d'un marché stable de l'ivoire à Kilwa. Pendant cette période, les Portugais, après avoir conquis la côte de l'Afrique orientale jusqu'à Malindi, entrèrent dans une phase de prospérité et de paix. C'est pourquoi Kilwa attira une grande partie du commerce en provenance des régions intérieures. Après 1698, lorsque le marché de l'ivoire de Kilwa se fut effondré à la suite de conflits entre les habitants d'Oman et les Portugais, les Yao trouvèrent un autre marché à Mossuril, en face de l'île de Mozambique. Il semble que le commerce soit alors devenu indispensable au mode de vie des Yao. Ils transportaient leur ivoire à Mozambique ou à Kilwa, selon les circonstances[56].

À l'intérieur de la région, à l'ouest de leur propre patrie, les Yao disposaient d'une source d'ivoire abondante en pays Maravi. En plus, à partir de 1750 environ, ils commencèrent à en recevoir davantage des Bisa du nord-est de la Zambie qu'ils faisaient parvenir à Kilwa. Les Bisa, qui négociaient ainsi avec les Yao, débutèrent leur carrière commerciale en tant qu'entrepreneurs au service de Kazembe, le roi du Lunda, dont la capitale sur le cours d'eau Luapula était en général le point d'arrivée d'un itinéraire emprunté par des marchands venus des côtes Est et Ouest. Il est certain en tout cas qu'en 1775, les Bisa s'étaient acquis la réputation d'être une des nations le plus tournées vers le commerce de la région[57].

Pour les Bisa, le commerce représentait sans doute un moyen de pallier leur faiblesse économique et politique interne : la productivité agricole de leur pays, situé entre le Luapula et les monts Muchinga, était limitée et, sur le plan politique, ils étaient pris en étau entre les forces expansionnistes des Royaumes lunda et bemba. Le commerce et les voyages constituaient donc un mode d'accès essentiel à des débouchés étrangers. Tout en essayant de les exploiter, les Bisa ouvrirent en grand nombre de nouvelles routes commerciales entre la région du Luapula, dans le nord-est de la Zambie, et la côte Est. Entre 1790 et 1830, ils tentèrent aussi d'intensifier les échanges entre le Royaume lunda et les Portugais sur le Zambèze. Dans les deux cas, ils jouèrent le rôle de médiateurs. Ils se procuraient de l'ivoire, du cuivre et des esclaves dans l'intérieur de l'Afrique centrale et les acheminaient vers les colonies de la côte ou du Zambèze pour les échanger contre des tissus, des perles, des fusils et de la poudre noire.

Leur commerce avec la côte Est eut aussi pour conséquence de déplacer leurs propres villages vers l'est, dans la vallée du Luangwa et au-delà. Cette migration était initialement due à la famine et au désir d'exploiter le commerce de l'ivoire entre la vallée du Luangwa et le lac Malawi. Ainsi, plusieurs villages bisa furent créés dans cette vallée dans les années 1760 et, à la fin du XVIII[e] siècle, on en trouvait dans la partie ouest du Malawi central. Ce

56. E. A. Alpers, 1975*a*, p. 58-62 et 70-81 ; J. B. Webster, 1977, p. 7-10.
57. F. M. Thomas, 1958, p. 26 ; R. F. Burton, 1873, p. 95 ; J. Vansina, 1966*a*, p. 171-172.



21.7. Restes d'un four à minerai pour le fer (*ng'anjo*) tumbuka. La réputation de fondeurs des Tumbuka n'avait d'égale que celle des Phangwa sur la rive est du lac Malawi.
[© K. M. Phiri.]

déplacement vers l'est des communautés bisa s'accentua entre 1820 et 1840, époque à laquelle les Bemba se mirent à les attaquer de temps à autre dans la région des monts Muchinga[58].

Ainsi, pendant au moins quatre décennies avant la fin du XVIIIe siècle, les Bisa étaient en relation étroite avec la population de l'Est. Leur présence parmi les Chewa en particulier contribua au renforcement du pouvoir de plusieurs chefferies, notamment celles de Mwase Kasungu et de Mkanda. Les immigrants bisa étaient souvent plus loyaux envers la famille souveraine que ses sujets locaux.

Quant aux Portugais, l'échec de l'exploitation aurifère et la perte du marché de l'ivoire au profit des Yao et des Bisa les poussèrent à participer activement au commerce des esclaves. Ceci provoqua un autre changement remarquable, à la fin du XVIIIe siècle, dans la nature du commerce à longue distance au nord du Zambèze. Les esclaves devinrent progressivement la principale marchandise que la région pouvait exporter en lieu et place de l'ivoire. Ce renversement, bien que loin d'être complet, fut suffisamment prononcé pour qu'on puisse à juste titre identifier le XVIIIe siècle avec le commerce de l'ivoire et le XIXe siècle avec la traite des esclaves. La partici-

58. A. C. P. Gamitto, 1960, p. 55-56 et 161-192; A. D. Roberts, 1973, p. 104-167.



21.8. Houe en fer de fabrication tumbuka. Ce spécimen a été fabriqué dans le Vipya, district de Mzimba, au Malawi septentrional, dans les années 40 de ce siècle.
[© K. M. Phiri.]

pation portugaise à cette dernière fut assez importante dans les années 1780, période pendant laquelle des esclaves du nord du Zambèze furent exportés vers la colonie française de l'île de la Réunion dans l'océan Indien[59].

Comme le commerce des esclaves devenait plus lucratif que celui de l'ivoire, les Portugais qui y participaient déjà furent rejoints par les Yao et les Bisa. D'après Abdallah, les Yao se convertirent à ce type d'échanges parce que les négociants sur la côte demandaient plutôt des esclaves que de l'ivoire. En effet, le marché de Kilwa vers lequel les Yao transportaient leurs marchandises à partir de l'intérieur de la région commença à être dominé par la traite des esclaves à partir des années 1770[60]. Avec le sens du commerce qui les caractérisait, les Yao se mirent probablement alors à remplacer l'ivoire par les esclaves dans leurs convois en provenance de l'intérieur.

Toute la zone septentrionale de la province fut également entraînée dans ce réseau de commerce extérieur. Jusqu'au début du XVIIIe siècle, aucune partie de la région n'avait été impliquée dans ces activités bien qu'il existât déjà un commerce local vigoureux près des rives du lac Malawi ainsi qu'entre le pays Tumbuka, d'une part, et le pays Nsenga et le nord de la région

59. R. F. Burton, 1873, p. 81-87 ; E. A. Alpers, 1975*a*, p. 201-219 ; A. F. Isaacman, 1972*b*, p. 85-94.
60. Y. B. Abdallah, 1973, p. 29-37 ; G. S. P. Freeman-Grenville, 1965, p. 43-48.

chewa, d'autre part. Pendant les quatre premières décennies du XVIIIe siècle, la zone tumbuka était reliée à un réseau commercial qui s'étendait du Katanga, au nord-ouest, jusqu'à Kilwa, à l'est. Les responsables de ces changements étaient des chefs de famille connus sous le nom de *balo-woka* — ceux qui traversèrent le lac — dont l'arrivée dans la région s'étala sur une période de trente à quarante ans.

Le plus célèbre de ces nouveaux arrivants était Kakalala Musawila Gondwe, probablement un Nyamwezi d'influence yao qui, pendant un certain temps, avait participé au commerce à destination de la côte Est. Comme il cherchait de l'ivoire, il traversa le lac à Chilumba et s'installa dans la plaine de Nkamanga, près de la vallée de la Luangwa où, à cette époque, abondaient les éléphants. Il entra en contact avec le chef du clan luhanga, Chilundanya Luhanga, qui apprécia les marchandises — des perles, des *mphande* (coquillages) et des tissus — que le nouveau venu avait apportées. Plus tard, Gondwe noua des liens matrimoniaux avec les Luhanga et leurs autres familles influentes, s'implantant ainsi solidement dans la société tumbuka. Pour exploiter pleinement les ressources de la région, il donna des turbans, du type de ceux qu'il portait lui-même, aux différents chefs locaux comme symboles de l'autorité qui émanait de lui[61].

D'autres familles d'émigrants provenant de l'est du lac s'établirent dans les contrées voisines du Nkamanga. Dans le district aujourd'hui connu sous le nom de Hewe, Katumbi Mulindafwa Chabinga avait entrepris d'organiser un État plus petit mais néanmoins plus viable que celui de Gondwe. Il venait lui aussi du territoire nyamwezi et avait traversé le lac à Chilumba mais, contrairement à Gondwe, il pénétra dans la région montagneuse proche des monts Misuku et du plateau du Nyika et s'installa à Chigoma, dans le Nthalire[62]. Toujours comme Gondwe, il distribua des turbans à des chefs locaux afin de symboliser sa reconnaissance de leur autorité. À partir de Chigoma, Katumbi développa ses relations commerciales à l'ouest vers Malambo, dans la vallée du Luangwa riche en ivoire. Plus tard, ses descendants s'établirent à quelques kilomètres plus au sud-ouest, dans le Hewe actuel, où l'arrivée des Européens marqua un tournant de leur histoire.

Un autre marchand, Katong'ongo Mhenga, originaire de la région d'Ubena-Uhehe, traversa le lac peu de temps après que Gondwe et Katumbi se furent installés. Katong'ongo n'était pas un commerçant dans le même sens que Katumbi et Gondwe. Il cherchait une terre pour s'y établir avec sa famille et il la trouva dans la vallée du Henga. Il avait de nombreux talents : il savait chasser, fabriquer des bracelets décoratifs et, surtout, il savait extraire le sel. Cette dernière qualité s'avéra des plus utiles puisqu'il eut bientôt à gérer les excellents puits salants de Kamembe. Il entra aussi par alliance dans les familles locales dont quelques-unes, notamment les Munthali, les Mzumara et les Mkandawire, étaient bien implantées dans la

61. Ce passage a été inspiré de H. L. Vail, 1972*b* et 1974 ; H. K. Msiska, 1978*a*.

62. L'État du Nthalire fut fondé au XVIIIe siècle par les Kawonga qui étaient originaires du sud de la Tanzanie. C'étaient des chasseurs qui avaient fait alliance avec les Kyungu de Karonga et ce furent ces derniers qui leur suggérèrent de s'installer dans ce qui devait devenir le Nthalire.

vallée du Henga. Petit à petit, son influence grandit et il fut connu sous le nom de Mwahenga, propriétaire de la région du Henga. Il noua des rapports commerciaux avec les sujets de Mwaphoka Mbale et avec les Nkamanga de Gondwe[63].

Les trois familles d'immigrants, les Muswila Gondwe, les Katumbi Mulindafwa Chabinga et les Katong'ongo Mhenga, commencèrent à régner en maîtres sur le commerce dans la majeure partie de la région au sud de la Songwe et à l'est de la vallée de la Luangwa, et il leur fut difficile de ne pas finir par entrer en conflit. Gondwe se sentait particulièrement menacé parce que Katumbi contrôlait l'accès à la région riche en ivoire. Par ailleurs, il était important pour lui de pouvoir utiliser librement, sinon contrôler, le bac de Chilumba afin de transporter son ivoire vers la côte Est. Pour parvenir à ses fins, il commença par intervenir dans la crise de succession survenue au lendemain de la mort de Katumbi et réussit à faire accepter comme chef un candidat influençable. Puis il conclut un accord avec Mwahenga, aux termes duquel ce dernier s'engageait à ne pas entraver son commerce et recevait en échange des tissus et d'autres marchandises de valeur. Gondwe négocia des arrangements similaires avec les souverains à l'est de la vallée du Henga, notamment Mwafulirwa, Mwamlowe, Mwankunikila et Kachulu. C'est ainsi qu'en 1800, Gondwe fut en mesure de s'attribuer le monopole du commerce dans la région comprise entre le Luangwa et la rive ouest du lac Malawi. Comme il était devenu maître de la plaine de Nkamanga, il fut à même d'étendre son empire commercial, ce en quoi la tâche du Chikulamayembe fut facilitée par le fait que certaines familles, essentiellement les Msiska et les Nyirenda, qui étaient probablement aussi des marchands de l'Unyamwezi, prirent le pouvoir dans la région gouvernée par les Mwaphoka, mettant ainsi un terme à une longue période de suprématie mbale dans cette contrée. Le pays Phoka, entre le Nkamanga et la vallée du Henga, d'un côté, et le bac de Chilumba, de l'autre, avaient longtemps constitué le carrefour du commerce local.

Des entités politiques plus restreintes furent créées au XVIIIe siècle par des familles venues du côté est du lac, un grand nombre de leurs fondateurs étaient, comme Gondwe et Katumbi, des marchands d'ivoire. Juste au sud de l'Ugonde, la famille de Mwafulirwa fonda l'État fulirwa dans la région qui avait été dominée par le clan mkandawire. Plus tard, un parent de Mwafulirwa, Mwendamunjila Mushani Kaira, se rendit dans l'Ouest et s'établit finalement à Zibang'ombe, à plusieurs kilomètres à l'ouest des monts Mwafulirwa. Il vint à bout des autochtones simwaka, qui étaient des Nyiha, et commença à construire l'État wenya. À la fin du XVIIIe siècle, celui-ci s'était allongé vers le nord, jusqu'aux frontières sud de l'Ulambya. Vers la même époque, la région au sud-ouest du Wenya tomba sous l'emprise d'une famille mlowoka, les Mughogho. Cette zone, l'Uyombe, qui forme aujourd'hui une partie du district d'Isoka en Zambie, était riche en éléphants et, quelques dizaines d'années plus tard, elle attira un grand nombre de chasseurs. Les Mughogho nouèrent de bons rapports avec les administrations plus anciennes de

63. O. J. M. Kalinga, 1979*b*.

Chifungwe et d'Utambo, près de la source de la Luangwa, une région elle aussi riche en éléphants.

D'autres familles traversèrent le lac plus au sud et s'installèrent non loin de l'actuel *boma* Nkata-Bay. Certaines d'entre elles sont à l'origine du Mankhambira moderne. Ces familles de chasseurs quittèrent leur pays vers 1720, sans doute attirées par les possibilités de trouver de l'ivoire en abondance le long de la rive ouest du lac Malawi. Elles évincèrent les dirigeants phiri et, en une génération, devinrent les familles dominantes de la région[64].

Au XVIIIe siècle, la zone tumbuka fut donc d'abord dominée par des chasseurs d'ivoire puis par des marchands qui, parce qu'ils contrôlaient les richesses, exercèrent un pouvoir politique. La décentralisation administrative permit aux chefs marchands de prendre le pouvoir. Les chasseurs et les commerçants avaient choisi cette région parce que, pour réussir dans les activités commerciales, une certaine influence politique était nécessaire. Or, celle-ci ne pouvait être obtenue dans les États septentrionaux, qui restèrent à l'écart du réseau commercial continental pendant près d'un siècle après que les Tumbuka s'y furent incorporés. Au XVIIIe siècle, l'Empire maravi se désintégra et les États de la zone marginale du Tumbuka-Chewa, au sud, se retrouvèrent maîtres de leurs propres affaires. Cependant, même au sein de chefferies comme celle de Kanyenda, les tendances séparatistes qui accompagnaient souvent le commerce de l'ivoire commencèrent à se faire ressentir. Le terrain était donc préparé pour les événements qui amenèrent l'hégémonie de Mankhambira dans la région. Après 1800, tous les États et tous les peuples furent engagés dans l'ère commerciale de l'ivoire puis celle des esclaves, avec des conséquences inquiétantes, voire désastreuses.

La période sur laquelle s'ouvre ce volume ne coïncide pas avec le découpage chronologique de l'histoire de cette région. Une page de l'histoire commence vers 1400 dans la zone Sud, avec l'arrivée des Maravi, et une autre vers 1600 dans la zone Nord, avec la migration des Ngulube. Mais la date à laquelle l'ouvrage se termine est adéquate parce que de nouveaux thèmes dominent l'historiographie de toute cette contrée au XIXe siècle : par exemple, le passage du commerce de l'ivoire à celui des esclaves, la participation de toute la région à un commerce manipulé de l'extérieur, l'implantation de toute une série de chefferies yao dans des territoires initialement gouvernés par les Maravi et, enfin, l'arrivée d'un ensemble de nouvelles communautés — Nguni, Swahili, Kololo et Européens — qui, finalement, cherchèrent à gagner le pouvoir politique quels qu'aient été les différents motifs de leur venue.

64. Ce paragraphe est en partie inspiré d'O. Y. Kaira, 1970-1971, et de J. B. C. Nkhoma, 1978.

CHAPITRE 22

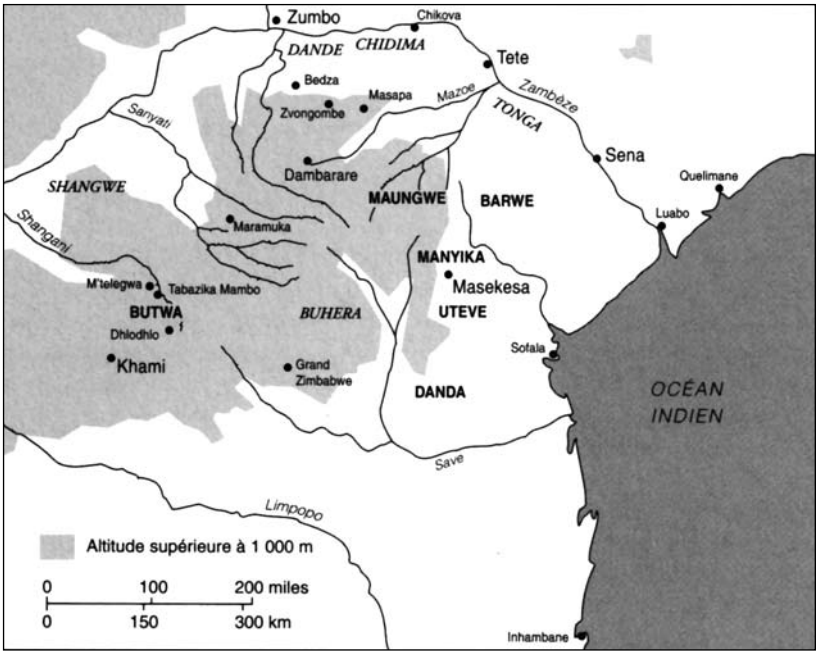
La région au sud du Zambèze

H. H. K. Bhila

On ne dispose, sur la région située au sud du Zambèze, que de peu de documents historiques pour la période allant de 1500 à 1800. Il faut s'en remettre essentiellement aux récits des voyageurs et commerçants portugais qui ont pénétré dans la région au cours de la première décennie du XVIe siècle. Ce chapitre portera donc surtout sur trois entités en particulier, à savoir l'Empire mutapa, l'Empire rozwi et les États shona orientaux. Les États mutapa et rozwi sont issus de la culture de Grand Zimbabwe (1200–1450), dont les origines et le développement sont traités ailleurs[1].

Le déclin de Grand Zimbabwe s'amorça à partir du milieu du XVe siècle[2] avec la baisse de la production d'or sur le plateau du Zimbabwe. On vit d'abord apparaître un obscur État portant, d'après des sources portugaises, le nom de Torwa ou de « Butwa »[3]. Cet État eut une première capitale à Khami, puis une deuxième à Danangombe[4]. La première, probablement fondée vers le milieu du XVe siècle, fut ravagée par un incendie au cours de la seconde moitié du XVIIe siècle[5]. D'après son architecture et sa céramique, l'État de Torwa était une réplique du site de Zimbabwe. La deuxième capitale était beaucoup plus petite que la première. Les vestiges archéologiques indiquent deux choses: premièrement, que la quasi-totalité des

1. UNESCO, *Histoire générale de l'Afrique*, vol. IV, chap. 21.
2. P. S. Garlake, 1973; I. R. Phimister, 1974 et 1976; T. N. Huffman, 1972.
3. P. S. Garlake, 1982, p. 30-31.
4. *Ibid.*
5. D. N. Beach, 1984, p. 26, 82, notes 60 et 61.



22.1. L'Afrique centrale et du Sud-Est sous les États du Mutapa et torwa.
[*Source:* d'après S. I. Mudenge, *A political history of Munhumutapa c. 1400-1902*, Harare, Zimbabwe Publishing House, 1988; et *Zimbabwe Epic*, publié par les Archives nationales du Zimbabwe, Harare, p. 47.]

prestigieux édifices de pierre érigés dans l'État de Torwa l'ont été avant 1650 et, deuxièmement, que la dynastie rozwi des *changamire*, qui annexa l'État de Torwa dans les années 1690, n'a entrepris aucune construction de ce type[6].

Le second événement politique important après le déclin de Grand Zimbabwe fut l'émergence de l'Empire mutapa qui, au début du XVIe siècle, avait déjà pris le contrôle des terres agricoles fertiles du plateau et d'« une partie des terres arides de la vallée du Zambèze qui commandait aussi quelques-unes des voies commerciales[7] ». L'Empire était composé d'un ensemble de communautés hétérogènes parlant karanga. En théorie, il s'étendait des confins méridionaux du Zambèze jusqu'à l'océan Indien mais, en réalité, l'autorité des chefs mutapa en dehors du plateau était assez limitée. Certaines indications donnent à penser que les Royaumes de Manyika, d'Uteve, de Barwe et de Danda se sont séparés de l'Empire au XVIe siècle mais en continuant de s'acquitter de leurs obligations rituelles et tributaires jusqu'à l'ascension de Dombo Changamire à la fin du

6. *Ibid.*, p. 27.
7. *Ibid.*

XVIIe siècle[8]. Malgré le peu de preuves dont on dispose à cet égard, il semblerait que les royaumes « rebelles » aient continué de payer tribut aux souverains mutapa longtemps après l'accession au pouvoir de Dombo Changamire. On pense que les *changamire* eux-mêmes ont parfois versé un tribut aux empereurs mutapa au cours du XVIIIe siècle[9]. Mais ceux qui apportaient le tribut rozwi étaient « reçus avec les honneurs accordés aux ambassadeurs des rois[10] ». Une évolution comparable s'est produite dans le bas Zambèze, où les chefs tonga et sena ont pu résister à tous les efforts déployés par les empereurs mutapa pour imposer leur hégémonie politique. C'est ainsi que l'Empire fut réduit à sa plus simple expression, c'est-à-dire à la région des territoires dande et chidima.

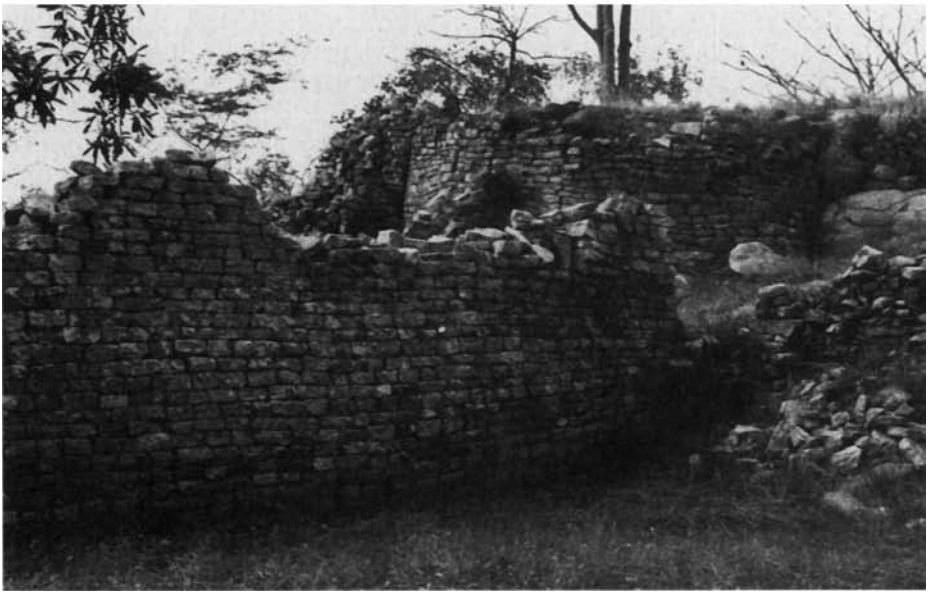
L'Empire mutapa a probablement continué de construire des édifices de pierre prestigieux jusqu'au XVIe siècle. Certaines des ruines les plus anciennes, en particulier le site de Zvongombe, correspondent aux premières capitales des souverains mutapa. Plus tard, on reconnaissait ces villes à leurs palanques de plusieurs mètres de hauteur. Antonio Bocarro a dressé un tableau très vivant de la capitale et des modes de vie des souverains mutapa dans les années 1620. Selon lui, la capitale était « très vaste et composée d'une multitude de maisons entourées d'une grande clôture de bois, à l'intérieur de laquelle il y avait trois logements, dont un pour la reine et un autre pour les domestiques qui lui sont attachés. Trois portes donnent sur une grande cour, l'une pour le service de la reine, et au-delà de laquelle aucun homme n'est admis, une autre pour la cuisine du roi, que seuls peuvent franchir les cuisiniers, qui sont deux jeunes gens choisis parmi les principaux nobles du royaume, ses parents en qui il a le plus confiance, et les garçons qui servent à la cuisine et qui sont aussi des nobles âgés de quinze à vingt ans. Ils ont également pour tâche de servir à manger au roi, en disposant devant lui sa nourriture à même le sol, sur un tapis ou une natte recouverts de mousseline. Ils proposent au souverain un grand nombre de viandes différentes, toutes rôties ou bouillies, comme des poules, des pigeons, des perdreaux, des chapons, du mouton, de la venaison, des lièvres, des lapins, du bœuf, des rats et autres types de gibier dont le roi, après s'être servi, donne une partie à ceux de ses domestiques toujours pourvus de nourriture de sa table[11] ».

Cependant, dans la première moitié du XVIIIe siècle, les Mutapa perdirent le contrôle direct du plateau et le cœur de l'Empire se déplaça vers les basses terres du Zambèze, entre Zumbo et Tete. Cette perte d'hégémonie politique représentait l'aboutissement d'un long processus de désintégration entamé en 1629, avec la défaite de Mamvura Mutapa par les Portugais[12], et se terminant en 1917, avec la disparition de l'État mutapa. L'affaiblissement de

8. Vasco Fernandes Homen à Luys da Sylva, dans E. Axelson, 1940, p. 269.
9. L. F. de Carvalho Dias, 1954.
10. *Ibid*.
11. A. Bocarro, dans G. M. Theal, 1899-1903, vol. III, p. 356-357.
12. G. M. Theal, 1899-1903, vol. V, p. 290-292.



22.2. Ruines dans la région de Matendere.
[© Queen Victoria Museum, Harare.]



22.3. Ruines de type mutoko.
[© Queen Victoria Museum, Harare.]

la dynastie mutapa incita des groupes shona voisins à s'approprier des terres, tels les Budya qui se déployèrent dans toute la région du bas Zambèze. Aussi, les souverains mutapa encouragèrent-ils d'autres groupes à s'établir au cœur de l'Empire[13].



22.4. Ruines de type musimbira.
[© Queen Victoria Museum, Harare.]

Sur le plan administratif, l'encadrement de l'Empire se faisait à trois niveaux : la capitale, la province et le village. Les Mutapa déléguaient leur autorité à des chefs de village et de province. Il semblerait cependant que les détenteurs de ces charges aient varié au gré des circonstances politiques. Dans les premiers temps de l'Empire, seuls des parents plus ou moins proches des Mutapa étaient investis des fonctions de chef de village ou de province. Par exemple, la coutume voulait qu'un prince et héritier présomptif soit placé à la tête des territoires dande. Il portait le titre de *nevanje* aîné. En deuxième position dans l'ordre de succession au trône venait un autre prince, dit *nevanje* cadet[14]. Outre les membres de la lignée royale, on promouvait à de hautes responsabilités ceux qui, bien que non apparentés aux Mutapa, avaient contribué à la conquête. Avec le temps, les Mutapa se sentirent plus confiants et sûrs d'eux-mêmes ; aussi, au XVIIe siècle, autorisèrent-ils les villages et les provinces à élire leurs propres chefs. Dans la capitale, ils étaient assistés par des dignitaires de haut rang qui recevaient des terres en échange

13. D. N. Beach, 1980a, p. 164-165.
14. W. G. L. Randles, 1979, p. 58 ; A. P. de Miranda, dans A. A. Andrade, 1955, p. 307-308.

de leurs services. Des devoirs précis étaient également assignés à chacune des épouses de l'empereur[15].

Les croyances et les méthodes de contrôle administratif

Les Mutapa disposaient de plusieurs mécanismes pour maintenir leur autorité sur l'Empire. Ainsi, l'obligation faite aux chefs territoriaux de venir chaque année rallumer leurs feux royaux à la flamme originelle[16], manière pour eux de réaffirmer leur allégeance au pouvoir central. Une fois l'an, les souverains mutapa donnaient à ces chefs l'ordre d'éteindre leurs feux royaux et de se mettre en route immédiatement pour le palais de Mutapa afin de les y rallumer. Ce rituel de fidélité était également répété lors de l'intronisation de tout nouveau monarque mutapa. À la mort d'un souverain mutapa, ordre était donné aux chefs territoriaux d'éteindre leurs feux royaux jusqu'à ce qu'un successeur ait été choisi, auprès duquel ils devraient venir les rallumer.

Tout manquement à ce rituel était assimilé à un acte de rébellion et, donc, était sévèrement puni. On avait alors recours à une armée efficace, dont les effectifs ont été diversement estimés à « 100 000 hommes sur la ligne de combat[17] », 30 000 soldats de métier au XVIe siècle et 3 000 hommes au XVIIIe siècle[18]. Ces chiffres donnent à penser qu'avant le déclin de l'Empire, les souverains mutapa pouvaient mobiliser au besoin un grand nombre de paysans et les enrôler dans l'armée, mais qu'ils furent bien moins en mesure de le faire lorsque l'Empire tomba en décadence et entra dans le chaos au XVIIIe siècle. Les statistiques fournies par des observateurs portugais contemporains sont fort peu fiables.

Les Mutapa se servaient aussi de la religion pour maintenir leur autorité sur leurs sujets par la relation étroite entre la monarchie et les médiums spirites, possédés soit par les esprits ancestraux des empereurs eux-mêmes, soit par des « représentants passés des premiers propriétaires fonciers[19] ». En plus de ses autres tâches, l'empereur était censé rester en contact étroit avec les morts puissants, au nom de la nation. C'est lui qui se conciliait l'esprit national et intercédait au nom de ses sujets. Le culte des sépultures royales contribuait également à rehausser l'image et le prestige de l'empereur et, en fin de compte, à renforcer son emprise sur son peuple. On attendait de lui qu'il se rende sur la tombe de ses ancêtres avant toute expédition militaire importante.

Les propriétaires de la terre, comme Dzivaguru, étaient faiseurs de pluie et officiers rituels au palais royal mutapa. Ce système religieux était repris

15. *Ibid.*; A. Bocarro, dans G. M. Theal, 1899-1903, vol. III, p. 356-357.
16. G. M. Theal, 1899-1903, vol. I, p. 96, vol. III, p. 130, vol. VI, p. 170.
17. Vasco Fernandes Homen à Luys da Sylva, dans E. Axelson, 1940, p. 274.
18. W. G. L. Randles, 1979, p. 60.
19. T. O. Ranger, 1979, p. 19.



22.5. Gravure de Mutapa (XVIIIe siècle) reflétant la richesse, la gloire et la puissance de l'Empereur.
[© Queen Victoria Museum, Harare.]

aux divers niveaux de l'administration. La religion constituait un mécanisme important de contrôle social, en particulier dans une économie dominée par l'agriculture. La participation de l'empereur aux rituels de la pluie était considérée comme essentielle à la prospérité économique de l'Empire. Il organisait, à l'intention de ses ancêtres, des danses « mensuelles de la nouvelle lune[20] » et de grandes fêtes annuelles pour apaiser ses esprits ancestraux. On trouve également des références à des musiciens qui « attiraient l'attention des esprits sur la nécessité de faire pleuvoir[21] ».

La religion jouait donc un rôle crucial de mécanisme social en matière de contrôle politique. De fait, les médiums spirites jouissaient d'un statut plus élevé que celui des empereurs. C'est pourquoi ils étaient (et sont encore) appelés *mhondoro* (lions) et avaient pour fonction de conseiller l'empereur sur toutes les affaires de l'État[22].

Mais l'instrument de contrôle politique le plus courant était le tribut, que levaient les empereurs mutapa et qui pouvait prendre la forme de produits agricoles, de peaux de lion et de léopard, de plumes d'autruche, de petit et de gros gibier, de poitrail de tout animal tué et, pour un éléphant, de la défense sur laquelle il était tombé en mourant[23]. Le tribut pouvait également être payé en travail. D'après João de Barros : « Tous les officiers et servants de sa cour et les capitaines des soldats, chacun avec ses hommes, doivent l'aider à cultiver ses champs ou faire tout autre travail, et ce sept jours sur trente. Et les nobles recevant de l'empereur une terre sur laquelle se trouvent des vassaux reçoivent d'eux la même chose. Parfois, lorsqu'il a besoin d'un service particulier, il envoie aux mines où l'on creuse pour trouver de l'or une ou deux vaches, selon le nombre de personnes là-bas, pour qu'elles se les répartissent entre elles en signe d'amour et, en échange de ce service, chacun donne un peu d'or, pour une valeur de cinq cents reis. Sur les marchés aussi, les commerçants donnent une certaine somme au lieu de services, non pas qu'on encoure une quelconque sanction à ne pas payer, mais on perd alors le droit de paraître devant Benomotapa, ce qui est considéré comme une grande disgrâce[24]. »

La pratique du paiement par le travail fut également adoptée par les chefs vassaux, qui semblent l'avoir appliquée différemment. Au lieu d'envoyer des gens travailler les champs de l'empereur, la population des villages et des hameaux d'Uteve cultivait un « grand champ de sorgho pour le roi ; tous les habitants de l'endroit étaient tenus d'y travailler certains jours de l'année, fixés à l'avance […] ». La récolte, toutefois, était faite par des « intendants recrutés à cette fin[25] ».

20. R. Gray et S. Marks, 1975, p. 388.
21. *Ibid.*
22. Anonyme, 1890, p. 223 ; D. P. Abraham, 1969 ; G. K. Garbett, 1966. Voir aussi E. G. Parrinder, 1967, p. 61.
23. J. de Barros, dans G. M. Theal, 1899-1903, vol. I, chap. 1 ; J. dos Santos, dans G. M. Theal, 1899-1903, vol. II, chap. 15 ; A. P. de Miranda, dans L. F. de Carvalho Dias, 1954, vol. VII, p. 135.
24. G. M. Theal, 1899-1903, vol. VI, p. 271.
25. J. dos Santos, dans G. M. Theal, 1899-1903, vol. II, chap. 15, p. 222.

Au moment de l'ouverture d'une nouvelle mine, les souverains mutapa envoyaient généralement leurs agents les plus sûrs collecter le tribut. Les chercheurs d'or érigeaient un abri pour loger les percepteurs et entreposer le tribut. Celui-ci était évalué comme équivalant « au produit d'un des trajets effectués quotidiennement par chaque mineur entre la mine et l'eau[26] ». Comme on le verra plus loin, il fallait, pour extraire en particulier l'or du minerai, laver celui-ci dans une rivière ou un étang. Ce système de tribut ne semble pas avoir fondamentalement évolué jusqu'à la disparition de l'Empire mutapa au début du XXe siècle.

On pourrait dire que ces divers mécanismes de contrôle ont partiellement contribué à préserver un empire centralisé, à une époque où les distances étaient telles qu'il était impossible d'exercer une surveillance étroite sur les chefs des différents territoires. L'incapacité de l'armée à étouffer les rébellions dans les régions reculées de l'Empire, les complots politiques internes mis à profit par les commerçants portugais et les guerres civiles sont autant de facteurs qui expliquent le déclin graduel et la chute de l'Empire mutapa.

Le facteur portugais

Bien que l'arrivée des Portugais à Sofala remonte à 1506, ce n'est que de 1550 à 1630 qu'ils tentèrent vraiment de soumettre l'Empire mutapa. Jusqu'en 1540, le commerce entre Portugais et Shona resta officieux. À cette date, les relations commerciales entre les négociants portugais et les monarques mutapa et leurs sujets furent cependant régularisées et officialisées[27] par l'ouverture d'une mission diplomatique et commerciale au palais royal mutapa, placée sous le commandement d'un officier nommé le capitaine des portes. Il était élu à vie par les Portugais qui commerçaient dans l'Empire, mais sa nomination devait être confirmée par les empereurs mutapa. Ses principales fonctions consistaient à transmettre aux souverains mutapa les présents, les requêtes ou les plaintes des commerçants portugais et vice versa[28]. Les relations entre la communauté portugaise et les souverains mutapa étaient essentiellement de nature tributaire, les Portugais versant un tribut, la *curva*. Chaque fois qu'un nouveau capitaine prenait ses fonctions à la forteresse portugaise du Mozambique, il était « dans l'obligation de payer au *monomotapa* l'équivalent de 3 000 cruzados en étoffes et en perles pour les trois années d'exercice de sa charge. Il peut alors ouvrir les terres à tous les marchands, chrétiens ou Maures, qui tous font négoce de tissus obtenus dudit capitaine ; et la plus grande partie de l'or extrait de ces rivières se retrouve entre les mains du capitaine du Mozambique[29] ».

26. W. G. L. Randles, 1979, p. 66.
27. J. dos Santos, dans G. M. Theal, 1899-1903, vol. II, chap. 9 ; Fr. Monclaro, dans G. M. Theal, 1899-1903, vol. III., p. 186.
28. J. dos Santos, dans G. M. Theal, 1899-1903, vol. II, p. 271.
29. *Ibid*., p. 272.

En échange de ce tribut, les empereurs mutapa accordaient aux négociants le droit de circuler librement dans tout l'Empire pour y vendre leurs étoffes et leurs perles. D'après João dos Santos, missionnaire jésuite : « On n'a jamais entendu parler de voleurs cafres attaquant des Portugais sur la route ou les agressant pour les voler, à moins que le *monomotapa* lui-même n'en donne l'ordre, ce qui lui arrive parfois pour venger une offense commise ou prétendument commise à son endroit par les Portugais, en particulier lorsqu'un capitaine récemment nommé au Mozambique n'a pas effectué (ou a différé d'un an) le paiement en étoffes dont il est habituel de s'acquitter dans l'année qui suit l'entrée en fonctions[30]. »

Dans ce cas, l'empereur ordonnait la saisie sans dédommagement de toute la marchandise dans son empire. C'est effectivement ce qui se produisit en 1610, lorsque Gatsi Rusere décréta la *mupeto* (confiscation par la force) de la marchandise des commerçants portugais, ce qui déclencha contre ces derniers une série de raids et de meurtres[31]. Outre le tribut versé par le capitaine portugais aux empereurs mutapa, les marchands portugais et arabes-swahili devaient céder une pièce d'étoffe pour vingt pièces introduites dans l'Empire[32]. En plus des tissus et des perles qui étaient largement diffusés, les empereurs mutapa se voyaient également offrir par les Portugais des articles de luxe importés tels que des soies, des tapis, des objets en céramique et en verre qu'ils utilisaient pour rehausser leur prestige dans le cadre d'un système de patronage.

Ce régime de relations tributaires se perpétua pratiquement sans changement jusqu'à la deuxième moitié du XVIe siècle. Puis, les Portugais commencèrent à prendre le dessus sur les monarques mutapa à la suite des multiples guerres d'agression qu'ils menèrent au sud du Zambèze entre 1569 et 1575[33] et qui leur permirent de s'implanter dans les royaumes orientaux d'Uteve et de Manyika. Au terme de plusieurs batailles, les Portugais conclurent en 1575, avec le roi d'Uteve, un traité stipulant que le capitaine de Sofala et ses successeurs devaient verser aux chefs teve un tribut annuel de 200 pièces d'étoffe[34]. En échange, les négociants portugais obtenaient le droit de circuler librement sur tout le territoire du Royaume de Manyika qu'ils croyaient, à tort comme la suite des événements le prouva, regorger d'or. En outre, les habitants de la forteresse portugaise de Sofala avaient le droit de pénétrer librement dans l'intérieur des terres, en suivant le cours du fleuve Sofala, pour acheter des provisions. Comme avec les empereurs mutapa, tout commerçant portugais qui voulait traverser l'Uteve pour se rendre au Manyika devait céder au chef teve une pièce d'étoffe pour vingt pièces introduites dans le royaume. Toutefois, les marchands africains qui

30. P. B. de Rezende, dans G. M. Theal, 1899-1903, vol. II, p. 414, 427 et 429. La valeur de la *curva* aurait été de 15 000 ou 16 000 cruzados tous les trois ans. Ce montant semble un peu exagéré.
31. J. dos Santos, dans G. M. Theal, 1899-1903, vol. II, p. 272.
32. Fr. Monclaro, dans G. M. Theal, 1899-1903, vol. III, p. 202-253.
33. R. Gray et S. Marks, 1975, p. 390.
34. J. dos Santos, dans G. M. Theal, 1899-1903, vol. II, p. 219.

faisaient négoce « de tissus, de perles et autre marchandise avec les Portugais », devaient « au roi trois pièces sur vingt »[35]. On ne sait pas très bien pourquoi les commerçants africains devaient verser plus que leurs homologues portugais mais on pense que c'était probablement pour empêcher l'essor d'une classe marchande puissante qui aurait pu contester l'autorité politique du roi. Un traité similaire fut conclu avec le roi du Manyika en 1573[36].

Ce succès limité incita les Portugais à tenter d'autres incursions dans l'Empire mutapa. Les rébellions qui y éclatèrent entre 1590 et 1607 leur donnèrent l'occasion de plonger dans la complexité de la politique mutapa. Un chef mutapa, Gatsi Rusere, fit appel aux Portugais et signa avec eux un traité d'assistance militaire. En échange, il promit de céder toutes ses mines d'or, de cuivre, de fer, de plomb et d'étain[37]. Le traité conférait certes aux Portugais le prestige de la propriété, mais ils n'avaient ni les connaissances techniques ni la main-d'œuvre nécessaires pour exploiter les métaux. En fait, le traité fut de peu de valeur parce que les Portugais laissèrent Gatsi Rusere affronter seul les guerres civiles qui ne cessèrent de faire rage jusqu'à sa mort en 1624. La succession de Gatsi Rusere revint à son fils, Nyambu Kapararidze, dont la légitimité sur le trône royal de Mutapa fut contestée par son oncle Mamvura. Dans la guerre qui s'ensuivit entre les deux rivaux, Mamvura sollicita l'assistance militaire des Portugais, qu'il obtint en 1629. Après avoir extorqué de Mamvura un certain nombre de promesses, les Portugais firent cause commune avec lui contre Kapararidze. Ces promesses incluaient notamment un traité de vassalité et la cession des mines d'or et d'argent. Comme Gatsi Rusere en 1607, Mamvura monta sur le trône avec l'appui militaire des Portugais. Le traité qu'il conclut alors avec eux l'obligeait à accorder à leurs marchands le droit de circuler librement dans tout l'Empire, à expulser les commerçants arabes-swahili de son territoire et à autoriser les missionnaires dominicains à prêcher leur religion. Mamvura s'engageait également à supprimer la *curva*, que les Portugais payaient aux chefs mutapa depuis le milieu du XVIe siècle environ, et à verser désormais lui-même un tribut aux Portugais. Après la signature de ce traité, les commerçants et aventuriers portugais arrivèrent de plus en plus nombreux sur le territoire de l'Empire mutapa. Mamvura et sa femme furent tous deux baptisés et prirent respectivement le nom de Domingos et de Luiza[38]. Ce traité de 1629 encouragea des aventuriers portugais à s'emparer de terres auxquelles la Couronne portugaise reconnut plus tard le statut de *prazos* (terres de la Couronne). Jusque-là hôtes des chefs africains, les marchands portugais devinrent alors pratiquement les maîtres du territoire. Mais leur individualisme et leur mépris de la loi entraînèrent une période de chaos et

35. G. M. Theal, 1899-1903, vol. VII, p. 222.
36. *Ibid*., p. 218.
37. *Id*., vol. III, p. 367-370.
38. Pour le texte intégral du traité, voir J. Coelho, dans G. M. Theal, 1899-1903, vol. V, p. 290-292.

d'anarchie. On pourrait dire de la pénétration des Portugais dans l'Empire mutapa qu'elle a conduit à la désintégration de celui-ci et donné naissance à ce que l'on a appelé le système du *prazo*, ainsi qu'à une nouvelle entité, l'Empire rozwi.

Le système du *prazo*

À partir de ce moment, l'acquisition de terres par des aventuriers portugais se poursuivit pratiquement sans frein; c'est ainsi que se constituèrent de nombreux *prazos da coroa* (terres de la Couronne)[39] appartenant à des fonctionnaires, des marchands, des ordres religieux et des pionniers portugais.

Le régime du *prazo* était une synthèse de deux systèmes socio-économiques. Le premier était celui des Shona dont la société se divisait en une oligarchie dirigeante et des paysans producteurs. Le second, qui se superposait au précédent, était celui des *prazeros*, régnant en tant que classe dominante sur les *chikunda* (armées d'esclaves). Autrement dit, les *prazeros* perpétuèrent le système sociopolitique qu'ils avaient trouvé à leur arrivée dans la région du Zambèze. Le chef africain continuait de remplir ses fonctions traditionnelles mais « sans détenir désormais l'autorité absolue[40] », le *prazero* s'arrogeant le statut de suzerain. En ce sens, leur relation s'apparentait à celle qui existait entre le chef et le sous-chef dans l'Empire mutapa.

Les rapports de production dans les *prazos* étaient essentiellement d'ordre féodal. Le chef africain versait au *prazero* un tribut en nature: beurre, étoffes tissées localement, miel, tabac, sucre, petit et gros bétail, ivoire et poussière d'or[41]. En tant que chef *de facto*, le *prazero* adoptait les pratiques sociales africaines dans le domaine de la religion et prenait épouse dans les familles des chefs pour dissimuler son usurpation du pouvoir traditionnel africain, rehausser son image auprès des Africains et surmonter sa principale faiblesse, à savoir son manque de légitimité dans la politique africaine traditionnelle. Ces considérations ont conduit le professeur Isaacman à avancer une théorie de l'africanisation selon laquelle le *prazo* en tant que système foncier portugais a été tellement transformé et adapté à la situation africaine qu'il en est devenu complètement africain[42]. Ce processus d'africanisation aurait débuté au tournant du XVIIe siècle.

Toutefois, la théorie d'Isaacman est difficilement soutenable quand on sait que le système du *prazo* a toujours été plus ou moins lié au capitalisme marchand. Comme le souligne Isaacman lui-même, les *prazeros* servaient d'intermédiaires dans le commerce entre le Mozambique et l'Inde et, finalement, l'Europe, puisqu'au XVIIIe siècle, ils ont surtout exporté de l'ivoire et des esclaves en direction du Brésil et des îles françaises de l'archipel Maurice. Ainsi, le système du *prazo* a conservé ses liens économiques avec l'Europe

39. A. F. Isaacman, 1972*b*, chap. 2; M. D. D. Newitt, 1973, chap. 4.
40. A. F. Isaacman, 1969.
41. W. F. Rea, 1976, p. 102.
42. A. F. Isaacman, 1972*b*, p. 56-63.



22.6. Le père Gonçalo da Silveira, qui a introduit le christianisme dans l'Empire mutapa en 1560. Il fut tué sur ordre de l'Empereur quand la rumeur se répandit qu'il avait conduit une mission de reconnaissance d'envahisseurs portugais.
[© Queen Victoria Museum, Harare.]

et l'on peut donc dire que la société des *prazeros* a gardé, même dans sa phase décadente, quelque chose de non-africain. En outre, l'organisation interne des *prazos* comportait certains aspects que l'on pourrait difficilement qualifier d'africains, notamment la coexistence du *colono* et de la *chikunda* (armée d'esclaves). Même au plus fort de la prétendue mutation en institution africaine du système du *prazo*, un processus inverse était en cours, celui de la désafricanisation des sociétés traditionnelles africaines dans les *prazos*. Comme le système du *prazo* répondait à une demande interne d'esclaves, les *prazeros* réduisaient en esclavage et vendaient leurs voisins africains, et ils brimaient *colonos* et esclaves. D'où l'apparition d'un système d'*aringas*, où la vie des *colonos* fut tellement perturbée que la distinction traditionnelle entre *colono* et esclave devint floue.

On a affirmé que, « pour ce qui est de l'administration au quotidien des *colonos*, la position du *mambo* resta pratiquement inchangée[43] ». Il est exact que le *mambo* jouissait d'un certain prestige et était obéi de son peuple en vertu de sa relation avec les lignées fondatrices. Comme le souligne Isaacman, « quand un *mambo* entrait dans un village, tout travail cessait; il était accueilli par un concert d'applaudissements, signe traditionnel de respect et de déférence envers un souverain[44] ». Mais ce n'étaient là que signes extérieurs. En vérité, c'était le *prazero* qui avait le dernier mot en matière de jugement des litiges et des différends ou pour la nomination du chef africain lui-même. L'ivoire sur lequel l'éléphant tombait ne revenait plus de droit au *mambo*, non plus que les « morceaux de choix des autres animaux morts sur ses terres[45] ». Même le droit de distribuer la terre avait été usurpé par le *prazero*. Il est donc impossible de prétendre que « l'arrivée du *prazero* n'entraîna pas la destruction ou la modification du système politique traditionnel[46] ». Sans doute ne fut-il pas détruit mais il fut grandement modifié. En tant que première phase de la colonisation du Mozambique par le Portugal, les *prazos* étaient des poches d'exploitation politique et économique de la région par les marchands portugais, qui ont impliqué nécessairement une modification des institutions politiques et sociales africaines.

L'expansion géographique des *prazos*

Les *prazos* étaient disséminés des deux côtés du Zambèze. Il y avait cependant des différences notables entre ceux du Nord et ceux du Sud[47]. Ces derniers étaient propriété de la Couronne portugaise (*terras da coroa*), ce qui n'était pas le cas des premiers. Les *prazeros* qui étaient à la tête de terres de la Couronne devaient satisfaire à des obligations dûment spécifiées. Théoriquement, une *terra da coroa* ne pouvait pas être détenue pendant plus de trois générations et ne se transmettait que par les femmes; elle ne pouvait

43. *Id.*, 1969, p. 158.
44. *Ibid.*
45. *Ibid.*
46. *Ibid.*
47. W. F. Rea, 1976, p. 88-89.

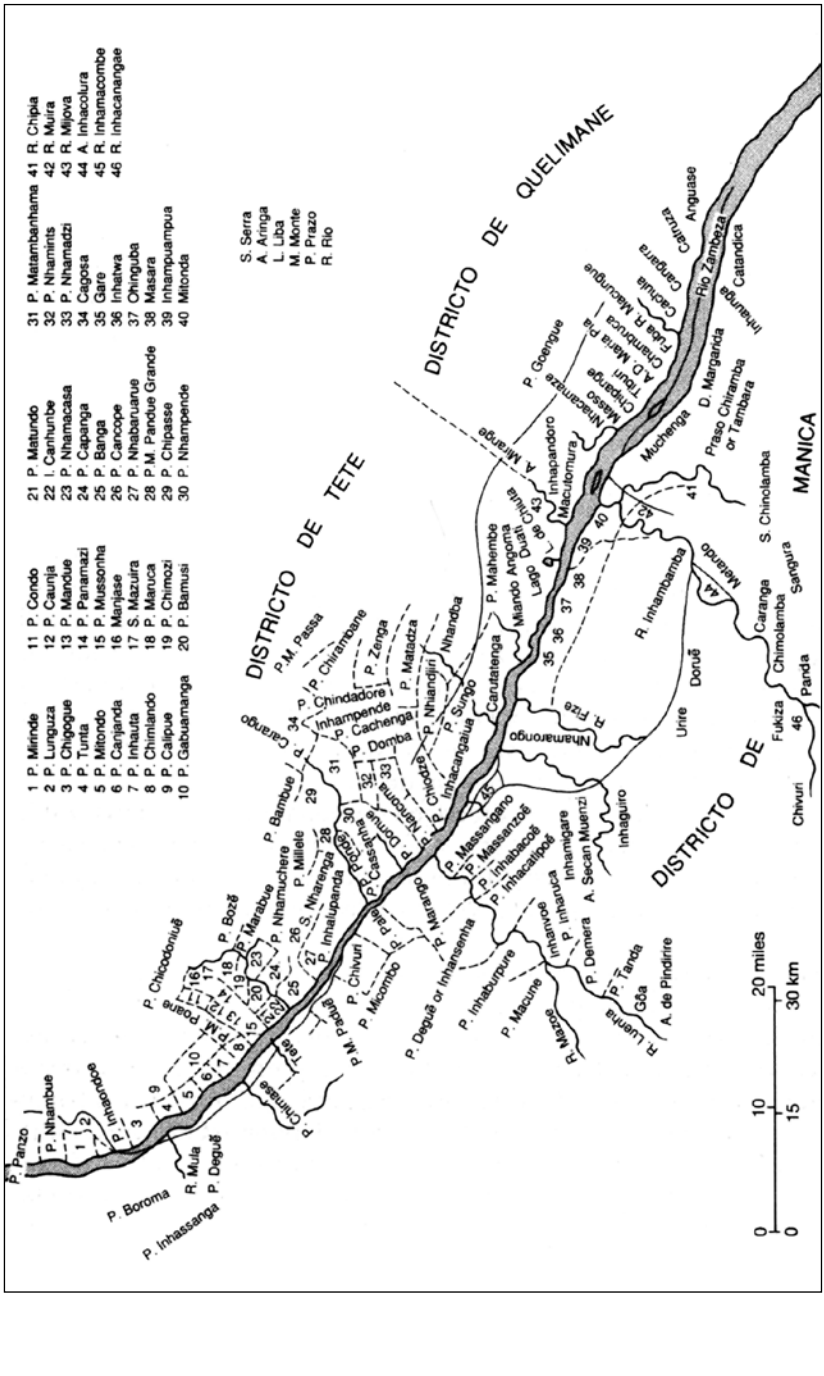
pas excéder trois lieues de longueur et son détenteur devait payer un loyer annuel. Les détenteurs des *prazos* du Nord n'étaient soumis à aucune de ces conditions et faisaient l'acquisition de leur terre en vertu d'un accord direct avec le chef local. Ces divergences entraînaient de grandes différences de valeur constatées entre *prazos* de mêmes dimensions. En outre, il était préférable d'être à la tête d'un *prazo* du Nord, plus proche du marché, la *feira* de Zumbo, ainsi que, au XVIII[e] siècle, des exploitations aurifères des *bares*.

Le système du *prazo* reposait sur le travail de diverses catégories d'esclaves. L'esclave le plus haut placé était le *chuanga*[48]. Il était « les yeux et les oreilles » du *prazero* et c'était donc sa loyauté qui lui valait ses fonctions. Chaque village avait son *chuanga*, dont la fonction première était d'espionner les chefs traditionnels et de percevoir taxes et ivoire. Le *prazero* comptait sur lui pour recueillir des informations sur la population africaine locale et recruter dans le voisinage des chefs africains sans emploi. L'effectif de la population africaine sur sa terre était d'une importance capitale pour le *prazero*. Il en dépendait en effet pour la production d'or, le commerce, le tribut qu'il en recevait en nature, la défense et, souvent, pour ses guerres d'expansion territoriale. Afin de faire respecter son autorité, il s'en remettait à la *chikunda*, dont la fonction principale était de faire la police dans la population locale, de veiller au respect des lois du *prazero* ainsi que de mater les actes de rébellion. En général, la *chikunda* pouvait compter de 20 à 30 hommes dans les petits *prazos*, et jusqu'à des milliers dans les grands. La *chikunda* était divisée en *nsaka* (groupes de 10 hommes) placés sous le commandement d'un *sachikunda*, lui-même sous les ordres d'un *mukazambo* (chef d'esclaves). Il pouvait y avoir jusqu'à 20 ou 30 chefs d'esclaves dans un *prazo*, chargés essentiellement de trancher les litiges et d'administrer le *muavi*, l'épreuve du poison destinée à établir la culpabilité ou l'innocence d'un individu accusé de sorcellerie.

Dans son rapport de 1766 sur la côte africaine, Antonio Pinto de Miranda décrit les principales méthodes permettant de se procurer des esclaves. Selon lui, les chasseurs d'esclaves volaient des enfants qu'ils vendaient ensuite aux commerçants portugais, aux marchands arabes-swahili et à des agents africains. En période de famine, il arrivait que des gens soient vendus comme esclaves ou mis en gage. Enfin, des criminels reconnus coupables, des prisonniers de guerre et des débiteurs défaillants subissaient le même sort[49]. L'image qui se dégage d'autres sources portugaises est celle d'un asservissement volontaire.

Toutefois, suffisamment d'indications donnent à penser que certains de ceux qui avaient été vendus avaient l'impression de « ne pas être réellement des esclaves, mais de servir de la même manière qu'un serviteur européen qui convient d'un salaire avec son maître sans pour autant devenir son esclave[50] ». Il arrivait aussi qu'on dût vendre ses propres enfants pour s'acquitter du

48. A. P. de Miranda, dans A. A. Andrade, 1955, p. 266-270.
49. *Ibid.*
50. *Ibid.*



22.7. Les *prazos* de la basse vallée du Zambèze.
[*Source*: d'après M. D. D. Newitt, 1973, p. 59. Adapté avec l'aimable autorisation de Longman Group UK Ltd.]

tribut dû aux *prazeros*, auquel cas on ne pouvait racheter son enfant qu'en échange d'un esclave. De toute évidence, certains chefs et *colonos* n'ont eu d'autre choix que de vendre les personnes à leur charge.

Le déclin du système du *prazo*

Pour plusieurs raisons, le système du *prazo* déclina au cours de la seconde moitié du XVIIIe siècle. Tout d'abord, l'autorité du *prazero* était mal délimitée par rapport à celle du chef traditionnel africain[51]. Souvent, le *prazero* en profitait pour abuser de son pouvoir et obliger les paysans africains à lui vendre en exclusivité leurs produits agricoles, à des prix artificiellement bas ; il les soumettait aussi à de lourds impôts, les torturait et commettait « des centaines de sanglantes et féroces atrocités et d'assassinats cruels dont les autorités gouvernementales n'eurent jamais vent[52] ». Les *colonos* réagirent violemment en se révoltant contre son autorité et même en s'en allant. Miranda a attiré notre attention sur les tentatives de révoltes d'esclaves et sur les *mussitos* (bastions d'esclaves fugitifs) vers la fin du XVIIIe siècle. Ces révoltes et ces départs entraînèrent déclin de la production agricole, famine et sécheresse[53]. Le *prazero* et ses armées d'esclaves comptaient, pour se nourrir, sur la production des paysans, la *chikunda* usait de la force pour leur extorquer des vivres et les *colonos* réagirent une fois de plus en quittant les prazos pour chercher ailleurs nourriture et sécurité.

La traite des esclaves fut un autre facteur qui contribua au déclin du système du *prazo*. Le trafic maritime des esclaves connut une recrudescence dans les années 1640 à la suite de l'occupation de l'Angola par les Hollandais[54]. L'approvisionnement du Brésil en esclaves angolais fut interrompu et Lisbonne dut se tourner vers l'Afrique du Sud-Est. Puis, dans les années 1730, la mise en place d'une économie de plantation dans les îles françaises des Mascareignes créa une demande supplémentaire d'esclaves. Pourtant, en dépit de toutes ces nouvelles demandes, le nombre d'esclaves « exportés » depuis le sud du Zambèze était relativement modeste en 1752 : 300 en provenance du Zambèze et 200 de Sofala. Un missionnaire allemand qui vécut dans la région en 1758-1759 observait lui aussi que « peu d'esclaves étaient envoyés outre-mer et ce sort était jugé si abominable que ceux qui y étaient condamnés préféraient se suicider pour s'y soustraire[55] ». Vers la fin du XVIIIe siècle, toutefois, le trafic des esclaves prit une telle ampleur que les *prazeros* de la vallée du Zambèze y virent une occasion de s'enrichir. Ils organisèrent de véritables razzias dans les territoires chewa, nsenga et manganja, dont ils ramenèrent des caravanes entières d'esclaves. Ils se mirent aussi à vendre les esclaves de leurs propriétés, sapant ainsi le

51. *Ibid.*
52. A. F. Isaacman, 1969, p. 170.
53. A. P. de Miranda, dans A. A. Andrade, 1955, p. 266-270.
54. *Ibid.*
55. W. F. Rea, 1976, p. 117-118.

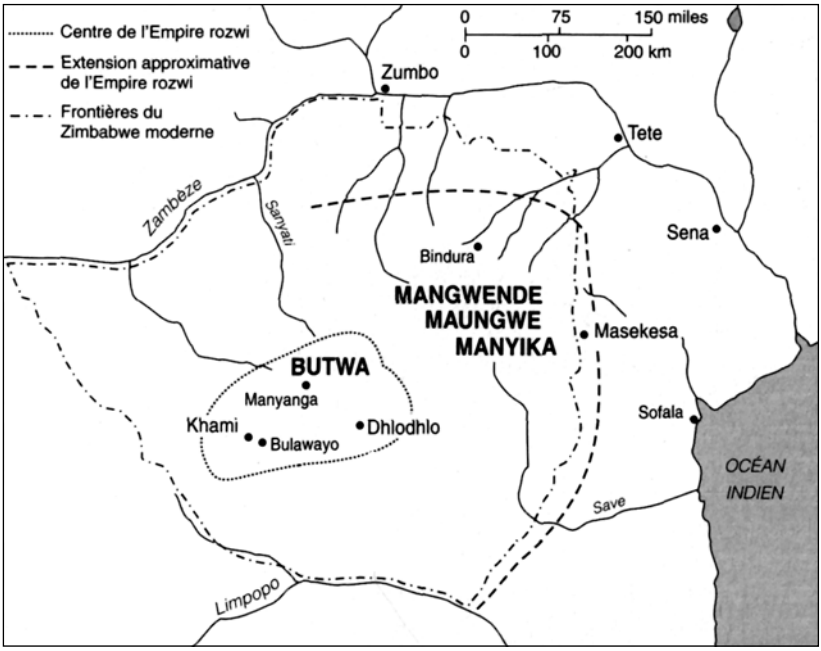
fondement même du système du *prazo*. Cependant, le reste de la région du Zambèze, mis à part la vallée, fut peu touché par le trafic des esclaves. Le déclin des *prazos* au sud du Zambèze fut plutôt précipité par la montée en puissance, dans la deuxième moitié du XVIIe siècle, d'une nouvelle entité, la dynastie rozwi des Changamire.

L'Empire rozwi

Les origines de l'Empire rozwi demeurent obscures. Et le problème a été compliqué par le fait que le nom de Changamire, associé au fondateur de cet empire dans la seconde moitié du XVIIe siècle, est mentionné dès le XVe siècle[56]. On trouve quelques références ponctuelles à une dynastie changamire au XVIe siècle et « la dernière fois que l'on a entendu parler de ces premiers Changamire ce fut à l'occasion de leur défaite en 1547-1548[57] ». Toutefois, il semble exister un certain consensus sur quatre points[58] : premièrement, les Rozwi faisaient partie intégrante des Karanga historiques de l'Empire mutapa jusqu'à ce qu'ils fassent sécession au XVIIe siècle et acquièrent une identité séparée ; deuxièmement, « le terme de Rozwi a d'abord été employé pour désigner une partie de ces Karanga historiques liés à la montée en puissance, entre 1684 et 1695, du *changamire* Dombo Ier[59] » ; troisièmement, la création de l'Empire rozwi fut l'œuvre de ce dernier ; quatrièmement, l'appellation Rozwi, dérivée du verbe shona *kurozva* (détruire), ou bien fut adoptée par les « partisans de Dombo […] par vanité[60] » à la suite des destructions qu'ils avaient commises pendant leurs guerres de conquête, ou bien leur fut donnée en surnom par leurs victimes.

Entre 1684 et 1695, Dombo Changamire accéda peu à peu au pouvoir dans le Nord-Est[61], dans des conditions encore obscures. C'était un berger des empereurs mutapa, qui s'était rebellé en se rendant avec ses partisans d'abord dans l'État de Torwa, au sud-ouest, puis dans les Royaumes de Manyika et d'Uteve, à l'est[62]. Les commerçants portugais, alors même qu'ils étaient en train de conquérir ces régions, furent expulsés du Royaume de Maungwe en 1684, de la zone des plateaux en 1693 et du Royaume de Manyika en 1695. Ils se réfugièrent à Zumbo, où ils fondèrent un nouvel établissement en 1710, puis revinrent à leur ancien centre de Masekasa, au Manyika. Mais il était à chaque fois entendu tacitement qu'ils étaient sous l'autorité des *changamire*, chefs suprêmes rozwi. Ainsi, les dirigeants rozwi purent créer un empire qui

56. D. de Alcacova au roi, Cochin, 20 novembre 1506, dans *Documentos sobre os Portuguezes em Moçambique e na Africa central, 1497-1840*, vol. I, p. 393.
57. D. N. Beach, 1980*a*, p. 228.
58. S. I. Mudenge, 1974*a*.
59. *Ibid*
60. *Ibid*.
61. D. N. Beach, 1980*a*, p. 228-231.
62. *Ibid*.



22.8. L'Empire rozwi.
(*Source :* d'après D. N. Beach, 1984, p. 38.]

s'étendait jusqu'à Buhera, Bocha, Duma et les hautes terres du Sud-Est. Au nord-ouest, l'Empire était borné par le veld sableux, au nord, par les sols sodiques et, au sud-ouest, par le bas veld[63]. Son noyau central était probablement le même que celui des Ndebele, qui prirent sa suite vers 1840. Sa capitale fut d'abord installée à Danangombe, mais il semble qu'ultérieurement, les empereurs rozwi aient parfois vécu à Khami et à Natetale.

C'est un récit du XIXe siècle qui nous permet d'imaginer la capitale rozwi[64], mais elle n'avait probablement guère changé depuis les XVIIe et XVIIIe siècles. Selon ce compte rendu, le palais royal était constitué de trois grandes maisons de pierre, chacune d'entre elles comprenant de nombreuses pièces où l'empereur rozwi entreposait ses biens. Les maisons étaient entourées de murs faits de défenses d'éléphant. Le *changamire* rozwi possédait de nombreux fusils qu'il s'était procurés auprès de marchands portugais de Sena. Il élevait « porcs et chiens de race » ; en outre, il « ne mange aucun aliment frais, rien que de la nourriture ancienne et il boit seul son *pombe*. Certains jours, il part à la chasse avec ses courtisans, d'autres fois, il y envoie ses chasseurs ; à sa mort, il est enterré dans sa maison et il n'y a ni lamentations ni deuil car

63. *Ibid*., p. 236.
64. A. H. U. Lisbon Moc. Caixa 2, João Julião da Silva, Sofala, 8 août 1844. « Memoria respectiva a villa de Sofala » (1836-1847).

22.9. Mur décoratif à Danagombe, ville probablement construite au XVIIe siècle pour être l'un des centres de l'État de Torwa et qui en est devenue la capitale vers 1630-1640 après l'incendie ayant détruit Khami. On estime sa population à 2 000 habitants environ.
[© Queen Victoria Museum, Harare.]

dès le lendemain du décès, ses femmes présentent aux anciens un nouveau *changamire* choisi par leurs soins, et la première épouse le couronne de deux toques […][65] ».

Les Rozwi conservèrent leur identité d'élite étrangère au milieu d'un peuple qui partageait le même totem *moyo* (cœur), ayant été leurs alliés durant les guerres de conquête des populations de langue kalanga ainsi que de celles de l'État de Torwa.

L'administration provinciale

Les empereurs rozwi employèrent, pour préserver leur empire, les mêmes méthodes que les Mutapa. Ils eurent recours notamment à l'attribution de terres, au tribut, à la religion et à l'entraînement d'une armée efficace.

Ils distribuaient des terres aux chefs récemment installés et leur demandaient un tribut. Ils manipulaient aussi la classe sacerdotale lors de l'installation des chefs, des pratiques de libation et de divers cultes des esprits. Ils introduisirent un certain nombre d'innovations en matière de religion et de collecte du tribut. Sous le règne des empereurs mutapa, on l'a vu, les chefs tributaires avaient pour habitude de faire porter leur tribut directement au palais royal. Au contraire, les empereurs rozwi eurent un système de tribut organisé en forme de pyramide hiérarchique, dont la base était le village et le sommet, le palais. Le principal officier et commandant de l'armée, le *tumbare*, surveillait la collecte du tribut dans tout l'Empire, dépêchant des brigades spéciales de percepteurs dans les provinces et les villages. La perception du tribut était donc une fonction spécialisée de l'administration générale de l'Empire. Certains percepteurs bénéficiaient du soutien de l'armée.

Les Rozwi établirent un système religieux entièrement différent de celui du *mhondoro* (médiums spirites) des Shona du Nord et de l'Est. Le culte rozwi de Mwari, la « divinité des oracles », était fondé sur la croyance en un dieu suprême qui se manifestait par l'intermédiaire de phénomènes naturels tels que la foudre ou les tremblements de terre. Les principaux officiants de l'oracle Mwari étaient la Bouche, l'Oreille et l'Œil, dont la mission première consistait à recueillir des informations. Les empereurs rozwi manipulaient le culte de Mwari à des fins politiques.

L'efficacité proverbiale de l'armée rozwi appelle un certain nombre d'éclaircissements. Au XVIIIe siècle, les observateurs portugais ne tarissaient pas d'éloges sur la discipline qui y régnait et son efficacité, les soldats étant généralement bien équipés d'arcs et de flèches, de coutelas, de sagaies, de haches de guerre et de gourdins. Son organisation ressemblait beaucoup à celle de l'armée de Shaka, roi zulu du XIXe siècle[66]. Comme les Zulu, les Rozwi avaient divisé leur armée en régiments et adopté une formation de combat en arc de cercle. Dans certaines circonstances, toutefois, il leur arri-

65. A. H. U. Moc. Caixa 7, « Descripção corografica do reino de Manhica, seus custumes e leis » (1794).
66. S. I. Mudenge, 1974*b*, p. 378.

vait d'abandonner cette méthode. Un cas typique est celui de la bataille de Maungwe, en 1684, qui vit la victoire de l'habile et rusé Dombo Changamire sur les Portugais trompés « par ses stratagèmes[67] ». Comme celles de la plupart des sociétés précoloniales africaines, l'armée rozwi se livrait à certains rites pour se donner ardeur, vaillance et confiance avant l'heure de la bataille. Les Portugais en vinrent à croire que l'empereur rozwi « avait une huile magique qui lui permettait de tuer quiconque par simple attouchement[68] ». Nul doute que cette croyance et d'autres semblables jouèrent un rôle important dans les victoires militaires rozwi.

Les qualités guerrières de l'armée rozwi peuvent aussi s'expliquer par l'entraînement intensif auquel étaient soumis les soldats, comportant exercices militaires et pratique du tir à l'arc. Les caractéristiques de l'entraînement et de la hiérarchie de cette armée ont conduit certains historiens à évoquer l'organisation et la terminologie de l'armée romaine[69]. Comme nous l'avons déjà indiqué, il est plus probable, cependant, qu'elles s'apparentaient davantage à celles des armées zulu, ndebele et sotho du début du XIXe siècle.

Une autre caractéristique de l'armée rozwi, qui a été quelque peu exagérée, est celle de son invincibilité légendaire. Sa victoire sur les Portugais à la fin du XVIIe siècle est souvent citée en exemple. Mais on oublie de replacer ces succès militaires dans le contexte de l'ensemble de la présence portugaise en Afrique centrale et orientale au cours de cette période. Les Portugais menaient alors, pour leur survie le long de la côte est-africaine, un combat qui dura de 1650 environ jusqu'à 1729, année de la destruction de leur forteresse de Mombasa par le Sultan d'Oman[70]. Celui-ci ayant pris pied dans l'île de Paté, lança des expéditions militaires infructueuses contre Mombasa en 1661 et contre Mozambique en 1670. En mars 1696, une flotte de Mascate, renforcée à Paté, assiégea Fort-Jésus à Mombasa. Fort-Jésus tomba et cette chute marqua la fin de la mainmise portugaise sur la côte Est de l'Afrique au nord du cap Delgado[71]. En d'autres termes, ce que les *changamire* rozwi rencontrèrent dans la région du sud du Zambèze ne représentait pas la totalité de l'effort militaire portugais organisé. En effet, les Portugais s'attachaient alors à rétablir leur hégémonie sur la côte Est de l'Afrique. Par conséquent, leur défaite devant les Rozwi à cette époque peut difficilement être prise pour un indice de l'efficacité de l'armée rozwi.

En fait, l'effort militaire des Portugais au sud du Zambèze s'appuyait essentiellement sur les *prazeros*, qui étaient eux-mêmes déchirés par des intérêts économiques assez contradictoires. Les *prazeros* avaient aussi semé la discorde dans la plupart des sociétés africaines, en particulier sur les terres mutapa et au Royaume d'Uteve. Il est facile d'exagérer l'efficacité de la machine de guerre des Rozwi si l'on oublie de prendre ces facteurs en ligne de compte quand on évalue la gloire et la puissance de l'Empire rozwi.

67. *Ibid.*, p. 379.
68. *Ibid.*
69. *Ibid.*, p. 377.
70. C. R. Boxer et C. de Azevedo, 1960.
71. *Ibid.*; G. S. P. Freeman-Grenville, 1963, p. 141-142.

L'économie

L'agriculture

Les principaux secteurs d'activité dans les sociétés shona étaient l'agriculture, l'élevage, la chasse, la cueillette, la pêche et le travail des métaux, auxquels s'ajoutait le commerce lointain et interrégional. Les Shona cultivaient trois céréales principales, le mil rouge, le mil perlé xérophile et diverses variétés de sorgho[72]. L'unité de production était le ménage et il n'y a pas de preuves incontestables que la division du travail était strictement établie en fonction du sexe, comme l'ont laissé entendre certains auteurs[73]. Les quelques témoignages existants donnent à penser que la situation variait d'une société à l'autre. Dans certaines, comme l'a observé Barber, « les hommes adultes de la communauté étaient chargés de la construction des abris, du défrichement et de la préparation des terres nouvelles[74] » tandis que les femmes ensemençaient et cultivaient les champs. Les hommes et les femmes faisaient ensemble la récolte. En d'autres termes, les hommes s'acquittaient des tâches les plus lourdes dans le cycle agricole, laissant aux femmes les plus légères, plus dans un esprit de coopération que selon une stricte division du travail. Dans d'autres sociétés toutefois, comme celle des Hlengwe du bas veld, il y avait une certaine division du travail : les hommes adultes consacraient l'essentiel de leur temps à piéger et à chasser le gibier tandis que les jeunes gardaient le bétail et que les femmes cultivaient les champs.

La saison des labours allait de septembre à novembre et l'instrument de base était la houe. Étant donné les limites inhérentes à cet outil agricole, il fallait pratiquer l'agriculture itinérante, c'est-à-dire abandonner les terres épuisées et en défricher de nouvelles. Il fallait alors « défricher la brousse, la brûler et laisser les cendres fertiliser la terre[75] ». On a reproché à cette technique d'agriculture sur brûlis de détruire la terre. Mais comme lord Hailey l'a fait observer dans son *African survey*, il ne s'agissait « pas tant d'une technique barbare que d'une concession faite à la nature du sol[76] ». L'agriculture shona, comme la plupart des économies agraires précoloniales, était adaptée aux conditions locales et, donc, adoptait de nombreuses techniques de l'agriculture itinérante.

La période 1500-1800 est celle de l'introduction progressive, au sud du Zambèze, de nouvelles cultures importées d'Europe et d'Asie, surtout le long de la côte et dans les régions où les Portugais s'étaient installés. À Sofala et dans le bas Zambèze, la région située entre le Tendaculo et le Luabo, les paysans africains cultivaient le riz et les ignames, sans que ces

72. D. N. Beach, 1977, p. 41.
73. W. J. Barber, 1964, p. 46.
74. *Ibid.*
75. *Ibid.*, p. 45.
76. *Ibid.*, 1964, p. 45.

produits aient jamais constitué leur alimentation de base[77]. Ils faisaient également pousser de la canne à sucre qu'ils mangeaient au lieu d'en faire du sucre car ils n'avaient ni les connaissances ni le matériel requis pour cela. Ils plantaient également de nombreux arbres fruitiers d'Inde et du Portugal qui leur donnaient des figues, des ananas, des goyaves, des papayes et des oranges; ils récoltaient aussi des melons, des concombres, des patates douces et des citrons. Certains de ces fruits poussaient spontanément dans la brousse, comme le fait remarquer João dos Santos en 1596: « Dans deux endroits le long de la rivière Sofala, il y a deux fourrés remplis d'orangers et de citronniers qui n'appartiennent à personne et dont on peut librement cueillir les fruits; les citrons sont si abondants que les Cafres [Africains] en emplissent des bateaux entiers. Ils descendent le fleuve pour aller les vendre à Sofala pour presque rien. Les habitants de la forteresse les salent dans des barils et des pots qu'ils envoient en Inde, où ils sont très prisés et consommés avec du riz[78]. »

Il semblerait donc que la culture de ces fruits exotiques ait été principalement stimulée par la demande des commerçants étrangers. D'autres indications donnent à penser que l'on cultivait le blé dans le Royaume de Manyika en avril et en mai. D'après le père Gaspar Macedo, le rendement était bon puisqu'un seul grain de blé donnait « cinquante épis »[79]. On aurait également commencé, dès 1778, à cultiver la cacahuète dans le Manyika[80].

Outre les céréales et les fruits, « deux légumes secs étaient cultivés partout, notamment le *voandzou* ou pois bambara (*Voandzeia subterranea*) et le niébé (*Vigna unquiculata*)[81] ». Comme nous l'avons déjà indiqué, aucune des cultures importées d'Europe ou d'Asie n'a jamais constitué le régime de base des Shona. En revanche, le maïs, introduit dans la région du sud du Zambèze dans le courant du XVIIIe siècle, a peu à peu rattrapé le mil et le sorgho pour devenir l'un des aliments de base des Shona au XXe siècle, notamment dans les villes.

Le Nyanga

L'économie agraire des régions du Nyanga et du bas veld présentait de nombreuses différences avec celle du plateau. Les hautes terres du Nyanga étaient caractérisées par la présence de sols pauvres et de fortes pentes. La plus grande partie du nord du Nyanga était aménagée en terrasses, faites de murets de pierres sèches d'environ un mètre de hauteur. Elles étaient construites à flanc de coteau afin « simplement de conserver le sol et de se débarrasser proprement des pierres[82] ». En d'autres termes, la construction de terrasses était un moyen de maîtriser un environnement précaire, que

77. J. dos Santos, dans G. M. Theal, 1899-1903, vol. II, p. 269.
78. *Ibid.*, p. 190.
79. G. Macedo, 1890, p. 150.
80. J. Baptista Moutaury, dans A. A. Andrade, 1955, p. 362.
81. W. G. L. Randles, 1979, p. 49.
82. J. E. G. Sutton, 1983, p. 12.

l'on a employé pendant au moins trois siècles jusqu'en 1800. Il est possible que ces multiples terrasses « correspondent en fait aux nombreuses années au cours desquelles les paysans ont pratiqué une agriculture à petite échelle[83] ». Certains indices donnent également à penser que l'on avait recours à un peu d'irrigation, mais uniquement à titre accessoire puisque la région du Nyanga bénéficie généralement d'une bonne pluviosité annuelle. Il est plus probable que l'irrigation en saison sèche des jardins de légumes, de maïs et de bananiers, toujours pratiquée aujourd'hui dans cette région, relève d'une tradition agricole remontant au XVIIIe siècle. De même, l'aménagement de terrasses au bas des pentes et la pratique des cultures selon les courbes de niveau dans les vallées de la région du Nyanga relèvent probablement aussi de cette tradition. D'après Roger Summers, les Tonga-Sena pratiquaient ce type d'agriculture avant d'être absorbés dans la société manyika au XVIIIe siècle[84].

Le bas veld

L'économie du bas veld était différente. Ici, une population locale, les Hlengwe, s'adonnait principalement à la chasse, à la cueillette, à la pêche et, accessoirement, à l'agriculture[85]. Vu la faiblesse des précipitations annuelles, la cueillette jouait et joue même encore aujourd'hui un rôle important dans l'économie de la région. Les fruits cueillis étaient principalement ceux dont on tirait des boissons, notamment le *nkanyi* (*Sclerocarya caffra*), le *mahanga* (*Hyphaene natalenis*), dont la sève servait à fabriquer un vin capiteux appelé le *njemani* ou le *chemwa*, l'arbre à *kwaka* (*Strychnos madagascariensis*) et le fruit du baobab. Ils étaient cueillis par les femmes et les enfants, tandis que les hommes chassaient le gros gibier. Les premiers tuaient des souris et ramassaient de grosses chenilles argentées dans les arbres, ainsi que des sauterelles.

Les Hlengwe ont toujours été d'excellents chasseurs. On a dit du bas veld, très riche en de nombreuses espèces animales, qu'il était « le paradis des chasseurs[86] ». La pêche était également une activité importante. Les rivières du bas veld regorgeaient de poissons, ce qui est d'ailleurs toujours le cas aujourd'hui. Comme la chasse, la pêche était pratiquée essentiellement par les hommes durant toute l'année. Le moyen le plus efficace d'attraper du poisson en quantité consistait à utiliser des filets de roseaux, ingénieusement placés au confluent des ruisseaux. Il arrivait aussi que l'on demande à des jeunes gens, et parfois à des femmes, de marcher dans l'eau en aval pour forcer le poisson à refluer dans les filets. Il faut noter cependant que la différence entre la chasse et la pêche pratiquées par les Hlengwe et le reste des peuples vivant dans la région du sud du Zambèze à cette période n'était qu'une question de degré, puisque ces deux activités

83. *Ibid.*
84. *Ibid.*
85. J. H. Bannerman, 1981.
86. *Ibid.*

s'exerçaient tant sur les plateaux que dans les royaumes côtiers. Au sujet de la pêche à la fin du XVIe siècle, João dos Santos note qu'« en hiver, lorsque la rivière Sofala monte, il lui arrive souvent de sortir de son lit et d'inonder les champs, les mares qu'elle laisse en se retirant étant alors remplies de poissons[87] ». Il décrit ensuite les différents types de poissons : la région du Nyanga était et est encore aujourd'hui réputée pour sa truite. Hier comme aujourd'hui, on pêchait dans tous les cours d'eau, grands ou petits, au sud du Zambèze.

Comme pour la pêche, les Hlengwe du bas veld n'étaient pas les seuls à chasser pour gagner leur vie. En divers endroits de l'Empire mutapa, les hommes poursuivaient d'innombrables espèces animales dont le lion, le tigre, le léopard, le rhinocéros, l'éléphant, le buffle, la vache sauvage, l'élan et le gnou pour n'en citer que quelques-unes. Il n'y avait pas de limites à ce que l'on pouvait tuer comme animaux pour se nourrir. Dans la brousse, aux abords des champs, on trouvait des pintades par centaines. Les chasseurs professionnels se servaient de pièges et d'armes traditionnelles (lances, massues, arcs et flèches) pour tuer leurs proies. Toutefois, avec l'arrivée des armes à feu introduites par les Portugais au début du XVIe siècle, ils devinrent plus efficaces.

Il serait incorrect de donner une fausse impression en perpétuant le « mythe selon lequel les Hlengwe n'étaient que des chasseurs[88] ». Leur capacité de faire la différence entre plusieurs types de sols montre qu'ils attachaient autant d'importance à l'agriculture que leurs homologues shona ailleurs au sud du Zambèze. Ils les différenciaient essentiellement en fonction de leur aptitude à retenir l'humidité[89]. Ils appelaient *nthlava* les sols sablonneux sur lesquels ils construisaient leurs demeures. Ce type de sol était propice à la culture du concombre, de la courge, du niébé, du *voandzou* et des arachides. Ils y cultivaient également du mil et du sorgho, mais dans les vallées ou leurs environs dont l'abondante rosée, étant donné l'irrégularité des précipitations, favorisait considérablement la croissance du sorgho. Les Hlengwe appelaient *tsovolo* les sols basaltiques. C'était un type de sol fertile sur lequel ils faisaient pousser du maïs et toutes sortes de légumes. Ce sol possède, sur les autres types, l'avantage de retenir l'humidité longtemps après de fortes pluies, élément essentiel à la culture du maïs, qui nécessite beaucoup d'eau, dans une région irrégulièrement arrosée. Il semblerait que les Hlengwe n'aient jamais manqué de terres et que la seule contrainte qu'ils aient rencontrée ait tenu à l'irrégularité des précipitations. Les bonnes années, les paysans produisaient des excédents de céréales qui « n'ont peut-être pas toujours suffi à leur faire traverser les années de vaches maigres mais qui ont certainement contribué à améliorer la situation[90] ».

87. J. dos Santos, dans G. M. Theal, 1899-1903, vol. II, p. 264.
88. J. H. Bannerman, 1981, p. 19.
89. *Ibid.* ; entretien avec ma mère, Pertenia Kwatini Bhila (âgée d'environ 67 ou 68 ans), 19 mai 1985, Borrowdale.
90. J. H. Bannerman, 1981, p. 19.

Des avis divers ont été exprimés quant à l'efficacité des économies agraires des sociétés shona entre 1500 et 1800. En 1569, le père Monclaro reprochait aux paysans africains « leur manque de prévoyance, leur penchant pour le gaspillage et leur tendance à dépenser rapidement le fruit des nouvelles récoltes en fêtes et en boissons[91] ». En 1648, toutefois, Antonio Gomes observe qu'ils produisent des excédents qui leur durent jusqu'à l'année suivante ; de plus, « ils ne voient jamais le fond de leurs coffres à grain[92] ». Inversement, en 1667, Manuel Barreto soutient que les Africains « n'ont pas et ne peuvent pas avoir la moindre provision d'une année sur l'autre[93] ». En 1696, Antonio da Conceicao observe que, dans l'Empire mutapa, les gens « ont leur propre ferme et que le roi en a une que cultivent ses Cafres, qui s'étend à l'infini et dont il s'occupe parfois personnellement, mais de manière grave. Il finit par récolter tant de nourriture qu'il peut vivre dans l'abondance, voire dans le luxe, de même que ses femmes ». Nous apprenons également du père jésuite Julio Cesar, reçu au palais mutapa en 1620, que l'Empereur attachait beaucoup d'importance à l'agriculture. Il rapporte que les Mutapa ne méprisaient pas les agriculteurs, au contraire : il nous précise avoir été rapidement congédié parce que l'Empereur voulait « aller vaquer à ses activités agricoles car c'était l'époque des semailles[94] ».

Ces déclarations contradictoires des observateurs portugais soulignent clairement la nécessité de prendre garde aux dates et aux lieux quand on discute de l'efficacité de l'agriculture précoloniale au sud du Zambèze. Les témoignages dont nous faisons état ci-dessus, qui portent sur certaines années bien précises et sur des lieux déterminés de la région, ne sauraient justifier les généralisations. Le problème de la famine et de la sécheresse doit, lui aussi, être replacé dans son contexte temporel et géographique. Comme nous le montrerons plus loin, les guerres d'agression menées par le Portugal au cours du XVIIe siècle ont provoqué des famines qui ont contraint les paysans à abandonner leurs terres. Il est possible que Barreto se réfère à un endroit du royaume de Maungwe où, en 1667, les Portugais et les Arabes-Swahili se disputaient la suprématie commerciale. De même, l'auteur anonyme du XVIIIe siècle pensait surtout à la situation dans le Royaume du Manyika ou, probablement, à la famine qui y a sévi dans une certaine région. Il est nécessaire de s'étendre un peu sur ce thème de la fréquence des famines et de l'imprévoyance des paysans africains, dans la mesure où les récits portugais sur ce thème entre 1500 et 1800 et plus tard ont conduit certains historiens, comme David Beach, à abuser des généralisations sur la famine dans le sud du Zambèze, avant et pendant la colonisation.

Beach a qualifié l'agriculture shona précoloniale d'« utile mais de dangereusement statique[95] ». Il explique cette situation par le fait qu'il n'existait

91. Père Monclaro, dans G. M. Theal, 1899-1903, vol. III, p. 231.
92. A. Gomes, 1959, p. 220.
93. M. Barreto, dans G. M. Theal, 1899-1903, vol. III, p. 478.
94. A. da Conceicao, p. 66.
95. D. N. Beach, 1984, p. 40.

« aucun mécanisme de sélection des cultures et des sols, ni aucune capacité de prédire la *shangwa* (famine) pour éviter ces désastres, qu'ils soient causés par le climat, les sauterelles ou d'autres fléaux[96] ». Il affirme en outre que les greniers à grain ne pouvaient pas « contenir suffisamment de céréales pour nourrir la population tout au long des *shangwa* les plus terribles[97] ». Premièrement, il faut noter que les sociétés shona elles-mêmes n'étaient pas « statiques ». Elles avaient des contacts entre elles, ainsi qu'avec d'autres sociétés africaines voisines, les Arabes-Swahili, et ce dès le Xe siècle, voire avant, et avec les Portugais à partir du début du XVIe siècle. Ces contacts traduisent, chez les Shona, une volonté de modifier leurs conditions de vie matérielle par le troc et par l'échange. Comme nous l'avons déjà noté, les paysans shona ont adopté de nouvelles cultures tout au long de la période comprise entre 1500 et 1800. Par conséquent, on peut difficilement parler d'une économie agraire statique à l'époque précoloniale. Les mythes quant à la nature statique des économies agraires africaines ont d'ailleurs été déjà démentis, dans le cas de l'Afrique de l'Ouest, par A. G. Hopkins. Comme il le fait remarquer à juste titre, « dans la période précoloniale, l'histoire agricole est faite d'innovations plutôt que de stagnations. Le postulat d'une économie statique, gelée dès l'origine de l'histoire africaine, est difficilement défendable et l'éternel concept de société "traditionnelle" doit être manié avec précaution ou, mieux encore, carrément abandonné. Bien que des contacts avec d'autres continents aient entraîné l'introduction de certaines mauvaises herbes comme le chiendent, il est indubitable que, tout bien considéré, l'Afrique de l'Ouest a largement bénéficié de l'importation de semences et de plantes. Les nouvelles cultures ont donné aux Africains les moyens d'améliorer la nutrition, de réduire le risque de famine et de faire vivre une population plus nombreuse[98] ».

L'idée selon laquelle les paysans shona étaient des victimes impuissantes des sécheresses et des famines est devenue obsolète. Le Dr Richard Mutetwa a montré que, par exemple, le peuple duma, au sud-est, « disposait de plusieurs méthodes pour prévoir les sécheresses[99] ». Il avait aussi plusieurs moyens de lutter contre la famine, notamment le troc de sel, de viande, de poisson, de défenses d'éléphant, de tapis, de pots, de paniers, de lances, de flèches ou de bijoux en échange de céréales, ou parfois la mendicité. En période de disette, les Shona se procuraient aussi des céréales par le système dit du *mukomondera*[100] qui leur permettait d'emprunter des céréales, étant entendu qu'ils les rembourseraient sans intérêt à la bonne saison suivante. Dans les situations difficiles, un homme mettait sa fille en gage. Il ne faut pas oublier que les autres secteurs de production, notamment la chasse, la pêche et la cueillette, n'avaient pas disparu après l'introduction des cultures

96. *Ibid.*
97. *Ibid.*
98. A. G. Hopkins, 1983, p. 31.
99. R. G. Mutetwa, 1979, p. 238-239.
100. *Ibid.*

nouvelles ; ils étaient adaptés à la nouvelle économie agraire et ont donc largement permis de lutter contre la sécheresse et la famine.

Dans son étude, Mutetwa a également montré de manière convaincante que le stockage des vivres ne posait pas de problème sérieux puisque le produit des trois cultures essentielles des Shona, à savoir le mil, le mil perlé et le sorgho, pouvait parfaitement être conservé pendant plus de trois ou quatre ans[101]. En faisant observer que l'humidité augmentait dans les coffres à grain à la saison des pluies, ce qui faisait pourrir les céréales ou favorisait la pénétration des insectes foreurs, Beach n'a pas tenu suffisamment compte des précautions prises par les paysans shona pour préserver leurs céréales. En effet, leurs coffres étaient soigneusement plâtrés « à l'intérieur et hermétiquement scellés[102] » pour empêcher toute entrée d'air. Ils étaient placés sur des rochers dénudés pour être hors d'atteinte des termites ou, s'il n'y en avait pas, sur des poteaux suffisamment hauts pour que la présence des termites soit détectée avant qu'ils n'aient le temps de faire des ravages. Il était peut-être risqué, comme Mutetwa l'a justement observé, « d'accorder trop d'importance aux années de sécheresse, aux dépens des années normales ou supérieures à la moyenne et ce, peut-on ajouter, sans tenir compte des dates et des lieux[103] ». Si l'on fait des parallèles avec ce qui se passait ailleurs en Afrique quant à l'efficacité de l'agriculture précoloniale, on est conduit à penser qu'il n'est guère justifié de parler de l'incapacité de l'agriculture shona à répondre aux besoins des paysans. Comme le soutient Walter Rodney, dans la plupart des sociétés africaines la culture des terres s'est intensifiée, en dépit des famines périodiques[104]. Dans un autre contexte historique, Miracle a fait observer : « Nous avons beaucoup à apprendre des économies tribales d'Afrique tropicale, mais il est de plus en plus manifeste qu'il nous faut revoir un certain nombre de stéréotypes actuels à leur sujet[105]. » Cette remarque sur l'agriculture paysanne précoloniale n'est nulle part plus valable que dans la région des Shona.

L'élevage

L'élevage, notamment de moutons, de chèvres et de bovins, était une composante importante de la production, tant dans l'Empire mutapa que dans l'Empire rozwi. Le poids économique des bovins dans les sociétés africaines a fortement attiré l'attention des historiens de l'économie. Ces animaux fournissaient de la viande, du lait et du fumier, que les agriculteurs utilisaient ou vendaient[106]. La possession de bétail remplissait également une fonction sociale dans la mesure où elle conférait à l'homme un certain statut social. Plus son troupeau était important, plus il était

101. *Ibid.*, p. 236-237.
102. *Ibid.*
103. *Ibid.*
104. *Ibid.*, p. 240-241.
105. *Ibid.*, p. 241.
106. W. J. Barber, 1964, p. 47.

respecté « non pas pour son attachement aveugle à des valeurs données mais pour son aptitude à gérer une ressource d'importance[107] ». Dans une région exposée de temps à autre à de graves sécheresses, les bovins « avaient l'avantage de durer plus longtemps que les stocks de céréales[108] ». C'est peut-être la raison pour laquelle la valeur d'échange était exprimée en têtes de bétail dans les sociétés shona. Des documents portugais soulignent le rôle central des bovins dans l'économie des Empires mutapa et rozwi, leurs vastes troupeaux se rencontrant en particulier dans le haut veld où ils n'étaient pas menacés par la mouche tsé-tsé[109]. Tout porte à croire que les dirigeants mutapa et *changamire* rozwi faisaient transhumer le bétail. En général, la transhumance était fonction de trois facteurs[110]. D'abord comptait la taille du troupeau : plus il était grand, plus les propriétaires avaient besoin de terres. Les menaces qui pesaient sur le bétail, de l'époque de Grand Zimbabwe (XIIIe siècle-XVe siècle) jusqu'à la fin du XVIIIe siècle, poussaient les bergers à entreprendre un déplacement annuel entre le haut et le bas veld pendant la saison sèche pour rechercher les meilleurs pâturages[111]. Ils conduisaient leurs troupeaux dans le haut veld au début de la saison des pluies, qui ramenait la maladie propagée par la mouche tsé-tsé ailleurs. Ensuite, la transhumance dépendait du degré de concentration des animaux en un même point. L'eau et le sel étaient rares, et les pâturages souvent pauvres et peu abondants dans le haut veld à la saison sèche. Il fallait une fois encore déplacer les troupeaux pour les mener dans le bas veld. En d'autres termes, la répartition naturelle des aliments de base déterminait les déplacements saisonniers du bétail. Enfin, la transhumance était sous-tendue par des objectifs commerciaux. En effet, les cultivateurs et les pasteurs avaient besoin de leurs produits respectifs et elle leur donnait l'occasion d'échanger des produits animaux contre des céréales. Conséquence de cette situation, des conflits entre pasteurs et cultivateurs éclataient parfois quand le bétail détruisait les cultures. Ce phénomène a entraîné à son tour un déplacement des lieux de transhumance ou de migration vers des zones entièrement nouvelles et c'est ainsi que les pasteurs sont devenus des colons.

Beach a soigneusement documenté la plupart de ces mouvements de population à partir de la fin du XVIIe siècle et les nouveaux établissements créés dans le nord, l'est et le sud du plateau shona[112]. Toutefois, il a expliqué ces phénomènes par le facteur démographique. Il est possible que les pressions démographiques qu'il a mises en évidence aient été également liées à l'importance des troupeaux de bovins et à la pénurie de pâturages. Jeffy Guy a attiré notre attention sur une situation analogue au Zululand dans la

107. A. G. Hopkins, 1983, p. 42.
108. D. N. Beach, 1984, p. 42.
109. W. G. L. Randles, 1979, p. 51.
110. Pour la théorie générale de la transhumance, voir A. G. Hopkins, 1983, p. 41.
111. Pour la pratique de la transhumance au sud du Zambèze, voir P. S. Garlake, 1978.
112. D. N. Beach, 1980*a*, chap. 8 ; J. Guy, 1979.

dernière décennie du XVIIIe siècle et sur l'importance de l'écologie, du climat et de la végétation dans l'histoire[113].

On pourrait dire que la pratique de la transhumance a permis aux Mutapa et aux Rozwi d'avoir de grands troupeaux. En fait, il y avait deux types de races bovines: la petite race élevée au nord-est et dans la région montagneuse du Nyanga, et la race plus grande, rencontrée dans le Nord-Ouest[114]. Toutefois, l'archéologie et les documents portugais ne nous renseignent guère sur la gestion du bétail et sa répartition entre le XVIe siècle et la fin du XVIIIe siècle. Les sources portugaises font sans cesse état du fait que le sud du Zambèze était « riche en bovins et autres animaux » et que les Africains « faisaient cuire leur viande dans du lait et non dans de l'eau[115] ». Dans ce dernier cas, il s'agit d'une exagération, mais elle souligne néanmoins l'abondance du bétail dans la région. Un certain nombre de ces têtes de bétail étaient échangées contre des étoffes ou d'autres articles exotiques. Ainsi, au XVIe siècle, les Torwa de Khami exportaient habituellement des bovins dans la vallée du Zambèze[116].

Plusieurs témoignages attestent du rôle central de l'élevage bovin dans l'économie rozwi entre le XVIe et le XVIIIe siècle. Au début des années 1500, Diogo de Alcacova notait qu'un tribut de 4 000 vaches sans cornes avait été payé à un souverain mutapa par un monarque du Butwa dans le Sud-Ouest[117]. En 1569, le père Monclaro comparait la taille des bovins du Butwa à celle des grands bœufs de France[118]. Au XVIe siècle, le père João dos Santos attribuait le faible volume de la production d'or au fait que les paysans africains avaient fort à faire pour s'occuper de leurs troupeaux « qui étaient en grand nombre sur ces terres[119] ». En 1648, Antonio Gomes rapportait avec quelque exagération que les vaches du Butwa étaient si grandes qu'il fallait être debout pour les traire[120].

En plus des bovins, les paysans africains élevaient des chèvres, des moutons et des poulets, qu'ils consommaient ou échangeaient. Comme João dos Santos le constate dans l'Uteve en 1595: « En guise de viande, ils consomment des poules, souvent innombrables. Les Cafres les élèvent pour les vendre aux Portugais et à Sofala, ils en donnent douze pour une étoffe de coton noir, qui vaut là-bas deux testons tout au plus; et si l'acheteur se déplace jusque chez eux en remontant le fleuve, ils donnent seize ou dix-huit poules pour la même pièce d'étoffe, ce qui fait aux environs de onze pour chaque poule. Il y a aussi beaucoup de cochons domestiques élevés parmi les maisons, beaucoup de chèvres et de vaches, et une abondance de venaison, de cochons sauvages […][121]. »

113. D. N. Beach, 1980*a*, chap. 8.
114. W. G. L. Randles, 1979, p. 51.
115. A. Gomes, 1959, p. 189.
116. D. N. Beach, 1984, p. 42.
117. Diogo de Alcacova au Roi, Cochin, 20 novembre 1506, dans G. M. Theal, 1899-1903, vol. I, p. 64.
118. Père Monclaro, dans G. M. Theal, 1899-1903, vol. III, p. 237.
119. J. dos Santos, dans G. M. Theal, 1899-1903, vol. II, p. 274.
120. A. Gomes, 1959, p. 197.
121. J. dos Santos, *op. cit.*, p. 190.

L'exploitation des métaux : le fer et le cuivre

De grandes quantités de fer, de cuivre et de plomb ont été extraites dans les Empires mutapa et rozwi, bien que les textes disponibles donnent l'impression que les paysans africains ne s'intéressaient qu'à l'extraction de l'or. Or, c'est là le reflet des intérêts des commerçants portugais et arabes-swahili. Les paysans africains extrayaient du fer dont ils se servaient pour fabriquer des objets comme des houes, des sagaies et des haches[122]. Les Njanja de Wedza se firent une réputation de fabricants de houes[123] qu'ils vendaient jusque dans le Manyika, à Bocha, à Bubera et dans le pays de Ndau. Ils exploitaient également le cuivre dont ils faisaient des bracelets que les hommes et les femmes portaient au bras et à la cheville. Des témoignages du XVIIIe siècle donnent à penser que le cuivre provenait de Duma, où il se trouvait en abondance. Ses habitants n'en produisaient certes pas de grandes quantités mais il est probable qu'ils exportaient le peu qu'ils extrayaient : un relevé géologique de 1952 a montré que les quatre cinquièmes de la production totale de cuivre du Zimbabwe en provenaient[124]. Cependant, Urungwe, dans le Nord-Ouest, en produisait également des quantités considérables[125].

Le sel

L'industrie du sel occupait une place majeure dans l'économie shona entre 1500 et 1800, surtout dans les régions qui ne bénéficiaient pas d'une pluviosité suffisante pour avoir des activités agricoles et d'élevage, comme celle du cours moyen du Save où les ouvriers des salines échangeaient du sel contre des céréales[126]. Cette région était également riche en argile, dont les habitants du lieu tirèrent parti pour se spécialiser dans la fabrication de poteries. Comme dans le cas du sel, ils échangeaient les pots contre des céréales, en particulier durant les années de famine.

Le tissu

La production de textiles était une autre activité économique importante pour les paysans shona au sud du Zambèze. La culture et le tissage du coton étaient florissants surtout sur la rive orientale du Zambèze[127], culture que l'on retrouvait aussi, en moins grande abondance, dans le nord-est du haut veld. Les Shona tissaient ce coton, ainsi que l'écorce du baobab. La région cotonnière du bas veld était complémentaire de celle du haut veld, où les bovins abondaient, ce qui a largement déterminé les courants d'échanges interrégionaux.

122. A. Gomes, 1959, p. 186-188.
123. J. M. Mackenzie, 1975.
124. H. H. K. Bhila, 1982, p. 40.
125. P. S. Garlake, 1983, p. 27.
126. H. H. K. Bhila, 1982, p. 39.
127. A. Gomes, 1959, p. 203 et 222.

L'or et l'argent

L'existence de gisements d'argent et leur exploitation, du XVIe au XVIIIe siècle, ont suscité de multiples conjectures de la part des autorités portugaises, tant à Lisbonne qu'au sud du Zambèze, mais, tout au long de la période étudiée et même après, on n'a localisé aucune mine d'argent dans la région. En fait, l'argent était un sous-produit de l'exploitation des gisements d'or, abondants sur le haut veld, dans le Butwa au sud-ouest et à Manyika et dans l'Uteve à l'est.

Au XVIe siècle, les Portugais ont fortement exagéré la quantité d'or présente dans la région du sud du Zambèze. En 1633, Gaspar Macedo apprit de paysans africains que personne, jusque-là, n'avait eu à creuser pour trouver de l'or dans l'État de Torwa, puisqu'il suffisait de le ramasser dans les cours d'eau et dans les criques et de l'échanger contre des étoffes à la *feira* de Masekesa, au Manyika. Le trésor du roi, lui dit-on, consistait en « lingots d'or pesant chacun sept ou huit *arratels*[128] ». On disait aussi que « tout le "Mucaranga" n'était qu'une vaste mine d'or où il suffisait de creuser pour trouver le métal précieux[129] ». Malgré ces exagérations, il n'en reste pas moins que l'Empire mutapa renfermait tout de même d'importantes quantités d'or et que, quoi qu'ils en aient dit, les Portugais ont vu leurs espoirs dans ce domaine largement réalisés dès le début du XVIe siècle et jusqu'à la seconde moitié du XVIIe siècle.

Les références historiques à l'exploitation minière des Shona donnent à penser qu'elle était saisonnière. Toutefois, dans le Royaume de Manyika, à l'est, l'extraction de l'or se faisait toute l'année, essentiellement parce que les rivières y étaient et y sont encore permanentes[130]. Il est possible que les paysans aient prospecté l'or pour satisfaire la demande de l'aristocratie en produits ayant une valeur marchande ou pour leur propre profit[131].

Les Shona limitaient l'exploitation minière aux mois d'août, de septembre et d'octobre afin de la faire coïncider avec le défrichage des sols[132]. L'agriculture était « la matrice de toutes les autres activités économiques indigènes » : un paysan pouvait combiner l'agriculture à d'autres entreprises économiques, comme le commerce ou l'exploitation aurifère, qui demeuraient des activités subsidiaires. Souvent, c'était la vente de produits agricoles excédentaires qui finançait d'autres projets. Une autre raison pour laquelle l'exploitation minière avait lieu pendant les mois secs de l'année tenait au fait que les mineurs pouvaient creuser des puits relativement profonds car c'était l'époque de la baisse de la nappe phréatique. De plus, il était alors facile de trouver les dépôts alluvionnaires de l'été précédent avant qu'ils ne soient emportés par les inondations de la saison suivante.

128. G. Macedo, 1890, p. 151.
129. A. Gomes, 1959, p. 186.
130. H. H. K. Bhila, 1982, p. 46.
131. P. Sinclair, 1977.
132. I. R. Phimister, 1976, p. 5.

Les opérations minières étaient calquées sur le modèle qui prédominait dans une grande partie de l'Afrique australe. Les outils de base utilisés pour briser et extraire le minerai étaient la masse et le picot en fer[133]. Ce dernier permettait d'agrandir les fissures et les crevasses; on l'utilisait aussi comme un coin pour faire éclater la roche. Les mineurs se servaient également d'une sorte de levier constitué d'un morceau de fer inséré dans un lourd gourdin, probablement serti comme celui d'une houe et utilisé comme un pic[134]. Ils utilisaient aussi des pelles pour rassembler, sans risquer d'en perdre un morceau de valeur, tous les éclats de la roche brisée. C'est le feu qu'on employait pour exploiter l'or filonien, comme on peut le déduire des grandes quantités de charbon de bois trouvées par Roger Summers dans nombre d'anciennes mines[135]. Dans l'une d'entre elles, il a découvert aussi des sortes de cuves qui en contenaient, placées verticalement devant la veine. C'étaient, selon lui, des sortes d'âtres servant à concentrer la chaleur contre la paroi de pierre. En faisant rapidement refroidir la roche chauffée, les Shona réussissaient à la faire éclater. Ils réglaient le débit de l'eau froide qu'ils versaient à l'aide d'un vase en argile spécialement conçu pour obtenir un éclatement maximal. Les mineurs employaient ensuite un récipient en bois pour ramener le minerai à la surface, où ils se servaient de hachettes pour en détacher les morceaux de quartz aurifère qui étaient alors empilés sur un bûcher et brûlés. Ensuite, le quartz calciné était broyé et l'or séparé par lavage.

Dans le cas de l'or alluvionnaire, le processus d'extraction était organisé autour du village[136]. Pendant la saison minière, des groupes de 400 mineurs ou plus se rassemblaient avec femmes et enfants en un lieu choisi sous la conduite de leurs chefs de village respectifs. Le lavage des alluvions se faisait dans des cuvettes en bois et l'or qui en était extrait était stocké dans des tiges de roseau ou de bois évidées, prêtes pour l'échange. Les paysans préféraient l'orpaillage à l'extraction de l'or filonien car le travail se faisait à faible profondeur et il était facile d'atteindre les couches riches en or; le lavage de l'or ne coûtait pas cher puisque le mineur n'avait pas besoin de pioche pour fendre la roche et n'avait pas non plus à acheter ou à chercher de bois pour les bûchers. En outre, l'orpaillage ne nécessitait ni broyage ni brûlage des roches, pas plus qu'il n'exposait les mineurs aux dangers des tunnels creusés dans des sols mous qui s'effondraient régulièrement.

Les empereurs mutapa et rozwi exerçaient un contrôle strict de la production d'or sur leurs territoires respectifs[137]. On estime que près de la moitié de l'or extrait dans l'Empire mutapa était directement confisquée par l'élite au pouvoir. Quiconque en découvrait par hasard un gisement était tenu de le recouvrir immédiatement et de le signaler au chef local. À ce propos, Antonio Gomes écrit en 1648: « Quoi que leur promette un Portugais, ils ne révéle-

133. *Ibid.*
134. *Ibid.*
135. *Ibid.*
136. M. Barreto, 1899, p. 491.
137. A. Gomes, 1959, p. 186; G. Macedo, 1890, p. 148-149; J. dos Santos, dans G. M. Theal, 1899-1903, vol. II, p. 280-281.

ront jamais l'emplacement du gisement et bien qu'ils [les Portugais] soient souvent revenus à la charge, pas un n'a réussi à ce jour à obtenir la moindre indication[138]. » Tout manquement à cette règle était puni de mort[139]. Les souverains mutapa et rozwi ne voulaient pas que les Portugais faisant négoce avec leurs empires connaissent l'emplacement des mines d'or car cela aurait pu leur donner des velléités de conquête. De plus, le contrôle des mines leur permettait d'imposer, pour leurs sujets, de meilleurs termes de l'échange.

Le déclin de la production d'or au XVIIe siècle

Les dangers inhérents à l'exploitation aurifère expliquent non seulement la faiblesse de la production mais aussi son déclin au XVIIe siècle[140]. Parfois, l'eau inondait les puits et noyait les mineurs. En outre, au XVIIe siècle, les mineurs shona avaient déjà atteint la nappe phréatique et ils n'auraient pu creuser plus profondément qu'avec l'aide d'une technique nouvelle qui leur aurait permis de pomper à la fois l'eau et la boue[141]. La troisième raison de ce déclin tient au fait que le prix fixé par les commerçants portugais pour l'or n'était pas suffisamment élevé pour inciter les paysans à risquer leur vie.

L'impact de la guerre sur la production d'or est un aspect qui n'a pas été examiné en détail. La première moitié du XVIIe siècle marque le point culminant des agressions portugaises contre l'Empire mutapa. L'ingérence des Portugais dans les affaires internes des Shona engendra des conflits entre les dirigeants mutapa eux-mêmes, ainsi qu'entre eux et leurs vassaux. Ces guerres provoquèrent des migrations temporaires ou définitives et des famines dues au bouleversement de la production agricole, même dans les régions aux ressources nombreuses et favorisées par le climat. En 1683, par exemple, l'anarchie régnait dans le Makaranga, où le pays était « dépeuplé […] et, par conséquent, dépourvu de mines[142] », de sorte que « les Portugais vivent de ce qu'ils peuvent gratter sur les bords des rivières ou de l'or qui affleure à la surface de la terre[143] ». Dans la seconde moitié du XVIIe siècle, éclatèrent des guerres encore plus dévastatrices, dites des Changamire, qui aboutirent à une nouvelle répartition de la population au sein de plusieurs États.

On peut donc dire que c'est la guerre qui a perturbé la production d'or dans le Shonaland durant le XVIIe siècle, au même titre qu'une catastrophe naturelle bouleverse l'agriculture en réduisant la superficie des terres disponibles. Jusqu'à présent, les historiens ont négligé cet aspect, privilégiant « les contraintes fondamentales imposées par un milieu géologique hostile et capricieux qui restreignait considérablement les possibilités d'exploitation par les Shona[144] ».

138. A. Gomes, 1959, p. 185.
139. *Ibid.*
140. J. dos Santos, dans G. M. Theal, 1899-1903, vol. II, p. 219.
141. I. R. Phimister, 1976, p. 22-23.
142. Anonyme, 1683, *Descripção dos rios de Cuama*, bibliothèque d'Ajuda, Lisbonne, 51-VII-43 et 51-VII-44.
143. *Ibid.*
144. I. R. Phimister, 1976, p. 22-23.

En outre, par les méthodes qu'ils adoptèrent, les commerçants portugais se coupèrent des paysans qui assuraient l'essentiel de la production d'or. Les chefs africains protestaient contre le fait que les Portugais insistaient pour que les paysans et leurs chefs ne fassent commerce de leurs produits qu'avec eux. D'après le capitaine Francisco Figuira de Almeida, de Sena, les relations commencèrent à se dégrader lorsque les Portugais modifièrent leurs méthodes commerciales. Au début du XVIe siècle, les paysans africains avaient pour habitude d'apporter directement leurs produits aux *feiras* portugaises de l'intérieur. Mais dans le courant du siècle, les Portugais dépêchèrent des intermédiaires dans l'intérieur des terres, qui portaient la marchandise « en petits ballots enveloppés dans des nattes tressées de palmier sauvage, correspondant à la charge qu'un homme peut porter sur son dos » jusqu'aux portes des paysans[145]. De Almeida a également rapporté qu'un commerçant portugais voyageait habituellement avec 300 à 500 paysans de l'endroit qui, dit-il, « volent tout ce qu'ils trouvent, de sorte que les villageois partent ailleurs pour ne pas subir une telle humiliation[146] ». Les Portugais firent également l'erreur de vendre à crédit des marchandises aux paysans africains qui, souvent, n'honoraient pas leurs dettes, ce qui obligeait le commerçant portugais à envoyer entre 20 et 30 des paysans à son service pour recouvrer la créance. Si le débiteur ne s'acquittait pas de sa dette, il devenait l'esclave « des commerçants et avec la même aisance, il allait avec sa femme et ses enfants et commençait à faire comme les autres[147] ». Un négociant portugais pouvait ainsi se retrouver avec plusieurs centaines d'intermédiaires asservis. Comme un chef africain l'a souligné : « Les Portugais faisaient énormément de tort et s'ils voulaient vendre du tissu aux Africains, ils auraient dû le leur apporter et ils l'auraient eux-mêmes vendu à ceux qui avaient les moyens de l'acheter ; autrement, certains s'enfuient, d'autres sont pris par les Portugais et ainsi, les villages se dépeuplent[148]. »

Au milieu du XVIIe siècle, le roi d'Uteve ordonna à ses sujets de ne plus extraire d'or, mais de « travailler la terre et de faire pousser des produits alimentaires pour s'enrichir et avoir davantage de paix et de tranquillité[149] ». Des considérations d'ordre social ont donc probablement joué un rôle plus important que le climat ou les facteurs géologiques dans le déclin de la production d'or au cours du XVIIe siècle.

Le commerce

Les documents commerciaux apportent aussi un témoignage historique de la diversité des économies paysannes shona. Bien que l'objectif principal des paysans ait été de produire des biens d'usage plutôt que des biens

145. A. Gomes, 1959, p. 192.
146. *Ibid.*
147. *Ibid.*
148. *Ibid.*
149. *Ibid.*, p. 193.

d'échange, cette production de base entraînait inévitablement des échanges entre les paysans eux-mêmes et entre ceux-ci et les artisans, ce qui favorisa l'apparition d'un commerce régional. L'exposé qui va suivre montre les grands réseaux qui se sont tissés à ce niveau.

Les négociants swahili avaient établi plusieurs bazars dans l'Empire mutapa. Il est difficile de dire exactement à quel moment ils l'ont fait, mais un aventurier portugais en a trouvé en 1514-1515 lorsqu'il voyageait dans l'intérieur des terres à partir de Sofala[150]. Nous pouvons donc supposer, sans grand risque d'erreur, que les premiers bazars à Sofala et dans ses environs immédiats ont été fondés au cours du Xe siècle lorsque les commerçants arabes-swahili, qui avaient besoin des vivres que leur vendaient les paysans africains, ont commencé à commercer avec eux dans l'Empire mutapa[151]. Les bazars se tenaient le lundi[152], les paysans africains y échangeaient leurs produits agricoles et leur poussière d'or contre des perles, des étoffes et d'autres articles exotiques. On sait peu de choses sur le volume et l'organisation de ce commerce, mais on peut raisonnablement penser que la demande de nourriture des Arabes-Swahili doit avoir incité les paysans à augmenter leur production de céréales, d'animaux d'élevage, petits ou gros, et de légumes divers. La demande de denrées alimentaires a sûrement crû lorsque les Portugais ont construit à Sofala, en 1506, une forteresse qui s'est transformée en entrepôt où les commerçants portugais et les paysans africains venaient échanger leurs produits.

L'édification de cette forteresse doit être replacée dans le contexte des activités commerciales portugaises à partir de 1498, date à laquelle Vasco de Gama a fait son fameux voyage en Inde. C'est à cette époque que les Portugais ont eu vent de la présence de mines d'or à Sofala et dans l'arrière-pays et que le roi Emmanuel a donc ordonné la construction d'une factorerie à Sofala. Le principal objectif du Portugal à ce moment-là était d'occuper tous les points stratégiques le long de l'océan Indien. Les forteresses de Sofala et de Kilwa furent érigées en 1506 pour protéger le commerce de l'or, tandis que trois autres, à Quilon, à Angediva et sur la mer Rouge, étaient construites pour contrôler le négoce du poivre. Sofala fut ainsi intégrée au réseau commercial portugais et les conditions étaient réunies pour que s'intensifient encore les échanges entre négociants africains et portugais. Comme nous l'avons dit, à leur arrivée à Sofala en 1506, les Portugais trouvèrent les commerçants arabes-swahili déjà bien établis d'où, entre les deux groupes, une certaine rivalité émaillée de plusieurs affrontements militaires[153]. Mais les Portugais l'emportèrent et les Arabes-Swahili s'enfuirent vers le nord, en direction de divers points stratégiques sur le Zambèze à partir desquels ils continuèrent

150. H. Tracey et A. Fernandes, 1940, p. 20-30; voir aussi le récit de Gaspar Velosco dans *Documentos sobre os Portuguezes em Moçambique e na Africa central, 1497-1840*, vol. III, p. 181-189; H. Quiring, 1949; W. A. Godlouton, 1945.

151. *Archaeologia e contecimento de passado*, 1980, p. 4-6.

152. Notes prises par Gaspar Velosco, clerc de la factorerie de Mozambique et adressées au roi (1572), *op. cit.*, p. 183.

153. Pour les détails de cette rivalité, voir A. Lobato, 1954*a*.

de saper les activités marchandes portugaises le long de la route commerciale du Zambèze ainsi que sur les itinéraires menant vers l'intérieur des terres. Les Portugais réagirent promptement en les chassant de la plupart de ces lieux et en faisant, en 1531, de Sena et de Tete leurs principaux centres commerciaux. C'est ainsi que les activités marchandes portugaises se déplacèrent vers le nord, ce qui a contribué à réduire l'importance commerciale de la région de Sofala[154].

La défaite des Swahili en 1512 et l'occupation de Sena et de Tete peu après 1530 — qui donna aux Portugais le monopole de l'approvisionnement des marchandises — mirent fin aux activités commerciales indépendantes des Arabes-Swahili. Mais comme les Portugais n'avaient ni les compétences ni la main-d'œuvre nécessaires et comme les Arabes-Swahili étaient désireux de continuer leur négoce dans la région, il se noua entre eux une alliance commerciale naturelle, bien que difficile. Tout au long du siècle suivant, les Arabes-Swahili furent les principaux agents du commerce portugais dans l'intérieur des terres. Les *vashambadzi* (négociants) africains avaient déjà fait office d'intermédiaires pour les Arabes-Swahili bien avant l'arrivée des Portugais et leur rôle fut officialisé dans le cadre de cette alliance. Les Arabes-Swahili continuèrent de faire du commerce, quoique dans la clandestinité, à l'intérieur du Torwa jusqu'à la fin du XVIIe siècle. Au début du XVIIIe siècle, ils avaient perdu une grande partie de leur culture islamique et adopté la culture lemba et venda[155].

Avec la défaite des Arabes-Swahili, les Portugais n'avaient plus de concurrents majeurs le long de la route commerciale du Zambèze et à l'intérieur du pays. La Couronne portugaise s'était d'abord fixé comme objectif de monopoliser la totalité des échanges à Sofala et à l'intérieur des terres. Mais elle ne put y parvenir car la cupidité conduisit des commerçants à conclure des accords indépendants avec les chefs africains. Ainsi que nous l'avons déjà noté, en 1541, il y avait tellement de négociants portugais à l'intérieur des terres qu'il fallut formaliser et réglementer leurs activités au sein de l'Empire mutapa.

Comme avec les commerçants arabes-swahili, les paysans africains échangeaient avec les Portugais leurs produits contre toute une série d'articles exotiques. Les fouilles archéologiques réalisées par Peter Garlake sur les sites des *feiras* de Luanze, de Dambarare et de Rimuka indiquent que les perles de fantaisie étaient l'article le plus recherché au début du XVIe siècle[156]. Les perles noires, jaunes, vertes et bleues, les plus courantes, étaient plus ou moins appréciées selon les régions mais celles qui avaient le plus de succès dans tous les royaumes étaient les rouges et les noires, connues sous le nom de perles de Cambay. À leur arrivée dans la région, les Portugais tentèrent en vain de contrôler le marché de ces perles, dont la

154. *Documentos sobre os Portuguezes em Moçambique e na Africa central, 1497-1840*, vol. III, p. 237-248; A. Lobato, 1954*a*, p. 19 et 103.
155. D. N. Beach, 1984, p. 32.
156. P. S. Garlake, 1954.

cote était déterminée par un ensemble de croyances se retrouvant chez les Shona[157]. Ces derniers croyaient en effet que les Portugais les cueillaient sur les arbres. Les perles noires, pensaient-ils, devaient leur couleur au fait qu'on les avait laissées sur l'arbre assez longtemps pour qu'elles virent au noir en se pétrifiant. Les perles vertes avaient été cueillies avant de parvenir à maturité, tandis que les jaunes avaient été cueillies mûres, avant que le soleil ne les brûle et ne les noircisse. Il y avait aussi diverses sortes de perles d'importation, notamment les perles « de corail, de cristal, d'étain, de jais, d'ambre et de verre bleu de Venise[158] » mais elles avaient peu de succès. En revanche, une variété de perles de fabrication locale, connues sous le nom de *caracoes* (petites perles de pierre), exemptes en outre du monopole royal sur le commerce des perles, inonda le marché entre 1516 et 1518. On a estimé qu'elles étaient sept fois plus populaires que les perles importées d'Europe. Le tissu tenait également une place importante dans les échanges commerciaux, en particulier les étoffes colorées que l'on mesurait en coudées.

En échange de ces articles, les Shona apportaient chaque jour au marché de la forteresse du sorgho, du maïs, du niévé, du *voandzou*, des paniers, des nattes, des pots, des poulets, des œufs, du miel, du gibier, à poil ou à plume, attrapé au piège, et toute une gamme de légumes et de fruits sauvages. Ce type de commerce avait également lieu dans les *feiras* et s'est probablement poursuivi après leur disparition, à la fin du XVII[e] siècle. On peut penser qu'il existait, comme sur les marchés d'Afrique de l'Ouest[159], une certaine ségrégation entre les marchands selon les produits qu'ils vendaient et selon aussi le sexe du vendeur; autrement dit, femmes et hommes proposaient sans doute des articles différents. La plupart des forgerons et autres artisans, de même que les mineurs, échangeaient leurs produits soit entre eux, soit avec les marchands portugais. Quant aux paysans, ils avaient un marché tout trouvé pour leurs bœufs, chèvres, moutons ou porcs. La forteresse de Sofala et les *feiras* de l'intérieur s'implantèrent profondément dans la société shona et devinrent un élément essentiel de la vie économique et sociale.

Les *feiras* du pays Shona

Entre 1575 et 1684, on assista à une modification du commerce entre paysans africains et négociants portugais. Ces derniers consolidèrent leur victoire militaire et commerciale sur les Arabes-Swahili en modifiant le système des bazars pour les transformer en *feiras*. Les terrains sur lesquels elles avaient lieu étaient concédés par les chefs africains locaux. Avec le temps, les *feiras* devinrent les plaques tournantes du commerce entre Africains et Portugais. Il s'agissait de vastes enceintes entourées de murets faits de courtes palis-

157. A. Gomes, 1959, p. 196.
158. P. S. Garlake, 1954, p. 43.
159. E. P. Skinner, 1964, p. 86.

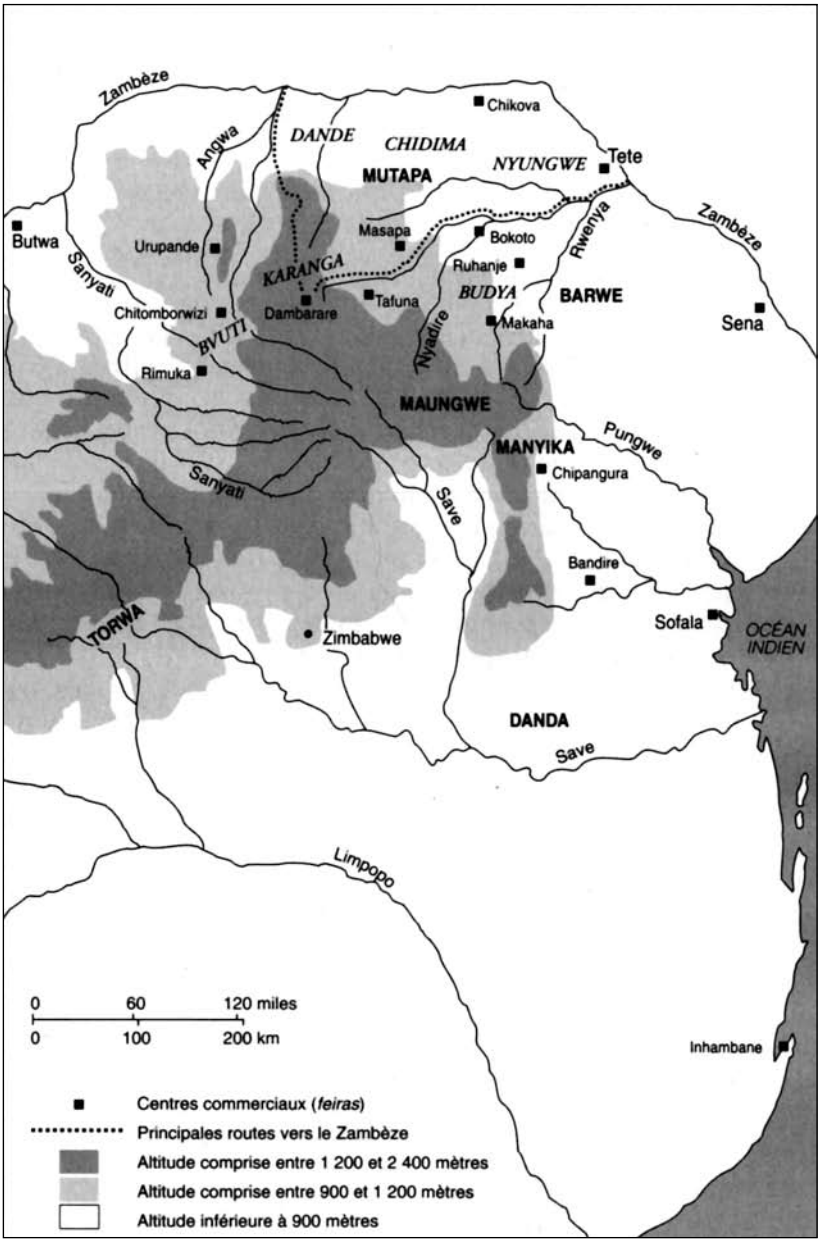
sades de rondins, avec quelques huttes de pisé à proximité des zones d'exploitation aurifère[160]. Chaque *feira* avait sa forteresse, sa garnison de 10 à 15 soldats, théoriquement son église avec un prêtre, et son *capitão-mor*. Certaines *feiras* étaient administrées par l'État des Rivières de Sena, d'autres étaient propriété privée. Les *capitães-mores*, dont le rôle et la position dans le commerce portugais dans les Rivières de Sena ont été clairement définis au cours du XVIIIe siècle, présentaient une certaine ressemblance avec les gardes des *feiras* médiévales portugaises. Leur statut au Manyika, au Butwa et dans le pays Karanga était comparable à celui du *capitão-mor dos Banianes* sur l'île de Mozambique et à celui d'autres représentants analogues de marchands parfois organisés en guildes. Leur *soldo* (rémunération) était considéré comme subsidiaire et les administrateurs portugais avaient pour politique de ne nommer à ces postes que des personnes aisées, originaires de la colonie portugaise de Sena. Sur l'île de Mozambique, le *capitão-mor dos Banianes* était généralement le plus fortuné des marchands indiens de Diu. Il en allait de même pour le *capitão-mor dos muros*, moins connu, de Mozambique, qui était souvent un riche armateur.

Les *capitães-mores* étaient chargés de la taxation, du contrôle des prix et de l'arbitrage entre commerçants portugais et africains. Ils avaient aussi pour mission d'octroyer les licences, de protéger les caravanes, de recruter des soldats et de faire respecter les lois en matière de poids et de mesures[161]. Leurs fonctions et leurs pouvoirs pouvaient varier considérablement en fonction des chefs africains auxquels ils avaient affaire. La *feira* a été institutionnalisée et réglementée par une série d'instructions adressées en 1531 par la Couronne portugaise à Vincente Regado, *capitão-mor* de Sofala et de Mozambique[162], et qui traitaient de la circulation des marchandises, des droits indirects et des dîmes, de l'ouverture des magasins et de l'octroi de licences autorisant la vente de marchandises, et des modalités des procédures judiciaires.

Les principales *feiras*

La *feira* de Dambarare avait la réputation d'être la meilleure de toutes les *feiras* des Rivières de Sena. La plupart des riches et puissants marchands de Sena s'y retrouvaient et, de là, s'en allaient séparément vers d'autres lieux comme Chitomborwizi, Rimuka, Luanze et Matafuna. Dambarare était un centre administratif qui ne le cédait en importance qu'à celui du quartier général du capitaine des portes, à Masapa. La *feira* de Dambarare se trouvait à trois jours de voyage de celle d'Angwa, où il y avait beaucoup d'or mais peu d'habitants car on y était loin de Sena comme de Tete[163].

160. P. S. Garlake, 1954, p. 49.
161. M. D. D. Newitt, 1973, p. 43.
162. J. J. T. Botelho, 1936, p. 146.
163. Pour une discussion sur les diverses *feiras*, voir « Extracts from the decade written by Antonio Bocarro of the performances of the Portuguese in the East », dans G. M. Theal, 1899-1903, vol. III, p. 354; « Brief account on the rivers of Cuama », par le père Philipe de Tssumao, bibliothèque d'Ajuda, Lisbonne, 51-VII-40.



22.10. Les principales *feiras* aux XVI[e] et XVII[e] siècles.
[*Source :* d'après la carte n° 3 de H. H. K. Bhila, 1982. Adapté avec l'aimable autorisation de Longman Group UK Ltd.]

On retrouvait une situation comparable dans l'Uteve, où les Portugais tenaient une foire annuelle à Bandire pour y acheter des articles provenant de l'intérieur[164]. Cette *feira* fonctionna à partir du XVIe siècle jusqu'au moment où les autorités teve y mirent fin au début du XVIIIe siècle. Les Portugais protestèrent, alléguant que le droit de tenir la *feira* de Bandire leur avait été accordé par le *monomotapa* en 1580. En théorie peut-être mais, à cette date-là, les Mutapa avaient pour ainsi dire perdu toute autorité sur leurs fiefs, y compris sur celui d'Uteve. La *feira* annuelle, comme devait le montrer la suite de son histoire, était soutenue et contrôlée par les rois teve. Les méthodes qu'ils employaient pour contrôler le commerce portugais étaient légèrement différentes de celles des autres sociétés shona. Au Manyika, par exemple, la *feira* était inspectée à la fois par les rois eux-mêmes, qui rendaient parfois visite au *capitão-mor* avec leurs conseillers, et par le prince ou la princesse de la région où elle se tenait. Mais en Uteve, elle était gérée en grande partie par un *inyamasango* (chef de village) sous la juridiction duquel était placée l'administration de Bandire[165]. Il était tenu de payer au *sachiteve* un tribut annuel comportant une tunique turque, une pièce d'étoffe, une barrette, du linge, une *rola* (tourterelle) et une certaine quantité de mousseline du Bengale. Tous ces articles étaient, semble-t-il, censés être de couleur jaune afin de symboliser l'abondance d'or à Bandire, abondance attestée par Renato Baptista qui prospecta la région en 1890. Les Portugais ne semblent pas avoir créé de *feiras* au nord du Zambèze avant le début du XVIIIe siècle, époque à laquelle furent établies celles de Zumbo et de Michonga[166]. Deux raisons pourraient en expliquer l'implantation tardive : la découverte de *bares* au nord du Zambèze au cours du XVIIIe siècle et la nécessité, pour les Portugais, d'ouvrir d'autres territoires à leur commerce après leur expulsion du pays Shona par l'empereur rozwi, Changamire Dombo, entre 1693 et 1695.

Après avoir été chassés de leurs *feiras* par Changamire, les Portugais furent contraints de revenir à leurs méthodes commerciales du XVIe siècle. Quand ils abandonnèrent leurs *feiras* de Makaranga, ils en ouvrirent une autre à Zumbo, entre 1710 et 1788, au confluent du Luangwa et du Zambèze, et en vinrent à dépendre des *vashambadzi* pour leurs relations commerciales avec l'Empire rozwi[167]. Ils réussirent cependant à relancer la *feira* de Masekesa, au Manyika, en 1719, mais ne purent en faire revivre aucune en Uteve. Le système qui consistait à confier à un officier la charge de coordonner les relations des Portugais et des chefs africains n'était plus possible avec les empereurs mutapa car il n'y avait plus vraiment d'autorité politique centrale

164. J. dos Santos, dans G. M. Theal, 1899-1903, vol. II, p. 380-381.
165. R. Baptista, 1892, p. 14.
166. A. Lobato, 1954*b*, p. 43 et suiv. ; H. Capello et R. Ivens, 1886, vol. II, p. 306.
167. Le terme Zumbo désigne les trois établissements successivement créés puis abandonnés par les Portugais au confluent du Luangwa et du Zambèze au cours du XVIIIe siècle. Le premier fut probablement fondé en 1710 sur l'île de Chitacativa sur le Zambèze ; le deuxième, fondé en 1715, était à l'angle mozambicain du confluent entre le Zambèze et le Luangwa ; le troisième, connu sous le nom de Mucariva, maintenant marqué sur les cartes zambiennes sous le simple nom de Feira, fut fondé en octobre 1788. Pour une étude complète, voir S. I. Mudenge, 1977.

chez les chefs africains. Il est donc nécessaire de passer brièvement en revue les relations que les Portugais ont entretenues, au cours du XVIIIe siècle, avec certains dirigeants africains importants.

À l'est, le roi d'Uteve ne permettait pas aux Portugais d'exploiter l'or des *bares* de son royaume. Ses sujets avaient toutefois l'autorisation d'acheter des étoffes et des perles aux colons portugais à Sena. Même dans le cadre de ce commerce, les négociants portugais accusaient le roi et ses princes de causer « un tort considérable », de « voler » et d'abîmer la marchandise portugaise, et ils dépensaient une grande partie des profits qu'ils en tiraient pour assurer leur sécurité. La politique teve au cours du XVIIIe siècle était nettement antiportugaise[168]. Dans le Royaume de Manyika, les commerçants portugais avaient reçu le droit de circuler librement sur tout le territoire mais leurs activités marchandes étaient strictement réglementées par les dirigeants Manyika, auxquels ils versaient régulièrement un tribut, tout comme le *capitão-mor*.

De même, pour protéger la *feira* de Zumbo et la route commerciale menant à Butwa, les commerçants portugais versaient régulièrement un tribut à Changamire. Cela représentait de grosses sommes et ce dernier avait coutume d'envoyer ses émissaires à la *feira* de Zumbo pour réclamer des cadeaux, généralement d'une valeur de six *pastas*, qui venaient s'ajouter au tribut habituel[169]. L'incident survenu en 1757, lorsque le prince Chirimba de Dande saisit des marchandises destinées à Butwa, illustre les dangers de la route commerciale entre Zumbo et Butwa *via* Dande. À partir de ce moment-là, et sept années durant, Changamire, ses soldats et les producteurs d'or de Butwa l'attaquèrent sans cesse, au point de ruiner le commerce jusque-là prospère de Butwa. Le célèbre raid mené par Changamire en 1756-1757, au cours duquel il confisqua des biens pour une valeur de 1 000 *pastas* (800 000 cruzados), en est un parfait exemple[170]. Le commerce de Zumbo fut aussi compromis par les guerres civiles et la famine des années 1760. En dépit des raids contre les Portugais, cependant, les Changamire tenaient à maintenir des relations commerciales avec eux. Les chefs rozwi envoyèrent des forces expéditionnaires à trois reprises, en 1743, 1772 et 1781, pour protéger la *feira* de Zumbo des attaques des chefs africains du voisinage. Outre les perles, les chefs rozwi s'intéressaient tout particulièrement aux parapluies, aux coquillages, aux rosaires en faux corail, à la porcelaine, aux cloches en laiton, aux ciseaux et à l'*aguadente*, sorte d'eau-de-vie[171]. La nature des relations entre les Mutapa et les Portugais semble avoir peu évolué au cours du XVIIIe siècle. Les Portugais avaient toujours une garnison composée de vingt soldats, d'un *capitão-mor*, d'un lieutenant, d'un capitaine général et d'un frère dominicain dans l'enceinte du palais royal de Mutapa. Il semblerait aussi que « l'ancienne coutume qui consistait à baptiser les chefs mutapa ait été maintenue, même si ces

168. X. Caetano, dans A. A. Andrade, 1955, p. 155.
169. H. H. K. Bhila, 1982, p. 119.
170. *Ibid.*, p. 119-120.
171. *Ibid.*

chefs n'ont absolument rien de chrétien puisqu'ils ont en général plus d'un millier de concubines[172] ». Voici une autre habitude du XVIe siècle qui a survécu jusqu'au XVIIIe siècle : « Tous les trois ans, ce roi envoie un émissaire au général de Sena qui le rencontre à Tete, toujours dans la première année de son mandat, et les deux hommes discutent de la poursuite de la vieille alliance d'État avec le roi et de quelques autres affaires concernant les commerçants de Zumbo qui doivent obligatoirement traverser son territoire ; si toute autre question se pose en dehors de cette visite triennale, de nouveaux émissaires sont envoyés par l'une ou l'autre partie[173]. »

En dépit de ces arrangements, le volume du commerce entre les Portugais et les dirigeants mutapa continua de diminuer au XVIIIe siècle. Ce déclin a été expliqué par trois évolutions survenues au sud du Zambèze durant ce siècle. Premièrement, il y eut la ruée vers l'or au nord du Zambèze, au cours de laquelle des aventuriers portugais découvrirent des *bares* et commencèrent à prospecter l'or pour leur propre compte. Deuxièmement, la production d'or cessa presque complètement au XVIIIe siècle. Troisièmement, les commerçants tant africains que portugais se mirent à chasser l'éléphant pour son ivoire sur l'une ou l'autre rive du Zambèze.

Le commerce de l'ivoire jouait un rôle important dans l'Empire mutapa. Un récit portugais du XVIe siècle nous dit que les éléphants « vont par hordes entières, quasiment comme des troupeaux de vaches » et que « chaque année, il en meurt 4 000 ou 5 000, ce que confirment les importantes quantités d'ivoire envoyées de là en Inde[174] ». La chasse à l'éléphant avait l'avantage d'être moins susceptible que l'or d'être surveillée par les chefs africains puisqu'elle se pratiquait habituellement dans des régions reculées. Toutefois, on sait peu de choses de son organisation et certaines indications portent à croire qu'au XVIIIe siècle, elle s'est surtout déroulée à Buhera et à Rimuka[175].

Conclusion

La pénétration des Portugais au sud du Zambèze entraîna une érosion du pouvoir de la classe dirigeante autochtone et facilita certaines formes directes d'exploitation des paysans par le capitalisme marchand portugais puis, plus tard, par le capitalisme industriel britannique. La convergence des réseaux commerciaux régionaux avec ceux du commerce lointain donna naissance à une classe marchande africaine, les *vashambadzi*. Avec l'arrivée des commerçants arabes-swahili au Xe siècle et des Portugais au début du XVIe siècle, des Africains furent recrutés pour servir d'intermédiaires entre les négociants étrangers et les producteurs agricoles africains.

172. Anonyme, 1683, *Descripçao dos ríos de Cuama*, bibliothèque d'Ajuda, Lisbonne, 51-VII-43.
173. *Ibid*.
174. G. M. Theal, 1899-1903, vol. VI, p. 266.
175. D. N. Beach, 1984, p. 35.

Les marchands portugais s'intéressaient essentiellement au commerce de l'or et de l'ivoire, ce qui explique que les principaux produits négociés à l'échelon régional comme le fer, le sel et le cuivre aient été relégués au second plan. Dès 1530, les marchands portugais avaient déjà pénétré à l'intérieur de l'Empire mutapa et il y eut convergence entre le négoce du sel, du cuivre et du fer et celui de l'or et de l'ivoire. Les deux flux commerciaux se stimulaient mutuellement, d'où l'apparition d'une classe marchande africaine. Pour que le commerce lointain prospérât, il fallait de l'or, de l'ivoire et des porteurs, des denrées alimentaires pour nourrir ces porteurs, des houes pour cultiver les champs et du fer pour fabriquer les houes. Les *vashambadzi* transportaient non seulement de l'ivoire et de l'or, mais aussi du sel et des houes en fer qu'ils échangeaient en chemin contre de la nourriture. Les cultivateurs africains qui vivaient à proximité des routes commerciales ont peu à peu évolué, à mesure qu'ils se sont mis à produire davantage pour vendre aux commerçants et à leurs porteurs leurs excédents agricoles. Inutile de dire que les paysans, dont la plupart ignoraient la valeur internationale des produits de base qu'ils vendaient, furent impitoyablement exploités par les marchands portugais.

CHAPITRE 23

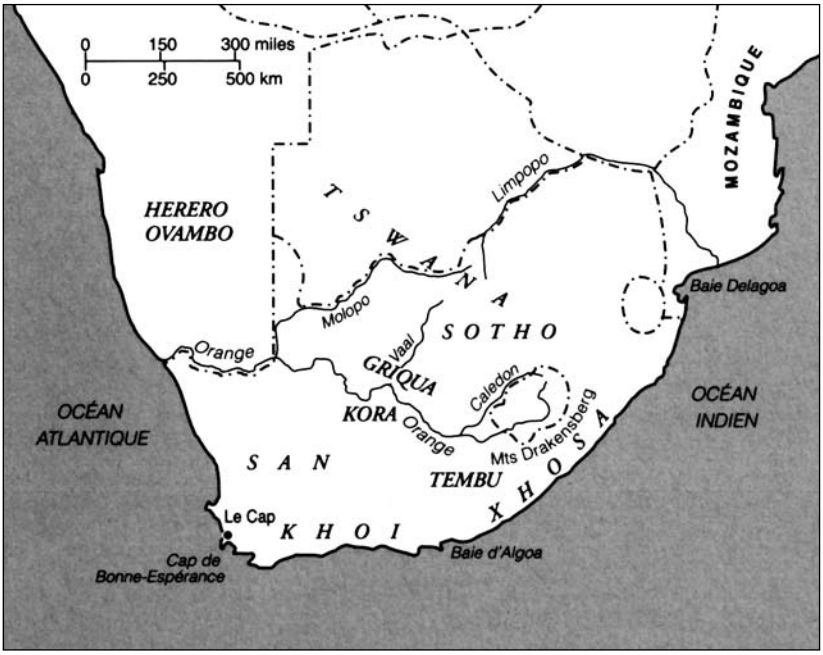
L'Afrique australe

D. Denoon

Entre 1500 et 1800, une grande partie de l'Afrique australe se transforma. De nouvelles communautés s'établirent dans la région. Celles qui, nombreuses, étaient déjà installées changèrent de mode de vie, ou de lieu d'implantation, ou les deux à la fois. Et les relations tant au sein de ces communautés qu'entre elles prirent un tour radicalement différent de celui qui existait auparavant. Un grand nombre de ces transformations fondamentales résultèrent des changements intervenus dans les relations de l'Afrique australe avec l'extérieur. Lorsque le premier Européen, Vasco de Gama, franchit le cap de Bonne-Espérance en 1497, les liens que l'Afrique australe entretenait avec le reste du monde étaient extrêmement ténus mais, vers 1800, la région était fermement implantée dans le dense réseau mondial de relations commerciales et stratégiques. Il nous faut donc rappeler l'évolution de la situation internationale avant d'essayer d'évaluer les conséquences qui en découlèrent pour la région.

En 1500, les plus fortes concentrations de population dans le monde se trouvaient sur le pourtour de la Méditerranée et en Asie. Ni l'Afrique subsaharienne ni l'Amérique n'entretenaient de relations régulières avec le reste du monde. Le commerce international mettait surtout en jeu l'Europe et l'Asie, et il s'effectuait presque exclusivement par voie terrestre, ce qui le rendait très onéreux[1]. L'objectif de la mission de Vasco de Gama était d'ouvrir une route maritime qui permît de réduire les coûts du commerce international et de contenir l'avidité des intermédiaires qui

1. F. Braudel, 1981, chap. 1.



23.1. L'Afrique australe du XVIe au XVIIIe siècle.

s'enrichissaient aux dépens des caravanes. Du point de vue des Portugais, qui furent les premiers à utiliser cette route maritime, ainsi que des Hollandais, des Anglais et des Français qui leur emboîtèrent le pas, l'Afrique australe n'était qu'un dangereux écueil pour la navigation. L'établissement des cartes des côtes de l'Afrique australe mit progressivement un terme à l'isolement dans lequel cette région se trouvait. Toutefois, le fait que les commerçants arabes et européens aient persisté à s'en désintéresser mérite qu'on s'y attarde un instant.

À la fin de l'âge du fer, les climats tempérés de l'hémisphère austral n'étaient guère attirants. Avec des outils rudimentaires, il était difficile, même dans les régions agricoles, de produire régulièrement des excédents alimentaires, et il n'était pas facile non plus de stocker les excédents éventuels ni de les utiliser dans un nouveau cycle de production. La densité de la population dans les régions tempérées de l'hémisphère Sud (y compris l'Australasie et l'extrémité méridionale de l'Amérique du Sud) était beaucoup plus faible que dans les régions tropicales avoisinantes, où elle était relativement élevée et permettait ainsi une production agricole excédentaire et un fort degré de spécialisation. Il n'est donc pas étonnant que les régions tempérées aient peu attiré la convoitise des négociants internationaux. Elles ne produisaient qu'irrégulièrement des marchandises susceptibles d'être exportées, situation qui ne s'améliora qu'à une date très

récente, lorsqu'on put investir des capitaux importants, recourir à la technique moderne et améliorer les transports[2]. Les Arabes, dont le commerce était florissant le long de la côte orientale de l'Afrique, n'étaient pas tentés de s'aventurer plus au sud car l'or, l'ivoire et les esclaves qui remplissaient les cales de leurs navires se trouvaient beaucoup plus facilement le long des côtes tropicales qu'à l'extrémité tempérée du continent. De même, les Européens continuèrent à contourner le cap de Bonne-Espérance pendant un siècle et demi avant de s'intéresser à la région. Les noms donnés par les Portugais à leurs escales (Algoa et Delagoa) montrent que leur objectif était d'aller à Goa et d'en revenir, et qu'ils ne s'intéressaient guère au potentiel commercial de l'Afrique australe elle-même.

Si les contacts maritimes étaient négligeables, les contacts par la voie terrestre n'étaient guère plus importants. De nombreuses communautés du Sud avaient des liens historiques et linguistiques avec le Nord, mais ceux-ci n'avaient que peu d'incidence sur la vie quotidienne. Les Khoi Khoi, qui élevaient des animaux, pêchaient et cueillaient les fruits de la nature le long de la frange côtière méridionale, n'avaient presque aucun contact avec le Nord. Il en était de même pour les San qui pratiquaient la chasse et la cueillette dans l'arrière-pays. Les populations parlant les langues nguni (vivant surtout à l'est de la chaîne montagneuse partageant en deux la région) n'avaient, en 1500, que peu de contacts réguliers avec leurs voisins du Nord. À l'extrémité ouest de la région (l'actuelle Namibie), les Herero et les Ovambo avaient des liens linguistiques étroits aussi bien entre eux qu'avec leurs voisins du Nord, tandis que les Tswana et les Sotho, qui habitaient le Centre, avaient certainement des relations commerciales occasionnelles avec le Nord. Cependant, le commerce, lorsqu'il existait, était d'un volume réduit et aucune des marchandises sur lesquelles il portait (notamment le cuivre, le fer et le *dagga*) n'était indispensable à la survie de quiconque[3]. En 1500 encore, nous avons affaire à des sociétés qui sont totalement indépendantes du reste du monde : leurs relations extérieures sont sporadiques, occasionnelles et marginales. Les flottes européennes qui jetaient quelquefois l'ancre le long de la côte pour s'approvisionner en eau douce et en vivres ne devaient pas porter atteinte à cette autarcie pendant un siècle et même davantage.

Si les Européens mirent longtemps avant de s'intéresser à la région, quand ils commencèrent à le faire, ce fut très vigoureusement. Au milieu du XVIe siècle, la Compagnie hollandaise des Indes orientales, qui continuait de considérer l'Afrique australe comme une étape sur la route de l'Orient, fixa une nouvelle communauté au Cap. En 1800 encore, « Le Cap était une communauté qui regardait vers la mer, un caravansérail sur la route du commerce mondial des épices[4] » ; elle se présentait comme une « résidence administrative, plus proche par son esprit de l'Asie que du continent africain

2. D. Denoon, 1983.
3. M. Wilson, 1969*a*.
4. R. Elphick et R. Shell, 1979, p. 161.

où elle était située[5] ». L'établissement de la colonie du Cap eut cependant des conséquences régionales beaucoup plus importantes que les dirigeants de la Compagnie ne l'avaient imaginé. L'ensemble de la région fut solidement relié à l'Europe et à l'Asie, et ce alors même que n'avait pas encore été tranchée la question de savoir qui, des Hollandais (qui occupèrent Le Cap de 1652 à 1795) ou des Britanniques (qui s'emparèrent du Cap en 1795), jouerait le rôle principal. La nouvelle communauté du Cap était et devait rester une dépendance extrêmement sensible à toute nouvelle pression ou incitation extérieure et, à mesure que cette dépendance étendait son influence dans l'arrière-pays, elle devait instaurer dans toute la région des relations nouvelles et durables, caractérisées par la domination et la soumission. L'essor de la petite colonie marqua l'avènement des relations capitalistes de production, ainsi que du colonialisme et de l'impérialisme, qui devaient transformer l'Afrique australe d'une manière plus brutale et plus profonde que toute autre région de l'Afrique subsaharienne. Ce sont ces transformations qui constituent l'objet principal du présent chapitre.

Il est possible de reconstituer les conditions et les événements du XVIe siècle, mais il est difficile de le faire de manière un tant soit peu objective. Partout où, au cours des deux derniers siècles, des communautés de chasseurs et de cueilleurs se sont heurtées à des communautés de cultivateurs, elles ont été détruites. Les cultivateurs ont survécu en nombre suffisant pour retenir l'attention des historiens, mais les nomades n'ont pas eu cette chance. La destruction générale des aborigènes d'Australie, des Indiens d'Amérique, des gauchos, des sociétés nomades de Sibérie et d'Afrique australe a renforcé les théories selon lesquelles l'histoire procède par stades successifs en fonction desquels nous envisageons d'ordinaire le passé et le présent, si bien que certains chercheurs peuvent à peine contenir leur impatience de voir aboutir l'« évolution » des nomades qui transforme ceux-ci en cultivateurs et finalement en membres du prolétariat industriel[6]. Les Indiens d'Amérique au moins ont laissé derrière eux assez de traces pour donner matière à des reconstitutions pleines d'imagination et parfois romanesques[7] ; les nomades d'Afrique australe, quant à eux, furent éliminés ou assimilés trop tôt et trop complètement pour permettre ce genre de création littéraire[8].

Si nous parvenons à nous débarrasser de l'idée d'un processus historique inéluctable, il nous devient loisible de découvrir que les rapports sociaux en Afrique australe au XVIe siècle présentaient des caractéristiques très intéressantes. C'est ainsi que les différences écologiques permettaient aux communautés de se spécialiser dans une certaine mesure. Ces sociétés spécialisées s'influençaient mutuellement, mais ces interactions ne nuisaient pas à la permanence des moyens de subsistance de chacune d'elles. Les chasseurs n'« évoluaient » pas pour devenir éleveurs ni les éleveurs pour devenir culti-

5. *Ibid.*, p. 126.
6. R. L. Meek, 1976.
7. P. Farb, 1969, chap. 7, 8 et 14.
8. J. Wright, 1977.

vateurs; il y avait plutôt coexistence, en dépit des hostilités qui marquaient quelquefois leurs interactions. Celles-ci méritent qu'on s'y attarde un peu, ne serait-ce que parce que leur étude peut nous préparer à celle des rapports qui s'établirent par la suite.

La moitié occidentale de l'Afrique australe, qui comprend le Botswana et la Namibie actuels, a des précipitations annuelles inférieures à 400 millimètres. Un petit nombre de régions de cette zone bénéficient de meilleures moyennes annuelles, mais le sol poreux retient mal l'eau. La seule exception importante à cette règle générale est l'arrière-pays de la péninsule du Cap qui bénéficie de précipitations hivernales assez abondantes et régulières. En effet, dans l'ensemble de la moitié occidentale, les précipitations ne sont pas seulement insuffisantes mais sont aussi très irrégulières[9]. Nous n'avons aucune raison de supposer que les conditions aient été très différentes au XVIe siècle, ce qui explique que les habitants de cette zone ne pouvaient pas cultiver les sols, d'autant plus que les techniques de retenue des eaux et de stockage des denrées alimentaires leur étaient inconnues. D'ailleurs, toute la technique du XXe siècle elle-même n'a guère eu d'influence dans cette région, si ce n'est qu'elle a permis de construire des barrages pour faciliter l'élevage. Les habitants de la région ne pouvaient donc pas avoir d'activité agricole mais le fait qu'ils se soient consacrés à la chasse et à la cueillette ou à l'élevage prouve qu'ils avaient du bon sens et qu'ils savaient s'adapter, et non qu'ils étaient « arriérés » comme on les en accuse souvent implicitement.

Les origines et l'histoire des San, groupes de chasseurs-cueilleurs, baignent dans le mythe et le malentendu. La grande diversité des langues qu'ils parlaient au XVIe siècle prouve que leur adaptation dans la moitié occidentale de l'Afrique australe s'étendit sur de nombreux siècles[10]. La chasse et la cueillette n'étaient pas alors des activités aussi aléatoires qu'elles le seraient maintenant. Peu chargés, connaissant parfaitement leur territoire, sa flore et sa faune, et s'aventurant rarement au-delà d'un domaine qui leur était familier, les membres d'une bande chassaient probablement en toute sécurité tant que s'est maintenu un équilibre entre la densité de population et les ressources écologiques[11]. Il apparaît que les groupes se composaient en moyenne de 50 à 70 personnes. Aussi longtemps que de vastes superficies furent épargnées par l'agriculture et par l'élevage intensif, le gibier resta abondant. Avec la chasse et la cueillette, les San avaient des moyens de subsistance sûrs qui les rendaient indépendants des autres sociétés, encore qu'ils aient eu en fait des relations avec d'autres populations. Parfois un groupe de chasseurs s'attachait, en tant que client, à des éleveurs pour obtenir des produits laitiers en échange de viande ou de renseignements sur les déplacements des bêtes sauvages. Mais même alors, les éleveurs ne devaient pas se comporter en dominateurs puisque les San avaient toujours la possibilité de reprendre leur activité de chasseurs spé-

9. N. C. Pollock et S. Agnew, 1963.
10. R. Elphick, 1977, chap. 1 et 2.
11. M. Sahlins, 1972 (éd. de 1974).

cialisés et indépendants. Quelques groupes de chasseurs habitaient aussi en dehors de la partie centre-ouest de l'intérieur et certains d'entre eux ont même continué à vivre dans les contreforts du Drakensberg jusqu'à une période avancée du XIXe siècle, complétant de temps à autre leurs prises par une razzia sur les troupeaux des cultivateurs-éleveurs de la région[12]. Ce mode de vie se fondait sur une parfaite mobilité. Comme celle-ci aurait été compromise par la présence d'éléments très vieux ou très jeunes ou d'autres incapables de se déplacer facilement, nous pouvons supposer qu'il limitait en soi une croissance des groupes qui aurait compromis l'équilibre entre population et ressources. Cette absolue mobilité imposait aussi une autre contrainte : toute accumulation de biens ne pouvait qu'abaisser le niveau de vie du groupe en ralentissant ses mouvements.

Dans sa magistrale étude sur les origines des Khoi Khoi, Elphick estime que vraisemblablement, bien avant 1500, les groupes san, après avoir acquis bovins et ovins, s'étaient aventurés à l'intérieur du pays en suivant les rivières pour finalement atteindre la frange côtière méridionale où des voyageurs européens devaient constater leur présence au XVIe siècle[13]. Parce qu'ils possédaient du bétail, les Khoi devaient s'en tenir aux zones bien arrosées et ne pouvaient explorer les régions arides, mais cela permit à la population en général et à l'effectif de chaque groupe en particulier d'augmenter progressivement. Comme les bœufs pouvaient transporter des bagages, les Khoi purent se faire des tentes et les emporter au lieu d'avoir à construire de nouveaux abris chaque fois qu'ils se déplaçaient. De même, la présence d'individus trop jeunes, trop vieux et peu mobiles cessait de constituer le même handicap qu'autrefois. Dans ces conditions, les Khoi furent en mesure d'accumuler des biens sur une petite échelle (et même sur une grande échelle pour ce qui est du bétail), ce qui entraîna une certaine stratification dans les sociétés pastorales, à la différence de ce qui se passait chez les San qui étaient plus égalitaires et ne connaissaient pas la propriété privée. Pour régir leur société, les Khoi n'eurent pas besoin de créer de veritable structure politique, mais certains d'entre eux exerçaient une relative autorité sur leur clan et, lorsque des échanges sporadiques commencèrent à avoir lieu avec les bateaux européens, certains individus acquirent un pouvoir personnel considérable et se rendirent propriétaires de nombreuses têtes de bétail.

L'élevage permit sans doute, mieux que la chasse aux époques favorables, d'élever le niveau de vie, mais les troupeaux pouvaient être décimés par la sécheresse et les épidémies, ou amputés par les vols et les confiscations en temps de guerre. Quand un désastre de ce genre les frappait, les Khoi devaient souvent chasser pour assurer leur subsistance, du moins jusqu'au moment où ils avaient pu reconstituer leurs troupeaux. Les techniques et les connaissances nécessaires à l'élevage n'étaient pas très différentes de celles qu'exigeait la chasse, si bien que les Khoi pouvaient

12. J. Wright, 1971.
13. R. Elphick, 1977, chap. 1.

retrouver leur condition de San sans trop de difficulté en cas de besoin[14]. Des éleveurs de la péninsule du Cap, où les possibilités de chasse étaient limitées, qui avaient été dépossédés de leurs troupeaux, se fixèrent sur le littoral pour y vivre de la pêche des poissons et des crustacés jusqu'au moment de pouvoir reconstituer un nouveau troupeau ou s'attacher en tant que clients à des éleveurs plus chanceux. Toutes ces transformations se faisaient sans heurts, aucun fossé linguistique ou culturel ne séparant les différents groupes. Si l'existence était instable, elle n'était pas misérable. Les rares Khoi qui furent emmenés à l'étranger sur l'un des bateaux qui se ravitaillaient en eau douce au Cap n'y trouvèrent aucune raison de déplorer les conditions qui régnaient chez eux[15].

Les relations entre les Khoi et les Nguni, sur la bordure orientale du territoire khoi, s'établirent à travers des frontières culturelles et techniques très marquées. La région dans laquelle les Khoi et les Xhosa se rencontraient était riche en pâturages, mais d'un intérêt assez réduit pour l'agriculture étant donné que les précipitations n'y dépassaient guère 400 millimètres par an. Il ne pouvait pas y avoir de frontière écologique nette entre ces deux peuples puisque leurs modes de subsistance étaient également possibles. En fait, il semble qu'il y ait souvent eu interpénétration[16]. Des Xhosa abandonnaient l'agriculture sédentaire pour l'élevage et parfois pour la chasse. Chaque fois que les Khoi étaient victimes d'une crise, ils avaient la possibilité de devenir les clients de Xhosa établis à proximité du fait que, après une période de disette, la production agricole revient plus rapidement à son niveau normal que l'élevage. Certaines communautés durent passer de l'élevage nomade à l'agriculture mixte, et inversement, et si, en général, ces mouvements étaient peu importants, ils furent parfois impressionnants. C'est ce que Robert Ross démontre en ce qui concerne les Gonaqua, les Gqunukhwebe et les Ntinde qui étaient tous, selon lui, d'anciens Khoi qui s'orientèrent vers l'agriculture mixte et s'intégrèrent en masse à la société des Xhosa, adoptant leur langue et leurs traditions. Toutefois, il ne s'agit pas là d'un simple passage de l'élevage à l'agriculture. Physiquement, les Gonaqua ressemblaient davantage aux Xhosa qu'aux Khoi, aussi peut-on penser qu'ils avaient peut-être déjà connu plusieurs transitions (passant de l'agriculture à l'élevage et vice versa) avant le XVIIIe siècle. La plupart des informations en notre possession remontent au XVIIIe siècle, alors que les Khoi étaient soumis à des tensions considérables, mais il ne faut pas en déduire que les Xhosa aient connu une expansion constante au cours des siècles précédents ni que le territoire khoi ait cessé de diminuer comme une orthodoxie historique périmée voulait nous le faire croire[17]. Ce n'est qu'*a posteriori* que le pastoralisme khoi apparaît comme un mode de vie transitoire et dépassé. Pendant la majeure partie de la période qui nous occupe, les Khoi eurent des relations très actives avec d'autres sociétés, mais sans renoncer pour autant à leur propre mode de vie.

14. *Ibid.*
15. *Ibid.*, chap. 4.
16. R. Ross, 1978.
17. G. M. Theal, 1910.

Pendant longtemps, l'étude des communautés pratiquant l'agriculture mixte dans la moitié orientale de l'Afrique australe a été faussée par l'importance excessive que les historiens accordaient à une question unique qui était de savoir à quelle époque ces communautés avaient émigré en masse du Nord tropical vers le Sud[18]. Il apparaît maintenant que la question était mal posée et qu'elle avait été suscitée par le désir qu'avaient les colons blancs de légitimer leurs acquisitions de terres. Les implantations stables et les déplacements de petits groupes sur de courtes distances étaient beaucoup plus courants que les mouvements de population massifs et rapides.

Pour employer le langage de l'archéologie, on peut dire que la dernière phase de l'âge du fer était fermement établie chez les Nguni et les Sotho en 1500, ce qui signifie que le fer était largement utilisé et qu'on savait le travailler partout, mais que tous les outils et toutes les armes n'étaient pas faits de métal. L'importance du fer dans les communautés pratiquant une agriculture mixte appelle une explication. Les sociétés de chasseurs et d'éleveurs (comme les Khoi et les San au XVIe siècle) n'en avaient qu'un besoin limité et pouvaient se contenter, pour la fabrication de leurs outils ou de leurs ustensiles, de pierre, d'os, de bois et de fibres. Le fer était pratique et les besoins des Khoi dans ce domaine furent vite satisfaits, dès leurs premiers échanges occasionnels avec les bateaux mouillant au Cap[19]. En principe, les communautés dont le système agricole est mixte peuvent parfaitement se passer du fer: c'est ainsi qu'en Mélanésie, les habitants ont pu conduire avec succès une agriculture complexe pendant 5 000 ans avant l'introduction des outils d'acier, encore que celle-ci ait permis des économies sensibles de main-d'œuvre[20] et, en Afrique australe pendant 1 000 ans, certaines communautés à l'agriculture mixte s'en passèrent presque complètement. L'abondance de ce métal à la fin de l'âge du fer n'entraîna pas un renouvellement complet des modes de production, mais elle dut faciliter les activités existantes et les rendre plus productives. L'agriculteur a un bien meilleur rendement lorsqu'il dispose d'outils en fer pour défricher et sarcler, ce qui lui donne plus de temps pour des travaux d'artisanat comme la poterie et pour l'élevage extensif. Les fouilles archéologiques donnent à penser que le nombre des animaux domestiques et des poteries s'est accru à la fin de l'âge du fer[21], ce qui implique une élévation du niveau de vie et une division du travail plus poussée dans chaque communauté.

Les récits de voyageurs concernant la vie des sociétés nguni à l'est de la chaîne montagneuse entre 1500 et 1800 sont d'intérêt inégal et peu objectifs[22]. Pour reconstituer cette période, il faut avant tout faire appel à l'étude des vestiges matériels, en la complétant par celle des traditions orales qui

18. *Ibid.*
19. R. Elphick, 1977, chap. 4.
20. R. F. Salisbury, 1962 ; D. Denoon et C. Snowden, 1981.
21. G. M. Hall, 1976.
22. M. Wilson, 1969*b*.

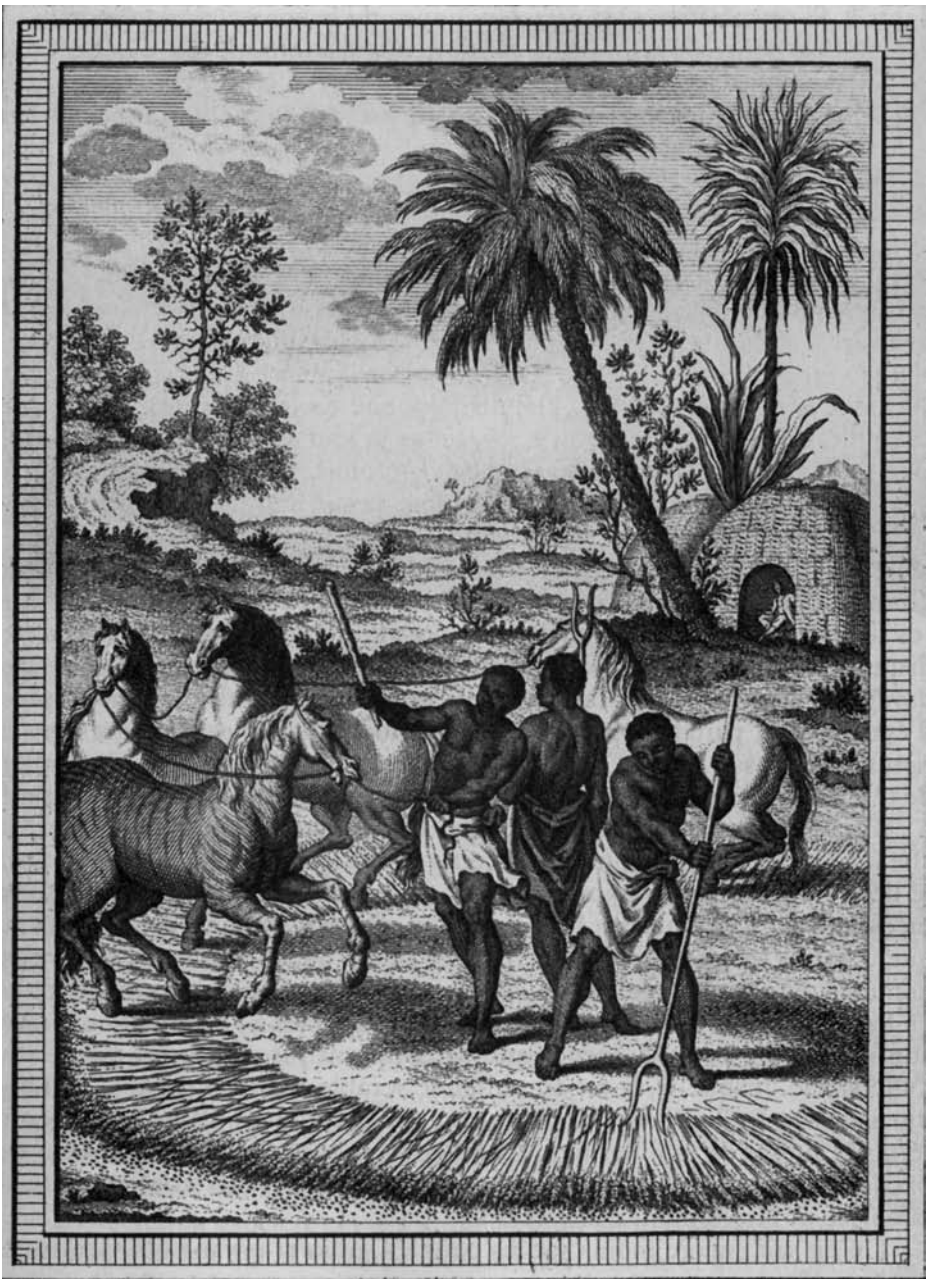


23.2. Un chasseur gonaqua (griqua).
[*Source : Travels from the cape of Good Hope into the interior parts of Africa*, traduit par M. Vaillant, Londres, William Lane, 1790, vol. II, p. 3. © Royal Commonwealth Society Library.]

ont survécu[23]. Les céréales et le bétail constituaient les principaux éléments de subsistance. Le traditionnel sorgho fut supplanté, au XVIIIe siècle, par le maïs qui avait des rendements supérieurs tout en présentant l'inconvénient de moins bien s'adapter aux régions à faibles précipitations[24]. Une telle supériorité de rendement peut avoir contribué à l'accroissement du cheptel, mais la meilleure façon d'y arriver consistait à combiner les pâturages fixes avec la transhumance pour tirer profit des différentes qualités des prairies. Les obstacles auxquels se heurtait ce type d'agriculture mixte furent sans doute renforcés par les variations climatiques suggérées par Hall pour l'ensemble de la zone côtière orientale[25]. C'est ainsi que la première moitié du XVIIIe siècle aurait été caractérisée par une diminution des précipitations et qu'une grave sécheresse en aurait marqué la fin, ce qui aurait intensifié la lutte pour l'occupation des pâturages utilisables même pendant les années sèches.

Les densités de population paraissent avoir été très inférieures à celles auxquelles nous sommes maintenant habitués. Peires estime à 100 000 l'effectif des communautés de langue xhosa en 1800, et ce bien qu'elles eussent absorbé un grand nombre de Khoi pendant le ou les siècles précédents[26]. Si ces chiffres sont caractéristiques de la zone côtière orientale, il ne doit donc jamais y avoir eu de pression démographique grave entre 1500 et 1800 malgré les méthodes d'agriculture et d'élevage extensifs de l'époque. Cette considération générale est un élément important du contexte dans lequel il nous faut examiner les systèmes politiques des Nguni dont on conserve la trace. L'élément constitutif essentiel de ces systèmes politiques, et leur plus petite unité viable, était la famille, qui réunissait un certain nombre de personnes possédant du bétail et cultivant la terre. En ce qui concerne la plupart des besoins quotidiens, la famille pouvait se comporter en unité indépendante, échangeant marchandises et femmes avec d'autres familles dans une liberté presque totale. En pratique, chaque famille était rattachée par la voie patrilinéaire à un lignage et, par cet intermédiaire, à un clan. Depuis l'époque de Tshawe, les Xhosa, par exemple, étaient unis de façon assez lâche par leur allégeance commune au clan royal des descendants de Tshawe. Toutefois, le chef du clan royal ne disposait que de peu de moyens pour imposer son autorité aux autres communautés de langue xhosa si ce n'est en agissant sur les alliances matrimoniales et en distribuant des cadeaux, afin que d'autres clans (y compris ceux qui n'étaient pas composés de Xhosa, comme les Khoi voisins) devinssent ses débiteurs. En dernière analyse, la possibilité pour la famille royale de dispenser épouses, cadeaux et terres dépendait de sa capacité à produire davantage que les autres familles et clans. Le chef avait en général plus d'épouses (et, partant, plus d'unités de production) que les autres, mais rien ne s'opposait à ce qu'un homme du commun acquît un grand nombre

23. J. B. Peires, 1981.
24. G. M. Hall, 1976
25. *Ibid.*
26. J. B. Peires, 1981.



23.3. Agriculteurs khoi khoi faisant le battage des céréales.
[© The Mansell Collection, Londres.]

de têtes de bétail et d'épouses[27], si bien que la marge de supériorité du chef n'était pas toujours très large. Et, face aux ambitions centralisatrices des chefs, les gens du commun avaient leurs ambitions propres et, notamment, le désir de se plier le moins possible aux exigences des chefs. Les luttes incessantes qui déchiraient les principaux clans xhosa, ainsi probablement que d'autres sociétés nguni, étaient sans aucun doute encouragées par des hommes du peuple avisés qui s'efforçaient de paralyser l'autorité centrale en l'amenant à se déchirer elle-même. Ces obstacles à l'instauration d'une administration de type despotique subsistèrent jusqu'à la fin même du XVIIIe siècle. Jusque-là, la vie quotidienne semble avoir été paisible et d'ordinaire assez facile. Il est certain que les rares réprouvés blancs qui, s'étant réfugiés auprès de familles nguni, ont laissé un récit de leurs aventures, ne paraissaient pas très impatients de réintégrer leur société strictement hiérarchisée et étroite-



23.4. Une famille namaqua. Gravure du XVIIe siècle.
[© The Mansell Collection, Londres.]

ment contrôlée[28].

On en sait encore moins sur les peuples sotho et tswana qui vivaient à l'ouest des monts Drakensberg où les précipitations moins abondantes étaient plus favorables à l'élevage (allié à l'agriculture) qu'à l'est de cette chaîne de montagnes. Au XVIe siècle, pesait sur eux la menace d'une attaque en provenance du nord de la rivière Limpopo[29]. Au XVIIIe siècle, la menace se fit

27. *Ibid.*
28. *Ibid.*; M. Wilson, 1969*a*.
29. M. Wilson, 1969*a*.

plus précise : elle émanait de communautés nouvelles qui se déplaçaient vers le nord en remontant les vallées de l'Orange et du Caledon. Entre-temps, les Sotho et les Tswana durent avoir des relations avec les Khoi, les San, les Nguni et les Shona, étant donné qu'il y avait des échanges commerciaux limités dans toutes ces directions[30], mais on ne saurait en dire davantage dans l'état actuel des connaissances.

Comme les San et les Khoi, par conséquent, les communautés bantu du Sud établirent des relations avec d'autres communautés aux caractéristiques propres, mais ne furent pas transformées par ces contacts, pas plus qu'elles n'influencèrent les sociétés avec lesquelles elles les entretinrent. Peires cite des sources faisant état d'alliances entre les chefs xhosa et des groupes khoi, comme les Chainouqua au XVIIe siècle, et y voit une preuve de la subordination de certains Khoi à des dirigeants xhosa[31]. Cependant, si l'on considère la difficulté avec laquelle les chefs xhosa exerçaient leur domination même sur les Xhosa sédentaires, il est permis de se montrer un peu sceptique sur ce point, d'autant que les groupes khoi semblent avoir considéré ces alliances comme une assurance à long terme plutôt que comme un gage de subordination permanente. En tout cas, même si l'on admet qu'une telle subordination existait, l'histoire des interactions entre les deux groupes atteste la permanence de la spécialisation de chacun d'entre eux. Les différents groupes africains étaient, semble-t-il, capables de coexister pendant une longue période sans que l'un imposât son mode de production à l'autre.

L'historiographie de l'Afrique australe est dominée par l'histoire de la colonie hollandaise de la ville du Cap et de son expansion, histoire qui transforma la vie de tous les habitants de la région. En fait, les Portugais n'avaient pas seulement été les premiers navigateurs à contourner le cap de Bonne-Espérance, ils avaient également été les premiers Européens à créer une colonie permanente dans la région. Il nous sera plus facile de comprendre le caractère fondamentalement novateur de la colonie hollandaise si nous la comparons avec la colonie portugaise qui l'avait précédée et dont la durée, et non l'influence, fut plus importante.

Au XVIe siècle, le Portugal était un État féodal, petit et pauvre. Son expansion au-delà des mers fut organisée par la monarchie comme un monopole du commerce avec l'Inde et soutenue par l'Église qui, en l'absence de toute autre source de main-d'œuvre instruite, exerçait une influence profonde sur le style et la substance même de l'administration. En 1510, la domination coloniale avait Goa pour centre et la route maritime était protégée par des forts qui commandaient le canal de Mozambique depuis la baie Delagoa jusqu'à l'actuelle Tanzanie[32]. Ayant la supériorité en matière de bateaux et d'armes à feu, le Portugal n'eut aucun mal à conquérir les ports arabes et swahili, mais la supériorité militaire ne suffisait pas pour administrer la région. La sécurité

30. R. Elphick, 1977 ; J. B. Peires, 1981 ; M. Wilson, 1969*a*.
31. J. B. Peires, 1981, p. 22-24.
32. M. V. Jackson-Haight, 1967 ; R. Elphick, 1977.

des Portugais le long de la côte africaine et, surtout, au Mozambique, qui devait devenir leur quartier général régional, était assurée par des forteresses qui commandaient l'arrière-pays mais sans être toujours reliées avec lui. Il s'agissait d'un empire essentiellement féodal dans lequel des offices importants et lucratifs étaient vendus par la Couronne moyennant une redevance annuelle et qui était peuplé de criminels portugais, de négociants non portugais et de petits aventuriers. Le profit devait provenir du commerce de l'or et de l'ivoire, puis de celui des esclaves, commerce qui reconnaissait l'autorité des chefs africains et suscita chez eux le plus antisocial des comportements. À la fin du XVIe siècle, l'empire portugais de l'océan Indien avait été ébranlé par les puissances commerciales rivales : les Arabes avaient récupéré leurs possessions d'Afrique orientale, tandis que les Hollandais, les Anglais et les Français s'étaient solidement implantés aux Indes. Le canal de Mozambique avait perdu de son importance stratégique avec l'ouverture de routes plus directes reliant l'Europe à l'Asie en passant par Le Cap ou l'île Maurice, ou même sans aucune escale.

L'exploitation du Mozambique fut inefficace. Plutôt que d'introduire de nouveaux modes de production, les négociants portugais et indiens s'efforcèrent de devenir des intermédiaires. Les terres, qui furent morcelées en *prazos* et cédées à bail à des *prazeros*, constituaient plus des domaines féodaux où se pratiquait une agriculture de subsistance que des exploitations destinées à produire des denrées commercialisables. Les produits d'exportation (ivoire, or et esclaves) étaient rassemblés par les indigènes. Ce type d'exploitation ne pouvait d'ailleurs subsister qu'avec le concours des sociétés autochtones. Pour cette raison, Le Cap lui-même, avec sa population clairsemée et sa production peu abondante, n'offrait aucun intérêt pour les Portugais. Même au Mozambique, en l'absence d'un gouvernement efficace qui aurait pu veiller aux intérêts à long terme des négociants, le commerce dégénéra en pillages à courte vue. Le capitalisme marchand sans capital et la colonisation sans colonisateurs eurent certainement pour effet de perturber l'équilibre de l'Afrique du Sud-Est, mais ils ne purent provoquer une transformation durable des sociétés existantes.

La longue lutte contre le monopole commercial du Portugal fut marquée, en 1602, par la création de la Compagnie hollandaise des Indes orientales qui regroupa toutes les petites sociétés commerciales néerlandaises qui s'intéressaient au commerce avec l'Asie. Comme les entreprises commerciales anglaises de l'époque, cette compagnie avait été fondée avec l'appui de la Couronne hollandaise par des négociants dont l'objectif était d'obtenir le monopole national (et si possible international) du commerce entre des régions déterminées. Elle était vierge de tout zèle religieux et indépendante des Églises réformées, étant donné que les groupements religieux n'avaient plus le monopole de l'éducation dans l'Europe de la Réforme. Les « dix-sept Messieurs » qui constituaient le Conseil d'administration de la Compagnie aux Pays-Bas pouvaient donc se permettre de poursuivre sans aucune ambiguïté leur unique objectif qui était la recherche du profit. Élément tout aussi important, la Compagnie pouvait se permettre des mises de fonds considérables qu'elle ne récupérerait qu'à long terme. L'établissement

d'une colonie-garnison au Cap fut précisément un investissement de ce type, c'est-à-dire d'un genre que seule une société commerciale prospère, avisée et prévoyante pouvait envisager[33]. Comme les Français à Maurice et les Portugais au Mozambique, les « dix-sept Messieurs » considéraient la garnison du Cap comme un point stratégique dans la poursuite du commerce avec l'Asie. Ils en firent également un poste de ravitaillement et de santé, la garnison étant chargée d'acheter de la viande fraîche aux Khoi, de cultiver des légumes et d'approvisionner ainsi les flottes néerlandaises faisant voile vers Batavia ou en revenant. C'est pourquoi il était tout à fait indiqué que le premier commandant de la colonie fût Jan van Riebeeck, qui était chirurgien. Lorsqu'il s'avéra que ni les Khoi ni les employés de la Compagnie ne pouvaient produire suffisamment de vivres, la Compagnie eut recours à un type modifié de production capitaliste : elle donna à ses employés le statut de « bourgeois libres » qui produisaient à leur compte et se réserva le contrôle de la commercialisation. Ses objectifs et ses procédés étaient aussi totalement capitalistes que ceux des Portugais avaient été féodaux ; c'est pourquoi elle récolta les fruits de cette organisation méthodique.

Comme les autres puissances européennes qui colonisèrent des zones de pâturages à climat tempéré et à population clairsemée, les Hollandais découvrirent que la dynamique de leur nouvelle colonie était très différente de celle de leurs possessions tropicales. Pendant plus d'un siècle, jusqu'au moment où ils eurent affaire aux agriculteurs-éleveurs sédentaires, leur expérience fut semblable à celle des Espagnols dans la pampa et à celle des Britanniques dans les prairies de l'Amérique du Nord et de l'Australie du Sud-Est[34].

L'élément déterminant de l'histoire de la colonie du Cap fut peut-être l'extrême lenteur des progrès de l'agriculture. Pendant les quarante premières années de son histoire, la colonie dut importer une grande partie des produits alimentaires dont elle avait besoin, et ce malgré les connaissances agricoles très poussées que les colons avaient acquises en Europe occidentale[35]. La façon la plus rémunératrice d'utiliser la terre était l'élevage, qui devait avoir un caractère extensif. Le deuxième élément déterminant fut l'impossibilité de recruter de force une main-d'œuvre autochtone. Alors que les Hollandais avaient pu amener les Indonésiens à se consacrer en grand nombre aux cultures commerciales en manipulant leurs structures sociales, il leur fut tout à fait impossible de transformer les Khoi en agriculteurs produisant pour l'exportation sans détruire du même coup la société khoi. Les rares Khoi qui survécurent et restèrent sur le territoire de la colonie se fondirent avec d'autres éléments pour donner naissance à une communauté nouvelle, celles des Hottentots, qui devaient former le noyau de la communauté des Métis du Cap. La Compagnie ne pouvait pas utiliser les Khoi comme main-d'œuvre et elle dut faire venir des esclaves d'autres régions de l'Afrique et des Indes orientales. Ces rapports écartaient totalement les

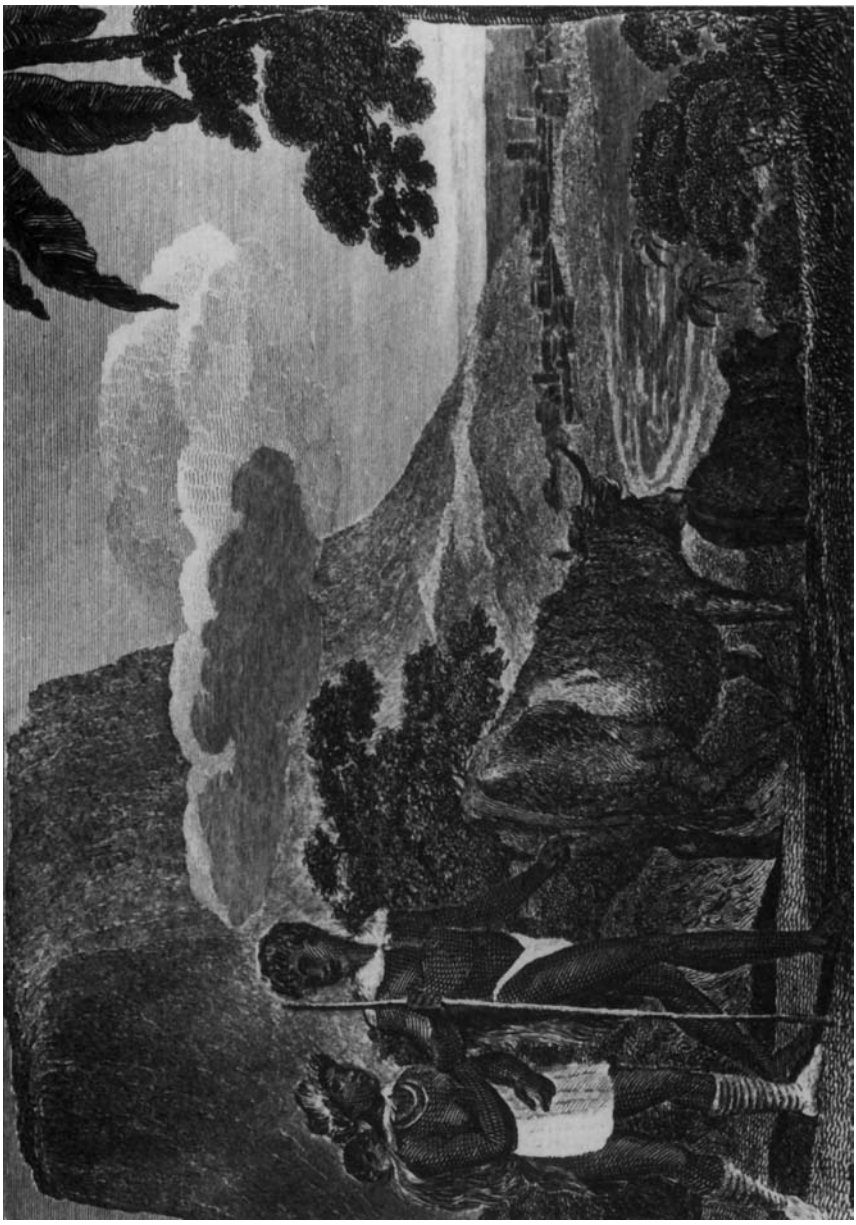
33. G. Schutte, 1979.
34. D. Denoon, 1983.
35. A. J. Boeseken, 1969.

Khoi ou les San, à l'exception de quelques-uns, des moyens de production. Pour utiliser la terminologie des études sur le développement, le capitalisme axé sur l'élevage ne s'articulait pas sur d'autres modes de production, il les éliminait.

Cette caractéristique de la nouvelle société n'aurait peut-être pas été très importante si elle ne s'était pas accompagnée d'un expansionnisme continu. Neumark estime que l'essor de l'élevage fut surtout provoqué par la croissance de la demande extérieure de viande fraîche[36]. Guelke et Ross préfèrent voir le principal ressort de l'expansion dans un dynamisme propre à la société elle-même[37]. Comme l'expérience nous enseigne qu'une organisation capitaliste doit se développer ou périr, il est peut-être superflu de se demander si les incitations furent externes ou internes. Au Cap, la main-d'œuvre était rare et chère alors que la terre était bon marché et abondante, si bien que la manière la plus logique d'assurer l'expansion du capitalisme consistait non pas à cultiver les sols de façon intensive mais plutôt à miser sur l'expansion territoriale. L'extension géographique de la colonie eut assez curieusement pour conséquence de reproduire le schéma d'exploitation des terres par une population clairsemée qui avait caractérisé la société khoi. De fait, l'élevage commercial se ramenait essentiellement à faire paître à peu près les mêmes bovins et les mêmes ovins sur les mêmes terres qu'auparavant, quelquefois même en employant des Khoi comme bergers. Ce n'est donc pas tant l'utilisation des sols que le système des relations sociales qui fut transformé par le nouveau régime. Aux confins de la colonie surtout, il était difficile aux colons hollandais d'exercer un contrôle sur leur main-d'œuvre puisqu'il était très aisé pour les travailleurs mécontents de s'enfuir vers l'est ou vers le nord afin de se soustraire à des conditions de travail pénibles. L'esclavage ne constituait qu'une solution partielle étant donné que les esclaves coûtaient cher et pouvaient eux aussi s'enfuir. Aussi la Compagnie s'efforça-t-elle de maîtriser la situation en concluant avec les chefs khoi une série de traités en vertu desquels les esclaves fugitifs devaient être rendus à la colonie.

Au cours du XVIIIe siècle, les exigences de l'élevage commercial extensif donnèrent naissance à une série de rapports sociaux qui sont plus proches de ceux qu'on trouve dans la pampa sud-américaine et dans l'Australie du XIXe siècle que dans le reste de l'Afrique. Le Cap était l'entrepôt principal, le pivot de toutes les relations commerciales et le point de rencontre des cultures et des idées internationales. Les représentants de la Compagnie ne se bornaient pas à administrer la colonie, ils faisaient également du commerce pour leur propre compte, infraction qui ne risquait guère d'être punie tant qu'elle ne faisait pas perdre de l'argent à la Compagnie[38]. Ils s'alliaient aux propriétaires fonciers, aux commerçants et aux aubergistes les plus prospères de la ville et dominaient une population d'esclaves

36. S. D. Neumark, 1957.
37. L. Guelke, 1979; R. Ross, 1975.
38. G. Schutte, 1979.



23.5. Famille khoi khoi faisant paître son troupeau, avec vue sur la montagne de la Table et sur la ville du Cap. [© The Hulton-Deutsch Collection, Londres.]

nombreuse et soumise à une stricte discipline. Ils se sentaient supérieurs aussi aux éleveurs qui venaient de temps à autre en ville pour vendre de la viande, des peaux et du suif. Parlant un hollandais assez grossier, sachant à peine lire et écrire et portant des vêtements pratiques mais peu élégants, les éleveurs étaient évidemment peu rompus aux subtilités de la vie urbaine et risquaient très souvent d'être trompés par les négociants en viande de la ville. Ils avaient aussi tendance à brutaliser leur main-d'œuvre parce qu'ils vivaient souvent trop loin des forces de l'ordre qui se trouvaient en ville. Cependant, tout maladroits qu'ils fussent, ils n'en constituaient pas moins l'armature de l'économie coloniale. L'effectif des esclaves était constamment renforcé par des importations, mais l'effectif des éleveurs augmentait tout aussi rapidement, en raison à la fois de l'immigration et de l'accroissement naturel[39]. Cent cinquante ans après sa fondation, la colonie comptait une population de plus de 20 000 « bourgeois libres » et de plus de 25 000 esclaves[40].

L'expansion territoriale de la colonie tendit à disperser les Khoi et les San qui se trouvaient dans la partie occidentale de l'intérieur. En même temps, à cause de la rigueur de sa hiérarchie et de sa discipline, la nouvelle société avait tendance à exclure les esclaves et les anciens Khoi les plus vigoureux et les plus indépendants. Il arrivait aussi quelquefois à des colons blancs de s'enfuir vers la frontière tantôt pour échapper à la loi, tantôt pour chercher fortune et tantôt pour ces deux raisons à la fois. Certains de ces fugitifs étaient armés et beaucoup d'entre eux étaient d'émérites cavaliers si bien que, comme les gauchos dont le mouvement fut engendré à peu près par les mêmes forces sociales dans la pampa sud-américaine, ils constituaient une communauté d'êtres endurcis et violents[41]. Trois possibilités s'offraient à eux. Tout d'abord, ils pouvaient chercher à se faire recruter par l'État, comme agents de l'ordre aux frontières; cette option fut régularisée à la fin de la période qui nous occupe avec la formation du corps des Hottentots en 1795[42]. Ensuite, ils pouvaient essayer de s'installer et de mener une vie sédentaire parmi les colons blancs de la frontière soit comme journaliers (comme le souhaitaient les Blancs), soit comme éleveurs indépendants (comme ils le souhaitaient eux-mêmes). Si cet objectif était séduisant, il était fort difficile à atteindre parce que le remembrement des terres de la colonie et la protection de la propriété foncière privée mettaient les habitants métis de la frontière à la merci d'une expropriation. Les Khoi ne pouvaient que rarement acquérir des titres de propriété foncière en leur nom propre et l'expansion du régime colonial rendait les éleveurs blancs assez audacieux pour disputer leurs terres aux propriétaires de fait qu'ils étaient. C'était donc la troisième possibilité qui était la plus prometteuse: il s'agissait d'avoir toujours un peu d'avance par rapport à la progression territoriale des colons blancs.

39. R. Ross, 1975.
40. *Ibid.;* W. M. Freund, 1979.
41. S. R. Duncan-Baretta et J. Markoff, 1978.
42. W. M. Freund, 1979.

Ce sont les vastes régions sèches qui s'étendaient au nord des territoires occupés par la Compagnie, dans le bassin de l'Orange et de ses affluents, qui virent s'implanter des sociétés nouvelles comme celles des Kora, des Griqua et des Nama qui furent rarement inquiétées par les autorités de la Compagnie entre 1730 et 1780 environ[43]. Leurs titres de propriété n'étaient pas expressément reconnus par les Blancs, mais ils n'étaient pas contestés non plus. Afin d'assurer leur subsistance, ces petites sociétés nouvelles capturaient, élevaient et vendaient du bétail, utilisant les armes à feu et la poudre achetées dans la colonie. Par conséquent, le rôle de dirigeant revenait à ceux de ces frontaliers qui pouvaient parler le langage des Blancs et des autorités de la Compagnie (hors-la-loi blancs comme Bloem ou descendants d'esclaves comme la famille Kok). Beaucoup savaient et se souvenaient qu'ils descendaient de bandes khoi (c'est pourquoi les Griqua, dont l'origine remontait à une communauté chariguriqua, prirent par la suite le nom de Khoi). Cependant, ils n'étaient pas simplement des réfugiés ayant fui le territoire de la Compagnie, ils en étaient aussi l'avant-garde. Ils auraient voulu en effet accéder au statut d'éleveurs commerciaux indépendants dont les Blancs bénéficiaient déjà et non pas à la culture et à la condition des pasteurs nomades dont l'époque était visiblement révolue. Toutefois, leurs aspirations personnelles ne comptaient guère. Tributaires des armes à feu provenant de la colonie et obligés d'avoir toujours un peu d'avance sur leurs rivaux blancs, il leur était impossible de se sédentariser pour longtemps. La sécurité précaire dont ils parvenaient à jouir ne pouvait être acquise que par la dépossession d'autrui. Ils constituaient comme une zone d'ombre et de violence qui était l'un des éléments essentiels de l'économie et de la société nouvelles que formaient les éleveurs commerciaux. Quand la frontière fut finalement « fermée » au XIXe siècle, à la fois pour des raisons écologiques et parce que l'administration coloniale s'était renforcée, l'époque des Griqua prit fin. Cette fin était inscrite dans les rapports entre groupes qui existaient au XVIIIe siècle et, si elle put être différée, elle ne pouvait être évitée.

La frontière septentrionale de la colonie fut le cadre typique de l'implantation des nouvelles sociétés multiraciales, mais la situation évolua aussi de façon analogue à la frontière orientale où le cours des événements fut toutefois plus rapide et leur aboutissement, après 1790, plus dramatique puisqu'il mit en jeu non seulement les éleveurs blancs, les autorités du Cap et les communautés de réfugiés, mais encore les Bantu vivant le plus au sud. Il y avait, en bordure du territoire xhosa, une zone d'insécurité qui ressemblait à celle qui existait au voisinage de la frontière des éleveurs blancs. La vie devint dangereuse quand ces deux zones d'insécurité se chevauchèrent.

Phalo réussit peut-être à exercer un certain contrôle sur la plupart des ethnies de langue xhosa mais sa mort, en 1775, déclencha un conflit entre ses deux fils les plus importants, Rharhabe et Gealeka[44]. La mort de Gealeka,

43. M. Legassick, 1979; R. Ross, 1976.
44. J. B. Peires, 1981.

trois ans plus tard, divisa les forces de ses partisans et celle de Rharhabe, en 1782 (dans une guerre contre les Tembu), en fit autant, ses partisans ralliant le camp soit du régent Ndlamba, soit du jeune héritier Ngqika. Chacune de ces factions aspirait à dominer toute la communauté de langue xhosa, ainsi que les Khoi voisins qui furent enrôlés en tant qu'alliés. Du point de vue de chacune de ces factions, les éleveurs blancs apparaissaient, à l'instar des éleveurs métis, comme des alliés potentiels et d'éventuels clients de Xhosa riches. La pratique de la transhumance, qui faisait parcourir aux troupeaux de bovins des distances considérables, fit que Blancs, Khoi et Xhosa furent en contact dès le départ par petits groupes. Il fallut une génération aux Xhosa pour comprendre le caractère particulier de l'élevage commercial avec son besoin illimité et toujours croissant de nouveaux pâturages. Entre-temps, ils se comportèrent comme si les éleveurs blancs ne représentaient qu'une menace secondaire.

Le fait que la Compagnie répugnât à dépenser l'argent de ses actionnaires et les difficultés matérielles qu'impliquait l'administration d'une région lointaine et faiblement peuplée amenèrent les éleveurs blancs à se donner eux-mêmes les moyens nécessaires à leur protection et à leur expansion. La Compagnie rémunérait un magistrat résident, le *landdrost*, dans les grands centres, mais il ne pouvait à lui seul maintenir l'ordre. Dans leurs fonctions judiciaires, les *landdrost* étaient assistés de bourgeois qui avaient le titre de *heemraden* et qui, pour les questions militaires, prirent de plus en plus les choses en mains eux-mêmes. Chaque adulte mâle en âge de combattre était un propriétaire terrien potentiel, ce qui contribuait en gros à placer tous les adultes mâles sur un pied d'égalité, malgré les différences de richesse de plus en plus marquées qui apparaissaient parmi eux. Il était, en puissance du moins, le patriarche d'une petite communauté comprenant sa famille, ses esclaves et ses employés, et chaque cellule patriarcale gérait la plupart de ses affaires hors du cadre judiciaire officiel. Quand un combat était imminent, les patriarches élisaient un chef à cet effet et formaient un commando qui se dispersait après le partage du butin. Il était donc aussi difficile pour cette société à la structure lâche que pour les Xhosa dans leur État divisé d'adopter une stratégie à long terme. Lorsque les Blancs devinrent plus nombreux à la fin du XVIIIe siècle, les bourgeois commencèrent à vouloir se libérer de la tutelle de la Compagnie. En 1795, alors qu'elle vivait ses derniers jours, ils récusèrent formellement son autorité et proclamèrent deux républiques indépendantes de patriarches blancs, les éphémères Républiques de Swellendam et de Graaf Reinet[45].

Entre-temps, une rébellion beaucoup plus grave se préparait. L'expansion territoriale des éleveurs blancs avait fatalement eu pour conséquence l'expropriation de communautés khoi ainsi que de certains éleveurs commerciaux khoi comme Klaas Stuurman[46]. Aux yeux des Blancs, il était normal que les Khoi se contentassent d'être des ouvriers agricoles et non des exploitants

45. H. Giliomee, 1979*b*
46. *Ibid.*

indépendants. Aux yeux des chefs des factions xhosa, il était normal que les Khoi se contentassent d'être des clients de Xhosa riches. Quant aux Khoi eux-mêmes, ils étaient, bien sûr, mécontents de la condition de « Hottentots » à laquelle la Compagnie les condamnait, comme de la condition de clients que les Xhosa leur proposaient. En 1799, beaucoup d'entre eux se révoltèrent avec l'appui des Khoi armés qui étaient au service de la nouvelle administration britannique. À la différence des bourgeois républicains qui voulaient maintenir le *statu quo* mais briser le joug de la Compagnie, les ouvriers agricoles, soldats et exploitants khoi voulaient rejeter le *statu quo* à la frontière. Pour les premiers, il s'agissait d'une révolte, pour les seconds d'un début de révolution.

Pendant les guerres de la Révolution française, la marine britannique, désireuse de consolider sa maîtrise des mers, s'empara d'un certain nombre de garnisons dans le monde entier. L'une d'elles était celle du Cap qui fut occupée en 1795 après une brève escarmouche. Rien ne permet de penser que les officiers de l'armée et de la marine britanniques qui l'occupèrent s'intéressaient beaucoup à l'arrière-pays, sauf pour y faire régner l'ordre. Or, comme c'est en général le cas dans ce genre de conquête, le moyen le plus simple de maintenir l'ordre était de reconnaître la hiérarchie locale des pouvoirs établis. C'est pourquoi, si les républiques des bourgeois furent rapidement éliminées, les Britanniques confirmèrent les droits de ces derniers sur leurs terres. Cependant, la révolte des Khoi ne pouvait pas être réprimée d'une manière aussi simple. N'ayant pas suffisamment de troupes pour une longue campagne sur la frontière, le général Dundas se borna à calmer les esprits. Des terres furent distribuées à certains Khoi, notamment à Stuurman et ses frères; d'autres Khoi furent encouragés, mais sans y être contraints, à reprendre leur emploi ou à réintégrer le corps des Hottentots. C'est ainsi que le mécontentement continua de couver pendant quelques années pour éclater de nouveau au début du XIX[e] siècle[47].

Le Cap tel que les Britanniques l'occupèrent à la fin du XVIII[e] siècle avait déjà acquis bien des caractéristiques qui devaient être les siennes au siècle suivant. La ville, qui ne comptait que 15 000 habitants, continuait à être surtout une garnison et un entrepôt pour le commerce asiatique et européen, mais elle était devenue le port de sortie d'une économie d'exportation basée sur l'arrière-pays, et l'abandon des anciens accords de monopole commercial allait provoquer un accroissement massif de la production destinée à l'exportation pendant tout le cours du siècle qui venait de commencer. Dans l'ensemble de la colonie, il y avait environ 22 000 « chrétiens », dont la plupart étaient blancs mais qui comptaient quelques Noirs affranchis. Le nombre des Khoi et des San s'élevait à environ 14 000 et celui des esclaves à 25 000[48]. Comme le montre la terminologie des recensements, Le Cap comprenait une série strictement définie de castes, dont chacune se distinguait par ses possibilités d'accès aux moyens de production. Seuls les « chrétiens » pouvaient posséder des terres, même si les Khoi n'avaient pas été totalement

47. W. M. Freund, 1979.
48. *Ibid.*; R. Ross, 1975.

expropriés, et seuls les esclaves étaient entièrement privés de droits civils, bien que, dans ce cas encore, les Khoi eussent été dans une situation ambiguë qui variait selon les conditions locales et selon leur nombre.

Les Khoi furent de plus en plus rejetés dans une position intermédiaire entre la colonie, d'une part, et les Xhosa, les Sotho et les Tswana, de l'autre. À la fin du XVIIIe siècle, ce rôle d'intermédiaire avait pris fin sur la frontière orientale, d'où l'explosion de la révolte, mais il devait encore se poursuivre pendant deux ou trois générations à la frontière septentrionale qui était plus ouverte. Parce que ce furent les Khoi (devenus Khoi Khoi, Griqua, Nama et Kora) qui subirent le plus gros du choc de l'expansion des éleveurs de la partie occidentale du Cap, la plupart des communautés d'agriculture mixte de la région ne furent alors que faiblement touchées. Nous avons vu que les Xhosa pouvaient traiter les éleveurs blancs comme s'ils avaient été simplement des Khoi à la peau claire. Plus au nord, parmi les Nguni du Nord, l'apparition de confédérations puissantes, qui devaient déboucher sur la formation de l'État zulu, fut entièrement indépendante des événements du Cap. Néanmoins, à très long terme, c'est l'élevage commercial, agent de transformation résultant lui-même de la transformation capitaliste de l'Europe et de l'Asie, qui devait se révéler la force sociale la plus durable du XIXe siècle.

CHAPITRE 24

La corne de l'Afrique

E. Haberland

Les XVIe et XVIIe siècles sont les plus dramatiques de l'histoire de l'Afrique du Nord-Est. La puissance politique et militaire et la remarquable culture de l'empire chrétien d'Éthiopie volèrent en éclats. Les invasions ennemies décimèrent des pans entiers de la population chrétienne et privèrent l'Éthiopie, pour de longues années, de quelques provinces. Pendant un certain temps, le *mangeśt egzi 'abḥērāwit* (« Saint Empire »), harcelé de toutes parts, ne fut plus que l'ombre de lui-même. L'autorité de l'État paraissait exister seulement quand l'empereur lui-même affrontait l'ennemi à la tête de ses troupes, sinon elle était réduite à rien ; et ces tribulations politiques extérieures étaient aggravées par des désordres spirituels tout aussi destructeurs qui ne cessaient de mettre en danger l'unité de l'Empire, du peuple chrétien et de l'Église orthodoxe. L'influence remarquable d'une poignée de missionnaires portugais gagna au catholicisme un nombre croissant de convertis, dont l'empereur lui-même qui, en 1630, embrassa la foi nouvelle et l'éleva au statut de religion officielle de l'État. Des guerres civiles d'une violence encore inégalée balayèrent l'Empire affaibli jusqu'à l'heure où la croyance étrangère et ses adeptes furent finalement expulsés.

Jusqu'à la fin du XVIIe siècle, on assista ensuite à une période de raffermissement de l'Empire et de restauration de la foi traditionnelle et de la culture de l'Éthiopie chrétienne qui refleurirent, avec moins d'exubérance, il est vrai, que jadis. Puis, à partir de 1700, commença une période de morcellement de l'Empire, qui, d'après l'exemple de l'Ancien Testament, fut appelée l'« Âge des Princes (ou Juges) ». L'anarchie croissante ne prit

fin qu'en 1855, moment où Théodoros II inaugura l'âge des grands souverains auxquels l'Empire éthiopien dut sa restauration et sa survie à l'ère coloniale.

Toutefois, l'Afrique du Nord-Est ne comprend pas seulement l'empire chrétien d'Éthiopie. Vers 1500, la culture islamique atteignait également son apogée dans l'est et le centre du sous-continent, et l'islam belliqueux n'allait pas tarder à remporter ses victoires les plus retentissantes. Aiguillonné par l'esprit du *djihād* (guerre sainte), Aḥmad ibn Ibrāhīm al Ghazi, brillant chef militaire et défenseur de la foi, surnommé Grañ (le Gaucher) dans les chroniques de l'Éthiopie chrétienne, remportait victoire sur victoire. Tous les ans, pendant la saison sèche, ses armées parcouraient l'Amhara et le Tigré, s'employant à détruire et à soumettre, et forçant des provinces entières à se convertir à l'islam, ne fût-ce que pour un temps. Mais en définitive, les forces qui soutenaient ces activités politiques et civilisatrices étaient insuffisantes. Elles s'épuisèrent et, le chef une fois disparu, tout s'effondra. L'empire chrétien commença à contre-attaquer. Finalement, les migrations du grand peuple oromo (galla), qui disposait de forces inépuisables, détruisirent celles qui avaient été des communautés et cultures florissantes des peuples musulmans de l'Éthiopie centrale, n'en laissant pratiquement aucun vestige.

C'est alors qu'apparurent sur la scène deux peuples importants, les Oromo et les Somali, qui allaient désormais jouer un rôle déterminant dans l'histoire de l'Afrique du Nord-Est. Ils évoluèrent de façon complètement différente. Les Oromo se dispersèrent dans toutes les directions, au cours de diverses migrations, totalement indépendantes les unes des autres, vers l'ouest, le centre, l'est et même le nord de l'Éthiopie. Ils envahirent des régions dépeuplées par les guerres de religion, soumirent et assimilèrent d'autres populations tout en choisissant de s'adapter aux cultures supérieures d'autres peuples. Aussi ne se créèrent-ils pas de véritable culture nationale.

Il n'en alla pas de même des Somali. La participation de vastes groupes à la guerre sainte de Grañ et l'influence sans cesse croissante de l'islam, qui les distinguait de la plupart des autres peuples de l'Afrique du Nord-Est, contribuèrent puissamment à forger chez eux une conscience nationale bien affirmée. Bien que subdivisés, selon la généalogie, en de nombreux groupes ethniques, les Somali allaient, au moins à partir de cette époque, se percevoir comme un seul peuple ayant une seule culture et une seule religion. L'expansion qui, entre 1500 et 1700, allait se poursuivre en direction du sud-ouest jusqu'au Juba et peut-être au-delà ne tenait pas seulement à leur force militaire et à leur croissance en nombre mais aussi à leur pouvoir d'assimilation.

Alors que les événements politiques et culturels du nord, du centre et de l'est de la région étaient connus des historiens, jusqu'à ces derniers temps, l'histoire de l'Ouest et du Sud-Ouest était restée assez obscure. Nous savons maintenant que cette période a vu l'épanouissement d'une culture qui, par sa créativité et son dynamisme, constitue l'un des faits les plus intéressants

de l'histoire de l'Afrique. S'exerçant du nord, l'influence directe de l'empire chrétien qui, depuis 1300 sinon plus tôt, avait cherché à englober le sud du pays dans sa sphère d'influence donna naissance à de grands États et à des cultures raffinées qui gagnèrent jusqu'aux frontières naturelles des hautes terres du Sud. Il faut en particulier relever la fondation des États d'Enarya : Boša, Kaffa et Chekko (Šekko), ainsi que celle de Wolayta, de Dauro et des petits États du plateau gamo.

L'empire chrétien d'Éthiopie vers 1500

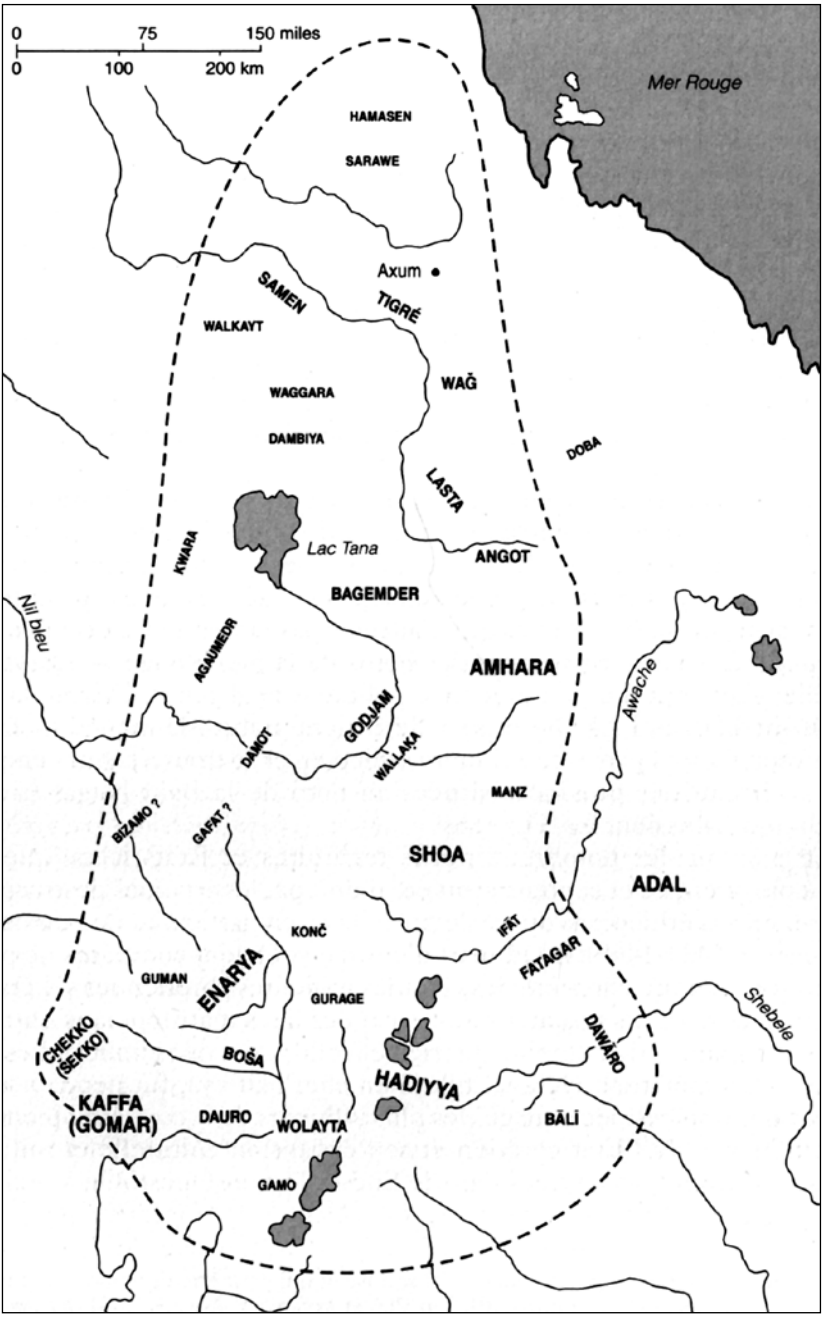
Vers 1500, l'empire chrétien d'Éthiopie avait, sur le plan politique, culturel et, comme à vrai dire, dans tous les autres domaines, atteint un niveau qu'il n'allait plus retrouver avant des siècles[1].

En ce qui concerne la politique étrangère et le pouvoir militaire, il exerçait une hégémonie incontestée sur le nord-est de l'Afrique. Le Soudan n'était pas encore islamisé. Des groupes chrétiens — tout ce qui restait de l'État de Sōbā — subsistaient encore dans les régions situées au confluent du Nil blanc et du Nil bleu et qui n'allaient pas tarder à être occupées par les Fundj. Les villes islamiques des bords de la mer Rouge — l'Érythrée actuelle — étaient d'une importance politique négligeable. Même la côte avoisinant Massawa — l'île et sa ville étaient arabo-islamiques — faisait incontestablement partie de l'Empire éthiopien et se trouvait sous l'emprise du gouverneur des provinces situées au nord de la Baḥr Nagaš (rivière Mareb), qu'habitaient les Tigréens[2].

Le pouvoir des nombreux petits territoires et États islamiques de l'Éthiopie orientale et centrale avait été réduit par les attaques destructrices des empereurs éthiopiens du siècle précédent, en particulier de l'empereur Zara Yakob (1434-1468). La plupart d'entre eux étaient contraints de payer un tribut à l'empire chrétien, des colonies militaires chrétiennes s'y étaient établies. Ces contacts furent renforcés par des liens matrimoniaux entre les classes dirigeantes de l'empire chrétien et celles des zones limitrophes islamiques. (L'impératrice Hélène, fille d'un chef hadiyya, fut pendant deux générations l'un des personnages les plus influents de la cour éthiopienne[3].)

L'influence de l'État chrétien et son expansion culturelle et militaire étaient encore plus marquées dans le Sud et le Sud-Ouest. On y assista à la naissance de nouveaux États dont la classe dirigeante était chrétienne, et des peuples et États restés jusqu'alors indépendants furent amenés par la force,

1. C'est une réalité historique généralement admise et qui peut être également déduite de tous les faits connus. Voir T. Tamrat, 1972, p. 206 et *passim* ; F. Alvares, 1961, *passim*. Pour les peintures, voir J. Leroy, 1967 ; J. Leroy, S. Wright et O. A. Jäger, 1961. Pour la littérature, voir E. Cerulli, 1968, p. 81.
2. F. Alvares, 1961, vol. I, p. 54.
3. J. Perruchon, 1893, p. 125 et 176 ; T. Tamrat, 1972, p. 289.



24.1. L'Empire éthiopien et ses dépendances, vers 1550 (d'après E. Haberland).

la diplomatie et l'action missionnaire à reconnaître la suprématie politique et culturelle de l'empire du Nord[4]. Cet impérialisme et cette recherche du pouvoir trouvaient leur justification morale dans la charte de l'Empire éthiopien, le *Kebra Nagast* (Gloire des Rois[5]).

Cet ouvrage a dû être rédigé vers l'an 1300, peu après ce que l'on appelle la restauration de la dynastie qui, jusqu'en 1974, fut appelée dynastie salomonienne. Il rassemble des légendes populaires et des traditions bibliques, talmudiques et coraniques, et les associe à une mission divine de salut. Le *Kebra Nagast* eut aussi pour le développement de l'Éthiopie une importance qui ne peut se comparer qu'à celle de l'*Énéide* où, dans la même veine prophétique, fut définie la mission de Rome. La reine de Saba — ici assimilée à l'Éthiopie — s'était rendue à Jérusalem pour s'instruire de la sagesse de Salomon. De lui elle conçut Ménélik, à qui elle donna le jour une fois rentrée en Éthiopie et qui devint le premier roi éthiopien. Plus tard, après avoir rendu visite à son père à Jérusalem, Ménélik emporta l'Arche d'alliance, le symbole sacré le plus important du monde, et la ramena en Éthiopie. Elle fut par la suite conservée dans la célèbre cathédrale d'Axum où étaient intronisés les empereurs éthiopiens. Le livre s'achève sur l'annonce du partage spirituel du monde entre les deux grands empires sacrés — Rome et l'Éthiopie — qui doivent réaliser l'avènement du Royaume du Christ. Tout ce qui pouvait servir à exalter le peuple chrétien d'Éthiopie et la dynastie éthiopienne s'y trouve rassemblé avec beaucoup d'art : la filiation des empereurs, issus de Salomon et de David — le prophète et le psalmiste —, et, par conséquent, le lien avec Jésus-Christ, enfin le transfert en Éthiopie de l'Arche d'alliance, symbole de la présence réelle de Dieu au sein de l'humanité. Les Éthiopiens chrétiens devenaient ainsi le peuple élu de l'Ancien et du Nouveau Testament car, à la différence des Juifs, ils acceptaient l'Évangile : « Le peuple élu par le Seigneur, c'est le peuple d'Éthiopie. Car voilà la demeure de Dieu, la Jérusalem céleste. […] J'ai fait alliance avec mon peuple élu ; mon serviteur David, j'ai juré ainsi : Je préserverai ta lignée pour l'éternité et conserverai ton trône à tout jamais. »

Le fait que cette « île chrétienne au milieu d'une mer païenne » ait pu résister à de nombreux orages, notamment à ceux du XVIe siècle, est dû avant tout à la situation géographique particulière de cette terre montagneuse. Toutefois, le sentiment d'être le nouveau peuple élu a dû être, en outre, un des éléments spirituels qui donnèrent à l'Empire éthiopien la force d'étendre sa domination sur la plus grande partie de l'Afrique du Nord-Est.

Sur le plan intérieur, l'Empire jouissait à l'époque d'une paix totale. On le voit notamment d'après les comptes rendus de Francisco Alvares qui, de 1520 à 1526, accompagna en tant que chapelain la mission portugaise de

4. U. Braukämper, 1980, p. 91.
5. C. Bezold, 1905 ; E. Haberland, 1965, p. 25.

Massawa au Shoa et parcourut tout le pays[6]. L'ordre et la sécurité régnaient partout, les instructions du gouverneur étaient respectées, l'autorité de l'empereur était absolue dans tout ce pays qui s'étendait sur 1 000 kilomètres au moins du nord au sud. Certes, les provinces et les districts bénéficiaient d'une certaine autonomie, certes le relief accidenté des plateaux éthiopiens gênait beaucoup les communications, en particulier pendant la saison des pluies, mais l'unité de l'État était fermement constituée. Le principe du Saint Empire chrétien, les droits incontestés de la maison de Salomon, enfin la foi chrétienne et la culture commune aux deux peuples qui formaient cet État, les Amhara et les Tigréens, formaient des liens solides et réels. La culture et la langue de ces deux peuples avaient un puissant effet d'assimilation sur d'autres groupes ethniques qui entraient en contact avec eux. L'histoire de cette période est donc également celle de la montée d'autres groupes ethniques associés aux deux peuples majoritaires. Cela est notamment vrai des divers groupes d'Agaw, peuples autochtones du centre et du nord de l'Éthiopie, qui ont été, pour ainsi dire, tous assimilés par les Amhara et les Tigréens. Le processus d'assimilation se renforça durant le XVIe siècle et atteignit son apogée dans l'intégration des groupes de l'Éthiopie septentrionale qui, sur le plan linguistique et culturel, étaient apparentés aux Agaw, mais avaient adopté le judaïsme, en particulier dans les provinces de Samen, Dambiya et Waggara. Leurs survivants forment depuis lors une sorte de caste de parias (les Falasha) et se sont dispersés dans tout le nord et le centre de l'Éthiopie[7]. Au sud également, dans les régions de la province du Shoa, habitées aujourd'hui surtout par les Oromo, non seulement le christianisme mais également la langue et la culture amhariques se sont certainement développés aux dépens d'autres groupes ethniques qui y vivaient, en particulier des membres des Hadiyya.

Les efforts déployés par l'empereur Zara Yakob pour centraliser l'organisation politique de l'Empire et remplacer les chefs des provinces et des districts, qui se recrutaient dans les familles influentes des régions et changeaient constamment, par des gens qu'il choisissait lui-même et pour une durée limitée se soldèrent par un échec[8], mais les empereurs continuèrent d'exercer un pouvoir absolu, même après 1500. D'après les chroniques, qui ne sont pas toujours éloquentes sur ce point, nous pouvons supposer qu'en ce qui concerne l'autonomie des diverses provinces et le régime foncier, qui lui est étroitement lié, la situation était très semblable à celle qui régnait encore aux XIXe et XXe siècles[9]. La plus grande partie des terres demeurait la propriété des grands groupes ethniques et familiaux qui en décidaient la répartition entre leurs membres. L'Église était, elle aussi, un important propriétaire terrien, encore que sa part ait toujours été surestimée. Elle pouvait ainsi fournir des moyens de subsistance à une caste de prêtres séculiers

6. F. Alvares, 1961, vol. I, *passim*.
7. W. Leslau (1951, p. IX-XIII), malgré sa brièveté, demeure la meilleure introduction au problème des Falasha.
8. J. Perruchon, 1893, p. 95, 102 et 112.
9. E. Haberland, 1965, p. 200; B. Abbebe, 1971; A. Hoben, 1973.

paysans qui, en retour, devaient assurer le service divin. Enfin, il y avait des terres impériales, concédées par l'empereur à ses sujets, à court ou à long terme, à titre de récompense ou à des fins précises. Cette terre féodale — si l'expression européenne est applicable au contexte africain — était dénommée *gult*. Ce terme désigne aussi le droit conféré par l'empereur au bénéficiaire d'un office dans une région donnée d'imposer des tributs et services à la population. Cette dépendance ne portait pas atteinte au droit de propriété des habitants.

L'extraordinaire dynamisme de la société éthiopienne, dont l'idéal était le *tellek saw* (grand homme), sans cesse tenu de faire ses preuves et dont seules les qualités et les réussites comptaient, ne se prêtait pas à l'apparition d'une noblesse. En principe, les charges étaient accessibles à tout homme libre appartenant à une famille respectable. Dans l'assemblée populaire de son district, il pouvait donc être élu à telle ou telle charge, tout comme il pouvait ensuite la perdre. L'empereur éthiopien participait à ce processus « démocratique » en ce sens qu'il lui incombait, en tant qu'autorité suprême, de confirmer ou d'infirmer l'élection. Ainsi, le pouvoir monarchique et l'élection démocratique se complétaient et empêchaient la formation d'une noblesse héréditaire bénéficiant de privilèges politiques qui aurait troublé l'unité de l'Empire. Cela se produisit après 1700, à la faveur de l'affaiblissement du pouvoir impérial qui conduisit ensuite à parler du féodalisme, phénomène qui, à l'origine, n'était pas typique de l'Éthiopie[10].

Les routes étaient sûres en ces temps et les voyageurs n'avaient pas de problèmes. Les auberges impériales abondaient ainsi que les grands marchés hebdomadaires[11]. Le bien-être général — et pas seulement celui des classes dirigeantes — dépassait tout ce que connurent les générations suivantes. Des provinces et des États tributaires, les impôts en nature affluaient à la cour impériale, d'où se faisait la redistribution. (Jusqu'en 1636, où Gondar devint la résidence permanente, cette cour n'était qu'un grand campement de toile itinérant.) Malgré l'absence de monnaie et de correspondance commerciale, les échanges commerciaux internationaux étaient intenses : de nombreux biens de consommation étaient importés d'Inde et du Proche-Orient. (Le sel était transporté d'une extrémité à l'autre de l'Éthiopie, de même que des articles de luxe comme les bijoux et les étoffes précieuses.)

L'Éthiopie, isolée plus tard, était alors en relations étroites avec des contrées aussi lointaines que l'Europe, non seulement sur le plan économique mais également sur le plan culturel. On ne peut appliquer à cette période le jugement célèbre et souvent cité d'Edward Gibbon : « Entourés de toutes parts par les ennemis de leur religion, les Éthiopiens s'endormirent pendant près d'un millénaire, oublieux du monde et oubliés de lui[12]. » Les monastères

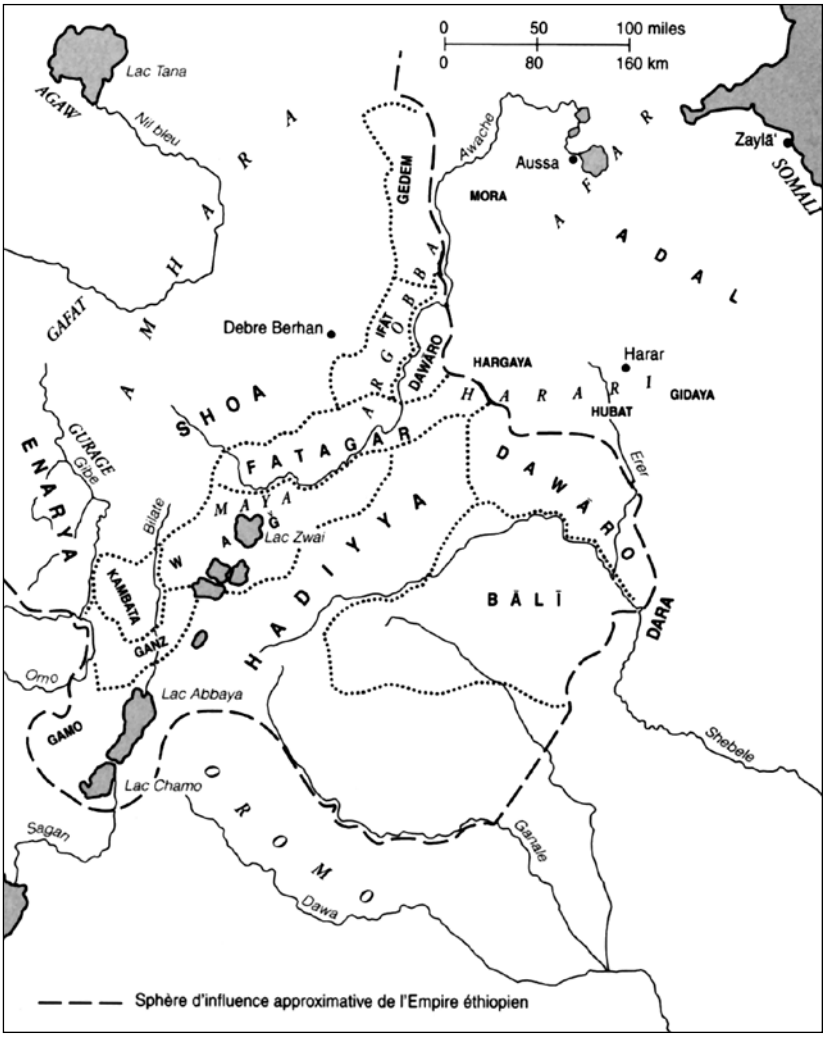
10. M. Perham, 1948, p. 267 et 273.
11. La description qu'Alvares fait de son voyage de Massawa au Shoa est très instructive sur ce point.
12. Gibbon, 1956, vol. V, p. 69.

éthiopiens de Jérusalem et de Chypre entretenaient des contacts actifs avec l'Europe[13]. Les moines éthiopiens — les principaux dispensateurs de l'éducation, de l'art et de la science — étaient formés en Égypte et prenaient part aussi bien à la vie culturelle copte que musulmane[14]. Bien que la production littéraire fût limitée à deux domaines — religion et historiographie — elle fut florissante jusqu'en 1650 au moins. En outre, les arts graphiques — dont il nous reste surtout des enluminures — furent stimulés par l'influence de l'Orient chrétien et de l'Europe : ils en reprirent les principaux thèmes de la peinture religieuse pour les enrichir. Ces contacts sont prouvés par quelques allusions des chroniques à la présence, en Éthiopie, d'artisans et d'artistes italiens et espagnols. L'existence de ruines d'églises et de palais qui restent peu connues témoigne également de la richesse et de la créativité artistique de cette période[15].

États et cultures islamiques : le *djihād*, les Somali et les Hadiyya

Vers l'an 1300, si ce n'est plus tôt, la chrétienté menait, par ses moines et ses prêtres séculiers, une activité missionnaire énergique dans le centre et le sud de l'Éthiopie. En tant que religion officielle de l'Empire éthiopien, le christianisme pouvait toujours compter sur le soutien de l'État — au besoin par le fer et par le feu. En revanche, l'expansion de l'islam dans le nord-est de l'Afrique n'était pas le résultat d'activités missionnaires ni de l'intervention de l'État, mais le fruit de la culture arabe et — du moins dans cette contrée — des échanges commerciaux et des voies de communication. L'influence arabo-islamique sur la côte de l'Afrique du Nord-Est date de temps immémoriaux. Les échanges commerciaux entre la péninsule arabique, la côte de l'Éthiopie et la côte somali sont antérieurs à l'époque islamique, voire à l'époque chrétienne. Ces échanges donnèrent naissance à des villes aux populations mélangées mais dont l'élément arabe était prédominant. Les centres les plus importants étaient, en partant du nord, Massawa, les îles Dahlak au large, Assab, Obock, Tadjūra, Djibouti, Zaylāʿ (Zeila), Berberā, Obbia, Mogadiscio, Merka et Brava (où commence la côte de l'Afrique orientale proprement dite, marquée par une forte influence swahili). La vigueur et la direction de l'expansion de la culture arabo-islamique à partir de ces centres montrent très clairement à quel point elle était tributaire des relations commerciales avec l'arrière-pays, de la richesse de celui-ci, de sa production et de la densité de sa population. La carte de l'expansion de l'islam au cours

13. E. Cerulli, 1943-1947 et 1947 ; T. Lefèbvre, 1845-1854.
14. Il semble que les chroniques de Galawdewos et Sartsa Dengel ainsi que l'*Histoire des Galla* aient été écrites par des moines formés en partie en Égypte ou quelque part ailleurs en Orient. J. Perruchon, 1894 et 1896 ; C. Conti Rossini, 1907 ; A. W. Schleicher, 1893.
15. S. Chojnacki, 1969.



24.2. Le sud-est de l'Éthiopie vers 1500 (d'après E. Haberland).

des XVe et XVIe siècles révèle qu'elle s'est concentrée de part et d'autre de la Rift Valley — le long de la grande artère commerciale qui menait vers le cœur de l'Éthiopie centrale. En bordure méridionale s'alignait un certain nombre de villes islamiques, dont on peut encore voir les ruines imposantes, et des États qui se prolongeaient vers la région du lac Zwai, au sud, jusqu'au Shebele[16]. La ville de Harar est la seule qui subsiste de

16. F. Azaïs et R. Chambard, 1931, p. 129 et 203, planches LXIII et LXIV; C. Conti Rossini, 1942; E. Cerulli, 1941; R. et H. Joussaume, 1972.

nos jours. En partant de la côte, on comptait les États suivants : Adal, le plus grand, qui s'étendait de Zaylāʿ (Zeila), sur l'océan Indien, jusqu'au Harar actuel, à l'ouest, et à l'oasis Awssa, vers le nord, dans le territoire des Afar, Dara, Dawāro, Bālī, Arababnī (ou Ar'en), Šharha et Hadiyya[17]. Il est probable que l'influence islamique se soit étendue au-delà de la Rift Valley vers l'ouest. C'est ce que donnent à penser certaines traditions qui, par exemple, interprètent le nom de l'ancien royaume de Yamgor (communément appelé Djinjero, ou encore Ǧanǧero) sur le Gibbe moyen, comme signifiant Terre du Yémen, ainsi que les comptes rendus qui relatent l'origine arabe de la caste *nagado* (marchands) du Kaffa[18]. Au nord de la Rift Valley, sur les contreforts méridionaux du Shoa, on trouve les États islamiques jumeaux d'Ifāt et de Fatagar (Fatadjar) avec une population encore connue de nos jours sous le nom d'Argobba. Une grande partie des habitants de ces États a dû parler des langues sémitiques, qui se sont propagées parallèlement aux couchitiques parlés à l'origine dans la région et s'y sont superposées — surtout les dialectes de la famille linguistique hadiyya-sidama. Les seules qui subsistent de nos jours sont celles des gens du Harar, des Gurage de l'Est et des Argobba[19].

La fondation de tous ces États a été marquée par l'influence de la culture arabo-islamique venue de la côte. Les éléments culturels qui se sont perpétués jusqu'à nos jours, alors que ces États sont détruits, sont également arabo-islamiques. L'exemple le plus frappant des établissements urbains qui naguère dominèrent la région est Harar, la seule cité véritablement ancienne implantée sur le sol éthiopien. Il convient de mentionner ici les villages-cités fortifiés des Argobba du sud-est du Harar et de la bordure orientale du Shoa, tout comme le logement urbain à un ou deux étages en pierre, à toit plat et au bel ameublement intérieur témoignant de l'influence arabe, ou encore la multitude de tombeaux ceints de murs. Partout où cette influence se fit sentir, elle laissa également des traces dans le domaine agricole avec l'introduction de l'horticulture intensive (cultures en terrasses et réseaux d'irrigation), qui perdure encore, et de nombreuses plantes alors inconnues des Éthiopiens : oranges, citrons, pêches, vigne, bananes, canne à sucre[20]. Cette influence se manifesta encore dans la culture du coton et la consommation du café et du gat (*chāt* ou *ḳāt*) qui, jusqu'à une date récente, n'étaient pas adoptés par l'Éthiopie non islamisée. Dans toute l'Éthiopie centrale se sont propagés de nombreux concepts, rites et termes religieux qui proviennent de l'arabe, bien que les anciens adeptes de l'islam aient abandonné par la suite cette religion[21].

17. G. W. B. Huntingford, 1965, p. 53 ; al-Maḳrīzī, 1790
18. F. J. Bieber, 1920-1923 ; H. Straube, 1963, p. 274.
19. P. V. Paulitschke, 1888 ; V. Stitz, 1974 ; W. Leslau, 1963 et 1979.
20. H. Straube, 1963, p. 292 et 301.
21. Je voudrais mentionner des mots comme *šayh* (chef religieux), *djinn* (esprit), *al-hayr* (bien-être, forme de salutation), *iblis* (démon), *awliya* (saint), *sawm* (jeûne) et *halika* (création) que l'on rencontre, souvent sous une forme corrompue, dans un grand nombre de langues du sud de l'Éthiopie centrale.

Dès le début, l'expansion vers l'ouest de l'islam et de sa culture a dû provoquer des heurts avec l'empire chrétien là où elle contrariait sa poussée politique et religieuse vers le sud. Cela se produisit principalement en Éthiopie centrale, dans l'actuelle province du Shoa et à l'est de celle-ci. Cette région fut également la scène de conflits sanglants entre les deux pouvoirs, qui se répétèrent pendant plusieurs centaines d'années et dont l'issue fut indécise jusqu'au milieu du XVe siècle au moins. Il est vrai que l'empire chrétien demeura sans conteste le pouvoir dominant dans la région, imposant un tribut à la plupart des États islamiques mentionnés plus haut, mais il ne réussit pas — pour des raisons essentiellement géographiques — à éliminer ni à anéantir ces États islamiques, pourtant insignifiants en taille et en population par rapport à lui[22].

La question se posera toujours — comme c'est souvent le cas en matière d'histoire — de savoir ce qui a mis un terme à cette paralysie et transformé en « guerre sainte » (*ǧihād*) la lutte entre les États commerçants islamiques et l'empire chrétien qui, jusqu'alors, se faisait pour des motifs principalement politiques, et la raison pour laquelle l'autorité politique détenue par les sultans d'Adal, les Walasma, fut transférée aux chefs religieux (*imām*). On ne saura jamais non plus ce qui permit aux armées islamiques — véritable mosaïque de groupes ethniques — d'atteindre le niveau de cohésion et de fanatisme nécessaire pour amener le puissant empire chrétien au bord de la défaite. Il est toutefois indubitable que le brillant personnage qu'était Aḥmad ibn Ibrāhīm al-Ghazi (Aḥmad Grañ), qui sortit de l'ombre pour devenir le meneur charismatique du *ǧihād*, n'y fut pas étranger[23]. En fait à sa mort, en 1543, l'impétuosité islamique ne tarda pas à s'étouffer, bien que son habile et hardi successeur, l'émir Nūr, s'employât, non sans succès au début, à poursuivre la lutte contre les chrétiens. Nul doute non plus que l'islam, qui à l'époque tenait fermement la Somalie septentrionale sous sa coupe, offrait à ses armées en Éthiopie un potentiel de recrutement plusieurs fois supérieur à la population relativement faible des petits États islamiques.

Apparemment, une guerre avec l'État d'Adal, provoquée par les chrétiens, et des engagements heureux dans la région du Tchertcher, sous le règne du faible empereur Lebna Dengel (1508-1540) à qui manquaient, semble-t-il, toutes les qualités du chef, n'annonçaient rien de plus qu'un nouveau conflit plus ou moins indécis entre les deux adversaires. Mais la guerre prit brusquement un tour différent. Dans la bataille décisive de Sembera Kure (1529), sur la bordure occidentale des montagnes du Tchertcher, l'Empire éthiopien perdit non seulement une armée entière mais également une partie considérable de son élite dirigeante. « Jusqu'alors, les pays (chrétiens) n'avaient jamais été dévastés ou envahis par l'ennemi », écrit, dans les annales impériales, le chroniqueur éthiopien, partagé entre la fierté et la détresse[24].

22. G. W. B. Huntingford, 1965 ; U. Braukämper, 1980, p. 91.
23. La meilleure source sur ce point est l'histoire des guerres d'Aḥmad ibn Ibrāhīm, écrite par son lieutenant Sihāb al-Dīn ; voir R. Basset, 1897.
24. R. Basset, 1882, p. 103.

Le barrage était rompu et les conséquences allaient être terribles. Jusqu'en 1543, telle une avalanche, les armées islamiques balayèrent, tous les ans au cours de la saison sèche, les plateaux éthiopiens, au sud comme au nord, vainquant et subjuguant systématiquement une province après l'autre. Dans le Sud et l'Est, par exemple au Hadiyya et au Bālī, les habitants venaient au-devant des musulmans en agitant des drapeaux car ils étaient souvent leurs coreligionnaires et ils les accueillaient comme des libérateurs venant les sauver du joug de la domination chrétienne. Il n'en fut pas de même avec les vieilles provinces chrétiennes, en particulier dans les régions habitées par les Amhara et les Tigréens. Là, ceux qui n'acceptaient pas l'islam étaient passés par les armes. C'est souvent ainsi que des districts entiers se convertirent, en tout cas pour la forme. Les églises et les monastères furent impitoyablement pillés et ravagés, leurs trésors livrés aux armées islamiques s'il s'agissait d'objets en or ou en argent ou de tissus précieux, ou bien systématiquement détruits. Ce fut le cas, notamment, des trésors de la littérature et de la peinture éthiopiennes (miniatures des manuscrits ou peintures murales). Les vestiges qui, par chance, ont échappé à la destruction ne peuvent donner aujourd'hui qu'une grossière idée de ce qu'avaient réalisé des siècles de créativité et de travail. Chaque année voyait la conquête et la destruction d'une nouvelle province. En 1531, deux grandes provinces très peuplées du sud-est et du centre des plateaux éthiopiens, Dawāro et Shoa, furent asservies, puis ce fut le tour, en 1533, de deux provinces du Centre, l'Amhara et le Lasta. En 1533 également, le lieu saint le plus important d'Éthiopie, Axum, avec Sainte-Marie-de-Sion, sa cathédrale, dans laquelle étaient intronisés les empereurs et où étaient conservées les Tables de la Loi du mont Sinaï, fut complètement rasé. (Les Tables furent sauvées et, par la suite, rapportées à Axum, où elles se trouvent encore de nos jours.)

Mais même dans les situations les plus désespérées, la détermination du peuple chrétien et la force du concept du saint empire éthiopien étaient manifestes. Ceux qui se convertirent de force à l'islam abandonnèrent leur nouvelle foi dès que les armées islamiques se retirèrent. (L'Église éthiopienne organisa par la suite un rite de pénitence et de réintégration pour ces apostats temporaires.) De même, les provinces conquises ne tardèrent pas à s'élever contre leurs nouveaux maîtres. Même le faible empereur Lebna Dengel, sans cesse harcelé, refusa de se soumettre lorsqu'il fut forcé par le général islamique victorieux à prendre une grave décision : « Maḥammad Grañ envoya un messager dire à l'Empereur : donnez-moi votre fille en mariage et faisons un pacte d'amitié. Si vous ne me suivez pas, il n'y aura bientôt plus personne pour vous accueillir dans votre fuite. L'Empereur lui répondit : Je ne vous donnerai pas ma fille car vous êtes un mécréant. Il vaut mieux placer sa confiance dans la puissance du Seigneur qu'en vous, car Son pouvoir est aussi grand que Sa miséricorde. Au faible, il accorde la force tandis qu'il affaiblit les forts. Là-dessus, l'Empereur fut pourchassé, par la faim et par l'épée. Il fut assailli de malheurs qu'on ne saurait imaginer. »

Lebna Dengel mourut en 1540, en fugitif traqué, dans l'imprenable monastère-citadelle de Dabra Damo, au Tigré. Mais peu d'années après sa

mort, il se produisit un changement politique absolument imprévisible : l'accession au trône du jeune empereur Galawdewos (Claudius), une des figures les plus exceptionnelles de l'histoire de l'Éthiopie, fut immédiatement suivie par la restauration exceptionnellement rapide de l'Empire éthiopien, par l'arrivée du corps expéditionnaire portugais (et, avec lui, de la mission portugaise) et, enfin, par la défaite totale des musulmans.

Au XVI[e] siècle, le Portugal avait atteint l'apogée de son expansion impérialiste. L'océan Indien et ses abords étaient devenus une mer portugaise. Des forteresses portugaises, qui ne furent jamais totalement soumises, se dressèrent le long des côtes : Hormuz, Oman, Socotra, Mombasa, etc. Comme l'Espagne, sa rivale dans la conquête du monde, le Portugal traversait alors son âge d'or et se trouvait au zénith de son développement culturel, qui ne devait pas durer. Les richesses des trois continents affluaient vers le Portugal, mais elles étaient acquises au prix de l'asservissement d'un nombre incalculable d'individus, de la destruction de cultures entières et d'effrayantes effusions de sang dont les Portugais ne se remirent qu'au bout de plusieurs générations. Ils avaient surestimé leurs propres forces[25].

Ce fut un accident historique, mais un accident aux effets considérables et prolongés, que l'entrée, en 1541, de la flotte portugaise à Massawa, qui à l'époque appartenait encore à l'Empire éthiopien, et le ralliement de soldats portugais à la cause éthiopienne. L'Éthiopie n'était alors nullement une inconnue pour l'Europe. Depuis le XIV[e] siècle, on l'identifiait à l'empire du légendaire Prêtre Jean, souverain chrétien de la « troisième Inde » dont l'existence demeure un mythe encore de nos jours. Des siècles durant, on s'efforça, à maintes reprises, de le trouver et de s'en faire un allié contre les ennemis orientaux de la chrétienté, Mongols, Arabes ou Turcs[26]. Des missions portugaises officielles s'étaient déjà rendues à deux reprises en Éthiopie dans l'espoir de conclure une alliance entre l'Empereur, que sans fondement aucun elles baptisèrent Prêtre Jean, et la Couronne portugaise. Les membres de la première mission (1487) ne furent pas autorisés à retourner dans leur patrie, mais Francisco Alvares, chapelain de la seconde expédition (1520-1526), en laissa un compte rendu remarquable qui ne tarda pas à être traduit en plusieurs langues européennes, de sorte que l'Europe fut bien renseignée sur l'empire chrétien[27].

En 1540, une flotte portugaise fut envoyée de Goa (Inde) en mer Rouge pour lutter contre l'expansion des Turcs qui, après la conquête de l'Égypte, avançaient en Arabie et même au Soudan. Une partie de la flotte jeta l'ancre à Massawa au printemps de 1541. Peu après, le *bāḥar-nagāš* (littéralement le « régent de la mer »), c'est-à-dire le gouverneur de la province du nord-est de l'Empire éthiopien, se présenta muni de lettres sollicitant des appuis en faveur de l'État chrétien qui luttait pour survivre. En juillet 1541, 400 Portugais volontaires, commandés par Cristóvão de Gama, l'un des plus jeunes

25. C. Verlinden, 1971, p. 86 et 114 ; H. Kellenbenz, 1971, p. 123.
26. F. Zarncke, 1876-1879.
27. La meilleure édition est celle de C. F. Beckingham et G. W. B. Huntingford, dans F. Alvares, 1961.

fils du célèbre Vasco, envahissaient les plateaux éthiopiens. Leur tactique de combat moderne et, surtout, leurs armes à feu d'excellente qualité en firent de redoutables adversaires pour les troupes musulmanes qui occupaient le nord de l'Éthiopie. Un nombre croissant de volontaires éthiopiens se joignit aux Portugais qui infligèrent deux lourdes défaites à l'armée jusqu'alors invincible de l'*imām* Aḥmad Grañ. En invoquant le *ǧihād* et la cause commune de l'islam, l'*imām* réussit cependant à s'assurer l'assistance décisive du commandement turc au Yémen qui lui fournit de nouveaux types d'artillerie et des tireurs d'élite. Avant que les Portugais ne puissent faire leur jonction avec l'armée de l'Empereur, ils durent livrer une troisième bataille, qu'ils perdirent. Leur chef fut capturé et, refusant d'embrasser la religion islamique, exécuté. Toutefois, la fortune sourit aux chrétiens : l'armée impériale et le reste de l'armée portugaise se rejoignirent et, en février 1543, l'armée musulmane fut détruite à l'est du lac Tana. L'*imām* fut tué par une balle portugaise et ses troupes mises en pièces. Il est difficile de dire si ce fut l'aide des Portugais qui fit pencher la balance en faveur des chrétiens dans cette guerre interminable. D'un point de vue strictement militaire, cela a peut-être été le cas dans les dernières batailles, leur tactique et leurs armes rétablissant un certain équilibre stratégique. Toutefois, ce qui allait être d'une bien plus grande portée pour l'Éthiopie, ce fut la mission catholique qui suivait les soldats portugais. Somme toute, les forces musulmanes étaient sans aucun doute assez fortes pour subjuguer militairement l'Éthiopie dans un premier temps, mais elles étaient trop faibles pour maintenir sous une domination permanente les deux grands peuples tigréen et amhara, en particulier parce qu'elles ne réussirent pas à imposer l'islam aux chrétiens. Après 1543, ceux-ci sortirent victorieux du combat et, au cours des décennies qui suivirent, l'Empire parvint à reconquérir les territoires perdus. La puissance de l'islam était brisée pour des siècles[28].

Les Oromo (Galla)

« Mais », comme le déplore le chroniqueur éthiopien, tel le prophète Joël, « ce que le ver a épargné, la sauterelle l'a mangé, et ce que les musulmans ont épargné, les Galla l'on détruit. » À partir du milieu du XVIe siècle, des éléments du grand peuple oromo, jusque-là habituellement connus sous le nom de Galla, comme les appelaient leurs voisins, pénétrèrent dans le centre, l'est et l'ouest de l'Éthiopie, de plus en plus nombreux, au point de créer un phénomène de migration. Leur arrivée, leur installation et leurs différends avec d'autres groupes qui les avaient précédés sur les lieux furent lourds de conséquences, tant sur le plan politique que sur le plan culturel, et provoquèrent des changements radicaux pour l'ensemble du nord-est de

28. Après les dernières guerres meurtrières menées entre chrétiens et musulmans pendant le règne de Galawdewos (1550-1559), les États musulmans ne sont plus mentionnés dans les chroniques impériales.

l'Afrique. L'Empire éthiopien souffrit davantage et plus longtemps de leur fait que du fait des musulmans, perdant définitivement un grand nombre de provinces. Ce n'est que vers 1700 qu'il connut une certaine stabilisation, qui ne suffit cependant pas pour mettre un terme à l'avancée de la culture oromo. Les Oromo devinrent le groupe ethnique le plus important en nombre du nord-est de l'Afrique. Toutefois, à la différence des Amhara et des Somali, ce n'est que tout récemment qu'il se forma chez eux une conscience nationale unificatrice. De plus, chaque groupe oromo était soumis à des influences culturelles et politiques diverses.

Il y a, en Afrique, peu de groupes ethniques sur les origines et la culture desquels on ait écrit autant de choses fausses[29]. Si l'on ne sait pas encore quelles furent les raisons exactes qui provoquèrent les grandes migrations oromo, il est certain qu'elles ne furent pas déclenchées, contrairement à ce qu'on a dit parfois, pour échapper à des pressions exercées par d'autres peuples. Les traditions oromo disent seulement que ces migrations furent à l'origine dictées par la quête de nouveaux pâturages pour le bétail d'une population croissante. Les Somali, qui passent pour avoir exercé des pressions sur eux, n'avaient guère de contacts avec eux à ce moment-là. En outre, il est peu vraisemblable que, divisés en un grand nombre de groupes autonomes, ils aient constitué une puissance militaire assez forte pour les Oromo qui, à cette époque où ils étaient encore unis, faisaient fuir les armées régulières des Amhara et anéantissaient les États islamiques du sud-est de l'Éthiopie.

Malgré les récits fantaisistes des auteurs amhariques et européens, qui situent la patrie des Oromo avant leur grande migration à Madagascar, à Mombasa ou en Somalie septentrionale, il s'agit d'un authentique peuple éthiopien. Toute leur culture et leurs traditions le prouvent. Originaires des frais plateaux environnant la province actuelle de Bālī, ils essaimèrent en grand nombre non seulement jusqu'au cœur des plateaux éthiopiens, mais aussi en direction du sud, jusqu'au Kenya actuel et jusqu'à l'océan Indien.

Toutes les descriptions des Oromo fourmillent également d'erreurs : on les qualifie fréquemment de *barbariores barbari* (sauvages) ou d'éleveurs primitifs. Cela tient avant tout à ce que les historiens amhariques et, à vrai dire, les Amhara dans l'ensemble, fiers de leur propre culture, décrivaient les Oromo comme des barbares non chrétiens (et non musulmans), sans organisation sociale raffinée, sans écriture, sans monarchie. Par ailleurs, si les Oromo ont été, à tort, qualifiés d'éleveurs primitifs, c'est parce qu'il existait chez eux, à un degré inconnu dans le reste de l'Éthiopie, un culte du bétail — ils entretenaient avec leurs animaux bien-aimés des rapports affectifs étroits qui transcendaient les intérêts purement économiques — et qu'au cours de leurs grandes migrations, il leur était naturellement impossible de cultiver la terre. Là où ils se fixaient, ils déployaient leur culture dans toute sa splendeur, et partout où ils allaient, ils adoptaient volontiers un grand nombre d'éléments

29. E. Haberland, 1963 ; A. Legesse, 1973 ; E. Cerulli, 1922.

culturels des habitants qui les y avaient précédés car, loin de les exterminer, ils entraient plutôt en étroite symbiose avec eux.

Les Oromo étaient et demeurent un peuple qui force l'admiration de ses voisins par sa culture extrêmement développée et raffinée. On ne voit pas comment expliquer autrement son succès politique, son expansion massive et son pouvoir d'assimilation. Celui-ci se mesure au fait que, de nos jours, la plupart de ceux qui se considèrent comme des Oromo ne sont pas vraiment d'origine oromo mais appartiennent à des communautés que les Oromo avaient rencontrées et assimilées. Leur expansion provient en partie d'une sorte de réaction en chaîne : devant leur supériorité militaire et leur organisation sociale fort admirée, d'autres groupes ethniques se joignirent à eux. Ce fut notamment le cas des membres du grand groupe ethnique hadiyya, qui peuplaient à l'origine toute la région située entre Harar et Gurage, et qui se rallièrent pratiquement tous aux Oromo. Seuls le nom de leur groupe et certaines traditions constituent des traces de leurs antécédents. De nombreux Hadiyya devenus Oromo se sont installés dans la province de Walaga par exemple[30].

La culture oromo se caractérise par de multiples traits spécifiques, entre autres par la relation étroite entre l'homme et les animaux déjà mentionnée. Le bétail était non seulement leur principal moyen d'existence mais aussi l'objet de préoccupations d'ordre émotif et rituel. Ce culte du bétail, avec ses dominantes morales, imprégnait toute cette culture, au point que la charge émotionnelle de l'activité agricole était en comparaison tout à fait négligeable. Ce phénomène trouve ses racines dans le mythe de la création même car, en créant les hommes, Dieu s'écria : « *Eh*, *kota*, *abba loni !* » (Paraissez, vous, les maîtres du bétail !)[31].

Comme les Somali, les Oromo se composaient d'une multitude de groupes et de clans ayant entre eux des liens généalogiques et qui, à mesure que la population augmentait, furent amenés à se scinder pour constituer de nouveaux groupes indépendants sur le plan politique. Borana et Barentu (ou Baraytu) étaient deux personnages mythiques, ancêtres et fondateurs des deux grands groupes qui portent leur nom. Lorsque les migrations commencèrent, ils se subdivisèrent en de nombreux sous-groupes apparentés entre eux. Les Barentu s'établirent principalement dans l'Est et les Borana (à ne pas confondre avec les Boran de la frontière du Kenya) dans le Sud, le Centre et l'Ouest. Vers la fin du siècle dernier, lorsque les Oromo furent battus par l'empereur Ménélik et intégrés à l'Empire éthiopien, ils se scindèrent en plus de 80 groupements politiquement indépendants et de taille diverse[32].

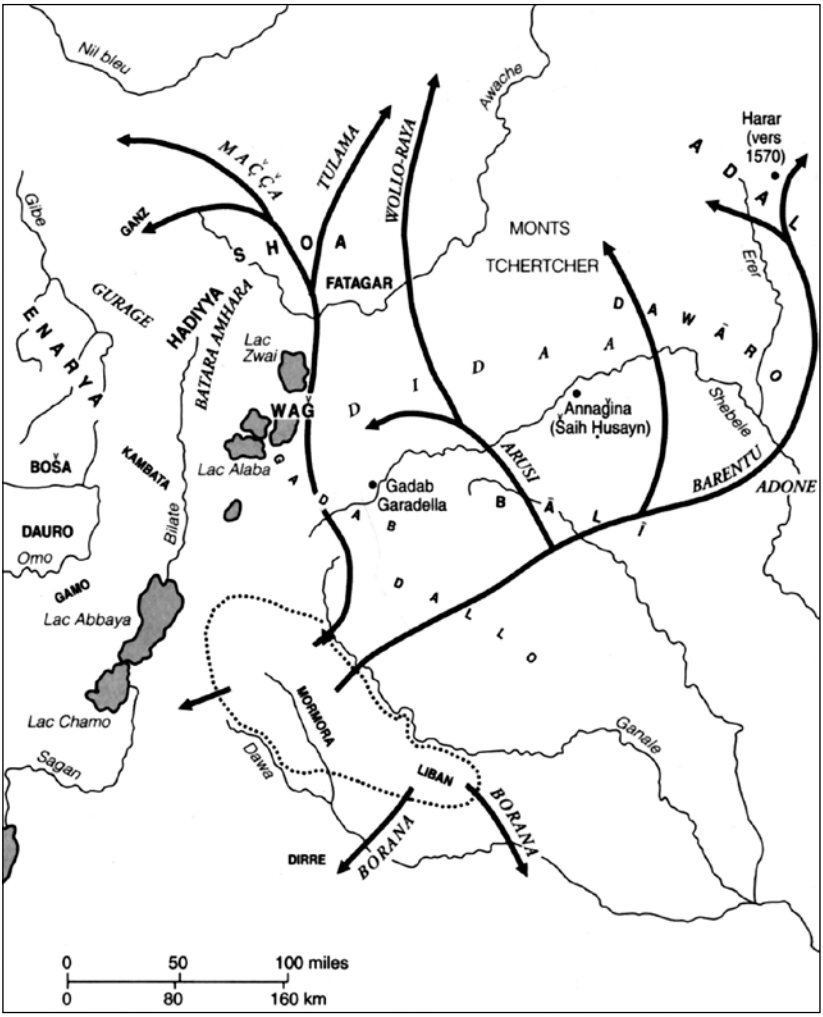
Dans l'organisation sociopolitique des Oromo, le système *gada*, sorte de classification par groupes d'âge fondée sur un principe numérique abstrait, revêtait une importance majeure. C'était une institution centrale qui réglait toute l'existence des Oromo avec un exclusivisme qui n'a son pareil

30. U. Braukämper, 1980, p. 152.
31. J. L. Krapf, 1858, vol. I, p. 267.
32. Voir la carte, dans E. Haberland, 1963, à la fin de l'ouvrage.

chez aucun autre peuple de la terre. Rien qui ne fût soumis à ses règles : naissance, baptême, mariage, circoncision, émancipation de l'autorité paternelle, autorisation d'engendrer et d'élever des enfants, conscription militaire et enrôlement pour la chasse, obligation de faire des sacrifices, « mort civile » par exclusion du système, rites funéraires, de même que parure, coiffure, habillement, ameublement, accessoires d'apparat, agencement des maisons et du kraal, et autres. Le *gada* représentait la totalité des lois qui régissaient la vie des Oromo. Quarante années après son père, et quel que fût son âge, chaque Oromo entrait dans la classe des enfants et, théoriquement, il devait passer par dix classes de huit années chacune au cours de son existence. Tous ceux qui entraient en même temps dans une classe donnée formaient un groupe *gada*, qui devenait, pour le restant de l'existence de ses membres, une communauté guerrière indissoluble. L'appartenance à une classe comportait des droits et obligations bien précis et chaque classe avait des activités — indépendamment des règles sociales et religieuses — adaptées au groupe d'âge correspondant. Les classes cinq et six constituaient respectivement les classes dirigeante et guerrière. Du fait que c'était une communauté d'hommes libres et égaux, il n'y avait pas de hiérarchie héréditaire. Le chef du groupe ethnique, qui portait habituellement le nom d'*abba gada*, était élu par les membres de la classe cinq (*gada* ou *luba*). Il était secondé par les juges (*hayu*), choisis également dans cette classe, et par d'autres dignitaires. Fait essentiel pour le dynamisme militaire des Oromo, une règle *gada* prescrivait au moins une expédition guerrière au cours des huit années de la classe dirigeante. L'idéal du héros, tueur et chasseur d'élite, était commun à tous les peuples du nord-est de l'Afrique. Seul celui qui s'était distingué comme valeureux guerrier et chasseur et avait massacré ses ennemis ou de grands fauves (lions, éléphants, buffles, rhinocéros) pouvait occuper une position éminente dans la communauté. Pour cela, l'Oromo était prêt à risquer sa vie dans des lieux sauvages à la recherche des trophées convoités. Le guerrier avait droit à certains privilèges, tels que le port de parures réservées aux tueurs : coiffure ointe de beurre et ornement phallique sur le front. Cependant, nulle part ailleurs dans le nord-est de l'Afrique, le culte du tueur ne fut aussi intégré au système social que chez les Oromo. Comme le système exigeait que chaque classe dirigeante *gada* fît une expédition guerrière, avec mises à mort, les Oromo attaquaient, tous les huit ans, les peuplades voisines qui restaient déconcertées et impuissantes devant ces épisodes cycliques, jusqu'au jour où elles finissaient par comprendre le système *gada*. Un grand nombre d'entre elles — les Sidama, Darasse, Burgi, et tous les membres du groupe konso[33] — se rendirent compte que le système *gada* renforçait la puissance militaire et l'adoptèrent en le modifiant quelque peu.

La religion des Oromo avait un caractère très solennel. Leur croyance en un dieu à la fois créateur et père céleste prenait des formes qui rappellent

33. Pour le système *gada*, voir A. E. Jensen, 1936, p. 315-382 ; E. Haberland, 1963, p. 167-223, 308-321, 380-397 et 451-475 ; A. Legesse, 1973 ; S. Stanley et D. Karsten, 1968 ; C. R. Hallpike, 1972, p. 180-221.



24.3. Les migrations oromo au XVIe siècle (d'après E. Haberland).

l'Ancien Testament. Ils possédaient, transmis par la tradition orale, un riche patrimoine littéraire, sacré aussi bien que profane, composé de prières et d'invocations adressées à la divinité, mais également de poèmes d'amour lyriques qui témoignaient de leur talent poétique.

Pendant la première période de leur migration au moins, la progression des Oromo fut favorisée, outre leur valeur militaire, par la situation des territoires dans lesquels ils pénétraient et qui étaient devenus, à la suite des guerres acharnées que les musulmans et les chrétiens s'étaient livrées pendant une quinzaine d'années, presque désertes ou très peu peuplées. Ce fut le cas notamment de l'Éthiopie centrale, la province actuelle du Shoa,

traversée tous les ans par les armées islamiques qui allaient vers le nord. Ainsi, le centre du Shoa, autrefois très peuplé, était devenu un désert et en resta quasiment un jusqu'en 1800. Après 1530, les guerriers du groupe *gada* mudana franchirent la rivière Wabi ; après 1538, les membres du groupe kilole dévastèrent la partie adjacente au nord, où se trouvait le pays Dawāro, surtout peuplé de musulmans, et encore plus vers le nord, les plaines de l'Awache. Après 1546, les Bifole envahirent la province de Fatagar et, après 1554, les Mesale détruisirent la plus grande partie de l'État islamique d'Adal. Les Oromo découvrirent alors le cheval et ils ne tardèrent pas à devenir d'excellents cavaliers[34].

Entre-temps, les guerres entre chrétiens et musulmans se poursuivaient. L'émir Nūr, valeureux et talentueux successeur de l'*imām* Aḥmad Grañ, s'engagea dans une dernière tentative, héroïque certes mais vaine, pour relancer le *ḏjihād* contre les chrétiens et, bien que l'empereur Galawdewos mourût dans une bataille à laquelle les chrétiens étaient mal préparés, le déclin de l'islam s'amorça très vite.

Les attaques du groupe harmufa des Oromo (1560-1570) furent catastrophiques pour les chrétiens autant que pour les musulmans. Les Oromo envahirent les provinces du cœur même de l'Empire éthiopien, qui venaient à peine de se remettre des ravages du *ḏjihād* : Angot, Amhara et Bagemder, où les affrontèrent les armées du nouvel empereur Minas. Dans le même temps, d'autres groupes oromo attaquèrent de nouveau Adal, en proie à la famine et à la peste dont périt l'émir Nūr lui-même. À l'exception de quelques petits groupes qui fuirent vers l'oasis Awssa dans le désert des Afar et des habitants d'Harar, que ses grands murs protégeaient, les musulmans disparurent de cette partie de l'Afrique pour plusieurs siècles. Lorsque l'empereur Minas mourut, les Oromo occupaient définitivement le tiers de l'Empire éthiopien[35].

Mais leur expansion ne s'arrêta pas là. Dès avant 1500, d'autres groupes avaient déjà quitté les hautes terres de Bālī pour pénétrer dans les savanes démesurées du Sud et, toujours en quête de nouvelles terres pour leur bétail, ils finirent par atteindre l'océan Indien à l'embouchure de la Tana. Il s'agissait des Guǧi, des Boran et des Orma. Au centre, les Arussi s'établirent à proximité de l'ancien État de Bālī et élargirent leurs frontières de plus en plus vers l'ouest, pour finalement atteindre la rivière Bilate en 1880. Les Barentu se répandirent dans la région des anciens États islamiques du Fatagar, du Dawāro et de l'Adal. La ville fortifiée de Harar et — grâce à la tolérance religieuse des Oromo — le célèbre centre de pèlerinage de Šaih Ḥusayn furent préservés, formant des îlots islamiques. Maints petits groupes d'Oromo tulama s'établirent au Shoa. Les Amhara ne furent en mesure de résister que dans les plaines chaudes, faciles à défendre, dans les gorges des grands fleuves et sur quelques hauts plateaux (poches de Moret, Marhabete, Tagulat, Wagda, Manz, Guèche, Efrata, Gedem, etc.). De là, ils remontèrent progressivement vers les hauts plateaux et entreprirent, vers

34. A. W. Schleicher, 1893, p. 20.
35. V. Stitz, 1974, p. 80.

1700, de reconquérir des anciens fiefs chrétiens sous Nagasi, descendant d'une branche collatérale de la dynastie salomonide. Les Oromo wollo et yeğğu se répandirent dans les fertiles provinces d'Angot et d'Amhara, autrefois occupées par des chrétiens qui s'étaient ensuite réfugiés dans l'Amhara Saynt. Les Oromo ne tardèrent pas à adopter la langue amharique de la population locale mais, à cause de leur conversion à l'islam, ils n'en demeurèrent pas moins les ennemis jurés des chrétiens. D'autres Oromo occupèrent les riches plaines de la bordure orientale des plateaux éthiopiens et se consacrèrent à l'élevage : les Karayu, les Ǧile, les Artuma, les Rike, les Raya et les Azebo[36].

Enfin, au début du XVIIe siècle, une dernière vague d'Oromo, comprenant plusieurs groupes appartenant surtout à la grande famille Maǯǯa, poussa vers l'ouest jusque dans les provinces actuelles de Walaga et d'Ilubabor, ne s'arrêtant que sur les pentes occidentales du plateau éthiopien. Nous savons très peu de choses sur l'histoire ancienne de la partie occidentale de cette région. Elle fut sans doute très faiblement peuplée par de petits groupes de cultivateurs soudanais dont les survivants actuels sont les Gunza-Gumuz et par des membres du groupe gonga, dont subsistent de nos jours les Mao-Afillo et les Šinaša. La situation était totalement différente dans l'est et le sud de la région. Les Oromo y rencontrèrent des royaumes bien structurés, densément peuplés, entretenant des liens étroits avec l'Empire éthiopien au nord et dont les habitants étaient en partie évangélisés. Soutenus dans une certaine mesure par l'Empire éthiopien, ils lui opposèrent une résistance obstinée. Mais devant l'expansion toujours croissante des Oromo, les communications entre l'Empire et ses dépendances du Sud-Ouest se réduisirent à mesure qu'il déclinait. Ainsi, Boša et Guman disparurent de la carte politique pour devenir les possessions oromo de Jimma (Gimma) et Gumma. Le substrat autochtone résista si vigoureusement ici que les Oromo adoptèrent une grande partie de sa culture, notamment l'organisation politique et la monarchie, laissant disparaître progressivement le système *gada*. Enarya, célèbre pour ses trésors, fut le dernier de ces États à succomber, vaincu par les Oromo limmu. Après 1700, son roi s'enfuit vers le sud, où les autres royaumes gonga de Kaffa et Chekko et les nombreux royaumes ometo arrivaient à résister aux Oromo, grâce aux défenses naturelles du terrain, et même à s'étendre dans une certaine mesure[37] (voir ci-après).

Les Somali

La pénétration et l'expansion des Oromo dans le centre, l'est et l'ouest de l'Éthiopie sont mentionnées par des textes éthiopiens et européens. Simultanément, sinon plus tôt, l'expansion d'un autre grand peuple, les Somali,

36. Voir la carte, dans E. Haberland, 1963, à la fin de l'ouvrage.
37. F. J. Bieber, 1920-1923 ; H. Straube, 1963, p. 274 ; W. Lange, 1980.

commença et elle eut une portée comparable à celle des Oromo dans de vastes secteurs de la partie orientale de la corne de l'Afrique. Les sources écrites sont pratiquement muettes sur l'ascension des Somali qui, stimulés par le *djihād* de l'*imām* Aḥmad Grañ, se mirent alors à jouer un rôle actif dans l'histoire de l'Afrique du Nord-Est[38].

On considère habituellement que le berceau des Somali se trouve au nord de la région qu'ils occupent de nos jours. De là, ils progressèrent — vraisemblablement à partir du XIe siècle — vers le sud et l'ouest. Dès le XIIIe siècle, les géographes arabes parlent d'implantations somali dans la région de Merka, au sud de la ville actuelle de Mogadiscio. Pasteurs nomades, les Somali étaient poussés par la pression démographique à rechercher de nouveaux pâturages en direction des plateaux éthiopiens. Ils atteignirent, vers 1500 vraisemblablement, les contreforts orientaux du plateau du Harar où ils entrèrent en contact avec les États islamiques. Les noms et les données généalogiques laissés par le chroniqueur Šihāb al-Dīn donnent à penser qu'ils apportèrent un soutien important au *djihād* de l'*imām* Aḥmad Grañ.

Jusqu'à nos jours, l'effet stimulant et unificateur de l'influence arabo-islamique qu'ont exercée les villes des côtes septentrionale et orientale du pays Somali et les États islamiques du sud-est de l'Éthiopie (Adal, Dawāro, etc.) a été plus fort sur les Somali que sur aucun des autres peuples du nord-est de l'Afrique. L'islam devint partie intégrante de la culture des Somali, contrairement à ce qui s'est passé chez d'autres peuples couchitiques culturellement apparentés tels que les Oromo et les Hadiyya. Leur foi intense se trouvait constamment renforcée par les missionnaires qui arrivaient d'Arabie. Ces saints hommes furent les pères fondateurs du peuple somali, tel le célèbre Ismāʿīl Gabarti, dont descendent un grand nombre de Somali.

L'influence de la culture arabo-islamique donna également aux Somali un sentiment de supériorité culturelle et renforça leur capacité d'assimilation par rapport à d'autres groupes apparentés de l'immense région située entre l'Ogaden et le lac Turkana. Ici, toute une série de groupes ethniques différents, de langue et de culture couchitiques principalement, et vivant tous de l'élevage des bovins, s'était constituée très tôt. Comme le montre l'existence des Rendile, les Somali, avant leur grande migration nord-est-sud-ouest, avaient pris part à ce processus, qui se déroula dès avant l'avènement de l'islam. Il est très douteux que cette région ait été occupée par un peuple négroïde, éventuellement bantu. Il est plus vraisemblable que des groupes racialement différents des Somali tels que les Adone sur le cours supérieur du Shebele, les Shebeli et Makanna sur le cours moyen de cette rivière et

38. Malheureusement, nous savons encore bien peu de choses sur l'histoire de cet important peuple à cette époque — notamment à l'intérieur de la corne de l'Afrique. Une meilleure connaissance des traditions orales et des faits historiques liés aux généalogies serait certainement très utile. La recherche historique s'impose de toute urgence pour la Somalie. Les meilleurs ouvrages demeurent ceux de E. Cerulli, 1957-1964, et de I. M. Lewis, 1955, p. 11-55, et 1961, p. 1-30.

les Gobawin sur le cours supérieur du Juba doivent leur existence à des processus historiques isolés. (Nous savons de manière certaine que les Gosa de la basse vallée du Juba descendent d'anciens esclaves de l'Afrique orientale, qui s'étaient regroupés là pour former des communautés libres[39].)

Il est exceptionnellement difficile d'identifier avec précision les divers stades de l'expansion des Somali et les autres groupes ethniques qu'ils ont assimilés car nombreux furent ceux qui, après s'être rattachés à la nation somali, firent disparaître toute trace de leur ancienne origine et adoptèrent une généalogie somali. Les principaux groupes qui se fondirent de cette manière furent les Sab (Digil, Rahanwein, etc.) et, peut-être, certains Hawiyya. En outre, il existe encore, à la limite des aires somali et oromo, toute une série de groupes ethniques qui déclarent être des Somali mais qui étaient autrefois considérés comme des Oromo (Gurra, Garri, Gabra, Sakuya). Ils offrent un exemple intéressant de transfert culturel et d'assimilation. De nos jours, un seul arbre généalogique unit tous les membres du peuple somali et chaque groupe a sa place dans la généalogie commune[40].

Sous l'influence de l'islam, toute la culture des Somali se transforma, en particulier dans le Sud (dans le Nord, celle des Issa par exemple, contient encore de nombreux traits émanant du patrimoine culturel des Couchites orientaux). Ainsi, les Somali se sont différenciés plus que tout autre groupe de la grande famille des peuples africains du Nord-Est, liés entre eux par de nombreux facteurs communs d'ordre historique, culturel et géographique. L'influence qu'exerça le milieu géographique ne doit aucunement être sous-estimée. À part les Afar qui, dans leur terre désolée, n'avaient guère la possibilité de se développer d'un point de vue culturel, les Somali sont les seuls habitants de l'Afrique du Nord-Est dont le territoire est exclusivement composé de savane sèche et de semi-désert. Leur milieu écologique les a conduits à élaborer un type de culture absolument différent de celui de la plupart des autres peuples de cette zone, qui sont des habitants des plateaux. Ainsi, le système *gada*, si important pour la plupart des Couchites de l'Est, n'a jamais pris pied chez eux ou a été abandonné sous l'influence de l'islam.

L'Empire éthiopien et sa lutte pour la survie entre 1529 et 1632 : l'épisode portugais et la restauration de l'Empire après 1632

Entre 1529 (début du *djihād*) et 1632 (début de la Restauration), l'Empire éthiopien a lutté pour sa survie. Ce fut une période terrible non seulement à cause des événements politiques et militaires dont elle fut le témoin mais

39. V. L. Grottanelli, 1953.
40. I. M. Lewis, 1961, p. 127-195.

également à cause des intenses conflits intellectuels et culturels qui l'agitèrent : l'Éthiopie fut assaillie par les idées venues d'un autre continent qui déchaînèrent la révolte et la guerre civile mais stimulèrent aussi la culture nationale et l'Église éthiopienne. Par rapport au siècle de complète stagnation intellectuelle et politique qui s'est écoulé entre 1755 et 1855, cette période paraît exceptionnellement active et vivante.

L'empire chrétien — ou pour mieux dire, ses deux grands peuples, les Amhara et les Tigréens — fit preuve d'une force et d'une capacité de survie étonnantes face aux ennemis de l'intérieur comme de l'extérieur. C'est précisément pendant le règne de l'empereur Sartsa Dengel (1563-1597) où, comme pendant les dernières années du règne de Lebna Dengel, l'Empire était plutôt une fiction qu'une réalité politique, que le concept de saint empire manifesta toute sa puissance spirituelle. Les Turcs renforçaient leur pouvoir sur les bords de la mer Rouge, s'emparant de tous les ports éthiopiens et pénétrant très avant dans les hautes terres jusqu'au Tigré ; dans les provinces centrales du Bagemder et du Samen, une guerre civile forcenée était menée contre les Éthiopiens de confession juive ; les Oromo n'avaient pas seulement conquis et détruit les États tributaires du Sud-Est et isolé l'Empire de ses dépendances de l'Ouest et du Sud-Ouest, mais ils envahissaient périodiquement Bagemder et Godjam (Gojjam, Gojam) et se fixaient de manière permanente dans les bastions chrétiens tels qu'Angot, Wallaḳa, Amhara et Shoa. Bien que le pouvoir réel de l'État se fût peut-être réduit au territoire que l'Empereur occupait effectivement avec ses troupes, l'immortalité de « l'empire évangélique » ne fut apparemment jamais mise en cause. C'est au moins ce qui ressort des chroniques impériales, notre principale source d'information. La même idéologie devait empêcher l'Empire de se désintégrer au cours du siècle d'anarchie totale allant de 1755 à 1855.

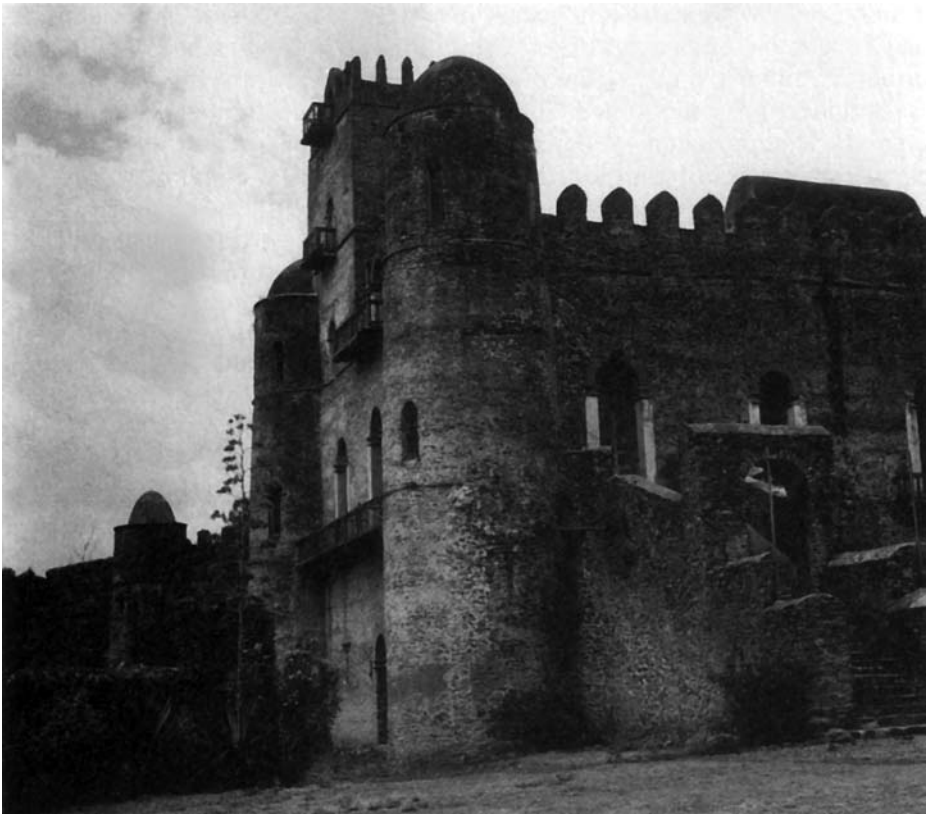
En outre, on peut difficilement surestimer l'importance, pour la survie politique de l'Empire, de la disparition des États et de la culture islamiques en Éthiopie orientale et centrale par suite des terribles remous du *djihād* et, surtout, de la migration des Oromo. L'islam n'allait plus présenter de menace sérieuse dans les siècles à venir.

Certes, l'Empire a subi de lourdes pertes, aussi bien territoriales qu'humaines, dans cette lutte pour sa survie. À partir de la restauration de 1632, la grande poussée vers le sud, qui avait constitué en fait toute la politique impériale des siècles précédents, ne s'exerça plus guère même si, officiellement, on n'y avait pas renoncé. À mesure que le pouvoir impérial déclinait, on chercha surtout à assurer la stabilité au centre et aucune action politique ou militaire d'envergure ou d'éclat ne fut entreprise. Le transfert de la résidence de l'empereur à Gondar, en 1636, est un signe de ce repli. Jusqu'alors, les empereurs — dans un pays où les villes étaient inconnues — changeaient de camp tous les ans ou deux fois par an. C'était une règle absolue, observée même lorsque aucune considération politique ou militaire n'imposait d'expédition ou de changement de résidence. Selon les mots du chroniqueur éthiopien, « les empereurs se déplaçaient de province en province jusqu'à

l'heure de leur dernier sommeil[41] ». Ce n'était tout de même pas une marche permanente d'un bout de l'Empire à l'autre. Très souvent, la résidence impériale restait pendant de longues périodes dans la même région, c'est-à-dire au cœur même de l'Empire mis à part quelques déplacements limités. Ainsi, les souverains de la dynastie zagwe (XIIe et XIIIe siècles), qui suivirent les rois axumites, établirent leurs résidences dans le Waǧ et le Lasta. Le premier empereur de la dynastie salomonide, Yekuno Amlāk (1270-1285), résida principalement dans la province d'Amhara; l'empereur Zara Yakob (1434-1468) préféra le nord-est du Shoa (Debra Berhan); l'empereur Lebna Dengel (1508-1540) avait planté son camp dans le sud-est du Shoa à l'arrivée de la mission portugaise; l'empereur Galawdewos (1540-1559) finit par avoir une importante résidence à Munesa dans le district de Waǧ de l'actuel Arussi. Finalement, lorsqu'en 1636, à la fin des dernières grandes guerres civiles de religion, Fasiladas se fit construire un château à Gondar, il ne s'agissait pas que d'une simple rupture avec cette tradition mais aussi d'un abandon symbolique de la politique de mouvement chère à ses prédécesseurs. Gondar allait demeurer le centre de ce qu'il restait de l'Éthiopie chrétienne jusqu'en 1855[42].

Ainsi, entre 1529, début du *ǧihād*, et 1597, date de la mort de l'empereur Sartsa Dengel et du commencement des guerres civiles, la politique impériale fut axée sur la défense contre les ennemis de l'intérieur et de l'extérieur. L'empereur Galawdewos mena avec grand succès la lutte contre les musulmans, en particulier ceux de l'État d'Adal-Harar. De vastes régions du sud (Dawāro, Waǧ) furent réintégrées à l'Empire (à vrai dire pour tomber bientôt entre les mains des Oromo). L'ancien contact avec le Sud-Ouest fut renoué, l'influence de la culture chrétienne-amharique se fit à nouveau sentir dans cette région et les Oromo en furent repoussés, du moins temporairement. Sous l'impulsion du successeur d'Ibrāhīm Grañ, l'émir Nūr ibn Muǧahid, guerrier courageux et habile politique, les musulmans d'Adal-Harar, malgré une famine et des épidémies qui firent des ravages dans une population déjà décimée, se mesurèrent une fois encore avec l'empire chrétien. L'armée éthiopienne, mal préparée, fut battue au cours d'une attaque contre Adal en 1559 et l'empereur Galawdewos tomba sur le champ de bataille, mais c'en était fait de la puissance islamique. En quelques décennies, les États et la culture islamiques disparurent de la scène dans cette région. Il ne resta que la ville fortifiée de Harar et le petit sultanat d'Awssa, dans l'oasis deltaïque de l'Awache, protégé par les terres désertes environnantes[43]. L'empereur Minas (1559-1563), successeur de Galawdewos, dut surtout combattre les Turcs qui, de leurs bases de la mer Rouge (Massawa, Sawākin), tentèrent à plusieurs reprises de prendre pied sur les plateaux éthiopiens. Sartsa Dengel (1563-1597), fils de Minas, qui monta sur le trône encore enfant, passa sa brève existence et son règne relativement long à mener des campagnes

41. J. Perruchon, 1893, p. 149.
42. Monti della Corte, 1945.
43. P. V. Paulitschke, 1888; E. Cerulli, 1931, 1936 et 1942; E. Wagner, 1979.



24.4. Le château de Gondar, la capitale éthiopienne construite par l'empereur Fasilidas. [© Werner Forman Archive, Londres.]

incessantes dans toutes les directions. Les Oromo, toujours plus nombreux et plus forts, sans constituer une menace aussi grave que les armées du *djihād*, n'accordaient jamais de répit à l'Empire[44].

De véritables croisades d'une violence épouvantable furent menées pour annihiler les Éthiopiens de confession juive habitant les régions du plateau septentrional, principalement Samen, Waggara, Dambiya, Belasa, Sallam et Sagade, où naguère ils avaient vécu sous la conduite de leurs propres chefs et joui d'une certaine autonomie. Leurs ancêtres avaient été vraisemblablement convertis par des missionnaires juifs dès avant l'introduction du christianisme. À la différence des Juifs d'autres régions du monde, ils étaient complètement intégrés à la culture environnante, au point que leurs livres sacrés (l'Ancien Testament, par exemple) n'étaient pas écrits en hébreu mais en guèze, la langue littéraire et liturgique de l'Éthiopie.

44. La chronique de l'empereur Sartsa Dengel ne rend compte que des guerres. C. Conti Rossini, 1907.

On ignore pourquoi cette guerre religieuse éclata alors que l'Empire se trouvait aux prises avec des ennemis extérieurs. Les Juifs durent choisir entre le christianisme ou l'extermination. La description de ces guerres, comme celle de l'anéantissement des chrétiens par les armées musulmanes du *djihād* une génération auparavant, est un des chapitres les plus sombres de l'histoire éthiopienne. Malgré leur courage héroïque, les adeptes du judaïsme furent pratiquement exterminés, la majorité refusant de se convertir et beaucoup préférant se tuer. Les quelques survivants, privés de leurs droits civiques et dépossédés de leurs terres, durent changer de métier. Ainsi, le mot Falasha utilisé pour désigner les Éthiopiens de religion juive devint par la suite synonyme de forgeron, potier, charpentier, tisserand et, d'une manière générale, de travailleur spécialisé. Malgré l'importance de leur métier, ces hommes furent marqués d'un stigmate dans une société où l'idéal était l'homme libre et indépendant qui jamais ne travaillait pour quiconque en échange d'un salaire. Ainsi, la déchéance sociale allait de pair avec la persécution religieuse[45].

Il est surprenant de constater que l'Empire éthiopien, occupé par des combats furieux et incessants pendant près de trois générations, trouva la force non seulement d'affronter les Turcs au nord, les musulmans de l'Adal à l'est et les Oromo au sud et dans le Centre, mais encore de contraindre, par de massives campagnes dans le Sud-Ouest, les grands États d'Enarya, de Boša et de Kaffa (Gomar) à accepter plus qu'une reconnaissance symbolique de sa souveraineté et à renouer des liens avec l'Église éthiopienne et la culture de l'Éthiopie septentrionale. L'auteur de l'*Histoire des Galla* (vraisemblablement chapelain à la cour de l'empereur Sartsa Dengel), faisant la chronique des guerres qui furent de si grande conséquence pour l'évolution future du Sud-Ouest éthiopien, se borne à signaler qu'au cours d'une campagne, l'Empereur ne parvint pas à attirer les Oromo dawe sur le champ de bataille parce qu'ils s'étaient retirés.

« Faute d'ennemis de chair et de sang, l'Empereur décida de combattre le Diable et captura les âmes de ces gens que l'on nomme Inariya [Enarya], Boša, Gomar. À l'injonction : "Faites-vous chrétiens !", ils obéirent et reçurent le baptême[46]. » Bien entendu, l'auteur des chroniques impériales consacre un grand nombre de pages à cet important événement qu'est un baptême collectif. Ce témoin oculaire expose de manière très vivante à quel point les Amhara étaient convaincus de leur mission, et de leur supériorité, en tant que dispensateurs de la foi chrétienne et du concept impérial. Sartsa Dengel avait offert de réduire de moitié le tribut dû par les Enarya s'ils se faisaient tous chrétiens. Pressé par l'Empereur et songeant aussi à l'appui qu'il pouvait en attendre contre les Oromo dont la force ne cessait de croître, le roi Badančo d'Enarya décida de se faire baptiser. La cérémonie fut organisée en grande solennité pour le roi et tout son peuple en même temps. L'empereur d'Éthiopie lui-même, « le nouvel apôtre, le nouveau Constantin, qui ferme

45. W. Leslau (1951) donne une bibliographie complète sur les Falasha. Voir J. M. A. Flad, 1869.

46. C. Conti Rossini, 1907, p. 140 ; A. W. Schleicher, 1893, p. 31.

les temples des idolâtres et ouvre les églises », fut le parrain du roi d'Enarya et ses Anciens furent les parrains des nobles d'Enarya. Les plus hauts dignitaires ecclésiastiques de la Cour éthiopienne officiaient. Le chroniqueur, moine de son état, ne fait pas un simple panégyrique quand il s'écrie : « Oh, combien de joie l'empereur chrétien eut ce jour-là pour les âmes des croyants qui reçurent le baptême ce même jour ! Donnons dans l'allégresse, ces mots de louange à notre empereur Sartsa Dengel : Toi qui enseignes les peuples, toi qui obéis à la loi chrétienne, non par peur du glaive, mais dans l'espoir d'entrer au Royaume des cieux[47]. »

Après la pompe solennelle du baptême et l'offrande de robes et de parures aux Enarya, l'Empereur fixa les règles ecclésiastiques et donna au pays des « maîtres orthodoxes », les prêtres et diacres qui firent partie de l'Église fondée par le roi Badančo, désormais dénommé *Zamaryam* (voué à Marie). Peu de temps après, le roi des Boša, voisins des Enarya, fut baptisé à son tour et reçut le nom de Georges. Ces épisodes, et d'autres analogues survenus peu de temps avant 1600, représentent le chant du cygne de l'expansion impériale, qui n'allait jamais plus se reproduire sous cette forme. (Malgré leur courageuse résistance, les Enarya furent conquis par les Oromo en 1710, leur roi fuyant avec une partie de la population à Kaffa, plus au sud.) Les traditions orales qui, de nos jours, survivent encore chez les peuples éthiopiens du Sud-Ouest permettent de conclure que les contacts établis sous le règne de Sartsa Dengel eurent un effet exceptionnellement durable et stimulant sur le pays et sa civilisation. L'Éthiopie du Sud fut la scène du dernier triomphe de l'expansionnisme impérial et le théâtre d'échanges culturels fructueux.

Il faut parler maintenant d'un épisode beaucoup plus important pour l'Empire que tous les faits politiques et militaires dont l'État chrétien sortit finalement victorieux, l'événement idéologique qui se déroula près d'un siècle durant de 1542 à 1632, sur le sol éthiopien, à savoir le conflit avec l'Église catholique.

La création de la Société de Jésus (les Jésuites), en 1540, donna à l'Église catholique un instrument extrêmement efficace non seulement pour mener la Contre-Réforme en Europe mais également pour convertir les « païens » et ramener dans son giron les églises chrétiennes « hérétiques » affranchies du dogme et de l'autorité de Rome. Outre les missions en Inde, en Chine et au Japon sous la conduite de l'illustre saint François-Xavier, la réintégration de l'Église du Prêtre Jean fut considérée comme une tâche importante. Dès avant 1540, il y avait eu des échanges épistolaires entre les rois portugais et les empereurs éthiopiens. Ces contacts furent mis à profit après cette date. L'élément déterminant fut, bien entendu, la présence en Éthiopie de membres du corps expéditionnaire portugais restés sur place avec leur famille. Il y eut d'abord l'épisode extraordinaire d'un certain João Bermudez qui, après avoir pris part à la deuxième mission portugaise (1520-1526), en qualité de barbier selon certains, se présenta à nouveau dans le pays en prétendant que le pape l'avait ordonné patriarche romain d'Éthiopie. Puis, en 1557, Andrea

47. C. Conti Rossini, 1907, p. 144.

da Oviedo fut consacré évêque et envoyé en Éthiopie avec d'autres jésuites portugais pour préparer la réintégration, c'est-à-dire l'union de l'Église orthodoxe avec Rome. Ses échanges de vues avec le clergé éthiopien et, surtout, avec l'empereur Galawdewos servirent peu la cause de la foi catholique en Éthiopie mais donnèrent au souverain l'occasion de faire un brillant exposé de la religion éthiopienne, connu dans l'histoire comme « la confession de Galawdewos » (*haymanota* Galawdewos).

C'était la première fois en Afrique qu'une voix s'élevait pour faire observer que le christianisme est une religion sans limites temporelles ou spatiales, et dont aucun peuple d'aucun continent ne peut prétendre que sa propre interprétation soit la seule vraie. Tout à la fois plein d'assurance et de tolérance, voici que le chrétien africain affronte son coreligionnaire européen. Il remet celui-ci à sa place lorsque, par exemple, il démontre que certaines coutumes et pratiques de l'Église éthiopienne ne sont ni « païennes » ni « juives », mais ont leur origine dans la culture populaire éthiopienne tout comme la culture européenne s'est exprimée dans la chrétienté européenne : « Pour ce qui est de la circoncision, nous, les Éthiopiens, ne nous faisons pas circoncire comme les Juifs, car nous savons ce que Paul, cette source de sagesse, en a dit […]. La circoncision se pratique chez nous tout simplement comme une coutume de notre pays, tout comme les Nubiens s'entaillent le visage ou les Indiens se percent les oreilles. Nous suivons donc, ici, non point la loi de Moïse mais une habitude humaine. […] Pour ce qui est de la consommation du porc (plus exactement l'interdiction d'en manger), il se trouve que nous pouvons observer la loi de Moïse comme les Juifs. Nous ne tenons pas en horreur ceux qui en mangent, nous ne les considérons pas comme des impurs, mais s'il est quelqu'un qui n'en mange pas, nous ne le forçons pas à la faire. […] Certains préfèrent le poisson, d'autres la volaille, d'autres encore ne mangent pas de mouton. Que chacun écoute son cœur, même si les penchants et les désirs des hommes sont différents. […] Pour les purs, tout est pur, et comme dit Paul, celui qui croit vraiment peut manger de tout. » Le même texte explique aussi comment les chrétiens d'Éthiopie observent le sabbat en célébrant ce jour-là la Sainte Communion et par une agape (*mahabbar*), qui est une « fête de l'amour » associée à la Cène[48].

Sous le règne de l'empereur Sartsa Dengel, les Jésuites se virent attribuer un centre à Fremona, près d'Adwa dans le Tigré. Ils furent autorisés à y vivre dans la liberté la plus totale et à entreprendre — non sans succès — des activités missionnaires. Oviedo mourut en 1577 et son successeur ne fut pas nommé avant de nombreuses années, car les Turcs contrôlaient les ports de la mer Rouge et faisaient prisonniers tous les Portugais. Enfin, en 1603, un Espagnol, Pedro Paez, vint prendre la tête de la mission après un dangereux voyage de plusieurs années. Ce missionnaire, sans aucun doute le plus remarquable de l'époque, était en même temps un homme d'une rare tolérance. Aussi, les Éthiopiens s'engagèrent-ils dans des discussions théolo-

48. H. Ludolf, 1681, vol. III, chap. 1.

giques extrêmement stimulantes : la joute forçait l'Église éthiopienne à sortir de sa torpeur. Ces années de débats comptent parmi les plus vivantes de son histoire. Pour se mettre à la portée du peuple, l'Église alla jusqu'à mener et transcrire les débats théologiques en langue amharique. Cette innovation prit fin après la Restauration de 1632, où fut réintroduite la langue officielle de l'Église, le guèze, aussi peu compris des masses éthiopiennes que le latin par les paysans européens de l'époque. Les effets bénéfiques de ces échanges furent sans lendemain et le débat constructif se transforma bientôt en hostilité ouverte entre les factions orthodoxe et catholique[49].

À cette époque, la littérature de l'Éthiopie connut un remarquable renouveau et les écrits d'alors, de caractère théologique et historique surtout, comptent parmi les créations les plus importantes de la production éthiopienne en général. Les ouvrages théologiques que l'on peut mentionner sont : *Fekkare Malakot* [L'explication de la Divinité], qui traite du problème de la connaissance de Dieu ; *Mazgaba Haymanots* [Le trésor de la foi] qui, comme *Sawana Nafs* [Le refuge de l'âme], résume les arguments du clergé orthodoxe en faveur de la doctrine monophysite, ou *Haymanota Abaw* [La foi des Pères], recueil universel traduit de l'arabe copte et ayant le même objet. Un des témoignages importants de cette époque turbulente est l'ouvrage qui raconte, sur un mode très vivant, l'histoire et les souffrances de la religieuse Walatta Petros, morte en 1644 après une existence presque entièrement consacrée à la lutte contre le dogme catholique. Pour la réintégration des chrétiens qui avaient temporairement embrassé la foi islamique, fut écrit le *Mashafa Keder* [Livre de l'impureté], qui traite des rites d'expiation tandis que le *Mashafa Nesseha* [Livre de la pénitence] était traduit de l'arabe[50].

Il faut signaler un auteur éminent, Enbakom (Habakuk), arabe musulman converti au christianisme qui, dans la hiérarchie de l'Église éthiopienne, fut élevé au rang d'abbé du célèbre monastère Dabra-Libanos et devint *eage*, chef suprême du clergé éthiopien. On lui doit le remarquable ouvrage intitulé *Ankasa Amin* [La porte de la foi], défense du christianisme contre l'islam, dans lequel il cite constamment le Coran pour prouver la vérité de la foi chrétienne. En outre, en traduisant *Barla' am et Josaphat*, Enbakom mit une œuvre importante de littérature orientale à la portée du peuple éthiopien. C'est peut-être lui, également, qui adapta en éthiopien *Zena Eskender* [Chant d'Alexandre] dont l'influence sur l'Éthiopie en général est bien plus considérable qu'on ne le croit généralement[51].

Les trois relations (annales) des règnes des empereurs Galawdewos, Sartsa Dengel et Susenyos et la brève *Histoire de Galla*, du moine Bahrey, comptent également parmi les productions littéraires les plus importantes de ces périodes. (Bahrey a, peut-être aussi, écrit la chronique de Sartsa

49. La chronique abrégée observe avec laconisme pendant le règne de Susenyos : « il s'était révolté pour les Francs » (c'est-à-dire la foi catholique), « le peuple a péri dans le Wağ à cause des Francs » ; « il a péri à cause des Francs », etc. Voir R. Basset, 1882, p. 129.
50. E. Cerulli, 1968, p. 145.
51. *Ibid*., p. 125 ; L. Ricci, 1969-1971 et 1971.

Dengel.) Ces ouvrages se caractérisent par une présentation vivante, un style personnel et un engagement marqué, le ou les écrivains ayant conscience de représenter l'Empire[52].

L'empereur Sartsa Dengel avait désigné, pour lui succéder, le fils de son frère, Za Dengel, alors majeur, car son propre fils Ya'ekob était encore un enfant; mais sa veuve, avec l'aide de dignitaires influents, réussit à hisser ce dernier sur le trône. Une révolte et une guerre civile s'ensuivirent. Finalement, Za Dengel l'emporta mais il commit l'imprudence de conclure précipitamment une alliance avec la mission catholique et les Portugais, encore influents dans le pays, et de déclarer sa soumission au pape, à la suite de quoi l'*abuna* (ou métropolite de l'Église éthiopienne) délia les sujets de leur serment d'allégeance et excommunia l'empereur. La guerre civile éclata de nouveau, Za Dengel périt au combat et Ya'ekob, rétabli sur le trône, régna jusqu'au jour où, grâce à sa supériorité politique et militaire, un arrière-petit-neveu de Sartsa Dengel, Susenyos, réussit à se faire proclamer empereur et à rétablir l'ordre et la paix.

Le sacre de Susenyos (1607) marqua le début de la phase finale de la rivalité entre l'Église orthodoxe éthiopienne et l'Église missionnaire catholique. Pendant les cinq premières années de son règne, Susenyos élimina, dans une série de campagnes victorieuses, les ennemis les plus dangereux de l'Empire, aussi bien nationaux qu'étrangers: les quelques Falasha existant encore furent exterminés, les Agaw (population autochtone de l'Éthiopie centrale et occidentale qui, jusque-là, avait bénéficié d'une certaine autonomie) furent définitivement soumis et, enfin, les Oromo essuyèrent de tels revers qu'ils se tinrent tranquilles pendant très longtemps. Les talents exceptionnels du chef de la mission jésuite, Pedro Paez, théologien, prédicateur, professeur et architecte, lui avaient ouvert l'accès à la cour impériale et, sous l'emprise de cette forte personnalité, l'empereur pencha de plus en plus vers le catholicisme. Cette tendance fut encore plus nette lorsque son influent frère, le ras Se'ela Krestos, devint officiellement catholique en 1612 et créa une mission catholique dans sa province de Godjam. Faisant fi des remontrances de l'*abuna*, qui le menaça d'excommunication, l'Empereur embrassa lui aussi la religion catholique en 1622. Pedro Paez mourut peu de temps après[53].

La lutte entre les deux doctrines et les deux civilisations, menée jusqu'alors avec des armes intellectuelles et dans le respect mutuel, tourna à la guerre ouverte. Alphonso Mendez, le nouvel évêque espagnol dépêché par le pape, était l'opposé même de son prédécesseur, si tolérant et plein de compréhension. Son sectarisme et son arrogance suscitèrent inévitablement une réaction hostile dans un pays épris de liberté et qui, au cours des siècles, avait entretenu des liens étroits avec sa propre Église nationale. Sous la protection de l'empereur, et avec la logique et l'intolérance obstinées d'un jésuite de son temps, Mendez entreprit de remettre l'Église

52. J. Perruchon, 1893; C. Conti Rossini, 1907; A. W. Schleicher, 1893.
53. P. Pais, 1945-1946; J. Lobo, 1728; B. Tellez, 1710.

éthiopienne sur ce qui était à ses yeux le droit chemin. Tous les prêtres éthiopiens durent subir une nouvelle ordination et toutes les églises une nouvelle consécration. Les décorations intérieures des bâtiments religieux furent modifiées selon le modèle européen. Le calendrier fut européanisé, la circoncision interdite et un nouveau baptême imposé à tous les Éthiopiens. « Tout fut fait pour contrarier non seulement le clergé mais aussi le simple fidèle[54]. »

Deux incidents provoquèrent une hostilité particulière : Mendez fit expulser du monastère de Dabra Libanos les restes d'un abbé très vénéré, sous prétexte que le corps d'un schismatique était une profanation, et une femme fut accusée de sorcellerie, à la façon européenne (jusqu'alors l'Éthiopie ignorait les procès pour sorcellerie, fléau de l'Europe au début des temps modernes).

Contre la nouvelle Église détestée, les révoltes se multiplièrent, se faisant particulièrement violentes dans les provinces centrales du Bagemder, du Lasta et de Waǧ. L'empereur, tant aimé autrefois, à qui le pays devait la paix, devait maintenant dompter ses sujets par des guerres sanglantes et que le fanatisme des jésuites aggravait encore. En 1632, une nouvelle grande bataille eut lieu, dont l'empereur sortit victorieux, avec de lourdes pertes de part et d'autre. Le prince héritier Fasilidas, chevauchant sur le champ de bataille au côté de son père, désigna les corps des rebelles et dit : « C'était naguère tes loyaux sujets ! » L'empereur, dont les doutes avaient grandi, s'effondra et abdiqua, en faisant la proclamation suivante : « Oyez, oyez ! Nous vous avons d'abord donné cette foi, la croyant bonne. Mais d'innombrables hommes ont péri […], et maintenant ces paysans. En raison de quoi nous vous restituons la foi de vos ancêtres. Que l'ancien clergé retourne aux églises, qu'il réinstalle ses autels, qu'il suive sa propre liturgie. Et réjouissez-vous[55]. »

Brisé, Susenyos mourut peu de temps après. C'était la fin de la mission catholique. Ceux qui avaient adopté la nouvelle religion revinrent en masse à la foi traditionnelle. Le nouvel empereur, Fasiladas, fit déporter les jésuites et quiconque d'entre eux resta dans le pays malgré le décret impérial fut mis à mort. Les Éthiopiens, et leurs chefs les plus en vue, dont le *ras* Se'ela Krestos, furent exécutés. En s'employant à consolider l'Empire et à éliminer toute influence étrangère, Fasiladas alla jusqu'à conclure avec le gouverneur turc de Massawa un accord par lequel ce dernier s'engageait à exécuter, contre récompense, tout missionnaire européen touchant terre à Massawa. Ainsi prit fin, par la faute des Européens, un contact entre l'Afrique et l'Europe qui avait duré cent ans, d'abord enrichissant, puis purement négatif. Les frères chrétiens d'outre-mer, d'abord accueillis en amis secourables, ne furent plus évoqués par les Éthiopiens que comme « les loups de l'Ouest[56] ».

54. A. H. M. Jones et E. Monroe, 1978, p. 97.
55. R. Basset, 1882, p. 132 ; A. H. M. Jones et E. Monroe, 1978, p. 98.
56. H. Ludolf, 1681, vol. III, chap. 13.

L'Empire éthiopien s'isola alors délibérément du reste du monde et mit volontairement en place une politique de stabilisation qui, à la fin du siècle, entraîna la stagnation. L'installation d'une résidence impériale permanente à Gondar, dans le centre militairement protégé de l'Empire, s'inscrivit dans ce processus. Bien que les vastes campagnes militaires et les importantes migrations des Oromo cessassent progressivement et qu'un grand nombre d'entre eux fussent assimilés à la civilisation de l'Éthiopie chrétienne, il ne fut plus possible de poursuivre une politique dynamique et conquérante à partir de Gondar. Il n'y a donc pas grand chose à dire de l'activité politique de l'Éthiopie chrétienne au cours de la seconde moitié du XVIIe siècle. Pendant le règne de l'empereur Yohannes (1667-1682), les rares Éthiopiens catholiques qui restaient furent contraints d'accepter la foi orthodoxe ou de quitter le pays. On était arrivé à un certain *modus vivendi* avec les musulmans : les adeptes de l'islam vivant en Éthiopie chrétienne — principalement des *gabarti* (marchands) — étaient autorisés à pratiquer leur religion sans contrainte mais devaient vivre dans des lieux à part.

Iyasu Ier (1682-1706) fut le dernier de ces grands empereurs qui purent exercer leur pouvoir sans contrainte. Il fit une ultime tentative — hélas vaine — pour renouer le contact avec l'Éthiopie du Sud-Ouest et se rendit même en Enarya. L'Empire n'avait alors, ni dans le pays ni hors de ses frontières, d'ennemis capables de le menacer. L'important port de Massawa, théoriquement une possession turque placée sous le contrôle d'un gouverneur bēḏja (*nā'ib* d'Arkiko), restait ouvert au commerce avec l'Éthiopie. Mais après la mort d'Iyasu Ier, les faiblesses internes entraînèrent la désintégration de l'Empire qui dégénéra en anarchie totale aux alentours de 1755[57].

Au cours de cette période, la vie culturelle et intellectuelle fut une dernière fois florissante. C'est surtout le patronage de la Cour impériale de Gondar qui stimula les arts et les sciences (ce qui fait que l'on parle maintenant de la période gondarienne de l'art éthiopien). Plus que jamais, ils se révélèrent être l'apanage d'une élite restreinte, une « superstructure » dominant la culture populaire paysanne. Dans le cadre du présent chapitre, il ne nous est pas possible de rendre pleinement compte des différents aspects de la vie intellectuelle de l'époque — notamment parce que la richesse extraordinaire des réalisations culturelles n'a pas été suffisamment reconnue ni, à plus forte raison, divulguée. Nous limiterons nos observations à la littérature, à l'architecture et à la peinture.

Par rapport au grand siècle précédent, la littérature manque d'originalité, prenant un caractère édifiant ou courtois, et se composant surtout de traductions de l'arabe copte. Deux écrits sont dignes d'être mentionnés : le *Faws Manfasawi* [La médecine spirituelle], livre de dévotion sur les pénitences, et le *Fetha Nagast* [La juridiction des monarques], recueil de lois et d'instruc-

57. La période suivante, qui va jusqu'à 1855, année du couronnement de Théodoros, est par conséquent appelée, par allusion au Livre des juges de l'Ancien Testament, « l'ère des princes/juges » *Zamana Masāfent*.

tions tirées du droit ecclésiastique, civil et constitutionnel et destinées aux communautés coptes d'Égypte. Bien qu'il ait été, par la suite, souvent cité par des écrivains européens, cet ouvrage n'a jamais eu d'importance pratique en Éthiopie. Non seulement la traduction était exceptionnellement truffée d'erreurs et d'inexactitudes, mais les instructions de ce codex s'appliquaient mal à l'Éthiopie. Enfin, cette période fut celle de la création d'un grand nombre d'hymnes sacrés à la louange de la Sainte-Trinité, de Jésus-Christ, de la Vierge Marie, des saints et des anges. Leurs noms diffèrent selon le mètre ou l'origine du poème ; *deggwa*, *kene*, *malke'e* ou *salam*[58].

Les arts graphiques furent eux aussi marqués par l'influence de la cour. Les célèbres églises troglodytiques, qui figurent parmi les créations les plus importantes et les plus originales de la civilisation de l'Éthiopie chrétienne, continuaient d'être taillées dans le roc à la fin du XVe siècle, non seulement dans les centres principaux de Wağ, Lasta et Geralta mais également dans de nombreuses provinces plus méridionales. On n'en connaît pas encore le nombre exact et on n'en possède pas de description précise. Ce type de construction fut définitivement abandonné après 1500, vraisemblablement en raison des guerres de religion[59]. Fit alors son apparition mais plus tard, après 1632, à Gondar surtout et très peu ailleurs, un tout autre type de construction : immenses châteaux, bibliothèques, chapelles et annexes des palais des empereurs et des membres de la famille impériale. La forme de ces édifices révèle souvent que des modèles étrangers étaient suivis. La plupart d'entre eux ont vraisemblablement été construits par des maçons indo-portugais issus de régions proches de Goa sous influence portugaise et qui étaient venus en Éthiopie dans le cadre de la mission portugaise. Le déclin progressif de l'Empire, la destruction de la cité de Gondar par Théodoros et les derviches, ainsi que plusieurs siècles de laisser-aller ont totalement dépouillé ces bâtiments de leur ornementation architecturale et de leur précieuse décoration intérieure. Tout ce qui subsiste de nos jours, ce sont des murs nus ou des ruines qui ne donnent guère d'idée sur le niveau de civilisation de l'époque[60]. Pendant toute la restauration, les contacts culturels avec l'Inde ont dû être nombreux, mais on n'en sait pas grand-chose. Ainsi, par exemple, sur les images religieuses l'empereur éthiopien apparaît vêtu de la robe de cour des Grands Moghols de Delhi[61].

La peinture éthiopienne s'est exprimée principalement sous deux formes : peintures murales d'église et enluminures de livres sacrés (par rapport à ces productions, les quelques peintures sur bois des rétables mobiles, de grande qualité il est vrai, ont peu d'importance quantitative). Dans ce qui a été conservé jusqu'à nos jours, peu de peintures murales exécutées directement sur la pierre ou bien sur toile de coton fixée aux murs sont antérieures

58. E. Cerulli, 1968, p. 162.
59. R. Sauter, 1963.
60. Monti della Corte, 1945.
61. Par exemple, sur plusieurs icônes de l'Institut des études éthiopiennes à l'Université d'Addis-Abeba.



24.5. Peinture copte sur tissu représentant la Vierge et l'Enfant, Gondar.
[© Werner Forman Archive, Londres. Musée d'Addis-Abeba.]

au XVIIe siècle. En revanche, on dispose d'un grand nombre de manuscrits qui remontent jusqu'au XIVe siècle, de sorte que l'on suit facilement l'évolution de l'enluminure. La peinture éthiopienne s'est toujours caractérisée par deux traits: l'empressement à adopter des modèles et des motifs étrangers et l'habileté à les transformer en des créations typiquement éthiopiennes. Chacune des grandes époques de l'histoire éthiopienne a donné naissance à des styles tout à fait caractéristiques[62].

Vers 1500, l'enluminure avait atteint son apogée qui correspondait à celui de la civilisation de l'Éthiopie chrétienne et à celui de l'Empire éthiopien. Les personnages extrêmement stylisés des peintures de l'épo-

62. J. Leroy, S. Wright et O. A. Jäger, 1961; J. Leroy, 1967, O. A. Jäger, 1957.



24.6. Peinture copte sur tissu représentant saint Georges et le dragon, Gondar.
[© Werner Forman Archive, Londres. Musée d'Addis-Abeba.]

que sont empreints d'une majestueuse dignité et révèlent également une exceptionnelle profondeur de sentiment. Indépendamment du texte qu'elle illustrait, cette iconographie visait à émouvoir par la vigueur de sa représentation et à renforcer le dévot dans ses croyances. Tous ses peintres étaient bien soumis à un canon, mais ils jouissaient d'une grande liberté artistique d'exécution qui laissait sans mal transparaître leur personnalité[63]. Les peintures de la seconde moitié du XVIe siècle et du début du XVIIe siècle sont de nature très différente. Elles reflètent la multiplicité des influences étrangères qui pénétraient en Éthiopie et sont les témoins muets d'un

63. Je me réfère aux miniatures non publiées des manuscrits de Birbir Maryam (Gamu) ou aux peintures reproduites dans J. Leroy, 1967 (pl. VI-XV).



24.7. Peinture murale du XVIIIe siècle, dans l'église de Dabra Birhan, Gondar.
[© Werner Forman Archive, Londres.]

intense conflit intellectuel. Le mode de représentation de la Crucifixion adopté par plusieurs peintres éthiopiens en est un exemple éloquent : c'est une copie de la célèbre gravure sur bois du peintre et illustrateur allemand Albrecht Dürer, une des scènes de la *Petite Passion*. En 1591, l'office de la Propaganda Fide à Rome avait imprimé un *Evangelium arabicum* pour appuyer le travail missionnaire catholique en Orient et l'avait illustré de nombreuses gravures sur cuivre, dont entre autres certaines déjà anciennes, de Dürer. Des exemplaires de cet ouvrage parvinrent en Éthiopie à la faveur de la mission portugaise et devinrent les principaux sujets d'inspiration des miniaturistes[64]. Toutes les peintures de cette époque montrent à quel point

64. H. Buchthal, 1960.



24.8. Fresque copte du XVIIIe siècle représentant l'enfer et le diable, dans l'église de Dabra Birhan, Gondar.
[© Werner Forman Archive, Londres.]

les Éthiopiens savaient intégrer les modèles étrangers à leur propre culture. Elles sont aussi l'expression vivante d'un âge turbulent, marqué par un conflit avec des formes étrangères qui ne s'accordaient pas vraiment avec l'art éthiopien traditionnel.

Par leur élégance raffinée et la grâce de leurs formes, les peintures de la restauration, la période gondarienne, surpassent en fin de compte toutes les autres (beaucoup s'inspirent, elles aussi, de modèles européens). Elles reflètent les splendeurs évanescentes de l'Empire et s'adressent à une société de courtisans épris de leurs formes élégantes et de plus en plus conventionnelles. Elles sont l'œuvre d'artistes mêlés à la vie de la cour. Des tableaux tels que le *Christ sur le mont des Oliviers* représentent un sommet de la peinture de cette période : personnages artistiquement campés, couleurs

soigneusement équilibrées, amour du détail. Dans ce que l'on appelle la seconde période gondarienne, qui commence vers 1700, la création artistique s'affaiblit de plus en plus et dégénéra finalement en un canon de simples formes répétitives[65].

Le Sud-Ouest éthiopien : l'apparition d'une culture nouvelle et d'États nouveaux

Les textes chrétiens et islamiques nous renseignent assez bien sur les relations de l'empire chrétien avec le Sud-Est éthiopien entre 1500 et 1700, même à des époques plus anciennes (voir ci-dessous). Dès la première moitié du XIVe siècle, les Hadiyya, qui à l'époque habitaient encore les monts du Tchertcher et leurs franges méridionales, apparaissent nommément dans la légende impériale éthiopienne, le *Kebra nagast*. Les chroniques des empereurs Amda Seyon (1314-1344) et Zara Yakob (1434-1468) retentissent des conflits avec les États islamiques de l'Est et du Sud-Est[66]. Les sources écrites sont beaucoup plus pauvres pour l'Ouest et le Sud-Ouest, correspondant aux actuelles provinces de Wallaga, Ilubabor, Kaffa, Gamo-Gofa, et aux régions de l'ouest et du sud-ouest du Shoa et du Sidamo-Borana. Il est vrai que les célèbres chants à la louange de certains empereurs du XVe siècle mentionnent les noms de peuples et d'États qui payaient alors un tribut à l'Empire éthiopien. Mais pouvons-nous les identifier aux peuples et aux homonymes du XIXe siècle ? Les noms changent, les migrations les colportent dans des régions lointaines. Rappelons ceux des peuples les plus importants : les Enarya, les Boš(a), les Djinjero, les Kambat(a), les Ennamor, les Coucha (Ḳučča), les Zergo, les Walamo, les Gamo, les Halaba, les Gudela, les Waǧ et, enfin, les Damot et leur roi Motolomi (ou Motilami)[67].

Les textes ne permettent pas de préciser l'influence exacte qu'a exercée dans cette région l'Éthiopie chrétienne, outre la domination purement politique et l'extorsion de tributs. On attachera un intérêt particulier à l'histoire semi-mythique de sainte Takla Haymanot (début du XIVe siècle) qui raconte dans le détail comment celle-ci s'est rendue à Damot pour baptiser le « roi Motolomi ». Il se peut que le mot roi n'ait pas été un vrai titre et l'emplacement de Damot n'a pas encore été déterminé avec exactitude. Peut-être était-ce Walamo (Wolayta) comme le veut la tradition orale. Mais Damot est le nom de plusieurs districts et de plusieurs montagnes du sud de l'Éthiopie[68]. Ce qu'il reste des annales de l'empereur Zara Yakob ne dit à peu près rien de ses campagnes militaires et missions religieuses dans le Sud

65. O. A. Jäger, 1957, pl. 17 et 18 ; J. Leroy, 1967, pl. LIX et LX ; E. Hammerschmidt, 1977, p. 121-127 et 138-155.
66. G. W. B. Huntingford, 1965, *passim* ; J. Perruchon, 1893, *passim*.
67. E. Littmann, 1914.
68. À l'ouest du Godjam, dans le Wolayta, le Ǧanǧero, le Basketto et le Koyša (Kaffa).

éthiopien. Son nom survit toutefois dans les traditions orales de la région où, parfois déformé en *Zerako*, il est devenu synonyme d'empereur. La Chronique de l'empereur Galawdewos mentionne très brièvement ce qui se passa dans le Sud. On retiendra, pour finir, le récit remarquable de l'expédition de Sartsa Dengel à Enarya (voir plus haut).

Quelles furent les véritables conséquences de ces contacts militaires, religieux et culturels entre le Nord et le Sud ? Les traditions orales encore vivantes dans le sud de l'Éthiopie sont une mine de données historiques qui, malheureusement, n'ont pas encore été toutes recueillies. Les études généalogiques, les analyses culturelles et les découvertes archéologiques constituent également de précieuses clefs pour l'interprétation de ces événements et de leurs conséquences. Elles montrent que l'influence du Nord sur le Sud a été assez profonde pour donner naissance à une culture nouvelle.

À défaut d'autres possibilités, c'est seulement par l'étude de la culture contemporaine des groupes ethniques vivant en marge de l'œcuménisme éthiopien et ayant échappé à l'influence du Nord jusqu'à une époque récente que l'on peut déduire la situation culturelle de l'Éthiopie du Sud avant le XVe siècle, c'est-à-dire avant que le Nord ne commençât à exercer son influence : ces groupes se trouvent, par exemple, chez les peuples guimirra, ari ou dizi, qui ne sont toujours pas constitués en États ni dotés d'institutions politiques élaborées. Ailleurs, l'impulsion croissante de l'empire chrétien du Nord a seule pu provoquer des changements déterminants. Avant ces transformations, un grand nombre de groupes claniques, petits, voire minuscules, ont dû vivre côte à côte dans le Sud n'ayant pour tout lien que la communauté de langue et de culture, la reconnaissance d'une généalogie commune et, enfin, l'éventuelle vénération d'un grand prêtre ou d'un ancien, qui incarnait l'ensemble des affinités religieuses du groupe ethnique. Ce personnage était entouré d'une certaine aura religieuse parce qu'il descendait du fondateur du groupe, dont la naissance avait été accompagnée par d'heureux présages. On lui attribuait des pouvoirs surnaturels, notamment sur les choses qui importent le plus au monde paysan, par exemple le pouvoir sur la pluie et sur les plantes, et la promesse de riches moissons. À côté de cette fonction religieuse essentielle, il semble que les fonctions politiques de ce dignitaire aient été insignifiantes et même, souvent, à peu près nulles. Bon nombre de ceux qui occupèrent ce poste auraient eu le plus grand mal à faire appliquer leur volonté et à imposer des sanctions. (Il est significatif de constater que des mots tels qu'ordonner, punir et décréter ne figurent toujours pas dans le langage courant de nombreux groupes du sud de l'Éthiopie.) Ces dignitaires représentaient sans conteste leurs communautés, mais les détenteurs réels du pouvoir politique étaient les chefs de clans et les clans eux-mêmes, unités autonomes et indépendantes à l'origine. C'étaient eux qui prenaient les véritables décisions concernant la guerre et la paix, le bien et le mal[69].

69. H. Straube, 1957.

Avec leur conception rigide de l'État et de la royauté, les conquérants du Nord s'abattirent sur ce monde paysan peu évolué. L'annexion et l'assimilation s'effectuèrent souvent de manière assez pacifique, le Sud reconnaissant la supériorité culturelle du Nord. Ainsi, la conquête de ce qui allait devenir le très important État de Wolayta se serait déroulée de la façon suivante : en 1600, un noble tigréen, du nom de Mika'el, s'en alla vers le sud à la faveur d'une des dernières grandes campagnes de l'empereur éthiopien Sartsa Dengel. Il était accompagné de cavaliers armés et de prêtres chrétiens. Selon la légende, il traversa un torrent impétueux en divisant les eaux à l'aide de sa baguette, tel Moïse, et arriva dans ce qui était encore le petit pays de Wolayta, où il épousa la fille du chef. À la mort de celui-ci, survenue peu de temps après dans des circonstances dont ses descendants parlent défavorablement, Mika'el usurpa le trône. Les Wolayta se soulevèrent et, bien que Mika'el fût valeureux et qu'il se servît de la cavalerie, jusqu'alors inconnue des Wolayta, il aurait été battu s'il n'avait eu recours à une ruse, qui illustre parfaitement la supériorité intellectuelle et l'ingéniosité politique des envahisseurs. Dans les batailles, qui prenaient la forme d'engagements séparés, les gens du Nord, au lieu de lancer des sagaies, lançaient des étoffes à leurs adversaires, qui ignoraient encore le tissage, des colliers et des morceaux de viande. Et les Wolayta s'écriaient : « Si vous êtes riches et puissants au point de pouvoir jeter de tels trésors, alors soyez également nos maîtres ! » C'est ainsi que les envahisseurs prirent possession d'un pays qui, sous leur influence, ne tarda pas à changer radicalement de caractère, cessant d'être une contrée rurale insignifiante pour devenir un État dynamique et agressif[70].

Il fut souvent admis sans discussion que les États monarchiques, mieux armés et disposant d'une cavalerie, au départ inconnue dans le Sud, étaient supérieurs aux communautés ayant une organisation démocratique. Certains groupes auraient même cédé aux envahisseurs et accepté leurs chefs pour nouveaux maîtres. Des peuples, paraît-il, imploraient la venue d'un prince qui créerait une nouvelle dynastie et fonderait un nouvel État[71].

C'est de cette manière que virent le jour toute une série d'États nouveaux, grands ou petits, qui allaient se souvenir à tout jamais de leurs liens avec le Nord, dont les classes dirigeantes cultiveraient et développeraient fidèlement les traditions du Nord et dont l'organisation et la structure générale seraient jusqu'à nos jours la copie de ce grand modèle.

Outre les formes purement extérieures de l'organisation étatique et de la vie de cour, le mythe de l'Empire éthiopien a également laissé son empreinte. Il associait deux prétentions : être le peuple élu et le royaume de vérité, subjuguer et assimiler tous les peuples voisins. L'histoire de l'Éthiopie du Sud telle que nous la livrent quatre siècles de traditions orales est celle d'une vaste expansion de ces jeunes États, qui élargirent leur domination au détriment de petits groupes indépendants ou organisés

70. E. Haberland, 1965, p. 260.
71. *Id.*, 1959, p. 197.

de façon démocratique ou peu systématique, et qui contribuèrent souvent à la fondation de nouvelles dynasties chez leurs voisins. Ce processus entraîna une réaction en chaîne. Ainsi, selon la tradition orale, le premier État gonga, Enarya (ou Hinnaro), fut fondé avant 1500 par un immigrant venu du Tigré (Kaba Seyon). On a mentionné plus haut la conversion au christianisme d'Enarya sous l'empereur éthiopien Sartsa Dengel. En fait, les fondateurs de cet État avaient vraisemblablement été chrétiens et leurs sujets n'avaient que temporairement accepté la religion des dirigeants. Enarya maintint ses contacts avec l'empire chrétien aussi longtemps que possible et resta chrétien jusqu'à son effondrement provoqué par la tension sans cesse croissante exercée par les Oromo. Aux XVIe et XVIIe siècles, des membres de la dynastie busaso d'Enarya fondèrent d'autres domaines : Boša, qui fut intégré au royaume oromo de Jimma au XIXe siècle, Kaffa qui passe pour avoir été des générations durant l'État le plus important et le plus puissant de tout le sud-est de l'Éthiopie et, enfin, Chekko (Močča) dans la forêt vierge de la bordure occidentale des hauts plateaux éthiopiens. D'autres groupes gonga ou leur élite dirigeante poussèrent en direction du nord, où ils fondèrent vraisemblablement Bizamo, maintenant disparu, dans le Wallaga. On en trouve des vestiges chez les Afillo-Busase qui vivent au nord de Dembidollo et chez les Šinaša établis le long de l'Abbay[72].

Les traditions orales rapportent que le royaume de Djinjero fut fondé par des migrants islamiques venus d'Arabie, d'où en fait son véritable nom *Yam gor*, qui signifie terre du Yémen. Par la suite, une dynastie originellement chrétienne de Gondar assuma le pouvoir. Des récits identiques subsistent au sujet de la région occupée par les Ometo : dans le Dawāro, un autre groupe de migrants, se targuant de son origine gondarienne, réussit après des années de lutte à rassembler de nombreuses petites communautés locales en un État puissant.

Vers 1600, le Wolayta fut conquis par les descendants d'un certain Sum Tamben du Tigré. D'autres États, grands et petits, tels que le Ḳuǧǧa, l'Uba, le Zala, le Dorze, l'Amarro et l'Eli, ont des traditions analogues. Des membres de la dynastie gošanaa, vraisemblablement originaires du nord de l'Éthiopie eux aussi, fondèrent au total dix domaines (Gofa, Doko, Balta, Basketto, Oyda, Gozza, Gayla, Abba Malo, Konto et Koyša). Vers 1800, un membre de cette dynamique famille, les Gobe, réussit encore à fonder le Royaume konta dans le *no man's land* entre le Kaffa et le Dawāro et certaines des anciennes familles régnantes de Dizi (Mağı) de l'extrême Sud-Ouest peuvent également remonter jusqu'aux immigrants du Tigré[73].

Si la structure sociale de l'Éthiopie méridionale se caractérisait, à l'origine, par la coexistence et l'acceptation mutuelle de membres libres et égaux d'un peuple où seuls les chefs religieux, tels que les anciens des clans ou les prêtres de la pluie et les héros guerriers, jouissaient de certains privilèges, qui n'avaient rien d'excessif, la situation changea radicalement dans les États nouveaux sous l'influence des concepts hiérarchiques du Nord chrétien.

72. W. Lange, 1980 ; V. L. Grottanelli, 1940 et 1941.
73. E. Haberland, 1980.

L'égalité fut remplacée par un système hiérarchique compliqué. Au sommet se trouvait le roi vénéré, inaccessible et souvent invisible pour ses sujets, et qu'entouraient des rituels spéciaux. Les membres de sa famille, sanctifiée, qui jouissaient de privilèges spéciaux comme en haute Éthiopie, occupaient souvent les emplois officiels les plus importants, par exemple ceux de gouverneurs de district ou de grand juge. La pompe et le cérémonial excessifs des maisons royales, qui étaient souvent en flagrante disproportion avec les faibles dimensions du pays ou le petit nombre des sujets, font penser à la mégalomanie des princes européens de l'époque baroque qui essayèrent de reproduire Versailles en miniature. Dans l'Amarro (Amhara), un des royaumes les plus méridionaux, dont la population totale ne dépassa jamais quelques milliers d'habitants, on recensait des centaines de charges publiques et de charges à la cour qui ne représentaient guère que des titres honorifiques. Ces titres, tels que *abeto* (altesse), *mikirečč̌o* (conseiller royal), *gabirečč̌o* (page), sont sans exception des emprunts à l'amharique. À mesure que les royaumes s'étendirent, les maisons royales prirent de l'importance, devenant de puissantes institutions indépendantes composées de centaines de membres, contrastant violemment avec l'institution des grands prêtres et des chefs de clan du temps jadis, qui vivaient de leur propre travail, de celui de leur famille et des dons d'autrui.

Les dimensions que pouvait atteindre une cour royale sont illustrées par l'exemple de Wolayta, au nord du lac Abbaya. La cour royale n'y était pas seulement le centre de la vie politique, elle était devenue également un district sacré, protégé par une multitude de règles rituelles et cérémonielles. Si le roi apparaissait en public, ce n'était qu'à une distance convenable de la foule ou entouré de ses suivants. La protection de la cour royale avec ses trois remparts et ses trois portes, chacune triplement renforcée (selon le modèle classique de la haute Éthiopie), était confiée aux membres de certaines castes (chasseurs, potiers, tanneurs, forgerons) qui surveillaient les entrées, allaient chercher l'eau et le bois de chauffe, gardaient les prisons et les trésors, et matin et soir jouaient des grands instruments (tambours et trompettes) réservés au roi, pour annoncer au monde que le soleil et le souverain s'étaient levés ou couchés. Alors que pendant la journée l'entrée était ouverte sans restrictions à toute personne d'honnête apparence, le soir, tous, à l'exception du roi, de ses femmes et de ses pages, devaient quitter le quartier consacré. Les dignitaires et les serviteurs de la cour se retiraient dans leurs maisons qui se trouvaient tout contre les remparts de l'enceinte royale. De même que seul le roi pouvait tuer (c'est-à-dire abattre des animaux) sur le sol de sa résidence consacrée, de même il était interdit à tout autre que le roi d'exercer ce qui était le deuxième droit par ordre d'importance pour tous les Éthiopiens : l'activité sexuelle, dans toutes ses manifestations. Aussi, les pages qui s'occupaient directement de la personne du roi, lavaient ses vêtements, préparaient sa nourriture et le servaient à table étaient des garçons vierges, à qui il était interdit aussi strictement qu'aux pages de l'empereur de l'Éthiopie chrétienne de quitter la cour royale et d'entrer en contact avec d'autres individus. Ces pseudo-enfants,



24.9. Ancienne cloche d'église du Tigré (?), datant du XIVe siècle, utilisée par un chef dizi, dans le sud-ouest de l'Éthiopie, comme cloche sacrée de bœuf.
[© Institut Frobenius, Francfort.]



24.10. Les murs de Wolayta, en Éthiopie méridionale.
[© Institut Frobenius, Francfort.]

de bonne famille, étaient remplacés lorsqu'ils atteignaient l'âge où leur pureté devenait contestable. La cour royale était un lieu sanctifié au point que tout rapport sexuel entre un homme autre que le roi, maître de maison, et une femme aurait provoqué la mort des contrevenants et le transfert du palais à un nouvel emplacement.

Ce n'était pas seulement le palais, les charges, les rangs et le cérémonial qui prenaient une dimension et un aspect absolument nouveaux sous l'influence du Nord : même les insignes royaux, à la possession desquels était associée la dignité royale, se transformèrent. À l'origine objets chargés de symbole, mais simples quant aux matériaux et à la forme (par exemple l'épée sacrée, la fourche à deux dents, la corde d'herbe, etc.), ils furent remplacés par des anneaux, surtout des bagues et des bracelets, fabriqués dans les deux métaux précieux, l'or et l'argent, marques de la royauté en haute Éthiopie et connus partout sous leur nom amharique : *wark* (or) et *birr* (argent).

L'influence de la haute Éthiopie ne se limitait pas à l'introduction de charges et d'institutions nouvelles, mais avait aussi des effets profonds sur l'ensemble de la structure sociale. Bien que l'écrasante majorité des peuples de l'Éthiopie du Sud fût membre d'une classe unique, que nous pourrions appeler les paysans libres, il se développa dans ces sociétés relativement homogènes un système hiérarchique compliqué, calqué sur le modèle de l'Éthiopie du Nord, système qui trouva son expression la plus sensible dans le culte de la valeur, étendu à toute l'Éthiopie. Dans cette société dynamique, la valeur ne pouvait se transmettre par héritage

comme un patrimoine ou un nom respecté (eux-mêmes non dépourvus d'importance) : chaque individu devait la gagner par lui-même, s'il voulait se faire une place dans la société publiquement reconnue, en étant un soldat valeureux lors des guerres, un bon chasseur de gros gibier et en remplissant l'obligation qui était faite au guerrier de tuer. Les capacités politiques de juge ou de chef, ou les biens (personnellement acquis) n'étaient pris en considération que secondairement. Seul celui qui devenait ainsi valeureux pouvait aspirer à l'une des innombrables charges électives qui déterminaient la position de l'individu. Nom et rang étaient souvent désignés par le même mot, et être sans nom était synonyme d'échec social. Tout homme de valeur se faisait un point d'honneur de détenir une charge au moins une fois dans sa vie, fût-ce pour une courte période (les charges électives étaient annuelles). Il conservait le nom de son rang, c'est-à-dire le titre, même lorsque la charge était passée en d'autres mains[74]. Ici aussi, l'influence du Nord est évidente, car les noms des rangs sont des emprunts à l'amharique ou au tigréen, par exemple *dana* ou *dayna* (juge, de l'amharique *danya*), *guda* ou *goda* (maîtres de l'amharique *geta* ou du tigréen *goyta*), *rasa* ou *erasa* (tête, chef, de l'amharique *ras*). Plus on s'éloigne du Nord, plus les formes reconnaissables du culte de la valeur s'atténuent pour disparaître complètement parmi les plus méridionaux des derniers groupes qui vivent encore dans les hautes terres éthiopiennes, à peine touchés par l'influence culturelle du Nord[75].

Les paysans libres étaient suivis, dans la hiérarchie, par les artisans, qui étaient les membres de castes particulières et qui occupaient un rang relativement bas. En dépit de leur grande importance économique — ils tissaient les vêtements, produisaient les objets en céramique, fabriquaient les outils, les armes et les ornements, tannaient les peaux — ils faisaient pourtant l'objet d'un certain mépris. Ils ne pouvaient pas posséder de terre, étaient soumis à des règles infamantes et leur contact physique était considéré comme une souillure pour les gens de bien[76].

À l'échelon le plus bas se trouvaient les esclaves qui, dans de nombreux pays, représentaient plus du tiers de la population totale. Ils vivaient généralement comme des sortes de serfs attachés aux terres de leur maître, mais ils avaient en propre des biens meubles et immeubles. Leur travail et leur productivité rendirent possible la formation de la classe dominante riche qui, dans le Wolayta par exemple, fut l'élément moteur des grandes guerres de conquête.

Tous ces États étaient gérés par des administrateurs cultivés, élus par le peuple et confirmés dans leurs fonctions par le roi. Les États étaient divisés en communautés, districts et provinces, étaient dotés de marchés publics, contrôlés par l'État, et d'une bonne infrastructure routière. Dans les villes, ils étaient protégés contre l'ennemi extérieur par d'immenses remparts et des murailles aux portes soigneusement gardées.

74. *Id.*, 1965, p. 187 ; H. Straube, 1957.
75. A. E. Jensen, 1959.
76. E. Haberland, 1964*b*.

Innombrables furent les éléments de progrès matériel que le Nord donna au Sud à partir du XIVe siècle. Chose curieuse, la charrue, principal instrument agricole dans le Nord, n'a jamais été acceptée dans le Sud. De nombreux peuples en connaissaient bien le principe mais ne l'utilisaient pas. Toutefois, l'agriculture doit au Nord un nombre considérable de cultures importées au cours des siècles. Selon toute vraisemblance, c'est seulement après le XIVe ou le XVe siècle que les pois (*Pisum sativum*), les fèves (*Vicia faba*), les pois chiches (*Cicer arietinum*), les oignons (*Allium cepa*) et les aulx (*Allium sativum*) s'implantèrent dans le Sud. Suivirent les lentilles (*Ervum lens*) et divers oléagineux — lin (*Linum humile*), sésame (*Sesamum indicum*), carthame (*Carthamus tincorius*) et nogo (*Guizotia abyssinica*) — provenant tous du Proche-Orient, mais ces produits occupèrent dans l'alimentation du plus grand nombre une place aussi négligeable que les fruits de l'Orient importés d'Arabie, *via* Harar, uniquement vers les centres spécifiquement islamiques : citrons (*Citrus limonium*), banane (*Musa paradisiaca*) et pêche (*Prunus persica vulgaris*). Par la suite en revanche, certaines plantes du Nouveau Monde amenées de l'Amérique vers l'Afrique à l'époque postcolombienne, vraisemblablement par les Portugais, devinrent essentielles, notamment le piment rouge (*Capsicum conicum*), le maïs (*Zea mays*) et le tabac (*Nicotiana tabacum*). Il est même difficile de nos jours d'imaginer que l'Éthiopie méridionale a pu s'en passer, alors que le potiron (*Cucurbita maxima*), la patate douce (*Ipomoea batatas*), la pomme de terre (*Solanum tuberosum*) et la tomate (*Solanum lycopersicum*) eurent moins de succès[77].

Encore aujourd'hui, les techniques utilisées par les descendants des artisans venus du Nord portent la marque de l'impulsion qu'ils donnèrent à ce secteur : tissage sur métier à pédales (associé à la culture du coton), travail de l'or et de l'argent avec des instruments perfectionnés (les pierres étaient utilisées pour le travail de la forge et le sont toujours), utilisation de l'aiguille dans le travail du cuir et, enfin, application de techniques d'ébénisterie pour la fabrication de panneaux de portes, de plats et de grands bols en bois. Le tournage du bois, ou même l'emploi de tours pour tout métier artisanal, par exemple la poterie, était inconnu aussi bien dans le Nord que dans le Sud jusqu'à une date récente. Enfin, il faut citer le cheval, encore qu'il fût sans importance économique, étant utilisé uniquement pour le combat et comme symbole de prestige.

Penchons-nous maintenant sur l'influence du christianisme : était-il vraiment assez fort pour exercer un effet permanent sur le Sud et créer des motivations durables, ou s'agissait-il de structures éphémères appelées à disparaître après le départ de l'empereur et de ses troupes, de l'évêque et des missionnaires ? De nos jours encore, il est aisé de constater la force de son impact culturel, ses vestiges se rencontrant jusqu'aux frontières du Kenya et du Soudan si ce n'est au-delà. Indépendamment de ses manifestations extérieures tangibles, le christianisme eut une influence considérable sur le

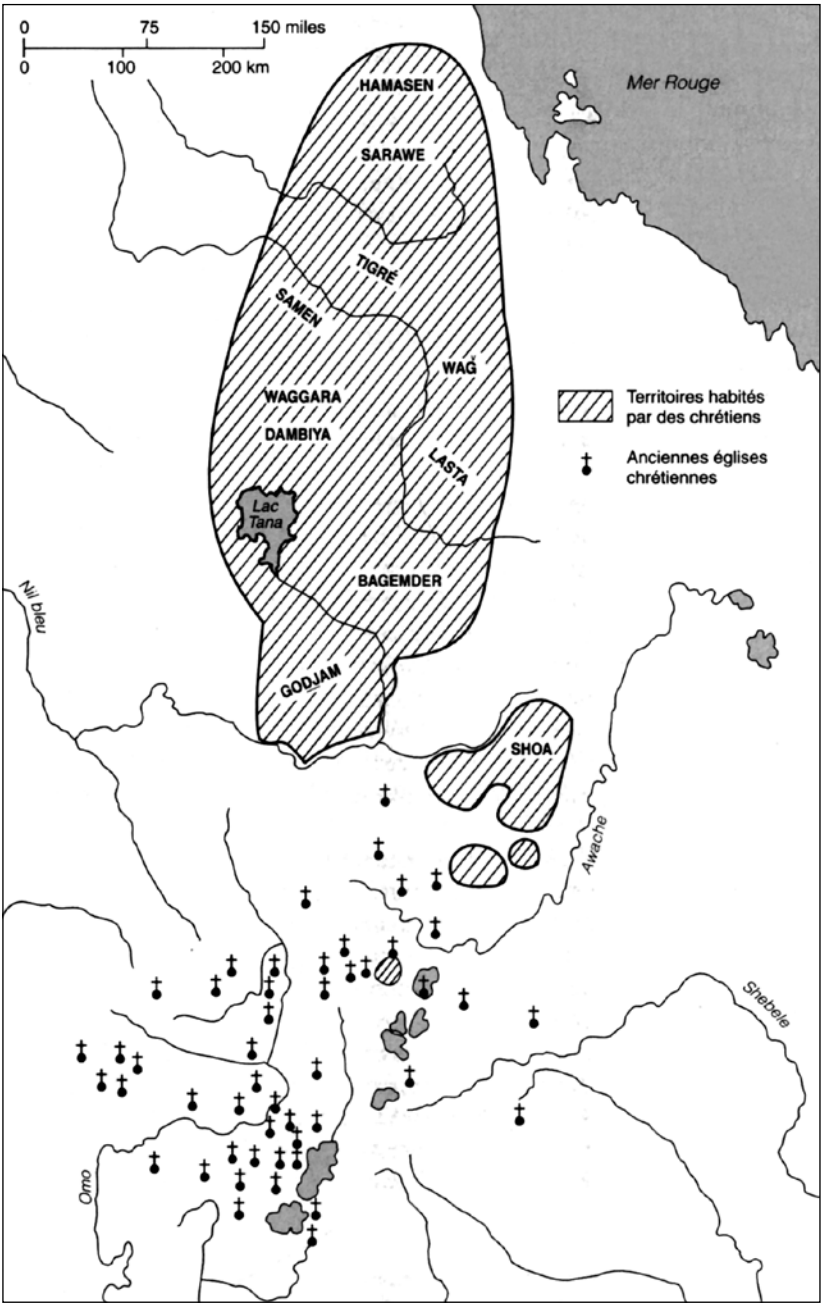
77. W. Kuls, 1958, p. 32 ; H. Straube, 1963, p. 26 et 288.

système moral des diverses cultures populaires, sur les us et coutumes et sur la vie spirituelle en général. Ce type de transformation ne s'observe souvent qu'avec beaucoup de difficulté.

Les monuments chrétiens les plus frappants de cette région, nullement riches en ouvrages durables, sont les nombreux bosquets sacrés que l'on trouve surtout sur les collines et les sommets des montagnes pour marquer les sites d'anciennes églises chrétiennes, comme leurs noms l'indiquent: *Kitosa* (Christ), *Mairamo* (Marie) ou *Gergisa* (Georges). Une enquête réalisée par l'auteur montre que le sud-ouest du pays était autrefois parsemé d'une multitude d'églises chrétiennes. En raison du caractère périssable des matériaux utilisés pour leur construction, elles ont toutes disparu, mais leur emplacement est toujours considéré comme sacré et les descendants des anciens prêtres chrétiens, devenus membres de clans non chrétiens, continuent de sacrifier au dieu du ciel et au dieu de la création, et de célébrer des cérémonies qui sont des variantes du sacrifice de la messe. Pendant les siècles turbulents qui suivirent l'implantation de la mission chrétienne en Éthiopie méridionale, les nouvelles générations de prêtres ne purent aller dans le Nord se faire ordonner par l'unique évêque éthiopien, l'*abuna*. L'expansion des Oromo constitua un obstacle infranchissable entre l'empire du Nord et les territoires coloniaux du Sud-Ouest, et progressivement le Sud se trouva complètement isolé.

On n'a pas encore fait de recherches approfondies pour savoir dans quelle mesure le christianisme en tant qu'entité religieuse et non comme simple somme de rites a influencé l'essence réelle de l'éthique religieuse de l'Éthiopie du Sud. Il n'y a pas eu non plus d'étude vraiment satisfaisante sur la représentation que le christianisme éthiopien a de lui-même. Il ne s'agit pas du dogme officiel qui a inspiré suffisamment d'écrits, mais de l'idée que les paysans et le clergé de campagne se faisaient de leur foi. Il faudrait également étudier la question du rôle exceptionnellement important de Marie, qui fait passer Jésus-Christ presque (sinon tout à fait) à l'arrière-plan. Dans le nord comme dans le sud de l'Éthiopie, Marie est une divinité secourable et miséricordieuse, particulièrement bien disposée à l'égard de la gent féminine.

En ce qui concerne les formes extérieures de cette religion, un nombre étonnant de vestiges des lois et cérémonies chrétiennes avaient survécu dans le Sud jusqu'à ce que l'Église orthodoxe éthiopienne reprenne l'activité missionnaire. L'observance de certains jours de jeûne (sinon de tous les mercredis et vendredis comme dans le Nord), c'est-à-dire de l'abstention de toutes sortes de nourritures jusqu'au milieu de la journée, puis de toute nourriture animale (y compris le lait, le beurre et les œufs) jusqu'à minuit, a survécu, de même que celle du sabbat, consistant par exemple en l'interdiction de tous travaux agricoles, du moins aux successeurs des anciens prêtres chrétiens. La semaine chrétienne a été conservée et c'est elle qui règle la fréquence des marchés (à l'origine, la semaine était de quatre jours dans le Sud). Le dimanche chrétien est maintenant un jour de congé public, pendant lequel les *kesiga* (successeurs des prêtres chrétiens) réunissent la communauté et, au



24.11. La chrétienté dans l'Afrique du Nord-Est vers 1700 (d'après E. Haberland).

cours d'un rituel tronqué, invoquent Dieu, le Christ et Marie, font le signe de la croix, brûlent des céréales à la place de l'encens et utilisent tout vestige disponible des pompes chrétiennes. Parmi les grandes fêtes chrétiennes qui ne sont pas tombées dans l'oubli, la fête de la Sainte Coix (27 septembre), devenue celle du Nouvel An, donne lieu à l'exorcisme des démons et à un grand festival populaire exubérant au cours duquel chacun reçoit en cadeau de la viande et de nouveaux habits. Noël et l'Épiphanie, si importants dans le Nord, ne sont célébrés que par quelques groupes dans le Sud. Le jour de Pâques, chose remarquable, est devenu celui de la grande chasse rituelle.

CHAPITRE 25

La côte orientale de l'Afrique

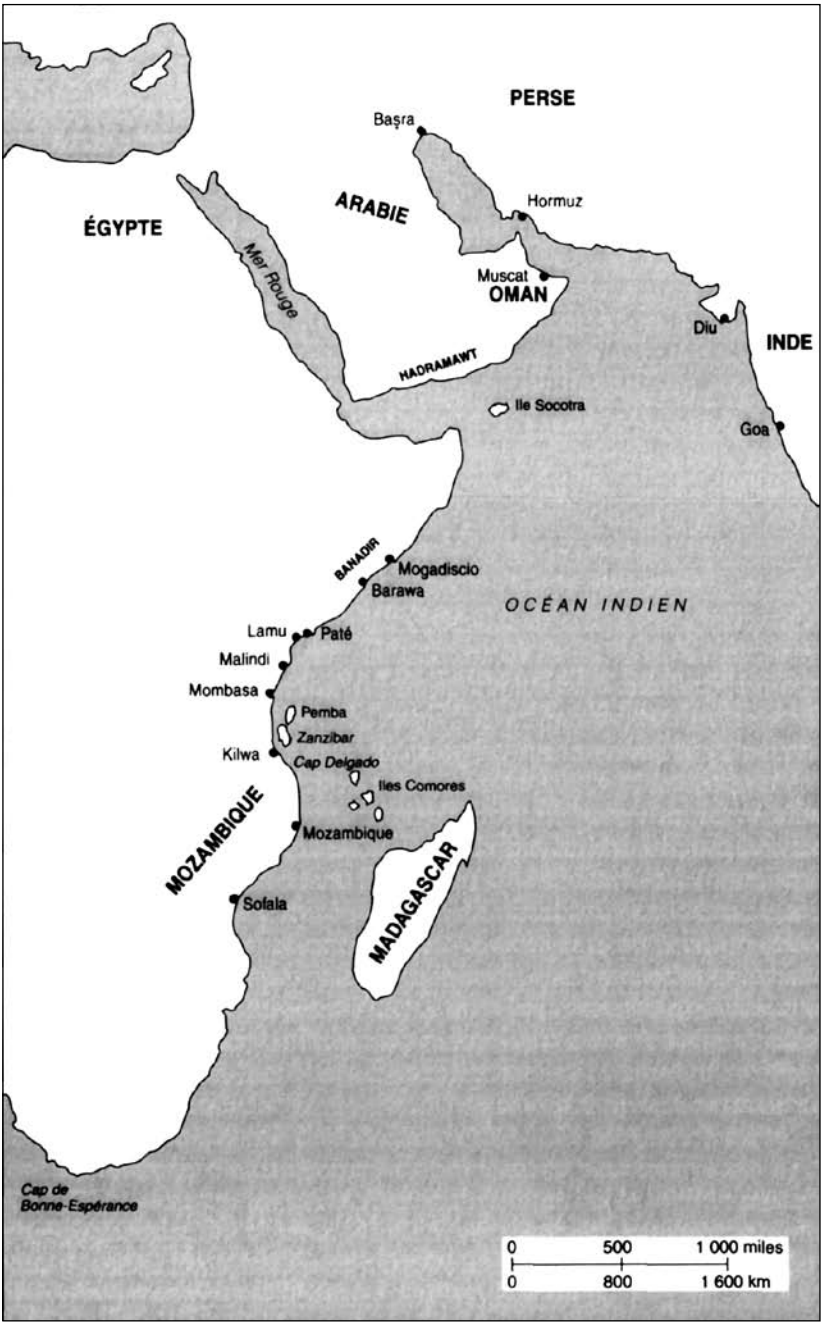
A. I. Salim

La période qui s'étend du XVIe au XVIIIe siècle s'ouvre par l'arrivée des Portugais[1] au large de la côte orientale de l'Afrique et prend fin avec les tentatives des Arabes omani pour établir une espèce d'hégémonie sur le littoral. Entre ces deux grandes dates de leur histoire, les villes et les peuples de la côte ont connu des changements importants, voire radicaux, sur les plans économique, social et politique. Certaines villes qui avaient atteint au faîte de la grandeur ont périclité, d'autres sont passées de l'obscurité à la gloire, beaucoup ont disparu à jamais et rares sont celles qui ont traversé toute cette période en conservant sans cesse leur importance. Les vicissitudes de leur histoire peuvent être attribuées à bien des facteurs, l'intervention portugaise, si importante soit-elle, n'étant qu'un élément parmi d'autres.

La côte au début du XVIe siècle

En 1500, la côte connaissait encore un âge d'or. Les ruines qui subsistent et les vestiges de la culture matérielle qui remontent aux XVe et XVIe siècles en témoignent. Elles étaient prospères, ces villes construites en pierre, de plus en plus peuplées, « avec leur système sanitaire perfectionné et leurs cours étroites ; les perles de verre y étaient très prisées et la porcelaine était d'usage courant[2] ».

1. Pour les sources originales portugaises, qui sont nombreuses, consulter C. R. Boxer et C. de Azevedo, 1960 ; R. Oliver et G. Mathew, 1963 ; E. B. Martin, 1973 ; E. A. Alpers, 1975*a*.
2. G. Mathew, 1963, p. 121-122.



25.1. Le bassin occidental de l'océan Indien (d'après A. I. Salim)

C'est là une impression générale. Un examen plus approfondi révélerait divers degrés de bien-être économique et matériel. À la veille de l'intervention portugaise, Kilwa, si elle ne déclinait pas encore, cessa de se développer comme au XVe siècle[3] où son essor avait été dû en grande partie au monopole du commerce de l'or de Sofala qu'elle détenait, après l'avoir arraché à Mogadiscio à la fin du XIIIe siècle ou au début du XIVe. Avant l'arrivée des Portugais, le commerce de Kilwa avait été tourné vers la mer plutôt que vers le continent. Il n'existe aucun document ou vestige archéologique indiquant que Kilwa Kisiwani eût été reliée par des routes commerciales terrestres au sud de la Zambézie, où se trouvaient des mines d'or[4].

Il semble qu'avant l'arrivée des Portugais, cet État insulaire n'ait pas fait d'autre commerce avec le continent que celui des denrées alimentaires. À la fin du XVe siècle, Kilwa avait perdu le contrôle de Sofala. D'un point de vue politique, son influence diminuait aussi sur la côte Nord dont elle avait grand besoin pour son commerce. La succession rapide de ses souverains — treize en un peu plus d'un demi-siècle, entre 1442 et 1498 — traduisait un malaise politique intérieur qui minait sa puissance et sa vitalité, cependant que ses mauvaises relations avec Zanzibar reflétaient une faiblesse chronique des villes swahili: des dissensions internes favorisaient l'intervention de forces extérieures. Ce phénomène devait se reproduire bien souvent dans d'autres villes de la côte, facilitant notamment l'intervention et l'hégémonie portugaises et, plus tard, omani.

En 1454, Zanzibar tentait d'installer son candidat sur le trône de Kilwa. Au début du XVIe siècle, Zanzibar n'était cependant pas, politiquement ou économiquement parlant, une des principales villes de la côte. L'île de Zanzibar était elle-même divisée en cinq territoires au moins dont chacun avait son chef. Mombasa, en revanche, qui s'était considérablement développée, comptait en 1500, avec Kilwa et Malindi, parmi les cités-États de première grandeur. Ibn Baṭṭūṭa avait rapporté, en 1331, qu'elle ne s'étendait pas sur le continent et qu'il n'y poussait pas de céréales, bien qu'on y cultivât des bananes et des agrumes. Mais lorsque Vasco de Gama la visita en 1498, elle était devenue « une grande cité commerçante aux boutiques nombreuses[5] ». Ses marchands jouaient un rôle important dans le commerce de la côte méridionale jusqu'à Angoche. La ville, située sur une île, avait également établi des relations commerciales avec son arrière-pays: elle en tirait du miel, de la cire et de l'ivoire. Ce commerce explique peut-être l'essor remarquable et soudain de Mombasa qui, à l'arrivée des Portugais, était « la cité-État la plus puissante de la côte[6] ».

Malindi, la grande rivale de Mombasa, était elle aussi une ville prospère au début du XVIe siècle. Son commerce était fondé principalement sur l'exportation de l'ivoire et accessoirement de produits tels que l'or de Sofala, la cire d'abeille, l'ambre gris et le copal. Contrairement à la plupart des autres centres de peuplement de la région, Malindi possédait, même au XVIe siècle, de vastes

3. *Ibid*., p. 124.
4. E. A. Alpers, 1975*a*, p. 41.
5. Cité par E. B. Martin, 1973, p. 31.
6. E. A. Alpers, 1975*a*, p. 45.

plantations où des esclaves cultivaient du riz et du millet[7]. Les premiers Portugais qui la visitèrent furent impressionnés par la grande variété et la qualité des fruits, des légumes et des viandes qu'on y trouvait, ainsi que par la disposition de la ville. Cela fut peut-être une des principales raisons pour lesquelles ils établirent avec elle de si bonnes relations; en effet, leurs navires étaient ainsi assurés d'un approvisionnement régulier en eau et en vivres.

Plus au nord, l'archipel de Lamu était morcelé en petits sultanats — il en existait même trois sur une seule île: Paté, Siyu et Faza. En conflit quasi permanent, ils ne purent faire front commun contre le nouvel envahisseur portugais. Au début du XVIe siècle, Lamu n'avait pas encore atteint l'époque de sa plus grande prospérité, alors que sa voisine, Manda, avait connu son apogée longtemps auparavant, à la fin du IXe siècle. La ville de Lamu existait déjà, à l'endroit qu'elle occupe actuellement, au milieu du XIVe siècle et comme Kilwa, elle fut probablement fondée par des immigrants venus de la partie moyen-orientale de l'empire musulman[8].

Outre ces importants centres commerciaux, il y avait une myriade de petites agglomérations qui subissaient souvent l'influence de l'une ou l'autre des grandes cités-États. Ainsi, les îles Mafia dépendaient dans une certaine mesure de Kilwa, et Mtangata et Vumba de Mombasa. Les grandes villes étaient plutôt tournées vers le commerce maritime international, tandis que les petites vivaient davantage de l'agriculture et de la pêche. Le nombre des centres de peuplement créés sur la côte orientale de l'Afrique, entre la côte de Banadir et les bouches du Zambèze, du IXe au XXe siècle, a été estimé à 173[9]. Sans prétendre être définitive ou rigoureusement exacte, cette estimation donne une idée des tendances et de l'évolution générales. Elle confirme que la période allant du XIIIe au XVIe siècle, où ces centres proliférèrent (plus d'une centaine furent créés), constitue bien l'« âge d'or » de la côte.

Il est plus difficile d'évaluer la superficie de ces agglomérations et le nombre de leurs habitants mais, dans certains cas, nous disposons de renseignements qui nous facilitent la tâche. Il semble, par exemple, que Malindi ait occupé à l'époque une superficie moindre qu'aujourd'hui, la ville fortifiée ne pouvait s'étendre sur plus de 600 mètres du nord au sud, le long du rivage, et sur plus de 240 mètres du littoral vers l'intérieur des terres[10]. Sa population en 1498, calculée sur la base de 1 000 maisons de pierre occupées, est estimée à environ 3 500 habitants[11]. Ce chiffre ne comprend évidemment pas la main-d'œuvre qui travaillait dans les plantations de la ville et qui vivait probablement dans des huttes faites en pisé, ni les citoyens les plus pauvres. Les chiffres avancés ne peuvent donc être que très approximatifs, voire hypothétiques. Mombasa et Lamu sont les villes aux constructions en pierre

7. E. B. Martin, 1973, p. 30. Rien dans les sources portugaises n'indique qu'il y ait eu une réelle traite des esclaves au sud de la côte de Somalie pendant la présence des Portugais. Vespucci, sur qui Martin s'appuie pour établir qu'il y avait des esclaves à Malindi, affirme qu'ils étaient originaires de Guinée.
8. J. de V. Allen, 1981, p. 1; E. A. Alpers, 1975*a*, p. 40.
9. *Ibid*., p. 320-321.
10. E. B. Martin, 1973, p. 19-20.
11. *Ibid*., p. 28. Vasco de Gama évaluait, en 1502, la population de Kilwa à 12 000 habitants.

qui ont survécu le plus longtemps, et ce sans interruption, alors que toutes les autres ont connu des éclipses temporaires ou ont disparu[12].

La fragmentation politique de la côte était assez largement compensée par l'homogénéité religieuse et culturelle qui existait dès le début du XVIe siècle. La juxtaposition ou le mélange, selon des proportions variables, d'ethnies africaines, arabes et shīrāzī aboutit à la constitution d'un nouveau groupe culturel qui devait recevoir par la suite le nom de Swahili, ou peuple de la côte. Bien entendu, les Swahili n'adoptèrent ce nom générique que plus tard. En ce temps-là, ils formaient simplement des groupes urbains dont les élites et les familles dirigeantes, bien qu'issues de mélanges ethniques, s'attribuaient souvent pour des raisons de prestige une origine arabe ou shīrāzī contestable, ou prenaient des noms qui faisaient référence aux régions de la côte dont elles étaient originaires, tels les Wachangamwe, les Wafaza, les Wapate, etc.[13].

Si la côte était morcelée du point de vue politique et si ses habitants appartenaient à différents groupes d'allégeances locales diverses, certains facteurs de leur évolution contribuèrent toutefois à donner à l'ensemble de ces peuples une culture à peu près homogène. Au premier rang de ces facteurs figuraient les éléments africains qui leur étaient communs, notamment le kiswahili qui allait bientôt devenir la langue véhiculaire des peuples de la côte. L'islam et, dans une moindre mesure, l'influence arabe jouèrent également un rôle important, encore que cette dernière n'ait prévalu qu'au XIXe siècle. L'introduction d'éléments arabes et d'éléments shīrāzī dans une société essentiellement africaine, bantu très probablement, a certainement contribué à la différenciation ethnique puis culturelle, avec l'essor de l'islam, des peuples de la côte.

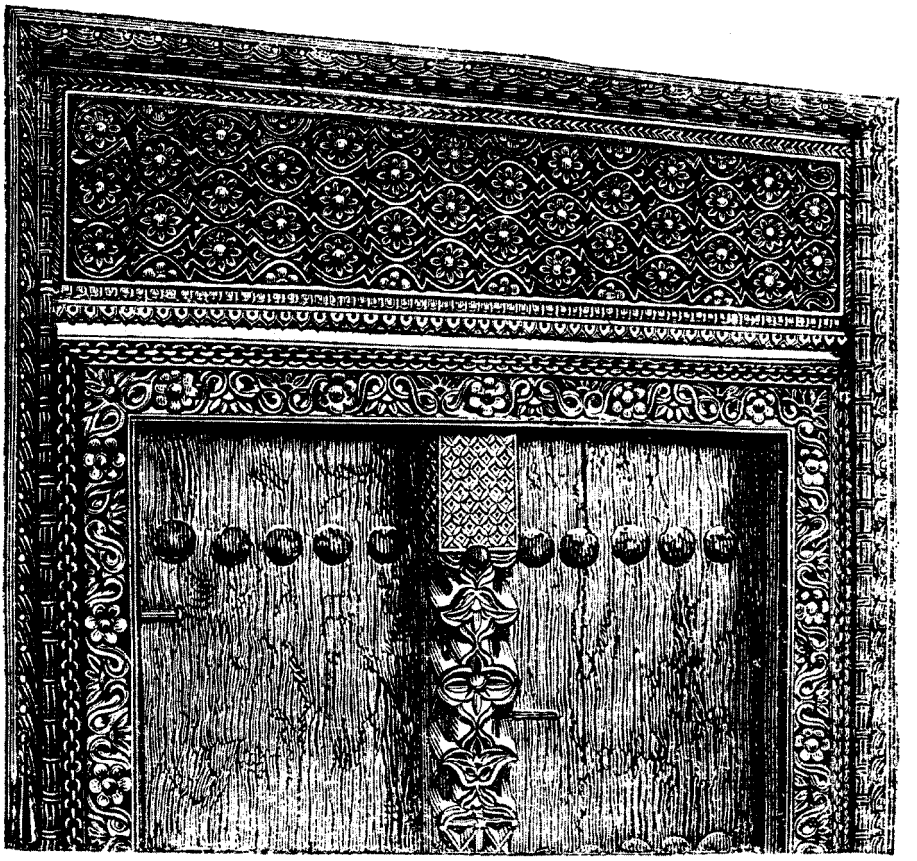
La culture islamique a incontestablement exercé une influence profonde dans cette région. Voilà ce qu'en dit J. de V. Allen : « L'introduction de l'islam a eu sur la culture swahili un effet profond et durable. Elle a certainement donné au concept d'urbanisation toute une série de dimensions nouvelles, culturelles et religieuses ; les habitants des villes, ou du moins une partie d'entre eux, se sont dès lors distingués des autres par un certain nombre de caractéristiques, dont leur religion, […] sans d'ailleurs que l'influence de l'islam se limite au domaine religieux. Entre les Xe et XVe siècles ou le début du XVIe, la philosophie, les sciences, les techniques, notamment celles de l'architecture, et la civilisation en général avaient atteint dans le monde musulman un degré de perfection inégalé dans le monde. La côte swahili se trouvait maintenant pour ainsi dire branchée, fût-ce de façon précaire et intermittente, sur cette source profuse de créativité intellectuelle ; elle recevait périodiquement la visite de lettrés comme Ibn Baṭṭūṭa, d'artisans, d'artistes et de beaucoup d'autres qui contribuèrent à l'essor de la culture swahili[14]. »

En fait, la culture swahili est une modalité régionale de la culture musulmane, régionale parce que marquée par la culture propre de l'Afrique orien-

12. J. de V. Allen, 1974.
13. Voir, par exemple, F. J. Berg, 1968, p. 35-36, et 1971.
14. J. de V. Allen, 1976*c*, p. 17-18.

tale, qu'elle a dans une large mesure assimilée. Le kiswahili, devenu la langue véhiculaire des peuples de la côte, constitue, bien qu'il ait emprunté à l'arabe un grand nombre de mots au cours des siècles, le principal des apports africains à la culture swahili. Il en est d'autres, non négligeables, parmi lesquels on peut citer les rituels pratiqués à l'occasion des naissances, des mariages, des funérailles et de l'investiture des chefs, la croyance aux esprits, les danses traditionnelles. La culture swahili résulte « de la fusion dans le creuset que constituait le milieu urbain des valeurs et des coutumes de plusieurs peuples originaires tant d'Afrique que d'autres régions en bordure de l'océan Indien[15] ».

Certaines villes de la côte connaissaient, au début du XVIe siècle, une opulence particulièrement remarquable. Les dirigeants habitaient des palais et les membres de l'élite des maisons de pierre, souvent à plusieurs étages, construites autour de cours centrales. « Les demeures les plus riches étaient



25.2. Porte sculptée, Zanzibar.
[*Source :* D. Livingstone, *Last journals*, Londres, John Murray, 1874, vol, I, p. 30. © Royal Commonwealth Society Library.]

15. *Ibid.*

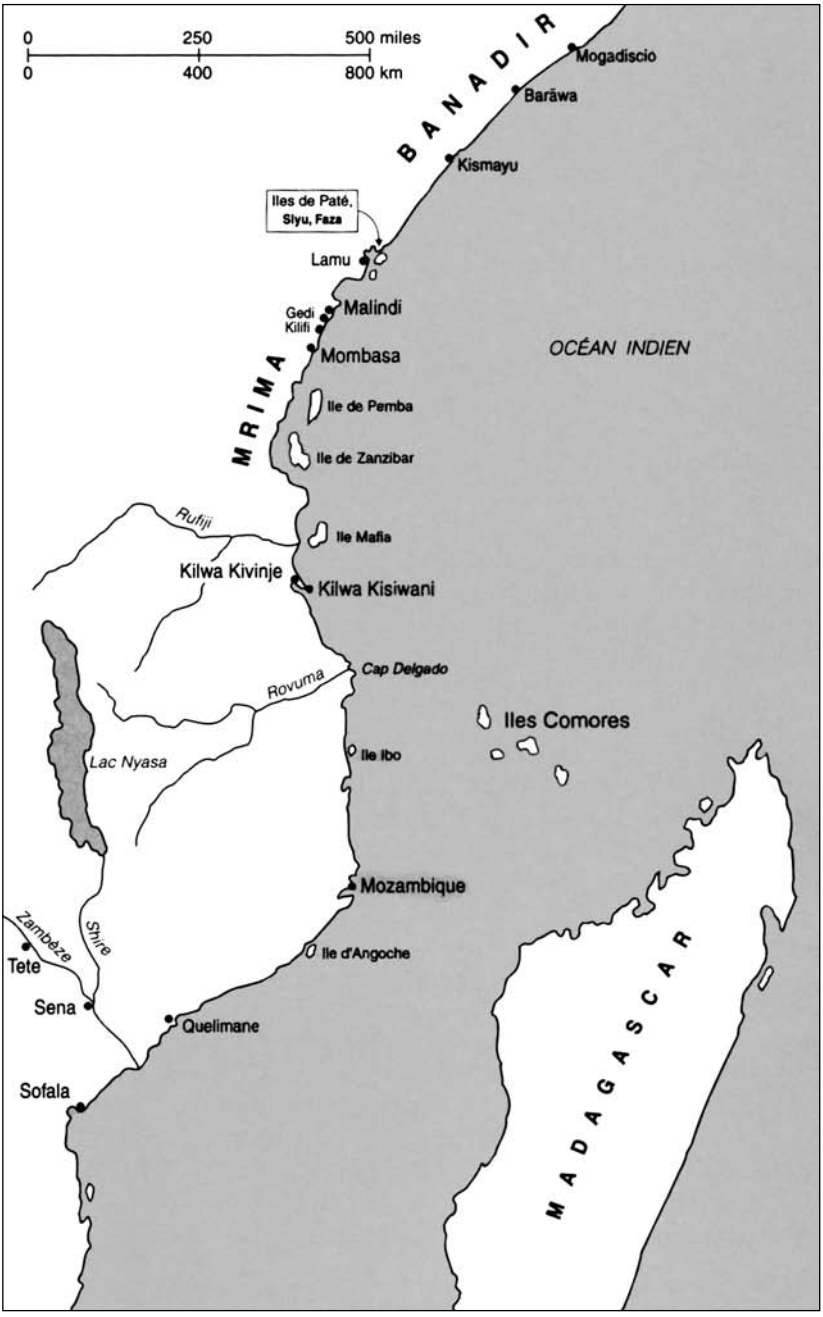
ornées de ces portes en bois délicatement sculptées qui constituaient l'une des plus insignes caractéristiques de l'ancienne culture swahili[16] ». Les objets de luxe importés dont les citadins se servaient reflétaient leur haut niveau de vie : tissus de damas, de soie et de satin, objets en cuivre, porcelaines de Chine, récipients de verre et perles de verre du Moyen-Orient. Les marchands de Kilwa, de Malindi et de Mombasa poussaient aussi loin à l'est que Malacca pour vendre les produits de l'Afrique orientale — or ivoire, copal, ambre gris — et en rapporter des tissus de coton, de soie et de satin qui étaient ensuite expédiés vers les divers centres de peuplement de la côte, reliés entre eux par un vaste réseau d'échanges commerciaux. Cependant, tout le monde ne vivait certainement pas dans le luxe. En contraste avec l'infime minorité de riches qui habitaient dans de hautes maisons de pierre, une majorité de pauvres et d'esclaves logeait dans les huttes de pisé que l'on trouvait très probablement à l'intérieur et à l'extérieur de chaque ville.

Ces villes étaient peuplées en majorité par des Africains et par quelques Arabes, dont les rangs grossirent toutefois sensiblement aux XVIIIe et XIXe siècles. On y trouvait aussi des métis, dont le nombre devait aller sans cesse croissant. Même si les dirigeants portaient légitimement le nom de dynasties arabes (al-Nabhāni, al-Mahdalī, al-Bā-ʿAlawī), tous sans exception étaient des métis ou, souvent, des Noirs[17]. La couleur de la peau n'avait pas d'importance sociale ou politique. Ce qui comptait, c'était l'*ukoo* (la lignée) ; c'est elle qui constituait le critère distinctif, déterminait l'appartenance de chacun à la société et la place qu'il y occupait, et donc son statut social.

L'intrusion des Portugais

Comme leurs voisins espagnols de la péninsule ibérique, les Portugais ont entrepris leurs grands voyages de « découverte » alors que les batailles contre les musulmans étaient encore présentes dans toutes les mémoires. Les Espagnols ne chassèrent les derniers infidèles de la péninsule qu'en 1492, cinq ans seulement avant que Vasco de Gama n'atteigne la côte orientale de l'Afrique. Par leurs expéditions, les Portugais cherchaient à prendre l'islam à revers sur les plans commercial, politique, militaire et religieux, c'est-à-dire à briser le monopole mamluk (puis ottoman) sur les itinéraires commerciaux vers l'Asie et la Chine, à s'allier avec d'autres chrétiens pour mettre un terme à la domination musulmane partout où elle s'exerçait et, en définitive, à s'emparer des territoires musulmans puisque les non-chrétiens étaient censés n'avoir aucun droit à la propriété. Les papes Martin (1417-1431) et Nicolas (1452) avaient adressé leurs bulles aux souverains espagnols et portugais car ils étaient persuadés que les expéditions serviraient aussi la chrétienté.

16. C. R. Boxer et C. de Azevedo, 1960, p. 16.
17. G. S. P. Freeman-Grenville, 1963, p. 143.



25.3. La côte de l'Afrique orientale (d'après A. I. Salim).

L'instigateur du plan portugais visant à prendre les musulmans à revers, le prince Henri, était aussi Grand Maître de l'Ordre du Christ, sous la bannière duquel il avait combattu les musulmans au Maroc au début du XVe siècle. À la faveur de leurs expéditions maghrébines, les Portugais avaient notamment appris que les Arabes avaient poussé par la mer jusqu'en Afrique orientale ; on pouvait donc contourner l'Afrique, y mettre les musulmans en échec et les supplanter dans l'exercice du commerce[18].

Aussi, une série d'expéditions fut-elle mise sur pied. En janvier 1498, la flotte de Vasco de Gama atteignit la pointe méridionale de la côte swahili, à l'embouchure du fleuve Quelimane, où se trouvait, pensait-on, une colonie de peuplement afro-arabe qui entretenait des relations avec les territoires convoités de l'Est. Ces présomptions se trouvèrent confirmées lorsque les Portugais arrivèrent devant l'île de Mozambique, où ils apprirent que la ville était tombée sous l'influence de Kilwa. Le *shaykh* richement vêtu leur fit bon accueil, jusqu'au moment où il découvrit qu'ils n'étaient pas musulmans. La suspicion qui s'installa de part et d'autre ne tarda pas à dégénérer, conduisant aux premières escarmouches entre Portugais et musulmans de la côte. Les vents ayant été contraires, Vasco de Gama ne vit pas Kilwa lors de ce voyage. Il fut mal reçu à Mombasa, où l'on était déjà informé du comportement des Portugais à Mozambique. En revanche, le *shaykh* de Malindi l'accueillit à bras ouverts : était-ce la volonté, dictée par la sagesse, de se concilier un allié puissant contre Mombasa, ou la manifestation d'une realpolitik non moins sage, guidée par l'instinct de conservation ? Toujours est-il que les deux parties restèrent longtemps fidèles à cette alliance. C'est ainsi que le *shaykh* de Malindi s'appropria Mombasa avec l'aide des Portugais à la fin du XVIe siècle et qu'il envoya à bord d'un des vaisseaux portugais de retour des Indes l'un de ses sujets comme ambassadeur au Portugal[19].

Ce premier voyage de Vasco de Gama fut un succès puisqu'il lui permit d'atteindre les Indes. En ce qui concerne la côte swahili, il fournit aux Portugais de précieux renseignements sur le commerce musulman ; les escales de Mozambique, de Mombasa et de Malindi leur firent découvrir la richesse des villes swahili qui les impressionna. Ce voyage, qui avait surtout un caractère de reconnaissance, en annonçait d'autres. En 1501, les Portugais purent se faire une idée de l'importance de Kilwa et de son commerce, mais ils ne réussirent pas à convaincre le *shaykh* Ibrāhīm de collaborer avec eux pour établir un comptoir à Sofala. Ils comprirent que seule la force pourrait le faire changer d'avis.

C'est donc à elle qu'ils eurent recours l'année suivante : « accompagnés de salves incessantes qui devaient répandre la terreur et démoraliser la population[20] », les vaisseaux de Vasco de Gama entrèrent dans le port de Kilwa. Menacé de voir sa ville détruite, Ibrāhīm dut accepter de payer un

18. J. Strandes, 1968, p. 2.
19. *Ibid*., p. 28.
20. *Ibid*., p. 40.

tribut annuel et de devenir le vassal du roi du Portugal[21]. En 1503, Ruy Lourenço Ravasco se livra sans vergogne au pillage et à la piraterie à Zanzibar et dans les environs, s'emparant d'un butin considérable (céréales, ivoire et argent) à bord des navires qui croisaient dans les parages avant de débarquer à Zanzibar et d'imposer un tribut par la force. En 1505, sous prétexte que la ville n'avait pas versé le tribut à temps ni hissé le drapeau portugais en signe d'allégeance, dom Francisco de Almeida, futur vice-roi des Indes, attaqua Kilwa. Exploitant les rivalités et les intrigues des diverses factions, il installa au pouvoir un vieil homme acquis aux Portugais, Muḥammad Ankoni, et fit payer à la ville la construction du premier fort portugais de la côte swahili.

Mombasa avait déjà manifesté son hostilité à Vasco de Gama en 1498. Rien d'étonnant, donc, à ce qu'en y arrivant, le 13 août 1505, la flotte de De Almeida ait été accueillie par les boulets d'un canon récupéré sur une épave portugaise. Si l'un des navires du Portugais, faisant mouche, réussit à le faire taire, le roi de Mombasa et son peuple n'en opposèrent pas moins une farouche résistance. Répondant courageusement par une grêle de pierres et de flèches au tir des arbalètes et des mousquets portugais, les habitants de Mombasa, soutenus par des centaines d'alliés africains, défendirent pied à pied chaque ruelle jusqu'au palais du roi. Mais celui-ci dut finalement se rendre sous l'assaut des Portugais qui avaient cerné son palais. La ville fut mise à sac et brûlée avant le départ de la flotte ; de Almeida n'y laissa aucune garnison. Il semble, comme le note Strandes[22], que les Portugais voulaient briser la puissance et détruire la prospérité de Mombasa pour accroître celles de Kilwa, qui allait devenir leur place forte.

L'année suivante, en 1506, Hoja (ou Oja), que l'on pense être Ungwana et qui entretenait alors des relations avec l'Égypte des Mamluk, décida de se soumettre plutôt que de subir le même sort. Mais Brava (Barāwa) résista avec acharnement avant d'être vaincue par une armée portugaise d'un millier d'hommes et sauvagement pillée. Les pertes des deux camps furent, d'après la chronique, les plus lourdes de toutes celles que les Portugais avaient provoquées à cette date sur la côte swahili.

Signe du caractère délibérément punitif et destructeur des interventions portugaises, Mombasa fut à nouveau attaquée et occupée pendant quatre mois environ en 1528. Comme ils n'avaient pas de plan à long terme pour la ville et ne savaient qu'en faire (le roi de Malindi n'était guère tenté de la faire sienne), ils la rasèrent une nouvelle fois avant de partir. Cette brève occupation, qui aboutit à la destruction de la ville, ne valut à l'expédition portugaise que la mort de bon nombre de ses hommes, tués dans les combats et par les maladies[23].

Seize ans auparavant, les Portugais avaient dû abandonner leur fort de Kilwa. Ils s'étaient laissé entraîner dans les conflits internes qui s'étaient

21. *Ibid.*, p. 43.
22. *Ibid.*, p. 64.
23. *Ibid.*, p. 110.

ouverts à la mort d'Ankoni pour la succession de ce dernier. Ils s'étaient aperçus que, pour élevé que fût le chiffre fixé, il y avait des limites au tribut que la ville pouvait payer et que celui-ci suffisait à peine à couvrir le coût de l'entretien d'une garnison. Alors qu'ils avaient espéré accaparer le commerce de l'or de Sofala, qui avait permis à la ville et à d'autres régions de la côte de s'enrichir, ils ne réussirent qu'à le désorganiser par des interventions maladroites et des réglementations commerciales. En 1506, décimée par la maladie, la garnison de Sofala n'était plus opérationnelle. En 1512, celle de Kilwa fut transférée aux Indes.

La situation commerciale de Kilwa s'améliora considérablement après le départ des Portugais, bien que le chef de la ville demeurât en droit le vassal de la Couronne portugaise. La structure de ses échanges subit une intéressante modification. Les marchands de Kilwa évitèrent désormais Sofala, qui dépendait des Portugais, et, de même que ceux de Mombasa et de Malindi, ils s'efforcèrent de nouer des relations plus étroites avec la côte d'Angoche, au sud de Mozambique, qui elle-même entretenait depuis longtemps des relations commerciales avec l'arrière-pays formé par le bassin du Zambèze. Leur but semble avoir été d'affaiblir la domination des Portugais sur Sofala et c'est pour maintenir cette domination que ces derniers, s'aventurant à l'intérieur des terres, s'établirent à Sena et à Tete.

Kilwa, qui ne disposait guère de produits locaux d'exportation, avait jusque-là dépendu dans une large mesure du commerce de l'or et de l'ivoire que ses marchands allaient chercher au Zimbabwe et qui transitaient, dans une large mesure, par Sofala[24]. Quand cette ville lui fut arrachée, Kilwa dut établir des relations commerciales avec l'intérieur du continent et l'ivoire devint son principal produit d'exportation. Lorsque, après 1530, les Portugais privèrent en fait Kilwa de tout accès à l'or du Zimbabwe, les marchands musulmans de Kilwa s'efforcèrent d'accroître le commerce de l'ivoire, jusque-là négligeable, avec l'arrière-pays de la ville[25]. Cette réorganisation du commerce coïncida avec l'expansion des Maravi et des Yao. Le conflit qui opposait deux chefs des Maravi, le *Kalonga* et son subordonné en droit, le *Lundu*, devait avoir pour effet de rendre indépendants les Zimba qui, comme nous le verrons, portèrent à Kilwa un coup fatal à la fin du XVI[e] siècle.

On peut conclure que les Portugais n'ont pas eu de politique claire d'occupation ou d'administration sur la côte swahili. Ils n'avaient que le désir mercenaire de dominer, sinon d'accaparer, tout le commerce. Encore cet objectif ne fut-il que partiellement atteint. Leur présence sur la côte étant très limitée (Kilwa une fois évacuée, les Portugais, un quart de siècle après leur arrivée, n'étaient plus présents qu'à Mozambique et à Malindi), les villes swahili ont réussi à conserver une activité commerciale tout à fait réelle. Ainsi, les navires venant de Cambay leur apportaient diverses

24. E. A. Alpers, 1975*a*, p. 46.
25. *Ibid.*

marchandises, dont du coton et des perles, qui étaient ensuite transportées par les flottes locales de Mogadiscio, Brava, Paté, Lamu et Mombasa et échangées dans le Sud, notamment dans la région de Sofala[26]. Les mesures prises pour mettre un terme à ce commerce de contrebande furent appliquées sans zèle ni succès.

On a souvent dit qu'au-delà de la côte est de l'Afrique, c'est à l'Orient que les Portugais se sont toujours intéressés véritablement. Cet argument est parfois invoqué pour expliquer l'échec de l'implantation portugaise sur cette partie du littoral africain. La côte swahili était donc considérée comme un appendice de l'*Estado da India* (l'État des Indes) dont Goa, résidence du vice-roi portugais, était le centre. Les Portugais nommèrent cependant un « capitaine de la mer de Malindi » qui, en l'absence d'une occupation effective, devait patrouiller sur la côte orientale de l'Afrique avec les quelques bâtiments mis à sa disposition, délivrer des licences (*carataze*) aux vaisseaux et administrer le comptoir de commerce portugais de Malindi. La fondation de ce comptoir prouve que les Portugais s'intéressaient au commerce africain. Le comptoir importait des Indes du coton et des perles notamment, qui étaient échangés contre des produits régionaux comme le copal, l'ambre gris, l'ivoire et la fibre de coco. Le capitaine portugais en poste à Malindi joua un rôle important dans le commerce de Kilwa. Il avait dans l'île de Mafia, qui était encore sous l'influence politique de Kilwa, un agent chargé d'acquérir de la fibre de coco et de la poix.

Les informations dont on dispose concernant l'histoire de la côte swahili jusqu'à l'arrivée des expéditions turques, au cours du dernier quart du XVIe siècle, sont extrêmement maigres. De façon générale, il semble qu'un compromis politico-économique ait été imposé par les circonstances. Les villes swahili restaient indépendantes aussi longtemps qu'aucun conflit d'intérêt ne les opposait aux Portugais et, en cas de conflit, des entraves étaient mises au commerce, sans qu'il fût entièrement interrompu[27]. Certaines villes ont souffert plus que d'autres. Mombasa a réussi à se relever des destructions infligées par les Portugais en guise de représailles. En 1569, le père Monclaro la décrit comme une ville « grande et populeuse[28] », mais il devait trouver Kilwa pratiquement désertée bien qu'elle continuât à faire le commerce de l'ivoire avec les Comores et avec l'intérieur du continent. Un facteur dont les effets sont encore plus difficiles à évaluer que ceux de l'intervention portugaise était déjà à l'œuvre : il s'agit des mouvements de population dans l'arrière-pays avec toutes les répercussions qu'ils ont eues sur les villes swahili. Zanzibar aurait été en conflit avec des envahisseurs venus du continent. Malindi était partiellement en ruine sous l'effet des agressions des Segeju[29].

26. J. Strandes, 1968, p. 100.
27. C. R. Boxer et C. de Azevedo, 1960, p. 18-19.
28. R. Oliver et G. Mathew, 1963, p. 136. Pour E. A. Alpers (1975*a*, p. 45), le relèvement et la vitalité de Mombasa s'expliquent en partie par ses échanges avec l'arrière-pays.
29. *Ibid*. La présence des Segeju dans la région devait cependant avoir des effets heureux, puisqu'ils aidèrent Malindi à se remettre de l'offensive zimba.

Selon J. Kirkman[30], Gedi périclitait avant l'arrivée du Sultan turc, l'émir ʿAlī Bey, qui devait mettre la présence portugaise en péril.

Dès leur apparition dans la région de l'océan Indien, les Portugais ont suscité l'hostilité non seulement des souverains musulmans locaux mais aussi des dirigeants de la superpuissance musulmane dont l'influence et la suprématie commerciale étaient incontestées : les Mamluk d'Égypte. Après la victoire des Ottomans sur ces derniers, en 1517, c'est le Sultan turc de Constantinople qui prit la tête de la lutte contre l'envahisseur portugais. Plusieurs batailles navales eurent lieu entre la côte occidentale de l'Inde et le golfe Persique. En 1570-1571, une insurrection éclata dans la place forte portugaise d'Hormuz, dont les habitants avaient appelé les Ottomans à leur secours, mais elle fut réprimée.

L'exemple d'Hormuz devait être suivi par d'autres villes, d'autant que les bâtiments turcs harcelaient périodiquement les Portugais. Les Turcs avaient déjà poussé des pointes jusque dans les environs de Malindi avant même l'arrivée de l'émir ʿAlī Bey. Si ces opérations restaient sans grande conséquence, elles ne laissaient pas d'inquiéter les Portugais. Le roi lui-même éprouva le besoin d'inviter le vice-roi établi à Goa à prendre des mesures pour mettre fin aux exactions commises par des administrateurs portugais et dont les *shaykh* swahili s'étaient plaints. Il craignait en effet que ceux-ci ne soient incités ou contraints à rechercher l'aide des Turcs afin de se libérer du joug portugais.

Les événements devaient justifier ces craintes. En 1585, l'émir ʿAlī Bey, venu avec une seule galère et porteur d'un message de libération, fut chaleureusement accueilli par toutes les villes swahili situées entre Mogadiscio et Kilwa, à l'exception de Malindi. Après avoir amassé un butin et fait prisonniers une cinquantaine de soldats portugais de Lamu, l'émir partit en promettant de revenir avec des renforts. Les Portugais répliquèrent par une expédition punitive, dirigée surtout contre Faza et Mombasa. Faza opposa une résistance opiniâtre et ses habitants infligèrent de lourdes pertes aux Portugais avant qu'ils ne soient vaincus, leur ville rasée et la tête de leur *shaykh* envoyée à Goa pour y être exposée. Les habitants de Mombasa décidèrent de procéder à un repli tactique jusqu'au départ des Portugais, mais la ville fut mise à sac.

Fidèle à sa parole, l'émir ʿAlī Bey revint en 1588 avec cinq navires et obtint cette fois encore l'appui de la plupart des villes, à l'exception de Malindi qui opposa une résistance symbolique. ʿAlī Bey commença à exécuter son projet de faire de Mombasa une base turque. Les Portugais réagirent par l'envoi d'une flotte renforcée qui fit voile vers l'Afrique orientale en janvier 1589.

La menace de représailles portugaises coïncidait cette fois avec l'arrivée de hordes anthropophages zimba venues du continent, qui menaçaient de faire subir à Mombasa le même sort qu'à Kilwa[31]. Les habitants de la ville

30. Cité par G. S. P. Freeman-Grenville dans R. Oliver et G. Mathew, 1963, p. 137.

31. Comme nous l'avons indiqué plus haut, les Zimba étaient à l'origine des guerriers du *Lundu*. Dans les années 1580, un de leurs chefs prit la tête d'une expédition guerrière contre leurs voisins

et leurs libérateurs turcs se trouvaient pris entre deux ennemis différents. La destruction de la flotte turque par les Portugais permit aux Zimba d'avoir accès à l'île qu'ils saccagèrent totalement. Quelque 200 personnes — des habitants de Mombasa et des Turcs — cherchèrent refuge à bord des navires portugais. Les Zimba se dirigèrent vers le nord, détruisant tout sur leur passage, et c'est seulement à la présence des Segeju, qui contribuèrent à arrêter leur progression, que Malindi dut de ne pas subir le même sort que Mombasa. Pendant ce temps, l'expédition portugaise faisait voile vers le nord et assouvissait sa vengeance sur Lamu, qui paya cher l'appui donné aux Turcs. Le *shaykh* et plusieurs autres notables furent emmenés à Paté et décapités en présence des sultans de Paté, de Faza et de Siyu, auxquels cet exemple était probablement destiné à servir de leçon. L'île voisine de Manda fut attaquée et Takwa, sa capitale, pillée.

Il est difficile de déterminer quelle part les ravages commis par les Zimba ou, ensuite, par les Oromo ont prise au dépeuplement et au déclin de certaines villes swahili. Kilwa fut d'abord anéantie, mais elle se releva ensuite lentement grâce à la détermination de ses habitants, grâce à l'agent commercial du capitaine portugais en poste à Mombasa et grâce aux relations commerciales établies avec les Yao vers la fin du XVIe siècle[32]. Mombasa semble avoir été assez affaiblie pour que son ennemie de toujours, Malindi, la conquière avec l'aide des Segeju. Ainsi prit fin le règne de la dynastie shīrāzī qui avait opposé une résistance incessante à l'hégémonie portugaise. La succession fut assurée par le sultan Aḥmad, chef de la ville rivale, Malindi, qui se trouva ainsi récompensé de son indéfectible loyauté envers les Portugais. Mais finalement, le transfert à Mombasa du capitaine de la garnison portugaise et de la résidence royale marqua pour Malindi le début d'un déclin qui allait se poursuivre jusqu'à la seconde moitié du XIXe siècle[33].

Le rôle joué par Kilifi, ville située entre Mombasa et Malindi, au cours de cette période de l'histoire mérite qu'on s'y arrête. Les sources font généralement peu de cas de la rivalité qui opposait Kilifi et Malindi. Les souverains de Mombasa et de Kilifi semblent avoir été parents. Aussitôt après l'attaque zimba, Kilifi aurait disputé Mombasa à Malindi, peut-être en vertu des liens de parenté entre les dynasties, peut-être par pure ambition. En tout état de cause, les relations entre Kilifi et Malindi étaient loin d'être amicales à la veille de la prise de Mombasa par cette dernière. Malindi se plaignait des incursions et des coups de main des habitants de Kilifi. C'est ainsi que les batailles qui eurent lieu entre ces deux villes permirent à Malindi de faire d'une pierre deux coups — d'en finir à la fois avec les provocations de Kilifi et avec ses visées sur Mombasa. Kilifi semble avoir subi ensuite un déclin irréversible. Les ruines attestent l'existence, sur une

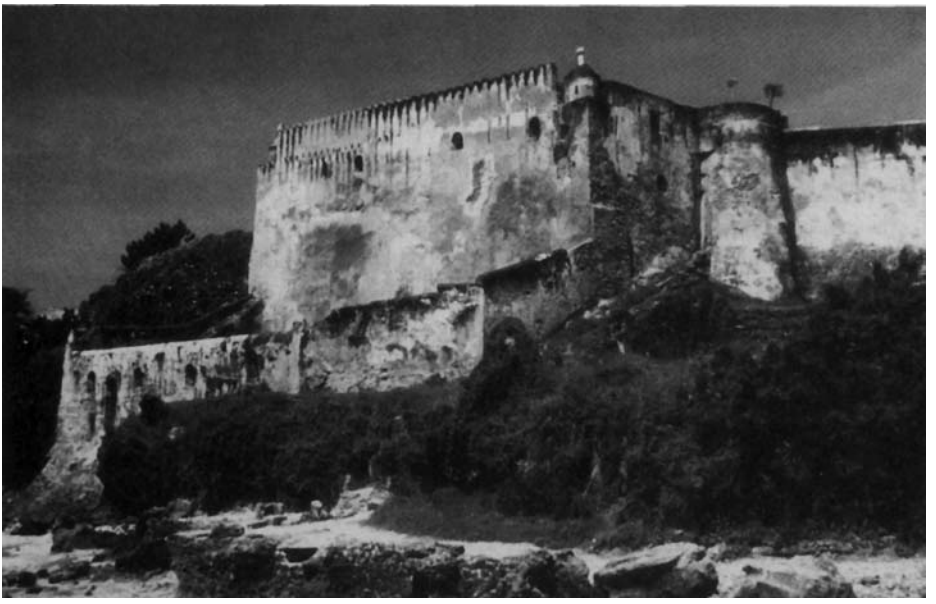
de l'Est. Vers 1588 son armée, toujours plus nombreuse, atteignit Kilwa, massacra la plupart des habitants puis, laissant derrière elle une ville déserte, se dirigea vers le nord jusqu'à Mombasa. Voir aussi J. dos Santos, 1609, vol. I, p. 65-71 ; R. Avelot, 1912.

32. E. A. Alpers, 1975*a*, p. 58-62.

33. E. B. Martin, 1973, p. 40-41.

colline, d'une ville dominée par un palais entouré de quelques maisons et d'une mosquée où des versets du Coran sont admirablement gravés autour du *mihrab*.

Les deux expéditions turques révélèrent la fragilité de l'implantation portugaise sur la côte. Pour renforcer leur position et se mettre en mesure de parer à de nouvelles attaques, les Portugais décidèrent de construire une forteresse et d'installer une garnison à Mombasa. Le fort Jésus fut bâti en 1593-1594 par des maçons venus des Indes et des ouvriers de Malindi dirigés par un architecte italien[34]. Une garnison de 100 hommes y fut placée, sous les ordres d'un capitaine dont l'autorité sur ce territoire s'étendait de Barāwa, au nord, au cap Delgado, au sud.



25.4. Fort Jésus (Mombasa) construit par les Portugais en 1593-1594.
[*Source : Cultural atlas*, p. 57. © Spectrum Picture Library.]

Il convient de souligner que le renforcement de la présence portugaise à Mombasa n'entraîna aucun changement sensible en ce qui concerne l'administration de la côte swahili dans son ensemble, où les Portugais étaient très peu nombreux. Le paiement du tribut était tout ce qu'ils demandaient aux souverains des villes. Le seul avantage de la garnison de Mombasa était qu'elle leur permettait de réagir plus facilement et plus vite aux éventuelles tentatives de résistance et de révolte. La proximité des Portugais n'intimidait pourtant pas tout le monde. Ainsi, en 1603, le

34. Pour plus de détails sur la construction du fort, voir C. R. Boxer et C. de Azevedo, 1960, p. 87-117.

souverain de Paté prit les armes, ce pour quoi il fut jugé et exécuté. Mais l'attitude impitoyable de leurs ennemis n'empêcha ni Paté ni d'autres villes de se soulever.

La dispersion des groupes humains et le repeuplement du littoral

Au XVIIe siècle, beaucoup de choses changèrent. Les Hollandais et les Britanniques firent leur apparition dans l'océan Indien, où ils tentèrent d'évincer les Portugais. Par ailleurs, les relations entre ces derniers et les nouveaux souverains de Mombasa, leurs alliés de toujours, se détériorèrent. De plus, des populations se dispersèrent et se réinstallèrent le long de la côte, ce qui suscita l'apparition de nouveaux groupes humains.

L'accroissement de l'insécurité dû en grande partie aux agressions des Oromo (Galla) et, sans doute, dans une certaine mesure à des changements de l'environnement incita des groupes swahili du Nord à se diriger vers les villes du Sud. C'est ainsi que l'île de Pemba et Mombasa accueillirent des immigrants venus des centres du Nord. Pour l'essentiel, c'est à cette époque que les ancêtres des Neufs Nations (Miji-Kenda) de Mombasa se sont fixés sur l'île. Alors qu'au nord certains centres déclinaient ou étaient désertés, d'autres prenaient leur essor au sud et, plus bas encore, quelques-uns voyaient même le jour comme Mrima, sur la côte tanzanienne[35]. Vumba Kuu, poursuivant son développement, devint au XVIIe siècle un État indépendant.

Tout aussi importante fut la dispersion, à partir de Shungwaya (ou Sing-waya), de groupes qui gagnèrent le Sud et, par la suite, devinrent les Miji-Kenda et les Pokomo. Il paraît difficile de soutenir que Shungwaya ait été purement et simplement un État mythique[36]. À en juger par les traditions orales miji-kenda (et celles des groupes de langue kiswahili tels que les Bajuni)[37], il semblerait plutôt que l'endroit ait vraiment existé, encore qu'il soit difficile de déterminer s'il s'est agi d'une colonie de peuplement ou d'un État. C'est seulement à une date récente qu'a été entreprise l'étude de l'évolution des groupes qui sont devenus les Miji-Kenda, étude qui a comblé une lacune importante dans l'historiographie de la côte[38]. En résumé, différents groupes sont partis de Shungwaya vers le sud et se sont installés, dans des villages fortifiés (*makaya*, au singulier *kaya*), sur les collines qui surplombaient les villes swahili, entre Malindi et une région située immédiatement

35. G. S. P. Freeman-Grenville, 1963, p. 146-149.
36. R. F. Morton, 1972.
37. J. de V. Allen, 1977. Voir aussi V. L. Grottanelli (1955 et 1975), qui a identifié dans le site archéologique voisin de la moderne Bur Kavo (Port Durnford) les vestiges de la Shungwaya historique.
38. T. T. Spear, 1974. Les Neuf Nations, ou groupes miji-kenda, sont les Digo, les Giriama, les Rabai, les Ribé, les Kambé, les Kauma, les Duruma, les Chonyi et les Jibana.

au sud de Mombasa. La fortification de ces villages a vraisemblablement favorisé la cohésion et la solidarité. À la longue, les *makaya* sont devenus plus que de simples refuges contre les Oromo (et plus tard les Masaï). Ils ont pris dans la vie sociale et religieuse des Miji-Kenda une place centrale qu'ils ont conservée bien au-delà de l'époque des villages fortifiés. Des groupes miji-kenda entrèrent en relation commerciale et culturelle avec les villes swahili voisines. Ainsi les Digo (et les Segeju) établirent des relations socioculturelles et économiques avec Vumba Kuu[39]. Les *makaya* des Miji-Kenda formèrent chacun une association particulière de nature économique et politique avec une des Douze Nations qui avaient achevé de s'établir à Mombasa au XVIIIe siècle.

Le conflit entre les Portugais et Mombasa

Les relations amicales entre les Portugais et le sultan Aḥmad n'ont guère duré plus de trois ans après le transfert du pouvoir à Mombasa. Il devint rapidement manifeste que le capitaine de Mombasa ne faisait aucun cas des ordres de Goa lui enjoignant de rester en bons termes avec un allié qui se faisait vieux et qu'il ne respectait pas les accords administratifs et fiscaux conclus avec lui. Le Sultan se plaignit des obstacles auxquels se heurtaient le commerce et le trafic maritime de Mombasa et — fait révélateur — demanda à Lisbonne de dispenser d'autres villes du tribut qui leur avait été imposé après les expéditions turques. Il demanda aussi que soit reconnue son autorité sur Pemba, qu'il semblait avoir conquise par ses propres moyens mais que les Portugais auraient voulu voir entre les mains d'un souverain fantoche appartenant à la lignée dirigeante. Finalement, le sultan Aḥmad obtint Pemba mais seulement à bail, contre le paiement de 300 à 500 sacs de riz par an.

Après la mort du sultan Aḥmad, en 1609, son fils al-Ḥasan se trouva à son tour en litige avec le nouveau capitaine portugais, Manuel de Mello Pereira, à la fois sur la question de ses droits et privilèges relatifs à Mombasa et sur celle de Pemba. Compte tenu de ses mauvais rapports avec le capitaine, qu'envenimaient encore les intrigues de son oncle, le Sultan préféra chercher refuge à Arabaja (probablement Rabai) plutôt que de se soumettre à une décision du vice-roi tendant à le faire juger à Goa. D'abord bien accueilli chez les Musungulos[40], il fut ensuite traîtreusement assassiné par eux, en échange d'un certain nombre de pièces de drap offertes par les Portugais.

N'étant pas mêlée à cette trahison, Lisbonne insista, à titre de réparation, pour que Yūsuf, le fils du Sultan, succédât à son père sur le trône après avoir fait ses études à Goa. Là-bas, Yūsuf fut converti au christianisme et marié à

39. A. I. Salim, 1973, chap. I ; W. F. McKay, 1975.
40. Les sources portugaises font état de ce groupe, mais il n'en est plus question par la suite. Sans doute a-t-il été absorbé par des groupes d'immigrants venus de Shungwaya — peut-être par les ancêtres des Rabai, l'un des groupes miji-kenda.

une femme d'ascendance portugaise et asiatique. Il servit également sous les drapeaux portugais dans le golfe Persique et se distingua par ses talents de soldat et d'artilleur. Mais lorsqu'il revint à Mombasa en 1630 (sous le nom de Dom Jerónimo Chingulia qui lui avait été donné par les chrétiens), il se heurta à de graves problèmes car il était rejeté aussi bien par les habitants de Mombasa que par les Portugais. Les membres de sa famille acceptaient mal sa conversion et il se trouvait mis au ban de la collectivité. Parallèlement, les administrateurs portugais ne lui manifestaient pas le respect qui lui était dû et ne lui témoignaient aucune reconnaissance pour les services qu'il avait rendus à la Couronne portugaise.

En août 1631, le capitaine portugais Pedro Leitão de Gamboa estima que l'habitude prise par Yūsuf de prier selon le rite musulman sur la tombe de son père assassiné constituait une apostasie qui confinait à la trahison et projeta de le renvoyer à Goa pour qu'il y soit jugé. Comme son père, Yūsuf décida de ne pas se laisser juger, mais, contrairement à lui, il choisit de lutter.

L'histoire de l'entrée par surprise de Yūsuf et de ses partisans dans le fort Jésus pendant la célébration, par les Portugais, de la fête de l'Assomption, le 15 août 1631, et du massacre presque général qui s'ensuivit a été souvent relatée[41]. Aux yeux de Yūsuf, ce retour spectaculaire à l'islam devait marquer le début d'un *djihād* destiné à chasser les Portugais de toute la côte. Mais son appel ne fut pas aussi bien entendu que celui de l'émir ʿAlī Bey quelques décennies plus tôt: aucune autre ville ne lui accorda son appui. Il réussit pourtant, avec l'aide de plusieurs centaines de partisans swahili et africains, à infliger de lourdes pertes à la première expédition punitive lancée contre lui en janvier 1632 et à la contraindre à battre en retraite. Il décida toutefois de ne pas attendre une autre expédition. Peut-être découragé par son isolement, il partit pour l'Arabie, probablement pour s'assurer le concours des Turcs.

Bien que ces derniers ne lui aient pas fourni leur aide, Yūsuf put revenir et susciter des troubles sur la côte jusqu'à sa mort en 1637. La région la plus agitée était l'archipel de Lamu. En 1636-1637, il fallut organiser une expédition punitive — qui se révéla fort longue — pour soumettre Faza, Lamu, Manda et Paté. La porte de fort Jésus est surmontée d'une inscription réalisée en 1635 qui proclame la victoire de la Couronne portugaise sur les rebelles de la côte.

L'intrusion des Anglais et des Hollandais

Cependant, la fortune des Portugais dans l'océan Indien avait commencé à tourner. Le premier des trois facteurs mentionnés plus haut, à savoir l'apparition des Hollandais et des Anglais dans la région, avait déjà contribué au déclin de la suprématie portugaise au moment de la révolte de Yūsuf bin al-Ḥasan. Les Hollandais avaient été associés au commerce avec l'Orient en qualité d'agents et de transporteurs vers le reste de l'Europe des produits coloniaux arrivant à Lisbonne. Mais au moment de l'union de l'Espagne et du

41. Pour une étude de cet événement, voir G. S. P. Freeman-Grenville, 1980.

Portugal, en 1580, le roi d'Espagne chercha à les évincer car ils combattaient depuis 1566 pour se libérer de la tutelle espagnole. C'est alors que les Hollandais décidèrent d'atteindre l'Orient par eux-mêmes. À la fin du XVIe siècle, leurs navires sillonnaient l'océan Indien et y affrontaient les Portugais. En 1607, des bâtiments hollandais faisaient le siège de la ville de Mozambique pendant plusieurs mois; si l'état de santé des hommes les contraignit finalement à quitter les lieux, il n'en reste pas moins que les Hollandais avaient pris pied dans l'océan Indien et étaient fermement décidés à y rester.

Quant aux Anglais, ils s'étaient lancés, à partir des années 1580, dans des expéditions pirates contre les navires espagnols. Les deux puissances ibériques étant désormais unies, les intérêts portugais dans l'océan Indien devenaient des cibles légitimes. Avant la fin du siècle, les navires anglais avaient doublé le cap de Bonne-Espérance. En 1591, l'un d'eux faisait escale à Zanzibar avant de poursuivre sa route vers les Indes. En 1608, un autre mouillait à Pemba. Dès lors, les Portugais devaient mener une lutte inutile contre ces intrus venus d'Europe, les combats se déroulant surtout dans le golfe Persique, le long de la côte indienne de Malabar, à Sri Lanka et dans l'archipel malais. Ni les Hollandais ni les Anglais ne cherchèrent à se substituer aux Portugais par l'occupation permanente de telle ou telle ville d'Afrique orientale. Ils ne s'arrêtaient à Zanzibar et à Pemba que pour se ravitailler en vivres et en eau.

Les attaques et le harcèlement anglo-hollandais mettaient cependant les forces des Portugais à rude épreuve. Le vent tourna définitivement en leur défaveur le jour où les Anglais se mirent à aider la population locale à les combattre. En outre, les effets des échecs essuyés dans le golfe Persique commencèrent à se faire sentir jusque sur la côte orientale de l'Afrique.

Bien que l'Angleterre fût officiellement en paix avec l'Espagne et le Portugal, plusieurs navires anglais aidèrent, en 1622, le Chah de Perse à chasser les Portugais de leur poste d'Hormuz[42], faisant ainsi disparaître la principale source de revenu de l'État portugais des Indes. Les Portugais se rabattirent alors sur Mascate, ville de la côte d'Oman, qu'ils tenaient depuis le début du XVIe siècle et dont les habitants, à l'instar des Swahili, avaient subi de nombreuses spoliations. Mascate devint l'homologue omani de Mombasa. Comme à Mombasa, les Portugais avaient bâti un fort peu après les coups de main turcs de 1588, dans l'intention de s'y constituer une base pour reconquérir Hormuz et un entrepôt pour le commerce entre les Indes et le golfe Persique.

La fin de la suprématie portugaise en Afrique orientale

Peu après la chute d'Hormuz entre les mains des Perses, vint au pouvoir, à Oman, une dynastie nouvelle et dynamique qui était bien décidée à libérer le pays du joug portugais, celle des Ya'rubi, dont le fondateur et premier *imām* fut Nāṣir bin Mursḫid. De 1640 à 1650, les Portugais subirent des défaites militaires qui les contraignirent à démolir leurs places fortes et à évacuer même Mascate. Maîtres de leur littoral, les souverains d'Oman

42. S. B. Miles, 1919.

purent mettre à profit l'expérience maritime de la population pour constituer une importante force navale qui commença à défier les Portugais au-delà du golfe. Compte tenu des liens qui unissaient leur pays à l'Afrique orientale sur les plans social, culturel et commercial, les dirigeants ya'rubi ne pouvaient manquer de s'intéresser à cette région.

Reprenant Mombasa après la révolte de Yūsuf, les Portugais décidèrent d'y rester pour gouverner la ville directement. Comme on l'a déjà vu, des révoltes éclataient périodiquement surtout à Paté, qui avait probablement pris la tête de la lutte de libération. La ville semble avoir connu à cette époque une période de prospérité qui incita les Portugais à y créer, en 1633, un office des douanes. Mais son commerce rendant Paté trop riche et trop puissante, les Portugais décidèrent d'intervenir et les relations entre les deux camps se dégradèrent. Pendant ce temps, les plaintes suscitées dans d'autres villes — Siyu, Pemba, Otondo — par les mauvais traitements infligés aux habitants par les Portugais parvenaient non seulement à Lisbonne mais aussi aux nouveaux dirigeants d'Oman, que l'on appela à l'aide.

La deuxième moitié du XVIIe siècle fut donc marquée par de longues luttes entre les Portugais et les Arabes omani au large de l'Afrique orientale. En 1652, ces derniers, encouragés par les souverains locaux, attaquèrent les Portugais à Zanzibar et en tuèrent un certain nombre. Les Portugais répliquèrent en emmenant la reine de Zanzibar et son fils, le souverain d'Otondo, pour avoir refusé de payer tribut et encouragé les Arabes omani. En 1660, une flotte formée par Oman et Paté débarqua à Mombasa et mit à sac le quartier portugais, apparemment sans rencontrer de forte résistance. Les Arabes omani réussirent à pousser vers le sud jusqu'à Mozambique (1669). En août 1678, le vice-roi en personne prit la tête d'une grande expédition contre « Paté l'arrogante ». Le souverain de Faza, ville voisine, se joignit à lui. L'expédition ne réussit qu'à moitié : il fallut reprendre le large lorsque, en janvier 1679, des navires omani firent leur apparition ; les alliés avaient eu le temps cependant de capturer les souverains de Paté, Siyu, Lamu et Manda, qui furent décapités en même temps que plusieurs notables. Paté ne semble pas s'être avouée vaincue puisque d'autres interventions furent encore jugées nécessaires : en 1687, elle fut envahie, pillée et son nouveau souverain capturé et envoyé à Goa, ainsi que douze conseillers.

On tenta de parvenir à un compromis, en vertu duquel le *shaykh* de Paté garderait son trône — au lieu d'être remplacé par son ennemi, le souverain de Faza — et reconnaîtrait en échange l'autorité portugaise. Mais l'accord provisoire conclu à Goa fut rejeté par Lisbonne, car le roi souhaitait mettre un terme à l'indépendance de Paté et récompenser Faza de sa « remarquable loyauté[43] ». Entre-temps, Paté était tombée aux mains des Omani et, le jour de Noël 1688, son souverain captif et ses conseillers furent tués alors qu'ils tentaient de s'échapper de Panjim où ils étaient détenus.

Une guerre civile obligea Oman à interrompre pendant quelques années ses attaques contre les positions portugaises d'Afrique orientale. Lorsqu'elles reprirent, elles furent dirigées contre Pemba, dont dépendait le ravitaillement

43. C. R. Boxer et C. de Azevedo, 1960, p. 51.

de Mombasa et qui s'était soulevée contre les Portugais. En 1694, cependant, ceux-ci réussirent à mettre sur pied une expédition qui leur permit de réprimer la révolte et d'expulser les Arabes omani.

Mais, dès l'année suivante, Oman se lançait dans des opérations d'une ampleur sans précédent. En mars 1696, 7 navires omani avec 3 000 hommes et le *shaykh* de Lamu à bord débarquaient à Mombasa et occupaient sans difficulté la ville et l'île avant de faire le siège de fort Jésus jusqu'en décembre 1698, date de sa reddition. Les défenseurs portugais avaient le soutien de leurs alliés de Malindi et de Faza. L'histoire du siège atteste non seulement l'héroïsme de ces hommes mais aussi l'incapacité insigne, voire la lâcheté des commandants portugais envoyés à plusieurs reprises au secours des assiégés et qui se sont toujours bornés à ravitailler la place forte sans engager le combat avec les assaillants. Les Omani réussirent à convaincre les Miji-Kenda voisins d'interrompre le ravitaillement des défenseurs de la place forte, qui furent décimés par la maladie et la famine. Lorsque l'expédition partie de Goa en novembre 1698 avec mission de livrer bataille à l'ennemi arriva à Mombasa, le drapeau rouge d'Oman flottait déjà sur le fort.

Les Portugais firent une brève réapparition à Mombasa de 1728 à 1729, profitant, d'une part, de la faiblesse de la présence omani sur la côte après la chute de la ville et, d'autre part, du mécontentement de la population swahili de certains centres à l'égard des Arabes ; ceux-ci, disait-on, maltraitaient les riches et s'immisçaient dans le commerce local. Il est bien possible que les rumeurs à ce sujet aient été amplifiées à Goa par des notables swahili dépossédés, tel le prince de Faza. Quoi qu'il en soit, les relations entre le souverain de Paté et la garnison arabe de la ville étaient incontestablement mauvaises. Ce fait, joint à la naissance d'une faction qui s'était dressée contre lui avec l'appui des Omani, l'incita à solliciter le soutien de Goa à la fin de l'année 1727. De Paté, l'expédition portugaise marcha sur Mombasa, où la garnison omani du fort avait profité de l'absence de son commandant pour se rebeller et avait demandé l'aide du roi de Paté contre les autres garnisons arabes des petits forts de l'île. Mombasa et son fort se rendirent aux forces alliées du Portugal et de Paté. Les souverains de Wasini (?), Vumba, Pangani, Mtangata, Tanga, Zanzibar et Pemba furent sommés de venir à Mombasa pour y refaire acte d'allégeance.

Le retour des Portugais et leur alliance avec Paté devaient être de courte durée. Dans son désir éperdu de s'assurer une aide contre ses rivaux et leurs partisans arabes, le roi de Paté avait promis plus qu'il ne pouvait tenir : il s'était engagé, notamment, à payer un tribut aux Portugais et à leur accorder le monopole du commerce de l'ivoire. Six mois après leur retour à Paté, le roi entrait en conflit avec eux, les accusant d'abus concernant le monopole de l'ivoire et se plaignant d'autres restrictions commerciales. Un accrochage militaire persuada les Portugais qu'il était préférable d'abandonner Paté, ce qu'ils firent en juin 1729.

À cette date, ils étaient également en difficulté à Mombasa. Une armée composée d'habitants de la ville et d'Africains du continent (les Musungulos), placée sous le commandement d'un notable local qui était allé naguère à Goa

pour demander le retour des Portugais, attaqua les positions portugaises de la ville avant d'assiéger la petite garnison du fort. En novembre 1729, celle-ci, à moitié morte de faim, se rendit et fut autorisée à se réfugier à Mozambique. D'autres villes, notamment Zanzibar, Pemba et Mafia, avaient suivi l'exemple de Mombasa et tué ou chassé les Portugais qui s'y trouvaient.

Ainsi, il est intéressant de noter que ce sont les villes swahili elles-mêmes qui ont définitivement expulsé les Portugais. Peu après le départ de ces derniers, Paté et Mombasa laissèrent les Omani les occuper à nouveau ; la côte swahili entrait dans une nouvelle ère de son histoire.

La défaite portugaise a été attribuée à toutes sortes de facteurs : la faiblesse, l'impéritie et l'anarchie du système colonial ; l'indécision, la légèreté, l'incapacité et la cupidité de nombreux administrateurs qui pensaient surtout à se remplir les poches et s'aliénaient souvent la sympathie de la population swahili ; les ravages causés par le climat et les maladies qui décimaient une population portugaise déjà peu importante ; les factions locales dont les luttes servaient pendant un certain temps les intérêts des Portugais, mais qui ne tardaient pas à se retourner contre eux. Vers la fin de la période étudiée, les Portugais étaient à bout de ressources (Goa elle-même, par exemple, fut laissée sans défense en janvier 1730 lors d'un dernier effort désespéré pour reprendre pied en Afrique orientale, effort qui tourna à la catastrophe) ; ils ne parvenaient plus qu'à grand peine à constituer un corps expéditionnaire.

Simultanément à cette activité militaire, d'importants événements politiques, économiques et culturels se produisaient le long du littoral. À son extrémité méridionale, les échanges entre les Yao et les Kilwa, limités initialement aux peaux, aux objets en fer et aux denrées agricoles, s'intensifiaient puisque, à la fin du XVIIe siècle, l'ivoire faisait entre eux l'objet d'un « commerce florissant et bien organisé[44] ». Ce commerce connut un déclin temporaire dans les premières décennies du XVIIIe siècle après que les Portugais, dont le capitaine achetait une grande partie des produits exportés par Kilwa, eurent perdu Mombasa au profit des Omani. Ceux-ci, en effet, ne parvinrent pas à susciter une demande suffisante pour ces produits, ni pour les tissus et les perles que Kilwa échangeait avec l'intérieur du continent contre de l'ivoire et d'autres produits. Les Yao durent alors vendre leur ivoire à Mozambique et non plus à Kilwa. Mais l'avènement de la dynastie des Būsa^cidi à Oman vers le milieu du XVIIIe siècle rendit pour un temps sa prospérité à Kilwa.

Plus au nord, Vumba Kuu, dont le souverain avait pris le titre de *dīwān*, avait affermi sa position. La famille chérifienne qui régnait sur cet État, les Bā-^cAlawī, avait adopté les coutumes locales. Le *dīwān* prenait toujours un surnom bantu. La cérémonie d'investiture mêlait des rites bantu non musulmans à ceux de l'islam. Les Segeju et l'un des groupes miji-kenda, les Digo, qui s'étaient établis aux alentours, nouèrent des relations étroites avec Vumba Kuu, lui fournissant les bases de son économie et, pendant tout le XVIIIe siècle et même après, participèrent à la nomination des *dīwān* et aux querelles de succession. L'influence religieuse des familles chérifiennes qui régnaient sur Vumba Kuu contribua de façon décisive à convertir à l'islam

44. E. A. Alpers, 1975*a*, p. 63.

les Digo et les Segeju de la côte, qui usaient de pouvoirs spirituels et étaient capables de faire tomber la pluie.

Dans l'archipel de Lamu, Paté atteignit son apogée au XVIIe siècle et pendant une partie du XVIIIe. Elle connut alors une grande prospérité et son influence s'étendit, au sud, sur une partie de la côte. Paté, nous l'avons vu, joua un rôle essentiel dans la libération de la côte. Sa prospérité était fondée sur le commerce maritime dont elle tira profit à une époque où d'autres villes, comme Malindi, Mombasa et Kilwa, venaient de subir les attaques de peuples venus de l'intérieur du continent comme les Zimba. Paté établit des rapports profitables avec les pillards oromo qui lui fournissaient des peaux pour l'exportation. Elle faisait aussi le commerce de l'ivoire en provenance du continent[45]. Les objets datant de cette époque qu'on a recueillis et conservés montrent qu'elle avait atteint un haut degré de richesse et de civilisation. Les sources historiques n'expliquent pas de façon satisfaisante le déclin apparemment rapide qu'elle connut dans la seconde moitié du XVIIIe siècle.



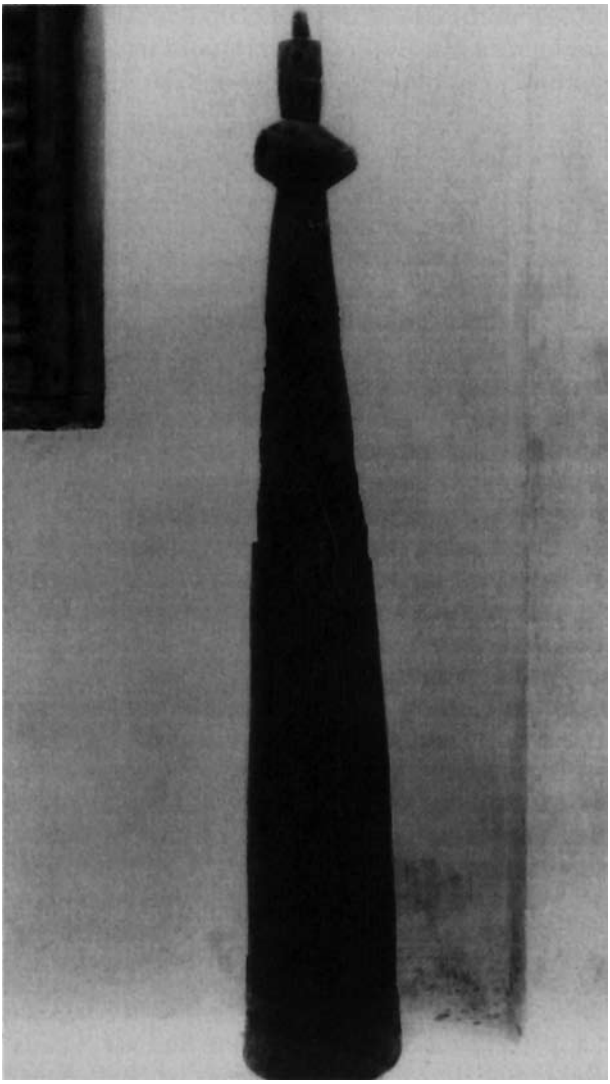
25.5. Rondeau provenant d'une mosquée de Vumba Kuu.
[British Institute in Eastern Africa, Nairobi.]

Le facteur omani en Afrique orientale

Ce déclin de Paté est le sujet d'un des plus grands *tenzi* (poèmes épiques) écrits en kiswahili, *Al-Inkishafi*. L'auteur de ce poème, Sayyid ʿAbdallāh bin ʿAlī bin Nāzir, appartenait à l'élite chérifienne de Paté. Un de ses ancêtres, le *shaykh* Abū Bakr bin Sālim, était le saint révéré d''Ināt, dans l'Hadramawt,

45. A. Nāṣir, 1977, p. 17-18; J. de V. Allen, 1974.

qui avait au XVIe siècle prié à la demande du souverain de Paté pour que la ville fût libérée de ses ennemis (nous ne savons pas s'il s'agissait des Portugais ou des Oromo). Les *shārīf* s'établirent à Paté, y firent souche, adoptèrent les coutumes locales et finirent par jouer, avec les *shārīf* de Lamu, un rôle déterminant dans la tradition littéraire et religieuse des Swahili. Ce sont les immigrants chérifiens venus du sud de l'Arabie qui, avant même l'arrivée des Portugais, établirent la prépondérance de la doctrine (*madhhab*) *shafiʿī* chez les musulmans de la côte.



25.6. Le grand Siwa de Mwinyi Mkuu, Zanzibar.
[British Institute in Eastern Africa, Nairobi.]

Ces descendants du prophète Muḥammad qui se sont établis non seulement dans l'archipel de Lamu mais en divers autres points de la côte y ont constitué l'essentiel de l'intelligentsia religieuse. Leur héritage culturel comprend les méthodes et les manuels employés pour l'enseignement de l'islam, le culte des saints, la vénération des *sh*ārīf, ainsi que la forme et le contenu de la poésie. Au XIXe siècle, « des relations culturelles liaient l'Arabie du Sud aux Banadir, à la côte méridionale jusqu'au Mozambique et aux îles : archipel de Lamu, Zanzibar, Pemba, Mafia et Comores. Des villes de l'Hadramawt ('Ināt et Tarīm par exemple), La Mecque et Médine, parfois Le Caire et, à l'occasion, Istanbul contribuèrent à la formation des savants musulmans de l'Est africain ; des étudiants du pays se rendaient au Hedjaz, dans l'Hadramawt et parfois en Égypte pour faire leurs études sous la direction de savants réputés ; après avoir acquis un *idjāza* (certificat), ils enseignaient, dans une mosquée ou à leur domicile, la langue arabe, l'exégèse coranique, le *hadīth*, la *sh*arī'a, etc. Ce système d'enseignement donna naissance à un puissant corps de *'ulamā'* parmi lesquels les souverains būsa'idi nommaient leurs *ḳāḍi*[46]. »

Les Omani contribuèrent de façon importante au relèvement économique de Kilwa. La traite des esclaves devait jouer un rôle essentiel à cet égard. Elle allait, avec le commerce de l'ivoire, dominer l'histoire économique de la côte orientale pendant la plus grande partie du XIXe siècle. Elle se développa essentiellement, au départ, pour fournir aux Français les esclaves dont ils avaient besoin afin d'exploiter, à partir de 1735, les plantations de leurs colonies des îles Mascareignes : l'île de France (île Maurice) et l'île Bourbon (Réunion). Kilwa et Zanzibar se trouvèrent, de ce fait, fortement incitées à se procurer des esclaves. Au début, les Français achetaient les leurs à Mozambique et dans les îles Kerimba, sous contrôle portugais, car les Portugais voulaient à tout prix les empêcher d'acheter « illégalement », c'est-à-dire sans leur intermédiaire, des esclaves et de l'ivoire aux Makua, aux Yao et aux marchands swahili établis sur le continent.

Mais, vers le milieu du XVIIIe siècle, le rôle prépondérant de Mozambique dans ce commerce commença de décliner, en partie à cause des conflits entre Portugais et Makua, dans l'arrière-pays, qui entravaient les échanges et en partie à cause de la concurrence des marchands swahili et arabes dont l'activité s'accrut sur la côte après que la dynastie des Būsa'idi eut affermi sa position sur le trône d'Oman. En même temps, les nouveaux souverains d'Oman, qui avaient fait de Zanzibar leur principal bastion sur la côte, encourageaient les négociants indiens à augmenter leurs investissements dans l'île. L'activité commerciale des Arabes et des Swahili se fit encore plus intense pendant les années 1760 sur la côte de Kilwa. La ville redevint de ce fait un important pôle d'attraction pour les marchands du continent qui faisaient le commerce des esclaves et de l'ivoire, au désespoir des Portugais qui, conscients que les marchands arabes et swahili

46. A. I. Salim, 1980, p. 885-891.

menaçaient de ruiner l'économie de Mozambique, s'efforcèrent par tous les moyens, militaires et autres, d'endiguer cette concurrence, mais n'y parvinrent pas.

En 1785, la domination que Mozambique avait exercée sur le commerce de l'ivoire dans le centre-est de l'Afrique était pratiquement terminée. Elle continua en revanche à tirer profit de la traite, parce que les colonies françaises de l'océan Indien avaient un besoin croissant d'esclaves[47], non sans se heurter, là aussi, à la concurrence des comptoirs swahili situés sur la côte du continent, comme Ibo, où les Français se fournissaient de plus en plus. En même temps, les marchands yao vendaient davantage d'esclaves et d'ivoire à Kilwa, où l'on trouvait maintenant en grandes quantités des produits recherchés d'origine omani ou indienne comme la toile de Surat. Ce nouvel essor de Kilwa conduisit un aventurier français, le négociant Jean-Vincent Morice, à signer en 1776 un traité avec Kilwa qui s'engageait à fournir 1 000 esclaves par an aux colonies françaises des îles Mascareignes[48]. Vers 1780, des marchands swahili ou swahilisés s'aventurèrent à l'intérieur du continent au-delà du lac Malawi, ouvrant au commerce de nouveaux itinéraires, dont l'un aboutissait à Kilwa et un autre à la côte swahili, près de Bagomoyo, ce qui atteste « le relèvement commercial de la côte swahili dans la seconde moitié du XVIIIe siècle[49] ». D'autres routes encore furent ouvertes, qui relièrent pour la première fois à la côte des peuples comme les Bolo-woka, les Bisa et les Ngonde.

La politique était une chose, le commerce et le profit bien souvent une autre : ainsi les Arabes omani commerçaient avec Kilwa bien que le sultan de cette ville défendît jalousement son indépendance à l'égard d'Oman. En 1784 cependant, le nouvel *imām* d'Oman, Ṣaʿīd bin Aḥmad, entreprit de soumettre par les armes un certain nombre de villes de la côte, dont Kilwa qui avait accepté de servir de base au rebelle Saif bin Ṣaʿīd, oncle de Ṣaʿīd. Le sultan de Kilwa, Ḥasan Ibrāhīm, trop âgé, ne put offrir qu'une résistance symbolique. Il dut reconnaître la suzeraineté de l'*imām*, lui céder plus de la moitié de ses droits de douane et accepter la présence à Kilwa d'un gouverneur et d'une garnison omani. Mais ces péripéties politiques, en renforçant la stabilité et en incitant les négociants indiens à accroître leurs investissements, ne firent que favoriser la renaissance commerciale de la côte de Kilwa[50]. Cela étant, il est certain que la situation profitait plus encore à Mascate. En 1804, le gouverneur omani de Kilwa envoyait à son *imām* 6 000 piastres par an, et le double au moins de cette somme en 1811[51]. Zanzibar, qui était déjà la plus stable, la plus loyale et la plus lucrative des possessions būsaʿidi en Afrique orientale, versa au Trésor d'Oman 40 000 piastres en 1796 et presque 60 000 en 1811.

47. E. A. Alpers, 1975*a*, p. 127, note 8.
48. Pour une étude détaillée du commerce français à Kilwa, voir G. S. P. Freeman-Grenville, 1965.
49. E. A. Alpers, 1975*a*, p. 161.
50. *Ibid*., p. 166.
51. R. Oliver et G. Mathew, 1963, p. 156 ; E. A. Alpers, 1975*a*, p. 177.

Ainsi, à la fin du siècle, les Būsaʿidi avaient pris conscience de l'intérêt économique des quelques points de la côte où ils étaient représentés. Ces avantages, joints à diverses considérations politiques et stratégiques, incitèrent Sayyid Ṣaʿīd bin Sultan (1804-1856) à étendre l'autorité de sa dynastie sur la côte puis à établir sa capitale à Zanzibar[52].

Conclusion

La période traitée dans le présent chapitre a été fertile en bouleversements pour la côte orientale de l'Afrique. Les villes swahili jusqu'alors indépendantes subirent l'invasion portugaise, parfois facilitée par leurs intrigues et leurs rivalités — encore que les tentatives accomplies par les Portugais pour exploiter ces dernières aient parfois tourné à leur désavantage.

Cette invasion a été violente et impitoyable : les Portugais étaient résolus à attaquer les musulmans sur tous les fronts, à s'emparer de leurs terres, à les supplanter dans l'exercice du commerce et, si possible, à les convertir au christianisme de même que les autres peuples adeptes de la religion traditionnelle africaine. En réalité, l'impact religieux a été négligeable. À de rares exceptions près (Yūsuf bin Ḥasan ou certaines femmes, par exemple) les musulmans étaient réfractaires au christianisme. Il est certain qu'il n'est rien resté de l'effort d'évangélisation après le départ des Portugais.

En ce qui concerne les échanges et le trafic commercial dans l'océan Indien, les Portugais ne devaient réussir qu'à moitié. Les villes swahili purent conserver une activité commerciale relativement importante. La réglementation introduite par les Portugais dans ce domaine — monopoles et *carataze* par exemple — a cependant nui aux échanges. Par ailleurs, la cupidité et l'incompétence des administrateurs locaux ont été à l'origine du déclin de certains commerces comme celui de l'or de Sofala. Considérée comme n'ayant qu'un intérêt secondaire par rapport à l'Asie, la côte a suffi cependant à enrichir sinon la Couronne portugaise, du moins ses représentants.

Les villes swahili ont connu des fortunes diverses. Grâce à sa vitalité, Mombasa, victime à plusieurs reprises d'importantes destructions opérées par les Portugais à titre de représailles, a toujours réussi à se relever. Kilwa a moins bien supporté l'adversité, encore que vers la fin du XVIIIe siècle, le trafic des esclaves avec l'île de France lui ait permis de prospérer. Ce redressement devait toutefois être de courte durée puisqu'au début du XIXe siècle, la ville était éclipsée par Kilwa Kivinje, située sur le continent. D'autres villes de la côte ont disparu à jamais ou sont devenues de simples villages. Leur déclin n'est pas l'œuvre des Portugais ; il tient plus vraisemblablement à l'action de peuples comme les Oromo et les Zimba, conjuguée aux modifications de

52. UNESCO, *Histoire générale de l'Afrique*, vol. VI, chap. 8.

l'environnement. Paté est l'exception qui confirme la règle : elle n'a jamais été aussi prospère qu'aux XVIIe et XVIIIe siècles, ce qui explique probablement pourquoi les Portugais tenaient tant à la réduire. Mais, à la fin du XVIIIe siècle, elle était à nouveau sur le déclin, comme le rapporte le grand poète de la ville, Sayyid ʿAbdallāh, dans *Al-Inkishafi*. Seules de nouvelles recherches permettront de répondre aux nombreuses questions qui se posent encore concernant ces villes swahili, leurs dimensions et les facteurs à l'origine de leur essor, de leur épanouissement puis de leur décadence.

CHAPITRE 26

La région des Grands Lacs, de 1500 à 1800

J.B. Webster, B. A. Ogot et J. P. Chrétien

Cette période peut être divisée en trois parties : de 1500 à environ 1580, puis de 1580 à 1680, un siècle marqué par les sécheresses et les famines, enfin l'époque de la formation et de l'expansion de l'État, qui va d'environ 1680 à 1800. Avant 1580, la principale préoccupation des régions méridionales et centrales était la consolidation des États qui avaient succédé à l'Empire bachwezi, et celle du Nord était l'interaction entre les familles linguistiques consécutive à la première irruption des peuples parlant le nilotique oriental dans la région des Grands Lacs.

La deuxième période (environ 1580-1680) fut dominée par les sécheresses et les famines. Elle vit aussi le déplacement de population le plus massif qui se fût produit dans la région depuis un millénaire. Il y eut de vastes migrations à partir de Baar, les Luo de Pubungu se dispersèrent, tandis que de massives invasions de Banyoro, au sud, menaçaient l'hégémonie pastorale et atteignaient des zones aussi distantes que le Rwanda et l'Usukuma. À l'est, la sécheresse fut liée à l'apparition des Nilotiques centre-orientaux qui entrèrent en contact avec les peuples de la région, comme les Luo, ainsi qu'à un important mouvement de population vers le sud.

La troisième période, qui va de 1680 à 1800 environ, fut en premier lieu marquée par la prolifération et l'expansion des structures étatiques. Elle commença par une crise dynastique au Bunyoro, qui signala le déclin de cet empire et provoqua, par l'intermédiaire des Paluo, la création d'États, des hauts plateaux d'Alur aux montagnes de la frontière acholi-karamoja. Les princes banyoro, eux, créèrent un chapelet d'États le long des zones frontières méridionales. Les États nyanza luo, basoga, bakongo, kakwa, banyan-goma et babinza se multipliaient.

L'État mpororo, une fois fondé, se fragmenta. La période s'acheva, au sud, avec l'essor et l'expansion du Buganda et du Rwanda, les deux « superpuissances » de la région des Grands Lacs et, au nord, avec une première ébauche de l'ensemble moderne des ethnies nilotiques centre-orientales, comme les Iteso, les Jie, les Luo orientaux, les Lango Omiro et les Kumam.

Les régions du Nord et du Centre

La formation de nouveaux groupes et de nouvelles sociétés

Avant l'an 1000, les Soudanais du Centre étaient probablement le peuple qui prédominait dans toute la région des Grands Lacs. Ils étaient divisés en de nombreux groupes, comprenant les ancêtres de groupes ethniques comme les Lendu, les Kebu et les Moro. Le mot Muru était le terme luo pour désigner tous ces peuples autochtones; il sera utilisé quand l'identité ethnique d'un peuple du Soudan central n'est pas connue, ainsi que pour différencier les premiers peuples de la région des immigrants madi ultérieurs, qui étaient des Soudanais du Centre et probablement les premiers habitants connus de Baar. La plupart des peuples centre-soudanais étaient organisés en lignées segmentaires et gérontocratiques. Agriculteurs, ils adoraient un dieu de la terre et employaient des pierres à pluie ou un mélange d'huile et d'eau pour faire tomber la pluie. Leur système totémique était complexe et ils enterraient leurs morts dans des tombes reculées. Les immigrants qui suivirent les connaissaient surtout en tant que mineurs (pour le fer), de fondeurs et de forgerons. En 1500, ils avaient été assimilés par la culture bantu au sud de la ligne de partage des eaux Nil-Kyoga, mais étaient encore omniprésents au nord, des hauts plateaux de l'Alur aux montagnes de Karamoja.

Vers l'an 1000, l'ensemble nilotique luo de Dog Nam se fragmenta[1]. Un groupe se rendit à Tekidi et, de là, un sous-groupe émigra et s'installa à Pakwac-Pawir. C'est de ce dernier que sont issues les importantes branches linguistiques des Alur, Abwor, Padhola, Nyanza Luo et, peut-être, des Babito du Bunyoro. De Dog Nam, un autre groupe s'établit à Wipac (Rumbek), donnant le shilluk, l'acholi occidental et, peut-être, les dialectes paluo. En 1500, il devait y avoir une nette différence dialectale entre les deux groupes. Dans les trois enclaves luo, une forme de domination héréditaire associée au totem du céphalophe avait été instaurée bien avant 1400[2].

La période 1400-1580 fut consacrée à la consolidation interne des États qui succédaient à l'Empire[3] et marquée par les manœuvres diplomatiques

1. Voir les contributions de J. M. Onyango-ka-Odongo et J. B. Webster, 1976; A. M. Garry, 1976; R. S. Herring, 1976. Voir également R. S. Anywar, 1954 (éd. de 1969); L. Okech, 1953 (éd. de 1968); J. P. Crazzolara, 1950-1954; V. Pellegrini, 1963 (éd. de 1972); A. Malandra, 1947 (éd. de 1971).
2. UNESCO, *Histoire générale de l'Afrique*, vol. IV, chap. 20.
3. Ouvrages publiés sur ces États: J. W. Nyakatura, 1947 et 1971; P. Bikunya, 1927; H. K. Karbanga, 1949; A. G. Katate *et al*, 1955; K. N. Nganwa, 1948; F. X. Lwamgira, 1949 et s. d.; H. Rehse, 1910 et Mme Denne, s. d.

des deux puissances bahinda et babito. Les nouveaux chefs récompensèrent leurs collaborateurs en leur confiant des charges élevées et reconnurent certains chefs locaux, notamment ceux de Bwera et de Buyaga. Il y eut peu de querelles de succession. Les Babito créèrent un nouveau culte par lequel ils vénéraient le Cwezi déchu, qui représentait une menace potentielle pour les nouveaux dirigeants.

Les Babito et les Bahinda étaient les principaux prétendants au pouvoir hégémonique suprême. La tradition affirme que le Kitara aida militairement le chef autochtone de Kiziba quand un Muhima de la cour du Buganda tenta de le renverser. Les armées banyoro envahirent le Buganda, tuèrent le roi muhima, Nakabinge, et le remplacèrent par un chef des îles Sesse, un homme appartenant au totem du lion et du léopard de la première dynastie kintu. Plusieurs membres de la nouvelle dynastie du Buganda gagnèrent Nyanza, au sud-ouest, où la population batundu, craignant l'expansion des Babinda, les accepta pour chefs. Telle fut la fondation du clan babinza, appartenant lui aussi au totem du lion et du léopard[4]. Les Banyoro tuèrent le Muhima aspirant au trône de Kiziba et y envoyèrent Kibi qui s'empara du pouvoir. En outre, selon les traditions orales, les Banyoro poussèrent le clan balisa à fonder, aux alentours de 1523-1550, Buhweju et Buzimba, États-tampons sur leur frontière méridionale, destinés à les protéger des menaces des États bahima. Ils vainquirent également Nkore, mais une éclipse de soleil, en 1520, mettant en déroute leur armée, fit échouer leurs plans.

Au nord de la ligne de partage des eaux Nil-Kyoga, l'année 1500 revêt une importance particulière parce qu'elle coïncide peut-être avec la première apparition massive du groupe septentrional des Nilotiques orientaux ou de l'ensemble bari de ces derniers. On a affirmé que ce groupe a quitté sa terre natale et a émigré vers les terres frontalières éthiopiennes[5] en trois vagues, dont la première (1490-1517 environ) comportait peut-être des ancêtres des Pajulu, la deuxième (1517-1544 environ) des ancêtres des Bari-Kakwa-Kuku et la troisième (1544-1571 environ) des ancêtres des Lotuho. Ces migrations ne furent certainement pas distinctes et les groupes des deux dernières vagues s'établirent chez les Pajulu. On a essayé de dater ces vagues à partir des générations pendant lesquelles les Nilotiques orientaux du Nord-Est ont attaqué Tekidi. On a naturellement souvent mis en doute l'exactitude des listes royales de Tekidi à partir desquelles les dates sont calculées et, à l'exception de la troisième invasion, celle des Lotuho, la tradition orale de Tekidi ne fournit aucune précision sur l'identité des immigrants. Mais cette division est cependant en partie corroborée par les généalogies — publiées

4. Pour le Buganda, voir M. S. M. Kiwanuka, 1971*a*; A. Kaggwa, 1908/1949 et 1971; M. B. Nsimbi, 1956; C. E. S. Kabuga, 1963. Pour les Sukuma, voir B. Itandala, 1979.

5. Ce groupe septentrional des Nilotiques orientaux n'a guère été étudié: M. Loro, 1971; J. B. Baba, 1972. L. F. Nalder, 1937, est une source utile. J. P. Crazzolara, 1950-1954, p. 337 et 342-343; J. M. Onyango-ka-Odongo et J. B. Webster, 1976, sont également utiles, le dernier particulièrement pour les dates. Il existe cependant plusieurs travaux sur le groupe central des Nilotiques orientaux: J. E. Lamphear, 1976 et s. d.; R. S. Herring, s. d.

— du groupe septentrional des Nilotiques de l'Est. Chaque groupe attaqua successivement Tekidi jusqu'à ce que la communauté luo soit disloquée par les Lotuho.

Étant donné la carence des données historiques sur le groupe septentrional des Nilotes de l'Est, le schéma proposé ici doit être considéré comme une simple tentative. Entre les contreforts du Turkana et les monts Agoro, le groupe semble s'être scindé en deux colonies : l'une, par l'ouest, se rendit à travers le Soudan central (Muru et Lukoya) jusqu'au Nil, à Baar, le pays des Madi ; l'autre, vers le sud, traversa Karamoja et son arrivée provoqua le départ des peuples kalenjin de la partie septentrionale de cette région[6]. Les données disponibles semblent indiquer que les Nilotiques introduisirent chez les peuples soudanais du Centre leur organisation par groupes d'âge, la cérémonie du feu, le dieu du ciel, la lance et le bouclier, la lance sacrée qui faisait pleuvoir, la longue houe droite et des coiffures très élaborées. Dans de nombreuses zones, leurs contacts avec les peuples soudanais favorisèrent probablement la création des chefferies et leur langue devint une nouvelle lingua franca.

Les secondes invasions des Nilotiques de l'Est ont peut-être été marquées par les Oromo (Galla) qui quittèrent leur terre natale, au nord du lac Turkana (1517-1544 environ), et attaquèrent Tekidi au moment même où ils entreprenaient l'invasion de l'Éthiopie méridionale[7]. Les ancêtres des Kakwa modernes faisaient peut-être partie de cette migration. La tradition orale kakwa transmet la figure de Meme, qui vivait à Kapoeta (maintenant en pays Toposa). La même tradition orale nous fournit une généalogie de Jaki, qui vécut sur les collines de Korobe, loin à l'ouest, lieu de départ pour de nombreux clans dirigeants des Pajulu et des Kakwa. Jaki devint, pour les Kakwa, un héros-ancêtre. Ils admettent aussi être liés à un sous-groupe des Iteso et la présence, très tôt, d'un groupe septentrional des Nilotiques de l'Est dans l'Ouganda oriental est révélée, entre autres choses, par des variantes du mot kakwa de l'Acholi oriental au Kenya occidental chez les Luo.

Le pays de Baar devint une région d'intense brassage entre les Nilotiques de l'Est et les Madi. Divers types de chefferies héréditaires furent probablement établis mais, pour ceux qui se rendaient à l'ouest du Nil — les Pajulu, les Kakwa et les Kuku —, les chefs étaient généralement des Nilotes de l'Est et les sujets des Madi. Ceux qui se dirigeaient vers le sud-est, vers Agoro, étaient probablement des Nilotes de l'Est commandés soit par des Madi, soit par des Luo. Quant à ceux qui restèrent au pays de Baar, ils créèrent une chefferie héréditaire (avec à sa tête un faiseur de pluie) que l'on suppose d'origine madi mais où l'on parlait un dialecte nilotique de l'Est. Chez les Pajulu, les Kakwa et les Kuku, les nouvelles sociétés adoptèrent,

6. J. E. Lamphear (s. d.) présente les traditions jie chez les Kalenjin. C. Ehret (1971) traite aussi de leur départ.

7. H. S. Lewis (1966) fixe le début du mouvement oromo à 1530-1538 grâce à des données documentaires. La date 1517-1544 est calculée à partir de la généalogie figurant dans J. M. Onyango-ka-Odongo et J. B. Webster, 1976.

semble-t-il, une langue nilotique orientale et combinèrent le dieu du ciel et la lance nilotiques avec le dieu de la terre, les tumulus et les flèches des Soudanais. Ils paraissent avoir abandonné l'organisation par groupes d'âge des Nilotiques de l'Est et avoir adopté les vêtements, les pratiques funéraires et les pierres à pluie des Madi. Les chefs séculiers étaient généralement des Nilotiques de l'Est tandis que les spécialistes des rituels étaient des Madi. Les Pajulu, les Kakwa et les Kuku étaient culturellement des Soudanais et linguistiquement des Nilotiques orientaux.

Les processus de fusion, chez les Bari, furent semblables, avec une influence nilotique quelque peu plus marquée. L'un des traits essentiels de la société bari et kuku était le *dupi*, ou la classe servile, parfois physiquement différente de celle des hommes libres. Dans la société kakwa et pajulu, les *dupi* étaient des clients plutôt que des serfs. Dans la mesure où ils faisaient souvent fonction d'aides dans les rituels de la pluie et où ils étaient des mineurs et des forgerons renommés, il est possible qu'ils aient été d'origine muru et non madi. Cette hypothèse repose sur le fait que les modernes Madi, qui apparaissent plus tard dans les traditions orales luo, étaient eux-mêmes le résultat d'un brassage entre plusieurs peuples soudanais, comprenant les Moro et, peut-être, les Muru. Pour les Luo, d'une façon générale, tous les peuples soudanais finirent par être appelés Madi et ils jouissaient d'une solide réputation en matière de travail du fer. Mais les Madi rejettent cette affirmation et prétendent que c'étaient les peuples autochtones avec lesquels ils vivaient — sous-entendu ici les Muru, les Moro, les Lendu ou Obeku — qui travaillaient le fer. Ces trois derniers peuples existent toujours et affirment avoir été des mineurs et des forgerons auxquels on accordait un statut spécial dans la société madi[8].

La dernière invasion du groupe septentrional des Nilotiques de l'Est est associée, dans la tradition orale de Tekidi, aux Lotuho. Ceux-ci envahirent la zone de peuplement luo de Tekidi dont le roi, Owiny Rac Koma (1544-1571 environ), s'enfuit avec la majeure partie de ses sujets chez les Luo de Pakwac-Pawir. Il semble que les Didinga et les Dongotono-Murle aient survécu aux invasions en défendant leurs places fortes des hauts plateaux. Il est probable qu'un groupe centre-soudanais, les Okarowok, ait adopté comme langue le nilotique oriental sous l'influence des Lotuho. La première partie de ce groupe, les Koriuk, fut placée sous la tutelle linguistique, culturelle et finalement politique des Lotuho; la deuxième partie, les Ilogir, fut soumise à leur influence linguistique et culturelle mais échappa à leur emprise politique; quant à la troisième partie, composée par les Lokoya (ou Oxoriuk), elle resta à part tout en adoptant le nilotique oriental. Bien qu'il ne soit guère prouvé que les Oxoriuk soient devenus les Okarowok (un important clan nilotique oriental en Ouganda), tout semble indiquer qu'il en fut ainsi.

8. Aucune des traditions madi n'a été recueillie dans leur lieu d'origine, le pays de Baar. Les seules que nous possédions viennent de l'Ouganda. Partout, dans les zones nilotiques orientales et occidentales du nord de l'Ouganda, les houes associées à des groupes parlant le soudanais du Centre sont appelées des houes madi.

Apparemment, les Lotuho intégrèrent les petits clans okarowok à leurs quatre grands clans et reprirent pour eux les interdictions totémiques des Okarowok. Ils introduisirent la cérémonie du feu, l'organisation par groupes d'âge et, probablement à cause de l'insécurité régnante, construisirent des villages populeux et étroitement fermés sur eux-mêmes dans une zone qui se caractérisait antérieurement par un type d'habitat dispersé. La diffusion ultérieure des clans totémiques et des pierres à pluie vers l'est indique peut-être l'extension des peuplements centre-soudanais dans cette direction.

Tandis qu'un groupe des premiers Luo se voyait forcé par les incursions des Nilotes orientaux à se déplacer vers Tekidi, un autre groupe se dirigeait vers le nord, à Wipaco Dwong', au Rumbek, qu'il quitta plus tard, entre 1382 et 1418, pour partir vers l'ouest, en direction du Nil, et s'établir sur les rives du fleuve. Plus tard encore, il se scinda en deux; les premiers Shilluk et leurs alliés se rendirent dans le Nord et s'y établirent entre 1490 et 1517 après avoir vaincu les Fung, tandis que les Patiko et les Padibe se dirigèrent vers le sud de Baar et arrivèrent dans la région de Pakwac-Pawir. Les irruptions des Luo dans le pays de Baar, semble-t-il, poussèrent les Panyimur, les Atyak et les Koc-Pagak — dirigés par les Madi — à émigrer vers le sud, près du mont Kilak. Madi et Luo se disputèrent alors le pouvoir à Pakwac-Pawir. Dans la chefferie d'Atyak, une prophétie annonça que le fils de la princesse, Nyilak (1517-1562 environ), assassinerait le roi, son père, et s'emparerait du trône. Le roi enferma alors sa fille, mais un voyageur luo (selon une tradition orale, il s'agissait de Keeno, le roi de Patiko) fit un enfant à Nyilak qui, comme il avait été prédit, tua le roi madi. Deux États se constituèrent sans doute à partir de là: Attyak (appelé plus tard Okoro), dirigé par les Luo, de la lignée royale de laquelle Nyipir était né, et Atyak (Acholi), dirigé par les Madi. L'histoire de Nyilak est un schéma — dont les personnages varient selon chaque récit — destiné à expliquer le renversement de la domination soudanaise soit par les Luo au nord, soit par les Bantu au sud[9].

La lutte des Madi et des Luo pour l'hégémonie à Pakwac-Pawir devint beaucoup plus acharnée quand la grande vague migratoire luo atteignit la région, sous le règne du roi Owiny (Tekidi). Antérieurement à la chute de Tekidi, et sous le règne de son dernier roi, Owiny Rac Koma, la maison dirigeante payera avait été fondée par Ayera, une fille du peuple parlant le luo, dont la mère était une Nilotique orientale et le père un marchand muru, cette origine mêlée étant tout à fait typique du brassage ethnique qui caractérisa ultérieurement l'État payera. Les enfants d'Ayera, qui partit à l'ouest vers le Nil, furent avant tout élevés comme des Muru; ils s'attachèrent les services de nombreux Madi. Vers 1560, les Lotuho submergèrent Tekidi dont la majorité des habitants s'enfuit avec le roi à Pakwac-Pawir. D'autres s'enfuirent dans les collines puis retournèrent temporairement chez

9. J. P. Crazzolara, 1950-1954, p. 180-183; R. J. Ocamali, 1970; A. W. Southall, 1954; R.S. Anywar, 1954; A. Malandra, 1947 (èd. de 1971). On trouve une tradition bantu similaire dans l'*Abakama* de Nyakatura.

eux après le départ des Lotuho. La principale chefferie qui se constitua à partir de ce dernier groupe fut celle de Puranga[10]. Ce groupe luo, auquel s'étaient amalgamés, au cours des siècles, de nouveaux immigrants d'Anywa et d'ailleurs, mais qui était surtout très influencé par les Nilotiques de l'Est, peut être dénommé le groupe des Luo orientaux. Il était majoritaire dans la population de l'Acholi de l'Est, de Labwor, de Nyakwai et de Lango, et, avec les Nilotiques orientaux, il a eu une influence decisive sur les dialectes parlés dans ces régions.

L'époque des sécheresses et des famines

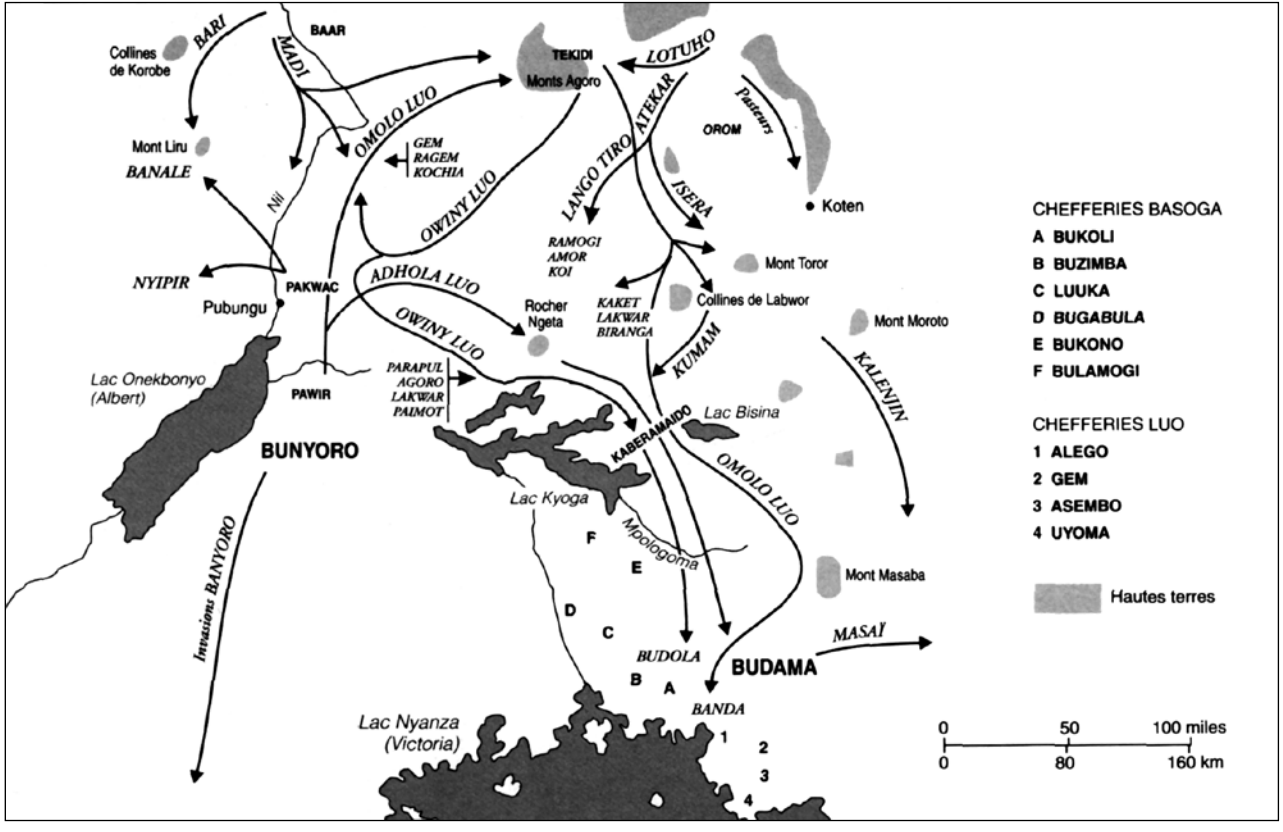
Aucune partie de la région des Grands Lacs, ni même de l'Afrique centrale et orientale, n'échappa au désastre climatique que sont les sécheresses et aux famines qu'elles provoquèrent, à la fin du XVIe siècle et au début du XVIIe. Pendant cette période, les précipitations dans les régions du Nord et du Centre ne furent normales que durant deux ans. Les quatre périodes de sécheresse les plus graves furent sans doute celles de 1588-1590, de 1601-1602, de 1613 et de 1617-1621. En 1621, le cours estival du Nil atteignit son plus bas niveau depuis 622 — année où des annales furent établies pour la première fois. Les récits de l'époque indiquent que pendant cette longue période de sécheresse, les récoltes furent normales deux fois, inexistantes pendant onze années et insuffisantes ou nulles pendant vingt-quatre ans. Quel n'a pas dû être le taux de mortalité, selon les normes de conduite civilisée et de dignité humaine, au cours de ces sécheresses ?

Dans l'Ouganda septentrional, toute cette période a été désignée par le mot luo *nyarubanga*, qui signifie « envoyé par Dieu », parce qu'il s'agissait du pire désastre naturel de l'histoire des Luo. Elle s'acheva avec la grande famine de 1617-1621, qui s'accompagna d'une maladie qui décima le bétail.

Le spectre de la famine générale est évoqué par toutes les traditions. Les histoires égyptiennes sont particulièrement effrayantes : le cannibalisme devint chose commune et près de la moitié de la population mourut de faim. Ce qui était vrai de l'Égypte l'était probablement aussi de la plus grande partie de la région des Grands Lacs, notamment des zones septentrionales.

Si la moitié de la population périt, la plupart des survivants furent obligés d'émigrer ou de fuir vers d'autres régions. Ils se rassemblèrent près des fleuves et des lacs, le long du Nil, au bord du lac Victoria et des chapelets de lacs s'étendant, en direction du sud, dans le centre de l'Afrique. On a recueilli douze grands récits de migration à propos de cette période et la plupart d'entre eux évoquent des déplacements vers de grands fleuves et

10. Nous suivons ici la tradition luo, telle que la relate J. M. Onyango-ka-Odongo *et al.* (1976). Cette importante tradition, qui traite en grande partie des débuts de l'histoire luo, mérite beaucoup plus d'attention critique des spécialistes qu'elle n'en a reçu jusqu'à présent. Elle fournit un utile correctif aux traditions orales luo, dont la plupart, jusqu'à il y a peu, traitaient surtout des Luo de l'Ouest.



26.1. Le *nyaryubanga* et la fragmentation des Luo, entre 1570 et 1720 environ (d'après J. B. Webster).

des lacs. Certaines de ces migrations prirent une forme militaire : l'invasion nkanda du pays Sukuma, le mouvement des « Lomukudit » qui se répandirent dans le pays de Baar ou l'invasion banyoro qui atteignit, dans le Sud, au moins Buzinga. D'autres récits évoquent l'assèchement du Nil Albert, du Nil Victoria et du Smith Sound — ce qui, dans ce dernier cas, a dû provoquer une baisse considérable du niveau des eaux du lac Nyanza.

Le *nyarubanga* restructura la géographie ethnique et politique d'une grande partie de la région des Grands Lacs et, peut-être, d'une plus grande partie de l'Afrique elle-même. Il porta probablement un coup fatal au type de pouvoir fondé sur le contrôle des forces surnaturelles, particulièrement à celui qui affirmait avoir prise sur les phénomènes atmosphériques. Il conduisit à l'apparition d'une nouvelle forme de gouvernement à la tête duquel, très souvent, se trouvaient les chefs des migrations dont les capacités de commandement, de guerre et de chasse avaient permis à des groupes numériquement importants de survivre. Quand le choc fut passé, les chefs des survivants créèrent de nouvelles unités politiques dans de nouvelles régions qui étaient probablement inhabitées ou faiblement peuplées, ou qui n'avaient en tout cas pas de structures politiques que les nouveaux venus eussent à affronter. Ce n'est pas seulement parce que les descendants de ceux-ci ont voulu affirmer leurs droits sur ces terres que les traditions rapportent qu'elles étaient vides. Elles l'étaient probablement, ou presque, dans certaines zones.

Il n'est pas surprenant non plus que quand les immigrants rencontraient des habitants, il se soit agi de chasseurs ; le chef des nouveaux venus, du reste, est souvent défini comme un chasseur par les récits traditionnels. Les animaux, eux aussi, avaient émigré et se rassemblaient autour des points d'eau permanents. Enfin, il n'y a rien d'étonnant à ce que les récits donnent l'impression qu'à partir de 1600 environ, il y eut un nouveau commencement. Dans la plupart des régions, il y avait de nouveaux brassages ethniques, de nouveaux habitats et de nouveaux chefs. Ce n'est pas parce que les récits antérieurs à 1600 sont squelettiques et vagues que les historiens doivent considérer qu'ils ne reflètent pas précisément les conditions de vie existant à l'époque : le *nyarubanga* détruisit les traditions orales, anéantit leurs mécanismes de transmission ainsi que, probablement, la plupart des vieilles générations qui en étaient les gardiennes. Le pire désastre climatique de toute l'histoire de la région des Grands Lacs provoqua rapidement des mouvements migratoires, disloqua des États, renversa des dynasties et ébranla même les bases des sociétés pastorales normalement habituées à de longues périodes de sécheresse[11].

Les migrations du pays de Baar s'accélérèrent beaucoup pendant le *nyarubanga*. Les Madi Opei, les Palabek et les Padibe allèrent à Agoro. Les Attyak, les Koc-Pagak, les Aliba, les Laropi, les Parabongo, les Alero et les Paleru comptèrent parmi les Madi qui vinrent se regrouper à Pakwac-Pawir. Les peuples parlant le nilotique de l'Est se dirigèrent, au sud, vers les colli-

11. À propos de cette sécheresse, voir J. B. Webster, 1979.

nes de Korobe et le mont Liru où un certain nombre de familles dirigeantes affirment descendre de Jaki, de ses fils et de sa suite. Il s'agit des principales familles de Nyangilia, d'Obula et de Midia (qui parlent toutes le kakwa), de Yemele et de Paranga (qui parle le madi). Un groupe se dirigea vers l'est, jusqu'au Nil, où son établissement permit la création d'une ceinture de population parlant le nilotique, distinguant ainsi les Madi Moyo et les Meta des Madi du Sud, plus tard connus sous le nom de Lugbara.

C'est aussi pendant cette période que Pakwac-Pawir gagna sa réputation de grand centre d'émigration luo. Comme les groupes parlant le luo avaient vécu dans cette zone bien avant la conquête du Bunyoro-Kitara par les Babito et comme ils étaient restés de fermes partisans des Babito, ces derniers s'intéressèrent naturellement à ce qui se passait dans la région. Elle acquérait un intérêt tout particulier car elle attirait également des immigrants du Nord qui n'étaient pas des Luo et que les Babito voulaient soumettre. Leur intérêt pour cette zone est bien illustré par l'histoire d'Omukama Cwa Nyabongo et de Daca: peu avant le début du *nyarubanga*, Cwa rassembla son armée, traversa le Nil Victoria (en employant probablement un pont, ce qui indique peut-être le bas niveau des eaux), combattit et tua le roi madi de Koc-Pagak, un chef important de cette zone, qui n'était pas un Luo. Il semble qu'il nomma un autre Madi, Abok, qui avait vécu à Kitara, pour gouverner Koc-Pagak, sous le contrôle d'une de ses reines paluo, appelée Daca. En agissant ainsi, il tentait apparemment de faire plus que soumettre un voisin turbulent: recourir à des femmes de la famille royale pour exercer une sorte de gouvernement indirect était, semble-t-il, typique de la manière de gérer des territoires extérieurs de la première dynastie babito. Mais alors que cette politique était généralement couronnée de succès, elle échoua dans ce cas particulier, dans la mesure du moins où trois fils du chef madi réussirent à constituer les États pagak, paboo et pawoor. Son impact fut toutefois non négligeable car il permit à Cwa et à ses agents féminins de jouer un rôle important dans la zone pendant le *nyarubanga*.

Il paraît évident que le cataclysme climatique transforma Pakwac-Pawir en une zone de refuge pour une foule de peuples affamés et désespérés, et dont les langues et les cultures étaient différentes: les Owiny Luo de Tekidi, les Omolo et les Paluo, les Luo-Madi, les Madi parlant le nilotique de l'Est et les Luo de Baar, mélangés aux Nilotiques orientaux. L'afflux de ces peuples détruisit apparemment la position des Paluo au nord du Nil et se posa alors de façon aiguë la question de savoir qui allait contrôler les Luo et ces autres groupes. Cela provoqua un conflit entre Cwa Nyabongo (ainsi que ses agents) et Nyipir, qui est évoqué dans la tradition de la lance et de la perle. Si les éléphants représentant les Madi (Abok appartenant au totem de l'éléphant) et la *min lyec*[12] Daca, ce récit montre comment cette dernière servit les ambitions de Nyipir. Nyipir et Tifool (peut-être des Luo de Baar),

12. *Min lyec* signifie reine des éléphants. Cette partie de notre étude suit l'analyse de R. A. Sargent, 1979. Voir aussi A. Apecu, 1972. Dans la mesure où les détails du récit de la lance et de la perle ont été très souvent publiés et sont très connus, nous les avons omis ici.

dont les partisans étaient en grande partie des Luo Owiny, se dirigèrent vers l'ouest du Nil et quittèrent le pays de Cwa; Nyipir, selon la tradition orale, enfonça une hache dans le lit sec du Nil en signe de séparation éternelle. Chef d'Attyak, il fonda le royaume alur d'Okoro, tandis que Tifool créait un État qui se divisa en deux parties: Nyiganda et Angal. La majeure partie des Owiny se dirigea apparemment vers le sud-est, passa au nord du lac Kyoga et rejoignit les campements budola dans le Busoga oriental. Les Omolo, dont les déplacements restent plus discutés, pourraient bien s'être dirigés vers Agoro et, de là, avoir gagné la même région par Karamoja.

Selon les récits traditionnels jonam, les Luo qui restaient, dirigés par Daca, renversèrent Abok et l'État koc se divisa en trois. Le premier État, Koc Ragem, fut gouverné par Cua, un fils de Daca et de Cwa Nyabongo. Il devint le plus grand des États jonam situés à l'ouest du Nil. Le deuxième, Koc Labongo, fut fondé par Kaladua, un fils de Daca et d'Abok, et se trouvait à l'est du Nil. Quant au troisième, Koc Paluo, il fut dominé par les Madi. Situé dans la sphère d'influence de Pawir, il était contrôlé par une femme de la famille royale munyoro[13]. C'est peut-être à partir de cette division de Koc que Kakaire apparut pour diriger la migration pakoyo, qui eut lieu dans la dernière partie du XVIIe siècle et mena ce groupe du sud du lac Kyoga au nord de Busoga.

Le Luo, qui fonda la chefferie terego des Lugbara, pourrait bien lui aussi être apparu à la suite de la dispersion des Luo de Pakwac-Pawir. Banale et son neveu Raoule, venus de l'est du Nil, arrivèrent en pays Madi dans un état de misère totale. Banale avait été chassé de sa terre natale parce que la famine l'avait poussé, comme bien d'autres à l'époque, au cannibalisme. Il était accompagné par une femme madi lépreuse. Quand leurs rapports clandestins furent découverts, un conseil de vieillards madi décida de le prendre comme chef; il fonda alors Terego, la plus vaste chefferie des Lugbara ou Madi du Sud. À la même époque, Jaki et ses fils, très ambitieux, étendaient leur domination sur le pays Madi voisin et il est bien possible que le conseil des vieillards madi ait préféré prendre Banale pour chef plutôt que d'être absorbé par le groupe de Jaki, qui parlait le nilotique oriental[14]. Par cette décision, ils préservèrent leur langue et purent rester culturellement des Madi.

Le *nyarubanga* et la diffusion de la lance et de la perle à Pubungu provoquèrent trois migrations luo vers le littoral sud-est de Nyanza — zone qui avait déjà été parcourue par des groupes luophones comme les Joka Jok du Kenya occidental. Une grande partie des clans adhola quitta Pakwac-Pawir et rejoignit les Owiny à Kaberamaido. Amor était un de leurs chefs. Le clan amor apparut plus tard à Padhola avec, comme signes caractéristiques, un tambour royal, une lance sacrée et le totem du céphalophe. L'ensemble adhola comptait également les célèbres clans des Ramogi (qui faisaient

13. Nous avons adopté ici l'interprétation de Sargent. Bien que controversée, elle est très stimulante et rapporte un certain nombre d'événements jusqu'ici traités séparément dans les récits traditionnels des Madi, des Banyoro et des Luo.

14. O. J. E. Shiroya, dans J. B. Webster s. d.*a* et dans D. Denoon, s. d.*b*.

probablement partie, à l'origine, de l'ensemble joka jok), des Bwobo et de leurs proches, les Koi. Ces derniers étaient apparentés à Olum Panya, le deuxième roi bwobo (de l'Acholi), qui les conduisit à la roche de Ngeta où les Koi se séparèrent du principal groupe bwobo et rejoignirent les Adhola dans leur marche vers le sud-est. Les groupes adhola et owiny se dirigèrent rapidement vers le sud et installèrent des campements à Budola, dans le Busoga oriental. Un autre ensemble de clans — les Gem, les Ragem et les Kochia, qui faisaient partie du groupe omolo et étaient d'origine luo-soudanaise — quitta Pakwac-Pawir pour se rendre à Tekidi par le Nil, au nord, et au mont Elgon par Otuke, au sud. Il est possible que les Kaket, les Lakwar et les Biranga se soient joints au groupe omolo à l'est. Les Biranga sont peut-être une branche du clan royal de Purango, puisque l'on retrouve, dans les deux groupes, des spécialistes des rituels qui se consacraient aux oracles d'une déesse de la terre et dont le rôle revêtait une importance particulière[15]. Les Luo s'implantèrent donc progressivement en Ouganda oriental puis, probablement lors de l'arrivée des réfugiés du *nyarubanga*, ils se scindèrent en deux groupes.

En 1600, les premiers habitants et les clans immigrés s'étaient unis pour former au moins quatre ensembles : le groupe omolo, dans les campements banda ; le groupe owiny-adhola, dans les campements budola ; un groupe qui comprenait les deux futurs clans adhola (les Ramogi et les Lakwar), dans les forêts du Budama occidental ; un groupe qui allait donner les futurs clans basoga, au nord du Mpologoma. Entre 1598 et 1650 environ, les campements budola et banda se dispersèrent, probablement à cause de la terrible disette des années 1620 qui marqua la fin du *nyarubanga*. Les Owiny se dirigèrent, par Samia-Bugwe, vers la région alego, dans le district siaya au Kenya occidental. Une partie des Omolo les suivit et les deux groupes entrèrent en conflit. Les clans adhola furent les derniers à quitter les campements budola et à rejoindre leurs frères dans le Budama occidental.

Parmi ceux qui continuèrent à parler le luo dans l'ouest du Kenya, certains créèrent des chefferies (par exemple Alego, Gem et Kadimo). Ils agirent ainsi, semble-t-il, en partie à cause de leur situation antérieure, en partie parce qu'ils avaient besoin d'une structure politique pour pouvoir assimiler les premiers habitants bantu et, enfin, en partie parce qu'ils se battaient souvent entre eux et avec leurs voisins. La majorité d'entre eux, cependant, agit comme les Padhola qui s'installèrent dans une zone inoccupée et se contentèrent d'un système politique acéphale maintenant la paix entre les trente et un clans. L'unité ethnique fut favorisée par le mythe selon lequel tous les clans descendaient des fils et des petits-fils d'Adhola, le chef qui avait dirigé leur grande migration de Kaberamaido au Budama occidental[16]. Ainsi, tout en intégrant des groupes comme les Amor, qui possédaient des insignes royaux et affirmaient avoir des ancêtres royaux, les Padhola purent décider de ne pas avoir de chefs.

15. J. M. Onyango-ka-Odongo *et al.*, 1976 ; R. S. Anywar, 1954 (éd. de 1969) ; B. A. Ogot, 1967.
16. B. A. Ogot, 1967.

Ils explorèrent progressivement les terres situées au sud et à l'est de leur contrée d'origine. Ils se heurtèrent aux Bagisu puis conclurent avec eux une paix durable. Après 1650 (environ), ils combattirent aussi les Masaï dans la région tororo. Ceux-ci se replièrent à l'est et Tororo devint un *no man's land* jusqu'à ce que les Iteso s'y installassent à la fin du XVIIIe siècle.

Huit clans appartenant aux ensembles owiny et omolo quittèrent les campements budola pour se rendre au Busoga[17]. Ils appartenaient tous au totem du céphalophe et avaient des traditions de chasse et d'élevage, bien que le groupe owiny eût également une tradition agricole. Les clans d'origine owiny étaient les Mudola, les Ngobi, les Naminha et les Kibiga. Ceux d'origine omolo étaient les Bandha, les Wakoli, les Kiruji et les Kiranda. Tous les clans owiny, ainsi que les Wakoli de l'ensemble omolo, devinrent des clans dirigeants au Busoga. Le clan mudola prit d'abord le pouvoir à Bukoli puis Mukama, qui en était issu, se dirigea vers l'ouest, dans le Busoga septentrional, attirant à lui une nombreuse clientèle. Ses fils et petits-fils, du clan ngobi, fondèrent les chefferies de Luuka, Buzimba, Buzaaya et Bugabula. Une seconde vague migratoire, venue des peuplements luo du nord du Mpologoma, fonda les chefferies de Busiki, Bukono et Bulamogi. Les Omolo, de tradition plus pastorale, hésitaient à se fixer et un seul de leurs clans devint dominant.

Peu après se produisirent les migrations pakoyo, à partir de Pawir, au sud du lac Kyoga, qui aboutirent à la fondation des chefferies de Bagweri et Bugaya. Dans leur désir d'unification ethnique, les Basoga ont voulu faire de Mukama le chef de toutes ces migrations et réaliser pour lui ce que les traditions padhola ont fait pour Adhola. Les migrations luo rassemblèrent de nombreux clients grâce aux liens matrimoniaux qui s'établirent entre les différents groupes et en s'emparant des principaux sanctuaires qui devinrent des centres rituels ou des lieux de pèlerinage royal. Partout où les Luo arrivaient, ils s'adaptaient très vite aux rituels existants et aux structures religieuses. Cette capacité d'adaptation spirituelle constituait l'une de leurs plus grandes armes politiques.

En 1750, les neuf États cités plus haut étaient fondés. À la fin du XIXe siècle, ils s'étaient divisés en près de trente États, le clan ngobi (ou du céphalophe) étant majoritaire dans presque vingt d'entre eux. Ces États, où la succession se faisait de père en fils et qui employaient des administrateurs d'origine populaire comme le Luuka et le Bugabula, ne connurent pas de sécession et peu de guerres civiles. Par ailleurs, ceux où la transmission du pouvoir se faisait entre frères et qui confiaient aux princes royaux des charges de l'État souffrirent de querelles répétées à propos du trône et connurent de nombreuses guerres civiles. Le Buzimba se divisa en huit États indépendants, le Busiki et le Bugweri en quatre et le Bukoli en deux. Le Bunyoro et le Buganda avaient tous deux connu des types d'administration ayant eu des résultats semblables. Les dynasties attachées aux principes luo d'origine étaient plus stables que celles qui avaient adopté les principes de succession de leurs sujets bantu.

17. D. W. Cohen, 1972.

Le *nyarubang*a et le mouvement — qui lui était associé — de la lance et de la perle marquèrent considérablement l'histoire des Luo parce qu'ils déterminèrent leur répartition géographique moderne. Le *nyarubanga* provoqua également une invasion massive des Banyoro du Sud, majoritairement des Bahima-Batutsi, et poussa les classes rurales à se libérer de la tutelle des peuples pastoraux. La première phase de l'invasion fut menée par des hordes désorganisées et affamées, qui se nourrissaient de feuilles de bananiers et de tiges de sorgho. Ces hordes n'appliquaient évidemment pas une politique élaborée à la cour royale de Kitara. Poussées par la faim, elles se répandirent dans toute la région méridionale; certains envahisseurs s'installèrent au Buzinza, au Burundi et même au-delà. Cela provoqua d'autres migrations, qui suivirent les chaînes de lacs d'Afrique centrale.

Au fur et à mesure que la sécheresse se prolongeait, le bétail fut frappé de maladie et les troupeaux royaux du Kitara furent décimés. Cela poussa Cwa II (et non Cwa Nyabongo) à conduire ses armées vers le sud pour reconstituer ses troupeaux et renforcer l'autorité impériale. Les groupes pastoraux étaient la cible directe des Banyoro et les agriculteurs les alliés naturels de Cwa. S'ensuivit une lutte dont les circonstances sont rapportées ci-après dans la section traitant des royaumes agro-pastoraux du Sud.

Le *nyarubanga* fit également entrer sur la scène de l'histoire de la région des Grands Lacs le groupe central des Nilotiques de l'Est[18]. Historiquement ce groupe, composé essentiellement de Karamojong-Teso, était divisé en deux: les Isera, agriculteurs qui élevaient un peu de bétail, et les Koten, pasteurs qui avaient secondairement des activités agricoles. Même si les Isera et les groupes pastoraux se retrouvent dans tous les peuples du groupe central des Nilotiques de l'Est, les premiers ont donné naissance aux ethnies — aux dialectes semblables — des Iteso, des Toposa et des Dodos, et les seconds à celles des Karamojong, des Jie et des Turkana.

De plus, tout le groupe central moderne des Nilotiques de l'Est contient des éléments luo. Le premier des problèmes qui se posent aux historiens est d'expliquer pourquoi, alors que les noms des clans, les organisations rituelles et celles des groupes d'âge, les habitats et les traditions migratoires sont pratiquement les mêmes pour les Lango Omiro, les Acholi de l'Est, les Kumam et les Iteso, les trois premiers groupes en sont arrivés, vers 1830, à parler le luo et le dernier le nilotique de l'Est. Le deuxième problème concerne trois petits groupes luophones — les JoAbwor, les JoAkwa et les Kumam — qui ressemblent culturellement au groupe central des Nilotiques de l'Est et auxquels on a consacré une attention presque excessive parce qu'on pensait que leur histoire pouvait contribuer à éclairer l'énigme des Lango Omiro et des Iteso. Le groupe nyangiga (composé des Nyangiga, des Tepe ou Sor, des Teuso et des Didinga), qui habite les zones montagneuses de l'Est, pose un troisième problème. Du point de vue des origines des clans, il est à 90%, ou presque, de descendance soit centre-nilotique, soit luo et pourtant, c'est un peuple dont la langue et la culture restent très différentes.

18. J. E. Lamphear, s. d.; R. S. Herring, 1979; J. B. Webster *et al.*, 1973; J. P. Crazzolara, 1960; R. Ogwal, 1969; J. A. Otima, s. d.; D. H. Okalany, s. d.; P. Odyomo, s. d.; J. Weatherby, 1979.

Les Okarowok (Ikarebwok) forment un clan très important dans le groupe central des Nilotiques de l'Est. Comme on l'a observé plus haut, ils semblent être apparus dans la région agoro quand les Lotuho imposèrent leur langue et leurs coutumes à une population muru, les Lukoya. Agoro était un important centre de dispersion des Isera-Omiro. Les émigrants réutilisaient, partout où ils allaient, les noms de lieux de leur Agoro natal : Magoro, Mukongoro, Itengor, Ngora, Bokora et Igoria.

Les grandes migrations des Luo vers le sud-est, associées à celles des Owiny et des Omolo, étaient également imbriquées à celles des Isera. C'est le cas, tout particulièrement, des Omolo qui descendirent le corridor agoro-karamoja en direction du sud. Les Owiny laissèrent derrière eux des foyers de peuplement où l'on parlait le luo, dans ce qui devint plus tard le pays Lango Omiro, à Amac, sur les rives septentrionales du lac Kyoga, et près des chutes de Karuma. Une grande partie des peuples finalement considérés comme des Omolo était peut-être à l'origine des Nilotiques de l'Est. Ceux qui atteignirent le Kenya occidental étaient connus des Luo sous le nom d'Omia, les Lomia étant l'un des quatre grands clans des Lotuho et Omiya Anyiima et Omia Pacua rappelant leur présence dans l'Acholi oriental. La dernière vague de migrants qui arriva à Siaya comprenait aussi des groupes venant de l'est de l'Ouganda, les plus importants étant les Owila (le clan dominant d'Uyoma), les Matar (le clan dominant de Sakwa) et les Bayuma (le clan dominant de Wanga). Ils étaient probablement tous des Isera-Omino descendant des Bako, eux-mêmes d'origine éthiopienne.

Outre les éléments centre-soudanais et les membres du groupe septentrional des Nilotiques de l'Est, les Isera étaient formés de clans d'origine luo et éthiopienne. Et indépendamment des Luo laissés derrière eux par les Owiny et les Omolo, ils comptaient également parmi eux ceux des Puranga de Tekidi qui avaient survécu. À tous ces groupes vinrent s'ajouter des migrants venant sans doute d'Anywa, ou Pari, de Baar et de Pakwac-Pawir. Les groupes les plus importants de cette dernière catégorie étaient formés par les Patiko, les Payera et les Paluo (étudiés ci-après). De plus, certains émigrants « éthiopiens » ont pu pénétrer dans la région par suite de l'invasion oromo[19].

Aux XVIIe et XVIIIe siècles, ces groupes de migrants se réunirent pour former des noyaux de peuplement définis par leur lieu d'habitation et, parfois, par un certain degré d'auto-identification. Les plus grands d'entre eux étaient celui des Bako, dans le Jie central, celui des Okii (ou Miro) dans la zone du mont Moroto et de l'Omanimani (au Karamoja central), celui des Abwor, dans les collines de Labwor, celui des Kumam, dans le Teso occidental, et celui que nous pouvons appeler des Iworopom-Iteso dans le centre et le sud

19. Nous pensons que ces émigrants « éthiopiens » comprenaient peut-être les groupes bako de Lango (voir les Bako en Éthiopie), les Ober de Lango (voir le clan uober chez les Bako) et les Oromo, qu'on appelle mal à propos les Galla. Aucune tradition orale ne relie explicitement ces groupes à l'Éthiopie et le lien que nous établissons doit être considéré comme une simple hypothèse.

du Karamoja. Tous ces ensembles comprenaient à la fois des Luo et des Nilotiques de l'Est, quoique dans des proportions diverses, et le bilinguisme y était courant au XVIIIe siècle. L'ensemble iworopom-iteso se détachait des autres parce qu'il semble avoir été le plus cohérent: sa population parlait une langue apparentée au nilotique centre-oriental et/ou au kalenjin. Les Iworopom avaient de grands troupeaux de bovins.

Les pasteurs et les agriculteurs

Dans la région des Grands Lacs, les historiens et les anthropologues ont pour habitude de diviser les sociétés en deux compartiments étanches: les pasteurs et les agriculteurs. Ceux-ci sont censés représenter deux catégories économiques distinctes qui se retrouvent dans toutes les sociétés de la région. Ainsi a-t-on tenté d'identifier certains groupes ethniques à des entreprises économiques déterminées. C'est là une simplification outrancière de ce qui fut une situation très complexe, dynamique et fluide. Dans l'Ouganda septentrional et oriental, par exemple, la relation entre agriculteurs et éleveurs a évolué tout au long de notre période. Tous les groupes, agriculteurs, pasteurs semi-agriculteurs, pêcheurs, chasseurs et cueilleurs, ont fait de nombreuses tentatives pour améliorer leur système économique, former des communautés stables et, lorsque de gré ou de force ils émigraient, pour planifier rationnellement leurs déplacements. Ces déplacements de population et d'autres phénomènes de dislocation sociale ont rapproché les uns des autres des groupes dont les idées et les habitudes sociopolitiques, religieuses et économiques étaient souvent très diverses. Les individus, mus par le désir de constituer des communautés stables, ont dès lors été obligés de mêler leurs patrimoines culturels en les aliénant quelque peu. Pendant toute la période étudiée, divers groupes linguistiques de cultivateurs et de pasteurs se sont fondus pour former de nouvelles sociétés relativement homogènes. La plupart de ces synthèses culturelles ont été les bases sur lesquelles se sont constitués les nouveaux groupes ethniques qui sont apparus dans la région au cours des XVIIIe et XIXe siècles. Nous donnons ci-après quelques exemples qui illustrent bien la nature de cette transformation sociale.

Bien qu'une minorité de groupes pastoraux nilotiques centre-orientaux ait pu se joindre aux Isera assez tôt[20] et que d'autres (les Lokorikitak) aient séjourné à Dodoth lors de leur émigration à partir du Soudan, la majorité s'établit dans la région du mont Koten et des collines de Magos, au nord-est du Karamoja. Apparemment, ces peuples koten-magos (comme on les a appelés) avaient déjà une vocation pastorale avant de venir dans le Sud. C'est pourquoi, en arrivant dans le Karamoja en qualité de réfugiés possédant seulement un maigre cheptel, ils développèrent rapidement une économie mixte fondée sur l'élevage, l'agriculture, la chasse et la cueillette, mieux adaptée au climat de la région que les économies des groupes plus agricoles. Les résultats de cette évolution devinrent évidents entre 1680 et 1830, quand les

20. R. S. Herring, 1974.

groupes koten-magos rejoignirent leurs territoires actuels et que les groupes agricoles soit se mêlèrent à eux et adoptèrent leur système économique, soit partirent vers l'ouest.

Ce processus commença entre 1680 et 1750, avec l'expansion des groupes pastoraux dans quatre directions : le premier groupe, celui des Ngimonia, se dissémina le long du Tarash et forma l'essentiel des Turkana ; le deuxième, celui des Korwakol, se dirigea vers l'ouest, en direction du Longiro, obligeant une grande partie des Bako à quitter Jie, et devint le groupe le plus important de cette région ; le troisième, formé par les futurs Karimojong et Dodos, se dirigea vers le sud, en direction de l'Apule ; quant au quatrième, celui des Ngikora, il émigra vers le nord, à Dodoth, où il constitua le noyau du groupe toposa. Les dernières étapes de ce processus ont peut-être été influencées par une sécheresse survenue dans les années 1720 qui provoqua une famine (*nyamdere*), car les traditions orales des paysans indiquent qu'une grande partie d'entre eux quitta Jie et Labwor à cause de la famine et se rendit dans l'Acholi oriental et dans la zone de Ngeta Rock (Lango). Certains groupes installés dans l'Acholi oriental revinrent sur leurs pas et s'installèrent dans la zone centrale et septentrionale de Jie, où ils se joignirent finalement aux Korwakol et formèrent l'ensemble rengen de Jie.

La situation sembla alors se stabiliser quelque temps. Mais la combinaison de pressions sur les terres, exercées dans les zones contrôlées par les groupes pastoraux, et de sécheresses dans les années 1780 et 1830 relança les mouvements migratoires. La plupart des groupes abwor et bako de Labwor firent route vers le Lango et, dans quelques cas, vers le Teso au sud (où certains rejoignirent les Kumam). De même, une grande partie du peuple okii quitta le Karamoja central pour le Nyakwai, le Labwor, le Lango et le nord du Teso, tandis que de nombreux groupes agricoles du Karamoja méridional rejoignaient, par la région de Magoro, le centre et le sud du Teso[21]. D'autres groupes, venant des deux régions, se joignirent aux Sor. La plupart des groupes qui se rendirent dans le Nyakwai, le Labwor, l'Acholi oriental et le Lango étaient au moins bilingues : ils parlaient un dialecte luo et, comme ils furent tous rejoints par des éléments luophones venus de l'ouest, les sociétés qu'ils formèrent adoptèrent la langue luo. Il en fut de même pour les groupes qui se joignirent aux Kumam[22]. Ceux qui se rendirent dans le Teso, cependant, comprenaient peu d'éléments luophones et les Iteso adoptèrent comme langue le nilotique oriental.

Ce flot de réfugiés agricoles venus de l'ouest — particulièrement au cours de ses dernières étapes — fut encore accéléré par une nouvelle expansion des peuples pastoraux. Dans les années 1780, les premiers grou-

21. Selon la tradition, Karamojong signifie « les vieillards laissés derrière » qui, craignant que leurs jeunes ne fussent morts, disaient aux messagers : « Veillez à leurs *atesin* (tombes) », d'où l'origine du mot Teso. Tandis que la plupart des groupes d'âge sont désignés par des noms d'animaux, Kangarak signifie « ceux qui vont de l'avant ».

22. J. E. Ekadu, 1961 (éd. de 1971). Pour une analyse, voir A. B. Eilu, 1976 ; D. H. Okalany, s. d. ; J. B. Webster, s. d.*a*.

pes dodos de l'Apule se dirigèrent vers le nord en direction de Dodoth où ils s'allièrent aux Lokorikituk pour obliger la communauté toposa qui y vivait à émigrer vers le nord dans les territoires qu'elle occupe actuellement. Les pasteurs dodos et toposa intégrèrent un certain nombre de groupes isera et adoptèrent un type d'économie plus axé sur l'agriculture que celui de leurs frères du Sud. Puis, dans les années 1820, les Korwakol et les Rengen Jie s'allièrent pour détruire une grande communauté agricole, celle des Poet, qui vivait au bord de la rivière Kapoeta. Enfin, dans la même période, les premiers groupes karimojong de l'Apule pénétrèrent, par le sud, dans les territoires des dernières communautés okii et itesoiworopom, les absorbant ou les forçant à partir. Dans le cas des Iworopom, cela implique des luttes violentes, probablement parce qu'ils possédaient de grands troupeaux de bovins et étaient donc les rivaux directs des groupes koten-magos. Dans tous les cas, ces mouvements provoquèrent, avec la sécheresse des années 1830, les dernières grandes migrations de cette zone en direction de l'ouest.

Le cas du Bunyoro-Kitara illustre encore mieux les interrelations entre les pasteurs et les agriculteurs. L'étude d'Edward I. Steinhart met en relief l'étroite « corrélation entre, d'une part, la sécheresse et la famine et, d'autre part, l'expansion de l'élevage, la dislocation de l'agriculture et la formation de l'État au Kitara et dans ses marches méridionales[23] ». Entre 1760 environ et 1783, le Bunyoro perdit au bénéfice du Buganda de bonnes terres de pâture au Kooki, au Bwera et dans les marches méridionales du Kitara. Par ailleurs, l'autonomie croissante des sociétés pastorales de Nkore, Buhweju et Buzimba eut pour effet de restreindre encore la superficie de l'État de Bunyoro en la limitant aux terres essentiellement agricoles. Dès lors, les pasteurs kitara s'infiltrèrent à la fois dans la dynastie bito et sur les terres agricoles. On vit apparaître un nouveau système de classes à partir duquel se constitua progressivement une nouvelle structure étatique. Le pouvoir politique prit appui sur la terre et non plus sur le bétail et les chefs formant la nouvelle élite furent recrutés parmi les Bahuma sédentarisés, les membres du clan bito et les agriculteurs bairu. Ces trois groupes se marièrent très souvent entre eux et en étaient issus les chefs et les propriétaires terriens, qui percevaient le tribut auprès du peuple pour le compte de l'*omukama* (roi). Ainsi, dit Steinhart, un nouvel État nyoro, « reposant sur la formation d'une paysannerie assujettie et soumise au tribut », se constitua peu à peu au XVIIIe siècle[24].

Les institutions sociales et politiques

Ce n'était pas seulement la langue et l'économie qui distinguaient les groupes pastoraux des groupes isera, et ces deux communautés de celles qui parlaient le luo. Les premiers perfectionnèrent leur organisation par groupes d'âge pour en faire un instrument de contrôle gérontocratique et elle donna naissance

23. E. I. Steinhart, 1981, p. 132.
24. *Ibid.*, p. 135.

aux institutions sociopolitiques clefs de leur société. Ce type d'organisation existait également chez les Isera et les sociétés qu'ils influençaient, mais sous une forme tronquée, le rôle de leurs principales institutions sociales et politiques — des groupements rituels de plusieurs clans, appelés *etogo* au Lango, *otheme* (sing, *othen*) à Labwor et *itemwan* (sing, *etem*) dans le Teso et à Kumum — étant de régler les querelles et de célébrer les cérémonies religieuses. Plus les origines de ces groupes étaient mélangées, plus ces institutions étaient puissantes[25].

Dans la région au nord de la ligne de partage des eaux du Nil, du Kyoga et du Bisina, qui était un creuset culturel et ethnique, la chefferie héréditaire était une notion d'origine luo. Dans la mesure où la majorité des Luo de l'Est était soit d'origine nilotique-orientale, soit fortement influencée par les conceptions des Nilotiques de l'Est, ce type de pouvoir héréditaire était assez mal accepté et même nié par les gens âgés. Toutefois, il exerça un certain impact sur les institutions politiques non seulement de nombreux groupes luophones mais aussi de certains groupes isera et, par leur intermédiaire, sur des groupes comme les Jie et les Dodos. Parmi les luophones, ceux qui suivaient des chefs eurent tendance à partir pour l'Acholi oriental, où leurs conceptions se trouvèrent renforcées quand certains groupes paluo les rejoignirent entre 1680 et 1760. Mais même à cette époque, les Luo occidentaux considérèrent les Acholi orientaux, qui avaient gardé leurs propres caractéristiques, comme des Lango plutôt que comme des Luo, et ce jusqu'à la seconde moitié du XIXe siècle. Dans le Labwor, le Lango, le Nyakwaic et Kumam, la population rejetait en général l'idée d'une chefferie héréditaire et lui préférait le pouvoir rituel et gérontocratique.

Cela ne signifie certes pas que ces groupes n'aient pas eu parfois des chefs possédant une solide autorité séculière. Les traditions orales donnent l'impression qu'aux XVIIIe et XIXe siècles, il y eut un accroissement des activités guerrières chez les Luo orientaux et les Nilotiques centre-orientaux. Cela accrut l'influence des chefs militaires et de leurs conseils, tout comme celle des jeunes, également, aux dépens de la gérontocratie, puisque se dessinait entre les jeunes et les plus âgés une ligne de division potentielle dans ces sociétés organisées par groupes d'âge. Ainsi, dans le Lango, de puissants chefs de guerre formèrent de vastes confédérations militaires pour conquérir le pays, attaquer leurs voisins et lever d'importantes armées de mercenaires qui combattirent dans le Bunyoro, le Toro et le Buganda. De semblables confédérations se formèrent dans le Teso septentrional, le Sebei (mont Elgon), le Kumam et le Padhola, mais dans ces régions, les chefs étaient des *emuron* (voyants), des individus dont les rôles semblent avoir été empruntés aux Kalenjin, probablement par l'intermédiaire des Iworopom. Grâce à leur rôle militaire déterminant, ces hommes eurent une influence politique considérable mais aucun d'entre eux ne put assurer un statut de dirigeant à sa propre famille. Ainsi, l'institution des *emuron* créa-t-elle un nouveau pouvoir

25. Pour l'organisation par groupes d'âge des Jie, voir J. E. Lamphear, 1979. Pour l'*etem*, voir D. H. Okalany, s. d.

qui rivalisait avec celui des conseils de guerre et de la gérontocratie mais qui ne parvint pas à s'intégrer à l'institution des chefferies.

Les Iteso établis dans la « cuisse de la vache », une région exceptionnellement fertile de Ngora et Kumi, ainsi que dans les zones comme Serere et le sud de Soroti, colonisées à partir de celle-là, se rapprochaient le plus des premiers Isera. Ils n'avaient pas d'organisation par groupes d'âge, ni d'*etem* rituel, ni d'*emuron*. Ils dépendaient de trois grands clans assimilateurs — les Atekok, les Ikarebwok et les Irarak — qui jouaient le rôle d'instruments de cohésion sociale. Plus mélangés à l'origine que les précédents, les Iteso du Nord et ceux de Bukedea étaient dotés de toutes les institutions dont il a été question plus haut. Leurs *etem* organisaient de fréquentes migrations qui avaient permis d'occuper le Teso occidental à trois reprises, et l'un d'entre eux, celui des Isolata, donna son nom au Soroti. De nombreux Iteso s'infiltrèrent en terre luo et bantu, dans le Sud, en tant que colons ou mercenaires. Ils furent particulièrement bien accueillis dans certains États busoga car ils firent contrepoids à la pression militaire et politique exercée par le Buganda. Dans le Bugwere, par exemple, les premiers colons iteso, conduits par Laki, du clan irarak, s'installèrent entre 1706 et 1733 ; ils s'enrichirent, attirèrent des clients et le fils de Laki divisa le royaume et en devint le chef d'une partie après la famine de Laparanat[26]. À Bulamogi, un Etesot exerça temporairement le pouvoir. Il est probable que les plus grands mercenaires furent les Etesot, des Oguti vivant chez les Padhola.

Dans la région centrale, le Buganda contrastait fortement avec le Bunyoro. Sans clan royal ni troupeau, mais avec un roi qui pouvait nommer des responsables sans avoir à tenir compte de la coutume, de la tradition ou de l'hérédité, et qui souvent le faisait, le Buganda au début du XIXe siècle n'avait que très peu d'institutions de classe et se caractérisait par une mobilité verticale peu commune et une inégalité sociale plus marquée qu'au Bunyoro mais moins forte qu'au Rwanda. Chacun de ses habitants s'inscrivait dans une relation dyadique de supériorité et de subordination. Les liens sociaux et économiques étaient plus verticaux qu'horizontaux.

Politiquement et socialement parlant, le Bunyoro-Kitara se situait à mi-chemin. Du point de vue d'un Nilotique du Nord, c'était un État despotique régi par le système des classes ; du point de vue du Buganda, il semblait caractérisé par une organisation flottante et une forte conscience de classe. Le clan royal babito était, au départ, formé d'agriculteurs pratiquant aussi l'élevage mais la dynastie acquit une dominante pastorale de plus en plus marquée. Cependant, les branches non royales du clan bito, qui devint au cours de la période qui nous intéresse le groupe clanique le plus nombreux et le plus largement déployé dans le Kitara, se retrouvaient à tous les niveaux de l'économie. Beaucoup ne détenaient ni richesses ni pouvoir mais entretenaient le mythe de leur appartenance à un clan régnant. Ces clans roturiers bito contractèrent de nombreux mariages avec d'autres groupes sociaux ou

26. R. R. Atkinson, s. d. Pour les Iteso de Padhola, voir B. A. Ogot, 1967.

qui leur étaient apparentés, ce qui contribua à donner de la dynastie une image homogène à l'échelle nationale.

En outre, cette image nationale fut encore renforcée par la nomination de représentants d'autres couches sociales et de groupes apparentés à diverses fonctions de la cour et de l'État. Peu à peu, ces charges acquirent un caractère héréditaire et c'est ainsi que se constitua une classe permanente de privilégiés dont la fortune et les ambitions s'imbriquaient dans celles de la dynastie royale bito.

Le *mukama* du Bunyoro était beaucoup moins riche et puissant que le *kabaka* du Buganda. Celui-ci conservait une plus grande part des richesses qu'il recevait que le *mukama* qui, lui, obligeait la cour royale à procéder à une redistribution de la richesse et des excédents. Au Bunyoro, le pouvoir était moins concentré qu'au Buganda, la plupart des fonctions étaient héréditaires, le *mukama* ne faisant que confirmer le candidat choisi. En conséquence, peu de paysans occupaient des postes élevés. Les clans du Bunyoro n'avaient pas la cohésion de ceux du Buganda et leurs chefs n'avaient pas le statut des chefs bugandais. À la différence du Buganda, où les trente clans étaient théoriquement égaux (en pratique, leur statut s'élevait ou s'abaissait selon leur fortune politique), il existait au Bunyoro une nette distinction entre les clans de statut inférieur et supérieur.

Parmi les Nilotiques luo, il y avait ceux qui étaient organisés en États et ceux qui étaient acéphales. Les structures étatiques étaient moins élaborées qu'au Bunyoro ou qu'au Buganda et les rois luo exerçaient une certaine influence, mais peu de pouvoir réel. La détention d'un titre était presque exclusivement héréditaire et le roi ne pouvait s'opposer au choix qu'une famille ou un clan faisait d'un candidat. Ces différences provenaient de l'évolution historique, géographique et économique, ainsi que de processus culturels. Bien que certaines lignées royales eussent plusieurs siècles et fussent aussi anciennes que celles du Sud et de l'Ouest, la plupart des États luo ne se constituèrent que très tardivement. En outre, les sécheresses répétées avaient provoqué tant de migrations, de déplacements et de nouvelles formations de sociétés que de nombreux États luo ne datent que de 1680 ou même plus tard. Les mêmes sécheresses frappèrent, certes, durement le Sud-Ouest mais n'entraînèrent jamais le déplacement géographique d'un État, comme cela arriva dans l'Ouganda septentrional où Padibe, l'un des États luo les plus anciens et les plus développés au XIXe siècle, en vint à être situé à plus de 800 kilomètres de son lieu d'origine.

De même, aucun État luo ne possédait la solide base agricole du Buganda, du Rwanda ou des États bahima, ni les riches gisements de fer et de sel de la zone de Bunyoro et Busongora. Avant le *nyarubanga*, il semble que les Luo aient possédé d'importants troupeaux de bovins. Toutefois, vers 1800, ceux-ci avaient été anéantis et il paraît au moins probable que les Acholi, de tous les peuples éleveurs de la région des Grands Lacs, ont été ceux qui avaient le moins de bétail. Or, sans troupeaux ni riches terres agricoles ni produits commerciaux, il était difficile d'amasser des richesses. En conséquence, les disparités de fortunes ou la conscience de classe qui caractérisaient les États du Sud-Ouest n'existaient pas dans les États luo. En

revanche, les Nilotiques orientaux y étaient très influents : plus on avançait d'ouest en est, plus leur présence était forte et ils étaient majoritaires dans la population de l'Acholi oriental. Les Nilotiques de l'Est avaient des conceptions politiques et sociales extrêmement égalitaires. Il a dû être difficile de les convertir aux notions de chefferie, de hiérarchie, de classes et d'hérédité. Dans les régions de l'Est, les rois luo apparaissaient de plus en plus comme des présidents et des porte-parole des conseils des anciens caractéristiques des Nilotiques orientaux.

Dans les États luo, au XIXe siècle, théorie et pratique différaient en ce qui concernait les classes sociales. La théorie pourrait renvoyer à une pratique antérieure au *nyarubanga*, quand les Luo se distinguaient par le fait de posséder du bétail. Selon cette théorie, les Luo se divisaient en deux classes : le groupe royal et les gens du commun. Mais vers 1800, une autre distinction s'était imposée : la classe des individus d'origine luo et celle des individus qui en avaient une autre. Très souvent, le groupe royal était identifié aux Luo et le groupe des gens du commun à ceux qui ne l'étaient pas. Le clan royal était généralement le plus important. Le fait d'y appartenir ne donnait qu'un prestige assez modeste à moins d'appartenir à la famille royale. Dans la pensée populaire, les gens du commun qui n'étaient pas luo se voyaient classés suivant le degré d'ancienneté de l'intégration de leurs ancêtres à la société luo. Toutefois, un membre du clan royal séparé par dix générations de la lignée royale proprement dite était traité presque de la même façon et n'avait pas plus de pouvoir sur le contrôle des richesses qu'un étranger qui s'était intégré dix générations auparavant à la société luo. Dans les États acholi, le clan royal était exogame et les étrangers étaient rapidement assimilés.

Les États luo avaient une façon plus réaliste de considérer les classes. Grâce aux compromis politiques conclus au cours des siècles, de nombreux clans non luo parvinrent à occuper des positions ou des fonctions rituelles qui donnèrent aux lignées des détenteurs de ces titres plus de prestige (et parfois le droit de recouvrer plus de tributs) que le clan royal. S'il existait une classe supérieure, c'était celle des familles nucléaires du roi, de ses conseillers, des propriétaires de la terre, des spécialistes des rituels — qui incluaient le faiseur de pluie et les *jagos* (sous-chefs territoriaux).

Les Luo et les Nilotiques centre-orientaux qui n'avaient pas de structure étatique n'avaient pas non plus de classes institutionnalisées. Il n'existait ni chefs, ni charges héréditaires. Les individus étaient rarement classés selon leur clan ou le nom de leur lieu d'habitation, comme c'était la coutume chez les Nilotiques. Les gens se souvenaient rarement de leurs ancêtres au-delà de leurs grands-pères. Les clans étaient immenses mais les familles de type quasi nucléaire. Les gérontocraties étaient gouvernées par les anciens, regroupés dans l'*etem* ou l'*etogo*, et l'on croyait que leurs décisions étaient sanctionnées par les ancêtres. Elles formaient souvent de vastes confédérations militaires dans lesquelles un chef guerrier prééminent et ses subordonnés étaient reconnus et soutenus par un *emuron* (un voyant) et ses aides qui consultaient les esprits à propos de l'opportunité d'une guerre, présidaient aux préparatifs rituels et conseillaient telle ou telle stratégie. L'*emuron* était d'ailleurs

souvent un faiseur de pluie. Les chefs guerriers et les spécialistes des rituels étaient généralement très prospères. Dans les gérontocraties, tensions et clivages potentiels se produisaient entre les anciens, qui détenaient le pouvoir, et les jeunes guerriers. Les anciens exerçaient sur eux un contrôle étroit, et même oppressif, monopolisant à la fois les femmes et le bétail, et retardant le moment du mariage et de l'indépendance économique des jeunes qui, parfois, émigraient pour s'affranchir de telles frustrations[27].

Les sociétés luo et nilotiques de l'Est acéphales présentaient souvent de grandes disparités économiques. Dans le Teso, par exemple, une famille moyenne possédait de 3 à 5 têtes de bétail et les 10 % les plus riches en possédaient de 500 à 1 000. Les vieillards aisés pouvaient parler plus souvent et être écoutés avec plus de déférence dans l'*etem* que les autres mais, tout en ayant plus d'influence, ils n'en avaient pas plus de pouvoir. La richesse entraînait le respect et éveillait l'espoir d'une hospitalité prodigue sans créer d'inégalité sociale. On pouvait gravir les échelons de la hiérarchie sociale en élevant de nombreuses filles dont la dot en bétail était assurée et peu de garçons pour lesquels il fallait payer une dot, en acquérant gloire et bétail grâce à ses talents de grand guerrier et, finalement, en étant un éleveur expérimenté. De fait, le système des dots présidait à la répartition du bétail. Dans le Sud-Ouest, la même coutume de la dot était tellement chargée de règles et de préjugés qu'elle rendait les mariages entre clans difficiles et empêchait les Bairu et les Bahutu de devenir des propriétaires de bétail.

La modification de l'équilibre du pouvoir : le déclin du Bunyoro et l'essor du Buganda

Après le *nyarubanga*, l'événement le plus marquant de l'histoire des territoires du nord et du centre de la région des Grands Lacs fut la crise que connut le Bunyoro, qui entraîna son déclin, et les processus internes qui menèrent le Buganda à son expansion. Ces deux situations modifièrent radicalement l'équilibre des forces. La crise commença au Bunyoro avec la mort de Cwa lors de l'invasion du Sud consécutive au *nyarubanga*. Le fils unique de Cwa, Winyi II, fut capturé et vécut à Ihangiro[28]. Le Kitara fut gouverné par une régente, la sœur de Cwa, Mashamba. Cwa n'avait pas eu de fils d'une épouse luo, qui aurait pu lui succéder selon les lois royales. Quant au jeune homme trouvé plus tard à Ihangiro, il n'était peut-être pas du tout son fils et appartenait au clan babito. Winyi II assassina Mashamba et s'empara du trône. Après, la vieille tradition selon laquelle l'héritier devait être issu d'une mère luo ou paluo devint l'exception plutôt que la règle. La candidature au trône fut ouverte à tous les fils du roi et les querelles de succession devinrent alors plus fréquentes, plus âpres et plus prolongées.

Sous la première dynastie, la chefferie de Pawir avait occupé une prestigieuse position au sein de la hiérarchie impériale. Le cours des événements

27. Pour l'étude de la stratification sociale, nous avons suivi le schéma de M. L. Perlman, 1970 ; A. W. Southall, 1970.
28. J. B. Webster, s. d.*b*.

dans la capitale de l'Empire provoqua des troubles généralisés à Pawir. Une série de rois — que les Paluo appelèrent les « rois bantu » — cherchèrent à profiter de ces troubles en encourageant les tendances séparatistes, si bien que la sous-chefferie de Pawir, unifiée en 1650, s'était morcelée en six petites chefferies en 1750[29]. Sous le règne d'Isansa, elles furent placées sous l'autorité d'un chef de division; le pays Paluo perdit son statut semi-autonome et fut intégré au Bunyoro métropolitain. Les Paluo émigrèrent au nord et à l'est, à cause de la fermeture de l'horizon politique, de la perte de leur statut et des persécutions. La fréquence des querelles de succession, unie à la dissidence paluo, sapa le pouvoir central de Kitara. Le roi Isansa (1733-1760 environ) monta sur le trône malgré une forte opposition des Paluo. Une fois au pouvoir, il mena contre eux une campagne de persécution très dure qui accéléra leurs migrations.

Le résultat le plus immédiat de la crise au Bunyoro fut l'exode des Paluo-Pakoyo[30] en Acholi, dans le nord du Busoga, à Alur et même à Padhola et au Kenya occidental, à l'est du lac. Le premier exode fut dirigé par Labongo, Kakaire et Atiko, les deux premiers prétendant être liés à la famille royale de la première dynastie babito. Ils n'étaient pas des agents de l'impérialisme banyoro, mais avaient les tambours et l'idéologie politique des Babito. Tous deux subirent l'influence de ces derniers en fondant des chefferies là où il n'en existait pas et en accroissant leur rôle politique là où il existait déjà. Tandis que la langue des Paluo se répandait dans le Nord, les Pakoyo s'intégraient linguistiquement à la société basoga.

Dans le Nord, la forme la plus importante d'organisation politique était représentée par des gérontocraties ou de petites chefferies. Les Paluo popularisèrent le tambour royal, soulignèrent la dignité de leur chef et intégrèrent de petites unités à des États plus vastes, leur permettant cependant de conserver leurs dirigeants héréditaires. Ils fondèrent de nouveaux États, comme Lira, Paluo et Paimol, en agrandirent et restructurèrent d'autres, comme Padibe, Patongo, Alero et Koc. Puranga (contrôlé par les Paluo) et Payera, tout en gardant leurs chefs traditionnels, s'inspiraient des théories paluo et intégraient un certain nombre d'unités subordonnées dans ce processus d'expansion. Atiko était très influencé par les conceptions politiques paluo; il déplaça vers l'est son groupe, alors insignifiant, et en fit une chefferie plus vaste et plus importante. En dépit du fait qu'il était le douzième dans la lignée du fondateur, sa contribution fut si essentielle qu'il donna son nom à cet État. Ceux qui imitaient les méthodes paluo étaient souvent plus heureux que les Paluo eux-mêmes: des vingt chefferies situées à l'ouest du fleuve Aswa en 1800, trois seulement avaient des monarques paluo; des neuf principales chefferies acholi en 1900, seuls Lira Paluo et Puranga étaient gouvernés par des Paluo.

L'intégration aux Luo se fit, d'une part, par l'assimilation et, d'autre part, par la fragmentation et la prolifération des unités politiques. Lira

29. A. Adefuye, 1973, 1979 et s. d.
30. À propos de cet exil, voir J. B. Webster, s. d.*a*; R. R. Atkinson, 1976; A. M. Garry, 1976; J. B. Webster, 1976*a*.

Paluo est un exemple d'assimilation, Alur de prolifération et de division. Les Paluo pénétrèrent dans la région lapono et persuadèrent une gérontocratie non luo, deux petits chefs luo et la grande chefferie de Lira de se joindre à eux. Après une certaine expansion, ils créèrent deux postes de gouverneurs royaux. Comme l'expansion n'était plus possible, Lira Paluo forma une confédération avec les petits chefs voisins qui devinrent peu à peu ses clients. Ce processus fut accompagné de la popularisation de la langue et de la culture luo.

A Alur, les choses se déroulèrent différemment. Avant 1680, il n'exista qu'une chefferie alur, Okoro, parmi les peuples centre-soudanais des hauts plateaux. Les immigrants luo quittèrent Okoro, établirent des liens matrimoniaux avec d'autres clans, répandirent leur langue et leur culture et invitèrent finalement un prince d'Okoro à les gouverner. Ce processus s'effectua avec le soutien quasi général de la population locale et mit de nombreux Kebu, Lendu et Madi sous la tutelle des Luo d'Alur. Les États d'Alur se multiplièrent alors; Panduru fut fondé entre 1670 et 1700 environ, Paidha, Padiya, Padel et Acer Paluo entre 1700 et 1790, et Ucego entre 1820 et 1850. L'ensemble de ces nouveaux États constitua le groupe des États alur[31].

L'*omukama* Isansa joua un rôle dans le déclin du Bunyoro aussi essentiel que le *kabaka* Mawanda dans l'essor du Buganda. La carrière d'Isansa est marquée par un bizarre mélange de succès militaires et d'échecs politiques. Nous avons déjà fait allusion aux erreurs de sa politique dans le Nord. Dans le Sud, elle fut encore plus désastreuse pour l'avenir économique du Bunyoro. La campagne qu'il y lança était destinée à démontrer, une fois de plus, la puissance militaire de celui-ci. Pendant les opérations, il poussa des princes royaux à prendre la tête des États kooki, kitagwenda et busongora de Kisaka et de Bugaya et aida un favori du clan bamooli dans le Kiyanja. Comme il fallait s'y attendre, tous, sauf celui du Kitagwenda, rejetèrent leur allégeance à l'Empire une génération après sa mort[32]. Isansa ruina une politique d'administration des territoires extérieurs qui avait assez bien fonctionné pendant trois ans, probablement pour se débarrasser de la multitude de prétendants au trône que sa nouvelle politique en matière de succession au sein de sa dynastie avait fait apparaître.

La plus grande erreur politique d'Isansa fut son attaque contre le palais de Wamara, le chef du culte cwezi à Bwera. La première dynastie babito avait entretenu des relations avec ce culte, avec plus de succès que les États bahinda. Alors que les Babito révéraient Wamara, les Bahinda n'avaient rien à voir avec ce culte, pourtant adopté par leurs sujets. Wamara s'opposa probablement à la seconde dynastie babito parce qu'elle avait violé les règles de succession traditionnelles. Les rois, en revanche, cessèrent d'envoyer leur tribut à la cour de Wamara. Isansa décida alors une intervention militaire. Ce fut la plus importante erreur de l'histoire de Kitara.

Le sacrilège était tel que les arbres « saignèrent » et que Wamara maudit Isansa, en prophétisant que le Buganda s'emparerait du Bunyoro.

31. J. B. Webster, s. d.*a*.
32. A. Wheeler, s. d.; E. R. Kamuhangire, s. d.; S. Lwanga-Lunyiigo, 1972-1973.

La réalisation de cette prophétie constitua un processus historique majeur qui allait se poursuivre jusqu'au milieu du XXe siècle. L'erreur d'Isansa ne concernait pas seulement le Buganda mais aussi tous les territoires frontaliers du Sud où l'autorité du Bunyoro reposait en partie sur le soutien apporté par le culte cwezi. Un nouveau lieu de culte fut installé dans le palais impérial, mais son influence — et avec elle l'autorité du Bunyoro — cessa de s'exercer dans les zones frontalières méridionales. En conséquence, les nouveaux États princiers rejetèrent la tutelle du Bunyoro sans peine, tout comme les anciens États tributaires du Buhweju et du Buzimba. Le sort de l'Empire changea vers 1830 avec la sécession du Toro et du pays Paluo[33]. La prophétie de Wamara se révéla exacte : le Buganda s'empara d'une grande partie du Bunyoro et les petits États méridionaux ne purent rester isolés. Ils devinrent les proies idéales des ambitions impériales du Buganda, du Nkore et du Mpororo.

L'essor du Buganda

Tandis que les rois du Bunyoro s'appliquaient à démanteler un système politique qui avait assuré leur domination pendant trois siècles, les monarques baganda corrigeaient une grande partie des maux politiques qui avaient paralysé le Buganda depuis sa fondation[34]. Le Buganda était marqué par trois problèmes liés entre eux. Le premier venait de la puissance croissante de la monarchie et de sa bureaucratie, qui s'opposait aux chefs de clan ou aux dirigeants bataka dont les liens de parenté (ou soi-disant tels) étaient utilisés pour renforcer les alliances de clans et transformer ceux-ci en factions politiques douées de cohésion. Le deuxième problème avait trait à la multitude de princes royaux ambitieux — exerçant ou non des charges — cherchant une occasion de manipuler les factions politiques pour s'emparer du trône. Là où la bureaucratie était essentiellement héréditaire, et donc protégée à chaque changement de monarque, les disputes à propos du trône étaient moins âpres et les faiseurs de rois plus désintéressés et plus enclins aux compromis. Mais au Buganda, le nouveau contrôle exercé par le roi sur la bureaucratie signifiait que chaque prétendant princier avait une clientèle de fonctionnaires potentiels pour lesquels le résultat des querelles de succession entraînerait soit le prestige et une position sociale, soit l'oubli et même l'exil. Les compromis s'avéraient difficiles parce que ces candidats aux plus hautes charges de l'État cherchaient non seulement à réaliser leur ambition personnelle mais aussi à mettre en avant le clan qu'ils estimaient représenter. Le troisième problème concernait les sanglantes querelles et guerres de succession qui suivaient la mort de la plupart des rois et les nombreux assassinats de membres de la famille royale. Ces querelles furent encore plus désastreuses au Buganda qu'au Kitara. Au Kitara, la lutte pour le trône pouvait être acharnée, mais une fois qu'un roi avait été choisi et couronné, il était rare qu'il fût assassiné ou renversé. Il n'en allait pas de

33. J. F. M. Wilson, s. d.*a* et *b*.
34. M. S. M. Kiwanuka, 1971*a*, dont l'interprétation est reprise ici.

même au Buganda où un monarque pouvait être tué ou détrôné pendant son règne. Et, de fait, un certain nombre de rois baganda ne purent jamais exercer de véritable autorité sur le royaume, leurs règnes n'étant qu'une sanglante série de guerres civiles entre frères et fils. De plus, au Kitara, les frères des rois ne leur succédaient pas, sauf en de très rares circonstances. Au Buganda, trois frères pouvaient se succéder sur le trône tandis que tous leurs fils se battaient pour la succession.

Le Buganda avait une meilleure position géographique et climatique que les autres grands États de la région des Grands Lacs. La sécheresse n'est pas mentionnée dans ses longues et détaillées traditions orales. C'était plutôt une région où l'on se réfugiait. Son économie n'a pas été ébranlée deux fois par siècle ni parfois ravagée, comme pendant le *nyarubanga*. Le Buganda jouissait d'un secteur agricole solide et diversifié qui, à la différence des autres grands États, permettait à sa population mâle de se consacrer à la guerre et à la politique. De plus, étant situé sur les rives du Nyanza, il faisait du commerce par la voie des eaux — probablement bien avant le milieu ou la fin du XVIII[e] siècle, date à laquelle ce facteur est généralement mentionné pour rendre compte de son expansion. Il produisait des étoffes végétales, denrée très appréciée des peuples voisins. Au cours de son expansion, il s'assura le contrôle de gisements de minerai de fer, ressource dont il manquait à l'origine. À l'exception, peut-être, des États basoga méridionaux, aucun autre État de la région des Grands Lacs ne possédait un cadre géographique et économique aussi favorable que le sien.

À la différence d'autres États de la région, le Buganda n'avait pas de clan royal ; chaque prince appartenait au clan de sa mère, alors que la population, elle, obéissait à des règles patrilinéaires. Tout clan avait par conséquent la possibilité de fournir un monarque. Ce système donnait le sentiment à tous de faire partie de la monarchie, mais poussait également chaque clan à donner une épouse au nouveau *kabaka*, ce qui entraînait la multiplication des héritiers royaux potentiels. Les rois du Buganda étaient obligés d'être plus polygames que la majorité des autres chefs. Le contraste était grand avec le système acholi où le roi, une fois couronné, se voyait donner une épouse par le Conseil des anciens et où le futur héritier ne pouvait être choisi qu'entre les fils de cette reine. En outre, le roi baganda n'était, parmi les chefs bataka, qu'un *primus inter pares*. Les districts extérieurs étaient gouvernés par un système de contrôle direct où les chefs locaux devenaient de nouveaux Bataka et étaient employés comme agents locaux du roi ; leur charge était héréditaire et le monarque ne pouvait pas les destituer.

Aux XVI[e] et XVII[e] siècles, le Buganda n'était qu'un petit État comme il en existait beaucoup au Busoga, qui tolérait la succession fraternelle et s'appuyait sur des administrateurs royaux. Il était instable et miné par d'interminables guerres civiles. Toutefois, le nationalisme baganda (qui s'était développé à l'ombre de l'impérialisme banyoro) était assez fort pour empêcher les sécessions et les divisions, à la différence, par exemple, de l'État basoga de Buzimba qui se désintégra et se morcela en huit chefferies indépendantes. Toutefois, le refus de toute sécession signifiait plutôt que la lutte pour le trône était encore plus âpre que là où la sécession constituait une possibilité.

Le *kabaka* Tebandeke (1644-1674 environ) renforça le pouvoir royal en attaquant victorieusement les fonctionnaires religieux, dont les pratiques d'extorsion pesaient lourdement sur la monarchie et le peuple, et réduisit beaucoup leur pouvoir. Le Buganda fut dès lors le seul pays bantu indifférent aux forces surnaturelles. Le fait qu'il ait réussi là où Isansa avait échoué renvoie à l'organisation religieuse différente des deux royaumes. Au Kitara, le culte cwezi était une institution centralisée tandis qu'au Buganda, chaque officier du culte rituel était apparemment indépendant des autres.

L'expansion territoriale du Buganda est liée à trois rois exceptionnels du XVIIIe siècle. Mawanda (1674-1704 environ) s'empara de Singo, envahit Kyaggwe et arracha Bulamogi au Bunyoro. Celui-ci, préoccupé par des problèmes internes relatifs au changement de la dynastie, ne se consacra pas avec fermeté à la protection de son territoire. Étant donné l'immense gain que cette conquête représentait, Mawanda abandonna sagement le vieux système de domination indirect et ses favoris — dont la plupart, d'origine populaire, étaient appelés les « hommes du roi » — furent désignés pour administrer les nouveaux territoires. Ils devinrent plus influents que les chefs bataka. Mawanda nomma et démit même des chefs bataka. En théorie, toutes les charges devinrent désormais nominatives. Ce monarque exceptionnel n'était pas seulement un génie militaire mais aussi un homme d'État imaginatif: on le considère à juste titre comme le père du système de gouvernement moderne du Kiganda. Junju et Kamanya, entre 1734 et 1794, étendirent encore les bornes du royaume. Junju annexa Buddu, força Kooki à lui verser un tribut et démontra la puissance militaire du Buganda en marchant sur Kiziba et en atteignant même Karagwe. Junju recueillait les fruits de la « charte méridionale » d'Isansa qui datait d'une génération. Kamanya arracha Buwekula au Bunyoro. En 1800, le Buganda avait définitivement établi sa suprématie sur le Bunyoro.

Semakokiro, au milieu du XVIIIe siècle, tourna son attention vers le problème des princes royaux. Il inaugura la pratique consistant à exécuter des rivaux malheureux, et même des fils de roi si nécessaire. Il chassa les princes de l'administration pour les empêcher de mettre à profit leur position pour comploter contre le trône. Cela donna un immense pouvoir au roi et fraya le chemin à la monarchie absolue qui se constitua au XIXe siècle. Par une ironie du sort, tandis que Semakokiro cherchait à atténuer le caractère destructeur des querelles de succession en contrôlant le nombre des prétendants et en les éloignant des charges officielles, Isansa donnait à tous les fils du roi le droit de prétendre au trône. Il n'est donc pas étonnant que ce type de querelle soit devenu réellement problématique au Bunyoro, mais pas au Buganda — à la différence de ce qui s'était passé pendant les siècles précédents. Étant donné le caractère troublé de la vie politique du Buganda pendant tous ces siècles, il est tentant de surestimer les grands *kabaka* du XVIIIe siècle, qui firent office de centralisateurs, et d'en faire les hérauts d'un « âge d'or ». Mais il est bon de rappeler que le despotisme ne put s'imposer qu'à un prix très élevé: longues rébellions, opposition violente aux *kabaka*, heurts politiques très graves, nombre croissant d'exilés dans les États voisins. On peut même soutenir que le XVIIIe siècle fut encore plus violent que les siècles précédents.

Pendant des siècles, le Buganda avait existé à l'ombre de l'impérialisme banyoro. Il avait commencé par être un pion de cet empire. Mais à la fin du XVIIIe siècle, il était prêt à l'affronter. Le Buganda avait développé un intense nationalisme, qui permit à ses rois d'accroître leur pouvoir et de constituer une machine administrative et militaire efficace, dans laquelle les énergies des gens étaient tournées vers la réalisation de leur ambition personnelle et vers l'obtention des faveurs du *kabaka*. Chaque homme se consacrait à la politique et beaucoup n'hésitaient pas à espionner et faire du chantage pour obtenir ses faveurs. Les grands rois se mirent entièrement au service de l'État et de la nation. Malgré l'existence d'un vague « establishment » des clans mani, lungfish et monkey, le Buganda était, vers 1800, une société hautement compétitive, plus mobile et plus sécularisée que toutes celles de la région des Grands Lacs.

Les royaumes agro-pastoraux du Sud

Ce qu'on a appelé la « culture interlacustre » depuis près d'un siècle dans l'ethnologie africaniste a été le plus souvent inspiré par les observations faites sur la moitié méridionale de la région, en particulier sur la monarchie rwandaise érigée par plusieurs auteurs au rang d'idéal type[35]. La formation de ce complexe culturel a été placée à une période relativement récente allant du XVIe au XVIIIe siècle, celle sur laquelle nous nous penchons ici. Depuis une vingtaine d'années, les travaux des historiens conduisent à démystifier l'imagerie livrée par cette ethnologie européenne et à situer dans leur dimension historique réelle, plus large, mieux équilibrée et définie avec plus de rigueur, des peuples dont le passé, on le sait, plonge ses racines dans un âge du fer ancien remontant au moins au début de l'ère chrétienne. Le XVIe siècle est un tournant, le temps des légendes où se constituent les bases socioculturelles de leur histoire.

Un espace géoculturel

Les contraintes naturelles et l'héritage culturel de la région donnent un paysage physique et humain contrasté. À l'ouest, un gigantesque escarpement de ligne de faille (à plus de 2 000 mètres), la chaîne de la Kibira, prolongée au nord par les volcans Virunga, domine la dépression du lac Tanganyika (moins de 800 mètres d'altitude) et la cuvette du lac Kivu.

Vers l'est, on descend progressivement des hautes collines du Burundi et du Rwanda jusqu'aux plateaux étagés qui bordent le lac Victoria (à environ 1 200 mètres au-dessus du niveau de la mer). À plus de 1 000 kilomètres de l'océan Indien dont dépend le climat de la région, ces reliefs contrastés déterminent des variations pluviométriques très sensibles entre les hautes terres de l'Ouest et les rives du lac Victoria, qui voient tomber plus de 1 500 millimètres de pluie par an, et l'étroite vallée de la Kagera, qui en reçoit moins de 1 000 millimètres. Ces chiffres eux-mêmes et, surtout, la date d'arrivée des

35. J. J. Maquet, 1954; L. de Heusch, 1966.



26.2. Le sud de la région des Grands Lacs à la fin du XVIIe siècle.

pluies (vers septembre-octobre) sont très irréguliers d'une année à l'autre. Les accidents climatiques qui semblent avoir particulièrement marqué la période considérée ici, comme nous le verrons, frappent très inégalement les différentes zones, entraînant chaque fois des remodelages écologiques et des mouvements démographiques au sein de la région[36].

La répartition linguistique présente la même hétérogénéité relative. Deux zones de langue bantu se partagent ces pays : à l'ouest, selon la classification de Guthrie, la zone D regroupe l'ensemble kinyarwanda-kirundigiha et les langues de la province zaïroise actuelle du Kivu ; à l'est, la zone E, représentée par le kizinza, le ruhaya et le runyambo, correspond aussi à l'aire bantuphone de l'Ouganda. On peut se comprendre sans difficulté des volcans Virunga à la basse Malagarazi, d'un côté, et du lac Lutanzige (ou Onekbonyo, ex-Albert) au sud du lac Victoria, de l'autre : les pays où le « roi » s'appellera respectivement *mwami* et *mukama* ou *mugabe*. Mais ces clivages géographiques et culturels de longue durée se compliquent à partir du XVIe siècle, avec la cristallisation des royaumes.

Les traditions écrites et orales

Les datations archéologiques et les hypothèses de la linguistique sont relayées, pour l'histoire des cinq derniers siècles, par les sources orales. La richesse de ce patrimoine culturel original a malheureusement été gaspillée dès les premiers contacts avec les Européens, à la fin du XIXe siècle, par leur application obsessionnelle de la théorie hamitique. Une tradition écrite coloniale s'est constituée, piégeant sans cesse les interprétations historiques. D'un point de vue méthodologique, ses grands traits doivent être rappelés. La nouvelle définition du *Hamite* au sens d'Africain de race supérieure, opposé au « nègre en tant que tel » (terminologie vulgarisée par Seligman), élaborée au milieu du XIXe siècle, a été appliquée dès les premières « explorations » aux catégories hima et tutsi, à partir d'impressions esthétiques et de considérations politiques stéréotypées. Toute la civilisation des Grands Lacs a été attribuée à une migration « hamito-sémitique » d'origine orientale, qui aurait apporté la vache, la royauté et même des éléments de monothéisme[37].

L'hypothèse, lancée par Speke dès 1863, d'une invasion oromo arrivée entre le XVIe et le XVIIIe siècle et qui aurait fait de la région une seconde Éthiopie a imprégné les descriptions des voyageurs et des officiers allemands entre 1890 et 1914 (Emin Pasha, Franz Stuhlmann, le comte von Goetzen, Hans Meyer) et les nombreuses publications des Pères Blancs combinant le fruit de leurs enquêtes locales avec les synthèses anthropologiques des auteurs britanniques et allemands (celles de H. H. Johnston sur l'Ouganda, de Friedrich Ratzel, Jan Czekanowski et Hermann Rehse)[38].

36. P. Gourou, 1953 ; W. T. W. Morgan, 1969 ; J. P. Chrétien, 1983 ; J. B. Webster, 1979.
37. E. Sanders, 1969 ; J. P. Chrétien, 1977 ; J. L. Amselle et E. M'Bokolo, s. d.
38. Emin Pasha, 1891 ; F. Stuhlmann, 1894 ; G. A. von Goetzen, 1895 ; H. H. Johnston, 1902 ; H. Rehse, 1910 ; H. Meyer, 1916 ; J. Czekanowski, 1917 ; F. Ratzel, 1885, p. 451-478. Pour les Pères Blancs, voir la revue *Missions d'Afrique des Pères Blancs* et J. M. van der Burgt, 1903.

Les sources classiques de l'histoire des royaumes méridionaux en ont été profondément marquées jusqu'à une date récente, tels les *District books* du territoire du Tanganyika, écrits par Hans Cory, les articles du père Edmond Césard et du père H. van Thiel portant respectivement sur les Bahaya et les Bazinza, les travaux des pères Albert Pagès et Louis de Lacger sur le Rwanda et du père Julien Gorju sur l'ensemble de la région et sur le Burundi[39].

Les traditions orales elles-mêmes ont pu être récupérées par les mythologies modernes, en fonction de la culture et des contacts de leurs détenteurs. La question se pose notamment dans le cas des informations rassemblées par les premiers lettrés de la région, catéchistes, auxiliaires administratifs ou chefs coutumiers, longtemps considérés comme les seuls traditionalistes dignes d'être écoutés. Apollo Kaggwa et John Nyakatura eurent des émules. Par exemple « les traditions haya » citées par les historiens se sont, le plus souvent, réduites à l'œuvre d'un seul homme, Francisco Rwamugira (ou Lwamgira) : cet aristocrate proche du roi Mutahangarwa du Kiziba, successivement interprète du résident allemand von Stuemer et secrétaire du conseil des « chefs » à Bukoba sous les Anglais, écrivit au début du XXe siècle une *Histoire du Kiziba* (*Amakuru ga Kiziba*) qui nourrit le livre de Rehse, un article de Césard, le *District book* de Bukoba et la synthèse du père Otto Mors, l'*Histoire des Bahaya*[40]. On pourrait également citer l'influence du chef Pierre Baranyanka et du conseiller Joseph Rugomana dans l'historiographie du Burundi ou, enfin, le rôle exceptionnel de médiateur joué par Alexis Kagame dans l'histoire du Rwanda, puisqu'il fut à la fois un notable proche du roi Mutara Rudahigwa, un prêtre formé sur ce plan par le chanoine de Lacger et un authentique chercheur en quête d'informations[41].

Ces chroniques, résumant des traditions épurées et interprétées selon les critères d'une ethnohistoire occidentale, ont ensuite circulé auprès des élèves des écoles, des lecteurs des journaux en langues africaines (tels que *Munno* en Ouganda, *Mambo Leo* au Tanganyika, *Rusizira Amarembe* au Burundi ou *Kinyamateka* au Rwanda) et de tous ceux qui fréquentaient les missions et les centres administratifs[42]. De nombreux notables se mirent à situer l'origine de

39. *District books* de Bukoba, Biharamulo, Mwanza, Kasulu, Kibondo, Kigoma, H. Cory, s. d. (on peut en obtenir des exemplaires auprès de la School of Oriental and African Studies — SOAS — de Londres). Beaucoup de données aussi dans les articles de Cory conservés à la bibliothèque universitaire de Dar es-Salaam. E. Césard, 1927, 1935, 1936 et 1937 ; P. Césard 1931 ; H. van Thiel, 1911 ; A. Pagès, 1933 ; L. de Lacger, 1939 (éd. de 1959) ; J. Gorju, 1920 et 1938. Sur la même idéologie à propos des Banyamwezi, voir F. Boesch, 1930 ; à propos de l'est du Zaïre, voir A. Moeller, 1936.

40. Sur le rôle de F. Lwamgira, voir H. Rehse, 1910, p. 237 ; O. Mors, 1957 ; R. A. Austen, 1968, p. 89-90 ; J. P. Chrétien, 1986. Le texte de Langwamira est reproduit dans son intégralité dans E. Césard, 1937, p. 32-57.

41. A. Kagame, 1943-1947 ; J. Rugomana, 1957 ; P. Schumacher, 1949, utilise P. Baranyanka, comme J. Gorju, 1938 et J. P. Chrétien, 1981*a* et *b*.

42. Sur les filières de transmission de ces traditions au début du XXe siècle, voir le *District book* de Bukoba (copies auprès de la SOAS, Londres), vol. VII, p. 5-6, où figurent des traductions d'extraits de J. Gorju, 1920, de H. Rehse, 1910, et des références à F. Lwamgira ; voir aussi le *District book* de Biharamulo, *History of migrations*, 1931. On peut signaler que les élèves de la mission de Kome connaissent mieux cette histoire que les gens du pays.

leur clan en Égypte (*Misri*) ou en Éthiopie (*Bisinya*)[43]. Des enquêtes orales plus larges et plus rigoureuses se sont multipliées depuis la fin des années 50. Elles ont permis de relativiser les traditions de cour en mettant en valeur celles des familles plus humbles et, surtout, la diversité des variantes régionales et la richesse des témoignages recueillis hors de la petite couche de lettrés. Les collectes d'enregistrements, la transcription fidèle de textes oraux et des bases linguistiques sérieuses ont permis de faire progresser la connaissance historique de la région[44].

L'empreinte de Ruhinda et des Bachwezi

Les États du Sud seraient issus de la dislocation d'une plus ancienne monarchie fondée entre le XVIe et le XVIIIe siècle par un conquérant nommé Ruhinda. C'est du moins la vision qui a prévalu jusqu'aux années 50. Cet « empire de Ruhinda » dans lequel on incluait tous les territoires haya (sauf le Kiziba) et zinza, mais aussi parfois le Burundi, voire le Rwanda, apparaissait comme le prolongement méridional de « l'empire des Bachwezi » et la création d'une nouvelle vague d'expansion des pasteurs bahima. Aujourd'hui l'événement, s'il a eu lieu, serait plutôt situé en amont, vers le XVe siècle, et, surtout, ce qu'on peut appeler la « légende de Ruhinda » apparaît comme multiforme selon les traditions. Si, au Bunyoro et au Nkore, ce héros est décrit comme le bâtard de Wamara, le dernier « roi » cwezi, et de la servante Njunaki, en pays Haya et Zinza on lui attribue plutôt comme père Igaba ou Bugaba, une des dénominations locales de la divinité suprême. Les dynasties hinda du Nkore, du Karagwe, du Kyamutwara, de l'Ihangiro et du Buzinza se donnaient comme fondateurs respectifs soit un frère, soit un fils, soit un petit-fils de Ruhinda qui leur aurait confié chaque fois un pays et un tambour. Ces traditions se raccrochaient essentiellement à deux foyers, entre lesquels le cadavre du héros aurait d'ailleurs été partagé à sa mort : vers le nord, l'ensemble Nkore-Karagwe où son souvenir est notamment associé aux régions de l'Isingiro et du Bugara de part et d'autre de la Kagera ; vers le sud, l'ensemble buzinza-ihangiro où il apparaît comme le compagnon ou même le fils du forgeron Kayango. Les traditions des différents royaumes se hiérarchisaient par rapport à ces deux foyers, non sans interférences : au Kyamutwara, Nyarubamba, fils ou petit-fils de Ruhinda, venait du Karagwe ; en Ihangiro, le fondateur était présenté lui-même comme un fils de Nyarubamba mais portait le nom de Ruhinda Kayanga selon le modèle zinza. Quant à l'odyssée supposée de Ruhinda, du Bunyoro jusqu'à l'extrême sud de la région, elle suit deux itinéraires différents selon les traditions : tantôt une

43. H. Cory et M. M. Hartnoll, 1945/1971.

44. J. Vansina, 1961, 1971 et 1972 ; A. Kagame, 1972 ; C. W. Newbury, 1976 ; E. Mworoha, 1977 ; L. Ndoricimpa, 1984 ; I. K. Katoke, 1975 ; P. Schmidt, 1978. Utile aussi pour les royautés du Sud, l'étude de S. R. Karugire, 1971. Un important colloque international s'est tenu à Bujumbura en 1979 ; voir Centre de civilisation burundaise, 1981. Il a été suivi d'une réunion analogue à Bukavu en décembre 1982.

voie continentale par le Karagwe, tantôt une voie navigable, par les lacs, débouchant au Buzinza d'où le héros serait remonté par voie terrestre vers le nord-ouest[45].

Tout se passe comme si la référence à Ruhinda correspondait à la rencontre de deux vagues de traditions, liées à deux grandes configurations claniques, Bahinda et Bayango, qui avaient aussi adopté le même interdit, celui du singe *nkende* (un cercopithèque gris)[46]. Quant à la fondation des dynasties hinda, les traditions révèlent qu'elle ne s'effectua en fait que de une à quelques générations après celle du conquérant supposé. Le fait historique sans doute le plus intéressant reste la permanence d'une tradition, source de légitimité politique, bien au-delà du XVIe siècle. Ruhinda put être invoqué, au XVIIIe siècle au Kyamutwara, contre des usurpateurs du clan hima des Bankango ou être associé, au XIXe siècle, au souvenir d'une grandeur perdue (au Karagwe) ou d'une unité brisée (au Buzinza); pendant ce siècle-là, il est aussi utilisé, tant au Bunyoro qu'en pays Haya, pour dresser le peuple contre l'impérialisme mesquin des Baganda[47].

Les différences entre les versions de cour et les versions populaires[48] reflètent la persistance tenace d'un cycle de traditions à la forme légendaire. Dans la plupart des cas, la diffusion d'un modèle de pouvoir est donc plus vraisemblable que l'équipée d'un conquérant unique. Au Gisaka, la dynastie des Bagesera Bazirankende (référence à l'interdit du *nkende*) plaçait à ses origines Nyakacende (ou Nyiragakende), fille de Ruhinda ou d'un de ses successeurs au Karagwe. Au Kiziba, la dynastie bito identifiait Kibi, son fondateur, à Nyakiru, frère de Ruhinda, les deux frères se disputant pour prendre le pouvoir sur leur mère; le clan des Bahinda avait pour fonction de tracer les limites administratives. La dynastie silanga du Bukerebe, venue de l'Ihangiro vers la fin du XVIIe siècle, prétendait remonter en réalité à Ruhinda. Le rayonnement hinda se manifeste jusqu'au Buha, dans le Sud, soit dans la titulature royale (au Heru et au Bushingo), soit dans la référence au *nkende* (interdit des rois du Bujiji)[49]. Vers l'ouest en revanche, les récits mettaient en valeur d'autres héros: au Rwanda, Gihanga, véritable héros civilisateur, était érigé aussi au rang de père de tous les royaumes voisins; au Burundi, Ntare Rushatsi, un nom qui

45. Outre les titres déjà cités, voir les articles de Cory, notamment le n° 69 (*Chronology of the Bahinda*) et les n° 413 et 416 (notes de A. M. D. Turnbull de 1925 et 1926 sur l'histoire du Buzinza). Voir aussi les *District books* de Bukoba et de Biharamulo et, enfin, dans les archives de la Maison généralice des Pères Blancs, plusieurs manuscrits, dont: J. B. Lapioche, *Le Buhava et son histoire*, 1938; A. D. Kakaira, *Histoire d'Uzinza*, 1930.

46. L. de Heusch (1966, p. 50-51) a cru pouvoir parler d'une ancienne rivalité entre les deux clans, d'après l'opposition inexacte qu'il établit entre les singes *nkende* et *tumbili* (cités dans H. Cory et M. M. Hartnoll, 1945/1971), alors qu'il s'agit du même animal exprimé respectivement en ruhaya et en kiswahili.

47. Ce fonctionnement idéologique apparaît dans: Emin Pasha, 1891, p. 353-355 (au Bunyoro); F. Stuhlmann, 1894, p. 713-715 (au Kyamutwara); *District book* de Bukoba, exemplaire disponsible au SOAS de Londres, p. 42-43 (au Karagwe); A. Brard. *Rapport sur les tribus insulaires du Nyanza méridional*, Archives des Pères Blancs, janvier 1897; A. E. Kitching, « Tribal history and legends of the Wazinza », 1925, dans *District book* de Biharamulo (au Buzinza).

48. Voir les traditions recueillies au Maruku par P. Césard, 1931.

49. Article de Cory, n 413 (annoté par M. D. Turnbell en 1925); G. W. Hartwig, 1972; *District book* de Kigoma (copie SOAS), vol. VII, p. 203; J. P. Chétien, 1975.

semble avoir été porté par les fondateurs de deux dynasties aux XVIe et XVIIe siècles, ne se rattache à Ruhinda que dans des écrits européens[50].

Les traditions sur Ruhinda ont tiré leur force des liens existant entre cette figure de légende et la geste des Bachwezi. Quelle qu'ait été la réalité, l'étendue et la durée de l'« Empire du Kitara », ce modèle politico-religieux a manifestement pris naissance dans la zone des plateaux de l'Ouganda occidental. Mais, au sud, Isimbwa, Ndahura ou Mulindwa ne sont guère évoqués que dans des récits colportés plus ou moins récemment. Le rôle essentiel est tenu ici par Wamara, Mugasha et Ryangombe. Une mythologie particulière s'y est développée : par exemple la manière dont Wamara, accompagné de Mugasha et d'Irungu, rapporte de chez le terrible Kintu bétail et semences, mais aussi la mort ; ou encore ses conflits avec Mugasha, à qui il a refusé sa fille et qui déchaîne la tempête (une version rwandaise transposant cette situation sur Ryangombe), et avec Kagoro, qui finit par brûler l'enclos où se trouvait sa belle vache Kitare[51]. Ces divinités ne sont que les plus importantes d'un panthéon d'une bonne trentaine d'esprits, sans cesse enrichi en fonction des circonstances. On associe chacun d'eux à un domaine d'activités : Wamara aux morts, Mugasha aux eaux, à la pluie et aux lacs, donc à la pêche et à l'agriculture (en particulier au bananier), Irungu à la brousse, donc à la chasse et aux voyages, Kagoro à l'éclair, Ryangombe au bétail et à la chasse.

Si Wamara, dont le grand sanctuaire était à Masaka au Bwera (en Ouganda), était très lié aux traditions du Kitara, du Nkore et du Karagwe, Mugasha semble avoir rayonné depuis les îles Sesse, sur le lac Victoria[52]. Ryangombe, quant à lui, était présent surtout à l'ouest, du Rwanda au lac Tanganyika, son origine étant placée tantôt au Ndorwa, tantôt, par assimilation avec Kiranga, au Burundi (il serait mort en fait dans une région relevant alors du Bugesera) ou même à l'est du Zaïre actuel. Kiranga, héros chasseur, est associé également à l'agriculture par le biais des esprits Nyabashi et Serutwa[53]. Loin de se réduire à des institutions de la monarchie, ces cultes apparaissent comme très anciens, antérieurs à la fondation des dynasties modernes. Les traditions populaires voient dans Wamara le protecteur des anciens clans dirigeants tels que les Basita ou les Bayango tout en évoquant les conflits qui l'opposèrent à son « domestique » Ruhinda. Mugasha aurait renouvelé avec Kabambo la scène de la tempête évoquée plus haut : une montée des eaux du lac Victoria aurait forcé ce roi du Buzinza à lui céder sa fille. Ryangombe, pour sa part, ridiculise le roi du Rwanda Ruganzu Ndori[54].

50. Les traditions hinda interviennent au Rwanda dans les récits montrant Ruganzu Ndori « revenant » du Karagwe en compagnie de Muyango. Au Burundi, Ntare Rushatsi s'oppose à un roi du Bushingo nommé Ruhinda et c'est J. M. van der Burgt (1903) qui a tenu à placer Ruhinda « le Grand » aux origines de ce royaume, thèse imprudemment admise dans les synthèses de Roland Oliver.

51. E. Césard, 1927 ; manuscrit de J. B. Lapioche, 1938 ; A. Arnoux, 1912.

52. Sur l'ensemble de la question, voir I. Berger, 1973 ; F. Richter, 1899 ; article de Cory, n° 79 ; D. W. Cohen, 1968 ; C. C. Wrigley, 1958.

53. F. Geraud, 1972 ; P. Smith, 1981.

54. F. Boesch (1930) donne une version venant du Karagwe ; O. Mors, 1957 ; H. van Thiel, 1911 ; A. Coupez et T. Kamanzi, 1962, récit n° 13. Ces éléments ont conduit L. de Heusch (1966) à proposer la thèse d'un mouvement essentiellement anti-hinda.

Cette religion cwezi (ou des Imandwa) avait son autonomie sur le plan cultuel comme sur le plan des mythes. À l'est (pays Haya et Zinza), la fonction de médium était héréditaire dans certaines familles qui, en outre, étaient les gardiennes des sanctuaires. À l'ouest (Rwanda, Burundi, Buha), l'initiation au *kubandwa* était très largement répandue. La symbolique et le vocabulaire semblaient associer le culte à la royauté en pays Haya comme au Nkore, alors que la vénération exprimée à l'ombre de l'érythrine, arbre sacré de Ryangombe, au Kiranga, semblait plus populaire. Mais dans tous les cas, il s'agissait de pratiques initiatiques de divination et de guérison, offrant un recours contre les menaces émanant de proches ancêtres ou contre les abus de pouvoir[55]. Les explications mécanistes et ethniques de ce phénomène culturel[56] par une sorte d'évhémérisme naïf, ont jeté un



26.3. Le bois sacré de Bunywankoko au Nkoma.
[© J. P. Chrétien.]

voile quasiment opaque sur la rupture profonde existant entre l'histoire spécifique de cette religion, dont nous allons voir de nouveaux aspects, et la fin d'un ancien pouvoir au Kitara[57].

55. Outre les titres déjà cités, voir: B. Struck, 1911; A. Vix, 1911; H. Rehse, 1910; H. Meyer, 1916; B. Zuure, 1929.
56. Exemple de débat sans issue: L. de Heusch, 1964; C. Vidal, 1967.
57. J. P. Chrétien, 1981*a* et *b*.

Faut-il parler de clans ou de castes ?

Face à une tradition écrite qui a privilégié le schéma des oppositions de castes, voire de races, entre « seigneurs hima et tutsi » et « serfs iru et hutu », l'historiographie des années 70 a porté plus d'attention à la structure clanique[58]. Malgré son omniprésence dans la culture orale (les gens âgés s'identifient essentiellement par cette appartenance), le clan (*umuryango* en kirundi et giha, *ubwoko* en kinyarwanda, *uruganda* en runyambo et ruhaya) n'a pas la simplicité organique d'un groupe de parenté, même s'il est parfois vécu comme tel. Les lignages au sens strict du terme sont regroupés en entités classificatoires caractérisées par un nom collectif, par un ou deux tabous (*imiziro*), parfois par des traditions se rapportant aux origines ou par la protection d'une divinité du panthéon cwezi (en pays Haya notamment), mais sans unité territoriale[59]. On observe quelquefois des subdivisions en sous-clans (*amashanga* au Rwanda, *amahiga* en pays Haya), mais le système n'est pas segmentaire. Certains clans s'inscrivent dans l'histoire de plusieurs des royaumes de la région des Grands Lacs, par exemple les Bayango du Nkore au Buzinza, les Bakimbiri du Nkore au Buha du Sud ou les Basita du Bunyoro au Bukerebe. Les tabous peuvent concerner des regroupements plus larges encore : le crapaud est respecté au Rwanda par les Bega, les Bakono et les Baha (trois grands clans dont étaient issues les reines mères) ; la diffusion du *nkende* est connue, le Kiziba en offrant le modèle le plus étonnant, puisque le clan dynastique des Babito et les Bahinda se le partagent, tandis que le *ngabi*, habituellement lié aux Babito, a été adopté par l'ancien clan royal des Bakuma. Certains clans s'attribuent des filiations d'ailleurs variables selon les époques : au Rwanda, les Banyiginya ont été rattachés tantôt aux Basindi, tantôt aux Bahondogo.

La dimension historique des clans est nette au Rwanda : comme au Nkore (quatre unités), ce pays présente une structure exceptionnelle réduite à dix-huit grands clans rassemblant tous des Bahutu, des Batutsi et des Batwa[60]. Or, à l'ouest, des études sur les riverains du lac Kivu[61] montrent qu'il y a deux siècles, ces « corporations claniques » n'étaient pas encore achevées. Ailleurs, au Burundi, au Buha, au Karagwe et dans les pays voisins du lac Victoria, il existait plusieurs centaines de clans mais avec, dans chaque cas, des formes d'association différentes, soit en unités exogamiques (chez les Bahaya), soit en associations à plaisanterie ou à serment (les *endahiro* des Bakiga au nord du Rwanda actuel). Fréquemment, l'identité était étroitement liée à l'exercice de fonctions politiques ou religieuses plus ou moins anciennes. L'appartenance clanique définissait le

58. D. W. Cohen, 1972 ; M. d'Hertefelt, 1971 ; G. W. Hartwig, 1976 ; C. Buchanan, 1974.
59. H. Cory et M. M. Hartnoll, 1945/1971.
60. Les Batwa constituent une petite minorité au Rwanda, au Burundi et (sous le nom de Bakiko) au Buha. Spécialisés dans la chasse, la pêche et la poterie, ils sont tenus à l'écart par de nombreux interdits. On les a définis comme « pygmoïdes », bien que ce terme soit sujet à caution.
61. C. W. Newbury, 1976 ; D. S. Newbury, 1981.

statut social. Les traditions les plus anciennes attestent la multiplicité des pouvoirs locaux gérés par tel ou tel de ces clans, sans que cela signifie forcément que le peuplement de chacune de ces principautés ait été homogène. C'est ainsi que les Basita, associés aux anciens pouvoirs cwezi au Bunyoro et au Nkore, auraient régné au Karagwe (avec le roi Nono) et choisissaient l'héritier du trône au Bukerebe. Les Batundu auraient régné sur l'ancien Kyamutwara, succédant eux-mêmes à la dynastie des Bahunga, celle du roi Kashare, et ils sont parfois associés aux Baheta qui formaient le clan du roi Nsansama au Buzinza.

L'Ihangiro devrait son nom à un ancien roi du clan des Bayango (appartenant au groupe plus large des forgerons barongo). Les Bahutu (un clan très puissant) s'y seraient opposés successivement aux Bayango et aux Bahinda, en la personne de Nkumbya ou Mukumbya. Ce dernier, présenté tantôt comme un roi, tantôt comme un faiseur de pluie, se voit réserver des sorts différents selon les traditions : tué par Ruhinda, exilé chez Kashare, fuyant au Bukerebe avec Katobaha, ou encore soit l'ancêtre de Ntumwa, soit le roi de la dynastie des Bukuma tué par Kibi au Kiziba[62]. Au Rwanda, on discerne aussi de nombreuses entités politiques prényiginya : les Bazigaba au Murabi et au Cyingogo, les Bagesera au Gisaka, au Bushiru et au Busozo, les Badanda au Nduga, au Bwanamwali, au Buhoma et au Bukonya, les Basindi au Busigi et au Ruhengeri, les Bacyaba au Bugara, les Basinga au Burwi et ailleurs (anciennes dynasties renge), les Bongera au Bumbogo, au Buriza et au Bwanacyambwe, les Batsobe au Rukoma… Plusieurs de ces lignées ont gardé ensuite des fonctions rituelles de *biru* au sein du Rwanda moderne[63]. Au Burundi aussi, la garde des tambours et les rôles religieux détenus par des clans comme ceux des Bajiji, des Bashubi et des Bahanza font probablement écho à d'anciens pouvoirs. Toutes ces principautés claniques ont progressivement été absorbées, entre le XVe et le XVIIe siècle (parfois plus tard), par les nouvelles dynasties, comme nous allons le voir. Mais par-delà ces mutations et ces interférences régionales (dues à des migrations lignagères ou à des circulations d'idées et de récits), chacune des petites entités sous-régionales a gardé ses propres caractéristiques jusqu'au XXe siècle. L'étude des *ibihugu* (pays) du Rwanda et du Burundi, celle des Bayoza du Kyamutwara et des Bahamba du Kyanja (groupes préexistant à la scission du grand Kyamutwara ou Bumbwiga à la fin du XVIIIe siècle) restent à faire[64].

62. Voir les sources déjà citées, notamment O. Mors, 1957. Sur le Bukarebe voir E. Hurel, s. d. Les Bahutu ou Baitira (H. Cory et M. M. Hartnoll, 1945/1971, p. 282) sont confondus, dans J. B. Webster (1979, p. 14), avec la catégorie hutu du Rwanda ou du Burundi. Il existe aussi, en pays Haya, un clan hima des Batwa, sans rapport avec les potiers batwa. Le récit publié par H. Rehse (1910, p. 286) sur les massacres qui ont suivi la mort de Kashare, ancien souverain du Kyamutwara, concerne les cruautés du roi hinda Karemera à l'égard notamment de sa propre famille et ne traite nullement d'un « progrom de représailles contre les agriculteurs ».

63. M. d'Hertefelt, 1971 ; A. Kagame, 1954 ; F. Nahimana, 1981.

64. Le terme Bahaya, avant d'être appliqué sous la colonisation à tous les habitants du district de Bukoba, ne désignait que les riverains du lac Victoria dans la région de Maruku.

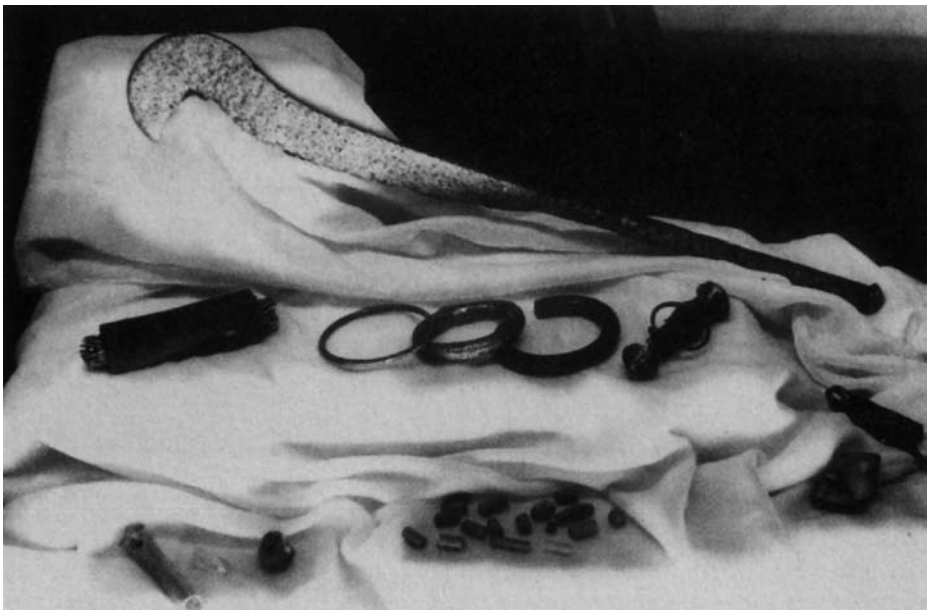
Le clivage entre pasteurs et agriculteurs ne se présente pas, dans ce contexte, avec une évidence qui étayeraient les hypothèses d'invasions ou de conflits habituellement échafaudées (sous l'influence des graves crises politiques du milieu du XXe siècle). La mixité de certains clans existe aussi en dehors du Rwanda et s'élève à 20 % dans les clans du pays Haya[65], à plus de 10 % chez les Bahutu, à plus de 50 % chez les Batutsi et à 90 % chez les Batwa au Burundi[66]. D'autres clans sont en situation intermédiaire ou indéterminée, qualifiés de *bairu* (anoblis), comme les Bayango, ou de *bahutu* (de bonne famille), comme les Bajiji. Les Basita sont tantôt décrits comme des pasteurs (notamment au Rwanda), tantôt comme des agriculteurs-forgerons, ayant renoncé à leur tambour dynastique pour se consacrer à la culture céréalière[67]. Les Bajiji sont en général catalogués en Bahutu au Burundi et en Batutsi au Bujiji (Buha). Si les hypothèses relatives à une ancienne rencontre de groupes de langue bantu et de groupes de langues sud-couchitique et centre-soudanique[68] ne manquent pas d'intérêt, elles portent sur une période trop reculée (premier millénaire) pour rendre compte de la situation au XVIe siècle, compte tenu de la fusion culturelle de ces peuples. Les différenciations ethniques s'opérèrent alors, on l'a vu, sur des bases régionales, claniques ou politiques recoupant les catégories hima/tutsi et iru/hutu. Il serait d'ailleurs hasardeux de définir exactement ce que représentaient ces catégories il y a quatre siècles. Un seul fait semble se dégager : l'importance du phénomène pastoral sur les plateaux moyens allant du Nkore au Buha, par le Karagwe, le Gisaka et le Bugesera. La conquête hamitique si souvent évoquée pour cette période se présente en fait comme un remodelage, dans l'espace régional et dans les rapports politico-économiques, des relations entre les secteurs à dominante pastorale et ceux à dominante agricole entre le XVIe et le XVIIIe siècle.

La formation des royaumes modernes : une étude géopolitique

Le problème général de la chronologie

La richesse des sources orales ne rend pas moins complexe la reconstruction de la chronologie régionale. Les listes dynastiques et les généalogies princières présentent de nombreuses variantes, notamment avant le XVIIe siècle. Certains chroniqueurs ont pu essayer de valoriser l'ancienneté de leur royaume en compilant des sources extérieures. La durée moyenne d'une génération, fixée à 33 ans par Alexis Kagame, semble plutôt se situer à 27 ou 28 ans. Deux éclipses solaires évoquées dans les traditions offrent des

65. Y compris le Karagwe.
66. F. M. Rodegem, 1964.
67. Les traditions orales, même si elles peuvent remonter jusqu'à une quinzaine de générations, n'éclairent pas en tant que telles les origines plus lointaines du peuplement, ou alors il s'agit de « traditions » qui se sont chargées, par les filières citées plus haut, des idées de Speke, d'Emin ou de Gorju : par exemple, les hypothèses éthiopiennes sur l'origine des Basita présentées dans l'étude de C. Buchanan, 1974, p. 98-99.
68. C. Ehret, 1973.



26.4. Objets trouvés dans le tombeau de Cyirima Rujugira, *mwami* du Rwanda.
[© B. Nantet, Paris.]

repères absolus, mais leur identification a été discutée. Il s'agit probablement, d'une part, de celle de 1520 pour la bataille de Biharwe, qui opposa Ntare Nyabygaro (Nkore) à Olimi Rwitamahanga (Bunyoro), et qui détermine les datations du Buganda et du Rwanda, et, d'autre part, de celle de 1792 coïncidant avec l'intronisation de Mibambwe Sentabyo (Rwanda). Le corps du *mwami* de ce pays, exhumé en 1968-1969 par l'équipe de F. van Noten et daté de la première moitié du XVIIe siècle, peut, vu le flou des enquêtes orales à ce propos, avoir été aussi bien celui de Mutara Semugeshi que de Cyirima Rujugira. Malgré le scepticisme d'auteurs comme D. Henige, on peut donc aboutir à des probabilités suffisantes. En utilisant toutes les concordances offertes par les sources et suivant les synthèses déjà proposées par D. Cohen et J. B. Webster, nous proposons une chronologie (voir tableau page suivante)[69].

Les « invasions » organisées vers le sud par les souverains bito du Bunyoro sont aussi apparues comme un élément de liaison entre les différents royaumes. Mais les traditions recueillies dans chacun de ceux-ci situent l'événement à des périodes différentes. En fait, les Banyoro ont dû lancer de nombreux raids pour capturer du bétail. En outre, la répétition dans les listes

69. La première tentative de synthèse des listes dynastiques figure dans J. Czekanowski, 1917. Voir également A. Kagame, 1959; J. Vansina, 1962*a*, 1962*b* et 1967; S. R. Karugire, 1971; D. Henige, 1974; D. W. Cohen, 1970; J. B. Webster, 1979*a*; F. van Noten, 1972.

dynastiques de noms comme Cwa (Bunyoro), Ntare (Nkore), Ntare et Karemera (Karagwe), Magembe (Kiziba) ou Nyarubamba (Ihangiro) a favorisé des confusions chronologiques[70]. Néanmoins, on peut distinguer trois grandes vagues d'expéditions.

La première remonterait à la première moitié du XVIe siècle. Après leur victoire, en 1520, au Nkore, les Banyoro auraient envahi deux fois le Rwanda sous la direction du prince Cwa, fils de Nyabongo, le successeur d'Olimi. Les *bami* Kigeri Mukobanya et Mibambwe Mutabazi durent fuir, l'un à l'ouest du Nyabarongo, l'autre jusqu'au Bushi. Le roi du Bugesera, Nsoro Sangano, aurait également été tué lors de cette invasion. Le mouvement ne s'inversa qu'à la mort de Cwa.

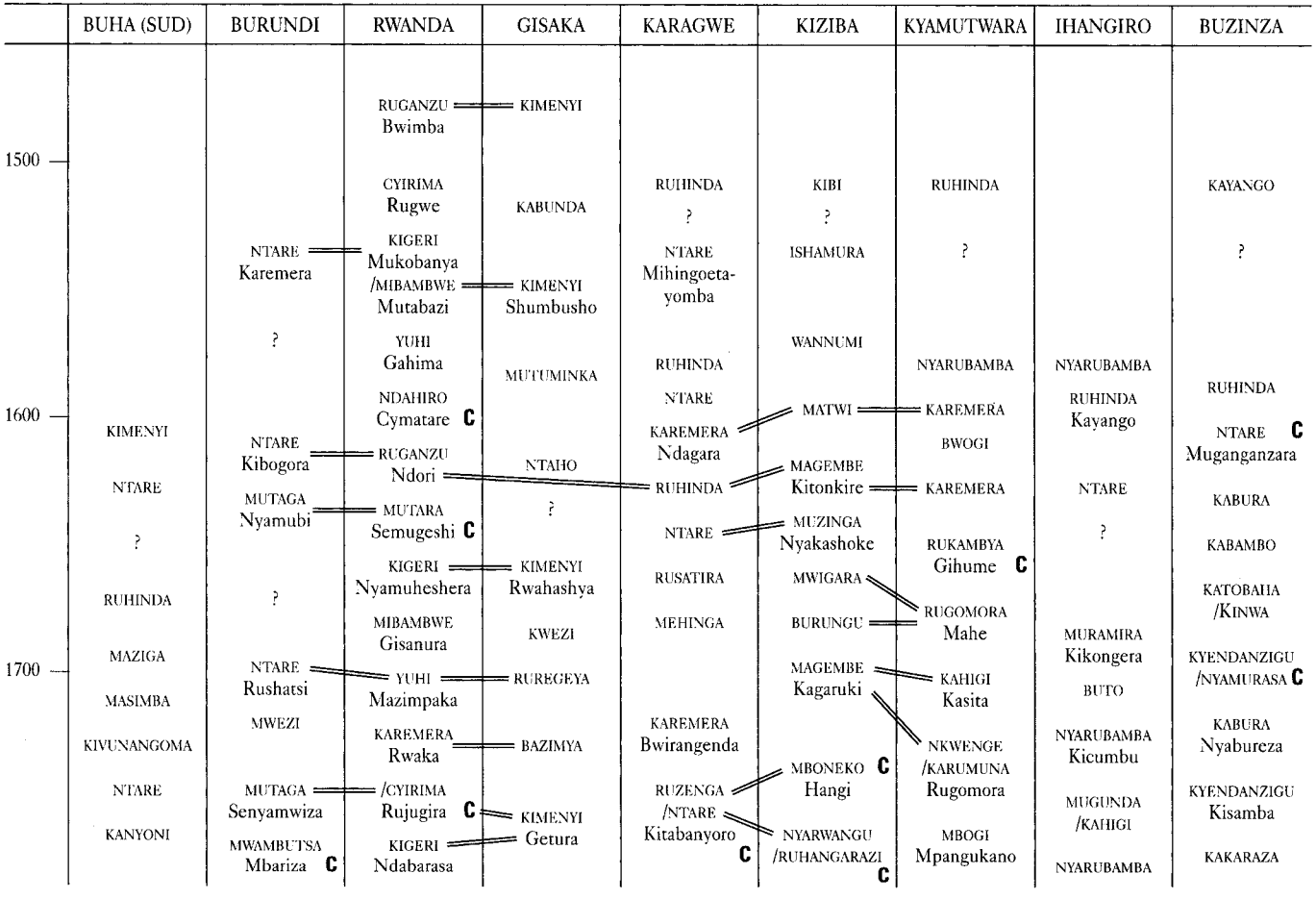
La deuxième invasion daterait de la première moitié du XVIIe siècle. Il semblerait que le petit royaume bito du Kiziba ait subi des raids de son protecteur, le Bunyoro, durant tout le siècle, notamment sous le règne de Magembe Kitonkire. Au même moment le Karagwe (sous les règnes de Ntare et de Ruhinda) était également touché.

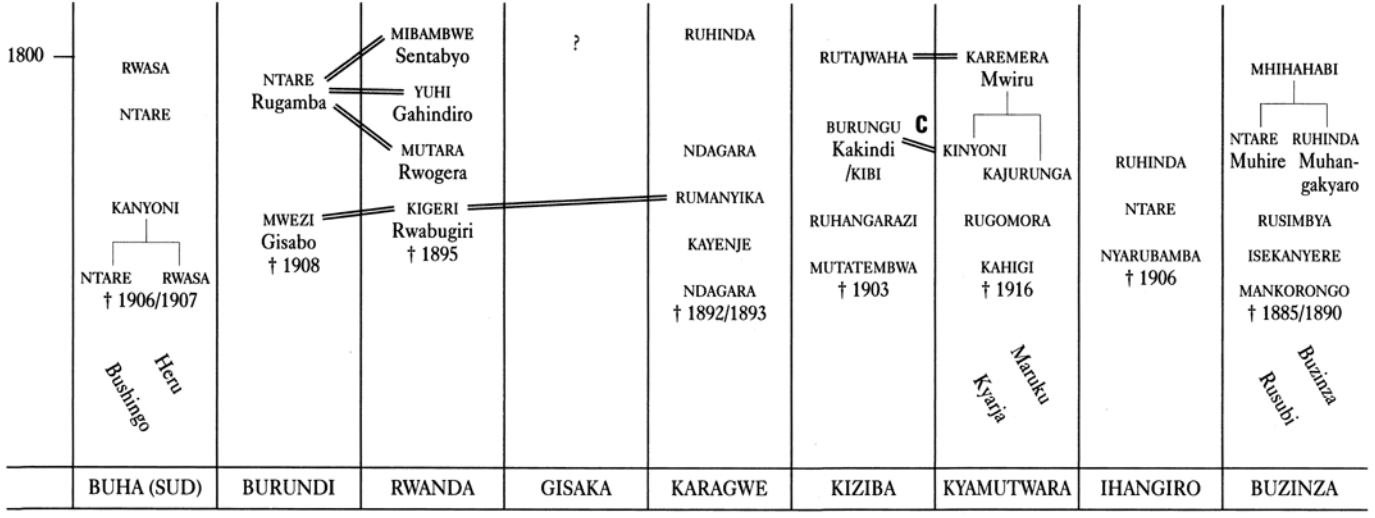
Quant à la troisième invasion, ou raid, elle aurait eu lieu au cours de la première moitié du XVIIIe siècle. Attribuée à un *mukama* appelé tantôt Cwa (Cwamali), tantôt Kyebambe, c'est la plus célèbre de toutes. Après avoir ravagé durant des années tous les territoires haya, ce souverain aurait été battu et tué par le roi Nyarubamba Kicumbu en Ihangiro. Ses guerriers, lors de leur retraite, auraient été écrasés par le *mukama* Ntare Kitabanyoro du Karagwe, revenu du Buha où sa mère l'avait emmené en exil. À la même époque, un autre groupe de Banyoro était battu par un *mugabe* du Nkore, également appelé Kitabanyoro (le Tueur de Banyoro). Les royaumes du Sud étaient dès lors définitivement débarrassés des Babito qui y laissèrent un souvenir à la fois terrible et flou mais les marquèrent sans doute de leur empreinte, notamment en matière d'organisation militaire[71].

Les États des plateaux de la Kagera

Par les facilités de circulation qu'elle offrait de la vallée de la Katonga à celle de Malagarazi, cette zone de plateaux herbeux a toujours représenté un axe géopolitique important. Malheureusement, son histoire politique est la plus mal connue de la région, à cause des difficultés qui ont frappé ses différents royaumes depuis le XIXe siècle, allant jusqu'à leur dislocation ou leur disparition et entraînant l'érosion rapide de leurs traditions. Pas une étude n'existe ni sur le Bushubi ni sur le Bugesera, et ce qui a été publié sur l'ancien Gisaka ou sur le Buha est lacunaire ou superficiel. Seule la partie septentrionale, comprenant le Mpororo, le Nkore et le Karagwe, est relativement mieux connue.

70. Par exemple, dans O. Mors, 1957, Ntare Ktabanyoro du Karagwe serait entré en conflit avec Magembe Kitonkire et Magembe Kagaruki, deux rois du Kiziba aux règnes distants d'un siècle.
71. D. Henige, 1974; A. R. Dunbar, 1965; S. R. Karugire, 1971; E. Césard, 1927; I. K. Katoke, 1975; O. Mors, 1957; H. Rehse, 1910; A. Kagame, 1972. Ces expéditions sont à distinguer de l'installation, plus ancienne, d'une dynastie bito au Kiziba et ne cautionnent nullement l'hypothèse d'une origine luo du mouvement hinda suggérée par L. de Heusch, 1966.


BUHA (SUD)
BURUNDI
RWANDA
GISAKA
KARAGWE
KIZIBA
KYAMUTWARA
IHANGIRO
BUZINZA
1500
1600
1700
RUGANZU
Bwimba
KIMENYI
CYIRIMA
Rugwe
KABUNDA
NTARE
Karemera
KIGERI
Mukobanya
/MIBAMBWE
Mutabazi
KIMENYI
Shumbusho
YUHI
Gahima
MUTUMINKA
NDAHIRO
Cymatare C
KIMENYI
NTARE
Kibogora
RUGANZU
Ndori
NTAHO
MUTAGA
Nyamubi
MUTARA
Semugeshi C
NTARE
?
?
KIGERI
Nyamuheshera
KIMENYI
Rwahashya
RUHINDA
?
MIBAMBWE
Gisanura
KWEZI
MAZIGA
NTARE
Rushatsi
YUHI
Mazimpaka
RUREGEYA
MASIMBA
MWEZI
KAREMERA
Rwaka
BAZIMYA
KIVUNANGOMA
MUTAGA
Senyamwiza
/CYIRIMA
Rujugira C
KIMENYI
NTARE
KANYONI
MWAMBUTSA
Mbariza C
KIGERI
Ndabarasa
Getura
RUHINDA
?
NTARE
Mihingoeta-
yomba
KAREMERA
Ndagara
RUHINDA
NTARE
MUZINGA
Nyakashoke
RUSATIRA
MEHINGA
KAREMERA
Bwirangenda
RUZENGA
/NTARE
Kitabanyoro C
KIBI
?
ISHAMURA
WANNUMI
MATWI
KAREMERA
MAGEMBE
Kitonkire
KAREMERA
MWIGARA
BURUNGU
RUGOMORA
Mahe
MAGEMBE
Kagaruki
KAHIGI
Kasita
NKWENGE
/KARUMUNA
Rugomora
MBONEKO C
Hangi
NYARWANGU
/RUHANGARAZI C
MBOGI
Mpangukano
RUHINDA
?
NYARUBAMBA
BWOGI
RUKAMBYA
Gihume C
NYARUBAMBA
RUHINDA
Kayango
NTARE
?
MURAMIRA
Kikongera
BUTO
NYARUBAMBA
Kicumbu
MUGUNDA
/KAHIGI
NYARUBAMBA
KAYANGO
?
RUHINDA
NTARE C
Muganganzara
KABURA
KABAMBO
KATOBAIIA
/KINWA
KYENDANZIGU
/NYAMURASA C
KABURA
Nyabureza
KYENDANZIGU
Kisamba
KAKARAZA



N.B. Les sources sont mentionnées dans les notes. On a tenu compte au maximum des sources les plus documentées et pas seulement des listes stéréotypées. Les plus précises sont celles du Rwanda et du Kiziba. L'incertitude est très grande avant le XVII[e] siècle.

Légende

/ Souverains d'une même génération (frères ou cousins)

═══ Alliances historiques

† 1895 Date attestée du décès (fin XIX[e]/début XX[e] siècle)

C Calamités (sécheresses et famines)

Tableau synchronique des dynasties (XV[e]-XIX[e] siècle).

Le Karagwe, malgré ses origines prestigieuses (dynastie sita, foyer majeur du complexe ruhinda), s'affirma surtout à partir du XVIIe siècle, à la faveur du premier reflux de l'influence nyoro (crise de succession conduisant à l'avènement de Winyi, successeur de Nyabongo). On sait peu de choses des Ntare et des Ruhinda qui se succédèrent alors, sinon qu'ils étaient plus puissants que leurs voisins de l'Est : une attaque contre le Kiziba se solda par la mort d'un fils du roi Magembe Kitonkire. Ils entretenaient de meilleurs rapports avec le Gisaka et le Rwanda, comportant entre autres des alliances matrimoniales. La crise ouverte au XVIIIe siècle par l'invasion nyoro déboucha sur un nouvel essor, assimilé à Ntare Kitabanyoro, et que consolidera ensuite l'ouverture de relations commerciales avec le Buganda et les habitants du Nyamwezi.

Le Mpororo, ou Ndorma, était l'héritier d'une riche tradition de pouvoirs claniques : les Bakimbiri y auraient été gouvernés par Ryangombe en personne, les Baishekatwa auraient donné la reine Kitami, première incarnation de l'esprit Nyabingi qui était tenu pour très puissant jusqu'en plein XXe siècle. L'ensemble fut pris en charge par une dynastie hima du clan des Bashambo qui profita du vide laissé par la défaite des Banyoro au Rwanda. Les Bashambo nouèrent des alliances matrimoniales avec les Bahinda du Nkore, alors moins puissants qu'eux : au milieu du XVIIe siècle, le roi Gahaya, fils d'Ishemurari, attaqua le Gisaka et inquiéta le Rwanda. Ils atteignirent leur apogée au début du XVIIIe siècle, mais cinquante ans plus tard, à la mort de Gahaya Rutindangyezi, le prince Ndabarasa, fils du *mwami* rwandais Cyirima Rujugira, occupa tout le sud du pays. Le royaume se divisa en principautés rivales et le tambour Murorwa fut caché près du lac Bwinyoni, dans la chaîne de montagnes occidentale.

La dynastie du Gisaka revendiquait une double origine clanique : celle des Bagesera et celle du groupe totémique du *nkende* (les Bazirankende). À la fin du XVe siècle, le roi Kimenyi menaça d'absorber le minuscule territoire du *mwami* rwandais Ruganzu Bwimba. Au milieu du XVIe siècle, Kimenyi Shumbusho profita de l'attaque nyoro pour occuper le cœur de l'ancien Rwanda, le Buganza et le Bwanacyambwe, que ce pays ne récupéra qu'un siècle plus tard. Allié au Ndorwa et à de nombreux rebelles rwandais, le Gisaka essaya de prendre sa revanche sous Kimenyi Getura au milieu du XVIIIe siècle, mais il fut défait par les guerriers de Cyirima Rujugira. Le fils de ce dernier, Kigeri Ndabarasa, occupa aussi le Mubari, un vieux royaume gouverné par les Bazigaba et dont le centre se situait dans les îles de la Kagera.

Le Bugesara pouvait également se présenter comme un précurseur des puissances politiques qui allaient se déployer dans les montagnes de l'Ouest. La dynastie des Bahondogo semble tellement liée à celle des Banyiginya des débuts du Rwanda que Jan Vansina a suggéré que ces derniers en étaient issus. Mariages et alliances militaires jalonnent l'histoire des deux pays du XVIe au XVIIIe siècle. Ruganzu Ndori intervint contre le Burundi, Yuhi Mazimpaka accueillit le roi Nsoro Nyabarega en difficulté. Jusqu'à la fin du XVIIe siècle, le Bugesera occupait un très grand territoire compris entre les rivières Kanyaru et Ruvubu (tout le tiers nord du Burundi actuel) et était tout à fait représentatif, avec ses abreuvoirs et ses rituels, de l'univers pastoral par

excellence. Les difficultés surgirent avec l'essor de la dynastie des Baganwa au Burundi, plutôt favorable au Gisaka. Le XIXe siècle s'ouvre par un partage du pays.

Plus au sud, le bassin de la Malagarazi préside à la création de plusieurs royaumes. Dès le XVIe siècle, un « Buha du Nord » aurait englobé le Buyungu, le Muhambwe, le Ruguru et le Buyogoma (à l'est du Burundi actuel), voire le Bushubi. Le *mwami* rwandais Mibambwe Mutabazi y aurait trouvé une épouse. La dynastie des Bahumbi (celle des rois Ruhaga, Nkanza et Gihumbi) resta très puissante jusqu'au XVIIIe siècle : elle offrit l'hospitalité au roi Ntare du Karagwe qui fuyait devant les Banyoro, elle vainquit le *mugabe* Kakaraza du Buzinza et elle s'étendit dans les territoires sumbwa. Mais très tôt, au sud du fleuve, le Ruguru devint le centre d'un deuxième État, incluant le Heru et le Bushingo, dirigé par la dynastie des Bakimbiri (celle des rois Ntare, Ruhinda, Rwasa et Kanyoni) qui, avec la principauté des Bajiji au Nkarinzi, se tourna davantage vers les montagnes dominant la rive est du lac Tanganyika. Le déclin puis la disparition du Buha ne se produisirent que vers le milieu du XIXe siècle[72].

Les États riverains du lac Victoria

Plus peuplés que les précédents, ces pays regroupent des plateaux herbeux et des plaines ainsi que des vallées fertiles et humides aux eaux poissonneuses. Les sociétés et les États furent marqués par cette dualité qui explique en partie l'éclatement, au XIXe siècle, du Kyamutwara et du Buzinza.

Le Kiziba, coincé entre le lac Victoria et la Kagera, était quant à lui tiraillé entre ses liens traditionnels avec le Kitara-Bunyoro (ses rois y furent enterrés jusqu'à la fin du XVIIe siècle et ses princes élevés dans cette cour étrangère) et avec les îles Sesse (d'où venait le feu rituel des couronnements). Par ailleurs, il était en conflit incessant avec ses voisins du Sud-Ouest, le Kyamutwara et le Karagwe, qui surent tirer parti d'une suite de conflits. La menace nyoro fut relayée, à la fin du XVIIIe siècle, par les attaques des Baganda. Le roi Burungu Kakindi fit appel au *kabaka* Semakokiro dans sa lutte contre des princes rebelles qui, de leur côté, reçurent l'appui du prétendant au trône, Kamanya.

Au Kyamutwara, il semble que ce soit le roi Karemera qui ait définitivement établi la suprématie hinda au XVIIe siècle. Sa cruauté démentielle l'aurait même poussé à faire aveugler son fils Mukanbya. On peut se demander si le successeur de ce dernier, venant après une longue régence assurée par Kayango, n'était pas en fait le fondateur d'une nouvelle dynastie. Il s'agit de Rugomora Mahe qui, après un long périple effectué d'Ihangiro aux îles Sesse et au Kitara, fit figure de héros civilisateur. Lui et ses descendants exploitèrent les faiblesses du Kiziba et de l'Ihangiro, du moins jusqu'à la fin du XVIIIe siècle où le Kyamutwara fut à son tour affaibli par des dissensions internes. Le *mukama* Karemera Mwiru élimina son prédécesseur, Bwogi

72. I. K. Katoke, 1975 ; J. Freedman, 1979 ; F. Geraud, 1972 ; S. R. Karugire, 1971 ; J. P. Chrétien, 1975 et 1984 ; A. d'Arianoff, 1952 ; A. Kagame, 1972 ; J. Vansina, 1962*a* et *b*.

Mpangukano, avec l'aide des Baziba et des Baganda. Ses fils, Kajurunga et Kinyoni, se partagèrent alors le pouvoir hinda, ce qui entraîna la formation, au XIXe siècle, des principautés de Maruku et de Kyanja. Par ailleurs, deux lignées hima du clan des Bankango, venues du Buzinza sous le règne de Kahigi Kasita (qui aurait épousé la sœur des deux fondateurs, Karamagi et Mutashaba), acquirent une influence militaire et politique croissante au cours du XVIIIe siècle. Au début du siècle suivant, elles gouvernaient de façon indépendante le Bugabo et un petit « Kyamutwara », implantés sur les bords du lac Victoria, là où les Allemands fondèrent Bukoba en 1890.

Géographiquement, l'Ihangiro se partageait nettement en un plat pays lacustre, dit Ihaya, et un plateau intérieur, dit Mugongo. Les querelles de succession, notamment sous Muramira, favorisèrent les interventions sur le plateau des rois du Kyamutwara, du Rugomora et du Kahigi à la fin du XVIIe siècle. La parenté dynastique pouvait le justifier. On retrouve ici, avec Buto, le thème du roi aveuglé par son père et on peut s'interroger aussi sur une rupture avec le règne de Nyarubamba, le vainqueur des Banyoro. À la fin du XVIIIe siècle, Nyarubamba II fit appel aux Baganda pour récupérer le plateau occupé par un prince rebelle. Sur toute la côte ouest du lac Victoria, on vit dès lors se dessiner ce qu'on pourra appeler au XIXe siècle un impérialisme ganda[73].

Avec le Buzinza, nous abordons un autre espace culturel et ethnique où se croisent les influences des Baha, des Basukuma, voire des Nilotes Tatoga. C'est aussi le foyer principal des forgerons barongo, dont les liens avec le clan yango ont déjà été évoqués. Les trois principales sources sur l'histoire politique de ce royaume[74] donnent des listes dynastiques contradictoires dans leur longueur et dans leur classement, la plus précise restant celle de van Thiel. Après les règnes baignant dans la légende de Ntare Muganganzara et du premier Kabambo, se produisit en quelque sorte une seconde fondation de cet État sous Kabambo Kinwa, né, lui aussi, de l'inceste commis par un prince aveugle. Au XVIIIe siècle, le *mugabe* Kakaraza dut résister à des attaques des Baha à l'ouest et des Tatoga à l'est. Son fils Mwihahabi fut le dernier souverain d'un Buzinza unifié : la guerre de succession aboutit à la séparation du Rusubi sous Ntare Muhire et de toutes les régions côtières sous Ruhinda Muhangakyaro, au début du XIXe siècle.

L'histoire du Bukerebe combine de façon particulièrement complexe les influences régionales. Ce pays, composé d'une île et d'une presqu'île, se situe culturellement dans l'ensemble zinza. Mais la dynastie silanga revendiquait, au XIXe siècle, son appartenance au clan de Ruhinda (voire des Banyoro), alors que son fondateur, Katobaha, serait venu de l'Ihangiro au XVIIe siècle et qu'elle avait comme tabou l'*enfunzi* (sorte de roitelet), qui était celui des Bahutu et des Baitira, un clan dont nous avons vu les conflits avec les Bayango et les Bahinda (sous le roi Nkumbya, à la fin du XVIe siècle). Les rois (*bakama*) s'imposèrent peu à peu au XVIIIe siècle face aux clans sita et kula, mais la menace tatoga les força à implanter leur capitale dans l'île. Le grand

73. H. Rehse, 1910 ; E. Césard, 1927 ; O. Mors, 1957 ; P. Schmidt, 1978. *District book* de Bukoba, *passim*.
74. H. van Thiel, 1911 ; O. Mors 1957 ; P. Betbeder, 1971.

commerce de l'ivoire fut remarquablement exploité par cette principauté au début du XIXe siècle[75].

Les États des montagnes de l'Ouest

Si, vers l'est, la dynamique d'un modèle de royauté allait de pair avec le morcellement, vers l'ouest, on assista plutôt à une concentration au profit de deux puissances, le Rwanda et le Burundi, qui rassemblaient chacune plus de un million d'habitants à la fin du XIXe siècle.

La petite principauté rwandaise, née au XIVe siècle au sud du lac Mohazi (au Buganza) à l'ombre du Bugesera et du Gisaka, réussit à bien s'implanter le long de la rivière Nyabarongo à la faveur du long règne de Cyirima Rubwe qui annexa les terres des Bongera. Mais les graves crises du XVIe siècle remirent en cause l'équilibre de ce royaume. Les deux invasions nyoro, qui firent fuir les rois Kigeri Mukobanya et Mibambwe Mutabazi vers l'ouest, aboutirent à un déplacement du centre de gravité politique vers le Nduga, tandis que le territoire initial (Buganza et Bwanacyambwe) fut conquis par le Gisaka. Après le règne belliqueux de Yuhi Gahima qui lança des expéditions dans toutes les directions, la guerre de succession entre ses fils, Juru et le *mwami* Ndahiro Cyamatara, fut exploitée par les Bashi, les Bahavu et les habitants du Bugara, à l'ouest. Le roi fut tué et le tambour dynastique rwoga pris. Malgré la pieuse tradition racontant que le prince légitime avait été caché chez sa tante au Karagwe et malgré la prétention des Banyiginya à une continuité dynastique sans faille depuis les origines du pays (remontant au mythique Kigwa et au légendaire Gihanga), il est très probable que Ruganzu Ndori fonda, au début du XVIIe siècle, une nouvelle dynastie, celle du tambour Kalinga. Il réoccupa le Nduga et, de là, lui et ses successeurs étendirent le royaume jusqu'au lac Kivu et aux rives de la Kanyaru, tout en reprenant le Bwanacyambwe (région de Kigali) à l'est. L'essor d'une nouvelle dynastie au Burundi bloqua son expansion à la fin du siècle, mais elle reprit au XVIIIe siècle grâce à l'organisation militaire exceptionnelle mise en place par Cyirima Rujugira et Kigeri Ndabarasa: le Burundi et le Gisaka durent reculer, le Ndorwa se disloqua, le Mubari fut occupé et la colonisation des rives du lac Kivu gagna le Kinyaga. Le Bugesera, un vieil allié, fut partagé, à la fin du XVIIIe siècle, entre le Rwanda et le Burundi, sous Mibambwe Sentabyo. L'expansion se poursuivit au XIXe siècle, notamment vers le nord-ouest et le sud-est, mais les anciennes puissances hutu et tutsi gardèrent longtemps leur autonomie sous une sorte de protectorat des Banyiginya[76].

L'histoire du Burundi est beaucoup moins bien connue pour cette période. Au début du XVIe siècle, une première dynastie créée par Ntare Karemera semble s'être implantée dans les montagnes du Nord-Ouest, à la frontière du puissant Bugesera. Les *bami* Mutara Semugeshi, fils de Ruganzu Ndori, et Mutaga Nyamubi auraient établi une sorte d'alliance consolidée par des échanges de rituels pastoraux. Puis, à la fin du XVIIe siècle, Ntare

75. G. W. Hartwig, 1972 et 1976; E. Hurel, s. d.
76. A. Kagame, 1972; J. Vansina, 1962*a* et *b*; J. K. Rennie, 1972.

Rushatsi ou Rufuku fonda au Nkoma, en relation avec le Buha du Sud, la dynastie des Baganwa, qui unifia le Sud (où le Burundi dit de Nyaburunga était affaibli par la lutte contre le Nsoro et le Jabwe), le Centre et le Nord, amalgame d'anciens pouvoirs claniques (Bahanza auxquels auraient appartenu Ntare, Bajiji, Babibe et Bashubi), et se dressa contre le Bugesera dont le roi, Nsoro Nyabarega, dut fuir pour se réfugier au Rwanda. Le Burundi s'étendit alors jusqu'au sud de l'actuel Rwanda: ce fut la défaite de Mutaga Senyamwiza devant Cyirima Rujugira, au milieu du XVIIIe siècle, qui détermina la frontière sur la Kanyaru. Il fallut attendre le long règne de Ntare Rugamba, durant la première moitié du XIXe siècle, pour que le royaume s'étendît à l'ouest jusqu'à la Rusizi et à l'est jusqu'au bassin de la Malagarazi (aux dépens du Buha du Nord)[77].

Plus à l'ouest, autour du lac Kivu, les Bashi d'une part, les Bafuriru de la plaine de la Rusizi et les Bahavu de l'île d'Ijwi ou de la rive ouest d'autre part, s'attribuaient une origine commune issue de la région nyindu (à Lwindi). L'institution politique du *mwami* pourrait avoir des liens avec l'institution socioreligieuse du *bwami* qui structurait les sociétés bembe et rega. Des traditions attestent aussi l'ancienneté des relations entre ces petits royaumes et le Burundi ou le Rwanda. Elles n'ont été occultées que par la diffusion du schéma hamitique des « invasions éthiopiennes » et par le découpage des frontières coloniales depuis la fin du XIXe siècle[78].

Les États, les économies et les sociétés

Cette histoire politique et guerrière ne doit pas passer sous silence les mouvements démographiques, l'évolution des paysages et des productions, les mutations institutionnelles, voire idéologiques.

L'évolution des rapports entre élevage et agriculture

Les conditions naturelles ont déterminé initialement la spécialisation de l'espace: le pastoralisme sur les plateaux de la Kagera et l'agriculture sur les bords du lac Victoria et dans les montagnes de l'Ouest. La période étudiée ici se caractérise par une intégration croissante des deux activités à l'ensemble de la région et selon des modalités variées. L'opposition n'a en fait jamais été radicale: l'association de la culture des premières céréales, éleusine et sorgho, à l'élevage des vaches semble être très ancienne, tant en matière de production que de consommation (viande et lait)[79]. L'ancien Karagwe était réputé, selon les traditions, non seulement pour son bétail mais aussi pour ses cultures et pour sa bière de sorgho[80]. Les bovins ne se réduisaient pas à la race sanga à longues cornes et leur présence dans la région était beaucoup plus ancienne qu'on ne le pensait. Des récits du temps passé mentionnent l'utilisation du fumier, dont l'importance dans une

77. J. Vansina, 1961 et 1972; E. Mworoha, 1977; J. P. Chrétien, 1981*a*, 1981*b* et 1984.
78. C. Bishikwabo, 1982; D. S. Newbury, 1978 et 1979.
79. J. P. Chrétien, 1982.
80. O. Mors, 1957; manuscrit de J. B. Lapioche, 1938, note 51.

agriculture intensive aux deux récoltes annuelles dans les régions les plus arrosées a été trop négligée. Cette complémentarité est particulièrement nette dans des pays comme le Kiziba ou le Kyamutwara, où le bananier a occupé progressivement la même place qu'au Buganda, où les Bahima ne se sont installés qu'en très petit nombre et où les hiérarchies sociales se sont fondées sur les rapports fonciers et non sur les contrats relatifs au bétail. La réputation de Rugomora Mahe au XVIIe siècle (ou celle de Katobaha au Bukerebe) repose essentiellement sur l'introduction du bananier et du palmier raphia, qu'on lui attribue, et sur ses rapports avec Mugasha, dieu de l'eau et des cultures[81].

Mais, vers l'ouest en particulier, d'autres facteurs que le calcul agronomique ont pu à cette époque étendre l'influence des éleveurs. Il s'agit des sécheresses et des famines. Une analyse précise des sources orales disponibles sur les pays concernés révèle une multiplication de telles calamités dans la première moitié du XVIIe siècle (Rwanda, Kyamutwara, Buzinza) et dans la seconde moitié du XVIIIe siècle (Burundi, Rwanda, Kiziba, Karagwe), ce qui correspond à plusieurs des hypothèses avancées par R. S. Herring et J. B. Webster d'après les données sur le régime ancien du Nil et les traditions des Nilotes de l'Ouganda. Or, comme E. I. Steinhart l'a très bien montré dans le cas du Nkore et des principautés issues du Ndorwa, ces crises écologiques et de subsistance ont eu un effet particulièrement désastreux sur le sort des agriculteurs, contraints de faire alors appel à l'aide des éleveurs qui ont pu, en transhumant, assurer la survie de leur cheptel. Le déplacement des centres de gravité politique des bords de la Kagera et de la Malagarazi vers les hauteurs boisées de la Kibira dominant les lacs Kivu et Tanganyika, que l'on observe au XVIIe siècle, ne s'explique pas seulement par des expéditions ou des changements dynastiques mais aussi par l'expansion d'un système de tributs favorable aux groupes pastoraux et à leurs valeurs. La « civilisation des abreuvoirs » du Bugesera est perceptible dans les traditions historiques les plus anciennes du Rwanda et du Burundi. Le culte voué par le *mwami* Yuhi Mazimpaka, à la fin du XVIIe siècle, aux plus belles vaches de son troupeau en est une illustration[82].

Mais au Rwanda ou au Burundi (comme au Nkore), on peut observer que les bénéficiaires des régimes mis en place il y a 300 ans ne représentaient qu'une partie des propriétaires de troupeaux, les riches Batutsi et les milieux dirigeants liés à la royauté (par exemple les princes de Baganwa au Burundi), c'est-à-dire ceux qui avaient réussi à s'assurer, par l'introduction de la vache ou par son utilisation symbolique, une emprise politique sur la production agricole, source de moyens supplémentaires de revenus et de travail pour une main-d'œuvre prestataire. L'agriculture a peu intéressé les ethnologues, pourtant son poids est visible dans les rituels et même dans l'idéologie de la royauté. Au Burundi, par exemple, la fête annuelle du *muhanuro*, au cours de

81. A. O. Anacletti et D. K. Ndagala, 1981. Sur le rôle sociopolitique du bananier, voir C. P. Kottak, 1972, et sur Rugomara Mahe, un très beau récit publié par P. Schmidt, 1978.
82. Voir l'indication C portée sur le tableau. J. B. Webster, 1979, chap. 1, 2 et 7; E. I. Steinhart, 1981, p. 115-156; J. P. Chrétien, 1984; P. Schumacher, 1958. Sur la même évolution au Buha, voir J. F. Mbwiliza, 1981.



26.5. Le sanctuaire de Banga au Mugamba (nord-est du Burundi).
[© J. P. Chrétien.]

laquelle l'autorité royale et les tambours qui la symbolisaient étaient renouvelés, célébrait les semailles du sorgho et en fixait la date optimale dans un pays où la saison des pluies est longue. En outre, sur le plan vivrier, l'introduction de plantes d'origine américaine (patate douce, maïs, haricot *Phaseolus vulgaris*), qui a pu s'effectuer dans la région dès le XVIIe siècle si l'on en juge d'après les références au tabac dans les traditions orales, a offert de nouvelles possibilités d'expansion aux agriculteurs en facilitant la double récolte annuelle et en procurant des protéines d'origine végétale (par le haricot)[83].

Le rapport entre pasteurs et cultivateurs ne se présente donc pas avec l'immuabilité et l'universalité qu'ont laissé croire les stéréotypes sociobiologiques. À supposer même que les cultivateurs barundi, banyarwanda ou bahaya aient été qualifiés, au début de notre période, de Bahutu ou de Bairu, les mutations économiques, politiques et territoriales opérées entre le XVIIe et le XIXe siècle ont fait évoluer les relations hima-iru ou tutsi-hutu d'une situation d'échanges locaux à un rapport hiérarchique plus global, plus ou moins souple selon les États et les époques[84].

83. J. P. Chrétien, 1979 ; M. Bahenduzi, 1977 ; L. Ndoricimpa, 1984 ; E. Mworoha, 1977 ; C. Vidal, 1974. Malgré un abus de la terminologie féodale et une tendance à sous-estimer l'impact de la colonisation, Claudine Vidal a eu le mérite de mettre en valeur l'importance de la terre dans le Rwanda classique. On observera aussi que *mwami* fait référence à la fructification (*kwama* en kirundi) alors que *mukama* signifie « le trayeur », un contraste révélateur.
84. La colonisation a ensuite donné un caractère ethnique à cette opposition, en faisant de ces deux catégories des castes à substrat racial.



26.6. Les antiques tambours royaux conservés dans le sanctuaire de Banga au Mugamba (nord-est du Burundi).
[© J. P. Chrétien.)

La consolidation des pouvoirs monarchiques aux XVIIe et XVIIIe siècles

Chaque État présentait, avant la colonisation, un système de tributs dont les modalités variaient selon la situation écologique, l'équilibre entre les différentes forces productives, les configurations claniques et les formes institutionnelles. Partout le souverain contrôlait directement les terres proches de ses résidences et affectait ailleurs des chefs (*bakungu*, *batware*), souvent des princes de sang royal (*balangira* en pays Haya, *baganwa* au Burundi) qui se faisaient aider par des délégués, issus en général des lignages les plus influents de l'endroit (cultivateurs ou éleveurs). Des tributs étaient versés à ces cours, soit sous forme de travail, soit en nature (têtes de bétail, paniers de vivres, denrées particulières telles que du sel, du miel ou des armes). L'aristocratie dirigeante pouvait aussi étendre son influence en redistribuant ces produits, car le luxe était très relatif (les vêtements étaient en peau ou en écorce, les palais construits en matériau végétal)[85]. Néanmoins, les pouvoirs royaux s'affirmèrent, notamment à partir du XVIIIe siècle, de quatre façons.

Premièrement, par la récupération des liens de clientèle : les relations dites *ubugabire* ou *ubuhake* furent de plus en plus détournées de leur rôle privé vers un usage politique — protection garantie à une famille en échange de

85. E. Mworoha, 1977 et 1981 ; O. Mors, 1957 ; A. Nsanze, 1980.

nouvelles obligations. Au Rwanda, le *buhake* servit notamment à l'assujettissement des lignages hutu influents des régions périphériques conquises par les Banyiginya, surtout à partir du règne de Yuhi Gahindiro, à l'extrême fin du XVIIIe siècle. C'est à la même époque qu'apparut l'institution foncière du *gikingi*, c'est-à-dire de l'attribution privative à des grands éleveurs de zones de pacage, avec des droits administratifs sur les familles qui y résidaient. Ce réseau de privilèges qui a conduit plusieurs auteurs à parler de féodalisme allait de pair, au Rwanda, avec la multiplication extraordinaire du cheptel entraînée par les conquêtes du XVIIIe siècle[86].

Deuxièmement, par l'organisation militaire. Sur le modèle des *emitwe* du Nkore, le Rwanda élabora, surtout à partir du règne de Cyirima Rujugira, un système d'armées permanentes héréditaires, rassemblant les jeunes gens de lignages précis dans des camps placés sur les frontières menacées. Ces milices gardaient aussi les troupeaux du roi ou qui étaient sous sa protection. Elles comptaient dans leurs rangs des Bahutu aussi bien que des Batutsi, et même des étrangers, notamment des réfugiés venus des royaumes défaits par le Rwanda (le Ndorwa, le Gisaka, le Burundi). C'est au XIXe siècle que le rôle de cette institution se réduisit à la collecte des impôts essentiellement, rôle dit « de l'arc » (*umuheto*), au profit de grands chefs qui, hiérarchiquement, étaient au-dessus des « chefs de la terre » et des « chefs des pâturages ». L'importance du facteur militaire était également sensible dans les autres royaumes à la fin de la période[87].

Troisièmement, par les virtualités commerciales. Jusqu'à une date récente, les échanges instutionnalisés et le troc local jouèrent un rôle commercial plus important que le négoce spécialisé. Néanmoins des produits régionaux comme le sel (celui de Katwe au Busongora, ou celui d'Uvinza), les objets en fer (les houes des Bazinza ou des Bashi) ou les bracelets de raphia (*amatega*) étaient colportés depuis longtemps. Des objets venus de la côte de l'océan Indien, notamment des perles de verre ou des coquillages ornementaux, semblent même, de relais en relais, avoir pénétré la région dès le XVIIe siècle, si l'on en juge d'après les objets trouvés dans la tombe du *mwami* rwandais mort vers 1635 ou d'après les traditions relatives à Yuhi Mazimpaka. Du cuivre (venu du Shaba actuel ?) aurait circulé aussi dès le XVIIIe siècle au Burundi, au Karagwe et au Buganda. Mais il faut attendre le XIXe siècle pour assister, comme au Buganda, à des tentatives de contrôle de ce commerce de luxe par les dirigeants du Rusubi, du Karagwe et du Rwanda[88].

Quatrièmement, par le contrôle idéologique. Les mutations entraînées dans la société par les crises agraires et par les guerres de conquête des XVIIe et XVIIIe siècles, ainsi que les déplacements de population recherchant de la

86. J. P. Chrétien, 1974; A. Ndikuriyo, 1975; C W. Newbury, 1976; J. Rwabukumba et V. Mudandagizi, 1974; L. Meschi, 1974.
87. D. S. Newbury, 1979; A. Kagame, 1963.
88. R. Gray et D. Birmingham, 1970; J. E. G. Sutton et A. Roberts, 1968; D. S. Newbury, 1980; F. van Noten, 1972.

nourriture, des terres mieux arrosées ou des herbages plus riches ont favorisé les scissions de lignages qui entraînèrent des regroupements claniques désassortis de type politique. On comprend le succès de la religion cwezi au XVIIe siècle (par exemple, l'émergence de Ryangombe ou de Kiranga au Rwanda et au Burundi), car elle offrait une sorte de recours devant cette instabilité. Dans une large mesure, les nouvelles royautés enracinèrent leur légitimité dans ce mouvement religieux, comme l'attestent mythes et rituels. Mais les initiés pouvaient aussi inspirer des réactions populaires subversives ou entraver l'action royale : le *mukama* Wannumi du Kiziba n'a-t-il pas été rendu fou par le médium de Wamara dont il avait pris les vaches ?

À la longue les monarchies, appuyées par la classe dirigeante et encouragés par leurs succès guerriers, entreprirent de contrôler et d'utiliser à leur avantage cette religion ambiguë : au Kiziba, le culte rendu aux rois défunts relativisait la puissance des esprits cwezi ; au Kyamutwara, la royauté, depuis Rugomora Mahe, s'appuyait sur le culte de Mugasha ; au Rwanda, un « roi des Imandwa » fut installé à la cour à partir du règne de Cyirima Rujugira. À la même époque, la monarchie rwandaise suscita l'élaboration d'un corpus officiel de poésies panégyriques et de récits historiques. Cette littérature orale était diffusée par le biais des armées, L'*ubwiru* (code sacré) fixa les rituels royaux et la généalogie dynastique intégra les lignages tutsi alliés (ceux des reines mères).

Le caractère exceptionnel de la documentation orale rwandaise reflète le caractère exceptionnel de sa centralisation politique, alors que dans les autres États, les différentes strates de la société avaient gardé plus d'autonomie jusqu'à la veille de la colonisation[89].

Conclusion

La fin du XVIIIe siècle voit émerger les configurations ethnographiques et linguistiques modernes de la région des Grands Lacs. Les grands déplacements de population qu'a connus la région sont pour la plupart terminés et les contours des derniers groupes ethniques à s'y former — les Bakiga, les Iteso et les Lango Omiro — sont en train de se dessiner suivant un processus qui touchera à sa fin vers 1830. Les terres natales des habitants d'aujourd'hui sont déjà, pour la plupart, occupées par leurs ancêtres. Par ailleurs, à de rares exceptions près, la phase de formation de l'État s'achève au moment où le Rwanda s'affirme comme l'État le plus puissant du sud de la région. Dans la zone centrale, le déclin du Bunyoro se poursuivra jusqu'à la sécession, en 1830, du Toro et du pays Paluo, qui mettra fin à une longue séquence événementielle de l'histoire de la région des Grands Lacs dont les ramifications se sont étendues des monts Otuke et Elgon,

89. J. P. Chrétien, 1981*b* ; A. Kagame, 1981 ; J. Vansina, 1962*a* et *b* ; P. Schmidt, 1978 ; J. N. Nkurikiyimfura, 1983.

à l'est, jusqu'à l'Alur et aux hautes terres du Kigezi, à l'ouest, et d'Agoro, au nord, jusqu'aux plaines ondulées de l'Usukuma, au sud. Au début du XIXe siècle, le Buganda avait acquis sa dimension d'État prépondérant dans la zone centrale. Désormais, la préoccupation principale de l'historien va se déplacer de la croissance du pouvoir central vers les efforts des chefs pour exercer un contrôle sur le pouvoir du monarque et lui fixer des limites. Pendant tout le XIXe siècle, l'histoire de la région des Grands Lacs va ainsi être dominée par une multiplicité de thèmes nouveaux[90].

90. UNESCO, *Histoire générale de l'Afrique*, vol. VI, chap. 10.

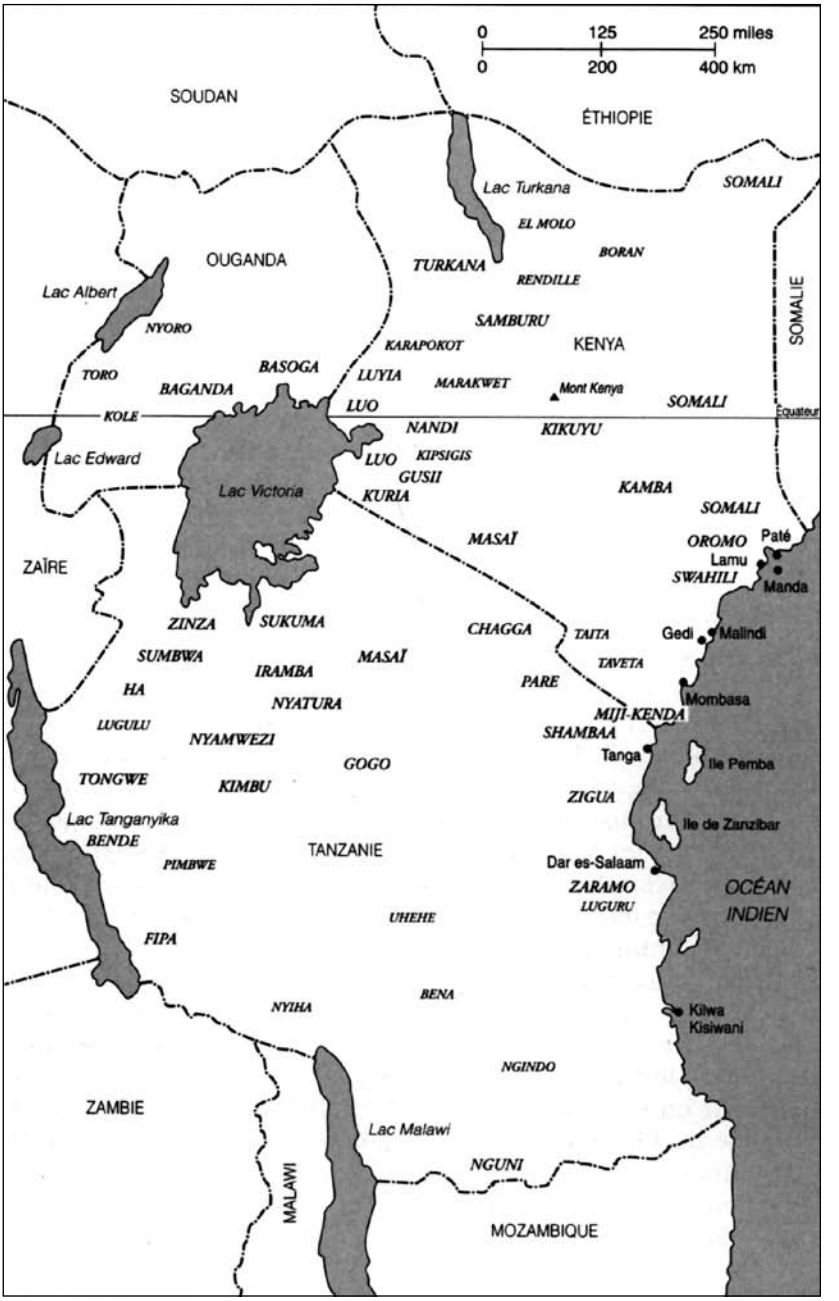
CHAPITRE 27

L'intérieur de l'Afrique de l'Est : les peuples du Kenya et de la Tanzanie (1500-1800)

W. R. Ochieng'

L'année 1500 est généralement considérée comme la borne entre les deux principaux types de sources auxquels se réfèrent les études historiques de l'Afrique de l'Est : l'archéologie et la linguistique historique d'une part et les traditions orales d'autre part. Pour la période antérieure au XVIe siècle, les historiens s'appuient largement sur le premier type. À partir du XVIe siècle, les traditions orales constituent leur principal recours complété, au XIXe siècle, par les sources écrites[1]. Toutefois, qu'elles soient orales ou écrites, les sources dont nous disposons sont insuffisantes pour bien connaître ou pour reconstituer la période que nous étudions ici. Comme pour la période antérieure au XVIe siècle, la qualité inégale des documents et, parfois, leur absence posent un problème majeur. Les historiens ne se sont par exemple guère, voire pas du tout, penchés sur le sort de certaines sociétés de l'intérieur comme les Gorowa, les Zigua, les Gogo, les Turkana, les Masaï et la plupart des groupes kalenjin, pour n'en citer que quelques-unes. Ils sont en train, lentement, de combler cette lacune, mais notre connaissance de l'histoire de cette région à cette époque n'en reste pas moins hypothéquée par les énormes disparités des sources dont nous disposons. Il nous faut donc atténuer la portée de nos affirmations les plus légitimes en nous rappelant que beaucoup d'événements nous demeurent inconnus. Comme les professeurs Alpers et Ehret l'ont fait justement

1. La plupart des ouvrages historiques sur l'Afrique orientale qui traitent de la période précoloniale en s'appuyant, dans une large mesure, sur les traditions orales ne remontent pas plus haut que le XVIe siècle. Voir G. Muriuki, 1974 ; H. A. Mwanzi, 1977 ; W. R. Ochieng', 1974*a*.



27.1. Les différents groupes ethniques du Kenya et de la Tanzanie.
[*Source :* adaptation d'une carte établie par M. Kivuva, Kenya, d'après W. R. Ochieng'.]

remarquer, il se pourrait bien que la recherche future dégage des thèmes d'un poids égal ou supérieur à celui des principales interprétations d'ordre social et économique tirées des matériaux qui nous sont actuellement connus[2].

Les XVIe, XVIIe et XVIIIe siècles virent l'apparition de sociétés et de systèmes sociaux et économiques qui, encore aujourd'hui, continuent de caractériser l'intérieur du Kenya et de la Tanzanie. La diversité des expériences est peut-être le trait distinctif de l'histoire de cette région au cours de cette période. Le centre de la scène était occupé par les Masaï, les Chagga, les Pare, les Shambaa, les Gogo et les Hehe. Sur la bordure est vivaient les Kikuyu, les Kamba, les Miji-Kenda, les Zigua et les Zaramo. Au nord-ouest se trouvaient les territoires des Abaluyia (Luyia), des Kalenjin, des Luo, des Abagusii (Gusii) et des Abakuria (Kuria), tandis qu'au sud-ouest demeuraient des communautés tanzaniennes comme les Sukuma, les Iramba, les Nyamwezi, les Zinza et les Kimbu.

Tous ces peuples — à l'exception des sociétés implantées sur le littoral — étaient encore isolés de la côte et pouvaient résoudre leurs problèmes sans avoir à tenir compte des facteurs économiques et autres qui allaient venir du littoral au XIXe siècle. Aucun document n'indique que les Arabes ou les Swahili aient pénétré dans l'arrière-pays avant le XVIIIe siècle et « aucun des sites antérieurs au XVIIe siècle situés dans l'arrière-pays au nord du Zambèze n'a encore livré le moindre ensemble un tant soit peu substantiel d'objets importés[3] ». À partir du milieu du XVIIe siècle, cependant, apparaissent les premières chefferies et des modes d'organisation politique structurés (encore que souvent décentralisés) et se dessine une évolution orientée vers la généralisation d'un mode tributaire de production. Elle était l'expression d'une tendance délibérée vers la réalisation d'une intégration sociale et politique au sein de communautés économiques et politiques de plus en plus vastes dans lesquelles les souverains levaient sur leurs sujets le tribut dont ils vivaient avec leur famille et leur suite. Les traditions orales décrivent cette évolution comme un mouvement de conquête et d'assimilation par les populations migrantes plus puissantes que les autochtones. Mais on peut aussi bien supposer que ces derniers ont progressivement neutralisé et fixé les activités ayant perturbé des communautés jusqu'alors nomades ou migrantes.

En un sens, toute histoire est transition d'un stade à un autre. Au cours des siècles qui se sont écoulés après 1500, les sociétés de l'intérieur du Kenya et de la Tanzanie ont participé au processus de formation des différents groupes ethniques que nous connaissons aujourd'hui, avec leurs caractéristiques linguistiques et culturelles spécifiques. L'activité économique prédominante était de très loin l'agriculture. Dans toutes les communautés agricoles sédentaires, les gens observaient les particularités du milieu environnant et s'efforçaient de trouver des techniques pour s'y

2. E. A. Alpers et C. Ehret, 1975, p. 470.
3. R. Oliver, 1977, p. 621.

adapter et l'utiliser de manière rationnelle. « Les hommes, comme le dit John Iliffe, se conformaient aux exigences de la terre[4]. » Certaines régions appliquaient des méthodes évoluées comme la culture en terrasses, la rotation des cultures, les engrais verts, la culture mixte et sur sols marécageux drainés.

Si la majorité des Africains de l'Est étaient des agriculteurs, il y avait aussi ceux qui, comme les Masaï, les Pokot et les Turkana, étaient surtout des gardiens de troupeaux menant leur bétail de pâturage en point d'eau à travers les plaines centrales de la Tanzanie et du Kenya. À aucun moment, comme on le verra, les agriculteurs et les éleveurs ne cherchèrent l'exclusivité ou la spécialisation économiques. Chaque activité économique se fondait insensiblement dans une autre et toutes étaient sujettes à fluctuations et à changements[5]. Souvent les agriculteurs, comme les Luo et les Abagusii, possédaient également d'importants troupeaux, tandis que les éleveurs comme les Samburu et les Masaï arusha cultivaient un peu la terre. Les Baraguyu, les Kalenjin et les Akamba (Kamba) étaient, quant à eux, mi-éleveurs mi-agriculteurs.

Les Sanye, les Okiek, les Sandawe et les Hadapi vivaient toujours de la cueillette des baies, des légumes et des fruits et de la chasse aux animaux sauvages à poil et à plume, mais même parmi ces peuples de chasseurs et de cueilleurs, on pouvait observer un éventail de plus en plus ouvert de modes de subsistance[6]. Par exemple, les Okiek échangeaient leur miel contre des produits agricoles, tandis que les chasseurs dorobo et athi se livraient sur de longs parcours au trafic de l'ivoire et, au début du XIXe siècle, commençaient à acquérir du bétail. Henry Mwanzi nous apprend qu'au XIXe siècle, lorsque les caravanes des marchands swahili arrivèrent au pays des Kipsigi, c'était cette population d'origine okiek qui était la plus habile à se procurer ce qu'ils étaient venus chercher, c'est-à-dire de l'ivoire. Elle surpassait les peuples voisins par ses techniques de chasse et par sa connaissance des parcours des éléphants. Les Kipsigi « jouaient ainsi un rôle d'intermédiaires, chassant l'éléphant et vendant l'ivoire aux caravanes[7] ». Pendant la plus grande partie du XVIIe et du XVIIIe siècle, les agriculteurs comme les éleveurs étaient occupés à se disputer les herbages et les plateaux les plus riches et les mieux arrosés, tout en envahissant en même temps les domaines des chasseurs et des cueilleurs, ce qui aboutit à l'absorption, à l'extermination ou à l'isolement systématiques de ces derniers.

4. J. Iliffe, 1979, p. 6.
5. E. A. Alpers et C. Ehret, 1975, p. 469-511 ; A. M. H. Sheriff, 1980 ; R. M. A. van Zwanenberg et A. King, 1975, p. 79-109.
6. R. H. Blackburn, 1976 et 1982.
7. H. A. Mwanzi, 1977, p. 155-166.

L'évolution économique

Au début du XVIe siècle, l'agriculture et l'élevage du bétail étaient les deux principales activités économiques de l'intérieur du Kenya et de la Tanzanie. La famine, nous dit John Iliffe, était en ce temps-là la plus grande calamité que l'homme eût à affronter[8]. Elle survenait à cause de la pauvreté des sols de l'Afrique de l'Est et de l'irrégularité des pluies qui constituait une menace aussi bien pour les cultures que pour le bétail.

Les affres de la famine n'étaient pas même épargnées aux régions les plus favorisées. Sans doute les bananiers poussaient-ils partout dans l'Usambara, mais les traditions des Shambaa n'en parlent pas moins d'une famine au moins tous les quinze ans. « Délivrez-nous de la mort par la faim », priaient les hommes des terres fertiles de l'Unyakyusa sur les rives du lac Malawi[9]. Les traditions des Haya, des Miji-Kenda, des Hehe et des Kamba abondent aussi en récits faisant état de fréquentes périodes de disette, et la famine est la principale explication des migrations et des changements sociaux dans la plupart des traditions kényennes et tanzaniennes. La plupart des anciens clans du sud de l'Usambara affirment s'être établis sur cette colline fertile pour échapper aux famines qui sévissaient à Zigua : « Ils bénéficièrent, dans les montagnes, de pluies abondantes et de robustes bananiers[10]. » L'Usambara fut frappé, en 1899, par une terrible famine : « Les hommes mangeaient les racines des arbres et la peau des bananes, plusieurs centaines se firent chrétiens pour manger à leur faim[11]. » Quand les pluies ne venaient pas, les hommes avaient deux possibilités : « Certains partaient en quête de nourriture dans la brousse. L'habileté à la chasse et à la cueillette était alors un talent d'une importance cruciale, et ceux qui possédaient ce don, comme les Sandawe, étaient moins souvent décimés que leurs voisins. D'autres se rabattaient sur les réserves que constituaient leurs troupeaux, non pour les manger mais pour échanger des bêtes contre du grain avec des groupes mieux lotis qu'eux ou pour exploiter les liens sociaux créés par des échanges antérieurs de bétail[12]. »

Cependant, la première arme dont disposait le cultivateur contre la famine était son propre savoir-faire agricole. La période postérieure à 1500 fut un immense champ d'expérimentation des cultures qui avaient été introduites beaucoup plus tôt par les Bantu et les Nilotes. Dans les régions boisées et fortement arrosées, l'agriculture faisait une moindre part au sorgho, à l'éleusine et au mil et reposait davantage sur les plantations, notamment de bananes et de tubercules. Toujours après 1500, un certain nombre de plantes européennes et américaines furent introduites par les Portugais en Afrique de l'Est, notamment le maïs, l'arachide, la patate douce et le manioc, désormais toutes classiques dans la région. Bien qu'elles soient d'introduction récente,

8. J. Iliffe, 1979, p. 6-9.
9. *Ibid*, p. 13.
10. S. Feierman, 1968, p. 12.
11. *Ibid*., p. 14.
12. J. Iliffe, 1979, p. 13.

on connaît mal la façon dont elles se sont répandues. Il semble cependant que ce soit en fonction des types de milieu que chaque plante requérait. On pense, par exemple, que le manioc atteignit pour la première fois la région des Grands Lacs en Afrique de l'Est en venant à la fois du Zaïre et de Zanzibar[13], tandis que la route par laquelle le maïs parvint dans la même région était peut-être celle de l'est, à travers l'Éthiopie[14]. D'autres denrées alimentaires, comprenant notamment toutes sortes de pois, de haricots et de noix, ont été et sont toujours cultivées aujourd'hui dans la région.

Quoi qu'il en soit, le cultivateur est-africain a expérimenté toutes ces cultures dans son environnement en cherchant à obtenir les récoltes les plus abondantes possible. « Comme les voies de communication et les marchés étaient relativement peu nombreux, le cultivateur devait semer un grand nombre d'espèces végétales ayant des caractéristiques très diverses, afin de pouvoir survivre quelles que fussent les variations climatiques et de ne pas être purement et simplement anéanti. En s'établissant dans une seule zone écologique, en parvenant à en saisir toute la complexité dans une compréhension globale dont même un Occidental n'a pas idée, en élaborant un langage riche et subtil, abondant en termes servant à appréhender l'écologie locale, en pratiquant des dizaines de cultures auxquelles le milieu était particulièrement adapté, le cultivateur s'efforçait de vaincre la famine et de tromper la mort[15]. »

Lorsque, au milieu du XVIIIe siècle, les Abagusii, venant des plaines qui bordent le golfe de Winam, s'établirent dans les montagnes du sud du Kenya, l'échec immédiat de leurs cultures, en provoquant la famine, décima la population. Ils furent obligés de cultiver en moins grande quantité les nombreuses variétés de sorgho et les autres plantes qu'ils faisaient pousser dans les plaines, et d'augmenter leur production de millet et de racines alimentaires qui étaient très bien adaptés à leur nouveau milieu[16]. Seule une longue expérience pouvait donner cette sorte de capacité sur laquelle reposait l'autorité de l'âge[17]. Au XVIIIe siècle, les régions de l'intérieur du Kenya et de la Tanzanie comportaient un grand nombre de systèmes d'agriculture différents.

Nous avons dit que les habitants de toutes les communautés observaient les particularités de leur propre environnement et s'efforçaient de mettre au point des techniques leur permettant de l'utiliser d'une manière rationnelle. La culture sur brûlis, très répandue, en était une et permettait de dégager des sols pouvant être cultivés pendant plusieurs saisons. Lorsqu'ils étaient épuisés, le cultivateur se déplaçait pour qu'ils puissent se reconstituer. D'après le peu d'indications dont on dispose, il semble bien que dans l'ensemble des régions intérieures du Kenya et de la Tanzanie, tous les systèmes agricoles reposaient sur la force de travail d'exploitations équipées du même outillage simple : haches, houes, *panga* et épieux.

13. M. D. Gwynne, 1975, p. 268-270 ; B. W. Langlands, 1966, p. 12.
14. A. C. A. Wright, 1949, p. 80 ; M. D. Gwynne, 1975, p. 253.
15. S. Feierman, 1974, p. 19.
16. M. H. Y. Kaniki, 1979, p. 14.
17. R. W. July, 1974, p. 180.

L'élevage des volailles, des moutons et des chèvres continua d'être une activité économique et culturelle essentielle dans l'intérieur de l'Afrique de l'Est, en particulier dans les régions relativement sèches et peu peuplées de la vallée du Rift au Kenya et sur les grands plateaux herbeux de Tanzanie centrale. Les têtes de bétail étaient, comme l'a observé Abdul Sheriff, une forme de richesse plus facile à stocker que des matières alimentaires végétales[18]. Le fumier animal jouait aussi un rôle important dans l'intensification des cultures. Le bétail fournissait des vêtements et de la nourriture, des armes et des outils. Chez les éleveurs comme les Masaï et les Turkana, l'élevage déterminait le déroulement de la vie quotidienne et les relations de parenté ; la richesse d'une famille et la sécurité individuelle se mesuraient à la possession de bétail[19]. Même parmi les peuples d'agriculteurs sédentaires et dans les sociétés mixtes agricoles et pastorales, la possession et l'entretien de troupeaux de gros bétail et d'autres animaux domestiques avaient une forte valeur économique et sociale. Dans de nombreuses sociétés avant tout agricoles, chez les Kikuyu et les Abagusii par exemple, l'acquisition et la possession de bétail étaient considérées comme des signes manifestes de fortune et de prestige, « et leurs rapports avec les peuples voisins, Masaï et Akamba, s'établissaient dans ce contexte[20] ». Les Turkana, les Luo, les Kalenjin et les Masaï s'empruntaient et se prêtaient gratuitement le bétail qui, par ailleurs, formait la dot des femmes. Ainsi, le troupeau de chaque famille était dispersé entre un grand nombre d'amis ou de parents qui vivaient souvent dans des régions éloignées, ce qui profitait aux individus aussi bien qu'à la société dans son ensemble. « La dispersion de son troupeau limitait pour chacun le risque de voir ses animaux décimés par une catastrophe : épidémie, razzia ou sécheresse[21]. » En prêtant gratuitement son bétail, un individu augmentait le nombre de ses amis, de ses parents ou simplement de ceux sur qui il pourrait compter en cas de besoin.

La richesse des peuples à prédominance pastorale ne se limitait pas à la possession d'un troupeau, elle était aussi foncière. Des groupes comme les Oromo, les Somali et les Masaï déployaient leur activité sur de vastes territoires d'Afrique de l'Est. « Avec leur mobilité naturelle, leur cohésion politique et grâce à la santé et à la vigueur que leur donnait en général leur régime alimentaire riche en protéines à base de lait, de sang et de viande, les pasteurs nomades dominaient militairement une grande partie de l'Afrique de l'Est[22]. » En fait, on donnerait une juste image de la géographie économique de l'intérieur du Kenya et de la Tanzanie au milieu du XVIIIe siècle en la présentant comme une « mer » d'économie pastorale baignant quelques « îles » de production agricole. En définitive les pasteurs, par leur statut social, leur richesse, l'étendue de leur territoire et leur puissance politique et militaire, imposaient leur mode production et de vie, et étaient enviés.

18. M. H. Y. Kaniki, 1974, p. 14.
19. R. W. July, 1974, p. 180.
20. R. M. A. van Zwanenberg et A. King, 1975, p. 80.
21. R. W. July, 1974, p. 180.
22. R. M. A. van Zwanenberg et A. King, 1975, p. 80.

La chasse était une activité complémentaire de l'agriculture et de l'élevage du bétail, aussi bien comme source de nourriture que pour la protection des cultures. Plusieurs traditions est-africaines en évoquent l'importance, en particulier parmi les peuples pauvres en bétail et, par conséquent, en protéines animales. Les récits, en particulier ceux des Luo, des Shambaa, des Pare et des Abakuria expliquent que, fréquemment, les mouvements migratoires étaient le fait de chasseurs qui, poursuivant un animal, découvraient un endroit qui leur convenait où ils décidaient de s'établir. L'origine mythique du Royaume de Shambaa nous est révélée par l'histoire de Mbegha, ce chasseur ngulu qui tuait les cochons sauvages qui détruisaient les cultures des Shambaa, et distribuait gratuitement la viande ainsi obtenue. « Les Shambaa, pour lui témoigner leur admiration et leur reconnaissance, lui donnèrent des femmes et firent de lui le roi de tout l'Usambara[23]. » Le fondateur de la dynastie des Muyinga, qui régna sur les Hehe, était, dit-on, venu d'Ikombagulu (en Usagara) au cours d'une expédition de chasse[24]. On dit également que les fondateurs des chefferies sumbwa, zinza, tongwe et bende étaient « des chasseurs originaires de Buha, du Burundi, de Rusuubi ou du Rwanda[25] ». La chasse était donc une activité importante et respectée.

Les hommes chassaient les animaux pour leur chair, afin de compléter leur régime alimentaire végétal. Les terres cultivées et les animaux domestiques avaient besoin d'être protégés contre les bêtes sauvages et les oiseaux. Empêcher les herbivores et les rongeurs de détruire les cultures était la tâche des hommes; ils s'en acquittaient en creusant des tranchées et des trappes, en posant des collets et en chassant au javelot, à l'arc et avec des chiens.

L'importance assignée par la tradition à l'élevage, à l'agriculture et à la chasse contraste avec le peu de cas fait, semble-t-il, de la pêche, sauf parmi les communautés vivant sur les rives des lacs Turkana, Victoria, Baringo, Eyasi et au bord de l'océan Indien. Diverses espèces de poissons étaient prises à la ligne, au filet, au casier et à la nasse. Le poisson séché était, et est toujours, vendu aux habitants éloignés des lieux de pêche.

Les traditions de la plupart des peuples de l'Afrique orientale font état de l'ancienneté de leur connaissance du travail du fer, aussi bien pour le fondre que le forger. Les archéologues et les linguistes ont également établi que les techniques de la métallurgie furent introduites en Afrique de l'Est par les Bantu probablement six siècles avant notre ère. Les plus anciens sites de l'âge du fer en Afrique orientale se trouvent autour du lac Victoria (Buhaya, Rwanda, Nyanza et Chobi). Ceux de Buhaya remontent au Ve ou au VIe siècle avant notre ère et ceux qui sont au bord du golfe de Winam et dans le nord de l'Ouganda datent du IIIe ou du IVe siècle de notre ère[26]. « Ces sites se caractérisent par des fourneaux de fonderie hauts et cylindriques, par des poteries d'un style particulier appelé urewe, par la densité du peuplement

23. A. D. Roberts, 1968*a*, p. 5.
24. *Ibid*., p. 39.
25. *Ibid*., p. 120.
26. H. N. Chittick, 1975, p. 18; T. T. Spear, 1981, p. 12.

des villages et par la pratique de l'agriculture[27]. » Un autre ensemble de sites datant du début de l'âge de fer (IIe ou IIIe siècle avant notre ère) se trouve à Kwale, à Pare, dans la région du Kilimandjaro et en Usambare. « Ces sites se caractérisent par des poteries de style kwale ; on y a découvert les traces d'un habitat sédentaire et d'une activité agricole[28]. » La métallurgie du fer était, d'ordinaire, l'occupation exclusive d'un petit nombre de groupes, elle était très prestigieuse et, parfois, permettait de s'enrichir. Chez les Nyiha, la fonte du fer était entourée d'une grande cérémonie au cours de laquelle il était



27.2. Forgerons fabriquant une houe.
[*Source :* D. Livingstone, *Last journals*, Londres, John Murray, 1874, vol. I, p. 146. © Royal Commonwealth Society Library.]

27. T. T. Spear, 1981, p. 12.
28. *Ibid*., p. 12-13 ; D. W. Phillipson, 1977. Pour de plus amples renseignements, voir UNESCO, *Histoire générale de l'Afrique*, vol. II, chap. 23.

absolument interdit aux femmes de s'approcher du fourneau[29]. Plusieurs traditions ugweno rapportent que vers le début du XVIe siècle, certaines familles étaient spécialisées dans la fonte et la forge du fer. La principale, les Washana, détenait le pouvoir politique dans le pays. Elle fut plus tard renversée par les Wasuya qui transformèrent ce qui avait été jusqu'alors un rituel d'initiation clanique en une institution politique complexe dotée de pouvoirs coercitifs illimités[30]. Dans l'ouest du Kenya, les Abagusii prétendent avoir travaillé le fer depuis le XVIe siècle. Leurs forgerons se seraient, selon eux, considérablement enrichis grâce à la vente des produits qu'ils fabriquaient[31]. Chez les Luo, au nord du golfe de Winam, les principaux forgerons étaient les Walowa de Yimbo[32]. Ils fabriquaient des houes, des pointes de flèche, des ornements, des aiguilles, des haches, des javelots, des couteaux et des rasoirs. L'exploitation des mines de sel et l'artisanat, comme la fabrication des tambours, la poterie et la construction des canots avaient aussi leur importance. La tradition faisait de ces activités les spécialités exclusives de clans bien déterminés. La vannerie et la construction des maisons, en revanche, n'étaient pas particulièrement l'apanage de spécialistes mais étaient plutôt entreprises par tous ceux qui avaient le temps de s'y consacrer.

En fin de compte, on ne saurait assez souligner qu'entre 1500 et 1800, la production vivrière fut sans cesse un facteur primordial de la survie et de l'expansion de la société car elle permit une croissance régulière de la population. Au fur et à mesure que les exploitations agricoles extensives et les pâturages couvraient la plus grande partie de l'Afrique de l'Est et que la production permettait de satisfaire plus que les besoins essentiels, l'homme pouvait détacher son regard de l'immédiat pour le porter vers d'autres objectifs. Il savait conserver et stocker la nourriture et pouvait ainsi utiliser le temps libéré à des fins autres que la recherche de moyens de subsistance. Il était en mesure d'aborder le processus de spécialisation, en exemptant certains individus de la tâche de produire la nourriture afin qu'ils se consacrent à d'autres objectifs, tels que la distribution des marchandises, la conduite de la guerre, le service de l'État, l'art, la religion, la médecine, la philosophie et le progrès technique.

Le commerce

Jusqu'à la fin du XVIIIe siècle, la plupart des sociétés de l'intérieur du Kenya et de la Tanzanie se développaient indépendamment des forces globales externes. Elles étaient politiquement, économiquement et socialement indépendantes. Comme le dit Sheriff, « leur économie était symétrique et intégrée de l'intérieur, c'est-à-dire qu'elles produisaient ce qu'elles consommaient et l'excédent était conservé à l'intérieur de la collectivité pour

29. Brock, 1968, p. 75.
30. I. N. Kimambo, 1969, p. 45-64.
31. W. R. Ochieng', 1974*a*, p. 213.
32. *Id.*, 1970, p. 8.

favoriser l'essor de métiers non agricoles et la différenciation sociale[33] ». L'échange de divers excédents s'appelle le commerce.

Le commerce, échange de biens entre les individus pour leur avantage mutuel, est une habitude humaine universelle que l'on trouve même parmi les sociétés les plus simples. Bien qu'elles soient couramment considérées comme ayant des économies de subsistance autosuffisantes, le commerce au sens d'une série régulière d'actes d'échange se rencontre fréquemment, y compris parmi celles qui vivent de la chasse et de la cueillette. La nécessité du commerce découle du simple fait qu'à aucun moment la nature n'a doté tous les groupes et toutes les régions de moyens et de ressources semblables. Les gens se sont mis à faire du commerce parce que leurs voisins possédaient des biens essentiels dont ils manquaient eux-mêmes mais dont ils avaient un égal besoin soit pour vivre, soit pour leur plaisir.

Prenons, par exemple, la relation entre pasteurs et agriculteurs. Il y a, bien sûr, l'idée fausse qui consiste à considérer la vie pastorale comme historiquement séparée et essentiellement antagoniste de l'agriculture. Et le fait est que la production littéraire coloniale a fabriqué l'image d'une lutte perpétuelle entre pasteurs et agriculteurs. On peut, il est vrai, parler de contrastes entre les deux, mais sans oublier tout ce qui incitait à la coopération : pasteurs et agriculteurs échangeaient leurs produits.

On a beaucoup écrit sur les relations commerciales qui ont existé depuis des siècles entre l'Afrique de l'Est et l'Orient. De fait, même avant l'établissement du commerce lointain qui, au XIXe siècle, allait devenir l'épine dorsale des échanges commerciaux entre l'Afrique de l'Est et les pays d'outre-mer, il en existait entre l'Afrique de l'Est et les États asiatiques[34]. Mais il faut souligner que les relations commerciales de quelque importance en Afrique de l'Est ne se limitaient pas aux échanges purement commerciaux avec les marchés étrangers, car il existait des liens économiques internes importants entre les différentes régions culturelles et écologiques.

Le commerce africain a été de longue date stimulé par les contacts entre régions écologiques distinctes et cultures à la fois différentes et complémentaires. On pourrait même affirmer que c'est ce commerce-là qui a vraiment compté pour les peuples africains car il portait sur des articles correspondant à des besoins essentiels souvent déterminés par des facteurs écologiques et climatiques. Le commerce interne africain obéissait à des motivations et à une dynamique différentes de celles du commerce arabe ou européen. Par exemple, dans certaines régions, vaincre la famine était l'un des principaux objectifs du commerce africain. Il était par conséquent irrégulier et sporadique. C'était aussi un moyen de s'enrichir en accumulant bétail et denrées alimentaires.

Examinons quelques exemples de ce commerce. Les traditions des Kikuyu parlent de liaisons commerciales anciennes entre eux et leurs voisins, les Akamba et les Masaï. L'économie kikuyu avait des ressources diverses. Les Kikuyu étaient, certes, principalement des agriculteurs, mais il faut rappeler que certains groupes, comme les Kikuyu de Tetu et Mathira au Nyeri,

33. A. M. H. Sheriff, 1980, p. 36.
34. Voir le chapitre 25.

étaient à tel point influencés par leurs voisins masaï qu'ils avaient évolué vers une économie semi-pastorale et vivaient presque comme des Masaï. À l'autre extrême, il y avait la fraction athi des Kikuyu qui s'était spécialisée dans la chasse, l'exploitation des produits de la forêt et la récolte de la cire d'abeille et du miel. Aux Masaï, les Kikuyu offraient divers produits manufacturés et autant de denrées agricoles — pots, calebasses, lances et sabres, mais aussi miel, tabac, soies d'éléphant et ocre —, tous produits que les Masaï payaient en bétail, en magie, en lait, en peaux et en capes de cuir.

Les territoires kikuyu furent aussi d'excellents marchés pour les Akamba après 1760. Les négociants akamba se procuraient, auprès des communautés kikuyu de Muranga et de Nyeri, les produits agricoles de base dont leur pays manquait partiellement: une certaine espèce de haricot pouvant être conservé (*nzavi*), une variété d'igname (*ikwa*), le maranta arundinacée qui poussait dans les étangs de l'intérieur (*nduma*), un haricot très courant chez les Kikuyu (*njaki*), le maïs classique (*mwembe*) et, parfois, un légume vert dont les Akamba étaient particulièrement friands (*ndulu*). Ils payaient ces marchandises avec des peaux d'animaux (*mbua*) et un certain type de bière (*uki*) qui fermentait plus longuement que celle des communautés voisines et, à l'occasion, ils échangeaient leur travail au moment des récoltes contre une part équivalente des denrées récoltées[35].

Plus à l'ouest, sur la rive orientale du lac Victoria, un vaste réseau de relations commerciales reliait les diverses communautés entre elles. Les partenaires principaux des échanges étaient les Abagusii et les Luo. Les premiers vendaient aux seconds des produits agricoles et des articles en fer tels que haches, lances, rasoirs et pointes de flèche, ainsi que de la stéatite et des peaux de léopard et de babouin. Tout cela était échangé contre les diverses marchandises qu'offraient les Luo, principalement du bétail, mais aussi du sel pour le bétail, des peaux, du beurre clarifié, du lait, des poissons, de la poterie et du poison. Le commerce entre les Masaï et leurs voisins du Nyanza était négligeable, encore que les lances à large fer des Masaï ainsi que leur magie eussent été très prisées chez les Abagusii et les Luo. Les Masaï étaient payés en retour avec des denrées alimentaires[36].

Lorsqu'on descend vers le sud, en Tanzanie, les traditions de l'Unyamwezi occidental et de l'Uvinza parlent de groupes d'immigrants venus du nord avant 1800 et qui échangeaient des céréales contre des pots avec les premiers habitants de la région, « des pêcheurs qui vivaient jusqu'alors sur les rives des cours d'eau et ne faisaient que de l'agriculture[37] ». Chez les Nyamwezi, les produits de la forêt — tissus de fibre d'écorce, boîtes d'écorce et bois de lances, miel et cire d'abeille — faisaient aussi l'objet d'un commerce entre villages et étaient particulièrement demandés dans les pays du Nord où vivaient les Iramba, les Sumbwa et les Sukuma. En Unyakyusa, la plupart des femmes faisaient de la poterie mais les régions volcaniques, qui manquaient d'argile, devaient attendre le passage de spécialistes comme

35. K. Jackson, 1976.
36. W. R. Ochieng', 1974, p. 68-69.
37. A. D. Roberts, 1970*c*, p. 43.

les femmes kisii des bords du lac Nyasa qui allaient, troquant leurs pots, de maison en maison dans les villages nyakyusa, ou des habitants de Ngaseni qui vendaient leurs grandes cruches à bière le long de la route qui serpentait sur les hautes pentes du Kilimandjaro[38].

Le fer et le sel constituaient probablement les deux articles les plus importants aux premiers temps du commerce en Tanzanie centrale. La principale région d'extraction et de travail du fer se trouvait dans le Nord, au pays des Ha et des Zinza. La rareté générale du fer encourageait fortement sa commercialisation. Que ce soit en Tanzanie centrale, occidentale ou septentrionale, il était utilisé sous des formes très diverses : fers de houes pour la culture, lames de couteaux et fers de haches pour la construction et autres travaux artisanaux, fers de lance et pointes de flèche pour la chasse, la pêche et la guerre. Nombreux étaient les commerçants du Nord et du Sud qui se rendaient au pays des Ha et des Zinza pour acheter ces articles en fer qu'ils s'en retournaient vendre chez eux moyennant bénéfice. Les Nyamwezi du Nord introduisirent les houes en fer chez les Nyatura. Et Andrew Roberts nous apprend que celles du Nord-Ouest étaient retravaillées pour façonner des fers de lance, non seulement chez les pêcheurs sukuma et wakiko du bas Malagarasi mais aussi parmi les Masaï de l'ouest du Baraguyu[39]. Dans le Nord-Est, les Chagga et les Masaï se procuraient des produits en fer auprès des fondeurs de Pare et, vers la fin du XVIIIe siècle, la principauté mamba devint le centre du travail du fer pour une grande partie de la région du Kilimandjaro. Dans le Sud, les forgerons fipa échangeaient le produit de leur travail contre de la toile tissée dans la vallée de Rukwa tandis que les Nyakyusa se lançaient à l'assaut des monts Livingstone pour troquer des denrées alimentaires contre les produits sortant des fonderies kinga. Le fer était un bien rare et précieux. Il fallait être riche pour posséder des houes en fer. Celles qui étaient utilisées dans la région du Kilimandjaro vers la fin du XVIIIe siècle avaient seulement quelques centimètres de large et les Sandawe qui s'en servaient les usaient jusqu'au manche[40].

L'autre produit pivot des échanges régionaux était le sel, nécessité vitale pour des hommes dont l'alimentation était essentiellement à base de végétaux. La plupart des gens en produisaient de petites quantités en brûlant de l'herbe ou en raclant des dépôts superficiels, mais rares en étaient les sources de bonne qualité. Les principaux puits salants se trouvaient à Ivuna, à Kanyenye, à Ugogo, au bord du lac Balangida, à Singida et sur les rives du lac Eyasi, ainsi qu'à Bukune et Bulungwa, au sud de Kahama, et les plus importantes sources d'eau salée se situaient à Buha et à Uvinza. Le commerce de tout ce sel était général, mais il se faisait « en particulier vers le nord et le sud[41] ». Les sources d'Uvinza, notamment, semblent avoir été exploitées depuis le premier millénaire de notre ère[42]. L'industrie salinière de Vinza fut ultérieurement stimulée

38. J. Iliffe, 1979, p. 18.
39. A. D. Roberts, 1970*c*, p. 45-46.
40. J. Iliffe, 1979, p. 19.
41. A. D. Roberts, 1970*c*, p. 47.
42. J. Iliffe, 1979, p. 19.

par la fondation de la première chefferie vinza en 1800, « qui élargit l'éventail des contacts sociaux et créa un groupe social qui bénéficiait directement, par application d'une taxe, de l'accroissement de la production de sel[43] ».

Le commerce entre les Miji-Kenda du sud-est du Kenya et du nord-est de la Tanzanie ne commença à prendre une ampleur appréciable qu'à partir du milieu du XVIIIe siècle. Ce fut au cours de cette période que la majorité des Miji-Kenda, qui s'étaient auparavant retranchés dans des villages fortifiés bâtis au sommet des collines qui s'étendent au-delà des plaines côtières, commencèrent à sortir de leur territoire. Par la suite, leur population s'étant considérablement accrue, ils se lancèrent dans une série de nouvelles migrations qui les conduisirent dans les parties basses moins fertiles de leur pays valloné, où ils eurent des heurts fréquents avec les Oromo et les Masaï[44].

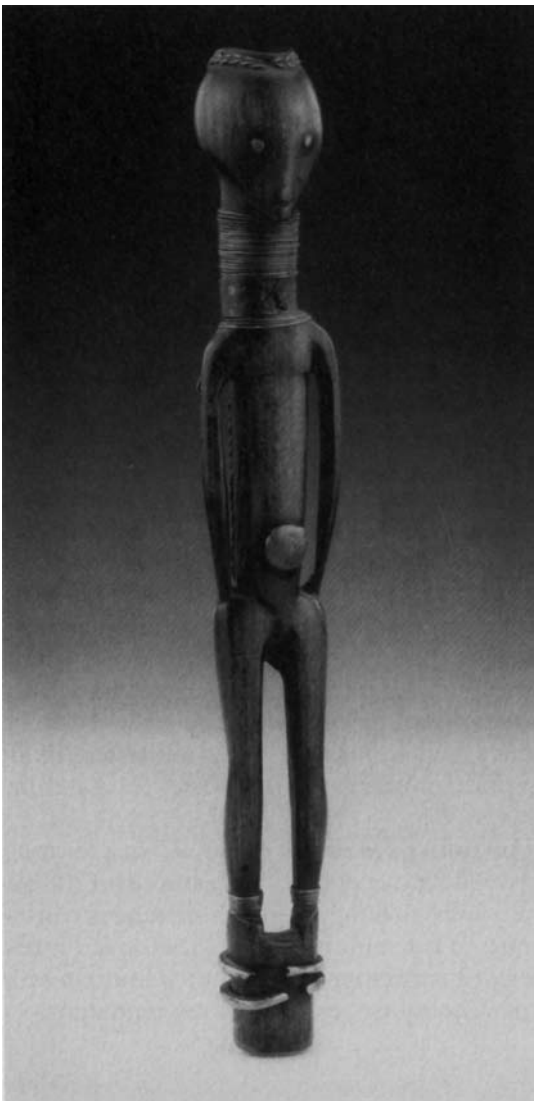
Les Miji-Kenda étaient essentiellement des cultivateurs de mil, de riz et de fruits. Pendant tout le XVIIIe siècle, ils furent les alliés indéfectibles des Mazrui et fournirent régulièrement de nombreux villages du littoral en toutes sortes de produits, dont l'ivoire, la gomme arabique, le miel, la cire d'abeille, le tabac, des céréales, des denrées alimentaires et du bois pour la construction des boutres. En échange, les négociants miji-kenda obtenaient du sel, des perles de verre, des tissus, des houes en fer et d'autres articles. Si l'on en croit John Lamphear, dès 1750, sinon plus tôt, les Miji-Kenda étaient des intermédiaires du commerce swahili et arabe[45]. Leurs caravanes reliaient la côte à l'intérieur du pays en faisant route vers le nord et le nord-ouest. Dans la première direction, les marchands miji-kenda traversaient le pays des Oromo et des Borana dont ils obtenaient principalement du bétail en échange de tissus et de perles. Vers le nord-ouest, ils pénétraient en pays Akamba et Chagga où ils se procuraient de l'ivoire, du miel et de la cire d'abeille[46]. Mais la mainmise des Miji-Kenda sur le commerce intérieur fut de courte durée et, vers la seconde moitié du XVIIIe siècle, les Akamba les supplantèrent.

Les considérations qui précèdent nous permettent de penser que le commerce dans les régions de l'intérieur du Kenya et de la Tanzanie, en 1700 ou même avant, donnait peut-être lieu à des échanges sur des distances considérables. Il est clair, cependant, que ce fut seulement vers 1800 que l'intérieur de l'Afrique de l'Est commença à participer au commerce lointain et à se trouver, par là, relié aux systèmes économiques qui le sous-tendaient.

L'activité sociale et politique

Les institutions et les organisations sociales et politiques jouaient un rôle important dans le maintien de la cohésion sociale et dans la protection de la propriété et du commerce. Il faut remarquer qu'à cette époque, la société

43. A. D. Roberts, 1970*c*, p. 47.
44. T. T. Spear, 1976 et 1978.
45. J. E. Lamphear, 1970; W. R. Ochieng', 1975*b*.
46. W. R. Ochieng', 1974*a* et *b*.



27.3. Statuette kamba représentant une figure féminine; bois ayant une patine naturelle claire. Le cou et les chevilles portent de nombreux anneaux de cuivre et les yeux, le nombril et les cheveux des incrustations de métal. Hauteur: 26,5 cm.
[H. Dubois, Bruxelles.]

de l'intérieur de l'Afrique orientale était loin d'avoir acquis sa physionomie définitive. Bien que la carte linguistique de l'Afrique orientale fût alors en train de prendre l'aspect qu'elle a aujourd'hui, d'importantes migrations intérieures continuaient de se produire vers les régions peu peuplées ou inhabitées. Elles mettaient parfois en contact des peuples qui parlaient des langues ou des dialectes différents ou qui n'avaient pas la même organisation politique et économique. Les conflits se multipliaient à l'intérieur des sociétés africaines à mesure que les clans s'étendaient et s'accroissaient. Trouver une façon de résoudre les conflits de façon efficace devenait une

nécessité. Lorsqu'une querelle entre clans s'élevait, les parties recherchaient l'arbitrage d'individus respectés pour leur sagesse. Dans certaines régions, par exemple Shambaa[47], Yimbo[48], Nandi[49] et Unyiha, des groupes ou des familles d'immigrants imposèrent leur domination politique aux communautés autochtones. Ailleurs, ils furent assimilés par les institutions de la société locale. Dans les deux cas, les migrations intérieures déclenchèrent des processus d'intégration culturelle et politique qui se poursuivirent durant la période coloniale.

En d'autres termes, les XVIe, XVIIe et XVIIIe siècles furent marqués, au point de vue politique et culturel, par une tendance à une centralisation politique accrue et par la constitution de groupes linguistiques et sociaux de plus en plus importants. Un certain nombre de facteurs militaient en faveur du passage à une échelle politique plus vaste. Il fallait, par exemple, mettre en place des moyens de défense plus efficaces que ceux que pouvait offrir le clan ou le village et élargir les espaces d'activité économique. Divers modes d'organisation sociale virent ainsi le jour dans l'intérieur de l'Afrique orientale, le contraste le plus frappant étant toutefois celui qui opposait les éleveurs aux cultivateurs[50].

Les pasteurs étaient, tout comme les chasseurs, des parasites vivant aux dépens des herbivores. Comme les chasseurs, ils menaient une vie d'errance, se déplaçant sur d'assez longues distances pour rechercher des pâturages. Ils suivaient souvent un schéma plus ou moins régulier de migration qui leur permettait de découvrir les terrains de pâture les plus riches et les mieux arrosés suivant les saisons de l'année. Par-dessus tout, il leur fallait protéger leurs troupeaux contre les carnivores ennemis, qui pouvaient être des animaux ou d'autres hommes. Ce genre de vie n'allait pas sans une forme organisée de commandement. Il importait qu'il y eût une autorité hiérarchique nettement identifiée pour déterminer les routes à suivre et pour prendre le commandement de la communauté entière en cas d'urgence, lorsque des ennemis tentaient de s'introduire dans les pâturages traditionnels de la communauté ou de dérober les bêtes de ses troupeaux[51].

En un certain sens, l'histoire politique de l'intérieur du Kenya et de la Tanzanie a été celle d'une oscillation entre la supériorité numérique rendue possible par l'agriculture et l'organisation politico-militaire disciplinée qu'exigeait la vie pastorale. L'équilibre basculait en faveur de l'un ou l'autre de ces modes de vie, selon les fluctuations de l'organisation et de la cohésion sociales et en fonction du progrès technique. En 1800, les pasteurs commençaient à perdre leur pouvoir économique et militaire au bénéfice des cultivateurs qui amélioraient rapidement leurs institutions politiques grâce à l'intégration sociale et au perfectionnement de leurs capacités agricoles. Pendant tout le XIXe siècle, les maladies qui frappaient

47. S. Feierman, 1968, p. 1-8.
48. W. R. Ochieng', 1975*c* et 1976.
49. *Id.*, 1977, p. 58-76; B. J. Walter, 1970.
50. B. Brock, 1968.
51. R. M. A. van Zwanenberg et A. King, 1975, p. 79-87.

le bétail, les épidémies et les guerres civiles entraînèrent le déclin militaire et économique notamment d'éleveurs masaï[52]. On pourrait donc dire que l'évolution sociopolitique des régions de l'intérieur du Kenya et de la Tanzanie s'accélérait sous l'effet de la multiplication des organisations sociales et des migrations.

Il existait, au début du XVIII[e] siècle, deux types de formations sociopolitiques dans cette zone. Il y avait, d'une part, des sociétés comme celles des Kikuyu, des Miji-Kenda, des Kamba et des Masaï, qui formaient des communautés dispersées et indépendantes correspondant à des familles patrilinéaires et à des clans d'importance variable, dépourvues de toute forme d'administration traditionnelle centralisée. La décentralisation n'était toutefois pas synonyme, nous le verrons, de désorganisation ni de manque de cohésion politique et sociale. Ces sociétés décentralisées avaient des conseils de famille, de village et de secteur. Au niveau le plus élevé, les membres du conseil de gouvernement étaient choisis parmi les anciens qui formaient les conseils de clan ou de district. Les membres de chaque famille, de chaque clan et de chaque secteur étaient unis par des relations qui déterminaient et régissaient le comportement des individus et établissaient entre eux des droits et des obligations réciproques. Chez les Kikuyu, les initiatives personnelles, considérées comme égoïstes, étaient combattues, « tandis qu'on tenait pour une vertu essentielle le sens de la solidarité et de l'effort collectif[53] ».

D'autre part, on trouvait des sociétés centralisées (ou centralisatrices) comme celles des Shambaa, des Pare, des Sukuma, des Nyamwezi et des Wanga, dont le système d'administration rudimentaire était l'instrument d'un encadrement sociopolitique. À la fin du XVIII[e] siècle, certains de ces groupes, notamment les Shambaa et les Pare, étaient gouvernés par des rois puissants et despotiques ou par des chefs suprêmes assistés de divers conseils, ministres et chefs de district.

Voyons de plus près certains exemples de cette évolution. Avant 1300, la Tanzanie centrale était habitée par une population éparse d'agriculteurs bantu sédentaires, de pasteurs sous influence couchitique, les Mbugu, les Gorowa, les Burungi, les Alagwa et les Aramanik, et de chasseurs-cueilleurs, les Sandawe et les Hadzapi. Ils vivaient dans des villages dont on retrouve des vestiges, en particulier ceux des agriculteurs bantu, éparpillés dans tout le pays. Ces premiers villages s'autogouvernaient selon une organisation familiale, l'autorité se trouvant centralisée entre les mains de deux ou trois familles influentes. En fait, il semble que la plupart des communautés tanzaniennes, lorsqu'elles se sont établies sur leurs territoires respectifs, aient compris l'importance qu'il y avait pour elles à s'organiser sous une forme ou sous une autre. Mais parce que leurs migrations avaient été le fait d'individus ou de petits groupes, les liens de parenté jouèrent également un rôle essentiel dans leur organisation. Chacun des groupes définis par ces liens contenait les germes d'une organisation politique.

52. G. S. Were et D. A. Wilson, 1972, p. 89-96.
53. R. W. July, 1974, p. 177-178.

Chez les Pare, le premier stade de l'organisation politique fut atteint lorsque chaque clan s'établit sur un territoire et se soumit à l'autorité d'un chef rituel et héréditaire. Les besoins religieux de la communauté étaient donc au cœur de leur évolution politique[54]. Une fois fixé sur un territoire, chaque groupe construisait progressivement un sanctuaire (*mpungi*) qui lui permettait d'entrer en relation avec les ancêtres fondateurs et dont les membres se rassemblaient périodiquement pour y pratiquer leur culte. Avec l'accroissement de la population, il devint nécessaire d'unifier les différents clans. L'époque où se produisit cette unification est enveloppée de mythes mais, d'après Isaria Kimambo, plusieurs clans ugweno reconnurent pour chef un forgeron washana, « il y a de cela environ seize générations ». Les Washana furent ensuite renversés par les Wasuya qui, à partir de l'organisation politique rudimentaire déjà existante, fondèrent un État centralisé. Ce coup d'État fut l'œuvre d'Angovi, mais c'est son fils, Mranga, qui consolida l'État ugweno. Isaria Kimambo considère Mranga comme l'un des grands réformateurs politiques de la Tanzanie : « Il transforma ce qui avait été jusqu'alors un rituel d'initiation clanique en une institution politique complexe dotée de pouvoirs coercitifs illimités. Il organisa une hiérarchie de conseils, s'entoura de nombreux dignitaires qui relevaient de lui seul et étendit son royaume à toute la partie nord du plateau de Pare en confiant à ses fils le gouvernement de certains districts[55]. »

À l'apogée de sa puissance, l'État ugweno était dirigé par un chef suprême (*mangi mrwe*) qui gouvernait avec l'aide d'un conseil des ministres et des *wamagi* (chefs de districts).

Nous avons montré que l'accroissement démographique, joint à l'apparition des chefs rituels et des forgerons spécialisés, conduisit, en Ugweno (et plus tard dans l'ensemble des monts Pare), à l'unification des clans dans l'intérêt politique et économique de toute la communauté. Ainsi, la partie nord du plateau de Pare formait un territoire d'un seul tenant, ce qui favorisait la concentration de la population. En outre, la richesse et les prétendus pouvoirs surnaturels de chefs décidés entraînèrent des partisans dans leur sillage.

Buboka était une autre région de la Tanzanie où s'étaient établies, dès le début du XVIIe siècle, de solides institutions centrées autour de la fonction de chef et où plusieurs lignages dirigeants s'étaient formés au sein des communautés agricoles, comprenant le Karagwe, les États buhaya, le Buzinza et les États ha. Leur système politique, plus centralisé que ceux de tous les autres États tanzaniens, reposait sur le contrôle de la terre et des troupeaux, si bien que leur système de tribut était également plus lourd. Ces États se trouvaient dans la région des Grands Lacs[56]. Plus au sud, vers 1600, les chefferies qui s'étaient multipliées dans toute la Tanzanie se ressemblaient à bien des égards. Par exemple, chacune d'elles était formée d'un petit groupe de villages et de secteurs placés sous l'autorité d'un seul chef que les

54. I. N. Kimambo, 1969, p. 4.
55. *Id*, 1968, p. 19.
56. Voir chapitre 26.

villageois choisissaient au sein du lignage dirigeant, et qui s'appelait *ntemi* ou *mtemi*. Il présidait les conseils et la cour suprême de la chefferie, était le détenteur de certains ornements spéciaux, symboles de la suprématie, tels que les lances sacrées, et entretenait le feu royal par lequel tous les feux de son petit royaume étaient censés être allumés.

La ressemblance étonnante que présentaient l'organisation de ces chefferies et les insignes des chefs conduisit, à une certaine époque, des historiens comme R. Oliver et J. D. Fage à avancer l'hypothèse d'une origine commune qu'ils situèrent en Ouganda, au Rwanda, au Burundi et, remontant encore plus haut dans le temps, dans la vallée du Nil[57]. Mais des spécialistes de l'histoire politique de la Tanzanie ont réfuté ces théories diffusionnistes qui, dans certains cas, sont empreintes de racisme[58]. I. N. Kimambo, en particulier, a soutenu que l'explication des ressemblances entre les entités politiques de l'Afrique, que ce soit à l'échelle d'une région ou de tout le continent, devait être recherchée chez les peuples d'agriculteurs et que les différences de grandeur entre ces entités s'expliquaient par l'adaptation au milieu et à certains facteurs externes.

Andrew Roberts affirme, par exemple, que les nombreuses chefferies nyamwezi ne sont probablement pas issues d'un processus unique de migration ou de diffusion mais du milieu dans lequel vivaient les Nyamwezi. « Très tôt, mais nous ne savons pas exactement à quelle époque, certains hommes furent respectés pour leurs pouvoirs magiques, parce qu'ils savaient faire tomber la pluie, défricher les forêts ou arbitrer les conflits[59]. » C'est autour de ces hommes que sont nées les chefferies nyamwezi. « Les chefs nyamwezi (*ntemi*) possédaient des pouvoirs aussi bien rituels qu'administratifs à peu près semblables à ceux des autres chefs de l'Afrique orientale et centrale[60]. » Mais contrairement à ce qui se passa en Upare où la tendance était à la centralisation, les petites chefferies nyamwezi tendaient à se multiplier « à cause non seulement des migrations mais aussi du morcellement des chefferies ». L'Unyamwezi ne connut une centralisation rapide qu'au XIXe siècle avec « l'extension du commerce » et l'apparition de négociants et d'organisateurs redoutables tel Mirambo.

Chez les Fipa du sud-ouest de la Tanzanie, les plus anciens mythes sur l'origine se rattachent à la fondation du Royaume milansi. D'après une version rapportée par Roy Willis, « le premier homme, qui s'appelait Ntatakwa, tomba du ciel au commencement du monde et fonda la lignée des chefs milansi[61] ». Les premiers habitants de l'Ufipa furent des cultivateurs qui vivaient étroitement regroupés au sein de villages, ce qui les incita à organiser leur défense commune et, finalement, à bâtir des fortifications. Les membres de la famille régnante, qui venait probablement de la région

57. R. Oliver et J. D. Fage, 1962, p. 44-52 ; I. N. Kimambo, 1969, p. 1-10.
58. G. Seligman, 1957, p. 85.
59. A. D. Roberts (dir. publ.), 1968, p. 18.
60. *Ibid*., p. 119.
61. R. G. Willis, 1968, p. 82-83.

du lac Mweru, tiraient, semble-t-il, leur pouvoir de leur habileté à travailler le fer. « Le fait que le chef milansi actuel exerce le métier héréditaire de forgeron, nous dit Willis, confirme l'hypothèse selon laquelle les fondateurs de la chefferie étaient eux-mêmes des forgerons[62]. » Les traditions milansi rapportent que leur premier chef, Ntatakwa, envoya ses fils fonder des villages et gouverner d'autres parties du pays. Le Royaume des Fipa semble avoir été une confédération de chefferies dont les chefs étaient apparentés.

Plus tard, au XVIIIe siècle, le régime politique des Fipa changea à la suite d'une invasion d'éleveurs venus du Nord et qui introduisirent dans le Royaume des idées politiques analogues à celles qui avaient cours au Buganda, au Bunyoro et à Ankole. Le nouveau gouvernement reposait non plus sur les relations des « chefs pères » avec les « chefs fils » mais sur le lien de fidélité personnelle qui unissait un souverain à un certain nombre de ses partisans nommés par lui à des postes de commandement aux frontières du royaume. Il n'y avait pas de relation de parenté entre ces hommes et le roi. Il semble qu'un coup d'État ait renversé la dynastie traditionnelle, celle des Milansi, et porté sur le trône celle des Twa. Certains des chefs vassaux, demeurés fidèles à la dynastie des Milansi, durent sans doute être soumis par la force. Le règne des Twa fut cependant loin d'être pacifique, car l'Ufipa fut à nouveau envahi vers la fin du XVIIIe siècle, cette fois par les Nyiha qui brûlèrent les villages milansi. Au début du XIXe siècle, la paix n'avait toujours pas été rétablie : la guerre civile faisait rage entre deux prétendants au trône.

Un assez grand nombre de chefferies *ntemi*, plus ou moins étendues et centralisées, sont donc apparues en Tanzanie entre le XVIe et le XVIIIe siècle. Elles répondaient à des besoins humains, politiques et économiques, et furent modelées par le milieu physique et humain. La plupart des États tanzaniens avaient pour objectifs la centralisation et l'expansion économique, mais le processus d'édification des nations s'avéra souvent difficile. Parfois, comme dans le cas des Nyamwezi, ces États durent faire face à des divisions et à des sécessions ou, comme dans le cas des Fipa, à des coups d'État et à des guerres civiles. Les difficultés qu'ils rencontrèrent ressemblent, à beaucoup d'égards, à celles que connurent les États africains modernes engagés dans le processus d'édification nationale.

Dans l'ouest du Kenya, les Luo semblent avoir développé leur système de parenté, leurs cultes ancestraux et la transmission héréditaire du pouvoir, ce qui fit qu'ils eurent tendance à former des communautés fondées en droit et qui étaient organisées sur un mode rituel autour de clans propriétaires des terres (*weg-piny*) et de leurs chefs héréditaires désignés. Quand ils arrivèrent au Nyanza, ils créèrent de préférence des entités sociopolitiques qui étaient plus centralisées et plus stratifiées que toutes les communautés ayant existé auparavant. Et, bien que les clans et les lignages des Luo fussent quasiment égaux, l'existence de groupes dirigeants, de groupes de prêtres et de groupes

62. *Ibid.*, p. 84.

roturiers témoignait néanmoins d'un degré d'inégalité qu'il était rare de rencontrer dans la plupart des sociétés du Kenya.

La meilleure analyse de la façon dont le système sociopolitique des Luo fonctionnait au Nyanza dans les temps précoloniaux est probablement celle que nous devons à Peter C. Oloo dans son étude sur la branche alego des Luo[63]. Il est d'accord avec B. A. Ogot pour dire qu'au plus haut niveau de l'organisation politique, les Luo étaient subdivisés en douze ou treize *ogendini* (sous-groupes ethniques) de tailles diverses. Pour en être membre, il fallait passer par l'intermédiaire du *gweng'* (pluriel *gwenge*), une unité territoriale et politique semi-autonome. En principe, le *gweng'* était habité par les membres d'un clan mais, très souvent, certaines parties étaient concédées à des lignages et à des clans étrangers (*jodak*) « soit parce que ceux-ci avaient pris part à la conquête du territoire, soit moyennant des conditions stipulées par le clan dominant qui était réputé posséder tout le terrain de l'unité territoriale. La société du *gweng'* tendait donc à être une société plurale[64] ».

La plus haute assemblée politique de tout *gweng'* était le conseil des anciens (*buch jodong gweng'*). En Alego, étaient habilités à en faire partie tous les chefs de lignage du clan dominant, quant aux communautés des *jodak*, elles ne pouvaient y être représentées que par certains de leurs anciens choisis en fonction de leurs capacités. (Dans le Yimbo, autre chefferie luo, cette discrimination n'existait pas[65].) Le conseil du *gweng'* était le gardien du territoire du clan. Il admettait ou rejetait les étrangers nouveaux venus et tenait lieu de cour d'appel en dernière instance dans les litiges intéressant le *gweng'*. Il accomplissait également les cérémonies rituelles et déclarait la guerre à d'autres *gwenge* ou négociait la paix. Une décision du *buch jodong gweng'* avait force de loi pour tous les sujets. Ceux qui enfreignaient ses règlements et ne respectaient pas ses décisions pouvaient être maudits. La malédiction du *jodongo* était réputée infliger la *chira*, maladie incurable que les ancêtres étaient censés attirer sur le fautif et tous ses descendants. Le conseil du *gweng'* pouvait aussi bannir du territoire les criminels récidivistes et leur famille. Il condamnait également à des châtiments corporels et à des amendes ceux qui étaient reconnus coupables de divers crimes.

Au-dessus du conseil du *gweng'* se tenait le *buch piny* (conseil du sous-groupe ethnique) dont les membres étaient les chefs des divers conseils du *gweng'* ainsi que des devins, des guérisseurs, des faiseurs de pluie et des guerriers réputés. Il était d'ordinaire présidé par le *ruoth* (ou *wuon piny*). Le conseil débattait des principales questions politiques, judiciaires et économiques créant des problèmes dans le *piny* (territoire du sous-groupe) — comme les meurtres, les vols de bétail, les conflits de frontière, les famines, les épidémies, les invasions, la défense, les échanges commerciaux et les conflits entre clans et entre *gwenge*. Dans quelques *pinje* centralisés, comme au Yimbo, le *buch piny* était un instrument de contrôle et de coercition très efficace. En

63. P. C. Oloo, 1969; B. A. Ogot, 1963.
64. P. C. Oloo, 1969.
65. W. R. Ochieng', 1975*c*.

d'autres lieux comme à Sakawa ou Asembo, où la centralisation restait encore à accomplir, il tendait à avoir des pouvoirs limités et à voir son rôle réduit à l'arbitrage des différends internes.

Les Kalenjin, qui vivaient depuis des siècles sur les hauts plateaux de l'ouest du Kenya, étaient l'exemple type de la société décentralisée. Les recherches de B. E. Kipkorir nous apprennent que jusqu'au XIXe siècle, leur système politique était égalitaire et décentralisé[66]. L'autorité était monopolisée par les anciens et les représentants influents de diverses spécialités. L'éloquence, l'aptitude à formuler toujours des opinions acceptables dans les conseils et la connaissance des préséances et des coutumes étaient considérées comme des qualités importantes pour tout dirigeant politique. Mais par-dessus tout, un homme devait d'abord se distinguer comme quelqu'un d'heureux en ménage et jouissant d'une bonne réputation sociale en tant que membre d'un clan ou d'une communauté locale pour se voir accorder l'accolade des chefs. Parmi les Nandi, qui sont une branche des Kalenjin, il paraît prouvé qu'entre le XVIIIe et le XIXe siècle, une nouvelle dimension fut introduite dans le gouvernement de la société avec l'adoption d'un chef spirituel dénommé *orkoiyot* (pluriel *orkoik*). H. A. Mwanzi affirme que sans modifier pour l'essentiel la structure sociopolitique de la société nandi, dans laquelle le clan et les conseils territoriaux demeuraient les bases de la vie sociale et politique, l'*orkoiyot* avait transformé l'*oganda* des Nandi en une théocratie dont il était lui-même le souverain[67].

À un moment donné, l'*orkoiyot* fut en mesure d'exiger une part du butin de guerre et d'imposer son autorité sur les conseils de village et de secteur au moyen d'un système de délégués qui étaient ses représentants personnels auprès de chacun d'eux. Cette intervention dans la politique créa des liens puissants entre les guerriers des différents secteurs et les *orkoik* mais, dans beaucoup d'autres domaines, le pouvoir et l'influence qu'exerçaient directement les *orkoik* étaient très limités. Certaines indications donnent cependant à penser que vers 1890, les *orkoik* des Nandi, tout comme les *laibon* des Masaï, commençaient à prétendre à une autorité politique débordant largement celle que leurs prédécesseurs s'étaient souciés de détenir. Ces prétentions étaient encouragées par les conseils régionaux qui avaient bénéficié du savoir-faire de l'*orkoiyot* et en avaient conçu une croyance irraisonnée en ses attributs surnaturels.

Ainsi fut créée chez les Nandi une catégorie spéciale de personnages officiels qui étaient chargés de maintenir la communication entre ces conseils et l'*orkoiyot*. Ces dignitaires accompagnaient les chefs de guerre dans leurs démarches pour obtenir de l'*orkoiyot* la permission de lancer les raids qu'ils projetaient. Ils jouaient aussi le rôle d'agents secrets de l'*orkoiyot* en le tenant informé des événements et de l'opinion publique dans leur région. Ces dispositions eurent pour effet de centraliser progressivement la société nandi dans la deuxième moitié du XIXe siècle[68].

66. B. E. Kipkorir, 1974.
67. H. A. Mwanzi, 1973.
68. W. R. Ochieng', 1977, p. 58-76.

Conclusion

Vers 1800, un nombre incroyable de différentes communautés de langues couchitique, nilotique et bantu parsemait tout le territoire du Kenya et de la Tanzanie. La région des Grands Lacs de l'Afrique de l'Est était la seule où se fussent développés des États et des royaumes d'une certaine dimension[69]. Dans l'intérieur du Kenya et de la Tanzanie, l'entité sociopolitique type était petite et organisée en clans. La plupart des gens de langue bantu étaient des agriculteurs, ce qui ne les empêchait pas, partout où ils le pouvaient, d'élever leur propre bétail auquel ils attachaient un grand prix. Les pasteurs, comme les Turkana, les Oromo et les Masaï, vivant en sociétés plus agressives, étaient maîtres de surfaces considérables entre les terres agricoles bantu[70]. Le long de la côte se trouvaient les États-cités swahili, dominés par les oligarchies arabes locales. La population de ces villes du littoral était mélangée, parlait principalement le kiswahili et vivait à un rythme très différent de celui de l'intérieur de la région.

La fin du XVIII[e] siècle marqua le terme de la croissance indépendante de l'Afrique de l'Est, la fin d'une longue ère — celle de l'âge du fer — pendant laquelle les habitants de l'intérieur n'avaient, pour la plupart, guère été touchés par les agissements du reste de l'humanité. Peu après 1800, les peuples indépendants du Kenya et de la Tanzanie eurent à faire face à des événements chargés d'un sens nouveau et souvent terrible. Les unes après les autres, les hautes vagues des invasions arabes et européennes vinrent déferler sur leurs rivages tranquilles. Une grande part de la civilisation traditionnelle fut gravement endommagée, voire submergée par une marée de violence. Nombre de coutumes et de croyances ancestrales disparurent, comme furent abandonnées tant d'antiques manières de maintenir l'ordre et la paix civique.

Or, l'Afrique de l'Est était à cette époque en mauvaise position pour soutenir cet assaut aussi brutal que soudain des forces de l'extérieur. L'Afrique était désormais très en retard sur les énormes puissances du reste du monde dans sa capacité de produire, que ce fût pour la guerre ou pour la paix. L'Europe, après 1500, était entrée dans une ère de découverte et de développement mécanique et scientifique d'une immense portée. L'intérieur de l'Afrique, en revanche, ne connaissait rien de tel. Ses habitants avaient poursuivi, à leur rythme régulier mais lent, le développement de leur propre civilisation[71]. Cette civilisation de l'âge du fer avait de nombreuses réussites à son actif. Elle avait beaucoup progressé et beaucoup inventé dans les arts de la vie communautaire, dans la culture de nouvelles denrées agricoles, dans l'acquisition et la diffusion des techniques du travail du métal, dans le développement des échanges commerciaux et, chose plus importante encore, dans l'ordre des méthodes d'autogouvernement et

69. Voir le chapitre 26.
70. R. M. A. van Zwanenberg; A. King, 1975, p. 79-109.
71. W. Rodney, 1970*a* et 1972; W. R. Ochieng', 1975*d*.

des manières de maintenir la paix. C'était là des acquis d'une importance indiscutable, mais ils ne pesaient pas lourd en regard de la puissance croissante des grandes nations industrialisées d'Europe. En 1800, la capacité technique des Européens était bien plus grande que celle des Africains[72]. En 1900, le fossé était devenu immense entre leurs puissances respectives. L'accentuation de cette disproportion sous-tend une grande partie de ce qui advint à l'Afrique après 1800, notamment les œuvres de l'impérialisme. C'est ce phénomène de déséquilibre qui explique, dans une large mesure, la crise qui s'ouvrit à partir de 1800 et, même s'il ne se fit pas sentir directement avant 1850, il eut un effet indirect sur les peuples de l'intérieur longtemps avant cette date.

72. E. A. Alpers, 1973; A. M. H. Sheriff, 1980.

CHAPITRE 28

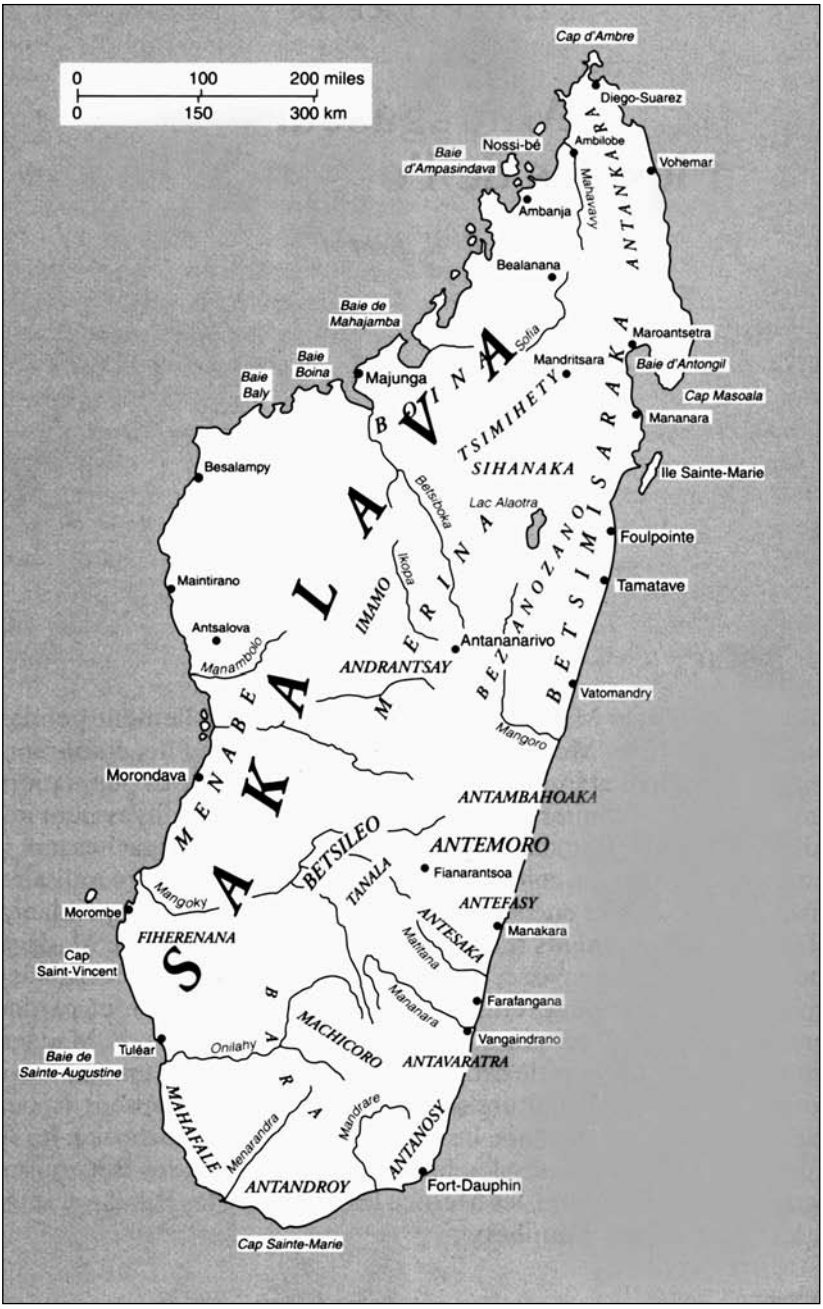
Madagascar et les îles de l'océan Indien

R. K. Kent

Madagascar

Le profil moderne de Madagascar fut façonné essentiellement pendant le XIXe siècle, lorsque les Merina, peuple de l'intérieur de l'île, établirent leur suprématie politique et imposèrent à de nombreuses autres populations un mélange de caractéristiques qui leur étaient propres ou qu'ils avaient importées d'Europe, devenant ainsi virtuellement les seuls Malgaches aux yeux des étrangers. La période coloniale, qui débuta par une défaite militaire des Merina, devait renforcer encore leur présence au XXe siècle. Cependant, par-delà l'impact d'événements relativement récents, l'histoire de Madagascar comporte aussi un autre passé, dont la portée est plus large et dans lequel les trois siècles qui se sont terminés en 1800 se détachent tout particulièrement. Il est presque certain que la plupart des habitants de Madagascar se sont rassemblés au cours de cette période pour former les groupes sociaux, économiques, religieux, culturels et politiques qui composent le peuple malgache actuel: les Antankara, les Antandroy, les Antambahoaka, les Antanosy, les Antemoro, les Antesaka, les Antefasy, les Bara, les Betsimisaraka, les Betsileo, les Bezanozano, les Merina, les Mahafaly, les Sakalava, les Sihanaka, les Tanala et les Tsimihety[1].

1. Comme les noms ethniques n'ont jamais été normalisés, d'autres orthographes sont également usitées. En général le préfixe *an-* (ou *ant-*) signifie « peuple de », mais il est escamoté dans le parler usuel (ainsi Antanosy = « Tanus » car « o » se prononce « ou » en malgache); *bé-* et *-bé* signifient « nombreux » ou « grands » et dénotent donc l'importance; *tsi-* ou *-tsi* marque la négation. Les



28.1. Les groupes ethniques de Madagascar.
[*Source :* d'après R. K. Kent, 1970. © 1970 Holt, Rinehart et Winston, Inc. Adaptation faite avec l'aimable autorisation de l'éditeur.]

L'arrivée dans le pays d'immigrants qui, en se mêlant aux autochtones, formaient des populations nouvelles, cessa à partir du milieu du XVIe siècle. Certains habitants de Madagascar étaient déjà entrés en contact avec des Européens, notamment des Portugais, et au moins une des plus grandes et des plus influentes familles royales, celle des Maroserana, avait commencé de se former. Au début du XVIIe siècle, Madagascar était une mosaïque de royaumes, petits pour la plupart et vivant en autarcie. Avant 1700, la majeure partie de l'ouest de l'île se rallia à l'Empire sakalava, tandis que plusieurs royaumes apparaissaient sur les hauts plateaux où vivaient des peuples comme les Betsileo et les Merina, dans le Sud-Est où vivaient les Antemoro, les Antesaka, les Antefasy et les Antanosy, dans l'extrême Sud où vivaient les Antandroy, dans le Sud-Ouest où vivaient les Mahafaly et dans la partie méridionale de l'intérieur où vivaient les Bara. Au cours de ce même siècle, les contacts avec les Européens commencèrent à se multiplier en différents points de l'île et les échanges s'intensifièrent, les compagnies des Indes orientales hollandaise, anglaise et française s'intéressant de plus en plus à la grande île africaine. L'exportation des esclaves qui, jusqu'alors, ne s'effectuait que vers l'Afrique orientale et l'Arabie à partir de trois points d'embarquement voisins situés dans le Nord-Ouest, se tourna vers Le Cap, les Mascareignes et le Nouveau Monde, les points d'embarquement s'accrurent le long des côtes étendues de Madagascar. Les armes à feu commencèrent à se répandre et ne furent pas, bien que leur nombre demeurât relativement faible, sans avoir certaines répercussions sur le plan politique. L'Empire sakalava et, en particulier, le Royaume iboina[2], qui en constituait l'élément septentrional, atteignirent leur apogée au XVIIIe siècle, tandis qu'une partie de la côte orientale, située à l'opposé, s'unissait pour la première fois au sein de la Confédération betsimisaraka. Avant la fin du siècle, la puissance des Sakalava du Nord et des Betsimisaraka avait irrémédiablement décliné à la suite d'événements survenus à Madagascar même et à l'extérieur. Au contraire, l'Imerina, qui était faible et désuni, parvint à augmenter sa production alimentaire, à accroître sa population et à mener à bien une renaissance politique qui offrit aux Merina une base solide pour leur expansion future.

Les nouveaux venus et les coalitions

Avant le XIXe siècle, les Antemoro avaient acquis un certain prestige car ils formaient le seul groupe capable d'écrire le malgache (en utilisant l'alphabet arabe) et avaient des dons particuliers dans les domaines de la magie et de la religion. Les spécialistes ne sont pas encore pleinement d'accord sur la date et le lieu de débarquement de leurs ancêtres à

Makua, dont le nombre s'élève à environ 70 000 et qui sont des descendants d'Africains importés *via* le Mozambique durant la première moitié du XIXe siècle, ne figurent pas sur la liste ci-dessus. Il a été avancé, mais à tort, que certains des principaux noms d'ethnies se sont formés sous l'hégémonie des Merina.

2. Le préfixe *i-* signifie « lieu de » dans les toponymes. On le rencontre également comme particule dans les noms propres d'individus ou de groupes. C'est une survivance africaine.

Madagascar, leur origine, leur degré d'islamisation et leur influence dans l'île. Les auteurs les plus anciens tendaient à situer leur arrivée dans le nord-est de l'île vers 1400, et à les considérer comme des Arabes venus d'Arabie[3]. Plus récemment, l'influence réelle de l'islam dans la culture passée et présente des Antemoro a été entièrement remise en question[4]. Gustave Julien fut le premier spécialiste à penser qu'ils étaient originaires d'Afrique orientale[5], thèse qui, depuis une dizaine d'années, est étayée par plusieurs considérations. Il semble également que les premiers Antemoro aient eu une formation religieuse et une organisation islamique, mais qu'ils n'aient pu les conserver parce qu'ils étaient totalement isolés du monde musulman[6]. Un point ne devrait pas être contesté : les Antemoro ne formèrent ni une société ni un État à Madagascar avant l'arrivée de leurs ancêtres sur les rives de la Matitana, dans le sud-est du pays. C'est seulement lorsqu'ils se furent mêlés aux *tompon-tany* (les maîtres de la terre, les premiers habitants de l'île) que cette société et cet État émergèrent. Il est toutefois possible de dater avec assez de précision leur établissement sur les rives de la Matitana, parce que trois navigateurs portugais visitèrent la région au bon moment, entre 1507 et 1514. Les deux premiers, à un an d'intervalle, ne parlent pas de « Maures », mais notent que la population locale a l'habitude de commercer avec eux[7]. Quant au troisième, il fut envoyé directement dans la région en 1514 pour y implanter une fabrique. À cette époque, il existait dans la vallée de la Matitana « une cité peuplée de nombreux Maures ». Après avoir manifesté pendant environ six mois leur opposition à une présence commerciale portugaise, les *tompon-tany* le contraignirent à quitter la Matitana pour de bon[8]. Comme les ancêtres des Antemoro sont, dans ce cas précis, les seuls candidats sérieux au nom de « Maures », leur établissement le long de la Matitana a dû avoir lieu entre 1509 et 1513.

Les documents écrits des Antemoro relatifs à la période de formation de leur société (« quand la Matitana ne comptait pas encore sept villages ») et aux siècles suivants ne se bornent pas à rapporter des événements du passé, ils constituent aussi des éléments d'un processus d'introspection. Ils nous relatent d'une manière générale les rencontres des Antemoro avec les communautés qui habitaient le littoral Sud-Est avant leur arrivée, ils

3. A. Grandidier (1908-1928, vol. IV, partie I, p. 156) suppose que certains des ancêtres des Antemoro avaient séjourné en Afrique orientale, mais n'a constaté aucune influence culturelle africaine l'amenant à modifier ses idées sur leur origine arabe initiale.
4. J. Faublée (1958, p. 71) suit A. van Gennep (1904, p. 4-11) qui s'interroge sur les faits attestant leurs origines islamiques. É. de Flacourt (1661, p. 171) a donné des indications sur la hiérarchie musulmane dans le sud-est de l'île.
5. G. Julien, 1929, p. 75.
6. R. K. Kent, 1970, p. 108-114.
7. Voir A. Grandidier *et al.* (1903-1920, vol. I, p. 18-19 et p. 48-49) au sujet des visites de Ruy Pereira et Diego Lopes de Sequeira (qui était beaucoup plus qu'un simple navigateur) en 1507 et 1508.
8. *Ibid.*, p. 53 ; *Documentos sobre os Portuguezes em Moçambique et na Africa central, 1497-1840*, 1962-1975, vol. III, p. 508, pour le voyage de Luis Figueira.

évoquent l'opposition entre les conceptions patrilinéaires des nouveaux venus et les conceptions matrilinéaires des autochtones, ils mentionnent non pas une mais plusieurs arrivées de « proto-Antemoro » dans la Matitana, ils décrivent de nombreux conflits entre les nouveaux venus eux-mêmes[9]. Seul le premier ancêtre, Ramakararube, resta au-dessus de ces conflits puisqu'il retourna à « Maka » (La Mecque)[10]. Plus précisément, ce fut au cours des trois premiers quarts du XVIe siècle que les Antemoro évitèrent d'être incorporés dans un ou plusieurs groupes de *tompon-tany* et formèrent une société qui s'articulait autour de quatre clans aristocratiques et de quatre clans sacerdotaux. En effet, la majeure partie de ce que nous savons de l'histoire interne des Antemoro jusque bien après 1800 se résume à des conflits entre les clans aristocratiques anteoni, antemahazo, anteisambo et zafikazimambo, dont chacun disposait, dans le royaume, de son propre territoire[11]. *L'andrianoni*, ou roi suprême de tous les Antemoro, pouvait provenir de n'importe lequel de ces quatre clans (auxquels on donnait parfois le nom collectif d'Anteoni). En même temps, les clans sacerdotaux rivalisaient pour occuper le premier rang dans les fonctions religieuses et culturelles. Ainsi, les Tsimeto, les Zafimbolazi, les Anakara et les Anterotri cherchaient à être les gardiens des manuscrits sacrés (*sorabe*) des Antemoro, à devenir les grands prêtres du royaume ou à être les plus proches d'un *andrianoni* et de son clan[12]. Comme on pouvait s'y attendre, les aristocrates n'étaient pas sans nourrir l'ambition de contrôler les aspects religieux de la société antemoro, tandis que les Antalaotra briguaient également le pouvoir temporel. Ces divisions s'estompèrent au XIXe siècle, lorsque le clan des Anakara monopolisa à son profit le pouvoir religieux et politique. Sa suprématie demeura incontestée jusqu'à ce que des révoltes populaires commençassent, bien qu'elles eussent été réprimées par des troupes étrangères venues de l'Imerina, à la battre en brèche[13].

Quand les Antemoro s'établirent sur la côte orientale de Madagascar, ils y trouvèrent, outre plusieurs groupes de *tompon-tany*, d'autres communautés qui étaient venues d'ailleurs avant eux[14]. Se retrouvant surtout parmi les Antambahoaka, voisins des Antemoro au nord, les descendants de Raminia, les Zafindraminia, étaient également disséminés au centre et au sud de la

9. G. Julien, 1929, p. 1-23, et 1933, p. 57-83; G. Mondain, 1910, p. 50-191 (textes arabo-malgaches et traductions françaises).

10. G. Mondain, 1910, p. 51; G. Ferrand, 1891-1902, vol. II, p. 57.

11. Ces territoires furent ramenés à trois au XVIIe siècle. Les Anteoni et les Antemahazo occupaient la basse et moyenne Matitana. Ivato était la capitale de l'*andrianoni*. Les clans sacerdotaux, connus sous le nom collectif d'Antalaotra, avaient leur centre à Vohipeno. H. Deschamps, 1961, p. 93 et carte p. 110.

12. G. Ferrand, 1891-1902, vol. I, p. 1-41 et vol. II, p. 69-72; H. Deschamps et S. Vianès, 1959, p. 41-45.

13. G. Huet, 1901.

14. Treize noms de groupes de *tompon-tany* sont cités dans les textes antemoro, parmi lesquels les Antemanampatra et les Manankarunga sont les plus importants. Un petit nombre d'immigrants plus anciens que les Antemoro, connus sous le nom d'Onjatsy (phon. *ound-zatse*), conservèrent quelques privilèges sous le règne des nouveaux maîtres, dont certains épousèrent des femmes onjatsy.

côte orientale. Leurs grands ancêtres étaient eux aussi censés être venus de « Maka ». Diverses origines ont été attribuées à Raminia et ses compagnons[15], mais on s'accorde à considérer qu'ils sont arrivés à Madagascar avant le XVe siècle au plus tard. L'une des rares traditions zafindraminia qui aient survécu autrement que dans des textes antemoro donne à entendre que, quel que soit le pays d'origine de Raminia, l'Afrique orientale a été une importante escale sur sa route vers Madagascar[16]. Au moment où les Antemoro arrivèrent, les Zafindraminia jouissaient, dans l'ensemble, de positions privilégiées parmi les *tompon-tany*, en grande partie grâce à la coutume en vigueur à l'époque (*sombili*), suivant laquelle seul un descendant de Raminia devait abattre les animaux domestiques. Comme on pouvait s'y attendre (d'ailleurs, leurs propres textes le confirment), les ancêtres des Antemoro cherchèrent à épouser des femmes zafindraminia. Il y eut même des rivalités au sujet de ces femmes, mais ces unions demeurèrent « stériles »[17]. Finalement, les conflits se polarisèrent entre les deux vagues successives de nouveaux venus. Ils provoquèrent une grande insécurité et on en trouve l'écho dans certaines traditions orales des *tompon-tany*, sous la forme d'un combat entre deux « géants » (Darafify et Fatrapaitanana)[18]. La phase la plus aiguë de ce conflit généralisé coïncida avec l'émergence des aristocrates zafikazimambo devenus, aux alentours de 1550, les nouveaux et puissants maîtres de la région. En dépit de certaines difficultés, les textes antemoro font descendre le fondateur des Zafikazimambo (Zafikazimambobe) de Ramarohala, l'ancêtre immédiat des aristocraties anteoni, qui représente la troisième génération autochtone et dont deux fils (sur dix-sept) fondèrent les aristocraties antemahazo et anteisambo[19]. Ces textes généalogiques montrent que le processus d'assimilation linguistique et culturelle s'est étendu sur plusieurs générations mais ils attestent également le souci d'assurer la cohésion de la société puisqu'ils font descendre les Zafikazimambo des Anteoni et leur donnent une origine aristocratique et locale appropriée. Nous savons néanmoins, grâce à un observateur indépendant du milieu du XVIIe siècle qui connaissait bien le sud-est de Madagascar, que les Zafikazimambo furent les derniers immigrants d'outre-mer à s'installer sur les rives de la Matitana et que leur nom provient de celui d'une femme *tompon-tany* épousée par l'un d'eux[20]. On les considérait tous comme des prêtres (*ombiasa*) et comme des scribes envoyés de La Mecque un siècle et demi avant le récit de De Flacourt (1658) afin d'instruire les habitants du pays[21]. Les Zafikazimambo exercèrent sur la société antemoro, à partir de 1550, une influence qui fut décisive à certains égards. Ils s'arrogèrent, au détriment des Zafindraminia, le monopole rituel du *sombili* et l'utilisèrent avec rigidité comme instrument économique et

15. Entre autres, javanaise, shīrāzī et indienne.
16. G. Ferrand, 1902, p. 219-222.
17. G. Mondain, 1910, p. 52-55. L'« absence de progéniture » est une affirmation symbolique.
18. Cette tradition est évoquée par A. Grandidier, 1908-1928, vol. IV, partie I, p. 135 et note 1.
19. G. Mondain, 1910, p. 56-59. Les autres fils fondèrent de petits groupements locaux.
20. É. de Flacourt, 1661, p. 17. Il est à noter que *mambo* et *kazi* sont des titres qu'on trouve dans le centre sud-est de l'Afrique.
21. *Ibid.*

politique; ils réduisirent les libertés du peuple; ils firent de la religion le centre de la vie politique. Ils réglèrent également les conflits entre Antemoro et Zafindraminia en mettant à mort autant de descendants mâles de Raminia que possible et en enfermant leurs femmes et leurs enfants dans des ghettos[22]. On peut dire que les Zafikazimambo créèrent le premier royaume fort des Antemoro sur la Matitana et lui donnèrent deux *andrianoni* qui firent preuve de réelles capacités: Rabesirana (vers 1580-1615) et Andriapanolaha (vers 1630-1660)[23].

L'effervescence que connut le pays des Antemoro eut des répercussions au-delà de ses frontières. Elle suscita, par exemple, une tendance à l'expatriation qui devint une caractéristique permanente de cette société[24]. Comme les clans sacerdotaux engendraient plus de spécialistes que les diverses subdivisions du Royaume d'Antemoro ne pouvaient en absorber, ils prirent l'habitude d'essaimer parmi d'autres peuples et d'offrir leurs talents particuliers à ceux qui en avaient besoin[25]. Ces *ombiasa*[26] devenaient ainsi itinérants ou se fixaient quelque part, généralement pour servir un chef. Il n'existe pas d'estimation chronologique satisfaisante permettant de mesurer l'influence des expatriés antemoro sur les autres communautés entre le milieu du XVIe siècle et la fin du XVIIIe. Néanmoins, il ne fait guère de doute que, tous ensemble, ils concouraient à un processus primordial d'évolution politique: le passage d'une mosaïque de petits territoires soumis à un chef, vivant en vase clos, qui ne cherchaient pas à s'étendre et ignoraient souvent jusqu'à l'existence de leurs voisins, à des unions politiques plus larges et plus ambitieuses. En ce sens, ils ont peut-être été les premiers promalgaches. De Flacourt rapporte que les *ombiasa* de la Matitana (il ne connaissait pas le mot antemoro) non seulement étaient les « maîtres » des *ombiasa* d'autres régions du Sud-Est mais également formaient des spécialistes religieux étrangers, dont certains jouèrent peut-être un rôle central dans leurs propres sociétés. Le fait que la Matitana fût constamment en effervescence poussa également quelques membres de l'aristocratie à s'exiler et le pogrom organisé par les Zafikazimambo contre les Zafindraminia adultes de sexe masculin dut chasser vers l'intérieur de Madagascar un assez grand nombre de migrants involontaires. Les Zafirambo, chefs des Tanala ou Ikongo[27], descendaient peut-être de ces exilés, ainsi que certains des ancêtres des nobles de la future Imerina[28] ou que les Zafindraminia chez les Antanosy.

22. *Ibid*. De Flacourt situe ce pogrom pendant les années 1630.
23. R. K. Kent, 1970, p. 98-99.
24. B. F. Leguével de Lacombe, 1823-1830, vol. II, p. 187.
25. Voir G. A. Shaw, 1893, p. 109, pour un exemple d'expatriation antemoro.
26. Phonétiquement, *oumbias* (pluriel et singulier) est souvent traduit par prêtre, sorcier, docteur. Les *ombiasa* remplissaient plusieurs fonctions et se subdivisaient, chez les Malgaches, en plusieurs catégories.
27. H. Deschamps, 1965 (2e éd.), p. 55 (manuscrit 13, Bibliothèque nationale, Paris).
28. Un texte antemoro quelque peu suspect (ou plutôt un texte d'influence antemoro) semble indiquer, au XIXe siècle (alors que les Merina étaient victorieux dans la majeure partie de Madagascar), que certains des premiers Zafindraminia avaient émigré en Imerina.

D'après de Flacourt, les Zafindraminia se fixèrent chez les Antanosy à la fin du XVIe siècle[29]. D'autres auteurs soutiennent que ce fut beaucoup plus tard, aux alentours de 1625[30]. C'est la première date qui semble la meilleure et, de plus, il est probable qu'aux Zafindraminia récemment arrivés chez les Antanosy soient venus s'ajouter leurs cousins fuyant la Matitana. Une généalogie zafindraminia-antanosy, qui est loin d'être digne de foi du point de vue chronologique, indique qu'« une lignée royale » existait depuis dix-sept générations[31]. En fait, des récits écrits par des résidents européens entre 1614 et 1680 ainsi qu'une étude[32] montrent clairement que les Zafindraminia ne purent s'imposer chez les Antanosy. Ils introduisirent le *sombili* dans la région, ils excellaient dans la construction de cases en bois, ils amassaient le bétail qui était la source de richesse principale même dans une société essentiellement agricole, ils avaient un certain sens des liens de parenté et une volonté de pouvoir, et ils parvinrent à s'assurer une position privilégiée chez les Antanosy. Mais leur instinct de possession, leurs rivalités internes et leur incapacité de trouver des symboles transcendant les besoins d'un *rohandrian* déterminé (nom qui désignait le rang le plus élevé chez les Zafindraminia) et unissant tous les Antanosy militaient contre la création d'un seul État gouverné par les rois zafindraminia. Au lieu de cela, deux sociétés parallèles se développèrent, les Zafindraminia copiant la hiérarchie *tompon-tany*. Lorsque les Français fondèrent Fort-Dauphin en pays Antanosy, en 1643, les deux sociétés s'étaient mélangées, non seulement du fait de la pratique de l'exogamie mais aussi parce que, des deux côtés, les échelons supérieurs évoluaient vers la centralisation politique. Ses trente années d'existence (1643-1674) suffirent à Fort-Dauphin pour arrêter complètement ce processus et l'unité politique resta hors d'atteinte[33].

Les Zafindraminia n'étaient pas des bâtisseurs de royaumes, les Antemoro constituent un rare exemple de nouveaux venus qui fondèrent leur propre société et leur propre État, mais les Maroserana se détachent comme la famille pandynastique la plus importante de l'histoire politique de Madagascar. Finalement, les Maroserana donnèrent des rois aux Mahafaly, aux Sakalava du Menabe et du Boina, à une partie des Antandroy et des Bara. Une fois leur groupe formé, les Maroserana (comme les Rafindraminia et les Antemoro) n'étaient plus des étrangers à Madagascar, des non-assimilés ayant conservé une langue et une culture propres. Comme pour d'autres nouveaux venus, leur origine et la phase de gestation du groupe restent controversées. Tout d'abord, les traditions orales mahafaly et sakalava ne concordent ni au sujet du premier ancêtre maroserana, ni au sujet du lieu d'origine des « proto-Maroserana ». Les récits oraux recueillis alors que la plupart des

29. É. de Flacourt, 1661, p. 5. Dans sa préface, de Flacourt situe l'arrivée des Zafindraminia à Madagascar quelque 500 ans avant sa propre époque.
30. A. Grandidier, par exemple, hésitait entre les deux dates.
31. Bibliothèque nationale, Paris, Fonds français, manuscrit 20181, f. 146v-147 ; É. de Flacourt, 1661, p. 48-53 ; L. Mariano, *Relations*, 1613-1614, dans A. Grandidier *et al*., 1903-1920, vol. II, p. 49.
32. R. K. Kent, s.d.
33. *Ibid*. Voir également ci-après.

Sakalava étaient encore indépendants leur donnent simultanément deux origines très différentes : Andrianalimbe, venu de l'intérieur de Madagascar, et Andriamandazoala, venu d'outre-mer[34]. La question est encore obscurcie par le fait que selon certaines traditions, le fondateur des Maroserana fut Rabaratavokoka[35]. Les Mahafaly du sud-ouest de Madagascar, au sein desquels les Maroserana apparurent au XVIe siècle, indiquent que leur famille royale fut fondée par Olembetsitoto[36].

Ces contradictions contribuent à expliquer les thèses de certains auteurs selon lesquelles les Maroserana provenaient, par exemple, du sud-est de Madagascar, qu'ils étaient les Indiens qui avaient débarqué près de l'actuel Fort-Dauphin vers l'an 1300 pour se diriger vers le nord et fonder la famille royale des Antesaka, les Zarabehava. De là, ils seraient partis vers l'ouest, donnant des familles royales aux Antandroy de l'extrême Sud (les Zafy Manara), aux Bara du Centre-Sud (les Zafy Manely) et, plus tard, aux Mahafaly et aux Sakalava[37]. On a interprété le terme *maroserana* comme « ceux qui avaient de nombreux ports » — « nom donné surtout aux princes du sang que Radama Ier envoya comme gouverneurs aux divers ports de mer où il établit des douanes[38] » —, ce qui donne à penser que le contrôle du littoral était l'objectif d'une stratégie ancienne. Plusieurs rectifications ont été apportées à toutes ces thèses au cours des dernières années, en se fondant surtout sur les toutes premières sources dont on dispose[39]. Comme l'indiquent les traditions royales antesaka, les rois zarabehava étaient une branche des Sakalava de la côte Ouest qui traversèrent Madagascar entre 1620 et 1650[40]. Ce déplacement est aussi confirmé par d'autres preuves[41]. Par conséquent, la dynastie maroserana ne s'est pas déplacée d'est en ouest et il ne fait plus aucun doute que cette famille s'est constituée dans le sud-ouest de Madagascar. Les Zafy Manely, famille royale de l'Ibara, partirent du sud-ouest pour se diriger vers l'intérieur méridional (et non pas l'inverse), et rien ne confirme la soi-disant origine indienne : même sur le plan linguistique, on n'a jamais relevé de survivances indiennes dans le vocabulaire des rois maroserana. Le fait qu'environ 250 ans se soient écoulés entre la date d'arrivée supposée (1300) et l'apparition des Maroserana (vers 1550) contredit aussi l'idée d'une influence politique indienne. Enfin, Charles Guillain a démontré sur place, il y a environ 135 ans,

34. C. Guillain, 1845, p. 10-11.
35. L. Thomassin, 1900, p. 397, où ce nom est écrit Rabavavatavokoka. D'autres traditions lui donnent même un père.
36. C. Poirier, 1953, p. 34-35. En fait, « Andriamaroserana » est le nom générique du premier souverain maroserana dont le crâne, appelé Andriamaro, devint le protecteur de tous les Mahafaly (voir ci-après). Les difficultés que soulèvent les généalogies mahafaly tiennent à un facteur politique : quatre États ont été créés dans ce groupe du Sud-Ouest, ce qui rend les versions du premier arbre généalogique royal compliquées.
37. A. Grandidier, 1908-1928, vol. IV, partie I, p. 127-128 (note 1), p. 168, 212, 214, 278-280 (note 4).
38. A. Abinal et V. Malzac, 1888, p. 557.
39. R. K. Kent, 1969.
40. Marchand, 1901, p. 485-486 ; H. Deschamps, 1936, p. 162-164, *passim*, et 1965, p. 94.
41. J. Boto, 1923, p. 252-253. De plus, les Sakalava menèrent un certain nombre de guerres lors de leur voyage à travers l'intérieur du pays, guerres qui ont marqué les mémoires.

qu'un titre créé au début du XIXe siècle par le roi merina Radama Ier (1810-1828), pour affermir son contrôle sur les ports, n'avait pas du tout la même signification dans le sud-ouest de Madagascar vers 1840[42].

Les deux traditions divergentes des Sakalava ne sont nullement contradictoires. Andriamandazoala et Rabaratavokoka signifient respectivement « le Seigneur qui a flétri la forêt » et « Noble Roseau Penché ». Comme les Mahafaly et les Sakalava donnaient des noms posthumes à leurs monarques et comme leurs idiomes interdisaient l'usage du mot « mort » pour les rois disparus (ce tabou linguistique était appelé *anaratahina* pour les Mahafaly et *fitahina* par les Sakalava), l'idée d'un roseau « penché » (le terme roseau représentant un concept analogue à l'*uthlanga* des Zulu)[43] donne à penser que Rabaratavokoka est vraisemblablement un *fitahina* pour Andriamandazoala. L'absence de tout tombeau pour ce dernier et l'affirmation qu'Andriamandazoala en a toujours eu un (bien qu'il ait été trouvé vide quand il a été ouvert)[44] militent également en faveur de cette thèse. Le tombeau d'Olembetsitoto se trouve en pays Mahafaly[45]. Par ailleurs, des nouveaux venus originaires de l'intérieur (peut-être chassés par d'autres nouveaux venus), que représentait le Grand Seigneur ʿAlī (Andrianalimbe)[46], et ceux qui étaient venus d'outremer, que représentait Andriamandazoala, se rapprochèrent les uns des autres par un processus de coalitions et de conflits, suivant un schéma classique pour les nouveaux venus à Madagascar. Il est très probable que certains des ancêtres des Maroserana arrivèrent au sud-ouest de Madagascar par voie maritime. La branche des Maroserana qui régnait chez les Sakalava était connue sous le nom de Zafivolamena (Fils de l'or), alors que les tombeaux des rois maroserana en pays Mahafaly s'appellent toujours *volamena* (or — littéralement « argent rouge »). Il existe bien des traditions selon lesquelles une grande quantité d'or fut débarquée par les ancêtres des Sakalava-Maroserana à proximité de l'actuelle Tuléar[47]. Étant donné qu'on ne trouvait ni or ni mines d'or dans toute la moitié sud de Madagascar (des marins portugais qui exhibèrent de l'or furent, au XVIe siècle, observés avec indifférence par les habitants du littoral), les traditions indiquant que ce métal fut importé ne peuvent être erronées quant au fond. Le fait que le *volamena* devint un métal sacré (*fady*, *faly*) reflète également la vocation pandynastique de ceux qui l'on apporté. Quand on considère la proximité des importantes mines d'or

42. C. Guillain, 1845, p. 11, note 1. On lui a dit, près de Tuléar, que le terme *maroserana* signifiait « nombreuses pistes » en raison de la coutume selon laquelle les premiers rois maroserana dans le Mahafaly plaçaient leurs résidences au centre des autres demeures et faisaient rayonner des pistes tout autour menant aux divers villages avoisinants. Cependant, Guillain ne fut pas satisfait par cette explication. Il connaissait aussi la signification de ce terme dans l'Imerina.
43. C. Callaway, 1870, p. 2-3 et note.
44. Selon E. Birkeli, 1926, p. 32.
45. M. A. Marion, 1971.
46. Andrianalimbe : une meilleure traduction serait tout simplement « nobles par dizaines de milliers » (*andriana* = seigneurs, nobles + *ali*, d'*alina* = 10 000, et *mbe|be* dans le sens de nombreux, plusieurs). Andriana ne doit pas être interprété comme un titre fonctionnel applicable aux titulaires de certains postes.
47. Tovonkery, 1915, p. 7.

de Rhodésie, l'existence d'hommes capables d'en apporter à Madagascar en une seule traversée (les commerçants afro-arabes ou même des exilés volontaires portugais qui détenaient de grandes quantités d'or mais ne savaient où aller), la présence de plusieurs mots et coutumes similaires à Madagascar et en Rhodésie, on peut difficilement écarter la probabilité de liens entre Maroserana et Mwene Mutapa[48].

Certaines traditions extrêmement intéressantes, recueillies et publiées par un Sakalava au début du XXe siècle, éclairent les débuts de l'histoire des Maroserana. Elles indiquent que les premières tentatives de ces nouveaux venus dans le Sud-Ouest pour s'affirmer politiquement ont été infructueuses : les nombreuses initiatives qu'ils ont prises alors ne les ont menés nulle part. Elles révèlent que leurs premiers succès politiques ne furent possibles que lorsque des liens de parenté s'établirent entre eux et les familles de chefs locaux, qui portaient le nom d'une forêt voisine, les Analamahavelona[49]. Elles montrent aussi que leur aptitude à innover fut un atout important des premiers Maroserana : ils avaient le sens de l'expansion territoriale, ils commencèrent à construire les premières fortifications et à bâtir sur des hauteurs ; ils utilisaient des troupes de mercenaires ; ils arbitraient les disputes ; ils savaient attirer des partisans en redistribuant nourriture et bétail (leur première capitale s'appelait Itsororobola, nom qui suggère un flux abondant et constant de biens) ; ils commencèrent à consulter les devins qu'ils avaient trouvés sur place sur les affaires de l'État[50]. Ils procédèrent de manière analogue chez les Mahafaly où des alliances avec les familles des chefs, les Andriantsileliky, brisées par plusieurs années de conflit, leur assurèrent la suprématie politique. Cependant, les familles des chefs conservèrent de nombreux privilèges importants et ne furent pas dépossédées de leurs biens[51]. Il semble que l'effet conjugué d'un taux de natalité élevé chez les Maroserana et de la volonté d'appliquer le principe de la primogéniture lors des successions royales ait produit un nombre illimité de branches collatérales et de princes n'ayant pas le droit de régner. Les textes sakalava (parfois en « faisant remonter » la généalogie des Maroserana dans le temps) ont donné à cette bifurcation de l'arbre généalogique en rois légitimes et collatéraux le nom de phase des *volamena* et des *volafotsy* (« argent blanc »). C'est probablement pour résoudre ce problème que l'on commença à rechercher activement de nouvelles terres (*orin-tany*), ce qui contribua à élargir la sphère d'influence des Maroserana, des villages étant donnés à gouverner aux membres de la famille royale. Cependant, le problème se posait encore au XIXe siècle, de sorte qu'il arrivait de temps à autre que des collatéraux s'exilassent volontairement (on les appelait alors *longon'mpanilo* ou *vohitsy mananila*), qu'ils s'alliassent avec des opposants aux

48. R. K. Kent, 1970, *passim*. Néanmoins, ces liens ne sont peut-être pas directs au niveau des coutumes et l'origine rhodésienne de certains ancêtres des Maroserana restera controversée tant que de nouvelles recherches, menées des deux côtés du canal de Mozambique, n'auront pas mis en évidence suffisamment de parallélisme pour dissiper tous les doutes.

49. L'Analavelona est une crête dans la vallée de la Fiherenana, partiellement parallèle à la côte Ouest, entre les rivières Fiherenana et Mangoky.

50. Firinga, 1901, p. 664-669.

51. E. Mamelomana, s.d., p. 1-3.

Maroserana ou même qu'ils constituassent des dynasties rivales comme les Andrevola, rois de la vallée de la Fiherenana qui devaient donner beaucoup de fil à retordre aux Maroserana.

Les étrangers et leur influence

Les récits des Européens qui visitèrent Madagascar avant la période coloniale ont le mérite cumulatif et durable de contribuer de manière inestimable à la connaissance du passé de l'île[52]. On ne peut cependant se référer à une vision monolinéaire en ce qui concerne l'influence que l'Europe pouvait avoir sur place vers 1800[53]. D'une manière générale, les Portugais eurent, au XVIe siècle, une influence négative sur le commerce dominé par les musulmans et sur ses débouchés au bord de l'océan Indien[54] qui, à l'aube du XVIe siècle, étaient au nombre de quatre à Madagascar : un près de la ville de Vohemar, au nord-est, et trois dans le Nord-Ouest, non loin de l'actuelle Majunga. Les comptoirs du Nord-Ouest se trouvaient sur de petits îlots dans les baies de Mahajamba, Boina et Bombetock. Ils étaient contrôlés et habités par des communautés de langue kiswahili qui exportaient essentiellement du riz et des esclaves vers l'Afrique de l'Est et l'Arabie. Quant à celui du Nord-Est, appelé Iharana, il était différent à plusieurs égards. Les Iharaniens vivaient sur la grande île, ils exportaient beaucoup moins de céréales et d'hommes que les comptoirs du Nord-Ouest et leur culture, d'origine locale, était ancienne et centrée sur le polissage de la pierre et les techniques de construction[55]. D'après des sources portugaises du début du XVIe siècle, Iharana aurait été fondée par des « Maures » de Malindi. Il ne fait guère de doute que son déclin n'a commencé qu'au moment où l'Europe s'est ingérée dans le commerce des musulmans à travers l'océan Indien. Dès 1700, elle n'était plus que l'ombre d'elle-même et sa culture disparut sans laisser la moindre trace tangible dans l'île. En 1506, les Portugais attaquèrent le principal comptoir swahili du Nord-Ouest, Lulangane, situé sur l'îlot de Nosy Manja dans la baie de Mahajamba. Ils tentèrent de détruire Boina sans y parvenir vraiment et épargnèrent totalement Bombetock, dont le *shaykh* avait adopté une attitude amicale à leur égard[56]. Ils découvrirent également une dense colonie d'Africains plus au nord, dans la baie d'Anorontsanga, forte de près de 2 000 hommes. Ces derniers se massèrent sur la plage, armés d'arcs et de flèches (armes qui disparurent de Madagascar

52. Un grand nombre de ces récits figurent dans les *Collections des ouvrages anciens concernant Madagascar* (1903-1920), œuvre lancée sous l'égide de ses deux principaux directeurs de publication, Alfred et Guillaume Grandidier. La série ne va pas au-delà de 1800 et il n'existe encore aucune collection comparable pour le XIXe siècle.

53. La condamnation la plus dure et la plus radicale de tous les Européens qui sont venus avant 1800 à Madagascar ou aux alentours a été formulée par les Grandidier qui furent sans nul doute les plus importants spécialistes de Madagascar. Voir A. Grandidier, 1908-1928, vol. IV, partie II, p. 106-108.

54. J. Strandes, éd. de 1961, p. 12-155.

55. Pour un récapitulatif des ouvrages existants sur Iharana, voir P. Vérin, 1971, p. 225-229 ; P. Gaudebout et E. Vernier, 1941, demeurent la référence de base de tous les travaux.

56. Albuquerque et de Barros, dans A. Grandidier *et al.*, 1903-1920, vol. I, p. 15, 20-21 et 24-31.

après cela), de lances et de boucliers. Mais ils changèrent d'avis avant la bataille et s'évanouirent dans l'intérieur de l'île. Leurs huttes furent brûlées et ce fut comme si « toute la montagne était en flammes ». Cependant, cette colonie particulière ne faisait pas partie du réseau commercial musulman. Il s'agissait d'esclaves qui avaient fui Malindi, Mombasa et Mogadiscio[57].

Toutefois, après cette prise de contact belliqueuse, les Portugais installés au Mozambique changèrent d'attitude et se mirent à envoyer chaque année dans le nord-ouest de Madagascar un bateau qui en rapportait du bétail, de l'ambre gris, du tissu de raphia et des esclaves[58]. Do Couto rapporte même qu'au milieu du XVIe siècle, ses compatriotes étaient devenus les acheteurs d'esclaves les plus actifs de tous les intermédiaires du Nord-Ouest[59]. En faisant augmenter la demande de produits d'exportation, les Portugais contribuèrent à l'émergence de plusieurs petites unions politiques au nord-ouest de l'île, non loin des comptoirs swahili. Cinq groupements de ce type se constituèrent le long du littoral et partiellement à l'intérieur des terres entre les 14e et 16e degrés de latitude sud[60]. L'un d'eux prit rapidement de l'importance sous la conduite d'un chef portant le titre de *tingimaro* et appelé non sans exagération « le roi le plus puissant de l'île ». Il était « continuellement en guerre avec ses voisins[61] ». Un demi-siècle plus tard, en juin 1614, le Tingimaro reçut la visite du père Luis Mariano, de l'ordre de Jésus au Mozambique. Ce dernier fit trois fois le voyage aller et retour jusqu'à Cuala, capitale du Tingimaro, distante de près de 25 kilomètres de la côte, dans l'espoir d'obtenir que des religieux (et les laïques portugais) puissent implanter un premier établissement dans un État que les intermédiaires du littoral commençaient à craindre[62]. Après que l'un des sujets du Tingimaro eut subi l'épreuve du poison pour connaître les intentions du père Mariano, celui-ci fut bien reçu, mais le Tingimaro refusa de signer un traité avec les Portugais et n'accepta aucune activité missionnaire à l'intérieur des terres[63]. C'était un Buque (du kiswahili *wa-Buque*), nom adopté par les Portugais pour distinguer ceux qui parlaient malgache des Cafres de Madagascar qui utilisaient des idiomes bantu mais utilisé par la communauté de langue kiswahili pour désigner tous les habitants de la grande île[64]. Comme le Tingimaro finit par contrôler aussi la baie d'Anorontsonga, il semble que la colonie d'esclaves qui avait fui la côte swahili de l'Afrique ait été absorbée par les Buque en l'espace de cinq générations environ.

57. *Ibid*., p. 22.
58. J. dos Santos, 1609 (éd. de 1891), vol. II, chap. 19, p. 332-333, et 1901, p. 332.
59. Do Couto, dans A. Grandidier *et al*, 1903-1920, vol. I, p. 100.
60. *Ibid*.
61. *Ibid*. Les prisonniers de guerre étaient vendus aux intermédiaires du littoral.
62. Samamo, roi swahili du Nouveau Mazalagem, dit à Paulo Rodrigues da Costa en 1613 que le Tingimaro le força, ainsi que son oncle, à abandonner le Vieux Mazalagem et qu'il craignait qu'il ne tente de s'emparer également du Nouveau Mazalagem.
63. A. Grandidier *et al*., 1903-1920, vol. II, p. 66-70.
64. C'est au nord-ouest seulement que Madagascar était appelée Ubuque et la distinction entre Buque et Cafres dans le « Diário » de P. R. da Costa (1613) et les récits de Mariano était délibérée.

À la fin des années 1580, les Maures de Mazalagem (les noms de « Vieux » et de « Nouveau » Mazalagem furent donnés aux comptoirs des baies de Mahajamba et de Boina par les Européens, avec des orthographes diverses) refusèrent de commercer avec les Portugais et un dominicain qui voulait convertir des autochtones fut tué[65]. La guerre ne fut évitée qu'à la suite d'ordres venus de Lisbonne[66], après une démonstration de force et des représailles contre les Maures hors de Madagascar[67]. En 1590, le nord-ouest de Madagascar fut intégré dans la zone commerciale de l'île de Mozambique[68]. Entre 1614 et 1620, plusieurs tentatives furent faites, en particulier par le dynamique père Mariano, pour construire une église au nord-ouest de Madagascar. Comme l'atteste un journal intime, cela ne servit pas la cause de la chrétienté. Les musulmans locaux, relativement laxistes et qui allaient rarement à la mosquée, furent ainsi amenés à devenir plus rigoureux et à resserrer leurs liens avec les musulmans sunnites venus d'Afrique orientale et d'Arabie[69]. Environ un demi-siècle plus tard, en 1667, le père Manuel Barreto devait écrire qu'il avait « souvent entendu Bartholomew Lopes, homme de grand jugement […] et ayant une grande expérience des voyages à Madagascar, dire que si le roi [du Portugal] voulait lui donner six navires armés à rames, avec des soldats portugais à bord, il irait dans l'île avec son canot et plusieurs bateaux où prendraient place des Kaffir d'une autre race, et empêcherait tout navire des Maures en provenance de La Mecque, de Brava et de Magadoxo de faire escale dans l'île pour y pratiquer la traite des Buque dont ils faisaient des Maures, à raison de plus de trois mille cinq cents par an, car des cheiks qui résident dans divers ports à cette fin les achètent et les endoctrinent tout au long de l'année au grand déshonneur des chrétiens[70] ».

Les Portugais signèrent également, en 1613, plusieurs traités avec les rois du littoral occidental de Madagascar et une mission jésuite fut envoyée dans le Royaume de Sadia, près de la rivière Manambolo, en 1616 et en 1617. Cette mission déclencha une guerre civile qui couvait déjà depuis un certain temps[71] et qui devait avoir d'importantes conséquences dans la fondation du royaume sakalava du Menabe. En 1641, les Portugais annexèrent officiellement l'ouest de Madagascar aux termes d'un traité lusitano-hollandais[72], mais ce n'était guère là que l'expression d'un désir du principal partenaire commercial de Madagascar au Mozambique. Vers 1700, en effet, le nord-ouest de Madagascar était sous la domination des Sakalava-Maroserana et, un siècle

65. J. dos Santos, 1609 (éd. de 1895), vol. I, p. 286.
66. *King to Meneses*, 6/2/1589, *BFUP*, I, 302.
67. J. dos Santos, 1609 (éd de 1895), vol. I, p. 286-287.
68. Faisant partie de la zone commerciale de Goa.
69. P. R. da Costa, 1613 (éd. de 1970), p. 61-72, à comparer avec la lettre de Mariano à de Medeiros, 24 août 1619, dans A. Grandidier *et al.*, 1903-1920, vol. II, p. 303-311.
70. M. Barreto, 1899, p. 503-504 (supplément).
71. L. Mariano, « Letter », 24 mai 1617, dans A. Grandidier *et al.*, 1903-1920, vol. II, p. 236.
72. G. M. Theal, 1898-1903, vol. I, p. 407. Le traité fut ratifié au Portugal et en Hollande en 1641 et 1642.

plus tard exactement, les Malgaches devaient s'attaquer non seulement aux navires portugais qui se trouvaient dans le canal de Mozambique mais aussi à leurs bases dans les îles Querimba et Ibo[73]. Il est sûr que quelques Portugais naufragés étaient allés dans le sud de Madagascar entre 1510 et 1550 et des histoires où ils sont associés à de grandes quantités d'or ont été rapportées par de Flacourt[74]. Un groupe de ces Portugais s'établit à Antanosy où l'on a trouvé un petit fort de pierre (*trano-vato*) portant des inscriptions. Certains Zafindraminia affirmèrent que des mariages avaient uni leur famille et des Portugais, qui furent assimilés, ne laissant presque aucune marque de leur présence dans cette partie de l'île[75].

Il semble que les Portugais prirent moins d'esclaves à Madagascar, au début du XVIIe siècle, que leurs concurrents d'Afrique et d'Arabie. En outre, ils les achetaient à un prix beaucoup plus élevé qu'eux. Pendant cette même période, les îles Comores devinrent la plaque tournante où étaient rassemblés les esclaves et les marchandises de Madagascar que l'on embarquait ensuite pour Malindi, Mombasa, Mogadiscio et l'Arabie (surtout le golfe d'Aden). Par exemple, des commerçants de Domoni obtinrent « beaucoup » d'esclaves dans le nord-ouest de Madagascar « du fait de guerres civiles incessantes » qui sévissaient entre les rois de cette région. En 1614, un esclave s'achetait à Madagascar pour 9 ou 10 piastres et se revendait aux Portugais pour 100 piastres[76]. Comme bon nombre de marchands de Domoni parlaient assez bien le portugais à cette époque, il semble que ceux-là s'orientèrent alors commercialement vers les Comores. Toujours en 1614, il a été rapporté qu'Anjouan regorgeait d'esclaves des deux sexes amenés de Madagascar en attendant d'être expédiés en Arabie en échange de coton indien et d'opium[77]. Une trentaine d'années plus tard, on vit à Anjouan un boutre en provenance de la baie de Boina (Nouveau Mazalagem) et transportant 500 esclaves, en majorité des enfants et des jeunes, achetés à raison de « 2 à 4 pièces d'un huitième de real ». À Anjouan, leur prix avait déjà quadruplé. Il avait décuplé à Malindi et ce dernier chiffre doublait encore lorsqu'ils atteignaient les rives de la mer Rouge[78]. Des boutres de Shihir, dans le golfe d'Aden, allaient aussi directement à Madagascar acheter du riz, du millet et des jeunes gens des deux sexes[79]. Il est clair que les Portugais étaient en train de perdre pied à Madagascar au profit des acheteurs traditionnels. Après 1620 environ, il semble qu'ils s'en désintéressèrent complètement.

Au début de la seconde moitié du XVIIe siècle, de nouveaux acheteurs, qui ne limitèrent pas leurs activités au nord-ouest de l'île, apparurent à

73. E. de Froberville, 1845.
74. É. de Flacourt, 1661 (éd. de 1920), p. 32-33.
75. L. Mariano, « Relation », dans A. Grandidier *et al*., 1903-1920, vol. II, p. 41-48 ; É. de Flacourt, 1661 (éd. de 1920), p. 32-34.
76. Visite de Walter Peyton à Mohéli, dans A. Grandidier *et al*, 1903-1920, vol. II, p. 84.
77. Visite de Pieter van den Broecke aux Comores, *ibid*., p. 93.
78. Smart à Kynnaston, 23 juin 1646, *id*., vol. V, p. 515 et 518.
79. P. van den Broecke (1614).

Madagascar. On sait que huit navires au moins approvisionnèrent les Hollandais de l'île Maurice en riz et en esclaves de Madagascar de 1639 à 1647. Ils opéraient surtout à partir de la baie d'Antongil[80]. Un traité conclu avec le roi d'Antongil en mars 1642 l'obligeait à ne fournir des esclaves qu'à la Compagnie hollandaise des Indes orientales. En 1646, le troisième gouverneur de l'île Maurice envisagea de faire construire et d'équiper un fort dans cette baie mais des ordres de Batavia mirent fin aux efforts d'implantation partant de Maurice[81]. Des affrontements fréquents (parfois très violents) opposèrent les Hollandais aux habitants de l'est de Madagascar jusqu'en 1655, date à laquelle les premiers commencèrent à se rendre dans l'île en partant du Cap. Ils participèrent également à des conflits locaux. Mais la côte orientale était dans l'ensemble désunie et l'on ne peut pas dire que la présence commerciale des Hollandais ou leur participation occasionnelle à des guerres civiles ait eu un impact durable. Au XVIIIe siècle, toutefois, les Hollandais se joignirent à d'autres Européens pour exercer une influence commerciale considérable dans plusieurs régions de Madagascar, notamment sur la côte Ouest.

Des navires anglais accostèrent à Madagascar des centaines de fois entre 1600 et 1800, généralement sur la côte Ouest et notamment dans la baie de Saint-Augustin où, parfois, on en dénombrait huit simultanément. Le pidgin anglais, la langue du commerce, s'imposa dans la région et certains autochtones adoptèrent des noms et des titres anglais[82]. En 1645, des puritains anglais furent envoyés dans cette baie pour fonder une colonie. Cinq ans plus tard, une autre tentative d'implantation coloniale fut faite à Nosy Be, îlot du nord-ouest. Ce furent deux échecs et le nombre des victimes fut d'autant plus considérable que Madagascar avait été présentée aux futurs colons comme un paradis terrestre[83]. Contrairement aux Portugais et aux Hollandais, les Anglais ne créèrent pas de base autour de Madagascar mais ils n'en devinrent pas moins les exportateurs les plus actifs d'esclaves mal gaches vers le Nouveau Monde, en particulier vers la Barbade et la Jamaïque. Selon un recensement effectué à la Barbade à la fin du XVIIe siècle, cette île comptait 32 473 esclaves dont la moitié venait de Madagascar[84]. Bon nombre de pirates américains et anglais participèrent à la traite des esclaves entre 1688 et 1724. Ils visitèrent toutes les zones de traite de Madagascar mais ils avaient également des colonies à Diego-Suárez, dans la baie d'Antongil et dans l'îlot oriental de Sainte-Marie. Des pirates participèrent à des guerres locales et contribuèrent ainsi à l'état d'insécurité en assu-

80. Voir le tableau provisoire établi par G. Grandidier et R. Decary, 1958, vol. V, partie III, section 1, p. 208.

81. Pour le texte du traité, voir *Corpus Diplomaticum Neerlando-Indicum*, erste deel (1596-1650), La Haye, 1907, p. 360-362; traduction française dans A. Grandidier *et al.*, 1903-1920, vol. VI, p. 19-21.

82. Voir A. Grandidier *et al.*, 1903-1920, vol. V, p. 255, à titre d'exemple.

83. *Id.*, vol. III, p. 44-64, 69-183, 184-187 et 221-258. Il existe également un certain nombre d'essais consacrés à ce sujet.

84. G. Grandidier et R. Decary, 1958, vol. V, partie III, section 1, p. 213.

rant un approvisionnement constant en esclaves destinés à l'exportation[85]. Ce fut au cours de cette « ère des pirates » que s'opérèrent deux grands changements au niveau du commerce et des marchandises. Tout d'abord, comme plusieurs Européens entrèrent en concurrence vis-à-vis des mêmes fournisseurs, les chefs côtiers tendirent, la plupart du temps, à augmenter de plus en plus leurs prix. Ensuite, et peut-être par voie de conséquence, les Européens se mirent à échanger les esclaves qu'ils convoitaient contre des armes défectueuses ou mises au rebut. Comme le dit un médecin anglais en 1754, les armes vendues aux résidents de Saint-Augustin étaient de si mauvaise qualité qu'elles explosaient souvent, mutilant et tuant leurs utilisateurs[86].

La France fut le seul des pays européen désirant s'établir durablement à Madagascar à obtenir un modeste succès avec Fort-Dauphin, comptoir fortifié au sud-est de Madagascar, dont elle fut maître pendant tout juste un peu plus de trente ans, de 1643 à 1674. Parfois, les Français semblaient même occuper une position intermédiaire entre « étrangers » et « nouveaux venus ». À Fort-Dauphin, beaucoup d'hommes épousèrent des femmes du pays. Parmi les cas les mieux connus figurent celui de Pronis, le premier gouverneur de Fort-Dauphin, qui épousa une *rohandrian* zafindraminia, et celui du soldat français surnommé « La Case », qui arriva à Fort-Dauphin en 1656, épousa une héritière présomptive de la partie septentrionale du pays Antanosy et y devint un héros militaire[87]. Des Français mirent également leurs armes à feu, qui leur conféraient un grand avantage puisque les autochtones en détenaient peu, au service de divers rois. Étienne de Flacourt, qui fut le gouverneur de Fort-Dauphin le plus instruit et au mandat le plus long (1648-1658), et qui écrivit deux ouvrages fondamentaux sur Madagascar[88], devint un potentat local, obligé de se défendre lui-même sans grand soutien de la France. En fait, pendant la moitié du temps où il occupa le poste de gouverneur, aucun navire n'accosta à Fort-Dauphin.

On a, en général, sous-estimé l'influence de Fort-Dauphin. Elle est sensible non seulement au niveau local mais à un niveau plus large. Les Antanosy, par exemple, étaient sur le point de parvenir enfin à l'union politique avec les Zafindraminia sous la houlette de Dian Ramack, ancien prince de la subdivision des Matikassi qui était allée à Goa. Fort-Dauphin y fit obstacle. À l'époque où aucun navire n'y accostait (1650-1654), une lutte acharnée pour la suprématie éclata au grand jour avec, d'un côté, les *rohandrian* nouvellement venus et, de l'autre, les soldats français, tandis que la majorité des simples cultivateurs fuyaient dans la forêt pour échapper à l'escalade de la violence. En 1653, Dian Ramack et de nombreux *rohandrian* étaient morts et divers chefs firent acte d'allégeance (*mifaly*) devant de Flacourt qui ne cherchait pas à fonder un État local. La situation empira après son départ mais la deuxième Compagnie française des Indes orientales n'en

85. H. Deschamps, éd. de 1972, demeure l'ouvrage de référence dans ce domaine.
86. Rapport du docteur Edward Yves, dans A. Grandidier *et al*., 1903-1920, vol. V, p. 256.
87. E. F. Gautier et H. Froidevaux, 1907, *passim*.
88. É. de Flacourt, 1658 (éd. de 1913) et 1661 (éd. de 1920); A. Malotet, 1898.



28.2. Étienne de Flacourt, gouverneur de Fort-Dauphin (Madagascar) de 1648 à 1658. [*Source : Madagascar au début du XXe* siècle, Paris, Société d'éditions scientifiques littéraires, 1902, p. 319. © Royal Commonwealth Society Library, Londres]

accentua pas moins son effort d'implantation coloniale à Madagascar. Des avant-postes furent créés en 1665 à Antongil, sur la Matitana et à Sainte-Marie. En 1667, environ 2 000 colons et soldats français débarquèrent de 10 navires à Fort-Dauphin. Cela provoqua une série de *mifaly* des chefs antanosy qui abandonnèrent totalement la lutte. Hors du pays Antanosy, la présence française à Fort-Dauphin accéléra la fondation de Menabe par le roi maroserana, Andriandahifotsy, qui voulut conclure une alliance avec Fort-Dauphin[89]. Les campagnes menées par La Case sur la Matitana où il mit fin à la suprématie politique des Zafikazimambo constituent un autre exemple de l'influence française à l'extérieur du territoire que contrôlaient les Antanosy. Fort-Dauphin fut abandonné en 1674 et ses derniers habitants furent évacués au Mozambique, en Inde et à l'île Bourbon (l'actuelle Réunion), mais le contrecoup de cette présence de trente ans se fit sentir jusqu'en Ibara, chez les Betsileo du Sud, en pays Antandroy et Mahafaly et dans tout le sud-est de Madagascar.

Les plantations des îles Mascareignes voisines, île Bourbon et île de France (île Maurice abandonnée par les Hollandais en 1710 et occupée à partir de l'île Bourbon entre 1715 et 1721), étaient destinées, en tant que système économique, à avoir au cours du XVIIIe siècle une influence négative sur Madagascar, en particulier sur sa côte Est. En 1744, l'île Bourbon exportait 1 140 tonnes de café et comptait 10 338 esclaves et 2 358 Blancs. En 1797, elle avait une population de 56 800 habitants, dont plus de 80 % étaient des esclaves. En 1788, l'île Maurice avait une population de moins de 43 000 habitants, dont près de 36 000 esclaves. En 1797, plus de 83 % des 59 000 habitants de l'île étaient des esclaves[90]. Il est généralement admis que la majorité des esclaves importés dans les deux îles Mascareignes entre 1664 et 1766 venait de Madagascar mais que l'administration royale française (qui acheta ces îles à la Compagnie française des Indes pour plus de 7,5 millions de livres sterling) remplaça progressivement les Malgaches par des esclaves venus d'Afrique[91]. Il ne faut pas oublier, cependant, que les importations d'esclaves doublèrent en 1766 et 1788 — première « génération » du gouvernement royal — et que Madagascar ne fut presque jamais laissée à l'écart par les Mascareignes après 1766. En 1784, un agent du roi fut établi à Foulpointe, la principale tête de pont des Mascareignes à Madagascar. Deux ans plus tard, un noble libertin polono-hongrois, nommé de Benyowsky, prit des initiatives qui portèrent atteinte aux intérêts commerciaux des Mascareignes à l'est de Madagascar. Il fut tué par des soldats venus de l'île de France (Maurice). En fait, le nord-est de Madagascar, de Tamatave à Foulpointe, était en train de devenir une plantation satellite pour les entrepreneurs des Mascareignes.

89. R. K. Kent, 1970, p. 199.
90. A. Toussaint, 1972, p. 335-336.
91. La décision officielle fut prise en 1740 mais, dès avant cette date, des esclaves étaient déjà recherchés au Mozambique. Ce changement tient au fait que des esclaves malgaches qui s'étaient enfuis avaient fondé des colonies qui ne pouvaient être démantelées. Voir C. Grant, 1801, p. 75-78.

Les États du Nord et de l'Ouest : Mahafaly, Sakalava, Antankara, Tsimehity

Lorsque les premiers Maroserana se furent imposés politiquement dans le Sud-Ouest, une nouvelle société se constitua entre les rivières Menarandra et Onilahy. Son nom, Mahafaly (rendre sacré), est lié à la différenciation sociale et au cérémonial royal. Selon la tradition, le premier Maroserana, conseillé et protégé par l'*ombiasa* du roi, se retira dans un isolement total. N'étant plus vu, il devint sacré (*faly*) et, par extension, il fit du pays et de ses habitants des *Maha-Faly*[92]. La principale divinité maroserana, le crâne andriamaro, ne pouvait pas être vue non plus parce qu'elle résidait sur un mont caché par la brume et ne manifestait sa volonté que par le truchement d'un médium (*vaha*). Dans cette société au long passé pastoral et qui n'aimait guère l'autorité, Andriamaro semble avoir réussi à imposer un code moral fondé sur la crainte[93]. Après l'arrivée au pouvoir des Maroserana, la société mahafaly se composa de privilégiés (*renilemy*), de roturiers (*valohazomanga*) et de personnes venues d'ailleurs (*folahazomanga*). Les descendants du chef qui était le plus puissant au moment de la constitution des Maroserana, Tsileliki (l'Invincible), ses anciens sujets qui jouissaient d'un statut spécial, tous ceux qui arrivèrent avec les proto-Maroserana et des individus ou familles que l'on tenait, de temps à autre, à récompenser formèrent la nouvelle élite[94]. Certains des nombreux clans mahafaly détenaient des charges qui leur permettaient de s'approcher du *mpanjaka* (roi, chef, souverain) tels, par exemple, les forgerons du roi ou les fournisseurs en miel de la cour. Chaque clan élisait lui-même son chef qui était ensuite confirmé en tant qu'« ami du roi » (*rainitsy ny mpanjaka*) et qui était assisté de ses propres hauts conseillers (*ondaty-bê*). Les rois mahafaly avaient un grand prêtre, le *mpisoro*, qui présidait les cérémonies organisées autour de l'autel collectif, le *hazomanga-lava*, où l'on immolait des animaux[95].

L'histoire du Mahafaly jusqu'en 1800 est marquée par des conflits avec ses voisins, par une scission en quatre royaumes distincts et indépendants (Sakatovo, Menarandra, Linta et Onilahy) et par l'annexion des territoires appartenant à la branche la plus occidentale des Antandroy (Karimbola). De Flacourt fournit quelques indications sur ces conflits. Il mentionne une ambassade de 12 Mahafales (Mahafaly) qui vinrent de la part de Dian Manhelle à Fort-Dauphin en juin 1649. Ils demandèrent l'aide de mercenaires français pour lutter contre l'un des rois machicores (terme générique désignant les peuples de la partie méridionale de l'intérieur, dont l'orthographe courante est Machicoro) qui s'était emparé d'une bonne partie du bétail de leur propre roi. De Flacourt accepta, étant entendu qu'il recevrait

92. Récit fait à A. Grandidier, 1908-1928, vol. IV, partie I, section 1, p. 213, note 1.
93. D. Jakobsen, 1902.
94. E. Mamelomana, *s.d. passim* ; *Enquête sur les… Mahafaly*, s.d., Centre d'étude des coutumes, Université de Madagascar, p. 1-3. Ces deux ouvrages datent très probablement du début des années 60.
95. G. Grandidier et R. Decary, 1958, vol. IV, partie III, section 1, appendice 31, p. 235-236.

la rémunération habituelle : la moitié du bétail capturé avec l'aide de ses hommes[96]. Au milieu de 1653, à la veille de la mort de Dian Manhelle, les peuples de la partie méridionale de l'intérieur étaient complètement désorganisés après avoir perdu successivement deux rois dans des guerres contre lui[97]. Il semble que les Mahafaly étaient aussi en train de se scinder pendant les années 1650, date approximative à laquelle se formèrent les deux premiers royaumes distincts, le Menarandra et le Sakatovo. Un peu plus tard, le Menarandra donna naissance à deux autres royaumes, le Linta (vers 1670) et l'Onilahy (vers 1750), qui fut le plus septentrional des États mahafaly gouvernés par les Maroserana[98]. C'est l'un des rois menarandra qui conquit les terres des Karimbola-Antandroy de l'Ouest pendant la première moitié du XVIII[e] siècle[99]. On décèle une influence antemoro sur le Royaume onilahy, dont le premier roi avait fait du titre antemoro d'*andrianoni* son propre nom. Il y eut, avant 1800, six rois à Sakatovo, sept à Linta, trois à Menarandra (après la scission de 1750 environ) et deux à Onilahy. Ces divisions reflètent de nombreuses dissensions internes chez les Maroserana mais l'histoire intérieure des Mahafaly est encore mal connue jusqu'à la fin du XIX[e] siècle.

Si les Maroserana ont obtenu leurs premiers succès politiques chez les *tompon-tany* qui vivaient au sud de l'Onilahy, la plus grande voie navigable du Sud-Ouest, cette dynastie maroserana n'acquit une réelle importance politique qu'à partir du moment où certains de ses membres eurent franchi le fleuve et gagné, au nord, la vallée de la Fiherenana, entre l'Onilahy et le Mangoky. C'est là que naquirent les Maroserana-Volamena et c'est en partant de là qu'ils franchirent le Mangoky pour former la dynastie des États sakalava — le Menabe et l'Iboina. Il est certain qu'Andriandahifotsy a fondé la dynastie du Menabe ainsi que, très probablement, sa branche volamena. Selon son *fitahina*, il était « le seigneur qui humilia des milliers de personnes » (Andrianihananinariyo). D'après la carte de De Flacourt, le sud du Menabe était, avant 1660, le pays des Lahe Fonti (*lahe/dahe* signifie homme et *fonti/fouti/foutchy/fotsy* blanc). La fondation des dynasties volamena et menabe a des aspects religieux et séculiers. Un *moasy* (prêtre) royal associé aux crocodiles, Ndriamboay (noble crocodile), aurait introduit le culte des ancêtres (*dady*) chez les Maroserana, de sorte qu'ils devinrent les *ampagnito-bé* (grands ancêtres royaux, pères du peuple). À son tour, en guise de récompense, il fut inclus parmi les *dady* maroserana soit en tant que père (idée de soumission) d'Andriandahifotsy, soit en tant que son oncle et reçut le nom posthume d'Andriamisara (*ʻUmaruishara* signifie « deviner »

96. É. de Flacourt, 1661 (éd. de 1920), p. 263. Il fallut une douzaine de jours à 15 Français et à 2 000 Mahafaly pour atteindre les Machicores et capturer 10 000 têtes de bétail et 500 esclaves.
97. É. de Flacourt, 1661, p. 74-75.
98. Les généalogies mahafaly et maroserana et les dates de leur histoire ont été établies par Speyer, un Autrichien qui passa 30 ans chez les Mahafaly et fut conseiller de leur dernier roi, Tsiampondy (1890-1911). Les dates sont sujettes à révision.
99. E. Defoort (1913, p. 168 et 172) situe l'événement aux alentours de 1750.

en arabe)[100]. Selon d'autres traditions, c'est Ndriamboay qui sacrifia la femme d'Andriandahifotsy dont le sang donna les Volamena (argent qui devint rouge) et le nom de Menabe (Grand Rouge)[101]. On sait qu'il y eut des sacrifices humains lors de certaines funérailles maroserana mais, selon une tradition plus crédible, la femme d'Andriandahifotsy (qui faisait partie des nombreux Sakoambe, dont les tombes se trouvent toujours près de Morondava) réussit à lui apporter les premières armes à feu pendant une bataille décisive[102]. Les dix armes furent incorporées au trésor royal[103] et ses fils devinrent les Volamena.

Quand les Maroserana entrèrent en contact avec les peuples du Menabe, ils ne se trouvaient plus sur les terres des pasteurs du Sud-Ouest et les *tompon-tany* du Menabe étaient également bien différents. La zone côtière qui s'étend approximativement de Majunga à Morondava, sur quelque 640 kilomètres de long, était occupée par des pêcheurs et des agriculteurs élevant peu de bétail. À l'exception du Sadia, densément peuplé (sa capitale avait 10 000 habitants en 1614), la plupart des résidents vivaient en petites communautés et n'avaient pas d'armes, ce qui surprenait toujours da Costa[104]. Cette zone s'appelait la Bambala. Ses occupants ne parlaient pas malgache mais des idiomes bantu. C'étaient des Cafres et non des Buque. Leur langue s'était « enrichie » d'emprunts au malgache en nombre relativement limité toutefois[105]. On a indûment compliqué le problème de l'origine des Sakalava en recourant surtout à des arguments linguistiques : ils venaient du Bambala, et plus précisément du Sadia, et entrèrent en relation avec les Maroserana aux alentours du Mangoky, probablement au niveau d'un de ses petits affluents appelé Sakalava. Toutes les traditions s'accordent pour indiquer que les Sakalava étaient les guerriers les plus remarquables de leur temps et le témoignage de Mariano confirme cette fonction chez les Suculamba de Sadia qui avaient fait sécession en 1616 et qui, selon les témoignages, effectuaient de grands raids dès 1620[106]. De plus le culte des *dady*, décrit par Mariano pendant son séjour dans le Sadia[107], fut adopté comme modèle par les Maroserana-Volamena. Les Sakalava furent le fer de lance de l'autorité politique des rois volamena, mais le culte des *dady* lui donna un fondement religieux qui survécut aux terribles guerriers et à leurs descendants directs. La formule consistant à donner aux rois des noms posthumes comportant le préfixe *andria* (seigneur, noble) et le suffixe

100. Académie malgache, Antananarivo, manuscrit anonyme 2238/2, vers 1908, *Niandohan'ny Fivavahan'ny* (Origines de la religion des Sakalava), f. 1-7.
101. C. Betoto, 1950 *b*, p. 3.
102. E. Birkeli, 1926, p. 33.
103. R. K. Kent, 1970, p. 200 et note 163.
104. P. R. da Costa, 1613 (éd. de 1970), p. 72-126.
105. L. Mariano, dans sa « Relation » et ses « Letters », dans A. Grandidier *et al.*, 1903-1920, vol. II, p. 225, 241, 256 et 315 (en petits caractères au sujet de « l'enrichissement »).
106. Cela est clairement indiqué par Mariano dans sa « Letter » du 24 août 1619, dans A. Grandidier *et al.*, *op. cit.*
107. L. Mariano, « Letter », 22 octobre 1616, dans A. Grandidier *et al.*, *op. cit.*, p. 226-229 et 232-233.

arivo (mille, milliers) fut introduite au Menabe de l'extérieur probablement mais non directement avec les Maroserana[108]. Si l'infixe variable évoquait généralement l'image que le monarque avait laissée dans la mémoire de ses sujets, cette formule reflète une idée politique : un vrai roi doit avoir de nombreux sujets.

Le sud du Menabe (région s'étendant approximativement entre les rivières Mangoky et Manambovo) était sous la domination d'Andriandahifotsy vers le début des années 1670, quand ce monarque reçut la visite d'un Français de Fort-Dauphin, un marchand de bétail qui vit une armée disciplinée d'environ 12 000 hommes et qui reçut 50 jeunes taureaux comme présent à remettre au gouverneur du fort[109]. Selon les meilleures estimations, Andriandahifotsy mourut vers 1685. À l'issue des conflits auxquels donnèrent lieu sa succession, un de ses fils, Trimonongarivo (mort vers 1718/1719 et devenu Andriamanetriarivo), prit le contrôle du Menabe, qu'il élargit[110] et peupla de nombreux sujets nouveaux recrutés parmi les pasteurs du Sud-Ouest[111]. Son frère cadet, Tsimanatona (devenu, par *fitahina*, Andriamandisoarivo), franchit la rivière Tsiribihina et se dirigea vers le nord avec moins de 1 000 guerriers sakalava pour fonder l'Iboina dans la dernière décennie du XVIIe siècle. Étant donné que certains noms royaux figurant dans les traditions orales et dans les témoignages européens contemporains ne concordent pas, il est difficile de dire si le Menabe eut quatre ou six rois entre 1720 et 1800[112]. Cependant, il demeura stable pendant cette période, à l'exception d'un seul cas de régicide rapporté dans les années 1730. Au cours de la décennie qui suivit, une importante alliance fut conclue avec les rois andrevola de la vallée de la Fiherenana. Il s'agissait d'un pacte de sang royal (le *fatidra*) qui rendit beaucoup plus sûres les frontières méridionales du Menabe. Il y eut aussi une alliance par mariage avec un puissant monarque de l'ouest de l'Imerina, ce qui poussa son rival de l'Imerina central à chercher en vain à soumettre le Menabe vers la fin du XVIIIe siècle[113]. Dans l'Iboina, protégé au sud par l'État frère du Menabe, les comptoirs et les négociants musulmans furent placés de force sous la protection du roi volamena. Analalava et Anorontsangana (qui avaient été antérieurement sous la domination du Tingimaro) furent incorporés au royaume, ainsi que de nouveaux sujets. Majunga s'agrandit et devint la capitale commerciale du pays, tandis que ses rois et leur cour, établie à Marovoay, atteignaient une splendeur sans pareille dans toute l'île. À l'époque d'Andrianinevenarivo (connu sous le nom d'Andrianbaga, mort en 1752), l'Iboina était à

108. La formule pourrait avoir été antemoro puisque certains de leurs *sorabe* l'appliquent.
109. Du Bois, 1674, p. 105-108.
110. À son apogée, le Menabe couvrait, du sud au nord, la zone qui s'étend entre les rivières Fiherenana et Manambao, s'avançant en dents de scie à l'intérieur vers les massifs d'Isalo, de Midongy, de Lava, de Tsara et de Bongo ; voir L. Thomassin, 1900, p. 397.
111. R. Drury, 1729/1890, p. 274-275.
112. E. Fagering (1971, p. 22-24) essaie de résoudre ce problème.
113. C. Guillain, 1845, p. 16 et suiv. ; F. Callet, 1878-1902, p. 659-661 ; E. Fagering, 1971, p. 23-24.

son apogée. De même que des éleveurs du Sud avaient, en y affluant, virtuellement remplacé les agriculteurs du Menabe au moment de l'ascension des Maroserana, des immigrants venus du Nord et se dirigeant vers le Sud avec leurs troupeaux absorbèrent progressivement la plupart des Bambala restants[114]. Cela entraîna non seulement la disparition du bantu que parlaient les *tompon-tany* mais aussi une évolution défavorable de l'économie à un moment où les États sakalava avaient besoin d'un nombre accru et non réduit d'agriculteurs. Comme il devint finalement de plus en plus difficile de trouver de la main-d'œuvre agricole dans les autres régions de Madagascar, les Sakalava commencèrent à faire des razzias dans les îles Comores et même dans le sud-est de l'Afrique[115].

Pendant le dernier tiers du XVIIIe siècle, l'Iboina n'eut qu'un seul monarque : la reine Ravahiny (vers 1767-1808) qui, dit-on généralement, assura à son pays un gouvernement stable et une économie prospère[116]. Cependant, le déclin du pays s'amorça sous son règne. Les Volamena n'eurent plus de rois dynamiques à partir des années 1750 et les musulmans de l'Iboina qui s'étaient joints aux Sakalava constituèrent l'élément le plus dynamique de cet État. Étant donné que les Iboina-Sakalava respectaient la règle normale de succession royale et qu'ils acceptèrent (non sans agitation périodique) trois reines successives (Ravahiny étant la troisième), les musulmans cherchèrent à s'emparer du trône. Le fils et héritier présomptif de Ravahiny, par exemple, s'était converti à l'islam et les frictions entre les *silamos* (d'*islam/islamos*) et les élites traditionalistes sakalava ne servirent pas la cause de l'Iboina. Une autre cause de faiblesse, indirecte cette fois, vint de la côte Est où le comte de Benyowsky avait persuadé un certain nombre des chefs betsimisaraka de ne plus payer de tribut à l'Iboina. Des guerriers y furent envoyés en 1776 pour châtier ces anciens tributaires et éliminer de Benyowsky. Leur échec et le fait que certains Sakalava allèrent même jusqu'à se ranger du côté de De Benyowsky[117] révélèrent aux peuples de l'intérieur que l'Iboina n'était plus tout-puissant. Enfin, Ravahiny fit, en politique étrangère, une erreur qui devait avoir d'importantes conséquences à long terme en décidant d'appuyer le roi de l'Imerina central, Andrianam/poinimerina, contre d'autres rivaux locaux.

Les rois sakalava étaient à la fois despotiques et fastueux. Leur vie quotidienne était réglée par les *moasy* (prêtres) royaux et rien ne pouvait se faire sans avis préalable de ces derniers[118]. Il y avait un conseil royal composé de six anciens qui vivaient à la cour. Le premier ministre (*manantany*) traitait directement avec les nombreux conseillers du roi. Son pouvoir était, en général, inversement proportionnel à l'implication directe du roi dans les

114. E. Birkeli, 1926, p. 9-48 ; R. K. Kent, 1968.
115. E. de Froberville, 1845, p. 194-208 ; R. K. Kent, 1970, p. 203-204 et 296-298.
116. H. Deschamps, éd. de 1965, p. 101 et 104 ; M. A. de Benyowsky, 1790, vol. II.
117. Pour les dates, consulter J. Vansina, 1962*a*.
118. Cela servait aussi à protéger les rois maroserana qui pouvaient toujours rendre leurs *moasy* responsables de leurs erreurs de jugement quand une de leurs entreprises se soldait par un échec. On sait que plusieurs *moasy* royaux tombés en disgrâce ont été exécutés au Menabe.

affaires de l'État. Son assistant, le *fahatelo*, était habituellement choisi pour sa connaissance des clans et des lignages, ainsi que des coutumes sakalava. Tout village, quelle que soit sa taille, avait son propre fonctionnaire royal (appelé souvent *fahatelo* lui aussi) qui veillait à ce que la population travaillât quatre jours par semaine dans les rizières royales et à ce que le troupeau du roi fût constamment renouvelé au moyen de présents. Ce système compensait l'absence d'un impôt régulier et les quotas étaient calculés d'après la position sociale et la capacité de contribuer. D'autres fonctionnaires, appelés *talempihitry* et *hanimboay* supervisaient le culte *dady* pratiqué par tous les Sakalava. Aucun monarque ne pouvait régner sans détenir le *dady* royal (reliques ancestrales volamena), d'autant plus que le nouveau roi devenait automatiquement le seul intermédiaire entre les vivants et les ancêtres royaux (*ampagnito-bé*). La coutume régissant encore plus que le *dady* royal la vie des Sakalava, ses interprètes jouissaient d'une grande considération et chaque village avait son conseil des anciens constitué à l'image du conseil royal. C'était le *sojabe* qui réglementait tous les aspects de la vie sociale[119]. Les membres de la famille royale devenaient souvent des chefs mineurs (*mpanjaka*) : ils se voyaient attribuer des *fehitra* (mot qu'on pourrait traduire par fief villageois, faute d'un meilleur terme) qui leur assuraient des ressources suffisantes pour vivre mais ne leur donnaient guère d'influence politique. Cette organisation servit de modèle à l'Iboina et au Menabe au XVIII[e] siècle. Les gouverneurs de province avaient souvent beaucoup de pouvoirs et tendaient parfois à se déclarer indépendants. Certains monarques se souciaient peu d'utiliser la voie hiérarchique et le pouvoir royal était souvent utilisé de manière différente dans les ports, par où entraient les richesses extérieures destinées directement à la Couronne.

Des groupes de réfugiés sans chef, venus de la côte Est, donnèrent naissance aux Tsimihety. Il s'agissait d'hommes et de femmes qui avaient fui les guerres entreprises pour se procurer des esclaves et s'étaient installés avec leurs troupeaux dans la grande plaine de Mandritsara, à laquelle on pouvait accéder sans avoir à franchir les pentes abruptes qui séparent la majeure partie du littoral oriental de l'intérieur[120]. En revanche, les Antankara étaient les *tompon-tany* de l'extrême nord de Madagascar, les peuples des rochers (*ant-ankara*) qui caractérisent cette partie de la grande île. Aucun de ces deux peuples n'avait créé son propre État[121] et ils finirent l'un et l'autre par accepter d'être gouvernés par des collatéraux des Maroserana (les Volafotsy, descendants de « l'argent blanc », nés de l'union de Maroserana avec des femmes n'appartenant pas à cette famille) qui, n'ayant pu régner chez les Sakalava, avaient émigré vers la partie septentrionale de

119. C. Betoto, 1950*a* ; R. K. Kent, « Field notes », 1966.

120. L'origine exacte des « proto-Tsimihety » est controversée. Voir B. Magnes, 1953, p. 13-14 ; A. Grandidier, 1908-1928, vol. IV, partie I, p. 227.

121. Il semble qu'une partie de la côte antankara ait été contrôlée à un moment donné par un puissant chef venu de l'îlot de Nosy Be, qui s'était opposé aux musulmans et était en train d'étendre son influence politique lorsqu'il fut tué, avec toute sa famille, par l'explosion d'un baril de poudre : N. Mayeur, 1912, p. 128 et 148-149.

l'intérieur en quête d'un royaume. Cependant, les Tsimihety rejetèrent vite les Volafotsy (ou les Volamena) et choisirent délibérément leur nom collectif (*tsimihety*) pour indiquer, en refusant de couper leurs cheveux, qu'ils ne se soumettaient pas aux Maroserana. Comme ils ne constituèrent pas un royaume centralisé, leur histoire au XVIIIe siècle demeure virtuellement inconnue. Ils épousèrent des Iboina-Sakalava et des Antankara mais, bien que leur nombre eût considérablement augmenté avant 1800, aucune tentative sérieuse ne fut faite de l'extérieur pour les contrôler politiquement — ce qui est d'autant plus surprenant qu'ils n'avaient pas de guerriers, ne payaient aucun tribut et encombraient souvent, avec leurs troupeaux, la vallée de la haute Sofia, grand axe par lequel les Iboina assurèrent leur suprématie politique sur les Betsimisaraka de la côte Est jusque vers 1780.

Les réactions des Antankara furent bien différentes. Certains d'entre eux vinrent se soumettre au fondateur de l'Iboina et les Sakalava les contrôlèrent en partie, à un moment ou à un autre, jusqu'à ce que le XIXe siècle soit bien avancé[122]. Néanmoins, une lignée royale remontant à un Volafotsy appelé Kazobe s'imposa chez eux. Mais il fallut attendre le règne de son petit-neveu, Andriantsirotso, pour que se constitue un royaume pleinement centralisé chez les Antankara. Andriantsirotso régna, selon les textes, de 1697 environ à 1710 ou de 1710 à 1750 environ[123]. Après avoir été en exil chez les Betsimisaraka de Maroantsetra et contraint, pour régner, à payer tribut aux Boina, il construisit la nécropole royale d'Ambatosahana (endroit où, fuyant le roi boina, Andrianbaga, il avait précédemment trouvé refuge). En l'absence d'un culte *dady* royal, il introduisit le symbole unificateur de la royauté antankara, le *saina*, drapeau frappé d'un croissant[124] et d'une étoile qu'il avait ramené de Maroantsetra. Il lia son pouvoir à une impressionnante *moasy* (prêtresse), qui fabriquait les amulettes royales (*mandresirafy*) conférant l'invincibilité et transmises en tant qu'objets sacrés d'un roi à l'autre. Il devint le conseiller de deux de ses successeurs et vécut plus de cent ans[125]. Le fils et successeur d'Andriantsirotso, Lamboina (en dépit du « télescopage de dates » probable), eut l'un des plus longs règnes de Madagascar (de 1710 à 1790 ou d'environ 1750 à 1802, selon les textes). La tradition lui attribue plus de trente fils et la caractéristique marquante de son règne est qu'il fut exempt de guerres. Lamboina n'essaya qu'une fois de se soustraire à l'obligation de payer à l'Iboina un tribut consistant en une cinquantaine de chargements de carapaces de tortues par an et il conclut, en 1775, un traité avec l'envoyé et interprète de De Benyowsky, Nicolas Mayeur. Dix ans plus tard, de Benyowsky persuada Lamboina de transférer son allégeance à la France et de ne plus payer tribut aux rois boina. Mais ce conseil ne fut pas suivi pendant longtemps car le

122. G. Grandidier et R. Decary, 1958, p. 153-156.
123. M. Vial, 1954, p. 5; G. Grandidier et R. Decary, 1958, p. 154-156 et 232-233 (appendice 25).
124. Bien que la famille royale antankara se soit convertie à l'islam vers 1840 (alors qu'elle était en exil), le drapeau lui-même et son croissant n'avaient aucun lien autre que visuel (copie du croissant) avec cette religion.
125. M. Vial, 1954, p. 19-22.

comte de Benyowsky fut assassiné en 1786[126]. Les Antankara empruntèrent leur organisation politique aux Boina-Sakalava mais n'adoptèrent pas le culte *dady*. Les homologues des *fahatelo* de l'Iboina s'appelaient *rangahy* à Ambilobe (plus tard capitale antankara); le Conseil royal, appelé *famoriana*, était probablement plus puissant chez les Antankara qui, comme les Boina-Sakalava, n'avaient pas de fiscalité régulière et pratiquaient le système de la « perception périodique » (*tatibato*) pour alimenter les finances de l'État.

Les États de l'intérieur : Betsileo, Imerina, Sihanaka, Bezanozano, Tanala et Bara

Les Betsileo doivent leur nom à un chef appelé Besilau qui, semble-t-il, s'opposa avec succès à l'expansion des Sakalava du Menabe dans les hauts plateaux de l'intérieur pendant les années 1670 (*silau/tsileo* : l'invincible)[127]. En général, toutefois, la population que l'on devait appeler plus tard les Betsileo n'appuya pas les initiatives prises à l'intérieur pour parvenir à l'unité politique et n'adopta un gouvernement unique, au XIXe siècle, que sous la pression de forces extérieures[128]. Un mélange du *tompon-tany* et de nouveaux venus, migrant en groupes ou séparément pour tenter d'assurer leur fortune politique, subdivisa les Betsileo en quatre principaux États : au sud et fusionnant avec l'Ibara, l'Arindrano; au centre-ouest, face aux Sakalava, l'Isandra; au centre-est, avec les Tanala pour voisins, le Lalangina; au nord, le Manandriana, qui était le plus proche de l'Imerina, fut le dernier à se constituer et le premier à se soumettre à la domination des Merina à la fin du XVIIIe siècle. Des arbres généalogiques complexes pourraient être établis en remontant jusqu'au XVIe siècle, mais il est douteux que les Betsileo aient formé des royaumes avant le milieu du XVIIe siècle. L'Isandra et l'Arindrano (nom donné également au Betsileo du Sud qui avait sollicité les services de mercenaires français à Fort-Dauphin) étaient encore dirigés, en 1648, par une foule de petits chefs indépendants. Le Lalangina ne formait encore qu'un État peu puissant en 1667, date à laquelle La Case, à la tête d'une petite troupe, se saisit d'une grande quantité de bétail[129]. Les difficultés internes que connaissait le Lalangina à cette époque sont confirmées par la tradition orale. Son fondateur, Rasahamanarivo, fut obligé d'abdiquer en faveur de son frère (parce qu'il était atteint de la lèpre, maladie qui semble avoir frappé plus d'un monarque) mais alla en Arindrano vers 1680 et y fut accepté comme chef par les Betsileo du Sud[130]. Des luttes de succession et des guerres avec des voisins arrêtèrent la croissance du Lalangina qui, à la suite d'un

126. N. Mayeur, 1912, p. 119-124; C. Guillain, 1845, p. 369-370.
127. F. Martin, « Mémoire », dans A. Grandidier *et al*., 1903-1020, vol. IX, p. 480 et 620.
128. G. Grandidier et R. Decary, 1958, vol. V, partie III, section 1, p. 12-13 et 16-19.
129. É. de Flacourt, « Histoire » et « Relation », dans A. Grandidier *et al*., 1903-1020, vol. VIII, p. 23 et vol. IX, p. 41-42, 85 et 376.
130. G. Grandidier et R. Decary, 1958, vol. V, partie III, section 1, p. 11; H. M. Dubois, 1938, chapitres sur le Lalangina et sur le début de l'histoire de l'Arindrano, p. 169-206 et 218-219.

régicide, éclata en quatre provinces ayant chacune son chef[131]. Cependant, la branche usurpatrice de la famille royale du Lalangina donna au moins trois puissants chefs au XVIIIe siècle : Raonimanalina qui, grâce aux armes à feu obtenues des Sakalava (« 3 000 fusils à platine de silex en échange de 3 000 esclaves »), réunifia le royaume et créa une milice nationale pour mater les révoltes ; Andrianonindranarivo, qui réalisa plusieurs réformes économiques et sociales importantes qui entraînèrent une forte augmentation de la production du riz, un accroissement de la population et apportèrent une ère de paix au pays ; Ramaharo, son fils et successeur, qui transforma la milice en un agent économique de l'État pour accroître encore la production de riz (c'est effectivement au XVIIIe siècle que les Betsileo devinrent les premiers producteurs de riz de Madagascar). Les chefs qui gouvernèrent le Lalangina au XVIIIe siècle ne connurent pas les mêmes succès dans le domaine des relations extérieures, mais Ramaharo refusa, vers la fin de ce siècle, de se soumettre aux Merina[132].

Selon des traditions contradictoires, l'ancêtre de la famille royale de l'Isandra, le Zafimanarivo, était soit une femme antemoro, soit un prince maroserana en exil[133]. Du point de vue géographique, un ancêtre maroserana est certainement plus probable. Un des premiers Zafimanarivo est associé au terme *volamena* (or). De plus, les corps des rois défunts de l'Isandra, comme ceux des monarques maroserana du Menabe, étaient « vidés de leurs humeurs » avant d'accéder au repos éternel. Mais, contrairement aux Sakalava du Menabe, les Betsileo de l'Ouest en vinrent à croire que ces « humeurs » royales se transformaient en grands serpents (*fanane*), objets d'un culte antérieur mais de moindre importance[134]. Il est également fort possible qu'un prêtre venu du sud-est de Madagascar ait été intégré dans la généalogie royale en raison des services qu'il avait rendus, comme cela avait été le cas pour le célèbre prêtre des Maroserana du Menabe. L'Isandra ne peut guère être considéré comme un État betsileo remarquable avant le milieu du XVIIIe siècle, date à laquelle il commença à être gouverné par un grand monarque, Andriamanalina Ier. Appelé parfois « le Roi bouffon » à cause de son aptitude à convaincre politiquement par l'humour, il fut le premier Betsileo à concevoir et à constituer un seul État unifié. Quand la diplomatie échouait, par exemple, pour soumettre certaines parties du Lalangina et de l'Arindrano (qui fut longtemps éclipsé par le premier au XVIIIe siècle), Andriamanalina Ier s'imposait par les armes. Il étendit également son royaume vers l'ouest, installa ses Betsileo dans le massif de Midongy et, s'avançant vers le sud, entra dans l'Ibara où il s'assura un important vassal, le chef bara Andriamanely II. Tout en préservant les structures traditionnelles de chaque région, Andriamanalina Ier plaça ses fils à la tête de quatre nouvelles provinces dans lesquelles vivaient la plupart des Betsileo. À sa mort en 1790, les Betsileo

131. G. Grandidier et R. Decary, 1958, vol. V, partie III, section 1, p. 11 et note 8.
132. *Ibid.*, p. 10.
133. H. M. Dubois, 1938, chapitres sur les débuts de l'Isandra, p. 112-139 ; G. Grandidier et R. Decary, 1958, p. 4 et 5 et note 3.
134. F. Callet, éd. de 1958, vol. III, p. 234-237 ; R. K. Kent, 1970, p. 294-295 (appendice).

avaient atteint leur apogée politique[135]. Quant au Manandriana, il ne constitua que pendant un bref laps de temps un État indépendant puisqu'il fut fondé après 1750 environ et que son second chef se soumit volontairement aux Merina vers 1800[136].

L'histoire des Merina commence, à proprement parler, avec le règne de Ralambo, chef auquel un grand nombre de traditions orales attribuent non seulement la première utilisation de ce nom collectif[137] mais également l'introduction de nouvelles institutions et d'une hiérarchie. Avant son règne, que plusieurs estimations différentes situent entre 1610 et 1640[138], l'Imerina n'était pas un État organisé. Il comprenait de nombreuses chefferies villageoises peuplées de Vazimba, leurs *tompon-tany*, ou de Hova[139], dont les clans émigrèrent en Imerina en deux grandes vagues — probablement au plus tard vers 1500[140]. Des conflits sporadiques semblent avoir éclaté régulièrement au XVIe siècle mais ont parfois été résolus par des moyens pacifiques. Les différends étaient également soumis à l'arbitrage des sages et d'astrologues locaux, les anciens des Ampandrana, qui s'étaient installés chez les Vazimba avant l'arrivée des Hova[141]. Comme ni les Hova, ni les Vazimba de l'époque n'étaient des groupes ethniques ou des peuples rassemblés autour d'une autorité politique centrale, les Ampandrana assumèrent progressivement un rôle dirigeant qui conduisit à la formation de la dynastie des Andriana, dont le premier représentant fut Andriamanelo, le père de Ralambo. C'est lui qui fit construire les premières fortifications à Alosara et qui étendit à la guerre l'utilisation du fer, qui ne servait jusqu'alors qu'à des fins domestiques limitées. Bien que ses lances à pointe de fer lui aient donné une supériorité absolue face aux lances à pointe d'argile, il s'allia en outre par mariage à la famille du puissant chef vazimba d'Ambohitrabiby[142].

Avec Ralambo apparaissent le premier des douze *sampy*, gardiens d'amulettes de l'Imerina, la pratique royale de la circoncision et de l'inceste, le *fandroana* ou cérémonie annuelle du bain royal[143], la divinisation des monarques défunts, les classes nobles (*andriana*), les unités d'orfèvres et de forgerons au service de l'État, la capitation, la consommation de la viande de bœuf et une armée peu nombreuse mais permanente[144]. Son fils et successeur, Andrianjaka, entreprit une action décisive contre les Vazimba en se servant d'armes à feu acquises auprès de négociants de la côte Ouest

135. G. Grandidier et R. Decary, 1958, p. 5-6.
136. *Ibid*., p. 3; H. M. Dubois, 1938, p. 102-104.
137. F. Callet, éd. de 1953, vol. I, p. 284-285.
138. M. Cheffaud, 1936, p. 46-47; A. Jully, 1898, p. 890-898; A. Grandidier, 1908-1928, vol. IV, partie I, p. 83-85; R. K. Kent, 1970, p. 229 et note.
139. Bien qu'encore utilisé pour la période initiale de l'histoire locale, le terme Hova ne correspondait pas à une ethnie; après Ralambo et jusqu'à la fin de l'État merina, ce terme (souvent employé à la place de Merina et vice/versa) désignait les gens du commun.
140. C. Savaron, 1928, p. 63; R. K. Kent, 1970, p. 220.
141. F. Callet, éd. de 1953, vol. I, p. 18, 28-29, 540; C. Savaron, 1928, p. 65-66; R. K. Kent, 1970, p. 227-228, (note 112) et 233-235.
142. R. K. Kent, 1970, p. 308-309, appendice; F. Callet, éd. de 1953, vol. I, p. 27 et 126.
143. Le meilleur ouvrage consacré à ce sujet est celui de G. Razafimino, 1924.
144. R. K. Kent, 1970, p. 235; H. Deschamps, éd. de 1965, p. 116.

qui bénéficiaient de la protection royale[145]. Sous le règne d'Andrianjaka, la monarchie merina devint plus hautaine et plus éloignée de ses sujets et prit certaines mesures de politique intérieure qui leur inspirèrent de la crainte. Mais Andrianjaka fonda Antananarivo et mit en valeur les marais pour faire considérablement augmenter la production de riz, élément qui, comme le constate Hubert Deschamps, donna suffisamment tôt aux Merina une assise économique qui leur permit de devenir le peuple le plus important de Madagascar[146].

La croissance démographique de l'Imerina multiplia également les risques de famine (*tsimiompy*) et obligea les chefs à augmenter continuellement les surfaces irriguées — pratique suivie sans exception par les trois successeurs d'Andrianjaka jusqu'à ce que le XVIIIe siècle soit déjà bien avancé. Mais alors que ses fils et petits-fils se distinguèrent essentiellement par l'allongement de leurs noms royaux (Seigneur des Seigneurs, Suprême Seigneur des Seigneurs, soit 33 lettres en malgache), son arrière-petit-fils, Andriamasinavalona, fut un autre grand monarque. Grâce surtout à l'aide d'un conseiller avisé, Andriamampiandry, il déposa un frère aîné qui s'enfuit chez les Sakalava et demanda même leur aide militaire[147]. Andriamasinavalona poursuivit une politique d'expansion agressive et n'accorda que peu d'indépendance aux nombreux chefs qu'il soumit. Il porta le nombre des clans nobles de quatre à six et récompensa les nobles les plus méritants en leur concédant les fiefs villageois et le titre de *tompon-menakely* (maîtres des fiefs)[148]. À cause de son âge avancé, il dut également se pencher sur le problème de la succession quand il était encore au pouvoir. Passant outre aux conseils d'Andriamampiandry, il divisa l'Imerina en quatre provinces dirigées chacune par un de ses fils et, très vite, il se trouva face à quatre royaumes indépendants : deux au nord, près d'Ambohitrabiby et de la nécropole d'Ambohimanga (où, selon la légende, « aucun sanglier, chien ou étranger ne pouvait mettre le pied »), un au sud, gouverné à partir d'Antananarivo, et le dernier à l'ouest, avec pour capitale Ambohidratrimo. Il subit également l'humiliation d'être emprisonné (pendant « sept ans ») par son fils Andriantomponimerina, qui régnait sur la zone occidentale (Marovatana)[149]. Le vieux monarque mourut vers 1750[150]. L'Imerina devint alors le théâtre de guerres civiles auxquelles participèrent même des étrangers. En 1770, toutefois, Ambohimanga l'avait emporté sur Ambohitrabiby et semblait puissante sous la conduite de son chef, Andriambelomasina. Bien que son fils, Andrianjafy, ait hérité du trône, ce fut son neveu, Ramboasalama, qui devint roi à Ambohimanga vers 1777-1778. Il devait être considéré par la suite comme le plus important des rois merina.

145. F. Callet, éd. de 1953, vol. I, p. 461 ; R. K. Kent, 1970, p. 241-242.
146. H. Deschamps, éd. de 1965, p. 117.
147. C. Guillain, 1845, p. 42 ; V. Malzac, 1912, p. 54-65.
148. Cette institution remontait à l'époque d'Andrianjaka et de son frère, Andriantompokoindrindra, au cours de laquelle douze *menakely* furent créés. J. Rasamimanana et L. Razafindrazaka, 1909 (éd. de 1957), p. 37.
149. G. Grandidier, 1942, vol. V, partie I, p. 62 et 64.
150. A. Tacchi, 1892, p. 474.

Prenant le nom d'Andrianampoinimerina, il réussit tout d'abord à faire la paix avec ses rivaux et frères royaux, puis consolida les frontières de son royaume en les peuplant de sujets qui s'engageaient à les défendre et, enfin, se procura un nombre considérable d'armes à feu en provenance de l'ouest de Madagascar. Antananarivo vers 1797[151] et Ambohidratrimo peu de temps après tombèrent sous sa domination ainsi que, avant la fin du siècle, plusieurs régions moins bien définies de l'Imerina. Il ne se borna pas à chercher à unifier l'Imerina et commença à envoyer des émissaires soigneusement choisis pour proposer aux chefs d'autres régions de Madagascar de devenir ses vassaux et de conserver ainsi leur autonomie, sous peine, s'ils refusaient, de voir leurs territoires conquis par les Merina. Ce genre de diplomatie lui valut parfois des succès, par exemple avec les Betsileo du Manandriana, les Andrantsay du Betafo (un mélange d'Antandrano qui avaient fui l'ouest de Madagascar devant l'expansion sakalava, de Betsileo et de quelques Merina assimilés) ou l'Imamo occidental. Mais il connut aussi des revers, par exemple au Menabe ou dans certaines parties du Lalangina et de l'Isandra. Il ne fait guère de doute, toutefois, que sous Andrianampoinimerina, l'Imerina avait cessé de payer un tribut aux Sakalava et devenait une puissance dont il fallait tenir compte, en dépit de ses dimensions géographiques réduites[152]. Andrianampoinimerina était un monarque énergique et on raconte que grâce à son action, non seulement le vol mais aussi la consommation d'alcool et de tabac disparurent de l'Imerina sous son règne. En dernière analyse, il concentra le pouvoir entre ses mains, à tous les niveaux — développant ainsi des idées qui avaient déjà été appliquées dans une certaine mesure par Andriamasinavalona —, mais il l'exerça en sollicitant constamment l'avis d'anciens renommés, celui des assemblées publiques (*kabary*) et celui du Conseil des soixante-dix où toutes les grandes communautés du Royaume étaient représentées[153]. En unifiant et en restructurant l'Imerina, il jeta les fondements de l'empire qui allait en émerger au XIXe siècle.

Bien que ni les Sihanaka ni les Bezanozano n'aient pu constituer de structures étatiques puissantes, leur histoire n'en demeure pas moins fort intéressante. Le groupe des Sihanaka se constitua autour du lac Alaotra (le plus grand de Madagascar), tandis que les Bezanozano se fixèrent dans une région comprise entre la forêt humide tropicale du littoral oriental et les pentes du plateau. Ils jouissaient donc les uns et les autres d'une situation géographique idéale — les Bezanozano le long de la principale route commerciale reliant l'Imerina à la côte orientale et les Sihanaka le long de celle qui le reliait aux entrepôts du Nord-Ouest. Il est presque certain que les premiers « Ova » (Hova) vendus comme esclaves en 1614, selon le père Mariano, arrivèrent aux entrepôts en passant par des intermédiaires sihanaka[154]. De leur côté, les Bezanozano furent, dans l'est de Madagascar, les principaux

151. G. Grandidier, 1942, p. 91, note 2, et p. 92; H. Deschamps, 1965, p. 121-122.
152. Environ 33 kilomètres de diamètre. Voir la carte établie grâce aux travaux détaillés de Savaron dans H. Deschamps, éd. de 1965, p. 118.
153. Pour une description schématique de ces changements, voir H. Deschamps, éd. de 1965, p. 121-127, ou la version française de F. Callet, éd. de 1953, vol. II et III.
154. L. Mariano, « Relation », dans A. Grandidier *et al.*, 1903-1920, vol. II, p. 12-13.

fournisseurs des commerçants des Mascareignes en esclaves provenant de l'Imerina[155]. De fait, les deux groupes possédaient tant d'esclaves qu'ils durent, en 1768, faire appel aux Européens pour mater ceux qui s'étaient révoltés[156]. En 1667, quand François Martin pénétra dans le territoire des Sihanaka par l'est (après dix-huit jours de voyage), il observa qu'ils habitaient des villages fortifiés, perchés au sommet des collines, ceints de hautes murailles en pierres (cimentées par un mortier rougeâtre) et de fossés larges et profonds. Ils étaient d'excellents potiers et avaient construit l'unique pont que les Européens aient vu jusqu'alors à Madagascar. Ils étaient aussi très bien armés et, avec leurs arcs et leurs flèches, ils mirent en déroute les quelque 3 000 Betsimisaraka conduits par Martin et 44 de ses compatriotes[157]. Martin confirme également que les Sihanaka étaient l'un des plus importants groupes de commerçants de l'île, ce qui implique une certaine organisation politique. Mais rien ne prouve qu'ils aient jamais eu une autorité centrale. Rabenifananina, qui était probablement d'origine betsileo, essaya d'établir une dynastie chez les *tompon-tany* du lac Alaotra mais, s'il laissa derrière lui le nom collectif d'Antsihanaka, il n'eut pas de successeur politique[158]. En fait, les Sihanaka payaient un tribut à l'Iboina, au XVIIIe siècle, mais non sans avoir tenté au moins une fois de s'en libérer par une puissante attaque qui se solda par une défaite[159]. Les Bezanozano, dont le nom collectif même indiquait l'absence d'une autorité centrale, selon William Ellis[160], et dont le pays était, à l'origine, connu sous le nom d'Ankay, étaient également gouvernés par des chefs locaux (*mpifehy*) et vivaient dans des villages fortifiés. Mais, contrairement aux Sihanaka, ils avaient au moins une institution unificatrice qui regroupait des amulettes représentant onze divinités protectrices qui seraient venues du pays des Sakalava. Comme plusieurs d'entre elles portaient des noms sakalava[161], il semble hors de doute qu'elles étaient originaires de la côte Ouest, bien qu'il soit également probable que les *ombiasa* bezanozano en aient fabriqué quelques-unes. Vers la fin du XVIIIe siècle, toujours contrairement aux Sihanaka, les Bezanozano semblaient avoir accepté l'autorité de Randrianjomoina, leur premier roi, mais celui-ci ne devait pas régner longtemps car les Merina exigèrent et obtinrent sa soumission[162].

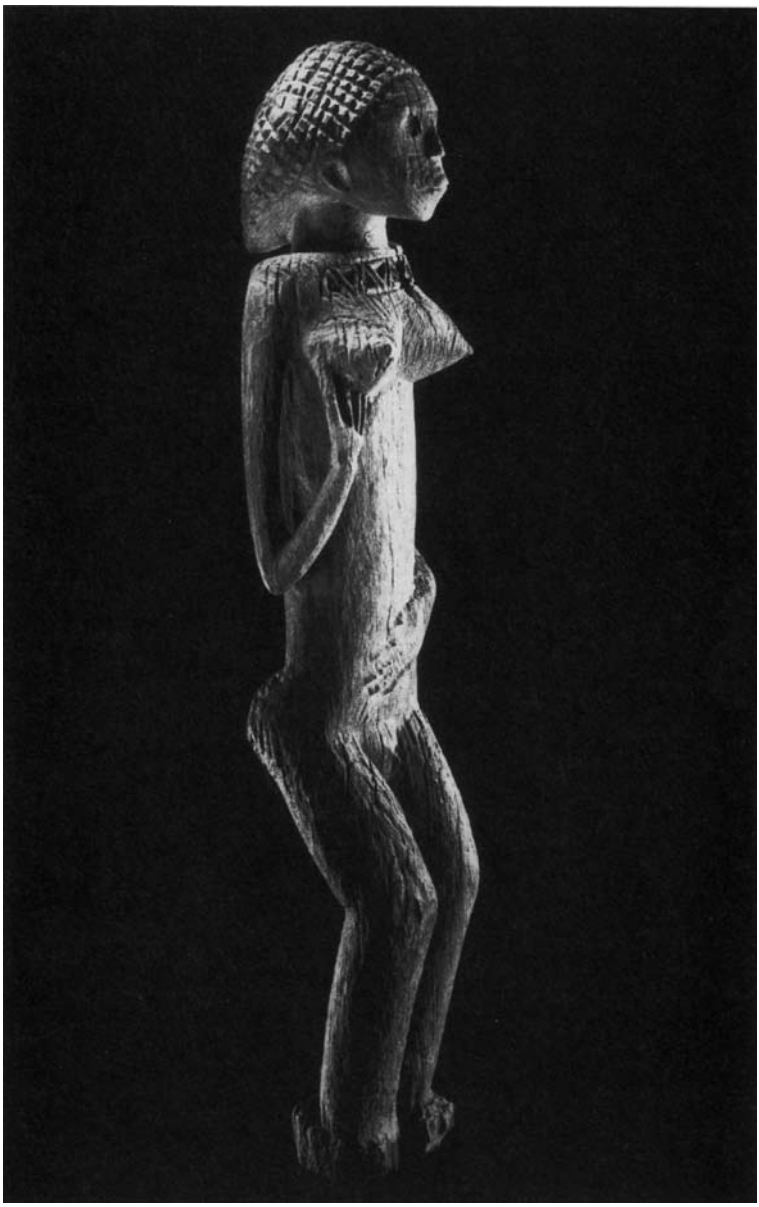
Coincés entre les montagnards betsileo et les Antemoro du littoral, les Tanala se donnèrent le nom de leur milieu, celui de « peuple de la forêt » (Antanala), qui était utilisé dans d'autres régions de Madagascar mais sans avoir pris une valeur ethnique aussi durable. En effet, les Tanala devinrent bientôt un

155. N. Mayeur, 1806, p. 123.
156. G. Grandidier et R. Decary, 1958, p. 120, 121 et note 1, et p. 132.
157. F. Martin, « Mémoire », décembre 1667, dans A. Grandidier *et al.*, 1903-1920, vol. IX, p. 552-559.
158. G. Grandidier et R. Decary, 1958, p. 117, note 3.
159. C. Guillain, 1845, p. 24; N. Mayeur, 1912, p. 70.
160. W. Ellis, 1838, vol. I, p. 131. Mayeur avait donné au groupement des Bezanozano le nom de « république ».
161. Vallier, 1898, p. 80-81.
162. F. Callet, éd. de 1908, vol. I, p. 77-84, et éd. de 1909, vol. II, p. 527; V. Malzac, 1912, p. 92; G. Grandidier et R. Decary, 1958, p. 133-134.

peuple très mélangé puisque jusqu'à vingt-trois de leurs clans se réclamaient d'une ascendance betsileo. Mais ils ne formèrent jamais un État. Certains d'entre eux, cependant, occupèrent une place privilégiée dans l'histoire de la région, tels les Tanala de l'Ikongo, énorme roc auquel on n'accédait que par des passages artificiels[163]. Alors qu'elle était entièrement isolée des montagnes betsileo, la région des Tanala-Ikongo constituait l'arrière-pays naturel de la région côtière (distante seulement de 45 kilomètres environ), que l'on ne pouvait atteindre (sauf à partir du roc lui-même) que par des voies d'eau comme la Sandrananta, le Faraony et la Matitana, rivière des Antemoro[164]. Il n'est donc pas surprenant que les Tanala de l'Ikongo aient accepté en leur sein des immigrants de la côte orientale et que l'un de ces derniers, Rambo, qui aurait été un Anteony-Antemoro, ait donné naissance à la dynastie locale des Zafirambo, mentionnée pour la première fois par des étrangers en 1668[165]. D'après les traditions tanala recueillies par Ardant du Picq vers 1900, Rambo devint roi de l'Ikongo grâce à sa connaissance des amulettes curatives (*fanafody*) et des *sorabe*. Il a également marqué les esprits par son rôle de « législateur ». Plusieurs de ses successeurs fabriquaient aussi des amulettes destinées à protéger les Tanala de l'Ikongo et avaient acquis une certaine réputation dans la prédiction des phénomènes naturels. Les chefs prédynastiques (les Anakandriana et les Andriambaventy) conservèrent un certain nombre de privilèges et bien que les Zafirambo pratiquassent le *sombili* (prérogative d'abattre les animaux domestiques), ils ne l'exerçaient que pour eux-mêmes. Ils étaient également connus sous le nom de Zanaka-Isandrananta (enfants de la Sandrananta) parce que, après Rambo, les viscères des rois défunts étaient jetés dans cette rivière où ils auraient donné naissance aux crocodiles[166]. La plus grande partie du XVIIIe siècle fut marquée par des conflits entre les Tanala de l'Ikongo et les Antemoro, les premiers finissant par envahir et dévaster les basses terres vers la fin du siècle. Au début du XIXe siècle, l'un des Zafirambo, Andriamamohotra, s'allia à Andrianampoinimerina[167].

Les Bara, principaux pasteurs de Madagascar auxquels on a souvent prêté une origine africaine[168], semblent être venus d'une zone située dans la région méridionale du pays Arindrano, le long de la rivière Ihosy. De Flacourt mentionne le site de Varabei[169], nom que l'on retrouve dans Bara-be (*varabei* et *bei/be*: grand, nombreux), l'un des trois grands clans bara. Les Bara-be s'installèrent sur le plateau d'Horombe, avec les Bara Iantsantsa à l'est et les Bara Imamono à l'ouest, du côté des Sakalava. Deux clans bara importants, mais plus petits, à savoir les Vinda de l'Ibara du Sud-Ouest et les Antivondro installés à l'est du fleuve Ionaivo, sont d'origine plus récente, la constitution du clan vinda datant seulement du début du XIXe siècle[170].

163. A. du Picq, 1905, p. 541-542.
164. *Ibid*., p. 543.
165. R. K. Kent, 1970, p. 92 et note 14. Deschamps situe l'exil de Rambo au XVIe siècle.
166. A. du Picq, 1933, p. 27-39.
167. *Ibid*., p. 39.
168. R. K. Kent, 1970, p. 116-120 et notes sur ce sujet.
169. É. de Flacourt, 1661 (éd. de 1913), p. 33.
170. R. K. Kent, 1970, p. 124.



28.3. Groupe ethnique bara d'Ambutsira (sud-est de Madagascar): statue commémorative dite *alualu*, érigée à la mort d'une personne sans progéniture masculine ou lorsque sa dépouille n'est pas inhumée dans le tombeau familial. La statue était entourée d'une clôture de poteaux surmontés de cornes de zébus sacrifiés lors des funérailles. La règle était de faire d'une figure féminine le substitut d'un mort de sexe masculin, comme symbole de l'élément chargé d'assurer la descendance. Cœur de camphrier. Hauteur: 107 cm.
[© G. Berjonneau, ART 135, Boulogne-Billancourt.]

D'une manière générale, il semble que les Bara se soient étendus jusqu'à ce qu'ils eussent atteint des frontières plus ou moins naturelles avec les Sakalava, les Mahafaly, les Antandroy, les Antanosy, les Antesaka et les Antefasy. Il y eut deux périodes dynastiques distinctes dans la partie méridionale de l'intérieur (dont l'Ibara occupe de loin la plus vaste superficie). L'une de ces périodes coïncide avec celle des proto-Maroserana, mais elle demeurera vraisemblablement mal connue[171], tandis que la plus récente, celle des Zafimanely, commence vers 1650. L'absence totale de lois de succession et la facilité avec laquelle les dissidents pouvaient émigrer avec leurs troupeaux vers des pâturages encore meilleurs facilitèrent certainement le processus de désintégration de l'autorité à partir de 1640, lorsque le roi Dian Manhelle envahit l'intérieur de cette région et commença à y installer des rois locaux choisis dans sa famille. Après sa mort, en 1653, ses descendants, les Zafimanely, assirent progressivement leur autorité dans l'Ibara, sans d'ailleurs que celui-ci en bénéficiât nécessairement. Entre 1650 et 1680, l'histoire de l'Ibara est dominée par les rivalités entre roitelets zafimanely (*mpanjaka-kely* par opposition à *mpanjaka-bé*, titre de roi attribué seulement aux chefs des grands clans bara) qui se multiplièrent, enrichissant la famille bara d'innombrables sous-groupes (*tariki*). Leur rivalité interne était plus économique que politique. Ne disposant pas d'un système de tributs réguliers, les Zafimanely purent maintenir leur pouvoir de seigneurs locaux en protégeant une partie de leur fortune par des décisions juridiques[172] et, surtout, en razziant du bétail, principale source de richesse. Comme ils ne pouvaient s'attaquer aux bêtes de leurs propres sujets ou risquer des guerres à l'extérieur, ils s'en prenaient aux enclos les uns des autres, presque continuellement et sans la moindre vision politique. Ce cycle de tensions artificielles ne fut brisé qu'après 1800, par Raikitroka, roi extrêmement intéressant qui mérite une étude approfondie[173]. En fait, les rois bara ne gouvernaient pas leurs clans en chefs absolus et ils ne pouvaient déclarer la guerre sans l'approbation de leurs conseils des ministres (appelés *tandonaka* chez les Imamono) et leurs gouverneurs provinciaux (*mamandranomay*), nommés par le *mpanjaka-bé* mais contrôlés aussi par les conseils locaux d'anciens (les *ionaka* chez les Imamono)[174].

Les États de l'Est et du Sud : Betsimisaraka, Antemoro, Antambahoaka, Antefasy, Antesaka, Antanosy, Antandroy

Les Betsimisaraka, souvent divisés en « septentrionaux » (*antavaratra*) et « méridionaux » (*antatsimo*), et les Betanimena, établis entre les deux, vivaient sur la côte orientale de Madagascar, grosso modo entre la baie d'Antongil et Vatomandry. D'après de nombreuses sources, les *tompon-*

171. *Ibid*., p. 123-137.
172. C'est peut-être la raison pour laquelle le système judiciaire des Bara comprenait une grande variété d'ordalies.
173. J. Rabemanana, *Le pays des Kimoso et son histoire depuis les origines jusqu'à l'an 1820*, 1911-1912, manuscrit des archives de l'Académie malgache, Antananarivo, p. 98; R. K. Kent, 1970, p. 124, note 44, et p. 129, note 65.
174. L. Michel, 1957, p. 34-51; C. Le Barbier, 1916-1917, p. 97-100.

tany de cette région sont restés en dehors des grandes unions politiques jusqu'au début du XVIIIe siècle, sous l'autorité de chefs (*filohany*) dont le pouvoir s'étendait rarement sur plus d'un ou de deux villages. Il semble cependant qu'autour de l'immense baie d'Antongil, les chefs étaient mieux organisés et qu'ils avaient des insignes royaux, au moins depuis la fin du XVIe siècle[175]. Les Antavaratra étaient également favorisés par la nature, puisqu'ils possédaient tous les ports (Antongil, Titingue, Foulpointe, Fenerive et Tamatave), alors qu'il n'y en avait aucun sur le littoral des Betanimena. À mesure que les Mascareignes dépendaient davantage des régions orientales de Madagascar, d'où elles importaient du riz, du bétail et des esclaves, la maîtrise de ces ports non seulement faisait la fortune des *filohany* mais aussi assurait une puissance de feu pour la défense ou l'attaque. C'était aussi la partie de Madagascar qui, de 1680 à 1720 environ, comptait la plus forte colonie de pirates européens, surtout anglais et américains. Nombreux furent ceux qui épousèrent des femmes antavaratra, donnant ainsi naissance à des métis qui devinrent les Zana Malata, souvent alliés aux *filohany* dont les filles étaient leurs mères. C'est de l'une de ces unions que naquit, vers 1694, un Zana Malata appelé Ratsimilahoe[176], que son père emmena avec lui en Angleterre et en Inde pour de brefs séjours[177]. Un changement politique survenu chez les Betanimena (alors connus sous le nom de Sicoua, ou Tsikoa en malgache moderne) devait lui fournir l'occasion de se lancer sur la scène politique. Vers 1700, les Sicoua commencèrent à s'unir autour de chefs forts. Vers 1710, ils élurent le dirigeant de Vatomandry chef suprême pour les conduire à la conquête des ports du Nord. Ce fut pour résister à l'invasion de ces ports que Ratsimilahoe parvint à unir la majeure partie des Antavaratra en dépit de son jeune âge.

Ratsimilahoe reconquit Fenerive en 1712 et la retraite précipitée des Sicoua à travers les champs lourds d'argile rouge qui collait aux pieds leur valut le nom de *Be-tani-mena* (les nombreux de terre rouge)[178]. Ratsimilahoe forgea le nom de Betsimisaraka (les nombreux indivisibles) pour souligner le caractère durable de l'union politique et pour se distinguer des Betanimena. Il conclut également la paix avec ces derniers en cédant le port de Tamatave à leur roi. Enfin, il fut élu roi (*mpanjaka-bé*) de tous les Betsimisaraka sous le nom de Ramaroumanompou (en malgache moderne, Ramaromanompo, « le Seigneur aux Nombreux Sujets ») dans sa capitale de Foulpointe[179]. Mais la paix ne dura que six mois et Ratsimilahoe reprit Tamatave et repoussa le roi betanimena vers une région inaccessible du Sud[180]. Il conclut une alliance avec les Antatismo (méridionaux) et les

175. Dans les années 1590, les Hollandais ont vu un chef qui s'était réservé l'usage de la couleur rouge et qui portait une sorte de couronne à deux cornes.
176. N. Mayeur, *Ratsimilahoe*, 1806, copie dactylographiée du manuscrit, p. 132.
177. *Ibid*., p. 11 ; G. Grandidier et R. Decary, 1958, p. 28, note 1.
178. N. Mayeur, *op. cit*., p. 28-36.
179. *Ibid*., p. 36-48.
180. *Ibid*., p. 64-77.

Bezanozano[181]. Vers 1730, c'était l'un des plus puissants rois de Madagascar, à la tête d'une confédération de clans et de familles de caractère assez indépendant dont il maintenait la cohésion. Il parvint à ce résultat en laissant leur autonomie aux chefs traditionnels et en leur permettant de fixer eux-mêmes le tribut qu'ils jugeaient bon de lui remettre en esclaves, bétail et riz. Il indemnisa également les parents de divers *filohany* tombés lors des batailles contre les Betanimena en leur offrant des présents royaux (*vilipate*) et permit aux Betanimena de racheter leurs parents faits prisonniers pendant les hostilités. Il garda les fils des grands et petits *filohany* en otages à la cour, mais les employa utilement comme *ompanghalalan*, messagers du roi qui portaient ses ordres aux Betsimisaraka. Enfin, il administrait la haute justice, permettant à n'importe quel Betsimisaraka de s'adresser directement à lui sans passer par son propre chef[182]. Très conscient des tendances centrifuges qui menaçaient son royaume, Ratsimilahoe épousa Matave, la fille unique du roi de l'Iboina (Andrianbaga), pour se lier aux Volamena et à l'Empire sakalava[183]. Il mourut en 1754, après avoir régné près de quarante ans sur les Betsimisaraka dont il avait été l'unificateur. Trois rois lui succédèrent entre 1755 et 1803. Le premier perdit la vie en razziant des esclaves, le troisième fut tué par ses propres sujets à coups de lance, tandis que le deuxième, Iavy, n'acquit sa notoriété qu'en devenant le plus grand trafiquant d'esclaves de Madagascar. Dans la seconde moitié du XVIIIe siècle, le pays Betsimisaraka finit même par ressembler à l'Angola aux pires moments des tragédies esclavagistes du début du XVIIe siècle.

Il ne fait plus de doute désormais que les clans antesaka et antefasy du sud-est de Madagascar ont été l'un et l'autre fondés par des immigrants venus de l'ouest. Des différends surgis entre le roi du Sakalava-Menabe, Andriandahifotsy, et son frère (ou oncle), Andriamandresi, obligèrent ce dernier à quitter le Menabe pour le Centre-Sud avec ses partisans. Il traversa le plateau d'Horombe et il est même probable qu'il atteignit la passe de Bara-Tanala (qui donne accès au littoral oriental). Mais ce n'est qu'après l'avènement de son petit-fils, Behava, que les Antesaka atteignirent Nosipandra (future Vangaindrano) et en firent leur capitale, cité des rois zarabehava et grenier à riz de leur royaume[184]. D'après des informateurs antesaka, le nom de ce groupe reflète ses origines sakalava[185]. D'après la carte de De Flacourt, il semble que la migration des Antesaka ait été achevée vers 1650. Quant aux Antefasy, leurs traditions indiquent que leur premier ancêtre, Ndretsileo, arriva du continent africain au fleuve Menarandra à une époque où les Maroserana étaient déjà établis chez les Mahafaly, au Menabe et dans certaines régions de l'Ibara. Avec un compagnon appelé Isoro (qui devait se séparer de lui par la suite pour fonder les Zafisoro), Ndretsileo s'établit dans l'Ibara. Mais les difficultés avec les Zafimanely s'aggravèrent à l'époque de son petit-fils,

181. *Ibid*., p. 83-90.
182. *Ibid*., p. 116-124.
183. *Ibid*., p. 124-130.
184. H. Deschamps, 1936, p. 166.
185. *Ibid*., p. 162-164; Marchand, 1901, p. 485-486.

Ndrembolanony. Il s'enfonça donc vers l'est où il prit le parti du roi antevatobe dans une guerre locale. La fille de ce roi épousa Ndrembolanony. Ce fut l'un des trois fils de Ndretsileo, Marofela, qui forgea le nom d'Antefasy (les gens du sable), voulant dire par là que son royaume serait densément peuplé, par analogie avec le sable[186].

Avant le début du XIXe siècle, le roi antefasy le plus important fut sans nul doute Ifara, qui résidait à Ambaky (l'ancien nom de Farafangana). Il obtint le monopole du commerce avec les premiers navires européens qui relâchaient sur son littoral et il devint si puissant qu'il fut un moment considéré comme le seul « propriétaire » du fleuve Manampatra[187]. Le souvenir d'un autre roi zarabehava, Maseba, est demeuré particulièrement vivace. Ce fut lui, en effet, qui arracha les Antefasy à une brève domination antemoro. En fait, Ifara succéda à Maseba, mais il est difficile d'établir les dates. Les Antefasy (qui se prévalent parfois de liens de parenté avec les Zarabehava) étaient un clan dont la formation fut certainement postérieure à celle des Antesaka et qui datait peut-être de la période 1670-1680, et Maseba aurait été le dernier roi du XVIIe siècle. Si l'on se fie à des sources antemoro, les conflits qui opposèrent Antemoro et Antefasy auraient eu lieu pendant les années 1680[188]. Ils se poursuivirent au XVIIIe siècle mais sans résultats concluants. Les Antesaka étaient plus renfermés sur eux-mêmes que les Antefasy et ils connurent de nombreuses difficultés de succession. La tradition a gardé le souvenir d'un de leurs rois zarabehava, Ratongalaza, qui aurait « tué ou chassé tous ses frères ». Son petit-fils, Lengoabo, fut le dernier roi du XVIIIe siècle et il étendit les frontières des Antesaka à leurs limites extrêmes[189]. L'histoire des Antambahoaka et des Antemoro au XVIIIe siècle reste inconnue, bien que les relations des Européens citent la Matitana comme l'un des principaux exportateurs de riz et d'esclaves, surtout après 1724[190]. Cette période se caractérise par un autre aspect qui revêt une grande importance, surtout après 1750, à savoir le malaise général qui régnait chez les sujets des rois zafindraminia et anteony, malaise qui devait atteindre son point culminant au XIXe siècle et obliger les Anteony à demander l'aide des Merina contre leurs propres sujets.

Des quelque 4 000 colons et soldats envoyés de France à Fort-Dauphin en 1674, les deux tiers moururent de paludisme, de famine, ou de mort violente[191]. Vingt-quatre ans plus tard, parmi les ruines de ce fort, en pays Antanosy, un capitaine de navire hollandais découvrit que le « roi » local était un pirate martiniquais du nom de Samuel. Il avait sous ses ordres une vingtaine d'Européens et environ 300 Antanosy, plus une flotte de 15 pirogues à balancier, et il était continuellement en guerre avec le roi traditionnel,

186. M. Fontoynont et E. Raomandahy, 1939, p. 1-5.
187. *Ibid.*, p. 6-7.
188. G. Mondain, 1910, p. 73; R. K. Kent, 1970, p. 98 et 157.
189. H. Deschamps, 1936, p. 166-167.
190. C. Grant, 1801, p. 167-171, d'après un rapport de 1763.
191. G. Grandidier et R. Decary, 1958, p. 103, note 2.

Diamarang Diamera[192]. La présence européenne en pays Antanosy reposait sur des liens antérieurs noués par l'intermédiaire de Fort-Dauphin, mais s'explique aussi par l'essor des plantations aux Mascareignes après 1720, qui avaient de gros besoins en esclaves, en riz et en bétail. Le comte de Modave, gouverneur du second établissement français de Fort-Dauphin (1767-1770), ne découvrit pas moins de 35 rois entre la vallée de l'Ambolo et le Mandrare. Ils guerroyaient les uns contre les autres pour se procurer du bétail et des esclaves, poussant leurs propres sujets (surtout chez les Antondroy) à de fréquentes migrations. Le plus puissant de ces rois locaux avait moins de 3 000 villageois sous son autorité[193]. De Modave, qui était ardemment opposé à la traite des esclaves et qui était venu pour la remplacer par un commerce légitime, fut abandonné par la France (tout comme de Flacourt avant lui) et finit par se faire marchand d'esclaves afin de rembourser ses dettes et d'être en mesure de réapprovisionner ses propres plantations de l'île de France (Maurice)[194]. Il convient de rappeler que Fort-Dauphin avait été construit à un moment où le pays Antanosy était déjà l'une des régions les plus peuplées de Madagascar, dont la production agricole était largement excédentaire et qui avait même des chances sérieuses de s'unifier et de devenir un État d'une certaine importance. Peu de temps après l'échec de la mission de De Modave, un voyageur français considérait le pays Antanosy comme le « plus pauvre » et le « plus triste » de l'île, très peu peuplé et presque « sans ressources » ; même les esclaves et le bétail étaient peu nombreux et il fallait aller les chercher au loin[195].

L'Antandroy, à l'extrême sud de Madagascar, se divisait en deux parties très différentes. Les Karimbola qui avaient été les *tompon-tany* de l'Antandroy occidental, entre les fleuves Manarandra et Manambovo, n'ont pas gardé le souvenir d'une migration. L'Antandroy oriental (que de Flacourt appelle le pays des Ampatres), situé entre le Manambovo et le Mandrare, fut jadis occupé principalement par les Mahandrovato qui furent ensuite submergés par une grande vague d'immigrants venus de l'Ibara et d'Antanosy, fuyant l'instabilité politique qui y régnait pour chercher un asile dans les zones arides du Sud[196]. La dynastie régnante des Zafimanara semble descendre des Mahandrovato (qui accueillirent les premiers groupes d'immigrés), et leur domination fut peu à peu tolérée par les Karimbola également. Ce sont les Zafimanara qui ont donné le nom collectif d'Antandroy à tous les peuples qui vivaient entre les fleuves Menarandra et Mandrare. Ce nom traduisait un sentiment d'unité politique, impliquait l'existence d'une « Confédération zafimanara ». Les Karimbola, dont les chefs vivaient à Ambahy et qui préser-

192. J. Coin, « Voyage », 1698, dans A. Grandidier *et al*., 1903-1920, vol. VI, p. 41-47.
193. Modave, « Journal », 1768, dans G. Grandidier et R. Decary, 1958, p. 10. Il y eut une révolte en pays Antanosy après 1730 contre les Zafindraminia qui furent dépossédés de leur bétail, d'après Le Gentil, 1779-1781, vol. II, p. 511-522 ; mais cette révolte se serait peut-être produite entre 1770 et 1780, d'après A. Grandidier, *Notes*, manuscrit, f. 316, 410, 561 ; G. Grandidier et R. Decary, 1958, p. 104, note 5.
194. H. Deschamps, éd. de 1965, p. 80-81.
195. M. de la Haye, 1774, dans G. Grandidier et R. Decary, 1958, p. 10, note 1 (a).
196. E. Defoort, 1913, p. 161-172, expose à grands traits ces différentes migrations.

vèrent leur autonomie, acceptèrent les rois zafimanara, concluant avec eux des alliances matrimoniales, pour faire face à un danger réel et permanent : l'expansion des Maroserana-Mahafaly vers l'est[197]. Avec le temps, les Zafimanara, qui réussirent à contenir les Mahafaly sur la Menarandra jusque vers 1750 seulement[198], cessèrent d'être utiles aux Karimbola. Presque à la même époque, des migrations répétées de l'intérieur et de l'Antanosy diluèrent l'autorité des Zafimanara dans l'Antandroy oriental. Vers 1790, les Zafimanara, débordés et incapables de faire face aux changements qui s'opéraient dans leur ancien habitat, durent se réfugier sur le plateau de Manombo. Comme pour beaucoup d'autres peuples malgaches, la fin du XVIIIe siècle n'augurait rien de bon pour les Antandroy.

Les îles Comores : Grande Comore, Anjouan, Mohéli, Mayotte[199]

Les Comores sont un groupe d'îles situées approximativement à mi-chemin entre Madagascar et l'Afrique. La Grande Comore est la plus proche du continent africain, Mayotte fait face à Madagascar, Anjouan et Mohéli étant situées au centre de l'archipel. Leur passé peut être à juste titre considéré, entre autres choses, comme le reflet de cette situation géographique. De l'avis général, les Comores ont été peuplées par des continentaux parlant bantu, sans liens apparents avec l'islam, cette grande religion ayant été importée par les Afro-Shīrāzī, et la suprématie durable de l'islam sunnite chez les Comoriens est également due aux succès politiques de musulmans venus d'Afrique à une date plus récente. Selon les traditions recueillies par Ṣaʿīd Aḥmad ʿAlī[200], les périodes préislamiques et shīrāzī sont associées aux chefs anciens, les *bēḏja*, et leurs successeurs *fani*, dont les filles (*jumbe*) allaient épouser les nouveaux venus sunnites[201]. On ne sait pratiquement rien des *bēḏja* et il ne faut pas délimiter trop stricte-

197. *Ibid*., p. 162 et 166.
198. *Ibid*., p. 168.
199. Les noms des quatre îles Comores varient infiniment dans les sources anciennes. Mais leurs appellations locales étaient : Ngazija, Anzuani, Muali (parfois M'heli) et M'samburu (du nom du plus grand groupe de langue bantu de Mayotte, M'Chambara), parfois aussi M'Ayata. J. Repiquet, 1902, p. 110 ; A. Gevrey, 1972, p. 74. Les noms figurant dans cet essai sont les plus usités.
200. *Essai sur l'histoire d'Anjouan*, 29 décembre 1927, manuscrit dactylographié, p. 1-45, Bibliothèque Grandidier, Tsimbazaza-Tananarive (actuelle Antananarivo), République malgache ; nous suivons la pagination du manuscrit dactylographié. Des fragments de l'*Essai* de S. A. ʿAlī ont été très mal reproduits dans une revue locale éphémère, *Promo Al-Camar*, en mai 1971. En dépit de nombreux passages prêtant à confusion, l'*Essai* de 1927 reste la tentative la plus intéressante et la plus précieuse d'histoire locale. Il est dédié au gouverneur général de Madagascar et de ses dépendances. Les Comores ont été rattachées à Madagascar de 1914 à 1946. Mayotte est devenue un protectorat français en 1843. Les autres Comores tombèrent sous la domination française en 1886.
201. S. A. ʿAlī, 1927, p. 3-7.

ment les deux périodes[202], mais on attribue la technique de construction en pierres et l'édification de la première mosquée comorienne aux *fani*[203]. Bien que cette segmentation tende à recouper celle que l'on utilise souvent pour l'histoire de l'Afrique de l'Est[204], il n'est pas encore possible d'établir une chronologie pour les *bēdja* et les *fani* en l'absence d'études archéologiques, linguistiques et historiques approfondies. Ces études ne se font pas seulement attendre. Elles pourraient largement contribuer à faire mieux comprendre trois événements majeurs : les migrations des peuples de langue bantu, les migrations indonésiennes vers l'Afrique et Madagascar, et l'apparition de la culture swahili elle-même[205].

Avec les dernières migrations musulmanes apparut clairement un concept politique. Pour la première fois, les quatre îles Comores étaient perçues comme une entité unique que l'on a tenté de rassembler sous l'autorité d'un seul monarque (le sultan), résidant à Anjouan, île située au centre de l'archipel. Le début de « l'ère des sultans » pourrait remonter à 1506 ou même avant 1400, selon l'interprétation des rares sources dont nous disposons[206]. Une ou plusieurs îles pourraient bien avoir été sous l'autorité de commerçants du Mozambique et des Kilwa[207] avant l'arrivée, à la Grande Comore, des « Ara-

202. Les *bēdja* apparaissent parfois comme les premiers chefs shīrāzī. C'est ainsi que M. Fontoynont et E. Raomandahy (1937, p. 12) ont recueilli la tradition orale suivante : « Grâce à leurs connaissances botaniques, pharmaceutiques et médicales, ces chiraziens échappèrent aux maladies et ils se multiplièrent rapidement, puis se dispersèrent, se choisissant des chefs auxquels ils donnèrent le nom *Bedja*, que l'on retrouve *ensuite* chez *plusieurs sultans*, tels *Fabedja* » (les italiques sont ajoutées par nous). Les réserves, assez bien exprimées par James Kerkman sur l'Afrique de l'Est, dans sa note sur « Les Perses » à Justus Strandes (p. 309-310 de la traduction anglaise, éd. de 1971), s'appliquent aux différences marquées entre Shīrāzī et Arabes, ainsi que les périodes *fani* et sunnite, utilisées pour des raisons de simple commodité.

203. La mosquée la plus ancienne est située à Chingoni, à Mayotte. Selon A. Gevrey (1972, p. 207), qui se fonde sur son interprétation de la date gravée, elle daterait de l'an 944 de l'hégire, alors que selon S. A. ʿAlī (1927, p. 4), elle daterait de 844 (soit 1566 et 1441 de l'ère chrétienne).

204. Voir l'étude de H. N. Chittick, 1971, p. 100-117.

205. S'il apparaissait que la présence des continentaux sur les îles Comores remonte à une date reculée, il faudrait probablement réviser la quasi-totalité des nombreuses théories et hypothèses sur les vagues migratoires des peuples de langue bantu et leurs différentes phases. Il est également possible que les colons venus du continent eussent été des métis d'origine afro-indonésienne, les Wamatsaha — premiers occupants des Comores —, aient eu un certain nombre de traits physiques, ethnographiques et même linguistiques qui confirmeraient cette hypothèse. Voir J. Repiquet, 1902, p. 51 et photo ; S. A. ʿAlī, 1927, p. 1 ; et les études comparatives de James Hornell (1934) sur les pirogues à balancier de Madagascar, des Comores et de l'Afrique de l'Est. Les vocabulaires comoriens les plus anciens dont nous disposons sont déjà en kiswahili : par exemple, pour les 14 mots cités par Walter Peyton en 1613 voir S. Purchas, 1613 ; *His pilgrims*, British Library, Londres, manuscrit nº 6115, vol. I, f. 488-490 ; A. Grandidier *et al.*, 1903-1920, vol. I, p. 491 et note ; L. Aujas, 1920, p. 51-59.

206. A. Gevrey, éd. de 1972, p. 78-79, 148, 184, 206-207 ; S. A. ʿAlī, 1927, p. 2-5 ; J. Repiquet, 1902, p. 111-112. Gevrey donne, p. 227, une liste de 18 sultans de Mayotte (dont le dernier venait de Madagascar) qui auraient régné de 1530 à 1843. D'après lui, certaines des dates sont exactes et d'autres sont approximatives. Malheureusement, la date qu'il donne pour le voyage de Lancaster aux Comores, 1561, comporte une erreur de trente ans, il a eu lieu en 1591, et *il ne s'agit pas* d'une simple inversion du 6 en 9.

207. J. Strandes, réimpression, 1971, p. 85 ; J. de Barros, 1552-1613, vol. I, p. 214-215 ; A. Gevrey, 1972, p. 123.

bes musulmans appartenant à la tribu qui fonda Malindi[208] ». Du continent africain, depuis des temps immémoriaux, on pouvait voir la Grande Comore à chaque éruption volcanique du mont Kartala.

D'après les traditions de sources diverses et celles dites fonctionnelles, la première dynastie comorienne serait originaire d'Anjouan, bien que le premier ancêtre ait d'abord émigré à la Grande Comore[209]. Cela n'est peut-être pas aussi illogique qu'il y paraît. La Grande Comore est la plus vaste des îles, mais elle n'a pas d'eau douce et sa terre est en général ingrate. En 1727, Alexander Hamilton la présentait encore comme une île ne fournissant que le strict nécessaire à une poignée d'habitants[210]. Le deuxième ancêtre, Ḥasan/Ḥasanī, véritable fondateur de la dynastie, est également présenté comme un grand constructeur de mosquées à Anjouan — d'abord à Sima, ensuite à Domoni. Il est aussi considéré comme le principal propagateur du rite shāfiʿīte, et il semble même difficile d'imaginer qu'il n'a pas autorisé l'adoption de l'islam sunnite par les Anjouanais. Ses fils portaient deux noms: l'un bantu et l'autre arabe. Ils étendirent le pouvoir de la dynastie hassanite aux autres îles Comores, très probablement en même temps qu'ils y introduisirent la nouvelle foi religieuse[211]. Après cette période, l'histoire des Comores est marquée par des rivalités internes qui sévissaient, même à l'échelle des microscopiques sultanats des différentes îles. Ainsi, alors que l'islam sunnite s'implantait dans toutes les Comores et y entraînait la mise en place d'un nouveau système judiciaire avec ses *ḳāḍī*, ses *nāʾib* (juges de village) et ses *madjelisse* (corps de juristes), des rivalités politiques entre membres d'une même ethnie et entre certains des anciens *fani* et les nouveaux sultans devinrent à la fois une constante et un facteur dynamique de la société comorienne.

Les récits des Européens qui visitèrent les îles Comores sont rarement confirmés par les traditions locales ou, tout au moins, par celles qui ont pu être transcrites jusqu'à présent. Cependant, ces deux sources — interne et externe — révèlent une rivalité constante et montrent que ce ne furent pas la Grande Comore et Mayotte qui dominèrent l'histoire des Comores mais que les chefs de file en étaient Anjouan et Mohéli. À l'aube du XVIIe siècle, des voyageurs indépendants de différentes régions d'Europe confirmèrent qu'Anjouan avait en effet un monarque — une reine — considéré comme le chef suprême des quatre Comores[212]. Il ressort également de ces mêmes sources que chaque île avait son propre chef, qui détenait un pouvoir de

208. Do Couto, chap. 5, p. 310-318; A. Grandidier *et al*., 1903-1920, vol. I, p. 103.

209. Le fait que la plus ancienne mosquée soit à Mayotte et non à Anjouan (et d'autant plus que sa construction est attribuée à Haissa, fils de Ḥasanī) semble confirmer l'aspect fonctionnaliste. Mais l'on ne saurait être catégorique car, à proprement parler, il n'existe pas d'histoire scientifique des Comores avant le XIXe siècle

210. A. Hamilton, 1727, vol. I, p. 16-22; *Antananarivo annuel*, vol. IV (1892), p. 498 (de la seconde édition de 1744).

211. S. A. ʿAlī, 1927, p. 3. Leurs noms bantu étaient Machinda et Chivampe.

212. Notamment les Hollandais en 1599, 1601-1602 et François-Martin de Vitré en 1602 également; voir A. Grandidier *et al*., 1903-1920, vol. I, p. 256, 272 et 317.

fait et révérait la reine d'Anjouan en tant que chef dynastique [213] et non pas nécessairement en tant qu'autorité militaire et administrative redoutable. En 1602, par exemple, Mohéli était gouvernée par un roi musulman indépendant et imposant, qui stupéfiait les voyageurs européens par son étonnante compétence en matière de navigation, par ses cartes marines de la région s'étendant de la mer Rouge aux Indes orientales, par sa connaissance directe de l'Afrique et de l'Arabie et — ce qui n'était pas le moins étonnant — par sa maîtrise de la langue portugaise[214]. Ce Comorien extrêmement intéressant mourut en 1613, un jour exactement avant l'arrivée de Christophe Newport qui put faire observer que seule la mort du roi pouvait apporter une trêve momentanée aux fréquentes opérations menées par les embarcations mohéliennes contre Anjouan et d'« autres » Comores[215]. Un an plus tard, d'autres voyageurs anglais constatèrent que la Grande Comore était partagée entre dix « seigneurs », que la reine d'Anjouan (la « Vieille Sultane ») avait « délégué » son pouvoir sur Mohéli à ses deux fils, Amar-Adel, sultan, et son frère, vice-sultan et *shārīf* (principale personnalité religieuse), qui vivaient tous deux à l'intérieur de l'île, près de Fombony, et, enfin, que la partie principale du port de Mohéli était placée sous l'autorité du gouverneur de Fombony, personnage très influent[216]. Toujours en 1614, le vieux *fani* de M'samudu se proclama sultan indépendant et maître du nord d'Anjouan, la vénérable reine ayant perdu toute autorité sur son île[217]. Martin Pring rencontra aussi un puissant *fani* à Mohéli en 1616[218]. Vers 1626, il y eut deux prétendants au sultanat de Mohéli : un descendant du *fani* (probablement mort à l'époque) et un « Arabe ». Tous deux devaient leur « fortune » et, apparemment, l'essentiel de leur rivalité à leurs épouses, filles du « dernier sultan »[219].

À quelques exceptions près[220], les chefs comoriens ont cherché à établir de bons rapports avec les Européens qui visitaient leurs îles. Les capitaines des

213. De nombreux récits mentionnent des « reines » du sultan, qui sont parfois ses épouses et parfois sa mère. La reine mère (d'un sultan) semble avoir été un personnage très respecté : voir le récit de John Saris sur Mohéli en 1661, dans A. Grandidier *et al*., 1903-1920, vol. I, p. 497.

214. Rapport de l'amiral G. Spilberg sur sa visite de 1602, traduit du néerlandais dans de Constantin, 1725, vol. IV, p. 29-30 et 42-60 ; A. Grandidier *et al*., 1903-1920, vol I, p. 312-313.

215. A. Grandidier *et al*., 1903-1920, vol. I, p. 490.

216. Relations de Walter Peyton et Thomas Roe, 1614, dans S. Purchas, *His pilgrims*, 1613, British Library, Londres, manuscrit n° 6115, vol. I, f. 529 et 536 et suiv. ; A Grandidier *et al*., 1903-1920, vol. II, p. 83-89.

217. A. Gevrey, 1870, p. 185 ; A. Grandidier *et al*, 1903-1920, vol. II, p. 90 et suivantes. Gevrey et Grandidier affirment l'un et l'autre que *Magné-fané* (*fani*) était le nom du sultan « rebelle » de M'samudu et ils citent tous les deux Pieter van den Broecke, observateur avisé et officier de la flotte hollandaise sous les ordres du général Reynst, qui visita les Comores en 1614. Mais P. van den Broecke ne mentionne pas ce nom.

218. A. Grandidier *et al*., 1903-1920, vol. II, p. 100. Le nom est cité par M. Pring dans *Fanno Mary O Fannadill*.

219. Relation de Thomas Herbert, dans A. Grandidier *et al*., *op. cit*., p. 394-399.

220. Par exemple, 35 marins sous le commandement de J. Lancaster furent tués dans une embuscade à la Grande Comore en 1591 (acte qui devait donner une mauvaise réputation à cette île pendant des décennies et même pendant un siècle). Voir A. Grandidier *et al*., 1903-1920, vol. I, p. 161.

navires européens prirent l'habitude d'envoyer, à leur arrivée, des épées et des pistolets somptueux aux chefs locaux[221]. De leur côté, les sultans et leurs gouverneurs de « ports » se faisaient remettre des lettres de recommandation par ces capitaines au moment de leur départ. Ces lettres étaient ensuite présentées — comme preuve d'amitié internationale — aux capitaines qui arrivaient aux Comores[222]. Presque tous « les navires anglais à destination de Mocha, de la Perse ou de Surat », écrivait Hamilton, relâchaient à « Johanna » (Anjouan) pour se « rafraîchir », tissant ainsi les liens d'une longue amitié anglo-anjouanaise à laquelle les sultans locaux firent de temps à autre appel. Les commerçants comoriens avaient longtemps servi d'intermédiaires entre Madagascar, l'Afrique et l'Arabie, mais cela ne signifie pas (comme on le lit parfois) que les quatre îles n'avaient rien à exporter elles-mêmes. Les guerres qui sévissaient sur une île, comme à la Grande Comore en 1620[223], et les fréquents raids d'une île à l'autre dépassaient les tensions purement politiques. Dans bien des cas, il s'agissait simplement de capturer des esclaves à exporter moyennant un profit élevé. Cette dualité d'objectifs fut encore plus nette lorsque M'samudu eut construit sa grande mosquée en 1670, mais moins qu'à l'époque des pirates de l'ouest de l'océan Indien (1680-1720), quand les sultans des Comores utilisaient d'aussi grands pirates que Mission et Caraccioli, avant d'en être eux-mêmes les victimes, et quand le pillage et la destruction des villes comoriennes étaient chose courante[224]. Ce fut précisément entre 1700 et 1720 que des escadres de la marine britannique sous le commandement du capitaine Cornwall et du commodore Littleton abandonnèrent la neutralité de leur pavillon et apportèrent une aide active à Anjouan et à son sultan[225]. Cette assistance militaire et navale traduisait le désir d'étendre l'autorité effective d'Anjouan aux autres Comores et d'obtenir en compensation le refus catégorique d'héberger les pirates. La suprématie de ces derniers prit fin vers 1720, mais non les interventions armées des Britanniques au nom d'Anjouan.

En 1736, selon Ṣaʿīd Aḥmad ʿAlī, Anjouan eut un nouveau monarque, le sultan Aḥmad, qui estimait — comme les premiers Hassanites — que toutes les Comores devaient relever d'un chef suprême. Son règne dura longtemps, « plus de quarante ans », mais il fut marqué, en 1743, par une

221. En 1608, quand Alexander Sharpy envoya quelques colifichets et deux couteaux au chef local en débarquant à la Grande Comore, son présent fut « rejeté avec dédain ». Voir A. Grandidier *et al.*, 1903-1920, vol. I, p. 419.

222. Par exemple, en 1620, des lettres écrites en anglais et en néerlandais, et datées respectivement du 16 août 1616 et du 8 août 1618, ont été présentées au général de Beaulieu en tant qu'« attestations » (A. Grandidier *et al.*, 1903-1920, vol. II, p. 358). La pratique des lettres internationales de recommandation est certainement empruntée à la culture scripturale swahili locale, puisqu'on sait que les chefs mayotte au moins communiquaient par lettres avec le sultan d'Anjouan. En 1599, par exemple, le sultan de Mayotte remit aux Hollandais une lettre de recommandation pour la reine d'Anjouan (A. Grandidier *et al.*, 1903-1920, vol. I, p. 256) ; en 1646, John Smart emporta des « lettres » du « roi de Mayotte » à Anjouan (Smart à Kynnaston, 26 juin 1646, dans A. Grandidier *et al.*, 1903-1920, vol. V, p. 514-517).

223. A. Grandidier *et al.*, 1903-1920, vol. II, p. 365.

224. *Ibid.*, vol. III, p. 480-514.

225. *Ibid.*, vol. V, p. 53, 156, 159. (En 1790, le capitaine français Péron soutint Anjouan contre Mayotte, qui allait devenir un protectorat français cinquante-trois ans plus tard.)

tentative de coup d'État, dirigé contre la dynastie, qui faillit réussir, par une guerre politique ouverte avec Mayotte quelques années plus tard (qui se termina par la défaite humiliante d'Anjouan) et, surtout, par une grande révolte interne. En effet, les descendants des premiers occupants d'Anjouan (les Wamatsaha), conduits par un homme du commun au pouvoir charismatique, Tumpa (qui prétendait descendre d'un *fani*), se soulevèrent en 1775 contre l'élément dominant arabe, exigeant une pleine égalité et « le droit d'épouser les femmes arabes ». La ville de Domoni opposa une faible résistance aux rebelles qui y trouvèrent assez d'armes à feu pour pouvoir assiéger la ville de M'samudu elle-même. Heureusement pour les Hassanites, ils avaient engagé une section de fusiliers marins britanniques qui n'eurent aucun mal à abattre Tumpa qui se tenait sur une plate-forme élevée et s'abritait sous un grand parapluie rouge[226]. Sa mort mit fin à un mouvement qui aurait pu avoir des conséquences d'une portée considérable pour Anjouan et les autres îles Comores. Cependant, tandis que le XVIIIe siècle touchait à sa fin, les vrais problèmes qui allaient se poser aux Comores ne faisaient que commencer. En effet, des flottes de pirogues à balancier malgaches, conduites par les Sakalava et les Betsimisaraka, commencèrent à faire des incursions dans les quatre îles à la recherche d'esclaves et terrorisèrent pendant longtemps la population locale. Ces expéditions maritimes cessèrent vers 1825, en raison principalement d'interventions britanniques[227]. De plus, les bouleversements provoqués par l'expansion merina à Madagascar eurent au moins une conséquence inattendue. Mayotte devint un pays de langue malgache à cause des vagues massives de Sakalava qui s'enfuirent de l'Iboina et l'île eut des sultans malgaches (Ramanetaka, parent de Radama Ier et Andriantsoli, dernier chef sakalava-boina)[228]. La situation des Comores, à mi-chemin entre l'Afrique et Madagascar, n'était pas des plus confortables.

Les îles Mascareignes : Réunion, Maurice, Rodrigues[229]

Contrairement à Madagascar et aux Comores, les trois îles Mascareignes demeurèrent inhabitées jusqu'à l'arrivée des Européens dans l'océan Indien[230]. Leur situation géographique, à l'est de Madagascar, contribua à faire de la Réunion (île Bourbon) et de l'île Maurice (île de France) des

226. S. A. ʿAlī, 1927, p. 12-14.

227. Sur les expéditions maritimes des Malgaches, voir la note 109 ci-dessus, ainsi que le récit d'Austin Bissel (novembre 1798), dans A. Grandidier *et al.*, 1903-1920, vol. V, p. 415-416; voir aussi M. Fontoynont et E. Raomandahy, 1937, p. 15-21.

228. A. Gevrey (1870, p. 217-225) traite brièvement de Ramanetaka et d'Andriantsoli.

229. Il ne sera pas question ici de Rodrigues, rocher volcanique de 155 km^2 environ situé à plusieurs centaines de milles marins de la Réunion et de l'île Maurice. Voir, pour cette île, J. F. Dupon, 1969; A. J. Bertuchi, 1923. Les trois îles ont reçu leur nom collectif actuel dans les années 1820 et A. Toussaint (1972) est l'ouvrage de référence à ce sujet. La Réunion s'est jadis appelée Bourbon et les Français ont rebaptisé Maurice l'île de France. Nous avons conservé les noms actuels.

230. Cette donnée de fait permet aussi d'écarter la thèse des mouvements directs de population de l'Indonésie à Madagascar à travers l'océan Pacifique, mouvements qui auraient donné aux Mascareignes leurs propres *tompon-tany*.

bases navales stratégiques contrôlées par les grandes compagnies maritimes. Les deux plus grandes îles du groupe connurent elles aussi une économie de plantation de type classique, comme celle qui avait gagné, à des moments et à des degrés différents, non seulement la région orientale de Madagascar mais aussi l'Afrique de l'Est et du Sud-Est et même le littoral indien. Après 1638, les Hollandais concentrèrent leurs efforts sur l'île Maurice pour en exploiter le bois et faire le commerce des esclaves avec Madagascar, mais ils l'abandonnèrent en 1710[231]. Quant à la Réunion, elle reçut ses premiers colons de Fort-Dauphin en 1646 puis en 1654; ils comprenaient un nombre à peu près égal de Français et de Malgaches qui s'étaient « rebellés » contre la première Compagnie française des Indes orientales. Cette dernière devait néanmoins réussir à faire de l'île Bourbon une chasse gardée de 1664 à 1719[232]. Les Français colonisèrent l'île Maurice à partir de la Réunion vers 1721 et les deux îles relevèrent de l'autorité de la seconde Compagnie des Indes orientales jusqu'en 1767, date à laquelle les Mascareignes passèrent sous le contrôle de l'administration royale[233]. Instruits par l'exemple de la Révolution française en 1790, les planteurs de la Réunion et de l'île Maurice commencèrent à revendiquer une forme de nationalisme local pour s'opposer à certaines mesures prises par la métropole telles que l'abolition de l'esclavage en 1794 et les tentatives faites par la Convention pour dépêcher ses agents, dont deux furent expulsés en 1796. Les guerres napoléoniennes portèrent préjudice aux Mascareignes françaises. L'île Maurice passa définitivement sous l'autorité britannique et l'approvisionnement en esclaves fut provisoirement tari. Malgré les changements politiques, cependant, la Réunion et l'île Maurice étaient à la veille d'une période de grande prospérité économique.

Vers 1710, ces deux îles regroupaient près de 2 000 habitants, dont un tiers d'esclaves. Vers la moitié du siècle, la population s'était accrue de 300 % mais les esclaves entraient pour plus des deux tiers dans cette augmentation et vers la fin du siècle, les deux îles comptaient 120 000 habitants, dont 94 000 esclaves[234]. Dès le début du XVIIIe siècle, on pouvait déjà discerner cinq groupes sociaux: les Blancs descendant des premières familles de colons, les créoles blancs, les créoles mulâtres, les étrangers blancs (dont de nombreux anciens pirates anglais et quelques réfugiés hollandais qui avaient fui leur propre Compagnie des Indes orientales) et les esclaves qui se subdivisaient en créoles noirs et esclaves qui n'étaient pas nés dans les îles[235]. Il y avait peu

231. Sur les Hollandais à l'île Maurice, voir A. Pitot, 1905.

232. J. Barassin, 1953.

233. On trouvera un excellent résumé des périodes postérieures à 1719 dans A. Toussaint, 1972, p. 38-106 (sur la Compagnie et l'administration royale). Pour plus de détails, voir A. Pitot, 1899; C. Grant, 1801; A. Lougnon, 1956 et 1958.

234. A. Toussaint, 1972, tableaux statistiques, p. 335-338.

235. D'après le rapport de 1714: voir J. Barassin, 1953, p. 309; A. Toussaint, 1972, p. 32. Citant un rapport rédigé en 1763 par un officier de la marine britannique, Grant estimait que les premiers colons n'avaient eu des enfants qu'avec des femmes malgaches, qu'il n'y avait pas un créole sur cinquante qui ne reflétât cette union et que les créoles autochtones avaient à peu près les mêmes privilèges que la petite noblesse en France. C. Grant, 1801, p. 163-171; A. Grandidier *et al.*, 1903-1920, vol. V, p. 303.

d'esclaves affranchis avant 1797 (en 1788, par exemple, il n'y en avait que 950 à la Réunion qui comptait alors 45 800 habitants et 2 456 sur 42 828 habitants à l'île Maurice[236]). Cependant, la population servile se modifia sensiblement quand les acheteurs des Mascareignes se désintéressèrent progressivement de Madagascar pour se tourner vers l'Afrique et l'Inde à la recherche de nouveaux travailleurs. Ce changement s'explique notamment par la croyance que les Malgaches étaient particulièrement enclins à former des colonies d'esclaves fugitifs. Selon un rapport de 1758, « les esclaves de Madagascar ont fortement tendance à s'évader. Nombre d'entre eux, épris de liberté, se sont enfuis dans les montagnes, au milieu de forêts inaccessibles, pour revenir en groupes attaquer les plantations où ils avaient été esclaves[237] ». En fait, le marronnage était à la Réunion et à l'île Maurice, comme partout ailleurs, une réaction à l'esclavage favorisée par l'environnement et il resta un problème chronique jusqu'à une époque récente, alors qu'il n'y avait presque plus d'esclaves malgaches.

La canne à sucre était cultivée à l'île Maurice depuis 1639, mais la première usine sucrière fut construite sous l'administration de Mahé de Labourdonnais (1735-1746), qui réorganisa aussi les Mascareignes en en faisant une base dirigée contre les Britanniques de l'Inde[238]. Mais l'île Maurice n'exporta réellement du sucre qu'après l'avènement de l'administration royale française qui abrogea les mesures restrictives imposées par la Compagnie des Indes orientales et ouvrit les îles à tous les ressortissants français à la fin des années 1760[239]. Le café, introduit à la Réunion en 1715 et qui en devint la culture principale, battit son dernier record de production au début des années 1740. Vers 1767, son déclin était tel (à cause de la concurrence des Antilles) que les planteurs réunionnais durent se rabattre sur les épices[240]. Pendant les trente années qui suivirent, les îles Mascareignes, à mesure que « le commerce délaissait l'océan Atlantique en faveur de l'océan Indien », devinrent « le point de convergence d'une véritable "route des îles"[241] ». L'île Maurice qui, du temps de la Compagnie, accueillait environ 30 navires par an, vit ce nombre décupler vers 1803. La plupart de ces navires appartenaient à des marchands étrangers, surtout des États-Unis après la guerre d'indépendance. On pourrait dire que les minorités privilégiées des îles Mascareignes avaient un niveau de vie égal ou supérieur à celui de tous les autres territoires coloniaux vers 1800.

236. A. Toussaint, 1972, tableaux statistiques, p. 335-338.
237. C. Grant, 1801, p. 75-78; A. Grandidier *et al.*, 1903-1920, vol. V, p. 316-317.
238. Sur Mahé de Labourdonnais, certainement la personnalité la plus novatrice, voir son *Mémoire des îles de France et de Bourbon*, édité et annoté en 1937 par A. Lougnon et A. Toussaint. Sur l'industrie sucrière, voir A. North-Coombes, 1937.
239. A. Toussaint, 1967, p. 94.
240. *Id.*, 1971, p. 35-36.
241. *Id.*, 1967, p. 94.

CHAPITRE 29

L'histoire des sociétés africaines de 1500 à 1800 : conclusion

B. A. Ogot

Diverses étiquettes ont été apposées à la période de l'histoire de l'Afrique qui va de 1500 à 1800. De nombreux livres d'histoire la présentent comme « l'ère de la traite des esclaves », surestimant l'importance du phénomène dans l'histoire du continent. Ils oublient qu'en Afrique occidentale et centrale, la traite des esclaves a duré jusqu'en 1850 environ et qu'en Afrique de l'Est, c'est au XIXe siècle qu'elle s'est développée, si l'on en excepte une période antérieure vers le monde musulman. Cette étiquette ne tient pas compte non plus du fait que certaines parties du continent, par exemple l'Afrique du Sud, ne l'ont pratiquement jamais connue. D'autres historiens, surtout les néo-marxistes, font de l'intégration progressive de l'Afrique dans l'économie capitaliste mondiale dominée par l'Europe la principale caractéristique de cette période. Ils accordent donc une place plus importante aux relations extérieures de l'Afrique qu'à son évolution interne et présentent les peuples africains comme les malheureuses victimes de forces mondiales qu'elles ne peuvent ni comprendre ni maîtriser. L'Afrique s'en trouve marginalisée et des idées racistes à propos du continent et de ses habitants se propagent et s'intensifient. D'autres historiens encore font des mouvements de population et du peuplement définitif du continent la caractéristique majeure de la période. Or, force est de constater qu'à quelques exceptions près, il n'y a guère eu de migrations de masse en Afrique après 1500. D'autres chercheurs enfin auraient tendance à présenter l'histoire de ces trois siècles comme une série de catastrophes écologiques et à considérer les sécheresses et les famines comme les facteurs déterminants de la période.

Chacune de ces étiquettes a sa part de vérité, mais aucune d'entre elles ne rend bien compte de la complexité et du dynamisme de ces trois siècles d'histoire africaine. Dans ce dernier chapitre, nous nous efforcerons de dégager les grandes lignes de l'évolution historique des sociétés africaines pendant cette période, en nous appuyant, dans une très large mesure, sur les divers chapitres de ce volume.

Peut-être serait-il indiqué de commencer notre exposé par la question fondamentale des mouvements de population. Ces mouvements ont été importants pour cette période de l'histoire africaine mais, et la mise en garde est de Vansina au chapitre 3, « ils ne sont pas spécialement caractéristiques de la période 1500-1800[1] ». La plus grande partie de l'Afrique avait déjà été colonisée en 1500 et ce que les traditions orales présentent comme des migrations dans ces zones n'était en fait qu'une expansion et des déplacements de population. Seul le nord-est de l'Afrique (soit la Somalie actuelle, le sud de l'Éthiopie, le sud du Soudan, le nord du Kenya et le nord de l'Ouganda) a connu des mouvements massifs de population au cours de cette période chez les Oromo, les Somali, les Luo, les Karimojong, les Kalenjin, les Turkana et les Masaï. D'après Vansina, « ces mouvements de population se rattachent […] à l'histoire de l'occupation des terres marginales. […] En effet, presque partout, de vastes régions étaient occupées par des peuples dont l'économie était adaptée au milieu naturel et à la densité de population[2] ».

Mais il y a beaucoup plus significatif que ces migrations dont on se préoccupe tant : la période 1500-1800 a été cruciale pour les grandes formations sociopolitiques du continent. C'est pendant ces trois siècles que la plupart des habitants des différentes régions d'Afrique se sont regroupés pour former les ensembles sociaux, économiques, religieux, culturels et politiques qui constituent les peuples africains d'aujourd'hui.

Tandis que les sociétés africaines donnaient naissance à des groupes ethniques distincts, aux caractéristiques linguistiques et culturelles propres, une grande partie de l'Afrique se transformait par suite de l'évolution des relations extérieures du continent. En 1500, la plupart des sociétés africaines étaient relativement indépendantes du reste du monde, leurs relations extérieures étant réduites au minimum. Mais en 1800, une grande partie de l'Afrique était intégrée dans les circuits commerciaux mondiaux qui la rattachaient étroitement à l'Europe, à l'Amérique et à l'Asie. Ce processus d'intégration avait été facilité par l'apparition, sur le continent, de nouvelles communautés telles que les colons hollandais en Afrique australe, les Portugais en Angola et sur la côte Est, et les Ottomans en Égypte et au Maghreb. De nombreuses sociétés africaines durent alors changer progressivement de mode de vie, ou se déplacer, ou les deux à la fois. Très rapidement, des relations totalement différentes s'établirent entre les sociétés et en leur sein. Ces nouvelles relations se caractérisaient par la domination et la dépendance, tant

1. Voir le chapitre 3.
2. *Idem*.

sur le plan interne que dans un système mondial où l'Europe était devenue la puissance prépondérante.

Pathé Diagne a recensé les grandes structures économiques qui sont apparues au cours de cette période, à savoir le système de castes au Soudan occidental, dans la région du Niger-Tchad et au Sahara, l'économie de pillage dans les pays riverains de la Méditerranée, du Nil et de l'océan Indien, et l'économie d'entrepôt ou de comptoir au voisinage de l'océan Atlantique[3].

L'économie de pillage, par exemple, était la conséquence de l'expansionnisme espagnol et portugais et dépendait bien davantage du produit de la piraterie, de tributs et de droits que du commerce et de l'industrie, comme c'était le cas avant 1500. Elle disloqua totalement les sous-systèmes de la Méditerranée et de l'océan Indien notamment, et appauvrit les campagnes que la traite des esclaves devait par la suite plonger dans une crise profonde. Une aristocratie militaire fit son apparition, qui vivait de piraterie et de razzias pour lesquelles elle utilisait les services d'hommes libres et d'esclaves. Ce système d'exploitation et d'oppression provoqua plusieurs révoltes paysannes, notamment au Soudan occidental, dans les régions du Niger et du Tchad, en Égypte, au Sahara, au Maghreb, en Éthiopie et dans le bas Zambèze.

Comme l'économie de pillage, l'économie de comptoir ne se souciait guère d'innover. Théâtres de violence et de pillage, les nouveaux comptoirs maritimes étaient des forteresses avant d'être des centres commerciaux ou industriels. Sur les côtes de la Guinée et de l'Afrique équatoriale, au Congo, en Angola et en Sénégambie, les Portugais pillaient plus qu'ils n'achetaient. De 1650 à 1800, l'économie de comptoir reposait sur la traite transatlantique des esclaves.

Les sociétés touchées par ce type d'économie se transformèrent progressivement aux XVIIe et XVIIIe siècles. Ce processus complexe entraîna de grandes restructurations dont la principale, surtout en Afrique centrale occidentale, fut la prédominance des réseaux commerciaux sur les États. Dans la plupart des villes côtières, il y eut éclatement général des centres d'autorité et morcellement du pouvoir politique. Citons M'Bokolo : « […] l'organisation du commerce, du côté africain, ne fut pas le monopole de l'État : la concurrence ne profita qu'à quelques individus, princes ou roturiers, voire anciens esclaves, qui formèrent une nouvelle aristocratie, jalouse de ses privilèges et avide de pouvoir politique. […] Au Loango, ce furent des hommes nouveaux — courtiers, commerçants, caravaniers et autres intermédiaires — qui connurent la meilleure fortune, ayant les moyens d'acheter la terre auprès du roi et de rassembler dans leur entourage de nombreux subordonnés libres ou serviles : on cite, à la fin du XVIIIe siècle, l'exemple de roturiers possédant la bagatelle de 700 subordonnés qui guerroyaient ou cultivaient la terre pour leur compte[4]. »

En d'autres termes, le déclin des États entraîna celui des anciennes élites dirigeantes qu'une classe de marchands vint remplacer ou rejoindre. La

3. Voir le chapitre 2.
4. Voir le chapitre 18.

pénétration portugaise dans le sud du Zambèze, par exemple, entama sérieusement le pouvoir de la classe dominante autochtone et facilita l'instauration de formes directes d'exploitation des paysans par les capitalistes portugais. « La convergence des circuits commerciaux régionaux et du commerce au loin, écrit Bhila, donna naissance à une classe de négociants africains appelés les *vashambadzi*. [… Ils servaient] d'intermédiaires entre les commerçants étrangers et les paysans africains[5]. »

Des événements du même ordre donnèrent naissance au « *Mestizos* et aux Créoles » de la Casamance, de la Guinée et de la Sierra Leone. Les Afro-Portugais et les Anglo-Africains de ce dernier pays étaient des groupes de marchands qui servaient d'intermédiaires entre les navires européens et les sociétés africaines de l'intérieur. C'étaient surtout des agents au service du capitalisme mercantile européen qui s'enrichirent considérablement.

Même dans le cas des sultanats fundj et fūr où les sultans semblent avoir dirigé et protégé le commerce extérieur les reliant à l'Égypte et à la mer Rouge, l'essentiel des échanges étaient aux mains des *djallāba* (négociants) soudanais qui servaient d'intermédiaires et de financiers en matière de commerce extérieur.

Relativement isolés en 1500, les divers peuples d'Afrique s'intégrèrent donc graduellement dans l'économie mondiale. Dans la plupart des cas, cette intégration s'accompagna de profondes transformations sociales et politiques.

Malgré la disparition de grands États au Soudan occidental et dans l'Afrique du Nord-Est au début de la période qui nous intéresse, « les différents États d'Afrique, écrit Vansina, exerçaient leur domination sur une plus grande partie du continent à la fin du XVIIIe siècle qu'au début du XVIe[6] ». Mais ce ne sont pas seulement les territoires dominés par des États qui s'étendirent au cours de ces trois siècles : la période est également marquée par de nombreux exemples de regroupements politiques dus à l'expansion et à la centralisation des institutions politiques. Ainsi, la formation d'États et la centralisation de l'autorité politique furent les deux processus marquants de cette période.

En Afrique du Nord-Est, par exemple, si les XVIe et XVIIe siècles ont vu l'effondrement de l'empire chrétien d'Éthiopie auquel succéda une anarchie qui se poursuivit par intermittence jusqu'en 1855, année où Théodore II inaugura l'ère des grands empereurs, il y eut, en revanche, une expansion de cet empire vers le sud, ce qui stimula l'apparition de nouveaux États, tels que ceux de Boša, de Kaffa, de Šekko, de Wolayta et de Dauro.

Dans le cas de Madagascar, nous constatons un processus inverse de centralisation. Au début du XVIIe siècle, l'île ne regroupait encore pour l'essentiel que de petites chefferies autonomes. Mais à la fin du siècle, l'Empire des Sakalava se constitua dans la partie occidentale et plusieurs royaumes firent leur apparition chez les peuples des hauts plateaux ainsi

5. Voir le chapitre 22.
6. Voir le chapitre 3.

que dans tout le sud de l'île. L'Empire des Sakalava atteignit son apogée au XVIIIe siècle et le littoral oriental fut politiquement uni pour la première fois dans le cadre de la Confédération des Betsimisaraka. En 1800, ces deux États étaient sur leur déclin et l'Imerina, jusqu'alors faible et désuni, gagnait en puissance.

Le même processus d'unification et de centralisation se retrouve sur la côte de la Guinée inférieure. D'après une carte datant de 1629, il y avait alors dans cette région forestière et côtière 38 États et royaumes qui avaient été fondés par les Ga et les Akan. Entre 1670 et 1750, une grande révolution politique s'y produisit. Les 38 États de 1629 donnèrent naissance aux 3 grands empires des Aowin, des Denkyira et des Akwamu qui, en 1750, fusionnèrent pour former l'Empire des Ashanti.

Le Buganda, le Rwanda et le Maravi sont d'autres exemples d'États qui se développèrent et mirent au point des systèmes politiques centralisés au cours de cette période.

Mais il y eut un phénomène politique plus courant pendant ces trois siècles : aux États en déclin ou qui s'effondraient succédaient plusieurs petits États ou des systèmes économiques. Ainsi, en Afrique centrale, des États de plus en plus grands se constituèrent et donnèrent naissance, au XVIe siècle, aux Royaumes du Kongo, de Tio, de Loango et du Ndongo (le futur Angola), le Royaume du Kongo étant le plus important et le plus centralisé. Mais à partir de 1665, ces États commencèrent à décliner et les territoires furent réorganisés sur une plus grande échelle, en fonction d'impératifs économiques dictés par la traite des esclaves.

Sur la côte de la haute Guinée, les États qui succédèrent aux Empires songhay et du Mali apparurent aux XVIIe et XVIIIe siècles. Le grand empire foul se constitua au XVIIe siècle sur les ruines de l'Empire songhay mais céda la place à l'Empire du Kaarta au cours de la deuxième moitié du XVIIIe siècle. Le long de l'Atlantique, les pays qui s'étaient constitués après le démembrement du Mali furent unifiés par le Gabu (Kaabu) aux XVIIe et XVIIIe siècles, puis par le Fouta-Djalon aux XVIIIe et XIXe siècles. Dans le Centre, la renaissance eut lieu au début du XVIIIe siècle sous les auspices des Bambara de Ségou et, dans le Sud, les Jula organisèrent l'Empire de Kong au XVIIIe siècle.

On assiste à un processus semblable dans le sud du Zambèze. Le déclin du Grand Zimbabwe donna naissance, tout d'abord, à l'État de Torwa puis, et c'est là le plus important, à l'Empire de Mutapa au début du XVIe siècle. Le morcellement et le déclin de l'État mutapa commencèrent en 1629. L'Empire sombra dans la déchéance et le désordre au cours du XVIIIe siècle, mais l'entité politique mutapa ne disparut complètement qu'en 1917.

La plupart des nouveaux États se dotèrent de systèmes de gouvernement et d'administration originaux. Le Dahomey, par exemple, représentait une nouvelle notion de l'État. Il avait été créé par des migrants venus d'Allada vers 1625, qui s'étaient imposés à divers groupes. Au concept traditionnel de l'État considéré comme une version élargie de la famille, succédait celui d'un État fort et centralisé, avec à sa tête un monarque absolu exigeant la loyauté sans réserve de tous les citoyens.

Les nouvelles conceptions de l'État et des systèmes de gouvernement qui se formèrent dans différentes régions d'Afrique (surtout aux XVIIe et XVIIIe siècles) méritent d'être approfondies. Dans la plupart de ces États, diverses classes sociales firent également leur apparition : aristocrates, groupes militaires, roturiers et esclaves. Ainsi, la société kanuri du Borno était extrêmement stratifiée. Elle était divisée, en gros, en deux classes, les *kontuowa* (classe dominante ou noblesse) et les *talia* (roturiers), elles-mêmes subdivisées en plusieurs groupes qui se distinguaient par leur langage, leurs vêtements, leur mobilier et l'architecture de leur logement. Dans le pays Hawsa, avec l'enrichissement des aristocrates et des négociants, cette distinction fit place à une distinction économique entre les *attajirai* (les nantis) et les *talakawa* (les pauvres).

L'aristocratie (administrative et militaire) s'enrichit en utilisant divers moyens d'exploitation. Elle acquit très vite une idéologie de l'oppression. En Égypte, par exemple, le déclin de l'Empire ottoman coïncida avec le début de conflits internes entre les différentes couches sociales dont l'enjeu n'était pas l'indépendance politique mais la maîtrise de l'économie, du pays et de ses institutions politiques. L'état critique de l'économie était le reflet d'une politique d'oppression par laquelle la majorité de la population était dominée et exploitée par une petite élite comprenant les beys mamluk et leur entourage. Cette situation d'oppression provoqua l'apparition d'une littérature populaire en langue arabe (surtout poétique et satirique) ayant pour thème l'exploitation des paysans.

Comme nous l'avons déjà souligné en évoquant les résultats de l'économie de pillage, ces régimes d'oppression provoquèrent plusieurs révoltes paysannes dans toute l'Afrique. Celles des XVIIe et XVIIIe siècles devraient faire l'objet d'une étude approfondie. Il faudrait, pour commencer, en établir la typologie. De plus, les classes inférieures ne constituaient pas un groupe homogène dans de nombreuses régions : certaines d'entre elles n'étaient même pas constituées de paysans. Mais, en règle générale, on peut déclarer que, quelle que fût leur composition, les classes inférieures luttèrent contre la détérioration de leur situation pour préserver au moins le *statu quo*.

La traite des esclaves

Les questions que l'on soulève habituellement à ce propos, telles que les recensements d'esclaves ou les effets de la traite des esclaves sur la société africaine, ont été étudiées au chapitre 4 et dans les sections pertinentes de la plupart des chapitres du présent volume. Il n'est donc pas nécessaire d'y revenir ici. Permettez-moi plutôt d'insister sur quelques points fondamentaux concernant la traite des esclaves qui, à mon sens, devraient retenir l'attention des historiens spécialistes de l'Afrique.

Tout d'abord, quelle place doit-on faire à la traite des esclaves dans l'histoire de l'Afrique ? En d'autres termes, quel intérêt présente la traite des esclaves pour nous, historiens de l'Afrique ? Toutes les races ont été esclaves

autrefois : le terme lui-même vient du mot Slaves qui désigne les Européens de l'Est. Mais tous les autres groupes de population ont trouvé un moyen d'éliminer cette notion de leur conscience historique. Les Juifs, par exemple, ont autrefois été esclaves, mais ils interprètent à présent leur esclavage comme une condition spéciale et unique qui leur avait été assignée par Dieu. Les Africains surestiment tant l'importance de l'esclavage dans leur histoire qu'il y a assimilation ou presque entre les termes esclave et Africain. Comme D. B. Davis l'a clairement montré dans ses ouvrages, *Problem of slavery in western culture* et *Slavery and human progress*, l'esclavage est un phénomène majeur de l'idéologie du monde occidental moderne que nous devons nous efforcer de comprendre[7]. Il est le principal responsable de l'attitude négative envers l'Afrique et les Africains.

Au chapitre 4, Inikori s'efforce de mesurer le rôle de la traite des Noirs dans le progrès économique du monde occidental. Cette question, elle aussi fondamentale, doit être examinée franchement et de manière approfondie. Marx et Engels ont soutenu que, tout en étant et en ayant toujours été immoral, l'esclavage n'en a pas moins été essentiel pour le progrès économique et, par conséquent, pour le progrès social. Sans l'esclavage, ont-ils fait valoir, il n'y aurait eu ni civilisation grecque, ni civilisation romaine. Inikori fait observer, pour sa part, que l'esclavage africain a été essentiel pour le développement du système économique et géopolitique atlantique et pour l'industrialisation de l'Europe occidentale. Par ailleurs, dans son ouvrage en trois volumes, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XVe-XVIIIe siècle*, Fernand Braudel a donné une autre image de la conquête du monde par le capitalisme européen : passant de la traditionnelle économie de subsistance paysanne à l'avènement du marché, il explique finalement comment une poignée de banquiers et de négociants ont réussi, en monopolisant le commerce et en réalisant le maximum de bénéfices, à créer une série d'économies-mondes ancrées en Europe et, ainsi, à étendre la puissance croissante du capitalisme européen. Il attribue cette croissance à des entreprises multinationales telles que la Maison des Fugger d'Augsbourg au XVIe siècle et la Compagnie des Indes orientales aux XVIIe et XVIIIe siècles[8]. Le rôle de la traite des esclaves africains dans ce débat doit être radicalement réévalué.

Dans le chapitre 5, Harris soulève une autre question importante liée à l'esclavage. Tous les documents disponibles font clairement apparaître que la déshumanisation des Africains s'est intensifiée de 1500 à 1800 par suite de l'intensification de l'esclavage à partir de 1619.

C'est cependant la traite intercontinentale des esclaves qui, plus que tout autre facteur, a été à l'origine de la présence des Noirs dans le monde entier. Elle a eu pour conséquence une très importante diaspora africaine, surtout sur le continent américain et dans la Caraïbe. D'après Harris, « ce furent la nature de cette traite et les conséquences qu'elle a eues, en particulier en

7. D. B. Davis, 1966-1975 et 1984.
8. F. Braudel, 1984. Voir également I. Wallerstein, 1976.

Amérique et dans la Caraïbe, qui ont poussé les Africains à se lancer dans des luttes pour leur liberté, lesquelles, avec les années, ont suscité dans les consciences le souci généralisé de la rédemption de l'Afrique et de la libération des Noirs du monde entier. […] En dépit de la domination coloniale, ce processus s'est poursuivi et pourrait bien être la conséquence historique la plus importante de la diaspora africaine[9] ».

C'est effectivement ce phénomène qui a été à la base du mouvement panafricain des XIXe et XXe siècles.

L'introduction de nouvelles cultures vivrières

Pour de nombreux écrivains, l'introduction de nouvelles cultures originaires des Amériques est un aspect positif du commerce transatlantique. Certains ont fait valoir que ces cultures, qui entraînèrent automatiquement des modifications du régime alimentaire, améliorèrent la résistance physique des Africains, contribuant ainsi à l'accroissement de la population. Citons à ce propos un manuel type d'histoire africaine : « Les nouvelles cultures originaires des Amériques permirent à l'Afrique tropicale, et surtout aux régions de forêt, de nourrir une population beaucoup plus nombreuse que par le passé. Le maïs, l'arachide et le manioc — pour ne citer que ces trois exemples — modifièrent durablement le rapport des Africains à leur environnement[10]. »

Mais, comme le fait observer M'Bokolo, les effets de ces transformations agricoles sur la population africaine sont difficiles à interpréter. « Ont-elles contribué, comme on l'a souvent souligné, par une alimentation plus sûre et plus diversifiée, à une plus grande résistance physique de la population et à une plus forte croissance démographique ? » Rien n'est moins sûr. Il souligne, au contraire, que le manioc n'a qu'une valeur nutritive médiocre et que l'on a constaté chez ceux qui l'ont le plus utilisé, comme les Tio et les Mboshi, des signes de malnutrition sévère[11].

Si les tendances démographiques au cours des XVIIe et XVIIIe siècles sont difficiles à discerner, c'est parce que cette époque, qui fut aussi celle de l'apogée de la traite transatlantique, fut marquée par l'apparition de nouvelles maladies, telles que la variole, qui devaient par la suite devenir des fléaux récurrents.

Ce qui est certain, toutefois, c'est que les nouvelles cultures originaires des Amériques et d'Asie, qui furent introduites par les Européens dans diverses régions d'Afrique entre 1500 et 1800, notamment le maïs, le manioc, l'arachide, divers types d'ignames, la patate douce, les agrumes, les tomates, les oignons et le tabac, diversifièrent l'agriculture du continent. De nombreuses cultures vivrières africaines comme la banane, le sorgho, le millet et

9. Voir le chapitre 5
10. P. D. Curtin, S. Feierman, L. Thompson et J. Vansina, 1978, p. 214.
11. Voir le chapitre 18.

l'igname furent progressivement remplacées au cours de cette période par le manioc et le maïs. C'est donc à cette époque que remonte la place très importante qu'occupent actuellement ces deux éléments dans l'alimentation de base des Africains.

Au niveau social, d'après M'Bokolo, cette révolution agricole contribua, avec le commerce lui-même, à créer une nouvelle division du travail : des tâches agricoles, telles que les défrichements, les cultures et le conditionnement des produits, furent progressivement délaissées par les hommes — qui préféraient se consacrer au commerce, beaucoup plus lucratif — et confiées aux femmes et aux esclaves. L'intensification de l'esclavage domestique et d'autres formes de dépendance fut donc une conséquence directe de ces mutations agricoles[12].

Les catastrophes écologiques

Certains ont tenté de démontrer qu'aux diverses périodes de l'histoire de l'Afrique correspondaient essentiellement des conditions climatiques et qu'il existait une corrélation significative entre les périodes de sécheresse grave et les grands événements historiques. L'époque qui nous intéresse en particulier est considérée comme une période de sécheresse[13].

Ces analyses ont tendance à donner à l'environnement physique un caractère immuable qui réduit les Africains au rôle de victimes impuissantes de la nature. Elles ont également l'inconvénient de donner trop d'importance aux années de sécheresse aux dépens des années à la pluviométrie normale et au-dessus de la moyenne, ce qui a amené certains historiens à formuler des généralisations excessives à propos des famines de l'Afrique précoloniale[14]. Ces historiens ne disent rien des mesures que les Africains ont prises pour contrecarrer les effets de la sécheresse et passent sous silence, par exemple, le rôle qu'elle a joué dans la transformation des systèmes de production et de distribution, dans la valorisation des cultures vivrières et dans l'évolution des méthodes de conservation des aliments.

La question des sécheresses et des famines s'inscrit également dans celle, plus vaste, de l'efficacité de l'agriculture africaine pendant la période précoloniale. La période 1500-1800, par exemple, a été marquée par l'apparition de techniques intensives d'utilisation des sols qui, à leur tour, ont permis l'accroissement de la densité de population. Vansina nous donne à ce propos quelques exemples : « La basse Casamance, le pays Igbo, les prairies du Cameroun où l'on cultivait divers végétaux, les montagnes de la région des Grands Lacs, au bord du rift occidental, où l'on pratiquait l'irrigation et la culture intensive des bananes, le plateau kukuya où l'on

12. *Idem*.
13. J. B. Webster, 1979 et 1980 ; S. E. Nicholson, 1978 et 1979 ; J. C. Miller, 1982 ; D. J. Schove, 1973 ; J. K. Thornton, 1981*a*. Voir également le chapitre 26.
14. Voir le chapitre 22.

appliquait de nouvelles méthodes de fertilisation, ou encore la vallée du haut Zambèze dont les crues servaient à l'irrigation […]. On pratiquait depuis des millénaires une culture intensive dans les oasis d'Afrique du Nord et en Égypte[15]. »

Bref, bien que la pratique de l'agriculture intensive ne fût pas aussi ancienne dans la plupart des autres contrées d'Afrique qu'elle l'était en Afrique du Nord, il y avait çà et là, surtout en Afrique occidentale et centrale, de petites poches d'agriculture intensive. On utilisait dans ces régions des techniques culturales avancées comme les cultures en terrasses, la rotation des cultures, les engrais verts, l'agriculture mixte et l'exploitation contrôlée des marécages. Ces questions méritent davantage l'attention des historiens que les généralisations habituelles sur la famine et la sécheresse en Afrique.

Le christianisme et l'islam

La période allant de 1500 à 1800 a été marquée par le déclin du christianisme en Afrique — surtout en Éthiopie, sur la côte orientale et, dans une moindre mesure, au Kongo — et par la montée de l'islam en Afrique de l'Ouest, au Soudan, en Éthiopie et sur la côte Est.

Sur la côte de la Guinée inférieure, par exemple, le christianisme avait été introduit dans la région par les Hollandais et les Anglais. Ils avaient commencé par créer des écoles élémentaires dans leurs châteaux à Cape Coast, Elmina et Accra. Par la suite, au milieu du XVIIIe siècle, des missionnaires avaient été envoyés à Cape Coast par la Société pour la propagation de l'Évangile. En outre, quelques-uns des nouveaux convertis, surtout les enfants des mulâtres et des dirigeants locaux, avaient été envoyés à l'étranger pour parachever leur éducation et un grand nombre d'entre eux étaient revenus chez eux comme enseignants et missionnaires. Les fondements de la révolution chrétienne qui devait avoir lieu en Afrique occidentale au XIXe siècle furent donc posés à cette époque.

Au Kongo, le christianisme fut introduit sous le règne d'Afonso Ier (1506-1543). Sous la direction de son fils Henrique, qui avait été consacré évêque à Rome, il fit du catholicisme la religion d'État. Mais la ferveur chrétienne déclina au Kongo jusqu'en 1645, date à laquelle un grand nombre de missionnaires capucins italiens arrivèrent dans le pays. Environ 400 missionnaires allèrent au Kongo et, plus tard, en Angola au cours du XVIIe siècle, pour prêcher l'Évangile, notamment dans les zones rurales. Comme nous l'a dit Vansina, le christianisme, d'abord introduit au Kongo par les Portugais, était, dans une très large mesure, la religion de la noblesse urbaine et la hiérarchie ecclésiastique restait essentiellement portugaise. Mais de 1645 à 1700, les missionnaires italiens entreprirent de convertir systématiquement la population, surtout dans les zones rurales[16].

15. Voir le chapitre 3.
16. Voir le chapitre 19.

Le christianisme comme l'islam étaient, au cours de cette période, essentiellement syncrétistes. Au Kongo, par exemple, le christianisme coexistait avec la religion traditionnelle. En fait, l'interpénétration entre les deux religions était telle que, comme le dit Vansina, « dès le XVIe siècle, on peut parler d'une seule religion où éléments chrétiens et anciens s'étaient fondus, du moins chez les nobles, et cette religion se répandit surtout au XVIIe siècle. […] Cette nouvelle religion fut à l'origine du vaudou haïtien[17] ».

C'est également à cette époque que l'on tenta d'organiser des Églises indépendantes. Au Kongo, les premières tentatives pour créer une Église autochtone furent faites à partir de 1630 et cet effort prit toute son ampleur en 1704, lorsque Dona Beatrice Kimpa Vita commença à prêcher un christianisme réformé appelé l'antonianisme, qui rejetait les missionnaires et les Blancs. Dorénavant, le catholicisme autochtone allait dominer au Kongo.

En ce qui concerne l'islam, il est évident que l'expansion de la religion islamique en Afrique constitue l'un des thèmes importants de la période allant de 1500 à 1800. Sur la côte de la Guinée inférieure, par exemple, ce sont les commerçants mande et hawsa qui introduisirent l'islam. Il se propagea en suivant les routes commerciales du nord et atteignit les Ashanti et les Baoulé vers 1750. En 1800, il y avait à Kumasi un quartier musulman très prospère et une école coranique.

Sur la côte de la haute Guinée, ce sont les Fulbe et les Malinke qui furent responsables de l'expansion de l'islam. Ils formèrent une alliance religieuse Fulbe-Mande destinée non seulement à convertir la population de la région mais également à la soumettre. La propagation de l'islam fut donc associée à la domination politique dans de nombreuses régions d'Afrique, comme l'illustre bien le cas de la Sénégambie où l'opposition entre les théocraties musulmanes et les régimes des *ceddo* (seigneurs de la guerre) sert de toile de fond à l'histoire de la région. Au Soudan, l'islamisation du nord du pays créa une frontière idéologique entre le Soudan du Nord et le Soudan du Sud, qui reste très marquée. Cette période vit la création et l'expansion de deux États musulmans de la savane : les sultanats fundj et fūr. Aux XVIIe et XVIIIe siècles, l'islam continua de se propager dans les Royaumes bambara, mossi, de Kong et de Gwirika, par l'intermédiaire des commerçants et des chefs religieux, et même par la violence. On constate le même processus d'islamisation dans le pays Hawsa et au Borno.

Outre la simple expansion géographique de l'islam en Afrique à cette époque, le fondamentalisme musulman fut un facteur important dans de nombreuses régions. Citons par exemple le mouvement Nāṣir al-Dīn, né en Mauritanie et qui se propagea ensuite vers le sud. Il s'expliquait par des raisons en partie économiques (contrôler le commerce des céréales et des esclaves) et en partie religieuse (purifier et réformer l'islam en remplaçant un régime arbitraire par la théocratie musulmane). On constate la même tendance réformiste chez les musulmans du pays Hawsa, surtout pendant le

17. *Idem*.

XVIIIe siècle. Des communautés d'érudits musulmans, ayant la même formation politique, économique et religieuse, se multiplièrent dans divers centres et se mirent à critiquer l'ordre établi que représentait l'aristocratie. Le plus éminent de ces érudits, Malam Djibrīl dan ʿUmaru, prônait des réformes islamiques. ʿUthmān et ʿAbdullāhī dan Fodio furent tous deux ses disciples. Lorsque la domination des aristocrates se fit encore plus oppressive, les érudits attaquèrent ouvertement l'ordre établi. Telles sont les origines du *djihād* du XIXe siècle.

En opprimant la paysannerie africaine, surtout au Soudan occidental, dans les régions du Niger et du Tchad, en Égypte, au Sahara, au Maghreb, en Éthiopie et au Kongo, les élites rurales et urbaines firent le jeu des dirigeants musulmans et des mouvements messianiques chrétiens qui n'eurent aucun mal à recueillir l'appui massif des paysans. Les chefs religieux promettaient l'égalité et la fin de l'injustice et stigmatisaient les aristocraties traditionnelles et les Européens, éléments perturbateurs et causes de l'injustice sociale.

Notons, pour finir, que les Africains avaient une conception syncrétique de l'islam, tout comme du christianisme. Ils acceptaient l'islam mais restaient fidèles à leur religion traditionnelle. Comme Izard et Ki-Zerbo le font observer, ces syncrétismes se développèrent plus tard avec le christianisme en Afrique et dans le culte afro-américain au Brésil, en Haïti et à Cuba. « L'islam, concluent-ils, se présentait aux Bambara avec des institutions qui ne niaient pas systématiquement les leurs, par exemple la polygamie, le divorce, la répudiation, l'esclavage[18]. »

18. Voir le chapitre 12.

Notice biographique des auteurs du volume V

Chapitre 1

M. MALOWIST (Pologne). Spécialiste de l'histoire économique et sociale du haut Moyen Âge et des débuts de l'époque moderne; auteur de plusieurs ouvrages et articles sur le sujet; ancien professeur d'histoire, Université de Varsovie; ancien membre de Clare Hall, Cambridge, et membre de l'Institute for Advanced Study, Princeton. Décédé.

Chapitre 2

P. DIAGNE (Sénégal). Docteur en sciences économiques et politiques; économiste et linguiste; auteur de plusieurs travaux sur le pouvoir politique africain et sur la grammaire wolof moderne; actuellement professeur et consultant.

Chapitre 3

J. VANSINA (Belgique). Spécialiste d'histoire de l'Afrique; auteur de nombreux ouvrages et articles sur l'histoire précoloniale de l'Afrique; professeur d'histoire et d'anthropologie, Université du Wisconsin.

Chapitre 4

J. E. INIKORI (Nigeria). Spécialiste d'histoire économique; auteur de plusieurs ouvrages et articles sur le sujet; professeur et chef de département, Université Ahmadu Bello, Zaria.

Chapitre 5

E. HARRIS (États-Unis d'Amérique). Spécialiste de la diaspora africaine; auteur de plusieurs ouvrages et articles sur le sujet; actuellement professeur à l'Université Howard, Washington D. C.

Chapitre 6

R. VESELY (République tchèque). Spécialiste de l'histoire de l'Égypte, des problèmes diplomatiques et économiques des pays arabes au Moyen Âge; auteur de plusieurs travaux d'études historiques et diplomatiques sur la période médiévale arabe (particulièrement l'Égypte) et des pays islamiques; conférencier sur les pays arabes et islamiques et leur histoire à la Philosophical Faculty of Charles University, Département d'études orientales et africaines, Prague.

Chapitre 7

Y. F. HASAN (Soudan). Spécialiste de l'histoire du Soudan; auteur de nombreux travaux sur le sujet; auparavant professeur d'histoire, Université de Khartoum, et directeur de la Sudan Research Unit, Université de Khartoum; actuellement vice-chancelier, Université de Khartoum.

B. A. OGOT (Kenya). Spécialiste d'histoire africaine; pionnier dans les techniques d'histoire orale; auteur de nombreuses publications sur l'histoire de l'Afrique orientale; auparavant directeur du International Louis Leakey Memorial Institute; puis vice-chancelier adjoint, Université de Nairobi; professeur d'histoire, Université Kenyatta, Nairobi.

Chapitre 8

M. EL FASI (Maroc). Auteur de nombreux travaux (en arabe et en français) concernant l'histoire linguistique et la critique littéraire; ancien vice-chancelier de l'Université Ḳarāwiyyīn, Fès. Décédé.

Chapitre 9

M. H. CHÉRIF (Tunisie). Spécialiste de l'histoire sociale et politique nord-africaine; auteur de plusieurs articles sur l'histoire nord-africaine; professeur et doyen d'université, Faculté des sciences humaines et sociales, Tunis.

Chapitre 10

B. BARRY (Sénégal). Docteur en histoire; auteur de nombreux travaux sur le Waalo, la Sénégambie et le Fouta-Djalon; ancien secrétaire général de l'Association des historiens africains; actuellement professeur à la Faculté des arts, Université Cheikh Anta Diop, Dakar.

Chapitre 11

M. ABITBOL (Israël). Spécialiste du Soudan nigérian; auteur de nombreux ouvrages sur l'histoire du Soudan; chercheur à la Hebrew University de Jérusalem.

Chapitre 12

M. IZARD (France). Spécialiste de l'histoire précoloniale des royaumes mossi (Burkina Faso); anthropologue et historien; auteur de nombreuses publications et articles, particulièrement sur l'ancien royaume du Yatenga; chercheur au Centre national de la recherche scientifique (Laboratoire d'anthropologie sociale), Paris.

J. KI-ZERBO (Burkina Faso). Spécialiste en méthodologie pour l'histoire africaine; auteur de nombreux travaux concernant l'Afrique noire et son histoire; professeur d'histoire, Université de Dakar; député à l'Assemblée nationale du Burkina Faso.

Chapitre 13

C. WONDJI (Côte d'Ivoire). Spécialiste de l'histoire moderne et contemporaine de l'Afrique; auteur de nombreux ouvrages sur les cultures africaines et l'histoire de la Côte d'Ivoire; auparavant chef de département d'histoire, Faculté des lettres de l'Université nationale de Côte d'Ivoire (Abidjan) et directeur adjoint de l'Institut d'art et d'archéologie, Université d'Abidjan; actuellement directeur de la Division du pluralisme culturel, UNESCO, Paris.

Chapitre 14

A. A. BOAHEN (Ghana). Spécialiste de l'histoire ouest-africaine; auteur de nombreuses publications et d'articles sur l'histoire africaine; auparavant professeur et chef du département d'histoire; actuellement professeur émérite, Université du Ghana.

Chapitre 15

E. J. ALAGOA (Nigeria). Spécialiste d'histoire africaine et d'historiographie; auteur de nombreuses études sur les Ijo, les techniques et la méthodologie concernant la tradition orale et l'archéologie; professeur d'histoire, Université de Port Harcourt.

Chapitre 16

D. LAYA (Niger). Spécialiste des cultures ouest-africaines; sociologue; auteur de travaux sur le sujet; directeur du Centre d'études linguistiques et historiques par tradition orale (CELHTO), Niamey.

Chapitre 17

B. BARKINDO (Nigeria). Spécialiste de la formation des États et des relations entre États dans le bassin du Tchad; auteur de nombreux travaux sur le sujet; chargé d'enseignement en histoire, Université Bayero, Kano.

Chapitre 18

E. M'BOKOLO (République démocratique du Congo). Spécialiste de l'histoire de l'Afrique noire; auteur de nombreux travaux sur le sujet; chercheur à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS); chargé d'enseignement à l'Institut d'études politiques (IEP), Paris; producteur à Radio France internationale.

Chapitre 19

J. VANSINA.

T. OBENGA (République populaire du Congo). Spécialiste des langues africaines; auteur de nombreux articles et travaux sur l'histoire africaine et sur l'Afrique dans le monde antique; auparavant professeur à la Faculté des lettres de l'Université Marien N'Gouabi, Brazzaville; actuellement directeur général du Centre international des civilisations bantu (CICIBA), Libreville.

Chapitre 20

NDAYWEL É NZIEM (République démocratique du Congo). Spécialiste de l'histoire de l'Afrique centrale; auteur de nombreux articles sur le sujet; enseigne l'histoire à l'Université de Kinshasa et à l'Institut pédagogique national; directeur général de la Bibliothèque nationale de la République démocratique du Congo.

Chapitre 21

K. M. PHIRI (Malawi). Spécialiste de l'histoire du Malawi, de l'Afrique centrale et australe; auparavant chargé d'enseignement en histoire à l'Université du Malawi; actuellement professeur associé en histoire, Université du Malawi.

O. J. M. KALINGA (Malawi). Spécialiste de l'histoire de la région du lac Malawi; auteur de nombreux travaux sur le sujet; professeur d'histoire, Université nationale du Lesotho.

H. H. K. BHILA (Zimbabwe). Spécialiste de l'histoire de l'Afrique australe et orientale; auteur de travaux sur l'Afrique australe; auparavant président du Département d'histoire, Université du Zimbabwe; actuellement député au Parlement du Zimbabwe.

Chapitre 22

H. H. K. BHILA.

Chapitre 23

D. DENOON (Royaume-Uni). Spécialiste de l'Afrique australe et orientale; auteur de nombreux travaux sur le sujet; auparavant invité, chargé d'enseignement à l'Université d'Ibadan; actuellement profes-

seur à l'Australian National University, Canberra.

Chapitre 24

E. HABERLAND (Allemagne). Spécialiste de l'Éthiopie et de l'Afrique de l'Ouest précoloniale; auteur de travaux sur l'Éthiopie; directeur du Frobenius Institute, Francfort; professeur titulaire de la chaire d'ethnologie et d'histoire africaine, Université de Francfort; directeur, Centre d'études africaines de Francfort.

Chapitre 25

A. I. SALIM (Kenya). Spécialiste de l'histoire d'Afrique orientale; auteur de nombreux articles sur les peuples parlant le kiswahili; professeur et président du Département d'histoire, Université de Nairobi.

Chapitre 26

J. B. WEBSTER (Canada). Spécialiste d'histoire précoloniale, prêtant une attention particulière au climat; auteur de nombreux travaux sur l'histoire des Acholi et des Iteso, d'un livre intitulé *Chronology, migration and drought in interlacustre Africa*; auparavant professeur et chef du Département d'histoire à Makerere et à l'Université du Malawi; actuellement professeur d'histoire africaine, Université Dalhousie.

B. A. OGOT.

J. P. CHRÉTIEN (France). Spécialiste de l'histoire du Burundi; auteur de nombreux travaux sur les royaumes des Grands Lacs et l'Afrique orientale allemande; chercheur au Centre de recherches africaines (CRA), Université de Paris-I.

Chapitre 27

W. R. OCHIENG' (Kenya). Spécialiste de l'histoire du Kenya; auteur de nombreux travaux sur le sujet; auparavant chargé d'enseignement sur l'histoire kényenne, Université Kenyatta, Nairobi; actuellement à l'Université MOI, Eldoret, Kenya.

Chapitre 28

R. K. Kent (États-Unis d'Amérique). Spécialiste de l'histoire de Madagascar; auteur de nombreux travaux sur le sujet; professeur d'histoire africaine, Université de Californie, Berkeley.

Chapitre 29

B. A. OGOT.

Membres du comité scientifique international pour la rédaction d'une Histoire générale de l'Afrique

Professeur J. F. A. AJAYI (Nigeria). Depuis 1971. (*Directeur du volume VI*)

Professeur F. A. ALBUQUERQUE MOURAO (Brésil). Depuis 1975

Professeur D. BIRMINGHAM (Royaume-Uni). Depuis 1985

Professeur A. A. BOAHEN (Ghana). Depuis 1971. (*Directeur du volume VII*)

Son Excellence M. BOUBOU HAMA (Niger). 1971-1978. A démissionné. Décédé en 1982).

Docteur (Mme) MUTUMBA BULL (Zambie). Depuis 1971

Professeur D. CHANAIWA (Zimbabwe). Depuis 1975. Décédé en 1993

Professeur P. D. CURTIN (États-Unis d'Amérique). Depuis 1975

Professeur J. DEVISSE (France). Depuis 1971. Décédé en 1996

Professeur M. DIFUILA (Angola). Depuis 1978

Professeur Cheikh ANTA DIOP (Sénégal). 1971-1986. Décédé en 1986

Professeur H. DJAIT (Tunisie). Depuis 1975

Professeur J. D. FAGE (Royaume-Uni). 1971-1986. A démissionné

Son Excellence M. MOHAMMED EL FASI (Maroc). Depuis 1971. Décédé en 1991 (*Directeur du volume III*)

Professeur J. L. FRANCO (Cuba). Depuis 1971. Décédé en 1989

MUSA H. I. GALAAL (Somalie). 1971-1981. Décédé en 1981

Professeur Docteur V. L. GROTTANELLI (Italie). Depuis 1971

Professeur E. HABERLAND (Allemagne). Depuis 1971. Décédé en 1992

Docteur AKLILU HABTE (Éthiopie). Depuis 1971

Son Excellence M. A. HAMPATÉ BA (Mali). 1971-1978. A démissionné. Décédé en 1991

Docteur IDRIS S. EL-HAREIR (Jamahiryia arabe libyenne populaire et socialiste). Depuis 1978

Docteur I. HRBEK (République tchèque). Depuis 1971. Décédé en 1993. (*Codirecteur du volume III*)

Docteur (Mme) A. JONES (Liberia). Depuis 1971

Abbé ALEXIS KAGAME (Rwanda) 1971-1981. décédé en 1981

Professeur I. M. KIMAMBO (République-Unie de Tanzanie). Depuis 1971

Professeur J. KI-ZERBO (Burkina Faso). Depuis 1971 (*Directeur du volume I*)

M. DIOULDÉ LAYA (Niger). Depuis 1979

Docteur A. LETNEV (Fédération de Russie). Depuis 1971

Docteur G. MOKHTAR (Égypte). Depuis 1971. (*Directeur du volume II*). Décédé en 1998

Professeur P. MUTIBWA (Ouganda). Depuis 1975

Professeur D. T. NIANE (Sénégal). Depuis 1971. (*Directeur du volume IV*)

Professeur L. D. NGCONGCO (Botswana). Depuis 1971

Professeur T. OBENGA (République populaire du Congo). Depuis 1975

Professeur B. A. OGOT (Kenya). Depuis 1971 (*Directeur du volume V*)

Professeur C. RAVOAJANAHARY (Madagascar). Depuis 1971

Professeur W. RODNEY (Guyana). 1979-1980. Décédé en 1980

Professeur M. SHIBEIKA (Soudan). 1971-1980. Décédé en 1980

Professeur Y. A. TALIB (Singapour). Depuis 1975

Professeur A. TEIXEIRA DA MOTA (Portugal). 1978-1982. Décédé en 1982
Monseigneur T. TSHIBANGU (République démocratique du Congo). Depuis 1971

Professeur J. VANSINA (Belgique). Depuis 1971

Révérend Père docteur E. WILLIAMS (Trinité-et-Tobago). 1976-1978. A démissionné en 1978. Décédé en 1980

Professeur A. A. MAZRUI (Kenya). N'est pas membre du comité. (DIRECTEUR DU VOLUME VIII)

Professeur C. WONDJI (Côte d'Ivoire). N'est pas membre du comité. (*Codirecteur du volume VIII*)

Secrétariat du Comité scientifique international pour la rédaction d'une *Histoire générale de l'Afrique :* C. Wondji, Directeur, chargé de mission auprès de l'ADG/CLT, coordinateur des projets d'Histoires générales et régionales, UNESCO, 1, rue Miollis, 75732 Paris Cedex 15.

Abréviations et liste des périodiques

AA *Antananarivo Annual*, Antananarivo
Abbia *Abbia*, *revue culturelle camerounaise*, Yaoundé
ABUP Ahmadu Bello University Press, Zaria
AE *Annales d'Éthiopie*, Rome
AEH *African Economic History*, Madison (Wisconsin)
AESC *Annales*: *économies*, *sociétés*, *civilisations*, Paris
Africa *Africa*, Rome
AHS *African Historical Studies* (maintenant *IJAHS*), African Studies Center, Boston University
AL *Africana Linguistica*, Tervuren, Musée royal de l'Afrique centrale
ALR *African Language Review* (maintenant *African Languages*), Londres, International African Institute
Anais *Junta de Investigações do Ultramar*, Lisbonne
Annual Review of Anthropology Palo Alto (Californie)
Anthropos *Anthropos*: *Revue internationale d'ethnologie et de linguistique*, Fribourg
Arabia *Arabia*: *the Islamic World Review*, Slough (Royaume-Uni), Islamic Press Agency
Arnoldia Salisbury, National Museums of Rhodesia
ARSOM Académie royale des sciences d'outre-mer (anciennement « Institut royal colonial belge » et « Académie royale des sciences coloniales »), Bruxelles
AS *African Studies* (actuellement *Bantu Studies*), Johannesburg, WUP
ASR *African Social Research*, Lusaka, Université de Zambie
ASR *African Studies Review*, Camden (New Jersey)
AVG *Annuaire des voyages et de la géographie*
Azania *Azania*: *Journal of the British Institute of History and Archaelogy in Eastern Africa*, Londres
BAM *Bulletin de l'Académie malgache*, Antananarivo
BARSOM *Bulletin de l'Académie royale des sciences d'outre-mer*, Bruxelles
BCAF *Bulletin du Comité de l'Afrique française — Renseignements coloniaux*, Paris
BCEHSAOF *Bulletin du Comité d'études historiques et scientifiques de l'Afrique-Occidentale française*, Dakar

BCGP *Boletino cultural da Guiné portuguesa*, Bissau
BEM *Bulletin économique de Madagascar*, Antananarivo
BGHD *Bulletin de géographie historique et descriptive*, Paris
BIEA British Institute in Eastern Africa, Nairobi
BIFAN *Bulletin de l'Institut français* (puis *fondamental*) *d'Afrique noire*, Dakar
BIHBR *Bulletin de l'Institut historique belge de Rome*
BJIDCC *Bulletin des juridictions indigènes et du droit coutumier congolais* (actuellement *Bulletin des tribunaux coutumiers*), Élisabethville, Société des études juridiques du Katanga
BLLE *Bulletin de liaison — Linguistique-ethnosociologie*, Abidjan, Centre universitaire de recherches de développement, Université d'Abidjan
BLS *Bulletin de liaison saharienne*, Alger
BM *Bulletin de Madagascar*, Antananarivo
BODE *Bulletin officiel de la Direction de l'enseignement*, Madagascar
BS *Bantu Studies*, Johannesburg
BSGL *Boletim da Sociedade de Géografia de Lisboa*, Lisbonne
BSOAS *Bulletin of the School of Oriental and African Studies*, Londres
CA *Codices Aethiopici*
CCAH *Cahiers congolais d'anthropologie et d'histoire*, Brazzaville
CCB Centre de civilisation burundaise, Bujumbura
CEA *Cahiers d'études africaines*, Paris, Mouton
CEDA Centre d'études et de diffusion africaine, Paris/Abidjan
CHM *Cahiers d'histoire mondiale*, Paris, Librairie des Méridiens
CIS *Cahiers internationaux de sociologie*, Paris, PUF
CJAS *Canadian Journal of African Studies*, Ottawa, Canadian Association of African Studies, Département de géographie, Carleton University
CNRS Centre national de recherche scientifique, Paris
CNRSS Centre nigérien de recherches en sciences sociales, Niamey
Congo Brazzaville, Centre national de la statistique et des études économiques
CRA Centre de recherches africaines
CRDTO Centre de recherche et de documentation pour la tradition orale, Niamey
CSCO *Corpus scriptorum christianorum orientalium*, Paris
CUP Cambridge University Press
CUP Caribbean University Press
CVRS Centre voltaïque des recherches scientifiques, Ouagadougou
CZA *Cultures au Zaïre et en Afrique*, Kinshasa
EALB East African Literature Bureau, Nairobi, Kampala et Dar es-Salaam
EAPH East African Publishing House, Nairobi
EHA *Études d'histoire africaine*, Kinshasa
EHR *Economic History Review*, Cambridge, Economic History Society
EN Études nigériennes, Niamey, IRSH
EUP Edinburgh University Press, Édimbourg
GASS Accra
GNQ *Ghana Notes and Queries*, Legon
GSSJ *Ghana Social Science Journal*, Legon
GUP Ghana Universities Press
HAJM *History in Africa*: *a Journal of Method*, Waltham (Massachusetts)
HAHR *Hispanic American Historical Review*, Durham (Caroline du Nord), Duke University Press
Hespéris Rabat, Institut des hautes études marocaines
HUP Harvard University Press

HUP Howard University Press, Washington, D. C.
IAI International African Institute, Londres
IAS Institute of African Studies, Université de Nairobi
ICS Institute of Commonwealth Studies, Londres
IFAN Institut français d'Afrique noire, Dakar
IJAHS International Journal of African Historical Studies, Boston, African Studies Center, Boston University
IJMS International Journal of Middle-Eastern Studies, Cambridge, CUP
IRES Institut de recherches économiques et sociales, Léopoldville
IRSH Institut de recherches en sciences humaines, Niamey
IUP Ibadan University Press
JA Journal asiatique, Paris
JAAS Journal of Asian and African Studies, Tokyo
JAE Journal of Arid Environments, Londres, Academic Press
JAH Journal of African History, Cambridge, CUP
JAS Journal of the African Society (puis *African Affairs*), Londres
JEH Journal of Economic History, Wilmington (Delaware), Economic History Association
JES Journal of Ethiopian Studies, Addis-Abeba, Institute of Ethiopian Studies, Haile Salassie I University
JHSN Journal of the Historical Society of Nigeria, Ibadan
JHUP Johns Hopkins University Press, Baltimore
JIMM J. Inst. Mining Met
JMBRAS Journal of the Malayan Branch of the Royal Asiatic Society, Singapour
JNH The Journal of Negro History, Washington, D. C.
JRAI Journal of the Royal Anthropological Institute of Great Britain and Ireland, Londres
JRAS Journal of the Royal Asiatic Society of Great Britain and Ireland, Londres
JSA Journal de la société des africanistes, Paris
JSH Journal of Social History, Pittsburgh (Pennsylvanie), Carnegie-Mellon University Press
JSS Journal of Semitic Studies, Manchester, Department of Near Eastern Studies, Manchester University
KASP The Kroeber Anthropological Society Papers
KHR Kenya Historical Review, *The Journal of the Historical Association of Kenya*, Nairobi
KHS Kenya Historical Society, Nairobi
KLB Kenya Literature Bureau
KS Kano Studies, Kano (Nigeria)
KUP Khartoum University Press
LA L'éducation africaine
LSJ Liberian Studies Journal, Newark (Delaware), Université de Delaware
MAM Mémoires de l'Académie malgache, Antananarivo
Man Londres
MJSS Malawi Journal of Social Science, Zomba
MRAC Musée royal de l'Afrique centrale, Tervuren
MRAL Memorie in italiano della Reale Accademia nazionale dei Lincei, Rome
MUP Manchester University Press
NA Notes africaines: *bulletin d'information de l'IFAN*, Dakar
NADA The Rhodesian Native Affairs Department Annual, Salisbury
NE A *Nouvelles éditions africaines*, Dakar
NJ Nyasaland Journal
NNPC Northern Nigerian Publishing Company, Zaria

NRE *Notes, reconnaissances et explorations*, Madagascar
NRJ *Northern Rhodesian Journal*
NUP Northwestern University Press, Evanston (Illinois)
Nyame Akuma Calgary, Département d'archéologie, Université de Calgary
Odu *Odu : Journal of West African Studies* (auparavant *Journal of African Studies*, Ife ; précédé par *Journal of Yoruba and Related Studies*, Ibadan), Université d'Ife
Oduma Port Harcourt (Nigeria)
OHCIS Ohio University Centre for International Studies
ORSTOM Office de la recherche scientifique et technique d'outre-mer, Paris
OUP Oxford University Press
PA Présence africaine, Paris
Paideuma *Paideuma* : *Mitteilungen zur Kulturkunde*, Francfort-sur-le-Main
Phylon Atlanta (Georgie), Université d'Atlanta
PP *Past and Present*, Oxford
PS *Population Studies*, Londres
PTRSA *Proceedings and Transactions of the Rhodesian Scientific Association*, Bulawayo
PUF Presses universitaires de France, Paris
PUP Princeton University Press
RA *Revue africaine, journal des travaux de la Société historique algérienne*, Alger
REI *Revue des études islamiques*, Paris
RFHOM *Revue française d'histoire d'outre-mer*, Paris
RH *Revue historique*, Paris, PUF
RHM *Revue d'histoire maghrébine*, Zaghovan (Tunisie)
RLJ *Rhodes-Livingstone Journal* (actuellement *African Social Research*), Lusaka
RM *Revue de Madagascar*, Antananarivo
RR *Research Review*, Université du Ghana
RS *Revue sémitique*, Paris
RSE *Rassegna di studi etiopici*, Rome
RT *Revue tunisienne*, Alger/Tunis, Jean-Baptiste Salvago
RTC *Revue des troupes coloniales*
RV *Recherches voltaïques*, Ouagadougou, Centre voltaïque de la recherche scientifique
Saeculum Fribourg
SAJS *South African Journal of Science*, Johannesburg
SELAF Société d'études linguistiques et anthropologiques de France, Paris
Seminar *Paper* Institute of African Studies, Université de Nairobi
SEVPEN Service d'édition et de vente des publications de l'éducation nationale, Paris
SFHOM Société française d'histoire d'outre-mer, Paris
SGM *Scottish Geographical Magazine*, Édimbourg, Royal Scottish Geographical Society
SM *Sudanese Memoirs*
SMJ *Society of Malawi Journal*, Blantyre, Society of Malawi
SNP Kaduna (Nigeria), Archives nationales
SNR *Sudan Notes and Records*, Khartoum
SOAS School of Oriental and African Studies, Université de Londres
SSL *Studi storici e linguisti*
SSM *Social Science and Medicine*, New York, Pergamon Press
Studia Lisbonne
SUP Stanford University Press
Target Dar es-Salaam
TD *Travaux et documents*, Paris, ORSTOM

THSG *Transactions of the Historical Society of Ghana* (auparavant *Transactions of the Gold Coast and Togoland Historical Society*), Legon
TJH *Transafrican Journal of History*, Nairobi, EALB
TNR *Tanganyika Notes and Records* (actuellement *Tanzania Notes and Records*), Dar es-Salaam
TPH Tanzania Publishing House
Trav. IRS *Travaux de l'Institut de recherches sahariennes*, Alger, Université d'Alger
UCLA University de Californie, Los Angeles
UCP University of California Press, Berkeley
Ufahamu Los Angeles, UCLA
UJ *Uganda Journal*, Kampala, Uganda Society
ULP University of London Press, Londres
UNCP University of North Carolina Press, Chapel Hill
UTP University of Tennessee Press
UWP University of Wisconsin Press, Madison
WAJA *West African Journal Archaeology*, Ibadan
WMQ *William and Mary Quarterly*, Williamsburg (Virginia)
WUP Witwatersrand University Press, Johannesburg
YUP Yale University Press
Zaïre Kinshasa
Zamani Nairobi, History Association of Kenya
ZFE *Zeitschrift für Ethnologie*, Berlin
ZH *Zimbabwean History*, Harare
ZJH *Zambia Journal of History*, Lusaka, Université de Zambie

Bibliographie générale

Abbebe, B. 1971. *Évolution de la propriété foncière au Choa* (*Éthiopie*), Paris, Imprimerie nationale/Librairie orientaliste Paul Geuthner.

ʿAbd al-Azīz b. Muhammad b. Ibrahīm al-Ṣinhādjī al-Fishtālī (XVIe siècle). *Manāhil al-Safāʾ fi akhbār al-Mulūk al-Shurafā*, éd. de 1964, ʿAbd Allāh Gannun (Tetuan).

Abdallah, Y. B. 1919*a*. *Chiikala cha wa yao*, Zomba, Government Printer.

—. *The Yaos*, Zombai, 2e éd., 1973, Londres, Frank Cass (revu et traduit par M. Sanderson, dir. publ.).

Abinal, A. et Malzac, V. 1888. *Dictionnaire malgache-français*, Antananarivo, Imprimerie de la Mission catholique ; 2e éd., 1889.

Abitbol, M. 1979. *Tombouctou et les Arma, de la conquête marocaine du Soudan nigérien en 1591 à l'hégémonie de l'Empire du Maçina en 1833*, Paris, Maisonneuve & Larose, 297 p.

Abraham, D. P. 1969. « The roles of Chaminuka and the Mhondoro cults in Shona political history », dans : E. Stokes et R. Brown (dir. publ.), p. 28-46.

Abubakar, S. 1978. *The Lamibe of Fombina : a political history of Adamawa, 1809-1901*, Zaria, ABUP, 190 p.

Abun-Nasr, J. M. 1975. *A history of the Maghrib*, 2e éd., Cambridge, CUP, 422 p.

Achi, B. et Bitiyong, J. I. 1983. *Warfare and urban growth Hausaland : the case of Birnin Zaria c. 1400-1808 A. D.*, Zaria, ABUP.

Adams, W. Y. 1977. *Nubia — Corridor to Africa*, Londres, Allen Lane, 797 p.

Adams, W. Y., Van Gerven, D. P. et Levy, R. S. 1978. « The retreat from migrationism », *Annual Review of Anthropology*, 7, p. 483-532.

Adamu, M. 1968. *A Hausa government in decline : Yawuri nineteenth-century Zaria*, mémoire de maîtrise, Zaria, Université Ahmadu Bello.

—. 1978. *The Hausa factor in West African history*, Zaria, ABUP, 224 p.

Toutes les références ont été vérifiées avec le plus grand soin mais, étant donné la complexité et le caractère international de l'ouvrage, des erreurs ont pu subsister (NDLR).

—. 1979. « Distribution of trading centres in the central Sudan in the eighteenth and nineteenth centuries », dans : Y. B. Usman (dir. publ.), p. 59-104.
—. s. d.*a*.« Some essential features of the economy of Hausaland, 1500-1804 », dans : M. Adamu (dir. publ.).
—. (dir. publ.), s. d.*b*. *Economic history of central savannah of West Africa*, Zaria, ABUP.
—. (dir. publ.), s. d.*c*. *Central Sudan before 1804*, Zaria, ABUP.
Addo-Fening, F. 1980. *Akyem Abuakwa*, *c. 1874-1943* : *a study of the impact of missionary activities and colonial rule on a traditional state*, thèse de doctorat, Legon, Université du Ghana.
Adefuye, A. 1973. « A political history of the Palwo *c.* 1400-1911 », thèse de doctorat, Ibadan, Université d'Ibadan.
—. 1976. « Palwo Jogi : impact on political history », dans : J. M. Onyango-ka-Odongo et J. B. Webster (dir. publ.), p. 215-230.
—. 1979. « Palvo Jogi : impact of political history », dans : J. B. Webster (dir. publ.).
—. s. d. « The Palwo : from prestigious to persecuted minority », dans : J. B. Webster (dir. publ.).
Adeleye, R. A. 1971. « Hausaland and Bornu, 1600-1800 », dans : J. F A. Ajayi et M. Crowder (dir. publ.), p. 485-530.
Agnew, S. 1972. « Environment and history : the Malawian setting », dans : B. Pachai (dir. publ.), p. 28-48.
Agyeman, E. A. 1965. *Gyaman — Its relations with Ashanti*, *1720-1820*, mémoire de maîtrise, Accra, Université du Ghana.
Aḥmad b. al-Ḥādjdj Abū 'l-ᶜAlī. 1962. *Makhtūtat Katib al-Shūna fi ta'rīkh al-Saltana al-Sinnariyya*, Le Caire, al-Shātir Busayli ᶜAbd al-Jalil.
Ajayi, J. F. A. (dir. publ.). 1996. *Histoire générale de l'Afrique*, vol. VI, Paris, UNESCO, 936 p.
Ajayi, J. F. A. et Alagoa, E. J. 1980. « Nigeria before 1800 : aspects of economic developments and inter-group relations », dans : O. Ikime (dir. publ.), p. 224-235.
Ajayi, J. F. A. et Crowder, M. (dir. publ.). 1971. *History of West Africa*, Londres, Longman ; 2e éd., 1976.
Ajayi, J. F. A. et Espie, J. (dir. publ.). 1965. *A thousand years of West African history*, Ibadan/Londres, IUP/Nelson, 543 p.
Ajayi, J. F. A. et Ikara, B. (dir. publ.). 1985. *Evolution of political culture in Nigeria*, Lagos, Lagos University Press/Kaduna State Council for Arts and History, 227 p.
Akinjogbin, I. A. 1967. *Dahomey and its neighbours*, *1708-1818*, Cambridge, CUP, 234 p.
—. 1976. « The expansion of Ọyọ and the rise of Dahomey, 1600-1800 », dans : J. F. A. Ajayi et M. Crowder (dir. publ.), 2e éd., p. 373-412.
Alagoa, E. J. 1972. *A history of the Niger delta* : *an historical interpretation of Ijo oral tradition*, Ibadan, IUP, 231 p.
—. 1976. « Dating Ijo oral tradition », *Oduma*, 3, 1, p. 19-22.
Alexandre, P. 1965. « Proto-histoire du groupe beti-bulu-fang : essai de synthèse provisoire », *CEA*, 20, p. 503-560.
Alexandre, P. et Binet, J. 1958. *Le groupe dit pahouin* (*Fang-Boulou-Beti*), Londres/Paris, IAI/PUF, 152 p.
ᶜAlī, S. A. 1927. *Essai sur l'histoire d'Anjouan*, manuscrit dactylographié.
Alkali, M. N. 1969. *A Hausa community in crisis* : *Kebbi in the nineteenth century*, mémoire de maîtrise, Zaria, Université Ahmadu Bello.
—. 1978. *Kānem-Borno under the Sayfawa*, thèse de doctorat, Zaria, Université Ahmadu Bello.

—. 1983. « Economic factors in the history of Borno under the Saifawa », dans : B. Usman et M. N. Alkali (dir. publ), p. 57-77.
—. 1985. « Political and administrative structure of Kānem-Borno under the Saifawa Mais », dans : J. F. A. Ajayi et B. Ikara (dir. publ.), p. 33-49.
Allan, J. 1965. *The African husbandsman*, Londres, Oliver and Boyd.
Alldridge, T. J. 1901. *The Sherbro and its hinterland*, Londres, Macmillan, 356 p.
Allen, J. de V. 1974. « Swahili culture reconsidered », *Azania*, 9, p. 105-138.
—. 1976. « Swahili culture and identity », *Seminar Paper*.
—. 1977. « Swahili history revisited », *Seminar Paper* 76.
—. 1981. *Lamu town : a guide*, Lamu, Rodwell Press.
Allen, J. de V. et Wilson, T. 1979. *Swahili houses and tombs of the coast of Kenya*, Londres.
Alpers, E. A. 1968. « The Mutapa and Maravi political systems to the time of the Ngoni invasions », dans : T. O. Ranger (dir. publ.), p. 1-28.
—. 1973. « Rethinking African economic history », *KHR*, I, 2, p. 163-188.
—. 1975*a*. *Ivory and slaves in East-Central Africa to the later 19th century*, Londres, Heinemann, 296 p.
—. 1975*b*. « Eastern Africa », dans : R. Gray (dir. publ.).
Alpers, E. A. et Ehret, C. 1975. « Eastern Africa, 1600-1790 », dans : R. Gray (dir. publ.), p. 469-536.
Alvares, F. 1961. *The prester John of the Indies*, 2 vol., Cambridge, CUP/Hakluyt Society (trad, par lord Stanley of Alderley, revu par C. F. Beckingham et G. W. B. Huntingford, dir. publ.).
Amenumey, D. E. K. 1969. « The pre-1947 background to the Ewe unification question », *THSG*, 10, p. 65-84.
Ameyaw, K. 1966. « Kwahu, an early Akan forest state », *GNQ*, *9*, p. 39-45.
Amselle, J. L. et M'Bokolo, E. (dir. publ.), s. d. *Une ethnicité forgée à l'ombre du colonialisme : Hutu et Tutsi au Rwanda et au Burundi*.
Anacletti, A. O. et Ndagala, D. K. 1981. « The cattle complex in the ancient west lake kingdoms », *CCB*.
Andrade, A. A. 1955. *Relações de Moçambique setecentista*, Lisbonne, Agencia Geral do Ultramar.
Anjan, L. 1911-1912. « Notes historiques et ethnographiques sur les Comores », *BAM*, 9, p. 125-141, et 10, p. 183-200.
Anonyme, s.d. « Entry of Kanembu into Bornu », dans : *Kanembu District Notebook*, Kaduna, Archives nationales (Maiprof file, 38).
—. 1890. « Descripção do Imperio de Moanamotapa », dans : *Memoria e documentos acerca dos direitos de Portugal aos territorios de Machona e Nyassa*, Lisbonne, Imprensa Nacional.
—. 1967. « Tarikh erbab hada '1-belad al-Mussama Kanu », traduit par H. R. Palmer sous le titre de « Kano chronicle », *SM*, 3, p. 92-132.
Anozie, F. N. 1976. « Onyoma and Ke : a preliminary report on archaeological excavations in the Niger Delta », *WAJA*, 6, p. 89-99.
Anquandah, J. 1982. *Rediscovering Ghana's past*, Londres, Longman, 161 p.
Anttila, R. 1972. *An introduction to historical and comparative linguistics*, New York, Macmillan, 438 p.
Anywar, R. S. 1954. *Acoli ki ker megi*, Kampala, Eagle Press, traduit par N. E. Odyomo, 1969, sous le titre de *The Acholi and their chiefdoms*, Département d'histoire, Université de Makerere.
Apecu, A. 1972. *The pre-colonial history of the Jonam chiefdoms*, mémoire, Université de Makerere.

Aptheker, H. 1944. *American negro slave revolts*, 2e éd., New York, Columbia University Press, 409 p.
Archaelogia e contecimento de passade, 1980.
Ardener, E. 1956. *Coastal Bantu of the Cameroons*, Londres, IAI, 116 p. (Ethnographic survey of Africa, Western Africa, partie II).
—. 1968. « Documentary and linguistic evidence for the rise of trading politics between rio del Rey and Cameroons, 1600-1650 », dans : I. M. Lewis, 1968, p. 81-126.
Aregay, W. et Sellassie, S. H. 1971. « Sudanese-Ethiopian relations before the nineteenth century », dans : Y. F. Hasan (dir. publ.), p. 62-72.
Arhin, K. 1967. « The structure of Greater Ashanti (1700-1824) », *JAH*, 8,1, p. 65-85.
—. 1979. *West African traders in Ghana in the nineteenth and twentieth centuries*, Londres, Longman, 146 p.
Arhin, K. et Goody, J. 1965. *Ashanti and the Northwest*, Legon, Intitute of African Studies, Université du Ghana.
Armo, A. G. 1968. *Anton Gulielmus Armo Afer of Axim in Ghana* : *translation of his works*, Halle, Université Martin Luther.
Arnoux, A. 1912. « Le culte de la société secrète des Imandwa au Rwanda, *Anthropos*.
Astley, T. 1745. *A new collection of voyages and travels*, 4 vol., Londres, Thomas Astley.
Atherton, J. H. 1972. « Excavations at Kamabai and Yagala rock shelters, Sierra Leone », *WAJA*, 2, p. 39-74.
Atkins, G. (dir. publ.). 1972. *Manding* : *focus on an African civilization*, Londres, SOAS.
Atkinson, R. R. 1976. « State formation and development in Western Acholi », dans : J. M. Onyango-ka-Odongo et J. B. Webster (dir. publ.), p. 262-290.
—. s. d. « Bugware before 1900 : a survey », dans : D. Denoon (dir. publ.), s. d.
Aubigné, T. A. d'. 1981/1995. *Histoire universelle*, 9 vol., Genève/Paris, Droz (réédition).
Aujas, L. 1920. « Remarques sur quelques étymologies des noms de lieux géographiques à Mayotte », *Revue d'ethnographie et des traditions populaires*, I, p. 51-59.
Austen, R. A. 1968. *Northwest Tanzania under German and British rule*, *1889-1939*, New Haven, YUP.
—. 1979. « The trans-Saharan slave trade : a tentative census », dans : H. A. Gemery et J. S. Hogendorn (dir. publ.), p. 23-76.
Austen, R. A. et Jacobs, K. 1974. « Dutch trading voyages to Cameroon, 1721-1759 : European documents and African history », *Annales de la Faculté des lettres et sciences humaines* (Université de Dakar), 6, p. 1-27.
Avaro, J. A. 1981. *Un peuple gabonais à l'aube de la colonisation* : *le Bas-Ogowe au XIXe* siècle, Paris, Karthala/CRA, 290 p.
Avelot, R. 1912. « Les grands mouvements de peuples en Afrique : Jaqa et Zimba », *BGHD*, p. 76-216.
Axelson, E. 1940. *South-East Africa*, *1488-1530*, Londres, Longman, 306 p.
—. 1960. *The Portuguese in South-East Africa*, *1600-1700*, Johannesburg, WUP, 226 p.
—. 1973. *The Portuguese in South-East Africa*, *1488-1600*, Johannesburg, WUP, 276 p.
Azaïs, rév. père F. et Chambard, R. 1931. *Cinq années de recherches archéologiques en Éthiopie*, *province du Harar et Éthiopie méridionale*, 2 vol., Paris, Librairie orientaliste Paul Geuthner.
Azevedo, L. J. de. 1947. *Epocas de Portugal economica*, 2e éd., Lisbonne.
Azevedo, W. L. de. 1959. « The setting of Gola society and culture : some theorical implications of variations in time and space », *KASP*, 21, p. 43-125.

—. 1962. « Some historical problems in the delineation of a Central West Atlantic region », *Annals of the New York Academy of Sciences*, 96, p. 512-538.
Baba, J. B. 1972. « Adiyo : the coining of the Kakwa and the development of their institutions », dissertation, Université de Makarere.
Baer, G. 1967. « Slavery in nineteenth-century Egypt », *JAH*, 8, 3, p. 417-441.
Bagodo, O. 1978. *Le royaume Borgou Wasangari de Nikki dans la première moitié du XIXe siècle*, mémoire de maîtrise, Cotonou, Université nationale.
Bahenduzi, M. 1977. *Le munganuro et l'umwaka : deux fêtes rituelles du Burundi ancien*, thèse, Bujumbura, ENS.
Balogun, S. A. 1980. « History of Islam up to 1800 », dans : O. Ikime (dir. publ.), p. 210-223.
—. 1983. « A reconsideration of the Hausa folklore : the Bayajida legend », Sokoto, miméographie.
Bannerman, J. H. 1981. « Hlengweni : the history of the Hlengweni of lower Save and Lundi rivers from the late eighteenth to mid-twentieth century », *ZH*, 12, p. 1-45.
Baptista, R. 1892. *Africa oriental, caminho de ferro da Beira a Manica*, Lisbonne, Impresa Nacional, 121 p.
Barassin, père J. 1953. *Bourbon des origines jusqu'en 1714*.
Barber, W. J. 1964. *The economy of British Central Africa : a case study of economic development in a dualistic society*, Londres, OUP, 271 p.
Barbot, J. 1732. *A description of the coasts of North and South Guinea*, Londres.
Barkindo, B. M. 1971. « Kānem, Borno and some of their neighbours », dans : J. F. A. Ajayi et M. Crowder (dir. publ.).
—. 1979. « Islam in Mandara : its introduction and impact upon the state and people », *KS*, 1 et 4.
—. 1980. *Origins and history of the sultanate of Mandara*, thèse de doctorat, Zaria, Université Ahmadu Bello.
—. (dir. publ.). 1983. *Studies in the history of Kano*, Ibadan, Heinemann Educational Books, 214 p.
Barreto, père M. 1899. « Informaçao do Estado e conquista dos rios de Cuama, dezembro 1667 », [Rapport sur l'État et la conquête des rivières du Cuama], dans : G. M. Theal (dir. publ.), vol. III.
Barros, J. de. 1552-1613. *Da Asia : dos feitos que os Portuguezes fizeram na conquista e descubrimento das terras e mares do Oriente*, vol. I : 1552 ; vol. II : 1553 ; vol. III : 1563 ; vol. IV : 1613, Lisbonne.
Barry, B. 1972. *Le royaume du Waalo : le Sénégal avant la conquête*, Paris, Maspéro, 393 p.
—. 1981. *Anthropologie économique de la Sénégambie précoloniale du XVe au XIXe siècle*, inédit.
Barth, H. 1857-1858. *Reisen und Entdeckungen in Nord und Central Afrika in den Jahren 1849 bis 1855*, Gotha, J. Perthes, 5 vol. ; éd. anglaise, 1857, *Travels and discoveries in North and Central Africa : being a journal of an exploration undertaken under the auspices of HBM's government in the years 1849-55*, 5 vol., Londres, Longman, Brown, Green, Longmans & Roberts, réimpression 1965, 3 vol., Londres, Ward, Lock, Centenary ed ; éd. française, 1860-1861, *Voyages et découvertes dans l'Afrique septentrionale et centrale pendant les années 1849 à 1855*, 4 vol., Paris, A. Bohné.
Basset, R. 1882. *Études sur l'histoire d'Éthiopie*, Paris.
—. 1897. *Histoire de la conquête de l'Abyssinie (XVIe siècle) par Chihab Eddin Aḥmed ben ʿAbd El Qāder surnommé Arab-Faqih*, 2 vol., Paris, Publications de l'École supérieure de lettres d'Alger.

Bastide, R. 1971. *Les Amériques noires*: *les civilisations africaines dans le Nouveau Monde*, Paris, Payot.
Basu, K. K. 1932. *The Tarikh-i-Mubarak Shadi by Yahya bin Ahmad bin ʿAbdullah as-Sihrindi*, Baroda, Gackwad's Oriental Series, n° 63.
Batalha-Reis, J. 1889. « The Portuguese in Nyasaland », *SGM*, 5, 5, p. 252-260.
Bathily, A. 1975. *Imperialism and colonial expansion in Senegal in the nineteenth century with particular reference to the economic, social and political developments in the Kingdom of Gajaaga*, thèse de doctorat, Université de Birmingham.
Bauer, P. T. 1981. *Equality, the third world and economic delusion*, Londres, George Weidenfeld and Nicolson Ltd.
Beach, D. N. 1976. « Second thoughts on the Shona economy: suggestions for further research », *RH*, 7, p. 1-11.
—. 1977. « The Shona economy: branches of production », dans: R. Palmer et N. Parsons (dir. publ.), p. 37-65.
—. 1980*a*. *The Shona of Zimbabwe from 900 to 1850*: *an outline of Shona history*, Gweru, Mambo Press.
—. 1980*b* « The Zimbabwean plateau and its people, 1400-1900 », document présenté à la Conference on the Social, Political and Economic History of Central Africa, Université du Kent, Canterbury, 7-11 juillet.
—. 1984. *Zimbabwe before 1900*, Gweru, Mambo Press.
Becker, C. et Martin, V. 1975. « Kajor et Bawol: royaumes sénégalais et traite des esclaves au XVIIIe siècle », *RFHOM*, 226-7, p. 286-299.
Beecham, J. 1841. *Ashantee and the Gold Coast*: *being a sketch of the history, social state and superstitions of the inhabitants of those countries…*, Londres, John Mason, 376 p.
Behrens, C. 1974. *Les Kroumen de la côte occidentale d'Afrique*, Talence, CNRS/Centre d'études de géographie tropicale, 243 p.
Bello, M. s.d. *Infāq al-Maysūr fī ta'rikh bilād al-Tukrūr'*, traduit par E. J. Arnett (dir. publ.) sous le titre de *Rise of the Sokoto Fulani*, Kano, Emirate Printing Department; et par C. E. J. Whitting (dir. publ.), 1951, Londres, Luzac and Co.
Beltran, G. A. 1958. *Cuijla*: *esbozo etnográfico de un pueblo negro*, Mexico.
Benisheikh, A. 1983. « The 19th-century Galadimas of Bornu », dans: Y. B. Usman et M. N. Alkali (dir. publ.).
Benyowsky, M. A. de. 1790. *Memoirs and travels*, 2 vol., Londres, G. G. J. et R. Robinson.
Berg, F. J. 1968. « The Swahili community of Mombasa, 1500-1900 », *JAH*, 9,1, p. 35-56.
—. 1971. *Mombasa under the Busaidi sultanate*: *the city and its hinterland in the nineteenth century*, thèse de doctorat, Madison, Université du Wisconsin.
Berger, I. 1967. *Migration of the Central Kenya Bantu*: *a reconsideration of the Shungwaya hypothesis*, mémoire de maîtrise, Madison, Université du Wisconsin.
—. 1973. *The Kubandwa religious complex of interlacustrine East Africa*: *an historical study c. 1500-1900*, thèse de doctorat, Madison, Université du Wisconsin.
Berstein, H. (dir. publ.). 1973. *Underdevelopment and development*: *the third world today*, New York, Penguin Books.
Bernus, E. 1960. « Kong et sa région », *Études éburnéennes*, 8, p. 239-324.
Berque, J. 1982. *Ulemas, fondateurs, insurgés du Maghreb*, Paris, Sindbad (La bibliothèque arabe).
Berthier, P. 1966. *Les anciennes sucreries du Maroc et leurs réseaux hydrauliques*, 2 vol., Rabat, Imprimeries française et marocaine.
Bertrand, col. s. d. *Notes d'histoire mangbetu*, manuscrit en possession de J. Vansina.
Bertuchi, A. J. 1923. *The island Rodriguez*: *a British colony in the Mascarenhas group*, Londres, John Murray.

Betbeder, P. 1971. « The kingdom of Buzinza », *CHM*, 13, 4, p. 736-762.
Betoto, C. 1950*a*. « The social organization of the Sakalava royalty », dans : C. Betoto (dir. publ.), 1950*b*.
—. (dir. publ.). 1950*b*. *Histoire de la royauté sakalava*, Paris, École nationale de la France d'outre-mer, p. 1-32 (tapuscrit).
Bezold, C. 1905. *Kebra Nagast* : *Die Herrlichkeit der Könige*, Munich, Verlag de K. B.
Bhila, H. H. K. 1975. « Some aspects of pre-colonial African trade south of the Zambezi », *MJSS*, 4, p. 101-116.
—. 1977. « The Kaphwiti-Lundu complex in the lower Shire valley, Malawi, to 1800 A. D. : myth and reality », document présenté à l'International Conference on Southern African History, Université nationale du Lesotho, Rome, 1-7 août.
—. 1982. *Trade and politics in a Shona kingdom. The Manyika and their Portuguese and African neighbours, 1575-1902*, Londres, Longman.
Bieber, F J. 1920-1923. *Kaffa* : *ein altkuschilisches Volkstum in Inner Afrika*, vol. I, Münster, W. Aschendorffsche Verlagsbuchhandlung, vol. II, Vienne.
Bikunya, P. 1927. *Ky'Abakama ba Bunyoro-Kitara*, Londres, Sheldon Press.
Binger, L. G. 1892. *Du Niger au golfe de Guinée par le pays de Kong et le Mossi, 1887-1889*, 2 vol., Paris, Hachette.
Biobaku, S. O. (dir. publ.). 1973. *Sources of Yoruba history*, Oxford, Clarendon Press.
Birkeli, E. 1926. « Marques de bœufs et traditions de race : documents sur l'ethnographie de la côte occidentale de Madagascar », *Oslo Ethnografiske Museum*, 2.
Birmingham, D. 1966. *Trade and conflict in Angola* : *the Mbundu and their neighbours under the influence of the Portuguese, 1483-1790*, Oxford, Clarendon Press.
—. 1975. « Central Africa from Cameroun to Zambezi », dans : R. Gray (dir. publ.), p. 325-383.
—. 1981. *Central Africa to 1870* : *Zambezia, Zaïre and the South Atlantic*, Cambridge, CUP.
Birmingham, D. et Gray, R. (dir. publ.). 1970. *Pre-colonial African trade* : *essays on trade in Central and Eastern Africa before 1900*, Londres, OUP, 308 p.
Birmingham, D. et Martin, P. (dir. publ.). 1983. *History of Central Africa*, vol. I, Londres, Institute of Commonwealth Studies, 314 p.
Bishikwabo, C. 1982. *Histoire d'un État shi en Afrique des Grands Lacs* (*c. 1850-1940*), thèse de doctorat, Université de Louvain-la-Neuve.
Bishop, W. W. et Clark, J. D. (dir. publ.). 1967. *Background to evolution in Africa*, Chicago, University of Chicago Press.
Bivar, A. D. H. et Shinnie, P. L. 1960. « A dated Kuran from Bornu », *Nigerian Magazine* (Lagos), 65.
Blackburn, R. H. 1976. « Okiek history », dans : B. A. Ogot (dir. publ.), 1976*b*, p. 53-83.
—. 1982. *Kenya's peoples* : *Okiek*, Londres, Evans.
Blair, H. A. et Duncan-Johnstone, A. 1932. *Enquiry into the constitution and organization of the Dagbon Kingdom*, Accra, Government Printer.
Blake, J. W. 1937. *West Africa, quest for God and gold, 1454-1578* : *a survey of the first century of white enterprise in West Africa, with particular reference to the achievement of the Portuguese and their rivalries with other European powers*, Londres, Curzon Press, 2e éd., 1977.
—. 1942. *Europeans in West Africa, 1450-1560*, 2e éd., 2 vol., Londres, Hakluyt Society (trad, par J. W. Blake, dir. publ.).
Blakeley, A. 1976. « Gannibal, Abram Petrovich », dans : J. L Wieczynski, *Modern encyclopaedia of Russian and Soviet history*, vol. 12, Gulf Breeze, Academic International Press.

Boahen, A. A. 1964. *Britain, the Sahara and the Western Sudan, 1788-1861*, Oxford, Clarendon Press, 268 p. (Oxford Studies in African Affairs).
—. 1965. « Asante and Fante, A.D. 1000-1800 », dans : J. F. Ajayi et J. Espie (dir. publ.), p. 160-185.
—. 1966*a*. *Topics in West African history*, Londres, Longman.
—. 1966*b* « Origins of the Akan », *GNQ*, 9, p. 3-10.
—. 1971. « The coming of the Europeans », dans : A. M. Josephy, Jr. (dir. publ.).
—. 1973. « Arcany or Accany or Arcania and the Accanists of the 16th and 17th centuries' European records », *THSG*, XIV, I, 6, p. 105-112.
—. 1974. « Fante diplomacy in the eighteenth century », dans : K. Ingham (dir. publ.), p. 25-49.
—. 1977. « Ghana before the coming of the Europeans », *GSSJ*, 4, 2.
Boesch, F. 1930. *Les Banyamwezi : peuple de l'Afrique orientale*, Münster, Anthropos Bibliothek.
Boeseken, A. J. 1969. « The settlement under the van der Stels », dans : C. F. J. Muller (dir. publ.), p. 26-38.
Bois, G. 1978. « Against the neo-Malthusian orthodoxy », *PP*, 79, p. 60-69.
Bonnel de Mézières, A. 1912. *Le major A. Gordon Laing*, Paris, Larose, 2e éd., 1927.
Bontinck, F. 1980. « Un mausolée pour les Jaga », *CEA*, 79, p. 387-389.
Bontinck, F. et Ndembe Nsasi, D. 1978. *Le catéchisme kikongo de 1624 : réédition critique*, Bruxelles, ARSOM (Classe des Sciences morales et politiques, NS, XLIV-5).
Borah, W. et Cook, S. F. 1963. *The aboriginal population of Central Mexico on the eve of Spanish conquest*, Berkeley, UCP.
—. 1967. « The aboriginal population of Central Mexico », dans : L. Hanke (dir. publ.), vol. I.
Bosman, W. 1967. *A new and accurate description of the coast of Guinea*, Londres, Frank Cass (réimp. de la l^re éd. de 1705, avec une introduction de J. R. Willis).
Boston, J. S. 1969. « Oral tradition and the history of the Igala », *JAH*, 10, 1, p. 29-43.
Botelho, J. J. T. 1936. *Historia militar e política dos Portugeses em Moçambique da descoberta a 1833*, Lisbonne, Governo Geral de Moçambique.
Boto, J. 1923. « Tradition relative à l'origine des Betsimisaraka Betanimena », *BODE*, 25, p. 252-253.
Bouchaud, J. 1952. *La côte du Cameroun dans l'histoire et la cartographie, des origines à la conquête allemande*, Yaoundé, IFAN, 217 p (Mémoires de l'IFAN, 5).
Bouet, S. S. et Bouet, L. T. 1911. « Les Toma », *BCAF*, 8, p. 1850-246.
Boulègue, J. 1968. *La Sénégambie du milieu du XVe siècle au début du XVIIe siècle*, thèse de doctorat de 3e cycle, Université de Paris.
—. 1972. « Aux confins du monde malinKe : le Royaume du Kasa (Casamance) », document présenté à la Conference on Manding Studies, Université de Londres.
Bouquiaux, L. et Hyman, L. (dir. publ.). 1980. *L'expansion bantoue*, 3 vol., Paris, SELAF.
Boutillier, J. L. 1971. « La cité marchande de Bouna dans l'ensemble économique ouest-africain précolonial », dans : C. Meillassoux (dir. publ.), p. 240-252.
—. 1975. « Les trois esclaves de Bouna », dans : C. Meillassoux (dir. publ.), p. 253- 280.
Bovill, E. W. 1958. *The golden trade of the Moors*, Londres, OUP, 281 p., 2e éd. révisée, 1968, 293 p.
Boxer, C. R. 1952. *Salvador de Sa and the struggle for Brazil and Angola, 1602-1686*, Londres, Athlone Press, 444 p.
—. 1960*a*. « Uma relação inedita et contemporanea da batalha de Ambuila em 1665 », *Museu de Angola*, 2, p. 66-73.

—. 1960*b* « The Portuguese on the Swahili coast, 1593-1729 », dans : C. R. Boxer et C. de Azevedo (dir. publ.), p. 11-86.
—. 1961. *Four centuries of Portuguese expansion*, *1415-1825* : *a succinct survey*, Johannesburg, WUP.
—. 1963. *Race relations in the Portuguese colonial empire*, *1415-1825*, Oxford, Clarendon Press, 136 p.
—. 1969. *The Portuguese seaborne empire*, Londres, Hutchinson.
Boxer, C. R. et Azevedo, C. de (dir. publ.). 1960. *Fort Jesus and the Portuguese in Mombasa*, *1593-1729*, Londres, Hollis & Carter, 144 p.
Boyer, G. 1953. *Un peuple de l'Ouest soudanais*, *les Diawara* : *contribution à l'histoire des Songhay par J. Rouch*, Dakar, IFAN, 259 p. (Mémoires de l'IFAN, 29).
Brasio, A. (dir. publ.). 1952-1971. *Monumento missionaria Africana — Africa occidental*, 11 vol., Lisbonne, Agencia Geral do Ultramar.
Braudel, F. 1928. « Les Espagnols et l'Afrique du Nord de 1492 à 1577 », *RA*, p. 184 et suiv. et p. 315 et suiv.
—. 1935. « Philippe II et la Goulette », *RA*, p. 386-391.
—. 1946. « De l'or du Soudan à l'argent d'Amérique », *AESC*, 1, p. 9-22.
—. 1993*a*. *Civilisation*, *économie et capitalisme* : *XVe-XVIIe siècle*, 3 vol. Paris, LGF.
—. 1993*b*. *Les structures du quotidien* : *le possible et l'impossible*, vol. I. Paris, LGF.
Braukämper, U. 1978. « The ethnogenesis of the Sidama », *Abbay*, 9, p. 123-130.
—. 1980. *Geschichte der Hadiya Süd-Athiopiens*, Wiesbaden.
Brenner, R. 1976. « Agrarian class structural and economic development in pre-industrial Europe », *PP*, 70, p. 31-75.
—. 1982. « The agrarian roots of European capitalism », *PP*, 97, p. 16-113.
Bretschneider, E. 1871. *On the knowledge possessed by the ancien Chinese of the Arabs and Arabian colonies*, Londres.
Brief Dīwān, compilé en 1751-1752 (1165 de l'hégire). Reproduit dans *Kitab fi Sha'n Sultan Idris*, 1932, Kano (avec une traduction de H. R. Palmer dans l'introduction).
Broadhead, S. 1971. *Trade and politics on the Congo coast : 1770-1870*, thèse de doctorat, Université de Boston.
—. 1979. « Beyond decline : the kingdom of the Kongo in the eighteenth and nineteenth centuries », *IJAHS*, 12, 4, p. 615-650.
—. 1983. « Slave wives, free sisters, Bakongo women and slavery *c.* 1700-1850 », dans : C. C. Robertson et M. Klein (dir. publ.), p. 160-181.
Brock, B. 1968. « The Nyika », dans : A. D. Roberts (dir. publ.), p. 59-81.
Brooks, G. E. 1980. *Kola trade and state-building in upper Guinea coast and Senegambia*, *15th-17th centuries*, Université de Boston (African Studies Centre Working Papers, 38).
Browne, W. G. 1799. *Travels in Africa*, *Egypt and Syria*, *from the year 1792 to 1798*, Londres, Longman & Rees, 496 p. ; 2e éd., 1806, 632 p.
Bruce, J. 1805. *Travels to discover the source of the Nile in the years 1768*, *1769*, *1770*, *1771*, *1772 and 1773*, 2e éd., 8 vol., Édimbourg, A. Constable & Co., Manners and Miller ; Ire éd., 5 vol., 1790, Édimbourg, J. Ruthren.
Brun, S. 1624. *Schiffohrten*. Bâle.
Brutsch, J. R. 1950. « Les relations de parenté chez les Duala », *Études camerounaises*, 3, 31-32, p. 211-230.
Bryan, M. A. 1959. *The Bantu languages of Africa*, Londres, OUP/IAI, 170 p. (Handbook of African languages, partie 4).
Buchanan, C. 1974. *The Kitara complex : the historical tradition of Western Uganda to the 16th century*, thèse de doctorat, Bloomington, Université de l'Indiana, 273 p.

Buchthal, H. 1960. « An Ethiopian miniature of Christ being nailed to the Cross », dans : *Atti del Convegno internazionale di studi ethiopici*, Rome, p. 331-334.
Burckhardt, J. L. 1819. *Travels in Nubia*, Londres, John Murray, 543 p.
Burnham, P. 1975. « Regroupement and mobile societies : two Cameroon cases », *JAH*, 16, 4, p. 577-594.
—. 1980. *Opportunity and constraint in a savanna society*, Londres, Academic Press, 324 p.
Burssens, H. 1958. *Les peuplades de l'entre-Congo-Ubangi*, Londres, IAI.
Burton, R. F. (dir. publ. et trad.). 1873. *The lands of Kazembe* : *Lacerda's journey to Kazembe in 1798*, Londres, John Murray.
Burton, W. F. 1956. « L'organisation sociale des Balumba », *BJIDCC*, 4, p. 150-153.
Bynon, T. 1977. *Historical linguistics*, Cambridge, CUP, 301 p.
Cà da Mosto, A. da. 1937. *The voyages of Cadamosto and other documents on Western Africa in the second half of the fifteenth century*, Londres, Hakluyt Society (trad. par G. R. Crone, dir. publ.).
Cadornega, O. de. 1940-1942. *História geral das guerras angolanas*…, 3 vol., Lisbonne, Imprensa Nacional (J. M. Delgado et M. A. da Cunha, dir. publ.).
Caetano, X. 1954. « Relação do estado presente de Moçambique, Sena, Sofala, Inhambane e todo o continente da Africa oriental », dans : L. F. de Dias Carvalho (dir. publ.), p. 171-215.
Caillié, R. 1828. *Journal d'un voyage à Tombouctou et à Jenne*, Paris, Imprimerie royale.
Cairns, T. 1971. *Barbarians, christians and muslims*, Cambridge, CUP.
Callaway, C. 1870. *The religious systems of the Amazulu*, Londres, Trübner & Co.
Callet, F. 1878-1902. *Tantaran 'ny Andriana*, 2e éd., Antananarivo ; 3e éd., 1908-1909 ; traduit par G. S. Chapus et E. Ratsimba sous le titre d'*Histoire des rois*, 1953-1958, Antananarivo. (Faisant référence à *Tantara*, mot généralement utilisé pour histoire.)
Calonne-Beaufaict, A. de. 1921. *Azande : introduction à une ethnographie générale des bassins de l'Ubangi-Uele et de l'Aruwimi*, Bruxelles, M. Lamertin.
Capello, H. et Ivens, R. 1886. *De Angola a Contra-Costa : descripção de uma viagem atravez do continente africano*, 2 vol., Lisbonne, Imprensa Nacional.
Capron, J. 1973. *Communautés villageoises bwa* (*Mali*, *Haute-Volta*), Paris, Institut d'ethnologie, 379 p. (Mémoire, 9).
Carreira, A. 1947. *Mandingas da Guiné portuguesa*, Bissau, Centro de estudos da Guiné portuguesa.
Carrette, E. 1844. *Recherches sur la géographie et le commerce de l'Algérie méridionale*, Paris, Sciences historiques et géographiques.
Carvalho, H. A. de Dias. 1890. *Expedição ao Muatiamvo : ethnographia e história tradicional dos povos da Lunda*, 8 vol., Lisbonne, Imprensa Nacional.
Carvalho, L. F. de Dias (dir. publ.). 1954. « Fontes para a historia, geografía e comercio de Moçambique, sec. XVIII », *Anais*, 9, 1.
Castries, H. de. 1905-1936. *Les sources inédites de l'histoire du Maroc de 1530 à 1845*, 18 vol., Paris, Librairie orientaliste Paul Geuthner.
—. 1923. « La conquête du Soudan par el-Mansour », *Hespéris*, 3, 4, p. 433-488.
Cauneille, A. 1957. « Le nomadisme des Zentan (Tripolitaine et Fezzan) », *Trav. IRS*, 16, 2, p. 73-99.
Cavazzi, G. A. 1965. *Descripção histórica dos três reinos do Congo, Matamba e Angola… 1687*, Lisbonne, Junta de Investigações do Ultramar (traduction portugaise annotée par G. M. de Leguzzano, 2 vol.).
Centre de civilisation burundaise (dir. publ.). 1981. *La civilisation ancienne des peuples des Grands Lacs*, Paris, Karthala, 495 p.

Centre for the Study of Customs (dir. publ.). s. d. *Enquête sur […] les Mahafaly*, Université de Madagascar.
Cerulli, E. 1922. *The folk-literature of the Galla of Southern Abyssinia*, Harvard African Studies (Cambridge, Mass) 3.
—. 1931. « Documenti arabi per la storia dell'Ethiopia », *MRAL*, 4, 6, p. 39-101.
—. 1936. *La lingua e la storia di Harar*, Rome.
—. 1941. « Il sultano dello Scioa nel secola XII secondo un nuovo documento storico », *RSE*, 1, p. 5-42.
—. 1942. « Gli emiri di Harar dal secolo XVI alle conquista egiziana (1875) », *RSE*, *2*, p. 3-20.
—. 1943-1947. *Etiopi in Palestina*, 2 vol., Rome, Libreria dello Stato.
—. 1947. « Il "Gesu percosso" nell'arte etiopica e le sue origini nell'Europa del XV secolo », *RSE*, 6, p. 109-129.
—. 1957-1964. *Somalia — Scritti vari editi ed inediti*, 3 vol., Rome, Amministrazione fiducitaria italiana di Somalia.
—. 1968. *La letteratura etiopica*, Florence/Milan, Sansoni/Academia Sancasciano vul di Pesa/Stianti.
Césard, E. 1927. « Comment les Bahaya interprètent leurs origines », *Anthropos*, *22*, p. 440-465.
—. 1935, 1936, 1937. « Le Muhaya », *Anthropos*, 30, p. 75-106 et 451-462, 31, p. 97-114, 489-508 et 821-849, 32, p. 15-60.
Césard, P. 1931. « Histoires des rois du Kyamtwara d'après l'ensemble des traditions des familles régnantes », *Anthropos*, 26, p. 533-543.
Chamberlin, C. 1977. *Competition and conflict: the development of the bulk export trade in Central Gabon during the nineteenth century*, thèse de doctorat, Los Angeles, Université de Californie.
—. 1978. « The migration of the Fang into Central Gabon during the nineteenth century: a new interpretation », *IJAHS*, 11, p. 429-456.
Chaunu, H. et Chaunu, P. 1955. *Séville et l'Atlantique*, *1504-1650*, 11 vol., Paris, École des hautes études en sciences sociales.
Chauveau, J. P. 1974. « Note sur les échanges dans le Baule précolonial », dans: *Colloque de Bondoukou sur les peuples communs au Ghana et à la Côte d'Ivoire*, Bondoukou, SLND, p. 262-305.
—. 1979. *Notes sur l'histoire économique et sociale de la région de Kokumbo*, Paris, ORSTOM, 277 p. (Travaux et documents, 104).
Cheffaud, M. 1936. « Note sur la chronologie des rois d'Imerina », *BAM*, 19, n° spécial, p. 37-47.
Chéron, G. 1924. « Contribution à l'histoire du Mossi: traditions relatives au cercle de Kaya », *BCEHSAOF*, 7, 4, p. 635-691.
Chilver, E. M. 1981. « Chronological synthesis: the western region », dans: C. Tardits (dir. publ.), p. 453-473.
Chittick, H. N. 1962. *A guide to the ruins of Kilwa*, *with some notes on other antiquities in the region*, Dar es-Salaam, Ministry of Community Development and National Culture, National Culture and Antiquities Division, 20 p.
—. 1963. « Kilwa and the Arab settlement on the East African coast », *JAH*, 4, *2*, p. 179-190.
—. 1969. « A new look at the history of Pate », *JAH*, 10, 3, p. 375-391.
—. 1971. « The coast before the arrival of the Portuguese », dans: B. A. Ogot et J. A. Kieran (dir. publ.), réimp. 1974, p. 100-118.
—. 1974. *Kilwa: an islamic trading city on the East African coast*, *2* vol., Nairobi, BIEA (mémoire).

—. 1975. « The peopling of the East African coast », dans : H. N. Chittick et R. I. Rotberg (dir. publ.), p. 16-43.
—. 1977. « The East coast, Madagascar and the Indian ocean », dans : R. Oliver (dir. publ.), p. 183-231.
Chittick, H. N. et Rotberg, R. I. (dir. publ.). 1975. *East Africa and the Orient : cultural synthesis in the pre-colonial times*, New York, Africana Publishing Company, 343 p.
Chojnacki, S. 1969. « Däj Giyorgis », *JES*, 7, 2, p. 43-52.
Chrétien, J.-P. 1974. « Échanges et hiérarchies dans les royaumes des Grands Lacs de l'Est africain », *AESC*, p. 1327-1337.
—. 1975. « Le Buha à la fin du XIXe siècle : un peuple, six royaumes », *EHA*, 7, p. 9-38.
—. 1977. « Les deux visages de Cham : points de vue français du XIXe siècle sur les races africaines d'après l'exemple de l'Afrique orientale », dans : P. Guiral et E. Temime (dir. publ.), *L'idée de la race dans la pensée politique française contemporaine*, Paris, Éditions du CNRS, p. 171-199.
—. 1979. *Histoire rurale de l'Afrique des Grands Lacs*, Université de Paris.
—. 1981*a*. « Du Hirsute au Hamite : les variations du cycle de Ntare Ruhatsi, fondateur du royaume du Burundi », *HA*, 8, p. 3-41.
—. 1981*b* « Pouvoir d'État et autorité mystique : l'infrastructure religieuse des monarchies des Grands Lacs », *RFHOM*, p. 112-130.
— (dir. publ.). 1983. *Histoire rurale de l'Afrique des Grands Lacs*, Paris, AFERA/Karthala, 285 p.
—. 1984. « Nouvelles hypothèses sur les origines du Burundi », dans : L. Ndoricimpa (dir. publ.), p. 11-52.
—. 1986. « Confronting the unequal exchange of the oral and the written », dans : B. Jewsiewicki et D. Newbury (dir. publ.), p. 75-90.
Christelow, A. 1948. « Great Britain and the trades from Cadiz and Lisbon to Spanish America and Brazil, 1759-1783 » *HAHR*, 28, 1, partie II.
Cipolla, C. M. 1976. *Before the industrial revolution : European society and economy, 1000-1700*, Londres, Methuen.
Cissoko, S. M. 1968*a*. *Histoire de l'Afrique occidentale*, Paris, PA, 233 p.
—. 1968*b*. « Famines et épidémies à Tombouctou et dans la boucle du Niger du XVIe au XVIIIe siècle », *BIFAN*, série B, 30, 3, p. 806-821.
—. 1969. « La royauté (mansaya) chez les Mandingues occidentaux, d'après leurs traditions orales », *BIFAN*, série B, 31, p. 325-338.
—. 1972. « Introduction à l'histoire des Mandingues de l'Ouest : l'Empire de Kabou (XVIe-XIXe siècle) », document présenté à la Conference on Manding Studies, Londres.
Cissoko, S. M. et Sambou Kaoussa. 1969. *Recueils des traditions orales des Mandingues de Gambie et de Casamance*, Niamey, UNESCO, 269 p.
Clark, J. D. 1965. « The Portuguese settlement at Feira », *NRJ*, 6, p. 275-292.
Clérici, A. 1962. *Histoire de la Côte d'Ivoire*, Abidjan, CEDA.
Cohen, D. W. 1968. « Review of L. de Heusch, *Le Rwanda et la civilisation interlacustre*, 1966 », *JAH*, 9, 4, p. 651-657.
—. 1968/1973. « The River-Lake Nilotes from the fifteenth to the nineteenth century », dans : B. A. Ogot (dir. publ.), p. 142-157, 2e éd.
—. 1970. « A survey of interlacustrine chronology », *JAH*, 11, 2, p. 177-201.
—. 1972. *The historical tradition of Bugosa, Mukama and Kintu*, Oxford, Clarendon Press, 218 p.
—. 1989. « Peoples and states of the Great Lakes region », dans : J. F. A. Ajayi (dir. publ.), p. 270-293.

—. s. d.*a*. « Retracing the footsteps of Mukama », dans : J. B. Webster (dir. publ.).
—. s. d.*b* « Emergence and crisis : the states of Bugosa », dans : D. Denoon (dir. publ.), s.d.
Cohen, R. 1965. « Some aspects of institutionalized exchange : a Kanuri example », *CEA*, 5.
—. 1970. « Incorporation in Bornu », dans : R. Cohen et J. Middleton (dir. publ.), *From tribe to nation in Africa*, Scranton, Chandler Int. Co., p. 150-174.
Colle, R. 1913. *Les Baluba*, Bruxelles, Van Overbergh (Collection de monographies ethnographiques, vol. X et IX).
Colvin, L. G. 1974. « Islam and the state of Kajoor : a case of successful resistance to Jihad », *JAH*, 15, 4, p. 587-606.
Commissariat, M. S. 1957. *A history of Gujarat*, Calcutta.
Conceicao, A. da. « Tratados dos rios de Cuava. » *O chronista de Tissuary*.
Constantin, de. 1725. *Recueil des voyages… de la Compagnie des Indes orientales*.
Conti Rossini, C. 1907. « Historia Regis Sarsa Dengel — Malak Sagad », *CSCO*, scr. aeth., série alt., 3.
—. 1942. « Sulla communità abissina di Cipro », *RSE*, 1, p. 98-99.
Cook, S. F. et Borah, W. 1971-1974. *Essays in population history*, *Mexico and the Caribbean*, 2 vol., Berkeley, UCP.
Cooper, F. 1979. « The problem of slavery in African studies », *JAH*, 20, 1, p. 103-125.
Cooper, J. P. 1978. « In search of agrarian capitalism », *PP*, 80, août, p. 20-65.
Cordell, D. D. 1972. *History of the Awlad Sulayman*, mémoire de maîtrise, Madison, Université du Wisconsin.
Cornevin, R. 1964. *Note sur l'histoire de Sansanné Mango*, Londres, Survey on African chronology.
Cory, H. s. d. *Historia ya wilaya Bukoba*. *History of the Bukoba district*, Mwanza.
Cory, H. et Hartnoll, M. M. 1945/1971. *Customary law of the Haya tribe*, Londres, Frank Cass (Cass Library of African Studies, Library of African Law, 7).
Cossac de Chavrebière. 1931. *Histoire du Maroc*, Paris, Payot.
da Costa, capitaine P. R. 1613/1970. « Diário », 1613, dans : H. Listao, *Os dois descobrimentos da ilha de Sao Lourenco mandalos fazer pelo vice-rei D. Jeronimo de Azevedo nos anos de 1613 a 1616*, Lisbonne, p. 47-192.
Coupez, A., Evrard, E. et Vansina, J. 1976. « Classification d'un échantillon de langues bantoues d'après la lexicostatistique », *AL*, 6, 81, p. 131-158.
Coupez, A. et Kamanzi, T. 1962. *Récits historiques du Rwanda*, Tervuren, MRAC, 327 p.
Coursey, D. G. 1966. « The cultivation and use of yams in West Africa », *GNQ*, 9, p. 45-54.
Courtois, C. 1955. *Les Vandales de l'Afrique*, Alger, Arts et métiers graphiques, 441 p.
Coutouly, F. de. 1912. Le cercle de Kade-Touba. *Bulletin du Comité de l'Afrique française*, p. 96-117.
Crazzolara, J. P. 1950-1954. *The Lwoo*, 3 vol., Vérone, Missioni africana.
—. 1960. « Notes on the Lango Omiru and the Labwor and Nyakwai », *Anthropos*, 55, p. 174-214.
Crine-Mavar, B. 1973. « Histoire traditionnelle du Shaba », *CZA*, 1, p. 5-103.
Crooks, J. J. 1923. *Records relating to the gold settlements*, *1750-1874*, Dublin, Browne and Nolan, 557 p.
Croot, P. et Parker, D. 1978. « Agrarian class structure and economic development », *Past and Present*, 78, p. 37-47.
Crosby, C. A. 1980. *Historical dictionnary of Malawi*, New York, Scarecrow Press, 169 p.

Crouezt, F. 1964. « Wars, blockade and economic change in Europe, 1792-1815 », *Journal of Economic History*, XXIV, 4, décembre.
Cruickshank, B. 1853. *Eighteen years on the Gold Coast of Africa*, 2 vol., Londres, Hurst and Blackett.
Cullen-Young, T. 1970. *Notes on the history of the Tumbuka-Kamanga peoples in the northern province of Nyasaland*, Londres, Frank Cass, 192 p.
Cuoq, J. M. 1975. *Recueil des sources arabes concernant l'Afrique occidentale du VIIIe au XVIe siècle* (*Bilād al-Sūdān*), Paris, Éditions du CNRS, 490 p.
Curtin, P. D. (dir. publ.). 1967. *Africa remembered : narratives by West Africans from the era of the slave trade*, Madison, UWP, 363 p.
—. 1969. *The atlantic slave trade : a census*, Madison, UWP, 338 p.
—. 1971*a*. « Jihad in West Africa : early phases and interrelations in Mauritania and Senegal », *JAH*, 12, 1, p. 11-24.
—. 1971*b*. « The atlantic slave trade, 1600-1800 », dans : J. F. A. Ajayi et M. Crowder (dir. publ.), vol. I, p. 240-268.
—. 1973. « Review of B. Barry, *Le royaume du Waalo : le Sénégal avant la conquête* (Paris, Maspéro) », *IJAHS*, 6, 4, p. 679-681.
—. 1975. *Economic change in pre-colonial Africa*, vol. I : *Senegambia in the era of the slave trade*, vol. II : *Supplementary evidence*, Madison, UWP.
Curtin, P. D., Anstey, R. et Inikori, J. E. 1976. « Discussions : measuring the atlantic slave trade », *JAH*, 17, 4, p. 595-627.
Curtin, P. D., Feierman, S., Thompson, L. et Vansina, J. 1978. *African history*, Boston/Toronto, Little Brown Company, 612 p.
Cuvelier, J. 1953. *Relations sur le Congo du père Laurent de Lucques, 1700-1717*, Bruxelles, ARSOM/Section des sciences morales et politiques (coll. in 8°, 32 (C)).
—. 1957. *Koningin Nzinga van Matamba*, Bruges.
Cuvelier, J. et Jadin, L. 1954. *L'ancien royaume du Congo d'après les archives romaines, 1518-1640*, Bruxelles, ARSOM.
Czekanowski, J. 1917. *Forschungen im Nil-Kongo Zwischengebiet. Ethnographie : Zwischenseengebiet*, Leipzig, Klinkhardt & Biermann, 412 p.
Daaku, K. Y. 1966. « Pre-Ashanti states », *GNQ*, 9, p. 10-13.
—. 1968. « A note on the fall of Ahwene Koko and its significance in Asante history », *GNQ*, 10, p. 40-44.
—. 1969. *Oral traditions of Adansi*, Accra/Legon, Institute of African Studies.
—. 1970*a*. *Trade and politics in the Gold Coast, 1600-1720*, Oxford, Clarendon Press, 219 p. (Oxford Studies in African Affairs).
—. 1970*b*. *Oral traditions of Denkyira*, Accra/Legon, Université du Ghana.
—. 1971. « A history of Sehwi : a survey of oral evidence », *RR*, 7, 3.
—. s. d. *Unknown Aowin, its people and their traditional history*, Accra/Legon, Université du Ghana, non publié.
Dalrymple, A. 1806. *Collection of nautical memoirs and journals*.
Dampierre, E. de. 1968. *Un ancien royaume bandia du Haut-Oubangui*, Paris, Plon, 601 p. (Recherches en sciences humaines, 24).
Dankoussou, I. 1970. *Traditions historiques des Katsinaawa après le Jihad*, Niamey, CRDTO.
Dantzig, A. van. 1978. *The Dutch and the Guinea Coast, 1674-1742 : a collection of documents from the General State Archives at The Hague*, Accra, GASS, 375 p.
Dapper, O. 1668, *Naukeurige Beschrijvinge der Afrikaensche gewesten van Egypten, Barbaryen, Libyen, Biledulgerid…*, Amsterdam, Jacob van Meurs ; 1686, traduction française, *Description de l'Afrique…*, Amsterdam, Wolfang, Waesberge, *et al*.

—. 1676. *Umstaendliche und Eigentliche Beschreibung von Africa*, Amsterdam, Jacob van Meurs.
Dapper, O. et Ryder, A. F. C. 1965. « Dutch trade on the Nigerian coast during the 17th century », *JHSN*, 3, 2, p. 196-210.
D'Arianoff, A. 1952. *Histoires des Bagesera, souverains du Gisaka*, Bruxelles, Institut royal colonial belge, 138 p.
Darling, P. J. 1979. « Fieldwork surveys in the Benin and Ishan kingdoms », *Nyame Akuma*, 15, p. 35-39.
—. 1983. *Iron smelting in and around Hausaland, Northern Nigeria*, Université de Jos.
Daumas-Chancel, A. 1848. *Le grand désert*, Paris.
David, N. 1982. « Prehistory and historical linguistics in Central Africa : points of contact », dans : C. Ehret et M. Posnansky (dir. publ.), p. 78-95.
David, P. H. 1969. « Maradi precolonial », *BIFAN*, 31, 3, p. 638-688.
Davidson, B. 1965. *The growth of African civilisation : a history of West Africa, 1000-1800*, Londres, Longman, 320 p.
Davis, D. B. 1966-1975. *The problem of slavery in western culture*, 2 vol., New York, OUP.
—. 1984. *Slavery and human progress*, New York, OUP, 374 p.
Davis, R. 1967. *A commercial revolution : English overseas trade in the seventeenth and eighteenth centuries*, Londres, Historical Association.
—. 1969. « English foreign trade, 1660-1774 », dans : W. E. Minchinton (dir. publ.), p. 78-120.
Deane, P. et Cole, W. A. 1967. *British economic growth, 1688-1959*, 2e éd., Cambridge, CUP.
Debourou, D. M. 1979. *Commerçants et chefs de l'ancien Borgou, des origines à 1936*, Paris, Université de Paris/ICRA.
Debrunner, H. W. 1965. *The Church in Togo : a Church between colonial powers*, Londres, Lutterworth, 368 p.
—. 1967. *A history of Christianity in Ghana*, Accra, Waterville Publishing House, 375 p.
Defoort, E. 1913. « L'Androy », *BEM*, 13, 2, p. 127-246.
Degrandpré, L. 1801. *Voyage à la côte occidentale d'Afrique, fait dans les années 1786 et 1787*, 2 vol., Paris, Dentu.
Delacourt, A. 1912. « Les Tenda de la Guinée française », *Revue d'ethnologie et de sociologie*, p. 287-318.
Delafosse, M. 1912. *Le Haut-Sénégal-Niger* (*Soudan français*), 3 vol., Paris, Larose.
—. 1913. « Traditions historiques et légendaires du Soudan occidental », *Publications du Comité de l'Afrique française*.
Delcourt, A. 1952. *La France et les établissements français du Sénégal entre 1713 et 1763*, Dakar, IFAN, 432 p. (Mémoires de l'IFAN, 17).
Delgado, R. 1948-1955. *História de Angola*, 4 vol., Benguela, Edição da Tip. do Jornal de Benguela.
Delobsom, A. D. 1929. « Les "Nionissés" de Goupana », *Cahiers d'outre-mer*, 1, 4, p. 419-446.
Demesse, L. 1978. *Changements techno-économiques et sociaux chez les pygmées babinga*, 2 vol., Paris, Institut d'ethnologie.
—. 1980. *Techniques et économies des pygmées babinga*, Paris, Institut d'ethnologie, 301 p.
Denevan, W. M. (dir. publ.). 1976. *The native population of the Americas in 1492*, Madison, UWP.
Denham, D. 1826. *Narratives of travels and discoveries in Northern and Central Africa*, Londres, John Murray.

Denis, P. 1961. *Histoire des Mangbetu et des Matshaga jusqu 'à l'arrivée des Belges*, Tervuren, MRAC, 167 p. (Archives d'ethnographie, 2).
Denne, Mme (trad.), s. d. *Kiziba : land and people* (*Kiziba, Land und Leute*).
Denolf, P. 1954. *Aan den rand van der Dihese*, Bruxelles, ARSOM (coll. in 8°, vol. 34, n° 1).
Denoon, D. (dir. publ.). 1972. *A history of Kigezi in South-West Uganda*, Kampala, The National Trust.
—. 1983. *Settler capitalism : the dynamics of dependent development in the southern hemisphere*, Oxford/New York, OUP/ Clarendon Press.
— (dir. publ.). s. d. *Uganda before 1900*, vol. 2.
Denoon, D. et Snowden, C. (dir. publ.). 1981. *A history of agriculture in Papua New Guinea*, Port Moresby.
Deschamps, H. 1936. *Les Antaisaka*, Antananarivo.
—. 1949. Les pirates à Madagascar aux *XVIIe* et *XVIIIe siècles*, l^re éd., Paris, Berger-Levrault, 244 p, 2e éd., 1972.
—. 1961. *Histoire de Madagascar*, 2e éd., 1965, Paris, Berger-Levrault, 348 p. (Monde d'outre-mer, série Histoire).
—. 1962. *Traditions orales et archives au Gabon : contribution à l'ethno-histoire*, Paris, Berger-Levrault, 172 p.
Deschamps, H. et Vianès, S. 1959. *Les Malgaches du Sud-Est*, Paris, PUF, 118 p.
Devisse, J. 1982. « L'apport de l'archéologie à l'histoire de l'Afrique occidentale entre le Ve et le XIIe siècle », *Comptes rendus de l'Académie des inscriptions et belles lettres* (Paris), janvier-mars, p. 156-177.
Diabaté, H. 1977. « Mlan Alua, Blahima du Sanwi », *BIFAN*, série B, 39, 2, p. 304-340.
—. 1984. *La formation du royaume Sanvi, 1700-1843*, mémoire de maîtrise, Université de Paris I.
Diagne, P. 1967. *Pouvoir politique traditionnel en Afrique occidentale : essai sur les institutions politiques précoloniales*, Paris, PA, 249 p.
—. 1976. *Formations sociales africaines*, UCLA (manuscrit).
Diagne, S. 1975. *Le Bundu des origines au protectorat français de 1858*, mémoire de maîtrise, Université de Dakar.
Diallo, I. P. 1981. *Liptako speaks — History from oral tradition in Africa*, Irwin Paul, PUP.
Diallo, T. 1972. *Les institutions politiques du Fouta-Djalon au XIXe siècle*, Dakar, IFAN, 276 p. (Initiations et études africaines).
Dickson, K. B. 1969. *A historical geography of Ghana*, Cambridge, CUP, 379 p.
Dike, K. O. 1956. *Trade and politics in the Niger delta, 1830-1885 : an introduction to the economic and political history of Nigeria*, Oxford, Clarendon Press, 250 p. (Oxford Studies in African Affairs).
Diop, A. B. 1981. *La société wolof, tradition et changement : les systèmes d'inégalité et de domination*, Paris, Karthala, 355 p.
Diouf, M. 1980. *Le Kajoor au XIXe siècle et la conquête coloniale*, thèse de doctorat, Université de Paris I.
Documentos sobre os Portuguezes em Moçambique e na Africa Central, 1497-1840 [Documents sur les Portugais au Mozambique et en Afrique centrale, 1497-1840], 8 vol. couvrant la période 1497-1588, Lisbonne, Archives nationales de Rhodésie/. Centro de estudos históricos ultramarinos (1962-1975).
Do Couto. *Da Asia*, Dec. VII, BK IV.
Dokaji, A. A. 1978. *Kano ta dabo cigari*, Zaria, NNPC.

Dramani-Issifou, Z. 1982. *L'Afrique noire dans les relations internationales au XVIe siècle : analyse de la crise entre le Maroc et le Sonrhai*, Paris, Karthala, 257 p.
Drury, R. 1729/1890. *Madagascar or Robert Drury's journal during fifteen years of captivity on that island* (*c. 1701-1717*), Londres, 464 p.
Dubins, B. 1969*a*. « The Comoro islands : a bibliographical essay », *African Studies Bulletin*, 12, 2, p. 131-137.
—. 1969*b* « Nineteenth-century travel literature on the Comoro islands : a bibliographical essay », *African Studies Bulletin*, 12, 2, p. 138-146.
Dubois, H. M. 1938. *Monographie des Betsileo* (*Madagascar*), Paris, Institut ethnologique.
Du Bois. 1974. *Les voyages faits par le sieur D. B. aux îles Dauphine ou Madagascar, et Bourbon ou Mascarene, les années 1669-1672*, Paris.
Dufeil, M. M. 1980-1981. « Afrique, taxinomie, histoire », *CCAH*, 5, p. 7-30, et 6, p. 7-37.
Dugast, I., McCulloch, M. et Littlewood, M. 1954. *Peoples of the Central Cameroons*, Londres, IAI, 174 p. (Ethnographic survey of Africa, Western Africa, partie 9).
Duisburg, A. von. 1942. *In Lande des Chegbu von Bornu*, Berlin, D. Reimer, 162 p.
Dumestre, G. 1974. *La geste de Ségou*, Paris, Armand Colin, 579 p., 2e éd., 1980.
Dunbar, A. R. 1965. *A history of Bunyoro-Kitara*, Nairobi, EALB, 265 p.
Dunn, R. S. 1972. *Sugar and slaves : the rise of the planter class in the English West Indies, 1624-1713*, Chapel Hill, UNCP.
Dupire, M. 1962. *Peuls nomades*, Paris, Institut d'ethnologie, 336 p.
Dupon, J. F. 1969. *Recueil de documents pour servir à l'histoire de Rodrigues*, Port Louis, Mauritius Archives Publications, 10.
Dupré, G. 1982. *Un ordre et sa destruction*, Paris, ORSTOM, 446 p.
Dupuis, J. 1824. *Journal of a residence in Ashantee*, Londres, Colburn ; 2e éd., 1966, Londres, Frank Cass, partie I, 264 p., partie II, 135 p.
Dupuis-Yacouba, A. 1921. *Industries et principales professions des habitants de la région de Tombouctou*, Paris, Publications du Comité d'études historiques et scientifiques, 193 p.
Duveyrier, H. 1859. *Coup d'œil sur le pays des Beni-Mzab*, Paris, Imprimerie L. Martinet.
Duysters, L. 1958. « Histoire d'Aluunda », *Problèmes de l'Afrique centrale*, 12, p. 75-98.
East, R. M. 1979. *Labarun Hausawa da Makwabtansu*, 2 vol., Zaria, NNPC.
Échard, N. 1975. *L'expérience du passé — Histoire de la société paysanne hausa de l'Ader*, Niamey, CNRSS/IRSH (EN, 36).
Effah-Gyamfi, C. K. 1978. *Bono-Manso : archaeological investigation into an early Akan urbanism*, thèse de doctorat, Accra, Université du Ghana.
Ehret, C. 1971. *Southern Nilotic history : linguistic approaches to the study of the past*, Evanston, NUP, 200 p.
—. 1973. « Patterns of Bantu and central Sudanic settlement in central and southern Africa (1000 B. C.-500 A. D.) », *TJH*, 3, 1, p. 1-71.
—. 1974. « Some thoughts on the early history of the Nile-Congo watershed », *Ufahamu*, 5, 2, p. 85-112.
—. 1982. « Population movement and culture content in the Southern Sudan, *c.* 3000 B. C. to A. D. 1000 — a preliminary linguistic overview », dans : J. Mack et P. Robertshaw (dir. publ.), p. 19-48.
Ehret, C. et Posnansky, M. (dir. publ.). 1982. *The archaeological and linguistic reconstruction of African history*, Berkeley, UCP, 299 p.
Eilu, A. B. 1976. « Migration and settlement of the Kumam », dans : J. M. Onyango-ka-Odongo et J. B. Webster (dir. publ.), p. 398-413.

Ekadu, J. E. 1961. *Kuman ikare one Asonya*, Londres, Longman, traduit en anglais par A. B. Eilu sous le titre de *The Kuman during the Asonya*, 1971, Département d'histoire, Université de Makerere.
Ellis, W. 1838. *History of Madagascar*, 2 vol., Londres, Fisher.
Ellison, R. E. 1936. « Marriage and childbirth among the Kanuri », *Africa*, 9, 4, p. 524-535.
Elphick, R. 1977. *Kraal and castle : Khoikhoi and the founding of white South Africa*, New Haven, YUP, 266 p. (Yale Historical Publications, Miscellany, 116).
Elphick, R. et Giliomee, H. (dir. publ.). 1979. *The shaping of South African society, 1652-1820*, Le Cap/Londres, Longman, 415 p.
Elphick, R. et Shell, R. 1979. « Intergroup relations : Khoikhoi, settlers, slaves and free Blacks, 1652-1795 », dans : R. Elphick et H. Giliomee (dir. publ.), p. 116-169.
Eltis, D. 1977. « The export of slaves from Africa, 1821-1843 », *JEH*, 37, 2.
—. 1979. « The direction and fluctuation of the transatlantic slave trade, 1821-1843 : a revision of the 1845 parliamentary paper », dans : H. A. Gemery et J. S. Hogendorn (dir. publ.), p. 273-330.
—. 1981. « The direction and fluctuation of the transatlantic trade, 1844-1867 », document présenté à la réunion annuelle de l'African Studies Association, Bloomington.
Emerit, M. 1954. « Les liaisons terrestres entre le Soudan et l'Afrique du Nord au XVIIIe siècle et au début du XIXe siècle », *Trav. IRS*, 11, p. 29-47.
Emin Pasha. 1891. « Zur Ethnologie de Gebiete um dem Albert-See », *Das Ausland*, 18, p. 351-355.
Encyclopédie de l'Islam, 1960. 2e éd., Leyde/Paris, Brill/Maisonneuve et Larose.
Evans-Pritchard, E. E. 1940. *The Nuer*, Oxford, OUP, 271 p.
—. 1971. *The Azande : history and political institutions*, Oxford, Clarendon Press, 444 p.
Ewald, J. 1983. *Kingdom of Taqali*, thèse de doctorat, Madison, Université du Wisconsin.
Exelson, E. 1969. *Portuguese in southeast Africa, 1600-1700*, Johannesburg, WUP, 179 p.
Eyongetah, T. et Brain, R. 1974. *A history of the Cameroon*, Londres, Longman, 192 p.
Eyre-Smith, S. J. 1933. *A brief review of the history and social organization of the peoples of the northern territories of the Gold Coast*, Accra, 45 p.
Fadiman, J. A. 1973. « Early history of the Meru of Mount Kenya », *JAH*, 14, 1, p. 9-27.
Fage, J. D. 1969*a*. « Slavery and the slave trade in the context of West African history », *JAH*, 10, p. 393-404.
—. 1969*b*. *A history of West Africa : an introductory survey*, 4e éd., Cambridge, CUP, 239 p. (Première édition publiée sous le titre *An introduction to the history of West Africa*.)
Fage, J. D. et Oliver, R. A. (dir. publ.). 1970. *Papers in African prehistory*, Cambridge, CUP, 331 p.
—. 1977. *The Cambridge history of Africa*, vol. III, Cambridge, CUP, 803 p.
Fagering, E. 1971. *Une famille de dynasties malgaches : Zafindravola, Maroserana, Zafimbolamena, Andrevola, Zafimanely*, Oslo, Unisersitets Forlaget.
Fagnan, E. (dir. publ.). 1924. *Chronique anonyme saadienne*, Rabat, F. Moncho.
Fairley, N. 1978. *Miandaya Ben 'Ekie* [Une histoire de Ben 'Ekie], thèse de doctorat, Université d'État de New York.

Farb, P. 1969. *Man's rise to civilisation*, New York, Datton, 332 p.
Faublée, J. 1958. « L'islam chez les Antemuru », *REI*, 1, p. 65-72.
Faulkner, H. U. 1924. *American economic history*, New York, Harper and Row; 1re éd. 1924, 201 p.; 8e éd., 1960, 202 p.
Feierman, S. 1968. « The Shambaa », dans: A. Roberts (dir. publ.), p. 1-15.
—. 1974. *The Shambaa kingdom: a history*, Madison, UWP, 235 p.
Felner, A. de A. 1933. *Angola: apontamentos sobre a ocupação é início do estabelecimento dos Portugueses no Congo, Angola e Benguela*, Coimbra, Imprensa da Universidade.
Fergusson, J. 1876. *History of Indian and Eastern architecture*, Londres, Murray, 756 p.; éd. révisée par J. Burgess, 2 vol. 1910, Londres, Murray; réimp. 1967, Delhi.
Ferguson, J. et Hope, T 1866. *Architecture at Ahmadabad*, Londres.
Fernandes, V. 1951. *Descripção de cepta por sua costa de Mauritania e Ethiopia* [Description de la côte occidentale d'Afrique], Bissau, Centro des Estudos da Guiné Portuguesa (Publicações nº 11, traduit en français par T. Monod, A. Texeira da Moka et R. Mauny, dir. publ.).
Ferrand, G. 1891-1902. *Les musulmans à Madagascar et aux îles Comores*, 3 vol., Paris, Leroux.
Ferrand, G. 1902. « La légende de Raminia », *JA*, 19, 2, 9e série, p. 185-230.
Figueroa, F. B. 1961. *Los insurrecciones de los esclavos negros en la sociedad colonial venezolana*, Caracas.
File, N. et Power, C. 1981. *Black settlers in Britain, 1555-1958*, Londres, Heinemann Educational Books.
Filesi, T. et Villapadierna, E. de. 1978. *La « missio antiqua » dei cappuccini nel Congo (1645-1835): studio preliminare et guida delle fonti*, Rome, Instituto Storico Cappucini, 269 p.
Firinga, sergent. 1901. « La dynastie des Maroserana », *RM*, 3, 9, p. 658-672.
Fisher, A. G. B. et Fisher, H. G. 1970. *Slavery and muslim society in Africa*, Londres, C. Hurst, 182 p.
Fisher, H. E. S. 1963. « Anglo-Portuguese trade, 1700-1770 », *EHR*, 16, 2e série, réimp. dans: W. E. Minchinton (dir. publ.), p. 144-164.
—. 1975. « The central Sahara and Sudan », dans: R. Gray (dir. publ.).
—. 1977. « The eastern Maghrib and the central Sudan », dans: R. Oliver (dir. publ.).
al-Fishtālī, ʿAbd al-Aziz. 1964. *Manahil al-Safa fi Akhbar al-Muluk al-Shurafa*, Rabat, Gunum Allan.
Flacourt, É. de. 1658. *Histoire de la grande île de Madagascar*, 1re éd. 1658; 2e éd. 1661, Paris, Clougier; réimp. en français moderne dans: A. Grandidier *et al.* (dir. publ.), vol. VIII, 1913.
—. 1661. *Relation de ce qui s'est passé en île de Madagascar depuis l'année 1642 jusqu'en 1660*, réimp. en français moderne dans: A. Grandidier *et al.* (dir. publ.), vol. IX, 1920.
Flad, J. M. A. 1869. *A short description of the Falashas and Kamants in Abyssinia*, Londres, MacIntosh.
Flint, J. E. (dir. publ.). 1976. *The Cambridge history of Africa*, vol. V, Cambridge, CUP.
Fontaine, P. M. 1970. « West Indian contribution to nationalism », dans: *The black prism*, New York.
Fontoynont, M. et Raomandahy, E. 1937. *La Grande Comore*, Antananarivo (Mémoires de l'Académie malgache, 23).
—. 1939. « Les Antaifasy », *BAM*, nº spécial., 22, p. 1-7.
Forde, C. D. et Jones, G.I. 1950-1962. *The Ibo and Ibibio-speaking peoples of South-Eastern Nigeria*, Londres, IAI, 94 p. (Ethnographie Survey of Africa, partie III).

Forde, C. D. et Kaberry, P. M. (dir. publ.). 1967. *West African kingdoms in the nineteenth century*, Londres, IAI/OUP, 289 p.
Forde, D. 1951. *The Yoruba-speaking peoples of South-West Africa*, Londres, IAI, 101 p. (Ethnographic Survey of Africa, partie IV).
Forde, D. (dir. publ.). 1956. *Efik traders of old Calabar*, Londres, OUP.
Fortes, M. 1940. « The political system of the Tallensi of the Northern territories of the Gold Coast », dans : M. Fortes et E. E. Evans-Pritchard (dir. publ.), *African political systems*, Londres, OUP, p. 239-271.
—. 1945. *The dynamics of clanship among the Tallensi*, Londres, OUP, 270 p.
Fosse, E. de la. 1897. « Voyage à la côte occidentale d'Afrique en Portugal et en Espagne (1479-1480) », *Revue hispanique* (Paris), 4, p. 174-201.
Fouché, L. 1936. « Foundation of the Cape colony, 1652-1708 », dans : E. A. Benians, J. Butler, P.N.S. Mansergh et E. A. Walker (dir. publ.), *The Cambridge history of the British empire*, vol. VIII, Cambridge, CUP, p. 113-145.
Franklin, J. H. 1967. *From slavery to freedom : a history of American Negroes*, Ire éd. 1956, New York, Knopf, 686 p.
Freedman, J. 1979. « Three Muraris, three Gahayas and the four phases of Nyabingi », dans : J. B. Webster, 1979, p. 175-188.
Freeman-Grenville, G. S. P. 1960. « East African coin finds and their historical significance », *JAH*, 1, p. 31-43.
—. 1962*a*. *The medieval history of the Tanganyika coast*, Oxford, Clarendon Press, 238 p. ; 2e éd. 1966, 314 p.
— (dir. publ.). 1962*b*. *The east African coast : select documents from the first to earlier nineteenth century*, Oxford, Clarendon Press, 314 p.
—. 1963. « The coast, 1498-1840 », dans : R. Oliver et G. Mathew (dir. publ.), p. 129-168.
—. 1965. *The French at Kilwa island : an episode in eighteenth-century east African history*, Oxford, Clarendon Press, 243 p.
— (dir. publ.). 1980. *The Mombasa risingagainst the Portugueses, 1631, from sworn evidence*, Londres, OUP, 166 p.
Freund, W. M. 1979. « The Cape under the transitional governments, 1795-1814 », dans : R. Elphick et H. Giliomee (dir. publ.), p. 211-240.
Frobenius, L. 1911-1913. *Und Africa Sprach*, 3 vol., Berlin/Charlottenburg, Vita Deutsches Verlaghaus, S.D.
—. 1924. *Dichten und Denken im Sudan*, vol. V, Jena, Atlantis.
Froberville, E. de. 1845. « Historique des invasions madécasses aux îles Comores et à la côte orientale d'Afrique », *AVG*, 2, p. 194-208.
Fyfe, C. 1964. *Sierra Leone inheritance*, Londres, OUP, 352 p.
—. 1965. « Peoples of the windward coast, A. D. 1000-1800 », dans : J. F. A. Ajayi et I. Espie (dir. publ.), p. 149-165.
Fyfe, C. et McMaster, D. (dir. publ.). 1977. *African historical demography*, vol. I, 1977, 473 p. ; vol. II, 1981, Édimbourg, EUP.
Fynn, J. K. 1971. « Ghana-Asante (Ashanti) », dans : M. Crowder (dir. publ.), *West African Resistance*, p. 19-52.
Fynn, J. K. 1975. *A junior history of Ghana*, Londres, Longman.
Gado, B. 1972. *Gazetters of the northern province of Nigeria*, vol. I, Londres, Frank Cass.
— (dir. publ.). 1980. « *Le Zarmataray* » *: contribution à l'histoire des populations d'entre Niger et Dallol Mawri*, Niamey, IRSH, 356 p. (EN, 45).
Galloway, W. F. 1974. *A history of Wuli from the thirteenth to the nineteenth century*, thèse de doctorat, Bloomington, Université de l'Indiana.

Gamitto, A. C. P. 1960. *King Kazembe and the Maravi*, *Chewa*, *Bisa*, *Bemba*, *Lunda and other peoples of southern Africa*, traduit par I. Cunnison, 2 vol., Lisbonne, Junta de Investigações do Ultramar, Centro de Estudos Politicos e Sociais (Estudos de Ciencias Politicas e Sociais, 43).

Ganun, A. (dir. publ.). 1964. *Al-Rasā'il al-Saʿdiyya*, Tetuan/Rabat, ʿAbd Allālli Ganun.

Garbett, G. K. 1966. « Religious aspects of political succession among the valley Kore-kore », dans : E. Stokes et R. Brown (dir. publ.), p. 137-171.

Garlake, P. S. 1954. « Excavations at the seventeenth-century Portuguese site of Dambarare, Rhodesia », *PTRSA*, 54, 1, p. 23-61.

—. 1966. *The early Islamic architecture of the east African coast*, Nairobi/Londres, BIEA, 207 p. (Mémoire n° 1, publié par l'OUP pour l'lnstitute of History and Archaeology in East Africa).

—. 1973. *Great Zimbabwe*, Londres, Thames and Hudson, 224 p.

—. 1978. « Pastoralism and Great Zimbabwe », *JAH*, 19, 4, p. 479-493.

—. 1982. *Life at Great Zimbabwe*, Gweru, Mambo Press.

—. 1983. *Early Zimbabwe*: *from the Matopos to Inyanga*, Gweru, Mambo Press.

Garrard, T. F. 1980. *Akan weights and the gold trade*, Londres, Longman, 393 p.

Garry, A. M. 1976. « Pajule : the failure of Palwo centralization », dans : J. M. Onyango-ka-Odongo et J. B. Webster (dir. publ.), p. 320-334.

Gaudebout, P. et Vernier, E. 1941. « Notes sur une campagne de fouilles à Vohémar », *BAM*, nouvelles séries 24, p. 91-114.

Gautier, E. F. et Froidevaux, H. 1907. « Un manuscrit arabico-malgache sur les campagnes de La Case dans l'Imoro, 1656-1663 », *Académie des Inscriptions et Belles Lettres*, *Notices et extraits* (Paris), 39, 1, p. 31-177.

Gauze, A. L. T. 1969. « Contribution à l'histoire du peuplement de la Côte d'Ivoire », *Annales de l'Université d'Abidjan*, séries F.

—. 1982. « Histoire des Magwe », *Godo-Godo* (Université d'Abidjan), n° spécial, p. 13-43.

Gayibor, N. L. 1977. *Recueil des sources orales du pays Aja-Ewe*, Lomé.

Gemery, H. A. et Hogendorn, J. S. (dir. publ.). 1979. *The uncommon market*: *essays in the economic history of the Atlantic slave trade*, New York, Academic Press, 442 p.

Genovese, E. D. 1979. *From rebellion to revolution*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 173 p.

Geraud, F. 1972. « The settlement of the Bakiga », dans : D. Denoon (dir. publ.), s. d., p. 23-55.

Gevrey, A. 1870. Essai sur les Comores, lre éd. 1870 ; éd. 1972, Antananarivo (Travaux et documents du musée d'art et d'archéologie de l'Université, 10).

Gibbon, E. 1956. *The decline and fall of the Roman empire*, 6 vol., Londres/New York, J. M. Dent and Sons/E. P. Dutton and Co.

Giliomee, H. 1979*a*. « The eastern frontier, 1770-1812 », dans : R. Elphick et H. Giliomee (dir. publ.), p. 291-337.

—. 1979*b*. « The burgher rebellions on the eastern frontier, 1795-1815 », dans : R. Elphick et H. Giliomee (dir. publ.), p. 338-356.

Glass, D. V. et Eversley, D. E. C. (dir. publ.). 1965. *Population in history : essays in historical demography*, Londres, Edward Arnold, 692 p.

Gleave, M. B. et White, H. P. 1969. « The West African middle belt : environmental fact or geographers' fiction ? », *Geographical Review*, 59, p. 123-139.

Godard, L. 1859. *Le Maroc*, *notes d'un voyageur*, Alger.

Godlouton, W. A. 1945. « The journeys of Antonio Fernandes : the first known European to find the Monomatapa and to enter Southern Rhodesia », *PTRSA*, *2*, p. 71-103.

Golberry, A. 1802. *Fragments d'un voyage en Afrique*, Paris, Treuttel et Würtz, 522 p.
Gomes, A. 1959. « Viagem que fez o padre Antonio Gomes da companhia de Jesus, ao imperio de (sic) Manomotapa e assistencia que fez nas ditas terras de algunos annos », *Studia*, 3, p. 155-242 (avec des notes d'E. Axelson).
Gonçalves, A. C. 1980. *La symbolisation politique : le « prophétisme » kongo au XVIIIe siècle*, Cologne, Neltforum Verlag.
Goody, J. 1956. *Social organization of the Lowili*, Londres, IAI/OUP, 119 p.
—. 1964. « The Mande in the Akan hinterland », dans : R. Mauny, L. V. Thomas et J. Vansina (dir. publ.), p. 193-218.
—. 1967. « The over-kingdom of Gonja », dans : C. D. Forde et P. M. Kaberry (dir. publ.), p. 179-205.
Gorju, J. 1920. *Entre le Victoria, l'Albert et l'Édouard*, Marseille, Procure des Pères Blancs, 372 p.
—. 1938. *Face au royaume hamite du Ruanda, le royaume frère de l'Urundi*, Bruxelles, Vromant, 118 p.
Goswamy, B. N. et Ballapeceola, A. L. 1978. « Paintings in Kutch : preliminary notes on a group of miniatures », *Artibus Asiae*, 40, 1, p. 62-74.
Gould, J. D. 1964. « The price revolution reconsidered », *EHR*, 17, 2e série, décembre, p. 249-266.
Gourou, P. 1953. *La densité de la population du Ruanda-Urundi : esquisse d'une étude géographique*, Bruxelles, Institut royal colonial belge, 239 p.
Goveia, E. V. 1965. *Slave society in the British Leeward islands at the end of the eighteenth century*, New Haven, YUP, 370 p.
Gräberg di Hemso, J. 1834. *Specchio geografico e statistico dell'impero di Morocco*.
Grandchamp, P. 1937. « Une mission délicate en Barbarie au XVIIe siècle », *RT*, 31-32, 3e et 4e trimestres, p. 471-473.
Grandidier, A. 1908-1928. *Ethnographie de Madagascar*, Paris.
Grandidier, A., Charles-Roux, J., Delherbe, C, Froidevaux, H. et Grandidier, G. (dir. publ.). 1903-1920. *Collections des ouvrages anciens concernant Madagascar*, 9 vol., Paris, Comité de Madagascar.
Grandidier, G. 1942. *Histoire politique et coloniale* (*de Madagascar*), vol. V, Paris.
Grandidier, G. et Decary, R. 1958. *Histoire politique et coloniale* (*de Madagascar*), vol. V, partie 3, Antananarivo.
Grant, baron C. 1801. *The history of Mauritius or the Isle of France and the neighbouring islands*, Londres, W. Bulmer and Co., 571 p.
Gray, J. M. 1948. « A journey by land from Tete to Kilwa in 1616 », *TNR*, 25, p. 37-45.
—. 1958. *Early Portuguese missionaries in East Africa*, Londres, MacMillan/EALB, 53 p.
—. 1962. *History of Zanzibar from the Middle Ages to 1856*, Londres, OUP, 314 p.
Gray, R. 1961. *A history of Southern Sudan*, Londres, OUP, 219 p.
— (dir. publ.). 1975. *The Cambridge history of Africa*, vol. IV, Cambridge, CUP, 738 p.
Gray, R. et Birmingham, D. (dir. publ.). 1970. *Precolonial African trade : essays on trade in Central and Eastern Africa before 1900*, Londres, OUP, 308 p.
Gray, R. et Ehret, C. 1975. « Eastern Africa », dans : R. Gray (dir. publ.), p. 469-536.
Gray, R. et Marks, S. 1975. « Southern Africa and Madagascar », dans : R. Gray (dir. publ.), p. 385-408.
Greenberg, J. H. 1963. *The languages of Africa*, La Haye/ Bloomington, Mouton/Université de l'Indiana, 177 p.
—. 1980. « Classification des langues de l'Afrique », dans : *Histoire générale de l'Afrique*, vol. I, Paris, UNESCO/JA/Stock, chap. 12.

Grey, E. (dir. publ.). 1892. *The travels of Pietro della Valle in India*, Londres.
Grigg, D. B. 1980. *Population growth and agrarian change : an historial perspective*, Cambridge, CUP.
Grottanelli, V. L. 1940. *I mao*, Rome.
—. 1941. « Gili scinascia del Nilo azurro », *RSE*, 1, 3, p. 234-270.
—. 1953. « I Bantu del Giuba nelle tradizioni dei Wazegua », *Geographia Helvetica* (Berne), 8, Geographische gesellschaft.
—. 1955. « A lost African metropolis », dans : *Afrikanistische Studien D. Westermann Zum 80. Geburtstag gewidmet*, Berlin, Deutsche Akademie der Wissenschaften za Berlin, p. 231-242.
—. 1975. « The peopling of the horn of Africa », dans : H. N. Chittick et R. I. Rotberg (dir. publ.), p. 44-75.
Guelke, L. 1979. « The white settlers, 1652-1789 », dans : R. Elphick et H. Giliomee (dir. publ.), p. 41-74.
Guillain, C. 1845. *Documents sur l'histoire, la géographie et le commerce de la partie occidentale de Madagascar*, Paris.
Guillot, B. 1973. *La terre enkou*, Paris, Mouton, 126 p.
Guillot, C. F. 1961. *Negros rebeldes y negros cimarrones : perfil afro-americano en la historia del Nuevo Mundo durante el signo XVI*, Montevideo, Farina.
Guthrie, M. 1948. *The classification of the Bantu languages*, Londres, OUP/IAI, 91 p.
Gutman, H. G. 1976. *The black family in slavery and freedom*, New York, Pantheon Books, 664 p.
Guy, J. 1979. *The destruction of the Zulu kingdom : the civil war in Zululand, 1879-1884*, Londres, Longman, 273 p.
Gwynne, M. D. 1975. « The origin and spread of some domestic food plants of Eastern Africa », dans : H. N. Chittick et R. I. Rotberg (dir. publ.), p. 248-271.
Haberland, E. 1959. « Die Basketto », dans : A. E. Jensen (dir. publ.), p. 189-226.
—. 1963. *Galla Süd-Äthiopiens*, Stuttgart, W. Kohlhammer, 815 p. (avec la contribution de K. Reinhardt).
—. 1964*a*. « The influence of the Christian Ethiopian empire on Southern Ethiopia », *JSS*, 9, p. 235-238.
—. 1964 *b. König und Paria in Afrika*, Munich, K. Renner.
—. 1965. *Untersuchungen zum Äthiopischen Königtum*, Wiesbaden, Franz Steiner Verlag, 353 p.
—. 1976. *Atles Christentum in Süd-Äthiopien : Eine Vergessene Missionepoche*, Wiesbaden, Steiner, 23 p. (Frankfurter Historische Vorträge, 2).
—. 1980. *Caste and hierarchy — The case of the Dizi* (*Southern Ethiopia*).
Hacquard, A. 1900. *Monographie de Tombouctou*, Paris, Société des éditions coloniales et maritimes, 119 p.
Hafkin, N. J. 1973. *Trade, society and politics in Northern Mozambique, c. 1753-1913*, thèse de doctorat, Université de Boston.
Hagan, G. P. 1971. « Ashanti bureaucracy », *THSG*, 12, p. 43-62.
Hagenbucher Sacripanti, F. 1973. *Les fondements spirituels du pouvoir au royaume de Loango, R. P. du Congo*, Paris, ORSTOM, 214 p.
Haig, sir W. (dir. publ.). 1937. *The Cambridge history of India*, vol. III, Londres, CUP.
Hair, P. E. H. 1965. « The enslavement of Koelle's informants », *JAH*, 6, 2, p. 193-203.
—. 1967. « Ethnolinguistic continuity on the Guinea coast », *JAH*, 8, 2, p. 247-268.
—. 1968. « An ethnolinguistic inventory of the Lower Guinea coast before 1700 : part I », *ALR*, 7, p. 47-73.
—. 1974. « From language to culture : some problems in the systematic analysis of the ethnohistorical records of the Sierra Leone region », dans : R. P. Moss

et R. J. A. R. Rathlone, *The population factor in African studies*, Londres, ULP, p. 71-83.
—. 1976. « Some minor sources for Guinea, 1519-1559 : Enciso and Alfonce Fonteneau », *HA*, 3, p. 30-31.
al-Hajj, M. A. 1968. « A seventeenth-century chronicle on the origins and missionary activities of the Wangarawa », *KS*, 1, 4, p. 7-42.
—. 1979. « The meaning of the Sokoto jihad », dans : Y. B. Usman (dir. publ.), p. 3-19.
—. 1983. « Some diplomatic correspondence of the Sefuwa Mais of Borno with Egypt, Turkey and Morocco », dans : Y. B. Usman et M. N. Alkali (dir. publ.).
Hall, G. M. 1976. « Dendroclimatology, rainfall and human adaptation in the later iron age in Natal and Zululand », *Annals of the Natal Museum* (Durban), 22, 3, p. 693-703.
Hallet, R. (dir. publ.). 1964. *Records of the African association, 1788-1831*, Londres, Nelson/Royal Geographical Society, 318 p.
Hama, B. 1966. *Enquête sur les fondements de la genèse de l'unité africaine*, Paris, PA.
—. 1967*a*. *Histoire du Gobir de Sokoto*, Paris, PA, 167 p.
—. 1967*b*. *Histoire traditionnelle d'un peuple : les Zarma-Songhay*, Paris, PA, 273 p.
—. 1968. *Contribution à la connaissance de l'histoire des Peuls*, Paris, PA, 362 p.
—. 1969. *Histoire traditionnelle des Peuls du Dallol Boboye*, Niamey, CRDTO, 160 p.
Hamani, D. M. 1975. *Contribution à l'étude de l'histoire des États hausa : l'Adar précolonial* (*République du Niger*), Niamey, IRSH, 277 p.
—. 1989. *Au carrefour du Soudan et de la Berbérie : le sultanat touareg de l'Ayar*, 2 vol., Université de Paris I, 521 p.
Hamilton, A. 1727. *A new account of the East Indies, being the observations and remarks of capt. A. Hamilton who spent his time there from 1688 to 1723*, 2 vol., Édimbourg.
Hamilton, E. J. 1929. « American treasure and the rise of capitalism », *Economica*, 9, novembre, p. 338-357.
—. 1934. *American treasure and the price revolution in Spain, 1501-1650*, Cambridge, 428 p. (Harvard Economic Studies, 43).
Hamilton, R. A. 1954. « The route of Gaspar Bocarro from Tete to Kilwa in 1616 », *NJ*, 7, 2, p. 7-14.
—. 1955*a*. « Oral tradition : Central Africa », dans : R. A. Hamilton (dir. publ.), p. 19-23.
— (dir. publ.). 1955*b*. *History and archaeology in Africa, second conference held in 1955 at SOAS*, Londres, SOAS, 99 p.
Hammerschmidt, E. 1977. « Illuminierte Handschriften der Staatsbibiothek Preubischer Kulturbesitz und Handschriften vom Tānāsee », *CA*, 1.
Hanke, L. (dir. publ.). 1967. *History of Latin American civilization : sources and interpretations*, 2 vol., Londres, Methuen.
Hansberry, W. L. 1965. « Ethiopian ambassadors to Latin courts and Latin emissaries to prester John », *Ethiopia Observer*, Addis-Abeba, 9, 2, p. 90-99.
Harms, R. 1981. *River of wealth, river of sorrow : the central Zaire basin in the era of the slave and ivory trade, 1500-1891*, New Haven/Londres, YUP, 277 p.
Harris, J. E. 1971. *The African presence in Asia : consequence of the East African slave trade*, Evanston, NUP, 156 p.
—. 1977. « The black peoples of Asia », dans : *World encyclopaedia of black peoples*, St. Clair Shores (Michigan), Scholarly Press Inc.
—. 1982. *Global dimensions of the African diaspora*, Washington, D. C, HUP.
Harris, M. 1964. *Patterns of race in the Americas*, New York, Walker and Co.
Hartwig, G. W. 1972. « Les Bakerebe », *CHM*, 19, 3, p. 353-376.

—. 1976. *The art of survival in East Africa*: *the Kerebe and long-distance trade*, *1800-1895*, New York/Londres, Africana Publishing, 253 p.
Hasan, Y. F. 1965. « The Umayyad genealogy of the Funj », *SNR*, 46, p. 27-32.
—. 1967. *The Arabs and the Sudan*, Édimbourg, EUP, 298 p.
—. 1971*a*, « External islamic influences and the progress of islamization in the Eastern Sudan between the fifteenth and the nineteenth centuries », dans: Y. F. Hasan (dir. publ.), p. 73-86.
— (dir. publ.). 1971*b*. *Sudan in Africa*, Khartoum, KUP.
—. 1972. *Muqaddima fi Tarīkh al-Mamālik al-Islamiyya fi al-Sūdān al-Sharqi*, Khartoum, KUP.
—. 1975. *Dirāsāt fi Tarīkh al-Sūdān*, Khartoum, KUP.
—. 1977. « Some aspects of the Arab slave trade from the Sudan », *SNR*, 57, p. 85-106.
—. s. d. *The Fur sultanate and the long-distance trade*, *1650-1850*, Khartoum, KUP.
el-Ḥasnāwī, H. W. (dir. publ.). 1982. *A history of trans-Saharan trade routes*, Tripoli.
Hassan, A. et Naibi, A. S. 1952. *A chronicle of Abuja*, Ibadan, IUP, 92 p.
Heintze, B. 1970. « Beitrage zur Geschichte und Kultur der Kisama, Angola », *Paideuma*, 16, p. 159-186.
—. 1977. « Unbekanntes Angola: der Staat Ndongo im 16 Jahrhundert », *Anthropos*, 72, p. 749-805.
Henige, D. 1974. « Reflections on early interlacustrine chronology: an essay in source criticism », *JAH*, 15, 1, p. 27-46.
Herring, R. S. 1974. *A history of Labwor hills*, thèse de doctorat, Santa Barbara, Université de Californie.
—. 1976. « The Nyakwai: on the borders of the "Lwo" world », dans: J. M. Onyango-ka-Odongo et J. B. Webster (dir. publ.).
—. 1979. « The view from mount Otuke: migrations of the Lango Omiro », dans: J. B. Webster (dir. publ.), 1979*a*, p. 283-316.
—. s. d. « The Nyakwai: on the borders of two worlds; the political history of Labwor », dans: D. Denoon (dir. publ.), s. d.
Herskovits, M. J. et Harwitz, M. (dir. publ.). 1964. *Economic transactions in Africa*, Londres, Routledge and Kegan Paul, 444 p.
Hertefelt, M. d'. 1971. *Les clans du Rwanda ancien*: *éléments d'ethnosociologie et d'ethnohistoire*, Tervuren, MRAC, 85 p.
Heusch, L. de. 1964. « Mythe et société féodale: le culte du Kubandwa dans le Rwanda traditionnel », *Archives de sociologie des religions*, juillet-décembre, p. 133-146.
—. 1966. *Le Rwanda et la civilisation interlacustre*, Bruxelles, Université libre de Bruxelles, 417 p.
—. 1972. *Le roi ivre ou l'origine de l'État*, Paris, Gallimard, 331 p.
Hichens, W. (dir. publ.). 1972. « Sayyid Abdallah bin Ali bin Nasir bin Sheikh Abubaker bin Salim » *Al-lukishafi* [The Soul's Awakening], Londres, Sheldon Press; réimp. Nairobi, OUP, 190 p.
Hill, A. et Kilson, M. (dir. publ.). 1969. *Apropos of Africa*, Londres, Frank Cass, 390 p.
Hillelson, S. 1933. « David Reubeni: an early visitor to Sennar », *SNR*, 16, p. 55-66.
Hilton, A. 1985. *Family and kingship*, Oxford, OUP.
Hiskett, M. 1962. « An islamic tradition of reform in the Western Sudan from the sixteenth to the eighteenth century », *BSOAS*, 25, 3, p. 577-596.
—. 1984. *The development of islam in West Africa*, Londres, Longman, 353 p.
Historia de Portugal. 1931. vol. III, Barcelone.

Hoben, A. 1973. *Land tenure among the Amhara of Ethiopia: the dynamics of cognatic descent*, Chicago/Londres, University of Chicago Press.
—. 1975. « Family, land and class in northwest Europe and northern highland Ethiopia », dans: H. G. Marcus (dir. publ.), *Proceedings of the first United States Conference on Ethiopian studies, 1973*, Michigan, African Studies Center/Michigan State University.
Hobsbawm, E. J. 1954. « The general crisis of the European economy in the seventeenth century, part. I », *PP*, 5, p. 33-53.
Hodgkin, T. H. 1975. *Nigerian perspectives: an historical anthology*, Londres, OUP, 2e éd., 1979.
Holsoe, S. E. 1967. *The cassava-leaf people: an ethno-historical study of the Vai people with particular emphasis on the Tewo chiefdom*, thèse de doctorat, Université de Boston.
Holsoe, S. E., d'Azevedo, W. L. et Gay. 1969. « Chiefdom and clan maps of Western Liberia », *LSJ*, 2, p. 23-39.
—. 1974. « The first "Vai" migration », document présenté à la 6e Annual Liberian Studies Conference, Madison, Université du Wisconsin.
Holt, P. M. 1960. « A Sudanese historical legend: the Funj conquest of Sūba », *BSOAS*, 23, p. 1-12.
—. 1961. *A modern history of the Sudan, from the Funj sultanate to the present day*, Londres, Weidenfeld and Nicolson, 241 p.; 2e éd., 1963, 248 p.
—. 1966. *Egypt and the fertile crescent, 1516-1922*, Londres, Longman, 337 p.
—. 1967. « Sultan Selim I and the Sudan », *JAH*, 8, 1, p. 19-22.
— (dir. publ.). 1968. *Political and social change in modern Egypt: historical studies from the Ottoman conquest to the United Arab Republic*, Londres, OUP.
Hoover, J. J. 1979. *The seduction of Ruwej*, thèse de doctorat, Université de Yale.
Hopkins, A. G. 1966. « Underdevelopment in the empires of the Western Sudan: a contribution to a debate started by Malowist », *PP*, 33, p. 149-156 (avec une réponse de M. Malowist, p. 157-162).
—. 1973. *An economic history of West Africa*, Londres, Longman, 337 p.
Hopkins, J. F. P. et Levtzion, N. 1981. *Corpus of early Arabic sources for West African history*, Cambridge, CUP, 492 p.
Hopkins, N. S. 1971. « Mandinka social organisation », dans: C. T. Hodge (dir. publ.), *Papers on the Manding*, Bloomington, Indiana University Press, p. 99-128.
Hornell, J. 1934. « Indonesian influence on East African culture », *JRAI*, 64, p. 305-333.
Horowitz, R. A. 1974. « Trade between Sanwi and her neighbours, 1843-1893 », dans: *Colloque de Bondoukou sur les peuples communs au Ghana et à la Côte d'Ivoire*, Bondoukou, SLND.
Houdas, O. 1966. *Tadhkirat al-Nisyan* (anon.), Paris, Maisonneuve (texte arabe et traduction française).
Hrbek, I. 1977. « Egypt, Nubia and the Eastern deserts », dans: J. D. Fage et R. Oliver (dir. publ.), p. 10-97.
Huet, G. 1901. « Histoire de l'occupation du territoire des Antaimorona par les Hova », *RM*, 3, 2, p. 761-767.
Huffman, T. N. 1972. « The rise and fall of Zimbabwe », *JAH*, 13, 3, p. 353-366.
—. 1978. « The origins of Leopard's Kopje: an 11th-century Difaqane », *Arnoldia*, 7, 33, p. 1-23.
Hulstaert, G. 1972. « Une lecture critique de l'ethnie mogo de G. van der Kerken », *EHA*, 3, p. 27-60.

Huntingford, G. W. B. (trad, et dir. publ.). 1965. *The glorious victories of Amda Seyon, king of Ethiopia*, Oxford, Clarendon Press, 142 p. (The Oxford Library of African Literature).

Hunwick, J. O. 1962. « Note on the appointment of Askia al-Hajj Muhammad Ture as Khalifa of Western Sudan », *JHSN*.

—. 1964. « A new source for the biography of Ahmad Baba al-Timbukti », *BSOAS*, 27, 3, p. 568-593.

—. 1971. « Songhay, Bornu and Hausaland in the 16th century », dans : J. F. A. Ajayi et M. Crowder (dir. publ.), p. 202-239.

Hutereau, A. 1922. *Histoire des peuplades de l'Uele et de l'Ubangi*, Bruxelles, Goemaere, 334 p. (Bibliothèque Congo, 1).

Ibn ʿAbd al-Zāhir, Muḥyī al-Din. 1961. *Tashrif al-ayyām wa 'l-uṣūr fī sīrat al-Malik al-Manṣūr*, Le Caire, M. Kamil.

Ibn Abī Dīnār, al-Ḳayrāwān. 1967. *Kitāb al-Mu'nis fī akhbār Ifriḳiya wa Tūnis*, Tunis, 169 p.

Ibn Dayf Allāh Muḥammad ʿAbd Nur. 1973. *Kitāb al-Tabaqak fī Khusus al-awliya wa 'l-Salahin fi al-Sūdān*, 2e éd., Y. F. Hasan (dir. publ.), Khartoum.

Ibn Furṭūwa, A. XVIe siècle. *Ta'rikh mai Idrīs wa ghazawātihi lil Imām Aḥmad Burnuwi*, éd. 1862, traduit par J. R. Redhouse, sous le titre « History of events during expeditions against the tribes of Bulaka », dans : *Journal of Royal Anthropological Society*, 1, XIX ; éd. 1932, traduit par H. R. Palmer, sous le titre *History of the first twelve years of the reign of mai Idris Alooma of Bornu* (*1571-1583*), *by his Imam* (« Together with the 'Diwān of the sultans of Bornu »), Kano, Amir's Press ; réimp. Londres, 1970.

Ibn Isḥāḳu, M. S. 1929. « An account of Birni Gazergamu, written in Arabic in *c.* 1658-1659 », traduit et publié dans *BSOAS*.

Ibn Khaldūn Walī al-Dīn ʿAbd al-Raḥmān b. Muḥammad. XIVe siècle. *Kitāb al-ʿIbār wa-diwan al-mubtada wa 'l-khabar* [Histoire universelle], éd. 1967, vol. II, Beyrouth, Commission libanaise pour la traduction des chefs-d'œuvre.

Idrissou, M. 1979. « Kalfu, or the Fulbe emirate of Bagirmi and the Toorobbe of Sokoto », dans : Y. B. Usman (dir. publ.), p. 336-375.

Ignace, E. 1970. « A revolta dos Maies », *Afro-Asia*, 10-11, p. 121-136.

Ikime, O. 1972. *The Isoko people*, Ibadan, IUP, 166 p.

— (dir. publ.). 1980. *Groundwork of Nigerian history*, Ibadan, Heinemann Educational Books.

Iliffe, J. 1979. *A modern history of Tanzania*, Cambridge, CUP, 616 p.

Imam, I. 1969. « Kanuri marriage », *Nigerian Magazine*, 102.

Ingham, K. (dir. publ). 1974. *Foreign relations of African States*, Londres, Butterworth, 344 p. (Colston Paper, 75).

Inikori, J. E. 1976. « Measuring the Atlantic slave trade : an assessment of Curtin and Anstey », *JAH*, 17, 2, p. 339-368.

—. 1977. « The import of firearms into West Africa, 1750-1807 : a quantitative analysis », *JAH*, 18, 3, p. 339-368.

—. 1979. « La traite négrière et les économies atlantiques de 1451 à 1870 », dans : *La traite négrière du XVe au XIXe* siècle : *documents de travail et compte-rendu de la réunion d'experts organisée par l'UNESCO, Port-au-Prince, Haiti, 31 janvier-4 février 1978*, Paris, UNESCO, p. 58-91 (Histoire générale de l'Afrique. Études et Documents, 2).

—. 1981. « Market structure and the profits of the British African trade in the late eighteenth century », *JEH*, 41, 4, p. 745-776.

— (dir. publ.). 1982. *Forced migration : the impact of the export slave trade on African societies*, Londres/New York, Hutchinson University Library for Africa/Africana Publishing Company, 349 p.
—. 1983. « West Africa's seaborne trade, 1750-1850 : volume, structure and implications », document présenté au Symposium on the quantification and structure of the import and export trade of Africa in the nineteenth century, ayant eu lieu à Saint Augustin (près de Bonn, Allemagne), 3-6 janvier.
—. 1984. « Slave trade, slavery and the development of industrial capitalism in England in the eighteenth century : a reassessment », document présenté à la Conference on capitalism and slavery in the British West Indies : the contribution of Eric Williams, Bellagio, Italie, 21-25 mai.
Isaacman, A. F. 1969. « The prazos da Coroa, 1752-1832 : a functional analysis of the Portuguese political system », *Studia*, 26, p. 149-178.
—. 1972*a*. « The origin, formation and early history of the Chikunda of South-Central Africa », *JAH*, 13, 3, p. 443-462.
—. 1972*b Mozambique* : *the africanization of a European institution : the Zambezi prazos*, *1750-1902*, Madison, WUP, 260 p.
Isichei, E. A. 1973. *The Ibo people and the Europeans : the genesis of a relationship — to 1902*, Londres, Faber and Faber.
—. 1976. *A history of the Igbo people*, Londres, Macmillan, 303 p.
Itandala, B. 1979. « Ilembo, Nkanda and the girls », dans : J. B. Webster, 1979, p. 145-173.
Izard, M. 1970. « Introduction à l'histoire des royaumes mossi », *RV*, 12-13.
—. 1971. « La formation de Ouahigouya », *JSA*, 41, 2, p. 151-187.
—. 1975. « Les captifs royaux dans l'ancien Yatanga », dans : C. Meillassoux (dir. publ.), p. 281-296.
—. 1980. *Les archives orales d'un royaume africain : recherches sur la formation du Yatenga*, mémoire de maîtrise, Université de Paris V.
—. 1981. *Histoire du Yatenga des origines à 1895*, Ouagadougou.
Jackson, J. G. 1811. *Account of the empire of Morocco and the district of Suse and Tafilelelt*, réimp. 1968, Londres, Frank Cass Publishers, 328 p.
Jackson, K. 1976. « The dimensions of Kamba pre-colonial history », dans : B. A. Ogot (dir. publ.), 1976*b*, p. 174-261.
—. 1978. *The works of the past : a history of the precolonial Kamba*, Stanford.
Jackson-Haight, M. V. 1967. *European powers and South-East Africa*, *1796-1856*, Londres, Routledge and Kegan Paul.
Jadin, L. 1961. « Le Congo et la secte des Antoniens : restauration du royaume sous Pedro IV et la "Sainte-Antoine" congolaise (1695-1718) », *BIHBR*, 33, p. 411-615.
—. 1967. « Pero Tavares, missionaire jésuite, ses travaux apostoliques au Congo et en Angola, 1629-1635 », *BIHBR*, 38, p. 271-402.
—. 1975. « L'ancien Congo et l'Angola (1639-1655), d'après les archives romaines, portugaises, néerlandaises et espagnoles », *BIHBR*, 20-22.
Jadin, L. et Dicorato, M. 1974. *Correspondance de dom Afonso*, *roi du Congo*, *1506-1543*, Bruxelles, ARSOM, 245 p.
Jäger, O. A. 1957. *Aethiopische Miniaturen*, Berlin, Mann.
Jakobsen, D. 1902. « Note sur Andriamaro, idole célèbre chez les Mahafaly », *BAM*, 1, 1, p. 50-52.
James, C. L. R. 1963. *The black jacobins : Toussain L'Ouverture and the San Domingo revolution*, New York, Vintage.
Janzen, J. M. 1979. « Ideologies and institutions in the precolonial history of equatorial African therapeutic systems », *SSM*, 13, 4, partie B.

—. 1982. *Lemba, 1650-1930: the regional history of an African drum of affliction*, Lawrence, Kansas.
Jensen, A. E. 1936. *Im Landes des Gada*, Stuttgart, Frobenius Institute, 608 p.
—. 1959, *Altvölker Süd-Äthiopiens*, Stuttgart, Kohlhammer (avec une contribution de E. Haberland).
Jobson, R. 1623. *The golden trade or a discovery of the river Gambia and the golden trade of the Aethopians*, Teignmouth (Devonshire), 218 p.
Johnson, J. W. 1941. « Negro companions of the Spanish explorers », *Phylon* (Atlanta University), 2, 4e trimestre.
—. 1954. *Traditional history, customary laws, mores, folkways and legends of the Vat tribe*, Monrovia, Ministère de l'intérieur.
—. 1961. *Traditional history and folklore of the Gola tribe in Liberia*, Monrovia, Ministère de l'intérieur.
Johnston, H. H. 1902, *The Uganda protectorate*, 2 vol., Londres, Hutchinson.
Johnston, M. 1966. « The ounce in 18th-century West African trade », *JAH*, 7, p. 197-214.
Jones, A. 1981. « Who were the Vai? », *JAH*, 22, p. 159-178.
Jones, A. H. M. et Monroe, E. 1978. *A history of Ethiopia*, Oxford, OUP, 196 p.
Jones, D. H. 1964. *The Borgu dynasties*, Londres, SOAS.
—. 1967. « Jakpa and the foundation of Gonja », *THSG*, 6, p. 1-29.
Jones, G. I. 1963. *The trading states of the Oil rivers*, Londres, OUP, 262 p.
Jordão L. M., vicomte de Paiva Manso, 1877. *História do Congo*, Lisbonne, Academia das Scencias de Lisboa.
Josephy, A. M., Jr. (dir. publ.). 1971. *The horizon history of Africa*, New York, American Heritage Publications Co., 528 p.
Joussaume, R. et Joussaume, H. 1972. « Anciennes villes dans le Tchertcher (Harar) », *AE*, 8, p. 21-30.
Julien, C. A. 1948. *Les voyages de découverte et les premiers établissements* (*XVe-XVIe siècles*), Paris, 177 p.
—. 1951. *Histoire de l'Afrique du Nord: Tunisie, Algérie, Maroc. De la conquête arabe à 1830*, 2 vol., 2e éd., 1956, Paris, Payot.
Julien, G. 1929. « Pages arabico-madécasses », *Annales de l'Académie des sciences coloniales* (Paris), p. 1-123.
Jully, A. 1898. « Origine des Andriana », *NRE*, 4, p. 890-898.
July, R. W. 1974. *A history of the African people*, Londres, Faber, 650 p.
Kabongo Mukendi, 1973. *Les migrations luba vers le Kasai et leurs conséquences*, dissertation de premier cycle, Evanston, Northwestern University.
Kabuga, C. E. S. 1963. *Eby'Obwakabaka bwa Buganda*, Kampala.
Kagame, A. 1943-1947. *Inganji Kalinga*, réimp. Kabgayi, 1959.
—. 1954. *Les organisations socio-familiales de l'ancien Rwanda*, Bruxelles, Académie royale des sciences coloniales, 355 p.
—. 1959. *La notion de génération appliquée à la généalogie dynastique et à l'histoire du Rwanda du Xe-XIe siècle à nos jours*, Bruxelles, Académie royale des sciences coloniales, 117 p.
—. 1963. *Les milices du Rwanda précolonial*, Bruxelles, Académie royale des sciences coloniales, 196 p.
—. 1972. *Un abrégé de l'ethno-histoire du Rwanda*, Butare, Éditions universitaires du Rwanda, 286 p.
—. 1981. « La documentation du Rwanda sur l'Afrique interlacustre des temps anciens », *CCB*, p. 300-330.
Kaggwa, A. 1908. *Mpisa Za Bagando*, Kampala, 1908; 2e éd., 1949, *Ekitabu Kye Bika bya Baganda*, Kampala.

Kaggwa, A. 1971. *Basekabaka be Buganda*, trad. par M. S. M. Kiwanuka sous le titre *The Kings of Buganda*, Nairobi, EAPH, 256 p. (Historical texts of Eastern and Central Africa, 1).
Kaira, O. Y. 1970-1971. *A survey of the history of the Kaira clan of Northern Malawi*, dissertation, Chancellor College, Université du Malawi.
Kake, I. B. 1948. *Les Noirs de la diaspora*, Libreville, 190 p.
Kalanda, M. 1959. *Baluba et Lulua, une ethnie à la recherche d'un nouvel équilibre*, Bruxelles, Éditions de remarques congolaises, 106 p. (Études congolaises, 2).
Kalck, P. 1980. *Historical dictionary of the Central African Republic*, Metuchen/Londres, The Scarecrow Press, 152 p. (African Historical Dictionaries, 27).
Kalinga, O. J. M. 1974. *The Ngonde kingdom of Northern Malawi c. 1600-1895*, thèse de doctorat, Université de Londres.
—. 1975. « The problem of chronology in the study of Ngonde history », *MJSS*, 4, p. 26-35.
—. 1977. « The Ngonde and Lambya kingdoms: a comparison of relations between indigenous and dominant immigrant groups », document présenté à la Conference on Southern African History, Université nationale du Lesotho, Rome, 7-9 août.
—. 1978. « The establishment and expansion of the Lambya kingdom, 1600-1750 », *ASR*, 21, 2, p. 52-66.
—. 1979*a*. « Trade, the Kyungus and the expansion of the Ngonde kingdom », *IJAHS*, 12, 1, p. 17-39.
—. 1979*b*. « The Balowoka traders and stade builders », document présenté à la Conference on state-formation in Eastern Africa, parrainée par le Goethe-Institut, Nakuru, Kenya, 12-14 septembre.
—. 1985. *A history of the Ngonde kingdom*, Berlin/New York, Mouton.
—. s. d. « Ngonde and Lambya historical texts ».
Kamuhangire, E. R. « State formation in the salt lakes region, 1500-1850 », dans: D. Denoon (dir. publ.), s. d.
Kane, O. 1970*a*. « Chronologie des Satigi du XVIIIe siècle », *BIFAN*, 33, série B, 3, p. 755-765.
— 1970 *b*. « Samba Gelajo Jegi », *BIFAN*, 32, série B, 4, p. 911-926.
—. 1973. « Les unités territoriales du Futa Toro », *BIFAN*, 35, série B, 3, p. 614-631.
—. 1974. « Les Maures et le Futa Toro au XVIIIe siècle », *CEA*, 14, 2, p. 237-252.
Kani, A. M. s. d. « The rise and influence of scholars in Hausaland before 1804 », dans: M. Adamu (dir. publ.), s. d.
Kaniki, M. H. Y. (dir. publ.). 1979. *Tanzania under colonial rule*, Londres, Longman, 391 p.
Karimou, M. 1977. *Les Mawri zarmaphones*, Niamey, IRSH (EN, 39).
Karubanga, H. K. 1949. *Bukya Nibwira* [As the sun rises and sets], Kampala, Eagle Press.
Karugire, S. R. 1971. *A history of the kingdom of Nkore in Western Uganda to 1896*, Oxford, Clarendon Press, 291 p.
Katate, A. G., Nyankore, Y. et Kamagungunu, L. 1955. *Abagabe b'Ankole* [Histoire des rois d'Ankole], 2 vol., Kampala, Eagle Press; éd. 1967, Nairobi, EALB.
Katoke, I. K. 1971. « The kingdom of Ihangiro », *CHM*, p. 700-713.
—. 1975. *The Karagwe kingdom: a history of the Abanyambo of North Western Tanzania c 1400-1915*, Nairobi, EAPH, 182 p.
Kawada, J. 1979. *Genèse et évolution du système politique des Mosi méridionaux*, Tokyo, A study of languages and cultures of Asia and Africa (Séries monographiques, 12).

Kea, R. A. 1971. « Firearms and warfare on the Gold and Slave Coasts, from the 16th to the 19th centuries », *JAH*, 12, 2, p. 185-213.
Keen, B. et Wasserman, M. 1980. *A short history of Latin America*, Boston, Houghton Mifflin, 574 p.
Keim, C. 1979. *Precolonial Mangbetu rule: political and economic factors in nineteenth-century Mangbetu history*, thèse de doctorat, Bloomington, Université de l'Indiana.
Kélédor, baron R. 1829. *Histoire africaine*, Paris.
Kellenbenz, H. 1971. « Die Rückwirkungen der Kolonien auf die Muttedänder », *Saeculum Weltgeschichte*, 6, p. 123-140.
Kent, R. K. 1965. « Palmares: an African state in Brazil », *JAH*, 6, 2, p. 161-175.
—. 1968. « The Sakalava », *JAH*, 9, 4, p. 517-546.
—. 1969. « Alfred Grandidier et le mythe des fondateurs d'États malgaches d'origine asiatique », *BM*, *277-278*, p. 603-620.
—. 1970. *Early kingdoms in Madagascar*, *1500-1700*, New York, Holt, Rinehart and Winston.
—. s. d. *Southern Madagascar and the French*, *1642-1674*, tapuscrit.
Kesteloot, L. 1972. *Da Monzon de Ségou*, *épopée bambara*, 4 vol., Paris, Fernand Nathan.
—. 1983. *Biton Koulibaly*, *fondateur de l'empire de Ségou*, Dakar, NEA, 96 p.
Kietegha, J. B. 1983. *L'or de la Volta noire*, Paris, Karthala/CREA, 247 p.
Kimambo, I. N. 1968. « The Pare », dans: A. D. Roberts (dir. publ.), p. 16-36.
—. 1969. *A political history of the Pare of Tanzania*, Nairobi, EAPH, 253 p.
Kimambo, I. N. et Temu, A. (dir. publ.). 1969. *A history of Tanzania*, Nairobi, EAPH, 276 p.
Kimble, D. 1963. *A political history of Ghana: the rise of Gold Coast nationalism*, *1850-1928*, Oxford, Clarendon Press, 587 p.
Kipkorir, B. E. 1974. « The inheritors and successors », *KHR*, *2*, *2*, p. 143-173.
Kipkorir, B. E. et Welbourn, F. B. 1973. *The Marakwet of Kenya*, Nairobi, EALB, 97 p.
Kirkman, J. S. 1954. *The Arab city of Gedi*, *excavations at the great mosque*, *architecture and finds*, Oxford, OUP, 197 p.
—. 1964, *Men and monuments on the East African coast*, Londres, Lutterworth Press, 224 p.
—. 1970. *Fort Jesus*, *Mombasa*, Nairobi.
Kiwanuka, M. S. M. 1971*a*. *A history of Buganda*, Londres, Longman, 322 p.
—. 1971*b*. *The king of Buganda*, Nairobi, EAPH, 256 p. (Historical Texts of Eastern and Central Africa, 1).
Ki-Zerbo, J. 1978. *Histoire de l'Afrique noire*, Paris, Hatier, 702 p.
Klein, H. S. 1967. *Slavery in the Americas: a comparative study of Virginia and Cuba*, Chicago, University of Chicago Press, 270 p.
—. 1972. « The Portuguese slave trade from Angola in the eighteenth century », *JEH*, 32, 4, p. 894-918.
—. 1975. « The Cuban slave trade in the period of transition, 1790-1843 », *RFHOM*, 62, 226-227, p. 67-89.
—. 1978. « The English slave trade to Jamaica, 1782-1802 » *EHR*, 31.
Klein, M. A. 1968. *Islam and imperialism in Senegal Sine-Saloum*, *1847-1914*, Édimbourg, EUP, 285 p.
Kodi Muzong. 1976. *A pre-colonial history of the Pende people* (*Republic of Zaire*), thèse de doctorat, Evanston, Northwestern University.
Koelle, S. W. 1854. *African nature literature of proverbs*, *tales*, *fables and historical fragments in the Kanuri or Bornu language*, Londres, Church Missionary House, 434 p.; réimp. 1968.

Kolungwe, M. W. 1974. *Les Bambuile du lac Moero*, mémoire de maîtrise, Université de Lubumbashi.
Kopytoff, B. K. 1978. « The early development of Jamaican maroon societies », *WMQ*, 35, 2.
Kottak, C. P. 1972. « Ecological variables in the origin and evolution of African states : the Buganda example », dans : *Comparative studies in society and history*, Londres/ New York, CUP, p. 351-380.
Kouanda, A. 1984. *Les Yarse : fonction commerciale, religieuse et légitimité culturelle dans le pays Moaga* (*évolution historique*), thèse de doctorat, Université de Paris I.
Kozlov, B. 1970. « Kogda rodilsia praded Pushkina gannibal ? » [Quand l'arrière-grand-père de Pouchkine est-il né ?], *Novoe Yusskoe Slovo*, 11, janvier.
Krapf, J. L. 1858. *Reisen in Ost-Africa ausgefuhrt in den Jahren 1837-1855*, *2* vol., Stuttgart, Kornthal ; éd. angl., 1860, *Travels, researches and missionary labors during an eighteen years' residence in Eastern Africa*, Boston, Ticknor & Fields.
Kriedte, P. 1983. *Peasants, landlords and merchant capitalists : Europe and the world economy, 1500-1800*, New York, Berg Publishers Ltd. (trad. angl. par S. Leamington) ; éd. originale, Gottingen, Vandenhoeck and Ruprecht, 1980.
Krump, T. 1710. *Hoher und Frucht-Barer Palm Baum de Heiligen Evangelij*, Augsburg ; parties utiles traduites par J. L. Spaulding : *Sudanese travels of Theodro Krump, 1710-1712*, New York, Hambata Publications, 39.
Kubbel, L. E. 1974. *Songaiskaia derzhava*, Moscou, Hayka, 430 p.
Kuls, W. 1958. *Beitrage zur Kulturgeographie der südäthiopischen seen-Region*, Francfort-sur-le-Main, Kramer.
Kumah, J. K. 1966. « The rise and fall of the kingdom of Denkyira », *GNQ*, 9, p. 33-35.
Kup, A. P. 1961*a*. *A history of Sierra Leone, 1400-1787*, Londres, CUP, 212 p.
—. 1961*b*. « An account of the tribal distribution of Sierra Leone », *Man*, 60, p. 116-119.
Kwaule, F. et Chakwera, E. J. 1978. *Successors to the Kolonga's state : Kanyenda and Dzoole*, travail de recherche, Chancellor College, Université du Malawi.
Labarthe, P. 1803. *Voyage à la côte de Guinée*, Paris, Bossange, Masson & Besson, 310 p.
Labourdonnais, M. de. 1937. *Mémoire des îles de France et de Bourbon*, A. Lougnon et A. Toussaint (dir. publ.), Paris, Ernest Leroux, 203 p.
Labrecque, E. 1949-1951. « Histoire des Mwata Kasembe, chefs lunda du Luapala, 1700-1945 », *Lovania*, 16, p. 9-33 ; 17, p. 21-48 ; 18, p. 18-67.
Laburthe-Tolra, P. 1911. « Minlaaba : histoire et société traditionnelle chez les Beti du Sud-Cameroun », 3 vol., éd. de 1977, Lille, Reproduction de thèses, Université de Lille III.
—. 1981. *Les seigneurs de la forêt*, Paris, Publications de la Sorbonne, 490 p.
Lacerda e Almeida, F. J. M. de. s.d.. *Travessia da Africa*, Lisbonne, Agencia Geral das Colonais, 171 p.
—. 1944. *Diarios de viagem*, vol. XVIII, Rio de Janeiro, Biblioteca popular Brasileira.
Lacger, L. de. 1939. *Ruanda* (*Kabgayi*), réimp. 1959, Namur, Grands Lacs, 729 p.
Lagae, Mgr. C. R. 1926. *Les Azande ou Miam-Miam ; l'organisation zande ; croyances religieuses et magiques ; coutumes familiales*, Bruxelles, Vromant et Cie, 224 p. (Bibliothèque du Congo, XVIII).
Lamb, V. 1975. *West African weaving*, Londres, Duckworth.
Lamphear, J. E. 1970. « The Kamba and the Northern Mrima coast », dans : R. Gray et D. Birmingham (dir. publ.), p. 75-101.
—. 1976. *The traditional history of the Jie of Uganda*, Oxford, Clarendon Press, 281 p. (Oxford Studies in African Affairs).

—. 1979. « When the Ngitome speared their oxen : problems in reconstructing the chronology of the Jie », dans : J. B. Webster (dir. publ.), 1976*a*, p. 263-282.
—. s. d. « The origins and dispersal of the central Paranilotes », dans : J. B. Webster (dir. publ.).
Landorein, I. 1910-1911. « Du Tchad au Niger : notice historique », dans : *Documents scientifiques de la mission Tilho, 1906-1909*, vol. II, Paris.
Lane-Poole, E. H. 1934. *The native tribes of the East Luangwa province of Northern Rhodesia*, Lusaka, Government Printer.
Lange, D. 1977. *Chronologie et histoire d'un royaume africain*, Wiesbaden, Franz Steiner.
Lange, W. 1980. *History and sociopolitical structure of the Gonga peoples*, Wiesbaden, Franz Steiner.
Langlands, B. W. 1966. « The banana in Uganda, 1860-1920 », *UJ*, 30, p. 39-62.
Langworthy, H. W. 1969*a*. *A history of Undi's kingdom to 1890 : aspects of Chewa history in East-Central Africa*, thèse de doctorat, Université de Boston.
—. 1969*b*. *Sources for Chewa history in East-Central Africa : a collection of interviews* (des copies non publiées se trouvent à la bibliothèque de l'Université de Boston et à la bibliothèque de l'Université du Malawi).
—. 1969*c*. « Understanding Malawi's pre-colonial history », *SMJ*, 23, 1, p. 28-45.
—. 1971. « Conflicts among rulers in the history of Undi's Chewa kingdom, *TJH*, 1, p. 1-23.
—. 1972. « Chewa or Maravi political organization in the pre-colonial era », dans : B. Pachai (dir. publ.), p. 104-122.
Lapukeni, K., Rashid, P., Kumwembe, N. et Webster, J. B. 1978. *Amachinga Yao traditions*, vol. I, Département d'histoire, Université du Malawi.
Lara, O. D. 1979. *Résistance et esclavage : de l'Afrique aux Amériques noires*, Paris, UNESCO, p. 101-114 (Histoire générale de l'Afrique. Études et Documents, 2, document de travail, réunion d'experts organisée par l'UNESCO sur la traite négrière du XVe au XIXe siècle, Port-au-Prince, Haïti, 31 janvier-4 février 1978).
Laroui, A. 1970. *L'histoire du Maghreb : un essai de synthèse*, Paris, Maspéro, 390 p.
Last, M. 1983. « From sultanate to caliphate : Kano *c.* 1450-1800 », dans : B. M. Barkindo (dir. publ.), p. 67-91.
—. s. d. « Historical metaphors in the intellectual history of Kano before 1800 », dans : M. Adamu (dir. publ.).
Lavers, J. E. 1971. « Islam in the Bornu caliphate : a survey », *Odu*, 5, p. 27-53.
—. 1980. « Kānem and Borno to 1808 », dans : O. Ikime (dir. publ.), p. 187-209.
—. 1982. « The trans-Saharan trade before 1800 : towards quantification », dans : H. W. el-Ḥasnāwī (dir. publ.).
—. 1983. *Some observations on the remains of Hausa iron smelting*, Jos : Jos University Press.
—. s. d. « Fezzan, a Sudanic or Saharan state ? », dans : M. Adamu (dir. publ.), s. d. *b*.
Lawrence, A. W. 1969. *Fortified trade-posts : the English in West Africa, 1645-1822*, Londres, Jonathan Cape, 237 p.
Le Barbier, C. 1916-1917. « Notes sur le pays des Bara-Imamono, région d'Ankazoabo », *BAM*, nouvelle série, 2, p. 63-162.
Lee, R. B. 1968. « What hunters do for a living or how to make out on scarce resources », dans : R. B. Lee et I. de Vore (dir. publ.), *Man the hunter*, Chicago, Aldine, p. 30-43.
—. 1979. *The Kung San : men, women and work in a foraging society*, Cambridge, CUP, 526 p.

Lee, R. B. et de Vore, I. (dir. publ.). 1976. *Kalahari hunter-gatherers : studies of the Kung San and their neighbours*, Cambridge, HUP, 408 p.
Lefèbvre, T. 1845-1854. *Voyage en Abyssinie*, 6 vol., Paris, A. Bertrand.
Legassick, M. 1979. « The northern frontier to 1820 : the emergence of the Griqua people », dans : R. Elphick et H. Giliomee (dir. publ.).
Le Gentil. 1779-1781. *Voyage dans les mers de l'Inde*, *1760-1771*, *2* vol., Paris.
Legesse, A. 1973. *Gada : three approaches to the study of African society*, New York/Londres, The Free Press, 340 p.
Leguével de Lacombe, B. F. 1823-1830. Voyage à Madagascar et aux îles Comores, *2* vol., Paris.
Lehmann, W. P. 1962. *Historical linguistics*, New York, Holt, Rinehart and Winston, *297* p.
Leitão, H. 1970. *Os dois descobrimentos da ilha de São Lourenço*, publié et annoté par H. Leitão, Lisbonne.
Leitão Correia, M. C. 1938. « Relação breve sumário da viagem que eo, o sargentomor das moradoresdo dande fiz as remotas partes de Cassange e Olos… 15 Agosto 1756 », dans : G. Sousa Dias (dir. publ.), « Uma viagem a Cassange nos meados do século XVIII, *BSGL*, 56, p. 19-25.
Lemaire, P. 1695. *Les voyages du sieur Lemaire aux îles Canaries*, *Cap Vert*, *Sénégal et Gambie*, Paris.
Le Moal, A. 1976. « Le peuplement du pays Bobo ; bilan d'une enquête », *Cahiers ORSTOM*, série Sciences humaines, 13, *2*, p. 137-142.
Lemprière, G. 1891. *Voyages dans l'empire du Maroc*, Paris, Tavernier, Legras et Cordier.
Léon l'Africain, J. 1956. *Description de l'Afrique*, *2* vol., Paris, Maisonneuve (traduit par A. Epaulard avec des notes de E. Epaulard, T. Monod, H. Lhote et R. Mauny).
Le Roy Ladurie, E. 1978. « A reply to professor Brenner », *PP*, 79, p. 55-59.
Leroy, J. 1967. « Ethiopian paintings in the Middles Ages », dans : G. Gerster (dir. publ.), Londres, Phaidon Press Ltd.
Leroy, J., Wright, S. et Jäger, O. A. 1961. *Aethiopien-Budmalereien*, New York.
Leselle, R. 1957. « Les Noirs du Souf », *BLS*, 8, supplément, p. 1-76.
Leslau, W. 1951. *Falasha anthology : the black Jews of Ethiopia*, New York, Schocken Books, *222* p. (traduit de l'éthiopien avec une introduction de W. Leslau).
—. 1963. *Etymological dictionary of Harari*, vol. I, Berkeley/Los Angeles, UCP Near Easter Studies, 240 p.
—. 1979. *Etymological dictionary of Gurage* (*Ethiopie*), 3 vol., Wiesbaden, Harrasowitz, Otto-Verlag.
Lethem, G. C. 1919. « Special report on Nguru district, Bornu emirate », Kaduna, *SNP*, 10, 258 p.
Levine, D. N. 1977. *Family formation in an age of nascent capitalism*, New York, Academic Press.
Lévi-Provençal, E. 1922. *Les historiens des Chorfa*, Paris, Larose.
Levtzion, N. 1964*a*. *Chronology from genealogical evidence : the Volta basin*, Londres, SOAS (Survey on African Chronology).
—. 1964*b* *Notes on the expansion of islam in Northern Ghana*, Londres, SOAS (Survey on African Chronology).
—. 1964*c*. « Outlines of the development of islam in Mossi (Wagadugu) », Londres, SOAS (Survey on African Chronology).
—. 1968. *Muslims and chiefs in the West Africa : a study of islam in the middle Volta basin in the precolonial period*, Oxford, Clarendon Press, 228 p. (Oxford Studies in African Affairs).

—. 1971*a*. « Notes sur les origines de l'Islam militant au Fouta-Djalon », *Notes africaines*, 132, octobre, p. 94-96.
—. 1971*b* « Notes sur les États dyula de Kong et de Bobo », *BLLE*, 1, p. 61-62.
—. 1975. « North-West Africa : from the Maghrib to the fringes of the forest », dans : R. Gray (dir. publ.), p. 192-272.
Lewis, H. S. 1966. « The origins of the Galla and Somali », *JAH*, 7, 1, p. 27-47.
Lewis, I. M. 1955. *Peoples of the horn of Africa : Somalia, Afar and Saho*, Londres, IAI, 204 p. (Ethnographic survey of Africa North-Eastern Africa, partie I).
—. 1961. *A pastoral democracy : a study of pastoralism and politics among the Northern Somali of the horn of Africa*, Londres/New York/Toronto, OUP/IAI, 320 p.
— (dir. publ.). 1966. *Islam in tropical Africa*, Londres, OUP/IAI, 470 p.
—. 1968. *History and social anthropology*, Londres, Tavistock Publications, 307 p. (AS Monographs, 7).
Lewis, W. A. 1978. *The evolution of the international economic order*, Princeton, PUP.
Linden, I. 1979. « Chisumphi theology in the religion of Central Malawi », dans : J. Schoffeleers (dir. publ.), p. 189-207.
Lindgren, N. E. et Schoffeleers, M. J. 1978. *Rock art and Nyau symbolism*, Lilongwe, Department of Antiquities.
Little, K. 1951. *The Mende of Sierra Leone*, Londres, Routledge & Kegan Paul, 307 p.
Littmann, E. 1914. *Die altamharischen Kaiserlieder*, Strasbourg.
Lloyd, P. C. 1963. « The Itsekiri in the nineteenth century : an outline social history », *JAH*, 4, 2, p. 207-231.
Lobato, A. 1954*a*. *A expansão Portuguesa em Moçambique de 1498 a 1530* : *política da capitanía de Sofala e Moçambique de 1530*, Lisbonne, Agencia Geral do Ultramar.
—. 1954*b* *Evolução administrativa e economica da Moçambique 1753-1763. Fundamentos da criacão de governo geral em 1752*, vol. I, Lisbonne, Agencia Geral do Ultramar, 412 p.
—. 1962. *Colonização senhorial da Zambezia e outros estudos*, Lisbonne, Junta de Investigaçoes do Ultramar, 228 p.
Lobo, J. 1728. *Voyage historique d'Abyssinie du R. P. Jérôme Lobo*, publ. et trad, par J. Le Grand, 1928, Paris.
Logan, R. W. 1940. « Estevanico : negro discover of the Southwest », *Phylon*, 1, 4e trimestre.
Lombard, J. 1965. *Structures de type « féodal » en Afrique noire : étude des dynamismes internes et des relations sociales chez les Bariba du Dahomey*, Paris/La Haye, Mouton, 544 p.
Lopez, R. S. 1976. *The commercial revolution of the Middle Ages, 950-1350*, Cambridge, CUP.
Loro, M. 1971. *The pre-colonial history of the Kakwa*, dissertation, Université de Makerere.
Lougnon, A. 1956. *L'île de Bourbon pendant la Régence.*
—. 1958. *Le mouvement maritime aux îles de Bourbon et de France* (*1727-1735*).
Lougnon, A. et Toussaint, A. (dir. publ.). 1937. *Mémoires des îles de France et de Bourbon*, Paris, Librairie Ernest Leroux, 203 p.
Lovejoy, P. E. 1973*a*. *The Hausa kola trade : a commercial system in the continental exchange of West Africa*, thèse de doctorat, Madison, Université du Wisconsin.
—. 1973*b*. « The Kambari Beriberi : the formation of a specialized group of Hausa kola traders in the nineteenth century », *JAH*, 14, 4, p. 633-651.
—. 1978. « The role of the Wangara in the economic transformation of the Central Sudan in the fifteenth and sixteenth centuries », *JAH*, 19, 2, p. 173-193.
—. 1980. *Caravans of kola. The Hausa kola trade, 1700-1900*. Zaria, Ahmadu Bello University Press.

— (dir. publ.). 1981. *The ideology of slavery in Africa*, Beverly Hills, Sage.
—. 1982. « The volume of the Atlantic slave trade: a synthesis », *JAH*, 23, 3, p. 473-501.
—. 1983. *Transformations in slavery: a history of slavery in Africa*, Cambridge, CUP, 349 p.
—. 1985. *Salt of the desert sun: a history of salt production and trade in Central Sudan*, Cambridge, CUP, 351 p.
—. s. d. « Salt industry of the Central Sudan », dans: M. Adamu (dir. publ.) s. d.
Lucas, S. A. 1968. *Baluba et Aruund: étude comparative des structures socio-politiques*, thèse de doctorat, Paris, École pratique des hautes études.
Ludolf, H. 1681, *Historia Aethiopica*, Franco Furti-ad-Moemum.
Luna, L. 1968. *O negro na luta contra a escravidao*, Rio de Janeiro, Leitura.
Luttrall, A. 1964. « Slavery and slaving in the Portuguese Atlantic », dans: *The transatlantic slave trade from West Africa*, Édimbourg.
Lwamgira, F. X. 1949. *Amakuru ga Kiziba Bukoba*, trad, par E. A. Kamuhangire sous le titre *A history of Kiziba*, 1968, Makerere, Département d'histoire.
—. s. d. *The history of Karagwe, Ihangiro and Kyamatwalo*, non publié.
Lwanga-Lunyiigo, S. 1972-1973. « The foundation of the Babito kingdom of Khooki », *Makerere Seminar Paper*, 6.
Ly, A. 1958. *La compagnie du Sénégal de 1673 à 1686*, Paris, PA, 316 p.
—. 1977. *L'épopée de Samba Guela Diegui*, thèse de doctorat, Université de Dakar.
Macedo, G. 1890. « Informação do padre Frei Gaspar Macedo », dans: *Memoria e documentoa acerca dos direitos de Portugal aos territorios de Machona e Nyassa 1890*, Lisbonne, Imprensa Nacional, p. 147-151.
MacGaffey, W. 1975. « Oral tradition in Central Africa », *IJAHS*, 7, 3, p. 421-436.
Mack, J. et Robertshaw, P. (dir. publ.). 1982. *Culture history in the Southern Sudan: archaelogy, linguistics and ethnohistory*, Nairobi, BIEA, 179 p. (Mémoire, 8).
McKay, W. F. 1975. *A pre-colonial history of the Southern Kenya coast*, thèse de doctorat, Université de Boston, 303 p.
Mackenzie, J. M. 1975. « Pre-colonial industry: the Nyanja and iron trade », *NADA*, 2, 2, p. 200-220.
MacMichael, H. A. 1922. *A history of the Arabs in the Sudan*, 2 vol., Cambridge, CUP.
Madiega, G. Y. 1978. *Le Nord-Gulma précolonial* (*Haute-Volta*): *origine des dynasties, approche de la société*, thèse de doctorat, Université de Paris I.
—. 1982. *Contribution à l'histoire précoloniale du Gurma* (*Haute-Volta*), Wiesbaden, Franz Steiner.
Magalhães Godinho, V. 1962. *A economía dos descobrimentos henriquinos*, Lisbonne, Sá da Costa.
—. 1969. *L'économie de l'Empire portugais aux XVe et XVIe siècles*, Paris, SEVPEN.
—. 1978. *Ensaios sobre historia de Portugal*, *2* vol., Lisbonne, Sá da Costa.
Magarshack, D. 1969. *Pushkin*, New York, Grove Press.
Mage, E. 1868. *Voyage dans le Soudan occidental* (*1863-1866*), Paris, Hachette; éd. de 1980, Paris, Karthala/Frobenius Institute.
Magnes, B. 1953. « Essai sur les institutions et la coutume des Taimihety », *BM*, 89, octobre, p. 1-95.
Mahadi, A. « Some observations on the emergence and development of the Sarauta (kinship) system in the Central Sudan before 1804 », dans: M. Adamu (dir. publ.) s. d.
Mahmūd b. Kati al-Hadjdj al-Mutawakkil Kati, 1913-1914/1964. *Ta'rikh al-fattāsh*/ Chronique du chercheur, traduit de l'arabe par O. Houdas et M. Delafosse, Paris, Adrien Maisonneuve/UNESCO.

Mahoney, F. et Idowu, H. O. 1965. « The peoples of Senegambia », dans : J. F. A. Ajayi et I. Espie (dir. publ.), p. 131-143.
Maïkassoua, I. 1982. *Some considerations relating to the contribution of Gobir migrants to the transformation of neighbouring communities*, Zaria, Département d'histoire, Ahmadu Bello University, miméographie.
Majumdar, R. C. 1951. *The history and culture of the Indian people*, Bombay, Bhasatiya Vidya Bhavan.
al-Maḳrīzī, Abu 'l-ʿAbbās Aḥmad b. ʿAli. (Avant 1442). *Macrizi historia regum islamiticorum in Abyssinia una cum Abulfeda descriptione regionum nigritarum*, éd. 1790 et trad. latine de F. T. Rinck, Leyde, Luchtmans.
Malandra, A. 1947. *Tekwaro Acholi*, Nairobi, Longman ; trad, de C. A. R. Oywa sous le titre *Acholi Traditions*, 1971, Université de Makerere, Département d'histoire.
Malevanov, N. 1974. « Praded poets » [Le grand-père du poète], *Zuezda*, p. 156-165.
Maley, J. 1981. « Études palynologiques dans le bassin du Tchad et paléoclimatologie de l'Afrique nord-tropicale de – 30 000 ans à l'époque actuelle », *TD*, 129.
Malotet, A. 1898. *Etienne de Flacourt ou les origines de la colonisation française à Madagascar, 1648-1661*, Paris.
Malowist, M. 1966. « The social and economic stability of the Western Sudan in the Middle Ages », *PP*, 33, avril, p. 3-15.
—. 1969. *Western Europe and West Africa at the beginning of the colonial expansion*, Varsovie.
Malzac, V. 1912. *Histoire du Royaume hova depuis ses origines jusqu'à sa fin*, Antananarivo, Imprimerie catholique ; réimp. 1930.
Mamattah, C. M. K. 1976. *The Ewes of West Africa : oral traditions*, vol. I, Accra, Volta Research Publications, 768 p.
—. 1979. *The Ewes of Accra*, Accra, Advent Press.
Mamelomana, E. s. d. *Les Mahafaly*, tapuscrit probablement écrit dans les années 40, Bibliothèque Charles Poirier, Université de Madagascar.
Mandala, E. C. 1977. *The Kololo interlude in Southern Malawi, 1861-1895*, mémoire de maîtrise, Université du Malawi.
Mané, M. 1978. « Contribution à l'histoire du Kaabu, des origines au XIXe siècle », *BIFAN*, 40, 1, p. 87-159.
Manning, P. 1981. « The enslavement of Africans : a demograhic model », *CJAS*, 15, 3, p. 499-526.
Manning, P., Austen, R. A. et van Dantzig, A. 1980. « Reviews of *Der atlantische Sklavenhandelvon Dahomey* (*1740-1797*) », *AEH*, 9, p. 131-139.
Manning, P., Caldwell, J. C. et Inikori, J. E. 1982. « Discussion », *CJAS*, 16, 1, p. 127-139.
Mannix, D. P. 1963. *Black cargoes : a history of the Atlantic slave trade, 1518-1865*, Londres, Longman, 306 p.
Maquet, J. J. 1954. *Le système des relations sociales dans le Ruanda ancien*, Tervuren, MRAC, 221p.
Marchand. 1901. « Les habitants de la province de Farafangana », *RM*, 3, p. 481-491.
Marees, P. de. 1602. *A description and historical declaration of the golden kingdom of Guinea*, éd. angl. abrégée de 1602, original allemand publié dans : S. Purchas (1613/1905), vol. VI, p. 247-396 ; trad, fr., *Description et récit historique du riche royaume d'or de Guinée*, 1605, Amsterdam, Claessen.
Maret, P. de. 1981. « L'évolution monétaire du Shaba central entre le VIIe et le XVIIIe siècle », *AEH*, 10, p. 117-149.

Maret, P. de, van Noten, F. et Cahen, D. 1977. « Radiocarbon dates from West Central Africa : a synthesis », *JAH*, 18, 4, p. 481-505.
Marion, M. A. 1971. « Notes sur l'art funéraire mahafaly et antandroy », *BM*, 21, p. 463-476.
Martin, A. G. P. 1908. *À la frontière du Maroc : les oasis sahariennes* (*Gourada-Touat-Tidikelt*), vol. 1, Alger, Imprimerie algérienne, 406 p.
Martin, B. G. 1969. « Kānem, Bornu and the Fezzān : notes on the political history of a trade route», *JAH*, 10, 1, p. 15-27.
—. 1971. « Notes on some members of the learned classes of Zanzibar and East Africa in the nineteenth century », *AHS*, 4, 3, p. 525-545.
—. 1972. « Mai Idris of Bornu and the Ottoman Turks, 1576-1578 », *IJMS*, 3, 1, p. 470-490.
Martin, E. B. 1973. *The history of Malindi : a geographical analysis of an East African coastal town from the Portuguese period to the present*, Nairobi, EALB, 301 p.
Martin, G. 1948. *Histoire de l'esclavage dans les colonies françaises*, Paris, PUF, 318 p.
Martin, P. 1970. « The trade of Loango in the seventeenth and eighteenth centuries », dans : R. Gray et D. Birmingham (dir. publ.), p. 139-161.
Martin, P. M. 1972. *The external trade of Loango coast, 1576-1870 : the effects of changing commercial relations on the Vili kingdom of Loango*, Oxford, Clarendon Press, 193 p. (Oxford Studies in African Affairs).
Marty, P. 1927. *Les chroniques de Oualata et de Nama*, Paris, Librairie orientaliste Paul Geuthner.
—. 1920-1921. *Études sur l'Islam et les tribus du Soudan*, 4 vol., Paris, E. Leroux, (Collection de la Revue du monde musulman, 4).
Marwick, M. G. 1963. « History and tradition in East-Central Africa through the eyes of the Northern Rhodesian Cewa », *JAH*, 4, 3, p. 375-390.
Mathew, G. 1963. « The East African coast until the coming of the Portuguese », dans : R. Oliver et G. Mathew (dir. publ.), p. 94-128.
Mathews, T. I. 1981. « Portuguese, Chikunda and peoples of the Gwembe valley », *JAH*, *22*, 1, p. 23-42.
Maugham, R. C. F. 1910. *Zambezia : a general description of the Zambezi river from its delta to the river Aruangwa, with its history, agriculture, flora, fauna and ethnography*, Londres, John Murray, 408 p.
Mauny, R. 1970. « Les navigations anciennes et les grandes découvertes », dans : H. Deschamps (dir. publ.), *Histoire générale de l'Afrique noire*, vol. I, Paris, PUF, p. 203-218.
—. 1971. *Les siècles obscurs de l'Afrique noire*, Paris, Fayard, 314 p.
Mauny, R., Thomas, L. V. et Vansina, J. (dir. publ.). 1974. *The historian in tropical Africa*, Londres, OUP/IAI, 428 p.
Mauro, F. 1960. *Le Portugal et l'Atlantique au XVIIe siècle, 1570-1670*, Paris, SEVPEN.
Maxwell, R. 1932. « The law relating to slavery among the Malays », *JMBRAS*, 10, 1, p. 247-297.
Mayeur, N. 1806. *Ratsmilahoe*, p. 123.
—. 1912. « Voyage à la côte de l'ouest de Madagascar (pays des Sadaves), 1774 », *BAM*, 10, p. 49-91.
M'Bokolo, E. 1981. *Noirs et Blancs en Afrique équatoriale : les sociétés côtières et la pénétration française*, Paris/La Haye, Mouton, 302 p. (Civilisations et Sociétés, 69).
—. 1983. « Histoire des maladies, histoire et maladie : l'Afrique », dans : M. Augé et S. Herzlich (dir. publ.), *Le sens du mal*, Paris, Éditions des Archives contemporaines.

Mbwiliza, J. F. 1981. « The hoc and the stick : a political economy of the Heru kingdom », *CCB*, p. 100-116.
McCulloch, M., Littlewood, M. et Dugast, I. 1954. *Peoples of the Central Cameroons*, Londres, IAI, 172 p. (Ethnographic Survey of Africa, Western Africa, part. IX).
McDougall, E. A. 1980. *The Ijil salt industry : its roles in the pre-colonial economy of the Western Sudan*, thèse de doctorat, Université de Birmingham.
McIntosh, B. G. (dir. publ.). 1969. *Ngano : studies in traditional and modem East African history*, Nairobi, EAPH, 181 p.
McIntosh, R. J. et Keech-McIntosh, S. 1982. « The field season at Jenne-Jeno : preliminary results », *Nyame Akuma*, 20, p. 28-32.
McLachlan, J. O. 1940. *Trade and peace with old Spain, 1667-1750 : a study of the influence of commerce on Anglo-Spanish diplomacy in the first half of the eighteenth century*, Cambridge, CUP.
McLeod, M. D. 1981. *The Asante*, Londres, British Museum Publications.
Mdoumbe-Moulongo, M. 1968. « Origines et migrations des Duala », *Abbia*, 20, juin, p. 79-150.
Meek, R. L. 1976. *Social science and the ignoble savage*, Cambridge, CUP, 249 p. (Cambridge Studies in the History and Theory of Politics).
Meillassoux, C. (dir. publ.). 1971. *The development of indigenous trade and markets in West Africa*, Londres, OUP/IAI, 444 p.
—. 1975. *L'esclavage en Afrique précoloniale*, Paris, Maspéro, 582 p.
—. 1982. « The role of slavery in the economic and social history of Sahelo-Sudanic Africa », dans : J. E. Inikori (dir. publ.), p. 74-99.
Meillet, A. 1925. *La méthode comparative en linguistique historique*, Oslo.
Mellafe, R. 1964. *La esclavitud en Hispanoamerica*, Buenos Aires, Editorial Universitaria.
—. 1975. *Negro slavery in Latin America*, Berkeley, CUP, 172 p.
Méo, Dr. 1919. « Études sur le rio Nuñez », *BCAF*, p. 282-381.
Mercer, P. 1971. « The Shilluk trade and politics from mid-seventeenth century to 1861 », *JAH*, 12, 3, p. 407-426.
Merensky, A. 1883. « Ueber die Afrikanische Volkerwanderung des 16 Jarhunderts », *Zeitschrift der Gesellschaft für Erdkunde zu Berlin*, p. 67-75.
Merrick, T. W et Graham, D. H. 1979. *Population and economic development in Brazil, 1800 to the present*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press.
Meschi, L. 1974. « Évolution des structures foncières au Rwanda : le cas d'un lignage hutu », *CEA*, 53, p. 39-51.
Metcalfe, G. E. 1964. *Great Britain and Ghana : documents of Ghana history, 1807-1957*, Londres, Thomas Nelson and Sons, 779 p.
Metías, J. 1978. *Répertoire des expéditions négrières françaises au XVIIIe siècle*, Nantes, S. Daget.
Meyer, H. 1916. *Die Barundi*, Leipzig, O. Spamer, 206 p.
Mézières, B. de. 1912. *Le major A. Gordon Laing, Tombouctou, 1826*, Paris, Larose.
Mgomezulu, G. Y. 1981. « Recent archaeological research and radio-carbon dates from Eastern Africa », *JAH*, 22, 4, p. 435-456.
Michel, L. 1957. « Mœurs et coutumes des Bara », *MAM*, 40.
Miers, S. et Kopytoff, I. (dir. publ.). 1977. *Slavery in Africa : historical and anthropological perspectives*, Madison, UWP, 474 p.
Miles, S. B. 1919. *The countries and tribes of the Persian gulf*, 2 vol., Londres, Frank Cass.
Miller, J. C. 1972*a*. « A note on Casanze and the Portuguese », *CJAS*, 6, p. 45-56.
—. 1972*b* « The Imbangala and the chronology of early central African history », *JAH*, 13, 4, p. 549-574.

—. 1973. « Requiem for the Jaga », *CEA*, 49, p. 121-149. (Voir aussi *CEA*, 69 et 70.)
—. 1975*a*. « Nzinga of Matamba in a new perspective », *JAH*, 13, p. 201-216.
—. 1975*b* « Legal Portuguese slaving from Angola : some preliminary indications of volume and direction, 1760-1830 », *RFHOM*, 62, p. 135-176.
—. 1976. *Kings and kinsmen : early Mbundu states in Angola*, Oxford, Clarendon Press, 312 p. (Oxford Studies in African Affairs).
—. 1979. « Some aspects of the commercial organization of slaving at Luanda, Angola, 1760-1830 », dans : A. Gemery et J. S. Hogendorn (dir. publ.), p. 77-106.
— (dir. publ.). 1980. *The African past speaks : essays on oral tradition and history*, Londres, Hamden, Dawson & Archon, 284 p.
—. 1982. « The significance of drought, disease and famine in the agriculturally marginal zones of West Central Africa », *JAH*, 23, p. 17-61.
—. 1983. « The paradoxes of impoverishment in the Atlantic zone », dans : D. Birmingham et P. Martin (dir. publ.), p. 118-159.
—. 1984. « The accounts of Antonio Coelho Guerreiro (1684-1692), *IJAHS*, 17, p. 1-56.
—. « Thanatopsis », *CEA*, p. 229-231.
Minchinton, W. E. (dir. publ.). 1969. *The growth of English overseas trade in the 17th and 18th centuries*, Londres, Methuen.
Misomali, R. B., Mkondiwa, G. et Bhila, H. K. 1978. *Yao traditions*, vol. III, Département d'histoire, Université du Malawi.
Mkandawire, F. R. 1978. *The corridor in Tumbuka and Chewa history : the migration and settlement of Kabunduli, 1650-1860*, travail de recherche, Chancellor College, Université du Malawi.
Modzalevskii, B. 1907. *Rodoslavnia Gannibalov* [Généalogie des Hannibal], Moscou, Yakovlev Press.
Moeller, A. 1936. *Les grandes lignes des migrations des Bantous de la province orientale du Congo belge*, Bruxelles, Institut royal belge, 578 p. (Section des sciences morales et politiques, Mémoires, VI).
Mokhtar, G. (dir. publ.). 1980. *Histoire générale de l'Afrique — Afrique ancienne*, vol. II, Paris, UNESCO/Jeune Afrique/Stock, 925 p.
Mondain, G. 1910. *L'histoire des tribus de l'Imoro au XVIIe siècle d'après un manuscrit arabico-malgache*, Paris, Ernest Leroux.
Monteil, C. 1903. *Monographie de Djenné*, Tulle, Imprimerie J. Mazeyrie.
—. 1915. *Les Khassonké*, Paris, Leroux, 528 p. ; réimpr. 1974.
—. 1924. *Les Bombara de Ségou et du Kaarta*, Paris, Larose, 404 p. ; 2e éd., 1977, Paris, Maisonneuve, 441 p.
—. 1932. *Une cité soudanaise, Djenné, métropole du delta central du Niger*, Paris, Société d'études géographiques, maritimes et coloniales ; 2e éd., 1971, Paris, Anthropos.
Monti della Corte. 1945.*1 castelli di Gondar*, Rome.
Morgan, W. T. W. (dir. publ.). 1969. *East Africa : its people and resources*, Nairobi, OUP/D. A. Hawkins, 312 p.
Morris, A. 1981. *Latin America : economic development and regional differentiation*, Londres, Hutchinson, 256 p.
Mors, O. 1957. *Geschichte der Bahaya*, Fribourg, Anthropos, 207 p.
Mortimore, M. J. (dir. publ.). 1970. *Zaria and its region*, Zaria, Ahmadu Bello University, 192 p. (Occasional Paper, 4).
Morton, R. F. 1972. « The Shungwaya myth of Miji Kenda origins : a problem of late nineteenth-century coastal history », *IJAHS*, 5, p. 397-423.
Moura, C. 1959. *Rebelioes da Senzala : quilombos, insurreicoes, guerrilhas*, São Paulo, Editora Zombi ; éd. de 1972, Rio de Janeiro, Conquista.

Mphande, C. Z. 1969. *Some aspects of the history of the Tonga to 1934*, travail de recherche, Chancellor College, Université du Malawi.
Mpoyi, L. M. 1966. *Histoire wa Baluba*, Mbuyi-Mayi.
Msiska, H. K. *1978a*. *Established on iron and undermined by ivory : the creation and fragmentation of the Mwaphoka kingdom*, *c. 1380-c. 1810*, travail de recherche, Chancellor College, Université du Malawi.
—. 1978*b*. *Phoka historical texts*, Chancellor College, Université du Malawi, non publié.
Mudenge, S. I. 1972. *The Rozvi empire and feira of Zumbo*, thèse de doctorat, Université de Londres.
—. 1974*a*. « An identification of the Rozvi and its implications for the history of the Karanga », *RH*, 5, p. 19-31.
—. 1974*b* « The role of foreign trade in the Rozvi empire : a reappraisal », *JAH*, 15, 3, p. 373-391.
—. 1976. « The dominicans at Zumbo : an aspect of missionary history in the Zambezi valley, *c.* 1726-1836 », *Mohlomi*, 1, p. 32-63.
—. 1977. « Eighteenth-century Portuguese settlements on the Zambezi and the dating of the Rhodesian ruins : some reflections on the problems of reference dating », *IJAHS*, 10, 3, p. 1-13.
Murdock, J. P. 1959. *Africa : its peoples and their culture history*, New York, McGraw-Hill, 456 p.
Muriuki, G. 1974. *A history of the Kikuyu, 1500-1900*, Nairobi, OUP, 190 p.
Murray, S. S. 1922. *A handbook of Nyasaland*, Londres, publié pour le Gouvernement du Nyasaland par le Crow, Agents for the Colonies.
Musambachime, M. 1976. *Changing roles : the history and development disintegration of Nkuba's Shila State to 1740*, mémoire de maîtrise, Madison, Université du Wisconsin.
Mutetwa, R. G. 1976. *The political and economic history of the Duma people of South-Eastern Rhodesia from the early eighteenth century to 1945*, thèse de doctorat, Université de Rhodésie.
Mutumba, M. 1973. *Bulozi under the Luyana kings. Political evolution and state-formation in pre-colonial Zambia*, Londres, Longman, 278 p.
Mwaipape, R. J. 1982. *History and social customs of the Ngonde of northern Malawi*, manuscrit non publié.
Mwanzi, H. A. 1973. *Politics and religion among the Nandi in the nineteenth and early twentieth century*, Département d'histoire, Université de Nairobi (Seminar Paper).
—. 1977. *A history of the Kipsigis*, Nairobi, EALB, 171 p.
Mworoha, E. 1977. *Peuples et rois de l'Afrique des lacs*, Dakar, NEA, 352 p.
—. 1981. « Redevances et prestations dans les domaines royaux du Burundi précolonial », *Mélanges, en hommage à R. Mauny. Le sol, la parole et l'écrit : 2000 ans d'histoire africaine*, Paris, SFHOM, p. 751-768.
Nacanabo, D. 1982. *Le royaume maagha de Yoko*, thèse de doctorat, Université de Paris I.
Nachtigal, G. 1874. « Zur Geschichte Bagirmis », dans : *Zeitschrift der Gesellschaft für Erdkunde zu Berlin*, Berlin, D. Reimer.
—. 1876. *Le voyage de Nachtigal au Ouadai : traduction de van Vollenhoven*, Paris.
—. 1879. *Sahara und Sudan* : *Ergebnisse Sechsjähriger Reisen in Afrika*, vol. I, Berlin, Weidmann, 749 p. ; vol. II, Berlin, Weidmann, 790 p. ; vol. III, Leipzig, F. A. Brockhaus, 548 p. ; trad. française par J. Gourdault, 1881, *Sahara et Soudan*, Paris, Hachette ; réimp. complète, 1967, Graz, Akademic Drüker.
Na-Dama, G. 1977. *The rise and collapse of a Hausa state : a social and political history of Zamfara*, thèse de doctorat, Zaria, Université Ahmadu Bello.

Nahimana, F. 1981. « Les pincipautés hutu du Rwanda septentrional », *CCB*, p. 115-137.
Nalder, L. F. (dir. publ.). 1937. *A tribal survey of Mongola province*, Londres, OUP, 232 p.
al-Naqar, U. 1972. *The pilgrimage tradition in West Africa*, Khartoum, KUP.
al-Nasiri al-Slawi, A. 1936. *Kitab al-Istiqsa li-Akhbar Duwal al-Maghrib al-Aqsa*, traduction française « Partie 1 : les Saadiens », *Archives marocaines*, XXXIV.
—. 1977. *Al-Inkishafi : catechism of a soul*, Nairobi, EALB (trad. et annotations de J. de V. Allen).
Ndikuriyo, A. 1975. « Contrats de bétail, contrats de clientèle et pouvoir politique dans le Bututsi du XIXe siècle », *EHA*, 7, p. 59-76.
Ndoricimpa, L. (dir. publ.), 1984. *L'arbre mémoire. Traditions orales du Burundi*, Paris/Bujumbura, Éditions Karthala/Centre de civilisation burundaise.
N'dua, S. K. 1973. « Mwant Yaav Mushid (1856-1907) », *EHA*, 5, p. 25-50.
—. 1978. *Histoire ancienne des populations luba et lunda du plateau du haut Lubilashi*, thèse de doctorat, Université de Lubumbashi.
Neumark, S. D. 1957. *Economic influences on the South African frontier, 1652-1836*, Stanford, SUP, 96 p.
Newbury, C. W. 1976. *The cohesion of oppression : a century of clienship in Kinyaga, Rwanda*, thèse de doctorat, Madison, Université du Wisconsin.
Newbury, D. S. 1978. « Bushi and the historians : historiographical themes in Eastern Kivu », *HA*, 5, p. 131-151.
—. 1979. *Kings and clans : state formation in Ijwi island* (*Zaire*), *c. 1780-1840*, thèse de doctorat, Madison, Université du Wisconsin.
—. 1980. « Lake Kivu regional trade in the XIXth century », *JA*, 50, 2, p. 6-30.
—. 1981. « The clans of Rwanda : a historical hypothesis », *CCB*, p. 186-197.
Newitt, M. D. D. 1973. *Portuguese settlement on the Zambezi : exploration, land tenure and colonial rule in East Africa*, Londres, Longman, 434 p.
—. 1982. « The early history of the Maravi », *JAH*, 23, 2, p. 145-162.
Nganwa, K. N. 1948. *Abakozire Eby'Okutangaaza Omuri Ankole*, Nairobi, EALB.
Ngoa, H. 1969. « Situation historico-généalogique des Ewondo : étude critique », *Abbia*, 22, mai-août, p. 65-88.
—. 1981. *Tentative de reconstitution de l'histoire récente des Ewondo*.
Ngoie Ngalla, D. 1978. « Réflexion sur le peuplement de la vallée du Niari par les Kongo », *CCAH*, 2, p. 13-25.
—. 1982. « Les rapports politiques du royaume de Loango et de la vallée du Niari, d'après les textes et la tradition orale (XVIe-XIXe siècles) », *CCAH*, 7, p. 25-32.
Niane, D. T. 1975*a*. *Recherches sur l'empire du Mali au Moyen Age*, Paris, PA.
—. 1975*b*. *Le Soudan occidental au temps des grands empires, XIe-XVIe siècles*, Paris, PA.
— (dir. publ.). 1984. *Histoire générale de l'Afrique — L'Afrique du XIIe au XVIe siècle*, vol. IV, Paris, UNESCO.
Niane, D. T. et Wondji, C. s. d. *Enquêtes orales faites en Côte d'Ivoire* (*1973-1980*) *et en Guinée* (*1966-1970*), inédit.
Nicholson, S. E. 1978. « Climatic variations in the Sahel and other African regions during the past five centuries », *JAE*, 1.
—. 1979. « The methodology of historical climate reconstruction and its application to Africa », *JAH*, 20, 1, p. 31-49.
Nicolas, G. 1975. *Dynamique sociale et appréhension du monde au sein d'une société hausa*, Paris, Institut d'ethnologie, 661 p. (Travaux et mémoires de l'Institut d'ethnologie, 78).
—. s. d. « The question of Gobir », dans : M. Adamu (dir. publ.) s. d.

Nkhoma, J. B. C. 1978. *Immigrant politics and the Mankhambira paramountcy, c. 1720-1820*, travail de recherche, Chancellor College, Université du Malawi.
Nkurikiyimfura, J. N. 1983. *Généalogies, chronologie et sources orales au Rwanda*, thèse de doctorat, Université de Paris.
North, D. C. 1961. *The economic growth of the United States, 1790-1860*, Englewood Cliffs, Prentice Hall, 304 p.
—. 1981. *Structure and change in economic history*, New York, Norton.
North, D. C. et Thomas, R. P. 1970. « An economic theory of the growth of the Western world », *EHR*, 2e série, 22, 1, p. 1-17.
—. 1973. *The rise of the Western world : a new economic history*, Cambridge, CUP.
North-Coombes, A. 1937. *The evolution of sugarcane culture in Mauritius*, Port-Louis, General Printing.
Northrup, D. 1978. *Trade without rulers : precolonial economic development in South-Eastern Nigeria*, Oxford, Clarendon Press, 269 p.
Nsanze, A. 1980. *Un domaine royal au Burundi : Mbuye (env. 1850-1945)*, Paris, SFHOM, 93 p.
Nsimbi, M. B. 1956. *Amannya amagando n'emnono zaago* [Les noms kiganda et leurs origines], Nairobi, EALB.
Nthara, S. J. 1968. *Mbiri ya achewa*, Blantyre, Hetherwick Press ; précédente éd., 1948.
Nukunya, C. K. 1969. *Kinship and marriage among the Ewe*, Londres, Athlone Press.
Nurse, G. T. 1977. « The people of Bororo : a lexicostatistical enquiry », dans : B. Pachai (dir. publ.), p. 123-135.
Nyakatura, J. W. 1947. *Abakama ba Bunyoro-Kitara* ; 1973, trad. de T. Muganwa et G. N. Uzoigwe (dir. publ.), *Anatomy of an African Kingdom*, New York, Nok Publishers Ltd., 282 p.
—. 1971. *Aspects of Bunyoro customs and traditions*, Nairobi, EALB, 117 p.
Nziziwe, I. 1972. *Studies in Ibo political systems : chieftaincy and politics in four Niger states*, Londres, Frank Cass, 287 p.
Obayemi, A. 1976. « The Yoruba and Ebo-speaking peoples and their neighbours before 1600 », dans : J. F. A. Ajayi et M. Crowder (dir. publ.), p. 196-263.
Obenga, T. 1969. « Le royaume de Kongo », *Africa*, 24, p. 323-348.
—. 1970. « Le Kilongo, fondement de l'unité culturelle », *Africa*, 25, p. 131-155.
—. 1976. *La cuvette congolaise : les hommes et les structures*, Paris, PA.
—. 1979. « Habillement, cosmétique et parure au royaume de Kongo (XVe-XVIIIe siècles) », *CCAH*, 4, p. 21-38.
—. 1981. « Instruments de musique au royaume Kongo (XVIe-XVIIIe siècles) », *CCAH*, 6, p. 39-56.
Ocamali, R. J. 1970. *A pre-colonial history of the highland Alur*, mémoire, Université de Makerere.
Ochieng', W. R. 1970. « Walowa — The ironworkers of East Africa », *Target*, mars.
—. 1974*a*. *A pre-colonial history of the Gusii of Western Kenya, 1500-1914*, Nairobi, EALB, 257 p.
—. 1974b. *An outline history of Nyanza up to 1914*, Nairobi, EALB, 104 p.
— (dir. publ.). 1975*a*. *The first word*, Nairobi, EALB, 195 p.
—. 1975*b*. *Eastern Kenya and its invaders*, Nairobi, EALB, 104 p.
—. 1975*c*. *A history of the Kadimo chief dorn of Yimbo in Western Kenya*, Nairobi, EALB, 78 p.
—. 1975*d*. « Undercivilization in black Africa », dans : W. R. Ochieng' (dir. publ.), p. 1-20.

—. 1976. « The transformation of a Bantu settlement into a Luo Ruothdom », dans : B. A. Ogot (dir. publ.), 1976*a*, p. 44-64.
—. 1977. *The second word : more essays on Kenya history*, Nairobi, KLB.
Odyomo, P. s. d. « Consensus and leadership in the Alido confederacy in nineteenth-century Lango », dans : D. Denoon (dir. publ.), s. d.
O'Fahey, R. S. 1970. *The growth and development of Keeraa Sultanate of Dār Fūr*, thèse de doctorat, Université de Londres.
—. 1970. *States and state formation in the Eastern Sudan*, Khartoum, Sudan Research Unit, Université de Khartoum (African Studies Seminar Paper, 9).
—. 1971. « Religion and trade in the Kayra sultanate of Dārfūr », dans : Y. F. Hasan (dir. publ.), *Sudan in Africa*, Khartoum, KUP, p. 87-97.
—. 1980. *State and society in Dār Fūr*, Londres, Hurst.
O'Fahey, R. S. et Spaulding, J. L. 1974. *The kingdoms of the Sudan*, Londres, Methuen, 235 p.
Ogot, B. A. 1963. « British administration in the central Nyanza district of Kenya », *JAH*, 4, 2, p. 249-273.
—. 1967. *A history of the Southern Luo — Migration and settlement, 1500-1900*, vol. I, Nairobi, EAPH, 250 p.
— (dir. publ.). 1974. *Zamani*, Nairobi, EAPH/Longman, 407 p.
— (dir. publ.). 1976*a*. *History and social change in East Africa*, Nairobi, EALB, 235 p.
— (dir. publ.). 1976*b*. *Kenya before 1900*, Nairobi, EAPH, 291 p.
Ogot, B. A. et Kieran, J. A. 1971. *Zamani : a survey of East African history*, Nairobi, EAPH ; nouvelle édition de B. A. Ogot (dir. publ.), 1974, 407 p.
Ogwal, R. 1969. *History of Lango clans*, Makerere, Département d'histoire (trad. par J. A. Otima et W. Okot-Chono).
Okalany, D. H. s. d. « The Iteso : migration and developing institutions », dans : J. B. Webster (dir. publ.).
Okech, L. 1953. *Tekwaro ki ker Lobo Acholi*, Kampala, EALB ; 1968, trad. par J. Nyeko, *History and chieftaincy records of the land of the Acholi people*, Makarere, Département d'histoire.
Oliver, R. (dir. publ.). 1977. *The Cambridge history of Africa — From* c. *1050 to* c. *1600*, vol. III, Cambridge, CUP, 803 p.
—. 1982. « The Nilotic contribution to Bantu Africa », *JAH*, 23, p. 433-442.
Oliver, R. et Fage, J. D. 1962. *A short history of Africa*, 2e éd., 1970, Harmondsworth, Penguin.
Oliver, R. et Mathew, G. (dir. publ.). 1963. *A history of East Africa*, vol. I, Oxford, Clarendon Press, 500 p.
Oloo, P. C. 1969. *History of settlement : the example of Luo clans of Alego* : *1500-1918*, dissertation, Université de Nairobi.
Onyango-ka-Odongo, J. M. et Webster, J. B. (dir. publ.). 1976. *The Central Luo during the Aconya*, Nairobi, EALB.
Orhanlu, C. 1969. « Osmani-Bornu Munasebetine al belger », *Tarikh Dergisi*, 23 (trad. par S. E. Brown, sous le titre « Documents relating to Ottoman-Borno relations »).
—. 1974. *Osmanli Imparatorlugu'num güney si yaseti Habes eyalati*, Université d'Istanbul.
Orjo de Marchovelette, E. d'. 1950-1951. « Notes sur les funérailles des chefs Ilunga Kabala et Kabongo Kumwimba. Historique de la chefferie Kongolo », *BJIDCC*, 18, p. 350-368, et 19, p. 1-12.
Ortiz, F. 1916. « Hampa afro-cubana : los negros esclavos », *Revista Bimestre Cubana* (La Havane).

Otima, J. A. s. d. « The Atek of Oumolao in Aputi », dans : J. B. Webster (dir. publ.).
Ott, T. O. 1973. *The Haitian revolution*, Knoxville, UTP, 232 p.
Ozanne, P. 1962. « Notes on the early historic archaeology of Accra », *THSG*, 6, p. 51-70.
Pachai, B. (dir. publ.). 1972. *The early history of Malawi*, Londres, Longman, 454 p.
—. 1973. *Malawi : a history of the nation*, Londres, Longman, 324 p.
Pageard, R. 1957. *Notes sur l'histoire des Bambara de Ségou*, Paris.
—. 1963. *Civilisation mossi et Égypte ancienne*, Genève, Institut africain.
—. 1969. *Le droit privé des Mossi — Traditions et révolution*, vol. I et II, Paris/Ouagadougou, CNRS/CVRS.
Pagès, A. 1933. *Au Rwanda, sur les bords du lac Kivu : un royaume hamite au centre de l'Afrique*, Bruxelles, Institut royal colonial belge, 703 p.
Pais, P. 1945-1946. *Historia da Etiopia*, 3 vol., Porto, Libraria Civilização.
Palmer, C. A. 1976. *Slaves of the white God : Blacks in Mexico, 1570-1650*, Cambridge, HUP, 234 p.
Palmer, H. R. 1936. *The Bornu, Sahara and Sudan*, New York : Negro University Press, 296 p.
Palmer, H. R. et Parsons, N. (dir. publ.). 1977. *The roots of rural poverty in Central and Southern Africa*, Londres, Heinemann.
Pannikar, K. M. 1945. *India and the Indian Ocean*, Londres, Allen & Unwin. 109 p.
Papstein, R. J. 1978. *The upper Zambezi : a history of the Luvale people, 1000-1900*, thèse de PhD, Los Angeles, Université de Californie.
Paris, F. 1945-1946. *Historia da Etiopia*, 3 vol., Porto, Libraría Civilização,
— (dir. publ.). 1984. *La région d'In Gall-Tegi-en-Tesemt (Niger)*. III. *Les sépultures du néolithique final à l'Islam*, Niamey, IRSH, 233 p. (EN 50).
Park, M. 1980. *Travels in the interior districts of Africa […] in the years 1795, 1796 and 1797*, Londres, G. & W. Nicol.
Parrinder, E. G. 1967. *The story of Ketu*, Ibadan, IUP.
Patterson, K. D. 1975. *The Northern Gabon coast to 1875*, Oxford, Clarendon Press, 167 p.
Paulitschke, P. V. 1888. *Harar*, Leipzig, Brockhaus.
Peires, J. B. 1981. *The house of Phalo : a history of the Xhosa people in the days of their independence*, Johannesburg, Raven Press.
Pélissier, P. 1966. *Les paysans du Sénégal : les civilisations agraires du Cayor à la Casamance*, Saint-Yrieix, Imprimerie Fabrègue, 941 p.
Pellegrini, V. 1963/1972. *Acoli Macon* (Gulu), Département d'histoire, Université de Makerere (trad. par C. Okeng, sous le titre *A history of the Acholi*).
Perchonock, N. s. d. « The territorial principle and the evolution of social organization in Kasar Hausa before 1500 », dans : M. Adamu (dir. publ.), s. d.
Pereira, D. P. 1937. *Esmeraldo de situ orbis, 1506-1508*, Londres, Hakluyt Society, 193 p. (trad. par G. H. T. Kimble, 2e série, vol. 79).
Perlman, M. L. 1970. « The traditional systems of stratification among the Ganda and the Nyoro of Uganda », dans : A. Tuden et Plotnicov (dir. publ.), *Social stratification in Africa*, Londres, Macmillan, p. 125-162.
Perrot, C. H. 1970. « L'histoire dans les royaumes Agni de l'est de la Côte d'Ivoire », *AESC*, 25, 6, p. 1659-1677.
—. 1974. « Ano Asemã : mythe et histoire », *JAH*, 15, 2, p. 199-222.
—. 1982. *Les Anyi-Ndenye et le pouvoir politique aux XVIIIe et XIXe siècles*, Abidjan/Paris, CEDA.
Perruchon, J. 1893. *Les chroniques de Zar'a yâ'eqôb et Ba'eda Mâryâm, rois d'Éthiopie de 1434 à 1478*, Paris, Bouillon.

—. 1894. « Règne de Galâdêvos ou Asnaf Sagad », *RS*, 2, p. 154-166 et 263-270.
—. 1896. « Règne de Minas ou Admas Sagad. Règne de Sarṣa Dengel ou Malak Sagad. Règnes de Ya'qob et Za Dengel », *RS*, 4, p. 87-90.
—. 1897. « Règne de Susenyos ou Selttan Sagad », *RS*, 5, p. 173-189.
—. 1897-1898. « Règne de Fasiladas ou Alam Sagad », *RS*, 5, p. 360-372, et 6, p. 84-92.
—. 1901. « Règne d'Iyassu Ier, *RS*, 9, p. 71-78, 161-167 et 258-162.
Perry, A. 1923. « Abram Hannibal, the favourite of Peter the Great », *JNH*, 8, 4, p. 359-366.
Person, Y. 1961. « Les Kissi et leurs statuettes de pierre », *BIFAN*, 1, 23, série B, p. 1-59.
—. 1964. « En quête d'une chronologie ivoirienne », dans : J. Vansina, R. Mauny et L. V. Thomas (dir. publ.), *The historian in tropical Africa*, Oxford, OUP, p. 322-338.
—. 1970. « Le Soudan nigérien et la Guinée occidentale », dans : H. Deschamps (dir. publ.), *Histoire générale de l'Afrique noire*, vol. I, Paris, PUF, p. 271-304.
—. 1971. « Ethnic movements and acculturation in upper Guinea since the fifteenth century », *AHS*, 4, 3, p. 669-689.
—. 1972. *The Dyula and the Manding world*, Londres, SOAS (Conference on Manding Studies, dupliqué).
—. 1974*a*. « La Sénégambie dans l'histoire », dans : R. C. Bridges (dir. publ.), *Senegambia : proceedings of a colloquium at the University of Aberdeen*, *African Studies Group*, p. 1-32.
—. 1974*b*. « The Atlantic coast and the southern savannahs, 1800-1880 », dans : J. F. A. Ajayi et M. Crowder (dir. publ.), p. 262-307.
—. 1981. « Nyaani Mansa Mamadu et la fin de l'Empire du Mali », dans *Mélanges, en hommage à R. Mauny. Le sol, la parole et l'écrit : 2 000 ans d'histoire africaine*, Paris, SFHOM.
Pescatello, A. M. 1972. « The African presence in Portuguese India », *JAH*, 2, 1, p. 26-48.
Petterson, J. C. 1920. *Special report on Uje district, Bornu province*, Kaduna, Archives nationales/SNP, 69 p.
Peukert, W. 1978. *Der Atlantische sklaventandel von Dahomey* (*1740-1797*), Wiesbaden, Steiner, 412 p.
Phillipson, D. W. 1974. « Iron age history and archaeology in Zambia », *JAH*, 15, 1, p. 1-25.
—. 1977. *The later prehistory of Eastern and Southern Africa*, Londres, Heinemann, 323 p.
Phimister, I. R. 1974. « Ancient mining near Great Zimbabwe », *JIMM*, 74, p. 233-237.
—. 1976. « Pre-colonial gold mining in Southern Zambezia : a reassessment », *ASR*, 21, juin, p. 1-30.
Phiri, K. M. 1975*a*. *Chewa history in Central Malawi and the use of oral tradition, 1600-1920*, thèse de doctorat, Madison, Université du Wisconsin.
—. 1975*b*. *Chewa history fieldnotes*, non publié, copies disponibles à la bibliothèque de l'Université du Wisconsin et aux Archives nationales du Malawi.
—. 1976. « Pre-colonial economic change in Central Malawi, 1750-1875 », *MJSS*, 5, p. 15-27.
—. 1977. *The Maravi state system and Chewa political development about 1850*, Congrès des professeurs d'histoire, Université du Malawi, août, p. 9.
—. 1980. « The pre-colonial history of Southern Malawi : an interpretative essay », *MJSS*, 8, p. 28-46.

Phiri, K. M., Vaughan, M. et Makuluni, D. 1978. *Yao and Nyanja historical texts*, vol. II, Département d'histoire, Université du Malawi.
Piault, M. H. 1970. *Histoire mawri : introduction à l'étude des processus constitutifs de l'État*, Paris, Éditions du CNRS, 206 p.
Picq, col. A du. 1905. « Les Tanala de l'Ikongo », *Le Tour du monde* (Paris), novembre, p. 541-564.
—. 1932. « L'influence islamique sur une population malayo-polynésienne de Madagascar : Tanala », *RTC*, 26, p. 191-208, 266-279 et 370-401.
Pigafetta, F. de. 1591. *Relatione del reame di Congo et delle circonvicine contrade traita dalli scritti e ragionamenti di Odoardo Lopez Portoghese*, Rome, B. Grassi, 82 p. ; trad. angl. en 1881 par M. Hutchinson, *A report of the kingdom of Congo and the surrounding countries*, Londres, John Murray, 175 p. ; réimp. 1970, Londres, Frank Cass.
Pike, J. G. 1965. « Pre-colonial history of Malawi », *SMJ*, 18, 1, p. 22-54.
—. 1968. *Malawi : a political and economic history*, New York, Praeger.
Pitot, A. 1899. *Ile de France : esquisses historiques* (*1715-1810*), Port-Louis, E. Pezzani, 447 p.
—. 1905. *T'Eylandt Mauritius : esquisses historiques* (*1598-1710*).
Plancquaert, M. 1971. *Les Yaka : essai d'histoire*, Tervuren, MRAC (Annales sciences humaines, 71).
Pogge, P. 1880. *Im Reich des Muata Jamwo*, Berlin, D. Reimer.
Poirier, C. 1953. « Généalogie des rois maroserana du sud de l'Onilahy », *BAM*, nouvelle série, 31, p. 29-35.
Pollock, N. C. et Agnew, S. 1963. *A historical geography of South Africa*, Londres, Longman, 242 p.
Poncet, J. P. 1967. « Le mythe de la "catastrophe" hilalienne », *AESC*, *22*, p. 1099-1120.
Porter, D. H. 1970. *The abolition of the slave trade in England*, *1784-1807*, New York, Archon.
Porter, R. 1974. *European activity on the Gold Coast*, *1620-1667*, thèse de doctorat, Université d'Afrique du Sud.
Posnansky, M. 1974. « Archaeological aspects of the Brong Ahafo region », Legon, Brong Studies Seminar.
—. 1980. « Les sociétés de l'Afrique sub-saharienne au premier âge du fer », dans : G. Mokhtar (dir. publ.), p. 779-794.
Postan, M. M. et Hatcher, J. 1975 et 1978. « Population and class relations in feudal society », *PP*, 75, p. 37-47, et 78, p. 24-37.
Potter, J. 1965. « The growth of population in America, 1700-1800 », dans : D. V. Glass et D. E. C. Eversley (dir. publ.), p. 631-688.
Prax. 1849. *Commerce de l'Algérie avec La Mecque et le Soudan*, Paris, J. Rouvier, 32 p.
Price, R. (dir. publ.). 1973. *Maroon societies*, Garden City, Anchor.
—. 1976. *The Guiana maroons : a historical and bibliographical introduction*, Baltimore, JHUP, 184 p.
Priestley, M. A. 1961*a*. « English gifts to the king of Ashanti in the 18th century », *GNQ*, *2*, p. 4-7.
—. 1961*b*. « The Ashanti question and the British », *JAH*, *2*, 1, p. 35-59.
—. 1969. *West African trade and coast society*, Londres, OUP, 207 p.
Pring, M. *Fanno Mary o fannadill.*
Proyart, A. 1776. *Histoire de Loango*, *Kakongo et autres royaumes d'Afrique*, Paris ; réimp. 1968, Gregg International, 393 p.

Pruitt, W. F. 1974. *An independent people : the history of the Sala Mpasu of Zaire and their neighbours*, thèse de doctorat, Evanston, Northwestern University.
Purchas, S. 1613. *Purchas : his pilgrims*, Londres, W. Stansby, 752 p. ; plusieurs éditions ultérieures incluant celle de la Hakluyt Society en 1905-1907, 20 vol., Glasgow, J. MacLehose and Sons.
Quarles, B. 1961. *The Negro in the American revolution*, Chapel Hill, UNGP, 231 p.
Quiring, H. 1949. *Trade routes, trade and currency in East Africa*, Livingstone, Rhodes-Livingstone Museum Occasional Paper.
Raffenel, A. 1846. *Voyage dans l'Afrique occidentale* (*1843-1844*), Paris, Bertrand, 512 p.
Rafiḳ, A. K. 1963. *Misr wa-Bilād al-Shām*, Damas.
Rahmān, A. R. A. et Miki, W. 1977. *The village in Ottoman Egypt and Tokuga Japan — A comparative study*, Tokyo, Institute for the Study of Languages and Cultures of Asia and Africa, 106 p. (Studia Culturae Islamicae, 7).
Randles W. G. L. 1958. « South-East Africa and the empire of Monomotapa as shown on selected and printed maps of the 16th century », *Studia*, 2, p. 103-163.
—. 1968. *L'ancien royaume du Congo, des origines à la fin du XIXe siècle*, Paris/La Haye, Mouton, 275 p.
—. 1979. *The empire of Monomotapa : from the fifteenth to the nineteenth century*, Gweru, Mambo Press, p. 38-55 (trad. angl. par R. S. Roberts).
Ranger, T.O. (dir. publ.). 1968*a*. *Aspects of Central African history*, Londres/Nairobi, Heinemann/EAPH, 291 p.
— (dir. publ.). 1968*b*. *Emerging themes of African history*, Nairobi, EAPH, 230 p.
—. 1973. « Territorial cults in the history of Central Africa, *JAH*, 14, 4, p. 581-597.
—. 1979. *Revolt in Southern Rhodesia, 1896-1897 : a study in African resistance*, Londres, Heinemann, 403 p. (1re édition de poche).
Ranger, T.O. et Kimambo, I. N. (dir. publ.). 1972. *The historical study of African religion*, Londres, Heinemann, 307 p.
Rasamimanana, J. et Razafindrazaka, L. 1909. *Contribution à l'histoire des Malgaches — Fanasoavana ny Tantaran 'ny Malagasy*, Ambohimalaza/Antananarivo.
Ratelband, K. 1953. *Vijf Dagregisters van het Kasteel Sao Jorge Da Mina* (*Elmina*) *aan de Goud-kust (1645-1647)*, Uitgegeven door [...] — Linschoten Vereeniging, V. LV, La Haye.
Ratzel, F. 1885. *Völkerkunde*, Leipzig, p. 451-478.
Rau, V. 1966. « Les marchands — banquiers étrangers au Portugal sous le règne de Joao III (1521-1557) », dans : *Les aspects internationaux de la découverte océanique aux XVe et XVIe siècles*, Paris.
Razafimino, G. 1924. *La signification religieuse du Fandroana ou de la fête du nouvel an en Imerina*, Antananarivo.
Rea, W. F. 1976. *The economics of the Zambezi missions, 1580-1759*, Rome, Institutum Historicum.
Redmond, P. M. « Notes on the trade in dried fish in the Central Sudan », dans : M. Adamu (dir. publ.) s. d.
Reefe, T. 1975. *A history of the Luba empire to 1895*, thèse de doctorat, Berkeley, Université de Californie.
—. 1977. « Traditions of genesis and the Luba diaspora », *HAJM*, 4, p. 183-206.
—. 1980. « The eastern savanna of Central Africa and Northern Zambezia to the 1890s », document présenté à la Conference on the Social, Political and Economic History of Central Africa, Université du Kent, Canterbury, 7-11 juillet.
—. 1981. *The rainbow and the kings : a history of the Luba empire to 1891*, Berkeley, UCP, 286 p.

Rehse, H. 1910. *Kiziba : Land und Leute*, trad, par Mrs Denne sous le titre *Kiziba : land and people*, s.d., Stuttgart, 394 p.
Reindorf, C. C. 1898. *The history of the Gold Coast and Asanti*, Bâle, Kegan Paul, Trench, Trübner & Co ; réimp. 1966, Accra, GUP, 349 p.
Rennie, J. K. 1972. « The precolonial kingdom of Rwanda : a reinterpretation », *TJH*, 2, 2, p. 11-53.
Repiquet, J. 1902. *Le Sultanat d'Anjouan, îles Comores*, Paris.
Rey-Hulman, D. 1975. « Les dépendants des maîtres tyokossi pendant la période précoloniale », dans : C. Meillassoux (dir. publ.), p. 297-320.
Ricci, L. 1969 et 1971. « La "vita" di 'enbāqom e di Yoḥannes abbati di Dabra Libānos di Scioa », *RSE*, 23, p. 79-220, et 24, p. 134-232.
Richard-Molard, J. 1949. *Afrique occidentale française*, 2e éd., Paris, Berger-Levrault.
Richter, F. 1899. « Der Bezirk Bukoba », *Mitteilungen von Forschungsreisenden und Gelehrten aus den deutschen Schutzgebieten*, 12, p. 67-105.
Rinchon, R. F. D. 1929. *La traite et l'esclavage des Congolais par les Européens : histoire de la déportation de 13 250 000 Noirs en Amérique*, Bruxelles, Wetteren, 306 p.
—. 1964. *Pierre Ignace Liévin van Alstein, capitaine négrier : Gand, 1733-Nantes, 1793*, Dakar, IFAN, 452 p. (Mémoire, 71).
Rita-Ferreira, A. 1966. *Os Chevas da Macanga*, Lourenço Marques.
Ritchie, C. I. A. 1968. « Deux textes sur le Sénégal, 1673-1677 », *BIFAN*, 30, série B, 1, p. 289-353.
Roberts, A. D. (dir. publ.). 1968*a*. *Tanzania before 1900*, Nairobi, EAPH, 162 p.
—. 1968*b* « The Nyamwezi », dans : A. D. Roberts (dir. publ.), p. 117-150.
—. 1970*a*. « Chronology of the Bemba », *JAH*, 2, 2, p. 221-240.
—. 1970*b*. « Pre-colonial trade in Zambia », *ASR*, 10, p. 715-737.
—. 1970*c*. « Nyamwezi trade », dans : R. Gray et D. Birmingham (dir. publ.), p. 39-74.
—. 1973. *A history of the Bemba : political growth and change in North-Eastern Zambia before 1900*, Londres, Longman, 420 p.
—. 1976. *A history of Zambia*, Londres, Heinemann, 288 p.
Robertson, C. C. et Klein, M. (dir. publ.). 1983. *Women and slavery in Africa*, Madison, UWP.
Robinson, D. 1975. « The islamic revolution of Futa Toro », *IJAHS*, 8, 2, p. 185-221.
Robinson, K. R. 1966. « A preliminary report on the recent archaeology of Ngonde, Northern Malawi », *JAH*, 7, 2, p. 178-192.
—. 1972. « The iron age in Malawi : a brief account of recent work », dans : B. Pachai (dir. publ.), p. 54-72.
Robinson, K. R. et Sandelowsky, B. 1968. « The iron age of Northern Malawi : recent work », *Azania*, 3, p. 107-146.
Roche, C. 1976. *Conquête et résistance en Casamance*, Dakar, NEA.
Rodegem, F. M. 1964. *Onomastique rundi*, Bujumbura (miméographie).
Rodney, W. 1967*a*. *West Africa and the Atlantic slave trade*, Nairobi, EAPH, 28 p. (Document, 2).
—. 1967*b* « A reconsideration of the Mane invasions of Sierra Leone », *JAH*, 8, 2, p. 219-246.
—. 1968. « Jihad and social revolution in Futa Djalon in the eighteenth century », *JHSN*, 4, 2, p. 269-284.
—. 1969*a*. « Gold and slaves on the Gold Coast », *THSG*, 10, p. 13-28.
—. 1969*b*. « Upper Guinea and the significance of the origins of Africans enslaved in the New World », *JNH*, 54, 4, p. 327-345.

—. 1970*a*. « The historical roots of economic underdevelopment », document présenté à la Universities of East Africa Social Science Conference de 1970 (décembre), Dar es-Salaam.
—. 1970*b*. *A history of the upper Guinea Coast, 1545-1800*, Oxford, Clarendon Press, 283 p.
—. 1972. *How Europe underdeveloped Africa*, Dar es-Salaam/Londres, TPH/Bogle L'Ouverture, 316 p.
—. 1975. « Africa in Europe and the Americas », dans : J. D. Fage et R. Oliver (dir. publ.), *The Cambridge history of Africa*, vol. IV, Cambridge, CUP, p. 578-651.
Rohlfs, G. 1875. *Quer durch Afrika*, 2 vol., Leipzig, Brockhaus.
Roper, T. 1963. « The rise of Christian Europe », *The Listener*, 28 novembre, p. 871.
Ross, E.D. 1921. *An Arabic history of Gujarat*, *2* vol., Londres.
Ross, R. 1975. « The "white" population of the Cape colony in the eighteenth century », *PS*, 29.
—. 1976. *Adam Kok's Griquas* : *a study in the development of stratification in South Africa*, Cambridge, CUP, 194 p. (African Studies Serie, 21).
—. 1978. « Patterns of relationships between agriculturalists and pastoralists in Southern Africa », document présenté à la Conference on the Iron-Using Bantu-Speaking Population of Southern Africa before 1800, Leyde, septembre.
Rossi, E. 1936. « La Cronaca Araba Tripolitana di Ibn Galboun », *SSL*, 3.
—. 1968. *Storia di Tripoli e della Tripolitania*, Rome, Instituto per l'Oriente.
Rotberg, R. et Mazrui, A. (dir. publ.). *Protest and power in black Africa*, New York, OUP, 1 274 p.
Rout, L. B. Jr. 1976. *The African experience in Spanish America, from 1502 to the present day*, Cambridge, CUP, 404 p.
Rubin, V. et Tuden, A. (dir. publ.). 1977. Comparative perspectives on slavery in New World plantation societies, *Annals of the New York Academy of Science*, vol. *292*.
Rugomana, J. 1957. « Le roi du pays rundi et les hommes qui y sont venus les premiers », *Zaire*, 11, 6, p. 625-636.
Rwabukumba, J. et Mudandagizi, V. 1974. « Les formes historiques de la dépendance personnelle dans l'État rwandais », *CEA*, 53, p. 6-25.
Ryan, V. M. 1864. *Mauritius and Madagascar*, Londres, Seeley, Jackson and Halliday, 340 p.
Ryder, A. F. C. 1964. « A note on Afro-Portuguese ivories », *JAH*, 5, p. 363-365.
—. 1965*a*. *Materials for West African history in Portuguese archives*, Londres, Athlone Press, 92 p.
—. 1965*b*. « Portuguese and Dutch in West Africa before 1800 », dans : J. F. A. Ajayi et I. Espie (dir. publ.), p. 212-232.
—. 1969. *Benin and the Europeans, 1485-1897*, Londres, Longman, 372 p.
Sa'ad, A. 1977. *Lamibe of Fombina*, Oxford, Asian Broadcasting Union.
al-Sa'dī, 'Abd al-Raḥmān b. 'Abd Allāh. 1656. *Ta'rikh al-Sūdān* ; O. Houdas et E. Benoist (dir. publ.), avec trad. fr. de 1900 par O. Houdas, 2 vol., Paris, Leroux ; trad, révisée 1964, Paris, Maisonneuve et Larose, 540 p.
Sahli, K. R. 1977. « Kathaiq 'an al-Maghrab al-'Uthmāni », *RHM*, 7-8 janvier, section arabe, p. 40-60 (documents concernant les Ottoman du Maghreb).
Sahlins, M. 1972. *Stone-age economics*, Chicago, Aldine-Atherton, 348 p. ; 2e éd. 1974, Londres, Tavistock.
Saignes, M. A. 1967. *Vida de los esclavos en Venezuela*, Caracas, Hesperides.
Saint-Gervais de. 1736. *Mémoires historiques qui concernent le gouvernement de l'ancien et du nouveau royaume de Tunis avec des réflexions sur la conduite d'un consul, et un détail du commerce*…, Paris, Ganeau Fils.

Saley, M. 1982. *Les États tsotsebaki des origines au XIXe siècle*, mémoire de maîtrise, Université de Niamey.
Salifou, A. 1971. *Le Damagaram ou Sultanat de Zinder au XIXe siècle*, Niamey, IRSH, 320 p. (EN, 27).
Salim, A. I.1973. *The Swahili-speaking peoples of Kenya's coast, 1895-1965*, Nairobi, EAPH, 272 p.
—. 1980. « Kenya, Muslims », dans : *Encyclopedia of islam*, nouvelle édition, Leyde/Paris, Brill/Maisonneuve et Larose.
Salisbury, R. F. 1962. *From stone to steel*, Melbourne/Cambridge, Melbourne University Press/CUP.
Sanders, E. 1969. « The hamitic hypothesis : its origin and functions in time perspective », *JAH*, 10, 4, p. 521-532.
Santandrea, F. 1964. *A tribal history of the Western Bahr el-Ghazal*, Bologne, Editrice Nigrizia, 345 p.
—. 1981. *Ethno-geography of the Bahr el-Ghazal* (*Sudan*) *: an attempt at a historical reconstruction*, Bologne, Editrice Nigrizia.
Santos, J. dos. 1609. *Ethiopia oriental* ; éd. 1895, 2 vol., Lisbonne.
—. 1901. « Ethiopia oriental », dans : G. M. Theal (dir. publ.), vol. VII, p 1-182 (en portugais) ; trad, angl, p. 183-370.
Santos, T. dos. 1973. « The crisis of development theory and the problem of dependance in Latin America », dans : H. Berstein (dir. publ.), p. 57-80.
Sargent, R. A. 1979. « The generations of turmoil and stress : a proliferation of states in the northern interlacustrine region *c.* 1544-1625 », dans : J. B. Webster, 1979, p. 231-261.
Sarkar, J. 1919. *History of Aurangzib*, Calcutta/Londres, Longman/Green & Co.
Sauter, R. 1963. « Où en est notre connaissance des églises rupestres d'Ethiopie ? », *AE*, 5, p. 235-292.
Sautter, G. 1966. *De l'Atlantique au fleuve Congo, une géographie du sous-peuplement*, Paris, Imprimerie nationale, 1 102 p.
Savaron, C. 1928 et 1931. « Contribution à l'histoire de l'Imerina », *BAM*, nouvelle série, 11, p. 61-81 et 14, p. 57-73.
Saxon, D. E. 1982. « Linguistic evidence for the eastward spread of Ubanguian peoples », dans : C. Ehret et M. Posnansky (dir. publ.), p. 66-77.
Scelle, G. 1906. *La traite négrière aux Indes de Castille*, 2 vol., Paris, L. Larose et L. Tenin.
Schebesta, P. 1952. *Les pygmées du Congo belge*, Bruxelles, Verhandelingen, 432 p.
Schechter, R. E. 1976. *History and historiography on a frontier of Lunda expansion : the origins and early development of the Kanongesha*, thèse de doctorat, Madison, Université du Wisconsin.
—. 1980. « Apropos the drunken king : cosmology and history », dans : J. C. Miller (dir. publ.), p. 108-125.
Schleicher, A. W. 1893. *Geschichte der Galla*, Berlin, T. Fröhlich.
Schmidt, P. 1978. *Historical archaeology : a structural approach to an African culture*, Wesport, Greenwood Press, 365 p.
Schoffeleers, M. J. 1968. *Symbolic and social aspects of spirit worship among the Mang'anja »*, thèse de doctorat, Université d'Oxford.
—. 1972*a*. « The meaning and use of the name "Malawi" in oral traditions and precolonial documents », dans : B. Pachai (dir. publ.), p. 93-106.
—. 1972*b*. « The historical and political role of the M'bona cult among the Mang'anja », dans : T. O. Ranger et I. N. Kimambo (dir. publ.), p. 73-94.

—. 1973. « Towards the identification of a proto-Chewa culture : a preliminary contribution », *MJSS*, 2, p. 47-60.
—. 1976. « The Nyau societies : our present understanding », *SMJ*, 29, 1, p. 59-68.
— (dir. publ.). 1979*a*. *Guardians of the land : essays on Central African territorial cults*, Gweru, Mambo Press.
—. 1979*b*. « The Chisumphe and M'bona cults in Malawi : a comparative history », dans : M. J. Schoffeleers (dir. publ.), p. 147-186.
—. 1980. « Trade, warfare and social inequality : the case of the lower Shire valley of Malawi, 1590-1622 A. D. », *SMJ*, 33, 2, p. 1-24.
Schove, D. J. 1973. « African droughts and the spectrum of time », dans : D. Dalby et R. J. H. Church (dir. publ), *Droughts in Africa*, Londres, IAI, p. 38-53 ; 2e éd., 1977.
Schumacher, P. 1949. « Urundi », *Aequatoria*, 12, p. 129-132.
—. 1958. *Ruanda*, Fribourg, Anthropos, 1 300 p.
Schutte, G. 1979. « Company and colonists at the Cape », dans : R. Elphick et H. Giliomee (dir. publ.), p. 173-210.
Schwartz, A. 1993. *Sous-peuplement et développement dans le sud-ouest de la Côte d'Ivoire*, Paris, ORSTOM.
Schwartz, S. B. 1970. « The "Macambo" : slave resistance in colonial Bahia », *JSH*, 3, 4.
—. 1977. « Resistance and accomodation in eighteenth-century Brazil : the slaves view of slavery », *HAHR*, 57, février.
Schweinfurth, G. 1873. *The heart of Africa : three years' travels and adventures in the unexplored regions of Central Africa, 1886-1871*, 2 vol., Londres, Low, Marston, Low & Searle.
Sékou-Bamba, M. 1978. *Bas-Bandama précolonial*, thèse de doctorat, Université de Paris.
Seligman, C. G. 1957. *Races of Africa*, 3e éd., Londres, Butterworth, 236 p.
Séré de Rivières, E. 1965. *Histoire du Niger*, Paris, Berger-Levrault, 311 p.
Serjeant, R. B. 1963. *The Portuguese off the South Arabian coast : Hadrami chronicles with Yemeni and European accounts of Dutch pirates off Mocha in the seventeenth century*, Oxford, Clarendon Press.
—. 1966. « South Arabia and Ethiopia — African elements in the south Arabian population », dans : *Proceeding of the Third International Conference of Ethiopian Studies*, Rome.
—. 1967. « Société et gouvernements en Arabie du Sud », *Arabia*, 14 octobre.
al-Sharqāwi, M. 1957. *Misr fi'l-qarn al-thāmin ᶜashar* [L'Égypte au XVIIIe siècle], 3 vol., Le Caire.
Shaw, Rev. G. A. 1893 et 1894. « The Arab element in South-East Madagascar, *AA*, 5, p. 99-109, et 6, p. 205-210.
Shaw, S. J. 1962*a*. *The financial and administrative organization and development of Ottoman Egypt, 1517-1798*, Princeton, PUP, 451 p. (Princeton Oriental Studies, 19).
—. 1962*b*. *Ottoman Egypt in the eighteenth century : The Nizamname i Misir of Cezzar Ahmed Pasha*, trad, par S. J. Shaw (dir. publ.), Cambridge, HUP (Harvard Middle Eastern Monograph, 7).
—. 1969. *The budget of Ottoman Egypt, 1005-1006/1596-1597*, La Haye, Mouton, 210 p.
Shaw, T. 1970. *Igbo-Ukwu : an account of archaeological discoveries in Eastern Nigeria*, 2 vol., Londres, Faber & Faber/IAS/Université d'Ibadan.
—. 1977. « Questions in the holocene demography of West Africa », dans : *African historical demography*. I : *Proceedings of a seminar held in the Centre of African Studies, University of Edinburgh* (*29th and 30th April*), Édimbourg, EUR p. 105-121.

—. 1978. *Nigeria : its archaeology and early history*, Londres, Thames & Hudson.
—. 1981. « Towards a pre-historic demography of Africa », *African Historical Demography* (Édimbourg), 2.
Shea, P. J. 1983. « Approaching the study of production in rural Kano », dans : B. M. Barkindo (dir. publ.), p. 93-115.
Shepherd, J. F. 1969. « Estimates of "invisible" earnings in the balance of payments of the British North American colonies, 1769-1772 », *JEH*, 29, 2.
Shepherd, J. F. et Walton, G. M. 1972. *Shipping, maritime trade, and the economic development of colonial North America*, Cambridge, CUP.
Sheridan, R. 1970. *The development of the plantations to 1750 : an era of West Indian prosperity, 1750-1775*, Bridgetown, CUP, 120 p.
Sheriff, A. M. H. 1971. *The rise of a commercial empire : an aspect of the economic history of Zanzibar, 1770-1873*, thèse de doctorat, Université de Londres.
—. 1980. « Tanzanian societies at the time of partition », dans : M. H. Y. Kaniki (dir. publ.), *Tanzania under colonial rule*, Londres, Longman, p. 11-50.
Sherwood, H. N. 1923. « Paul Guffee », *JNH*, 8, 2, p. 153-229.
Shiroya, O. J. E. s. d. *a* « The Lugbara : at the nexus of three worlds », dans : J. B. Webster (dir. publ.).
—. s. d.*b* « Ethnic assimilation and political integration : the Lugbara, Alur and their neighbours », dans : D. Denoon (dir. publ.) s. d.
Shyllon, F. O. 1974. *Black slaves in Britain*, Londres, OUP, 252 p.
Sidibé, B. K. 1972. « The story of Kaabu : its extent and people », document présenté à la Conference on Manding Studies, Londres.
—. 1974. « The Nyanchos of Kaabu », document non publié, Indiana University African Studies Programme.
Silva Correa, E. da. 1937. *Historia de Angola* (*1782 ?*), 2 vol., Lisbonne, Editorial Atica (Coleção dos classicos da expansao portuguesa no mondo).
Silva Costa Lobo, A. da. 1904. *História da sociedade em Portugal no seculo XV*, Lisbonne.
Silva Rego, A. da. 1948. *A dupla restauração de Angola* (*1641-1648*), Lisbonne, Agencia Geral das Colonias.
Silveira, L. 1946. *Edição nova do tratado breve dos rios de Guiné pelo capitão André Alvares D'Almada*, Lisbonne.
Sinclair, P. 1977. « First steps towards the reconstruction of the rural economy of the Zimbabwe state », document présenté à la International Conference on Southern African History, Rome, Université nationale du Lesotho.
Skinner, E. P. 1964. *The Mossi of upper Volta : the political development of a Sudanese people*, Stanford, SUP, 236 p.
Smaldone, J. P. 1977. *Warfare in the Sokoto caliphate*, Cambridge, CUP, 228 p.
Smith, A. 1970. « Some notes on the history of Zazzau under the Hausa kings », dans : M. J. Mortimore (dir. publ.), p. 82-101.
—. 1976. « The early states of the Central Sudan », dans : J. F. A. Ajayi et M. Crowder (dir. publ.), p. 158-201.
Smith, M. G. 1967. « A Hausa kingdom : Maradi under Dan Baskore, 1845-1875 », dans : C. D. Forde et P. M. Kaberry (dir. publ.), p. 93-122.
—. 1983. « The Kano chronicle as history », dans : B. M. Barkindo (dir. publ.), p. 31-56.
Smith, P. 1981. « Personnages de légende », *CCB*, p. 244-253.
Smith, R. 1979. « Carpaccio's African gondolier », *ISAR*, 34, p. 47-52.
Soka, L. D. 1953. *Mbiri ya Alomwe*, Londres, Macmillan.
Southall, A. W. 1953. *Alur society*, Nairobi, OUP, 397 p.

—. 1954. « Alur tradition and its historical significance », *UJ*, 18, 2, p. 137-165.
—. 1970. « Rank and stratification among the Alur and other Nilotic peoples », dans : A. Tuden et Plotnicov (dir. publ.), *Social stratification in Africa*, Londres, Macmillan, p. 31-46.
Sow, A. I. 1971. *Le filon du bonheur éternel par Mouhammadou Samba Mambeya*, Paris, Armand Colin.
Sowunmi, M. A. 1978. *Palynological studies in the rivers state*, Université de Port Harcourt (School of Humanities Seminars).
Spaulding, J. L. 1971. *Kings of sun and shadow : a history of the Abdallab provinces of the Northern Sinnar sultanate, 1500-1800 A. D.*, thèse de doctorat, Université de Columbia.
—. 1972. « The Funj : a reconsideration », *JAH*, 13, 1, p. 39-53.
Spear, T. T. 1974. « Tradition myths and historian's myths : variations on the Singwaya theme of Miji Kenda origins », *HA*, 1, p. 67-84.
—. 1976. « The Miji Kenda, 1550-1900 », dans : B. A. Ogot (dir. publ.), 1976*b*, p. 262-285.
—. 1978. *The Kaya complex : a history of the Miji Kenda peoples of the Kenya coast to 1900*, Nairobi, KLB/EALB.
—. 1981. *Kenya's past*, Nairobi, Longman, 155 p.
Spratlin, V. B. 1938. *Juan Latino : slave and humanist*, New York, Spinner Press Inc.
Stanley, S. et Karsten, D. 1968. « The Luwa system of the Garbiččo », *Paideuma*, 14, p. 93-102.
Stein, R. 1978. « Measuring the French slave trade, 1723-1792 », *JAH*, 19, 4, p. 515-521.
Steinhart, E. I. 1981. « Herders and farmers », dans : C. C. Steward et D. Crummey (dir. publ.), *Modes of production in Africa*, Londres, Sage Publications, p. 115-156.
Stewart, C. C. 1976. « Southern Saharan scholarship and the *Bilād al-Sūdān*, *JAH*, 17, p. 73-93.
Stitz, V. 1974. *Studien zur Kulturgeographie Zentraläthiopiens*, Bonn, Dümmler.
Stokes, E. et Brown, R. (dir. publ.). 1966. *The Zambezian past : studies in Central African history*, Manchester, MUP, 427 p.
Strandes, J. 1899. *Die Portugiesenzeit von Deutsch — und Englisch-Ost Afrika*, Berlin, D. Reimer ; trad. angl. par J. F. Wallwork, 1968, 3e éd. *The Portuguese period in East Africa*, Nairobi, EALB, 378 p., réimp. 1971.
Straube, H. 1957. « Das Dualasystem und die Halaka-Verfassung der Dorse », *Paideuma*, 6, p. 342-353.
—. 1963. *Westkuschitische Völker Süd-Äthiopiens*, Stuttgart, Kohlammer, 411 p. (avec une contribution de Schutz-Weider).
Struck, B. 1911. « Bemerkungen uber die "Mbandwa" des Zwischenseengebiets », *ZFE*, 43, 3/4, p. 516-521.
Stuhlmann, F. 1894. *Mit Emin Pasha ins Herz von Afrika*, Berlin, D. Reimer, 902 p.
Sulzmann, E. 1983. « Orale Tradition und Chronologie : Der Fall Baboma-Bolia », dans : Feik Nzuji *et al.* (dir. publ.), *Mélanges de culture et linguistique africaine publiés à la mémoire de Leo Stoppers*, Berlin, Mainzer Afrika Studien Bd. 3, p. 525-586.
Suret-Canale, J. 1970. *La République de Guinée*, Paris, Éditions sociales, 431 p.
—. 1971. « The Western Atlantic coast, 1600-1800 », dans : J. F. A. Ajayi et M. Crowder (dir. publ.), p. 387-440 ; éd. de 1976, p. 456-511.
Sutherland-Harris, N. 1970. « Zambian trade with Zumbo in the 18th century », dans : R. Gray et D. Birmingham (dir. publ.), p. 231-242.
Sutton, J. E. G. 1979. « Towards a less orthodox history of Hausaland », *JAH*, 20, 2, p. 179-201.

—. 1983. « A new look at the Inyanga terraces », *ZH*, 19, p. 12-19.
Sutton, J. E. G. et Roberts, A. 1968. « Uvinza and its salt industry », *Azania*, 3, p. 45-86.
Swartz, A. 1971. *Tradition et changements dans la société guéré*, Paris, ORSTOM, 259 p. (Mémoires, 52).
Sy, A. A. 1979. *La geste tiedo*, thèse de doctorat, Université de Dakar.
Tacchi, A. 1892. « King Andrianampoinimerina and the early history of Antananarivo and Ambohimanga », *AA*, p. 474-496.
Tamakloe, E. F. 1931. *A brief history of the Dagbamba people*, Accra, Government Printer, 76 p.
Tamrat, T. 1970. « The Abbots of Däbrä Hayq, 1248-1535 », *JES*, 7, p. 87-117.
—. 1972. *Church and state in Ethiopia, 1270-1527*, Oxford, Clarendon Press, 327 p.
—. 1977. « Ethiopia, the Red sea and the Horn », *Cambridge History of Africa*, 3, p. 98-182.
Tardits, C. 1980. *Le royaume bamoum*, Paris, Armand Colin, 1 078 p.
— (dir. publ.). 1981. *Contribution de la recherche ethnologique à l'histoire des civilisations du Cameroun*, 2 vol., Paris, Éditions du CNRS, 597 p.
Tassy, L. de. 1757. *Histoire des États barbaresques qui exercent la piraterie*, Paris, Chaubert.
Tauxier, L. 1912. *Le Noir du Soudan*, Paris, Larose.
—. 1917. *Le Noir du Yatenga*, Paris, Larose.
—. 1921. *Le Noir de Bondoukou*, Paris, Leroux.
—. 1924. *Nouvelles notes sur le Mossi et le Gourounsi*, Paris, Larose.
—. 1942. *Histoire des Bambara*, Paris, Librairie orientaliste Paul Geuthner, 226 p.
Taylor, J. G. 1979. *From modernization to modes of production : a critique of the sociologies of development and underdevelopment*, Londres, Macmillan.
Teixeira da Mota, A. 1954. *Guiné portuguesa*, 2 vol., Lisbonne, Agencia Gerai do Ultramar.
—. 1969. « Un document nouveau pour l'histoire des Peul au Sénégal pendant les XVe et XVIe siècles », *BCGP*, 96, p. 781-860.
—. 1975. « Gli avori africani nella documentazione portoghese dei secoli XV-XVII », *Africa*, 30, 4, p. 580-589.
Tellez, B. 1710. *Travels of the Jesuits in Ethiopia*, Londres.
Temini, A. 1978. « Al-Khalfiya al-diniya lis-sirā al-isbani al-ʿuthmani » [L'antécédent religieux dans la bataille entre l'Espagne et les Ottomans], *RHM*, 10-11, section arabe, janvier, p. 5-44.
—. 1983. *Mujaz al-dafātir al-ʿarabiya wa'l-turkiya bil-Jazā'ir* [Sommaire des registres turcs et arabes d'Alger], Tunis, Publications de l'ISD, 169 p. en arabe + 26 p. en français.
Terpestra, H. 1960. « Nederlands gouden tijd an de Goudkust », *Tijdschrift voor Geschiedenis*, 73, 3.
Terrasse, H. 1949-1950. *Histoire du Maroc*, 2 vol., Casablanca, Atlantides.
Theal, G. M. (dir. publ.). 1898-1903. *Records of South-Eastern Africa*, 9 vol., Londres/Le Cap, Government of Cape Town.
—. 1910. *Ethnography and condition of South Africa before A. D. 1505*, Londres, George Allen & Unwin.
Thomas, F. M. 1958. *Historical notes on the Bisa tribe of Northern Rhodesia*, Lusaka, Rhodes-Livingstone Institute, 52 p.
Thomas, J. M. C. 1979. « Emprunt ou parentés », dans : S. Bahuchet, *Pygmées de Centrafrique*, Paris, Société d'études linguistiques et anthropologiques de France, p. 141-169.

Thomassin, L. 1900. « Notes sur le royaume de Mahabo », *NRE*, 6, p. 395-413.
Thompson, R. F. et Cornet, J. 1982. *The four moments of the sun : Kongo art in two worlds*, Washington, National Art Gallery.
Thornton, J. K. 1977*a*. « Demography and history in the kingdom of Kongo, 1550-1750 », *JAH*, 18, 4, p. 507-530.
—. 1977*b*. « Eighteenth-century baptismal register and the demographic history of Manguezo », dans : C. Fyfe et D. McMaster (dir. publ.), vol. I, p. 405-415.
—. 1978. « A resurrection for the Jaga », *CEA*, 69-70, p. 223-227.
—. 1980. « The slave trade in eighteenth-century Angola : effects on demographic structures », *CJAS*, 14, 3, p. 417-428.
—. 1981*a*. « The chronology and causes of the Lunda expansion to the west *c.* 1700-1852 », *ZJH*, 1, p. 1-13.
—. 1981*b*. « The demographic effect of the slave on Western Africa, 1500-1800 », dans : C. Fyfe et D. McMaster (dir. publ.), vol. II, p. 691-720.
—. 1983*a*. « Catholicism in Kongo, 1491-1750 », *JAH*, 25, p. 147-167.
—. 1983*b*. *The kingdom of Kongo in the era of the civil wars, 1641-1718*, Madison, UWP, 193 p.
Tiendrebeogo, Y. 1964. *Histoire et coutumes royales des Mossi de Ouagadougou*, Ouagadougou, Naba (nouvelle édition avec des annotations de R. Pageard).
Tilho, J. 1911. *Documents scientifiques*, vol. II, Paris, Imprimerie du NLE.
Timowski, M. 1974. *Le développement et la régression chez les peuples de la boucle du Niger à l'époque précoloniale*, Varsovie, Université de Varsovie.
Toplin, R. B. 1972. *The abolition of slavery in Brazil*, New York, Atheneum.
Torres, D. de. 1667. *Histoire des chérifs…*, 3 vol., Paris, T. Jolly (trad. duc d'Angoulême).
Tosh, J. 1978. *Clan leaders and colonial chiefs in Lango, the political history of an East African stateless society, 1800-1939*, Oxford, Clarendon Press, 293 p. (Oxford Studies in African Affairs).
Toure, M. 1974. « Mande influences in the Gyaman kingdom », dans : *Colloque de Bondoukou sur les peuples communs au Ghana et à la Côte d'Ivoire*, Bondoukou, SLND.
Toussaint, A. 1967. *La route des îles : contribution à l'histoire maritime des Mascareignes*, Paris, École des hautes études en sciences sociales.
—. 1971. *Histoire de l'île Maurice*, Paris, PUF, 128 p.
—. 1972. *Histoire des îles Mascareignes*, Paris, Berger-Levrault, 351 p.
Tovonkery. 1915. *Lovantsofina Milaza ny Tantara Nihavian'ny Mpanjaka Sakalava Samy Hofa Eto Amin'ny Faritany Maromandia*, Bibliothèque Poirier, Université de Madagascar, document 620.
Tracey, H. 1940. *António Fernandes, descobridor do Monomotapa, 1514-1515*, Lisbonne, Lourenço Marques, Imprensa Nacional, 92 p.
Traoré, D. 1937. « Note sur le royaume mandingue de Bobo », *L'éducation africaine*, 26, p. 58-59.
Trimingham, J. S. 1949. *Islam in the Sudan*, Oxford, Clarendon Press, 280 p.
—. 1964. *Islam in East Africa*, Oxford, Clarendon Press, 198 p.
—. 1970. *A history of islam in West Africa*, Oxford, OUP, 262 p.
Tucker, A. N. et Bryan, M. A. 1966. *The non-Bantu languages of North-Eastern Africa*, Londres, OUP.
Tundu, K. Y. 1981. « Le royaume de Bene Kalundwe : des origines à 1902 », dissertation de premier cycle, Université de Lubumbashi.
al-Tunisi, Muhammad ibn ʿUmar. 1951. *Voyage au Oaday*, Paris (trad, par Perron).
—. 1965. *Tashid al-adhhan bi-sirat Bilad al-'Arab wa l'Sudan*, Le Caire, Egyptian General Organization for Authorship, Information and Publishing.

Turnbull, C. M. 1961. *The forest people*, Londres, Chatto and Windus, 249 p.
—. 1966. *Wayward servants : the two worlds of the African pygmies*, Londres, Eyre and Spottiswoode, 390 p.
UNESCO. 1963. *Nomades et nomadisme au Sahara*, Paris, UNESCO, 195 p.
—. 1979. *La traite négrière du XVe au XIXe siècle*, Paris, UNESCO, 341 p. (Histoire générale de l'Afrique. Études et Documents, 2).
—. 1980. *Relations historiques à travers l'océan Indien*, Paris, UNESCO, 198 p. (Histoire générale de l'Afrique. Études et Documents, 3).
Unomah, A. C. et Webster, J. B. 1976. « East Africa : the expansion of commerce », dans : J. E. Flint (dir. publ.), p. 270-318.
Uribe, J. J. 1963. « Esclavos y señores en la sociedad colombiana del siglo XVIII », *Anuario colombiano de historia social y de la cultura*, 1.
Uring, N. 1928. *The voyages and travels of captain Nathaniel Uring, 1701*, Londres, Cassel and Co. (A. Dewar, dir. publ.).
Urvoy, Y. E 1936. *Histoire des populations du Soudan central*, Paris, Larose, 350 p.
—. 1949. *Histoire de l'empire du Bornu*, Paris, Larose, 562 p. (Mémoires de l'IFAN, 7).
—. 1978. *Wakar Bagauda Ta Kano*, Zaria, NNPC.
Usman, Y. B. 1978. « The dynastic chronologies of three politics of Katsina », *BIFAN*, série B, 40, 2, p. 396-414.
—. 1979*a*. « The transformation of political communities », dans : Y. B. Usman (dir. publ.), p. 34-55.
— (dir. publ.). 1979*b*. *Studies in the history of the Sokoto caliphate — The Sokoto seminar papers*, Lagos, Third Press International, 504 p.
— .1981. *The transformation of Katsina* (*1400-1883*) *— The overthrow of the Sarauta system and the establishment of the emirate, Zana*, ABUP.
—. 1983. « A reconsideration of the history of relations between Borno and Hausaland before 1804 A. D. », dans : Y. B. Usman et M. N. Alkali (dir. publ.), p. 175-204.
Usman, Y. B. et Alkali, M. N. (dir. publ.). 1983. *Studies in the history of precolonial Borno*, Zaria, NNPC.
Vail, H. L. 1971. « Tumbuka historical interviews : oral sources compiled in 1969-1971 », non publié, copies déposées au Département d'histoire, Chancellor College, Université du Malawi.
—. 1972. « Suggestions towards a reinterpreted Tumbuka history », dans : B. Pachai (dir. publ.), p. 148-167.
—. 1974. « Trade and politics in pre-colonial northern Malawi : the strange relationship », Département d'histoire, Université de Zambie (Seminar, 7).
—. 1979. « Religion, language and tribal myth : the Tumbuka and Chewa of Malawi », dans : M. J. Schoffeleers (dir. publ.), p. 209-233.
Valensi, L. 1967. « Esclaves chrétiens et esclaves noirs à Tunis au XVIIIe siècle », *AESC*, 22, p. 1267-1288.
—. 1969. *Le Maghreb avant la prise d'Alger, 1790-1830*, Paris, Flammarion, 141 p.
—. 1977. *Fellahs tunisiens : l'économie rurale et la vie des campagnes aux XVIIIe et XIXe siècles*, Paris/La Haye, Mouton, 421 p.
Vallier. 1898. « Études ethnologiques sur les Bezanozano », *NRE*, 3, p. 65-84.
Van Avermaet, J et Mbuya, B. 1954. *Dictionnaire kiluba-français*, Tervuren, MRAG (Série in 8°, 12).
« P. van den Broecke (1614) in Azie ». 1962, *Werken* (Linschoten-Vereeniging), 63.
Van den Byvang, L. 1937-1938. « Notice historique sur les Balunda », *Congo*, 1,4, p. 426-438 ; 1, 5, p. 548-562 ; 2, 2, p. 193-208.

Van der Burgt, J. M. 1903. *Dictionnaire français-kirundi*, Bois-le-Duc, Société de l'illustration catholique, 648 p.
Van der Kerken, G. 1944. *L'ethnie mongo*, Bruxelles, Institut royal colonial belge.
Van Gennep, A. 1904. *Tabou et totémisme à Madagascar*, Paris, E. Leroux (Mondes d'outremer, série Histoire).
Van Noten, F. 1972. *Les tombes du roi Cyirima Rujegira et de la reine Nyirayuhi Kanjogera : description archéologique*, Tervuren, MRAC, 82 p.
Van Overbergh, C. 1908. *Les Basonge*, Bruxelles, A. de Witt, 564 p.
Vansina, J. 1961. *De la tradition orale : essai de méthode historique*, Tervuren, MRAC, (Mémoire, 36).
—. 1962*a*. « A comparison of African kingdoms », *Africa*, 32, 4, p. 218-239.
—. 1962*b*. *L'évolution du royaume du Rwanda des origines à 1900*, Bruxelles, ARSOM, 100 p.
—. 1962*c*. « Long-distance trade routes in Central Africa », *JAH*, 3, 3, p. 375-390.
—. 1963. « Note sur l'origine du royaume du Congo », *JAH*, 4, p. 33-38.
—. 1965. *Les anciens royaumes de la savane*, Léopoldville, IRES, 250 p.
—. 1966*a*. *Kingdoms of the savanna : a history of Central African States until the European occupation*, Madison, UWP, 364 p (traduction des *Anciens royaumes de la savane*).
—. 1966*b*. *Introduction à l'ethnographie du Congo*, Kinshasa, Université Lovanium, 227 p. (Éditions universitaires du Congo, 1).
—. 1967. « Note sur la chronologie du Burundi ancien », *BARSOM*, 3, p. 429-444.
—. 1971. « Once upon a time : oral traditions as history in Africa », *Daedalus*, 100, 2, p. 442-468.
—. 1972. *La légende du passé : traditions orales du Burundi*, Tervuren, MRAC, 257 p.
—. 1973*a*. « L'influence du mode de compréhension historique d'une civilisation sur ses traditions d'origine », *BARSOM*, p. 220-240.
—. 1973*b*. *The Tio kingdom of the Middle Congo, 1880-1892*, Londres, OUP, 586 p.
—. 1974. « Les langues bantoues et l'histoire », dans : *Mélanges H. Deschamps*, Paris, p. 171-184.
—. 1978*a*. *The children of Woot : a history of the Kuba peoples*, Madison, UWP, 394 p.
—. 1978*b* « Finding food and the history of pre-colonial Equatorial Africa : a plea », *AEH*, 7, p. 9-19.
—. 1981. « Tentative hypothesis : long-term population history in the African rain forests », dans : C. Fyfe et D. McMaster (dir. publ.), vol. II, p. 757-760.
—. 1983*a*. « Is elegance proof ? Structuralism and African history », *HA*, 10, p. 307-348.
—. 1983*b*. « The peoples of the forest », dans : D. Birmingham et P. Martin (dir. publ.), p. 75-117.
—. 1984*a*. « Equatorial Africa and Angola : migrations and the first states », dans : D. T. Niane (dir. publ.), p. 551-577.
—. 1984*b* « Western Bantu expansion », *JAH*, p. 131-149.
Van Thiel, H. 1911. « Buzinza unter der Dynastie der Bahinda », *Anthropos*, p. 497-520.
Van Velsen, J. 1959. « Notes on the history of the lakeside Tonga of Nyasaland », *AS*, 18, 3, p. 105-117.
Van Wing, J. et Penders, C. 1928. *Le plus ancien dictionnaire bantu*, Louvain, Bibl. CXXVII.
Van Zwanenberg, R. M. A. et King, A. 1975. *An economic history of Kenya and Uganda, 1800-1970*, Nairobi, Macmillan, 326 p.
—. s.d.*a*. « Retracing the footsteps of Mukama », dans : J. B. Webster (dir. publ).
—. s. d.*b*. « Emergence and crisis : the state of Busoga », dans : D. Denoon (dir. publ.) s.d.

Vellut, J. L. 1972. « Notes sur le Lunda et la frontière luso-africaine, 1700-1900 », *EHA*, 3, p. 61-166.
Verhulpen, E. 1936. « Baluba et Balubaises du Katanga », Anvers, Les éditions de l'avenir belge.
Vérin, P. 1971. « Notes sur les collections de Vohémar », *Taloha*, 4, p. 225-229.
—. 1975. *Les échelles anciennes du commerce sur les côtes nord de Madagascar*, 2 vol., Université de Lille.
Verlinden, C. 1957. « La colonie italienne de Lisbonne et le développement de l'économie métropolitaine et coloniale portugaise », *Studi in Onore di A. Sapori* (Milan) I.
—. 1971. « Die überseeischen Kolonialreiche », *Saeculum Weltgeschichte*, 6, p. 73-122.
Vial, M. 1954. « La royauté Antankarana », *BAM*, 92, p. 3-26.
Vidal, C. 1967. « Anthropologie et histoire : le cas du Ruanda », *CIS*, p. 143-157.
— (dir. publ.). 1974. « Le problème de la domination étatique au Rwanda : histoire et économie », *CEA*, 53, p. 1-191.
Vienne, E. 1900. *Notice sur Mayotte et les Comores*, à l'occasion de l'Exposition universelle de 1900, Paris.
Vila Vilar, E. 1977*a*. « The large-scale introduction of Africans into Vera Cruz and Cartagena », dans : V. Rubin et A. Tuden (dir. publ.), p. 267-280.
—. 1917*b*. *Hispano-America y el comercio de esclavos : los asientos portugueses*, Seville, Escuela de estudios hispanoamericanos.
Vix, A. 1911. « Beitrag zur Ethnologie des Zwischenseengebiets von Deutsch-Ostafrika », *ZFE*, 43, 3/4, p. 502-515.
Von Gortzen, G. A. 1895. *Dutch Afrika von Ost nach West*, Berlin, D. Reimer, 417 p.
al-Wafrani, Muhammad al-Saghir. 1888-1889. *Muzhat al-Hadi*, Paris, E. Leroux (trad. par O. Houdas).
Wagner, E. 1975. « Imamat und Sultanat in Harar », *Saeculum*, 26, p. 283-292.
—. 1976. « Die Chronologien de frühen muslimischen Herrscher in Äthiopien nach den Hahariner Emirislisten », dans : *Festschrift Eugen Ludwig Rapp*, Meisenheim-an-der-Glan, p. 186-204.
—. 1979. « Neues Material sur "Ausa-Chronik" », dans : *Festschrift Hans Robert Roemer*, Beyrouth, Fritzsteiner-Austria, p. 657-673.
Walkley, C. E. J. 1935. « The story of Khartoum », *SNR*, 18, part. 2, p. 221-241.
Wallerstein, I. 1974. *Capitalist agriculture and organ of the European world economy in the sixteenth century*, Londres, Academic Press.
—. 1976. « The three stages of African involvement in the world economy », dans : P. C. W. Gutking et I. Wallerstein (dir. publ.), *The political economy of contemporary Africa*, Londres, Sage Publications, p. 30-57.
Walter, B. J. 1970. *Territorial expansion of the Nandi of Kenya, 1500-1905*, thèse de doctorat, OHCIS.
Walvin, J. 1972. *The Black presence : a documentary history of the Negro in England*, New York, Schocken Books.
—. 1973. *Black and White : the Negro and English society, 1555-1945*, Londres, Allen Lane and Penguin Press, 273 p.
Walz, T. 1975. *The trade between Egypt and* Bilād al-Sūdān, *1700-1820*, thèse de doctorat, Université de Boston.
Warren, B. 1980. *Imperialism : pioneer of capitalism*, Londres, NLB and Verso.
Weatherby, J. 1979. « The rain drums of the Sor », dans : J. B. Webster (dir. publ.), p. 313-331.
—. s. d. « The Sebei : guardians of the Elbon » ; « The mountain people of Karamoja », dans : J. B. Webster, s. d. *a*.

Webster, J. B. 1976*a*. « Lira Palwo : an expanding Acholi state », dans : J. M. Onyango-ka-Odongo et J. B. Webster (dir. publ.), p. 291-319.
—. 1976*b*. « Noi ! Noi ! Famine as an aid to interlacustrine chronology », dans : J. M. Onyango-ka-Odongo et J. B. Webster (dir. publ.), p. 1-37.
—. 1977. « Ivory and slaves and the southwestern expansion of the Yao », document de recherche historique, Chancellor College, Université du Malawi.
—. 1979. *Chronology, migration and drought in interlacustrine Africa*, Londres, Longman and Dalhousie University Press, 345 p.
—. 1980. « Drought, migration and chronology in the lake Malawi littoral », *TJH*, 9,1-2, p. 70-90.
—. s. d.*a*. « Otuke and Mugoro : the age of Asonya », dans : J. B. Webster (dir. publ.).
—. s. d.*b*. *The Palwo-Pakoyo exodus, 1680-1760*.
—. s. d.*c*. « The second Babito dynasty in Bunyoro-Kitara and the formation of the new states, *c*. 1650-1780 », dans : D. Denoon (dir. publ.).
—. s. d.*d*. *Nyilak and Nyipir : hero ancestors of the Alur*.
— (dir. publ.). s. d.*e*. *Uganda before 1900*, vol. I
Webster, J. B., *et al*. 1973. *The Iteso during the Asonya*, Nairobi, EAPH, 189 p.
Weiskel, T. C. 1980. *French colonial rule and the Baule peoples, 1889-1911*, Oxford, Clarendon Press, 323 p.
Were, G. S. 1967. *A history of the Abaluyia of Western Kenya* c. *1500-1930*, Nairobi, EAPH, 206 p.
Were, G. S. et Wilson, D. A. 1968. *East Africa through a thousand years*, Nairobi, Evans Bros., 344 p. ; 2e éd. 1972.
Wheeler, A. « Mwenge and Katagwenda », dans : D. Denoon (dir. publ.), s. d.
White, C. M. N. 1962. « The ethno-history of the upper Zambezi », *AS*, 21, p. 10-27.
Wilbur, C. M. 1967. *Slavery in China during the former Han dynasty*, New York, Russell and Russell.
Wilks, I. G. 1957. « The rise of the Akwamu empire, 1650-1710 », *THSG*, 3, 2, p. 99-136.
—. 1960. « The Ashanti kings in the eighteenth century », *JAH*, 1, 1, p. 83-96.
—. 1961. *The northern factor in Ashanti history*, Legon/Accra, IAS/University College of Ghana, 46 p.
—. 1962*a*. *The tradition of islamic learning in Ghana*, Legon.
—. 1962*b*. « A medieval trade-route from the Niger to the gulf of Guinea », *JAH*, 3, 2, p. 337-341.
—. 1962*c*. « The Mande loan element in Twi », *GNQ*, 4, p. 26-28.
—. 1965. « A note on the early spread of islam in Dagomba », *THSG*, 8, p. 87-98.
—. 1966*a*. « Aspects of bureaucratization in Ashanti in the 19th century, *JAH*, 7, p. 215-232.
—. 1966*b*. « The position of Muslims in Metropolitan Ashanti in the early nineteenth century », dans : I. M. Lewis (dir. publ.), p. 318-323.
—. 1971*a*. « The Mossi and Akan states, 1500-1800 », dans : J. F. A. Ajayi et M. Crowder (dir. publ.), p. 344-386.
—. 1971*b* « Asante policy towards the Hausa trade in the 19th century », dans : C. Meillassoux (dir. publ.), p. 124-141.
—. 1975. *Asante in the nineteenth century : the structure and evolution of a political order*, Cambridge, CUP, 800 p.
Willan, T. S. 1959. *Studies in Elizabethan foreing trade*, Manchester, MUP, 349 p.
William-Myers, A. J. 1978*a*. *The Nsenga of Central Africa : political and economic aspects of clan history, 1700-1900*, thèse de doctorat, UCLA, Los Angeles.

—. 1978*b* « Nsenga historical texts: interviews form Petauke and Feira districts of Zambia », non publié, copies disponibles à l'Université de Californie (Los Angeles) et au Département d'histoire, Université du Malawi.
Williams, E. 1970. *From Columbus to Castro: the history of the Caribbean, 1492-1969*, Londres, Andre Deutsch, 576 p.
Williamson, K. 1971. « The Benue-Congo languages and Ijo », dans: J. Berry et J. H. Greenberg (dir. publ.), *Linguistics in Sub-Saharan Africa*, Paris/La Haye, Mouton, p. 245-306.
Willis, J. R. 1971. « The Western Sudan from the Moroccan invasion to the death of al-Mukhtar al-Kunti », dans: J. F. A. Ajayi et M. Crowder (dir. publ.), p. 441-483.
—. 1981. *A state in the making*, Bloomington.
Willis, R. G. 1968. « The Fipa », dans: A. D. Roberts (dir. publ.), p. 82-95.
Wilson, A. 1972. « Long-distance trade and the Luba Lomani empire », *JAH*, 13, 4, p. 575-589.
—. 1978. *The kingdom of Kongo to the mid-seventeenth century*, thèse de doctorat, Université de Londres.
—. 1979. « The kingdom of Kongo in the 16th and 17th centuries », dissertation, SOAS, Londres (titre approximatif).
Wilson, J. F. M. s. d.*a*. « Guineafowl and bushbuck in Toro », dans: J. B. Webster (dir. publ.).
—. s. d.*b*. « The foundations of Toro kingdom, 1830-1860 », dans: D. Denoon (dir. publ.).
Wilson, M. 1958. *Peoples of the Nyasa-Tanganyika corridor*, Le Cap, AS, 75 p.
—. 1969*a*. « The Sotho, Venda and Tsonga », dans: M. Wilson et L. Thompson (dir. publ.), vol. I, p. 131-186.
—. 1969*b* « The Nguni people », dans: M. Wilson et L. Thompson (dir. publ.), vol. I.
Wilson, M. et Thompson, L. (dir. publ.). 1969-1971. *The Oxford history of South Africa*, 2 vol., Oxford, Clarendon Press.
Winterbottom, T. 1803. *An account of the native Africans in the neighbourhood of Sierra Leone*, Londres
Wolff, J. 1964. *Negersklaveri und Negerhandel in Hochperu 1545-1640 in Lateinamerika*, Cologne, Böhlan-Verlag.
Womersley, H. 1984. « Legends and the history of the Luba », dans: T. Reefe (dir. publ.), *Legends and history of the Luba*, Los Angeles, Cross Roads Press.
Wondji, C. 1973-1980. *Enquêtes orales en pays Neyo, Godie et Dida*, non publié.
Wright, A. C. A. 1949. « Maize names as indicators of economic contacts », *UJ*, 13, p. 61-81.
Wright, J. 1971. *Bushman raiders of the Drakensberg, 1840-1870*, Pietermaritzburg, University of Natal Press.
—. 1977. « San history and non-San historians », dans: *The societies of Southern Africa in the 19th and 20th centuries*, vol. VIII, Londres.
Wrigley, C. C. 1958. « Some thoughts on the Bachwezi », *UJ*, 22, 1, p. 11-21.
—. 1981. « Population and history: some innumerate reflexions », dans: *African historical demography*. Vol. II: *Proceedings of a seminar held in the Centre of African Studies, University of Edinburgh, 24th and 25th April 1981*, Université d'Édimbourg, p. 17-31.
Wrigley, E. A. 1983. « The growth of population in eighteenth-century England: a conundrum resolved », *PP*, 98.

Wunder, H. 1978. « Peasant organization and class conflict in East and West Germany », *PP*, 78, p. 47-55.
Yahya, D. 1981. *Morocco in the 16th century*, Ibadan, Humanities Press.
Yoder, J. C. 1977. *A people on the edge of empires : a history of the Kanyok of Central Zaire*, thèse de doctorat, Evanston, Northwestern University.
—. 1980. « The historical study of a Kanyok genesis myth : the tale of Citend a Mfumu », dans : J. C. Miller (dir. publ.), p. 82-107.
Young, T. C. 1932. *Notes on the history of the Tumbuka-Kamanga peoples in the Northern province of Nyasaland*, Londres, The Religious Tract Society ; éd. de 1971, Londres, Frank Cass.
Zahan, D. 1958. « La notion d'écliptique chez les Bambara et les Dogon du Soudan français », *NA*, 80, octobre, p. 108-111.
—. 1960. *Sociétés d'initiation bambara : le N'domo ; le Kore*, Paris/La Haye, Mouton, 438 p.
—. 1967. « The Mossi kingdoms », dans : G. D. Forde et P. M. Kaberry (dir. publ.), p. 152-178.
Zarncke, F. 1876-1879. *Der Priester Johannes* Abhdl.d.philhist. Cl.d.kgl. sachs. Ges.d.Wiss., vol. VII et VIII, Leipzig, Hirzel S. Verlag.
Zeltner, J. C. 1979. *Les Arabes dans la region du lac Tchad*, Sarh (Tchad), Centre d'études linguistiques/Collège Charles Lwanga.
Zurara, G. E. de. 1994. *Chronique de Guinée : 1453*, Paris, Chandeigne, 379 p. (présenté par J. Paviot, traduction et annotations par L. Bourdon).
Zuure, B. 1929. *Croyances et pratiques religieuses des Barundi*, Bruxelles, Essorial, 208 p.

Glossaire

abara: les (grands) canots en bois évidé des Hawsa, des Kebbi et des Nupe.
abba gada: dans la société oromo (Éthiopie), le chef d'un groupe ethnique, élu parmi les membres du *gada*.
abbot: (titre, de l'araméen *abbā*, père) : le chef ou le supérieur d'une abbaye ; également titre marquant le respect donné aux moines.
abeto: (titre honorifique éthiopien) altesse.
ʿabīd: (sing, *ʿabd*) est le mot courant pour désigner les esclaves en arabe, et plus spécialement les « esclaves masculins », les esclaves femmes étant appelées *imā*' (sing. *ama*).
Abilema: les premiers habitants de l'Unyakyusa (région du lac Malawi).
ab shaykh: (titre arabe): rang qui n'était inférieur qu'à celui du sultan; poste qui conférait un grand pouvoir.
abuna: (titre): le patriarche de l'Église d'Abyssinie; le métropolite de l'Église d'Éthiopie.
abusua kuruwa: vase clanique ashanti.
abusuapanin: chef (d'une famille [akan], etc.).
ada: litt. « traditions du pays » ; épée, emblème du pouvoir (au Borno).
adamfo: litt. « État client » ; dans le Grand Ashanti, système d'administration provinciale dans lequel chacun des États composant la confédération servait l'*ashantihene* par l'intermédiaire d'un des rois des États membres de la confédération ou d'un des chefs (chefs d'aile) de l'État de Kumasi, résidant en général à Kumasi.
adanudo: riche tissu ewe (au Ghana).
adinkra: large tissu où sont imprimés des motifs traditionnels et des symboles akan.
adontehene: (titre): un des chefs d'aile de l'État de Kumasi, vassaux de l'*ashantihene.*
adonten ou *krontire*: la division de la garde avancée de l'État akwamu et de l'Ashanti métropolitain.
agape: « fête d'amour » liée à la Cène.
āgha (arabe): officiers supérieurs de la milice.
agha (titre): commandant des janissaires (d'Égypte).
agona adontendom: la division de la garde avancée de l'État denkyira.

aguadente (portugais): sorte d'eau-de-vie.
ahl al-usūl (arabe): membres du lignage ancien.
ajamī: transcription en arabe de langues africaines (par exemple le manuscrit *ajamī* hawsa).
ajiya: (titre d'un personnage officiel au Katsina, en pays Hawsa): trésorier.
akuaba: petites poupées en bois ou en terre cuite figurant la maternité. On en trouve encore au Ghana.
akumatire: l'aile droite de l'État denkyira.
akwamuhene (titre): litt. « le roi des Akwamu »; un des chefs d'aile de l'État de Kumasi, vassaux de l'*ashantihene*.
akyeamehene (titre): ministre des affaires étrangères et linguiste en chef dans les Empires akwamu et denkyira.
alcaid (de l'espagnol *alcaide*, anciennement *alcayde*, capitaine): le gouverneur ou le commandant d'un château ou d'une forteresse (chez les Espagnols, les Portugais et la Maures); voir *ḳā'īd*.
alcali: percepteurs (en maninka).
alfa: titre porté par les chefs des provinces (*diwe*) de la Confédération du Fouta-Djalon.
algaita: un instrument de musique (en pays Hawsa).
alifa: titre d'un officier (au Kānem).
ʿālim: voir *ʿulamāʾ*.
aljaravais (portugais): vêtements portés dans les États barbaresques.
alkaali ou *alkaati*: équivalent africain de l'*alcaid* méditerranéen.
almamia: régimes fonciers et systèmes fiscaux (au Fouta-Djalon, au Fouta Toro et dans le califat de Sokoto).
almadies: bateaux (en Sénégambie).
almamy: (titre au Bundu, au Fouta-Djalon et au Fouta Toro): version fulbe du titre d'*imām*.
amahiga: sous-clans, en pays Haya.
amanyamabo: litt. « propriétaire de la ville »; roi (dans le delta du Niger).
amashanga: sous-clans (au Rwanda).
amatega: bracelets de raphia.
amatsano: dans l'État de Maravi, les gardiens du sanctuaire de Kalonga à Mankhamba.
amenokal (titre): équivalent touareg de l'*imām* et du *ḳādī* musulmans.
amīr (arabe): titre donné aux généraux, commandants, gouverneurs de province et parfois aux souverains de petits pays (transcription occidentale: émir).
amī ḥadjdj (arabe): l'unité qui assurait la protection des caravanes de pèlerins se rendant à La Mecque.
amīr al ḵhazna (arabe): les unités chargées d'escorter le Trésor égyptien jusqu'à Istanbul.
amīr al-muʾminīn (arabe): titre califal signifiant prince, chef des croyants.
amos chefs suprêmes portugais.
ampagnito-bé: (titre royal malgache): grand ancêtre royal sacré; père du peuple.
anaratahina: tabou linguistique (au Mahafaly, Madagascar).
andria (malgache): seigneur, noble.
andriana: les classes nobles (en Imerina, Madagascar).
andrianoni: titre antemoro porté par le premier souverain du Royaume d'Onilahy à Madagascar.
ant-ankara: litt. « peuple des rochers »; par exemple, les Antankara de la pointe septentrionale de Madagascar.

apagyafie: groupe d'orfèvres et d'artisans du Denkyira.
ardo ou *rugga*: l'équivalent fulbe de l'*imām* ou du *ḳāḍī* musulman.
aringas: dans les *prazos*, système dans lequel l'ancienne distinction entre *colono* et esclave s'est estompée.
arivo (malgache): mille, milliers.
arratels: au Portugal, mesure équivalant à une livre.
ʿarsh (arabe): zone ethnique; possession d'une communauté ou d'un groupe; territoire communautaire.
asago: guerrier akan.
ashantihene: titre du monarque suprême d'Ashanti.
asarki ou *inna*: titre de la sœur du souverain à Zamfara (pays Hawsa).
asiento ou *assiento* (de l'espagnol *asiento*, siège, lieu de réunion d'un tribunal, traité, contrat, dérivé de *asentar*, siéger, passer un accord): contrat ou convention entre l'Espagne et une autre puissance ou une compagnie pour la fourniture d'esclaves destinés aux possessions espagnoles d'Amérique.
askiya: titre royal adopté par les souverains du Songhay pour se distinguer de la dynastie précédente des Sonni.
asomfo: Tabouret d'Or des Ashanti.
atesin (teso): tombes (région des Grands Lacs).
attajirai (ou *masu arziki*): riches négociants; les riches (dans la société hawsa).
audiencia: 1) tribunal dans lequel le souverain d'Espagne accorde son attention personnelle à des affaires de justice; tribunal ecclésiastique ou laïque représentant le roi d'Espagne; 2) haute cour de justice dans une colonie espagnole exerçant fréquemment le pouvoir militaire en même temps que des fonctions judiciaires et politiques; 3) haute cour provinciale ou territoriale dans l'Espagne moderne; 4) juridiction d'une *audiencia*.
awāwa (arabe): unité armée.
awliya (arabe): saint.
ayari (hawsa): caravanes faisant la liaison entre Azbin et le pays Hawsa.
ayilol: voir *cilol*.
ayo ou *lurum'ayo* ou *lurun'yo* (titre mossi): roi de Lurum.
ʿazabān (sing, *ʿazab*): mot arabe signifiant « un homme ou une femme non marié », « une vierge », appliqué à plusieurs catégories de combattants sous l'Empire ottoman et les autres régimes turcs entre le XIIIe et le XIXe siècle. Ils formaient un élément des troupes ottomanes ou *odjaḳ*.
azalai ou *azalay*: terme désignant les grandes caravanes formées de plusieurs milliers de chameaux (ou, plus exactement, de dromadaires) qui, au printemps et à l'automne, transportaient le sel des gisements du Sud saharien vers les régions tropicales du Sahel et du Soudan. Les gisements de sel de Taoudéni ont remplacé ceux de Taghāza, source de la richesse des rois du Mali et de Gao (XIVe-XVe siècle).
azel: fiefs.

baadolo: serfs (au Takrūr).
babika ou *bampika* (sing, *mubika*): les esclaves, une des classes de la société kongo.
babuta (sing, *mubata*, de *vata* ou *evata*, « village »): les paysans, une des classes de la société kongo.
bacucane: esclave né dans la maison (en pays Hawsa).
bado: équivalent mossi du mauresque *naaba*.
badolo: serfs (au Takrūr).
baganwa: titre des princes de sang royal (au Burundi).
bagazam: voir *dan Azbin*.

Bahargazal: voir *dan Bahar*.
bāḥar nagāš: litt. « roi de la mer » ; le gouverneur de la province la plus septentrionale de l'Empire éthiopien.
bahaushe: négociant (en pays Hawsa).
bahutu: voir *muhutu*.
bairu: anoblis (clans).
bakabban kumbu: au Takrūr, paysans qui sont revenus à la terre.
bakama: voir *mukama*.
bakungu: chefs (au Burundi et au Rwanda).
balama ou *kanfari*: dans l'Empire songhay, sorte de vice-roi ou d'inspecteur général de l'Empire, commandant de l'armée.
balangira: en pays Haya, princes de sang royal.
balma: sel, ainsi nommé d'après la ville de Bilma (en pays Hawsa).
balowoka: litt. « ceux qui ont traversé le lac » ; dans la région de Tumbuka (Zambézie septentrionale), chefs de famille.
balum-naaba (titre mossi): dignitaire qui s'occupait des problèmes d'intendance et des affaires intérieures.
Bambudye (le): l'association fermée qui aidait le roi des Luba à régner.
bami: voir *mwami*.
bantamahene (titre): un des vingt chefs d'aile de l'État du Kumasi, vassaux de l'*ashantihene*.
baraka (arabe): « faveur divine », « don de faire des miracles », « charisme » ; bénédiction donnée par les marabouts et, en particulier, par les descendants du prophète Muḥammad (*sharafa'*).
barbariores barbari: sauvages (Éthiopie).
barde (titre à Kano): capitaine.
bares: mines, dans la région de Zambézie septentrionale.
basace: (titre à Zamfara, pays Hawsa): un ancien, détenteur d'une fonction antique tombée dans l'oubli, membre du *Tara*.
bāshiya (les) ou pachistes (arabe): les partisans d'ʿAlī Bāshā.
batahene (titre): ministre du commerce, dans les Empires akwamu et denkyira.
batieba: dirigeants ou chefs de région mossi.
batware: chefs (au Burundi et au Rwanda).
bawa: captif (en pays Hawsa).
bawan sarki: esclave royal (en pays Hawsa).
bawdi payya yiyan: tambours du sang (au Fouta Toro).
bayʿa: (arabe): serment d'allégeance à un souverain ; serment d'investiture ; serment de fidélité.
baydan (arabe): nomades.
baye (pl. *bayii*, zarma): captif.
bayi (hawsa): captif ; esclave qui avait été capturé ou acheté et qui n'avait que peu de droits.
Bayt al-māl (arabe): le Trésor (public).
bayti: terres vacantes (au Fouta Toro).
bayti maal ou *leydi maal*: terres appartenant à l'État.
bēdja: voir *fani*.
beecio: un titre (au Waalo).
bega (mossi): grand cycle cérémoniel qui faisait intervenir le roi et tous les dignitaires du pays dans des sacrifices destinés à assurer une bonne récolte.
belaga (kanuri): fossé.

benangatoobe: dans le système des castes du Takrūr, la classe comprenant les *sakkeebe*, les *wayilbe* et les *gawlo*.
benkum: l'aile gauche de l'État akwamu et de l'Ashanti métropolitain.
beylerbey (pl. *beylerbeyi*): le gouverneur général d'une province, chef d'un *sandjak-beylik*.
beylik: terme désignant à la fois le titre et le poste (ou la fonction) d'un bey et le territoire (domaine, juridiction) relevant de son autorité. Par extension, il en est venu ultérieurement à signifier aussi État, gouvernement et, en même temps, une entité politique et administrative dotée d'une certaine autonomie.
bidʿa (arabe): innovations, c'est-à-dire des pratiques religieuses traditionnelles greffées sur l'islam.
bilād al-Makhzen: au Maroc, un territoire soumis au pouvoir central.
Bilād al-Sūdān: littéralement « le pays des Noirs » en arabe; cette expression est presque toujours employée par les auteurs arabes pour désigner les Noirs d'Afrique occidentale, celle-ci étant un territoire très étendu comprenant non seulement les bassins du Sénégal, du Niger et du Tchad mais aussi, plus au sud, les pays de la savane et de la forêt. Le mot Soudan est à présent le nom d'un État de la vallée du Nil qui ne fut jamais désigné sous ce nom dans les écrits anciens.
bilbalse (mossi): serviteurs adultes.
bilolo: voir *kilolo*.
bin-naaba ou *rasam-naaba* (titre mossi): chef des prisonniers royaux.
birr: l'argent, en amharique (Éthiopie).
biton: titre bambara signifiant « le commandant ».
bolo (bambara): litt. « bras »; division de l'infanterie de l'armée de Samory Touré, formée de plusieurs *señ*.
boma (kiswahili): clôture ou palissade utilisée pour parquer des bêtes ou à des fins défensives.
bomo: couverture (chez les Akan).
bozales (espagnol): à la différence des *ladinos*, les *bozales* étaient des esclaves achetés directement en Afrique et qui n'avaient eu aucun contact avec l'Europe.
brak: un titre (au Waalo).
buch jodong gweng': conseil des anciens (chez les Luo).
buch piny: conseil de sous-groupes ethniques luo.
bud-kasma: chef (mossi) d'un *budu*.
budu: dans la société patrilinéaire et patrilocale mossi, ce terme désigne tout groupe de descendance, du plus large et du plus ancien au plus étroit, qui fonctionne comme unité de référence exogame.
bugo (pl. *buguba*): prêtre (mossi) de la fertilité.
buguba: voir *bugo*.
buguridala (de *buguri*, poussière): mot soudanais qui désigne le devin, l'expert qu'on consulte.
buhake: type de lien de clientèle (au Rwanda).
bukin duku: litt. « fête des Mille »; une tradition du pays Hawsa selon laquelle il fallait prouver qu'il était possible d'obtenir un rendement de mille gerbes de mil ou de sorgho.
bulala: voir *mbarma*.
bulopwe: le concept luba du pouvoir (la royauté luba était fondée sur le principe du *bulopwe* ou « caractère sacré »).
Bulut Kapan: surnom de ʿAlī Bey signifiant « attrape-nuage ».
burguram: cour d'appel (au Kānem-Borno).
burr: titre royal (au Kayor).

buurba: roi jolof.
buur jullit: litt. « grands maîtres de la prière » ; chefs religieux, en Sénégambie.
Bwami: institution socio-politico-religieuse dans les sociétés bemba et rega.

Cafre (de l'arabe *kāfir*, infidèle): habitant de la Cafrerie, c'est-à-dire des territoires non musulmans de l'Afrique au sud de l'équateur (voir kaffir).
capitão-mor (pl. *capitães-mores*) (portugais): en pays Shona, un représentant des marchands dans une *feira*, nommé par l'administration portugaise.
caracoes: (coquillages, mollusques, cauris en portugais): petites perles de pierre qu'on trouve dans la région zambézienne.
carataze: licences pour les navires.
cavushān: un des éléments de l'armée impériale ottomane (*odjaḳ*).
cazas: voir *wilāya*.
ceddo (pl. *sebbe*): seigneur de la guerre, chef de guerre (en Sénégambie).
Çerākise: Cerkes est l'appellation générale désignant un groupe formant la branche nord-ouest des peuples ibéro-caucasiens. Ils étaient une des composantes de l'armée impériale ottomane (*odjaḳ*).
changamire: titre royal rozwi.
chat: voir *ḳāt*.
chemwa: voir *njemani*.
chidi: fiefs (au Borno).
chikunda: dans le système du *prazo*, armée d'esclaves sous le commandement d'un *sachikunda*, soit la classe inférieure par opposition à la classe dominante, ou *prazeros*.
chikwange: pain de consommation courante chez les Kongo, fabriqué à partir de racines de manioc.
chima: vassal (au Borno).
chima gana: sous-vassal (au Borno).
chira: en pays Luo, maladie incurable prétendument infligée par les ancêtres à ceux qui se sont mal conduits et à leurs descendants.
chiroma (titre au Borno): héritier présomptif.
chuanga: dans le système du *prazo*, esclave de rang supérieur.
cilol (pl. *ayilol*): chef d'un district (au Luanda).
cofo: unité de *nzimbu* (au Kongo).
cokana: talisman (en pays Hawsa).
colono (portugais): colon (dans les *prazos*).
comprador (du portugais *comprar*, acheter): 1) à l'origine, nom d'un domestique indigène employé par des Européens en Inde et en Extrême-Orient pour acheter les biens d'usage courant et tenir les comptes du ménage; intendant domestique; 2) au XIXe siècle, nom donné en Chine au serviteur autochtone principal, employé dans un établissement européen, en particulier dans un établissement commercial, à la fois comme chef du personnel autochtone et comme intermédiaire entre l'établissement et ses clients autochtones: 3) personne considérée comme étant l'agent d'une puissance de domination ou d'exploitation étrangère.
contratos (système des, portugais): équivalent de l'*asiento* espagnol.
cootigu: redevance due par des fermiers.
cruzado ou *crusado* (pl. *cruzados* ou *cruzadoes*, du portugais *cruzado*): litt. « marqué d'une croix »); vieille pièce de monnaie portugaise en or, frappée à l'origine par Alphonse V (1438-1481) vers 1457, qui porte au revers une croix commémorant la croisade menée par le roi contre les musulmans d'Afrique du Nord; également, pièce de monnaie portugaise en argent émise par Jean IV (1640-1656).

curva: « droits de douane » dans les territoires sous influence portugaise; tribut que les Portugais payaient aux souverains mutapa.

dabey: au Songhay, village d'esclaves.
dadde yiyan: chants de guerre; chants sanguinaires (au Fouta Toro).
dady: en pays Sakalava (Madagascar), culte des ancêtres; reliques ancestrales volamena.
dafing: clan (chez les Marka).
dagaci (titre): dignitaire de la cour (à Kano).
dagga (du zulu et du xhosa *daka*, boue, argile, mortier): mortier utilisé en Afrique méridionale, principalement constitué d'un mélange malaxé de boue et de bouse.
damel: titre d'un souverain (au Kayor).
damel-teen: titre d'un souverain (au Kayor).
dana ou *dayna* (de l'amharique *danya*): juge.
danau (titre à Zamfara, en pays Hawsa): gouverneur qui devait son titre au nom de la ville où il résidait, qui était un important centre de commerce à partir duquel il surveillait les routes menant au sud et à l'ouest du Kebbi.
dan Azbin ou *bagazam*: race de chevaux de l'Azbin.
dan Bahar ou *Bahargazal*: race de chevaux de Baḥr al-Ghazāl.
dandal: litt. « l'ouverture de l'U »; établissement de la rue principale de la plupart des villes et des villages en U des Kanuri.
dan dubal (titre en pays Hawsa): à Zamfara, conseiller pour les affaires religieuses, gardien de l'histoire de Zamfara et responsable des prières pour la victoire de l'armée.
dan kodo (titre en pays Hawsa): voir *dan dubal*.
Dār al-Islām (arabe): litt. « le monde, la maison, la sphère de l'islam »; territoire privilégié (par opposition au *Dār al-kufr*/*Dār al-ḥarb* habité par les « infidèles » et les « païens ») sous souveraineté musulmane, où vit la communauté musulmane et où: 1) est appliqué le code de conduite, ou *sharīʿa*; 2) règne l'ordre social et politique de l'islam, le culte public étant celui de la religion musulmane (même si tous les habitants ne sont pas musulmans).
Dārb al-ʾArbaʿīn (le) (arabe): litt. « route des Quarante Jours »; la grande route transsaharienne qui reliait la région du Dārfūr à l'Égypte en une quarantaine de jours.
daru khurudj (terres non islamisées, arabe): ce sont les territoires non musulmans (par opposition au *Dār al-Islām*), le reste du monde qui n'est pas encore régi par l'islam mais est théoriquement, selon le Coran (IX, 33), destiné à disparaître pour se fondre dans le monde musulman (voir le *Dār al-kufr*/*Dār al-ḥarb*, « le monde de la sphère de la guerre », dans le volume III).
debe: village d'esclaves (chez les Soninke).
debeere: village d'esclaves (chez les Fulbe).
defterdār (arabe): inspecteur de l'administration financière de la province (en Égypte).
deggwa: en Éthiopie, cantiques à la gloire de la Sainte Trinité, de Jésus-Christ, de la Vierge Marie, des saints et des anges. Ils portent des noms divers, selon leur métrique ou la tradition dont ils sont issus (voir *kene*, *malke'e* et *salam*).
dey (du turc *dāyi*, « oncle maternel ») (titre honorifique): 1) haut responsable de l'Empire ottoman en Afrique du Nord, spécialement le chef de la Régence d'Alger de 1671 à 1830, date de la conquête française; 2) désignait aussi un chef subalterne de la milice janissaire; entre la fin du Xe siècle et le XVIe siècle, à Tunis, le titre était porté par les chefs des quarante sections de la milice.
al-Dhahabī (de *dhahab*, or pur en arabe): le Doré, surnom de Aḥmad al-Manṣūr, sixième souverain de la dynastie marocaine des Saadiens.

diatigui: un titre (à Tombouctou).
dibalram: péages routiers (au Borno).
diema: royaumes ou chefferies régionaux mossi.
dikko: titre créé au XVIIIe siècle au Kebbi (pays Hawsa) et qui fut porté pour la première fois par un Fulbe dont la mère était la fille du souverain.
dimaajo (fulfulde): esclave né dans la maison.
dimo (pl. *rimbe*): homme libre (au Fouta-Djalon).
dirki: talisman (en pays Hawsa).
disi (bambara): litt. « poitrine »; le centre de l'armée de Ségou déployée en ordre de bataille.
diwal (pl. *diwe*): province (au Fouta-Djalon).
dīwān (arabe): coffres ou Trésor de l'État central; Conseil d'État; tableau des retraites de l'armée; recueil de poésie; grand couloir ou chambre; départements ministériels; chef.
diwe voir *diwal*.
djallāba (arabe): marchands d'esclaves, trafiquants d'esclaves, appelés « importateurs ». Ils étaient les intermédiaires et les bailleurs de fonds du commerce lointain.
djamāᶜa (arabe): réunion, assemblée. Dans la phraséologie religieuse de l'islam, désigne « la communauté des croyants », *djamāᶜat al-muʾminīn*, d'où son sens usuel de « communauté musulmane », *djamāᶜa islāmiyya*.
Djammāᶜ (arabe): litt. « le Rassembleur »; surnom de ᶜAbdallāh, chef de l'État ᶜAbdallābi.
al-Djazzār (arabe): litt. « le Boucher »; surnom de Aḥmad Boshnak, un mamluk de la suite du bey d'Égypte ᶜAlī Bey.
djihād (arabe): litt. « effort »; *djihād akbar*: « l'effort suprême »; 1) la lutte contre ses propres passions; le plus grand effort dont on soit capable; effort pour atteindre un but déterminé; 2) effort personnel du croyant pour servir la foi islamique, et plus particulièrement la lutte pour la défense de l'islam, de ses terres et des musulmans contre l'ennemi impie, ou pour agrandir le territoire islamique (*Dār al-Islām*); par extension, « guerre sainte ».
djinn (arabe): esprit.
al-Djinn (arabe): litt. « le Diable »; surnom du bey d'Égypte ᶜAli Bey.
djuad (arabe): chefs guerriers.
doka (titre au Kebbi, en pays Hawsa): fonctionnaire responsable de la sécurité intérieure.
dolo (soninke): bière de mil; vin; alcool.
Dongo (divinité): en pays Hawsa, chasseur du Borgu dont les pouvoirs étaient les mêmes que ceux de *Shango* dans la culture yoruba.
doomi Buur: voir *garmi*.
dukowo: divisions territoriales (en pays Ewe).
dunuba (bambara): à Ségou, tambour qui, habilement joué, permettait de transmettre des messages sur des distances considérables.
dupi: la classe des serfs (dans les sociétés nilotiques orientales).
dwabenhene: litt. « le roi de Dwaben »; le chef de deux des États vassaux (Krakye et Bassa) qui formaient la Confédération du Grand Ashanti.
dwar: campement de tentes.
dyon goron (bambara): statut auquel accédait une (ou un) *woloso* lorsque ses enfants prenaient sa place et versaient une indemnité annuelle à son maître.

ečča̧ge: le chef du clergé éthiopien.
egusi: culture agricole locale (en pays Igbo).

ekanda: dans la société kongo, matriclan, matrilignage, mais aussi groupe ethnique, république; en somme, toute communauté.
Ekine ou *Sekiapu*: société secrète de danseurs masqués; société masquée des États du Delta.
Ekpe: la société *Ekpe* de Calabar était une adaptation d'un culte du léopard (*Mgbe*) propre à de nombreux groupes de la forêt dans la vallée de la Cross River et dans certaines parties du Cameroun.
Ekpo: société secrète (chez les Ibibio).
emīn (de l'arabe *amīn*, fidèle, digne de confiance): titre de l'administration ottomane, traduit habituellement par intendant ou commissaire; percepteur. Sa fonction ou sa charge portait le nom *d'emānet*.
emitwe: au Nkore (actuel Ouganda), système d'organisation militaire.
emuron (teso): voyant.
endahiro (ankore): prêter serment.
enfunzi: sorte de crête d'or ou de roitelet, le tabou des dynasties bahutu, bahinda et silanga (de la région des Grands Lacs).
erasa: voir *rasa*.
erythrina: l'arbre sacré de Ryagombe/Kiranga (au pays Haya).
escales: factoreries.
eso (yoruba): dans l'Ọyọ, guerriers se consacrant à « la formation à l'art de la guerre ».
etem: (pl. *itemwan*, dans le Teso et à Kumam): groupement rituel de plusieurs clans.
etogo: au Lango (actuel Ouganda), groupement rituel de plusieurs clans.
evata (kikongo): village (Royaume kongo).
eze (titre igbo): roi.
eze Nri (titre igbo): litt. « souverain », « le roi de Nri »; roi-prêtre investi de pouvoirs rituels et mystiques mais sans pouvoir militaire.

faa (bambara): père d'une communauté biologique.
faama (titre bambara): seigneur détenteur du pouvoir suprême, homme de pouvoir et d'autorité.
faaya (bambara): pères.
fady/faly (malgache): sacré.
fahatelo: dans l'Iboina (Madagascar), premier ministre; dans le Sakalava (Madagascar), assistant du premier ministre.
fakī: altération de *faḳīh*.
faḳīh (pl. *fuḳahā'*, arabe): litt. « docteur de la loi »; 1) savant versé dans le *fiḳh*; juriste; 2) personne lettrée; 3) théologien.
fallāh (pl. *fallāḥin*, arabe): paysan (en Afrique du Nord).
Famoriana: le Conseil royal d'Antankara (Madagascar).
fanadir: cage (au Borno).
fanafody: amulettes curatives (Madagascar).
fanane (malgache): serpents.
fandroana: cérémonie annuelle du bain royal (dans l'Imerina, Madagascar).
fani: dans les îles Comores, les premiers chefs islamiques qui succédèrent à l'origine aux *bēḏja* des temps préislamiques.
farba: fonctionnaires gouvernementaux.
fari ou *farma*: titre des souverains mande.
farim: chef de province, gouverneur.
farinya: (vient de *fari* et de pharaon, soninke, mande, etc.): litt. « souverain »; se réfère à une monocratie par opposition à l'oligarchie monarchique des premiers *mansaya*.

faro: litt. « esprit du fleuve Niger » ; culte religieux chez les Bambara.
fāsh<u>h</u>ir (arabe): résidence royale.
fatake (sing. *farke* ou *falke*): marchands professionnels se livrant au *fatauci*.
fatauci: en pays Hawsa, commerce sur de grandes et moyennes distances ; commerce de gros.
fatidra: pacte de sang royal (à Madagascar).
fehitra: fiefs villageois (à Madagascar).
feira (portugais): foire.
fia: le roi d'un *dukowo* (en pays Ewe).
fidda diwāni (arabe): pièces de monnaie d'argent fin.
fiḳh (arabe): science qui codifie et explique les préceptes de la *<u>sh</u>arīʿa* ; jurisprudence ; droit islamique.
filiiga: fête d'action de grâce mossi.
filohany (malgache): chef.
fitahina: tabou linguistique (chez les Sakalava de Madagascar).
fla-n-ton (ou *ton*): association de pairs ; le *fla-n-ton* rassemblait les membres de trois promotions successives de circoncis.
folahazomanga (malgache): litt. « ceux qui sont venus d'ailleurs au Mahafaly » ; composante de la société du Mahafaly (Madagascar).
fom: ruines (au Bamum, Cameroun).
fonio: herbe sauvage (*Digitaria exilis*) d'Afrique septentrionale dont les graines sont consommées comme des céréales.
foroba (bambara): Trésor public.
foroba-dyon ou *furuba-dyon*: litt. « captifs du grand champ commun » ou « captifs de la Grande Union » ; esclaves de la Couronne.
foroba-fulaw: fonctionnaires fulbe.
forso: au Songhay, esclave né dans la maison.
fuku (du kikongo *fuka*, couvrir, abriter): clients, subordonnés.
fumwa pamba diyumbi (kikongo): le gardien et fabricant des charmes et devin royal à la cour du roi luba.
furba jon: captifs royaux soudaniques ; esclaves royaux mande.
fure: voir *gorongo*.
furuba-dyon: voir *foroba-dyon*.

gaba: serfs.
gaba'il (arabe): au Maghreb, groupes assimilés aux Arabes.
gabar: en Éthiopie, paysan qui travaillait la terre au bénéfice de l'élite possédante et, comme le *fallāh*, était comparable à un serf ou, au minimum, à un tributaire ou un client tenu de payer le *gabir*, selon qu'il était métayer ou fermier.
gabarti: marchand (en Éthiopie).
gabir ou *siso*: impôt payé par le *gabar*.
gabireč̌o (titre honorifique en Éthiopie): page.
gada ou *luba*: classification par groupes d'âge de la société oromo d'Éthiopie, fondée sur un principe numérique abstrait. Il s'agit d'un système égalitaire où le pouvoir est dévolu à des groupes d'âge se succédant par rotation.
gaisuwa ou *tsare*: dons offerts à titre régulier à des supérieurs (en pays Hawsa).
galadima (titre au Borno): sorte de premier ministre ou de grand vizir auquel était confiée la conduite de toutes les affaires de l'État. Le titre venait du Borno ; il y était porté par le gouverneur des provinces occidentales, celles qui étaient le plus proches du pays Hawsa, mais au Katsina, il désignait un haut dignitaire qui représentait le *sarki*, à Kano, un chef militaire et, au Sokoto, le conseiller du calife, chargé de ses rapports avec les émirats.

galadiman gari (titre au Kebbi, en pays Hawsa): dignitaire chargé de la sécurité intérieure.
galag: impôt versé au chef politique de l'aristocratie du Takrūr.
galoji: à Kebbi (pays Hawsa), titre conféré à des Fulbe en contact avec les pasteurs.
gan (wolof): hôte, étranger.
gandu (pl. *gandaye*): ferme familiale collective (à Zamfara, en pays Hawsa).
gandun gida (hawsa): le champ familial, appelé généralement *gona*; nom générique d'un champ.
garassa: forgerons soudanais.
garmi ou *doomi Buur*: la classe dirigeante (au Kayor).
garu: mur en terre (à Kanuri).
gasha (arabe): territoires occupés.
gatari: litt. «la hache»; au Katsina (pays Hawsa), titre d'un gouverneur chargé de surveiller la frontière du nord-ouest.
gawlo: griot (au Takrūr).
gayya: en pays Hawsa, système d'entraide; travail communautaire.
ghaushe: corps central des messagers (en Égypte).
ghāzī (arabe): conquête.
gida (pl. *gidaje*): famille élargie; groupes de familles (en pays Hawsa).
gikingi: système foncier conférant au propriétaire l'exclusivité des droits de pâture (au Rwanda).
gimaje (kanuri): longues robes de coton teint.
gobbi: impôt annuel sur les mines.
gona: voir *gandun gida*.
gonüllüyān (sing, *gönüllü*): mot turc signifiant «volontaire»; dans l'Empire ottoman, il a été appliqué à trois institutions connexes: 1) dès les premiers temps de l'État ottoman, il désignait les volontaires venus prendre part aux combats; 2) du Xe au XVIe siècle, on trouve un corps organisé ainsi dénommé dans la plupart des forteresses de l'Empire qui pouvait être appelé à servir lors d'une campagne ou à participer à des combats aux frontières; 3) du XIe au XIIe siècle, un autre corps portant ce nom fait également son apparition au sein des auxiliaires rémunérés qui étaient recrutés, sous diverses appellations, dans les provinces pour servir lors d'une campagne militaire.
gorongo ou fure (kanuri): fleur de tabac.
gounga-naaba (titre mossi): dignitaire ayant des attributions militaires.
grand ḳāḍī (titre): juge principal du tribunal de la *sharīʿa*.
grumetes: auxiliaires africains recrutés par les *lançados*.
guda ou *goda* (de l'amharique *geta* ou du tigréen *goyta*): maître.
gulma: titre d'un haut dignitaire du Songhay.
gult: en Éthiopie, terre féodale; certains droits que possédait le seigneur (par exemple, droit de percevoir un tribut en nature sur chaque foyer du district et de prélever de la main-d'œuvre pour travailler dans ses fermes ou dans le cadre d'autres projets de son choix).
gumbala: au Fouta Toro, chant de guerre du *sebbe*, fait d'hymnes au courage. C'est le chant épique de mort dans lequel le *ceddo* assume sa destinée de guerrier, sa fidélité aux ancêtres et l'éthique de sa caste.
gumsu: l'épouse principale du roi (au Borno).
gurma (hawsa): la droite (par exemple, la rive *gurma* du fleuve, opposée à la rive *hawsa* — gauche).
gweng' (pl. *gwenge*): unité territoriale semi-autonome luo.
gyaase: une des divisions de l'État akwamu et de l'Ashanti métropolitain.

gyaasehene (titre) : ministre de l'intérieur (dans les Empires akwamu et denkyira).

Ḥabs̲hī : un des termes utilisés en Inde pour désigner les communautés africaines dont les ancêtres étaient arrivés dans le pays comme esclaves, venus pour la plupart de la corne de l'Afrique, encore que d'autres étaient certainement issus des troupes d'esclaves des armées des pays voisins. La majorité d'entre eux, au moins au début, étaient probablement des Éthiopiens, mais le nom s'appliquait à tous les Africains sans distinction et, à l'époque de la traite des esclaves menée par les Portugais avec l'Inde, beaucoup de ces *Ḥabs̲hī* étaient en fait issus des peuples nilotiques et bantu.

ḥabūs (arabe) : terres appartenant à des communautés religieuses.

ḥadīt̲h (arabe) : compte rendu d'un acte ou d'une parole du prophète Muhammad, fait et transmis par ses compagnons ; l'ensemble des *ḥadīt̲h*, appelé *Sunna*, est considéré par les musulmans comme étant la seconde source — après les saintes écritures — du dogme et de la loi de l'islam (le *ḥadīt̲h* est, dans l'islam, l'équivalent le plus proche du Nouveau Testament des chrétiens rapportant les actes et les paroles de Jésus).

ḥad̲jdj : pèlerinage annuel à La Mecque.

hakura : exemption d'impôt.

halika (arabe) : création.

hallabens (portugais) : vêtements portés dans les États barbaresques.

hanimboay : dans les royaumes de Sakalava (Madagascar), fonctionnaires faisant fonction d'inspecteurs du culte *dady*.

hans̲hir (arabe) : régions productrices de blé sous contrôle urbain (en Tunisie).

hanzo (du kikango *nso*, « maison ») : parcelle (en Angola) ; paquet (unité de marchandises correspondant à une unité de valeur en esclaves).

h'aous̲h (arabe) : régions productrices de blé sous contrôle urbain (en Algérie).

Ḥarāṭīn (sing. *Ḥarṭānī*) (arabe) : à l'origine, serfs (*ḥarāṭīn*) du Maghreb. Le terme désigne des peuples noirs dans tout le Sahara, mais plus particulièrement à l'ouest — notamment dans les oasis du Maroc méridional et de Mauritanie. Leur origine est incertaine ; on les a appelés les Berbères noirs.

al-hayr (arabe) : bien-être, formule de salutation.

hayu : juges (chez les Oromo d'Éthiopie).

hazne ou *hazine* : trésor.

hazomanga-lava (malgache) : autel collectif.

heemraden : citadins (en Afrique australe).

hid̲jra : traduit improprement par « la fuite », car le mot arabe signifie en vérité « trancher des liens ethniques antérieurs et en former de nouveaux », le terme se réfère à l'émigration du prophète Muhammad et de ses compagnons de La Mecque à Médine (l'ancienne ville oasis de Yat̲hrib) le 16 juillet 622, date qui est le point de départ du calendrier musulman (hégire).

himāye (arabe) : taxe de protection ; caution versée pour protéger du pillage les habitants des villes conquises.

hore kosan : droit sur les pâturages.

hulwān (arabe) : impôt exceptionnel représentant en général huit fois le revenu annuel du fief.

ḥusayniya (la) (arabe) ou husseinistes : les partisans d'Husayn b. ʿAlī.

ibihuya : pays.

iblis (arabe) : diable.

idara: nom commun en arabe moderne, en persan, en turc, etc., de l'administration. Il semble que le terme ait acquis sa signification technique pendant la période où s'est exercée l'influence européenne.
iḏ̲ā̲za (arabe): certificat.
ifejioku: litt. « la force de l'igname » ; un des pouvoirs de l'*eze Nri* (en pays Igbo).
igihugu: les pays (au Rwanda et au Burundi).
iharana: comptoir dans le nord-est de Madagascar.
iko: pouvoir (en pays Hawsa).
iḳṭāʿ (arabe): 1) la part revenant à un émir, toujours rigoureusement contrôlée et tenue à jour, des recettes fiscales d'une ou de plusieurs localités, en fonction de sa condition et du nombre d'hommes à son service; 2) délégation du pouvoir de lever l'impôt sur une circonscription fiscale donnée par le prince à un fonctionnaire militaire ou civil en rémunération d'un service rendu à l'État; cette concession était révocable; 3) distribution de concessions fiscales pour l'entretien de la classe militaire; 4) système de fief militaire.
ikwa (kikuyu): igname.
ilari (système): un aspect de l'organisation de l'État d'Ọyọ introduit dans l'État du Dahomey par Tegbesu, dernier souverain de la dynastie fondatrice du Dahomey.
ʿilm (arabe): savoir religieux.
iltizam (arabe): selon le système de l'*iltizam*, qui remplaça le système du *muḳataʿāt* vers 1658, les terres de chaque village ou groupe de villages étaient mises aux enchères publiques et les plus offrants (les *multazim*) recevaient le droit de percevoir des impôts auprès des paysans vivant sur ces terres, devenues leur *iltizam*.
imām (arabe): titre honorifique attribué aux éminents experts juridiques qui, entre le IIe (VIIIe) et le IIIe (IXe) siècle, ont codifié l'ensemble du droit musulman dans divers centres intellectuels du monde musulman, en particulier à Médine et à Bagdad; titre donné aux fondateurs des écoles de droit et au théologiens importants; chefs, dirigeants suprêmes de la communauté musulmane, chez les chiites (*sh̲īʿites*), équivalent d'un calife (doit être un descendant de ʿAlī).
imāmat: la direction de la communauté musulmane; califat ou pouvoir reçu en héritage; charge ou rang d'un *imām*; fonction de l'*imām* comme chef de la communauté musulmane; région ou pays placé sous l'autorité d'un *imām* (par exemple, l'imāmat du Yémen).
imiziro: tabou (au Burundi et au Rwanda).
indabo: village d'esclaves (en pays Hawsa).
inna: voir *asarki*.
innamme: au Kebbi (pays Hawsa), titre du gouverneur chargé de surveiller la frontière de l'ouest.
ionaka: le conseil des anciens imamono (Madagascar).
insilimen: voir *zuwaya*.
inyamasango: chef de village en pays Shona.
itemwan: voir *etem*.
iyāla (*eyālet*, en turc): litt. « gestion, administration, exercice du pouvoir » ; dans l'Empire ottoman, la plus grande circonscription administrative sous l'autorité d'un *beylerbey* ou gouverneur général. Le terme a été employé officiellement dans ce sens à partir de l'an 1000 de l'hégire (1591 de l'ère chrétienne). Également régence.

jaam: captif (au Waalo).
jaami buur: captifs royaux soudaniens.
jadak (luo): hôte, étranger, locataire.

Jaggorde: le Conseil des électeurs (au Fouta Toro).
jagos: sous-chefs territoriaux (chez les Luo).
jamana: voir *kafu*.
jangali: impôt sur le bétail payé par les éleveurs (en pays Hawsa).
Jengu: la plus prestigieuse société secrète chez les Douala, les Isuwu et d'autres groupes voisins, fondée sur la vénération des esprits de l'eau.
jibda: musc (en pays Hawsa).
jodai: lignages et clans étrangers auxquels les Luo louaient des parties de leurs *gwenge*.
jodong gweng': voir *buch jodong gweng'*.
jodongo: les anciens (voir *buch jodong gweng'*).
jombiri jon (mande): esclaves appartenant aux *jon tigi*, aux *farba*, aux *jaami buur* ou aux *sarkin bayi* qui, bien qu'esclaves eux-mêmes, appartenaient à la classe dominante dirigeant l'État et la société.
jom jambere: dans le système foncier du Fouta, personne habilitée à défricher le sol avec une hache.
jom jayngol: dans le système foncier du Fouta, personne habilitée à défricher le sol par le feu.
jom lewre: dans le système foncier du Fouta, le premier occupant et défricheur d'une terre.
jom leydi: dans le système foncier du Fouta, le maître de la terre.
jon (mande): captif.
jon tigi (mande): captif royal, esclave royal.
jonya (du mande *jon*, « captif »): système social, classe de captifs africains noirs.
jumbe: aux îles Comores, ce terme désignait les filles des *fani*, qui épousèrent les nouveaux venus sunnites.
jurungul: litt. « couronne »; une coiffure spéciale portée par une femme mariée kanuri.

Kaʿba (la): le vaste édifice en forme de cube (*kaʿba* vient du grec *kubos*, dé) de pierre grise au centre de la Grande Mosquée de La Mecque, vers lequel les musulmans se tournent lorsqu'ils prient. Dans son mur est scellée la Pierre Noire qui fut, selon le Coran, apportée à Abraham par l'ange Gabriel et que tout musulman est tenu d'aller, s'il le peut, voir et vénérer au moins une fois dans sa vie.
kabaka: souverain, roi (au Buganda).
kabary: assemblées publiques (à Madagascar).
ḳabīla (pl. *ḳabāʾil*, arabe): communauté agnatique arabe ou berbère dont les membres affirment descendre d'un certain ancêtre commun et qui peuvent « posséder ensemble une zone de pâture ».
kabunga (kikongo): chef.
ḳāḍī (arabe): chez les musulmans, magistrat s'acquittant tout à la fois des fonctions civiles, judiciaires et religieuses conformément au droit musulman (*sharīʿa*).
ḳāḍī al-kabīr (arabe): juge principal.
kaffir (de l'arabe *kāfir*, pl. *kuffār*): mot signifiant infidèle, personne sans dieu, incroyant; quelqu'un qui n'a pas de religion révélée; quelqu'un qui n'adhère pas au monothéisme conformément à la loi musulmane. Les Arabes l'appliquent à tous les non-musulmans et, par conséquent, à des peuples ou des nations particuliers.
kafi: plante apparentée à l'igname.
kafu ou *jamana* (mande): provinces; petites unités territoriales fonctionnant comme des États (chez les Malinke et les Bambara).
ḳāʾid (arabe): commandant, chef d'armée; gouverneur de province; chef de *ḳabila*.
ḳāʾid-lazzām (arabe): agriculteur assujetti à l'impôt (au Maghreb).

kaigama (titre au Borno) : gouverneur des provinces septentrionales (à Kano).
kāḫya (*ketkhuda*) : dans l'administration ottomane, celui qui s'occupait des affaires d'un important fonctionnaire ou d'une personne influente (suppléant autorisé).
ḳā'im maḳām (arabe) : adjoint du vice-régent.
kakaki : longue trompette (en pays Hawsa).
kakwata (pl. *tukwata*) : fonctionnaire spécial lunda.
kalaba (kanuri) : cérémonie finale du mariage.
kalala : chef de l'avant-garde (chez les Lunda).
kalaram (kanuri) : turban.
kalimbo barata (kanuri) : cérémonie de mariage.
kalonga : nom donné aux chefs suprêmes maravi.
kamsaogo-naaba (titre mossi) : eunuque responsable du harem.
kangam : chef de province en Sénégambie.
kanta : roi.
kanun : potasse.
ḳānūn ou *lḳanūn* (du grec *kanôn*, la règle) : le corpus des règles de droit (droit canon).
ḳānūn Nāme : nom d'un décret spécifique qui visait à réglementer la vie politique, militaire, civile et économique en Égypte sous l'administration ottomane.
karabiwa mallam : savant (au Borno).
karfi (titre) : à Zamfara (pays Hawsa), fonctionnaire chargé de rassembler tous les impôts que le *sarakunan rafi* avait levés.
kasa : territoire (en pays Hawsa).
ḳaṣaba ou *gaṣba* (arabe) (casbah/kasbah en français) : capitale ; (petite) ville ; citadelle, château ou forteresse (en Afrique du Nord).
kasalla (de l'arabe *sallah*, prières) : toutes sortes de lavages, y compris d'animaux (en kanuri).
kāshif (arabe) : chef de district (en Égypte) chargé d'assurer l'entretien du système d'irrigation et de lever les impôts sur les agriculteurs ; percepteur.
ḳaṣīda : panégyrique arabe ou persan, poème ou ode élégiaque ou satirique, en général structuré en trois parties. Le terme dérive de la racine *ḳaṣada*, « viser à », car la *ḳaṣida* primitive était destinée à faire l'éloge de la *ḳabīla* du poète et à dénigrer les *ḳabīla* concurrentes. Plus tard, il s'est agi de faire l'éloge de commanditaires.
kassa : couverture (chez les Akan).
kasuwanci : petit commerce (en pays Hawsa).
ḳāt (arabe) et *chāt* (amharique) : arbuste (*Catha edulis* F.) originaire d'Arabie, aux propriétés modérément stimulantes, cultivé en Éthiopie et au Yémen et exporté sous le nom de *ḳāt* ou de *chāt* ; également, stupéfiant obtenu à partir des feuilles de cette plante.
katibo : voir *sorabe*.
kaura (titre) : chef militaire (au Katsina, en pays Hawsa).
kawngal : lieu de pêche.
kaya (pl. *makaya*) : village fortifié ; établissement entouré d'une enceinte ou fortifié (chez les Miji-Kenda, peuple d'Afrique orientale).
kazembe : général (chez les Lunda)
kazi : titre qu'on rencontre au sud-est de l'Afrique centrale ; variante du *ḳāḍī* musulman.
kela yasku : coiffure spéciale portée en général par une fille célibataire kanuri.
keletigui (bambara) : dans l'armée de Ségou, chef de guerre ou chef d'expédition.
kene : cantiques, en Éthiopie (voir *deggwa*).
kente (ou Kente) : vêtements colorés (des Akan) ; au Ghana, tissage en bandes ; également long vêtement fait de ce tissu, porté en ample drapé ou sur les épaules et autour de la taille.

kesiga: les successeurs des prêtres chrétiens (en Éthiopie).
ketema: villes de garnison.
khalif ou *khalifa* (titre, arabe): calife, successeur du Prophète, souverain auquel il incombe d'assurer l'application de la loi islamique sur la terre.
khames (arabe): vassaux, serfs (au Maghreb).
khammā (arabe): métayer dont le loyer représente un cinquième des récoltes.
khammāsat (arabe): affermage au cinquième; métayage.
kharādj (arabe): un impôt foncier, payé parfois en nature (et en sus de l'impôt en numéraire ou *djizya*) sur les terres appartenant aux *dhimmī* (non-musulmans vivant en territoire musulman avec le statut de « protégés de l'islam »); par extension, tous les impôts fonciers (voir aussi *raia*).
khazin (arabe): trésorier.
khimba (une association au Kongo): culte initiatique pour les garçons.
khombe: commandant d'une armée, dans l'administration du Maravi.
khorin: chefs de guerre provinciaux (en Sénégambie).
khūdja (arabe): scribes.
khuṭba (arabe): sermon prêché par le *khaṭib* (prêcheur) du haut de la *minbar* (chaire de la mosquée) de la Grande Mosquée pendant la prière de midi du vendredi, dans lequel la bienveillance de Dieu était appelée sur le calife officiel de la ville et, le cas échéant, sur le prince duquel le gouverneur de la ville tenait les pouvoirs qui lui étaient conférés.
kiamfu (dérivé de *yav*, titre impérial): le souverain des Yaka.
kia ukisi: saint, sacré.
kibwindji (luba): région administrée par le *kilolo*.
kifuka (kikongo): « urbanité », « politesse », soit le comportement d'un client.
kifuka kia utinu (kikongo): cour du roi.
kiims'rogo: sanctuaire ancestral mossi.
kilbu (kānembu): matrone.
kilolo (pl. *bilolo*): administrateurs territoriaux; chefs (chez les Luba/Lunda).
kimpasi (association de guérisseurs au Kongo): culte qui avait pour but de bannir la *mpasi*.
kini-n-bolo (bambara): le bras droit de l'armée de Ségou.
kirari: chants de louange dédiés aux souverains et à d'autres personnalités importantes de Kano (pays Hawsa).
kitomi: au Kongo, anciens seigneurs de la terre.
kokani (titre au Kebbi, pays Hawsa): le fonctionnaire chargé des relations avec la population.
kombere (pl. *kombemba*, mossi): chef régional disposant d'une large autonomie lui donnant notamment le droit de nommer les chefs locaux.
kom ngu: les conseillers du royaume (dans le Bamum).
korin: chefs de guerre provinciaux.
kontuowa: la classe dirigeante ou la noblesse (dans la société de Kanuri au Borno).
kraal (du portugais *curral*, parc à bestiaux, enclos): 1) village de Khoi Khoi ou de Cafres, ou d'autres ethnies de l'Afrique méridionale ou centrale, formé d'un ensemble de cases ceint d'une clôture ou d'une palissade et comportant souvent une esplanade centrale réservée au bétail; désigne aussi la communauté habitant un tel village; 2) enclos où sont parqués les bovins ou les ovins, plus spécialement en Afrique méridionale et centrale; palissade, parc à bestiaux, bergerie.
krontire: voir *adonten*.
kubandwa: pratique propre à des rites initiatiques au Rwanda, au Burundi et au Buha.

kudin haki: droit de pacage payé par les nomades fulbe (au Kebbi, pays Hawsa).
kudin hito: droits de douane (en pays Hawsa).
kudin kasa: impôt foncier payé par les paysans (en pays Hawsa).
kudin laifi: taxe de pardon acquittée par un délinquant lorsqu'il est gracié par le souverain (en pays Hawsa).
kudin sana'a: taxe professionnelle (en pays Hawsa).
kugala: dignitaire de la cour du *mulopwe* luba.
kultingo: tribut (au Borno).
kulturkreiss (pl. *kulturkreise*, allemand) (l'école des *kulturkreise*): mouvement culturel se développant par périodes successives à partir de son point d'origine et finissant par imprégner de vastes portions du monde; le concept du *kulturkreise* a été élaboré par l'école d'ethnologie de Vienne (on rattache plus particulièrement le terme aux anthropologues allemands F. Graebner et W. Schmidt).
kulughli (du turc *kuloghlu*, « fils d'esclave »): aux temps de la domination turque en Algérie et en Tunisie, ce mot désignait les individus qui étaient issus du mariage de Turcs avec des femmes du pays.
kunduda (titre en pays Hawsa): chef militaire au Kebbi.
kurita: mot mossi signifiant « homme mort régnant », construit par analogie avec *narita*, « chef régnant ». Le *kurita* est le représentant, parmi les vivants, d'un chef mort; il est en général choisi parmi les fils de ce dernier; son titre ne lui confère aucun pouvoir et il est exclu de la succession, mais il peut devenir chef en dehors du domaine soumis à l'autorité de sa famille; si un *kurita* devient chef, il garde le nom de guerre (*zab yure*) de *naaba kurita*.
kurkwā: (le corps des lanciers en fūr): armée d'esclaves créée par Muḥammad Tayrāb ibn Aḥmad Bukr.
kutama: mouvement migratoire (de l'Afrique du Sud-Est au Zimbabwe vers l'an 1000).
kwaka ou oranger de singe: l'un des arbustes à feuilles caduques (*Strychnos inocua*, *Strychnos madagascariensis* et *Strychnos spinosa*) portant des fruits ronds à pulpe comestible sous une écorce dure; le fruit d'un oranger de singe.
kwama (kirundi): fructification.
kwangal: droit sur les zones de pêche.
kwara (mossi): symbole magique.
kwaro: terme tombé en désuétude signifiant « échanger une pièce de monnaie contre des cauris »; peut désigner un impôt sur les moissons qui était perçu, par exemple, au Damagaram.
kyekyedala (de *kyekye*, le sable): mot soudanais désignant le devin, l'oracle.
kyeremfem: l'aile gauche de l'État denkyira.
kyidom: la division d'arrière-garde de l'État akwamu et de l'Ashanti métropolitain.
kyungu: voir *makambala*.

laciende ou *lazenda*: grands domaines; grandes plantations en Amérique latine.
Ladinos (espagnol): les premiers Africains d'Amérique, amenés d'Europe par les conquistadores. Ils étaient pour la plupart originaires de Sénégambie et avaient d'abord été amenés en Europe; certains y étaient nés. On les appelait *Ladinos* en Amérique parce qu'ils savaient l'espagnol ou le portugais et étaient au moins partiellement influencés par la civilisation des pays ibériques.
laibon: chef rituel masaï.
laman: litt. « premier occupant »; chef territorial.
lamana (seereer): litt. « maître de la terre »; évoque un système foncier et un système politique dans lesquels les propriétaires fonciers exerçaient aussi le pouvoir. Il s'est transformé en *mansaya* aux chefs strictement politiques.

lanbens (portugais): vêtements portés dans les États barbaresques.
lançados (du portugais *lançar*, se lancer dans une aventure) ou *tangomãos* (personnes qui avaient adopté les coutumes locales): émigrants qui s'étaient fixés sur le continent africain avec l'accord des souverains, avaient contracté des mariages mixtes et s'étaient établis comme intermédiaires commerciaux. Ils formaient une partie des nombreux expatriés qui peuplaient les rives des fleuves méridionaux et les îles de l'Atlantique (en particulier celles du Cap-Vert). Cette population était principalement portugaise, avec de petits contingents de Grecs, d'Espagnols et même d'Indiens, et eut de plus en plus d'enfants métis, les *filhos da terra* [enfants de la terre].
landdrost: un magistrat en poste (en Afrique australe).
lapto: litt. « traducteur »; intermédiaire autochtone.
larde kangema: le propriétaire nominal de la terre (au Borno).
larhle naaba (titre mossi): dignitaire cumulant des fonctions militaires et rituelles.
las li: les descendants des grandes familles de marabouts qui constituaient « l'aristocratie du sabre et de la lance et du livre et de la plume » au sommet de l'échelle des *rimbe* (au Fouta-Djalon).
lazenda: voir *laciende*.
lazzām (arabe): paysans assujettis à l'impôt.
legha (arabe): partisans.
lemba: litt. « apaiser, détourner la colère d'un *nkisi* »; au Kongo, l'association *lemba* était une association de *bitomi*, ou grands prêtres, consacrée à un *nkisi* appelé *lemba*. Les activités de ces prêtres étaient toutes liées au *lemba*: apaiser la colère d'un *nkisi* ou invoquer un *nkisi* (*lemba nkisi*), écarter un danger (*lemba sunga*), rétablir la paix dans le pays (*lemba nsi*), etc.; signifie également juges.
lenngi: au Fouta Toro, les *lenngi*, chantés exclusivement par les femmes *sebbe* aux cérémonies de mariage ou de circoncision, sont des chants héroïques glorifiant le mépris de la mort et la sauvegarde de l'honneur.
leydi hujja: (fulfulde): lien à la terre.
leydi janandi: terres appartenant à l'État.
leydi maal: voir *bayti maal*.
leydi urum: système régissant les droits sur la terre, qui impose l'allégeance au titre de la *worma* et y associe l'impôt dit *muud al-hūrum*.
lifidi (hawsa): 1) armure capitonnée, caparaçon, protection molletonnée des chevaux de combat; 2) commandant en chef de la division de cavalerie lourde.
limanin ciki (titre en pays Hawsa): savant de Kanuri chargé de l'éducation de la famille royale.
linger: un titre (au Kayor).
lizma (arabe): au Maghreb, affermage des provinces, douanes, etc.; fermage.
longon'mpanilo ou *vohitsy mananila*: parents collatéraux, à Madagascar.
luda: voir *gada*.
lukanga: juge principal chez les Luba.
lukonkeshia: voir *rukonkesh*.
lurum'ayo ou *lurun'yo*: voir *ayo*.
lurun'yo: voir *lurum 'ayo*.

maabo: forgerons mande.
macamos: équipes d'esclaves appartenant à l'entourage du *mwene mutapa*; ils correspondaient aux captifs royaux soudanais (*furba jon*, *tonjon* ou *jaami buur*).
maccube (fulfulde): esclaves, captifs.
mochila: vêtements de coton fabriqués par les sujets du Mang'anja de Lundu dans la basse vallée de la Shire.

madaki: titre de la reine mère (à Kano).
madawaki: au Katsina (pays Hawsa), fonctionnaire chargé des écuries royales; chef de la cavalerie et (ou) commandant en chef de l'armée.
madhab (pl. *madhāhib*, arabe): écoles de droit nommées d'après leurs fondateurs qui portent aussi le titre honorifique d'*imām*. Ces écoles sont au nombre de quatre: malekisme, shāfiʿisme, hanafisme et hanbalisme.
madjelisse (arabe): corps de juristes.
madrasa (arabe): école coranique primaire et secondaire; le nom de *madrasa* est donné plus particulièrement à un établissement de haut enseignement religieux (en règle générale rattaché à une mosquée) assurant la formation du clergé sunnite, les *ʿulamāʾ*.
mafouk: en Afrique centrale, titre porté par les *mercadores*.
magaji: guerrier; successeur (en pays Hawsa).
magajin baberi (titre au Kebbi, pays Hawsa): fonctionnaire chargé des affaires extérieures.
magajin gari ou *sarkin gari* (titre au Kebbi, pays Hawsa): chef de village; fonctionnaire chargé de la sécurité intérieure; à Sokoto, le conseiller du calife assurant la liaison entre le calife et les émirats.
magajin sangeldu: au Kebbi (pays Hawsa), titre conféré aux Fulbe en contact avec les pasteurs.
magira: la reine mère (au Kānem-Borno).
Maguzawa (les): il y a, au Nigeria et au Niger, des groupes non musulmans qui ne parlent que le hawsa et sont de culture hawsa, mais qui refusent le nom de Hawsa. Au Nigeria, ces gens s'appellent et sont appelés par les autres Hawsa, Maguzawa (ou Bamaguje), tandis qu'au Niger, ils sont connus sous le nom d'*Azna* (ou Arna), le mot hawsa qui signifie « païen ». Le nom de Maguzawa dérive probablement de l'arabe *madjūs* (à l'origine « adorateurs du feu », puis terme générique désignant les païens), et il est donc possible que le phénomène de polarisation entre les Hawsa et les Maguzawa/Azna ne date que des débuts de la diffusion de l'islam parmi les gens du peuple en pays Hawsa, aux XVIIe et XVIIIe siècles.
mahabbar: en Éthiopie, une agape; « fête d'amour » liée à la Cène.
mah'alla (arabe): au Maghreb, expédition armée; camp armé.
mahanga (palmier ilala — *Hyphaene natalenis*): arbre poussant sur les basses terres du veld de Zambézie méridionale et dont la sève servait à fabriquer un vin capiteux appelé *njemani* ou *chemwa* (en hlengwe).
mahram (arabe): octroi, par les chefs, de privilèges à des familles ou à des notables religieux.
mai (kānembu): roi, souverain.
maidugu: petit-fils d'un ancien roi (au Borno).
mailo (système): régime foncier introduit en Afrique de l'Est sous la colonisation britannique; il combine la chefferie à la propriété et au droit de spéculer sur la terre.
maina: princes éligibles (au Borno).
mainin kinendi (titre au Borno): conseiller islamique et juridique du *mai*.
mairam: princesse (au Borno).
mai sarauta: souverain (en pays Hawsa).
maishanu (titre au Kebbi, pays Hawsa): fonctionnaire qui prélevait le bétail dû à l'État.
majlis: au Kānem, le plus haut conseil de l'État, présidé normalement par le *mai* et composé de notables militaires et religieux.
makambala: les conseillers du *kyungu* (un roi-prêtre adoré par les Ngonde).

makaya: voir *kaya*.
maḵhzen (arabe): peuples privilégiés parmi lesquels sont recrutés les représentants de l'État marocain.
Maḵhzen (le): signifiait à l'origine « trésor », mais en est venu à s'appliquer au système de gouvernement officiel du Maroc et, de façon plus générale, à l'élite politique et religieuse du pays.
maḵoko: roi, chez les Tio du Kongo.
mala kasuube (titre au Borno): le fonctionnaire qui supervisait les ventes sur les marchés et s'efforçait de faire prévaloir la justice et l'honnêteté dans les transactions commerciales importantes.
malam: clerc ou savant musulman.
malamti: au Borno, familles d'érudits.
malie'e: cantiques éthiopiens (voir *deggwa*).
mallamai: savants (en pays Hawsa).
maloango: roi (en Afrique centrale, notamment en Angola).
mamandranomay: gouverneurs de province chez les Bara (Madagascar).
mambo: titre porté en Afrique centrale et du Sud-Est.
mamlūk: affranchi, ancien esclave d'origine chrétienne qui avait été converti et formé en vue de servir à la cour ou dans l'armée.
Mamluk (les): dynastie qui régna sur l'Égypte et la Syrie (1250-1517) et dont les sultans étaient choisis parmi les milices d'esclaves soldats (*mamlūk*).
mamponghene: litt. « le roi des Mampong »; le souverain du Gonja, un des États vassaux qui formaient la confédération du Grand Ashanti.
manantany: le premier ministre, dans les royaumes sakalava (Madagascar).
manāra: le grand dôme central (en architecture).
manda (kānembu): sel.
Manda Hausakoy (divinité): le forgeron-pêcheur de Yawuri.
mandi-Mani: litt. « le roi des Manou »; titre du plus grand suzerain de la région de la Sierra Leone et du Liberia.
mandi-Mansa: titre de l'empereur du Mali.
mānḏjil ou *mānḏjuluk*: titre octroyé par les monarques fundj à leurs principaux vassaux.
mandresirafy: chez les Antankara de Madagascar, amulettes conférant l'invincibilité, objets sacrés transmis de souverain à souverain.
mangeśt egzi 'abḥērāwit: litt. « le saint empire », c'est-à-dire l'Éthiopie.
mangi mrwe: le chef suprême des clans ugweno de Tanzanie.
mani: dans le royaume Kongo, noble de haut rang; propriétaire, gouverneur.
mani kabunga: au Kongo, nom donné au clergé s'occupant des esprits, du niveau du village à celui du royaume.
mani Kongo: le souverain du Kongo.
manoma: paysans (en pays Hawsa).
mansa (maninka): le roi, le détenteur du pouvoir politique suprême (au Mali).
mansaya (maninka): 1) royauté; groupes politiques territoriaux sous l'autorité d'un *mansa*; 2) système sociopolitique dont la classe dirigeante est une polyarchie formée d'une élite rassemblant des laïcs ou des prêtres, des hommes libres ou des esclaves, des membres de castes ou de corporations, des nobles ou des roturiers. Il était financé par les impôts que levaient sur le commerce et la production ceux qui contrôlaient l'appareil d'État. Ce n'était pas une aristocratie nantie de terres ni une classe possédante.
mantse: le roi, chez les Ga.
marabout: le mot n'a pas la même signification au Maghreb et en Afrique noire. Au Maghreb, il désigne à la fois un saint homme qui a fondé une confrérie et

son tombeau; au sud du Sahara, il désigne une personne qui a une certaine connaissance du Coran et d'autres écrits sacrés et se sert de ce savoir pour agir en qualité d'intercesseur entre le croyant et Dieu, tout en recourant aux moyens traditionnels de divination et à l'usage de talismans. Aux yeux du public, il est un savant au sens religieux du terme, un magicien, un devin et un guérisseur.

marabtin bilbaraka: à Barka, les descendants de pèlerins, en général nord-africains.

marinda: association de guérisseurs (au Kongo).

marisa: litt. « le destructeur »; au Katsina (pays Hawsa), titre d'un gouverneur qui était chargé de surveiller la frontière de l'est.

maroserana (malgache): litt. « nombreux chemins »; se réfère à la coutume qu'avaient les premiers rois maroserana de Mahafaly de placer leur résidence au milieu des habitations, en un point d'où rayonnaient de nombreux chemins menant aux villages avoisinants.

marula ou *nkanyi*: le *marulu* (*Sclerocarya coffra*) est un arbre de la famille des anacardiacées qui pousse en Afrique centrale et méridionale et porte un fruit ovale, jaune, d'environ cinq centimètres de long qui sert localement à la confection d'un breuvage grisant; également prune de marula, le fruit de cet arbre.

masara (kanuri): litt. « égyptien »; maïs.

mashinama: titre d'un important dignitaire kanuri.

masu arziki: voir *attajirai*.

masu sarauta: en pays Hawsa, tous ceux qui ont un quelconque pouvoir politique; aristocrates.

mawlid (arabe): récits légendaires en prose au sujet de Muḥammad.

maẓālim (arabe): litt. « abus »; mot dont le singulier, *maẓlima*, désigne un acte injuste ou oppressif. Aux premiers temps de l'élaboration des institutions de gouvernement islamiques, *maẓālim* se rapportait à la structure à travers laquelle les autorités temporelles se chargeaient directement de dispenser la justice.

mbafu (luba): bois tinctorial rouge.

mbarma ou *bulala*: chefs locaux ou ethniques (au Kānem).

mboma: homme du groupe ethnique boma; chez les Tio, ce mot désigne quelqu'un de stupide ou tout individu chargé d'une tâche inférieure.

mbua: peau de bête (en pays Kikuyu).

meen: famille maternelle (au Kayor).

mercadores (portugais): courtiers; marchands, négociants.

Mestizo: métis espagnol ou portugais (Afro-Portugais…); s'applique à d'autres catégories de sang-mêlé, comme les Afro-Asiatiques.

Mfecane (le) (nguni) et *LifaqanelDifaqane* (sotho-tswana): respectivement « écrasement » et « martèlement »; révolution sociale et politique qui eut lieu dans les pays de langue bantu en Afrique australe et au-delà pendant les premières décennies du XIXe siècle.

mfuka (kikongo): dette.

mfuku (kikongo): utilité, avantage.

mgawi: le responsable du partage des terres (dans l'administration maravi).

Mgbe: Société secrète du léopard (de la vallée septentrionale de la Cross River et du Cameroun).

mhondoro: litt. « lion »; dans l'Empire mutapa, médiums en rapport avec les esprits qui avaient pour fonction de conseiller l'Empereur dans toutes les affaires de l'État; esprits des ancêtres nationaux.

mifaly (malgache): soumission.

mihrab (arabe): 1) une niche, pièce ou dalle indiquant, dans une mosquée, la direction de La Mecque; 2) un motif de niche sur un tapis de prière oriental, évoquant la forme du *mihrab* d'une mosquée.

mikireĉĉo (titre honorifique en Éthiopie): conseiller du roi.
milambu: impôts payables (au *mulopwe* luba) en nourriture et en denrées de production locale.
milk: petits patrimoines familiaux; biens; possession, propriété.
mingilu: main-d'œuvre non rémunérée (tribut payé au *mulopwe* luba par ses fonctionnaires).
mitḫkal (d'or, etc., arabe): le *mitḫkal* soudanais pèse à peu près 4,25 grammes.
mitngu: société secrète ouverte à l'ensemble de la population, indépendamment de la position sociale (au Bamum).
mkomba: le bourreau public (dans l'administration maravi).
mlira (culte): vénération rituelle de Mlira, l'esprit du grand *kalonga* Chinkhole, un ancêtre des lignages royaux phiri.
moasy: prêtre (à Madagascar).
mogho-naaba (titre): le *naaba* du pays Mossi.
mogyemogye: litt. « mâchoire cérémonielle »; cruche à vin ashanti utilisée pour verser des libations sur le Tabouret d'Or.
mokondzi (lingala): chef.
monomotapa: voir *mwene mutapa*.
montamba: chez les Bobangui du bassin du Congo, esclave vendu par sa famille.
montonge: esclave capturé (chez les Bobangui).
moyal: litt. « spoliation »; au Takrūr, impôt qui donnait à des membres de l'élite le droit de s'approprier des richesses partout où ils le pouvaient.
moyo: cœur, dans l'Empire rozwi; âme, esprit en kikongo.
mpanjaka: roi, chef, souverain (à Madagascar).
mpanjaka-bé: titre d'un roi donné exclusivement aux souverains du grand clan des Bara (Madagascar).
mpanjaka-kely: les roitelets zafimanely (à Madagascar).
mpasi (kikongo): souffrance, pauvreté, besoin, calamité ou affliction.
mphande: coquillages, chez les Tumbuka de Zambézie septentrionale.
mphelo: meule tumbuka.
mpifehy: chefs de village (à Madagascar).
mpisoro: le prêtre principal des rois de Mahafaly (à Madagascar).
mpok: épée à large lame lunda.
m'polio (bambara): silure, poisson-chat.
mpungi: le sanctuaire des Pare de Tanzanie.
mtemi: voir *ntemi*.
muavi: dans les *prazos*, épreuve du poison ordonnée pour établir la culpabilité ou l'innocence d'une personne accusée de sorcellerie.
mubata: voir *babuta*.
mubika: voir *babika*.
mugabe ou *mukama* (pl. *bakama*): litt., pour le premier vocable, « celui qui trait le lait »; roi (au Bunyoro et au Buganda).
muhanuro: fête annuelle au Burundi, durant laquelle le pouvoir royal et les tambours le symbolisant étaient renouvelés et qui était l'occasion de célébrer les semailles du sorgho et de déterminer la date la plus favorable pour les effectuer dans un pays qui a une saison des pluies prolongée.
muhutu (pl. *bahutu*): groupe ethnique vivant au Burundi, au Rwanda et dans plusieurs autres États d'Afrique orientale et centrale.
muidzu (kikongo): le juge suprême du pays.
mukama: voir *mugabe*.
mukanda: institution.

muḳataʿāt (arabe) : unité financière et administrative (en Égypte).
mukazambo : dans le système du *prazo*, un chef d'esclaves ayant sous ses ordres un *sachikunda* et sa *nsaka*.
mukisi (kikongo) : mauvais sort ; sorcellerie ; crime d'empoisonnement ; le poison lui-même.
mukomondera : système de culture qui permettait aux Shona d'obtenir des céréales en période de famine.
mulopwe : le titre du roi luba qui signifiait l'indivisibilité d'un pouvoir sans partage.
multazim (arabe) : adjudicataires qui percevaient les impôts levés sur les paysans.
munaki (kikongo) : prophétesse.
munhumutapa (titre) : voir *mwene mutapa*.
mupeto : dans l'Empire mutapa, confiscation par la force.
mushtarā (arabe) : produits agricoles.
mussitos : dans le système du *prazo*, bastions des esclaves fugitifs.
mussumba : capitale (ville) chez les Lunda.
mustahfizān : une des composantes des troupes impériales ottomanes ou *odjaḳ*.
müteferriḳa : la garde personnelle du vice-régent d'Égypte ; également celle d'un sultan.
muud al-hūrum ou *muudul horma* : au Fouta sénégalais, tribut annuel payable en céréales (impôt céréalier) aux Maures.
mvila (kikongo) : clans.
mwami (pl. *bami*) : titre royal des anciens rois du Rwanda et du Burundi.
mwangana (lunda) : chef.
mwana mwilamba : le chef de l'armée (luba).
mwant ou *mwaant* : le titre de chef auquel s'ajoutait le nom du premier roi luba (Yav ou Yaav), devenant ainsi le titre impérial *mwant Yav*.
mwant a ngaand : chef de district lunda.
mwant Yav : le titre le plus élevé chez les Luba/Lunda qui signifie « seigneur Yav », « seigneur de la vipère » ; il évoque la distance séparant le roi et les mortels ; empereur.
mwembe : maïs traditionnel (en pays Kikuyu).
mwene mutapa ou *monomotapa* ou *munhumutapa* : litt. « seigneur des métaux », « maître du pillage » ; titre porté par une lignée de rois qui régnaient sur un pays riche en or, en cuivre et en fer, d'où le titre « seigneur des métaux ». Du XIVe au XVIIe siècle, ce pays s'étendit entre le Zambèze et le Limpopo, sur le territoire occupé aujourd'hui par le Zimbabwe et le Mozambique. On l'a souvent appelé l'Empire du Mwene Mutapa et on l'associe au site dit du Grand Zimbabwe, dans le sud-ouest du Zimbabwe.
mwine lundu : le gardien de la tradition luba et, en particulier, de la constitution non écrite.
mwine Munza : titre luba signifiant « maître de Munza ».
mwisikongo : les nobles, une des couches de la société kongo.

naaba (titre mossi) : chef.
naabiiga (pl. *naabiise*) : fils d'un chef mossi.
naabiise : voir *naabiiga*.
naam (mossi) : le pouvoir ; ceux qui détiennent le pouvoir.
nabanza : le gardien des insignes de la royauté et l'ordonnateur des rites à la cour du roi du Luba.
nagado : la caste des marchands (en Éthiopie).
nāʾib : litt. « suppléant, délégué, représentant » ; terme appliqué d'une manière générale à toute personne désignée pour en représenter une autre dans des fonctions

officielles et, plus spécialement, dans les sultanats mamluk et dihlī, pour désigner: 1) l'adjoint ou le lieutenant du sultan; 2) les gouverneurs des principales provinces. Dans son acception la plus courante, en perse et en turc comme plus tard en arabe, *nā'ib* signifiait le suppléant d'un juge, ou représentant du *ḳāḍī* dans l'administration de la loi.

naḳīb al-ashrāf (arabe): un représentant des descendants du Prophète.

nakombga: voir *nakombse*.

nakombse (sing, *nakombga*, mossi): princes du sang; fils ou descendants de fils de princes qui n'étaient pas devenus chefs; le *nakombga* royal: le lignage royal.

nalle (kanuri): henné.

nanamse: princes mossi.

nangatoobe: les castes supérieures (au Takrūr).

napogsyure: voir *pogsyure*.

napoko: litt. «femme chef»; fille aînée d'un chef ou d'un roi mossi qui, à la mort de son père, entre l'annonce officielle de sa mort (à ne pas confondre avec le moment de la mort) et la désignation de son successeur, assume provisoirement sa fonction et reçoit alors le titre de *napoko*; elle est la suppléante de son père, dont elle porte les habits.

napusum: cérémonies d'accueil du roi chez les Mossi.

navetaan: serfs (au Takrūr).

nawab: roi.

ncariampemba (kikongo): voir *nkadi ampemba*.

ndalamba: reine mère investie d'une fonction rituelle (chez les Luba).

ndoki (pl. *bandoki*, kikongo): jeteur de sorts, sorcier.

ndulu: nom d'un légume vert kikuyu.

nduma: maranta (arrow-root) qui croît dans les trous d'eau de l'arrière-pays kikuyu.

neftenia: élite terrienne, noblesse terrienne.

nere: arbre africain dont les racines et les graines sont utilisées dans la médecine traditionnelle.

nesomba: voir *nesomde*.

nesomde (pl. *nesomba*, mossi): honnête homme; dignitaire de haut rang à la tête de groupes de serviteurs royaux.

nevanje: prince et héritier présomptif dans l'Empire mutapa de la Zambie méridionale.

ngaailiino (tio): au Kongo, le fonctionnaire qui est chargé de la collecte du tribut et dirige l'administration.

ngabi: tabou de l'antilope naine, en général associé au clan dynastisque des Babito.

nganga: dans les langues bantu, guérisseur; sorcier; homme de la médecine; au Kongo, ce terme est employé pour désigner un expert religieux, spécialement en matière de *nkisi*.

nganga ngombo: devins (au Kongo).

ng'anjo: four à minerai (de fer).

ngiri: société secrète réservée aux princes (dans le Bamum).

Ngola: titre porté par le roi de Ndongo, État situé au sud du Kongo.

nguri (kikongo): mère.

nifa: l'aile droite de l'État akwamu et de l'Ashanti métropolitain.

nikpelo (mossi): le membre le plus âgé (par exemple d'un lignage).

niẓām (du turc *nizām*, ordre, disposition, ordonnance): titre héréditaire des souverains de Hyderabad, en Inde, appartenant à une dynastie fondée par Asaf Jāf, subahdar du Deccan de 1713 à 1748.

njaki: variété de haricot cultivée en pays Kikuyu.

njemani ou *chemwa* : en Zambie méridionale, vin capiteux fait à partir du *mahanga*, ou palmier ilala.
njoldi : paiements symboliques qui lient au maître de la terre ; loyer annuel du sol.
nkadi ampemba ou *ncariampemba* (de *nkadi*, un dangereux esprit ancestral, et *mpemba*, l'au-delà, kikongo) : le démon.
nkangi : litt. « le sauveur » ; au Kongo, un crucifix qui était l'emblème du pouvoir judiciaire.
nkanyi : voir *marula*.
nkende : un cercopithèque gris (genre de singes africains à longue queue qui comprend, entre autres, les guenons) employé comme tabou par les rois de Bujiji.
nkisi : ce terme, qui signifie « initiation, pouvoir magique, pouvoir mystique, force ancestrale, médecine sacrée, idole, fétiche », désigne au Kongo l'idéologie de la royauté dérivée de conceptions religieuses générales dans lesquelles un rôle était dévolu à trois cultes importants : celui des ancêtres, celui des esprits du territoire et celui des charmes royaux.
nkobi (kikongo) : un talisman.
nkoron : exploitation minière en profondeur (chez les Akan).
nkuluntu : litt. « le vieux » ; l'ancien ; le chef de village héréditaire (au Kongo).
noguna : la cour du *mai* (au Borno).
nona (kanuri) : visites respectueuses rendues à domicile par une personne de rang social inférieur à son père social pour lequel elle était censée faire toutes les commissions qu'il exigeait.
nono (titre) : au Kebbi (pays Hawsa), le dignitaire qui collectait le lait et le beurre destinés au souverain.
nsaa : couverture (chez les Akan).
nsaka : dans les *prazos*, unité de l'armée *chikunda* comprenant dix hommes sous les ordres d'un *sachikunda*.
ntemi ou *mtemi* : chefferie constituée d'un petit groupe de villages et de secteurs dirigé par un chef unique que les villageois désignaient au sein du lignage dirigeant (en Tanzanie). Nom également donné aux chefs de village.
nthlava : sols sablonneux où les Hlengwe construisaient habituellement leurs habitations.
ntufia : feu sacré allumé par chaque roi (*maloango*) de Loango le jour de son couronnement et qui devait brûler jusqu'à sa mort.
numa-n-bolo (bambara) : le bras gauche de l'armée de Ségou.
nunbado : au Gulma méridional, le « chef de Nungu », le souverain.
nyamankala (mande) : système des castes.
nyarubanga (luo) : litt. « envoyé par Dieu » ; nom donné dans le nord de l'Ouganda à la période de sécheresses et de famines qui prit fin avec la grande famine de 1617-1621 et qui fut accompagnée d'une maladie qui extermina les troupeaux de bovins.
nyia : contrat de mariage kanuri.
nzambi mpungu : litt. « créateur suprême », « esprit supérieur » ; formule employée pour s'adresser au roi du Kongo.
nzavi : un haricot kikuyu pouvant être conservé.
nzimbu : coquillages d'Olivancilaria *nana* servant de monnaie au royaume du Kongo.
nzo longo (kikongo) : litt. « association » ; culte d'initiation des garçons.

oba : titre du fondateur de l'ancien royaume du Bénin, détenteur des pouvoirs religieux et politique (dans le Royaume d'Edo).
obeah (ou *obi*) : religion africaine, probablement d'origine ashanti, caractérisée par le recours à la sorcellerie et à des rites magiques ; également un charme ou un

fétiche utilisé dans l'*obeah* (par exemple, mettre un *obeah* à quelqu'un).
obi: terme igbo, probablement d'origine yoruba, désignant le roi ou le chef. L'*obi* était nommé par *l'oba* du Bénin.
obuotoyo (yoruba): sel gemme.
odjaḳ: corps de l'armée impériale introduit en Égypte par le sultan Selim Ier; nom donné aussi à des forteresses ou à des garnisons turques.
ogendini: sous-groupes ethniques (chez les Luo).
ohene: le roi de l'État de Kumasi.
ôkoo (*makoko*): roi (chez les Tio).
okro ou *okra*: grande plante annuelle (*Hibiscus* ou *Abelmoschus esculentus*) spécifiquement africaine, et ses graines vertes en cosses consommées en soupes, en salades et en condiments (appelé aussi *gumbo*).
omanhene: souverain régnant sur les Empires akwamu et denkyira.
ombiasa: souvent traduit par « personne chargée d'un sacerdoce »; prêtre, homme de la médecine, médecin, etc.; la qualité d'ombiasa recouvre un certain nombre de fonctions divisées en plusieurs catégories chez les Malgaches.
ompanghalalan (malgache): messagers royaux.
omukama: roi.
oni: roi (par exemple, l'*oni* d'Ife).
ondaty-bé: hauts conseillers des clans de Mahafaly (à Madagascar).
onjatsy: nouveaux arrivants (sur une terre) (à Madagascar).
oranmiyan: titre d'Oranyan, fils d'Oduduwa (fondateur et premier *oni* d'Ife) et fondateur légendaire du royaume yoruba d'Ọyọ, dont il est dit qu'il régna à Ife et au Bénin avant d'aller s'établir à Ọyọ; est devenu aujourd'hui le titre d'un dieu.
orin-tany: terres nouvelles (à Madagascar).
orkoiyot (pl. *orkoik*): chef spirituel (chez les Nandi); également chef traditionnel (au Kenya).
osafohene: chef de guerre dans les États akwamu et denkyira.
othen (pl. *otheme*): à Labwor (région des Grands Lacs), groupement rituel de plusieurs clans.
ovimbali ou *quimbares*: les Afro-Portugais (au Kongo).
ozo: personne de haut rang (dans la hiérarchie igbo).

pacha (turc): titre honorifique attaché, dans l'Empire ottoman, à une haute fonction, notamment celles de commandant militaire et de gouverneur de province.
panga (kiswahili): grand couteau à large lame utilisé en Afrique pour les gros travaux de coupe (des broussailles ou des régimes de bananes) et comme arme (machette).
pastas (portugais): 1 000 *pastas* = 800 000 *cruzados* (vers 1756/1757); voir *cruzado*.
pinje: voir *piny*.
piny (pl. *pinje*): le territoire d'un sous-groupe ethnique luo.
pogsyure (*napogsyure*) (le système royal): système de capitalisation et de distribution des femmes (chez les Mossi).
pombe (kiswahili): en Afrique centrale et orientale, boisson (peut-être enivrante) obtenue par fermentation de multiples variétés de céréales et de quelques fruits.
pombeiros (portugais): agents du *pombo*; marchands mulâtres allant pieds nus.
pombo: nom kikongo des gens du Pool.
prazeros: dans le système du *prazo*, classe dominante qui détenait les terres de la Couronne (*prazos*) portugaise; propriétaires terriens.
prazos (portugais): terres de la Couronne; exploitations agricoles; le *prazo* était aussi un régime foncier portugais.

prazos da coroa (portugais): domaines de la Couronne.
presidios (portugais): villes.
pumbo: litt. « marché »; marché aux esclaves de Pumbo, dans la région du Stanley Pool.

quimbares: voir *ovimbali*.
Quojabercoma: le pays des *Quoja* (Sierra Leone et Liberia).

raia (de l'arabe *ra'īyah*, troupeau, sujets, paysans): un non-musulman sujet du sultan de Turquie, assujetti à des impôts tels que la *djizya* (capitation) et le *kharādj* (impôt foncier). (Voir le *dhimmī* du volume III.)
rainisty ny mpanjaka: litt. « amis royaux »; les chefs des clans de Mahafaly (à Madagascar).
ra'is (ou *reis*): chef ou souverain musulman; capitaine d'un navire musulman.
rakire (mossi): échange de plaisanteries.
ramaḍān: le neuvième mois du calendrier lunaire musulman, durant lequel les musulmans observent le jeûne (*ṣaum*).
Rangahy (malgache): fonctionnaire royal (à Ambilobe, capitale des Antankara, Madagascar).
ras (titre de l'amharique *rās*, chef, dérivé de l'arabe *ra'īs*): roi, prince ou seigneur féodal éthiopien; également le gouverneur d'une province éthiopienne.
rasa ou *erasa* (de l'amharique *rās*): chef.
rasam-naaba (titre mossi): voir *bin-naaba*.
al-rashīd (arabe): titre honorifique signifiant « le juste ».
Reconquista (la): la résistance des chrétiens à la domination musulmane et les guerres visant à chasser l'islam de la péninsule ibérique, processus qui s'est étendu de 722 (bataille de Covadonga) à 1492 (chute de Grenade).
refo rekk: serfs, en seereer.
regimento (portugais): instructions du roi du Portugal octroyant des privilèges, en particulier aux missionnaires.
reis: voir *rā'īs*.
remoru (samba): serfs.
renilemy: les privilégiés, dans la société de Mahafaly (Madagascar).
restvolker (allemand): réfugiés.
reth: roi, en pays Shilluk.
ribāṭ (ou *rābiṭa*, de l'arabe *rabaṭa*, relier, lier): lien, attache, liaison; avant-poste fortifié (face à une menace extérieure); forteresse, ermitage; centre fortifié consacré à des pratiques religieuses et ascétiques et/ou à la propagation de la foi (voir *zāwiya*); également ensemble de préceptes islamiques (*daʿwat al-ḥaḳḳ*).
rima (titre mossi, de *ri*, absorber ou manger des aliments qui ne sont pas mâchés):roi.
rimaibe ou *bellah* (mossi): prisonniers obligés de travailler la terre; captifs et serfs.
rimbe: voir *dimo*.
ringu (de *ri*, voir *rima*): couronnement.
riyāsa (arabe): direction, conduite des affaires.
rohandrian: nom de la condition la plus élevée chez les Zafindraminia, à Madagascar.
rola: tourterelle (en pays Shona).
rugga: voir *ardo*.
rukonkesh ou *lukonkeshia* (titre luba/lunda): reine mère et maîtresse de l'intendance de la cour.
runde: villages d'esclaves (au Fouta-Djalon).
ruoth ou *wuon piny*: le chef du *buch piny* luo.

saburu (titre en pays Hawsa): le fonctionnaire responsable de la sécurité des routes.
sachikunda: dans les *prazos*, chef d'une *chikunda*.
sachiteve: titre (au royaume d'Uteve).
saff (*pl. sufuf*, arabe): confédération formée par des alliances entre *ḳabīla*.
saka: la section, premier niveau de la société patrilinéaire et patrilocale mossi.
sakke: au Kebbi (pays Hawsa), le représentant des tonneliers, nommé par le souverain.
sakkeebe: cordonniers (au Takrūr).
salam: cantiques éthiopiens (voir *deggwa*).
sāliyāne (arabe): salaire annuel.
samba remooru: au Kebbi, paysans retournés à la terre; paysans pauvres du Takrūr.
sampy: la divinité royale garantissant le bien-être de l'État d'Imerina (Madagascar); gardien d'amulettes dans cet État.
sanaahene: le ministre des finances dans les Empires akwamu et denkyira.
sanankunya: échange de plaisanteries.
sandjaḳ (du turc *sanjāḳ*, drapeau, étendard): dans l'ancien empire turc, un des districts administratifs en lesquels était subdivisé un *eyalet* ou *viyalet* (province).
sandjaḳ bey (titre, en Égypte): gouverneur d'un *sandjak;* la plus haute personnalité militaire et administrative d'un district.
sandjaḳ-beylik: l'unité militaire et administrative de base la plus importante de l'Empire ottoman groupée, au niveau régional, sous l'autorité d'un *beylerbey*.
san dyon (bambara): esclaves du commerce.
sango: culte du tonnerre (dans le système religieux ọyọ).
sanjag: voir *sandjaḳ*.
santu (kikongo): type de croix; un crucifix, mais également un saint.
santuraki (titre à Kano): dignitaire de la cour.
sarakunan noma: titre signifiant « maître des récoltes » (en pays Hawsa).
sarakunan rafi: à Zamfara (pays Hawsa), percepteurs de l'impôt sur les pâtures.
sarauta: royauté (en pays Hawsa).
sarki (pl. *sarkuna*, titre): chef d'État; chef; roi (en pays Hawsa).
sarkin (titre): chef; roi (en pays Hawsa).
sarkin azbin: dans le Gobir, celui qui s'occupait des relations avec les Touareg vivant sur le territoire.
sarkin bayi (titre en pays Hawsa): le roi des esclaves.
sarkin dawaki (titre en pays Hawsa): général de la division de cavalerie.
sarkin fullani (titre en pays Hawsa): celui qui s'occupait des relations avec les Fulbe vivant sur le territoire.
sarkin lifidi (titre en pays Hawsa): général de la division de cavalerie lourde.
sarkin poma (titre en pays Hawsa): chef, maître des récoltes.
sarkin rafi (titre en pays Hawsa): gouverneur des vallées.
sarkin shanu (titre en pays Hawsa): percepteur de l'impôt sur le bétail.
sarkin sillubawa (titre en pays Hawsa): responsable des relations avec les Sillube vivant sur le territoire.
sarkin tudu (titre en pays Hawsa): gouveneur des collines.
satala (bambara): une bouilloire; perles de prière.
satigi (titre au Fouta Toro): litt. « le Grand Ful »; souverain.
ṣawm (arabe): jeûne obligatoire entre le lever et le coucher du soleil pendant le mois de *ramaḍān*, avec abstinence de tous les plaisirs physiques (boisson, rapports sexuels, etc.).
sax-sax: au Kayor, fonctionnaires de l'administration nommés dans les villages par le gouvernement central.
šayḫ: chef religieux éthiopien.

sebbe: voir *ceddo*.
Sekiapu: voir *Ekine*.
señ (bambara): litt. « pied »; l'unité de base du *faama* de l'armée de Ségou.
serdar: le commandant des troupes déployées à l'intérieur ou en dehors des frontières de l'Égypte.
serin jakk (titre au Kayor): les *serin jakk* se consacraient à l'activité religieuse et à l'enseignement.
serin lamb: agents du gouvernement central (au Kayor) chargés de la défense des frontières.
Shango: divinité yoruba.
shangwa (shona): famine.
shantali: chef du protocole au Katsina (pays Hawsa).
sharīʿa (arabe): litt. « voie », « bon chemin »; code de conduite détaillé; la *sharīʿa* comprend les préceptes régissant le rituel du culte, des normes de conduite et des règles de vie. Elle est constituée de lois qui prescrivent, autorisent et distinguent entre le vrai et le faux. Les prescriptions coraniques qu'elle contient sont complétées par des interdictions et des explications contenues dans la loi (*fiḳh*). Les sources de la *sharīʿa* islamique sont le Coran et les *ḥadīṯh*.
shārif (arabe, pl. *shurafā'*): litt. « noble »; titre honorifique donné à tous les descendants de ʿAlī et de Fāṭima.
shaykh (arabe, pl. *mashāyikh*): vieil homme; chef d'une *ḳabīla* arabe; maître spirituel; titre donné aux fondateurs des confréries mystiques, aux grands savants et aux professeurs.
shaykh al-balad (arabe): titre honorifique officieux, marquant simplement l'ancienneté parmi les beys égyptiens.
shūrafa: descendants du prophète Muḥammad.
sība (arabe): blocs dissidents.
siddi: un des termes employés pour désigner les esclaves noirs ou africains en Asie.
silamos (de *islam/islamos*): convertis à l'islam (à Madagascar).
siso: voir *gabir*.
soba: chef subalterne; dirigeant (en Angola).
sofa (bambara): le corps d'infanterie (dans l'armée du *faama*). Les *sofa* étaient théoriquement des palefreniers mais n'exerçaient pas nécessairement cette activité; ils faisaient partie de la maison du *faama*. Parfois, pour s'assurer le dévouement des « jeunes gens », le *faama* présidait à leur « naissance » à l'âge d'homme par la circoncision, en veillant à ce que quelques-uns de ses propres fils soient du nombre.
sojabe: chez les Sakalava de Madagascar, les anciens du village qui s'occupaient de régler les menus détails de la vie sociale.
soldo (portugais): la rémunération des *capitães-mores*.
sombili: coutume (courante); prérogative (pratiquée par les Zafindraminia de Madagascar) d'abattre les animaux domestiques.
sonda (sing, *sondre*, mossi): noms collectifs ou devises.
sondre: voir *sonda*.
sorabe ou *volan'onjatsy* (malgache): écriture arabe utilisée pour transcrire la langue malgache; caractères arabo-malgaches; manuscrit en langue antemoro rédigé en caractères arabes. C'est l'apanage traditionnel des *katibo* (scribes spécialisés dans la rédaction et l'interprétation des *sorabe*).
sorondamba (mossi): jeunes serviteurs.
spahi (du turc *sipāhī*, cavalier, soldat monté): cavalier formant l'un des corps de cavalerie qui constituaient autrefois une partie importante de l'armée turque et qui étaient, dans une certaine mesure, organisés sur un mode féodal.

ṣūfi: litt « vêtu de laine », de la racine arabe *ṣūf*, qui signifie « laine », indiquant par là « la pratique du port de la robe de laine » (*labs al-ṣūf*) et, par conséquent, le fait de se vouer à la vie mystique en devenant ce qu'on appelle dans l'islam un *ṣūf*, un adepte du mysticisme musulman (soufisme ou *taṣawwuf*).

ṣūfi tarīḳa: voir *tarīḳa*.

soufisme (*taṣawwuf* en arabe): mysticisme islamique ascétique dont l'origine remonte au VIIIe siècle et qui, spécialement en Perse, s'est constitué en un système de symbolisme complexe tendant vers la communion avec le divin par la contemplation et l'extase.

sugedi (kanuri): natte d'herbes, claies.

sulke: cottes de mailles (en pays Hawsa).

sultan: le souverain ou le plus haut dirigeant d'un pays musulman; plus spécialement, autrefois, le souverain de Turquie; autrefois aussi, un prince ou fils de roi, un haut responsable.

sumankwaahene: ministre des affaires religieuses dans les Empires akwamu et denkyira.

Sunna: voir *ḥadīth*.

surga ou *dag*: au Takrūr, dans le contexte d'un système de clientèle, la relation entre les pasteurs (donateurs) et les agriculteurs (bénéficiaires), sur le mode de celui qui accepte de son plein gré d'être entretenu par un homme riche ou un dirigeant politique influent à son propre avantage.

svikiro (du verbe *kusvika*, arriver à ou atteindre un endroit): litt. « la personne, le véhicule, l'instrument au moyen desquels les dieux communiquent avec les gens »; ainsi, un prêtre, un rabbin, un prophète dans la culture occidentale, un calife et un *malam* dans la culture musulmane auraient pu être appelés *svikiro* dans la société shona. Il ne faut pas confondre le *svikiro* avec un médecin, *nganga*, ou un devin. Le *svikiro* réunissait tout à la fois en sa personne le prêtre, l'intellectuel, l'éducateur et le chef.

swana mulunda: voir *swan murund*.

swan mulopwe: héritier présomptif et commandant de l'armée lunda.

swan murund ou *swan mulunda* (titre luba/lunda): la mère symbolique de la société; reine mère symbolique nommée Rweej.

tabala (bambara): à Ségou, un tambour associé à chaque souverain et qui annonçait la guerre.

tabaski: litt. « sacrifice »; fête religieuse musulmane à laquelle prenaient part les rois bambara.

tafsīr (arabe): commentaire du Coran; exégèse.

tala'a: les roturiers, une des classes de la société kanuri.

talakawa (sing, *talaka*): les gouvernés; dans la société hawsa, les serfs; les roturiers libres; les pauvres; les paysans et pasteurs misérables du pays Hawsa et de la région Niger-Tchad.

talba: chef de la police et magistrat (au Borno).

talempihitry: dans les royaumes sakalava de Madagascar, fonctionnaires chargés de superviser le culte *dady*.

talia: roturiers dans la société kanuri (au Borno).

taise: roturiers mossi.

tandonaka: conseils des ministres (chez les Imamono de Madagascar).

tangomãos: voir *lançados*.

Tara (titre hawsa): litt. « Le Conseil des Neuf »; à Zamfara, Gobir et Kano, désignait un collège électoral chargé de choisir le nouveau roi parmi les princes.

tarīḳa (pl. *turuḳ*, arabe) : litt. « voie » ; association ou confrérie (chaque *tarīḳa* porte le nom de son fondateur) ; congrégation, confrérie religieuse *ṣūfi* ; centre local d'une confrérie religieuse ; loge des confréries.
taʾrīkh (arabe) : l'histoire en général, annales, chroniques ; d'ordinaire, synonyme de « récit historique ». C'est le titre d'un grand nombre d'ouvrages d'histoire, comme le *Taʾrīkh al-Sūdān* [L'histoire du Soudan, ou des Noirs d'Afrique de l'Ouest — voir *Bilād al-Sūdān*], le *Taʾrīkh al-Andalus* [L'histoire de l'Andalousie], etc.
tariki (malgache) : sous-groupes.
tasoba (titre) : chef de guerre, général en chef.
tasobnamba (mossi) : litt. « maîtres de la guerre » ; chefs de guerre.
tata (bambara) : un fort.
tatibato : méthode de collecte périodique de l'impôt utilisée par les Antakara de Madagascar pour alimenter les finances de l'État.
teen : titre (au Kayor).
tëgg : forgerons mande.
tellek saw : litt. « grand homme » ; désigne l'idéal de grandeur de la société éthiopienne.
tengsoba (mossi) : litt. « le maître du sol » ; prêtre de la terre.
tenzi (kiswahili) : poèmes épiques.
terras da coroa : dans le système du *prazo*, une propriété de la Couronne portugaise.
teskere : permis d'exportation.
tiido (mossi) : autel.
timār (arabe) : fiefs.
tingimaro : titre d'un souverain (à Madagascar).
tobe (kanuri) : grandes robes échancrées en coton naturel ou teint en bleu.
togo-naaba (titre mossi) : le porte-parole du chef qui était responsable des cérémonies rituelles.
tompon-menakely (titre malgache) : litt. « maîtres du fief » : chefs de fiefs villageois.
tompon-tany : litt. « maîtres de la terre » ; les premiers habitants (à Madagascar).
ton (bambara) : association de garçons circoncis au même moment ; association politique.
ton-den (bambara) : membres d'une association.
ton-djeli (bambara) : le griot du *ton*.
ton-dyon (bambara) : litt. « captifs du *ton* » ; généralement, des prisonniers ou d'anciens prisonniers de guerre.
tonjon : esclaves de la couronne (à la cour du *mansa*).
ton-koro-bolo (bambara) : dans l'armée de Ségou, corps de réserve formé de *ton-dyon* expérimentés, placé derrière le *disi*.
ton-masa (bambara) : celui qui commande.
ton-tigui (bambara) : chef ; dans la cavalerie, porte-carquois.
too : pâte de mil qui constitue l'aliment de base des Bambara.
too-daga (bambara) : la marmite de *too*.
Torodo : la Révolution torodo de 1776, au Fouta Toro, fut lancée par le mouvement du marabout Torodo qui puisa en grande partie son inspiration dans la réussite du *djihād* au Bandu et au Fouta-Djalon au début du XVIIIe siècle. Ce fut la révolte des petits paysans à la fois contre le *muudul horma*, imposé par les *ḳabīla* maures, et contre le système fiscal oppressif des musulmans de l'Est introduit par l'aristocratie denyanke islamisée.
torwe : au Borno, détenteurs de titres spécialement désignés.
trano-vato : un fort (à Madagascar).
Trek : le Grand Trek, 1834-1839 ; mouvement d'émigration des Boers du Cap vers le Vaal et l'Orange provoqué par la poussée britannique en Afrique du Sud.

trekboer: fermiers boers immigrés qui traversèrent le fleuve Orange en quête de terres avant le Grand Trek. Ils s'établirent pour la plupart dans le sud de ce qui allait devenir l'État libre d'Orange.
tsare: voir *gaisuwa*.
tshidie: conseil général (à la cour du roi luba).
tshihangu: la cour de justice du roi luba.
tsi-mihety: nom collectif adopté par les Tsimihety (Madagascar) pour indiquer, par leur refus de se couper les cheveux, qu'ils ne se soumettaient pas à l'autorité des Maroserana.
tsimiompy (malgache): famine.
tsovolo: nom donné par les Hlengwe aux sols basaltiques.
tubung: litt. « maîtres de la terre »; chefs de petites unités politiques (chez les Luba/Lunda).
tüfenkçiyān: un des éléments des troupes impériales ottomanes ou *odjaḳ*.
tukwata: voir *kakwata*.
tumba (kikongo): bénédiction.
tumbili (kiswahili): singe.
tunka (titre soninke): roi.
turaki: chef du protocole au Katsina (pays Hawsa).
turndala (bambara): litt. « à travers le sable »; dérive de l'arabe *al-tareb*, la terre, et désigne le devin, l'oracle.
turuḳ: voir *tarīḳa*.
tweapea (akan): bâtons à mâcher.
twite: le fonctionnaire qui représentait le roi luba dans des circonstances séculières; chef militaire.

ubandawaki (titre): chef militaire (au Zamfara et au Gobir, en pays Hawsa).
ubuhake: au Rwanda, type de lien à une clientèle (voir *buhake*).
ubugabire: type de lien à une clientèle (au Burundi).
ubwiru: au Rwanda, code sacré établissant les rites royaux et la généalogie dynastique.
ubwoko: voir *umuryango*.
uki: type de bière fabriquée par les Akamba et qui fermente plus longuement que celle des communautés voisines.
ukisi: au Kongo, sainteté; divinité; volonté divine.
ukoo: lignage, descendance.
ʿulamāʾ (sing, *ʿālim*, arabe): savants musulmans, personnes érudites, docteurs de la loi ou théologiens.
umboli: négociant (au Kānem-Borno).
umerā-i-sherākise (ou *çerākise*): *amīr* circassiens.
umm laham: la grande famine de 1684 au pays Shilluk.
umuheto: litt. « de l'arc »; collecte de l'impôt (au Rwanda).
umuryango (kirundi et giha), *ubwoko* (kinyarwanda), *uruganda* (runyambo et ruhaya): clan.
unguri (kikongo): litt. « le principe mère »; lien de parenté maternel, matrilinéaire; matriarcat.
unguri ankama: seigneurie (titre kongo encore en usage parmi des Suku du Sud vers 1900).
ʿurf: coutumes.
uruganda: voir *umuryango*.
uthlanga (zulu): roseau.
uvata (kikongo): rusticité.

vaha: médium.
valohazomanga: les roturiers dans la société de Mahafaly (Madagascar).
vashambadzi: négociants; classe des marchands africains dans la région du Zambèze.
vata (kikongo): cultiver.
veli: gouverneur d'une province (voir *wālī*).
Veybercoma: le pays des Vai (Sierra Leone et Liberia).
vidye (luba): esprit.
vilipate (malgache): dons royaux.
visitador (portugais): inspecteur.
Voandzeia subterranea (du malgache *voandzou*): espèce de plante tropicale rampante (famille des légumineuses) à feuilles trifoliées et à inflorescence axillaire, communément appelée arachide.
vodun: religion africaine.
vohitsy mananila (malgache): voir *longon'mpanilo*.
Volafotsy (les): litt. « l'argent blanc »; à Madagascar, les collatéraux des Maroserana régnants, descendants de l'argent blanc, fils de femmes non maroserana et d'hommes de la famille royale maroserana.
volamena: litt. « l'argent rouge », c'est-à-dire l'or; à Mahafaly (Madagascar), les tombes des Zafivolamena (Fils de l'or), branche régnante maroserana chez les Sakalava.

waʿazi: sermons (en pays Hawsa).
Waḳʿat al-sanādjik: litt. « l'affrontement des *Sandjaḳ Bey*' »; traité égyptien portant sur la révolte des beys de la Fakariya en 1660.
wakf (pl. *awḳāf*, arabe): 1) donation islamique de biens destinés à constituer un fonds devant servir à des fins caritatives ou religieuses; 2) fondation religieuse ou caritative musulmane créée par dotation d'un fonds; 3) mesure juridico-religieuse prise par le propriétaire d'un terrain ou d'autres biens fonciers pour léguer son droit de propriété à une institution religieuse (une mosquée) ou à quelque établissement public ou à vocation sociale (une *madrasa*, un hôpital, etc.) et/ou à ses descendants.
wālī (pl. *wulāt*, du turc *vāli*): gouverneur ou vice-gouverneur d'une province (*wilāya*).
wamagi: chefs de district dans l'État ugweno (Tanzanie).
wambai: titre à Kano.
wark (ahmarique): l'or.
washambadzi: voir *vashambadzi*.
wasili: marchands nord-africains (au Borno).
wasiliram: au Borno, quartier spécial réservé aux *wasili*.
watan: patrie; pays natal; terre des ancêtres.
wayilbe: forgerons (au Takrūr).
wazir (arabe, titre des successeurs du *shaykh* Muḥammad Abū Likaylik): dans l'Empire ottoman, titre attribué à de hauts fonctionnaires de l'État ou à des ministres et aux plus hauts dignitaires; détenteurs de fonctions analogues à celles des vizirs musulmans; vice-régents, vice-rois.
weg-piny: clans propriétaires de terres (chez les Luo du Kenya).
weranga-naaba (titre mossi): dignitaire qui prenait soin des chevaux.
widi-naaba (titre mossi): porte-parole politique.
wilāya (pl. *wilāyāt*, arabe): une des principales subdivisions administratives (provinces) de l'Empire ottoman ayant à sa tête un *wālī* qui représente le gouvernement et est assisté par un conseil électif; elle est elle-même subdivisée en *cazas* (districts).
woloso (mande): litt. « né dans la maison »; statut qu'acquérait une femme achetée par une communauté dès qu'elle donnait le jour à un enfant. Un homme pouvait

aussi accéder au même statut dès l'instant où son maître avait suffisamment confiance en lui ; esclave né dans la maison.
worma : devoir d'allégeance. *Worma* a introduit l'idée d'allégeance dans les langues takrūr où ce type de lien n'existait pas ; lien d'allégeance.
wuon piny : voir *ruoth*.

xaadi : titre (au Kayor).

yav : voir *mwant yav*.
Yadega-tenga : la terre des Yadega (Yatenga), en pays Mossi.
Yatenga-naaba (titre mossi) : le roi de Yatenga.
yerima : le gouverneur des provinces du Nord (au Borno).
yial : droits sur les territoires de chasse.
yiiri (pl. *yiiya*) : la maison, le deuxième niveau de la société patrilinéaire et patrilocale mossi.
yiir kasma (mossi) : le chef du *yiiri*.
yiiya : voir *yiiri*.

zabyuya : annonce rituelle lors de la cérémonie d'investiture des chefs mossi.
zaka (pl. *zakse*) : la plus petite unité de la société patrilinéaire et patrilocale mossi.
zakāt (arabe) : aumône obligatoire qui, pour tout musulman jouissant d'un certain revenu, consiste à en distribuer une fraction, allant de 2,5 à 10 %, aux pauvres et à une catégorie déterminée de nécessiteux. Le *zakāt* est le quatrième pilier de l'islam.
zakse : voir *zaka*.
zalunci : injustice (en pays Hawsa).
zanna arjinama : fonctionnaire en titre (au Borno).
zāwiya (pl. *zawāyā*, arabe) : confrérie religieuse ; siège d'une confrérie (et sanctuaire funéraire du saint fondateur) ; centre culturel ; s'il est fortifié et tenu par des défenseurs de la foi, il porte le nom de *ribāṭ*.
zombi ou *zombie* : mot d'origine nigéro-congolaise, apparenté au *nzambi* (dieu) du Kongo, du Kimbundu et du Tshiluba, et au *zumbi* kongo, fétiche ou image porte-bonheur ; 1) le dieu python dans les cultes vaudou d'Afrique de l'Ouest ; le dieu-serpent du rite vaudou en Haïti et dans le sud des États-Unis d'Amérique ; le pouvoir surnaturel ou l'essence surnaturelle qui, selon la croyance vaudou, peut pénétrer dans le corps d'un mort et le réanimer ; aux Antilles, un humain sans volonté, sans voix, ne pouvant faire que des gestes d'automate, qui est censé être mort et avoir été réanimé mais dont on pense souvent qu'il a été plongé, sous l'effet de drogues, dans un état cataleptique pendant les heures de l'enterrement ; 2) personne dont on pense qu'elle ressemble à ce qu'on appelle un mort vivant ; personne d'allure fortement étrange ou de mentalité, d'apparence ou de comportement anormaux.
zuwaya ou *insilimen* : groupes de marabouts berbères ou soudanais.
Zwayiya (les marabouts *zwayiya*) : branche du mouvement marabout.

Index

A

Abakulo 465
ʿAbd al-Ḳādir Kan 337
ʿAbd al-Raḥmān 195, 226, 227, 240
ʿAbd al-Raḥmān al-Humaydī 190
ʿAbd al-Raḥmān Zagaiti 536
ʿAbdallābi 209
ʿAbdallāh 240
ʿAbdulay Bademba 333
ʿAbdullāh Barja 506, 531
ʿAbdullāh Burja 532
ʿAbdullāhī 508
ʿAbdullāhī dan Fodio 538
Abe 337, 466
Abeche 54
Aberadze 448
Abilema 669
Abla Poku 465
Aboisse 465
Abok 852
Abouré 475
Abripiquem 466
Abū Bakr Kado 509, 534
Abū Likaylik 222, 225
Abū Yūsuf 55
Abū Zayd al-Ḳayrawānī 216
Abutia 446
Abwor 844, 857
Ac 337
Accra 31, 38, 445, 452, 476, 978
Acila 244, 249, 261
Adaklu 446
Adangbe 445, 446, 447
Adar 514
Aden 178
Adhola 854
Adisi 447, 461
Adoe 147
Adone 785
Aduana 448
Afar 786
Affaitati 24
Afillo-Busase 805
Afonso Ier 606
Agabba 507, 513
Agadir 28, 55, 239
Agaja 486
Agaw 447, 461, 770, 794
Agba 466,
Agbala 498
Agni 414
Agokoli 446
Agona 447, 468
Agotime 446
Ahanta 447
Aḥmad 239
Aḥmad al-Dardīr 192
Aḥmad al-Manṣūr 247, 249
Aḥmad Baba 345
Aḥmad Bukr 227
Aḥmad Bukr b. Mūsā 224
Aḥmad Grañ 44, 90, 775, 778, 783, 785
Aḥmad ibn Zunbul 190
Aḥmad Ḳāramānlī 297
Aḥmadābād 160, 161
Aḥmadīya 191
Aḥmadnagār 164
Aïr 92
Aït ʿAttā 259
Aït Awari 368
Aït Dayman 368
Aitu 466
Aja 483, 486, 488
Akan 443, 445, 446, 447, 458, 460, 473
Akele 579
Akoefe 446
Akpini 446
Akwa Boni 466
Akwamu 94, 447, 461, 462, 463, 468, 470, 471
Akwea 448

Akwono 472
Akyem 447
Akyem Abuakwa 468
Akyem Kotoku 468
Alagwa 913
Alawites 253, 255, 260, 269, 357
Alays 206, 214, 233
Al-Azhar 187
Al-Bakrī 192
Al-Balbali 537
Albanie 277
alcaid 66
Al-Dirr 211, 213
Alero 851
Alexandre VI 24
Alexandrie 182
Alfa b. Masiḳ 350
Alfaya 333
Al-Fīrūzabādī 191
Alger 54, 55, 285
Al-Ḥasan 253, 831
Aliba 851
ʿAlī Bey 180, 195, 196, 197
Alichandora 320, 321, 323
ʿAlī Gaji 543, 276
Al-Imām al-Yūsī 253
Al-Ḳaṣr al-Kabīr 244
Al-Mahdiyya 260
Almohades 249
Al-Muṣṭafā al-Tazarkini 350
Al-Mustafa Gwani 537
Al-Mutawakkil 241, 242
Alonroba 447
Al-Ṣaḍḍuḳ 344
Al-Sālihi 191
Alur 844
Alvarado 145
Al-Zaʿri 349
Amari Ngoone 307
Amari Ngoone Ndeela 337
Ambohitrabiby 950
Amda Seyon 802
Amhara 770
Amihere II 466
Amo Aseman 465
Amor 853
Amsterdam 31
Andoni 500
Andriamandazoala 930
Andriandahifotsy 943
Angola 27, 31, 38, 80, 604, 613, 615, 617, 622, 627, 629, 637, 639, 640, 642, 713
Angovi 914
Ankobra 466
Anlo 446
Anona 447
Antandroy 923, 960
Antankara 946
Antanosy 923, 959
Antavaratra 956
Antefasy 923, 958
Antemoro 924, 925, 927
Antesaka 958
Antilles 33, 116, 118, 119, 120, 122, 123, 124
Anyi 447, 465
Anywa 228
Anziques 589
Aowin 447, 461, 462, 470, 475
Apollonia 466
Aqua 465
Arabes 79, 81, 187
Arabie 39, 60, 158
arachide 403
Arada 486
Aramanik 913
Argobba 774
Arguin 26
Arku 532
Arma 347, 350, 354, 356
Aro 502
Arochukwu 498
Artuma 784
Arussi 783
Asakyiri 448
Asamangama 448
Asanwule 447
Asenee 447
Ashanti 38, 83, 447, 463, 465, 468, 469, 470, 471
asiento do Negroes 141
Asinodze 447
Asogli 446
Asomani 475
Assabu 465
Assemblée des Dix 132
Assin 447
Assouan 177, 211
Atekok 862
Athakong 233
Attie 466
Attyak 851
Atwea 448
Atyak 848
Auwa ʿAbdullāhī 516
Avikam 421, 475
Awlād M'Bark 354
Awlād Sulaymān 77, 78
Awllimiden 354, 356
Awurade Basa 460
Axum 51, 776
Aywaz Bey 185
Ayyūb 184
Ayyubides 222
Azande 228
Azbin 507, 513
Azbinawa 530
Azebo 784
Azemmour 55, 239

B

Babba 536
Babba Zaki 514, 538
Babito 844, 852, 879, 883
Bachwezi 875, 877
Bacri 291
Bacyaba 880
Badagri 38
Badančo 790
Badanda 880
Bāḍī II Abū Diḳn 214
Bāḍī III 214
Badyaranke 306, 423
Bafuriru 890
Baga 306, 417, 422
Baga-Kakissa 413
Baganda 876
Baganwa 887, 890
Bagesera 880
Bagesera Bazirankende 876
Bagisu 855
Baha 879, 888
Bā-Haddū 350, 356
Bā-Haddū b. Abū-Bakr al-Darʿi 350
Bahanza 880

Bahavu 889
Bahaya 874, 879
Baheta 880
Bahima-Batutsi 856
Bahondogo 879, 886
Baḥr Scheluk 232, 233
Bahrein 158
Bahrey 793
Bahuma 860
Bahumbi 887
Bahunga 880
Bahutu 879, 880, 881
Baïnuk 305, 307, 415
Baishekatwa 886
Bajaranke 328
Bajiji 880, 881, 887
Bajuni 830
Baka 77
Bakiga 879, 895
Bakimbiri 879, 886, 887
Baḳḳāra 71, 206
Bako 857, 859
Bako dan Kutumbi 510
Bakono 879
Bakrīya 191
Bakunde 576
Bakura 518
Bakwe 425
Balante 306, 416
Balboa 144
Baleng 571
Balowoka 667
Bamanaw 371
Bambara 346, 347, 353, 368
Bamileke 571
Bamum 570
Banale 853
Banda 93, 572, 675, 687
Bandama 424, 425
Bandar ʿAbbās 158
Bandar-e Lengeh 158
Bandeng 571
Bandha 855
Bandia 576
Banhun 416
Bankango 876
Bantu 68, 70, 230, 572, 575, 761
Banū ʿAyyād 291
Banū Hilāl 80, 82, 92
Banyiginya 879, 886
Banyoro 845, 856, 883
Baoulé 400, 447, 465, 466
Bapi 571
Bara 955
Baraguyu 900
Baramangolo 372
Barbade 37, 145
Barentu 780, 783
Bari 847
Bari-Kakwa-Kuku 845
Barter 475
Basa 579
Bashambo 886
Bashi 890
Bashubi 880
Basindi 879, 880
Basinga 880
Basita 877, 879, 881
Basoga 855
Bassa 425
Bassari 306, 328, 417, 423
Basua 472
Basukuma 888
Bataille des Trois Rois 241, 242, 245, 247, 248, 249
Batavia 80
Batsobe 880
Batundu 880
Batutsi 879, 881
Batwa 668, 879, 881
Baumann 69
Bawa 538
Bawol 307, 318
Bayango 876, 877, 879, 881
Bayotte 413
Bayuma 857
Bayyūmīya 191
Baza 576
Bazigaba 880, 886
Bazinza 874
Beafada 304, 305, 416
Bega 879
Bela 585
Bemba 392
Bena-Soso 424
Bengale 160
Bénin 31, 38, 454, 487, 495
Benin 78
Bérabich 359
Berbères 45, 55, 64, 312, 317
Berbéristan 178, 211
Berkoma 425
Betanimena 956
Bete 425
Bete-Dida 418
Beti 89, 569, 579
Betsileo 948
Betsimisaraka 956, 957
Bezanozano 952
Bijagos 307, 416
Bilanga 394
Binga 207
Bini 503
Biranga 854
Birifor 399
Birmingham 37
Bisa 95, 397, 691, 692
Blaka 447
Blis-Kaniara 413
Bloem 761
Boadu Akafu Brempon 472
Bobangui 79, 591, 593, 595, 597, 634
Bobo Fing 401
Bobo Jula 401
Boers 32, 68
Bolia 588
Boma 588
Bombay 158
Bonaparte 203, 226
Bongandini 394
Bongera 880
Bongo-bagirmi 207
Boran 783
Borana 780
Borgu 344, 395, 490, 491, 493, 505, 528
Borno 552
Borno-Wadai 219, 221
Bororo 677
Boša 784, 790, 805, 972
Bosman 475
Bosseyabe 337
Botswana 70
Boucle du Niger 372, 376
Bougie 55
Bouna 399

Bouré 419
Brésil 26, 33, 121, 642
Bretuo 447
Bron 447
Bua Kpanyili 466
Buare 372
Bubakar Sire 323, 324, 336
Bubi 501
Bubu Mūsā 324, 325
Buduru 534
Bugaba 875
Buganda 845, 855, 861, 862, 863, 868, 869, 870, 871, 882, 886, 891, 894, 896, 916, 973
Bugaya 517, 530
Bukari Sette 326
Būlāḳ 182
Bulom 417, 419, 423, 428, 429, 433, 438
Bulozi 659
Bulsa 384
Bulu 90
Bundu 302, 318, 339
Bunyoro 64, 855, 860, 861, 862, 863, 865, 868, 875, 879, 882, 883, 895
Buque 933
Buricimba 392, 393
Burkina Faso 397
Burundi 86
Burungi 913
Burungu Kakindi 887
Busa 395
Bushoong 84
Busuma 384, 385
Bwaba 397, 399
Bwobo 854
Bwoc 233
Bwogi Mpangukano 887

C

Cadix 28, 110
Cafres 723
Calcutta 158
Califat de Borno 543
Camara 419
Cameroun 30, 38, 77, 89, 500, 501
Canaries 26, 54
Cap-Vert 26, 29, 30, 38, 142, 304, 308, 310, 339, 439
Carrodoboe 438
Carthage 80
Castille 24, 27
Ceddo 324, 325
Cerné 80
Cerno Samba Mombeya 335
Ceuta 139, 249
Chagga 899, 909
Chainouqua 755
Cham 140
Chamama 317
Chambonneau 314, 316
Charles Quint 27, 55
Chauma 676
Chelega 215
Cherchel 55
Chewa 665, 668, 680, 681, 687
Chewa-Tumbuka 665
Chidzonzi 675
Chikunda 689
Chilima 667
Chiluba 667
Chilundanya Luhanga 694
Chimfombo 680
Chimwala 679
Chine 19, 60, 158
Chinkhole 675
Chinsamba 676
Chisi 690
Chisumphe 672
Chokwe 661
Chulu 680
Cibinda Ilunga 648
Comores 961, 962, 963, 964, 965
Compagnie anglaise des Indes orientales 137
Compagnie britannique des Indes orientales 162
Compagnie de Cacheu 440
Compagnie de Guinée 434
Compagnie des Indes occidentales 434, 632
Compagnie du Sénégal 319, 321, 325
Compagnie française des Indes occidentales 310
Compagnie hollandaise des Indes occidentales 132, 310
Compagnie hollandaise des Indes orientales 32, 745, 756
Compagnies à chartes 310, 433, 434
Company of Royal Adventurers 434
Con 394
Constantine 295
Construction navale 53, 116
Coran 335, 536
Cosmologie 85
Côte d'Ivoire 418, 421, 424, 425
Côte de la Guinée inférieure 443, 452, 456, 458, 464, 467, 474, 480, 482
Côte-de-l'Or 472
Côte-des-Dents 442
Côte-des-Esclaves 38, 452
Côte-des-Graines 442
Côte-du-Poivre 29
Cua 853
Cuba 33
Cuffy 147
Cwa 865, 883
Cwa II 856
Cwezi 870, 875, 878
Cyirima Rubwe 889
Cyirima Rujugira 882, 886, 889

D

Dabora 376
Daca 852
Dadi 518
Dahomey 38, 486, 488
Daimani 337
Damagaram 513
Damot 802

Dan 418, 424
Dan Gwarandume 534
Dan Marina 537
Danāḳia 220, 226
Danemark 36
Dār Ḳimr 224
Darʿa 237
Dārfūr 214, 217, 219, 220, 224, 226, 227
Dauro 972
Decce Maram Ngalgu 315
Dendi 351
Deniba Bo 376
Denkoro 376
Denkyira 973
Denyanke 323, 325, 368
Dhokoth 233
Diarrasouba 400
Dida 425
Dida Zehiri 421
Didinga 847, 856
Dieppe 29
Digil 786
Digo 831
Dion Kolo 407
District books 874
Dodos 856, 859, 861
Dogo 438
Dogon 94, 392
Dōka 215
Don Sebastián 242, 244, 245, 247
Dongola 80
Dongotono-Murle 847
Dorobe 399
Dragut 276
Duala 501, 579
Duékoué 413
Dugui 518
Dugurti 546
Dundas 763
Dutse 518, 531
Dwimina 447
Dyan 399
Dzivaguru 702

E

Ebri Moro 466
économie de pillage 54, 55, 57, 60, 974
Efik 501
Ẹgun 486
Égypte 47, 168, 169, 170, 172, 173, 175, 180, 181, 182, 184, 186, 187, 189, 190, 191, 192, 194, 196, 202, 211, 221, 223, 272, 974
Ekine 501
Ekiti 493
Ekoona 447
Ekpe 501
Ekpo 501
Ekuebo 465
élevage 70, 71, 74, 76, 449, 523, 725, 727, 747, 748, 749, 758, 858, 860, 890, 903, 904
Ely Kowri 337
Enarya 790, 802, 805
Ennamor 802
Eno Baisie Kurentsi 475
Eotile 465, 475
épices 19, 304
Esigie 498
Espagne 28, 34, 37, 140, 145, 261
Essouma 475
Estevanico 145
Ẹtesot 862
Éthiopie 48, 90, 215, 767, 769, 770, 771, 777, 778, 782, 787, 788, 790, 791, 792, 793, 794, 795
Éthiopiens 215, 789
Ewe 443, 445, 446, 447, 448, 472, 473
Ewotre 447, 461
Exeter 30
Extrême-Orient 19

F

Fachoda 234
Facobli 413
Faḳārīya 180, 182, 184, 185, 186, 191
fakī 217
Falasha 770, 790, 794
Famaghan Wattara 353, 401
Fang 76, 78, 86, 88, 89, 569
Fantara 462
Fante 447, 461, 468, 469, 503
Fara Kumba Mbodji 315
Farin Dutse 518
farinya 64
Fasilidas 795
Fatimides 221
Fès 239
Fezzān 71, 285
Filālī 253
Fipa 86, 915, 916
Folgia 438
Fooni 413
Fouladougou 375
Foulah 326
Foulakoro 353, 374, 375
Fouta 336
Fouta Toro 302, 307, 314, 323, 324, 325, 327, 336, 337, 338, 339
Fouta-Djalon 302, 318, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 422, 424, 437
Free African Society 150
Frescobaldi 24
Frobenius 69
Fuggers 24
Fulbe 68, 71, 79, 92, 219, 328, 329, 330, 331, 334, 335, 345, 349, 354, 368, 379, 380, 387, 416, 517, 569
Fung 848
Fūr 220, 223, 225, 226
Futanke 338

G

Ga 443, 445, 446, 447, 448, 458, 460, 461, 468
Gabon 585
Gabra 786
Gagou 418, 424
Gahaya Rutindangyezi 886

Gajaaga 326, 327, 328
Gala 207
Ga-Mashi 446, 447, 458
Gambie 30
Gamo 802
Gan 399
Garcia II 616, 619, 628
Gatsi Rusere 682, 706, 707
Gaya 518
Gbaramatu 494
Gbaya 93
Gbaya-Manga 575
Gbin 462
Gbugbla 445
Gealeka 761
Gebbe 438
Geej 318
Geenlendonck 475
Getso 534
Gezira 209, 214
Gihanga 876, 889
Gihumbi 887
Ǧile 784
Gimma 784
Gobawin 786
Gobir 506, 507, 511, 513, 514
Gobirawa 511
Gobnangu 393
Godie 425
Gogo 899
Goli 466
Goma 686
gomme arabique 60, 311, 317, 320, 321, 339, 357, 360
Gomua 447
Gonaqua 83, 749
Gondar 216, 787
Gonja 381
Gordon 475
Gorée 29, 31, 308
Gorowa 913
Gosa 786
Gouvenet 27
Gqunukhwebe 749
Grand Ful 307
Grebo 425
Grecs 79
Grenade 140
Griqua 761
Guan 446
Gudela 802
Guǧi 783
Guiglo 424
Guinée inférieure 475
Guinée-Bissau 416, 422
Guinée-Conakry 417, 418, 422
Gulli 516
Gulma 392, 393, 394, 395
Gulmance 392
Gulmanceba 392, 393
Guman 784
Gumma 784
Gurage 774
Gurmanche 345
Guro 466
Gurra 786
Gurunsi 397, 401
Gwey 326
Gyaaman 447

H

Ha 909
Ḥabāniyya 224
Habatīt 356
Habesistan 211, 213
Habsbourg d'Espagne 29
Hadapi 900
Ḥadāriba 213, 221
Ḥadiyya 770, 780, 802
Hadzapi 913
Ḥafṣide 275, 276
Ḥaha 346
hakura 227
Halaba 802
Ḥamdūn al-Mazwār 255
Ḥammādī Pate 339
Ḥammiyuk 356
Ḥasan Ibrāhīm 840
Ḥasān Veneziano 343
Ḥawiyya 786
Hawsa 45, 59, 503, 506, 507, 509, 510, 512, 513, 519, 520, 521, 523, 526, 528, 531, 533, 539
Hawwāra 173
Hebbyabe 337
Hedjaz 197
Hehe 899
Herero 92
Hlengwe 721
Hodzo 446
Hondo 438
Honfleur 29
Hopke 446
Hottentots 757, 760
huile d'arachide 58
huile d'olive 54, 58
huile de palme 29, 58, 497, 603
Hun 68
Hungaan 95
ḥusayniya 292

I

Ibariba 490
Ibeno 500
Ibérie 139
Ibibio 483, 500
Ibini Okpube 498
Ibn Dayf Allāh 210
Ibn Ḥaddū 257, 261
Ibn Ḥassūn 253
Ibn Iyās 191
Ibnou Bentsi 520
Ibo 79
Iboina 944, 945, 946
Ibrāhīm Babārī 513
Ibrāhīm Badankarī 509
Ibrāhīm Bey 195, 200
Ibrāhīm Kāḥya 186
Ibrahima Sory 332
Ibrāhimīya 191
Ibuno 500
Idrīs Katakarmabe 508, 544, 545
Iduwini 494
Ifara 958
Igaba 875
Igala 86, 499
Igbo-Ukwu 78, 126
Igwe Kala 498
Ijaw 503
Ijebu 493, 494
Ijesha 491
Ijo 483, 494

Ikarebwok 862
Ilogir 847
Imbangala 83, 84, 660
Imerina 950, 951
Indabawa 532
Inde 19, 30, 60
Indes orientales 31
Indonésie 159
Iramba 899, 908
Irarak 862
Irriganaten 356
Irungu 877
Isangele 500
Isansa 866, 870
Isera 857
Isera-Omiro 857
Iṣẖāḳ II 344, 345
Ishemurari 886
Isimbwa 877
islam 216, 217, 257, 268, 327, 330, 333, 334, 335, 336, 337, 339, 340, 422, 424, 766, 772, 773, 775, 776, 785, 786, 796
Isoko 494
Issa 786
Isuwu 501
Iteso 846, 855, 856, 862, 895
Itinérante 719
Itsekiri 494
Ituri 70
Ivoire 21, 29, 60, 207, 301, 302, 304, 311, 333, 339, 366, 428, 429, 466, 473, 476, 482, 549, 580, 583, 589, 591, 611, 617, 623, 630, 634, 636, 640, 642, 688-696, 708-711, 740, 821, 825, 835-840, 889, 900, 910
Iworopom 860
Iworopom-Iteso 857
Iya Lamis 516
Iyasu Ier 796
Iyasu II 215

J

Jaba 393
Jaba Lompo 393
Jaga 68, 83, 90, 589, 613
Jahanka 95
Jaki 846, 852, 853
Jakpangu 393
Jallonke 328, 329, 417
Jamaïque 37, 145
James II d'Angleterre 257
Japon 19
Jaxaba 331
Jaxanke 328, 330
Jengu 501
Jenné-Jeno 74
Jie 69
Jieng 205, 228, 232, 234
Jii 232, 233, 234
Jimma 784, 805
JoAbwor 856
JoAkwa 856
Joal 29, 31
Joka Jok 853
Jolof 52, 302, 307, 314, 337
Jomoro 466
Joola 51, 95, 306, 413, 415, 416, 430
Joos 320, 321
Jukun 501
Jula 302, 399, 426, 437, 527
Jula Mande 330
Junju 870

K

Kaabu 302, 305, 306, 326, 330, 432, 437
Kaarta 353, 354
Kabambo 877, 888
Kabambo Kinwa 888
Kabi 534
Kabkābiyya 224
Kabowei 494
Kabunduli 680, 681
Kabyles 64, 277
Kachulu 695
ḳāḍī 277
Kaffa 805, 972
Kafula 668
Kagoro 877
Kahigi Kasita 888
Kāḥya Yūsuf 186
Kairouan 276
Kakaire 853
Kakalala Musawila Gondwe 694
Kakaraza 888
Kaket 854
Kakwa 846
Ḳalābāt-Dinder 215
Ḳaladian Koulibali 374
Kaladua 853
Kalala Ilunga 647
Kalanga 689
Kalenjin 899, 900, 903, 918
Kalindawalo 680
Kaluluma 680
Kalundwe 646, 647
Kamalu 498
Kamanya 870, 887
Kammera 326
Kanajeji 532
Kanincin 646
Kano 54, 506, 507, 508
Kanongesha 659
Kantora 304
Ḳānūn Nāme 172, 173, 201
Kanuri 503, 527, 554, 556, 557
Kanyenda 680, 681
Kanyinji 667
Kanyok 646, 649, 656
Kanyoni 887
Kapararidze 707
Kapeni 667
Kaphwiti 676
Kapunda Banda 681
Kara 207
Karamojong 91, 856, 859
Karamokho Alfa 332, 333
Karamokho Sambegu 45
Karaye 518
Karayu 784
Karemera 883, 887
Karemera Mwiru 887
Karimbola 960
Karou 423, 438
Kasaï 643, 662

Kasanga 305, 416
Kasanje 615
Kasena 397
Kashare 880
Kassa 413
Kassi Konare 380
Kassum 375
Kasyombe 685
Ḳatādites 197
Katanga 668
Katobaha 888, 891
Katsina 506, 507, 508, 511
Katumbi Mulindafwa Chabinga 694
Kawa ag Amma 356
Kayango 875, 887
Kayor 45, 314, 318, 319, 320, 337
Kayra *224*, *227*
Ḳaytās Bey 180, 184, 185
Kazembe 94, 660
Kebra Nagast 769
Kebu 844
Keeno 848
Kel-Awllimiden 349, 356
Kel-Katwan 359
Kel-Tadmekket 349, 359
Kenya 79, 82, 90, 91
Kere Massa Wattara 401
Ḳerri 209
Ketu 445, 487
Kiawa 518
Kibi 845, 876
Kibiga 855
Kigeri Mukobanya 883, 889
Kigeri Ndabarasa 886, 889
Kigwa 889
Kikondja 647
Kikuyu 86, 899, 903, 907, 908, 913
Kilwa *32*, 51, 60
Kimbu 899
Kimenyi 886
Kimenyi Getura 886
Kimenyi Shumbusho 886
Kiniama 660
Kintu 877
Kiranda 855
Kiruji 855
Kissi 417, 423
Kitāb al-Istiḳsā 253
Kitami 886
Kitare 877
Kiziba 845
Koarima 392
Kochia 854
Koc-Pagak 848, 851
Koi 854
Kok 761
Kololo 83
Koly Tengella 304, 305, 323, *328*
Komo 86
Kompa 447, 461
Konde Burama 333
Kongo 31, 38, 90, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 615, 627, 639, 616, 617, 618, 619, 621, 623, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 632, 635, 636, 637, 642
Kongolo 647
Koniagui 306, 328, 417, 423
Konko Bubu Mūsā 325
Kono-Vai 419
Kora 761
Korana 83
Kordofān *214*, *217*, *219*, *220*, *223*, *225*, *226*, 572
Koriuk 847
Korwakol 859, 860
Kosehirange 475
Kotoko 549
Kotoku 468
Koumbi 51
Kouranko 424
Kousounou 399
Koutoubia 51
Koweit 158
Koyam 547
Kpe-Mboko 501
Kpenoe 446
Kpoku 447
Kpone 445
Krahn 425
Krobo 445
Kru 417, 419, 421, 425
Kuala 394
Kuba 79, 84, 85
Kudu 534
Kuku 846
Kukuna 517, 530
Kukuya 593
Kulango 397, 462, 468
Kulu 547
Kumbari 513, *522*, 537
Kumbetieba 392
Kung San 70
Kunta 349, 356, 364, 367
Kuotu 570
Kursiki 534
Kūrsū 281
Kurumba 385, 392, 403
Ḳuṣayr 177
Kutama 89
Kwahu 447
Kwararafa 505, 508, 510

L

La 445
La Palma 54
La Rochelle *29*
Labadi 458
Labé 332
Ladinos *26*
Lagunaires 447, 461
Lakwar 854
laman 64
lamana 47
Lamu 54, 60
Landuma 306, 417, *422*
Langi 88
Lango Omiro 856, 895
Laropi 851
Lat Sukaabe Fall 302, 318, 319
Lata-Jakpa 381
lazzām 277
Le Cap 756, 758, 763
Le Havre *29*
Lekpodze 447
Lela 397
Lendu 844, 847
lenngi 324

Lenodze 447
Léon l'Africain 273, 519
Liberia 93, 418, 419, 424, 425, 438
Libye 77, 223, 298, 299
licences (système des) 27
Likuba 593, 595
Limba 417, 501
Liverpool 37
Loango 31, 38, 579, 603, 604, 616, 618, 622
Lobi 399
Loggar 320, 321
Logo 575
Loi 595
Loko 419, 423
Lokorikitak 858
Lolo 669, 676, 688
Lolo-Makua-Lomwe 665
Lomia 857
Londres 30
Long Juju 498
Longwe 667
Lotuho 845, 847, 848, 857
Luanda 27
Luba 64, 642-662
Luel 230
Lugbara 852, 853
Luhanga 667, 686
Lukoya 857
Lulami 351
Lunda 84, 94, 620, 622, 642-662, 660
Lundu 676
Luo 81, 82, 91
Lurum 385

M

Maa Ngala 406
Maalik Sy 327, 328
Maane 306
Macina 347, 354, 356
Maçonnerie 151
Madagascar 79, 94, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 939, 944, 945, 951, 952, 954, 955, 959, 960, 961
Madère 26, 304
Madi 230, 846, 848, 851
Madi du Sud 852, 853
Madi Moyo 852
Mafaali Gey 316
Magan 372
Magan Oule Wattara 401
Magembe 883
Magembe Kagaruki 883
Magembe Kitonkire 883
Magemo 685
Maghreb 47, 271, 272, 273, 275, 276, 277, 278, 279, 291, 297, 299, 300
Magume 534
Maguzawa 517, 530, 532
Magwe 418
Mahafaly 930, 940, 941
Maḥāmīd 285
Maḥmud b. Zarḳūn 345, 351
Maḥmūd Bey al-Kabīr 184
Makanna 785
Makoddu Kumba Jaaring 321
Makua 669, 676, 687, 689
Malabar 164
malaguette 29, 429, 435, 442
Malaisie 159
Malakal 231
Malam Buhārī 534
Malawi 84, 94, 668
Mali 306, 374
Mālik al-Futāwī 227
Mālik Sarvar 160
Malindi 32, 60, 818
Malinke-Sarakolle 423
Malixuri 320, 321, 323
Maman Tukur dan Binta 537
Mamari Koulibali, dit Biton, 375
Mamlūk 170, 175, 195, 284
mamluk 172, 173, 184, 185, 187, 191, 199, 201, 222
Mamvura Mutapa 699
Manchester 37
Mande 53, 93, 305, 307, 430, 437, 466
Mande-Jula 401, 468
Mane 68, 83, 93, 423
Mane-Sumba 419
Manganja 665, 682, 689
Mangbetu 85, 575
Mani Loango 579
Manou 438
Mansa 52
Mansa Biram 437
Mansa Tamba 305
mansaya 64
Manya Krobo 446
Manyika 94
Marase 403
Maravi 83, 84, 667, 672, 673, 675, 676, 679
Maroc 28, 40, 51, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 246, 247, 248, 249, 251, 253, 254, 255, 256, 257, 260, 264, 266, 267, 268, 341, 343, 345, 346, 554
Maroserana 94, 929, 930, 931, 941
Marrakech 241
Martin 821
Masaï 76, 79, 91, 855, 899, 900, 903, 907, 908, 909, 913
Mascareignes 939, 967
Mascate 158
Mashamba 865
Maska 518
Massa 374
Massassi 353, 374, 375, 380
Massawa 213
Matamba 615
Matar 857
Maures 92, 321, 325, 336
Mauritanie 81, 357
Mauruka 687
Mawanda 870
mawlid 190
Maxan de Tamboukane 326
Maxureja Joojo Juuf 316

Maysa Ten Wejj 320
Mazrui 910
Mazumawa 530
Mbale 669
Mbanza Loango 579
Mbedi 579
Mbewe 687
Mbomu 575
Mbona 678, 682
Mbongo 579
Mbuembue 570
Mbugu 913
Mbum 569, 570
Mégé 385
Meḥmed Bey Cherkesī 185
Mein 494
Melilla 54
Menabe 943, 944
Mende 87, 423
Ménélik 769, 780
Mérinides 249
Meru 86
mestizos 972
Meta 852
Mexique 28, 118, 119, 120, 144, 147
Mfecane 82, 83, 97
Mfimi 595
Mgbe 501
Mibambwe Mutabazi 883, 887, 889
Mibambwe Sentabyo 882, 889
Middelburgsche Commercie Company 581
migrations d'élites 84, 85
migrations de bandes 83
migrations de masse 80, 81, 82, 83
Miji-Kenda 91, 830, 831, 899, 910, 913
Mika'el 804
Milansi 916
Minas 783, 788
mines 26
Mirambo 915
Misayriyya 224
Mkandawire 686
Mogho 384, 387, 391
Mogols 162, 164
Mombasa 32, 60
Momvu 575
Monfwe 465
Mongbandi 576
Mongo 76, 79
Mono 447
Monson Diarra 376
Monzon 353
Moro 844, 847
Moru 230
Mossi 79, 390
Motolomi 802
Moulay Aḥmad 242, 259
Moulay al-Ḥarrān 260
Moulay Yūsuf 267
Moulay Zaydān 267
Moyen Age 272
Moyen-Orient 19
Mozambique 32, 39, 80, 669
Mpimin 646
Mpinganjila 676
Mpongwe 579
Mranga 914
Msiska 695
Msukwa 683
Mtonga 667
Mugasha 877, 891, 895
Muḥammad III 249, 268
Muḥammad Abū Likaylik 215
Muḥammad al-Faḍl 227
Muḥammad al-Mahdī 239
Muḥammad al-Mubārak 507
Muḥammad Alwālī 530
Muḥammad Ankoni 824
Muḥammad Dawra 224
Muḥammad Jan Hazo 510
Muḥammad Kisoki 506, 508
Muḥammad Ḳurra 225, 226, 227
Muḥammad l'Écorché 247
Muḥammad Mai Gici 511
Muḥammad Murtadā al-Żabīdī 191
Muḥammad Nazaki 510, 532
Muḥammad Tayrāb ibn Aḥmad Bukr 225
Muḥammad Uban Yara 510, 513
Muḥammad Wari 509, 510
Muḥammad Zakī 509, 534
Muḥammad-Gao 345
Muhima 845
Mukama 855
Mukanbya 887
Mulâtres 439, 440, 441
Mulindwa 877
Mulobe 579
Mundikula 680
Munthali 686
Murād al-Maltī 285
Murād Bey 200
Muramira 888
Murimuno 687
Musokantanda 659
Musungulos 831
Mutaga Nyamubi 889
Mutaga Senyamwiza 890
Mutapa 701, 703
Mutara Semugeshi 889
Müteferriḳas 172
Muumbo 579
Muusa Jaabe 326
Mwafulirwa 695
Mwahenga 695
Mwamasapa 667
Mwamlowe 695
Mwangonde 685
Mwankunikila 695
Mwaphoka Mbale 695
Mwari 717
Mwavarambo 667
Mwavintiza 686
Mwendamunjila Mushani Kaira 695
Mwenekisindile 684
Mwihahabi 888
Mzembe 667

N

Na Garba 382
Na Gbewa 381, 393
Na Nedega 381
Na Zangina 382
Naaba 381
Kango 385, 386, 389, 397

Kom 384, 408
Kuda 383, 384
Kumdumye 382, 396, 397
Lambwega 385, 397
Manzi 383, 384
Moatiba 383
Nabasere 385
Namende 384
Piiyo 385
Rawa 381, 382, 385
Ruubo 385
Saaga 384
Saagha 387
Swida 382
Warga 383, 384
Wedraogo 381
Wende 390
Wobgo 385
Wubri 381, 382, 384
Yadega 381, 382, 397
Zana 403
Zombre 384, 408
Zungrana 381
Naame de Maxanna 326
Naatago Aram Bakar 321
Naath 228
Nafana 400, 462, 468
Naguji 521
Nakabinge 845
Nalu 93, 306, 417, 422
Nama 761
Namibie 92
Naminha 855
Namwenes 667
Nanafowe 466
Nandi 79, 91, 918
Nangla 447
Napaga Tenga 390
Nāṣir al-Dīn 314
Nassau 31
Ndabarasa 886
Ndahiro Cyamatara 889
Ndahura 877
Ndebele 83
Ndembu 659
Ndongo 604, 613, 614
Neyo 425
Ngan 466
Ngando 585
Ngbaka 572
Ngbaka-Sere-Ngbandi 575
Ngbandi 68, 572
Ngikora 859
Ngobi 855
Ngok 234
Ngolo Diarra 353, 376, 378, 405
Ngonde-Nyakyusa 665
Ngulube 84, 667
Nguni 81, 749, 750, 752, 764
Niangolo 372
Nicolas 821
Nidrou 413, 421
Niger 40, 44, 51, 54, 57, 73, 79, 86, 92, 125, 353, 354, 365, 495
Nigeria 487, 495
Niger-Tchad 59
Nikki 395
Nilotes de l'Est 846
Nilotes du Sud 91
Nilotes Tatoga 888
Nimi Lukeni 604
Ningo 445
Njaag Aram Bakar 321
Njaay Sall 316
Njajaan Njaay 302
Njunaki 875
Nkamanga 695
Nkanza 887
Nkhata-Bay 680
Nkond 648
Nkope 667
Nkoran 462
Nkumbya (ou Mukumbya) 880
Noé 140
Nogoma 44
Nomades 272, 273, 275, 279, 354, 364
Nono 880
Nouvelle-Angleterre 116
Nri 498
Nsanga 646
Nsansama 880
Nsenga 665, 670, 678, 679, 689
Nsoro Nyabarega 886, 890
Nsoro Sangano 883
Ntare 883, 886, 887
Ntare Karemera 889
Ntare Kitabanyoro 883
Ntare le Hirsute 86
Ntare Muhire 888
Ntare Nyabygaro 882
Ntare Rugamba 890
Ntare Rushatsi 876
Ntare Rushatsi (ou Rufuku) 889
Ntatakwa 915
Ntchare 570
Ntinde 749
Ntomba 593
Ntumu 90
Nūba 214, 232
Nubie 64, 221, 232
Nuh 351
Nuh b. al-Tahir 357
Nūl 214
Nungu 393, 394
Nungua 445, 446, 458
Nunu 593, 595
Nunuma 397
Nupe 490, 505
Nūr 775, 783
Nyabashi 877
Nyabingi 886
Nyaghse 381
Nyakiru 876
Nyakwaa 234
Nyakyusa 909
Nyambu Kapararidze 707
Nyamwezi 899, 908, 909, 913, 915, 916
Nyangiga 856
Nyangu 676
Nyanja 665
Nyanjagha 667
Nyanza Luo 844
Nyarubamba 875, 883, 888
Nyarubamba II 888
Nyarubamba Kicumbu 883
nyarubanga 849, 851, 852, 853, 854, 856
Nyatura 909
Nyiha 695, 905
Nyilak 848
Nyingnemdo 382
Nyipir 852

Nyirenda 695
Nyirongo 667
Nzabi 76, 78
Nzakara 575
Nzima 447
nzimbu 589, 593, 610
Nzinga 619
Nzinga Mbande 615
Nzipri 466

O

O'Hara 321, 336
obeah 147
Obeku 847
Odak Ocollo 232
Oduduwa 490
Oghmor ag Alad 356
Ogulagha 494
Ojenné 74
Okai Akwei 461
Okiek 900
Okii 857
Ola 579
Olimi Rwitamahanga 882
Olum Panya 854
Omani 839
Ometo 805
Omeyyades 249
Omia 857
Omolo 854, 855, 857
Opoku Ware 382, 472
Oran 55
Orma 783
Orman 323, 325, 357
Oromo 68, 81, 82, 90, 91, 66, 778, 779, 780, 781, 783, 784
Orungu 585
Osei Kwame 476
Osei Tutu 465, 472
Osu 458
Osudoku 445, 458
Ottobah Cagoano 153
Ouagadougou 382, 383
Oubanguiens 235
Ouidah 38
Owila 857
Owiny 848, 853, 854, 857
Owiny Rac Koma 847, 848
Owo 493
Oxoriuk 847
Oyoko 447

P

Pachistes 292
Padhola 844, 854
Padibe 848, 851
Pajulu 845, 846
Palabek 851
Paleru 851
Pallaka 400
Paluo 843, 857, 866
Papel 305, 416
Parabongo 851
Pare 899, 913, 914
Paté 54, 60
Patiko 848, 857
Payera 857
Pedro II 621
peintures murales 797
Pelende 662
Pende 623, 662
Peñon 276
Pères Blancs 873
perles 455, 593, 734
Pérou 120, 145, 589
Perse 60, 168
Phalo 761
Phéniciens 79
Phiri 84
Piala 394
Pierre le Grand 158
Pizarro 145
Poet 860
poivre 733
Pokomo 830
Pokot 900
Pondichéry 158
Poron 400
Porto Novo 38
Portudal 29, 31
Portugal 23, 141, 237, 241, 242, 244, 247, 249, 305, 777
Prazos 688, 707, 708, 710, 711, 713
Proto-Chewa 668
Prusse 36
Puranga 857
Pygmées 70, 77, 575, 579, 593

Q

Quakers 149
Quilliga 438
Quoja 423, 425, 438
Quojabercoma 438
Quoja-Karou 424

R

Rabai 831
Rabaratavokoka 930
Ragem 854
Rambo 953
Raminia 927
Ramogi 853, 854
Rano 518
Raoule 853
raphia 54
Ratsimilahoe 957
Ratzel 69
Ravahiny 944
Raya 784
Raziya 159
reconquista 275
Régences maghrébines 277, 294
Région des Grands Lacs 49, 86, 843, 844, 849, 851, 856, 858, 863, 865, 869, 871, 879, 895, 977
Rendile 785
Rengen Jie 860
Reombi-Mpolo 583
Restvolker 69
reth 233
Réunion (la) 966, 967
Révolution française 154
Rharhabe 761
Riḍwān Kāḥya 195
Rigaudière 320
Rigeibat 71
Rike 784
Risāla 216
Rivières du Sud 432
Rizayḳāt 224
Rogers 441
Roos Beecio 320
Rouen 29, 241
Royal African Company 36, 310, 434, 441

Rozwi empire 714, 715, 718
Rueng 234
Rufisque 29, 31
Ruganzu Bwimba 886
Ruganzu Ndori 877, 886, 889
Rugomora Mahe 887, 891
Ruhaga 887
Ruhinda 875, 876, 886, 887
Ruhinda Muhangakyaro 888
Rumfa 509, 532, 536
Rund 658, 659
Russie 158, 197
Rwasa 887
Rweej 648
Rwombi-Mpolo 585
Ryangombe 877, 886

S

Saadiens 237, 239, 247, 249
Saafowe 466
Saalum 307, 318, 323
Saana 306
Safi 55, 239
Sagone 376
Sahara 45, 71, 354
Sahel 46, 71, 92
Saint Empereur romain 276
Saint-Louis 38, 309, 312, 316, 317
Saḳadī 214
Sakalava 929, 930, 942, 944, 945, 946
Sakata 595
Sakura 505
Sakuya 786
Sala Mpasu 647
Salama 400
Salé 55
Ṣāliḥ Bey 196
Salogo 385
Samba Gelaajo Jeegi 302, 324, 325
Samba Lamu 307
Samburu 900
Samo 397
Samri 518
San 32, 71, 745, 747
Sandawe 900, 909, 913
Sankoré 51
Santa-Cruz du Cap d'Aguer 239
Sanwi 447, 475
Sanye 900
Sao Tomé 26, 27
Sawākin 212, 213, 219, 221
Sāy 211
Sébamana 353
Sefuwa 542, 543, 545
Sefwi 447, 475
Sega 339
Segeju 828, 831
Ségou 353
Seke 579
Sekiapu 501
Sékou Wattara 353, 375, 400
Seligman 873
Semakokiro 870, 887
Sena 32, 676, 688, 689, 734, 736, 739, 825
Sénégambie 25, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 314, 315, 316, 317, 318, 326, 327, 328, 330, 336, 339, 340
Sennār 210, 213, 215, 219, 220, 222
Senufo 400, 466
Sepote 447
Sernigi 24
Serutwa 877
sésame 403
Séville 28
Shalom 447
Shambaa 86, 899, 913
Shebeli 785
Sherbro 419
Shilluk 205, 206, 214, 220, 228, 231, 232, 233, 234, 848
Shungwaya 91
Sīdī Badr 160
Sīdī Yaḥya 51
Sierra Leone 68, 87, 93, 417, 418, 419, 422, 423, 424, 428, 438
Sihanaka 952
Sikwese 667
Sila Makan Yero 376
Sillube 517
Silmiise 387
Silumbu 667
Simbowe 669, 684
Simwayi 667
Šinaša 784
Sira Bo Koulibali 376
Sisala 397
Siyu 54
Sōbā 209
Soba 511, 513
Sofala 32
Sohondji 400
Sokoto 45
Solimana 333
Somali 68, 91, 766, 784, 785, 786, 903
Somalie 79, 90, 785
Somono 379, 380
Sonde-Luwa 662
Songhay 44, 45, 49, 52, 53, 55, 63, 92, 345, 351, 450, 491, 505-520, 532, 539, 544, 553, 973
Songhay empire 341, 343, 347
Songye 651
Soninke 328
Soriya 333
Soso 93, 328, 414, 417, 423
Sotho 750, 755
Soudan 25, 59, 71, 80, 205, 206, 207, 217, 218, 368, 219, 222, 224, 226, 227, 228, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 249, 346, 357, 435
Soumba Toumane 423
Sous-développement 103, 105, 58
Soyo 621
spahi 179

Sube Njaay 325
Sudd 206
Suède 36
Suez 176
Sukuma 899, 908, 913
Sukwa-Lambya-Nyiha 665
Sulaymān 509, 513
Sulaymān Baal 45, 337
Sulaymān le Magnifique 211
Sulaymān Solongdungu 224, 226
Sultanat fūr 223
Sumaguru Kanté 52
Sumbwa 908
Sundjata 415
Sunsan 374
Sunsana 353, 374
Surat 158
Susenyos 215, 794, 795
Svane 476
Swahili 79, 819
Syrie 168, 197

T

Tables de la Loi 776
Tabousamt 253
Tadmekket 354, 356
Tado 445
Tafilālet 239, 255
Taḳali 214, 232
Takrūr 44, 49, 50, 59, 80, 207, 217, 357, 505, 533, 538, 542, 541
Talansan 331
Tama 534
tambours royaux 893
Tan Date 399
Tanala 953
Tanga-Yasa 501
Tanger 249
tangomãos 305
Tanzanie 79
Tapa 490
Taritu 511
Tatenga 383, 384
Tawara 689
Tazarkini 349
Tchad 45, 541, 543, 548, 562, 971, 980
Tebandeke 870
Tejek 320, 321
Tekidi 857
Tema 445, 446
Temne 417, 423, 433
Tenda 423
Tenda-Boeni 423
Tendirma 51
Tenerife 54
Tepe (ou Sor) 856
Terpestra 30
Tete 32
Teuso 856
Tiefo 400
Tigréens 770
Tiguiton 375
Tindamba 392
Tingirigif 356
Tio 588, 591, 593, 596, 598, 599
Tlemcen 240
Togo central 446
Togo résiduel 446
tolba 255
Tomba Mendez 440
Tombouctou 57, 342, 347, 349, 350, 354, 356, 362
ton 375, 377, 378
Tonga 92, 680, 689
Tongu 446
Toposa 856
Torgut 276
Torwa 697, 698
Touareg 68, 354
Toulepleu 413
Toulounides 221
Toura 418
Traite des esclaves 24, 25, 28, 32, 39, 74, 100, 105, 131, 132, 207, 306, 472, 486, 497, 500, 501, 532, 611, 619, 623, 632, 633, 635, 636, 639, 640, 642, 713
Traoré 400
trekboer 68, 71, 76, 78, 83, 92
Tripoli 55, 271, 276, 277, 280, 284, 286-300, 451, 545
Tsamia 532
Tshawe 752
Tswana 755
Tubu 547, 548
Tucker 441
Tugo 233, 234
Tukuloor 368
Tūmān Bey 168, 190
Tumbuka 667, 680, 689, 696
Tumu 570
Tunfafi 518
Tunis 54, 277
Turkana 79, 91, 856, 859, 900, 903
Twa 916
Twidan 447
Tyapi 417
Tyero Somono 375
Tyokosi 83, 87, 394
Tyr 80

U

Uban Doro 511
Ucle 573
Ulad Dellim 323
ʿUmar al-Tunisi 227
Undi 678, 679, 686
Unsa III 214
Urhobo 494

V

Vandales 80, 82
Vaudou 147, 628
Vazimba 949
Vélez de la Gomera 242
Venezuela 27
Veybercoma 438
Vili 95
Volafotsy 946
Volamena 942
Vou-Kpata 576
Vungara 576

W

Waalo 307, 314, 318, 320, 321, 322, 337
Waba 392

Wadai 223, 224
Waǧ 802
Wahhabites 269
Wakoli 855
Walad Dāwūd Aït Hamū 266
Walamo 802
Walasma 775
Walatta Petros 793
Wālī Abū ʿAbdullāhī b. Masānī 534
Walowa 906
Wamara 875, 877
Wambai Giwa 522
Wanga 913
Wangara 399, 503, 527
Warebo 466
Washana 906, 914
Wassa 447
Wasuya 906, 914
Watasanu 534
Wattara 375
Wattasides 239
We 413, 421, 424
Welser 27
Werempi Ampem 472
Wiile 399
Winyi II 865
Wisigoths 80
Woba 392
Wolayta 804
Wuli 304
Wuri 534

X

Xaaso 325, 326
Xhosa 749, 752

Y

Ya'ekob 794
Ya'rubi 833
Yaasin Bubu 315
Yaji 532
Yaka 94
Yakubu dan Mazuru 513
Yao 95, 665, 667, 669, 690, 691
Yarse 95, 365, 403
Yatenga 45, 381, 382, 385, 386
Yaye Hoola 325
Yendabri 394
Yennenga 381
Yerim Kode 315, 317
Yerim Mbanik 320, 321
Yirlabe 337
Yohannes 796
Yoruba 483, 486, 487, 489, 491, 493
Yuhi Gahima 889
Yuhi Mazimpaka 886, 891
Yūsuf 507, 831

Z

Zafikazimambo 926, 927
Zafimanara 960
Zafindraminia 926, 928
Zafirambo 953
Zafy Manely 929
Zāhir ʿUmar 197
Zaïre 76
Zambèze 32, 54
Zambie 83, 87, 668
Zamfara 506, 507, 511, 513, 514
Zamfara Zaudai 513
Zande 93, 575, 576
Zandoma 385
Zanko 517
Zanku 530
Zanzibar 39
Zara Yakob 770, 802
Zaramo 899
Zaria 54
Zarmatarey 514
Zartai 511
Zaylāʿ 178
Zergo 802
Zigua 899
Zimba 68, 83, 94, 677, 828
Zimbabwe 54, 74, 83, 94
Zinza 899, 909
Zitenga 385
Zolokere 686
Zurmi 518
Zwāwa 280, 296